



HAL
open science

Retrouver le Caucase. Histoire d'une diplomatie frontalière (1905-1938)

Etienne Peyrat

► **To cite this version:**

Etienne Peyrat. Retrouver le Caucase. Histoire d'une diplomatie frontalière (1905-1938). Histoire. Sciences po Paris, 2015. Français. NNT : . tel-01783505

HAL Id: tel-01783505

<https://shs.hal.science/tel-01783505>

Submitted on 20 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut d'Études Politiques de Paris
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO
Programme doctoral d'histoire
Centre d'histoire de Sciences Po

RETROUVER LE CAUCASE

HISTOIRE D'UNE DIPLOMATIE FRONTALIÈRE

(1905-1938)

thèse présentée et soutenue publiquement le 17 décembre 2015 par

Etienne FORESTIER-PEYRAT

Thèse dirigée par Sabine DULLIN et Paul-André ROSENTAL,
Professeurs des universités à Sciences Po

Jury :

M. Olivier BOUQUET, Professeur des universités à Paris 7 Diderot

Mme. Sabine DULLIN, Professeur des universités à Sciences Po (co-directrice de thèse)

M. Bruce GRANT, Professeur à New York University

Mme. Claire MOURADIAN, Directrice de recherches au CNRS

M. Jeronim PEROVIĆ, Professeur à l'université de Zurich

M. Paul-André ROSENTAL, Professeur des universités à Sciences Po (co-directeur de thèse)

Liste des sigles archivistiques et recueils utilisés

Nous nous sommes efforcé de réduire au minimum le recours à des acronymes et sigles dans le corps du texte, afin de faciliter la lecture de ce travail. Le danger était particulièrement grand en ce qui concerne les *realia* soviétiques, adeptes d'acronymes et abréviations en tout genre. On a en revanche utilisé un certain nombre d'abréviations dans la mention des références, notamment pour les archives et principaux recueils de documents utilisés. Les documents sont classés selon les normes en vigueur pour chaque archive. En ce qui concerne les archives post-soviétiques, nous avons appliqué pour toutes les abréviations russes, à savoir « f. » (*fond* : fonds), « op. », (*opis'* : inventaire), « d. » (*delo* : dossier) et « l. » (*list* : feuillet).

AAN	Archiwum Akt Nowych
AARSA	Ach'aris AR Sakhelmts'ipo Arkivi (Batoumi)
AMAE	Archives du Ministère des Affaires Etrangères (Paris)
AMAEB	Archives du Ministère des Affaires Etrangères du royaume de Belgique (Bruxelles)
AMH	Artvin Muhaciri Hatıraları
APMV	Armjane v Pervoj Mirovoj vojne (1914-1918 gg.)
ARDA	Azərbaycan Respublikası Dövlət Arxivi (Bakou)
ARIS	Asnad-e ravâbit-e Irân ve Shuravi dar dovre-ye Rezâ Shâh
ARIT	Asnâdî az ravâbit-e Irân va Torkiye
ARSPIHDA	Azərbaycan Respublikası Siyasi Partiyalar və İctimai Hərəkətlər Dövlət Arxivi (Bakou)
ASM	Ach'aris Sakhelmts'ipo Muzeumi (Batoumi)
ASMAE	Archivio storico diplomatico (Rome)
BCA	Başbakanlık Cumhuriyet Arşivi (Ankara)
BOA	Başbakanlık Osmanlı Arşivi (Istanbul)
CAW	Centralne Archiwum Wojskowe (Varsovie)
DMVP	Dokumenty i materialy po vneshnej politike Zakavkaz'ja i Gruzii

<i>DPA</i>	Der Völkermord an den Armeniern 1915-16. Dokumente aus dem Politischen Archiv des deutschen Auswärtigen Amts
<i>DVP SSSR</i>	Dokumenty vneshnej politiki SSSR
<i>FKR</i>	Fa'âlîyathâ-ye komûnistî dar dovre-ye Rezâshâh (1300-1310)
<i>GADKh</i>	Gozîde-ye âsnâd-e daryâ-e khazar ve manâteq-e shimâlî-e Irân dar djang-e djahânî-e avval
<i>GARF</i>	Gosudarstvennyj Arkhiv Rossijskoj Federatsii (Moscou)
<i>HAA</i>	Hajastani Azgajin Arkhiv (Erevan)
<i>HFQ</i>	Hî'at-i favq al-'âdah-i Qafqâzîyah
<i>HHStA</i>	Haus-, Hof- und Staatsarchiv (Vienne)
<i>HTs'OT'</i>	Hajots' ts'eghaspanut'junë Osmanjan T'urkiajum. Verapratsneri vkajut'junner. P'ast'at'ght'eri zhoghovatsu
<i>IISG</i>	Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (Amsterdam)
<i>IJJA</i>	Irân ve djang-e djahânî-e avval : Âsnâd-e vezârat-e dâkhile
<i>IPD</i>	Iran Political Diaries 1881-1965
<i>NHMA</i>	Natural History Museum Archives (Londres)
<i>OBDH</i>	Osmanlı Belgelerinde Birinci Dünya Harbi
<i>OFpra</i>	Office français de protection des réfugiés et apatrides (Fontenay-sous-Bois)
<i>ÖA</i>	Österreich-Armenien. 1872-1936. Faksimilesammlung diplomatischer Aktenstücke
<i>PA AA</i>	Politisches Archiv des Auswärtigen Amts (Berlin)
<i>RGAE</i>	Rossijskij Gosudarstvennyj Arkhiv Ekonomiki (Moscou)
<i>RGASPI</i>	Rossijskij Gosudarstvennyj Arkhiv Sotsial'no-Politicheskij Istorii (Moscou)
<i>RGVA</i>	Rossijskij Gosudarstvennyj Voennyj Arkhiv (Moscou)
<i>RGVIA</i>	Rossijskij Gosudarstvennyj Voenno-Istoricheskij Arkhiv (Moscou)
<i>SShSA PA</i>	Sakartvelos Shinagan sakmeta Saminist'ros Arkivi – P'olitik'uri Arkivi (Tbilissi)
<i>SShSA ShA</i>	Sakartvelos Shinagan sakmeta Saministros Arkivi – Shinagan Arkivi (Tbilissi)
<i>SSTsA</i>	Sakartvelos Saistorio Tsentraluri Arkivi (Tbilissi)
<i>SUITsA</i>	Sakartvelos Uakhlesi Ist'oriis Tsent'raluri Arkivi (Tbilissi)
<i>TKA</i>	Türk Kızılay Arşivi (Ankara).
<i>TNA</i>	The National Archive (Londres)

Remarques sur les calendriers

La cohabitation de calendriers divers constitue un phénomène particulièrement persistant au Caucase du début du XX^e siècle. Le calendrier grégorien n'est en effet en usage direct dans aucun des trois Etats de la région en 1900. En Russie, le calendrier julien, caractérisé par un retard de treize jours par rapport au calendrier grégorien dans les années 1900, reste en usage jusqu'en 1918. Dans l'Empire ottoman et en Iran, il existe à chaque fois deux calendriers principaux. Le calendrier lunaire de l'Hégire est utilisé dans les deux empires. L'Empire ottoman utilise aussi le calendrier financier roumi, créé en 1676 et transformé en calendrier officiel de l'administration en 1839. Il s'agit d'un calendrier solaire corrigeant certains décalages du calendrier de l'Hégire¹. En Perse, c'est un calendrier solaire, commençant à l'équinoxe de printemps et ancré dans l'histoire des calendriers zoroastriens qui coexiste avec le calendrier lunaire. Son point de départ est aussi l'Hégire. Dans le cas de la notation du calendrier lunaire de l'Hégire, j'ai transcrit le nom des mois selon leur prononciation ottomane ou iranienne selon les situations.

- Le calendrier lunaire de l'Hégire :

<u>Version ottomane</u>	<u>Version iranienne</u>
Muharrem	Muharram
Safer	Safar
Rebiülevvel	Rabî' al-Avval
Rebiülahir	Rabî' as-Sânî
Cemaziyelevvel	Djomâdâ al-Avlâ
Cemaziyelahir	Djomâdâ as-Sânî
Recep	Radjab
Şaban	Sha'bân
Ramazân	Ramazân
Şevval	Shavvâl
Zilkade	Zû l-qa'de
Zilhicce	Zû l-hidjdje

¹ Richard B. Rose, « The Ottoman Fiscal Calendar », *Middle East Studies Association Bulletin*, Vol. 25, No. 2, décembre 1991, pp. 157-167.

- Le calendrier fiscal ottoman :

Kânûn-ı Sâni
 Şubat
 Mart
 Nisan
 Mayıs
 Haziran
 Temmuz
 Ağustos
 Eylül
 Teşrin-i Evvel
 Teşrin-i Sâni
 Kânûn-ı Evvel

- Le calendrier solaire iranien :

Farvardîn
 Ordîbehesht
 Khordâd
 Tîr
 Mordâd
 Shahrîvâr
 Mehr
 Âbân
 Âzar
 Dey
 Bahman
 Esfand

Introduction

Par une lourde journée d'été, dans le foisonnement calculé des tapis, meubles et tableaux d'un salon coquet, Monsieur et Madame Pendelli reçoivent. Monsieur, consul d'Italie à Batoumi, fume nonchalamment sa cigarette, tandis que sa femme s'entretient avec le fringant Adil Bey, nouveau consul de Turquie dans la ville. « Il n'est que trois consulats à Batum : le vôtre, celui de Perse et le nôtre. Mais les Persans sont infréquentables », susurre Madame Pendelli à son jeune voisin. Sans être au fait de cette bénigne médisance, la femme du consul persan prend peu après Adil Bey en aparté pour le mettre en garde : « Vous savez que nous sommes condamnés à vivre ensemble pendant des mois, ou des années. Nous sommes six en tout, y compris John, de la Standard, mais il est toujours ivre² ». Que la sociabilité expatriée et diplomatique fasse preuve d'une certaine circularité, voilà qui n'étonnera pas véritablement. Mais que l'horizon d'un consul se réduise à cinq fréquentations personnelles, parmi lesquelles deux homologues et le représentant ivrogne d'une grande compagnie pétrolière, peut paraître excessif. Georges Simenon n'exagère pourtant guère lorsqu'il décrit, dans les premières pages de son récit *Les gens d'en face*, la rencontre entre son héros Adil Bey et le microcosme des consuls étrangers à Batoumi. Quelques mois avant la publication de cet ouvrage en 1933, Simenon a parcouru lui-même les rives de la mer Noire, turque et soviétique, au cours d'un long voyage accompli en compagnie de son épouse³.

Difficile d'imaginer, à suivre les malheureux consuls qui peuplent son roman, isolés et confrontés aux obstacles croissants mis à leur travail dans l'URSS du début des années 1930, qu'ils incarnent les derniers feux de plusieurs décennies d'une diplomatie des confins caucasiens⁴. Fantômes consulaires, ils errent dans une ville elle-même spectrale, dont les rues ne grouillent plus de la foule bigarrée qui les peuplait encore quelques années auparavant. « On voyait encore des échoppes, mais elles étaient vides, volets clos ou vitres brisées. On

² Georges Simenon, *Les gens d'en face*, Paris, Presses de la Cité, 2004 (1933), pp. 9-12 ; je remercie chaleureusement Claire Mouradian de m'avoir indiqué, au début de ma recherche, cette référence précieuse.

³ Sur ce texte, voir Rosemarie Kieffer, « La présence française en Géorgie », *Présence francophone*, No. 8, Printemps 1974, pp. 117-129.

⁴ La figure du consul ne jouit pas toujours du traitement le plus flatteur dans la littérature contemporaine. Pensons au consul britannique alcoolique de Malcolm Lowry, dans *Under the Volcano* (1947), ou de la figure secondaire du vice-consul dans *Le Vice-Consul* (1966) de Marguerite Duras.

lisait des écriteaux à demi effacés, non seulement en russe, mais en arménien, en turc, en géorgien et en hébreu⁵ ». Deux absences ou, pour mieux dire, deux déclins se répondent dans le dialogue d'un ancien port international réduit au rang de rade atone et de consuls dont l'action s'étirole de jour en jour. Mais ce lien, ici saisi dans son moment le plus pitoyable et le plus fragile, a fait les très riches heures du Caucase. De la région, on connaît la valeur géopolitique, diplomatique et militaire : qui, mieux que la « montagne des langues », pour illustrer le contact et le choc entre les empires tsariste, ottoman et qadjar à partir du début du XIX^e siècle, avant que les suites de la Première Guerre mondiale ne rebattent les cartes politiques de toute une région ?

Le Caucase y paraît objet d'ambitions, territoire de campagnes et de politiques impériales, traces d'hommes sur l'échiquier de la grande diplomatie. Nombreux sont les aspects de cette histoire géopolitique qui ont été explorés, à commencer par les guerres successives qui établissent les grandes lignes des frontières entre les trois empires. Entre Empire ottoman et Perse, les conflits remontent au XVI^e siècle et les campagnes militaires se succèdent jusqu'à ce que le traité de Qasr-e Shîrîn, en mai 1639, pose les jalons d'une frontière⁶. L'occupation russe des provinces caspiennes du Gilan et du Mazandaran entre 1723 et 1732 ouvre des relations directes entre Russie et Iran, mais il faut attendre le début du XIX^e siècle pour que se dessine la frontière moderne entre les trois empires⁷. La première guerre russo-persane, en 1813, s'achève par le traité de Golestân et donne à la Russie la plupart des khanats d'Azerbaïdjan actuel, avant qu'une seconde guerre conclue par le traité de Torkmantchaï (1828) ne lui cède les khanats d'Erevan et du Nakhitchevan⁸. Les guerres russo-ottomanes se succèdent aussi, depuis le conflit de l'indépendance grecque en 1827-1829, jusqu'à la guerre de 1877-1878, en passant par des opérations militaires liées à la guerre de Crimée. Dans les trois cas, le conflit arrive au Caucase depuis des terrains extérieurs, mais contribue à modifier la frontière caucasienne entre ces deux empires et à produire le partage territorial effectif à la veille de la Première Guerre mondiale, qui se trouve modifié de manière

⁵ Georges Simenon, *op.cit.*, 2004 (1933) p. 8.

⁶ Thomas J. Barfield, « Turk, Persian, and Arab: Changing Relationships between Tribes and State in Iran and along Its Frontiers », in Nikki R. Keddie, Rudi Matthee (dir.), *Iran and the Surrounding World. Interactions in Culture and Cultural Politics*, Seattle, University of Washington Press, 2002, p. 74.

⁷ Mohammad 'AlîDjamâlzâde, *Târikh-e ravâbit-e Rûs va Îrân*, Bonyâd-e Mavqûfât-e doktor Mahmûd Afshâr Yazdî, 1372 (1993) ; sur l'occupation russe, Roger Portal, *Pierre le Grand*, Complexe, Bruxelles, 1990, pp. 83-87.

⁸ Galust Galoian, *R'usastanê jev Andrkovkasi zhoghovurdnerê*, Erevan, Hajastan, 1978, pp. 195-206 ; Boris Balajan, *Diplomaticheskaja istorija rusko-iranskikh vojn i prisoedinenija Vostochnoj Armenii k Rossii*, Erevan, Izdatel'stvo Armjanskoj SSR, 1988.

définitive par les traités de 1921 (*figures 1 et 2*)⁹. Ces guerres s'accompagnent aussi de déplacements forcés de populations, qui recomposent l'espace frontalier et ont donné lieu à de nombreuses études. Depuis plusieurs années, cette lecture géopolitique de l'histoire caucasienne connaît un renouveau certain, favorisé par les enjeux actuels qui font de la région un nœud d'intérêts pour des puissances régionales ou mondiales avides de sécurité, de pétrole et d'influence.

Cette lecture est sans conteste une des approches possibles de l'histoire de la région. Mais les interprétations qu'elle en propose, lorsqu'elles occupent seules le terrain historiographique, produisent une distorsion dans la perception qui s'en dégage. Le grand récit géopolitique de l'histoire du Caucase apparaît en réalité comme la conjonction de deux lignes interprétatives distinctes. D'un côté, une approche centrée sur les politiques centrales des trois empires en contact jusqu'à la Première Guerre mondiale, approche duplicable pour la période de l'entre-deux-guerres où se maintiennent des entités aux extensions spatiales similaires¹⁰. Cette approche fait la part belle aux capitales, aux chancelleries et aux élites politico-administratives à leur niveau le plus élevé. Elle n'est d'ailleurs pas limitée à l'interaction entre trois pouvoirs impériaux, puisqu'elle inclut en général le problème de l'impérialisme européen dans la région. D'un autre côté, le récit géopolitique s'appuie sur une restriction thématique, qui s'intéresse avec prédilection à la question de la violence et du conflit dans l'histoire caucasienne¹¹. Un tel axe ne manque pas, au Caucase, de matière pour nourrir son appétit et l'on a tôt fait de qualifier le Caucase, historique ou contemporain, de « foyer de crise¹² ». La période que nous nous proposons ici d'étudier, de l'âge des révolutions constitutionnelles dans les années 1900 jusqu'aux violences de masse de la fin des années 1930, offre, sur l'ensemble du pourtour frontalier caucasien, un répertoire qui satisferait l'expert le plus désabusé des violences de masse¹³. Filées de concert, ces deux lignes interprétatives ont produit des synthèses impressionnantes et touffues d'histoire des

⁹ Gotthard Jäschke, « Geschichte der russisch-türkischen Kaukasusgrenze », *Archiv des Völkerrechts*, Bd. 4, No. 2, septembre 1953, pp. 198-206 ; Sh. Megreliдзе, *Zakavkaz'e v russko-turetskoj vojne 1877-1878 gg.*, Tbilissi, Metsniereba, 1972.

¹⁰ Martin Sicker, *The Bear and the Lion. Soviet Imperialism in Iran*, New York-Westport-Londres, Praeger, 1988 ; Werner Zürer, *Kaukasien 1918-1921. Der Kampf der Grossmächte um die Landbrücke zwischen Schwarzem und Kaspischem Meer*, Dusseldorf, Drost Verlag, 1978 et Id., *Persien zwischen England und Russland 1918-1925*, Berne-Francfort-Las Vegas, Peter Lang, 1978.

¹¹ Sur l'historien face à la violence, voir le chapitre « De la violence » dans Arlette Farge, *Des lieux pour l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1997, pp. 28-45.

¹² Cette représentation du Caucase comme *Krisenregion*, connaît un succès aussi bien dans la littérature scientifique que de vulgarisation : Marie-Carin von Gumpenberg, Udo Steinbach (dir.), *Der Kaukasus : Geschichte, Kultur, Politik*, Munich, C.H. Beck, 2010 ; Svante E. Cornell, *Small Nations and Great Powers. A Study of Ethnopolitical Conflict in the Caucasus*, Richmond, Curzon, 2001.

¹³ C'est sous les auspices de cette violence que sont placées des synthèses comme celle, au titre parlant, de Jörg Baberowski, *Der Feind ist überall – Stalinismus im Kaukasus*, Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 2003.

guerres et conflits dans la région, tel le classique *Caucasian Battlefields* (1953), dû aux historiens militaires William Edward David Allen et Paul Muratoff¹⁴. Elles donnent aussi lieu à une production croissante sur la question des violences de masse et génocides, où le Caucase se trouve intégré à des espaces plus vastes¹⁵.

« Tentons l'expérience », titraient les *Annales* en 1989, lors d'une de leurs mues épisodiques, pour appeler à de nouvelles pratiques¹⁶. Tentons nous aussi l'expérience d'imaginer une autre histoire du Caucase. Les inversions historiographiques n'ont pas toujours que du bon : la politique des empires et la question de la violence constituent deux dimensions fondamentales de l'histoire de la région, qu'il ne saurait être question d'ignorer. Mais feignons un instant de les laisser de côté et d'imaginer une histoire du Caucase énoncée dans des termes nouveaux. On y mettrait au cœur la question du rôle des acteurs locaux – « Caucasiens » dont on nous permettra de suspendre pour quelques pages encore la définition exacte – dans la fabrication de leur histoire et on porterait l'attention sur la question des interactions plutôt que sur la seule violence. Cette lecture inversée ne viserait pas tant à offrir un récit cohérent et intégré de l'histoire de la région qu'à critiquer, au sens le plus constructif du terme, les grandes trames qui structurent ses représentations du passé. Elle compléterait et réorienterait la lecture de certains moments-clefs de l'histoire caucasienne, afin d'en produire une interprétation plus juste. De même que concentration sur les acteurs centraux des empires et intérêt pour la nature conflictuelle du Caucase sont longtemps allés de pair – bien qu'une série d'histoires plus locales de la violence aient été produites récemment¹⁷ – de même on voudrait ici associer une attention à l'échelle des acteurs régionaux du Caucase à l'interface des empires avec une étude de la frontière comme espace d'interaction. Cette étude de l'interaction n'est nullement exclusive d'une attention aux rapports de force et à la violence, mais elle suppose de les mettre en contexte. Pekka Hämäläinen et Samuel Truett soulignent ainsi à propos du cas nord-américain que penser de concert la cohabitation et la violence

¹⁴ William Edward David Allen, Paul Muratoff, *Caucasian Battlefields, 1828-1921*, Cambridge, Cambridge University Press, 1953 ; l'historiographie germanophone a été une autre grande productrice de tels ouvrages, en particulier sur la période de la Première Guerre mondiale : par exemple les utiles volumes de Wolfdieter Bihl, *Die Kaukasus-Politik der Mittelmächte, Teil 1: Ihre Basis in der Orient-Politik und ihre Aktionen, 1914-1917*, Vienne-Cologne-Graz, H. Böhlau, 1975 et *Die Kaukasus-Politik der Mittelmächte, Teil 2: Die Zeit der versuchten kaukasischen Staatlichkeit, 1917-1918*, Vienne-Cologne-Graz, H. Böhlau, 1992.

¹⁵ On peut se référer aux travaux de Mark Levene, qui font la synthèse de ces tentatives d'intégration : Mark Levene, *The Crisis of Genocide, Vol. 1: Devastation. The European Rimlands 1912-1938*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

¹⁶ « Tentons l'expérience », *Annales ESC*, Vol. 44, No. 6, 1989, pp. 1317-1323.

¹⁷ Uğur Ümit Üngör, *The Making of Modern Turkey. Nation and State in Eastern Anatolia, 1913-1950*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011 ; Hans-Lukas Kieser, *Der verpasste Friede: Mission, Ethnie und Staat in den Ostprovinzen der Türkei 1839-1938*, Zurich, 2000.

constitue un des défis de l'histoire des « terres de confins » (*borderlands*)¹⁸. Avant de préciser la manière dont nous souhaitons reconsidérer l'histoire des confins caucasiens, tentons d'abord d'en préciser les contours.

a) Le pari d'une histoire régionale

Il est peu de concepts aussi ambigus, sur un plan spatial, que celui de région. La région est, pourrait-on dire, le domaine de l'intermédiaire. Dans l'approche de la géographie nationale, son emploi consacré est celui d'un territoire situé entre le territoire étatique et le local, susceptible de faire l'objet de qualifications diverses : dans un article célèbre écrit alors que le débat sur la « régionalisation » faisait rage en France, Pierre Bourdieu invitait à prendre en compte les rapports de force entre disciplines et expertises dans la définition de cette échelle intermédiaire et à y voir le fruit de constructions intellectuelles et culturelles¹⁹. Il est un autre type de régions géographiques, également intermédiaires, mais situées cette fois entre le niveau des Etats et ce qu'on pourrait considérer comme des échelles continentales. Le succès de ce second usage est manifesté par la fortune que connaissent nombre de ces concepts, depuis longtemps et sous les formes les plus diverses. La Méditerranée est une candidate naturelle à la première place dans cette catégorie, tant l'idée d'approcher comme un tout les rives de cette mer – dont la définition géographique elle-même reste problématique – est devenue omniprésente. « La Méditerranée, en fait, est semée de zones d'économies semi-fermées, mondes étroits ou vastes organisés pour eux-mêmes – avec leurs innombrables mesures locales, leurs costumes, leurs dialectes », écrivait Braudel, dans un résumé des ambiguïtés fractales de la région qu'il souhaitait décrire²⁰. Si le recours à l'échelle de régions qui dépassent et traversent les frontières des Etats, découpant des géographies alternatives et des échelles d'étude différentes connaît un tel succès, à quoi doit-on l'attribuer ?

Il est légitime d'attribuer ce recours, en première approche, à l'idée que les régions existeraient comme réalités objectives exerçant un impact sur l'histoire et l'expérience humaine. La géomorphologie a longtemps servi de base à cette lecture, en distinguant sur la base de critères physiques des ensembles spatiaux. De telles définitions, si elles peuvent

¹⁸ Pekka Hämäläinen, Samuel Truett, « On Borderlands », *The Journal of American History*, Vol. 98, No. 2, septembre 2011, p. 351.

¹⁹ Pierre Bourdieu, « L'idée et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 35, 1980, pp. 63-72 ; Romain Pasquier, *Le pouvoir régional. Mobilisations, décentralisation et gouvernance en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2012, pp. 23-30.

²⁰ Fernand Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1966 (1^{ère} édition : 1949), p. 350.

forger des représentations générales, se heurtent cependant à des critiques, ainsi qu'aux limites manifestes de leurs critères²¹. « La Méditerranée n'est pas une mer, mais une succession de plaines liquides communiquant entre elles par des portes plus ou moins larges », poursuivait Braudel dans son grand œuvre²². Cette approche matérielle – au sens le plus immédiat – de la région a souvent été complétée par une lecture culturelle. La matérialité elle-même a pu servir de support à ce déplacement, si l'on pense aux travaux de Claudio Magris sur l'espace danubien²³. Là encore, la Méditerranée fait figure d'archétype, tant les sciences sociales ont pu s'intéresser aux formes culturelles, religieuses, sociales, économiques ou politiques associées à cet espace et supposées lui conférer une unité par-dessus les eaux salées. Cette lecture est cependant beaucoup plus constructiviste, permettant d'ailleurs des chevauchements dans les aires géographiques retenues comme pertinentes. On pourra alternativement examiner le Liban sous l'angle de la Méditerranée ou du Proche-Orient – *Mashreq*, si l'on souhaite retenir une catégorie émique –, le Pakistan sous celui de l'Asie centrale, du « Grand Moyen Orient » ou du sous-continent indien. Les régions définies ici répondent à la fois à des logiques *topographiques* – de contiguïté – et *topologiques* – de connexion –, comme l'a montré l'étude récente d'Ilham Khuri-Makdisi sur le triangle Beyrouth-Le Caire-Alexandrie²⁴. Les configurations sont ici nombreuses et, si chaque chercheur défend ses propres outils d'analyse, il n'est pas toujours pertinent de hiérarchiser ces approches régionales emboîtées. Il faut plutôt penser l'articulation et le chevauchement de classifications régionales différentes, en fonction du questionnement posé, comme le rappellent Martin Lewis et Kären Wigen²⁵. En arrière-plan se joue cependant la question de l'existence de ces régions culturelles non seulement dans une construction intellectuelle, mais aussi dans la perception des individus qui les habitent.

Dans cette hésitation, il convient de mentionner un troisième critère qui a permis de dessiner les contours de régions, à la fois comme unités vécues et comme cadres d'analyse. La région peut en effet être définie comme l'espace d'une expérience historique commune, en

²¹ Martin W. Lewis, Kären E. Wigen, *The Myth of Continents. A Critique of Metageography*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1997, pp. 35-36.

²² Fernand Braudel, *op.cit.*, 1966 (1949), p. 99.

²³ On fait ici référence à son classique et inclassable ouvrage : Claudio Magris, *Danubio*, Milan, Garzanti, 1986 ; on peut aussi renvoyer au lien entre topographie et structures humaines articulé autour de l'idée de *connectivité* dans la magistrale somme de Peregrine Horden et Nicholas Purcell, *The Corrupting Sea. A Study of Mediterranean History*, Oxford-Malden, Blackwell, 2000, pp. 123-127.

²⁴ Cette étude s'intéresse au développement de formes de radicalité politique de gauche : Ilham Khuri-Makdisi, *The Eastern Mediterranean and the Making of Global Radicalism, 1860-1914*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2010, pp. 1-3 ; sur la distinction topographie/topologie, Michel Lussault, *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*, Paris, Le Seuil, 2007, p. 65.

²⁵ Ils qualifient cela comme la *contextual specificity* de toute classification régionale : Martin W. Lewis, Kären E. Wigen, *op.cit.*, 1997, pp. 199-200.

particulier politique. Cette expérience peut être intégrée à l'auto-identification des populations qui l'habitent, de même qu'à la perception de la région depuis l'extérieur²⁶. Cette dimension est particulièrement forte si l'on songe au cas de l'Europe centrale au XX^e siècle. Sans revenir sur le terme lui-même, qui fait l'objet selon les langues et les auteurs de nombreuses variations, ses approches au siècle passé ont fortement reposé sur l'idée d'expériences communes : expériences impériales et multiethniques, expériences guerrières, expériences des régimes autoritaires et totalitaires²⁷. Cette approche par l'expérience historique a l'avantage de combiner potentiellement la voix des peuples et celle de l'analyste. Le concept d'Europe centrale peut ainsi apparaître aux dissidents d'Europe centrale, après 1945, comme un outil politique à brandir contre l'oubli de la « deuxième Europe » en Occident²⁸. A certains égards, les travaux actuels menés sur la région des Caraïbes repose sur une association similaire de l'échelle régionale à des questionnements socio-politiques, relatifs notamment à l'expérience de l'esclavage et de la résistance aux puissances coloniales ayant découpé un ensemble d'îles interconnectées²⁹. L'expérience plus récente de la constitution d'entités supraétatiques régionales a constitué un fort stimulant pour les recherches sur le sujet, en posant la question du rôle de la « régionalisation » dans les évolutions du monde contemporain³⁰. Ces trois pôles de définition des régions transétatiques – géographique, socio-culturel et politico-historique – relèvent bien sûr plus d'une combinatoire que de logiques exclusives. Comment approcher, dès lors, le Caucase dont on traitera ici ?

Depuis les années 1990, le traitement du Caucase comme objet des sciences sociales et de l'histoire a connu des évolutions profondes. Ces évolutions s'inscrivent dans une trajectoire commune à nombre des marges de l'ancien espace soviétique et, plus largement communiste. De la Baltique à l'Asie du Nord-Est, en passant par la mer Noire et l'Asie centrale, la chute du communisme a ouvert de nouvelles régions transfrontalières entre des espaces auparavant intégrés au bloc de l'Est et des régions extérieures, souvent considérées de manière séparée. Dans le cadre d'un projet mené au cours des années 2000 à l'université de

²⁶ Voir les références sur l'Asie du Sud-Est dans Osamu Ieda, *op.cit.*, in Kimitaka Matsuzato (dir.), *op.cit.*, 2005, p. 25.

²⁷ Jacques Droz, *L'Europe centrale. Evolution historique de l'idée de « Mitteleuropa »*, Paris, Payot, 1960.

²⁸ Sur ces constructions intellectuelles et politiques, voir Catherine Horel, *Cette Europe qu'on dit centrale*, Paris, Beauchesne, 2010 ; Tony Judt, *Postwar. A History of Europe since 1945*, Londres, Vintage Books, 2010 (2005), p. 202 ; Timothy Garton Ash, *The Uses of Adversity. Essays on the Fate of Central Europe*, New York, Vintage, 1990.

²⁹ Cette question a donné lieu récemment à de nombreuses recherches individuelles et collectives, dans plusieurs langues : José A. Piqueras (dir.), *Las Antillas en la era de las Luces y la Revolución*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, 2005 ; Carrie Gibson, *Empire's Crossroads. A New History of the Caribbean*, Londres, Pan Books, 2015.

³⁰ Rick Fawn, « 'Regions' and their study : wherefrom, what for and whereto? », in Id. (dir.), *Globalising the region. Regionalising the Global*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, pp. 5-34.

Hokkaido, Kimitaka Matsuzato a proposé de qualifier ces régions de « nouvelles régions frontalières » d'Eurasie et en a donné une représentation visuelle (*figure 3*). Matsuzato rappelle que le classement en aires culturelles a placé jusqu'à la fin de la Guerre froide, pour des raisons géopolitiques autant que scientifiques, le Caucase au sein des études russes et soviétiques³¹. Vu comme entité intérieure à l'Union soviétique, bien que caractérisé par un ancrage historique dépassant en partie ses frontières, le Caucase était surtout thématiqué à travers sa position de périphérie des Etats russes successifs, ainsi que d'un découpage interne entre Caucase du Nord et Caucase du Sud³². L'héritage de ces classifications reste fort, tant pour des raisons de permanences institutionnelles que de traditions intellectuelles. Cependant, l'approche du Caucase comme espace transétatique, dont l'étude suppose un intérêt pour l'Iran et la Turquie – voire pour le Proche-Orient arabe ou les Balkans – est désormais de plus en plus répandue³³. C'est ainsi qu'Alfred Rieber intègre le Caucase à l'étude des « frontières complexes » de l'Eurasie, dans une approche proche de celle de Matsuzato³⁴. C'est précisément sous la forme de cet espace transimpérial et transfrontalier qu'on voudrait aborder le Caucase.

Une telle approche régionale peut être présentée comme une réaction à deux formes très prégnantes de segmentation historiographique. La première réside dans la persistance de fortes traditions historiques centrées sur les aires culturelles et politiques qui voient le Caucase³⁵. Cette région, prise entre le marteau de l'historiographie de la Russie et de l'Union

³¹ Kimitaka Matsuzato, « Cultural geopolitics and the New Border Regions of Eurasia », *Journal of Eurasian Studies*, Vol. 1, No. 1, 2010, p. 43 ; Matsuzato a proposé également le terme de *meso-areas*, traduction directe du japonais *chûikiken* : Kimitaka Matsuzato, « Chûikiken no gainen tsuite », *Surabu kenkyû Sentâ nyûsu*, No. 95, 2003/10 ; sur ce concept, voir Osamu Ieda, « Regional Identities and Meso-Mega Area Dynamics in Slavic Eurasia: Focused on Eastern Europe », in Kimitaka Matsuzato (dir.), *Emerging Meso-Areas in the Former Socialist Countries*, Hokkaido, Slavic Research Center, 2005, pp. 19-41.

³² Sur l'articulation Caucase du Nord-Caucase du Sud, Austin Jersild a ouvert des pistes en proposant d'examiner la relation entre Caucase du Nord et puissance russe au cours du second XIX^e siècle en ajoutant comme tiers acteurs les Géorgiens : Austin Jersild, *Orientalism and Empire. Mountain Peoples and the Georgian Frontier, 1845-1917*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002, pp. 8-9 ; Claire Mouradian, « The Origins of a Colonial Vision of Southern Russia from the Tsars to the Soviets : About Some Imperial Practices in the Caucasus », in Sophie Hohmann, Claire Mouradian, Silvia Serrano Julien Thorez (dir.), *Development in Central Asia and the Caucasus. Migration, Democratisation and Inequality in the Post-Soviet Era*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2014, pp. 17-46 ; Ronald Grigor Suny (dir.), *Transcaucasia, Nationalism, and Social Change*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1996 (1983).

³³ Stephanie Cronin, « Introduction - Iranian-Russian encounters: empires and revolutions since 1800 », in Id. (dir.), *Iranian-Russian Encounters. Empires and revolutions since 1800*, Londres-New York, Routledge, 2013, pp. 1-10 ; Sergio Bertolissi, Luigi Magarotto (dir.), *La Russie verso Oriente. Il crocevia del Caucaso*, Naples, M. D'Auria Editore, 2004.

³⁴ Alfred Rieber, *The Struggle for the Eurasian Borderlands*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2014.

³⁵ Sur la reconsidération des découpages de l'Eurasie, voir l'article de Stephen Kotkin, « Mongol Commonwealth? Exchange and Governance across the Post-Mongol Space », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 8, No. 3, 2007, pp. 487-531 ; voir aussi sur le cas de l'Asie-Pacifique les études rassemblées dans Terence Wesley-Smith, Jon Goss (dir.), *Remaking Area Studies. Teaching and Learning*

soviétique et les enclumes de l'histoire turco-ottomane et persane, se trouve dans un tiraillement dont il est difficile de se défaire. Toujours, l'historien est entraîné vers un des côtés de la frontière, par sa propension personnelle, par les déséquilibres des sources ou de la bibliographie, par les nécessités, enfin, d'une présentation synthétique. Il faut pourtant chercher à écrire une véritable histoire transnationale et connectée des empires en contact, qui suppose aussi la mise en dialogue des traditions historiographiques³⁶. Un autre « écueil » vis-à-vis de l'approche régionale réside dans la réduction fréquente des approches transfrontalières à des relations bilatérales³⁷. Le terme de réduction peut paraître inutilement désobligeant mais il ne vise pas tant la légitimité de ces travaux – on concédera aisément que la matière des interactions entre deux espaces impériaux suffit à nourrir des ouvrages entiers – que les obstacles que pose la rareté des travaux prenant le Caucase comme ensemble véritablement tri-impérial. Certes, l'approche bilatérale permet de « multiplier les points de vue et de varier les échelles d'observation » avec un degré de détail que ne permet pas totalement l'approche régionale³⁸. Certes, l'approche régionale est compliquée par les questions linguistiques et la disparité dans les archives disponibles. Néanmoins, nous avons voulu ici faire la tentative d'une telle histoire régionale, nécessairement inachevée, mais s'efforçant de prendre en compte l'interaction entre ces trois espaces impériaux puis étatiques, ce qui suppose de les mettre en question dans leur légitimité analytique.

La seconde forme de segmentation contre laquelle peut s'élever l'approche régionale est celle non pas des historiographies de chaque espace impérial ou des aires culturelles, mais d'historiographie centrées sur des structures strictement nationales. Le phénomène est particulièrement fort dans le Caucase post-soviétique actuel, mais vaut plus généralement

Across Asia and the Pacific, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2010 ; on peut penser également à la question du partage historiographique en dépassement dans le cas des confins entre Mexique et Etats-Unis, Samuel Truett, Elliott Young, « Making Transnational History: Nations, Regions, and Borderlands », in Id. (dir.), *Continental Crossroads. Remapping U.S.-Mexico Borderlands History*, Durham-Londres, Duke University Press, 2004, pp. 1-32.

³⁶ Sur l'articulation entre l'approche comparative des empires et l'approche transnationales, voir Alexey Miller, « The Value and the Limits of a Comparative Approach to the History of Contiguous Empires on the European Periphery », et Jun Akiba, « Preliminaries to a Comparative History of the Russian and Ottoman Empires: Perspectives from the Ottoman Studies », in *Imperiology. From Empirical Knowledge to Discussing the Russian Empire*, Sapporo, Slavic Research Center, 2007, pp. 19-20 et 33-48.

³⁷ L'étude des relations « russo-turques » et « russo-iraniennes » constituent ainsi deux champs qui, pour être reliés par un certain nombre d'écluses, restent néanmoins distincts. Sans entrer dans la bibliographie pléthorique dans les différentes langues : Stephanie Cronin (dir.), *op.cit.*, 2013 ; Miron Rezun, *The Soviet Union and Iran. Soviet Policy in Iran from the Beginnings of the Pahlavi Dynasty until the Soviet Invasion in 1941*, Genève-Alphen aan den Rijn, Sijthoff & Noordhoff International Publishers BV-Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, 1981 ; Mohammad 'Alî Djamâlzâde, *Târikh-e ravâbit-e Rus ve Îrân*, Téhéran, Bonyâd-e Mavqûfât-e doktor Mahmûd Afshâr Yazdî, 1372 (1993) ; L.M. Kulagina, *Rossija i Iran (XIX-nachalo XX veka)*, Moscou, Kljuch-S, 2010 ; Akdes Nimet Kurat, *Türkiye ve Rusya*, Ankara, Kültür Bakanlığı, 1990.

³⁸ Thomas Gomart, « La relation bilatérale : un genre de l'histoire des relations internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, No. 65-66, Janvier-juin 2002, pp. 65-68.

pour les histoires post-impériales³⁹. Si le thème de l'amitié entre les peuples du Caucase au sein de la famille des peuples soviétiques a occupé une place centrale dans l'historiographie officielle de la région des années 1940 aux années 1980, le cadre national était déjà constitué en unité de base d'écriture de l'histoire⁴⁰. De nombreux travaux restaient cependant produits sur une base plus large, prenant typiquement pour cadre le Caucase du Sud ou le Caucase du Nord. La tendance à la concentration sur les unités ethno-étatiques s'est nettement accentuée depuis les années 1990, où l'histoire est devenue dans les trois républiques un outil de légitimation dans les conflits territoriaux opposant les républiques et de construction d'Etats indépendants⁴¹. Le plus souvent, ce nationalisme méthodologique consiste à projeter dans le passé le plus ancien les structures étatiques actuelles – en les assortissant de territoires étendus à l'envi – dans une forme de primordialisme ethno-culturel, religieux et politique dont la critique a déjà été faite dans d'autres contextes⁴². Si ces nations et Etats sont pleinement légitimes comme objets d'histoire, leur généalogie ne peut être que critique et attentive aux bifurcations dans une région où frontières politiques, religieuses, ethniques et linguistiques n'ont jamais évolué au diapason. Ils ne doivent par ailleurs pas conduire à une exclusion d'approches autres, qui ne correspondraient pas au cadre des nations et Etats actuels⁴³.

³⁹ Jane Burbank, Mark von Hagen, « Coming into the Territory: Uncertainty and Empire », in Jane Burbank, Mark von Hagen, Anatolyi Remnev (dir.), *Russian Empire. Space, People, Power, 1700-1930*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 2002, pp. 21-22 ; sur la difficulté à regarder le Caucase du Sud comme région, Ekaterina Pravilova, *Finansy imperii. Den'gi i vlast' v politike Rossii na natsional'nykh okrainakh, 1801-1917*, Moscou, Novoe Izdatel'stvo, 2006, pp. 14-15.

⁴⁰ Sur les évolutions de cette historiographie, voir : Moshe Gammer, Vera Kaplan, « Post-Soviet Narratives of the Conquest of the Caucasus », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 61, No. 1, 2013, pp. 26-46 ; cette concentration sur les nations s'accompagne de formes d'irrédentisme. Pour le cas azéri après 1946, Nader Entessar, « Azeri Nationalism in the Former Soviet Union and Iran », in Crawford Young (dir.), *The Rising Tide of Cultural Pluralism. The Nation-State at Bay?*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1993, p. 125.

⁴¹ Sur le cas géorgien, voir Silvia Serrano, *Géorgie, sortie d'empire*, Paris, CNRS Editions, 2007, pp. 11-12 et *passim* ; Irina Morozova, « Contemporary Azerbaijani Historiography on the Problem of "Southern Azerbaijan" after World War II », *Iran & the Caucasus*, Vol. 9, No. 1, 2005, pp. 85-120 ; sur une application au cas de l'Ukraine, Alexei Miller, « Shaping Ukrainian and Russian Identities in the Russian Empire during the 19th Century: Some Methodological Remarks », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 49, No. 4 (2001), pp. 257-263.

⁴² Pour une définition critique du primordialisme, Anthony D. Smith, *Nationalism*, Cambridge-Malden, Polity Press, 2010 (2001), pp. 55-58 ; une défense d'un primordialisme raisonné, insistant notamment sur le rôle de la religion : Adrian Hastings, *The Construction of Nationhood. Ethnicity, Religion and Nationalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

⁴³ Je renvoie aux remarques de Mohamad Tavakoli-Targhi sur la difficulté d'écrire l'histoire culturelle d'une région où les productions culturelles et littéraires ne s'inscrivent pas dans les cadres étatiques et nationaux. Il parle à ce propos de *homeless texts*. Mohamad Tavakoli-Targhi, *Refashioning Iran. Orientalism, Occidentalism and Historiography*, Basingstoke-New York, Palgrave, 2001, pp. xi-x et 8-11 ; pour un aperçu des approches actuelles en histoire « iranienne », on peut se référer au collectif de Kamran Scot Aghaie, Afshin Marashi (dir.), *Rethinking Iranian Nationalism and Modernity*, Austin, University of Texas Press, 2014, et dans le cas turc à Marc Aymes, « Le siècle de la Turquie. Une histoire contemporaine ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/3, No. 103, pp. 47-61.

C'est face à ces logiques de segmentation que nous nous proposons de placer notre recherche à l'échelle d'une région transimpériale. Inspirants à cet égard sont les travaux menés par le cluster Europe-Asie de l'université de Heidelberg, qui a produit de nombreuses recherches sur le Nord-Est asiatique, proposant le concept de « région transculturelle » pour désigner les confins entre les territoires actuels de la Mongolie, de la Chine, de la Russie et de la Corée⁴⁴. Au Caucase comme en Asie du Nord-Est, nous avons affaire à des territoires impériaux en apparence délimités, mais encore sujets à des tensions et où les réalités régionales tissent des connexions transfrontalières importantes. Il n'est pas de critère absolu pour délimiter l'espace transfrontalier sur lequel on se concentrera ici. Selon le point de vue adopté, on pourrait en proposer des anamorphoses différentes⁴⁵. Nous proposons donc de ne pas nous limiter à un espace strictement délimité a priori, car ce Caucase transfrontalier est largement lié à l'approche que nous voulons ici développer. Qu'il suffise ici de borner ce qui sera le cœur de « notre » Caucase, comprenant le Caucase du Sud tsariste puis soviétique, les provinces d'Anatolie orientale ottomanes puis turques, aussi bien sur le littoral de la mer Noire qu'à l'intérieur des terres, et enfin la vaste province d'Azerbaïdjan iranien, ainsi que la province caspienne du Gilan (*figure 1 bis*)⁴⁶. Il s'agit bien de proposer un nouveau cadre territorial d'analyse au-delà des découpages étatiques et impériaux canoniques. Ce cœur se trouve en effet « co-construit » selon deux dimensions qui font la diplomatie frontalière dont il sera question et qu'on voudrait définir désormais : l'existence d'autonomies politico-administratives institutionnalisées dans les confins impériaux et étatiques, d'une part ; l'intensité des relations transfrontalières reliant entre eux ces confins, d'autre part.

⁴⁴ Dan Ben-Canaan, Frank Grüner, Ines Prodöhl (dir.), *Entangled Histories. The Transcultural Past of Northeast China*, Cham, Springer, 2014 ; Michael G. Müller, Cornelius Torp, « Conceptualising Transnational Spaces in History », *European Review of History: Revue européenne d'histoire*, Vol. 16, No. 5, 2009, pp. 609-617.

⁴⁵ Cette idée des anamorphoses de la zone-frontière se trouve en 1903 dans le récit de voyage de l'écrivain H.J. Whigham, qui rappelle que la dépendance des villes persanes au commerce avec la Russie ne dépend pas simplement du gradient de la distance. H.J. Whigham, *The Persian Problem. An Examination of the Rival Positions of Russia and Great Britain in Persia with some Account of the Persian Gulf and the Bagdad Railway*, Londres, Isbister & Co., 1903, p. 348 ; Paul Guichonnet, Claude Raffestin, *Géographie des frontières*, Paris, Presses universitaires de France, 1974, pp. 44-45 ; la variation des cadres territoriaux d'analyse est proche de la critique de l'histoire « provinciale » ottomane faite par Marc Aymes, *A Provincial History of the Ottoman Empire. Cyprus and the Eastern Mediterranean in the nineteenth century*, Londres-New York, Routledge, 2014, pp. 3-8.

⁴⁶ Sur la situation actuelle de ces deux régions au sein de l'Iran, voir Christian Bromberger, *Un autre Iran. Un ethnologue au Gilân*, Paris, Armand Colin, 2013 ; Gilles Riaux, *Ethnicité et nationalisme en Iran. La cause azerbaïdjanaise*, Paris, Karthala, 2012.

b) Décoloniser le Caucase : acteurs régionaux et diplomatie frontalière

L'histoire du Caucase se débat à bien des égards dans des difficultés qui ne lui sont pas propres, mais renvoient au problème plus général de l'écriture historique en situation postimpériale et postcoloniale. Les historiens de l'Afrique postcoloniale ont rappelé les apories de l'histoire produite dans la foulée des mouvements de libération nationale, prise entre exaltation d'identités ancestrales et dénonciation radicale de l'emprise étrangère dans ses conséquences néfastes⁴⁷. Décoloniser l'histoire de ces régions revient à chercher une écriture qui ne tombe pas dans le face-à-face entre impérialismes extérieurs et nationalismes locaux, à prendre en compte les rapports de force bien réels qui structurent la région sans embrasser un récit convenu du choc des empires comme trait prépondérant – voire unique – de la région. Les travaux théoriques et historiques récents sur le concept d'empire contiennent sur ce point des apports précieux. Loin des conceptions les plus négatives et excessivement normatives des structures impériales, les recherches actuelles se concentrent sur la catégorie impériale comme outil d'analyse⁴⁸. Dans une lecture transhistorique, elles distinguent en effet les empires des autres entités politiques par une propension structurelle et intellectuelle à gérer la différence – différence des territoires, différence des populations, différence des statuts – au point que cet élément a pu être défini comme la base même de leur légitimité⁴⁹. Les nouvelles lectures théoriques des empires se sont appuyées sur une série de recherches empiriques et situées, proposant des reconsidérations de terrains variés : l'Empire ottoman, le monde colonial britannique, la Chine impériale... Un trait commun de ces différentes études a été l'attention portée au rôle d'acteurs non-centraux dans la fabrique, la persistance et la disparition des empires.

Le rôle des acteurs non-centraux a été particulièrement étudié dans la phase de construction des empires, où ils recouvrent aussi bien les représentants nommés par le pouvoir

⁴⁷ Frederick Cooper, « Conflict and Connection: Rethinking Colonial African History », in Arif Dirlik, Vinay Bahl, Peter Grand (dir.), *History after the Three Worlds. Post-Eurocentric Historiography*, Lanham-Oxford, Rowman & Littlefield, 2000, pp. 157-190.

⁴⁸ Il'ja Gerasimov *et alii*. « V poiskakh novoj imperskoj istorii », in Id. (dir.), *Novaja imperskaja istorija postsovetskogo prostranstva: Sbornik statej*, Kazan, Tsentr Issledovanij Natsionalizma i Imperii, 2004, pp. 7-29 ; pour un ouvrage s'inscrivant dans la même lignée mais ayant reçu un certain nombre de critiques, Ilya Gerasimov, Jan Kusber, Alexander Semyonov (dir.), *Empire Speaks Out: Languages of Rationalization and Self-Description in the Russian Empire*, Leyde-Boston, Brill, 2009 ; Alexander Morrison, « The Pleasures and Pitfalls of Colonial Comparison », *Kritika: Explorations in Russia and Eurasian History*, Vol. 13, No. 4, automne 2012 (New Series), pp. 919-936.

⁴⁹ Jane Burbank, Frederick Cooper, *Empires in World History. Power and the Politics of Difference*, Princeton-Oxford-Princeton University Press, 2010, p. 8 ; Simon J. Potter, *British Imperial History*, Londres-New York, Palgrave, 2015.

central que des élites locales, politiques, économiques ou intellectuelles⁵⁰. Cette interaction a fait l'objet d'études dans des domaines très différents : celui de la politique, bien sûr, avec le rôle de cette interaction des acteurs non-centraux dans la construction des pouvoirs impériaux ; mais aussi celui des dimensions culturelles, intellectuelles et scientifiques de la colonisation⁵¹. Cette réflexion sur les acteurs non-centraux des empires a notamment reposé sur l'idée que les dynamiques décisionnelles et opérationnelles de l'expansion impériale pouvaient se trouver aux marges de l'empire plutôt qu'en son centre. Cette idée va de pair avec une remise en cause, en contexte colonial, de découpages a priori entre catégories d'acteurs, entre colonisés et coloniaux, dominants et dominés. Une telle remise en cause ne signifie pas une négation des rapports de force, de la domination et de l'oppression, mais un refus de leur conférer des formes normatives ahistoriques. Le pouvoir impérial et colonial passe par des modalités qui, pour répondre à certaines régularités, connaissent aussi une large palette de variations dans les relations entre institutions politiques, administratives, élites et populations des territoires soumis. Cette approche consacrée à l'étude des acteurs non-centraux ne joue qu'un rôle modeste du point de vue de l'histoire diplomatique et politique du Caucase, ce qui peut être lié aux difficultés de l'application aux empires tsariste et ottoman des concepts de l'histoire coloniale, donnant lieu à des débats qui se poursuivent encore⁵².

La catégorie même d'*acteurs non-centraux* sera utilisée ici comme équivalente de celle d'*acteurs régionaux*. On voudrait ici recourir à une définition proprement spatiale de ces acteurs, qui évite toute définition en termes d'origine ou d'appartenance ethnique, religieuse, culturelle. Les acteurs régionaux du pouvoir impérial seront ici définis par leur position, physique et institutionnelle, dans l'espace transfrontalier du Caucase. Un fonctionnaire du pouvoir central détaché pour quelques années dans une fonction d'administrateur provincial sera ainsi considéré, dans cette approche, comme un acteur régional au même titre qu'un notable influent de cette même province⁵³. Il nous semble que ce choix d'une définition sur une base spatiale a l'avantage de redécouper certains clivages traditionnels entre centres et

⁵⁰ Pour le cas britannique, voir les essais rassemblés dans Roger D. Long (dir.), *The Man on the Spot: Essays on British Empire History*, Westport, Greenwood Press, 1995.

⁵¹ Christopher Bayly, *Empire and Information. Intelligence Gathering and Social Communication in India, 1780-1870*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1996 ; Kapil Raj, *Relocating Modern Science. Circulation and the Construction of Knowledge in South Asia and Europe, 1650-1900*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2007.

⁵² Jacob Norris, *Land of Progress: Palestine in the Age of Colonial Development, 1905-1948*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 16 ; Mikhail Khodarkovsky, *Russia's Steppe Frontier. The Making of a Colonial Empire, 1500-1800*, Bloomington, Indiana University Press, 2002.

⁵³ Nous utiliserons plus rarement le terme d'*élites locales*, que l'historiographie associe moins à l'idée de circulations entre niveaux politico-administratifs : Joseph W. Esherick, Mary Backus Rankin, « Introduction », in Joseph W. Esherick, Mary Backus Rankin (dir.), *Chinese Local Elites and Patterns of Dominance*, Berkeley-Los Angeles-Oxford, University of California Press, 1990, pp. 1-24.

périphéries, que les études sur les « confins » tendent parfois à accepter trop exclusivement comme grilles d'analyse⁵⁴. Elle permet notamment de ne pas figer les acteurs et de penser leur évolution d'une situation à l'autre. Que signifie, finalement, une mutation administrative pour un haut fonctionnaire ? Que signifie le passage d'une capitale provinciale à un centre impérial pour un acteur politique ? Cette question des déplacements est indissociable de celle des réseaux, tissés au cours de carrières entre les échelles du pouvoir. L'étude de ces réseaux impériaux a fait l'objet d'études particulièrement importantes, centrées par exemple autour de la figure des gouverneurs dans l'Empire ottoman ou des réseaux politiques dirigeants dans la jeune Union soviétique⁵⁵. On proposera donc ici de s'en tenir à une acception spatiale du terme d'*acteurs caucasiens*. Cette définition n'est pas exclusive de caractères liés à l'origine ethnique, géographique ou religieuse susceptibles de renforcer l'ancrage territorial de certains acteurs, mais elle permet de se doter d'une catégorie situationnelle plus qu'identitaire.

L'étude par l'historiographie des empires du rôle des acteurs non-centraux a partiellement correspondu, sans que les deux champs entrent dans un dialogue structuré, à la redécouverte de ces acteurs dans un second domaine, qui nous intéresse ici au premier chef. Ce domaine est celui de la diplomatie et des relations internationales. Depuis le début des années 1990, un corpus de travaux en pleine expansion s'intéresse au rôle des acteurs non centraux dans la production des relations internationales. Etats fédérés, régions et villes développent un rôle international, qui s'exprime par l'ouverture de représentations à l'étranger et dans des organisations internationales, la signature d'accords internationaux ou des stratégies de prestige et de visibilité. Politologues et spécialistes des relations internationales ont tendance à voir dans cette *paradiplomatie*, également appelée « diplomatie non-centrale » ou « diplomatie subnationale », une conséquence de la mondialisation depuis les années 1960-1970 : accélération de la mondialisation économique, essor des organisations internationales et de la sphère des organisations non-gouvernementales, nouveaux moyens de

⁵⁴ Pekka Hämäläinen, Samuel Truett, *op.cit.*, septembre 2011, pp. 345-355 ; sur l'introduction de catégories qui ne rentrent pas dans ce clivage, on peut penser à ce propos à l'étude consacrée par Nicolas Barreyre à la catégorie spatiale du « sectionnalisme » dans la politique américaine à la fin du XIX^e siècle : Nicolas Barreyre, *L'or et la liberté. Une histoire spatiale des Etats-Unis après la guerre de Sécession*, Paris, Editions de l'EHESS, 2015, pp. 39-41.

⁵⁵ Sur les gouverneurs ottomans et leurs circulations, deux études fondamentales : Olivier Bouquet, *Les pachas du sultan. Essai sur les agents supérieurs de l'Etat ottoman (1839-1909)*, Paris-Louvain-Dudley, Peeters, 2007 ; Abdulhamit Kırmızı, *Abdülhamid'in Valileri. Osmanlı Vilayet İdaresi 1895-1908*, Istanbul, Klasik, 2008 (2007) ; sur les réseaux politiques au début de l'Union soviétique, Gerald M. Easter, *Reconstructing the State. Personal Networks and Elite Identity in Soviet Russia*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2000.

communication⁵⁶. L'irruption de ces entités subétatiques – qui correspond aussi à une plus forte représentation des acteurs privés et de la société civile dans les relations internationales – a pu être interprétée comme le symptôme d'une crise d'un ordre de type westphalien et la fin d'un monopole des gouvernements centraux, au profit d'une diplomatie « étagée » et multiple⁵⁷. La diplomatie frontalière constitue une des formes les plus fréquentes de cette paradiplomatie. Ivo Duchacek la définit comme l'ensemble des « contacts transfrontaliers – institutionnels, formels et, surtout, informels – conditionnés par la proximité géographique et la proximité qui en résulte dans les problèmes communs » que développent des entités subnationales⁵⁸.

Les historiens sont restés en retrait dans ce débat, ce qui nuit à la compréhension d'un phénomène qui ne date assurément pas des trente dernières années. On pourrait bien sûr remonter dans des périodes reculées, alors même que l'association entre gouvernements centraux et pratiques des relations « internationales » n'avait rien d'aussi clair. Parmi les historiens, le rôle des acteurs non-gouvernementaux en matière de relations internationales a souvent été étudié dans la perspective des études sur le transnationalisme, faisant la part aux structures d'expertise, aux villes, aux organisations internationales⁵⁹. Un questionnement similaire à celui des études sur la paradiplomatie a en revanche été peu adopté⁶⁰. Précisons que nous intéressera surtout le rôle des acteurs étatiques non-centraux, ce qui revient à concentrer une recherche qui pourrait autrement embrasser un champ extrêmement large d'acteurs sociaux, économiques et politiques. Il ne s'agira pas simplement de comprendre leur impact objectif sur les relations frontalières, mais aussi leurs stratégies d'influence et de participation à ces relations

⁵⁶ Brian Hocking, *Localizing Foreign Policy. Non-Central Government and Multilayered Diplomacy*, New York, St. Martin's Press, 1993, pp. 1-4 ; Francisco Aldecoa, Michael Keating (dir.), *Paradiplomacy in Action. The Foreign Relations of Subnational Governments*, Londres-Portland, Frank Cass, 1999 ; Stéphane Paquin, *Paradiplomatie et relations internationales*, Bruxelles, P.I.E-Peter Lang, 2004 et « Les actions extérieures des entités subétatiques : Quelle signification pour la politique comparée et les relations internationales ? », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 12, No. 2, 2005, pp. 129-142.

⁵⁷ Bertrand Badie, *Le diplomate et l'intrus. L'entrée des sociétés dans l'arène internationale*, Paris, Fayard, 2008.

⁵⁸ Ivo Duchacek, « Perforated Sovereignities : Towards a Typology of New Actors in International Relations », in Hans J. Michelmann, Panayotis Soldatos (dir.), *Federalism and International Relations. The Role of Subnational Units*, Oxford, Clarendon Press, 1990, pp. 18-19.

⁵⁹ Patricia Clavin, « Defining Transnationalism », *Contemporary European History*, Vol. 14, No. 4, 2005, pp. 421-439 ; Pierre-Yves Saunier, Shane Ewen (dir.), *Another Global City. Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*, New York, Palgrave, 2008.

⁶⁰ On peut citer certains travaux sur le Reich wilhelmien, s'intéressant au rôle diplomatique résiduel de certains Etats allemands : Holger Berwinkel, Martin Kröger (dir.), *Die Aussenpolitik der deutschen Länder im Kaiserreich. Geschichte, Akteure und archivische Überlieferung (1871-1918)*, Munich, Oldenbourg Verlag, 2012.

Comme nous l'avons dit précédemment, le champ de l'histoire caucasienne a peu examiné le rôle de ces acteurs régionaux pour ce qui est de la période contemporaine⁶¹. Il existe une riche historiographie diplomatique sur les relations entre Etats de la région, mais elle reste essentiellement centrée sur l'étude des politiques centrales et de la « haute diplomatie »⁶². Prenons l'exemple du récent ouvrage de Michael Reynolds *Shattering Empires*, qui innove sur bien des plans dans l'analyse des relations russo-ottomanes au cours de la dernière décennie de ces deux empires. Son analyse est en grande partie structurée sur l'échelle des capitales – on remarque ainsi qu'il n'a pas consulté d'archives dans les républiques du Caucase post-soviétique – ce qui ne signifie pas une absence des acteurs locaux, présentés notamment dans son étude de la politique kurde du tsarisme, mais une sous-thématisation de leur rôle⁶³. La question kurde constitue vraisemblablement un des aspects les mieux connus du rôle de certains acteurs régionaux dans la région, grâce aux travaux menés dans différentes perspectives depuis l'époque de la Guerre froide⁶⁴. L'attention modérée accordée aux acteurs caucasiens des relations internationales peut s'expliquer par certaines évolutions historiographiques plus générales, l'histoire diplomatique ayant connu pendant plusieurs années une certaine crise de conscience, au profit d'autres secteurs considérés comme plus attrayants. Cela vaut pour la Russie et l'Empire ottoman, mais aussi pour l'Iran. Dans le cas de ce dernier pays, les travaux d'Oliver Bast ont souligné les nombreuses erreurs qui entourent notre connaissance de sa diplomatie centrale et la difficulté même qu'ont eu

⁶¹ L'historiographie de l'époque moderne est beaucoup plus développée sur le rôle des acteurs régionaux, vus comme indispensables à l'exercice du pouvoir des différents empires. Gabor Agoston, « A Flexible Empire : Authority and Its Limits on the Ottoman Frontiers », *International Journal of Turkish Studies*, Vol. 9, No. 1-2, été 2003, pp. 15-31 ; voir aussi le chapitre « Borders » dans Reşat Kasaba, *A Moveable Empire. Ottoman Nomads, Migrants & Refugees*, Seattle-Londres, University of Washington Press, 2009, pp. 38-43 ; Cem Emrence, *Remapping the Ottoman Middle East. Modernity, Imperial Bureaucracy, and the Islamic State*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2012, pp. 2-7 ; Hans-Lukas Kieser fait une remarque proche en étudiant les missionnaires non pas comme « agents de l'impérialisme », mais comme acteurs autonomes : Hans-Lukas Kieser, *op.cit.*, 2000, pp. 16-18.

⁶² Firuz Kazemzadeh, *Russia and Britain in Persia, 1864-1914. A Study in Imperialism*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1968 ; les historiographies nationales des trois républiques du Caucase du Sud ont certes produit des travaux sur « leur » rôle dans les relations internationales dans la région, mais elles sont concentrées sur la période des indépendances en 1918-1921 et sur les premiers temps de la soviétisation. Nous renvoyons à notre chapitre 6 sur ce point particulier.

⁶³ Michael A. Reynolds, *Shattering Empires. The Clash and Collapse of the Ottoman and Russian Empires, 1908-1918*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2011 ; Michael A. Reynolds, « Abdürrezzak Bedirhan. Ottoman Kurd and Russophile in the Twilight of Empire », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 12, No. 2 (Printemps 2011), pp. 411-450.

⁶⁴ Voir notamment les travaux du kurdologue soviétique Mikhail Lazarev, les plus riches sur la dimension diplomatique et politique de la question : Mikhail Lazarev, *Kurdskij vopros (1891-1917)*, Moscou, Nauka, 1972.

beaucoup de chercheurs occidentaux à concevoir l'existence d'une politique propre du gouvernement persan dans les années 1910⁶⁵.

Il peut paraître dès lors prématuré de proposer une histoire du rôle des acteurs régionaux dans les relations internationales au Caucase. Ne conviendrait-il pas d'abord de s'attacher à reconsidérer nos idées reçues sur l'histoire des diplomaties centrales de la région ? Il nous semble au contraire que l'ouverture d'un front concerné par le rôle des acteurs régionaux peut contribuer directement à la reconception des relations entre empires et Etats, au regard du rôle considérable qu'ils ont pu jouer dans la fabrique de ces relations⁶⁶. L'entrée en scène des acteurs régionaux introduit un questionnement sur la pertinence de présenter les relations internationales dans la région en terme de contact entre empires, sans préciser ce qu'on peut entendre par là. Dès les années 1930, écrivant sur les événements du début des années 1920, le diplomate et historien allemand Gotthard Jäschke écrivait : « [Cette histoire] requiert un soigneux travail d'archives non seulement à Moscou et Angora, mais aussi, en raison de l'importance extrême de la question caucasienne, à Tiflis, Erevan et Bakou⁶⁷ ». Des travaux récents ont cependant pu faire une place notable à la question des acteurs régionaux, comme ceux de Taline Ter Minassian sur la stratégie d'influence soviétique au Proche-Orient dans l'entre-deux-guerres⁶⁸.

Deux groupes parmi ces acteurs régionaux des relations internationales nous intéresseront particulièrement. Le premier est celui des élites politico-administratives des confins, principales dépositaires des formes d'autonomie institutionnelles dont jouissent ces régions. Le second groupe est celui des consuls qui incarnent les appareils diplomatiques là où les diplomates – dans le sens le plus restrictif – ne sont pas présents⁶⁹. La dynamique d'interaction entre ces deux catégories d'acteurs régionaux nous semble particulièrement productive, car elles partagent des intérêts fonctionnels forts. Ne représentent-elles pas

⁶⁵ Oliver Bast, « Les ‘‘buts de guerre’’ de la Perse neutre pendant la Première Guerre mondiale », *Relations internationales*, No. 160, 2015, pp. 95-110 ; Oliver Bast, « Disintegrating the ‘Discourse of Disintegration’: Some Reflections on the Historiography of the Late Qajar Period and Iranian *Cultural Memory* », in Touraj Atabaki (dir.), *Iran in the 20th Century. Historiography and Political Culture*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2009, pp. 55-68.

⁶⁶ Andreas Kappeler, « Spaces of Entanglement », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 12, No. 2, printemps 2011 (New Series), pp. 486-487.

⁶⁷ Gotthard Jäschke, « Der Weg zur russisch-türkischen Freundschaft », *Die Welt des Islams*, Bd. 16, 1934, p. 23 ; sur cette personnalité importante, observateur privilégié de l'histoire caucasienne dans l'entre-deux-guerres, voir Klaus Kreiser, « Gotthard Jäschke (1894-1983): Von der Islamkunde zur Auslandswissenschaft », *Die Welt des Islams*, Vol. 38, No. 3 (New Series), novembre 1988, pp. 406-423.

⁶⁸ Taline Ter Minassian, *Colporteurs du Komintern. L'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de la FNSP, 1997.

⁶⁹ Pour un historique de la fonction à l'époque moderne : Jörg Ulbert, « La fonction consulaire à l'époque moderne : définition, état des connaissances et perspectives de recherche », in Jörg Ulbert, Gérard Le Bouëdec (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, pp. 9-20.

pareillement les parents pauvres d'institutions hégémoniques : gouvernements centraux pour la première, institutions diplomatiques pour la seconde ? Elles partagent une position subalterne, à l'écart de la grande diplomatie au sein de laquelle elles ne pénétreraient que par effraction⁷⁰. Mais cette subordination s'accompagne du développement d'identités institutionnelles parfois très fortes et de la revendication d'une expertise et d'une légitimité ancrées dans des terrains, par opposition avec leurs rivales, éloignées des lieux physiques de l'interaction. Dans les deux cas, un discours de légitimation, reposant sur la compréhension d'enjeux régionaux, d'espaces et de populations, est construit. La marginalité devient le gage d'une autonomie d'action⁷¹. Une comparaison utile semble donc pouvoir être tracée, d'autant que, comme on voudrait le montrer, l'interaction entre ces deux groupes d'acteurs constitue la base de la diplomatie frontalière caucasienne.

La première catégorie d'acteurs, celle des élites politico-administratives des confins, repose sur l'existence de mécanismes institutionnels forts d'autonomie pour la région. L'étude de ces mécanismes et, plus généralement, des formes d'administration provinciale connaît depuis plusieurs années un net essor dans le cas des trois empires en contact au Caucase, après de nombreuses années marquées par une concentration – souvent liée aux sources disponibles – sur les groupes dirigeants centraux⁷². L'Azerbaïdjan iranien, depuis le début de la dynastie qadjare, constitue l'apanage du prince héritier qui y règne dans ce qui apparaît comme une formation au gouvernement ultérieur de l'empire. Cette large autonomie, que marque l'existence d'une véritable cour autour du prince à Tabriz, demeure un trait constituant de la politique intérieure iranienne au début du XX^e siècle⁷³. Au Caucase russe, l'existence d'une autonomie administrative constitue un phénomène indissociable des modes de conquête de la région au XIX^e siècle. Cette autonomie, qui s'accompagne de la création d'une vice-royauté en 1845, connaît des variations temporelles, en particulier une réduction

⁷⁰ Voir sur ce point les remarques de Marc Aymes à propos de la relation des consuls à la diplomatie dans le cas de Chypre. Marc Aymes, *op.cit.*, 2014, pp. 73-78.

⁷¹ J'emprunte le lien entre « marginalité et autonomie d'action » à Christian Windler, *La diplomatie comme expérience de l'autre. Consuls français au Maghreb (1700-1840)*, Genève, Droz, 2002, pp. 149-153 ; Pirouz Mojtahed-Zadeh, *The Small Players of the Great Game: The Settlement of Iran's Eastern Borderland and the Creation of Afghanistan*, Abingdon-New York, Routledge, 2004.

⁷² Carter Vaughn Findley, auteur de plusieurs études fondatrices sur la bureaucratie ottomane à partir de l'époque des Tanzimat explique sa concentration sur l'administration centrale et le ministère des Affaires étrangères par les sources disponibles : Carter Vaughn Findley, *Ottoman Civil Officialdom*, Princeton, Princeton University Press, 1989, p. 6 et *passim*.

⁷³ James D. Clark, *Provincial Concerns. A Political History of the Iranian Province of Azerbaijan, 1848-1906*, Costa Mesa, Mazda, 2006 ; El'dar Ismailov, *Persidskie printsy iz doma Kadzharov v Rossijskoj imperii*, Moscou, Staraja Basmannaja, 2009, p. 52 ; il faut noter plus généralement la grande autonomie des gouverneurs persans. G. Demorgny déclarait dans un cour à l'École des sciences politiques de Téhéran : « Passées les portes de Téhéran, le gouverneur général ou le gouverneur qui rejoint son poste ignore aussitôt le Gouvernement central dont il est issu ». G. Demorgny, *Essai sur l'administration de la Perse*, Paris, Ernest Leroux, 1913, p. 59.

significative après la suppression de cette institution en 1883, mais retrouve de l'ampleur à l'occasion de la révolution de 1905⁷⁴. En Anatolie ottomane enfin, il n'existe pas de mécanisme directement similaire d'autonomie institutionnelle des confins, mais les autorités politico-administratives et militaires des provinces les plus orientales de l'Empire ottoman disposent d'une marge de manœuvre importante, qui s'étend notamment à la gestion des questions frontalières. Dans les trois cas, les divisions politico-administratives s'accompagnent d'une allocation spécifique du pouvoir dans l'espace et doivent être pensée à l'interface entre politique intérieure – c'est sur ce point qu'elle a attiré le plus l'attention – et relations internationales⁷⁵. Cette interface se trouve renforcée, au moment de la crise des empires qui va de la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'au début des années 1920, par la revendication d'une souveraineté étatique et politique par certaines de ces structures autonomes⁷⁶.

A la densité d'institutions autonomes dans l'espace frontalier caucasien répond la large présence de l'institution consulaire dans la région. Partons d'une tentative de carte des réseaux consulaires tissés entre les trois empires caucasiens, au début du XX^e siècle (*figure 4*). Une dense concentration de représentations consulaires – à tous les niveaux hiérarchiques – s'observe de part et d'autre de la frontière⁷⁷. Les grandes capitales provinciales, où siègent les autorités autonomes des confins à Tiflis (Tbilissi), Tabriz et Erzurum, jouent un rôle prééminent dans ces réseaux, en introduisant des hiérarchies qui correspondent en partie aux hiérarchies des autorités des confins. La prédominance de ces capitales provinciales est plus

⁷⁴ Anthony L.H. Rhineland, « The Creation of the Caucasian Viceregency », *Slavonic and East European Review*, Vol. 59, No. 1, Janvier 1981, pp. 15-40 et Id., *Prince Michael Vorontsov: Viceroy to the Tsar*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990 ; sur la suppression de 1883, il faut consulter l'article détaillé de John P. Le Donne, « La réforme de 1883 au Caucase. Un exemple d'administration régionale russe », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, Vol. 8, No. 1, janvier-mars 1967, pp. 21-35 ; sur la seconde phase de la vice-royauté, après 1905, Diljara Ismail-Zade, *I.I. Vorontsov-Dashkov. Kavkazskij Namestnik*, Moscou, Tsentrpoligraf, 2005 et Id., *I.I. Vorontsov-Dashkov. Administrator, reformator*, Saint-Pétersbourg, Nestor-Istorija, 2008 ; de manière plus générale, soulignons que la vice-royauté comme institution mériterait une étude comparée à travers les époques. On pense bien sûr à la vice-royauté des Indes, mais aussi aux vice-rois de l'Amérique espagnol. Sur ce point, voir les études de José Ignacio Rubio Mañé, *El virreinato I : Orígenes y jurisdicciones, y dinámica social de los virreyes*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1983 ; Aurelio Musi, *L'impero dei viceré*, Bologne, Il Mulino, 2013.

⁷⁵ Alexander Morrison, « Metropole, Colony, and Imperial Citizenship in the Russian Empire », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 13, No. 2, printemps 2012 (New Series), p 363.

⁷⁶ Des travaux récents étudient cette continuité des pouvoirs régionaux en Eurasie de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1920 : Yoshiro Ikeda, « Autonomous regions in the Eurasian borderlands as a legacy of the First World War », in Shinichiro Tabata (dir.), *Eurasia's Regional Powers Compared: China, India, Russia*, Abingdon-New York, Routledge, 2015, pp. 155-170 ; sur la question de la souveraineté, on reverra ici simplement aux travaux les plus récents qui invitent à ne plus la voir comme un absolu juridique, mais comme un processus, voir un « projet », politique. Katherine E. Graney, *Of Khans and Kremllins. Tatarstan and the Future of Ethno-Federation in Russia*, Lanham-Plymouth, Lexington Books, 2009, pp. xx-xxvi.

⁷⁷ C'est en Russie que l'Empire ottoman a son plus important réseau consulaire à la fin du XIX^e siècle, de même que l'Iran : Kemal Girgin, *Osmanlı ve cumhuriyet dönemleri hariciye tarihi (Teşkilât ve Protokol)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1992, p. 47.

grande encore si on ajoute les consulats placés par les puissances européennes extérieures à la région⁷⁸. On voit alors les consulats allemands, français, britanniques, austro-hongrois et italiens s'agglutiner autour de ces centres, ainsi que dans les villes côtières de Trabzon, Batoumi, Bakou et Rasht. La situation de ces postes est ambiguë, car ils n'apparaissent pas toujours très prestigieux du point de vue des capitales centrales. Dans l'administration ottomane, les postes consulaires sur le pourtour de la mer Noire ou en Iran sont encore occupés à la fin du XIX^e siècle par les groupes de fonctionnaires les plus traditionalistes, bien que l'usage du français soit de plus en plus indispensable⁷⁹. L'Iran est sans doute la seule exception à la règle puisque les postes au Caucase russe et dans l'Empire ottoman apparaissent très attractifs, en raison d'un prestige politique, de possibilités d'enrichissement et d'une proximité qui permet de rester en contact avec la vie politique iranienne.

La figure du consul connaît depuis plusieurs années une véritable période de grâce historiographique, après avoir été longtemps confinée à des travaux d'érudition, comme le rappelle Christian Windler⁸⁰. Cet intérêt est favorisé par ce qui apparaît comme une polymorphie à toute épreuve de cette institution, au gré des régions et des époques. La fonction consulaire, écrit Jan Melissen, fait preuve de « capacités de caméléon, d'une flexibilité qui dépasse largement la proverbiale adaptabilité au changement de la diplomatie⁸¹ ». Le consul intéresse comme chef de communautés marchandes à l'époque moderne, comme juge, comme informateur économique et commercial⁸². Mais il intéresse aussi pour ses fonctions plus directement politiques et diplomatiques, qui ont fait l'objet d'une réévaluation très importante. Cette réévaluation est notamment partie des questionnements sur le colonialisme informel et les formes d'impérialisme indirect exercé par les puissances européennes. Dans ce contexte, le consul a souvent été le représentant le plus immédiat du pouvoir étranger, en particulier dans les endroits où l'existence de capitulations et privilèges d'extraterritorialité lui confère de véritables pouvoirs administratifs⁸³. Dans ce que James

⁷⁸ Un historique de la présence austro-hongrois, qui commence par l'ouverture d'une agence consulaire à Batoumi en 1853, est par exemple disponible dans Rudolf Agstner, *Österreich im Kaukasus 1849-1918*, Vienne, Diplomatische Akademie, 1999.

⁷⁹ Je renvoie aux trajectoires de carrière étudiées par Carter Vaughn Findley, *op.cit.*, 1989, pp. 256-263.

⁸⁰ Il soulignait que l'abondance des travaux d'érudition « ne [pouvait] dissimuler l'aporie méthodologique » auquel ils étaient confrontés. Christian Windler, *op.cit.*, 2002, p. 28.

⁸¹ Jan Melissen, « The Consular Dimension of Diplomacy », in Jan Melissen, Ana Mar Fernández (dir.), *Consular Affairs and Diplomacy*, Leyde-Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2011, pp. 1-3.

⁸² Jörg Ulbert, Gérard Le Bouëdec (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006 ; Jörg Ulbert, Lukian Prijac (dir.), *Consuls et services consulaires au XIX^e siècle/Die Welt der Konsulate im 19. Jahrhundert/Consulship in the 19th Century*, Hambourg, DOBU Verlag, 2010.

⁸³ Jürgen Osterhammel a notamment évoqué cette question dans ses travaux, Jürgen Osterhammel, « Internationale Geschichte, Globalisierung und die Pluralität der Kulturen », in Wilfried Loth, Jürgen

Rosenau appelait des « systèmes politiques pénétrés », les acteurs extérieurs et intérieurs se mêlent de manière très étroite et les fonctions du consul s'insèrent dans un continuum de pratiques de souveraineté⁸⁴. Dans ces études, l'institution consulaire apparaît précisément comme celle qui peut faire le lien entre le niveau des Etats et des échelons politico-administratifs intermédiaires. L'institution consulaire a aussi été étudiée pour sa capacité à maintenir des relations politiques entre Etats dans les cas d'absence de relations diplomatiques officielles⁸⁵. Mais la particularité de la diplomatie consulaire au Caucase réside surtout dans une forme d'inscription dans des territoires particuliers, ceux des frontières et des circulations.

c) Décoloniser le Caucase 2 : la diplomatie frontière, entre politique et populaire

L'interaction qui met aux prises ces catégories d'acteurs régionaux, entre eux et avec les pouvoirs centraux, tourne en effet avant tout autour de la situation frontalière. Celle-ci apparaît comme la raison d'être des autonomies politico-administratives et des institutions consulaires. Si la diplomatie régionale se trouve prise dans une relation avec la grande politique des chancelleries, elle est tout aussi liée à une histoire sociale, économique et politique des confins eux-mêmes. La diplomatie régionale du Caucase est donc une *diplomatie frontalière*, qui met aux prises le politique et le populaire, pour paraphraser Claude Grignon et Jean-Claude Passeron⁸⁶. Etude de la diplomatie frontalière et enquête sur les formes de la frontière seront par conséquent étroitement liées au cours de cette recherche. Il y a là un moyen de rompre un certain clivage entre l'histoire diplomatique et politique du Caucase, d'un côté, et des travaux plus socio-économiques, de l'autre. Du politique au populaire, du populaire au politique, la frontière et sa diplomatie permettent des alternances et examens croisés d'échelles⁸⁷. Dans une optique proche de celle adoptée par Victor Pereira à

Osterhammel (dir.), *Internationale Geschichte. Themen – Ergebnisse – Aussichten*, Munich, Oldenbourg, 2000, p. 400. Barbara J. Brooks, *Japan's Imperial Diplomacy. Consuls, Treaty Ports, and War in China, 1895-1938*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2000 ; Gülay Tulasoğlu, *His Majesty's Consul in Saloniki. Charles Blunt (1800-1864), ein europäischer Konsul als Agent der Modernisierung in der osmanische Provinz*, Berlin, Klaus Schwarz, 2015.

⁸⁴ Sur cette interpénétration, voir les remarques de Zara Steiner, « On Writing International History: Chaps, Maps and Much More », *International Affairs*, Vol. 73, No. 3, juillet 1997, pp. 531-545.

⁸⁵ Jean-Claude Allain, Laurence Badel, « L'appareil diplomatique », in Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, pp. 495-496.

⁸⁶ Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1989.

⁸⁷ David Newman, « Borders and Bordering: Toward an Interdisciplinary Dialogue », *European Journal of Social Theory*, Vol. 9, No. 2, 2006, pp. 171-173.

propos des migrations portugaises, il ne s'agit pas tant d'examiner la frontière en tant que telle, que la manière dont elle est construite comme problème et sert à des acteurs politico-administratifs régionaux⁸⁸. Autant qu'à une réflexion sur les acteurs régionaux, la diplomatie frontalière invite donc à une interrogation sur les acteurs populaires de la frontière, car les deux groupes constituent en un sens des « intrus » sur la scène des relations internationales⁸⁹. Cette interrogation fournit dès lors le second fil d'une tentative pour décoloniser l'histoire du Caucase, en procédant à l'ouverture des nouveaux espaces régionaux évoqués plus haut à travers les travaux de Kimitaka Matsuzato.

Les travaux relatifs aux frontières dans les différentes sciences sociales et en histoire sont devenus pléthoriques au cours des dernières années. Les directions suivies par ces recherches sont nombreuses, en commençant par la définition même du terme. La production des formes contemporaines de territorialité, reposant sur les souverainetés étatiques et l'établissement de délimitations spatiales entre ces souverainetés, a fait et fait encore l'objet de nombreux travaux⁹⁰. A travers ces travaux se pose souvent la question du lien entre le régime de découpage de l'espace associé à la territorialité étatique, la construction de l'Etat en Europe moderne et le problème de la diffusion mondiale de normes politiques et juridiques occidentales⁹¹. Le géographe critique David Harvey décrit ainsi le XIX^e siècle comme une période de restructuration spatiale généralisée, « où les espaces du monde furent déterritorialisés, privés de leurs significations précédentes, et reterritorialisés selon le bon vouloir des administrations coloniales et impériales⁹² ». Dans un essai fameux, Charles Maier a pu considérer la « territorialité » comme le trait caractéristique d'un XX^e siècle dominé par la norme occidentale de l'Etat-nation⁹³. L'interrogation sur la diffusion des normes s'est progressivement transformée en questionnement sur l'appropriation et la modification du principe territorial à travers le monde. Cette approche a notamment débouché sur de

⁸⁸ Victor Pereira, *La dictature de Salazar face à l'émigration. L'Etat portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2012, pp. 12-13.

⁸⁹ Pour reprendre l'expression de Bertrand Badie, *op.cit.*, 2008, pp. 7-11 ; sur le renouvellement de l'intérêt pour une histoire populaire et une anthropologie historique des populations caucasiennes, voir Bruce Grant, *The Captive and the Gift. Cultural Histories of Sovereignty in Russia and the Caucasus*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2009 ; Bruce Grant, Lale Yalçın-Heckmann (dir.), *Caucasus Paradigms. Anthropologies, Histories and the Making of a World Area*, Berlin, Lit Verlag, 2007 ; voir aussi l'introduction dans Edmund Burke III (dir.), *Struggle and Survival in the Modern Middle East*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1993, pp. 1-27.

⁹⁰ Deux ouvrages classiques à ce sujet : J.R.V. Prescott, *Political Frontiers and Boundaries*, Londres, Allen & Unwin, 1987 ; Malcolm Anderson, *Frontiers: Territory and State Formation in the Modern World*, Londres, Polity Press, 1996.

⁹¹ Daniel Nordman, *Frontières de France. De l'espace au territoire (XVI^e-XIX^e siècle)*, Paris, Gallimard, 1998.

⁹² David Harvey, *The Condition of Postmodernity*, Londres, Blackwell, 1989, p. 264.

⁹³ Charles S. Maier, « Consigning the Twentieth Century to History. Alternative Narratives for the Modern Era », *American Historical Review*, Vol. 105, No. 3, 2000, pp. 807-831.

nombreux travaux relatifs à l'établissement des frontières, en Europe et hors d'Europe. On dispose désormais de nombreuses monographies sur la mise en place des frontières à travers le monde depuis l'époque moderne. Si l'idée d'une imposition artificielle des frontières par les empires coloniaux européens a longtemps été prévalente, l'historiographie a désormais montré la diversité des situations, où les populations et acteurs locaux jouent souvent un rôle plus important que supposé initialement⁹⁴.

Trois points de cette littérature sur la frontière méritent ici une attention particulière, du fait de leur importance pour notre recherche relative à la diplomatie frontalière. Dans les trois cas, nous regardons les recherches sur la frontière comme un outil critique susceptible de remettre en cause les lectures traditionnelles de l'histoire caucasienne tout en offrant des pistes de réflexion pour construire des interprétations alternatives. En un premier sens, l'étude des frontières et des zones-frontières peut représenter une critique des grands récits géopolitiques, impériaux et nationaux, si prégnants dans le cas du Caucase. En un second sens, la littérature sur les frontières pose la question des échelles en question dans les frontières, où coïncident les limites d'entités de nature différente. En un troisième sens, on voudrait partir de la question du franchissement et de la subversion des frontières, comme source de politiques d'Etat et de tentatives de prise en charge, en particulier par la diplomatie frontalière.

Les études sur les frontières nous intéressent en un premier sens par leur critique des récits géopolitiques et nationaux. Dès l'entre-deux-guerres, de premières critiques se sont exercées sur les travaux de la géopolitique allemande faisant de la frontière le fer de lance de tels récits, mais l'inversion du rôle des études frontalières peut être placée plus précisément à la fin du XXe siècle⁹⁵. Prenons l'ouvrage de Renaud Morieux consacré à l'espace de la Manche au cours d'un long XVIII^e siècle. Il rappelle que l'expression de « seconde guerre de Cent Ans » a souvent été utilisée par les historiens pour désigner les relations entre les deux pays au cours de ce siècle. Pourtant, la moitié de la période comprise entre 1689 et 1815 a vu la paix dans le *Channel*. L'étude de Morieux se propose précisément, à travers l'examen d'un espace frontalier, de mettre en lumière cette autre histoire des relations franco-anglaises⁹⁶.

⁹⁴ Camille Lefebvre, *Frontières de sable, frontières de papier. Histoire de territoires et de frontières, du jihad de Sokoto à la colonisation française du Niger, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015 ; Sabri Ateş, *The Ottoman-Iranian Borderlands. Making a Boundary, 1843-1914*, New York, Cambridge University Press, 2013 ; Simon Imbert-Vier, *Frontières et limites à Djibouti durant la période coloniale (1884-1977)*, Thèse de doctorat, Université Aix-Marseille I-Université de Provence, 2008.

⁹⁵ Michel Korinman, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Paris, Fayard, 1990.

⁹⁶ Renaud Morieux, *Une mer pour deux royaumes. La Manche, frontière franco-anglaise (XVII^e-XVIII^e siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

L'historiographie de la *frontier* nord américaine de l'époque moderne au XIX^e siècle constitue un autre exemple majeur de relecture par l'approche frontalière. Depuis les travaux de Turner, l'approche locale des confins en mouvement a permis de reconstituer un tableau social, économique et culturel des territoires de l'interaction, au-delà de l'histoire de l'expansion militaire et politique des Etats-Unis⁹⁷. Les nombreux travaux consacrés à la question des villes frontalières, aussi bien en Europe centrale qu'en Asie – où le cas de la ville de Harbin a été particulièrement étudié – servent de base à une reconsidération des discours géopolitiques, en changeant l'échelle d'analyse⁹⁸.

Un second point particulièrement intéressant des études frontalières a consisté à partir précisément de la question des échelles pour interroger les multiples sens des frontières. Les frontières d'Etat actuelles correspondent en effet le plus souvent à un empilement de frontières d'échelles différentes. Les frontières d'Etat peuvent aussi être des frontières d'entités fédérées, de provinces ou de villes, dont les effets s'articulent dans des logiques parfois contradictoires⁹⁹. Alejandro Grimson a ainsi étudié le rôle des autorités provinciales à la frontière entre Argentine et Brésil dans la production du régime frontalier et s'est particulièrement intéressé à leurs interactions croisées et avec les autorités centrales des Etats¹⁰⁰. L'historiographie soviétique est à cet égard particulièrement riche, à travers la question du lien entre politique des nationalités, autonomies internes et relations extérieures. Nick Baron a ainsi étudié en détail le cas de la république autonome de Carélie dans les années 1920-1930, dont l'existence le long de la frontière finnoise représente un facteur important des relations entre URSS et Finlande¹⁰¹. La coïncidence entre frontières d'échelles différentes représente une dimension majeure pour la légitimité et l'efficacité de l'action transfrontalière des acteurs régionaux. Dans son travail classique sur la frontière franco-espagnole, Peter Sahlins accorde une attention particulière à l'articulation entre espaces

⁹⁷ Je ne renvoie pas à la considérable littérature sur le sujet, qui se trouve résumée dans plusieurs articles synthétiques tels que : Jeremy Adelman, Stephen Aron, « From Borderlands to Borders. Empires, Nation-States, and the Peoples in between in North American History », *The American Historical Review*, Vol. 104, No. 3, Juin 1999, pp. 814-841 et Pekka Hämäläinen, Samuel Truett, *op.cit.*, septembre 2011, pp. 338-361.

⁹⁸ Par exemple, James Carter, *Creating a Chinese Harbin. Nationalism in an International City, 1916-1932*, Ithaca, Cornell University Press, 2002 ; Blaine Chiasson, *Administering the Colonizer: Manchuria's Russians under Chinese Rule, 1918-1929*, Vancouver-Toronto, UBC Press, 2010.

⁹⁹ Dans la littérature spécialisée, cette coïncidence de frontières d'entités multiples a reçu le nom de *diatopie*.

¹⁰⁰ Alejandro Grimson, *La nacion en sus límites. Contrabandistas y exiliados en la frontera Argentina-Brasil*, Barcelone, Gedisa, 2003, voir par exemple pp. 102-107.

¹⁰¹ Nick Baron, *Soviet Karelia. Politics, Planning and Terror in Stalinist Russia, 1920-1939*, Londres-New York, Routledge, 2007.

institutionnels et mentaux : de la Cerdagne, cette vallée frontalière brusquement coupée par la frontière, à la Catalogne et aux espaces étatiques en contact¹⁰².

Le troisième point est celui de la subversion des frontières. Comme l'écrivaient en 1999 James Anderson et Liam O'Dowd, la frontière se présente simultanément comme un lieu où s'applique le pouvoir – étatique ou non – et un espace qui lui échappe, par les lignes de fuite qui le traversent¹⁰³. Politiques étatiques et subversion par les populations locales se trouvent dans une relation complexe, faite d'accommodements, de stratégies d'évitement, qui ont été décrites dans un grand nombre de contextes. La question de la contrebande a fait l'objet de travaux particulièrement nombreux dans plusieurs espaces géographiques. Dans son travail sur la frontière entre le Ghana et le Togo à l'époque coloniale, Paul Nugent a proposé une analyse fine des relations entre administrations coloniales, élites et populations¹⁰⁴. L'historiographie de l'Asie du Sud-Est, zone de contact entre empires coloniaux et populations diverses, est aussi une source de travaux d'un grand intérêt comparatiste. On peut mentionner le travail d'Eric Tagliacozzo sur les politiques coloniales de régulation de la contrebande et des circulations, entre les Indes orientales néerlandaises et les colonies britanniques¹⁰⁵. Mais nous nous appuyons aussi sur des travaux qui invitent à comprendre la subversion des frontières comme un phénomène qui ne se limite pas au monde des humains. Sans nous avancer sur le terrain de « l'agencéité des acteurs non humains », tel qu'a pu la formuler la littérature anglo-saxonne, il est manifeste que la subversion des frontières implique pleinement des questions relevant de l'histoire environnementale et sanitaire¹⁰⁶. Animaux, plantes, maladies, circulent à travers l'espace frontalier et entrent progressivement dans le champ des politiques de la frontière et de la diplomatie menée à l'échelle régionale.

¹⁰² Peter Sahlins, *Boundaries. The Making of France and Spain in the Pyrenees*, Berkeley, University of California Press, 1989.

¹⁰³ James Anderson, Liam O'Dowd, « Borders, Border Regions and Territoriality. Contradictory Meanings, Changing Significance », *Regional Studies*, Vol. 33, No. 7, 1999, pp. 595-596 ; Vassilis Nitsiakos, *On the Border. Transborder Mobility, Ethnic Groups and Boundaries along the Albanian-Greek Frontier*, Berlin, Lit Verlag, 2010.

¹⁰⁴ Paul Nugent, *Smugglers, Secessionists & Loyal Citizens on the Ghana-Togo Frontier*, Athens-Oxford-Legon, Ohio University Press-James Currey-Sub-Saharan Publishers, 2002.

¹⁰⁵ Eric Tagliacozzo, *Secret Trade, Porous Borders. Smuggling and States along the Southeast Asian Frontier, 1865-1915*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2005.

¹⁰⁶ Cornelia Knab, « Infectious Rats and Dangerous Cows. Transnational Perspectives on Animal Diseases in the First Half of the Twentieth Century », *Contemporary European History*, Vol. 20, No. 3, août 2011, pp. 281-306 ; pour une réflexion sur l'intégration des non-humains à l'analyse des sociétés, voir Sophie Houdart, Olivier Thiery (dir.), *Humains, non-humains. Comment repeupler les sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2011.

d) La frontière, de la ressource à la fermeture

Après avoir défini ce que nous entendions par la catégorie d'acteurs régionaux et précisé les dimensions de la question frontalière qui nous intéressent, il convient d'énoncer l'hypothèse qui guidera ici notre recherche. On s'efforcera de montrer que la diplomatie frontalière du Caucase offre une histoire différente de celle que fournissent les récits classiques des relations internationales dans la région, mais qu'elle constitue aussi un facteur explicatif puissant pour les histoires « intérieures » écrites sur les différents confins en contact, car elle reconsidère les distinctions entre le domestique et l'étranger¹⁰⁷. On voudrait défendre l'idée que l'activité de type diplomatique et extérieur des élites régionales caucasiennes représente un élément crucial de leur poids dans les rapports de forces, tant avec les acteurs plus locaux encore qu'avec les acteurs centraux des Etats et empires en présence. L'intervention dans le domaine d'une diplomatie frontalière fournit aux acteurs régionaux des ressources politiques, symboliques et économiques fortes qu'elles peuvent mobiliser. La diplomatie frontalière servira dès lors de poste pour relire l'histoire d'une région. De quelle manière, d'abord, dessine-t-elle cette région caucasienne et ses dynamiques au-delà des découpages nationaux ? Comment l'introduction des acteurs régionaux dans le champ des relations internationales permet-il de reconsidérer l'histoire écrite de l'interaction entre les trois espaces impériaux en contact ? Quel rôle, enfin, joue la frontière dans le pouvoir des élites régionales caucasiennes ? Nous défendrons ici l'idée que l'existence d'une frontière ouverte représente pour ces élites régionales, au-delà des frontières, une ressource majeure dans leurs négociations avec les autorités centrales. Dans cette perspective, les années 1930 apparaissent comme une rupture où la fermeture frontalière et la disparition de la diplomatie frontalière sont liées à la crise d'un mode de construction et légitimation du pouvoir des élites régionales.

Ce questionnement reprend et adapte à l'exemple caucasien des approches développées en science politique, en anthropologie en sociologie sur le lien entre élites politiques et situation frontalière. Il renvoie à la question plus générale de l'interprétation des rapports de forces politico-administratifs en fonction de la capacité des différents acteurs à mobiliser des ressources. Cette articulation a fait l'objet de travaux particulièrement

¹⁰⁷ Elle suppose donc de sortir du « piège territorial » qu'évoquait John Agnew, « The territorial trap. The geographical assumptions of international relations theory », *Review of International Political Economy*, Vol. 1, No. 1, printemps 1994, p. 71.

nombreux relatifs à la construction des structures étatiques¹⁰⁸. Michiel Baud et Willem Van Schedel rappellent ainsi que la frontière constitue notamment une ressource pour les élites frontalières lorsqu'elles parviennent à obtenir un contrôle sur sa régulation et sur les flux qui la traversent. Elle peut dès lors servir de base à la construction de réseaux et de clientèles¹⁰⁹. Cela ne signifie pas que tous les types d'élites frontalières fassent reposer leur pouvoir sur un investissement de la situation frontalière. On peut sur ce point reprendre la distinction établie par Oscar Martínez dans son étude de la frontière mexico-américaine. Martínez y distingue entre des frontaliers transnationaux (*transnational borderlanders*), « qui entretiennent des liens significatifs avec la nation voisine », et des frontaliers nationaux (*national borderlanders*) qui « bien que soumis à des influences économiques et culturelles, ont des contacts minimaux ou superficiels avec l'autre côté de la frontière¹¹⁰ » (figure 5). Cette approche de la frontière comme ressource permet de faire du lien entre formes de la frontière et pouvoir des élites régionales une variable importante pour comprendre l'histoire de la région et ses transformations des années 1900 aux années 1930. Sur ce point, le travail anthropologique mené par Mathijs Pelkmans à la frontière turco-géorgienne représente un support très précieux, en interrogeant à la fois les rythmes temporels de la frontière depuis les débuts de l'époque soviétique, et la question des ressources et investissements liés à la frontière pour les populations locales¹¹¹.

Notre approche permet aussi d'intégrer dans l'examen des confins caucasiens des questions posées par la littérature plus générale sur les frontières, concernant les formes de solidarité entre élites régionales de part et d'autre de la frontière. Cette solidarité peut découler d'intérêts matériels communs associés aux positions respectives de ces élites, qui se trouvent également prises dans des processus de négociation avec les pouvoirs impériaux. Elle peut aussi découler de formes d'interdépendance symbolique. Si on prend l'exemple de l'articulation entre les deux groupes-clefs qu'on a identifiés précédemment, les élites

¹⁰⁸ Lawrence P. Markowitz, *State Erosion. Unlootable Resources and Unruly Elites in Central Asia*, Ithaca, Cornell University Press, 2013 ; l'utilisation de la frontière comme ressource ne se limite bien sûr pas aux élites et la contrebande en constitue un des exemples les plus étudiés: Bettina Bruns, *Grenze als Ressource. Die soziale Organisation von Schmuggel am Rande der Europäischen Union*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2010.

¹⁰⁹ Michiel Baud, Willem Van Schedel, « Toward a Comparative History of Borderlands », *Journal of World History*, Vol. 8, No. 2, Automne 1997, p. 219 ; Hastings Donnan, Thomas M. Wilson, *Borders: Frontier of Identity, Nation and State*, Oxford-New York, Berg, 1999, pp. 22-23.

¹¹⁰ Oscar Martínez, *Border People: Life and Society in the U.S.-Mexico Borderlands*, Tucson, The University of Arizona Press, 1994, pp. 59-60 ; Oscar Martínez, « The Dynamics of Border Interaction. New Approaches to Border Analysis », in Clive H. Schofield (dir.), *Global Boundaries*, Londres-New York, Routledge, 1994, pp. 6-8.

¹¹¹ Mathijs Pelkmans, *Defending the Border. Identity, Religion, and Modernity in the Republic of Georgia*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2006.

régionales et les consuls étrangers, il existe manifestement entre eux une telle interdépendance, qui découle du fait que la légitimité des uns et des autres se construit dans leur interaction. Le consul est amené à légitimer politiquement sa présence par l'existence d'institutions provinciales fortes et autonomes, dont dépend en partie la considération dont peut jouir son poste, indépendamment du nombre de ressortissants et protégés dont il a la charge. Inversement, la présence de représentants étrangers hors des capitales impériales constitue pour les élites régionales un moyen de se rehausser symboliquement et politiquement, en s'adonnant à des formes de diplomatie non-centrale. L'interaction entre les différentes élites est dès lors faite de trajectoires successives d'alliance et d'affrontement qui contribuent fortement à expliquer l'histoire de la région.

Les ressources tirées de la frontière découlent de l'intervention des élites régionales dans une large palette de domaines relatifs à son fonctionnement. L'approche institutionnelle de la sociologie et de la science politique est particulièrement précieuse pour comprendre le rôle qu'exercent en la matière les institutions chargées de la gestion frontalière¹¹². La place de ces institutions, sur un plan interne mais aussi international, varie nettement sur la période et selon les sous-espaces considérés. L'autonomie et la palette des compétences sont particulièrement larges du côté russe et soviétique, où la définition des compétences « régionales » est fixée constitutionnellement et trouve avec la mise en place du fédéralisme soviétique un cadre particulièrement propice au cours des années 1920. L'étude de la paradiplomatie des républiques caucasiennes sera donc aussi un moyen de relire certaines questions posées par ce fédéralisme¹¹³. Au cours des années couvertes par notre recherche, l'action des institutions politico-administratives régionales s'étend par exemple aux questions économiques, mais aussi à celle des migrations, des problèmes sanitaires et environnementaux dans l'espace frontalier. Dans cette action frontalière, l'absence de souveraineté des acteurs subnationaux s'avère souvent un avantage plus qu'un problème, car elle leur permet d'exercer des compétences sans avoir à en porter la responsabilité

¹¹² La littérature sur ce point, est pléthorique. Mary Douglas, *How Institutions Think*, Syracuse, Syracuse University Press, 1986 ; James G. March, Johan P. Olsen, *Rediscovering Institutions. The Organizational Basis of Politics*, New York-Londres, The Free Press, 1989 ; pour une approche historique, Jacques Revel, « L'institution et le social », in Bernard Lepetit (dir.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 2013 (1995), pp. 85-113.

¹¹³ Le fonctionnement concret du fédéralisme soviétique reste paradoxalement assez mal connu, faute d'études qui acceptent de se plonger dans son histoire politique et institutionnelle précise. Il n'a pas suscité d'intérêt réel, si ce n'est par le biais de la question des nationalités, depuis les années 1990. Pour une vision renouvelée, voir Tania Raffass, *The Soviet Union. Federation or Empire ?*, Londres-New York, Routledge, 2012 ; Emilian Kavalski, Magdalena Zolkos (dir.), *Defunct Federalisms. Critical Perspectives on Federal Failure*, Aldershot-Burlington, Ashgate, 2008, pp. 145-156 ; Klaus von Beyme, *Der Föderalismus in der Sowjetunion*, Heidelberg, Quelle & Meyer, 1964 ; Jeffrey Kahn, *Federalism, Democratization, and the Rule of Law in Russia*, Oxford, Oxford University Press, 2002, pp. 69-82 ; je ne mentionne pas ici la bibliographie soviétique, pléthorique.

internationale¹¹⁴. Cette distinction entre action et responsabilité politique ou juridique rappelle l'importance d'une perception des clivages internes de ce qu'on appelle avec de plus en plus de précaution « Etat ». Elle invite à reconsidérer l'unicité de l'acteur étatique dans la gestion de ces questions, que l'historiographie a déjà largement remise en question¹¹⁵. Il n'est pas même de domaine préservé puisque les acteurs régionaux pénètrent à l'occasion dans la « cour des grands » de l'action militaire et des négociations diplomatiques entre Etats. Ces différentes interventions constituent à la fois des responsabilités et des ressources pour ces acteurs.

De ce point de vue, il est possible de s'appuyer sur les historiographies développées concernant un certain nombre de questions transfrontalières, en les examinant à travers le prisme de la diplomatie régionale. C'est ainsi que les travaux sur les liens entre Etats, migrants et diasporas ont constitué une source d'inspiration importante¹¹⁶. Leur articulation entre processus intérieur de construction politique, institutionnelle, mais aussi culturelle et économique d'une part, et émigrés d'autre part apparaît particulièrement pertinente dans un espace de circulations frontalières, où les distinctions entre intérieur et extérieur des espaces étatiques sont floues. Le problème du lien entre institutions consulaires et migrants, qui a fait l'objet de plusieurs études récentes, est particulièrement pertinente¹¹⁷. L'histoire environnementale et sanitaire des frontières, en plein essor, a également été une source d'inspiration. Les travaux consacrés par Alison Bashford et d'autres à ce lien fournissent des points de comparaison très utiles¹¹⁸. Au-delà de la littérature sur les frontières ou la diplomatie frontalière, un corpus de travaux relatifs au transnationalisme et à la prise en

¹¹⁴ Sur l'heur et l'avantage de n'être pas (totalement) souverain, David A. Rezvani, *Surpassing the Sovereign State. The Wealth, Self-Rule, and Security Advantages of Partially Independent Territories*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

¹¹⁵ Paul-André Rosental, « Migrations, souveraineté, droits sociaux. Protéger, expulser les étrangers en Europe du XIXe siècle à nos jours », *Annales HSS*, Vol. 66, No. 2, 2011, pp. 335-373.

¹¹⁶ Outre l'ouvrage de Victor Pereira précité, voir pour l'Italie, voir la grande étude de Mark I. Choate, *Emigrant Nation. The Making of Italy Abroad*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2008 ; Sebastian Conrad, *Globalisierung und Nation im Deutschen Kaiserreich*, Munich, C.H. Beck, 2006 ; pour des études plus générales Stéphane Dufoix, Carine Guerassimoff, Anne de Tinguy (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2010 ; Nancy L. Green, François Weil (dir.), *Citizens and those who Leave. The Politics of Emigration and Expatriation*, Urbana-Chicago, University of Illinois Press, 2007.

¹¹⁷ Dans une approche assez contemporaine, mais avec des références historiques, voir les études rassemblées dans Michael Collyer (dir.), *Emigration Nations. Policies and Ideologies of Emigrant Engagement*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2013.

¹¹⁸ Alison Bashford (dir.), *Medicine at the Border. Disease, Globalization and Security, 1850 to the Present*, Londres-New York, Palgrave Macmillan, 2006 ; pour des exemples plus locaux : Ruth Rogaski, *Hygienic Modernity. Meanings of Health and Disease in Treaty-Port China*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2004 ; John McKiernan González, *Fevered Measures. Public Health and Race at the Texas-Mexico Border, 1848-1942*, Durham-Londres, Duke University Press, 2012.

charge politico-administrative des circulations a donc été particulièrement important pour former nos questions et orienter des pistes de recherche.

Cette approche dynamique de la frontière comme ressource prend un sens particulier dans le cas de la frontière caucasienne. Devenue frontière de l'Union soviétique au cours des années 1920-1930, elle change manifestement de nature. La vision des frontières de l'Union soviétique, très influencée par la Guerre froide et l'imagerie du rideau de fer, est longtemps restée univoque, centrée sur l'idée d'une fermeture absolue. L'historiographie soviétique consacrée aux frontières et aux gardes-frontières de l'Union n'a pas contribué à produire une histoire plus dynamique, car elle reproduisait largement le discours officiel de la défense des frontières soviétiques et de l'héroïsme de la garde-frontière dans la lutte contre toutes les formes de subversion venue de l'étranger. Il a fallu attendre les années 1990 pour voir paraître les premiers ouvrages développant une analyse scientifique du sujet. Deux recherches, dues à Juri Fel'shtinskij et Andrea Chandler, ont posé les bases d'une réflexion sur la fermeture frontalière de l'Union soviétique, ses causes et ses modalités¹¹⁹. L'apport de ces recherches a été de s'interroger sur la chronologie de la fermeture et de ne pas y voir un trait inhérent à la nature du régime, mais une évolution conditionnée par des circonstances politiques, sociales et économiques. Chandler et Fel'shtinskij restaient cependant à l'échelle d'une réflexion générale, qui ne pouvait pas encore s'appuyer sur les archives et ne disposait pas des avantages fournis par l'examen de terrains plus précis des zones frontalières.

Les travaux récents de Sabine Dullin ont apporté une réévaluation, aussi bien empirique que conceptuelle, de ce processus de fermeture frontalière à l'époque soviétique et de son impact. Ils soulignent l'existence d'une chronologie de la fermeture plus complexe que ne le laissent entendre les premières recherches, avec plusieurs inflexions à partir de 1925-1926. Ils montrent que les politiques soviétiques de ces deux premières décennies reposent moins sur la volonté de créer une frontière close que sur celle de créer une frontière « épaisse », faite de zones aux propriétés administratives, sécuritaires et économiques différenciées. Sabine Dullin s'intéresse à la fois aux effets intérieurs de cette construction d'une frontière épaisse, en terme de dissociation des territoires et de production de politiques, et à la place de la frontière soviétique comme vitrine vers l'étranger, lieu d'échange et d'interaction¹²⁰. Dans le cadre d'une approche de la diplomatie frontalière et du rôle des

¹¹⁹ Jurij Fel'shtinskij, *K istorii nashej zakrytosti*, Moscou, Terra, 1991 ; Andrea Chandler, *Institutions of Isolation. Border Controls in the Soviet Union and its Successor States, 1917-1993*, Montréal-Londres-Buffalo, McGill-Queen's University Press, 1998.

¹²⁰ Sabine Dullin, *La frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, Paris, Editions de l'EHESS, 2014, pp. 14-15 ; voir aussi Sabine Dullin, Sophie Coeuré (dir.), *Frontières du communisme*, Paris, La

acteurs régionaux, cette étude permet de concevoir de manière plus fine les évolutions des ressources associées à la frontière. Elle rappelle notamment l'existence de chronologies différenciées entre une frontière européenne plus précocement militarisée et les autres frontières de l'Union soviétique, caucasienne, centre-asiatique et extrême-orientale, où le niveau d'ouverture et d'interaction connaît de fortes variations régionales¹²¹. Dès lors, les modalités mêmes de la fermeture frontalière gagnent à être perçues comme des formes de réallocation de ressources politiques ou économiques entre acteurs de mêmes ou différentes échelles.

L'ouvrage insiste aussi sur la nécessité de ne pas faire de l'étude des frontières soviétiques l'élément d'une histoire « interne et aut centrée », mais d'y trouver un lieu d'histoire commune entre l'URSS et ses voisins. Il faut considérer la possibilité que la fermeture frontalière elle-même soit le moment d'une histoire commune et que les Etats et acteurs limitrophes jouent un rôle actif dans le processus, au même titre que les Soviétiques eux-mêmes. Ce *caveat* trouve un écho direct avec notre projet d'écrire ici une histoire régionale de la diplomatie frontalière. Les logiques à l'œuvre dans les Etats en contact révèlent souvent des proximités et parallélismes frappants, qui s'expliquent aussi bien par des trajectoires simultanées que par des circulations et influences mutuelles. L'avertissement vaut pour l'ensemble de la période étudiée, mais apparaît particulièrement pertinent pour les évolutions des années 1930, souvent interprétées en terme de détérioration progressive des relations diplomatiques entre Etats, alors qu'on peut aussi proposer d'y voir le résultat d'une connivence objective des gouvernements centraux face à des relations et élites frontalières devenues gênantes. Le *désenchevêtrement* des sociétés frontalières peut dès lors apparaître comme le produit d'une forme de coopération interétatique, autant que d'un antagonisme¹²².

Découverte, 2007 ; cette chronologie n'est par ailleurs pas unique, puisque les travaux sur d'autres aires proposent des articulations temporelles semblables dans les modalités de contrôle frontalier : Patrick Ettinger, *Imaginary Lines. Border Enforcement and the Origins of Undocumented Immigration, 1882-1930*, Austin, University of Texas Press, 2009, pp. 2-3.

¹²¹ Sören Urbansky, « Der betrunkene Kosake : Schmuggel im sino-russischen Grenzland (circa 1860-1930) », in Martin Aust (dir.), *Globalisierung imperial und sozialistisch. Russland und die Sowjetunion in der Globalgeschichte 1851-1991*, Francfort-New York, Campus Verlag, 2013, pp. 301-332 ; Till Mostowlansky, « Where Empires Meet: Orientalism and Marginality at the Former Russo-British Frontier », *Etudes de Lettres*, No. 2-3, 2014, pp. 179-196 ; Charles Shaw, « Friendship under Lock and Key. The Soviet Central Asian Border, 1918-1934 », *Central Asian Survey*, Vol. 30, No. 3-4, 2011, pp. 331-348.

¹²² Le *désenchevêtrement* est la traduction consacrée du terme anglo-saxon *disentanglement* (utilisé de manière concurrente avec celui d'*unmixing*), largement utilisé pour désigner les phénomènes de simplification ethnique par voie de migration, expulsion, extermination. Jessica Reinisch, Elizabeth White (dir.), *The Disentanglement of Populations. Migration, Expulsion and Displacement in Postwar Europe, 1944-1949*, Palgrave Macmillan, Basingstoke-New York, 2011.

e) Archives et sources pour l'histoire d'une diplomatie frontalière

Quelle place la réflexion sur les sources et leur renouvellement peut-elle occuper dans l'écriture d'autres formes de l'histoire caucasienne ? L'historien ne considère plus, à l'heure actuelle, ses sources comme évidentes ou naturelles. L'archive, plus encore que les autres types de source, a perdu sa naturalité – peut-être parce que sa sacralisation avait été plus grande. Depuis Lévi-Strauss et Goody, les anthropologues ont souligné l'articulation directe de la production écrite avec les formes d'organisation socio-politique¹²³. Le document d'archive est scruté, non plus seulement utilisé pour sa capacité à renvoyer à une réalité objective, extérieure, mais aussi questionné sur son identité, sa conception et son agencement au sein d'ensembles de conservation¹²⁴. L'archive elle-même devient objet d'histoire. Ann Laura Stoler peut ainsi consacrer une étude aux pratiques du pouvoir colonial néerlandais aux Indes orientales (Indonésie), au prisme de ses archives. « [Ce livre] », écrit-elle, « traite des archives coloniales comme lieux d'attente et de conjuration, des rêves de construction du futur et des craintes d'échec impérial. C'est un livre qui s'interroge sur ce que nous pouvons apprendre sur la nature du pouvoir impérial et sur les dispositions produites par les formes scripturales à travers lesquelles il était appliqué »¹²⁵. L'archive peut ainsi devenir objet en tant que tel d'une réflexion, à tous les stades de sa vie. La constitution même du document, dans le travail bureaucratique, est sujette à interrogation par ce qu'elle peut révéler d'un système¹²⁶.

Pendant longtemps, l'histoire du Caucase écrite hors de la région s'est assez peu fondée sur l'exploitation d'archives. L'accès très difficile aux archives soviétiques, turques et iraniennes jusqu'aux années 1990 n'a pas permis aux auteurs de s'appuyer sur autre chose que les sources publiées et des archives extérieures à la région, essentiellement celles des diplomaties européennes. Pourtant, dès l'époque, les ouvrages publiés par l'historiographie soviétique laissaient entrevoir les richesses considérables non seulement des archives

¹²³ Voir le célèbre chapitre « La leçon d'écriture », Claude Lévi-Strauss, *Tristes tropiques*, Paris, Plon, 1955, pp. 347-360 ; Jack Goody, *The Power of the Written Tradition*, Washington, Smithsonian Institution Press, 2000.

¹²⁴ Voir le suggestif chapitre de Jean Boutier, « L'usage historique de l'archive », in Jean Boutier, Jean-Louis Fabiani, Olivier de Sardan (dir.), *Corpus, sources et archives*, Tunis, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, 2001, pp. 9-22 ; Anja Horstmann, Vanina Kopp (dir.), *Archiv – Macht – Wissen. Organisation und Konstruktion von Wissen und Wirklichkeit in Archiven*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2010 ; sur le cas des archives soviétiques, Oleg Hlevniuk, « L'historien et le document. Remarques sur l'utilisation des archives », *Cahiers du monde russe*, Vol. 40, No. 1-2, 1999, pp. 101-112.

¹²⁵ Ann Laura Stoler, *Along the Archival Grain : Epistemic Anxieties and Colonial Common Sense*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2009, p. 1.

¹²⁶ Pour une approche de ce type appliquée à l'histoire de la Chypre ottomane, voir Marc Aymes, « *Un grand progrès – sur le papier* ». *Histoire provinciale des réformes ottomanes à Chypre au XIX^e siècle*, Paris-Louvain-Walpole, Peeters, 2010 ; sur la question de la production imprimée et de la bureaucratie, dans une réflexion qui mêle histoire et psychanalyse, Ben Kafka, *The Demon of Writing. Powers and Failures of Paperwork*, New York, Zone Books, 2012.

centrales, mais aussi des archives des républiques caucasiennes. Il faut rendre justice aux historiens soviétiques d'avoir profité des possibilités ouvertes par l'Union en matière de circulation et les ouvrages produits à l'époque, en dépit de leurs évidentes limitations thématiques et conceptuelles, s'appuyaient souvent sur la fréquentation de plusieurs archives régionales et centrales, pratique réduite dans les années 1990¹²⁷. Ici s'observe déjà une différence de taille entre l'espace post-soviétique, où existent des archives périphériques importantes, et la Turquie et l'Iran. En Turquie, les archives se trouvent concentrées à Istanbul – pour la période ottomane – et Ankara – pour la période républicaine¹²⁸. On y trouve aussi les archives militaires, qui demeurent très difficiles d'accès. En Iran, les archives sont aussi essentiellement concentrées à Téhéran, bien qu'il existe à Tabriz un centre d'archives secondaires disposant de ressources relatives à l'histoire de l'Azerbaïdjan iranien.

Cette géographie des archives s'accompagne de déséquilibres manifestes dans la « présence » archivistique du rôle des acteurs régionaux. Alors que les archives post-soviétiques permettent d'écrire des histoires détaillées du rôle de ces acteurs, ce qui s'est traduit par l'essor des études régionales au cours des années 1990, les sources iraniennes et turques ne permettent pas toujours de descendre à un niveau de précision aussi important, bien que le rôle des acteurs régionaux y ait été tout aussi important. Ces archives demeurent organisées autour du pouvoir central, alors que les archives des républiques caucasiennes offrent l'avantage de fournir de véritables points de vue régionaux. Ce déséquilibre nous conduira à proposer une approche à certains égards asymétriques, car disposant de sources plus précises en ce qui concerne le rôle des acteurs régionaux de l'espace caucasien. Cela ne nous semble pas pour autant discréditer une étude historique connectée et transnationale, pour autant que le déséquilibre soit conservé à l'esprit. Nous renvoyons sur ce point aux remarques faites par Stefan Plaggenborg à propos de ce qu'il nomme « comparaison asymétrique »

¹²⁷ L'utilisation des archives régionales caucasiennes par les historiens étrangers est également aléatoire, beaucoup de travaux ayant été produits sur le Caucase avec une consultation minimale d'archives sur place. On trouve parfois des tentatives un peu navrantes de « justifier » cette négligence, ainsi que l'absence d'utilisation des sources primaires et secondaires dans les langues de la région, comme dans Daniel Müller, *Sowjetische Nationalitätenpolitik in Transkaukasien, 1920-1953*, Berlin, Verlag Dr. Köster, 2008, pp. 43-44 ; voir les remarques de Zaur Gasimov, « Zum Phänomen der Russifizierungen. Einige Überlegungen », in Id. (dir.), *Kampf um Wort und Schrift. Russifizierung in Osteuropa im 19.-20. Jahrhundert*, Göttingen-Bristol, Vandenhoeck & Ruprecht, 2012, p. 11.

¹²⁸ Taner Akçam fournit quelques éléments sur les problèmes archivistiques et sur la question des archives provinciales en Turquie. Les archives provinciales de Trabzon, probablement les plus riches de Turquie, sont ainsi « jetées à la mer » en 1982. L'auteur mentionne aussi une loi turque de 1934 prévoyant la destruction des documents administratifs vieux de plus de dix ans. Taner Akçam, *The Young Turks' Crime Against Humanity. The Armenian Genocide and the Ethnic Cleansing in the Ottoman Empire*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2012, pp. 21-23 ; ce désordre des archives provinciales remonte déjà à l'époque ottomane : Carter Vaughn Findley, *op.cit.*, 1989, pp. 220-221.

(*asymmetrischer Vergleich*) dans son travail d'histoire comparé entre bolchevisme, fascisme et kémalisme¹²⁹.

Les archives régionales au Caucase post-soviétique constituent cependant, comme l'ensemble des archives créées à l'époque soviétique, le produit d'intentions spécifiques. L'époque soviétique a vu une grande remue d'archives sur plusieurs décennies, caractérisée d'abord par l'application de la localisation des fonds en fonction du principe de « pertinence » - selon l'information contenue par les archives – et non du principe de « provenance » - selon l'auteur des fonds -, ce qui place l'archivistique soviétique en décalage par rapport au dogme du « respect des fonds¹³⁰ ». Le principe de pertinence a d'abord été adopté, dans l'entre-deux-guerres, à des fins utilitaristes d'exploitation politique des archives tsaristes, qui passaient par exemple par la publication de documents ou par l'utilisation par la police politique des renseignements accumulés par l'ancien département de la Police tsariste¹³¹. Au Caucase, le principe de pertinence a essentiellement été appliqué dans une optique nationale. Au début du régime soviétique, une proportion considérable des archives tsaristes au Caucase se trouvait à Tiflis, cœur politico-administratif de la région. Au cours des décennies suivantes, les fonds qui s'y trouvaient ont été en partie démembrés. Ont ainsi été envoyés à Moscou, aux archives militaires historiques, les documents des institutions militaires caucasiennes constitués à la période tsariste et conservés jusque dans l'entre-deux-guerres à Tiflis¹³². De même, les fonds de la chancellerie du vice-roi du Caucase ont été dépouillés d'un certain nombre de documents relatifs aux régions correspondants aux nouvelles républiques soviétiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan¹³³. De telles répartitions ont aussi eu lieu en fonction du principe national. C'est ainsi que les archives des institutions communautaires arméniennes et musulmanes situées à Tiflis ont été largement transférées vers Erevan et Bakou.

¹²⁹ Stefan Plaggenborg, *Ordnung und Gewalt. Kemalismus – Fascismus – Sozialismus*, Munich, Oldenbourg Verlag, 2012, p. 33.

¹³⁰ Shelley Sweeney, « The Ambiguous Origins of the Archival Principle of "Provenance" », *Libraries & the Cultural Record*, Vol. 43, No. 2, 2008, pp. 193-213.

¹³¹ Je remercie Sophie Coeuré qui m'a permis de préciser ce point à travers sa passionnante recherche et ses indications : Sophie Coeuré, *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique*, Paris, Payot, 2007, pp. 130-132 ; Victoria Prozorova-Thomas, « Le classement selon le principe de pertinence comme reflet de la commande d'Etat : les archives soviétiques », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, No. 82, 2006/2, pp. 58-64 ; Tat'jana Khorkhordina, *Istorija Otechestva i arkhivy, 1917-1980-e gg.*, Moscou, Rossijskij Gosudarstvennyj Gumanitarnyj Universitet, 1994.

¹³² Il ne nous a pas été possible de trouver de renseignements sur la période de ce déménagement, mais on peut le deviner par le fait que des ouvrages antérieurs à la Seconde Guerre mondiale citent des fonds militaires dans les archives géorgiennes, alors qu'ils se trouvent désormais à Moscou. Un petit historique de la constitution des archives en Géorgie dans Ju. Kacharava, *O sovremennom sostojanii izuchenija novoj i novejshej istorii Gruzii*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1969, pp. 16-20.

¹³³ Il existe donc, au-delà du fonds conservé aux Archives nationales de Géorgie (f. 13), des fonds de la vice-royauté du Caucase aux Archives nationales d'Arménie (f. 1262) et aux archives historiques d'Azerbaïdjan (f. 1).

Ces répartitions n'ont pas été sans impact psychologique et intellectuel sur la promotion d'histoires « nationales », en atténuant les imbrications révélées par ces archives mêlées. En dépit de cet impact, les archives du Caucase post-soviétique n'ont pas perdu toute trace de la dimension régionale et interconnectée du destin de ces populations et ont constitué une source majeure pour notre recherche. Les archives de Tbilissi, tant pour la période tsariste que pour l'entre-deux-guerres, gardent jusqu'à présent une dimension régionale et transfrontalière particulièrement forte¹³⁴. L'existence de fonds régionaux couvrant l'ensemble du Caucase du Sud, ainsi que le Caucase du Nord et les interactions avec les Etats frontaliers a constitué une ressource indispensable dans l'étude du rôle des acteurs régionaux dans la diplomatie frontalière. Ces archives conservent dans leurs formes la trace des évolutions passées. C'est ainsi à Erevan qu'on trouve les archives de la province tsariste de Kars, retournée à la Turquie en 1921¹³⁵. Alors même que Kars est actuellement une ville sans archives et, plus généralement, sans mémoire écrite du fait de l'absence presque totale de conservation publique de sources antérieures à l'après-Seconde Guerre mondiale, c'est en Arménie qu'il faut souvent chercher les sources pour l'histoire de cette région. Alors que l'historiographie en arménien sur la région de Kars est significative, il a fallu attendre les travaux pionniers de Candan Badem, qui s'est rendu à Erevan, pour qu'un historien turc travaille à partir de ces archives « déplacées »¹³⁶.

Au sein des archives elles-mêmes se conservent les traces de l'existence de cette région faite de flux, de migrations et de coexistence entre les peuples. Cette dimension régionale se lit dans les langues mêmes des archives. « Le goût de l'archive est polyglotte » titrait un entretien de Sanjay Subrahmanyam¹³⁷. Les archives consultées au cours de cette recherche témoignent du passé polyglotte de régions devenues, au fil des années, de plus en plus monolingues du fait de politiques nationales et de déplacements de populations. On lira ainsi à Erevan des pétitions rédigées en turc – ni vraiment « azéri », ni totalement « anatolien » - par les populations musulmanes de la région à l'époque tsariste ou encore dans l'entre-deux-guerres. Russe, géorgien, arménien, grec, turc et français s'entremêlent dans les

¹³⁴ De conversations avec plusieurs archivistes de Tbilissi, je garde le sentiment que leurs prédécesseurs se sont efforcés de « défendre » leurs fonds contre ce qu'ils percevaient comme une forme de spoliation, la Géorgie ayant beaucoup plus donné que reçu, du fait de la position de Tiflis (Tbilissi) comme centre administratif et bureaucratique du Caucase russe puis soviétique jusqu'aux années 1930.

¹³⁵ Il s'agit du fonds 274 des Archives nationales d'Arménie.

¹³⁶ Voir son ouvrage fondamental, qui rompt avec les productions antérieures de l'historiographie turque : Candan Badem, *Çarlık Rusyası Yönetiminde Kars Vilayeti*, Istanbul, Birzamanlar Yayinevi, 2010.

¹³⁷ Anne-Julie Etter et Thomas Grillot, « Le goût de l'archive est polyglotte. Entretien avec Sanjay Subrahmanyam », *La Vie des idées*, 27 janvier 2012. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Le-gout-de-l-archi-est.html>

documents conservés aux archives de Batoumi. Ces documents posent la question de la circulation et de l'emploi des langues dans la sphère publique et administrative. Quand la communauté persane de Batoumi adresse une pétition en persan au gouverneur militaire de la ville, en 1906, il se trouve un fonctionnaire de l'administration pour traduire et annoter la pétition. Brièvement, l'anglais devient même langue administrative lors de l'occupation de la ville par les Britanniques, en 1919-1920. On assiste alors aux efforts des marchands locaux pour rédiger dans un anglais fleuri leurs demandes au gouverneur militaire qui administre la ville. Cette polyglossie des archives matérialise l'héritage divers et les géographies alternatives de la région, mais représente aussi un défi pour leurs lecteurs locaux qui risquent de s'en trouver coupés.

Cette étude des archives du Caucase post-soviétique a été mise en dialogue avec deux autres types d'archives, reflétant des « positions » différentes. D'une part, les archives centrales des Etats en présence. Ont été visitées les archives de Moscou, Ankara et Istanbul. En Russie comme en Turquie, il n'a pas été possible de visiter tous les centres d'archives existants. On n'a ainsi pas utilisé les archives historiques de Pétersbourg où sont conservés les fonds du gouvernement – mais pas de la diplomatie ni de la police – pour l'époque tsariste, qui ont fait l'objet de l'exploitation la plus ancienne par les historiens. Dans les deux pays, les archives diplomatiques et des organes de sécurité demeurent très largement inaccessibles, quoiqu'un mouvement d'ouverture soit en cours en Turquie¹³⁸. La situation reste en revanche difficile pour les archives militaires turques (ATASE), qui couvrent à la fois la période ottomane et la période républicaine. Le contexte politique général et la situation incertaine de l'Institut français de recherche en Iran n'a malheureusement pas permis d'organiser un séjour à Téhéran. Ce manque a été compensé de deux manières. D'une part, en recourant aux nombreux et riches recueils d'archives publiés en Iran depuis les années 1990¹³⁹. Ces recueils

¹³⁸ Les archives diplomatiques pour la période tsariste étaient fermées pendant les années de notre thèse et les archives diplomatiques contemporaines, depuis la crise de 2014, ont vu leur fermeture aux chercheurs étrangers accrue. En ce qui concerne les archives diplomatiques turques, il a été annoncé qu'elles seraient ouvertes aux chercheurs à partir du début de l'année 2015 : <http://www.cnnturk.com/video/turkiye/disisleri-bakanligi-arsivi-arastirmacilara-aciliyor>.

¹³⁹ Les plus utilisés ont été les suivants : Kâveh Bayât (éd.), *Fa'âlîyathâ-ye komûnistî dar dovre-ye Rezâshâh (1300-1310)*, Téhéran, Enteshârât-e Sâzemân-e Âsnâd-e mellî-e Irân, 1370 (1991-1992) ; Id., *Irân ve djang-e djahânî-e avval : Âsnâd-e vezârat-e dâkhile*, Téhéran, Enteshârât-e Sâzemân-e Âsnâd-e mellî-e Irân, 1381 (2002) ; Mohammad Nâdir Nasîrî Moqaddam (éd.), *Gozîde-ye âsnâd-e daryâ-e khazar ve manâteq-e shimâlî-e Irân dar djang-e djahânî-e avval*, Téhéran, Daftar-e Mutâl'ât-e siyâsî ve baynalmalâlî, 1384 (1995) ; Fâtme Qâzihâ (éd.), *Asnâd-e ravâbît-e Irân ve Rusiye az dovre-ye Nâsreddîn Shâh tâ soqût-e Qâjâriye*, Téhéran, Markaz-e Asnâd ve Târikh-e diplomâsî, 1381 (2001) ; Rezâ Âzarî Shâhrizâyî, *Hî'at-i favq al-'âdah-i Qafqâziyah*, Téhéran, Markaz-e Asnâd ve Târikh-e diplomâsî, 1389 (2000) ; Mahmûd Tâherâhmadî, *Asnâd-e ravâbît-e Irân ve Shuravi dar dovre-ye Rezâ Shâh*, Téhéran, Enteshârât-e Sâzemân-e Asnâd-e mellî-e Irân, 1996 ; Oliver Bast rappelle que ces recueils sont étrangement peu utilisés par les historiens : Oliver Bast, « Disintegrating the "Discours of Disintegration" ... », in Touraj Atabaki (dir.), *op.cit.*, 2009, p. 66.

sont complétés par les publications de documents effectuées régulièrement par les revues savantes persanes, dont une grande majorité est désormais disponible dans des versions numérisées en ligne¹⁴⁰. Parallèlement, je me suis appuyé sur les recherches des historiens iraniens et des quelques historiens étrangers qui ont pu travailler dans ces archives¹⁴¹.

Les archives conservées hors de la région ont constitué un troisième pôle. Il s'agit des sources diplomatiques, consulaires et en partie militaire produites par plusieurs Etats présents dans la région. Ont été consultées des archives françaises, britanniques, allemandes, italiennes, autrichiennes, polonaises et belges. Ces Etats extérieurs à la région contribuent eux aussi à la diplomatie frontalière, par la présence de leurs représentants en différents lieux de la région au cours de la période, et en sont les observateurs parfois très attentifs. On voudrait ici souligner l'apport particulier des archives italiennes, autrichiennes et polonaises, qui présentent des points de vue souvent différents de ceux des trois grandes puissances d'Europe occidentale et ont fait jusqu'à présent l'objet de moins d'études. Dans le cas polonais, on a consulté, en plus des documents diplomatiques conservées aux archives nationales, les archives militaires qui ont rouvert au début de 2015 après une longue période de travaux¹⁴². Le maintien par les Italiens, les Allemands et les Polonais de représentations consulaires au Caucase soviétique au cours de l'entre-deux-guerres confère un intérêt particulier à leurs rapports qui constituent les seules observations étrangères directes de certains processus en cours dans la région, alors que les archives françaises et britanniques sont d'un apport très réduit pour l'étude de cette partie de la région après 1921.

f) De la pertinence historique à la pertinence sociale

« La pertinence sociale », écrit Antoine Prost, « ne fonde pas la pertinence scientifique, mais elle peut l'accompagner heureusement¹⁴³ ». On souhaiterait conclure cette introduction en soulignant ce qui nous semble devoir être la pertinence sociale et contemporaine de notre recherche. Les difficultés de l'historiographie du Caucase traduisent

¹⁴⁰ Les revues de la plateforme *Noormags* sont disponibles à l'adresse suivante et les articles sont téléchargeables au format pdf: <http://www.noormags.com/view/fa/default>.

¹⁴¹ Outre les travaux d'Oliver Bast, ceux de Stéphanie Cronin méritent une mention particulière par leur usage de sources persanes.

¹⁴² Sont particulièrement intéressants pour les chercheurs ne travaillant pas sur la Pologne les documents du deuxième département (renseignement) de l'état-major polonais pendant l'entre-deux-guerres. Ce fonds a été pillé par les Nazis puis par les Soviétiques, avant d'être en parti restitué. L'historique de ces fonds et l'état des lacunes est décrit dans Regina Czarnecka, « Oddział II Sztabu głównego (generalnego) w latach 1921-1939. Zarys organizacyjny i przegląd zawartości inwentarza », *Biuletyn Wojskowej Służby Archiwalnej*, No. 28, 2006, pp. 64-105.

¹⁴³ Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1996, pp. 88-90.

en effet en grande partie les difficultés contemporaines de la région, à la fois au niveau des trois républiques post-soviétiques du Caucase du Sud et dans l'interaction plus générale avec les anciens États impériaux que sont la Russie, l'Iran et la Turquie. L'instrumentalisation persistante de l'histoire à des fins politiques pose des limites à l'activité des historiens de la région dont l'écriture reste encore, en ce qui concerne le Caucase du Sud, fortement marquée par les pratiques historiographiques de l'époque soviétique, dans la forme si ce n'est sur le fond. Cette politisation se trouve naturellement intensifiée par la concentration d'une grande partie de l'historiographie, en particulier pour la période contemporaine, sur la question de la violence de masse. La Première Guerre mondiale et la violence génocidaire perpétrée contre les Arméniens constituent vraisemblablement la dimension la plus sensible de cette histoire, comme sont venues le rappeler les commémorations du printemps 2015. On peut bien sûr considérer, si l'on place le génocide arménien en comparaison de la Shoah, qu'il n'a pas reçu toute l'attention qu'il mérite¹⁴⁴. Le poids n'y est pas, pourra-t-on dire au trébuchet des *genocide studies* à l'anglo-saxonne. Mais que l'on se place du point de vue des études sur le Caucase et l'on constate que la question des violences de masse – si l'on met bout à bout les productions relatives au génocide ainsi que les « contre-productions » polémiques turques et azéries¹⁴⁵ – que le thème occupe une place considérable dans l'histoire de la région.

Il ne relève pas de notre propos de savoir si cette part est « excessive », ce qui n'aurait guère de sens dans l'absolu. En revanche, on peut s'interroger sur la capacité de cette approche à déboucher progressivement sur un consensus historiographique et mémoriel inaccessible en l'état. Comme le rappelle Ronald Grigor Suny, elle maintient une polarisation nuisible à l'avancée plus générale de la compréhension historique sur le sujet¹⁴⁶. Les débats sont vifs sur la question de la reconnaissance par la Turquie – l'Azerbaïdjan étant généralement considéré comme portion congrue ou cas désespéré – du génocide arménien. Mais le meilleur moyen d'arriver à une reconnaissance des torts commis par le passé est-il véritablement de faire de la question des violences de masse et du génocide la porte d'entrée obligatoire de l'histoire du Caucase ? Bien sûr, on pourra arguer à raison qu'il faut remettre

¹⁴⁴ Vincent Duclert, *L'avenir de l'histoire*, Paris, Armand Colin, 2010, pp. 124-127.

¹⁴⁵ Il convient de préciser que la production nationaliste et apologétique sur le sujet se concentre désormais beaucoup plus en Azerbaïdjan, qu'en Turquie. Le renversement des catégories est manifeste, par l'emploi entêtant de termes comme « atrocités » (*mezâlim*) ou « génocide » (*soykırım* en turc, *soyqırım* en azéri) pour dénoncer les violences commises par les Arméniens. L'idée étant, bien sûr, de produire une véritable « concurrence des victimes », dans une comptabilité mortifère. Jean-Michel Chaumont, *La concurrence des victimes. Génocide, identité, reconnaissance*, Paris, La Découverte, 2002.

¹⁴⁶ Ronald Grigor Suny, « The Holocaust Before the Holocaust: Reflections on the Armenian Genocide », in Hans-Lukas Kieser, Dominik J. Schaller (dir.), *Der Völkermord an den Armeniern und die Shoah*, Zurich, Chronos, 2002, p. 84.

l'œuvre sur l'établi pour empêcher les faits d'être oubliés. Il est certain que la tentative de certains historiens nationalistes turcs d'insister sur une vision enchantée du multiculturalisme et de la liberté religieuse dans l'Empire ottoman vise directement à contrer les accusations de génocide et à faire des massacres des Arméniens la conséquence exclusive de facteurs extérieurs¹⁴⁷. Mais on peut considérer aussi que choisir un autre point d'entrée, susceptible de poser les bases d'une histoire commune, peut être plus judicieux pour créer à moyen terme des jalons mémoriels et historiques partagés : au lieu d'escalader la falaise la plus abrupte de l'histoire caucasienne, prendre les chemins de traverse qui serpentent sur les flancs de la montagne peut s'avérer plus efficace.

A cet égard, mentionnons l'entreprise soutenue par l'*Institute for Historical Justice and Reconciliation*, qui a donné lieu à une collaboration entre chercheurs Arméniens et Turcs pour produire une histoire sociale de la construction du chemin de fer entre Tiflis et Kars, de 1895 à 1899¹⁴⁸. En prenant au sérieux un tel objet et en le considérant autrement que comme une simple question économique, l'ouvrage qui résulte de ce projet offre des éléments pour une histoire sociale originale des travailleurs du chemin de fer, de la vie des régions traversées et des transformations des confins de l'Empire tsariste à la fin du XX^e siècle. Rejetant à la fois un discours lénifiant sur les relations interethniques ou interconfessionnelles et une concentration sur les conflits, le choix de nouveaux objets d'histoire apparaît comme un moyen de recomposer en profondeur les perceptions de la région.

g) Plan de la thèse

L'approche que nous voudrions prendre dans cette étude de l'histoire caucasienne au XX^e siècle ne peut se dispenser d'une articulation à la chronologie très dense de l'histoire politique, militaire et diplomatique de la région. De la succession des révolutions de part et d'autre de la frontière au cours des années 1910 jusqu'aux événements de la Première Guerre mondiale, des indépendances puis de la soviétisation, la première moitié de la période couverte est caractérisée par une très grande densité qui mérite d'être à chaque fois présentée en respectant la chronologie, faute de rendre l'étude de notre objet inintelligible. Si les années

¹⁴⁷ Un des ouvrages classiques de cette historiographie est Salahi Sonyel, *The Ottoman Armenians: Victims of Great Power Diplomacy*, Londres, K. Rustem & Brothers, 1987.

¹⁴⁸ Le projet a donné lieu à la publication d'une histoire en anglais, arménien et turc : Sonya Mirzoyan, Candan Badem, *The Construction of the Tiflis-Alexandropol-Kars Railway. T'iflis-Alek'sandrapol-Kars erkat'gtsi kar'uts'umě. Tiflis-Gümri-Kars Demir Yolunun İnşası*, Institute for Historical Justice and Reconciliation, 2013. On peut trouver les trois versions du texte et la présentation du projet en ligne, sur <http://historyandreconciliation.org/resources/publications/the-construction-of-the-tiflis-aleksandropol-kars-railway/>.

1920-1930 apparaissent plus stables du fait de l'établissement de régimes autoritaires dans les trois Etats voisins du Caucase, des articulations importantes dans le fonctionnement de l'espace frontalier demeurent, imposant là aussi une attention à la chronologie. Il a donc été décidé de procéder à une organisation de notre étude en quatre parties correspondant à quatre moments distincts du rôle des élites régionales dans la gestion de l'interaction transimpériale et dans la diplomatie frontalière.

Notre première partie, « *Au-delà de l'impérialisme (1905-1914)* », questionne ce qui représente encore une des conceptions les plus fréquentes de l'avant-guerre au Caucase. Alors que l'historiographie plus générale a remis en cause l'idée d'une marche à la guerre inexorable au cours des années qui précèdent la Première Guerre mondiale, le Caucase reste largement vu à travers le thème de la rivalité entre empires. Afin de modifier cette perception, cette partie s'intéresse aux circulations frontalières qui se déploient au cours de ces années, marquées par la succession de mouvements révolutionnaires en Russie, en Perse et dans l'Empire ottoman. On s'intéressera dans cette partie à l'impact de ces circulations, politiques mais aussi économiques ou religieuses, sur les relations entre empires à l'échelle régionale de la frontière et au rôle joué par les acteurs régionaux dans les coopérations qui se nouent. Ces différents domaines débouchent sur une véritable diplomatie frontalière, menée à l'échelle régionale, qui donne une image significativement corrigée des relations entre les Empires tsariste, ottoman et qadjar au cours de leurs dernières décennies.

Dans une seconde partie, « *Des frontières en quête de sens (1914-1922)* », nous examinons les transformations profondes de l'interaction frontalière et du rôle des acteurs régionaux à l'occasion de la triple crise de la guerre mondiale, des indépendances de l'ancien Caucase russe et de la soviétisation de cette même région à partir de 1920. Ces moments entraînent une recomposition territoriale du Caucase, déplaçant les frontières antérieures et transformant le statut des entités de la région. Pour les acteurs régionaux, ces mutations signifient un changement d'échelle et une promotion au rang d'acteurs étatiques à part entière pendant quelques années. Dès la guerre, les acteurs régionaux tsaristes se voient ainsi attribuer des fonctions directrices dans la gestion de l'occupation de l'Anatolie ottomane et de la Perse du Nord en 1915-1917. Avec les indépendances, les acteurs caucasiens ne sont plus guère les mêmes, bien qu'ils héritent largement des structures étatiques et administratives préexistantes. L'accession à l'indépendance s'accompagne d'une transformation radicale des formes de diplomatie frontalière. Paradoxalement, la soviétisation ne marque pas de rupture immédiate avec les pratiques qui se développent au cours de l'indépendance, puisque la

souveraineté des républiques soviétisées demeure et qu'elles maintiennent des liens autonomes avec les acteurs frontaliers turcs et iraniens.

Dans un troisième temps, « *Un nouvel ordre frontalier (1921-1929)* », nous proposons une étude centrée sur le rôle des acteurs régionaux du Caucase soviétique dans le développement des liens frontaliers avec la Turquie et l'Iran. Il s'agit de réévaluer leur rôle dans une évolution qui a souvent été interprétée au regard des seules politiques centrales. La thématique de la sortie de guerre constitue une approche qui n'a finalement que peu été utilisée dans le cas caucasien alors qu'elle constitue une introduction directe au rôle des acteurs locaux, confrontés à la nécessité de rétablir des territoires dévastés et de repenser les dépendances frontalières. La diplomatie frontalière connaît un essor remarquable au cours des années 1920, à travers la gestion d'une série de questions telles que le commerce, les échanges culturels et la coopération environnementale qui devient un enjeu majeur alors que se multiplient les projets de développement à proximité de la frontière entre Etats. Mais ce rôle des acteurs régionaux n'est pas simplement synonyme de coopération, puisqu'on conclura cette partie en nous intéressant à la crise frontalière de 1926-1927 qui, au-delà d'un contexte général de crise des relations extérieures de l'URSS, révèle l'entrelacs entre stratégies des acteurs centraux et régionaux.

Notre dernière partie, « *Une fermeture frontalière, des tensions au consensus (1929-1938)* », traite de la question du lien entre fermeture de la frontière et déclin du poids des acteurs régionaux au cours des années 1930. Nous examinerons dans ce dernier moment le thème fréquemment repris d'un inexorable déclin des relations diplomatiques entre les Etats de la région. Les interactions frontalières et la pratique d'une diplomatie régionale fonctionnent il est vrai de moins en moins comme une ressource pour les acteurs caucasiens. Cette évolution ne signifie pas pour autant que la fermeture frontalière soit la marque d'une dégradation des relations interétatiques. Elle peut au contraire apparaître comme le fruit d'un consensus entre ces Etats. L'interprétation de la fermeture frontalière comme consensus renvoie à la nécessité de la considérer non pas comme la conséquence de politiques soviétiques unilatérales qui créeraient des tensions, mais dans une rencontre avec des objectifs partagés par les gouvernements centraux turc et iranien. Dans les trois Etats s'observent des politiques similaires de contrôle des confins et de réduction du rôle des élites régionales dans la diplomatie frontalière. La fermeture frontalière apparaît donc comme le résultat d'une volonté d'effacer un espace caucasien devenu importun.

Première Partie

Au-delà de l'impérialisme (1905-1914)

D'étranges convois s'acheminent au printemps 1911 depuis le port côtier de Soukhoumi, sur le littoral de l'Abkhazie actuelle, vers le Caucase du Nord. Les voyageurs font route vers la bourgade de Batalpashinsk, une des localités cosaques de la région du Kouban. Lorsqu'ils y arrivent, grande est la surprise de la population locale : on reconnaît en eux d'anciens habitants du lieu, des Karatchaïs musulmans qui ont décidé d'émigrer vers la Turquie en 1905. Interrogés par les autorités locales, ces fils prodiges – ce sont surtout des hommes, car les femmes sont encore en Turquie – déclarent vouloir reprendre la citoyenneté russe et obtenir l'autorisation de récupérer les terres qu'ils possédaient dans la région. A l'appui de leurs demandes, ils soulignent l'impossibilité de vivre en Turquie pour qui a eu l'expérience de la Russie. La volonté de gagner l'empire des califes a parfois motivé leur départ initial, mais les terres reçues n'ont pas satisfait leurs attentes : dispersés en Anatolie et parfois au nord des provinces arabes de l'Empire, ces Karatchaïs n'ont pas non plus supporté, comme ils le soulignent avec force, les « conditions climatiques intolérables » de l'Empire ottoman. L'adversité a eu raison de leur volonté initiale de quitter la Russie. A ces demandes de réintégration, les autorités cosaques locales répondent favorablement et soutiennent auprès de la vice-royauté du Caucase les requêtes envoyées par les impétrants¹⁴⁹.

Laissons en suspens le destin de ces Karatchaïs et la valeur à prêter à leurs déclarations, pour examiner ce que disent les feuillets qui relatent leur histoire, dans les archives de l'état-major tsariste. La figure de ces migrants du retour reste peu commune dans l'historiographie du Caucase. Qui incarne mieux les travaux classiques sur les migrations dans la région que la figure du « migrant religieux » tel que le désignent les sociétés ottomane (*muhacir*) ou persane (*mohâdjir*) ? Ce migrant qui quitte une terre infidèle pour gagner le territoire des empires musulmans. N'incarne-il pas le délitement d'un espace frontalier aux

¹⁴⁹ La correspondance relative à la réintégration des Karatchaïs de Batalpashinsk est conservée aux archives militaires de Russie : RGVIA, f. 400, op. 1, d. 4037 ; sur les Karatchaïs et leur émigration, voir Hayati Bice, *Kafkasya'dan Anadolu'ya göçler*, Türkiye Diyanet Vakfi, 1991, pp. 79-83.

vastes dimensions, s'étendant du Caucase du Nord jusqu'à l'Anatolie orientale et aux provinces septentrionales de la Perse, où il n'est plus possible de vivre sous la coupe d'un souverain d'une autre religion ? A l'échelle individuelle, il semble venir au devant des attentes de l'historien qui l'observe : n'est-il pas l'incarnation des tensions diplomatiques et militaires, des antagonismes ethniques et religieux qui traversent la région dans la décennie qui précède la Première Guerre mondiale ? Dans une série de documents célèbre, dont la publication commence en 1931, l'historien soviétique Mikhaïl Pokrovskij proposait le terme d'*âge de l'impérialisme* pour désigner de manière générale les années 1900-1910, dans une phraséologie toute marxiste¹⁵⁰. La phraséologie a vécu, mais le grain n'est pas mort. Si on ne regarde plus désormais les années qui précèdent la guerre comme une inéluctable montée des périls, en soulignant la complexité des mécanismes à l'œuvre dans les relations internationales à l'époque, le Caucase demeure souvent vu à travers ce prisme de l'impérialisme.

Un autre récit se dégage pourtant du retour des Karatchaïs. Ils disent la possibilité du retour, de la réversibilité et d'un destin autre pour la région. Se concentrer sur eux, c'est bénéficier de la valeur heuristique de la *microstoria* : « Jouer sur des échelles, ce n'est pas seulement jouer sur des effets de taille, c'est transformer le contenu de la représentation (c'est-à-dire le choix de ce qui est représentable) », comme l'écrivaient Jacques Revel et Bernard Lepetit en 1992¹⁵¹. Les Karatchaïs questionnent l'épopée du choc des empires, en suggérant le conte du retour. Leur exemple évoque la possibilité, par une variation des échelles de l'analyse, d'examiner de manière critique la trajectoire du choc des empires. Plus généralement, il permet d'envisager de questionner une histoire militaire et diplomatique, par le recours à une histoire sociale et politique dont le champ de vision se trouverait élargi. La frontière et ses trajectoires inattendues nous serviront donc ici d'outil critique de cette historiographie de la montée des tensions, en même temps qu'elles nous permettront d'examiner la manière dont on peut proposer l'amorce d'un récit transimpérial du Caucase dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale. A travers elles s'introduit la question de la diplomatie frontalière, menée par les acteurs régionaux, qui tentent de prendre en charge la vie de ces terres et de ces populations aux marges des trois empires.

¹⁵⁰ Sur cette historiographie, voir George M. Enteen, « Marxist Historians during the Cultural Revolution: A Case-Study in Professional Infighting », in Sheila Fitzpatrick (dir.), *Cultural Revolution in Russia, 1928-1931*, Bloomington, Indiana University Press, 1978, pp. 154-179.

¹⁵¹ Jacques Revel, Bernard Lepetit, « L'expérimentation contre l'arbitraire », *Annales ESC*, Vol. 47, No. 1, 1992, p. 264.

On reconsidérera successivement trois aspects majeurs de l'histoire de la région. Le premier concerne la révolution de 1905, généralement considérée dans le cadre russe, qui prend au Caucase des formes très différentes de celles qu'elle revêt dans le reste de l'Empire tsariste. On s'interrogera ici sur ce que la frontière dit sur cette révolution et, inversement, sur la transformation exercée par la révolution dans le fonctionnement de la frontière caucasienne (*Chapitre 1*). Cet examen posera la base d'un second moment, consacré au problème des révolutions en série des années 1900, qui voient le début de la révolution constitutionnelle persane en 1906 puis de la révolution jeune-turque à l'été 1908, alors même que le Caucase russe ne peut être considéré comme entièrement pacifié. L'idée même de voir ces événements comme un « cycle » pose problème et mérite d'être étudiée sous l'angle nouveau d'une étude centrée non pas sur les circulations intellectuelles entre capitales, mais sur une histoire de la frontière commune à ces Etats (*Chapitre 2*). Les événements révolutionnaires, qui secouent les ordres impériaux et étatiques, posent en définitive la question de la résilience des acteurs régionaux et de leur capacité à contribuer à un équilibre politique et diplomatique à la frontière. Cette interrogation nous conduira à émettre une hypothèse suggérant un renversement possible du regard, pour comprendre la compatibilité de tensions frontalières récurrentes et de l'absence de crise majeure dans la région dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale (*Chapitre 3*).

Chapitre 1 : Ce que 1905 fait à la frontière

Tout est changé, sur les rivages de la Caspienne, lorsque Bakou se réveille, au matin du 7 (20) février 1905. Les rues de la ville noire, de l'ancien quartier musulman aux avenues nouvelles où fleurissent les bâtiments de prestige, restent ensanglantées des violents affrontements qui ont éclaté la veille entre Arméniens et musulmans. Au soir du 6 février, une vingtaine de morts et des dizaines de blessés sont déjà recensés et le bilan s'alourdit rapidement. A l'origine de ces troubles, ce qui pourrait apparaître comme un fait divers : un riche musulman du faubourg de Sabunçu, Rza Ağa Babayev, est pris à partie et assassiné par un groupe d'Arméniens sur la place Parapet (*figure 6*). Chargé ultérieurement d'une inspection sur les origines des violences, le sénateur Kouzminskij souligne le flou qui entoure cet incident initial et n'exclut pas un motif crapuleux¹⁵². Le lieu du meurtre, cependant, est capital : la vieille ville musulmane, à quelques centaines de mètres, reçoit aussitôt la nouvelle du meurtre. Les Arméniens, pour leur part, se retrouvent devant l'église Saint-Grégoire, qui se trouve sur la place, et des agitateurs prononcent quelques discours enflammés. Dans un contexte de tensions sociales et politiques fortes, alors que des rumeurs insistantes circulent sur l'imminence de violences, l'incident ouvre l'irréparable. Dans les jours qui suivent, les violences se poursuivent dans la ville et s'étendent, au cours des mois qui suivent, aux différentes provinces de la Transcaucasie russe. Le bilan de ces affrontements, encore incertain, atteint plusieurs milliers de morts au cours de l'année.

Ces violences entre communautés, qui s'ajoutent aux violences « politiques » de l'opposition au tsarisme, constituent dans l'historiographie de l'Empire tsariste une forme de « couleur locale » écarlate, qui met à part le Caucase. Les années de la révolution y apparaissent en effet autant comme un moment de contestation politique du régime tsariste que comme une période de mobilisation ethnique et religieuse. Cette grille de lecture en apparence évidente a concentré la production historiographique autour de deux pôles principaux. Tandis que les historiens soviétiques s'efforçaient de réduire l'attention prêtée aux affrontements interethniques – mis au rang des œuvres noires de la réaction – l'historiographie plus récente produite dans les républiques caucasiennes a tendu à exalter

¹⁵² Aleksandr Kuzminskij, *Vsepoddanejšij očet o proizvedennoj v 1905 godu po vysočajšemu poveleniju senatorom Kuzminskim revizii goroda Baku*, Saint-Petersbourg, Senatskaja Tipografija, non daté, pp. 1-3.

cette période comme genèse des consciences nationales, en particulier dans le cas des musulmans turcophones, que l'on nomme encore « Tatars¹⁵³ ». Le regard reste centré sur les articulations internes de l'Empire russe. Nous proposons ici de partir de la frontière pour interroger les présupposés de la lecture des événements de 1905, avec deux hypothèses. La première consiste à affirmer que la révolution de 1905 entraîne une « remarginalisation » du Caucase, qui n'apparaît plus comme un espace en voie d'intégration, mais comme un lieu à nouveau problématique. La seconde pose que les événements de 1905 entraînent aussi une recomposition des formes d'interaction frontalière entre Etats, par l'irruption de questions nouvelles produites par les déchaînements de violence observables dans les régions russes frontalières. Cette violence « divise, connecte, brise et ranime » tout à la fois les sociétés des confins et trace les contours du Caucase transfrontalier que nous prenons comme objet¹⁵⁴. A travers les enjeux concrets de ces violences, la révolution de 1905 devient un moment-clef dans la transformation d'une diplomatie frontalière, rendue possible par l'autonomie accrue des autorités régionales et nécessaire par l'urgence des circonstances.

1. 1905, une histoire de tsarisme

Avant de décrire les lectures alternatives que propose une méthode partant de la frontière, on résumera ici brièvement les approches classiques de la révolution de 1905 au Caucase. La montée des tensions en Transcaucasie russe depuis la fin du XIX^e siècle a fait l'objet d'approches qui ont insisté à la fois sur des questions sociales et nationales. Pour leur part, les études de 1905 au Caucase ont surtout décrit les événements comme un phénomène intérieur. Ces travaux, qui peuvent a priori paraître éloignés de notre approche frontalière, fournissent pourtant des indices pour décrire la « remarginalisation » administrative et intellectuelle du Caucase du Sud au sein de l'Empire russe, ouvrant la voie à une autonomie régionale renforcée.

a) Le contexte caucasien de 1905

Aucune révolution n'échappe à la volonté de généalogie, quand bien même la révolution est, par excellence « l'entrée en scène des forces », « leur irruption », « le bond par

¹⁵³ L'ethnonyme d'*Azéris* n'est véritablement utilisé qu'à partir des années 1930 pour désigner ce groupe, sous l'effet de la politique soviétique des nationalités.

¹⁵⁴ Pour reprendre l'expression de Pekka Hämäläinen, Samuel Truett, *op.cit.*, septembre 2011, p. 351.

lequel elles sautent de la coulisse sur le théâtre¹⁵⁵ ». Toute révolution se cherche, s'invente des origines et contraint l'historien à prendre position face à la « chimère de l'origine »¹⁵⁶. Les violences interethniques de 1905, parce qu'elles ne jouissent même pas du prestige que peut revêtir un processus révolutionnaire à proprement parler, apparaissent d'autant plus comme un surgissement *ex nihilo*. Cette difficulté à retracer les causes de l'événement révolutionnaire et de la violence qui l'accompagnent a attiré l'attention des historiens dans le cas de la Révolution française. François Furet écrivait : « Le débat sur les causes de la Révolution ne recouvre pas le problème du phénomène révolutionnaire, largement indépendant de la situation qui précède : développant lui-même ses conséquences¹⁵⁷ ». Mais l'existence d'une dynamique propre aux violences caucasiennes de 1905 n'a pas empêché le développement d'une importante littérature cherchant à replacer leurs formes dans une continuité historique. On peut discerner deux grands champs d'analyse, qui expliquent la montée des tensions entre communautés par des facteurs sociaux et par des facteurs découlant de la politique des nationalités appliquée au Caucase. La différence thématique de l'approche s'accompagne de divergences de nature chronologique, puisque la première remonte aux années 1860-1870, lorsque commence le développement industriel de la Transcaucasie russe, tandis que la seconde insiste sur les changements consécutifs à l'arrivée au pouvoir d'un tsar « russificateur », Alexandre III, en 1881.

La généalogie sociale du développement des tensions en Transcaucasie remonte en général aux années 1860, lorsque commence l'introduction des attributs de la seconde révolution industrielle au Caucase. En 1861 est prise la décision de construire la première ligne de chemin de fer de la région, qui doit relier le port de Poti, sur la mer Noire, à la capitale du Caucase russe, Tiflis. Entrée en service en 1872, la ligne est prolongée en 1883 jusqu'à Bakou, donnant naissance à un axe transcaucasien – d'Ouest en Est – conçu pour des régions stratégiques et économiques¹⁵⁸. Ce développement est concomitant de la mise en place, par les frères Siemens, d'un réseau télégraphique qui traverse le Caucase et s'intègre au télégraphe indo-européen, grâce à un prolongement établi sur la base d'une concession obtenue en 1868 pour le tronçon de la frontière russe à Téhéran (*figure 7*)¹⁵⁹. Ces

¹⁵⁵ Michel Foucault, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire » (1971), repris dans Michel Foucault, *Dits et écrits I. 1954-1975*, Paris, Gallimard, 2001, p. 1012 ; voir le chapitre « De l'événement » dans Arlette Farge, *op.cit.*, 1997, pp. 82-96.

¹⁵⁶ Roger Chartier, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Le Seuil, 2000, pp. 13-17.

¹⁵⁷ François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978, p. 45.

¹⁵⁸ N.K. Shanidze, *Vozniknovenie i razvitie zakavkazskikh zheleznykh dorog i ikh vlijanie na ekonomiku kraja*, Tbilissi, Gruzinskij Politekhnikeskij Institut imeni Lenina, 1968, pp. 65 et 69-71.

¹⁵⁹ Sur l'ensemble des questions techniques et économiques associées au télégraphe, voir Andre K'arbelashvili, *Transk'ontinent'uri telegrap'is khazi Sakartveloshi*, Tbilissi, Georgia, 2000.

infrastructures de transport et de communication servent notamment à appuyer le développement d'un secteur industriel, minier et pétrolier de plus en plus important. Déclarée libre en 1872, l'exploitation du pétrole de Bakou devient rapidement la source la plus rapide de croissance pour la région, attirant des entreprises aussi prestigieuses que les Nobel et les Rothschild dans l'aventure¹⁶⁰. Dans les provinces d'Erevan et d'Elisavetpol, à cheval sur l'Arménie et l'Azerbaïdjan actuels, l'exploitation minière connaît aussi un développement rapide. Le complexe minier de Kedabek (Gədəbəy, en Azerbaïdjan actuel), est acheté en 1864 par les frères Siemens et emploie vite plus de deux mille employés, alors que les mines d'Allaverdi sont acquises par la Société industrielle et métallurgique du Caucase, sise à Paris¹⁶¹. Les transformations du Caucase tsariste ne manquent pas d'entraîner des bouleversements dans les territoires frontaliers ottomans et persans, où l'influence économique russe est significative¹⁶².

Cette historiographie sociale, très présente parmi les travaux de l'époque soviétique, souligne les bouleversements entraînés par cette industrialisation rapide. Les villes de Tiflis et Bakou voient l'apparition d'une population ouvrière nombreuse, alors que l'essor du chemin de fer entraîne le développement d'une importante masse de cheminots. Entre 1863 et 1897, la ville de Bakou passe de 14.500 à 111.904 habitants, au prix d'un étalement urbain considérable et de conditions de vie fréquemment désastreuses pour la population laborieuse¹⁶³. Sur le littoral de la mer Noire, les ports de Poti et Batoumi connaissent également un développement significatif grâce à l'essor des relations commerciales, du transit et d'activités de transformation des produits miniers et pétroliers exploités dans la région¹⁶⁴. Cette croissance rapide est présentée comme la cause d'une rupture des structures sociales, sous l'effet de migrations brutales, et de l'apparition dans les villes d'antagonismes sociaux croissants, ce qui rejoint des remarques faites par Daniel Brower à propos du lien entre

¹⁶⁰ Audrey L. Altstadt, *The Azerbaijani Turks – Power and Identity under Russian Rule*, Stanford, Hoover Institution Press, 1992, pp. 21-23 ; Harry W. Paul, *Henri de Rothschild, 1872-1947. Medicine and Theater*, Ashgate, Farnham-Burlington, 2011, p. 4.

¹⁶¹ Fritz Klein, *Studien zum deutschen Imperialismus vor 1914*, Berlin, Akademie-Verlag, 1976, pp. 265-266 ; John Bellow, *Letters and Memoir*, Londres, Kegan Paul, 1904, pp. 164-167 ; les archives de la Société industrielle et métallurgique du Caucase sont partagées entre la France et l'Arménie, où elles constituent le fonds 195 des Archives nationales arméniennes.

¹⁶² Sur ces impacts contradictoires et les connexions économiques et commerciales, voir Charles Issawi, *The Economic History of Iran, 1800-1914*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 1971, pp. 136-146 ; Marvin L. Entner, *Russo-Persian Commercial Relations, 1828-1914*, Gainesville, University of Florida Press, 1965 ; sur l'utilisation par la Russie des réseaux de marchands caucasiens, voir la thèse récente de Megan Dean Farah, *Mobility, Commerce and Empire in the Caucasus, 1762-1918*, Thèse de doctorat, Université de Stanford, 2013.

¹⁶³ Jörg Baberowski, *Der Feind ist überall...*, 2003, pp. 44-45.

¹⁶⁴ Otar Gogolishvili, *Sazogadoebriv-polit'ikuri vitareba Batumis olkshi 1900-1910 ts'ts'*, Tbilissi, Narit'on Akhvledianis sakhelobis Ach'aris muzeumi, 2012, pp. 3-5.

immigration urbaine et violence dans les villes de l'Empire tsariste. Comme le rappelle Brower, les tensions sociales sont souvent mêlées à des antagonismes ethniques et culturels – à commencer par l'antisémitisme dans le cas des villes de Russie européenne¹⁶⁵. Les évolutions sociales des villes du Caucase s'accompagnent elles aussi de modifications de leur composition ethnique qui ne se font pas sans tensions. La prédominance des Arméniens à Tiflis, cœur de la Géorgie ethnique en même temps que du Caucase, suscite des rancœurs, tandis que le compartimentage spatial de la population à Bakou sépare nettement les musulmans locaux qui habitent la vieille ville, les Arméniens du quartier nord, les Russes des ceintures industrielles et les travailleurs migrants venus d'Iran, qui vivent souvent sur les sites de production eux-mêmes¹⁶⁶.

Une approche urbaine permet de croiser les questions sociales et l'interprétation ethnico-culturelle de la montée des tensions dans la région. Conflits sociaux, ethniques ou religieux ne constituent pas une nouveauté de la région, mais se trouvent recomposés par les politiques étatiques mises en œuvre à partir des dernières décennies du XIX^e siècle. On pense au Caucase russe, où le règne d'Alexandre III entraîne une augmentation des politiques russificatrices. L'historiographie a particulièrement étudié leur impact dans les régions occidentales de l'Empire, où leur application commence à la suite de la révolte polonaise de 1863¹⁶⁷. L'introduction de mesures de russification au Caucase commence plus tardivement, mais les discussions sur la question nationale commencent parmi les peuples du Caucase dès le milieu du XIX^e siècle. Les Géorgiens, forts d'une noblesse consciente de ses particularismes et d'une intelligentsia active, connaissent plusieurs générations d'éveilleurs politiques à partir du milieu du XIX^e siècle¹⁶⁸. La suppression de la vice-royauté du Caucase, en 1881-1882, traduit les premiers signes d'une politique de lutte contre le particularisme administratif d'une région périphérique, dans le cadre d'une volonté plus générale de

¹⁶⁵ Daniel Brower, *The Russian City between Tradition and Modernity, 1850-1900*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1990, pp. 207-209.

¹⁶⁶ Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 46-47.

¹⁶⁷ Voir dans une bibliographie nombreuse Darius Staliūnas, *Making Russians. Meaning and Practice of Russification in Lithuania and Belarus after 1863*, Amsterdam-New York, Rodopi, 2007 ; Theodore R. Weeks, *Nation and State in Late Imperial Russia*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 1996.

¹⁶⁸ Sur les différentes générations du nationalisme géorgien à partir des années 1840, notamment la « seconde génération » (*meore dasi*) de Niko Nikoladze, Iliia Chavchavadze et Jakob Gogebashvili : Ronald Grigor Suny, *The Making of the Georgian Nation*, Londres, I.B. Tauris, 1989, pp. 126-133 ; l'approche générationnelle des nationalismes subalternes s'est largement construite à partir du travail de Miroslav Hroch, fondé sur l'Europe central : Miroslav Hroch, *Die Vorkämpfer der nationalen Bewegung bei den kleinen Völkern Europas*, Prague, Univerzita Karlova, 1968.

standardisation des procédures administratives de l'Empire¹⁶⁹. L'entrée en fonction du prince Golitsyn, en 1896, marque un tournant manifeste dans le sens d'une répression des droits des différentes nationalités caucasiennes. Cette répression est particulièrement éprouvée par les Arméniens, dont la communauté se trouve déjà éprouvée par l'arrivée en nombre de réfugiés des massacres hamidiens en Turquie¹⁷⁰. Depuis 1894, plusieurs dizaines de milliers d'Arméniens fuient vers le pourtour de la mer Noire, dans des conditions de grand dénuement, dont 30.000 environ vers le Caucase russe (*figure 8*)¹⁷¹. La population des réfugiés, proscrite par le régime ottoman, se trouve condamnée à une situation précaire qui encourage sa radicalisation au sein des partis révolutionnaires du Hnchak (fondé en 1887 à Genève) et du Dachnaktsutjun (établie en 1890 à Tiflis)¹⁷².

A partir du milieu des années 1890, l'approche sociale et l'approche « nationale » des tensions caucasiennes se rejoignent de plus en plus, tant les conflits sociaux et les tensions liées à des conflits religieux ou ethniques s'entrelacent. A partir de 1894, les grèves se multiplient sur les chantiers ferroviaires du Caucase russe, avec des affrontements parfois importants, comme ceux d'avril 1896, à Akhtala, qui impliquent plusieurs centaines d'ouvriers¹⁷³. La forte ségrégation qui règne entre les catégories souvent ethno-professionnelles des travailleurs facilite le glissement des conflits d'un niveau à l'autre. Une histoire détaillée de ces relations reste cependant à écrire, comme le montre l'ouvrage de Sonya Mirzoyan et Candan Badem qui aborde la question des conflits parmi les travailleurs du chantier ferroviaire entre Tiflis et Kars¹⁷⁴. Parallèlement, les mesures prises par le prince Golitsyn pour assurer la russification des populations chrétiennes du Caucase suscitent un

¹⁶⁹ Pour une synthèse de la question, voir Kimitaka Matsuzato, « Intra-bureaucratic debate on the institution of Russian governors-general in the mid-nineteenth century », in Tomohiko Uyama (dir.), *Asiatic Russia. Imperial Power in Regional and International Contexts*, Londres-New York, Routledge, pp. 83-101.

¹⁷⁰ David Marshall Lang, *A Modern History of Soviet Georgia*, New York, Grove Press, 1962, p. 119 ; les massacres anti-arméniens se déroulent en 1894-1896 dans nombre des villes d'Anatolie orientale et de la mer Noire : Alexander Mikaberidze (dir.), *Atrocities, Massacres, and War Crimes. An Encyclopedia*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2013, pp. 231-233.

¹⁷¹ Rapport du vice-consul russe à Rize à l'ambassadeur Nelidov, 18 février (1^{er} mars) 1896, in M.G. Nersisjan (éd.), *Genotsid Armjan v Osmanskoj imperii. Sbornik dokumentov i materialov*, Erevan, Izdatel'stvo Akademii Nauk Armjanskoj SSR, 1966, pp. 101-102 ; leurs moyens de fuite sont souvent dérisoires, comme le montre l'exemple des réfugiés arméniens en Bulgarie, S.V. Ovnanjan, *Armjano-bolgarskie istoricheskie svjazi i armjanskije kolonii v Bolgarii vo vtoroj polovine XIX v.*, Erevan, Izdatel'stvo Akademii Nauk Armjanskoj SSR, 1968, pp. 294-334.

¹⁷² Rapport du gouverneur-général du Caucase Golitsyn sur son activité en 1897-1902, 1^{er} (14) décembre 1902, Valentin S. Djakin, *Natsional'nyj vopros vo vnutrennej politike tsarizma (XIX-nachalo XX veka)*, Saint-Pétersbourg, LISS, 1998, pp. 462-469 ; le parti des *Armenakan*, premier groupe révolutionnaire arménien, est fondé en 1885 à Van mais n'obtient pas le même succès : Kai Merten, *Untereinander, nicht nebeneinander. Das Zusammenleben religiöser und kultureller Gruppen im Osmanen Reich des 19. Jahrhunderts*, Berlin, LIT Verlag, 2014, p. 147.

¹⁷³ En Arménie actuelle. Ronald Grigor Suny, « Marxism, Nationalism, and the Armenian Labor Movement in Transcaucasia, 1890-1908 », *The Armenian Review*, Vol. 33, No. 1, Spring 1980, p. 33.

¹⁷⁴ Sonya Mirzoyan, Candan Badem, *op.cit.*, 2013.

mécontentement croissant des éveilleurs nationaux géorgiens et arméniens¹⁷⁵. La récession économique qui frappe l'Empire tsariste en 1900-1901 accroît nettement l'agitation sociale : depuis août 1900, les grèves se multiplient en Transcaucasie : août 1900 à Tiflis, 1901 dans diverses industries de la région, 1902 à Batoumi¹⁷⁶. A l'été 1903, près de 200.000 travailleurs de Russie du sud et de Transcaucasie se mobilisent, ce qui vaut à cette grève le titre de « répétition générale » de 1905, sous la plume de l'historien soviétique A. Guliev¹⁷⁷. Les campagnes ne sont pas en reste, où fleurissent des mouvements anarchisants et socialistes¹⁷⁸.

Dans les années qui précèdent les événements de 1905, le Caucase ne peut donc plus être considéré comme un havre de paix sociale et politique. A l'été 1903, la confiscation décrétée par Golitsyn des biens de l'Eglise arménienne entraîne une vive réaction de l'opinion publique, tant au Caucase qu'en Iran du Nord et dans l'Empire ottoman. Le patriarche arménien de Constantinople intercède auprès des autorités tsaristes avec l'assentiment du gouvernement ottoman qui voit dans l'événement une diversion bienvenue de l'attention¹⁷⁹. Un Comité central arménien d'auto-défense est créé et, pour la première fois, la Russie apparaît comme un ennemi de la cause arménienne au même titre que l'Empire ottoman. En septembre, les émeutes se multiplient dans les communautés arméniennes et les forces de l'ordre sont prises à partie à Elisavetpol, Bakou et Tiflis, alors que des coups de feu sont échangés avec la troupe à Kars. Le 14 octobre 1903, trois membres du parti Hnchak blessent Golitsyn en plein cœur, tandis que se multiplient les attentats contre des dignitaires tsaristes¹⁸⁰. L'agitation arménienne au Caucase repose sur une inversion des réseaux

¹⁷⁵ Audrey L. Altstadt, *op.cit.*, 1992, p. 19.

¹⁷⁶ Anahide Ter Minassian, « La révolution de 1905 en Transcaucasie », *Histoires croisées – Diaspora, Arménie, Transcaucasie, 1880-1990*, Paris, Parenthèses, 1997, pp. 151-153 ; Heinz, *Geschichte Georgiens*, Leiden-Boston, Brill, 2010, pp. 411-412 ; on ne manquera pas, à propos de cette grève présentée comme le grand début du jeune Staline, le recueil édité au cœur des grandes purges : *Batumskaja demonstratsija 1902 goda : 35 let politicheskoy demonstratsii Batumskikh rabochikh, 1902-1937*, Moscou, Partizdat TsK VKP, 1937.

¹⁷⁷ A.N. Guliev, « Vseobshchaja stachka v Baku v ijule 1903 g. – nachalo letnikh zabastovok v Zakavkaz'e i na jube Rossii », in A.N. Guliev (dir.), *Slavnye stranitsy bor'by i pobed*, Bakou, Izdatel'stvo Akademii Nauk ASSR, 1965, pp. 86-114 ; S. Chkhart'ishvili, « P'irveli saq'oveltao p'olit'ikuri gapitsva sakartveloshi 1903 ts'els », *Sakartvelos SSR Metsnieriabata Ak'ademiis Matsne*, No. 6, 1964, pp. 145-155.

¹⁷⁸ Cet essor vaut particulièrement pour les campagnes de Géorgie actuelle : Stephen F. Jones, *Socialism in Georgian Colors. The European Road to Social Democracy, 1883-1917*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2005, pp. 141-149.

¹⁷⁹ Note du ministre ottoman de la Justice et des Cultes, 27 Ağustos 1319 (9 septembre 1903), BOA, Y.MTV, 251/67.

¹⁸⁰ Mémoire de M. Beaumont sur les biens de l'Eglise arménienne, 30 septembre 1903, TNA, FO 424/205, p. 141 ; rapport du consul Stevens (Batoumi) au marquis de Lansdowne, 25 janvier 1904, TNA, FO 424/206, p. 15 ; pour un témoignage arménien sur la « terreur golitsynienne », voir le récit de Petros Mochar'jan : Karine Alek'sanjan, « Petros Mochar'jani husherë Kovkasi kar'avarch'apet Grigor Golits'inin ahabekelu masin », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 1 (115), 2010, pp. 121-128 ; d'autres témoignages sont plus modérés, notamment sur « l'arménophobie » présumée de Golitsyn, N.A. Bigaev, « Poslednie namestniki Kavkaza (v svete lichnykh vospominanij) (1902-1917) », in A.D. Zajtsev (dir.), *Rossijskij Arkhiv. Istorija otechestva v svidetel'stvakh i dokumentakh XVIII-XX vv. Novaja Serija. T. XII*, Moscou, TRITE-Rosarkhiv, 2003, p. 404.

révolutionnaires frontaliers, qui font de la province d'Erzurum leur base arrière pour l'action dans les régions de Kars, Tiflis et Erevan, comme le soulignent les sources ottomanes. En Anatolie orientale comme en Perse du Nord, les révolutionnaires peuvent s'appuyer sur des communautés qui suivent de près les évolutions du Caucase russe¹⁸¹. Au troisième congrès général du Dachnak, tenu en février-mars 1904 à Sofia, les objectifs traditionnels de lutte contre le régime hamidien sont complétés par la résistance au pouvoir tsariste (*figure 9*)¹⁸². Les violences de 1905 surviennent donc dans un contexte de conflits croissants à l'interface des trois empires du Caucase.

b) 1905 comme événement intérieur

En dépit de ces tensions, la Transcaucasie assiste initialement en spectatrice aux premiers événements révolutionnaires de janvier 1905, qui culminent avec la violente répression orchestrée par les cosaques, lors du « dimanche rouge » du 9 (21) janvier 1905¹⁸³. Les partis sociaux-démocrates du Caucase tentent bien d'organiser des rassemblements de protestation contre la répression et des tracts appelant à la solidarité avec les foules de Pétersbourg circulent dans les grandes villes de la région. Des mouvements de grève commencent parmi les ouvriers et cheminots de Batoumi et Tiflis dans les jours qui suivent la nouvelle¹⁸⁴. Les événements du 7 (20) février à Bakou marquent cependant une rupture, qui oriente l'histoire de la révolution caucasienne de 1905 dans une direction différente de celle qu'elle prend dans le reste de l'empire. Dans les jours qui suivent la première journée d'affrontements, près de deux-cent soixante-dix personnes perdent la vie dans la capitale caspienne et les blessés se comptent par centaines. En dépit de ces fortes violences, le gouverneur de la ville de Bakou, le prince Nakachidze, ne proclame l'état de siège qu'avec retard, le 18 février. Il entreprend d'organiser une marche de réconciliation interreligieuse, qui

¹⁸¹ Note du gouverneur d'Erzurum, 25 Eylül 1319 (8 octobre 1903), BOA, Y.PRK.ZB, 33/66 et note du grand-vizir au ministre de l'Intérieur, 6 Teşrin-i Evvel 1319 (19 octobre 1903), BOA, A.MKT.MHM, 548/11, reproduits dans Yusuf Sarıay et alii (éd.), *Osmanlı belgelerinde Ermeni-Rus ilişkileri, II (1899-1906)*, Ankara, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 2006, pp. 106-108 ; voir les observations du consulat russe au Gilan, dans G.A. Galoian, *Rabochee dvizhenie i natsional'nyj vopros v Zakavkaz'e 1900-1922*, Erevan, Hajastan, 1969, p. 41.

¹⁸² Razmik Panossian, *The Armenians. From Kings and Priests to Merchants and Commissars*, Londres, Hurst & Company, 2006, pp. 220-223 ; Gerard J. Libaridian, *Modern Armenia. People, Nation, State*, New Brunswick-Londres, Transaction Publishers, 2004, p. 20.

¹⁸³ Richard Georg Plaschka, *Avantgarde des Widerstands. Modellfälle militärischer Auflehnung im 19. und 20. Jahrhundert*, Vol. 1, Vienne-Cologne-Weimar, Böhlau Verlag, 2000, pp. 104-117 ; David Marshall Lang, *op.cit.*, 1962, pp. 148-149.

¹⁸⁴ Hrach'ik Simonjan, *Azatagrakan pajk'ari ughinerum*, Vol. 1, Erevan, Hajagitak, 2003, p. 36 ; télégramme du commandant de la gendarmerie de Bakou, 23 janvier (5 février) 1905, in N.S. Trusova (éd.), *Nachalo pervoj russkoj revoljutsii. Janvar'-mart 1905 goda*, Moscou, Izdatel'stvo AN SSSR, 1955, p. 576.

met un terme provisoire aux violences. Ces mesures apparaissent cependant tardives et partielles au vu de l'ampleur des troubles qui ont secoué la ville. Par delà les clivages politiques et communautaires, la population du Caucase partage largement la conviction que les autorités tsaristes ont failli à leur devoir. Quelques semaines plus tard, l'ancien maire de la ville, Aleksandr Novikov, résume avec ardeur un sentiment diffus, dans la lettre ouverte qu'il adresse à Nakachidze : « le coupable du massacre, c'est vous », clame-t-il à la face de l'opinion publique. Rapidement, le texte est traduit dans les langues du Caucase et circule parmi la population sous forme de tracts¹⁸⁵.

Le rapport officiel du sénateur Kouzminskij, rédigé après la mort du prince Nakachidze dans un attentat, le 11 mai 1905, se limite à reconnaître l'apathie des autorités face à l'ampleur prise par les événements dès les premiers jours¹⁸⁶. Mais l'idée que les autorités ont sciemment encouragé les affrontements se répand aussi, au Caucase comme à l'étranger. Les jésuites italiens affirment au début de mai que le gouverneur a fomenté les troubles pour « calmer l'effervescence arménienne¹⁸⁷ ». La crainte, dans les jours précédant les événements, du déclenchement d'une grève générale est aussi invoquée, et l'exploitation des tensions interethniques apparaît alors comme un moyen de briser le front commun qui s'annonçait contre le régime¹⁸⁸. L'historiographie soviétique a naturellement fait son miel de cette thèse, en dépit de l'impossibilité de prouver de manière catégorique la réalité du recours à des agents provocateurs dans les faubourgs de la ville à la veille des événements¹⁸⁹. Le reporter canadien Frederic Arthur McKenzie, qui parcourt la Russie à l'occasion de la guerre russo-japonaise, évoque l'utilisation par les musulmans d'armes officielles de l'armée russe lors des combats comme preuve de menées occultes de l'administration locale, mais l'argument n'est pas entièrement convaincant, du fait de la large circulation interne des modèles militaires au Caucase¹⁹⁰. La participation supposée de l'administration tsariste aux troubles ne constitue cependant pas un argument capable de créer, contre elle, une alliance des

¹⁸⁵ Lettre ouverte d'Aleksandr Novikov à Nakachidze (et traduction en arménien), non datée, HAA, f. 1262, op. 3, d. 66, ll. 7-8 ; pour la position des sociaux-démocrates, voir Galust Galoian, *op.cit.*, 1978, pp. 457-458.

¹⁸⁶ Aleksandr Kuzminskij, *op.cit.*, non daté, pp. 18-19.

¹⁸⁷ « Russia. Nostra Corrispondenza », *La Civiltà Cattolica*, Année 56, Vol. 2, 6 mai 1905, pp. 375-376.

¹⁸⁸ J. Baynac, « Aspects caucasiens », in René Girault (dir.), *Sur 1905*, Paris, Edition Champ Libre, 1975, p. 120.

¹⁸⁹ Jörg Baberowski adhère pour sa part à cette hypothèse : Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 77-81 ; il est vrai que le recours à des agents provocateurs constitue une spécialité reconnue de la police tsariste au début du XX^e siècle, dans ses relations avec les révolutionnaires. Iain Lauchlan, « The Okhrana : security policing in late imperial Russia », in Ian D. Thatcher, *Late Imperial Russia. Problems and Prospects. Essays in honour of R.B. McKean*, Manchester, Manchester University Press, 2005, pp. 44-63.

¹⁹⁰ Frederick Arthur McKenzie, *From Tokyo to Tiflis. Uncensored Letters from the War*, Londres, Hurst & Blacklett, 1905, p. 309 ; G.A. Galoian, *op.cit.*, 1969, pp. 71-73 ; les archives tsaristes sont intarissables sur ces circulations. Voir par exemple le rapport de la gendarmerie de Tiflis à l'administration caucasienne, 3 (16) avril 1904, STSSA, f. 153, op. 1, d. 533, l. 5.

forces sociales et politiques. Elle contribue plutôt au climat de défiance généralisée et de guerre civile qui s'installe entre les différents groupes de la région dès le mois de février 1905¹⁹¹.

Les sources témoignent de l'impact rapide des informations sur les violences de Bakou. Celles-ci circulent d'abord sous la forme de rumeurs incertaines, relayées par le réseau télégraphique, avant que les nouvelles ne se précisent. Les raisons de la diffusion des processus de violence constituent un thème désormais classique des sciences sociales depuis les années 1980. Le rôle des réseaux de communication et des médias dans la reproduction d'émeutes ou de violences a fait l'objet à cette époque des premières analyses de détail, tandis qu'apparaissaient les émeutes urbaines dans le monde occidental¹⁹². L'idée d'un lien avec la couverture médiatique ne suffit cependant pas à expliquer la diffusion spatiale du processus, comme le rappellent John Bohstedt et Dale E. Williams, qui insistent sur l'hétérogénéité de l'espace et soulignent la place des réseaux institutionnels de diffusion et de l'existence d'une configuration sociale favorable à la mobilisation¹⁹³. Dans le cas du Caucase en 1905, les effets de l'information sont en effet très différenciés selon la région et la diffusion s'observe surtout dans un axe qui s'étend vers les provinces d'Elisavetpol et Erevan. Ces deux provinces se distinguent par la présence d'une population mixte arméno-musulmane, où aucun groupe ne dispose d'une majorité écrasante. Dans la province d'Erevan, les paysans arméniens sont ainsi près de 54 % du total de la population, mais font face à une population musulmane également dynamique¹⁹⁴. L'existence d'un habitat très mêlé ethniquement et de tensions foncières fortes ont également été notées comme circonstances favorisant une défiance entre des communautés habituées aux conflits d'usage pour les terres et des ressources limitées. Enfin, l'intensité des relations humaines et migratoires entre la capitale caspienne et ces deux provinces rejoint les remarques faites par Bohstedt et Williams¹⁹⁵. Dès les 20-23 février (5-8 mars), Erevan est touchée par des violences qui suivent un schéma similaire à celle de Bakou, partant d'un incident isolé qui tourne à l'émeute.

¹⁹¹ L.S. Gagatova rappelle que les conflits de la révolution de 1905 sont tout aussi « horizontaux » que « verticaux ». L.S. Gagatova, « Mezhetnitcheskie otnoshenija », in A.N. Sakharov (dir.), *Rossija v nachale XX veka*, Moscou, Novyj Khronograf, 2002, p. 142.

¹⁹² Il faut bien entendu mentionner le précédent de travaux comme ceux de Tarde, Le Bon et Freud qui ont déjà travaillé sur la question de l'imitation sociale et du comportement des foules. Graham Murdock, « Reporting the riots: images and impact », in John Benyon (dir.), *Scarman and After: Essays Reflecting Lord Scarman's Report, the riots and their aftermath*, Oxford, Pergamon, 1984, pp. 73-95.

¹⁹³ John Bohstedt, Dale E. Williams, « The Diffusion of Riots. The Patterns of 1766, 1795 and 1801 in Devonshire », *Journal of Interdisciplinary History*, Vol. 19, No. 1, Été 1988, pp. 1-3.

¹⁹⁴ D.Ju. Arapov, « Musul'manskoe naselenie Erivanskoj gubernii v 1893 g. », *Vostochnyj Arkhiv*, No. 16, 2007, pp. 103-104.

¹⁹⁵ Voir leur réflexion sur la susceptibilité des villes de marché d'être plus touchées que les autres par des émeutes dans l'Angleterre de la fin du XVIII^e siècle. John Bohstedt, Dale E. Williams, *op.cit.*, Été 1988, p. 13.

A l'inverse, les nouvelles qui parviennent vers le Caucase occidental ne produisent pas tout de suite de violences similaires. La différence de la composition ethnique des provinces de Géorgie actuelle explique ce décalage, de même que les interconnexions sociales et personnelles plus faibles entre les régions. Le 23 février (8 mars), le consul ottoman à Batoumi témoigne dans un rapport à la Porte des échos qui parviennent et souligne qu'ils alimentent plutôt une inquiétude diffuse et une défiance des autorités¹⁹⁶. L'exemple de Bakou semble cependant faire craindre une répétition des violences entre d'autres groupes. Le journal géorgien *Tsnobis Purtseli* souligne en mars que la région de Soukhoumi est traversée de rumeurs sur l'imminence d'affrontements entre Géorgiens et Abkhazes¹⁹⁷. En dépit de l'absence de contagion dans l'immédiat, le consul ottoman à Batoumi exprime ses craintes, sur la base d'une lecture anthropologique de sociétés caucasiennes où l'honneur et la vengeance expliqueraient l'essentiel des relations sociales. Une telle lecture n'a rien d'original, étant largement reprise par les observateurs étrangers qui anticipent le caractère irrépressible de la diffusion à l'ensemble de la région. Paradoxalement, l'organisation dans l'ensemble du Caucase de démonstrations publiques de réconciliation entre clercs arméniens et musulmans contribue à répandre l'anxiété. Au complexe minier d'Allaverdi, l'arrivée de mollahs et prêtres arméniens qui organisent une cérémonie de pacification accroît le malaise : « Tout ce monde a péroré et s'est embrassé devant les ouvriers en signe de concorde », conclut le directeur de l'usine avec incrédulité¹⁹⁸.

Paradoxalement, les mécanismes précis de la violence qui embrase la région restent assez mal connus et n'ont pas fait l'objet de nouvelles études depuis l'ouverture des archives soviétiques. Nous nous contenterons donc ici de redonner les principales scissions des événements au cours de l'année 1905, qui sont pour leur part relativement claires. Au cours des mois qui suivent, le processus des heurts entre communautés se poursuit, avec une série de pics : la province d'Erevan est à nouveau frappée avec les villes de Nakhitchevan, les 12-15 mai (25-28 mai) puis Erevan les 23-26 mai (5-8 juin) 1905, chaque crise semblant

¹⁹⁶ Rapport du consul-général ottoman à Batoumi au MAE, 23 février 1905, BOA Y.A.HUS, 485/65, reproduit dans Necati Gültepe, Necati Aktaş (éd.), *Osmanlı devleti ile Azerbaycan türk hanlıkları arasındaki münâsebetlere dâir arşiv belgeleri, II (1575-1918)*, Ankara, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 1993, pp. 125-126.

¹⁹⁷ Article du *Tsnobis Purtseli*, 10 (23) mars 1905, reproduit dans Dzhemal Gamakharija, Badri Gogija (éd.), *Abkhazija – Istoricheskaja oblast' Gruzii (istoriografija, dokumenty i materialy, kommentarii)*, Tbilissi, Agdgoma, 1997, p. 362 ; pour le cas de la polarisation entre musulmans et chrétiens dans le cas de la région de Batoumi, voir Kharit'on Akhvlediani, *1905-1907 ts'lebshi revolutsiis gamodzlekhili Ach'arashi*, Batoumi, Sabch'ota Ach'ara, 1987, pp. 59-60.

¹⁹⁸ Rapport du directeur de l'usine d'Allaverdi au président de la Société industrielle et métallurgique du Caucase (SIMC), 25 février (10 mars) 1905, HAA, f. 195, op. 1, d. 113, l. 60.

renforcer le risque d'une nouvelle occurrence de violence dans la ville en question¹⁹⁹. A chaque fois, des centaines de morts sont à déplorer de part et d'autre. Les violences de mai et juin sont particulièrement sanglantes et destructrices, laissant nombre des quartiers urbains de la province dévastés. En août, les violences se déclenchent dans la région de Shousha, en suivant la ligne de chemin de fer vers Evlakh, et reprennent à Bakou où les destructions et morts atteignent un niveau très élevé en septembre, comme le suggèrent les photographies des destructions dans le faubourg de Balaxani, tirées des archives du ministère des Affaires étrangères allemand (*figures 10 et 11*). Les attaques se multiplient sur les routes de la région, où des voyageurs sont pris à partie par des villageois dans des incidents parfois spectaculaires²⁰⁰. Comme le rappelle Edith Ybert-Chabrier, la période de la transhumance automnale des nomades kurdes, à travers la province d'Elisavetpol, s'accompagne d'un rejeu de violences dans le sud-est caucasien²⁰¹. On croit d'abord ces troubles tolérés par le tsarisme qui fait face au même moment à la contestation révolutionnaire.

La révolution politique connaît en effet des avancées et les sociaux-démocrates multiplient les tentatives pour faire cesser des affrontements perçus comme un instrument de la réaction pour diviser la population caucasienne. Les désordres de l'automne 1905 correspondent ainsi à un pic d'acuité du mouvement révolutionnaire dans l'Empire. A Tiflis même, sur l'avenue Golovin où siègent les principales administrations de la vice-royauté, l'ordre public ne tient qu'à un fil. La police doit composer avec des foules chauffées à blanc, ce qui la pousse à l'occasion à d'étranges alliances avec les sociaux-démocrates pour éviter des massacres. Les effets du manifeste impérial du 17 octobre se limitent aux couches modérées de la société, alors que les radicaux s'enhardissent, dans les villes comme dans les campagnes. Dans la province de Koutaisi, le mouvement paysan de Gourie évolue à grand pas vers une « république » indépendante, échappant totalement au contrôle du pouvoir impérial, comme le soulignent les rapports du chef de la police au Caucase²⁰². Plus à l'est, le mouvement des paysans en rupture de ban (*qaçaq*) s'intensifie, nourrissant un banditisme

¹⁹⁹ Cette idée a été étudiée sous le terme de *reinforcement* par l'historiographie et les sciences sociales anglo-saxonnes. Voir Daniel J. Myers, « The Diffusion of Collective Violence: Infectiousness, Susceptibility, and Mass Media Networks », *The American Journal of Sociology*, Vol. 106, No. 1 (Juillet 2000), pp. 173-208.

²⁰⁰ Luigi Villari, *Fire and Sword in the Caucasus*, Londres-New York, T. Fisher Unwin-James Pott & Co., 1906, p. 197.

²⁰¹ Edith Ybert-Chabrier, « Le parti musulman difai. Enjeux locaux, nationaux, impériaux et représentations dans le sud du Caucase (début du XXe siècle) », *Cahiers du monde russe*, Vol. 52, No. 1, 2011, p. 101.

²⁰² Rapport du chef de la police au Caucase au vice-roi du Caucase, 26 octobre (8 novembre) 1905, STsSSA, f. 83, op. 1, d. 32, l. 159 ; rapport du consulat britannique à Batoumi, 30 octobre 1905, TNA, FO 418/26, pp. 52-53 ; la nomination en juillet 1905 de l'agronome Vladimir Starosel'skij comme gouverneur de Koutaisi apparaît comme une concession au mouvement : Stephen F. Jones, *op.cit.*, 2005, pp. 152-154.

rural et frontalier dans les régions de Lenkoran et du Moughan²⁰³. Des violences de nature plus politique, organisées contre les autorités, s'intensifient, dans un mélange serré entre « troubles » et « révolution », pour reprendre des catégories de réflexion actuelles d'historiens et anthropologues russes²⁰⁴.

c) *Un Caucase remarginalisé*

Les brasiers caucasiens ne voient pas simplement partir en fumée les villes de la région. Avec eux se consume une certaine conception de l'intégration de cette périphérie à l'empire des tsars. Alors que les provinces périphériques de l'empire, comme la Pologne ou les provinces baltes, connaissent aussi de fortes violences, le Caucase apparaît comme un paroxysme²⁰⁵. Il convient ici de rappeler la rupture intellectuelle et politique que constituent ces troubles. Nous avons certes souligné qu'un mécontentement social couvait dans la région, mais l'état d'esprit parmi les élites du Caucase reste pourtant optimiste dans les années qui précèdent. Quatre ans plus tôt, on peut encore célébrer l'intégration caucasienne comme un succès, comme le montre en 1901 le centenaire de l'intégration géorgienne, qui donne lieu à nombre de publications. Le département historique de l'état-major caucasien, dirigé par Vasilij Potto, édite ainsi la série *L'établissement du pouvoir russe au Caucase*²⁰⁶. D'autres anniversaires donnent lieu à des expressions similaires d'optimisme : à l'automne 1902, la municipalité de Batoumi lance un projet de publication pour le vingt-cinquième anniversaire de la conquête de la ville, qui doit être célébré le 25 août 1903²⁰⁷. L'intégration réussie de la région est célébrée sur un plan militaire, mais surtout du point de vue politique, économique

²⁰³ I.M. Gasanov, « Iz istorii krest'janskogo dvizhenija v Azerbajdzhan v gody pervoj russkoj revoljutsii », in Id. et alii, *Azerbajdzhan v gody pervoj russkoj revoljutsii. Sbornik statej*, Bakou, Izdatel'stvo AN Azerbajdzhanskoj SSR, 1965, pp. 197-198.

²⁰⁴ Pour un aperçu de réflexions actuelles sur la question V.P. Buldakov, P.P. Marchenja, S.Ju. Razin, « 'Narod i vlast' v russkoj smute' : Proshloe i nastojashchee sistemnykh krizisov v Rossii », *Vestnik Arkhivista*, No. 3, 2010, pp. 288-302 ; Eva-Maria Auch, *Muslim-Untertan-Bürger. Identitätswandel in gesellschaftlichen Transformationsprozessen der muslimischen Ostprovinzen Südkaukasiens (Ende 18.-Anfang 20. Jh.)*, Wiesbaden, Reichert Verlag, 2004, p. 449.

²⁰⁵ Hans-Christian Petersen, « Aufstand oder Revolution ? Die Revolution von 1905 im Spiegel der polnischen Historiographie », in Jan Kusber, Andreas Frings (dir.), *Das Zarenreich, das Jahr 1905 und seine Wirkungen. Bestandsaufnahmen*, Berlin, LIT Verlag, 2007, pp. 213-246.

²⁰⁶ V.A. Potto (éd.), *Utverzhdenie russkogo vladychestva na Kavkaze : K stoletiju prisoedinenija Gruzii k Rossii, 1801-1901*, Tiflis, Tipografija Shtaba Kavkazskogo Voennogo Okruga, 1901-1908 ; citons aussi V.N. Ivanenko, *Grazhdanskoe upravlenie Zakavkaz'em ot prisoedinenija Gruzii do namestnichestva velikogo knjazja Mikhaïla Nikolaevicha : Istoricheskij ocherk*, Tiflis, 1901 ; en 1904 sort enfin à Pétersbourg l'ouvrage d'A. Kaspari *Pokorenyj Kavkaz. (Le Caucase soumis)*.

²⁰⁷ Le recueil est finalement publié avec retard en 1906, après que les « désordres et grèves » qui ont marqué les années précédentes en ont ralenti l'achèvement. *Batum i ego okrestnosti. K 25-letiju prisoedinenija gor. Batuma k Rossijskoj Imperii*, Batoum, Tipografija V. Kiladze i G. Tavartkiladze, 1906.

et culturel²⁰⁸. Les événements de 1905 viennent rappeler que conquête militaire et intégration relèvent de processus distincts : sur un plan intellectuel, une « remarginalisation » du Caucase s'observe, qui passe par un retour au premier plan de thèmes associés à la région au XIXe siècle, tels que la sauvagerie et la violence. Mais la place que retrouve le Caucase dans le bestiaire impérial s'est déplacée : il n'est plus question de guerres de résistance menées dans des montagnes isolées par des tribus rebelles, mais d'une anarchie urbaine, d'un terrorisme débridé et d'une guerre de « tous contre tous ». Au cours des mois qui suivent, une série d'incidents spectaculaires incarnent cet effondrement du pouvoir²⁰⁹. Les *Arabesques sur les événements du Caucase*, brochure publiée à Pétersbourg en 1906, illustrent bien la perception dans les cœurs impériaux de ce retour du Caucase à un véritable état hobbesien²¹⁰. De Luigi Villari à Frederick Arthur McKenzie – qui parle du Caucase comme d'un « pays d'hommes armés » - les récits des voyageurs concourent à cette représentation d'une périphérie en proie à la violence la plus effrénée²¹¹.

La remarginalisation intellectuelle de l'espace caucasien s'accompagne d'une évolution de nature politique, car dès le 25 février (10 mars) 1905 un décret impérial rétablit la vice-royauté du Caucase. L'idée n'est pas sans généalogie, puisque dès la fin des années 1897-1898 le prince Golitsyn a obtenu du comité des ministres un renforcement de ses pouvoirs²¹². Le projet d'un retour à la vice-royauté connaît un renouveau après le 15 (28) juillet 1904, lorsque l'assassinat du ministre de l'Intérieur Plehve débouche sur la nomination du libéral Petr Svjatopolk-Mirskij, ancien héros des champs de bataille caucasiens en 1877-

²⁰⁸ Voir les remarques de Bruce Grant sur ce discours russe de l'intégration, par exemple chez le publiciste Vasilij Velichko, *Kavkaz. Russkoe delo i mezhduplemennye voprosy*, Saint-Pétersbourg, Tipografija Arteli Pechatnogo Dela, 1904. Velichko souligne que le lien organique du Caucase au reste de la Russie découle des sacrifices et investissements par la Russie. Grant commente : « That the Caucasus should not be foreign has nothing to do with the Caucasus itself : Russia demands recognition for its generosity, and that generosity refuses the possibility of estrangement ». Bruce Grant, *op.cit.*, 2009, pp. 58-59.

²⁰⁹ Un peu après le pic de la révolution, les bolcheviks sont encore capables d'organiser le braquage de la Banque d'Etat à Tiflis, le 26 juin 1907 : David Shub, « Kamo – the Legendary Old Bolshevik of the Caucasus », *Russian Review*, Vol. 19, No. 3, Juillet 1960, pp. 227-247.

²¹⁰ *Arabeski iz Kavkazskikh sobytij*, Saint-Pétersbourg, Tipografija tovarishchestva M.O. Vol'f, 1906 ; sur le regain de la figure du brigand caucasien, voir Jeronim Perović, « Imperiale Projektionen und kaukasische Wirklichkeiten: Banditenwesen und das Phänomen Zelimchan im späzaristischen Russland », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 62, No. 1, 2014, pp. 30-60.

²¹¹ Frederick Arthur McKenzie, *From Tokyo to Tiflis. Uncensored Letters from the War*, Londres, Hurst & Blacklett, 1905, p. 306 ; Anke Hilbrenner, « Terrorismus als 'russische Methode' oder die Peripherie als Ort der Gewalt? », in Martin Aust (dir.), *Globalisierung imperial und sozialistisch – Russland und die Sowjetunion in der Globalgeschichte 1851-1991*, Francfort-New York, Campus Verlag, 2013, pp. 85-86.

²¹² Sergej Seredonin, *Komitet ministrov v pervye vosem' let tsarstvovanija gosudarja imperatora Nikolaja Aleksandrovicha (1894 g. 21 oktjabrja – 1902 g. 8 sentjabrja)*, Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Kantseljarii Komiteta Ministrov, 1902, p. 25.

1878 et gouverneur-général de la province du Nord-Ouest depuis 1902²¹³. Convaincu de l'existence de particularismes caucasiens, il soumet à Nicolas II en décembre 1904 un projet de restauration de la vice-royauté qui constitue une critique en creux des politiques appliquées par Golitsyn. S'il doit démissionner après les événements de janvier 1905 à Pétersbourg, il voit son projet repris par son successeur²¹⁴. Le rétablissement de la vice-royauté caucasienne peut aussi s'appuyer sur la mise en place, dès juillet 1903, de la vice-royauté d'Extrême-Orient²¹⁵. Continuité, donc, mais permise par l'urgence d'une situation dramatique pour le pouvoir tsariste, menacé de perdre le contrôle sur une région entière. Le nouveau vice-roi est le comte Vorontsov-Dachkov, associé à l'image non dénuée de contradictions d'intime du tsar et de libéral en matière de politique des nationalités. Etudiant de près les questions caucasiennes dans les mois qui précèdent son départ pour le Caucase à la fin de l'été, il se persuade de la nécessité de retrouver des pratiques de légitimation impériale – et non nationale – du pouvoir dans la région et de corriger les excès des années précédentes. Il s'inscrit en cela dans un groupe de nouvelles élites provinciales nommées depuis le début du mouvement révolutionnaire dans certaines régions-clefs de l'empire, qui souhaitent éviter la poursuite de politiques associées à une russification culturelle ou administrative trop patente²¹⁶.

Mais sa nomination s'accompagne aussi de mesures d'exception destinées à rétablir l'ordre. A travers le Caucase, différents degrés de loi martiale et d'état d'urgence restent en vigueur jusqu'à la fin des années 1900 et l'armée est largement utilisée pour réprimer les troubles, dans une série d'expéditions punitives qui marquent l'opinion publique²¹⁷. Des gouverneurs-généraux temporaires, dotés de pouvoirs élargis, remplacent les gouverneurs réguliers dans les régions les plus troublées. Dans le secteur de la police, une direction

²¹³ Jan Sobczak, *Mikolaj II, ostatni car Rosji : Studium postaci i ewolucji władzy*, Varsovie, Bellona, 2009, p. 259.

²¹⁴ M.A. Volkhonskij, « Pervaja russkaja revoljutsija i vosstanovlenie Namestnichestva na Kavkaze », *Kavkazskij Sbornik*, T. 3 (35), Moscou, Russkaja Panorama, 2005, pp. 88-95.

²¹⁵ Pour une étude générale des problématiques propres à la vice-royauté extrême-orientale, voir A.V. Remnev, « Problemy organizatsii dal'nevostochnogo upravlenija nakanune i v nachale Pervoj rossijskoj revoljutsii », in *Revoljutsija 1905-1907 gg. i obshchestvennoe dvizhenie v Sibiri i na Dal'nej Vostoke*, Omsk, Izdatel'stvo Omskogo Gosudarstvennogo Universiteta, 1995, pp. 52-66.

²¹⁶ On peut penser à Aleksandr Möller-Zakomel'skij, qui devient gouverneur-général provisoire de Riga en 1906. Karsten Brüggemann, « Als Land und Leute "russisch" werden sollten. Zum Verständnis des Phänomens der "Russifizierung" am Beispiel der Ostseeprovinzen des Zarenreichs », in Zaur Gasimov (dir.), *op.cit.*, 2012, pp. 27-50 ; voir aussi Robert Schweitzer, « Wie die finnische Autonomie funktionierte. Neue Einblicke aufgrund verwaltungsgeschichtlicher Untersuchungen », in Eero Kuparinen (dir.), *Am Rande der Ostsee*, Turku, Universität Turku, 1998, pp. 101-127.

²¹⁷ Ce rôle de l'armée s'observe dès les troubles de 1903 dans le cas du Caucase : William C. Fuller, *Civil-Military Conflict in Imperial Russia, 1881-1914*, Princeton, Princeton University Press, 1985, p. 92 ; Peter Holquist, « Violent Russia, Deadly Marxism? Russia in the Epoch of Violence, 1905-1921 », *Kritika: Explorations in Russia and Eurasian History*, Vol. 4, No. 3, été 2003 (New Series), pp. 628-633.

centrale de la police caucasienne, subordonnée directement au vice-roi, est créée le 22 mai 1905, pour accélérer le rétablissement de l'ordre et faciliter la coopération et judiciaire entre les différentes provinces de la vice-royauté²¹⁸. Le Caucase, redevenant une unité politico-administrative d'autonomie, devient aussi une unité pour penser la répression du mouvement révolutionnaire caucasien²¹⁹. Jusqu'à l'été 1907, ces dispositifs d'exceptions sont reconduits et adaptés aux évolutions des troubles²²⁰. Dans l'historiographie, ce processus de rétablissement de la vice-royauté du Caucase a souvent été minoré, au motif que les attributions du vice-roi de 1905 seraient inférieures à celles de ses prédécesseurs²²¹. La remarginalisation du Caucase ouvre pourtant une nouvelle période d'autonomie régionale et invite à penser cette autonomie dans son contexte frontalier, sans se limiter au cadre de l'Empire russe. Après avoir décrit ce qui constitue en un sens l'approche classique des événements de 1905, nous pouvons donc entrer au cœur de notre articulation entre révolution et dynamiques frontalières.

2. La frontière interroge le conflit

La « frontière » qui interroge le conflit n'est pas qu'une frontière matérielle. Il s'agit en effet d'examiner les expressions de la frontière politique entre les empires dans ses manifestations physiques, mais aussi dans ses prolongements sociaux. Nous partirons donc des étrangers – au sens juridique – qui font l'expérience des violences au Caucase russe en 1905. Parmi ces étrangers, les frontaliers nous intéressent particulièrement, car ils constituent un groupe connectant les confins des différents empires. A travers leur réaction aux événements, nous approchons le thème des appartenances et affiliations transfrontalières en temps de crise. Leur situation attire l'attention sur le problème de la diffusion des troubles russes aux territoires frontaliers ottomans et persans et nous permet d'observer directement ce que 1905 fait à la frontière.

²¹⁸ Aron Mil'man, *Politicheskij stroj Azerbajdzhana v XIX-nachale XX vekov*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1966, pp. 247-254 ; Donald Rayfield, *Edge of Empires. A History of Georgia*, Londres, Reaktion Books, 2012, pp. 313-314 ; G.A. Galoian, *op.cit.*, 1969, p. 109 ; une approche plus modérée de l'ampleur de la répression se trouve dans Stephen F. Jones, *op.cit.*, 2005, pp. 172-175.

²¹⁹ Cela est notamment dû au fait que les sociaux-démocrates eux-mêmes sont organisés à l'échelle caucasienne. Sur cette dialectique entre révolutionnaires et administrateurs dans le renforcement d'une conception régionale de l'action, voir Jonathan W. Daly, *The Watchful State. Security Police and Opposition in Russia, 1906-1907*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 2004, pp. 53-57.

²²⁰ N.G. Koroleva, *Pervaja russkaja revoljutsija i tsarizm. Sovet ministrov Rossii v 1905-1907 gg.*, Moscou, Nauka, 1982, pp. 136-137.

²²¹ Par exemple, Firouzeh Mostashari, *On the Religious Frontier. Tsarist Russia and Islam in the Caucasus*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2006, p. 105.

a) « Not in our name » : La fuite des étrangers

La lecture classique des événements de 1905 présente les affrontements comme « interethniques » et « interreligieux ». Du fait de la place considérable exercée par la religion dans la définition des catégories ethniques au sein de l'Empire russe, le glissement peut paraître inévitable et l'historien se trouve en permanence confronté à des sources qui passent d'un registre à l'autre, qu'elles soient internes aux événements ou produites par des observateurs²²². Selon les langues et les observateurs, les termes de « Turc », « Tatar » ou « musulman » peuvent ainsi être utilisés, sans que les nuances de ces différents vocables soient toujours clarifiées. De même, le recours à la catégorie « d'Arméniens » laisse de côté tout un dégradé d'identités sociales, spatiales ou civiques. La question des catégories utilisées, à la fois par les autorités et par les acteurs des événements, représente un problème majeur, en l'absence d'étude approfondie sur le sujet. On ne peut prétendre ici apporter une réponse à cette question qui mériterait un travail spécifique, mais il nous semble que l'approche par les « frontières », civiques et politiques, de la société caucasienne pose des questions nouvelles. Cette approche permet notamment de s'intéresser au problème de l'identité du point de vue de l'identité revendiquée et utilisée dans le cadre du moment révolutionnaire. L'approche n'est en soi pas originale sur le plan de la méthode, tant elle a fait l'objet de traitements théoriques et empiriques, mais l'application de ce type de questionnement reste encore rare dans l'histoire du Caucase²²³.

Quels sont les étrangers auxquels nous souhaiterions ici nous intéresser ? Ceux, précisément, qui semblent appartenir à la société caucasienne russe, en raison de leur identité ethnique ou religieuse, mais s'en trouvent en dehors d'un point de vue juridique, car sujets d'un autre Etat. Le cas le plus central, du point de vue numérique, est celui des « Iraniens » du Caucase. Reprenons la catégorie, utilisée à l'époque par la statistique russe, qui désigne ainsi les ressortissants iraniens indépendamment de leur appartenance ethnique. Les Iraniens du Caucase, à la veille des événements de 1905, sont une communauté nombreuse dans toute la région²²⁴. On connaît surtout, dans ce groupe, les migrants de l'industrie du pétrole à Bakou, mais leur présence est beaucoup plus large. La catégorie des travailleurs migrants – terme que

²²² Juliette Cadiot, *Le laboratoire impérial. Russie-URSS 1860-1940*, Paris, CNRS Editions, 2007, pp. 71-77.

²²³ On renvoie ici aux débats sur l'identité et l'ethnicité, où le problème des catégories émiques et étiques reste vif. Thomas Hylland Eriksen, *Ethnicity and Nationalism. Anthropological Perspectives*, Londres-New York, Pluto Press, 2010, pp. 15-16.

²²⁴ En Asie centrale, leur présence est aussi considérable. On a environ 18.500 sujets iraniens en Transcaspienne en 1905 : Jashar Abdullaev, *Astrabad i russko-iranskije otnoshenija (vtoraja polovina XIX-nachalo XX v.)*, Tachkent, Fan, 1975, p. 113.

l'on retiendra ici de manière provisoire – recouvre en première approximation de nombreux travailleurs des mines, ainsi que des employés des ports, des ouvriers agricoles et manouvriers sur les chantiers d'infrastructure de la région (*figure 12*)²²⁵. Le consul iranien à Elisavetpol en 1902-1903, Mo'âzed os-Saltaneh, mentionne ainsi le cas de la localité de Qazakh, à la frontière de la province de Tiflis, où la population varie de 2.000 habitants en hiver à 6.000 lors de la saison agricole, en raison de l'afflux de journaliers presque exclusivement originaires de Perse²²⁶. Mais la communauté iranienne du Caucase ne se limite pas à cette population ouvrière, puisqu'elle inclut une importante classe marchande et artisanale (*figure 13*). Augustin Bricteux, voyageur belge au Caucase en 1903-1904, est frappé par l'opulence des négociants et boutiquiers à son arrivée à Tiflis : « Les Persans forment aussi un élément très important de la population. Leurs marchands occupent une bonne partie des boutiques du bazar, et j'ai été frappé, notamment, de la propreté des étalages de boucherie et de l'habileté avec laquelle les bêtes sont dépecées et parées²²⁷ ».

La particularité de cette communauté, pour reprendre les paramètres ethniques et religieux évoqués plus hauts est d'être « turque », au sens où elle parle un dialecte turcophone quasiment identique à celui parlé par les populations « tatares » du Caucase, et d'avoir avec la Transcaucasie orientale le chiisme en partage. Sur la base de ces critères, il semble rationnel d'anticiper que, dans le contexte des troubles de 1905, cette population se solidarise des « Tatares » locaux. L'idée a été parfois reprise dans des travaux sur le sujet, qui considèrent le fait comme assez naturel, trahissant une grille interprétative strictement ethno-religieuse. De telles affirmations sont facilitées par le fait que les acteurs de l'époque anticipaient, eux aussi, une forme de solidarité découlant de la proximité ethnique et religieuse²²⁸. Une lecture cursive de sources « tatares » ou arméniennes, parfois écrites ultérieurement, peut confirmer l'idée. Dans son récit *Les années de sang*, Məmməd Səid Ordubadi mentionne à plusieurs reprises l'implication d'Iraniens : on entrevoit chez lui des marchands iraniens impliqués dans les

²²⁵ N.K. Belova, « Ob otkhodnichestve iz severo-zapadnogo Irana v kontse XIX-nachale XX veka », *Voprosy istorii*, No. 10, 1956, p. 116 ; N. Mamedova, « Iranskaja diaspora v Rossii », *Azija i Afrika segodnja*, No. 7, 2006, pp. 67-69 ; D.S. Gusejnova, *Rabochie-morjaki Kaspija 90-e gody XIX v.-1907 god*, Bakou, Elm, 1981, pp. 51-52 ; Kerim Shukjurov, *Otkhodnichestvo v Zakavkaz'e iz Juzhnogo Azerbajdzhana (vtoraja tret' XIX v.-1905)*, thèse de doctorat, Bakou, 1984 ; Cosroe Chaqueri, *The Russo-Caucasian Origins of the Iranian Left. Social Democracy in Modern Iran*, Richmond, Curzon, 2001, pp. 77-96.

²²⁶ Nezâm'alî Dahnavî, *Irâniân mohâdjir dar Qafqaz. Fa'âliyathâ-ye farhangî dar sâlhâ-ye 1900-1931*, Téhéran, Merkez-e asnâd ve khidmât-e pazhuhestî, 1383 (2004), pp. 12-13.

²²⁷ Auguste Bricteux, « Au pays du Lion et du Soleil. En Perse (1903-1904) », *Bulletin de la société belge d'études coloniales*, Vol. 14, No. 5, mai 1907, pp. 415-416 ; sur la diversité de la communauté persane au sein de la communauté musulmane de Tiflis, Garnik Asatrian, Hayrapet Margarian, « The Muslim Community of Tiflis (8th-19th Centuries) », *Iran & the Caucasus*, Vol. 8, No. 1, 2004, pp. 29-52.

²²⁸ Voir les extraits de journaux arméniens cités par Hourî Berberian, *Armenians and the Iranian Constitutional Revolution of 1905-1911. « The Love for Freedom Has No Fatherland »*, Boulder, Westview Press, 2001, p. 82.

violences de Bakou ou de la province d'Erevan en août 1905, lorsque leurs magasins sont attaqués²²⁹. Une lecture plus attentive montre que l'implication des sujets iraniens relève souvent d'une réaction à des incidents impliquant un des leurs – tandis que l'occurrence de violences entre des Arméniens et des « Tatars » qui n'appartiendraient pas à leur groupe ne suffit manifestement pas à les mobiliser. Les Iraniens apparaissent souvent comme les victimes collatérales des affrontements : c'est ainsi l'assassinat d'un portefaix iranien qui participe à la relance des violences à Bakou en août 1905, mais la communauté iranienne de la ville ne peut être tenue responsable pour cet incident. La solidarité, si elle peut exister du fait de configurations locales, ne constitue donc pas un facteur évident à la lecture de ces sources.

Que l'on passe aux sources produites par des observateurs extérieurs, Ottomans, Iraniens ou Européens, et les évidences tombent plus clairement encore. Le journal iranien de la diaspora *Habl ol-Matin* rapporte ainsi l'afflux au consulat iranien de Bakou, dans les jours de février, d'une population hagarde, tentant d'échapper aux violences. Cette population correspond à la communauté, au sens civique, des Iraniens de la ville²³⁰. Pour beaucoup des travailleurs migrants, il s'agit de leur première visite dans le consulat, ce qui s'explique par la nature des liens qui règnent alors entre ressortissants et consuls iraniens. La relation entre ressortissants iraniens et consuls fait l'objet, à la fin du XIX^e siècle, d'une véritable légende noire²³¹. Le consul y apparaît comme un exploiteur, plus qu'un protecteur, des Iraniens expatriés, ainsi que l'illustre une des plus célèbres critiques sociales de la fin du siècle, le *Récit de voyage d'Ibrahim Bek*. L'auteur de l'ouvrage, Zayn al'-Abidîn Marâghahî, en fait des incarnations archétypiques des maux qui affligent l'ensemble de la société iranienne et de l'Etat qadjar. Les consuls y apparaissent comme de marchands du temple, faisant de leurs activités un véritable commerce : vente de passeports, de visas, de médailles, prélèvements indus d'amendes, de droits, de frais de chancelleries, détournements d'héritages, autant d'éléments d'une véritable « exploitation fiscale »²³². La presse s'accorde avec le

²²⁹ Məmməd Səid Ordubadi, *Qanlı illər*, Bakou, Qafqaz, 2007, pp. 45-46 et 56.

²³⁰ *Habl ul-Matin*, Année 12, No. 36, 8 Rabi' as-Sânî 1323 (12 juin 1905), p. 10.

²³¹ Johann Strauss, « La présence diplomatique iranienne à Istanbul et dans les provinces de l'Empire ottoman (1848-1908) », in Thierry Zarcone, Fariba Zarinebaf-Shahr (dir.), *Les Iraniens d'Istanbul*, Paris-Téhéran-Istanbul, IFRI-IFEA, 1993, p. 22.

²³² Ces éléments se trouvent au début du récit, consacré à la traversée du Caucase : Zayn al'-Abidîn Marâghahî, *Seyâhatnâme-ye Ebrahîm Bîg*, T. 1, Calcutta, Matba'-e Ferdowsî, 1325 (1907), *passim* ; les consuls et diplomates se livrent par ailleurs à des activités purement commerciales jusqu'au premier tiers du XX^e siècle, en parallèle de leurs fonctions : Shaul Bakhash, *Iran. Monarchy, Bureaucracy & Reform under the Qajars, 1858-1896*, Londres, Ithaca Press, 1978, pp. 32-33 ; Mahdî Âhmadî, « Âsnâd az Îrânîân-e Shimâl-e Qafqâz dar ârshîv-e kitâbkhâne-ye madjlis-e shûrâvî-e Eslâmî », *Piyâm-e Bahârestân*, Vol. 2, No. 7, printemps 1389 (2010), pp. 335-342 ; sur la captation d'héritages par les consuls persans, voir aussi la lettre de la légation de Belgique à

pamphlétaire pour dénoncer une caste parasite, digne pendant des propriétaires terriens qui exploitent les paysans en Iran même. Les consuls, affirme le journal *Sorayyâ* en 1899, se comportent envers les migrants comme s'ils leur appartenaient : « Comme si le paysan qui quittait le sol iranien devenait la propriété de Leurs Excellences²³³ ». Le futur leader azéri Rəsulzadə se souvient, en 1911, que les consuls « infligeaient des amendes, rendaient des jugements, envoyaient en prison, faisaient bastonner »²³⁴.

Avec les événements, les consulats iraniens du Caucase deviennent pourtant les lieux où s'exprime l'attitude singulière de la communauté iranienne face aux violences. La relation causale nous semble ici double. Touraj Atabaki a souligné dans ses travaux le maintien d'une identité particulière des migrants venus du nord de l'Iran par rapport à la société caucasienne, y compris vis-à-vis de la population turcophone et chiite. L'épithète de *həmşəhri*, « ceux qui viennent de la même ville », accolée aux migrants d'Iran du Nord traduit le fait que ce groupe reste perçu comme distinct par les populations autochtones du Caucase russe. Atabaki explique la persistance de l'identité migrante en dépit des proximités objectives avec les musulmans tsaristes par l'existence de réseaux de migrants forts, mais aussi de formes de discriminations professionnelles, y compris par rapport aux Tatars caucasiens qu'un regard cursif tendrait à considérer comme une catégorie identique²³⁵. Mais 1905 est aussi un moment de cristallisation et de prise de conscience de cette identité, sous le feu de l'événement. Une communauté iranienne aux contours encore indistincts se trouve en quelque sorte saisie, *précipitée*, par le surgissement de la violence. Mental, ce saisissement est aussi très matériel, puisque l'afflux de ressortissants donne lieu à une mise à jour des listes consulaires très difficiles à tenir en temps normal, en raison du peu d'appétence des migrants pour une institution perçue comme prédatrice. Dans un article fondateur, Mohammad Hoseyn Khosrowpenâh considère donc les événements de 1905 comme une inflexion importante du lien entre Etat iranien et émigrés²³⁶.

Téhéran au ministère des Affaires étrangères, 23 mars 1898, AMAEB, 2981, fasc. 1 ; dans une perspective comparée, voir Simona Cerutti, « A qui appartiennent les biens qui n'appartiennent à personne ? Citoyenneté et droit d'aubaine à l'époque moderne », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Vol. 62, No. 2, 2007, pp. 355-383.

²³³ « Guya re'ayati ke az khâk-e Irân khârej shod toyul-e hazarât mishavad ». Voir *Sorayyâ* No. 7, 29 rajab 1317 (26 mars 1900), p. 8, cité dans Mohammad Hoseyn Khosrowpenâh, « Kârnameh ve rûzgâr-e Irânîân mohâjir dar Qafqâz, 1900-1920 », *Negâh-e now*, No. 43, Hiver 1378 (2000), pp. 39-40 ; sur l'idée que l'émigration est le reflet des maux intérieurs de l'Iran, Vanessa Martin, *Iran Between Islamic Nationalism and Secularism. The Constitutional Revolution of 1906*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2013, p. 53.

²³⁴ *Irân-e now*, No. 73, 19 Muharram 1319 (20 janvier 1911), p. 4, cité dans Mohammad Hoseyn Khosrowpenâh, *ibid.*, p. 40.

²³⁵ En persan, *hamshahri*. Touraj Atabaki, « Recasting and Recording Identities in the Caucasus », *Iran & the Caucasus*, Vol. 6, No. 1, 2002, p. 227 ; l'isolement des travailleurs « iraniens » lors des grèves constitue un phénomène proverbial : Aleksandr Kuzminskij, *op.cit.*, non daté, p. 134.

²³⁶ Mohammad Hoseyn Khosrowpenâh, *op.cit.*, Hiver 1378 (2000), p. 40.

Au cours des mois qui suivent, les Iraniens du Caucase fuient massivement le Caucase, effrayés par les troubles et les violences. Les rapports des consulats étrangers dans la région s'accordent à les présenter comme des victimes collatérales des violences, qui perdent souvent le résultat d'années de labeur dans les destructions et pillages. Plusieurs pétitions envoyées par les sujets persans aux autorités caucasiennes confirment cette situation²³⁷. De ce point de vue, marchands et artisans ont plus encore à perdre, relativement, que les ouvriers, en raison de la destruction de leurs biens au cours des émeutes urbaines où ils sont ciblés à l'instar des magasins musulmans²³⁸. La volonté d'échapper aux violences donne lieu à des stratégies d'évitement, où la citoyenneté étrangère apparaît comme un rempart à opposer. Certains témoignages parlent ainsi de citoyens iraniens brandissant en pleine rue leurs passeports, tels des talismans contre la violence²³⁹. Les ressortissants iraniens semblent effrayés par l'effondrement de l'ordre public au Caucase, qui les expose à la criminalité et à la délinquance ordinaire, prospérant dans l'anarchie ambiante²⁴⁰. Que nous apprend l'attitude de la communauté iranienne sur les violences de 1905 ? Par son refus majoritaire de participer aux violences, les Iraniens du Caucase questionnent le primat de solidarités religieuses et ethniques que les travaux actuellement produits en Arménie et en Azerbaïdjan considèrent comme naturelles. Ils interrogent des représentations de l'espace qui existent en Transcaucasie russe. Car la communauté iranienne, présente dans la région parfois depuis longtemps, affirme soudain une forme d'extériorité face à des processus autochtones dans lesquels elle ne se reconnaît pas.

b) Alliances et allégeances nouvelles à la frontière

L'affirmation de cette extériorité passe par des mécanismes qui viennent rappeler la situation frontalière du Caucase russe et s'articulent progressivement avec la remarginalisation politico-administrative de la région. Les groupes en conflit peuvent être interprétés comme des parties d'ensembles transnationaux plus vastes, qui couvrent les Etats voisins du Caucase. Le fait est manifeste à la fois pour les Arméniens et pour les musulmans, bien que dans les deux cas les ressorts éventuels de la solidarité ne soient pas exactement les

²³⁷ Voir la pétition adressée le 3 (16) février 1906 par les « musulmans chiites » de Batoumi au gouverneur de la région, où ils soulignent avoir obéi aux ordres du consul de ne pas participer aux violences, mais avoir quand même été victimes de violences. AARSA, f. i-1, op. 1, d. 194, ll. 60-61.

²³⁸ Note du consulat-général ottoman à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, septembre 1905, BOA, Y.A.HUS, 494/36

²³⁹ Sur l'abstention des Iraniens, voir la lettre du consul allemand à Tiflis dans une lettre au chancelier Bülow, 3 avril 1906, PA AA, Abteilung IA (Altes Amt), Russland, R 11039.

²⁴⁰ Sur l'effroi d'une partie importante de ses ouvriers du fait des violences, voir le journal du directeur de l'usine d'Allaverdi, Polmard, 7 (20) juin 1905, HAA, f. 195, op. 1, d. 113, l. 120.

mêmes. Dès les débuts, Arméniens et musulmans du Caucase s'accusent mutuellement d'exploiter ces solidarités transfrontalières dans les affrontements. En creux, l'utilisation de cet argument repose sur l'idée qu'une telle exploitation serait illégitime, car elle subvertirait les frontières de l'empire tsariste, qui auraient vocation à être des frontières absolues pour l'action politique²⁴¹. L'argument est tactique, car aucun des deux groupes n'y adhère totalement. S'il est utilisé, c'est que, de part et d'autre, on tente bien d'exploiter les ressources offertes par la situation frontalière. La dénonciation est donc inscrite dans une lutte politique et vise notamment à obtenir le soutien des autorités face à un adversaire présenté comme séditieux. Au premier rang des accusations, l'achat d'armes à l'étranger constitue un fait bien réel, dont aucun des deux groupes n'a le monopole. Villes et campagnes du Caucase russe connaissent un processus d'armement accéléré en 1905-1906, alimenté tant par la contrebande frontalière que par des circulations internes à l'empire. La contrebande ne constitue nullement un phénomène nouveau, mais s'oriente surtout avant 1905 vers l'Empire ottoman et la Perse²⁴². Avec les événements de Russie, les flux s'inversent en partie et la contrebande d'armes devient multidirectionnelle, ce qui n'est pas sans inquiéter les autorités ottomanes qui y voient une source supplémentaire de difficultés sur les côtes du Lazistan²⁴³. Il convient cependant de ne pas exagérer la signification de ce recours à des réseaux transfrontaliers, les sources tsaristes rappelant fréquemment que l'empire lui-même demeure le principal territoire de circulation des armes²⁴⁴.

Le recours à ces contacts matériels, qui s'appuient à la fois sur des solidarités de type institutionnel et des relations économiques, constitue un aspect d'une tendance plus vaste au questionnement de l'espace de politisation des communautés caucasiennes. Nous voulons désigner par là le fait que ces communautés, dans le double contexte de révolution et de quasi-guerre civile, sont prises dans des processus de mobilisation et de structuration politique à des échelles différentes. A l'échelle locale, des organisations d'auto-défense sont créées, en particulier chez les musulmans qui manifestent à cet égard un net retard par rapport aux Arméniens, où les partis nationalistes-révolutionnaires se structurent depuis plus d'une décennie. Plus largement, les nationalités caucasiennes sont prises dans un processus de

²⁴¹ Voir l'article « Inch' das tvets' irakanut'junë ? », *Droshak*, No. 11 novembre 1905, cité par Hourï Berberian, *op.cit.*, 2001, p. 82.

²⁴² Robert Crews voit dans la guerre de Crimée le moment où les armes européennes commencent à affluer dans l'Empire ottoman et en Perse par le Caucase. Robert Crews, « Trafficking in Evil? The Global Arms Trade and the Politics of Disorder », in James L. Gelvin, Nile Green (dir.), *Global Muslims in the Age of Steam and Print*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2014, pp. 122-123.

²⁴³ Note du Sadâret au ministère de l'Intérieur, 7 Safer 1323 (13 avril 1905), BOA, BEO, 2549/191114.

²⁴⁴ Note du ministère de l'Intérieur russe à la garde-frontière du Caucase, 8 (21) décembre 1906, RGVIA, f. 4888, op. 1, d. 14, l. 4 ; rapport de la garde-frontière du Caucase au vice-roi, 13 (26) janvier 1907, *Ibid.*, l. 5.

mobilisation à l'échelle régionale et impériale. La soumission de requêtes et de pétitions aux autorités caucasiennes participe à l'inscription dans un espace politique régional, que le vice-roi encourage pour créer un champ de discussion institutionnelle, alternatif aux violences²⁴⁵. L'objectif de ces appels au pouvoir légitime réside souvent dans l'obtention d'une autonomie culturelle ou territoriale, ainsi que de droits élargis dans la sphère religieuse. Dans le cas musulman, l'échelle impériale représente un troisième niveau fondamental, car la révolution de 1905 est l'occasion d'une politisation des élites musulmanes. Ce processus a fait l'objet de différents travaux depuis les premières recherches d'Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quelquejay. Le premier congrès musulman tenu à Nizhnij-Novgorod, en marge de la foire commerciale en août 1905, et le second congrès tenu à Pétersbourg en 1906 constituent deux événements-clefs de cette structuration des élites musulmanes de l'empire²⁴⁶. Plus récemment, les travaux de Salavat Iskhakov se sont intéressés aux mécanismes de coopérations entre ces élites, au-delà de contextes régionaux et intellectuels très différents²⁴⁷. La situation des musulmans du Caucase apparaît cependant singulière en raison des affrontements civils qui s'y déroulent et donnent au discours de défense des droits un sens tout autre que celui qu'il revêt dans les régions de Russie centrale.

Cette différence découle d'un sentiment d'abandon par les autorités. Dans les premiers temps, les musulmans du Caucase jouent sur leur loyalisme envers l'institution impériale, en exaltant leur fidélité à la différence des Arméniens et Géorgiens qui auraient trahi l'empereur²⁴⁸. Mais alors que les requêtes adressées au tsar ou au vice-roi restent sans résultat tangible, l'idée de renouer des solidarités passées avec le sultan et le shah d'Iran émerge : la situation frontalière réactive par ce biais des espaces politiques alternatifs. A plusieurs reprises, des groupes se proposent d'écrire d'abord au tsar, puis au sultan en cas d'échec de leur premier appel²⁴⁹. Ces projets ouvrent un champ d'action pour les consuls des puissances frontalières, en particulier de l'Empire ottoman. Dès juillet 1905, le consul-général ottoman à

²⁴⁵ Sur l'envoi d'une délégation à Vorontsov-Dashkov, en août 1905, par les musulmans du Caucase, voir les documents dans Necati Gültepe, Necati Aktaş (éd.), *op.cit.*, 1993, pp. 153-160 ; sur le rôle du congrès de réconciliation présidé par le vice-roi à Tiflis en février 1906, voir D.I. Ismail-Zade, *I.I. Vorontsov-Dashkov. Administrator, reformator*, Saint-Pétersbourg, Nestor-Istorija, 2008, pp. 63 et 76 ; Eva-Maria Auch, *op.cit.*, 2004, pp. 453-455.

²⁴⁶ Alexandre Bennigsen, Chantal Lemercier-Quelquejay, *L'Islam en Union soviétique*, Paris, Payot, 1968, pp. 49-51.

²⁴⁷ Voir notamment Salavat Iskhakov, *Pervaja russkaja revoljutsija i musul'mane Rossijskoj imperii*, Moscou, Sotsial'no-politicheskaja mysl', 2007 ; on peut aussi se référer aux remarques de James H. Meyer, *Turks across Empires. Marketing Muslim Identity in the Russian-Ottoman Borderlands, 1856-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2014, pp. 94-104.

²⁴⁸ Voir la déclaration non datée aux « frères musulmans » de Batoumi, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 194, l. 29.

²⁴⁹ De manière plus incongrue, des Géorgiens prennent contact avec le consul britannique à Batoumi pour lui demander si le Royaume-Uni ou la France ne voudrait pas intervenir militairement au Caucase. Rapport du consul Stevens, 2 décembre 1905, TNA, FO 418/26, pp. 166-167.

Tiflis souligne les avantages politiques qui pourraient être tirés de l'espoir placé par les musulmans du Caucase dans la figure du sultan²⁵⁰. Ces appels renvoient à une forme de subsidiarité dans l'échelle des protections impériales pour les citoyens musulmans des périphéries de l'Empire russe²⁵¹. La situation de crise met à l'épreuve la loyauté due par des sujets à un empereur et l'incapacité de celui-ci à assurer une protection peut délier le devoir de soumission exclusive²⁵². Le 26 mars 1906, Muhammed Hüseyin Hacı Mirza Halil envoie au nom de la Société des musulmans du Caucase une supplique au sultan, conservée dans les documents du palais de Yıldız aux côtés d'autres requêtes. Il y dépeint les atteintes aux musulmans caucasiens dans la province d'Erevan et notamment les profanations sites religieux, qui mettent en jeu le rôle du sultan-calife comme protecteur de la foi²⁵³. Il y aurait, de ces appels, une géographie à tracer, pour examiner si les sphères respectives d'appel au shah et au sultan recouvrent les espaces du chiisme et du sunnisme caucasien. Les indices disponibles laissent entrevoir une forme de brouillage de clivages antérieurs, qui donnent là aussi aux consuls ottomans l'occasion de conjectures sur les usages éventuels de la nouvelle situation à leur profit²⁵⁴. Ce rapprochement qui ajoute un brouillage des limites religieuses au problème d'allégeances transfrontalières, est d'autant plus frappant que la période voit, dans une perspective comparée, l'accroissement des tensions entre sunnites et chiites dans d'autres espaces²⁵⁵. Ces appels transfrontaliers et ces quêtes d'appui valent autant en eux-mêmes que pour ce qu'ils révèlent en négatif : les violences du Caucase russe ne se prolongent en effet pas dans les confins ottomans et iraniens, en dépit des proximités ethniques et religieuses

²⁵⁰ Lettre du 5 Temmuz 1326 (18 juillet 1905), BOA, Y.A.HUS, No. 490/85, citée par Qiyas Şükürov, « Osmanlı Devleti'nin 1905-1906 Tarihli Kafkasya Olaylarına Yaklaşımı ve Alınan Önlemler », in Ibrahim Erdal, Ahmet Karaçavuş (dir.), *Osmanlı siyasal ve sosyal hayatında Ermeniler*, Istanbul, IQ Sanat Yayıncılık, 2009, p. 85.

²⁵¹ Ils renouent ainsi avec la fluctuation des allégeances, propre aux confins. Alfred Rieber, « The Comparative Ecology of Complex Frontiers », in Alexei Miller, Alfred J. Rieber (dir.), *Imperial Rule*, Budapest-New York, Central European University Press, 2004, pp. 178-179.

²⁵² La question de ce que devient la « loyauté au souverain » en situation de crise a fait l'objet d'une étude très intéressante d'Emmanuel Poisson dans le cas du mandarinat vietnamien entre la fin de l'empire du Vietnam et la colonisation française : Emmanuel Poisson, *Mandarins et subalternes au nord du Viêt Nam : une bureaucratie à l'épreuve, 1820-1918*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2004.

²⁵³ Requête au sultan de Muhammed Hüseyin Hacı Mirza Halil, 13 Mart 1322 (26 mars 1906), BOA, Y.PRK.BŞK, 75/102.

²⁵⁴ Qiyas Şükürov cite ainsi un rapport du consul à Kars du 2 février 1907 (20 Kânûn-ı Sâni 1322) que nous n'avons pas trouvé pour notre part : Qiyas Şükürov, *op.cit.*, 2009, p. 87.

²⁵⁵ C'est ainsi que les tensions entre sunnites et chiites au nord de l'Inde britannique connaissent un regain de tensions, qui surgissent notamment autour de la performance des rituels chiites. Voir Imtiaz Ahmad, « The Shia-Sunni Dispute in Lucknow, 1905-1980 », in Milton Israel, N.K. Wagle (dir.), *Islamic Society and Culture: Essays in Honour of Professor Aziz Ahmad*, New Delhi, Manohar, 1983, pp. 335-350 ; au XIX^e siècle, les sunnites jouent encore un rôle important en Transcaucasie occidentale et sont une part active de l'intelligentsia « tatare », plus ouverte aux influences de l'Empire ottoman, mais le nombre des sunnites dans cette partie du Caucase diminue de manière constante : Tadeusz Swietochowski, *Russia and Azerbaijan. A Borderland in Transition*, New York, Columbia University Press, 1995, pp. 26-29.

décrites précédemment. Cette non-diffusion constitue une opportunité pour mieux comprendre la manière dont interagissent les territoires frontaliers.

c) Les questions d'une non-diffusion frontalière

Lorsqu'on pose la question de la diffusion des conflits à travers la frontière, on se trouve, pris entre deux directions. D'un côté, les éléments montrant la rapidité de la diffusion des violences au Caucase russe et les tentatives de contact avec des souverains étrangers laissent entrevoir la possibilité que les frontières soient franchies par le processus de violences. D'un autre côté, la réserve conservée par les sujets iraniens – que l'on pourrait étendre aux ressortissants ottomans présents surtout sur le flanc occidental du Caucase – renvoie à l'existence d'une barrière symbolique et politique entre une population caucasienne autochtone prise dans l'événement et des sociétés extérieures. La question de la « diffusion » transfrontalière de conflits internes se trouve dans la continuité des courants théoriques évoqués précédemment. La principale question posée par la science politique est celle de la diffusion transfrontalière des conflits ethniques, situation qui présente des similarités avec celle observée au Caucase en 1905-1906. Des études récentes soulignent ainsi que l'existence d'un conflit interne à un Etat accroît nettement les « chances » que des conflits similaires apparaissent dans les Etats voisins. Mais Elisabeth Jean Wood rappelle qu'il y a loin de l'observation de cette corrélation à la déduction de facteurs causaux : la corrélation découle-t-elle d'une véritable contagion ou de la présence dans un espace donné de conditions similaires, susceptibles de produire des conflits de même type²⁵⁶ ? L'existence de communautés transfrontalières partageant des appartenances linguistiques, religieuses ou ethniques figure aussi parmi les principaux facteurs cités, mais suppose de prendre en compte la situation relative des groupes en question au sein de chaque ensemble étatique²⁵⁷.

L'approche la plus simple consisterait à examiner la circulation des informations en provenance de Russie et du Caucase vers l'Empire ottoman et la Perse. On sait que ces informations sont nombreuses, transitant notamment par les organes de presse de la diaspora et de l'exil dans le cas ottoman. Les organes de presse de l'émigration, comme *Şûra-yı Ümmet* (fondé à Paris en 1902), *İctihat* (lancé à Genève en 1904), *Feryat* (édité à Sofia à partir de septembre 1905) et les journaux arméniens contournent les filtres de la censure

²⁵⁶ « The empirical demonstration that civil conflict spreads does not show that it *diffuses* ». Elisabeth Jean Wood, « Transnational dynamics of civil war : where do we go from here? », in Jeffrey T. Checkel (dir), *Transnational Dynamics of Civil War*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2013, p. 238.

²⁵⁷ *Ibid.*, pp. 239-240.

hamidienne²⁵⁸. Les nouvelles arrivent cependant sous une forme qui les apparente plus à des rumeurs qu'à de l'information vérifiée. Citons l'ambassadeur russe à Constantinople, Zinov'ev, qui se plaint en janvier de son propre manque d'information au regard de la profusion des rumeurs sur l'effondrement de la Russie :

« Les bruits les plus invraisemblables se répandent ici concernant le mouvement parmi les ouvriers de Pétersbourg, qui menacerait la sécurité de la capitale et l'ordre public. Au regard de l'impression dommageable qu'ils produisent ici, je me permets de demander à Votre Excellence de me transmettre des informations précises sur les événements de Pétersbourg²⁵⁹. »

« Assez difficile de répondre dans un sens rassurant », griffonne le ministre Lamsdorf en marge de la dépêche – en français dans le texte. De toutes ces nouvelles, le télégraphe est le principal support, mais son fonctionnement devient épisodique au plus fort des troubles. Cela vaut notamment pour le Caucase, où les communications internes et extérieures sont fréquemment interrompues. En octobre 1905, le télégraphe indo-européen est coupé et Batoumi se trouve isolée du reste du monde, à l'exception de la ligne suivant la côte jusqu'à Trabzon²⁶⁰. L'information circule de manière détournée à travers les boucles et détours que peut prendre une dépêche, transmise et diffusée par des canaux parfois improbables.

L'impact du développement du télégraphe a fait l'objet d'études et d'analyses comparées dans de nombreux domaines. On souhaiterait ici retenir l'idée d'un paradoxe qui accompagne le télégraphe. Celui-ci est directement associé au concept de simultanéité, qui fait florès depuis son introduction²⁶¹. Les informations que transmet le télégraphe apparaissent autant comme un présent en cours d'écriture que comme une nouvelle déjà révolue et le télégraphe est vu comme un moyen de diffusion d'informations aussi bien que comme un instrument d'action. Le fait est particulièrement pertinent dans les Empires ottoman et iranien, où les bureaux de télégraphe constituent des lieux importants de la vie sociale et politique

²⁵⁸ Le gouvernement ottoman fait demander la fermeture de plusieurs journaux publiés dans l'Empire russe. Il cible parfois de manière très précise les réseaux de production et de contrebande. Une note du 2 octobre 1907 du ministère de l'Intérieur cible la maison d'édition *Ümid* d'Erevan, BOA, DH.MKT, 1207/21. Cité par Hasip Saygılı, *1905 Rus Devrimin Osmanlı İmparatorluğuna Etkileri*, Thèse de doctorat, Université d'Istanbul, 2012, pp.

²⁵⁹ Télégramme de l'ambassadeur Zinov'ev à Lamsdorf, 11 (24) janvier 1905, reproduit dans S. Zalkind, *op.cit.*, 1925, p. 33.

²⁶⁰ Télégramme de Nicholas O'Conor au marquis de Lansdowne, Constantinople, 29 octobre 1905, TNA, FO 418/25, p. 104.

²⁶¹ Stephen Kern, *The Culture of Time and Space, 1880-1918*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2003 (1983), p. xiii.

provinciale. Le télégraphe est un lien *effectif* entre le souverain et ses sujets, ce qui s'exprime à la fois dans les efforts des souverains pour en faire un outil de subordination et dans son utilisation au cours des révoltes provinciales²⁶². La simultanéité impliquée dans le télégraphe est ici mise à l'épreuve par les messages envoyés depuis le Caucase vers la Turquie et l'Iran au cours des violences. Dans le cas de ceux envoyés par les musulmans, il s'agit le plus souvent d'appels à l'aide et à la solidarité : à l'été 1905, le gouverneur de Tabriz Nizam os-Saltaneh envisage de limiter les contacts télégraphiques avec le Caucase russe pour empêcher l'envoi de tels messages qui risquent de troubler la concorde publique²⁶³. Mais les appels à la médiation sont également nombreux. Les archives arméniennes conservent ainsi un document en persan, manifestement envoyé sous la forme d'un télégramme de Bakou à Téhéran, par lequel l'évêque arménien de Bakou Zaven – rebaptisé *khâlîfe-ye Armanee Badkoube* – demande l'aide d'un *mojtahed* influent Agha Sheikh Fayzollah, pour mettre fin aux violences²⁶⁴. Le catholicos Mrktich écrit également en mars au shah d'Iran, pour lui demander de prévenir toute expansion des violences sur son territoire²⁶⁵.

Instrument plus ambigu qu'il ne paraît au premier abord, le télégraphe n'est pas le seul canal de transmission d'informations dans un espace frontalier caractérisé par des circulations importantes. Les voyageurs revenus du Caucase sont interrogés sur les événements les plus récents et les individus proches des consulats russes sont consultés avec attention par les autorités frontalières²⁶⁶. Le processus de collecte des informations semble parfois assez circulaire, fait de copies et de synthèses qui effacent à la longue l'origine des transformations et les données relatives à leur fiabilité²⁶⁷. Au printemps et à l'été 1905, un climat fébrile s'installe au nord de l'Iran, ce que soulignent avec insistance les rapports consulaires

²⁶² Sur le premier point, James D. Clark rappelle que Nasreddin Shah invente la pratique du *hozûrî*, entretien télégraphique entre le souverain et un dignitaire de province, qui peut remplacer l'audience classique et en reprend les règles rhétoriques : James D. Clark, *op.cit.*, 2006, pp. 124-127 ; Yakup Bektaş, « The Sultan's Messenger: Cultural Constructions of Ottoman Telegraphy, 1847-1880 », *Technology and Culture*, Vol. 41, No. 4, octobre 2000, pp. 669-696.

²⁶³ Rapport d'Arthur Hardinge au marquis de Lansdowne, 24 juin 1905, TNA, FO 60/699.

²⁶⁴ Le texte est écrit en persan latinisé, comme cela était souvent la pratique à l'époque. Nous le reproduisons dans sa version originale : « ‘‘Hodjatoleslama Agha Sheikh Fazlollah Mojtahed sela[m] miresanim. Arz be housouré moubarek anke dousti yek ranki mabeine aramene ve islam boude ve hast har tché mishnovid harec edarete tarafein douroughé ektena be sheitan ne farmaid Aramene Kharedj az shouma ne boundand ne nistend. Ba mofarregh beine ahaden rosol motamani mibachime que partoze lotfê reaset ve bozorki ra dar haghe ine mochte mellate tzaif darigh ne farmaid’’ Tsaven, ‘‘Khalife-e Armanee-Badkoube’’ ». Aucune date n'est indiquée. HAA, f. 1262, op. 3, d. 66, l. 9.

²⁶⁵ Télégramme du 10 mars 1905 et réponse de Mozaffar ad-Din Shah, le 12 mars. Reproduit dans Avag Harut'junjan (éd.), *Surb Edjmiatsinê jev Hajots' ts'eghaspanut'junê*, Echmiadzin, Majr At'or' S. Edjmiatsni hratarakch'ut'jun, 2010, pp. 74-75.

²⁶⁶ Rapport d'Arthur Hardinge au marquis de Lansdowne, 8 mars 1905, TNA, FO, 60/698.

²⁶⁷ Sur ce processus de synthèse et de copie, on trouve un exemple dans la note du ministère des Affaires étrangères Tevik Paşa au *sadrizam* Ferit Paşa, 18 Temmuz 1332 (31 juillet 1906), BOA, Y.A.HUS, 505/48, reproduit dans Necati Gültepe, Necati Aktaş (éd.), *op.cit.*, 1993, p. 151 et *passim*.

étrangers. L'arrivée sur le littoral caspien et dans les terres des sujets iraniens qui fuient les zones de violences donne une matérialité aux événements. Du port d'Anzali, où arrivent ceux qui habitaient à Bakou, ils se répandent vers le Gilan et l'intérieur²⁶⁸. La parole qu'ils portent dit l'abandon, la destruction et le chaos du Caucase russe, mais l'ambassadeur britannique Grant Duff craint aussi que leurs témoignages largement repris dans les journaux persans n'entraînent des incidents entre Arméniens et musulmans en Iran même, alors que des altercations sont déjà rapportées par les gouverneurs locaux²⁶⁹. A la mi-juin, les boutiquiers musulmans du bazar de Tabriz ferment ainsi leurs magasins pour dénoncer des massacres commis par les Arméniens au Caucase et prennent à partie des Arméniens présents sur place²⁷⁰.

Nombreux sont les exemples qui relèvent des incidents locaux, mais aucune trace d'une diffusion des violences sur le modèle des événements du Caucase. Un seul cas significatif est à relever : le 22 mars 1905, à l'occasion de la fête religieuse de *muharram*, les Arméniens de la ville de Machhad, en Perse du Nord-Est, sont attaqués par une foule musulmane et les demeures de trois riches Arméniens sujets russes sont saccagées. A Machhad, comme à Bakou, le gouverneur-général est soupçonné d'avoir laissé se développer un incident initialement mineur à des fins personnelles – en l'occurrence sa prolongation dans son poste²⁷¹. Mais l'élément le plus inquiétant au regard des autorités persanes est le moment où interviennent ces violences et le rôle joué par des étudiants en théologie originaires de Bakou, qui auraient incité la foule à la violence pour venger les événements du Caucase. Les violences de Machhad entraînent des menaces de la Russie, qui envoie des troupes à la frontière et reçoit du gouvernement persan des assurances de fermeté²⁷². Les événements de Machhad, parce qu'ils introduisent sur le sol iranien une violence apparemment similaire à celle du Caucase, accroissent la fébrilité chez les Arméniens, dans les régions du Gilan et d'Azerbaïdjan iranien²⁷³. Cependant, les événements de Machhad donnent lieu à une réaction immédiate des autorités iraniennes, qui entreprennent de mobiliser de manière continue les

²⁶⁸ Note de l'ambassade ottomane à Téhéran au ministère des Affaires étrangères, 27 Eylül 1321 (10 octobre 1905), BOA, Y.A.HUS, 494/134.

²⁶⁹ Note de Grant Duff à Moshîr ed-Dovleh, 29 septembre 1905, TNA, FO 60/700 ; sur les incidents ponctuels, voir la lettre du consul Stevens au marquis de Lansdowne, Batoumi, 20 juin 1905, TNA, FO 418/24, pp. 12-13.

²⁷⁰ Note du consulat-général ottoman à Tabriz au ministère des Affaires étrangères, 2 Haziran 1321 (15 juin 1905), BOA, Y.A.HUS, 489/18.

²⁷¹ Télégramme du colonel Minchin à la légation britannique à Téhéran, 27 mars 1905, TNA, FO 60/699, l. 8.

²⁷² Rapport d'Arthur Hardinge au marquis de Lansdowne, 8 avril 1905, TNA, FO, 60/699, l. 32.

²⁷³ Rapport du consul Wratislaw à Arthur Hardinge, 27 mars 1905, TNA, FO, 60/699.

autorités religieuses du pays en faveur de la paix civile dans les mois qui suivent. Le ministre des Affaires étrangères Moshîr ed-Dovleh est particulièrement actif en la matière²⁷⁴.

En définitive, il faut constater l'absence de diffusion réelle des troubles sur une base ethnique aux régions frontalières de l'Empire ottoman et de Perse du Nord. On souhaiterait avancer ici trois hypothèses principales pour expliquer cette absence. Les théories qui examinent la diffusion d'émeutes ou de violences insistent fréquemment sur la possibilité de concevoir les émeutiers comme des acteurs rationnels, dont l'imitation découlerait de l'attente de gains, matériels ou symboliques, déjà obtenus par les révoltes qu'ils imitent²⁷⁵. Dans le cas du Caucase russe, le gain attendu peut être l'auto-défense et l'élimination de menaces perçues comme bien réelles, mais il n'est pas possible de parler d'une perception similaire dans les provinces frontalières d'Anatolie orientale et de Perse. Ce sont plutôt les dégâts causés par les émeutes et les violences dans l'Empire tsariste qui frappent les populations frontalières et les dissuadent de s'engager dans un processus similaire. La seconde hypothèse consiste dans les contextes socio-économiques différents en Iran du Nord et en Turquie. En Anatolie orientale, le mécontentement se concentre de manière assez transversale sur la question fiscale, produisant des rapprochements intercommunautaires à partir de 1905. De même, l'Iran du Nord gronde de concert contre les fonctionnaires belges employés par les administrations des finances et des douanes, à commencer par Joseph Naus, qui fait office de ministre des Finances, et contre les règlements qu'ils imposent²⁷⁶. Ces mobilisations privent de pertinence le clivage ethno-religieux qui s'exprime au même moment sur le sol russe. La troisième hypothèse réside dans la circulation rapide des rumeurs attribuant les violences communautaires au Caucase à une ruse du tsarisme. Le régime chercherait de la sorte à légitimer une répression et, comme le montrent les menaces proférées par la Russie après les incidents de Machhad, une éventuelle intervention en Perse. On voit ici comment la question socio-politique de la diffusion des violences peut rejoindre une histoire diplomatique des relations interimpériales dans la région. La crise de 1905 est en effet simultanément un événement qui transforme ces relations en modifiant les rapports de force à la frontière.

²⁷⁴ Rapport d'Arthur Hardinge au marquis de Lansdowne, 19 juillet 1905, TNA, FO, 60/699, II. 281-283.

²⁷⁵ Il y aurait donc une sorte de calcul coût-bénéfice au regard des informations disponibles sur le résultat des émeutes, révoltes, etc. Jan Voogd, *Race Riots and Resistance. The Red Summer of 1919*, New York, Peter Lang, 2008, p. 22.

²⁷⁶ Rapport d'Arthur Hardinge au marquis de Lansdowne, 28 février 1905, TNA, FO 60/698.

3. Force et norme dans la crise

Dans ce domaine, l'approche par la frontière ouvre la voie à de nouvelles interprétations. La révolution donne lieu à une transformation du rapport de force frontalier entre les empires, qui semble ouvrir un renversement possible de l'équilibre régional. La particularité de ce renversement est de partir de questions précises liées aux conséquences de la crise caucasienne, à commencer par la protection des ressortissants et l'indemnisation des dégâts subis. La crise donne naissance à un jeu diplomatique régional, où consuls et autorités provinciales se trouvent au premier rang, et esquisse temporairement un nouvel équilibre entre les empires.

a) L'impuissance de la puissance (russe)

Dans son ouvrage consacré à « l'anti-occidentalisme » au tournant des XIX^e et XX^e siècles, Cemil Aydın qualifie la guerre russo-japonaise de 1904-1905 de « moment véritablement mondial », qui pousse « les nationalistes anti-coloniaux vers plus d'affirmation et de confiance, renforc[e] les mouvements constitutionnels et invalid[e] plusieurs discours-clefs de légitimation de l'ordre eurocentrique du monde²⁷⁷ ». Le centenaire de cette guerre, qu'un ouvrage collectif rebaptise *World War Zero*, a donné lieu à des études nombreuses sur son impact mondial, avec un intérêt particulier pour l'Asie et le Moyen-Orient. A Aceh, soumis depuis 1903 à une campagne de « pacification » néerlandaise, les victoires japonaises font par exemple espérer à la population locale une expulsion rapide des colons²⁷⁸. La surprise est d'autant plus grande que nombre des populations concernées considèrent au début de la guerre que la victoire russe ne fait pas de doute. Il n'est en Inde, souligne le consul-général Klemm à Bombay, que les colons britanniques pour oser imaginer une défaite de la Russie²⁷⁹. Les victoires japonaises accélèrent des contacts qui se nouent à partir de la fin du XIX^e siècle pour l'Empire ottoman, tandis que les premiers contacts directs entre le Japon et l'Iran ont

²⁷⁷ Cemil Aydın, *The Politics of Anti-Westernism in Asia – Visions of World Order in Pan-Islamic and Pan-Asian Thought*, New York, Columbia University Press, 2007, p. 72.

²⁷⁸ Selçuk Esenbel, « Japan's Global Claim to Asia and the World of Islam – Transnational Nationalism and World Power, 1900-1945 », *The American Historical Review*, Vol. 109, No. 4 (Octobre 2004), p. 1141 ; pour un ensemble d'études sur l'impact et les perceptions de la guerre à travers le monde, voir Rotem Kowner (dir.), *The Impact of the Russo-Japanese War*, Londres-New York, Routledge, 2007.

²⁷⁹ Rapport du consul-général à Bombay, Klemm, au directeur du premier département du ministère des Affaires étrangères, Hartwig, 11 (24) janvier 1904, reproduit dans T.N. Zagorodnikova, P.M. Shastitko (éd.), *Russko-indijskie otnoshenija v 1900-1917 gg. Sbornik arkhivnykh dokumentov i materialov*, Moscou, Izdatel'skaja Firma "Vostochnaja Literatura" RAN, 1999, pp. 138-139.

lieu en 1903²⁸⁰. Les raisons de la fascination qu'exerce le modèle japonais ont fait l'objet de nombreux travaux, et se résument sommairement dans l'idée que le pays a réussi à faire un usage instrumental des techniques européennes, tout en conservant une identité nationale forte. Il n'est pas jusqu'aux régions elles-mêmes victimes de l'impérialisme japonais qui ne ressentent une forme de fascination pour ce succès²⁸¹. Sur un plan plus politique, le modèle japonais intéresse les groupes libéraux et modernistes, par sa conjonction entre régime constitutionnel et puissance extérieure²⁸². La victoire d'une monarchie constitutionnelle sur un despotisme apparaît, pour des exilés politiques ottomans influencés par le darwinisme social, comme une preuve de la supériorité de la première sur le second.

Avant même d'entraîner un renversement dans les perceptions publiques, la guerre russo-japonaise modifie la situation des autorités russes au Caucase. Les premiers affrontements ne marquent que des revers mineurs pour la Russie, dans la baie de Chemoulpo, en février 1904, et avec le début du siège de Port-Arthur, en mai 1904. Mais déjà le consul britannique à Batoumi, Patrick Stevens, fin connaisseur de la région, relève des signes de faiblesse de l'armée tsariste et du soutien populaire à l'effort de guerre. Il ne manque pas de mentionner dans un rapport de février 1904 l'incident survenu au théâtre de Koutaisi, lorsque le gouverneur Smagin assiste à la provocation de Géorgiens qui clament « Vive le Japon ! » au moment de l'hymne russe²⁸³. Les prélèvements de troupes et les ponctions de personnel d'encadrement, qui se multiplient au cours de l'été 1904 puis du début de 1905, n'améliorent en rien l'assurance des autorités caucasiennes et leur contrôle sur des troupes rétives²⁸⁴. Le moral des troupes stationnées à la frontière est décrit comme très bas dès l'automne 1904 et les désertions se multiplient dans les mois qui suivent²⁸⁵. La solidarisation de soldats locaux, gagnés idéologiquement ou appâtés par l'argent, permet aux révolutionnaires et à des groupes criminels de procéder à des vols à répétition dans les arsenaux frontaliers de Kars, Batoumi et

²⁸⁰ 'Abd el-Hâdî Hâ'iri, *Tashayyo' ve Mashrutiyet dar Irân ve naqsh-e Irânîân moqîm-e 'Irâq*, Téhéran, Amir Kabir, 1381 (2002-2003), pp. 18-20 ; Selçuk Esenbel, *Japon modernleşmesi ve Osmanlı. Japonya'nın Türk Dünyası ve İslam Politikaları*, İletişim, İstanbul, 2012, pp. 243-270.

²⁸¹ Gotelind Müller, « Chinesische Perspektiven auf den Russisch-Japanischen Krieg », in Maik Hendrik Sprotte, Wolfgang Seifert, Heinz-Dietrich Löwe (dir.), *Der Russisch-Japanische Krieg 1904/05. Anbruch einer neuen Zeit ?*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2007, pp. 203-240.

²⁸² Selçuk Esenbel rappelle les considérations de l'Égyptien Mustafa Kamil sur la constitution japonaise de 1889. Selçuk Esenbel, *op.cit.*, 2004, p. 1146 ; dès octobre 1904, le journal révolutionnaire arménien *Droshak* publie un article liant directement défaite russe et absence de constitution. Voir Hourî Berberian, *op.cit.*, 1996, p. 15.

²⁸³ Rapport du consul Stevens au marquis de Lansdowne, 18 février 1904, TNA, FO, 65/1690, ff. 97-98.

²⁸⁴ Rapport du consul Stevens au marquis de Lansdowne, 3 octobre 1904, TNA, FO, 65/1690, ff. 139-140 ; rapport du commandement de la forteresse de Kars à l'état-major caucasien, 30 juin (13 juillet) 1906, RGVA, f. 1300, op. 1, d. 1206, ll. 40-41.

²⁸⁵ Rapport du consul britannique à Batoumi, Stevens, au marquis de Lansdowne, TNA, FO 65/1690, 3 octobre 1904, ff. 139-140 ; sur la recrudescence des désertions, voir le rapport du vice-consul russe à Bayazit à l'ambassade à Constantinople, 7 (20) novembre 1905, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 6, l. 13.

Alexandropol. En janvier 1904, le consul Stevens rapporte déjà la disparition de près de quatre cents caisses de cartouches et d'autant de revolvers dans l'entrepôt d'Alexandropol²⁸⁶. On est frappé, à la lecture de certains dossiers établis par la police au cours de la révolution, de la facilité apparente avec laquelle les soldats se voient proposer par des révolutionnaires de céder leurs armes contre quelques roubles²⁸⁷.

Quel est l'impact de cet affaiblissement interne sur l'attitude des autorités russes à la frontière caucasienne ? Prenons le cas de la frontière russo-persane, dans la steppe du Moughan. Depuis plusieurs années, la Russie y déplore la disparition des bornes frontalières établies au XIX^e siècle et affirme que les postes frontaliers russes se trouvent depuis les années 1860 en arrière de la ligne frontalière, ce que nient les Persans²⁸⁸. La Russie multiplie les intimidations dans les années 1890 pour contraindre les Persans à négocier sur la démarcation et l'irrigation frontalière de la steppe. Ces pressions lui permettent de convoquer une nouvelle commission frontalière, en dépit des réticences persanes, en 1895. Il ne reste aux Persans qu'à utiliser les armes des faibles, en enlisant les négociations dans des questions de procédure. La guerre russo-japonaise modifie rapidement l'attitude russe. Une lettre écrite au début de juin par l'état-major caucasien au ministre de la Guerre, Viktor Sakharov, révèle l'abandon de la question et reconnaît que la guerre ne permet pas de maintenir la ligne diplomatique antérieure, contraignant à une souplesse accrue dans l'interaction avec la Perse²⁸⁹. La *big stick policy* cesse d'être à l'ordre du jour de la frontière caucasienne, en ces mois de 1904-1905 : les autorités renoncent ainsi à l'application d'un décret impérial du 27 juin (10 juillet) 1903, qui autorisait les troupes russes à poursuivre en territoire persan les violeurs de frontières, bandits et criminels²⁹⁰. Cette transposition du droit maritime de *hot pursuit* s'inscrit dans un champ très débattu du droit international, tant la *hot pursuit* terrestre est associée à des relations inégalitaires entre Etats. Elle est ainsi à l'origine de querelles entre Etats-Unis et Mexique au cours du XIX^e siècle, en raison de l'usage qu'en fait le

²⁸⁶ Rapport du consul britannique à Batoumi, Stevens, au marquis de Lansdowne, TNA, FO 65/1690, 25 janvier 1904, ff. 80-81.

²⁸⁷ Note de la chancellerie du département judiciaire de la chancellerie du vice-roi, 4 (17) septembre 1904, HAA, f. 1262, op. 2, d. 42, ll. 2-4 ; on voit parfois des soldats solliciter eux-mêmes des civils pour conclure de telles ventes : rapport du chef du district de Novobajazet au commandant des troupes spéciales envoyées pour le rétablissement de l'ordre, 19 août (1^{er} septembre) 1905, HAA, f. 258, op. 4, d. 1, l. 85.

²⁸⁸ Rapport de l'état-major du district militaire caucasien au ministre de la Guerre, mai 1904, RGVIA, f. 1300, op. 1, d. 557, ll. 1-5.

²⁸⁹ Lettre du commandant du district militaire caucasien au ministre de la Guerre, Sakharov, 1^{er} (14) juin 1904, RGVIA, f. 1300, op. 1, d. 557, l. 11.

²⁹⁰ En 1894, un premier décret impérial est adopté sur le sujet pour le Caucase. A.I. Nikolaev (dir.), *Na strazhe granits otechestva. Istorija pogranichnoj sluzhby*, Moscou, Granitsa, 1998, p. 254.

gouvernement états-unien au nom du « principe immuable d’auto-défense », alors que le Mexique met en avant sa souveraineté lésée²⁹¹.

A l’été 1904, la Russie décide de renoncer à ces poursuites transfrontalières, afin de ne plus prêter le flanc aux accusations de violation du droit international²⁹². En contrepartie, la diplomatie russe suggère aux Iraniens de créer un commissaire frontalier chargé de résorber le banditisme frontalier et d’interagir avec les autorités caucasiennes pour policer la zone-frontière. Cette proposition présentée par le chargé d’affaires russes à Téhéran, Somov, reçoit un accueil favorable du gouvernement persan qui y voit une reconnaissance de l’égalité juridique entre Iran et Russie²⁹³. Il convient de souligner que ce changement de méthode résulte plus de l’urgence de l’heure que d’une évolution des mentalités diplomatiques et administratives tsaristes. S’ils proposent de créer un commissaire frontalier persan, les Russes se chargent eux-mêmes d’écrire l’instruction que le chargé d’affaires doit faire valider par le gouvernement persan. Le respect des formes de la souveraineté sur la frontière ne signifie donc pas de transformation cardinale de la relation diplomatique. L’instruction proposée rappelle que, en cas d’impossibilité pour le commissaire frontalier persan d’assurer lui-même le maintien de l’ordre, les forces russes peuvent encore intervenir sur le sol iranien au titre des « relations amicales existant entre les deux pays²⁹⁴ ». Une commission spéciale composée de dignitaires du Caucase russe, chargée d’examiner le projet, adopte à ce propos un point de vue assez cynique :

« La commission considère que l’établissement d’un ou plusieurs commissaires persans n’est souhaitable du point de vue des intérêts russes que dans la mesure où elle donne la possibilité, en utilisant le point 20 de l’instruction rédigée [pour ces commissaires], d’utiliser la force armée pour punir les bandits jusque sur le territoire persan²⁹⁵. »

²⁹¹ C’est en 1836 que les Etats-Unis initient leur politique de libre poursuite sur le sol mexicain : Robert D. Gregg, *The Influence of Border Troubles on Relations between the United States and Mexico, 1876-1910*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1937, pp. 15-16 ; Stephen C. Neff, *War and the Law of Nations: A General History*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2005, p. 246.

²⁹² Rapport interne de l’état-major russe, 17 (30) janvier 1905, RGVIA, f. 400, op. 1, d. 3298, ll. 1-2 ; Firuz Kazemzadeh, *op.cit.*, 1968, pp. 455-458.

²⁹³ Rapport interne de l’état-major russe, 25 février (10 mars) 1905, RGVIA, f. 400, op. 1, d. 3298, ll. 12-13.

²⁹⁴ Projet d’instruction pour le commissaire frontalier persan, non daté (avril-mai 1905), RGVIA, f. 400, op. 1, d. 3298, l. 24.

²⁹⁵ Note explicative de la commission présidée par le général-major Telekovskij, non datée, RGVIA, f. 400, op. 1, d. 3298, l. 26.

Cette déclaration illustre l'état d'esprit d'élites administratives et militaires caucasiennes qui se trouvent privées par les circonstances de moyens d'action traditionnels et ne consentent que de mauvais gré à certaines concessions.

Les concessions de l'année 1904 se produisent alors que le Japon réserve encore à la Russes ses revers les plus cinglants. En février-mars 1905, la bataille de Moukden constitue le tournant de la guerre sur terre, tandis que la bataille de Tsoushima, les 27-28 mai, représente le point d'orgue naval du conflit. A l'ombre de la frontière caucasienne, Tsushima suscite une certaine excitation des populations frontalières du littoral ottoman. Le 16 juin 1905, le consul-général austro-hongrois note que le « prestige » (*Ansehen*) russe est fortement éprouvé et parle de véritable « joie mauvaise » (*Schadenfreude*) parmi les groupes les plus patriotes²⁹⁶. Au même moment, dans un rapport au ministre Paul de Favereau, le représentant belge à Istanbul écrit que les Turcs « n'ont pas manqué de faire sentir à leur puissante victime qu'ils ne la craignaient plus et toute leur manière d'agir à son égard était empreinte d'un grand sang-gêne, presque de dédain²⁹⁷ ». D'après ses observations, le gouvernement ottoman a profité de la situation pour notifier à l'ambassadeur russe, Zinov'ev, son intention de construire des fortifications le long du Bosphore²⁹⁸. Le moment est opportun : le projet suscite certes des réticences au sein même de cercles dirigeants ottomans effrayés de leur propre audace dans une affaire si sensible, mais le *sadrizam* (grand vizir) Mehmet Ferit Pasha obtient gain de cause du souverain auprès duquel il insiste personnellement²⁹⁹.

La transformation du rapport de force se lit sur la frontière elle-même, où les troupes russes s'avèrent incapables de prévenir des franchissements massifs de la frontière par des tribus kurdes à l'été 1905. Profitant des troubles caucasiens et du dénudement de la frontière, les Kurdes multiplient les incursions dans les provinces de Kars et Erevan à partir du début de juin. Une dépêche du consul-général ottoman à Tiflis rapporte ainsi les violentes attaques qu'ils commettent en venant du territoire iranien dans la région du chemin de fer de Şahtahtı, au Nakhitchevan actuel. Les autorités tsaristes apparaissent débordées face à ces bandes de cavaliers qui se livrent à des incendies et pillages (*hârik ve sirkat*)³⁰⁰. A l'été 1905, le consul Stevens évoque le chiffre de quatre mille Kurdes franchissant l'Araxe. Le chiffre semble

²⁹⁶ Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au ministère des Affaires étrangères, 16 juin 1905, HHStA, PA XXXVIII, 332-9.

²⁹⁷ Rapport de l'ambassadeur belge à Istanbul au ministre des Affaires étrangères, Paul de Favereau, 4 septembre 1905, AMAEB, Correspondance politique, Turquie, 1903-1907.

²⁹⁸ Rapport de l'ambassadeur italien à Istanbul au ministère des Affaires étrangères, 16 juillet 1905, ASMAE, Affari Politici (1891-1916), b. 122.

²⁹⁹ Rapport de l'ambassadeur italien à Istanbul au ministère des Affaires étrangères, 24 octobre 1905, ASMAE, Affari Politici (1891-1916), b. 122.

³⁰⁰ Rapport du consul-général ottoman à Tiflis au MAE, 7 juin 1905, BOA Y.A.HUS, 489/21.

excessif pour une attaque unique – on sait par les sources tsaristes que les plus grosses attaques mobilisent quelques centaines de cavaliers –, mais il est possible que des razzias se soient mêlées à des migrations de tribus à cette occasion. De tels franchissements témoignent du désarmement des organes frontaliers³⁰¹. Dans la province d'Erevan, les villages frontaliers se plaignent de l'insécurité et cessent les travaux des champs par crainte pour leur vie³⁰². En dépit de ces menaces, la chute des effectifs tsaristes à la frontière se poursuit au cours de 1905. A la fin de 1905, le consul austro-hongrois parle d'un maigre millier de soldats étirés à travers toute la frontière russo-ottomane, de Bayezit à Melo³⁰³. Il faut des objections catégoriques du vice-roi du Caucase pour que les effectifs ne soient pas encore réduits dans la région de Kars, afin de rétablir l'ordre dans des provinces intérieures³⁰⁴.

Cet affaiblissement du dispositif militaire russe contraint les autorités ottomanes à prendre en charge la surveillance effective de la frontière, en dépit de difficultés financières déjà importantes. Les consuls ottomans au Caucase insistent sur la nécessité de prendre en charge cette surveillance du fait de l'effondrement de l'autorité russe³⁰⁵. Sur les seuls postes frontaliers turcs qui font face au district russe de Kağızman (province de Kars), les observateurs russes rapportent une hausse du nombre de soldats de 238 à 485 au début de 1906³⁰⁶. Cette inversion s'accompagne d'une forme de forfanterie de l'opinion publique et des militaires d'Anatolie orientale. Les officiers d'un bataillon d'infanterie déplacé d'Erzincan à Erzurum se vantent ainsi ouvertement, au début de décembre 1905, de partir pour une campagne militaire contre la Russie³⁰⁷. Répétées à l'envi, ces fanfaronnades ne manquent pas d'inquiéter les autorités frontalières russes, qui multiplient entre décembre 1905 et le début de l'année 1906 les manœuvres pour tester leur dispositif de défense. A Batoumi, le commandant du port prévoit même le déplacement du trafic civil vers Poti, pour faciliter la résistance de la ville³⁰⁸. Un rapport du gouverneur militaire de Kars laisse entendre que les échos du bellicisme ottoman suscitent en janvier-février 1906 une certaine panique parmi les

³⁰¹ Lettre du Consul Stevens au marquis de Lansdowne, 12 septembre 1905, TNA, FO 418/25, p. 37 ; lettre de Sir C. Hardinge au marquis de Lansdowne, Saint-Petersbourg, 6 juin 1905, TNA, FO 418/23, p. 44.

³⁰² Pétition d'un village musulman au gouverneur d'Erevan, 4 (17) août 1905, HAA, f. 258, op. 4, d. 1, l. 22.

³⁰³ Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au ministère des Affaires étrangères, 1^{er} décembre 1905, HHStA, PA XXXVIII, 332-9.

³⁰⁴ Lettre de Vorontsov-Dachkov à Nicolas II, 16 (29) août 1906, reproduite dans V.P. Semennikov, « Pis'ma I.I. Vorontsova-Dashkova Nikolaju Romanovu », *Krasnyj Arkhiv*, Tome 1 (26), 1928, pp. 103-105.

³⁰⁵ Note du *sadrizam* Ferit Pasha, 16 Şubat 1321 (1^{er} mars 1906), BOA, Y.A.HUS, 500/21, reproduit dans Gültepe, Necati Aktaş (éd.), *op.cit.*, 1993, p. 190.

³⁰⁶ Rapport du gouverneur militaire de Kars au chef de la police au Caucase, 16 février (1^{er} mars) 1906, STSSA, f. 83, op. 1, d. 238, l. 5.

³⁰⁷ Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au ministère des Affaires étrangères, 9 décembre 1905, HHStA, PA XXXVIII, 332-9.

³⁰⁸ Consul Stevens à Sir Edward Grey, Batoum, 30 décembre 1905, TNA, FO 418/30, pp. 25-26.

fonctionnaires et officiers de la région, qui envoient leur famille vers l'intérieur des terres pour les mettre en sécurité³⁰⁹. Il n'est pas question, sur la frontière russo-iranienne, d'une telle évolution, mais on note néanmoins une opposition moins dissimulée aux concessions économiques gérées par la Russie, des routes aux pêcheries³¹⁰. On a donc bien, en 1905-1906, un moment de crise politique et intellectuelle du prestige russe, qui s'accompagne d'inversions symboliques dans les relations entre les empires au Caucase³¹¹.

b) « Empereur refuge du monde » : les mises en scène de la protection impériale

Qu'une carte serve ici de point de départ à la compréhension de ce renversement symbolique des rapports de force. On y voit représenté l'espace frontalier russo-ottoman, dans son versant maritime, ainsi que le trajet parcouru par un navire commercial, l'*Izmir*, entre décembre 1905 et janvier 1906 (*figure 14*). L'expédition, qui nous est connue par les sources ottomanes et les rapports consulaires étrangers, est décidée par le gouvernement ottoman à la demande des consuls au Caucase et des autorités de la province de Trabzon pour porter secours aux ressortissants ottomans victimes des violences sur le sol russe et aider à leur évacuation, alors que le départ par les compagnies régulières de navigation devient impossible³¹². L'opération est menée, dans une subtile illustration de la concorde entre le pouvoir ottoman et sa population, grâce à un co-financement accordé par la communauté grecque ottomane de Trabzon, qui aide à affréter l'*Izmir*, tandis que le gouvernement finance l'armement du *Hodeyda*³¹³. En contrepartie, les Grecs de Trabzon reçoivent l'assurance d'une égalité de traitement dans le rapatriement des sujets grecs et musulmans de l'Empire³¹⁴. L'expédition vient en aide, donc, mais trace aussi les lignes d'une sujétion impériale, puisque

³⁰⁹ Rapport du gouverneur militaire de Kars au commandant de la police au Caucase, 27 mars (9 avril) 1906, STsSSA, f. 83, op. 1, d. 238, l. 10.

³¹⁰ Rapport annuel pour 1906 de l'ambassade britannique à Téhéran, non daté (début 1907), TNA, FO 416/30, p. 7.

³¹¹ Sur la crise de 1904-1905 et ses conséquences dans le cas de l'armée tsariste, voir John W. Steinberg, *All the Tsar's Men. Russia's General Staff and the Fate of Empire, 1898-1914*, Washington-Baltimore, Woodrow Wilson Center Press-Johns Hopkins University Press, 2010 pp. 150-191 ; pour le point de vue extérieur, Stefan Albrecht, « Diplomaten zu den Folgen der Revolution von 1905 für die internationale Politik », in Jan Kusber, Andreas Frings (dir.), *op.cit.*, 2007, pp. 57-79.

³¹² Rapport de N. O'Connor à Edward Grey, 20 décembre 1905, TNA, FO 418/26, pp. 205-206 ; une note du Sadâret du 26 décembre 1905 évoque les pots-de-vin que prennent les employés des ports pour faire monter les candidats à la fuite sur les navires : BOA, Y.A.HUS, No. 497/90, cité par Hasip Saygılı, *op.cit.*, 2012, pp. 168-169.

³¹³ Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au MAE, 13 janvier 1906, HHStA, PA XXXVIII 337-5 ; auparavant, des compagnies privées approchées par le gouvernement ont refusé la mission du fait du danger : Mémorandum de M. Lamb, transmis dans une lettre de Sir Grant à Edward Grey, 20 décembre 1905, TNA, FO 78/5400.

³¹⁴ Note du Sadâret au gouverneur de Trabzon, 12 Zilkade 1323 (8 janvier 1906), BOA, BEO, 2737/205202.

la commission spéciale de filtration installée à bord du navire a en charge d'interdire l'accès au navire des sujets ottomans arméniens, considérés comme impliqués dans les troubles du Caucase³¹⁵. Deux semaines plus tard, l'*Izmir* revient avec 800 réfugiés en provenance d'Abkhazie et d'Adjarie, tandis que le *Hodeyda* ramène 600 réfugiés, installés à Rize et Trabzon³¹⁶. La force symbolique de cette mission, qui incarne l'ordre persistant de l'Empire ottoman face à l'anarchie russe, est grande, comme le notent les quelques documents internes de la mission conservés et les rapports consulaires. Le consul austro-hongrois évoque le « caractère de solennité mahométane » qu'essaie de créer son collègue ottoman, au cours de ce qui constitue l'exemple le plus frappant de la transformation introduite par la question de la protection des ressortissants étrangers au Caucase³¹⁷.

Iran et Empire ottoman s'emparent de cette question dès le début des violences caucasiennes et ces deux Etats font du thème de la protection de leurs ressortissants un instrument-clef de leurs relations avec la Russie en 1905-1906. Cette protection, affirmée et revendiquée, joue sur deux registres parallèles, qui consolident la position de ces Etats face à l'Empire tsariste. Le premier rejoint la question des représentations traditionnelles de la souveraineté impériale, évoquées à propos des allégeances alternatives suscitées par les violences parmi les musulmans du Caucase. Le souverain ottoman n'est-il pas appelé à l'époque classique *padişâh-i âlem-penâh*, c'est-à-dire « empereur refuge du monde » ? Rhoads Murphey rappelle dans son étude sur la souveraineté ottomane que ce titre appartient au registre de ceux dont la valeur est à la fois interne à l'empire et destiné à l'image extérieure du sultan³¹⁸. Du côté iranien, une même réactivation s'observe lors du passage du shah par Bakou, en route vers l'Europe, le 9 juin 1905. Alors que son voyage est initialement brocardé comme un énième témoignage de son train de vie luxueux et de son désintérêt pour les affaires de l'empire, il parvient à retourner la situation en accueillant une délégation de sujets iraniens et en leur promettant d'exercer sa protection par tous les moyens³¹⁹.

Le second registre, plus contemporain, est celui des expéditions humanitaires organisées par les puissances européennes, outil-clef des Etats occidentaux dans leurs relations avec le reste du monde. Davide Rodogno a notamment mis en évidence le rôle-clef

³¹⁵ Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au MAE, 30 décembre 1905, HHStA, PA XXXVIII 332-9.

³¹⁶ Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au MAE, 31 janvier 1906, HHStA, PA XXXVIII 337-5 ; Rudolf Agstner, *op.cit.*, 1999, p. 27.

³¹⁷ Télégramme d'Abdurrahman Efendi, 3 Zilhicce 1323 (29 janvier 1906), BOA, DH.MKT, 1045/64 ; rapport du consul austro-hongrois à Batoumi au ministère des Affaires étrangères, HHStA, PA XXXVIII 329-6.

³¹⁸ Rhoads Murphey, *Exploring Ottoman Sovereignty: Tradition, Image and Practice in the Ottoman Imperial Household 1400-1800*, New York-Londres, Continuum, 2008, p. 83.

³¹⁹ J. Baynac, « Aspects caucasiens », in René Girault (dir.), *op.cit.*, 1975, p. 125.

de ces interventions dans la Question d'Orient et les relations avec l'Empire ottoman au XIX^e siècle³²⁰. Ici, la relation se trouve soudainement inversée puisque les Ottomans se placent manifestement du côté des Etats civilisés demandant des comptes³²¹. On regrette sur ce point de n'avoir pu mener une étude de la presse provinciale dans sa couverture de l'événement. Il y aurait vraisemblablement, dans une comparaison des journaux turcophones et hellénophones de Trabzon, ainsi que dans la presse des villes caucasiennes traversées par l'expédition, matière à préciser les perceptions et références publiquement mobilisées autour de celle-ci³²².

L'expédition humanitaire des Ottomans apparaît en un sens comme le point culminant d'une politique menée depuis le début de l'année 1905, qui vise à assurer la protection des ressortissants étrangers présents au Caucase. Les consuls ottomans et persans au Caucase se trouvent au cœur de l'exercice de cette protection, qui devient un aspect central de la diplomatie frontalière. A Bakou, le consul persan gère un lourd processus de rapatriement pour les ressortissants iraniens qui fuient les violences. A l'été, il émet près d'une centaine de passeports par jour et les données obtenues par la légation d'Allemagne à Téhéran parlent de près de 13.000 ressortissants iraniens enregistrés puis rapatriés pour les neuf premiers mois de 1905³²³. Le ministre des Affaires étrangère iranien, Moshîr ed-Dovleh, rappelle à l'ambassadeur britannique Grant Duff que ce rapatriement est souvent une question de vie et de mort, si l'on en juge par les centaines de morts iraniens déplorés à Bakou depuis le début de l'année³²⁴. Sur la côte de la mer Noire, avant même l'expédition maritime de la fin de l'année, les consuls ottomans aident à rapatrier les commerçants et migrants ottomans qui décident de liquider leurs affaires ou d'abandonner leurs emplois pour fuir la violence³²⁵. Cette « aide au retour », logistique et parfois financière, se double d'efforts pour organiser la

³²⁰ Davide Rodogno, *Contro il massacro. Gli interventi umanitari nella politica europea, 1815-1914*, Bari, Laterza, 2012.

³²¹ La décision de l'envoi de l'expédition ottomane se fait d'ailleurs dans l'idée que les Britanniques vont peut-être recourir à un procédé similaire : note du sadâret au ministère des Affaires étrangères ottoman, 18 Şevval 1323 (16 décembre 1905), BOA, BEO 2721/204020 ; cette réflexion rejoint celle faite à propos de « l'orientalisme ottoman » dans Ussama Makdisi, « Ottoman Orientalism », *The American Historical Review*, Vol. 107, No. 3, juin 2002, pp. 768-796.

³²² L'effet produit par cette expédition sur l'opinion publique de la région semble avoir été très positif dans l'immédiat. Sur la satisfaction des rapatriés, voir BOA, Y.PRK.ASK, 235/81.

³²³ Rapport du consul français à Bakou au MAE, 20 juin 1905, AMAE, Russie, Vol. 7, Sibérie-Caucase (1897-1917), f. 181 ; lettre de la légation allemande à Téhéran au chancelier Bülow, 17 octobre 1905, PA AA, Abteilung IA (Altes Amt), Russland, R 11038 ; les chiffres sont crédibles si on les rapporte au nombre de sujets iraniens en Russie à l'époque. Parlant d'une communauté bien plus réduite, le consul belge à Ekaterinoslav parle d'un « sauve qui peut presque général » : rapport du consul Wapenaert, 16 novembre 1905, AMAEB, CI B 164/2.

³²⁴ Lettre de Grant Duff au marquis de Lansdowne, 6 septembre 1905, TNA, FO 418/25, p. 9.

³²⁵ Note du consul à Poti au ministère des Affaires étrangères, 29 décembre 1905 (11 janvier 1906), BOA, HR.H, 293/62.

solidarité au sein de la communauté elle-même. La société de bienfaisance iranienne de Tiflis, établie le 3 décembre 1904, contribue ainsi à l'aide aux victimes des violences³²⁶. Les mesures prises par les Etats font l'objet d'une véritable communication politique des gouvernements en place et des souverains. Aide à la diaspora et légitimité intérieure se trouvent étroitement liées, dans une même figure du souverain bienveillant³²⁷. Dans les mois qui suivent, les autorités iraniennes émettent des rapports réguliers sur les mesures adoptées pour venir en aide à la communauté persane en Russie, notamment par l'aide au rapatriement³²⁸.

L'activité des consuls constitue pour eux un véritable baptême du feu, du fait de l'importance des responsabilités qu'ils reçoivent brusquement. Placés au cœur de la crise, ils risquent bien leur vie à leur poste. Le consul-général belge à Ekaterinoslav (aujourd'hui Dniepropetrovsk) note à l'automne 1906 : « Les amateurs de fonctions consulaires en temps de révolution sont rares. Jusqu'à présent cinq consuls ou vice-consuls ont été tués dans le Caucase par des révolutionnaires³²⁹ ». Un consul un peu trop actif se retrouve facilement à la merci des révolutionnaires locaux et l'autorisation de port d'armes pour les fonctionnaires qui en assurent la protection ne prévient guère le danger³³⁰. Le consul-général ottoman à Batoumi rapporte ainsi en juin 1905 l'irruption dans ses locaux de trois Géorgiens armés qui menacent le personnel du consulat, sans que le gouverneur de la ville n'ose les arrêter en raison de leur position éminente dans le comité révolutionnaire local³³¹. Lieux de convergence pour les ressortissants en quête de secours, les consulats se transforment bien souvent en hôtels de fortune pour des réfugiés plongés dans le dénuement, dans l'attente de leur évacuation³³². Une telle aide, en l'absence de fonds suffisants, pèse lourd sur les moyens très variables de ces institutions. Au cours de ces événements, les consuls jouissent manifestement d'une liberté d'action très grande et la seule limite qui leur semble fixée est celle d'une neutralité vis-à-vis

³²⁶ Anatolij Egorin, Nina Mamedova, *Rossija i Iran. Iranistika v Tatarstane*, Moscou, Mishin, 2001, p. 144 ; plus généralement, la période correspond à l'essor des structures communautaires de bienfaisance parmi les Iraniens du Caucase, ce qui les rapproche d'autres communautés disposant depuis plus longtemps de telles institutions. Voir par exemple le cas grec sur le pourtour de la mer Noire, John Athanasios Mazis, *The Greeks of Odessa. Diaspora Leadership in Late Imperial Russia*, Boulder, East European Monographs, 2004, pp. vii-ix.

³²⁷ Rapport du consul français à Bakou au ministère des Affaires étrangères, 20 septembre 1905, AMAE, Russie, Vol. 7, Sibérie-Caucase (1897-1917), f. 203.

³²⁸ Rapport de Sir Grant Duff au marquis de Lansdowne, Gulhek, 9 octobre 1905, TNA, FO 60/700.

³²⁹ Rapport du consul-général belge à Ekaterinoslav au ministère des Affaires étrangères, 22 octobre 1906, AMAEB, P.EXT 2212.

³³⁰ Les gouverneurs tsaristes organisent des réunions officielles avec les consuls étrangers pour leur notifier l'assouplissement du port d'armes pour les fonctionnaires des consulats : Rudolf Agstner, *op.cit.*, 1999, p. 28.

³³¹ Note du consul-général ottoman à Batoumi au ministère des Affaires étrangères, 4 Haziran 1321 (17 juin 1905), BOA, Y.A.HUS, 489/21.

³³² Note du ministre des Affaires étrangères Tevfik Paşa au *sadrizam*, 24 Zilkade 1323 (19 janvier 1906), BOA, Y.A.HUS, 498/102, reproduite dans Necati Gültepe, Necati Aktaş (éd.), *op.cit.*, 1993, pp. 184-185.

des événements intérieurs de l'Empire tsariste. Le consul à Tiflis est ainsi réprimandé au début de 1906 pour sa publication dans les journaux d'une proclamation relative à la protection des sujets ottomans (*ilân-i resmî*), considérée comme trop engagée par les sous-entendus qu'elle contient sur les responsables des troubles³³³.

L'aide directe aux ressortissants est complétée par la dimension plus politique et diplomatique de la relation qui se noue. Les diplomaties persane et ottomane entreprennent en effet au début de 1905 une série de représentations auprès du ministère des Affaires étrangères russe. Les archives ottomanes contiennent un grand nombre de dossiers relatifs aux plaintes adressées par l'ambassade à Pétersbourg à la suite de violences et de meurtres contre des sujets ottomans³³⁴. Dans leur répétition, les notes du *Sadâret* – grand-vizirat – disent l'incapacité à obtenir des mesures concrètes de la part de l'administration tsariste³³⁵. L'incrédulité des diplomates ottomans et russes face à la paralysie de l'administration russe se retrouve chez les diplomates européens en poste à Pétersbourg. Les notes adressées au ministère des Affaires étrangères, du fait des dysfonctionnements de l'appareil administratif, ne se répercutent pas sur les mesures prises au Caucase³³⁶. De plus en plus, les consuls sur place doivent procéder eux-mêmes à des représentations auprès du vice-roi et des gouverneurs locaux³³⁷. Ces relations, en raison de ce qui apparaît comme une mauvaise volonté de la part des autorités caucasiennes, ne sont pas exemptes de tensions, comme le laissent entendre des rapports envoyés par le consul-général à Tiflis, qui note une irritabilité envers l'Empire ottoman et la tenue de propos désobligeants par l'entourage du vice-roi³³⁸. L'exercice de la protection diplomatique et consulaire par les Ottomans et les Persans n'apparaît pas, dans ses résultats, extrêmement efficace. Mais les démarches des diplomaties européennes ne le sont pas plus. La persistance de l'anarchie russe constitue un sujet de perplexité pour les

³³³ Note du Sadâret au ministère des Affaires étrangères ottoman, 17 Muharrem 1324 (13 mars 1906), BOA, BEO, 2780/208455 ; sur la publication de l'annonce dans les journaux, voir la note du consul à Tiflis, 5 février 1906, BOA, HR.SYS, 1379/35.

³³⁴ Parmi de nombreux dossiers, citons : note du Sadâret au ministère des Affaires étrangères concernant les assassinats du mufti de Batoumi et du consul à Novorossijsk, 27 Rebiülahir 1323 (1^{er} juillet 1905), BOA, BEO 2612/195887 ; Note du sadâret au ministère des Affaires étrangères sur les attaques contre des sujets ottomans à Batoumi, 23 Ramazan 1323 (25 novembre 1905), BOA, BEO 2708/203086.

³³⁵ Note du Sadâret au ministère des Affaires étrangères sur la protection des sujets ottomans dans la région de Batoumi, 7 Zilkade 1323 (3 janvier 1906), BOA, BEO 2733/204951 ; voir aussi les références données par Qiyas Şükürov, *op.cit.*, 2009, pp. 89-90.

³³⁶ Confrontée aux représentations faites par le ministère des Affaires étrangères ottoman, l'ambassadeur russe à la Porte explique, par ruse ou honnêteté, « ne plus avoir de moyens de communication avec les autorités » de son pays. Voir le mémorandum de M. Lamb, transmis dans une lettre de Sir Grant à Edward Grey, 20 décembre 1905, TNA, FO 78/5400.

³³⁷ Lettre de Charles Hardinge au marquis de Lansdowne, Pétersbourg, 8 septembre 1905, TNA, FO 418/25, p. 11.

³³⁸ Note établie sur la base d'un rapport du consul à Tiflis, 25 Muharrem 1324 (21 mars 1906), BOA, BEO, 2786/208930.

représentants étrangers, confrontés au vide créé par l'impuissance administrative de l'Etat tsariste. Rapidement, la question de la protection se double du problème de la responsabilité qui peut être imputée à la Russie du fait des dommages subis par les ressortissants étrangers.

c) La querelle de l'indemnisation

Cette question de la responsabilité émerge à travers une série de faits concrets. Les journaux iraniens se font ainsi l'écho des efforts désespérés du consul persan à Bakou, Mo'âzed os-Saltaneh, pour obtenir des autorités russes l'affectation de cosaques pour assurer la sécurité des ressortissants persans, sans obtenir d'aide véritable³³⁹. Des récits semblables sont faits dans l'Empire ottoman sur les initiatives infructueuses des consuls à Tiflis et Batoumi pour demander la protection des autorités³⁴⁰. Le couple malheureux formé par les demandes des consuls et l'inaction des autorités tsaristes confère progressivement une valeur politique centrale à la question de la responsabilité de la Russie dans les événements et le tort causés aux sujets étrangers. L'indemnisation des victimes des violences est évoquée dès les premières tentatives de réconciliation menées par les autorités caucasiennes, dans un cadre intérieur à l'Empire tsariste³⁴¹. Mais l'indemnisation apparaît beaucoup plus politique en ce qui concerne les prétentions des Etats étrangers. En droit, la responsabilité de l'Etat ne peut en principe être entraînée que par son action directe et celle de ses agents, ce que rappelle avec obstination la diplomatie russe au cours de la crise³⁴². Cependant, la fin du XIX^e siècle voit le développement d'un débat juridique concernant la notion de *due diligence*. L'affaire dite *Alabama* (Etats-Unis c. Royaume-Uni), au cours de laquelle les Etats-Unis reprochent au Royaume-Uni d'avoir laissé construire sur son sol un navire de guerre destiné aux Sudistes, voit la naissance de cette notion très disputée. Par le traité de Washington, du 8 mai 1871, les deux Etats s'efforcent de définir la due diligence, dans le cadre des obligations des pays neutres à l'égard d'un conflit. Mais l'interprétation du traité par les deux Etats ne coïncide pas et requiert le recours à un tribunal arbitral³⁴³. Par la suite, la notion reste disputée et utilisée dans plusieurs litiges internationaux, qui impliquent la responsabilité des Etats.

³³⁹ Voir par exemple le *Habl-ul-Matin*, 1^{er} Ramazan 1323 (30 octobre 1905), p. 10, cité par Mohammad Hoseyn Khosrowpenâh, *op.cit.*, Hiver 1378 (2000), p. 44.

³⁴⁰ Rapport de N. O'Conor à Edward Grey, 20 décembre 1905, TNA, FO 418/26, pp. 205-206.

³⁴¹ L'indemnisation est ici négociée entre communautés, comme le montre l'accord signé entre les élites musulmanes et arméniennes d'Erevan, 13 (26) février 1906, in T.Kh. Akopjan (éd.), *Razvitie Erevana posle prisoeдинenija Vostochnoj Armenii k Rossii*, Erevan, Izdatel'stvo Erevanskogo Universiteta, 1978, pp. 210-211.

³⁴² « Cette obligation incombe aux personnes qui seraient reconnues par voie de procédure judiciaire coupables d'avoir été les auteurs du dommage ou d'avoir provoqué les désordres. » Lettre du ministère des Affaires étrangères belge au Crédit général liégeois, AMAEB, CI B 164/2.

³⁴³ Jean Salmon, *Droit international et argumentation*, Bruxelles, Bruylant, 2014, pp. 55-57.

Fondamentalement, le concept découle de l'absence de responsabilité sans faute pour les Etats, ce qui contraint à prouver l'existence d'une faute pour obtenir dédommagement³⁴⁴. Dans le cas des événements de Russie, la question tourne autour du rôle de l'Etat russe. Peut-on considérer qu'il a mis en œuvre son devoir de vigilance et tenté de maintenir les standards des « Etats civilisés » ?

L'expression dit les dessous de l'affaire : la révolution russe ne place-t-elle pas le droit international face à une situation inédite, celle d'un Etat considéré comme occidental, incapable d'assurer l'ordre sur son sol – sans pour autant avoir été renversé par une révolution ? Cinq ans plus tôt, l'anarchie qui s'étendait en Chine à cause de la révolte des Boxers a constitué le motif officiel de l'intervention des puissances européennes, des Etats-Unis et du Japon, afin de protéger les intérêts de leurs ressortissants et de rétablir l'ordre³⁴⁵. Plusieurs années auparavant, le massacre de Tianjin (1870) et l'affaire Margery (1874) ont déjà rappelé aux Qing que l'incapacité à protéger des ressortissants étrangers est lourde de conséquences³⁴⁶. La situation russe manifeste l'inégalité des Etats face à ces utilisations du droit international. Les Etats occidentaux se limitent à des représentations qui, pour être formulées avec énergie, n'en restent pas moins limitées et sans effet coercitif. La nécessité de maintenir une crédibilité à l'égard des principales puissances européennes contraint le gouvernement tsariste à des signes de bonne volonté. Le vice-roi du Caucase ordonne ainsi au gouverneur de Bakou de prendre des mesures particulières pour assurer la protection des intérêts britanniques dans la ville³⁴⁷. Ces ordres, à l'efficacité douteuse, sont associés à une concession symbolique forte, la Russie reconnaissant enfin le vice-consulat britannique à Bakou, confié à Leslie Urquhart depuis décembre 1902³⁴⁸. Si l'on compare la situation des Etats européens avec celle de l'Empire ottoman et de la Perse, la différence des configurations

³⁴⁴ L'anglais distingue entre *responsibility* et *liability*, couple qui ne correspond pas tout à fait à la distinction « responsabilité pour faute » / « responsabilité sans faute ». Pour la présentation de l'état contemporain de ce droit de la responsabilité des Etats, Peter Malanczuk, *Akehurst's Modern Introduction to International Law*, Londres-New York, Routledge, 1997, pp. 254-259.

³⁴⁵ Cet usage du droit fait l'objet d'une lecture critique par un observateur, Allen S. Will, *World-Crisis in China, 1900*, Baltimore-New York, John Murphy Company, 1900 ; Niels P. Petersson, *Imperialismus und Modernisierung. Siam, China, und die europäischen Mächte 1895-1914*, Munich, Oldenbourg, 2000, pp. 167-169.

³⁴⁶ Richard S. Horowitz, « International Law and State Transformation in China, Siam, and the Ottoman Empire during the Nineteenth Century », *Journal of World History*, Vol. 15, No. 4, Décembre 2004, pp. 445-486 ; Victor Purcell, *The Boxer Uprising: A Background Study*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2010 (1963), pp. 121-138.

³⁴⁷ Note de l'ambassadeur à Pétersbourg Charles Hardinge au marquis de Lansdowne, 12 juin 1905, TNA, FO 65/1701, f. 104.

³⁴⁸ Ranald MacDonell, '*And Nothing Long..*', Londres, Constable & Co, 1938, pp. 116-118 ; en juillet 1903, le vice-consulat doit cesser ses fonctions du fait de la non-reconnaissance russe, avant que les troubles caucasiens ne permette sa reconnaissance. *The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book*, Londres, Foreign Office, 1920, p. 472.

apparaît aussitôt. Les deux derniers Etats doivent en effet gérer des communautés beaucoup plus grosses, dont les intérêts sont aussi plus dispersés. La collecte de renseignements sur les pertes humaines et matérielles constitue un long processus qui implique diplomates, consuls et gouverneurs des provinces frontalières³⁴⁹.

A l'inverse, les intérêts défendus par les diplomates et consuls européens sont ceux de petites communautés et d'entreprises. Ces entreprises, présentes dans des secteurs très capitalistiques, disposent d'une machinerie administrative propre qui leur permet de faire défendre leurs intérêts. C'est ainsi que le directeur français du complexe d'Allaverdi, Polmard, entend bien que les 150.000 roubles que dépense chaque mois sa société en Russie lui valent une protection armée contre les menaces révolutionnaires³⁵⁰. Face aux désordres, ces sociétés sont capables de produire des argumentaires complets prouvant les fautes commises par la Russie et ses manquements au devoir de vigilance. Un mémoire de la *Russian Petroleum and Liquid Fuel Co. Ltd.*, soumis le 13 octobre 1905 au *Foreign Office*, contient ainsi une présentation détaillée des points permettant de faire valoir la responsabilité de l'Etat russe pour les dégâts subis, à commencer par l'inaction criminelle de la troupe et des policiers lors des émeutes³⁵¹. En comparaison, les intérêts matériels des sujets ottomans et persans sont surtout placés dans des magasins, boutiques et entrepôts touchés au cours des violences, ainsi que dans des biens personnels³⁵². La faculté de défendre ses intérêts paraît inversement corrélée à la possession effective d'un capital, comme le montre l'exemple des ouvriers persans de la société Nobel. Cette dernière établit une commission spéciale pour indemniser les ouvriers ayant souffert lors des troubles. Les travailleurs doivent soumettre des demandes détaillées avant le 1^{er} mai 1906, mais le mécanisme est surtout utilisé par les travailleurs russes et arméniens. Les travailleurs persans, qui ont fui lors des troubles et ne sont parfois pas revenus, ne sont pas informés de la procédure et les archives judiciaires et policières de Bakou révèlent même une tendance à effacer administrativement leurs affaires³⁵³.

³⁴⁹ Note du sadâret au ministère des Affaires étrangères, 20 Cemaziyelevvel 1325 (1^{er} juillet 1907), BOA, BEO, 3090/231682.

³⁵⁰ Lettre du directeur de l'usine d'Allaverdi, Polmard, au consul de France à Tiflis, 12 juin 1906, HAA, f. 195, op. 1, d. 113, l. 295.

³⁵¹ « Memorandum of evidence of omission on part of Russian Government to take proper measures for protection of Life and Property on the Baku oil fields during the recent disorders », 13 octobre 1905, TNA, FO 65/1738, ff. 123-125.

³⁵² Rapport du consul-général ottoman à Batoumi au MAE, 23 février 1905, BOA, Y.A.HUS, 485/65.

³⁵³ Parvin Akhanchi, « Interrelations among Ethno-Religious Groups of Industrial Workers in the Baku Oil Fields During Inter-Ethnic Conflicts in Early 20th Century », in Fikret Adanır, Bernd Bonwetsch (dir.), *Osmanismus, Nationalismus und der Kaukasus. Muslime und Christen, Türken und Armenier im 19. und 20. Jahrhundert*, Wiesbaden, Reichert Verlag, 2005, p. 95.

Pour l'Empire ottoman et la Perse, la présentation de plaintes officielles intégrant les dégâts humains et matériels subis par les ressortissants représente un moyen de se placer sur un pied d'égalité avec les Etats européens³⁵⁴. Cela pousse ainsi le gouvernement iranien à envoyer une note circulaire aux légations étrangères présentes à Téhéran, afin de demander des conseils sur les méthodes à suivre pour obtenir des réparations et indemnités. L'ambassadeur britannique adresse une note responsive précisant que « bien que le gouvernement russe ne paie pas d'indemnité directe, il fournit une aide aux sociétés ayant souffert en leur octroyant des crédits bonifiés et des facilités pour acheter de nouveaux champs pétroliers sur les domaines d'Etat³⁵⁵ ». A travers ce discours du droit, l'Iran s'intègre dans le concert des nations civilisées au moment même où la Russie semble incapable d'en respecter les règles. Les ressources politiques et symboliques de ce renversement sont illustrées par les développements diplomatiques des troubles qui éclatent Machhad au printemps 1905. Face aux demandes russes d'une indemnisation, le gouverneur-général du Khorasan, Asef ed-Dovleh, fait remarquer au consul-général Rechetov que des indemnisations ne peuvent être versées que sur une base de réciprocité : l'Iran ne peut être tenu de maintenir un ordre que la Russie manque à appliquer en Transcaucasie. Les émeutes de Machhad sont insignifiantes au regard des massacres et destructions de masse qui ensanglantent Bakou au même moment³⁵⁶. Des arguments similaires sont formulés par l'ambassadeur persan à Pétersbourg, Moshîr ol-Molk, pour rejeter catégoriquement toute intervention de cosaques russes au Khorasan³⁵⁷.

Le rapport de force nouveau qui découle de cette situation se poursuit tout au long de l'année. Chaque flambée de violence sur le sol russe semble donner un argument supplémentaire aux Iraniens pour émettre des plaintes et se prémunir contre l'immixtion russe. Alors que l'Iran a conservé une « attitude de retenue » jusqu'à la fin de septembre, se limitant aux actions décrites plus haut d'aide à ses ressortissants, une maladresse du représentant russe sur place, Alexej Speyer, suscite une réaction brusque de la part du grand vizir :

« Speyer a envoyé, il y a quelques jours, une note sèche au gouvernement persan, rapportant que les Arméniens du Mazandaran l'avaient informé qu'une conspiration se préparait contre

³⁵⁴ S. Zalkind, « Otrazhenie sobytij 1905 g. za granitsej », *Krasnyj Arkhiv*, 2 (9), 1925, p. 37.

³⁵⁵ Rapport mensuel de la légation britannique à Téhéran au Foreign Office, 7 novembre 1905, TNA, FO 60/700.

³⁵⁶ Rapport d'Arthur Hardinge au marquis de Lansdowne, Meshhed, 9 septembre 1905, TNA, FO 60/700.

³⁵⁷ Rapport de l'ambassadeur à Pétersbourg Charles Hardinge au marquis de Lansdowne, 4 avril 1905, TNA, FO 65/1700.

leurs vies. Speyer menaçait le gouvernement de représailles au cas où les Arméniens seraient effectivement attaqués. Le grand vizir a alors envoyé un haut fonctionnaire auprès de Speyer pour lui signaler que le ton de sa note était surprenant, alors que près de 200 sujets persans avaient été tués, il y a quelques semaines, à Bakou, et que des familles persanes avaient été dépouillées de tous leurs biens. Il lui a rappelé que le consul persan à Bakou avait demandé au gouverneur 15 cosaques pour escorter les sujets persans réfugiés dans le consulat jusqu'au port. Le gouverneur avait répondu qu'il n'avait pas de cosaques disponibles pour ce genre de tâche³⁵⁸. »

La réaction des autorités iraniennes à la demande de Speyer illustre le renversement intervenu à la suite de la révolution russe. Renversement des forces, avons-nous dit, du fait de l'affaiblissement militaire de la Russie, mais aussi renversement des normes, par la reprise ottomane et persane d'un discours du droit international et de la protection. Tout autant que l'impact de ces renversements nous intéresse leur structure. On voit en effet aux prises, dans la querelle des indemnisations, les acteurs consulaires et provinciaux dont nous avons évoqué en introduction la position au cœur de la diplomatie frontalière.

4. Un nouvel âge de la diplomatie frontalière ?

L'interaction entre consuls et autorités des confins est manifestement accrue par les événements révolutionnaires. Le rétablissement de la vice-royauté créée sur la frontière caucasienne une situation marquée par la présence, dans les trois empires en contact, de pouvoirs périphériques autonomes. Comment relier cette particularité commune aux confins des trois empires avec l'apparition d'une diplomatie frontalière ? Il nous semble que l'autonomie régionale favorise cette diplomatie entre acteurs subétatiques. En procédant à une localisation et dépolitisation de questions sur lesquelles achoppe la diplomatie centrale, la diplomatie frontalière ouvre un espace régional de coopération, qui sert certains objectifs des gouvernements centraux tout en révélant des intérêts administratifs et sociaux régionaux.

³⁵⁸ Lettre de la légation allemande à Téhéran au chancelier Bülow, 17 octobre 1905, PA AA, Abteilung IA (Altes Amt), Russland, R 11038.

a) *Vice-royauté et institutions frontalières*

Les transformations du rapport de force frontalier à l'occasion de la révolution russe s'accompagnent du rétablissement d'une forte autonomie régionale au Caucase russe. Ce rétablissement est immédiatement noté par les représentants étrangers : les consuls ottomans y voient un événement majeur, tant pour l'administration intérieure du Caucase que pour les relations frontalières, ce qui les pousse à donner des rapports détaillés sur le fonctionnement de la nouvelle institution³⁵⁹. Comment expliquer le relatif désintérêt dans lequel demeure l'histoire de la vice-royauté de l'après 1905 ? Pour les historiens soviétiques, la vice-royauté n'était qu'une mascarade politique destinée à camoufler, sous la fiction d'une autonomie régionale, les sombres projets d'une réaction féroce³⁶⁰. Les historiographies occidentales et post-soviétiques ont pour leur part reconnu l'inflexion libérale marquée par la vice-royauté, sans entrer dans le détail des modifications institutionnelles et politiques qui découlent de son rétablissement. Les travaux de Diljara Ismail-Zade, orientés sur une lecture biographique du parcours du vice-roi, Vorontsov-Dachkov, apparaissent comme une exception notable à cet égard, offrant de nombreuses réflexions sur les pratiques du pouvoir associées à la vice-royauté ressuscitée³⁶¹. Dans le champ de l'histoire des relations entre Russie, Empire ottoman et Perse, on est en revanche frappé par l'absence de mention du rôle de la vice-royauté dans les relations frontalières. Si certaines institutions caucasiennes se trouvent mentionnées à l'occasion, leurs positions ne font pas l'objet d'un traitement particulier³⁶².

Le rétablissement de la vice-royauté du Caucase marque pourtant le retour d'une institution qui dispose de prérogatives aussi bien intérieures que diplomatiques. Le ministère des Affaires étrangères russe met ainsi à la disposition du vice-roi un diplomate de haut rang, qui prend en charge l'interaction frontalière avec l'Empire ottoman et la Perse, ainsi que la coordination entre les politique de la vice-royauté et du ministère. Cette « chancellerie

³⁵⁹ Note de l'ambassade ottomane à Saint-Pétersbourg au ministère des Affaires étrangères, 15 mars 1905, BOA, Y.A.HUS, 486/17.

³⁶⁰ La vice-royauté y apparaît ainsi comme le visage caucasien de la *stolypinshchina* comme l'illustre un article précoce de S. Fuks, « Bor'ba s revoljutsionnym dvizheniem na Kavkaze v epokhu stolypinshchiny », *Krasnyj Arkhiv*, No. 3 (34), 1929, pp. 184-221 ; notons que les travaux produits dans les dernières années de l'URSS avaient une tonalité nettement moins critique.

³⁶¹ Voir la bibliographie pour ses deux ouvrages *I.I. Vorontsov-Dashkov. Kavkazskij Namestnik*, 2005 et *I.I. Vorontsov-Dashkov. Administrator, reformator*, Saint-Pétersbourg, Nestor-Istorija, 2008.

³⁶² Georg Kibro faisait pourtant remarquer que la possession d'une certaine expérience des relations extérieures – en plus d'une expertise militaire – semblait être un critère pour la sélection des gouverneurs de la province de Kars : Georg Kibro, Georg Kibro, *Das Gebiet von Kars und Ardahan. Historisch-landeskundliche Studie zu einer Grenzregion in Ostanatolien*, Munich, Slavica, 1989, p. 143 ; inversement, les gouverneurs ottomans des provinces frontalières ont aussi souvent une expérience militaire ou diplomatique : Abdulhamit Kirmizi, *op.cit.*, 2008 (2007), p. 223.

diplomatique » à la périphérie de l'empire n'est pas propre au Caucase, puisque le gouverneur-général du Turkestan et le vice-roi d'Extrême-Orient disposent également de telles structures³⁶³. Son existence revient à créer des « lieux » diplomatiques décentrés, faisant de la capitale caucasienne un pôle annexe de la politique russe au Moyen-Orient. Écoutons le voyageur William Elroy Curtis, de passage au Caucase à la fin des années 1900, qui rencontre le fonctionnaire diplomatique placé auprès du vice-roi, Kokakhnovskij :

« Le ministère russe des Affaires étrangères de Pétersbourg dispose, pour des raisons pratiques de gestion des affaires, d'une annexe [à Tiflis] et d'un sous-secrétaire aux Affaires étrangères qui s'occupe de la Perse, de l'émir de Boukhara et des autres princes asiatiques sous protection russe. Il reçoit ses instructions de Saint-Pétersbourg, mais jouit d'une large discrétion dans sa gestion des affaires officielles³⁶⁴. »

La vision qu'a Curtis des entités avec lesquelles Kokhanovskij entretient des relations souffre d'approximations : oubliant l'Empire ottoman, il inclut par surextension géographique Boukhara dans la sphère de compétence du fonctionnaire caucasien, qui n'a guère à traiter avec l'émirat centre-asiatique. Il voit cependant juste dans sa mention du rôle, discret mais négligé, de la diplomatie caucasienne. Kokhanovskij, en poste tout au long des années 1900, frappe l'ensemble des visiteurs par sa distinction, sa compétence et son efficacité, et contribue à faire de la chancellerie de Tiflis le cœur d'une diplomatie frontalière en plein essor³⁶⁵.

La pratique des chancelleries diplomatiques périphériques frontalières constitue un trait encore méconnu des pratiques diplomatiques de la Russie tsariste³⁶⁶. Certains aspects en ont été étudiés : le rôle de la vice-royauté d'Extrême-Orient confiée au général Alekseev dans le processus qui mène à la guerre russo-japonaise a par exemple été examiné par des travaux

³⁶³ Guljam Akhmedanov, *Sovetskaja istoriografija prisoedinenija Srednej Azii k Rossii*, Tachkent, Fan, 1989, p. 132 ; le fonds du fonctionnaire diplomatique auprès du gouverneur-général du Turkestan est le fonds i-2 des Archives d'Etat d'Ouzbékistan ; une inspection organisée par le comte Pahlen au Turkestan note cependant que le gouverneur-général du Turkestan a des pouvoirs bien inférieurs à ceux du vice-roi du Caucase et du vice-roi des Indes, étant soumis à l'ensemble des ministres : Alexander Morrisson, *Russian Rule in Samarkand 1868-1910. A Comparison with British India*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2008, pp. 38-39 ; pour le témoignage d'un diplomate qui occupe cette fonction auprès du gouverneur de Transcaspié : Andrew D. Kalmykow, *Memoirs of a Russian Diplomat. Outposts of the Empire, 1893-1917*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1971, pp. 141-155.

³⁶⁴ William Elroy Curtis, *Around the Black Sea*, Hodder & Stoughton, New York, 1911, p. 117.

³⁶⁵ Il n'existe à notre connaissance pas de travail précis sur la vie de ce diplomate. Nous n'avons pu retrouver qu'une mention de son affectation antérieure comme consul dans la ville persane d'Astrabad.

³⁶⁶ Sans formaliser la question, Jennifer Siegel donne à voir le rôle de ces organismes diplomatiques à la périphérie : Jennifer Siegel, *Endgame. Britain, Russia and the Final Struggle for Central Asia*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2002.

intéressés à la fabrique de la diplomatie russe³⁶⁷. Dès l'époque, des observateurs critiquent Alekseev et son mentor, Bezobrazov, pour ce qu'ils perçoivent comme une diplomatie parallèle qui contribue à la désagrégation de la politique extérieure tsariste. Vladimir Lopoukhin, haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, note ainsi :

« *Le ministère des Affaires étrangères n'avait aucune influence sur notre politique en Extrême-Orient. La clique de Bezobrazov la contrôlait intégralement et soumettait le tsar à ses objectifs effrontés et absurdes. Avec l'établissement de la vice-royauté, le ministère a même cessé de devenir une courroie de transmission pour les instructions relatives à l'Extrême-Orient*³⁶⁸ ».

Sans être polémique, le rôle diplomatique de la vice-royauté du Caucase est cependant significatif et mérite une attention particulière. L'existence d'un fonds archivistique propre dans les archives d'Etat de Géorgie constitue une ressource particulièrement utile pour examiner la perspective des institutions caucasiennes sur les relations frontalières. Un regard cursif sur ces archives révèle l'ampleur de la correspondance entretenue, qui embrasse à la fois l'administration caucasienne, les consuls et diplomates russes dans l'Empire ottoman, les consuls étrangers au Caucase et le ministère des Affaires étrangères à Pétersbourg ainsi que, plus rarement, d'autres ministères³⁶⁹.

La chancellerie diplomatique auprès de la vice-royauté du Caucase revêt une importance particulière dans une approche d'histoire comparée et connectée. On remarque en effet l'existence, en Perse, d'une institution similaire sous la forme des *kârguzârs*, fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères persan affectés dans les provinces de l'Empire qadjar. Cette institution, qui a fait l'objet d'une synthèse récente de Vanessa Martin et de Morteza Nouraei, constitue un observatoire remarquable des évolutions du régime qadjar à partir de la fin du XIX^e siècle. Apparue après le traité de Torkmantchaï, elle s'institutionnalise à partir de 1837. Les années 1860-1880 voient l'établissement d'un réseau de *kârguzârs* recouvrant l'ensemble des provinces. Les *kârguzârs* jouent un rôle particulier

³⁶⁷ J.N. Westwood, *Russia against Japan : A New Look at the Russo-Japanese War*, Albany, State University of New York Press, 1986, pp. 19-20.

³⁶⁸ Vladimir Lopoukhin, *Zapiski byvshego direktora departamenta Ministerstva Inostrannykh Del*, Saint-Pétersbourg, Novaja Istorija, 2008, p. 129 ; plus tard, nombre de diplomates attribuent à la vice-royauté d'Extrême-Orient cette responsabilité de la guerre : Marie-Eve Rakuzin, « La réforme du ministère des Affaires étrangères après la révolution de 1905 », *Cahiers du Monde russe*, Vol. 48, No. 2/3, avril-septembre 2007, pp. 348-349.

³⁶⁹ Le fonds du « fonctionnaire diplomatique auprès du vice-roi du Caucase pour les relations frontalières » (*diplomatscheskij chinovnik pri namestnike Kavkaza dlia pogranychnykh snoshenij*), clos en 1917 et reversé aux archives géorgienne en 1923 est le fonds 15 des archives historiques.

dans les provinces du nord et du sud de l’Iran, exposées respectivement aux pressions russes et britanniques. Sans surprise, le *kârguzâr*-général d’Azerbaïdjan jouit du statut le plus élevé et dispose d’une dizaine d’employés à temps plein³⁷⁰. Martin et Nouraei insistent sur le rôle du *kârguzâr* vis-à-vis des ressortissants étrangers, à travers la gestion de tribunaux spéciaux pour les litiges entre étrangers et nationaux, ce qui place l’institution dans le contexte des capitulations et exemptions accordées aux Etats européens³⁷¹. Ils n’accordent en revanche qu’une place réduite au rôle proprement diplomatique des *kârguzârs*, pour ce qui touche aux relations frontalières avec l’Empire ottoman et la Russie. Ce rôle est pourtant majeur, en raison des prérogatives des *kârguzârs* qui leur permettent d’influencer fortement les interactions frontalières³⁷².

Dans le cas de l’espace caucasien, ce rôle est rendu d’autant plus important qu’il s’appuie sur l’existence d’une autonomie provinciale forte en Azerbaïdjan iranien. Cœur commercial et agricole de l’Iran, la province est aussi un centre politique majeur en raison de la pratique qadjare d’y affecter l’héritier du trône afin d’assurer sa formation³⁷³. Le palais du *vali’ahd* – prince héritier – est un des lieux du pouvoir politique iranien et représente une capitale provinciale qui n’est pas sans similarités avec le rôle de Tiflis au Caucase russe³⁷⁴. Dans les deux cas, des phénomènes de cour naissent autour de dirigeants provinciaux puissants. Les élites locales tentent d’y influencer les politiques frontalières, en particulier dans le domaine économique et commercial, en constituant des coalitions capables de peser à la fois sur les mesures d’ordre local et sur les décisions centrales. Des consuls étrangers gravitent autour de ces lieux de pouvoir, exerçant une influence parfois déterminante dans le cas de la cour du prince héritier à Tabriz. La translation curiale qui accompagne l’avènement de chaque prince héritier explique le développement de véritables stratégies pour obtenir sa confiance et intégrer la cour impériale lors de la succession³⁷⁵. Rien d’étonnant, dès lors, à ce que les consuls russes, ottomans et britanniques dans la capitale azérie rivalisent pour obtenir

³⁷⁰ Vanessa Martin, Morteza Nouraei, « The Role of the Karguzar in the Foreign Relations of State and Society in Iran from the mid-nineteenth century to 1921. Part 1 – Diplomatic relations », *Journal of the Royal Asiatic Society of Great Britain & Ireland*, Vol. 15, No. 3 (Novembre 2005), p. 263.

³⁷¹ Accessoirement, le rôle judiciaire du *kârguzâr* permet de financer son fonctionnement par le prélèvement de droits, en l’absence d’allocation centrale. *Ibid.*, pp. 265-267.

³⁷² Sur les obstacles aux relations frontalières causés par le *kârguzâr* d’Ardebil, Mirza Reza Munif os-Saltaneh en 1898, voir la plainte du ministre russe en Perse au gouvernement persan, 21 jumada ul-ula 1316 (7 octobre 1898), reproduit dans Fâtme Qâzihâ (éd.), *Asnâd-e ravâbât-e Irân ve Rusiye az dovre-ye Nâsreddîn Shâh tâ soqût-e Qâjâriye*, Téhéran, Markaz-e Asnâd ve Târikh-e diplomâsî, 1381 (2001), pp. 298-299.

³⁷³ James D. Clark, *op.cit.*, 2006, p. xviii ; Mostafâ Nûrî, « Âkharîn valî’ahd dar Tabrîz », *Peyâm-e Bahârestân*, Vol. 2, No. 8, été 1389 (2000), pp. 463-503.

³⁷⁴ Il faut cependant souligner que le prince héritier, en fonction de son âge, peut se trouver placé sous la tutelle de hauts dignitaires choisis par le souverain : Eugène Aubin, *La Perse d’aujourd’hui. Iran, Mésopotamie*, Paris, Armand Colin, 1908, pp. 34-35.

³⁷⁵ James D. Clark, *op.cit.*, 2006, p. 262.

cette faveur. A la fin du XIX^e siècle, l'influence russe est clairement dominante et transite le plus souvent par le Caucase, qui fournit les officiers, fonctionnaires et précepteurs qui entourent le prince héritier Mozaffar ad-Din, qui monte finalement sur le trône en 1896.

Sans fournir une institution comparable directement à la vice-royauté du Caucase ou à la cour du prince héritier persan, l'Anatolie ottomane présente une situation qui n'est pas sans parallèles. Ces parallèles découlent du rôle de Zeki Pasha, tout puissant inspecteur-général de la IV^e Armée ottomane des années 1890 jusqu'à la révolution jeune-turque de 1908. Erzincan, où se trouve son état-major, fait figure de capitale alternative de l'Anatolie orientale aux côtés du centre provincial d'Erzurum. Zeki Pasha y procède à d'importants travaux d'embellissement et d'aménagement, qui lui permettent d'exhiber son pouvoir face aux autorités civiles. Alors que les gouverneurs se succèdent, Zeki Pasha traverse les années et appuie une autorité immuable sur ses liens de parenté et sa correspondance directe avec Abdülhamit II³⁷⁶. Sans jouir d'une supériorité hiérarchique officielle sur les gouverneurs civils de la région, il dispose d'un ascendant et d'une influence qui lui permettent le plus souvent d'obtenir gain de cause lorsque l'arbitrage de la capitale est requis³⁷⁷. Les relations personnelles de Zeki Pasha avec le sultan font de lui le représentant du souverain dans le patronage qu'il accorde aux milices kurdes *Hamidiye*. Ce patronage constitue un élément central du rapport de force qu'il entretient avec les autres institutions ottomanes en Anatolie ottomane³⁷⁸. Son rôle en matière de relations frontalières avec la Russie et l'Iran n'a pas fait l'objet de recherches spécifiques, mais les archives conservent des mentions nombreuses, bien que fragmentaires, de ce rôle³⁷⁹.

Un rapport du vice-consul à Rize, Maevskij, adressé à l'état-major du Caucase en août 1904 constitue un témoignage particulièrement intéressant à ce propos, en relatant un entretien avec Zeki Pasha. Dans cet entretien avec Maevskij, lui-même officier de l'armée du Caucase, Zeki Pasha déplore la collaboration insuffisante des militaires russes et ottomans, qui doivent faire face selon lui à la menace commune des révolutionnaires arméniens.

³⁷⁶ Télégramme de Zeki Paşa à Abdülhamid, 9 Şubat 1319 (22 février 1904), BOA, Y.PRK.ASK, 213/33, dont le facsimile se trouve dans le recueil de Türkan Erbençi, Emin Kutluğ (éd.), *Müşir Mehmed Zeki Paşa ve Belgelerle Ermeni Olayları*, Istanbul, pas d'éditeur, 2005, p. 50.

³⁷⁷ Abdulhamit Kırmızı mentionne ainsi des conflits avec les gouverneurs civils accusés de ne pas contribuer assez à l'entretien des troupes, en 1902. Abdulhamit Kırmızı, *op.cit.*, 2008 (2007), p. 178.

³⁷⁸ Mehmet Emin Üner, *Aşiret, eşkıya ve devlet*, Istanbul, Yalın Yayıncılık, 2009, p. 196 ; Janet Klein, *The Margins of Empire. Kurdish Militias in the Ottoman Tribal Zone*, Stanford, Stanford University Press, 2011, pp. 76-79 ; Stephen Duguid, « The Politics of Unity: Hamidian Projects in Eastern Anatolia », *Middle Eastern Studies*, Vol. 9, No. 2, 1973, pp. 139-155 ; M. Strohmeier, L. Yalçın-Heckmann, *Die Kurden. Geschichte, Politik, Kultur*, Munich, C.H. Beck, 2000, pp. 82-83.

³⁷⁹ Il joue ainsi un rôle dans le traitement du différend frontalier avec la Perse en 1906. Note du Sadâret aux ministères des Finances et de la Guerre, 9 Rebiülahir 1324 (2 juin 1906), BOA, BEO, 2840/212982.

Maevskij semble positivement impressionné et convaincu de l'opportunité de mettre en place des formes de coopération frontalière directe :

« Le ton de Zeki Pasha laisse supposer qu'il suffirait de quelques signes de bonne disposition envers lui des plus hautes autorités caucasiennes pour qu'il fournisse personnellement des informations relatives au mouvement arménien en Anatolie de manière générale et aux affrontements sanglants qui y ont lieu. Par le passé, nous avons obtenu de tels renseignements de sources diverses. Mais quelles que soient les informations de Zeki Pasha, il me semble évident qu'elles méritent plus d'attention que celles fournies par les journaux et d'autres sources encore, qui sont très largement influencées par des informateurs arméniens. Si des relations confidentielles d'amitié existaient avec Zeki Pasha, il serait possible de faire que les malentendus frontaliers qui ont eu lieu dans le passé deviennent bien plus rares et se résolvent plus facilement³⁸⁰. »

Le rapport de Maevskij est rédigé alors même que la vice-royauté du Caucase n'a pas encore été rétablie. Il souligne cependant déjà que les autorités autonomes des confins constituent un élément-clef de la coopération entre institutions impériales. Le rapport de Maevskij invite à penser le lien entre l'autonomie des agents de l'Etat dans les provinces frontalières et leur capacité à développer des coopérations de nature paradiplomatique.

b) Autonomie bureaucratique et coopération interimpériale

Les processus de coopération entre acteurs étatiques constituent de longue date une source d'interrogation pour les politologues et sociologues des relations internationales. Les débats ont tendu à se structurer autour de grands postulats théoriques constitués autour des pôles dits réalistes et idéalistes, qui proposent des explications différentes des attitudes coopératives entre Etats. Certaines approches, en variant l'échelle d'analyse, proposent des sociologies administratives qui examinent de manière concrète les processus de coopération internationaux. Dans une étude consacrée à la naissance de la coopération policière internationale, Mathieu Deflem propose une interprétation structurelle, plus qu'idéologique, des motivations de la coopération entre administrations étrangères. Il s'appuie sur le concept

³⁸⁰ Rapport du vice-consul à Rize, Maevskij, à l'état-major du district militaire caucasien, 8 (21) août 1904, RGVIA, f. 1300, op. 1, d. 1191, ll. 88-92, reproduit dans Mihail Bashanov, *Türkiye'de Ermeni Meselesi (Rus Genelkurmay Başkanlığı Belgeleri)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Yayınları, 2013, p. 417.

d'*autonomie bureaucratique*, qui trouve ses origines dans les travaux de Max Weber³⁸¹. Il souligne que la possibilité pour des Etats de coopérer, lorsqu'elle est gérée par les organes politiques centraux, se heurte fréquemment à des réflexes de méfiance et de protection de la souveraineté lorsque certains sujets sont évoqués. Prenant le cas de la police, il développe l'hypothèse selon laquelle la propension d'une administration policière à collaborer est facteur du degré d'indépendance institutionnelle qu'elle a obtenu vis-à-vis des autorités politiques centrales de son propre Etat³⁸². L'autonomie bureaucratique apparaît comme un moyen de dépolitiser certains enjeux qui touchent à la souveraineté, en remplaçant le dialogue entre Etats par un dialogue entre administrations. L'idée d'un lien entre autonomie bureaucratique et réceptivité à des coopérations frontalières a été reprise par le politologue George Gavrilis, qui insiste sur le rôle des coopérations décentralisées dans la production de régimes frontaliers stables³⁸³. Elle mérite d'être examinée dans le cadre des institutions politico-administratives de l'espace frontalier caucasien, afin de tester l'hypothèse d'une capacité à traiter de questions que les institutions centrales ne parviennent pas à résoudre.

La coopération policière peut être reprise pour tester cette hypothèse, car elle fournit au niveau des Etats et de l'espace frontalier un matériau suffisamment important. A l'échelle des Etats, la fin du XIX^e siècle ouvre un moment propice à la collaboration, du fait de la menace anarchiste qui touche la plupart des pays européens. Ce « crime social », tel que le désigne en 1892 l'Institut de droit international, n'est pas considéré comme un crime politique et ne jouit pas des protections traditionnellement accordées aux réfugiés politiques³⁸⁴. En 1898, la conférence anti-anarchiste de Rome inaugure les tentatives de mise en place de coopérations plus structurées pour lutter contre l'anarchisme³⁸⁵. L'assassinat du roi Umberto d'Italie en juin 1900 accroît encore l'inquiétude des souverains face à cette menace : le tsar Nicolas II prend en août l'initiative de nouvelles mesures contre le terrorisme, qui débouchent sur le protocole de Pétersbourg, signé le 1^{er} (14) mars 1904 par six Etats européens, dont

³⁸¹ Mathieu Deflem, *Policing World Society. Historical Foundations of International Police Cooperation*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2002, pp. 12-14 ; dans le domaine de la politique sociale, on peut renvoyer à Madeleine Herren, *Internationale Sozialpolitik vor dem Ersten Weltkrieg. Die Anfänge europäischer Kooperation aus der Sicht Frankreich*, Berlin, Duncker & Humblot, 1993.

³⁸² Mathieu Deflem, *op.cit.*, 2002, pp. 20-21.

³⁸³ Gavrilis développe une typologie des différentes formes de gestion de la frontière : George Gavrilis, *The Dynamics of Interstate Boundaries*, New York, Cambridge University Press, 2008, pp. 14-17.

³⁸⁴ Richard Bach Jensen, *The Battle Against Anarchist Terrorism. An International History, 1878-1934*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2014, pp. 1-2.

³⁸⁵ Sur la coopération interétatique dans les années qui suivent, Richard Bach Jensen, « The United States, international policing and the war against anarchist terrorism, 1900-1914 », *Terrorism and Political Violence*, Vol. 13, No. 1, Printemps 2001, pp. 15-46.

l'Allemagne, la Russie et l'Empire ottoman³⁸⁶. En dépit de ces initiatives, les résultats concrets de la coopération contre l'anarchisme sont réduits. Les débats de la conférence de Rome en 1989 révèlent des divergences parfois significatives dans les définitions données du phénomène et les Etats rechignent à adopter de nouvelles règles contraignantes sur la base de la réciprocité. En 1881 déjà, les négociations entre Russie, Autriche-Hongrie et Allemagne sur la négociation d'un pacte anti-anarchiste ont échoué sur des souverainetés étatiques sourcilleuses³⁸⁷. Dans la lutte contre l'anarchie et la subversion, les efforts de neutralisation du débat se heurtent en permanence au retour du politique. C'est ainsi l'ambassadeur ottoman Hüsnü Pasha introduit une réserve au protocole de Pétersbourg par laquelle il refuse que des révolutionnaires arméniens soient renvoyés de Russie sur son sol³⁸⁸.

Avec la révolution de 1905, le sentiment d'une menace commune contre l'ordre des Etats s'exprime à nouveau. L'inquiétude d'un Abdülhamit II face aux événements de la mer Noire est soulignée dans les mémoires de son secrétaire Tahsin Pasha³⁸⁹. Après la mutinerie de son équipage, les 15-16 juin 1905, le cuirassé *Potemkine* s'élance en mer Noire, vers le port roumain de Constanza. Sur place, l'équipage entre en négociations avec le gouvernement roumain et le roi Carol I^{er}, ce qui pousse par réaction les Russes à demander officiellement aux autorités ottomanes et roumaines leur coopération contre les mutins et, plus généralement, les circulations révolutionnaires. Cette demande frappe les esprits, tant elle semble incarner le désarroi du tsarisme, et Lénine la salue par un article sarcastique publié le 27 juin (10 juillet), intitulé « L'empereur de Russie quémande auprès du sultan turc une protection contre son propre peuple³⁹⁰ ». La demande de coopération policière et anti-révolutionnaire en mer Noire rencontre cependant une oreille attentive à Istanbul. L'attentat manqué qui vise le 21 juillet 1905 le sultan, organisé par un Belge du nom de Joris avec la complicité d'Arméniens, confirme le pouvoir ottoman dans l'idée que l'Empire est aussi menacé par les influences anarchistes et révolutionnaires européennes et russes³⁹¹. Mais l'urgence suscitée par des

³⁸⁶ Richard Bach Jensen, *op.cit.*, 2014, pp. 279-284 ; la signature ottomane est cependant conditionnée au fait que les révolutionnaires et anarchistes arméniens ne peuvent être renvoyés sur le sol ottoman. Une réserve est émise à ce sujet : Note du *başkitabet* impérial, 10 avril 1904, dans Vahdettin Engin (éd.), *II. Abdülhamid ve dış politika*, Istanbul, Yeditepe Yayınevi, 2005, p. 236.

³⁸⁷ Cyrille Fijnaut, *Opdat de macht een toevlucht zij? Een historische studie van het Politieapparat als een politieke instelling*, Anvers, Kluwer, 1979, pp. 1007-1012, cité par Mathieu Deflem, *op.cit.*, 2002, p. 64.

³⁸⁸ BOA, Y.A.HUS, No. 469/45, cité par Hasip Saygılı, *op.cit.*, 2012, p. 33.

³⁸⁹ Tahsin Paşa, *Abdülhamit Yıldız Hatıraları*, Ankara, Imge Kitabevi, 2008 (1931), pp. 328-331.

³⁹⁰ Vladimir Lénine, « Russkij tsar' ishchet zashchity ot svoego naroda u Turetskogo sultana », *Proletarij*, No. 7, 27 juin (10 juillet) 1905, reproduit dans Vladimir Lénine, *Sochinenija, T. 7: 1904-1905*, Moscou, Gosizdatel'stvo, 1935, pp. 388-392.

³⁹¹ Rapport de l'ambassadeur italien à Istanbul au ministère des Affaires étrangères, 28 novembre 1905, ASMAE, Affari Politici (1891-1916), b. 122 ; François Georgeon, *op.cit.*, 2003, pp. 390-391 ; Tahsin Paşa, *op.cit.*, 2008 (1931), pp. 406-413.

événements aussi marquants pour l'opinion publique ne se traduit pas pour autant en coopérations structurées entre gouvernements, une fois l'ardeur du moment retombée.

L'échelle locale offre un exemple inverse de coopération qui, sans être au cœur des préoccupations dans les capitales, connaît un développement significatif depuis la fin du XIX^e siècle. La situation frontalière donne une dimension concrète aux questions que les gouvernements examinent d'un point de vue général. Rien ne garantit *a priori* que cette dimension concrète entraîne des perceptions similaires des problèmes qui s'y posent et produise le sentiment d'intérêts communs. A la fin des années 1890, autorités caucasiennes et ottomanes de la frontière entrent pourtant dans un processus de négociation et de collaboration qui traduit une vision commune de la frontière. Le gouverneur de Trabzon jusqu'en janvier 1903, Kadri Bey, entreprend depuis les années 1890 de lutter contre le banditisme, la contrebande et la criminalité, mais la frontière constitue pour les individus en rupture de ban un horizon de fuite permanent. Comme le soulignait Michael E. Meeker, Kadri Bey occupe une place de choix dans l'historiographie, comme figure du gouverneur centralisateur et restaurateur de l'autorité étatique³⁹². Sa volonté avérée de renforcer l'autorité étatique dans la province se fonde aussi sur le recours à une marge d'action qui inclut des actions de type paradiplomatique. Dans ses mémoires, le fils de Kadri Bey, qui l'accompagne alors dans son gouvernement, affirme que la proximité de la frontière « mettait quasiment les tribunaux au chômage » (*mehâkimin âdeta muattal bir halde kalmasına sebep oluyordu*)³⁹³. La difficulté de faire appliquer les jugements contre les criminels en fuite décide Kadri Bey à entrer en négociations avec le gouverneur de Batoumi et le prince Golitsyn, afin de mettre en place un accord d'extradition (*iade-i mucrimîn*). Cet accord vise à compenser l'inefficacité d'un échange de notes réalisé en 1879-1880 entre l'ambassade russe à Constantinople et le gouvernement ottoman, qui se bornait à exprimer la désirabilité d'extraditions réciproques, sans parvenir à en définir les critères³⁹⁴. Les limites d'une diplomatie centrale se manifestent

³⁹² Meeker évoque notamment les figures antérieures de Süleyman Paşa (années 1810) et Osman Paşa Hazinedaroğlu (années 1830), également associés à des phases de soumission des *ağas* locaux. Il souligne que ces lectures par trop univoques sont à prendre avec précaution. Michael E. Meeker, *A Nation of Empire. The Ottoman Legacy of Turkish Modernity*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2001, pp. 34-37 et 278-279 ; un bilan historiographique sur sa personnalité dans Hüseyin Albayrak, *Tarih içinde Trabzon valileri 1461-2007*, Trabzon, Trabzon Valiliği İl Kültür ve Turizm Müdürlüğü Yayınları, 2008, pp. 221-237.

³⁹³ Hüseyin Kazım Kadri, *Meşrutiyet'ten Cumhuriyet'e Hatıralarım*, İstanbul, İletişim Yayınları, 1991, p. 47 ; on peut s'interroger sur le degré de confiance à accorder à cette source médiate, mais le fils de Kadri Bey semble avoir été étroitement associé au gouvernement de son père et parler en connaissance de cause. Ce type d'association était un classique de l'administration ottomane : Olivier Bouquet, *op.cit.*, 2007, pp. 342-346.

³⁹⁴ Note verbale du ministère des Affaires étrangères ottoman à l'ambassade russe, 3 Muharrem 1297 (16 décembre 1879) et note responsive de l'ambassade, 8 mai 1880, reproduites dans Gabriel Effendi Noradounghian, *Recueil d'Actes internationaux de l'Empire ottoman, Tome 4 : 1878-1902*, Paris, Cotillon-Pichon, 1903, pp. 254-255 ; on peut comparer l'initiative à la coopération entre administrateurs britanniques et

ici, en particulier lorsqu'on touche à des questions plus politiques, comme celle de l'extradition des déserteurs.

Les négociations entre Kadri Bey et les autorités caucasiennes ne visent apparemment pas à obtenir une convention formelle, précisant de manière stricte des catégories à l'image des traités internationaux sur le sujet, mais à assurer un accord informel de coopération sur le littoral oriental de la mer Noire³⁹⁵. Les négociations menées en mars 1899 aboutissent rapidement, mais ne sont manifestement pas du goût de l'ambassadeur russe, qui aurait exigé de la Porte le renvoi de Kadri Bey, ce à quoi Cevad Pasha aurait répondu qu'il le renverrait si le gouvernement russe démettait le prince Golitsyn³⁹⁶. L'impact de l'accord est présenté comme significatif par le consul britannique à Trabzon, Longworth, dans un rapport de février 1900. Il y souligne l'intensification de la coopération entre autorités russes et ottomanes, qui coopèrent pour rétablir la sécurité dans la province de Trabzon, mais aussi sur le littoral russe de la Géorgie actuelle. Evoquant le démantèlement de plusieurs bandes frontalières, il écrit :

« Aziz et Osman ont été capturés, Mehdi, Mehmet et Mahmoud ont été tués, le dernier perdant la vie dans une tentative pour sauver sa maîtresse et, pour finir, Emrullah et Keusseh-Mehmed, les plus notoires de ces brigands, ont dispersé leurs hommes et ont fui pour Batoumi. Il n'existe pas de traité d'extradition entre les deux pays et ils sont restés sans être inquiétés avec les biens qu'ils avaient volés, jusqu'à ce que le Vali les réclame, avec insistance et diplomatie, sur la base de la réciprocité. Poursuivis par la police russe, ils se sont rendus et ont fini à la fin de mars [1899] dans une prison turque³⁹⁷. »

Il nous semble que l'interprétation de Longworth minimise la nature de l'accord entre Kadri Bey et ses homologues caucasiens, en le réduisant à une simple correspondance, mais il insiste correctement sur la réciprocité qui se trouve au cœur de la coopération frontalière. Plus qu'une simple reprise d'un principe diplomatique classique, la réciprocité revêt ici une dimension plus personnelle, qui mérite une attention à la fois du point de vue de la définition d'ennemis communs et de celui d'une sociologie du contact frontalier entre administrateurs.

Elle apparaît en effet comme le résultat de perceptions communes des menaces de la frontière et la traduction d'un « intérêt organisationnel commun », pour reprendre le terme de

néerlandais aux Indes orientales à la fin du XIXe siècle, découlant de la même absence d'accords formels : Eric Tagliacozzo, *op.cit.*, 2005, pp. 68-69.

³⁹⁵ Abdulhamit Kırmızı, « ‘‘Haysiyet-i Hükümeti Muhafaza’’ : Trabzon Valisi Kadri Bey'in Idare Tarzı (1892-1903) », in Kenan Inan *et alii* (dir.), *Karadeniz Tarih Sempozyumu 25-26 Mayıs 2005, II. Cilt- 20. Yüzyıl*, Trabzon, KTÜ Yayınları, 2007, p. 766-767.

³⁹⁶ Hüseyin Kazım Kadri, *op.cit.*, 1991, pp. 48-49.

³⁹⁷ Rapport du consul Longworth à Sir N. O'Conor, 1^{er} février 1900, TNA, FO 424/200, p. 15.

Deflem³⁹⁸. L'existence de tels intérêts communs constitue un point que l'historiographie effleure en permanence. On sait par exemple la méfiance partagée par nombre des fonctionnaires ottomans et russes de l'espace frontalier pour les Arméniens. Militaires, administrateurs et consuls se retrouvent sur ce sentiment, qui tourne aisément à l'hostilité ouverte et fonde des actions communes à la frontière, par exemple pour arrêter des groupes révolutionnaires³⁹⁹. L'exemple du consul-général russe à Erzurum, Skrjabin, est emblématique de cette attitude : dans un rapport du 22 février (6 mars) 1904 à l'ambassadeur à Constantinople, il insiste sur le danger des circulations frontalières arméniennes, criminelles et politiques, dont il attribue l'essor aux menées britanniques pour diviser les Ottomans et la Russie⁴⁰⁰. En septembre, Skrjabin met en exergue la qualité de ses relations avec le gouverneur de la province et annonce qu'il a examiné avec lui des projets de coopération pour renforcer la sécurité de la frontière et la fermer aux bandes révolutionnaires⁴⁰¹. Les événements de 1905 le confortent dans sa perception d'une menace commune aux empires du fait de l'action de forces arméniennes subversives. Son consulat-général tire profit des événements en négociant un accord régional d'extradition pour les révolutionnaires, criminels et déserteurs, dont il informe le ministère des Affaires étrangères russes le 8 (21) décembre 1905⁴⁰². Mais Skrjabin se fait lui-même dépasser par une coopération plus locale encore, entre officiers de la garde-frontière, qui n'hésitent pas à « régler à l'amiable les malentendus qui surgissent sur la frontière, sans même en avertir leur hiérarchie⁴⁰³ ».

La formation de ces perceptions communes aux administrateurs ottomans et russes sur la frontière constitue un problème important. On peut la considérer comme l'application de directives centrales qui convergent sur la question de la lutte contre la subversion, la révolution ou la criminalité, bien que ces catégories ne soient nullement évidentes en tant que telles – surtout s'il faut les faire passer par le *tripalium* de la traduction frontalière. On peut aussi envisager ces relations entre ces administrateurs frontaliers à l'échelle la plus locale. Au

³⁹⁸ Mathieu Deflem, *op.cit.*, 2002, pp. 22-23.

³⁹⁹ Sur la collaboration entre le commandant russe à Karaorgan et son homologue ottoman, voir le télégramme du gouverneur d'Erzurum, 9 Teşrinievvel (22 octobre 1903), BOA, Y.PRK.ZB, 33/66 ; E.K. Sarkisjan, *Politika osmanskogo pravitel'stva v Zapadnoj Armenii i derzhavy v poslednej chetverti XIX i nachale XX vv.*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1972, p. 216 ; Eric Lohr, *Russian Citizenship: From Empire to Soviet Union*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2012, p. 60.

⁴⁰⁰ A.S. Hambarjan, *Azatagrakan sharzhumnerë arevmtjan Hajastanum (1898-1908 t't')*, Erevan, Gitut'un, 1999, p. 21.

⁴⁰¹ AVPRI, f. « Ambassade à Constantinople », 1904, d. 2672, l. 58, cité par A.S. Hambarjan, *Ibid.*, pp. 21-22.

⁴⁰² Lettre du consul-général russe à Erzurum au gouverneur militaire de Batoumi, 6 (19) février 1906, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 478, l. 5.

⁴⁰³ Ces plaintes sont reprises plus tard, dans une lettre du ministère des Affaires étrangères russe à la chancellerie du vice-roi du Caucase, 14 (27) août 1907, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 6, l. 56 ; lettre du ministère des Affaires étrangères russe à la chancellerie du vice-roi du Caucase, 8 (21) août 1905, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 6, l. 1.

cours de son entretien avec le vice-consul Maevskij, en août 1904, Zeki Pasha évoque incidemment l'existence d'une sociabilité entre ces représentants de l'Etat aux confins : « Je regrette le bon vieux temps, il y a deux trois années de cela, lorsque nos troupes frontalières se regardaient mutuellement comme des amies. Je sais que vos officiers rendaient visite aux nôtres et que les nôtres n'étaient pas en reste. Tout n'était alors que confiance mutuelle et amitié⁴⁰⁴ ». La remarque de Zeki Pasha soulève le voile sur un problème encore mal connu. Les sources russes confirment pourtant la fréquence de ces contacts entre militaires à la frontière, qui ne s'inscrivent pas uniquement dans le cadre d'échanges officiels, mais aussi dans des sociabilités plus personnelles. Dans son étude précitée, Deflem souligne l'importance des visites de courtoisie et des sociabilités informelles dans l'élaboration à l'échelle internationale de normes communes de coopération policière⁴⁰⁵. Cette sociabilité se structure notamment sur l'existence de codes professionnels et corporatistes qui chevauchent les frontières étatiques, comme dans le cas des militaires.

Le témoignage du consul Longworth apporte de ce point de vue un deuxième éclairage. Il rapporte en effet l'octroi de médailles ottomanes aux officiers russes impliqués dans la lutte contre les bandes frontalières : le commandant de Batoumi, le colonel Ivanovich, et le « préfet » Aleksandrovich reçoivent respectivement l'ordre Osmaniye de 3^e classe et l'ordre Mecidiye de 2^e classe (*figure 15*). L'attribution de tels ordres à des officiers de police et de gendarmerie de la zone-frontière ne constitue nullement une exception, puisque la Porte y recourt fréquemment pour saluer les services rendus par des fonctionnaires tsaristes aux intérêts ou ressortissants ottomans⁴⁰⁶. Edhem Eldem a récemment souligné le rôle joué par les ordres et décorations créés par l'Empire ottoman au XIX^e siècle dans le cadre des réformes politiques et sociales⁴⁰⁷. Il est intéressant de constater l'usage de ces décorations dans un contexte frontalier. Au XIX^e siècle, l'octroi des honneurs apparaît comme une prérogative de la souveraineté et le fait de recevoir des récompenses étrangères fait l'objet d'un soupçon, s'il

⁴⁰⁴ Rapport du vice-consul à Rize, Maevskij, à l'état-major du district militaire caucasien, 8 (21) août 1904, RGVIA, f. 1300, op. 1, d. 1191, ll. 88-92, reproduit dans Mihail Bashanov, *op.cit.*, 2013, p. 417.

⁴⁰⁵ Mathieu Deflem, *op.cit.*, 2002, p. 64 ; la reconstitution de ces sociabilités et des formes partagées de culture administrative est cependant très difficile à reconstituer du fait de la rareté des sources et de l'impossibilité de l'observation directe. Irène Bellier, « Une approche anthropologique de la culture des institutions », in Marc Abélès, Henri-Pierre Jeudy (dir.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 141.

⁴⁰⁶ Note du sadâret au ministère des Affaires étrangères ottoman, 12 Ramazan 1324 (30 octobre 1906), BOA, BEO 2936/220195 ; dans les Balkans, une politique similaire est appliquée : Selim Deringil, *The Well-Protected Domains. Ideology and the Legitimation of Power in the Ottoman Empire, 1876-1909*, Londres-New York, I.B. Tauris, 1998, p. 36.

⁴⁰⁷ Edhem Eldem, *İftihar ve İmtiyaz: Osmanlı Nişan ve Madalyaları Tarihi*, Osmanlı Bankası Arşiv ve Araştırma Merkezi, İstanbul, 2004.

ne découle pas d'une fonction de représentation⁴⁰⁸. Dans le Caucase des années 1900, l'octroi transnational de décorations n'apparaît pas comme une menace à l'ordre étatique, mais comme un moyen de le renforcer de manière croisée. On observe en effet des usages similaires de la part de la Russie et de l'Iran. Rappelons que l'ordre du Lion et du Soleil est créé par les shahs qadjars au XIXe siècle dans une perspective avant tout diplomatique et qu'elle se poursuit dans les années 1900, avec d'importantes déclinaisons frontalières (*figure 16*)⁴⁰⁹. Lors de ses passages par le Caucase, le shah d'Iran distribue largement l'ordre aux policiers, gendarmes et fonctionnaires russes des provinces frontalières, comme l'attestent de longues listes conservées dans les archives de la vice-royauté⁴¹⁰. Consuls et gouverneurs frontaliers de part et d'autre sont également intégrés à cette circulation régionale des honneurs, qui consolide des solidarités⁴¹¹.

Mentionnons enfin le problème de la proximité culturelle. Dans un essai d'histoire coloniale britannique, David Cannadine insistait sur la nécessité de penser cet empire selon le critère des classes et des rangs, autant que selon les catégories usuelles de race, ethnie ou religion. Il soulignait la connivence des élites, par-delà ces clivages habituellement considérés comme structurants⁴¹². L'appartenance à des catégories sociales similaires peut constituer un fort facteur de rapprochement, sur une frontière connue de part et d'autres pour la dureté de ses conditions et l'isolement des fonctionnaires qui y sont affectés. Face à une population locale également étrangère, des administrateurs et militaires peuvent se retrouver dans le partage de codes sociaux et culturels, ainsi que de cultures administratives ou de professionnalisme⁴¹³. Les langues jouent à n'en pas douter un rôle dans cette proximité. On peut penser bien entendu au rôle du français qui s'affirme à la fin du XIX^e siècle comme

⁴⁰⁸ Sur cet aspect dans le contexte français, on renvoie aux remarques d'Olivier Ihl, *Le Mérite et la République. Essai sur la société des émules*, Paris, Gallimard, 2007, pp. 241-242.

⁴⁰⁹ Priscilla Soucek, « The visual language of Qajar medals », in Doris Behrens-Abouseif, Stephen Vernoit (dir.), *Islamic Art in the 19th Century. Tradition, Innovation, and Eclectism*, Brill, Leyde, 2006, pp. 305-332.

⁴¹⁰ Lettre du gouverneur d'Erevan au fonctionnaire diplomatique au Caucase, décembre 1900, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 36, l. 1 ; lettre de la chancellerie du vice-roi au fonctionnaire diplomatique au Caucase, 28 février (13 mars) 1901, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 29, l. 1.

⁴¹¹ Sur la récompense des anciens consuls ottoman, Feyzi Bey, et persan, Ali Mohammad Khan, à Batoumi, voir la correspondance de la vice-royauté du Caucase avec le ministère des Affaires étrangères et le gouverneur militaire de Batoumi, à l'automne 1906 : STsSSA, f. 27, op. 28, d. 27, ll. 1-11 ; pour une récompense iranienne attribuée au consul ottoman à Rasht, le Grec Harilaos, voir BOA, BEO 3537/265227.

⁴¹² David Cannadine lie son hypothèse à l'idée que les Britanniques voyaient leur empire comme fondé sur une société de « classes » plutôt que de « races ». David Cannadine, *Ornamentalism. How the British Saw Their Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2001, pp. xiv-xix et *passim*.

⁴¹³ Sur le développement d'une éthique professionnelle parmi les fonctionnaires ottomans modernistes, en particulier issus de l'école *Mülkiye*, voir Carter Vaughn Findley, *op.cit.*, 1989, pp. 251-252 ; sur la force de la culture militaire permise par une fréquentation ancienne, les travaux relatifs à l'intégration européenne du secteur de la défense ont développé des réflexions intéressantes. Voir Mai'a K. Davis Cross, *Security Integration in Europe*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2011, pp. 145-147.

langue de la correspondance officielle frontalière. Sa maîtrise – qui distingue le groupe des fonctionnaires ottomans qu'Ármin Vámbéry qualifie d'*internationaux* – peut créer une connivence entre de jeunes officiers ottomans, des fonctionnaires tsaristes ou encore les fonctionnaires belges affectés aux douanes de Perse⁴¹⁴. Mais d'autres langues sont aussi en jeu. L'allemand peut devenir à l'occasion la langue de l'échange, si se croisent un fonctionnaire germano-balte et un officier ottoman formé en Europe centrale. Ces langues servent d'instrument à une coopération quotidienne de la frontière, qui se noue entre administrations frontalières.

c) Une coopération du quotidien à la frontière

L'étude des formes de coopération des autorités frontalières de part et d'autre de la frontière pose le problème des sources disponibles pour les étudier. On sait en effet qu'une partie de la coopération la plus locale se fait de manière orale, sans production de protocoles écrits ou de rapports aux autorités hiérarchiques. L'existence de ces pratiques est attestée par les plaintes qu'adresse par exemple le consul-général Skrjabin, qui déplore les risques juridiques posés par ce mode de règlement des litiges locaux. Cette volonté de répondre à l'amiable et de manière strictement informelle à des conflits locaux est selon lui lourde de menaces, car elle rend impossible le suivi de la réciprocité des engagements, remplacé par un traitement des affaires sur une base individuelle⁴¹⁵. Ces pratiques de dissimulation intra-administrative résultent de la volonté de contourner les lourdeurs qu'implique le traitement des affaires frontalières par la voie consulaire et diplomatique. Paradoxalement, c'est cette seconde voie qui a laissé ses archives et constitue la face visible de la coopération frontalière. Il importe de garder à l'esprit cette conservation sélective des documents, pour interpréter les archives comme la trace potentiellement biaisée d'un processus plus vaste, mais aussi plus évanescent de coopération. L'archive conservée est celle qui, faute d'un règlement au niveau le plus local, prend le chemin tortueux de la correspondance administrative entre les empires. Celle-ci peut à son tour s'opérer à plusieurs échelles : les échelles provinciale, régionale et impériale s'y côtoient dans un dialogue parfois prolongé.

⁴¹⁴ Vámbéry, orientaliste austro-hongrois, est un des meilleurs connaisseurs de l'administration ottomane de la fin du XIX^e siècle. Sur sa distinction entre fonctionnaires « nationaux » et « internationaux », qui repose sur l'ethos, les langues connues et les expériences, voir Carter Vaughn Findley, *op.cit.*, 1989, pp. 214-215 ; sur la valeur politique des langues pour les hauts fonctionnaires ottomans, Olivier Bouquet, *op.cit.*, 2007, pp. 264-285 notamment.

⁴¹⁵ Rapport du consul-général russe à Erzurum, Skrjabin, à l'ambassade à Constantinople, 10 (23) mai 1905, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 6, ll. 2-4.

Commençons par une pesée générale de l'archive, en prenant l'exemple d'un corpus spécifique, celui des documents des consulats ottomans au Caucase. Ce corpus est composé de dossiers individuels conservés aux archives ottomanes d'Istanbul⁴¹⁶. Chaque dossier traite d'une affaire précise et ne comprend guère plus de quelques feuillets, maigre nourriture pour le chercheur qui a goûté aux épaisses liasses des archives tsaristes. Classés par consulat puis par année, ces dossiers offrent cependant une série relativement importante. Les affaires impliquent en général quatre catégories d'institutions selon une chaîne relativement standardisée de correspondance administrative qui peut être représentée de la manière indiquée par la figure 17. La sollicitation d'administrations provinciales ottomanes – civiles et judiciaires – constitue le point de départ de cette procédure d'entraide administrative, qui transite ensuite par le ministère des Affaires étrangères ottoman, les consulats ottomans au Caucase et l'administration russe dans la région. L'entraide administrative prend dans ces dossiers deux formes principales, la *fourniture d'informations* et l'aide à l'*exécution de décisions*. Dans les deux cas, la sollicitation s'enracine dans la limite frontalière du pouvoir, matérielle et immatérielle. L'échantillon ici analysé comprend soixante dossiers, sélectionnés par les séries relatives aux consulats de Batoumi, Kars, Poti et Tiflis sur la période 1900-1908. Cet échantillon représente une portion significative du total des dossiers conservés pour cette période, mais a été sélectionné de manière aléatoire⁴¹⁷.

Un classement thématique de ces dossiers révèle la forte prédominance des affaires concernant l'échange d'informations relatives aux migrants entre les empires. Ces affaires représentent vingt-huit des soixante unités examinées (*figure 18*). Les autorités ottomanes provinciales et la commission des réfugiés (*Muhacirin Komisyonu*) adressent au ministère des Affaires étrangères ottoman de nombreuses demandes concernant les antécédents de migrants arrivés du Caucase, souvent sans documents valides. Ces migrants ont négligé les procédures officielles tsaristes, qui imposent à tout habitant quittant son lieu de résidence d'obtenir un certificat de régularité civile judiciaire et fiscale. Le certificat a une valeur à la fois intérieure et extérieure, en cas de migration. Les autorités tsaristes appliquent en cela une forme de régulation qui s'apparente aux pratiques d'autres États européens de l'époque⁴¹⁸. Les

⁴¹⁶ Les archives des consulats ottomans sont conservées sous la cote HR.H. aux archives ottomanes d'Istanbul, avec les cotes 276-277 (Batoumi), 289 (Kars), 293 (Poti), 304-307 (Tiflis). Le nombre de documents est cependant réduit, au regard des affaires qui ont transité par ces consulats au cours des années étudiées.

⁴¹⁷ Sur la méthode aléatoire pour composer des échantillons, Claire Lemercier, Claire Zalc, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, 2008, pp. 26-27.

⁴¹⁸ Lettre du gouverneur militaire de Kars à la chancellerie du vice-roi, 18 avril (1^{er} mai) 1906, HAA, f. 1262, op. 3, d. 130, l. 1 ; ces attestations correspondent aux *nulla osta* délivrés par les maires italiens à leurs administrés qui souhaitent quitter le pays. Les *nulla osta* servent de base pour les statistiques italiennes d'émigration

demandes qui remontent des provinces transmettent en général les informations fournies par les migrants eux-mêmes sur leur identité et leur région d'origine, afin de faire procéder à une enquête par l'administration tsariste sur place. La procédure est longue et suppose une dépense de temps considérable, surtout lorsque les indications initialement fournies s'avèrent insuffisantes, trop vagues ou incorrectes et ne permettent pas de retrouver la trace des individus. Certaines demandes ne comportent en effet que l'indication de vagues régions d'origine⁴¹⁹. Le gouverneur militaire de Batoumi informe ainsi le consul-général ottoman sur place qu'une enquête poussée dans le village de Kara Dere n'a pas permis de retrouver la trace d'un certain Motoğlu Hasan bin Mustafa, où aucun parent ne s'est déclaré « et où aucun des habitants ne se rappelle même ce nom⁴²⁰ ».

Les dossiers donnent à voir une entraide très poussée, en dépit des difficultés posées par l'identification des individus. L'intérêt commun des empires en contact s'exprime face à une population mouvante, facilement soupçonnée de vouloir échapper, par ses circulations, à un passé encombrant ou à des fautes non purgées. Le regard porté sur ces affaires est en effet fortement influencé par les autres domaines de l'entraide qui transite par les consuls ottomans au Caucase. Les affaires judiciaires, civiles ou criminelles, représentent en volume le deuxième pôle des affaires, et concernent à la fois la transmission d'information et l'aide à l'exécution. Une partie consiste dans l'information mutuelle des procédures en cours impliquant des ressortissants de l'Etat voisin⁴²¹. La notification de procédures judiciaires, la convocation de témoins et la signification de jugements représentent l'essentiel de ces affaires, qui révèlent le maintien de liens entre des individus parfois partis de longue date et leur région d'origine. Cette exécution passe par une dimension très matérielle de circulations d'objets. Les dossiers conservés aux archives ottomanes gardent la trace de ce processus et des translations impliquées : dans le cas des sentences prononcées par les tribunaux ottomans, ils contiennent en général une copie en turc de l'acte original, dont une copie secondaire est réalisée pour envoi aux consulats ottomans au Caucase. Il semble qu'une traduction en français ou en russe soit souvent réalisée, afin que les autorités russes prennent connaissance de la décision qu'on leur demande de notifier.

jusqu'en 1904. Dora Marucco, « Le statistiche dell'emigrazione italiana », in Piero Bevilacqua, Andreina De Clementi, Emilio Franzina (dir.), *Storia dell'emigrazione italiana*, Donzelli, Rome, 2001, p. 69.

⁴¹⁹ Note du ministère des Affaires étrangères ottoman à Mazhar Bey, consul à Kars, 23 novembre 1908, BOA, HR.H, 289/33.

⁴²⁰ Note du consul-général ottoman à Batoumi au ministère des Affaires étrangères, 17 (30) juin 1904, BOA, HR.H, 276/41.

⁴²¹ Sur un meurtre commis par deux sujets ottomans originaires du Lazistan contre un compatriote à Otchamtchira, voir la lettre du consul-général à Batoumi, Feyzi Bey, au ministère des Affaires étrangères, 16 juillet 1904, BOA, HR.H, 276/42.

Le souci d'un maintien de l'ordre judiciaire en dépit de la situation frontalière ne se limite pas à sa traduction la plus formelle. On observe en effet la prise en charge par les institutions de l'exécution de ce qui relève de normes morales ou économiques plutôt que de la force d'un jugement. C'est ainsi que le respect du crédit et de la parole en affaires constitue un important domaine, où les consuls ottomans se font récupérateurs de créances⁴²². La fraude et la subversion de normes économiques représentent un souci partagé des autorités de part et d'autre de la frontière et sont liées à un second domaine, celui de la protection des normes familiales, de la « police des familles » pour reprendre l'expression de Jacques Donzelot. Au cœur de la menace, le chef de famille qui refuse ses responsabilités, figure dont Donzelot a montré l'importance d'un point de vue social⁴²³. Parti comme travailleur migrant, saisonnier ou temporaire, il néglige de retourner dans son foyer au terme prévu et cesse parfois d'envoyer de l'argent à son épouse. La coopération ne s'appuie ici pas tant sur des décisions judiciaires que sur les demandes des gouverneurs des provinces concernées, qui transmettent des requêtes aux bons soins des autorités russes. A l'automne 1908, le gouverneur de la province de Sivas transmet ainsi la requête d'une certaine « Muntekha », qui « demande à ce que son mari Keussé Ali Oghlou Hamid qui est parti pour Kars en l'abandonnant avec ses enfants sans aucun moyen de subsistance soit invité à retourner dans son pays natal⁴²⁴ ». Que d'ambiguïté dans cet usage du verbe « inviter », qui laisse à l'administration russe latitude dans le choix des méthodes à adopter pour pousser l'époux défaillant au retour. La concision des dossiers, parfois réduits à la seule notice annonçant la requête, ne fournit que peu d'informations sur le détail de ces procédures et sur les modalités de cette « connivence tactique » entre Etat et familles, dont Jacques Donzelot a souligné l'ambiguïté fondamentale, du fait des considérations multiples qui peuvent l'alimenter⁴²⁵.

L'intensité des coopérations apparaît corrélée à l'intensité des interactions frontalières elles-mêmes. Le corpus des affaires qui connectent la province de Trabzon – à commencer par le sandjak du Lazistan – et le district de Batoumi est tout à fait considérable. Les données fournies par les sources consulaires ottomanes sur ce point peuvent par ailleurs être complétées par l'utilisation des sources que constituent les *sicil* des cours religieuses ottomanes (*figure 19*). Ces « registres », conservés en majorité aux archives du *Diyanet* turc,

⁴²² Note du ministère des Affaires étrangères ottoman à Mazhar Bey, consul à Poti, 19 décembre 1904, BOA, HR.H, 293/58.

⁴²³ Jacques Donzelot, *La police des familles*, Paris, Les Editions de Minuit, 1977, pp. 49-50.

⁴²⁴ Note du ministère des Affaires étrangères ottoman à Kemal Bey, consul à Kars, 7 novembre 1908, BOA, HR.H, 289/32.

⁴²⁵ Donzelot appelle à interroger les alliances entre Etats et familles en ayant à l'esprit aussi bien les questions politiques que morales et économiques : Jacques Donzelot, *op.cit.*, 1977, p. 29.

constituent une source qui a permis de repenser l'histoire sociale du monde ottoman depuis de nombreuses années⁴²⁶. Les *sicil* ne constituent pas une source d'un usage très commode pour le non-spécialiste, mais plusieurs des registres de la ville de Rize ont été publiés en transcription. Le registre 1509, qui couvre les années 1330-1332 de l'Hégire (1911-1913) présente un intérêt particulier. Il confirme l'importance du problème des héritages, dont le règlement implique souvent des biens et individus du côté russe de la frontière⁴²⁷. L'importance des questions familiales et commerciales se trouve également abordée dans ce registre qui révèle l'intégration du frontalier dans la pratique des tribunaux locaux⁴²⁸. Depuis les années 1890, la convocation de témoins séjournant du côté russe de la frontière, notamment à Batoumi, constitue un phénomène courant de la vie des tribunaux religieux de Rize⁴²⁹. Cette intégration d'un frontalier très mouvant pose fréquemment des problèmes, car la forte mobilité des individus sur le littoral de la mer Noire rend parfois difficile la localisation de témoins ou de suspects⁴³⁰. Les circulations nourrissent ainsi une riche diplomatie frontalière, où autorités provinciales et consuls interagissent étroitement.

L'étude de la révolution de 1905 dans une perspective frontalière permet de tracer une première géographie de l'espace caucasien dont il sera question au cours de cette recherche. Sous l'effet de la violence qui frappe le Caucase russe des connexions transimpériales se dessinent, intégrant les régions frontalières turques et persanes. Le problème de la diffusion des violences prouve l'existence d'un espace connecté, où l'information et les individus circulent, mais il montre aussi l'hétérogénéité socio-politique des confins concernés : l'absence de « contagion » des violences interethniques invite à considérer cet espace transimpérial dans ses ruptures autant que dans ses continuités. En partant de la situation des sujets étrangers, ottomans et persans, au cœur de la violence du Caucase russe en 1905, nous

⁴²⁶ Les limites de ces sources, qui ne contiennent que rarement les détails des affaires et les motivations des décisions, sont également connus. Pour une présentation générale des enjeux, voir la synthèse de Dror Ze'evi, « The Use of Ottoman Sharī'a Court Records as a Source for Middle Eastern Social History: A Reappraisal », *Islamic Law and Society*, Vol. 5, No. 1, 1998, pp. 35-56.

⁴²⁷ Le vaste espace révélé par ces documents découpe celui des migrations lazes, sur l'ensemble du pourtour de la mer Noire. Document 27 B, Ümit Erkan (éd.), *Rize Şer'iyye Sicilleri I. 1509 No'lu Sicil*, Istanbul, Dergâh Yayınları, 2011, pp. 481-482.

⁴²⁸ Sur ces deux points voir les documents 75 et 106B, *Ibid.*, pp. 164 et 571-572.

⁴²⁹ Ce point est souligné par Nebi Gümüş dans une étude qui inclut des *sicils* qui couvrent les années 1869-1870 (No 1495) et 1892-1894 (No. 1501). Nebi Gümüş, « Osmanlıların son döneminde Rize ve Batum arasındaki sosyal ilişkiler », *Recep Tayyip Erdoğan Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Dergisi*, No. 1 (2012), p. 68.

⁴³⁰ Note du consul à Poti au ministère des Affaires étrangères, 29 décembre 1905 (11 janvier 1906), BOA, HR.H, 293/62.

avons testé une première fois le rôle critique de la frontière. La réaction singulière de ces étrangers permet de relativiser la lecture strictement ethno-religieuse des affrontements, en introduisant le problème des frontières politiques et civiques dans l'espace caucasien. La révolution de 1905 pose en réalité les bases de la configuration qui constitue le trait majeur de l'espace caucasien jusqu'à la fin des années 1920. Elle *remarginalise* le Caucase russe dans les consciences et pratiques administratives de l'Empire tsariste. La création de la vice-royauté traduit l'idée que les particularismes caucasiens exigent un traitement spécifique. Par contrecoup, cette conception rejaillit sur les marges iraniennes et ottomanes où les autorités autonomes s'affirment. La révolution *crée* un champ de négociations et de tensions entre l'Etat russe et ses voisins, autour de la question des ressortissants étrangers et de la défense des intérêts frontaliers. Le renforcement de l'autonomie bureaucratique des confins *ouvre* enfin un espace de diplomatie frontalière, qui repose sur des solidarités institutionnelles et donne lieu à des coopérations au quotidien. Cette diplomatie frontalière implique les acteurs régionaux décrits en introduction – consuls et élites périphériques – et implique des rapports de force différents de ceux exprimés par la diplomatie centrale. La nouvelle configuration se nourrit directement de l'existence d'une crise régionale majeure causée par l'anarchie de la révolution russe et est soumise à un son premier test lorsque l'Iran et l'Empire ottoman entrent à leur tour dans des processus révolutionnaires qui recomposent les équilibres frontaliers.

Chapitre 2 : D'une révolution l'autre, un espace connecté

La révolution constitutionnelle iranienne, à partir de l'été 1906, et le coup d'Etat jeune-turc de juillet 1908 donnent à la révolution de 1905 un éclat nouveau et le rêve d'une postérité. Tirant un bilan rétrospectif de cette première internationalisation de la révolution, Lénine déclarera en juin 1917, au premier congrès des Soviets de Russie, que « la révolution russe a été suivie par les révolutions de 1908 en Turquie, 1909 en Perse et 1910 en Chine⁴³¹ ». Le leader bolchevique pose ce qui devient une des idées forces pour l'interprétation de cette période : l'événement russe y est la matrice d'une vague révolutionnaire internationale et le bolchevisme occupe, dans cette diffusion vers des régions en butte à l'impérialisme occidental, une place centrale⁴³². Le développement, à la frontière du Caucase russe, de troubles sociaux et politiques à partir du début de 1906 ne constitue-t-il pas une des nombreuses preuves que quelque chose se diffuse bien du territoire russe aux régions frontalières ottomanes et iraniennes⁴³³ ? Comment concilier cette idée avec le constat fait précédemment que les violences interethniques du Caucase ne se répercutent guère à travers la frontière ? Il faut supposer que les différents aspects de la révolution de 1905 sont perçus différemment et donnent lieu à des influences décalées.

Dans le développement parallèle de processus révolutionnaires dans les trois empires du Caucase, les décalages temporels et spatiaux sont omniprésents. Ils contribuent à alimenter la dynamique politique globale de la région, en déplaçant les centres de gravité de la révolution et en favorisant des circulations révolutionnaires. L'engagement à travers les frontières, à cheval sur les empires, devient à cette occasion incontournable. Jusqu'à présent, la figure des révolutionnaires caucasiens engagés dans la révolution iranienne constitue un des

⁴³¹ Vladimir Lénine, *O Kitae*, Moscou-Léningrad, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1926, p. 17 ; R.A. Ul'janovskij, « Lenin o natsional'nom osvoboždenii narodov Vostoka », in A.B. Reznikov (dir.), *Revoljutsionnyj protsess na Vostoke. Istorija i sovremennost'*, Moscou, Glavnaja Redaktsija Vostočnoj Literatury, 1982, pp. 5-37.

⁴³² Les anniversaires décimaux de la révolution d'Octobre ont donné lieu à des rappels réguliers de cette filiation : G. Ch'ipashvili, *Didi okt'omberi da aghmosavletis khalkhebi*, Tbilissi, Metsniereba, 1967, pp. 5-10 ; pour un aperçu de la production soviétique dans cette lignée jusqu'aux années 1950 : V.A. Dunaevskij, *Mezhdunarodnoe znachenie russkoj revoljutsii 1905-1907 godov*, Moscou, Gosudarstvennaja biblioteka SSSR im. Lenina, 1959.

⁴³³ Dans le premier ouvrage en anglais dédié à l'influence internationale de la révolution russe, Ivar Spector écrit : « [The Russian revolution's] impact was greater and more direct in countries contiguous to Tsarist Russia, where cross-border communications were commonplace, as in Iran, Turkey and China ». Ivar Spector, *The First Russian Revolution. Its Impact on Asia*, Englewoods Cliffs, Prentice-Hall, 1962, p. 32.

aspects les mieux connus de cette mobilisation transimpériale. Mais cette figure mérite d'être replacée dans le cadre plus général de l'action révolutionnaire à l'interface des empires, qui fait ressortir une sociologie complexe de l'engagement et du sens du « volontariat armé international⁴³⁴ ». Face à l'essor de cette action qui échappe au cadre des Etats, la politique des empires oscille entre répression et tolérance, dans un équilibre instable qui illustre les limites posées à l'action étatique dans la région. Le décalage entre le rétablissement progressif de l'ordre au Caucase tsariste, les troubles sporadiques dans l'Empire ottoman et l'effondrement du pouvoir étatique en Iran pose en réalité la question de savoir ce que devient la frontière lorsque l'Etat lui-même est remis en question.

Au cours des processus de révolution et de contre-révolution, le fonctionnement de l'espace frontalier est profondément modifié. Nous nous efforcerons ici de proposer une analyse centrée sur les échelles régionales et locales et sur des « observations de terrain » pour comprendre l'impact des révolutions croisées sur la frontière. A travers ces observations, on tentera de mettre en évidence les conséquences des troubles révolutionnaires sur le pouvoir filtrant de la frontière, c'est-à-dire sur les procédures et institutions associées à la surveillance frontalière et à la gestion de ses flux. Regarder l'âge des « révolutions connectées » depuis la frontière, c'est s'interroger sur la réaction des Etats non pas simplement en terme de domination d'un espace continu, mais aussi de contrôle de ses limites. La connexion rappelle l'importance de la capacité de l'Etat à « embrasser » son territoire, pour reprendre la terminologie de John Torpey, qui oppose ce terme à la métaphore de la « pénétration » de l'espace par l'institution étatique, qui a constitué la base de la sociologie de l'Etat pendant de nombreuses années⁴³⁵.

1. L'analyse des révolutions : de la diffusion au décalage

L'idée d'une diffusion de la révolution en direction des régions frontalières de Turquie et d'Iran a connu dans l'historiographie de l'époque soviétique un succès considérable. Le développement récent d'une histoire transnationale des révolutions des années 1900-1910 ouvre une opportunité pour reconsidérer ce problème à travers les mécanismes concrets de l'interaction entre les espaces politiques en contact. Dans cette analyse, les décalages

⁴³⁴ Pour reprendre le titre d'un séminaire organisé pendant plusieurs années par Gilles Pécout et Jean-François Chanet.

⁴³⁵ John Torpey, *The Invention of the Passport. Surveillance, Citizenship and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, pp. 9-11.

temporels jouent un rôle incontournable, car ils constituent le cœur de la dynamique frontalière.

a) Diffusion de la révolution ou « mécanique » du mécontentement frontalier ?

L'approche diffusionniste de la révolution de 1905 s'est principalement appuyée sur des déclarations et notes marginales faites par certains contemporains. Pour les observateurs russes, la continuité entre les troubles russes et les révolutions qui saisissent les pays voisins semble évidente. Le ministre des Affaires étrangères Izvol'skij ne parle-t-il pas à l'époque du « mouvement général de l'Orient » influencé par la guerre russo-japonaise et les troubles de 1905⁴³⁶? L'historien E.K. Sarkisjan cite pour sa part un rapport du 11 mai 1907 de l'ambassadeur à Constantinople, Zinov'ev : « Le mouvement révolutionnaire au Caucase a eu un impact l'an dernier dans la province d'Erzurum, où différentes couches de la société ont créé un comité, qui a pris le nom de *Can Verir* et est entré aussitôt en lutte avec les autorités locales et le gouvernement ottoman, avec l'objectif de mettre un terme aux dysfonctionnements de l'administration et d'obtenir une annulation des lourds impôts qui ruinent la population⁴³⁷ ». Cet extrait est typique de ceux que cite l'historiographie soviétique : renvoyant de manière vague à l'idée d'une connexion – le verbe russe que nous traduisons par « a eu un impact » est *otrazilos'* –, il ne fournit pas d'élément direct de preuve. On comprendra aisément la tendance des observateurs diplomatiques et consulaires russes dans les régions limitrophes de l'Empire des tsars à attribuer, sous le choc des événements qui se déroulent dans leur propre pays, les désordres simultanés qui émergent à une influence de la révolution russe. Mais ces déclarations restent imprécises, relèvent d'un sentiment diffus et méritent d'être soumis à la critique⁴³⁸. Les historiens soviétiques ont souvent surinterprété les déclarations des contemporains pour conforter l'idée d'une influence « idéologique » - de préférence bolchevique – de la révolution russe sur les pays voisins⁴³⁹.

⁴³⁶ L.M. Kulagina, *Rossija i Iran...*, 2010, pp. 168-169.

⁴³⁷ E.K. Sarkisjan, *Ekspansionistskaja politika osmanskoj imperii v Zakavkaz'e nakanune i v gody pervoj mirovoj vojny*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskij SSR, 1962, p. 36 ; pour une expression de cette thèse de « l'influence immédiate des événements révolutionnaires » (*bilavasitə tə'sir göstərən inqilabi hadisələr*) : Ə. Sumbatzadə (dir.), *Cənubi Azərbaycan tarixinin oçerki (1828-1917)*, Bakou, Elm, 1985, pp. 116-117.

⁴³⁸ Une des premières – et dernières – remises en cause de cette idée dans une production soviétique est dans Meri Kochar, *Armjano-turetskie obshchestvenno-politicheskie otnoshenija i Armjanskij vopros*, Erevan, Izdatel'stvo Erevanskogo Universiteta, 1988, p. 141.

⁴³⁹ Voir notamment la synthèse dirigée par A.M. Pankratova, *Pervaja russkaja revoljutsija 1905-1907 gg. i mezhdunarodnoe revoliutsionnoe dvizhenie*, deux volumes, Moscou, Izdatel'stvo politicheskij literatury, 1955-1956 ; A. Novak, *Pervaja russkaja burzhuzno-demokraticeskaja revoljutsija i revoljutsionnoe dvizhenie v Rumynii*, Chişinau, Cartea Moldovenească, 1966.

Certains historiens turcs comme H. Zafer Kars et Aykut Kansu ont repris sans modification l'hypothèse de la contagion avancée par les travaux soviétiques. L'idée d'une contagion a pu être évoquée à propos des mutineries qui touchent les troupes ottomanes en mer Noire à partir de l'été 1906, lorsque des unités refusent d'aller servir au Yémen⁴⁴⁰. La première mise en garde face à l'association des troubles en Anatolie orientale aux événements de Russie a été apportée à notre connaissance par M. Şükrü Hanioglu, au sujet des troubles qui surgissent dans la province d'Erzurum en 1906-1907. Critiquant explicitement les deux historiens susnommés, Hanioglu leur reproche une utilisation problématique des travaux soviétiques ou de certains textes d'époque et rejette la théorie d'une contagion révolutionnaire directe entre Caucase et Anatolie orientale⁴⁴¹. La question des influences russes, rappelle-t-il, fait l'objet dès 1908 de discussions dans la presse jeune-turque et parmi l'émigration ottomane. En janvier 1908, Halil Halid publie dans *The Orient Review* un article intitulé « Une révolution pacifique en Turquie », où il critique déjà les tenants d'une évidence spatiale de la contagion : « Le fait que la révolte ait eu lieu dans les provinces de Turquie asiatique les plus proches de [la Russie et de la Perse] a pu faire naître la supposition que les idées révolutionnaires y avaient été introduites par [ces deux pays]⁴⁴² ». Hanioglu reconnaît bien un certain rôle à la situation frontalière dans les événements politiques qui secouent la région d'Erzurum à partir du début de 1906 : mais ce rôle est surtout dû au fait que la Ligue ottomane pour la décentralisation et l'initiative privée du prince Sabahaddin s'en sert comme porte d'entrée vers l'Anatolie orientale, par les liens qu'elle noue avec les dachnaks. Dès 1902, dans un incident peu remarqué à l'époque, Sabahaddin se rend au Caucase mais est arrêté par la police à Tiflis et expulsé⁴⁴³. Après 1905, les rapports de la Ligue avec les dachnaks se font réguliers et ces derniers l'aident à pénétrer en Anatolie orientale. De la littérature et des membres de la Ligue puis du Comité Union et Progrès (CUP) font ainsi le détour par le Caucase pour entrer en Anatolie orientale. D'après Hanioglu, il s'agit plus d'une courbure de l'espace politique ottoman en exil, prenant des chemins détournés pour se faire connaître dans la région, que d'une influence idéologique de la révolution russe⁴⁴⁴.

⁴⁴⁰ Kh. Tsoviksjan, « Vlijanie russkoj revoljutsii 1905 g. na revoljutsionnoe dvizhenie v Turtsii », *Sovetskoe Vostokovedenie*, Vol. 3, 1945, p. 26.

⁴⁴¹ M. Şükrü Hanioglu, *Preparation for a Revolution. The Young Turks, 1902-1908*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2001, p. 94.

⁴⁴² Halil Halid, « A Pacific Revolution in Turkey », *The Orient Review*, Vol. 1, No. 1, Janvier 1908, p. 23, cité par M. Şükrü Hanioglu, *op.cit.*, 2001, p. 122.

⁴⁴³ *Ibid.*, p. 14.

⁴⁴⁴ De ce point de vue, l'idée de Kh. Tsovikjan selon laquelle la révolution de 1905 ouvre un passage vers l'Anatolie orientale pour les exilés turcs mérite considération. Kh. Tsoviksjan, *op.cit.*, 1945, pp. 19-20.

Rappelons brièvement les traits majeurs de la révolte d'Erzurum, qui concentre l'attention dans ces débats. A partir du début de l'année 1906, la situation fiscale ottomane suscite un très fort mécontentement dans les provinces d'Anatolie orientale, alors même que les récoltes y sont mauvaises⁴⁴⁵. Le prélèvement par le gouvernement, en pleine crise économique, de deux impôts, le *hayvânât-ı ehliye rusûmu* sur le bétail, et le *vergi-i şahsi*, une sorte de capitation, fait l'objet de protestations croissantes. En janvier, la population de Kastamonu écrit au sultan et cette pétition est suivie par l'envoi d'autres requêtes collectives au gouverneur d'Erzurum, Nazım Pasha⁴⁴⁶. Le 20 février, une supplique solennelle est remise et un comité est créé dans la foulée, le *Can Verir*⁴⁴⁷. La protestation tourne en mars à la révolte partielle, lorsque les manifestants s'emparent du poste de télégraphe et se mettent à communiquer directement avec Istanbul⁴⁴⁸. Dans un premier temps, la Porte rejette les demandes des révoltés, soulignant la nécessité de ces revenus pour assurer la sécurité de la région, ce qui exige le renforcement de la « puissance de l'Etat » (*tezyid-i kuvvet-i devlet*)⁴⁴⁹. Mais la poursuite du mouvement contraint le gouvernement à remplacer Nazım Pasha le 5 avril, avant que son successeur ne soit à son tour démis en octobre, faute d'avoir réussi à juguler les troubles. Dans ce processus, Muammer Demirel a souligné le rôle confus joué par Zeki Pasha, qui trouve son avantage dans la tempête qui engloutit successivement les gouverneurs civils avec lesquels ses relations sont compliquées⁴⁵⁰. Les troubles d'Erzurum incitent les membres de l'opposition jeune-turque à multiplier leurs efforts pour s'installer dans la région. En 1907, Hüseyin Tosun est envoyé au Caucase par la Ligue de Sabahaddin, avant de pénétrer dans la province grâce à un faux passeport et d'œuvrer à la mise en place de relais locaux et à la circulation d'imprimés⁴⁵¹.

⁴⁴⁵ Abdulkadir Gül, « Osmanlı Devleti'nde Kuraklık ve Kıtık (Erzurum Vilayeti Örneği : 1892-1893 ve 1906-1908 Yılları) », *Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi*, Vol. 2/9, Automne 2009, pp. 144-158 ; Attila Aytekin, « Tax Revolts During the Tanzimat Period (1839-1876) and Before the Young Turk Revolution (1904-1908) », *Journal of Policy History*, Vol. 25, No. 3, 2013, pp. 308-333.

⁴⁴⁶ Muammer Demirel, *İkinci Meşrûtiyet öncesi Erzurum'da Halk Hareketleri (1906-1907)*, Ankara, Kültür Bakanlığı Yayınları, 1990, pp. 9-10 ; rapport du gouverneur militaire de Kars au chef de la police au Caucase, 13 (26) avril 1906, STsSSA, f. 83, op. 1, d. 238, l. 15 ; rapport du consulat italien à Trabzon au ministère des Affaires étrangères, 12 février 1907, ASMAE, Affari Politici (1891-1916), b. 332.

⁴⁴⁷ On trouve aussi la version *Can Veren*. Littéralement, « qui se sacrifie ».

⁴⁴⁸ A.M. Valujskij, « Vosstanija v vostočnoj Anatolii nakanune mladoturetskoj revoljutsii (po materialam moskovskikh arkhivov) », in A.M. Shamsutdinov, L.O. Al'kaeva, A.P. Bazijants (dir.) *Turetskij sbornik – Istorija, Ekonomika, Literatura, Jazyk*, Moscou, Izdatel'stvo vostočnoj literatury, 1958, pp. 52-53 ; cela ouvre plusieurs mois de troubles dans la ville, voir Aykut Kansu, *The Revolution of 1908 in Turkey*, Leyde-New York-Cologne, Brill, 1997, pp. 36-39 ; Ivar Spector, *op.cit.*, 1962, pp. 69-70.

⁴⁴⁹ Note du ministère de l'Intérieur au gouverneur d'Erzurum, 25 Muharrem 1324 (21 mars 1906), repris dans Muammer Demirel, *op.cit.*, 1990, pp. 70-71.

⁴⁵⁰ Muammer Demirel, *Ibid.*, pp. 26-27 et 33-37.

⁴⁵¹ M. Şükrü Hanioglu, *op.cit.*, 2001, pp. 116-117.

Dans ces événements, les influences idéologiques de la révolution russe restent invisibles. Une critique de l'approche contagionniste classique ne doit cependant pas empêcher de penser une autre forme de connexion entre les mouvements d'Anatolie orientale et les troubles du Caucase russe. Nous voudrions ici proposer une hypothèse qui repose sur une forme de « mécanique » de la frontière. Elle repose sur une idée simple : les mesures prises par l'Etat ottoman en matière de contrôle frontalier en 1905-1906, destinées à prévenir toute influence de la révolution russe ou des affrontements interethniques caucasiens, ont en réalité précipité la crise socio-économique des provinces anatoliennes les plus interconnectées avec l'Empire russe. Ces mesures ont en effet eu un impact très négatif sur des économies régionales très liées à celle du Caucase. Cette hypothèse prend au sérieux le frontalier comme facteur de production d'une situation révolutionnaire, en déplaçant néanmoins le questionnement de la superstructure vers l'infrastructure. Elle n'implique pas un renoncement à des explications plus directement politiques, mais propose de s'intéresser à ce qui peut constituer une configuration frontalière spécifique. Dans sa chronique de l'histoire d'Erzurum, le témoin Mehmet Nusret adopte une attitude similaire lorsqu'il évoque le faible contrôle politique du pouvoir hamidien sur les provinces les plus éloignées d'Anatolie orientale⁴⁵².

L'adoption de mesures de contrôle et de fermeture temporaire des frontières caucasiennes constitue, avant même 1905, une source épisodique de mécontentement des populations frontalières. La cause la plus fréquente de telles mesures est cependant sanitaire et vétérinaire, plus que politique. Alors qu'éclate la révolution de 1905, le Caucase sort à peine des épidémies de choléra et de peste qui frappent la Perse depuis 1903 et le sud de l'Empire tsariste, au cours de l'année 1904, entraînant l'établissement de contrôles et de quarantaines de la Caspienne à la mer Noire⁴⁵³. Alors que près de treize mille personnes meurent du choléra à Téhéran, à l'été 1904, les autorités tsaristes souhaitent à tout prix éviter une répétition de l'épidémie de 1892, où le choléra a ravagé l'empire. En Iran même, la création d'un conseil sanitaire où sont représentées les puissances européennes s'accompagne de mesures de fermeture des frontières aux circulations humaines et de mise en place de structures médicales dans les zones-frontières. Le gouvernement persan institue ainsi des

⁴⁵² Mehmet Nusret, *Erzurum Tarihiçesi*, Ankara, Serisi, 2011, p. 84. Le titre original de la chronique est *Tarihçe-i Erzurum*.

⁴⁵³ J.N. Hays, *Epidemics and Pandemics : Their Impacts on Human History*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2005, pp. 345-346 ; « Ot Vysochajshe uchrezhdennoj komissii o merakh preduprezhdenija i bor'by s chumnoju zarazoju », *Kavkaz*, 31 juillet (13 août) 1904, No. 203, p. 1 ; Charlotte E. Henze, *Disease, Health Care and Government in Late Imperial Russia. Life and Death on the Volga, 1823-1914*, Londres-New York, Routledge, 2011, pp. 125-135 ; R.M. Burrell, « The 1904 Epidemic of Cholera in Persia. Some Aspects of Qâjâr Society », *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, Vol. 51, No. 2, 1988, pp. 258-270.

postes d'observation sanitaire dans les ports de la Caspienne et laisse pénétrer au Gilan une expédition médicale venue de Pétersbourg⁴⁵⁴. Pour les populations frontalières du Caucase et du littoral caspien, ces mesures signifient une nette entrave à la liberté de circulation. Sur la frontière terrestre, les autorisations de passage dans les postes de Biləsuvar, Khoudaferin, Djoulfa et Şahtahtı sont notablement réduites, ce qui mécontente des populations pour lesquelles la circulation transfrontalière est une nécessité quotidienne⁴⁵⁵.

Quand éclate la révolution russe au Caucase, les contrôles sanitaires sont loin d'appartenir au passé, puisqu'ils se maintiennent sous des formes diverses jusqu'en 1906⁴⁵⁶. Mais le bacille révolutionnaire, désormais, inquiète autant les autorités ottomanes que celui du choléra. Le processus de renforcement des contrôles et de limitation des circulations est partiellement négocié entre les Etats : dès le 20 février 1905, en effet, l'ambassade ottomane à Pétersbourg prie les autorités tsaristes de mieux contrôler les passages à la frontière, en particulier sur la population arménienne vue comme responsable des violences de Bakou⁴⁵⁷. Les Russes adoptent des mesures pour mieux inspecter la validité des passeports dans les ports de la mer Noire et de la Caspienne et leurs consulats reçoivent l'ordre de ne plus viser les passeports d'individus suspects⁴⁵⁸. Comme on l'a vu, le manque de moyens du côté russe se fait cruellement sentir en 1904-1905 et le chef de la police au Caucase, Chirinkin, déplore de devoir rejeter la demande du gouverneur militaire de Batoumi, von Parkau, qui souhaitait recevoir cinq policiers supplémentaires pour surveiller le trafic dans le port de la ville⁴⁵⁹. Dès lors, l'Empire ottoman se tourne temporairement vers des mesures unilatérales de fermeture, qui se maintiennent jusqu'au cours de l'année 1906⁴⁶⁰. L'objectif, comme le décrit en janvier le consul russe à Rize, est de se « protéger hermétiquement » (*otgorodit'sia*) de la Transcaucasie, devenue une « région pestiférée ». « Essayons donc », continue-t-il, « de proposer aux Turcs de reprendre Kars, Ardahan et Akhaltsikhe pour rien ! Vous verrez qu'ils

⁴⁵⁴ « Asiatic cholera in Persia », *Public Health Reports*, Vol. 19, No. 40, 30 Septembre 1904, p. 2021 ; « Haric Ahvalat : Iran'da Rus Tib Komisyonu ve Kolera », *Şark-ı Rus*, No. 257, 23 décembre 1904 (6 janvier 1905), p. 3, in Selçuk Türkyılmaz, « Şark-i Rus Gazetesi'nin İzahlı Makaleler Bibliyografyası », *Türk Dili ve Edebiyatı Araştırmaları Dergisi*, No. 18, janvier-juin 2010, pp. 123-254.

⁴⁵⁵ « Russian quarantine measures against cholera », *Public Health Reports*, Vol. 19, No. 40, 30 Septembre 1904, p. 2021.

⁴⁵⁶ « Cholera in the Caucasus », *Public Health Reports*, Vol. 20, No. 3, 20 janvier 1905, pp. 110-111.

⁴⁵⁷ Note de l'ambassade ottomane à Saint-Petersbourg au ministère des Affaires étrangères, 20 février 1905, BOA, Y.A.HUS, 485/75.

⁴⁵⁸ En particulier dans les ports de Krasnovodsk et Bakou : lettre du chef d'état-major des gendarmes au chef de la police au Caucase, Chirinkin, 28 novembre (11 décembre) 1905, STsSSA, f. 83, op. 1, d. 50, l. 65 ; rapport du consul par intérim à Erzurum, Shipley, à Nicholas O'Connor, 15 avril 1905, TNA, FO, 424/208, p. 44.

⁴⁵⁹ Lettre de Chirinkin à von Parkau, 19 décembre 1905 (1^{er} janvier 1906), STsSSA, f. 83, op. 1, d. 50, l. 75.

⁴⁶⁰ Note du Sadâret au ministère des Affaires étrangères, 12 Haziran 1321 (25 juin 1905), BOA, A.MKT.MHM, 549/22 ; note du Sadâret au gouvernement de Trabzon, 9 Şaban 1324 (28 septembre 1906), BOA, BEO, 2919/218896.

refuseront »⁴⁶¹. Pour l'historiographie de l'époque soviétique, l'adoption par les Ottomans de mesures de contrôle de la frontière vaut preuve de la réalité d'une influence révolutionnaire russe vers l'Anatolie : ces mesures trahissent pourtant plus les angoisses ottomanes que des occurrences attestées de contagion politique⁴⁶².

Au cœur de ces mesures figure la restriction des circulations, qui touche aussi bien les sujets arméniens que musulmans des provinces d'Anatolie orientale. S'il s'agit de protéger les seconds contre les violences de Transcaucasie, les premiers sont surtout vus comme des importateurs potentiels des troubles caucasiens⁴⁶³. En dépit de ces intentions différenciées, l'impact de la mesure est dramatique pour l'ensemble de la région. A partir de l'automne 1905, les migrants saisonniers habitués à obtenir d'importants compléments de salaires dans l'Empire russe se voient interdire le départ. Rappelons que le seul consulat russe à Trabzon émet près de 1.200 passeports en 1904, ce qui ne représente qu'une fraction des migrations réelles depuis cette province⁴⁶⁴. La province d'Erzurum est frappée de plein fouet par ces mesures, alors qu'elle envoie d'importants contingents de travailleurs vers les sites miniers, les travaux d'infrastructure et l'agriculture dans les provinces caucasiennes⁴⁶⁵. Le consul-général russe à Erzurum, Skrjabin, écrit :

« Le mécontentement apparu parmi les musulmans des provinces frontalières de la Russie à cause des impôts excessifs s'est intensifié récemment en raison de l'interdiction faite par le gouvernement de délivrer des passeports aux travailleurs-migrants qui veulent se rendre en Russie. Cette mesure a privé de moyens de subsistance plusieurs milliers de musulmans et les commerçants se sont ralliés à leur mécontentement⁴⁶⁶ ».

Le rapatriement de certains travailleurs migrants qui se trouvent au Caucase lors de la révolution accroît les tensions. La rupture des circulations touche également les échanges commerciaux : les troubles caucasiens entraînent ainsi une interruption des exportations de

⁴⁶¹ Lettre du 17 (30) janvier 1906, citée par A.M. Valujskij, *op.cit.*, 1958, pp. 49-50.

⁴⁶² Tsovikjan rapporte ainsi les contrôles démultipliés dans les ports ottomans de la mer Noire pour les navires venant de Russie. Kh. Tsovikjan, *op.cit.*, 1945, p. 18.

⁴⁶³ Note du secrétariat du palais impérial, 13 Kânûn-i Evvel (27 décembre 1905), reproduit dans *Osmanlı devleti ile Kafkasya, Türkistan ve Kırım hanlıkları arasındaki münâsebetlere dâir arşiv belgeleri (1687-1908 Yılları Arası)*, Ankara, TC Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 1992, p. 93.

⁴⁶⁴ V.I. Shpil'kova, *Mladoturetskaja revoljutsija 1908-1909 gg.*, Moscou, Nauka, 1977, p. 48.

⁴⁶⁵ H. Zafer Kars, *Belgelerle 1908 Devrimi Öncesinde Anadolu*, Ankara, Kaynak Yayınları, 1984, pp. 33-34 ; voir la description faite par le journal *Mshak*, dans son numéro 64 pour 1898, des cohortes de travailleurs journaliers arméniens venant de cette province. A.M. Pogojan, *Karsskaja oblast' v sostave Rossii*, Erevan, Ajastan, 1983, p. 104.

⁴⁶⁶ A.M. Valujskij, *op.cit.*, 1958, p. 51.

maïs et de blé par le port de Poti vers le Lazistan ottoman, qui en est très dépendant⁴⁶⁷. Sous des formes diverses, les restrictions aux circulations frontalières se maintiennent jusqu'à la fin de 1906, dans une succession souvent chaotique d'ordres et de contre-ordres qui ajoutent à la confusion et à l'imprévisibilité de la situation⁴⁶⁸.

Le mécontentement populaire qui accompagne les mesures prises par les autorités ottomanes pour contrôler la frontière atteste la difficulté à procéder à un contrôle politique de la frontière sans entraver les circulations économiques. Cette vision de la frontière comme lieu de contradiction entre des politiques aux finalités diverses s'inscrit dans une tradition notamment étudiée par l'histoire médicale. Dans une conférence classique, Erwin Ackerknecht présentait les termes d'un conflit, au XIX^e siècle, entre libéralisme intellectuel et économique et approche contagionniste des épidémies, qui préconisait des quarantaines frontalières⁴⁶⁹. Ces conflits entre différents ordres de raisonnements et de priorités interrogent la possibilité de concevoir une frontière qui serait composée de valves séparées, ajustables indépendamment les unes des autres : dans le cas de la frontière caucasienne, cette séparation est manifestement impossible. Si l'administration ottomane décide de réduire la liberté de circulation des bateliers du Lazistan, considérés à raison comme les acteurs principaux de la contrebande des armes sur le littoral, elle touche en même temps à un secteur économique majeur de la région, car les bateliers assurent aussi le commerce légal entre les ports russes et le littoral ottoman⁴⁷⁰. Cette attaque contre les réseaux de contrebande se produit alors même que d'autres formes traditionnelles de circulations lazes font l'objet de restrictions de la part des autorités. Le gouverneur reçoit ainsi la consigne d'appliquer l'interdiction d'envoi de jeunes garçons vers le littoral abkhaze comme travailleurs agricoles dans les plantations de tabac⁴⁷¹.

⁴⁶⁷ Note du Sadâret au ministère de l'Intérieur, 3 Rebiülahir 1323 (7 juin 1905), BOA, BEO 2593/194443 ; il faut noter l'hétérogénéité de la frontière, puisqu'en d'autres points c'est l'Anatolie ottomane qui exporte vers le Caucase ses céréales : rapport du consulat italien à Trabzon au ministère des Affaires étrangères, 12 février 1907, ASMAE, Affari Politici (1891-1916), b. 332.

⁴⁶⁸ Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au ministère des Affaires étrangères, 4 octobre 1906, HHStA, PA XXXVIII 337, f. 22.

⁴⁶⁹ Le texte a fait l'objet d'une republication récente : Erwin H. Ackerknecht, « Anticontagionism between 1821 and 1867. The Fielding H. Garrison Lecture », *International Journal of Epidemiology*, No. 38, 2009, pp. 7-21 ; Peter Baldwin, *Contagion and the State in Europe, 1830-1930*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, pp. 12-13 ; plus récemment voir l'article de Mark Harrison, « Disease, diplomacy and international commerce: the origins of international sanitary regulation in the nineteenth century », *Journal of Global History*, Vol. 1, No. 2, juillet 2006, pp. 197-217.

⁴⁷⁰ Note du sadâret au ministère de l'Intérieur, 28 Zilkade 1323 (24 janvier 1906), BOA, BEO 2749/206105.

⁴⁷¹ Nous restons prudent sur ce point faute d'une étude plus approfondie mais au printemps 1905 des mesures visant à réprimer les réseaux envoyant des enfants de moins de 15 ans vers les plantations de tabac russe soient adoptées pour faire respecter une interdiction antérieure. Voir les documents dans BOA, DH.MKT, 956/26.

Cette hypothèse d'une mécanique socio-économique de la frontière peut vraisemblablement être étendue en partie au cas iranien. Là aussi, l'été 1905 voit une rupture progressive des réseaux économiques et commerciaux entre Russie et Iran du Nord. A l'été, la Banque d'Escompte russe annonce qu'elle interrompt les transactions sur certains produits, comme les cotonnades exportées en masse par la Russie⁴⁷². L'afflux sur le littoral caspien de marchands et ouvriers rapatriés de Bakou n'améliore pas la situation économique de la région et accentue des tensions. Certains de ces marchands, pour rétablir leurs affaires, se livrent à une concurrence qui mécontente les marchands locaux⁴⁷³. A l'automne 1905, certains biens de première nécessité, comme le sucre, viennent à manquer et leur prix augmente fortement. L'évolution semble avoir été partagée dans l'ensemble de la région, comme le souligne un rapport du chef de la gendarmerie de Bakou au début de décembre 1905⁴⁷⁴. Les conséquences commerciales de la crise caucasienne entraînent un regain de tensions en Iran. En décembre 1905, deux marchands de Téhéran sont accusés par le gouverneur de Téhéran de profiter de la situation commerciale difficile avec la Russie : il les fait rouer de coups pour spéculation (*ehtekâr*) sur le sucre, ce qui entraîne une protestation des marchands de la ville, qui trouvent refuge dans la mosquée royale, en vertu de la coutume iranienne de l'asile (*bast*)⁴⁷⁵. Cet asile marque le début d'un mouvement de contestation politique qui arrache au shah au mois de juillet 1906 la fondation d'une assemblée (*madjlis*)⁴⁷⁶. A une échelle régionale, il nous semble donc possible de lier les événements contestataires et révolutionnaires des confins turco-iraniens avec la révolution russe, mais moins sous l'angle politique que socio-économique. C'est là que réside une mécanique de la frontière qui trouve encore à s'exprimer dans les processus révolutionnaires eux-mêmes, qui s'influencent par leurs décalages temporels.

b) Les effets du décalage temporel entre les révolutions

La critique de la thèse d'une simple contagion idéologique ne doit donc pas empêcher de penser des formes bien réelles de circulations révolutionnaires entre les empires. Les

⁴⁷² Rapport du consul à Tabriz Wratislaw à Arthur Hardinge, Tabriz, 22 août 1905, TNA, FO 60/700.

⁴⁷³ Ali Gheissari, « Merchants without borders: trade, travel and a revolution in late Qajar Iran (the memoirs of Hajj Mohammad-Taqi Jourabchi, 1907-1911) », in Roxane Farmanfarmanian (dir.), *War and Peace in Qajar Persia. Implications Past and Present*, Londres-New York, Routledge, 2008, p. 190.

⁴⁷⁴ Lettre du chef de la gendarmerie de Bakou au chef de la police au Caucase, 29 novembre (12 décembre) 1905, STsSSA, f. 83, op. 1, d. 50, ll. 54-55.

⁴⁷⁵ Homa Katouzian, *The Political Economy of Modern Iran, 1926-1979*, New York-Londres, New York University Press, 1981, p. 58 ; Nader Sohrabi, *Revolution and Constitutionalism in the Ottoman Empire and Iran*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 339.

⁴⁷⁶ Nikki R. Keddie, *Modern Iran. Roots and Results of Revolution*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2006 (2003), pp. 67-69.

années 1900-1910 ont attiré l'attention des historiens par la succession frappante de moments révolutionnaires dans un vaste espace géographique. Aux côtés des révolutions russe, iranienne et ottomane s'observe en effet une succession de mouvements dans les Balkans, au Portugal (1910), au Mexique (1911), en Chine (1912). On a pu relier ces révolutions à des mouvements anticoloniaux comme celui qui secoue le Bengale britannique. L'étude de ces mouvements a suscité l'intérêt, autant que des historiens, de politologues intéressés par la possibilité de dégager des constantes et des facteurs structurels. L'attrait de ce sujet s'inscrit dans le fort développement, depuis les années 1990, d'une littérature consacrée aux vagues démocratiques et révolutionnaires⁴⁷⁷. L'expression, qui remonte directement à l'effondrement du communisme et à l'idée d'un jeu de dominos démocratiques à travers le monde, a une dimension théorique et normative forte. Cette dimension s'exprime dans la quête de paramètres pertinents pour expliquer les vagues révolutionnaires transfrontalières comme celle des années 1900. La plupart des travaux produits à l'époque restent ainsi sur une approche diffusionniste, qui part des espaces nationaux comme unités pertinentes d'analyse. Dans un essai de problématisation, John Markoff distingue quatre « objets » susceptibles de circuler entre des mouvements révolutionnaires : des idées et idéologies, des formes d'action publique, des formes institutionnelles (*organizational vehicles*) et des symboles ou slogans⁴⁷⁸.

Les études consacrées aux vagues révolutionnaires se heurtent cependant à la difficulté de passer d'idées générales sur les circulations transnationales à une étude concrète de ces circulations. David Armitage et Sanjay Subrahmanyam soulignent ces difficultés dans leur introduction à un volume collectif consacré à un autre moment révolutionnaire classique, celui de la fin du XVIII^e siècle. En rupture avec les travaux plus anciens sur les révolutions atlantiques, le recueil choisit une chronologie ouverte qui part des révolutions indiennes des années 1750 et va jusqu'en 1840. A chronologie ouverte, nouveau déploiement géographique. Dans les deux cas, le questionnement de périodes et d'espaces pris comme cadres naturels d'analyse vise à questionner les présupposés des études sur la circulation⁴⁷⁹. Souvent, l'objectif affirmé de proposer une lecture connectée des révolutions se rabat sur une ambition plus modeste de comparaison. John Markoff évoque trois modalités par lesquelles des mouvements sociaux et politiques circulent : la réplication de conditions structurelles, la

⁴⁷⁷ Mark N. Katz, *Revolutions and Revolutionary Waves*, New York, St. Martin's Press, 1997.

⁴⁷⁸ John Markoff, *Waves of Democracy. Social Movements and Political Change*, Thousand Oaks-Londres-New Delhi, Pine Forge Press, 1996, pp. 27-29.

⁴⁷⁹ David Armitage, Sanjay Subrahmanyam, « Introduction: The Age of Revolutions, c. 1760-1840 – Global Causation, Connection and Comparison », in David Armitage, Sanjay Subrahmanyam (dir.), *The Age of Revolutions in Global Context, c. 1760-1840*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2010, pp. xii-xxxii.

transmission de modèles culturels et la circulation d'individus⁴⁸⁰. La première modalité relève du polygénisme révolutionnaire plutôt que d'une circulation à proprement parler, puisqu'elle part de l'existence de conditions proches, qui produisent des effets similaires. A propos des révolutions russe, iranienne, chinoise et mexicaine des années 1900, John Mason Hart recourt à ce type d'explication, sans que ses arguments soient toujours très convaincants⁴⁸¹. L'étude qui se rapproche le plus d'une analyse concrète des connexions entre révolutions est due à Charles Kurzman, qui construit une interprétation autour de l'échec de la démocratie dans ces mouvements révolutionnaires, qu'il associe à un effritement de coalitions instables nées dans les premiers moments⁴⁸². Plus comparée que connectée, son approche se transforme vite en examen de ces processus révolutionnaires selon un découpage thématique.

Nous partons ici des remarques faites par Kurzman pour étudier la particularité du moment révolutionnaire des années 1900. Il souligne que ces révolutions sont probablement les premières que les développements techniques permettent d'observer « en direct ». Dès le mardi 31 octobre, des journaux européens publient des extraits du manifeste émis par le tsar la veille. Le mercredi, le journal portugais *O mundo* salue l'événement, suivi le vendredi par le *North-China Herald*, tandis que le *Habl ol-Matin* de Calcutta publie le texte le lundi suivant⁴⁸³. Cette remarque renvoie à l'importance des perceptions réciproques mais aussi au problème de la temporalité. La caractéristique première de ces révolutions, à l'échelle mondiale comme caucasienne, réside dans leur décalage. Alors que la révolution éclate à peine en Iran au cours de 1906, elle se trouve dans une phase d'expérimentation institutionnelle en Russie, qui signifie déjà une forme de reflux : en juillet 1906, l'opposition au shah Mozaffar ad-Din et au premier ministre 'Ayn ed-Dovleh organise deux grands *basts* dans le sanctuaire de Qum et sur le territoire de la légation britannique à Gulhek⁴⁸⁴. Les progrès du mouvement protestataire en Iran suscitent l'intérêt en Russie où le tsar décide de dissoudre la première Douma, et donnent lieu à la publication d'articles et de brochures qui permettent, indirectement, de réfléchir sur les évolutions politiques russes elles-mêmes⁴⁸⁵. Les

⁴⁸⁰ John Markoff, *op.cit.*, 1996, pp. 29-30.

⁴⁸¹ Il présente ainsi les quatre pays comme souffrant d'une influence étrangère croissante, d'une dépendance financière, de difficultés économiques et d'une crise des élites. Une telle assimilation de quatre situations assez différentes est évidemment problématique. John Mason Hart, *Revolutionary Mexico. The Coming and Process of the Mexican Revolution*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1987, p. 188 et plus généralement pp. 186-234 pour le chapitre « Global Causation : Iran, China, Russia, and Mexico ».

⁴⁸² Charles Kurzman, *Democracy Denied, 1905-1915. Intellectuals and the Fate of Democracy*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2008, p. 17 et *passim*.

⁴⁸³ *Ibid.*, pp. 3-4 ; Nader Sohrabi, *op.cit.*, 2011, pp. 3-4.

⁴⁸⁴ Rapport de Grant Duff à Edward Grey, 13 août 1906, TNA, FO 416/29, p. 99.

⁴⁸⁵ Sur la dissolution, voir H.H. Fisher (éd.), *Out of my past. The memoirs of Count Kokovtsov*, Stanford, Stanford University Press, 1935, pp. 146-156 ; pour un exemple de brochure, voir M.A., *Poslednee politicheskoe*

diplomates britanniques tracent un lien direct entre ces évolutions intérieures en Russie et la tentative des représentants tsaristes en Iran de bloquer l'octroi d'une constitution, par crainte d'un retour de feu au Caucase⁴⁸⁶.

Deux ans plus tard, alors que la révolution se trouve temporairement vaincue dans la capitale iranienne à l'été 1908, elle commence dans l'Empire ottoman. Que tirer de ces décalages temporaires et de leurs effets ? Leur principal intérêt réside dans la possibilité d'une histoire de la « co-production » des révolutions entre les frontières, en particulier sur la période 1906-1909. Nader Sohrabi a souligné à ce propos le parallélisme décalé des cycles révolutionnaires dans les trois pays, caractérisé par une phase d'expérimentation constitutionnelle, puis par un coup d'Etat conservateur, avant que les révolutionnaires ne reviennent au pouvoir avec un programme radicalisé⁴⁸⁷. Ce décalage produit des effets d'anticipation, du fait de l'observation mutuelle à laquelle se soumettent les trois opinions publiques, par le biais de leur presse, mais aussi de connexions plus personnelles que favorise l'espace frontalier. Le décalage des événements constitue en soi un moteur transnational de mobilisation : la presse de l'Empire russe se passionne ainsi pour les révolutions en Iran et en Turquie qui entretiennent une forme de flamme déjà étouffée en Russie, comme l'a montré Stéphane Dudoignon⁴⁸⁸. L'étranger apparaît à même de raviver des mobilisations, en fournissant des légitimations externes, mais aussi des formes détournées de critique des pouvoirs nationaux⁴⁸⁹. Mais le décalage s'accompagne aussi de circulations et de fuites. Dans un espace marqué par une interconnexion frontalière forte et des communautés

dvizhenie v Persii po rasskazam Persov-Tegerantsev, Saint-Pétersbourg, Tipografija "Trud", 1906 ; pour l'exemple de la presse arménienne : Claire Mouradian, « Caricature in the Armenian Press of the Caucasus », *Armenian Review*, Vol. 44, No. 4 (176), hiver 1991, p. 17.

⁴⁸⁶ Rapport de Grant Duff à Edward Grey, 6 septembre 1906, TNA, FO 416/29, p. 99 ; sur cette influence iranienne au Caucase et en Asie centrale, Touraj Atabaki, « Constitutionalism in Iran and its Asian Interdependencies », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol. 28, No. 1, 2008, pp. 142-153.

⁴⁸⁷ Nader Sohrabi, « Historicizing Revolutions. Constitutional Revolutions in the Ottoman Empire, Iran and Russia, 1905-1908 », *American Journal of Sociology*, Vol. 100, No. 6 (Mai 1995), pp. 1385-1387.

⁴⁸⁸ Cela a beaucoup été étudié dans le cas de la presse musulmane. Stéphane Dudoignon, « 'Et l'Iran saigne encore...' Les révolutions iranienne de 1906 et turque de 1908 vues par la presse des musulmans de l'Empire russe », in François Georgeon (dir.), « L'ivresse de la liberté ». *La révolution de 1908 dans l'Empire ottoman*, Paris-Louvain-Walpole, Peeters, 2012, pp. 511-552 ; sur le cas du journal *Füyuzat* de Bakou et du mouvement iranien, voir Volker Adam, *Russlandmuslime in Istanbul am Vorabend des Ersten Weltkrieges. Die Berichterstattung osmanischer Periodika über Russland und Zentralasien*, Francfort, Peter Lang, 2002, p. 3 ; pour l'intérêt de la presse géorgienne, voir Lela Gendianishvili, « Iranis 1905-1911 ts'ts', burzhuaziul-demok'rat'iuli revolutsia da kartuli demok'rat'iuli presa », *Matsne*, No. 3, 1989, pp. 97-110 et Giorgi Ch'ipashvili, *Tavrizis 1908-1909 ts'lebis ajanq'eba da kartuli presa*, Tbilissi, Metsniereba, 1979.

⁴⁸⁹ Sur la critique du sultan dans la presse du Caucase, voir la lettre du président du comité de Tiflis pour les affaires de la presse, concernant le journal *Mollah Nasreddin*, au fonctionnaire diplomatique auprès du vice-roi du Caucase, 19 février (3 mars) 1908, STSSA, f. 15, op. 1, d. 132, l. 1 ; V.Ju. Samedov, M.M. Kasumov, *Rasprostranenie markizma-leninizma v Azerbajdzhane, Ch. 2*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1966, pp. 568-577.

transimpériales, les révolutionnaires en déroute peuvent s'appuyer sur les nouveaux pôles révolutionnaires.

Illustrons ces considérations par l'exemple de l'été 1908. En Iran, l'assemblée constitutionnelle qui commence à siéger en décembre 1906 se heurte à l'opposition du nouveau shah, Mohammad 'Alî, qui rechigne à appliquer les concessions faites par son père⁴⁹⁰. L'influence de forces conservatrices et des officiers russes qui dirigent la garde cosaque iranienne le conforte dans son assurance face aux constitutionnalistes, et le souverain adopte une posture de plus en plus hostile envers les forces démocrates. Après une série d'épreuves de force, le shah décide le 22 juin 1908 de faire bombarder le *madjlis*, en s'appuyant sur le colonel russe de la garde, Ljakhov, qui est nommé gouverneur-général de Téhéran au cours de la répression qui s'ensuit. Ce coup de force fait scandale en Russie même et suscite de vives tensions entre Britanniques et Russes, qui ont signé en 1907 un accord de condominium sur la Perse⁴⁹¹. Le ministre russe des Affaires étrangères, Izvol'skij, s'efforce de convaincre les britanniques que Ljakhov a agi en tant que commandant de la garde cosaque et non comme officier russe, ce qui ne semble guère convaincre sur les bords de la Tamise⁴⁹². Dans les semaines qui suivent, l'incrédulité règne dans les centres provinciaux. L'Azerbaïdjan iranien, dont l'assemblée provinciale est en rupture semi-ouverte avec le shah depuis la fin de l'année 1907, décide de s'opposer à ce coup de force et tente de mobiliser les autres assemblées provinciales⁴⁹³. C'est alors que germe l'affrontement ouvert entre constitutionnalistes et monarchistes iraniens que parvient la nouvelle de la révolution jeune-turque, qui marque un nouveau renversement dans cette histoire révolutionnaire transnationale.

Cette révolution commence le 23 juillet 1908, lorsque les forces ottomanes à Monastir se soulèvent contre le pouvoir impérial d'Abdülhamid II. Elle s'étend rapidement à Salonique et le Comité Union et Progrès contrôle en peu de temps les territoires ottomans des Balkans.

⁴⁹⁰ Nikki Keddie, Mehrdad Amanat, « Iran under the Later Qājārs, 1848-1922 », in Peter Avery, Gavin Hambly (dir.), *The Cambridge History of Iran, Vol. 7: From Nadir Shah to the Islamic Republic*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1991, p. 202-203.

⁴⁹¹ Le journal *Zakavkaz'e* de Tiflis et d'autres organes de presse dénoncent les « atrocités des réactionnaires » : lettre du gouverneur de Tiflis au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 3 (16) juillet 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 133, l. 1.

⁴⁹² Jennifer Siegel, *op.cit.*, 2002, pp. 38-39 ; sur les méandres de la relation russo-britannique en 1906-1908 : Vanessa Martin, « Hartwig and Russian Policy in Iran, 1906-1908 », *Middle Eastern Studies*, Vol. 29, No. 1, janvier 1993, pp. 1-21.

⁴⁹³ Depuis décembre 1907, l'assemblée provinciale azérie accélère son autonomisation face au shah, en multipliant les signes d'insoumission. Georgij Arutjunjan, « Endzhumeny v iranskoj revoljutsii 1905-1911 gg. », *Hajkakan SSR' Gitut'junneri Akademiaji Tegheqagir – Hasarakakan gitut'junner*, No. 1, 1955, pp. 52-53 ; Janet Afary, « Peasant Rebellions of the Caspian Region during the Iranian Constitutional Revolution, 1906-1909 », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 23, No. 2, mai 1991, p. 142.

Le 24 juillet, l'inspecteur-général de Macédoine, Hilmi Pasha, annonce avoir reçu du sultan un télégramme acceptant de rétablir un parlement et une constitution⁴⁹⁴. Ce télégramme marque l'ouverture de la seconde période constitutionnelle ottomane et donne lieu dans tout l'empire à des manifestations de liesse. Cette liesse, qualifiée par les contemporains « d'ivresse de la liberté » (*hürriyet sarhoşluğu* en turc et *nashwat al-hurriya* en arabe), parcourt l'ensemble du monde ottoman, en dessinant la cartographie d'une manière inattendue⁴⁹⁵. L'exaltation de la liberté est d'autant plus vive que celle-ci apparaît comme la métaphore d'une correction plus large du cours de l'histoire ottomane⁴⁹⁶. Le gradient spatial joue un rôle important dans le décalage des perceptions de la révolution : paradoxalement, les communautés ottomanes à l'étranger sont beaucoup plus réactives que certaines provinces de l'empire, où la difficulté des communications et la réticence des gouverneurs à laisser filtrer les nouvelles obscurcit et ralentit la connaissance des événements de la capitale⁴⁹⁷. A la Mecque, le chérif menace de flagellation ceux qui évoqueraient la révolution et à Jérusalem le gouverneur Ekrem Bey garde une posture attentiste pendant plusieurs jours. A moyen terme, cependant, les élites provinciales de Syrie, de Palestine et même de l'Égypte sous contrôle britannique se trouvent entraînées dans un processus de repolitisation⁴⁹⁸. A partir de cette révolution, l'intérêt de la presse ottomane pour la situation en Iran s'intensifie : journalistes et caricaturistes se font particulièrement critiques de Mohammad 'Alî Shah, qui devient l'archétype du despote opprimant son peuple, et du soutien que lui apporte la Russie⁴⁹⁹.

Dans le cas du Caucase russe, l'impact de la révolution jeune-turque apparaît double. Elle suscite dans les jours qui suivent des rassemblements devant les consulats ottomans, pour célébrer le changement de régime. Les premiers actes du nouveau régime suscitent particulièrement la sympathie, à l'instar de l'amnistie générale décrétée et de l'autorisation du retour pour les proscrits et exilés. Pour les Arméniens réfugiés au Caucase, la possibilité d'un retour s'entrouvre également, en raison de l'accord passé entre les dachnaks et le CUP⁵⁰⁰.

⁴⁹⁴ Aykut Kansu, *The Revolution of 1908 in Turkey*, Leyde-New York-Cologne, Brill, 1997, pp. 96-102.

⁴⁹⁵ François Georgeon, « Présentation », in François Georgeon (dir.), *op.cit.*, 2012, pp. xv-xvii.

⁴⁹⁶ Michelle U. Campos, *Ottoman Brothers. Muslims, Christians, and Jews in Early Twentieth-Century Palestine*, Stanford, Stanford University Press, 2011, pp. 21 et 34-42.

⁴⁹⁷ Les situations varient parfois fortement d'une province à l'autre. Le littoral de la mer Noire est pour sa part très réceptif à la révolution. Rapport du consul britannique à Trabzon à l'ambassadeur Lowther, 2 septembre 1908, TNA, FO 195/2303, ff. 182-183.

⁴⁹⁸ Voir Juliette Honvault, « *Des faits étranges...* Les échos de la révolution jeune-turque au Yémen », et Anne-Laure Dupont, « Réforme et révolution dans la pensée arabe après 1908 », in François Georgeon (dir.), *op.cit.*, 2012, pp. 387-414 et 415-454 ; Michelle U. Campos, *op.cit.*, 2011, pp. 26-27.

⁴⁹⁹ Palmira Brummett, *Image and Imperialism in the Ottoman Revolutionary Press, 1908-1911*, Albany, State University of New York Press, 2000, pp. 91-109.

⁵⁰⁰ Taner Aslan, « II. Meşrutiyet Dönemi Genel Af Uygulamaları », *Gazi. Akademik Bakış*, Vol. 3, No. 5, Hiver 2005, pp. 41-60.

Ressortissants ottomans, représentants de l'Etat, mais aussi notables locaux se retrouvent dans des cérémonies qui rappellent celles tenues dans l'Empire lui-même⁵⁰¹. Le 5 août 1908, le consulat à Tiflis rapporte le rassemblement de deux mille personnes devant le consulat à l'annonce de l'amnistie, officiellement transmise par l'ambassade. Sur fond de marche Hamidiye et aux cris de « Longue vie au sultan » (*Padişahım bin yaşa*), la foule se répand dans les rues de la ville. Des actions de grâce sont organisées dans les lieux de culte (*ibadethaneler*) de la ville, ce qui laisse entendre que plusieurs communautés religieuses s'y associent⁵⁰². Cet œcuménisme renvoie à l'esprit du moment, car l'événement révolutionnaire semble rejeter les dissensions religieuses dans le passé⁵⁰³. Ces manifestations suscitent logiquement les appréhensions des autorités caucasiennes, qui s'efforcent au même moment de rétablir l'ordre civil et de réprimer les forces politiques radicales. A Kars, le retour de la « constitution » (*Kanun-ı Esasî*) donne lieu à de vives démonstrations de joie⁵⁰⁴. C'est donc un nouveau foyer d'inspiration constitutionnelle qui s'ouvre.

Cette mobilisation entre les empires s'accompagne de circulations qui confirment les hypothèses sur l'importance des décalages temporels. On observe en effet des circulations sur l'ensemble des frontières que l'on peut lier à ces décalages. Le premier est celui du départ progressif d'élites révolutionnaires, mais aussi intellectuelles, du Caucase vers la Turquie. L'émigration d'intellectuels musulmans comme Ağaoğlu ou Akçura leur permet de continuer dans l'Empire ottoman leur activité et d'y jouer un rôle considérable dans les années qui suivent⁵⁰⁵. Ces personnalités contribuent à l'essor de la vie intellectuelle et de la presse ottomanes et y apportent de nouvelles conceptions, en particulier sur les questions religieuses et sur la genèse d'une idéologie nationale turque. Comme l'a montré Volker Adam, l'influence de ces émigrés s'exprime dans l'intérêt croissant de la presse ottomane pour les affaires de Russie⁵⁰⁶. Cette émigration ne se limite pas aux activistes musulmans, bien qu'ils en constituent le cœur. Brièvement, Istanbul voit même la publication d'un journal russophone, les *Stambul'skie Novosti*, fondées par l'exilé Celaleddin Korkmazov en octobre

⁵⁰¹ Pour un exemple détaillé de cérémonie, tenue à Jérusalem le 8 août 1908, voir Michelle U. Campos, *op.cit.*, 2012, pp. 29-32.

⁵⁰² Note du consulat à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 5 août 1908, BOA, HR.SYS, 1858/23.

⁵⁰³ Sur la dénonciation de la *siyâsat al-tafrîq* (politique de la dissension) d'Abdülhamid II, voir Michelle U. Campos, *op.cit.*, 2012, pp. 74-75.

⁵⁰⁴ Note du ministère des Affaires étrangères ottoman, 24 août 1908, BOA, HR.SYS, 1858/45.

⁵⁰⁵ Volker Adam, *op.cit.*, 2002, pp. 4-5.

⁵⁰⁶ Dépouillant le journal *Sırat-ı Müstakim* publié entre juillet 1908 et février 1912, Adam recense 86 articles concernant directement la Russie, 72 qui la concernent de manière indirecte et 209 entrefilets. Ces textes sont surtout concentrés entre l'été 1909 et l'été 1911. *Ibid.*, pp. 21-22 et 54-56.

1909⁵⁰⁷. En sens inverse, le régime jeune-turc entreprend d'aider le mouvement constitutionnel iranien, en soutenant clandestinement la résistance au shah, qui s'organise en Azerbaïdjan iranien. Le CUP envoie un groupe de militants autour de Naci Bey pour aider les constitutionnalistes de Tabriz⁵⁰⁸. Les consulats ottomans dans l'Empire perse se transforment subitement en soutiens des forces révolutionnaires locales⁵⁰⁹. Dans ses mémoires, l'ancien consul britannique à Tabriz, Wratislaw, souligne l'effet causé par ce renversement inattendu des fortunes révolutionnaires dans la région⁵¹⁰. Troisième circulation, enfin, celle des révolutionnaires caucasiens en butte aux répressions du régime tsariste, qui se mettent à investir l'espace iranien où se noue une nouvelle lutte. Ces circulations méritent une attention particulière car elles incarnent au niveau des populations les connexions entre révolutions et continuent à faire l'objet d'interprétations différentes.

2. Les sociologies contestées de l'engagement transfrontalier

La figure des révolutionnaires caucasiens nourrit dès la fin des années 1900 un mythe social et politique. La propension à résumer le facteur transnational dans la révolution iranienne au rôle de ces révolutionnaires n'est pas sans lien avec la fascination que peut exercer, de manière plus générale la question de l'engagement transnational. Mais la place accordée aux Caucasiens dans la révolution persane mérite d'être replacée dans un contexte plus vaste de mobilisations à travers les frontières, qui impliquent au premier chef les ressortissants iraniens de l'étranger, dont la mobilisation modifie l'organisation communautaire, posant les bases d'une diaspora mobilisée.

⁵⁰⁷ Pour la présence d'autres Caucasiens à Istanbul, voir les observations d'un Géorgien dans l'empire : Neli Bost'ashvili, « Iase Rach'velis (Mekhuzlas) ts'erilebi turketidan da 1908-1909 ts'lebis revolutsiis sak'itkhebi », *Saist'orio Moambe*, No. 53-54, 1986, pp. 254-333 ; sur les *Stambulskie Novosti*, voir le récent ouvrage de Mehmet Perinçek et Arda Odabaşı, *Stambulskie Novosti de Jön Türk devrimi*, Istanbul, Kaynak Yayınları, 2013, pp. 67-68 ; une autre figure de cette émigration révolutionnaire est celle d'Alexandre (Israël) Helphand (connu sous le nom de Parvus), qui arrive à Istanbul en novembre 1910 : Winfried B. Scharlau, Zbyňek A. Zeman, *Freibeuter der Revolution. Parvus-Helphand. Eine politische Biographie*, Cologne, Wissenschaft und Politik, 1964, pp. 134-136.

⁵⁰⁸ Lettre du dragoman du vice-consulat britannique à Van à Shipley, 26 avril 1909, TNA, FO 195/2317, ff. 209-215 ; Victor Bérard, *Révolutions de la Perse. Les provinces, les peuples et le gouvernement du roi des rois*, Paris, Armand Colin, 1910, pp. 6-8.

⁵⁰⁹ Ahmad Kasravî, *Târikh-e hijdeh sâleh-e Âzərbayjân*, Téhéran, Amîr Kabîr, 1340 (1961), pp. 9-10.

⁵¹⁰ A.C. Wratislaw, *A Consul in the East*, Edimbourg-Londres, William Blackwood & Sons, 1924, pp. 216-224.

a) *Portrait du révolutionnaire caucasien*

« Le long XIX^e siècle ne voit pas de combat plus international que la cause de la nation », écrit Gilles Pécout dans un article consacré à une « lecture méditerranéenne et transnationale » du *Risorgimento*⁵¹¹. A partir de l'insurrection grecque de 1821-1822, la pratique de l'engagement politique au-delà des cadres étatiques et impériaux connaît un essor qui trouve dans le processus de l'unification italienne son « illustration la plus chimiquement pure ». Initialement associé aux courants libéraux, pour lesquels la nation constitue l'unité nouvelle d'organisation de la société, le volontariat transnational s'élargit aussi aux tenants du légitimisme, religieux et politique. Les engagements en faveur du carlisme espagnol et la défense de la papauté représentent deux causes majeures pour ce volontariat né aux antipodes des premières mobilisations transnationales⁵¹². La figure du volontaire international acquiert à travers ces différentes mobilisations un prestige jalonné par des mythes fondateurs, comme la mort de Byron en 1824 à Missolonghi. Dans les dernières décennies du siècle, elle connaît néanmoins un déclin marqué. La mobilisation philhellène sur la question crétoise, en 1897-1898, ne constitue qu'un pâle reflet des élans antérieurs. Les années 1900 renouvellent cependant la pratique de l'engagement transfrontalier : le volontariat n'est plus seulement au service de la nation, mais aussi d'une cause révolutionnaire, sociale et politique, dont le degré de radicalisme connaît d'importantes variations en fonction des contextes. Parmi les différents mouvements d'engagement transnational, celui des révolutionnaires issus de l'Empire ottoman et, surtout, du Caucase russe, au service de la révolution constitutionnelle iranienne occupent une place de choix.

L'historiographie de l'époque soviétique n'a pas peu contribué au succès de cette figure. Elle voit en effet dans le rôle des révolutionnaires caucasiens un facteur-clef du succès, politique mais aussi militaire, du mouvement constitutionnel iranien et de sa résistance aux forces monarchistes et réactionnaires. L'apologie de ces révolutionnaires se nourrit à une double source. Ils sont en effet présentés comme des exportateurs de l'idéologie et des pratiques bolcheviques, ce qui légitime dans un contexte spatial donné l'idée d'un impact

⁵¹¹ Gilles Pécout, « Pour une lecture méditerranéenne et transnationale du Risorgimento », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, No. 44, 2012, p. 38.

⁵¹² Simon Sarlin, *Le légitimisme en armes : histoire d'une mobilisation internationale contre l'unité italienne*, Rome, Ecole française de Rome, 2013 ; Jordi Canal, *Banderas blancas, boinas rojas. Una historia política del carlismo, 1876-1939*, Madrid, Marcial Pons, 2006 ; Laetitia Blanchard Rubio, « La Première Guerre carliste ou la guerre de la dernière chance : la communauté légitimiste face à son destin », *Amnis* [En ligne], 10 | 2011, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 20 juillet 2014. URL : <http://amnis.revues.org/1449>.

global de la première révolution russe dans sa dimension d'anticipation de 1917⁵¹³. Mais ces révolutionnaires sont aussi caucasiens, ce qui revêt une importance tout aussi grande pour une historiographie qui marie étroitement rectitude idéologique et exaltation des nationalités de l'URSS. On est frappé à cet égard par la concentration de chaque république soviétique du Caucase sur la louange de ses révolutionnaires nationaux. Le thème commun de l'aide caucasienne à la révolution iranienne devient ici matière au renforcement d'une certaine conception de la nation comme révolutionnaire et bolchevique. Il est particulièrement intéressant de remarquer que les travaux produits sur ce thème ont en grande partie été publiés dans les langues des républiques, sans forcément avoir de traduction en russe, ce qui a contribué à une forme de nationalisation des historiographies⁵¹⁴. L'historiographie soviétique dans les différentes langues qu'elle utilise constitue une ressource indispensable à l'étude du volontariat caucasien en Iran, mais doit aussi être considérée avec prudence, en raison de ses présupposés problématiques.

La participation de révolutionnaires caucasiens à la révolution persane ne saurait en effet être limitée à la mouvance bolchevique. Rappelons notamment que les partis révolutionnaires arméniens, en raison des solidarités ethniques et idéologiques dont ils disposent à travers les frontières des trois empires de la région, sont au cœur du volontariat transnational qui se développe. Dans son étude consacrée à l'engagement arménien en faveur de la révolution constitutionnelle, Hourï Berberian voit dans ce volontariat, qui s'appuie sur l'existence de liens transfrontaliers anciens, le résultat immédiat du traumatisme que constitue pour les forces socialistes et révolutionnaires le tour pris par la révolution au Caucase russe, dans sa dimension de guerre civile. Le quatrième congrès général du parti dachnak, tenu à Vienne en février-mai 1907, rappelle ainsi la priorité de la lutte des classes, par opposition à des mobilisations de nature ethnique⁵¹⁵. La solidarité au-delà des frontières ethniques et religieuses devient un thème majeur du journal officiel du parti, le *Droshak*, au cours des années de la révolution persane, dans ce qui apparaît comme une tentative de rédemption et d'exorcisme des démons du Caucase⁵¹⁶. Cette explication de nature idéologique doit être complétée par un élément plus conjoncturel, dû au décalage des processus révolutionnaires

⁵¹³ I.S. Chulok, *Ocherki istorii Batumskoj kommunisticheskoj organizatsii (1890-1921)*, Batoumi, Sabchota Adzhara, 1970, p. 198.

⁵¹⁴ Pour les Géorgiens, Ant'on Kelenjeridze, *Gurjebi. Kartvelebi Iranis 1905-1911 ts'lebis revolutsiashi*, Sak.k'p' tsk'-is gamomtsemloba, 1975 ; pour l'Arménie, Georgij Arutjunjan, *Iranskaja revoljutsija 1905-1911 gg. i bol'sheviki Zakavkaz'ja*, Erevan, Armgosizdat, 1956 ; pour la production azérie, voir Ə. Sumbatzadə (dir.), *op.cit.*, 1985, *passim*.

⁵¹⁵ Hourï Berberian, *op.cit.*, 2001, p. 5 ; sur le rôle du parti dachnak en Iran, voir A. Amurjan, *H.J. Dashnaks' ut'junë Hajastanum 1890-1918*, Téhéran, Alik', 1950.

⁵¹⁶ *Ibid.*, pp. 6-8.

examiné précédemment. Alors même que le mouvement constitutionnel iranien est en plein essor en 1907, les révolutionnaires caucasiens font l'objet d'une campagne de répression sur le sol de l'Empire tsariste. L'existence d'un « refuge » de la révolution iranienne pour des éléments proscrits du sol russe constitue un élément à conserver en mémoire, bien qu'il soit très difficile d'évaluer directement l'articulation entre le contexte de la répression et les parcours individuels⁵¹⁷. Sur la soixantaine de révolutionnaires caucasiens présents à Rasht en mai 1909, Sergo « Gourджи » n'évoque que pour une dizaine d'entre eux le fait qu'ils « se cachaient de la police tsariste et préféraient rester temporairement à Rasht⁵¹⁸ ». Mais le consul britannique Rabino adopte au même moment une lecture plus tranchée, considérant que seule une amnistie générale sur le sol russe permettrait de faire repartir les Caucasiens en les détournant de la révolution persane⁵¹⁹.

L'essor véritable de l'engagement caucasien aux côtés de la révolution persane survient à la suite du coup d'Etat du shah contre le *madjlis* et les constitutionnels à la fin de juin 1908. Après quelques jours d'incertitude, les constitutionnels de Tabriz proclament leur intention de résister à la réaction politique. Iago Gocheleishvili a souligné dans ses recherches le rôle des révolutionnaires caucasiens qui arrivent entre l'été et l'automne 1908, dans l'organisation de la défense de Tabriz face à la coalition envoyée par le shah, composée de troupes régulières et de tribus loyales⁵²⁰. Le rôle militaire des Caucasiens consiste aussi dans l'ouverture d'un second front de résistance, sur le littoral caspien. En novembre-décembre 1908, une vingtaine de révolutionnaires caucasiens, en grande partie géorgiens, arrive dans la ville de Rasht et établit avec les constitutionnels locaux, arméniens et persans, un comité clandestin qui entreprend de préparer une insurrection (*figure 20*). Dans son récit publié dans le journal géorgien *Akhali Skhivi* au début de 1910, Sergo « Gourджи » attribue un rôle prédominant aux Géorgiens dans la préparation de l'insurrection qui éclate finalement le 8 février et renverse le très honni gouverneur Sardâr Afkhâm, placé par le shah pour contrôler la région⁵²¹. Il convient de prendre avec précaution les assertions des révolutionnaires caucasiens, prompts à brocarder la faiblesse et l'incompétence organisationnelle des Persans,

⁵¹⁷ La tentation d'une mise en relation « non contrôlée » du contexte et des circulations révolutionnaires est ici grande. Sur l'usage « quelque peu indolent » de la notion de contexte, Paul-André Rosental, *Les sentiers invisibles. Espace, familles et migrations dans la France du 19^e siècle*, Paris, Editions de l'EHESS, 1999, pp. 17-18.

⁵¹⁸ Ant'on Kelenjeridze, *Sergo Ordzhonikidze – zhurnalists*, Tbilissi, Merani, 1969, p. 75.

⁵¹⁹ Rapport du consulat britannique à Rasht à l'ambassade à Téhéran, 29 mai 1909, TNA, FO 248/970, f. 230.

⁵²⁰ Iago Gocheleishvili, « Introducing Georgian Sources for the Historiography of the Iranian Constitutional Revolution (1905-1911) », in Houchang Chehabi, Vanessa Martin (dir.), *Iran's Constitutional Revolution. Popular Politics, Cultural Transformations and Transnational Connections*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2010, p. 46.

⁵²¹ Ahmad Kasravî, *op.cit.*, 1340 (1961), pp. 9-10 ; Ant'on Kelenjeridze, *op.cit.*, 1969, pp. 8 et 41-42.

ce qui trahit une forme d'orientalisme relevée par Moritz Deutschmann⁵²². Il est cependant vraisemblable que, dans les premiers temps de l'insurrection persane, les révolutionnaires locaux maîtrisent moins bien les registres de l'action révolutionnaire et l'historien persan Ahmad Kasravî confirme le rôle-clef joué par les Caucasiens dans l'organisation de la défense de Rasht au printemps 1909⁵²³. L'ouverture du Gilan sur la Caspienne permet au mouvement révolutionnaire sur place d'attirer des volontaires du Caucase, dont Rabino rapporte l'arrivée par dizaines sur les navires en provenance de Bakou, en mars 1909⁵²⁴.

Les volontaires étrangers, caucasiens et ottomans, occupent une place particulière dans l'échiquier de la révolution. Certains d'entre eux, comme les révolutionnaires arméniens Sattar Khan et Yeprem Khan, deviennent des figures publiques de la résistance. Sattar Khan incarne la résistance réussie aux forces royalistes à l'automne 1908, mais sait aussi conserver une ligne prudente envers les intérêts des puissances étrangères en Azerbaïdjan iranien, pour ne pas s'aliéner les consulats russe et britannique⁵²⁵. Yeprem Khan mène pour sa part les opérations sur le front du Gilan et dirige la prise de Qazvin, le 4 mai 1909. Son rôle ne se limite cependant pas aux opérations militaires, puisqu'il devient un des responsables de l'ordre public, recevant la charge de la gendarmerie de Téhéran lorsque la ville retombe aux mains des constitutionnels⁵²⁶. L'intégration des révolutionnaires caucasiens à la face publique du mouvement constitue cependant plutôt une exception, essentiellement réservée aux révolutionnaires arméniens et « tatars », qui peuvent s'appuyer le continuum ethnique entre le Caucase et le nord de l'Iran⁵²⁷. Sergo « Gourdjî » rappelle ainsi que les révolutionnaires géorgiens ne maîtrisent en général ni le turc « azéri » ni le persan, langues véhiculaires du nord de l'Iran, ce qui leur vaut de la part d'un des leaders du mouvement constitutionnel, Sepehdâr, un laconique « *khûb nîst* »⁵²⁸. L'isolement linguistique constitue une problématique

⁵²² Moritz Deutschmann, « Cultures of Statehood, Cultures of Revolution: Caucasian Revolutionaries in the Iranian Constitutional Movement, 1906-1911 », *Ab Imperio*, 2/2013, p. 189.

⁵²³ Ahmad Kasravî, *op.cit.*, 1340 (1961), pp. 12-13.

⁵²⁴ Télégramme du consulat britannique à Rasht à l'ambassade à Téhéran, 2 mars 1909, TNA, FO 248/970, f. 220.

⁵²⁵ Mangol Bayat, *Iran's First Revolution. Shi'ism and the Constitutional Revolution of 1905-1909*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1991, pp. 240-241 ; Isma'il Âmirkhîzî, *Qiyâm-e Azarbaydjân va Sattar Khân*, Tabriz, Kitâbfûrûshî-e Tehrân, 1339 (1960) ; parmi les autres grandes figures, on peut penser au révolutionnaire Haydar Khan Amu Oghly, dont la vie a fait l'objet de plusieurs travaux : Rahîm Rezâzâdei Malik, *Haydar Khân 'Amuoghli*, Téhéran, Enteshârât-e Donyâ, 1352 (1973).

⁵²⁶ *Ibid.*, pp. 258-259 ; sur le rôle de Yeprem Khan dans l'organisation de la gendarmerie, voir Morteza Seyfi Famî Tafrihî, *Nazm ve nazmie dar dovre-ye Qâdjâriye*, Téhéran, Enteshârât-e Yasâvolî 'Farhangsarâ', 1362 (1983), pp. 263-264.

⁵²⁷ Gilles Pécout écrit, à propos de la Méditerranée : « L'optique transnationale revêt un sens d'autant plus pertinent qu'elle concerne des espaces de proximité géographique et historique dessinant plus aisément des solidarités régionales culturelles et géopolitiques. » Gilles Pécout, *op.cit.*, 2012, p. 34.

⁵²⁸ Littéralement, « Ce n'est pas bien ». On pourrait plutôt traduire par : « Nous sommes mal partis ! ». Ant'on Kelenjeridze, *op.cit.*, 1969, p. 51.

en soi, mais requiert le rassemblement de bribes éparses d'information. La différence culturelle et religieuse constitue aussi un élément distinctif, qui suscite à l'occasion l'hostilité des populations⁵²⁹. Les constitutionnalistes semblent avoir accordé à cette question une réelle attention, afin de ne pas risquer d'associer trop étroitement leur mouvement à une influence étrangère.

Internationaliste, le Caucasien reste néanmoins un étranger. Cette perception ne s'enracine pas uniquement dans des facteurs linguistiques, religieux ou culturels au sens strict⁵³⁰. Dès l'époque, les observateurs associent en effet les révolutionnaires caucasiens à l'importation en Iran de nouvelles formes de lutte politique, plus radicales et violentes⁵³¹. Cette importation fait partie du discours produit par les Caucasiens eux-mêmes. Le révolutionnaire géorgien Tria (Vlass Mgeladze) évoque en ces termes l'introduction de la bombe comme instrument de terreur politique :

« Elles causèrent la perte d'une multitude de réactionnaires et provoquèrent une panique générale. En mourant les réactionnaires accablaient de leurs malédictions les Géorgiens qui étaient venus du Caucase apportant le tonnerre et la poudre⁵³². »

Les témoignages s'accordent à souligner l'impact considérable joué par les premières attaques à la bombe, qui suscitent la terreur du shah et des élites⁵³³. Les ateliers clandestins de production de bombes, qui se multiplient au nord de l'Iran, sont le plus souvent tenus par des Caucasiens ou des Arméniens autochtones, qui ont parfois séjourné au Caucase⁵³⁴. Mais le transfert n'est ici pas simplement technique. Il s'agit surtout de l'importation d'une forme de violence développée dans le contexte de l'Empire russe, comme le soulignait Erik van Ree dans un article récent, où il retrace la « montée aux extrêmes » qui caractérise les conflits sociaux dans la région de Bakou, au cours des années 1900. L'arrivée des Caucasiens en Iran

⁵²⁹ Sergo « Gurdji » rapporte ainsi les propos tenus par des « agents provocateurs » qui s'attaquent aux Géorgiens en tant que « chrétiens », soupçonnés de vouloir « devenir les maîtres » en Perse. *Ibid.*, pp. 63-64.

⁵³⁰ Ces décalages sont cependant importants et la présence parmi les révolutionnaires caucasiens de quelques femmes donne parfois naissance à de véritables mythes. Mohamad Tavakoli-Targhi, *op.cit.*, 2001, p. 129.

⁵³¹ G.M. Petrov, *op.cit.*, 1935, p. 119 ; télégramme du ministère des Affaires étrangères russe à la vice-royauté du Caucase, 19 novembre (2 décembre) 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 34.

⁵³² Son texte, daté d'août 1910, est traduit par Mikhail Pavlovich, orientaliste et révolutionnaire : Tria (Vlass Mgeladze), « Le Caucase et la révolution persane », *Revue du monde musulman*, Vol. 13, 1911 p. 326.

⁵³³ A la fin de février 1908 a lieu un attentat manqué contre le shah, qui le marque durablement. Maria Gabriella Pasqualini, *L'Italia e le prime esperienze costituzionali in Persia (1905-1919)*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 1992, p. 56.

⁵³⁴ La découverte de ces ateliers est presque toujours liée aux explosions qui y ont lieu. Pour un cas à Rasht, où un certain « Vladimir », qui passait pour un ancien marin du Potemkine, est tué dans son atelier : Rapport du consul britannique à Rasht, 8 décembre 1909, TNA, FO 248/970, f. 392.

coïncide avec ce que l'historiographie a appelé la « terreur économique », au cours de laquelle nombre de gérants, contremaîtres et cadres de l'industrie sont assassinés dans les faubourgs de Bakou, dans des attentats très violents⁵³⁵. La bombe est ici le révélateur d'une divergence idéologique, soulignée par Moritz Deutschmann. Deutschmann met en avant la différence de culture politique entre Caucasiens et constitutionnels iraniens : pour les Caucasiens, l'Etat et ses agents représente des ennemis irréconciliables contre lesquels tous les moyens sont bons ; à l'inverse, l'Etat ne représente pas la figure de l'ennemi dans un Iran où sa présence reste très faible⁵³⁶. Cette différence se double de pratiques politiques peu compatibles. C'est ainsi que les Caucasiens sont choqués par la propension des constitutionnels à se réconcilier avec le camp adverse à l'occasion, loin de l'idée d'une lutte à mort⁵³⁷.

L'explication par la différence de cultures politiques des différends entre Caucasiens et constitutionnels iraniens fournit une interprétation éclairante. Pourtant, certaines sources soulignent des différences plus matérielles entre Géorgiens et Iraniens. Les révolutionnaires iraniens qualifient certes les Caucasiens d'*extrémistes* (*efrâtîyûn*), mais aussi de *soldats de fortunes* (*'ayyâr*), termes repris par les travaux ultérieurs de l'historiographie iranienne⁵³⁸. Laissons de côté la dimension évidemment polémique de ces termes, pour ne considérer que les deux imaginaires qu'ils évoquent. Le premier est celui de la culture politique russe évoquée par Moritz Deutschmann. Le second est celui de la forme particulière que prend l'engagement transnational des Caucasiens, assimilé à du mercenariat. Le déclin du mercenariat engagé à partir du XVIII^e siècle relevait à la fois de l'idée de son inefficacité et d'une condamnation morale, notamment développée à l'occasion de la guerre d'indépendance américaine⁵³⁹. Dans une visée normative, la dénonciation d'un engagement comme

⁵³⁵ Van Ree rappelle que les révolutionnaires n'hésitent pas à assassiner à la hache. Les compagnies pétrolières riposent en militarisant leurs installations et en engageant aussi des tueurs à gages. Erik van Ree, « Reluctant Terrorists? Transcaucasian Social-Democracy, 1909-1909 », *Europe-Asia Studies*, Vol. 60, No. 1, 2008, pp. 146-147 ; plus généralement sur la culture de la violence terroriste en Russie, voir le numéro spécial « Modern Times? Terrorism in Late Imperial Russia », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 58, No. 2, 2010.

⁵³⁶ Moritz Deutschmann, « Cultures of Statehood, Cultures of Revolution: Caucasian Revolutionaries in the Iranian Constitutional Movement, 1906-1911 », *Ab Imperio*, 2/2013, pp. 167-168 ; ces analyses s'inscrivent dans le cadre d'une thèse comparant les cultures politiques russes et iraniennes : Moritz Deutschmann, *Empire and Statehood in the Russo-Iranian Encounter, 1880s-1911*, Thèse de doctorat, European University Institute, 2013.

⁵³⁷ Dans une suggestive concordance des temps, les premiers travaux scientifiques publiés sur l'Etat islamique (Daesh) renvoient à des questions similaires sur le rôle des volontaires internationaux dans l'importation de cultures politiques et de violence différentes : Vicken Cheterian, « ISIS and the Killing Fields of the Middle East », *Survival: Global Politics and Strategy*, Vol. 57, No. 2, 2015, pp. 105-118.

⁵³⁸ Sur ce thème, voir la critique que Sohrâb Yazdânî fait des travaux de Feridûn Adamiyat : Sohrâb Yazdânî, *Idjtimâ'îyûn 'âmîyûn*, Téhéran, Nashr-e Nay, 2012, pp. 28-30.

⁵³⁹ Sarah Percy, *Mercenaries. The History of a Norm in International Relation*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2007, pp. 54-55 ; pour une interprétation qui insiste sur l'inefficacité comme raison du discrédit qui pèse sur le mercenariat, voir Deborah Avant, « From Mercenaries to Citizen Armies: Explaining Change in the Practice of War », *International Organization*, Vol. 54, No. 1 (Hiver 2000), pp. 41-72 ; sur le cas des mercenaires hessois employés par les Britanniques contre les colonies américaines révoltées, on peut

« mercenariat » revient à lui refuser la noblesse du volontariat politique⁵⁴⁰. Mais ce mercenariat recouvre en réalité des situations très différentes. Certains révolutionnaires caucasiens reçoivent bien un salaire des *andjomans* iraniens, pour leur rôle militaire en particulier. Le consul Wratislaw écrit ainsi que « les *fedayis* étaient tous bien payés par rapport aux standards persans. Les locaux recevaient un à deux shillings par jour, en plus de ce qu'ils pouvaient voler ou extorquer, alors que les volontaires caucasiens touchaient trois shillings par jour, avec les mêmes extras⁵⁴¹ ». Mais ces salariés se distinguent clairement d'un groupe plus confus de Caucasiens qui, selon leurs propres dires, « ont été incités à venir au Gilan par des promesses de butin et de pillage » et sont bien décidés à tirer un profit personnel de leur participation à la révolution⁵⁴². Alors que les « salariés » sont souvent des révolutionnaires qualifiés, du fait de leurs compétences techniques ou organisationnelles, une masse d'aventuriers et de francs criminels gravite autour du mouvement révolutionnaire⁵⁴³. Peu de choses communes entre un individu comme Sergo Gagoshidze, recruté pour ses compétences en artillerie, et les bandes de *gochis*, racolés dans le Bakou interlope des années 1900⁵⁴⁴.

b) La politisation de la diaspora iranienne au Caucase

L'exemple de Sergo Gagoshidze nous permet cependant d'interroger la concentration des analyses transnationales de la révolution iranienne sur les Caucasiens. Cet expert technique est en effet recruté par les marchands iraniens de Tiflis. Ils répondent à la sollicitation des constitutionnels qui demandent l'envoi d'armuriers et d'artilleurs pour mener leur combat contre les forces monarchistes. Ce cas invite à penser l'articulation entre le groupe des engagés caucasiens et celui de la communauté iranienne au Caucase, prise dans un

signaler l'excellent ouvrage de Charles W. Ingrao, *The Hessian Mercenary State. Ideas, institutions and reform under Frederick II, 1760-1785*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, pp. 137-146.

⁵⁴⁰ T. Lynch, A.J. Walsh, « The Good Mercenary ? », *The Journal of Political Philosophy*, 2000, Vol. 8 (2), pp. 133-153.

⁵⁴¹ A.C. Wratislaw, *op.cit.*, 1924, p. 244.

⁵⁴² Rapport du consulat britannique à Rasht à l'ambassade à Téhéran, 29 mai 1909, TNA, FO 248/970, f. 230 ; sur l'appât du gain qui attire une population caucasienne interlope dans la région de Khoy, rapport du vice-consul britannique à Van, 31 mars 1909, TNA, FO 195/2317, f. 123 ; à l'été 1910, les Bakhtiaris et les forces de Yeprem Khan entreprennent de chasser près d'un millier de ces individus qui remplissent les rues de Téhéran, Arash Khazeni, *Tribes & Empire on the Margins of Nineteenth-Century Iran*, Seattle-Londres, University of Washington Press, 2009, p. 183.

⁵⁴³ Certaines figures se trouvent clairement à l'interface entre les deux sphères, comme le révolutionnaire Panov à la réputation sulfureuse et contradictoire : Ahmad Kasravi, *op.cit.*, 1340 (1961), pp. 16-17 ; Mangol Bayat, *op.cit.*, 1991, pp. 252-253 ; Ant'on Kelenjeridze, *op.cit.*, 1969, p. 27.

⁵⁴⁴ Iago Gocheleishvili, « Introducing Georgian Sources... », in Houchang Chehabi, Vanessa Martin (dir.), *op.cit.*, 2010, p. 56.

processus inverse de mobilisation dans la vie politique de leur pays d'origine⁵⁴⁵. Pour celle-ci, il s'agit avant tout de se mobiliser, depuis l'étranger, afin d'influencer le cours des événements en Iran. Jusqu'à récemment, la mobilisation des Iraniens du Caucase a surtout été vue comme un sous-produit de l'action des sociaux-démocrates russes et caucasiens et les migrations étaient vues comme un des vecteurs de diffusion du communisme⁵⁴⁶. Le parti *Hümmət*, fondé en octobre 1904 pour organiser la propagande sociale-démocrate parmi les musulmans de la région de Bakou, est ainsi présenté comme un des principaux organismes de politisation des travailleurs musulmans, caucasiens et persans, de la région⁵⁴⁷. L'insistance sur le rôle des sociaux-démocrates et la mobilisation de la classe ouvrière persane au Caucase est là encore due à une historiographie russe et iranienne d'inspiration marxisante. Sans nier la réalité de ces deux contributions, il convient de les placer dans le cadre plus vaste de la politisation d'une communauté qui se constitue, intellectuellement et matériellement, comme diaspora à l'occasion de la révolution. La diaspora « prolétaire » se transforme progressivement en diaspora « mobilisée », pour reprendre l'expression de John Armstrong⁵⁴⁸. Les couches commerçantes et artisanales jouent un rôle crucial dans ce processus de politisation, contrairement aux images données du processus par l'historiographie soviétique.

Partons pour commencer d'un document conservé dans les archives du gouverneur militaire russe de la région de Batoumi pour l'année 1906 (*figure 22*). Cette pétition est adressée par les ressortissants iraniens installés à Batoumi au gouverneur de la ville, pour se plaindre du consul persan, Mirza Agha Khan, arrivé en poste il y a six mois, qui ne fait rien pour agir contre les activités criminelles et extorsions dont sont victimes ses ressortissants. Pire, le consul est accusé de connivence avec certains sujets iraniens qui tyrannisent le reste de la communauté⁵⁴⁹. La pétition se plaint de l'inaction du gouvernement persan à ce sujet, en dépit de l'envoi de pétitions à Téhéran, et demande le concours des autorités russes pour faire

⁵⁴⁵ Pour une comparaison avec le rôle des émigrés mexicains, voir le chapitre « Engaging at Home from Abroad. The Paradox of Homeland Politics », dans Roger Waldinger, *The Cross-Border Connection. Immigrants, Emigrants and Their Homelands*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2015, pp. 82-105 ; Abbas Amanat, « Memory and Amnesia in the Historiography of the Constitutional Revolution », in Touraj Atabaki (dir.), *op.cit.*, 2009, pp. 24-25.

⁵⁴⁶ Martin Aust, « Russland und die Sowjetunion in der Globalgeschichte », in Id. (dir.), *op.cit.*, 2013, pp. 34 et 37.

⁵⁴⁷ I.S. Bagirova, *Politicheskie partii i organizatsii Azerbajdzhana v nachale XX veka 1900-1917*, Bakou, Elm, 1997, pp. 30-31 ; Mohammad Hoseyn Khosrowpenâh, *op.cit.*, Hiver 1378 (2000), p. 47 ; Cosroe Chaqueri, *op.cit.*, 2001, pp. 117-120.

⁵⁴⁸ John A. Armstrong, « Mobilized and Proletarian Diasporas », *The American Political Science Review*, Vol. 70, No. 2 (Juin 1976), pp. 393-408.

⁵⁴⁹ Pétition des Iraniens de Batoumi au gouverneur militaire de la ville, fin 1906, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 273, l. 1.

rappeler le consul. Un tel document renvoie en premier lieu à la porosité entre sphères politico-administratives nationales du point de vue de la communauté iranienne du Caucase : ce recours à la médiation des autorités russes ne constitue nullement un cas isolé et s'accompagne d'une forme de « politique comparée » des régimes et institutions, pratiquée à l'échelle la plus locale par les populations frontalières. Mais il s'inscrit aussi dans un mouvement de transformation de la relation entre les ressortissants iraniens et l'institution consulaire qui exerce sur eux sa tutelle.

La révolution de 1905 a représenté, comme on l'a vu, le début de cette transformation, en raison de l'investissement des consuls dans l'aide à l'évacuation des sujets iraniens et du développement de solidarités internes à la communauté persane⁵⁵⁰. Mais les relations entre communautés et consuls iraniens demeurent fréquemment difficiles. Les postes consulaires au Caucase s'intègrent structurellement au fonctionnement patrimonial de l'Etat iranien, comme l'a montré A. Reza Sheikholeslami dans plusieurs articles classiques de l'historiographie iranienne⁵⁵¹. Sheikholeslami insiste sur le renforcement de la logique patrimoniale à la fin du XIX^e siècle, qui passe par le coût d'achat de plus en plus élevé des principales fonctions gouvernementales, provinciales, diplomatiques et consulaires⁵⁵². Les titulaires de ces charges s'efforcent par conséquent de maximiser les revenus, financiers et politiques, qu'ils peuvent tirer de ces fonctions. Le consulat-général à Tiflis, comme ceux de Bakou et Bagdad, apparaît comme un marchepied vers de plus hautes fonctions encore⁵⁵³. L'importance numérique et économique de la communauté persane au Caucase russe en fait un poste particulièrement rentable pour qui a le sens des affaires. On se contentera ici de mentionner le cas du consul-général à Tiflis dans les années 1890, Arfa' ed-Dovleh, qui fait construire dans la ville thermale de Borjomi un luxueux hôtel particulier baptisé Firouzeh, construit en style iranien par des artisans spécialement acheminés sur place⁵⁵⁴.

Avec la révolution constitutionnelle persane, l'institution consulaire se trouve directement impliquée dans une discussion plus générale sur l'Etat et l'administration de la

⁵⁵⁰ Mohammad Hoseyn Khosrowpenâh, *op.cit.*, Hiver 1378 (2000), p. 44.

⁵⁵¹ A. Reza Sheikholeslami, « The Patrimonial Structure of Iranian Bureaucracy in the Late Nineteenth Century », *Iranian Studies*, Vol. 11, No. 1/4 (1978), p. 207.

⁵⁵² Sheikholeslami cite le cas de Mulk Ârâ, frère du shah, qui paie en 1893 25.000 tomans à son frère et 7.000 tomans au grand-vizir pour obtenir sa nomination comme gouverneur de Rasht. A. Reza Sheikholeslami, « The Sale of Offices in Qajar Iran, 1858-1896 », *Iranian Studies*, Vol. 4, No. 2/3 (printemps-été 1971), pp. 104-118.

⁵⁵³ 'Alâ' os-Saltane, plusieurs fois ministres dans les années 1900-1910, commence son ascension dans les années 1880 grâce à deux postes consulaires à Bagdad et Tiflis, préludes à une nomination comme ambassadeur à Londres en 1889. Mansure Ettehâdiye, *Dar dahlîzhâ-ye qodrat. Zandagînâme-ye siyâsi-e Hoseyn 'Alâ'*, Téhéran, Nashr-e târîkh-e Irân, 1390 (2011), pp. 21-22.

⁵⁵⁴ Arfa' ed-Dovleh, qui ne provient pas d'une famille fortunée, reste dans ses mémoires discrets sur l'origine de ces ressources. 'Alî Dehbâshî (éd.), *Khâterât-e prens-e Ârfa'*, Téhéran, Enteshârât Shahâb Thâqeb, 1378 (1999), pp. 319-325.

Perse⁵⁵⁵. Bien qu'elle ne présente aucun élément de nature politique ou de référence directe à la proclamation récente d'une constitution, la pétition des Persans de Batoumi s'inscrit directement dans les nouvelles attentes des sujets iraniens envers leurs représentants. Paradoxalement, c'est le consul lui-même qui tente, dans sa correspondance avec les autorités russes, de déplacer la question sur un champ politique, en accusant les auteurs de la pétition d'appartenir à un groupe d'agitateurs constitutionnels, qui souhaitent « établir la liberté populaire dans la ville de Batoumi⁵⁵⁶ ». La résistance du consul aux demandes de la communauté et sa propension à rabattre la question sur la menace d'une sédition politique tend nettement les relations et aboutit de fait à une politisation accrue des sujets iraniens dans la ville⁵⁵⁷. Dans le cas de la pétition étudiée, la politisation est un processus dynamique local qui ne résulte pas nécessairement d'intentions manifestées dès le début et se structure au gré des réactions du consul. Mais elle s'inscrit dans un processus dont les traces s'observent dans les différentes provinces du Caucase russe. Dès l'été 1906, les diplomates britanniques en Iran évoquent, dans un décalque manifeste, l'existence d'un mouvement « jeune-persan » dont les tracts seraient diffusés à Tabriz⁵⁵⁸. La structuration de la communauté passe en particulier par la multiplication des institutions culturelles et charitables, qui traduisent une idéologie de la solidarité qui prolonge celle initiée lors des événements de 1905⁵⁵⁹.

Sur un plan directement politique, la création dès octobre 1905 – alors que montent les tensions en Iran – d'un parti social-démocrate iranien, les *Idjtimâ'iyûn 'âmiyûn* (IA), marque le début d'une nouvelle organisation. Les travaux récents de Sohrâb Yazdânî éclairent d'un jour original l'action de ce groupe jusqu'à présent mal connu⁵⁶⁰. Contrairement à ce qu'a pu affirmer l'historiographie soviétique, les révolutionnaires caucasiens ne jouent qu'un rôle relatif dans sa fondation, puisque un seul sujet russe – Nəriman Nərimanov – fait partie des quatorze membres fondateurs de l'organisation⁵⁶¹. Les IA se dotent d'un comité central qui siège manifestement à Bakou, bien qu'il dispose aussi d'un comité important à Tiflis. Il

⁵⁵⁵ Un riche aperçu des débats de l'époque est fourni par G. Demorgny, envoyé en Iran pour contribuer à la formation de nouvelles élites administratives : G. Demorgny, *op.cit.*, 1913.

⁵⁵⁶ Lettre du consul persan à Batoumi au chef de la police de la ville, 21 janvier (3 février) 1907, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 273, ll. 24-25.

⁵⁵⁷ Rapport du chef de la police de Batoumi au gouverneur militaire, 16 février (1^{er} mars) 1907, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 273, l. 19.

⁵⁵⁸ Rapport du consul-général à Tabriz, Wratislaw, à Grant Duff, 14 juillet 1906, TNA, FO 416/28, pp. 97-98.

⁵⁵⁹ Les statuts de la société de bienfaisance de Petrovsk datent du 31 juin 1907 et ceux de la société d'Erevan du 1^{er} mars 1909. Anatolij Egorin, Nina Mamedova, *Rossija i Iran. Iranistika v Tatarstane*, Moscou, Mishin, 2001, pp. 144-145 ; Fâteme Torkchî, « Bastar mobâdelât-e farhangî-e Irân bâ Rusie ve 'Osmânî dar âstâne-ye enqelâb-e mashrutiyat », *Peyâm-e Bahârestân*, No. 64, Mehr 1385 (septembre-octobre 2006), p. 8.

⁵⁶⁰ Sohrâb Yazdânî, *op.cit.*, 2012, pp. 13-15 ; on peut aussi consulter son ouvrage antérieur Sohrâb Yazdânî, *Modjâhedân-e mashrute*, Téhéran, Nashr-e Nay, 1388 (2009).

⁵⁶¹ Ahmad Kasravî, *Târikh-e mashrute-ye Îrân*, Téhéran, Amir Kabir, 1354 (1975-1976), p. 194, cité par Sohrâb Yazdânî, *op.cit.*, 2012, pp. 111-114.

entretient des contacts avec le *Hümmət*, à travers Nərimanov notamment, mais n'en dépend par aucun lien hiérarchique. Aux côtés de leurs deux branches principales au Caucase, les IA se dotent en 1906-1907 de cinq comités en Iran, à Rasht, Esfahan, Téhéran, Tabriz et Machhad. Chacun de ces comités est organisé en cercles concentriques, autour d'un « cercle secret » (*madjlis-e khosûsi*), d'un « cercle public » (*madjlis-e 'omûmi*) et de la masse plus vague des sympathisants. Le cercle public constitue le visage officiel des IA, tandis que l'activité conspiratrice est menée par le cercle secret⁵⁶². Plus que comme une structure strictement hiérarchisée, les IA fonctionnent comme un réseau, où les deux comités du Caucase jouent un rôle à la fois de direction, de coordination et de soutien aux activités entreprises sur le sol iranien⁵⁶³. Les formes de clandestinité et de « conspiration » utilisées par les IA s'inspirent en grande partie de celles des partis révolutionnaires russes et l'obtention d'information à leur sujet devient une préoccupation importante des autorités russes et persanes⁵⁶⁴. Dans ses tentatives d'obtenir des informations sur les IA, l'ambassade à Téhéran parvient à se procurer le règlement (*nizâmnâme*) de la branche de Machhad des IA et un programme édité par celle de Rasht. Au vu du nombre de copies que comptent les archives dispersées dans les anciennes républiques soviétiques, ces textes deviennent la principale source d'information sur le mouvement pour les administrateurs soviétiques⁵⁶⁵. Sohrab Yazdânî a cependant interrogé l'interprétation généralement faite du programme de Rasht, y voyant plutôt une traduction réalisée par les IA à l'usage de leurs branches iraniennes, afin de les familiariser avec les idées sociales-démocrates du Caucase⁵⁶⁶.

Les IA représentent un acteur transfrontalier dont le positionnement est différent de celui des révolutionnaires caucasiens en Perse. La principale différence réside dans l'appropriation du thème patriotique, l'emblème du comité central qualifiant ses membres de « soldats de la patrie » (*sarbâz-e vatan ; figure 23*). Les proclamations imprimées par les

⁵⁶² Sohrâb Yazdânî, *op.cit.*, 2012, p. 177.

⁵⁶³ M. Persits, « O podgotovitel'nom etape kommunisticheskogo dvizhenija v Azii », in A.B. Reznikov (dir.), *op.cit.*, 1982, pp. 55-57 ; je ne suis pas l'opinion des auteurs qui prêtent aux IA un commandement strictement centralisé, comme Janet Afary, *The Iranian Constitutional Revolution, 1906-1911. Grassroots Democracy, Social Democracy & the Origins of Feminism*, New York, Columbia University Press, 1996, pp. 84-86.

⁵⁶⁴ Sohrâb Yazdânî, *op.cit.*, 2012, pp. 187-188.

⁵⁶⁵ Cette documentation circule largement parmi les instances du ministère des Affaires étrangères, de la vice-royauté du Caucase et des provinces. Télégramme de l'ambassadeur à Téhéran, Hartwig, au ministère des Affaires étrangères et à la chancellerie du vice-roi, 28 février (12 mars) 1908, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 273, ll. 31-32, 33-39 (copie du statut de la branche de Machhad) et 40-41 (copie du programme de la branche de Rasht) ; pour une étude basée sur les copies des archives de Bakou, S. Aliev, « Neizvestnyj dokument ob iranskoj sotsial-demokraticeskoj partii », *Narody Azii i Afriki*, No. 2, 1966, pp. 135-139 ; N.K. Belova, « Le Parti social-démocrate » d'Iran », in Georges Haupt, Madeleine Reberieux (dir.), *La Deuxième Internationale et l'Orient*, Paris, Editions Cujas, 1967, pp. 395-396 ; M.S. Ivanov, *Iransksaja revoljutsija 1905-1911 godov*, Moscou, Izdatel'stvo Instituta Mezhdunarodnykh Otnoshenij, 1957, pp. 139-141.

⁵⁶⁶ Le texte original étant supposément en russe. Sohrâb Yazdânî, *op.cit.*, 2012, pp. 166-167.

presses clandestines des IA s'adressent aux « compatriotes » (*hamvatanân*) du Caucase et d'Iran. La seconde différence réside dans une forme de territorialité différente⁵⁶⁷. La structure des IA repose sur la mobilisation des Iraniens du Caucase au service de la cause constitutionnelle, ce qui contribue à faire de cette communauté une véritable diaspora polarisée par les événements politiques de l'Iran. Ils s'inscrivent en cela dans un mouvement de pensée initié depuis les années 1870, qui se construit autour du concept de « patrie » (*vatan*) et « d'amour de la patrie » (*hubb-e vatan*) et postule un lien entre un espace national et une communauté de membres, qui peuvent se trouver en dehors des bornes de cet espace⁵⁶⁸. L'action des IA donne chair aux idées embrassées par ce courant intellectuel, très influencé par les développements de l'Empire ottoman⁵⁶⁹. Elle implique des circulations à différentes échelles d'hommes, d'argent et de supports pour la révolution. Les IA facilitent ainsi l'entrée des journaux iraniens publiés dans d'autres communautés iraniennes de l'étranger, en Egypte et en Inde, qui contribuent à produire les représentations d'un monde iranien articulant l'Iran comme Etat et une diaspora⁵⁷⁰. En sens inverse, de nombreux Iraniens installés au Caucase retournent en Iran pour le compte des IA en s'investissant dans la lutte politique⁵⁷¹. L'attentat de février 1908 contre Mohammad 'Alî Shah implique ainsi un propriétaire de boulangeries à Bakou et Tabriz, un employé de maison de thé de Bakou, un tenancier d'épicerie à Sabunçu (faubourg pétrolier de Bakou) et un ouvrier de l'industrie du pétrole⁵⁷².

L'existence de liens personnels et culturels plus étroits entre les IA et l'opinion publique du nord de l'Iran n'empêche pas l'émergence de malentendus similaires à ceux qui existent entre constitutionnels d'Iran et révolutionnaires caucasiens. Les IA partagent avec ces derniers une forme de condescendance pour les constitutionnels iraniens. Leur prétention à

⁵⁶⁷ Une proclamation émise entre l'automne 1907 et juin 1908 appelle à défendre les libertés conquises par « tant de difficultés et de sacrifices ». En persan : « bâ hazârân-e mashaqqat va djânfeshânî ». Proclamation non datée, RGASPI, f. 80, op. 1, d. 6, l. 7.

⁵⁶⁸ Firoozeh Kashani-Sabet, « The frontier phenomenon: Perceptions of the land in Iranian nationalism », *Critique: Critical Middle Eastern Studies*, Vol. 6, No. 10, 1997, pp. 30-31 ; cette expression d'un lien à distance et d'une souffrance de l'éloignement se trouve mise en scène politiquement dans une correspondance télégraphique entre la Société de bienfaisance iranienne de Bakou et le Madjlis, en janvier 1907, Nâzem Kermânî, *Târikh-e bidâri-e Irâniân*, T. 2, Téhéran, Enteshârât-e Bonyâd-e Farhang-e Irân, 1347-1348 (1968-1969), pp. 22-23.

⁵⁶⁹ Forough Jahanbakhsh, *Islam, Democracy, and Religious Modernism in Iran (1953-2000)*, Leyde-Boston-Cologne, Brill, 2001, pp. 28-30.

⁵⁷⁰ Kashani-Sabet cite le numéro du 20 avril 1908. Firoozeh Kashani-Sabet, *op.cit.*, 1997, pp. 32-34.

⁵⁷¹ Une des figures les plus célèbres de ces circulations est Heydâr Xan Əmoğlu, né à Ourmiya en 1880, qui étudie à Tiflis à la fin des années 1890 et fréquente les sociaux-démocrates, avant de retourner en Iran où il devient un des principaux agents des IA. Sur sa biographie, non dénuée de zones d'ombres et d'incertitudes, voir le résumé de Sohrâb Yazdânî, *op.cit.*, 2012, pp. 24-25 ; pour l'exemple de Mirza Hoseyn Kasmaî, originaire de Rasht, qui séjourne au Caucase avant de revenir pour les IA, Ebrâhîm Fakh râ'î, *Gilân dar djonbesh-e Mashrutiyat*, Téhéran, 1972, p. 264.

⁵⁷² « Sûrat-e estentâq-e rûz seshanbe haftom dar 'adliye », *Habl ol-Matîn*, 14 Safar 1326 (18 mars 1908), et « Estentâq », *Habl ol-Matîn*, 15 Safar 1326 (19 mars 1908), cités par Sohrâb Yazdânî, *op.cit.*, 2012, p. 120.

régenter le processus révolutionnaire depuis leurs comités à Tiflis et Bakou – fussent-ils composés « d'Iraniens » - se heurte aux réticences des élites du nord de l'Iran. Aux rivalités institutionnelles s'ajoutent des divergences sur le fond. La correspondance du mollah Siqqet ol-Eslâm, personnalité influente de Tabriz, contient de précieuses informations sur ces divergences. Il évoque ainsi le scandale provoqué par des tracts des IA et des Caucasiens, qui appellent à la « liberté de conscience » (*hurriyat-e vedjdân*) et à la « liberté de culte » (*hurriyat-e adîân*)⁵⁷³. De vives tensions parcourent les constitutionnels locaux, entre partisans et opposants d'une forme de subordination aux comités des IA au Caucase⁵⁷⁴. Vu d'Iran du Nord, la distinction entre les IA et les « Caucasiens » n'est pas toujours évidente et renvoie à l'inscription similaire de ces deux groupes dans un espace limitrophes mais autre. L'association est d'autant plus facile que tous deux recourent au territoire caucasien comme base arrière et ressource pour leur activité révolutionnaire en Iran.

c) *L'espace du possible, usage du passage caucasien*

Résumons en un exemple la singularité de l'espace frontalier entre Iran et Russie au début du XX^e siècle : la voie la plus courte – et la plus pratique – pour se rendre de Tabriz à Téhéran passe par la Transcaucasie russe. Jusqu'à l'entre-deux-guerre, les voyageurs persans transitent par les chemins de fer transcaucasien, traversent la Caspienne sur des navires russes et achèvent le voyage par la terre du Gilan à Téhéran. Prenons ainsi les premiers mois de la période constitutionnelle iranienne : les députés élus par l'Azerbaïdjan iranien à la fin de l'année 1906 prennent le chemin du Caucase pour se rendre vers la capitale, en passant par Tiflis et Bakou. L'heure est encore à l'exaltation et à l'unité nationale. A Tiflis, le 19 janvier 1907, ils sont accueillis en grande pompe par le consul-général Mofakham os-Saltaneh et la communauté des marchands qui les invite à présider une séance de leur association. A Bakou, l'accueil est plus grandiose encore, puisqu'ils rencontrent aussi bien la population iranienne que les élites musulmanes de la ville. Le vétéran du réformisme iranien Talebov vient exprès depuis sa résidence de Temir Khan Shura (Bujnaks, au Daghestan) pour les saluer⁵⁷⁵. Le bâtiment possédé par l'*andjoman* iranien de Bakou devient dans les mois qui suivent un lieu

⁵⁷³ Lettre du 12 Djomâdâ al-Avlâ 1325 (23 juin 1907), reproduite dans Iraj Afshâr (éd.), *Nâmehâ-ye Tabriz. Az Siqqet ol-Eslâm be Mustashâr ed-Dovleh dar rûzgâr-e mashrûtiyat*, Téhéran, Farzân, 1378 (1999), p. 127.

⁵⁷⁴ Sur ces tensions, qui menacent entre l'été et l'automne 1907 de tourner à la violence dans la ville, voir les lettres du 8 Djomâdâ as-Sânî 1325 (19 juillet 1907) et du 28 sha'bân 1325 (6 octobre 1907), *Ibid.*, pp. 162-163 et 222.

⁵⁷⁵ Rappelons que Talebov a lui-même été élu député au *Madjlis*, mais ne siège pas à Téhéran. Ibrâhîm Kalântarî Bâghmishêi, *Rûznâme-ye Khâterât-e Sharaf ed-Dovleh (1324-1327 h.q.)*, Téhéran, Fekr-e Rûz, 1377 (1998-1999), pp. 72-77 ; M.S. Ivanov, *op.cit.*, 1957, p. 144.

de sociabilité entre plusieurs mondes socio-économiques et politiques du fait de la présence permanente de personnalités de la révolution constitutionnelle en transit⁵⁷⁶. Ce passage remplit trois fonctions distinctes qu'on étudiera ici successivement : il nourrit d'un point de vue intellectuel la révolution, il fournit à celle-ci une aide logistique et il devient un lieu de projection de rapports de force internes.

Le rôle de ce passage dans les évolutions intellectuelles et pratiques de la révolution doit se comprendre en un double sens. Le passage est en effet contact avec les Iraniens du Caucase en même temps que contact avec les populations locales. Dans le cas des premiers, leur influence consiste d'abord en une présentation de sollicitation et requêtes au pouvoir constitutionnel. On a vu précédemment les audiences qui accompagnent le passage du shah au Caucase, en 1905. Désormais, les députés d'Azerbaïdjan se trouvent dépositaires des demandes des Iraniens du Caucase. Sohrâb Yazdânî cite à ce propos les entretiens donnés par plusieurs députés d'Azerbaïdjan à leur arrivée à Téhéran, en février 1907. Le journal *Andjoman* publie une intervention à l'assemblée du député azéri Hadji Mirza Agha Farashchi, qui évoque les souffrances des travailleurs iraniens du Caucase, en raison de leur éloignement de leur patrie et de leur famille⁵⁷⁷. Cette intervention s'inscrit directement dans le nouveau souci du lien entre diaspora et Etat d'origine. Par la suite, les débats du madjlis reviennent à plusieurs reprises sur la situation des populations ouvrières persanes au Caucase, qui en vient à incarner plus généralement une question sociale qui n'existe que très partiellement sous cette forme « moderne » en Iran. A un niveau moins concret, le « passage caucasien » est aussi une source d'influence intellectuelle, en raison des contacts entre les Iraniens de passage et les milieux musulmans et socio-démocrates du Caucase. Le journal *Mollah Nasreddin*, édité à Tiflis par Məmmədquluzadə est un centre reconnu de rencontres et d'influences entre voyageurs et milieux musulmans éclairés de Tiflis, tandis que les journaux constitutionnalistes persans trouvent un vaste lectorat dans les villes du Caucase⁵⁷⁸.

A un second niveau, le Caucase russe est un lieu de soutien matériel et financier, ainsi que de rencontre pour les révolutionnaires constitutionnels. Artisans et commerçants iraniens du Caucase constituent les principaux soutiens financiers des constitutionnels⁵⁷⁹. Leur degré

⁵⁷⁶ Nezâm'alî Dahnavî, *op.cit.*, 1383 (2004), p. 37.

⁵⁷⁷ *Andjoman*, 6 Moharram 1325 (19 février 1907), cité par Sohrâb Yazdânî, *op.cit.*, 2012, p. 104.

⁵⁷⁸ Sur la diffusion du journal de Tabriz *Āzarbâidjân* au Caucase russe, voir Raoul Motika, *Die politische Öffentlichkeit Iranisch-Aserbaidschans während der Konstitutionellen Revolution im Spiegel der Täbriser Zeitung Āzarbâygân*, Francfort, Peter Lang, 2001, p. 44 ; l'intégralité des numéros du journal pour la période 1906-1913 est disponible en ligne : <http://www.cavidaga.net/molla-n%C9%99sr%C9%99ddin-1906/>.

⁵⁷⁹ Sohrâb Yazdânî, *Ibid.*, pp. 121-122 ; Georgij Arutjunjan, *op.cit.*, 1955, p. 57 ; M.S. Ivanov, *op.cit.*, 1957, p. 327 ; la question du financement des organisations révolutionnaires reste bien sûr difficile à préciser. Le millionnaire du pétrole Tagiev est lui-même accusé en 1908 de financer les révolutionnaires, ce dont il se défend

exact de participation reste difficile à déterminer, car la principale source est constituée par les rapports de police caucasiens, à l'occasion d'affaires judiciaires ouvertes pour activité subversive. Les enquêtes sont souvent ouvertes après des dénonciations anonymes mais ne parviennent pas toujours aux conclusions définitives nécessaires pour mettre en œuvre l'expulsion des individus⁵⁸⁰. La perplexité de la police découle notamment du fait que la plupart des accusés n'ont pas d'antécédents politiques ou judiciaires, ce qui rompt avec les profils révolutionnaires caucasiens. Les individus incriminés peuvent, à bon droit, faire valoir qu'ils exercent depuis de nombreuses années des professions honorables. Un certain Mirza Yousof [Hadji Reza Ogly], originaire de Tabriz et condamné à être expulsé du Caucase russe sur des présomptions d'aide au mouvement révolutionnaire iranien, renvoie ainsi à ses antécédents irréprochables pour conjurer la ruine économique que signifierait pour lui l'expulsion⁵⁸¹. Les institutions communautaires iraniennes constituent, aux côtés des marchands et commerçants, le deuxième pôle d'appui pour les révolutionnaires. Prenons l'école moderniste iranienne de Lenkoran, dont le directeur Abdolhassan, récemment arrivé d'Iran, fait l'objet d'une enquête secrète au début de 1909. Le département spécial de la vice-royauté affirme qu'il a fait de l'école un lieu de transit pour les révolutionnaires, ainsi qu'une cache d'armes, en raison de l'emplacement stratégique de la ville sur le littoral caspien, entre Bakou et Anzali⁵⁸².

Les ressources fournies sont aussi plus symboliques, puisque les villes du Caucase contribuent à la diffusion du point de vue des constitutionnels iraniens vers le monde extérieur, suivant un schéma de « villes-relais » commun à d'autres guerres civiles du XX^e siècle⁵⁸³. Après le coup d'Etat du shah en juin 1908, le constitutionnaliste Hassan Taqizadeh arrive à Bakou, sur la route de l'exil, et reçoit la visite des marchands persans de la société de bienfaisance locale. Ceux-ci lui font savoir qu'ils entretiennent le projet d'envoyer une

en déclarant n'apporter qu'une aide humanitaire aux victimes de la guerre civile en Iran : Manaf Süleymanov, *Azərbaycan milyonçuları : Hacı Zeynalabdin Tağıyev*, Bakou, Gənclik, 1996, pp. 29-30 ; E. Bor-Ramenskij, « Iranskaja revoljutsija 1905-1911 gg. i bol'sheviki Zakavkaz'ja », *Krasnyj Arkhiv*, No. 2 (105), 1941, pp. 67-70.

⁵⁸⁰ Protocole établi par la police de Balaxanı-Sabunçu, 21 octobre (3 novembre) 1907, RGASPI, f. 80, op. 1, d. 6, l. 23 ; lettre de la gendarmerie d'Elisavetpol au Département de la police, 31 mars (13 avril) 1910, STsSSA, f. 153, op. 1, d. 1772, ll. 6-7 ; les archives caucasiennes conservent nombre de dossiers détaillant la procédure d'expulsion. Voir surtout les fonds STsSSA, f. 13, 15 et 153.

⁵⁸¹ Requête de Mirza Yusuf [Hadji Reza Ogly] à la chancellerie du vice-roi du Caucase, 5 (18) juillet 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 209, l. 57, voir aussi l. 62.

⁵⁸² Lettre du chef du département spécial de la chancellerie du vice-roi au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 19 juillet (1^{er} août) 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 196, l. 10 ; sur les lieux de transit pour les révolutionnaires, l'importance de l'interconnaissance et des réseaux est soulignée dans les mémoires de Hâdj Mohammadtaqî Djûrâbchî, *Harfî az hazârân kândar-e 'ebârat âmad*, Téhéran, Nashr-e Târîkh-e Irân, 1984, p. 50 ; G. Il'inskij, « Iranskij Azerbajdzhan v revoljutsii 1905-1911 gg. », *Revoljutsionnyj Vostok*, No. 4 (38), 1936, pp. 102-103.

⁵⁸³ On peut notamment penser au cas de Paris, centre des efforts de propagande des républicains lors de la guerre civile espagnole : Hugo García, « La propaganda exterior de la República durante la Guerra Civil », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, Vol. 39, No. 1, 2009, pp. 215-240.

mission en Europe pour faire connaître la cause révolutionnaire iranienne. Ils proposent à Taqizadeh et ses compagnons de prendre la charge de cette mission, en échange du financement de leur voyage en Europe grâce à une souscription lancée auprès des Iraniens de la ville⁵⁸⁴. Cette proposition généreuse et intéressée à la fois souligne l'importance des liens personnels noués au cours des années de la révolution entre les élites iraniennes du Caucase et les grandes figures du constitutionnalisme comme Taqizadeh, un des orateurs les plus admirés du madjlis. Mais elle met aussi en valeur le rôle que jouent les communautés iraniennes du Caucase, à l'égal de celles de l'Empire ottoman, dans la diffusion d'informations sur la révolution iranienne en Europe⁵⁸⁵. Les élites persanes d'Istanbul jouent notamment un rôle important dans l'alerte des opinions publiques européennes sur la répression orchestrée par le shah⁵⁸⁶. Elles se trouvent ainsi en correspondance avec le *Persia Committee*, principale organisation destinée à fléchir la politique du Royaume-Uni vers un soutien plus direct au constitutionnalisme⁵⁸⁷. De ce point de vue, le Caucase représente un point important de la communication politique externe des constitutionnels.

La troisième dimension du passage caucasien est liée à la projection sur le sol du Caucase des conflits iraniens. Pour les exilés politiques, le Caucase devient un lieu de repli, officiel ou clandestin, et un lieu de rencontres à l'abri de la police du shah⁵⁸⁸. Les craintes de l'administration caucasienne sont confirmées, au début de juin, par le rassemblement de représentants de l'andjoman de Tabriz dans le Grand Hôtel de Tiflis (*figure 24*). Les chambres de la vénérable institution, accolée au pont Mikhajlovskij qui enjambe le bras secondaire de la Kura, se mettent à fourmiller de délégués de l'andjoman. Informées par l'hôtel, les autorités caucasiennes lancent une enquête. Le vice-roi du Caucase télégraphie à l'ambassadeur à Téhéran, Hartwig, le 9 (22) juin, pour l'informer que les délégués attendent vraisemblablement l'arrivée des députés exilés, mais que ces derniers ne sont pas à Tiflis. Les

⁵⁸⁴ Iraj Afshâr (éd.), *Zendegî-ye tûfâni. Khâterât-e Sayyid Hasan Taqizâdeh*, Téhéran, Enteshârât-e 'Elmi, 1372 (1993), p. 91 ; sur cette mission, Janet Afary, *op.cit.*, 1996, p. 229.

⁵⁸⁵ Les révolutionnaires iraniens et les notables caucasiens s'entretiennent régulièrement à ce propos avec les consuls européens au Caucase : rapport du consul austro-hongrois à Tiflis au baron Aehrenthal, 8 décembre 1908, HHStA, PA XXXVIII 343-2.

⁵⁸⁶ Voir les articles de Hodjatollah Joudaki, « L'*Anjoman-e Sa'adat* des Iraniens d'Istanbul » et Biancamaria Scarcia Amoretti « Dames persanes de Constantinople », dans Thierry Zarcone, Fariba Zarinebaf-Shahr (dir.), *op.cit.*, 1993, pp. 85-90 et 91-93 ; Ibrâhîm Kalântarî Bâghmishêi, *op.cit.*, 1377 (1998-1999), pp. 273-274.

⁵⁸⁷ Cette institution et son influence a été étudiée par Mansour Bonakdarian, *Britain and the Iranian Constitutional Revolution of 1906-1911*, Syracuse, Syracuse University Press, 2006, pp. xxxvii-xxxix et *passim* ; du côté britannique, un des principaux passeurs est Edward G. Browne (1862-1926), professeur à l'université de Cambridge. Une bibliographie sur cette personnalité importante, scientifiquement et politiquement, dans Mansour Bonakdarian, *Ibid.*, p. 430.

⁵⁸⁸ Sur le cas de trois députés, Djelal od-Dovleh, Ala od-Dovleh et Sardar Mansur, exilés par le shah en mai 1908, qui se rendent au Caucase pour essayer de gagner Tabriz. Télégramme de l'adjoint du vice-roi du Caucase au gouverneur et au chef de la municipalité de Bakou, 3 (16) juin 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 47, l. 52.

autorités caucasiennes apparaissent soucieuses d'éviter toute ingérence trop manifeste dans les questions iraniennes : le vice-roi souligne ainsi que, les documents des délégués venus de Tabriz étant visés par le consulat-général russe sur place, il n'est pas possible juridiquement de prendre des mesures d'expulsion sans preuve, mais qu'une escorte policière leur a été assignée et que leurs passeports ont été pris par l'hôtel, « au motif de procéder à l'enregistrement et de remplir les formalités nécessaires⁵⁸⁹ ». La prudence tsariste s'explique également par la source précieuse de renseignements que constituent ces séjours, qu'une répression trop ouverte risquerait de tarir. La chancellerie du vice-roi du Caucase joue de ce point de vue un rôle important de production d'informations sur le mouvement révolutionnaire iranien à destination du ministère des Affaires étrangères et des postes en Iran.

Le passage de membres de la dynastie qadjare en voyage vers l'Europe devient lui aussi un casse-tête pour la vice-royauté du Caucase, soucieuse d'éviter les incidents diplomatiques et de ne pas contribuer à l'exportation en retour des troubles iraniens sur le sol russe. A l'été 1908, le retour du neveu du shah, Fethullah Mirza, suscite une correspondance entre l'ambassadeur à Constantinople, Nelidov, et le fonctionnaire diplomatique Kokhanovskij, à cause de la crainte de « démonstrations d'hostilités de la part des Persans » sur son chemin⁵⁹⁰. En dépit des efforts faits pour limiter l'extension sur le sol russe des conflits iraniens, le Caucase voit de nombreuses violences dirigées contre les voyageurs en transit, de la part des constitutionnels. Ces violences apparaissent souvent comme des vengeances et des contreparties pour d'autres actes accomplis sur le sol iranien. Les enlèvements et séquestrations de proches du courant monarchiste se multiplient à la fin de l'année 1908 et au début de 1909, dans une tentative de soutenir la lutte contre la répression mise en œuvre par les royalistes. Le fils de Sardâr Afkhâm, gouverneur loyaliste du Gilan, est ainsi enlevé par des révolutionnaires du Caucase, qui menacent de l'exécuter. Dans une lettre qu'il écrit à son père, il rapporte les propos que lui tiennent les révolutionnaires lorsqu'ils décident de le gracier : « Maintenant que nous avons décidé de repousser la date de ta mort, tu ne dois pas aller en Perse. Tu dois écrire à ton père pour qu'il cesse sa tyrannie, sinon nous ne te laisserons pas en vie ». Le fils de Sardâr Afkhâm se trouve de la sorte placé sous « liberté surveillée » au Caucase russe par les révolutionnaires, qui le font suivre par un « préposé »

⁵⁸⁹ Télégramme du vice-roi au Caucase à Hartwig, 9 (22) juin 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 47, l. 73.

⁵⁹⁰ Télégramme du chargé d'affaires à Constantinople, Nelidov, au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 27 juillet (9 août) 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 47, l. 93.

(*mâ'mûr*)⁵⁹¹. Pour les autorités tsaristes, cette extension d'une violence politique iranienne sur le territoire du Caucase constitue une menace à l'ordre civil qu'elles tentent avec peine de rétablir. Dès lors, le contrôle de ces excroissances du mouvement iranien devient une priorité, ce qui passe notamment par une reconsidération du régime frontalier et des circulations.

3. Les autorités frontalières du Caucase, entre répression et accommodement

En raison de l'effondrement politique de l'Iran à partir de l'automne 1908, Russie et Empire ottoman se trouvent confrontés à une transformation en profondeur des relations frontalières. La répression des circulations révolutionnaires devient au Caucase russe un objectif central du régime, ce qui n'empêche pas des accommodements relativement nombreux, qui découlent des moyens réduits dont disposent l'ensemble des administrations étatiques pour contrôler cette région en pleine ébullition. L'interaction entre consuls et autorités provinciales se trouve à nouveau au cœur du *modus vivendi* qui s'instaure entre acteurs régionaux. La lutte contre la révolution transfrontalière implique en effet une maîtrise fine des situations locales, qui donne un avantage significatif aux autorités provinciales dans la prise de décision.

a) Difficile contrôle frontalier

Examiner la manière dont l'Etat contrôle la société en l'embrassant, plutôt qu'en la pénétrant, écrivait John Torpey. Embrasser les sociétés du Caucase, c'est ici assurer une forme d'étanchéité entre des espaces étatiques et impériaux, pour mettre fin à l'éternelle circulation de la révolution. Ce même désir d'embrasser l'espace se retrouve dans les correspondances administratives ottomanes et russes. La circulation d'hommes, d'armes et de supports imprimés fait l'objet de mesures de prévention et de contrôle, mais la tâche apparaît très au-dessus des moyens mis en œuvre. Dès février 1908, le shah demande à la vice-royauté, par l'ambassade russe à Téhéran, de contrôler plus étroitement les circulations frontalières sur le littoral persan, par où transitent armes et Caucasiens⁵⁹². En dépit des assurances réitérées de l'administration tsariste, les mesures déployées ne peuvent endiguer un flux qui semble

⁵⁹¹ Copie d'une lettre du fils de Sardâr Afkhâm à son père, 20 Zû l-hidjdje 1326 (13 janvier 1909), TNA, FO, 248/970, f. 231 ; Mohammad Pûrahmad Djaktâdjî (dir.), *Gilânnâme. Madjmu'e-e maqâlât-e Gilânshenâsi*, Vol. 3, Rasht, Enteshârât-e Tâ'âfî, 1369 (1990), p. 241.

⁵⁹² Télégramme de Hartwig au vice-roi du Caucase, 18 février (2 mars) 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 47, l. 39.

insaisissable. Les traversées se font par petits groupes, qu'il est bien difficile de reconnaître sur des navires où se presse une foule hétéroclite, et la contrebande d'armes exploite l'ensemble de la frontière, que les forces tsaristes ne peuvent entièrement patrouiller⁵⁹³. L'impossibilité de fermer complètement la frontière aux circulations marque l'impuissance à contrôler des flux qui exploitent l'ensemble des formes préexistantes de circulations. On voit ainsi un consul d'humeur révolutionnaire utiliser pour de la contrebande d'armes les cercueils qui servent à envoyer les dépouilles de musulmans chiites morts au Caucase vers les lieux saints d'Iran et d'Irak, en inscrivant par exemple sur le cercueil : « Corps de musulman mort à Bakou, pour enterrement dans les sanctuaires de Kerbala⁵⁹⁴ ». « En réalité », écrit une dénonciation anonyme d'août 1909, « il remplissait le cercueil d'armes et de cartouches diverses, et les bières étaient si bien bourrées de ferraille qu'il était impossible de deviner leur contenu réel, d'autant plus qu'elles étaient munies des certificats d'autorisation du consul en personne⁵⁹⁵ ».

La difficulté de contrôler les flux frontaliers se manifeste en particulier au point de rencontre entre les trois espaces impériaux, la « triple frontière » formée autour du mont Ararat. La situation de triple frontière constitue en soi un phénomène singulier de la géographie politique. Dans la littérature géographique et géopolitique actuelle, le principal exemple étudié d'une telle configuration est la frontière entre Paraguay, Brésil et Argentine, à la jonction du Paraná et de l'Iguazú. Depuis les années 1990, elle fait l'objet d'une attention soutenue de la part de géographes, économistes, politistes et sociologues qui s'intéressent aux dynamiques produites aux confins de trois Etats dont les trajectoires politiques et économiques connaissent des différences marquées. Que cette *triple frontera* ait été désignée comme carrefour d'activités clandestines et criminelles n'est pas étranger à l'intérêt qu'elle suscite dans le discours politique de la région et dans les travaux de recherche, comme le souligne Verónica Giménez Béliveau⁵⁹⁶. La triple frontière entre Empire ottoman, Iran et Russie connaît une fortune particulière à l'époque de la révolution iranienne, lorsqu'elle sert à transporter massivement armes et volontaires dans différentes directions, en particulier pour

⁵⁹³ Pour une description très détaillée de la contrebande dans la région du Moughan et de Lenkoran, voir le rapport du vice-consul russe à Ardabil au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 3 (16) septembre 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 68, ll. 1-5.

⁵⁹⁴ Sur cette circulation transfrontalière des corps de fidèles chiites, vers les lieux saints d'Irak ottoman, on dispose désormais de l'article de Sabri Ateş, « Bones of Contention. Corpse Traffic and Ottoman-Iranian Rivalry in Nineteenth-Century Iraq », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol. 30, No. 3, 2010, pp. 512-532.

⁵⁹⁵ Lettre anonyme des « bienfaiteurs » de Bakou au ministère des Affaires étrangères russe, non datée (août-septembre 1909), STsSSA, f. 13, op. 27, d. 5138, ll. 18-19 ; Ø. Sumbatzadë (dir.), *op.cit.*, 1985, p. 163.

⁵⁹⁶ Verónica Giménez Béliveau, « La "triple frontera" y sus representaciones. Políticos y funcionarios piensan la frontera », *Frontera Norte*, Vol. 23, No. 46, Juillet-décembre 2011, pp. 8-10.

soutenir le mouvement de résistance de Tabriz contre les forces du shah en 1908-1909. Mais ce succès s'appuie sur des réseaux préexistants. La principale « infrastructure » de ces circulations est constituée par le réseau d'entrepôts et refuges mis en place par les partis révolutionnaires arméniens depuis la fin du XIX^e siècle.

La carte présentée par Magdalena Golnazarian-Nichanian dans son ouvrage sur les Arméniens d'Azerbaïdjan iranien présente en détail ce réseau et les itinéraires suivis par les passeurs et les *fedayis* arméniens depuis les années 1890, avant que le mouvement constitutionnel n'en reprenne l'usage (*figure 25*)⁵⁹⁷. La circulation de révolutionnaires à travers la frontière devient à partir de cette époque une cause majeure d'incidents et certaines expéditions donnent lieu à une véritable geste héroïque dans les communautés arméniennes⁵⁹⁸. La contrebande d'armes peut s'appuyer sur des monastères arméniens qui offrent le gîte et des capacités de stockage. L'essor de ces réseaux transfrontaliers contribue directement à redonner vie à ces monastères, dont beaucoup souffraient d'abandon partiel. Dans les années 1890, les *dachnaks* prennent ainsi l'initiative de restaurer le monastère Saint-Thaddée, très ancien sanctuaire de la chrétienté arménienne, et en font un des principaux points de transit pour les armes vers l'Empire ottoman⁵⁹⁹. L'existence de ce dense réseau permet un transport segmenté et sûr des armes et révolutionnaires et réduit le rôle des expéditions collectives, plus susceptibles d'être repérées et interceptées par la coopération des autorités frontalières⁶⁰⁰. Dans des mémoires parus dans *Hajrenik'* en 1930, Aram Manoukjan parle de près d'un million de cartouches transportées par une de ces filières entre 1903 et 1907⁶⁰¹. Ces circulations ont la particularité d'impliquer directement les trois empires caucasiens. Jusqu'à la période des révolutions constitutionnelles, comme le montrent les cartes, la contrebande se fait surtout en direction de l'Empire ottoman, en provenance de Russie, avec une étape fréquente par la Perse. Les manufactures d'armes de Toula, en Russie

⁵⁹⁷ Magdalena Golnazarian-Nichanian, *Les Arméniens d'Azerbaïdjan. Histoire locale et enjeux régionaux, 1828-1918*, Paris, Centre d'histoire arménienne contemporaine, 2009, p. 64.

⁵⁹⁸ Ainsi de l'expédition patriotique montée par le jeune étudiant arménien Sarkis Gougounjan, avec 125 camarades, qui échoue en septembre 1890 lorsqu'elle se trouve prise sous le feu croisé des gardes-frontières ottomans et tsaristes. Gougounjan est jugé au tribunal d'Erevan et condamné à la déportation. Hratch Dasnabedian, *Histoire de la Fédération révolutionnaire arménienne Dachnaksoutioun 1890-1924*, Milan, OEMME Edizioni, 1988, pp. 29-30.

⁵⁹⁹ A.S. Hambarjan parle de 1891-1892 pour la reconstruction : A.S. Hambarjan, *Azatagrakan sharzhumnerë...*, 1999, p. 154 ; Hourï Berberian évoque pour sa part la date de 1899. Hourï Berberian, *op.cit.*, 2001, p. 50 ; Manuel Sarkisyanz rappelle que ce lien entre monastères et révolutionnaires est facilité par les modèles religieux qui imprègnent l'action des *fedayis* arméniens : Manuel Sarkisyanz, *A Modern History of Transcaucasian Armenia*, Nagpur, Udyama Commercial Press, 1975, pp. 135-136.

⁶⁰⁰ Hratch Dasnabedian évoque une décision du comité *dachnak* d'Azerbaïdjan iranien de renoncer aux expéditions nombreuses au profit d'une stratégie « d'absorption », « expédition d'armes en petites quantités, portées par des groupes très réduits ou par de simples muletiers ». Hratch Dasnabedian, *op.cit.*, 1988, pp. 65-66.

⁶⁰¹ *Hajrenik'*, No. 4, 1923, p. 82, cité par A.S. Hambarjan, *op.cit.*, 1999, p. 154.

européenne, et de Tiflis produisent la majorité de ces armes, achetées par des intermédiaires aux ouvriers ou dérobées. Elles transitent ensuite par le sud de la Russie vers les provinces de Bakou et d'Elisavetpol, souvent grâce aux réseaux révolutionnaires arméniens, avant d'être parfois retravaillées par des armureries clandestines situées dans la région, notamment à Tabriz⁶⁰².

A partir de 1908, le régime tsariste se trouve à contre-courant des évolutions en cours chez ses voisins en matière de possibilité de contrôler la frontière. Alors que l'administration russe s'efforce de lutter contre la sédition révolutionnaire, les autorités frontalières iraniennes et ottomanes entrent en crise. Dans les provinces d'Anatolie orientale, la révolution jeune-turque de 1908 s'accompagne de la destitution de nombreux fonctionnaires à l'été. Comme le rapporte dans ses mémoires le fonctionnaire ottoman A. Faik Hurşit Günday, des individus accusés de corruption et de malversation (*suiistimal ve irtikâplar*) sont renvoyés sur la pression populaire. Il note cependant que la révolution apparaît de manière plus générale, comme une occasion de réduire l'emprise de l'administration et des formes paraétatiques de contrôle comme celle de la Régie contrôlée par les créanciers de l'empire⁶⁰³. La population du Lazistan, première touchée par les mesures de lutte contre la contrebande, est très prompte à expulser des fonctionnaires et à reprendre ses activités antérieures. Sur la côte, les corporations de bateliers (*kayakçı*), directement impliquées dans la contrebande, sont particulièrement actives dans la critique des fonctionnaires trop entrepreneurs, assimilés de de surcroît à la mainmise des créanciers occidentaux sur l'Etat ottoman⁶⁰⁴. Il faut attendre la fin de l'automne 1908 pour qu'une relève administrative, dont Günday fait partie, soit envoyée dans la région et tente de rétablir l'ordre public et l'autorité de l'Etat⁶⁰⁵. En Iran, la critique du

⁶⁰² L'armurerie dachnake de Tabriz (*khariskh zingortsaran*), fondée en 1891, est sans doute la plus connue de ces centres de réparation et amélioration. Elle compterait 36 ouvriers en 1907. Sur les réseaux qui transportent depuis la région de Rostov et la communauté arménienne à Nor-Nakhitchevan, voir le témoignage de Simon Vratsjan, reproduit dans Richard G. Hovannisian, « Simon Vratzian and Armenian Nationalism », *The Armenian Review*, Vol. XXIII, No. 1 (89), 1970, pp. 12-13.

⁶⁰³ Ali Karaca, « Osmanlı İmparatorluğunda Reji ve Tütün Kaçakçılığında Trabzon Örneği: Bir Yabancı Sermaye Serüveni », in Emine Gürsoy-Naskali (dir.), *Tütün Kitabı*, Istanbul, Kitabevi, 2007, pp. 56-85.

⁶⁰⁴ Il y a dans l'interaction entre cette corporation, les forces politiques et les institutions étatiques un jeu complexe qui se poursuit au cours des années 1900. Il semble que les bateliers monnaient leur soutien au CUP contre une modération dans la lutte contre la contrebande. Rapport du consul austro-hongrois à Trabzon, 16 septembre 1913, HHStA, PA XXXVIII 361-1, ff. 177-178 ; l'étude la plus détaillée sur le jeu politique qui entoure la contrebande – en particulier du tabac – en Anatolie orientale est celle de Filiz Diğiroğlu, *Memalik-i Osmaniye duhanlar müşterekü'l-menfaa reji şirketi. Trabzon reji idaresi (1883-1914)*, Istanbul, Osmanlı Bankası Arşiv ve Araştırma Merkezi, 2007 ; sur ces réactions populaires, Donald Quataert, *Social Disintegration and Popular Resistance in the Ottoman Empire, 1881-1908. Reactions to European Economic Penetration*, New York-Londres, New York University Press, 1983, pp. 25-38 ; Gazi Giray Günaydın, « Canik Mutasarrıflığı'nda Tütün Rejisi Uygulamalarına Karşı Tütün Amelelerinin Tepkileri (1908) », *Uluslararası Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 7, 2009, pp. 105-116.

⁶⁰⁵ A. Faik Hurşit Günday, *Hayat ve hatıralarım, C.1*, Istanbul, Çelickilt Matbaası, 1960, pp. 8-9 ; voir aussi les remarques de Hüseyin Albayrak, *op.cit.*, 2008, p. 241.

mouvement constitutionnel se concentre sur une frange particulière du personnel frontalier, les fonctionnaires belges affectés depuis 1897-1899 au contrôle des douanes, postes et finances du pays. Les raisons du mécontentement populaire contre ces fonctionnaires sont complexes : une lecture politique l'interprète comme un sentiment d'humiliation face au contrôle étranger de ces administrations cruciales ; une lecture plus cynique lie le mécontentement des marchands à l'efficacité des fonctionnaires belges à prélever des taxes auparavant évitées. Quoiqu'il en soit, le début de l'année 1907 voit le renvoi de plusieurs fonctionnaires belges à la demande des constitutionnalistes, à la suite de débats très vifs⁶⁰⁶. Face à cette crise du contrôle frontalier, les autorités du Caucase tsariste se trouvent rapidement en première ligne.

b) L'honneur d'un vice-roi

Les dimensions matérielles du contrôle frontalier ne peuvent se comprendre sans une référence aux enjeux politiques généraux qui animent la région au cours des années de la révolution persane. Depuis sa création, la vice-royauté fait l'objet de sourds débats au sein de l'administration tsariste. Circonstancielle, sa mise en place repose sur la réactivation de formes de loyautés impériales traditionnelles : la fonction vice-royale se propose de renouer un lien direct et « intime » entre un souverain et les populations de la périphérie caucasienne⁶⁰⁷. Elle renoue ainsi avec un usage politique du particularisme régional, qui n'est pas sans rappeler la mise en place de la vice-royauté indienne en 1876, après les troubles de la révolte des cipayes. Pour la couronne britannique, il s'agissait de renouer une alliance avec les élites princières indiennes, courtisées à grand renfort d'honneurs et de rituels par la nouvelle vice-royauté⁶⁰⁸. Mais la création de la vice-royauté caucasienne se trouve à contre-courant de l'esprit général de l'administration pétersbourgeoise, dont l'hostilité pour les particularismes

⁶⁰⁶ Le chef des fonctionnaires belges en Perse, Naus, est renvoyé le 10 février 1907. La relation aux fonctionnaires belges apparaît cependant comme une ligne de clivage entre modérés et radicaux parmi les constitutionnalistes. Rapport de la légation de Belgique en Perse, 8 octobre 1908, AMAEB, CI B 164/3 ; Annette Destrée, *Les fonctionnaires belges au service de la Perse 1898-1915*, Leyde-Téhéran, E.J. Brill-Bibliothèque Pahlavi, 1976, pp. 139-143 ; Eric Laureys, *Belgen in Perzië 1915-1941. Verwezenlijkingen, verhoudingen en attitudes*, Louvain, Peeters, 1996, pp. 23-30 ; Raoul Motika, *op.cit.*, 2001, pp. 150-151.

⁶⁰⁷ Alexandre Bezobrazov, initiateur de la vice-royauté d'Extrême-Orient, parle de la « très grande intimité entre le centre et la périphérie » que doit créer cette autre institution. Cité par David MacLaren McDonald, *United Government and Foreign Policy in Russia, 1900-1914*, Cambridge, Mass.-Londres, Harvard University Press, 1992, pp. 61-62.

⁶⁰⁸ Les *durbars* réalisés en 1877, 1903 et 1911 sont l'exemple le plus emblématique de ces rituels. Caroline Keen, *Princely India and the British. Political Development and the Operation of Empire*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2012, pp. 173-183.

provinciaux n'a cessé de croître à la fin du XIX^e siècle⁶⁰⁹. Les réformes d'octobre 1905, en introduisant un système ministériel à l'européenne, ajoutent une contradiction supplémentaire, car la vice-royauté fait obstacle à la hiérarchie interne aux ministères⁶¹⁰. Ces tensions structurelles ne sont pas atténuées par les positions personnelles de Vorontsov-Dachkov, personnalité ambiguë, car tenue pour libérale sur la question nationale, mais aussi fervent partisan de l'autocratie impériale. Ministre de la Cour pendant quinze ans sous Alexandre III, il y fustige la montée en puissance des ministres, ces « canailles » qui s'efforcent de prendre à l'empereur des parcelles de pouvoir⁶¹¹.

Alors que Witte, chef du gouvernement jusqu'au printemps 1906, éprouve une sympathie certaine pour Vorontsov-Dachkov, le premier ministre Stolypin ne cache pas son irritation face au vice-roi, qui affecte d'écrire directement au souverain, privilège perdu par les gouverneurs des provinces ordinaires dans le dernier tiers du XIX^e siècle⁶¹². Les intérêts de la vice-royauté sont représentés à Pétersbourg par le baron Emmanuil Nolde, ancien haut-fonctionnaire du comité des ministres reconverti en défenseur sourcilieux des prérogatives vice-royales⁶¹³. Dans le conflit qui se noue au cours de l'année 1907-1908, la question de la politique de Vorontsov-Dachkov à l'égard de l'agitation politique constitue une pomme de discorde permanente. Le Caucase continue à être présenté comme le lieu d'une violence omniprésente, à la fois politique et criminelle. Cette réputation est si bien établie que les gouverneurs ottomans des provinces frontalières comparent volontiers leurs statistiques de criminalité avec celles de la Transcaucasie tsariste depuis le début du siècle⁶¹⁴. Les grèves reprennent au printemps 1907, lorsque les ports de la Caspienne entrent en ébullition et

⁶⁰⁹ Cette critique vaut aussi pour les structures spéciales fonctionnant dans les confins occidentaux de l'Empire russe. Kimitaka Matsuzato cite ainsi K. Sokolov, « Oчерк istorii i sovremennogo znacheniiia general-gubernatora », *Vestnik prava*, 33, kn. 8, 1903. Pour une synthèse de la question, voir Kimitaka Matsuzato, « Intra-bureaucratic debate on the institution of Russian governors-general in the mid-nineteenth century », in Tomohiko Uyama (dir.), *Asiatic Russia. Imperial Power in Regional and International Contexts*, Londres-New York, Routledge, pp. 83-101 ; Stephen Velychenko, « Identities, Loyalties and Service in Imperial Russia: Who Administered the Borderlands? », *Russian Review*, Vol. 54, No. 2, avril 1995, pp. 188-208.

⁶¹⁰ Projet de mémoire du conseil des ministres « Sur l'abolition de la vice-royauté du Caucase », 25 décembre 1905 (7 janvier 1906), cité par Valentin Djakin, *Natsional'nyj vopros...*, 1998, pp. 479-480.

⁶¹¹ Diljara Ismail-Zade, *I.I. Vorontsov-Dashkov. Kavkazskij Namestnik*, Moscou, Tsentrpoligraf, 2005, pp. 70-71.

⁶¹² Rucgard G. Robbins Jr., *The Tsar's Viceroys. Russian Provincial Governors in the Last Years of the Empire*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 1987, p. 64 ; sur la bienveillance de Witte envers Vorontsov-Dachkov, voir la note qu'il rédige à la fin de 1905 pour défendre la vice-royauté : B.D. Gal'perina (éd.), *Sovet ministrov Rossijskoj imperii 1905-1906 gg. Dokumenty i materialy*, Leningrad, Nauka, 1990, pp. 121-125.

⁶¹³ Rapport de l'ambassadeur allemand à Pétersbourg, Alvensleben, au chancelier Bülow, 30 avril 1905, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), Russland, R 11037.

⁶¹⁴ Dès 1903, le consul britannique à Trabzon, Longworth, élaborait des comparaisons de ce type en mettant en regard le taux d'un meurtre pour 24.000 habitants dans sa province de séjour avec le taux d'un meurtre pour 4.000 habitants au Caucase. Rapport du consul Longworth à Nicholas O'Connor, 1^{er} avril 1903, TNA, FO 195/2136.

contraignent à recourir à nouveau à la force⁶¹⁵. Aux yeux du gouvernement, l'agitation persistante du Caucase est liée à la politique trop souple de Vorontsov-Dachkov envers les nationalités autochtones et les mouvements sociaux⁶¹⁶. L'arménophilie du vice-roi – et de sa femme – fait jaser à Pétersbourg et donne lieu à des joutes administratives ouvertes. Vorontsov-Dachkov s'oppose ainsi de manière catégorique aux projets de Stolypin pour réduire le caractère œcuménique du catholicos arménien et en faire une simple administration interne de l'Empire. Allié au ministère des Affaires étrangères Izvol'skij, le vice-roi souligne qu'une telle mesure ne faciliterait nullement l'intégration des Arméniens de l'empire et aliénerait à coup sûr ceux de l'étranger⁶¹⁷.

Le développement de la crise constitutionnelle persane est directement lié aux attaques intérieures qui visent la vice-royauté. Pour les organes de presse pétersbourgeois, les troubles en Perse, puis dans l'Empire ottoman, prolongent ceux du Caucase et alimentent un espace régional de sédition. Les attaques de la presse nationaliste contre un Vorontsov-Dachkov trop permissif envers des minorités séditeuses sont d'autant plus virulentes qu'elles jouissent de discrets soutiens au gouvernement et de l'appui de nombreux députés⁶¹⁸. L'historien Valentin Djakin évoquait dans des carnets de recherche publiés après sa mort l'influence du département de la Police dans l'hostilité grandissante du gouvernement central contre la vice-royauté. Un noyau d'anciens fonctionnaires au Caucase, mutés à Pétersbourg après 1905, jouerait un rôle-clef dans la production de rapports hostiles au vice-roi⁶¹⁹. Les attaques contre les politiques de ce dernier sont initiées le 11 avril 1908 par une lettre de Stolypine à Vorontsov-Dachkov, critiquant sa politique et son incapacité à remettre de l'ordre dans les confins caucasiens de l'empire. Le tableau dressé par cette lettre est proprement apocalyptique, donnant l'image d'un Caucase à feu et à sang, rongé par la criminalité, le terrorisme politique et le grand banditisme⁶²⁰. Le département de la Police, qui a préparé la

⁶¹⁵ Rapport du consulat allemand à Bakou au chancelier Bülow, 31 mars 1907, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), Russland, R 11040.

⁶¹⁶ Lettre de Stolypine à Nicolas II, 14 (27) mars 1907, GARF, f. 543, op. 1, d. 515, l. 71.

⁶¹⁷ Paul Werth, « Imperial Russia and the Armenian Catholicos at Home and Abroad », in Osamu Ieda, Tomohiko Uyama (dir.), *Reconstruction and Interaction...*, 2006, pp. 225-226.

⁶¹⁸ Plusieurs interpellations gouvernementales sont faites au cours de l'année à ce sujet : rapport relatif à une interpellation déposée par trente-sept députés sur l'insécurité frontalière dans la province de Bakou, non daté (avril-mai 1908), HAA, f. 1262, op. 3, d. 367, l. 1.

⁶¹⁹ Valentin Djakin, *Natsional'nyj vopros...*, 1998, pp. 48-49 ; A.A. Polivanov, *Iz dnevnikov i vospominanij po dolzhnosti Voennogo Ministra i ego pomoshchnika 1906-1917 gg.*, T. 1, Moscou, Vysshij Voennyj Redaktsionnyj Sovet, 1924, p. 45.

⁶²⁰ Diljara Ismail-Zade, *I.I. Vorontsov-Dashkov. Kavkazskij Namestnik*, 2005, p. 138 ; au début de mai 1908, Stolypine intervient pour casser des accords de conciliation négociés par les fonctionnaires de la vice-royauté avec les syndicats de l'industrie pétrolière : Valentin Djakin (dir.), *Krizis samoderzhavija v Rossii, 1895-1917*, Leningrad, Nauka, 1984, p. 386 ; Christopher Rice, « Party Rivalry in the Caucasus. SRs, Armenians, and the Baku of Oil Workers, 1907-1908 », *The Slavonic and East European Review*, Vol. 67, No. 2, avril 1989, p. 242.

lettre, recense 3.060 « actes terroristes » dans le territoire de la vice-royauté pour l'année 1907, faisant près de 1.239 morts et 1.253 blessés. S'ensuit une litanie déroulant la criminalité ordinaire, les ruptures à l'ordre public et l'activisme politique persistant des groupes révolutionnaires⁶²¹. Les archives de Géorgie conservent l'exemplaire de cette missive, annoté par Vorontsov-Dachkov et ses adjoints, qui marquent leur indignation avec force points d'exclamation ou d'interrogation et maintes biffures⁶²².

L'articulation entre des accusations d'ordre intérieur et des incriminations relatives à la politique frontalière du vice-roi est omniprésente dans la note soumise par le département de la Police. La tolérance envers le parti dachnak fait l'objet d'un développement particulier, alors que les nouvelles de son alliance avec le Comité Union et Progrès et les rumeurs sur la préparation d'un coup d'Etat se font de plus en plus insistantes. Le département reproche au vice-roi d'ignorer une menace susceptible de renverser l'ordre dans l'ensemble de la région caucasienne :

« En lien avec les derniers événements en Perse et en Turquie, le parti avait l'intention de se coordonner avec les révolutionnaires persans et turcs, afin de commettre des attentats simultanés contre le sultan et le shah, ainsi que d'organiser éventuellement un acte terroriste majeur en Russie, et, profitant de la confusion, de proclamer l'indépendance de l'Arménie⁶²³. »

Ces accusations donnent lieu à une réfutation détaillée de la part de la chancellerie du vice-roi, à la fin de juillet 1908. La ligne du vice-roi consiste à reprocher aux institutions pétersbourgeoises leur méconnaissance des réalités du terrain caucasien. Critiquant une à une les catégories statistiques établies par le département de la police, il récuse par exemple le chiffre de 3060 attentats terroristes pour l'année 1907 et propose le chiffre de 689 attentats. De même, les 3.305 actes de violence sérieuse et de vols avec violence recensés au Caucase en 1907 doivent être selon lui mis en regard des 4.138 enregistrés en 1906⁶²⁴. Vorontsov-Dachkov rejette catégoriquement les accusations relatives à sa supposée complicité avec les dachnaks, rappelant que leur ascension remonte à la confiscation des biens du clergé arménien en 1903 et aux affrontements de 1905. Il souligne que les rumeurs selon lesquelles certaines

⁶²¹ S. Fuks, « Bor'ba s revoljutsionnym dvizheniem... », *Krasnyj Arkhiv*, 3 (34), 1929, pp. 187 et 194-195.

⁶²² Annexe établie par le département de la police à la lettre du 11 (24) avril 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 5281, ll. 32-40.

⁶²³ *Ibid.*, l. 40.

⁶²⁴ Lettre de Vorontsov-Dachkov à Stolypine, 25 juillet (7 août) 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 5281, ll. 5-6 ; Alfred Rieber, *Stalin and the Struggle for Supremacy in Eurasia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 14.

viles du Caucase seraient entièrement passées aux mains des dachnaks relèvent de la fantasmagorie⁶²⁵.

L'articulation entre politique étrangère et politique intérieure constitue un sujet désormais banal pour les historiens des relations internationales, mais l'analyse concrète de cette articulation reste peu développée dans le cas du Caucase⁶²⁶. Notre hypothèse est que la principale réaction de Vorontsov-Dachkov et de son administration aux attaques dont ils sont victimes ne réside pas dans cette dénégation, somme toute convenue et peu surprenante. Ils choisissent plutôt de déplacer la confrontation sur un domaine où la vice-royauté peut démontrer son autorité. Les attaques de Stolypin coïncident en effet avec un incident sur la frontière russo-iranienne, que le vice-roi et l'état-major du Caucase transforment en crise diplomatique majeure. Rappelons que les frontières entre la Perse du Nord-Ouest et le Caucase du Sud russe sont peuplées par des populations nomades – kurdes vers l'Ouest et turcophones vers l'Est – que la révolution constitutionnelle fait entrer dans une grande agitation. Les entreprises du gouvernement constitutionnel pour renforcer son contrôle sur ces nomades, auxquels le shah laissait une grande latitude dans la volonté probable de maintenir un glacis avec la Russie, entraînent un mécontentement croissant au cours de l'année 1907 dans la steppe du Moughan et au Qaradâgh⁶²⁷. La confédération shahsevene, déjà entrée en ébullition en 1905 comme on a pu le voir, joue à nouveau un rôle particulier. A la frontière, les altercations et raids sur le territoire russe s'intensifient. Le 11 avril (30 mars, selon le calendrier julien) 1908, un capitaine de la garde-frontière russe, Dvoeglazov, franchit la frontière à la poursuite d'un cheval égaré, au niveau de Belasuvâr. Il trouve la mort en territoire iranien à la suite d'une altercation avec des membres de la tribu shahsevene des Qojabeylis⁶²⁸.

Dans la réaction à cet incident qui aurait pu rester, en d'autres circonstances, limité dans son impact, le vice-roi fait preuve d'une détermination et d'une brutalité tout à fait frappantes. Profitant d'un monopole temporaire sur l'information relative aux événements, il

⁶²⁵ *Ibid.*, ll. 7-9.

⁶²⁶ Parmi les éléments qui ont orienté notre réflexion, on peut renvoyer à une polémique menée entre journaux russes et allemands en 1912 sur le thème de l'inaction (*Untätigkeit*) de la vice-royauté, où questions intérieures et internationales se trouvent liées. Rapport du consul austro-hongrois à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, HHStA, PA XXXVIII 357-2.

⁶²⁷ Sur les Shahsevans comme glacis voulu par le pouvoir iranien, voir L.F. Tigranov, *Iz obshchestvenno-politicheskikh otnoshenij v Persii*, Saint-Pétersbourg, Jakor', 1909, p. 108 ; Richard Tapper, « Nomads and Commissars in the Mughan Steppe: The Shahsevan Tribes in the Great Game », in Id. (dir), *The Conflict of Tribe and State in Iran and Afghanistan*, Londres-New York, Croom Helm-St Martin's Press, 1983, pp. 401-435.

⁶²⁸ Voir le rapport que fait le lendemain le commandant du bataillon frontalier de Bilasuvâr, qui sert de base aux demandes russes ultérieures, 31 mars (12 avril) 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 46, ll. 33-35 ; Richard Tapper, « Raiding, Reaction, and Rivalry. The Shâhsevan Tribes in the Constitutional Period », *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, Vol. 49, No. 3 (1986), p. 515.

décide d'envoyer des troupes à la frontière du Moughan et fait pression auprès de Pétersbourg pour qu'une expédition militaire soit organisée. Il exige également le rétablissement du droit de *hot pursuit* supprimé au moment des événements de 1904-1905, afin de pouvoir désarmer les nomades frontaliers⁶²⁹. Une escouade cosaque reçoit ordre de franchir la frontière et de détruire plusieurs villages shahsevens. Mais le déchaînement de violence qui l'accompagne est sévèrement condamné par le ministère des Affaires étrangères, qui attaque le vice-roi pour avoir ignoré les objectifs initialement fixés, à savoir punir les individus nommément impliqués dans le meurtre et « inspirer du respect pour la Russie à la population civile ». Le ministre des Affaires étrangères note qu'aucun des deux objectifs n'est rempli et « qu'au contraire l'expédition a accru le mécontentement des Persans, qui n'y ont vu que cruauté et injustice de notre part⁶³⁰ ». En dépit de ces plaintes, le ministère se trouve relégué dans une position secondaire au plus fort de la crise, alors que le vice-roi communique directement avec le gouvernement iranien par l'intermédiaire du consul-général iranien à Tiflis et de l'ambassade russe à Téhéran⁶³¹.

L'incident devient pour le vice-roi une occasion de se faire le garant de la souveraineté impériale à la frontière, contrant de la sorte les accusations qui lui sont opposées dans le domaine des affaires intérieures. Il prend l'initiative de poser un ultimatum au gouvernement iranien : il demande la livraison immédiate des chefs shahsevens impliqués dans le meurtre et le paiement d'une indemnité colossale de 80.000 roubles, sous peine d'envoi d'un corps d'occupation dans la région d'Ardebil⁶³². Pour le ministère des Affaires étrangères moscovite, ces demandes constituent une humiliation bien inutile alors que les sentiments nationaux en Iran sont déjà exaspérés. Mais sa réponse aux critiques formulées à son encontre révèle une conviction bien enracinée de la justesse de son action :

« Je suis parfaitement confiant dans l'issue heureuse que ne manquera pas d'avoir pour nous l'affaire de Belasivar. Cette certitude repose sur mon expérience personnelle du caractère

⁶²⁹ Télégramme du vice-roi du Caucase au ministère des Affaires étrangères, 2 (15) avril 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 46, l. 8.

⁶³⁰ Télégramme du ministre des Affaires étrangères au vice-roi du Caucase, 23 avril (6 mai) 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 46, l. 48 ; pour les échos très négatifs de l'opération à Téhéran, voir le télégramme de l'ambassade à Téhéran au vice-roi du Caucase, 28 avril (11 mai) 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 46, l. 52.

⁶³¹ C'est ainsi la chancellerie du vice-roi qui communique sa « version officielle » de l'incident au consul-général iranien au Caucase. Télégramme du consul-général iranien à Tiflis au gouvernement iranien, 1^{er} mai (14) 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 46, l. 53.

⁶³² Richard Tapper, *Frontier Nomads of Iran. A Political and Social History of the Shahsevan*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, pp. 252-253.

des peuples asiatiques, sur la peur exprimée non seulement par les Shahsevens mais aussi par le gouvernement persan et sur ma confiance dans les troupes qui me sont confiées⁶³³. »

Vorontsov-Dachkov parle ici de deux points de vue. Le point de vue, d'abord, de l'administrateur périphérique qui argue de sa connaissance d'une situation et de peuples pour revendiquer une adaptation de la politique étrangère dans le contexte caucasien. A l'instar de l'administrateur colonial qui peut voir dans l'anthropologie « le matériau sur lequel la politique des gouvernements devrait être basée », le vice-roi se fait ici psychologue des peuples⁶³⁴. Mais Vorontsov-Dachkov parle aussi en tant qu'aristocrate, qui défend l'honneur de l'empire face aux considérations plus mesquines du ministère des Affaires étrangères.

En pratique, les deux éléments sont étroitement liés car c'est précisément la conception anthropologique des peuples caucasiens – conçus ici au sens large pour intégrer les populations d'Iran du Nord et d'Anatolie orientale – qui justifie de maintenir une politique fondée sur l'honneur, sur une souveraineté triomphante et sur le « spectacle punitif »⁶³⁵. De ce point de vue, le dialogue entre Tiflis et Pétersbourg prend parfois l'allure d'un dialogue entre une rationalité bourgeoise qui prévaut au gouvernement et le panache aristocratique de la politique du vice-roi⁶³⁶. Au cours du mois de mai, les efforts du ministère pour dissuader Tiflis d'organiser une expédition punitive à l'expiration de l'ultimatum se heurtent à un refus catégorique⁶³⁷. Le général Snarskij prend la tête d'une expédition organisée qui pénètre en territoire persan et procède à la confiscation du bétail et des biens des Shahsevens, ainsi qu'à un désarmement partiel – tout en ayant consigné d'éviter tout affrontement avec les troupes régulières iraniennes⁶³⁸. L'ensemble de l'opération apparaît dans l'immédiat comme un succès, qui force le gouvernement constitutionnel à plier et à payer une amende à la Russie. Mais les effets de l'incident à plus long terme sont perçus par le ministère des Affaires étrangères comme très problématiques. En humiliant les constitutionnalistes, il accélère la décomposition du gouvernement persan et incite le shah à procéder à son coup d'Etat de l'été 1908. L'effondrement des structures étatiques dans les mois qui s'ensuivent rend de plus en

⁶³³ Télégramme du vice-roi du Caucase au ministère des Affaires étrangères, 15 (28) mai 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 46, l. 91.

⁶³⁴ J.H. Driberg, « Anthropology in Colonial Administration », *Economica*, No. 20 (Juin 1927), p. 157.

⁶³⁵ L'expression est reprise aux pages de Michel Foucault sur l'effacement de la punition comme spectacle et cérémonie publique. Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, pp. 14-23.

⁶³⁶ Arno Mayer, *The Persistence of the Old Regime. Europe to the Great War*, New York, Pantheon Books, 1981.

⁶³⁷ Télégramme du ministre des Affaires étrangères au vice-roi du Caucase, 23 mai (5 juin) 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 46, l. 109.

⁶³⁸ Voir les télégrammes du vice-roi du Caucase au ministère des Affaires étrangères, 25 mai (7 juin) 1908 et 27 juin (10 juillet) 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 46, ll. 114-115 et 143.

plus difficile le pilotage, par les institutions centrales, des relations avec la Perse par le canal diplomatique. Les événements du printemps 1908 confirment une certaine méfiance de la part des institutions centrales, en particulier diplomatiques, à l'égard de la marge politique concédée à la vice-royauté dans la gestion des relations frontalières⁶³⁹.

c) L'Etat en pointillés : processus révolutionnaire et discontinuités

La crise de la vice-royauté est emblématique de l'impact transfrontalier qu'exercent les troubles intérieurs iraniens, en remettant en cause les fondements des relations de voisinage. Autant que l'effondrement du contrôle territorial des institutions persanes, la succession rapide de gouvernements aux politiques radicalement opposées s'accompagne de revirements qui touchent directement certaines des formes de coopération frontalière décrites précédemment. Une des conditions fondamentales du succès de cette coopération réside, comme on l'a montré, dans la possibilité d'une dépolitisation et d'un consensus dans les normes appliquées, fût-ce de manière informelle. Dans un premier temps, la révolution constitutionnelle s'accompagne d'une remise en cause de certaines pratiques administratives en vigueur, qui peut paraître proche des processus de « bureaucratisation » et de critique du clientélisme décrits dans le cas d'autres révolutions⁶⁴⁰. La dégradation du climat politique iranien à partir de 1907, qui s'accompagne de fortes tensions internes aux sphères dirigeantes, met à mal la possibilité d'une telle évolution consensuelle et voit au contraire une repolitisation de l'administration, en particulier des corps consulaire et diplomatique. Le coup d'Etat monarchiste de juin 1908 est suivi par une guerre civile qui dure jusqu'à la prise de Téhéran par les troupes constitutionnelles alliées aux tribus bakhtiaries, le 15 juillet 1909⁶⁴¹. L'année qui sépare ces deux événements illustre directement les obstacles posés à la coopération frontalière par les déchirements intérieurs iraniens.

Jusqu'en juin 1908, la loyauté au shah et celle au gouvernement constitutionnel et au madjlis peuvent être conciliées, en raison des proportions raisonnables que conserve la conflictualité politique. Il est difficile de se prononcer en l'état sur les détails du comportement des consuls en poste et du personnel de leur consulat. On pourrait être tenté par une lecture sociologique qui placerait les consuls du côté du souverain, en raison des liens de

⁶³⁹ Parmi les preuves de cette méfiance, antérieure aux événements : lettre de l'état-major du district militaire caucasien au fonctionnaire diplomatique auprès du vice-roi, 9 (22) janvier 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 47, l. 3.

⁶⁴⁰ C'est par exemple le cas pour la Révolution française, comme le rappelle Christian Windler, *op.cit.*, 2002, pp. 78-79 ; Clive H. Church, *Revolution and Red Tape. The French Ministerial Bureaucracy 1770-1850*, Oxford, Clarendon Press, pp. 69-110.

⁶⁴¹ Arash Khazeni, *op.cit.*, 2009, pp. 178-181.

proximité qu'ils entretiennent avec lui, alors que le personnel intermédiaire des consulats serait plus proche des idées constitutionnelles, à l'instar des classes moyennes iraniennes du Caucase⁶⁴². Faute de sources précises, il est cependant difficile d'émettre une évaluation suivie des tensions internes aux consulats en la matière. Avec les débuts de la guerre civile, le service consulaire iranien dans les provinces frontalières du Caucase et d'Anatolie orientale se trouve entraîné à son tour dans les conséquences de la répression. Le caractère stratégique du Caucase, pour les raisons qu'on a décrites plus haut, incite le shah à s'assurer de la loyauté du personnel sur place. Un nouvel ambassadeur, Mofakham os-Saltaneh, proche du shah, est nommé ambassadeur à Pétersbourg pour superviser la traque des opposants dans l'Empire des Tsars⁶⁴³. Rapidement, sa figure cristallise l'antagonisme des constitutionnels et de nombre d'Iraniens au Caucase⁶⁴⁴. Les consulats du Caucase, à commencer par le consulat-général à Tiflis, sont tenus de contribuer à cette politique de répression délocalisée, qui suppose la collaboration des autorités russes pour faire arrêter et extradier les individus recherchés.

Cette tâche ne fait pas consensus, car elle rompt avec les coutumes établies en matière de coopération et tend à repolitiser la coopération. L'excitation publique qui entoure la moindre affaire soumet les autorités russes à une forte pression. La foule iranienne du Caucase gronde contre la collaboration de la Russie avec le despotisme de Mohammad 'Alî Shah. L'arrestation de huit marchands persans, au début de mars 1909, alors que la lutte fait rage en Iran, provoque un tollé. Plusieurs figures se trouvent parmi les marchands arrêtés, dont le frère de Taqizadeh. Les Iraniens de Tiflis dénoncent aussitôt l'importation de l'arbitraire persan sur le sol russe, en contradiction avec les règles du droit, car les marchands ont été arrêtés « sans qu'ils aient commis de faute⁶⁴⁵ ». La diplomatie frontalière se trouve exposée au public dans une posture peu flatteuse pour l'Etat tsariste. Dans les jours qui suivent, des manifestations sont organisées aux portes du consulat-général et font craindre au gouverneur de Tiflis des débordements. Vasilij Klemm, directeur du premier département du ministère des Affaires étrangères tsariste, écrit au fonctionnaire diplomatique du vice-roi : « La colonie persane de Tiflis est absolument révoltée contre le consul-général et [l'ambassadeur] 'Alî Qolî Khân, qui craignent des violences. Il est souhaitable de mettre un

⁶⁴² Les archives tsaristes donnent ainsi à voir des agents consulaires et clercs très mobilisés en faveur de la révolution constitutionnelle. Lettre du gouverneur-général temporaire d'Elisavetpol à la chancellerie du vice-roi, 18 avril (1^{er} mai) 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 84, l. 10.

⁶⁴³ Abdollah Mostofi, *The Administrative and Social History of the Qajar Period, Volume II*, Costa Mesa, Mazda Publishers, 1997, pp. 526-527.

⁶⁴⁴ Sur les menaces qui pèsent sur lui et sa femme à leur retour vers l'Iran, voir la correspondance dans STsSSA, f. 13, op. 28, d. 60.

⁶⁴⁵ Télégramme du ministère des Affaires étrangères russe au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 4 (17) mars 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 209, l. 11.

terme aussi vite que possible à cette affaire et de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute violence à l'encontre des fonctionnaires persans⁶⁴⁶ ».

La situation est d'autant plus complexe que le shah a personnellement demandé l'arrestation de ces huit personnes. Il convient donc, souligne Klemm dans sa correspondance, que ce soit le ministre des Affaires étrangères du shah, Sa'ad ed-Dovleh, qui fasse la demande de remise en liberté de ces individus, afin de permettre au gouvernement russe d'invoquer cette demande officielle. Le tumulte qui accompagne cette arrestation illustre les contradictions dans lesquelles se débat l'administration russe à l'occasion de la guerre civile : désireuse de soutenir le shah et de lutter contre les révolutionnaires, elle ne souhaite pourtant pas entrer dans une logique de politisation et d'exposition de la coopération bilatérale. Klemm reconnaît ainsi l'importance objective de l'arrestation qui concerne des révolutionnaires supposés :

« De notre côté, nous considérons que si la police a véritablement réussi à mettre la main sur ce « Comité caucasien », qui constitue le véritable organe de commandement de la révolution en Perse, cette arrestation revêt pour nous aussi une grande importance, car elle sape l'action coordonnée des révolutionnaires persans et facilitera largement l'écrasement des troubles qui occasionnent tant de tort à nos sujets et à notre commerce dans ce pays voisin⁶⁴⁷. »

Ce souci explique le refus des autorités caucasiennes de remettre en liberté les individus avant la fin de l'enquête. Pour dissuader la communauté iranienne de Tiflis de commettre des violences contre le consulat-général, une garde policière y est affectée⁶⁴⁸. L'affaire est finalement close par une décision d'expulsion des prévenus, présentée comme le résultat des bons offices du consulat-général.

Le loyalisme du consulat-général à Tiflis envers le shah, en ce début de 1909, ne constitue pas une position unanimement partagée parmi les fonctionnaires consulaires au Caucase. Des fractures de plus en plus nettes apparaissent, qui sapent la possibilité d'une action coordonnée entre administration centrale iranienne et consulats. Une mission spéciale d'inspection des consulats du Caucase est confiée à 'Alî Qolî Khân, avec le soutien tacite des

⁶⁴⁶ Télégramme secret de Klemm au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 8 (21) mars 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 209, l. 20.

⁶⁴⁷ Télégramme secret de Klemm au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 10 (23) mars 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 209, ll. 23-24.

⁶⁴⁸ Lettre du commandant de la police de Tiflis au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 12 (25) mars 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 209, l. 26.

autorités russes⁶⁴⁹. Le consul-général entre ainsi en conflit avec le vice-consul à Elisavetpol, Mirza Rasul Khan. En février-mars 1909, une lettre anonyme est reçue par la chancellerie du gouverneur de la ville, qui dénonce les abus du vice-consul, accusé de maltraiter les Persans locaux pour financer la révolution constitutionnelle :

« Si une perquisition était faite au consulat, on y trouverait de nombreuses proclamations et tracts anonymes. Le consulat est rempli de telles choses. Etant donné que le principal objectif de notre gouvernement est le maintien de l'ordre, tant parmi la population autochtone que parmi les citoyens étrangers, j'ai l'honneur de vous rapporter ces faits⁶⁵⁰. »

En dépit de leurs efforts, les autorités ne parviennent pas à préciser les auteurs de la dénonciation. Rapidement, les accusations portées contre Mirza Rasoul Khan s'avèrent, car il organise des collectes de fonds parmi les Persans de la ville⁶⁵¹. Le 2 avril, il organise dans une mosquée de la ville une réunion où il exige de notables de la communauté le versement de « contributions » au mouvement constitutionnel, mais se heurte à leur refus de participer. Il recourt alors à la menace et tire argument de la présence au vice-consulat de trois révolutionnaires persans armés. En cela, les révolutionnaires iraniens ne se distinguent pas des révolutionnaires transcaucasiens, également prompts à menacer les individus refusant de verser des « contributions⁶⁵² ». La propension du consul à utiliser l'argent tiré des frais de visa et de passeport pour aider la révolution suscite les objections fermes du consul-général à Tiflis, qui envoie un agent à Elisavetpol, mais ne parvient pas à le dissuader d'envoyer 4.000 roubles en Iran aux révolutionnaires. Le tableau qui se dessine ici est celui d'une communauté persane fortement divisée, puisque Mirza Rasoul Khan, menacé de destitution par le consul-général, évite cette peine grâce à l'appui des révolutionnaires locaux⁶⁵³.

Le retour au pouvoir des constitutionnalistes, en juillet 1909, grâce à une alliance passée avec les tribus bakhtiaries, renverse le rapport de forces et ouvre la seconde période constitutionnelle qui dure jusqu'en 1911⁶⁵⁴. Le shah doit abdiquer en faveur de son fils

⁶⁴⁹ Les autorités russes apportent leur soutien à cette mission, comme le montre la lettre du ministère des Affaires étrangères russe à la chancellerie du vice-roi du Caucase, 8 (21) février 1909, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 57, l. 1.

⁶⁵⁰ Lettre anonyme à la chancellerie du gouverneur d'Elisavetpol, non datée (février-mars 1909), STsSSA, f. 15, op. 1, d. 202, l. 6.

⁶⁵¹ Rapport du chef de la gendarmerie de Tiflis au vice-roi, 14 (27) avril 1909, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 5138, l. 1.

⁶⁵² Frederick Arthur McKenzie, *From Tokyo to Tiflis...*, 1905, p. 308.

⁶⁵³ Lettre du gouverneur d'Elisavetpol à la chancellerie du vice-roi, 15 (28) avril 1909, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 5138, ll. 4-5.

⁶⁵⁴ Behrooz Moazami, *State, Religion, and Revolution in Iran, 1796 to the Present*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2013, pp. 28-29.

mineur, Ahmad. Cette période est caractérisée par une radicalisation du mouvement, qui s'en prend violemment aux soutiens de l'ancien shah et s'attaque en particuliers au clergé et aux dignitaires perçus comme des traîtres. Dès les premiers mois, le personnel administratif est profondément renouvelé et les postes consulaires et diplomatiques en Russie font figure de priorités dans cette vague de mutations⁶⁵⁵. Les fortunes personnelles se renversent à l'occasion de ce changement politique. Pour beaucoup de fonctionnaires cantonnés dans des fonctions subalternes, le contre-coup d'Etat apparaît comme une opportunité de promotion, soit en retournant au ministère des Affaires étrangères à Téhéran, soit en recevant de nouvelles fonctions⁶⁵⁶. Le fonctionnaire pour les relations diplomatiques auprès du vice-roi informe ainsi que l'ancien consul à Bakou, Kerîm Khân Mobasser ol-Molk, qui vient d'être destitué pour activité séditeuse en juin, a été proposé pour le poste de consul-général à Astrakhan. Kerîm Khân a été démis à cause de son aide au mouvement constitutionnel, par l'octroi de faux documents d'identité⁶⁵⁷. L'annonce de la nomination prochaine de Kerîm Khân réveille des querelles, puisqu'une lettre anonyme signée par des « bienfaiteurs » vivant à Bakou rappelle que Kerîm Khân était l'auteur de la « contrebande aux cercueils » évoquées précédemment.

Ce renversement soudain place l'historien face à des descriptions très contradictoires de l'activité de certains individus. En fonction des positions des témoins, les mêmes individus peuvent se trouver peints dans les couleurs les plus noires ou au contraire présentés comme des héros. C'est ainsi que les consuls constitutionnalistes comme Kerîm Khân sont décrits par certains comme violents, tyranniques et retors. Mais des témoignages parallèles montrent ces consuls soucieux de mettre un terme aux abus de leurs prédécesseurs et de réorganiser le fonctionnement de leurs services. Kerîm Khân présente à l'automne 1909, à l'appui de sa nomination à Astrakhan, le témoignage de hauts fonctionnaires russes l'ayant fréquenté au cours de ses fonctions. L'adjoint au gouverneur-militaire de Batoumi, P. Choubinskij, qui a servi en 1908-1909 comme gouverneur-adjoint de Bakou, décrit Kerîm Khân comme un individu ayant de « rares qualités morales et professionnelles, une honnêteté à toute épreuve,

⁶⁵⁵ Un consul au Caucase déchu par le shah devient ainsi *kârguzâr* de Rasht. Rapport du consul russe à Ardebil au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 19 juillet (1^{er} août) 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 196, ll. 13-14 ; dès août, le nouveau consul-général à Tiflis déplore dans une lettre à Taqîzâde que son prédécesseur n'ait « pas encore été puni pour ses menées honteuses, pour ses canailleries sans nom, pour ses mensonges et pour ses vols ». Lettre du 25 Radjab 1327 (12 août 1909), reproduite dans Îraj Afshâr (éd.), *Avrâq-e tâzeyâb-e Mashrutiyat marbût be sâlhâ-ye 1325-1330 qamarî*, Téhéran, Sâzemân-e Enteshârât-e Djâvîdân, 1359 (1980), pp. 556-557.

⁶⁵⁶ Abdollah Mostofi, *op.cit.*, 1997, pp. 542-543.

⁶⁵⁷ Lettre du fonctionnaire diplomatique au chef du département spécial de la chancellerie du vice-roi, 27 août (9 septembre) 1909, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 5138, ll. 10-11.

un sens du sacrifice ». Il décrit ses efforts pour mettre de l'ordre dans les affaires des ressortissants persans et simplifier la coopération entre Russie et Iran, notamment dans la délivrance des passeports et visas⁶⁵⁸. Il apparaît ainsi comme un consul réformateur, qui s'inscrit tout à fait dans la ligne appliquée par les constitutionnels.

Il ne semble en effet pas y avoir de contradiction entre l'activité révolutionnaire de certains consuls et leur volonté de moderniser le service, en l'arrachant aux pratiques anciennes. Dès l'automne 1909, le nouveau pouvoir constitutionnel s'efforce de réformer l'activité consulaire à l'étranger, en particulier au Caucase, ce qui est un moyen de gagner les faveurs des émigrés iraniens. La transformation de la relation avec les Iraniens de et à l'étranger constitue manifestement une priorité⁶⁵⁹. En octobre 1909, le ministre des Affaires étrangères iranien 'Alâ os-Saltaneh reçoit la plainte de plusieurs pèlerins qui se plaignent d'avoir été volés et maltraités par les propriétaires de plusieurs auberges à Batoum, originaires de la région de Machhad⁶⁶⁰. Il écrit aussitôt au consul-général à Tiflis, Sardar Homayoun, et à la légation à Saint-Pétersbourg en insistant pour qu'une enquête rapide soit menée en raison de la sensibilité de l'affaire⁶⁶¹. L'investigation révèle que les tenanciers incriminés usent de leur proximité culturelle avec les pèlerins pour les attirer dans leurs établissements à la sortie du train. Arrivés dans les auberges, les pèlerins se font « dépouiller et exploiter » par ces compatriotes indéliçats⁶⁶². Une telle affaire, qui relèverait en temps normal du fait divers, acquiert ici une dimension politique et le gouvernement persan presse pour accélérer le traitement de l'affaire. Cette pression permet à l'affaire d'être promptement réglée par une procédure administrative d'expulsion vers l'Iran des quatre aubergistes.

La figure de 'Alâ os-Saltaneh est centrale dans les tentatives de réforme de l'appareil diplomatique et consulaire, notamment en Russie. Ministre du gouvernement de Sepehdar, un des leaders de la campagne du printemps 1909, il a auparavant exercé des fonctions au

⁶⁵⁸ Témoignage écrit de P. Choubinskij, 27 novembre 1909, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 5138, l. 35.

⁶⁵⁹ Les documents que nous avons consultés, tant du côté russe qu'iranien, ne permettent cependant pas d'évaluer l'impact à moyen terme de ces évolutions. A la lecture des documents relatifs au mouvement ouvrier au Caucase russe dans les années 1910-1914, il ne se dégage pas un rôle très clair des consuls iraniens dans les conflits sociaux impliquant des travailleurs migrants. Voir notamment les documents contenus dans A.A. Abdurakhmanov (éd.), *Rabochee dvizhenie v Azerbajdzhanе v gody novogo revoljucionnogo pod'ema (1910-1914 gg.)*, 2 volumes, Bakou, Izdatel'stvo Akademi Nauk Azerbajdzhanskoj SSR, 1967.

⁶⁶⁰ Lettre du consul-général de Perse à Tiflis au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 23 octobre (5 novembre) 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 248, ll. 1-3 ; cette plainte s'inscrit dans un contexte de développement rapide de la question du bien-être des pèlerins de Russie même et des services associés au *hadjji*, notamment la construction d'un complexe spécial à Odessa (*khadzhiikkhana*) par un mécène de Tachkent : Eileen Kane, « Odessa as a Hajj Hub, 1860-1910 », in John Randolph, Eugene M. Avrutin (dir.), *Russia in Motion. Cultures of Human Mobility since 1850*, Urbana-Chicago-Springfield, University of Illinois Press, 2012, pp. 111-114.

⁶⁶¹ Note verbale de la légation iranienne à Saint-Pétersbourg, 4 (17) novembre 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 248, l. 10.

⁶⁶² Lettre du fonctionnaire diplomatique du vice-roi à la chancellerie du vice-roi, 17 (30) novembre 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 248, ll. 6-7.

Caucase et servi dix-sept ans comme ambassadeur en Grande-Bretagne, séjour au cours duquel il a pu observer de près le fonctionnement des administrations européennes⁶⁶³. Fort de cette double expérience, il décide dès l'été 1909 d'entreprendre une réforme du service consulaire, au-delà du changement du personnel en fonction. Cette réforme se fait sur le modèle de celle appliquée par les fonctionnaires belges dans les domaines douanier et financier. Monsieur D'Hoedt, ancien vérificateur des douanes persanes au Khorasan, reçoit la charge de réorganiser les consulats persans au Caucase, en Transcaspië et à Astrakhan. « Il s'agit », écrit Mornard au ministre de Belgique à Téhéran, « de réorganiser le personnel des consulats en Russie et des Kargouzaris en Perse, chargés notamment du service des passeports et de la perception des droits de chancellerie ». L'étroite imbrication entre questions intérieures et extérieures dans cette réforme est illustrée par le fait que D'Hoedt, qui doit être basé à Bakou, a aussi compétence pour réformer les procédures appliquées par les *kârguzars* d'Azerbaïdjan, du Gilan et du Mazandaran⁶⁶⁴. Cette association entre processus révolutionnaire et volonté de réforme du service diplomatique et consulaire se trouve renforcée par les projets simultanés développés dans l'Empire ottoman sous l'autorité du ministre Mehmet Rifat Pasha⁶⁶⁵. En mettant en crise les coopérations interimpériales, les révolutions incitent les Etats à adopter temporairement des mesures unilatérales de contrôle et déclenchent des processus de transformation institutionnelle qui introduisent sur la frontière caucasienne des formes de surveillance et de filtrage auparavant peu présentes.

4. Révolutions et changement organisationnel à la frontière

Le décalage croissant entre un espace iranien en bouleversement politique permanent et une administration tsariste qui rétablit peu à peu son autorité produit un déséquilibre qui alimente la réflexion sur le contrôle des circulations. Du côté russe, la question s'oriente autour des mécanismes de contrôle des circulations à la frontière et d'une modification des institutions chargées de ce contrôle. Elle s'appuie sur des observations faites au cours des années 1908-1909, qui pointent du doigt les défaillances de la capacité de surveillance frontalière. Dès lors, la crise de la diplomatie frontalière apparaît en elle-même comme un

⁶⁶³ Mansure Etehadîye, *Dar dahlîzhâ-ye qodrat...*, 1390 (2011), p. 31.

⁶⁶⁴ Note de Mornard, directeur-général des postes persanes, à Havenith, ministre de Belgique en Perse, 3 juillet 1909, AMAEB, 2981, fasc. 3.

⁶⁶⁵ Ils n'aboutissent finalement pas, sans que la raison en soit très claire. Galip Kemali Söylemezoğlu, *Hariciye Hizmetinde Otuz Sene 1892-1922*, Istanbul, Şaka Matbaası, 1950, pp. 201-204.

facteur de transformation et de reconception de cette surveillance, en soulignant la difficulté de développer un contrôle unilatéral des frontières⁶⁶⁶.

a) Un regard policier sur les défaillances de la frontière : Djoulfa, hiver 1908-1909

Au rythme de sa voiture – à moins qu’il n’emprunte la ligne de train qui vient d’être inaugurée – l’adjoint au commissaire de police du district de Nakhitchevan, Saginov, prend la direction de la localité frontalière de Djoulfa, en ces premiers jours du mois de novembre 1908. « Djoulfa russe », devrait-on préciser, car la localité, située sur les bords de l’Araxe, compte aussi une partie en territoire persan (*figure 26*). Cette position en fait un des principaux lieux de transit de passagers et de marchandises entre Perse et Caucase russe. A Djoulfa répond, à l’extrémité orientale de la frontière caucasienne, la localité côtière d’Astara, elle aussi partagée en deux parties (*figure 27*). Dès 1909, la nouvelle station ferroviaire de Djoulfa accueille près de 40.000 passagers, confirmant son rôle d’interface entre Azerbaïdjan iranien et Russie⁶⁶⁷. Sur la cinquantaine de kilomètres qui séparent Nakhitchevan de Djoulfa, Saginov peut contempler le paysage familier et répétitif de la steppe, que coupent, sur sa droite, les eaux tourmentées de l’Araxe. La mission qui le mène à Djoulfa est grave. Le département spécial de la vice-royauté, alarmé par des bruits inquiétants, a demandé au gouverneur d’Erevan de détacher un fonctionnaire sur place pour mener l’enquête. La localité serait, à en croire les rumeurs, complètement tombée aux mains des révolutionnaires et les autorités tsaristes n’y auraient qu’une capacité nominale de contrôle des circulations frontalières. La pression politique monte à nouveau sur la vice-royauté, en butte aux attaques des nationalistes à la Douma qui l’accusent de faiblesse⁶⁶⁸. En plongeant au cœur des

⁶⁶⁶ Boaz Atzili, « When Good Fences Make Bad Neighbors: Fixed Borders, State Weakness, and International Conflict », *International Security*, Vol. 31, No. 3, hiver 2006/2007, pp. 139-173.

⁶⁶⁷ Lettre du chef de la gendarmerie ferroviaire du Caucase à la chancellerie du vice-roi, 28 décembre 1909 (10 janvier 1910), STSSA, f. 13, op. 27, d. 890, l. 87.

⁶⁶⁸ Le 10 (23) décembre 1908, le député nationaliste Pourishkevich interpelle violemment le vice-roi et son représentant à Pétersbourg, le baron Nol’de. Il reprend le thème d’une double négligence coupable, en insistant sur le rôle des révolutionnaires arméniens en Perse, « qui œuvrent à Tabriz dans le but d’étendre le domaine de la révolution et de créer des difficultés à la Russie ». Les insultes proférées à cette occasion et au cours d’interventions ultérieures en 1909 sont telles que le conseil des ministres doit examiner la question en juillet 1909. Minutes du conseil des ministres russe, 8 (21) juillet 1909, reproduit dans B.D. Gal’perina (éd.), *Osobyje zhurnaly Soveta ministrov Rossijskoj imperii : 1909 god*, Moscou, ROSSPEN, 2001, pp. 285-295 et Diljara Ismail-Zade, *I.I. Vorontsov-Dashkov. Administrator...*, 2008, pp. 113-115 ; le vice-roi reçoit l’appui des députés caucasiens. Le prince Shervashidze accuse Pourishkevich de représenter la « partie pourrie de la bureaucratie russe ». Diljara Seidzade, *Azerbajdzhanskije deputate v Gosudarstvennoj Dume Rossii*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe izdatel’stvo, 1991, pp. 80-81 ; au Caucase, où le texte des débats est publié, l’attaque des nationalistes russes suscite une vive émotion et de nombreuses marques de soutien à la vice-royauté. On trouve dans les archives du secrétariat de la vice-royauté de nombreux télégrammes envoyés à

faiblesses du système frontalier tsariste et des désordres de la révolution persane, Saginov entre aussi dans un domaine éminemment politique.

Saginov est une ombre, dont les archives de Tiflis, Erevan et, sans doute, Nakhitchevan n'ont conservé que des traces. De sa vie, de son parcours, on ne connaîtra rien sur la base des dossiers utilisés. Son nom fait supposer qu'il est d'origine arménienne. On déduit sans peine que sa nomination pour cette tâche délicate reflète une expérience en matière d'administration et de police locale. Mais les rapports qu'il rédige sur son activité pendant les semaines qu'il passe à Djoulfa dévoilent peu l'homme derrière la fonction. Deux dossiers, conservés dans le fonds de la vice-royauté du Caucase, permettent de retracer sa mission, qui constitue un témoignage sans équivalent sur la vie locale de la frontière russo-persane en 1908-1909. Pendant son séjour, Saginov envoie quotidiennement des rapports au gouverneur de Erevan, qui en fait des synthèses pour la chancellerie du vice-roi. On assiste, à travers la centaine de feuillets de ces dossiers, aux déambulations du fonctionnaire à travers les rues de Djoulfa. La localité qui se présente à lui n'a rien de bien attrayant : froide, poussiéreuse, balayée par les vents, quelques rues de terre battue posées sur les berges de l'Araxe la traversent, émaillées de maisons en pierre, construites par des marchands, d'entrepôts parsemés, mais surtout de demeures en terre et, plus rarement, en raison de sa rareté, en bois. La gare et la filiale de la Banque d'Escompte sont les principaux bâtiments de prestige de cette bourgade perdue aux confins de l'empire (*figures 28 et 29*). Dans ce décor peu accueillant, une population bigarrée et polyglotte, du Caucase, ou de Perse, parfois même de l'Empire ottoman, se croise et se fréquente.

La guerre et la révolution, quand Saginov arrive à Djoulfa, sont une réalité sensible. Les révolutionnaires caucasiens, les troupes constitutionnelles persanes de Sattar Khan et les forces loyalistes du khan de Makou se livrent, de l'autre côté du fleuve, une lutte sans merci. L'Araxe y apparaît comme une frontière fragile, alors que le bruit des combats retentit à quelque distance du sol russe et que la partie persane de la ville est fortifiée par les révolutionnaires⁶⁶⁹. La ville bruisse de la nouvelle que les révolutionnaires arméniens de Sattar Khan auraient assassiné cent cinquante cavaliers envoyés par Morteza Kuli Khan

l'occasion au vice-roi : SSTsA, f. 13, op. 28, d. 54 ; rapport du consul austro-hongrois à Tiflis, 9 janvier 1909, HHStA, PA XXXVIII 346-1.

⁶⁶⁹ Cette fragilité est éprouvée, au même moment, sur la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique, où des bourgades frontalières voient parfois les affrontements de la guerre civile mexicaine déborder sur le sol du grand voisin du nord. Voir le cas des affrontements dans la ville frontalière de Nogales, en mars 1913, très similaires aux situations observables au Caucase à Djoulfa ou Astarà : Samuel Truett, « Transnational Warrior: Emilio Kosterlitzky and the Transformation of the U.S.-Mexico Borderland, 1873-1928 », in Samuel Truett, Elliott Young (dir.), *op.cit.*, 2004, pp. 241-242 ; comparer avec M.S. Ghodes (dir.), *Probuzhdenie Azii. 1905 god i revoljutsija na Vostoke. Sbornik statej*, Leningrad, OGIZ, 1935, pp. 115-116.

[Eqbâl os-Saltaneh], le khan de Makou, dans la ville de Salmas, ce qui fait craindre de sanglantes représailles aux populations civiles dans toute la région (*figure 21*)⁶⁷⁰. Du côté russe, les volontaires passent « en nombre et ouvertement » en direction de Tabriz, qu'assiègent les forces loyalistes du gouverneur 'Ayn ed-Dovleh. Le chargé d'affaires russe à Téhéran déplore cette outrecuidance, qui témoigne du piteux état de l'administration russe locale, débordée par les événements. Pire, les unités russes à la frontière subiraient l'influence des révolutionnaires. « Il faut surveiller attentivement les fonctionnaires géorgiens qui se trouvent dans la garnison de Djoulfa russe, car ils sont en contact avec ceux qui se trouvent du côté persan de la ville », continue le chargé d'affaires. En ce mois de novembre, les forces constitutionnelles de Tabriz se livrent en effet à des efforts désespérés pour reprendre le contrôle de la route qui mène vers la Russie, afin de briser leur encerclement⁶⁷¹.

Les premiers rapports de Saginov manifestent une volonté de corriger les exagérations contenues dans les bruits parvenus à ses supérieurs. Pas de trace, souligne-t-il, de traversées massives de la frontière. A Tiflis et Téhéran, certains parlent de groupes composés de centaines de révolutionnaires, qui traverseraient ensemble la frontière à Djoulfa. Ces bruits révèlent une méconnaissance de la situation frontalière concrète, puisque de tels groupes « tomberaient entre les mains des hommes du khanat de Makou, qui surveillent de près la frontière ». Les passages se font par groupes plus réduits, sous couvert de la nuit, et la garde-frontière russe ne peut que constater l'insuffisance de ses effectifs pour prévenir ces passages d'hommes de surcroît armés et prêts à riposter⁶⁷². La frontière décrite par Saginov n'est pas véritablement une frontière « russo-persane » : du côté persan, l'Etat déjà faible avant les débuts de la révolution a cédé la place au pouvoir personnel du khan de Makou, qui contrôle le coin entre Turquie, Iran et Russie. Fort de son allégeance nominale au souverain, qui lui donne une légitimité auprès des tribus nomades de son fief, il poursuit une politique autonome et largement incontrôlable. Il développe ainsi des relations avec les Kurdes du territoire ottoman, en délicatesse avec les autorités depuis la révolution jeune-turque⁶⁷³. Le territoire iranien se transforme en objet politique fractal, tant son morcellement se réplique vers les échelles les plus locales. Ce morcellement n'est réellement observable que par un observateur en contact immédiat avec la situation, en raison de son évolution permanente. Saginov envoie

⁶⁷⁰ Lettre du gouverneur d'Erevan à Mitskevich, adjoint du vice-roi, 3 (16) novembre 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 10.

⁶⁷¹ Télégramme secret du chargé d'affaires russe à Téhéran au vice-roi du Caucase, 15 (28) novembre 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, ll. 5-6 ; Mohammad Amîn Riyâhî, *Târikh-e Khoy*, Téhéran, Tarh-e No, 1378 (1999-2000), pp. 426-433.

⁶⁷² Lettre du gouverneur d'Erevan à Mitskevich, 13 (26) novembre 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 21.

⁶⁷³ Rapport du consul britannique à Tabriz à l'ambassadeur à Téhéran, 2 février 1910, TNA, FO 248/1004,

une série de rapports qui témoignent du « bruit » incessant de l'espace frontalier. Il informe par exemple que le fils du gouverneur de Maranda, récemment tué par les révolutionnaires, a fermé en représailles la route de Djoulfa à Tabriz et prélève d'énormes rançons des marchands qui souhaitent passer tout de même⁶⁷⁴.

La mission de Saginov ne se limite pas à une observation de la situation politique à la frontière, bien que ses rapports sur le sujet soient lus avec intérêt. Ordre lui est donné d'examiner les dysfonctionnements de la frontière au quotidien. A lui de comprendre les failles des mécanismes de contrôle et d'identification des individus sur cette frontière aussi vivante qu'anarchique. C'est bien le paradoxe de cette frontière que de présenter à la fois le visage d'une guerre civile sans pitié et de continuer à voir transiter des chargements de marchandises ainsi que des individus. Les statistiques disponibles laissent bien deviner une baisse du commerce frontalier entre l'Azerbaïdjan iranien et la Russie du fait des troubles, mais il se maintient à un niveau élevé. Les fruits et légumes secs continuent à arriver pour approvisionner le marché russe, au gré des interminables caravanes de chameaux. Les tapis en transit pour Istanbul et l'Europe continuent également de passer. Sucre, pétrole et produits manufacturés sont pour leur part envoyés vers la Perse⁶⁷⁵. C'est en interrogeant les Persans qui viennent s'approvisionner à Djoulfa russe que Saginov commence son enquête sur les modalités de fonctionnement de la frontière. Il rencontre un jeune Arménien de Djoulfa persane, Osepjants, qui circule sans document par la frontière pour venir acheter du charbon du côté russe. La douane, qui le connaît, le laisse passer sans encombre, le plaçant parfois sur des certificats établis pour d'autres individus qui l'accompagnent⁶⁷⁶. Des individus peuvent ainsi passer la frontière sans même laisser de trace dans les registres de la douane locale, ce qui conduit Saginov à exiger un changement immédiat des pratiques, pour que tout individu passant la frontière voie ses documents visés. Mais Saginov constate également les difficultés posées par certaines règles. Les habitants des zones-frontières, en pleine période de guerre civile, ne peuvent obtenir auprès du consulat-général à Tabriz les visas requis pour leurs circulations vers la Russie.

Les rapports de Saginov collectent des informations sur les différentes formes de violation, par la population locale, des règles existantes, mais s'efforcent aussi de présenter

⁶⁷⁴ Copie d'un rapport de Saginov au gouverneur d'Erevan, transmise à la chancellerie du vice-roi le 10 (23) novembre 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 19.

⁶⁷⁵ Rapport de Saginov au gouverneur d'Erevan, 20 novembre (3 décembre) 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 51 ; Mohammad Bâqer Vidjûye, *Târikh-e enqelâb-e Azerbâydjân ve balvâ-ye Tabriz*, Enteshârât-e Ibn Sinâ, Mehr 1348 (1969), pp. 247-258.

⁶⁷⁶ Rapport de Saginov au gouverneur d'Erevan, 23 novembre (6 décembre) 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, ll. 74-75.

des solutions réalistes qui tiennent compte des nécessités du terrain. L'enquête de Saginov comprend un volet important qui détaille les manquements des institutions étatiques elles-mêmes. Les documents produits par Saginov amènent à l'échelle la plus locale, celles des individus eux-mêmes, qui se trouvent scrutés parfois un à un par le *missus dominicus*. La concentration sur des personnalités ne constitue pas tant une fixation de Saginov qu'une conséquence de la situation. A Djoulfa, les organes d'Etat ne sont représentés que par une poignée d'agents, si l'on fait exception des unités qui stationnent à proximité de la ville. Ces individus en viennent à incarner à eux seuls leurs institutions. Le pouvoir dont ils jouissent apparaît exorbitant et la fébrilité permanente qui caractérise l'administration locale intensifie cette concentration. Saginov en fait les frais lorsque l'agent consulaire russe à Djoulfa persane, un certain Zharskij, envoie une dénonciation contre un pharmacien vivant du côté russe, un Arménien du nom de Piralov⁶⁷⁷. Celui-ci est accusé d'avoir franchi de nuit la frontière pour participer à une réunion de révolutionnaires du côté persan. Après enquête, le voyage nocturne de Piralov est justifié par l'appel urgent d'un malade persan et les soupçons se retournent contre Zharskij, dont les nombreux méfaits remontent à la surface⁶⁷⁸. L'agent consulaire est convaincu d'avoir « privatisé » son poste, monnayant son pouvoir et exerçant une forme de tyrannie sur tous les marchands et frontaliers qui dépendent de son bon-vouloir pour obtenir l'appui du consulat-général à Tabriz⁶⁷⁹.

Les rapports de Saginov représentent un témoignage rare sur la vie quotidienne de la frontière pendant la révolution. Le caractère suivi des rapports envoyés par Saginov reconstitue l'ambiance d'une petite ville frontalière, prise dans la tourmente mais dont l'activité se maintient. Ils invitent en réalité à s'interroger sur ce qui fait la particularité de la vie frontalière pendant la révolution. Il se dégage au bord de la frontière un sentiment de précarité, perceptible à la lecture des rapports de Saginov, et que n'empêche pas la présence de troupes russes, dépêchées depuis les débuts de la révolution persane. La frontière est fragile, renvoyée à sa conventionnalité et à la distance psychologique qu'elle instaure. Son inviolabilité s'inscrit dans un accord entre Etats – mais l'Etat a, ici, disparu d'un des côtés de la frontière. Que faire, donc, quand la frontière cesse d'être bilatérale au sens de l'ordre étatique, pour devenir frontière entre un espace étatique et un chaos politique ? L'action sur la frontière, ses circulations et son fonctionnement devient unilatérale.

⁶⁷⁷ Rapport de Saginov au gouverneur d'Erevan, 10 (23) novembre 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 24.

⁶⁷⁸ Rapport de Saginov au gouverneur d'Erevan, 12 (25) novembre 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 60.

⁶⁷⁹ Les renseignements de Saginov sont confirmés par des pétitions de marchands musulmans qui arrivent en décembre 1908 au gouverneur d'Erevan et se plaignent amèrement de Zharskij et de ses extorsions, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, ll. 93-94.

b) Contrôler les circulations

L'attention qu'accorde Saginov aux procédures associées à la circulation des individus autour de la frontière est révélatrice d'une conscience de plus en plus aiguë de la nécessité de réfléchir aux formes permettant ces circulations. Du point de vue des institutions tsaristes, les particularités de la frontière caucasienne – qui sont plus généralement celles des frontières dites « asiatiques » – sont de moins en moins acceptables. La période des révolutions connectées donne une actualité politique forte à un thème qui agite depuis les années 1880-1890 les institutions administratives du Caucase. Les années 1890 marquent en effet une première tentative de standardisation des formes de contrôle. L'attention est notamment accordée aux documents permettant les formes les plus efficaces de contrôle, tout en tenant compte des particularités de la région⁶⁸⁰. Ces documents connaissent des déclinaisons assez nombreuses, qui tiennent à la fois aux modes de circulations et à des variations sous-régionales. Ainsi, pour prendre l'exemple des circulations maritimes, le cabotage sur la mer Noire fait l'objet d'une réglementation plus stricte que celui sur la Caspienne. Les douanes de la région de Batoumi généralisent l'usage du « passeport de navire », composé d'un talon et de coupons détachables par les postes douaniers des localités où accostent les navires⁶⁸¹. Déjà se dessine la volonté d'individualiser les formes d'identification et de réduire les formes les plus dérogatoires.

Dans ses travaux consacrés à la genèse du passeport, John Torpey définit les moments révolutionnaires comme des périodes de dialectique en matière de contrôle de l'identité. S'appuyant sur une comparaison entre les révolutions française, russe et chinoise, Torpey propose un modèle dialectique par lequel les contrôles traditionnels sont fortement réduits dans les premiers temps de la révolution, avant que ne s'élaborent de nouvelles procédures, associées à la nécessité de « protéger la révolution » ou au contraire à des reflux politiques⁶⁸². La situation révolutionnaire régionale qui caractérise le Caucase au cours de la seconde moitié des années 1900 s'accompagne d'un processus similaire de relâchement des contrôles en raison des capacités réduites des Etats, suivi par une reprise en main et un renforcement des contrôles, qui s'accompagne de tentatives de réforme et de correction des failles perçues du

⁶⁸⁰ Voir les remarques du voyageur Walter B. Harris sur les contrôles de passeport à Djoulfa dans les années 1890 : Walter B. Harris, *From Batum to Baghdad*, Edimbourg-Londres, William Blackwood & Sons, 1896, pp. 85-87 ; circulaire du chef de l'administration civile au Caucase, 14 (26) décembre 1887, STSSA, f. 15, op. 1, d. 303, l. 10.

⁶⁸¹ Lettre de la douane de Batoumi au chef du district douanier de Koutaisi, 16 (28) décembre 1895, AARSA, f. i-48, op. 1, d. 98, l. 217.

⁶⁸² John Torpey, « Revolutions and Freedom of Movement. An Analysis of Passport Controls in the French, Russian, and Chinese Revolutions », *Theory and Society*, Vol. 26, No. 6 (Décembre 1997), p. 839.

système. C'est ainsi que la question de l'individualisation des contrôles prend une grande importance. L'utilisation de passeports familiaux pour circuler à travers les frontières reste une pratique très répandue au début du XX^e siècle, mais suscite des réticences croissantes de la part des fonctionnaires frontaliers⁶⁸³. Les employés des douanes, qui restent les principaux responsables du contrôle des passeports, déplorent les nombreux détournements de ces passeports familiaux. On y fait fréquemment inscrire des individus sans liens de parenté, qui n'ont pas eux-mêmes de document de passage⁶⁸⁴. Avec la révolution, ces pratiques d'inscription collective également utilisées par les travailleurs migrants deviennent une menace politique autant qu'une violation de règles administratives, comme le souligne la correspondance des gouverneurs des provinces frontalières du Caucase. Le gouverneur d'Erevan souligne ainsi que le « point 5 » qui permet d'inscrire des parents sur le passeport d'un chef de famille est utilisé non seulement pour inscrire des étrangers, mais encore « parfois sans leur nom, juste avec la mention que “se trouvent avec lui” deux ou trois individus »⁶⁸⁵.

La traque aux documents susceptibles de subversion embrasse un autre support emblématique des circulations sur les frontières caucasiennes, les « billets de légitimation ». Le terme, emprunté aux usages sur les frontières avec l'empire austro-hongrois et la Prusse, se développe au XIX^e siècle pour désigner des documents permettant aux populations frontalières de circuler pour de courtes durées et dans un espace restreint de la zone-frontière⁶⁸⁶. Ils connaissent une grande utilisation sur la frontière caucasienne en raison de l'intensité des circulations transfrontalières⁶⁸⁷. Le billet-type comporte la mention du lieu d'édition, une durée de validité d'un an et précise les obligations du porteur, qui doit le présenter à chaque passage de frontière au poste frontalier. Le billet mentionne aussi les sanctions prévues en cas de violation des règles (*figure 30*). Selon un système similaire à celui des passeports de navires, les billets sont émis à partir de talons conservés par les autorités

⁶⁸³ Circulaire du Département de la police aux gouverneurs, 26 juillet (8 août) 1903, HAA, f. 1262, op. 3, d. 187, l. 3.

⁶⁸⁴ Lettre de la douane de Batoumi au chef du district douanier, 5 (18) septembre 1901, AARSA, f. i-48, op. 1, d. 365, l. 7.

⁶⁸⁵ Lettre du gouverneur d'Erevan au vice-roi du Caucase, 13 (26) novembre 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 23 ; l'octroi de passeports collectifs à des travailleurs migrants fait depuis 1906 l'objet de contrôles plus étroits : télégramme de la chancellerie du vice-roi au gouverneur d'Erevan, 11 (24) décembre 1906, HAA, f. 1262, op. 3, d. 187, l. 4.

⁶⁸⁶ Colonel Kalinin, *Spravochnik dejstvujushchikh zakonopolozhenij, tsirkuljarnykh rasporiazhenij i raz'jasnenij otosiaschikhhsia do objazannosti chinov Otdel'nogo Korpusa Zhandarmov a takzhe i Tamozhennykh uchrezhdenij, po spetsial'noj sluzhbe na pograničnykh punktakh*, Izmail', Tip. Bernshtejna, 1902, p. 195.

⁶⁸⁷ A.G. Simonjan, *Rabochie Zakavkaz'ja v obshcherossijskom rynke naemnogo truda v kontse XIX-nachale XX vv.*, Erevan, Gitutjun, 1995, p. 43.

frontalières, qui peuvent à l'occasion en vérifier l'authenticité⁶⁸⁸. A la veille de la révolution de 1905, leur validité est étendue par l'administration tsariste pour permettre le passage temporaire de fonctionnaires, officiers et prêtres des zones-frontières avec la Turquie et la Perse⁶⁸⁹. Mais la période des révolutions entraîne une reconsidération de cette politique de passage simplifiée. Les autorités tsaristes pointent du doigt les abus supposés commis par les citoyens turcs et persans, qui utiliseraient ces documents pour immigrer de manière durable. Elles mettent de surcroît en cause l'intégrité de certains fonctionnaires locaux des deux pays, qui octroieraient de manière indue des billets de légitimation à des individus ne vivant pas dans la zone-frontière.

La mise en cause des billets de légitimation comme moyen de traverser la frontière apparaît d'autant plus facile pour les autorités tsaristes que le dispositif profite essentiellement aux sujets ottomans et iraniens. Pour prendre le cas de la douane de Djoulfa, on compte au mois de juillet 1913 3.884 arrivées de citoyens persans porteurs de passeports, contre 1.650 porteurs de billets de légitimation. En décembre 1913, les catégories respectives sont de 3.928 et 2.672 (*figures 31 et 32*)⁶⁹⁰. Les données conservées par la douane de Djoulfa permettent d'évaluer entre un tiers et la moitié la proportion des circulations qui se font avec des billets de légitimation pour les sujets persans. En revanche, le dispositif semble beaucoup moins utilisé par les citoyens russes des zones-frontières. Pour juillet 1913, ce sont seulement 108 sujets de l'Empire des tsars qui se rendent en Perse sur des billets de légitimation. Si le contexte des révolutions frontalières constitue une particularité du cas caucasien, la remise en cause des modes de circulation qui s'observe à la fin des années 1900 pose la question d'influences possibles entre différents espaces, en particulier l'Europe centrale et le Caucase. Depuis 1905, l'Allemagne réforme en effet le système de contrôle des migrations saisonnières depuis la Pologne russe et la Galicie, en introduisant un système d'enregistrement obligatoire (*Legitimierungszwang*) des travailleurs saisonniers, qui entre en vigueur en 1908⁶⁹¹.

La troisième question qui concentre l'attention et voit des tentatives de réformes ou de renforcement des règles d'application est celle du visa. Jusqu'aux années 1880, les citoyens turcs et iraniens peuvent pénétrer au Caucase russe avec un simple passeport établi par leurs

⁶⁸⁸ A.A. Plekhanov, A.M. Plekhanov, *Otdel'ny korpus pogranichnoj strazhi imperatorskoj Rossii (1893-1917)*, Moscou, Granitsa, 2003, p. 164.

⁶⁸⁹ Lettre du commandant de la garde-frontière au Caucase au chef du district douanier de Batoumi, 21 février (6 mars) 1905, AARSA, f. i-48, op. 1, d. 754, l. 4.

⁶⁹⁰ Pour les registres contenant ces données voir le dossier STsSSA, f. 13, op. 27, d. 891.

⁶⁹¹ Ce système repose sur le rôle de la *Deutsche Feldarbeiter-Centralstelle*, organisme privé sous la tutelle du ministère prussien de l'Agriculture, qui dispose de bureaux aux postes frontaliers et délivre les billets de légitimation aux travailleurs. Ulrich Herbert, *Geschichte der Ausländerpolitik in Deutschland. Saisonarbeiter, Zwangsarbeiter, Gastarbeiter, Flüchtlinge*, Munich, C.H. Beck, 2001, p. 35-36.

autorités ou par un consulat russe. A partir de 1891, les autorités russes imposent la double obtention d'un passeport national et d'un visa des consulats russes à l'étranger⁶⁹². Le renforcement du principe de la double validation des circulations par le passeport et le visa s'accompagne cependant de mesures qui visent à faciliter l'obtention des documents. Sur les frontières turques et persanes, l'absence de consulat à proximité immédiate de la frontière constitue un obstacle majeur à la validation de la double exigence par les populations frontalières. La violation de ces règles ne débouche cependant pas sur des mesures répressives de la part des autorités tsaristes. La déportation et l'expulsion ne relèvent pas du répertoire administratif envers les migrants ordinaires, mais sont utilisées en cas d'activités criminelles, séditeuses et révolutionnaires⁶⁹³. L'absence de passeport et de visa représente une vulnérabilité exploitée au cours des conflits sociaux auxquels participent les travailleurs persans. Au cours d'une grève qui touche les mines d'Alaverdi, au nord de l'Arménie, en mars 1905, le directeur français de l'usine brandit devant ces ouvriers la menace de l'expulsion et convoque un représentant du consulat persan de Tiflis pour en faire comprendre le sérieux aux ouvriers⁶⁹⁴. A partir de l'été 1906, les expulsions de grévistes persans à Bakou et en Arménie se multiplient, facilitées par la fragilité juridique des migrants, qui permet de se dispenser d'une condamnation judiciaire ou administrative formelle. En août, l'expulsion de deux mille cinq cents migrants persans travaillant dans les mines d'Arménie et d'ouvriers du pétrole à Bakou vise à briser la détermination des syndicalistes locaux⁶⁹⁵. En avril 1907, les grèves qui éclatent parmi les dockers de la Caspienne sont violemment réprimées par une expédition punitive, sous les ordres du général-major Taube. Environ huit cents dockers

⁶⁹² Lettre de la chancellerie du vice-roi du Caucase au chef du district douanier de Batoumi, 11 (24) mars 1905, AARSA, f. i-48, op. 1, d. 754, ll. 9-12.

⁶⁹³ Sur la rareté des expulsions d'Iraniens entrés en Russie sans passeport dans le cas de l'Asie centrale, A.M. Matveev, « Iz istorii vykhodtsev iz Irana v Srednei Azii vo vtoroi polovine XIX-nachale XX v », in A.Z. Arabdzhan, N.A. Kuznetsova (dir.), *Iran. Sbornik statej*, Moscou, AN SSSR-Institut vostokovedenija, 1973, p. 199.

⁶⁹⁴ L'employé du consulat persan est cependant peu coopératif : « Il a commencé par prendre le parti de ses travailleurs, a exigé une réduction des horaires de travail et demandé que soient réglées toutes les affaires en souffrance au consulat depuis plusieurs années. J'ai dû lui faire quelques remarques cinglantes et le menacer de me débarrasser des travailleurs persans après la guerre, lorsque l'ordre serait rétabli. » Rapport de Polmard à la direction de la Société industrielle et métallurgique du Caucase, 29 mars (11 avril) 1905, reproduit dans S.K. Budumjan (éd.), *Revoljutsionnoe dvizhenie v Armenii, 1905-1907*, Erevan, Hajpetrat, 1955, pp. 114-118.

⁶⁹⁵ D.E. Gabrieljan, « Revoljutsija 1905-1907 gg. v Armenii », in A.M. Pankratova (dir.), *Revoljutsija 1905-1907 godov v natsional'nykh rajonakh Rossii*, Moscou, Gospolitizdat, 1949, pp. 453-454 ; directive du gouverneur-général de Bakou Fadeev au commissaire de police Stepanov, 19 août (1^{er} septembre) 1906, reproduit dans A.V. Pjsjaskovskij (éd.), *Vtoroj pod'em revoljutsii 1906-1907 gody, Ch. 1 : Maj-sentjabr' 1906 goda, K. 3*, Moscou, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1963, pp. 314-315 ; ; A.Sh. Mil'man, « Tsarskij gosudarstvennyj apparat v bor'be s revoljutsionnym dvizheniem v Azerbajdzhane v gody pervoj russkoj revoljutsii », in I.M. Gasanov *et alii*, op.cit., 1965, p. 242.

russes sont arrêtés et déportés vers l'intérieur de la Russie, tandis que les ressortissants iraniens impliqués dans la grève sont expulsés vers la Perse⁶⁹⁶.

En dehors de ces contextes répressifs, les autorités russes conçoivent plutôt la possibilité d'adapter les modalités de délivrance des visas aux populations migrantes des territoires frontaliers. Le projet d'ouverture d'un consulat de plein exercice à Ardabil, examiné par la Douma au cours de l'année 1908, vise ainsi à permettre un plus grand respect des règles de circulation par les 17.000 travailleurs des environs de la ville qui migrent chaque année vers la Russie⁶⁹⁷. La création de consulats représente cependant une manœuvre lourde qui ne peut répondre au sentiment d'urgence de la situation qu'expriment des rapports comme ceux envoyés par Saginov. Celui-ci note ainsi les problèmes posés aux habitants des régions frontalières persanes, qui ne peuvent aller obtenir un visa au consulat-général de Tabriz en raison de l'éloignement. Ses observations vont dans le même sens que les suggestions du gouvernement iranien, qui propose que les visas soient délivrés directement dans les douanes frontalières pour les populations qui ne disposent pas de consulat russe à proximité⁶⁹⁸. La chancellerie du vice-roi, initialement opposée à cette mesure dans laquelle elle voit une mesure dangereuse pour l'ordre public, finit en décembre 1908 par céder aux raisons du ministère des Affaires étrangères qui souligne que de telles rigidités ne font qu'augmenter les franchissements clandestins de la frontière⁶⁹⁹. Il n'y a en définitive pas de contradiction entre certaines concessions et le maintien d'une politique sévère envers certains groupes, comme les réfugiés qui tentent de fuir les violences de la guerre civile mais sont refoulés faute de documents en règle⁷⁰⁰. La révolution change donc les pratiques du contrôle frontalier et marque un tournant important dans la répartition des rôles entre les différentes institutions étatiques de la frontière.

c) Révolution et changement institutionnel

Les institutions chargées d'assurer la surveillance frontalière sont en effet soumises à une réflexion directe des administrateurs et dirigeants des empires en contact. Il faut déplorer,

⁶⁹⁶ Aron Mil'man, *op.cit.*, 1966, p. 265.

⁶⁹⁷ Rapport de la commission des lois de la Douma sur le projet d'ouverture d'un consulat à Ardabil, non daté (pas avant le 17 (30) novembre 1908), HAA, f. 1262, op. 3, d. 367, l. 2 ; sur la genèse de cette mesure, lettre du vice-consul à Ardabil au gouverneur de Bakou, 3 (16) septembre 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 68, l. 6.

⁶⁹⁸ Lettre de Vorontsov-Dachkov au ministère des Affaires étrangères russe, 12 (25) décembre 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 88.

⁶⁹⁹ Télégramme secret du ministère des Affaires étrangères russe au vice-roi du Caucase, 19 décembre 1908 (1^{er} janvier 1909), STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 99.

⁷⁰⁰ Télégramme d'Izvol'skij à la chancellerie du vice-roi du Caucase, 3 (16) mars 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 170, l. 17.

sur ce plan, un déséquilibre de documentation similaire à celui relatif aux documents de circulation. Les archives tsaristes contiennent une information bien plus considérable sur le problème des institutions du contrôle frontalier que les sources disponibles pour l'Empire ottoman et la Perse. On observe dans le cas russe un intérêt manifeste pour les institutions frontalières et une réflexion sur les éventuelles modifications à leur apporter. La situation de l'Empire russe, qui dispose d'importantes frontières en contact avec des Etats de natures différentes, qui évoluent à des rythmes décalés, apparaît particulièrement propice à des comparaisons et transferts administratifs, car elle s'accompagne d'une circulation à l'échelle continentale des fonctionnaires liés à la gestion frontalière. Ces circulations sont par exemple illustrées par la garde-frontière, où les affectations se succèdent en prenant en compte la dureté des conditions de travail sur les frontières caucasiennes et centre-asiatiques⁷⁰¹. Mais les processus bureaucratiques qui caractérisent l'empire entraînent, à l'échelle de toutes les institutions, des circulations d'informations sur les pratiques déployées d'un bout à l'autre de l'Eurasie, à travers la diffusion de circulaires, la publication de bulletins professionnels et techniques, etc.

Repartons de notre observateur à Djoulfa. Saginov remarque, dans les jours qui suivent son arrivée, un hiatus certain dans la surveillance des individus suspects qui transiteraient par la localité frontalière. Trois institutions pourraient en effet être chargées de cette tâche. D'un côté, la garde-frontière, mais elle manque d'effectifs et se concentre sur la frontière en rase campagne. La brigade d'Erevan, compétente pour la région, est pourtant une des mieux loties du Caucase, après près de 1.400 soldats pour une frontière de 316 kilomètres de longueur, soit environ 4,4 hommes par kilomètre de frontière⁷⁰². Elle se place à cet égard presque à égalité avec la frontière européenne de la Russie, patrouillée en moyenne par cinq hommes par kilomètre au début du siècle, et bien loin devant les 2 soldats par kilomètre de la brigade de Bakou⁷⁰³. De l'autre, la maigre police de la ville, qui peine déjà à prendre en

⁷⁰¹ Ces rotations peuvent être suivies par leur publication dans le journal officiel de la vice-royauté : « Prikazy shefa pogranichnoj strazhi », *Kavkaz*, 26 avril (9 mai) 1907, No. 82, p. 1 ; « Prikazy shefa pogranichnoj strazhi », *Kavkaz*, 24 mai (6 juin) 1907, No. 105, p. 1.

⁷⁰² Il s'agit de chiffres de 1909. Rapport statistique sur les effectifs de la brigade frontalière d'Erevan, non daté (1909), STsSSA, f. 15, op. 1, d. 169, l. 51 ; le système des brigades frontalières régulières est introduit au Caucase en 1884-1888, en remplacement des cosaques qui surveillaient la frontière auparavant : Krzysztof Latawiec, « Ochrona granicy Imperium Rosyjskiego na Zakaukaziu na przełomie XIX i XX w. », in Paweł Olszewski, Kazimierz Borkowski (dir.), *Kaukaz w stosunkach międzynarodowych. Przeszłość, teraźniejszość, przyszłość*, Naukowe Wydawnictwo Piotrkowskie, Piotrków Trybunalski, 2008, pp. 145-146.

⁷⁰³ Nous fournissons à titre de comparaison les chiffres des quatre brigades frontalières du Caucase et ceux de deux brigades à la frontière russo-autrichienne :

	Kilomètres	Officiers	Soldats	Chevaux
Brigade de Kars	442	38	1872	548
Brigade de Bakou	650	33	1346	526

charge les affaires quotidiennes et n'a guère de forces disponibles pour assurer une surveillance plus politique. Enfin, la gendarmerie des chemins de fer, dont les missions ont été renforcées depuis la révolution de 1905, mais dont le champ d'intervention est limité au périmètre de la gare⁷⁰⁴. Durant son séjour à Djoulfa, Saginov obtient du directeur de la douane d'assister à la vérification des documents de passage, « afin de pouvoir surveiller directement tous les individus franchissant à un titre ou un autre la frontière⁷⁰⁵ ». La nécessité d'une meilleure coordination entre des institutions dont les contacts restent souvent très réduits est soulignée dès ses premiers rapports⁷⁰⁶. Les observations faites par Saginov, qui se doublent d'autres missions d'inspection dans des localités frontalières avec la Perse, entraînent des directives de la part du vice-roi pour améliorer cette coordination, mais aussi pour procéder à des déplacements d'effectifs vers les points les plus sensibles de la frontière. Le gouverneur de Bakou doit ainsi affecter temporairement des fonctionnaires aux douanes de la frontière terrestre, dont Djoulfa⁷⁰⁷.

Face à la menace révolutionnaire à la frontière, ces possibilités d'ajustement, qui s'effectuent à moyens et organisation constants, sont concurrencées par la tentation de recourir, à un changement institutionnel plus radical. Le gouverneur d'Erevan souligne que les statuts de la police, caractérisés par des salaires peu élevés et une organisation territoriale assez rigide, ne permettent pas de prendre les mesures d'exceptions qui seraient nécessaires pour les points de passage frontaliers⁷⁰⁸. C'est sur ce fond qu'émerge la proposition d'introduire une nouvelle institution sur place, celle de la gendarmerie. Peu d'institutions sont entourées d'un imaginaire socio-politique aussi fort qu'elle depuis le XIX^e siècle. Dans l'ouvrage qui a ouvert les études historiques actuelles sur la gendarmerie, Clive Emsley rappelle que les Anglo-Saxons ont longtemps vu en elle l'incarnation du despotisme étatique,

Brigade de Mer Noire	944	37	1392	348
Brigade d'Erevan	316	33	1393	517
Brigade de Sandomierz	125	32	1055	441
Brigade de Volyn'	231	34	1155	441

Les chiffres pour les deux dernières brigades proviennent de Paulus Adelsgruber, Laurie Cohen, Börries Kuzmany, *Getrennt doch verbunden. Grenzstädte zwischen Österreich und Russland 1772-1918*, Vienne-Cologne-Weimar, Böhlau Verlag, 2011, pp. 112-113 ; pour l'ensemble des données sur les brigades caucasiennes, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 169.

⁷⁰⁴ Lettre du gouverneur d'Erevan à Mitskevich, 13 (26) novembre 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 22.

⁷⁰⁵ *Ibid.*

⁷⁰⁶ Les remarques de Saginov s'inscrivent dans le contexte général d'une réflexion sur la coordination entre gendarmes, douanes et gardes-frontières. En juin, une commission spéciale se réunit à Pétersbourg sur ce sujet : A.A. Plekhanov, A.M. Plekhanov, *op.cit.*, 2003, p. 199.

⁷⁰⁷ Lettre de l'adjoint du vice-roi, Mitskevich, au gouverneur de Bakou, 25 novembre (8 décembre) 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 862, l. 52.

⁷⁰⁸ Lettre du gouverneur d'Erevan à Mitskevich, 4 (17) novembre 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 890, ll. 3-4.

contre la police à l'anglaise qui incarnerait les libertés et la souveraineté du peuple. Institution d'Europe continentale, la gendarmerie se développe à partir du modèle établi par la France en 1791, connaissant un rapide succès à travers l'Europe lors de la période napoléonienne. Institution centralisée, elle est aussi une institution de contrôle des territoires ruraux, par opposition aux polices urbaines⁷⁰⁹. En Russie, l'institution remonte à la révolte décembriste de 1825 et à la volonté du tsar Nicolas I^{er} de lutter contre la subversion. Plus qu'ailleurs, elle est associée à une surveillance politique de la société et travaille sous l'autorité du « troisième département » de la chancellerie impériale et du « département spécial » du ministère de l'Intérieur⁷¹⁰.

De sa genèse, la gendarmerie russe garde une association intime au régime tsariste et une réputation d'efficacité dans sa tâche⁷¹¹. Mais la gendarmerie est aussi une organisation concentrée sur les parties européennes de l'empire. Lors de son rétablissement, la vice-royauté ne compte que deux cents gendarmes, ce qui incite déjà Vorontsov-Dachkov à demander au tsar une augmentation des effectifs pour la région, qui s'accompagne d'une centralisation de leur action sous l'autorité d'un nouveau chef de la police au Caucase⁷¹². Le gendarme, espoir suprême et suprême pensée de l'autocratie. La proposition de Saginov de créer un point frontalier de gendarmes s'inscrit dans la lignée des pratiques mises en place sur la frontière européenne. La possibilité d'introduire des points de gendarmerie pour assurer le contrôle politique des circulations à la frontière, en plus de l'activité des douanes et de la garde-frontière, est prévue par le statut douanier depuis 1857. En 1871, on compte quatorze points de ce type, mais leur nombre est passé à cinquante-six en 1914⁷¹³. Les années révolutionnaires correspondent à l'augmentation significative du nombre de ces points frontaliers. Concentrés sur leur mission de contrôle politique, ils disposent de fichiers composés de listes de personnes suspectes, recherchées ou interdites de séjour, ainsi que de publications prohibées⁷¹⁴. A l'exception des ports de Batoumi et Bakou, qui disposent de gendarmeries en raison de leur importance économique et politique, l'extension de ce système à la frontière terrestre caucasienne s'avère épineuse.

⁷⁰⁹ Clive Emsley, *Gendarmes and the State in Nineteenth-Century Europe*, Oxford-New York, Oxford University Press, 1999, pp. 1-3 ; voir aussi Malcolm Anderson, *In Thrall to Political Change. Police and Gendarmerie in France*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

⁷¹⁰ P.S. Squire, *The Third Department : The Establishment and Practice of the Political Police in the Russia of Nicholas I*, Cambridge, Cambridge University Press, 1968.

⁷¹¹ Olga B. Semukhina, K. Michael Reynolds, *Understanding the Modern Russian Police*, CRC Press, Boca Raton, 2013, p. 8.

⁷¹² M.A. Volkhonskij, « Pervaja russkaja revoljutsija... », 2005, p. 98.

⁷¹³ A.I. Nikolaev (dir.), *Na strazhe granits otechestva...*, 1998, p. 14.

⁷¹⁴ Aleksandr Ul'janich, « Razvitie pogranichnogo i tamozhennogo kontrolja na granitsakh rossijskoj imperii v XIX v. », *Vlast*, No. 1, 2010, pp. 110-111.

Les propositions de Saginov achoppent d'abord sur l'étroitesse persistante des moyens humains et financiers de la gendarmerie au Caucase. Le chef de la gendarmerie dans la province d'Erevan, à qui il demande de détacher trois hommes pour le poste envisagé à Djoulfa, rappelle qu'il ne dispose que de vingt-quatre fonctionnaires pour toute la province, dont huit seulement qui constituent le volet mobilisable pour diverses tâches, comme le transfert sous escorte de prisonniers. Un prélèvement de trois hommes représenterait une menace sérieuse pour la continuité des affaires courantes⁷¹⁵. Les demandes adressées par la vice-royauté aux autres gendarmeries provinciales du Caucase se heurtent à des objections identiques⁷¹⁶. Les gendarmeries rappellent que le mouvement révolutionnaire interne ne peut être considéré comme entièrement éteint, ce qui contraint à une vigilance continue. Le manque de personnel se double de considérations plus concrètes, qui insistent sur les adaptations nécessaires de la gendarmerie dans des zones-frontières très différentes des frontières européennes. Le chef de la gendarmerie des chemins de fer souligne que « la surveillance des circulations à la frontière ne peut être confiée qu'à des officiers qui connaissent au moins une des langues locales », alors que ses fonctionnaires ne connaissent pas l'arménien, le persan ni le « tatar »⁷¹⁷. L'affaire s'enlise au début de l'année 1909, en raison de cette réticence généralisée, et la chancellerie du vice-roi établit en avril un classement des gendarmeries provinciales « les moins occupées », afin de prélever chez elles le personnel nécessaire à Djoulfa, permettant sa création⁷¹⁸. Alors que le poste de Djoulfa se met progressivement en place en 1909-1910, les difficultés posées par l'isolation culturelle et linguistique de fonctionnaires venus de Russie européenne, qui ont de surcroît des difficultés à s'habituer au climat, maintiennent vivaces les réserves exprimées au début par certains administrateurs (*figure 33*). Dans les faits, le poste frontalier de gendarmes ne peut se hisser au niveau des postes sur la frontière européenne, comme le déplore la chancellerie du vice-roi en mars 1910⁷¹⁹.

⁷¹⁵ Rapport du chef de la gendarmerie d'Erevan, Vakulenko, 25 novembre (8 décembre) 1908, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 890, ll. 10-11.

⁷¹⁶ Lettre du chef de la police de Tiflis à la chancellerie du vice-roi 15 décembre (28) 1908 et lettre du chef de la gendarmerie ferroviaire au Caucase à la chancellerie du vice-roi, 28 décembre 1908 (10 janvier 1909), STsSSA, f. 13, op. 27, d. 890, ll. 15 et 18.

⁷¹⁷ Lettre du chef de la gendarmerie ferroviaire au Caucase à la chancellerie du vice-roi, 8 (21) janvier 1909, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 890, l. 21.

⁷¹⁸ Sur l'urgence perçue, voir la lettre de l'adjoint du vice-roi au chef de la gendarmerie du Kouban, 20 avril (3 mai) 1909, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 890, l. 37 ; la détermination des gendarmeries les « moins occupées » passe par la simple comparaison des statistiques d'enquêtes en cours, signifiant usage de quantitativisme administratif : Rapport préparé par la chancellerie du vice-roi, 22 avril (5 mai) 1909, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 890, l. 42.

⁷¹⁹ Lettre de la chancellerie du vice-roi à l'administration des gendarmes, 9 (22) mars 1910, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 890, ll. 100-102.

L'expérience de l'installation des gendarmes à Djoulfa pose une double question en matière de transferts croisés. Le premier versant consiste dans le rôle de l'Empire russe dans la diffusion de pratiques frontalières à l'échelle eurasiatique. La question des transferts de pratiques, en particulier policières et administratives, au sein des empires coloniaux constitue un domaine historiographique très développé, auquel la Russie n'est que marginalement intégrée⁷²⁰. Pourtant, en raison de sa situation géographique unique et de son voisinage avec d'autres espaces politiques majeurs, ce questionnement revêt une importance particulière. Les frontières apparaissent comme des lieux possibles d'observation et d'influence entre systèmes administratifs et étatiques. Pour ne prendre que le cas de la gendarmerie, l'implantation à la frontière persane de cette institution se produit alors même que des institutions du même nom jouent des rôles majeurs dans l'Empire ottoman et en Iran avec des significations attachées très différentes. Dans l'Empire ottoman, la gendarmerie se trouve au cœur du maintien de l'ordre dans les provinces d'Anatolie orientale, dans un rôle instable de médiateur des conflits qui agitent les campagnes⁷²¹. En Iran, une gendarmerie est créée après l'été 1909, comme force du régime constitutionnel restauré, en opposition manifeste aux troupes de la garde cosaque, associées à la monarchie⁷²². Une institution en apparence similaire se trouve ainsi associée à des représentations tout à fait distinctes.

Deux enseignements peuvent être tirés de la période des révolutions connectées. Les révolutions constitutionnelles correspondent sans conteste à un pic pour les circulations politiques entre les empires du Caucase. Comme nous l'avons montré, ces interactions ne signifient pas que la contagion révolutionnaire initiale résulte d'une diffusion ou d'une influence idéologique. L'hypothèse que les premiers moments de la contagion résultaient paradoxalement des mesures prises par les Etats pour barricader leur frontière a été avancée : en sapant les équilibres socio-économiques de la frontière, ces mesures déstabilisent les

⁷²⁰ Sur la question des empires coloniaux comme lieux de circulations de pratiques, voir notamment Olivier Le Cour Grandmaison, *Coloniser, Exterminer. Sur la Guerre et l'Etat colonial*, Paris, Fayard, 2005 ; Martin Thomas, *Violence and Colonial Order. Police, Workers and Protest in the European Colonial Empires, 1918-1940*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2012.

⁷²¹ Nadir Özbek, Alexandre Toumarkine, Noémi Levy, *Jandarma ve polis. Fransız ve Osmanlı tarihçiliğine çapraz bakışlar*, Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2009 ; Nadir Özbek, « Policing the Countryside : Gendarmes of the Late Nineteenth-Century Ottoman Empire (1876-1908) », *International Journal of Middle Eastern Studies*, 40, no. 1 (2008), pp. 47-67.

⁷²² Sur le processus de création de la gendarmerie – en fait une double genèse – voir Stephanie Cronin, *The Army and the Creation of the Pahlavi State in Iran, 1910-1926*, London, I.B. Tauris, 1997, pp. 17-21.

confins et participent d'une « prophétie auto-réalisatrice »⁷²³. Les influences idéologiques, indéniables par la suite, ne sont pas non plus exemptes de malentendus et donnent lieu à des processus d'appropriation et d'adaptation à des cultures politiques différentes. Autant que les idées, les pratiques circulent et l'étude de la situation des Iraniens du Caucase invite à écrire une histoire symétrique de cette période, en s'intéressant à l'ensemble des processus de politisation transimpériale à l'œuvre au cours de ces années. Si le moment des révolutions connectées est particulièrement intéressant pour notre recherche, c'est qu'il permet dans le même temps d'examiner la résistance des mécanismes de coopération à la frontière. La difficulté de ces années réside dans la crise des autorités étatiques aux confins des empires. Alors que le pouvoir tsariste se remet progressivement de l'épreuve révolutionnaire, il fait face à un affaiblissement durable de l'administration persane à partir de 1906. Pour être plus brève, la crise de l'autorité étatique dans l'Empire ottoman en 1908 présente des traits similaires : en repolitisant l'administration et le pouvoir provincial, elle met à mal la neutralité nécessaire aux coopérations décrites au chapitre précédent. Les limites de la coopération interétatique et de la diplomatie frontalière incitent les autorités tsaristes à développer des politiques unilatérales de contrôle. Ces politiques essaient notamment d'endiguer les circulations, mais ne pallient que partiellement la désorganisation des relations diplomatiques et militaires. Pourtant, la crise révolutionnaire attire l'attention sur l'atout que constituent les troubles frontaliers pour les autorités autonomes, qui y voient un moyen de légitimer un particularisme politico-administratif. Anarchie et tensions, autant que comme la négation d'un ordre étatique, peuvent apparaître comme le fruit de stratégies d'émancipation vis-à-vis des centres impériaux.

⁷²³ Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Paris, Le Seuil, 2002, pp. 181-182.

Chapitre 3. Une homéostasie frontalière, pour quoi faire ?

Le mot juste manque pour qualifier, en français, ce que recouvre l'expression anglaise de *war scare*. Comment mieux décrire les poussées de fièvre récurrentes qui s'emparent de l'espace frontalier caucasien, populations et autorités mêlées, au début des années 1910 ? Les motifs en sont divers : ici, une vague d'émigration de groupes frontaliers suscite un attentisme à l'objet incertain ; ailleurs, l'arrivée annoncée de propagandistes religieux étrangers suscite l'émoi des administrations ; ailleurs encore, l'inquiétude se cristallise autour de mystérieux mouvements de troupes de l'autre côté de la frontière. Derrière ces différents événements, très hétérogènes, une même idée que les relations entre les empires frontaliers du Caucase, en particulier l'Empire ottoman et la Russie, connaissent une dégradation inéluctable au cours de ces années. « Au début des années 1910 », avons-nous dit, mais la tentation est d'écrire « à la veille de la Première Guerre mondiale ». Cette tentation de la téléologie est bien connue de tout historien ayant à traiter, sous un angle ou un autre, du monde d'avant 1914, et a été soulignée à de nombreuses reprises comme un obstacle épistémologique majeur⁷²⁴. Bien que le Caucase ne constitue pas le lieu d'où parte la guerre, l'histoire de la région au début du XX^e siècle reste encore largement vue au prisme du tour dramatique qu'elle prend après 1914.

Les confins constituent *a priori* l'espace naturel où peut s'exprimer une telle montée des tensions entre empires. Poreux, exposés, divers dans leur composition ethnique et religieuse, ils concentrent les inquiétudes d'autorités étatiques prises dans un contexte géopolitique de plus en plus tendu. Mais les frontières caucasiennes offrent aussi les ressources d'une critique des grands récits disponibles sur ces tensions, car elles présentent l'exemple d'un territoire traversé de tensions qui ne débouchent cependant pas sur des affrontements ouverts ou des conflits militaires. L'étude de ces signes de piste s'avère souvent trompeuse, car il est facile de prêter à ces tensions un sens qu'elles n'ont pas. Notre approche rejoint celle de Michael Reynolds, lorsqu'il critique l'étude des années qui précèdent la guerre à travers la montée du nationalisme, avançant que « la compétition interétatique, et non pas le

⁷²⁴ William Mulligan, *The Origins of the First World War*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2010, p. 22 ; l'intérêt suscité par l'ouvrage récent de Christopher Clark, *The Sleepwalkers*, est illustratif de cet intérêt persistant pour la question des origines, de même que les nombreux ouvrages qui s'intéressent à la description du monde « à la veille » du désastre. Un cas récent avec Charles Emmerson, *1913. The World before the Great War*, Londres, The Bodley Head, 2013.

nationalisme, fournit la clef pour comprendre l'histoire des confins russo-ottomans au début du XX^e siècle⁷²⁵ ». Mais les signes de la compétition interétatique eux-mêmes doivent être soumis à la critique, car ils peuvent s'avérer tout aussi incertains que ceux du nationalisme. Les tensions permanentes de l'espace frontalier, plus que comme les prodromes d'un affrontement, pourraient être vues au contraire comme les éléments d'un équilibre. Plus précisément, ces tensions s'intègrent dans ce que nous appellerons une *homéostasie* de l'espace frontalier.

Ce terme, dont l'utilisation dans le champ des sciences sociales remonte aux années 1950, a une longue généalogie qui s'enracine dans les travaux de médecine expérimentale de Claude Bernard. Telle que la définit le mathématicien Norbert Wiener, l'homéostasie est un « mécanisme de l'organisme vivant qui maintient son environnement interne à un niveau permettant une vie en santé⁷²⁶ ». L'homéostasie, proche des réflexions de Canguilhem sur la santé, renvoie à la capacité d'un système à gérer les variations et oscillations, sans que son équilibre général s'en trouve menacé. Si nous recourons à ce concept dans l'étude du début des années 1910, c'est parce qu'il permet de reconsidérer certaines idées reçues sur la période. Il interroge le récit canonique d'une anomie croissante de l'espace frontalier, sur fond de désenchevêtrement ethno-religieuses et d'antagonismes étatiques. Comme nous voudrions le montrer, il est bien possible de penser l'espace frontalier caucasien durant ces années comme homéostatique, doté d'équilibres internes qui ne permettent pas de voir dans ses tensions une lignée d'explication causale directe pour les événements ultérieurs.

1. Le grand récit de la montée des tensions.

Avant de présenter ce que nous pouvons entendre par l'homéostasie du système frontalier caucasien, il convient de présenter brièvement les grandes lignes de ce qui constitue le récit classique de la montée des tensions. Cette présentation sera par définition sommaire et ne peut se dispenser d'une certaine simplification des positions, la clarté de l'exposition. Elle permettra cependant de se faire une idée de ce que sont, au-delà des nuances contenues dans chaque travail historique, les grands schèmes structurant les perceptions de l'avant-guerre dans l'histoire caucasienne.

⁷²⁵ Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, p. 6.

⁷²⁶ Norbert Wiener, « Homeostasis in the individual and society », *Journal of the Franklin Institute*, Vol. 251, No. 1, janvier 1951, pp. 65-68 ; la popularisation du concept est initiée à la fin des années 1920 par les travaux de Walter B. Cannon comme « Organization for Physiological Homeostasis », *Physiological Reviews*, Vol. IX, No. 3, pp. 399-431 et son ouvrage *The Wisdom of the Body* (1932).

a) *Des migrations simplificatrices*

Nous avons déjà eu l'occasion de croiser certaines figures de migrants dans l'espace caucasien, notamment parmi les sujets turcs et persans du Caucase russe. Il faut pourtant reconnaître qu'en dépit de l'importance des mobilités économiques à travers l'espace caucasien, celles-ci restent négligées par rapport à une autre forme de migrations, qui en est venue à incarner la relation générale entre les trois empires, notamment entre Russie et Empire ottoman. Jusqu'au milieu des années 1930, la langue turque utilise essentiellement, pour désigner le « migrant », le terme de *muhacir*, dont la sémantique est directement associée à l'idée de migration religieuse, alors que celui, plus neutre et turcique, de *göçmen*, reste minoritaire⁷²⁷. Alternativement, le terme de « réfugié » (*mülteci*) se trouve aussi employé de manière courante, ce qui plante une interprétation assez biaisée des migrations. Migrer vers l'Empire ottoman, dans cette lecture lexicale, revient à migrer pour des raisons essentiellement religieuses et dans le cadre d'une contrainte, administrative, politique ou militaire. *Muhacir* et *mülteci*, construits sur des schèmes arabes, appartiennent également aux grilles de lectures en Iran du Nord, où la figure du migrant religieux venu du Caucase constitue une composante bien connue du paysage intellectuel et social. La reprise fréquente du terme de *muhacir*, dans les travaux historiques internationaux sur ces migrations, révèle un sentiment d'intraduisibilité face à ce terme qui semble dire la vérité d'une période des relations entre la Russie et ses voisins méridionaux.

Le grand récit des migrations interimpériales de la fin du XVIII^e siècle au début du XX^e siècle se concentre sur l'articulation entre les conflictualités interimpériales et ces déplacements de populations. L'échafaudage de ce grand récit a été facilité par une forme d'insularité historiographique, à l'écart des questionnements posés par l'histoire économique et sociale des migrations. L'idée que ces migrations s'ancrent dans le contexte très spécifique d'un affrontement militaire et diplomatique a particulièrement contribué à cet isolement dans le cadre de l'histoire des migrations entre Russie et Empire ottoman, alors que les relations entre Russie et Perse ont continué à faire l'objet de lectures sociales. Dans l'histoire des relations russo-ottomanes, les migrations étaient jusqu'à récemment avant tout présentées comme des migrations « forcées », consécutives à des guerres, à des épisodes de violences ou

⁷²⁷ Dans sa thèse, Nasrullah Uzman propose les fréquences suivantes, sur la base d'une interrogation du catalogue des archives républicaines de l'entre-deux-guerres : entre 1923 et 1934, il trouve 450 occurrences pour *muhacir* et 120 pour *göçmen* ; pour 1934-1937, on n'a plus que 40 *muhacir* mais 140 *göçmen*. Nasrullah Uzman, *Türkiye'nin mülteci ve muhacir politikaları (1934-1947)*, Thèse de doctorat, Université Gazi, 2013, pp. 6-7.

à des politiques impériales d'ingénierie ethno-religieuse⁷²⁸. Dès lors, comment ne pas les considérer comme des rouages – conséquences et causes à la fois – des tensions entre les empires ? Cette interprétation a paradoxalement été reprise par des historiens aux positions très divergentes, mais qui s'accordent sur cette lecture des circulations. Les historiographies arménienne et grecque peuvent y faire rentrer les migrations de leurs communautés vers la Russie. Réciproquement, l'émigration de groupes musulmans de Crimée, de Russie du Sud et du Caucase s'y intègre directement. Cette approche a parfois nourri des visées apologétiques et polémiques. L'exemple le plus controversé de tels usages est le travail de l'historien américain Justin McCarthy, proche des thèses turques les plus nationalistes, qui prend pour sujet explicite le « nettoyage ethnique » des musulmans des territoires ottomans perdus, de 1821 à 1922⁷²⁹. Un tel travail a pour objectif explicite de réorienter le débat autour du génocide arménien, en suggérant la thèse d'un génocide antérieur et prolongé des musulmans ottomans⁷³⁰.

L'approche par la migration forcée ne se réduit pas à ces thèses extrêmes, car elle remporte un consensus assez large. Les éléments qui peuvent être invoqués à l'appui de cette lecture sont désormais bien connus. Dans une thèse non publiée de 1970, Mark Pincel synthétisait l'insertion des migrations dans la rivalité interimpériale en parlant d'un « art démographique de la guerre » (*demographic warfare*), à propos de l'émigration massive de populations musulmanes de Crimée et du Caucase occidental dans les années 1850-1860⁷³¹. Au cours de la guerre de Crimée et après 1856, les Tatars de la péninsule sont des milliers à émigrer, sous la pression des autorités russes mais aussi en raison de dynamiques de mobilisation religieuse⁷³². Fuat Dündar propose le chiffre de 400.000 départs pour les Tatars de Crimée entre 1860 et 1864, au cours de la vague la plus importante d'émigration⁷³³. Parallèlement se poursuit la soumission militaire des pourtours montagneux du Caucase et la

⁷²⁸ Pour une vision de la question en 1909, influencée par la révolution jeune-turque, de l'émigration musulmane, voir E.F. Knight, *The Awakening of Turkey. A History of the Turkish Revolution*, Londres-Philadelphie, J.B. Lippincott Company-John Milne, 1909, p. 22-24.

⁷²⁹ Justin McCarthy, *Death and Exile. The Ethnic Cleansing of Ottoman Muslims, 1821-1922*, Princeton, The Darwin Press, 1995.

⁷³⁰ Une approche plus générale des usages très politiques de certaines théories démographiques chez McCarthy dans Frédéric Paulin, « Négationnisme et théorie des populations stables : le cas du génocide arménien », in Hervé Le Bras (dir.), *L'invention des populations. Biologie, idéologie et politique*, Paris, Odile Jacob, 2000, pp. 161-176 ; Levon Marashlian, « Population Statistics on Ottoman Armenians in the Context of Turkish Historiography », *The Armenian Review*, Vol. XL, No. 4, Hiver 1987, pp. 1-59.

⁷³¹ Voir sa thèse de doctorat non publiée, Mark Pincel, « Demographic Warfare – an Aspect of Ottoman and Russian Policy, 1854-1866 », Université de Harvard, 1970.

⁷³² Mara Kozelsky, « The Crimean War and the Tatar Exodus », in Lucien J. Frary, Mara Kozelsky (dir.), *Russian-Ottoman Borderlands. The Eastern Question Reconsidered*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2014, pp. 165-192.

⁷³³ Fuat Dündar, *İttihat ve Terakki'nin Müslümanları İskân Politikası (1913-1918)*, Istanbul, İletişim, 2001, p. 56.

défaite de l'imam Chamil, en 1859, est suivie par un mouvement similaire de départs. Près de 370.000 autochtones quittent la région pour l'Empire ottoman, de 1860 à 1865, tandis que 100.000 sont réinstallés dans les plaines, où arrivent des colons des provinces slaves de l'empire⁷³⁴. Le dernier temps fort de cette lecture des migrations forcées est la guerre russo-turque de 1877-1878, qui se conclut par l'annexion russe des « trois *livas* » (*Elviye-i Selâse*) de Kars, Batoumi et Ardahan⁷³⁵. A partir d'août 1878 et jusqu'en juin 1880, près de 43.000 Turcs de la région de Kars et vraisemblablement autant de la région de Batoumi décident de migrer vers l'Anatolie ottomane⁷³⁶. Au cours des années 1880, plusieurs vagues de départs s'observent encore depuis ces régions.

A cette histoire de l'émigration musulmane répond une historiographie gréco-arménienne présentant des migrations qui, pour s'effectuer dans un sens inverse, racontent la même histoire. L'insécurité qui se développe en Anatolie orientale au début du XIX^e siècle apparaît en effet comme un des facteurs qui contribuent à une émigration arménienne vers la mer Noire et le Caucase non-ottoman⁷³⁷. Les guerres successives de la Russie avec la Perse puis avec l'Empire ottoman, entre 1826 et 1829, constituent un moment-clef, en raison du déplacement massif de populations arméniennes vers les terres conquises par la Russie⁷³⁸. Cet exode, qui concerne près de 150.000 Arméniens, n'a cependant rien de naturel et s'explique en grande partie par les politiques suivies par les empires en puissance, mais aussi par le clergé arménien local⁷³⁹. Dans ses travaux, l'historien grec Kônstantinos Fôtiadis adopte une approche similaire, où guerres et migrations se trouvent dans une relation de renforcement mutuel. Il présente ainsi la guerre de Crimée comme un processus tacite d'échange de populations, où des Grecs pontiques quittent en nombre de littoral ottoman de la mer Noire et sont remplacés par des Circassiens. Pour la guerre de 1877-1878, Fôtiadis parle de 100.000

⁷³⁴ Dana Sherry, « Social Alchemy on the Black Sea Coast 1860-1865 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 10, No. 1, Hiver 2009, p. 7.

⁷³⁵ Le terme de *liva* est équivalent à celui de *sancak* et désigne une unité administrative ottomane d'un rang inférieur à la province (*vilayet*). *Liva* et *sancak* ont le même sens de « drapeau, bannière », mais le premier provient de l'arabe, tandis que le second appartient au lexique turcique.

⁷³⁶ Candan Badem, *op.cit.*, 2010, p. 107 ; Oktay Özel, « Migration and Power Politics – The Settlement of Georgian Immigrants in Turkey (1878-1908) », *Middle Eastern Studies*, Vol. 46, No. 4, 2010, pp. 478-479.

⁷³⁷ Claire Mouradian, « Les migrations des Arméniens entre Empire ottoman et russe : une histoire à écrire », in Michel Bruneau, Ioannis Hassiotis, Martine Hovanessian, Claire Mouradian (dir.), *Arméniens et Grecs en diaspora. Approches comparatives*, Athènes, Ecole française d'Athènes, 2007, p. 176.

⁷³⁸ Alexander Mikaberidze, « Russo-Turkish War (1828-1829) », in Timothy C. Dowling (éd.), *Russia at War. From the Mongol Conquest to Afghanistan, Chechnya, and Beyond*, Santa Barbara, ABC-Clio, 2015, p. 746 ; sur l'application du traité de Torkmantchaï, voir Fâtimah Qâdîhâ, *Asnâdî az ravand-e ijrâ-ye Mu'âhedeh-e Türkmənçay (1245-1250 h.q.)*, Téhéran, Sâzmân-e Asnâd-e Mellî-e Irân, 1374 (1995) ; Karim K. Şükürov, *Türkmənçay 1828 : Tarixi xronika*, Bakou, Çasıoğlu, 2006 ;

⁷³⁹ Anouche Kunth, *Du Caucase à Paris...*, 2013, p. 33.

Grecs émigrés de l'Empire ottoman⁷⁴⁰. Si cette guerre constitue le dernier affrontement armé direct entre Ottomans et Russes avant la Première Guerre mondiale, les migrations de chrétiens depuis l'Empire ottoman dans les dernières années du siècle ont encore des liens avec la question de la violence, puisque les massacres hamidiens de 1894-1896 entraînent un exode massif vers tout le pourtour de la mer Noire et l'horizon plus lointain des Amériques⁷⁴¹.

La lecture des migrations de l'espace caucasien comme migrations forcées et « simplificatrices » ethniquement et religieusement trouve à s'appuyer sur les politiques des Etats, qui semblent aller dans le sens du processus décrit. Du côté ottoman, la création en 1859-1860 par le grand vizir Ali Pasha d'une commission des *muhacir* (*muhacirin komisyonu*) vise à coordonner l'aide apportée aux réfugiés par les institutions provinciales et à planifier leur installation à l'échelle de l'empire⁷⁴². Le rétrécissement géographique de l'empire confère une importance croissante, voire dramatique à la commission, alors que les migrants en provenance de provinces perdues affluent⁷⁴³. Cette importance explique les rivalités qui tournent autour du problème des réfugiés, son association à des questions comme celle de la colonisation des confins ou de la sédentarisation de groupes nomades⁷⁴⁴. La politique d'accueil des *muhacir* constitue un outil de légitimité pour le sultan Abdülhamid II, dans le cadre de sa politique plus générale d'utilisation de l'islam pour renforcer l'empire⁷⁴⁵. Si la Russie ne se dote pas d'une commission similaire pour accueillir des migrants chrétiens, en raisons de conditions géopolitiques manifestement différentes, on peut néanmoins voir un lien entre accueil de chrétiens de l'Empire ottoman et tentatives de colonisation de la périphérie caucasienne et de la Russie du Sud. Politiques intérieures et politiques extérieures se renforcent ici dans leur interprétation. Sans que l'historiographie classique ait nié

⁷⁴⁰ Kônstantinos Fôtiadis, « Oi Ellînes tîs prôîn ESSD : î genesî tîs diasporas », in Michel Bruneau (dir.), *Î diaspora tou Pontiakou Ellînismou*, Athènes, Îrodotos, 2000, pp. 83-85.

⁷⁴¹ Lettre du chef de l'administration du Caucase au ministère des Affaires étrangères russe, 20 août 1893, in M.G. Nersisjan (éd.), *op.cit.*, 1966, p. 18 ; sur la recrudescence des demandes de visa au consulat-général russe à Erzurum, Robert Mirak, *Torn Between Two Lands : Armenians in America, 1890 to World War One*, Cambridge, Mass : Harvard University Press, 1983, p. 46 ; sur ces questions démographiques et migratoires, voir plusieurs contributions dans Richard G. Hovannisian (dir.), *Armenian Pontus. The Trebizond-Black Sea Communities*, Costa Mesa, Mazda Publishers, 2009.

⁷⁴² Une thèse a été récemment consacrée à cette commission et à son impact social en Anatolie : David Cameron Cuthell, *The Muhacirin Komisyonu: An Agent in the Transformation of Ottoman Anatolia, 1860-1866*, Thèse de doctorat, Université de Columbia, 2005.

⁷⁴³ Sur la corrélation entre rétrécissement impérial, migrations et simplification ethno-religieuse, Hayati Bice, *op.cit.*, 1991, pp. 59-61.

⁷⁴⁴ A la veille de la Première guerre mondiale, elle passe sous le contrôle du ministère de l'Intérieur, dans le cadre des nouvelles politiques démographiques voulues par le régime jeune-turc. Fuat Dündar, *op.cit.*, 2001, pp. 58-61.

⁷⁴⁵ Pour des exemples d'instructions impériales dans les années 1880-1890 sur l'accueil de musulmans, voir Süleyman Erkan, *Kırım ve Kafkasya göçleri (1878-1908)*, Trabzon, Karadeniz Teknik Üniversitesi, 1996, pp. 48-49.

l'existence de variations face à ces politiques respectives d'accueil de « coreligionnaires » et d'éloignement des religions « étrangères », elle a néanmoins tendu à réduire ces variations à des concessions tactiques⁷⁴⁶.

b) Une inquiétude des territoires frontaliers

L'historiographie des migrations religieuses s'inscrit dans le contexte de travaux qui insistent sur l'inquiétude qui saisit les pouvoirs impériaux dans leurs territoires frontaliers. Le thème de « l'impuissance des empires » et de l'insécurité que peuvent éprouver les élites impériales connaît un grand succès depuis plusieurs années comme facteur explicatif de certaines politiques, en particulier celles qui mobilisent la coercition et la violence. Dans un recueil récent, Maurus Reinkowski et Gregor Thum proposent de faire de cette inquiétude impériale un facteur explicatif pour comprendre les politiques suivies, notamment dans les décennies qui précèdent la Première Guerre mondiale⁷⁴⁷. À observer l'espace frontalier caucasien, on trouve sans peine ce type d'inquiétude. Les thèmes de l'inquiétude apparaissent très proches de part et d'autre, tournant autour du particularisme des territoires frontaliers, qui apparaît comme un obstacle à leur contrôle. Ce particularisme est perçu de manière particulièrement prégnante dans l'empire qui apparaît pourtant le plus puissant, mais est saisi du sentiment d'insécurité étudié par Reinkowski et Thum : au Caucase russe, la difficulté d'intégrer les territoires conquis lors de la guerre de 1877-1878 devient un véritable enjeu politique. Dans ses modalités, la « peur impériale » apparaît pourtant partagée. Afin d'en détailler un aspect concret, nous insisterons ici sur le particularisme des espaces frontaliers en matière juridique et foncière.

Le particularisme juridique des territoires frontaliers s'exprime le plus directement dans l'Empire tsariste où se pose, comme on l'a dit, la question de l'intégration des *Elviye-i Selâse* conquis en 1878. Ces territoires correspondent au début du XX^e siècle aux deux provinces militaires de Batoumi et Kars. La principale spécificité juridique de ces provinces réside dans l'insécurité qui règne sur le statut de la terre. Son origine se trouve dans la transition du système ottoman de propriété des terres, réglé par le Code foncier ottoman du 23 Şevval 1274 (1858), au système russe. Le Code ottoman, qui marquait une entreprise de classification de la propriété, réduisait la propriété indivise par des communautés villageoises,

⁷⁴⁶ Voir l'interprétation faite par Süleyman Erkan de l'adoucissement supposé des politiques tsaristes envers les musulmans et leur émigration en 1883 : Süleyman Erkan, *op.cit.*, 1996, pp. 29-33.

⁷⁴⁷ Maurus Reinkowski, Gregor Thum, « Helpless Imperialists: Introduction », in Maurus Reinkowski, Gregor Thum (dir.), *Helpless Imperialists: Imperial Failure, Fear and Radicalization*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2013, pp. 7-9.

mais laissait une place considérable à la propriété étatique des terres, les paysans ne jouissant que d'un droit d'usage transmissible⁷⁴⁸. Avec l'émigration d'une partie de la population musulmane dans les années 1880 se pose la question de la propriété des terres et de la capacité des migrants à les vendre lors de leur départ⁷⁴⁹. Confrontés à la rareté des titres de propriété écrits et à la prolifération de documents contrefaits, les administrateurs tsaristes essaient d'obtenir les documents cadastraux (*tapu tahrir defterleri*) de l'époque ottomane. Après une tentative infructueuse de les trouver à Trabzon, le chef de l'administration civile du Caucase décide en 1883 d'en faire demander une copie à Istanbul, mais l'administration financière ottomane « déclare dans son rapport qu'il lui est matériellement impossible de faire tirer une copie des registres afférents au sandjak de Kars qui, au nombre de douze, existent en un seul exemplaire dans les archives de l'Etat⁷⁵⁰ ».

Malgré la réunion de commissions foncières régulières, la question n'est pas résolue et les projets de réforme du statut foncier des provinces s'enlisent dans une reconduction du provisoire, à travers une série de réglementations temporaires⁷⁵¹. Ce maintien d'un régime dérogatoire n'a cependant pas la faveur de la majorité des administrateurs, qui ne croient plus à l'idée que la propriété étatique des terres pourrait constituer un outil de contrôle, en simplifiant par exemple la colonisation⁷⁵². Ce particularisme est surtout un problème économique – car il freine les investissements dans la région – et social – par les conflits qu'il nourrit⁷⁵³. La question foncière, pour être formulée différemment de part et d'autre de la frontière, donne bien une forme d'unité aux tensions qui caractérisent la région. Aux difficultés qui marquent les provinces de Kars et Batoumi répond l'acuité d'une question foncière en Anatolie orientale et en Perse du Nord, où le problème de la propriété terrienne est

⁷⁴⁸ Pour une présentation complète de la loi de 1858, voir Ömer Lütfi Barkan, *Türkiye'de Toprak Meselesi*, Istanbul, Gözlem Yayınları, 1980, pp. 291-375 ; Huri Islamoğlu, « Property as a Contested Domain: A Reevaluation of the Ottoman Land Code of 1858 », in Roger Owen (dir.), *New Perspectives on Property and Land in the Middle East*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2000, pp. 3-62.

⁷⁴⁹ Candan Badem, *op.cit.*, 2010, pp. 103-104.

⁷⁵⁰ Lettre du ministère des Affaires étrangères russe au chef de l'administration civile au Caucase, 3 (15) septembre 1883, HAA, f. 1262, op. 2, d. 14, l. 1 ; lettre de l'ambassade ottomane à Pétersbourg au ministère des Affaires étrangères russe, 13 (25) août 1883, *ibid.*, l. 2.

⁷⁵¹ Georg Kobro, *op.cit.* 1989, pp. 78-80 ; pour une comparaison avec le cas de l'Asie centrale où des problèmes fonciers similaires se posent : Alexander Morrisson, *op.cit.*, 2008, pp. 97-108 ; sur le rôle du « temporaire » dans l'Empire tsariste, Jane Burbank, « An Imperial Rights Regime: Law and Citizenship in the Russian Empire », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 7, No. 3, Été 2006 (New Series), p. 419.

⁷⁵² Ekaterina Pravilova a développé ce cheminement en comparant l'exemple caucasien et le Turkestan : Ekaterina Pravilova, « The Property of Empire: Islamic Law and Russian Agrarian Policy in Transcaucasia and Turkestan », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 12, No. 2, Printemps 2011 (New Series), pp. 353-386 ; on peut aussi renvoyer à son ouvrage très récent sur la question des biens « communs » dans l'Empire russe, *A Public Empire. Property and the Quest for the Common Good in Imperial Russia* (2014).

⁷⁵³ Pour une présentation plus précise, voir Candan Badem, *op.cit.*, 2010, pp. 127-168 ; A.K. Badzhelidze, *Osnovnye voprosy ekonomiki Adzharii (1878-1921)*, Batoumi, Sabchota Adzhara, 1973, pp. 79-81.

un des plus épineux socialement. L'inégalité sociale dans la propriété des terres a été évoquée à propos de l'émigration massive de paysans du Nord de l'Iran, mais son acuité est sans doute la plus grande en Anatolie orientale. Sur place, les conflits entre la paysannerie – souvent arménienne, mais pas exclusivement – et les groupes kurdes appartiennent au quotidien⁷⁵⁴. Après la révolution de 1908, le retour de nombreux Arméniens exilés lors massacres hamidiens accentue paradoxalement les conflits, en posant le problème de la restitution des terres occupées depuis de nombreuses années par les Kurdes, qui en revendiquent la propriété et peuvent s'appuyer sur les clauses du Code foncier⁷⁵⁵. Les autorités jeunes-turques s'efforcent d'abord de trouver un règlement à ces conflits, ce qui leur permet de consolider leur alliance avec le parti dachnak et de trouver du soutien parmi les Arméniens locaux⁷⁵⁶. Ce zèle s'épuise pourtant, en raison de la complexité des affaires et de la crainte de troubles parmi les Kurdes, ce qui laisse nombre de litiges en souffrance à la veille de la guerre. La question est d'autant plus épineuse qu'elle incite les Arméniens à chercher la protection des consuls étrangers contre l'insécurité qui règne dans la région, allant parfois jusqu'à vouloir changer de citoyenneté⁷⁵⁷.

Cette évolution rapproche l'Anatolie orientale de l'Iran du Nord, où la question de la citoyenneté et celle de la propriété foncière sont de plus en plus examinées en parallèle. A partir des années 1880, l'article 5 du traité de Torkmantchaï, qui autorise les Russes à posséder des biens immobiliers en Iran – mais ne parle pas de terres – sert de base à une confusion juridique croissante par laquelle les sujets russes réussissent à acheter des terres, au grand dam des Britanniques. En 1882 et 1906, le gouvernement qadjar émet des directives pour placer ces transactions sous le contrôle du *kârguzâr* local et éviter que les terres vendues ne se soustraient à la fiscalité iranienne⁷⁵⁸. En dépit de ces mesures, la propriété étrangère en Iran du Nord, russe mais aussi ottomane, ne cesse de s'accroître. Cela se fait en grande partie

⁷⁵⁴ Télégramme chiffré du gouverneur de Bitlis au palais de Yıldız, 10 Mart 1323 (23 mars 1907), Y.MTV, 296/47.

⁷⁵⁵ Les Kurdes peuvent en effet faire valoir l'article 20 du Code foncier de 1858 qui prévoit qu'un propriétaire légitime doit faire valoir ses revendications sur une terre dans les dix ans, faute de quoi l'occupant est réputé propriétaire. Gunnar Wiessner, *Hayoths Dzor. Ethnische, ökonomische und kulturelle Transformationen eines ländlichen Siedlungsgebiet in der östlichen Türkei seit dem 19. Jahrhundert*, Wiesbaden, Dr. Ludwig Reichert Verlag, 1997, pp. 30-31 ; rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon, 6 décembre 1909, HHStA, PA XXXVIII 346-2, ff. 149-153.

⁷⁵⁶ Dikran Mesrob Kaligian, *Armenian Organization and Ideology under Ottoman Rule*, New Brunswick-Londres, Transaction Publishers, 2009, pp. 53-69 ; rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon à l'ambassadeur Pallavicini, 9 juillet 1910, dans Artem Ohandjanian, *ÖA, 1872-1936, B. V – 1910-1913*, 1995, p. 3577.

⁷⁵⁷ Rapport de Gerard Lowther à Edward Grey, 10 avril 1910, TNA, FO 424/223, pp. 60-61 ; A.S. Hambarjan, *op.cit.*, 1999, pp. 24-25 ; A.K. Poghosjan, *K'rdere'jev hajkakan harts'ë*, Erevan, Hajastan, 1991, pp. 175-176.

⁷⁵⁸ Morteza Nouraei, Vanessa Martin, « Russian land acquisition... », in Stephanie Cronin (dir.), *op.cit.*, 2013, pp. 95-98.

sur le compte d'achats réalisés par les habitants du Caucase russe : un rapport rédigé par le consulat-général russe en Azerbaïdjan persan recense 192 familles de ressortissants russes possédant des terres dans la région, pour une valeur totale de 5,4 millions de tomans, soit 9,7 millions de roubles. Cette propriété, très concentrée, appartient surtout à des musulmans du Caucase (86,5 %) et à des Arméniens (13,2 %) ⁷⁵⁹. Les achats de terres se concentrent souvent dans les régions mitoyennes de la Transcaucasie où des villages entiers changent de mains, apparaissant comme un prolongement direct des propriétés sur le sol russe ⁷⁶⁰. Alors que des litiges frontaliers demeurent entre Russie et Iran, l'extension de la propriété privée peut apparaître comme un prélude à une soumission politique. Dans ses mémoires, l'ancien consul persan Mohammad Sâ'ed Marâghâî rapporte ce qu'il présente comme sa tentative patriotique de bloquer une transaction foncière dans la steppe du Moughan : il raconte l'arrivée au consulat-général à Tiflis d'un fonctionnaire russe, accompagné de quatre notables persans du Moughans qui acceptent de lui vendre leurs terres. La scène se passe après la signature du traité russo-britannique de l'été 1907 mais Marâghâî et le consul-général à Tiflis s'opposent à cette vente, affirmant qu'il faut obtenir des autorisations du gouvernement central iranien. A en croire Marâghâî, cette attitude scrupuleuse n'est pas répliquée par le consul persan à Bakou, trop heureux de valider l'acte de vente contre rémunération sonnante et trébuchante, ce qui provoque un conflit avec le consulat-général à Tiflis ⁷⁶¹.

Cette propriété foncière des étrangers est facilitée, dans le cas de l'Iran, par un processus similaire à celui qui s'amorce en Anatolie orientale. Afin d'échapper au pouvoir et à la fiscalité du pouvoir iranien ou aux violences de la guerre civile, nombre de sujets persans demandent la citoyenneté russe ou ottomane ⁷⁶². Par une évolution graduelle, les terres possédées par des clients ou débiteurs de la Banque d'Escompte russe se trouvent aussi considérées comme terres russes, ce qui entraîne une série de conflits que l'ancien consul en Iran Boris Nikitine qualifie dans ses mémoires de « véritable plaie » et « d'engrenage

⁷⁵⁹ Trois individus possèdent plus de la moitié de ces biens en valeur : un banquier du nom de Hadji Farradj Abdullaev, les frères marchands Mamedov et la fille de l'ancien chef des marchands russes à Tabriz. Le premier Arménien, Tovmas Tomanjan, originaire de Bakou, possède près de 100.000 roubles de biens dans la région de Tabriz. Rapport du consulat-général russe à Tabriz « La propriété foncière russe en Azerbaïdjan », envoyé le 11 (24) mars 1911 au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 338, ll. 22-27.

⁷⁶⁰ Il y aurait au début du XXe siècle 192 villages appartenant à des sujets russes en Azerbaïdjan iranien : Ə. Sumbatzadə (dir.), *op.cit.*, 1985, p. 69.

⁷⁶¹ Bâqer 'Âqelî (éd.), *Khâterât-e siyâsî-e Mohammad Sâ'ed Marâghâî*, Téhéran, Nâmak, 1373 (1994), p. 42.

⁷⁶² Morteza Nouraei, Vanessa Martin, « Russian land acquisition... », in Stephanie Cronin (dir.), *op.cit.*, 2013, p. 103 ; certains marchands naturalisés du Gilan n'hésitent pas à arborer un drapeau russe au-dessus de leur résidence : Mohammad Pûrahmad Djaktâdjî (dir.), *op.cit.*, 1369 (1990), p. 255 ; rapport du consul-général russe au Gilan, 12 (25) octobre 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 202, l. 28.

inextricable », en raison de la complexité juridique des situations impliquées⁷⁶³. Ces possessions croisées de biens fonciers n'inquiètent pas les seuls pouvoirs iranien et ottoman, puisque la Russie se préoccupe aussi d'achats de terres par les étrangers depuis la fin des années 1890⁷⁶⁴. En Transcaucasie, la conséquence de ces craintes est l'adoption le 29 mai 1898 d'un décret impérial, portant sur des « règles temporaires » relatives à l'acquisition et la jouissance de biens par des étrangers au Caucase⁷⁶⁵. Ils n'ont plus le droit d'acheter que des terrains urbains et des parcelles destinées aux activités industrielles et minières, qui contribuent au développement économique de la région⁷⁶⁶. Ces règles ne se présentent pas comme une réponse définitive à la question et répondent plutôt à un objectif de conciliation entre impératifs sécuritaires et volonté de développement économique du Caucase. A partir de 1907-1908, la question de la propriété des étrangers réapparaît dans un contexte régional. L'ambassade russe à Téhéran adresse ainsi en juin 1907 à la vice-royauté des demandes de renseignement sur la propriété foncière des sujets persans au Caucase et les restrictions qui pèsent sur elles. La demande est apparemment formulée dans le cadre d'une négociation sur la propriété russe en Perse, qui pose le problème de la réciprocité des règles appliquées⁷⁶⁷. Peu après, les travaux de la commission russo-ottomane chargée en 1908 de redémarquer la frontière révèlent l'ampleur de la propriété foncière transfrontalière des sujets ottomans au Caucase russe, en contradiction avec l'interdiction officielle de posséder de telles terres.

c) Le spectre de la guerre

La question foncière rejoint des enjeux stratégiques pour les empires en présence car, en marquant physiquement la différence des régions frontalières, elle traduit la crainte des répercussions que pourraient avoir ces particularismes en cas de conflit. Au premier rang de ces craintes, l'idée d'une trahison des minorités ethniques et religieuses est déjà bien présente, illustrée par les conflits du XIX^e siècle. Depuis son arrivée à la tête de la vice-royauté du

⁷⁶³ Ce témoignage souligne la diversité des attitudes parmi le personnel consulaire envers ce qui permet pourtant aux consuls russes d'étendre leur pouvoir : Boris Nikitine, *La Perse que j'ai connue, 1909-1919*, Mémoires dactylographiés (fonds de la BULAC), 1941, p. 72 ; pour une confirmation de la prudence dans les naturalisations : Robert D. Crews, « The Russian World of Islam », in David Motadel (dir.), *Islam and the European Empires*, Oxford, Oxford University Press, 2014, pp. 49-50.

⁷⁶⁴ Les gouverneurs du Caucase, de Pologne et d'Extrême-Orient mettent en garde contre les achats de terre par des étrangers. Sergej Seredonin, *op.cit.*, 1902, pp. 29-31 ; Eric Lohr, *op.cit.*, 2012, p. 75.

⁷⁶⁵ Note de la chancellerie du vice-roi du Caucase, 16 (29) février 1908, STsSSA, f. 13, op. 1, d. 102, l. 4.

⁷⁶⁶ Lettre du gouverneur militaire de Batoumi à la chancellerie du vice-roi du Caucase, 17 (30) juin 1912, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 156, ll. 35-36 ; sur l'application de ces textes envers les sujets persans et ottomans, voir par exemple STsSSA, f. 15, op. 1, d. 114.

⁷⁶⁷ Lettre de l'ambassade russe à Téhéran à la chancellerie du vice-roi, 27 juin (10 juillet) 1907, STsSSA, f. 13, op. 1, d. 102, l. 2.

Caucase, Vorontsov-Dachkov adopte une politique volontariste envers ces minorités, qu'il tente d'intégrer plus étroitement au système impérial en réduisant les discriminations qui pèsent sur certaines d'entre elles⁷⁶⁸. En 1907, il abolit une discrimination similaire pesant sur l'Abkhazie depuis la révolte de 1877. Dans la proclamation qu'il adresse à la population locale, il souligne que la loyauté éprouvée des Abkhazes au cours de la révolution de 1905 justifie le rétablissement d'un régime de propriété foncière pleine⁷⁶⁹. De manière plus ciblée, des restitutions sont décidées au cours de cette même année 1907 envers les propriétaires terriens locaux dont certains biens avaient été confisqués⁷⁷⁰. Le vice-roi prend aussi position contre le maintien de formes dérogatoires d'administration militaire pour certains groupes ethniques de la région, considérés comme incapables d'obéir à des autorités civiles. Dans ses rapports au souverain de 1907 et 1910, qu'il fait publier pour justifier son action, le vice-roi souligne l'importance de ces mesures de normalisation juridique des régions frontalières⁷⁷¹.

Les *war scares* épisodiques établissent une continuité entre l'inquiétude des confins et l'idée d'un antagonisme géopolitique plus large. La guerre apparaît en effet comme un horizon permanent, qui menace de faire éclater les liens d'allégeance impériale. Face au sentiment d'une fragilité des empires, le marquage politique de l'espace et le rappel des victoires passées s'exprime fréquemment au Caucase russe. Les monuments commémorant les victoires des guerres caucasiennes se multiplient et leur inauguration donne lieu à des démonstrations de loyauté des populations locales envers le pouvoir. Le 25 août 1909, le vice-roi Vorontsov-Dachkov préside une telle cérémonie à Guniba, où il salue la fidélité des musulmans du Daghestan et de Tchétchénie vis-à-vis de l'empire tsariste⁷⁷². Le 6 novembre 1910, il inaugure avec le général von Parkau ce qui apparaît sans doute comme le monument le plus emblématique de l'époque : au cœur de la ville de Kars, ce mémorial représente un soldat plantant un drapeau russe sur la terre de Kars, tandis que gît au sol un étendard ottoman

⁷⁶⁸ Il s'efforce ainsi d'introduire plus largement l'autonomie municipale au Caucase : Diljara Ismail-Zade, *I.I. Vorontsov-Dashkov. Kavkazskij Namestnik*, 2005, p. 131 ; mais la ville de Kars, par exemple, reste jusqu'à la fin sous l'autorité du chef de la police locale, assisté par un conseil consultatif : Lettre du secrétaire du comité statistique de la région de Kars au prince Levan Georgievich, 7 (20) octobre 1910, HAA, f. 274, op. 1, d. 34, ll. 2-3.

⁷⁶⁹ Proclamation à la population des régions de Kodor et Gudauta, 11 (24) mai 1907, reproduite dans Dzhemal Gamakharija, Badri Gogija (éd.), *Abkhazija – Istoricheskaja oblast' Gruzii...*, 1997, pp. 368-369.

⁷⁷⁰ Ararat Hakobjan évoque la restitution aux beks Adjarskij de vingt-deux villages *mülk* dans la région d'Ardahan. Ararat Hakobjan, *Karsi marz. Gjughats' iut'jan patmut'jan urvagtser 1878-1917 t't'.*, Erevan, Chartaraget, 2000, pp. 60-61.

⁷⁷¹ Illarion Vorontsov-Dashkov, *Vsepoddanejšij otchet za pjatiletie upravljenija Kavkazom*, Saint-Pétersbourg, Gosudarstvennaja Tipografija, 1910, pp. 55-56 ; S.G. Agadzhanov, *Natsional'nye okrainy Rossijskoj imperii. Stanovlenie i razvitie sistemy upravlenija*, Moscou, Slavjanskij dialog, 1997, pp. 285-287.

⁷⁷² Diljara Ismail-Zade, *op.cit.*, 2005, pp. 158-159.

(figures 34 et 35)⁷⁷³. Le 6 novembre correspond à l'anniversaire de la prise de la ville, en 1877, mais le monument commémore aussi les opérations militaires de 1828 et 1855, dont la mémoire est ravivée⁷⁷⁴. L'inauguration donne lieu à une commémoration de grande ampleur des exploits russes au Caucase et à la publication de nombreux articles, ainsi que d'un ouvrage par l'historien militaire Vasilij Potto⁷⁷⁵. Le rituel qui entoure l'inauguration du monument de Kars évoque d'autres lieux de confins impériaux, où l'architecture trouve une fonction similaire, marquant à la fois une soumission et une intégration⁷⁷⁶. L'efficacité de tels monuments et des cérémonies qui les entourent est cependant sujette à caution. Dans ses mémoires, un musulman de la région, Fahrettin Erdoğan, affirme que la solennité qui entoure l'inauguration d'un monument où l'emblème de l'islam est foulé aux pieds est perçue comme une offense (*hakaret*) par la population musulmane locale⁷⁷⁷. Au discours officiel de la conquête russes s'opposent en effet des narrations populaires parmi la population musulmane locale, mais aussi dans l'Empire ottoman. En avril 1903 sont ainsi édités les mémoires du général ottoman Mehmed Arif, qui évoquent la mémoire de la guerre de 1877-1878 et connaissent un fort succès dans l'empire, débouchant sur une deuxième édition au début de 1910⁷⁷⁸.

Dans la perspective de l'histoire diplomatique classique, les *war scares* témoignent des tensions interimpériales existant au début du XX^e siècle. A première vue, il semble aisé de les intégrer à une histoire des *crises* du système international, telles que James L. Richardson a pu les décrire. Richardson rappelle en effet qu'au-delà des définitions très variées qui ont pu être données des crises diplomatiques, leur dénominateur commun est d'être perçues comme des événements faisant peser un risque sérieux et immédiat de guerre⁷⁷⁹. Le scénario des *war scares* caucasien suit en général un schéma identique. Les capitales reçoivent des provinces frontalières des informations relatives à des mouvements et concentrations de troupes ou à des déplacements de matériel militaire dans l'espace des confins. Le ministère des Affaires

⁷⁷³ Kirill Sokol, *Monumental'nye pamjatniki Rossijskoj imperii. Katalog*, Moscou, Vagrius Pljus, 2006, p. 287.

⁷⁷⁴ Voir l'entrée 2529 dans la bibliographie établie par A.K. Sverchevskaja, T.P. Cherman, *Bibliografija Turtsii (1713-1917)*, Moscou, Izdatel'stvo Vostochnoj Literatury, 1961, p. 108

⁷⁷⁵ Vasilij Potto, *Karsskie torzhestva v 1910 godu i chetyre shturma Karsa*, Tiflis, Izdatel'stvo Voenno-istoricheskogo otdela Shtaba Kavkazskogo Voennogo Okruga, 1911.

⁷⁷⁶ On peut penser à l'emblématique château impérial de Posen (Poznań), inauguré à l'été 1910 par le Reich allemand, dans une région qui apparaît depuis les années 1880 comme un des fronts-pionniers de la germanité face à la population polonaise locale. Gregor Thum, « Imperialists in Panic : The Evocation of Empire at Germany's Eastern Frontier around 1900 », in Maurus Reinkowski, Gregor Thum (dir.), 2013, pp. 137-138.

⁷⁷⁷ Fahrettin Erdoğan, *Türk ellerinde hatıralarım*, Ankara, Yeni Matbaa, 1954, p. 43.

⁷⁷⁸ Voir les préfaces aux éditions de 1903 et 1910 : Mehmed Arif, *Başımıza gelenler*, Istanbul, Babiali kültür yayıncılığı, 2012, pp. 7-11.

⁷⁷⁹ James L. Richardson, *Crisis Diplomacy. The Great Powers since the Mid-Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, pp. 10-12.

étrangères peut alors contacter son ambassade dans le pays en question, afin de solliciter par voie diplomatique des renseignements sur les opérations en cours. Alternativement, il peut aussi exiger des explications de l'ambassade étrangère. En avril 1908, l'attaché militaire ottoman confie à son homologue allemand, Posadowsky-Wehner, l'inquiétude qui lui parvient d'Istanbul quant aux préparatifs militaires qui auraient lieu au Caucase russe. Inversement, les autorités russes semblent préoccupées par des mouvements militaires turcs en Anatolie orientale⁷⁸⁰. Le rapport de Posadowsky-Wehner nous place dans ce qui apparaît comme l'archétype des flambées de fièvre, où des inquiétudes se nourrissent réciproquement, d'autant qu'elles peuvent prendre sens au regard du contexte international. Suivie par les diplomates allemands, cette crise du printemps 1908 voit les armées frontalières renforcées en mai-juin, tandis que des démonstrations de force sont menées : manœuvres de la flotte russe en mer Noire, envoi de nouvelles unités ottomanes et mobilisation partielle sur ordre du commandement-en-chef ottoman dans la région d'Erzurum⁷⁸¹. Perçues du point de vue des capitales, des ministères des Affaires étrangères et chefs de gouvernement, ces crises s'intègrent à un tableau de relations internationales dégradées. Elles peuvent donc prendre place aux côtés des migrations ethno-religieuses et de l'inquiétude territoriales pour dessiner l'image d'un Caucase avançant vers la guerre.

2. De l'irréversible au réversible

Avant d'examiner notre hypothèse sur l'homéostasie politico-diplomatique des confins, il convient de rappeler que chacun de ces trois éléments du grand récit des tensions frontalières peut faire l'objet de critiques internes, qui en montrent les limites. On pourrait articuler ces critiques autour de l'idée que ce que le grand récit présente comme des tendances irréversibles. Au contraire, on peut souligner que les processus décrits précédemment sont souvent réversibles, contingents et que leur sens apparaît bien moins univoque qu'on a pu le croire.

⁷⁸⁰ Lettre de l'attaché militaire allemand à Pétersbourg, Posadowsky-Wehner, au chancelier Bülow, 8 (21) avril 1908, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), R 11040.

⁷⁸¹ Télégramme du chargé d'affaires allemand à Constantinople, Kiderlen, à l'Auswärtiges Amt, 20 juin 1908, et télégramme de Kiderlen à l'Auswärtiges Amt, 28 juin 1908, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), R 13574 ; Sean McMeekin, *The Russian Origins of the First World War*, Cambridge (Mass.)-Londres, The Belknap Press of Harvard University Press, 2011, pp. 16-17.

a) « Mus par une très grande dévotion... » : le sens des migrations

Une lecture attentive de l'historiographie et des sources multiplie les éléments contradictoires avec l'idée que les mobilités interimpériales peuvent être résumées à la simplification ethno-religieuse. Il est possible de questionner trois aspects particuliers de cette lecture. La première question concerne l'attitude des migrants pris dans ces grands mouvements et leurs motivations au départ. Alors qu'une telle interrogation constitue la base de toute réflexion sur les mobilités, elle reste souvent absente des études sur les migrations entre Empire ottoman et Russie, tant le « contexte » semble évident. La seconde question est liée à l'attitude, tout aussi problématique et ambiguë, des Etats face aux migrants. Dans cette étude du rôle des Etats, il convient de prendre en compte les contradictions entre les administrations aux différentes échelles de part et d'autre de la frontière. Il s'agit de saisir la marge de manœuvre des migrants au sein de politiques étatiques elles-mêmes diverses⁷⁸². La troisième question découle de la nécessité, soulignée au début de ce chapitre, d'examiner les relations migratoires bilatérales dans un cadre plus vaste. L'espace traversé par le migrant est, pour reprendre l'expression de Samuel Stouffer, un espace d'*opportunités*, susceptible de détourner le migrant de son but initial⁷⁸³. A travers ces trois points, on se propose ainsi de procéder à un examen critique interne du récit classique, avant de venir à une contre-proposition d'interprétation, pour le début du XX^e siècle. On y affirmera que si les migrations constituent bien une source de tensions interétatiques, ce n'est pas leur univocité découlant des processus de simplification à l'œuvre qui est en cause, mais bien leur *réversibilité*⁷⁸⁴.

« Mus par une très grande dévotion à l'Eglise orthodoxe et à la religion, nos ancêtres, comme tous les Grecs qui vivent dans la région de Kars, ont quitté l'Asie mineure dans les années 1830 ». Ainsi commence une pétition adressée par les habitants grecs du village de Subbatan – dans la province de Kars – au vice-roi du Caucase, en août 1907 (*figure 36*)⁷⁸⁵. La pétition, écrite à l'occasion d'un conflit qui oppose les Grecs aux musulmans du même village, accusés d'avoir monté des incendies criminels, fait de l'acte d'émigration et de sa

⁷⁸² Sur la nécessité d'insister sur l'*agency* de ces migrants : Isa Blumi, *Foundations of Modernity. Human Agency and the Imperial State*, New York, Routledge, 2012, pp. 6-7.

⁷⁸³ Samuel A. Stouffer, « Intervening Opportunities and Competing Migrants », *Journal of Regional Science*, Vol. 2, No. 1, 1960, pp. 1-26.

⁷⁸⁴ La notion de réversibilité et d'irréversibilité a fait l'objet de plusieurs travaux parmi les économistes. Pour un aperçu de la diversité des approches possibles, dans chacun des sous-champs de l'économie : Robert Boyer, Bernard Chavance, Olivier Godard, *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Paris, Editions de l'EHESS, 1991.

⁷⁸⁵ Pétition des villageois grecs de Subbatan au vice-roi du Caucase, 12 (25) août 1907, HAA, f. 1262, op. 3, d. 267, l. 3.

signification religieuse supposée le point de départ d'une relation politique entre les immigrés grecs et l'Etat russe. Dans une rhétorique qui abolit la distance temporelle, les pétitionnaires rejouent l'exode, en accentuant la dimension religieuse de leur propos : « C'est avec joie que nous sommes passés sous la protection de l'Autocratie orthodoxe, pour nous libérer définitivement du fanatisme de nos voisins musulmans ». Un tel document peut bien sûr être utilisé pour confirmer le grand récit décrit précédemment. Mais une approche plus critique ne peut manquer de questionner de tels propos, qui s'inscrivent dans un contexte évidemment instrumental de requête aux autorités. Au moment même des migrations, de telles requêtes sont adressées aux autorités, pour demander, par exemple, l'octroi de terres ou d'exemptions et, après quelques années, une éventuelle naturalisation. Ces requêtes présentent les mêmes difficultés, car elles mettent au premier plan l'idée d'une contrainte, de la motivation religieuse et d'une migration effectuée d'empire à empire⁷⁸⁶. Ce faisant, elles insistent sur le dénominateur commun des migrants avec l'Etat d'accueil. Quoi d'étonnant à cela alors que les populations migrantes qui arrivent, dans les deux Etats, n'ont en général que la religion en commun avec les institutions impériales qui les accueillent ?

Cette stratégie de connivence mérite cependant d'être questionnée, car elle ne peut apparaître comme un résumé fidèle des facteurs de la migration. Dans une étude pionnière consacrée aux *muhacirs* abkhazes entre le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, l'historien soviétique abkhaze Georgij Dzidzarija notait les difficultés posées par la rareté extrême des sources laissées par les migrants, en dehors des documents insérés aux cadres administratifs officiels⁷⁸⁷. Dans le cas ottoman, les rares témoignages d'émigrés sont dus à des individus qui appartenaient aux élites de leur région d'origine et ont été cooptés au sein des élites ottomanes. Cela vaut particulièrement pour les élites des provinces perdues en 1877-1878⁷⁸⁸. En l'absence de témoignages permettant d'étudier des trajectoires individuelles, on peut procéder à un premier questionnement sur la base d'une comparaison entre deux types de requêtes. D'une part, les requêtes soumises aux Etats d'accueil, qu'on vient d'évoquer, et d'autre part, les requêtes soumises aux Etats de départ. Les migrants doivent en effet obtenir au préalable des autorisations de départ, ce qui représente un long processus administratif et piège parfois les aspirants à l'émigration entre les calendriers contradictoires posés par l'Etat

⁷⁸⁶ Pétition écrite par El-Hac Osman Toğan au nom d'une communauté caucasienne, 17 Ağustos 1319 (30 août 1903), reproduite dans Kemal Gurulkan *et alii* (éd.), *Osmanlı belgelerinde Kafkas göçleri, II.*, Istanbul, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 2012, p. 370.

⁷⁸⁷ Parmi les témoignages conservés, la plupart sont produits par des individus qui ont réussi leur intégration aux élites de leur empire d'accueil et offrent une vision très particulière : Georgij Dzidzarija, *Makhadhirstvo i problemy istorii Abkhazii XIX stoletija*, Soukhoumi, Alashara, 1982, p. 17.

⁷⁸⁸ Un répertoire de ces élites en exil et de l'intégration de leurs lignées dans les élites ottomanes a récemment été établi : Murat Kasap, *Osmaletis kartvelebi/Osmanlı Gürcüleri*, Istanbul, Gürcistan Dostluk Derneği, 2012.

de départ et l'Etat d'accueil⁷⁸⁹. Sans entrer dans une analyse quantitative qui exigerait, en raison de la dispersion des sources, un travail de longue haleine, les deux types de requêtes se distinguent assez clairement. Dans les requêtes soumises à l'Etat de départ, le facteur religieux et communautaire se trouve très nettement atténué, au profit des considérations matérielles susceptibles de justifier le départ. Le manque ou l'aridité des terres, des conflits d'usages locaux, la présence de parents à l'étranger se trouvent mis au premier plan et le facteur religieux, quand il est présent, s'exprime d'une manière très peu politique, réduite au problème de l'exercice matériel de la foi (*figure 37*)⁷⁹⁰. La requête migratoire apparaît ici comme un Janus révélant des visages forts différents sur les migrations et leurs fondements.

L'attitude des Etats face aux migrations « religieuses » révèle des failles tout aussi sérieuses du récit classique. De part et d'autre, la doctrine officielle d'accueil des coréligionnaires cède le pas à des politiques plus complexes lorsqu'on se penche sur les situations concrètes dans les zones d'installation des migrants. Au Caucase russe, l'accueil des rescapés arméniens des massacres hamidiens de 1894-1896 ne se fait pas sans méfiance face à une population perçue comme turbulente et miséreuse. Cette perception ne se limite pas aux autorités tsaristes, puisque les Arméniens du Caucase eux-mêmes nourrissent des sentiments mitigés envers ces réfugiés, qui ne sont pas sans similarités avec ceux des juifs d'Europe de l'Ouest confrontés à la fin du XIX^e siècle à l'arrivée de migrants juifs venus d'Europe centrale et de Russie⁷⁹¹. Les réfugiés demeurent en marge de la société caucasienne et le recensement de 1897 les classe dans la catégorie des « résidents temporaires » (*vremenno prozhivajushchie*). Dans la seule région de Kars, les résidents temporaires arméniens représentent 20.240 personnes⁷⁹². L'augmentation de cette population au début des années 1900 accroît les préventions des autorités, d'autant que ses membres se trouvent réduits à exercer des emplois agricoles ou artisanaux précaires. En 1901, le gouverneur militaire de Kars recense cependant 1.340 familles privées de sources de subsistance, ce qui constitue un problème social et politique important alors que se radicalise le mouvement arménien⁷⁹³.

⁷⁸⁹ Bedri Habiçoğlu, *Kafkasya'dan Anadolu'ya Göçler ve İskanları*, Istanbul, Nart Yayıncılık, 1993, p. 106 ; télégramme de l'ambassadeur russe à Constantinople au vice-roi du Caucase, 21 mars (3 avril) 1909, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 202, l. 2.

⁷⁹⁰ Des turcophones musulmans de la région de Kars arguent ainsi du manque de terres pour justifier leur volonté de partir vers la Turquie et des conflits qui en découlent avec les villages arméniens. Leur demande ne mentionne en revanche nullement une raison religieuse : lettre du gouverneur de Kars à la chancellerie du vice-roi, 18 avril (1^{er} mai) 1906, HAA, f. 1262, op. 3, d. 130, l. 1 ; lettre du gouverneur du Daghestan à la chancellerie du vice-roi, 24 août (6 septembre) 1907, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 6, l. 57.

⁷⁹¹ Voir par exemple le chapitre « The Jewish Evacuees » dans Robert Winder, *Bloody Foreigners. The Story of Immigration to Britain*, Londres, Abacus, 2004, pp. 226-249.

⁷⁹² Ararat Hakobjan, *op.cit.*, 2000, pp. 31-32.

⁷⁹³ *Ibid.*, pp. 29-30.

Dans un rapport du 24 novembre 1903, le général Samojlov insiste sur les problèmes posés par ce groupe, qu'il soupçonne d'importer sur le sol russe l'antagonisme entre musulmans et Arméniens⁷⁹⁴. Jusqu'en 1908, les autorités tsaristes multiplient par conséquent les mesures pour empêcher l'immigration d'Arméniens ottomans⁷⁹⁵.

De la même manière, les autorités ottomanes manifestent envers les *muhacir* une attitude sujette à bien des variations. Les autorités centrales adoptent à plusieurs reprises des directives limitant ou interdisant l'entrée de nouveaux migrants religieux⁷⁹⁶. Comme dans le cas russe, cette méfiance trouve son expression la plus claire chez les autorités des provinces frontalières, qui demeurent responsables de l'essentiel de la politique des réfugiés⁷⁹⁷. Sur le littoral ottoman de la mer Noire, l'installation des musulmans adjars, qui quittent la région de Batoumi après 1878, s'accompagne de tensions notables avec les autorités provinciales. Plusieurs travaux ont insisté sur l'existence d'une véritable « question géorgienne » (*Gürcü meselesi*), découlant des difficultés d'intégration à la société ottomane des réfugiés et au maintien d'un fort particularisme social⁷⁹⁸. Ils évoquent en particulier le cas d'Ali Pasha Çürüksulu, héros de la guerre de 1877-1878 qui entend bien retrouver dans la province de Trabzon le rôle prééminent qu'il avait dans la région de Batoumi, et s'appuie pour cela sur la population des « Géorgiens » exilés. Il entre en conflit avec les gouverneurs locaux dans les années 1880 et n'hésite pas à jouer auprès de la Porte, dans les arbitrages qu'il demande, de son statut de *muhacir*. La population des « Géorgiens », kartélophone et non turcophone, se trouve associée à la reprise du banditisme dans la province de Trabzon au cours de ces années⁷⁹⁹. Les sources aussi bien ottomanes que consulaires témoignent de l'importance de l'antagonisme entre « Géorgiens », populations locales et administrations. A la veille de la révolution jeune-turque, un meeting est organisé à Ordu par la population « autochtone », qui dénonce le rôle joué par deux notables « géorgiens », Ahmed Bajinzade et Hasan Tchulzade, dans l'encouragement du banditisme et de formes d'extorsion contre la paysannerie⁸⁰⁰. La

⁷⁹⁴ Rapport de Samojlov au vice-roi du Caucase, 24 novembre 1903, cité dans Candan Badem, *op.cit.*, 2010, p. 221.

⁷⁹⁵ Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au ministère des Affaires étrangères, 13 août 1907, HHStA, PA XXXVIII 340-12, ff. 71-74.

⁷⁹⁶ En 1902, des consignes en ce sens sont données aux gouverneurs des provinces frontalières : Bedri Habıçoğlu, *op.cit.*, 1993, p. 106.

⁷⁹⁷ Reşat Kasaba, *op.cit.*, 2009, pp. 110-112.

⁷⁹⁸ Rapport du gouverneur de Trabzon au ministère de l'Intérieur, 4 Kânûn-ı Sâni 1325 (17 janvier 1910), cité dans Ayhan Yüksel, *Doğu Karadeniz Araştırmaları*, Istanbul, Kitabevi, 2005 ; Oktay Özel, *op.cit.*, 2010, pp. 478-481.

⁷⁹⁹ *Ibid.*, pp. 482-487 ; ce particularisme linguistique et culturel se maintient sur la durée : rapport du consul britannique à Trabzon, 26 avril 1907, TNA, FO 195/2269.

⁸⁰⁰ Nous conservons l'orthographe originale du rapport du consul britannique à Trabzon à l'ambassadeur Barclay, 9 juin 1908, TNA, FO 195/2303, ff. 110-111.

communauté religieuse ne s'exprime pas à cette occasion, car les méfaits des « Géorgiens » touchent aussi bien les musulmans que les chrétiens, ces derniers trouvant leur refuge dans le départ. Comme l'écrit le consul britannique dans la ville : « Les manifestants, étant musulmans, avaient pour leur part préféré rester dans leur région natale afin de préserver leur foi et garder leur allégeance à Sa Majesté Impériale »⁸⁰¹.

Aux incertitudes qui entourent les motivations des migrations et l'attitude des autorités d'accueil, s'ajoute un troisième défaut du récit classique, lié au référentiel spatial choisi pour décrire les migrations. A la vision d'une relation bilatérale entre l'Empire ottoman et la Russie, il importe de substituer une vision régionale des circulations, qui intègre, à l'occasion, des espaces plus éloignés. Ce changement d'échelle – sans délimitation *a priori* de l'espace considéré – a une double valeur heuristique et interprétative. Heuristique, car il vient rappeler l'existence de migrations irréductibles au grand récit de la simplification ethno-religieuse. L'historiographie des migrations entre l'Iran et la Russie, par exemple, insiste sur les déterminants socio-économiques de migrations qui ne peuvent s'interpréter en termes strictement religieux. Le débat y tourne autour de l'interprétation des migrations de travail depuis l'Iran du Nord vers le Caucase russe, que les auteurs proches du marxisme associent à la crise des économies rurales et artisanales causées par la concurrence étrangère croissante⁸⁰². Jusqu'à présent, le débat concernant les raisons principales des migrations vers le Caucase russe reste ouvert. Pour Touraj Atabaki, les abus des administrations locales, facilitées par le déclin du pouvoir central qadjar, contribuent à l'essor de l'émigration à la fin du XIX^e siècle⁸⁰³. Les explications de l'émigration par des facteurs *push* ont cependant été critiquées par l'historien et économiste Hassan Hakimian, qui a mis en avant les stratégies des migrations temporaires pour accumuler un capital et améliorer une situation dans la région d'origine⁸⁰⁴.

⁸⁰¹ *Ibid* ; le gouverneur provincial décide de lancer une enquête suite à cette plainte : rapport du consul britannique à Trabzon à l'ambassadeur Barclay, 13 juin 1908, TNA, FO 195/2303, ff. 113-114.

⁸⁰² Mohammad Hoseyn Khosrowpenâh fait de l'interpénétration (*tadâkhol*) de l'économie mondiale un facteur majeur de cette crise, voir *op.cit.*, Hiver 1378 (2000), pp. 31-35 ; sur cette thèse générale du déclin des campagnes, voir Şövkət Tağıyeva, *XIX əsrin sonu – XX əsrin əvvəllərində İranda kəndlilərin vəziyyəti*, Bakou, Azərneşr, 1969.

⁸⁰³ Touraj Atabaki, « Disgruntled Guests : Iranian Subalterns on the Margins of the Tsarist Empire », in Touraj Atabaki (dir.), *The State and the Subaltern. Modernization, Society, and the State in Turkey and Iran*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2007, p. 34 ; Ervand Abrahamian, « Oriental Despotism. The Case of Qajar Iran », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 5, No. 1, janvier 1974, pp. 3-31.

⁸⁰⁴ Hassan Hakimian, *Labour Transfer and Economic Development. Theoretical Perspectives and Case Studies from Iran*, Hemel Hempstead-Boulder, Harvester Wheatsheaf, 1990, pp. 57-58 et « Wage Labor and Migration. Persian Workers in Southern Russia, 1880-1914 », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 17, No. 4, novembre 1985, pp. 443-462 ; sur le cas des Assyriens du Nord-Ouest iranien, qui migrent en nombre vers la Russie pour des cycles pluriannuels, Eden Naby, « The Assyrians of Iran. Reunification of a "Millat". 1906-1914 », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 8, 1977, pp. 237-249 ;

La mise en dialogue des historiographies sur les migrations ottomano-russes et russo-persanes nous semble particulièrement indispensable car elle révèle les angles morts respectifs de ces historiographies. L'historiographie des mobilités économiques entre Empire ottoman et Russie est ainsi très en retard par rapport à celle des circulations russo-iraniennes. On a vu comment les troubles de 1905-1906 révélaient, à l'occasion de mesures de fermeture frontalière, l'ampleur de mobilités régulières, saisonnières ou plus durables, entre les deux empires, aussi bien parmi les Arméniens que les populations musulmanes d'Anatolie orientale. En langue européenne, la principale tentative d'étude générale de la question est fournie par un article de Christopher Clay consacré aux migrations de travail en Anatolie orientale⁸⁰⁵. Clay y développe une interprétation à l'intersection entre histoire économique intérieure de l'Empire ottoman et migrations internationales, montrant l'interdépendance de ces deux domaines. Il montre que l'émigration vers le Caucase russe constitue, avec l'émigration vers Istanbul, le second pôle de départ pour les populations d'Anatolie orientale, et propose le chiffre de 70 à 75.000 personnes migrant chaque année des ports de la mer Noire vers Istanbul à la fin des années 1860, contre environ 25.000 vers les ports russes⁸⁰⁶. L'article de Clay met aussi en évidence une des difficultés associées à l'écriture d'une histoire pour laquelle les sources s'avèrent fuyantes : la principale source utilisée par Clay est celle des rapports consulaires britanniques, alors que les archives ottomanes et tsaristes ne contiennent que des données disséminées et très parcellaires sur ces migrations⁸⁰⁷. Si la plupart des mémoires disponibles insistent sur l'importance de ces migrations de travail et leur lien avec le manque de terres, ils restent allusifs et ne permettent pas de connaître précisément le rôle des facteurs ethniques, religieux, spatiaux et professionnels dans ces migrations⁸⁰⁸.

C'est bien dans un espace régional que se déploient ces mobilités. Prenons le cas des Grecs pontiques, qui immigrent en nombre en Russie au cours du XIX^e siècle : l'activisme des consuls russes sur la mer Noire joue un rôle important pour structurer ces migrations, qui

⁸⁰⁵ Christopher Clay, « Labour Migration and Economic Conditions in Nineteenth-Century Anatolia », *Middle Eastern Studies*, Vol. 34, No. 4 (Octobre 1998), pp. 1-32 ; Georg Kobro, *op.cit.*, 1989, p. 80.

⁸⁰⁶ *Ibid.*, pp. 9-14 ; le recensement de 1897 donne un peu plus de 15.000 ressortissants ottomans employés comme ouvriers agricoles ou industriels : A.G. Simonjan, *op.cit.*, 1995, p. 44.

⁸⁰⁷ Il faut néanmoins souligner le rôle des almanachs (*sâlnâme*) provinciaux édités dans l'Empire ottoman, qui contiennent de nombreuses données relatives aux migrations. Les almanachs de la province de Trabzon ont récemment été réédités et sont très riches sur le sujet des migrations de travail. Par exemple, Kudret Emiroğlu (éd.), *Trabzon Vilayeti Salnamesi, 1903 (C. 21)*, Trabzon, Trabzon İli ve İlçeleri Eğitim, Kültür ve Sosyal Yardımlaşma Vakfı, 2008, pp. 352-353, 498-499, 518-519, 522-523.

⁸⁰⁸ Ces mémoires se plaisent à faire l'inventaire des nombreux métiers exercés par les migrants : journaliers, boulangers, pêcheurs, aubergistes, etc. A. Faik Hurşit Günday, *op.cit.*, 1960, p. 20 ; Mehmet Bilgin, Ömer Yıldırım, *Sürmene*, Sürmene, Sürmene Belediyesi Kültür Yayınları, 1990, pp. 340-343.

répondent à des objectifs de colonisation⁸⁰⁹. A partir de la fin du siècle, le jeune Etat grec entre progressivement dans l'espace de représentation des Grecs pontiques. Aux départs vers la Russie s'ajoutent des départs directs vers la Grèce, et des boucles migratoires plus complexes, faites d'étapes successives. A partir des années 1890, certains Grecs pontiques installés au Caucase russe ou dans les steppes de Russie méridionale sont attirés par les projets du gouvernement grec pour mettre en valeur la Macédoine et attirer des Grecs ethniques de l'étranger⁸¹⁰. Les autorités tsaristes adoptent une attitude ambiguë envers cette relation triangulaire, qui rompt l'assimilation exclusive entre Russie et orthodoxie, mais négocient avec le gouvernement grec. En décembre 1905, des rumeurs commencent ainsi à circuler parmi les Grecs de la province de Kars « sur le fait qu'en Thessalie grecque des terres s'étaient libérées et que des autorisations avaient été données pour que s'installent sur ces terres des Grecs, en provenance de la province de Kars »⁸¹¹. C'est alors la Grèce qui doit demander à la Russie de freiner ce mouvement spontané qui, pour s'appuyer sur une nouvelle correcte, ne s'inscrit pas dans le calendrier prévu par Athènes. Les migrations par ricochets des Grecs ne constituent pas une exception et invitent à penser une approche plus dynamique des migrations dans un vaste espace compris entre mer Noire et Caspienne.

b) Critique de la simplification : les migrations de retour

L'exemple fourni en introduction de cette première partie sur le retour des Karatchaïs en Russie tsariste invite en effet à penser les migrations au-delà d'une lecture « punctiforme » désignant un point de départ et un point d'arrivée⁸¹². Retrouver le temps de la migration peut s'entendre diversement. C'est d'abord penser la mobilité elle-même comme un moment fait d'opportunités et de possibles, une « épreuve de la route » pour reprendre l'expression d'Anouche Kunth⁸¹³. Le migrant ne traverse pas un espace *isotopique*, mais des territoires profondément hétérogènes du point de vue des accroches qu'ils offrent, hétérogénéité

⁸⁰⁹ Anthony Bryer, « The Pontic Greeks before the Diaspora », *Journal of Refugee Studies*, Vol. 4, No. 4, 1991, p. 327 ; les relations entre les Grecs du Pont et la Grèce indépendante restent pendant la plus grande partie du XIX^e siècle minimales, et l'absence d'aide des Pontiques à l'indépendance leur est parfois reprochée : Nicholas Doumanis, *Before the Nation. Muslim-Christian Coexistence and Its Destruction in Late Ottoman Anatolia*, Oxford, Oxford University Press, 2013, pp. 31-32.

⁸¹⁰ Sur ces projets et leur discussion, qui comprend aussi des questions relatives à l'identité des Grecs pontiques, voir l'article d'Isaak Laurentidís, « Î kata to 1895-1905 metoikesia Ellînôn Pontiôn to Kaukasou eis Ellada », *Archeion Pontou*, 31 (1971-1972), pp. 450-514 ; lettre du ministère des Affaires étrangères grec à la mission impériale russe, 19 août 1906, HAA, f. 1262, op. 3, d. 104, ll. 3-4 et 11.

⁸¹¹ Lettre de la mission impériale russe à Athènes à la chancellerie du vice-roi du Caucase, 2 (15) juin 1906, HAA, f. 1262, op. 3, d. 104, ll. 3-4.

⁸¹² L'expression se trouve dans Paul-André Rosental, *op.cit.*, 1999, p. 50.

⁸¹³ Pour un aperçu de l'historiographie sur ce point, voir Anouche Kunth, *Du Caucase à Paris...*, 2013, pp. 141-142.

notamment due aux « réseaux invisibles de liens tissés par ses migrants, anciens ou actuels », qui influencent les migrations contemporaines⁸¹⁴. Mais c'est aussi prêter attention à ce que deviennent les réfugiés et migrants dans une temporalité plus longue. Notre recherche est sur ce point en accord avec les intuitions développées par James Meyer depuis quelques années sur les manières de reconcevoir ces circulations. Dans un article de 2005, Meyer proposait de s'intéresser, pour sortir à l'approche classique de ces migrations, au phénomène de « l'immigration de retour » (*return immigration*)⁸¹⁵. L'approche de Meyer s'inscrit dans une tentative de penser l'existence de « musulmans transimpériaux » entre le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, dont les circulations ne se formuleraient pas en termes de rupture, mais de maintien de relations. Si le phénomène est déjà assez connu en ce qui concerne de petits groupes d'intellectuels mobiles, il reste à définir en ce qui concerne une approche plus générale des migrations et circulations. La promotion de ce concept est indissociable des approches évoquées précédemment, car elle permet de rapprocher les études sur les migrations caucasiennes des réflexions élaborées à propos d'autres groupes mobiles à l'époque contemporaine⁸¹⁶.

L'immigration de retour désigne l'existence d'un revers de la migration présentée comme essentiellement religieuse : le retour dans l'empire initialement abandonné. Cette immigration de retour pose des questions fondamentales sur la validité du grand récit des circulations entre les empires, comme l'avait noté dans son travail pionnier Dzidzarija⁸¹⁷. Dzidzarija s'intéressait ainsi au cas des émigrés abkhazes, partis en 1877 à la suite de l'échec d'une révolte pro-ottomane, qui commencent à revenir dès 1878-1879. Ils tentent notamment de passer par l'Adjarie, profitant de la confusion engendrée par l'émigration vers l'Empire ottoman des musulmans locaux. En dépit des consignes de l'ambassade russe à Constantinople en mai 1879, plusieurs centaines d'Abkhazes reviennent vers le Caucase dès cette année. En 1881, le nombre de migrants du retour serait de 13.000 selon Dzidzarija, pour une population total de 64.000 personnes dans les limites administratives de l'Abkhazie en 1883⁸¹⁸. A travers cet exemple se pose le problème du sens des migrations de 1877,

⁸¹⁴ Paul-André Rosental, *op.cit.*, 1999, pp. 94-95.

⁸¹⁵ James H. Meyer, « Immigration, Return, and the Politics of Citizenship: Russian Muslims in the Ottoman Empire, 1860-1914 », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 39, No. 1 (février 2007), pp. 15-16.

⁸¹⁶ Sur la problématique des migrations de retour dans le cas des Italiens, voir Dino Cinel, *The National Integration of Italian Return Migration, 1870-1929*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 (1991).

⁸¹⁷ Georgij Dzidzarija, *op.cit.*, 1982, p. 13 ; voir aussi les travaux ultérieurs d'Abdullah Saydam, qui souligne du point de vue turc l'existence de ces retours : Abdullah Saydam, « Rus Sömürge Siyaseti ve Kafkasya », in Kemal Çiçek, Abdullah Saydam (dir.), *Kıbrıs'tan Kafkasya'ya Osmanlı Dünyasında Siyaset, Adalet ve Raiyyet*, Trabzon, Derya Kitabevi, 1998, p. 345.

⁸¹⁸ Article du *Tiflisskij Vestnik*, No. 98, 26 mai 1879, cité par Georgij Dzidzarija, *Makhadzhirstvo...*, 1982, pp. 383-384, et pp. 394-395 ; il faut ajouter au cours de ces années une vague de retours de Tcherkesses et

présentées comme la preuve univoque d'une allégeance des Abkhazes à la cause ottomane. Les migrations de retour contiennent la possibilité que des déplacements où le facteur religieux et la situation minoritaire ont pu initialement jouer un rôle soient inversés par des considérations socio-économiques. Tel est bien le sens des requêtes soumises par les Karatchaïs à partir de 1908, lorsqu'ils reviennent sur le sol russe et soulignent que la misère économique et la difficulté de s'adapter au climat en Anatolie ottomane ont eu raison de leurs illusions initiales sur la possibilité d'une vie meilleure à l'étranger⁸¹⁹. Mais le retour n'est pas un simple retour, car la réintégration dans la société d'origine ne passe que rarement par la récupération des terres d'origine et signifie pour beaucoup de familles un déclassement social⁸²⁰.

La question posée au récit classique des migrations vaut indépendamment de la représentativité statistique des retours, difficile à mesurer. Candan Badem tend dans des travaux récents à supposer une proportion élevée de retours. Pour les migrants musulmans qui quittent les *Elviye-i Selâse* jusqu'au début des années 1880, il propose de considérer que la moitié des migrants initiaux retournent finalement au Caucase russe⁸²¹. La fin des années 1890, qui correspond à une situation de crise économique en Anatolie orientale, semble propice à ce retour de migrants. En 1900, une correspondance du gouverneur de Trabzon avec le Sadâret évoque une communauté de Caucasiens qui abandonnent leurs villages dans la région d'Ankara et prennent le chemin de Samsun, dans l'espoir de retourner au Caucase par les ports russes de la mer Noire⁸²². Le cas du retour pose de manière directe la question du maintien de liens entre les émigrés et leurs régions d'origine. Le maintien de tels liens, sociaux et familiaux est manifeste. Parfois, ces liens incitent les populations restées dans le pays d'origine à émigrer à leur tour, ce qui vient alimenter la lecture classique des circulations⁸²³. Mais c'est oublier que ces liens maintenus constituent aussi pour ceux qui sont partis un rappel de leur appartenance originelle et rendent plus faciles un retour, lorsque la

Tchéchènes, qui traversent à pied la Turquie pour retourner en Russie : rapport du Foreign Office sur les émigrés tcherkesses en Turquie, 23 janvier 1877, reproduit dans Anita L.P. Burdett (éd.), *Armenia. Political and Ethnic Boundaries, 1878-1948*, Londres, Archive Editions, 1998, p. 98.

⁸¹⁹ Requête de Smail Erkenov à l'ataman cosaque de Batalpashinsk, 10 (23) novembre 1911, RGVIA, f. 400, op. 1, d. 4037, l. 13 ; fiche de renseignements sur l'individu Battal Tauchuev Kishkeev, non datée (1911-1912), *ibid.*, l. 65.

⁸²⁰ Le chef du district de Soukhoumi note en août 1909 le problème posé par cette communauté des migrants du retour, qui vivent sans terre. A.A. Olonetskij, « Sel'skoe khozjajstvo Abkhazii pered vojnnoj 1914 g. », *Trudy Abkhazskogo Gosudarstvennogo Muzeja*, No. 2, 1957, p. 52.

⁸²¹ Candan Badem, « "Forty Years of Black Days" ? The Russian Administration of Kars, Ardahan and Batum, 1878-1918 », in Lucien J. Frary, Mara Kozelsky (dir.), *op.cit.*, 2014, p. 222.

⁸²² Voir les documents ottomans rassemblés dans Mustafa Özsaray (éd.), *Osmanlı Belgelerinde Kafkasya. I. Savaş ve Sürgün, 1781-1919*, Istanbul Kafkas Vakfı, 2011, pp. 290-297.

⁸²³ Pétition des habitants du village de Değirmen, dans la région d'Ardahan,

situation dans le pays d'accueil s'avère insatisfaisante. Ce maintien vaut également, de manière plus étonnante, vis-à-vis des autorités de l'Etat d'origine. Cela est clair à l'échelle locale, où le lien s'ancre dans des formes de connaissance interpersonnelle. L'ataman cosaque de Batalpashinsk soutient ainsi auprès du vice-roi la réintégration des Karatchaïs dans sa communauté, se portant personnellement garant de leur fiabilité individuelle⁸²⁴. Ce lien maintenu s'exprime aussi dans le fait que beaucoup d'émigrés n'abandonnent pas leur citoyenneté initiale.

Ce maintien d'un lien juridique et civique avec l'Etat d'origine prend des formes variées. James Meyer rappelle que les procédures d'abandon de la nationalité sont longues et complexes, ce qui dissuade les émigrés de les engager⁸²⁵. Les Etats eux-mêmes, qui disposent de règles interdisant à leurs ressortissants de prendre sans autorisation la citoyenneté d'un autre Etat, ne disposent que rarement des informations sur les naturalisations effectuées par l'autre Etat et procèdent à peu de déchéances de citoyenneté, à l'exception de celles effectuées en bloc à l'encontre des Arméniens par l'Empire ottoman. Aussi, les situations de double appartenance civique se développent. Dormantes et inconnues des autorités, elles ressurgissent à travers des formes d'instrumentalisation de l'identité⁸²⁶. Cette instrumentalisation est fréquemment le fait des individus eux-mêmes, pour lesquels la revendication d'une identité civique maintenue quoique tue, devient un élément de stratégies personnelles. L'implication des émigrés dans des procédures judiciaires constitue le cas le plus fréquent de réactivation de ces identités, du fait des avantages attendus de la protection consulaire et de l'extériorité à la société d'accueil. James Meyer cite ainsi le cas d'un certain Nebi Ismailoğlu, immigré installé à Erzurum depuis sept années, qui s'adresse en 1907 au consul russe pour obtenir la protection consulaire. Cette requête vise à le protéger contre la procédure pénale ottomane ordinaire, alors qu'il est accusé d'avoir tué sa femme. Les

⁸²⁴ Voir par exemple la fiche de renseignements d'Ibrahim Kochkarov, non datée (1911), RGVIA, f. 400, op. 1, d. 4037, l. 9 ; l'idée évoquée dans un ouvrage turc récent que les émigrés retournant en Russie seraient déportés en utilisant les dispositions condamnant les déserteurs n'est pas confirmée en dehors des cas où ils se trouvent effectivement dans une situation de désertion : Jülide Akyüz Orat, Nehabat Oran Arslan, Mustafa Tanriverdi, *Osmanlı'dan Cumhuriyet'e Kafkas göçleri (1828-1943)*, Kars, Kafkas Üniversitesi, 2011, p. 138.

⁸²⁵ James H. Meyer, « Immigration, Return... », pp. 24-25.

⁸²⁶ Dans l'historiographie et la littérature sociologique, le terme d'*identité instrumentale* a surtout fait l'objet d'utilisation à l'échelle de groupes. Elle s'inscrit dans l'approche constructiviste des identités, ethniques et religieuses en particulier, qui y voit le résultat de projets identitaires portés par des élites ou des « entrepreneurs politiques ». Daniel M. Green, « Constructivist Comparative Politics: Foundation and Framework », in Daniel M. Green (dir.), *Constructivism and Comparative Politics*, Armonk, M.E. Sharpe, 2002, pp. 31-32.

diplomates russes donnent suite à cette demande, et écrivent au ministre des Affaires étrangères ottoman, Tevfik Pasha, pour obtenir son concours⁸²⁷.

On peut s'étonner que les autorités de l'Etat d'origine acceptent d'assurer une protection pour des individus qui ont en principe brisé leur appartenance en choisissant de partir. Cette politique doit cependant être rapprochée des réflexions faites précédemment à propos de la protection des ressortissants en terre étrangère et du prestige impérial qui s'y trouve associé. Qui se place dans la position du suppliant vis-à-vis des autorités impériales doit pouvoir jouir de leur protection. Se trouve en question l'honneur de l'Empire auquel se réfère le solliciteur. Comment accepter qu'un individu qui se dit sujet russe soit maltraité par des autorités ottomanes et persanes ? L'affirmation de l'identité vaut, ici, possession de l'identité et l'individu contraint l'institution à prendre position. Cet exemple est peut-être particulièrement frappant dans le cas des Arméniens ottomans émigrés vers l'Empire russe. Au niveau diplomatique, la position de la Porte est claire, puisqu'elle refuse catégoriquement leur retour au début des années 1900 et ne les reconnaît plus comme citoyens ottomans. Les ambassades et consulats ont par ailleurs des directives strictes pour surveiller les entreprises séditeuses des Arméniens à l'étranger⁸²⁸. La pratique semble avoir connu des variations assez nettes sur le terrain. La difficulté à distinguer de manière concrète les Arméniens ayant fui lors des massacres hamidiens de 1894-1896 et les Arméniens installés de manière régulière au Caucase débouche pour les consulats ottomans dans la région sur des accommodements. L'évolution est particulièrement claire après la révolution jeune-turque de 1908, qui amnistie les Arméniens émigrés et autorise leur retour dans l'empire⁸²⁹. Les consuls ottomans se mettent ainsi à délivrer des certificats nationaux aux réfugiés, permettant à ceux qui n'ont pas pris la nationalité russe et ne souhaitent pas rentrer dans l'Empire ottoman de légaliser leur situation sur place. Les consuls interviennent aussi pour le compte de ces individus qui se trouvent « au rebord » de la communauté impériale. Le consul ottoman à Kars intervient ainsi pour un certain Gudojan, qui vient se plaindre en juillet 1910 que la police militaire de

⁸²⁷ BOA, HR.H, 576/41, cité dans James H. Meyer, « Immigration, Return... », p. 23 ; pour d'autres exemples de demandes d'aide par des émigrés : rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au ministère des Affaires étrangères, 15 juin 1907, HHStA, PA XXXVIII 340-12, ff. 41-42.

⁸²⁸ Doğan Gürpınar résume ainsi la question : « The chief tasks of the Ottoman Ministry were the supervision of the activities of Ottoman nationals and especially the activities of the dissidents and non-Muslims abroad, and the tracking of the local press's commentaries regarding the Ottoman Empire and the sultan. ». Doğan Gürpınar, *Ottoman Imperial Diplomacy. A Political, Social and Cultural History*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2014, pp. 142-146.

⁸²⁹ Il semble que l'administration ottomane tente cependant d'adopter des mesures pour exclure certains groupes, comme ceux qui ont pris sans autorisation la citoyenneté russe : note du ministère de l'Intérieur au *Zabtiye*, 16 Mayıs 1325 (29 mai 1909), BOA, ZB, 603/17, in Yusuf Sarımay *et alii* (éd.), *Osmanlı belgelerinde Ermeni-Rus ilişkileri, III (1907-1921)*, Ankara, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 2006, pp. 49-50.

Sarikamiş lui interdit de séjourner dans cette localité faute de document d'identité valide, alors qu'il dispose d'un certificat national⁸³⁰. L'enquête menée par le chef du district de Kars révèle que Gudojan manipule le consul ottoman pour obtenir l'octroi rapide d'un passeport ottoman en se faisant passer pour victime de l'administration russe⁸³¹.

Cet incident est révélateur des tensions que soulèvent la réversibilité des migrations et le flou juridique autour des situations individuelles. En l'occurrence, le chef du district de Kars qualifie Gudojan de « sours et retors » et le soupçonne de vouloir élever à un niveau institutionnel un conflit qui n'est que la conséquence de son comportement personnel. Mais les situations décrites sont lourdes de conflits potentiels causés par les contradictions des normes appliquées par les Etats, notamment en matière de reconnaissance de leurs ressortissants et d'application de règles administratives. A cet égard, l'espace frontalier caucasien partage des traits communs avec d'autres espaces frontaliers, mais trahit un décalage temporel dans le développement de mécanismes visant à éviter ces conflits de juridiction et d'appartenance. Corrie van Eijl et Leo Lucassen ont ainsi montré comment les problèmes posés par l'appartenance juridique incertaine des migrants néerlandais en Prusse, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, débouchaient sur des tentatives d'harmonisation et d'accord dès cette époque⁸³². Finalement, plus que les politiques de simplification ethno-religieuse conduites à un niveau macroscopique, ce sont le climat d'incertitude créé par la nature réversible des migrations et les failles qui les parcourent qui fournissent la matière aux tensions qui accompagnent ces migrations interimpériales au tournant du siècle.

c) Les mollahs fous du Caucase

Les circulations de l'espace frontalier caucasien au début du XX^e siècle méritent ainsi d'être reconsidérées de manière parfois radicale. Cette idée peut être prolongée à travers le cas d'une autre forme de circulations qui leur est souvent associée et a donné lieu à des interprétations douteuses. Nous voulons parler du thème des circulations religieuses transfrontalières. Le « retour du religieux » dans les constructions impériales à la fin du XIX^e siècle est désormais bien connu : dans l'Empire ottoman, le sultan Abdülhamid II fait depuis les années 1880 de l'islam sunnite et de l'institution califale un instrument de refondation

⁸³⁰ Note du consul ottoman à Kars au gouverneur militaire de la province, 14 (27) juillet 1910, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 76, ll. 2-3.

⁸³¹ Rapport du chef du district de Kars au gouverneur militaire de la province, 2 (15) décembre 1910, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 76, l. 7.

⁸³² Ces problèmes découlent là aussi des contradictions et écarts entre les différents règlements et loi sur la nationalité. Corrie van Eijl, Leo Lucassen, « Holland beyond the Borders: Emigration and the Dutch State, 1850-1940 », in Nancy L. Green, François Weil (dir.), *op.cit.*, 2007, pp. 160-161.

politique et idéologique de l'empire. Il s'agit, pour reprendre les termes de François Georgeon, de « donner une nouvelle assise sociale à son pouvoir », tout en continuant à utiliser le califat en politique étrangère⁸³³. En parallèle, le rôle de l'orthodoxie se trouve renforcé dans l'empire russe et la promotion officielle du chiisme connaît un nouvel essor en Iran après l'assassinat du souverain Nasreddin Shah, le 1^{er} mai 1896. L'opinion publique accuse en effet les Babis, secte en rupture de ban avec le chiisme d'Etat et dont certains membres ont trouvé refuge en Transcaucasie russe et dans la région d'Ashkhabad⁸³⁴. L'assassinat suscite une véritable fièvre religieuse et les expressions publiques appelant à éradiquer l'hérésie se multiplient, suivies par des assassinats contre des chefs de la communauté babilite sur le sol russe⁸³⁵. L'exemple babi illustre l'articulation entre souci d'uniformité religieuse et inquiétude des influences étrangères ou de l'action de communautés extérieures.

Les inquiétudes des autorités impériales se concentrent sur l'existence de réseaux religieux transfrontaliers perçus comme subversifs. Les institutions centrales oscillent en permanence entre la volonté de réduire le pouvoir de ces réseaux et celle de les instrumentaliser à leur profit. L'Eglise arménienne, partagée entre le patriarcat de Constantinople et le catholicos d'Echmiadzin, fait l'objet de rivalités entre Russes et Ottomans. Paul Werth a bien montré les ambiguïtés de la politique tsariste depuis la conquête d'Echmiadzin, en 1828 : elle veut mettre au pas le catholicos et mais doit aussi lui laisser une autonomie dans les affaires religieuses, pour qu'il reste crédible à l'étranger et puisse à l'occasion être utilisé comme levier de politique étrangère⁸³⁶. Les autorités caucasiennes procèdent depuis les années 1880-1890 à des contrôles étroits sur les circulations

⁸³³ Selim Deringil, *op.cit.*, 1998, pp. 48-49 ; sur le rôle du califat sous le règne d'Abdulhamid II, voir le chapitre 9 « La politique du califat », dans François Georgeon, *Abdulhamid II, le sultan calife*, Paris, Fayard, 2003, pp. 192-212, pour l'expression p. 196.

⁸³⁴ Le « babisme » remonte à la révélation d'un marchand de Shiraz, Sayyid Ali Mohammad « Baba », en 1844. Il est exécuté en 1850 à Tabriz. Son enseignement est repris par un noble persan du nom de Mirza Hoseyn Ali « Bahauallah », exilé après un attentat commis par deux babis contre Nasreddin Shah. Voir Youli Ioannesyan, *The Development of the Babi/Bahai Communities. Exploring Baron Rosen's Archives*, Londres-New York, Routledge, 2013, pp. 1-2 ; lettre du chef de la police de Bakou au colonel Kosogovskij, 23 juin (5 juillet) 1896, citée dans G.M. Petrov (éd.), *Iz Tegeranskogo dnevnika polkovnika V.A. Kosogovskogo*, Moscou, Izdatel'stvo Vostochnoj Literatury, 1960, p. 57 ; Mohammad Rezâ Âshrâfi, « 'Ashqâbâd-e Rusya: Bahâ'yân va dovlat-e tzârî », *Târikh-e mo'âser-e Îrân*, No. 49, Printemps 1388 (2009), pp. 263-344.

⁸³⁵ Au début de 1901, trois mille babis de Bakou demande la protection des autorités russes après l'assassinat de leur leader spirituel, Mamed Sadykh : Pétition des babis de Bakou au gouverneur de la ville, 5 (18) février 1901, RGIA, f. 821, op. 8, d. 845, ll. 3-4, in Soli Shahvar, Boris Morozov, Gad G. Gilbar (dir.), *The Baha'is of Iran, Transcaspia and the Caucasus, Vol. 2 – Reports and Correspondence of Russian Officers and Officials*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2011, pp. 100-105 ; sur l'importance de cette communauté, Manaf Süleymanov, *Eşitdiklərim, oxuduqlarım, gördüklərim*, Bakou, Azərneşr, 1989, p. 127.

⁸³⁶ Paul Werth, « Imperial Russia and the Armenian Catholics at Home and Abroad », in Osamu Ieda, Tomohiko Uyama (dir.), *Reconstruction and Interaction...*, 2006, pp. 204-205.

transfrontalières vers le sanctuaire Echmiadzin afin de déterminer leur lien éventuel avec les mouvements nationalistes et révolutionnaires arméniens⁸³⁷. L'élection en 1892 comme catholicos de l'ancien archevêque de Van et patriarche de Constantinople, Mkrtich, accroît l'impatience des autorités russes envers une institution perçue comme trop autonome et la vice-royauté tente de soumettre plus étroitement le catholicosat dans la collaboration contre les révolutionnaires⁸³⁸. Les révolutions des années 1900 marquent cependant un déplacement des inquiétudes religieuses du tsarisme, qui se concentrent de plus en plus sur l'islam. La révolution constitutionnelle persane met ainsi en évidence le rôle des grands interprètes religieux chiites de Nadjaf et Kerbala⁸³⁹. Ces sanctuaires, situés en Irak ottoman, exercent une influence considérable sur les chiites du Caucase russe et d'Iran, que les pèlerinages renouvellent en permanence. Au cours de la révolution constitutionnelle iranienne, les principaux clercs d'Irak condamnent vivement les actions du shah et apportent un soutien politique aux révolutionnaires, à travers des messages diffusés jusqu'au Caucase russe⁸⁴⁰.

Pour l'historiographie, il ne fait pas de doute que le début des années 1910 voit une instrumentalisation accrue, par les empires, du facteur religieux transfrontalier. Les épisodes révolutionnaires ont réveillé la question religieuse, en posant notamment le problème du prosélytisme, de la liberté de culture et des conversions⁸⁴¹. Les sources ottomanes renvoient à l'activisme des consuls russes parmi le clergé arménien et aux incitations à rejoindre l'Eglise orthodoxe russe, en particulier après les événements anti-arméniens de l'été 1909, à Adana⁸⁴². Mais la situation la plus intéressante se trouve sans doute du côté de l'historiographie du Caucase tsariste. On y trouve en effet la description de ce qui peut apparaître comme une véritable propagande panislamiste à la veille de la Première Guerre mondiale, sous l'influence

⁸³⁷ Lettre du département de la police à la chancellerie du vice-roi du Caucase, 30 septembre (12 octobre) 1893, HAA, f. 1262, op. 2, d. 146, l. 6.

⁸³⁸ Pour un exemple concernant la surveillance des circulations frontalières de clercs vers Echmiadzin : lettre du catholicos Mkrtich au prince Sheremet'ev, 2 (15) décembre 1895, HAA, f. 1262, op. 2, d. 146, ll. 23-24.

⁸³⁹ Certains de ces *mudjtahidûn* descendent de lignées de clercs du Caucase russe, comme Mohammad Iravani. Meir Litvak, *Shi'i Scholars of Nineteenth-Century Iraq. The 'Ulama' of Najaf and Karbala'*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1998, pp. 88-89.

⁸⁴⁰ Dès 1904, Russie et Perse se plaignent à la Porte des interférences des clercs d'Irak : Gökhan Çetinsaya, *The Ottoman Administration of Irak, 1890-1908*, Routledge, Abingdon-New York, 2006, pp. 119-120 ; Abdul-Hadi Hairi, « Reflections on the Influential Forces of the Persian Constitutional Revolution », *Proceedings of the First International Symposium on Asian Studies, 1979, Vol. 4*, Hong Kong, Asian Research Service, 1979, pp. 856-857 ; en décembre 1908, les ayatollahs Mâzandarâni et Khorâsâni adressent ainsi un message à « tous les frères de religion des régions du Caucase, de Tiflis, de Batoumi ». *Âsnâdi az ravâbit-e Îrân bâ mantaqê-ye Qafqâz, Téhéran, Vezârat-e Omûr-e khâredje*, 1372 (1993), pp. 26-27.

⁸⁴¹ Dans la province de Trabzon, des musulmans se convertissent au christianisme (*tanassur etmek*) après la révolution jeune-turque, en affirmant avoir été convertis de force jadis et en revendiquant une nouvelle liberté de culte : A. Faik Hurşit Günday, *op.cit.*, 1960, pp. 21-22.

⁸⁴² Rapport du gouverneur d'Erzurum au ministère de l'Intérieur, 22 Temmuz 1325 (4 août 1909), BOA, DH.MUI, 12-3/8.

du Comité Union et Progrès. Depuis l'arrivée du CUP au pouvoir, l'administration tsariste, à commencer par le ministère de l'Intérieur et son département des « cultes étrangers », manifeste dans sa correspondance interne une fébrilité tangible face à la question des influences musulmanes extérieures. La circulation de supports écrits, comme les Corans imprimés dans l'Empire ottoman ou certains journaux comme le *Sırat-ı Müstakim* et le *Tearüf-i Müslimin* tombe sous le coup d'interdictions d'entrée sur le territoire de l'empire⁸⁴³. Mais ces inquiétudes diffuses trouvent une expression concrète à partir d'un événement *a priori* d'importance mineure. A la fin de mai 1910, un modeste fonctionnaire du consulat russe à Edirne (Adrianople), Protopopov, rédige un rapport qui relate un entretien avec un mollah local, selon lequel le Comité Union et Progrès aurait décidé d'envoyer au Caucase et en Asie centrale des propagandistes clandestins⁸⁴⁴. Cette information, mince et peu fiable, rencontre des administrateurs tsaristes tout prêts à lui prêter foi.

Le département des cultes étrangers reçoit du ministère des Affaires étrangères une copie de la note et, dès août, le fonctionnaire diplomatique auprès du vice-roi du Caucase est invité à prendre des mesures rapides, du fait de l'exposition directe du Caucase à ces propagandistes⁸⁴⁵. Une circulaire du vice-roi aux gouverneurs, le 3 octobre 1910, précise leur mode d'action supposé, « sous l'habit de marchands ou de pèlerins revenant de la Mecque ». Le pèlerinage constitue, depuis le XIX^e siècle, une question politique importante pour la Russie, comme pour les autres pays européens présents en Méditerranée ou disposant de colonies musulmanes. Mais le débat se concentrait surtout sur les problèmes sanitaires et administratifs posés par la gestion du pèlerinage. Avec la crainte d'une propagande ottomane sur le sol turc, c'est une menace politique qui est associée au pèlerinage. Car sous ces habits trompeurs de pèlerins se cachent en effet, selon le vice-roi, des « clercs [*khodjy*] éduqués et dévoués au nouveau régime turc⁸⁴⁶ ». La circulaire du vice-roi est proche de celle envoyée peu après par le premier ministre Stolypine à tous les gouverneurs de provinces peuplées par des musulmans, le 20 octobre 1910⁸⁴⁷. Elle dénote cependant une attention aux modalités concrètes du passage frontalier, soulignant que ces propagandistes disposeront

⁸⁴³ Volker Adam, *Russlandmuslime in Istanbul...*, 2002, p. 6 ; inversement, l'Etat ottoman souhaite aussi mieux contrôler l'importation des Corans imprimés en Russie et l'exportation de ses propres Corans, Selim Deringil, *op.cit.*, 1998, pp. 53-54 et Ibid, « The Ottoman Empire and Russian Muslims: Brothers or Rivals? », *Central Asian Survey*, Vol. 13, No. 3, 1994, pp. 413-414.

⁸⁴⁴ Volker Adam, *op.cit.*, 2002, pp. 431-432.

⁸⁴⁵ Lettre du ministère des Affaires étrangères russe au fonctionnaire diplomatique auprès du vice-roi du Caucase, 7 (20) août 1910, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 308, l. 164.

⁸⁴⁶ Circulaire du vice-roi du Caucase aux gouverneurs de provinces, 20 septembre (3 octobre) 1910, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 308, l. 106.

⁸⁴⁷ Circulaire de Stolypine aux gouverneurs, 7 (20) octobre 1910, RGIA, f. 821, op. 133, d. 469, l. 9, reproduit dans *Otechestvennye arkhivy*, No. 3, 2004, pp. 93-97.

vraisemblablement de documents en règle, visés par les consulats russes en Anatolie orientale, ce qui rendra plus difficile leur expulsion.

L'historiographie soviétique a repris sans critique l'idée de l'existence d'une telle propagande panislamiste depuis l'arrivée au pouvoir des Jeunes Turcs, procédant à une distorsion parfois significative des sources. La note Protopopov et son succès administratif ne sauraient pourtant être considérés autrement que comme des preuves de la réceptivité des institutions tsaristes face à certaines menaces supposées de l'espace frontalier. Les historiens issus du Caucase soviétique ont systématiquement repris des rapports produits par les institutions tsaristes, sans questionner leur processus d'élaboration et leur fiabilité. Certains aspects extérieurs de la politique ottomane, comme le congrès musulman organisé à la fin d'octobre 1910 pour dénoncer la politique russo-britannique en Perse, peuvent accréditer cette instrumentalisation⁸⁴⁸. Un auteur comme E.K. Sarkisjan reprend ainsi comme preuve un rapport de l'état-major caucasien, daté de novembre 1911, sur l'envoi de douze officiers déguisés depuis Erzurum et d'un autre groupe indéterminé depuis Trabzon⁸⁴⁹. La fiabilité de ces rapports est pourtant loin d'être assurée, comme le reconnaissent leurs rédacteurs eux-mêmes, qui se reposent sur des sources locales souvent invérifiables : rares sont les individus arrêtés en flagrant délit de propagande⁸⁵⁰ ! L'historiographie soviétique ne fournit qu'une partie du tableau, en omettant de rendre compte des rapports locaux envoyés en réponse aux injonctions des autorités centrales. Ces rapports, envoyés sur une base mensuelle par les gouverneurs et administrateurs à la suite des instructions de l'automne 1910, constituent dans les archives une masse importante de feuillets, qui constatent mois après mois l'absence de propagande islamiste dans leurs circonscriptions administratives. Autant qu'un constat objectif d'absence, ces rapports reflètent une forme de scepticisme de l'administration tsariste locale, alors que la menace présentée par les partis socialistes et révolutionnaires reste à leurs yeux bien plus actuelle qu'un quelconque complot islamiste⁸⁵¹.

Le ministère de l'Intérieur, relayé par la vice-royauté, manifeste une préoccupation particulière pour la formation à l'étranger des clercs musulmans. Cette inquiétude vaut particulièrement pour les musulmans des *Elviye-i Selâse*, mais le prestige associé à des

⁸⁴⁸ Janet Afary, *op.cit.*, 1996, pp. 305-306.

⁸⁴⁹ Par exemple un rapport de l'état-major caucasien, en novembre 1911, sur l'envoi de douze officiers déguisés depuis Erzurum et d'un autre groupe au nombre indéterminé depuis Trabzon. E.K. Sarkisjan, *Ekspansionistskaja politika...*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1962, p. 108 ; voir aussi Galust Galoian, *op.cit.*, 1978, pp. 471-472.

⁸⁵⁰ On a ainsi le cas d'un sujet ottoman, Yunus Efendi, expulsé au motif qu'il aurait harangué les fidèles à la Mosquée bleue d'Erevan et détiendrait une lettre critiquant les Russes. L'accusé nie et affirme être venu pour affaires à Erevan. L'expulsion est finalement justifiée comme une précaution : STSSA, f. 13, op. 27, d. 2644.

⁸⁵¹ Otar Gogolishvili, *Batumis olki, 1908-1914 ts'lebshi*, Batoumi, Alioni, 1998, pp. 10-11.

formations religieuses à Istanbul ou dans les centres religieux d'Anatolie continue à attirer des clercs aspirants de l'ensemble du Caucase russe⁸⁵². Ces circulations de clercs consolident des relations entre les émigrés caucasiens et leur région d'origine : c'est le cas des religieux kartélophones qui servent jusqu'à la Première Guerre mondiale dans les communautés de « Géorgiens » émigrés dans l'Empire ottoman⁸⁵³. Des liens plus institutionnels se maintiennent également puisque la mosquée Aziziye de Batoumi, construite sous le règne du sultan Abdülaziz, reste liée au *şeyhülislam* ottoman. La Porte continue à payer les appointements de l'imam principal de la mosquée, cœur de la vie religieuse des musulmans d'Adjarie (*figures 38 et 39*)⁸⁵⁴. Les autorités tsaristes s'efforcent de réduire ces interactions frontalières, en créant des structures locales de formation des imams et en asseyant le pouvoir des « directions spirituelles » fondées pour les sunnites et les chiites du Caucase. Mais la création d'écoles religieuses musulmanes, à l'image de la *madrassa* fondée à Elisavetpol en 1905, n'est pas toujours un succès⁸⁵⁵. Elle est en effet confrontée aux divisions des musulmans de l'Empire russe eux-mêmes, qui sont en désaccord depuis la fin du XIX^e siècle sur les réformes à introduire dans la culture, l'éducation et les pratiques de l'islam. Dans le cadre de ces conflits, certains musulmans n'hésitent pas à utiliser les « inquiétudes frontalières » des autorités tsaristes à leur profit. James Meyer souligne que le camp conservateur accuse volontiers le courant moderniste (*djadid*) d'être influencé par les Jeunes Turcs : des imams d'Orenburg accusent en août 1908 les enseignants modernistes de se livrer à des « activités révolutionnaires » et de chercher à subvertir l'ordre impérial⁸⁵⁶.

Les rapports de terrain envoyés par les fonctionnaires frontaliers revêtent dès lors une importance particulière, par le contraste qu'ils présentent avec la formulation centrale des menaces religieuses transfrontalières. Au printemps 1908, la chancellerie du vice-roi demande à la gendarmerie d'enquêter sur l'imam Abdullah Efendi qui dirige la mosquée Aziziye. La grande popularité dont il jouit dans la population locale, ses tournées rurales et son activité

⁸⁵² Note du consul-général ottoman à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 10 mai 1906, BOA, HR.H, 304/81 ; sur le cas d'un étudiant musulman de Tiflis souhaitant étudier au *Darülmüallimin* (institution de formation des enseignants) d'Istanbul, voir la note du Sadâret au ministère de l'Instruction publique, 6 Şaban 1329 (2 août 1911), BOA, BEO 3923/294177.

⁸⁵³ Pour l'exemple du village géorgien de Hayriye, dans la région de Bursa, composé de réfugiés de 1878, voir Paul J. Magnarella, *The Peasant Venture. Tradition, Migration, and Change among Georgian Peasants in Turkey*, Cambridge (Mass.), Schenkman Publishing Company, 1979, p. 109.

⁸⁵⁴ Note du grand-vizir au ministère des Affaires étrangères concernant le salaire de l'imam Abdullah Efendi, 3 Zilkade 1321 (21 janvier 1904), BOA, BEO 2258/169282.

⁸⁵⁵ Volker Adam, *op.cit.*, 2002, p. 211.

⁸⁵⁶ James Meyer, *op.cit.*, 2014, p. 145.

caritative donnent en effet lieu à des rumeurs d'activité panislamiste⁸⁵⁷. L'enquête diligentée par la gendarmerie de Batoumi ne peut que constater qu'Abdullah Efendi et son adjoint, Mehmet Kazım Efendi, sont « absolument loyaux envers le pouvoir russe au Caucase ». Le responsable de l'Okhrana de Batoumi attribue aux dachnaks la dissémination de rumeurs sur le sujet « afin de nourrir la défiance des plus hautes autorités du Caucase envers les musulmans et de provoquer une répression contre eux, en particulier contre les Adjares⁸⁵⁸ ». De même, les autorités locales soulignent la nécessité de tempérer les craintes liées à la formation des imams à l'étranger ou à la manipulation politique des structures religieuses⁸⁵⁹. Un recensement des clercs musulmans organisé à partir de la fin de 1910 dans toute la Transcaucasie souligne qu'ils ne sont qu'une minorité. Le gouverneur d'Erevan ne trouve ainsi que dix-sept clercs musulmans formés à l'étranger dans les dix dernières années, dont aucun ne s'est rendu coupable d'actes répréhensibles ou même suspects⁸⁶⁰. Dans le district d'Artvin, dix-neuf des cent trente imams en activité ont été formés en Turquie, essentiellement à Erzurum et Constantinople⁸⁶¹. Le chef du district de Batoumi envoie un rapport similaire et une liste de près de deux cents imams en service dans son district ne donne que neuf sujets ottomans⁸⁶². En dépit de la récurrence de tels rapports qui contredisent les craintes des autorités centrales, ils n'apparaissent pas capables de modifier profondément les perceptions de ces dernières, révélant les limites de la remontée d'une expertise locale en la matière⁸⁶³. L'interaction entre question religieuse et circulations transfrontalières peut ainsi contribuer fortement à la relecture plus générale entamée depuis plusieurs années des rapports entre Etats et minorités religieuses. Cette relecture a été particulièrement forte dans le cas tsariste, où la relation entre autorités tsaristes et islam a été profondément réinterprétée et

⁸⁵⁷ Note du département spécial de la chancellerie du vice-roi du Caucase à la gendarmerie de Tiflis, 28 mars (10 avril) 1908, STsSSA, f. 94, op. 1, d. 56, l. 3.

⁸⁵⁸ Rapport du chef de l'okhrana de Batoumi au chef de l'okhrana du Caucase, 23 avril (6 mai) 1908, STsSSA, f. 94, op. 1, d. 56, l. 5.

⁸⁵⁹ La situation caucasienne doit être replacée dans un contexte eurasiatique en ce qui concerne ces réseaux. Seema Alavi, « 'Fugitive Mullahs and Outlawed Fanatics': Indian Muslims in Nineteenth-Century Trans-Atlantic Imperial Rivalries », *Modern Asian Studies*, Vol. 45, No. 6, novembre 2011, pp. 1337-1382.

⁸⁶⁰ Rapport du gouverneur d'Erevan au vice-roi, 17 (30) novembre 1910, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 308, ll. 184-185.

⁸⁶¹ Liste des imams du district d'Artvin, non datée (printemps 1911), AARSA, f. i-1, op. 1, d. 474, ll. 12-27.

⁸⁶² On note cependant ici les variations des catégories utilisées : « formés en Turquie », « sujets ottomans », etc. Lettre du chef du district de Batoumi au gouverneur militaire de la province et liste des imams du district, 7 (20) avril 1911, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 474, ll. 28-34.

⁸⁶³ Cela renvoie à certaines considérations de Michel Crozier sur la défiance entre échelons administratifs et ses effets sur la (non)-circulation de l'information et la difficulté de corriger des informations incorrectes. Michel Crozier, « Pour une sociologie de l'administration publique », *Revue française de science politique*, Vol. 6, No. 4, 1956, p. 762.

éloignée de l'idée d'un antagonisme radical⁸⁶⁴. En reconsidérant le sens des migrations et de rumeurs administratives telles que celle de la propagande panislamiste, on retrouve à chaque fois le rôle des acteurs régionaux : loin d'être de simples exécutants de décisions centrales, ils influent directement sur les dynamiques de la frontière. Ce constat nous permet maintenant d'avancer ce qui constitue notre hypothèse principale sur leur rôle à la veille de la guerre.

3. Acteurs régionaux et homéostasie frontalière

Par leur capacité à se trouver en décalage, voir en opposition, avec les conceptions des dirigeants centraux, les acteurs étatiques frontaliers se trouvent au cœur d'un processus d'homéostasie politique, administrative et militaire. Comment passer du questionnement d'interprétations classiques à cette nouvelle approche ? L'analyse de l'échelle régionale constitue un préalable indispensable à la compréhension des *war scares* frontaliers. Les acteurs frontaliers apparaissent en effet comme des rouages négligés par l'histoire diplomatique, alors qu'ils jouent un rôle fondamental dans la production de ces poussées, mais aussi dans le maintien d'un équilibre général : leur contribution passe par le développement de mécanismes chargés d'assurer une oscillation acceptable du système, qui ne débouche pas sur des conflits violents.

a) *Acteurs frontaliers et tensions exploitées*

Dans les rumeurs de guerre étudiées par l'historiographie, la production des renseignements initiaux par les autorités régionales de la frontière reste une boîte noire. Peu d'éléments sont fournis sur l'origine des rumeurs et informations qui donnent lieu aux *war scares*. La production, circulation et interprétation des informations ne sont pourtant pas un processus neutre et impliquent largement les acteurs régionaux de la frontière, bien que ceux-ci ne figurent que peu dans l'histoire écrite jusqu'à présent de ces poussées de fièvre⁸⁶⁵. A certains égards, les crises frontalières du début du XX^e siècle révèlent une transformation plus

⁸⁶⁴ L'ouvrage de Robert D. Crews a joué un rôle central dans cette reconsidération, en montrant comment les musulmans avaient pleinement tiré parti des possibilités d'institutionnalisation offertes par l'Etat tsariste : Robert D. Crews, *For Prophet and Tsar. Islam and Empire in Russia and Central Asia*, Londres-Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2006, pp. 2-11 ; James H. Meyer, « Speaking Sharia to the State. Muslim Protesters, Tsarist Officials, and the Islamic Discourse of Late Imperial Russia », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 14, No. 3, Été 2013, pp. 485-505.

⁸⁶⁵ Cela suit une négligence plus générale du rôle des acteurs de terrain dans l'histoire des crises diplomatiques, où les pouvoirs centraux ont une connaissance limitée des situations locales : James L. Richardson, *op.cit.*, 1994, pp. 272-274.

générale de l'information d'Etat. Confronté à la multiplication des sources de l'information internationale, diplomates, consuls et militaires doivent se chercher une nouvelle légitimité. Les consuls se sentent particulièrement concernés par cette évolution et leur position déjà subordonnée les incite à chercher de nouvelles manières de fournir une information privilégiée sur leur région d'affectation, ainsi que d'attirer l'attention. En parallèle de cette évolution, il faut souligner les intérêts que peuvent avoir les acteurs régionaux à instrumentaliser des crises. Cette instrumentalisation même est rendue possible par les composantes structurelles de la circulation de l'information dans la région.

Les transformations générales du métier diplomatique et consulaire depuis la fin du XIX^e siècle découlent notamment du recul bien connu de leur monopole sur l'information internationale. Sans que ce monopole ait jamais été complet, diplomates et consuls conservent jusqu'à la première moitié du XIX^e siècle un avantage décisif dans la production et la circulation de l'information vers les gouvernements centraux. Le développement du télégraphe et l'augmentation des moyens de la presse réduit significativement cet avantage et place souvent le personnel diplomatique et consulaire dans une relation de concurrence avec la presse. On sait l'essor que prend dans les ministères des Affaires étrangères et gouvernements centraux la consultation de la presse étrangère : une des principales collections archivistiques du palais impérial ottoman de Yıldız est composée de coupures de presse et traductions d'articles de la presse internationale, compilés par le bureau de presse du ministère⁸⁶⁶. La concurrence est particulièrement vive pour le groupe des consuls dont la valeur ajoutée ne repose pas sur les contacts avec tel ou tel pouvoir local important. La direction des affaires consulaires du ministère des Affaires étrangères ottoman, séparée des Affaires politiques en 1876, souffre d'une définition insuffisante de son rôle et finit par être rattachée aux Affaires commerciales en 1909⁸⁶⁷. A cet égard, les consuls de l'espace frontalier caucasien défendent mieux que d'autres leur rôle politique, précisément du fait qu'y existent des autorités autonomes avec lesquelles des relations paradiplomatiques peuvent être développées. Ils sont néanmoins pris dans le tandem « consuls-journalistes » étudié par Fabrice Jesné et Mathieu Jestin à propos de l'espace méditerranéen⁸⁶⁸. Craignant d'être dépassés par la presse, les consuls communiquent parfois ce qui reste au stade d'informations peu fiables. En mars 1908, le consul-général ottoman à Tiflis rapporte les déplacements de

⁸⁶⁶ Selim Deringil, *op.cit.*, 1998, pp. 135-137.

⁸⁶⁷ Sinan Kunalp, « Le service consulaire ottoman au XIX^e siècle », in Jörg Ulbert, Lukian Prijac (dir.), *Consuls et services consulaires au XIX^e siècle/Die Welt der Konsulate im 19. Jahrhundert/Consulship in the 19th Century*, Hambourg, DOBU Verlag, 2010, pp. 433-434.

⁸⁶⁸ Mathieu Jestin, « Quand la diplomatie consulaire se penche sur la "Question macédonienne" 1899-1912 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2012/3, No. 107, pp. 18-20.

troupes effectués vers le Nakhitchevan, Sarikamış et Djoulfa par les Russes : son rapport s'appuie surtout sur la rumeur publique, qui interprète ces déplacements comme le prélude à une guerre⁸⁶⁹.

La compétition des consuls avec la presse n'est pas la seule relation de pouvoir qui structure la production de l'information. Les rapports alarmistes sont une arme bien connue des militaires pour obtenir des augmentations de crédit, comme le rappelle de manière particulièrement claire Peter Jackson à propos du renseignement militaire français dans les années 1930. Peter Jackson montre que les militaires français surestiment systématiquement en 1934-1935 les capacités militaires allemandes afin d'obtenir des financements. Efficace à court terme, cette stratégie s'avère problématique car elle mine la confiance des dirigeants politiques français dans la véracité des renseignements fournis par ce biais⁸⁷⁰. Au Caucase, une situation similaire s'observe à l'hiver 1907-1908, lorsque l'état-major du district militaire caucasien alimente directement le *war scare*⁸⁷¹. De part et d'autre de la frontière caucasienne, les militaires russes et ottomans se trouvent dans des situations de pénurie budgétaire – plus dramatique du côté ottoman, mais tout aussi blessante du côté russe⁸⁷². Comme l'a souligné William C. Fuller, les militaires russes s'efforcent depuis la révolution de 1905 de s'autonomiser vis-à-vis des ministères civils et de ramener la priorité sur la défense du pays, contre les différents usages intérieurs faits de l'armée au cours des troubles⁸⁷³.

Si l'expertise du district militaire caucasien est prise au sérieux au moment de la crise de 1907-1908, c'est que son état-major est à la fois celui qui dispose de la plus grande autonomie et du système d'information le plus développé de l'empire⁸⁷⁴. Depuis 1885, il dispose d'un budget spécial et d'une autonomie complète sur l'organisation de son renseignement militaire. Avec plus de 56.000 roubles affectés au renseignement en 1905, il dépasse de très loin les autres districts militaires, dont le budget tourne autour de 4.000

⁸⁶⁹ Télégramme du consul-général ottoman à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 29 mars 1908, BOA, Y.PRK.HR, 36/9, reproduit dans Yusuf Sarinay *et alii* (éd.), *op.cit.*, III (1907-1921), 2006, pp. 34-35 ; au début de 1910, le consulat ottoman transmet au consul autrichien un projet supposé de mutation des fonctionnaires russes dans l'éventualité d'une guerre avec l'Empire ottoman. Le consul autrichien reste sceptique face à ce document suspect et note que son homologue ottoman n'est « pas un grand diplomate » (*keine grosser Diplomat*), remarque qui s'applique à sa capacité de traitement de l'information. Rapport du consul austro-hongrois à Tiflis, 13 février 1910, HHStA, PA XXXVIII 349-6.

⁸⁷⁰ Peter Jackson, *France and the Nazi Menace. Intelligence and Policy Making, 1933-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

⁸⁷¹ Alex Marshall, *op.cit.*, 2006, p. 117.

⁸⁷² Protocole de la commission du district militaire caucasien sur les fortifications frontalières, 21 juin (4 juillet) 1905, RGVIA, f. 1300, op. 1, d. 1206, ll. 11-13.

⁸⁷³ William C. Fuller, *op.cit.*, 1985, pp. 259-261.

⁸⁷⁴ Après 1905, l'autonomie de la plupart des districts militaires est réduite, sauf pour ceux de Pétersbourg et du Caucase : Aleksandr Rediger, *Istorija moej zhizni. Vospominanija voennogo ministra, T. 1*, Moscou, Kanon-Press-Ts/Kuchkovo Pole, 1999, pp. 453-456.

roubles⁸⁷⁵. Le district militaire caucasien prétend à une expertise régionale qui embrasse l'ensemble de l'Empire ottoman et de la Perse, ce qui ne va pas sans susciter le mécontentement de l'état-major central, qui souhaiterait réduire ces ambitions à la seule zone-frontière⁸⁷⁶. L'alarmisme des militaires du Caucase russe en 1907-1908 entraîne a posteriori une réaction très critique de l'état-major central, qui dénonce dans un rapport d'octobre 1908 « l'absence de faits concrets » dans les rapports soumis pendant la crise par le district militaire caucasien⁸⁷⁷. Il exige une réforme du système de renseignement militaire dans la région, le faisant passer sous son contrôle direct. Les militaires caucasiens trouvent cependant un appui dans l'institution vice-royale, qui défend leur autonomie d'action. Le ministre de la Guerre, Aleksandr Rediger, évoque dans ses mémoires ses relations tendues avec le vice-roi, en raison de l'obstacle que celui-ci constitue dans une administration centralisée de l'armée : « Il écrivait directement au souverain, qui me lisait parfois des extraits de ses lettres, calligraphiées avec une belle écriture de vieillard. Le comte [Vorontsov-Dachkov] s'estimait en droit d'exiger que toute personne nommée au Caucase le soit avec son accord préalable et considérait même que le ministre n'avait pas le droit de lui refuser quoi que ce soit⁸⁷⁸ ».

Ce faisant, le vice-roi joue des contradictions internes au système du gouvernement russe, où le système du gouvernement ministériel se heurte à la poursuite d'une politique diplomatique et militaire personnelle du tsar⁸⁷⁹. Vorontsov-Dachkov considère le district militaire caucasien comme une partie intégrante de l'institution vice-royale et est d'autant moins enclin à le critiquer qu'il a repris à son compte les alarmes des militaires pour justifier une augmentation des crédits du district caucasien, ainsi qu'un maintien des effectifs terrestres⁸⁸⁰. Pour la vice-royauté, la production autonome d'une information de nature stratégique est un élément important du rapport de force avec le gouvernement central⁸⁸¹. Un exemple en a été donné dans le deuxième chapitre, à travers l'usage que fait la vice-royauté de son monopole sur l'information venue de la frontière lors de l'incident russo-persan de Belasuvar en avril 1908. L'état-major caucasien constitue un des éléments mobilisables dans

⁸⁷⁵ L'état-major du Turkestan dispose de 4.500 roubles et celui de la région d'Odessa de 4.000 roubles. Voir sur ce point la recherche effectuée à la fin des années 1920, pour le compte de l'Armée rouge, par K.K. Zvonarev, *Agenturnaja razvedka*, Kiev, Knjaginja Ol'ga, 2005 (1929-1931), pp. 44-46.

⁸⁷⁶ C'est ainsi l'état-major caucasien qui finance les activités d'espionnage du consulat russe à Bagdad : télégramme chiffré du fonctionnaire diplomatique du vice-roi au consul-général à Bagdad, 17 (30) mars 1910, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 308, l. 20.

⁸⁷⁷ K.K. Zvonarev, *op.cit.*, 2005 (1929-1931), pp. 192-194.

⁸⁷⁸ Aleksandr Rediger, *op.cit.*, T. 2, 1999, pp. 198-199.

⁸⁷⁹ David MacLaren McDonald, *op.cit.*, 1992, pp. 2-4.

⁸⁸⁰ Lettre de Vorontsov-Dachkov à Nicolas II, 5 (18) janvier 1908, reproduit dans V.P. Semennikov (éd.), *op.cit.*, 1928, pp. 105-108.

⁸⁸¹ Mihail Bashanov, *Türkiye'de Ermeni Meselesi (Rus Genelkurmay Başkanlığı Belgeleri)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Yayınları, 2013, p. 289.

cette stratégie, aux côtés du fonctionnaire diplomatique à Tiflis. La plupart des télégrammes chiffrés entre Pétersbourg et les postes en Anatolie orientale et en Perse transitent en effet par ce fonctionnaire. Que les correspondances aillent dans un sens ou dans l'autre, ce transit permet à la vice-royauté d'être informée de manière privilégiée des évolutions en cours⁸⁸². Cette stratégie ne profite que partiellement au district militaire caucasien, comme le souligne un rapport de l'ambassade austro-hongroise à Pétersbourg, en date du 11 (24) février 1909. Notant le déplacement vers la province de Kiev de la 33^e division stationnée au Caucase, il y voit un désaveu pour Vorontsov-Dachkov, qui ne « se lasse pas » de plaider pour un renforcement des moyens alloués au Caucase⁸⁸³.

Il nous semble possible de reprendre ici, dans une perspective comparée, le concept de « confins turbulents », développé par John S. Galbraith. Dans un article de 1960, Galbraith proposait avec ce terme une explication à l'apparente contradiction, dans le cas de l'empire britannique, entre les professions de foi non-expansionnistes des gouvernements centraux – qui traversent tout le XIX^e siècle – et l'agrandissement territorial incessant de l'empire. Il y suggérait d'interpréter cette contradiction comme le fruit d'une interaction problématique entre les institutions centrales et leurs représentants sur les terrains coloniaux⁸⁸⁴. Dans l'approche de Galbraith, l'existence de confins politiquement, militairement et socialement agités, ou présentés comme tels par les représentants locaux du pouvoir colonial, servait à légitimer l'action autonome de ces représentants et leur politique expansionniste. On peut ici développer l'idée que l'existence de confins turbulents, indépendamment de visées expansionnistes des acteurs locaux, joue en leur faveur dans le rapport de force avec les autorités centrales. Insister sur la turbulence des confins – en laissant monter des *war scares* – représente pour les acteurs caucasiens un moyen de se rappeler à l'attention des gouvernements centraux et d'obtenir les moyens financiers ou humains qu'ils exigent. Mais

⁸⁸² Sur le lien désormais bien connu entre contrôle des infrastructures télégraphiques et pouvoir : Roland Wenzlhuemer, *Connecting the Nineteenth-Century World. The Telegraph and Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, pp. 77-96 ; Roderic H. Davison, « Effect of the Electric Telegraph on the Conduct of Ottoman Foreign Relations », in Id., *Nineteenth Century Ottoman Diplomacy and Reforms*, Istanbul, The Isis Press, 1999, pp. 53-66.

⁸⁸³ Rapport de l'ambassade austro-hongroise à Pétersbourg au ministère des Affaires étrangères, 11 (24) février 1909, reproduit dans Ludwig Bittner, Hans Übersberger (éd.), *Österreich-Ungarns Aussenpolitik von der bosnischen Krise 1908 bis zum Kriegsausbruch 1914 – Diplomatische Aktenstücke des Österreichisch-Ungarischen Ministeriums des Äusseren, Band 1 : 13. März 1909-26. Februar 1909*, Vienne-Leipzig, Österreichischer Bundesverlag für Unterricht, Wissenschaft und Kunst, 1930, p. 878 ; sur ces arbitrages permanents entre fronts, Sean McMeekin, *op.cit.*, 2011, p. 19.

⁸⁸⁴ John S. Galbraith, « The "Turbulent Frontier" as a Factor in British Expansion », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 2, No. 2 (Janvier 1960), pp. 150-151 ; cette idée est reprise de manière générale – c'est-à-dire sans articulation avec la question des acteurs régionaux – par Firouzeh Mostashari, *op.cit.*, 2006, p. 12.

les acteurs régionaux disposent aussi des instruments de contrôle de ces moments de tension, dans ce qui apparaît comme un véritable système de soupapes et de contrepoids.

b) L'homéostasie en question : la fièvre et le refroidissement

Un tel système est au cœur de notre argument sur l'homéostasie de l'espace frontalier. Il suppose de prendre au sérieux la cyclicité des crises frontalières et de ne pas voir dans leur apparition intermittente des courbes totalement irrégulières. L'homéostasie d'un système ne prend sens que sur fond de variations et de menaces. Le péril qui menace un système constitue même, si l'on prend la pensée de Norbert Wiener, le moteur de l'idée d'homéostasie. Comme l'écrit Ronan Le Roux dans une étude de l'application de ce concept aux sciences sociales, « on ne se met à penser à l'équilibre qu'à partir du moment où l'on sent qu'il est menacé⁸⁸⁵ ». Si le système peut être considéré comme homéostatique, c'est qu'il comprend dans son fonctionnement même des mécanismes lui permettant de retrouver ses équilibres, y compris lorsqu'il est frappé par des oscillations. Dès lors, il faut s'intéresser aux crises de l'espace frontalier sous l'angle de leur régularité, là où elles sont généralement vues pour leur singularité, leur contribution immédiate aux relations internationales. Il convient dans cette approche d'analyser les mécanismes par lesquels une poussée de fièvre peut être compensée par des mécanismes de refroidissement, intégrés au système. On insistera ici sur deux mécanismes, directement empruntés aux théories de l'homéostasie, à savoir le problème de la mémoire et celui de la circulation de l'information.

La mémoire constitue un élément central et souvent négligé. L'histoire diplomatique tend en effet à voir les crises de l'avant-guerre comme une montée progressive vers la crise inéluctable. Conceptuellement, on pourrait proposer un modèle inverse en supposant qu'une succession de crises sans issue tragique peut renforcer un équilibre international. Dans le cadre d'un processus d'apprentissage, chaque crise développerait les anticipations des acteurs et leur permettrait de mieux s'orienter lors des poussées de fièvre. La mémoire fonctionnerait comme réservoir d'expériences et stabilisateur des réactions⁸⁸⁶. Cette mémoire se trouve assurément parmi les acteurs régionaux qui sont au cœur de notre recherche, aussi bien parmi les autorités provinciales que dans le réseau consulaire des différents Etats⁸⁸⁷. Les affectations consulaires dans la région marquent une grande stabilité, marquée par des spécialisations

⁸⁸⁵ Ronan Le Roux, « L'homéostasie sociale selon Norbert Wiener », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, No. 16, 2007, p. 116.

⁸⁸⁶ Ronan Le Roux, *op.cit.*, 2007, p. 124.

⁸⁸⁷ Sur la stabilité des affectations parmi les *kârguzârs* en Iran du Nord, voir Bâqer 'Âqelî (éd.), *op.cit.*, 1373 (1994), p. 37.

géographiques. Le système des vice-consuls militaires placés depuis la fin du XIX^e siècle dans les consulats frontaliers du Caucase russe par l'état-major du district militaire caucasien repose sur une telle stabilité⁸⁸⁸. Le lieutenant-général Zelenyj, qui dirige la section du renseignement pour ce district, obtient du ministère des Affaires étrangères la nomination de tels vice-consuls à Rize, Erzurum, Van et Hami. Les titulaires de ces fonctions sont nommés pour des durées particulièrement longues. Le colonel Maevskij sert ainsi à Van jusqu'en 1900, avant de devenir vice-consul à Rize jusqu'en 1914. Cette longévité lui garantit une connaissance approfondie des élites ottomanes locales, dont on a vu un exemple à travers ses relations avec Zeki Pasha⁸⁸⁹. Le District militaire caucasien devient une véritable pépinière d'experts à l'interface du militaire et du consulaire. Formations communes, rotations de postes et interconnaissances contribuent à former un groupe des experts caucasiens qui s'inscrivent dans la catégorie plus générale des « orientalistes », consulaires ou militaires⁸⁹⁰.

Ces grognards du renseignement restent souvent prudents face aux brusques emballements des diplomaties centrales. Ils ne manquent pas de transmettre des informations liées à des mouvements de troupes ou à de brusques mobilisations, mais ces rapports ne s'enracinent pas dans des conceptions générales de l'antagonisme entre Empire ottoman et Russie ou dans des références au contexte international⁸⁹¹. Ils s'appuient surtout sur une connaissance des régularités de la frontière qui leur permet de discerner les phénomènes inhabituels, dignes d'être transmis à leurs supérieurs. Les rapports sont donc souvent, comme ceux donnés par les autorités locales du Caucase sur la question religieuse, une litanie d'événements de peu de relief, qui incarne cette connaissance mutuelle. La production de ce renseignement est pléthorique de part et d'autre : relevés topographiques, cartes présentant la dislocation des troupes et des fortifications, statistiques d'approvisionnement et de fourrage, descriptions des autorités militaires et civiles des provinces ottomanes, etc.⁸⁹² C'est

⁸⁸⁸ Alex Marshall, *The Russian General Staff and Asia, 1800-1917*, Londres-New York, Routledge, 2006, p. 110.

⁸⁸⁹ G. Əmrullahqızı (éd.), *Rusiyanın Van və Ərzurumdakı Baş Konsulu Mayevskinin Xatirələri*, Bakou, Şərq-Qərb, 1994 ; rapport de Maevskij à l'état-major du District militaire caucasien, 31 août (13 septembre) 1903, RGVIA, f. 1300, op. 1, d. 531, ll. 11-16.

⁸⁹⁰ Rapport du consulat britannique à Rasht à l'ambassade à Téhéran, 31 août 1909, TNA, FO 248/970 ; Mikhail Baskhanov, *Russkie voennye vostokovedy do 1917 goda. Bibliograficheskij slovar'*, Moscou, Izdatel'stvo "Vostochnaja Literatura" RAN, 2005 ; pour une comparaison avec les consuls japonais en Chine, Barbara J. Brooks, *op.cit.*, 2000, pp. 54-55.

⁸⁹¹ Il faut mentionner sur ce point le cas du renseignement collecté par les gardes-frontières à des fins de lutte contre la contrebande et les franchissements clandestins, qui peut aussi servir d'autres fins : E.K. Sukhova, « Pogranichnaja strazha i kontrabanda v Rossii nachala XX veka », *Voprosy istorii*, No. 7-8, 1991, p. 236.

⁸⁹² Voir les différents types de documents rassemblés par le renseignement russe dans les dossiers du fonds 1300 du RGVIA, où sont rassemblés les rapports du renseignement militaire caucasien ; pour les Ottomans, la plupart des documents sont rassemblés dans les archives militaires fermées, mais on peut voir la note du Sadâret au ministère des Affaires étrangères et au ministère de la Guerre ottomans, 2 Zilhicce 1328 (5 décembre 1910), BOA, BEO 3831/287301.

finalement parce qu'existe cette connaissance approfondie que des crises peuvent prendre place, lorsque les phénomènes observés divergent de la connaissance accumulée. En juillet 1909, Maevskij souligne par exemple qu'il n'a pas assisté, « en neuf ans de service », à de tels déplacements de troupes dans la région de Rize⁸⁹³. De même, les nombreuses procédures d'information mutuelle sur les manœuvres militaires, qui transitent souvent par les réseaux consulaires régionaux, « produisent » les crises lorsqu'elles viennent à être dérégées ou suspendues⁸⁹⁴. En janvier 1911, l'ambassade turque à Pétersbourg se plaint que les détails de la mobilisation en cours au Caucase n'aient pas été transmis comme de coutume⁸⁹⁵.

La crise ne représente pas un échec pour ces agents de renseignement. Comme on l'a montré, elle peut résulter en partie de leurs stratégies. Mais elle leur donne aussi un rôle central dans le règlement des tensions. Le processus de sortie des crises repose sur le rétablissement d'un équilibre informationnel entre les parties. En mai 1908, alors que le *war scare* frontalier se trouve encore dans sa phase d'intensité maximale, l'état-major ottoman propose à la Russie d'envoyer deux officiers dans la province d'Erzurum, pour constater l'absence de préparatifs de guerre de son côté⁸⁹⁶. Les deux officiers envoyés, Aver'janov et Maksimov, sont des figures éminentes de ce renseignement militaire caucasien et d'excellents connaisseurs de l'Anatolie orientale. Au cours de leur séjour, en juillet 1908, ils trouvent un accueil chaleureux des autorités ottomanes, comme en témoignent les rapports établis par le consul-général austro-hongrois à Trabzon⁸⁹⁷. Ce voyage ne constitue pas un cas isolé, puisque d'autres tournées de clarification sont organisées au cours des années 1900-1910. On dispose par exemple du témoignage de l'officier Konstantin Smirnov, envoyé avec le général Ljakhov en Anatolie orientale en 1904, à la demande de l'ambassadeur russe à Istanbul⁸⁹⁸. A ces mécanismes officiels de résolution des tensions s'ajoutent des collectes plus informelles de renseignements : par l'envoi d'agents ponctuels de l'autre côté de la frontière mais aussi par

⁸⁹³ Rapport du vice-consul à Rize, Maevskij, à l'état-major caucasien, 11 (24) juillet 1909, RGVIA, f. 1300, op. 1, d. 1267, l. 37.

⁸⁹⁴ Sur ces nombreuses procédures d'information, voir par exemple le télégramme du consul austro-hongrois à Tiflis, 2 avril 1908, HHStA, PA XXXVIII 343-2 ; ; lettre de l'état-major caucasien au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 27 septembre (10 octobre) 1910, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 313, l. 1.

⁸⁹⁵ Rapport de l'ambassade allemande à Pétersbourg à l'Auswärtiges Amt, 11 janvier 1911, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), Türkei, R 13566.

⁸⁹⁶ Extrait du *Tiflisskij Listok*, 7 (20) mai 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 66, l. 2.

⁸⁹⁷ Lettre du vice-roi du Caucase à Zeki Pasha, 5 (18) juin 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 66, l. 8 ; rapports du consul-général austro-hongrois à Trabzon au ministère des Affaires étrangères, 1^{er} et 15 juillet 1908, HHStA, PA XXXVIII 343-3.

⁸⁹⁸ Le texte du rapport fait par Smirnov a été publié récemment : Nuzgar Ter-Oganov, « Rapport du capitaine en second Constantin Smirnov sur son voyage en Turquie en 1904 », *Iran & the Caucasus*, Vol. 10, No. 2, 2006, pp. 209-229.

les voyages fréquents de fonctionnaires et militaires de part et d'autre⁸⁹⁹. Alors même qu'ils ont pu contribuer à la genèse de ces inquiétudes, les experts militaires tendent à avoir un rôle contracyclique au plus haut des crises, en faisant preuve de scepticisme face à l'emballement des autorités centrales⁹⁰⁰.

Plus généralement, il semble y avoir une pertinence à reconsidérer certaines lectures de la période, en ce qui concerne les pratiques d'espionnage et de renseignement au Caucase. On trouve souvent dans l'historiographie mention d'éléments relatifs à cet espionnage, interprétés dans le sens de la dégradation des relations et de la montée de l'impérialisme. Michael Reynolds a récemment repris une « affaire » contenue dans de nombreuses sources tsaristes et dans la littérature secondaire de l'époque soviétique, concernant la nomination, après 1908, d'agents militaires dans les consulats ottomans à Batoumi, Tiflis et Kars⁹⁰¹. Il est certain que cette nomination intéresse les autorités tsaristes, qui prennent des mesures pour repérer ces agents nommés officiellement à des fonctions commerciales. Mais l'affaire ne va en réalité pas plus loin et on peut considérer sur la base de notre hypothèse, que la nomination de tels agents renforce l'équilibre interimpérial, en mettant à égalité les autorités russes et ottomanes de ce point de vue⁹⁰². L'ensemble de ce processus de renseignement est fait de poids et de contrepoids, qui produisent l'équilibre par leur capacité à se compenser : consuls et agents attachés aux consulats se trouvent sous la surveillance étroite des autorités locales, dans une observation de tous par tous⁹⁰³. Le consulat ottoman à Kars, particulièrement actif depuis 1910, se plaint dans une correspondance de 1911 avec l'ambassade à Pétersbourg que

⁸⁹⁹ Télégramme du commandant de Trabzon à Zeki Pasha, 17 Nisan 1324 (30 avril 1908), Y.MTV, 309/82, reproduit dans Yusuf Sarıncay *et alii* (éd.), *op.cit.*, III (1907-1921), 2006, p. 41 ; rappelons que les fonctionnaires et militaires turcs passent souvent par le Caucase russe pour rejoindre leurs affectations frontalières dans les provinces d'Erzurum et de Van, ce qui leur permet d'observer *en passant* les troupes tsaristes : lettre du gouverneur militaire de Batoumi à l'état-major caucasien, 15 (28) mars 1911, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 1863, l. 9.

⁹⁰⁰ Rapport de l'attaché militaire italien à Istanbul, 20 janvier 1911, in Maria Gabriella Pasqualini (éd.), *Il Levante, il Vicino e il Medio Oriente (1890-1939). Le fonti archivistiche dell'Ufficio Storico*, Rome, Documenti per la storia extraeuropea, 1999, p. 491.

⁹⁰¹ Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, pp. 85-86.

⁹⁰² C'est au nom de cette égalité que la Porte justifie la nomination de tels agents militaires au Caucase : note du Sadâret, 8 Cemaziyelahir 1328 (17 juin 1910), BOA, BEO, BEO, 3765/282358 ; outre l'historiographie de l'époque soviétique qui a largement monté en épingle cet événement, Reynolds renvoie à l'article de V.M. Gilensen, « Osinye gnezda po konsul'skoj kryshej », *Voенно-istoricheskij zhurnal*, Septembre-octobre 1997, No. 5, pp. 49-59. Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, pp. 85-86 ; on peut aussi renvoyer à Malkhaz Sioridze, « Germania-Turketis sadazvervo-dzirgamomtkhrelı sakhmianoba Batumis olkshi p'irveli msoplio omis ts'in », *Matsne*, No. 4, 1985, pp. 70-81.

⁹⁰³ Fahrettin Erdoğan, *op.cit.*, 1954, pp. 46-47 ; Nizamettin Onk, *Kafkasya'dan Anadolu'ya Iğdır Tarihi*, Istanbul, Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı, 2006, p. 136.

sa liberté d'action et ses contacts avec les locaux soient réduits⁹⁰⁴. Le monde de l'espionnage frontalier se joue à fleurets mouchetés, faits de signes et de délimitation du territoire. Le 2 juillet 1912, le secrétaire du consulat ottoman à Kars, Hasan Kemalettin Bey, est arrêté par les gendarmes au cours d'une promenade à bicyclette. Une lettre qu'il porte sur lui est saisie au cours de son séjour de plusieurs heures au poste de gendarmerie⁹⁰⁵. L'arrestation apparaît comme une allusion à peine voilée aux activités de renseignements du secrétaire, puisque le commandant de la forteresse de Kars répond aux plaintes du consul en soulignant que de tels incidents ne se produiraient pas si le secrétaire procédait moins fréquemment à ses promenades dans le secteur de la forteresse⁹⁰⁶.

Le système mis en place au début des années 1910 en matière de renseignement apparaît donc comme un équilibre complexe mais efficace, dont les acteurs s'accommodent relativement bien⁹⁰⁷. Il est certain que les autorités, de part et d'autre, s'efforcent de limiter les moyens de renseignement des parties adverses, dans un souci de conserver un avantage. Mais cette politique ne doit pas être vue comme le signe d'un affrontement inéluctable. Les autorités russes sont, par exemple, également préoccupées par l'espionnage militaire du consul britannique à Batoumi, Patrick Stevens, en dépit de l'alliance qui unit les deux pays depuis 1907⁹⁰⁸. La téléologie s'observe dans la concentration exclusive de l'historiographie sur les relations d'espionnage entre Russie et Empire ottoman ou Russie et Allemagne, dans une anticipation du conflit mondial. Que le système existant soit, en un sens, le produit d'un équilibre acceptable, est illustré par un débat qui agite les dirigeants tsaristes en 1910. Les Ottomans formulent en effet une demande d'ouverture d'un consulat à Bakou, après une première demande infructueuse en 1887⁹⁰⁹. La note ottomane rencontre d'abord l'opposition

⁹⁰⁴ Pour cette correspondance, voir BOA, HR.SYS, 1344/12 ; les consuls Ali Kemal Bey et Cemâl Bey intensifient l'interaction du consulat envers les musulmans locaux à partir de 1910 : Esin Dayı, *Elviye-i Selâse'de (Kars, Ardahan, Batum) Millî Teşkilâtlanma*, Erzurum, Kültür ve Eğitim Vakfı Yayınları, 1997, p. 23.

⁹⁰⁵ Note du consul ottoman à Kars au commandant de la forteresse de la ville, 2 (15) juillet 1912, BOA, HR.SYS, 1344/45.

⁹⁰⁶ Note du commandant de la forteresse de Kars au consul ottoman, 6 juillet (19) 1912, BOA, HR.SYS, 1344/45.

⁹⁰⁷ On peut rapprocher cette situation des réflexions faites à propos du rôle du renseignement dans la Guerre froide. Voir par exemple Michael Herman, Gwilym Hughes (dir.), *Intelligence in the Cold War: What Difference Did It Make?*, Abingdon-New York, Routledge, 2013.

⁹⁰⁸ Lettre du gouverneur d'Elisavetpol à l'état-major caucasien, 8 (21) juillet 1906, RGVIA, f. 1300, op. 1, d. 1208, l. 1 ; John Fisher, « Gentleman Spies in Asia », *Asian Affairs*, Vol. XLI, No. II, juillet 2010, pp. 202-212 ; Michael Hughes, *Inside the Enigma. British Officials in Russia, 1900-1939*, Londres-Rio Grande, The Hambledon Press, 1997, p. 34 ; Michael Hughes, « Diplomacy or Drudgery ? British Consuls in Russia in the Early Twentieth Century », *Diplomacy and Statecraft*, Vol. 6, No. 1 (1995), pp. 176-195 ; sur l'espionnage « entre amis », on peut renvoyer à l'introduction dans Martin S. Alexander (dir.), *Knowing Your Friends. Intelligence Inside Alliances and Coalitions from 1914 to the Cold War*, Abingdon-New York, Routledge, 1998.

⁹⁰⁹ Note du grand-vizir Kamil Pasha, 28 Şaban 1304 (22 mai 1887), reproduit dans *Osmanlı devleti ile Kafkasya, Türkistan ve Kırım hanlıkları arasındaki münâsebetlere dâir arşiv belgeleri (1687-1908 Yılları Arası)*, Ankara, TC Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 1992, pp. 87-88

du vice-roi qui craint que ce consulat ne se transforme en agence de propagande envers les « Tatars » locaux et les musulmans du Daghestan. Au cours d'une séance spéciale du conseil des ministres, le représentant du vice-roi à Pétersbourg réaffirme cette position : « Ayant en permanence la possibilité d'influer sur la population musulmane belliqueuse du Daghestan, le représentant ottoman à Bakou sera, naturellement, le centre de la propagande politique turque et du mouvement panislamiste dans les provinces musulmanes du Caucase⁹¹⁰ ». Mais ces arguments ne convainquent pas le ministère des Affaires étrangères. Il fait valoir la présence de 1.200 ressortissants ottomans dans la région de Bakou, mais insiste surtout sur le fait qu'il est plus facile de « surveiller un consul » que des émissaires clandestins⁹¹¹. Alors même que d'autres demandes d'ouverture de consulats ottomans ont été rejetées à la fin du XIX^e siècle dans un contexte géopolitique moins tendu, la décision est prise d'autoriser cette ouverture qui permet de maintenir un jeu aux règles connues⁹¹². On le voit, l'interprétation faite de certains épisodes diplomatiques et militaires du début des années 1910 se prêtent à des interprétations différentes en fonction des présupposés de l'observateur et nous prenons ici le parti de considérer que les forces d'équilibres prévalent largement, à l'échelle régionale, sur les menaces de crise.

c) « Degrés de souveraineté » en Iran du Nord

Ces mécanismes internes d'équilibre peuvent être illustrés à travers l'exemple de l'intervention tsariste en Perse du Nord, en décembre 1911, qui a parfois été présentée comme un des préludes de la guerre dans la région. En 1909, les premières troupes russes y sont envoyées, avec l'objectif affiché de protéger les intérêts russes contre les violences de la guerre civile : consulats, concessions économiques et chaussées construites par des sociétés tsaristes à travers les provinces septentrionales du pays⁹¹³. Ces envois suscitent les protestations de la population locale, comme au Gilan en juillet 1909, où le consul russe doit préciser à l'andjoman d'Anzalî que l'arrivée des troupes « n'est pas une immixtion dans les

⁹¹⁰ Compte rendu du conseil des ministres, 29 janvier (11 février) 1911, RGVIA, f. 2000, op. 1, d. 7716, l. 164.

⁹¹¹ *Ibid.*, ll. 163-165.

⁹¹² En 1893, un refus d'ouverture d'un consulat ottoman à Batoumi est émis : lettre du chef du district de Soukhoumi à la chancellerie du gouverneur-général du Caucase, 19 septembre (1^{er} octobre) 1893, STsSSA, f. 13, op. 1, d. 85, ll. 9-10 ; il est cependant remplacé par un « agent consulaire » aux immunités et pouvoirs restreints, car nommé par le consul et non l'Etat : Jörg Ulbert, « La fonction consulaire au XIX^e siècle », in Jörg Ulbert, Lukian Prijac (dir.), *op.cit.*, 2010, p. 10 ; en 1899, un projet d'ouverture de consulat à Erevan échoue également : note du grand-vizir sur le projet d'ouverture, 8 Cemaziyelevvel 1317 (14 septembre 1899), BOA, BEO, 1371/102783 ; voir pour la correspondance et la réponse négative de la Russie, à l'automne 1899, le dossier BOA, BEO, 1393/104403.

⁹¹³ Parmi les principales routes possédées par des concessionnaires russes, les chaussées Anzalî-Téhéran et Djoulfa-Tabriz, L.M. Kulagina, *op.cit.*, 2010, pp. 174-175 ; Charles Issawi, *op.cit.*, 1971, pp. 156-157.

affaires du pays » (*modâkhele dar âmûr-e mamlakat nîst*)⁹¹⁴. Progressivement, la présence de troupes russes se fait de plus en plus importante dans les villes du nord du pays et les autorités tsaristes restent sourdes aux demandes constitutionnelles de les retirer⁹¹⁵. L'intervention de décembre 1911 intervient alors que les espoirs de stabilisation du pays sont largement ruinés. Au cours de l'été, l'ancien souverain Mohammad 'Alî Shah, exilé en Russie, a tenté de reprendre le pouvoir en débarquant sur les rives de la Caspienne et il n'est mis en déroute qu'au moins d'octobre⁹¹⁶. Dans un effort de stabilisation, les constitutionnalistes décident d'inviter le citoyen américain Morgan Shuster comme conseiller financier du gouvernement. Shuster entend rétablir l'autorité centrale iranienne sur l'ensemble du pays, ce qui fait craindre aux Russes une disqualification du traité russo-britannique de 1907⁹¹⁷. Un ultimatum exigeant le limogeage de Shuster est soumis à Téhéran en novembre et les constitutionnels finissent par s'y plier le 20 décembre, dans un effort d'apaisement. Mais le renvoi de Shuster intervient trop tard : des altercations ont lieu le même jour dans plusieurs villes du nord du pays, entre troupes tsaristes et des autochtones chauffés à blanc par un mois de tensions extrêmes. Les unités tsaristes positionnées sur la frontière interviennent aussitôt à Tabriz où, du 21 au 25 décembre, des affrontements armés débouchent sur l'arrestation et l'exécution sommaire de plusieurs leaders constitutionnels⁹¹⁸. Le *Persia Committee* créé en 1908 à Londres pour défendre la cause constitutionnelle donne à cette répression un écho important en Europe, dénonçant cette nouvelle violation de la souveraineté persane⁹¹⁹.

C'est pourtant sur ce point que se situe la plus grande ambiguïté de l'intervention russe. Comme le souligne avec sarcasme le journal bolchevique *Zvezda*, il s'agit vite d'une guerre « sans ennemi⁹²⁰ ». Sans gain officiel non plus, car l'entrée des troupes russes en Iran

⁹¹⁴ Hâdj Mohammadtaqî Djûrâbchî, *op.cit.*, 1984, pp. 51-52 ; cette intervention suscite un boycott commercial de la population du Gilân contre les produits russes : note de l'ambassade russe en Perse au gouvernement persan, 7 Radjab 1327 (25 juillet 1909), in Fâtme Qâzihâ, *op.cit.*, 1381 (2001), p. 317 ; sur la peur des populations locales, voir les témoignages cités par Elena Andreeva, *Russia and Iran in the Great Game. Travelogues and Orientalism*, Londres-New York, Routledge, 2007, p. 192 ; Maria Gabriella Pasqualini, *op.cit.*, 1992, pp. 79-80.

⁹¹⁵ Janet Afary, *op.cit.*, 1996, p. 287-288.

⁹¹⁶ Peter Avery, *Modern Iran*, Londres, Ernest Benn Limited, 1965, pp. 156-157.

⁹¹⁷ Il entend notamment créer une gendarmerie fiscale dans tout le pays, dirigée par un Britannique. Nikki Keddie, Mehrdad Amanat, « Iran under the Later Qājārs, 1848-1922 », in Peter Avery, Gavin Hambly (dir.), *The Cambridge History of Iran, Vol. 7...*, 1991, pp. 206-207.

⁹¹⁸ Mirzâ Asadollâh Zamîrî, *Yâddâshthâ-ye Mirzâ Asadollâh Zamîrî*, cité par James D. Clark, « Constitutionalists and Cossacks : The constitutional movement and Russian intervention in Tabriz, 1907-1911 », *Iranian Studies*, Vol. 39, No. 2, 2006, pp. 215-216.

⁹¹⁹ Mansour Bonakdarian, « The Persia Committee and the Constitutional Revolution in Iran », *British Journal of Middle Eastern Studies*, Vol. 18, No. 2 (1991), pp. 186-207 ; l'iranologue britannique Edward Browne joue un rôle important dans la dénonciation des atrocités russes, à travers les pamphlets qu'il publie : Edward G. Browne, *The Reign of Terror at Tabriz. England's Responsibility*, Manchester, Taylor, Garnett, Evans & Co., 1912.

⁹²⁰ « Persidskie dela », *Zvezda*, 5 (18) février 1912, cité dans A. Martirosjan, « Bol'shevistskaja gazeta "Zvezda" ob iranskoj revoljutsii 1905-1911 gg. », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 3, 1970, pp. 71-78.

du Nord n'entraîne aucune annexion. Ces troupes se comportent certes comme en territoire conquis et la répression mise en œuvre jusqu'à la fin de l'hiver 1911-1912 n'a rien à envier à un régime d'occupation. Dès le 15 (28) décembre 1911, le vice-roi du Caucase adopte un décret établissant des tribunaux militaires de campagne, qui appliquent une justice expéditive contre les Persans coupables d'attaques contre les forces russes⁹²¹. Appuyés sur les troupes russes, plusieurs consuls en Iran du Nord n'hésitent pas à prendre leurs propres initiatives. A Rasht, le consul Nekrasov fait arrêter plusieurs notables constitutionnels et les envoie à Bakou pour être jugés, en dépit des instructions prudentes reçues du ministère des Affaires étrangères⁹²². Cette initiative, qui s'accompagne d'une mise en scène de la déportation par la Caspienne, est jugée sévèrement par l'opinion locale et par les consuls britannique et ottoman sur place, qui y voient une violation inutile de la souveraineté persane⁹²³. L'initiative de Nekrasov est finalement désavouée et les notables persans reviennent, « enchaînés » à Rasht. Leur jugement par une cour martiale russe et les pendaisons exécutées à la suite de ce procès expéditif apparaissent cependant comme des vexations supplémentaires pour la population locale⁹²⁴.

En dépit de cette grande violence initiale, l'occupation tsariste reste à un point d'équilibre, en s'installant dans une ambiguïté politique sur le statut de la région. Si l'occupation de l'Iran nourrit des tensions, elle ne préfigure pas tant les alliances de la Première Guerre mondiale qu'une crise de l'alliance russo-britannique⁹²⁵. Le flou juridique et politique qui entoure la présence russe dans la région s'inscrit dans un contexte de compromis symboliques et politiques entre empires européens. Deux mois avant l'intervention russe en Iran du Nord, un accord franco-allemand règle la crise d'Agadir en préservant officiellement l'indépendance du Maroc – avant qu'un protectorat soit proclamé en mars 1912⁹²⁶. Au même moment, la révolution *Xinhai* qui secoue la Chine s'accompagne du développement de statuts ambigus pour les régions du Tibet et de Mongolie extérieure⁹²⁷. Sans que ces territoires

⁹²¹ Décret de Vorontsov-Dachkov pour le district militaire du Caucase, 15 (28) décembre 1911, STSSA, f. 15, op. 1, d. 373, l. 73.

⁹²² Télégramme du ministère des Affaires étrangères au consul Nekrasov et à Poklevsky-Kozell, 8 (21) décembre 1911, AVPRI, f. 144, op. 489, d. 594b, l. 612, cité par Jennifer Siegel, *Endgame. Britain, Russia and the Final Struggle for Central Asia*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2002, p. 119.

⁹²³ Rapport du consul britannique à Rasht à l'ambassade à Téhéran, 5 janvier 1912, TNA, FO 248/1055.

⁹²⁴ Rapport du consulat britannique à Rasht à l'ambassade à Téhéran, 10 février 1912, TNA, FO 248/1055.

⁹²⁵ Janet Afary, *op.cit.*, 1996, p. 321 ; O.I. Zhigalina, *Kurdy iranskoj provintsii Kermanshakh nakanune i v period Pervoj mirovoj vojny*, Moscou, Vostochnaja literatura, 2008, pp. 125-126.

⁹²⁶ James L. Richardson, *op.cit.*, 1994, pp. 170-180.

⁹²⁷ A.N. Khokhlov, « Rossijskij diplomat I.Ja. Korostovtsev i ego rol' v podgotovke tsitsikarskogo protokola 1911 g. », *Obshchestvo i gosudarstvo v Kitae*, No. 42/2, 2012, pp. 259-275 ; Robert Rupen, *How Mongolia is Really Ruled. A Political History of the Mongolian People's Republic 1900-1979*, Stanford, Hoover Institution Press, 1979, pp. 6-11.

changent officiellement de mains, la souveraineté y est modifiée, selon une logique de « degrés », pour reprendre l'expression d'Ann Laura Stoler⁹²⁸. L'occupation n'abolit pas les frontières en place, mais produit une nouvelle forme de transfrontalier. Jusqu'à la Première Guerre mondiale se maintient un système où les consuls russes exercent une autorité parallèle à celle des administrations persanes. L'exercice de cette souveraineté informelle russe se fait surtout par l'intermédiaire de la vice-royauté du Caucase en ce qui concerne l'Iran du Nord-Ouest : les consuls russes s'adressent bien plus fréquemment au vice-roi qu'à l'ambassadeur à Téhéran, auquel ils sont nominalement soumis⁹²⁹.

La domination russe apparaît dans l'historiographie iranienne, très influencée par la lecture « constitutionnaliste » et nationale, comme une période noire. Sous la protection des Russes prospèrent en effet les élites conservatrices des provinces septentrionales, combattues depuis 1906 par les révolutionnaires. Samad Khan Shudja ed-Dovleh, un des principaux acteurs du mouvement monarchiste pendant la guerre civile, devient l'homme fort d'Azerbaïdjan iranien grâce aux Russes et fait de sa province un territoire indépendant de fait de Téhéran. Il reste connu pour sa brutalité et sa cruauté envers ses opposants, arrêtés et torturés en nombre. Il ajoute à la violence une propension certaine à gouverner la région pour son propre profit, plus encore que comme serviteur docile des intérêts russes⁹³⁰. Les autres puissances européennes regardent avec scepticisme l'évolution de la province, craignant qu'elle ne s'émancipe du reste de l'Iran pour devenir formellement un protectorat russe⁹³¹. En dépit de ces critiques, la présence russe rencontre à l'échelle régionale le soutien instable d'une partie de la population. Les marchands apprécient la reprise des échanges avec le Caucase russe, ainsi que la stabilité nouvelle. Les exportations depuis l'Azerbaïdjan iranien vers la Russie augmentent rapidement, de 35 à près de 50 millions de roubles entre 1911 et 1914⁹³². Les travailleurs migrants peuvent pour leur part profiter des circulations facilitées avec ce même Caucase, en raison d'une intégration de plus en plus poussée⁹³³. Tout en

⁹²⁸ Ann Laura Stoler, Carole McGranahan, « Refiguring Imperial Terrains », *Ab Imperio*, 2/2006, pp. 17-58.

⁹²⁹ L'ambassadeur Poklevsky Kozell reconnaît publiquement cette marginalisation. Au début de juin 1914, Vorontsov-Dachkov va jusqu'à proposer que les consuls en Iran du Nord lui soient officiellement subordonnés, tout en maintenant une cotutelle de l'ambassade. Jennifer Siegel, *op.cit.*, 2002, pp. 155 et 187 ; Boris Nikitine, *op.cit.*, 1941, pp. 79-80.

⁹³⁰ Sur la question des répressions, 'Abdollah Bahrâmî, *Khâterât-e 'Abdollah Bahrâmî*, Vol. 1, pas de lieu, pas d'éditeur, 1344 (1965), pp. 536-537 ; Vladimir Genis (éd.), *Vitse-konsul Vvedenskij. Sluzhba v Persii i Bukharskom khanstve (1906-1920 gg.)*, Moscou, Mysl', 2003, p. 12.

⁹³¹ Rapport de la légation italienne à Téhéran au ministère des Affaires étrangères, 4 août 1912, ASMAE, Affari Politici (1891-1916), b. 524.

⁹³² 'Abdollah Bahrâmî, *op.cit.*, 1344 (1965), p. 535 ; Sh.A. Tagieva, *Natsional'no-osvoboditel'noe dvizhenie v Iranskom Azerbajdzhan v 1917-1920 gg.*, Bakou, Izdatel'stvo AN ASSR, 1956, p. 32.

⁹³³ Sur l'intensification de ces circulations, voir la lettre du consul-général iranien à Tiflis à la chancellerie du vice-roi du Caucase, 30 mars (12 avril) 1913, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 96, l. 16.

reposant sur la force, la présence russe sait donc se construire une légitimité reposant sur des principes sociaux et économiques⁹³⁴.

La stabilisation permise par la présence russe s'observe directement dans la reprise de mécanismes de règlement des litiges frontaliers abandonnés au cours de la révolution constitutionnelle. Dans la steppe du Moughan, le règlement des litiges relatifs aux vols et violences transfrontalières est confié depuis la fin du XIX^e siècle à une formation spéciale, le « tribunal frontalier », qui rassemble à intervalles réguliers les commissaires frontaliers nommés par les deux Etats (*figure 40*). Ce tribunal émet par consensus des décisions que chaque commissaire doit faire appliquer. A la veille de la révolution constitutionnelle persane, du 17 mars au 24 avril 1906, le tribunal frontalier pour le secteur d'Ardabil siège : près de 162 verdicts sont rendus, sur 96 plaintes présentées par les sujets russes et 66 par les sujets persans. Les Russes se voient attribuer 23.994 roubles d'indemnités, contre 8.304 roubles pour les Persans⁹³⁵. A partir du début de la révolution constitutionnelle iranienne, le fonctionnement du tribunal frontalier devient de plus en plus irrégulier, alors que s'accumulent les plaintes des ressortissants russes qui subissent le contrecoup de l'insécurité des confins persans et de l'activation des tribus. Les tribus shahsevenes et karadaghies, qui luttent contre les constitutionnels persans à partir de l'été 1908 et jouissent à ce titre d'une forme de tolérance de la Russie, se livrent dans le même temps à de véritables razzias frontalières contre la paysannerie du côté russe du Moughan. Le chef tribal Rahim Khan, un des principaux alliés de l'autocratie iranienne, est aussi le principal responsable de ces razzias, qui alimentent sa clientèle. Lorsque les constitutionnels reprennent le pouvoir en 1909, ses violences redoublent et la mise à sac des villes frontalières persanes se double de véritables équipées sur le sol d'une Russie qui demeure peu réactive et dont les forces frontalières sont trop peu nombreuses pour empêcher le passage des Shahsevens⁹³⁶.

Les activités de Rahim Khan au cours de la révolution constitutionnelle soulignent les limites d'un système de règlement institutionnel des litiges frontaliers face à l'effondrement de l'autorité étatique en Perse. En novembre 1909, le correspondant du *Times* à Pétersbourg s'étonne de la tolérance apparente de la Russie envers l'insécurité frontalière : « Les intérêts

⁹³⁴ Il nous semble cependant un peu incongru de voir dans cette présence russe un exemple de « soft power », comme le fait Paul Du Quenoy, « The Russian Empire and Egypt, 1900-1915: A Case of Public Diplomacy », *Journal of World History*, Vol. 19, No. 2, juin 2008, pp. 230-231.

⁹³⁵ Rapport annuel du commissaire frontalier pour la Perse, 19 juin (2 juillet) 1906, STsSSA, f. 13, op. 1, d. 77, l. 9.

⁹³⁶ Les Russes capturent brièvement Rahim Khan en septembre 1909, avant de le libérer : Edward G. Browne, *The Press and Poetry of Modern Persia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1914, p. 319 ; sur ces pillages, Ahmad Kasravî, *op.cit.*, 1340 (1961), pp. 91-95 et 98 ; Ibrâhîm Kalântarî Bâghmisheî, *op.cit.*, 1377 (1998-1999), p. 251.

de l'Empire [russe] exigent une cessation immédiate de l'anarchie sur ses frontières. Une expédition punitive contre les Shahsevens aurait été entreprise il y a longtemps si leurs propensions à la maraude s'étaient exercées sur notre frontière indienne »⁹³⁷. En pratique, la persistance de l'activité prédatrice des Shahsevens s'explique par la prudence dont font preuve les autorités de part et d'autre de la frontière, entre volonté de satisfaire les plaintes légitimes de la population paysanne locale et crainte de s'aliéner une population nomade dont les forces restent importantes : les rares réunions du tribunal frontalier qui ont lieu entre 1908 et 1912 s'avèrent peu efficaces. La faible monétisation de l'économie nomade contraint les Persans à prélever en nature les amendes imposées aux nomades, ce qui complique encore leur tâche. Au 1^{er} janvier 1912, le commissaire russe, Tsyss, évalue à plus de 850 le nombre de plaintes russes pendantes, pour un montant présomptif de 899.574 roubles d'indemnités⁹³⁸. L'occupation russe de l'Iran du Nord entraîne une reprise de l'activité du tribunal. En septembre 1912, le gouverneur d'Ardabil, Rashid ol-Molk, rassemble 10.677 moutons, 1.858 têtes de gros bétail, 675 chevaux et 142 chameaux afin de satisfaire les demandes de ressortissants russes pour des vols remontant jusqu'à 1909⁹³⁹. Il faut en un sens l'hégémonie russe en Perse du Nord pour que la frontière puisse recommencer à fonctionner « normalement ». La reprise du tribunal frontalier à partir de 1912 est d'autant plus frappante qu'elle permet d'éviter des mesures de confiscation par les troupes russes et fournit un cadre juridique aux demandes russes de réparation⁹⁴⁰. Nos hypothèses sur l'équilibre du système frontalier caucasien peuvent être testées jusque dans les années qui précèdent immédiatement la guerre : à partir de 1912, d'importantes perturbations secouent bien la région et la politique des puissances la place en 1913-1914 au cœur de la diplomatie européenne.

4. Equilibres caucasiens et déstabilisation internationale

L'intervention russe en Iran du Nord, si elle ne provoque pas de crise majeure, marque le début d'une évolution caractérisée par l'impact d'une série de crises extérieures. Ces modifications externes perturbent les équilibres régionaux et font resurgir des tensions

⁹³⁷ Richard Tapper, *op.cit.*, 1986, p. 508.

⁹³⁸ Lettre de la chancellerie du vice-roi à l'ambassadeur en Perse, Poklevskij-Kozell, 17 (30) avril 1912, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 155, ll. 25-26.

⁹³⁹ Rapport du commissaire frontalier pour la Perse à la vice-royauté du Caucase, 30 septembre (13 octobre) 1912, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 155, ll. 35-37.

⁹⁴⁰ Le ministère russe des Affaires étrangères est soucieux de ne pas violer le droit international dans cette affaire : lettre du ministère au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 20 septembre (3 octobre) 1912, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 354, l. 171.

centrées autour de la question arménienne, en Anatolie orientale. L'opposition d'intérêts diplomatiques et militaire a été principalement retenue par l'historiographie, mais une étude plus précise des sources locales permet de révéler des dynamiques contraires jusqu'à la veille de la guerre.

a) Dans la zone de friction des empires

Cette transformation des relations frontalières à l'occasion de modifications des situations politiques révèle des échelles qui ne se limitent pas à l'espace du Caucase, mais intègrent potentiellement des connexions plus vastes avec d'autres régions d'Europe, du Moyen-Orient ou d'Asie centrale. Ces connexions désignent notamment ce qu'un projet dirigé par Omer Bartov et Eric Weitz a pu qualifier de « zone de friction des empires » (*shatterzone of empires*), s'étendant des confins centre-européens, jusqu'au Caucase, en passant par les Balkans. Cette zone de friction est conçue dans leur perspective comme un ensemble de confins, dont les caractéristiques de diversité ethnique, religieuse et culturelle se transforment à partir de la fin du XX^e siècle en facteurs d'une violence de masse, à l'intersection entre les grands empires de la région⁹⁴¹. L'intégration du Caucase dans cette zone de friction des empires permet une réflexion sur les circulations et influences mutuelles. Alors même que monte la crise russo-iranienne commence en septembre 1911 la guerre entre l'Empire ottoman et l'Italie, pour le contrôle de la Libye. L'Italie peut compter dans cette intervention sur la bienveillante neutralité de la Russie, qui refuse les demandes turques de médiation⁹⁴². A partir d'octobre 1912, ce premier conflit est suivi par la guerre déclenchée par la Ligue balkanique – Grèce, Serbie, Monténégro et Bulgarie – contre l'Empire ottoman. Cette guerre entraîne une déroute ottomane plus sérieuse encore qu'en Libye et touchant au cœur de l'empire⁹⁴³. L'impact de ces guerres apparaît très significatif à l'échelle de l'Empire ottoman, en raison de l'humiliation qu'elles produisent et de la radicalisation des élites politiques ottomanes face à ce qu'elles perçoivent comme une menace de ruine imminente⁹⁴⁴. Si elle est produite par des menaces extérieures, cette radicalisation touche en priorité les

⁹⁴¹ Omer Bartov, Eric D. Weitz (dir.), *Shatterzone of Empires. Coexistence and Violence in the German, Habsburg, Russian, and Ottoman Borderlands*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 2013.

⁹⁴² En octobre 1909, dirigeants italiens et russes se rencontrent au sommet de Racconigi où ils s'engagent à soutenir leurs revendications mutuelles sur la Cyrénaïque et les Détroits, ainsi qu'à maintenir le *statu quo* dans les Balkans. Alessandro Duce, « The War in Libya and Russia », in Luca Micheletta, Andrea Ungari (dir.), *The Libyan War, 1911-1912*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2013, pp. 118-121.

⁹⁴³ Pour un bref résumé de ces guerres du point de vue ottoman, voir İsmet Görgülü, *On yıllık Harbin Kadrosu, 1912-1922*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1993, pp. 9-16.

⁹⁴⁴ Pour un résumé de l'historiographie sur ce point, Mark Levene, *op.cit.*, 2013, pp. 99-121 ; Sean McMeekin, *op.cit.*, 2011, pp. 23-25.

minorités de l'empire, de plus en plus associées à des ennemis intérieurs et la campagne de boycott lancée contre la communauté grecque au début de l'année 1914 traduit directement cette évolution⁹⁴⁵.

Ces deux guerres ont un impact direct sur l'évolution des relations frontalières au Caucase. Dans une approche géopolitique, la crainte que la Russie ne profite de l'affaiblissement de l'empire pour procéder à une intervention militaire ne concerne pas que les dirigeants, mais aussi la population musulmane d'Anatolie orientale, où arrive une partie des 177.000 musulmans qui fuient les Balkans⁹⁴⁶. La guerre voit aussi le développement d'un mouvement de mobilisation massif, à travers l'empire, en faveur de la défense nationale. Les guerres de Tripolitaine et des Balkans apportent une réalité aux inquiétudes panislamistes des dirigeants tsaristes, car elles entraînent des mobilisations au-delà des empires. L'Empire ottoman encourage explicitement un appel à la solidarité musulmane, notamment à travers ses représentations à l'étranger. La nouvelle de la guerre entraîne aussi des initiatives spontanées de collecte parmi des communautés musulmanes de Russie. En novembre-décembre 1911, la fête du Kurban Bayram voit ainsi de nombreux musulmans renoncer au sacrifice rituel du mouton, envoyant à la place une offrande au profit de la Turquie⁹⁴⁷. L'épisode marque un élargissement de l'appel à une solidarité panislamique, puisque le Caucase oriental, chiite, se mobilise aussi en faveur de l'Empire. Le nouveau consul ottoman à Bakou, Ali Kemal Bey, se montre particulièrement actif dans la collecte d'argent. Afin de contourner la restriction posée par la neutralité russe dans le conflit, il présente ces collectes comme exclusivement humanitaires et obtient des dons des magnats locaux du pétrole. Dans ses mémoires, Fahrettin Erdoğan parle de 100.000 livres turques récoltées parmi les femmes des magnats du pétrole pour aider les soldats blessés de l'armée turque⁹⁴⁸.

Les autorités tsaristes regardent avec hostilité ces collectes, qui provoquent une intensification du contrôle sur les consulats ottomans au Caucase⁹⁴⁹. Elles craignent l'activité

⁹⁴⁵ Y. Doğan Çetinkaya, *The Young Turks and the Boycott Movement. Nationalism, Protest and the Working Class in the Formation of Modern Turkey*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2014, pp. 176-203 ; en Anatolie orientale, les sources consulaires confirment bien que les minorités se laissent aller à l'occasion de ces guerres à des déclarations « imprudentes » : rapport du vice-consul britannique à Van, 4 avril 1913, in Anita L.P. Burdett (éd.), *op.cit.*, 1998, pp. 280-281.

⁹⁴⁶ Rapport de l'état-major caucasien à l'état-major central, 18 (31) octobre 1911, RGVIA, f. 2000, op. 1, d. 7716, ll. 277-280 ; Nicholas Doumanis, *op.cit.*, 2013, pp. 148-149.

⁹⁴⁷ Lettre du ministère de l'Intérieur à l'état-major, 8 (21) décembre 1911, RGVIA, f. 2000, op. 1, d. 7716, l. 293.

⁹⁴⁸ Fahrettin Erdoğan, *op.cit.*, 1954, p. 48 ; plusieurs sont récompensés par des décorations ottomanes : note du Sadâret au ministère des Affaires étrangères demandant des précisions au consulat de Bakou sur le magnat Musa Nagiev (Nağiyev), 13 Şevval 1331 (15 septembre 1913), BOA, BEO, 4213/315919.

⁹⁴⁹ Werner Zürer, sans préciser ses sources, affirme que les autorités tsaristes tolèrent les collectes pendant la guerre de Tripolitaine, mais les interdisent pendant les guerres balkaniques. Werner Zürer, *op.cit.*, 1978, p. 11 ;

de démarcheurs itinérants parcourant les campagnes pour lever des fonds, dont certains pourraient être liés au Comité Union et Progrès selon les renseignements fournis par le renseignement militaire en Anatolie orientale⁹⁵⁰. Ces démarcheurs se trouvent fréquemment être des autochtones, qui parcourent leur région d'origine. Erdoğan raconte ainsi :

« Je parcourais les régions de Sarıkamış et Kağızman, où je récoltais de l'argent et établissais une liste des donateurs. Je dus aller à Kars, pour les remettre au consulat, mais il me fallut trouver un stratagème, car le consulat turc était placé sous surveillance et les individus qui s'y rendaient étaient suivis et arraisonnés à leur sortie par des espions⁹⁵¹. »

Le témoignage d'Erdoğan souligne le rôle joué par les consulats turcs dans la logistique de cette aide transfrontalière, car ils prennent en charge les virements d'argent, qui passent souvent par l'appareil du Croissant-Rouge ottoman. L'aide matérielle apportée à l'effort de guerre ottoman par des sujets russes peut apparaître gênante, alors que la société civile chrétienne de l'empire se mobilise en faveur des Etats balkaniques. Les autorités constatent pourtant que cette collecte ne s'accompagne qu'exceptionnellement de démonstrations politiques et il semble que la principale inquiétude découle des éléments symboliques associés à ces collectes⁹⁵². Certaines pratiques, comme l'établissement de listes de donateurs, envoyées à Constantinople, renvoient à un imaginaire à la fois religieux et national : la souscription constitue depuis le XIX^e siècle un élément central de construction des communautés nationales et étatiques et la pratique de souscriptions transimpériales, sur des bases religieuses, semble contester les frontières politiques.

Faute de pouvoir interdire une aide « humanitaire » qu'elle encourage pour les Etats balkaniques, l'administration tsariste entreprend de surveiller étroitement tous les écarts à la neutralité. La police politique tsariste surveille notamment les tendances à la politisation intérieure qui s'observent au Caucase en lien avec la guerre. Le parti « tatar » *Musavat*, créé en 1911, radicalise ses positions à l'occasion de la guerre et exprime sa solidarité en faisant publier des déclarations dans plusieurs journaux ottomans, notamment le *Sebil ül-reşad* à la

Ljutsian Klimovich, *Islam v tsarskoj Rossii. Očerki*, Moscou, Gosudarstvennoe Antireligioznoe Izdatel'stvo, 1936, p. 227.

⁹⁵⁰ Rapport de l'agent *Krasivyyj*, 27 septembre (10 octobre) 1913, BCA, 930.1.0.0/3.36.1 ; lettre du consul-général russe Erzurum au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 14 (27) juin 1913, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 357, l. 14 ; Nizamettin Onk, *op.cit.*, 2006, pp. 138-139 ; Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, p. 87.

⁹⁵¹ Fahrettin Erdoğan, *op.cit.*, 1954, pp. 46-47.

⁹⁵² La commission spéciale aux affaires musulmanes du ministère de l'Intérieur souligne que la collecte ne s'accompagne pas de démonstrations de déloyauté. Minutes de la commission, 29 avril (12 mai) 1914, in I.K. Zagidullin (éd.), *Osoboe soveshchanie po musul'manskim delam 1914 goda. Zhurnaly*, Kazan, Ikhlas, 2011, p. 40.

fin de l'année 1912⁹⁵³. Ces déclarations circulent largement parmi les musulmans du Caucase russe, suscitant l'inquiétude des autorités tsaristes⁹⁵⁴. La politisation intérieure est également visée sous la forme du volontariat au profit de l'empire ottoman : un des exemples les plus connus est celui des révolutionnaires arméniens engagés aux côtés des armées balkaniques. Le futur général Andranik, qui se trouve en Bulgarie depuis 1906, participe ainsi aux combats dans une brigade formée spécialement entre 1912 et 1913⁹⁵⁵. Parmi les musulmans du Caucase, des engagements similaires sont notés, en particulier dans les régions de Kars et Batoumi. La presse ottomane relève l'engagement d'infirmières, mais aussi de volontaires armés, bien que ceux-ci semblent relever de cas individuels plus que d'une mobilisation collective⁹⁵⁶. La seule véritable entreprise de constituer une brigade de volontaire similaire à celles créées par les Arméniens est due à un natif de Kars, Ibrahim Bey Cihangiroğlu, qui établit un bataillon de volontaires caucasiens (*Kafkas Gönüllü Kıtası*)⁹⁵⁷.

Les guerres balkaniques constituent une rupture dans la perception administrative et politique de la possible mobilisation des musulmans de l'Empire tsariste au profit des Ottomans. Cette crainte est facilitée par la mise en place de structures ottomanes pérennes de collecte au profit de l'armée et de la flotte turques⁹⁵⁸. Une des institutions les plus significatives à cet égard est la Société d'aide nationale à la marine ottomane (*Donanma-yı Osmanî Muavenet-i Milliye Cemiyeti*), fondée en juillet 1909 par des notables de Constantinople⁹⁵⁹. Oscillant entre des appels à l'identité turque, ottomane et musulmane, cette Société incarne les ambiguïtés de l'Empire ottoman tardif. Emanation de la société civile, elle peut jouer de ressorts transimpériaux plus librement qu'une institution étatique. La Société se dote rapidement de branches à l'étranger, notamment dans les régions musulmanes, où elle associe sujets ottomans, notables musulmans locaux et représentants consulaires et diplomatiques⁹⁶⁰. Les organes des musulmans de Russie émigrés dans l'Empire ottoman, comme le *Tearıf-i Müslimin* déjà cité contiennent fréquemment des références à ces

⁹⁵³ Nâdir Devlet, *Rusya Türklerinin millî mücadele tarihi (1905-1917)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1999, pp. 135-136 ; Enis Şahin, *Türkiye ve Maverâ-yı Kafkasya İlişkileri içerisinde Trabzon ve Batum konferansları ve antlaşmaları, 1917-1918*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 2002, p. 51.

⁹⁵⁴ Mirza Bala Mehmetzade, *Millî Azerbaycan Hareketi. Azerbaycan Müsavat Halk Fırkası Tarihi*, Ankara, Azerbaycan Kültür Derneği, 1991 (1938), pp. 34-40.

⁹⁵⁵ G.B. Garibdzhanjan, *Narodnyj geroj Andranik*, Erevan, Gitelik, 1990, pp. 12-13.

⁹⁵⁶ « İmparatorluk Haricindeki Türklerinin Osmanlılara Yardımları », *Türk Yurdu*, Vol. 3, 1329 (1913), p. 159.

⁹⁵⁷ Betül Aslan, *Birinci Dünya Savaşı esnasında "Azerbaycan Türkleri"nin "Anadolu Türkleri"ne Kardaş Kömeği ve Bakû Müslüman Cemiyet-i Hayriyesi*, Ankara, Atatürk Kültür Merkezi, 2000, p. 52.

⁹⁵⁸ Sur les mesures de lutte de manière générale contre la mobilisation en faveur des Ottomans, D. Arapov renvoie à A. krichinskij, *Ocherki russkoj politiki na okrainakh*, T. 1, Bakou, 1919, mais nous n'avons pas pu consulter ce texte. D. Arapov, *Imperatorskaja Rossija i musul'manskij mir*, Moscou, Natalis, 2006, p. 314.

⁹⁵⁹ Selahittin Özçelik, *Donanma-yı Osmanî Muavenet-i Milliye Cemiyeti*, Ankara, Türk Tarih Kurumu, 2000, pp. 11-21.

⁹⁶⁰ *Ibid.*, pp. 113-123.

collectes⁹⁶¹. Dans une étude récemment consacrée à la Société, Selahittin Özçelik a souligné l'importance considérable de la Société dans le financement à la veille de la guerre d'un effort de modernisation de la flotte ottomane⁹⁶². Elle se trouve en réalité à l'origine d'une dynamique entretenue, car elle reçoit au fur et à mesure des privilèges et concessions qui accroissent sa surface financière et en font une véritable institution paraétatique. Parmi ces privilèges, on trouve notamment la vente de plusieurs produits, dont le papier à cigarettes et les allumettes, ainsi qu'une loterie.

Aux confins des empires ottoman et russe, ces privilèges commerciaux donnent lieu à des conflits qui relèvent aussi bien de questions commerciales que politiques. Comme principal lieu d'entrée de la contrebande, commerciale mais aussi politique, depuis l'Empire ottoman, le port de Batoumi attire une attention particulière des autorités tsaristes⁹⁶³. Dès l'été 1910, plusieurs musulmans vendant le papier à cigarettes de la Société dans les tavernes de Batoumi sont condamnés à des peines de prison, au sujet desquelles la Société alerte le ministère des Affaires étrangères ottoman⁹⁶⁴. A partir de la guerre de Libye, la lutte contre la vente de produits destinés à soutenir la flotte ottomane prend un tour plus massif, sans qu'il soit aisé de discerner à travers les rapports tsaristes l'ampleur exacte prise par le phénomène. Ces rapports révèlent une forme d'imaginaire policier de la taverne (*kahvehane* en turc, *q'avakhana* en géorgien) – musulmane – des villes frontalières comme lieu de sédition. On y rapporte la présence d'affiches appelant à la collecte en faveur de la flotte ottomane (*figures 41 et 42*)⁹⁶⁵. Les clivages révélés par le phénomène traversent les empires, puisqu'à l'inverse nombre de marchands grecs du littoral ottoman de la mer Noire refusent de vendre les produits en question⁹⁶⁶. Le retour au pouvoir du Comité Union et Progrès, en janvier 1913, après son éviction en juillet 1912, marque une accélération de l'effort de guerre ottoman, sous la férule d'Enver Pasha⁹⁶⁷. Comme dans le cas de l'occupation russe de l'Iran, on observe ici

⁹⁶¹ Lettre de Stolypine à Sazonov, 13 (26) décembre 1910, RGIA, f. 821, op. 133, d. 469, ll. 88-89, reproduit par D. Arapov, *op.cit.*, 2006, pp. 309-310.

⁹⁶² Özçelik s'appuie sur les archives de la Société, conservées à l'Institut d'histoire de la révolution turque (TITE) à Ankara. Nous n'avons pas consulté ces archives, mais la lecture du catalogue, disponible en ligne et dans les centres d'archives de la présidence du Conseil à Istanbul et Ankara, fournit des informations intéressantes à travers les descriptifs détaillés de ses notices.

⁹⁶³ Sur la crainte de l'entrée d'une propagande politique ottomane, voir Otar Gogolishvili, *op.cit.*, 1998, pp. 21-22.

⁹⁶⁴ Celui-ci considère apparemment qu'il ne peut pas intervenir. Ces renseignements sont tirés d'une notice contenue dans le catalogue des archives du TITE, qui renvoie à une note du ministère à la Société, le 26 Temmuz 1326 (8 août 1910) : TITE, K-7, s. 153, k. 191, b. 4.

⁹⁶⁵ Selahittin Özçelik, *op.cit.*, 2000, p. 236 ; E.K. Sarkisjan, *op.cit.*, 1962, pp. 118-119.

⁹⁶⁶ Selahittin Özçelik, *op.cit.*, 2000, p. 218.

⁹⁶⁷ Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, Oxford, Oxford University Press, 2002 (1968), p. 223-225.

la manière dont des conflictualités diplomatiques et militaires s'articulent à des phénomènes politiques et sociaux plus locaux qui traversent les frontières.

b) Des acteurs à contre-temps : l'ambiguïté d'une politique locale

Les guerres balkaniques représentent un facteur important de déstabilisation pour le fonctionnement de l'espace caucasien. A la fin de l'année 1912, l'afflux de réfugiés en Anatolie orientale et l'exacerbation des tensions entre chrétiens et musulmans sont un phénomène largement relevé par les observateurs⁹⁶⁸. Cette situation dégradée remet à l'ordre du jour le thème des réformes administratives et politiques en Anatolie orientale, connues sur le plan diplomatique comme la question des « réformes arméniennes⁹⁶⁹ ». Il n'est plus possible de parler à leur propos, comme le faisait Roderic H. Davison, d'un oubli historiographique, car le thème a fait l'objet d'études dans le cadre de l'examen d'une question arménienne plus vaste⁹⁷⁰. La question nous intéresse ici à plusieurs titres. D'une part, parce qu'elle constitue un élément crucial de la trame interprétative d'une montée des tensions à la veille de la guerre. Les négociations qui se déroulent en 1912-1913 autour de ces réformes arméniennes sont perçues comme une source d'accroissement de rivalités géopolitiques et diplomatiques entre les puissances européennes et l'Empire ottoman. D'autre part, parce que la dimension régionale de cette question reste jusqu'à nos jours peu étudiée. On dispose de relativement peu de travaux sur l'impact de ces négociations dans les régions elles-mêmes, sur la place des acteurs régionaux dans leur évolution ou les débuts de leur application⁹⁷¹. Les recherches réalisées par Mikhaïl Lazarev et, plus récemment, Michael Reynolds sur la politique kurde de la Russie à la veille de la guerre viennent en effet rappeler l'importance d'une perception plus fine de ces acteurs régionaux. Elles soulignent que la politique de soutien aux réformes arméniennes se double d'un jeu régional centré sur le rôle éventuel des Kurdes en cas de conflit militaire.

Ces réformes constituent indéniablement, au cours de l'année 1913, un point de fixation dans les relations entre puissances mais aussi, pour ce qui nous intéresse plus directement, dans l'espace frontalier. La Russie prend l'initiative d'une intervention en

⁹⁶⁸ A.K. Poghosjan, *op.cit.*, 1991, pp. 179-180 ; rapport du consul russe à Van, 25 novembre (8 décembre) 1912, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 383, l. 14.

⁹⁶⁹ Dikran Mesrob Kaligian, *op.cit.*, 2009, pp. 164-165 ; Ludovic de Contenson, *Les réformes en Turquie d'Asie. La question arménienne, la question syrienne*, Paris, Plon, 1913.

⁹⁷⁰ Roderic H. Davison, « The Armenian Crisis, 1912-1914 », *The American Historical Review*, Vol. 53, No. 3 (Avril 1948), pp. 481-482.

⁹⁷¹ Au-delà des sources consulaires étrangères, on peut consulter les documents ottomans rassemblés dans Zekeriya Türkmen (éd.), *Vilayât-ı Şarkiye (Doğu Anadolu vilayetleri) Islahat Müfettişliği 1913-1914*, Ankara, Türk Tarih Kurumu, 2006.

décembre 1912, lors de la conférence de Londres qui doit régler les guerres balkaniques. La situation en Anatolie orientale connaît une dégradation continue des relations sociales et interethniques et la rupture entre dachnaks et unionistes est désormais consommée⁹⁷². Deux orientations se rejoignent dans cette initiative russe : d'un côté, la pression de la vice-royauté du Caucase qui transmet les pétitions du catholicos arménien et des communautés arméniennes de l'espace frontalier. Vorontsov-Dachkov souligne que la détérioration politique et sociale de la situation en Anatolie orientale maintient un foyer d'instabilité à la frontière du Caucase russe et fait peser le risque de troubles renouvelés dans l'Empire tsariste⁹⁷³. De l'autre côté, le ministère des Affaires étrangères, où plusieurs juristes d'envergure, tels que Fedor Martens et Andrej Mandel'shtam conçoivent le plan d'un statut permettant de concilier la souveraineté ottomane avec une large autonomie pour la population arménienne⁹⁷⁴. Au début de décembre 1912, l'ambassadeur Girs remet à la Porte un mémorandum reprenant les griefs des Arméniens et exigeant l'application de l'édit de réforme du 20 octobre 1895, jamais mis en œuvre⁹⁷⁵. Au cours de la conférence de Londres s'observe l'interconnexion entre question balkanique et réformes arméniennes, dans un lien qui ne peut qu'inquiéter les Ottomans. La Russie y pose en championne de la cause arménienne, exigeant la fin de l'insécurité pour les Arméniens d'Anatolie orientale, l'interdiction de l'installation de réfugiés musulmans dans la région et une autonomie administrative aussi large que possible, sous tutelle européenne⁹⁷⁶. Afin de soutenir cette initiative et de mener une politique d'influence auprès des Puissances, le catholicos nomme une délégation nationale arménienne, présidée par le notable arméno-égyptien Boghos Nubar Pasha⁹⁷⁷.

⁹⁷² En août 1912, le Bureau occidental des Dachnaks annonce la rupture de son alliance avec le Comité Union et Progrès, en raison des désaccords persistants sur la politique envers les provinces orientales. Dikran M. Kaligian, « A prelude to genocide: CUP population policies and provincial insecurity, 1908-14 », in Dominik J. Schaller, Jürgen Zimmerer (dir.), *Late Ottoman Genocides. The dissolution of the Ottoman Empire and Young Turkish population and extermination policies*, Londres-New York, Routledge, 2009, pp. 78-79 ; Feroz Ahmad, *From Empire to Republic. Essays on the Late Ottoman Empire and Modern Turkey*, Vol. 2, Istanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008, pp. 193-194.

⁹⁷³ Entre la fin de l'année 1911 et le début de l'année 1912 a ainsi lieu le retentissant procès de militants dachnaks devant un tribunal spécial du Sénat à Pétersbourg : 52 accusés sont condamnés à la prison ou à l'exil et 4 à la déportation en Sibérie. Hratch Dasnabedian, *op.cit.*, 1988, pp. 93-94 ; Manoug Joseph Somakian, *Empires in Conflict. Armenia and the Great Powers, 1895-1920*, Londres-New York, I.B. Tauris, 1995, pp. 46-47.

⁹⁷⁴ Peter Holquist, « The Politics and Practice of the Russian Occupation of Armenia, 1915-February 1917 », in Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek, Norman M. Naimark (dir.), *A Question of Genocide. Armenians and Turks at the End of the Ottoman Empire*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011, p. 153.

⁹⁷⁵ Voir les dépêches de Girs au ministère des Affaires étrangères russe en date du 26 novembre (9 décembre) et du 4 (17) décembre 1912, reproduites dans *Sbornik diplomaticheskikh dokumentov. Reformy v Armenii. 26 nojabrja 1912 goda-10 maja 1914 goda*, Petrograd, Gosudarstvennaja Tipografija, 1915, pp. 3-5 et 7.

⁹⁷⁶ Dikran Mesrob Kaligian, *op.cit.*, 2009, pp. 163-165.

⁹⁷⁷ Nubar naît en 1851 à Constantinople. Son père est plusieurs fois ministre des khédives. Nubar fonde en 1906 au Caire l'Union générale arménienne de bienfaisance (UGAB). Vatche Ghazarian (éd.), *Boghos Nubar's Papers and the Armenian Question 1915-1918*, Waltham, Mayreni Publishing, 1996, pp. xviii-xix.

Les dirigeants jeunes-turcs font leur possible pour éviter l'imposition par les puissances d'un règlement de ce type. Ils tentent au printemps 1913 de développer un projet général de réformes qui contourne la qualification ethnique, au profit d'un programme de lutte contre l'insécurité et la corruption⁹⁷⁸. La Porte essaie de recourir à des experts britanniques, avant de soumettre son propre projet de réformes, qui prévoit de créer deux inspectorats-généraux, sur la base des six provinces arméniennes⁹⁷⁹. Chacun serait dirigé par un inspecteur-général turc assisté d'une commission composée de deux Arméniens, deux Turcs et deux Européens⁹⁸⁰. En dépit de concessions importantes, le projet ottoman apparaît comme insuffisant aux Russes, qui souhaitent réduire au minimum l'influence turque dans les futurs inspectorats-généraux. La situation est compliquée par la méfiance des autres puissances européennes envers tout projet qui favoriserait trop clairement Pétersbourg⁹⁸¹. De plus, les conflits portent sur les conditions elles-mêmes auxquelles sont attachées les réformes : l'évaluation de la population arménienne des six provinces fait l'objet de disputes incessantes entre le patriarcat arménien de Constantinople et la Porte. Alors que le premier affirme que les Arméniens sont près d'un million dans ces provinces, soit 39 % de la population estimée, et présente Turcs et Kurdes comme des groupes différents, le recensement proposé par la Porte ne parle que de 600.000 Arméniens, soit 17 % de la population estimée, et leur oppose une catégorie homogène de « musulmans »⁹⁸². Les tensions entre puissances et ces désaccords expliquent la lenteur du processus de négociations qui s'initie à partir de l'hiver 1912-1913 et se prolonge jusqu'à la fin de l'année 1913, à travers une conférence des ambassadeurs à Constantinople. L'Allemagne apparaît comme la puissance la plus opposée à une évolution qu'elle perçoit comme un prélude au démembrement final de l'Empire ottoman⁹⁸³.

Le paradoxe de ces réformes arméniennes est que leur aboutissement s'accompagne d'une modification de la politique d'influence russe, qui renforce ses connexions avec les

⁹⁷⁸ Yektan Türkyılmaz, *Rethinking Genocide: Violence and Victimhood in Eastern Anatolia, 1913-1915*, Thèse de doctorat, Duke University, 2011, pp. 56-57 ; dès janvier 1912, des mesures de renforcement du pouvoir administratif provincial sont prises : Erdal Aydoğan, *İttihat ve Terakki'nin Doğu politikası, 1908-1918*, Ankara-Istanbul, Ötüken, 2005, pp. 60-61.

⁹⁷⁹ Décision du conseil des ministres ottoman, 9 Temmuz 1329 (22 juillet 1913), in Zekeriya Türkmen (éd.), *op.cit.*, 2006, pp. 119-120 ; dans un entretien avec l'ambassadeur Girs, Talât Pasha souligne l'inacceptabilité de la démarche et propose en contrepartie d'exiger de la Russie des réformes au Turkestan : Alpay Kabacalı (éd.), *Talât paşa'nın anıları*, Istanbul, Kültür Yayınları, 2000, pp. 27-28 ; *Osmanlı Mebusan Meclisi Reisi Halil Mentеше'nin anıları*, Istanbul, Hürriyet Vakfı Yayınları, 1986, pp. 167-175.

⁹⁸⁰ Dépêche de Girs au ministère des Affaires étrangères, 15 (28) décembre 1912, *Sbornik diplomaticheskikh...*, 1915, p. 10. Voir aussi pp. 15-17 pour le texte complet du projet ottoman.

⁹⁸¹ Télégramme de l'ambassadeur Wangenheim à l'Auswärtiges Amt, 30 juin 1913, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), R 14080.

⁹⁸² Mark Levene, *op.cit.*, 2013, pp. 125-126 ; Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, pp. 47-48.

⁹⁸³ Dépêche de Girs au ministère des Affaires étrangères, 4 (17) octobre 1913, *Sbornik diplomaticheskikh...*, pp. 97-98.

élites kurdes de l'espace tri-frontalier. Depuis 1910, la question kurde suscite l'intérêt des autorités tsaristes, en raison des tensions entre certains chefs kurdes et le pouvoir ottoman. Le plus célèbre de ces notables kurdes en délicatesse avec la Porte est Abdürrezzak Bedirhan, issu de la lignée des émirs de Botan, arrêté en 1906 à cause de son implication dans un assassinat politique. Libéré en 1910 par le CUP, il se rend au Kurdistan où il multiplie les contacts avec les chefs tribaux mais aussi avec les consuls russes. En septembre, il formule une première demande d'installation dans la province d'Erevan, finalement acceptée, qui ouvre une coopération avec les autorités caucasiennes⁹⁸⁴. Les consuls jouent un rôle central dans ce rapprochement russo-kurde, car la vice-royauté du Caucase est au début réservée sur la pertinence d'une telle politique. Dans une lettre du 9 février 1910, Vorontsov-Dachkov affirme son scepticisme à l'égard de ces possibilités d'alliance et souligne qu'il y aurait surtout matière à dégradation des relations avec les Turcs. Il refuse d'accueillir en Transcaucasie le chef des Haydaranlı, Kor Hüseyin Pasha, après son émigration. Cependant, les consuls en postes incitent dans leurs rapports le ministre des Affaires étrangères Sazonov et le ministre de la Guerre Polivanov à soutenir cette coopération⁹⁸⁵. Les consuls Olfer'ev à Van, Golubinov à Ourmiya et Tchirkov à Khoy apparaissent comme les plus actifs, développant une véritable diplomatie locale envers les chefs kurdes, auxquelles ils font parfois des promesses qui dépassent leurs prérogatives⁹⁸⁶.

Cet activisme se poursuit au cours des négociations du nouveau statut des provinces arméniennes. En novembre 1912, le ministre des Affaires étrangères Sazonov écrit aux consuls à Van, Savujbulaq, Bayezit et Ourmiya pour leur demander d'harmoniser leur politique envers les Kurdes⁹⁸⁷. La diplomatie consulaire prolonge le lien entre affaires balkaniques et caucasiennes, plusieurs consuls en poste dans l'espace frontalier caucasien ayant exercé des fonctions dans les Balkans au cours de leur carrière. Cette connexion relève ici de l'hypothèse fondée sur l'observation de cas, plutôt que d'une corrélation statistique, qui

⁹⁸⁴ Note du Sadâret au ministère de l'Intérieur, 15 Rebiülahir 1329 (15 avril 1911), BOA, BEO, 3881/291045 ; pour les détails relatifs à cette figure importante, Michael Reynolds, « Abdürrezzak Bedirhan. Ottoman Kurd and Russophile in the Twilight of Empire », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 12, No. 2, printemps 2011, pp. 426-428.

⁹⁸⁵ Mikhaïl Lazarev, *Kurdskij vopros...*, 1972, pp. 158-159 ; Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au comte Berchtold, 17 septembre 1912, dans Artem Ohandjanian, *ÖA, 1872-1936, B. V – 1910-1913*, 1995, p. 3693.

⁹⁸⁶ *Ibid.*, pp. 167-168 ; sur l'autonomie proprement politique des consuls russes, déjà notée au XIX^e siècle dans les Balkans, Tatiana Zonova, « The Consular Service in Russia: Past Problems, New Challenges », in Jan Melissen, Ana Mar Fernández (dir.), *op.cit.*, 2011, pp. 176-177.

⁹⁸⁷ Dikran Mesrob Kaligian, *op.cit.*, 2009, p. 142 ; Sean McMeekin, *op.cit.*, 2011, pp. 148-149.

exigerait une enquête spécifique⁹⁸⁸. Prenons le cas du vice-consul russe à Khoy à la veille de la Première Guerre, Tchirkov. Son collègue ottoman Hasan Tahsin Bey rappelle dans un rapport de décembre 1913 ses états de service dans les Balkans. Du point de vue ottoman, cette connexion est tout sauf anodine, car l'utilisation par les Russes des nationalismes balkaniques contre la Porte remonte aux premières décennies du XIX^e siècle et se trouve renouvelée par les crises qui secouent les Balkans à partir de 1908. Hasan Tahsin Bey reproche explicitement à son collègue une volonté de répliquer des stratégies appliquées dans l'espace balkanique dans la manipulation des « bandes » (*çete*) en zone-frontière⁹⁸⁹. Le rôle-clé joué par les consuls dans les interactions avec les groupes frontaliers et insoumis rend d'autant plus importante l'étude de cette connexion, qui pourrait dessiner un espace concret de transferts entre Balkans et Caucase. Une sociologie des circulations consulaires entre ces deux espaces est susceptible de contribuer à une meilleure compréhension de leur connexion dans les premières années du XX^e siècle et au cours de la Première Guerre mondiale.

Cette politique kurde de la Russie reste ambiguë et donne lieu à des interprétations divergentes chez les observateurs. L'ambassadeur allemand à Istanbul, Wangenheim, considère que les Russes s'efforcent de produire une alliance arméno-kurde pour disposer d'une base aussi large que possible à leur pouvoir dans les futures provinces autonomes⁹⁹⁰. Cette idée correspond cependant mal aux violences persistantes entre Kurdes et Arméniens sur le terrain. En arrière-plan, le soutien russe aux Kurdes constitue une raison d'inquiétude pour les autorités ottomanes. Depuis 1912, la vice-royauté entretient des relations avec les chefs turcs, notamment le chef kurde de Kotur, Simko, décoré en décembre par Vorontsov-Dachkov à Tiflis⁹⁹¹. En octobre 1913, des officiers russes déguisés en Kurdes sont arrêtés en Anatolie orientale⁹⁹². L'idée qu'un khanat kurde va être créé circule alors même que les négociations arméniennes sont en train d'être finalisées⁹⁹³. Jusqu'à présent, l'historiographie n'est pas unanime sur l'interprétation de cette politique kurde du régime tsariste. Il semble bien que la politique kurde et l'aide aux Arméniens ne soient pas perçues comme

⁹⁸⁸ L'hypothèse vaut aussi pour les consuls des empires « locaux » que pour ceux des Etats européens. On peut penser à la figure du consul austro-hongrois Kwiatkowski, en poste en Albanie au début du siècle avant de passer au consulat-général à Trabzon.

⁹⁸⁹ Rapport du consul ottoman à Khoy et Salmas, Hasan Tahsin Bey, au ministère des Affaires étrangères, 25 décembre 1913, BOA, DH.KMS, 2/1-36, cité dans Fatih Ünal, « Rusların Kurt aşiretlerini Osmanlı devleti'ne karşı kullanma çabaları », *Karadeniz araştırmaları*, Vol. 5, No. 17, Printemps 2008, p. 140.

⁹⁹⁰ Rapport de Wangenheim à l'Auswärtiges Amt, 20 mai 1913, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), R 14079 ; des rapprochements entre leaders kurdes et arméniens ont bien lieu en 1913, selon plusieurs sources : A.K. Poghosjan, *op.cit.*, 1991, pp. 213-214.

⁹⁹¹ M.S. Lazarev, *op.cit.*, 1972, p. 277.

⁹⁹² Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, pp. 63-64.

⁹⁹³ Lettre du consul italien à Trabzon au ministère des Affaires étrangères, 10 décembre 1913, ASMAE, Affari Politici (1891-1916), b. 332.

contradictoires par les autorités russes, mais résultent tout de même des actions d'acteurs différents⁹⁹⁴. A cette confusion des politiques étatiques répond le trouble des confins concernés par les réformes à la fin de 1913. « Les Arméniens se réjouissent, les musulmans sont désemparés et les rumeurs vont bon train », note le gouverneur de Van Tahsin Bey⁹⁹⁵. L'émigration arménienne diminue un peu en raison de la conclusion des négociations, comme le note le patriarche Zaven en novembre 1913⁹⁹⁶.

c) *Déstabilisation et équilibre de la frontière*

Rétrospectivement, les réformes arméniennes ont souvent été vues comme un processus voué à l'échec, tant en raison de la mauvaise volonté ottomane que des ambitions impérialistes sous-jacentes. Cette interprétation est cependant problématique, car elle néglige les possibilités ouvertes par les réformes, dont l'application commence bien à partir du début de l'année 1914. La création des deux provinces autonomes apparaît à beaucoup d'observateurs comme un succès et un point d'équilibre : évitant la création d'un territoire unique susceptible d'être assimilé à une Arménie renaissante, le dispositif permet cependant d'envisager une association des populations chrétiennes locales⁹⁹⁷. C'est pour soutenir ce qu'ils perçoivent comme une solution durable que des intellectuels et hommes politiques allemands, autour de Johannes Lepsius, créent la *Deutsch-Armenische Gesellschaft*⁹⁹⁸. Comme le rappelle Michael Reynolds, l'émigré russe Ahmet Ağaoğlu partage cet optimisme, puisqu'il fonde un comité d'amitié russo-turc afin de poser les bases d'une relation pacifique entre les deux empires⁹⁹⁹. Cette interprétation ne se limite pas à des cas isolés, car l'aboutissement des réformes arméniennes s'inscrit, en 1912-1914, dans une constellation d'initiatives qui dessinent un tableau très différent de celui que présente l'histoire diplomatique des chancelleries. On y observe en effet le règlement accéléré de plusieurs questions qui ont constitué des sources de tensions importantes entre les puissances régionales depuis le début du XX^e siècle. D'un côté, des négociations permettent de résoudre des conflits

⁹⁹⁴ L'adjoint du vice-roi aux affaires militaires, le général Shatilov, déclare ainsi publiquement à Tiflis qu'il convient de soutenir les Kurdes dans leurs demandes. Rapport du consul britannique à Erzurum, 26 août 1913, in Anita L.P. Burdett (éd.), *op.cit.*, 1998, pp. 265-267.

⁹⁹⁵ Télégramme du gouverneur de Van au ministère de l'Intérieur, DH.KMS, 2-2/5, 5 Kânûn-ı Evvel 1329 (18 décembre 1913), in Zekeriya Türkmen (éd.), *op.cit.*, 2006, pp. 121-122.

⁹⁹⁶ Note du patriarche de Constantinople, Zaven, aux puissances européennes, 21 novembre 1913, ASMAE, Affari Politici (1891-1916), b. 332

⁹⁹⁷ L'hostilité au projet se concentre en définitive parmi les franges les plus nationalistes de l'opinion publique ottomane, tandis que les libéraux y trouvent plutôt une motivation plutôt une motivation pour l'application de leurs propres idées : Yektan Türkyılmaz, *op.cit.*, 2011, pp. 60-63.

⁹⁹⁸ Rolf Hosfeld (dir.), *Johannes Lepsius. Eine deutsche Ausnahme*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2013, p. 16.

⁹⁹⁹ Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, pp. 42-43.

frontaliers entre l'Empire ottoman, la Russie et la Perse. De l'autre, ces Etats envisagent une intensification de leur coopération frontalière dans plusieurs des domaines que nous avons eu l'occasion d'évoquer au cours de cette première partie.

L'évolution la plus significative en matière de règlement des conflits est le processus de démarcation qui précise la frontière entre Empire ottoman et Perse. Des négociations inachevées au XIX^e siècle laissent en effet la partie la plus septentrionale de cette dyade mal définie¹⁰⁰⁰. Des incidents éclatent régulièrement en raison de la circulation de tribus kurdes, qui provoque des malentendus sur la définition des sphères de souveraineté. Depuis l'automne 1905, l'Empire ottoman occupe une bande de plusieurs dizaines de kilomètres de profondeur en Azerbaïdjan iranien et la révolution constitutionnelle leur donne l'occasion de poursuivre cette avancée : à l'été 1907, les forces ottomanes occupent la ville stratégique d'Ourmiya¹⁰⁰¹. En parallèle des premières interventions russes en Iran en 1909, l'Empire ottoman procède au cours de l'année à l'ouverture de consulats et d'administrations – notamment des douanes – qui semblent préfigurer une annexion¹⁰⁰². La Perse proteste contre cette initiative, appuyée par la Grande-Bretagne et la Russie, qui adressent une note à la Porte le 30 juin 1909, et la Porte finit par accepter que ces deux Etats envoient une mission d'enquête sur le terrain : Minorsky – deuxième dragoman de la légation russe à Istanbul – et Shipley – secrétaire du consulat britannique à Tabriz – parcourent de manière informelle l'espace frontalier irano-ottoman entre juin et septembre 1911¹⁰⁰³. Le 21 décembre 1911, le protocole d'Istanbul est signé, établissant une nouvelle commission frontalière pour régler l'intégralité des litiges frontaliers, sous les auspices de la Russie et du Royaume-Uni¹⁰⁰⁴. Les guerres balkaniques jouent dans le travail de cette commission un rôle positif, car elles réduisent l'intérêt de la Porte dans la région : en novembre 1912, les Ottomans décident de se retirer de la quasi-totalité des

¹⁰⁰⁰ Entre 1843 et 1847, une commission frontalière travaille et aboutit au traité d'Erzurum, mais celui-ci n'est pas mis en œuvre par une démarcation sur le terrain. Firoozeh Kashani-Sabet, *Frontier Fictions. Shaping the Iranian Nation*, Princeton, Princeton University, 1999, pp. 24-26 ; Martia T. O'Shea, « The question of Kurdistan and Iran's international borders », in Keith McLachlan (dir.), *The Modern Boundaries of Iran*, Londres, UCL Press, 1994, pp. 52-53.

¹⁰⁰¹ Sinan Kuneralp, « The Ottoman *Drang nach Osten* : The Turco-Persian Border Problem in Azerbaijan, 1905-1912 », in Id. (dir.), *Studies on Ottoman Diplomatic History, IV*, Istanbul, Isis Press, 1990, pp. 71-76 ; sur la réception dans l'opinion publique iranienne, Raoul Motika, *op.cit.*, 2001, pp. 76-78.

¹⁰⁰² Lettre du dragoman du vice-consulat britannique à Van à Shipley, 26 avril 1909, TNA, FO 195/2317, ff. 209-215 ; la politique de réduction des taxes et de sécurisation menée par les Ottomans obtient manifestement un certain succès dans la région : G.V. Shitov, *Persija pod vlast'ju poslednikh Kadzharov*, Leningrad, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1933, pp. 91-92 ; Magdalena Golnazarian-Nichanian, *op.cit.*, 2009, p. 92.

¹⁰⁰³ Télégramme de l'ambassadeur russe à la Porte au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 18 (31) mars 1913, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 383, ll. 100-102.

¹⁰⁰⁴ Sabri Ateş, *The Ottoman-Iranian Borderlands. Making a Boundary, 1843-1914*, New York, Cambridge University Press, 2013, pp. 271-273 et 282-283.

territoires qu'ils occupent dans la zone-frontière persane¹⁰⁰⁵. Cette décision permet l'accélération rapide des travaux de la commission, qui travaille jusqu'à l'été 1914, où elle arrive aux derniers espaces à démarquer¹⁰⁰⁶.

Si les travaux de cette commission frontalière sont connus, ils sont souvent examinés de manière distincte du problème des réformes en Anatolie orientale, alors qu'ils contribuent à produire cette homéostasie régionale que nous suivons jusqu'au début des années 1910. Notre hypothèse est renforcée par l'existence au même moment de travaux russo-ottomans destinés à améliorer les relations frontalières. Les travaux de cette commission mixte frontalière n'ont jusqu'à présent pas fait l'objet d'étude, mais les documents conservés dans les archives de la vice-royauté du Caucase soulignent leur importance. Cette importance est matérielle, d'abord. D'abord convoquée en 1908, la commission s'est heurtée à plusieurs difficultés, qui fixent le cadre des tâches qu'elle reçoit à partir de 1912 : il s'agit d'abord de rétablir les bornes frontalières établies lors de la commission de démarcation de 1880, qui ont été détruites ou rendues invisibles au cours des décennies ; il faut ensuite éliminer les différents territoriaux qui découlent de cet effacement de la ligne frontalière ; enfin, la commission doit résoudre les questions liées à la propriété transfrontalière de terres et de droits d'usage¹⁰⁰⁷. Ce faisant, elle s'attaque à ce qui a pu constituer un des aspects de l'inquiétude frontalière sur la propriété foncière des étrangers. Russes et Ottomans n'ont certes pas la même interprétation de la question, puisque les Russes sont décidés à contester aussi bien la propriété que les droits d'usage, alors que les Ottomans se proposent simplement un meilleur encadrement de ces pratiques¹⁰⁰⁸. Ce désaccord s'exprime entre l'été et l'automne 1912, lorsque la commission frontalière fonctionne. Mais il n'est pas synonyme d'affrontement ouvert et la suspension de la commission à la fin de l'année 1912 est perçue comme l'occasion pour chaque Etat de préciser ses positions. La vice-royauté du Caucase, en coordination avec les ministères centraux, profite de l'interruption pour développer un programme détaillé des négociations à mener. Les discussions menées au cours d'une

¹⁰⁰⁵ Sabri Ateş, *op.cit.*, 2013, p. 291 ; lettre du commandant du district militaire caucasien au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, 14 (27) juin 1913, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 383, l. 242 ; rapport du consul-général ottoman à Trabzon, 4 avril 1914, HHStA, PA XXXVIII 365-4.

¹⁰⁰⁶ On peut se reporter aux journaux de la délégation persane récemment publiés : Rahmatollah Mo'tamadî (Mo'tamad ol-Vezâre), *Marzhâ-ye Irân va Turkiye. Sharh-e gozâreshât va vaqâ'i'-e yumiye-ye komisyûnhâ-ye tahdîd-e hodûd-e Irân va Turkiye dar sâlhâ-ye 1309 va 1312*, Téhéran, Shirâze, 1390 (2011).

¹⁰⁰⁷ Projet d'instruction à la commission frontalière de 1912, non daté, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 156, ll. 1-4 ; sur les réflexions ottomanes liés à cette commission frontalière, qui passent notamment par des projets de reconfiguration des postes douaniers pour faciliter la vie quotidienne des populations, voir les notes de mai 1914 du ministère de l'Intérieur, BOA, DH.EUM.EMN, 70/34.

¹⁰⁰⁸ Lettre du chef de l'état-major du district militaire caucasien au vice-roi du Caucase, 23 novembre (6 décembre) 1913, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 161, l. 19.

conférence spéciale à Tiflis, en février 1913, sont particulièrement intéressantes, parce qu'elles se projettent dans un temps long des relations frontalières, qui contredit l'idée d'un affrontement inéluctable. Les hauts fonctionnaires caucasiens se prononcent en particulier en faveur de la création d'une commission frontalière permanente, qui doit assurer « la surveillance et le rétablissement [*vozobnovlenie*] de la frontière entre la Russie et la Turquie¹⁰⁰⁹ ».

De fait, les travaux de la commission frontalière se combinent avec une série de négociations qui indiquent plutôt un renforcement de la coopération frontalière dans les mois qui précèdent la guerre. Dans le domaine de l'extradition, autorités russes et ottomanes envisagent ainsi la formalisation des relations construites à l'échelle régionale. L'accord n'intègre pas le renvoi des déserteurs qui se multiplient entre les deux empires¹⁰¹⁰. Il se propose cependant de remplacer l'échange de notes défectueux de 1879-1880 en établissant les bases d'une coopération policière et judiciaire plus systématique entre les deux empires¹⁰¹¹. A travers ces exemples se dégage une autre image des relations interimpériales au Caucase, insistant sur la persistance des mécanismes de stabilisation et la communauté des intérêts étatiques¹⁰¹². Un véritable décalage existe entre la perception de la question d'Orient à la veille de la guerre et les évolutions de la diplomatie régionale¹⁰¹³. Ce décalage est nourri par des problèmes d'interprétation, qui découlent souvent d'une compréhension insuffisante de certains événements du printemps 1914, comme la révolte kurde qui éclate dans la région de Bitlis. Les rapports de l'époque soulignent que la révolte n'est pas dirigée contre les Arméniens, comme pourrait le laisser croire une interprétation qui en ferait une conséquence du mécontentement causé par les réformes¹⁰¹⁴. Peu après, le 3 mai 1914, les nouveaux inspecteurs-généraux des deux provinces autonomes créées, le Hollandais Westenenk et le

¹⁰⁰⁹ Protocole de la commission auprès du ministère de l'Intérieur russe pour le rétablissement de la frontière, 3 (16) mai 1914, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 161, l. 132.

¹⁰¹⁰ Sur le cas des déserteurs russes en Anatolie orientale, Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, pp. 104-105 ; l'Empire ottoman connaît un problème semblable : télégramme du vice-consul russe à Khoy, 25 mars (7 avril) 1913, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 383, l. 103.

¹⁰¹¹ Faute d'avoir pu accéder aux archives diplomatiques russes, les informations les plus complètes sur ces négociations, commencées en 1911 mais en voie d'achèvement à partir de décembre 1913, se trouvent aux archives ottomanes : BOA, HR.HMŞ.İŞO, 6/20 ; un projet longtemps repoussé de formalisation de l'institution de commissaires frontaliers est apparemment relancé à la même occasion. Sur ce projet, voir le rapport de la chancellerie du vice-roi du Caucase, 7 (20) août 1907, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 45, ll. 1-4.

¹⁰¹² On pourrait aussi évoquer les discussions concernant la formalisation de l'institution de commissaires frontaliers entre Turquie et Russie, fortement soutenue par l'Empire ottoman. Pour l'historique de cette affaire depuis les années 1890, voir STsSSA, f. 15, op. 1, d. 45.

¹⁰¹³ Sur ce décalage, nous renvoyons aux remarques de Marc Aymes sur le décalage entre la question d'Orient et l'histoire chypriote au XIX^e siècle : voir son chapitre 3 « Eventful synchronicities: the scales of the 'Eastern Question' », Marc Aymes, *op.cit.*, 2014, pp. 57-91.

¹⁰¹⁴ Rapport du consul allemand à Trabzon à l'Auswärtiges Amt, 10 avril 1914, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), R 14084.

Norvégien Hoff arrivent à Istanbul, inaugurant ce qui doit être une nouvelle ère pour les confins orientaux de l'Empire ottoman¹⁰¹⁵.

¹⁰¹⁵ Dikran Mesrob Kaligian, *op.cit.*, 2009, pp. 206-209.

Conclusion de la première partie

L'étude de la décennie qui sépare les premiers troubles révolutionnaires au Caucase de la Première Guerre mondiale confirme plusieurs hypothèses initiales de notre recherche. L'importance de la situation frontalière dans la vie des sociétés en contact constitue un élément indubitable. Différentes formes de circulations transfrontalières ont été décrites au cours de cette partie : migrations économiques, circulations politiques, flux religieux et intellectuels tracent de denses réseaux qui dessinent un foyer d'interaction maximale reliant l'Anatolie orientale, l'Iran du Nord et le Caucase tsariste. Le choix d'une définition transfrontalière pour l'espace caucasien est donc justifié *in concreto*. Comme nous l'avons rappelé en introduction, la vie de la frontière constitue la réalité sous-jacente sans laquelle il n'est pas possible de comprendre l'essor de la diplomatie frontalière. Aux circulations correspondent en effet des mesures prises par les Etats pour tenter de les canaliser : hommes, rumeurs et nouvelles, armes et argent ne traversent pas la frontière avec la même facilité et ne font pas l'objet de politiques étatiques similaires de contrôle. Au cœur de ces politiques et de leur élaboration, les acteurs régionaux et la diplomatie frontalière jouent un rôle central.

La connexion entre consuls et autorités provinciales est aussi confirmée comme élément-clef de la diplomatie frontalière. On les voit interagir, dans des configurations différentes, lors des violences de 1905, des révolutions constitutionnelles et au fil des « crises frontalières » qui ponctuent les années précédant la guerre mondiale. Selon les cas, les questions débattues et traitées par ces acteurs sont plus ou moins éloignées de la « grande politique » qui concentre habituellement les travaux historiques sur le Caucase. Une attention aux aspects les plus triviaux de la vie frontalière constitue bien sûr une des particularités de la diplomatie régionale, facilitée par les attributions dévolues aux nombreux consuls qui peuplent cet espace. Mais la politique n'est jamais loin, comme le prouvent les déboires des consulats iraniens au Caucase en 1908-1911, lorsque la guerre civile en Perse se transporte directement sur le sol russe. Coopérations techniques entre administrations partageant des pratiques similaires et brusques mouvements de politisation constituent ainsi des pôles en évolution permanente. La prise en compte des acteurs régionaux est enfin une manière de reconsidérer les relations entre les trois empires dans la région au début du XX^e siècle.

Le troisième chapitre nous a permis de préciser nos hypothèses relatives au rôle joué par les acteurs régionaux dans ces relations. C'est en intégrant les enjeux et acteurs régionaux que l'on peut procéder à la critique de l'impérialisme comme facteur explicatif de l'histoire caucasienne avant la Première Guerre mondiale. Nous avons montré que plusieurs des éléments invoqués pour justifier l'idée d'un choc des empires n'étaient pas tenables si on les observait à une échelle plus locale. Migrations, peurs religieuses et rumeurs de guerre s'inscrivent en effet dans des logiques réversibles ou cycliques qui témoignent d'un équilibre plus général de l'espace frontalier. Le concept d'*homéostasie* a été avancé pour rendre compte de cet équilibre, largement construit par les acteurs régionaux. En instrumentalisant la situation frontalière, ils y trouvent une ressource politique et financière, ainsi qu'une marge de négociation envers leurs centres respectifs. Dès lors, les différentes catégories d'acteurs régionaux de part et d'autre de la frontière sont beaucoup plus complices qu'adversaires dans le Grand Jeu qui se joue. Cette approche réinterprète fondamentalement les lectures classiques des années 1900 dans la région et invite à concevoir un système régional, non dénué de tensions, mais capables de les gérer. Si la guerre ouverte et les violences reviennent au Caucase, c'est sous le coup d'influences extérieures dans lesquelles les Empires mitoyens sont pris.

Deuxième Partie

Des frontières en quête de sens (1914-1921)

Des différentes périodes abordées au cours de ce travail, celle qui s'étend de la Première Guerre mondiale jusqu'à la soviétisation du Caucase du Sud, en 1920-1921, est sans conteste la plus frappante par son foisonnement politique et militaire. Véritable « continuum de crise » - pour reprendre une expression de Peter Holquist – elle voit se succéder un conflit mondiale, les troubles d'une révolution, de fragiles indépendances et un processus de reconstruction des anciens territoires impériaux, sous de nouveaux régimes¹⁰¹⁶. On ne s'étonnera pas que ce moment ait aussi suscité la production historique la plus riche, dans une tentative de démêler l'écheveau d'une chronologie très serrée. Si la guerre mondiale, où Russie, Empire ottoman et Perse se trouvent entraînés à des titres divers, apparaît encore lisible dans ses contours, la révolution russe initie un nouveau cycle de troubles où se brouillent les distinctions entre intérieur et extérieur, dans une succession de violences civiles et militaires. Dans le désordre qui saisit la région, la violence peut souvent apparaître comme un fil directeur pour l'analyse. Comment l'ignorer, lorsque le terrain caucasien donne lieu à des violences de masse aussi terribles que l'extermination des Arméniens d'Anatolie orientale, ou que la période des indépendances dans l'ancien Caucase russe voit se succéder des massacres sanglants aux frontières entre les nouvelles républiques ?

Cette concentration sur la violence pose néanmoins problème, par la courbure qu'elle a entraîné dans l'analyse de l'histoire régionale. On ne reviendra pas sur le fait que ce continuum de crise a catalysé l'essentiel des polémiques mémorielles entre les groupes de la région. L'émergence d'un consensus historiographique achoppe encore sur la politisation forte des lectures faites de cette période. Une première manière de sortir de la dynamique négative des accusations et contre-accusations historiques réside dans les efforts faits pour intégrer l'histoire des violences dans des perspectives comparatives et connectées, au sein d'une étude plus générale de la Première Guerre mondiale et de ses conséquences. Mais il faut

¹⁰¹⁶ Peter Holquist, *Making War, Forging Revolutions. Russia's Continuum of Crisis, 1914-1921*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2002, pp. 2-3.

aussi proposer des histoires capables de proposer des points de vue autres sur cette période. Notre approche du Caucase par les acteurs régionaux peut servir de porte d'entrée pour une relecture des événements qui se succèdent de 1914 à 1921. En quoi leur rôle se trouve-t-il transformé au cours de ces années ? Deux paramètres centraux de leur pouvoir tel qu'il a été décrit jusqu'à présent changent : les territoires et les formes de souveraineté. La comparaison des cartes internationales de 1914 et 1921 donne à voir quelques changements territoriaux, notamment sur la frontière russo-turque, où la Russie bolchevique perd les régions de Kars et Ardahan. Une telle comparaison ne fournit cependant qu'un faible aperçu de la recomposition et de la fluidité des territoires politiques, économiques et sociaux produits pendant les années de guerre et des indépendances. Etendus, coupés, connectés, recomposés au gré des événements, ces territoires révèlent la fluidité d'un espace à l'interstice de « puissances pauvres » plongées de plus en plus fortement dans la crise¹⁰¹⁷.

La plasticité spatiale va de pair avec une transformation des modes de souveraineté. Les acteurs régionaux se projettent dans des territoires changeants et voient aussi leur statut évoluer. On voit ainsi la vice-royauté du Caucase se transformer en puissance d'occupation militaire en Anatolie orientale et en Iran du Nord, concurrençant directement les autorités centrales tsaristes dans la définition des politiques envers ces régions. Avec la révolution de 1917, l'ensemble des confins occupés par les Russes entrent dans une période de bouleversements. Mettant à profit la crise des empires, des entités régionales cherchent à se faire reconnaître en tant qu'Etats indépendants. On pense bien sûr aux trois républiques de l'ancien Caucase russe, mais l'Anatolie orientale et la Perse du Nord sont aussi l'arène de telles tentatives étatiques. Les souverainetés ainsi produites restent cependant hybrides, très dépendantes de puissances extérieures et imparfaitement territorialisées. L'écriture de ces souverainetés partielles reste une gageure et, au morcellement des territoires, répond une certaine dispersion de l'historiographie. Face à ce morcellement, l'écriture d'une histoire régionale semble d'autant plus nécessaire, afin de comprendre le sens de cette sortie d'empire, à la fois fugace et durable dans ses conséquences.

Nous nous intéresserons d'abord à la question de la Première Guerre mondiale, qui présente une première transformation du rôle des acteurs régionaux du fait du conflit. Si la guerre semble d'abord rompre les logiques transimpériales de circulation et de coexistence entre groupes, elle produit aussi de nouveaux territoires entre les empires. Ces territoires deviennent un terrain d'influence pour des acteurs régionaux et un espace investi par les

¹⁰¹⁷ Pour reprendre l'expression utilisée par l'historien et économiste Georges Sokoloff, *La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard, 1993.

populations locales (*Chapitre 4*). La révolution russe et la période des indépendances prolongent cette recomposition des territoires. La fragmentation entraînée par l'apparition de nouveaux Etats n'est qu'une des manières de considérer la période, qui témoigne aussi du maintien de logiques régionales et de l'imperfection d'un ordre strictement territorial. L'insistance sur ces phénomènes concomitants permet de sortir d'un récit trop centré sur les violences et antagonismes entre groupes nationaux (*Chapitre 5*). Le rétablissement, sous une nouvelle forme politique, de pouvoirs reprenant les formes spatiales des anciens empires, ne doit pas non plus tromper. Loin d'être un simple rejeu d'impérialisme, ce rétablissement s'appuie sur les structures mêmes produites pendant les indépendances, qui lui servent d'appui et de base de légitimation. Si la soviétisation met un terme aux indépendances caucasiennes, on peut aussi considérer qu'elle sacralise le découpage territorial qui en est issu et qu'elle nourrit son dynamisme de l'apport des logiques nationales (*Chapitre 6*).

Chapitre 4 : Sous le front, la frontière

Les travaux sur le Caucase dans la guerre se sont traditionnellement inscrits dans la continuité de l'historiographie de l'impérialisme. Cette orientation est nette dès les années 1920, lorsque les Soviétiques donnent le ton en publiant un recueil de documents d'archives, tirés des fonds du ministère tsariste des Affaires étrangères, qui concentrent l'attention sur les menées impérialistes de la France, du Royaume-Uni et de la Russie dans « le partage de l'Empire ottoman¹⁰¹⁸ ». Dans ces analyses, l'échelle des décideurs impériaux prime, de même que dans l'étude des violences de masse. Ces violences, qu'elles relèvent du génocide arménien ou de violences commises contre d'autres populations, musulmanes et chrétiennes, par les belligérants, sont longtemps restées vues à travers les politiques impériales. Approchée depuis Pétersbourg ou Istanbul, la violence des confins apparaissait comme un facteur extrinsèque, bien qu'ayant besoin d'exécutants dans les confins caucasiens. Depuis quelques années, notre perception de la guerre au Caucase a fait l'objet de reconsidérations importantes, que l'on peut caractériser à la fois comme des élargissements du champ de la recherche et des problématisations à neuf.

Dans les deux cas, l'introduction d'une dimension comparative – voire connectée – avec l'histoire plus générale de la Première Guerre mondiale a constitué un facteur important du renouvellement¹⁰¹⁹. Au-delà d'une histoire strictement militaire des opérations de la guerre se dessine une histoire politique, administrative, économique et sociale de l'espace caucasien au cours de la guerre¹⁰²⁰. L'élargissement est aussi spatial, car les recherches menées par Oliver Bast depuis plusieurs années insistent sur la nécessité d'intégrer pleinement la Perse à l'histoire de la Première Guerre mondiale¹⁰²¹. Les deux formes d'élargissement supposent de remettre au cœur de l'analyse les acteurs régionaux, dont le rôle au cours de la guerre apparaît

¹⁰¹⁸ E.A. Adamov (éd.), *Razdel Aziatskoj Turtsii po sekretnym dokumentam byvshego Ministerstva Inostrannykh Del*, Moscou, Litizdat NKID, 1924 ; sur l'intérêt suscité par cette publication en Turquie dès 1924-1925, voir le rapport de la légation autrichienne à Istanbul, 24 juillet 1925, reproduit dans Artem Ohandjanian (éd.), *Österreich-Armenien, 1872-1936. Faksimilesammlung diplomatischer Aktenstücke, B. XII – 1924-1936*, Vienne, Ohandjanian Eigenverlag, 1995, p. 8355.

¹⁰¹⁹ Omer Bartov, Eric D. Weitz (dir.), *op.cit.*, 2013, pp. 1-22 ; Mark Levene, *op.cit.*, 2013.

¹⁰²⁰ Sur ce point il faut noter l'étude pionnière et très riche, mais limitée au Caucase russe, de l'historien abkhaze Shota Basilaja, *Zakavkaz'e v gody pervoj mirovoj vojny*, Soukhoumi, Alashara, 1968 ; plusieurs travaux publiés par des historiens d'Arménie soviétique ont également engagé cette réflexion. Ils sont cités au cours du chapitre.

¹⁰²¹ Oliver Bast (dir.), *La Perse et la Grande Guerre*, Téhéran, Institut français de recherche en Iran, 2002.

crucial. Elles nécessitent aussi d'adopter pleinement l'approche régionale et transimpériale que nous nous efforçons d'appliquer dans cette recherche.

La tentative d'écrire cette histoire régionalisée de la guerre au Caucase peut à notre sens partir du problème spatial. Que signifie, en effet, la guerre pour un espace frontalier ? Dans un premier temps, elle s'accompagne de la mutation d'une frontière, caractérisée par des interactions dont on a vu la densité, vers un front, qui relève *a priori* de la logique d'affrontements militaires. De la frontière au front, c'est la crise d'un espace transfrontalier qui se dessine. Mais la guerre est aussi conquête, occupation, et cette seconde dimension apparaît à bien des égards contradictoire avec le durcissement du front. Rares sont, au Caucase, les tranchées, qui donnent au front sa matérialité à l'Ouest. L'occupation recompose les territoires des Etats et des empires, ouvrant des configurations spatiales nouvelles, à l'intersection entre des domaines auparavant distincts. La guerre déchire, mais recoud aussi, met en contact, tend des fils qui recréent une intégration régionale. L'occupation tsariste de l'Anatolie orientale et du nord de la Perse constitue un moment fondamental, qui mérite une étude en soi et peut apporter à la compréhension plus générale des occupations pendant la guerre. Les études de Peter Holquist et la thèse récente de Halit Dündar Akarca ont beaucoup fait pour souligner ce point¹⁰²². C'est dans leur continuité qu'on voudrait se placer, en montrant de quelle manière la guerre reconfigure le rôle des acteurs régionaux à travers les transformations de l'espace frontalier et des rapports de force intrainpériaux.

1. La frontière, victime de la guerre ? vers une logique de front

L'éclatement de la guerre, à l'été 1914, est d'abord un événement distant pour le Caucase. De guerre entre la Russie et l'Empire ottoman, il n'est pas immédiatement question de manière officielle, bien que la perspective soit dans toutes les têtes. Au sein du triumvirat jeune-turc, seul Enver Pasha est résolument favorable à l'entrée en guerre aux côtés des puissances centrales, tandis que Cemal et Talât Pasha temporisent encore¹⁰²³. A partir de juillet et août s'enclenche un délitement des connexions frontalières. Ce passage de la frontière au front constitue un phénomène partagé à travers l'Europe, au cours des crises de l'été. Mais les incertitudes qui entourent la situation du Caucase, dues à la fois à la position

¹⁰²² Halit Dündar Akarca, *Imperial Formations in Occupied Lands. The Russian Occupation of Ottoman Territories during the First World War*, Thèse de doctorat, Université de Princeton, 2014.

¹⁰²³ Rapport de l'ambassadeur austro-hongrois Pallavicini au ministère des Affaires étrangères, 22 octobre 1914, HHStA, PA I 942 ; Mustafa Aksakal, *The Ottoman Road to War in 1914*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2008.

ambiguë prise par les dirigeants ottomans et à la situation problématique de la Perse, confèrent un sens particulier à cette mutation de la frontière en front.

a) Le révélateur des fuites frontalières

Au cours des mois d'août et de septembre 1914, de petits groupes de sujets ottomans débarquent dans les ports de Samsun, Trabzon ou Rize, sur des embarcations affrétées depuis les côtes russes de la mer Noire¹⁰²⁴. Ces sujets, travailleurs migrants en Russie ou installés de manière durable dans ce pays, ont décidé de revenir en raison des rumeurs qui se font de plus en plus pressantes sur l'imminence de la guerre entre Empire ottoman et Russie. Leur retour n'est pas encore motivé par les efforts des consuls pour faire retourner dans l'Empire ottoman les hommes valides mobilisables, car cette consigne ne parvient aux consulats du Caucase, par le biais du gouverneur de Trabzon, qu'à la mi-septembre¹⁰²⁵. Le sud-est de l'Abkhazie et la région de Batoumi constituent les principaux lieux d'origine de ces retours maritimes, mais la frontière terrestre avec la province russe de Kars connaît des tendances similaires¹⁰²⁶. Prenons la localité d'Ochamchira, en Abkhazie. Entre le 20 août et le 20 septembre 1914, tous les sujets ottomans qui y habitent l'abandonnent, dans une anticipation de la guerre. Au cours du dernier conflit en date, celui de 1877-1878, les belligérants ont en effet adopté des mesures contre leurs ressortissants respectifs, au motif de lutter contre l'espionnage ou la subversion. Dans le contexte plus immédiat de la guerre qui commence, les premières mesures vexatoires à l'encontre des ressortissants des Etats ennemis s'observent en Russie au cours du mois d'août. Eric Lohr a souligné l'importance des émeutes qui éclatent dès juillet contre les intérêts « allemands » dans les villes de l'Empire. Sous la pression populaire et sur les instances des cercles militaires, les autorités impériales russes modifient leur traitement initialement modéré de la question et adoptent des mesures contre la personne et les biens de ces ressortissants¹⁰²⁷.

¹⁰²⁴ La Sécurité générale ottomane reçoit de nombreuses informations sur l'arrivée de groupes de plusieurs dizaines de personnes, par exemple 70 individus qui arrivent depuis Batoumi à Rize à la fin de septembre : BOA, DH.EUM.2.Şb, 2/7.

¹⁰²⁵ Fuat Dündar, *op.cit.*, 2001, pp. 156-157.

¹⁰²⁶ Lettre du chef du district de Soukhoumi au commandant du district militaire caucasien, 27 août (9 septembre) 1915, STsSSA, f. 13, op. 21, d. 2435, l. 28 ; dans les témoignages, ce processus est souvent décrit en subissant une contraction temporelle. C.E. Bechhofer écrit : « the best gardeners in the tea and orange plantations – Turks to a man – all disappeared a day or two before war was declared ». C.E. Bechhofer, *In Denikin's Russia and the Caucasus, 1919-1920*, Londres, W. Collins Sons & Co., 1921, p. 5.

¹⁰²⁷ Eric Lohr cite une directive du ministère de l'Intérieur du 26 juillet (8 août) 1914 interdisant les brimades et discriminations contre les ressortissants de puissances ennemies. Eric Lohr, *Nationalizing the Russian Empire. The Campaign Against Enemy Aliens during World War I*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2003, pp. 10-15.

Que le départ de ces ressortissants illustre une attente du conflit, voilà qui semble clair. Il faut néanmoins se garder d'interpréter ces mouvements sur les seules apparences. Dans leur déroulement même, ils incarnent en effet les ambiguïtés de l'espace frontalier. Les quarante-quatre familles qui quittent la ville d'Otchamtchira n'emportent que quelques effets de valeur et de l'argent liquide, laissant 344.000 roubles de biens meubles et immeubles derrière elles¹⁰²⁸. Cet abandon massif de biens ne découle pas seulement d'une impossibilité matérielle à liquider ce patrimoine, mais aussi d'une inquiétude peut-être moins grande qu'on pourrait le penser *a priori*. Un rapport du chef de poste douanier d'Otchamtchira apporte sur ce point une idée intéressante :

« Sont aussi partis en Turquie des marchands turcs que nous considérons, d'après leurs documents officiels, comme des ressortissants russes. J'ai demandé à un des marchands qui avait la citoyenneté russe : "Pourquoi partez-vous, vous êtes sujet russe !" Il m'a répondu : "J'ai un lopin de terre à Hopa, j'y ai une maison et ma famille y habite. Si je ne retourne pas là-bas, le gouvernement turc me prendra ma terre et saisira ma maison. Ce n'est pas que j'aie peur ici, après la guerre je reviendrai et reprendrai mes activités commerciales" »¹⁰²⁹.

Ici, les individus qui partent et qu'une approche cursive faisait naturellement prendre pour des sujets ottomans, s'avèrent posséder des documents d'identité russe. S'ils craignent une spoliation, c'est plutôt du côté ottoman, où des confiscations ont aussi eu lieu lors de la guerre précédente. De fait, les autorités tsaristes des régions côtières reçoivent jusqu'en août des consignes pour conserver une attitude de réserve envers les sujets ottomans, ne prenant des mesures que contre ceux dont le comportement fait surgir des soupçons d'espionnage¹⁰³⁰.

Rappeler l'ambiguïté qui entoure ces départs, dont le sens ne peut se déduire d'un usage trop général du contexte de guerre, ne constitue pas une démarche anodine. La question, qui n'a guère été étudiée dans le cas des sujets ottomans installés en Russie, constitue un sujet polémique en ce qui concerne les départs d'Arméniens depuis l'Anatolie orientale ottomane vers l'Empire russe, au cours des mêmes mois. Pour une historiographie nationaliste turque, ces départs peuvent en effet servir de preuve de la déloyauté des Arméniens envers l'Empire ottoman et de leur propension à la défection, premier pas vers la

¹⁰²⁸ Evaluation des biens des ressortissants turcs ayant fui le village d'Otchamtchira, 13 (26) août 1915, STsSSA, f. 13, op. 21, d. 2435, ll. 26-27.

¹⁰²⁹ Rapport du chef du poste douanier d'Otchamtchira au chef d'état-major du Caucase, 19 novembre (2 décembre) 1914, STsSSA, f. 13, op. 21, d. 2435, l. 6.

¹⁰³⁰ Lettre du général Myshlaevskij au gouverneur militaire de Batoumi, 21 juillet (3 août) 1914, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 704, l. 1.

trahison. Dans un ouvrage récent, un groupe d'historiens dirigé par Justin McCarthy fait ainsi du départ des Arméniens un des éléments des menées russes pour déstabiliser les confins ottomans, aux côtés de la politique kurde, et des distributions d'armes aux populations chrétiennes. Ils citent un ordre du commandement de la Troisième Armée ottomane, prescrivant le 19 septembre 1914 d'empêcher par la force les traversées illicites de la frontière, en même temps qu'il ordonne de renforcer la lutte contre la contrebande¹⁰³¹. Cet ordre nous en dit cependant plus sur les perceptions des autorités ottomanes que sur les motivations concrètes des individus qui se décident au départ. Notons de surcroît que le traitement de la question souffre de l'absence de clarté dans l'étude des catégories. Les Arméniens qui quittent l'Empire ottoman à l'été et au début de l'automne 1914 sont-ils des sujets russes, des sujets ottomans, voire des sujets persans ? Selon leur situation, ces départs prennent des sens très différents. Cette attention doit par ailleurs se doubler d'une chronologie plus fine.

Dans un ouvrage par ailleurs bien documenté, Tuncay Öğün utilise l'exemple d'un certain Bedros Harutjunjan, sujet ottoman et auteur le 20 novembre 1914 d'une lettre à son père resté en Turquie, où il lui annonce qu'il va « faire son devoir patriotique » et « s'engage dans les volontaires arméniens pour écraser les Turcs¹⁰³² ». La lettre, écrite alors que la guerre a déjà commencé, ne peut apparaître comme emblématique de l'état d'esprit des individus qui se décident à quitter l'Empire quelques mois plus tôt, tant les évolutions se font rapides en cette année 1914. L'horizon d'une mobilisation des Arméniens contre les Ottomans n'est certes pas absent, alors que le catholicos arménien Gevorg V multiplie les interventions auprès des autorités tsaristes pour assurer que les Arméniens des provinces ottomanes frontalières ne souffrent pas de la guerre¹⁰³³. Nicolas II adresse en septembre aux Arméniens du Caucase un appel à la défense de l'Empire, soulignant que « l'heure de la liberté a enfin sonné pour vous¹⁰³⁴ ». La création de brigades de volontaires arméniens, proposées par les institutions religieuses et communautaires des Arméniens du Caucase au vice-roi, a lieu avant

¹⁰³¹ Justin McCarthy, Esat Arslan, Cemalettin Taşkıran, Ömer Turan, *The Armenian Rebellion at Van*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2006, pp. 185-186 ; ces mesures russes de déstabilisation par l'aide à certains groupes chrétiens, notamment à la frontière turco-iranienne, sont par ailleurs attestées : L. Sargizov, *Assirijtsy stran Blizhnego i Srednego Vostoka. Pervaja chetvert' XX veka*, Erevan, Ajastan, 1979, pp. 34-43.

¹⁰³² Cet exemple est le seul fourni par Öğün à l'appui de l'idée d'un enrôlement massif dans les forces russes au Caucase. Tuncay Öğün, *Unutulmuş bir göç trajedisi. Vilayât-ı Şarkiye mültecileri (1915-1923)*, Ankara, Babil, 2004, pp. 16-17.

¹⁰³³ Lettre de Vorontsov-Dachkov au catholicos Gevorg V, 2 (15) septembre 1914, HAA, f. 57, op. 5, d. 86, ll. 1-2.

¹⁰³⁴ Communication de M. Pontalis au ministère français des Affaires étrangères, 16 septembre 1914, in Arthur Beylerian (éd.), *Les grandes puissances, l'Empire ottoman et les Arméniens dans les archives françaises (1914-1918)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1983, pp. 3-4.

que le front caucasien ne soit ouvert et ne vise pas à une affectation spécifique à la lutte contre les Turcs, mais il est indiscutable que la création de ces unités de volontaires, dont le recrutement ne se limite pas aux Arméniens du Caucase russe, n'a pu qu'accentuer la défiance des autorités ottomanes envers les Arméniens à la veille de la guerre¹⁰³⁵. Un partage existe ici entre l'attitude des Arméniens de l'Empire russe, décidés à faire de la guerre un moment de libération nationale, et des Arméniens ottomans, qui s'inquiètent dès août de cette mobilisation dont ils craignent les retombées négatives. Les notables arméniens d'Anatolie orientales envoient au cours du mois une délégation à Tiflis, pour demander aux Arméniens de Russie de rester à l'écart de la guerre¹⁰³⁶.

Il faut s'en tenir ici à une rigueur chronologique et ajouter de surcroît un *caveat* en ce qui concerne l'ampleur des départs. On ne dispose pas, sur la base des sources disponibles, de proposition chiffrée pour les départs d'Arméniens – sujets ottomans ou russes – vers la Russie à la veille de la guerre. Ronald Grigor Suny évoque le chiffre de quelques milliers de départs, sans fournir de source précise¹⁰³⁷. Taner Akçam rappelle qu'à la mi-août, la Sûreté générale demande aux gouverneurs de Van, Sivas, Adana, Erzurum, Mamuretülaziz, Trabzon et Diyarbakir d'enquêter sur ces départs¹⁰³⁸. Les réponses des gouverneurs d'Anatolie orientale ne rapportent aucun départ massif d'hommes valides arméniens¹⁰³⁹. Le gouverneur de Van, Tahsin Bey, insiste le 25 août 1914 sur son impossibilité de corroborer les départs collectifs vers la Russie auquel le ministère de l'Intérieur fait référence¹⁰⁴⁰. Les correspondances administratives russes laissent entendre que figurent parmi les transfuges des déserteurs qui ne souhaitent pas servir dans l'armée ottomane, ce qui ne signifie pas qu'ils sont prêts à

¹⁰³⁵ Les sujets ottomans qui reviennent de Russie contribuent à la diffusion de rumeurs au sujet de la mobilisation de bandes arméniennes, mais aussi grecques : rapport du district de Yusufeli, 18 Eylül 1330 (1^{er} octobre 1914), cité par Muammer Demirel, « The Armenian activities behind the frontline during the First World War », in *Kars and Eastern Anatolia in the Recent History of Turkey. Symposium and the Excavation*, Ankara, Publication of the Governor's Office of Kars and Atatürk University, 1994, pp. 261-266 ; Simon Payaslian, « The Death of Armenian Karin/Erzurum », in Richard G. Hovannisian (dir.), *Armenian Karin-Erzurum*, Costa Mesa, Mazda, 2003, pp. 343-344 ; Makich' Arzumanjan, *Hajastan 1914-1917*, Erevan, Hajastan, 1969, pp. 176-177.

¹⁰³⁶ Manoug Joseph Somakian, *op.cit.*, 1995, pp. 73-75 ; sur le décalage entre Arméniens du Caucase et d'Anatolie orientale, Yektan Türkyılmaz, *op.cit.*, 2011, pp. 178-183 ; sur l'état d'esprit des Arméniens du littoral de la mer Noire, Misak' T'orlak'jan, *Örerus het*, Beyrouth, G. Hratarakut'jun, 2001, pp. 219-222.

¹⁰³⁷ Ronald Grigor Suny, « The Holocaust before the Holocaust... », Hans-Lukas Kieser, Dominik J. Schaller (dir.), *op.cit.*, 2002, p. 95.

¹⁰³⁸ Taner Akçam, *op.cit.*, 2012, pp. 140-141.

¹⁰³⁹ Télégramme du gouverneur par intérim d'Erzurum, 30 août 1914, BOA, DH.EUM, 1/39, cité par Taner Akçam, *Ibid.*, pp. 140-141 ; une source contradictoire est celle d'Adamov, qui parlerait le 19 octobre (1^{er} novembre) de 50.000 départs d'Arméniens depuis l'été. Cité par Sean McMeekin, *op.cit.*, 2011, p. 154.

¹⁰⁴⁰ Télégramme de Tahsin Bey au ministère de l'Intérieur, 3 Şevval 1332 (25 août 1914), BOA, DH.EUM 2.Şb., 1/31.

combattre du côté russe¹⁰⁴¹. S'il y a bien, dans cette question des départs à la veille de la guerre, un problème spécifique, il nous semble important de se départir des interprétations des pouvoirs centraux pour revenir aux observations locales. Ces observations locales, qui mériteraient une enquête détaillée qu'il n'entraîne pas ici dans nos moyens de mener, permettrait notamment de questionner certaines idées préconçues sur les motivations du départ – dont on a vu qu'elles pouvaient être inverses aux attentes – et sur l'identité même des individus choisissant de franchir la frontière à la veille de la guerre.

b) Enrayement des mécanismes d'observation et montée de l'incertitude

L'attention à l'échelle locale dans cette veille de guerre constitue un moyen de tester les hypothèses que nous avons émises au cours de notre première partie sur l'existence de formes d'observation frontalière capables d'aider à la résolution de crise et de mécanismes d'interconnaissance entre fonctionnaires et militaires des zones-frontières. L'existence de tels mécanismes locaux est prouvée, *a contrario*, par leur enrayement au cours de l'été et de l'automne 1914. Initialement, les autorités frontalières font preuve d'une certaine confiance et ne se montrent que peu touchées par la crise de juin¹⁰⁴². Les procédures de coopération judiciaire et policière se poursuivent comme à l'accoutumée. Au début de juillet, le consul russe à Trabzon écrit encore au gouverneur militaire de Batoumi pour l'informer que le gouverneur-général ottoman est prêt à procéder à l'échange de criminels réfugiés sur le sol turc contre des individus recherchés par la justice ottomane qui ont fui en Russie¹⁰⁴³. Les préparatifs de la commission mixte russo-ottomane de délimitation frontalière suivent leur cours et la Porte annonce à la mi-juillet l'envoi de sa délégation, présidée par le colonel Fuat Ziya Bey¹⁰⁴⁴. La nouvelle est considérée comme suffisamment crédible par les autorités tsaristes qui organisent simultanément leurs préparatifs. Une incertitude entoure bien le sort

¹⁰⁴¹ Les transfuges déserteurs sont interrogés par l'état-major du Caucase et certains d'entre eux sont ensuite déportés. Télégramme de Peterson, adjoint au vice-roi, au gouverneur militaire de Batoumi, 1^{er} (14) septembre 1914, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 704, l. 6 ; rappelons par ailleurs que les Arméniens ne sont pas les seuls déserteurs à traverser la frontière, puisqu'on trouve aussi des musulmans, des Assyriens et des Grecs : Mehmet Beşikçi, *The Ottoman Mobilization of Manpower in the First World War*, Leyde-Boston, Brill, 2012, p. 277 ; K.P. Matveev, *Assirijtsy i Assirijtskaja problema v novoe i novejshee vremja*, Moscou, Nauka, 1979, pp. 75-76.

¹⁰⁴² Rappelons que Jean-Jacques Becker constate la même chose dans le cas de la plupart des pays européens. Le départ du président de la République pour une longue croisière scandinave, le 15 juillet, et le procès de Madame Caillaux, ouvert le 20, passionnent plus les foules. Jean-Jacques Becker, *1914 – Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, pp. 125-135.

¹⁰⁴³ Lettre du consul russe à Trabzon au gouverneur militaire de Batoumi, 30 juin (13 juillet) 1914, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 699, ll. 1-3.

¹⁰⁴⁴ Lettre du chef d'état-major du district militaire caucasien à la chancellerie du vice-roi du Caucase, 11 (24) juillet 1914, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 161, l. 142 ; les travaux de la commission turco-persane en présence des fonctionnaires russes et britanniques continuent aussi : T.C. Genelkurmay Bakanlığı, *Birinci Dünya Harbinde Türk Harbi Kafkas Cephesi. Üçüncü Ordu Harekâtı, T. 1*, Ankara, Genelkurmay Basımevi, 1993, p. 97.

des inspecteurs-généraux nommés à la suite des réformes en Anatolie orientale, mais elle renvoie plus à l'exploitation politique par la Porte de la situation – qui lui permet de s'émanciper d'une tutelle indésirable – qu'à une évolution spécifique du rapport de force frontalier¹⁰⁴⁵. L'apparente légèreté d'âme des confins caucasiens connaît cependant une rupture assez nette à partir de la fin du mois de juillet¹⁰⁴⁶.

Dans cette bascule, des facteurs locaux, impliquant les acteurs de la frontière qu'on a décrits jusqu'ici, sont primordiaux. Se grippent en effet les formes d'observation mutuelle, coutumières dans l'espace frontalier. Les consuls en poste se trouvent soumis à une surveillance étouffante, qui les restreint dans leurs mouvements et empêche de transmettre les habituels rapports d'information. Cette obstruction est d'autant plus problématique que, de part et d'autre, de la frontière, les militaires procèdent à d'importantes manœuvres. Des troupes sont prélevées au Caucase russe pour renforcer le front européen, avant d'être partiellement compensées par des unités acheminées depuis le Turkestan. Le 3 août, l'Empire ottoman procède à une mobilisation partielle qui inaugure d'intenses préparatifs parmi les militaires et dissuade le commandement russe de dégarnir plus avant la frontière caucasienne¹⁰⁴⁷. Des courbes inverses se croisent donc, en ce mois d'août : celle, ascendante, des mobilisations militaires et humaines dans les zones-frontières et celle, en déclin vertigineux, des informations fournies par les acteurs frontaliers. Le 7 août, le consul-général russe à Erzurum, Adamov, se plaint des intimidations auxquelles se livrent les autorités turques locales contre lui et son personnel. Du fait de ces mesures, il ne peut que constater de manière générale que « les préparatifs militaires vont bon train¹⁰⁴⁸ ». De tels rapports alimentent un « dilemme de sécurité », alors que les canaux frontaliers d'information permettaient traditionnellement une information mutuelle efficace.

Ce dilemme de sécurité s'observe dans les demandes inquiètes émises par les états-majors face à ce silence inaccoutumé. Le commandement-en-chef ottoman déplore au début de septembre le silence des consulats de Kars et Tiflis, pourvoyeurs d'informations

¹⁰⁴⁵ Sur l'éphémère activité de ces inspecteurs-généraux, qui se voient signifier le 8 août par Talât l'impossibilité de rejoindre l'Anatolie orientale, voir les documents ottomans rassemblés dans Zekeriya Türkmen (éd.), *op.cit.*, 2006, pp. 156-181 ; le journal de l'inspecteur-général néerlandais, L.C. Westenenk, a été publié dans William J. van der Dussen, « The Question of Armenian Reforms in 1913-1914 », *The Armenian Review*, Vol. XXXIX, No. 1, printemps 1986, pp. 11-28 ; Dzhon Kirakosjan, *Zapadnaja Armenija v gody pervoj mirovoj vojny*, Erevan, Izdatel'stvo erevanskogo universiteta, 1971, pp. 198-199.

¹⁰⁴⁶ Otar Gogolishvili, *op.cit.*, 1998, pp. 26-27.

¹⁰⁴⁷ Lettre d'Enver Paşa au ministère des Affaires étrangères, 19 Temmuz 1330 (1^{er} août 1914), BOA, HR.SYS, 2097/1, reproduite dans Uğur Ünal *et alii* (éd.), *Osmanlı Belgelerinde Birinci Dünya Harbi* [ci-après *OBDH*], Vol. 1, Istanbul, TC Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 2013, p. 40.

¹⁰⁴⁸ Makich' Arzumanjan, *op.cit.*, 1969, p. 147.

stratégiques sur les mouvements russes en temps normal¹⁰⁴⁹. La pression exercée par la police russe, qui multiplie à partir de ce mois les arrestations et perquisitions d'agents supposés de l'Empire ottoman, complique encore la tâche des consuls au Caucase russe¹⁰⁵⁰. La perte de codes diplomatiques ottomans à Bakou, au début du mois, paralyse la diffusion de l'information, les postes recevant l'instruction de ne pas communiquer par peur que les messages soient décryptés¹⁰⁵¹. Les difficultés rencontrées par les Ottomans sont largement applicables aux agents russes. Dans ses mémoires, l'ancien agent de l'Organisation spéciale ottomane Arif Cemil rapporte les procédés employés pour intimider les agents des consulats russes en Anatolie orientale, afin de les empêcher d'observer les préparatifs ottomans : Bahaettin Şakir ordonne ainsi à des membres de l'Organisation d'intimider à coups de pierres un secrétaire du consulat-général russe à Erzurum, qui prend l'habitude importune de se rendre sur une colline près de la ville pour réaliser des « croquis »¹⁰⁵². En termes institutionnels, ce blocage des mécanismes classiques d'information a des conséquences majeures.

De part et d'autre, pressées par les autorités centrales de fournir des renseignements stratégiques sur « les gens d'en face », les institutions des provinces frontalières se trouvent contraintes de recourir à une population nouvelle d'informateurs et d'agents¹⁰⁵³. Des mesures sont prises pour tenter d'infiltrer des agents clandestins. Les Ottomans en envoient dans les régions de Kars, Erevan et au Nord-Ouest de l'Iran, mais ces missions ne donnent pas de résultats satisfaisants, si l'on en croit les documents de la Sûreté générale ottomane¹⁰⁵⁴. Parmi ces agents, nombre d'individus recrutés parmi les populations marginales ou criminelles des confins, celles que combattaient de concert les autorités frontalières la veille de la guerre. Les sources conservées de part et d'autre sur la relation à ces individus révèlent la méfiance des institutions régulières envers ces individus, « au passé criminel », qu'elles sont contraintes de recruter. Au-delà des questions de fiabilité de ces agents, surtout motivés par les gratifications financières qui leur sont promises, se posent des problèmes concrets liés à leur circulation. Les autorités frontalières reçoivent consigne de la vice-royauté de libérer les violeurs de

¹⁰⁴⁹ Note du commandement-en-chef ottoman au ministère des Affaires étrangères, 19 Ağustos 1330 (1^{er} septembre 1914), BOA, HR.SYS, 2107/6.

¹⁰⁵⁰ Rapport du département spécial de la chancellerie du vice-roi du Caucase, 6 (18) décembre 1914, in A. Vashak'idze, « Mushata Tbilisis guberniashi p'irveli msoplio imperialist'uri omis ts'lebshi (1914-1917) », *Saist'orio Moambe*, No. 31-32, 1975, p. 385.

¹⁰⁵¹ Note de la Sûreté générale du ministère de l'Intérieur, 22 Şevval 1332 (13 septembre 1914), BOA, DH.EUM.KLU, 2/14.

¹⁰⁵² Arif Cemil, *Birinci Dünya Savaşında Teşkilât-ı Mahsusa*, Istanbul, Arma Yayınları, 2006, pp. 66-68.

¹⁰⁵³ Pour l'exemple de la province d'Erzurum, voir BOA, DH.EUM.2.Şb, 1/9.

¹⁰⁵⁴ Il conviendrait cependant de compléter ces sources en accédant aux archives militaires turques. Note de la Sûreté générale du ministère de l'Intérieur, 21 Zilkade 1332 (11 octobre 1914), BOA, DH.EUM.2.Şb, 73/4.

frontière qui s'avèreraient être des agents à la solde de l'armée, mais le processus de vérification est fastidieux et exige de la confidentialité¹⁰⁵⁵. Du côté ottoman, ce recrutement d'agents prend une ampleur bien plus considérable, mais met surtout au jour les divisions institutionnelles entre autorités civiles, militaires et membres de l'Organisation spéciale (*Teşkilât-ı Mahsusa*), très représentés sur le littoral de la mer Noire et en Anatolie orientale.

On ne reviendra pas ici en détail sur le rôle de cette Organisation spéciale. Créée en novembre 1913, elle relève directement de l'autorité d'Enver Pasha et mêle logique paramilitaire et activités de renseignement. Les cadres dirigeants de l'Organisation spéciale dans la région sont de surcroît des membres haut placés du Comité Union et Progrès, personnellement connectés avec Enver, ce qui leur garantit un pouvoir personnel fort, indépendamment des relations hiérarchiques officielles dans les provinces orientales de l'Empire. Dans un article de synthèse récent, Polat Safi souligne les difficultés persistantes à interpréter le rôle de l'Organisation spéciale, objet de fantasmes, tant dans le sens d'une démonisation absolue que dans celui d'une vision romanesque évidemment erronée – dans les mémoires produits par d'anciens membres de l'Organisation¹⁰⁵⁶. Le positionnement de l'Organisation spéciale au sein de l'Etat ottoman reste marginal, ce qui lui confère aussi sa souplesse et une marge d'action que n'ont pas les institutions établies. C'est de manière souvent autonome que l'Organisation spéciale développe à grande échelle le recrutement de délinquants et criminels de l'espace frontalier pour servir ses propres besoins¹⁰⁵⁷. L'essor pris par l'Organisation spéciale dans les mois qui précèdent la guerre est significatif de cette tendance à l'enrayement des dispositifs frontaliers. Cette entité fait figure d'*outsider* parmi les institutions traditionnelles, puisqu'elle repose dans son principe même sur l'idée de subversion et d'action clandestine.

Le recrutement d'agents parmi les hors-la-loi des confins est en effet combiné à une action subversive en direction de minorités ethno-religieuses des confins caucasiens, perçues

¹⁰⁵⁵ Télégramme de Peterson, adjoint au vice-roi du Caucase, au gouverneur militaire de Batoumi, 21 août (3 septembre) 1914, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 704, l. 2.

¹⁰⁵⁶ La rareté des sources ouvertes et des témoignages directs contribue à nourrir cette polarisation du débat : Polat Safi, « History in the Trench – The Ottoman Special Organization. *Teşkilât-ı Mahsusa Literature* », *Middle Eastern Studies*, Vol. 48, No. 1, 2012, pp. 89-93 ; Sait Çetinoğlu, « The Special Organization », in Conseil scientifique international pour l'étude du génocide des Arméniens, *Le génocide des Arméniens*, Paris, Armand Colin, 2015, pp. 39 ; rappelons aussi la thèse classique de Philip Stoddard, produite à l'époque de la Guerre froide et qui est longtemps restée la seule recherche approfondie sur la question : Philipp H. Stoddard, *The Ottoman Government and the Arabs, 1911 to 1918: A Preliminary Study of the Teşkilât-ı Mahsusa*, Thèse de doctorat, Université de Princeton, 1963 ; parmi les principaux témoignages d'anciens membres, celui d'Arif Cemil déjà cité – le plus pertinent dans le cas du Caucase – et celui d'Eşref Kuşçubaşı, *Hayber'de Türk Cengi: Teşkilât-ı Mahsusa Arabistan, Sina ve Kuzey Afrika Müdürü Eşref Bey'in Hayber Anıları*, Istanbul, Arba Yayınları, 1997.

¹⁰⁵⁷ Sur le peu de coordination de ses activités de renseignements avec l'état-major ottoman, voir Polat Safi, *op.cit.*, 2012, pp. 95-96.

comme des alliées potentielles. Dès leur arrivée à l'été 1914 à Trabzon, Rıza Bey et Nail Bey, responsables dans la région de l'Organisation spéciale, s'efforcent de nouer des contacts avec les musulmans du Caucase, en particulier les Géorgiens musulmans qui peuplent la région de Batoumi. Les Adjars sont visés en priorité, en raison de ce qui apparaît comme une situation doublement minoritaire, mais aussi du fait de la présence de nombreux fonctionnaires ottomans d'origine adjare, envoyés dans des missions clandestines dans la région de Batoumi à l'été et à l'automne¹⁰⁵⁸. D'autres minorités présentes dans l'Empire russe sont aussi approchées. Simon Vrats'jan affirme dans ses mémoires que Bahaettin Şakir, responsable de l'Organisation spéciale sur le front caucasien, tente d'approcher les Dachnaks qui tiennent en juillet 1914 leur congrès général à Erzurum, en leur promettant une autonomie nationale arménienne sous suzeraineté ottomane, contre leur aide militaire dans la guerre qu'il prédit¹⁰⁵⁹. Ces ouvertures de l'Organisation spéciale se doublent d'une considération de plus en plus ouverte, du côté russe, du recours aux minorités et de leur instrumentalisation en cas de guerre.

Cette volonté d'instrumentalisation doit bien entendue être placée dans le contexte des années qui précèdent la guerre, où on a vu le rôle joué par les institutions frontalières, militaires, civiles ou consulaires, dans les relations avec certains groupes minoritaires des confins. Il nous semble cependant que les évolutions de l'été et de l'automne 1914 s'inscrivent dans un nouveau registre, dans la mesure où cette logique de subversion n'est plus compensée par les mécanismes institutionnels de régulation. Les conséquences de cette évolution sont lourdes, car elle enracine de part et d'autre l'idée que la guerre, au Caucase, sera subversive et que la capacité de mobiliser des catégories ethniques ou religieuses constituera un des gages du succès. Que les dirigeants ottomans aient été particulièrement enclins à recourir à cette stratégie s'explique en partie par le sentiment d'infériorité militaire qu'ils éprouvent à la veille de la guerre. L'instrumentalisation des groupes de l'espace frontalier apparaît comme un moyen de rétablir un rapport de force favorable. Cette évolution structurelle de la relation frontalière entre des empires qui ne sont pas encore en conflit ouvert représente un complément important à des approches centrales de l'instrumentalisation des

¹⁰⁵⁸ Arif Cemil évoque le cas d'un gendarme d'origine adjare, Hasan Bey, envoyé à Batoumi en civil pour étudier la situation à l'été. Arif Cemil, *op.cit.*, 2006, pp. 20-21 ; plus généralement, la politique géorgienne de l'Allemagne, avec le prince Machabeli, se met en place dès le début de la guerre, Werner Zürer, *op.cit.*, 1978, pp. 13-15.

¹⁰⁵⁹ Simon Vrats'jan, *Hajastani hanrapetut'jun*, Erevan, Hajastan, 1998, pp. 8-9 ; sur les espoirs ottomans d'alliance avec les dachnaks : télégramme de Tahsin Bey au ministère de l'Intérieur, 3 Şevval 1332 (25 août 1914), BOA, DH.EUM 2.Şb., 1/31 ; Yektan Türkyılmaz, *op.cit.*, 2011, pp. 162-163 ; Guenter Lewy, *The Armenian Massacres in Ottoman Turkey. A Disputed Genocide*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2005, p. 100.

groupes frontaliers et prépare les formes prises par la violence contre les civils au cours du conflit.

c) Une crise économique de la frontière

Crise des circulations humaines et des interactions institutionnelles à la frontière sont complétées par une troisième dimension de la rupture de la frontière, sous l'effet de sa transformation progressive en « front ». Dès la fin de juillet, le gouvernement russe adopte les premières restrictions au commerce extérieur. Ces restrictions concernent surtout des interdictions à l'exportation de produits jugés stratégiques, en raison de leur utilisation directe ou de possibilités d'utilisation à des fins industrielles et militaires. Ces interdictions concernent en premier lieu les frontières européennes de l'Empire, mais sont étendues à l'espace de la mer Noire et à la frontière caucasienne, par crainte que ne transitent à travers ces régions des produits destinés aux puissances centrales. A la fin de juillet, le ministre des Finances, Petr Bark, soumet une première liste de produits interdits à l'exportation, comprenant notamment les chevaux¹⁰⁶⁰. Dans un premier temps, les autorités tsaristes décident pourtant de ne pas étendre aux frontières asiatiques et à la Transcaucasie l'interdiction d'exportation – qui vaut par exemple pour le bétail, la viande, les céréales, le tabac, le goudron, les produits pétroliers, les pneus et automobiles¹⁰⁶¹. Les anticipations des acteurs suffisent à entraîner des fluctuations conséquentes des prix dans ces régions. Au Caucase, les prix des biens de consommation et d'alimentation connaissent dès les premières semaines de la guerre en Europe de fortes hausses, comme le note un des derniers rapports du consul ottoman à Tiflis, en août 1914¹⁰⁶².

La crise économique de l'espace frontalier caucasien révèle une géographie qui embrasse pleinement la Perse du Nord. Depuis l'été, le statut de la Perse, occupée par les troupes russes dans toutes ses régions septentrionales, fait l'objet d'une diplomatie intense. Le gouvernement persan proclame sa neutralité, mais les Ottomans sont très réticents à la reconnaître, du fait de la présence des troupes russes. Les Russes tirent un avantage stratégique de leur présence dans un Azerbaïdjan iranien qui protège le flanc sud du Caucase,

¹⁰⁶⁰ Décision du conseil des ministres de l'Empire russe, 17 (30) juillet 1914, B.D. Gal'perina (éd.), *Osobyje zhurnaly Soveta ministrov Rossijskoj imperii : 1914 god*, Moscou, ROSSPEN, 2006, pp. 211-212.

¹⁰⁶¹ Décision du conseil des ministres de l'Empire russe, 25 juillet (7 août) 1914, B.D. Gal'perina (éd.), *Osobyje zhurnaly Soveta ministrov Rossijskoj imperii : 1914 god*, Moscou, ROSSPEN, 2006, pp. 228-229.

¹⁰⁶² Note du consulat ottoman à Tiflis, 8 août 1914, BOA, HR.SYS, 2401/64.

plus exposé, et ils prennent dès août des mesures de consolidation de leurs positions¹⁰⁶³. A la fin de septembre 1914, l'ambassadeur ottoman à Téhéran fait savoir au gouvernement persan que la neutralité proclamée par la Perse ne sera pas respectée par son pays si les troupes russes continuent à séjourner sur son sol¹⁰⁶⁴. La région devient le lieu de développements similaires à ceux entre Anatolie orientale et Caucase russe, les Ottomans envoyant plusieurs missions clandestines pour évaluer la situation locale¹⁰⁶⁵. L'incertitude qui entoure le sort de la région débouche sur des tensions intercommunautaires importantes. Le même mois, Arméniens et Assyriens s'opposent aux musulmans dans la ville d'Ourmiya. De brusques paniques se déclenchent à l'occasion d'informations sur la concentration de troupes ottomanes à la frontière turco-iranienne, entraînant la fuite précipitée de familles entières en octobre¹⁰⁶⁶. Les tentatives de l'administration iranienne pour traduire en acte la politique de neutralité ne parviennent qu'à maintenir un équilibre précaire¹⁰⁶⁷.

Les craintes que véhicule l'attente des développements politiques sont accentuées par les nombreuses entailles apportées dans le tissu économique transfrontalier. A partir de l'automne, la flotte marchande de la Caspienne est soumise au contrôle direct de l'administration tsariste, ce qui implique à la fois un contrôle policier accru et la priorité du transport militaire sur le transport commercial privé¹⁰⁶⁸. Les transports de troupes et d'approvisionnement destinés aux armées russes en Iran reçoivent priorité sur le reste du trafic. A l'échelle locale, plusieurs institutions russes en Perse du Nord adoptent des mesures qui multiplient les rumeurs. En septembre 1914, le consul de France à Tabriz, Nicolas, rapporte que le comptoir de la Banque d'Escompte russe aurait exfiltré son encaisse

¹⁰⁶³ Ils adoptent aussi des mesures destinées à renforcer leur contrôle politique, comme l'arrestation du khan de Makou Eqbâl os-Saltane, envoyé en exil à Tiflis : Dja'far Âghâzâde, Mas'ûd Bayât, « Tab'id-e Eqbâl os-Saltane Mâkûyî dar djang-e avval », *Gandjîne-ye asnâd*, No. 76, hiver 1388 (2009-2010), pp. 7-26.

¹⁰⁶⁴ Mohammad Hasan Kavusi-Erâqi, « Le problème de la neutralité persane », in Oliver Bast (dir.), *op.cit.*, 2002, pp. 30-31 ; remarquons avec Oliver Bast que la Perse, qui devient vite le pays neutre dont la neutralité se trouve la plus maltraitée et dont la population a à souffrir directement de la guerre, reste assez négligée dans les études sur la neutralité dans la guerre. Un récent travail de synthèse sur le sujet n'en fait même pas mention, alors même que son questionnement sur la difficulté du maintien de la neutralité pendant la guerre correspond pleinement au problème persan : Johan den Hertog, Samuël Kruizinga, « Introduction », in Johan den Hertog, Samuël Kruizinga (dir.), *Caught in the Middle. Neutrals, Neutrality and the First World War*, Amsterdam, Aksant, 2011, pp. 1-14.

¹⁰⁶⁵ Rapport de l'ambassadeur Pallavicini au ministère des Affaires étrangères austro-hongrois, 22 octobre 1914, HHStA, PA I 942.

¹⁰⁶⁶ Rapport du karguzâr d'Ourmiya au ministère de l'Intérieur, 6 Zû l-hidjdje1332 (26 octobre 1914), reproduit dans Kâveh Bayât (éd.), *IJJA*, 1381 (2002), p. 334.

¹⁰⁶⁷ Lettre du ministre de l'Intérieur iranien au gouverneur d'Azerbaïdjan, 5 Zû l-hidjdje (25 octobre 1914), *Ibid.*, pp. 335-336.

¹⁰⁶⁸ Décision du conseil des ministres de l'Empire russe, 21 août (3 septembre) 1914, B.D. Gal'perina (éd.), *Osobye zhurnaly Soveta ministrov Rossijskoj imperii : 1914 god*, Moscou, ROSSPEN, 2006, p. 306.

métallique vers le Caucase russe, ce qui expliquerait la pénurie éprouvée sur les marchés¹⁰⁶⁹. A partir de la mi-novembre, le Gilan fourmille de bruits sur les nouvelles mesures de contrôle du commerce à venir. A Rasht, on affirme que le sucre russe ne pourra plus être exporté vers l'Iran et que les marchands iraniens de Bakou vont devoir cesser leurs activités¹⁰⁷⁰. L'interdiction d'exportation de plusieurs produits de consommation courante, comme le sucre, frappe fortement la Perse du Nord qui en est très dépendante. En février 1915, le marchand de Rasht Kâzemov écrit à l'entrepreneur Amin ol-Zarb : « L'exportation de biens russes vers l'Iran est entièrement interdite. Les biens comme le sucre, sous toutes ses formes, le pétrole, les allumettes et d'autres produits voient leur prix augmenter¹⁰⁷¹ ». Mais le littoral ottoman de la mer Noire, dépendant des importations de céréales de Russie et de Roumanie, est également menacé dans son approvisionnement alimentaire¹⁰⁷².

Les effets de la rupture économique entraînée par la guerre à une échelle régionale prennent toute leur ampleur dans une temporalité plus longue, puisqu'il faut attendre les premiers mois de 1915 pour qu'ils entraînent une véritable crise de plusieurs régions du nord de l'Iran, en particulier des provinces caspiennes. La crise du commerce est aggravée par les premiers signes d'une crise financière et monétaire. La Banque d'Escompte ne garantit plus en encaisses métalliques ses émissions fiduciaires et nourrit une inflation galopante en Iran du Nord, où le rouble baisse fortement¹⁰⁷³. Les banquiers de Rasht n'acceptent plus, à partir de janvier 1915, les lettres de change (*barât*) émises sur Bakou, ce qui ralentit une vie économique où la circulation du crédit avec le Caucase russe était un élément incontournable, notamment dans les secteurs agricole et commercial. Une véritable crise locale de la dette se déclenche au Gilan, où la paysannerie est fort endettée mais ne peut importer, comme à l'accoutumée, ses cocons de soie à travers le Caucase. Les sériciculteurs font face à une dette croissante et à l'impossibilité de payer les propriétaires fonciers¹⁰⁷⁴. Les abandons de terres se multiplient à partir de l'été 1915 et les paysans entrent dans la clandestinité pour ne pas avoir à payer leurs dettes, posant les bases de la rébellion djangalie qui prend son essor à partir de

¹⁰⁶⁹ Rapport du consul Nicolas au ministre des Affaires étrangères, 6 septembre 1914, AMAE, Nouvelle Série, Sous-série – Perse, Vol. 11, ff. 10-12.

¹⁰⁷⁰ Télégramme d'Agha Mohammad Ja'far Kâzemov à Hâj Mohammad Hoseyn Amîn ol-Zarb, 24 Zû l-hidjje 1332 (13 novembre 1914), Iraj Afshâr *et alii* (éd.), *Barghâ-ye Djangal...*, 2006, pp. 5-6.

¹⁰⁷¹ Télégramme d'Agha Mohammad Ja'far Kâzemov à Hâj Mohammad Hoseyn Amîn ol-Zarb, 19 Rabî' al-Avval 1333 (4 février 1915), *Ibid.*, p. 6.

¹⁰⁷² Mehmet Bilgin, Ömer Yıldırım, *op.cit.*, 1990, p. 334.

¹⁰⁷³ Esfandiar Bahram Yaganegi, *Recent Financial and Monetary History of Persia*, New York, Columbia University, 1934, p. 75.

¹⁰⁷⁴ Télégramme d'Agha Mohammad Ja'far Kâzemov à Hâj Mohammad Hoseyn Amîn ol-Zarb, 16 Djomâdâ al-Avlâ 1334 (21 mars 1916), Iraj Afshâr *et alii* (éd.), *op.cit.*, 2006, p. 8.

1917¹⁰⁷⁵. Les difficultés de la population locale en Iran du Nord sont aggravées par le retour de nombreux travailleurs migrants au Caucase russe, entre novembre 1914 et les premiers mois de 1915¹⁰⁷⁶. Ces départs sont surtout liés à la crainte de ces migrants qu'une guerre n'éclate entre la Perse et la Russie. Le *Berliner Boersen-Courier* – dans un article soigneusement archivé par les diplomates allemands – souligne en mars 1915 la déstabilisation économique que menace d'entraîner cet exode : « [Les cercles industriels et financiers de Bakou] sont très préoccupés par l'exode de masse des travailleurs persans de Bakou. Les individus abandonnent leur emploi, vendent leurs maigres biens et retournent chez eux. Des rumeurs inimaginables circulent parmi eux¹⁰⁷⁷ ».

L'Iran du Nord se trouve ainsi, en raison de ses interactions étroites avec le Caucase russe – mais aussi avec l'Anatolie orientale –, pris dans le processus par lequel la frontière caucasienne se transforme en front. Soulignons ici deux éléments importants. D'une part, l'espace caucasien offre dès les débuts de la guerre une particularité qui se maintient au cours du conflit : on n'y observe pas une ligne de front unique entre belligérants mais, en raison du statut ambigu de la Perse et de la présence sur son sol des troupes russes, un front au tracé incertain, avec des degrés très variables de militarisation. Afin de renforcer les effectifs sur la frontière du Caucase occidental, les autorités russes décident ainsi de réduire la garde-frontière au niveau de la steppe du Moughan. Au cours du conflit, cette hétérogénéité des frontières devient une dimension cruciale. Le second élément réside dans l'impact de la guerre sur un Etat neutre comme l'est officiellement la Perse. On touche ici à la question de l'impact de la guerre européenne en dehors des zones qui y participent le plus directement. Outre les affrontements qui ont lieu dans les zones-frontières d'Azerbaïdjan iranien, l'impact économique est particulièrement négatif en Iran. Il y a à cet égard matière à une histoire, à l'échelle eurasiatique, des modalités par lesquels la guerre se fait sentir aussi loin que l'Afghanistan, le Xinjiang ou la Mandchourie. A l'autre extrémité du continent, les effets de la guerre entraînent ainsi l'essor de la région de Harbin, qui devient un lieu privilégié d'approvisionnement pour l'effort de guerre russe¹⁰⁷⁸.

¹⁰⁷⁵ Farhad Kazemi, Ervand Abrahamian, « The Nonrevolutionary Peasantry of Modern Iran », *Iranian Studies*, Vol. 11, No. 1/4, 1978, pp. 288-289 ; sur les origines de ce mouvement, Janet Afary, « The Contentious Historiography of the Gilan Republic in Iran: Critical Exploration », *Iranian Studies*, Vol. 28, No. 1/2, Hiver-printemps 1995, pp. 3-24.

¹⁰⁷⁶ Télégramme d'Agha Mohammad Ja'far Kâzémov à Hâj Mohammad Hoseyn Amîn ol-Zarb, 19 Rabi' al-Avval 1333 (4 février 1915), Iraj Afshâr *et alii* (éd.), *op.cit.*, 2006, p. 6.

¹⁰⁷⁷ « Die Lage in Baku », *Berliner Boersen-Courier*, 3 mars 1915, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), Russland, R 11041.

¹⁰⁷⁸ Chia Yin Hsu, « The 'Color' of Money: The Ruble, Competing Currencies, and Conceptions of Citizenship in Manchuria and the Russian Far East, 1890s-1920s », *The Russian Review*, No. 73 (Janvier 2014), p. 93.

2. Les acteurs régionaux d'une violence de masse

La mue de la frontière en front est suffisamment rapide pour causer de sérieuses difficultés économiques aux régions qui la bordent dès la fin de l'année 1914. Pourtant, la guerre mobile se poursuit au Caucase jusqu'à l'été 1916, dans une configuration très différente de celle observable sur le front d'Europe occidentale, l'Europe centrale constituant un cas intermédiaire, où coexistent fronts de tranchées et zones de guerre mobile. La description des particularités stratégiques et tactiques du front caucasien n'intéresse pas que le spécialiste d'histoire militaire. Il y a en effet dans ces particularités une des sources de la violence de masse dans la région, en particulier au cours de l'année 1915 : sous le front apparaît toujours la frontière, poreuse, sur laquelle les acteurs régionaux de la guerre projettent des inquiétudes et des fantasmes. Source de perdition pour les populations civiles, ce front-frontière contribue à la radicalisation des formes de la guerre dans un contexte régional.

a) *La violence des confins ottomans*

Dans un ouvrage consacré à ce qu'il nomme la *spy mania* qui saisit selon lui l'armée russe au cours de l'année 1915, l'historien militaire William C. Fuller introduit des remarques qui s'efforcent de lier structure du front et formes prises par la répression intérieure et les craintes de trahison. Il rappelle que la porosité partielle du front centre-européen, entre Russie et puissances centrales, permet aux belligérants de multiplier les envois d'agents clandestins, ainsi que d'essayer d'instrumentaliser certains groupes frontaliers. Il oppose cette perméabilité à la situation du front d'Europe occidentale, où l'espionnage terrestre est rendu quasiment impossible par la couverture presque continue du front par les troupes déployées¹⁰⁷⁹. Porosité, mobilité et usage de la surprise pour tromper l'ennemi s'expriment dès le bombardement des ports russes de la mer Noire par la flotte ottomane, le 29 octobre, qui marque l'entrée de la Porte dans la guerre aux côtés de la Triplice¹⁰⁸⁰. Cette approche des formes du front présente l'intérêt de proposer une articulation entre les modalités militaires de la guerre et le contrôle intérieur exercé par les Etats. On voudrait ici proposer d'examiner le

¹⁰⁷⁹ William C. Fuller, *The Foe Within. Fantasies of Treason and the End of Imperial Russia*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2006, pp. 120-122.

¹⁰⁸⁰ Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, pp. 112-113.

lien entre les particularités du front caucasien et les formes prises par la violence de masse à travers cet espace. Cela suppose une régionalisation dans l'examen des conséquences de la guerre. Nombreuses sont les approches régionales dans le cas de la Première Guerre mondiale, mais il nous semble que dans le cas du Caucase, l'approche régionale s'intéresse plus souvent à l'idée d'une *path dependence* – des violences de l'avant-guerre à celles de la guerre – qu'à l'examen des formes concrètes prises par la guerre.

Tout débat historique concernant les circonstances et la causalité d'un événement aussi douloureux et massif que l'extermination d'un peuple acquiert une dimension politique et sensible. L'étude du génocide arménien voit se poursuivre un affrontement connu sous d'autres cieux historiographiques, entre une lecture fondée sur une intentionnalité préméditée et ce qu'on pourrait appeler une théorie des circonstances¹⁰⁸¹. Les travaux de Vahakn Dadrian constituent la prise de position la plus décidée en faveur d'une lecture reposant sur une intentionnalité, antérieure à la guerre et que le conflit aurait simplement rendue possible¹⁰⁸². À l'inverse, la théorie des circonstances a longtemps fait l'objet de manipulations de la part d'historiens nationalistes turcs désireux de nier le génocide. Elle s'enracinait le plus souvent dans l'idée que les populations chrétiennes d'Anatolie orientale avaient bien été impliquées de manière collective dans des actions séditeuses contre l'effort de guerre ottoman¹⁰⁸³. La politisation du débat ainsi que les formes obligées par lesquelles il passe ont longtemps rendu difficile le travail de renouvellement des approches. Donald Bloxham soulignait ainsi l'importance que la lutte contre le négationnisme n'entraîne pas un appauvrissement du débat historiographique sur le génocide et de la réflexion sur l'histoire de la question arménienne¹⁰⁸⁴. Le contexte régional de la guerre en Anatolie orientale nous semble à cet égard un élément indispensable à la compréhension du génocide.

Les mesures adoptées dès la fin de l'année 1914 par le gouvernement ottoman témoignent d'une nervosité certaine face à la population arménienne. Dès août 1914, les autorités ottomanes décident de transformer les « bataillons de travail » (*amele taburlari*), qui

¹⁰⁸¹ Sur le cas de la Terreur révolutionnaire, voir François Furet, *op.cit.*, 1978, pp. 104-105.

¹⁰⁸² Vahakn Dadrian insiste particulièrement sur une réunion d'août 1910 du Comité Union et Progrès à Salonique, qui marquerait la répudiation définitive par le Comité de l'idéal égalitaire entre les nationalités de l'empire et le début de la marche vers une politique étatique violente. Vahakn Dadrian, *The History of the Armenian Genocide. Ethnic Conflict from the Balkans to Anatolia to the Caucasus*, Oxford-New York, Berghahn Books, 2004 (1995), pp. 180-181 ; pour un point de vue critique, Donald Bloxham, *The Great Game of Genocide. Imperialism, Nationalism, and the Destruction of the Ottoman Armenians*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2005, pp. 65-67.

¹⁰⁸³ Vincent Duclert, « Les historiens et la destruction des Arméniens », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 81, Janvier-mars 2004, pp. 147-148.

¹⁰⁸⁴ Il prend le cas du mouvement révolutionnaire arménien et de son rôle dans l'exaspération des tensions en Anatolie orientale : Donald Bloxham, *op.cit.*, 2005, pp. 20-21.

accueillaient traditionnellement les hommes inaptes au combat direct, pour qu'ils concentrent les conscrits provenant des groupes ethniques jugés peu fiables, à commencer par les chrétiens ottomans¹⁰⁸⁵. Dans un rapport rédigé au cours de l'année 1915, la missionnaire suédoise Alma Johansson souligne que les modalités d'enrôlement des Arméniens dans ces unités à l'automne 1914 suscitent le mécontentement d'une population qui ne marque par ailleurs guère de parti pris au début du conflit¹⁰⁸⁶. La situation initiale à l'égard des populations chrétiennes connaît d'importantes variations locales à travers l'Anatolie. Les provinces où les mouvements révolutionnaires arméniens sont les plus présents voient la montée plus rapide de tensions. La « personnalité » des dirigeants ottomans locaux joue également un rôle important. Dans la province de Van, le gouverneur Cevdet fait preuve d'une hostilité non dissimulée envers les Arméniens qu'il perçoit comme une menace pour sa province, située à proximité immédiate de l'Iran et du Caucase russe, où les *fedayis* arméniens sont très présents depuis la fin du XIX^e siècle. Des campagnes de désarmement de la population et de pression sur les élites arméniennes sont menées dès novembre dans cette province. A l'inverse, le consul allemand à Trabzon, Bergfeld, note la modération des autorités envers les minorités, en dépit du contexte de guerre. S'il rapporte des fouilles de maison grecques et arméniennes à la recherche d'armes, il met en avant l'ordre dans lequel elles se déroulent¹⁰⁸⁷.

Le calme des premiers mois de la guerre en ce qui concerne le traitement des minorités apparaît largement comme une conséquence du cours favorable que prend d'abord la guerre pour les Ottomans. Au cours du mois de novembre, profitant de la faiblesse des unités russes placées immédiatement sur la frontière, les bandes irrégulières montées par l'Organisation spéciale avancent en territoire russe, dans les régions de Kars et de Batoumi¹⁰⁸⁸. Le commandement ottoman multiplie les communiqués triomphants à la suite de ces escarmouches, présentées comme de cinglantes défaites pour la Russie¹⁰⁸⁹. Au Caucase russe lui-même, cette avancée inattendue suscite l'inquiétude. Des ordres d'évacuation sont donnés à certaines institutions dans les villes de Géorgie occidentale et des fonctionnaires bien

¹⁰⁸⁵ Mehmet Beşikçi, *The Ottoman Mobilization of Manpower in the First World War*, Leyde-Boston, Brill, 2012, pp. 129-130.

¹⁰⁸⁶ Rapport « Les massacres de 1915 en Arménie » par Alma Johansson, in Wolfgang Gunst, (éd.), *Der Völkermord an den Armeniern 1915-16. Dokumente aus dem Politischen Archiv des deutschen Auswärtigen Amts*, Springe, Zu Klampen Verlag, 2005, p. 372. [par la suite *DPA*]

¹⁰⁸⁷ Rapport du consul Bergfeld au chancelier Bethmann-Hollweg, 9 juillet 1915, *DPA*, 2005, pp. 194-195.

¹⁰⁸⁸ Rapport de Pallavicini au ministère des Affaires étrangères, 26 décembre 1914, HHStA, PA I 942 ; Vahdet Keleşyılmaz, « Kafkas harekâtının perde arkası », *OTAM Dergisi*, No. 11, 1990, pp. 277-304.

¹⁰⁸⁹ Notes du commandement-en-chef ottoman à la Direction-générale de la presse, 8 et 11 novembre 1914, *OBDH*, Vol. 1, 2013, pp. 84 et 88.

informés de Tiflis font évacuer leur famille vers le nord¹⁰⁹⁰. Stratégiquement, l'avancée des troupes ottomanes est insignifiante, mais Enver nourrit l'espoir qu'elle entraîne une révolte des peuples caucasiens, en particulier des musulmans parmi lesquels circulent des tracts imprimés depuis l'automne par l'Organisation spéciale (*figures 43 et 44*)¹⁰⁹¹. Arabe, ottoman et russe sont utilisés sur ces tracts pour lesquels il n'existe à notre connaissance pas de version dans d'autres langues du Caucase. La version arabe, outre sa dimension religieuse, est probablement conçue pour la diffusion des tracts vers le Caucase du nord, non turcophone, où l'arabe conserve une diffusion parmi le clergé musulman. Au cours du mois de décembre, les états-majors des Puissances centrales commencent à bruiser de rumeurs sur la réalité de telles révoltes. Le prince Hohenlohe, ambassadeur austro-hongrois à Berlin, rapporte à la fin de ce mois que près de cinquante mille Caucasiens se seraient soulevés contre le régime tsariste : sans fondement, la nouvelle révèle les grandes espérances qui entourent l'avancée ottomane¹⁰⁹².

Ce triomphalisme initial rend d'autant plus crucial le tournant de la bataille de Sarikamış. Dans cette opération, lancée le 22 décembre 1914, Enver Pasha souhaite procéder à l'encerclement des troupes russes. Mais l'opération tourne au désastre et près de soixante mille soldats ottomans périssent, tandis qu'une quinzaine de milliers sont capturés¹⁰⁹³. A des erreurs de commandement s'ajoutent les conditions logistiques déjà déplorables de l'armée ottomane en Anatolie orientale, du fait de la difficulté de l'approvisionnement et de l'équipement très insuffisant dont disposent les soldats. Ces derniers doivent combattre dans la neige, par un froid glacial, sans même disposer d'un uniforme d'hiver¹⁰⁹⁴. La propagande

¹⁰⁹⁰ Voir sur cette question un rapport adressé ultérieurement au ministère de l'Intérieur par un officier russe, 5 (18) mai 1915, RGVA, f. 2003, op. 1, d. 540, ll. 231-237 ; Sean McMeekin, *op.cit.*, 2011, pp. 126-130.

¹⁰⁹¹ Ces documents, obtenus par le consul austro-hongrois à Trabzon, sont reproduits dans Artem Ohandjanian (éd.), *Österreich-Armenien, 1872-1936. Faksimilesammlung diplomatischer Aktenstücke, B. VI – 1914-1915*, Vienne, Ohandjanian Eigenverlag, 1995, pp. 4405-4406 ; sur l'impression de ces tracts, voir le rapport du consul austro-hongrois à Trabzon, le 8 novembre 1914, qui parle de 8.000 exemplaires imprimés à Trabzon. *Ibid.*, p. 4462 ; beaucoup de ces documents sont distribués en Adjarie même : lettre du chef de la gendarmerie de Batoumi au gouverneur, 21 décembre 1914 (3 janvier 1915), AARSA, f. i-1, op. 1, d. 708, ll. 56-58 ; voir aussi Gottfried Hagen (éd.), *Die Türkei im Ersten Weltkrieg. Flugblätter und Flugschriften in arabischer, persischer und osmanisch-türkischer Sprache*, Francfort-Berne-New York-Paris, Peter Lang, 1990.

¹⁰⁹² Télégramme du prince Hohenlohe, ambassadeur austro-hongrois à Berlin, au ministère des Affaires étrangères, 7 décembre 1914, HHStA, PA I 942.

¹⁰⁹³ Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, pp. 124-125 ; le front caucasien ottoman ne compte plus que 42.000 hommes, contre 118.000 avant la bataille : Hikmet Özdemir, *The Ottoman Army, 1914-1918. Disease and Death on the Battlefield*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2008, pp. 50-52 ; Al'fina Sibgatullina parle de 326 officiers et 14.220 soldats prisonniers transitant par Tiflis à la suite de la bataille : Al'fina Sibgatullina, « Materialy russkoj pressy 1914-1916 gg. o turetskikh voennoplennykh », 38. *ICANAS. 10-15.09.2007. Bildiriler*, T. VI, Ankara, Atatürk Kültür, Dil ve Tarih Yüksek Kurumu, 2012, pp. 2812-2813.

¹⁰⁹⁴ Altay Atlı, « Baptism by Snow: The Ottoman Experience of Winter Warfare During the First World War », in Joachim Bürgschwentner, Matthias Egger, Gunda Barth-Scalmani (dir.), *Other Fronts, Other Wars? First World War Studies on the Eve of the Centennial*, Leyde-Boston, Brill, 2014, pp. 66-67 et 84-85.

d'Etat tente de minimiser les conséquences de la défaite, dont l'ampleur n'est que progressivement connue dans la capitale : dans un télégramme officiel du 10 janvier 1915, l'état-major ottoman dément les informations des journaux russes qui parlent d'une victoire éclatante et affirme simplement que les troupes turques sont désormais « arrêtées » (*hâl-i tevakküfta bulunmuştur*) dans les régions d'Oltu et Ardahan¹⁰⁹⁵. En dépit de cette rétention initiale d'informations, la déroute de Sarıkamış provoque une modification radicale des politiques ottomanes dans la région du front. Elle entraîne avant tout un conflit interne aux élites politico-militaires, qui accélère la transition vers une politique génocidaire contre les Arméniens.

La quête des responsabilités de la débâcle fait ressortir les fortes dissensions qui existent entre les institutions chargées de l'effort de guerre et du contrôle des opérations en Anatolie orientale. Le commandement de l'armée régulière est enclin à attribuer la défaite à l'investissement excessif placé dans les unités irrégulières de l'Organisation spéciale patronnée par Enver. Elles sont présentées comme peu efficaces sur le champ de bataille et promptes à l'insubordination. Des critiques similaires sont émises contre les Kurdes intégrés à l'armée ottomane dans des régiments de cavalerie¹⁰⁹⁶. Les critiques des militaires visent indirectement les dirigeants de l'Organisation spéciale et leur propension à régenter le cours de la guerre. Plusieurs gouverneurs provinciaux tirent prétexte de la défaite pour ordonner l'arrestation des chefs de bandes irrégulières constituées par l'Organisation spéciale, qui se sont rendus coupables de déprédations et de troubles à l'ordre civil, en particulier sur le littoral de la mer Noire¹⁰⁹⁷. Mais ces velléités de réorienter la stratégie militaire ottomane ne rencontrent pas l'approbation d'Enver et des dirigeants du Comité Union et Progrès. Face à l'ampleur des pertes subies à Sarıkamış, le ministre de l'Intérieur Talât Pasha invite même les gouverneurs des provinces frontalières à accélérer les libérations de prisonniers de droit commun pour repeupler les rangs de l'armée¹⁰⁹⁸. C'est dans ce contexte de conflit institutionnel que l'attribution de la défaite à un complot des populations chrétiennes des

¹⁰⁹⁵ Télégramme officiel de l'état-major ottoman, 28 Kânûn-ı Evvel 1330 (10 janvier 1915), BOA, HR.SYS, 2109/3-11 ; Rafael de Nogales, *Five Years Beneath the Crescent*, New York-Londres, Charles Scribner's Sons, 1926, pp. 47-48.

¹⁰⁹⁶ Köprülülü Şerif Ilden, *Sarıkamış*, Istanbul, Türkiye İş Bankası yayımları, 1998, pp. 158-159, cité par Erkan Karagöz, *op.cit.*, 2005 (2000), p. 48 ; Sami Önal (éd.), *Sarıkamış'tan Esarete (1915-1920) Tuğgeneral Ziya Yergök'ün Anıları*, Istanbul, Remzi Kitabevi, 2005, p. 120.

¹⁰⁹⁷ Mehmet Beşikçi évoque ainsi le conflit entre Topal Osman et le gouverneur de Trabzon, Cemal Azmi, ainsi que celui entre Hazinedârzâde Ekrem Bey et le gouverneur de Canik. Mehmet Beşikçi, *op.cit.*, 2012, pp. 170-171 ; un conflit oppose aussi Cemal Azmi au commandant militaire de Trabzon, Avni Pasha : Mahmut Goloğlu, *Trabzon Tarihi Fetihten Kurtuluşu Kadar*, Trabzon, Serander, 2000, pp. 171-172 ; sur Topal Osman, voir Nicholas Doumanis, *op.cit.*, 2013, pp. 156-157.

¹⁰⁹⁸ Télégramme de Talât Pasha au gouverneur d'Erzurum, 31 Kânûn-ı Evvel (13 janvier 1915), DH.ŞFR, 48/344, *OBDH*, Vol.1, 2013, p. 131.

confins devient un élément central de la stratégie du CUP en Anatolie orientale et plus généralement dans l'empire¹⁰⁹⁹.

Dès les mois de janvier et de février 1915, l'idée d'une trahison arménienne est répandue par l'Organisation spéciale et les comités locaux du CUP. La trahison apparaît comme le moyen d'expliquer la défaite en exemptant Enver et les dirigeants jeunes-turcs de leurs responsabilités. La propagande ottomane se met à utiliser à plein le thème des unités irrégulières arméniennes constituées par la Russie, présentées comme la preuve de la trahison des Arméniens ottomans¹¹⁰⁰. Les violences se multiplient contre les Arméniens en Anatolie orientale et parviennent dès janvier à la connaissance des ambassades étrangères à Constantinople¹¹⁰¹. Cette dynamique s'observe jusqu'à l'échelle la plus locale. Dans la région de Van, c'est à la suite d'une défaite essuyée à la fin de mars, dans une campagne qu'il menait autour de la ville iranienne de Khoy, que le gouverneur Cevdet Bey prend les premières mesures de coercition de masse contre les Arméniens¹¹⁰². A partir du 17 avril, des massacres éclatent et poussent les Arméniens à se retrancher dans leur quartier de la ville, ouvrant une phase d'affrontement armé avec les autorités ottomanes¹¹⁰³. La chronologie de la révolte de Van a suscité une attention particulière de l'historiographie, les tenants de l'hypothèse du complot affirmant qu'elle témoignait de la réalité d'une menace arménienne pour l'effort de guerre ottoman¹¹⁰⁴. Mais si la révolte de Van éclate bien avant le début officiel de la répression collective contre les Arméniens, lorsque les élites arméniennes de plusieurs villes du pays sont arrêtées le 24 avril, les sources diplomatiques confirment que son déclenchement répond aux premières répressions lancées contre les Arméniens¹¹⁰⁵. Comme le souligne

¹⁰⁹⁹ Sur cette radicalisation, Michael Mann, *The Dark Side of Democracy. Explaining Ethnic Cleansing*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 141 ; Guenter Lewy, *op.cit.*, 2005, pp. 156-157.

¹¹⁰⁰ Uğur Ümit Üngör, *The Making of Modern Turkey. Nation and State in Eastern Anatolia, 1913-1950*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011, 58-59.

¹¹⁰¹ Ronald Grigor Suny, « Writing Genocide : The Fate of Ottoman Armenians », in Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek, Norman M. Naimark (dir.), *op.cit.*, 2011, p. 19.

¹¹⁰² Témoignage de Manuk Hakobjan, 4 août 1916, Tashburun, in *Hajots' ts'eghaspanut'junë Osmanjan T'urkijum. Verapratsneri vkajut'junner. P'ast'at'ghet'eri zhoghovatsu*, T. 1, Erevan, Azgajin Arkhivneri, 2012, pp. 183-184. [ci-après *HTs'OT'*]

¹¹⁰³ Donald Bloxham, *op.cit.*, 2005, pp. 77-78 ; voir le récit de la missionnaire Grace H. Knapp, *The Tragedy of Bitlis*, New York-Chicago-Londres-Edimbourg, Fleming H. Revell Company, 1919, pp. 15-16.

¹¹⁰⁴ Les historiens rassemblés autour de Justin McCarthy insistent ainsi sur le fait que les Arméniens auraient commencé leur révolte dès le 20 avril, soit quatre jours avant la déportation des élites arméniennes d'Istanbul : Justin McCarthy, Esat Arslan, Cemalettin Taşkıran, Ömer Turan, *op.cit.*, 2006, pp. 200-201 ; si les violences contre les Arméniens commencent avant la révolte de Van, il est certain que celle-ci ne fait qu'accroître la suspicion des dirigeants jeunes-turcs, d'autant que plusieurs membres des anciennes élites politiques arméniennes sont supposés participer à la révolte : Rapport de l'ambassadeur américain à Constantinople au département d'Etat, 25 mai 1915, RG 59 867.4016/71, in « The State Department File », *The Armenian Review*, Vol. XXXVII, No. 1 (145), Printemps 1984, pp. 66-68.

¹¹⁰⁵ Rapport de l'ambassade allemande à Berlin à l'Auswärtiges Amt, 30 avril 1915, PA AA, Abteilung IA (Altes Amt), R 14085.

Michael Reynolds, la révolte est emblématique du dilemme de sécurité qui structure la relation entre communautés arméniennes et autorités ottomanes à partir du début de 1915¹¹⁰⁶.

Le processus du génocide lui-même commence à être bien connu et le centenaire du génocide a donné lieu à une publication de nombreux ouvrages de synthèse proposant un bilan des recherches sur le sujet. Au cours des semaines qui suivent le 24 avril, plus de deux mille membres des élites arméniennes de l'Empire sont arrêtés et les dirigeants du Comité Union et Progrès développent le plan d'une déportation globale de la population arménienne. Dès le 2 mai, le commandement ottoman demande au gouvernement de choisir entre une déportation intérieure des Arméniens de la région de Van et leur expulsion forcée vers les lignes russes¹¹⁰⁷. La répression contre les élites sociales et politiques arméniennes est particulièrement forte au cours du mois de mai dans les régions voisines de la province de Van, où la révolte continue, et du front¹¹⁰⁸. Entre le 26 et le 30 mai, le gouvernement ottoman approuve et fait publier la loi de déportation des Arméniens¹¹⁰⁹. Dans ces massacres et déportations, les représentants du Comité Union et Progrès jouent un rôle fondamental, pour surveiller l'action d'administrations parfois réticentes. Le consul allemand à Erzurum, Scheubner-Richter, parle en juillet d'un véritable « gouvernement parallèle » (*Nebenregierung*) à propos du comité établi par Bahaettin Şakir, qui supervise les opérations et assure le remplacement des fonctionnaires trop tièdes¹¹¹⁰. Le rôle de telles structures dans les provinces s'articule à une forme d'exercice parallèle du pouvoir par Talât Pasha, qui dispose d'un télégraphe personnel lui permettant d'envoyer des ordres en contournant les conduits officiels¹¹¹¹.

¹¹⁰⁶ Sur le concept et son utilisation dans l'interprétation des conflits ethniques, on peut lire Barry R. Posen, « The Security Dilemma and Ethnic Conflict », *Survival*, Vol. 35, No. 1, printemps 1993, pp. 27-47, auquel Michael Reynolds renvoie, *op.cit.*, 2011, pp. 146-147.

¹¹⁰⁷ Télégramme du 2 mars, disponible dans *Askeri Tarih Belgeleri Dergisi*, 31, No. 81, décembre 1982, pp. 139-142, document 1830, cité par Taner Akçam, *op.cit.*, 2012, p. 189 ; Donald Bloxham, *op.cit.*, 2005, p. 84.

¹¹⁰⁸ Rapport de l'ambassade allemande à Berlin à l'Auswärtiges Amt, 11 mai 1915, PA AA, Abteilung IA (Altes Amt), R 14085.

¹¹⁰⁹ Vahakn Dadrian, *op.cit.*, 2004 (1995), p. 221.

¹¹¹⁰ Rapports de Scheubner-Richter du 9 et du 28 juillet 1915, *DPA*, pp. 197-198 et 219 ; Michael Mann rappelle qu'environ un tiers des fonctionnaires est renouvelé dans les régions du génocide pendant son déroulement : Michael Mann, *op.cit.*, 2005, p. 160 ; Guenter Lewy, *op.cit.*, 2005, pp. 164-165 et p. 231.

¹¹¹¹ Sur ce « réseau secret » (*şebeke-yi hafıye*), Taner Akçam, *op.cit.*, 2012, pp. xxiv-xxv ; cette hiérarchie parallèle rappelle la distinction entre *Normenstaat* et *Massnahmenstaat* utilisée pour l'Allemagne nazie : Hans-Walter Schuhl, « Der Völkermord an den Armeniern 1915-1917 in vergleichender Perspektive », in Fikret Adanır, Bernd Bonwetsch (dir.), *op.cit.*, 2005, pp. 278-279.

b) Le salut et le témoignage : les voies d'une connaissance du génocide

Porosité du front et guerre mobile apparaissent bien comme des facteurs propices au développement de paranoïas de guerre, qui se tournent contre les minorités accusées de tous les maux. Mais la situation frontalière mérite aussi d'être examinée pour ce qu'elle recèle de possibilités pour les victimes de violences. Les études sur les voies de salut des Arméniens se concentrent essentiellement sur les fragiles échappatoires ouvertes par la corruption de fonctionnaires, la conversion ou la quête de protections auprès des élites locales¹¹¹². Mais la frontière propose un autre horizon, quoique semé d'embûches, pour la fuite. Dès le début de l'année 1915, nombreux sont les chrétiens ottomans à abandonner les provinces du front en direction de la Russie. Lors de la brève retraite russe d'Azerbaïdjan iranien, Arméniens et Assyriens locaux fuient aussi en masse vers le Caucase tsariste. Un recensement effectué dans la province d'Erevan au cours de l'année les estime à plus de 49.000 pour les Arméniens et 8.000 pour les Assyriens¹¹¹³. « Affamés et épuisés, presque nus, mendiant dans les rues », ils commencent à remplir les villes de la région et la presse russe se fait déjà l'écho de leur fuite frontalière¹¹¹⁴. La porosité de la frontière est attestée en février par l'envoi, par des Arméniens ottomans de Zeytun, d'une délégation auprès de l'état-major caucasien, proposant de lancer une insurrection¹¹¹⁵. Lorsque commencent les déportations et massacres dans l'Empire ottoman, le patriarcat arménien de Constantinople, en dépit des difficultés de la communication avec ses réseaux en Anatolie orientale, adresse plusieurs notes aux ambassades occidentales pour les informer de l'ampleur prise par cette fuite vers la Russie, où les Arméniens cherchent le salut¹¹¹⁶.

Comme au cours des massacres hamidiens, la fuite prend des chemins multiples, tantôt facilités ou compliqués par les circonstances de la guerre. Sur le littoral ottoman, la mer Noire voit selon certains témoignages des noyades collectives, mais elle sert aussi la fuite de

¹¹¹² Voir les trois études de Hasmik Tevosyan, Raymond Kévorkian et Uğur Ümit Üngör, dans Jacques Sémelin, Claire Andrieu, Sarah Gensburger (dir.), *La résistance aux génocides. De la pluralité des actes de sauvetage*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008, pp. 185-233.

¹¹¹³ David Gaunt, « The Ottoman Treatment of the Assyrians », in Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek, Norman M. Naimark (dir.), *op.cit.*, 2011, p. 252 ; rapport du comité caucasien pour l'aide aux victimes de la guerre, 15 (28) janvier 1915, *APMV*, 2014, pp. 309-314.

¹¹¹⁴ Articles extraits des *Birzhevie Vedomosti*, 20 janvier (2 février) 1915, et des *Russkie Vedomosti*, 24 janvier (6 février) 1915, PA AA, Abteilung IA (Altes Amt), R 14085.

¹¹¹⁵ Rapport de l'ambassade de Russie à Paris au ministère des Affaires étrangères français, 23 février 1915, in Arthur Beylerian (dir.), *op.cit.*, 1983, p. 7 ; Sean McMeekin affirme que les Ottomans ont vent de cette délégation et y voient une preuve du risque général de trahison des Arméniens de l'empire : Sean McMeekin, *op.cit.*, 2011, pp. 165-166.

¹¹¹⁶ Rapport de l'ambassadeur allemand Wangenheim à l'Auswärtiges Amt, 9 mars 1915, reproduit dans Wardges Mikaeljan (éd.), *Die Armenische Frage und der Genozid an den Armeniern in der Türkei (1913-1919)*, Erevan, Institut für Geschichte der Akademie der Wissenschaften Armeniens, 2004, pp. 128-129.

nombreux Arméniens et Grecs¹¹¹⁷. La flotte russe dispose, depuis le début de la guerre, d'une supériorité qui se traduit par le bombardement des ports turcs et empêche les navires ottomans de s'aventurer en haute mer. Pour l'Empire, réduit à un trafic de cabotage côtier, cette situation apparaît très désavantageuse, mais elle facilite la fuite des sujets ottomans qui parviennent à se procurer les services des navigateurs locaux¹¹¹⁸. Nombre de ces fugitifs sont secourus en haute mer par des navires de la marine tsariste, ou viennent s'échouer sur les côtes du Caucase et de Russie méridionale. Les autorités locales des régions de Soukhoumi et de Poti rapportent l'arrivée de telles embarcations, où se mêlent rescapés du génocide et déserteurs, arméniens mais aussi grecs. A la fin de juillet 1915, les douanes de Sotchi signalent l'arrivée de vingt-et-un déserteurs ottomans, dont vingt grecs et un arménien, qui ont acquis clandestinement une felouque dans un entrepôt et pris le chemin du Nord : « Tous les individus appréhendés déclarent que les conditions de vie insupportables de l'armée turque les ont décidés à fuir en Russie, dans la ville de Soukhoumi, où ils ont des proches et connaissances¹¹¹⁹ ». Le 22 août 1915, le chef du poste douanier d'Anakli, dans le district de Poti, voit arriver une embarcation remplie de réfugiés, emportant non seulement des effets personnels, mais aussi des armes qui visent à assurer leur sûreté lors de la traversée et sont promptement confisquées par la police tsariste¹¹²⁰.

Dans l'intérieur des terres, les habitants de certains villages parviennent à échapper au harcèlement des tribus kurdes et aux premiers ordres de déportation, en prenant la fuite vers les montagnes. Des groupes de jeunes Arméniens réussissent à échapper aux arrestations et sont livrés à une vie d'errance : de plus en plus, la fuite vers le front apparaît comme l'objectif de ces groupes, en dépit des dangers inhérent au voyage¹¹²¹. Parmi eux, certains réussissent à traverser le front vers le Caucase russe, tandis que d'autres préfèrent gagner le territoire iranien. En août 1915, l'interprète de l'état-major caucasien, Maksimov, évoque le cas d'un certain Mushek Mamikonjan, jeune Arménien de dix-sept ans, rescapé de la déportation des

¹¹¹⁷ Sur les noyades, sans que le fait soit totalement établi, voir le rapport du consul américain à Trabzon à l'ambassadeur Morgenthau, 28 juillet 1915, in Ara Sarafian (éd.), *United States Official Documents on the Armenian Genocide, Volume II: The Peripheries*, Watertown, Armenian Review, 1994, p. 26.

¹¹¹⁸ Sur l'aide des marins lazes aux réfugiés arméniens pour se rendre vers le littoral russe, voir le rapport du consul britannique à Batoumi, 16 septembre 1915, in Anita L.P. Burdett (éd.), *op.cit.*, 1998, p. 347 ; Misak' T'orlak'jan, *op.cit.*, 2001, pp. 244-248.

¹¹¹⁹ Note de l'inspection des douanes du Caucase au gouverneur de mer Noire, 19 septembre (2 octobre) 1915, STsSSA, f. 378, op. 4, d. 505, l. 2.

¹¹²⁰ Lettre de la douane de Poti à l'inspection des douanes du Caucase, 25 septembre (8 octobre) 1915, STsSSA, f. 378, op. 4, d. 504, l. 4.

¹¹²¹ Témoignage de Sianos Alojan, recueilli le 13 août 1916 à Tapabashi, in *HTs'OT'*, T. 1, 2012, pp. 196-198.

Arméniens de Moush et passé du côté russe dans la région de Sarıkamış¹¹²². Pour ces jeunes gens, la fuite vers la Russie devient de plus en plus synonyme d'une tentative de rejoindre les groupes de volontaires arméniens, dans un désir de revanche. Encore en 1916, on rapporte l'arrivée de nombreux orphelins arméniens qui parviennent à gagner le territoire occupé par les Russes¹¹²³. La publication récente, en Arménie, de témoignages de rescapés du génocide révèle l'ampleur des fuites, par des voies très diverses. Les réfugiés en question se mêlent à la population déjà nombreuse des déplacés, chrétiens ou musulmans, qui s'entassent dans les villes du Caucase depuis les opérations de la fin de l'année 1914 qui ont entraîné des paniques¹¹²⁴. Ils s'ajoutent aussi aux Arméniens qui fuient la ville de Van avec l'armée russe en retraite.

Ces circulations liées à la volonté d'échapper aux violences de masse constituent un aspect important, au-delà de la survie individuelle, par le fait qu'elle transforment le Caucase russe un lieu de production et de circulation de l'information sur le génocide. Il semble important de distinguer deux canaux qui exploitent différemment les ressources de la situation frontalière. Le premier canal est celui de l'administration tsariste au Caucase, aussi bien civile que militaire. L'armée du Caucase est confrontée dès le début de 1915 aux informations sur les massacres collectifs de minorités. Les avancées de l'armée russe révèlent les traces de ces exactions. En mars, les unités russes qui avancent dans la région de Salmas, en Azerbaïdjan iranien, découvrent des fosses communes où des centaines d'Arméniens et Assyriens ont été jetés après avoir été massacrés lors de la retraite turque, à la fin de février¹¹²⁵. Ces découvertes incitent le commandement tsariste à mettre en place une politique de collecte de données, de photographies et de témoignages sur les massacres¹¹²⁶. Sans qu'il soit possible de reconstituer la chronologie précise selon laquelle se met en place cette collecte, il semble que des agents du renseignement militaire aient été spécialement affectés à la recherche de ces témoignages. L'interprète d'état-major Maksimov joue apparemment un rôle-clef dans la collecte des données sur les massacres perpétrés par les Turcs. S'il interroge les réfugiés arméniens, il

¹¹²² Rapport de l'interprète de l'état-major caucasien, Maksimov, au commandant du 1^{er} corps d'armée du Caucase, 11 (24) août 1915, AVPRI, *Politarkhiv*, d. 3504, l. 47, reproduit dans G.A. Abraamjan, T.G. Sevan-Khachatryan (éd.), *Russkie istochniki o genotside armjan v Osmanskoj imperii 1915-1916 gody*, Erevan, Areresum-ANI, 1995, p. 57.

¹¹²³ Récit publié dans le journal *Priazovskij Kraj*, reproduit dans G.A. Abraamjan, T.G. Sevan-Khachatryan (éd.), *op.cit.*, 1995, pp. 154-155.

¹¹²⁴ La province d'Erevan est de loin la plus accablée par ces réfugiés qui s'entassent à Erevan et Echmiadzin : lettre de l'évêque Khoren au général Tamamshev, 23 octobre (5 novembre) 1915, *AMPV*, 2014, pp. 340-344.

¹¹²⁵ Rapport de l'adjoint au commandant de la 1^{ère} armée caucasienne, K. Matikjan, envoyé depuis Salmas, 24 février (9 mars) 1915, reproduit dans M.G. Nersisjan (éd.), *op.cit.*, 1966, pp. 246-247.

¹¹²⁶ Sur cette production de photographies au Caucase russe sur le génocide, voir Benedetta Guerzoni, *Cancellare un popolo. Immagini e documenti del genocidio armeno*, Milan, Mimesis Edizioni, 2013, p. 190-198.

recherche aussi des témoignages de prisonniers de guerre ottomans¹¹²⁷. En août 1915, il questionne un certain Hüseyin Sabri, ancien secrétaire d'un hôpital de campagne ottoman, qui évoque les massacres commis contre les Arméniens par l'armée turque en retraite¹¹²⁸. Dans leurs rapports, les officiers de l'armée tsariste – dont les appartenances ethniques et confessionnelles sont diverses – insistent sur la nécessité de prendre en compte les témoignages des différentes parties pour établir le déroulement des violences¹¹²⁹.

Un second canal de circulation de l'information, en étroite interaction avec celui de l'administration tsariste, est celui de la société civile caucasienne, en particulier des organes communautaires arméniens. Les institutions religieuses arméniennes, dont on a vu l'inscription dans des réseaux transnationaux puissants et déjà habitués à fonctionner avec certaines formes de clandestinité dans le triangle russo-ottomano-iranien, sont particulièrement bien informées. La chancellerie du catholicos d'Echmiadzin devient un lieu de centralisation de l'information. La structure hiérarchique de l'Eglise arménienne, comme celle de l'Eglise catholique, se prête à la remontée d'information. Le clergé arménien au Caucase rapporte le témoignage des réfugiés arrivés depuis le début de l'année, mais le catholicos est aussi tenu informé, par des émissaires clandestins et des réseaux transfrontaliers maintenus, des événements qui se déroulent dans les provinces frontalières d'Anatolie orientale¹¹³⁰. Le transit des rescapés arrivant de Van et Erzurum passe de manière privilégiée par Echmiadzin, siège du catholicos, ce qui accroît son rôle d'information¹¹³¹. Coexistent avec ces canaux religieux des canaux plus politiques, liés au Bureau national arménien du Caucase qui suit sa propre politique¹¹³². Les organisations arméniennes interagissent étroitement avec la presse caucasienne, qui couvre largement les événements du génocide : un recueil récent de

¹¹²⁷ Des documents sont aussi prélevés sur des soldats et officiers ottomans morts dans les combats. Sur le journal intime d'un officier ottoman tué à Malazgert, pris comme preuve des massacres contre les Arméniens : N. Oganovskij, « Spokoynyj uzhas (Iz vospominanij o bezhentsakh) », *Armjanskij Vestnik*, No. 1, 1^{er} (14) janvier 1916, pp. 6-7.

¹¹²⁸ Rapport de Maksimov au commandant du 1^{er} corps d'armée du Caucase, 3 (16) août 1915, AVPRI, *Politarkhiv*, d. 3504, l. 43, reproduit dans G.A. Abraamjan, T.G. Sevan-Khachatryan (éd.), *op.cit.*, 1995, p. 52.

¹¹²⁹ Cette tendance est sans doute plus marquée chez les officiers musulmans, sans que le fond de leurs rapports en soit réellement changé : Rapport du capitaine Krym Shamkhalch, de la 2^e Division d'infanterie du Caucase, envoyé depuis Mouch le 14 (27) février 1916, reproduit dans M.G. Nersisjan (éd.), *op.cit.*, 1966, pp. 368-369.

¹¹³⁰ *Kondak* (bulle) du catholicos Gevorg V aux Arméniens, 21 mars (3 avril) 1915, reproduit dans Avag Harut'junjan (éd.), *op.cit.*, 2010, pp. 41-43.

¹¹³¹ Témoignage d'Al'tun Sahakjan, recueilli à Bakou en 1916, in *HTs'OT'*, T. 1, 2012, pp. 119-121.

¹¹³² Les institutions arméniennes du Caucase sont en effet assez divisées et le Bureau national arménien de Tiflis travaille peu avec le catholicos : lettre de Hampartsoum Arakelian à Boghos Nubar, 16 (29) juin 1915, in Vatche Ghazarian (éd.), *op.cit.*, 1996, pp. 125-127 ; note de l'ambassade de Russie à Paris au ministère des Affaires étrangères français, 14 mai 1915, in Arthur Beylerian (dir.), *op.cit.*, 1983, p. 24.

documents tirés de la presse géorgienne témoigne de l'importance accordée à la question au-delà de la seule presse arménienne¹¹³³.

Ces institutions de la société civile caucasienne se trouvent en contact étroit avec la vice-royauté. Au sein de celle-ci, un rôle considérable est dévolu au fonctionnaire diplomatique du vice-roi, Stolitsa¹¹³⁴. Depuis le début de la guerre, son rôle a évolué, puisqu'il est aussi chargé de la liaison entre l'état-major caucasien et le ministère des Affaires étrangères. Une de ses tâches centrales réside précisément dans la collecte d'informations sur les actes de violence et les crimes de guerre commis par les Ottomans. Il n'y a pas là une exception caucasienne, puisqu'il s'agit d'une politique générale du ministère des Affaires étrangères. Au même moment, un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères russe est affecté à la collecte de preuves sur les « atrocités allemandes » dans les provinces occidentales de l'Empire¹¹³⁵. Cette priorité illustre l'importance des usages politiques du droit, humanitaire et international, au cours de la Première Guerre mondiale, dont Peter Holquist a montré le rôle particulier dans le cas de la Russie, qui dispose d'une longue tradition en la matière. En raison de l'éloignement géographique et des événements qui commencent au début de 1915, le poste de Stolitsa devient central et le place en interaction avec l'ensemble des institutions, étatiques et civiles, du Caucase¹¹³⁶. Les informations collectées par Stolitsa et les plaintes qu'il fait remonter des associations arméniennes sont transmises par le ministère des Affaires étrangères aux alliés et surtout aux Etats neutres, comme les Etats-Unis et l'Italie, entre la fin de mars et le début d'avril¹¹³⁷. La présence à partir de janvier 1915, auprès de l'état-major caucasien, d'un officier de liaison du

¹¹³³ Gevork Iagut'ov *et alii* (dir.), *Somekhta genotsidi kartul p'eriodik'ashi, 1914-1918*, Tbilissi, Universali, 2011.

¹¹³⁴ C'est au départ l'ancien consul à Erzurum, Skrjabin, qui est nommé, mais son décès inopiné place les autorités caucasiennes dans la confusion, car elles sont conscientes de l'importance de la fonction : lettre du commandant du front caucasien à l'adjoint du vice-roi, Peterson, 27 février (12 mars) 1915, RGVIA, f. 2100, op. 1, d. 563, l. 69.

¹¹³⁵ Sur ce fonctionnaire, Vladimir Grabar', qui s'attire le mécontentement de ses supérieurs par une objectivité excessive dans son travail, voir Peter Holquist, « The Role of Personality in the First (1914-1915) Russian Occupation of Galicia and Bukovina », in Jonathan Dekel-Chen, David Gaunt, Natan M. Meir, Israel Bartal (dir.), *Anti-Jewish Violence. Rethinking the Pogrom in East European History*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, p. 53.

¹¹³⁶ Armen Marukjan, *Armjanskij vopros i politika Rossii (1915-1917 gg.)*, Erevan, MIG NAN RA, 2003, pp. 69 et 74 ; lettres de Gevorg V au vice-roi Vorontsov-Dachkov et au ministre des Affaires étrangères Sazonov, 7 (20) avril 1915, informant des « effroyables nouvelles » (*soskali lurer*) qui proviennent d'Anatolie ottomane, Avag Harut'junjan (éd.), *op.cit.*, 2010, pp. 81-82.

¹¹³⁷ Armen Marukjan, *op.cit.*, 2003, p. 70.

renseignement militaire britannique constitue un canal supplémentaire par lequel les informations collectées au Caucase circulent vers d'autres espaces de la guerre¹¹³⁸.

La situation frontalière apparaît ainsi à la fois comme un facteur explicatif central de la violence exterminatrice déployée contre les Arméniens, et comme une voie de salut pour les rescapés et pour leur parole. En cela se rencontrent les aspirations de la société civile arménienne et celles des autorités tsaristes. La dénonciation des « atrocités » commises par les belligérants devient au cours de la guerre une pratique très répandue et donne lieu à de véritables stratégies des Etats et d'organisations civiles¹¹³⁹. La collecte de ces preuves fait l'objet d'utilisations politiques directes et les autorités caucasiennes, étatiques et civiles, jouent un rôle central dans la préparation du communiqué des puissances de l'Entente, le 24 mai 1915, dénonçant les crimes commis par l'Empire ottoman¹¹⁴⁰. Mais l'importance du Caucase russe et, dans une moindre mesure, de la Perse, comme lieu de collecte de témoignages dès l'époque du génocide, réside dans les efforts d'institutions très différentes, jusqu'au niveau individuel. L'ancien *fedayi* Rostom (Stepan Zorjan) coordonne à partir de 1916 une collecte de témoignages parmi les réfugiés, sur la demande du comité dachnak de Bakou¹¹⁴¹. Parmi les figures ayant aussi contribué par un engagement personnel, l'historiographie a accordé une attention particulière à Zabel Essayan, femme de lettres et figure éminente de la communauté arménienne d'Istanbul, qui échappe aux rafles d'avril 1915 et parvient à trouver refuge au Caucase. Au cours des années 1916-1917, elle œuvre à la collecte de témoignages des rescapés du génocide et se met à publier le résultat de ses enquêtes à partir du début de l'année 1917. Sa collaboration avec un rescapé du génocide, Hayg Toroyan, débouche sur la publication d'un long récit dans la revue arménophone de Bakou, *Gorts*, en février-mars 1917¹¹⁴². Le travail de Zabel Essayan est rendu

¹¹³⁸ Cet agent est notamment en contact avec le commandement britannique en Egypte. Yigal Sheffy, *British Military Intelligence in the Palestine Campaign, 1914-1918*, Abingdon-New York, Routledge, 2013 (1998), pp. 171-172.

¹¹³⁹ On pense avant tout à la brochure d'Arnold Toynbee *Armenian Atrocities* (1915), republié dès 1916 avec James Bryce sous le titre *The Treatment of Armenians in the Ottoman Empire*. Daniel Marc Segesser, « Dissolve or punish? The international debate among jurists and publicists on the consequences of the Armenian genocide for the Ottoman Empire, 1915-23 », in Dominik J. Schaller, Jürgen Zimmerer (dir.), *op.cit.*, 2009, pp. 89-93 ; Jo Laycock, *Imagining Armenia. Orientalism, ambiguity and intervention*, Manchester-New York, Manchester University Press, 2009, pp. 18-19.

¹¹⁴⁰ Donald Bloxham, *op.cit.*, 2005, p. 85.

¹¹⁴¹ Boris Adjemian, Raymond Kévorkian, « Témoignages de rescapés et connaissance du génocide de 1915-1916 », *Etudes arméniennes contemporaines*, No. 5, 2015, pp. 79-111.

¹¹⁴² Anouche Kunth, *op.cit.*, 2013, p. 99 ; Marc Nichanian, *La perversion historiographique*, Paris, Lignes & Manifestes, 2006, pp. 188-190 ; voir le récit et la postface de Marc Nichanian : Hayg Toroyan, Zabel Essayan, *L'Agonie d'un peuple*, Paris, Classiques Garnier, 2013 ; sur ses interventions publiques, voir « Lektsija Z. Esajan », *Armjanskij Vestnik*, No. 2, 1^{er} (14) février 1916, p. 22.

particulièrement significatif par son entreprise de traduction vers le français, à destination d'un public européen, des témoignages collectés au Caucase.

c) Le contrepoint de la répression contre les musulmans du Caucase

L'inscription de la violence génocidaire contre les Arméniens d'Anatolie orientale dans un contexte politique et militaire précis, ainsi que dans une configuration territoriale frontalière, invite à une réflexion plus large sur les formes prises par la répression des populations civiles au cours de la guerre. A travers tout l'arc de la « zone de friction des empires », où la guerre prend ses aspects les plus violents, les groupes frontaliers et minoritaires se trouvent en effet exposés à des violences importantes. En Galicie, l'armée russe se livre en 1914 -1915 à de véritables pogroms, contre des populations juives perçues comme sympathisantes avec le pouvoir de Vienne. Ce constat a poussé Peter Holquist à s'interroger sur les raisons pour lesquelles, sur le front caucasien, les formes d'extermination de masse se sont concentrées du côté ottoman¹¹⁴³. Le problème n'est nullement rhétorique, car un véritable contrepoint existe au destin subis par les Arméniens de l'Empire ottoman. Il s'agit du cas, moins connu de l'historiographie mais déjà évoqué par les travaux de plusieurs historiens, des accusations de trahison portées contre les sujets russes musulmans habitant les territoires immédiatement frontaliers de l'Empire ottoman, à partir du début de 1915. Ces accusations font suite à l'occupation pendant quelques semaines de ces territoires frontaliers par les troupes ottomanes. Au moment même où les Arméniens commencent à être incriminés pour leur rôle supposé dans la défaite de Sarikamış, les musulmans de ces territoires frontaliers, en particulier ceux de la région qui entoure Batoumi, doivent faire face à une mise en accusation collective.

La violence de la reconquête des zones temporairement perdues par les Russes n'a rien à envier au type de répression déployé ultérieurement par les Turcs. Dans une histoire classique de la Géorgie, l'historien David Marshall Lang évoque le chiffre de 45.000 individus massacrés dans la seule vallée du Çoruh par les troupes du général Ljakhov, sur les 52.000 habitants qui y auraient vécu. Il ne cite cependant pas les sources sur lesquelles il appuie cette évaluation, qui peut sembler très excessive¹¹⁴⁴. En dépit de nos recherches, nous

¹¹⁴³ Peter Holquist, « The Politics and Practice of the Russian Occupation of Armenia... », in Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek, Norman M. Naimark (dir.), *op.cit.*, 2011, pp. 151-174 ; pour un aperçu plus général sur cette violence des confins russo-autrichiens, Alexander Prusin, *Nationalizing a Borderland: War, Ethnicity, and Anti-Jewish Violence in East Galicia, 1914-1920*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2005.

¹¹⁴⁴ David Marshall Lang, *op.cit.*, 1962, p. 185 ; le journal de Bakou *Açıq Söz* parle en décembre 1915 de 30.000 victimes de la répression dans les deux provinces de Batoumi et Kars, ainsi que de 100 villages détruits. Betül

n'avons pas trouvé, dans les fonds de l'armée tsariste ou dans ceux de l'administration civile du Caucase, de source proposant une autre évaluation des pertes. Les formes prises par la répression déclenchent cependant une véritable panique parmi les habitants de la vallée¹¹⁴⁵. Si beaucoup quittent temporairement leurs villages pour des abris montagneux, certains se lancent dans une fuite qui les mène sur les traces de l'armée ottomane en déroute. Cette fuite et les violences dont sont victimes au cours de la répression les populations musulmanes reste mal connue. La publication récente d'un recueil de témoignages de la région d'Artvin, désormais en Turquie, vient partiellement combler cette lacune, en fournissant une série de récits sur les événements du début de la guerre¹¹⁴⁶. Beaucoup des témoins n'ont pas assisté en tant qu'adultes à la guerre, étant alors enfants, et certains rapportent les récits faits par leurs parents. Dans son évocation des « récits intermédiaires » de l'exil arménien, dus à des enfants, Anouche Kunth souligne les pièges inhérents à de tels récits, mais aussi leur apport potentiel pour compléter d'autres types de sources¹¹⁴⁷.

Les succès militaires initiaux des Ottomans en Adjarie et dans la région de Kars entraînent une modification brusque du regard porté par l'armée et l'administration tsaristes du Caucase sur les populations musulmanes frontalières. Dans les faits, ces populations n'aident guère l'armée ottomane. La mémoire de l'engagement de certains villageois dans des unités irrégulières ottomanes, comme celle de Halit Pasha, survit bien dans la région d'Artvin, mais cet engagement ne semble nullement avoir adopté une tournure massive¹¹⁴⁸. Que quelques démonstrations de joie aient accueilli les troupes ottomanes, voilà qui est fort probable. Qu'une aide matérielle et alimentaire ponctuelle ait été apporté à celles-ci – autant par requête que par volontariat – voilà qui est aussi possible. Mais rien ne permet de parler d'un retournement massif et actif de la population locale contre la Russie. Dans un rapport de janvier 1915, le chef de la gendarmerie de Batoumi estime que les cas d'accueil enthousiaste ou d'aide aux Ottomans n'ont pas concerné plus d'un tiers de la population et qu'ils ont surtout été dus au rôle de notables essayant de tirer un profit personnel de cette reconquête¹¹⁴⁹.

Aslan, qui cite ces chiffres, parle de 7.000 victimes en Adjarie même. Betül Aslan, *Birinci Dünya Savaşı esnasında 'Azerbaycan Türkleri'nin 'Anadolu Türkleri'ne Kardaş Kömeği ve Bakû Müslüman Cemiyet-i Hayriyesi*, Ankara, Atatürk Kültür Merkezi, 2000, p. 76.

¹¹⁴⁵ Voir les remarques – à prendre toujours avec précaution en raison des convictions marquées très nationalistes de l'auteur – de Fahrettin Kırzioğlu, *Edebiyatımızda Kars*, Istanbul, Işıl Matbaası, 1958, pp. 98-99.

¹¹⁴⁶ Ülkü Önal, *Artvin Muhaciri Hatıraları*, Ankara, pas d'éditeur, 2010. Par la suite, abrégé en *AMH*.

¹¹⁴⁷ Anouche Kunth, *op.cit.*, 2013, pp. 190-191.

¹¹⁴⁸ Témoignage d'Ali Akarsu, village d'Akarsu, 80 ans (2008), *AMH*, 2010, p. 29 ; Âdil Özder, *Artvin ve Çevresi 1828-1921 savaşları*, Ankara, Ay Matbaası, 1971, pp. 101-103.

¹¹⁴⁹ Rapport du chef de la gendarmerie de Batoumi, 4 (17) janvier 1915, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 708, l. 60 ; E.K. Sarkisjan, *op.cit.*, 1962, pp. 209-210.

L'impact psychologique de cette défaite initiale russe semble cependant jouer un rôle important pour expliquer la violence de la reconquête russe, en janvier 1915.

Cette violence entraîne en parallèle la fuite d'une grande partie des musulmans de la région, par peur des représailles. Les témoignages récoltés par Ülkü Önal s'avèrent ici aussi d'un grand intérêt. Ils décrivent la brutalité de la fuite et la panique qui s'empare d'une population contrainte à la fuite à travers des vallées escarpées, au cœur de l'hiver, sous le feu des troupes russes. Un habitant du village d'Aydın rapporte ainsi : « Mon père et mon grand-père prenaient leur petit-déjeuner lorsqu'ils entendirent dans la partie haute du village des bruits de combat. En sortant, ils virent que les Russes arrivaient. Ils sortirent aussitôt les bœufs de l'étable, leur mirent une couverture et prirent la route¹¹⁵⁰ ». Terres et maisons sont abandonnées dans l'urgence, tandis que quelques biens et têtes de bétail sont emmenées : « L'exil a commencé à l'hiver 1914. Ils ont abandonné leurs maisons, ils ont ouvert les portes de leurs étables. Ils ont chargé ce qu'ils pouvaient sur le dos de leurs bœufs. En chemin, les bêtes sont mortes et ce qu'elles portaient a été laissé sur la route par les réfugiés¹¹⁵¹ ». Ces réfugiés vont grossir la population de la province de Trabzon, où le consul austro-hongrois estime le nombre d'arrivées à cinquante mille entre décembre 1914 et janvier 1915¹¹⁵². Cette première vague de fuite est suivie, à partir du début de l'avancée russe en 1915, par un second mouvement de fuite vers l'Anatolie centrale, en particulier sur la côte, où les réfugiés se trouvent pris entre le feu des combattants (*figure 45*)¹¹⁵³. La situation de ces réfugiés a constitué jusqu'à récemment un point aveugle de l'histoire de la guerre en Anatolie, mais ils sont de mieux en mieux connus. On sait désormais la misère dans laquelle ces réfugiés vivent, du fait de l'incapacité logistique de l'Empire ottoman à les prendre véritablement en charge : cantonnés en Anatolie centrale, beaucoup tentent de gagner clandestinement les côtes en quête de meilleures conditions de vie¹¹⁵⁴. Les archives ottomanes font également état de leurs tentatives d'obtenir une indemnisation pour leurs biens perdus dans la fuite¹¹⁵⁵.

Outre sa violence immédiate, cet épisode déclenche un important débat interne à l'administration tsariste. Une des premières mentions de ce débat dans l'historiographie

¹¹⁵⁰ Témoignage de Süleyman Koksâl, village d'Aydın, 76 ans (2008), *AMH*, 2010, p. 41.

¹¹⁵¹ Témoignage de Kâzım Arpaçay, village d'Aşağı Irmaklar, 80 ans (2008), *AMH*, 2010, p. 31.

¹¹⁵² Dont 5.000 installés dans la région de Trabzon. Rapport du consul austro-hongrois à Trabzon au ministère des Affaires étrangères, 19 juin 1915, HHStA, PA I 947 ;

¹¹⁵³ Au début de 1917, le gouverneur ottoman de la province de Trabzon estime que ce sont près de 80.000 réfugiés qui se concentrent dans les districts de la province encore sous contrôle ottoman : Hüseyin Albayrak, *op.cit.*, 2008, p. 261 ; Mehmet Bilgin, Ömer Yıldırım, *op.cit.*, 1990, pp. 392-393.

¹¹⁵⁴ Rapport du consul austro-hongrois à Trabzon, 23 décembre 1916, HHStA, PA XXXVIII 370-25 ; Zehra Arslan, « Batum göçmenleri (1914-1930) », *Bilig*, No. 71, automne 2014, p. 49 ; l'ouvrage le plus complet est celui de Tuncay Öğün, *op.cit.*, 2004.

¹¹⁵⁵ Ayhan Yüksel, *Giresun Tarihi Yazıları*, Istanbul, Kitabevi, 2002, pp. 115-119.

soviétique se trouve à notre connaissance dans le très riche travail de Shota Basilaja sur la Transcaucasie dans la Première Guerre mondiale¹¹⁵⁶. La question a été reprise récemment par Eric Lohr et Peter Holquist dans leurs travaux respectifs. Dès janvier 1915, le vice-roi Vorontsov-Dachkov est à l'origine d'une vaste campagne de répression administrative et judiciaire contre les musulmans d'Adjarie et de la région de Kars. Le 15 janvier, il ordonne la déportation de près de mille sujets musulmans vers l'intérieur de l'Empire accusés d'avoir collaboré avec les Ottomans¹¹⁵⁷. Il justifie ces mesures auprès des autorités de Petrograd par l'ampleur de la trahison des musulmans frontaliers : « Les musulmans ont accueilli [les soldats ottomans] avec le pain et le sel, leur ont fourni un gîte, les ont approvisionnés, leur ont fourni des renseignements de nature stratégique, leur ont servi de guides et de receleurs¹¹⁵⁸. » Sur le fond, les autorités caucasiennes font preuve d'une mise en accusation collective des musulmans des régions frontalières qui s'apparente fortement à celle contre les Arméniens de la part des Jeunes Turcs. L'adjoint au vice-roi, Peterson, souligne la nécessité d'agir contre le groupe, même ceux contre qui « les preuves ne sont pas suffisantes d'un point de vue judiciaire¹¹⁵⁹ ». Le vice-roi préconise la déportation, la privation collective de nationalité et l'expulsion à la fin du conflit. Ces mesures vont de pair avec un plan de confiscation des biens abandonnés par les sujets ottomans à l'été 1914 ainsi que des « musulmans traîtres »¹¹⁶⁰. Mais l'affaire de la trahison des musulmans d'Adjarie révèle avant tout des différences dans le fonctionnement des institutions du pouvoir, en Russie et dans l'Empire ottoman, qui débouchent sur un traitement différent du thème de la trahison¹¹⁶¹.

Le point central qui se dégage des recherches sur la répression contre ces musulmans permet en effet de dégager des mécanismes institutionnels différents. Dans l'Empire ottoman, la répression contre les Arméniens est largement dirigée et poussée par les réseaux parallèles du Comité Union et Progrès et de l'Organisation spéciale, dans une forme d'accaparement paraétatique de la violence, les institutions de l'Etat ottoman se trouvant réduites au rang d'exécutrice. A l'inverse, l'Etat tsariste ne dispose pas de structures similaires permettant de

¹¹⁵⁶ Shota Basilaja, *op.cit.*, 1968, pp. 97-100.

¹¹⁵⁷ Eric Lohr, *op.cit.*, 2003, p. 151.

¹¹⁵⁸ Lettre de l'adjoint du vice-roi aux affaires civiles, Peterson, au représentant du vice-roi à Petrograd, Nikol'skij, 17 (30) janvier 1915, HAA, f. 1262, op. 3, d. 1557, l. 1.

¹¹⁵⁹ *Ibid.*, ll. 1-2.

¹¹⁶⁰ Des recensements sont effectués dans les villes pour repérer les biens abandonnés et les produits récupérables : lettre du chef de la municipalité de de Batoumi au commandant de la forteresse Mikhailovskaja, 24 février (9 mars) 1915, AARSA, f. i-6, op. 1, d. 818, l. 3 ; à l'annonce de ces confiscations, les individus réfugiés dans l'Empire ottoman soumettent à la Porte des demandes d'indemnisation, comme l'attestent plusieurs dossiers du ministère des Affaires étrangères : BOA, HR.SYS, 2934/5, 2934/11, 2934/14, 2934/27, 2934/30 et 2934/44.

¹¹⁶¹ Sur ce point il nous semble que la lecture de Mark Levene est un peu exagérée car elle minimise les tensions internes à l'administration tsariste sur la pertinence de la répression : Mark Levene, *op.cit.*, 2013, pp. 50-51.

contourner, pour mettre en œuvre une répression, le jeu des institutions¹¹⁶². La vice-royauté renonce ainsi à sa volonté de mettre en œuvre une répression rapide, du fait du refus des gouverneurs des provinces de Russie centrale d'accepter les déportés et, surtout, des objections que rencontre le projet tant dans les administrations locales qu'auprès des ministères centraux. Lorsque le conseil des ministres examine de février à avril la répression voulue par la vice-royauté, certains ministères approuvent les mesures de confiscation de terres, qui font écho aux mesures contre les étrangers ennemis, et le conseil des ministres envisage d'approuver à la fin de février le principe de l'installation de colons dans la région, pour remplacer les musulmans¹¹⁶³. Cependant, la déchéance de nationalité voulue par la vice-royauté rencontre les objections catégoriques du ministère de la Justice et du ministère des Affaires étrangères, qui soulignent la contradiction de telles mesures avec le droit international et la nécessité d'attendre la fin de la guerre pour envisager le cas échéant un échange de population avec l'Empire ottoman. Le ministère de la Justice rappelle aussi que la confiscation collective de terres ne figure plus dans le Code pénal et recommande de se limiter à une traduction individuelle des personnes accusées de trahison devant les tribunaux militaires¹¹⁶⁴.

Les résistances au sein de l'appareil d'Etat se doublent d'une seconde différence entre le cas ottoman et le cas russe. La politique envers les musulmans du Caucase et, plus généralement, les minorités, continue à faire l'objet d'un débat public dans l'Empire. Résistances institutionnelles et débat public se combinent pour entraver le processus de répression collective. Ainsi, les réticences centrales contraignent les autorités caucasiennes à constituer des commissions d'enquête envoyées dans les régions d'Artvin et Ardahan, pour établir les griefs contre plusieurs centaines d'individus¹¹⁶⁵. Mais cette procédure publique, suivie en avril 1915 par un procès à Batoumi, s'accompagne d'une mobilisation de personnalités en faveur des individus accusés. L'intelligentsia géorgienne et musulmane du

¹¹⁶² Peter Holquist, « The Politics and Practice of the Russian Occupation of Armenia... », in Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek, Norman M. Naimark (dir.), *op.cit.*, 2011, pp. 160-163.

¹¹⁶³ Lettre du ministre de l'Agriculture Krivosheïn au représentant du vice-roi, Nikol'skij, 5 (18) février 1915, HAA, f. 1262, op. 3, d. 1557, l. 3 ; projet de décision du conseil des ministres russe, 28 février (13 mars) 1915, *Ibid.*, ll. 11-15.

¹¹⁶⁴ Lettre du ministre de la Justice Shcheglovitov à Nikol'skij, 14 (27) février 1915, HAA, f. 1262, op. 3, d. 1557, ll. 4-5 ; sur la couverture de cette question dans la presse russe, voir la lettre du gouverneur-général de Batoumi au commandant de la forteresse Mikhajlovskaja, qui contient des coupures de presse favorables aux Adjars, 14 (27) mars 1915, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 708, l. 85.

¹¹⁶⁵ Âdil Özder, renvoyant au témoignage d'un habitant d'Artvin, évoque le chiffre de 804 individus incriminés après enquête comme « traîtres à la patrie » (*vatan hâinleri*). Âdil Özder, *op.cit.*, 1971, p. 144 ; les entretiens collectés par Ülkü Önal soulignent que les autorités peuvent compter sur les divisions internes des musulmans locaux pour obtenir des dénonciations et témoignages : témoignage d'Aslan Güzelsöy, village de Cevizli, 75 ans, 2008, *AMH*, p. 60.

Caucase se mobilise pour venir en aide aux accusés lors de leur procès, en leur fournissant notamment des avocats¹¹⁶⁶. Le procès d'avril n'est que le début d'une série de jugements contre des groupes d'habitants, un second grand procès étant ouvert en octobre¹¹⁶⁷. Les députés géorgiens à la Douma d'Etat dénoncent ce qu'ils perçoivent comme une persécution injuste de leur conationaux, du seul fait de leur appartenance religieuse et de l'infortune qui les a placés entre deux feux¹¹⁶⁸. A la fin de l'année, une enquête administrative est menée pour réviser la question et considère que l'immense majorité des musulmans de la région ne s'est pas rendue coupable de trahison¹¹⁶⁹.

En dépit du cours très différent pris par la répression contre les musulmans du Caucase, son intégration dans une histoire régionale apparaît indispensable. De même que le génocide arménien fait l'objet d'une couverture forte au Caucase russe, la répression contre les musulmans devient un élément de légitimation pour les mesures adoptées contre les minorités par les Ottomans¹¹⁷⁰. La violence s'ancre donc dans des dynamiques régionales qui donnent une grande importance aux acteurs locaux et suivent des logiques qui ne peuvent être entièrement subsumées dans les évolutions générales des empires en contact. L'étude des violences de l'année 1915 s'inscrit pourtant dans une division de l'espace caucasien qui reste encore relativement stable par rapport à 1914.

¹¹⁶⁶ On peut citer le cas d'Ali Khan Kantemirov. Erkan Karagöz, *Kars ve çevresinde aydınlatma hareketleri ve sol geleneğin tarihsel kökenleri, 1878-1921*, Istanbul, Asyaşafak Yayınları, 2005 (2000), p. 35 ; les journaux « russes » eux-mêmes évoquent de manière critique la question : David Zavriev, *K novejshej istorii severo-vostochnykh vilajetov Turtsii*, Tbilissi, Izдание Tbilisskogo Gosudarstvennogo Universiteta imeni Stalina, 1947, p. 28.

¹¹⁶⁷ Malkhaz Sioridze, *Samkhet-dasavleti Sakartvelo 1914-1918 ts'lebshi (Sotsialur-ek'onomi'kuri da polit'ik'uri vitareba)*, Batoumi, Gamomtsemloba Ach'ara, 2002, pp. 136-138 ; Betül Aslan, *op.cit.*, 2000, pp. 258-259.

¹¹⁶⁸ Robert W. Conrood, « The Duma's Attitude Toward War-Time Problems of Minority Groups », *American Slavic and East European Review*, Vol. 13, No. 1, Février 1954, p. 44 ; lettre du chef de la gendarmerie de Koutaisi au Département de la police, 22 juin (5 juillet) 1915, STsSSA, f. 153, op. 1, d. 2888, 177.

¹¹⁶⁹ Lettre du vice-roi Nikolaj Nikolaevitch à Nicolas II, 16 (29) janvier 1916, citée par Peter Holquist, *op.cit.*, in Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek, Norman M. Naimark (dir.), *op.cit.*, 2011, pp. 161-162 ; Eric Lohr, *op.cit.*, 2003, p. 152.

¹¹⁷⁰ Les militaires ottomans font de la référence aux mesures prises par les Russes – souvent présentées de manière très biaisée – un moyen de légitimer la déportation en masse des Arméniens. Un télégramme d'İsmet Pasha évoque ainsi le fait que les Russes « ont rejeté vers nos frontières les musulmans vivant sur leur territoire, dans des conditions de misère absolue » (*sınırları içerisindeki Müslüman halkı çıplak bir durumda sınırımız içerisine sürdüler*). Télégramme du commandement-en-chef ottoman au ministère de l'Intérieur, 2 mai 1915, ATASE, K. 44, D. 207, f. 2-1, 2-2, reproduit dans Hikmet Özdemir, Yusuf Sarıay (éd.), *Türk-Ermeni İhtilâfi Belgeleri*, Ankara, TBMM Basımevi, 2011, pp. 34-35.

3. De la diplomatie frontalière aux politiques d'occupation

A partir de l'année 1915, cette situation se trouve modifiée par l'avancée des troupes tsaristes, qui occupent progressivement une large partie de la Perse du Nord et plusieurs provinces ottomanes d'Anatolie orientale. L'historiographie des occupations constitue depuis plusieurs années un champ de recherches dynamique sur la Grande Guerre. Les occupations dans l'espace caucasien suscitent également un intérêt croissant, comme le montrent les travaux de Peter Holquist, Halit DüNDAR Akarca et Yektan Türkyılmaz. L'occupation tsariste de la Perse du Nord et de l'Anatolie orientale représente une évolution importante pour les acteurs régionaux. En effet, elle revient à transformer certaines des pratiques de la diplomatie frontalière, en les adaptant à une situation d'occupation.

a) Historiographie des occupations et rôle des acteurs régionaux

La question des occupations au cours de la Première Guerre mondiale a connu une fortune historiographique variable. Ces occupations ne manquent pas au cours du conflit : dès les débuts de la guerre, la Belgique et une partie de la France du Nord se trouvent sous le contrôle allemand. En Europe centrale, les aléas du front produisent des zones d'occupation aux contours variables. A une brève occupation de la Galicie austro-hongroise par les forces russes succèdent des contre-attaques des puissances centrales qui font perdre à la Russie, au cours de la première moitié de l'année 1915, des territoires stratégiques. La Pologne russe et les provinces baltiques passent ainsi sous différents régimes de domination armée jusqu'à la fin de la guerre. D'autres occupations, pour être moins connues à l'Ouest, ont aussi leur importance. Celles des Etats balkaniques, d'abord. Les armées des puissances centrales bousculent à la fin de 1915 les forces serbes et établissent un régime d'occupation sur une grande partie du territoire de l'ancienne monarchie, contraignant l'armée serbe à une longue marche jusqu'aux rives de l'Adriatique. Le Caucase constitue pour sa part une troisième zone majeure d'occupation, tant en terme de durée, certains territoires étant occupés du printemps 1915 jusqu'au printemps 1918, que d'ampleur territoriale (*figure 47*). Au cours du conflit, ces occupations font l'objet de nombreux débats, d'un travail de propagande et de dénonciation. Par la suite, la mémoire de ces occupations a cependant connu des éclipses. Si leur dimension militaire est restée cultivée au cours de l'entre-deux-guerre par la production de mémoires et de travaux spécialisés, leurs formes concrètes, quotidiennes, et le destin des populations occupées sont restés très largement ignorés.

lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie » (article 42)¹¹⁷⁵. Le règlement insiste sur l'idée que le territoire occupé, en l'absence de règlement de la guerre, doit continuer à être considéré comme partie de son Etat d'origine. Cela suppose, pour les autorités d'occupation, de préserver autant que possible les « lois en vigueur dans le pays occupé » (article 43), dans le souci de protéger les populations civiles occupées contre des changements radicaux et imprévus¹¹⁷⁶. Le texte interdit la violence physique, mais aussi la contrainte morale sous différentes formes : obligation pour les populations d'espionner leur Etat d'origine, de prêter serment à la puissance occupante, restriction de la liberté religieuse. Dans les années qui précèdent la guerre, ces textes sont partiellement transposés dans les règlements militaires adoptés par les Etats européens, mais l'historiographie diverge sur les effets concrets de cette adaptation. Tamara Scheer souligne par exemple que l'Autriche-Hongrie, qui ratifie les conventions de La Haye en 1909, intègre au Règlement d'étapes (*Etappenvorschrift*) de l'armée impériale en 1915 de nombreuses références à ces textes¹¹⁷⁷. Mais Isabel V. Hull a adopté une position beaucoup plus critique quant à l'efficacité de ces normes juridiques internationales, à travers l'exemple allemand de la *Kriegs-Etappen-Ordnung* de 1914, où se trouvent prévues la prise d'otage, la responsabilité collective et l'exploitation économique¹¹⁷⁸.

L'application de normes juridiques dans le cadre d'un conflit total a pu être interprétée à l'aune de deux dimensions. D'une part, le principe de réciprocité qui préside aux politiques des Etats et s'accompagne, au cours de la guerre, de dynamiques négatives. L'exploitation des prisonniers de guerre devient rapidement la norme, tandis que les mauvais traitements qui leur sont infligés en Russie entraînent ainsi par ricochet une dégradation des conditions de vie des prisonniers de guerre russes capturés par la Triplice¹¹⁷⁹. De même, les politiques d'occupation

¹¹⁷⁵ Annette Becker, *op.cit.*, 2010, pp. 88-89.

¹¹⁷⁶ La Russie joue un rôle important dans l'adoption de cette clause qui satisfait les demandes des petits Etats européens sur le respect de leur souveraineté en cas de guerre. Eyal Benvenisti, *The International Law of Occupation*, Oxford, Oxford University Press, 2012, pp. 39-42 ; Jan Lewandowski, *Królestwo Polskie pod okupacją austriacką 1914-1918*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1980, pp. 18-19.

¹¹⁷⁷ Tamara Scheer, *Zwischen Front und Heimat. Österreich-Ungarns Militärverwaltungen im Ersten Weltkrieg*, Francfort, Peter Lang, 2009, pp. 13-15.

¹¹⁷⁸ Isabel V. Hull, *Absolute Destruction, Military Culture, and the Practices of War in Imperial Germany*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2005, pp. 226-227 ; sur les normes de guerre, voir son ouvrage plus récent : Isabel V. Hull, *A Scrap of Paper: Breaking and Making International Law during the Great War*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2014.

¹¹⁷⁹ Richard B. Speed III, *Prisoners, Diplomats, and the Great War. A Study in the Diplomacy of Captivity*, New York-Wesport-Londres, Greenwood Press, 1990, p. 2 ; Joshua A. Sanborn, *Imperial Apocalypse. The Great War and the Destruction of the Russian Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2014, pp. 135-137 ; la mauvaise situation des prisonniers de guerre en Russie résulte plus d'un criant manque de moyens que d'une violation délibérée, car la Russie a adopté en octobre 1914 un règlement en conformité avec les conventions de La Haye : A.Ja. Manusevich (dir.), *Internatsionalisty. Trudjashchiesja zarubezhnykh stran. Uchastniki bor'by za vlast' sovetov, T. I*, Moscou, Nauk, 1967, p. 17.

se constituent dans un jeu de regards croisés des puissances occupantes quant à leurs politiques respectives. Il faut, d'autre part, intégrer la question des divergences institutionnelles internes aux Etats eux-mêmes. A ce stade, la principale divergence étudiée, notamment dans le cas des puissances centrales, est celle entre civils et militaires. Cette divergence tourne d'abord autour de la responsabilité de l'occupation et du statut des territoires occupés. La première tendance des militaires est de ne voir dans les zones occupées qu'un arrière du front, à gérer en fonction des impératifs militaires, par exemple d'approvisionnement ou d'organisation des communications. Ce modèle s'incarne dans la mise en place des commandements d'étape en arrière des lignes. Progressivement des zones se dissocient, comme en Belgique occupée où un gouvernorat-général de Belgique est créé à la fin d'août 1914, tandis que se maintiennent des commandements d'étape sur le front¹¹⁸⁰. Au sein du gouvernorat-général lui-même, le poids des militaires est central, mais un département politique (*Politische Abteilung*) est créé en février 1915, subordonné au ministère des Affaires étrangères en même temps qu'au gouverneur-général von Bissing. La polycratie institutionnelle de l'occupation en Belgique s'accompagne de politiques différentes, par exemple en ce qui concerne la question flamande¹¹⁸¹. A une échelle plus globale, la subordination hiérarchique des zones occupées pose problème. En Autriche-Hongrie, le commandement-en-chef dispose d'une large autonomie et d'un prestige politique qui lui permet de revendiquer le contrôle direct des territoires occupés.

Dans ces différents questionnements historiographiques, le rôle d'acteurs régionaux dans l'organisation des occupations ne se pose pas véritablement. Elle constitue pourtant, dans le cas du front caucasien et de l'occupation russe de l'Anatolie du Nord-Est, une dimension majeure mais négligée. Au cours de la phase d'occupation, les institutions de Transcaucasie russe occupent en effet une place centrale, tant dans la conception que dans l'exécution des politiques tsaristes. Cette place s'explique de deux manières. Elle s'inscrit d'abord dans la continuité de l'autonomie en matière de diplomatie frontalière et d'affaires militaires de la vice-royauté du Caucase, qu'on a pu étudier jusqu'à présent¹¹⁸². En tant que

¹¹⁸⁰ Benoît Majerus, « Von Falkenhausen zu Falkenhausen. Die deutsche Verwaltung Belgiens in den zwei Weltkriegen », in Günther Kronenbitter, Markus Pöhlmann, Dierk Walter (dir.), *Besatzung. Funktion und Gestalt militärischer Fremdherrschaft von der Antike bis zum 20. Jahrhundert*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2006, pp. 131-145 ; Jan Lewandowski, *op.cit.*, 1980, pp. 35-37.

¹¹⁸¹ Les rapports de synthèse rédigés par le directeur du département politique, Oscar von der Lancken-Wakenitz, ont récemment été publiés et permettent de saisir ces variations politiques. Michaël Amara, Hubert Roland (éd.), *Gouverner en Belgique occupée. Oscar von der Lancken-Wakenitz. Rapports d'activité 1915-1918*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2004.

¹¹⁸² C'est bien à Tiflis, autant qu'à Pétersbourg, que l'ambassadeur russe Etter déclare à son homologue italien recevoir ses instructions sur la politique concernant l'Azerbaïdjan iranien pendant la guerre : rapport de la

commandant-en-chef de l'état-major du Caucase, le vice-roi maintient cette autonomie au cours des années de la guerre. Dès le début de la guerre, le front caucasien apparaît secondaire, au regard des menaces présentées par les empires centre-européens¹¹⁸³. Mais la guerre accroît aussi l'autonomie des acteurs régionaux en raison de la concentration croissante de l'attention des dirigeants pétersbourgeois sur les événements du front européen. Aux premières victoires de la guerre succède en effet une série de défaites cinglantes qui contraignent l'armée russe du front occidental à une grande retraite à partir du printemps 1915. Face à l'urgence qui touche les provinces centrales de l'empire, le front caucasien attire peu l'attention. L'éloignement physique propre à l'Empire russe constitue un facteur supplémentaire de cette autonomie.

b) Les échelles d'une politique d'occupation : négociations internationales et rapports de force locaux

La persistance d'une autonomie mérite une analyse plus précise, au regard de l'historiographie existante de cette période. Longtemps, les travaux se sont concentrés sur la haute diplomatie des puissances de l'Entente en matière de dépècement de l'Empire ottoman. Depuis le début de 1915, des négociations franco-britanniques préparent ce partage. En février, les autorités des deux pays s'accordent sur un accord soumis au gouvernement tsariste au début de mars. Les dirigeants russes, à commencer par le ministre des Affaires étrangères Sazonov, n'envisagent d'abord pas une annexion de terres ottomanes et sont méfiants face à cet accord, qui place leurs alliés mais néanmoins rivaux à proximité immédiate des frontières du Caucase. A ce moment, le maintien d'un Empire ottoman adapté, avec une Arménie autonome au statut aménagé, éventuellement sous protection russe, apparaît bien plus souhaitable que le partage de l'empire¹¹⁸⁴. La zone assignée à la France, qui s'étend de la Méditerranée jusqu'aux frontières persanes, est particulièrement critiquée¹¹⁸⁵. Ces premiers contacts ouvrent cependant des négociations qui se poursuivent jusqu'en 1916 sur le futur statut des territoires conquis. En avril-mai 1916, des échanges de note entre la Russie, la

légation italienne à Téhéran au ministère des Affaires étrangères, 11 mai 1915, ASMAE, Affari Politici (1891-1916), b. 524.

¹¹⁸³ Ozan Arslan, « The 'Bon pour l'Orient' Front: Analysis of Russia's Anticipated Victory over the Ottoman Empire in World War I », *Middle East Critique*, Vol. 23, No. 2, 2014, pp. 175-176.

¹¹⁸⁴ Lettre de Goremykin à Vorontsov-Dachkov, 19 août (1^{er} septembre) 1914, citée par Peter Holquist, « The Politics and Practice of the Russian Occupation of Armenia... », in Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek, Norman M. Naimark (dir.), *op.cit.*, 2011, p. 153.

¹¹⁸⁵ Stéphane Yérasimos, « De l'intégrité au partage : La politique ottomane de la France pendant la Première Guerre mondiale », dans *Hommes et idées dans l'espace ottoman*, Istanbul, Isis, 1997, pp. 416-417.

France et le Royaume-Uni entérinent le partage de la Turquie « asiatique »¹¹⁸⁶. Ces négociations sont indissociables de la question arménienne, car l'extermination progressive des Arméniens d'Anatolie orientale au cours de l'année 1915 change la situation. Si elle donne naissance à l'idée d'un droit moral à réparation et peut justifier la création d'une entité arménienne propre, elle sape dans le même mouvement les fondements démographiques qui légitimaient la création d'une Arménie autonome à la fin de l'Empire ottoman.

La vice-royauté du Caucase est intégrée à ces négociations grâce aux contacts réguliers entre le ministre des Affaires étrangères et le vice-roi. Mais elle joue surtout un rôle modificateur direct du contexte dans lequel se déroulent ces négociations. En contrôlant les décisions militaires et politiques prises à partir du printemps 1915 sur le front caucasien, les dirigeants de la vice-royauté et de l'état-major caucasien influent sur les données de l'équation diplomatique. Ces initiatives ne sont, à vrai dire, plus totalement du ressort du vice-roi Vorontsov-Dachkov lui-même, affaibli par l'âge et la maladie. Le grand duc Andrej Vladimirovich, qui le rencontre au début de l'année 1915, décrit un homme égotant, qui ne reçoit presque plus et se maintient à grand renfort d'injections de camphre¹¹⁸⁷. Cet affaiblissement renforce autour de lui les phénomènes de coterie. On prête à sa femme, la comtesse Vorontsova-Dachkova, une influence croissante sur les affaires de la vice-royauté et sa sympathie connue pour les Arméniens suscite des tensions au sein de l'administration tsariste ainsi que dans certaines parties de la population locale. Ces tensions s'expriment notamment au cours de l'avancée militaire effectuée par l'armée caucasienne en direction de Van, où les Arméniens se trouvent assiégés par les troupes ottomanes depuis la fin d'avril. Cette offensive à laquelle participent fortement les unités de volontaires arméniens est perçue, en particulier à Petrograd, comme motivée par l'arménophilie plus que par la prise en compte des intérêts généraux de l'empire¹¹⁸⁸.

¹¹⁸⁶ Note de Sazonov à Maurice Paléologue, ambassadeur de France à Petrograd, 13 (26) avril 1916, in Arthur Beylerian (dir.), *op.cit.*, 1983, pp. 200-201 ; Aleksandra Bakhturina, *Okraina Rossijskoj imperii. Gosudarstvennoe upravlenie i natsional'naja politika v gody pervoj mirovoj vojny (1914-1917 gg.)*, Moscou, ROSSPEN, 2004, p. 219 ; sur la question des Détroits pendant ces négociations, Ronald P. Bobroff, « Suqabbling over the Spoils: Late Imperial Russia's Rivalry with France in the Near East », in Lucien J. Frary, Mara Kozelsky (dir.), *op.cit.*, 2014, pp. 281-302.

¹¹⁸⁷ Le journal du grand-duc est conservé au GARF, f. 650, op. 1, d. 9, d'après Diljara Ismail-Zade, *I.I. Vorontsov-Dashkov. Kavkazskij Namestnik*, 2005, p. 178 ; voir aussi N.A. Bigaev, *op.cit.*, 2003, pp. 429-430.

¹¹⁸⁸ Richard G. Hovannisian, *Armenia on the Road to Independence 1918*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1967, pp. 55-56 ; comme le rappelle Halit Dünder Akarca, on peut aussi expliquer cette avancée par des considérations militaires, notamment la nécessité de soutenir tactiquement les unités russes avancées au nord-ouest du lac de Van, dans la région de Malazgert. Halit Dünder Akarca, *op.cit.*, 2014, p. 34 ; Peter Holquist, « The Politics and Practice of the Russian Occupation of Armenia... », in Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek, Norman M. Naimark (dir.), *op.cit.*, 2011, pp. 155-156.

Cette méfiance semble confirmée le 5 (18) mai 1915, lorsque l'armée tsariste entre à Van. Symboliquement, le général Nikolaev a autorisé les unités de volontaires arméniens à pénétrer dans la ville avant l'armée régulière, pour saluer leur rôle dans les combats qui ont précédé. A Petrograd, cette offensive est regardée avec méfiance en dépit de son succès immédiat. La nomination par l'état-major caucasien d'un des anciens dirigeants de la révolte de Van, Aram Manoukjan, pour diriger une nouvelle province de Van (*Vani nahangapetut'jun*), accentue la suspicion que l'avancée des troupes russes sert les intérêts arméniens plutôt que ceux de l'empire en général. Le département de la police rappelle le passé subversif de Manoukjan, qui appartient au parti dachnak, et critique l'association des partis révolutionnaires à l'administration de territoires occupés¹¹⁸⁹. Il voit dans cette action une preuve des effets délétères de l'arménophilie supposée imbiber la vice-royauté. Plusieurs ministres, comme Kharitonov et Krivoshein, émettent également d'importantes réserves¹¹⁹⁰. Si ces réserves sont exprimées, c'est notamment parce que la création d'un gouvernement de Van confié à une administration arménienne apparaît comme un embryon d'entité étatique arménienne et risque de contraindre les options ouvertes à l'Empire tsariste dans le règlement de la guerre¹¹⁹¹. Que la province de Van constitue une forme de précédent et le premier rétablissement d'un territoire politique arménien, voilà qui n'est pas douteux. Son étude est cependant restée peu développée, en raison de sa brièveté, car elle n'existe que pendant quelques semaines, jusqu'à la retraite temporaire des troupes russes, le 18 juillet (31) 1915, qui s'accompagne de la fuite en masse des Arméniens de la région vers le Caucase russe¹¹⁹².

Les archives constituées pendant sa courte existence par le gouverneur civil de Van sont désormais conservées aux Archives nationales arméniennes. Leur lecture permet de mieux comprendre le fonctionnement de cette institution, qui découle plus d'un bricolage pragmatique que d'une arménophilie idéologique. Alors que l'armée caucasienne ne dispose guère de moyens pour administrer la région autrement que par des commandements d'étapes, la mise en place de cette administration crée un organe de contrôle et d'interaction avec la population arménienne locale. Avec près de cinq cent fonctionnaires, en comptant une force de police civile, la province de Van reçoit des tâches très diversifiées, dictées en partie par

¹¹⁸⁹ Cette nomination n'est pas non plus consensuelle parmi les autres forces politiques arméniennes de Van, notamment les *Ramgavars* et la bourgeoisie. Armenak Egarian, *Husher*, Le Caire, Tparan Nor Astgh, 1947, pp. 233-234, cité par Yektan Türkyılmaz, *op.cit.*, 2011, pp. 290-291.

¹¹⁹⁰ Halit Dündar Akarca, *op.cit.*, 2014, pp. 35-36 et 39.

¹¹⁹¹ On peut renvoyer sur ce point à l'étude d'Anahide Ter Minassian, « Van 1915 » dans Richard G. Hovannisian (dir.), *Armenian Van/Vaspurakan*, Costa Mesa, Mazda, 2000.

¹¹⁹² Témoignage de Garegin Gevorgjan, recueilli le 21 août 1916 à Iğdır, in *HTs'OT'*, T. 1, 2012, pp. 36-37.

l'urgence de la situation¹¹⁹³. L'aide aux réquisitions de fourrage et d'alimentation, le contrôle des armes qui circulent dans la population civile et l'enregistrement des demandes d'indemnisation et des dommages subis au cours de la révolte de Van constituent trois dimensions majeures de l'activité de la province. Son rôle est en fait structurel, puisque la chancellerie du gouverneur, qui compte à la fois des Arméniens ottomans et quelques Arméniens du Caucase russe, sert de bureau de traduction – au sens propre – des demandes du commandement tsariste, ainsi que de lieu de médiation pour les conflits qui émergent entre l'armée et les populations locales. Ces conflits donnent à voir les exigences des commandants militaires russes, pour les réquisitions et ventes forcées, mais aussi la résistance d'Arméniens qui se sentent devenus maîtres dans leur province – ce qui ne correspond guère à la perception des généraux tsaristes¹¹⁹⁴.

Il convient donc de distinguer l'impact symbolique de la création d'une province arménienne de Van et son poids politico-administratif réel. Les tentatives de Manoukjan pour influencer sur la politique du commandement militaire russe restent souvent infructueuses. Il ne parvient pas à s'opposer à l'amnistie décrétée par les Russes pour les Kurdes ayant combattu aux côtés des Ottomans¹¹⁹⁵. Manoukjan tente de dissuader, à partir de la fin de juin 1915, les Russes de laisser revenir sur leurs terres ces Kurdes qui ont fui l'avancée russe ou se sont réfugiés dans les montagnes. Il souligne que les Kurdes ont collaboré avec les Ottomans lors de l'extermination des Arméniens et ont fait plusieurs dizaines de milliers de victimes dans les violences précédant la conquête¹¹⁹⁶. En dépit de ses demandes, le général Nikolaev maintient sa politique qu'il justifie par des raisons stratégiques et la nécessité de s'assurer le calme des Kurdes, bien que l'armée russe n'ait pas d'illusion sur leur fiabilité¹¹⁹⁷. Les

¹¹⁹³ Voir HAA, f. 242, op. 1, d. 7 ; le nombre de 511 fonctionnaires est donné par Valerij Tunjan, « Rossija i organizatsija upravljenija Zapadnoj Armenii, 1915-1917 », *Hajots' ts'eghaspanut'jan patmut'jan yev patmagrut'jan harts'er*, No. 4, 2001, pp. 36-37.

¹¹⁹⁴ Cette assurance arménienne s'exprime à travers l'exploitation « sauvage » de ressources naturelles et agricoles dans la province, à laquelle s'opposent les militaires russes. Lettre du commandant de la 7^e compagnie du Turkestan au chef d'état-major du régiment de Beyazit, 3 (16) juillet 1915, HAA, f. 242, op. 1, d. 5, l. 156 ; lettre du commandant d'étape de Van à Aram Manoukjan, 21 juin (4 juillet) 1915, HAA, f. 242, op. 1, d. 10, l. 59.

¹¹⁹⁵ Décret militaire russe du 22 juin (5 juillet) 1915, HAA, f. 242, op. 1, d. 5, l. 153 ; sur cette politique kurde des Russes, voir les mémoires d'Ibrahim Arvas (1964) *Tarihi Hakikatler Ibrahim Arvas'in Hatrâti*, Ankara, Yargıçoğlu Matbaası), p. 16, cité par Ozan Arslan, *op.cit.*, 2014, p. 177 ; Zharmukhamed Zardykhyan, « Ottoman Kurds of the First World War Era. Reflections in Russian Sources », *Middle Eastern Studies*, Vol. 42, No. 1, janvier 2006, pp. 67-85 ; Vatan Özgül, *Dimetoka'dan Erzincan'a bir alevi aşiret*, Istanbul, Pan, 2005, pp. 105-122.

¹¹⁹⁶ Lettre d'Aram Manoukjan au commandant de l'armée du Caucase, 25 juin (8 juillet) 1915, HAA, f. 242, op. 1, d. 5, ll. 191-196.

¹¹⁹⁷ Armen Asrjan, « Vani nahangapetut'jan jev r'usakan Kovkasjan banaki hramanatarut'jan tesaketnerë nahangapetut'jan taratsk'um K'rderi virabnakets'man masin », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 1-2, 2007, pp. 35-36.

perceptions de la province de Van pendant sa brève existence s'avèrent donc multiples et trompeuses. Sa création ne saurait être vue comme l'expression d'une arménophilie débridée de la vice-royauté, comme pensent le percevoir les dirigeants centraux. Néanmoins, il ne fait pas de doute qu'elle suscite une grande excitation parmi les Arméniens de Russie et du Caucase, qui versent près de cent mille roubles pour venir en aide à la province¹¹⁹⁸. Au cours d'une séance secrète du conseil des ministres russe, le 30 juillet, Kharitonov s'inquiète de cette excitation et déplore « la prépondérance de considérations politiques sur des considérations strictement militaires ». Le président du conseil des ministres, Goremykin, s'inquiète que la création de cette entité arménienne ne soit « la source de diverses complications en Orient » et le seul soutien de la politique vice-royale au cours de cette réunion est le ministre des Affaires étrangères, Sazonov, qui insiste sur la nécessité de ne pas s'aliéner les arménophiles de l'étranger, qui exercent une grande influence dans les pays alliés et neutres¹¹⁹⁹.

L'autonomie de la politique menée par le commandement du front caucasien et la vice-royauté apparaît ainsi comme une gêne pour le gouvernement central, mais l'attitude des ministres révèle surtout leur impuissance à changer cette ligne politique. Le souverain ne se décide pas à renvoyer le vice-roi qu'il considère toujours comme un fidèle serviteur. En dépit des vociférations des députés géorgiens et musulmans de la Douma, qui s'en prennent publiquement à l'arménophilie de la comtesse Vorontsova-Dachkova, Nicolas II regarde avec un mélange d'indécision et d'impuissance cette « politique de rassemblement des terres arméniennes¹²⁰⁰ ». Le changement vient en réalité du front européen de la guerre, où la Russie accumule les défaites et où l'été devient le moment de la grande retraite de l'armée tsariste. L'interaction défailante entre l'état-major général du grand-duc Nikolaj Nikolaevitch, le ministère de la Guerre et le conseil des ministres apparaît comme une cause importante des échecs russes et une pression publique importante s'exprime pour réformer les mécanismes de commandement. Afin de régler ces dysfonctionnements, Nicolas II décide au début d'août de prendre personnellement la tête de l'état-major général¹²⁰¹. La « rébellion des ministres »

¹¹⁹⁸ Makich' Arzumanjan, *op.cit.*, 1969, pp. 280-282 ; l'opinion publique arménienne de l'empire se mobilise aussi pour proposer des plans politiques quant au futur de cet embryon d'Arménie. Voir la brochure du dachnak Dzhibilegov, *Budushchee Turetskoj Armenii*, qui propose une Arménie autonome sous souveraineté turque et protection russe : Aleksandra Bakhturina, *op.cit.*, 2004, p. 212.

¹¹⁹⁹ A. Jakhontov, « Tjzhelye dni (Sekretnye zasedanija Soveta Ministrov – 16 ijulja-2 sentjabrja 1915 goda) », in I.V. Gessen (dir.), *Arkhiv Russkoj Revoljutsii, T. XVIII*, 1926, p. 30.

¹²⁰⁰ *Ibid.*, p. 37.

¹²⁰¹ A. Jakhontov, *op.cit.*, 1926, p. 59-60 et 66-67 ; M.F. Florinskij, *op.cit.*, 1988, pp. 43-47.

provoquée par cette décision ne parvient pas à l'en détourner¹²⁰². Afin de sauvegarder la dignité du grand duc Nikolaj Nikolaevitch, Nicolas II décide de le nommer vice-roi du Caucase. Le nouveau titulaire de la fonction ne partage pas les sympathies de son prédécesseur et met un point d'honneur à manifester sa neutralité dans les affaires nationales, refusant de privilégier quelque groupe que ce soit¹²⁰³.

Cette nomination ouvre une nouvelle période en ce qui concerne le rôle de la vice-royauté dans la gestion des affaires militaires et politiques dans l'espace caucasien. L'administration régionale accueille avec faveur le grand duc, qui jouit d'une grande popularité et est vu comme un homme de caractère, en contraste direct avec les derniers mois du gouvernement de Vorontsov-Dachkov. Un haut fonctionnaire comme le vice-gouverneur de Bakou, Makarov, salue la fin de la « chienlit vorontsovienne », tandis que l'ambassadeur russe à Téhéran, Etter, se félicite de cette nomination qui doit produire une ligne politique plus claire de la vice-royauté pour la région et faciliter le travail d'influence en Perse¹²⁰⁴. Structurellement, la nomination ne modifie cependant pas la rupture existant entre les autorités centrales et caucasiennes. Le grand duc a des relations difficiles avec nombre des ministres, ainsi qu'avec la coterie de l'impératrice qui lui voue une haine durable. Ces inimitiés, jointes aux dysfonctionnements généraux du pouvoir administratif russe, renforcent le fonctionnement autarcique de la vice-royauté pendant la guerre¹²⁰⁵. Comme l'écrit dans ses mémoires le président de la Douma Mikhaïl Rodzjanko : « Il suffisait que [le vice-roi] déclare une chose pour qu'on fasse le contraire [à Pétersbourg] et ses demandes n'étaient absolument pas exécutées. Mais la malveillance était mutuelle : quand quelqu'un était limogé à l'état-major central, il trouvait aussitôt à se replacer au Caucase¹²⁰⁶ ». Cette situation constitue un élément indispensable pour comprendre la manière dont l'occupation, à partir du début de

¹²⁰² Peter Holquist, *op.cit.*, 2002, p. 27 ; plus généralement sur les divisions des élites dirigeantes de l'empire au cours de la guerre et le rôle du « bloc progressiste » qui se constitue en août 1915, voir S. Kulikov, *Bjurokraticheskaja elita Rossijskoj imperii nakanune padenija starogo porjadka*, Rjazan', P.A. Tribunskij, 2004, pp. 83-96 ; l'historiographie soviétique ajoutait pour sa part aux motivations du tsar la crainte que l'opposition libérale ne se regroupe autour du grand duc : Valentin Djakin (dir.), *op.cit.*, 1984, pp. 567-568.

¹²⁰³ Peter Holquist, « The Politics and Practice of the Russian Occupation of Armenia... », in Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek, Norman M. Naimark (dir.), *op.cit.*, 2011, p. 166.

¹²⁰⁴ Boris Kolonitskij, « *Tragicheskaja erotika* ». *Obrazy imperatorskoj sem'ji v gody Pervoj mirovoj vojny*, Moscou, NLO, 2010, pp. 497-498 ; Etter déclare, selon l'officier cosaque Emel'janov, « des mots, nous allons bientôt passer aux actes » : A.G. Emel'janov, *Kazaki na persidskom fronte (1915-1918)*, Moscou, Veche, 2007, p. 39.

¹²⁰⁵ Les rivalités entre administrations et la force des relations « parallèles » de patronage ont fait l'objet de nombreux travaux. Parmi les plus récents, William C. Fuller, *op.cit.*, 2006, pp. 70-71 ; un classique soviétique, avec M. Florinskij, *Krizis gosudarstvennogo upravlenija v Rossii v gody pervoj mirovoj vojny*, Leningrad, Izdatel'stvo Leningradskogo Universiteta, 1988.

¹²⁰⁶ Mikhaïl Rodzjanko, « Krushenie imperii », in *Gibel' imperii*, Moscou, Fond Sergeja Dubova, 2000, p. 201 ; à la fin de l'année 1916, le prince L'vov aurait essayé d'utiliser cet antagonisme pour suggérer à Nikolaj Nikolaevitch de prendre le pouvoir : Joshua A. Sanborn, *op.cit.*, 2014, p. 188.

1916, de l'Anatolie orientale ottomane, repose en grande partie sur les ressources propres de la vice-royauté.

c) L'occupation comme prolongement du Caucase russe

A la suite de la retraite russe de Van au début d'août 1915, le front connaît une stabilisation partielle et il faut attendre le début de l'année 1916, marqué par une avancée militaire rapide des troupes tsaristes, pour que la politique d'occupation en Anatolie orientale redevienne une question centrale. En décembre 1915, le général Youdenitch lance la préparation d'une vaste offensive destinée à rompre le front ottoman tenu par la Troisième Armée turque. Celle-ci est disposée le long d'une ligne de plus de cent kilomètres, entre les Alpes pontiques qui bordent la mer Noire, et la région de Bingöl. Les préparatifs de l'offensive se tiennent dans le plus grand secret et des mesures de diversion sont même organisées, pour donner l'impression d'une réduction des effectifs russes sur place¹²⁰⁷. Initiée le 10 janvier 1916, l'attaque consiste en une double pression exercée aux extrémités de la ligne de défense turque, sur la mer Noire et dans la région de Malazgirt¹²⁰⁸. Les Ottomans perdent rapidement du terrain et la ville stratégique d'Erzurum, défendue par les troupes de Mahmut Kâmil Pasha dans une vaine politique de terre brûlée et de violences renouvelées contre les Arméniens locaux, tombe à la mi-février¹²⁰⁹. La perte de la capitale de l'Anatolie orientale fait forte impression et les tentatives de l'état-major ottoman pour minimiser la victoire russe et dénoncer la propagande tsariste « vantarde et exagérée » (*tefâhurâne ve mübâlağakârâne*) peinent à en réduire l'importance¹²¹⁰. Kâmil Pasha est relevé de son commandement et remplacé par Vehip Pasha, auréolé de sa victoire aux Dardanelles¹²¹¹. Cette percée concrétise une des principales craintes des Ottomans et de leurs partenaires depuis le début de la guerre, en donnant aux Russes le contrôle des plateaux d'Anatolie orientale.

¹²⁰⁷ Nik Cornish, *The Russian Army in the First World War. Rare Photographs from Wartime Archives*, Barnsley, Pen & Sword Military, 2014, pp. 61-62.

¹²⁰⁸ Note d'Enver Paşa au ministère des Affaires étrangères, 26 Kânûn-ı Sâni 1331 (8 février 1916), BOA, HR.SYS, 2103/12, *OBDH*, Vol. 1, 2013, pp. 266-267 ; Ihsan Topaloğlu, *Rus işgalinde Rize*, Trabzon, Karadeniz Yazarlar Birliği Yayınları, 1997, pp. 13-16.

¹²⁰⁹ Cette politique ne se fait pas sans controverses internes, comme le rapport Mehmet Nusret. Murat Küçükuşurlu, *Erzurum belediyesi tarihi, I. Osmanlı'dan Cumhuriyet'e (1866-1930)*, Istanbul, Dergâh Yayınları, 2008, pp. 256-257 ; James L. Barton (éd.), *'Turkish Atrocities' : Statements of American Missionaries on the Destruction of Christian Communities in Ottoman Turkey, 1915-1917*, Ann Arbor, Gomidas Institute, 1998, pp. 23-26.

¹²¹⁰ Communiqué de l'état-major ottoman, 1 Mart 1332 (14 mars 1916), BOA, HR.SYS, 2112/1, *OBDH*, Vol. 1, 2013, pp. 281-282 ; les diplomates étrangers soulignent le découragement qui s'exprime à Istanbul et dans les grandes villes de l'empire : télégramme de l'ambassadeur austro-hongrois Pallavicini au ministère des Affaires étrangères, 18 février 1916, HHStA, PA I 946.

¹²¹¹ Yüksel Nizamoğlu, *Vehip Paşa. Kahramanlıktan sürgüne*, Istanbul, Yitik Hazine Yayınları, 2013, pp. 164-165.

L'année précédente, le publiciste allemand Paul Rohrbach écrivait : « Qui possède l'Arménie contrôle tout à la fois l'Asie mineure orientale et l'amont de la Mésopotamie »¹²¹². Cette avancée à l'intérieur des terres se trouve de surcroît complétée par une progression sur le littoral, où les Russes prennent le port de Trabzon, le 18 avril 1916 (*figure 46*)¹²¹³. La série des défaites se prolonge jusqu'au début d'août 1916, lorsque les villes de Bayburt et d'Erzincan tombent, posant les bases les plus avancées de la présence russe¹²¹⁴.

Ces campagnes constituent un vaste territoire sous occupation russe dans le Nord-Est anatolien. Elles ouvrent par conséquent à nouveau la question des politiques d'occupation en vigueur. La nouvelle situation n'a que peu à voir avec l'expérience du gouvernement de Van. L'idée de constituer un foyer administratif ou politique arménien n'est désormais plus envisagée par les autorités tsaristes comme solution immédiate. Dans cette évolution, le nouveau vice-roi et son administration jouent un rôle important. Nikolaj Nikolaevitch manifeste de la méfiance envers le poids pris par les institutions arméniennes et craint l'effet-retour sur l'empire russe de mesures trop généreuses pour les Arméniens d'Anatolie orientale, à cause des débats à la Douma et dans la sphère publique¹²¹⁵. Il met un terme à l'expérience des brigades arméniennes autonomes, qui se trouvent réintégrées en décembre 1915 à l'armée régulière tsariste, à la suite d'accusations d'exactions et de maraudage, portées par les officiers russes et les populations musulmanes locales¹²¹⁶. L'établissement d'un régime d'occupation pour l'Anatolie orientale apparaît surtout comme le résultat d'une correspondance entre le vice-roi et le ministre des Affaires étrangères au cours de la première moitié de l'année 1916. Dans leurs échanges, Nikolaj Nikolaevitch et Sazonov s'accordent à

¹²¹² Paul Rohrbach, *Der Krieg und die deutsche Politik*, Dresde, Verlag "Das Grössere Deutschland", 1915, p. 56.

¹²¹³ Télégramme de l'ambassadeur austro-hongrois Pallavicini au ministère des Affaires étrangères, 25 janvier 1916, HHStA, PA I 946 ; N. Novikov, *Operatsii flota protiv berega na Chernom more v 1914-1917 gg.*, Moscou, Gosvoenizdatel'stvo, 1937, pp. 186-237.

¹²¹⁴ Ulrich Trumpener, « The Turkish War, 1914-1918 », in John Horne (dir.), *A Companion to World War I*, Chichester-Malden, Blackwell Publishing, 2010, p. 100 ; Nikolaj Korsun, *Pervaja mirovaja vojna na Kavkazskom fronte. Operativno-strategicheskij ocherk*, Moscou, Voennoe Izdatel'stvo Ministerstva Vooruzhennykh Sil SSSR, 1946, pp. 63-70.

¹²¹⁵ On lui prête l'affirmation qu'il n'y aurait pas de « question arménienne » en Russie. Esat Uras, *Tarihte Ermeniler ve Ermeni Meselesi*, Istanbul, Belge Yayınları, 1987, p. 629 ; les avis sont cependant partagés sur la nature de ses préventions envers les Arméniens : Makich' Arzumanjan, *op.cit.*, 1969, p. 286 ; sur la discussion par les députés de l'autonomie arménienne, voir le numéro 8 de l'*Armjanskij Vestnik*, 20 mars (2 avril) 1916.

¹²¹⁶ Télégramme du général Kalitin à l'état-major caucasien, 9 (22) août 1915, RGVIA, f. 2100, op. 1, d. 982, l. 33 ; en 1916, le gouvernement ottoman établit une commission spéciale pour travailler sur les violences commises par ces brigades de volontaires, ainsi que par les révolutionnaires avant la guerre, et un rapport est publié sous le titre *Ermeni Vahşeti ve Ermeni Komitelerinin Amal ve Harekat-ı İhtilaliyesi* [La barbarie arménienne et les activités révolutionnaires des comités arméniennes]. Muammer Demirel, *Birinci Dünya Harbinde Erzurum ve Çevresinde Ermeni Hareketleri (1914-1918)*, Ankara, Genelkurmay Basımevi, 1996, pp. 72-73 ; près de 3.000 volontaires arméniens qui refusent l'intégration à l'armée régulière sont renvoyés, Richard G. Hovannisian, *op.cit.*, 1967, pp. 62-63 ;

considérer que l'octroi d'une autonomie territoriale aux Arméniens ne doit pas être privilégiée. Dans une note au vice-roi en date du 14 juin, le ministre souligne la nécessité de mettre un terme au débat intérieur et international sur le statut de cette « Arménie turque ». Non sans cynisme, le vice-roi et le ministre des Affaires remarquent que ce nom même a perdu une partie de son sens, puisque les Arméniens ne représentent plus qu'une minorité réduite dans la région. L'autonomie, si elle peut être concédée, doit être culturelle, religieuse et linguistique, mais ne doit pas reposer sur une assise territoriale fixe¹²¹⁷.

Cette orientation est concrétisée par la création, à la suite d'un décret impérial du 5 juin, d'un gouvernement-général des « territoires de Turquie occupée en vertu du droit de la guerre¹²¹⁸ ». Sur sa forme, l'institution créée est proche des gouvernorats militaires créés par les puissances occupantes en Belgique et en Pologne, les fonctions dirigeantes de la nouvelle administration étant réservées à des militaires¹²¹⁹. La dimension régionale de l'occupation s'exprime cependant de manière très directe : officiellement nommé par le Sénat impérial, le gouverneur-général est en réalité proposé par le vice-roi et l'état-major caucasien, auxquels il est soumis dans son activité quotidienne¹²²⁰. Cette intégration à l'appareil du pouvoir régional caucasien est accentuée par la décision du premier titulaire de la fonction, le général Pechkov, de ne pas s'installer à Erzurum comme prévu initialement. Pour des raisons logistiques et politiques, l'administration du gouverneur-général demeure jusqu'à la fin à Tiflis¹²²¹. Le gouvernorat-général, au niveau de ses instances dirigeantes, offre ainsi le curieux exemple d'une institution qui ne s'installe jamais dans le territoire qu'il est censé régenter. Il prolonge en cela des tentatives temporaires faites en 1915 pour gouverner les premiers territoires ottomans occupés depuis la Transcaucasie, en les considérant comme des extensions des provinces caucasiennes¹²²². Cet arrimage au Caucase remplit à la fois les intérêts de la vice-royauté, qui jouit d'un pouvoir indiscuté sur la région, et le ministère des Affaires étrangères, qui y trouve un moyen de consolider ce règlement temporaire : en repoussant la discussion sur

¹²¹⁷ Lettre du ministre des Affaires étrangères au vice-roi du Caucase, 14 (27) juin 1916, RGVIA, f. 2005, op. 1, d. 17, ll. 1-2 ; Ashot Arutjunjan, *op.cit.*, 1971, p. 349.

¹²¹⁸ *Vremennoe polozenie ob upravlenii oblast'jami Turtsii, zanjatyimi po pravu vojny*, 5 (18) juin 1916, RGVIA, f. 2005, op. 1, d. 17, ll. 3 et suivantes.

¹²¹⁹ Article 6, *Ibid.*, l. 4 ; sur la comparaison Isabel V. Hull, *op.cit.*, 2005, p. 227.

¹²²⁰ Aleksandra Bakhturina, *op.cit.*, 2004, p. 221.

¹²²¹ Makich' Arzumanjan, *op.cit.*, 1969, p. 289 ; Manoug Joseph Somakian, *op.cit.*, 1995, p. 112.

¹²²² Il s'agit d'attribuer l'administration de la région ottomane occupée de Bayezit au chef du district de Surali (İğdir). Lettre du chef du district de Surali au gouverneur d'Erevan, 4 (17) février 1915, HAA, f. 94, op. 1, d. 3368, l. 6 ; le projet est abandonné à cause des conflits avec les autorités militaires qui ne veulent pas renoncer à leurs prérogatives : lettre du commandant du 4^e corps d'armée caucasien, Oganovskij, au gouverneur d'Erevan, 18 février (3 mars) 1915, HAA, f. 94, op. 1, d. 3368, l. 12.

la légitimité du pouvoir dans la région, ce statut ambigu permet dans l'immédiat la construction d'un appareil de contrôle¹²²³.

L'intégration de l'Anatolie orientale occupée au système caucasien du pouvoir tsariste a un impact direct sur les politiques qui y sont poursuivies. Dans son travail sur l'occupation tsariste de l'Anatolie orientale, Halit Dündar Akarca souligne la nécessité d'étudier cette occupation au prisme d'une « politique impériale ». S'inspirant des travaux sur les « formations impériales », il souligne l'absence de politique de russification et le développement d'une politique centrée sur l'idée de légitimité impériale et de cohabitation entre nationalités. Cette politique peut apparaître étonnante, si on la rapporte à la politique appliquée précédemment en Galicie. Akarca attribue cette différence à la perception divergente des autorités russes, qui voient dans la Galicie une région à intégrer, tandis que l'Anatolie orientale reste une marge lointaine. Il souligne aussi que la différence de contexte militaire – armées russes en difficulté sur le front européen mais victorieuses au Caucase – peut jouer un rôle¹²²⁴. Tout en adhérant à l'interprétation générale de la politique tsariste dans la région faite par Akarca, il nous semble qu'il faut intégrer plus fortement la place des acteurs régionaux de l'administration caucasienne, pour comprendre la politique menée en Anatolie orientale. C'est en effet sur les expériences caucasiennes que peut s'appuyer l'occupation de cette région. Akarca remarque bien à l'occasion l'importance de cette relation frontalière entre Caucase et Anatolie orientale, mais ne l'examine pas directement¹²²⁵. Cette « politique impériale » appliquée en 1916 renvoie pourtant aux convictions du nouveau vice-roi et de son entourage proche.

Cette orientation est notée de manière générale par les observateurs et les témoignages disponibles. Dans une série d'articles parus en septembre-octobre 1916 dans le *Manchester Guardian*, le correspondant de guerre Philips Price décrit les défis de l'administration russe face à des populations qui vivent « toutes dans un état d'antagonisme et de soupçon réciproque¹²²⁶ ». Les premiers temps de l'occupation de 1916 voient de grandes attentes de la part des minorités chrétiennes de la région. Le Grec pontique Andrea Spyranti rapporte dans ses mémoires la liesse de « la population grecque qui a accueilli les Russes en sauveurs, au son des cloches, avec les prêtres en tenue de fête, tenant des icônes et les Evangiles dans les

¹²²³ On peut comparer cette attitude au « gouvernement tactique » promu dans la bande de Gaza à l'époque des mandats et du contrôle égyptien. Sur ce concept : Ilana Feldman, *Governing Gaza. Bureaucracy, Authority, and the Work of Rule, 1917-1967*, Durham-Londres, Duke University Press, 2008, pp. 18-20.

¹²²⁴ Halit Dündar Akarca, *op.cit.*, 2014, p. 17.

¹²²⁵ *Ibid.*, p. 16.

¹²²⁶ « Russia's Conquest in Armenia », *Manchester Guardian*, 13 septembre 1916, cité par Margaret Tatiana Rose, *Philips Price and the Russian Revolution*, Thèse de doctorat, Université de Hull, 1988, p. 58.

maines¹²²⁷ ». Aux premiers moments de la conquête de Trabzon, les élites grecques prennent en main l'administration de la municipalité avec l'accord des militaires russes¹²²⁸. A l'intérieur des terres, la situation est compliquée par la disparition presque totale des Arméniens, déportés, massacrés ou partis pour le Caucase russe. Les quelques Arméniens qui restent sur place trouvent certes une protection dans la conquête russe, mais le pouvoir tsariste fait savoir rapidement qu'il n'a pas l'intention de les laisser exercer une influence significative. Les mémoires écrits par des témoins turcs de l'occupation sont à cet égard instructifs. S'ils se plient le plus souvent, dans leur mise en forme, aux canons d'un discours « national » turc critiquant l'occupation russe comme une période noire, ils décrivent dans leurs détails une politique tsariste largement ouverte à la population musulmane. Le notable d'Erzurum Hacı Faruk Efendi Tellibeyzade rapporte ainsi la panique de la population au moment de la chute de la ville¹²²⁹. Cette panique est de courte durée, car l'armée russe ne se livre pas au pillage ou au massacre de la population. Le commandement caucasien décide même de mettre en place un conseil municipal présidé par l'ancien général ottoman Mehmet Ali Pasha, ce qui apparaît comme un moyen d'associer les élites ottomanes locales¹²³⁰. Les nombreuses mesures qui visent à consolider cette égalité entre les groupes ethniques rencontrent un étonnement et une hostilité de certains groupes chrétiens, qui s'attendaient à occuper une position privilégiée¹²³¹. Les mesures prises par les autorités d'occupation pour empêcher la spoliation des biens de musulmans ayant fui la région rencontrent de

¹²²⁷ Andrea Spyraniti, *Trapezous kai i moni Soumela tou Pontou. Anamniseis apo ta khronia 1910-1922*, Thessalonique, Ekdotikos Oikos Adelfoi Kyriakidi, 1991, pp. 33-34 ; sur l'occupation de Trabzon, Halit Dündar Akarca, « İşgal döneminde Trabzon'da Rus Politikaları (1916-1918) », *Uluslararası Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 7, Automne 2009, pp. 141-152.

¹²²⁸ Ce qui se traduit notamment par le fait que toute la correspondance administrative est d'abord rédigée en grec, avant que le russe ne soit introduit et que l'ottoman retrouve une part, modeste. Sur ce point, il faut consulter les très intéressants mémoires écrits par l'ingénieur et médecin tsariste Yakov Kefeli, originaire la communauté karaïme, qui sert à Trabzon à partir de novembre 1916 : Yakov Kefeli *Anılar (1916-1918)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Yayınları, 2013, p. 92 ; je remercie Michel Kefeli de m'avoir procuré le texte du tapuscrit original de son oncle, daté de 1955, qui m'a permis de vérifier la traduction turque.

¹²²⁹ Tellibeyzade affirme que les habitants voient la chute de la ville comme le « prodrome de la fin du monde » (*kıyametin ilk kademesi*) Hacı Faruk Efendi Tellibeyzade, *Erzurum'un kara günleri*, Istanbul, Dergâh, 2014, p. 33 ; pour une comparaison avec une autre perception d'un occupant, voir sur les Lituanais face aux Allemands Andrea Griffante, « We and Homeland: German Occupation, Lithuanian Discourse, and War Experience in Ober Ost », in Joachim Bürgschwentner, Matthias Egger, Gunda Barth-Scalmani (dir.), *op.cit.*, 2014, pp. 237-258.

¹²³⁰ *Ibid.*, pp. 36-37 ; sur le littoral, Michael E. Meeker cite l'exemple de Ferhat Ağa, maire d'Of depuis 1910, qui décide de le rester sous l'occupation russe et explique son choix par la volonté de protéger la population de sa ville. Il est finalement déposé de son poste en 1926, dans le contexte de tensions entre élites locales et kémalistes. Michael E. Meeker, *op.cit.*, 2001, pp. 305-306 ; pour le cas de l'association des notables de Görele : Ayhan Yüksel, *Göreleli Müftü Duduzâde Hüseyin Müştak Efendi ve Ailesi*, Istanbul, Serander, 2012, pp. 96-97.

¹²³¹ La présentation en font certains historiens turcs est cependant biaisée par leur insistance exclusive sur la violence qu'aurait provoqué le ressentiment de la population grecque, déçue de ne pas être placée au-dessus des musulmans. Mehmet Bilgin, Ömer Yıldırım, *op.cit.*, 1990, pp. 402-403 ; Hüseyin Albayrak, *op.cit.*, 2008, p. 259 ; Yakov Kefeli, *op.cit.*, 2013, pp. 79-80.

l'incompréhension auprès de groupes qui s'estiment eux-mêmes lésés par les mesures prises par le pouvoir ottoman jusqu'à son départ et attendent une rétribution¹²³².

En cela, l'administration militaire et civile tsariste qui se met en place reprend aux répertoires de la conquête intérieure tsariste, en particulier dans les territoires pris à l'Empire ottoman en 1878, avec un important effort d'association des élites autochtones¹²³³. A cette fin sont repris au service des autorités d'occupation des fonctionnaires déjà employés au Caucase. Sur ce point, l'occupation anatolienne rejoint les pratiques d'autres occupations. L'Autriche-Hongrie apparaît à cette égard particulièrement efficace dans l'utilisation de son vivier interne de fonctionnaires polyglottes, parmi lesquels se trouvent souvent des fonctionnaires des populations occupées : Polonais de Galicie, dans le cas de la Pologne occupée ou bien Bosniaques, envoyés en nombre dans les territoires serbes¹²³⁴. Ces fonctionnaires remplissent des rôles d'intermédiation linguistique, mais aussi culturelle, vitale pour la politique d'occupation¹²³⁵. Sur le terrain, ils travaillent souvent avec l'aide d'anciens travailleurs-migrants (*gurbetçi*), dont la connaissance du russe devient un avantage remarquable¹²³⁶. L'utilisation de ces fonctionnaires ne préjuge pas des politiques appliquées, l'Autriche-Hongrie étant par ailleurs connue pour la ligne très centralisatrice et germanique promue par ses élites militaires dans les processus d'occupation¹²³⁷. Dans l'armée et l'administration du Caucase, ces intermédiaires occupent une place centrale. L'officier ottoman Hüsametdin Tuğaç, capturé à Sarıkamış, rapporte qu'il est interrogé à l'état-major du général Youdenitch par un officier « grec », né à Çanakkale¹²³⁸.

¹²³² Stepan Akpojan, *Zapadnaja Armenija v planakh imperialisticheskikh derzhav*, Erevan, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSR, 1967, pp. 178-179 ; l'orientaliste Agafangel Krymskij, envoyé dans la région de Trabzon en 1916, y procède à un rassemblement d'archives destinées à régler ces éventuels conflits fonciers lors du retour des musulmans. Il écrit dans un rapport présenté en janvier 1918 à l'Académie des sciences : « Du point de vue scientifique et archéologique, ces documents n'ont pas de valeur, mais ils sont d'une grande aide pour reconstituer la situation juridique à Trabzon à la veille de la guerre ». Enver Uzun (éd.), *op.cit.*, 2009, pp. 24-26 ; voir aussi le témoignage de Vasyl' Ivanys, *Stezhkamy zhyttja. Spogady, Kn. 1*, Toronto, Peremoha, 1958, p. 158.

¹²³³ Feridun Ababay, *Çıldır tarihi*, Ankara, pas d'éditeur, 1987, p. 149.

¹²³⁴ Tamara Scheer, *op.cit.*, 2009, pp. 76-79.

¹²³⁵ Isabel V. Hull évoque les incidents qui découlent de la conception culturelle différente de la hiérarchie par les militaires allemands et les civils français ou belges des territoires occupés. Isabel V. Hull, *op.cit.*, 2005, p. 231.

¹²³⁶ Muzaffer Arıcı, *Her yönüyle Rize*, Ankara, pas d'éditeur, 1993, pp. 76-77 ; pour un exemple de recrutement de Kurde frontalier comme interprète, Ereğ Şemo, *Şivanê Kurd*, Paris, Institut kurde de Paris, 1989, p. 150 ; un ancien migrant grec se fait ainsi payer en blé pour écrire un panneau en russe qui doit protéger un village turc du pillage par les Russes, en le présentant comme « Propriété d'un monastère ». Sabri Özcan San, *Rusların Gümüşhane ilini işgali*, Istanbul, Milli Eğitim Yayınları, 1993, 68-69.

¹²³⁷ Pour une présentation historiographique et discussion du problème : Jonathan E. Gumz, *The Resurrection and Collapse of Empire in Habsburg Serbia, 1914-1918*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2009, pp. 12-13.

¹²³⁸ Hüsametdin Tuğaç, *Bir Neslin Dramı*, Istanbul, Çağdaş Yayınları, 1975, p. 19.

La constitution progressive d'une administration du gouvernement-général de Turquie occupée confère à ces intermédiaires une place de choix. Le gouvernement-général peine à obtenir un budget conséquent de Petrograd et l'administration d'occupation fonctionne avec un personnel squelettique¹²³⁹. Elle se trouve contrainte de se replier, pour obtenir des cadres, sur les moyens de l'armée caucasienne et de la vice-royauté. Sans qu'il soit possible d'établir de statistiques précises de l'origine des effectifs recrutés, il semble que la plupart des fonctionnaires proviennent de l'administration caucasienne. Cela découle à la fois de la proximité et de l'expérience antérieure des administrateurs locaux, qui ont développé des compétences précieuses pour l'occupation. Le gouverneur-général de Turquie occupée se livre à un véritable démarchage des gouverneurs du Caucase et de la vice-royauté pour obtenir les services de ces administrateurs¹²⁴⁰. Les gouverneurs des provinces frontalières de Batoumi, Kars et Erevan sont particulièrement sollicités, en raison de la similarité des enjeux administratifs perçus avec les zones d'Anatolie occupée. Géorgiens et musulmans turcophones sont particulièrement nombreux parmi les profils recrutés et font souvent acte de candidature¹²⁴¹. Ce recrutement place cependant la vice-royauté face à ses contradictions internes. De tels prélèvements de personnel posent problème à une Transcaucasie déjà sous-administrée et mise à mal par les émeutes urbaines qui commencent à Bakou en février 1916, en protestation contre la cherté et la pénurie¹²⁴². Occupation et troubles intérieurs placent la vice-royauté face à des impératifs contradictoires dans l'affectation de ses forces administratives¹²⁴³. Si la conquête de l'Anatolie orientale peut donc apparaître, à l'échelle impériale, comme une victoire, elle sape dans le même temps la solidité de l'ordre tsariste au Caucase russe.

¹²³⁹ Philips Price, *War and Revolution in Asiatic Russia*, Londres, Allen & Unwin, 1918, pp. 229-230.

¹²⁴⁰ Sur l'exemple du lieutenant-colonel Vojchek, ancien chef de l'*okrug* d'Artvin, recruté pour ses compétences en dépit d'un penchant à la boisson, voir la lettre du gouverneur-général de Turquie occupée au gouverneur de Batoumi, 11 (24) juillet 1916, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 760, l. 3 ; le recours à des fonctionnaires à la retraite apparaît aussi fréquent, grâce à des candidatures spontanées : lettre du gouverneur-général de Turquie occupée au gouverneur de Batoumi, 17 (30) août 1916, *Ibid.*, l. 10.

¹²⁴¹ Sur un ancien fonctionnaire de police du nom de Redjep Efendi Shashik, voir la lettre du gouverneur-général de Turquie occupée au gouverneur de Batoumi, 7 (20) août 1916, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 760, l. 8.

¹²⁴² Lettre du fonctionnaire diplomatique du vice-roi à la chancellerie du vice-roi, 19 mai (1^{er} juin) 1916, STsSSA, f. 13, op. 21, d. 3050, ll. 2-4 ; Manaf Süleymanov, *op.cit.*, 1989, pp. 209-211 ; Parvin Darabadi, *Voennye problemy politicheskoy istorii Azerbajdzhana nachala XX veka*, Bakou, Elm, 1991, pp. 83-84 ; Tania Rose (éd.), *Dispatches from the Revolution. Russia, 1916-1918*, Londres-Chicago, Pluto Press, 1997, p. 20 ; les troubles se poursuivent tout au long de l'année : télégramme du gouverneur d'Erevan au vice-roi, 8 (21) juillet 1916, in T.Kh. Akopjan (éd.), *op.cit.*, 1978, p. 262.

¹²⁴³ Une note du vice-roi témoigne des désordres introduits par le détachement de fonctionnaires caucasiens vers le front et les territoires occupés. Statutairement, les fonctionnaires ne peuvent être remplacés car leur affectation n'est que temporaire. Cela conduit à la multiplication des postes vacants dans les administrations caucasiennes. Lettre du vice-roi au commandant-en-chef des armées, 23 juillet (5 août) 1916, RGVIA, f. 2005, op. 1, d. 17, l. 28.

4. L'espace subverti : les recompositions d'un territoire en guerre

Ces impératifs contradictoires questionnent le sens de l'espace produit par cette occupation de territoires frontaliers, en Anatolie ottomane et en Perse du Nord. La soustraction administrative à la vice-royauté de l'occupation nous invite à nous demander de quelle manière s'articulent les territoires de Transcaucasie russe et les espaces occupés. Il y a là un double enjeu. D'une part, comprendre la manière dont les populations frontalières réagissent à cette nouvelle situation et se projettent dans l'espace transfrontalier créé par la guerre, en faisant un « espace vécu »¹²⁴⁴. D'autre part, examiner les politiques mises en œuvre pour gérer ce territoire commun, à travers des politiques de contrôle aussi bien que de circulation et de développement. La division même entre « front » et « intérieur », qui constitue une des sources de renouvellement pour l'histoire de la Guerre mondiale, se trouve au cœur de cette nouvelle structuration spatiale¹²⁴⁵.

a) Une falaise morte ? sous le front, la frontière

Quelle frontière sous le front ? Telle est bien la question qui se pose, pour examiner l'interaction entre Caucase russe et territoires occupés. L'occupation de territoires, au Caucase comme sur les autres fronts, n'abolit pas les frontières antérieures, mais remet en question leur sens. On a vu l'existence, au début de 1915, d'éphémères projets pour rattacher directement des morceaux de territoire ottoman au district russe de Surmali (Iğdır). L'abandon de tels projets ne doit pas faire ignorer leur inscription dans un contexte où les anciennes frontières impériales se trouvent remises en cause par le simple processus de la guerre. L'historiographie plus générale des occupations ne contient que peu d'informations et pistes de recherche relatives à cette articulation quotidienne entre territoires nationaux et occupés¹²⁴⁶. La question de leur articulation diplomatique et des différents projets d'annexion ou de rattachement a été privilégiée par la plupart des travaux¹²⁴⁷. Elle a été étudiée sur un plan économique et commercial, concernant les statuts imposés par les puissances occupantes

¹²⁴⁴ Armand Frémont, un des initiateurs du concept en géographie, en souligne la dimension fondamentalement critique des approches institutionnelles de l'espace : Armand Frémont, « Recherches sur l'espace vécu », *L'Espace géographique*, No. 3, 1974, pp. 231-238.

¹²⁴⁵ Tammy M. Proctor, *Civilians in a World at War, 1914-1918*, New York-Londres, New York University Press, 2010, p. 9.

¹²⁴⁶ Une exception dans Jonathan E. Gumz, *op.cit.*, 2009, pp. 182-184, à propos des circulations économiques et alimentaires entre Autriche-Hongrie et Serbie occupée.

¹²⁴⁷ Michaël Amara, Hubert Roland (éd.), *op.cit.*, 2004, pp. 18-19.

à leurs zones d'occupation. Occupant le sud de la Pologne tsariste, l'Autriche-Hongrie décide de considérer sa zone comme assimilée à son territoire d'un point de vue commercial, supprimant dès lors les restrictions aux échanges et faisant tomber la barrière sur le plan douanier¹²⁴⁸. Il peut donc bien être question d'un processus d'abolition partielle et de transformation de la frontière par les autorités occupantes. On voudrait ici aborder trois questions principales : qu'advient-il des structures de contrôle frontalier du temps de paix ? Comment se traduit l'estompement de la frontière d'un point de vue économique et commercial ? Comment évolue le contrôle des circulations humaines au cours de la période ?

Dès les débuts du conflit, les gardes-frontières de l'Empire ottoman et de la Russie se trouvent intégrés au commandement militaire unifié. Cette réduction touche directement les capacités de contrôle de ces unités et, paradoxalement, la transformation de la frontière en front peut faciliter les échanges et la contrebande dans la région. La guerre mobile de 1915 facilite, comme on l'a vu, la fuite de la population arménienne d'Anatolie orientale. A la frontière russo-persane dans la région du Moughan, une situation partiellement similaire s'observe. La brigade frontalière de Bakou est fortement affaiblie et une partie de ses fonctions est transférée à un régiment spécial envoyé en avant de la frontière, dans la région d'Ardabil. La fonction de ce régiment, outre le renforcement militaire face à la possibilité d'une percée ottomane dans les premiers mois de la guerre, est d'assurer le calme des nomades Shahsevens¹²⁴⁹. Ce déplacement institutionnel et spatial a cependant pour effet de réduire l'efficacité de la frontière officielle. Le maintien sur cette frontière des services douaniers russes ainsi que des administrations frontalières persanes ne peut masquer le déplacement induit par la nouvelle stratégie. Le commandement de la garde-frontalière caucasienne souligne la forte diminution de la capacité de surveillance frontalière de son administration, en particulier dans la lutte contre la contrebande et les circulations clandestines¹²⁵⁰.

Dans ce constat se lit le même paradoxe, par lequel les impératifs militaires de la guerre et les actions de l'armée tsariste peuvent avoir un impact subversif sur d'autres

¹²⁴⁸ Par la suite, du fait des accords signés avec les Allemands, la situation de la Pologne austro-hongroise du point de vue commercial et douanier connaît des modifications. Tamara Scheer, *op.cit.*, 2009, pp. 24-25.

¹²⁴⁹ Les évolutions de cette surveillance et du déplacement *de facto* de la frontière à cause de la création du régiment d'Ardabil ne peuvent être détaillées ici. On peut se reporter, pour des détails, à la lettre du prince Orlov à Janushkevich, 31 juillet (13 août) 1916, STsSSA, f. 13, op. 21, d. 2885, l. 1 et au rapport du chef de la garde-frontière caucasienne, 13 (26) janvier 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 78, ll. 7-9 ; sur la lutte contre les Shahsevens et ses problèmes pratiques, voir RGVIA, f. 2100, op. 1, d. 609.

¹²⁵⁰ En contrepartie à l'affaiblissement du contrôle sur la ligne frontalière, il demande la création d'une zone de contrôle douanier de cinquante verstes de profondeur en territoire russe, ce qui lui est refusé. Rapport du chef de la garde-frontière caucasienne, 10 (23) octobre 1916, STSSA, f. 2081, op. 1, d. 78, ll. 16-17.

politiques de contrôle du territoire. Ce paradoxe s'observe directement sur l'ancienne frontière turco-ottomane, bien que les témoignages et sources disponibles sur le devenir de cette frontière soient rares. De passage dans la région de Kars, le correspondant de guerre britannique Philips Price constate que l'ancien poste frontalier de Karaorgan se trouve délaissé par l'avancée russe et affirme qu'on n'y trouve plus de douane. Il continue : « La frontière russe s'était déplacée plus loin vers le sud et rien n'arrêtait désormais le flot continu de wagons et les colonnes en route vers le front »¹²⁵¹. L'affirmation de Philips Price ne doit pas être prise littéralement, car elle est contredite par les sources tsaristes qui prouvent le maintien du système douanier aux frontières russo-ottomanes en dépit de l'occupation de l'Anatolie orientale. Elle indique cependant un élément intéressant : c'est précisément parce qu'il voyage avec le train de l'armée russe que Philips Price n'est pas soumis à un contrôle douanier en ce point de la frontière qui devient essentiellement un lieu de transit militaire. Les circulations de troupes et de matériel attaché aux troupes deviennent la principale force de sape des anciennes frontières. En juin 1916, les fouilles douanières sur les soldats, officiers et personnels médicaux se rendant vers le front sont suspendues, après que les approvisionnements officiels de l'armée en ont déjà été exemptés¹²⁵². Sur la frontière russo-persane, ce rôle est tout aussi visible, car les innombrables chargements de l'armée russe qui passent par les ports persans de la Caspienne ne se soumettent pas aux contrôles des douanes persanes, impuissantes à faire appliquer leur réglementation.

Cet affaiblissement résulte pourtant d'une pratique de l'occupation et de la guerre, plutôt que de normes juridiquement reconnues. Cette nouvelle vie de la frontière entre territoires occupés et anciens territoires impériaux passe par des frictions internes aux administrations étatiques. Les registres tenus par les douanes permettent de suivre les conflits qui se déroulent autour de la prétention des institutions étatiques et des militaires à se soustraire aux contrôles. L'inspecteur des douanes de Transcaucasie multiplie les demandes au ministère des Finances sur les mesures à prendre dans ces conflits. Le registre de la douane de Batoumi, un des principaux lieux de transit vers le littoral d'Anatolie occupée, révèle la succession rapide des directives modifiant et précisant les modalités du commerce avec les territoires occupés. En juin, le ministère réaffirme que biens et colis en provenance ou à direction des zones occupées restent soumis aux régimes douaniers applicables aux produits en provenance de ces zones en temps de paix. Cette analyse repose sur l'application stricte

¹²⁵¹ Philips Price, *op.cit.*, 1918, p. 167.

¹²⁵² Registre de la douane de Batoumi, entrées du 11 (24) et du 15 (28) juin 1916, AARSA, f. i-14, op. 1, d. 29, ll. 125 et 126-127.

des principes de droit international, notamment de la convention de La Haye qui rappelle que les territoires occupés restent partie de leur Etat d'origine jusqu'à règlement diplomatique¹²⁵³. Les autorités militaires acceptent aussi de mettre en place sur leurs propres navires une inspection douanière propre¹²⁵⁴. Au quotidien, cette situation provoque pourtant une grande incertitude, comme le souligne le commandant de la garde-frontière du Caucase en juin 1916. Il craint notamment une violation des règlements économiques et commerciaux de guerre du fait des possibilités de commerce ouverte en mer Noire par cette occupation, qui pourrait se faire au profit de la contrebande avec les Balkans ou le reste de la Turquie¹²⁵⁵.

Notre troisième question relative à la politique des circulations à travers l'ancienne frontière caucasienne au cours de la guerre témoigne de contradictions similaires. Sur un plan juridique, les modalités de contrôle aux frontières sont maintenues, mais ne sont manifestement pas appliquées dans le cas des principales vagues de réfugiés qui fuient depuis la Perse du Nord et l'Anatolie orientale¹²⁵⁶. En revanche, leur application semble se poursuivre en dehors de ces mouvements de fuite directement associés aux affrontements militaires. On voit ainsi Djoulfa devenir un lieu de transit et d'attente pour des réfugiés chrétiens que les autorités tsaristes refusent de laisser entrer dans un Caucase déjà submergé¹²⁵⁷. De même, des mesures sont prises à partir de 1916 par les autorités tsariste à l'ancienne frontière russo-ottomane pour empêcher un retour massif des réfugiés arméniens sur leurs anciennes terres. Quelques milliers sont autorisés à retourner dans les régions de Van et Alashkert, afin de remettre en culture une partie des terres, sous l'égide d'organisations arméniennes¹²⁵⁸. Officiellement, il s'agit de protéger ces civils car un retour sur des terres dévastées et encore peu sécurisées les soumettrait à de grands risques. Nombreux sont pourtant ceux qui, à l'époque et dans les travaux historiques, mettent en lien ces mesures avec

¹²⁵³ Registre de la douane de Batoumi, entrée du 3 (16) juin 1916, AARSA, f. i-14, op. 1, d. 29, l. 123.

¹²⁵⁴ Lev Bykovs'kyj, *op.cit.*, 1968, p. 27.

¹²⁵⁵ Son rapport reconnaît cependant la nécessité de prendre en compte la situation spéciale des zones conquises et il propose surtout de créer un réseau de points côtiers d'observation du trafic. Les points d'implantations proposés sont Anapa, Novorossijsk, Adler, Tuapse, Sochy, Gagry, Soukhomi et Poti. Rapport du chef de la garde-frontière du Caucase au commandement du District militaire caucasien, 16 (29) juin 1916, RGVIA, f. 4895, op. 1, d. 143, l. 1.

¹²⁵⁶ Lettre de l'inspecteur des douanes du Caucase au commandement du front caucasien, 25 avril (8 mai) 1915, STsSSA, f. 13, op. 21, d. 2574, l. 70 ; Eden Naby, « Les Assyriens d'Union soviétique », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 16, No. 3/4, juillet-décembre 1975, p. 448 ; David Gaunt, *Massacres, Resistance, Protectors. Muslim-Christian Relations in Eastern Anatolia During World War I*, Piscataway, Gorgias Press, 2006, p. 89.

¹²⁵⁷ Inversement, des femmes arméniennes réfugiées au Caucase s'accumulent du côté russe de Djoulfa, car leurs maris ne peuvent « venir les chercher » faute de laissez-passer. Télégramme de Youdenitch au commandement de l'armée du Caucase, 6 (19) juin 1915, RGVIA, f. 2100, op. 1, d. 563, l. 115.

¹²⁵⁸ Selon l'agronome Ashot At'anasjan envoyé sur place, ce sont 18.000 individus qui retournent dans la région de Van en mars-juin 1916 et 8.000 dans celle d'Alashkert. Ruben Sahakjan, « Ashot At'anasjani gortsuneut'junë Arevmtjan Hajastani verach'inut'jan gortsum », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 1-2, 2007, pp. 40-41.

les projets russes développés pour transformer l'Anatolie orientale en zone de colonisation, par exemple par des groupes de cosaques¹²⁵⁹. On le voit, la question de la persistance des frontières renvoie aux projets déployés par les institutions impériales dans le cadre de leurs politiques d'occupation.

Mais là aussi, la tension entre fermeture et ouverture se retrouve autour de la même question de l'effort de guerre. On sait que la guerre contraint nombre des belligérants européens à développer une immigration, souvent ultramarine, pour pallier le déficit de la main-d'œuvre intérieure¹²⁶⁰. En Russie, la quête de main-d'œuvre se déploie sur l'ensemble du pourtour frontalier de l'empire, où préexistent des bassins de recrutement et des systèmes migratoires régionaux. En Asie centrale et en Sibérie, des mesures sont prises pour assouplir les restrictions sur l'immigration de travailleurs « de race jaune », adoptées avant la guerre¹²⁶¹. Au Caucase, la recherche de travailleurs s'inscrit largement dans l'ancienne géographie des migrations transfrontalières, en Perse du Nord et en Anatolie orientale désormais sous occupation russe¹²⁶². Les secteurs minier, industriel, métallurgique, mais aussi halieutique et agricole, font pression sur les autorités pour permettre le recrutement et l'acheminement de contingents de travailleurs à partir du début de 1916¹²⁶³. Le renforcement du recrutement encadré s'explique tant par le dirigisme accru de l'économie de guerre que par la difficulté à maintenir en Russie les travailleurs persans depuis la fin de l'année 1915 : ces travailleurs migrants craignent en effet d'être ciblés par des mesures punitives au cas où leur Etat entrerait en guerre avec la Russie¹²⁶⁴. A la fin de 1915, la chute du gouvernement persan

¹²⁵⁹ C'est une note de Youdenitch au vice-roi du 5 (18) avril 1916 qui contient cette proposition de colonisation cosaque dans les vallées de Bayazit, Alashkert et Diadin. Makich' Arzumanjan, *op.cit.*, 1969, p. 265-267 et pp. 271-272 sur les mesures d'interdiction de retour des réfugiés ; A.A. Tatishchev, *op.cit.*, 2001, p. 239 ; « Eshche o tsirkuljare Janushkevicha », *Armjanskij Vestnik*, No. 32, 4 (17) septembre 1916, pp. 22-23.

¹²⁶⁰ John Horne, « Immigrant Workers in France during World War I », *French Historical Studies*, Vol. 14, No. 1, Printemps 1985, pp. 57-88 ; sur l'immigration chinoise en Europe, Tammy M. Proctor, *op.cit.*, 2010, pp. 48-50.

¹²⁶¹ Le 15 (28) mars 1916, le conseil des ministres russe adopte une décision autorisant l'immigration asiatique dans les secteurs métallurgique, industriel, minier, ainsi que dans l'agriculture entre la région du Baïkal et la Volga. G.M. Mendikulova, B.Zh. Atantaeva, *Istorija migratsij mezhdou Kazakhstanom i Kitaem v 1860-1960-e gody*, Almaty, Saga, 2008, pp. 130-131 ; en avril 1916, le ministre de l'Agriculture Naumov estime à 100.000 les besoins en main-d'œuvre immigrée pour le seul secteur de l'armement : Sh.A. Tagieva, *op.cit.*, 1956, p. 23.

¹²⁶² Des registres ultérieurs de migrants révèlent l'essor des migrations de travail depuis l'Anatolie orientale vers la Russie en 1916. Liste de citoyens turcs rapatriés en 1923, AARSA, f. r-77, op. 1, d. 31, ll. 21-26.

¹²⁶³ La Société industrielle et métallurgique du Caucase obtient à la fois de faire venir des Persans et 1.220 Ouzbeks d'Asie centrale : Sh.I. Basilaja, *op.cit.*, 1968, p. 278 ; en novembre 1916, la société de pêche sur la Caspienne *Rybak* demande l'autorisation de recruter 12.000 migrants : télégramme du gouverneur L.V. Potulov à la chancellerie du vice-roi, 15 (28) novembre 1916, STsSSA, f. 13, op. 12, d. 517, l. 1 ; sur les difficultés du secteur industriel et minier en Géorgie : lettre du Comité industriel du Caucase au gouverneur de Batoumi, 8 décembre 1916, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 756, l. 31 ; Tofiq Vəliyev, *Imperializm dövründə Azərbaycan sənayesi və proletariatu*, Bakou, Elm, 1987, p. 145.

¹²⁶⁴ La crainte de la déportation en Sibérie constitue une angoisse particulièrement vivace parmi les migrants persans, à en croire les rapports russes. Télégramme du ministère des Affaires étrangères russe au fonctionnaire

dirigé par ‘Ayn ed-Dovleh – russophile notoire – et son remplacement par un cabinet dirigé par le germanophile Mostovfi ol-Mamâlek sont immédiatement suivis d’un exode de travailleurs de Bakou : les gouverneurs des provinces frontalières rapportent cette série de départs et les difficultés qui s’ensuivent pour les secteurs industriel, minier et commercial¹²⁶⁵. Pour la diplomatie iranienne, les besoins accrus de l’Empire russe constituent un moyen de renforcer son contrôle sur les migrations. Une note du 6 avril 1916 de l’ambassade persane à Petrograd exige que des copies des contrats individuels et collectifs signés par les travailleurs migrants soient envoyées aux postes consulaires au Caucase, afin qu’ils en vérifient la bonne application et puissent défendre les droits des migrants¹²⁶⁶. Ces exigences réagissent à la forte précarité des migrants iraniens, accentuée par la guerre : les journaux se font l’écho de la misère des travailleurs et de leur faible capacité à défendre leur droit dans un Caucase en crise¹²⁶⁷.

Les circulations entre anciens espaces impériaux sont ainsi fortement modifiées du fait des occupations, sans que ces changements revêtent un caractère systématique ou planifié. Leurs évolutions constituent un révélateur des apories et incertitudes d’une politique qui se cherche des objectifs clairs. Les impératifs de l’effort de guerre poussent dans le sens d’une intégration économique et d’une facilitation des circulations pour maximiser les ressources à disposition. Les populations elles-mêmes ne sont jamais loin de cette question. Ainsi, le consul américain à Trabzon rapporte le 18 août 1916 la confusion qui annonce la diffusion d’une annonce trilingue du commandant de la ville, le général Shvarts, dans le journal hellénophone *Pharos* (figure 48). Les habitants croient comprendre que leur région a été annexée à la Russie et qu’ils sont devenus « sujets » de l’empire. L’excitation ne retombe que lorsque les autorités font savoir que les termes utilisés ont été mal interprétés¹²⁶⁸. Mais ces

pour les relations diplomatiques du vice-roi, 28 novembre (11 décembre) 1915, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 5158, l. 1 ; les sujets persans dans l’Empire ottoman ont des craintes très proches et beaucoup retournent en Iran : Han Melik Sasanî, *Payitahtın Son Yıllarında Bir Sefir*, Istanbul, Klasik, 2006 (1966 pour l’édition originale persane), pp. 77-79 ; rapport de l’ambassade austro-hongroise à Constantinople, 18 décembre 1915, HHStA, PA I 944.

¹²⁶⁵ Rapport du gouverneur d’Elisavetpol au vice-roi du Caucase, 8 décembre 1915, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 5158, l. 5 ; à Bakou, la rumeur court parmi les migrants persans que les Allemands recrutent des soldats en Perse « et paieraient ceux qui acceptent de s’enrôler entre quarante et cinquante roubles-or par mois ». Lettre du gouverneur de Bakou au vice-roi, 12 (25) décembre 1915, *Ibid.*, l. 4.

¹²⁶⁶ Télégramme de l’ambassade iranienne à Petrograd au ministère des Affaires étrangères iranien, 21 Djomâdâ al-Avlâ 1333 (6 avril 1915), repris dans Nezâm’alî Dahnavî, *op.cit.*, 1383 (2004), p. 24.

¹²⁶⁷ Le journal *Kavkazskoe slovo* décrit le sort des migrants estropiés et indigents, abandonnés à leur sort dans les rues du quartier tatar de Tiflis : « Ces malheureux meurent dans la rue aux pieds de centaines et milliers de passants, aux yeux de tous, sur le trottoir, emportés par une mort lente et effrayante, de faim et de maladie ». Reproduction d’un article de *Novoe Vremja* du 18 décembre 1916, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), Russland, R 11041.

¹²⁶⁸ La version russe indique que tous les habitants de la région, quelle que soit leur appartenance ethnique et religieuse, sont entrés « sous la sujétion [*poddanstvo*] russe », ce qui a été traduit en grec par *upèkootèta* et en turc par *tâbiyet*. Annonce trilingue parue dans le journal pontique *Pharos*, 18 août 1916, en annexe du rapport du

politiques d'ouverture et d'intégration se heurtent simultanément à la crainte d'une subversion de ce nouvel espace transfrontalier. Subversion économique, comme on l'a vu, à travers le problème de la contrebande, intensifié par les mesures de restriction du commerce¹²⁶⁹. Subversion sociale et politique, car les territoires occupés servent d'abri à des individus recherchés au Caucase russe¹²⁷⁰. Subversion militaire aussi. Les états-majors tsaristes ne bruissent-ils pas au cours de l'année 1916 de rumeurs sur l'apparition de sous-marins allemands en mer Noire et même en Caspienne, qui viendraient délivrer clandestinement du matériel et des agents, en profitant du relâchement des contrôles¹²⁷¹ ? Les ambassades allemande et austro-hongroise à Téhéran ne multiplient-elles pas les actions clandestines destinées à fomenter des troubles à la frontière du Caucase russe et en Asie centrale¹²⁷² ? Des réseaux clandestins existent bien pour aider les prisonniers de guerre de ces deux pays à fuir par les frontières méridionales de l'empire russe et l'arrivée du nouvel ambassadeur allemand, Nadolny, en septembre 1916, voit la multiplication de ces plans de subversion¹²⁷³.

b) L'investissement multiple des territoires occupés

L'existence de telles contradictions rend les politiques tsaristes d'occupation susceptibles d'influence et de modification par des acteurs divers, qui voient dans l'occupation une opportunité pour poursuivre leurs propres objectifs. Cette opportunité se présente à deux groupes principaux. D'une part, aux populations des territoires occupés, qui peuvent trouver dans la recomposition politique et économique entraînée par la présence russe un avantage direct. D'autre part, à un ensemble d'institutions étatiques ou non de l'Empire tsariste, qui voient dans les territoires conquis un espace possible de développement de leurs

consul américain à Trabzon à l'ambassadeur Morgenthau, 25 août 1916, reproduit dans Ara Sarafian (éd.), *op.cit.*, 1994, p. 35 ; sur l'usage du concept de *poddannyj* dans l'Empire tsariste, Austin Jersild, *op.cit.*, 2002, pp. 17-19.

¹²⁶⁹ B.D. Gal'perina (dir.), *Sovet ministrov rossijskoj imperii v gody pervoj mirovoj vojny. Bumagi A.N. Jakhontova*, Saint-Pétersbourg, Dmitrij Bulanin, 1999, p. 321 ; les bateliers lazès profitent pleinement de cette réunification de la mer Noire, comme le pressent G. Veshapeli, *Turetskaja Gruzija. Lazistan, Trapezund i Chorokhskij kraj*, Moscou, Tipografija Kilenovskij i K^o, 1916, pp. 31-32.

¹²⁷⁰ Le bolchevik P. Dzhaparidze parvient à fuir le bagne devenir employé du Croissant-Rouge à Trabzon : Mikhail Tsertsvadze, *Revoljucionnoe dvizhenie v Gruzii v 1914-1917 godakh, Ch. I*, Moscou-Tbilissi, Tbilisskij Institut Inzhenerov Zhel.Dor. Transporta imeni V.I. Lenina, 1957, p. 277.

¹²⁷¹ Rapport du chef de la garde-frontière caucasienne, 7 (20) juillet 1916, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 78, ll. 12-13 ; sur les confusions engendrées par ces craintes, voir le dossier STsSSA, f. 153, op. 1, d. 3069 ; sur l'envoi d'agents depuis la Turquie par la mer Noire, Aygün Həşimova, *XX əsrin birinci yarısında Azərbaycan mühacirəti*, Bakou, Bilik, 1992, pp. 66-67.

¹²⁷² Touraj Atabaki, « Going East: The Ottomans' Secret Service Activities in Iran », in Id. (dir.), *Iran in the First World War. Battleground of Great Powers*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2006, pp. 33-37.

¹²⁷³ Wipert von Blücher, *Zeitenwende in Iran. Erlebnisse und Beobachtungen*, Biberach an der Riss, Koehler & Voigtländer, 1949, p. 62 ; Peter Jung, *op.cit.*, 1992, pp. 78-79 ; sur la fuite spontanée et organisée de soldats austro-hongrois depuis le Caucase et l'Asie centrale, un dossier très complet se trouve dans HHStA, PA I 939.

activités. On peut bien sûr penser à la question de l'exploitation économique des territoires occupés, qui constitue un thème classique de l'historiographie¹²⁷⁴. Mais il faut d'emblée souligner que la présence russe en Anatolie orientale ne s'accompagne que d'une exploitation des plus réduites. Le développement économique très limité de la région et les destructions de la guerre ne laissent sur place un capital productif amoindri. A l'inverse, l'occupation oblige l'Etat russe à consentir de lourds investissements, notamment pour mettre en place des infrastructures de transport capables d'approvisionner l'armée de campagne à l'intérieur du territoire ottoman¹²⁷⁵. La Russie finance aussi l'approvisionnement des populations occupées, très dépendantes de l'extérieur pour leur alimentation¹²⁷⁶. L'exploitation économique de la région reste donc, pendant les deux années de présence russe, un horizon plutôt qu'une réalité. Mais l'exploitation peut être autre, scientifique, culturelle et symbolique.

L'idée d'une subversion ou d'une utilisation de l'espace d'occupation par les populations occupées peut paraître en un sens comme un renversement de la relation de conquête. L'occupation est plutôt associée dans l'historiographie à l'idée d'exploitation par la puissance occupante. Mais les investissements russes offrent, dans le cas de l'Anatolie orientale, une opportunité sans précédent pour les populations d'une région très éprouvée. Les Russes développent un programme important de construction de routes et de voies ferrées dans le territoire conquis, afin de mettre un terme à leur dépendance excessive à des moyens de transport rudimentaires¹²⁷⁷. Dans son essai précité, Rohrbach écrivait déjà « qu'à peine l'Arménie passée aux mains des Russes une ligne de chemin de fer serait construite depuis Kars vers Erzincan, en passant par Erzurum, et une autre depuis Yerevan vers Bitlis, en longeant par le sud le lac de Van¹²⁷⁸ ». La politique tsariste de construction de voies ferrées s'inscrit dans la continuité des projets entrepris au Caucase même, où une voie ferrée longeant la mer Noire et une voie traversant la chaîne du Caucase sont mises en chantier à la veille de

¹²⁷⁴ Stephan Lehnstaedt, « Two Kinds of Occupation? German and Austro-Hungarian Economic Policy in Congress Poland », in Joachim Bürgschwentner, Matthias Egger, Gunda Barth-Scalmani (dir.), *op.cit.*, 2014, pp. 197-217 ; Reinhold Zilch, « Okkupation und Währung. Währungspolitik des Deutschen Reichs in den besetzten Gebieten von Belgien und Russisch-Polen 1914-1918 », in Eckart Schremmer (dir.), *Geld und Währung vom 16. Jahrhundert bis zur Gegenwart*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1993, pp. 229-244.

¹²⁷⁵ Nik Cornish, *op.cit.*, 2014, p. 62 ; cette absence d'infrastructures a elle-même été une des causes des difficultés de l'armée ottomane au début de la guerre. Tuncay Ögün, *Kafkas cephesinin I. Dünya savaşındaki lojistik desteği*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 1999 ; sur le cas des investissements dans la région entre Kars et Erzurum, ainsi qu'à Trabzon, voir Yakov Kefeli, *op.cit.*, 2013, pp. 20 et 129-131.

¹²⁷⁶ Cette situation est similaire à celle de la Belgique occupée, mais la Russie ne peut compter sur une institution financée par la philanthropie étrangère comme le *Committee for the Relief of Belgium*. Isabel V. Hull, *op.cit.*, 2005, p. 230.

¹²⁷⁷ Outre les unités de transport de l'armée elle-même, le commandement caucasien réquisitionne les sectaires de la région – doukhobors et mennonites – qui sont objecteurs de conscience mais sont spécialisés dans le transport. A.A. Tatishchev, *Zemli i ljudi. V gushche pereselencheskogo dvizhenija (1906-1921)*, Moscou, Russkij Put', 2001, pp. 237-238 ; Yakov Kefeli, *op.cit.*, 2013, p. 22.

¹²⁷⁸ Paul Rohrbach, *op.cit.*, 1915, p. 57.

la guerre¹²⁷⁹. Pour la population des territoires occupés, ces initiatives russes mettent un terme à l'interdit qui pesait sur la construction d'infrastructures de ce type à la veille de la guerre, en raison des rivalités européennes sur l'Empire ottoman¹²⁸⁰.

En un an et demi, l'armée tsariste réussit à mettre sur place des infrastructures importantes. Le journaliste allemand Paul Weitz, qui visite la région en juin 1918, constate la présence sur près de cent soixantes kilomètres, entre Sarikamış et Erzurum, d'une nouvelle voie ferrée¹²⁸¹. En dépit d'une topographie heurtée, viaducs, tunnels et stations d'approvisionnement en charbon permettent la circulation des trains. Un second axe est également mis en chantier, le long de la côte, entre Batoumi et Trabzon. Cet axe est stratégique car le port de Trabzon ne peut accueillir les tonnages les plus importants, en dépit de la construction d'un port artificiel à partir de navires coulés (*figure 49*), mais il est aussi le fruit du lobbying durable des industriels et commerçants de Batoumi¹²⁸². Ces différents projets représentent des sources d'emploi pour la population des territoires conquis, qui ne peuvent à notre sens être comparés avec les formes de travail forcé appliquées dans d'autres régions occupées en Europe¹²⁸³. Une partie des travaux est bien réalisée sur la base d'une mobilisation contrainte de la main-d'œuvre, mais cet encadrement du travail ne peut être réduit à une forme d'esclavage : les salaires offerts sur les chantiers de l'armée tsariste apparaissent attractifs, eu égard à la pauvreté qui règne dans la région, et constituent une des sources d'emploi privilégiées pour les habitants du littoral¹²⁸⁴. Des entretiens avec des habitants de la région de Trabzon, rassemblés dans divers recueils linguistiques,

¹²⁷⁹ Compte rendu du conseil des ministres russe, 2 (15) juin 1911, reproduit dans B.D. Gal'perina (éd.), *Osobyje zhurnaly Soveta ministrov Rossijskoj imperii : 1911 god*, Moscou, ROSSPEN, 2002, pp. 227-233 ; lettre de Vorontsov-Dachkov à Nicolas II, 26 janvier (8 février) 1911, reproduit dans V.P. Semennikov (éd.), *op.cit.*, 1928, pp. 113-115.

¹²⁸⁰ Sur les tractations jusqu'à la veille de la guerre autour des projets ferroviaires, Murat Bardakçı (éd.), *Mahmud Şevket Paşa'nın Sadaret Günlüğü*, Istanbul, Kültür Yayınları, 2014, pp. 80 et 262.

¹²⁸¹ Correspondance du journaliste Paul Weitz pour la *Frankfurter Zeitung*, 20 juin 1918, repris dans Wolfgang Gust (éd.), *Der Völkermord an den Armeniern 1915-16. Dokumente aus dem Politischen Archiv des deutschen Auswärtigen Amts*, Springe, Zu Klampen Verlag, 2005, p. 574 ; rapport de l'ambassade austro-hongrois à Constantinople, 2 octobre 1916, HHStA, PA I 946.

¹²⁸² Sur la gestion de ce projet par la vice-royauté et les tensions avec le gouvernement central : notes relatives à la réunion du conseil des ministres du 21 juin 1916, dans B.D. Gal'perina (dir.), *Sovet ministrov...*, 1999, p. 343 ; protocole de la commission de raccordement de la voie Trabzon-Batoumi avec le réseau ferré caucasien, 24-25 janvier (6-7 février) 1917, AARSA, f. i-6, op. 1, d. 896, ll. 4-6.

¹²⁸³ Sur le *Spottlohn* payé aux Italiens du Nord occupés par les Austro-Hongrois dans le cadre du travail forcé, Tamara Scheer, *op.cit.*, 2009, pp. 153-154 ; ce travail forcé peut être accompagné de déplacements, comme dans le cas des Belges : Isabel V. Hull, *op.cit.*, 2005, pp. 235-237.

¹²⁸⁴ Fahrettin Kırzioğlu cite un *destan* qui aurait été composé par un travailleur forcé sur la route Kağızman-Kars : Fahrettin Kırzioğlu, *Edebiyatımızda Kars*, Istanbul, Işıl Matbaası, 1958, pp. 111-112 ; Stephan Lehnstaedt souligne pour sa part qu'un travail contraint, même rémunéré, doit être considéré comme une violence de guerre, « Two Kinds of Occupation... », in Joachim Bürgschwentner, Matthias Egger, Gunda Barth-Scalmani (dir.), *op.cit.*, 2014, p. 216.

ethnographiques ou historiques, contiennent de nombreuses références aux gains matériels assurés par la présence russe¹²⁸⁵.

Plus encore que le gros de la population, ce sont bien sûr les intermédiaires locaux de l'occupation qui tirent le plus grand profit de la présence russe. Dans le cas de la construction ferroviaire et routière, les chantiers russes bénéficient à des entrepreneurs de travaux locaux, chrétiens ou musulmans, qui prennent en charge le recrutement et le paiement des ouvriers¹²⁸⁶. Parmi ces intermédiaires, ceux qui disposent d'une expérience antérieure de relations avec la Russie et qui maîtrisent le russe sont particulièrement bien placés. Les anciens travailleurs migrants peuvent devenir à l'échelle locale des intermédiaires de l'administration militaire russe, ce qui leur assure une promotion sociale et économique significative¹²⁸⁷. S'ils servent d'intermédiaires administratifs, ils peuvent aussi trouver à agir dans le domaine économique. Aux côtés des travaux de construction, les autorités russes lancent aussi plusieurs projets d'exploitations de matières premières, en lançant par exemple l'exploitation des massifs forestiers frontaliers de l'Adjarie et du Lazistan, pour répondre aux besoins du chantier ferroviaire¹²⁸⁸. Des fonds importants sont aussi attribués à la réparation des dégâts causés par les affrontements dans les villes. A Van, le missionnaire canadien Frederick William MacCallum décrit dès le printemps 1916 l'engagement financier considérable des Russes pour la reconstruction de la ville de Van, qui n'est plus qu'un champ de ruines¹²⁸⁹.

L'investissement étatique dans les territoires occupés ne constitue qu'une partie des intérêts qui se tournent vers la région. Ces territoires attirent en effet la curiosité de groupes divers. Les institutions scientifiques russes manifestent ainsi leur volonté d'organiser des expéditions d'étude et de collecte du patrimoine historique de ces régions, grâce à l'aide d'une administration spéciale attachée auprès du gouverneur-général de Turquie occupée¹²⁹⁰.

¹²⁸⁵ Témoignage de Mustafa Saral, du village de Cumapazarı, qui souligne : « Bize mukemmel bara verdi ruslär ». Bernt Brendemoen, *The Turkish Dialects of Trabzon. Their Phonology and Historical Development, Vol. II – Texts*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2002, p. 51 ; voir aussi deux témoignages dans Celal Topaloğlu, *Rize'nin kurtuluşu, 1916-1918*, Trabzon, pas d'éditeur, 2007, pp. 117-121.

¹²⁸⁶ Andrea Spyrinti, *op.cit.*, 1991, p. 35 ; la construction de la route littorale est organisée en tronçons confiés à différents entrepreneurs de travaux (*müteahhit*), chargés de recruter la main-d'œuvre : Mehmet Bilgin, Ömer Yıldırım, *op.cit.*, 1990, p. 407.

¹²⁸⁷ Mehmet Bilgin, Ömer Yıldırım, *op.cit.*, 1990, pp. 400-401.

¹²⁸⁸ Une note du début de l'époque soviétique revient sur ces créations à propos d'une scierie établie à Sarpi : Lettre du *Tsentrosojuz* au comité révolutionnaire-militaire de l'Armée du Caucase, 7 août 1922, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 1005, l. 82.

¹²⁸⁹ Rapport de Frederick William MacCallum, 23 mai 1916, reproduit par Ara Sarafian (éd.), *op.cit.*, 1994, pp. 158-161 ; sur les investissements à Trabzon, voir le rapport du consul austro-hongrois, 31 août 1918, HHStA, PA XXXVIII 371-23.

¹²⁹⁰ Dmitrij Starostin, « Trapezundskaja ekspeditsija 1916-1917 gg. », *Novejšhaja istorija Rossii/Modern History of Russia*, No. 3, 2014, pp. 283-291.

L'académicien Ouspenskij dirige en 1916 une expédition dans la région de Trabzon, qui vise à inventorier le patrimoine historique local (*figure 50*)¹²⁹¹. Halit Dünder Akarca a pu lier cette expédition à l'intérêt des autorités impériales de revendiquer un héritage hellénistique et de renforcer sa position dans le champ archéologique, qui représente un des domaines de la rivalité des puissances depuis le XIX^e siècle¹²⁹². La multiplicité et la « privatisation » des intérêts ne doivent cependant pas être négligées. De nombreuses expéditions sont ainsi organisées au cours de l'année 1916 à des fins scientifiques, botaniques ou géologiques, dans l'ombre desquelles se profile le problème de l'exploitation économique de la région. Ce lien est ouvertement établi dans un projet comme celui du botaniste Fedtchenko, directeur du jardin botanique impérial de Petrograd, ou dans les prospections minières lancées à la fin de 1916¹²⁹³. La transformation agricole de la région et l'exploitation des ressources du sous-sol anatolien attirent l'intérêt d'entreprises russes qui tentent d'envoyer leurs propre personnel. L'image qui se dégage de ces expéditions est celle d'une assez grande confusion, chaque institution tentant de lancer ses propres missions. Aux côtés de l'expédition de Fedtchenko, on trouve ainsi des expéditions organisées par le professeur Chichkin ou par le professeur Sapozhnikov, pour évaluer le potentiel de l'Anatolie intérieure¹²⁹⁴. Les conditions de travail éprouvantes se doublent d'un accueil parfois peu chaleureux des autorités d'occupation, qui finissent par prendre des mesures pour empêcher l'arrivée d'expéditions n'ayant pas reçu la sanction du gouverneur-général de Turquie occupée. Ces différentes expéditions constituent la partie émergée d'une réalité sociale : l'espace de quelques années, les territoires d'Anatolie occupée deviennent une terre d'aventure et d'opportunités pour les populations du Caucase russe¹²⁹⁵.

¹²⁹¹ Enver Uzun (éd.), *Rus hesabatlarında Trabzon (1916-1918)*, Trabzon, Mor Taka Kitaplığı, 2009, pp. 13-14 ; à Sürmene, des éléments artistiques d'un célèbre *konak* local (*Memiş Ağa Konağı*) sont envoyés au Caucase russe, Mehmet Bilgin, Ömer Yıldırım, *op.cit.*, 1990, p. 407 ; Ismail Kansız, Volkan Canalıoğlu, Veysel Usta, *1930-1940 yılları vilayet belgelerine göre Trabzon*, Trabzon, T.C. Trabzon Valiliği Yayınları, 1997, p. 21.

¹²⁹² Halit Dünder Akarca, *op.cit.*, 2014, pp. 151-196.

¹²⁹³ Voir le texte du projet établi par le botaniste Boris Fedchenko, directeur du jardin botanique impérial, reproduit dans V.G. Bukhert, « O plane nauchnoj ekspeditsii B.A. Fedchenko v Persiju i Turtsiju. 1916 god », *Vostochnyj Arkhiv*, No. 2 (28), 2013, pp. 28-31 ; le 25 janvier (7 février) 1917, le gouverneur de Turquie occupée Romanovskij-Roman'ko adopte un décret interdisant l'entrée de prospecteurs miniers sans autorisation : Stepan Akopjan, *op.cit.*, 1967, pp. 186-187.

¹²⁹⁴ Le professeur Sapozhnikov, de l'université de Tomsk, est envoyé par l'administration de la colonisation. Rapport préalable de l'expédition podologique et botanique du professeur Sapozhnikov, 16 (29) août 1916, HAA, f. 391, op. 6, d. 305, ll. 146-150, publié dans Ruben Saakjan, « Otchet professora V.V. Sapozhnikova o predvaritel'nom issledovanii nekotorykh rajonov Zapadnoj Armenii, zavoevannykh russkimi vojskami vo vremja Pervoj Mirovoj vojny », *Patma-banasirakan handes*, No. 1, 2014, pp. 239-244.

¹²⁹⁵ La reconstitution de trajectoires individuelles reste difficile et aléatoire. On découvre ainsi, au détour d'une lettre du général ottoman Karabekir, le destin d'une femme russe de Sarkamış qui décide d'aller travailler dans une auberge à Erzincan, après la conquête de la région. Lettre de Karabekir au commandement-en-chef ottoman, 21 février 1918, *Askeri Tarih Belgeleri Dergisi*, No. 85, Doc. 2030.

c) *Mobilisation et politisation d'un espace frontalier*

Véçu et investi, l'espace transfrontalier des occupations rend visibles des interactions permises par la guerre. Ces interactions résultent à la fois des politiques étatiques déployées dans la région et de l'influence exercée par des forces locales sur la nouvelle configuration. Cette articulation s'observe de la manière la plus directe dans la question de la mobilisation et de la politisation des sociétés en guerre. John Horne a pu définir la mobilisation, au-delà de la mobilisation des forces économiques et militaires, comme « l'engagement des nations belligérantes dans l'effort de guerre à la fois sur un plan culturel, par des représentations collectives et les systèmes de croyance et valeurs qui leur donnent naissance, et sur un plan organisationnel, à travers l'Etat et la société¹²⁹⁶ ». Les études relatives à la mobilisation, après avoir longtemps porté sur le thème de la propagande de guerre, se portent de plus en plus sur l'action des sociétés civiles, leur structuration et leur politisation. Dans une relation dialectique, la guerre voit à la fois l'augmentation de la sphère de l'Etat et de sa capacité à pénétrer dans la société, et un pouvoir accru des acteurs sociaux, qui découle de l'ouverture d'une sphère publique où leur contribution est sollicitée pour participer à l'effort de guerre¹²⁹⁷. Le lien entre mobilisation, politisation et nationalisation des sociétés s'avère particulièrement périlleux dans le cas des empires multiethniques qui se trouvent confrontés au risque d'une bifurcation entre patriotisme impérial et tendances nationalistes¹²⁹⁸.

L'espace caucasien pose de manière aiguë cette contradiction potentielle des mobilisations. Nous avons vu que les craintes de non mobilisation ou de mobilisation au profit de l'ennemi de certains groupes représentent une des légitimations majeures des violences de masse contre les populations civiles de cet espace. A cet égard, l'Empire tsariste apparaît plus capable de provoquer une mobilisation de ses minorités ethniques et religieuses. Ses autorités militaires sont de manière générale peu désireuses de faire combattre des recrues caucasiennes sur les champs de bataille régionaux, en raison de la crainte de trahison ou, plus prosaïquement, de défection¹²⁹⁹. Mais la participation des peuples du Caucase est illustrée par le recrutement de plusieurs unités ethniques. Les brigades de volontaires arméniens, bien sûr,

¹²⁹⁶ John Horne, « Introduction: mobilizing for 'total war', 1914-1918 », in John Horne (dir.), *State, Society and Mobilization in Europe during the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 1.

¹²⁹⁷ Mehmet Beşikçi, *op.cit.*, 2012, p. 1 ; Beşikçi s'appuie en particulier sur l'intéressant article de Geoff Eley, « War and the Twentieth-Century State », *Daedalus*, Vol. 124, No. 2, Printemps 1995, pp. 155-174.

¹²⁹⁸ John Horne décrit cette relation en terme de « souscription » de l'effort de guerre par d'autres formes de mobilisations : « Such specific social solidarities, especially where they linked with local or national political structure, were capable of strongly underwriting the mobilization process ». John Horne, *op.cit.*, 1997, p. 9.

¹²⁹⁹ Joshua A. Sanborn, *Drafting the Russian Nation. Military Conscription, Total War, and Mass Politics, 1905-1925*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2003, pp. 68-71.

mais aussi des unités de cavalerie recrutés parmi les montagnards et musulmans de la vice-royauté¹³⁰⁰. Ces cinq régiments de cavalerie, passés à la postérité sous le nom de « Division sauvage », sont placés sous l'autorité du grand duc Mikhail Aleksandrovich, frère de Nicolas II, et donnent l'occasion aux élites musulmanes de manifester leur fidélité au pouvoir tsariste en contribuant généreusement à leur financement¹³⁰¹. La dimension ethnique de la mobilisation apparaît donc présente dès les débuts de la guerre, mais se combine avec une mobilisation civique de la société. Des comités d'aide aux victimes de la guerre sont ainsi créés et les deux grandes unions panrusses de mobilisation de la société civile, celle des villes russes et celle des zemstvos, s'implantent dans la région dès les débuts du conflit¹³⁰².

L'évolution croissante de cette mobilisation vers des formes de nationalisation doit beaucoup au déroulement de la guerre et aux facteurs parallèles que constituent l'afflux de réfugiés sur le sol de la Transcaucasie et la conquête de territoires en Anatolie ottomane. Comme le rappellent les travaux de Peter Gatrell, le phénomène des réfugiés bouleverse la société tsariste plus qu'une autre, parce qu'elle constitue la base sur laquelle se construit une société civile critique du pouvoir, ainsi que parce qu'elle active des logiques nationales et ethniques de solidarité¹³⁰³. L'Union panrusse des zemstvos et l'Union panrusse des villes deviennent à partir de l'été 1915, lorsque ont lieu les retraites du front européen et de Van, des institutions majeures de mobilisation civile et d'aide aux victimes de la guerre, aux blessés et aux réfugiés¹³⁰⁴. Jusqu'en 1917, ce sont près de 300.000 réfugiés arméniens qui se répandent en Transcaucasie¹³⁰⁵. L'Etat ne gère directement qu'une partie très réduite de l'aide

¹³⁰⁰ Sur la rencontre entre mobilisation impériale et mobilisation nationale dans les brigades arméniennes, Aleksandra Bakhturina, *op.cit.*, 2004, pp. 214-215.

¹³⁰¹ Shâmîl Djavânsîr, *Man az changâl-e Estâlin firâr kardam. Gushehâyî az sargozasht-e panâhandegân-e Qafqâzî dar Irân, 1300-1323 shamsî*, Téhéran, Pardîs Dânesîh, 1392 (2013), pp. 16-17 ; Rapport du consul persan à Bakou au consul-général à Tiflis, 1^{er} dhu l-Qa'da 1332 (21 septembre 1914), Mohammad Nâdir Nasîrî Moqaddam (éd.), *GADKh*, 1384 (1995), pp. 16-17.

¹³⁰² « Paterazmits' vnasvatsnerin ôgnogh kovkasjan komiteti kochë », *Mshak*, No. 173, 8 (21) août 1914, p. 1 ; protocole de la réunion du comité de Kars d'aide aux victimes de la guerre, 24 septembre (7 octobre) 1914, STsSSA, f. 519, op. 1, d. 4, ll. 23-24, reproduit dans *APMV*, 2014, pp. 305-307 ; Shota Basilaja, « Zemskij sojuz i sojuz gorodov Zakavkaz'ja v gody pervoj mirovoj vojny », *Sakartvelos SSR Metsnierebata Ak'ademiis Moambe*, No. 5, 1964, pp. 21-40.

¹³⁰³ Peter Gatrell, *A Whole Empire Walking. Refugees in Russia During World War I*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 1999, pp. 5-6 ; Ibid., « War, Population Displacement and State Formation in the Russian Borderlands, 1914-1924 », in Nick Baron, Peter Gatrell (dir.), *Homelands. War, Population and Statehood in Eastern Europe and Russia, 1918-1924*, Londres, Anthem Press, 2004, pp. 10-34.

¹³⁰⁴ Peter Gatrell, *op.cit.*, 1999, pp. 33-39 ; Olga Pichon-Bobriniskoy, « Action publique, action humanitaire pendant le premier conflit mondial », *Cahier du monde russe*, Vol. 46, No. 4, 2005, pp. 673-698 ; sur le cas caucasien, voir par exemple les rapports du comité de Batoumi d'aide aux réfugiés, AARSA, f. i-6, op. 1, d. 795.

¹³⁰⁵ A. El'chibekjan, *Armenija nakanune Velikogo Oktjabrja*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1963, p. 17.

aux réfugiés et la plupart des fonds qu'il octroie transite par ces institutions¹³⁰⁶. Aux côtés de ces institutions ethniquement neutres, où sont représentées les élites urbaines de la région, des organismes nationaux jouent un rôle croissant dans l'aide. La mobilisation de ces organismes est bien vue par les autorités, car elle apparaît comme un moyen d'intégration et de rédemption pour des mouvements nationaux avec lesquels le régime tsariste était parfois en délicatesse avant la guerre. Pour les Arméniens, la mobilisation autour du Bureau arménien de Tiflis et du Comité national arménien de Moscou représente une forme de rédemption et d'acceptation par le tsarisme. Les organisations nationales arméniennes apportent une partie importante de l'aide aux réfugiés de 1915.

Si l'intégration du patriotisme arménien dans un patriotisme impérial apparaît d'abord facile, la situation des musulmans du Caucase est plus complexe. Leurs affirmations initiales de loyauté ont traversé les épreuves de la déportation des musulmans accusés de collaboration avec l'ennemi. Elles doivent aussi faire face à la discrimination qui concerne les réfugiés musulmans au Caucase, que plusieurs travaux ont désormais étudiée. L'administration civile et militaire du Caucase refuse au cours de l'année 1915 d'intégrer les réfugiés musulmans dans l'aide publique, au motif qu'ils ne fuieraient pas les Ottomans¹³⁰⁷. Plusieurs notables et députés musulmans, comme Djafarov, font valoir l'iniquité de cette exclusion et demandent une révision de la situation à partir du début de 1916. Le 13 avril 1916, l'adjoint aux affaires civiles du vice-roi, Orlov, écrit au général Youdenitch pour savoir s'il estime opportun d'inclure les musulmans dans la catégorie des réfugiés, mais la réponse reste négative¹³⁰⁸. Face à cette indifférence des autorités, les organisations civiles musulmanes se mobilisent : depuis le début de 1915 la société de bienfaisance de Bakou, qui reçoit de généreux versements des élites pétrolières de la ville, étend son réseau en Transcaucasie occidentale pour venir en aide aux réfugiés du début de la guerre¹³⁰⁹. A partir du printemps 1916, le représentant de la société de bienfaisance de Bakou, Hüsrev Sultanov, entre en correspondance avec le chef de l'administration des réfugiés, Tamamshev, pour qu'il

¹³⁰⁶ Une circulaire du 29 mai (11 juin) 1916 de la vice-royauté appelle à limiter à 15-20 kopeks par individu et par jour l'aide aux réfugiés et à confier toute aide supplémentaire à la bienfaisance civile. Makich' Arzumanyan, *op.cit.*, 1969, p. 470.

¹³⁰⁷ Halit Dündar Akarca, *op.cit.*, 2014, pp. 112-113.

¹³⁰⁸ Lettre d'Orlov à Youdenitch, 13 avril 1916, STsSSA, f. 520, op. 1, d. 32, l. 5, citée par Halit Dündar Akarca, *Ibid.*, pp. 113-114 ; pour le cas particulier des réfugiés kurdes yézidis discuté en parallèle mais auquel une réponse favorable est donnée, voir les documents rassemblés par Dmitrij Pirbari, « Kak russkie pomogali ezidskim bezhentsam v 1914-1917 gg. », *Nērīna Nū*, No. 2, septembre 2011, p. 9.

¹³⁰⁹ Le 26 janvier (8 février) 1915, une réunion de la société de bienfaisance décide d'ouvrir plusieurs filiales au Caucase occidental : Betül Aslan, *op.cit.*, 2000, pp. 88-89 et 97-103.

soutienne l'élargissement de l'aide aux réfugiés. Avec son soutien, il parvient à obtenir de Youdenitch cet élargissement¹³¹⁰.

Ce revirement est en grande partie dû au changement de situation entraîné par la conquête des provinces d'Anatolie orientale. Avec cette conquête s'ouvrent des connexions imprévues qui contribuent à la structuration ethnique de la société civile caucasienne pendant les deux dernières années de la guerre, dans un véritable « effet-retour »¹³¹¹. C'est désormais l'aide aux conationaux des territoires occupés qui devient le leitmotiv de la mobilisation. En mer Noire, le comité arménien de Batoumi prépare dès février 1916 les mesures à prendre pour aider les Arméniens de Trabzon, en anticipation de la conquête de la ville, et envoie des représentants en arrière du front littoral, afin de répertorier les populations arméniennes à secourir¹³¹². Après la conquête, l'aide des organisations arméniennes aux Arméniens survivant en Anatolie orientale devient très importante¹³¹³. Les sociétés helléniques de bienfaisance, nombreuses sur le littoral russe de la mer Noire, prennent en charge l'aide aux Grecs du Pont et aident les réfugiés arrivés depuis 1915 à s'installer en Russie même¹³¹⁴. Les sociétés helléniques de Soukhoumi et Batoumi sont particulièrement actives dans l'aide financière au littoral pontique et connaissent une véritable floraison pendant la guerre¹³¹⁵. Cette « aide fraternelle », comme la dénomme l'esprit du temps, ne repose cependant pas sur des catégories évidentes : elle construit la relation de solidarité qu'elle invoque pour se justifier. La filiale de la Société de bienfaisance musulmane de Bakou établie à Erzurum après la conquête de la ville en fait l'expérience. Ses responsables rencontrent l'étonnement des locaux, qui voient en eux des Russes et ne comprennent guère l'identité « azérie » qu'ils revendiquent. Un habitant rapporte :

« La population n'avait jamais entendu parler jusqu'à cette époque d'une région appelée Azerbaïdjan [Azerbaycan diye bir memleket] ou de quelque chose comme les Turcs azéris. On

¹³¹⁰ Halit Dündar Akarca, *op.cit.*, 2014, pp. 115-118.

¹³¹¹ Ici s'impose la comparaison avec l'occupation de la Pologne qui avive en Autriche-Hongrie le débat sur les nationalités et l'équilibre entre Autriche et Hongrie. Damian Szymczak, *Między Habsburgami a Hohenzollernami. Rywalizacja niemiecko-austro-węgierska w okresie I wojny światowej a odbudowa państwa polskiego*, Avalon, Cracovie, 2009, pp. 78-79.

¹³¹² Lettre du prêtre Meljan à la chancellerie du catholicos Gevorg V, 26 février (10 mars) 1916, HAA, f. 57, op. 2, d. 1293, l. 101 ; lettre de Meljan au catholicos Gevorg V, 28 février (12 mars) 1916, HAA, f. 57, op. 2, d. 1293, l. 112.

¹³¹³ Lettre de Stapleton au consul américain à Tiflis, Smith, 21 mars 1916, *in* Ara Sarafian (éd.), *op.cit.*, 1994, pp. 155-156.

¹³¹⁴ Lettre du gouverneur de Koutaisi à l'inspection des douanes du Caucase, 7 (20) mai 1916, STSSA, f. 378, op. 4, d. 504, l. 9.

¹³¹⁵ Mehmet Bilgin et Ömer Yıldırım renvoient à des aides judiciaires et financières apportées aux Grecs de Sürmene par la communauté hellène de Batoumi. Mehmet Bilgin, Ömer Yıldırım, *op.cit.*, 1990, pp. 406-407.

les regardait avec méfiance. Ces jeunes azéris étaient des gens souriants et aimables. Ils essayaient d'expliquer aux gens qui ils étaient, saluaient et faisaient la conversation à ceux qu'ils croisaient, jeunes ou vieux¹³¹⁶. »

La mobilisation transfrontalière apparaît donc comme un facteur de construction de solidarité sur des lignes ethniques et religieuses, par un contact direct que l'occupation rend possible et légitime¹³¹⁷. Cette mobilisation ne se limite pas aux organismes de la société civile, puisque le contact active plus généralement les identités. On voit ainsi des officiers musulmans de l'armée russe contribuer à la fondation d'une filiale de la société de Bakou à Trabzon¹³¹⁸. De manière détournée, ce détour caucasien constitue un moment d'éveil pour d'autres groupes ethniques. Dans ses mémoires, l'Ukrainien Lev Bykovs'kyj souligne le nombre important de « Petits Russes » et de « Russes du Sud » parmi les militaires et administrateurs dans la province de Trabzon, ce qui contribue à renforcer une identité régionale¹³¹⁹. Bykovs'kyj est frappé par le facteur ethnique, omniprésent à ses yeux. Il remarque ainsi que le personnel subalterne, surtout recruté au Caucase, arrive en « habit national »¹³²⁰.

A partir de l'automne 1916, cette mobilisation nationale suscite cependant une certaine méfiance des autorités tsaristes. La mobilisation géorgienne en faveur des victimes de la guerre en Adjarie et dans le Lazistan ottoman se construit sur un imaginaire territorial national aux conséquences politiques éventuelles, d'autant que l'Allemagne continue à jouer la carte géorgienne¹³²¹. Les associations culturelles géorgiennes envoient dans les campagnes de

¹³¹⁶ Mémoires inédits de Refik Savaşçı, cités par Mevlüt Yüksel, « I. Dünya savaşı'nda Erzurum'un ilk işgal günleri », *A.Ü. Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi*, No. 37, 2008, p. 275 ; voir aussi Hacı Faruk Efendi Tellibeyzade, *op.cit.*, 2014, pp. 46 et 56-57.

¹³¹⁷ Sur les liens contradictoires avant la guerre de l'élite « tatare » azérie avec la Turquie et l'Iran, voir Ada Holly Shissler, *İki İmparatorluk Arasında. Ahmet Ağaoğlu ve Yeni Türkiye*, Istanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2005 (2003 pour la version anglaise).

¹³¹⁸ Mesut Çapa, Rahmi Çiçek, *Yirminci Yüzyıl Başlarında Trabzon'da Yaşam*, Trabzon, Serander, 2004, pp. 101-102 ; sur ce point, voir le témoignage de Sadi Selçuk, *Esaretin Acı Hatıraları ve 37. Kafkas Tümeni Trabzon Düşmandan İstirdadı*, Konya, Ülkü Matbaası, 1955 ; nous n'avons pas pu consulter l'article de Mecit Haşımoğlu, « Bakü İslam Cemiyet-i Hayriyesi ve Oltu Milli İslam Komitesi », *Tarih Yolunda Erzurum Dergisi*, No. 2, mars 1959, pp. 13-22.

¹³¹⁹ Le recrutement de Bykovs'kyj est une preuve supplémentaire du fonctionnement peu centralisé des affectations sur le front caucasien. Il est recruté à l'été 1916 par un ingénieur envoyé à Petrograd depuis le front caucasien pour débaucher des ingénieurs militaires. Lev Bykovs'kyj, *Na Kavkaz'ko-turets'komu fronti. Spomyiny z 1916-1918 rr.*, Winnipeg-Denver, Research Institute of Volhyn, 1968, p. 13.

¹³²⁰ *Ibid.*, p. 32.

¹³²¹ De nombreux articles paraissent dans la presse géorgienne sur les régions de « Géorgie musulmane » à partir du début de 1916 : voir par exemple « Samahmediano Sakartvelo (uk'vdavi sakme) », *Sakhalkho Purtseli*, 3 (16) juin 1916, No. 589, p. 3 ; on trouve aussi le terme « d'ancienne Géorgie » : Enver Uzun (éd.), *İşgal yıllarında (1916-1917) Trabzon'da Rus Askeri Gazetesi Voennyi Listok (Makaleler Toplusu)*, Trabzon, pas d'éditeur, 2008, pp. 85-89 ; sur les craintes de l'administration tsariste face aux menées allemandes et aux tentatives persistantes de création d'unités irrégulières géorgiennes : lettre du gouverneur-général de Batoumi, Romanovskij-Roman'ko, 7 (20) mai 1916, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 765, l. 1, ainsi que le reste du dossier ; le bilan le plus

Batoumi et, à partir de 1916, au Lazistan oriental des enseignants géorgiens et quelques écoles géorgiennes sont ouvertes¹³²². Plusieurs délégations adjares se rendent au cours de l'année 1916 à Tiflis pour marquer les liens nouveaux tissés pendant la guerre¹³²³. Le gouverneur-général temporaire de Batoumi présente plusieurs rapports sur cet activisme de la Société géorgienne de bienfaisance et souligne sa volonté d'effacer le clivage religieux entre Géorgiens musulmans (les Adjars) et les Géorgiens orthodoxes, en posant le primat du facteur national¹³²⁴. Le déplacement de figures éminentes du menchevisme géorgien dans les régions frontalières – le député Chkhenkeli se rend ainsi plusieurs jours dans la région d'Artvin en octobre 1916 – est vu comme une confirmation de cette évolution politique des mouvements nationaux d'aide¹³²⁵. Cette inquiétude peut être nourrie par l'évolution des institutions non nationales d'aide que sont les unions des villes et des zemstvos, qui sont devenues au cours de l'année précédente des acteurs politiques importants¹³²⁶.

Le contact transfrontalier apparaît bien comme un élément de la production de nouvelles identités. Les rhizomes qui connectent territoires occupés, Iran du Nord et Caucase russe donnent naissance à des solidarités et connexions inexistantes auparavant, sur le modèle des processus étudiés par Peter Gatrell, dans les contacts entre les provinces occidentales et orientales de la Russie¹³²⁷. Cette production est particulièrement visible dans ce qui constitue sans doute la dernière forme majeure de circulation de guerre, celle des prisonniers de guerre. Le Caucase n'est pourtant pas un lieu de séjour de masse pour ces prisonniers. Les prisonniers de guerre ottomans sont de manière générale moins nombreux, environ 60.000 en Russie, contre 170.000 prisonniers allemands et 2,1 million de prisonniers austro-hongrois¹³²⁸. Sur ce

intéressant sur la « légion géorgienne » créée par les Ottomans et les Allemands est celui du consul austro-hongrois à Trabzon, 15 juin 1917, HHStA, PA I 947-K, f. 151.

¹³²² « Ach'arashi ts'amsvlel masts'avleblebs », *Sakhalkho Purtseli*, 25 février (9 mars) 1916, No. 511, p. 3.

¹³²³ « Mahmedian kartvelta ts'artmomadgenelni t'pilisishi », *Sakhalkho Purtseli*, 5 (18) mars 1916, No. 519, p. 3 ; pour un historique de ces relations, voir Oliver Reisner, « Integrationsversuche der muslimischer Adscharer in die georgische Nationalbewegung », in Raoul Motika, Michael Ursinus (dir.) *Caucasian Between the Ottoman Empire and Iran, 1555-1914*, Wiesbaden, Reichert Verlag, 2000, pp. 207-222.

¹³²⁴ Il reproche notamment aux Géorgiens de détourner l'argent mis à disposition par le comité Tatiana, afin de financer ces écoles nationales : lettre du gouverneur-général temporaire de Batoumi à la chancellerie du vice-roi, 6 (19) juillet 1916, STsSSA, f. 13, op. 27, d. 4521, ll. 1 et 3.

¹³²⁵ Il présente plusieurs projets de la Douma pour l'aide aux victimes de la guerre. Chkhenkeli se fait aussi l'intermédiaire des sociétés arméniennes à cette occasion, écrivant à Alexandre Khatisjan, maire de Tiflis, pour attirer son attention sur les Arméniens d'Ardanuch. Lettre du gouverneur de Batoumi à la chancellerie du vice-roi, 20 octobre (2 novembre) 1916, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 758, l. 3.

¹³²⁶ Bien qu'elles soient souvent des lieux de critique plus que de solution alternative crédible. Peter Holquist, *op.cit.*, 2002, pp. 38-39.

¹³²⁷ Il prend l'exemple des « Lettons » de Sibérie, dont l'identité commence à s'exprimer lorsqu'arrivent dans leur lieu de résidence des réfugiés conationaux. Peter Gatrell, *op.cit.*, 1999, pp. 141-142.

¹³²⁸ Heather Jones, « A Missing Paradigm? Military Captivity and the Prisoner of War, 1914-1918 », Matthew Stibbe (dir.), *Captivity, Forced Labour and Forced Migration in Europe during the First World War*, Abingdon-

total, moins de 20.000 sont incarcérés au Caucase, mais un nombre sans doute aussi important passe en transit vers les camps d'Asie centrale, de l'Oural et de Sibérie¹³²⁹. Ce transit constitue en lui-même une occasion de contact avec les populations locales. Les convois produisent une forte impression dans les villes et donnent lieu à des élans de solidarité des organisations musulmanes¹³³⁰. C'est à Bakou, où un camp de prisonnier est installé dans l'île voisine de Nargin, que l'effet de ce contact est le plus fort. Plusieurs milliers de prisonniers ottomans s'entassent sur cet îlot rocheux, dans des conditions déplorables qui attirent l'attention des organisations caritatives internationales, mais surtout de la population musulmane de la ville¹³³¹. Le journal *Açıq Söz*, qui paraît depuis 1915, insiste sur la nécessaire solidarité avec ces prisonniers et insiste sur l'identité « turque » commune¹³³². L'évasion de plusieurs groupes de prisonniers ottomans à la fin de l'année 1915 entraîne une enquête de la police de Bakou, qui soupçonne la Société de bienfaisance de Bakou et la nébuleuse civile qui l'entoure de contribuer à ces évasions¹³³³. Des témoignages récoltés au cours des mois suivants confirment l'existence de telles filières, bien qu'il ne faille probablement pas exagérer leur pouvoir¹³³⁴.

New York, Routledge, 2009, pp. 20-21 ; Reinhard Nachtigal, *Russland und seine österreichisch-ungarischen Kriegsgefangenen (1914-1918)*, Remshalden, Verlag Bernhard Albert Greiner, 2003, pp. 19-20.

¹³²⁹ Voir les témoignages de Husamettin Tuğaç, *op.cit.*, 1975 et Mehmet Arif Ölçen, *Vetluga Memoirs. A Turkish Prisoner of War in Russia, 1916-1918*, Gainesville, University Press of Florida, 1995, pp. 59-60 ; sur les chiffres, voir Nuri Köstüklü, « I. Dünya savaşında Rusya'nın Ukrayna ve diğer bölgelerindeki bütün savaş esirlerine dair bazı tespitler », *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, Vol. 83, juillet 2012, p. 4.

¹³³⁰ Nuri Köstüklü, *op.cit.*, juillet 2012, p. 5 ; sur l'effet des contacts de prisonniers de guerre avec la population civile, voir Tammy M. Proctor, *op.cit.*, 2010, pp. 64-65 ; sur l'impression générale produite, le journal *Russkoe slovo* écrit en janvier 1915 : « Des transports de troupes se succèdent sans fin. Des wagons de bestiaux et de marchandises sont remplis de Turcs, d'Arabes et de Kurdes. Certains disent qu'ils n'ont pas mangé pendant dix jours avant leur capture. Beaucoup sont malades. Ils meurent par dizaines sur la route ». Al'fina Sibgatullina, *op.cit.*, 2012, pp. 2812-2813.

¹³³¹ Voir le témoignage de Süleyman Nuri, *Çanakkale Siperlerinden TKP Yönetimine Uyanan Esirler*, Istanbul, Tüstav, 2002, pp. 154-157 ; Elsa Brändstörn, *Unter Kriegsgefangenen in Russland und Sibirien 1914-1920*, Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte, 1922, p. 64.

¹³³² Məryəm Oruclu, *Azərbaycanda və mühacirətdə Müsavat Partiyasının Fəaliyyəti (1911-1992)*, Bakou, Azərənəsr, 2001, p. 39.

¹³³³ Voir le rapport du chef de la police de Bakou, Roudenko, le 16 avril 1916. Il mentionne notamment un Comité des étudiants musulmans du Caucase qui aiderait les fugitifs. Betül Aslan souligne également l'existence de complicités dans les campagnes de la province de Bakou, sur les chemins menant vers la Perse. Betül Aslan, « I. Dünya savaşı esnasında Nargin adası'nda Türk esirler », *A.Ü. Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi*, No. 42, 2010, pp. 294-295 ; Betül Aslan, *op.cit.*, 2000, pp. 162-163.

¹³³⁴ Sur les modalités d'évasion des soldats et officiers turcs et la notoriété d'une « filière bakinoise », voir l'interrogatoire du sous-officier Mustafa Zekeriya, 25-29 janvier (7-11 février) 1916, STsSSA, f. 153, op. 1, d. 3015, ll. 320-331.

Il était possible de craindre *a priori* que la Première Guerre mondiale marque une interruption absolue aussi bien pour l'espace transfrontalier caucasien que pour la diplomatie frontalière étudiée jusqu'à présent. La violence d'Etat lancée contre les populations minoritaires et frontalières, en particulier dans l'Empire ottoman, marque sans conteste une rupture avec la période précédente. La guerre commence par suspendre les circulations et enrayer les mécanismes de coopération entre administrations voisines. Mais il n'y a pas là une césure qui rendrait impossible – ou artificielle – une intégration de la période à notre étude. Le hasard des armes, qui étend le contrôle territorial de la Russie à l'Anatolie orientale et à de vastes régions de Perse du Nord, crée en effet une opportunité sans précédent pour la reprise de circulations entre les empires. En bouleversant les frontières politiques, administratives et économiques antérieures, le conflit crée des possibles : alors que son horizon reste incertain, de nouveaux réseaux se tissent et des acteurs étatiques et privés investissent un espace transimpérial, dont le statut reste flou et différé. Dans l'organisation du nouvel espace, les autorités de la vice-royauté et du front caucasien exercent une influence décisive, tandis que les dirigeants de l'Empire tsariste sont occupés par le cours désastreux de la guerre en Europe centrale. La guerre confère à l'administration du Caucase tsariste une marge de manœuvre sans équivalent, en dépit de la rareté croissante des ressources financières et humaines. Elle est la matrice d'une réflexion sur les lieux du pouvoir, de la souveraineté et de la légitimité politique dans l'espace caucasien. La guerre apparaît ainsi comme une école d'émancipation pour une vice-royauté en délicatesse fréquente avec le pouvoir de Petrograd. Il importe de souligner les conséquences de ce mouvement sur les élites des territoires occupés, associées à l'exercice du pouvoir et exposées directement aux évolutions du Caucase tsariste, dans le sens d'un renforcement des identités nationales par la mobilisation de guerre. L'intensification de connexions et d'échanges entre anciens espaces impériaux permet de comprendre l'impact transnational que revêt la révolution de 1917 dans la région.

Chapitre 5. Le territoire suturé des indépendances

Au cours d'une conférence interministérielle spéciale, organisée par le *Foreign Office* le 6 mars 1919, Lord Curzon reconnaît son impuissance à proposer un tableau clair de la situation au Caucase. Considérant que cette situation est « si compliquée » (*so intricate*) qu'elle ne se prête pas à une analyse synthétique, il organise son exposé selon un principe territorial, traitant successivement des régions de Batoumi, de Kars, de « l'Arménie russe », de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, du Daghestan et de la Caspienne¹³³⁵. « On n'y voit rien », aurait pu dire Curzon, et l'historien qui tente rétrospectivement d'analyser la période ouverte par la révolution russe de 1917 est confronté à la même difficulté face à la prolifération des événements. Cette prolifération se lit dans le rythme effréné des événements politiques, diplomatiques et militaires qui se suivent en quelques années. A la crise du pouvoir tsariste au cours de l'année 1917 succède une offensive militaire ottomane, qui débouche sur de vastes conquêtes au Caucase du Sud au cours de l'année 1918. Ces conquêtes entraînent la proclamation d'indépendance de l'ancienne Transcaucasie russe, le 22 avril, avant qu'elle ne s'effondre à son tour et ne donne naissance à trois républiques indépendantes à la fin de mai 1918¹³³⁶. Cette chute ouvre la période des indépendances proprement dite, riche en conflits internes. Mais l'histoire diplomatique et militaire n'offre qu'un regard parcellaire sur les réalités socio-politiques de la période. Derrière les revendications territoriales des républiques, les cartes établies pour la Conférence de la Paix, à Paris, ou les conflits frontaliers multiples se cachent des réalités sociales et économiques, des trajectoires individuelles et collectives qui tentent de faire sens des nouveaux découpages de l'espace, les produisant et les subvertissant à la fois.

¹³³⁵ Minutes de la conférence interministérielle sur les affaires du Moyen-Orient, 6 mars 1919, TNA, FO 371/3661, ff. 382-383 ; il s'agit d'une formation de l'*Eastern Committee* créé en mars 1918 pour superviser les affaires politiques du Moyen-Orient arabe jusqu'à l'Afghanistan, en passant par le Caucase, la Perse et le Turkestan : Cyrus Ghani, *Iran and the Rise of Reza Shah. From Qajar Collapse to Pahlavi Rule*, Londres-New York, I.B. Tauris, 1998, pp. 28-29.

¹³³⁶ Dietrich Geyer, *Die Sowjetunion und Iran. Eine Untersuchung zur Aussenpolitik der UdSSR im Nahen Osten*, Tübingen, Böhlau-Verlag, 1955, pp. 10-11 ; sur l'histoire militaire de la période, la description la plus exhaustive est fournie par A.B. Kadishev, *Interventsija i grazhdanskaja vojna v Zakavkaz'e*, Moscou, Voennoe Izdatel'stvo Ministerstva Oborony Sojuza SSR, 1960.

Quelles réalités recouvrent, en effet, les termes d'Etat, d'administration, de frontière ou d'armée dans des entités politiques fragiles, qui peinent à imposer un ordre territorial à des espaces et populations fondamentalement hétérogènes ? Les « héritages impériaux » constituent un champ historique à part entière, qui a connu des développements poussés dans le cas des études postcoloniales, mais aussi de l'histoire de l'Europe centrale ou du Moyen-Orient post-ottoman. Ce champ a pu s'intéresser à la fois aux conséquences immédiates de la chute des empires – par exemples les conflits ethniques des années 1990 après l'effondrement du bloc de l'Est ou les conflits postcoloniaux – et aux conséquences à plus long terme, sur les structures et institutions des sociétés¹³³⁷. Dans le cas caucasien, l'écriture de la période des indépendances comme ensemble d'histoires « nationales » des nouvelles républiques constitue un problème méthodologique pour l'écriture d'une histoire régionale de la sortie d'empire¹³³⁸. Car cette histoire est bien régionale, comme on voudrait le montrer ici. Si les sources disponibles poussent à l'écriture d'une histoire événementielle, diplomatique et militaire, on voudrait proposer une autre approche, en s'interrogeant sur la manière dont les élites caucasiennes se trouvent promues, dans un temps très court, à la tête de structures étatiques qui changent leur rang et leurs possibilités d'action¹³³⁹.

On partira ici du couple intérieur/extérieur évoqué dans le titre du chapitre. Il nous semble en effet que la période des indépendances et des guerres civiles – du côté russe surtout, mais aussi dans une certaine mesure en Iran et dans l'Empire ottoman – voit un brouillage très fort des distinctions frontalières et des démarcations entre l'espace intérieur des entités politiques et des espaces extérieurs. La période de la Guerre mondiale correspond, comme on l'a vu, à un premier moment de brouillage, mais elle conserve néanmoins une classification des espaces. Avec la guerre civile et les indépendances, la situation se trouve renversée. D'anciennes frontières internes, à peine administratives, se trouvent promues au

¹³³⁷ Pour une histoire culturelle et intellectuelle des legs impériaux : Tea Sindbaek, Maximilian Hartmuth (dir.), *Images of Imperial Legacy. Modern Discourses on the Social and Cultural Impact of Ottoman and Habsburg Rule in Southeast Europe*, Berlin, LIT Verlag, 2011 ; pour une histoire politique, centrée sur l'URSS et sa chute, Alexander J. Motyl, *Imperial Ends. The Decay, Collapse, and Revival of Empires*, New York, Columbia University Press, 2001 ; sur la fin contemporaine de l'Empire habsbourg, voir la deuxième partie dans Richard G. Plaschka, Karlheinz Mack (dir.), *Die Auflösung des Habsburgerreiches. Zusammenbruch und Neuorientierung im Donauraum*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1970, pp. 318-495.

¹³³⁸ Il existe en effet une historiographie plus sociale, économique et intellectuelle des indépendances, mais elle est alors réduite le plus souvent au cadre d'un des Etats de l'ancien Caucase russe. On citera au cours de ce chapitre nombre de ces ouvrages. Pour le cas géorgien, on peut renvoyer à la présentation de la bibliographie en géorgien et en russe dans Stephen Jones, « Between ideology and pragmatism. Social democracy and the economic transition in Georgia, 1918-1921 », *Caucasus Survey*, Vol. 1, No. 2, avril 2014 ; la monographie la plus importante de cette histoire républicaine est celle de Richard G. Hovannisian consacrée à l'Arménie.

¹³³⁹ On a notamment été influencé par l'approche d'Aviel Roshwald, qui appelle à réévaluer le temps court dans le développement des projets nationaux au cours de la Première Guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre : Aviel Roshwald, *Ethnic Nationalism & the Fall of Empires. Central Europe, Russia & the Middle East, 1914-1923*, Londres-New York, Routledge, 2001, pp. 1-3.

rang de frontières d'Etats, s'accompagnant de mécanismes multiples de contrôle des circulations et des territoires. A l'inverse, les anciens fronts militaires entre Russie et Empire ottoman ou Russie et Iran, se trouvent désémantisés à partir de l'année 1918 en raison de l'effondrement russe. La guerre civile qui éclate dans l'ancien empire tsariste et les rivalités entre les républiques indépendantes confèrent en effet aux lignes de rupture internes une sensibilité que perdent les anciennes frontières internationales.

1. Les résonances frontalières d'une révolution

C'est dans l'espace créé par les occupations russes, à l'intersection des empires, que la révolution de février 1917 trouve un écho. La vice-royauté garde d'abord le silence, lorsque parviennent les nouvelles des grèves et mutineries qui secouent Petrograd, les 23-28 février (8-13 mars)¹³⁴⁰. Dans la première circulaire consacrée aux événements, signée le 3 (16) mars 1917 par l'adjoint du vice-roi aux affaires civiles, la continuité de l'Etat est présentée comme la priorité, dans une région qui est le « théâtre d'actions militaires, où nos troupes ont entrepris et poursuivent avec éclat une offensive sur le front persan¹³⁴¹ ». La révolution au Caucase est bien frontalière : à plusieurs niveaux, la dynamique révolutionnaire se développe dans des espaces de contact entre sphères politiques distinctes, mais mises en contact par la guerre. La révolution constitue ainsi le premier temps du brouillage des frontières entre intérieur et extérieur.

a) De Trabzon à Rasht

Longtemps, l'histoire des révolutions a fixé ses regards sur les hauts lieux des processus révolutionnaires. Les capitales ne sont-elles pas les cœurs naturels des révolutions, où tombent les despotes et s'expriment les colères, politiques et frumentaires, des populations urbaines ? La révolution russe, comme la révolution française et d'autres encore, n'échappe pas à ce privilège historiographique longtemps accordé aux lieux centraux de la politique. L'historiographie de ces deux révolutions a cependant connu des évolutions similaires mais décalées, qui ont réévalué la diversité de leurs lieux. C'est ainsi que le rôle de la province –

¹³⁴⁰ Les premières grèves commencent le 23 février (8 mars) et l'empereur Nicolas II abdique le 8 (21) mars. Ronald Grigor Suny, *The Soviet Experiment. Russia, the USSR and the Successor States*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1998, pp. 36-38.

¹³⁴¹ Circulaire du prince Orlov aux gouverneurs, 3 (16) mars 1917, reproduite dans S.E. Sef, *Revoljutsija 1917 goda v Zakavkaz'i (Dokumenty, materialy)*, Tiflis, Zakkniga, 1927, pp. 57-59.

des provinces – dans la fabrique révolutionnaire a fait l’objet d’études croissantes, qui ont insisté sur l’autonomie des processus en jeu et leur insertion dans des rapports de force locaux¹³⁴². A travers la question des révolutions provinciales se pose en réalité celle de la définition du territoire concerné par la révolution. Peut-on en effet, délimiter un espace interne de la révolution, par opposition avec un espace extérieur où la révolution serait perçue plutôt que vécue ? En 1994 et 1996, deux congrès ont ainsi posé le problème de ces « frontières » dans le cas de la Révolution française¹³⁴³. Ce qui vaut pour le cas français vaut *a fortiori* pour un empire russe aux dimensions continentales, dont les provinces et les frontières sont caractérisées par une diversité considérable.

Poser la question des frontières de la révolution remet en cause la dichotomie entre lieux d’action et lieux de perception. Partons d’une photographie prise à Hınıs, le 4 (?) mars 1917 par l’infirmière Nino Djordjadze, qui travaille alors pour la Croix-Rouge sur le front caucasien (*figure 51*). On voit sur cette photo une foule compacte de soldats russe rassemblés autour d’un des principaux édifices de la localité : au cœur de la foule, un officier lit la déclaration qui fonde le gouvernement provisoire russe¹³⁴⁴. La photographie vaut autant par ce qu’elle montre que ce par ce qu’elle laisse de côté : soldats et fonctionnaires russes présents dans les territoires occupés d’Anatolie orientale et de Perse du Nord sont certes les premiers informés des événements révolutionnaires en Russie, mais ces derniers éveillent un intérêt plus général parmi les populations des territoires conquis et les villes d’Anatolie orientale et d’Iran bruissent rapidement des nouvelles venues du nord¹³⁴⁵. Cet intérêt ne relève pas d’une perception extérieure, puisque nombre des habitants de la région en attendent, confusément, des changements de leur propre situation, projetant sur le nouveau régime leurs attentes et espoirs. Une situation similaire vaut pour les territoires occupés par les Russes en Iran. Saisir l’impact de cette révolution russe dans son espace frontalier, au cours des semaines de mars et avril 1917, n’est pas chose aisée. Il aurait fallu, plus que nous ne l’avons fait, explorer les presses locales du pourtour caucasien en quête d’analyses et de réactions à

¹³⁴² Donald J. Raleigh, *Revolution on the Volga: 1917 in Saratov*, Ithaca, Cornell University Press, 1986 ;

¹³⁴³ Monique Cubells (dir.), *La Révolution française : la guerre et la frontière*, Paris, Editions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2000.

¹³⁴⁴ Sur Nino Djordjadze et la valeur des photos qu’elle réalise pendant son service sur le front, voir Giorgi Kalandia, *Kartvlebi p’irvel msoplio omshi*, Tbilissi, Sakartvelos Sakhemts’ipo Muzeumi, 2014, pp. 88-89.

¹³⁴⁵ Şeref Tipi, qui est alors enfant à Erzurum, écrit dans ses mémoires : « Tante Kürtkızı est venue voir ma mère pour lui raconter quelque chose. De sa petite maison d’un étage, elle pouvait facilement voir le quartier-général des Russes qui se trouvait en face. Elle a dit qu’une grande agitation et des préparatifs avaient lieu dans le camp russe ». Şeref Tipi, *Pışibba (1860-1926)*, Istanbul, Remzi Kitabevi, 2005, p. 196 ; Lev Bykovs’kyj, *op.cit.*, 1968, p. 58 ; I.I. Mints (dir.), *Pobeda Sovetskoj vlasti v Zakavkaz’e*, Tbilissi, Metsniereba, 1971, p. 75 ; le décalage entre garnisons et populations autochtones est cependant souvent noté. Voir le témoignage de l’ancien soldat A. Metelev, « Fevral’ v Karse », *Proletarskaja Revoljutsija*, No. 1 (13), 1923, pp. 227-234.

chaud. Un indicateur commode de l'écho initial reçu par la révolution est cependant fourni par une des formes, à la fois techniques et politiques, qui l'accompagne. Il s'agit de celle des télégrammes de salutations, qui affluent dans la capitale.

A travers cette forme se révèle en effet une géographie plus vaste que celle du territoire russe, mais aussi des formes de proximité culturelle et politique. Dans une série de cercles, concentriques mais non consécutifs, se succèdent des télégrammes provenant du Caucase russe, des garnisons russes sur le front, des communautés russes en Iran du Nord et, enfin, de populations que la commodité conduirait à qualifier de « non russes », au sens civique plus qu'ethnique¹³⁴⁶. Bien souvent, les télégrammes des derniers arrivent avant ceux des premiers. Le 20 mars 1917, le premier ministre Vosûq ed-Dovleh envoie au gouvernement russe un télégramme saluant la révolution et, le 2 avril, soixante-et-onze membres de l'ancien Madjlis prennent l'initiative d'écrire à la Douma, retrouvant les échanges télégraphiques de l'époque des révolutions constitutionnelles¹³⁴⁷. Les groupes minoritaires d'Anatolie orientale et du nord de l'Iran, qui ont une tradition de liens politiques avec la Russie, s'insèrent aussitôt dans ces échanges. L'exemple des Assyriens, malmenés par la guerre et dispersés entre l'Azerbaïdjan iranien, le Caucase et d'autres régions de l'Iran, est parlant. Dès la fin de mars, leurs autorités religieuses adressent des appels au gouvernement provisoire¹³⁴⁸. Dans une supplique au prince Lvov, l'évêque assyrien de la ville de Khoy, Ilia, rappelle les malheurs subis par ses ouailles lors de la guerre et exprime le souhait que les Assyriens « ne [soient] pas oubliés au moment de la victoire décisive de la Russie libre contre l'Allemagne, ennemie de l'autodétermination des peuples¹³⁴⁹ ». Dans leurs formes, ces suppliques reprennent des motifs développés à l'époque impériale, mais intègrent aussi les thèmes révolutionnaires nouveaux. Ilia, dans le texte transmis par le vice-consul russe à Khoy, applique ainsi au contexte caucasien l'idée que la révolution met fin à l'anomalie politique tsariste, élevant enfin la Russie au rang des démocraties européennes¹³⁵⁰.

¹³⁴⁶ Télégramme de la garnison d'Enzeli au prince Lvov, 15 (18) avril 1917, GARF, f. 1788, op. 2, d. 54, l. 4 ; télégramme du comité exécutif des Russes de Téhéran à la Douma d'Etat, 24 avril (7 mai) 1917, *Ibid.*, l. 8. ; Rex A. Wade, *The Russian Revolution, 1917*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, pp. 49-51.

¹³⁴⁷ Mikhail Rodzjanko, président de la Douma, répond le 30 avril par le même canal. Mohammad Gholi Majd, *op.cit.*, 2003, pp. 141-142 ; une mission présidée par Sayyid Ziya ed-Din Tabatabai se rend en Russie pour étudier la nouvelle situation politique : 'Alî Akbar Velâyatî, *Târîkh-e ravâbit-e khâredjî-e Irân dar dovre-ye avval-e Mashrute*, Téhéran, Vezârat-e omûr-e khâredje, 1374 (1995-1996), pp. 44-45.

¹³⁴⁸ L. Sargizov, *op.cit.*, 1979, pp. 68-69.

¹³⁴⁹ Télégramme du vice-consul russe à Khoy au prince Lvov, 27 mars (9 avril) 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 192, l. 2.

¹³⁵⁰ Cette idée est exprimée de manière célèbre dans le télégramme adressé le 18 avril (1^{er} mai) 1917 par le ministre des Affaires étrangères russe, Pavel Miljukov, aux Alliés, qui engage son pays à renforcer l'effort de guerre. Alastair Kocho-Williams, *Russia's International Relations in the Twentieth Century*, Routledge, Oxon-New York, Routledge, 2013, p. 28.

L'ensemble de l'espace du Caucase élargi par les conquêtes russes se trouve en effet pris dans le processus révolutionnaire. Les villes du Caucase tsariste sont les premières à se doter de Soviets divers, en parallèle du Comité spécial de Transcaucasie (*Ozakom*) mis en place par le gouvernement provisoire pour remplacer à partir du 5 (18) mars 1917 l'institution vice-royale¹³⁵¹. Composé de membres caucasiens de la Douma et de représentants des principaux partis du Caucase, le Comité spécial de Transcaucasie ne parvient cependant pas à affirmer son pouvoir, du fait d'une légitimité politique faible et de problèmes organisationnels certains¹³⁵². La chute de la vice-royauté et le départ de Nikolaj Nikolaevitch correspondent en effet à un net affaiblissement des institutions exécutives et administratives de la région¹³⁵³. On retrouve ainsi, à l'échelle de la Transcaucasie, les difficultés associées à la coexistence des Soviets locaux et des anciennes administrations, reformées sur des bases révolutionnaires, ce que l'historiographie russe a qualifié de *dvoevlastie*¹³⁵⁴. Le Soviet régional de Transcaucasie, présidé par le menchevik géorgien Noé Jordania, devient dès mars un des principaux concurrents de l'*Ozakom* pour la légitimité politique à l'échelle de la région¹³⁵⁵. Ce Soviet régional fonctionne en interaction étroite avec les Soviets élus, au-delà du Caucase lui-même, parmi les communautés russes – surtout composées de soldats – d'Anatolie orientale et de Perse du Nord. Dès les débuts de la révolution, les garnisons de ce vaste espace se lancent en effet dans la constitution d'organes révolutionnaires. Le 4 (17) mars, le sous-lieutenant Loparev, du front d'Erzincan, écrit ainsi : « Nous avons reçu un télégramme concernant les événements de Petrograd : tout le monde se réjouit¹³⁵⁶ ». La révolution des garnisons et du front s'accompagne de vengeances contre certains officiers. A Kars, le général Lindenbaum et ses adjoints sont ainsi arrêtés par les soldats¹³⁵⁷.

¹³⁵¹ Procès-verbal du gouvernement provisoire, 5 (18) mars 1917, in B.F. Dodonov (éd.), *Arkhiv novejshej istorii Rossii, T. 7...*, 2001, pp. 35-36.

¹³⁵² Sur la prolifération d'institutions municipales, citoyennes, politiques, dans les premiers jours de la révolution, voir S.E. Sef, *op.cit.*, 1927, pp. 62-73 ; aucun groupe politique caucasien n'est véritablement satisfait du *melting pot* qu'est l'*Ozakom* : le Cadet russe Kharlamov, le menchevik Tchkhenskeli, le social-fédéraliste Abashidze, le musulman Djafarov et le Cadet Papadjanian. Sur le mécontentement des Dachnaks : Anahide Ter Minassian, *La république d'Arménie 1918-1920*, Bruxelles, Complexe, 1989, pp. 17-18.

¹³⁵³ Il rappelle à l'occasion que « même dans la France républicaine, l'adage "l'armée est sacrée" [en français dans le texte] est observé ». Morgan Philips Price, *op.cit.*, 1918, p. 286 ; sur le départ en mode mineur du grand-duc, escorté par des drapeaux rouges et la Marseillaise à la gare de Tiflis, voir Morgan Philips Price, « The Background of the Revolution », 11 avril 1917, *Manchester Guardian*, reproduit dans Morgan Philips Price, Tania Rose (éd.), *op.cit.*, 1997, pp. 33-34.

¹³⁵⁴ Richard Pipes, *The Russian Revolution*, New York, Vintage Books, 1991, p. 323-324 ; Wojciech Materski, *Georgia rediviva. Republika Gruzińska w stosunkach międzynarodowych 1918-1921*, Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN, 1994, p. 25.

¹³⁵⁵ Gohar Avagjan, « Mik'ael Papazhanjani gortsuneut'junë Andrkovkasjan hatuk komitei (OZAKOM) kazmum », *Banber Hajastani arkhivneri*, No. 2, 2008, p. 213.

¹³⁵⁶ M. Frenkin, *Russkaja armija i revoljutsija, 1917-1918*, Munich, Logos, 1978, p. 122.

¹³⁵⁷ *Ibid.*, 1978, pp. 58-59.

Rares sont les éléments donnant un aperçu de l'influence de cette révolution « hors les murs » sur les populations locales des zones occupées ou sur les influences à la frontière. Du point de vue des sources russes, cela s'explique en partie par l'ethnocentrisme des premiers moments de la révolution. Tout à leur révolution, les soldats russes ne prêtent pas toujours d'attention à l'influence éventuelle sur des populations locales qu'ils ne connaissent pas très bien. Plus difficile encore est l'évaluation de l'impact de la révolution sur le front. Bien qu'il se soit stabilisé, ce front n'est toujours pas, au début de 1917, à l'image de ceux qu'on peut trouver en Europe où la tranchée donne une réalité tangible à la confrontation militaire. A. Tatishchev rappelle qu'il constate lors d'un voyage en 1916 qu'il n'y a pas de « ligne continue, mais un certain nombre de points stratégiques d'affrontement¹³⁵⁸ ». Dans son étude approfondie sur l'armée russe en révolution, M. Frenkin a souligné les conséquences de cette interaction moins directe entre soldats d'un camp et de l'autre¹³⁵⁹. Mais la distance n'empêche pas des jeux d'observation de se dérouler sur le front, avec d'autant plus de curiosité que les événements de la révolution russe sont vus de manière très indirecte, par le biais des agences de presse des puissances centrales¹³⁶⁰.

Plusieurs témoignages rapportent en effet, sur les secteurs de tranchées, que des dialogues se nouent au début d'avril 1917 lorsque la nouvelle de la révolution est apprise. Des drapeaux blancs et des pancartes comportant les slogans révolutionnaires sont élevés du côté russe¹³⁶¹. Dans ses mémoires, l'officier ottoman Vasfi Şensözen, en service sur un secteur de tranchées, rapporte l'événement suivant :

« Un jour, le soldat de garde vient me raconter que des meetings ont lieu derrière le front russe et qu'à l'un d'entre eux un individu est monté sur une butte, a prononcé un discours, et a été applaudi. Je cours aux tranchées pour voir : les sentinelles disent vrai¹³⁶². »

On se trouve ici sur la ligne même du front, qui se trouve transformée en espace d'observation de la révolution russe. Les perceptions y sont certes trompeuses, mais le commandement ottoman décide d'essayer de tirer parti de la révolution à ses propres fins. Ainsi, le

¹³⁵⁸ A.A. Tatishchev, *op.cit.*, 2001, p. 239 ; voir la rubrique « Na turetskikh frontakh », *Armjanskij Vestnik*, No. 5, 29 janvier (11 février) 1917, pp. 12-13.

¹³⁵⁹ M. Frenkin, *op.cit.*, 1978, p. 273.

¹³⁶⁰ Sur la réception de la révolution russe de 1917 dans l'Empire ottoman, nous renvoyons à la grande recherche d'Uygur Kocabaşoğlu et Metin Berge, *Bolşevik İhtilâli ve Osmanlılar*, Istanbul, İletişim, 2006, pp. 51-61.

¹³⁶¹ Yüksel Nizamoğlu, *op.cit.*, 2013, pp. 205-206.

¹³⁶² Vasfi Şensözen, *I. Dünya Savaşı Yılları Kafkas Cephesi Anıları*, Istanbul, Okuyan Us, 2013, p. 111. Le texte des mémoires contient une ambiguïté, dans la mesure où il parle à la fois de la première révolution russe et de la révolution bolchevique. Il semble que l'auteur ait ici tendance à écraser la chronologie de l'année 1917, faisant de la révolution de février une révolution bolchevique avant l'heure.

commandant ottoman Ali Ihsan Pasha recourt à la diffusion de proclamations « Au peuple russe » dans la région de Van, en mai 1917, où elles sont introduites clandestinement par des soldats infiltrés¹³⁶³. Le front caucasien ne présente cependant pas de traces de fraternisation sérieuse comme on peut en trouver sur le front occidental au même moment¹³⁶⁴. À l'absence d'expérience antérieure de « cohabitation » dans les tranchées, il convient d'ajouter les difficultés matérielles posées par les décalages linguistiques et politiques forts qui réduisent les possibilités de contact entre les armées sur le front caucasien¹³⁶⁵.

En revanche, sur la frontière russo-iranienne atténuée par l'occupation russe de l'Iran du Nord, les premiers moments de la révolution donnent une expression politique à des interactions frontalières locales. Dans la région de Lenkoran et du Moughan, par exemple, un comité exécutif révolutionnaire est créé à partir du 10 mars pour administrer la ville de Lenkoran. Mais le cœur de l'activité révolutionnaire réside dans le soviet des ouvriers et soldats centré autour des unités stationnés à proximité de la frontière au Moughan. Ces deux nouvelles institutions fonctionnent dans un espace qui n'est pas borné par les frontières politiques. Les élections au comité exécutif de Lenkoran débouchent ainsi sur une représentation des khans du Talesh, qui possèdent des domaines de part et d'autre de la frontière. Le soviet travaille pour sa part en contact étroit avec le soviet des soldats russes et les démocrates locaux de la ville persane d'Ardabil¹³⁶⁶. La situation à l'interface entre Caucase russe et Iran apparaît de fait comme la plus riche d'enseignements. Dans la continuité des questions évoquées à propos de l'époque des révolutions constitutionnelles, un espace révolutionnaire transfrontalier semble se rouvrir. L'inversion des rapports de force et des hiérarchies permise par la révolution entraîne dans un premier temps la possibilité de nouveaux rapports entre les groupes ethniques, entre occupants et occupés.

¹³⁶³ *Ibid.*, 2013, p. 112 ; M. Frenkin, *op.cit.*, 1978, pp. 274-275 ; Michael Reynolds parle de tracts saluant la « révolution heureuse » (*ihtilâl-i mesut*), *op.cit.*, 2011, p. 168.

¹³⁶⁴ Là aussi, cependant, les cas de fraternisation (*bratanie*) restent concentrés au début du printemps et au moment des fêtes de Pâques, avant que le Soviet de Petrograd ne les interdise. Voir Marc Ferro, « Le soldat russe en 1917. Indiscipline, pacifisme, patriotisme et révolution », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, Vol. 26, No. 1, 1971, p. 24 ; les affirmations de l'historien A. Miller sur l'existence d'une fraternisation ne reposent sur aucune référence précise : A.F. Miller, *Ocherki novejshej istorii Turtsii*, Moscou-Leningrad, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1948, pp. 78-79.

¹³⁶⁵ M. Frenkin, *op.cit.*, 1978, p. 273.

¹³⁶⁶ V. Əliyeva, « Fevral inqilabının Lənkəran-Muğan bölgəsinə təsiri », *Tarix və onun problemləri*, No. 1, 2010, pp. 83-84.

b) Une fraternisation frontalière et ses limites

La présence, en Iran, d'une communauté russe importante, constitue un adjuvant notable au développement d'un processus politique transnational. Cette communauté, comme on l'a vu, recouvre une grande diversité de situations, au point qu'il n'est pas facile d'en placer les limites. Si soldats et fonctionnaires russes y appartiennent clairement, les sujets musulmans et arméniens de l'Empire tsariste occupent des fonctions d'intermédiaires avec les sociétés locales depuis plusieurs décennies. Les Iraniens ayant acquis la citoyenneté russe représentent encore une autre forme de situation intermédiaire¹³⁶⁷. Dès lors, la révolution qui touche les communautés russes en Iran du Nord se trouve prise dans une interaction étroite avec les processus politiques locaux. On retrouve ici une question qui a pu être formulée à propos de la Révolution française et du rôle des communautés françaises à l'étranger dans la circulation des idées révolutionnaires. Le rôle des Français apparaît très divers selon les lieux, comme l'a montré un recueil publié en 1989 par les archives diplomatiques. Isolées par endroits, les communautés françaises peuvent ailleurs devenir des vecteurs de politisation des sociétés locales¹³⁶⁸. Sur le pourtour méditerranéen, l'entrée en révolution des « nations » françaises entraîne ainsi une série de conflits localisés avec les autorités locales, mais aussi de contacts avec certaines franges de la population¹³⁶⁹.

L'introduction du processus révolutionnaire parmi les communautés russes d'Iran du Nord passe dans un premier temps par une adaptation à leur expérience. La dénonciation de l'Ancien Régime prend des formes particulières, qui se concentrent sur la figure des consuls russes, incarnations toute puissantes du tsarisme dans les régions occupées de l'Iran, plus encore que les officiers de l'armée¹³⁷⁰. Alors que les consuls passaient pour des soutiens de la communauté russe dans ses litiges avec les autorités iraniennes ou même des sujets iraniens, les voici mis plus bas que terre dans un renversement qui ne laisse pas d'étonner. Voici comment s'exprime le soviet d'Enzeli dans un rapport de mai 1917 :

¹³⁶⁷ Morteza Nouraei, Vanessa Martin, « Russian land acquisition in Iran from 1828 to 1911 », in Stephanie Cronin (dir.), *Iranian-Russian Encounters. Empires and Revolutions Since 1800*, Londres-New York, Routledge, 2013, p. 95-107.

¹³⁶⁸ Pascal Even (dir.), *Les Français à l'étranger et la Révolution*, Paris, Ministère des Affaires étrangères – Direction des Archives, 1989.

¹³⁶⁹ Amaury Faivre D'Arcier, *Les oubliés de la liberté. Négociants, consuls et missionnaires français au Levant pendant la Révolution (1784-1798)*, Bruxelles, Peter Lang, 2007, pp. 117-118 ; Christian Windler, *op.cit.*, 2002, pp. 82-83.

¹³⁷⁰ Il semble que les consuls russes en Iran méridional, où ils n'ont jamais exercé des prérogatives similaires, soient moins soumis à ces remises en cause. Voir le témoignage de F. Hale à propos de la révolution parmi les quelques sujets russes de Birjand, en Iran du Sud-Est : F. Hale, *From Persian Uplands*, Londres, Constable and Company, 1920, pp. 155-157.

« A la différence des consuls européens, qui entrent en contact direct avec leurs ressortissants et avec les négociants locaux, le consul russe est orgueilleux, menaçant et inaccessible. Il ne paraît dans les rues qu'en voiture ou monté à cheval, entouré d'une effrayante escorte. [...] La concentration en ses mains du pouvoir judiciaire et administratif, son droit d'expulsion hors de Perse, réduit les sujets russes à l'impuissance. Le consul et la colonie sont deux mondes séparés, souvent en conflit¹³⁷¹. »

Les attaques contre les consuls ne cessent pas avec le temps. L'été 1917, où la Russie s'enfonce dans le chaos politique, voit une recrudescence des diatribes à leur rencontre. En septembre 1917, les *Nouvelles du soviet* de Qazvin comprennent un long article intitulé « Quelques mots sur notre corps diplomatique en Perse », qui s'en prend violemment au consul dans la ville, digne représentant de l'Ancien Régime et fidèle incarnation de ce que les auteurs appellent le « cloaque diplomatique¹³⁷² ».

Ces critiques s'accompagnent de tensions intenses entre les autorités consulaires, qui tentent de défendre leurs positions, et les organes révolutionnaires locaux. Dans la capitale provinciale de Tabriz, la communauté gronde contre le consul-général qui doit démissionner en avril¹³⁷³. A Khoy, le vice-consul Bravin défend pied à pied ses prérogatives face au comité exécutif révolutionnaire, tout en clamant que son « vice-consulat est un représentant et un porte-voix fidèle des préceptes du nouveau gouvernement russe¹³⁷⁴ ». Sa correspondance avec le ministère des Affaires étrangères et le Comité spécial de Transcaucasie trahit son hostilité envers le soviet local et la prétention de ce dernier de reprendre certaines missions du consulat. Bruevich, membre du soviet, multiplie les télégrammes à Petrograd et Tiflis pour dénoncer Bravine et son traitement de la question des réfugiés, mais ce dernier balaie des accusations qu'il attribue à une pure jalousie :

« [Les avantages des consuls] suscitent la jalousie et la haine des Russes locaux. Bruevich n'est pas le responsable [de l'aide aux réfugiés], mais un simple assistant. Son passé est inconnu. Il ne pèse pas ses mots, car il n'a rien à perdre. Son télégramme se mêle des affaires

¹³⁷¹ Rapport du soviet d'Enzeli, 4 (17) mai 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 192, l. 82.

¹³⁷² Note du consulat à Qazvin, non datée (septembre 1917), STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 192, l. 193.

¹³⁷³ Rapport du consul britannique Shipley, 19 avril 1917, TNA, FO 248/1188 ; pour une comparaison avec le cas des consuls contestés au Levant lors de la Révolution française, voir Pascal Even (dir.), *op.cit.*, 1989, pp. 182-185.

¹³⁷⁴ Lettre du vice-consul Bravin au comité exécutif de Khoy, 18 (31) mai 1917, cité dans L. Sargizov, *op.cit.*, 1979, pp. 95-96 ; lettre de Bravin au fonctionnaire diplomatique à Tiflis, 24 avril (7 mai) 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 192, ll. 47-48.

consulaires qui ne le concernent pas. Il n'y a pas un seul mot de vrai dans tout cela. Ce n'est à mes yeux que le délire incompréhensible de l'homme malade qu'est Bruevich¹³⁷⁵. »

L'opposition de Bravin aux principes professés par le soviétique ne manque pas de sel, si l'on prend en compte le fait qu'il devient entre janvier et juin 1918, plus par opportunisme que par conviction, le premier représentant du pouvoir soviétique en Iran¹³⁷⁶. La relation conflictuelle entre les communautés russes et leurs institutions consulaires représente un élément central de la possibilité d'une révolution transfrontalière. En effet, le discours des révolutionnaires russes revient à redécouper l'espace politique local : en séparant les consuls russes de leurs communautés, il ouvre la porte à une solidarisation entre sujets iraniens et russes, unis dans une même oppression infligée par les autorités tsaristes. Le bulletin de la Banque d'Escompte de Tabriz note à la fin d'avril : « Le renversement et la chute de l'Ancien régime en Russie se sont reflétés dans l'attitude des Persans, qui nous sont devenus beaucoup plus favorables¹³⁷⁷ ».

Dans ce renversement, le souvenir des années 1900 occupe une place cruciale. La repolitisation des villes d'Iran du Nord au début de 1917 suit l'héritage de la révolution constitutionnelle iranienne et des partis démocrates, comme le rappellent les historiens Ahmad Kasravî et 'Alî Azarî¹³⁷⁸. L'interprétation de ce passé, problématique en raison du rôle de l'armée tsariste dans l'écrasement de cette révolution en 1911-1912, devient un enjeu important dans la rencontre entre un mouvement révolutionnaire russe et des acteurs politiques locaux. Les démocrates iraniens de Tabriz, enhardis par la libéralisation politique qu'entraîne l'affaiblissement de la tutelle russe, prennent l'initiative de ce rapprochement mémoriel et des déclarations communes sont faites avec le comité exécutif russe élu à Tabriz¹³⁷⁹. Ils décident d'organiser, le 7 avril, une commémoration rappelant l'ouverture du premier parlement persan : au cours des années précédentes, la célébration du 7 avril était interdite par les autorités pro-russes, mais les démocrates de Tabriz convient cette fois la communauté russe et les officiers de l'armée tsariste. Dans un rapport écrit au lendemain de la cérémonie, le consul français dépeint ces officiers arborant des cocardes rouges, dans un

¹³⁷⁵ Télégramme de Bravin au Troisième département du ministère des Affaires étrangères, 31 juillet (13 août) 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 192, l. 151.

¹³⁷⁶ Bravine revendique ce rattachement comme pragmatique et apolitique. L.I. Miroshnikov, *Anglijskaja ekspansija v Irane*, Moscou, Izdatel'stvo Vostochnoj Literatury, 1961, p. 56 ; Pezhmann Dailami, « The Bolshevik revolution and the genesis of communism in Iran, 1917-1920 », *Central Asian Survey*, Vol. 11, No. 3, 1992, pp. 61-62 ; Boris Nikitine, *op.cit.*, 1941, p. 188.

¹³⁷⁷ Sh.A. Tagieva, *op.cit.*, 1956, pp. 35-36.

¹³⁷⁸ 'Alî Azarî, *Qiyâm-e Shaykh Mohammad dar Tabrîz*, Téhéran, Bongâh-e Safi 'Alî Shâh, 1346 (1967), pp. 92-94.

¹³⁷⁹ *Ibid.*, pp. 97-98.

mélange de pardon public et de symbolique révolutionnaire¹³⁸⁰. Ce premier événement est suivi, le 15 juin, par une véritable « cérémonie expiatoire », pour reprendre les mots du même consul. La cérémonie célèbre cette fois les morts de l'intervention russe, en décembre 1911, en particulier la figure du révolutionnaire Siqqet ol-Eslâm, pendu dans le cadre de la sanglante répression des premiers jours¹³⁸¹. Le consul de France, témoin de la scène, en fait le récit suivant :

« C'est surtout sur la tombe de Seqqat-el-Islam qu'a eu lieu la partie principale de la démonstration : un officier russe y a pris la parole pour excuser le peuple russe des actes de sauvagerie commis à Tauris par le tsarisme durant la révolution de 1911-1912 ; le Kargouzar, un membre du comité exécutif russe, un orateur du club démocrate persan et un mollah ont également prononcé de brefs discours, tendant tous à faire appel à une union très étroite des socialistes persans et russes pour travailler au développement et à la consolidation dans les deux pays de l'œuvre révolutionnaire et sociale¹³⁸². »

Cette cérémonie apparaît, dans son personnel et ses déclarations, comme un point d'orgue pour l'idéal de fraternisation et de collaboration des forces révolutionnaires. La « fête révolutionnaire » y prend ici l'apparence du dépassement d'un passé tragique¹³⁸³. Elle s'accompagne, dans d'autres localités du nord-ouest iranien, de cérémonies locales similaires, où des constitutionnalistes emprisonnés parfois depuis plusieurs années sont libérés¹³⁸⁴. Les révolutionnaires russes et persans y insistent sur la solidarité des despotismes, qui rend d'autant plus nécessaire une résistance transnationale. « Soutenu par le consul russe, le pouvoir provincial procède impunément à ses abus contre la population locale », écrivent les Russes d'Anzali¹³⁸⁵.

Si les Iraniens apparaissent dans un premier temps comme des imitateurs du processus révolutionnaire russe, ils réactivent en réalité les traditions de la révolution constitutionnelle. Le lien entre libéralisme et nationalisme se reconstitue, tandis que des formes plus radicales

¹³⁸⁰ Rapport du consul français à Tabriz au MAE, 8 avril 1917, AMAE, Nouvelle Série, Perse, Vol. 11, ff. 129-130.

¹³⁸¹ Sur l'exécution sommaire des leaders constitutionnalistes en décembre 1911, voir James D. Clark, « Constitutionalists and Cossacks... », 2006, pp. 222-223.

¹³⁸² Rapport du consul français à Tabriz au MAE, 15 juin 1917, AMAE, Nouvelle Série, Perse, Vol. 11, ff. 154-155 ; 'Alî Azarî, *op.cit.*, 1346 (1967), p. 99.

¹³⁸³ Sur les fêtes révolutionnaires en contexte étranger : Christian Windler, *op.cit.*, 2002, pp. 196-201.

¹³⁸⁴ C'est le cas à Kazvin, où le soviét russe libère des individus emprisonnés depuis 1913 : G.S. Azizov, *Velikij Oktjabr' v Azerbajdzhane*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1987, p. 138 ; Ə. Sumbatzadə (dir.), *op.cit.*, 1985, p. 203.

¹³⁸⁵ Rapport du Soviet d'Enzeli, 4 (17) mai 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 192, l. 82.

de lutte s'expriment aussi. En mars 1917, une organisation nationaliste armée, le *Komite-ye modjâzat*, se crée ainsi pour attaquer physiquement des hommes politiques vus comme réactionnaires et soumis aux puissances étrangères¹³⁸⁶. Il ne s'agit ici pas d'imiter le processus révolutionnaire russe, mais de profiter d'une nouvelle situation politique pour préparer une émancipation de la Perse. D'autres forces se créent aussi dans les espaces de connexion entre Russie et Iran. En Azerbaïdjan iranien, le parti démocrate d'Azerbaïdjan (*Firqeh-e demokrat-e Azerbaijan*) relancé par le sheikh Khiyâbânî à partir du printemps 1917 devient une des forces majeures du libéralisme et du réformisme politique. Dans son premier numéro, le 9 avril 1917, l'organe officiel de ce parti insiste sur le bouleversement que constitue la révolution russe pour l'ensemble de la région. Reprenant certains arguments des révolutionnaires caucasiens, le parti examine la question des autonomies régionales comme préalable à une véritable démocratisation et à une souveraineté populaire¹³⁸⁷. Le parti démocrate joue un rôle central dans l'organisation des cérémonies d'avril et juin 1917, comme le soulignent les rapports de l'administration persane qui suit avec inquiétude le renouveau d'une contestation politique qu'elle n'a pas les moyens de contrôler¹³⁸⁸. Dans son activité s'exprime le mélange d'inspirations de la révolution russe et du répertoire de la révolution constitutionnelle, comme lorsque les démocrates appellent au début de juillet à la reconstitution d'un *andjoman* régional d'Azerbaïdjan, destiné à exprimer la souveraineté populaire face aux autorités gouvernementales¹³⁸⁹.

La connexion entre les évolutions sur le sol iranien et au Caucase russe ne passe pas exclusivement par le canal des communautés russes d'Iran, puisque, dans une réplique des événements des années 1900, les Iraniens du Caucase jouent aussi un rôle majeur. Les Iraniens de Tiflis, qui s'organisent politiquement dès avril 1917, obtiennent ainsi du soviet de la ville qu'il condamne les politiques tsaristes en Iran¹³⁹⁰. A Bakou, les travailleurs iraniens s'agitent et refusent aussi de reconnaître l'autorité de leur consul et de ses agents. Le jour de Novruz, les travailleurs font irruption dans l'école *Ettehâd* et leur délégué, Mirza Ghaffârzâde Ardabili, déclare : « Puisque le consul a refusé de se pencher sur nos plaintes, nous avons déchu nous-mêmes l'agent consulaire de ses fonctions et boycottons le consulat. Nous ne

¹³⁸⁶ Mohammad Gholi Majd, *op.cit.*, 2003, pp. 147-148.

¹³⁸⁷ Ervand Abrahamian, *Iran Between Two Revolutions*, Princeton, Princeton University Press, 1982, p. 112-113.

¹³⁸⁸ Rapport du gouverneur-général d'Azerbaïdjan au ministère de l'Intérieur, 25 Sha'bân 1335 (16 juin 1917), *IJJA*, 2002, pp. 370-371 ; Manuchahr Hedâyatî Khûshkalâm (éd.), *Yâddâshthâ-ye Âhmad Kasmâyî az nahzat-e Djangal*, Rasht, Komite-ye Gil, 1383 (2004), p. 85 ; Sh.A. Tagieva, *op.cit.*, 1956, pp. 42-43.

¹³⁸⁹ 'Alî Azarî, *op.cit.*, 1346 (1967), pp. 108-109 ; Ahmad Kasravî, *op.cit.*, 1340 (1961), p. 674-678.

¹³⁹⁰ Mais le soviet ne prend pas de résolution sur un retrait des troupes iraniennes. Kâveh Bayât, *Tûfân bar farâz-e Qafqâz*, Téhéran, Markaz-e Asnâd va târîkh-e diplomâsî, 1380 (2001), pp. 17-18.

voulons plus confier à d'autres personnes nos affaires¹³⁹¹ ». Les marchands iraniens, qui ne sont pourtant pas enthousiasmés par l'orientation radicale du mouvement, passent finalement une alliance tactique avec les ouvriers contre le consul avec lequel ils ont aussi des différends. Des assemblées mi-communautaires mi-révolutionnaires mettent au jour les prévarications du consul, accusé d'avoir détourné avec son adjoint les fonds de l'école *Ettehâd*¹³⁹². Le consul Mirza Djavâd Khan est finalement poussé à la démission par les ouvriers et Sâ'ed ol-Vezara – ancien adjoint du consul-général à Tiflis – devient consul à sa place le 17 mai¹³⁹³. A la fin de mai, la fondation du parti *Adâlat* proche des sociaux-démocrates de Bakou mais composés de ressortissants iraniens, marque une tentative d'arrimage des événements persans à la révolution russe. Dans son journal, le *Bayraq-e 'Adâlat*, le parti se positionne à la fois sur les échiquiers politiques russe et iranien. En juin, il lance un appel aux forces démocratiques iraniennes, en vue de lancer un programme révolutionnaire commun, mais n'obtient qu'un écho limité, témoignant des difficultés de la politisation entre les espaces impériaux¹³⁹⁴.

Les différents éléments qui indiquent une forme de politisation faisant fi des frontières étatiques et politiques officielles ne signifient cependant pas une fluidité absolue. La fraternisation rendue possible par l'élan révolutionnaire ne signifie pas un oubli généralisé des griefs qu'entretiennent les Iraniens à l'égard des Russes. Observateurs et témoins rapportent avec un certain scepticisme la brusque fraternisation à laquelle prétendent les soldats russes en Perse. L'historien et témoin iranien Ahmad Kasravî résume ce scepticisme persistant quand il écrit :

« Partout les soldats et cosaques s'agitaient, fondaient des comités et manifestaient leur désir de liberté. Ils se rendirent chez les libéraux persans auxquels ils donnèrent du « frère » [qârdâsh] et du « camarade » [yoldâsh] Ils étaient désormais des "camarades" ! Ces "camarades" qui hier encore nous mettaient en joue et avaient fait couler à de nombreuses

¹³⁹¹ Rapport du consulat à Bakou au ministère des Affaires étrangères, 19 Radjab 1335 (11 mai 1917), cité par Kâveh Bayât, *Ibid.*, pp. 24-25 ; Ghaffârzâde est arrivé au Caucase en 1903 et devient un des dirigeants du jeune mouvement communiste, avant d'être assassiné au Gilan en 1918 : Touraj Atabaki, *op.cit.*, 2008, p. 149.

¹³⁹² Mohammad Khan Fahîmî, adjoint du consul, reconnaît le détournement de 25.000 roubles appartenant à l'école, pour le compte du consul. Mohammad Khosrowpenâh, Oliver Bast, *Ferqa-ye 'Adâlat-e Irân az djanûb-e Qafqâz tâ Shimâl-e Khorasân, 1917-1920*, Téhéran, Pardes Danish, 1388 (2009), pp. 5-7 ; sur la méfiance de la bourgeoisie marchande de Bakou envers le mouvement des travailleurs, voir les mémoires de Bahram Agazade, IISG, ARCH-01405, mf. 1.

¹³⁹³ Bâqer 'Âqelî (éd.), *op.cit.*, 1373 (1994), pp. 59-60 ; Nezâm'ali Dahnâvî, *op.cit.*, 1383 (2004), pp. 40-41.

¹³⁹⁴ *Ibid.*, pp. 8-15 et 25 ; l'*Adâlat* peut se nourrir du fort mécontentement de la communauté iranienne en raison des conditions matérielles dégradées : Ronald Grigor Suny, *The Baku Commune, 1917-1918. Class and Nationality in the Russian Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1972, pp. 110-111 ; pour la vision soviétique, Ts. P. Agajan, *Vekovaja družba narodov Zakavkaz'ja, Ch. 2*, Erevan, Ajastan, 1972, pp. 22-23.

reprises le sang de notre jeunesse ! Où étaient-ils passés ces soldats qui hier chantaient dans les rues les hymnes impériaux et de leurs voix retentissantes faisaient frémir les cœurs¹³⁹⁵ ? »

Une partie significative de la population du nord de l'Iran se tient ainsi à l'écart de la fraternisation proposée, aussi bien par hostilité aux idées révolutionnaires proposées que par nationalisme. Le ministre de France à Téhéran évoque ainsi en mai le nouvel orgueil des Iraniens face aux « tyranneaux » de la veille, désormais « dégonflés¹³⁹⁶ ». Les autorités iraniennes renvoient ainsi nombre d'experts et conseillers russes embauchés au cours des années précédentes¹³⁹⁷. Les espoirs initiaux d'une nouvelle politique russe en Perse et d'un retrait rapide des troupes ne sont cependant pas satisfaits. Le gouvernement provisoire adopte une politique louvoyante sur le sujet et les attentes de la population persane ne sont finalement pas satisfaites¹³⁹⁸.

A partir de l'été, la multiplication des incidents entre une armée russe en pleine décomposition et les populations civiles persanes réduit rapidement les opportunités de croisement et de coopérations politiques. Au Gilan et en Azerbaïdjan iranien, les vols et violences se multiplient le long des routes où circulent les soldats russes¹³⁹⁹. Les questions économiques qui entourent l'effondrement prolongé du rouble contribuent fortement aux tensions entre les soldats russes et la population urbaine. Les marchands du nord de l'Iran menacent de ne plus accepter les roubles, dont ils n'ont désormais guère usage en raison de la fermeture persistante de la frontière russe à l'échange de la plupart des produits dont la région a besoin. Les refus d'accepter les roubles, si ce n'est à des taux très dégradés, provoquent la colère des militaires russes cantonnés dans les villes d'Azerbaïdjan iranien, qui ne peuvent plus compter sur des augmentations de rattrapage sur leurs soldes¹⁴⁰⁰. Le 6 juillet, dans un

¹³⁹⁵ Ahmad Kasravî, *op.cit.*, 1340 (1961), p. 674-675 ; le diplomate allemand Wipert von Blücher a une ironie très similaire pour qualifier le zèle avec lequel les soldats russes se mettent à déclarer : « L'Ancien régime russe qui voulait opprimer la Perse est renversé. Le temps est désormais venu de l'amitié entre la Russie libre et la Perse libre ». Wipert von Blücher, *op.cit.*, 1949, p. 117.

¹³⁹⁶ Rapport du ministre français à Téhéran au MAE, 2 mai 1917, AMAE, Nouvelle Série, Perse, Vol. 11, ff. 133-135.

¹³⁹⁷ Lettre du citoyen russe Egan Bek Melik Eganov à Papadzhanov, 2 (15) septembre 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 192, ll. 259-260.

¹³⁹⁸ Saleh M. Aliev, « Significant Changes in Russia's Expansionist Policy towards Iran 1906-1917 », in Oliver Bast (dir.), *La Perse dans la Grande Guerre*, 2002, pp. 84-85 ; le 8 avril, le consul français à Tabriz parle des Persans qui « voient déjà les troupes de nos alliés retirées du Nord de leur patrie et le régime du bon plaisir ressusciter en Perse », Rapport du consul français à Tabriz au MAE, 8 avril 1917, AMAE, Nouvelle Série, Perse, Vol. 11, ff. 129-130.

¹³⁹⁹ Note du karguzar du Gilan au ministère des Affaires étrangères iranien, 1^{er} Ramazan 1335 (21 juin 1917), *GADKh*, 1384 (1995), pp. 218-219.

¹⁴⁰⁰ Les projets de réévaluation des soldes défendus par Nikolaj Nikolaevitch à la fin de 1916 s'embourbent après avril 1917 : lettre du chef de l'approvisionnement du front caucasien à l'*Ozakom*, 24 mars (6 avril) 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 291, ll. 11-13.

événement à grand retentissement, les troupes casernées à Ourmiya mettent à sac le bazar de la ville, pillant les biens qu'on refuse de leur vendre et molestant les marchands, avant d'incendier l'édifice¹⁴⁰¹. Scellant la fin d'une parenthèse politique, ce pillage marque le caractère illusoire d'un rapprochement permis par la ferveur révolutionnaire, mais contradictoire avec la poursuite d'un pouvoir russe fondé sur l'occupation militaire.

c) La décomposition de l'espace conquis

C'est bien à l'été 1917 que s'accélère le morcellement territorial, économique et politique du « grand Caucase » constitué par l'occupation russe de l'Anatolie orientale et de l'Iran du Nord. Au niveau politique, la prolifération des autorités est fonction de l'incapacité manifeste du Comité spécial de Transcaucasie à faire valoir sa prééminence, d'autant que le gouvernement provisoire qui l'a mis en place ne cesse de remettre en cause ses prérogatives¹⁴⁰². Le centre régional des soviets, qui siège à Tiflis, constitue le principal rival de l'*Ozakom* au niveau transcaucasien. Il se constitue entre mai et juin 1917, lors de deux congrès successifs, ce qui crée une forme de gouvernement parallèle de la région sur des questions aussi centrales que la poursuite de la guerre ou les nationalités¹⁴⁰³. Les mencheviks géorgiens autour de Jordania sont des défenseurs particulièrement énergiques du centre régional des soviets¹⁴⁰⁴. Le peu de soutien reçu du gouvernement provisoire par le Comité spécial de Transcaucasie ne contribue pas à renforcer son autorité, bien qu'il reste officiellement le seul organe régional reconnu par le gouvernement provisoire, comme ce

¹⁴⁰¹ Rapport du consul français à Tabriz au MAE, 13 juillet 1917, AMAE, Nouvelle Série, Perse, Vol. 11, ff. 179-181 ; note du ministère des Affaires étrangères iranien à l'ambassade russe, 9 Shavvâl 1335 (29 juillet 1917), *GADKh*, 1384 (1995), pp. 227-228 ; on dispose sur ce point du témoignage du poète russe Viktor Shklovskij, qui est alors affecté à l'armée russe dans la ville : Viktor Shklovskij, *Sentimental'noe puteshestvie*, Moscou, Novosti, 1990, pp. 104-109 ; des tentatives sont simultanément effectuées par les *kârguzârs* pour procéder à des médiations en rassemblant marchands persans et militaires russes : Kh. Ataev, *Politicheskie i torgovo-ekonomicheskie otnoshenija severo-vostochnogo Irana v Rossii v nachale XX veka (1900-1917 gg.)*, Askhabad, Ylym, 1989, p. 115.

¹⁴⁰² Les ambitions initiales du Comité spécial de Transcaucasie en matière de réforme, exprimées les 18-20 mars 1917 au premier congrès des soviets du Caucase par Papadzhyanov et Kharlamov, sont assez rapidement tempérées. Gohar Avagjan, *op.cit.*, 2008, p. 214 ; A. El'chibekjan, *op.cit.*, 1963, p. 45 ; G.V. Khachapuridze (éd.), *Bor'ba za pobedu Sovetskoj vlasti v Gruzii. Dokumenty i materialy (1917-1921 gg.)*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1958, *passim* ; Vahan Melik'jan, *Ishkhanut'jan himnharts'ë Andrkovkasum*, Erevan, HH Gitut'junneri Azgajin Akademia, 2010.

¹⁴⁰³ Protocoles du congrès régional des soviets de soldats, tenu du 23 avril au 24 mai (6 mai-6 juin) 1917, reproduit dans S.E. Sef, *op.cit.*, 1927, pp. 94-131.

¹⁴⁰⁴ Discours de Noe Jordania au congrès régional des soviets ouvriers et paysans, 21 mai (3 juin) 1917, *Ibid.*, p. 137 ; on trouve cependant une voix dissonante sur l'idée d'une rivalité entre l'*Ozakom* et le soviét régional dans G.I. Uratadze, *Obrazovanie i konsolidatsija Gruzinskoj Demokraticheskoy Respubliki*, Munich, Institut zur Erforschung der UdSSR, 1956, pp. 19-20.

dernier le rappelle encore à la mi-septembre 1917¹⁴⁰⁵. Mais le gouvernement multiplie dans le même temps les signes exprimant un dédain certain pour l'*Ozakom*, allant jusqu'à créer à Petrograd un commissaire aux affaires caucasiennes chargé d'exercer une tutelle sur l'ensemble des autorités de Transcaucasie¹⁴⁰⁶. Cette crise politique de l'espace caucasien s'accompagne de plusieurs signes de morcellement et de fragmentation.

La première forme consiste dans une fragmentation interne de l'espace tsariste. L'année 1917 voit en effet une coupure croissante entre le Caucase du Nord et la Transcaucasie, auparavant unis dans la vice-royauté du Caucase. Les autorités politiques des différentes régions du Caucase du Nord manifestent un mécontentement de plus en plus net face à leur dépendance vis-à-vis de Tiflis, qui apparaît déconnectée de leurs intérêts. Ils adressent au gouvernement provisoire des demandes pour obtenir leur indépendance face à cette tutelle administrative et politique rejetée au rang des legs au régime tsariste¹⁴⁰⁷. Le putsch avorté du général Kornilov, à la fin d'août et au début de septembre, accélère cette division, car certaines régions du Caucase du Nord penchent en faveur de Kornilov, alors que les soviets de Transcaucasie assurent le maintien de la fidélité au gouvernement provisoire, avant de procéder à des purges du personnel dirigeant, civil et militaire¹⁴⁰⁸. Il n'y a plus désormais, clame Jordania, que la révolution et la contre-révolution¹⁴⁰⁹. A partir de l'automne 1917, la rupture entre les deux versants du Caucase apparaît de plus en plus claire, y compris à ses deux extrémités : alors que les liens entre le Daghestan et la province de Bakou se distendent, les premières questions apparaissent aussi autour du statut de la région de Suhkumi. Cette fragmentation intérieure s'observe à différentes échelles, puisqu'elle se retrouve dans l'affaiblissement des autorités provinciales au profit d'instances plus locales.

¹⁴⁰⁵ Instruction du gouvernement provisoire au Comité spécial de Transcaucasie, 3 (16) septembre 1917, Robert Paul Browder, Alexander F. Kerensky, *The Russian Provisional Government 1917, Vol. 1*, Stanford, Stanford University Press, 1961, p. 425.

¹⁴⁰⁶ Procès-verbal du gouvernement provisoire, 30 mai (12 juin) 1917, in B.F. Dodonov (éd.), *Arkhiv novejshej istorii Rossii, T. 8 : Zhurnaly zasedanij vremennogo pravitel'stva (maj-ijun' 1917)*, Moscou, ROSSPEN, 2002, pp. 190-191 ; Zurab Avalov, *Nezavisimost' Gruzii v mezhdunarodnoj politike 1918-1921 gg.*, Paris, pas d'éditeur, 1924, pp. 7-8 ; pour une comparaison avec l'évolution du statut d'une autre périphérie à statut spéciale, voir Irina Novikova, « The Provisional Government and Finland: Russian Democracy and Finnish Nationalism in Search of Peaceful Coexistence », in Jane Burbank, Mark von Hagen, Anatolyi Remnev (dir.), *op.cit.*, 2002, pp. 398-421.

¹⁴⁰⁷ Voir par exemple, sur ces tentatives, le mémorandum du président du comité exécutif du Daghestan, 3 (16) août 1917, GARF, f. 1788, op. 2, d. 100, ll. 37-39 ; Zurab Avalov, *op.cit.*, 1924, pp. 23-24 ; en mai 1917 a lieu le congrès des peuples montagnards, à Vladikavkaz, où ces aspirations commencent à s'exprimer : Alex Marshall, *The Caucasus Under Soviet Rule*, Londres-New York, Routledge, 2010, pp. 57-61.

¹⁴⁰⁸ Protocole de session du Centre régional des Soviets, 3 (16) septembre 1917, S.E. Sef, *op.cit.*, 1927, pp. 216-217. Voir aussi la résolution du Central régional des Soviets, 17 (30) octobre 1917, *Ibid.*, p. 219 ; sur le coup d'Etat avorté de Kornilov, Joshua A. Sanborn, *op.cit.*, 2014, pp. 220-222.

¹⁴⁰⁹ Stephen F. Jones, « Georgian social democracy in 1917 », in Edith Rogovin-Frankel, Jonathan Frankel, Baruch Knei-Paz (dir.), *Revolution in Russia. Reassessments of 1917*, Cambridge New York, Cambridge University Press, 1992, pp. 252-253.

Il faut cependant examiner les marges du Caucase russe et ses connexions avec les territoires occupés pour constater le plus directement la crise du pouvoir russe dans la région, qui s'accompagne d'un délitement de l'espace transimpérial créé pendant les années de guerre. Comme dans le cas du morcellement interne de l'ancien empire, les facteurs politiques sont importants. Dans le cas des territoires occupés d'Anatolie orientale, les efforts des leaders politiques arméniens, notamment du docteur Zavriev, se concentrent sur le renforcement de la dimension arménienne de leur administration et sur le droit au retour pour les réfugiés arméniens. Membre de l'*Ozakom*, Zavriev milite ardemment en avril auprès du prince Lvov pour que les territoires occupés ne soient pas soumis à l'administration caucasienne, mais directement au gouvernement provisoire. Dans une lettre du 25 avril (?) 1917, il souligne que « c'est la condition principale pour l'émancipation des Arméniens de la domination turco-kurde et des violences commises par la bureaucratie militaire, qui continue à exercer son emprise sur le Caucase¹⁴¹⁰ ». Ces demandes des élites arméniennes témoignent de la grande méfiance qui règne déjà entre les nouveaux acteurs de l'arène politique caucasienne et les frustrations accumulées du fait des politiques appliquées par le pouvoir de la vice-royauté. Le 26 avril 1917, le gouvernement provisoire adopte un décret où le concept « d'Arménie turque » remplace celui de « territoires de Turquie occupée ». Aver'janov, responsable de l'approvisionnement du front caucasien, devient commissaire-général des territoires d'Arménie turque, mais Zavriev reçoit le poste d'adjoint et exerce l'essentiel des responsabilités administratives pour la région, en s'appuyant sur une administration de plus en plus arménisée. Comme l'ancien gouverneur-général des territoires occupés, la nouvelle administration renonce à s'installer à Erzurum du fait des difficultés logistiques et matérielles, mais elle entend bien faire appliquer ses prérogatives envers l'*Ozakom*¹⁴¹¹.

Le morcellement politique s'accompagne en effet de difficultés croissantes dans le fonctionnement de l'espace caucasien. La conquête des vastes territoires ottomans a entraîné dès 1916, comme on l'a vu, un certain nombre de tensions administratives et économiques. L'acuité de la question est exacerbée au cours de l'année 1917, alors que des pans entiers de l'économie tsariste se déliment. Dès avril, l'*Ozakom* prend l'initiative d'une conférence pour développer un plan d'action économique pour la région, mais les difficultés

¹⁴¹⁰ Lettre de Zavriev au prince Lvov, 25 avril (8 mai) 1917, GARF, f. 1779, op. 1, d. 1470, ll. 1-2 ; sur l'influence de « kurdophiles » comme les princes Gadzhemukov et Shakhovskoj dans l'administration de Turquie occupée au début de 1917, voir Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, pp. 157-162.

¹⁴¹¹ Lettre d'Aver'janov à l'*Ozakom*, 7 (20) juin 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 227, l. 8 ; Armen Marukjan, *op.cit.*, 2003, pp. 339-341 ; Richard G. Hovannisian (dir.), « The Competition for Erzurum, 1914-1921 », in *Ibid* (dir.), *op.cit.*, 2003, p. 370 sur la question du retour des réfugiés, le gouvernement provisoire autorise le retour d'environ 150.000 réfugiés : Michael Hesemann, *Völkermord an den Armeniern*, Munich, F.A. Herbig, 2015, p. 282.

d'approvisionnement s'accumulent au printemps et à l'été. Dans les provinces d'Erevan et d'Elisavetpol, la pénurie alimentaire tourne parfois à la famine, déclenchant des troubles et désordres publics¹⁴¹². L'éclatement de sérieuses épizooties animales entraîne une diminution malvenue du cheptel dans tout l'espace caucasien. Dans un premier temps, la Perse apparaît comme un terrain possible d'approvisionnement : l'armée continue à y procéder à des achats massifs au début de 1917 et certaines autorités frontalières caucasiennes envoient des représentants pour procéder à des achats plus ponctuels. En Anatolie orientale, les réquisitions de bétails se multiplient parmi les populations locales¹⁴¹³. Cependant, ce recours aux ressources frontalières se ferme progressivement, car la disette qui sévit de manière croissante en Perse pousse le gouvernement iranien à envisager dès le printemps des mesures de restriction des exportations de grains et de bétail¹⁴¹⁴. La mauvaise récolte de l'été 1917 vide les greniers d'Etat de Tabriz et les achats de grains et de fourrage auxquels procède l'armée russe dans les régions d'Ourmiya et de Salmas intensifient la pénurie locale¹⁴¹⁵. Face à ces mesures et à l'effondrement continu du roubles, le gouvernement provisoire et l'*Ozakom* commencent à envisager de recourir au troc et à la réautorisation des exportations de certains produits interdits – par exemple le sucre – pour pouvoir acheter des céréales¹⁴¹⁶.

La circulation de biens et de produits alimentaires entre espaces occupés et Caucase apparaît de manière croissante comme une source de spéculation et de désordre. On observe de ce point de vue un véritable effondrement des mécanismes de contrôle frontalier des circulations, tant humaines qu'économiques. Au sein de l'administration des douanes, les comités locaux contestent de plus en plus ouvertement l'autorité de l'inspecteur du district douanier caucasien¹⁴¹⁷. La dégradation des conditions salariales des employés les pousse tant à des récriminations ouvertes contre le gouvernement provisoire et le Comité spécial de

¹⁴¹² Gohar Avagjan, *op.cit.*, 2008, p. 217 ; David Marshall Lang, *op.cit.*, 1962, pp. 198-199 ; voir les rapports dans STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 55.

¹⁴¹³ Voir sur ce point la lettre envoyée à l'*Ozakom* par le délégué sur place du comité arménien de Moscou, le 16 (29) mai 1917 : Makich' Arzumanjan, *op.cit.*, 1969, p. 739 ; lettre du général Youdenitch à l'état-major central, 28 avril (11 mai) 1917, in N.E. Kakurin (éd.), *Razlozhenie armii v 1917 godu*, Moscou-Leningrad, Gosizdatel'stvo, 1925, pp. 14-15.

¹⁴¹⁴ Procès-verbal de la commission alimentaire de l'*Ozakom*, 29 mars (11 avril) 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 343, l. 36.

¹⁴¹⁵ Rapport du consulat britannique à Tabriz, 16 août 1917, TNA, FO 248/1188 ; rapport de l'adjoint au commissaire frontalier avec la Perse, 30 avril (13 mai) 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 341, l. 152.

¹⁴¹⁶ Une commission spéciale est créée à Petrograd à la fin de l'été et une commission équivalente est établie auprès de l'*Ozakom*, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 192, ll. 221-225.

¹⁴¹⁷ Protocole de la réunion des employés de la douane de Batoumi sur l'élection de représentants du personnel, 30 mars (12 avril) 1917, AARSA, f. i-14, op. 1, d. 31, ll. 3-4.

Transcaucasie qu'à des arrangements de plus en plus manifestes avec les règlements¹⁴¹⁸. A la frontière entre les territoires occupés ottomans et le Caucase, la porosité devient telle que le gouvernement provisoire décide en septembre d'abolir les droits de douane sur l'entrée au Caucase de produits d'Anatolie occupée. Cette mesure, qui vise à lutter contre les pénuries au Caucase, tire aussi les conséquences de la situation de fait qui s'est établie¹⁴¹⁹. L'incapacité de maintenir des mécanismes de contrôle frontalier révèle un effondrement intérieur des institutions étatiques et militaires russes dans la région, qui deviennent leurs propres fossoyeuses à mesure que s'accélère l'effondrement économique¹⁴²⁰. On voit ainsi les soldats russes se livrer à des trafics massifs de cigarettes et produits alimentaires sur la Caspienne et dans les ports de mer Noire, menaçant de violence les douaniers russes ou persans qui prétendraient continuer à appliquer les textes¹⁴²¹. Au même moment, les institutions de quarantaine humaine et animale aux frontières s'effondrent, accélérant la circulation des épidémies et épizooties¹⁴²². Cet effondrement est mis à profit par les réseaux de contrebandiers, qui se mettent à faire sortir massivement de Russie des produits interdits à l'exportation depuis le début de la guerre¹⁴²³.

Dès lors, le fonctionnement de l'espace constitué à la force de l'épée par l'armée tsariste évolue de plus en plus vers un état d'anomie. Des connexions auparavant illégitimes occupent progressivement l'ensemble du champ, tandis que s'effacent les modalités institutionnelles d'interaction entre les espaces. On voit ainsi le Comité spécial de Transcaucasie mettre un terme au projet emblématique de voie ferrée entre Batoumi et Trabzon, qui devait représenter la consécration officielle de l'intégration spatiale entre

¹⁴¹⁸ Lettre du comité des employés de la douane de Batoumi à l'Ozakom, 17 (30) mai 1917, AARSA, f. i-14, op. 1, d. 31, l. 68 ; rapport du soviet de Gagra, non daté (fin avril-début mai 1917), STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 192, l. 169.

¹⁴¹⁹ Note du ministre du Commerce et de l'Industrie Sergej Prokopovich au gouvernement provisoire, 16 (29) septembre 1917, GARF, f. 1779, op. 2, d. 404, ll. 1-9.

¹⁴²⁰ La décision du gouvernement provisoire du 13 (26) juillet 1917 de fermer les frontières de l'empire à la fin de juillet dans le contexte de la crise politique, afin d'empêcher les circulations des opposants au pouvoir, apparaît bien décalée dans le contexte caucasien : D.A. Chugaev, *Revoljutsionnoe dvizhenie v Rossii v ijule 1917 g. Ijul'skij krizis*, Moscou, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1959, p. 304.

¹⁴²¹ Lettre du gérant de la douane de Bakou, 19 septembre (2 octobre) 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 356, l. 2 ; sur un cas de violence de cosaques contre des douaniers persans, voir le rapport de la douane persane d'Astara au ministère des Finances, 16 Zû l-qa'de 1335 (3 septembre 1917), *GADKh*, 1384 (1995), pp. 258-259.

¹⁴²² La question fait l'objet d'une analyse sérieuse lors d'un congrès vétérinaire tenu à Tiflis en juillet : décision du premier congrès des institutions vétérinaires de Transcaucasie, 1^{er}-13 (14-27) juillet 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 343, ll. 177-188.

¹⁴²³ Rapport de l'inspecteur des douanes du Caucase, 15 (28) septembre 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 192, ll. 165-167 ; cette contrebande est d'autant plus facile que les douanes persanes ne s'y opposent pas, considérant que les interdictions sont le seul fait de la Russie : lettre du directeur des douanes d'Azerbaïdjan iranien au consulat-général russe à Tabriz, 5 (18) avril 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 340, l. 10.

Caucase et Anatolie. Le coup trop élevé des travaux est invoqué pour justifier cet abandon¹⁴²⁴. Il y a là un des aspects les plus visibles d'un retrait plus général de l'autorité russe. Militairement, le front caucasien entre dans une phase d'accalmie en raison de la crise interne de l'armée tsariste, ce qui inquiète fortement les Britanniques qui multiplient de leur côté les offensives au Moyen-Orient et souhaitent le maintien d'un second front¹⁴²⁵. Au moment où est décidé l'abandon de la voie ferrée Batoumi-Trabzon, l'état-major caucasien décide par exemple le retrait des positions avancées dans les vilayets de Bitlis et de Mouch¹⁴²⁶. Ce retrait s'accompagne du début de la fuite des populations chrétiennes vers le Caucase russe, par peur d'une offensive ottomane. A partir de l'automne 1917, la population grecque de Trabzon commence à partir vers les ports caucasiens de la mer Noire, dans un mouvement qui s'accélère rapidement¹⁴²⁷.

A la fin de 1917, l'espace caucasien sous domination russe apparaît donc comme un territoire de plus en plus désorganisé, où s'affrontent des autorités politiques et administratives rivales, sur fond d'anarchie socio-économique croissante. Les différentes formes d'influence construites par l'Empire tsariste au cours de la décennie précédente et pendant la guerre s'effritent rapidement¹⁴²⁸. Sur un plan stratégique, l'effondrement russe ouvre aux Ottomans – comme aux Allemands en Europe centrale – une opportunité majeure, qui a fait l'objet de nombreuses études d'histoire diplomatique et militaire. Mais cette opportunité est aussi une difficulté. Si les Ottomans parviennent, à partir du début de 1918, à lancer des offensives victorieuses contre le Caucase russe, ils sont confrontés au problème de l'organisation nouvelle d'un espace en plein délitement.

2. Une nouvelle marge pour un vieil empire : le Caucase à l'heure ottomane

En février 1918, l'armée ottomane se lance dans des conquêtes rapides à travers l'Anatolie orientale et le Caucase russe. Deux conférences de paix ont lieu, à Trabzon puis à

¹⁴²⁴ Procès-verbal de la commission alimentaire de l'*Ozakom*, 29 mars (11 avril) 1917, STsSSA, f. 2081, op. 1, d. 343, l. 38.

¹⁴²⁵ İsmet İnönü, *Hatıralar, 1. Kitap*, Bilgi Yayinevi, Ankara, 1985, pp. 110-112 ; Mohammad'alî Kâzembîkî, *Daryâ-ye Khazar va qudrathâ-ye bozorg. Imperîâlîzm-e Britânyâ (1335-1338 h.q.)*, Téhéran, Markaz-e Asnâd va Târîkh-e Dîplomasî, 1384 (2005), p. 20.

¹⁴²⁶ Evgenij F. Ludshujejt, *Turtsija v gody Pervoj Mirovoj Vojny*, Moscou, Izdatel'stvo Moskovskogo Universiteta, 1966, p. 73.

¹⁴²⁷ Andrea Spyranți, *op.cit.*, 1991, pp. 36-37.

¹⁴²⁸ En Iran du Nord, les nombreux fonctionnaires russes affectés auprès des administrations iraniennes commencent à partir dès l'été 1917. 'Abdollah Bahrâmî, *op.cit.*, 1344 (1965), pp. 538-539.

Batoumi, pour tenter de mettre un terme à la guerre. La concentration excessive sur la dimension militaire de l'année 1918 a cependant masqué la place qu'occupe ce moment 1918 pour l'empire ottoman. Pendant quelques mois, les dirigeants ottomans se constituent une aire d'influence considérable, qu'il s'agit de rattacher politiquement, économiquement et administrativement à l'empire. Cette brève occupation clôt le cycle des occupations de la guerre, mais aussi d'occupations antérieures, car elle retourne à la situation de 1878. Dans un renversement des rôles historiques, l'Empire ottoman pose en restaurateur de l'ordre politique face à l'implosion de l'espace politique russe. Si le Caucase reste vu comme une marge à intégrer, Constantinople redevient la capitale impériale de référence.

a) Une périphérie en mal d'empire

Le coup d'Etat bolchevique d'octobre 1917 constitue pour la Transcaucasie un tournant majeur car, comme dans les autres périphéries de l'empire, la captation du pouvoir central par une minorité politique remet en cause les liens qui relient la région à la capitale. Les différentes institutions caucasiennes, y compris la plupart des soviets, adoptent des résolutions qui condamnent le coup de force¹⁴²⁹. Mais les dirigeants caucasiens hésitent sur les conséquences à en tirer. On est loin, à Tiflis, de l'attitude des socialistes ukrainiens de la Rada, qui proclament dès novembre l'autonomie de l'Ukraine, avant de proclamer l'indépendance complète de la république le 22 janvier 1918, par le quatrième *Universal*¹⁴³⁰. L'absence de proximité physique, et donc de menace directe, entre les bolcheviks et le Caucase explique cette attitude ambiguë, d'autant que les informations sur l'attitude du nouveau régime parviennent initialement de manière confuse. Dès lors, la constitution d'un Commissariat transcaucasien en remplacement du Comité spécial de Transcaucasie apparaît surtout comme un acte intérimaire, justifié par « l'absence de gouvernement central reconnu par tous¹⁴³¹ ». S'il ne reconnaît pas le nouveau pouvoir bolchevique et gouverne avec une

¹⁴²⁹ Les travaux de l'époque soviétique font preuve sur la reconnaissance du coup de force bolchevique d'une certaine gêne. Kharit'on Akhvlediani, *Sabch'ota khelisuplebis damqareba Ach'arashi, 1917-1921 ts'.ts'.*, Batoumi, Sabch'ota Ach'ara, 1971, pp. 22-24 ; il est en revanche certain que les soviets militaires du front ont mieux accueilli la nouvelle. On peut se référer à la carte des garnisons reconnaissant les bolcheviks dans A.P. Steklov, *Revoljutsionnaja dejatel'nost' bol'shevistskikh organizatsij na Kavkazskom fronte 1914-1917 gg.*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1969, pp. 286-287.

¹⁴³⁰ George Luckyj, *Literary Politics in the Soviet Ukraine, 1917-1934*, Durham, Duke University Press, 1990, p. 6-7.

¹⁴³¹ Décret de création du Commissariat transcaucasien, 15 (28) novembre 1917, et extrait de protoctole du Commissariat transcaucasien, 21 novembre (4 décembre) 1917, in *Dokumenty i materialy po vneshnej politike Zakavkaz'ja i Gruzii*, Tiflis, 1919, pp. 7-8 et 11-12. [par la suite, *DMVP*] ; l'expression revient de manière obsessionnelle dans le discours administratif caucasien. Il est parlant que l'ambassade russe en Perse l'utilise

autonomie de fait, le Commissariat transcaucasien continue à considérer la Transcaucasie comme partie de la « république russe », dans la poursuite des idéologies fédéralistes fortes de ses membres. Plus, il maintient initialement des canaux de coordination militaire avec le pouvoir bolchevique, pour faire face aux menaces extérieures. Il examine ainsi, au début de décembre, la possibilité de faire transiter au commissariat du Peuple à la Guerre une demande d'aide matérielle. En définitive, décision est prise de faire passer cette demande d'état-major à état-major, pour lui conférer un caractère « technique » – selon les mots du menchevik géorgien Evgeni Gegetchkori – et ne pas reconnaître officiellement le nouveau pouvoir soviétique¹⁴³².

Le Caucase reste donc, juridiquement et politiquement, la dépendance d'un espace plus vaste et ses actions dans les domaines militaire et diplomatique continuent à être menées dans cet esprit. Cette continuité est illustrée symboliquement par la décision, prise au début de 1918, de faire des élus caucasiens de l'Assemblée constituante russe la base d'une assemblée (*Sejm*) pour le Caucase¹⁴³³. On retrouve là l'ambiguïté précédente, puisque chaque acte visant à répondre à l'abandon du Caucase à lui-même s'accompagne de mesures qui réaffirment l'appartenance à une entité politique post-tsariste. Les perceptions populaires des événements n'entrent cependant guère dans ces subtilités. La désertion des soldats originaires des parties européennes de l'empire prend des proportions catastrophiques à partir de l'automne¹⁴³⁴. L'historiographie soviétique a eu beau jeu d'y voir la conséquence de l'influence bolchevique et du défaitisme révolutionnaire, mais il semble que des facteurs nationaux soient plus importants¹⁴³⁵. Alors que leurs régions d'origine sont aux mains des bolcheviks ou de régimes indépendants, les soldats non-caucasiens du front ne se sentent pas liés à un effort militaire qui n'est plus le leur. Depuis le début de l'automne 1917, les soldats ukrainiens en poste sur le littoral ottoman sont ainsi de plus en plus débauchés par des émissaires venus de la part du

aussi pour proposer son allégeance au Commissariat transcaucasien à la fin de novembre 1917, STsSSA, f. 1818, op. 2, d. 33, l. 138.

¹⁴³² Compte rendu de la séance du Commissariat transcaucasien, 2 (15) décembre 1917, STsSSA, f. 1818, op. 1, d. 281, l. 1 ; il faut aussi rappeler l'existence de contacts entre certains dirigeants caucasiens, notamment dachnaks, et les bolcheviks, en dehors des canaux officiels : Richard G. Hovannisian, *op.cit.*, 1967, pp. 111-113.

¹⁴³³ Le terme de *Sejm* désigne le parlement dans le vocabulaire politique polonais, sur la base d'une ancienne racine slave. Sur le fonctionnement tumultueux du *Sejm*, on peut trouver des éléments – au-delà de la phraséologie de l'historiographie soviétique tardive – dans Armen Galoian, « Sozdanie i krakh Zakavkazskogo Sejma », *Patma-banasirakan handes*, No. 1, 1986, pp. 157-169.

¹⁴³⁴ M. Frenkin, *op.cit.*, 1978, pp. 722-725 ; Ashot Harut'junjan, *Turk'akan intervents'ian Andrkovkas 1918 t'jev ink'napashpanakan kr'ivnerë*, Erevan, Hajkakan SSH GA Hratarakch'ut'jun, 1984, pp. 39-47.

¹⁴³⁵ Rapport du consul américain à Tiflis, F. Willoughby Smith, 19 octobre 1917, in *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States. 1918, Russia (Volume II)*, Washington, United States Government Printing Office, 1932, p. 579.

nouveau pouvoir ukrainien qui tente de se constituer des forces armées¹⁴³⁶. A l'inverse, les premiers efforts pour remplacer les défections par des soldats caucasiens ne connaissent qu'un succès réduit¹⁴³⁷. La constitution d'unités construites sur un principe ethnique germe à l'automne 1917 et est entérinée définitivement par une décision des 18-19 décembre 1917 du Commissariat transcaucasien, qui autorise par la même occasion la démobilisation des soldats originaires d'autres régions de l'ancien empire¹⁴³⁸. Le général Levandovskij, nouveau commandant-en-chef au Caucase, souligne dans un rapport au Commissariat l'impératif que constitue la nationalisation du front : « La discipline s'est effondrée et seuls les soviets nationaux ont une influence sur la masse des soldats à l'heure actuelle. C'est la raison pour laquelle la réorganisation de l'armée sur une base nationale doit être un principe indiscutable¹⁴³⁹ ». Le 26 décembre 1917, un corps d'armée arménien dirigé par le général Nazarbekov est organisé, regroupant des troupes hétéroclites, en même temps qu'un corps d'armée géorgien commandé par le général Gabashvili¹⁴⁴⁰.

Cette restructuration sur des bases nationales de l'ancienne armée impériale est lourde de conséquences pour la région. Elle conduit en premier lieu à une forme de division de l'ancien espace sur des lignes déjà nationales. C'est ainsi que le front avec l'Empire ottoman se trouve découpé en fonction des intérêts nationaux des Géorgiens et des Arméniens. Le versant nord est confié aux unités géorgiennes, tandis que la section entre la Perse et Bayburt, qui inclut les régions de Kars et d'Erzurum, se place sous l'autorité du corps d'armée du général Nazarbekov. S'introduisent ainsi des subdivisions territoriales qui préfigurent les espaces des indépendances et sont nettement perçues par les dirigeants ottomans¹⁴⁴¹. Le second aspect de cette politique de nationalisation est l'intensification des tensions internes entre groupes ethniques. On retrouve à l'œuvre certaines des dynamiques de rumeur actives au cours de la révolution de 1905, car la constitution d'unités géorgiennes et arméniennes suscite l'hostilité d'une partie de la population musulmane du Caucase, qui se sent mise à

¹⁴³⁶ Lev Bykovs'kyj, *Vid pryvorottja do Trapezundu. Spomyny (1895-1918)*, Munich-Denver, Vydavnytstvo Dniprova Khvylja, 1969, pp. 116-118.

¹⁴³⁷ Des officiers arméniens obtiennent ainsi au printemps de Kerenski le retour des soldats arméniens sur le front caucasien, mais ce transfert ne s'effectue que très partiellement. Anouche Kunth parle de quelques milliers de retours, sur 35.000 autorisés. Anouche Kunth, *Du Caucase à Paris...*, 2013, p. 104.

¹⁴³⁸ Rapport de la chancellerie en charge de la démobilisation des troupes, 12 (25) février 1918, RGVIA, f. 13227, op. 2, d. 20, l. 15.

¹⁴³⁹ Compte rendu de séance du Commissariat transcaucasien, 14 (27) décembre 1917, STsSSA, f. 1818, op. 1, d. 281, l. 48.

¹⁴⁴⁰ Evgenij Ludshujejt, *op.cit.*, 1966, pp. 160-161.

¹⁴⁴¹ Ashot Harut'junjan, *op.cit.*, 1984, pp. 78-79.

l'écart de l'entreprise de nationalisation de l'armée¹⁴⁴². La retraite des troupes de l'armée tsariste d'Iran s'accompagne de nombreux incidents à partir de janvier 1918, lorsque les populations musulmanes des provinces de Bakou et d'Elisavetpol tentent de désarmer des convois de soldats, afin de constituer leurs propres milices et unités. D'anciens membres de la « division sauvage », rapatriés au Caucase après l'implication manquée de la division dans le putsch de Kornilov, jouent un rôle central dans la constitution d'unités locales musulmanes. A Shamkhor¹⁴⁴³, des affrontements violents éclatent lorsque les musulmans encerclent des convois qui se replient et refusent de céder leurs armes¹⁴⁴⁴.

Ces tensions se trouvent accrues par la reprise du conflit entre les Ottomans et la « Transcaucasie ». Le 5 (18) décembre 1917, une trêve a été signée à Erzincan entre le commandement du front caucasien russe et le général Vehip Pasha¹⁴⁴⁵. Mais les militaires ottomans utilisent le glissement institutionnel et politique progressif de la Transcaucasie pour justifier une offensive au début de l'année 1918. Le commandement ottoman dénonce les violences commises contre les musulmans d'Anatolie orientale par les nouvelles unités nationales, notamment arméniennes, et joue de l'ambiguïté qui caractérise l'entreprise de nationalisation de l'armée du Caucase pour se libérer des obligations de la trêve. Les généraux ottomans considèrent en effet ces unités nationales comme des troupes irrégulières, accusées d'ignorer le droit de la guerre, et non comme les héritières de l'armée russe¹⁴⁴⁶. Enver Pasha est particulièrement insistant sur les atrocités dans ses entretiens avec les diplomates allemands et austro-hongrois. Il finit par irriter Pallavicini, ambassadeur austro-hongrois, qui confie que « le gouvernement turc prend les exactions supposément commises par les bandes arméniennes dans les territoires turcs précédemment occupés par la Russie

¹⁴⁴² Dès l'été 1917, le chef de la mission militaire française au Caucase, Chardigny, souligne que la création de régiments musulmans pour le front caucasien fait débat. Lettre du 18 août 1917 au chef de la mission militaire française en Russie, in Arthur Beylerian (dir.), *op.cit.*, 1983, pp. 381-383 ; Une délégation de musulmans qui se rend en janvier auprès de Vehib Pasha souligne ce sentiment. Halil Bal, *Azerbaycan Cumhuriyetinin Kuruluş Mücadelesi ve Kafkas İslam Ordusu*, Istanbul, İdil Yayıncılık, 2010, pp. 106-109.

¹⁴⁴³ Actuellement Şəmki, en Azerbaïdjan.

¹⁴⁴⁴ Rapport du président de la commission d'histoire militaire sur les Arméniens dans la guerre de 1914-1918, A.P. Kulebjakin, non daté (1918), HAA, f. 121, op. 1, d. 29, ll. 8-11, reproduit dans Amatuni Virabjan (éd.), *Hajeri kotoratsnerë Bak'vi yev Elizavetpoli nahangnerum 1918-1920 t't'*, Erevan, HH Patmut'jan Arkhiv, 2003, pp. 14-16 ; voir aussi le témoignage de Husamettin Tuğaç, *op.cit.*, 1975, pp. 188-191 ; lettre de Nicolas, consul de France à Tiflis, à Stéphen Pichon, 14 janvier 1918, in Arthur Beylerian (dir.), *op.cit.*, 1983, p. 472.

¹⁴⁴⁵ *DMVP*, 1919, pp. 12-23.

¹⁴⁴⁶ Télégramme de l'ambassadeur austro-hongrois à Constantinople, Pallavicini, au ministère des Affaires étrangères, 16 janvier 1918, HHStA, PA I 946 ; télégramme du général Odishelidze au général Lebedinskij, 9 (22) février 1918, *DMVP*, 1919, p. 61 ; cette perception est renforcée par la constitution de véritables unités irrégulières arméniennes et syriaques dans les régions en Azerbaïdjan iranien, lorsque les troupes russes commencent à se retirer : Metin Barış, « Urmiye ve Havalisinde Ermeni ve Nasturilerin Faaliyetleri (1917-1918) », *Gazi Akademik Bakış*, Vol. 4, No. 7, hiver 2010, pp. 153-163.

comme prétexte pour les réoccuper peu à peu¹⁴⁴⁷ ». Quelques jours plus tard, le 13 février 1918, les troupes turques franchissent la ligne de démarcation et occupent Erzincan et Trabzon, mettant en déroute les unités nationales géorgiennes et arméniennes¹⁴⁴⁸.

L'avancée ottomane fait éclater les contradictions internes des forces politiques et sociales caucasiennes, comme l'a bien montré l'historiographie. Afin d'y mettre un terme, les Caucasiens se trouvent confrontés à la nécessité de mener des négociations de paix, ce qui suppose une clarification du statut de leur région. Depuis le début de janvier 1918, ils refusent en effet de mener des négociations diplomatiques indépendantes, soulignant qu'ils ne peuvent entrer dans de telles négociations qu'en se coordonnant « avec les points de vue des autres gouvernements autonomes des entités territoriales de la république russe¹⁴⁴⁹ ». Il faut attendre le 16 février (1^{er} mars) pour que le *Sejm* décide de mener des négociations diplomatiques directes avec les Ottomans, sans proclamer pour autant l'indépendance de la Transcaucasie¹⁴⁵⁰. Mais cette initiative est trop tardive, alors que les bolcheviks, qui négocient à Brest Litovsk, sont contraints d'accepter deux jours plus tard des conditions de paix draconiennes. Ces conditions s'appliquent notamment au front caucasien, où les régions de Kars, Ardahan et Batoumi sont cédées à l'Empire ottoman, en plus de la restitution de toutes les terres occupées pendant la Première Guerre mondiale¹⁴⁵¹. L'historiographie a bien noté l'importance des arguments juridiques dans la séquence politique qui s'ensuit. Face aux cris d'orfraie des dirigeants caucasiens qui rejettent la validité de l'accord, les Ottomans leur rappellent qu'ils n'ont jamais proclamé leur indépendance, continuent à se considérer comme une partie de la Russie et qu'il leur faut donc accepter le traité signé par le gouvernement central¹⁴⁵². Les pourparlers entre Ottomans et Caucasiens, qui s'ouvrent le 26 février (12

¹⁴⁴⁷ Télégramme de l'ambassadeur austro-hongrois à Constantinople, Pallavicini, au ministère des Affaires étrangères, 8 février 1918, HHStA, PA I 946.

¹⁴⁴⁸ Werner Zürer, *op.cit.*, 1978, pp. 34-35.

¹⁴⁴⁹ Lettre du commissariat transcaucasien à Vehib Pasha, 15 (28) janvier 1918, *DMVP*, 1919, pp. 35-36 ; minutes du gouvernement transcaucasien, 15 (28) janvier 1918, STsSSA, f. 1818, op. 2, d. 6, ll. 37-40.

¹⁴⁵⁰ Les débats au Sejm qui précèdent cette décision soulignent que les dirigeants caucasiens continuent à percevoir la Transcaucasie comme une « périphérie » (*okraina*) de l'Etat russe, dont le malheur vient de ce qu'elle est « coupée » (*otorvannaja*) du reste du pays. Rapport de la commission sur la paix du Sejm, 16 février (1^{er} mars) 1918, et décision du Sejm sur l'ouverture des négociations, le même jour, *DMVP*, 1919, pp. 73-74 et 83-84.

¹⁴⁵¹ Télégramme de Karakhan au commissariat transcaucasien, 17 février (2 mars) 1918, *DMVP*, 1919, p. 85 ; Wojciech Materski, *op.cit.*, 1994, pp. 38-41 ; sur les négociations, voir la monographie détaillée de Selami Kılıç, *Türk-Sovyet İlişkilerinin Doğuşu*, Istanbul, Dergâh Yayınları, 1998.

¹⁴⁵² Du côté caucasien, le leader azéri Xan Xoyski reconnaît, à la veille de l'ouverture des négociations à Trabzon que les Ottomans font preuve de cohérence (*posedovatel'nost'*) dans leur argumentation sur l'application au Caucase du traité de Brest Litovsk. Rapport sténographique des débats au Sejm, 25 février (11 mars) 1918, *DMVP*, 1919, pp. 98-99 ; Firuz Kazemzadeh écrit avec ironie : « The Seim and its delegation were trying to convince the Turks that Transcaucasia was an *almost* independent state, as though there were from the standpoint of international law such a thing as 'almost-independence'. » Firuz Kazemzadeh, *The Struggle for Transcaucasia (1917-1921)*, New York-Londres, Philosophical Library –George Ronald, 1951, p. 95.

mars) 1918 à Trabzon voient donc une situation très défavorable aux négociateurs caucasiens, car ils se concentrent sur ces points faibles. Les Caucasiens s'efforcent de démontrer aux Ottomans que : « La Transcaucasie constitue déjà un Etat *de facto*, bien qu'elle ne se soit pas encore déclarée et n'ait pas fait de notification aux puissances au sujet de son indépendance ». Mais il n'est guère difficile à la délégation de Rauf Bey de rappeler les dénégations répétées de leur indépendance par les Caucasiens dans les semaines précédentes¹⁴⁵³.

Cette ligne diplomatique est rendue d'autant plus périlleuse, que les Caucasiens ne présentent qu'en apparence un front uni au cours de ces négociations et que les positions communes sont peu solides¹⁴⁵⁴. Les différentes forces politiques, en particulier les trois grandes factions nationales – mencheviks géorgiens, dachnaks et moussavatistes azéris – se soupçonnent mutuellement de nourrir l'anarchie intérieure au Caucase. Géorgiens et Arméniens reprochent aux moussavatistes une ligne trop souple envers les Ottomans par solidarité religieuse et désintérêt pour les provinces du Caucase occidental. Les affrontements armés qui se déclenchent à Bakou entre les Arméniens, alliés aux bolcheviks, et les musulmans de la ville, les 29 et 30 mars, exacerbent les tensions, d'autant que le contexte exact de leur déclenchement reste à l'époque peu clair. La part ethnique de ces affrontements a été minimisée par l'historiographie soviétique, qui insiste sur la manipulation des musulmans par des forces politiques « réactionnaires », opposées à ce qui devient la « commune de Bakou ». Ce gouvernement, dirigé par Stepan Shahoumjan et affilié à la Russie bolchevique, ne reconnaît pas les autorités caucasiennes¹⁴⁵⁵. Xan Xoyski menace le 3 avril les membres du Commissariat transcaucasien d'une démission collective des ministres

¹⁴⁵³ Notes échangées par les délégations concernant la « situation au regard du droit international » de la Transcaucasie, 1^{er}-3 (14-16) mars 1918, *DMVP*, 1919, pp. 116-119 ; la conversation entre Rauf Bey et Tchkhenkeli le 27 février (13 mars) tourne à au tournoi juridique : STsSSA, f. 1818, op. 2, d. 8, ll. 8-9.

¹⁴⁵⁴ Les divisions intérieures de la Transcaucasie s'expriment dès l'arrivée de la délégation, pléthorique afin de pouvoir représenter toutes les nationalités et sensibilités politiques. Un journal turc plaisante en écrivant qu'elle est « trop petite pour un corps expéditionnaire, mais trop grande pour une délégation de paix ». Richard G. Hovannisian, *op.cit.*, 1967, pp. 133-134 ; la presse caucasienne elle-même ne cesse d'évoquer ces divisions, comme le rappelle le délégué Khasmamedov : minutes de la délégation caucasienne, 14 mars 1918, STsSSA, f. 1818, op. 2, d. 8, l. 44 ; Dzhamil' Gasanli, *Istoriya diplomatii Azerbajdzhanskoj respublik, T.1: Vneshnjaja politika Azerbajdzhanskoj Demokraticheskoy Respubliki (1918-1920)*, Moscou, Flinta-Nauka, 2010, pp. 52-54.

¹⁴⁵⁵ Voir le rapport de Stepan Shahoumjan, président du conseil des commissaires du peuple de Bakou, à Lénine, 13 avril 1918, in Stepan Shaumjan, *Pis'ma, 1896-1918*, Erevan, Gosizdatel'stvo Armenii, 1959, pp. 63-67 ; E.A. Tokarzhvskij, *Iz istorii inostrannoj intervetsii i grazhdanskoj vojny v Azerbajdzhane*, Bakou, Izdatel'stvo AN Azerbajdzhanskoj SSR, 1957, pp. 50-51 ; rappelons que Shahoumjan a été nommé commissaire extraordinaire du gouvernement bolchevique au Caucase dès décembre 1917 : Ju.I. Amiantov *et alii* (dir.), *Protokoly zasedanij Soveta narodnykh komissarov RSFSR. Nojabr' 1917-mart 1918*, Moscou, ROSSPEN, 2006, p. 117 ; pour une reconsidération sérieuse du rôle des moussavatistes au cours de cette phase, voir Michael G. Smith, « Anatomy of a Rumour: Murder, Scandal, the Musavat Party and Narratives of the Russian Revolution in Baku, 1917-1920 », *Journal of Contemporary History*, Vol. 36, No. 2, avril 2001, pp. 211-240 ; la vision azérie des événements se trouve dans le rapport de la commission d'enquête extraordinaire, 22 novembre 1918, in Yusuf Sarımay *et alii* (éd.) *Azerbaycan Belgelerinde Ermeni Sorunu (1918-1920)*, Ankara, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 2001, pp. 164-171.

musulmans si rien n'est entrepris pour mettre un terme à la domination bolchevique sur la ville¹⁴⁵⁶. Dès lors, un deuxième front s'ouvre au Caucase oriental avec les bolcheviks, alors même que les Ottomans reprennent leur offensive du fait de l'échec des négociations de Trabzon. Face à cette double menace, les dirigeants caucasiens décident finalement de proclamer l'indépendance d'une république fédérative de Transcaucasie, le 10 (23) avril 1918, dans l'espoir de pouvoir ouvrir de nouvelles négociations avec les Ottomans¹⁴⁵⁷. Alors même qu'ils proclament cette indépendance, les dirigeants caucasiens rappellent encore qu'elle leur est imposée par la politique des bolcheviks et l'agression ottomane¹⁴⁵⁸. C'est en définitive dans un contexte diplomatique et militaire bien plus difficile qu'ils entrent à partir du 11 mai dans de nouvelles négociations de paix à Batoumi. La ville est passée depuis le mois précédent aux mains des Ottomans, de même que la région de Kars, et le négociateur ottoman Halil Bey compte bien faire entériner par cette seconde conférence des cessions territoriales supplémentaires¹⁴⁵⁹. La conquête n'est cependant qu'un aspect de l'histoire qui se joue en ce printemps 1918, car elle contraint les Ottomans à penser une politique de réintégration des territoires qui leur reviennent.

b) La « queue du lézard » : repenser les *Elviye-i Selâse*.

La presse ottomane, alors que l'avancée militaire sur le front caucasien prend des proportions de plus en plus impressionnantes, manifeste à partir de mars 1918 un triomphalisme certain. Une des illustrations les plus connues de la presse de l'époque, en première page du *Tasvîr-i Efkâr* le 5 mars, représente un soldat ottoman, drapeau turc à la main, qui se presse au secours d'une femme, dénudée et enchaînée à un roc (*figure 52*)¹⁴⁶⁰. Un soleil levant brille dans le dos du soldat, comme s'il arrivait de l'Orient. Les titres qui

¹⁴⁵⁶ Bəxtiyar Nəcəfov, *Azərbaycan Demokratik Respublikası*, Bakou, Azərbaycan Bilik Maarifçilik Cəmiyyəti, 1992, pp. 8-9 ; compte rendu sténographique de session du Sejm de Transcaucasie, 20 mars (2 avril) 1918, STsSSA, f. 1819, op. 1, d. 52.

¹⁴⁵⁷ Circulaire du gouvernement transcaucasien aux autorités locales, 10 (23) avril 1918, *DMVP*, 1919, pp. 222-223.

¹⁴⁵⁸ Dans un discours du 26 avril, Irakli Tsereteli déclare : « Jamais, même à l'époque de l'autocratie, la Russie tsariste elle-même ne nous avait placés devant ce dilemme : périr dans l'inaction ou détruire de nos propres mains la vie, l'existence de nos peuples ». Irakly Tsérételli, *Séparation de la Transcaucasie et de la Russie et indépendance de la Géorgie. Discours prononcés à la Diète Transcaucasienne par Irakly Tsérételli*, Paris, Imprimerie Chaix, 1919, p. 21 ; on peut lire, avec les précautions d'usage, Armen Galoian, « Otdelenie Zakavkaz'ja ot Sovetskoj Rossii. Sledstvie antisovetskoj politiki zakavkazskogo Sejma », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 6, 1985, pp. 3-17 ; les thèses soviétiques sur le « séparatisme » du Sejm sont donc à rejeter : S.T. Arkomed, *Materialy po istorii otpadenija Zakavkaz'ja ot Rossii*, Tiflis, Izdatel'stvo Krasnaja Kniga, 1923, pp. 16-17.

¹⁴⁵⁹ Les districts d'Akhalsikhe, d'Akhalkalaki, ainsi que les régions d'Alexandropol et Echmiadzin. Dzhamil' Gasanli, *op.cit.*, 2010, pp. 82-83.

¹⁴⁶⁰ Selami Kılıç, *Türk-Sovyet ilişkilerinin doğuşu*, Istanbul, Dergâh Yayınları, 1998, p. 453.

accompagnent cette une illustrent l'état d'esprit ambiant. Les provinces conquises y sont à la fois présentées comme « anciennes » (*kadîme*) et « usurpées » (*mağsube*). Sans surprise, la reconquête est présentée comme un processus historiquement légitime, relevant à la fois de la « restitution » (*istirdâd*) et de la « libération » (*istihlâs*). Cette rhétorique du retour de terres perdues se fait sous un angle qui illustre le processus de nationalisation auquel a été soumis l'Empire ottoman au cours de la guerre¹⁴⁶¹. Le retour n'est en effet pas uniquement rétablissement dans le giron impérial, mais aussi réunion de membres perdus de la patrie. Le concept même d'*anavatan* (littéralement, « mère-patrie ») connaît à l'occasion un succès particulier. Politiquement, cette rhétorique trouve un point d'orgue avec la tournée triomphale qui mène Enver Pasha et de nombreux membres des élites dirigeantes mais aussi intellectuelles ottomanes à Batoumi, en avril 1918. Le voyage est, certes, plus commode que celui qui mènerait vers Kars, mais la ville portuaire est aussi plus propice à une mise en scène de l'ère nouvelle qui s'ouvre pour l'Empire. Le 19 avril, Enver proclame solennellement la « libération » de la ville et des anciennes provinces perdues, les *Elviye-i Selâse* de Kars, Ardahan et Batumi (*figure 53*)¹⁴⁶².

Cette libération des *Elviye-i Selâse* constitue un phénomène original qui reste peu étudié dans l'historiographie, bien que certains travaux turcs et géorgiens l'abordent en partie¹⁴⁶³. Cette négligence doit beaucoup à une forme de contraction temporelle qui voit dans l'Empire ottoman, en 1918, un moribond définitif, et ne s'intéresse guère à cette parenthèse de l'empire caucasien¹⁴⁶⁴. Sur le plan de ses enjeux, cette réoccupation ottomane constitue pourtant un exemple qu'il convient de distinguer nettement de la question des « occupations de guerre ». Une comparaison possible pourrait concerner une autre réoccupation-libération, celle de l'Alsace-Lorraine par les Français en novembre 1918. Les travaux sur cette réoccupation, dans sa dimension la plus immédiate, restent très rares, à l'exception d'une

¹⁴⁶¹ Sur la couverture donnée par la presse ottomane, notamment l'article « Batum Istirdâdı » par Yunus Nadi, dans le *Tasvîr-i Efkâr* du 17 avril 1918, voir Enis Şahin, *Trabzon ve Batum konferansları ve antlaşmaları (1917-1918)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 2002, pp. 461-462.

¹⁴⁶² Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, pp. 204-205.

¹⁴⁶³ Les travaux en turc et en géorgien sont cependant peu utilisés conjointement. Les recherches géorgiennes sont en général centrées sur la description de « l'arrachement » de la région de Batoumi à la Géorgie. L'historiographie kartéophone n'est ainsi pas utilisée dans le riche ouvrage de Mustafa Sari, *Türkiye-Kafkasya İlişkilerinde Batum*, Ankara, Afşaroğlu Matbaası, 2014 ; pour un exemple des recherches en géorgien sur cette période, Malkhaz Sioridze, *op.cit.*, 2002, pp. 248-263 et Otar Gogolishvili, *Sotsialuri da erovnuli modzraoba samkhret-dasavlet Sakartveloshi (Batumi olki) utskhoeli (osmaleti, inglisi) ok'upant'ebis ts'inaaghmdog 1918-1920 ts'lebshi*, Batoumi-Tbilissi, pas d'éditeur, 2001.

¹⁴⁶⁴ Une ambiguïté similaire existe dans le cas de l'occupation par l'Allemagne, au cours de l'année 1918, d'une grande partie de l'Europe centre-orientale, mais les travaux sont plus nombreux. Pour un aperçu des recherches sur l'occupation de l'Ukraine, Wolfram Dornik, Stefan Karner, *Besatzung der Ukraine 1918. Historischer Kontext-Forschungsstand-wirtschaftliche und soziale Folgen*, Graz-Vienne-Klagenfurt, Veröffentlichungen des Ludwig-Boltzmann-Instituts für Kriegsfolgen-Forschung, 2008.

thèse en cours par Joseph Schmauch¹⁴⁶⁵. La comparaison est cependant riche d'enseignements, d'autant qu'elle met en contact des espaces rarement juxtaposés. Écoutons le discours de Clemenceau à la Chambre, le 11 novembre 1918 : « J'envoie le salut de la France, une et indivisible à l'Alsace et la Lorraine retrouvées¹⁴⁶⁶ ». Les accents sont les mêmes que ceux employés par les dirigeants ottomans et les espoirs associés à cette libération ne sont guère éloignés. Dans les deux cas, le thème de la libération fait l'objet de considérations idéologiques mais aussi politiques. Jules Jeanneney, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, souligne dans une instruction du 25 décembre 1918 que les territoires ne doivent en aucun cas être considérés comme soumis à un régime d'occupation jusqu'à la conclusion des traités des paix puisqu'ils ont été « libérés¹⁴⁶⁷ ». Du côté ottoman, la question se pose dès avril 1918, lorsque commence l'occupation, mais est résolue dans un sens différent, qui tient notamment à la signature du traité de Brest-Litovsk avec la Russie bolchevique. Le département juridique du ministère des Affaires étrangères rappelle ainsi dans une note du 28 avril 1918 que les *Elviye-i Selâse* doivent être réputés zones occupées jusqu'au règlement définitif de la guerre et à l'intégration formelle de ces régions à l'empire. Cela suppose que ses habitants continuent temporairement d'être considérés comme sujets russes, puisqu'ils ne remplissent pas la règle des cinq années de résidence nécessaires à la naturalisation. Cette mise en garde s'accompagne d'un renvoi au protocole de la convention de La Haye sur les régimes d'occupation pour inviter à conserver temporairement les lois en vigueur sur ces territoires¹⁴⁶⁸.

Les premiers moments de la réoccupation ottomane, comme ceux de la réoccupation française, s'accompagnent d'un effacement rhétorique des années précédentes. Le 16 avril 1918, le journal *Tanin* publie un article intitulé « La prise de Batoum », qui rétablit par enchantement la continuité avec le passé ottoman. Les transformations effectuées par les Russes sont effacées au profit d'une exaltation de la modernisation de la ville sous le règne du sultan Abdülaziz (1861-1876) et du gouverneur de Trabzon Emin Muhlis Pasha. L'assèchement des marécages entourant la ville et la construction de la mosquée Aziziye sont

¹⁴⁶⁵ Son projet de thèse est intitulé *Réintégrer les départements annexés : le gouvernement et les services d'Alsace-Lorraine (1914-1918)*, ce qui la place dans un ordre de questionnement tout à fait similaire.

¹⁴⁶⁶ Cité dans Joseph Schmauch, Jean-Luc Eichenlaub, « Le retour à la France des provinces perdues », in Philippe Nivet, Coraline Coutant-Daydé, Mathieu Stoll (dir.), *Archives de la Grande Guerre. Des sources pour l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 397.

¹⁴⁶⁷ Joseph Schmauch, « Novembre 1918. L'administration française s'établit en Alsace-Lorraine », *Revue d'Alsace*, No. 139, 2013, pp. 259-276. Je remercie l'auteur d'avoir eu l'obligeance de me transmettre cet article difficilement accessible.

¹⁴⁶⁸ Note du département juridique du MAE ottoman, 28 Nisan 1334 (28 avril 1918), reproduit dans M. Taner Koltuk, S. Talha Sağlam (éd.), *Osmanlı arşiv belgelerinde Ardahan*, Istanbul, T.C. Ardahan Valiliği Kültür Yayınları, 2009, pp. 54-59.

directement reliées aux cérémonies qui se préparent au début de mai dans la ville, pour accueillir les délégations gouvernementales¹⁴⁶⁹. Les gestes symboliques sont multipliés par les autorités ottomanes pour réaffirmer leur souveraineté sur la région. Le sultan offre ainsi mille livres turques à destination des indigents de la ville de Batoumi et la Porte fournit le grain qui permet à l'ancien port russe d'éviter une sévère disette¹⁴⁷⁰. L'installation relativement pacifique du pouvoir turc à Batoumi se trouve certes en décalage avec les violences plus importantes qui marquent la reconquête en Anatolie continentale. Mais ces faveurs ne sont pas sans ambiguïté, car les notables des provinces ottomanes de la mer Noire voient d'un mauvais œil cette priorité soudaine accordée aux régions reconquises. Les élites musulmanes de Trabzon, dont une partie avait fui la ville mais revient au printemps 1918, escomptent aussi un soutien financier pour la reconstruction de la ville¹⁴⁷¹. Les importants pillages effectués lors de la retraite anarchique des anciennes armées tsaristes au début de l'année laissent en effet nombre de bâtiments et d'institutions incapables de fonctionner¹⁴⁷². L'enseignant et journaliste Fazıl Ahmet Bey [Aykaç], envoyé à Batoumi dans les délégations officielles qui affluent vers Batoumi, fait allusion à cette rivalité dans un article du 4 juin, où il prend le parti de l'ancienne capitale pontique dans la lutte d'influence qui s'annonce. Son article, intitulé « Batoum ne doit pas faire oublier Trabzon », souligne la nécessité de ne pas négliger le port de Trabzon, tout aussi historique et important que celui de Batoumi la prospérité de l'Anatolie centrale¹⁴⁷³. Cette rivalité n'est pas sans rappeler des tensions, plus feutrées, entre les intérêts de la Lorraine restée française et ceux des régions libérées d'Alsace-Moselle¹⁴⁷⁴.

Mais les problèmes posés par la reconquête des provinces perdues apparaissent rapidement plus importants que prévus. La comparaison avec la situation française fait ressortir à cet égard des différences importantes. L'administration ottomane apparaît en effet

¹⁴⁶⁹ Fazıl Ahmet Bey [Aykaç], « Batum alındı », *Tanin*, 16 Nisan 1334 (16 avril 1918), cité dans Selçuk Ural, « Kurtuluşun Mondros Mütarekesi'ne Elviye-i Selâse'de Yaşanan Sorunlar », *Ankara Üniversitesi Türk İnkılâp Tarihi Enstitüsü Atatürk Yolu Dergisi*, No. 47 (Printemps 2011), p. 651 ; Mustafa Sarı, *op.cit.*, 2014, p. 13 ; on peut aussi souligner l'entreprise de rebaptisation des rues. L'avenue Marija devient avenue Selim III, l'avenue de Petrograd devient rue de Constantinople, la rue de Koutaisi devient rue Aziziye et la rue Turgenev est renommée rue Gazi Muhtar Pasha, en souvenir d'un des généraux de la guerre de 1877-1878. Décret du gouverneur turc de la ville, 22 août 1918, in G.V. Khachapuridze (éd.), *op.cit.*, 1958, p. 322.

¹⁴⁷⁰ Protocole du conseil municipal de Batoumi, 1^{er} juillet 1918, AARSA, f. i-7, op. 1, d. 701, ll. 7 et 15.

¹⁴⁷¹ Selçuk Ural, *Mondros mütarekesi ve Doğu vilayetleri*, Istanbul, IQ Kültür Sanat Yayıncılık, 2008, pp. 83-88.

¹⁴⁷² Sur la question des écoles, voir par exemple Hikmet Öksüz, Veysel Usta (éd.), *Mustafa Reşit Tarakçıoğlu Hayatı, Hatıratı ve Trabzon'un Yakın Tarihi*, Trabzon, Serander, 2008, p. 47.

¹⁴⁷³ Fazıl Ahmet Bey [Aykaç], « Batum Trabzon'u unutturmamalı », *Sabah*, 4 Haziran 1334 (4 juin 1918), cité par Selçuk Ural, *ibid.*, p. 653.

¹⁴⁷⁴ Une institution-clef pour l'étude de cette relation – qui n'a pas d'équivalent du côté ottoman à notre connaissance – est le Groupe lorrain présidé par Maurice Bompard et François de Wendel au cours de la Première Guerre mondiale, qui rassemble nombre de Lorrains influents. François Roth, *La Lorraine annexée. Etudes sur la présidence de Lorraine dans l'Empire allemand (1870-1918)*, Nancy, Annales de l'Est, 1976, pp. 624-625.

peu préparée face à cette reconquête inattendue. A l'inverse, l'administration française établit dès le début de la guerre des organes chargés de réfléchir à l'organisation futur des territoires occupés, comme la conférence d'Alsace-Lorraine présidée par Louis Barthou, qui siège à partir de février 1915¹⁴⁷⁵. La reconquête de l'Alsace-Moselle est par ailleurs préparée par l'occupation de quelques vallées du sud de l'Alsace dès l'été 1914, qui confronte les autorités françaises aux principaux enjeux de la reconquête. Elle les met notamment face au problème des différences linguistiques et culturelles qui caractérisent les régions intégrées au *Reich*, qui exigent un traitement différencié nonobstant les réticences du centralisme républicain¹⁴⁷⁶. Les Ottomans se trouvent au départ dans une situation beaucoup plus improvisée. Le témoignage de Fazıl Ahmet Bey est instructif de l'ignorance dans laquelle les élites de la capitale se trouvent face à la situation réelle des provinces reconquises. Dans un article du 29 mai, dans le journal *Sabah*, il attire l'attention sur la divergence culturelle forte qu'il observe entre la région de Batoumi et l'Empire ottoman. La région, perdue avant que le thème de la « turcité » devienne un enjeu primordial dans l'empire, a de surcroît subi une forte influence culturelle russe, qui rend indispensable une reconquête des esprits¹⁴⁷⁷. Les provinces ne reviennent pas « telles qu'on nous les avait prises¹⁴⁷⁸ ».

Cette conscience explique la priorité donnée par les autorités ottomanes à l'envoi de fonctionnaires exemplaires dans les territoires occupés, afin de présenter le meilleur visage de l'empire. Le ministère de l'Intérieur entreprend de recruter dans diverses provinces des fonctionnaires de police et de gendarmerie particulièrement bien notés, afin d'exprimer la bienveillance et la compétence de la nouvelle administration¹⁴⁷⁹. Comme l'écrivent Schmauch et Eichenlaub, à propos de la réoccupation française des vallées alsaciennes, au début de la guerre, « le gouvernement a bien conscience que l'administration de ces vallées engage la crédibilité des autorités françaises à organiser la vie civile dans un territoire jusque-là annexé

¹⁴⁷⁵ Joseph Schmauch, *op.cit.*, 2013.

¹⁴⁷⁶ Dès novembre 1914, Joffre promet de respecter les libertés locales lors d'une visite à Thann. Joseph Schmauch, Jean-Luc Eichenlaub, « Les territoires repris par la France », in Philippe Nivet, Coraline Coutant-Daydé, Mathieu Stoll (dir.), *op.cit.*, 2014, pp. 317-318.

¹⁴⁷⁷ Fazıl Ahmet Bey [Aykaç], « Batum Yolculuğu », *Sabah*, 29 Mayıs 1334 (29 mai 1918), cité par Selçuk Ural, *Ibid.*, p. 652 ; sur les impressions de voyage de Fazıl Ahmet Bey, en particulier sa description de Trabzon après la reconquête, voir Ali Şükrü Çoruk, *Mizah şairi Fazıl Ahmet Aykaç*, Istanbul, Kitabevi, 2008, pp. 453-454 ; cela explique l'opposition des Ottomans aux institutions trop ouvertement « russes » dans la ville : İsmail Eyyüpoğlu, « Batum Rus Milli Derneği ve Kapatılması (1918) », *Atatürk Dergisi*, Vol. 4, No. 1, 2004, pp. 133-151.

¹⁴⁷⁸ Ainsi s'exprime Georges Delahache dans un ouvrage sur la libération de l'Alsace-Lorraine. Georges Delahache, *Les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine*, Paris, Hachette, 1921, p. v.

¹⁴⁷⁹ Un télégramme parle du « liyâkat-ı mahsusa » à démontrer. Télégramme du ministère de l'Intérieur au gouverneur d'Edirne, 3 Haziran 1334 (3 juin 1918), DH.ŞFR, 88/39 ; la qualité du recrutement doit être facilitée par l'octroi d'importantes primes : Tuncay Öğün, *op.cit.*, 2004, p. 85.

au *Reich*¹⁴⁸⁰ ». L'administration des vallées adjares engage, à bien des égards, la crédibilité des autorités ottomanes dans la relève de l'administration tsariste. Sur ce plan, le succès des Ottomans semble réel. La presse caucasienne se fait ainsi l'écho de l'absence d'exactions à Batoumi et du comportement très correct des fonctionnaires et militaires ottomans¹⁴⁸¹. Dans un témoignage inédit sur l'occupation turque de l'Adjarie, conservé dans les archives du musée d'ethnographie de Batoumi, V.P. Mel'nikov écrit en ouverture :

« Beaucoup d'habitants de Batoumi pensaient, avant l'irruption des troupes turques en Adjarie, que le nouveau pouvoir turc violerait sans égards les coutumes et pratiques établies, mais une agréable surprise les attendait : loin d'endosser l'habit de despotes effrayants, les Turcs se révélèrent habiles et corrects lors de leur occupation¹⁴⁸². »

Le soulagement de la population, que met en avant Mel'nikov, doit être rapporté à deux considérations différentes. D'une part, l'héritage des années de guerre fait craindre les pires violences de la part de l'armée turque. Les Arméniens de Batoumi se lancent ainsi dans une fuite éperdue à la veille de l'arrivée des Turcs. D'autre part, le soulagement de la population bourgeoise et marchande de Batoumi doit être compris à l'aune des troubles croissants de l'année 1917. La conquête ottomane apparaît, sur un plan social et politique, comme un coup d'arrêt à l'agitation et aux désordres du tsarisme finissant. Ce facteur explique pour beaucoup le loyalisme professé par les élites municipales et rurales de la région à l'encontre du nouveau pouvoir¹⁴⁸³.

L'adoption des premières mesures destinées à légitimer le pouvoir ottoman, est complétée par une attention aux modalités de la réintégration à moyen terme des territoires repris aux Russes. Cette reconquête inattendue contraint en effet le gouvernement ottoman à procéder à une évaluation détaillée de la situation dans ces provinces. Un haut fonctionnaire

¹⁴⁸⁰ Joseph Schmauch, Jean-Luc Eichenlaub, « Les territoires repris par la France », in Philippe Nivet, Coraline Coutant-Daydé, Mathieu Stoll (dir.), *op.cit.*, 2014, p. 318.

¹⁴⁸¹ « Turki v Batume », *Bor'ba*, 7 avril 1918, No. 50, p. 3 ; là aussi, le contraste est important entre la côte et l'intérieur, où les violences sont nombreuses de part et d'autre : rapport du consul-général américain à Moscou, Summers, 18 avril 1919, in *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States...*, 1932, p. 625 ; Anahide Ter Minassian, *op.cit.*, 1989, pp. 61-62.

¹⁴⁸² V.P. Mel'nikov, « Turetskaja okkupatsija Adzharii 1918 g. », ASM, sak. 393, p. 20 ; c'est à l'ouvrage de Zaur Margiev, *Batum vo vremena Osmanskoj imperii*, Batoumi, Alioni, 2008, que je dois le repérage initial de cette référence.

¹⁴⁸³ Les formes extérieures de ce loyalisme s'expriment par exemple dans l'élection d'une commission pour porter au nouveau sultan Mehmet VI les salutations de la ville. Protocole du conseil municipal de Batoumi, 20 juillet 1918, AARSA, f. i-7, op. 1, d. 703, ll. 1-4 ; Ahmet Refik Altınay, *Kafkas Yollarında*, Ankara, Kültür Bakanlığı Yayınları, 1981, pp. 14-17 ; en Abkhazie, depuis le début de 1918, une partie de la population appelle aussi de ses vœux un rétablissement de l'ordre par les Ottomans : rapport du maire de Soukhoumi, V. Tchkhikishvili, 21 février (6 mars) 1918, in Dzhemal Gamakharija, Badri Gogija (éd.), *op.cit.*, 1997, p. 404.

du ministère de l'Intérieur, Abdülhalık Bey [Renda], est envoyé au printemps pour organiser l'administration de la région de Batoumi, avant de se rendre à Ardahan et Kars. Sa mission possède un objectif politique fort, puisqu'il doit superviser l'organisation de référendums locaux destinés à légitimer l'annexion des territoires. Ancien administrateur provincial, il semble avoir été choisi pour son expérience des confins ottomans et des relations avec les minorités¹⁴⁸⁴. Abdülhalık Bey parcourt la région, organise des réunions publiques où il tente de rallier la population à l'Empire ottoman, y compris les groupes devenus, par force, des minorités nationales¹⁴⁸⁵. Ces référendums, tenus entre le 14 juin et le 14 juillet débouchent sur une approbation très large du rattachement. Dans l'intérieur des terres, la fuite d'une grande partie de la population arménienne et chrétienne contribue sans doute à cette approbation quasi unanime, alors que le référendum mené à Batoumi, le 14 juillet, donne des résultats plus mitigés¹⁴⁸⁶. Le résultat de ces scrutins fait l'objet de contestations de la part de la Géorgie, mais aussi des forces locales adjares favorables à un rattachement à celle-ci¹⁴⁸⁷.

Au-delà de sa mission référendaire, Abdülhalık Bey travaille à la préparation d'un rapport sur la situation générale des régions reconquises et les politiques à mettre en œuvre pour assurer la réintégration des territoires. La tâche s'avère complexe, tant sur le plan économique que social et politique. Économiquement, la région se retrouve coupée de ses centres d'approvisionnement et de commerce traditionnels au Caucase et dans l'espace russe. Lors d'une séance du conseil municipal de Batoumi, un notable de la ville compare sa région à la « queue tranchée d'un lézard » qu'on essaierait de greffer sur un corps autre¹⁴⁸⁸. Réussir la greffe et recoudre l'espace, les métaphores sont les mêmes du Caucase aux Vosges¹⁴⁸⁹. Abdülhalık Bey détaille ainsi l'ampleur des infrastructures de transport mises en place par les Russes, qui ont créé un réseau entièrement tourné vers l'ancien empire, à l'exception des voies créées au cours de la guerre mondiale. Il souligne, plus généralement, le niveau élevé

¹⁴⁸⁴ Gouverneur des provinces de Bitlis puis d'Alep en 1915, il reste à l'écart des massacres commis contre les Arméniens par les Jeunes-Turcs, sans toutefois les empêcher. Sur ce point, voir Raymond Kévorkian, *Le génocide des Arméniens*, Paris, Odile Jacob, 2006, pp. 430-431.

¹⁴⁸⁵ Hilmi Uran, *Meşrutiyet, tek parti, çok parti hatıralarım, 1908-1950*, Istanbul, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2008, pp. 79-86.

¹⁴⁸⁶ Le premier référendum organisé le 14 juin dans la circonscription d'Ardahan voit 22.600 votes en faveur du rattachement sur 22.654 électeurs. A Batoumi, le 14 juillet, sur 4.312 électeurs, 2.669 votent en faveur du rattachement, 160 votent contrent et 1.483 s'abstiennent. Mustafa Sari, *op.cit.*, 2014, pp. 209-213.

¹⁴⁸⁷ Voir le mémoire soumis par le Comité géorgien musulman de Ziya Bey Abashidze qui revendique le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, 30 août 1918, HHStA, PA X 157-1, ff. 83-92 ; Abashidze se rend en personne à Vienne et Berlin en septembre pour plaider le rattachement à la Géorgie : note du ministère des Affaires étrangères austro-hongrois, 23 septembre 1918, *Ibid.*, ff. 134-135.

¹⁴⁸⁸ Protocole du conseil municipal de Batoumi, 3 juillet 1918, AARSA, f. i-7, op. 1, d. 701, l. 30.

¹⁴⁸⁹ Delahache écrit : « Les soldats avaient "bien taillé". Aux administrateurs de "recoudre". » Georges Delahache, *op.cit.*, 1921, p. v.

d'équipements publics créés par les Russes dans des villes telles que Kars et Batoumi¹⁴⁹⁰. Le développement économique de la région n'a pas été sans impact sur l'opinion publique. Certes, la réunion à l'Empire ottoman peut susciter une certaine exaltation dans une partie de la population musulmane. Mais ces populations ont aussi conscience des avantages matériels qu'a apportés la domination russe. La commission de journalistes turcs, austro-hongrois et allemands qui se rend en Anatolie orientale en avril-mai 1918 fait le constat que cette reconnaissance « du ventre » existe, indépendamment des divergences politiques ou religieuses¹⁴⁹¹.

La question de la succession étatique et administrative est donc pensée comme un sujet à part entière. Dans son rapport, Abdülhalık Bey évoque une série de questions, qui accordent une place importante à l'organisation administrative et à la symbolique de l'Etat. L'administration, notamment locale, est vue comme le lieu d'une confrontation décalée entre des pratiques passées et présentes. La question du prestige et des rituels qui entourent l'exercice du pouvoir est particulièrement importante. Abdülhalık Bey prend par exemple le cas de l'uniforme, dont il souligne le rôle à l'époque tsariste :

« Les fonctionnaires du gouvernement russe, jusque dans les échelons les plus bas, portent des signes distinctifs et la population s'est habituée à ces signes, qui marquent la dignité des serviteurs de l'Etat. Il est par conséquent indispensable que les fonctionnaires que nous nommerons dans ces régions, en particulier les chefs de nahiye et les kaymakams, portent des signes rendant visible leur fonction [memuriyete mahsus alamet-i farika]¹⁴⁹². »

On remarque ici l'utilisation, dans un souci de transposition, de termes renvoyant à l'administration locale ottomane. On rappellera que cette administration locale tsariste décrite par Abdülhalık n'était pas une administration comme les autres, puisque restait en vigueur dans les territoires récupérés le système de l'administration « militaro-indigène » (*voenno-narodnoe upravlenie*¹⁴⁹³) conçu pour l'administration des populations les plus éloignées de la russité et reposant sur un savant mélange d'autochtones et d'officiers tsaristes reconvertis

¹⁴⁹⁰ Rapport de la commission dirigée par Abdülhalık Bey, 30 juillet 1918, BOA, DH-I.U.M, 20-20/13-9.

¹⁴⁹¹ Halit Dündar Akarca, *Imperial Formations...*, 2014, pp. 1-2.

¹⁴⁹² Rapport de la commission dirigée par Abdülhalık Bey, 30 juillet 1918, BOA, DH-I.U.M, 20-20/13-9 ; pour une présentation des décisions du conseil des ministres ottoman relatives au personnel et à l'administration des régions reconquises, voir Mustafa Gül, « Elviye-i Selâse'nin Osmanlı Devleti'ne İadesi ve Bazı Uygulamalar », *Ankara Üniversitesi TİTE Atatürk Yolu Dergisi*, Vol. 4, No. 15, 1995, pp. 367-380.

¹⁴⁹³ Comme cela est souvent souligné, ce concept est difficilement traduisible et a donné lieu à de nombreuses versions différentes. Dans le cas de l'anglais, on trouve « military-popular administration », « military-communal administration », « military-customary administration ».

dans l'administration. Le recours à l'uniforme, pour marquer le statut des officiers tsaristes et « incorporer » les fonctionnaires locaux relève donc de mécanismes particuliers, proches de ceux des administrations coloniales¹⁴⁹⁴. L'attention aux uniformes se combine avec un souci des titres et des découpages territoriaux. Abdülhalık Bey recommande ainsi d'agir avec prudence dans la « conversion » des statuts territoriaux, soulignant que Kars et Batoumi étaient des provinces à l'époque russe et devraient continuer à avoir des gouverneurs de plein exercice (*vali*), même si elles sont replacées au rang de *livas*¹⁴⁹⁵.

Il est bien sûr difficile de se faire une idée des perceptions réelles de la population des régions reconquises. Le témoignage de Mel'nikov évoqué précédemment constitue à cet égard un document très précieux. La genèse de ce document, daté de 1943, est difficile à retracer et la personnalité de Mel'nikov n'a pas pu être identifiée par ailleurs. L'originalité de ce récit d'une quinzaine de pages typographiées est de fournir un regard véritablement local, car Mel'nikov résidait apparemment à Batoumi au moment de l'occupation. Appartenant manifestement aux Russes de la ville et écrivant à l'époque soviétique ses mémoires, il n'est guère suspect de sympathies pour les Turcs, mais son témoignage constitue un récit très équilibré sur le sujet¹⁴⁹⁶. Sur la question du prestige et des pratiques administratives ottomanes, Mel'nikov fournit des contrepoints suggestifs. Il remarque certes l'état piteux d'une partie des soldats ottomans, qui circulent en haillons et souffrent de la faim. Mais les officiers ottomans, polyglottes et raffinés, font une belle impression sur la population locale¹⁴⁹⁷. Ses remarques sur les modes d'administration ottomane sont d'un intérêt particulier, car on est bien loin du regret des ors de l'administration tsariste. Sous les Tsars, écrit-il, Batoumi était accoutumé à cette « complexe machine bureaucratique » qui régissait la vie des sujets russes « du jour de leur naissance jusqu'à la tombe ». L'arrivée turque frappe les habitants par la simplification qu'elle entraîne dans les procédures administratives, en particulier pour l'administration municipale. La méconnaissance du turc sèvre, bon gré mal gré, nombre des habitants de la ville d'interaction écrite avec les autorités¹⁴⁹⁸. Mais les

¹⁴⁹⁴ Michelle Moyd, *Violent Intermediaries. African Soldiers, Conquest and Everyday Colonialism in German East Africa*, Athens, Ohio University Press, 2014, p. 105-106.

¹⁴⁹⁵ Il demande ainsi que les deux régions de Batoumi et Kars, bien qu'elles n'aient pas reçu le rang de provinces de plein exercice, continuent à voir des gouverneurs (*vali*) à leur tête, afin de ne pas engendrer de sentiment de déclassement.

¹⁴⁹⁶ Il se distingue des quelques témoignages publiés officiellement à l'époque soviétique, comme celui de l'infirmière L.V. Emel'janova, dont le bref récit est très critique de la présence turc, mais reste à un niveau assez général : A.G. Miskin (éd.), *Alyj stjag naz Zakavkaz'em. Vospominanija veteranov partii*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1980, pp. 214-215.

¹⁴⁹⁷ V.P. Mel'nikov, *op.cit.*, ASA, sak. 393, pp. 21-22.

¹⁴⁹⁸ Mel'nikov écrit à ce propos : « L'introduction de la nouvelle langue officielle, le turc, privait de la possibilité de correspondre selon la bonne vieille méthode bureaucratique les couches de la société qui étaient habituées à

habitants sont surtout frappés par le formalisme minimal des nouvelles autorités par rapports à l'époque tsariste :

« *Un citoyen souhaite faire une demande, par exemple, au gouverneur. Celui-ci l'écoute, donne une instruction orale ou écrit une petite note. Qu'est-ce que cette note ? Le gouverneur déchire un petit morceau d'une feuille de papier qui se trouve sur son bureau, le met sur son genou, y jette quelques mots et le tend au solliciteur. L'audience est finie. Le solliciteur tient entre ses mains son sésame [chudodejstvennaja bumazhka]. Avec cette petite note, les portes des institutions et les bureaux des dignitaires lui sont ouverts et sa requête sera exécutée sans délai ni lenteur bureaucratique*¹⁴⁹⁹. »

Là encore, l'administration observée par Mel'nikov ne constitue pas une administration ottomane typique, mais il est certain que d'anciens sujets tsaristes, habitués à un degré de formalisation administrative considérable peuvent trouver dans les procédures ottomanes une simplification bienvenue.

Du fait de sa durée réduite, l'administration ottomane des *Elviye-i Selâse* apparaît, en 1918, comme un champ d'opportunités non explorées. Nombreuses sont les questions qui s'accumulent à l'automne, sans que la solution en soit fixée. Une question, parmi d'autres, peut résumer l'ambiguïté associée aux territoires reconquis. Les Ottomans sont en effet confrontés à la question des règles foncières laissées par l'Empire tsariste dans la région. Comme on l'a vu, ces règles étaient elles-mêmes le résultat d'un compromis entre les anciennes règles ottomanes et des tentatives de rapprochement avec les règles russes. En 1918, les Ottomans découvrent ainsi un système hybride, qu'il s'agit de convertir à nouveau. İsmail Bey, éphémère ministre de l'Intérieur en août-septembre 1918, essaie de poser les bases du traitement de la question, à partir des résultats de la mission d'Abdülhalık Bey. Il souligne notamment le problème associé au rétablissement des biens religieux (*vakıf*), qui supposerait de mettre en place une vague d'expropriations¹⁵⁰⁰. Lorsque l'armistice de Moudros, signé à la fin d'octobre 1918, leur impose un brusque retrait de ces territoires, c'est donc un chantier inachevé de réintégration que laissent les Ottomans. Dans un message d'adieu envoyé le 31 décembre 1918 au conseil municipal de Batoumi, le *mutasarrıf* de

avoir des contacts écrits selon des formes standardisées jusqu'à l'excès, avec des numéros de correspondance entrante et sortante. » *Ibid.*, p. 23.

¹⁴⁹⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰⁰ Lettre d'İsmail Bey à Talât Paşa, 15 août 1918, cité par Selçuk Ural, *op.cit.*, 2011, pp. 669-670 ; de nombreux experts en matière éducative, culturelle, administrative et économique sont envoyés dans la région depuis le printemps pour régler les problèmes qui se posent : lettre du Sadâret aux ministères de la Justice et de l'Instruction publique, 27 Recep 1336 (8 mai 1918), BOA, BEO, 4515/338553.

Batoumi s'efforce de souligner les potentialités de ce chantier et invite les membres du conseil à se souvenir que les administrateurs ottomans, pendant leur séjour dans ce « magnifique pays », ont eu à cœur « d'établir l'ordre » et « d'améliorer la prospérité » des populations (*figure 54*)¹⁵⁰¹.

c) Négocier la frontière et les circulations.

L'influence ottomane sur le Caucase ne se limite pas, en 1918, à la reconquête directe de certains territoires. Le 4 juin 1918 des traités sont signés entre l'Empire et les nouveaux Etats caucasiens, posant les bases d'une *pax ottomanica* au Caucase, tant les Ottomans prétendent poser en médiateurs des relations entre républiques. Ils s'efforcent d'organiser le Caucase comme une marge politiquement subordonnée et utilisable dans le cadre de l'effort de guerre et des opérations au Moyen Orient. Cette utilisation exige la mise en place d'un minimum d'entente entre les républiques elles-mêmes et avec l'Empire, ainsi que l'établissement de formes de coopération. Les traités signés avec les républiques comportent ainsi plusieurs annexes qui visent à régir cette coopération, dans le domaine du retour des prisonniers de guerre, de l'organisation du clergé musulman au Caucase et des modalités du commerce frontalier entre Empire ottoman et républiques caucasiennes. L'annexe concernant le commerce frontalier prévoit le maintien de formes simplifiées de circulation pour les populations des confins et l'exemption des droits de douane pour le petit commerce frontalier¹⁵⁰². Les Ottomans décident d'ouvrir des négociations spécifiques avec l'Arménie, qui occupe une place politique et spatiale particulière à leurs yeux. Immédiatement frontalière de l'Empire, l'Arménie borde les voies de chemin de fer russes dont les Ottomans ont pris le contrôle. Le règlement des nombreux problèmes associés aux réfugiés, aux relations économiques frontalières et à la sécurité dans la région est au cœur de négociations menées à Alexandropol (Gjumri) du 17 juin au 13 juillet 1918¹⁵⁰³. La délégation ottomane est présidée par le général Kâzım Karabekir, qui obtient à cette occasion une première expérience diplomatique avec le Caucase, tandis que la délégation arménienne est présidée par Ter Akopjan¹⁵⁰⁴. L'étude de ces négociations est facilitée par l'existence de sources aussi bien pour le côté turc que pour le côté arménien. En dépit de l'existence d'une étude en turc d'Enis

¹⁵⁰¹ Lettre du dernier mutasarrıf de Batoumi au conseil municipal, 31 décembre 1918, AARSA, f. i-7, op. 1, d. 720, l. 17).

¹⁵⁰² Pour l'accord avec l'Azerbaïdjan, voir Necati Gültepe, Necati Aktaş (éd.), *op.cit.*, 1993, pp. 221-222 ; le texte du traité turco-géorgien se trouve dans *DMVP*, 1919, pp. 351-353.

¹⁵⁰³ Enis Şahin, *Diplomasi ve sınır. Gümri görüşmeleri ve protokolleri, 1918*, Istanbul, Yeditepe Yayınevi, 2005, pp. 122-123.

¹⁵⁰⁴ *Ibid.*, pp. 136-140.

Şahin, basée sur les sources ottomanes, les négociations d'Alexandropol restent assez négligées. Cette négligence, de même que celle de l'occupation éphémère de la région, est largement due à la rupture abrupte d'octobre 1918 qui prive ces négociations d'effets durables. Elles témoignent pourtant d'un souci connexe à celui de l'organisation des territoires reconquis, puisqu'il s'agit de remettre en place une forme de régime frontalier – certes inégal – avec la nouvelle république d'Arménie.

A première vue, les négociations apparaissent exclusivement dominées par les Ottomans, grâce à leur position de force militaire. On ne dispose guère de données sur les conditions matérielles des négociations. La ville où elle se tient, Alexandropol, est passée aux mains des Ottomans et concentre des troupes importantes, en tant que ville-frontière et lieu de transit pour les opérations vers le Caucase et l'Iran du nord¹⁵⁰⁵. C'est dans une ville-garnison, au milieu d'une armée menaçante pour l'Arménie indépendante, que se déroulent les pourparlers. Le choix de la ville, outre sa situation commode pour discuter des problèmes immédiats de la frontière, ne va donc pas sans exercer une influence psychologique sur les délégués. De ce point de vue, le rapport de force s'exprime aussi à travers l'usage des langues lors de ces négociations : la délégation ottomane fait du turc ottoman sans langue de communication normale avec les délégués arméniens¹⁵⁰⁶. Cet usage de la langue du vainqueur, sans évincer le recours au français sur les négociations techniques et au russe à l'occasion, dénote le rapport de force symbolique qui se noue dans ces négociations frontalières, marquant clairement les positions respectives d'un empire et d'une marge. On ne peut s'empêcher de penser, également, à l'ironie tragique qui marque cette utilisation, car l'usage de l'ottoman dans des notes adressées à la délégation arménienne est rendu possible par la présence, parmi les experts de cette délégation, d'anciens Arméniens ottomans réfugiés, qui servent d'intermédiaires et d'interprètes pour les Arméniens du Caucase russe¹⁵⁰⁷.

A première vue, le cours des négociations traduit aussi la subordination des Arméniens face à la nouvelle puissance hégémonique dans la région. Les négociations doivent notamment régler les corridors utilisés par les Ottomans pour faire passer leurs troupes à travers l'Arménie vers la région de Qazakh – dans le cadre de leurs opérations au Caucase

¹⁵⁰⁵ Depuis le début de l'année 1918, l'accès à la voie ferrée Djoulfa-Alexandropol constitue une priorité des Ottomans pour leurs opérations contre les Britanniques en Azerbaïdjan iranien. Serpil Sürmeli, *Türk-Gürcü ilişkileri (1918-1921)*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2001, pp. 108-109.

¹⁵⁰⁶ L'arménien n'est pour sa part, à cette date, pas encore employé dans les correspondances diplomatiques et militaires internes de la république. Voir pour un échantillon de ces textes le dossier du ministère des Affaires étrangères arménien consacré aux négociations : HAA, f. 200, op. 1, d. 30.

¹⁵⁰⁷ Sur ce rôle politique des interprètes dans les négociations, on peut renvoyer au classique de Ruth A. Roland, *Interpreters as Diplomats. A Diplomatic History of the Role of Interpreters in World Politics*, Ottawa, University of Ottawa Press/Presses de l'Université d'Ottawa, 1999 (1982).

oriental –, car ils restent peu définis¹⁵⁰⁸. Elles correspondent aussi au retrait des troupes arméniennes derrière la ligne frontalière fixée par le traité de Batoumi, processus qui se prolonge jusqu'en juillet et ne se fait pas sans anicroches¹⁵⁰⁹. Au cours des négociations, les Ottomans multiplient les plaintes à l'égard de l'Etat arménien, supposément incapable de maintenir l'ordre sur sa frontière. En dépit de la paix signée, la frontière arméno-ottomane reste en effet des plus instables et l'existence d'une vaste population de réfugiés, d'anciens combattants et de paysans privés de terres en fait un territoire propice au développement d'activités de rapines et de banditisme¹⁵¹⁰. Pour le jeune Etat arménien, ces récriminations ottomanes sont lourdes de menaces, tant elles rappellent les procédés déjà utilisés au début de 1918, à la veille de l'avancée turque en Anatolie orientale. Le commandement militaire ottoman exploite aussi les incidents impliquant, sur le territoire arménien lui-même, des villages musulmans, dont il revendique la protection. La correspondance échangée se nourrit à cet égard de la confusion de la zone-frontière, dans une litanie de plaintes, de réfutations et de contre-plaintes¹⁵¹¹.

Il serait cependant erroné de voir dans ces négociations un simple outil de renforcement de la domination ottomane à la frontière. Rappelons d'abord que leur ouverture est demandée par les Arméniens, comme le montre une note de Nazarbekov à Vehip Pasha du 4 juin 1918, rapportée par Enis Şahin¹⁵¹². Loin de considérer la situation établie par le traité de Batoumi comme un fait définitif, les différentes institutions arméniennes semblent au contraire espérer des modifications substantielles de la situation. A la suite d'un entretien avec Vehip Pasha, Mkrtich Mousinjan, membre du conseil national arménien d'Erevan, souligne que le traité de Brest-Litovsk prévoit un droit d'auto-détermination (*ink'voroshum*) pour les territoires reconquis par les Turcs, ce qui laisse espérer des corrections territoriales pour les zones peuplées par les Arméniens¹⁵¹³. Aussi, dans cette première phase des relations arméno-ottomanes à l'âge de l'indépendance, les dirigeants arméniens font tout pour que les populations arméniennes qui vivent en Anatolie orientale ottomane y restent. Le calcul est

¹⁵⁰⁸ Lettre de la délégation arménienne de la paix au général Nazarbekov, 2 juin 1918, reproduit dans Kh.H. Badaljan (éd.), *Germano-t'urk'akan okupantnerē Hajastanum 1918 t'vakarin*, Erevan, Erevani Petakan Hamalsarani Hratarakch'ut'jun, 1962, pp. 198-199 ; note de la délégation arménienne à Alexandropol à la délégation turque, non datée (juin 1918), HAA, f. 200, op. 1, d. 30, l. 19.

¹⁵⁰⁹ Escarmouches frontalières et violences de la soldatesque contre les civils : note de Nazarbekov à Karabekir, juillet 1918 (pas avant le 16), HAA, f. 200, op. 1, d. 30, l. 4.

¹⁵¹⁰ Plainte d'Esat Pasha au gouvernement arménien, 12 juillet 1918, et note de Nazarbekov à Esat Pasha, 2 août 1918, reproduit dans Kh.H. Badaljan (éd.), *op.cit.*, 1962, pp. 235-237.

¹⁵¹¹ Télégramme de Nazarbekov à Karabekir, fin juin 1918, HAA, f. 200, op. 1, d. 30, l. 11

¹⁵¹² Enis Şahin, *op.cit.*, pp. 128-129.

¹⁵¹³ Rapport de Mkrtich Musinjan sur son entretien avec Vehip Pasha, 24 juin 1918, reproduit dans G. Galoian (éd.), *Hajastani Hanrapetut'junē 1918-1920 t'r'.* (*K'aghak'akan Patmut'jun*), Erevan, Gitut'jun, 2000, pp. 48-49.

double. D'une part, la situation déjà catastrophique de l'Arménie ne permet pas d'y ajouter encore des réfugiés supplémentaires. Dans les parties de l'ancienne province d'Erevan restées à l'Arménie, la population a triplé du fait de l'afflux de réfugiés¹⁵¹⁴. Les épidémies et la famine prélèvent un lourd tribut sur cette population, entassée dans les localités frontalières et dans les faubourgs d'Erevan. D'autre part, le maintien d'une population arménienne en Anatolie orientale est vue comme un moyen de légitimer d'éventuelles demandes de modification de la frontière. Avant même la signature du traité de Batoumi, les institutions arméniennes du Caucase appellent leurs co-nationaux à « rester sur leur sol natal » (*mnal majreni erkri vra*) et à vaquer à leurs occupations quotidiennes¹⁵¹⁵. Le conseil national de Tiflis souhaite même envoyer une délégation présidée par Khatisjan et Papadzhanjan dans ces régions pour leur expliquer les conditions de la paix et les dissuader d'émigrer vers l'Arménie¹⁵¹⁶. La question des réfugiés, qui apparaît à première vue comme une des faiblesses majeures de la nouvelle république arménienne, révèle aussi les limites de la position de force ottomane. Les Ottomans refusent catégoriquement le retour de réfugiés arméniens sur leurs terres, arguant de l'insubordination des Arméniens et des révoltes qui éclatent périodiquement¹⁵¹⁷. Les Arméniens ne renoncent cependant pas à la poursuite de leurs objectifs en la matière et insistent sur la légitimité de leurs demandes au regard du droit international¹⁵¹⁸. Ter-Akopjan demande ainsi une libre circulation au moins vers et depuis Alexandropol, ainsi qu'un droit de retour temporaire des réfugiés originaires des zones-frontières pour pouvoir solder leurs affaires et leur patrimoine avant de s'installer en Arménie¹⁵¹⁹. Derrière ces demandes, l'éventualité d'un retour incontrôlé des réfugiés sert d'argument de négociation.

Les négociations frontalières d'Alexandropol ne constituent pas un épisode entièrement isolé. Elles anticipent une conférence plus générale sur les relations

¹⁵¹⁴ Note de la délégation arménienne à Alexandropol, 28 juin 1918, HAA, f. 200, op. 1, d. 30, l. 63.

¹⁵¹⁵ Proclamation du conseil national arménien d'Erevan aux Arméniens des territoires cédés à la Turquie, 2 juin 1918, HAA, f. 289, op. 1, d. 4, l. 13.

¹⁵¹⁶ Note de la délégation de la paix arménienne à Vehip Pasha, 3 juin 1918, Kh.H. Badaljan (éd.), *op.cit.*, 1962, pp. 169-170.

¹⁵¹⁷ Pour le cas de la région située entre Sardarapat et Alexandropol, voir la note de la délégation ottomane à Ter-Akopjan, fin juin 1918, Kh.H. Badaljan (éd.), *op.cit.*, 1962, p. 210.

¹⁵¹⁸ Note de Nazarbekov à Karabekir, 23 juillet 1918, HAA, f. 201, op. 1, d. 546, l. 23 ; minutes d'une réunion entre le gouvernement arménien et les représentants d'Autriche, d'Allemagne et de Turquie au Caucase, 31 août 1918, HHStA, PA X 157-3, ff. 15-16 ; Nurcan Toksoy, *Revan'da son günler. Türk yönetiminden Ermeni yönetimine*, Ankara, Orion, 2007, pp. 173-174.

¹⁵¹⁹ Note de Ter-Akopjan à Karabekir, 11 juillet 1918, HAA, f. 200, op. 1, d. 30, l. 38 ; les Arméniens envoient ainsi des missions pour obtenir que les réfugiés puissent aller récupérer les biens qu'ils ont abandonnés : rapport du lieutenant Ekmechiev, 6 août 1918, HAA, f. 201, op. 1, d. 546, l. 14 ; ils font aussi appel au représentant allemand à Tiflis : télégramme de Kress von Kressenstein, 26 juillet 1918, Wardges Mikaeljan (éd.), *op.cit.*, 2004, pp. 560.

diplomatiques et frontalières entre les Etats de la région, qui doit se tenir à Istanbul mais n'a finalement pas lieu en raison de la déroute ottomane, et posent les bases des relations qui se nouent au cours des mois suivants¹⁵²⁰. L'historiographie arménienne, en insistant sur le traité léonin imposé par les Ottomans en juin, a négligé d'examiner la question des relations qui se nouent au cours des mois suivants. Le 6 août 1918, Enver Pasha ordonne au commandant du corps d'armées oriental de trouver des officiers à nommer comme représentants politiques dans les républiques caucasiennes. Abdülkerim Bey est nommé à Tiflis, poste-clef, Nuri Pasha, alors en campagne en Azerbaïdjan, est nommé auprès des Azéris, et Mehmet Ali Pasha reçoit une affectation à Erevan¹⁵²¹. Le rôle concret de ces représentants dans la production d'un ordre régional ottoman reste jusqu'à présent très mal connu, faut d'avoir fait l'objet d'études. On est pourtant frappé de la fréquence avec laquelle ils se trouvent mentionnés, à tel ou tel propos, dans plusieurs travaux qui indiquent une reconstitution de la diplomatie frontalière. Enis Şahin insiste pour sa part sur la forme de transition que marquent ces nominations, qui marquent une volonté de donner un fondement diplomatique et une légitimité politique à une hégémonie fondée d'abord sur la force militaire. A Erevan, Mehmet Ali Pasha s'occupe ainsi de nombreuses questions techniques qui visent à rétablir les liens télégraphiques, ferroviaires, postaux et économiques entre les deux Etats. Au-delà de ces tâches, il tente manifestement de poser les bases d'une relation moins tendue avec la population, en suggérant au commandant de la IX^e Armée ottomane l'envoi de deux cents tonnes de grains pour l'Arménie¹⁵²².

L'intérêt de ces négociations menées à Alexandropol, en juin-juillet 1918, réside dans le processus de transformation de la nature des acteurs et des politiques menées. Transformation des acteurs, car elle voit l'évolution des acteurs politiques de l'ancien Caucase russe vers le statut d'hommes de gouvernement, de diplomates et de militaires d'entités nouvellement indépendantes. Structurellement, les négociations d'Alexandropol permettent ainsi aux dirigeants arméniens de légitimer leur position comme acteurs à part entière, quelles que soient les concessions qui leur sont imposées. Ce qui pouvait apparaître comme la paradiplomatie d'une marge caucasienne à la dérive se trouve dès lors intégrée à un jeu de relations interétatiques. Transformation des politiques, aussi, du fait de la volonté ottomane de développer des relations avec ces nouveaux Etats qui ne soient pas des relations

¹⁵²⁰ Les différentes délégations des républiques caucasiennes se rendent bien à Istanbul à l'été, mais y patientent plusieurs semaines sans que la conférence ne soit ouverte. Mustafa Sarı, *op.cit.*, 2014, pp. 158-159 ; la préparation de la conférence donne pourtant lieu à une importante production statistique et documentaire, recyclée lors de la conférence de la Paix de Paris : Serpil Sürmeli, *op.cit.*, 2001, pp. 279-293.

¹⁵²¹ Enis Şahin, *op.cit.*, 2006, p. 281.

¹⁵²² *Ibid.*, pp. 282-283.

strictement militaires¹⁵²³. Ces négociations nous placent donc au cœur de la transformation de la diplomatie frontalière du fait des évolutions dans ces deux directions et invitent à penser, au-delà de la rupture symbolique et politique des indépendances, des formes de continuité et de résilience de structures antérieures. Elles laissent entrevoir ce qu'aurait pu être un ordre régional caucasien sous influence de l'Empire ottoman et des puissances centrales.

3. Trois Etats en quête d'auteurs

Ce changement d'échelle des acteurs régionaux constitue la face visible des transformations profondes qui touchent la région au cours de la période des indépendances. Il permet de mieux lier cette période aux évolutions antérieures, en ne la regardant pas comme un isolat. Il permet aussi d'envisager une histoire régionale qui ne cède pas à une juxtaposition d'histoires centrées sur les cadres étatiques nouveaux. La région reste en effet traversée par des problématiques communes et par une interdépendance persistante. D'abord marquée par la question de la création d'Etats sous tutelle étrangère, elle s'engage dans la création de souverainetés territoriales qui ne parviennent pas à effacer les liens hérités.

a) *Construire l'Etat-client.*

On sait à quel point les questionnements de la science politique anglo-saxonne sur le *state-building*, entendu comme la possibilité de développer des protocoles rationnels et standardisés pour mettre en place des Etats, sont liés aux enjeux politiques et diplomatiques du monde post-Guerre froide et à l'histoire politique des années 2000, lorsque le remplacement de régimes déchus par des démocraties à l'occidentale est devenu un enjeu central de la politique internationale¹⁵²⁴. Cette influence est manifeste dans la force d'une approche normative sur la question du *state-building* – ainsi que du *nation-building* – et dans

¹⁵²³ En septembre, des projets ottomans de création d'une fédération ou confédération avec le Caucase sont présentés aux républiques caucasiennes. Voir les mémoires du diplomate arménien Mikael Tumanjan, *Diplomaticheskaja istorija Respubliki Armenii 1918-1920*, Erevan, Natsional'nyj Arkhiv Armenii- Institut Istorii NAN RA, 2012, pp. 58-62 ; à la fin de septembre 1918, alors même que la défaite est proche pour la Triplice, des procédures de correction frontalière et d'échanges de populations sont lancées à la frontière ottomano-arménienne afin d'améliorer les relations : rapport de l'ambassade austro-hongroise à Constantinople au ministère des Affaires étrangères, 28 septembre 1918, HHStA, PA X 157-3, ff. 160-161.

¹⁵²⁴ Le recueil dirigé par Karen Barkey et Mark von Hagen *After Empire*, publié en 1997, s'inscrit dans ce premier moment de réflexion sur la construction des Etats. Voir Karen Barkey, « Thinking about Consequences of Empire », in Karen Barkey, Mark von Hagen (dir.), *op.cit.*, 1997, pp. 99-100 ; Verena Fritz, *State-Building. A Comparative Study of Ukraine, Lithuania, Belarus, and Russia*, Budapest, CEU Press, 2007 ; Robert Egnell, Peter Haldén (dir.), *New Agendas in Statebuilding. Hybridity, contingency and history*, Londres-New York, Routledge, 2013.

une obsession pour l'établissement de paramètres permettant de mesurer l'échec ou le succès d'un Etat. Des approches critiques du *state-building* existent cependant grâce à l'appui d'analyses historiques, par exemple sur la période post-soviétique et sur la création des nouveaux Etats dans l'Europe centrale de l'après 1918. Dans un ouvrage récent consacré à l'Ukraine entre 1917 et la soviétisation, Stephen Velychenko s'interroge ainsi sur les modalités de construction du nouvel Etat ukrainien. Il revient sur le thème, avancé dans les mémoires des principaux protagonistes de l'époque, de l'absence de cadres administratifs, politiques et économiques suffisants pour porter un projet étatique indépendant¹⁵²⁵. Son questionnement se porte également sur le rôle de facteurs idéologiques dans la difficulté de penser et construire l'Etat, du fait de l'ascendance socialiste de la plupart des nouveaux dirigeants ukrainiens¹⁵²⁶. Il n'existe pas d'ouvrage similaire dans son approche critique en ce qui concerne les indépendances caucasiennes. L'ouvrage le plus récent sur la question de l'indépendance géorgienne, publié en 2014 sous la direction de l'historien Stephen Jones, reste ainsi à un niveau très abstrait, qui perpétue dans des contributions inégales une approche commémorative et assez normative, en affirmant vouloir tirer les leçons de la « première indépendance »¹⁵²⁷.

D'un point de vue comparatiste, le cas des indépendances caucasiennes constitue pourtant un précédent intéressant et négligé de *state-building* simultané par des puissances extérieures et par des acteurs régionaux. De 1918 à 1920, en effet, des Etats étrangers jouent un rôle crucial dans la mise en place des souverainetés étatiques. Ce processus a fait l'objet d'études en ce qui concerne le côté allemand de ces politiques, qui s'inscrivent dans la continuité des mesures prises pour encourager le nationalisme parmi les peuples de l'Empire tsariste au cours de la guerre¹⁵²⁸. Mais la question a été peu abordée du point de vue des Etats eux-mêmes. Une telle étude ne doit d'ailleurs pas se limiter au rôle des Allemands, mais intégrer celui des Ottomans et, après la fin de la guerre, celui des puissances alliées victorieuses qui pénètrent dans la région, au premier rang desquelles le Royaume-Uni. L'oubli dans lequel demeure ce sujet est dû en partie à l'éparpillement des sources nécessaires à

¹⁵²⁵ Stephen Velychenko, *State Building in Revolutionary Ukraine. A Comparative Study of Governments and Bureaucrats, 1917-1922*, Toronto-Buffalo-Londres, University of Toronto Press, 2011, pp. 4-8.

¹⁵²⁶ Il rejette finalement cette hypothèse, à laquelle il consacre un long développement. *Ibid.*, pp. 48-65.

¹⁵²⁷ Stephen Jones (dir.), *The Making of Modern Georgia, 1918-2012, The First Georgian Republic and Its Successors*, Londres-New York, Routledge, 2014.

¹⁵²⁸ L'étude de référence qui repose sur cette continuité est celle de Lasha Bakradze, *Germanul-kartuli urtiertobebi p'irveli msoplio omis dros*, Tbilissi, P'egasi, 2010 ; la politique géorgienne de l'Allemagne s'inscrit dans une politique d'encouragement des nationalismes de l'empire russe : Seppo Zetterberg, *Die Liga der Fremdvölker Russlands, 1916-1918*, Helsinki, Finnische Historische Gesellschaft, 1978 ; voir le pamphlet publié à Zurich dès 1915, puis en anglais et français, par le prince géorgien Michael von Cereteli, *Georgien und der Weltkrieg*, Zurich, Orient-Verlag, 1915.

l'écriture d'un tel travail, qui ne fournissent que des aperçus parcellaires sur les processus à l'œuvre. Dispersées entre des archives nationales, caucasiennes ou extérieures, les témoignages postérieurs des acteurs et les rapports de la presse, ces sources exigent un long travail de reconstitution, *a fortiori* pour proposer une approche régionale et non limitée à un seul des nouveaux Etats. Ajoutons le caractère gênant, politiquement, de la question. A l'époque soviétique, les Etats indépendants étaient naturellement classés comme des marionnettes aux mains des puissances impérialistes de tout acabit¹⁵²⁹. Depuis les années 1990, les « premières indépendances » sont érigées en moments fondateurs et sacralisés, où les acteurs étrangers ne peuvent occuper qu'une place secondaire¹⁵³⁰. En dépit de leurs biais, les historiens soviétiques posaient la question de la signification réelle de l'indépendance pour des Etats aux capacités d'action réduites et à la reconnaissance minimale sur le plan international¹⁵³¹.

Cette construction par l'extérieur de nouveaux Etats est sans doute la plus manifeste dans les premiers moments. La Géorgie, qui place son destin dans les mains de l'Allemagne, et l'Azerbaïdjan, qui mise sur l'Empire ottoman, apparaissent comme deux Etats dont la naissance est indissociable d'une puissance tutélaire. Mais l'Arménie, plus isolée, ne constitue pourtant pas un contre-exemple absolu. Le mythe national arménien se fonde sur les « miracles » militaires de Karakilisa et Sardarapat, qui mettent à la fin de mai 1918 un terme à l'avance ottomane¹⁵³². Mais ces victoires valent surtout par leur inscription dans un contexte diplomatique où l'Empire ottoman est prêt à accepter la création d'un Etat-tampon arménien subordonné, comme on l'a souligné. Rappelons qu'en juin 1918, Vehip Pasha souligne dans

¹⁵²⁹ Cette historiographie des « occupations » par les Allemands, Ottomans et Britanniques a été particulièrement forte dans les années 1920, puis au cours de la Seconde Guerre mondiale et au début de la Guerre froide. L'histoire de la période se fait alors à coups de dénonciation des « occupants » et « impérialistes ». Voir par exemple le recueil, édité au cœur de l'offensive allemande contre l'URSS, M.M. Gabrichidze (éd.), *Germanskije okkupanty v Gruzii v 1918 godu*, Tbilissi, Gosizdat Gruzinskoj SSR, 1942 ; sur la critique de l'historiographie occidentale, Galust Galoian, *Andrkovkasum sots'ialistakan r'evoljuts'iaji jev komunistakan shinararut'jan patmut'jan keghtsararut'jan dem*, Erevan, Hajastani Petakan Hratarakch'ut'jun, 1961 ; pour la première vague, on peut penser à l'ouvrage écrit par le dirigeant soviétique géorgien Mikha Tskhakaja, *Gruzija i Armenija pod pjatoj imperialistov*, Tiflis, Sovetskij Kavkaz, 1925 et à Gaioz Devdariani, *Dni gospodstva men'shevikov v Gruzii (Dokumenty i materialy)*, Tbilissi, Gosizdat Gruzii, 1931 ; en 1990-1991, les historiens (post)soviétiques azéris sont les plus prompts à changer leur discours et réhabiliter l'alliance avec les Ottomans : Nəsib Nəsibzadə, *Azərbaycan Demokratik Respublikası (Məqalələr və sənədlər)*, Bakou, Elm, 1990, pp. 13-14.

¹⁵³⁰ La relation turco-azérie constitue une exception partielle, puisqu'elle a été fortement exploitée par le jeune Etat azéri, selon la doctrine « une nation, deux Etats ». Svante E. Cornell, *op.cit.*, 2001, p. 283.

¹⁵³¹ Notons que la question de l'exercice réel de la souveraineté par les petits Etats fait l'objet de travaux nombreux à l'heure actuelle en science politique et relations internationales. Sur le « piège de la souveraineté », voir David A. Rezvani, *op.cit.*, 2014.

¹⁵³² Sur la bataille de Karakilisa, un recueil assez complet de documents pour le côté arménien a été récemment publié : *Gharak'ilisaji 1918 t' herosamartē (p'astat'ght'eri yev njut'eri zhoghovatsu)*, Erevan, Yerevani Hamals. Hrat., 2008 ; en langue occidentale, il faut se référer à l'ouvrage pionnier de Jacques Kayaloff, *The Battle of Sardarabad*, La Haye, Mouton, 1973 ; sur l'impact de la bataille, Anahide Ter Minassian, *op.cit.*, 1989, pp. 78-80.

ses entretiens avec les dirigeants du nouvel Etat arménien qu'il considère celui-ci comme une création ottomane qu'il a à cœur de soutenir¹⁵³³. Le rôle des puissances centrales est cependant particulièrement net dans le cas des deux autres Etats, bien que les motivations à l'œuvre soient différentes. Les Géorgiens sont ainsi à l'initiative de négociations secrètes à partir de la mi-mai 1918, à Batoumi, avec le général von Lossow, alors que la fédération de Transcaucasie semble moribonde et que les négociations officielles de paix s'enlisent¹⁵³⁴. Tchkhenskeli le sonde dès le 15 mai sur une éventuelle « intégration à l'empire allemand (soit comme partie intégrante gouvernée par un prince allemand, soit à l'image des dominions britanniques, gouvernés par un vice-roi allemand)¹⁵³⁵ ». Le 26 mai, la proclamation de l'indépendance géorgienne se fait en étroite coordination avec la diplomatie allemande, qui envoie un corps expéditionnaire dans la nouvelle république. La promotion d'un Etat géorgien s'intègre à la stratégie du *Reich* pour contenir l'avance ottomane au Caucase et les troupes allemandes ont consigne de tenir les frontières géorgiennes¹⁵³⁶. Dans le cas azéri, la dépendance militaire est plus frappante encore, puisque c'est une armée essentiellement ottomane, « l'Armée de l'islam », placée sous le commandement de Nuri Pasha, qui conquiert les territoires de la nouvelle république et renverse le pouvoir bolchevique à Bakou dans une campagne qui s'étend jusqu'au début de septembre¹⁵³⁷.

Les situations de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan méritent cependant d'être distinguées. Pour la Géorgie, la subordination à l'Allemagne représente un atout politique et économique plus qu'une contrainte réelle (*figures 55 et 56*). Prise entre les difficultés du front occidental et son expansion rapide en Europe centrale, l'Allemagne ne dispose pas des moyens d'occuper ou d'administrer directement la Géorgie, dans laquelle elle voit surtout un auxiliaire pour son

¹⁵³³ Rapport de Mkrtich Musinjan sur son entretien avec Vehip Pasha, 24 juin 1918, reproduit dans G. Galoian (éd.), *Hajastani Hanrapetut'junë 1918-1920 t't'*. (*K'aghak'akan Patmut'jun*), Erevan, Gitut'jun, 2000, pp. 48-49.

¹⁵³⁴ La correspondance des mencheviks lors de la conférence se trouve dans STsSSA, f. 1864, op. 1, d. 23.

¹⁵³⁵ Les termes utilisés en allemand illustrent les possibilités institutionnelles envisagées « Eingliederung in Deutschen Reichsverband (sei es als Bundesstaat unter deutschem Fürsten, sei es ähnlich wie englisches Dominion unter deutschem Vicekönig) ». Rapport de von Lossow à l'ambassadeur allemand à Constantinople, 15 mai 1918, PA AA, Abteilung IA (1871-1920), Russland, R 11111 ; sur l'arrivée de soldats : télégramme du général Nazarbekov au ministère de l'Intérieur de Transcaucasie/Géorgie, 26 mai 1918, in M.M. Gabrichidze (éd.), *op.cit.*, 1942, p. 40.

¹⁵³⁶ Le 10 juin, des incidents ont lieu entre Ottomans et Allemands aux frontières de la province de Tiflis ; Richard G. Hovannisian, *op.cit.*, 1967, pp. 203-204 ; sur la méfiance impuissante de l'Allemagne face à l'avancée turque en 1918, voir les documents collectés dans Winfried Baumgart, « Das "Kaspi-Unternehmen"-Grössenwahn Ludendorffs oder Routineplanung des deutschen Generalstabs? Zweiter Teil », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Bd. 18, H. 2, Juin 1970, pp. 231-278 ; Wojciech Materski, *op.cit.*, 1994, p. 49 ; minutes du gouvernement géorgien, 11 juin 1918, STsSSA, f. 1861, op. 1, d. 1, l. 33.

¹⁵³⁷ La campagne mène les troupes ottomanes jusqu'au Caucase du Nord. On en trouve une description détaillée dans Nâsır Yüceer, *Birinci Dünya Savaşı'nda Osmanlı Ordusu'nun Azerbaycan ve Dağistan Harekâtı*, Ankara Genelkurmay Basım Evi, 1996.

effort de guerre. Les concessions octroyées par les Géorgiens aux Allemands dans le domaine du manganèse, de l'exploitation du port de Poti et des chemins de fer servent cet effort, mais permettent aussi le relèvement économique d'infrastructures géorgiennes très désorganisées par l'anarchie ambiante¹⁵³⁸. La subordination apparaît largement comme une opportunité pour sauver un projet national vacillant, en interposant la tutelle allemande face à l'avancée ottomane, et rétablir une économie en pleine décomposition¹⁵³⁹. Le 28 mai, von Lossow souligne ainsi que l'introduction de la monnaie allemande sur place permet de compenser le manque de moyens de paiement locaux et de rétablir des échanges économiques normaux¹⁵⁴⁰. Certes, cette relation inégale n'est pas sans susciter des controverses. La nomination de conseillers et coopérants allemands dans les nouveaux ministères géorgiens, en particulier dans les secteurs économiques et militaires, provoque des protestations de l'opposition au gouvernement menchevique, qui y voit des mesures anti-nationales¹⁵⁴¹. Mais ces polémiques relèvent avant tout d'un jeu politique interne, car cette stratégie apparaît comme une des seules capables de protéger le pays. Le journal officieux du Parti menchevique, *Bor'ba*, rappelle ainsi que « des Etats plus gros et puissants ont été contraints, afin de réorganiser leur fonctionnement sur des bases européennes modernes, de recourir à l'expérience et aux connaissances d'Etats étrangers »¹⁵⁴². Le débat est pris au sérieux, puisque les articles en question comparent différents processus de recours à des conseillers étrangers. On s'interroge ainsi sur les raisons qui ont fait « échouer » ces recours dans des pays comme la Perse, alors qu'ils ont brillamment réussi au Japon. Dans ces débats, questions pratiques et théoriques se mêlent en permanence et on y remarque l'influence des théories « allemandes » de l'Etat parmi les mencheviks géorgiens¹⁵⁴³.

¹⁵³⁸ La création de la *Georgische Manganerz-Gesellschaft*, le 1^{er} octobre 1918, est le cœur du dispositif. Werner Zürer, *op.cit.*, 1978, pp. 77-78 et 129-131.

¹⁵³⁹ Les Allemands font ainsi défilé quelques troupes aux côtés des unités géorgiennes à Tiflis, lors de la parade fondatrice de la république, le 11 juin. L'ambassadeur Schulenburg y assiste aux côtés du premier ministre géorgien, Ramishvili, et du ministre de la Guerre, Georgadze. Article de *Bor'ba*, No. 92, 13 juin 1918, in M.M. Gabrichidze (éd.), *op.cit.*, 1942, pp. 58-59 ; Donald Rayfield, *op.cit.*, 2012, p. 330 ; sur l'interposition allemande dans certaines négociations bilatérales turco-géorgiennes de juin 1918, voir Serpil Sürmeli, *op.cit.*, 2001, pp. 178-180.

¹⁵⁴⁰ Télégramme de von Lossow à l'Auswärtiges Amt, 28 mai 1918, PA AA, Abteilung IA (1871-1920), Russland, R 11112.

¹⁵⁴¹ Lettre du représentant austro-hongrois au Caucase, le baron Franckenstein, au ministre des Affaires étrangères Burian, 4 août 1918, HHStA, PA X 157-1, ff. 44-49.

¹⁵⁴² « Eshche ob inostrannykh sovetnikakh », *Bor'ba*, 2 août 1918, No. 133, p. 1 ; ces critiques sont largement reprises dans l'historiographie soviétique : G.V. Pipija, *Germanskij imperiazim v Zakavkaz'e v 1910-1918 gg.*, Moscou, Nauka, 1978, pp. 116-118.

¹⁵⁴³ Ils sont en cela proches des autres socialistes de l'ancien empire tsariste. Jordania renvoie dans un long article de défense du projet étatique menchevique à Carl Menger (1840-1921), important représentant de l'économie politique autrichienne. « Sotsial-demokratija i organizatsija gosudarstvennoj vlasti », *Bor'ba*, 28 août 1918, No. 153, p. 2.

La situation azérie diffère de deux points de vue, qui se rejoignent dans le thème de l'alliance fraternelle entre Ottomans et « Turcs » du Caucase. Qu'est-ce que cette alliance, si ce n'est un rappel simultané de la proximité, ethnique et religieuse, des Turcs « azéris » et des Ottomans, et des ambitions qu'ont les Ottomans sur cette république naissante ? Le soutien ottoman apparaît, en raison de son ampleur et de la contiguïté territoriale de l'Empire, comme une promesse et une menace à la fois. La promesse d'un appui sans équivalent pour les autres républiques, mais la menace d'une absorption potentielle dans l'Empire, projet qui divise fortement les élites politiques musulmanes de l'ancien Caucase russe. Ces ambiguïtés s'expriment à des niveaux très divers, du fait de l'anarchie qui marque les débuts du projet politique azéri. Jusqu'à la fin d'août 1918, date à laquelle est entreprise une « nationalisation » des cadres, l'armée commandée par Nuri Pasha comprend un ensemble hétéroclite de soldats ottomans, de musulmans du Caucase et même d'officiers russes en reconversion, que la lutte contre le bolchevisme de Bakou a pu attirer¹⁵⁴⁴. Dans la région du Karabakh, un village se voit intimer l'ordre « d'accepter le pouvoir turc et de se soumettre à l'Etat azéri¹⁵⁴⁵ ». Signe des temps, le nouveau drapeau azéri adopté à l'été est une réplique presque identique de l'étendard ottoman. Ce flou est à l'origine de frictions importantes avec les élites politiques azéris, qui s'installent à Gandja à l'été : le conseil national musulman, qui fait encore office de gouvernement provisoire azéri, se heurte lors de son arrivée à l'indifférence de Nuri Pasha. Le général les renvoie à son conseiller politique, l'émigré caucasien Ahmet Ağaoğlu. Alors que les dirigeants caucasiens tentent de jouer avec lui la carte de la connivence, Ağaoğlu les traite avec condescendance, si l'on en croit le récit de Mirza Bala Mehmetzade qui lui prête les propos suivants : « Le peuple ne veut pas de vous. Le commandement [ottoman] ne veut pas se mêler à vos affaires. Si vous en avez l'assurance, ouvrez votre medjlis et fondez votre gouvernement. Si le peuple se révolte, les soldats turcs n'interviendront pas. Car les soldats sont là pour libérer leurs frères de l'ennemi, pas pour tirer sur la population¹⁵⁴⁶ ». L'historien azéri Qiyas Şükürov attribue ces tensions à la rivalité entre un courant annexionniste, dont serait proche Ağaoğlu, et les souhaits d'indépendances des principaux dirigeants azéris¹⁵⁴⁷. A la suite de cette « crise du 17 juin », un gouvernement

¹⁵⁴⁴ Rapport de Nuri Paşa au commandant du groupe d'armées orientales, 22 Ağustos 1334 (22 août 1918), cité par Michael Reynolds, *op.cit.*, 2011, p. 230.

¹⁵⁴⁵ Ultimatum du *miralay* (brigadier), Süleymanov au village de Taşbulaq, 8 juillet 1918, HAA, f. 221, op. 1, d. 24, l. 47.

¹⁵⁴⁶ Mirza Bala Mehmetzade, *Milli Azərbaycan Hareketi*, Berlin, Fırka Divanı, 1938, pp..

¹⁵⁴⁷ Qiyas Şükürov, « Cumhuriyetin kuruluş devrinde Azerbaycan'da istiklâl ve ilhak tartışmaları (Ocak-Haziran 1918) », in Qiyas Şükürov, Vasif Qafarov (dir.), *Büyük Devletler Kışkırcısında Bağımsız Azerbaycan (1918-1920)*, Istanbul, IQ Kültür Sanat Yayıncılık, 2010, p. 61 ; sur les divisions entre « ottomanistes » et « azéristes » au sein du Musavat, Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 104-106 et Tadeusz Swietochowski, *Russian Azerbaijan*,

est formé par Xan Xoyski, mais se trouve limité à des décisions symboliques ou servant directement les besoins ottomans, comme lorsqu'il adopte, le 21 juin, une taxe spéciale pour financer le séjour des unités de l'armée ottomane dans la région¹⁵⁴⁸.

Les relations ottomano-azéries qui se nouent jusqu'à la fin de l'année 1918 sont ainsi des plus complexes. Les Azéris apparaissent surtout désireux de recourir aux Ottomans pour combler l'insuffisance de leurs ressources propres. C'est ainsi que l'Empire ottoman fournit une aide financière importante pour aider les Azéris à stabiliser leur système monétaire¹⁵⁴⁹. Il envoie également des enseignants afin de poser les bases d'un système éducatif turcophone dans la nouvelle république¹⁵⁵⁰. Sur un plan diplomatique, le ministre des Affaires étrangères azéri, Məmməd həsən Hacınski demande que l'Empire ottoman prenne en charge la défense consulaire et diplomatique des sujets azéris à l'étranger¹⁵⁵¹. Mais les Azéris sont beaucoup plus réticents envers les interventions permanentes des autorités turques dans l'administration quotidienne de la république. Le 31 août 1918, Xan Xoyski écrit à Rəsulzadə pour dénoncer l'immixtion des Turcs dans les affaires intérieures azéries :

« Toute l'administration doit être concentrée dans les mains du gouvernement azéri et les troupes turques doivent adresser toutes leurs demandes et exigences au gouvernement, qui se chargera de leur application, mais ne pas s'immiscer directement dans les affaires administratives, comme cela se produit actuellement¹⁵⁵². »

Dans la plupart des domaines, l'Azerbaïdjan s'appuie en effet sur d'anciens administrateurs tsaristes, musulmans ou russes pour l'essentiel, qui entendent continuer à fonctionner selon les normes développées à l'époque tsariste et n'ont pas l'intention de recevoir des Ottomans des leçons d'administration publique. Le chef du district de Şuşa se plaint, en septembre, que le commandant turc dans la ville « [ait] pris tout le pouvoir en ses mains et ne reconnaisse

1905-1920. *The Shaping of a National Identity in a Muslim Community*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, pp. 61-62.

¹⁵⁴⁸ E.A. Tokarzhhevskij, *Iz istorii inostrannoï...*, 1957, pp. 88-89 et 165-168.

¹⁵⁴⁹ Les Azéris demandent à la fois un crédit d'1,5-3 millions de livres turques et l'aide à l'impression de roubles azéris. Note de Xan Xoyski à Rəsulzadə, 11 juin 1918, ARSPIHDA, f. 277, op. 2, d. 21, ll. 4-5, reproduite dans *Fətəli Xan Xojski. Həyat və fəaliyyəti. Sənəd və materiallar*, Bakou, Azər nəşr, 1998, pp. 35-36.

¹⁵⁵⁰ Lettre de Rəsulzadə, représentant à Constantinople, au ministre des Affaires étrangères Hacınski, 2 septembre 1918, ARSPIHDA, f. 277, op. 2, d. 7, l. 17, reproduit dans Vügar İmanov, *Azərbaycan-Osmanlı ilişkileri (1918)*, Istanbul, Boğaziçi Üniversitesi Yayinevi, 2006, pp. 93-102 ; sur l'envoi d'enseignants, voir les détails dans İsa Arslan, « Azərbaycan Xalq Cümhuriyyətində maarifin inkişafına Osmanlı dövlətinin yardımları », *Tarix və onun problemləri*, No. 4, 2012, pp. 90-97.

¹⁵⁵¹ Télégramme de Hacınski au ministre ottoman des Affaires étrangères, Ahmet Nasim Bey, non daté (après le 30 mai-début juin 1918), ARDA, f. 970, op. 1, d. 5, l. 14.

¹⁵⁵² Télégramme de Xan Xoyski à Rəsulzadə, 31 août 1918, ARSPIHDA, f. 277, op. 2, d. 7, l. 23.

personne d'autre¹⁵⁵³ ». Si elle pose les bases d'un nouvel Etat, la présence ottomane n'est pas sans tensions avec l'administration quotidienne azérie et s'apparente à un entrelacs institutionnel fait de conflits quotidiens pour la définition de sphères d'autorité¹⁵⁵⁴.

Le rôle des puissances centrales dans la construction des Etats caucasiens en 1918 est une des raisons de la méfiance manifeste avec laquelle les considèrent les Alliés dans les semaines qui suivent la défaite des puissances centrales. Logiquement, Géorgiens et Azéris sont particulièrement soupçonnés par les militaires britanniques qui investissent la région au début de 1919. Les autorités des deux républiques s'efforcent par conséquent de faire reconnaître aussi vite que possible leur légitimité. Dès le mois de décembre, elles procèdent à la nomination de représentants à la conférence de la paix et recomposent leur discours pour s'adapter aux hasards des armes¹⁵⁵⁵. En Azerbaïdjan, l'ouverture du gouvernement en décembre 1918 à des représentants des communautés russe et arménienne apparaît comme une preuve de bonne volonté envers les Alliés. Face à ce revirement, le commandement britannique maintient l'ambiguïté sur le sort réservé à ces républiques¹⁵⁵⁶. L'occupation de Bakou par ses forces s'accompagne d'une exclusion initiale des autorités azéries sur l'administration de la ville, d'autant plus vivement ressentie par le gouvernement azéri que des soldats des armées blanches et des unités arméniennes reviennent dans la ville avec les contingents britanniques¹⁵⁵⁷. Le commandement britannique, qui ne dispose que de forces limitées, décide cependant de maintenir ces « Etats embryonnaires » (*embryo states*) – la formule est du *War Office* – afin qu'ils assurent l'administration de la région dans l'attente d'un règlement ultérieur¹⁵⁵⁸.

¹⁵⁵³ N. Agamalieva (dir.), *Azerbajdzhanskaja demokratičeskaja respublika (1918-1920)*, Bakou, Elm, 1998, p. 97.

¹⁵⁵⁴ Les pillages commis par les forces ottomanes en retraite, en novembre-décembre 1918, donnent par ailleurs une fin assez négative à cette coopération. Voir les documents à ce sujet dans I.A. Gusejnov (dir.), *Bor'ba za pobedu Sovetskoj vlasti v Azerbajdzhane 1918-1920. Dokumenty i materialy*, Bakou, Izdatel'stvo Akademii Nauk Azerbajdzhanskoj SSR, 1967, pp. 35 et 57 par exemple.

¹⁵⁵⁵ En Azerbaïdjan, c'est Topçubaşı qui est choisi et en Géorgie Tsereteli et Chkheidze. Cəmil Həsənov, *Azərbaycan Beynəlxalq Münasibətlər sistemində, 1918-1920 illər*, Bakou, Azərbaycan Dövlət Nəşriyyatı, 1993, pp. 165-166 ; W.H. Roobol, *Tsereteli. A Democrat in the Russian Revolution. A Political Biography*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1976, pp. 197-199 ; on dispose des minutes des entretiens réalisés à Istanbul par Topçubaşı entre octobre 1918 et le début de 1919, ce qui permet d'observer cette évolution : Gasan Gasanov (éd), *Diplomaticheskie besedy A.A. Topchibasheva v Stambule*, Bakou, Ergjun, 1994.

¹⁵⁵⁶ A. Raevskij, *Anglijskaja interventsija i musavatskoe pravitel'stvo. Iz istorii interventsii i kontr-revoljutsii v Zakavkaz'e*, Bakou, Istpartotdel TsK i BK AKP, 1927, pp. 33-44 ; Firuz Kazemzadeh, *op.cit.*, 1951, pp. 169-170.

¹⁵⁵⁷ Lettre de Xan Xoyski au général Thomson, 15 février 1919, ARDA, f. 894, f. 10, d. 102, ll. 8-9, dans *Fətəli Xan Xojski...*, 1998, pp. 48-49.

¹⁵⁵⁸ Télégramme du *War Office* au général Milne, 15 février 1919, IOR, L/PS/11/151/2464.

b) L'impossible territorialisation.

Si ces Etats sont embryonnaires, c'est parce que leur morphogénèse est un processus douloureux, où ils peinent à s'extraire des cadres antérieurs du Caucase tsariste. La question territoriale a constitué, à juste titre au regard de la violence qu'elle entraîne, un des points centraux de l'historiographie des républiques indépendantes. Les troubles de 1905 ont rappelé, s'il le fallait, la dispersion et le mélange des groupes ethniques et religieux de l'ancien Caucase russe au début du XX^e siècle¹⁵⁵⁹. Les visées polémiques, dans le traitement de ces questions, restent fortes, notamment pour ce qui concerne les conflits territoriaux entre Azerbaïdjan et Arménie, car les conflits de l'époque ont retrouvé leur vigueur après l'effondrement de l'Union soviétique. On pense bien entendu au Haut-Karabakh, qui reste la pomme de discorde centrale entre les deux Etats, mais la situation sur les autres frontières et autour de l'exclave azérie du Nakhitchevan et du Zangezour arménien reste aussi délicate¹⁵⁶⁰. Les historiographies polémiques relatives à ces conflits territoriaux n'hésitent pas à insister sur les « menées » et « complots » de la partie adverse, visant à mobiliser ethniquement ses coethniques et coreligionnaires pour les inciter à la révolte. Dès l'époque, le thème est naturellement propice aux usages de propagandes des gouvernements. Des publications apologétiques visant à démasquer ces trames voient le jour dès 1919. Le gouvernement arménien prépare même, au cours de l'année 1919, un recueil de télégrammes du représentant azéri à Erevan, Tekinskij, dont la publication doit démasquer les manipulations du gouvernement azéri sur le territoire arménien¹⁵⁶¹. Le tableau général composé par ces différents recueils et les archives disponibles est cependant celui d'une situation qui, indépendamment des actions des différents acteurs, présente des dispositions lourdes et structurelles au conflit sur une base territoriale.

¹⁵⁵⁹ Les Arméniens sont de loin le groupe le plus dispersé. Ils représentent d'après Richard Hovannisian 60 % de la population dans la province d'Erevan, 33 % dans celle d'Elisavetpol, 30 % dans celle de Kars, 28 % dans celle de Tiflis et 9 % dans celle de Bakou. Richard G. Hovannisian, *op.cit.*, 1967, p. 15.

¹⁵⁶⁰ Si des pamphlétaires arméniens entretiennent jusqu'à nos jours la mémoire d'un Nakhitchevan arménien, l'Azerbaïdjan fait de même par la publication de textes sur le Zangezour musulman.

¹⁵⁶¹ Les télégrammes, apparemment authentiques mais disposés de manière à favoriser la surinterprétation, sont conservés en plusieurs exemplaires dans les archives arméniennes. Le recueil composé de la sorte se trouve par exemple dans HAA, f. 200, op. 1, d. 299 ; on sait par ailleurs que Tekinskij accorde une grande attention au sort des musulmans en république d'Arménie et au Nakhitchevan : Ibrahim Ethem Atnur, « Emperyal güçlerin Ermenistan lehine Nahçıvan'ın istiklaline el koyma çabaları (1919-1920) », in Qiyas Şükürov, Vasif Qafarov (dir.), *op.cit.*, 2010, p. 176.

Le conflit, en effet, ne naît pas avec les indépendances, même si celles-ci le placent dans un cadre étatique et rendent intenable le flou territorial des projets nationaux¹⁵⁶². Depuis le recensement de 1897, la statistique ethnique et religieuse devient une manière de penser l'espace caucasien, comme l'ensemble de l'empire russe. Les résultats du recensement alimentent, dans les années 1900, les discussions sur un éventuel redécoupage des frontières administratives au Caucase. En 1909, plusieurs conférences provinciales sont organisées pour examiner l'introduction du système des *zemstvos* au Caucase. Dans les provinces de Tiflis, Erevan, Elisavetpol et dans le district de Zakatala, les élites géorgiennes, arméniennes et musulmanes entrent dans des débats parfois houleux sur l'intégration du facteur ethnique et religieux dans le système à venir. Cette généalogie est clairement perçue par les dirigeants caucasiens de 1918-1919, qui y voient une source dans laquelle puiser des arguments et statistiques¹⁵⁶³. L'idée de créer des provinces plus homogènes ethniquement et religieusement réapparaît en mars 1916, lorsque les députés de la Douma se prononcent en faveur de l'introduction du système des *zemstvos* au Caucase, ce qui pousse le vice-roi à organiser un congrès caucasien sur le thème en avril¹⁵⁶⁴. Face à la complexité de la carte nationale de la région, les réflexions inspirées par l'austro-marxisme sur l'autonomie communautaire et individuelle ne sont pas absentes, mais elles n'éclipsent jamais la volonté de parvenir à des découpages territoriaux plus clairs. Les débats de 1917 et du début de 1918 traduisent une claire conscience des élites politiques caucasiennes de la spécificité de leur région, du fait de l'enchevêtrement indiscernable des groupes ethniques¹⁵⁶⁵. Dans les provinces d'Erevan, de Kars ou d'Elisavetpol, on ne trouve d'homogénéité véritable, dans le meilleur des cas, qu'à l'échelle de vallées. Les différents conseils nationaux mis en place par les nationalités semblent ici tiraillés, jusqu'aux indépendances, par une conscience diffuse de l'insolvabilité du problème et la volonté de porter des revendications ambitieuses.

La proclamation des nouveaux Etats fait basculer ces conflits latents dans une nouvelle dimension, en les étatisant et en intensifiant leur dimension « nationale ». La présence turque et allemande joue, jusqu'en novembre 1918, un rôle modérateur des conflits et leur retrait ouvre l'arène du conflit. Mais l'annulation de la conférence d'Istanbul qui devait préciser les

¹⁵⁶² Le ministre de la guerre géorgien, Gorgadze, fait ainsi remarquer à la fin de mai 1918 que les revendications territoriales azéries portent sur la « Transcaucasie orientale et méridionale », sans précision. Minutes du gouvernement géorgien, 31 mai 1918, STsSSA, f. 1861, op. 1, d. 1, l. 10.

¹⁵⁶³ Rapport du président du Conseil national arménien de Bakou relatif au conflit territorial arméno-géorgien, non daté (décembre 1918), HAA, f. 223, op. 1, d. 61, ll. 2-3.

¹⁵⁶⁴ Voir à ce sujet la brochure de Vassan Giray Dzhabagi, *Itogi kraevogo zemskogo soveshchanija na Kavkaze*, Tiflis, Elektropechatnja Gruzinskoe Izdatel'skoe Tovarischestvo, 1916.

¹⁵⁶⁵ Gohar Avagjan, *op.cit.*, 2008, pp. 218-219.

frontières entre les Etats est problématique, car elle maintient des flous menaçants¹⁵⁶⁶. A partir de novembre, le retrait des troupes ottomanes et allemandes de la bande frontalière qu'elles occupaient entre Arménie et Géorgie entraîne le premier conflit armé entre Etats caucasiens¹⁵⁶⁷. Les troupes arméniennes profitent en effet du retrait ottoman pour avancer leurs positions sur la ligne de chemin de fer reliant Alexandropol à Tiflis, dans l'ancien district de Borchali. Le rôle ottoman dans la genèse du conflit reste sujet à caution, car il semble que les représentants ottomans à Erevan et Tiflis aient simultanément proposé aux deux gouvernements d'occuper les positions dont se retiraient les troupes turques¹⁵⁶⁸. Si aucun élément irréfutable ne permet d'avancer une intention maligne, le fait témoigne au minimum de la désorganisation dans laquelle se fait le retrait des forces de l'Empire. Le gouvernement géorgien propose en novembre 1918 de régler le conflit par le biais d'une conférence transcaucasienne, mais se heurte à l'hostilité de l'Arménie qui y voit une ruse pour produire un front uni azéro-géorgien contre elle et ne répond pas à l'invitation. On retrouve ici, dès le début, le problème de la multilatéralisation éventuelle du règlement territorial et celui des jeux de bascule entre les trois Etats¹⁵⁶⁹. A partir du 14 décembre, les hostilités reprennent de manière ouverte entre les deux armées et ne s'interrompent qu'avec l'intervention des représentants militaires français et britannique, le 25 décembre¹⁵⁷⁰.

Premier conflit ouvert entre Etats, le conflit entre Géorgie et Arménie apparaît cependant mineur au regard des conflits qui déchirent l'Azerbaïdjan et l'Arménie au cours des deux années de l'indépendance. Ces conflits s'étendent sur un arc de cercle comprenant les régions du Karabakh, du Zangezour et du Nakhitchevan, à cheval sur les anciennes provinces d'Elisavetpol et d'Erevan. Au Karabakh, le conflit s'enracine dans l'existence d'une population majoritairement arménienne dans les hautes terres, alors que les plaines sont plutôt

¹⁵⁶⁶ La direction des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères italien écrit en janvier 1919 : « C'est ainsi que les frontières des républiques nouvellement formées en Transcaucasie n'ont pas pu être complètement fixées et ne peuvent être indiquées qu'à des traits généraux, en citant les départements, districts et communes auxquelles se subdivisaient sous le régime de la domination russe les principales provinces ». Daniel Pommier Vincelli, Andrea Carteny (éd.), *L'Azerbaijan nei documenti diplomatici italiani (1919-1920)*, Rome, Edizioni Nuova Cultura, 2013, pp. 42-43.

¹⁵⁶⁷ Jusqu'alors, la question du contrôle est en effet plus théorique. Minutes du gouvernement géorgien, 5 juin 1918, STsSSA, f. 1861, op. 1, d. 1, ll. 24-25 ; Werner Zürer, *op.cit.*, 1978, p. 206.

¹⁵⁶⁸ *Iz istorii armjanko-gruzinskikh otnoshenij – 1918 god*, Tiflis, Gosudarstvennaja Tipografija, 1919, pp. 13-15 et 21-22 ; lettre du représentant arménien à Tiflis au ministre des Affaires étrangères géorgien, Ramishvili, 25 octobre 1918, STsSSA, f. 1864, op. 1, d. 3, l. 5 ; pour la version arménienne, Vladimir Harut'junjan (éd.), *Haj-Vrats'akan paterazmë (1918 t')*. *Njut'er jev p'astat'ght'er*, Erevan Antares, 2014.

¹⁵⁶⁹ Protocole de la conférence transcaucasienne, en présence des Géorgiens, Azéris et Montagnards, mais sans les Arméniens, 14 novembre 1918, STsSSA, f. 1861, op. 1, d. 8, ll. 1-3 ; *Iz istorii armjano-gruzinskikh...*, 1919, pp. 48-49 et 52 ; Firuz Kazemzadeh, *op.cit.*, 1951, pp. 174-176 ; Richard G. Hovannisian, *The Republic of Armenia, Vol. 1 – The First Year, 1918-1919*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1971, pp. 94-98.

¹⁵⁷⁰ *Ibid.*, pp. 131-133 ; Giorgi Mazniashvili, *Mogonebani*, Tbilissi, Ochop'int're, 2014, pp. 109-124.

peuplées de musulmans turcophones. Les Arméniens forment 70 % de la population dans les régions montagneuses, mais les découpages administratifs hérités de l'époque tsariste associent portions de plaines et de montagnes, ce qui ne leur permet d'avoir une majorité absolue que dans le district de Shousha¹⁵⁷¹. Au début d'octobre 1918, les forces ottomano-azéries parviennent à entrer dans Shousha, qui se soumet pour éviter des violences similaires à celles commises à Bakou en septembre. C'est cependant le retrait des Ottomans qui ouvre la phase d'affrontements ouverts entre musulmans et Arméniens. La nomination avec l'approbation du général britannique Thomson, le 15 janvier 1919, de Khosrov Bek Sultanov comme gouverneur-général du Karabakh et du Zangezour ouvre la période des violences ouvertes, où les Arméniens prennent les armes contre le pouvoir azéri. Simultanément, les régions du Zangezour et du Nakhitchevan qui passent sous contrôle arménien en mai 1919 voient le début d'affrontements entre Arméniens et Azéris, dans des situations d'une grande confusion¹⁵⁷². Face aux graves violences qui ensanglantent la région, les Alliés décident d'organiser des négociations. Au Zangezour, le colonel américain Rhea s'efforce d'obtenir un arrêt des affrontements et préside une conférence entre Arméniens et Azéris, qui débouche sur des accords de paix. Ces tentatives ne remportent cependant que des succès temporaires et les violences reprennent à partir de la fin de l'hiver 1919-1920 au Karabakh et au Zangezour¹⁵⁷³.

Ces différents conflits révèlent l'enchevêtrement des populations et les ambiguïtés de la légitimité recherchée par les nouveaux Etats, qui se fondent sur un discours ambivalent, reposant tant sur une légitimité territoriale que sur un principe national ou religieux. Ces multiples registres sont instrumentalisés par les gouvernements qui y trouvent un moyen de justifier leurs revendications. « La population musulmane du Caucase », écrit le ministre des Affaires étrangères azéri Djafarov au commandement britannique en avril 1919, « se considère en dépit de sa dispersion comme une seule nationalité (*narodnost'*) »¹⁵⁷⁴. Les groupes minoritaires eux-mêmes alimentent ce maintien de relations non territoriales, par le biais de pétitions et de contacts avec les autorités étatiques en place. Les musulmans de la région de Kars font ainsi parvenir à l'automne 1919 des requêtes au gouvernement azéri pour

¹⁵⁷¹ Richard G. Hovannisian, « The Armeno-Azerbaijani Conflict Over Mountainous Karabagh, 1918-1919 », *The Armenian Review*, Vol. XXIV, No. 2 (94), Été 1971, p. 4.

¹⁵⁷² *Ibid.*, pp. 9-17 ; Tadeusz Swietochowski, *op.cit.*, 1995, pp. 75-77 ; Anahide Ter Minassian, *op.cit.*, 1989, pp. 127-129 ; pour une description des violences dans la région du point de vue azéri : note du Premier ministre azéri au général Thomson, 3 avril 1919, BCA, 930.01/2.30.2.

¹⁵⁷³ Sur ces négociations, voir Mark A. Kalustian, « The Newly-Discovered "Rhea Papers" », *The Armenian Review*, Vol. XXXV, No. 3 (139), Automne 1982, pp. 245-275.

¹⁵⁷⁴ Il revendique dans ce texte un droit de protection sur les musulmans caucasiens hors d'Azerbaïdjan. Lettre de Djafarov au commandement britannique, 30 avril 1919, BCA, 930.1.0.0/6.123.1.

se plaindre du traitement que leur réservent les administrations arméniennes¹⁵⁷⁵. Les conflits liés à la constitution d'Etats qui se veulent nationaux s'expriment tout aussi fortement dans le cas de communautés nationales ou religieuses qui ne disposent pas de puissance nominale ou tutélaire. La population russe rurale – en particulier celle des vieux-croyants – manifeste ainsi son opposition aux nouveaux pouvoirs qu'elle refuse souvent de reconnaître, et se joint parfois à des alliances avec d'autres minorités locales.

Les difficultés de la territorialisation s'expriment de manière plus large mais aussi plus diffuse en matière de circulation, des individus, des biens et des marchandises¹⁵⁷⁶. Les républiques établissent de nombreux contrôles des exportations, qui perturbent les échanges aux nouvelles frontières. En dépit de ces politiques, l'espace caucasien reste fondamentalement un espace de circulations. Que de dossiers sont remplis, dans les consulats respectifs des Etats, dans les ministères de l'Intérieur et dans les douanes, pour donner un nouveau cadre à des circulations antérieures et répondre aux requêtes et demandes de la population¹⁵⁷⁷. L'organisation de ces circulations, par la mise en place de nouveaux règlements douaniers et commerciaux, devient une priorité des Etats¹⁵⁷⁸. La question du commerce local et frontalier fait l'objet de règlements nombreux, pour permettre le maintien d'économies locales coupées par les nouvelles frontières, mais ils n'empêchent pas le mécontentement des populations frontalières qui n'acceptent pas les nouveaux découpages¹⁵⁷⁹. Sur le plan des circulations commerciales et économiques, la période des indépendances révèle surtout l'impossibilité pour les républiques de survivre sans un minimum de coopération. Dans le cas de l'Arménie, dont les possibilités de relation avec le

¹⁵⁷⁵ Mémorandum du conseil national musulman de Kars au ministère des Affaires étrangères azéri, 1^{er} octobre 1919, BCA, 930.1.0.0/4.56.2 ; les accusations de persécutions et « d'extermination » contenues dans ce mémorandum méritent d'être comparées aux documents produits par ce même conseil national et adressés aux autorités arméniennes à la même époque, qui donnent un tableau très différent : lettre du conseil national musulman de Kars au premier ministre arménien, novembre 1919, HAA, f. 199, op. 1, d. 15, l. 53 ; Maro Avetisjan, « P'astat'ght'er Karsi marzi sots'ial-k'aghak'akan iravichaki veraberjal (1919-1920 t't') », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 2, 2008, pp. 57-74.

¹⁵⁷⁶ Le représentant arménien à Tiflis, Arshak Dzhamaljan, écrit le 7 décembre 1918 : « En Transcaucasie, les difficultés de communication atteignent des sommets sans précédent. Un voyage à Bakou est devenu un exploit. On ne peut se rendre à Gandja sans risque pour sa vie. Voilà un an et quelque que nous sommes coupés du Karabakh. Un voyage aller-retour pour Tiflis ne peut se faire qu'avec cinq ou six passages de formalités administratives. Il n'y a des trains sur le trajet Tiflis-Erevan que trois à quatre fois par semaine ». Gegam Petrosjan, *Otnoshenija respubliki Armenii s Rossiej (1918-1920 gg.)*, Erevan, Erevanskij Gosudarstvennyj Universitet, 2012, pp. 32-33.

¹⁵⁷⁷ Voir par exemple, parmi les dossiers du fonds de la représentation géorgienne en Azerbaïdjan, STsSSA, f. 1867, op. 1, d. 30 ; sur la coopération judiciaire et les extraditions, STsSSA, op. 2, d. 3, l. 14.

¹⁵⁷⁸ A la fin de mars 1919, le gouvernement azéri lance par exemple la réorganisation de son administration des douanes. N. Agamaliev (dir.), *op.cit.*, 1998, p. 206 ; séance du Parlement azéri du 17 mars 1919, *Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti (1918-1920). Parlament (stenografik hesabatlar)*, C. 1, Bakou, Azərbaycan, 1998, pp. 391-392.

¹⁵⁷⁹ Séance du Parlement azéri du 9 juillet 1919, *Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti (1918-1920)...*, C. 1, 1998, pp. 770-772.

monde extérieure se trouvent essentiellement limitées au chemin de fer qui mène vers la Géorgie, ces circulations sont vitales aux approvisionnements. Les formes de contrôle établies par la Géorgie rencontrent des plaintes officielles de la république de l'Ararat qui met en œuvre une diplomatie active de sécurisation de ses approvisionnements¹⁵⁸⁰. Mais l'Arménie demeure jusqu'à la fin des indépendances relativement isolée, alors que Géorgie et Azerbaïdjan mettent en place à partir du printemps 1919 plusieurs accords facilitant le transit et les échanges entre les deux pays¹⁵⁸¹. Paradigmatique, le cas arménien rappelle que l'interdépendance constitue la donnée fondamentale des nouveaux Etats.

c) *Les liens invisibles.*

Au-delà de la répétition de violences et de conflits, de luttes politiques intestines et de cabinets éphémères, la confrontation avec les archives produites par les républiques caucasiennes suscite un sentiment d'inachèvement et de doute. Ici et là apparaissent en effet, furtives, des références qui pointent vers une histoire, autre mais parallèle. Cette histoire est celle de l'interdépendance maintenue et durable entre les différentes républiques. Au moment même où elles se déchirent et s'affrontent sur bien des plans, elles restent tenues par une multitude de liens, invisibles, discrets et parfois ouverts. Le conflit apparaît comme le résultat d'une longue proximité, maintenue par delà l'antagonisme. Cette proximité s'observe au niveau des élites elles-mêmes, qui se sont fréquentées si longtemps, dans leurs lieux d'études, de service et d'action politique, entre le Caucase, la Russie, l'Ukraine ou l'Europe¹⁵⁸². « Plaisant, cultivé et occidental dans ses manières et son apparence », voilà comme le haut-commissaire britannique Oliver Wardrop décrit en septembre 1919 le premier ministre azéri Usubbəyov¹⁵⁸³. Ces élites qui s'affrontent avec virulence partagent dans le même temps – à l'exception, peut-être, de ceux qui ont touché plus directement aux expériences révolutionnaires armées – un *ethos* fondamentalement commun, hérité de leur passé tsariste,

¹⁵⁸⁰ Lettre d'Evangeljan au ministère arménien de l'Approvisionnement, 12 mars 1919, HAA, f. 199, op. 1, d. 25, l. 76 ; rapport du ministère des Finances arméniens, 27 décembre 1919, HAA, f. 199, op. 1, d. 154, ch. 1, l. 171 ; Sur des négociations de fourniture de pétrole azéri, voir Vardan Ts'olakjan, « Hajastani Hanrapetut'jan ar'evturakan haraberut'junnerë Aذربejani jev Vrastani het (1918-1920 t't'.) », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 2 (104), 2004, pp. 131-140.

¹⁵⁸¹ Harun Yılmaz, « An Unexpected Peace. Azerbaijani-Georgian Relations, 1918-1920 », *Revolutionary Russia*, Vol. 22, No. 1, 2009, pp. 37-67.

¹⁵⁸² Pour un exemple de ces lieux qui ont formé un *habitus* parmi les élites caucasiennes, voir Claire Mouradian, Charles Urjewicz, Claudie Weill, « Les étudiants du Caucase en Allemagne, 1900-1914 », *Slaves, Russes, Soviétiques. Pages d'histoire offertes à Roger Portal*, Paris, Institut d'Etudes Slaves-Publications de la Sorbonne, 1992, pp. 369-392 ; Karen Barkey, « Thinking About the Consequences of Empire », in Karen Barkey, Mark von Hagen (dir.), *op.cit.*, 1997, p. 110.

¹⁵⁸³ Télégramme d'Oliver Wardrop au *Foreign Office*, 6 septembre 1919, TNA, FO 371/3663.

où beaucoup ont exercé des professions intellectuelles ou juridiques¹⁵⁸⁴. L'observateur est donc pris en permanence entre la force des antagonismes de terrain et l'expression sans cesse renouvelée d'une volonté de cohabitation et de règlement pacifique des conflits. Tactique, dira-t-on, posture. A l'occasion, cela ne saurait se nier, mais il y a plus dans ces expressions d'une cohabitation qui se fraient un chemin jusqu'aux pires moments des conflits entre les nouveaux Etats.

Comment ne pas percevoir, en effet, la dépendance structurelle entre les trois Etats ? A l'époque tsariste, le développement de la région est pensé à l'échelle de la Transcaucasie entière et de l'Empire russe, avec un intérêt très mineur pour les découpages provinciaux. Qu'elles soient ferroviaires, routières ou même télégraphiques et agricoles, les infrastructures sont conçues pour desservir une région entière et ces « dépouilles de l'empire sont impressionnantes », comme l'écrit István Deák à propos du cas austro-hongrois¹⁵⁸⁵. Ce mot s'appliquerait tout aussi bien aux dépouilles de l'Empire tsariste, de même que l'affirmation d'un négociateur de la conférence de la Paix : « Jamais communauté politique ne présenta plus de problèmes juridiques complexes que ne l'a fait l'Autriche-Hongrie ; sa mort même a causé des embarras sans nombre aux juristes et aux diplomates¹⁵⁸⁶ ». Cette dimension s'exprime d'abord de manière très concrète, comme le montre la question ferroviaire. Si la Géorgie contrôle la liaison ferrée avec l'Europe, l'Azerbaïdjan dispose de la porte sur la Caspienne, tandis que le territoire arménien est traversé par la voie ferrée qui mène, depuis la guerre, vers Tabriz. Du fait de son enclavement, la situation arménienne est de loin la plus fragile, car le transport terrestre ne peut être considéré comme une véritable solution alternative pour son approvisionnement. Dès l'indépendance, la gestion de ce réseau ferroviaire fait l'objet de négociations serrées, chaque Etat revendiquant la souveraineté sur son propre territoire. Le partage du matériel roulant des chemins de fer devient une pomme de discorde majeur, d'autant qu'une partie a été rendue inutilisable par la guerre et enlevée par les Turcs lors de leur retrait. L'administration elle-même pose problème. Les questions les plus minimales – comme celle des horaires de train – deviennent des enjeux politiques¹⁵⁸⁷. On attend, à cette époque, beaucoup le train au Caucase, à supposer même qu'il vienne et ne soit pas arrêté sur les nouvelles frontières par des fonctionnaires vétilleux – ou patriotes. La

¹⁵⁸⁴ Sur le cas du premier ministre Xan Xoyski, formé à Moscou et qui exerce les professions de juge de paix dans différents lieux du Caucase avant la Première Guerre mondiale, *Fətəli Xan Xojski...*, 1998, pp. 5-6.

¹⁵⁸⁵ István Deák, « The Habsburg Empire », in Karen Barkey, Mark von Hagen (dir.), *op.cit.*, 1997, pp. 129-130.

¹⁵⁸⁶ Harold Temperley, cité par Ivan V. Soubbotitch, *Effets de la dissolution de l'Autriche-Hongrie sur la nationalité de ses ressortissants*, Paris, Rousseau & Cie., 1926, p. 3.

¹⁵⁸⁷ Les autorités britanniques proposent dès le début de 1919 d'aider à maintenir une administration commune des chemins de fer caucasiens sous leur autorité. Voir un entretien du 6 février 1919 dans S.E. Sef (éd.), « *Demokraticeskoe pravitel'stvo* » *Gruzii i anglijskoe komandovanie*, Tiflis, Zakkniga, 1928, pp. 21-24.

question ferroviaire constitue sans doute l'aspect le plus visible d'une interdépendance qui persiste dans des formes également moins matérielles.

Le partage des biens des chemins de fer constitue en effet une partie du processus plus vaste qualifié, pour reprendre un langage commercial, comme celui de la « liquidation » de la république de Transcaucasie¹⁵⁸⁸. En quelques jours, à la fin de mai 1918, les administrations sises à Tiflis se trouvent converties en institutions géorgiennes. Aussitôt se pose la question du traitement de cette succession, étatique et politique. La Géorgie se trouve en position de force en la matière, puisqu'elle dispose d'un appareil administratif hérité de son rôle de cœur de la Transcaucasie tsariste, alors que les deux autres Etats ne disposent même pas, dans un premier temps, de capitale¹⁵⁸⁹. Le ministère de l'Agriculture géorgien – nouveau nom du Comité foncier de Transcaucasie – informe le 8 juin 1918 les conseils nationaux azéri et arménien qu'il ne traitera plus les demandes qui sont de leur ressort territorial et demande à quelles institutions il peut renvoyer les dossiers¹⁵⁹⁰. Les tribunaux de Tiflis, qui concentraient les structures régionales d'appel et de traitement de certaines affaires, suspendent leur suivi des affaires relevant, selon le principe territorial, d'Erevan et de Bakou¹⁵⁹¹. La nécessaire réduction des effectifs d'une administration géorgienne devenue hypertrophiée à cause de la rétractation du territoire national accentue cette tendance, d'autant qu'elle est associée au départ de nombreux fonctionnaires russes, arméniens et musulmans. Les documents produits par ces administrations dans cette période de transition portent les traces visuelles du changement. Des en-têtes produits à l'époque de l'éphémère fédération transcaucasienne, ou même à l'époque tsariste, sont utilisés en subissant biffures et corrections. Le recours à la surimpression, en russe ou dans les nouvelles langues officielles, permet de convertir hâtivement des formulaires. Faute de mieux, l'écriture manuelle fait l'affaire.

Ces documents incarnent en un sens les privilèges de la Géorgie, qui peut s'appuyer sur une continuité et une mémoire administratives, que les autres républiques doivent

¹⁵⁸⁸ Des informations intéressantes sur ces processus de liquidation en Autriche-Hongrie dans Erwin Matsch, *Der Auswärtige Dienst von Österreich(-Ungarn) 1720-1920*, Gratz-Vienne, Böhlau, 1986, pp. 165-180.

¹⁵⁸⁹ Dans le cas arménien, le déplacement de Tiflis vers Erevan fait l'objet d'un véritable débat initial, au vu de l'état piteux de la ville. Hamo Suk'iasjan, « Hajastani Hanrapetut'jan ishkhanut'jan kentronakan marminneri Jerevan teghap'okhvelu harts'i shurj (1918 t'. majis-hulis) », *Hajots' patmut'jan harts'ë*, Vol. 10, 2009, pp. 228-235.

¹⁵⁹⁰ Note du ministère de l'Agriculture de Géorgie au conseil national arménien, 8 juin 1918, HAA, f. 201, op. 1, d. 36, l. 160.

¹⁵⁹¹ Lettre du président du tribunal de Tiflis au représentant arménien en Géorgie, 31 juillet 1918, HAA, f. 275, op. 5, d. 12, ll. 108-109 ; « Peredacha sudebnykh del Azerbajdzhanskomu pravitel'stvu », *Bor'ba*, 31 octobre 1918, No. 206, p. 4.

reconstituer¹⁵⁹². La liquidation apparaît en effet comme un processus de négociation au long cours. Elle est gérée à travers une commission générale et des commissions sectorielles, établies dans les anciennes institutions transcaucasiennes¹⁵⁹³. Le partage des avoirs de la Transcaucasie est au cœur de l'activité de ces commissions, qui donnent lieu à une diplomatie à part entière jusqu'à la fin de 1918¹⁵⁹⁴. Si le patrimoine immobilier est partagé selon un principe géographique, le patrimoine mobilier, sous toutes ses formes, fait l'objet de disputes tout aussi juridiques que politiques¹⁵⁹⁵. Matériel ferroviaire, on l'a vu, mais aussi stocks divers appartenant à l'armée, aux administrations ou encore aux unions caritatives officielles. La participation à ces commissions de liquidation apparaît comme un attribut de souveraineté pour les républiques, ce qui pousse le conseil national abkhaze, dans sa quête de reconnaissance, à demander d'être associé comme « personnalité juridique¹⁵⁹⁶ ». A travers les négociations de l'été et de l'automne 1918 se développent des coopérations et pratiques communes, tandis que de véritables jurisprudences se mettent en place afin de régler les questions disputées.

Ainsi, celle des dettes laissées par les institutions tsaristes fait l'objet de nombreux litiges¹⁵⁹⁷. L'ancienne administration des provinces occupées de Turquie laisse d'importantes dettes et ses anciens employés, victimes de l'évacuation du début de 1918, multiplient les pétitions pour exiger le paiement de leurs arriérés et de salaires et des indemnités. Bien que la Géorgie prenne en charge la liquidation d'une partie des institutions du front caucasien, elle est encline à rejeter sur l'Arménie la responsabilité de ces dettes, du fait de l'arménisation de l'administration de Turquie occupée à partir de décembre 1917 et de la continuité territoriale revendiquée entre Arménie turque et Arménie caucasienne¹⁵⁹⁸. Elle rencontre cependant une opposition farouche de la part du gouvernement arménien, qui insiste sur le maintien d'une unité politique et administrative de la Transcaucasie jusqu'aux proclamations

¹⁵⁹² Sur la nécessité pour l'Arménie et l'Azerbaïdjan de procéder à des collations de textes juridiques en vigueur, voir la lettre de l'administration agricole arménienne au premier ministre, 3 octobre 1919, HAA, f. 199, op. 1, d. 72, l. 45

¹⁵⁹³ Minutes du gouvernement géorgien, 27 mai 1918, STsSSA, f. 1861, op. 1, d. 1, l. 1 ; décret du gouvernement azéri, 18 juin 1918, ARDA, f. 2898, op. 1, d. 1, l. 2.

¹⁵⁹⁴ Décret du conseil national azéri, 12 juillet 1918, reproduit dans *Azerbajdzhanskaja Demokraticheskaja Respublika (1918-1920). Zakonodatel'nye akty (Sbornik dokumentov)*, Bakou, Azerbajdzhan, 1998, p. 211.

¹⁵⁹⁵ L'Azerbaïdjan propose en août 1918 de recourir à l'arbitrage pour régler ces tensions. Protocole du conseil des ministres arménien, 26 août 1918, reproduit dans Amatuni Virabjan (éd.), *Hajastani Hanrapetut'jan karavar'ut'jan nisteri ardzanagrut'junneri, 1918-1920 t'.t'*, Erevan, Hajastani Azgajin Arkhivneri, 2014, p. 18.

¹⁵⁹⁶ Décision du conseil national abkhaze, 2 juin 1918, reproduit dans R.Kh. Gozhba (éd.), *Abkhazija – Dokumenty i materialy (1917-1921)*, Soukhoumi, pas d'éditeur, 2009, pp. 34-35.

¹⁵⁹⁷ Rapport du représentant azéri en Géorgie, Məmməd Cəfərov, à Məmmədhəsən Hacınski, 21 juin 1918, ARDA, f. 970, op. 1, d. 7, l. 13.

¹⁵⁹⁸ Proclamation du département de liquidation du ministère des Finances géorgien sur la liquidation du front caucasien, 19 novembre 1918, parue dans *Bor'ba*, 24 novembre 1918, No. 227, p. 1.

d'indépendance¹⁵⁹⁹. L'argument, pour être correct sur un plan juridique, ne fait cependant pas l'objet d'une application stricte, puisque le gouvernement arménien accepte par exemple de prendre en charge la liquidation du « corps d'armée arménien » constituée à la fin de 1917 au sein du front caucasien, comme s'il s'agissait d'un organe précurseur de l'Etat arménien. Dans ces négociations, l'argument financier joue un rôle majeur en raison du poids représenté par la liquidation des institutions transcaucasiennes, notamment les unités militaires et les anciennes douanes¹⁶⁰⁰.

Le thème de la solidarité financière éventuelle entre républiques est d'autant plus actuel, jusqu'en 1919, que se maintiennent des usages monétaires communs. La question de la circulation monétaire dans l'espace concerné au cours des années de l'indépendance est d'une grande complexité. Un ouvrage en géorgien publié par Nik'o Dzhavakhishvili constitue la source la plus approfondie de renseignements sur le sujet, mais se limite à une histoire institutionnelle des émissions. Dzhavakhishvili rappelle ainsi que les émissions de bons « transcauciens » se poursuivent après la dissolution de la fédération. Entre juillet 1918 et juin 1919, cinq émissions se succèdent pour des montants variant entre 100 et 320 millions de roubles. Le 4 juin 1919, la dernière émission de bons transcauciens est lancée, pour une valeur de 100 millions de roubles¹⁶⁰¹. A défaut d'une étude approfondie, il n'est pas possible de restituer le fonctionnement précis du système, mais les conditions techniques jouent un rôle important. Les Azéris ne disposent ainsi pas, au cours de 1918, des moyens d'imprimer de manière autonome une monnaie-papier et des bons d'emprunts, ce qui les place dans la dépendance des Géorgiens. La situation des Arméniens n'est guère meilleure, bien qu'une lettre de juillet 1918 du ministre azéri Məlikaslanov laisse entendre qu'ils disposent de certaines capacités d'impression. Məlikaslanov souligne la complexité des négociations menées avec les deux autres républiques pour obtenir des quotas de bons suffisants¹⁶⁰². Chaque émission transcaucasienne s'accompagne de négociations diplomatiques pour répartir les bons, qui financent les dépenses courantes des gouvernements. Lors du conflit arméno-géorgien de la fin de 1918, les Géorgiens décident ainsi d'exclure les Arméniens de l'émission monétaire du moment. Ces émissions communes mal encadrées et peu

¹⁵⁹⁹ Protocole du conseil des ministres arménien, 7 août 1918, HAA, f. 202, op. 1, d. 13, l. 6, reproduit dans Amatuni Virabjan (éd.), *op.cit.*, 2014, p. 7.

¹⁶⁰⁰ Lettre du ministère des Affaires étrangères arméniens à l'administration de l'ancien Inspectorat des douanes de Transcaucasie, 21 octobre 1918, HAA, f. 201, op. 1, d. 57, l. 61.

¹⁶⁰¹ Nik'o Dzhavakhishvili, *Kartuli bonist'ik'a*, Tbilissi, Tbiluniversaln'ka, 1996, p. 28 ; accord du 4 juin 1919 entre les républiques caucasiennes, ARDA, f. 970, op. 1, d. 32, l. 2 ; lettre du ministère des Affaires étrangères azéri au MAE géorgien, 25 février 1919, STsSSA, f. 1867, op. 2, d. 3, l. 18.

¹⁶⁰² Lettre de Məlikaslanov au représentant azéri à Istanbul, Rəsulzadə, non daté (juillet 1918), ARSPIHDA, f. 277, op. 2, d. 7, ll. 39-40.

coordonnées par les Etats font l'objet de vifs débats, aussi bien du point de vue de la rationalité monétaire que du point de vue de la souveraineté¹⁶⁰³. L'émission progressive de bons républicains n'empêche pas les monnaies héritées de l'époque tsariste et les bons transcauciens de continuer à circuler, avec des taux qui connaissent des variations importantes dans le temps. De part et d'autre du Caucase et dans les confins d'Anatolie orientale ou de Perse du Nord, la profusion monétaire reste la règle : roubles « Nicolas » et « Kerenski », bons transcauciens, bons des républiques indépendantes, monnaies étrangères circulent et s'échangent sur un espace qui fait fi des territoires étatiques¹⁶⁰⁴.

Ce maintien de formes de solidarités entre les républiques s'exprime jusqu'à la fin de l'expérience des indépendances par l'intensité de la diplomatie entre les trois républiques et la survivance des projets de fédération ou de confédération entre les Etats. Même lors des crises les plus intenses entre les Etats cauciens, des relations diplomatiques sont maintenues et des projets de règlement pacifique sont élaborés. Le recours à l'arbitrage est particulièrement répandu et considéré par les dirigeants cauciens comme un méthode souhaitable pour le règlement de la plupart de leurs conflits¹⁶⁰⁵. La Géorgie joue un rôle-clef dans le maintien de cette diplomatie intérieure caucasienne, du fait de sa volonté de conserver une forme de leadership politique sur ses voisins. Dès la fin de 1918, elle tente ainsi d'organiser à Tiflis une conférence caucasienne afin de régler les différents conflits en suspens, ce qui ne va pas sans susciter l'agacement de ses voisins qui lui reprochent une forme de condescendance. Les dirigeants géorgiens souhaitent bien jouer du rôle persistant de Tiflis comme capitale du

¹⁶⁰³ Voir les articles des journaux géorgiens *Ertoba* et *Sakartvelos Respublik'a* en janvier 1919, cités par Nik'o Dzhavakhishvili, *op.cit.*, 1996, pp. 32-33 ; la critique économique se trouve par exemple dans une note du ministère des Finances arméniens de l'été 1918, HAA, f. 202, op. 1, d. 2, l. 38 ; pour une comparaison avec les questions monétaires dans les armées blanches en Russie, voir Mikhail Vladimirskij, « Finansovaja dejatel'nost' Severo-Zapadnogo pravitel'stva 1919-1921 gg. », *Voprosy istorii*, No. 4, 2011, pp. 94-110.

¹⁶⁰⁴ Harry Luke, officier britannique affecté dans la région, écrit : « One of the outstanding features of Baku, and of these regions generally, at this time was the abundance of the forms of currency in use, an abundance which varied in inverse proportion to the currencies' gold reserve. There were still in use the notes of the short-lived Transcaucasian Republic, printed in Georgian, Armenian, Tatar and Russian ; there were now the artistic notes of the Republic of Azerbaijan, with Tatar and Russian text ; the equally attractive notes of Georgia, in what is one of the most decorative alphabets in the world, the Georgian 'military' script ; the crude Armenian bonds which were all that the impoverished Erivan Government could run to ». Harry Luke, *Cities and Men. An Autobiography, Vol. II*, Londres, Geoffrey Bles, 1953, p. 111 ; N. Agamaliev (dir.), *op.cit.*, 1998, pp. 205-206 ; HAA, f. 202, op. 1, d. 2, l. 120.

¹⁶⁰⁵ Les dirigeants des républiques expriment par là leur attachement à une pratique très diffusée depuis la fin du XIX^e siècle : compte rendu sténographique de la conférence caucasienne de Tiflis, 14 novembre 1918, STSSA, f. 1861, op. 1, d. 8, l. 2 ; note du représentant azéri à Tiflis au MAE géorgien, 15 août 1918, *DMVP*, 1919, pp. 438-439 ; les nouvelles républiques cauciennes se montrent sensibles aux distinctions juridiques fines établies depuis la fin du XIX^e siècle entre « bons offices », « médiation » et « arbitrage ». Sur ces définitions, voir l'ouvrage de Jean-Marc Ticchi, *Aux frontières de la paix. Bons offices, médiations, arbitrages du Saint-Siège (1878-1922)*, Rome, Ecole française de Rome, 2002, p. 8 et *passim*.

Caucase et posent jusqu'à la fin en médiateurs de la région¹⁶⁰⁶. Par cette politique, ils exploitent également la préférence des puissances européennes pour un Caucase uni, les conflits intérieurs et extérieurs constituant un obstacle à la reconnaissance officielle des nouvelles républiques¹⁶⁰⁷. Ces tentatives s'observent aussi à l'échelle locale, où nombre de médiations sont entreprises pour interrompre les conflits frontaliers. Dès lors, il convient de s'intéresser au grain plus fin des nouvelles frontières mises en place dans la région, qui brouillent la distinction entre intérieur et extérieur.

4. Les peaux multiples d'une indépendance.

De quelles frontières parle-t-on au cours de ces années ? Alors que l'attention se concentre sur des frontières internes à la Transcaucasie, nouvelles et problématiques, ou encore à la frontière avec le sud de la Russie, que deviennent les anciennes frontières extérieures de l'Empire ? Apparemment négligées, elles n'en sont pas moins le lieu d'interactions entre les nouveaux Etats caucasiens et leurs voisins. A l'image des frontières intérieures de l'ancien Caucase tsariste, elles voient apparaître des territoires incertains, des zones de fuite et des processus de négociations qui visent à renouer des interactions.

a) Les lignes de fuite d'un espace.

La concentration de l'historiographie sur les conflits frontaliers et rivalités territoriales entre Etats caucasiens évince les expériences concrètes de cette « impossible territorialisation ». Elle oblitère en effet ce qui constitue le revers de l'ordre étatique territorial au cours de ces années, la multiplication de territoires échappant à tout contrôle univoque. Il y a là une face cachée de la période des conflits civils et indépendances qui apparaît en réalité tout aussi structurante. Des *terrae nullius* se multiplient en différents points de la région. Le pouvoir infrastructurel réduit des Etats et la rupture des communications est bien sûr en cause, comme le note un rapport du consul-général persan à Tiflis, Moazzez od-Dovleh, en février 1919 :

¹⁶⁰⁶ « K sobytijam v Zangezure », *Bor'ba*, No. 265 (521), 20 novembre 1919, p. 1 ; protocole de la conférence caucasienne, 30 avril 1919, STsSSA, f. 1861, op. 1, d. 26, ll. 8-28.

¹⁶⁰⁷ Français et Britanniques comparent ainsi de manière très défavorable au Caucase les républiques de la région avec les Etats baltes, qui font preuve de coopération entre eux et dans les relations avec l'Etat soviétique. Télégramme du Foreign Office à Oliver Wardrop, 4 octobre 1919, IOL, L/PS/11/157/6197.

« [Depuis la fondation des républiques], plusieurs points frontaliers de la frontière occidentale de l'Azerbaïdjan iranien comme le Nakhitchevan, Ordubad, Shahtakhty, le Zangezour, Sharur, Djoulfa russe et d'autres, en raison du manque de lien avec le gouvernement azéri et de la haine qu'ils ont pour les Arméniens, sont restés séparés des deux Etats et ne sont soumis [motâbe'at nakarde] à aucun des deux gouvernements¹⁶⁰⁸. »

Ces territoires insoumis viennent trouer l'espace idéal des Etats et ouvrent des « lignes de fuite », pour reprendre l'expression utilisée par Gilles Deleuze et Félix Guattari dans des pages exaltées et suggestives sur les logiques spatiales de l'Etat¹⁶⁰⁹. A certains égards, elles s'inscrivent dans des logiques de crise des Etats-souverains, qui ont pu être étudiées depuis les années 1990 avec le concept de « zones-grises »¹⁶¹⁰. Dans un ouvrage consacré à cette appellation, Gaïdz Minassian définit ces zones-grises comme des lieux où « les Etats perdent le contrôle », mais soulignent qu'elles fonctionnent à la fois comme un contournement de l'ordre étatique et un moteur de mondialisation¹⁶¹¹. Derrière le concept de zones grises dans le monde de l'après-Guerre froide se profile directement la question des formes non étatiques de violence, des groupes paramilitaires, des rébellions et des mafias.

Si ces grilles d'analyse ne peuvent être utilisées directement pour le cas caucasien, il nous semble important de voir ces « lignes de fuite » territoriales, là aussi, dans leur relation aux Etats en place. En effet, ces terres qui n'appartiennent à personne représentent à la fois une négation de l'assise territoriale des Etats de la région et une source d'équilibre pour la région. A l'instar des zones grises de la mondialisation contemporaine, elles concentrent en effet des populations en fuite, des trafics et activités commerciales. La période de 1919-1920 au Caucase est particulièrement intéressante par sa production de nombreuses formes de territoires incertains de ce type, à travers des genèses différentes. Les conflits territoriaux précédemment décrits peuvent en constituer, en particulier à travers la création d'éphémères micro-républiques sur le pourtour du Caucase avec l'Anatolie et la Perse du Nord. Dans la région d'Akhalsikhe et de Kars, lorsque s'amorce le retrait ottoman à la fin de l'année 1918,

¹⁶⁰⁸ Rapport du consul-général persan à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 16 Djomâdâ al-Avlâ 1337 (17 février 1919), in Kâveh Bayât, Rezâ Âzarî Shahrzâyî (éd.), *Âmâl-e Irânîân, az konfrans-e solh-e Pâris tâ qarârdâd-e 1919 Irân va Inglîs*, Téhéran, Pardîs-e Dânesht, 1392 (2013), p. 225.

¹⁶⁰⁹ Gilles Deleuze, Félix Guattari, *Mille Plateaux. Capitalisme et schizophrénie* 2, Paris, Les Editions de Minuit, 1980, pp. 479-480.

¹⁶¹⁰ Un des premiers articles publiés sur le thème est celui de Xavier Raufer, « La menace des 'zones grises' », *Le Débat*, No. 1 (68), 1992, pp. 117-130.

¹⁶¹¹ Minassian propose trois critères pour définir les zones grises. La *concurrence d'autorités*, d'abord, car la zone grise est contrôlée de fait par une autorité distincte de l'Etat auquel elle appartient de droit. La *dérégulation sociale*, ensuite, c'est-à-dire de la rupture des formes de régulations sociales, économiques et politiques du territoire. La *privatisation du territoire*, enfin, qui désigne l'utilisation du territoire à des fins économiques. Gaïdz Minassian, *Zones grises. Quand les Etats perdent le contrôle*, Paris, Autrement, 2011.

les musulmans s'organisent pour créer des organes de gouvernement locaux, avec le soutien discret des troupes ottomanes¹⁶¹². Le 30 novembre 1918, un congrès musulman est organisé à Kars, en opposition aux projets nationaux arménien et géorgien qui provoquent le mécontentement de la population turque de la province. Un mois plus tard, un gouvernement provisoire du Caucase du Sud-Ouest est constitué¹⁶¹³. Jusqu'à la fin de l'hiver, cet Etat constitue un tampon entre le territoire ottoman et les républiques indépendantes, infligeant plusieurs défaites à la Géorgie¹⁶¹⁴. Une république de l'Araxe est aussi proclamée au Nakhitchevan par les populations musulmanes, en coordination plus étroite avec les autorités azéries¹⁶¹⁵. Dans la plaine du Moughan l'ancienne garde-frontière tsariste sert de base à une forme d'autonomie territoriale des populations agricoles de la région, qui se trouve dans des relations complexes avec les bolcheviks locaux et la nouvelle république azérie. Ce mitage n'est en général pas accompagné de projets très clairs, en raison de la faiblesse des forces en jeu et des divisions internes de leurs porteurs, mais il contribue à une critique de l'ordre territorial des Etats en place¹⁶¹⁶. Il ne constitue nullement un phénomène isolé chronologiquement, puisque les lendemains de la Première Guerre mondiale en Europe centrale voient d'autres tentatives de ce genre¹⁶¹⁷.

Ces zones qui se constituent à l'hiver 1918-1919 ne se trouvent que progressivement intégrées aux trois républiques indépendantes dans les mois qui suivent. Au Nakhitchevan, les Britanniques décident à la fin de janvier 1919 de créer un gouvernement militaire provisoire

¹⁶¹² Le 29 octobre 1918, un gouvernement provisoire (*Ahıska Hükümet-i Muvakkatası*) est proclamé à Akhaltsikhe. Télégramme du 2 novembre de Yakup Şevki Paşa à Halid Bey, chef des troupes ottomanes à Akhaltsikhe, cité par Ahmet Ender Gökdemir, *Cenüb-i Garbî Kafkas Hükümeti*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 1998, pp. 38-40 ; Fahrettin Erdoğan souligne que les officiers ottomans donnent leur bénédiction à ces projets locaux, mais refusent de fournir des armes : Fahrettin Erdoğan, *op.cit.*, 1954, pp. 166-167 ; Jacques Kayaloff, « From the Transcaucasian Past: Two Documents about Turkish Resistance in 1918 », *Journal of Asian History*, Vol. 6, No. 2, 1972, pp. 125-128.

¹⁶¹³ Le président de cette république est Ibrahim Cihangiroğlu et Fahrettin Erdoğan devient ministre des Affaires étrangères. Fahrettin Kırzioğlu, « Cihangiroğlu Ibrahim Aydın (1874-1948)'daki Milli Mücadele'de Kars ve Atatürk ile İlgili Belgeler », *Belleten*, Vol. 48, No. 189-190, 1985, pp. 108-165 ; Alfred Rawlinson, *Adventures in the Near East, 1918-1922*, Londres-New York, Andrew Melrose, 1923, pp. 156-157 ; télégramme du ministère de la Guerre ottoman au ministère des Affaires étrangères, 21 Kânûn-ı Sâni 1335 (21 janvier 1919), *Harp Tarihi Vesikaları Dergisi*, No. 41, Doc. 975.

¹⁶¹⁴ Yunus Zeyrek, *op.cit.*, 2001, pp. 35-36 ; STSSA, f. 1867, op. 2, d. 3, ll. 24-25.

¹⁶¹⁵ Le 7 décembre 1918, le chef du gouvernement de cette république assiste à une session spéciale du Parlement azéri. Aydın Hacıyev, *Qars və Araz-Türk Respublikalarının Tarixindən*, Bakou, Azərbaycan Dövlət Nəşriyyatı, 1994, p. 50.

¹⁶¹⁶ Sur les contradictions entre conservateurs et socialistes dans la république du Caucase du Sud-Ouest, voir Erkan Karagöz, « Kelebek ömürlü cumhuriyet : Güneybatı Kafkas Demokratik Cumhuriyeti », in Oktay Belli (dir.), *Kars 2. Kent Kurultayı Kafkasya'da Ortak Geleceğimiz*, Kars, T.C. Kars Belediyesi Kültür Yayınları, 2007, pp. 229-242.

¹⁶¹⁷ On peut penser à l'Etat libre de Schwenten (*Freistaat Schwenten*) qui se constitue dans un petit village allemand de la région de Posen au moment de la constitution de la Pologne. Jean-Jacques Langendorf, *Histoire de la neutralité. Une perspective*, Gollion, Infolio, 2007, pp. 13-14 ; l'événement qui capture cependant le plus l'imagination est l'équipée de Gabriele d'Annunzio à Fiume, entre l'automne 1919 et la fin de 1920 : Claudia Salaris, *Alla festa della rivoluzione. Artisti e libertari con D'Annunzio a Fiume*, Bologne, Il Mulino, 2002.

afin de suspendre les tensions liées au statut du territoire¹⁶¹⁸. Si certains territoires d'abord neutralisés comme la province de Kars et le Nakhitchevan sont cédés aux Arméniens en avril-mai 1919, la création de zones neutres devient un des moyens pour les Alliés de geler les points les plus épineux du partage territorial. La fin du conflit frontalier entre la Géorgie et l'Arménie, en décembre 1918, débouche ainsi sur la création d'une zone neutre dans les régions contestées du district de Borchali. Un gouverneur militaire britannique prend la responsabilité de la région, avec l'aide de quelques officiers, tandis que les deux Etats voisins sont représentés par un commissaire. L'évolution du territoire se trouve en quelque sorte gelée par ce règlement. Il n'est pas exempt de tensions, car les parties s'accusent mutuellement de procéder à de la propagande et à de la subornation de notables pour préparer à terme la reconquête de la zone¹⁶¹⁹. Néanmoins, ce type d'administration internationalisée s'inscrit dans la stratégie des puissances de l'Entente pour maintenir la paix dans la région tout en asseyant leur influence.

Aux côtés de la problématique du *state-building*, on trouve ici un autre instrument qui connaît à l'issue de la Première Guerre mondiale un net essor, celui des formes internationales d'administration de territoires, dans le cadre de tentatives de règlement de conflits. Les Britanniques jouent un rôle central dans le développement de ces formes *d'administration forcée* au Caucase¹⁶²⁰. Passée depuis la fin de 1917 sous le contrôle de fait du mouvement djangali, la province iranienne du Gilan est aussi soumise à l'intervention directe de troupes britanniques¹⁶²¹. Dès l'automne 1918, le port persan d'Anzali passe ainsi sous le contrôle du corps expéditionnaire de la *Dunsterforce* – rebaptisée ultérieurement *Norperforce* – qui veut contrecarrer l'avancée ottomane au Caucase du Sud. Occupée par les troupes coloniales de l'armée indienne, la ville devient un « microcosme de l'Empire britannique¹⁶²² ». Cette

¹⁶¹⁸ Ibrahim Ethem Atnur, *Osmanlı yönetiminden Sovyet yönetimine kadar Nahçıvan (1918-1921)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 2001, pp. 152-160.

¹⁶¹⁹ Note du commissaire arménien dans la zone neutre au ministère des Affaires étrangères, juin 1919, HAA, f. 199, op. 1, d. 50, l. 53.

¹⁶²⁰ Pour traduire le terme de *Zwangsadministration*, qui remonte à l'ancien droit allemand des dettes. Un collectif récent fait le point sur les différentes formes d'administration « extérieure » de ce type depuis l'époque moderne : Fabian Frommelt, « Vom Kaiserlichen Kommissar zum Hohen Repräsentanten – Zwangsadministrationen im historischen Vergleich. Einleitung und Ergebnisse », in *Ibid* (dir.), *Zwangsadministrationen. Legitimierte Fremdverwaltung im historischen Vergleich (17. Bis 21. Jahrhundert)*, Berlin, Duncker & Humblot, 2014, pp. 9-44 ; voir aussi Méir Ydit, *Internationalised Territories. A Study in the Historical Development of a Modern Notion in International Law and International Relations (1815-1960)*, Leyde, A.W. Sythoff, 1960 et Carsten Stahn, *The Law and Practice of International Territorial Administration: Versailles to Iraq and Beyond*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2008.

¹⁶²¹ Edith Ybert-Chabrier, « Gilan, 1917-1920: The Jengelist Movement According to the Memoirs of Ihsan Allah Khan », *Central Asian Survey*, Vol. 2, No. 3, novembre 1983, pp. 46-49.

¹⁶²² Keith Jeffery, *The British Army and the Crisis of Empire, 1918-1922*, Manchester, Manchester University Press, 1984, p. 142 ; sur le rôle considérable de l'armée indienne dans les opérations au Moyen Orient pendant la

occupation s'accompagne d'un net ascendant des Arméniens locaux et réfugiés du Caucase russe, qui deviennent les intermédiaires privilégiés du pouvoir militaire britannique et emplissent les administrations locales¹⁶²³. Jusqu'au début de 1920, la ville reste une enclave autonome, largement affranchie des lois persanes, où la contrebande bat son plein et où se pressent les réfugiés du Caucase et de Russie méridionale¹⁶²⁴. Des voyageurs iraniens de passage à Anzali au début de 1920 rapportent « qu'il ne reste presque plus de trace de l'Etat iranien à Anzali. Ce port est entièrement aux mains des Anglais et des Arméniens¹⁶²⁵ ».

L'exemple le plus durable et le plus significatif de cette neutralisation de territoires se trouve cependant à l'autre extrémité de l'isthme caucasien, dans la ville de Batoumi, occupée par les Britanniques entre décembre 1918 et juillet 1920. Les Britanniques occupent la ville au cours de la retraite ottomane, alors que leurs troupes occupent aussi Bakou. Cette occupation vise du point de vue des dirigeants du Royaume-Uni un contrôle de l'axe ferroviaire de circulation entre l'est et l'ouest de la région, ainsi que la constitution d'une base stratégique dans la lutte contre le bolchevisme. Cette occupation se fait surtout par des troupes coloniales et apparaît coûteuse et lourde, alors que les « points chauds » se multiplient dans l'empire lui-même (*figures 57 et 58*). Le *War Office* fait rapidement pression pour obtenir un retrait des troupes britanniques de Transcaucasie, afin de les recentrer sur l'Égypte, l'Inde et l'Irlande et Batoumi reste à partir de la fin de l'été 1919 le seul territoire occupé directement par des unités de la Couronne au Caucase du Sud, en raison de sa nature stratégique¹⁶²⁶. Cette occupation suscite le mécontentement des Géorgiens qui revendiquent la ville, mais contribue à maintenir une forme d'équilibre entre les républiques, car Arméniens et Azéris craignent les

guerre, voir James E. Kitchen, *The British Imperial Army in the Middle East, Morale and Military Identity in the Sinai and Palestine Campaigns, 1916-1918*, Londres-New York, Bloomsbury, 2014, pp. 183-214.

¹⁶²³ Dans ses mémoires, Nikita Dastakjan, Arménien de Bakou, raconte ainsi son recrutement par le colonel Cockerell, chef de l'administration du port, pour établir un plan de la ville à l'usage de la police militaire : Nikita Dastakian, *Il venait de la ville noire. Souvenirs d'un Arménien du Caucase*, Paris, L'Inventaire/CRES, 1998, pp. 112-114 ; sur la présence des Arméniens dans les administrations, voir la lettre de Tabatabai à la présidence du Conseil iranienne, 18 Farvardîn 1299 (7 avril 1920), *HFQ*, pp. 263-264.

¹⁶²⁴ En décembre 1918, le commandement britannique qui occupe Bakou autorise le retour des Arméniens, à condition qu'ils soient désarmés et en contingents limités. Décret édité par le commandant britannique à Bakou, décembre 1918, HAA, f. 223, op. 1, d. 46, l. 6 ; sur ce contrôle, voir les mémoires d'Abdolhoseyn Ma'sûd Ansârî, *Khâterât-e siyâsi ve edjtemâ'î*, Téhéran, Enteshârât-e 'elmî, 1384 (2005-2006), pp. 175-176.

¹⁶²⁵ En persan « taht-e mâlikiyat ve tasarrof-e tâmê Ingilishâ ve Ârâmene ast ». Lettre de Tabatabai à la présidence du Conseil iranienne, 18 Farvardîn 1299 (7 avril 1920), *HFQ*, p. 258.

¹⁶²⁶ Le gouvernement britannique décide le 3 juillet 1919 du retrait des forces britanniques du Caucase à partir de la mi-août, mais une décision du 18 septembre décide de les maintenir à Batoumi dans l'intérêt de la défense de l'Empire. Le secrétaire aux Affaires étrangères, Lord Curzon, joue un rôle central dans ce maintien. John D. Rose, « Batoumi as Domino, 1919-1920 », *The International History Review*, Vol. 2, No. 2, avril 1980, pp. 266-287 ; Peter Sluglett, « The Waning of Empires. The British and the Ottomans and the Russians in the Caucasus and North Iran, 1917-1921 », *Middle East Critique*, Vol. 23, No. 2, 2014, p. 204 ; au printemps, un projet de remplacement des troupes britanniques par des troupes italiennes a échoué : Marta Petricioli, *L'occupazione italiana del Caucaso. "Un ingrato servizio" da rendere a Londra*, Pavie, Casa Editrice Dott. A. Giuffrè, 1972.

conséquences potentielles d'un contrôle géorgien sur la seule ouverture portuaire du Caucase vers l'Europe. Dans la région même, la population est divisée sur les options pour le futur¹⁶²⁷. Dans l'historiographie, l'occupation de Batoumi a surtout été étudiée d'un point de vue géopolitique, mais elle peut également être analysée dans la perspective des lignes de fuite de l'espace caucasien au cours des indépendances. Grâce au contrôle britannique, Batoumi devient une plateforme-clef pour les circulations entre le Caucase et les régions limitrophes, ainsi qu'un espace de refuge.

Espace de refuge, d'abord, dans une région en cours de nationalisation accélérée. C'est ainsi que trouvent dans le Batoumi britannique un espace de liberté les groupes qui ne disposent pas d'assise territoriale dans la région. La population russe de Batoumi est ainsi associée au gouvernement de la ville à travers un conseil régional qui dure jusqu'à sa dissolution par le général Cook-Collis en avril 1919 et le russe redevient dans la région la langue officielle de gouvernement local¹⁶²⁸. D'anciens fonctionnaires tsaristes reviennent en nombre dans l'administration locale, ce qui donne lieu à des plaintes des populations locales adjares, mais aussi de la Géorgie qui les accuse de sympathiser avec les Armée blanches et de faire de Batoumi un lieu de soutien logistique aux forces des généraux tsaristes pris dans la guerre civile en Russie du Sud¹⁶²⁹. Ce soutien, pour être bien réel, découle autant du *benign neglect* britannique que de l'aide de la population russe de la ville. Batoumi sert également de base aux Grecs – dont on a déjà vu la présence dans la ville –, dans leur tentative de construction d'un projet national sur le littoral anatolien de la mer Noire, avec la publication du journal *Eleutheros Pontos*. Le conseil des Grecs du Pont de la ville est extrêmement actif dans les relations avec ce littoral, ainsi qu'avec les nombreux Grecs qui essaient de quitter les provinces intérieures du Caucase (*figure 59*)¹⁶³⁰. Ce refuge « politique » trouvé par certains

¹⁶²⁷ Certains notables comme Mehmed Bek Abashidze et Djemal Pasha Adjarski créent un conseil musulman géorgien en faveur du rattachement à la Géorgie, tandis que d'autres préfèrent l'option turque. La population de Batoumi même est pour sa part plus proche des courants russes blancs. C.E. Bechhofer, *op.cit.*, 1921, pp. 42-43 ; sur cette question musulmane, Kharit'on Akhvlediani, *op.cit.*, 1971, p. 112.

¹⁶²⁸ Une décision du 14 avril du général Cook-Collis transmet les pouvoirs du conseil à l'administration militaire britannique. Mustafa Sarı, *op.cit.*, 2014, pp. 351-352 ; I.S. Chulok, *op.cit.*, 1970, p. 287 ; Paweł Olszewski, *Polityka państw Ententy wobec Zakaukazia w latach 1918-1921*, Naukowe Wydawnictwo Piotrkowskie, Piotrków Trybunalski, 2001, pp. 61-62.

¹⁶²⁹ Les versions géorgienne et russe du journal officiel géorgien *Brdzola/Bor'ba* multiplient les articles à ce sujet : « Rabota agentov reaktsii v Batumskoj oblasti (Pis'mo iz Batuma) », *Bor'ba*, No. 222 (478), 1^{er} octobre 1919, p. 2 ; « Polozhenie v Batumskoj oblasti », *Bor'ba*, No. 231 (487), 11 octobre 1919, p. 3 ; lettre de Gedevanov au ministère des Affaires étrangères géorgien, 13 janvier 1919, STsSSA, f. 1864, op. 1, d. 9, l. 33.

¹⁶³⁰ Sur l'activité politique et sociale du conseil des Grecs pontiques de la ville, on dispose des très utiles mémoires du docteur Theophylaktos K. Theophylaktos, un des principaux acteurs du mouvement. Ses mémoires contiennent notamment les minutes du conseil pour 1919 : Theophylaktos K. Theophylaktos, *Gyro stèn Asvestè floga. Viografikes Anamneseis. Agônes gia tèn anexartèsia tou Pontou*, Thessalonique, Ekdotikos Oikos Adelfôn Kuriakidè, 1997 (fac simile de l'édition de 1958), pp. 125-131 ; Yusuf Gedikli (dir.), *Pontus Meselesi*, Istanbul, İz Yayıncılık, 2009, pp. 104-105.

groupes à Batoumi est aussi un refuge culturel, comme le montre l'historiographie : organe national russe, le journal de Batoumi *Nash Kraj* déploie un discours politique globalement favorable aux forces blanches mais ouvre aussi ses pages à l'avant-garde littéraire russe¹⁶³¹.

Lieu de refuge, Batoumi est aussi lieu de circulations. Le contrôle britannique permet une reprise rapide des échanges maritimes, commerciaux et postaux, avec le pourtour de la mer Noire et avec le monde extérieur, à travers Istanbul¹⁶³². Le port de Batoumi redevient rapidement un haut lieu des échanges de la région. L'incertitude juridique sur le régime des échanges brouille les frontières entre commerce légal et contrebande dans la région. La ville-entrepôt devient un lieu de spéculation et d'échanges pour des produits provenant des littoraux alentours et de l'intérieur des terres¹⁶³³. En dépit de l'insécurité et des difficultés de communication, les marchands de Batoumi font ainsi venir du bétail de la région de Kars jusque dans la ville, mais les variations monétaires et le blocage des prix par les Britanniques leur font encourir des pertes, qui soulignent la difficulté de mener des activités à travers les nouveaux découpages territoriaux (*figure 60*)¹⁶³⁴. Les tentatives des autorités britanniques pour contrôler le commerce ne permettent pas d'endiguer l'inflation, la spéculation, le commerce clandestin et la contrefaçon qui caractérisent la région¹⁶³⁵. A partir de la fin de l'année 1919, l'avance bolchevique en Russie du Sud et la dégradation générale des économies dans la région tend néanmoins à réduire le rôle économique de Batoumi. En février 1920, le gouvernement prend la décision de se retirer à la suite de troubles qui éclatent dans la ville. Des incidents éclatent entre Britanniques et Géorgiens autour du contrôle du chemin de fer et, le 6 mars, les troupes géorgiennes commencent à violer les frontières de la région¹⁶³⁶. Le haut commissaire britannique à Tiflis, Oliver Wardrop – lui-même grand connaisseur et ami de la Géorgie – joue un rôle important dans le règlement de ces tensions et

¹⁶³¹ Tat'jana Nikol'skaja, *Avangard i okrestnosti*, Saint-Petersbourg, Izdatel'stvo Ivana Limbakha, 2002, p. 101 ; ce refuge culturel n'est cependant pas propre à Batoumi, puisque le Caucase du Sud voit plus généralement arriver des artistes et écrivains réfugiés de Russie : Harsha Ram, « Modernism on the Periphery: Literary Life in Postrevolutionary Tbilisi », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 5, No. 2, Printemps 2004 (Nouvelles Séries), pp. 367-382 ; le passage à Tiflis d'écrivains et artistes comme Mandel'shtam, Gudiashvili, Zdanevich ou Terent'ev est étudié dans Luigi Magarotto, Marzio Marzaduri, Giovanna Pagani Cesa (dir.), *L'avanguardia a Tiflis*, Quaderni del Seminario di Iranistica, Uralo-Altaistica e Caucasologia dell'Università degli Studi di Venezia, Venise, 1982.

¹⁶³² P.T. Ashford, *British Occupation of Batum. Postal History and Postage Stamps*, Ashton, pas d'éditeur, 1989, p. 13.

¹⁶³³ C.E. Bechhofer, *op.cit.*, 1921, pp. 22-24.

¹⁶³⁴ Pétition des commerçants en boucherie de Batoumi au gouverneur militaire britannique de la ville, octobre 1919, AARSA, f. i-67, op. 1, d. 7, l. 37.

¹⁶³⁵ La contrefaçon porte notamment sur les attributs étatiques tels que les timbres et les bons monétaires : P.T. Ashford, *op.cit.*, 1989, pp. 27-29.

¹⁶³⁶ John D. Rose, *op.cit.*, avril 1980, pp. 275-277 ; Werner Zürrer, *op.cit.*, 1978, pp. 343-347.

la planification d'un retrait des forces de la Couronne, qui s'achève par la cession de la région aux Géorgiens à l'été¹⁶³⁷.

b) Une frontière extérieure oubliée ?

L'examen de ces lignes de fuites de l'ordre territorial caucasien au cours des indépendances pose une question plus générale sur l'approche de la période. On est frappé, en effet, par la concentration presque exclusive de l'historiographie sur les frontières *entre* les Etats caucasiens ou, plus largement, sur les anciennes frontières intérieures de l'empire, consolidées et politisées par l'effondrement du tsarisme. La frontière entre la Transcaucasie et la Russie du sud, du fait de la présence de l'armée des Volontaires, est particulièrement tendue et perçue comme menaçante par la Géorgie et l'Azerbaïdjan. En septembre 1918 se tient à Ekaterinodar une conférence entre Denikin et les délégués géorgiens. Si les Volontaires se déclarent prêts à reconnaître l'indépendance géorgienne, ils se heurtent à un refus catégorique des Géorgiens de leur concéder la région de Sotchi et l'Abkhazie jusqu'au niveau de Gagra¹⁶³⁸. A l'est du Caucase, la région du Daghestan est également disputée entre Volontaires et Azéris. A partir du printemps 1919, les tensions augmentent significativement et les républiques azérie et géorgienne perçoivent leurs frontières septentrionales comme les plus menacées militairement, ce qui les pousse à un rapprochement diplomatique en juin¹⁶³⁹. On reste, dans le cas de la frontière du Caucase, dans l'approche où les frontières intérieures de l'ancien empire russe concentrent les tensions. La question du devenir des anciennes frontières internationales entre l'Empire tsariste et ses voisins reste cependant très peu examinée. Ces frontières semblent, en un sens, s'effacer au regard du tumulte qui marque les frontières intérieures du Caucase. Cet effacement s'explique en premier lieu par la disparition des entités entre lesquelles elles marquaient des frontières. En Anatolie orientale, le contrôle de l'Empire ottoman sur ses régions les plus orientales apparaît de plus en plus fictif, tandis que se constitue progressivement le mouvement nationaliste. En Perse, le gouvernement

¹⁶³⁷ Sur le rôle d'Oliver Wardrop pendant cette crise : télégramme de Wardrop au Foreign Office, 16 février 1920, IOL, L/PS/11/168/1362 ; sur la cession et l'établissement du pouvoir géorgien en juillet, voir les mémoires de G.I. Kvinitadze, *Moi vospominanija v gody nezavisimosti Gruzii 1917-1921*, Paris, YMCA Press, 1985, pp. 212-223.

¹⁶³⁸ George A. Brinkley, *The Volunteer Army and Allied Intervention in South Russia, 1917-1921*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1966, pp. 147-148.

¹⁶³⁹ Le 16 juin 1919, Azéris et Géorgiens signent un pacte d'entraide militaire : Bəxtiyar Nəcəfov, *op.cit.*, 1992, p. 21 ; les Arméniens maintiennent pour leur part une position beaucoup plus ambiguë envers Denikin, refusant de s'engager contre lui : comptes rendus sténographiques de la conférence caucasienne de Tiflis, 29-30 mai 1919, STsSSA, f. 1861, op. 1, d. 8, ll. 9-18 ; en avril, le Parlement arménien a proclamé la neutralité de l'Arménie dans la guerre civile russe. Gegam Petrosjan, *op.cit.*, 2012, pp. 26-27.

central ne contrôle plus que partiellement un Azerbaïdjan iranien agité et le Gilan, livré aux mains des rebelles djangalis¹⁶⁴⁰. La concentration sur des divisions intérieures et la disparition des menaces mutuelles que se posaient les empires de la région réduit l'importance des anciennes frontières internationales. Au Caucase même, les républiques ne contrôlent pas directement les territoires mitoyens de l'ancienne frontière internationale, où prolifèrent au début de l'année 1919 des entités auto-proclamées.

Ces zones grises et territoires incertains du pourtour de l'ancien Caucase russe constitue des obstacles d'une impénétrabilité variable aux relations directes avec les États étrangers. Les conflits qui éclatent dans des espaces frontaliers comme le Nakhitchevan contribuent à entraver ces relations. Mais des conditions plus matérielles expliquent le déclin considérable des interactions sur ces anciennes frontières. Les infrastructures qui assuraient les échanges entrent dans une phase de délabrement accéléré par les violences et les pillages. A la fin de l'hiver 1918, le khan de Makou et le directeur de la voie ferrée russe entre Djoulfa et Beyazid (Doğubayazıt) négocient un accord de protection par le khan pour permettre à la voie ferrée de continuer son travail en dépit des troubles¹⁶⁴¹. En dépit des tentatives des autorités iraniennes, la situation des voies ferrées qui reliaient la région de Tabriz à la Russie se dégrade fortement et les déprédations de l'armée ottomane en retraite accroissent les tensions¹⁶⁴². Les Persans assistent avec impuissance au pillage du matériel encore entreposé dans les hangars et terminaux de Şahtahtı – au Nakhitchevan disputé entre Arméniens et musulmans – au cours de 1919. En février 1919, le karguzar de Makou note qu'il « est vraiment dommage que ce patrimoine qui appartient à la voie ferrée soit resté sur le territoire du Caucase où il est progressivement dissipé¹⁶⁴³ ». La ligne ferroviaire vers Tabriz devient progressivement inutilisable, du fait des destructions et des troubles, ce qui rend impossible la reprise d'un commerce de quelque ampleur en 1919-1920¹⁶⁴⁴. Sur la frontière entre les républiques caucasiennes et l'Anatolie orientale, un effondrement similaire des voies de communication s'observe. Mustafa Tarakçioğlu témoigne ainsi de l'abandon rapide des voies

¹⁶⁴⁰ Sur l'essor du mouvement depuis la fin de 1917, ses contacts avec les bolcheviks, ainsi que ses conflits avec le gouvernement persan et les Britanniques, Pezhmann Dailami, *op.cit.*, 1992, pp. 56-59 ainsi que Id, « The Bolsheviks and the Jangali Revolutionary Movement 1915-1920 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 30, No. 1, 1990, pp. 43-59.

¹⁶⁴¹ Lettre du karguzar de Makou au ministère des Affaires étrangères, 14 Djomâdâ al-Avlâ 1336 (25 février 1918), *GADKh*, 1384 (1995), pp. 520-522.

¹⁶⁴² En décembre 1918, le gouvernement persan ne sait même pas si la voie ferrée continue encore à fonctionner. Note du ministère persan de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics au ministère des Affaires étrangères, 14 Rabî' al-Avval 1337 (18 décembre 1918), *GADKh*, 1384 (1995), p. 705.

¹⁶⁴³ Note du karguzar de Makou au ministère des Affaires étrangères, 15 Djomâdâ al-Avlâ 1337 (16 février 1919), *GADKh*, 1384 (1995), p. 715.

¹⁶⁴⁴ Séance du Parlement azéri du 8 mai 1919, *Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti (1918-1920)...*, C. 1, 1998, pp. 540-541.

construites par les Russes sur la côte¹⁶⁴⁵. A l'intérieur des terres, l'officier britannique Alfred Rawlinson constate au printemps 1919 l'impossibilité d'évacuer les stocks d'armes ottomans conservés à Erzurum par le chemin de fer construit par les Russes, du fait des dommages importants qu'il a subi¹⁶⁴⁶.

En dépit des difficultés qui marquent les interactions sur les frontières « extérieures » du Caucase, elles continuent néanmoins à faire l'objet d'attention de la part des autorités des républiques. Les autorités azéries se préoccupent ainsi de ce qu'elles perçoivent comme la faible matérialisation de leur frontière méridionale avec l'Iran. Dans un rapport d'avril 1919, le ministre de la Guerre azéri, Mehmandarov, souligne le différentiel entre l'ancienne frontière russe avec la Turquie, très fortifiée et structurée, et celle avec la Perse. Il souligne que ce décalage va contraindre l'Azerbaïdjan à des investissements importants pour établir son propre dispositif de défense à la frontière persane¹⁶⁴⁷. Les mesures prises par l'Azerbaïdjan relèvent d'un souci d'établir une souveraineté encore contestée sur son flanc sud : villages russes soutenus par l'ancienne garde-frontière, bolcheviks et Shahsevens s'y trouvent dans des relations d'une grande conflictualité¹⁶⁴⁸. Le 10 mars, le Parlement azéri a ordonné au ministère des Finances d'élaborer en urgence un projet de loi sur la garde-frontière de la république et envoyé dans l'intérim deux cents cavaliers dans la steppe du Moughan¹⁶⁴⁹. La reprise d'activité de groupes nomades se place dans la continuité d'évolutions décrites au cours de la Première Guerre mondiale. Elle s'intensifie nettement à partir de 1918 et la confédération shahsevene procède à des déprédations sur un vaste espace frontalier, mettant en difficulté à la fois les autorités persanes, qui dépêchent des troupes cosaques, et les nouvelles autorités azéries¹⁶⁵⁰. Il faut attendre l'été 1919 pour que le pouvoir moussavatiste lance une opération militaire d'envergure destinée à reprendre le contrôle de la

¹⁶⁴⁵ Hikmet Öksüz, Veysel Usta (éd.), *op.cit.*, 2008, p. 142.

¹⁶⁴⁶ Les Britanniques envisagent un moment de remettre en état cette voie, mais y renoncent du fait de l'ampleur de la tâche. Alfred Rawlinson, *op.cit.*, 1923, p. 182.

¹⁶⁴⁷ Mémoire de Mehmandarov sur le budget du ministère de la Guerre, 2 avril 1919, ARDA, f. 895, op. 3, d. 263, ll. 1-2, reproduit dans *Azerbajdzhanskaja Demokraticheskaja Respublika (1918-1920). Armija (Dokumenty i materialy)*, Bakou, Azerbajdzhan, 1998, p. 91.

¹⁶⁴⁸ Le destin troublé de la région est illustré dans le recueil de H. Əlizadə, *Lənkəran qəzası zəhmətkeşlərinin sovet hakimiyyətinin qələbəsi və möhkəmləndirilməsi uğrunda mübarizəsi tarixindən*, Bakou, Azərənəşr, 1963 et dans les mémoires très précieux de V.A. Dobrynin, *Oborona Mugani 1918-1919. Zapiski Kavkazskogo pograničnïka*, Paris, Sojuz Georgievskikh Kavaleroev, 1978.

¹⁶⁴⁹ Décret du conseil des ministres azéri, 10 mars 1919, ARDA, f. 894, op. 1, d. 22, l. 61. Voir aussi « Sərhəd keşikçi dəstəsinin təşkil olunması haqqında qərar », in Yaqub Mahmudov, *Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti Ensiklopediyası*, Vol. II, Bakou, Lider, 2005, p. 337

¹⁶⁵⁰ Sur l'action des Shahsevens dans la région d'Ardabil au cours de 1919, voir les mémoires du général Ali Akbar Derakhshāni, *Khâterât-e sartîp 'Alî Akbar Derakhshâni*, Bethesda, Iranbooks, 1994, pp. 90-91 ; Stephanie Cronin, *Tribal Politics in Iran. Rural Conflict and the New State, 1921-1941*, Londres-New York, Routledge, 2007, p. 20.

steppe du Moughan et de la région de Lenkoran, en chassant les bolcheviks locaux qui fuient par la Caspienne et en bridant les Shahsevens¹⁶⁵¹.

L'ambiguïté entre faible occupation militaire de l'ancienne frontière extérieure, inquiétudes politiques et activisme de groupes locaux s'observe aussi à la frontière entre Arménie et Turquie, aux frontières de l'ancienne province de Kars, confiée en avril 1919 à la république arménienne. Arrivant à Kars depuis la province turque d'Erzurum, Rawlinson décrit le *no man's land* qui sépare les postes turcs et les premiers postes arméniens, dans cette région où l'autorité des Etats reste des plus faibles. Il souligne que les populations kurdes y occupent l'essentiel des espaces frontaliers, constituant des zones-tampons qui échappent de fait au contrôle des autorités arméniennes et turques, qui ont renoncé à exercer sur elles toute coercition. Les nombreuses pétitions envoyées par les villages chrétiens et musulmans de la province de Kars témoignent de l'insécurité qui domine dans la région¹⁶⁵². La consolidation de cette frontière extérieure constitue cependant une préoccupation du nouveau gouverneur civil de la province, Korganov, qui propose notamment de créer une zone de peuplement arménien sur le pourtour occidental et méridional de la province.

La situation qui prévaut jusqu'au début de 1920 sur les anciennes frontières internationales découle en grande partie de l'incapacité des Etats en présence, du fait de leur faiblesse et de priorités autres, de modifier les rapports de force en présence. Les confins réapparaissent, sous les frontières, alors que les travaux prolongés de la conférence de la Paix en ce qui concerne la dissolution de l'Empire ottoman et le Moyen-Orient contribuent à déporter vers Paris une partie des tensions. La frontière apparaît ainsi marquée par des relations à distance et par un attentisme certain. Sur le littoral de la mer Noire, la naissance du mouvement national turc à partir du printemps 1919 suscite l'inquiétude des autorités des républiques caucasiennes, qui s'efforcent de suivre les évolutions dans les régions frontalières de la province de Trabzon – au Lazistan – et d'Erzurum¹⁶⁵³. Un rapport envoyé au ministère de la Guerre arménien au début de mai souligne l'incertitude qui entoure le sort de ces régions parmi les populations :

¹⁶⁵¹ I.I. Mints (dir.), *op.cit.*, 1971, pp. 399-400.

¹⁶⁵² Voir les deux chapitres « The Russo-Turkish Frontier », dans Alfred Rawlinson, *op.cit.*, 1923, pp. 177 et 184-224 ; sur l'insoumission des Kurdes, voir le téléphonogramme du commissaire de Surmaly (İğdır), 17 mars 1919, HAA, f. 201, op. 1, d. 61, l. 168 ; pétition du village de Hazinedar, 4 novembre 1919, HAA, f. 199, op. 1, d. 45, l. 151 ; sur la place des Kurdes dans le contexte régional, voir le rapport de mission de l'officier britannique E.M. Noel, *Diary of Major E.M. Noel on Special Duty in Kurdistan*, Basrah, Superintendent Government Press, 1919.

¹⁶⁵³ Hüseyin Albayrak, *op.cit.*, 2008, pp. 277-282.

« *Tout le Lazistan bruisse de rumeurs, plus incroyables les unes que les autres. La population ne sait absolument rien de ce qui se passe au-delà des limites de la région. On y affirme qu'aucun soldat anglais ne se trouve en Transcaucasie et que les soldats turcs auraient à nouveau occupé l'Arménie*¹⁶⁵⁴. »

Ces rumeurs confuses témoignent de la mauvaise circulation des informations et de ce flou retrouvé des territoires¹⁶⁵⁵. Aux incertitudes des républiques d'Arménie et de Géorgie face aux intentions du mouvement nationaliste répondent en effet des peurs de propagande, notamment géorgienne, au Lazistan, à partir du moment où les Géorgiens reprennent le contrôle de Batoumi¹⁶⁵⁶. De même, les ambitions arméniennes de rompre l'enclavement en accédant directement à la mer Noire ne parviennent pas à se concrétiser. Aux projets de construction de voies ferrées entre Kars et Batoumi succèdent, en décembre 1919, les plans politiques d'une confédération du Pont et d'Arménie, à la suite d'une visite du métropolite de Trabzon, Chrysanthos, à Erevan¹⁶⁵⁷. Mais ce projet de recomposition frontalière pour créer un Etat s'étendant jusqu'à Sinop reste peu réaliste, car il n'est envisageable qu'avec le soutien des troupes alliées, du fait de la renaissance du mouvement national turc dans la région¹⁶⁵⁸.

c) Succéder au tsarisme : la négociation de nouvelles relations frontalières.

L'existence, en dépit du contrôle limité des Etats en présence sur leurs zones-frontières, de forme de contact et d'interactions transfrontalières invite à examiner la manière dont se nouent les relations frontalières entre les Etats nouvellement fondés et leurs voisins. En raison de la situation politiquement troublée de l'Empire ottoman au cours de l'année 1919-1920, du fait du développement du mouvement national turc, ces relations s'établissent surtout entre les républiques caucasiennes et l'Etat iranien. Celui-ci, en dépit des difficultés auxquelles il est confronté pour assurer son autorité à travers les provinces du nord du pays, reste un partenaire économique et politique important pour des républiques caucasiennes en quête de reconnaissance. Ses représentants et consuls exercent un rôle croissant sous l'effet

¹⁶⁵⁴ Rapport d'un officier d'état-major arménien sur la situation au Lazistan, 1^{er} mai 1919, HAA, f. 199, op. 1, d. 50, l. 11.

¹⁶⁵⁵ Dzhamil' Gasanli, *op.cit.*, 2010, pp. 381-382.

¹⁶⁵⁶ Note du gouvernement nationaliste turc, 29 juillet 1920, BCA, 30.10.0/54.354.6.

¹⁶⁵⁷ Lettre de Khatishjan au métropolite Chrysanthos, décembre 1919, HAA, f. 200, op. 1, d. 182, l. 1 ; les premiers contacts remontent à mars 1919, à Paris : lettre de Konstantinidis, président du congrès des originaires du Pont-Euxin, à Boghos Nubar Pasha, non daté (fin février-début mars 1920), HAA, f. 200, op. 1, d. 259, ll. 147-149 ; sur les projets ferroviaires, HAA, f. 199, op. 1, d. 45, ll. 32-34.

¹⁶⁵⁸ Télégramme de Chrysanthos à Khatishjan et Venizelos, 16 janvier 1920, HAA, f. 200, op. 1, d. 182, l. 16.

des troubles qui agitent la région¹⁶⁵⁹. Une enquête dans ce domaine est facilitée par l'existence de sources archivistiques et publiées importantes. Outre les archives des républiques caucasiennes, il convient de souligner ici l'existence de trois recueils iraniens de documents, fondamentaux pour l'étude de ces relations entre 1918 et 1920¹⁶⁶⁰. Les documents publiés mettent en évidence l'importance de la diplomatie frontalière au cours de la période des indépendances, en particulier entre l'Azerbaïdjan et l'Iran. Cette diplomatie frontalière est étroitement liée aux nombreux problèmes de circulations, migrations et échanges commerciaux qui émergent à partir du début de 1919. En parallèle d'intérêts géopolitiques et militaires qui peuvent opposer les Etats, ces problèmes révèlent surtout la difficulté de gérer ce que le droit international appelle la « succession d'Etat », définie par des conventions de 1978 et 1983 comme « la substitution d'un Etat à un autre dans la responsabilité des relations internationales d'un territoire¹⁶⁶¹ ». L'étude de ces tensions apparaît donc comme un moyen de conclure cette réflexion sur la transformation territoriale et juridique de la région caucasienne depuis la révolution de 1917.

Les relations entre l'Iran et les nouvelles républiques caucasiennes sont marquées, dans leur phase initiale, par une méfiance certaine de la part des autorités iraniennes, qui découle en grande partie de l'association de ces républiques aux puissances centrales. Cette méfiance est particulièrement forte en ce qui concerne l'Azerbaïdjan. Le nom choisi par la nouvelle république apparaît comme une provocation, car elle opère un détournement sémantique du nom de la grande province du nord-ouest iranien¹⁶⁶². Alors que les troupes ottomanes occupent précisément l'Azerbaïdjan iranien, la crainte d'une annexion de cette province à une république azérie sous contrôle ottoman est forte. C'est afin de contrer ces revendications latentes que le gouvernement persan réplique en formulant, dès juin 1918, des revendications sur « les anciennes provinces persanes du Caucase », appuyées sur les pétitions d'habitants des provinces d'Erevan et Elisavetpol¹⁶⁶³. L'insécurité et l'effondrement politique

¹⁶⁵⁹ Ils se livrent à plusieurs reprises à des médiations et intercessions. Halil Bal, *op.cit.*, 2010, pp. 219-221 ; note du consul-général persan à Tiflis à Noe Jordania, 23 octobre 1918, *DMVP*, 1919, p. 424.

¹⁶⁶⁰ Rezâ Âzarî Shahrizâyî, *Hi'at-i favq al-'âdah-i Qafqâziyah*, Téhéran, Markaz-e Asnâd ve Târikh-e diplomâsi, 1389 (2000), ci-après abrégé en *HFQ* ; Mansure Ettehâdiye, Sou'âd Pîrâ (éd.), *Madjmu'e-ye mokâtebât, asnâd, khâterât ve asar-e Fîrûz Mîrzâ Fîrûz (Nosrat ed-Dovleh)*, T. 3, Téhéran, Nashr-e Târikh-e Îrân, 1378 (1999) ; Kâveh Bayât, Rezâ Âzarî Shahrizâyî (éd.), *Âmâl-e Irânîân, az konfrans-e solh-e Pâris tâ qarârdâd-e 1919 Irân va Inglîs*, Téhéran, Pardîs-e Dânesh, 1392 (2013).

¹⁶⁶¹ Pierre Michel Eisemann, Martti Koskenniemi, *La succession d'Etats : la codification à l'épreuve des faits*, La Haye-Boston-Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 2000, pp. 32-33.

¹⁶⁶² Touraj Atabaki, *op.cit.*, 2002, pp. 227-229 ; note de l'ambassade persane à Vienne au ministère des Affaires étrangères austro-hongrois, 12 juillet 1918, HHStA, PA X 156.

¹⁶⁶³ Le prince Arfa' ed-Dovleh, ancien consul-général au Caucase et ambassadeur à Constantinople, joue un rôle d'impulsion dans l'émission de ces revendications, qu'il propose de faire appuyer sur les populations caucasiennes et sur d'anciens *mohadjir* : télégramme d'Arfa' ed-Dovleh au ministère iranien des Affaires

de la région pousse en effet certains notables à envisager un retour à l'Iran¹⁶⁶⁴. La défaite ottomane et l'occupation du Caucase par les Britanniques permettent l'établissement progressif de relations avec les républiques caucasiennes, qui s'effectuent en priorité par le biais des consulats iraniens présents à Bakou et Tiflis. La méfiance reste cependant de rigueur. Lorsque le délégué azéri à Paris, Topçubaşı, rencontre en janvier 1919 le ministre iranien des Affaires étrangères, Moshâver ol-Mamâlek [Ansarî], ce dernier ne manque pas d'évoquer les droits historiques de l'Iran sur le Caucase du Sud¹⁶⁶⁵. Pour l'Azerbaïdjan, l'établissement de relations avec l'Iran est cependant une priorité. D'une part, en raison de l'importance économique de l'Iran, alors même que les relations avec l'Europe se trouvent perturbées par l'arc de crise qui traverse le Caucase et la mer Noire. D'autre part, car l'Iran apparaît comme un allié du Royaume-Uni – avec lequel le ministre Vosûq ed-Dovleh signe un traité d'alliance et dont il obtient un crédit le 19 août 1919 – et que sa médiation pourrait permettre une reconnaissance internationale par les Puissances¹⁶⁶⁶.

Dans cette controverse frontalière, les acteurs régionaux du côté iranien jouent un rôle important. L'administration du prince héritier à Tabriz est en effet un intermédiaire de poids dans les relations entre le gouvernement central iranien, les postes consulaires au Caucase et les populations des territoires éventuellement contestables. C'est elle qui coordonne l'action de ces consulats dans la protection des sujets iraniens et prend l'initiative, à la fin de l'année

étrangères, 22 Djomâdâ al-Avlâ 1338 (5 mars 1918), in Kâveh Bayât, Rezâ Âzarî Shahrzâyi (éd.), *op.cit.*, 1392 (2013), pp. 133-134 ; lettre de l'ancien ministre résident américain en Iran, E. Spencer Pratt, au prince Arfa' ed-Dovleh, 15 juin 1918, IISG, ARCH-03095, ch. 10 ; sur l'occupation ottomane, Halil Bal, *op.cit.*, 2010, p. 177.

¹⁶⁶⁴ Leurs liens personnels avec les élites iraniennes jouent dans ce processus un rôle important, comme le montre le voyage de Cəfərqulu Xan Naxçıvanski, chef du conseil musulman du Nakhitchevan, dans le khanat de Makou. Səid Sadiqov, *Naxçıvan Muxtar Respublikası Tarixindən*, Bakou, Irşad Mərkəzi, 1995, p. 15.

¹⁶⁶⁵ Cəmil Həsənov, *op.cit.*, 1993, pp. 172-174 ; une commission *ad hoc* du ministère des Affaires étrangères iranien termine en décembre 1918 l'établissement des revendications territoriales de l'Iran sur ses différentes frontières, notamment caucasienne. Le « programme maximal » vise à récupérer tous les territoires perdus lors du traité de Turkmanchai, mais des objectifs intermédiaires sont aussi prévus. Rapport du ministère des Affaires étrangères iranien à la présidence du Conseil, 8 décembre 1918, Mansure Etehdâdiye, Sou'âd Pîrâ (éd.), *Madjmu'e-ye mokâtebât...*, T. 3, 1378 (1999), pp. 83-85.

¹⁶⁶⁶ Ce traité provoque des réactions dans l'opinion publique iranienne, par exemple chez les démocrates d'Azerbaïdjan iranien : 'Alî Azarî, *op.cit.*, 1346 (1967), pp. 220-227. Il est souvent présenté, dans l'historiographie iranienne, comme un symbole d'humiliation nationale et de subordination aux intérêts étrangers. 'Alîrezâ Âminî, *Târîkh-e ravâbit-e khâredjî-e Îrân dar dovrân-e Pahlavî*, Téhéran, Sedâ-ye mo'âsir, 1381 (2002), pp. 14-15 ; comme le rappelle Oliver Bast, il y a beaucoup à redire face à une telle lecture, qui ne s'appuie guère sur les sources. Le premier ministre iranienn, Vosûq ed-Dovleh, n'est nullement un serviteur docile de l'impérialisme britannique et semble au contraire poursuivre des objectifs de rétablissement d'une certaine indépendance iranienne. Oliver Bast, « Les "buts de guerre" de la Perse neutre pendant la Première Guerre mondiale », *Relations internationales*, No. 160, 2015, pp. 95-110 ; pour une étude plus ancienne du traité, centrée sur le point de vue britannique : William J. Olson, « The Genesis of the Anglo-Persian Agreement of 1919 », in Elie Kedourie, Sylvia G. Haim (dir.), *Towards a Modern Iran. Studies in Thought, Politics, and Society*, Londres, Frank Cass, 1980, pp. 185-216 ; le point de vue soviétique dans B. Parvizpur, *Velikij Oktjabr' i suverenitet Irana*, Tbilissi, Metsniereba, 1984, pp. 37-39.

1918, d'envoyer des médiateurs pour mettre fin aux violences au Nakhitchevan¹⁶⁶⁷. Le gouverneur de la ville frontalière de Marand, Vosûq ol-Mamâlek, est envoyé dans la région en compagnie de deux notables arméniens d'Iran. Cette mission s'appuie sur le réseau consulaire iranien, qui se trouve en interaction avec les élites tant musulmanes qu'arméniennes du Caucase pour faire aboutir la démarche¹⁶⁶⁸. Ces actions locales s'inscrivent dans la politique gouvernementale qui vise à faire de la Perse un acteur crédible dans les négociations de paix¹⁶⁶⁹. Les efforts officiels du prince héritier se doublent d'actions plus autonomes, menées notamment par le khan de Makou qui envoie des représentants personnels au Nakhitchevan, afin d'agiter la population en faveur du rattachement à la Perse¹⁶⁷⁰. Ces acteurs locaux de la frontière, directement aux prises avec les populations caucasiennes, sont aussi plus lucides sur les possibilités d'obtenir leur soutien pour un rattachement à l'Iran. Le karguzar de Makou souligne ainsi que la paysannerie du Nakhitchevan n'est nullement favorable à ce rattachement, car elle craint de redevenir l'esclave des propriétaires fonciers de la région qui retrouveraient l'ensemble de leurs droits féodaux¹⁶⁷¹.

Le 1^{er} février 1919, le gouvernement azéri décide d'envoyer auprès du shah une mission diplomatique. L'Azerbaïdjan souhaite ouvrir à cette occasion une ambassade et des consulats à Rasht, Tabriz et Machhad. Le mandat de négociation fait de l'établissement de relations de bons voisinages et de la signature d'accords sectoriels relatifs aux différentes formes de circulation et d'échange à la frontière une priorité¹⁶⁷². Plus encore que la question territoriale, ce sont ces aspects concrets de l'interaction frontalière qui deviennent source de vives tensions entre les Etats. Les rapports du consul à Bakou et du consul-général au Caucase, Mo'azzez od-Dovleh, insistent depuis le début de l'année sur les discriminations dont sont victimes les ressortissants persans dans les nouvelles républiques caucasiennes, en particulier en Azerbaïdjan. Trois domaines concentrent les tensions. Le premier est celui des entraves au commerce et des réquisitions effectuées par le pouvoir azéri. Les contrôles au commerce extérieur maintenus et renforcés par l'Etat azéri sont vivement ressentis par les

¹⁶⁶⁷ Note de la présidence du Conseil iranienne au prince héritier, 14 Rabî' al-Avval 1337 (18 décembre 1918), in Kâveh Bayât, Rezâ Âzarî Shahrzâyî (éd.), *op.cit.*, 1392 (2013), p. 192 ; Şəvkət Taqıyeva, Nəşib Nəşibzadə, « 1918-1920ci illərdə Azərbaycan-Iran münasibətləri və Azadistan məsələsi », in Vilayət Quliyev (dir.), *Azərbaycan Demokratik Respublikası. Tarix, ictimai-siyasi və ədəbi mədəni həyat*, Bakou, Azərənəşr, 1992, p. 66.

¹⁶⁶⁸ Rapport du consul-général persan à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 16 Djomâdâ al-Avlâ 1337 (17 février 1919), in Kâveh Bayât, Rezâ Âzarî Shahrzâyî (éd.), *op.cit.*, 1392 (2013), p. 228.

¹⁶⁶⁹ Oliver Bast, *op.cit.*, 2015, pp. 98-101.

¹⁶⁷⁰ Rapport du khan de Makou (Eqbâl os-Saltaneh) à la présidence du Conseil, Djomâdâ al-Avlâ 1337 (février 1919), *Ibid.*, pp. 238-239.

¹⁶⁷¹ Rapport du karguzar de Makou au karguzar-général d'Azerbaïdjan iranien, 15 Radjab 1337 (16 avril 1919), *Ibid.*, pp. 318-319.

¹⁶⁷² Mandat de négociation délivré à Ismayıl Xan Ziyadxanov, 20 mars 1919, ARDA, f. 2598, op. 1, d. 9, l. 5.

marchands persans, qui se disent victimes d'oppression (*ta'addî*) et d'extorsion (*edjhâf*). Le second domaine est celui des entraves aux circulations¹⁶⁷³. L'absence de consulats azéris en Iran pose des problèmes pratiques pour des ressortissants iraniens qui ne peuvent obtenir que des visas des anciens consulats russes encore en place, dont l'efficacité au Caucase est aléatoire. Les incidents se multiplient à partir de 1919, lorsque des sujets iraniens sont refoulés. Cette politique s'articule en Azerbaïdjan à une discrimination croissante contre les travailleurs migrants iraniens. La forte diminution de l'activité industrielle à Bakou met au chômage nombre de ces travailleurs, que les autorités azéries entreprennent à partir de l'été de faire rentrer en Iran, avant de procéder à des expulsions pures et simples¹⁶⁷⁴.

Le troisième domaine de tensions apparaît comme le plus épineux, car il renvoie au problème de la délimitation des communautés civiques nationales respectives. L'Iran reproche en effet à l'Azerbaïdjan et, dans une moindre mesure, à l'Arménie, de soumettre à l'obligation militaire (*askargîrî* ou *khedmat-e nezâmî*) des ressortissants iraniens au motif qu'ils seraient des conationaux, c'est-à-dire des turcophones ou des Arméniens d'Iran¹⁶⁷⁵. Pour les dirigeants iraniens, cette pratique est une menace particulièrement insidieuse contre l'autorité impériale et une atteinte aux intérêts iraniens au Caucase, en raison de la proportion très importante de ces « conationaux », comme on a pu le voir précédemment. La dissolution de l'Empire tsariste brouille les cartes et réduit la traçabilité des appartenances civiques, dans le chaos des années de troubles¹⁶⁷⁶. La position des autorités azéries et arméniennes, outre le besoin vital d'hommes valides qu'ont les deux républiques, réside dans la contestation de la citoyenneté des individus en question, accusés d'avoir pris la citoyenneté persane précisément pour se soustraire à leurs obligations nationales¹⁶⁷⁷. Cette remise en cause trouve facilement à s'appuyer sur la vénalité des consuls iraniens et la facilité d'obtention de passeports persans à travers la région. Mais cette vénalité, déjà connue avant la guerre mondiale, ne devient un véritable problème politique qu'en raison des recompositions provoquées par la succession d'Etat. A l'époque tsariste, un compromis diplomatique exemptait les sujets iraniens de tout

¹⁶⁷³ Note du consul-général Mo'azzez od-Dovleh au ministère des Affaires étrangères iranien, 15 Zû l-hidjdje 1337 (12 septembre 1919), *HFQ*, 1389 (2000), pp. 43-45.

¹⁶⁷⁴ Le 15 octobre 1919, le ministère des Affaires étrangères azéri informe le consulat que les migrants arrivés après janvier 1919 vont être expulsés. Le leader communiste iranien Djafar Pishevari décrit l'indépendance aérie comme une période noire pour les travailleurs migrants. Cité par Mohammad Khosrowpenâh, Oliver Bast, *op.cit.*, 1388 (2009), pp. 64-65.

¹⁶⁷⁵ Rapport d'entretien du prince Firouz avec Adil Xan Ziyadxanov, 16-17 août 1919, in Mansure Ettehâdiye, Sou'âd Pîrâ (éd.), *Madjmu'e-ye mokâtebât...*, T. 3, 1378 (1999), pp. 107-109.

¹⁶⁷⁶ Pour la comparaison avec les effets de la dissolution de l'Autriche-Hongrie sur les conflits de nationalité et nationalités incertaines, voir Ivan V. Soubbotitch, *op.cit.*, 1926.

¹⁶⁷⁷ Rapport de Ziyadxanov au ministre des Affaires étrangères Cəfərov, 21 août 1919, ARDA, f. 2598, op. 1, d. 2, ll. 1-2 ; note du ministère des Affaires étrangères arménien au consul persan à Erevan, 22 novembre 1919, HAA, f. 200, op. 1, d. 120, l. 294.

service militaire et le rôle très réduit des Arméniens et « Tatars » du Caucase dans l'armée tsariste ne faisait pas des éventuelles acquisitions de la citoyenneté persane une question de défense nationale au sens strict. Cela n'empêchait pas, on l'a vu, les autorités tsaristes du Caucase d'émettre régulièrement des remontrances aux consuls iraniens pour les inciter à être plus attentifs lors des remises de passeports.

On se trouve ici au cœur des difficultés de cette succession d'Etat. D'un côté, les autorités azéries affirment leur indépendance et critiquent les politiques impériales de la Russie tsariste au Caucase du Sud, en particulier envers les populations musulmanes. De l'autre, elles exigent le maintien au profit de leurs ressortissants des avantages octroyés par le système des capitulations de Torkmantchaï aux ressortissants tsaristes. Ces contradictions deviennent flagrantes à l'automne, lorsque le gouvernement iranien décide, avec l'accord du premier ministre azéri Usubbəyov, d'envoyer à Bakou une mission diplomatique extraordinaire confiée à Sayyid Ziyaeddin Tabâtabâyî, pour régler l'ensemble des questions en souffrance entre les deux Etats¹⁶⁷⁸. La mission, qui doit ensuite se rendre dans les autres républiques caucasiennes, arrive à la fin de novembre et reçoit un accueil enthousiaste de la communauté iranienne, mais aussi de l'opinion publique azérie avec laquelle Tabâtabâyî développe des liens quotidiens au cours du séjour¹⁶⁷⁹. Après plusieurs cérémonies officielles, qui soulignent l'importance politique qu'accorde le gouvernement azéri à cette mission alors même que sa position apparaît de plus en plus dégradée, les négociations s'attachent à la préparation d'accords concernant les circulations, le commerce, les échanges postaux et télégraphiques¹⁶⁸⁰. Dans les échanges qui se déroulent en décembre 1919 et janvier 1920, les négociateurs azéris irritent particulièrement les Iraniens par leur prétention à ce que les citoyens azéris continuent à jouir des droits dont disposaient les sujets russes, au motif que

¹⁶⁷⁸ Sur les dessous de cette nomination et le parcours de Tabatabai, voir Fereshte Sâdât Etfefâqfar, « Telâshhâ-ye Seyyed Ziya'el-Din Tabâtabâyî dar îdjâd-e konfederâsyûn miyân-e Irân ve Azarbâidjân », *'Olûm-e Siyâsî*, No. 1, Printemps 1386 (2007), pp. 1-20 ; note du premier ministre Usubbəyov au consul-général iranien, 7 octobre 1919, ARDA, f. 2598, op. 1, d. 5, l. 6 ; « Azərbaycan-Iran müqavilələri », Yaqub Mahmudov, *Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti Ensiklopediyası*, Vol. I, Bakou, Lider, 2005, pp. 164-165 ; Məhəmməd Rəsulzadə, *Azərbaycan Cümhuriyyəti*, Bakou, Elm, 1990 (1923), pp. 58-59 ; au même moment, Adil Xan Ziyadxanov part pour l'Iran en qualité de premier représentant permanent : Sübhan Talıblı, « Azərbaycan cumhuriyyəti'nin İran büyükəlcisi Adil Han Ziyadhanlı », in Qiyas Şükürov, Vasif Qafarov (dir.), *op.cit.*, 2010, pp. 392-393.

¹⁶⁷⁹ Rapport de Tabâtabâyî, 6 Qûs 1338 (28 novembre 1919), *HFQ*, 1389 (2000), pp. 73-74 ; au début de 1920, Tabâtabâyî fait éditer une brochure en russe présentant la nouvelle position internationale de l'Iran dans le cadre de l'alliance avec les Britanniques, *Novaja epokha v istorii Persii i anglo-persidskij dogovor*, voir L.I. Miroschnikov, *op.cit.*, 1961, pp. 158-160 ; au même moment l'Iran décide en effet de négocier ses relations de voisinage avec l'Arménie : circulaire du prince Firouz, ministre des Affaires étrangères, 13 novembre 1919, in Mansure Etfehâdiye, Sou'âd Pîrâ (éd.), *Madjmu'e-ye mokâtebât...*, T. 3, 1378 (1999), p. 179 ; télégramme d'Oliver Wardrop au *Foreign Office*, 28 janvier 1920, IOL, L/PS/11/168/820.

¹⁶⁸⁰ Rapport de la légation allemande à Téhéran à l'Auswärtiges Amt, 16 avril 1920, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 92467.

l'Azerbaïdjan serait un Etat successeur de la Russie tsariste (*vâres-e Rûsyê*)¹⁶⁸¹. Tabâtabâyî et ses collaborateurs n'hésitent pas à pointer du doigt ce qu'ils perçoivent comme une contradiction entre le processus qui a débouché sur l'indépendance de l'Azerbaïdjan et la volonté de se raccrocher en permanence à ce que le tsarisme avait arraché par la force : la critique de l'impérialisme ne peut être unilatérale. La position iranienne se trouve renforcée par la politique du gouvernement bolchevique, qui a renoncé officiellement dès janvier à toutes ses créances envers l'Iran et répudié la politique tsariste envers ce pays¹⁶⁸². On voit ainsi l'Iran rappeler que la Russie bolchevique est le véritable Etat successeur de la Russie tsariste, alors même que la politique soviétique consiste à refuser catégoriquement ce qualificatif dans les premières années.

Si la période des indépendances peut ici être intégrée à une histoire qui ne soit pas histoire des nations du Caucase ou des Etats actuels, c'est parce qu'elle permet d'examiner concrètement la crise des pouvoirs impériaux à leurs points de contact. Cette crise entraîne à la fois une transformation des territorialités et référentiels spatiaux sur un plan politique et un changement d'échelle des acteurs caucasiens, qui sont promus au rang, certes fragile, d'hommes d'Etat. Le premier constat est la difficulté, pour ces élites des confins, de se penser comme telles et de renoncer à une intégration à un des espaces impériaux voisins. L'année 1918 illustre directement cette situation complexe des élites régionales face à l'effondrement de l'ancien empire russe et aux ambitions ottomanes. Avec l'indépendance, la paradiplomatie devient diplomatie au sens traditionnel, puisqu'elle se fait désormais entre Etats nominalement indépendants. Mais un tel changement d'appellation pose la question des pratiques sous-jacentes. Les républiques caucasiennes ne tentent pas seulement de faire leur entrée sur la scène internationale par le biais de la conférence de la Paix et d'une diplomatie centrée sur les puissances européennes. Leur diplomatie consiste aussi en une diplomatie interne, qui se concentre sur la liquidation inaboutie et conflictuelle de l'héritage régionale

¹⁶⁸¹ Hoseyn Makkî, *Mokhtasarî az zangadânî-e siyâsî-e Ahmâd Shâh Qâjâr*, Enteshârât-e Mohammad'ali 'Almi, lieu, 1327 (1948), p. 137.

¹⁶⁸² L'Iran se saisit aussitôt de la note envoyée le 10 janvier 1918 au chargé d'affaires persan à Petrograd. Lettre du consul-général persan à Tiflis au Commissariat transcaucasien, 15 janvier 1918, STSSA, f. 1818, op. 2, d. 33, l. 177 ; B. Parvizpur, *op.cit.*, 1984, p. 31 ; la Russie soviétique demande en contrepartie que l'Iran pose des exigences similaires aux Ottomans et aux Britanniques. Un rappel de ces mesures symboliques dans une note du gouvernement soviétique à l'ambassade iranienne, 26 juin 1919, in Mansure Ettehâdiye, Sou'âd Pîrâ (éd.), *Madjmu'e-ye mokâtebât...*, T. 3, 1378 (1999), pp. 96-97 ; cette annulation des traités vaut aussi pour la Turquie : Galip Kemali Sölemezoğlu, *op.cit.*, 1950, p. 462.

tsariste, et en une diplomatie frontalière. Elles se concentrent sur des questions vitales pour les républiques : délimitations spatiales, commerce, migrations alimentent une interaction intense où le conflictuel le dispute à un fort sentiment de dépendance mutuelle. Ces formes diplomatiques réactivent les anciennes structures de la paradiplomatie caucasienne : pratiques administratives du Caucase russe et réseaux consulaires étrangers installés au Caucase, à commencer par le réseau consulaire iranien. On observe ainsi une mutabilité des institutions et des personnes, qui n'est pas encore achevée lorsque commence, au printemps 1920, la soviétisation de la région. Si elles changent le sens des processus en cours, les premières années de la soviétisation présentent une grande continuité en raison de ce qu'il faut bien considérer comme la souveraineté persistante des républiques caucasiennes bolchevisées.

Chapitre 6. L'observatoire frontalier des souverainetés

« L'Azerbaïdjan est un Etat complètement indépendant », martèle, le 6 juillet 1920, le nouveau commissaire aux Affaires étrangères de la république soviétique azérie, Mirza Davud Hüseyinov. Son interlocuteur du moment, le colonel Gabba, représentant italien à Tiflis, ne se laisse pas convaincre si facilement : L'Armée rouge bolchevique n'a-t-elle pas envahi la république démocratique d'Azerbaïdjan, les 26-27 avril, et entamé un processus de reconstitution impériale ? Les rues de Bakou ne sont-elles pas remplies de soldats venus des différentes provinces de Russie, qui forment le cœur de la XI^e Armée rouge ? Imperturbable, Hüseyinov explique que la soviétisation de l'Azerbaïdjan résulte d'une aide apportée par les bolcheviks de Russie aux bolcheviks azéris : « Avant d'abattre le gouvernement réactionnaire du Moussavat, nous étions faibles en Azerbaïdjan. Pour chasser ce gouvernement contre-révolutionnaire, nous avons demandé l'aide de nos camarades bolcheviques russes. L'armée russe est venue, la révolution est faite et, demain, nous pourrions obtenir le départ de cette armée ¹⁶⁸³ ». Hüseyinov expose ici ce qui constitue déjà l'explication officielle de l'intervention et devient un dogme de l'historiographie soviétique. Mais sa dernière phrase pose question, par la dissonance qu'elle introduit.

On peut rejeter l'évocation d'un retrait de l'Armée rouge russe au rang des ruses utilisées par un bolchevik pour justifier la reconstitution progressive, sous des traits nouveaux, de l'ancien empire tsariste. Hüseyinov ne se limite pourtant pas à cette assertion générale. Il décrit, au cours de cet entretien, les différents aspects du développement que connaît l'Etat azéri depuis la soviétisation. Armée, diplomatie, économie et politique nationale sont passées en revue dans ce qui forme un véritable tour d'horizon de la souveraineté azérie, qui se porte à l'en croire mieux que jamais. Tester ses assertions suppose d'examiner la transition avec la période des indépendances et les effets de la soviétisation sur le rôle diplomatique et politique des acteurs caucasiens. Loin d'abolir les Etats caucasiens, les Soviétiques semblent en effet

¹⁶⁸³ Rapport du colonel Gabba, 6 juillet 1920, ASMAE, Affari Politici (1919-1930), b. 1122, f. 1 ; Hüseyinov tient un discours relativement cohérent à ses différents interlocuteurs sur ce point : M.S. Khalafov *et alii*, *Istoriya gosudarstva i prava Azerbajdzhanskoj SSR (1920-1934 gg.)*, Bakou, Elm, 1973, p. 92 ; sur le rôle important et parfois négligé des représentants italiens au Caucase et en Russie méridionale à l'époque, voir Francesco Randazzo, *Alle origini dello Stato sovietico: Missioni militari e corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Rome, Stato Maggiore dell'Esercito, 2008.

exalter leur souveraineté et y trouver une dynamique nouvelle d'expansion, révolutionnaire et étatique. Comme l'écrit Sabine Dullin, « l'autonomie voire l'indépendance [des républiques soviétiques], avec en corollaire le principe d'association des nations, peuvent selon eux s'avérer des outils révolutionnaires remarquables¹⁶⁸⁴ ». Ce questionnement doit permettre de réconcilier les travaux d'une historiographie centrée sur le problème des nationalités, de la construction institutionnelle interne du régime bolchevique, et les études sur les relations extérieures de ce régime en introduisant les dirigeants des républiques dans le champ diplomatique. L'intérêt pour l'investissement des souverainetés caucasiennes doit permettre de dépasser l'idée exclusive d'une destruction, en 1920-1921, des indépendances nationales. Il s'agit donc de prendre au sérieux cet investissement des souverainetés par les bolcheviks et d'en examiner les usages dans le contexte d'une ancienne périphérie impériale¹⁶⁸⁵.

L'approche par la périphérie ne découle pas simplement de l'idée que cet investissement des souverainetés serait plus fort dans les espaces les plus éloignés des cœurs du pouvoir bolchevique. Elle trouve aussi son origine dans le constat que l'espace frontalier offre une opportunité en terme de sources pour l'historien. Si l'histoire de l'établissement du régime soviétique reste largement faite à partir des sources soviétiques elles-mêmes, on trouve dans le cas du Caucase des regards étrangers sur cette construction soviétique à l'intersection entre affaires intérieures et politique étrangère. Turquie et Iran traversent au même moment des périodes troublées et la question de la souveraineté, populaire et étatique, y trouve un écho important. La nouveauté des pratiques bolcheviques frappe incontestablement les observateurs turcs et iraniens sur place : plus encore que l'idéologie, ce sont bien les « arts de faire » quotidien du régime qui choquent par leur violence, mais aussi étonnent et impressionnent.

1. Soviétisation et « parade des souverainetés »

Il importe en premier lieu de revenir sur la prolifération institutionnelle secrétée par le jeune régime bolchevique, afin d'en rappeler les enjeux. Si cette prolifération a à voir avec l'histoire intérieure bolchevique, il semble possible d'en étendre l'interprétation aux relations extérieures et à la diplomatie du nouveau pouvoir communiste. L'investissement des

¹⁶⁸⁴ Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 93.

¹⁶⁸⁵ Cela suppose d'adopter une conception instrumentale et plurielle de la souveraineté : James J. Sheehan, « The Problem of Sovereignty in European History », *The American Historical Review*, Vol. 111, No. 1, février 2006, pp. 1-15.

souverainetés nationales et étatiques qu'il opère est particulièrement net dans le cas du Caucase, où il réinvestit les structures héritées de la période des indépendances. De plus, le jeu politique autour de la question de la souveraineté doit se comprendre dans un contexte régional où, en Turquie et en Iran, elle est au cœur des troubles qui se multiplient depuis la fin de la Première Guerre mondiale.

a) Les enjeux d'une prolifération institutionnelle

L'étude de la « question des nationalités » constitue depuis plusieurs années un champ privilégié de la recherche historique sur le régime soviétique. Ce champ s'est construit, au cours des années 1990, sur le rejet des approches construites par les historiens occidentaux pendant la Guerre froide, qui voyaient avant tout dans l'URSS la continuation de la « prison des peuples » tsaristes¹⁶⁸⁶. Richard Pipes, dans un ouvrage classique de 1954 sur la formation de l'Union soviétique, prend certes en considération la création de républiques nationales dans le processus de soviétisation, mais y voit surtout une ruse tactique des bolcheviques. Pipes insiste ainsi sur l'adoption par Lénine du droit à l'auto-détermination des nationalités, au cours de l'été 1913, dans un effort pour concilier les principes du marxisme et ce qui apparaît être la force bien réelle des nationalismes dans l'Empire tsariste¹⁶⁸⁷. Au rebours de cette approche, les travaux produits par une nouvelle génération d'historiens après la fin de la Guerre froide ont examiné à neuf la politique des nationalités soviétique, dans ces années fondatrices. Jeremy Smith a ainsi étudié le rôle de la promotion des nationalités et de la constitution d'entités nationales spatialisées dans le processus de la guerre. La conversion au bolchevisme de troupes bachkires dirigées par Zeki Validov, qui servaient jusqu'en février 1919 l'amiral blanc Koltchak, débouche sur la création d'un Comité révolutionnaire bachkire et d'une république autonome au printemps de cette année¹⁶⁸⁸.

Sans occulter l'instrumentalisation des républiques autonomes qui apparaissent, des confins européens à la région de l'Oural et à l'Asie centrale en 1918-1919, les travaux de Smith s'intéressent aux dynamiques locales qui sous-tendent la création de ces républiques, à commencer par de nécessaires alliances avec des élites politiques ou militaires périphériques. Cette dimension coopérative est mise en évidence, *a contrario*, par l'échec des tentatives trop

¹⁶⁸⁶ Pour cette approche, on peut renvoyer au classique de Bohdan Nahaylo et Viktor Svoboda, *Soviet Disunion. A History of the Nationalities Problem in the USSR*, Londres, Hamish Hamilton, 1990.

¹⁶⁸⁷ Richard Pipes, *The Formation of the Soviet Union. Communism and Nationalism, 1917-1923*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1964 (1954), pp. 41-49.

¹⁶⁸⁸ Jeremy Smith, *Red Nations. The Nationalities Experience in and after the USSR*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2013, pp. 25-26.

artificielles d'établissement d'autonomies territoriales « nationales », comme la république lituano-biélorusse, proclamée en février 1919 comme moyen d'arrimer des provinces lituaniennes mouvantes avec une Biélorussie plus bolchevique¹⁶⁸⁹. L'étude de l'innovation institutionnelle du régime bolchevique sur le plan des nationalités s'inscrit ici dans une histoire politique ou culturelle intérieure à l'Union soviétique. Elle est ainsi mise en écho avec des travaux portant sur l'organisation et le fonctionnement des institutions centrales de la Russie bolchevique. L'ouvrage de Stephen Blank sur le commissariat aux Nationalités, dirigé par Staline de 1917 à 1923, s'interroge ainsi sur l'articulation entre les tendances centralisatrices inhérentes au Parti et les politiques de promotion et de défense des groupes minoritaires de l'ancien empire, tout en portant en définitive un regard assez négatif sur l'action du commissariat¹⁶⁹⁰. Une autre série de travaux s'est intéressée aux dimensions culturelles et intellectuelles associées à la production de ces autonomies nationales et au rôle des anciennes élites expertes de l'empire russe. Les travaux de Vera Tolz et Francine Hirsch ont ainsi insisté sur le rôle précoce d'ethnographes, géographes et économistes proches de l'Académie des sciences dans le développement des nouvelles institutions nationales de la Russie bolchevique¹⁶⁹¹.

Si la prolifération institutionnelle et nationale du nouveau régime a donc fait l'objet de travaux déjà nombreux, il nous semble possible de déplacer le questionnement dans deux directions. D'une part, prêter une attention plus forte à la distinction statutaire entre les entités créées par les bolcheviks. Dans un gradient qui apparaît spatial autant que politique et ethnique, les créations les plus proches du cœur impérial se trouvent en général associées à l'idée d'une autonomie, alors que c'est bien l'indépendance qui est proposée pour les entités les plus éloignées, en particulier au Caucase. D'autre part, le pluralisme institutionnel du régime bolchevique s'accompagne d'utilisations particulières dans le domaine de l'expansion périphérique et des relations extérieures du régime bolchevique. Sans pouvoir être rabattu sur un pur cynisme, il constitue un élément central de la dynamique révolutionnaire des premières années¹⁶⁹². Avant d'examiner plus précisément cette thèse dans le cas du Caucase, on

¹⁶⁸⁹ Jeremy Smith, *op.cit.*, 2013, pp. 33-34.

¹⁶⁹⁰ Blank associe le rôle politique limité du commissariat à une volonté délibérée de Staline de le laisser dépérir : Stephen Blank, *The Sorcerer as Apprentice. Stalin as Commissar of Nationalities, 1917-1924*, Westport-Londres, Greenwood Press, 1994, p. 52.

¹⁶⁹¹ Francine Hirsch, *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, New York, Cornell University Press, 2005, pp. 7 et 21 ; pour une étude qui met en avant les continuités, voir Vera Tolz, « Imperial Scholars and Minority Nationalisms in Late Imperial and Early Soviet Russia », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 10, No. 2 (Printemps 2009), pp. 261-290.

¹⁶⁹² Pour exemple de l'approche classique sur la dynamique de la soviétisation, comparant la guerre civile et l'après 1945, voir Thomas T. Hammond, « The History of Communist Takeovers », in Id (dir.), *The Anatomy of Communist Takeovers*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1975, pp. 1-45.

souhaiterait revenir sur quelques travaux qui, par leur approche, suggèrent plusieurs questions directement associées aux difficultés que posent, dans l'analyse, les multiples visages pris par le bolchevisme dans ses premières années.

Les nouvelles entités créées par le régime soviétique reçoivent, dans les années de la guerre civile, de véritables fonctions de politique extérieure. Bien qu'il ne jouisse que du statut de république autonome, le Turkestan est doté par un décret de mai 1918 d'un commissariat du peuple aux Affaires étrangères. Cette création intervient dans un contexte particulièrement troublé pour le pouvoir soviétique en Asie centrale et vise à développer une diplomatie régionale¹⁶⁹³. Incongrue à première vue, la mise en place de ce commissariat prend sens si l'on examine la liste des entités avec lesquelles elle doit développer des relations : l'émirat de Boukhara, le Xinjiang et l'Afghanistan. Dans les trois cas, on a affaire à des entités territoriales au statut ambigu. L'émirat de Boukhara constitue depuis le début des années 1870 un protectorat de l'empire russe, tandis que le Xinjiang jouit d'une autonomie permise par la crise du pouvoir central chinois et que l'Afghanistan mêle faiblesse de l'Etat central et influences étrangères¹⁶⁹⁴. En juillet 1918, le premier ambassadeur de Boukhara arrive à Tachkent, tandis que des relations consulaires sont ouvertes avec l'Afghanistan¹⁶⁹⁵. Les relations construites par le commissariat turkestanais aux Affaires étrangères se concentrent sur des pratiques de bon voisinage, dans les domaines politique, économique et culturel, en parallèle du soutien d'autres organes turkestanais à des mouvements clandestins dans ces territoires limitrophes¹⁶⁹⁶. Loin de chercher à produire l'image d'un régime centralisé, le pouvoir bolchevique se démultiplie et utilise, comme dans un théâtre d'ombres, les possibilités ouvertes par cette pluralité d'institutions.

L'utilisation des républiques périphériques relève d'un double objectif idéologique et politique. Sur le plan idéologique, elle est particulièrement significative dans le cas des

¹⁶⁹³ Sur ce contexte, Pavel Gusterin, « Politika Sovetskogo gosudarstva na musul'manskom Vostoke », *Voprosy istorii*, No. 1, 2010, pp. 92-100 ; après l'arrivée en novembre 1919 en Asie centrale de la *Turkkomissija* envoyée par les autorités moscovites, le département des relations extérieures lui est rattaché. Ivan Pogorel'skij, *Istorija Khivinskoj revoljutsii i Khorezmskoj narodnoj sovetskoj respubliki, 1917-1924 gg.*, Leningrad, Izdatel'stvo Leningradskogo universiteta, 1984, pp. 97-98.

¹⁶⁹⁴ Seymour Becker, *Russia's Protectorates in Central Asia: Bukhara and Khiva, 1865-1925*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1968 ; S. Frederick Starr (dir.), *Xinjiang. China's Muslim Borderland*, Abingdon-New York, Taylor & Francis, 2004, pp. 68-70.

¹⁶⁹⁵ Sh.Z. Urazaev, *Turkestanskaja ASSR – Pervoe sotsialisticheskoe gosudarstvo v Srednej Azii*, Moscou, Gosizdatel'stvo Juridicheskoy Literatury, 1961, pp. 128-129 ; sur les relations extérieures de Boukhara, voir Adeb Khalid, « Central Asia between the Ottoman and the Soviet Worlds », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 12, No. 2, printemps 2011 (New Series), pp. 460-465.

¹⁶⁹⁶ M.A. Persits, *Zastenчивaja interventsija. O sovetskom vtorzhenii v Iran i Bukharu v 1920-1921 gg.*, Moscou, Muravej-Grad, 1999, pp. 71-75 ; le dosage exact entre ces orientations différentes et la politique suivie par les organes de Tachkent reste peu clair pour les témoins de l'époque : C.H. Ellis, *The British 'Intervention' in Transcaspiya, 1918-1919*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1963, p. 148.

régions qui appartiennent, pour reprendre une catégorie prisée des bolcheviks, à l'*Orient*. Cette catégorie, qui recouvre à leurs yeux l'essentiel des peuples dominés ou colonisés de la planète, dans un vaste arc continental s'étendant du monde arabe jusqu'à la Chine, correspond à un des espaces de projection du jeune régime, d'autant que les revers subis en Europe centrale en 1919-1920 modèrent les espoirs d'une révolution en Occident¹⁶⁹⁷. La diffusion de la révolution vers cette région est conçue de manière indissociable comme une cause socio-économique et nationale. Dès lors, la production par le régime soviétique lui-même d'entités nationales communistes constitue une preuve par l'exemple de la validité des ambitions révolutionnaires. Sur un plan plus politique, les républiques périphériques visent à détourner les inquiétudes inhérentes à la reconstitution d'une entité se coulant dans les anciennes frontières de l'empire tsariste. L'historien russe Persits a étudié cette dimension à travers le cas d'une autre république périphérique, fondée en Sibérie. A partir d'août 1919, un Comité révolutionnaire de Sibérie est instauré par les bolcheviks, afin de reconquérir la région qui reste toujours disputée par les forces blanches. A la fin de l'année, les dirigeants moscovites envisagent la possibilité de créer une république autonome en Extrême-Orient, dans le cadre d'une alliance avec des forces locales, non bolcheviques mais hostiles à l'amiral Koltchak¹⁶⁹⁸. Le 18 février 1920, le Comité central du Parti envoie au Comité révolutionnaire de Sibérie une directive en ce sens, qui ajoute aussi une dimension de politique étrangère¹⁶⁹⁹. La mise en place de la république d'Extrême-Orient, proclamée le 6 avril 1920 à Oulan-Oude, vise en effet à éviter un affrontement entre la Russie et les puissances étrangères, à commencer par le Japon qui dispose encore de troupes sur le continent¹⁷⁰⁰. Si Persits insiste – époque oblige – sur la nature « anti-impérialiste » de la nouvelle république, il souligne l'originalité que représente cette création. La nouvelle république entreprend plusieurs initiatives diplomatiques, faisant par exemple savoir aux Japonais, le 14 mai 1920, que son armée est distincte de l'Armée rouge russe¹⁷⁰¹. La création de cet Etat-tampon, qui permet au Japon se

¹⁶⁹⁷ Cette thèse du basculement constitue un motif classique des travaux sur les relations internationales de la Russie bolchevique, bien que sa chronologie soit sujette à débats. Harish Kapur, *Soviet Russia and Asia, 1917-1927*, Genève, Geneva Graduate Institute of International Studies, 1966, pp. 38-39.

¹⁶⁹⁸ En décembre 1919 se crée ainsi à Irkoutsk un « Centre politique » composé de forces gauchistes décidées à lutter contre Kolchak, mais méfiantes face aux bolcheviks. Igor V. Naumov, *The History of Siberia*, Abingdon-New York, Routledge, 2006, p. 174.

¹⁶⁹⁹ M.A. Persits, *Dal'nevostochnaja respublika i Kitaj. Rol' DVR v bor'be Sovetskoj vlasti za družbu s Kitaem v 1920-1922 gg.*, Moscou, Izdatel'stvo Vostochnoj Literatury, 1962, p. 31.

¹⁷⁰⁰ *Ibid.*, pp. 9-10.

¹⁷⁰¹ *Ibid.*, pp. 33-34.

sauver les apparences et fait figure de concession des bolcheviks, permet une évacuation accélérée des troupes étrangères de Sibérie¹⁷⁰².

Afin de rassembler ces éléments, idéologiques et pratiques, qui accompagnent dans le champ de la politique étrangère le pluralisme institutionnel soviétique, nous proposons de parler d'une « polyphonie diplomatique ». On excusera cet emprunt à Bakhtine et à ses travaux sur la poétique de Dostoïevski¹⁷⁰³. Chez Bakhtine, le concept désigne le fait que les romans de Dostoïevski présentent une multiplicité de voix narratives, dont aucune, pas même celle de l'auteur, ne peut prétendre à un monopole du *sens*¹⁷⁰⁴. La diplomatie soviétique des années de la guerre civile, qui ne se limite pas à la voix du commissariat aux Affaires étrangères moscovite, peut à notre sens être interprétée du point de vue d'une telle polyphonie, comme l'ont laissé supposer les deux exemples mentionnés précédemment. L'examen du cas caucasien doit nous permettre d'évaluer la nature de cette polyphonie : l'existence d'un commissaire aux Affaires étrangères propre dans la nouvelle république soviétique azérie doit-elle être interprétée comme une simple mise en scène à usage externe ? Les positions exprimées par Hüseyinov relèvent-elles d'un jeu de ventriloquie des bolcheviks moscovites ou faut-il y voir la trace d'une indépendance diplomatique réelle ? A supposer même que les acteurs locaux n'aient pas l'indépendance dont ils se prévalent en public, il resterait encore à analyser les raisons pour lesquelles le régime bolchevique ressent le besoin de déployer cette polyphonie diplomatique, coûteuse et complexe à mettre en œuvre.

b) L'investissement des souverainetés locales

La polyphonie diplomatique repose, en premier lieu, sur ce qu'on a appelé plus haut un investissement des souverainetés nationales et périphériques par le régime bolchevique. Que cet investissement porte sur des souverainetés étatiques, voilà qui peut étonner au regard du discrédit qui semble peser sur l'Etat comme institution dans les premières années du régime. Ce discrédit a fait l'objet de travaux classiques, du point de vue des idéologies politiques et des théories juridiques associées. Jean-Yves Calvez insiste sur la référence que constitue *L'Etat et la Révolution*, écrit par Lénine à la veille de la révolution d'octobre. Le

¹⁷⁰² John J. Stephan, *The Russian Far East. A History*, Stanford, Stanford University Press, 1994, p. 142 ; Mikhail Pavlovich, *R.S.F.S.R. v imperialisticheskom okruzenii. Japonskij imperializm na Dal'nem Vostoke*, Moscou, Krasnaja Nov', 1923, pp. 81-83.

¹⁷⁰³ Si Bakhtine a connu une fortune indubitable dans nombre de domaines des sciences sociales, les relations internationales lui restent assez imperméables. Seul son concept de « dialogue » a connu une certaine fortune : Xavier Guillaume, « Bakhtin: from substance to process », in Cerwyn Moore, Chris Farrands (dir.), *International Relations Theory and Philosophy: Interpretative Dialogues*, New York, Routledge, 2010, pp. 95-106.

¹⁷⁰⁴ Mikhail Bakhtine, *La poétique de Dostoïevski*, Paris, Seuil, 1998 (1970), pp. 32-86.

leader bolchevique y plonge dans les grands textes du marxisme pour présenter l'idée d'un stade transitoire au cours duquel un Etat serait encore chargé d'appliquer la dictature du prolétariat, avant de définir définitivement obsolète avec le passage au communisme. Lénine esquisse ainsi le tableau, fort influent jusqu'aux années 1920, d'un « Etat en continuel processus de dépérissement¹⁷⁰⁵ ». Les conséquences de ce discrédit théorique sont illustrées, d'un point de vue interne, par la démultiplication d'organes concurrents des institutions étatiques au sens classique. Au premier rang de ces concurrents figure le parti bolchevique lui-même, incarnation de la légitimité révolutionnaire, mais aussi les syndicats, les soviets ou la tchéka, qui représentent des formes nouvelles de souveraineté, contre la vieille souveraineté étatique. Si crise de la souveraineté il y a, c'est en tant que « souveraineté domestique » de l'Etat, pour reprendre la classification de Stephen D. Krasner¹⁷⁰⁶.

Cette crise domestique de la souveraineté étatique n'entraîne cependant pas de manière nécessaire une crise des autres formes qu'elle revêt, en particulier sur un plan international. En partant de l'exemple de la reconquête du Caucase, on voudrait au contraire montrer que les Soviétiques se révèlent experts dans l'art d'exploiter la constellation juridique et politique qui entoure l'idée de souveraineté, pour nourrir leur entreprise d'expansion territoriale. Comme le souligne Sabine Dullin, la critique par les bolcheviks de la frontière « impérialiste et bourgeoise » s'accompagne d'une logique de front pionnier, point extrême et temporaire de la diffusion mondiale du communisme¹⁷⁰⁷. Une souveraineté en expansion peut alors être exploitée de deux manières. Il s'agit d'une part de la « souveraineté westphalienne », qui repose sur la revendication par un Etat d'un monopole de l'autorité sur un territoire donné, à l'exclusion d'acteurs extérieurs. D'autre part, il s'agit de la souveraineté internationale qui renvoie « aux pratiques associées à la reconnaissance mutuelle, habituellement entre entités territoriales qui disposent d'une indépendance juridique »¹⁷⁰⁸. L'exemple caucasien, à partir de 1920, montre le lien étroit qui se noue entre la dynamique d'expansion, la polyphonie diplomatique et l'utilisation de ces deux sens de la souveraineté sur la scène internationale.

Cette utilisation n'a cependant rien d'évident, si on se place au début de l'année 1920. Nombreux parmi les dirigeants bolcheviques qui combattent sur les différents fronts de la

¹⁷⁰⁵ Jean-Yves Calvez, *Droit international et souveraineté en URSS. L'évolution de l'idéologie juridique soviétique depuis la Révolution d'Octobre*, Paris, Armand Colin, 1953, pp. 32-35 ; Jean-Yves Calvez, « Doctrine de la frontière en URSS », in Jean-Baptiste Duroselle (dir.), *Les frontières européennes de l'Union soviétique, 1927-1941*, Paris, Armand Colin, 1957, pp. 1-22 ; Robert Charvin, « Les révolutions marxistes et le droit international », in *Révolution et droit international. Colloque de Dijon*, Paris, pedone, 1990, pp. 99-128.

¹⁷⁰⁶ Stephen D. Krasner, *Sovereignty: Organized Hypocrisy*, Princeton, Princeton University Press, 1999, p. 4.

¹⁷⁰⁷ Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 20.

¹⁷⁰⁸ Stephen D. Krasner, *op.cit.*, 1999, p. 4.

guerre civile, les communistes caucasiens sont très critiques des républiques indépendantes qui existent encore et se divisent sur la nécessité de créer des partis communistes « nationaux » au Caucase¹⁷⁰⁹. Auréolé par ses victoires à la tête de la XIe Armée soviétique au Caucase du Nord au cours de 1919, le Géorgien Sergo Ordjonikidze est particulièrement virulent contre leurs souverainetés de façade et presse Moscou d'en finir avec ces Etats fantoches des puissances occidentales. Le commissariat aux Affaires étrangères et le Comité central du Parti sont plus divisés, mais des considérations économiques et la crainte que ces républiques ne servent de base à une contre-offensive des forces blanches en déroute emportent l'adhésion. Le 17 mars 1920, Lénine télégraphie à Ordjonikidze qu'il est « absolument nécessaire de prendre Bakou¹⁷¹⁰ ». La création d'un Bureau caucasien du Parti (*Kavbiuro*), le 8 avril 1920, présidé par Ordjonikidze marque une régionalisation du pouvoir, mais s'inscrit dans un processus de contrôle des périphéries et n'endosse pas encore une logique de souveraineté périphérique¹⁷¹¹.

Le Bureau caucasien se fait le défenseur d'une politique offensive envers les républiques du Caucase. A quelques mois d'intervalle, les trois républiques indépendantes du Caucase sont soviétisées : l'Azerbaïdjan, à la fin d'avril 1920, l'Arménie, au tout début de décembre, et la Géorgie, en février-mars 1921. Depuis l'ouverture des archives soviétiques, dans les années 1990, plusieurs études ont montré le rôle central joué par les bolcheviks caucasiens dans l'orientation de la reconquête du Caucase et l'autonomie de leur politique à l'égard du centre moscovite¹⁷¹². Il nous semble cependant possible de thématiser plus clairement cette autonomie, en montrant que le rapport de force entre le Bureau caucasien et les organes centraux se construit en grande partie autour de la question de l'investissement des souverainetés locales. En février 1920, un congrès des organisations communistes azéries fonde le Parti communiste azéri, sur la base d'organisations antérieures, ce qui introduit, dans les structures du Parti, la logique nationale selon les lignes des Etats indépendants existants.

¹⁷⁰⁹ Le cœur de ce groupe caucasien, structuré à la fois sur des clivages nationaux, idéologiques et de réseaux personnels, est composé des communistes suivants : chez les Géorgiens, S. Ordjonikidze, B. Mdivani, Sh. Eliava, F. Makharadze ; chez les Arméniens, A. Mikojan, A. Mravjan ou A. Mjasnikov ; chez les Azéris, N. Nərimanov, F. Axundov, M. Hüseyinov ; chez les Abkhazes, Lakoba et Eshba ; sur le débat relatif à la création de PC nationaux au Caucase en 1919, voir le cinquième chapitre dans P. Azizbekova, A. Mnatsakanjan, M. Traskunov, *Sovetskaja Rossija i bor'ba za ustanovlenie i uprochenie vlasti Sovetov v Zakavkaz'e*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, Bakou, 1969, pp 127-148.

¹⁷¹⁰ Vladimir Lénine, *Polnoe sobranie sochinenij*, Vol. 51, Moscou, Gospolitizdat, 1965, pp. 163-164.

¹⁷¹¹ La création du Bureau caucasien s'inscrit dans un vague de création de « bureaux régionaux » du Parti, entre avril et juin 1920, après une première vague en 1918. Voir M.A. Kitaev, *Oblastnye Bjuro. Polnomochnye organy Tsentral'nogo Komiteta Partii*, Moscou, Izdatel'stvo Politicheskoi Literatury, 1982, pp. 28-29 ; elle répond à des demandes des dirigeants caucasiens eux-mêmes : Bülent Gökay, *A Clash of Empires. Turkey Between Russian Bolshevism and British Imperialism, 1918-1923*, Londres-New York, Tauris Academic Studies, 1997, pp. 81 et 199.

¹⁷¹² Ronald Grigor Suny, « The Russian Empire », in Karen Barkey, Mark von Hagen (dir.), *op.cit.*, 1997, p. 148.

En mai, c'est au tour du Parti communiste géorgien de voir le jour¹⁷¹³. La création de ces organisations est un élément-clef du dispositif de conquête, puisqu'elles initient les insurrections locales qui doivent légitimer l'intervention des troupes bolcheviques. En dépit de ces inflexions, la politique bolchevique s'apparente encore au début d'avril 1920 à une politique classique d'agression, multipliant les incidents à la frontière pour provoquer l'Azerbaïdjan indépendant¹⁷¹⁴.

L'occupation de l'Azerbaïdjan représente le tournant vers l'investissement des souverainetés caucasiennes comme outil d'expansion. L'Azerbaïdjan indépendant se trouve en pleine crise gouvernementale depuis le mois de mars et la soviétisation est mise en scène, dans un étonnant souci de continuité juridique, comme une remise des pouvoirs par le gouvernement en place à un comité révolutionnaire présidé par Nəriman Nərimanov¹⁷¹⁵. Tout en renversant les autorités de l'Azerbaïdjan démocratique, les communistes peuvent donc se prévaloir d'une forme de légalité et récupèrent certains membres de l'ancien pouvoir. Cette continuité est importante car les bolcheviks n'hésitent pas à l'utiliser vis-à-vis de la population locale, pour atténuer la perception générale du communisme comme produit importé dans les fourgons de l'Armée rouge. Mais l'investissement par les communistes de la souveraineté étatique azérie est surtout observable dans les relations qui se nouent aux frontières de la nouvelle république soviétique. Au début de mai, quelques jours après la soviétisation et alors que des tentatives d'insurrections sont menées en Arménie et en Géorgie, Ordjonikidze envoie à Moscou plusieurs rapports appelant à passer à l'offensive contre le gouvernement de Tiflis¹⁷¹⁶. Il justifie cette demande par plusieurs violations géorgiennes de la souveraineté territoriale azérie. Les forces géorgiennes auraient ainsi ignoré la frontière et « exigé du village musulman de Shikhli qu'il se rende immédiatement et menacé, dans le cas contraire, d'ouvrir le feu avec de l'artillerie¹⁷¹⁷ ». Reprenant un contentieux territorial hérité des indépendances, Ordjonikidze dénonce avec obstination les

¹⁷¹³ M.A. Kitaev, *op.cit.*, 1982, p. 35 ; sur ces désaccords, Rakhman Mustafa-Zade, *Dve respubliki. Azerbajdzhansko-rossijskie otnosheniya v 1918-1922*, Moscou, MIK, 2006, pp. 64-66.

¹⁷¹⁴ Télégramme de Xan Xoyski à Tchitchérine, 15 avril 1920, publié dans le journal officiel de la république démocratique azérie : *Azerbajdzhan*, No. 77, 20 avril 1920.

¹⁷¹⁵ Sur la crise politique et sociale azérie au début de 1920, voir Shalala Mamedova, *Interpretatsiya totalitarizma. Stalinizm v Azerbajdzhane, 1920-1930*, Bakou, Adilogly, 2004, pp. 86-87.

¹⁷¹⁶ Une tentative de coup d'Etat est menée à Tiflis le 2 mai, de même qu'à Alexandropol, en Arménie, le 1^{er} mai. Serge Afanasyan, *L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique, 1917-1923*, Paris, L'Harmattan, 1981, pp. 110-112 ; Firuz Kazemzadeh, *op.cit.*, 1951, pp. 296-297.

¹⁷¹⁷ Télégramme d'Ordjonikidze à Lénine et Staline, non daté (début de mai 1920), RGASPI, f. 85, op. 15, d. 53, ll. 1-2 ; N. Chebykin (dir.), *Krasnoznamennyj Zakavkazskij. Ocherki istorii krasnoznamennogo zakavkazskogo voennogo okruga*, Tbilisi, Sabchota Sakartvelo, 1981, pp. 20-21.

visées géorgiennes sur la région de Zakatala, ce qui ne lui permet cependant pas d'arracher l'autorisation pour une intervention militaire contre la Géorgie¹⁷¹⁸.

Cette formulation des intérêts bolcheviques selon la trame des revendications nationales azéries devient une constante des mois qui suivent. Dans un télégramme du 4 mai 1920, où il soutient les demandes offensives du Bureau caucasien, Staline met en avant la nécessité d'assurer une défense de la « frontière azérie¹⁷¹⁹ ». Dans la présentation faite des événements de terrain, Ordjonikidze tend à mettre en scène un face-à-face strictement national entre Azéris et Géorgiens. Ne souligne-t-il pas « qu'aucun soldat azéri n'a mis le pied en Géorgie » et que ce sont au contraire les Géorgiens qui ont délogé la « garde-frontière azérie¹⁷²⁰ ». Cette mention d'une garde-frontière azérie pose question : faut-il en déduire l'existence dès le début de mai d'une telle garde, héritée du régime moussavatiste ou hâtivement mise sur pied par les bolcheviks ? Faut-il plutôt voir dans ce qualificatif une manière de territorialiser des unités russes placées à la frontière ? On observe en tout cas une volonté de faire de la frontière et du territoire, marques de la souveraineté étatique extérieure, des éléments centraux d'une stratégie défensive et offensive. Kirov et Ordjonikidze mettent ainsi en garde Lénine contre la cession de la région de Zakatala, qu'ils considèrent comme manifestement azérie selon des critères nationaux¹⁷²¹.

Les usages extérieurs et intérieurs de la souveraineté se mêlent fréquemment, comme le montre l'attitude de la nouvelle république azérie envers l'Arménie indépendante. Alors que les Arméniens s'attendent, de la part du nouveau régime soviétique, à une attitude plus conciliante sur les anciens litiges territoriaux au Karabakh et au Zangezour, ils font au contraire face à une ligne intransigeante¹⁷²². Le 30 avril, Hüseyinov adresse un ultimatum au gouvernement arménien pour qu'il évacue intégralement ces régions disputées et menace d'un recours à la force¹⁷²³. Pour le régime bolchevique azéri, cette intransigeance est une source de légitimation nationale face à une population très réticente, qui organise une série de révoltes à

¹⁷¹⁸ Télégramme d'Ordjonikidze à Lénine et Tchitchérine, 11 mai 1920, RGASPI, f. 85, op. 13, d. 19, ll. 1-2.

¹⁷¹⁹ Télégramme de Staline à Lénine, 4 mai 1920, RGASPI, f. 85, op. 15, d. 2, ll. 1-2.

¹⁷²⁰ Télégramme d'Ordjonikidze à Lénine et Staline, non daté (début de mai 1920), RGASPI, f. 85, op. 15, d. 53, ll. 1-2.

¹⁷²¹ Rakhman Mustafa-Zade, *op.cit.*, 2006, p. 146.

¹⁷²² Sur les attentes arméniennes, voir le télégramme du ministre des Affaires étrangères Ohandjanian à Nərimanov, 29 avril 1920, HAA, f. 275, op. 6, d. 38, l. 82.

¹⁷²³ Directive de Hüseyinov et du commissaire à la Guerre Ildırım à l'Armée rouge azérie, 30 avril 1920, publiée dans D.P. Guliev (éd.), *K istorii obrazovaniya Nagorno-Karabakhskoj avtonomnoj oblasti Azerbajdzhanskoj SSR. Dokumenty i materialy*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1989, p. 42 ; télégramme du commissaire britannique au Caucase au Foreign Office, 1^{er} mai 1920, TNA, FO 371/4936, f. 70 ; pour la réaction arménienne, voir le télégramme d'Ohandjanian à Hüseyinov, avec copie Ordjonikidze, Tchitchérine et Lénine, 3 mai 1920, HAA, f. 275, op. 6, d. 38, ll. 94-95.

partir de celle qui éclate à Gandja, le 26 mai 1920¹⁷²⁴. La revendication d'une souveraineté nationale intangible devient un motif récurrent dans les déclarations des dirigeants azéris à l'été 1920, comme le montre l'entretien évoqué en introduction entre le colonel Gabba et Hüseyinov. Reprenons les propos de ce dernier :

« Pour chasser ce gouvernement contre-révolutionnaire, nous avons demandé l'aide de nos camarades bolcheviques russes. L'armée russe est venue, la révolution est faite et, demain, nous pourrions obtenir le départ de cette armée. Mais nous n'avons pas encore d'armée soviétique azérie. L'armée des askers¹⁷²⁵ de l'ancien gouvernement a été dissoute, car elle était formée d'éléments réactionnaires. Nous travaillons d'arrache-pied à la création d'une armée nationale, semblable à l'armée russe. Dès que nous l'aurons, l'armée russe partira. Elle ne peut se permettre de rester inactive en Azerbaïdjan : une grande mission l'attend en Turquie, en Perse et en Inde¹⁷²⁶. »

De son entretien avec Hüseyinov, Gabba sort visiblement marqué par cette ambition nationale, qui rompt avec ses attentes initiales et les rapports qu'il rédigeait quelques semaines plus tôt¹⁷²⁷. L'idée que l'Azerbaïdjan soviétique porte ses propres intérêts fait son chemin parmi les représentants étrangers. Le bellicisme des communistes azéris permet par contrecoup aux dirigeants moscovites de jouer l'apaisement et de conserver le beau rôle, comme le relève le général de Géorgie indépendante Kvinitadze dans ses mémoires¹⁷²⁸. La signature le 7 mai 1920 d'un accord russo-géorgien d'amitié et de neutralité apparaît comme une protection, pour la république menchevique, contre son voisin azéri¹⁷²⁹. Les usages diplomatiques de cette polyphonie ne se limitent cependant pas aux relations entre les républiques issues de l'ancien empire tsariste. L'intérêt pour la souveraineté et sa signification politique s'inscrit en réalité dans un contexte régional de reconfiguration des Etats.

¹⁷²⁴ Sur ces révoltes qui s'étendent aux régions de Nukha, Zakatala et Lenkoran, voir Musa Qasımlı, *Azerbaycan türklerinin milli mücadele tarihi 1920-1945*, Istanbul, Kaknüs Yayınları, 2006, pp. 95-144 ; E.A. Tokarzhevskij, *Iz istorii inostrannoı...*, 1957, p. 279.

¹⁷²⁵ Terme turc pour désigner un soldat.

¹⁷²⁶ Rapport du colonel Gabba, agent politique italien au Caucase, 6 juillet 1920, ASMAE, Affari Politici (1919-1930), b. 1122, f. 1.

¹⁷²⁷ Rapport du colonel Gabba, 23 mai 1920, ASMAE, Affari Politici (1919-1930), b. 1122, f. 1.

¹⁷²⁸ G.I. Kvinitadze, *op.cit.*, 1985, pp. 181-182.

¹⁷²⁹ Cet accord sert de prélude à la signature d'un traité entre Géorgie et Azerbaïdjan soviétique, représentés par Lordkipanidze et Hüseyinov, le 12 juin 1920. Voir le texte du traité conservé dans les archives italiennes : ASMAE, Affari Politici (1919-1930), b. 1122, f. 1.

c) *La souveraineté en question : un moment caucasien ?*

L'usage politique fait par les Soviétiques d'une défense de la souveraineté étatique doit être inscrit, pour prendre toute sa signification, dans un contexte régional plus vaste. Car cet investissement s'inscrit dans le cadre de la politique « orientale » voulue par les bolcheviks. Le motif de la souveraineté et de sa défense se trouve en effet, depuis le printemps 1919, au cœur du mouvement nationaliste turc qui se met en place en Anatolie centrale et orientale, en réaction à l'occupation de l'Empire ottoman par l'Entente et aux menaces de dépècement. En mars 1919, le général Kazım Karabekir prend la tête de la IX^e Armée ottomane, encore auréolée de ses succès au Caucase en 1918 et réticente face aux mesures vexatoires imposées à l'Empire par l'armistice de Moudros¹⁷³⁰. Sans passer dans la résistance armée aux Alliés dans l'immédiat, il attise le mouvement populaire de résistance qui se structure dans les « sociétés de défense des droits ». Ces sociétés reprennent une rhétorique de l'auto-détermination nationale et populaire, emblématique de ce qu'Erez Manela a appelé le « moment wilsonien », mais qui trouve aussi un écho chez les bolcheviks¹⁷³¹. Un autre officier prometteur, Mustafa Kemal, est nommé inspecteur-général de la IX^e Armée au début de mai et s'embarque pour l'Anatolie orientale. La geste kémaliste fait de l'arrivée de Mustafa Kemal à Samsun, le 19 mai 1919, le point de départ de la résistance nationale turque, mais la cristallisation est plus progressive. Des nouvelles extérieures, comme l'annonce du débarquement des troupes grecques à Izmir, jouent un rôle important pour concentrer une opposition, nationale et religieuse, à l'occupation étrangère de l'Anatolie.

Depuis le mois d'avril 1919, le commissariat aux Affaires étrangères moscovite voit dans ce mécontentement une ressource à exploiter dans la lutte contre le Royaume-Uni et la France¹⁷³². Les congrès nationalistes organisés à Erzurum, en juillet, puis à Sivas, en septembre, structurent le mouvement et ses revendications sur la défense de la souveraineté, exprimée comme souveraineté populaire, nationale et musulmane. Le congrès d'Erzurum marque la capacité du mouvement à fédérer, en associant notamment les populations kurdes d'Anatolie orientale, et en élisant Mustafa Kemal à la tête du mouvement¹⁷³³. Les premiers contacts directs entre kémalistes et bolcheviks pourraient avoir été pris dès la fin de l'année

¹⁷³⁰ Ziya Tütüncü, *Şark fâtihi, General Kâzım Karabekir*, Istanbul, Milliyetçi Türkiye Yayınları, 1973, p. 26.

¹⁷³¹ Sur le couple « Wilson vs. Lenin » forgé par Arno Mayer et l'interaction de ces deux visions de la libération nationale, voir Erez Manela, *The Wilsonian Moment. Self-Determination and the International Origins of Anticolonial Nationalism*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2007, pp. 6-7.

¹⁷³² Bülent Gökay, *A Clash of Empires...*, 1997, p. 64.

¹⁷³³ Kemal Kirişçi, Gareth M. Winrow, *The Kurdish Question: An Example of Trans-State Ethnic Conflict*, Abingdon, RoutledgeCurzon, 2004 (1997), pp. 76-77

1919 à Bakou, alors que les bolcheviks s’y trouvent encore dans la clandestinité¹⁷³⁴. Mais c’est la soviétisation de l’Azerbaïdjan qui ouvre la possibilité de communications directes entre nationalistes turcs et bolcheviks. Dans ces contacts initiaux, d’anciennes personnalités jeunes-turcs, comme Halil Pasha, facilitent l’assimilation de la soviétisation de l’Azerbaïdjan à une victoire commune aux Turcs et aux Soviétiques¹⁷³⁵. Le 3 juin 1920, l’ancien dirigeant ottoman Cemal Pasha appelle dans un télégramme secret Mustafa Kemal et Karabekir à une alliance avec les bolcheviks. Il souligne qu’Enver, Halil et lui-même travaillent en collaboration avec les communistes et fait miroiter un rétablissement de la Turquie grâce à cette alliance. Les dirigeants nationalistes turcs sont cependant méfiants envers les anciens hommes forts du CUP, qu’ils soupçonnent avec raison de vouloir reprendre le pouvoir en Turquie¹⁷³⁶. L’Azerbaïdjan devient rapidement un point de transit entre Soviétiques et nationalistes, pour l’acheminement d’une aide matérielle, financière et humaine vers l’Anatolie orientale.

La politique déployée simultanément par les bolcheviks envers l’Iran témoigne d’une instrumentalisation similaire du concept de souveraineté nationale et étatique, alors que les provinces septentrionales du pays sont déjà en ébullition politique¹⁷³⁷. La défense d’une souveraineté menacée est au cœur de l’expédition organisée par une flotille bolchevique dans le port persan d’Anzali, le 18 mai 1920, au motif d’y lutter contre les forces de Denikine, qui s’y seraient réfugiées et menaceraient les républiques soviétiques, ainsi que contre les Britanniques présents dans la ville depuis 1918 (*figure 61*)¹⁷³⁸. Le gouvernement persan proteste immédiatement contre cette violation de l’intégrité territoriale du pays, par l’intermédiaire du prince Firouz, ministre des Affaires étrangères, encore en mission en Europe. La plainte adressée par la Perse aux puissances de la Société des nations constitue la première émise pour ce grief¹⁷³⁹. Face à ces accusations, les dirigeants moscovites se lancent dans une exploitation intensive des possibilités ouvertes par la polyphonie diplomatique. Sur une suggestion initiale de Trotski, les Soviétiques décident de transférer à l’Azerbaïdjan la

¹⁷³⁴ Cette thèse est défendue par Bülent Gökay, sur la base de télégrammes de Fuat Sabir à Karabekir et de Nanejshvili à Kirov, les 19-20 octobre 1919. Bülent Gökay, *op.cit.*, 1997, p. 73.

¹⁷³⁵ Gotthard Jäschke, *op.cit.*, 1934, p. 27.

¹⁷³⁶ Kazım Karabekir, *Istiklal Harbimizde Enver Paşa ve Ittihat Terakki Erkânı*, Istanbul, Tekin Yayınevi, 1990, pp. 16-17 ; Paul Dumont, « La fascination du bolchevisme. Enver pacha et le parti des soviets populaires, 1919-1922 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 16, No. 2, avril-juin 1975, pp. 141-166 ; Kamuran Gürün, *Türk-Sovyet ilişkileri (1920-1952)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 2010 (1991), pp. 39-51.

¹⁷³⁷ Le 5 avril 1920 se déclenche la seconde révolte des démocrates de Tabriz contre les autorités provinciales d’Azerbaïdjan iranien. ‘Alî Azarî, *op.cit.*, 1346 (1967), pp. 258-271.

¹⁷³⁸ Isaiah Friedman, *British Miscalculations : The Rise of Muslim Nationalism, 1918-1925*, New Brunswick (New Jersey), Transaction Publishers, 2012, p. 119 ; B. Parvizpur, *op.cit.*, 1984, pp. 41-43.

¹⁷³⁹ Lettre du prince Firouz au secrétaire-général de la SDN, 29 mai 1920, AMAEB, 10.713.

conduite des opérations de terrain¹⁷⁴⁰. Ce transfert permet à Tchitchérine d'affirmer, pour contrer les accusations iraniennes, que le débarquement est le fait d'initiatives locales qui ne relèvent pas du gouvernement moscovite¹⁷⁴¹. Ce premier glissement est corroboré par la proclamation, le 5 juin, d'une république soviétique de Perse du Nord, qui suscite de vives inquiétudes à Téhéran¹⁷⁴². Cette république, portée par les troupes soviétiques présentes sur place, s'appuie cependant surtout sur le mouvement local des Djangalis dont on a évoqué précédemment la genèse. Mirza Koutchek Khan, qui dirige le mouvement, trouve sa légitimité dans un mouvement durable de résistance aux interférences étrangères, russes et britanniques, qu'il entend poursuivre. Le mouvement ne relève pas d'un séparatisme territorial, mais d'une revendication, là encore, de souveraineté nationale et populaire face à un Etat perçu comme dominé par l'étranger, en particulier depuis la signature du traité entre l'Iran et le Royaume-Uni à l'été 1919¹⁷⁴³.

Azerbaïdjan soviétique et république soviétique d'Iran semblent donc destinés à se renforcer mutuellement. Les 9-10 juin, l'amiral Raskol'nikov reçoit l'ordre de rentrer à Moscou et le gouvernement révolutionnaire azéri entreprend de former une nouvelle « armée rouge persane », en envoyant ses propres troupes pour l'encadrer¹⁷⁴⁴. Ce passage de témoin entre troupes russes et azéries dans l'organisation de l'occupation au Gilan permet à la Russie de se dégager alors qu'une mission dirigée par Boris Krasin arrive à Londres pour négocier un accord commercial. Un témoignage publié en 1930 dans un journal de l'émigration russe évoque la « mise en scène » qui accompagne ce changement de patronage pour l'équipée persane des bolcheviks, lorsque les drapeaux russes sont retirés des navires et remplacés par « un drapeau rouge orné d'un croissant et d'une étoile, semblable aux drapeaux de nombreux pays du « monde musulman », comme la Turquie, l'Azerbaïdjan, etc.¹⁷⁴⁵ ». Cette mention est intéressante, car elle souligne à la fois le flou qui entoure ces revendications visuelles de souveraineté, et la dynamique qu'elles entraînent par leur capacité à mobiliser au-delà de cadres spatiaux réduits. La tutelle exercée par les institutions azéries sur la république de

¹⁷⁴⁰ La suggestion de Trotski remonterait au 26 mai. Mohammad 'Alî Gilak, *Târikh-e Enqelâb-e Djangal*, Rasht, Nashr-e Gilakân, 1371 (1992), p. 288.

¹⁷⁴¹ Affirmations qui ne sont définitivement contredites qu'avec l'ouverture des archives soviétiques. Kâveh Bayât, *Tûfân bar farâz-e Qafqâz*, 1380 (2001), pp. 305-306.

¹⁷⁴² *Ibid.*, pp. 308-309.

¹⁷⁴³ Sur la définition du mouvement djangali comme « nationalisme alternatif » face à la faiblesse des gouvernements centraux : Firoozeh Kashani-Sabet, *op.cit.*, 1999, pp. 154-155.

¹⁷⁴⁴ Conversation téléphonique entre B.D. Mikhajlov, membre du Conseil révolutionnaire militaire de la XI^e Armée, et Ordjonikidze, 10-12 juin 1920, RGASPI, f. 85, op. 8, d. 529, ll. 1-2. Reproduit dans M.A. Persits, *Persidskij front mirovoj revoljutsii. Dokumenty o sovetskom vtorzhenii v Giljan (1920-1921)*, Moscou, Kvadriga, 2009, pp. 60-61 ; télégramme du Front caucasien à Trotski, 21 juin 1920, RGASPI, f. 85, op. 2, d. 13, l. 10.

¹⁷⁴⁵ « ‘Retsidiv’ ili ‘pretsedent’ », *Vozrozhdenie*, 28 octobre 1930, Vol. 6, No. 1974, p. 2.

Perse du Nord s'étend à tous les domaines et l'embryon de gouvernement établi par Mirza Koutchek Khan se trouve rapidement noyauté par des conseillers soviétiques, placés à des positions-clefs¹⁷⁴⁶. Sur un plan politique, le Parti communiste azéri soutient la fondation du Parti communiste iranien, *Adalat*, lors d'un congrès ouvert à Anzali le 22 juin 1920. Le Géorgien Viktor Nanejshvili, membre du Comité central azéri, prononce le discours d'ouverture de ce congrès, où il appelle les Iraniens à suivre l'exemple révolutionnaire caucasien¹⁷⁴⁷. Peu après, le Comité central azéri crée un Bureau iranien à Bakou pour contrôler la politique en Perse du Nord. Ce faisant, l'Azerbaïdjan préempte le mouvement communiste iranien, contre les ambitions des bolcheviks d'Asie centrale qui prétendent aussi avoir leur mot à dire sur la politique iranienne du communisme. Mais le Bureau iranien, composé de bolcheviks éminents comme Nərimanov, Mdivani, Mikojan et Lominadze fait aussi écran au Komintern, qui n'a pas de contrôle direct sur le Parti communiste iranien¹⁷⁴⁸.

La radicalité politique portée par les Caucasiens n'est cependant pas sans ambiguïtés. Dès le 23 mai 1920, Ordjonikidze affirme à Lénine qu'il est possible « de faire sauter sans grand effort tout l'Azerbaïdjan iranien¹⁷⁴⁹ ». Cet optimisme inconsidéré est condamné à Moscou, aussi bien par le commissariat aux Affaires étrangères que par Trotski, qui le considère comme ignorant des intérêts supérieurs de la Russie bolchevique. Trotski tempère les velléités locales en rappelant que « même en Azerbaïdjan le système soviétique ne tient qu'avec peine, en dépit de l'industrie pétrolière et d'un lien ancien avec la Russie », ce qui ne laisse guère d'espoir pour une soviétisation rapide de la Perse¹⁷⁵⁰. Car en dépit de sa faiblesse, l'Etat iranien organise la résistance à la république soviétique, en s'appuyant sur la brigade cosaque¹⁷⁵¹. Le parti '*Adalat*, contrôlé par les communistes caucasiens, entre lui aussi dans une radicalité qui le place en porte-à-faux avec les positions des partisans de Koutchek Khan. Ce dernier envoie deux émissaires personnels à Bakou pour intercéder auprès de Nərimanov et lui demander d'infléchir le cours mené par l'*Adalat*, qui menace les bases de la révolution

¹⁷⁴⁶ Grigor Yaghikiân, *Shûravî ve djonbesh-e Djangal*, Téhéran, Enteshârât-e Novîn, 1363 (1984), pp. 94-95.

¹⁷⁴⁷ Compte rendu sténographique du congrès du 22 juin 1920, RGASPI, f. 495, op. 90, d. 4, reproduit dans M.A. Persits, *op.cit.*, 2009, pp. 73-74 ; G. Ch'ipashvili, *op.cit.*, 1967, p. 17 ; Schapour Ravasani, *Sowjetrepublik Gilan. Die sozialistische Bewegung im Iran seit Ende des 19 Jhd. bis 1922*, Berlin, Basis Verlag, 1973, pp. 258-259.

¹⁷⁴⁸ Persits cite une plainte du Comité central du PC iranien au Comité central moscovite, le 20 septembre 1920, M.A. Persits, *Zastenchivaja interventsija...*, 1999, pp. 110-111.

¹⁷⁴⁹ Télégramme d'Ordjonikidze à Lénine, Staline et Tchichérine, 23 mai 1920, RGASPI, f. 85, op. 2, d. 38, ll. 2-3 ; le front caucasien décide d'envoyer auprès des démocrates révoltés à Tabriz un « résident politique » dans le cadre de cette stratégie : Pezhmann Dailami, *op.cit.*, 1992, pp. 75-76.

¹⁷⁵⁰ Télégramme de Trotski à Tchichérine, 4 juin 1920, reproduit dans M.A. Persits, *op.cit.*, 2009, pp. 47-48 ; pour les appréhensions de Staline sur cette question, Məhəmməd Rəsulzadə, *Stalinlə ixtilal xatirələri*, Bakou, Elm, 1991, p. 36.

¹⁷⁵¹ Ali Akbar Derakhshâni, *op.cit.*, 1994, pp. 92-122.

en Iran du Nord¹⁷⁵². Mais les tensions vont croissantes et, le 31 juillet, les communistes organisent un coup d'Etat qui évince Koutchek Khan du gouvernement. L'organe du Parti communiste iranien, la *Révolution rouge (Enqelâb-e sorkh)*, attaque Koutchek Khan comme opportuniste, prévaricateur et allié secret du Royaume-Uni. Le journal appelle au contraire à la poursuite de l'élan révolutionnaire en Orient¹⁷⁵³. Ce coup d'Etat s'accompagne d'un renouveau des ambitions militaires de la république, puisque les dirigeants du Bureau caucasien demandent le 21 août à Moscou l'envoi de mille deux cents hommes pour marcher sur Téhéran. Cette proposition est justifiée par la faiblesse du gouvernement persan, à la tête duquel Vosûq ed-Dovleh a été remplacé par Moshîr ed-Dovleh¹⁷⁵⁴. Les dirigeants caucasiens arguent de l'incertitude qui plane sur les intentions britanniques en Perse et de l'envoi de cosaques persans sous le commandement du général tsariste Starosel'ski pour justifier ce coup audacieux¹⁷⁵⁵.

Les relations frontalières avec la Turquie et la Perse révèlent les usages multiples et variables auxquels se prête la souveraineté comme concept politique. On trouve dans ces usages les contradictions de la relation soviétique à l'Etat et, plus généralement, au concept de droit international. Ali Fuat Cebesoy, qui devient ambassadeur kémaliste à Moscou à la fin de 1920, résume de la sorte l'attitude soviétique :

« *Le gouvernement de Russie soviétique refusait d'accepter les règles internationales [milletlerarası kaideleri] existantes ou ne les acceptait qu'en les modifiant à sa manière. Mais lorsqu'ils traitaient avec nous, l'Iran ou les pays orientaux, et que les dispositions qu'ils avaient signées semblaient conformes dans leur esprit et leur contenu aux règles internationales, les Russes les appliquaient à leur manière, n'hésitant pas à les modifier à leur convenance*¹⁷⁵⁶. »

Au moment où Cebesoy prend ses fonctions à Moscou, la Turquie kémaliste a fait l'expérience des revirements soviétiques en la matière. A l'été 1920, une mission turque dirigée par Bekir Sami se rend dans la capitale russe et est confrontée aux demandes

¹⁷⁵² Ebrâhîm Fakhrâyî, *Sardâr-e Djangal*, Téhéran, Sâzemân-e Enteshârât-e Djâvidân, 1357 (1978), p. 267.

¹⁷⁵³ Cosroe Chaqueri, *The Soviet Socialist Republic of Iran...*, 1995, pp. 232-240 ; pour une présentation du point de vue soviétique, G. Ch'ipashvili, *op.cit.*, 1967, p. 18.

¹⁷⁵⁴ La chute du cabinet de Vosûq ed-Dovleh a lieu le 25 juin 1920. B. Parvizpur, *op.cit.*, 1984, p. 45.

¹⁷⁵⁵ Protocole du Kavbiuro, 21 août 1920, RGASPI, f. 64, op. 1, d. 1, l. 6.

¹⁷⁵⁶ Ali Fuat Cebesoy, *Moskova Hatıraları*, Istanbul, Vatan, 1955, p. 209 ; Cebesoy constitue une des personnalités-clefs de la diplomatie turque envers les bolcheviks, contribuant notamment à l'expédition de l'aide militaire et matérielle à travers la mer Noire. Voir les documents tirés de ses archives personnels publiés dans Osman Selim Kocahanoğlu (éd.), *Ali Fuat Cebesoy'un Arşivinden Askeri ve Siyasi Belgeler*, Istanbul, Temel, 2005.

bolcheviques qui exigent que l'Arménie encore indépendante reçoivent les régions de Van et Bitlis¹⁷⁵⁷. Parallèlement, les Turcs se plaignent amèrement des Arméniens qu'ils accusent de violences contre les musulmans et Kemal menace de lancer une offensive contre la république¹⁷⁵⁸. La guerre éclate finalement à la fin de septembre entre les nationalistes turcs et l'Etat dachnak, tournant rapidement à la déroute pour ce dernier¹⁷⁵⁹. Dans ses mémoires, Karabekir s'attribue un rôle moteur dans l'organisation de l'offensive : il souligne avoir demandé pendant plusieurs mois l'autorisation d'attaquer, avant que le gouvernement central cède à ses instances¹⁷⁶⁰. Le moment de l'assaut est justifié par l'anticipation d'une invasion soviétique de l'Arménie et de la Géorgie, qui aurait définitivement empêché la Turquie de récupérer les *Elviye-i Selâse*¹⁷⁶¹. L'idée que Turcs et Soviétiques auraient organisé de concert cette invasion a aussi circulé. L'historiographie soviétique a pour sa part toujours nié l'existence d'un accord, en particulier lorsque la Turquie cesse, avec la Guerre froide, d'être une alliée de l'URSS¹⁷⁶². La thèse d'un accord secret ne nous semble pas totalement convaincante, car le pouvoir soviétique négocie au même moment avec une délégation envoyée par le gouvernement dachnak¹⁷⁶³. Cependant, une fois la guerre turco-arménienne commencée, une forme de collusion tacite n'est pas exclue, car plusieurs dirigeants soviétiques voient les fruits qu'ils peuvent tirer de la menace turque. Au revers d'un télégramme envoyé par Ordjonikidze le 5 octobre 1920, Tchitchérine demande à ce que les Turcs cessent leur offensive, mais Staline objecte que la guerre déclenchée par les Kémalistes « verse de l'eau à notre moulin »¹⁷⁶⁴. Ce sont effectivement la victoire complète des

¹⁷⁵⁷ Bülent Gökay, *A Clash of Empires...*, 1997, pp. 102-103 ; Mete Tunçay, *Türkiye'de sol akımlar - I (1908-1925)*, Ankara, Bilgi Yayınevi, 1967, pp. 70-71 ; pour le témoignage d'un membre de la mission, Yusuf Kemal Tengirşek, *Vatan Hizmetinde*, Istanbul, Bahar Matbaası, 1967, pp. 144-171.

¹⁷⁵⁸ Gotthard Jäschke, *op.cit.*, 1934, p. 29.

¹⁷⁵⁹ La chute de la forteresse de Kars, le 30 octobre 1920, constitue le tournant symbolique de la guerre : Gevorg Jazëchjan, *Karsi 1920 t'. ankman khork'ajin patchar'nerë*, Erevan, pas d'éditeur, 2007 ; sur la justification turque de la guerre, voir STsSSA, f. 1864, op. 1, d. 122.

¹⁷⁶⁰ Karabekir consacre plusieurs chapitres de ses mémoires à ses « demandes » (*müracaat*) auprès d'Ankara et à ses désaccords (*münakaşa*) avec le pouvoir central : Kazım Karabekir, *İstiklâl Harbimiz*, Vol. 2, Istanbul, Yapı Kredi Yayınları, 2014, pp. 799-803 et 851-863.

¹⁷⁶¹ *Ibid.*, p. 952

¹⁷⁶² Pour deux travaux emblématiques de cette historiographie de Guerre froide, on peut se référer à S.I. Kuznetsova, « Krakh turetskoj interventsii v Zakavkaz'e v 1920-1921 godakh », *Voprosy istorii*, No. 9, 1951, pp. 143-156 ; R. Khachaturjan, « Krakh turetskoj agressii v Sovetskoj Armenii v 1920-1921 godakh », *Hajkakan SSR' Gitut'junneri Akademiaji Teghekagir – Hasarakakan gitut'junner*, No. 8, 1952, pp. 59-85.

¹⁷⁶³ La délégation dirigée par Levon Shant est envoyée à Moscou en mai 1920 et travaille jusqu'à ce que les négociations soient « déplacées » à Erevan en juillet : télégramme du ministre des Affaires étrangères Ohandzhanjan à Bekzadjan, 26 juillet 1920, HAA, f. 275, op. 5, d. 219, l. 258. Voir aussi G.A. Galoian, *op.cit.*, 1969, pp. 350-352.

¹⁷⁶⁴ Télégramme d'Ordjonikidze à Tchitchérine et notes manuscrites au verso, 5 octobre 1920, RGASPI, f. 2, op. 1, d. 24461, l. 1, reproduit dans N.N. Shuvalova (dir.), *Turtsija-Rozhdenie natsional'nogo gosudarstva, 1918-1923 (po dokumentam RGASPI)*, Moscou, Gumanitarij, 2007, pp. 83-84 ; les objections de Tchitchérine

kémalistes, en novembre 1920, et l'imposition d'un traité léonin à Alexandropol qui entraînent le renversement du gouvernement arménien et l'arrivée, là encore dans une forme de continuité juridique, d'un gouvernement dominé par les bolcheviks, alors que l'Armée rouge entre en Arménie¹⁷⁶⁵.

2. L'observatoire frontalier des révolutions

Nous nous sommes attaché jusqu'à présent à décrire l'utilisation de la souveraineté étatique de républiques multiples comme instrument d'une dynamique d'expansion territoriale entre 1918 et 1920. Mais l'exemple caucasien offre une opportunité pour approfondir la compréhension de cette polyphonie diplomatique à partir de témoignages décalés. Le Caucase qui se soviétise à partir de la fin d'avril 1920 constitue en effet une des portes d'ouverture du bolchevisme sur un environnement extérieur qui scrute les particularités du nouveau régime. La frontière apparaît comme un observatoire direct des conséquences de la révolution bolchevique. On ne se trouve pas dans la situation des observateurs plus distants du bolchevisme, qui en détachent les dimensions politiques et idéologiques. Dans l'espace frontalier, le bolchevisme apparaît avant tout comme un ensemble de pratiques concrètes.

a) Un regard frontalier sur le bolchevisme

Vu d'Europe, le bolchevisme reste un objet de perception à distance. La catégorie n'est certes pas univoque, tant varient les capacités d'information et les schèmes d'interprétations de la révolution d'une région à l'autre. Les perceptions de la révolution bolchevique, étudiées par Marc Ferro, sont d'abord influencées par la position des bolcheviks à l'égard de la guerre mondiale, avant que les dimensions sociales ne prennent le dessus et que le bolchevisme ne soit perçu comme une dynamique menaçante mais encore lointaine

découlent surtout de sa crainte que l'Entente ne profite de la guerre turco-arménienne pour intervenir : télégramme de Tchitchérine à Ordjonikidze, 19 octobre 1920, RGASPI, f. 85, op. 14, d. 15, l. 5.

¹⁷⁶⁵ L'accord de soviétisation de l'Arménie est signé entre Boris Legran et le dachnak Dro, le 2 décembre 1920. Claire Mouradian, *De Staline à Gorbatchev. Histoire d'une république soviétique, l'Arménie*, Paris, Ramsay, 1990, pp. 34-35 ; Simon Payaslian, *The History of Armenia. From the Origins to the Present*, New York, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007, pp. 169-170 ; on peut consulter sur ce moment le témoignage d'Oliver Baldwin, *Six Prisons and Two Revolutions. Adventures in Trans-Caucasia and Anatolia, 1920-1921*, Londres, Hodder & Stoughton, 1925 ; les bolcheviks caucasiens souhaitent pousser leur avantage en attaquant la Géorgie, mais le Comité central moscovite s'y oppose le 17 décembre : Franco Venturi (éd.), *Bol'shevistskoe rukovodstvo. Peregovorstvo, 1912-1927*, Moscou, ROSSPEN, 1996, p. 174.

pour les Etats d'Europe occidentale¹⁷⁶⁶. Dans un contexte différent, la révolution bolchevique trouve un certain écho en Chine, mais essentiellement du point de vue de sa contestation du colonialisme et de l'impérialisme, comme le montrent les traces qu'on en trouve dans le mouvement du 4 mai 1919¹⁷⁶⁷. Les perceptions à distance du bolchevisme se focalisent ainsi sur un certain nombre de configurations, où l'idéologie et les pratiques politiques constituent le cœur de la question. Les biais inhérents à la distance s'accroissent au cours de l'année 1918, alors que la guerre civile entraîne la désorganisation des communications de la Russie avec le monde extérieur et que la plupart des étrangers encore présents dans le pays tentent de le fuir. Dans son journal, Pierre Pascal évoque le départ, le 15 décembre 1918, du dernier représentant européen à Moscou, le ministre du Danemark Scavenius¹⁷⁶⁸. A l'inverse, la perception par les Turcs et les Persans du régime bolchevique devient, à partir du début de 1920, une perception directe et concrète, médiatisée par les interactions frontalières.

Les sources nécessaires à l'histoire de cette perception frontalière restent à bien des égards difficiles d'accès pour le chercheur occidental. La fermeture des archives du ministère des Affaires étrangères turc et les difficultés plus générales de la recherche en Iran ne permettent pas, à l'heure actuelle, une recherche de détail sur l'expérience des représentants de ces deux Etats dans les républiques soviétisées. Dans le cas de l'Iran, on dispose cependant des recherches menées par Kâveh Bayât, ainsi que de recueils de documents sur les interactions soviéto-iraniennes dans les premiers mois de la soviétisation. Consuls iraniens et turcs, qui demeurent dans la région malgré la conquête, constituent une source majeure d'observation locale du nouveau pouvoir soviétique, mais rares sont les textes qui leur donnent directement une parole. Une exception d'ampleur est représentée par la publication récente des carnets d'Ibrahim Talî Bey [Ongören]¹⁷⁶⁹. Cet ancien haut fonctionnaire ottoman, nommé par Mustafa Kemal à la tête du consulat stratégique de Batoumi y séjourne entre novembre 1921 et octobre 1923. Quand Talî Bey y arrive, la Géorgie et la région de Batoumi ont été soviétisées six mois plus tôt. L'importance de son poste comme celle des consulats

¹⁷⁶⁶ Marc Ferro, *L'Occident devant la Révolution soviétique. L'histoire et ses mythes*, Bruxelles, Complexe, 1991 (1980).

¹⁷⁶⁷ Le mouvement du 4 mai 1919 constitue un moment fondateur dans l'historiographie chinoise, mais ses racines sont nombreuses et son sens demeure disputé. Pour un aperçu, voir : Chow Tse-Tung, *The May Fourth Movement. Intellectual Revolution in Modern China*, Stanford, Stanford University Press, 1960 ; Benjamin I. Schwartz, « Themes in intellectual history: May Fourth and after », in John K. Fairbank (dir.), *The Cambridge History of China, Vol. 12: Republican China, 1912-1949, Part I*, New York, Cambridge University Press, 1983, pp. 406-451.

¹⁷⁶⁸ Pierre Pascal, *Mon journal de Russie 1918-1921*, T. 2, Paris, L'Age d'Homme, 1977, p. 15.

¹⁷⁶⁹ Erdal Aydoğan, Şaban Ortak, *Ibrahim Talî Bey'in Günlüğü*, Istanbul, Arba Yayınları, 2000 ; Pour des éléments sur sa vie et sa carrière ultérieure dans les sphères dirigeantes kémalistes, voir Uğur Ümit Üngör, *op.cit.*, 2011, pp. 144-145 ; Dündar Akünal, « Belge ve Resimlerle Dr. Ibrahim Tali Öngören », *Tarih ve Toplum*, 40 (1987), pp. 22-25.

présents en Russie du Sud réside avant tout dans l'appui au transport du matériel destiné à l'effort de guerre en Anatolie¹⁷⁷⁰. Présenté sous la forme de notes quotidiennes souvent elliptiques, le carnet offre cependant un point de vue très précieux pour mettre en perspective les correspondances échangées entre les consuls étrangers et les autorités soviétiques.

Il a été question, dans les deux premiers chapitres de cette seconde partie, du rôle particulier joué par les consuls persans comme médiateurs au cœur des troubles qui secouent la région, par exemple à la veille de la chute de Bakou devant les Ottomans, en août 1918¹⁷⁷¹. Ils conservent un rôle similaire pendant les années de la guerre civile. Depuis le début de 1920, les consuls persans au Caucase du Nord proposent leurs bons offices pour assurer les échanges de prisonniers entre la Géorgie indépendante et la Russie bolchevique. Ils intercèdent également pour obtenir la libération de citoyens géorgiens arrêtés par la police politique de cette dernière¹⁷⁷². Face à l'avancée des Soviétiques en 1920-1921, la plupart des représentants occidentaux quittent la région, inspirés par le traitement réservé aux agents britanniques arrêtés lors de l'occupation soviétique de l'Azerbaïdjan et soumis à une captivité éprouvante, mais aussi par l'arrestation de l'ambassadeur polonais auprès des républiques caucasiennes, Tytus Filipowicz¹⁷⁷³. En tant que représentants d'une nation « orientale » que les bolcheviks cherchent à courtiser, les consuls et agents politiques persans jouissent d'un statut manifestement privilégié et restent souvent sur le terrain au cœur des combats. Ils continuent à servir de médiateur pendant la soviétisation et les troubles qui s'ensuivent¹⁷⁷⁴. La

¹⁷⁷⁰ Batoumi est le principal port d'acheminement de l'aide vers la Turquie à partir du printemps 1921 : Mesut Çapa, Rahmi Çiçek, *op.cit.*, 2004, p. 168 ; sur la contrebande de l'aide soviétique, qui s'appuie sur les bateliers du Lazistan et de la province de Trabzon, ainsi que sur une petite flotte créée à cette fin, voir en premier lieu : Erol Mütercimler, *Kurtuluş Savaşı'na Denizden Gelen Destek ve Kuvayı Millîye Donanması*, Istanbul, ALFA, 2004 ; voir aussi Makbule Sarıkaya, *Millî mücadele döneminde Rize*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2004, pp. 94-95 et 103.

¹⁷⁷¹ Rappelons que le consul persan Sâed ol-Vezâra sert sans succès de négociateur à la fin d'août 1918, avant la prise de Bakou par les Ottomans : Bâqer 'Âqelî (éd.), *op.cit.*, 1373 (1994), pp. 51-52 ; Lettre du conseil national arménien de Bakou au consul persan Sâ'ed ol-Vezâra, 19 décembre 1918, in Amatuni Virabjan (éd.), *op.cit.*, 2003, p. 166.

¹⁷⁷² Kâveh Bayât, *Tûfân bar farâz-e Qafqâz*, 1380 (2001), pp. 294-295 et 297.

¹⁷⁷³ L'ambassadeur britannique à Téhéran écrit à ce propos : « All foreign missions except that of Persia have been arrested and are not being well treated ». Télégramme de Percy Cox au Foreign Office, 11 mai 1920, TNA, FO 371/4937, f. 9 ; note du représentant diplomatique arménien en Azerbaïdjan au commissariat aux Affaires étrangères azéri, 15 juillet 1920, HAA, f. 275, op. 6, d. 38, l. 47 ; lettre du consul de France à Tabriz à Raymond Poincaré, 2 avril 1922, AMAE, Correspondance politique, Série Levant, Caucase-Kurdistan, Carton 311, Dossier 2, f. 61 ; certains consuls honoraires de petits États européens demeurent cependant en place : télégramme de Harry Luke au Foreign Office, 12 mai 1920, IOL, L/PS/11/173/4097.

¹⁷⁷⁴ Le médecin et missionnaire américain Clarence Ussher rapporte ainsi sa tentative de médiation, avec le consul persan, à la fin de la révolte dachnake de février 1921, à Erevan : « I ordered my phaeton and drove to the Persian Consulate. With the Consul on my right in official uniform and his Kavas in his gorgeous uniform on the right of the driver's box, supporting a large silk Persian flag on a ten-foot pole [...] we drove through the skirmish lines ». Clarence Ussher, « Sovietizing Armenia », *The Armenian Review*, Vol. XV, No. 2 (58), Juillet 1962, pp. 6-7 ; rapport du consul-général persan à Tiflis, 19 Sha'bân 1338 (9 mai 1920), in Mansure Ettehâdiye, Sou'âd Pîrâ (éd.), *Madjmu'e-ye mokâtebât...*, T. 3, 1378 (1999), pp. 262-264.

situation des représentants nationalistes turcs apparaît plus avantageuse encore, en raison de l'alliance politique qui unit les deux « nébuleuses » anti-impérialistes bolchevique et kémaliste.

En dépit de ce positionnement favorable, ces représentants sont choqués par les pratiques peu communes du régime bolchevique. A la violence de la conquête militaire s'ajoute surtout une répression de grande ampleur, qui traque et exécute les partisans des gouvernements indépendants, en particulier en Azerbaïdjan et en Géorgie. Au regard des incertitudes qui pèsent sur leurs immunités et protections, les consuls turcs et persans ne peuvent avoir été insensibles aux violations commises en la matière, puisque les locaux de plusieurs missions étrangères dans les républiques caucasiennes sont pillés par la police politique soviétique¹⁷⁷⁵. L'exception dont jouissent les consuls persans apparaît fragile, comme le note le consul-général Sâ'ed ol-Vezâra dans les premières semaines de l'occupation de Bakou :

« La situation du consulat est très précaire, car le consulat et la plupart des notables iraniens sont regardés avec suspicion. On confisque les biens des Iraniens et on les soumet à des violences sans aucun égard. On compte actuellement entre 300 et 400 individus arrêtés sans motivation et les démarches du consulat ne débouchent sur aucune avancée¹⁷⁷⁶. »

Cette précarité s'exprime au cours des interventions que multiplient les consuls pour le compte de leurs ressortissants, victimes de la violence bolchevique. Au regard du peu de considération des Soviétiques pour les normes juridiques internationales lorsqu'elles les incommode, les consuls étrangers sont tenus à un exercice de funambulisme et de discernement dans la manière dont ils défendent leurs affaires. Cela les conduit par exemple à n'accepter que de manière sélective de défendre les intérêts de ressortissants dont les Etats ne sont plus représentés auprès des Soviétiques, au risque de perdre le crédit dont ils peuvent jouir¹⁷⁷⁷.

Cette précarité des représentants étrangers est illustrée par la surveillance qu'exercent sur eux les autorités soviétiques dès les débuts de leur présence, ainsi que par diverses formes de pression. Les simples agents consulaires persans – dont on a déjà vu que le statut juridique posait problème avant 1917 – se trouvent soumis à des arrestations au Caucase du Nord et en

¹⁷⁷⁵ Sur le cas de la mission arménienne à Bakou : note du représentant diplomatique arménien en Azerbaïdjan au commissariat aux Affaires étrangères azéri, 8 juin 1920, HAA, f. 275, op. 6, d. 38, l. 21.

¹⁷⁷⁶ Kâveh Bayât, *Tûfân bar farâz-e Qafqâz*, 1380 (2001), p. 316.

¹⁷⁷⁷ Pour un exemple d'une telle demande : télégramme du ministère des Affaires étrangères arménien au consul persan à Bakou, 25 mai 1920, HAA, f. 200, op. 1, d. 581, l. 58.

Azerbaïdjan, au motif de leur ingérence dans les affaires intérieures soviétiques ou parce qu'on les accuse d'activités illégales contre le régime¹⁷⁷⁸. La dégradation des relations politiques entre bolcheviks et Iraniens du fait de l'équipée communiste au Gilan accroît ces tensions et menace les immunités dont jouissent les représentants persans. Cette dégradation, qui se double d'une fermeture des circulations terrestres et maritimes entre la Perse et le Caucase soviétique à l'automne 1920, place les consulats dans une situation délicate. Ils doivent faire face à un afflux de ressortissants provenant du Caucase du Nord, désireux de retourner en Iran, mais réduits à la misère par l'abandon de leurs biens et l'impraticabilité des routes. Le consul persan à Bakou parle de près de trois cents familles persane bloquées dans la région de Vladikavkaz et demande l'aide des dirigeants du Bureau caucasien du Parti¹⁷⁷⁹. Le représentant politique persan, Manshûr ol-Molk, doit prendre l'initiative de demander au gouvernement persan une aide alimentaire d'urgence pour ces réfugiés et un règlement rapide de leur sort, pour permettre aux consulats d'exercer leur devoir d'assistance¹⁷⁸⁰.

La répression soviétique contre les ressortissants turcs et iraniens se distingue assez clairement de la répression qui peut toucher d'autres catégories de citoyens étrangers. Alors que les ressortissants occidentaux sont plus directement menacés par les accusations d'espionnage, Turcs et Persans sont surtout en butte à des inculpations de nature économique. Habités aux contrôles sur les échanges et le commerce imposés depuis la Première Guerre mondiale dans toute la région, les marchands étrangers de Bakou se trouvent néanmoins démunis face au degré de coercition établi par les Bolcheviks en Azerbaïdjan¹⁷⁸¹. Dans chacune des républiques, la soviétisation est suivie de décrets définissant de manière extensive et sujette à interprétation les accusations de « contrebande » et de « spéculation ». Les premières semaines du contrôle soviétique en Azerbaïdjan voient un véritable décalque du communisme de guerre encore en vigueur en Russie. Perquisitions, confiscations et arrestations d'individus accusés de manipuler le marché des denrées alimentaires se

¹⁷⁷⁸ Lettre du Conseil militaire révolutionnaire (*Revvoensovet*) du front caucasien au chef de la Tcheka de Derbent, 4 octobre 1920, RGASPI, f. 85, op. s/Persija, d. 65, l. 13.

¹⁷⁷⁹ Le consul persan mentionne près de trois cents familles persanes bloquées au Caucase du Nord, dans la région de Vladikavkaz. Lettre du consul persan à Bakou à Ordjonikidze, 31 octobre 1920, RGASPI, f. 85, op. s/Persija, d. 64, l. 4 ; voir aussi la plainte du ressortissant persan Lotfali Mirza Ali Ogly au consul persan à Bakou, non daté (octobre 1920), RGASPI, f. 85, op. s/Persija, d. 65, l. 22.

¹⁷⁸⁰ Kâveh Bayât, *Tûfân bar farâz-e Qafqâz*, 1380 (2001), p. 373.

¹⁷⁸¹ Réquisitions et impôts forcés sont perçus comme particulièrement choquants dans leur application aux citoyens étrangers : lettre du consul persan à Bakou au commissariat aux Affaires étrangères azéri, 2 novembre 1920, IISG, ARCH-01405, mf. 3 ; dans ses mémoires, Elena Stasova, membre du Comité central azéri, souligne les discussions qui entourent l'adoption de ces mesures très sévères : ARSPIHDA, f. 268, op. 26, d. 32, l. 179, cité par Rəna Bayramova, *Azərbaycan rəhbərliyində ixtilafılar və daxili siyasi çəkişmələr (1920-1925-ci illər)*, Bakou, Elm, 2007, pp. 94-95.

multiplient, sous la supervision du Département spécial de la IX^e Armée rouge¹⁷⁸². Cette militarisation de la répression n'est pas pour simplifier la tâche des consuls, pour lesquels les autorités militaires sont plus difficiles d'accès. Dès le 6 mai, le consul persan à Bakou Sâed ol-Vezâra cherche à obtenir d'Ordjonikidze une protection personnelle pour ses ressortissants, victimes de l'arbitraire du Département spécial¹⁷⁸³. Si on ne dispose pas de chiffres globaux sur ces confiscations, les chiffres fournis par les représentants étrangers à l'appui de leurs plaintes laissent entrevoir l'ampleur du phénomène. Une note du consulat persan à Erevan évoque, pour des opérations menées par la police arménienne le 1^{er} juillet 1921, la somme de 499.000 roubles russes et 14.000 roubles azéris confisquée à des marchands persans de la ville¹⁷⁸⁴.

Les citoyens turcs, moins nombreux au Caucase que les citoyens persans, mais aussi actifs dans le domaine commercial, se trouvent soumis à des difficultés similaires. Dans ses mémoires précités, Ali Fuat Cebesoy témoigne de pressions similaires contre les marchands turcs présents à Moscou, en Russie du Sud et au Caucase¹⁷⁸⁵. Dans une vive plainte adressée au commissariat aux Affaires étrangères azéri, le 11 décembre 1920, le représentant kémaliste à Bakou, Lütfi Bey, rapporte des incidents causés par des perquisitions et réquisitions organisées dans différents bâtiments possédés par des sujets turcs dans la capitale caspienne¹⁷⁸⁶. Dans le cas turc, l'indignation apparaît plus importante encore, du fait des relations officielles d'amitié qui existent entre les deux Etats et suscitent l'incompréhension face à ce qui apparaît comme une contradiction flagrante de la politique soviétique. Le 5 juin, le Comité révolutionnaire azéri adopte un décret qui réquisitionne les biens des marchands persans sur tout le territoire de la république. Juridiquement, la réquisition consiste non pas en une spoliation pure et simple, mais en une vente forcée, selon les prix fixés par le commissariat à l'Approvisionnement. La fixation de prix d'achat très bas et le paiement en assignats azéris dont le cours est en chute libre signifie pourtant une spoliation de fait des

¹⁷⁸² Chaque armée soviétique dispose, au moment de la guerre civile, d'un département spécial (*Osobyj Otdel*), qui fait office de police politique interne et assure, dans les zones occupées, les fonctions de la Tcheka. Raymond W. Leonard, *Secret Soldiers of the Revolution. Soviet Military Intelligence, 1918-1933*, Westport, Greenwood Press, 1999, p. 10.

¹⁷⁸³ Note du consulat persan à Bakou à Ordjonikidze, 6 mai 1920, RGASPI, f. 85, op. s/Persija, d. 64, l. 1.

¹⁷⁸⁴ Note du consulat persan à Erevan au commissariat aux Affaires étrangères arménien, 4 juillet 1921, HAA, f. 114, op. 1, d. 30, l. 7 ; Grigor Yeghikiân, *op.cit.*, 1363 (1984), pp. 220-226 ; sur les notes adressées par le consulat persan à Bakou, qui mécontentent le gouvernement azéri : Musa Qasımlı, *op.cit.*, 2006, pp. 609-611.

¹⁷⁸⁵ Ali Fuat Cebesoy, *Moskova Hatıraları*, Istanbul, Vatan, 1955, pp. 209-215 ; Ayfer Özçelik, *Ali Fuat Cebesoy*, Ankara, Akçağ, 1993, pp. 215-217.

¹⁷⁸⁶ Lettre de Lütfi Bey au commissariat aux Affaires étrangères azéri, 11 décembre 1920, ARSPIHDA, f. 1, op. 1, d. 101, l. 7, reproduit dans Jalə Qurbanova, Musa Piriyevev (éd.), *Azərbaycan-Türkiyə münasibətləri (1920-1922). Sənədlər və materiallar*, Bakou, Azərbaycanca Atatürk Mərkəzi, 2002, pp. 29-30.

biens en question, qui représentent des sommes considérables¹⁷⁸⁷. Ces différentes mesures frappent d'autant plus que leur application apparaît aléatoire : les plaintes turques et persanes soulignent fréquemment une incompréhension envers ce qui apparaît comme un manque de cohérence des autorités soviétiques.

b) Un étrange monstre : comprendre le système soviétique

Ces plaintes nous ramènent à notre question initiale sur la signification de la polyphonie diplomatique et sa perception extérieure. A l'échelle locale, les contradictions du régime soviétique éclatent, entre grands principes d'amitié et violences du quotidien. Mais la proximité physique avec les lieux où s'exerce le pouvoir soviétique permet aux représentants turcs et iraniens de s'exercer à l'analyse des ressorts de la contradiction. Le pluralisme institutionnel du bolchevisme naissant est pris en compte aussi bien par les nationalistes turcs que par l'Iran dans les stratégies diplomatiques qu'ils développent. Ainsi, au début de juillet 1920, le gouvernement de Moshîr ol-Mamâlek décide d'envoyer simultanément des missions diplomatiques dans les différents lieux de décision pour ce qui concerne les relations avec l'Iran. Moshâver ol-Mamâlek [Ansari], en poste à Istanbul, est envoyé en mission extraordinaire à Moscou afin de tenter de régler la crise du Gilan¹⁷⁸⁸. Mais sa mission est doublée par plusieurs autres envoyées vers les centres périphériques du pouvoir soviétique. Manshûr ol-Molk se rend d'abord à Ashkhabad, pour négocier avec les autorités soviétiques d'Asie centrale, avant de continuer son chemin vers Bakou, sur l'instruction de la présidence du Conseil. Tous les dirigeants iraniens ne sont pas unanimes sur cette stratégie, que certains voient comme une manière de tomber dans le piège tendu par la polyphonie diplomatique des Soviétiques. Moshaver ol-Mamâlek considère que la réaction la plus efficace réside dans une tentative contraire de concentrer les négociations à Bakou, car l'organisation de négociations diplomatiques simultanées à Bakou et Moscou risque d'être utilisée pour diviser les diplomates iraniens. Les premiers entretiens de Manshûr ol-Molk avec Nərimanov, à la fin d'octobre, confirment cependant l'idée que l'autonomie pratique des Azéris justifie la mise en œuvre de négociations à plusieurs niveaux diplomatiques¹⁷⁸⁹. Kâveh Bayât souligne que les représentants iraniens au Caucase se concentrent sur des questions très différentes de celles négociées à Moscou. Alors qu'Ansari prépare un accord diplomatique général, sans

¹⁷⁸⁷ Protocole du comité révolutionnaire azéri, 5 juin 1920, ARDA, f. 410, op. 1, d. 106, l. 13, reproduit dans Ataxan Paşaevev, (éd.), *Azərbaycan inqilab komitəsi...*, 2009, pp. 102-105.

¹⁷⁸⁸ Kâveh Bayât, *Tüfân bar farâz-e Qafqâz*, 1380 (2001), pp. 319-321.

¹⁷⁸⁹ *Ibid.*, pp. 328-330.

interaction réelle avec le gouvernement iranien du fait des difficultés de communication, les représentants au Caucase se concentrent sur les problèmes concrets causés par l'interaction frontalière, les circulations, les migrants et les questions économiques¹⁷⁹⁰.

Au quotidien, consuls et diplomates étrangers au Caucase se trouvent confrontés à l'identification des lieux du pouvoir et à la compréhension des mécanismes décisionnels à l'œuvre. La tâche, pour être inhérente à la fonction, acquiert dans le contexte du début des années 1920 une difficulté particulière. Le voyageur autrichien Colin Ross, de passage en Azerbaïdjan en 1922, note encore les embûches posées par le maquis administratif et politique des nouvelles républiques du Caucase :

« L'Azerbaïdjan donne tout à fait l'impression d'un Etat autonome. Il a sa propre armée, sa propre monnaie, ses représentants à l'étranger. Il est difficile pour un individu de passage de comprendre s'il s'agit de vellétés nationalistes, qui visent à un relâchement des relations avec la Russie, ou au contraire si ce n'est pas Moscou qui encourage cette autonomie. Pour les étrangers qui vivent ici, cette position ambiguë de l'Azerbaïdjan du point de vue juridique [Staatsrechtliche Stellung] est source de confusion. Des plaintes concernant certaines mesures sont rejetées au motif que c'est Moscou qui donne les directives, mais si on invoque Moscou, on reçoit alors la réponse que les décrets de Moscou n'ont pas force de loi en Azerbaïdjan¹⁷⁹¹. »

C'est un véritable lit de Procuste que décrit Ross en ces termes, mais son témoignage ne décide pas du sens à donner à cette confusion des normes. Faut-il la comprendre en terme de stratégie coordonnée des Soviétiques pour débouter des demandes importunes ou bien traduit-elle de réels antagonismes entre échelons politico-administratifs ? Pour les représentants étrangers, la quête d'un lieu caché du pouvoir au-delà de la jungle des décideurs qui prolifèrent s'inscrit peut-être dans certaines représentations traditionnelles de l'Etat russe, qui se maintiennent en dépit de la révolution.

Le questionnement vaut pour l'ensemble de l'édifice institutionnel qui se constitue dans les premières années du pouvoir bolchevique, mais le contexte caucasien est particulièrement propice aux confusions, en raison du degré qu'y atteint la structure gigogne des organes étatiques et politiques. Prenons l'Adjarie, où se trouve affecté le consul Talı Bey, et ce ne sont pas moins de quatre niveaux d'autorité qui s'emboîtent, chacun représentés par

¹⁷⁹⁰ *Ibid.*, pp. 335-336.

¹⁷⁹¹ Colin Ross, *Der Weg nach Osten. Reise durch Russland, Ukraine, Transkaukasien, Persien, Buchara und Turkestan*, Leipzig, F.A. Brockhaus, 1924, p. 76.

diverses institutions concurrentes, notamment dans le Parti et dans l'Etat. Se mêlent des directives et politiques formulées par le gouvernement de la république autonome d'Adjarie, par celui de la république soviétique de Géorgie, par les autorités transcaucasiennes et enfin par les lointains dirigeants moscovites. On peine à qualifier ces liens de hiérarchiques, tant l'insubordination semble souvent l'emporter sur le respect des règles émises par les autorités « supérieures ». L'attitude des autorités locales adjares à envers les institutions auxquelles elles sont théoriquement subordonnée est largement dictée par les rapports de force locaux. Depuis la proclamation de l'autonomie adjare en juillet 1921, le gouvernement soviétique adjar et le Comité du Parti se trouvent en conflit avec l'assemblée (*medjlis*) constitué depuis 1919 dans la région. Cette assemblée « nationale », maintenue parce que favorable au rattachement de l'Adjarie à la Géorgie, devient rapidement une gêne pour les autorités communistes¹⁷⁹². L'éviction progressive du *medjlis* assimilé aux intérêts des élites foncières adjares n'est pourtant guère plus qu'une reconversion de ces élites dans les institutions soviétiques, alors que se maintient un fort esprit d'autonomie et une hostilité face aux interventions trop directes de Tiflis¹⁷⁹³.

Alors que ces dissensions internes sévissent plus que jamais à l'automne 1921 parmi les autorités adjares, Ibrahim Talî Bey se trouve confronté à un problème très concret. Il constate bien que les affaires du consulat sont « en grand désordre » (*şehbenderhane işi pek karışık*), du fait des obstacles mis par les autorités¹⁷⁹⁴. Mais il peine à discerner l'origine de l'hostilité à laquelle il se heurte et qui se traduit notamment par la férocité de la Tchéka adjare contre les ressortissants turcs depuis l'automne 1921. Le 2 décembre, il entreprend des démarches pour le compte de deux marchands, Tahsin Bey et Ismail Bey, qui viennent d'être incarcérés, mais les réponses données par le Comité révolutionnaire sont évasives. Quelques mois plus tard, il rapporte de nouvelles démarches pour obtenir les raisons de l'arrestation de plusieurs ressortissants turcs : « Je suis allé ce matin au siège du gouvernement, mais on n'y avait pas d'informations ». Ses demandes orales et écrites d'information ne recueillent guère plus d'éléments, si ce n'est une référence de la Tchéka à « l'antisoviétisme » (*bolşevik aleyhtarlığı*) des ressortissants arrêtés¹⁷⁹⁵. Face à la difficulté de localiser les responsables de mesures précises, les représentants étrangers prennent pour habitude d'adresser copie de leurs plaintes à un nombre parfois considérable d'institutions. Les représentants turcs à Bakou

¹⁷⁹² M. Chavlejšvili, *Dejatel'nost' partijnoj organizatsii Adzharii po sozdaniju organov gosudarstvennoj vlasti*, Batoumi, Sabchota Adzhara, 1973, p. 41.

¹⁷⁹³ Irak'li Manvelidze, *Sazogadoebriv-p'olitik'uri da sotsialur-ek'onomik'uri vitareba Ach'arashi 1921-1930 ts'lebshi*, Batoumi, Shota Rustavelis Sakhelmts'ipo universit'et'i, 2006, pp. 14-27.

¹⁷⁹⁴ Erdal Aydoğan, Şaban Ortak, *op.cit.*, 2000, p. 88.

¹⁷⁹⁵ Erdal Aydoğan, Şaban Ortak, *op.cit.*, 2000, pp. 112-113.

écrivent ainsi simultanément à Moscou, à Tiflis et aux dirigeants azéris eux-mêmes pour obtenir redressement des torts subis par leurs ressortissants¹⁷⁹⁶.

Les représentants étrangers ne peuvent guère saisir l'ampleur de la confusion qui règne au sein des institutions soviétiques naissantes. Certains incidents révèlent néanmoins l'ampleur des tensions internes à ces autorités. Le président du conseil des commissaires du peuple adjar, Takhsin Khimshiashvili, est particulièrement soucieux de l'autonomie adjare et n'hésite pas à prendre des initiatives que ne goûtent guère les autorités russes et transcaucasiennes :

« Récemment, Khimshiashvili a répandu le bruit que les Géorgiens avaient défiguré la constitution adjare et qu'il n'y avait pas un seul Adjar dans les Soviets. Cela a poussé le conseil des commissaires du peuple adjar à prendre une décision sur l'expulsion du bazar de tous les Persans et Turcs et de sa conversion en bazar strictement réservé aux marchands adjars. Et cela s'est produit après la proclamation de la liberté du commerce et la publication du décret sur l'interdiction des expulsions sans décision judiciaire. Cela n'a pas empêché la police de Batoumi de procéder à cette expulsion. Les consuls turc et persan sont venus me demander un délai et une compensation pour l'expulsion. Je voulais me mettre d'accord avec le commissaire à l'Intérieur, Tovberidze, mais celui-ci m'a répondu catégoriquement que la décision du Sovnarkom n'était pas susceptible de révision. Les consuls m'ont donc demandé de soumettre la décision à Tiflis¹⁷⁹⁷. »

Ainsi s'exprime, à l'été 1922, le consul russe à Batoumi, Platt, auquel se sont adressés les représentants turc et iranien pour mettre fin aux mesures vexatoires contre leurs marchands. Mais son rapport trahit une impuissance à agir concrètement sur la situation. La Tchéka adjare apparaît particulièrement féroce contre les étrangers et les interventions des organes supérieurs en leur faveur redoublent, plutôt qu'elles ne calment, ces ardeurs néfastes¹⁷⁹⁸. Les spoliations qu'elle effectue tournent apparemment à un véritable système mafieux, qui force le Comité central moscovite à se plaindre directement aux dirigeants caucasiens et géorgiens, car la Turquie et l'Iran ont émis des protestations officielles à Moscou¹⁷⁹⁹. L'arrestation avec force et fracas du consul d'Arménie soviétique par le comité révolutionnaire adjare, à l'automne 1921, fait scandale parce qu'elle révèle au grand jour ces tensions internes aux

¹⁷⁹⁶ Lettre de Lütüfî Bey au commissariat aux Affaires étrangères azéri, 11 décembre 1920, reproduit dans Jalal Qurbanova, Musa Piriyeu (éd.), *op.cit.*, 2002, pp. 29-30.

¹⁷⁹⁷ Lettre du consul Platt à Ordjonikidze et Mjasnikov, non datée (été 1922), SUItSa, f. 612, op. 2, d. 4, ll. 2-3.

¹⁷⁹⁸ Pour le témoignage du consul persan, voir Nezâm'ali Dahnavî, *op.cit.*, 1383 (2004), p. 191.

¹⁷⁹⁹ Télégramme de Staline à Ordjonikidze concernant les mauvais traitements faits aux Turcs à Tiflis et Batoumi, 21 juin 1922, RGASPI, f. 85, op. 24, d. 128, l. 1.

institutions soviétiques¹⁸⁰⁰. Le commissaire aux Affaires étrangères de Géorgie, Aleksandr Svanidze, bien impuissant à prévenir l'incident, déplore que le pouvoir soviétique « se discrédite lui-même » du fait de l'action des autorités adjares¹⁸⁰¹.

Cette complexité du régime soviétique et des multiples normes qu'il produit ne représente pourtant pas qu'un obstacle à l'action des représentants étrangers. Elle ouvre aussi un espace de négociation, s'ils se montrent capables de jouer ces normes les unes contre les autres. A l'automne 1921, le consul persan à Erevan est ainsi confronté aux réquisitions de logements mises en œuvre par les autorités arméniennes. Le consul persan à Erevan demande en octobre 1921 que celles-ci ne se fassent « qu'en informant et en obtenant l'accord du consulat, comme le veut l'usage dans toutes les républiques de la Russie soviétique¹⁸⁰² ». Ces autorités n'acceptent que du bout de la plume d'informer le consul des mesures de réquisition et de relogement qu'elles adoptent, à la condition que les biens concernés soient possédés en propre par des sujets persans¹⁸⁰³. Le consul n'abandonne pourtant pas ses demandes et poursuit sans relâche son argumentation associée à la situation en Russie bolchevique. Le 31 décembre 1920, il envoie une nouvelle missive où il insiste sur la nécessité de donner aux sujets persans des « attestations » qui précisent qu'ils sont exemptés de mobilisation militaire, d'impôts forcés et de corvées, comme « dans toute la Russie »¹⁸⁰⁴. Le dossier d'archives où est conservé cette requête contient en annexe de cette note un exemplaire des attestations délivrées en Russie bolchevique, que le consul à Erevan s'est procuré et a joint à sa demande en guise de preuve. Se retrouve ici la dimension la plus matérielle de ce jeu que peuvent ouvrir les représentants étrangers : le consul met ici le gouvernement arménien en présence d'une pratique administrative développée par le commissariat à l'Intérieur russe pour marquer le statut des étrangers. On peut regretter de n'avoir pas de traces de la manière dont un tel détour du savoir administratif soviétique par le biais des consuls étrangers est perçus par les autorités bolcheviques locales et du traitement donné à cette affaire.

c) *L'échelle locale de la méfiance*

¹⁸⁰⁰ Note du commissaire aux Affaires étrangères géorgien, Alexandre Svanidze, au représentant arménien en Géorgie, Surkhatjan, 24 octobre 1921, HAA, f. 1, op. 1, d. 62, l. 92.

¹⁸⁰¹ Note de Svanidze à Surkhatjan, 27 octobre 1921, HAA, f. 1, op. 1, d. 62, l. 96.

¹⁸⁰² Note du consulat persan au commissariat aux Affaires étrangères d'Arménie, 28 octobre 1921, HAA, f. 114, op. 2, d. 30, l. 29.

¹⁸⁰³ Note du commissariat aux Affaires étrangères arménien au consul persan à Erevan, 29 octobre 1921, HAA, f. 114, op. 2, d. 30, l. 33.

¹⁸⁰⁴ Note du consulat persan au commissariat aux Affaires étrangères d'Arménie et certificat annexé, 31 décembre 1921, HAA, f. 114, op. 2, d. 30, ll. 62-63.

Les défis auxquels sont confrontés les consuls turcs et iraniens dans leur interaction quotidienne avec les autorités soviétiques ne découlent pas uniquement des tensions et incohérences du nouveau régime, mais aussi des fluctuations de la relation politique entre les Etats en présence et des conditions structurelles de l'interaction. Ces consuls, cela a été rappelé, se trouvent dans des zones frontalières qui faisaient l'objet pendant la guerre d'inquiétudes des autorités tsaristes quant à l'attitude des populations musulmanes. Cette méfiance est particulièrement perceptible dans les relations entre autorités soviétiques et consuls turcs, où l'héritage des conflits antérieurs continue à exercer son influence en dépit de la nouvelle amitié officielle. Chacun des partenaires craint manifestement de se trouver berné par son allié de circonstance et la proximité frontalière avive ces inquiétudes. Au début de 1921, le rétablissement des relations maritimes entre Trabzon et Batoumi et la reprise des circulations du Caucase vers l'Asie centrale augmente les craintes des Soviétiques sur le risque d'une propagande panturquiste et panislamiste des Turcs envers ces deux régions¹⁸⁰⁵. Des individus arrêtés semblent confirmer ces soupçons, comme un certain Mehmet Ali Zeki, interrogé le 22 janvier 1921 par le Département spécial de la IX^e Armée :

« Avant, les Turcs n'allaient pas faire de la propagande à l'étranger, car cela n'était pas possible, mais maintenant tout nous est ouvert, car nous sommes les alliés de la Russie soviétique. Bien sûr, les Turcs qui se rendent dans différentes directions ne propagent pas le bolchévisme, mais font de l'agitation en faveur de l'ittihadisme¹⁸⁰⁶ et ont des réseaux très étendus¹⁸⁰⁷. »

Sans que le régime soviétique n'obtienne de preuve manifeste des visées subversives des émissaires turcs, il adopte de nombreuses mesures secrètes pour empêcher de fait le passage d'agents kémalistes vers l'Asie centrale, placés dans la même catégorie que les contre-révolutionnaires émigrés¹⁸⁰⁸. Aux postes frontaliers, les conflits se répètent du fait des entraves placées à la circulation des courriers diplomatiques turcs, en particulier aux frontières entre Arménie et Turquie¹⁸⁰⁹.

¹⁸⁰⁵ Sur la reprise des relations : Mesut Çapa, Rahmi Çiçek, *Yirminci Yüzyıl Başlarında Trabzon'da Yaşam*, Trabzon, Serander, 2004, p. 168.

¹⁸⁰⁶ Littéralement « unionisme », abréviation qui renvoie au Comité Union et Progrès et aux Jeunes Turcs.

¹⁸⁰⁷ Protocole d'interrogatoire de Mehmet Ali Zeki, 22 janvier 1921, RGASPI, f. 85, op. s/Turtsija, d. 98, ll. 2-3.

¹⁸⁰⁸ Rapport du bataillon frontalier de Batoumi à la Tchéka géorgienne, 30 juin 1921, RGASPI, f. 85, op. s/Turtsija, d. 98, l. 11 ; circulaire de la Tchéka de Transcaucasie, 15 mai 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 46, l. 67.

¹⁸⁰⁹ Note du commissariat aux Affaires étrangères arménien à Karabekir, 7 février 1921, HAA, f. 114, op. 2, d. 11, ll. 82-83.

Cette tension devient directement perceptible lorsqu'éclate en Arménie, le 18 février 1921, une révolte dachnake, qui s'étend rapidement et menace les bases du régime soviétique. Un Comité de salut public, présidé par Simon Vrats'jan est proclamé et fait appel à la Géorgie et à la Turquie kémaliste dans l'espoir d'obtenir leur soutien¹⁸¹⁰. En dépit de l'offre faite par les dachnaks, qui proposent de rétablir le traité d'Alexandropol dont les Soviétiques refusent de reconnaître la validité, la Turquie n'entreprend rien. Après l'écrasement laborieux de la révolte dachnake, les communistes arméniens mettent cependant en cause l'attitude du capitaine Bahattin, représentant du Front oriental turc à Erevan. Le commissariat arménien aux Affaires étrangères adresse une plainte officielle à Karabekir :

« Il est incontestablement prouvé que le capitaine Bahaddin plusieurs fois avait visité le front pour encourager par ses discours les troupes du Comité de Salut de la Patrie ; à Erevan même ce capitaine s'était permis de saluer publiquement le pouvoir des aventuriers du Comité de salut et de promettre l'appui de la Turquie. Nous n'admettons nullement que le capitaine Bahattin ait agi dans ce cas conformément aux ordres de son gouvernement, mais nous sommes obligés de qualifier sa conduite comme une intervention active dans les affaires intérieures de l'Arménie soviétique du côté de ses ennemis¹⁸¹¹. »

La réalité de ces accusations est sujette à caution, d'autant que les relations entre les dachnaks et les kémalistes sont loin d'être cordiales. Mais la révolte de février apparaît comme un prétexte pour éloigner un représentant trop entreprenant, en particulier en ce qui concerne la protection des musulmans d'Arménie soviétique, pour lesquels Bahattin n'hésite pas à intervenir, au grand dam des bolcheviks qui refusent à la Turquie tout rôle de tutelle envers les musulmans du Caucase¹⁸¹². Ce prétexte permet au Comité central arménien de demander

¹⁸¹⁰ Télégramme de Vrats'jan à Mustafa Kemal, 23 mars 1921, BCA, 30.10.0.0/250.689.1 ; pour un compte rendu détaillé de l'équipée dachnake, du point de vue soviétique mais avec nombre d'éléments utiles, S. Soghomonjan, *K'aghak'ats'iakan kr'ivnerë Zangezorum 1920-1921 t'vakannerin*, Erevan, Hajastani Petakan Hratarakch'ut'jun, 1958 ; Mary Kilbourne Matossian, *The Impact of Soviet Policies in Armenia*, Leiden, E.J. Brill, 1962, pp. 29-30.

¹⁸¹¹ La note originale est en français. Note du commissariat aux Affaires étrangères d'Arménie à Kazım Karabekir, 21 mai 1921, HAA, f. 113, op. 3, d. 11, l. 169 ; ce document est cité avec une autre cote dans A.M. Akopjan, A.M. El'chibekjan, *Ocherki po istorii Sovetskoj Armenii, Vypusk Pervyj*, Erevan, Armgiz, 1955, pp. 134-135 ; une incrimination similaire est faite contre des officiers turcs au Nakhitchevan en décembre 1920 : S. Artanjan, *Pobeda Sovetskoj vlasti v Armenii*, Erevan, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo Armenii, 1959, pp. 398-400.

¹⁸¹² Pour un exemple d'intervention, pour le compte de réfugiés musulmans de la région de Zangibasar (actuel marz de l'Ararat, à la frontière arméno-turque), voir la note de Bahattin au président du Comité révolutionnaire arménien, 28 décembre 1920, HAA, f. 113, op. 3, d. 4, l. 10.

le départ d'un représentant devenu encombrant, par l'intermédiaire du commissariat moscovite aux Affaires étrangères, en mai 1921¹⁸¹³.

L'activité des consuls ne se heurte en général pas à une opposition aussi frontale, mais les archives soviétiques témoignent des soupçons qui pèsent sur eux. Le consulat à Batoumi est ainsi soupçonné en septembre 1921 par la Tchéka adjare – dont on a certes vu le positionnement particulier – d'être « une base non seulement de l'espionnage turc, mais aussi de tout l'espionnage étranger de l'Entente », en raison de la présence parmi le personnel du consulat de plusieurs anciens officiers de l'armée ottomane¹⁸¹⁴. Avec l'arrivée d'Ibrahim Talî Bey, qui fait preuve dans son poste d'un activisme particulier, la méfiance des autorités locales se trouve encore accrue. La Tchéka adjare s'intéresse de près aux tournées du consul dans les campagnes, qui sont vues dans la continuité des thèmes de l'avant-guerre comme un moyen d'influencer la paysannerie musulmane locale¹⁸¹⁵. A la fin de janvier 1922, le consul organise un concert de charité au profit du Croissant-Rouge turc et des déplacés anatoliens. Une campagne publique de souscription est lancée à Batoumi, à laquelle participent de nombreux notables et marchands de la ville¹⁸¹⁶. Les archives du Croissant-Rouge turc témoignent du succès de cette campagne, qui rapporte près de trois mille livres turques à l'organisation, mais illustrent surtout, du point de vue bolchevique, la capacité persistante de la Turquie à susciter la sympathie dans cette région frontalière¹⁸¹⁷.

Cette capacité devient particulièrement dérangeante lorsque la Turquie nationaliste parvient à rétablir sa situation militaire et remporte à partir de septembre 1922 une série de victoires. Alors que le mécontentement populaire envers les politiques soviétiques au Caucase ne faiblit pas, plusieurs milliers de musulmans se massent devant les représentations turques à Bakou, Tiflis et Batoumi pour saluer les succès kémalistes. L'ampleur de ces manifestations, qui prennent de court les autorités caucasiennes, est soulignée par la légation allemande en Géorgie à la mi-septembre¹⁸¹⁸. Au même moment, Ibrahim Talî Bey revient à Batoumi, après une mission de plusieurs mois en Allemagne destinée à acheter du matériel militaire. En son

¹⁸¹³ Protocole du présidium du Comité central arménien, 12 mai 1921, HAA, f. 1, op. 1, d. 39, l. 2.

¹⁸¹⁴ M. Chavlejšvili, *op.cit.*, 1973, p. 24.

¹⁸¹⁵ Les kémalistes sont à l'occasion accusés de distribuer des armes à la paysannerie : rapport de la Tchéka adjare à la Tchéka de Géorgie, 21 février 1922, AARSA, f. p-1, op. 1, d. 13, l. 104, cité par M. Chavlejšvili, *op.cit.*, 1973, p. 23 ; sur l'aide du consul aux populations locales adjares, Erdal Aydoğan, « Dr. Ibrahim Tali Bey'in kendi kaleminden Batum konsolosluğu günleri », *Manas üniversitesi sosyal bilimler dergisi*, No. 2, 2001, pp. 92-93.

¹⁸¹⁶ Erdal Aydoğan, Şaban Ortak, *op.cit.*, 2000, pp. 100-101.

¹⁸¹⁷ Note du Croissant-Rouge turc, 4 février 1922, TKA, k. 18, b. 213 et télégramme de Talî Bey au Croissant-Rouge d'Istanbul, 13 Kanunievvel 1338 (13 février 1922), TKA, k. 101, b. 258.

¹⁸¹⁸ Lettre de la légation allemande en Géorgie à l'Auswärtiges Amt, 14 septembre 1922, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84148.

absence, la Tchèque a effectué des perquisitions au consulat, qui ont provoqué de vives plaintes de la Turquie, mais ont aussi alimenté l'argumentaire hostile à la présence du consul, en confirmant l'ampleur de son activité parmi la population locale¹⁸¹⁹. Dès lors, les faits et gestes du consul sont systématiquement interprétés comme des preuves supplémentaires de son activité séditeuse. La visite qu'il rend, de l'autre côté de la frontière, au gouverneur d'Artvin et au sous-préfet de Borçka, les 23-25 octobre, est suivie par la Tchèque adjare qui affirme dans un rapport à Tiflis et Moscou qu'il aurait discuté des ambitions turques sur l'Adjarie¹⁸²⁰. A son retour, le consul note que « le consul russe et le représentant du commissariat aux Affaires étrangères évitent notre contact¹⁸²¹ ». Les dirigeants moscovites et géorgiens craignent en fait que les Turcs ne remettent en question le statut de l'Adjarie, en faisant valoir le droit à l'auto-détermination, avec le soutien des Etats européens. En novembre, Staline écrit au Comité régional du Parti de Transcaucasie : « Il est possible que les Turcs essaient de rassembler des pétitions en faveur de l'autonomie pour l'Adjarie et tentent de faire gonfler l'affaire [*poshumet'*] à la conférence de Lausanne, tout en restant eux-mêmes dans l'ombre¹⁸²² ».

Si la méfiance des autorités soviétiques au Caucase envers les représentants turcs concerne particulièrement leurs liens avec les musulmans locaux et les populations turciques, les représentants soviétiques en Anatolie kémaliste sont confrontés à une méfiance similaire, sur la base de leur activité politique et des craintes de subversion communiste. L'accord russo-turc du 24 août 1920 prévoit l'ouverture de représentations diplomatiques et consulaires russes entre les deux pays et un poste consulaire-clef est établi à Trabzon. Les Caucasiens jouent un rôle important dans l'établissement de ces relations consulaires et diplomatiques. Sur le plan du personnel, d'abord, Géorgiens et Azéris représentent un vivier au sein desquels puise le commissariat moscovite aux Affaires étrangères. C'est ainsi le Géorgien Shalva Eliava qui est initialement désigné pour prendre la tête de la représentation russe à Ankara, avant qu'une maladie ne l'en empêche et qu'Upmal Angarskij n'arrive le 31 août à Erzerum comme représentant temporaire. A la fin de décembre 1920, un autre Géorgien, Budu Mdivani, est

¹⁸¹⁹ Télégramme chiffré de Staline à Orakhelashvili et Ordjonikidze, 19 juin 1922, RGASPI, f. 558, op. 11, d. 29, l. 106.

¹⁸²⁰ Erdal Aydoğan, Şaban Ortak, *op.cit.*, 2000, pp. 143-144 ; Lettre du département étranger de l'OGPU à Karakhan, 24 mars 1923, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 293, l. 39 ; l'ambassadeur soviétique à Ankara, Aralov, évoque pour sa part un plan pour créer par référendum une Adjarie unifiée : lettre à Tchitchérine, 4 novembre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 46, l. 81.

¹⁸²¹ « Rus Konsolosu ve Hariciye Mümessili bizimle temastan ictinab ediyorlar ». Erdal Aydoğan, Şaban Ortak, *op.cit.*, 2000, p. 145 ; la décision turque d'envoyer en novembre de l'aide à certains villages d'Adjarie touchés par des intempéries contribue à cette suspicion : Zehra Arslan, *op.cit.*, automne 2014, p. 54.

¹⁸²² Télégramme chiffré de Staline au Comité régional du Parti de Transcaucasie, 18 novembre 1922, RGASPI, f. 558, op. 11, d. 30, l. 92.

nommé représentant. Au-delà de l'importance politique de Mdivani, cette nomination n'est pas étrangère au fait que son propre frère, Simon Mdivani, représente la Géorgie indépendante auprès des Kémalistes. Les Caucasiens occupent aussi un rôle important au sein du réseau consulaire¹⁸²³. Les consulats de Trabzon et Kars se trouvent au cœur du dispositif logistique d'aide à la Turquie nationaliste, mais développent aussi des fonctions de renseignement. Le Bureau d'information rattaché au consulat transmet par radio des bulletins qui deviennent des sources-clefs pour les dirigeants soviétiques, avec ceux fournis par le renseignement militaire et les Tchékas du Caucase¹⁸²⁴.

Les autorités kémalistes surveillent de très près l'activité de propagande des consulats soviétiques dans les zones-frontières. Cette activité vise d'abord les émigrés et réfugiés venus du Caucase soviétique¹⁸²⁵. Mais la principale inquiétude réside dans la propagande idéologique à laquelle se livrent les représentants soviétiques, en lien avec des activistes qui arrivent du Caucase¹⁸²⁶. Les liens entre le Komintern et les représentations diplomatiques restent, en cette première phase des relations extérieures soviétiques, très étroits, et les consuls sont étroitement impliqués dans la diffusion du communisme. En 1920, le vieux bolchevik Golub' est nommé consul à Trabzon, après un poste comme ambassadeur de Russie à Khiva¹⁸²⁷. Les slogans anti-impérialistes maniés par ces représentants ne sont pas sans écho parmi la population du littoral de la mer Noire. L'absence du gouverneur kémaliste de la province, Hamit Bey Kapancızâde, au printemps et à l'été 1920, permet au consul soviétique d'accroître son influence, ce qui provoque l'inquiétude de Karabekir¹⁸²⁸. Le consul fait envoyer une délégation de Trabzon au congrès des peuples de l'Orient qui se tient à Bakou. A son retour à Trabzon, à la fin de septembre, Hamit Bey est alarmé. Il écrit :

« J'ai trouvé la province changée. J'ai trouvé Trabzon empoisonnée par le vent du bolchévisme, soufflant de l'est comme de l'ouest, des milieux officiels aussi bien que

¹⁸²³ Mesut Çapa, « Türkiye Cumhuriyeti'nin Kuruluş Yıllarında Trabzon Rus Konsolosluğu », *Uluslararası Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 4, 2008, pp. 95-96 ; il faut également mentionner la mission des communistes abkhazes Lakoba et Eshba en Turquie, à partir d'octobre 1920, où ils s'appuient sur leurs contacts parmi les individus d'origine abkhaze, comme le dirigeant Rauf Bey [Orbay] : Stanislav Lakoba, *Abkhazija posle dvukh imperij*, Hokkaido, Slavic Research Center, Hokkaido University, 2004, pp. 85-87.

¹⁸²⁴ *Ibid.*, p. 97.

¹⁸²⁵ Mikhail Frunze, *Neizvestnoe i zabytoe. Publitsistika, memuary, dokumenty, pis'ma*, Moscou, Nauka, 1991, p. 203.

¹⁸²⁶ Mesut Çapa, Rahmi Çiçek, *op.cit.*, 2004, pp. 251-252.

¹⁸²⁷ Mikhail Frunze, *op.cit.*, 1991, p. 238.

¹⁸²⁸ Hüseyin Albayrak, *op.cit.*, 2008, p. 301.

*militaires. [...] Les soldats eux-mêmes, comme pour ressembler à leurs voisins communistes, ont déchiré leurs uniformes et arborent sur les bras des insignes rouges*¹⁸²⁹. »

Kapancızâde s'empresse d'organiser une réunion publique dans les locaux de la Société de défense des droits pour dénoncer l'inadaptation du bolchevisme à la Turquie. Il reçoit à cette occasion l'appui de certains des délégués qui ont fait le voyage à Bakou et en sont revenus critiques du régime soviétique¹⁸³⁰. Le discours de Kapancızâde à cette occasion fait l'objet d'une diffusion à travers le journal officieux de la province, l'*Istikbal*, le 6 octobre 1920¹⁸³¹.

Les dirigeants nationalistes turcs ne semblent pas avoir tous partagé la même perception de la menace posée par l'expansionnisme idéologique et politique du bolchevisme. Le maréchal Kazım Karabekir, en tant que commandant du front oriental, apparaît comme un des plus avertis sur les réalités de cet expansionnisme et sur la menace de subversion que posent les communistes. Il donne l'impulsion aux mesures de cantonnement prises contre les activités communistes dans sa région à partir de la fin de 1920¹⁸³². La disparition, au large de Trabzon, du dirigeant du Parti communiste turc Mustafa Suphi et de ses proches, le 28 janvier 1921, constitue l'événement le plus spectaculaire, mais aussi le plus mystérieux, de cette relation tendue. A l'époque, les Soviétiques gardent un silence de bon aloi sur cette disparition, bien que quelques articles parus dans les organes officiels renvoient à une culpabilité des autorités locales¹⁸³³. Bülent Gökay ou Alexandre Bennigsen lient ce silence au fait que, pour les autorités bolcheviques elles-mêmes, le Parti communiste turc fondé en septembre 1920 est devenu une gêne dans la relation avec les nationalistes turcs et que sa disparition est donc accueillie sans indignation excessive¹⁸³⁴. Sans qu'une explication de cet incident totalement univoque ait été apportée, la thèse d'une implication de Karabekir et de Kapancızâde, devenu gouverneur d'Erzurum, est la plus vraisemblable. Metin Tunçay l'a

¹⁸²⁹ İsmail Akbal, « Milli mücadele yıllarında muhalif ve bolşevizm karşıtı bir vali – Kapancızâde Hamit Bey », *Ankara Üniversitesi Dil ve Tarih-Coğrafya Fakültesi Tarih Bölümü Tarih Araştırmaları Dergisi*, Vol. 29, No. 48, 2010, p. 14.

¹⁸³⁰ *Defter-i Hatırat* (rédigé par Kapancızâde en 1926), reproduit intégralement dans Halit Eken, *Bir Milli Mücadele Valisi ve Anıları. Kapancızâde Hamit Bey*, İstanbul, Yeditepe Yayınevi, 2008, p. 587.

¹⁸³¹ Sous le titre, « Vâli-yi Âlimiz Hamit Beyefendi'nin Beyanat-ı Mühimmeleri ». Cité dans İsmail Akbal, *op.cit.*, 2010, p. 14.

¹⁸³² Sur ces mesures, voir le rapport du commissariat aux Affaires étrangères arménien, « Komunistakan hoghê Turk'iaj yev Turk'ahajeru medj », 26 janvier 1921, HAA, f. 114, op. 2, d. 48, ll. 1-4 ; Kazım Karabekir, *op.cit.*, Vol. 2, 2014, pp. 1140-1145.

¹⁸³³ Il ne nous a pas été possible de vérifier l'article que cite A. Esajan, écrit par un certain Dzhevad et paru le 7 mai 1921 dans les *Izvestija VTsIK* : « Zverskoe ubijstvo turetskikh kommunistov ». A. Esajan, *Hajastani midzhazgajin iravakan drut'junê, 1920-1922*, Erevan, Mitk', 1967, pp. 43-44.

¹⁸³⁴ Bülent Gökay, *Soviet Eastern Policy and Turkey*, Londres-New York, Routledge, 2006, pp. 9-10 et 24-27 ; Alexandre Bennigsen, S. Enders Wimbush, *Muslim National Communism in the Soviet Union. A Revolutionary Strategy for the Colonial World*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 1979, pp. 78-79.

notamment soutenue en renvoyant aux archives de l'Institut d'histoire de la révolution turque, à Ankara, qui contiennent de très nombreux documents concernant les premières années du régime kémaliste¹⁸³⁵. L'analyse des interactions locales entre représentants étrangers et autorités soviétiques au Caucase met en évidence les chiasmes de la relation entre les bolcheviks et les forces politiques et étatiques voisines.

3. Usages et tensions de la polyphonie diplomatique

Ces chiasmes résultent en grande partie du fonctionnement de la polyphonie diplomatique et de la multiplicité des centres de décision qui, tout en contribuant au dynamisme du communisme soviétique des premières années, s'accompagnent aussi de tensions. En démultipliant les visages diplomatiques du bolchevisme, la polyphonie permet d'utiliser des registres différents de connivence et d'influence, mais une telle utilisation suppose une coordination et une acceptation, par les acteurs théoriquement subordonnés, de leur position, ce qui n'est que partiellement le cas. Dès lors, le pluralisme diplomatique évolue facilement vers un système instable où les apprentis-sorciers sont exposés au risque d'être dépassés par leurs créations.

a) Les formes de la diplomatie auxiliaire

Afin d'examiner le fonctionnement concret de la polyphonie diplomatique, il nous semble possible d'examiner successivement trois dimensions de cette polyphonie. A un premier niveau, l'existence d'institutions diplomatiques propres dans les républiques soviétiques peut être perçue comme l'instrument d'une diplomatie ancillaire, adjuvante de la diplomatie centrale menée par les institutions bolcheviques russes. Ce rôle correspond à ce que Panayotis Soldatos nomme l'*action coopérative* entre entités centrales et subnationales¹⁸³⁶. A un second niveau, on s'aperçoit cependant que cette diplomatie ne se cantonne pas à ce rôle auxiliaire et manifeste des objectifs propres, parfois contradictoires avec ceux de la diplomatie centrale. Cette opposition entre différents lieux du pouvoir s'ajoute aux contradictions désormais largement étudiées entre les institutions qui forment ce qu'on pourrait appeler le « pouvoir central » bolchevique : elle peut même être considérée comme

¹⁸³⁵ Cité par Bülent Gökay, *op.cit.*, 1997, p. 107.

¹⁸³⁶ Panayotis Soldatos, « An Explanatory Framework for the Study of Federated States as Foreign-policy Actors », in Hans J. Michelmann, Panayotis Soldatos (dir.), *op.cit.*, 1990, p. 38.

plus structurante dans ces premières années, où Komintern et commissariat aux Affaires étrangères partagent encore nombre de politiques¹⁸³⁷. Ces effets indésirables – si l'on adopte le point de vue des institutions centrales – de la polyphonie diplomatique nous conduisent à examiner un troisième niveau, qui envisage le fait que cette polyphonie puisse même être retournée et instrumentalisée par les Etats avec lesquels les bolcheviks sont en interaction.

La dimension ancillaire de la diplomatie des républiques soviétiques nous renvoie directement aux questions évoquées au début de ce chapitre sur le rôle conféré dès la guerre civile à des institutions périphériques comme la république autonome du Turkestan ou la république d'Extrême-Orient. Un rôle similaire se trouve assigné à l'Ukraine en direction de l'Europe centrale. Le commissariat aux Affaires étrangères ukrainien est mis au service de l'établissement de relations diplomatiques et commerciales avec les nouveaux pays de la région¹⁸³⁸. A la fin de 1921, c'est en tant que commandant-en-chef de l'Armée rouge ukrainienne et membre du Politburo de cette république que Mikhaïl Frunze effectue un voyage officiel en Turquie¹⁸³⁹. Au début de l'année 1922, l'Ukraine dispose de deux représentations diplomatiques, en Allemagne et en Pologne, ainsi que d'une délégation commerciale en Tchécoslovaquie. Dans ses mémoires, le futur transfuge Grégoire (Grigorij) Besedovskij donne cependant une description des plus ternes du commissariat ukrainien, « endroit presque inhabité », lorsqu'il s'y rend en janvier 1922 afin d'être nommé comme représentant en Autriche. Un certain Jakovlev, qui dirige de fait le commissariat en raison des autres occupations de Christian Rakovski, commissaire mais aussi président du conseil des commissaires du Peuple et membre du Politburo ukrainien, rappelle à Besedovskij que « le commissariat ukrainien n'a le droit de rien entreprendre sans accord préalable avec Moscou¹⁸⁴⁰ ».

Sans nous attarder sur les lectures diverses qu'on pourrait faire d'une telle démonstration de soumission – peut-être moins candide qu'elle n'y paraît – elle illustre bien ce qui pourrait constituer l'interprétation la plus claire de la polyphonie diplomatique : les diplomaties périphériques comme instruments du centre. De ce point de vue, l'utilisation faite des républiques caucasiennes repose sur deux dimensions. D'une part, l'idée que ces

¹⁸³⁷ Samuel Hirst, « Transnational Anti-Imperialism and the National Forces. Soviet Diplomacy and Turkey, 1920-1923 », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol. 33, No. 2, 2013, p. 215.

¹⁸³⁸ A.S. Bashkov, *Na zare sovetskoj diplomatii. Organy Sovetskoj diplomatii v 1917-1922 gg.*, Moscou, Mezhdunarodnye Otnoshenija, 1966, pp. 104-106.

¹⁸³⁹ Pour le compte rendu de ce voyage, conservé aux archives militaires à Moscou, voir Mikhaïl Frunze, *op.cit.*, 1991, pp. 201-239 ; il y signe le 2 janvier 1922 un traité d'amitié turco-ukrainien : *DVP SSSR*, T. 5, 1961, pp. 9-14.

¹⁸⁴⁰ Grégoire Bessedovsky, *Oui, j'accuse ! Au service des Soviets*, Paris, Librairie de la Revue Française, 1930, pp. 11-14.

républiques appartiennent à « l'Orient », catégorie dont on a souligné plus haut la force dans l'esprit des dirigeants bolcheviques. Cette classification est particulièrement structurante dans le cas de l'Azerbaïdjan¹⁸⁴¹. Les dirigeants de la nouvelle république sont ainsi mis dès le printemps au service de l'organisation du congrès des peuples de l'Orient, qui se tient à Bakou, en grande pompe, au début de septembre 1920. L'invitation lancée officiellement le 29 juin 1920 dessine le cercle d'une diplomatie régionale, s'étendant aux ouvriers et paysans de Perse, d'Anatolie, du Proche-Orient arabe et de l'Arménie, qui n'est pas encore soviétisée. La séance d'ouverture du congrès, le 31 août, est inaugurée par Nərimanov, au nom des autorités azéries et le secrétaire du Komintern, Karl Radek, insiste sur la place particulière qu'occupe Bakou en raison de sa situation aux portes de l'Orient et de sa tradition d'internationalisme ouvrier¹⁸⁴². Son discours retrouve les contours de l'interprétation des révolutions des années 1900 comme émanations de la révolution de 1905 et du socialisme russe¹⁸⁴³. La seconde dimension qui justifie une utilisation des républiques caucasiennes est un facteur ethno-culturel. Ce facteur a fait l'objet de travaux de Taline Ter Minassian, qui se concentre notamment sur le rôle de l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (KUTV). Ce « véritable phalanstère pour les révolutionnaires d'Orient » est fondé à Moscou en avril 1921 et vise à former des cadres à la fois pour les républiques soviétiques « orientales » et pour le monde extérieur¹⁸⁴⁴.

Ter Minassian souligne la place, dans cette université, de groupes ethniques transfrontaliers et minoritaires, présents en URSS et sur le territoire d'autres Etats. Cette étude d'une institution bolchevique centrale comme la KUTV est complétée au début des années 1920 par le développement d'une diplomatie ethno-culturelle fondée sur les populations des confins caucasiens¹⁸⁴⁵. L'exemple le plus direct d'une mobilisation de la proximité ethno-culturelle, qui puise dans l'héritage décrit dans la deuxième partie sur les contacts entre Ottomans et Azéris, est l'utilisation de la république soviétique azérie dans le développement des relations avec la Turquie nationaliste. Les dirigeants bolcheviques à Moscou attribuent

¹⁸⁴¹ Sur la force de ce discours parmi les Azéris eux-mêmes, voir le rapport du consul azéri à Kars, début 1922, in Jalə Qurbanova, Musa Piriyeu (éd.), *op.cit.*, 2002, pp. 229-231.

¹⁸⁴² John Riddell (éd.), *To See the Dawn. Baku, 1920 – First Congress of the Peoples of the East*, New-York-Londres-Montréal-Sydney, Pathfinder, 1993, pp. 36-41 et 46-54.

¹⁸⁴³ Cf. chapitre 2.

¹⁸⁴⁴ L'université accueille 1.137 étudiants étrangers entre 1921 et 1931, avec trois « groupes » prédominants (Persans, Turcs, Arabes). Taline Ter Minassian, *Colporteurs du Komintern. L'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997, pp. 70-73 ; Harish Kapur, *op.cit.*, 1966, p. 73.

¹⁸⁴⁵ Cette dimension a aussi fait l'objet de recherches de la part de Taline Ter Minassian pour le cas arménien, bien qu'elle soit moins représentée dans la version éditée de sa thèse. On peut se référer à Taline Ter Minassian, « Un exemple du rôle des minorités dans la politique extérieure de l'URSS. Les Arméniens dans la politique soviétique en Iran au début des années 20 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 34, No. 4, 1993, pp. 561-576.

explicitement comme rôle à l'Azerbaïdjan la promotion des relations avec les autorités d'Ankara. La relation se veut mutuellement profitable, en particulier sur un plan juridique. Pour les Soviétiques comme pour les kémalistes, la question de la reconnaissance internationale de leurs Etats constitue une priorité et l'ouverture de relations bilatérales turco-azéries contribue à construire cette reconnaissance. Les rituels qui accompagnent l'ouverture de telles relations prennent ici une signification particulière. Les lettres de créances (*itimatname*) du premier envoyé turc à Bakou, Memduh Şevket Bey, représentent pour le pouvoir bolchevique azéri une entrée sur la scène de la diplomatie officielle, bien que cette reconnaissance vienne d'un Etat lui aussi non-reconnu¹⁸⁴⁶. Ce qui est d'abord une « légation » (*mümessillik*) est élevé à la fin de l'année au rang d'ambassade (*sefaret*)¹⁸⁴⁷.

Cette quête d'un renforcement mutuel de légitimité se trouve elle aussi dans la prolongation de pratiques développées depuis la fin de la Première Guerre mondiale par les nouveaux Etats et, jusqu'à nos jours, par les Etats sécessionnistes non reconnus dans l'ordre international¹⁸⁴⁸. Elle accorde une attention particulière à une symbolique des relations entre Etats et se montre particulièrement friande du « genre » diplomatique que constitue le télégramme de félicitation. L'historienne Larissa Zakharova insiste dans ses recherches les plus récentes sur l'enjeu que constitue le télégraphe au cours des premières années du régime soviétique, en tant qu'infrastructure de guerre civile et outil de contrôle, mais plus encore de stratification socio-politique¹⁸⁴⁹. Les Azéris sont très actifs dans cette diplomatie du télégramme, qui ouvre une longue tradition dans la pratique diplomatique des Soviétiques et, après la Seconde Guerre mondiale, des démocraties populaires¹⁸⁵⁰. Le 27 avril 1921, leur gouvernement envoie un télégramme de félicitations à Mustafa Kemal pour le coup qu'il

¹⁸⁴⁶ Lettres de créance de Memduh Şevket Bey, 15 Ağustos 1336 (15 août 1920), in Bilâl N. Şimşir, *Atatürk ve yabancı devlet başkanları*, V. 1, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1993, p. 397.

¹⁸⁴⁷ Note du ministère des Affaires étrangères turc au ministère de la Défense, 9 Kânûn-ı Evvel 1336 (9 décembre 1920), *Ibid.*, p. 402.

¹⁸⁴⁸ Sur ce point, Barry Bartmann, « Political realities and legal anomalies: revisiting the politics of international recognition », in Tozun Bahçeli, Barry Bartmann, Henry Srebnik (dir.), *De Facto States. The Quest for Sovereignty*, Abingdon-New York, Routledge, 2004, pp. 12-31.

¹⁸⁴⁹ Voir ses remarques sur les droits d'usage du télégraphe et du téléphone : Larissa Zakharova, « 'Le socialisme sans poste, télégraphe et machine est un mot vide de sens'. Les bolcheviks en quête d'outils de communication (1917-1923) », *Revue historique*, 2011/4 (No. 660), pp. 853-873.

¹⁸⁵⁰ Bilâl N. Şimşir le montre sur la base des archives du ministère des Affaires étrangères turc : Bilâl N. Şimşir, « Ankara'da ilk Azerbaycan temsilcisi Ibrahim Muharrem Oğlu Abilov », *IRS*, No. 6, 2013, pp. 16-19 ; l'historiographie allemande utilise le terme d'*Adressendiplomatie* dans le cas ultérieur de la RDA et souligne son utilisation particulière dans les relations avec les pays du Tiers Monde, eux aussi en quête d'une légitimité étatique et politique. Il y a donc une forme de continuité dans le temps des usages de cette forme diplomatique. Hans Siegfried Lamm, Siegfried Kupper, *DDR und Dritte Welt*, Munich-Vienne, R. Oldenbourg Verlag, 1976, pp. 66-68.

vient de porter à « l'Entente » en Asie mineure¹⁸⁵¹. En septembre 1921, la victoire de Sakarya est à son tour saluée par les Azéris avec des télégrammes qui doublent ceux envoyés par Moscou¹⁸⁵². Moins que dans la sincérité des effusions qui s'y expriment, l'importance de ces télégrammes réside dans la désignation de l'ennemi qu'ils opèrent, construisant et maintenant une certaine perception des rapports de force. C'est ainsi que les télégrammes envoyés à l'automne 1921 s'obstinent à qualifier la lutte des nationalistes turcs comme une lutte contre « l'Entente », alors même que celle-ci n'a plus de réalité aussi forte et que les Turcs se trouvent en négociation avec la France¹⁸⁵³.

Les Azéris n'établissent pas pour leur part de représentation dès 1920, ne disposant que d'un secrétaire au sein de la légation russe, avant que ne soit nommé à son tour un ambassadeur azéri à Ankara, Ibrahim Ebilov. Nommé le 2 mai 1921 par le Comité central azéri, il prend ses fonctions en septembre de la même année¹⁸⁵⁴. Au cours des débats préalables à sa nomination, où interviennent les dirigeants azéris, caucasiens et russes, la capacité à susciter la sympathie des milieux nationalistes turcs, en même temps que la loyauté à l'égard du nouveau pouvoir azéri, est le critère décisif. Les moyens accordés à cette représentation, qui doit employer vingt-sept personnes d'après les plans établis en août, témoignent de l'importance qu'on lui accorde¹⁸⁵⁵. Ancien révolutionnaire membre du Parti *Hümmət*, Ebilov occupe dès sa prise de fonction une place centrale dans le dispositif diplomatique soviétique à Ankara. Il acquiert rapidement l'amitié des dirigeants turcs, y compris de Mustafa Kemal, qui l'accueille dans le cercle de ses familiers¹⁸⁵⁶. L'ambassade azérie devient un lieu de sociabilité dans une capitale qui en manque encore singulièrement : Ebilov organise ainsi en décembre 1921 une soirée culturelle et musicale où sont présentées des œuvres azéries, dont plusieurs scènes tirées d'un des premiers opéras azéris, *Aşıq*

¹⁸⁵¹ Télégramme du gouvernement azéri à Mustafa Kemal, 27 avril 1921, Bilâl N. Şimşir, *op.cit.*, V. 1, 1993, pp. 402-403.

¹⁸⁵² Télégramme d'Ebilov au gouvernement nationaliste turc, 14 septembre 1921, *Ibid.*, p. 404.

¹⁸⁵³ Le sénateur Henry Franklin-Bouillon signe en octobre 1921 le traité d'Ankara avec Mustafa Kemal. Rapport d'Abilov

¹⁸⁵⁴ ARSPIHDA, f. 1, op. 2, d. 18, l. 113, cité par Mehman Ağaev, *Kurtuluş savaşı yıllarında Türkiye-Azerbaycan ilişkileri*, Istanbul, IQ Kültür Sanat Yayıncılık, 2008, pp. 309-311.

¹⁸⁵⁵ On ne compte cependant que deux fonctionnaires « politiques », le premier secrétaire et l'attaché militaire, le reste étant constitué d'employés divers. Liste des collaborateurs de la mission azérie à Ankara, 4 août 1921, reproduite dans Jalə Qurbanova, Musa Piriye (éd.), *op.cit.*, 2002, pp. 116-117.

¹⁸⁵⁶ Pour un aperçu de cette relation, à prendre parfois avec précaution : Ebülfez Amanoğlu (Guliyev), Akif Ahundov, *Mustafa Kemal'in Dostu Ibrahim Ebilov (Belgesel ve Bedii Bir Hayat Hikayesi)*, Ankara, Kültür Ajansı, 2000 ; sur les documents conservés en Azerbaïdjan relatifs à la mission d'Ebilov et à ses liens avec Atatürk, Zarife Dulayeva, « Atatürk'ün imzası: "... Azerbaycan'ın büyükelçisine, kardeşim Ibrahim Abilov'a », *IRS*, No. 7, 2013, pp. 36-39.

*Qərib*¹⁸⁵⁷. L'entregent d'Ebilov lui permet de fournir à Bakou des rapports détaillés sur l'état d'esprit des cercles dirigeants turcs, avec une précision à laquelle ne peuvent prétendre les diplomates de l'ambassade russe¹⁸⁵⁸. L'ambassadeur russe Aralov, qui prend ses fonctions en décembre 1921, note dans ses mémoires le rôle décisif d'Ebilov, dont les compétences linguistiques et la proximité avec Kemal lui permettent de « jouer un rôle très actif [...] dans les conversations importantes » avec le leader turc¹⁸⁵⁹.

La diplomatie menée par Ebilov peut être définie comme auxiliaire dans la mesure où elle consiste en une multiplication des canaux d'extraction de l'information et d'établissement d'une proximité personnelle et institutionnelle. Au rôle d'Ebilov répond celui de l'ambassadeur turc à Bakou, Memduh Şevket Bey [Esendal], qui reste jusqu'en mars 1924 et parvient à se « fondre dans la population et à s'en faire aimer au point que tout le monde venait lui raconter ses secrets¹⁸⁶⁰ ». La diplomatie des républiques périphériques peut cependant être qualifiée d'auxiliaire d'un autre point de vue, qui a été brièvement mentionné à propos de la République d'Extrême-Orient. On veut ici parler du rôle de tampons diplomatiques que les républiques endossent, afin d'éviter un face-à-face entre la Russie bolchevique et les Etats voisins. Cette « diplomatie-tampon » est à la fois symbolique et pratique. Symbolique, parce qu'elle vise à éviter que le gouvernement soviétique ne se trouve dans des situations mimant trop directement les pratiques « impérialistes » de son prédécesseur tsariste. Cette volonté se trouve nettement dans la gestion des incursions frontalières de bandes nomades persanes en Azerbaïdjan. Le gouvernement azéri se charge d'adresser des plaintes au représentant persan à Bakou, déclarant dans une note verbale du 1^{er} août 1922 :

¹⁸⁵⁷ Il s'agit d'un opéra écrit par le compositeur azéri Zülfüqar Hacıbəyov en 1915 sur la base d'un récit traditionnel très répandu au Caucase et en Asie centrale. Programme de la soirée de charité des 8 et 9 décembre 1921, in Jalə Qurbanova, Musa Piriyeu (éd.), *op.cit.*, 2002, pp. 184-187.

¹⁸⁵⁸ Voir un rapport du 21 octobre 1921 sur l'évolution de l'idéologie panturquiste, cité par Mehman Ağaeu, *op.cit.*, 2008, pp. 314-315.

¹⁸⁵⁹ Semyon Aralov, *Bir Sovyet diplomatının Türkiye anıları*, Istanbul, Türkiye Bankası Kültür Yayınları, 2014, p. 67.

¹⁸⁶⁰ Rıza Nur, *Hayat ve hatıratım, 3: Atatürk kavgası*, Istanbul, İşaret Yayınları, 1992, p. 136 ; İsmail Çetişli, *Memduh Şevket Esendal*, Ankara, Kültür Bakanlığı Yayınları, 1991, pp. 11-13 ; Bilâl N. Şimşir, *Bizim diplomatlar*, Ankara, Bilgi Yayınevi, 1996, pp. 82-84 ; pour une évaluation moins positive, Mehman Ağaeu, *op.cit.*, 2008, p. 308.

« En vue du caractère systématique pris par les pillages et exactions commises par les brigands persans, le gouvernement d'ASSR est contraint de se réserver une liberté d'action, au cas où le gouvernement persan ne prendrait pas les mesures qui s'imposent¹⁸⁶¹. »

Une telle déclaration, adressée par le gouvernement azéri, permet de prévenir les accusations d'impérialisme que les Persans n'hésitent pas à brandir alors que les menées communistes en Perse du Nord ne sont pas encore révolues¹⁸⁶². Mais ce type de délégation diplomatique ne fait pas l'unanimité parmi les dirigeants de l'Armée rouge caucasienne, qui considèrent pour leur part qu'une « pression plus appuyée sur le gouvernement persan de la part du commissariat aux Affaires étrangères de Russie » serait plus efficace¹⁸⁶³.

Le découpage des compétences et charges relève ainsi de stratégies coordonnées, mais aussi disputées entre les différents acteurs de la politique étrangère bolchevique. Cela nous amène au deuxième rôle de la diplomatie-tampon, qui consiste dans un contournement de certaines questions épineuses par la diplomatie centrale, qui préfère les sous-traiter aux républiques afin qu'elles ne viennent pas entraver les relations de la Russie et de pouvoir, éventuellement, poser en arbitre¹⁸⁶⁴. Ce type de contournement est appliqué au début de 1921, lorsque la Turquie continue à occuper la région d'Alexandropol, à la frontière arménienne, bien que les bolcheviks ne reconnaissent pas le traité du même nom. Cette occupation suscite de vives tensions car les bolcheviks ont établi en même temps un comité révolutionnaire dans la ville et prétendent contrôler l'administration locale¹⁸⁶⁵. Cette situation de double administration est particulièrement tendue, car les bolcheviks locaux dénoncent les violences et pillages commis par les Turcs¹⁸⁶⁶. La diplomatie russe centrale ne reprend cependant que partiellement ces plaintes, car elle est engagée dans le même temps dans des négociations à Moscou pour signer un traité d'amitié. Le commissaire arménien aux Affaires étrangères,

¹⁸⁶¹ Lettre du conseil des commissaires du Peuple azéri au représentant diplomatique iranien à Bakou, 1^{er} août 1922, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 1082, l. 121 ; Y. Tokarjevski, *Azərbaycan Tarixi, C. 6 (aprel 1920-iyun 1941)*, Bakou, Elm, 2000, p. 16.

¹⁸⁶² Note du commissariat aux Affaires étrangères azéri à Manshûr ol-Molk, 22 Rabî' as-Sânî (3 janvier 1921), cité par Kâveh Bayât, *Tûfân bar farâz-e Qafqâz*, 1380 (2001), p. 340 ; on trouve une même pratique en Asie centrale : note du représentant de la république populaire de Boukhara au ministère des Affaires étrangères afghan, 4 juillet 1922, *DVP SSSR*, T. 5, 1961, pp. 479-480.

¹⁸⁶³ Lettre du Conseil militaire révolutionnaire de l'Armée rouge caucasienne au commandement-en-chef de l'Armée rouge, 12/14 août 1922, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 1082, l. 122.

¹⁸⁶⁴ Les autorités moscovites refusent ainsi d'examiner les demandes britanniques de libération de leurs prisonniers capturés à Bakou et les renvoient au gouvernement azéri. Harry Luke, *op.cit.*, 1953, p. 187 ; sur ces processus de sous-traitance diplomatique, Brian Hocking, *op.cit.*, 1993, pp. 15 et 39-40.

¹⁸⁶⁵ Karine Alek'sanjan, « Alek'sandropoli gavar'ê t'urk'akan r'azmakalman zhamanakashrjanum », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 2, 2009, pp. 124-125 ; A. Esajan, *op.cit.*, 1967, pp. 162-163.

¹⁸⁶⁶ Rapport du commissaire du 4^e sous-district d'Alexandropol, Ter-Grigorjan, au commissaire du district, 29 novembre 1920, HAA, f. 144, op. 1, d. 27, l. 2.

Bekzadjan, est chargé de porter les plaintes de sa république directement auprès du commandement turc du Front oriental¹⁸⁶⁷. L'utilisation politique des républiques à des fins de détournement et de déplacements temporaires de conflits vient ainsi compléter le tableau des usages de la diplomatie périphérique. Cependant, les républiques ne fonctionnent pas comme instruments dociles de stratégies centrales.

b) Un « sous-impérialisme » et ses tensions

Leur autonomie affleure déjà dans la manière dont les dirigeants caucasiens se comportent en mai 1920, au lendemain de la soviétisation de l'Azerbaïdjan. Kirov et Ordjonikidze n'adoptent-ils pas alors un ton péremptoire dans leurs télégrammes au Comité central moscovite ? « Il arrivera sous peu à la Géorgie la même chose qu'à l'Azerbaïdjan. Ne menez aucune négociation avec la Géorgie », écrivent-ils le 4 mai 1920 au Comité central du Parti à Moscou¹⁸⁶⁸. L'historien Aleksandr Kvashonkin suppose que ce ton aurait pu froisser les dirigeants centraux et Lénine, qui auraient délibérément choisi de modérer les ardeurs d'un commandement caucasien trop ambitieux et indiscipliné¹⁸⁶⁹. La création des républiques accentue cependant les velléités des dirigeants caucasiens à une politique autonome. Cette tendance peut être rapprochée de l'orientation politique que l'historiographie qualifie généralement de « national-communisme ». Dans la définition qu'en donne Alexandre Bennigsen et Enders Wimbush, le national-communisme résume le communisme au thème de la « libération nationale » et à la défense des « nations prolétaires »¹⁸⁷⁰. Mais cette sélectivité idéologique s'accompagne, dans la pratique des dirigeants que l'on peut rattacher à ce courant, d'un engagement en faveur de l'autonomie politique des nationalités et des républiques soviétiques.

La priorité accordée au thème de la libération nationale s'exprime directement dans l'attitude des bolcheviks caucasiens, qui font de la poursuite de la dynamique révolutionnaire vers les Etats mitoyens une priorité. Le révolutionnaire tatar Sultan Galiev appelle ainsi à propager la révolution communiste en Turquie en dépit de l'alliance avec Kemal¹⁸⁷¹. Les expériences individuelles de ces bolcheviks, qui ont souvent participé au mouvement

¹⁸⁶⁷ Entrée du 23 janvier 1921 du journal de Kazım Karabekir, *Günlükler...*, 1. Cilt, 2009, p. 725.

¹⁸⁶⁸ Télégramme d'Ordjonikidze et Kirov à Lénine, 4 mai 1920, RGASPI, f. 85, op. 13, d. 12, ll. 9-10 ;

¹⁸⁶⁹ Aleksandr N. Kvashonkin, « Sovetizatsija Zakavkaz'ja v perezishe Bol'shevistskogo rukovodstva 1920-1922 », *Cahiers du monde russe*, No. 38/1-2, 1997, pp. 167-168 ; cela est d'autant plus crédible que, dès mars 1920, Lénine a décidé de réduire les prérogatives de politique étrangère de la *Turkkomissija* en raison de ses violations répétées des directives centrales : Ivan Pogorel'skij, *op.cit.*, 1984, p. 98.

¹⁸⁷⁰ Alexandre Bennigsen, S. Enders Wimbush, *op.cit.*, 1979, pp. xx.

¹⁸⁷¹ Alexandre Bennigsen, S. Enders Wimbush, *op.cit.*, 1979, pp. 76-77.

révolutionnaire constitutionnel en Iran, compte dans cette volonté d'inclure ce pays dans leur champ d'action. Après avoir reçu délégation pour agir au Gilan en soutien à la république soviétique d'Iran du Nord, les dirigeants azéris s'engagent de plus en plus fortement et personnellement dans cette équipée. Nəriman Nərimanov, président du gouvernement azéri et figure tutélaire du Parti dans la république, ne manque pas de critiquer les inflexions de la politique étrangère décidées à Moscou, en particulier la quête d'un *modus vivendi* avec l'Etat iranien et une temporisation dans l'élan révolutionnaire envers « l'Orient¹⁸⁷² ». Dans une lettre à Ebilov, probablement datée de la fin de 1921, Nərimanov critique vigoureusement cette politique :

« Les positions de Tchitchérine sur la politique orientale sont entièrement erronées. L'Iran nous a complètement tourné le dos [Iran bizdən bilmərrə üz çöndərđi]. Tchitchérine s'est laissé berner par les Britanniques et a éteint le flambeau de la révolution [inkılap ırađını söndürdü] que nous portons dans nos mains. C'est maintenant à propos de la Turquie qu'il commet de graves erreurs¹⁸⁷³. »

Dans les directives qu'il envoie à Ebilov, Nərimanov invite à maintenir l'esprit révolutionnaire en acte, dans le sens d'une lutte contre l'impérialisme britannique et d'une propagation de la lutte nationale au Proche-Orient. Cette volonté d'action s'accompagne d'initiatives concrètes prises par les communistes caucasiens pour maintenir cette dynamique révolutionnaire. Les comités centraux des Partis républicains, qui exercent une tutelle directe sur les partis communistes turc et iranien, maintiennent ainsi des fonds secrets pour financer des actions de propagande depuis leur territoire¹⁸⁷⁴. Dans leur action, les Caucasiens ne se positionnent pas que par rapport aux organes centraux, puisqu'ils rivalisent aussi avec des institutions concurrentes fondées par les bolcheviks en Asie centrale¹⁸⁷⁵.

La légitimation de ces actions se fait d'abord sur un plan politique, car le Bureau caucasien du Parti maintient une grande prudence face au rapprochement voulu par Moscou

¹⁸⁷² Sur la formation intellectuelle et politique de Nərimanov, Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 225-232.

¹⁸⁷³ Lettre de Nərimanov à Ebilov, ARSPIHDA, f. 609, op. 1, d. 91, l. 107, dans Jalə Qurbanova, Musa Piriye (éd.), *op.cit.*, 2002, pp. 93-94 ; voir aussi Betül Aslan, *Türkiye-Azerbaycan İlişkileri ve İbrahim Ebilov (1920-1923)*, Kaynak, Istanbul, 2004, p. 217.

¹⁸⁷⁴ Protocole du Comité central géorgien, 16 septembre 1921, SShSA PA, f. 14, op. 1, d. 8, l. 7 ; protocole de l'*Orghjuro* du Comité central azéri, 22 août 1920, BCA, 930.1.0.0/1.1.1.

¹⁸⁷⁵ On peut penser en premier lieu au Conseil pour la propagande internationale (*Sovet internatsional'noj propagandy*), fondé à Tachkent, qui a été étudié en détail par Oliver Bast, « The Council for International Propaganda and the Establishment of the Iranian Communist Party », in Touraj Atabaki (dir.), *op.cit.*, 2006, pp. 163-180.

avec le gouvernement persan¹⁸⁷⁶. Le 26 février 1921, un traité d'amitié et de neutralité est signé entre la Russie et l'Iran, par lequel les deux Etats s'engagent à s'abstenir de toute atteinte à la souveraineté de l'autre (article 5)¹⁸⁷⁷. Au cours d'un entretien avec le négociateur persan à Bakou, Manshûr ol-Molk, Nərimanov souligne que « le gouvernement de Moscou et celui d'Azerbaïdjan sont distincts » et que l'Azerbaïdjan ne peut se sentir lié par un accord signé à Moscou, tant qu'il n'aura pas signé son propre accord avec l'Iran¹⁸⁷⁸. Sur ce point, Nərimanov et son entourage apparaissent plus radicaux encore que le cercle d'Ordjonikidze. Ce dernier entreprend en effet de faire respecter la nouvelle ligne politique de Moscou, ce qui lui permet de prendre de l'ascendant sur les communistes de Bakou. Il notifie ainsi, le 10 avril, au Comité central azéri la nécessité d'arrêter l'aventure persane, mais se heurte à la sourde oreille des « Azéris » - les guillemets étant nécessaires car le groupe ne se limite pas à des Azéris ethniques. Əli Qarayev rétorque que « Moscou peut décréter la république du Gilan abolie, mais l'Azerbaïdjan, qui est une république autonome, non seulement ne la liquide pas, mais au contraire [...] va lui apporter toute l'aide possible en hommes et en moyens¹⁸⁷⁹ ». La franchise des Azéris n'a d'égal que la faible capacité des dirigeants centraux et même d'Ordjonikidze à faire appliquer leurs décisions sur l'arrêt de l'aide au Gilan. Les tensions entre Moscou, le comité central azéri et la ligne intermédiaire souhaitée par Ordjonikidze sont perçues par les représentants iraniens au Caucase, qui s'interrogent sur le lieu véritable du pouvoir. Le consul persan à Bakou, Sâ'ed ol-Vezâra rapporte le 6 mai une réunion confidentielle tenue à Bakou entre les dirigeants azéris et Ordjonikidze, qu'il qualifie de « quasi-successeur des vice-rois du Caucase », au cours de laquelle aurait prévalu la ligne d'Ordjonikidze de réduction des actions soviétiques en Perse du Nord¹⁸⁸⁰.

La sous-traitance initiale de l'opération persane aux Azéris s'avère un obstacle redoutable à sa liquidation. Cet obstacle est illustré par les tribulations de l'ambassadeur soviétique en Iran, Fedor Rothstein. Arrivé dans la capitale le 27 avril 1921, il se convainc

¹⁸⁷⁶ Firuz Kazemzadeh, « Iranian Relations with Russia and the Soviet Union, to 1921 », in Peter Avery, Gavin Hambly (dir.), *The Cambridge History of Iran, Vol. 7...*, 1991, p. 348.

¹⁸⁷⁷ Rouhollah K. Ramazani, *The Foreign Policy of Iran, 1500-1941*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1966, pp. 187-189 ; 'Alirezâ Âminî, *op.cit.*, 1381 (2002), pp. 22-25 ; I. Maiskij, *Vneshnjaja politika R.S.F.S.R. 1917-1922*, Moscou, Krasnaja Nov', 1923, pp. 158-159.

¹⁸⁷⁸ Kâveh Bayât, *Tûfân bar farâz-e Qafqâz*, 1380 (2001), p. 379.

¹⁸⁷⁹ M.A. Persits, *Zastenchivaja interventsija...*, 1999, p. 159.

¹⁸⁸⁰ Rapport du consul-général Sâ'ed ol-Vezâra au ministère des Affaires étrangères, 27 Sha'bân 1339 (6 mai 1921), cité par Kâveh Bayât, *Tûfân bar farâz-e Qafqâz*, 1380 (2001), p. 385 ; pour une réflexion antérieure sur le sujet, voir le rapport de Moshâver ol-Mamâlek au ministère des Affaires étrangères iranien, 17 Zû l-qa'de 1338 (2 août 1920), in Fâtme Qâzihâ, *op.cit.*, 1381 (2001), pp. 346-352.

rapidement du tort causé aux intérêts soviétiques par l'aventure du Gilan¹⁸⁸¹. La politique incertaine qu'y mènent les communistes caucasiens discrédite l'entreprise bolchevique aux yeux de la population iranienne de manière générale et restaure les préjugés antirusse hérités de l'époque tsariste¹⁸⁸². Au Gilan même, l'impopularité des communistes les contraint à des revirements honteux, comme celui qui les voit renouer en mai 1921 avec le même Koutchek Khan qu'ils ont renversé à l'été précédent¹⁸⁸³. Rothstein écrit des rapports très durs contre les dirigeants transcaucasiens et plus particulièrement contre le groupe des « Bakinois », auquel il reproche non seulement des erreurs tactiques mais une interprétation erronée de la situation politique en Iran :

« Je connais désormais suffisamment bien les différentes psychologies qui existent en Perse pour reconnaître en Koutchek Khan un de ces individus assoiffés de profit et gaspilleurs de l'argent de l'Etat qui grouillent dans tout le pays. Koutchek Khan, qui n'appartient ni par origine ni par profession aux cercles dirigeants, jouit d'un monopole dans l'exploitation des ressources d'Etat et s'est converti en révolutionnaire afin de recevoir du soutien de notre part pour créer sa propre satrapie et exercer un chantage envers le gouvernement central¹⁸⁸⁴. »

On notera le parallélisme entre le ton adopté par Nərimanov dans sa lettre à Ebilov et celui de Rothstein : dans les deux cas, la revendication d'une expertise particulière en relation à l'Orient, à sa psychologie et aux possibilités d'action. Mais la lettre de Rothstein nous semble contenir un second aspect de l'intervention azérie en Perse du Nord. En déplaçant l'accusation sur le terrain de l'exploitation et du profit matériel, Rothstein renvoie à une dimension méconnue de cette intervention.

L'intervention azérie est en effet étroitement mêlée à des questions économiques et commerciales. Alors même que l'économie de la jeune république soviétique se trouve dans une situation désastreuse, l'aventure au Gilan apparaît aussi comme l'occasion de tirer de

¹⁸⁸¹ Cosroe Chaqueri, *op.cit.*, 1995, pp. 330-332 ; Alexandre Bennigsen, S. Enders Wimbush, *op.cit.*, 1979, pp. 80-81 ; 'Alī Akbar Velāyatī, *op.cit.*, 1374 (1995-1996), pp. 108-111 ;

¹⁸⁸² Comme exemple du retour d'un état d'esprit hostile à la Russie du fait de l'intervention au Gilan, on peut citer la nouvelle de Mohammad Ali Djamalzade, *Dūstī-ye khale kherse (L'amitié de tante l'ourse)*, métaphore mordante de la menace russe. Mehrzad Boroujerdi, « 'The West' in the Eyes of the Iranian Intellectuals of the Interwar Years (1919-1939) », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol. 26, No. 3, 2006, p. 396.

¹⁸⁸³ Télégramme du commandant-adjoint de la IX^e Armée, Remezov, à Ordjonikidze, 15 mai 1921, RGASPI, f. 64, op. 1, d. 55, l. 4 ; sur la correspondance entre Rothstein et Koutchek Khan, Ebrāhīm Fakhrāyī, *op.cit.*, 1357 (1978), pp. 356-362.

¹⁸⁸⁴ Rapport de l'ambassadeur de Russie Rothstein à Tchitchérine, 24 octobre 1921, RGASPI, f. 5, op. 2, d. 315, ll. 231 ; Solmaz Rüstəmovə-Tohidi, *Komintərnin Şərq siyasəti və İran 1919-1943*, Bakou, Xəzər universitəsi nəşriyyatı, 2001, pp. 272-274 ; on peut trouver les accusations en réponse des communistes de Bakou dans M.A. Persits (éd.), *op.cit.*, 2009, pp. 455-460.

nouvelles ressources d'une région productrice de produits alimentaires, mais aussi de matières premières réexportables ou utilisables pour l'industrie. On pourrait parler, pour reprendre une terminologie développée par l'histoire coloniale d'un « sous-impérialisme » azéri en Iran du Nord. Le concept désigne à l'origine la réplication d'attitudes impérialistes et de colonisation par des territoires qu'on peut eux-mêmes considérer comme colonisés ou subordonnés¹⁸⁸⁵. On a ainsi pu parler d'un « sous-impérialisme » de l'Égypte, qui occupe le Soudan à la fin du XIX^e siècle alors qu'elle se trouve sous contrôle britannique¹⁸⁸⁶. Des approches similaires ont été utilisées pour décrire le comportement de l'Australie dans son environnement océanien ou de l'Afrique du Sud au début du XX^e siècle. Le sous-impérialisme apparaît comme l'expression de motivations politiques et satisfait certaines frustrations, notamment pour les élites de ces territoires subordonnés, mais s'enracine également dans des configurations économiques qu'il nous semble possible de répliquer à l'analyse de la présence azérie en Perse du Nord.

L'exploitation économique du Gilan prend dès les débuts de l'occupation soviétique des proportions qui marquent les observateurs. Le 27 mai 1920, les rapports diplomatiques allemands se font l'écho de la saisie par l'Armée rouge d'énormes stocks de coton amassés dans les entrepôts de la région en raison de la fermeture des routes commerciales¹⁸⁸⁷. Des stocks de produits alimentaires sont envoyés à Bakou par navires entiers, pour y atténuer la disette. Dans ses approvisionnements, l'État azéri mêle réquisitions, ventes forcées et contrats en bonne et due forme. Les commerçants de la région se voient ainsi proposer, en paiement de leurs produits agricoles, des bijoux et objets précieux manifestement confisqués par les bolcheviks aux anciennes élites de la « Ville noire »¹⁸⁸⁸. Les pratiques ici mises en œuvre dessinent dans l'espace frontalier un véritable « racket » étatique, pour reprendre la célèbre expression de Charles Tilly¹⁸⁸⁹. À la décharge des Azéris, il faut souligner que les représentants proprement russes au Gilan ne se comportent guère mieux et que de nombreux chargements de biens sont aussi envoyés vers Astrakhan. Juridiquement, les Azéris font de surcroît valoir que les stocks qui se trouvent au Gilan, par exemple de pétrole, reviennent de

¹⁸⁸⁵ G.N. Sanderson, « The European Partition of Africa: Coincidence or Conjuncture? », in Ernest Francis Penrose (dir.), *European Imperialism and the Partition of Africa*, Abingdon, Frank Cass & Co., 1975, pp. 15-16.

¹⁸⁸⁶ Eve M. Trout Powell, *A Different Shade of Colonialism. Egypt, Great Britain and the Mastery of Sudan*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2003, pp. 162-163.

¹⁸⁸⁷ Rapport de l'ambassade d'Allemagne à Téhéran, 27 mai 1920, reproduit dans Iraj Afshâr *et alii* (éd.), *Barghâ-ye Djangal...*, 2006, pp. 78-79 ; ces saisies durent plusieurs semaines : note de l'ambassadeur persan Mahmoud Khan au ministre belge des Affaires étrangères Paul Hymans, 16 juin 1920, AMAEB, 10.713.

¹⁸⁸⁸ Mohammad 'Alî Gilak, *op.cit.*, 1371 (1992), p. 336.

¹⁸⁸⁹ Charles Tilly, « War Making and State Making as Organized Crime », in Peter B. Evans, Dietrich Rueschemeyer, Theda Skocpol (dir.), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, pp. 169-191.

droit au gouvernement azéri car ils appartiennent à d'anciennes sociétés tsaristes, basées à Bakou et nationalisées après avril. Cet argument ne plaît guère à Koutchek Khan et à ses soldats, qui puisent dans ces stocks et entrent en conflit avec Bakou¹⁸⁹⁰. En août 1920 encore, une délégation envoyée à Moscou pour rencontrer Tchitchérine exprime le souhait inverse d'obtenir une aide économique, par la mise en place d'usines textiles et d'installations de raffinages du sucre, par l'envoi d'experts économiques et agricoles ou encore par une aide monétaire¹⁸⁹¹.

L'hostilité locale envers les Azéris se trouve accrue par les spoliations effectuées à Bakou contre les biens des sujets persans. Dans une lettre du 6 août 1920, Koutchek Khan demande aux noms des marchands et propriétaires persans du Gilan la restitution des biens confisqués¹⁸⁹². La question des confiscations de biens iraniens en Azerbaïdjan devient un irritant permanent dans les relations entre bolcheviks azéris et révolutionnaires du Gilan, dont la dénonciation des atteintes à la nation iranienne constitue un des slogans centraux¹⁸⁹³. La prédation économique organisée par la présence des révolutionnaires caucasiens au Gilan semble se radicaliser au cours des mois qui suivent, alors même que l'assise du pouvoir communiste en Iran du Nord s'affaiblit¹⁸⁹⁴. L'extraction du surplus devient une affaire de plus en plus court-termiste. La famine qui sévit en Russie en 1921 pousse les autorités moscovites à fermer les yeux sur les réquisitions systématiques par les Azéris du riz récolté au Gilan, dont une partie est envoyée en Russie dans le cadre de l'aide alimentaire aux victimes de la famine. Cette réquisition provoque cependant l'hostilité des révolutionnaires persans locaux, mais aussi des organes commerciaux russes qui se trouvent évincés d'un marché qu'ils convoitaient¹⁸⁹⁵. A la fin de l'automne 1921, les effets de cette exploitation à outrance se font sentir par la pénurie qui commence à toucher le Gilan, que soulignent les lettres de marchands

¹⁸⁹⁰ C'est ainsi que le Comité pétrolier azéri (*Azneftkom*) revendique les stocks pétroliers à Enzeli et Rasht. Lettre du représentant au Gilan de l'*Azneftkom*, Khalilov, au chef de l'Armée rouge persane, 22 juillet 1920, IISG, ARCH-01405, mf. 3 ; Grigor Yaghikiân, *op.cit.*, 1363 (1984), pp. 96-97.

¹⁸⁹¹ Ebrâhîm Fakhrâyî, *op.cit.*, 1357 (1978), pp. 284-285.

¹⁸⁹² Lettre de Koutchek Khan à Mdivani, 6 août 1920, RGASPI, f. 495, op. 90, d. 49, l. 21.

¹⁸⁹³ Les marchands iraniens de Bakou s'engagent de surcroît à reverser une partie de la valeur des biens confisqués à Koutchek Khan, si celui-ci les aide à les récupérer. Mohammad 'Alî Gîlak, *op.cit.*, 1371 (1992), pp. 303-307 ; Grigor Yaghikiân, *op.cit.*, 1363 (1984), pp. 113-114.

¹⁸⁹⁴ Lettre de Mahmud Fatn ed-Dovleh à Abolhoseyn Mirza Farmanfarma, 28 Zû l-qa'de 1338 (13 août 1920), in Mansure Ettehâdiye, Sîrus Sa'dvandiân (éd.), *Madjmu'e-ye mokâtebât, asnâd, khâterât ve asar-e Fîrûz Mîrzâ Fîrûz (Nosrat ed-Dovleh)*, T. 1, Téhéran, Nashr-e Târikh-e Îrân, 1369 (1990), pp. 28-29.

¹⁸⁹⁵ Lettre du plénipotentiaire du commissariat au Commerce extérieur de Russie en Perse du Nord à la filiale de Bakou, 27 juillet 1921, RGAE, f. 413, op. 2, d. 658, ll. 36-37.

persans locaux¹⁸⁹⁶. En procédant à ce type de pillage, le sous-impérialisme azéri entre de plus en plus clairement en contradiction avec les objectifs de la diplomatie centrale.

c) Les retournements de la polyphonie diplomatique

Les tensions du sous-impérialisme caucasien interrogent les mécanismes internes de coordination des politiques étrangères entre républiques soviétiques, ainsi que leurs dysfonctionnements éventuels. La coordination qui débouche sur la polyphonie diplomatique soviétique doit elle-même être vue comme le résultat d'une négociation, plus que d'une relation hiérarchique stricte. Elle s'inscrit dans une forme de « diplomatie intérieure » entre républiques soviétiques, qui évolue progressivement au cours des premiers mois de la soviétisation¹⁸⁹⁷. Si les acteurs reconnaissent le principe hiérarchique appliqué au sein du Parti communiste par le Comité central moscovite, sa validité ne s'étend qu'aux décisions les plus importantes et ne peut assurer l'application réelle des décisions par les organes administratifs et politiques des républiques. La coordination de l'activité du gouvernement de Russie et des gouvernements républicains du Caucase passe ainsi par les représentations et consulats-généraux russes dans les capitales de la région, tandis que les républiques entretiennent elles-mêmes des représentations croisées. Cette pratique suppose une forme de « diplomatisation » de relations que l'on pourrait trop facilement considérer comme similaires à des relations administratives internes. Les consulats-généraux servent de relais entre autorités régionales et centrales¹⁸⁹⁸. Boris Legran (Legrand), bolchevik éminent, devient ainsi représentant en Arménie avant la soviétisation, avant d'être promu à la tête de la représentation et du consulat-général pour les trois républiques soviétiques du Caucase, en juin 1921. Les instructions envoyées à cette occasion par Tchitchérine à Ordjonikidze, le 19 juin, renvoient à la nature quasiment interétatique des relations entre Russie et républiques caucasiennes :

¹⁸⁹⁶ Lettre de Haj Mohammad Hoseyn Rais ot-Tojjar, 12 Ordîbehesht 1301 (3 mai 1922), reproduit dans Iraj Afshâr *et alii* (éd.), *op.cit.*, 2006, p. 53.

¹⁸⁹⁷ L'usage de ce terme peut à certains égards être rapproché des lectures soviétiques elles-mêmes, mais la différence consiste dans ce que nous n'entendons pas, en utilisant ce terme, nier l'existence d'un rapport de force et d'une domination par la Russie bolchevique. Pour l'approche historiographique soviétique des relations entre républiques avant la création de l'URSS, voir O.I. Chistjakov, *Vzaimootnoshenija sovetskikh respublik do obrazovanija SSSR*, Moscou, Gosizdatel'stvo juridicheskoi literatury, 1955 ; des débats ont lieu à l'époque même sur la caractérisation de ces relations : V.M. Kuritsyn (dir.), *Sovetskaja istoriko-pravovaja nauka. Ocherki stanovlenija i razvitija*, Moscou, Nauka, 1978, pp. 157-159 ; plus généralement, sur les processus de fusion d'Etats : Gottfried Herbig, *Staatensukzession und Staatenintegration*, Mayence, v. Hase & Koehler Verlag, 1968, pp. 116-127 ; pour une comparaison inspirante avec la « diplomatie intérieure » canadienne : Richard Simeon, *Federal-Provincial Diplomacy: the Making of Recent Policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1972.

¹⁸⁹⁸ La Russie dispose d'un « représentant plénipotentiaire » à Tiflis, ainsi que de consuls-généraux à Batoumi et Bakou : M.S. Khalafov *et alii*, *op.cit.*, 1973, p. 247 ; Rakhman Mustafa-Zade, *op.cit.*, 2006, pp. 286-287.

« Nous vous demandons de maintenir avec lui un contact permanent, afin de coordonner toutes nos actions, ce qui est particulièrement nécessaire au regard de la situation complexe qui s'est développée avec la Turquie et la Perse¹⁸⁹⁹ ».

Cette particularité des interactions russo-caucasiennes a été peu relevée par l'historiographie, qui a plutôt mis en avant les formes de centralisation et les transferts de compétences. La Russie bolchevique signe avec les différentes républiques, dans les premiers mois de leur existence, de nombreux accords de ce type. Le 30 septembre 1920, l'Azerbaïdjan est la première république à signer avec la Russie un accord militaire et cinq accords sectoriels. L'Azerbaïdjan s'engage à coordonner son budget, son plan économique et son approvisionnement avec les commissariats russes correspondants¹⁹⁰⁰. Mais l'insistance sur ces accords risque d'exagérer les capacités réelles de contrôles des autorités moscovites sur l'action des républiques. On a bien affaire encore à un *Staatenbund* (confédération), plutôt qu'à un *Bundesstaat* (fédération), comme le note en juin 1921 la légation allemande à Tiflis¹⁹⁰¹. L'exaspération de Legran face au Comité central géorgien, qui refuse obstinément d'appliquer certaines demandes de modification législatives à l'été 1921, illustre ces restrictions¹⁹⁰². Cette difficulté à mettre en œuvre une hiérarchie politico-administrative apparaît d'autant plus menaçante qu'elle attire l'attention des diplomaties étrangères, qui tentent de retourner à leur avantage les particularités du pluralisme étatique bolchevique. Lors de son passage à Tiflis sur la route de Moscou, à la fin de décembre 1920, l'ambassadeur Ali Fuat Pasha [Cebeşoy] confie au colonel britannique Stokes que le maintien de la souveraineté des républiques soviétiques du Caucase est une priorité de la diplomatie turque¹⁹⁰³.

Au cours des négociations de mars 1921 à Moscou, les délégués turcs marquent une insistance particulière à faire préciser aux Soviétiques le degré de souveraineté des républiques du Caucase et vont jusqu'à demander des formes de garantie sur le respect de cette souveraineté. A la veille de la conférence, les Turcs ont refusé la participation de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, en arguant de leur souveraineté et de la nécessité de signer des traités séparés¹⁹⁰⁴. Les Turcs exigent en effet des Russes qu'ils reconnaissent la liberté entière

¹⁸⁹⁹ Télégramme de Tchitchérine à Ordjonikidze, 19 juin 1921, in E.K. Sarkisjan, « Diplomaticheskaja missija RSFSR v Armenii », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 3, 1967, p. 98.

¹⁹⁰⁰ Rakhman Mustafa-Zade, *op.cit.*, 2006, pp. 153-155.

¹⁹⁰¹ Rapport de la légation allemande en Géorgie, 8 juin 1921, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84172.

¹⁹⁰² Voir l'exemple du refus géorgien d'abolir une « taxe sanitaire » prélevée sur les étrangers, dont Moscou demande l'abolition : Protocole du présidium du Comité central géorgien, 9 septembre 1921, SShSA PA, f. 14, op. 1, d. 8, l. 4.

¹⁹⁰³ Télégramme du colonel Stokes au Foreign Office, 4 janvier 1921, TNA, FO 371/6272, f. 19.

¹⁹⁰⁴ Télégramme de Şahtaxtinski à Hüseyinov, 26 février 1921, ARSPIHDA, f. 609, op. 1, d. 94, l. 2, in Jalə Qurbanova, Musa Piriyeşev (éd.), *op.cit.*, 2002, pp. 32-33.

des républiques caucasiennes de signer des accords indépendants avec la Turquie, en vertu de leur souveraineté. La délégation soviétique oppose que « les républiques soviétiques se trouvent dans une union si étroite avec la république russe, que la délégation russe ne considère pas possible de faire une déclaration, qui reviendrait à signer un blanc-seing à la Turquie dans ses relations avec ces républiques¹⁹⁰⁵ ». Elle prétend même défendre la souveraineté des républiques caucasiennes, en mettant en garde la Turquie contre la tentation de réduire cette même souveraineté des républiques caucasiennes, en leur imposant des accords inégaux¹⁹⁰⁶. La délégation turque ne cède cependant pas à la pression et réitère ses exigences :

« Il est indispensable d'établir si les républiques sus-mentionnées sont indépendantes ou non. La Russie a proclamé leur indépendance, ce qui est tout à l'honneur et à la gloire de la grande république soviétique. Un Etat indépendant peut passer des accords. Le lien étroit qui existe entre ces républiques et la grande république russe ne peut pas passer par autre chose que par des conseils qu'elle est en droit de leur prodiguer¹⁹⁰⁷. »

Au cours de ces négociations, la délégation turque procède à un véritable exposé sur la souveraineté pour balayer les arguments soviétiques. Elle rappelle ainsi les diplomates soviétiques aux fondements du droit international en soulignant que « tout traité constitue en un sens une limitation de souveraineté ». Au cours de ces négociations, la définition instrumentale de la souveraineté soviétique se trouve une première fois retournée contre les objectifs de ses initiateurs¹⁹⁰⁸.

L'attitude de la Turquie, qui se fait la porte-parole d'une large souveraineté pour les républiques caucasiennes, n'est pas exceptionnelle. A mesure que les Etats étrangers renouent des relations avec le régime bolchevique, la question du type de relations à nouer avec les républiques soviétiques périphériques émerge rapidement. A l'idée que ces républiques sont entièrement soumises – prédominante au début de leur soviétisation – se substituent de nouvelles stratégies. Le consul-général iranien à Tiflis va jusqu'à considérer, le 11 juillet

¹⁹⁰⁵ Extraits de protocoles de la conférence politique russo-turque, 12 mars 1921, RGASPI, f. 298, op. 1, d. 106, l. 1.

¹⁹⁰⁶ Extraits de protocoles de la conférence politique russo-turque, 10 mars 1921, *Ibid.*

¹⁹⁰⁷ Extraits de protocoles de la conférence politique russo-turque, 12 mars 1921, *Ibid.*

¹⁹⁰⁸ On peut comparer de ce point de vue la relation entre Turquie et républiques caucasiennes à celle entre l'Ukraine et ses voisins centre-européens, qui inquiète le commissariat central aux Affaires étrangères. Voir la lettre adressée par Tchitchérine à Lénine le 22 septembre 1922, in L.S. Gatagova, L.P. Kosheleva, L.A. Rogovaja (dir.), *TsK RKP(b)-VKP(b) i natsional'nyj vopros (1918-1933)*, Moscou, ROSSPEN, 2005, pp. 64-66.

1921, que « le gouvernement géorgien n'a pas perdu son indépendance¹⁹⁰⁹ ». L'exemple britannique est particulièrement intéressant, car il révèle une volonté similaire d'utiliser la souveraineté des républiques caucasiennes pour promouvoir ses propres intérêts. Au sein du *Foreign Office* britannique, une ligne politique claire se développe ainsi en faveur de l'exploitation du statut des républiques caucasiennes pour construire des relations bilatérales avec elles, sans passer par Moscou. Cette ligne trouve à s'exprimer sur le plan commercial, avec des projets d'envoi de représentants commerciaux en Azerbaïdjan et en Géorgie¹⁹¹⁰. Un mémorandum diplomatique du 28 juin 1921 souligne que « le devoir du gouvernement de Sa Majesté est d'aider les républiques caucasiennes à maintenir tout ce qui peu rester en elle d'indépendance¹⁹¹¹ ». A travers ces stratégies, la polyphonie diplomatique voulue par les bolcheviks dans les premiers temps menace de se transformer en problème. Ce retournement est lié en grande partie au changement de situation : si la polyphonie contribuait à la dynamique expansionniste de la révolution, elle s'avère moins utile dans une période de stabilisation des structures politiques et d'arrêt de la croissance territoriale.

Les discussions tenues entre les dirigeants moscovites et le premier cercle d'Ordjonikidze au cours du mois d'avril s'attachent à réformer cette situation et à maintenir une forme de pluralité diplomatique tout en soumettant plus étroitement cette pluralité aux objectifs de la diplomatie centrale¹⁹¹². Elles débouchent sur une conférence tenue à Bakou, le 7 mai 1921, entre les dirigeants des républiques caucasiennes. Celle-ci décide que les négociations avec la Turquie seront menées par une délégation conjointe transcaucasienne, qui présentera des positions de négociation communes aux trois républiques, établies en accord avec Moscou. Il s'agit notamment d'éviter le risque que les Turcs n'établissent des coins entre des républiques dont les différends internes restent significatifs, à commencer par l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Certains points à traiter lors des négociations portent en effet sur des questions que l'on pourrait qualifier d'internes aux républiques, comme le statut du

¹⁹⁰⁹ Kâveh Bayât, *Tûfân bar farâz-e Qafqâz*, 1380 (2001), p. 409 ; sur l'intérêt iranien pour les indépendances caucasiennes, voir Colin Ross, *op.cit.*, 1924, p. 77.

¹⁹¹⁰ Minute du Foreign Office, 21 avril 1921, TNA, FO 371/6272, f. 95. Sur ce point, le Foreign Office est cependant en conflit avec le Board of Trade, ainsi que l'a noté Dennis Odgen. A la suite du traité russo-britannique de commerce du 16 mars 1921, le Board of Trade penche en effet pour une centralisation des relations avec Moscou. Dennis Odgen, « Britain and Soviet Georgia, 1921-1922 », *Journal of Contemporary History*, Vol. 23, No. 2 (Apr., 1988), pp. 245-247.

¹⁹¹¹ Mémorandum de Lancelot Oliphant au Board of Trade, 28 juin 1921, TNA, FO 371/6272, f. 144.

¹⁹¹² Compte rendu sténographique d'un entretien télégraphique entre Tchitchérine et Orakhelashvili, 8 avril 1921, RGASPI, f. 298, op. 1, d. 106, l. 6.

Nakhitchevan et sa frontière avec l'Arménie¹⁹¹³. Le représentant arménien à la conférence, Bekzadjan, apporte un soutien particulièrement appuyé à l'idée de la négociation commune, qui trahit des inquiétudes arméniennes persistantes sur la possibilité d'une connivence turco-azérie, alors que la Turquie essaie encore d'inciter les dirigeants azéris à traiter un traité séparé¹⁹¹⁴. Mais la conférence souligne également que les négociations à venir – dont le lieu est finalement fixé à Kars – ne doivent pas apparaître comme une simple formalité et doivent traiter des questions d'intérêt régional, qui n'ont pas reçu l'attention nécessaire à Moscou¹⁹¹⁵.

4. La réduction du jeu diplomatique frontalier

Cette conférence s'inscrit au début d'un processus par lequel l'autonomie diplomatique des républiques et, par conséquent, le rôle de la polyphonie diminuent progressivement. La mutation s'étend de 1921 à 1923 du côté soviétique, où l'intégration politique des républiques au sein d'une fédération caucasienne puis de l'URSS incarnent leur nouvelle subordination. Turquie et Iran ne sont pas extérieurs à cette évolution, puisque les pouvoirs centraux y renforcent leur contrôle sur des régions frontalières encore soumises à une forte influence communiste.

a) Le retour à l'ordre des confins turcs et iraniens

La fin de l'année 1921 voit le rétablissement d'un ordre centralisé en Iran après la crise qui marque les deux années précédentes. Le coup d'Etat de février 1921 a permis à l'officier cosaque Reza Khan, proche des Britanniques, de prendre le pouvoir, comme ministre de la Guerre puis comme président du Conseil. Il s'attache à rétablir l'ordre politique intérieur, en se plaçant en conciliateur au sein d'une classe dirigeante déchirée par le factionnalisme. Sa quête de conciliation s'étend aussi à la politique étrangère, où il noue de bonnes relations tant avec les Britanniques qu'avec les Soviétiques, qui voient en lui un « nationaliste bourgeois » capable de réduire l'influence occidentale dans le pays et lui

¹⁹¹³ La conférence établit notamment, pour éviter que les Turcs n'exploitent ces différences, que les questions relatives à l'Arménie soient traitées en premier, car plus problématiques, avant celles concernant la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Résolutions de la conférence transcaucasienne du 7 mai 1921, HAA, f. 113, op. 3, d. 21, ll. 80-81.

¹⁹¹⁴ Vasif Qafarov, *Türkiyə-Rusiya münasibətlərinə Azərbaycan məsələsi (1917-1922)*, Bakou, Azərnaşr, 2011, pp. 402-406.

¹⁹¹⁵ Voir l'intervention du commissaire aux Affaires étrangères azéri, Hüseyinov. Protocole de la conférence transcaucasienne du 7 mai 1921, HAA, f. 113, op. 3, d. 21, ll. 78-79.

laissent les mains libres dans la répression des mouvements révolutionnaires et régionaux¹⁹¹⁶. Reza Khan entreprend de mettre un terme à ce qu'à l'historienne de l'Iran Stephanie Cronin a qualifié de cycle de « mouvements radicaux provinciaux¹⁹¹⁷ ». A partir d'avril, il doit faire à la révolte lancée au Khorasan par le colonel de gendarmerie Pasyan, ancien membre du mouvement constitutionnaliste, qui traduit l'hostilité des forces de gendarmerie face à l'ascension d'un officier de la brigade cosaque persane. Le mouvement dirigé par Pasyan se radicalise et le colonel envisage de proclamer une république du Khorasan contre le pouvoir de Téhéran, mais Reza Khan parvient à nouer une alliance avec les Kurdes locaux, qui se révoltent au nord de Machhad. Sous les coups de ce double assaut, la république de Pasyan chancelle et son leader est tué le 3 octobre dans une échauffourée¹⁹¹⁸. Au même moment, la république du Gilan s'effondre, abandonnée par les Soviétiques et minée par les dissensions entre partisans de Koutchek Khan et communistes. Les troupes gouvernementales profitent de la situation pour entrer dans la ville de Rasht le 13 octobre, quelques jours avant que Koutchek Khan ne soit retrouvé mort. Le 7 novembre, Ehsanullah Khan et ses proches s'embarquent à Anzali en direction de l'Azerbaïdjan, alors que les troupes persanes s'apprêtent à s'emparer du port¹⁹¹⁹.

Le cycle des révolutions provinciales est véritablement clos au début de l'année 1922 et illustre le changement du rapport de force induit par la fin du soutien soviétique aux révolutions ouvertes. Le 31 janvier, une nouvelle révolte de gendarmes groupés autour du major Abolqasem Khan Lahouti éclate dans la localité de Sufyn, à proximité de Tabriz. Les observateurs les plus proches soulignent l'isolement du mouvement et le consul britannique Bristow considère comme peu crédible l'idée d'une participation turque ou soviétique, bien qu'on parle de la participation de 170 Caucasiens au mouvement¹⁹²⁰. Le communisme apparaît avant tout comme un point de référence et une source de symboles, comme le note le consul français à propos du drapeau rouge brandi par les partisans de Lahouti. Le consul souligne néanmoins les traces qui permettraient de relier le mouvement aux Soviétiques : « Le Directeur de la Douane Persane de Djoulfa a été félicité par son collègue russe de l'autre côté

¹⁹¹⁶ Homa Katouzian, « Riza Shah's political legitimacy and social base, 1921-1941 », in Stephanie Cronin (dir.), *The Making of Modern Iran. State and Society under Riza Shah, 1921-1941*, Londres-New York, RoutledgeCurzon, 2003, pp. 19-20.

¹⁹¹⁷ Stephanie Cronin, *Soldiers, Shahs and Subalterns in Iran. Opposition, Protest and Revolt, 1921-1941*, Basingstoke-New York, Routledge, 2010, p. 102.

¹⁹¹⁸ *Ibid.*, pp. 58-91.

¹⁹¹⁹ M.A. Persits, *Zastenchivaja interventsija...*, 1999, p. 185 ; Alî Akbar Derakhshânî, *op.cit.*, 1994, pp. 124-133.

¹⁹²⁰ Rapport du consul Bristow à Sir Percy Loraine, « Report on the Gendarmerie Revolt in Tabriz, February 1922 », 15 février 1922, TNA, FO 416/70, p. 233.

de l'Araxe « de la proclamation à Tauris d'un gouvernement bolchévic »¹⁹²¹ ». Aucune aide matérielle n'est cependant signalée. Le 7 février, Lahouti fait arrêter le gouverneur Mokhbir os-Saltaneh, dans une tentative de donner une nouvelle impulsion au mouvement¹⁹²². L'échec rapide de la révolte contraint cependant Lahouti à fuir le 10 février vers le Nakhitchevan soviétique avec une centaine de partisans. Mais le sort réservé aux fugitifs révèle bien le changement d'atmosphère dans les confins caucasiens. Le 24 février, le consul français rapporte que les réfugiés ont été désarmés « *manu militari* » et s'interroge sur le sens à donner à ce retournement inattendu¹⁹²³.

Les sources soviétiques permettent de préciser la situation. A leur arrivée, Lahouti et ses partisans sont désarmés par le chef de la garde-frontière soviétique de Djoulfa, un certain Shchegolev. Cette mesure est contestée par des délégués du comité du Parti au Nakhitchevan, arrivés pour accueillir les réfugiés en héros. Ræcæbli, chef du comité, se plaint vivement au Kavbiuro face à ce qu'il considère être une violation de ses prérogatives. Shchegolev aurait laissé nombre des réfugiés se noyer dans le fleuve et le désarmement des réfugiés, effectué au vu et au su des observateurs persans, représente à ses yeux une humiliation pour le mouvement révolutionnaire international et pour le communisme¹⁹²⁴. Mais l'humiliation est avant tout une humiliation personnelle et institutionnelle. Lorsque Ræcæbli commence à sermonner Shchegolev, en le rappelant à l'autorité du comité du Parti et à l'autonomie du Nakhitchevan, l'officier de la garde-frontière déclare : « Laissez-moi vous dire que je ne reconnais aucune « république du Nakhitchevan » »¹⁹²⁵ ». On observe ici, sur la frontière-même, l'affrontement entre autorités soviétiques et ses répercussions sur la capacité de l'Iran à lutter contre le mouvement révolutionnaire. Ces dissensions internes sont prises en compte par les Iraniens, car le vice-consul au Nakhitchevan établit un rapport précis sur le conflit qui oppose les « Russes » aux « fonctionnaires du Nakhitchevan » (*mâmûrîn-e Nakhdjevân*)¹⁹²⁶. Dès le 13 février, Mirza Eshaq Khân, directeur du deuxième département politique du ministère des Affaires étrangères iranien, exige l'extradition de Lahouti et de ses complices¹⁹²⁷. Les Soviétiques ne donnent pas suite à cette extradition, mais s'engagent à garder les réfugiés

¹⁹²¹ Lettre du consul de France à Tabriz à Poincaré, 24 février 1922, AMAE, Série E – Levant, Caucase-Kurdistan, Carton 311, Dossier 2, ff. 48-50.

¹⁹²² Kâveh Bayât, *Kûdetâ-ye Lâhûtî, Tabrîz, behmân 1330*, Téhéran, Shîrâze, 1376 (1997-1998), pp. 68-69.

¹⁹²³ Lettre du consul de France à Tabriz à Poincaré, 24 février 1922, AMAE, Série E – Levant, Caucase-Kurdistan, Carton 311, Dossier 2, ff. 48-50.

¹⁹²⁴ Lettre du comité du Parti du Nakhitchevan au Kavbiuro, 17 février 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 45, l. 2.

¹⁹²⁵ Lettre du comité du Parti du Nakhitchevan au Kavbiuro, 18 février 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 45, l. 1.

¹⁹²⁶ Kâveh Bayât, *op.cit.*, 1376 (1997-1998), p. 96.

¹⁹²⁷ *Ibid.*, p. 97.

sous bonne garde, pour qu'ils ne soient plus une menace pour l'Iran¹⁹²⁸. Cette ligne est confirmée publiquement par un grand discours d'Ordjonikidze au congrès des Partis de Transcaucasie, où il rejette tout soutien aux révoltes en Iran du Nord¹⁹²⁹.

Le rétablissement de l'autorité gouvernementale passe également au cours de l'année 1922 par plusieurs campagnes tournées contre les groupes tribaux des confins, dont plusieurs ont acquis une indépendance presque totale pendant les années de crise. A la frontière avec la Turquie, le chef kurde Simko qui contrôle la région d'Ourmiya est vaincu dans une campagne qui commence à l'été 1922, et doit chercher asile sur le sol turc¹⁹³⁰. En Turquie, l'année 1921 permet au pouvoir kémaliste d'étendre progressivement son contrôle sur le territoire anatolien. Si l'Anatolie orientale apparaît comme le bastion du mouvement nationaliste depuis ses débuts, il est néanmoins possible de parler d'une forme de reprise en main sur un plan politique et administratif. Depuis le début de la « guerre de libération », la région fait figure de fief pour le général Karabekir, auréolé d'un prestige militaire aussi bien que politique. Mustafa Kemal ne peut se passer de ce général victorieux dont « l'influence sur la population d'Anatolie » est si grande, comme le note un rapport soviétique¹⁹³¹. Mais des divergences croissantes entre Kemal et Karabekir entraînent une marginalisation progressive de ce dernier à partir du printemps 1921¹⁹³². Les observateurs soviétiques s'accordent dans les mois qui suivent pour qualifier sa position de semi-dissidence et s'inquiètent de sa construction de réseaux alternatifs de soutien¹⁹³³. Cette divergence progressive résulte des ambiguïtés initiales du mouvement kémaliste, qui s'éloigne progressivement les groupes conservateurs d'Anatolie

¹⁹²⁸ Les autorités transcaucasiennes imposent dans un premier temps la restitution des effets personnels confisqués : lettre du Conseil de l'Union à l'OKA, 11 juillet 1922, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 1082, l. 6 ; dans un second temps, les prisonniers sont transférés d'Erevan vers Tiflis puis Bakou, où ils survivent dans des conditions précaires. Cela donne lieu à des plaintes de vieux bolcheviks locaux, qui s'inquiètent de la trahison des idéaux révolutionnaires : lettre de Habib Ağazadə au Comité régional du Parti, 9 mai 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 19, l. 87. Voir aussi la pétition de communistes iraniens au Comité régional du Parti, 22 avril 1922, *Ibid.*, l. 88.

¹⁹²⁹ Ce point est souligné dans le rapport de la légation allemande en Géorgie, 24 février 1922, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84142.

¹⁹³⁰ Sur ce point, les mémoires du général Amân Allah Djahânbanî, *Sarbâz-e Îrânî va mafhûm-e âb va khâk*, Téhéran, Ferdows, 1380 (2001), pp. 249-316.

¹⁹³¹ Lettre de Şahtaxtinski à Ordjonikidze, non daté (mars 1921), RGASPI, f. 85, op. s/Turtsija, d. 31, ll. 1-2, reproduit dans N.N. Shuvalova (dir.), *op.cit.*, 2007, pp. 114-116 ; « Karabekir serssem bir şeydir » aurait déclaré Atatürk au moment de la guerre turco-arménienne de 1920, Rıza Nur, *op.cit.*, 1992, pp. 95-96.

¹⁹³² Birol Başkan, *From Religious Empires to Secular States. State Secularization in Turkey, Iran, and Russia*, New York-Abingdon, Routledge, 2014, pp. 56-57 ; les tensions entre Atatürk et Karabekir se développent surtout à l'été 1922, lorsque Karabekir est en contact avec les opposants à Mustafa Kemal, dont Rauf Bey [Orbay] : Osman Selim Kocahanoğlu, *Atatürk-Rauf Orbay Kavgası. Kurtuluş, Kuruluş ve Sonrası*, Istanbul, Temel, 2012, pp. 293-299 ; ces tensions se prolongent jusqu'à ce que Karabekir soumette sa démission au chef d'état-major, Fevzi Çakmak, en octobre 1924. William Hale, *Turkish Politics and the Military*, Londres-New York, Routledge, 1994, pp. 70-74.

¹⁹³³ Rapport du représentant arménien à Kars, mai 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 46, ll. 38-39.

orientale sur lesquels il s'est initialement appuyé¹⁹³⁴. Ces rivalités internes et la transformation de la base sociologique du kéalisme n'empêche pas un consensus dans la répression des communistes, mais aussi du banditisme périphérique et du mouvement kurde¹⁹³⁵. Les consulats soviétiques sont surveillés de plus en plus étroitement et la propagande communiste réprimée sans ménagement. Afin d'obtenir la fermeture du consulat soviétique à Bayezit, en Anatolie orientale, le gouvernement turc décide en novembre 1922 de bloquer l'ouverture d'un autre consulat que la Russie souhaite créer à Izmir¹⁹³⁶. Dans le cas iranien comme dans le cas turc, la reprise en main des régions frontalières entraîne un renouvellement du personnel militaire et administratif local, au profit de partisans des deux hommes forts qui sortent de cette période de troubles, Mustafa Kemal et Reza Khan.

b) L'intégration par la fédéralisation : le Caucase soviétique

A première vue, les évolutions du côté soviétique peuvent être considérées comme semblables : le pouvoir des autorités républicaines, notamment en matière de relations internationales et transfrontalières, est réduit par la concentration progressive de ces pouvoirs dans un nouvel échelon politico-administratif, celui de la fédération de Transcaucasie. L'histoire de cette fédération, officiellement mise en place en décembre 1922 et dissoute à la fin de l'année 1936, reste une zone grise de l'histoire des premières décennies de l'Union soviétique. L'historiographie, surtout occidentale, a longtemps vu dans sa période de création un simple prélude à la constitution de l'URSS¹⁹³⁷. Dans un article récent consacré à l'échec des projets d'intégration régionale au Caucase du Sud, le politologue Thomas de Waal fait l'hypothèse que l'absence de cette fédération dans l'histoire de la région trahit vraisemblablement son insignifiance politique et administrative¹⁹³⁸. Cette hypothèse,

¹⁹³⁴ Frank Tachau, « The Political Culture of Kemalist Turkey », in Jacob M. Landau (dir.), *Atatürk and the Modernization of Turkey*, Boulder-Leyde, Westview Press-E.J. Brill, 1984, pp. 63-64.

¹⁹³⁵ Sur les bandes, Süleyman Beyoğlu, « Bir Bürokrat ve Milletvekilinin Portresi: Ahmed Faik Hurşid Günday », *Yakın Dönem Türkiye Araştırmaları*, No. 7, 2005, pp. 45-46 ; Saime Yüceer, *Milli mücadele yıllarında Ankara-Moskova ilişkileri*, Bursa, Ekin, 1997, pp. 192-193.

¹⁹³⁶ Décret de la présidence du Conseil turque, 28 novembre 1922, BCA, 30.18.1.1/6.38.10 ; Mesut Çapa, *op.cit.*, 2008, p. 101 ; Serdar Yurtsever, *Milli Mücadele Dönemi İstihbarat Faaliyetleri. Örnek Olay İncelemeleri (1919-1922)*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2013, pp. 131-132 et 184-185.

¹⁹³⁷ Pour une critique de l'historiographie « bourgeoise » de la question, voir Archil Atanelishvili, « Amierk'avk'asiis Pederatsiis shekmnis sakitkhi burzhuaziul ist'oriograp'iashi », *Matsne*, No. 1, 1973, pp. 4-17 ; Andrzej Furier, *Droga Gruzji do niepodległości*, Posnan, Zakład Badań Narodowościowych PAN, 2000, pp. 114-115 ; Stephen Blank, « The Transcaucasian Federation and the Origins of the Soviet Union, 1921-1922 », *Central Asian Survey*, Vol. 9, No. 4, 1990, pp. 29-58 ; sur la négligence de la fédération dans l'historiographie soviétique, Segvard Kharmandarjan, *Splochenie narodov v stroitel'stve sotsializma (Opyt ZSFSR)*, Moscou, Nauka, 1982, pp. 4-5.

¹⁹³⁸ De Waal écrit : « Il est bien probable que l'absence de références à la ZSFSR [fédération de Transcaucasie] dans la littérature spécialisée ne soit que le reflet du fait que la nouvelle fédération est rapidement devenue une

raisonnable au regard de la légèreté des travaux existants, mérite à notre avis d'être reconsidérée. La fédération de Transcaucasie constitue en effet, dans les premières années du pouvoir bolchevique au Caucase du Sud, un élément structurant de la soviétisation. Elle est conçue en effet comme un véritable institution « des confins », au sens où elle vise un triple objectif. *Premièrement*, rétablir un équilibre intérieur dans une région parcourue par des tensions nationales très fortes depuis 1918. *Deuxièmement*, assurer une reconnexion – aussi bien politique qu'économique – de l'espace sud-caucasien sur l'ancien espace « tsariste ». *Troisièmement*, maintenir une institution officiellement indépendante, mais plus facilement contrôlable que des républiques séparées.

L'idée de constituer un échelon politique régional n'apparaît pas, en 1921, comme l'émanation d'une ligne centralisatrice. Il s'agit plutôt, à regarder de près, d'une rupture avec la pratique des traités bilatéraux de transfert de compétences entre la Russie et les républiques. Ces traités suscitent au début de 1921 un mécontentement croissant, face au poids perçu de la dépendance envers la Russie. Nərimanov demande le 28 mars au gouvernement russe que l'Armée rouge ne revienne pas en Azerbaïdjan après sa campagne en Géorgie, pour ne pas alimenter cette insatisfaction¹⁹³⁹. Dans un Azerbaïdjan précocement exposé à ces transferts, le premier congrès des Soviets azéris, tenu du 6 au 19 mai 1921, donne lieu à des protestations publiques concernant le maintien de prérogatives en matière de commerce, finances ou armée. Nərimanov doit personnellement intervenir pour justifier cette centralisation partielle au nom du succès de la révolution mondiale¹⁹⁴⁰. Mais ces critiques se font entendre alors que la ligne politique suivie par Moscou et son principal représentant au Caucase, Ordjonikidze, ont déjà partiellement changé. Si l'objectif de centralisation demeure, il se déplace désormais vers l'idée de création d'une institution regroupant les trois républiques caucasiennes. Ce virage est incarné le 14 avril 1921 par la lettre ouverte adressée par Lénine aux communistes d'Azerbaïdjan, de Géorgie, d'Arménie, du Daghestan et de la République montagnarde, largement diffusée par le Bureau caucasien¹⁹⁴¹. Dans cette lettre, Lénine appelle à la prudence dans le passage au communisme et invite les communistes caucasiens à suivre un chemin propre, sans imiter servilement l'exemple de la RSFSR¹⁹⁴².

structure creuse et inefficace, tandis que le véritable pouvoir était exercé par les leaders républicains à Bakou, Tbilissi et Yerevan, et, naturellement, à Moscou ». Thomas de Waal, « A Broken Region. The Persistent Failure of Integration Projects in the South Caucasus », *Europe-Asia Studies*, Vol. 64, No. 9, 2012, p. 1718.

¹⁹³⁹ Rakhman Mustafa-Zade, *op.cit.*, 2006, pp. 157-158.

¹⁹⁴⁰ Ataxan Paşayev (éd.), *Azərbaycan inqilab komitəsi və xalq komissarları Sovet iclaslarının protokolları (1920-1922-ci illər)*, Bakou, Azərbaycan Respublikasının Milli Arxiv İdarəsi/Çaşıoğlu, 2009, pp. 8-9.

¹⁹⁴¹ Protocole du Kavbiuro, 2 mai 1921, RGASPI, f. 64, op. 1, d. 1, l. 57.

¹⁹⁴² Lénine, « Lettre aux communistes d'Azerbaïdjan, de Géorgie, d'Arménie, du Daghestan et de la République montagnarde », *Polnoe sobranie sochinenij*, T. 43, Moscou, Izdatel'stvo Politicheskoy Literatury, 1967, pp. 198-

Le processus d'intégration régionale qui s'ensuit révèle une position résolument « fonctionnaliste » du cercle de dirigeants caucasiens groupés autour d'Ordjonikidze, qui oeuvrent à l'unification de la Transcaucasie. Leur approche ressemble en effet à bien des égards à celle développée par les fonctionnalistes théorisant l'intégration européenne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Leur analyse part d'une critique des nationalismes bourgeois qui ont entraîné, dans la lecture bolchevique, la ruine de la région entre 1918 et 1920. Les bolcheviks font face à des situations très tendues sur le plan national dans de nombreuses régions et leur approche consiste tout au long de l'année 1921 à dépolitiser le processus de rapprochement, en insistant sur sa nécessité objective¹⁹⁴³. La priorité est par conséquent donnée par le Bureau caucasien à l'idée de rapprochement dans des domaines techniques. Les chemins de fer ouvrent la voie, le 16 avril, par l'unification des administrations nationales au sein d'une Administration des chemins de fer de Transcaucasie¹⁹⁴⁴. L'initiative a l'avantage de combiner réponse à des difficultés bien réelles de coordination entre trois réseaux décomposés par la guerre civile et technicité de bon aloi. A la fin du mois d'avril, un processus d'unification des commissariats républicains au commerce extérieur est entamé. La publicité donnée à ces processus reprend inlassablement l'idée que le rétablissement des liens économiques entre les différentes républiques est le seul moyen d'assurer leur indépendance. Cette idée ne se limite d'ailleurs pas à la propagande extérieure du Parti, mais se traduit dans les équilibres intérieurs au Kavbiuro. Le plénum qu'il tient les 2 et 3 juin 1921 illustre la manière dont Ordjonikidze présente aux dirigeants caucasiens l'unification interne de la Transcaucasie comme un moyen d'obtenir des concessions de Moscou. Plusieurs leaders géorgiens et azéris, comme Bünyadzadə, Makharadze et Mdivani, exigent à cette occasion la suppression des plénipotentiaires de la Tcheka et des commissariats russes dans les républiques caucasiennes. Ils obtiennent le soutien du Kavbiuro, en échange de la poursuite de l'intégration interne¹⁹⁴⁵.

Le processus d'unification économique se poursuit au cours de l'été, avec la création d'une Conférence économique (EKOSO) commune, dont les décisions sont exécutoires dans les républiques¹⁹⁴⁶. Dans la pratique, les différentes mesures d'unification sectorielles ne se

200 ; H.M. Eldzhibekjan, A.M. Hakobjan, *Urvagtser Sovetakan Hajastani patmut'jan*, P. 1, Erevan, HSSR' Gitut'junneri Akademijai Hratarakch'ut'jun, 1954, pp. 172-173.

¹⁹⁴³ « Kto protiv federatsii ? », *Pravda Gruzii*, No. 233, 9 décembre 1921, p. 2.

¹⁹⁴⁴ G.G. Goshadze *et alii*, *Doroga druzhby. K stoletiju elektrifitsirovannoj Zakavkazskoj zheleznoj dorogi, 1872-1972*, Tbilissi, Izdatel'stvo i tipografija TsK KPG, 1973, pp. 79-81.

¹⁹⁴⁵ Sténogramme du plénum du Kavbiuro, 2-3 juin 1921, RGASPI, f. 64, op. 1, d. 1, ll. 220-224.

¹⁹⁴⁶ Les gouvernements des républiques peuvent faire appel d'une décision de l'EKOSO, avec un effet suspensif de sept jours, mais sont tenus de se soumettre en cas de confirmation. Protocole du plénum du Kavbiuro, 16 août 1921, RGASPI, f. 64, op. 1, d. 1, l. 142.

déroulent pas aussi vite que prévu, en raison des réticences des républiques. L'unification est cependant présentée par la presse communiste comme un grand succès, accompagné d'une ferveur populaire. Des congrès sont organisés pour incarner l'adhésion de la « base » ouvrière et paysanne à l'unification technique de la région, à l'exemple du premier congrès des cheminots de Transcaucasie, tenu le 30 août 1921 à Tiflis¹⁹⁴⁷. Ce succès apparent sert de base à une seconde phase d'unification politique de la Transcaucasie. Le 8 septembre 1921, Ordjonikidze informe le Comité central moscovite qu'il vient de lancer le projet de créer une fédération des trois républiques du Caucase du Sud¹⁹⁴⁸. L'initiative reçoit aussitôt le soutien de Staline et une campagne d'agitation de masse est lancée à travers le Parti, les syndicats et la presse (*figures 62 et 63*)¹⁹⁴⁹. Les histoires officielles de l'époque soviétique ne décrivent la grande campagne de mobilisation en faveur de la fédération que comme une succession de meetings enthousiastes, des paysans abkhazes aux mineurs de Bakou et aux femmes d'Erevan¹⁹⁵⁰. La correspondance privée des leaders soviétiques fait néanmoins état de résistances fortes en Azerbaïdjan et en Géorgie. Kirov, premier secrétaire du comité central azéri, rapporte ainsi à la fin d'octobre 1921 l'hostilité qui s'exprime dans la population azérie¹⁹⁵¹. En Géorgie, Ordjonikidze doit faire adopter par le Comité central une résolution imposant la discipline de Parti pour faire taire les dissidences¹⁹⁵². L'approbation par le Politburo, le 29 novembre, du projet ne met pas un terme aux contestations¹⁹⁵³. En Géorgie, plusieurs journaux supposément contrôlés par les autorités publient des articles hostiles à la fédération, remettant en cause sa rationalité économique et défendant la souveraineté politique des républiques. Le 2 décembre 1921, le Comité central géorgien condamne ainsi les

¹⁹⁴⁷ G.N. Gabisonija, *K istorii obrazovanija Zakfederatsii*, Tiflis, Zakkniga, 1931, pp. 20-21.

¹⁹⁴⁸ Télégramme d'Ordjonikidze au Comité central du PC russe, 8 septembre 1921, RGASPI, f. 85, op. 18, d. 327, ll. 1-3 ; Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 253-256.

¹⁹⁴⁹ Thomas de Waal a avancé l'hypothèse que la campagne de masse lancée à l'automne 1921 autour de la fédération de Transcaucasie avait pu servir de laboratoire plus général du fédéralisme à la soviétique. Thomas De Waal, *The Caucasus: An Introduction*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2010, p. 74 ; On peut rappeler que jusqu'en 1923-1924 les dirigeants centre-asiatiques envisagent de créer une fédération régionale sur le modèle de la fédération de Transcaucasie : voir Adrienne Lynn Edgar, *Tribal Nation : The Making of Soviet Turkmenistan*, Princeton, Princeton University Press, 2004, pp. 57-58 et Sh.Z. Urzaev, *Rol' RSFSR i SSSR v sozdanii Sovetskoi gosudarstvennosti v Uzbekistane*, Tachkent, Ouzbekistan, 1965, p. 122.

¹⁹⁵⁰ I.I. Tamrazova, *Dejatel'nost' kommunisticheskikh organizatsij po internatsional'nomu splocheniju narodov Zakavkaz'ja (1921-1928)*, Erevan, Hajastan, 1972, pp. 22-23 ; Parmen Tskvit'aria, *Amierk'avk'asiis pederatsiis shekmna da misi ist'oriuli mnishvneloba*, Batoumi, Sabch'ota Ach'ara, 1987, pp. 57-62 ; sur la représentation de cette campagne dans l'historiographie soviétique, voir A.M. Menteshashvili, *Bolshevistskaja pressa Zakavkaz'ja v bor'be za sozdanie Zakavkazkoj federatsii i Sojuza SSR (1921-1922 gg.)*, Tbilissi, Izdatel'stvo Tbilisskogo Universiteta, 1972 ; un exemple de discours lors de cette campagne d'agitation prononcé par le dirigeant arménien Ask'anaz Mr'avjan à Erevan, le 1^{er} février 1922 : Ask'anaz Mr'avjan, *Hodvatsner yev tchar'er 1913-1929*, Erevan, Hajpethrat, 1961, pp. 87-99.

¹⁹⁵¹ Télégramme de Kirov à Ordjonikidze, 30 octobre 1921, RGASPI, f. 85, op. 18, d. 342, l. 1.

¹⁹⁵² Voir la résolution adoptée par le présidium du Comité central géorgien à la demande d'Ordjonikidze : Protocole du présidium du Comité central géorgien, 24 novembre 1921, SShSA PA, f. 14, op. 1, d. 8, l. 32.

¹⁹⁵³ Protocole du Politburo, 29 novembre 1921, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 237, ll. 1-2.

Batumskie Novosti pour avoir publié un article de ce type. L'affaire est jugée suffisamment grave pour que le premier secrétaire du Parti local, Zhgenti, soit muté, bien qu'il n'ait pas été impliqué¹⁹⁵⁴.

L'opposition à la fédération est brocardée par l'historiographie soviétique comme l'expression précoce d'un « national-déviacionisme » parmi les cadres communistes. Pourtant, les riches correspondances produites par les dirigeants opposés à la fédération insistent avant tout sur les modalités et le rythme du processus de fédéralisation. Le 9 janvier 1922, Nəriman Nərimanov écrit à Lénine pour exprimer ses inquiétudes sur le rythme effréné de l'union : « J'ai toujours répété la même chose dans les réunions du Kavbiuro. L'unification est nécessaire, mais son rythme actuel est bien trop rapide¹⁹⁵⁵ ». L'insistance sur la nécessité de ménager les sensibilités nationales constitue un motif central. Dans une lettre très détaillée du 18 mars 1922 adressée à Mikha Tskhakaja, le vétéran communiste géorgien Filipp Makharadze détaille les difficultés posées par la fédéralisation. Il rappelle avant tout que les années d'indépendance ont enraciné dans la population géorgienne des « dispositions nationalistes ». La population, souligne-t-il, « s'est habituée à l'idée d'indépendance et d'autonomie de l'Etat géorgien, bien que cette indépendance et cette autonomie aient été éphémères et fictives¹⁹⁵⁶ ». Le respect de cette indépendance apparaît comme une condition nécessaire pour obtenir le soutien des masses populaires géorgiennes. Makharadze regrette les modalités de la fédéralisation, déplorant que le mouvement n'ait pas été lancé par les congrès républicains des Soviets, ce qui lui aurait conféré une légitimité accrue selon lui. La centralisation des décisions dans le Kavbiuro, constitue à ses yeux une erreur majeure. Makharadze demande l'annulation de plusieurs décisions, telles que la suppression de l'Armée rouge géorgienne à l'initiative de Shalva Eliava¹⁹⁵⁷.

En dépit de ces réticences, le processus de construction de la fédération se poursuit par un accord intergouvernemental, le 12 mars 1922, qui établit un Conseil de l'Union. L'incertitude sur la nature de cet organe reflète les différentes positions qui demeurent en lice au début de 1922¹⁹⁵⁸. Les partisans de l'indépendance des républiques y voient une arène de coopération intergouvernementale, tandis que les partisans de l'unification le considèrent

¹⁹⁵⁴ Protocole du présidium du Comité central géorgien, 2 décembre 1921, SShSA PA, f. 14, op. 1, d. 8, l. 37.

¹⁹⁵⁵ Lettre de Nərimanov à Lénine, 9 janvier 1922, ARSPIHDA, f. 609, op. 1, d. 71, ll. 67-68, cité dans Rəna Bayramova, *op.cit.*, 2007, pp. 134-135.

¹⁹⁵⁶ Lettre de Makharadze à Tskhakaja, 18 mars 1922, RGASPI, f. 157, op. 1s, d. 14, l. 2 ; David Marshall Lang évoque pour sa part un rapport de décembre 1921 au Comité central moscovite, *op.cit.*, 1962, p. 240.

¹⁹⁵⁷ Lettre de Makharadze à Tskhakaja, 18 mars 1922, RGASPI, f. 157, op. 1s, d. 14, ll. 3-5.

¹⁹⁵⁸ Il est en tout cas clairement considéré comme différent par nature des commissaires du peuple dans les républiques. Voir Gerard Pieter van den Berg, *De regering van Rusland en de Sovjet-Unie*, Leyde, Elve-Labor vincit, 1977, p. 63.

comme la préfiguration d'un organe exécutif fédéral. La transformation simultanée du *Kavbiuro* en Comité régional du Parti de Transcaucasie (*Zakkrajkom*) semble confirmer ce processus d'intégration concernant à la fois le Parti et les structures étatiques, car les deux organes travaillent en coordination étroite¹⁹⁵⁹. Ces différents débats relatifs à la question de la souveraineté constituent un prélude de plusieurs mois à ce qui constitue l'épisode le plus connu des débuts de la fédération de Transcaucasie, l'affaire géorgienne de la fin de l'année 1922. La démission de neuf des 11 membres du Comité central géorgien le 22 octobre 1922 inaugure la phase aiguë de la crise. Ils protestent contre l'entrée de la Géorgie au sein de l'URSS par l'intermédiaire de la fédération de Transcaucasie et le projet dit « d'autonomisation » des républiques¹⁹⁶⁰. Une commission dirigée par Dzerzhinskij est officiellement envoyée à Tiflis pour évaluer la situation et Lénine envoie Rykov à titre personnel. En dépit de preuves manifestes de l'inconduite d'Ordjonikidze et de ses excès, l'épreuve de force ne tourne pas à la faveur des Géorgiens, rapidement qualifiés de déviationnistes et de nationalistes¹⁹⁶¹. Le 13 décembre 1922, le premier congrès des Soviets de Transcaucasie, organisé à Bakou, proclame la fédération de Transcaucasie et adopte sa première constitution¹⁹⁶².

c) *L'encadrement d'une diplomatie frontalière*

La mise en place d'une organisation fédérale en Transcaucasie entraîne la réduction concomitante de la diplomatie intérieure et frontalière débridée des années 1920-1921. Cette première phase de centralisation régionale est complétée à partir de 1923 par le processus de constitution de l'Union soviétique, qui entraîne un nouveau déplacement des compétences diplomatiques, de Tiflis à Moscou. Les modalités de cette évolution ont souvent été ignorées, car il était facile de n'y voir, en définitive, qu'une mise en adéquation des structures institutionnelles et de la réalité du pouvoir¹⁹⁶³. A l'époque, pourtant, ces évolutions sont suivies de manière fine par les observateurs, qui y lisent des signes politiques importants. De

¹⁹⁵⁹ Protocole du Comité régional du Parti de Transcaucasie, 22 mars 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 17, l. 12.

¹⁹⁶⁰ Sur ce point qu'il n'est pas possible de détailler ici, voir Francesco Benvenuti, « Tra la guerra civile e la NEP – L'Affaire georgiano », *Studi Storici*, Vol. 17, No. 1, Janvier-mars 1976, pp. 167-180.

¹⁹⁶¹ Jeremy Smith, « The Georgian Affair of 1922. Policy Failure, Personality Clash or Power Struggle ? », *Europe-Asia Studies*, Vol. 50, No. 3 (Mai 1998), p. 531-534 ; voir aussi le classique de Moshe Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, Paris, Les éditions de Minuit, 1967, pp. 55-73.

¹⁹⁶² Adam. Lityński, « Utworzenie Związku Socjalistycznych Republik Radzieckich. W 90 rocznicę », in Stanisław Grodziski, Andrzej Dziadzio (dir.), *Regnare, Gubernare, Administrare. Prawo i Władza na przestrzeni wieków*, T. 1, Cracovie, Krakowska Akademia Frycza Modrzewskiego, 2012, p. 192.

¹⁹⁶³ Cette expression est elle-même utilisée dans une lettre de Staline à Lénine le 22 septembre 1922, où il défend son projet d'autonomisation. Il appelle à « adapter la forme des relations entre le centre et les périphéries aux relations de fait ». L.S. Gatagova, L.P. Kosheleva, L.A. Rogovaja (dir.), *op.cit.*, 2005, pp. 78-79.

nombreux diplomates européens voient dans la constitution de la fédération de Transcaucasie un signe de l'affaiblissement du pouvoir soviétique au Caucase et une concession aux dirigeants régionaux¹⁹⁶⁴. La fédération elle-même apparaît, dans un premier temps, comme une construction à la pérennité imprévisible. Les dirigeants turcs exigent ainsi que le traité de Kars soit ratifié non pas par les instances transcaucasiennes en formation, mais par chaque république individuellement, ce qui révèle une méfiance sur la légitimité de la fédération et sur sa capacité à imposer des décisions aux républiques. Symboliquement, l'échange des ratifications entre les républiques caucasiennes et la Turquie se fait à Erevan, le 14 septembre 1922¹⁹⁶⁵. Au même moment, les négociateurs iraniens ne peuvent que constater que la mise en place de la fédération entraîne une rupture diplomatique nette : Momtaz ed-Dovle, chargé de négocier en mars-avril un traité entre l'Iran et les républiques caucasiennes, renonce finalement à cette tâche en constatant que ces dernières sont de plus en plus « privées de liberté d'action et soumis aux volontés de Moscou¹⁹⁶⁶ ».

Juridiquement, la fédération de Transcaucasie reste pourtant un acteur indépendant des relations internationales. Elle reprend les fonctions exercées par les trois commissaires républicains aux affaires étrangères, grâce à la création le 14 août 1922, par le Conseil de l'Union, d'un Département des relations extérieures¹⁹⁶⁷. Dans sa forme, ce département marque l'évolution qui se dessine. Privé du statut de commissariat, il rappelle plutôt la chancellerie diplomatique rattachée à l'administration du vice-roi à l'époque tsariste. Le nouveau Département des relations extérieures traduit, dans son fonctionnement, « l'étrange monstre » que constitue la fédération. Les intérêts de chaque république s'y trouvent représentés par la nomination de représentants dans son conseil de direction¹⁹⁶⁸. Sa création s'accompagne du projet d'unifier les réseaux diplomatiques et consulaires créés par les républiques dans les deux années précédentes¹⁹⁶⁹. La transformation de ce réseau en réseau « transcaucasien » ne s'effectue que partiellement et le Comité régional du Parti ne le soutient

¹⁹⁶⁴ Rapport du gérant du consulat de France à Tabriz à Aristide Briand, 6 décembre 1921, AMAE, Série E – Asie, Perse, Vol. 37, ff. 128-129 ; rapport de Wesendonk à l'Auswärtiges Amt, 26 octobre 1922, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84197.

¹⁹⁶⁵ Note d'entretien d'Ebilov avec le ministre des Affaires étrangères turc, Yusuf Kemal, 26 janvier 1922, in Jalə Qurbanova, Musa Piriye (éd.), *op.cit.*, 2002, pp. 216-223 ; Mehman Ağae, *Kurtuluş savaşı yıllarında Türkiye-Azerbaycan ilişkileri*, Istanbul, IQ Kültür Sanat Yayıncılık, 2008, pp. 298-299.

¹⁹⁶⁶ Kâveh Bayât, *Tûfân bar farâz-e Qafqâz*, 1380 (2001), pp. 422-424.

¹⁹⁶⁷ Lettre du Conseil de l'Union au conseil des commissaires du Peuple d'Arménie, 2 septembre 1922, HAA, f. 1, op. 2, d. 22, l. 47 ; rapport de la légation allemande en Géorgie à l'Auswärtiges Amt, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84157.

¹⁹⁶⁸ Télégramme d'Andreiev, directeur du Département des relations extérieures au conseil des commissaires du Peuple d'Arménie, non daté (fin 1922), HAA, f. 1, op. 2, d. 22, l. 95.

¹⁹⁶⁹ Protocole du présidium du Comité central arménien, HAA, f. 1, op. 2, d. 5, l. 55.

en réalité pas¹⁹⁷⁰. On observe en effet, dans le même temps, une tendance des représentants et consulats russes à l'étranger à reprendre directement les attributions des représentations des républiques caucasiennes.

On peut illustrer les ambiguïtés de cette configuration diplomatique par le cas du représentant arménien à Kars. Le titre utilisé dans la correspondance de « représentant » (*nerkajats'utsch'* en arménien, *predstavitel'* en russe) constitue une première ambiguïté. A strictement parler, il s'agit d'un consul chargé de défendre les intérêts arméniens en Anatolie orientale. Mais son poste apparaît comme éminemment politique, car les relations avec l'état-major turc du front oriental constituent un aspect incontournable des activités de son titulaire. En dépit de la création du Département des relations extérieures, il continue jusqu'en octobre 1922 de fonctionner essentiellement en interaction avec ce qui reste de l'ancien commissariat aux Affaires étrangères d'Arménie et, directement, avec le Comité central du PC arménien et le conseil des commissaires du Peuple. Ces institutions défendent en effet leurs prérogatives dans les affaires qu'elles considèrent comme strictement arméniennes, illustrées notamment dans le bulletin qu'édite le commissariat¹⁹⁷¹. Les interventions du représentant concernent avant tout la protection de la communauté arménienne qui reste dans les provinces d'Anatolie orientale et il manifeste sur ce point une préoccupation sourcilieuse d'éviter les ingérences du consulat-général russe¹⁹⁷². Il fournit de même des informations politiques détaillées destinées à fournir aux dirigeants arméniens une ligne propre dans l'élaboration de la politique de la Transcaucasie envers la Turquie.

La suppression des représentations à l'étranger intervient cependant à partir de la fin de 1922. Ce processus n'est pas exempt d'ambiguïté. La décision en est prise par le Conseil de l'Union, le 15 novembre, qui supprime toutes les représentations extérieures de Transcaucasie, à l'exception de celle d'Ankara¹⁹⁷³. Elle ne rencontre pas d'opposition forte de la part des républiques, dont l'opinion semble avoir évolué. C'est ainsi que le gouvernement arménien examine de son propre chef l'idée de supprimer sa « coûteuse ambassade à Téhéran », au profit de la nomination auprès de l'ambassade russe d'un conseiller aux affaires arméniennes, infiniment moins coûteux¹⁹⁷⁴. Dans une période de disette budgétaire féroce, les

¹⁹⁷⁰ Note du plénipotentiaire du Département des relations extérieures en Arménie au Comité central arménien, 20 octobre 1922, HAA, f. 1, op. 2, d. 22, l. 70.

¹⁹⁷¹ Sur ce bulletin qui paraît de juin 1921 à mars 1922, A.K. Suk'iasjan, « HSKhH artgortszhoghkomati teghekatu bazhmi bjuletenë (1921-1922 t't'.) », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 3, 2008, pp. 87-93.

¹⁹⁷² Lettre de Sarkisjan à Loukachin, 15 août 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 20, l. 76.

¹⁹⁷³ Protocole du présidium du Conseil de l'Union, 15 novembre 1922, SUITS A, f. 612, op. 1, d. 62, l. 1.

¹⁹⁷⁴ L'ambassadeur russe, Choumjatskij, propose que l'Arménie l'accrédite comme ambassadeur afin de ne pas prêter le flanc aux dachnaks : lettre de Choumjatskij à Mjasnikov, 23 octobre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d.

missions diplomatiques et consulaires apparaissent comme un luxe et le transfert de compétences aux missions russes revient à rejeter sur le gouvernement central le poids financier afférent. À côté des logiques budgétaires, les questions politiques ne sont pas absentes. La représentation azérie à Ankara, qui représente en 1921-1922 un exemple de succès apparent de la polyphonie diplomatique, fait l'objet d'une enquête de la Tcheka de Transcaucasie au cours du mois d'octobre. Le commissariat aux Affaires étrangères et la GPU moscovites lui reprochent en effet de manifester de l'hostilité envers l'ambassade russe et de se laisser influencer par le kémalisme¹⁹⁷⁵. La Tcheka transcaucasienne confirme ces accusations et rapport des accusations séditeuses supposément tenues par Ebilov en public :

« Je suis musulman, j'aime mon Azerbaïdjan et je lutterai contre tous ceux qui tenteront d'attenter à son indépendance, qu'ils soient russes, communistes, turcs ou autres¹⁹⁷⁶. »

Les manœuvres contre la représentation azérie la réduisent à la fin de l'année 1922 à une coquille de plus en plus creuse, que la mort d'Ebilov en février 1923, alors qu'il vient d'intervenir au congrès économique d'Izmir, permet opportunément de fermer¹⁹⁷⁷.

Le processus de fédéralisation régionale puis pan-soviétique de la diplomatie ne constitue donc pas un processus strictement technique. Il intervient de surcroît dans un contexte de frictions croissantes entre Kémalistes et Soviétiques depuis la fin de 1922. Le début des négociations de paix à Lausanne fait craindre aux Soviétiques un changement rapide de politique de la part des nationalistes turcs, en dépit de dénégations apportées par Ankara¹⁹⁷⁸. Des rumeurs persistantes d'incidents frontaliers commencent à circuler, suscitant l'attentisme des chancelleries européennes¹⁹⁷⁹. Au début de l'année 1923, les autorités turques notent la concentration accrue de troupes soviétiques à la frontière et décident de réorienter

50, l. 3 ; note du plénipotentiaire du Département des relations extérieures en Arménie au Comité central arménien, 20 octobre 1922, HAA, f. 1, op. 2, d. 22, l. 70.

¹⁹⁷⁵ Note du commissariat aux Affaires étrangères à Staline, 7 octobre 1922, RGASPI, f. 558, op. 2, d. 41, l. 1 ; Note du département oriental de la GPU à Karakhan, 5 octobre 1922, *Ibid.*, ll. 2-4 ; des renseignements sur les liens de l'ambassade azérie avec des émigrés antisoviétiques circulent aussi : Arsen Avagjan, *Hjusiskovkasjan k'aghak'akan vtarandvut'juně Turk'iaji artak'in k'aghak'akanut'jan hamatek'stum (1920-1971 t't')*, Erevan, Heghinajin Hratarakut'jun, 2011, p. 103.

¹⁹⁷⁶ Le rapport apparaît surtout comme la collecte de toutes les informations susceptibles de discréditer Ebilov, puisque la vie privée y tient une place importante, notamment des accusations sur ses relations intimes avec son secrétaire Ismailov : Rapport de la Tcheka de Transcaucasie au Comité régional du Parti de Transcaucasie, 26 octobre 1922, RGASPI, f. 558, op. 2, d. 41, ll. 21-23.

¹⁹⁷⁷ Semyon Aralov, *op.cit.*, 2014, pp. 226-227.

¹⁹⁷⁸ Le 2 décembre 1922, le ministre des Affaires étrangères Ahmet Muhtar envoie à Tchitchérine un télégramme niant tout rapprochement entre la Turquie et l'Entente. Rakhman Mustafa-Zade, *op.cit.*, 2006, p. 299 ; rapport du consulat-général allemand à Tiflis, 29 décembre 1922, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83501.

¹⁹⁷⁹ Lettre du ministre de France à Stockholm à Raymond Poincaré, 2 décembre 1922, AMAE, Série Z – Europe, Caucase, Carton 634, f. 79.

partiellement leur dispositif de défense dans la région¹⁹⁸⁰. En réalité, les effectifs soviétiques au Caucase ont été fortement réduits à cause de l'envoi de troupes en Asie centrale pour combattre les basmatchis¹⁹⁸¹. Les inquiétudes sont donc réciproques et s'inscrivent dans un véritable dilemme de sécurité entre les deux Etats. Les concentrations de troupes sur la frontière opérées par les Soviétiques apparaissent plutôt comme un moyen de masquer une faiblesse temporaire et d'éviter que la Turquie n'en profite¹⁹⁸². L'archéologue et aviateur Antoine Poidebard, qui sert au Caucase pendant l'époque des indépendances, écrit dans un ouvrage paru en 1923: « Russie rouge et Turquie nationaliste voient, dans leur mouvement d'expansion, renaître leur rivalité historique. La Russie, devenue forte, entrera nécessairement en conflit avec la Turquie de demain à propos des districts musulmans du Caucase¹⁹⁸³ ».

Dans ce contexte, les institutions de la diplomatie frontalière apparaissent comme des instruments à manipuler. Le refus de donner l'*exequatur* aux consuls devient plus fréquent au début de 1923. En mars, les autorités transcaucasiennes refusent ainsi la nomination d'Esat Bey comme vice-consul à Tiflis, ce qui entraîne des contre-mesures turques¹⁹⁸⁴. De manière plus subtile, les postes existants font l'objet de manipulations politique de la part des autorités soviétiques. Dans son journal, Talî Bey rapporte un événement survenu le 17 mai 1923 à Batoumi :

« Nous sommes allés à la mosquée Aziziye. Après la prière, une fête était organisée avec toute la communauté. Il y avait beaucoup de monde : le mufti Iskender Efendi, les commissaires à l'Intérieur, à l'agriculture et le vice-président du Parlement représentaient le gouvernement [adjar]. Les consuls de Russie et d'Iran étaient là. Un meeting de de protestation contre la note qu'avaient donnée les Anglais était organisé. Il est resté devant le consulat une demi-heure, ce qui faisait une belle manifestation. J'ai prononcé en réponse un discours [Mukabele ettim]. Les manifestants se sont ensuite dirigés vers le consulat italien en criant "Mort aux fascistes" »¹⁹⁸⁵.

¹⁹⁸⁰ Note de la présidence du Conseil turque, 1^{er} avril 1923, BCA, 30.10.0.0/247.671.22 ; Décret du conseil des ministres turcs, 22 avril 1923, BCA, 30.18.1.1/7.17.1.

¹⁹⁸¹ Le consul-général allemand à Tiflis estime que le nombre de troupes soviétiques est tombé à 29.000 au Caucase au début de juin, dont 5.000 soldats dans les « unités nationales », considérées comme moins fiables. Rapport du consul-général Wesendonk au ministère des Affaires étrangères, 4 juin 1923, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), Russland, R 84172.

¹⁹⁸² Rapport du consul-général à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 6 août 1923, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), Russland, R 84172.

¹⁹⁸³ Antoine Poidebard, *Voyage au carrefour des routes de Perse*, Paris, Georges Crès & Cie., 1923, p. 308.

¹⁹⁸⁴ Note de la présidence du Conseil turque, 11 mars 1923, BCA, 30.10.0.0/129.926.4 ; décret du gouvernement turc, 6 mai 1923, BCA, 30.18.1.1/7.18.12.

¹⁹⁸⁵ Erdal Aydoğan, Şaban Ortak, *Op.cit.*, p. 177.

La manifestation en question est une réaction à « l'ultimatum Curzon » du 8 mai, par lequel le Royaume-Uni exige l'arrêt de toute propagande bolchevique envers l'Inde britannique, sous peine d'une rupture des relations commerciales et politiques¹⁹⁸⁶. Les dirigeants soviétiques réagissent de manière extrêmement radicale à cette note britannique et organisent une des premières campagnes de mobilisation massive de l'opinion publique, qui vise à réaffirmer la légitimité du Parti alors que la mort de Lénine en mars a entraîné une vive inquiétude quant à la pérennité du régime¹⁹⁸⁷. Les Partis républicains supervisent directement l'organisation de manifestations populaires qui doivent exprimer l'indignation des masses face « au ton impudent et aux exigences de Curzon¹⁹⁸⁸ ». Le Comintern soutient directement cette campagne, qui se heurte cependant aux réticences du commissariat aux Affaires étrangères, que heurtent les outrances verbales auxquelles elle donne lieu et qui craint la création d'un front occidental commun contre l'URSS¹⁹⁸⁹. Alors que l'Adjarie voit des manifestations importantes, le passage au consulat turc apparaît comme un moyen de rappeler les Turcs à leur alliance fondatrice avec les bolcheviks¹⁹⁹⁰.

Le contexte des négociations de Lausanne, entreprises depuis le début de l'année 1923, accroît la défiance mutuelle entre Soviétiques et Kémalistes¹⁹⁹¹. La signature du traité de Lausanne, le 24 juillet 1923, survient au moment même où l'annonce est faite aux représentants étrangers en Transcaucasie de la fin de leur accréditation, en raison de la création de l'Union soviétique. Les représentations diplomatiques sont supprimées, tandis que les consuls reçoivent la possibilité d'obtenir dans un délai d'un mois un nouvel *exequatur*¹⁹⁹². La mesure est très politique, car elle apparaît comme un moyen de redéfinir la sphère

¹⁹⁸⁶ Alastair Kocho-Williams, *Russia's International Relations...*, 2013, pp. 45-46.

¹⁹⁸⁷ « Khorhrdajin kar'avarut'jan pataskhanë angliakan hushagrin », *Martakoch*, No. 66, 16 mai 1923, p. 1 ; Edward E. Roslof, *Red Priests. Renovationism, Russian Orthodoxy, and Revolution, 1905-1946*, Bloomington, Indiana University Press, 2002, pp. 112-113.

¹⁹⁸⁸ Télégramme secret du premier secrétaire du comité central arménien, Shakhsvarjan, aux comités de district du Parti, non daté (mai 1923), HAA, f. 1, op. 3, d. 32, l. 14.

¹⁹⁸⁹ Olga Velikanova, *Popular Perceptions of Soviet Politics in the 1920s. Disenchantment of the Dreamers*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2013, pp. 28-31.

¹⁹⁹⁰ Voir la résolution adoptée par les présidents des comités exécutifs (*ispolkomy*) d'Adjarie concernant l'ultimatum Curzon et l'assassinat de l'ambassadeur soviétique en Pologne, Vorovskij, 15 mai 1923, RGASPI, f. 85, op. 24, d. 666, ll. 1-3 ; au même moment est publié pour le compte du Comité régional du Parti de Transcaucasie un ouvrage qui insiste sur la solidarité des révolutions turque et bolchevique, par N. Sokolski. Mehmet Perinçek, *Atatürk'ün Sovyetler'le Görüşmeri. Sovyet arşiv belgeleriyle*, Istanbul, Kaynak Yayınları, 2011 (2005), pp. 24-25.

¹⁹⁹¹ Dès février 1923, les Soviétiques protestent vivement contre certaines propositions relatives aux Détroits évoquées lors de la conférence. M.A. Gasratjan, P.P. Moiseev, *SSSR-Turtsija, 1917-1979*, Moscou, Glavnaja Redaktsija Vostochnoj Literatury, 1981, pp. 53-55.

¹⁹⁹² Note du conseil des commissaires du Peuple arménien au représentant turc à Erevan, 28 juillet 1923, HAA, f. 113, op. 3, d. 147, l. 5 ; rapport de Wesendonk, consul-général d'Allemagne à Tiflis, à l'Auswärtiges Amt, **date**, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84157 ; le commissariat russe aux Affaires étrangères fait cependant savoir que l'URSS reprendra les traités signés par les républiques : A.A. Esajan, *Nekotorye voprosy istorii mezhdunarodno prava*, Erevan, Izdatel'stvo Erevanskogo Universiteta, 1977, pp. 115-116.

d'activité de représentants étrangers perçus comme trop actifs¹⁹⁹³. C'est le cas du représentant diplomatique turc à Erivan, dont la prétention à protéger les intérêts des musulmans d'Arménie ne plaît guère aux dirigeants arméniens. Bien que les consignes données soient d'adopter un « ton bienveillant » dans la formulation de cette demande, la tension monte lorsqu'il s'avère que la Turquie ne se presse guère pour réorganiser en conséquence son réseau diplomatique et consulaire¹⁹⁹⁴. La Perse fait preuve d'une réticence similaire à renoncer à ses représentations diplomatiques dans la région.

Au début d'octobre 1923, la Tchéka arménienne se plaint que Hayrettin Bey prétende continuer son activité diplomatique et exhibe toujours le drapeau turc¹⁹⁹⁵. Le 8 octobre, une missive est envoyée à Hayrettin – qualifié « d'ancien représentant de la Grande assemblée turque » – exigeant que le drapeau soit abaissé¹⁹⁹⁶. Au même moment, un incident éclate lorsque la police arménienne poursuit des soldats employés à la garde de la représentation turque, qui sont accusés de trafic d'armes. « L'incident d'Erevan » trouve dans la presse turque un écho qui prend de cours les dirigeants bolcheviques. Tchitchérine critique violemment l'absence de tact des Arméniens, qui menace de produire une grave crise diplomatique¹⁹⁹⁷. Les observateurs étrangers, turcs ou européens, attribuent en effet l'incident à une initiative centrale et ses dimensions se trouvent exagérées par la rumeur¹⁹⁹⁸. La ligne de défense soviétique tourne autour de l'idée que le local des soldats turcs ne fait pas partie du périmètre diplomatique de la représentation et qu'il n'y a donc pas eu violation de celui-ci.

¹⁹⁹³ Rappelons que les immunités dont jouissent les consuls sont bien inférieures à celles dont jouissent les diplomates et restent très peu définies jusqu'à la convention de Vienne de 1963.

¹⁹⁹⁴ « La fermeture de leurs ambassades énerve beaucoup les Turcs », écrit le consul russe à Batoumi après un entretien avec Ibrahim Talı Bey au début d'octobre. Rapport du consul Przhebel'skij au Comité régional du Parti, 5 octobre 1923, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 317, ll. 5-12 ; les Allemands rapportent que les Soviétiques décident d'interrompre leur correspondance diplomatique avec les représentations persanes et turques, pour les contraindre à se convertir en consulats : rapport du consulat-général allemand à Tiflis, 26 août 1923, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84157.

¹⁹⁹⁵ Lettre de la Tchéka arménienne au conseil des commissaires du Peuple arménien, 2 octobre 1923, HAA, f. 113, op. 3, d. 147, l. 37.

¹⁹⁹⁶ D'après l'enquête interne effectuée par la suite, la note est envoyée par le vice-président du gouvernement arménien, Ter-Harutjun'jan, sans information du président, Loukachin, alors absent. Note du conseil des commissaires du Peuple arménien à Hayrettin Bey, 8 octobre 1923, HAA, f. 113, op. 3, d. 147, l. 41.

¹⁹⁹⁷ Note de Tchitchérine au représentant de Transcaucasie à Moscou, Ter Gabrieljan, 29 octobre 1923, HAA, f. 113, op. 3, d. 147, l. 53 ; cet incident n'est pas sans rappeler une descente de la Tchéka moscovite dans un local des attachés militaires turcs à Moscou, le 20 avril 1922, qui provoque aussi des tensions et se conclut par le départ d'Ali Fuat Cebesoy de son poste d'ambassadeur : Ayfer Özçelik, *op.cit.*, 1993, pp. 240-249.

¹⁹⁹⁸ Les diplomates français en Turquie écrivent ainsi : « Dans l'espoir apparemment d'en imposer à la Turquie et de faire échec aux nouvelles dispositions qu'elle manifeste, le gouvernement de Moscou s'appliquerait à fomenter en Turquie une violente campagne d'agitation et d'intimidation. Spéculant sur la haine séculaire qui oppose les Arméniens aux Turcs, c'est sur l'Arménie que se sont portés ses premiers efforts. A Erivan, des agents de Moscou ont ameuté la population qui, excitée par eux, a assailli le consulat turc dont le drapeau a été lacéré. Une manifestation non moins violente a réuni à Tiflis tandis qu'à Bacou, par contre, les agitateurs n'obtenaient pas le résultat désiré. » Note de renseignement de l'ambassade de France en Turquie, 19 novembre 1923, AMAE, Correspondance politique, Sous-série Europe, Turquie, d. 281, f. 52 ; cette idée d'une attaque de la foule est reprise dans Harish Kapur, *op.cit.*, 1966, pp. 132-133.

Mais le commissariat moscovite peine à obtenir des réponses claires des dirigeants arméniens et transcauciens, ce qui favorise l'exploitation de la crise par les adversaires de l'influence soviétique¹⁹⁹⁹. Les Turcs exigent pour leur part qu'une cérémonie publique d'excuse soit organisée en présence de Hayrettin Bey et de la police arménienne, au cours de laquelle le drapeau turc serait remonté. Une telle cérémonie reviendrait, écrit Tchitchérine à Staline, « à nous humilier devant l'Orient tout entier²⁰⁰⁰ ».

L'incident d'Erevan révèle la charge politique forte de la transition entre l'époque de la diplomatie plurielle et celle du retour à une diplomatie plus centralisée. L'ambassadeur soviétique à Ankara, Sourits, voit dans les exigences des Turcs à cette occasion une directive directe de Mustafa Kemal et non pas une initiative de l'ambassadeur turc Muhtar Bey²⁰⁰¹. Les archives turques confirment ce suivi direct par la présidence du Conseil de l'incident d'Erevan et l'intérêt que prend Mustafa Kemal à faire réparer l'affront subi²⁰⁰². La volonté de résoudre l'incident pousse les Soviétiques à faire des concessions aux Turcs en matière consulaire, mais les tensions issues de ce processus de fusion ne s'arrêtent pas à la fin de l'année 1923²⁰⁰³. Le début de 1924 voit de nouveaux affrontements autour du réseau consulaire entretenu par chacun des Etats. Muhtar Bey se plaint que la Turquie ne dispose que de cinq consulats en URSS, contre huit consulats soviétiques en Turquie, en dépit d'intérêts turcs plus considérables en URSS²⁰⁰⁴. A nouveau, la question acquiert une médiatisation dans la presse anatolienne, probablement encouragée par le ministère des Affaires étrangères turc. Elle accuse les Soviétiques de bloquer la nomination des consuls turcs au Caucase et d'en profiter pour persécuter les ressortissants turcs²⁰⁰⁵. Mais la couverture publique du conflit révèle la réduction du rôle du facteur caucasien dans la dispute, qui est désormais perçue comme le résultat de difficultés plus générales turco-soviétiques.

¹⁹⁹⁹ Télégramme de Tchitchérine à Orakhelashvili et Ter-Gabrieljan, 30 octobre 1923, HAA, f. 113, op. 3, d. 147, l. 54.

²⁰⁰⁰ Rapport de Tchitchérine à Staline, 5 novembre 1923, HAA, f. 113, op. 3, d. 147, l. 54a.

²⁰⁰¹ Télégramme de Sourits à Tchitchérine, 11 novembre 1923, HAA, f. 113, op. 3, d. 147, l. 58.

²⁰⁰² Note du ministère des Affaires étrangères turc à la présidence du Conseil, 17 octobre 1923, BCA, 30.10.0.0/247.671.24.

²⁰⁰³ Télégramme du haut commissaire français à Istanbul, Jesse-Curely, à Raymond Poincaré, 19 novembre 1923, AMAE, Correspondance politique, Sous-série Europe, Turquie, d. 281, f. 45.

²⁰⁰⁴ Rapport de M. Hodgson à M. MacDonald, Moscou, 21 mai 1924, TNA, FO 418/61, p. 327 ; rapport de la légation autrichienne à Istanbul, 4 juillet 1924, reproduit dans Artem Ohandjanian (éd.), *Österreich-Armenien, 1872-1936. Faksimilesammlung diplomatischer Aktenstücke, B. XII – 1924-1936*, Vienne, Ohandjanian Eigenverlag, 1995, pp. 8284-8289.

²⁰⁰⁵ Rapport de M. Lindsay à M. MacDonald, Istanbul, 14 mai 1924, TNA, FO 418/61, pp. 301-302.

Conclusion de la deuxième partie

Il y a une gageure à examiner dans un même élan la Première Guerre mondiale, la période des indépendances et la soviétisation qui touche une partie de l'espace caucasien. En première approche, ces trois moments semblaient relever de logiques distinctes et contradictoires. Nous avons voulu montrer au cours de cette partie que le bouillonnement événementiel de la période ne devait pas empêcher de réfléchir aux continuités fortes qui la caractérisent. Espaces et institutions politico-administratives des confins y sont soumis à d'intenses recompositions, qui redessinent la carte de la région. A plusieurs reprises, les frontières se déplacent et produisent des géographies éphémères investies par les populations caucasiennes : à l'interface entre les empires en crise, des réseaux commerciaux et migratoires se transforment et s'adaptent. Cette capacité des populations à habiter ces territoires issus de la guerre est en même temps un défi aux Etats et les contraint à doubler la domination militaire par un contrôle socio-politique : réorganisation des frontières dans l'espace conquis par l'armée tsariste en 1916-1917, mesures d'intégration pour les *Elviye-i Selâse* brièvement repris par l'armée ottomane, politiques de surveillance des circulations et du commerce par les Etats indépendants du Caucase puis par les républiques soviétiques.

Aux côtés des déplacements frontaliers et de l'adaptabilité des populations, le changement d'échelle des acteurs régionaux constitue bien le facteur central de la période. On assiste, au-delà des articulations chronologiques classiques, à un processus continu par lequel les positions politiques, administratives et symboliques des acteurs de l'espace caucasien se modifient. La guerre, en ouvrant un espace transimpérial d'occupation, donne aux autorités du Caucase russe un rôle nouveau, militaire et politique, en Anatolie orientale et en Perse du Nord. Mais cette occupation est aussi l'opportunité pour des élites locales d'accroître leur pouvoir en passant des alliances avec les occupants. Avec l'effondrement de l'empire tsariste, les péripéties qui marquent le début de l'année 1918 traduisent la difficulté à penser le changement d'échelle et d'espace pour les élites caucasiennes. Pour certaines, le rattachement à des Empires centraux en brève expansion est un moyen de rester dans un cadre impérial familier. Mais, rapidement, la nécessité de se convertir en élites « nationales » dans des Etats nouveaux se fait jour. Tandis que les empires sont entraînés dans des logiques centrifuges qui

affaiblissent les pouvoirs centraux, les acteurs régionaux gagnent en indépendance. A la montée en puissance des élites politiques des confins répond la promotion des consuls, qui deviennent de quasi-représentants diplomatiques. Le rôle des consuls iraniens pendant les indépendances et au début de la soviétisation du Caucase du Sud atteste cette importance.

La soviétisation ne marque pas une rupture immédiate, car les formes nationales produites pendant les indépendances sont largement conservées. Le maintien dans les premières années du régime soviétique au Caucase d'une souveraineté à géométrie variable pour les républiques caucasiennes représente un élément de continuité et sa réduction très graduelle témoigne de l'enracinement des conceptions nationales. Il est donc légitime de penser dans le cas caucasien la continuité de la période 1918-1921. Cela implique de ne pas considérer la période des indépendances comme un fœtu brisé par la soviétisation – ce qu'elle peut être dans le discours porté par les républiques du Caucase du Sud actuel –, mais d'examiner plutôt la manière dont les logiques produites au cours de cette période ont trouvé un prolongement jusqu'au début des années 1920²⁰⁰⁶. Les indépendances sèment des germes qui laissent un héritage durable, bien qu'il ait parfois été effacé par un discours public soviétique très critique²⁰⁰⁷. L'étude de la période de l'entre-deux-guerres va nous permettre d'examiner cet héritage, en montrant que l'investissement par les Soviétiques des souverainetés républicaines pose les bases d'une nouvelle diplomatie frontalière, centrée sur les intérêts de ces républiques et la renaissance de leurs institutions paradiplomatiques.

²⁰⁰⁶ Je renvoie aux remarques de Rakhman Mustafa-Zade sur cette articulation, bien que nous n'ayons pas exactement la même approche : Rakhman Mustafa-Zade, *op.cit.*, 2006, p. 9.

²⁰⁰⁷ Que l'on prenne par exemple le cas des discussions constitutionnelles dans la Transcaucasie de 1918 et de celles menées en 1921-1922. Les questionnements y sont très similaires, de même que le balancement entre des formes fédérales et confédérales d'union, le problème des minorités ou celui de la centralisation des relations étrangères par le pouvoir central. Les travaux d'élaboration d'une constitution pour la république fédérative de Transcaucasie n'ont pas fait l'objet de travaux, ce qui découle sans doute du fait que la commission *ad hoc* n'ait pu travailler que moins d'un mois et que la fédération ait été dissoute avant terme. Les débats de cette commission sont cependant très intéressants et instructifs, sur un plan politique et juridique, pour l'histoire de la région. Ils se trouvent dans le fonds du gouvernement de Transcaucasie : f. 1818, op. 1, d. 328.

Troisième Partie

Un nouvel ordre frontalier (1921-1929) ?

De passage à Batoumi, lors d'un voyage qu'il effectue en 1922-1923 au Caucase, l'écrivain et journaliste soviétique Konstantin Paoustovskij est saisi par l'opulence qui caractérise à ses yeux ce port. « A cette époque », écrit-il, « arrivaient à Batoumi depuis les régions voisines de Turquie, Rize et Trabzon, beaucoup de felouques chargées d'oranges et de mandarines ». Parcourant les quais de la ville, Paustovskij y décrit les pyramides d'agrumes colorés et les « vieux Turcs » qui sirotent un café épais et odorant (*figure 64*)²⁰⁰⁸. Cette opulence perçue, indissociable d'un certain exotisme, frappe le voyageur arrivant d'une Russie qui sort à peine de la famine et ne sort que lentement de la guerre civile qui l'a frappée. Mais la prospérité apparente qui entoure la capitale de la nouvelle république autonome d'Adjarie repose sur des bases bien fragiles. De part et d'autre de la frontière caucasienne s'étendent des territoires appauvris et meurtris par les guerres successives. Les nouvelles politiques économiques mises en œuvre du côté soviétique constituent une contrainte forte pour le commerce frontalier, que l'introduction en 1921 de la Nouvelle Politique Economique (NEP) ne lève que temporairement. De ce fait, les régulations de la vie économique frontalière deviennent un objet politique à part entière.

Cette politisation constitue un phénomène plus général de la diplomatie frontalière au cours des années 1920. On voit en effet entrer, dans le champ de cette diplomatie, des questions et problèmes précédemment absents ou formulés dans des cadres essentiellement étatiques. Aux questions économiques et commerciales s'ajoutent des préoccupations environnementales, sanitaires ou vétérinaires. Présentes depuis la fin du XIX^e siècle dans les politiques des Etats, ces questions sont conçues de manière croissante comme un objet de coopération interétatique, dans le cadre d'une vision consciente des difficultés à agir sur certains problèmes dans les limites des souverainetés territoriales. La mise en œuvre, au Caucase soviétique, de politiques de développement des régions frontalières contribue fortement à la naissance d'une diplomatie dans ces domaines. La question migratoire, enfin,

²⁰⁰⁸ Konstantin Paustovskij, *Povest' o zhizni*, Moscou, Gosizdatel'stvo khudozhestvennoj literatury, 1962, p. 493.

fait l'objet de nouveaux traitements. Les circulations antérieures à la Première Guerre mondiale, en particulier entre Iran et Caucase tsariste, se maintiennent dans les années 1920 à la faveur de la NEP, mais leurs modalités sont progressivement modifiées. Les migrations « prolétaires » font l'objet d'une attention importante du nouveau régime soviétique, qui fait preuve à leur égard de tolérance pendant toute la première moitié des années 1920, dans le cadre d'une politique d'influence régionale.

Dans ces différentes dimensions, le passé récent constitue cependant une contrainte. Les années 1920 constituent en effet une véritable sortie de guerre, associée à des temporalités multiples. L'idée d'un retour à l'ordre passé est une chimère au regard des bouleversements connus par les sociétés de la région. La sortie de guerre est dès lors adaptation aux nouvelles conditions territoriales, démographiques ou économiques de la région. A court terme, elle s'efforce de répondre aux problèmes les plus urgents : réfugiés, destructions, ruine économique. Elle tente également d'assurer les conditions d'une coexistence nouvelle, en dépit des antagonismes et violences du passé immédiat. Un tel processus passe souvent par des tentatives d'effacement des traces et marques de ce passé, au profit de nouveaux récits du passé. Dans ce processus, à la fois intérieur au Etat et mobilisateur de la diplomatie frontalière, les acteurs régionaux jouent un rôle fondamental. Plus que les autorités centrales des nouveaux Etats turc, iranien et soviétique, ils sont en effet les porteurs du passé récent de la région et la sortie de guerre s'inscrit souvent dans leurs stratégies de pouvoir. L'établissement d'une nouvelle diplomatie frontalière devient un de leurs instruments, en particulier au Caucase soviétique où la mise en place d'un régime fédéral rehausse le rôle des élites régionales. Mais ces élites sont parfois réticentes à oublier le passé sur l'injonction des pouvoirs centraux, qui fondent sur l'amnésie collective de nouvelles alliances, en particulier entre Turquie kémaliste et républiques soviétiques.

Afin de comprendre les questions associées à la mémoire et à l'oubli pendant la période, il convient de prendre en compte un large spectre de questions. La sortie de guerre est en effet un concept qui implique des processus très concrets – tels que la fixation d'une frontière, la mise en place de nouveaux mécanismes de coopération, le rapatriement de populations – et des initiatives plus abstraites de mémoire ou de mobilisation des formes guerrières à des fins socio-politiques (*Chapitre 7*). La diplomatie frontalière représente un phénomène central de la reprise des liens entre les confins des nouveaux Etats. Elle contribue à la définition de problématiques communes et au maintien d'une autonomie des acteurs régionaux. Elle crée une véritable paradiplomatie, reposant sur la réactivation de la relation entre consuls et élites régionales (*Chapitre 8*). Le « retour à la normale » de la frontière se

heurte cependant aux déséquilibres, commerciaux et migratoires, qui poussent les autorités soviétiques à initier une crise des relations frontalières en 1926-1927. Cette crise s'inscrit dans un contexte international où des tensions s'observent dans ces domaines, mais acquiert une dynamique régionale forte, débouchant sur de nouvelles formes de régulation des circulations (*Chapitre 9*).

Chapitre 7. L'oubli des hommes et la mémoire des lieux : sorties de guerre à la frontière

La situation des confins caucasiens, au sortir de plusieurs années de guerres, est des plus désastreuses. Dans un vaste foyer, étendu de l'Anatolie orientale à la nouvelle république d'Azerbaïdjan soviétique, en passant par l'Arménie et le nord-ouest de l'Iran, s'étendent les régions les plus frappées par les massacres de masse, mais aussi la famine et les épidémies. Démographiquement, elles appartiennent au cœur des territoires dévastés par la Première Guerre mondiale. S'il est bien des « terres de sang » pour cette guerre, elles se trouvent sans conteste là. Sur un plan économique et matériel également, le niveau des destructions soutient la comparaison avec les régions du nord de la France labourées par les combats. Pourtant, la sortie de guerre ne constitue pas en tant que telle un thème pour l'histoire du Caucase²⁰⁰⁹. La coïncidence de cette sortie de guerre avec la guerre civile puis l'installation de nouveaux régimes politiques n'est pas étrangère à cette absence dans l'historiographie. Ces avènements ont en effet brouillé les repères et éloigné d'une réflexion sur le « retour à la normale », telle qu'elle a pu se développer dans le cas de l'Europe occidentale et même de l'Union soviétique²⁰¹⁰. La concentration sur la mise en place des régimes soviétique, kémaliste et pahlavi est allée de pair avec un recentrage sur les espaces nationaux qui complique une approche régionale de la sortie de guerre.

L'historiographie de cette phase de transition, telle qu'elle se développe depuis plusieurs années, s'intéresse au contraire aux comparaisons et à des approches intégrées du processus. Loin d'être limitée à des espaces nationaux pansant leurs plaies respectives, les sorties de guerres sont de plus en plus vues comme des moments où se prolongent les logiques transnationales entre anciens belligérants²⁰¹¹. Cette dimension est mise en avant par

²⁰⁰⁹ Rappelons cependant l'existence dans l'historiographie soviétique en général, et du Caucase en particulier, du concept de « période de rétablissement » pour désigner les années 1921-1925. Il recouvre partiellement l'idée d'une sortie de la guerre, mais est surtout placé dans la perspective de la construction du nouveau régime.

²⁰¹⁰ Peter Holquist, « New Terrains and New Chronologies. The Interwar Period through the Lens of Population Politics », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 4, No. 1, hiver 2003 (New Series), pp. 163-175.

²⁰¹¹ Stéphane Audouin-Rouzeau, Christophe Prochasson (dir.), *Sortir de la Grande Guerre, le monde et l'après-1918*, Paris, Tallandier, 2008 ; il faut aussi mentionner une tendance à développer des comparaisons transhistoriques larges, de l'Antiquité à nos jours, autour du thème des sorties de guerre : François Pernot,

les travaux de sciences sociales, dans le champ florissant de la « résolution de conflits »²⁰¹². La sortie de guerre y est définie comme un processus dont les ressorts, à la fois partagés et distincts d'un pays à l'autre, posent les conditions d'une reprise des relations, politiques et économiques, mais aussi intellectuelles, humaines et affectives. La « lente déprise de la guerre », comme l'appellent Bruno Cabanes et Guillaume Piketty dans un article récent, propose un questionnement différent pour un Caucase particulièrement marqué par les conflits²⁰¹³. Elle permet de reprendre à neuf cette période, au-delà d'une histoire diplomatique des relations entre bolcheviks, Turcs et Persans, dont on a vu qu'elle pouvait elle-même faire l'objet de reconsidérations. On entrera dans cette sortie de guerre par le problème de la reconstitution d'un « ordre frontalier » dans les confins caucasiens : elle suppose l'établissement physique de nouvelles frontières, déplacées ou effacées par les guerres, ainsi que la reprise d'un fonctionnement organique fait d'interactions économiques et humaines. Elle implique en second lieu une dimension plus intellectuelle, liée à la reconception des frontières inhérente au temps de paix.

La concentration sur la frontière fait ressortir les silences et les non-dits de la sortie de guerre caucasienne. Aspérités et antagonismes hérités de l'âge des violences y affleurent et contredisent les assurances officielles sur l'indéfectible alliance entre le régime soviétique et ses voisins. L'espace frontalier porte les stigmates de la guerre, dans ses lieux et dans ses individus. Pour des autorités attachées dans les différents Etats à une forme de normalisation politique et sociale, ces stigmates constituent des renvois indésirables au passé. Ces autorités s'efforcent aussi de prendre en charge d'autres aspects, matériels et économiques, de la reconstruction et de composer avec l'interdépendance frontalière issue des changements territoriaux. Mais la dissociation entre aspects matériels et aspects moraux de la sortie de guerre relève d'une gageure, tant les passerelles entre ces deux ordres sont nombreuses. Le processus de sortie de guerre est donc prolongé, fait d'interactions entre autorités et populations, entre mémoires étouffées et projets pour le futur. Il offre, en définitive, un nouveau regard sur la question même de la construction d'une légitimité politique pour les nouveaux régimes mis en place dans les trois Etats qui bordent le Caucase et pour leur assise dans les zones-frontières.

Valérie Toureille (dir.), *Lendemain de guerre. De l'Antiquité au monde contemporain : les hommes, l'espace et le récit, l'économie et le politique*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2010.

²⁰¹² La science politique prédomine dans ce champ, mais l'approche philosophique est également riche en contributions. Un des ouvrages récents les plus stimulants : Larry May, *After War Ends. A Philosophical Perspective*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2012.

²⁰¹³ Bruno Cabanes, Guillaume Piketty, « Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier », *Histoire@Politique*, 3/2007 (n° 3). Disponible en ligne : <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=03&rub=dossier&item=22>.

1. Les silences d'une sortie de guerre : fantômes frontaliers

Que la sortie de guerre au Caucase soit une sortie de guerre silencieuse, lourde de non-dits et d'omissions, voilà qui peut se prouver en partant de la définition des frontières de l'après-guerre, dont l'objet est de mettre un terme aux flux et reflux territoriaux des années précédentes. Cette définition, au début des années 1920, apparaît comme un exemple de la manière dont le règlement voulu par les Etats en présence repose sur un rejet du passé immédiat et la tentative volontariste d'en effacer les traces. Cet effacement relève à la fois de l'histoire intérieure de chacun des Etats et de leur interaction dans le champ des relations internationales, mais il ne s'opère pas de manière complète. La frontière constitue un des espaces où demeurent, telles des buttes-témoins, des lieux et des groupes qui témoignent des événements passés et de l'impossibilité d'en faire totalement abstraction.

a) « *L'oubli commandé* » des conflits

En mars 1965, le conseil des ministres de la république soviétique d'Arménie décide d'édifier à Erevan un monument à la mémoire des victimes du génocide. Le 24 avril 1965, jour anniversaire de la déportation des élites arméniennes de l'Empire ottoman, un rassemblement toléré par le pouvoir tourne cependant à la manifestation patriotique et contestataire. Les autorités de la république y constatent la sensibilité persistante du sujet et la difficulté d'en faire une instrumentalisation encadrée²⁰¹⁴. Les commémorations du printemps 1965 marquent en effet les premières évocations officielles par le régime soviétique de la question du génocide²⁰¹⁵. Le silence qui entoure le sujet jusqu'à cette époque s'établit dès les débuts du pouvoir bolchevique au Caucase et est directement lié aux modes de sortie de la

²⁰¹⁴ Taline Ter Minassian, *Erevan, la construction d'une capitale à l'époque soviétique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, pp. 171-178 ; on peut comparer ce problème à celui du traitement de la figure des Allemands en Europe centrale, après 1945 : Edmund Dmtrów, « What Was Not Allowed to Be Written about Coming to Terms with the Germans in the People's Republic of Poland », in Jerzy W. Borejsza, Klaus Ziemer (dir.), *Totalitarian and Authoritarian Regimes in Europe. Legacies and Lessons from the Twentieth Century*, New York, Berghahn Books, 2006, pp. 53-69.

²⁰¹⁵ Une figure éminente de l'historiographie soviétique qui sort de 1965 est l'académicien Mkrtych' Nersisjan : Eduard Melk'onjan, « Hajots' ts'eghaspanut'jan patmut'jan mi k'ani harts'eri lusabanumë akademikos Mkrtych' Nersisjani usumnasirut'junnerum », *Patma-banasirakan handes*, No. 2 (16), 2010, pp. 16-26 ; sur les difficultés de l'histoire officielle promue par les Soviétiques, Andreas Oberender, « 'Am besten wäre es, man schwiege über Exzesse''. Anastas Mikojan und der geschichtspolitische Konflikt zwischen Armeniern und Aserbajdschanern », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 59, No. 4, 2011, pp. 509-533 ; R.H. Dekmejian, « Soviet-Turkish Relations and Politics in the Armenian SSR », *Soviet Studies*, Vol. 19, No. 4, avril 1968, pp. 510-525.

guerre. L'établissement du pouvoir bolchevique dans la région est, on l'a vu, inextricablement lié à l'amitié proclamée avec la Turquie nationaliste. Alors que cette Turquie construit peu à peu son historiographie officielle sur l'idée d'une rupture avec l'époque ottomane, les formes de continuité sont bien réelles, comme l'ont montré les travaux d'Erich Jan Zürcher sur le personnel jeune-turc et ses reconversions dans les institutions du gouvernement d'Ankara²⁰¹⁶. Après avoir été mentionné par les bolcheviks en 1918, le massacre des Arméniens disparaît progressivement du discours public à mesure que le rapprochement avec le mouvement nationaliste turc se précise.

Plus encore que des voiles pudiques passés sur certains pans de l'histoire, l'alliance soviéto-kémaliste nécessite des bolcheviks caucasiens des démonstrations publiques d'amitié envers la Turquie. Ces démonstrations ne coûtent guère, on l'a vu, aux bolcheviks azéris qui s'inscrivent dans la continuité d'un rapport privilégié avec l'Empire ottoman²⁰¹⁷. Il en va bien autrement pour des communistes arméniens dont beaucoup sont originaires d'Anatolie ottomane. Nombreux sont ceux qui ont fait l'expérience traumatique des massacres et de la guerre²⁰¹⁸. Comment oublier ce passé alors même que la jeune république soviétique semble écrasée par son héritage, celui des réfugiés qui s'entassent dans ses frontières, dans une misère que les maigres moyens du nouveau gouvernement et l'aide des organisations humanitaires occidentales ne parviennent qu'à atténuer ? Omniprésents, ces Arméniens « ottomans » sont cependant distincts des Arméniens « caucasiens » et la cohabitation n'est pas toujours facile²⁰¹⁹. Les autorités bolcheviques adoptent une position prudente à l'endroit de ces réfugiés et en font une des populations-cibles de leurs messages politiques. Elles organisent au printemps 1921 de nombreux meetings parmi les Arméniens ottomans installés dans les régions d'Echmidazin et de Leninakan²⁰²⁰. En mars 1922, elles autorisent la tenue d'un congrès des Arméniens de Turquie²⁰²¹. Mais cette structuration sociale ne peut déboucher sur une mémoire publique des expériences de la guerre, à l'heure de l'amitié entre Turcs et Soviétiques. On peut s'interroger, sur un plan moral et psychologique, sur les

²⁰¹⁶ Pour un recueil de travaux portant sur les différents aspects de cette continuité, voir Erich Jan Zürcher, *The Young Turk Legacy and Nation Building. From the Ottoman Empire to Atatürk's Turkey*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2010.

²⁰¹⁷ Cela ne signifie bien sûr pas que les Azéris soient aussi désireux de défendre leurs intérêts quand ils se heurtent à ceux des Turcs, comme dans le cas de la conservation du Nakhitchevan : Mehman Ağayev, *op.cit.*, 2008, pp. 268-270.

²⁰¹⁸ Rappelons par exemple que Khandzhjan, dirigeant du Parti arménien au cours des années 1930, est un réfugié de Van. Tessa Hofmann, *Annäherung an Armenien. Geschichte und Gegenwart*, Munich, C.E. Beck, 2006 (1997), p. 135.

²⁰¹⁹ Sur ces clivages, également marqués dans l'exil arménien d'Europe, Anouche Kunth, *Du Caucase à Paris...*, 2013, p. 6.

²⁰²⁰ Hovik Melik'set'jan, *op.cit.*, 1985, pp. 64-65 ;

²⁰²¹ Protocole du présidium du Comité central arménien, 13 février 1922, HAA, f. 1, op. 2, d. 5, l. 3.

sentiments éprouvés par les acteurs politiques arméniens au cours de la performance des rituels exaltant cette amitié²⁰²². Que penser, anthropologiquement, de la volte-face qu'imposent les responsabilités du pouvoir aux bolcheviks arméniens, dès la fin de 1920, lorsque les armes le cèdent à la toge, la mémoire aux priorités politiques ? A quoi songe le commissaire aux Affaires étrangères arménien, Bekzadjan, lorsqu'il adresse le 8 janvier 1921 une salutation exaltée à son homologue turc et porte aux nues le mouvement nationaliste turc, « frère dans l'âme » de la révolution communiste²⁰²³ ?

Il y a bien « politique mémorielle » de la part du régime bolchevique, à travers cet écrasement de la mémoire récente²⁰²⁴. Mais il serait erroné d'y voir un pur cynisme, car elle s'enracine dans un projet de retour à l'ordre civil dans la région. Les confins caucasiens du début des années 1920 se trouvent dans une situation d'exacerbation des conflits de toutes sortes, qui menacent le fonctionnement même du régime soviétique. Des situations similaires s'observent en Anatolie orientale où, en dépit de la disparition presque intégrale des Arméniens, les populations encore en place, en particulier Turcs, Kurdes et Grecs conservent des contentieux bien réels. Dans leur entreprise de rétablissement d'un pouvoir d'Etat, les nouvelles autorités de part et d'autre de la frontière recourent à ce que Paul Ricoeur a appelé un « oubli commandé²⁰²⁵ ». Dans sa réflexion sur la mémoire et l'oubli, Ricoeur consacre un développement aux formes institutionnelles de l'oubli, qu'il rapporte en particulier aux droits régaliens que sont l'amnistie et la grâce. Ricoeur s'appuie sur les précédents classiques que sont le décret de 403 avant J.-C. à Athènes, qui « interdit de rappeler les maux » de l'oligarchie des Trente, et l'édit de Nantes, dont l'article premier stipule « que la mémoire de toutes choses passées d'une part et d'autre [...] demeurera éteinte et assoupie comme de chose non advenue²⁰²⁶ ». Ricoeur souligne les problèmes associés à ces oublis commandés, où

²⁰²² A l'occasion de la signature du traité de Kars, en octobre 1921, de grandes manifestations publiques sont organisées à Erevan pour saluer l'amitié nouvelle entre les Etats. « Vokrug Karsskoj konferentsii », *Pravda Gruzii*, No. 189, 18 octobre 1921, p. 1 ; une des analyses les plus pertinentes est celle produite par Wesendonk, consul-général allemand à Tiflis, dans un rapport du 15 avril 1923 qui s'interroge sur ces frustrations, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83501.

²⁰²³ Télégramme du commissaire aux Affaires étrangères Bekzadjan au ministère des Affaires étrangères turc, 8 janvier 1921, HAA, f. 114, op. 2, d. 11, ll. 19-20 ; en 1929, B. Bor'jan parle d'un sacrifice de la nation arménienne pour le bien de la révolution mondiale : B. Bor'jan, *Armenija. Mezhdunarodnaja diplomatija i SSSR*, Ch. 2, Moscou-Leningrad, Gosizdatel'stvo, 1929, pp. 299-300.

²⁰²⁴ Johann Michel écrit : « On peut identifier une politique mémorielle dès lors qu'une institution (Etat, famille, chefferie...) exerce un pouvoir de régulation et d'imposition de souvenirs communs à ses membres ». Johann Michel, *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Paris, Presses universitaires de France, 2010, p. 3 ; Michel-Rolph Trouillot, *Silencing the Past: Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press, 1995.

²⁰²⁵ Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000, pp. 585-589.

²⁰²⁶ *Ibid.*, p. 587 ; voir aussi François Dosse, « Travail et devoir de mémoire chez Paul Ricoeur », in Alain Houziaux (dir.), *La mémoire, pour quoi faire ?*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2006, pp. 84-86.

l'amnistie est souvent synonyme d'amnésie publique et condamne « les mémoires concurrentes à une vie souterraine malsaine²⁰²⁷ ».

Cet oubli commandé constitue une particularité de l'espace caucasien, alors que les années qui suivent la Première Guerre mondiale sont associées, dans la plupart des Etats belligérants, à un l'explosion d'une « gouvernance mémorielle²⁰²⁸ ». A cet égard, il semble important d'examiner de manière simultanée les évolutions intérieures aux Etats et celles qui relèvent de la sphère diplomatique. On observe en effet de manière parallèle la définition des frontières internationales et l'entreprise de découpage des frontières soviétiques intérieures²⁰²⁹. Dans le cas du Caucase découpages intérieurs et internationaux s'accompagnent de formes parallèles d'oubli commandé, qui s'inscrivent dans une stratégie de résolution des conflits locaux intenses. L'historiographie la plus récente tend à reconsidérer l'idée que, au Caucase et en Asie centrale soviétiques, les découpages territoriaux auraient relevé d'une stratégie d'exacerbation des divisions ethniques. Cette production des nations est désormais plutôt associée à la construction d'institutions territoriales et Arne Haugen a même pu voir dans le découpage national de l'Asie centrale une forme d'unification, découlant de la perception qu'auraient eu les dirigeants bolcheviques d'une « société hautement fragmentée²⁰³⁰ ». Dans le cas du Caucase, on observe une volonté obsessionnelle des bolcheviks d'étouffer les antagonismes nationaux et religieux entre les populations, ce qui passe notamment par la volonté de régler aussi vite que possible les conflits territoriaux internes hérités de la période des indépendances²⁰³¹. Des travaux comme ceux de Jeremy Smith et, plus récemment, Arsène Saparov, mettent en avant les tentatives des dirigeants bolcheviques pour régler ces conflits. Dès mai 1921, une commission est créée sous la direction de Kirov pour superviser la résolution de ces conflits, tandis que des commissions *ad hoc* sont mises en place pour chaque conflit, regroupant autorités locales, républicaines et

²⁰²⁷ Paul Ricoeur, *op.cit.*, 2000, p. 588.

²⁰²⁸ J'emprunte la formule à Johann Michel, *op.cit.*, 2010, p. 50-51 ; rappelons que c'est en 1925 que paraît l'ouvrage de Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Alcan, 1925.

²⁰²⁹ Comme l'écrit Sabine Dullin : « Au fond, les négociations entre les Ukrainiens, les Biélorusses et les Russes pour fixer les limites entre républiques et celles qui se déroulent entre Estoniens, Finlandais et Russes sont-elles de nature si différente ? » : Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, pp. 83-84 et p. 99 pour cette citation ; sur la possibilité d'examiner de manière parallèle des frontières de natures *a priori différentes*, Anssi Paasi, « Bounded spaces in a 'borderless world': border studies, power and the anatomy of territory », *Journal of Power*, Vol. 2, No. 2, 2009, pp. 223-224.

²⁰³⁰ Chez Haugen, cela va de pair avec l'idée que la construction nationale a plus relevé d'une raison pratique que de l'application d'une théorie : Arne Haugen, *The Establishment of National Republics in Central Asia*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2003, pp. 90-106.

²⁰³¹ Il me semble que les situations au Caucase et en Asie centrale méritent d'être distinguées, en raison de leurs conséquences différentes. Il n'est pas possible de parler, au Caucase, d'une « production des frontières » similaire au cas centre-asiatique. Sur cette production et son lien à la reconfiguration de conflits locaux, voir les remarques de Beatrice Penati, « Life on the Edge: Border-Making and Agrarian Policies in the Aim District (Eastern Fergana), 1924-1929 », *Ab Imperio*, 2/2014, pp. 193-229.

médiateurs nommés par les institutions caucasiennes²⁰³². Les innovations institutionnelles, autonomies et pratiques de découpage territorial visent moins à nourrir la division qu'à régler des conflits déjà anciens. La mise en place de l'autonomie pour l'Ossétie du Sud, le 20 avril 1922, vise ainsi à mettre un terme à une question lourde de tensions ethniques depuis la première révolte ossète, en février 1918²⁰³³.

Participent à la sortie de guerre les innombrables conflits frontaliers entre républiques que le nouveau régime doit résoudre sur le plan intérieur. L'Arménie continue par exemple à revendiquer la région d'Akhalkalaki, avant que le Bureau caucasien du Parti ne maintienne son rattachement à la Géorgie²⁰³⁴. Les conflits les plus épineux sont cependant ceux qui opposent l'Arménie et l'Azerbaïdjan, au Haut-Karabakh et au Zangezour. Après avoir soutenu le rattachement de ces régions à l'Azerbaïdjan au printemps 1920, pour des raisons tactiques, les bolcheviks caucasiens inversent leur position à la veille de la soviétisation de l'Arménie : le 30 novembre 1920, le comité révolutionnaire azéri adopte une résolution reconnaissant le Karabakh, le Zangezour et le Nakhitchevan comme des parties de l'Arménie, dans une nouvelle instrumentalisation du principe territorial en faveur de la soviétisation²⁰³⁵. La décision est saluée par le nouveau gouvernement d'Arménie soviétique, mais son application concrète s'avère complexe²⁰³⁶. Un conflit sourd s'engage dans les mois qui suivent, gagnant en acuité lorsque le gouvernement arménien proclame le 21 juin 1921 le rattachement du Karabakh. Les 4-5 juillet 1921, le Bureau caucasien adopte des décisions contradictoires : après avoir validé ce rattachement à l'Arménie, il effectue un vote en sens contraire à la demande d'Ordjonikidze et Nazaretjan²⁰³⁷. Après bien des tractations, la décision est finalement prise en 1923 de rattacher le Karabakh à la république azérie avec un régime d'autonomie. La question du Karabakh montre les limites à la volonté des autorités

²⁰³² Jeremy Smith, *op.cit.*, 1999, pp. 69-70.

²⁰³³ Arsène Saparov, « From Conflict to Autonomy: The Making of the South Ossetian Autonomous Region, 1918-1922 », *Europe-Asia Studies*, Vol. 62, No. 1, 2010, pp. 99-123.

²⁰³⁴ Protocole du présidium du Comité central arménien, 16 juillet 1921, HAA, f. 1, op. 1, d. 39, l. 18 ; sur les frontières géorgiennes avec les républiques voisines, il existe désormais un recueil de documents tirés des archives de Tbilissi : Sergo Vardosanidze, Vakht'ang Guruli, K'oba Kharadze, Levan Jikia (éd.), *Sakartvelos sazghvrebi 1917-1938. Nark'vevi dokumentebi da masalebi*, Tbilissi, Meridiani, 2014.

²⁰³⁵ Télégramme d'Ordjonikidze à Tchitchérine, non daté (vraisemblablement avril-mai 1920), RGASPI, f. 64, op. 1, d. 17, l. 66 ; V.A. Mikaeljan (éd.), *Nagornyj Karabakh v 1918-1923 gg. Sbornik dokumentov i materialov*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armenii, 1992, pp. xviii-xix.

²⁰³⁶ Note du commissariat aux Affaires étrangères arménien à Nərimanov, janvier 1921, HAA, f. 114, op. 2, d. 45, l. 15 ; il faut rappeler que les communistes géorgiens eux-mêmes sont assez hostiles à ce transfert, dans lequel ils voient un risque de généralisation du sécessionnisme interne et international, notamment en Abkhazie et en Adjarie : Georgi M. Derluguian, *Bourdieu's Secret Admirer in the Caucasus. A World-System Biography*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 2005, pp. 186-187.

²⁰³⁷ Protocole du plénum du Bureau caucasien, 5 juillet 1921, reproduit dans D.P. Guliev (éd.), *K istorii obrazovaniya Nagorno-Karabakhskoj avtonomnoj oblasti Azerbajdzhanskoj SSR. Dokumenty i materialy*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1989, p. 92.

soviétiques de décréter la fin de conflits ethniques et territoriaux qui gangrènent la région depuis plusieurs années. Les élites de chaque république, en dépit d'assurances internationalistes, apparaissent elles-mêmes désireuses de défendre des intérêts qu'elles perçoivent comme légitimes.

L'étouffement d'une mémoire des conflits frontaliers apparaît ainsi comme doublement applicable aux relations entre républiques caucasiennes et à celles avec la Turquie, l'interaction avec l'Iran restant moins chargée d'un point de vue mémoriel. Ainsi, quand la république du Nakhitchevan est rattachée sous statut autonome à l'Azerbaïdjan à la fin de 1923, les inquiétudes des bolcheviks arméniens s'ajoutent aux plaintes officielles de la Turquie²⁰³⁸. Mais l'effacement de la mémoire ne peut constituer qu'un processus imparfait dans une période où les conséquences humaines du passé restent aussi manifestes. Une attitude identique s'observe du côté turc, où beaucoup des nouveaux dirigeants de la jeune « Assemblée nationale turque » ont eu une expérience antérieure des guerres au Caucase. Les mémoires du maréchal Karabekir ne dissimulent pas la méfiance qu'éprouvent envers les bolcheviks arméniens les militaires turcs, qui voient en eux des Arméniens plus que des communistes²⁰³⁹. La mémoire des conflits avec les Géorgiens, certes moins intense, n'est pas non plus oubliée, comme le rapporte le consul-général russe en Anatolie orientale, Mikhajlov, en juin 1921 :

« L'inquiétude [des Turcs] naît de la crainte que la Géorgie, à laquelle ils attribuent un rôle dirigeant sur les plans politique et militaire parmi les républiques de Transcaucasie, ne pousse Moscou, avec la complicité de l'Arménie, à soviétiser les régions occupées par les Turcs. Kazım Karabekir m'a déclaré ouvertement avoir peur de la politique des 'commissaires caucasiens au pouvoir, géorgiens de nationalité', qui ont un grand poids politique à Moscou et pourraient à nouveau informer le gouvernement russe de manière erronée sur la situation en Transcaucasie et le pousser encore une fois à des actions agressives²⁰⁴⁰. »

²⁰³⁸ Les plaintes turques reposent sur les traités de Moscou et de Kars qui consacrent l'autonomie du Nakhitchevan et font de la Turquie le garant de cette autonomie. Décret du conseil des ministres turc décidant d'une protestation diplomatique officielle, 6 mai 1923, BCA, 30.18.1.1/7.18.13 ; lettre du conseil des commissaires du Peuple de Transcaucasie à Mjasnikov, 11 octobre 1923, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 293, l. 70 ; Səid Sadiqov, *op.cit.*, 1995, p. 58 ; Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, p. 245.

²⁰³⁹ Rapport du commandant Cavit Bey à Karabekir, 22 octobre 1920, reproduit dans Kazım Karabekir, *Istiklal Harbimizde Enver Paşa...*, 1990, pp. 61-63.

²⁰⁴⁰ Rapport du consul-général Mikhajlov à Ordjonikidze, 28 juin 1921, RGASPI, f. 85, op. s/Turtsija, l. 20 ; les interceptions de certains rapports envoyés par les représentants caucasiens en Turquie ne comptent pas pour rien dans cette conviction. Karabekir transmet le 6 juillet 1921 un rapport supposément envoyé par Budu Mdivani au comité révolutionnaire géorgien, détaillant des ambitions sur la Turquie : Kazım Karabekir, *op.cit.*, Vol. 2, 2014, p. 1082-1084.

Une forme de méfiance héritée de l'histoire constitue la trame incontournable de relations frontalières qui ne correspondent que partiellement au grand récit de l'amitié entre les peuples et de la solidarité contre l'impérialisme. Il nous semble que l'examen du processus politique mais aussi mémoriel de sortie de guerre permet de mieux comprendre les méandres de cette alliance.

La volonté de taire une mémoire gênante touche à ses limites lorsque le passé vient se rappeler, de manière indésirable et inattendue, dans les lieux même dont on voudrait l'expulser. Le meurtre à Tiflis de l'ancien dirigeant jeune-turc Cemal Pasha, en juillet 1922, constitue un de ces rappels²⁰⁴¹. Si certaines interprétations ont pu attribuer à la Tchéka ce meurtre, l'hypothèse est peu vraisemblable et le meurtre doit plutôt être rattaché à l'opération *Nemesis*, organisée par les dachnaks en exil depuis la fin de la guerre, contre les principaux dirigeants jeunes-turcs qu'ils considèrent comme responsables du génocide²⁰⁴². En avril 1921, Talât Pasha a subi le même sort aux mains de Soghomon Tehlirian, qu'un tribunal allemand finit par acquitter en raison des actes commis par l'ancien dirigeant ottoman. En mars 1922, quelques mois avant Cemal Pasha, Bahattin Şakir est aussi assassiné dans la capitale allemande²⁰⁴³. Ces assassinats successifs ravivent le contentieux mémoriel dans les régions frontalières du Caucase, comme le note un rapport du représentant arménien à Kars. Citant plusieurs articles parus dans la presse d'Anatolie orientale, il met en avant la résurgence d'un antagonisme contre les Arméniens, aussi bien les rares communautés qui demeurent en Turquie, que les Arméniens du Caucase et de la diaspora. Le 23 avril 1922, raconte-t-il, le journal *Varlık*, publié dans la ville frontalière de Sarıkamış, a publié un éditorial menaçant contre les Arméniens. La presse publie une lettre de l'ancien représentant turc à Erevan, Lütfi Bey, qui affirme que le Parti communiste arménien grouille d'anciens dachnaks²⁰⁴⁴. Les autorités soviétiques développent un discours officiel sur ces meurtres, en particulier celui

²⁰⁴¹ Lettre de la mission commerciale britannique à Moscou à Balfour, 31 juillet 1922, IOR, L/PS/11/203/5111.

²⁰⁴² L'idée d'une manipulation de la Tchéka est notamment reprise en Turquie en 1926, au milieu de l'agitation anticommuniste : rapport du consulat-général allemand à Tiflis à l'Auswärtiges Amt, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83502 ; récemment, l'idée d'une organisation par la Tchéka a été reprise par Musa Qasımlı, qui y voit la conséquence des liens de Cemal avec Enver. Il incrimine un certain Sergo Lobadze, qui aurait été responsable des opérations spéciales de la Tchéka de Tiflis. Musa Qasımlı, *op.cit.*, 2006, p. 182 ; la source de cette hypothèse est l'autobiographie du transfuge Evgueni Dumbadze, *Na sluzhbe Cheka i Komintern*, Paris, Mishen', 1930, pp. 72-73.

²⁰⁴³ Ronald Grigor Suny, « Writing Genocide : The Fate of Ottoman Armenians », in Ronald Grigor Suny, Fatma Müge Göçek, Norman M. Naimark (dir.), *op.cit.*, 2011, p. 21 ; sur le procès Tehlirian, Tessa Hoffman (éd.), *Der Völkermord an den Armeniern vor Gericht : der Prozess Talaat Pascha*, Göttingen, Gesellschaft für bedrohte Völker, 1985.

²⁰⁴⁴ Rapport du représentant d'Arménie à Kars au comité central arménien, non daté (vraisemblablement mai 1922), HAA, f. 1, op. 2, d. 22, l. 19.

perpétré à Tiflis, qui oblitère leur dimension rétributive au profit d'une interprétation qui y voit des actes de terrorisme soutenus par l'impérialisme européen²⁰⁴⁵. L'attribution aux dachnaks est reconnue – puisque le meurtre de Cemal est vu comme une opportunité pour intensifier la répression contre le mouvement – mais l'inscription historique des meurtres est niée²⁰⁴⁶.

b) La frontière, butte-témoin mémorielle

Cet effacement imparfait de la mémoire s'observe avec la plus grande d'acuité encore quand on se place sur la frontière elle-même. L'anthropologie historique a insisté sur la sensibilité que concentrent les territoires frontaliers à partir du développement des idéologies nationales modernes. En rompant avec la conception radiale du pouvoir, le nationalisme propose l'image d'un territoire uniforme, qui n'est pas tant menacé par les agressions en son cœur que par celles en ses marges²⁰⁴⁷. Les territoires des confins caucasiens n'ont pourtant rien d'uniforme, au lendemain de la guerre, du fait des traces matérielles des combats passés. Les « paysages frontaliers » se trouvent ainsi marqués, en de nombreux points, par des ruines, champs de bataille et cimetières qui viennent rappeler les conflits²⁰⁴⁸. Les autorités soviétiques font preuve d'une grande prudence à l'égard des cimetières qui se trouvent sur leur territoire, auxquels elles prêtent des capacités mobilisatrices à surveiller. Ce soupçon pesant sur les lieux de la mémoire se retrouve jusque dans des exemples que l'on pourrait considérer comme anecdotiques : les autorités militaires de la région de Batoumi sont ainsi préoccupées au cours des années 1920 par la présence d'un cimetière militaire britannique à proximité de la ville, résidu de l'occupation de 1919-1920. L'administration politique de l'Armée rouge caucasienne voit dans le maintien de ce cimetière un facteur propre à entretenir l'antisoviétisme en rappelant l'occupation étrangère et soutient les projets d'accord avec les Britanniques pour que les tombes soient rapatriées et le cimetière détruit²⁰⁴⁹. Mais ces lieux de mémoires renvoient surtout au problème des territoires perdus par chacun des Etats.

²⁰⁴⁵ Article tiré des *Izvestija*, 19 août 1922, IOR, L/PS/11/203/5111.

²⁰⁴⁶ Sur cette instrumentalisation, particulièrement souhaitée par Amirhanjan, chef de la Tchéka arménienne, voir Grigor Sikharulidze, « Didi tskhovrebis purtslebi. G.K'. Orjonik'idzis dabadebis 100 ts'listavi », *Saist'orio moambe*, No. 53-54, 1986, p. 65.

²⁰⁴⁷ Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983, p. 175.

²⁰⁴⁸ Les travaux d'Antoine Prost ont largement étudié la dimension symbolique et mobilisatrice des cimetières militaires : Antoine Prost, « Les cimetières militaires de la Grande Guerre, 1914-1940 », *Le Mouvement Social*, No. 237, 2011/4, pp. 135-151 ; sur le concept de « paysage frontalier », voir Dennis Rumley, Julian V. Minghi (dir.), *The Geography of Border Landscapes*, Londres-New York, Routledge, 1991.

²⁰⁴⁹ Il faut cependant attendre 1925 pour que des négociations plus générales soient entreprises entre Soviétiques et Britanniques pour régler la question des cimetières militaires britanniques à Batoumi, Mourmansk et

Juridiquement, la nouvelle frontière est fixée une première fois par le traité de Moscou de mars 1921 (*figure 65*)²⁰⁵⁰. Le traité de Moscou représente surtout un moment de synthèse et de redéfinition des rapports de force qui marquent les années précédentes. Le traité de Moscou n'accepte ainsi que certaines des pertes territoriales imposées à l'Arménie par le traité d'Alexandropol, que le gouvernement soviétique arménien refuse de reconnaître. Le traité ne voit pas non plus un simple retour aux frontières de 1878, bien que les dirigeants kémalistes caressent toujours cet espoir au début de 1921. Rappelons que les négociations à Moscou commencent au moment même où les bolcheviks mettent fin à l'indépendance de la Géorgie menchevique dans une attaque lancée depuis l'Azerbaïdjan, l'Arménie et le Caucase du Nord à la fois²⁰⁵¹. Cette invasion s'achève dans les premières semaines de mars, lorsque les troupes soviétiques arrivent en Adjarie. Mais les Soviétiques se heurtent, sur place, aux troupes turques qui ont pris position dans les régions d'Akhalsikhe, d'Akhalkalaki et de Batoumi. Alors que l'invasion soviétique du territoire géorgien commence, le commandement du front oriental turc multiplie les rapports sur l'inquiétude des populations musulmanes de la zone-frontière. Des émissaires locaux contactent les unités turques à la frontière en leur demandant protection face aux bolcheviks. Tandis que la défaite menchevique est précipitée par l'avancée rapide des communistes, la Turquie soumet le 20 février 1921 à l'ambassadeur géorgien, Semion Mdivani, un ultimatum exigeant que les troupes turques puissent pénétrer dans les régions d'Artvin et Ardahan²⁰⁵².

Les troupes turques auxquelles se heurte l'Armée rouge dans les zones-frontières s'inscrivent donc dans une vaste opération, qui vise à profiter de la chute de la Géorgie indépendante. Le décret du gouvernement prévoit l'organisation immédiate d'un référendum pour légitimer l'annexion et placer les Soviétiques devant le fait accompli²⁰⁵³. L'opération turque reçoit une légitimité inattendue lorsque le chef du gouvernement menchevique en déroute, Noé Jordania, entérine cette occupation, dans laquelle il voit un moyen de conserver, fût-ce sous protectorat turc, une partie de son territoire. La Turquie accepte de se cantonner à

Arkhangel'sk. Note de l'administration politique de l'Armée rouge caucasienne au Comité régional du Parti, 23 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 13, l. 84. Voir aussi l. 86.

²⁰⁵⁰ J.H.R., « The Russo-Turkish Boundary of 1921 », *The Geographical Journal*, Vol. 61, No. 3, mars 1923, pp. 209-212.

²⁰⁵¹ Lettre du représentant de Géorgie indépendante à Moscou à Tchitchérine, 26 février 1921, STSSA, f. 1866, op. 1, d. 15, ll. 30-31.

²⁰⁵² Télégramme du ministre des Affaires étrangères, Ahmet Muhtar, à Kazım Karabekir, 21 février 1921, reproduit dans Polat Safi (éd.), *19 ve 20. Yüzyıl belgelerinde Artvin. Göğe komşu topraklar*, Ankara, T.C. Artvin Valiliği, 2008, p. 121 ; pour les débats secrets à l'Assemblée nationaliste turque sur l'occupation de la région, séance du 21 février 1921, *T.B.M.M. Gizli Celse Zabıtları*, D. 1, C. 1, İ. 1, pp. 446-457.

²⁰⁵³ Télégramme de Fevzi Pasha à Kazım Karabekir, 8/9 mars 1921, Polat Safi (éd.), *op.cit.*, 2008, pp. 170-171 ; Kazım Karabekir, *op.cit.*, Vol. 2, 2014, pp. 1024-1027.

une occupation « purement militaire » (*surf askerî mâhiyetde*), laissant le pouvoir civil aux Géorgiens²⁰⁵⁴. On voit ainsi se rejouer des scénarios déjà esquissés à l'époque de la campagne de 1918. Sur la base de cet accord, ouvertement revendiqué par les Turcs, les troupes nationalistes entrent à Batoumi le 11 mars. Un face-à-face inédit s'initie alors entre troupes soviétiques et turques dans les faubourgs de Batoumi : les Soviétiques restent incrédules face aux déclarations turques concernant l'accord avec le gouvernement géorgien et tentent d'établir un contact télégraphique avec les ministres mencheviques réfugiés dans la ville²⁰⁵⁵. La proclamation par Karabekir, le 17 mars, du rattachement de Batoumi à la Turquie accroît les tensions. Au même moment, les communistes locaux tentent de créer un comité révolutionnaire et des échauffourées éclatent aux entrées de la cité, en dépit des consignes que reçoivent les unités turques d'éviter toute altercation armée²⁰⁵⁶. La division de la population locale entre mencheviks, communistes et partisans d'un rattachement à la Turquie nourrit ces tensions²⁰⁵⁷. Elles s'exaspèrent simultanément au sein des négociations menées à Moscou : Tchitchérine se montre particulièrement intransigeant mais il semble, selon le témoignage de l'ambassadeur turc Ali Fuat [Cebesoy] et du négociateur Rıza Nur que Staline ait joué un rôle de médiateur dans l'échange de Batoumi contre les régions de Kars et Ardahan²⁰⁵⁸.

L'accord de Moscou, salué comme la consécration de l'amitié turco-soviétique, entraîne pourtant des mécontentements de part et d'autre. Les concessions territoriales effectuées par chaque Etat, annoncées sans préparation, provoquent un certain nombre de frustrations²⁰⁵⁹. L'abandon de l'Adjarie est perçu par plusieurs députés élus dans la région, qui siègent à l'Assemblée nationale turque, comme une trahison. Leur position est soutenue par une grande partie de la presse anatolienne. Le 10 mars 1921, le député Edib Bey envoie au

²⁰⁵⁴ Télégramme du ministre des Affaires étrangères, Ahmet Muhtar, à Kazım Karabekir, 9 mars 1921, *Ibid.*, pp. 180-18 ; voir le récit fait par le commandant de la place forte de Batoumi, Purtseladze, sur cette occupation : David Zavriev, *op.cit.*, 1947, pp. 105-108.

²⁰⁵⁵ Voir le texte de la conversation téléphonique entre Grigol Lordkipanidze et Mamiya Orakhelashvili, où Lordkipanidze nie l'existence d'un accord, 16 mars 1921, L.N. Kalandarishvili, T.I. Nefedova, S.F. Tabakua (dir.), *Bor'ba za pobedu Sovetskoj vlasti v Adzharii. Dokumenty i materialy (1917-1921 gg.)*, Batoumi, Gosizdatel'stvo Adzharskoj ASSR, 1961, pp. 365-371 ; sur cette cession « volontaire », G.I. Kvinitadze, *op.cit.*, 1985, pp. 330-332.

²⁰⁵⁶ Ordre de Kazım Karabekir sur l'établissement d'un régime d'occupation, 17 mars 1921, L.N. Kalandarishvili, T.I. Nefedova, S.F. Tabakua (dir.), *op.cit.*, 1961, pp. 371-372 ; Wojciech Materski, *op.cit.*, 1994, p. 225 ; Kazım Karabekir, *op.cit.*, Vol. 2, 2014, pp. 1032-1033.

²⁰⁵⁷ Sur le détail de la situation, voir Otari Turmanidze, *Ach'aris p'olit'ikuri da ek'onomik'uri ist'oria (1921-1940)*, Batoumi, Gamomtsemloba Ach'ara, 2012, pp. 24-48.

²⁰⁵⁸ L'historien Ivar Spector renvoie à un entretien qu'il a eu avec Cebesoy en août 1963 pour affirmer qu'une négociation nocturne entre Cebesoy et Staline a permis de sortir de l'impasse. Ivar Spector, « More on the Role of Ali Fuat Cebesoy as Turkish Military Expert and Diplomat », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 6, No. 2 (Avril 1975), pp. 238-241 ; sur le témoignage de Rıza Nur, *op.cit.*, 1992, pp. 150-152.

²⁰⁵⁹ On peut renvoyer ici à « l'école » du politiste Ian Lustick, qui s'intéresse aux modalités idéologiques rendant acceptables des concessions territoriales : Brendan O'Leary, Ian S. Lustick, Thomas Callaghy (dir.), *Right-sizing the State. The Politics of Moving Borders*, Oxford, Oxford University Press, 2001, pp. 63-67.

ministère des Affaires étrangères turc un rapport où il note que « l'opinion publique est très hostile aux Soviétiques » et que l'Adjarie doit être conservée²⁰⁶⁰. Le Pacte national (*Misak-ı Milli*) de janvier 1920 constitue une référence fréquente de ceux qui dénoncent les atteintes au territoire de la Turquie²⁰⁶¹. Ils adressent des plaintes au gouvernement, pour déplorer l'abandon dont est victime la population de cette région musulmane, au nom de l'alliance avec les bolcheviks. Cette cession apparaît aussi comme une offense pour la mémoire de ceux qui ont combattu pour que la région reste ou redevienne ottomane puis turque²⁰⁶². Les autorités nationalistes turques ne permettent cependant pas que ces plaintes acquièrent un caractère trop ouvert et qu'un irrédentisme se développe publiquement sur le sujet. La jeune Arménie est aussi touchée par ce qu'elle perçoit comme la perte de territoires cruciaux. On pense bien sûr à la perte de la région de l'Ararat, qui en était venue à incarner la république arménienne, couramment appelée « république de l'Ararat ». Mais d'autres secteurs de la frontière concentrent des formes d'irrédentisme et de nostalgie, qui sont parfois exprimées par les populations frontalières elles-mêmes. Les communautés arméniennes qui restent en Turquie tentent au cours de l'été 1921, alors que s'annonce la conférence de Kars, de transmettre aux autorités soviétiques des pétitions, dans l'espoir de faire changer la frontière. Le 21 septembre, à la veille de la conférence, le consul russe à Batoumi reçoit une longue lettre de communistes arméniens originaires d'Artvin. Ils y soulignent l'arrachement que constitue la séparation de la région d'Artvin à celle de Batoumi et la lettre résonne, dans le langage simple qui est le sien, comme une invitation à la renégociation des frontières fixées à Moscou. Ses arguments mêlent une description des ressources minières, industrielles et naturelles de la région, et un appel à la solidarité ethnique et religieuse, pour ne pas laisser à la Turquie une région où demeurent des communautés chrétiennes significatives²⁰⁶³.

²⁰⁶⁰ En turc : « Efkâr-ı umumiye, şiddetle Sovyet aleyhindedir ». Rapport cité par Esin Dayı, *op.cit.*, 1997, p. 267 ; Zehra Arslan, « Moskova antlaşması sonrası Batum'da Rus ve Gürcülerin yaptıkları düzenlemeler (1921-1925) », *Uluslararası Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 8, printemps 2010, pp. 111-131 ; sur le soutien de la presse, K. Just, *Anatolijskaja pečat*, Tiflis, Izdanie Zakkrajkomu RKP, 1922, pp. 38-39.

²⁰⁶¹ Ce Pacte est adopté le 28 janvier 1920 par le dernier Parlement ottoman et s'engage à protéger l'Anatolie turque contre toute agression. Il ne faut cependant pas exagérer le sens de ce Pacte, qui a été largement réinterprété par le mouvement nationaliste pour légitimer son combat et ses revendications territoriales : Ahmet İçduygu, Özlem Kaygusuz, « The Politics of Citizenship by Drawing Borders. Foreign Policy and the Construction of National Citizenship Identity in Turkey », *Middle Eastern Studies*, Vol. 40, No. 6, pp. 31-32.

²⁰⁶² Yasin Haşimoğlu, figure du mouvement nationaliste dans la région d'Oltu, souligne avoir été pour sa part plutôt résigné face à cette perte et considéré que, si Batoumi restait turque, cela créerait un « abcès » (*çıiban*) et un risque de guerre future. Erdal Aydoğan (éd.), *Oltu Şûrâ hükümeti'nin Ermeni mücadelesi. Yasin Haşimoğlu'nun hatıraları*, Ankara-Erzurum, Salkımsöğüt, 2005, p. 183.

²⁰⁶³ Lettre de communistes arméniens d'Artvin au représentant de RSFSR à Batoumi, 21 septembre 1921, HAA, f. 113, op. 3, d. 11, ll. 218-219 ; rappelons que les régions de Kars et Artvin sont aussi revendiquées par les Géorgiens. En 1922, quelques mois après l'abandon définitif de ces régions, le linguiste et caucasologue Nikolaj Marr (Nikolaz Mari) publie à Petrograd le texte d'une conférence de 1918 qui souligne le lien intime entre ces

La conférence de Kars fait dès lors transparaître des désaccords locaux, en dépit des assurances de la presse officielle soviétique qui voit dans la conférence le point d'orgue des relations amicales turco-soviétiques : hébergée dans l'ancien palais des gouverneurs de Kars investi par Karabekir, la conférence donne lieu à de grandes déclarations²⁰⁶⁴. Ces désaccords expriment les tensions d'une frontière que le point de vue de Sirius adopté par les négociateurs à Moscou pouvait négliger. Ce sont d'abord des conflits locaux associés à l'interprétation du traité de Moscou. La sensibilité de la frontière adjare est illustrée par plusieurs désaccords sur l'interprétation concrète de points du traité de Moscou, d'autant plus que les cartes et le texte du traité divergent fréquemment. Au cours des débats sur le tracé exact de la frontière dans la région de Sarpi – au bord de la mer Noire – les Turcs insistent pour conserver la localité et leur délégation rappelle à mots couverts le sacrifice que constitue l'abandon de l'Adjarie et du Çoruh²⁰⁶⁵. La commission frontalière ne parvenant pas à un accord sur le sujet, le problème est transmis à la commission politique. Mais les Soviétiques sont décidés à ne pas céder sur la question des localités frontalières et Shalva Eliava, le représentant géorgien, fait pression pour mettre les Turcs devant le fait accompli, en occupant militairement les points disputés et en mobilisant la population locale en faveur de la Géorgie soviétique²⁰⁶⁶. Cependant, une approche « rationnelle » des exigences des deux camps ne fournit que des explications partielles aux conflits qui se jouent. L'idée que le territoire national peut représenter une sorte de « corps » de la nation constitue une approche désormais ancienne, mais des travaux anthropologiques récents ont essayé d'insister sur la dimension proprement intime et affective du territoire national²⁰⁶⁷.

Cette approche intime de la négociation territoriale est illustrée par plusieurs demandes que formule la délégation soviétique. Les dirigeants bolcheviques arméniens veulent que le traité de Moscou soit modifié afin d'intégrer à leur territoire les ruines de la ville d'Ani²⁰⁶⁸. On a vu précédemment l'importance de ce site, exploré à partir du début du

régions et le Caucase russe puis soviétique: Nikolaj Marr, *Batum, Ardagan, Kars. Istoricheskij uzel mezhnatsional'nykh otnoshenij*, Petrograd, pas d'éditeur, 1922, pp. 47-48.

²⁰⁶⁴ « Karsskaja konferentsija », *Pravda Gruzii*, No. 174, 30 septembre 1921, p. 1 ; Kazım Karabekir, *op.cit.*, Vol. 2, 2014, pp. 1110-1111.

²⁰⁶⁵ Protocole de la commission frontalière de la conférence de Kars, 27 septembre 1921, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 1005, ll. 50-51 ; Kazım Karabekir, *op.cit.*, Vol. 2, 2014, p. 1121

²⁰⁶⁶ Télégramme de Shalva Eliava au conseil militaire révolutionnaire de l'Armée caucasienne, 7 octobre 1921, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 1005, l. 40.

²⁰⁶⁷ Franck Billé, « Territorial phantom pains (and other cartographic anxieties) », *Environment and planning D: Society and Space*, Vol. 31, 2014, pp. 163-178 ; sur la comparaison plus classique du territoire national avec un corps, Thongchai Winichakul, *Siam Mapped. A History of the Geo-Body of a Nation*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1994.

²⁰⁶⁸ Ara Caprielian souligne que l'adoption de ces revendications s'explique aussi par les négociations menées en juillet 1921 avec les dachnaks, où les Soviétiques s'engagent à défendre la récupération de certaines terres

XX^e siècle par les archéologues tsaristes et que le gouvernement arménien indépendant envisage de transformer en véritable symbole du passé glorieux de son peuple²⁰⁶⁹. Les ruines, étalées sur plusieurs kilomètres carrés, sont immédiatement bordées au sud-est par l'Arpaçay, qui sépare la nouvelle Turquie de l'Arménie soviétique (*figure 66*). Dès le début de la conférence, la question est évoquée par les Soviétiques dans le cadre de la commission frontalière et la séparation de cette région est présentée comme une perte inestimable pour le peuple arménien. On retrouve ici la dimension anthropologique profonde soulignée par Franck Billé, dans la comparaison qu'il opère avec les expériences individuelles de la mutilation²⁰⁷⁰. Contre toute attente, le major Veysel Bey qui représente la Turquie dans cette commission n'émet pas d'opposition catégorique. Il souligne les problèmes que poserait cette cession d'un point de vue militaire, car elle rompt la coïncidence de la frontière avec les eaux de l'Araxe, mais, déclare-t-il, « nous reconnaissons que [cette question] revêt une grande signification pour l'Arménie du point de vue historique et culturelle, ce pourquoi il est souhaitable que cette question historique et culturelle soit résolue dans le sens voulu par l'Arménie²⁰⁷¹ ». Lorsque le délégué soviétique, Kouznetsov, lui demande les solutions envisagées pour régler cette question, Veysel Bey se fait évasif : il n'envisage pas de modifier la frontière et se contente de garantir la préservation de la signification culturelle des ruines. En dépit de cette apparente conciliation, les autorités turques s'opposent finalement à la cession du site d'Ani à l'Arménie²⁰⁷².

Contrairement à la frontière turco-soviétique, la frontière entre l'Iran et les républiques caucasiennes ne connaît pas de modification officielle à l'occasion du traité signé en février 1921 entre la Russie et le nouveau gouvernement de Reza Khan. Cette stabilité de façade se double cependant de tensions similaires, liées au déplacement des postes frontaliers sur le secteur du Moughan, où l'Araxe ne fixe plus la frontière. Les Soviétiques reprochent en effet aux Persans d'avoir avancé leurs postes frontaliers, à la faveur de l'anarchie dans l'ancien

perdues, en échange d'une modération de la ligne dachnake. Ara Caprielian, *The Armenian Revolutionary Federation. The Politics of a Party in Exile*, Thèse de doctorat, New York University, 1975, p. 118 ; l'émigration géorgienne proteste elle aussi fortement contre la cession d'Artvin et Ardahan : lettre du ministre de Géorgie menchevique à Paris à l'ambassadeur d'Allemagne en France, 14 avril 1921, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83501.

²⁰⁶⁹ Protocole du conseil des ministres arménien, 2 décembre 1918, HAA, f. 199, op. 1, d. 11, l. 17 ; sur l'histoire d'Ani, voir le numéro spécial de l'*Armenian Review*, Vol. 43, No. 4 (172), Hiver 1990.

²⁰⁷⁰ Franck Billé, *op.cit.*, 2014, p. 164.

²⁰⁷¹ Protocole de la commission frontalière de la conférence de Kars, 27 septembre 1921, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 1005, ll. 46-48.

²⁰⁷² Pendant la conférence, la délégation turque se rend seule sur le site d'Ani, sans doute pour en évaluer l'importance : entrée du 18 octobre 1921 du journal de Kazım Karabekir, *Günlükler...*, 1. Cilt, 2009, p. 756.

empire tsariste, en violation des frontières définies au cours du XIX^e siècle²⁰⁷³. Le village de Bəhrəm Təpə se trouve de fait occupé par les Persans mais entouré de postes soviétiques, ce qui apparaît comme une situation insupportable en raison de son importance stratégique à la limite occidentale de la steppe. Les Soviétiques ne souhaitent pas recourir à des négociations diplomatiques et décident finalement, au début de 1925, de préparer une manœuvre pour récupérer le poste par la force²⁰⁷⁴. Les forces spéciales de la Tcheka azérie opèrent au début d'avril une manœuvre d'intimidation qui contraint les Persans à abandonner leur poste²⁰⁷⁵. Cet incident, qui débouche finalement sur des négociations frontalières, apparaît comme une conséquence décalée de l'insuffisance du règlement issu des négociations de 1921²⁰⁷⁶. Les insatisfactions de ce règlement ne concernent cependant pas que les Etats, car elles trouvent à s'exprimer parmi les populations locales, dans des processus qui menacent parfois de bousculer l'image de relations frontalières consensuelles.

c) *Les peuples parlent : le cas de la démarcation frontalière de 1925*

Les conséquences des silences et ambitions étouffées au cours des négociations de 1921 sont loin d'être aussi limitées qu'elles peuvent le paraître à première vue. La crise turco-soviétique de 1945-1946, qui trouve sa place dans les manuels comme un des premiers *Brennpunkte* de la Guerre froide, se nourrit largement de ces ambitions du côté caucasien. Le 7 juin 1945, Staline présente à l'ambassadeur turc Selim Sarper ses exigences concernant les Détroits et la restitution des terres cédées par les traités de 1921. Ces exigences portées par le pouvoir central soviétique s'accompagnent d'une mobilisation d'intellectuels et historiens en Géorgie et en Arménie afin de consolider les « droits historiques » de ces deux républiques sur les terres d'Anatolie orientale²⁰⁷⁷. La vivacité avec laquelle peuvent se réactiver des revendications de la sorte témoigne du maintien de formes de nostalgie sur certaines

²⁰⁷³ Rapport du consul-général allemand à Tiflis, 6 septembre 1923, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84142.

²⁰⁷⁴ Instructions du Conseil révolutionnaire militaire d'URSS à l'état-major de Transcaucasie, 9 avril 1925, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 1134, l. 14.

²⁰⁷⁵ Rapport d'Isakov à Beria, 13 avril 1925, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 1134, l. 13 ; selon le récit fait par le général Amân Allah Jahânbanî, expert frontalier iranien dans les années 1950, le commandant du poste iranien, Hoseyn Khan Mazîni, aurait été sournoisement attiré par son homologue frontalier, Kurbatov, puis pris en otage et contraint de décréter l'évacuation de ses troupes. Amân Allah Jahânbanî, *Marzhâ-ye Irân ve Shûravî*, Téhéran, Châphâne-ye Majlis, 1957, pp. 30-33.

²⁰⁷⁶ M.H. Ganji, « The historical development of the boundaries of Azerbaijan », in Keith McLachlan (dir.), *op.cit.*, 1994, pp. 44-46 ; les travaux de cette commission commencent en août 1925 et sont présidés par Lazarev, représentant du NKID à Bakou, et Sâ'ed os-Saltaneh [Mehdî Khân Âlhâmî], karguzâr-général d'Azerbaïdjan. Des copies des protocoles sont conservées dans les fonds de l'Armée rouge : RGVA, f. 25873, op. 1, d. 1121 et 1147.

²⁰⁷⁷ Vladislav Zubok, *A Failed Empire. The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2007, pp. 36-40.

provinces perdues. En octobre 1945, le nouveau commissaire aux Affaires étrangères de la république de Géorgie remet à Beria deux mémoires sur la question des provinces géorgiennes annexées par la Turquie. Le littoral laze est directement concerné dans le cas de la Géorgie, tandis que les Arméniens revendiquent la région de Kars²⁰⁷⁸. Mais cette réactivation à un quart de siècle de distance nécessite, pour s'expliquer entièrement, de rappeler que les années qui séparent le règlement de 1921 et la crise de l'après-Deuxième Guerre mondiale ne sont pas dénuées d'évolutions en ce qui concerne la situation de la frontière. On voudrait ici revenir sur la démarcation frontalière de 1925, qui montre que la fixation de la frontière reste problématique.

La démarcation constitue, du point de vue du droit international, la troisième phase de la définition d'une frontière. Les conférences de Moscou et Kars ont établi les principes de négociation du tracé et adopté le tracé lui-même, ce qui correspond à la phase de *délimitation*. A ce stade, la définition de la frontière ne consiste qu'en une description verbale et une traduction cartographique. La *démarcation*, qui consiste dans « l'exécution » des décisions de la délimitation, ne doit donc pas être résumée à une phase strictement technique²⁰⁷⁹. La doctrine juridique de l'entre-deux-guerres rappelle que les commissions de démarcation se voient fréquemment reconnaître un pouvoir d'interprétation du tracé défini lors de la phase de délimitation. Ce pouvoir découle de trois raisons principales. La première réside dans la connaissance insuffisante, par les négociateurs des traités, des réalités du terrain. Cette insuffisance est particulièrement sensible dans les traités de frontières coloniales, qui se bornent parfois à des indications vagues qu'on peine même à qualifier de délimitation²⁰⁸⁰. La seconde raison provient des contradictions susceptibles d'exister entre les différents éléments de la délimitation, en particulier le texte du traité, ses annexes et les cartes attachées. S'il est souvent précisé que le texte prévaut et que la carte ne peut être considérée que comme son émanation graphique, les divergences éventuelles peuvent provoquer des conflits durables²⁰⁸¹.

²⁰⁷⁸ Georges Mamoulia, « Les crises turque et iranienne (1945-1947). L'apport des archives caucasiennes », *Cahiers du monde russe*, Vol. 45, No. 1-2, 2004, pp. 268-272 ; pour les mémoires soumis par les Arméniens, voir Arman Kirakosjan (éd.), *Armenija i sovetsko-turetskie otnoshenija v diplomaticheskikh dokumentakh 1945-1946 gg.*, Erevan, Natsional'nyj Arkhiv Armenii, 2010, notamment pp. 63-76 ; Ronald Grigor Suny, « Return to Ararat: Armenia in the Cold War », *The Armenian Review*, Vol. XLII, No. 3 (167), Automne 1989, pp. 1-19 ; Maïke Lehmann, « The Local Reinvention of the Soviet Project. Nation and Socialism in the Republic of Armenia after 1945 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 59, No. 4, 2011, pp. 481-507.

²⁰⁷⁹ Paul Geouffre de Lapradelle, *La Frontière*, Paris, Les Editions internationales, 1928, pp. 72-73 ; Paul Guichonnet, Claude Raffestin, *op.cit.*, 1974, pp. 42-43.

²⁰⁸⁰ Paul Geouffre de Lapradelle cite le cas de la convention franco-britannique de 1899 qui pose la frontière entre l'Afrique équatoriale française et le Soudan : *Ibid.*, pp. 142-143 ; sur la frontière entre le Togo et le *Gold Coast*, Paul Nugent, *Smugglers, Secessionists & Loyal Citizens...*, 2002, pp. 36-37.

²⁰⁸¹ Ce type de contradiction se trouve ainsi dans un des conflits les plus prolongés du droit international contemporain, qui oppose Thaïlande et Cambodge autour du secteur du temple de Preah Vihear, en raison d'un

La troisième raison est liée à la prise en compte de particularités locales ignorées par les négociations. Ces particularités peuvent être naturelles, à l'image de configurations topographiques qui rendent impossible la mise en œuvre de la frontière envisagée, mais aussi humaines. La participation des représentants frontaliers de l'Etat constitue dans ce processus d'intégration des réalités locales un élément indispensable.

Dans le cas de la frontière caucasienne, ces deux formes de particularités locales interviennent et les populations autochtones se rappellent au souvenir d'autorités centrales qui ont peut-être trop rapidement considéré que les traités de 1921 soldaient définitivement la question. Mathijs Pelkmans rappelle que survit encore parmi les habitants des villages frontaliers géorgiens, à la fin du XX^e siècle, un corpus de récits sur la définition de la frontière, ce qui témoigne d'un intérêt populaire pour la question²⁰⁸². La commission de démarcation turco-soviétique ne commence à être établie qu'en 1924, lorsque les deux Etats nomment leurs représentants (*figure 68*). Cette mise en place a lieu alors que se multiplient les rumeurs sur une modification significative de la frontière, rendant par exemple les régions de Kars et Ardahan à l'URSS²⁰⁸³. Du côté soviétique, la mise en place de la délégation est ralentie par certaines dissensions entre le commissariat aux Affaires étrangères et le Comité régional du Parti de Transcaucasie, qui souhaite obtenir un droit de regard sur les négociations et la présence de délégués pour les différentes républiques impliquées, à savoir la Géorgie, l'Arménie et la république autonome d'Adjarie²⁰⁸⁴. Le Comité régional rejette les candidatures proposées par le commissariat aux Affaires étrangères pour la présidence de la délégation soviétique, car il ne souhaite pas qu'elle soit occupée par un représentant de l'administration centrale. Il insiste pour qu'une personnalité caucasienne occupe cette fonction qui concerne au premier chef les républiques de la région ou, à défaut, qu'elle soit laissée au plénipotentiaire du commissariat en Transcaucasie, le Letton Otto Karklin, ce qui garantirait une coordination avec les intérêts des républiques frontalières²⁰⁸⁵. Les dirigeants caucasiens n'obtiennent initialement pas gain de cause sur ce point, et c'est un certain Gendel'man (Händelmann) qui dirige la délégation soviétique pour la première session qui se

conflit d'interprétation d'un traité passé à l'époque coloniale. Michel Foucher, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 2007, pp. 45-48 ; Victor Prescott, Gillian D. Triggs, *International Frontiers and Boundaries. Law, Politics and Geography*, Leyde-Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2008, pp. 191-213.

²⁰⁸² Ces récits mettent en scène Lénine, Staline et Atatürk notamment. Mathijs Pelkmans, *op.cit.*, 2006, p. 20.

²⁰⁸³ Les moindres déclarations alimentent les rumeurs, comme en fait l'expérience le chef du gouvernement géorgien, Shalva Eliava, en décembre 1923. Rapport du consulat-général allemand à Tiflis à l'Auswärtiges Amt, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84096.

²⁰⁸⁴ Protocole du présidium du Comité régional du Parti, 27 août 1924, SShSA PA, f. 13, op. 2, d. 18, l. 102.

²⁰⁸⁵ Protocole du présidium du Comité régional du Parti, 10 décembre 1924, SShSA PA, f. 13, op. 2, d. 18, ll. 176-177.

tient le 27 décembre 1924, à Tiflis²⁰⁸⁶. En creux, la pression qu'ils exercent révèle une insatisfaction par rapport à la délimitation frontalière et l'espoir que la démarcation s'accompagne de certaines rectifications jugées importantes par les autorités républicaines.

Le 31 décembre 1924, en contrepartie à la nomination de Gendel'man, une commission spéciale du Comité régional est mise en place, composée de Karklin, du président du gouvernement de Transcaucasie, Orakhelashvili, d'Eliava et de Mjasnikov, qui représentent la Géorgie et l'Arménie. Elle a pour mission d'établir ses propres instructions pour la délégation soviétique, en plus de celles préparées selon la voie normale par le commissariat aux Affaires étrangères²⁰⁸⁷. Il n'a pas été possible de retrouver le texte de ces instructions dans les archives caucasiennes ou moscovites – en l'absence d'accès aux archives du ministère des Affaires étrangères – mais les documents disponibles laissent voir l'influence forte exercée par les républiques et l'expression de leurs intérêts²⁰⁸⁸. A partir du début de l'année 1925, la délégation soviétique organise des réunions préparatoires avec le gouvernement de la république d'Arménie, afin de fixer des positions de négociations et d'enregistrer les souhaits des Arméniens. Ces réunions sont placées sous la surveillance directe du gouvernement arménien, représenté par son vice-président, Ask'anaz Mr'avjan. Ces réunions révèlent l'ampleur des insatisfactions locales associées au tracé de la frontière. Le soviet de Leninakan transmet des plaintes de paysans et éleveurs frontaliers, qui déplorent que leurs terres soient coupées par la frontière²⁰⁸⁹. Treize villages de sa circonscription sont concernés par la propriété de terres de l'autre côté de la frontière, parfois dans des proportions extrêmes : le village d'Orkhchi Ogly n'a ainsi que 10 desiatines sur le sol soviétique, contre 1361 du côté turc. Un autre village, Ibish, a 814 desiatines en URSS et 1440 en Turquie²⁰⁹⁰.

Ces requêtes émises par la population locale nourrissent un climat éloigné de l'idée d'une démarcation purement technique et dépassionnée. Les retards qui diffèrent l'entrée en fonction de la commission de démarcation s'accompagnent de rumeurs, parmi les cercles diplomatiques et administratifs, mais aussi au sein des populations locales. Le consul allemand à Tiflis, Wesendonk, rapporte le 23 février 1925 que les milieux journalistiques de

²⁰⁸⁶ Rapport du consul-général allemand à Tiflis, Wesendonk, au ministère des Affaires étrangères, 31 décembre 1924, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84199.

²⁰⁸⁷ Protocole du présidium du Comité régional du Parti de Transcaucasie, 31 décembre 1924, SShSA PA, f. 13, op. 2, d. 18, l. 197.

²⁰⁸⁸ Du côté turc, les autorités civiles et militaires des provinces concernées sont associées aux négociations, mais il n'est pas possible d'en reconstituer les modalités sur la base des seules archives de la présidence du conseil : décret du conseil des ministres turc, 21 juillet 1926, BCA, 30.18.1.1/19.41.19.

²⁰⁸⁹ Protocole de la commission aux affaires frontalières auprès du soviet de Leninakan, 8 janvier 1925, HAA, f. 113, op. 3, d. 326, l. 8.

²⁰⁹⁰ Rapport envoyé par le comité exécutif de Leninakan au conseil des commissaires du Peuple d'Arménie, 14 mars 1925, HAA, f. 113, op. 3, d. 326, l. 33.

Tiflis bruissent de l'idée que la Turquie pourrait profiter des négociations pour émettre à nouveau des prétentions sur les régions frontalières de Géorgie peuplées d'une population musulmane. Sous l'harmonie officiellement exprimée par les traités de 1921 s'observe une inquiétude aisément réactivable :

« La tendance récente consistant à réduire l'importance économique de Batoumi et à préférer Poti comme port serait également à lier à la crainte de voir la Turquie émettre des revendications à l'égard de Batoumi. On note tout particulièrement le fait que le consul-général Nuri Bey n'est toujours pas rentré de Batoumi à Tiflis²⁰⁹¹. »

Wesendonk souligne le décalage entre ces rumeurs et les travaux de la commission, puisque ceux-ci commencent par l'est de la frontière, entre Arménie et Turquie, à l'embouchure entre les rivières du Karasu et de l'Araxe²⁰⁹². Le consul-général allemand accorde une importance particulière à ce qu'il perçoit comme une intervention directe des populations locales de la zone-frontière, venant troubler un processus institutionnel²⁰⁹³.

Un document conservé aux archives nationales arméniennes contient un témoignage important sur le rôle des populations locales dans la remise en cause de l'accord produit par les traités de 1921. Ce document est une pétition, adressée le 15 janvier 1925 par les représentants de dix-huit villages arméniens qui se trouvent dans la zone-frontière, du côté turc (*figure 67*)²⁰⁹⁴. La pétition, en langue arménienne, est destinée aux autorités du Parti à Leninakan et acheminée à travers la frontière. Les villages en question se situent dans une zone neutralisée de huit verstes (8,5 kilomètres), créée à la suite des traités de 1921, au sein de laquelle les autorités turques ont consenti à ne pas placer de troupes et, comme l'affirment les villageois dans leur pétition, à « n'avoir que des gendarmes locaux ». En dépit de cette présence réduite, les villages arméniens se plaignent d'être victimes de violences de la part des représentants locaux des autorités. La pétition révèle la circulation de rumeurs au sujet des objectifs de la commission de démarcation, puisque les habitants lui prêtent le pouvoir de décider de leur sort et les incorporer à l'Union soviétique. On remarque dans ce texte un effet

²⁰⁹¹ Rapport du consul-général allemand à Tiflis, Wesendonk, au ministère des Affaires étrangères, 23 février 1925, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84199.

²⁰⁹² Rapport du consul-général allemand à Tiflis, Wesendonk, à l'ambassade à Moscou, 16 février 1925, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84199.

²⁰⁹³ De telles interventions se développent fortement dans l'immédiat après-guerre et se déploient entre des échelles différentes. On voit ainsi des notables du Togo français envoyer des pétitions à la SDN pour demander des rectifications frontalières. Paul Nugent, *op.cit.*, 2002, pp. 31-34.

²⁰⁹⁴ Pétition des représentants de dix-huit villages frontaliers au président du comité du Parti de Leninakan, 15 janvier 1925, HAA, f. 113, op. 3, d. 326, l. 4.

inattendu de l'institution d'une zone neutralisée, qui découlait en 1921 de considérations diplomatiques et militaires, mais est aussi perçue par les populations locales comme un particularisme plus général et une possibilité de choix politique²⁰⁹⁵. Il semble même crédible que l'approche des travaux de la commission frontalière ait entraîné une intensification de la pression des autorités, notamment turques, sur les minorités frontalières susceptibles d'émettre des revendications. Les Arméniens de la région d'Artvin, à proximité immédiate de la frontière, sont ainsi soumis à des intimidations accrues des autorités, au travers de contestations de droits fonciers, de violences directes et d'incitations au départ²⁰⁹⁶.

Si les populations musulmanes des districts frontaliers de Géorgie et d'Arménie ne sont pas soumises à des politiques similaires, en raison des priorités de la politique des nationalités, certains groupes des régions d'Akhalsikhe et Akhalkalaki (Géorgie) émettent le souhait d'être rattachés à la Turquie, à laquelle ils ont brièvement appartenu en 1918 et 1921²⁰⁹⁷. Ce mouvement suscite une réaction inquiète de la part des dirigeants soviétiques, comme le remarque Wesendonk et ils font savoir « dans la presse locale, que la commission n'a pas pour mission de modifier la frontière effective entre l'Union soviétique et la Turquie, comme certaines parties de la population le croient, sur la base d'informations erronées ou de tentatives malveillantes venues de l'ennemi²⁰⁹⁸ ». Les articles parus dans la presse tendent à minimiser la portée de la commission de démarcation et Tchitchérine évoque publiquement la question dans un discours prononcé devant le Comité exécutif central réuni à Tiflis, le 4 mars 1925. En définitive, des rectifications frontalières mineures sont octroyées dans les régions montagneuses d'Adjarie pour satisfaire les demandes des populations locales²⁰⁹⁹. La commission de démarcation, qui devait n'être qu'une étape du règlement de la frontière, fait ainsi ressurgir des questions négligées et les aspects irrésolus des traités de 1921 : l'agitation qui l'entoure invite à considérer la sortie de guerre caucasienne comme un processus durable

²⁰⁹⁵ C'est à la séance de la commission politique de la conférence de Moscou, le 14 mars 1921, que cette bande neutralisée est obtenue par les Soviétiques : Natalya Çerņiçenkina (éd.), *Rus arşivlerine göre Moskova ve Kars Konferansları. Tutanaklar ve Belgeler*, Istanbul, Değişim, 2014, pp. 66-67 ; des zones neutres sont aussi créées aux frontières soviétiques avec l'Estonie, la Finlande et la Pologne : Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, pp. 103-110.

²⁰⁹⁶ A.K. Poghosjan, *K'rdere jev...*, 1991, p. 260 ; on peut s'interroger sur la coïncidence entre les travaux de la commission et le début de la turcisation des toponymes dans les provinces frontalières en 1925 : Rohat Alakom, *Çokkültürlülük ışığında Kars Kürtleri*, Istanbul, Avesta Yayınları, 2009, p. 261.

²⁰⁹⁷ Et bien sûr avant 1878.

²⁰⁹⁸ Rapport du consul-général allemand à Tiflis, Wesendonk, à l'Auswärtiges Amt, 7 mars 1925, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84199 ; des déclarations similaires sont faites en 1922 lors de la démarcation soviéto-polonaise, mais les Soviétiques ne sont à ce moment pas mécontents d'exploiter des sentiments anti-polonais dans la population frontalière : Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, pp. 114-115.

²⁰⁹⁹ Rapport de l'ambassade allemande à Moscou à l'Auswärtiges Amt, 20 janvier 1926 ; ce transfert de villages s'accompagne d'un imbroglio lié à la nécessité de « dédouaner » les biens appartenant à ces villageois, pour éviter que la cession ne devienne prétexte à contrebande. Lettre du Comité régional du Parti au Comité central moscovite, 28 avril 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 8, l. 126.

mettant en jeu la possibilité de renouer des liens dans une région fortement troublée par les conflits. Le corollaire de ce règlement territorial imparfait consiste dans la mise en place, dans les premières années, de mécanismes destinés à prendre en charge l'interdépendance de la zone-frontière.

2. Gérer l'interdépendance

La question de l'interdépendance s'exprime dès les accords de 1921, qui accordent une attention soutenue aux implications économiques, agricoles et sociales des découpages proposés. Contre une définition exclusivement mémorielle et politique de l'héritage de la guerre, l'approche par l'interdépendance économique renvoie à d'autres faisceaux de sortie de la guerre. L'interdépendance apparaît comme un legs matériel acceptable de l'histoire de la région et de son histoire fragmentée, que les Etats s'efforcent de prendre en charge. Son problème central réside dans la coupure entre les anciennes régions contrôlées par la Russie, orientées vers l'ancien espace tsariste, et le reste de l'Anatolie turque. Mais cette dépendance n'est pas unilatérale, puisque le nouveau partage frontalier fait émerger une question environnementale, marquée par une dépendance des républiques soviétiques envers la Turquie.

a) Du règlement territorial aux servitudes

Les négociations diplomatiques reposent, par définition, sur l'échange de concessions et de garanties de natures hétérogènes, placées dans des relations d'équivalence. Le règlement de la Première Guerre mondiale se concentre sur la dimension territoriale qui découle de la liquidation des empires centraux, mais les négociateurs apparaissent très conscients de l'impossibilité de résoudre, sur une base exclusivement territoriale, les problèmes posés. Le découpage des espaces doit prendre au sérieux, ne serait-ce que de manière transitoire, les conséquences des relations économiques, spatiales et sociales existant entre les parties des anciens empires. L'impossibilité d'apporter des réponses territoriales satisfaisant à toutes les demandes s'accompagne de tentatives de compléter ce volet territorial par des garanties et engagements visant à en atténuer ou compenser les effets. Le principal instrument réside dans l'imposition aux territoires échangés de *servitudes* qui leur associent des obligations de nature

internationale²¹⁰⁰. L'exemple le plus célèbre est celui des droits polonais sur la ville de Dantzig, qui jouit de surcroît d'un statut particulier pendant l'entre-deux-guerres²¹⁰¹. Dans les multiples négociations qui impliquent des projets de servitudes se pose la question de leur signification. Une lecture minimale les interprète comme une mesure transitoire destinée à atténuer les effets d'un redécoupage territorial, tandis qu'un programme d'interprétation plus fort peut les considérer comme une mesure durable entérinant l'interdépendance de territoires. Rappelons que cette tension ne se limite pas aux seuls accords signés à la suite de la guerre, puisque le traité de Versailles comprend, en son article 435, la possibilité de supprimer les zones franches de Haute-Savoie et du Pays de Gex, censées alimenter le canton de Genève. Cette possibilité est suivie par la décision unilatérale de la France en 1923 de supprimer ces zones franches qu'elle considère comme surannées²¹⁰². Il faut donc ajouter la question du lien entre succession d'Etat et pérennisation – ou modification, abandon... - de servitudes établies plus anciennement²¹⁰³.

La mutabilité des catégories entre exigences territoriales et demandes de servitudes sous la forme de droits d'usage s'observe directement dans les négociations de 1921 autour de la frontière caucasienne. Dans le cas du traité signé avec la Perse en février, l'octroi d'un droit de transit ne s'inscrit pas dans un règlement territorial à strictement parler, même si la présence maintenue des forces soviétiques au nord de l'Iran donne à ces négociations une signification très matérielle. Pour les négociations turco-soviétiques menées à Moscou puis à Kars, les diplomates procèdent à des allers-retours permanents entre questions territoriales et problème des servitudes. Les arguments économiques jouent, dans ces négociations, un rôle majeur et servent à la fois à justifier en première approche des exigences territoriales et à demander, en cas d'échec, des servitudes en contrepartie. La délégation soviétique à Kars, sous l'influence des autorités d'Arménie, décide ainsi d'ouvrir un front de revendications économiques sur les territoires frontaliers turcs. Ces revendications sont faites de manière ambiguë, sans définir exactement le mode de règlement souhaité, mettant simplement en

²¹⁰⁰ D'après la définition qu'en donne le juriste Ferenc Albert Vali une servitude est un rapport de droit permanent établi par un traité international, qui confère à un ou plusieurs Etats la possibilité d'exercer des droits sur le territoire d'un autre Etat en raison d'un intérêt particulier attaché à ce territoire. Ferenc Albert Vali, *Servitudes of International Law*, Londres, Stevens & Sons, 1958 (1933), p. 309.

²¹⁰¹ Un des ouvrages les plus riches et intéressants sur la question, par un haut fonctionnaire de l'administration économique américaine : John Brown Mason, *The Danzig Dilemma: A Study in Peacemaking by Compromise*, Stanford, Stanford University Press, 1946 ; Stefan Dyroff, « Die Freie Stadt Danzig (1920-1939) : Internationale Kontrolle lokaler Verwaltung in einer Konfliktregion », in Fabian Frommelt (dir.), *op.cit.*, 2014, pp. 183-204.

²¹⁰² Cette décision ouvre un contentieux de plusieurs années entre la France et la Suisse, définitivement réglé par une décision de la Cour permanente de justice internationale *Zones franches de Haute-Savoie et du Pays de Gex (France c. Suisse)*, 7 juin 1932. Paul Guichonnet, Claude Raffestin, *op.cit.*, 1974, pp. 182-184.

²¹⁰³ Sur ce lien, Leonore Herbst, *Staatsukzession und Staatsservituten*, Berlin, Duncker & Humblot, 1962.

avant la perte des ressources naturelles que fournissait l'ancienne province russe de Kars. C'est la délégation turque qui prend l'initiative de placer la question sur le terrain d'éventuelles concessions et servitudes, au nom de l'impossibilité de modifier la frontière :

« En ce qui concerne [les mines de sel] de Kul'pa²¹⁰⁴, cette question est pour nous très importante, car la route qui mène d'Iğdir à Beyazit passe par cette localité. Les questions économiques liées à Kul'pa peuvent être réglées d'une manière qui ne touche pas aux frontières. Nous sommes prêts à faire des concessions aux intérêts arméniens sur un plan économique et proposons de transmettre cette question à notre commission économique²¹⁰⁵. »

Le registre des servitudes apparaît comme un outil diplomatique puissant, capable d'éviter la confrontation brutale de conceptions territoriales opposées. Les multiples demandes de servitudes émises sur différents points de la frontière constituent autant de menues pièces à échanger et à compenser dans une logique de « marchandage » (*bargaining*), plus facilement que des revendications territoriales²¹⁰⁶.

La principale question se concentre cependant, au cours des négociations de 1921, sur la région de Batoumi. Les Soviétiques opposent, on l'a vu, un refus catégorique de céder Batoumi. Comme le déclarent leurs diplomates : « La délégation russe considère que Batoumi a une importance vitale pour tout le monde soviétique car elle constitue la seule porte d'entrée du Caucase et son unique ouverture sur la mer Noire. Il est indispensable que cette porte, les routes et voies ferrées qui la desservent, appartiennent à l'URSS et plus précisément à la Géorgie²¹⁰⁷ ». Mais cette intransigeance territoriale de la délégation soviétique pousse les Turcs à déplacer le champ des négociations vers l'imposition de servitudes sur l'Adjarie, au niveau de son statut juridique et des possibilités d'utilisation commerciale de la région – surtout du port de Batoumi – par la Turquie. Sur un plan politique, la Turquie exige que

²¹⁰⁴ Il s'agit des mines de sel gemme qui se trouve à proximité de Kağızman, dans la localité de Tuzluca (arm. : *Koghb*). Sur l'exploitation du sel dans cette région, Rohat Alakom, *Kağızman Kars'ın Tadı Tuzu*, Kağızman, Kağızman Belediyesi Yayınları, 2012, pp. 33-36.

²¹⁰⁵ Protocole de la commission frontalière de la conférence de Kars, 27 septembre 1921, HAA, f. 113, op. 3, d. 21, l. 1 ; la question n'est finalement pas tranchée à la conférence et fait l'objet de négociations entre les organes caucasiens, le consul turc à Erevan et le représentant diplomatique à Tiflis, Muhtar Bey, en 1922. Note de la filiale d'Erevan du commissariat transcaucasien au Commerce extérieur, 6 mars 1922, HAA, f. 366, op. 1, d. 5, l. 204.

²¹⁰⁶ Franck Petiteville, Delphine Placidi-Frot (dir.), *Négociations internationales*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013, p. 34.

²¹⁰⁷ Protocole de la commission politique de la conférence de Moscou, 10 mars 1921, Natalya Çerniçenkina (éd.), *op.cit.*, 2014, p. 46.

l'Adjarie reste une entité autonome²¹⁰⁸. Les négociateurs Yusuf Kemal et Ali Fuat Cebesoy demandent un libre transit pour les produits circulant vers et depuis l'Anatolie orientale, avec exemption de droits de douanes et des éventuels frais afférents²¹⁰⁹. Les Russes essaient d'obtenir en échange de cette concession la transformation d'un port d'Asie mineure en port franc pour leur propre commerce, mais les Turcs n'acceptent pas cette demande, soulignant que leurs propres exigences s'inscrivent dans les nécessités d'un espace frontalier très interdépendant en raison du passé²¹¹⁰.

A la différence de la contrepartie demandée par les Russes, la demande turque s'enracine en effet dans l'héritage historique de la région. Rappelons qu'entre 1878 et 1886, le port de Batoumi a déjà connu un statut de port franc, imposé par les Britanniques en échange de la cession de la région à la Russie. L'objectif de ce port était différent – puisqu'il visait à protéger les intérêts commerciaux britanniques dans la région – mais l'idée d'un statut particulier pour la région ne constitue pas une nouveauté²¹¹¹. De surcroît, l'annexion de la région du Çoruh à la Russie après 1878 permettait le maintien de formes de batelage fluvial déjà développées à l'époque ottomane. Dans les années 1880, près de deux cents bateliers parcouraient régulièrement la rivière Çoruh, qui prend sa source en Turquie et se jette ensuite dans l'Adjaris-Tsqali, avant de plonger dans la mer Noire²¹¹². Ils y transportaient les produits de l'intérieur des terres, surtout des productions agricoles et de l'élevage, sur des barques à fonds plat qui se jouent des écueils et du tracé tortueux de la rivière. Les voyageurs de passage témoignent de l'activité importante de cette corporation²¹¹³. La nouvelle frontière coupe désormais le Çoruh, mais la voie de circulation demeure importante et nécessite l'adoption de mesures pour éviter une interruption du trafic²¹¹⁴.

Les périodes d'occupation par la Turquie ont renforcé l'interaction économique de l'Adjarie avec les régions turques voisines, au point que le recours à la livre turque s'est étendu à de nombreux secteurs économiques à Batoumi et dans certaines villes de

²¹⁰⁸ Note de Tchitchérine au Politburo, 10 mars 1921, in *Ibid.*, p. 191 ; Kharit'on Akhvlediani, *op.cit.*, 1971, p. 154.

²¹⁰⁹ Protocole de la commission politique de la conférence de Moscou, 10 mars 1921, *Ibid.*, p. 47.

²¹¹⁰ Protocole de la commission politique de la conférence de Moscou, 10 mars 1921, *Ibid.*, p. 54 ; Yusuf Kemal Tengirşek, *op.cit.*, 1967, pp. 226-227.

²¹¹¹ Barbara Jelavich, « Great Britain and the Russian Acquisition of Batum, 1878-1886 », *The Slavonic and East European Review*, Vol. 48, No. 110 (Janvier 1970), pp. 44-66.

²¹¹² Osman Aytikin, « Çoruh ırmağı üzerinde yapılan tarihi kayık taşımacılığı üzerine bir değerlendirme », *Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi*, Vol. 6, No. 25, 2013, pp. 60-61.

²¹¹³ J. Mourier, *Batoum et le bassin du Tchouk*, Paris, Ernest Leroux, 1887, pp. 8-9.

²¹¹⁴ Muvahhit Zeki, *Artvin vilayeti hakkında malumat-ı umumiyeye*, Istanbul, Şirket-i Müretibbiye Matbaası, 1927, p. 11.

l'intérieur²¹¹⁵. Le passage de Konstantin Paoustovskij sur la mer Noire lui permet ainsi de constater la popularité de la livre turque à Batoumi :

« Il y avait certes plus de livre contrefaites qu'authentiques qui circulaient à Batoumi. Voilà pourquoi l'habitude s'était prise, en payant, d'écrire son nom de famille sur le billet au moment du paiement, afin qu'on puisse vous retrouver si vous aviez donné un billet contrefait. Mais les livres étaient couvertes de partout par ces inscriptions et il ne restait rapidement plus la moindre place. Parfois, on ne voyait même plus la valeur du billet. C'était surtout le cas lorsque certains de ces autographes étaient faits au crayon chimique et bavaient avec la pluie ou la sueur de leur propriétaire²¹¹⁶. »

Cette prédilection pour la monnaie turque est vue par les autorités soviétiques comme un problème au début des années 1920, car elle ne traduit pas qu'une forte interaction frontalière, mais aussi une défiance politique envers les monnaies soviétiques²¹¹⁷. Cette dimension plus politique est confirmée par Paustovskij, qui évoque les nombreux portraits de Mustafa Kemal suspendus dans les magasins de Batoumi, non seulement chez ceux possédés par des Turcs, mais aussi chez des musulmans locaux²¹¹⁸.

La Turquie obtient finalement dans les négociations de 1921 les droits de transit qu'elle exige, consacrés par un décret du gouvernement géorgien en juillet²¹¹⁹. Par ces traités, des servitudes sont imposées pour le transit par le territoire soviétique des biens provenant d'Anatolie orientale ou à destination de cette région, dont la connexion commerciale avec le monde extérieur n'est véritablement possible qu'à travers le Caucase soviétique, du fait des difficultés du transport dans la jeune Turquie. Cette reconnaissance de privilèges apparaît comme une concession significative à la Turquie, mais s'inscrit aussi dans une utilisation politique de la configuration du Caucase. Au même moment la reconnaissance d'un droit de libre transit caucasien pour les produits d'Iran du Nord est un des thèmes de négociation entre républiques soviétiques et Iran. La dépendance de l'Iran du Nord au transit commercial par le

²¹¹⁵ Rapport du consulat-général allemand à Tiflis, 29 décembre 1922, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83501.

²¹¹⁶ Konstantin Paustovskij, *op.cit.*, 1962, p. 499.

²¹¹⁷ Cet intérêt économique et politique explique la volonté des commissariats aux Finances de produire des statistiques sur la circulation de devises étrangères. Voir les documents conservés dans le fonds du commissariat aux Finances de Transcaucasie, par exemple SUITSa, f. 634, op. 1, d. 58, pour l'année 1922-1923 ; Serge Afanasyan, *op.cit.*, 1981, p. 224 ; sur la valeur symbolique et nationale de la monnaie, Marcia Pointon, « Money and nationalism », in Geoffrey Cubitt (dir.), *Imagining Nations*, Manchester-New York, Manchester University Press, 1998, pp. 229-254.

²¹¹⁸ Konstantin Paustovskij, *op.cit.*, 1962, pp. 500-501.

²¹¹⁹ Gotthard Jäschke, « Die Elviye-i Selâse. Kars, Ardahan und Batum », *Die Welt des Islams*, Vol. 18, No. 1/2, 1977, pp. 38.

Caucase soviétique est encore plus marquée, du fait d'une activité économique et d'une population supérieure à celle de l'Anatolie orientale²¹²⁰. On observe cependant ici une différence entre la concession faite à la Turquie et l'octroi à l'Iran du droit de libre transit. Faut-ils les prendre en effet comme deux mesures pérennes prenant en compte les réalités économiques de régions mutuellement dépendantes, ou bien le premier traité ne représente-t-il pas une forme de mesure transitoire, de prise en charge des suites de la guerre et du changement frontalier ? Les relations avec l'Iran témoignent en effet, au même moment, du recours à des mécanismes temporaires de concessions économiques sur des équipements productifs anciennement possédés par des sujets russes²¹²¹.

Cette question se pose plus fortement encore à une échelle très locale. Le 20 mars 1922, la Géorgie encore indépendante et la Turquie signent un accord destiné à perpétuer les circulations pastorales et la transhumance sur leur frontière commune, en conformité avec le traité de Kars²¹²². Le premier volet concerne la simplification des circulations pour les habitants de la zone-frontière. Les habitants des zones-frontières peuvent circuler de l'autre côté avec des laissez-passer valables vingt-et-un jours, délivrés par les autorités locales. Ceux qui habitent à moins de trois kilomètres reçoivent pour leur part des laissez-passer valables une année entière, de même que ceux qui possèdent des terres transfrontalières²¹²³. Au cours des années 1920, ces possibilités sont largement utilisées par les habitants des villages frontaliers, qui continuent à fréquenter des écoles et mosquées situées du côté turc²¹²⁴. Le second volet de l'accord concerne la circulation du bétail. La zone-frontière depuis l'Adjarie jusqu'à la région d'Akhalkalaki est en effet une zone coutumière de transhumance entre pâturages d'été et pâturages d'hiver. L'accord prévoit la possibilité pour les éleveurs de franchir la frontière pour faire passer leurs troupeaux d'un type de pâturages à un autre. Ce

²¹²⁰ Rapport d'Angelo Maggioni, « La penetrazione italiana in Persia in rapporto alle vie d'accesso nel Transcaucaso », 10 décembre 1923, intégré aux dossiers du ministère des Affaires étrangères italien. ASMAE, Affari Politici (1919-1930), b. 1469.

²¹²¹ C'est le cas des anciennes pêcheries Lianozov sur le littoral caspien, annulées en 1918 par la Perse, pour lesquelles les Soviétiques obtiennent en février 1921 une concession temporaire. Guive Mirfenderski, *A Diplomatic History of the Caspian Sea. Treaties, Diaries and Other Stories*, Basingstoke-New York, Palgrave, 2001, pp. 125-126.

²¹²² Décret du gouvernement turc, 25 mai 1922, BCA, 30.18.1.1/5.17.9 ; Charlotte M.L. Hille, *State Building in the Caucasus since 1917*, Leyde, Brill, 2003, p. 188 ; A.N. Khejsets, *Sovetskaja diplomatija i narody Vostoka, 1921-1927*, Moscou, Nauka, 1968, pp. 192-193 ; Cəmil Həsənli, *Sovet Dövründə Azərbaycanın Xarici Siyasəti (1920-1939)*, Bakou, Adiloğlu, 2012, pp. 435-437.

²¹²³ Cette catégorisation s'inscrit à la fois dans les traditions de négociations régionales et dans des pratiques plus générales du petit trafic frontalier : Feliks Gross, *Ethnics in a Borderland. An Inquiry into the Ethnicity and Reduction of Ethnic Tensions in a One-Time Genocide Area*, Westport-Londres, Greenwood Press, 1978, pp. 116-120 ; vers 1924-1925, les autorités locales de la région d'Akhalsikhe font manifestement remonter des demandes pour élargir le régime simplifié à tous les habitants du district : lettre de la Tcheka géorgienne au Comité central géorgien, 3 avril 1925, SShSA PA, f. 14, op. 2, d. 28, l. 249 ; Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 86.

²¹²⁴ Mathijs Pelkmans, *op.cit.*, 2006, pp. 26-27.

volet de l'accord s'accompagne de stipulations précises, que les dirigeants transcaucasiens examinent avec attention, du fait de l'importance de l'économie pastorale pour les zones-frontières de la Géorgie. Dans son fonctionnement l'accord met en place des mécanismes de péréquation financière entre les Etats. Des taxes sur les pâturages sont prélevées sur le territoire de chaque Etat auprès des éleveurs, en fonction du nombre de bêtes qu'ils envoient paître de l'autre côté de la frontière et de la superficie qu'ils vont utiliser. Les sommes sont ensuite reversées aux propriétaires des pâturages de l'autre côté de la frontière²¹²⁵. Les autorités locales de part et d'autre sont chargées de la mise en œuvre de ces modalités concrètes de l'accord.

b) L'interdépendance en acte : sur la route de Kuvarshan

Comment se mettent en œuvre ces mécanismes et traités, dans le fonctionnement quotidien de la frontière ? Les nouveaux découpages de la frontière, qui coupent des géographies commerciales et agricoles préexistantes, entraînent aussi la rupture de réseaux industriels locaux. A l'époque tsariste, la région d'Artvin et d'Ardahan connaît un développement significatif grâce aux investissements d'entreprises russes mais aussi européennes. Des prospections minières sont menées à partir de la fin du XIX^e siècle dans tout l'espace frontalier de la mer Noire²¹²⁶. Une importante industrie du bois se développe également. Dans les deux cas, l'accès à la mer Noire s'opère par le port de Batoumi, vers lequel une route est mise en place. La nouvelle frontière coupe doublement les espaces exploités à l'époque tsariste. Elle pose d'abord des problèmes sur le plan des ressources disponibles pour les entreprises qui tentent de reprendre une activité après l'interruption causée par les affrontements de 1920-1921. Ainsi, une des scieries établies pendant la Première Guerre mondiale pour l'approvisionnement de l'armée du Caucase se trouve coupée du massif qu'elle exploitait auparavant et la mise en coupe des forêts du côté géorgien exige une réorganisation de l'activité. La remise en marche de la scierie est encore compliquée par sa situation à proximité immédiate d'une frontière qui n'est pas encore démarquée, ce qui fait

²¹²⁵ Du côté turc, cette taxe est désignée comme l'*ağnam*, nom de la taxe sur le petit bétail depuis l'époque ottomane. Décret du conseil des ministres turc, 12 février 1922, BCA, 30.18.1.1/4.48.1 ; rapport du consulat-général à Tiflis à l'Auswärtiges Amt, 23 octobre 1926, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83502.

²¹²⁶ Pour un exemple de ces prospections, qui s'étendent jusqu'aux territoires turques limitrophes, voir les descriptions géologiques conservées dans le fonds de la Société industrielle et métallurgique du Caucase, à capitaux français, dans les archives nationales arméniennes. Voir par exemple HAA, f. 195, op. 1, d. 106 ; A.M. Margolius, *Mednye Rudy v Artvinskoy okruge, Batumskoj oblasti*, Tiflis, Tipografija Kantseljarii Namestnika E.I.V. na Kavkaze, 1912.

craindre aux Soviétiques des manœuvres turques pour l'inclure sur leur territoire²¹²⁷. La frontière coupe surtout des infrastructures de transport vitales pour le fonctionnement des industries de la zone-frontière.

Ce problème se pose essentiellement pour les installations minières et industrielles qui se trouvent du côté turc, mais restent dépendantes de voies de communication qui passent par le territoire géorgien. Au moment des négociations de 1921, les Soviétiques tentent d'obtenir une concession sur le complexe métallurgique de cuivre de Kuvarshan (Kvartskhana)²¹²⁸, situé à proximité d'Artvin, en invoquant précisément son intégration fonctionnelle au territoire adjar. Celui-ci a été construit à la veille de la Première Guerre mondiale par Siemens, pour une production prévue de deux mille tonnes de minerai par an, mais l'éclatement du conflit empêche son entrée en service²¹²⁹. Face au refus turc, les Russes renoncent à l'exploitation de ces gisements, mais les Turcs ne peuvent y procéder pour leur propre compte qu'avec la coopération soviétique²¹³⁰. Comme le montre la carte de la région de Kuvarshan (*figure 69*), l'accès n'y est possible que par la vallée du Çoruh, qui mène jusqu'à Batoumi. La rivière est surplombée sur sa rive droite par une route qui s'élève progressivement sur les quatre-vingt kilomètres qui séparent l'embouchure de l'Adjaris-Tqali d'Artvin. Décrivant cette route à la fin du XIX^e siècle, le voyageur français J. Mourier peut écrire : « Des rochers escarpés, sans végétation, une population clairsemée dans des défilés solitaires produisent la plus triste impression sur le voyageur qui va de Batoum à Artvine. Cette route n'est en somme qu'un sentier, et serpente comme un imperceptible ruban sur le bord de la rivière à une hauteur effrayante » (*figure 70*)²¹³¹.

La reprise de l'exploitation minière constitue cependant une priorité des autorités locales turques dès l'automne 1921²¹³² : lorsque Siemens reprend le contrôle de l'usine, le nouveau directeur de l'usine obtient du gouvernement géorgien en mai 1922 un accord octroyant un libre transit pour les produits nécessaires à la production, ainsi que pour les voitures des cadres de l'usine. Un représentant de Siemens en poste à Batoumi est chargé du

²¹²⁷ Lettre du *Tsentrosojuz* au comité révolutionnaire-militaire de l'Armée du Caucase, 7 août 1922, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 1005, l. 82.

²¹²⁸ Désormais turcisé en Bakırköy, c'est-à-dire « le village du cuivre ».

²¹²⁹ Georg Berg, Ferdinand Friedensburg, *Die metallischen Rohstoffe, Heft 4 (Kupfer)*, Stuttgart, F. Enke, 1941, p. 173.

²¹³⁰ Télégramme de l'ambassade turque à Moscou à la présidence du Conseil, 13 juin 1921, BCA, 30.10.0.0/55.363.2.

²¹³¹ J. Mourier, *op.cit.*, 1887, p. 7 ; pour une description ultérieure, voir E.G. Vejdenbaum, *Kavkazskie etjudy*, Tiflis, Tipografija M. Martirosjants, 1901, pp. 114-119.

²¹³² Après la conférence de Kars, plusieurs délégués turcs se rendent à Murgul et Kuvarshan pour examiner la situation des complexes miniers. Voir les entrées du journal du député Edip Bey, les 31 octobre, 1 et 2 novembre : Yunus Zeyrek, « Batum Mebusu Edip Dinç'in 1921 Yılı Günlüğü », *Bizim Ahıska*, No. 9, hiver 2008, p. 39.

bon déroulement de ce transit, dans les limites fixées par l'accord²¹³³. L'application de l'accord se heurte rapidement à des difficultés, car les douanes de Transcaucasie reprochent à Siemens d'interpréter de manière trop large le droit de libre transit vers son usine. La presse locale, sur ordre des autorités adjares, se fait l'écho d'abus supposés de la direction de l'usine et appelle à la suppression de ce droit²¹³⁴. Les autorités soviétiques locales reprochent à l'usine de faire circuler des matériaux de construction venus de Turquie pour l'entretien de la route Batoumi-Artvin, ce qui se fait au détriment des producteurs géorgiens de ces mêmes matériaux²¹³⁵. Siemens proteste vivement contre ces accusations auprès du conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie, en rappelant sa situation :

« [En 1921] les gisements, l'usine et toutes ses installations se sont trouvés en territoire turc alors que Batoumi, le seul port accessible pour l'exportation des produits de l'usine et pour l'importation des matériaux indispensables à son fonctionnement, se trouve en territoire russe. Lorsque, après la guerre, s'est posée la question de la relance de notre activité industrielle, il est devenu évident qu'elle n'était possible que si notre entreprise recevait le droit de faire transiter par la frontière russo-turque tous les matériaux que nous avons besoin de nous procurer en Allemagne pour les besoins de l'usine²¹³⁶. »

En dépit de ces protestations, les autorités soviétiques maintiennent leurs accusations à l'encontre de l'usine et décident de contrôler plus étroitement le transit opéré par l'usine, afin d'éviter des contournements de la législation douanière et commerciale. Les difficultés de l'usine, qui cherche l'appui du consulat-général allemand, ne sont pas dissociables des problèmes simultanés d'application du libre transit pour les produits turcs²¹³⁷.

Mais elles ne sont pas limitées à la question du transit, puisque la reprise de l'activité doit aussi faire face à la question de la main-d'œuvre employable. L'usine continue à dépendre d'un personnel installé sur le site à la fin de la période tsariste. Nikolaj Ravitch, qui devient consul soviétique à Artvin en 1923, rapporte qu'un grand nombre d'employés, au début des années 1920, sont ethniquement russes, bien qu'ils aient reçu la citoyenneté

²¹³³ Accord entre l'usine de Kuarshan et le gouvernement géorgien, 29 mai 1922, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 148, ll. 98-101.

²¹³⁴ Coupure de presse non datée, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 148, l. 105.

²¹³⁵ Lettre de la direction des douanes de Transcaucasie à l'inspecteur des douanes géorgiennes, 16 février 1923, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 148, l. 104.

²¹³⁶ Lettre de la direction de l'usine Siemens de Kuarshan au SNK transcaucasien, 24 mars 1923, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 148, ll. 96-97.

²¹³⁷ Rapport du consulat-général allemand à Tiflis, 18 avril 1923, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83501.

turque²¹³⁸. Quelques centaines de familles vivent à proximité du combinat, dans un isolement qui s'accroît déjà. La police locale surveille de près cette population perçue comme sensible à l'influence soviétique²¹³⁹. Les difficultés de la vie quotidienne et cette marginalisation croissante entraînent le départ progressif de la population russe, dont une partie parvient à obtenir des autorisations d'immigration en URSS au cours des années 1920. Ce départ constitue un problème majeur pour l'usine, menacée de perdre son personnel qualifié. En 1925, Siemens décide de participer à la création d'une école professionnelle à Artvin, afin de fournir à l'usine les cadres techniques qui commencent à lui manquer²¹⁴⁰. En dépit des efforts de réinscription de l'usine dans son contexte local, elle ne parvient pas à remplir les espoirs fondés en elle en 1913. L'échec de l'usine de Kuvashan illustre les limites de l'idée d'une « interdépendance heureuse », où des mécanismes conventionnels viendraient entièrement compenser les conséquences des coupures territoriales : l'interdépendance frontalière ne se résume pas à des traits initiaux, mais exige un processus permanent d'adaptation qui suppose un minimum de diplomatie frontalière.

c) Une « souveraineté interdépendante »

Dans sa classification des types de souveraineté, Stephen Krasner propose le terme de « souveraineté interdépendante » pour qualifier les formes de souveraineté qui ne peuvent être exercées efficacement par un seul Etat. Puisant ses exemples dans la mondialisation contemporaine, il évoque les conséquences de l'explosion des circulations de « biens, personnes, produits polluants, maladies et idées », que les Etats peinent à contrôler par leurs seuls moyens²¹⁴¹. L'entre-deux-guerres constitue une période charnière de transformation en ce qui concerne cette forme d'interdépendance, dont la perception se trouve accrue par la montée en puissance de la question environnementale et sanitaire. Depuis le deuxième quart du XIX^e siècle, les épidémies constituent un puissant facteur de coopération entre Etats européens, à travers des institutions comme le Conseil sanitaire de Constantinople, créé en 1838-1839 pour superviser la lutte contre les épidémies en Méditerranée orientale²¹⁴². Les

²¹³⁸ Nikolaj Ravich, *Vojna bez fronta*, Moscou, Sovetskaja Rossija, 1968, p. 213.

²¹³⁹ Ravich rapporte ainsi qu'un jeune homme qui réussit à obtenir un numéro de la *Zarja Vostoka* est interrogé par la police locale. *Ibid.*, p. 261 ; Raşid Tacibayev, *Kızıl Meydan'dan Taksim'e : siyasette, kültürde ve sanatta Türk-Sovyet ilişkileri, 1925-1945*, Istanbul, Truva, 2004, p. 48.

²¹⁴⁰ Note du gouverneur d'Artvin au Comité géographique (*Coğrafya Encümeni*) de l'état-major turc, début 1925, reproduit dans Polat Safi (éd.), *op.cit.*, 2008, p. 283.

²¹⁴¹ Stephen Krasner, *Power, the State, and Sovereignty: Essays on International Relations*, Abingdon-New York, Routledge, 2009, pp. 186-188.

²¹⁴² Sylvia Chiffolleau, *Genèse de la santé publique internationale de la peste d'Orient à l'OMS*, Rennes-Beyrouth, PUR-IFPO, 2012, pp. 30-31.

conférences sanitaires tenues au cours du siècle et la création d'organisations internationales comme l'Office international d'hygiène publique, fondé en décembre 1907 par le traité de Rome, marquent cette croissance de la coopération interétatique dans le domaine. Initialement, la question environnementale apparaît comme un développement de cette question sanitaire, puisque ce sont essentiellement les épizooties et les maladies des plantes qui servent de moteur à la coopération internationale²¹⁴³. Avec l'entre-deux-guerres, de nouvelles questions viennent s'ajouter à ces problèmes relevant d'une souveraineté interdépendante. En 1911, l'Institut de droit international note dans sa déclaration de Madrid les limitations de souveraineté inhérentes aux frontières fluviabiles²¹⁴⁴.

Depuis la fin du XIX^e siècle, la naissance de l'énergie hydraulique ajoute une dimension infrastructurelle à la gestion des cours d'eau frontaliers, essentiellement pensée jusque là en termes de droits d'usage et de circulation. Les traités interétatiques prévoyant la construction de centrales frontalières se multiplient à partir des années 1890 en Europe occidentale²¹⁴⁵. Le charme de la « houille blanche » est multiple, car elle apporte un développement de type industriel à des régions dont la topographie semblait constituer un obstacle rédhibitoire à l'entrée dans l'âge électrique. Cet attrait est manifeste dans le cas du régime bolchevique, qui fait de l'électrification une de ses priorités, célèbrement illustrée par une formule de Lénine. Au moment de l'adoption du plan général d'électrification soviétique (GOELRO), en février 1920, les républiques du Caucase ne sont pas encore rattachées à l'URSS : elles n'y sont intégrées, sous la forme d'une région transcaucasienne de planification, qu'ultérieurement, mais l'énergie hydraulique est au cœur des projets du régime pour la région. Les premiers projets de centrale, lancés sur les cours d'eau intérieurs, accumulent les difficultés en raison du manque de financements et des contraintes techniques. Il faut l'intervention personnelle de Lénine pour lever les réticences du commissariat aux Finances de Russie à payer pour la construction de la grande centrale de Zemo-Avchala, près de Tiflis²¹⁴⁶. La majorité des onze millions de roubles que coûte finalement le projet est

²¹⁴³ Ces deux types de maladies jouent un rôle central dans la fondation de l'Institut international d'agriculture, à Rome, le 7 juin 1905 : *Bulletin du bureau des renseignements agricoles et des maladies des plantes*, Vol. 1, No. 1, Novembre 1910, pp. iii-iv.

²¹⁴⁴ Victor Prescott, Gillian D. Triggs, *op.cit.*, 2008, p. 215.

²¹⁴⁵ Sur la riche question du Rhin, voir Uwe Kühl, « Zwischen Kooperation und Konfrontation. Die Nutzung der Wasserkräfte von Hoch- und Oberrhein in den letzten 100 Jahren », in Jürgen Schneider (dir.), *Natürliche und politische Grenzen als soziale und wirtschaftliche Herausforderung*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2003, pp. 151-168 ; plus généralement, Claude-Albert Colliard, « La coopération juridique et les barrages internationaux », in Françoise Conac (dir.), *Barrages internationaux et coopération*, Paris, Karthala, 1995, pp. 15-27.

²¹⁴⁶ L. Nanik'ashvili, « Zemo avch'alis hidroelekt'rosadguris msheneblobis ist'oriisatvis », *Saist'orio moambe*, No. 41-42, 1980, pp. 91-147 ; sur l'intervention de Lénine, Mamija Orakhelashvili, « Lenin i ZSFSR »,

financée par le gouvernement central et l'inauguration se fait, en 1927, en présence du président du Comité exécutif central, Kalinin, et d'Ordjonikidze, donnant lieu à de grandes déclarations sur la « très chère » amitié entre Géorgie et Russie²¹⁴⁷.

La dimension idéologique de l'énergie hydroélectrique est particulièrement nette : le désenclavement qu'elle propose apparaît comme une illustration visuelle du prométhéisme marxiste et une marque de la transformation de la région voulue par les bolcheviks. En bonne logique, les régions les plus enclavées ou éloignées des centres industriels développent vite des projets de construction de centrales et de barrages. Le comité adjar du Parti propose ainsi en 1924 de lancer la construction d'une centrale sur le fleuve Adjaris-Tsqali, afin de permettre une électrification de l'Adjarie et la réindustrialisation de Batoumi²¹⁴⁸. Mais l'ambitieux programme d'électrification soviétique se heurte à un facteur plus politique, lié à la situation frontalière du principal fleuve de la région, l'Araxe, qui représente une longue partie de la frontière soviéto-turque et soviéto-iranienne, ainsi que de son affluent, l'Arpaçay, sur la frontière arméno-turque. Dans le cas de la frontière soviéto-turque, il s'agit d'une nouveauté issue des traités de 1921. La situation frontalière rend indispensable l'accord des Etats riverains pour le développement de centrales hydrauliques et, plus généralement, de tout projet d'infrastructure frontalière. Cette nécessité représente une limite manifeste aux ambitions des autorités soviétiques dans le domaine de l'électrification, mais elle présente aussi un obstacle pour l'exploitation de ces cours d'eau à des fins agricoles.

Le développement de l'irrigation agricole constitue en effet une autre priorité revendiquée du régime, en particulier sur le territoire de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. L'historiographie soviétique cite invariablement la création par le Conseil de Travail et de Défense (STO), le 3 octobre 1921, d'une commission spéciale chargée de superviser la relance de l'irrigation dans la steppe azérie du Moughan, afin de donner un nouveau départ à la culture du coton²¹⁴⁹. La création d'une institution *ad hoc* pour organiser les travaux sur place, le *Mugmel'stroj*, symbolise l'importance politique du projet²¹⁵⁰. Tombée à un nadir de

Rabochaja Pravda, 23 avril 1924, in Nikolaj Drozdov, *Mamija Orakhelashvili. Iz publitsisticheskogo nasledija*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1986, pp. 136-137.

²¹⁴⁷ Le budget initial était de 7 millions de roubles. Voir la décision du STO, 4 mars 1925, in I.I. Groshev (éd.), *Bratskoe sodruzhestvo narodov SSSR 1922-1936 gg. Sbornik dokumentov i materialov*, Moscou, Mysl', 1964, pp. 154-155 ; protocole du Politburo, 23 juin 1927, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 640, l. 7.

²¹⁴⁸ Protocole du présidium du comité du Parti d'Adjarie, 8 février 1924, SShSA PA, f. 14, op. 2, d. 72, l. 23.

²¹⁴⁹ La commission est créée à la suite d'un rapport d'Ordjonikidze, présenté le 23 septembre au STO. P.A. Azizbekova, *V.I. Lenin i sotsialisticheskoe preobrazovanie v Azerbajdzhane (1920-1923 gg.)*, Moscou, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1962, pp. 143-145.

²¹⁵⁰ Abréviation d'*Upravlenie meliorativno-stroitel'nykh rabot na Mugane*. Elmar Məhərrəmov fait remarquer que le *Mugmel'stroj* est parfois fautivement appelé *Mugmil'stroj*, ce qui provient de l'idée que son abréviation

8.000 desiatines en 1921, l'irrigation dans la steppe du Moughan remonte à 50.000 desiatines en 1923²¹⁵¹. Le fort investissement financier réalisé dans l'irrigation s'accompagne de compétences humaines et techniques importantes²¹⁵². L'Arménie constitue le second pôle majeur d'investissements, car la nécessité d'installer la considérable population des réfugiés rend particulièrement importante la reconstruction agricole. Le canal de Shirak, dont la construction commence en 1922 et s'achève en 1925, est un des premiers projets d'ampleur pour permettre la mise en culture des terres à l'est de la ville de Leninakan²¹⁵³. Les surfaces irriguées dans la république atteignent 194.000 desiatines en 1923 et 249.000 en 1924²¹⁵⁴. Dans les deux républiques, l'irrigation devient une des formes privilégiées de « lisibilité » des succès du régime communiste : au fil des kilomètres de canaux, des desiatines de surfaces irriguées et des mètres cubes d'eau se dessine le projet de la modernisation soviétique pour le Caucase²¹⁵⁵.

L'exploitation des ressources de l'Arpaçay et de l'Araxe apparaît dès le début des années 1920 comme une priorité pour les communistes arméniens. Des travaux sont entrepris à partir de 1922-1923 sur la rive arménienne de l'Araxe pour remettre en état certains ouvrages de la période tsariste. En 1923, la Turquie émet cependant une plainte contre ces travaux, notamment l'ouverture d'un canal au niveau du village de Kara-Kalé, « dont le percement aurait pour résultat le dessèchement de la vallée d'Igdir située sur le territoire turc²¹⁵⁶ ». A la suite de cette plainte le commissariat aux Affaires étrangères demande au gouvernement arménien de cesser temporairement les travaux afin de réunir une commission turco-soviétique pour discuter de la politique hydraulique. Quelques mois plus tard, l'ambassade turque se plaint à nouveau de travaux unilatéraux poursuivis par l'Arménie :

désignerait les steppe du « Mugan » et de « Mil' ». Voir El'mar Magerramov, *Gazeta Kommunist i voprosy vosstanovlenija sel'skogo khozjajstva*, Bakou, Nurlan, 2004, pp. 116-117.

²¹⁵¹ M.S. Iskenderov, *S.M. Kirov v Azerbajdzhane*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1970, p. 172 ; E.A. Tokarzhevskii, « K voprosu o vosstanovlenii sel'skogo khozjajstva Azerbajdzhana v 1921-1926 gg. », *Trudy Instituta istorii i filosofii AN Azerbajdzhanskoi SSR*, Bakou, 1956, Vol. IX, pp. 114-135.

²¹⁵² Décision du STO sur l'inspection des travaux cotonniers et hydrauliques en ZSFSR, 30 janvier 1925, in I.I. Groshev (éd.), *op.cit.*, 1964, p. 153.

²¹⁵³ Rapport d'activité de l'administration hydraulique d'Arménie (*Armvodkhoz*) pour la période octobre 1925-octobre 1926, non daté, SUI TSA, f. 616, op. 1, d. 1, l. 470.

²¹⁵⁴ S. Kharmandarjan, « Chetvertyj s'ezd Sovetov SSR Armenii », *Hajkakan SSR' Gitut'junneri Akademijai Teghekagir – Hasarakakan gitut'junner*, No. 3, 1958, p. 18.

²¹⁵⁵ James Scott insiste sur le rôle des politiques de la nature dans le développement de cette « lisibilité » (legibility) étatique. James C. Scott, *Seeing Like a State*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1998, pp. 9-52.

²¹⁵⁶ Les éléments de cette note sont repris dans une note ultérieure : note verbale de l'ambassade turque au commissariat aux Affaires étrangères, 23 janvier 1924, HAA, f. 113, op. 3, d. 118, l. 12.

« Le gouvernement de la république soviétique d'Arménie sans attendre la réunion et la décision de ladite Commission a laissé non seulement continuer le percement dudit canal mais a entrepris l'exécution des travaux pour l'ouverture d'un second canal sur l'Arpa Tchay dans la région nord-ouest d'Alexandropol et dont le tronçon principal d'une longueur de deux kilomètres et demi se trouve déjà achevé²¹⁵⁷. »

La nouvelle plainte des Turcs place le commissariat aux Affaires étrangères dans une situation inconfortable, car il est dans l'incapacité de vérifier directement les informations données par l'ambassade. Le représentant du commissariat en Transcaucasie, Hüseyinov, est chargé de s'enquérir auprès du gouvernement arménien de la réalité des faits évoqués²¹⁵⁸.

Les demandes de Hüseyinov rencontrent les démentis farouches des dirigeants arméniens. Le gouvernement de la république affirme que les accusations turques relèvent d'un malentendu. Le secteur compris entre Kara Kale et le village de Markara comprend en effet, « depuis plus de cent ans », un système de neuf petits canaux d'irrigation. Construits par les populations locales, ces « canaux indigènes » (*tuzemnye kanaly*) manifestent selon les Arméniens une tendance à l'enlèvement du fait du limon et des sédiments charriés par le fleuve. L'administration hydraulique arménienne a simplement décidé de construire un nouveau canal plus vaste, remplaçant les canaux indépendants par un système unifié d'irrigation, et procède pour cela à des repérages préliminaires²¹⁵⁹. L'explication fournie par le gouvernement arménien est plausible, mais la correspondance interne à l'administration soviétique qui s'ensuit révèle les tensions qu'elle catalyse. Le gouvernement arménien apparaît en effet échaudé par la propension du commissariat aux Affaires étrangères à plier devant les demandes turques, au nom d'intérêts diplomatiques supérieurs. On retrouve dans cette irritation les fantômes de l'oubli commandé du passé récent. Dans une note personnelle envoyée, le 11 mars 1924, à Tchitchérine, le président du gouvernement arménien, Loukachin, rappelle que la ruine de l'irrigation est un résultat direct des occupations successives par la Turquie et incarne les souffrances du peuple arménien. Que la région frontalière turque d'Iğdır n'ait pas besoin d'irrigation n'est guère étonnant, puisque « la population sédentaire de l'ancien district de Surmaly, qui utilisait auparavant l'eau de l'Araxe, a émigré dans sa quasi-totalité chez nous²¹⁶⁰ ».

²¹⁵⁷ *Ibid.*

²¹⁵⁸ Note du commissariat aux Affaires étrangères au plénipotentiaire en Transcaucasie, Hüseyinov, 2 février 1924, HAA, f. 113, op. 3, d. 118, l. 11.

²¹⁵⁹ Note du conseil des commissaires du Peuple arménien au commissariat aux Affaires étrangères, 8 mars 1924, HAA, f. 113, op. 3, d. 118, l. 17.

²¹⁶⁰ Note de Loukachine à Tchitchérine, 11 mars 1924, HAA, f. 113, op. 3, d. 118, l. 21.

Le caractère personnel de la note adressée par Loukachine à Tchitchérine rend possible l'évocation d'une dimension politique et, pourrait-on dire, émotionnelle, qui ne transparaît pas dans les arguments officiels de la diplomatie soviétique. Ceux-ci insistent sur les dimensions techniques de l'exploitation des cours d'eau frontaliers, ainsi que sur la rentabilité mutuelle de cette exploitation. Cette technicisation des négociations peut s'appuyer sur un contexte international favorable. La Société des nations s'intéresse à ce domaine apparemment prometteur du droit international, en tentant d'en codifier les pratiques et une convention « relative à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs Etats » est signée le 9 décembre 1923²¹⁶¹. Peu ratifiée, elle dispose néanmoins d'un impact théorique, car elle introduit le principe d'*aménagement optimal*. Celui-ci stipule que les ingénieurs et techniciens chargés d'élaborer un projet hydraulique frontalier doivent agir comme s'il s'agissait d'un fleuve intérieur. Ce principe revient à neutraliser les effets politiques de la frontière, en accordant la priorité aux considérations techniques. En raison du déséquilibre manifeste entre les besoins des Soviétiques et le relatif désintérêt de l'administration turque pour ces projets d'irrigation, le déplacement de la question sur un terrain technique apparaît comme un moyen de dissimuler la forte dépendance soviétiques sous des considérations « objectives ».

De facteur politique, le décalage entre les énormes besoins soviétiques et les besoins modérés de la Turquie dans l'utilisation des ressources hydrauliques de l'Arpaçay et de l'Araxe peut être transformé en constat statistique. Dans une note explicative du 8 mars au commissariat aux Affaires étrangères, le gouvernement arménien suggère de partager ces ressources à hauteur de quatre cinquièmes pour la RSS arménienne et un cinquième pour la province turque de Kars²¹⁶². L'Arménie reçoit dans ses demandes le soutien de l'administration hydraulique de Transcaucasie, qui soumet plusieurs notes récapitulant les nombreux projets d'irrigation qu'elle soutient dans les plaines frontalières arméniennes²¹⁶³. L'ensemble des statistiques produites quant aux besoins d'irrigation de la république arménienne relève d'une haute confidentialité : les autorités apparaissent soucieuses d'éviter toute fuite d'information qui permettrait aux Turcs de mesurer l'étendue de leur dépendance aux projets envisagés sur l'Arax. Il est possible que ce souci explique en partie la réticence du gouvernement arménien à envoyer au consul turc à Erevan les statistiques officielles agricoles

²¹⁶¹ Claude-Albert Colliard, *op.cit.*, 1995, pp. 24-25.

²¹⁶² Note du conseil des commissaires du Peuple arménien au commissariat aux Affaires étrangères, 8 mars 1924, HAA, f. 113, op. 3, d. 118, ll. 18-19.

²¹⁶³ Note confidentielle de l'administration hydraulique de Transcaucasie (*Zakvodkhoz*), non datée (début de 1924), HAA, f. 113, op. 3, d. 118, ll. 14-15.

de la république en 1925²¹⁶⁴. Dans l'ensemble de ce processus, les références à l'histoire sont l'exception plus que la norme, mais le passé semble pourtant constituer un horizon muet mais bien présent des tractations à la frontière. Les réfugiés installés sur les terres qui bordent la frontière même ne sont-ils pas ceux-là qui ont dû fuir, quelques années plus tôt, en raison des violences de la guerre ? A travers leur figure s'exprime la difficulté à ne faire de la sortie de guerre qu'un processus technique, occultant les populations qui s'y trouvent prises.

3. Les formes du retour

De même que les traités de 1921 ne peuvent prétendre à un règlement absolu de la frontière physique, ils marquent un point de départ, plutôt que d'arrivée, pour la sortie de guerre des populations déplacées par plusieurs années de guerres diverses. Les traités prennent en effet en charge la question des prisonniers de guerre, des réfugiés mais aussi celle des échanges de population qui doivent consolider l'ordre territorial nouveau. Dans ces trois cas, cependant, la politique des Etats se heurte au comportement de populations locales qui s'opposent souvent aux règles qu'on veut leur imposer. Ces conflits et tensions restent cependant du domaine de l'invisible si l'on se place à des niveaux d'observation trop élevés.

a) Les prisonniers de guerre veulent-ils rentrer ?

L'historiographie des sorties de guerre, en particulier des deux conflits mondiaux, insiste fortement sur le défi qu'elles représentent du point de vue des circulations de retour. Ces flux se croisent et dessinent à l'échelle continentale de denses trajectoires, depuis les anciens fronts, mais aussi les espaces de refuge ou les zones d'internement. Les mouvements généraux des flux ne suffisent pas à dessiner la multiplicité des expériences. Le retour du soldat prend des formes très diverses, selon qu'il rentre vainqueur ou vaincu, combattant ou prisonnier de guerre. En novembre 1918, ce sont encore environ sept des neuf millions de prisonniers de guerre qui attendent d'être rapatriés. Le retour des prisonniers de guerre internés en Russie est particulièrement sensible, car il fait craindre une diffusion du

²¹⁶⁴ Le plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères à Tiflis informe cependant que les *Bulletins* officiels peuvent être transmis car ils ne contiennent en principe aucune information confidentielle. Note du plénipotentiaire au conseil des commissaires du Peuple arménien, 16 février 1925, HAA, f. 113, op. 3, d. 230, l. 33.

communisme en Europe centrale²¹⁶⁵. Les réfugiés de guerre ont aussi connu des expériences très variées. L'historiographie a d'abord développé les questions économiques et sociales liées à la réintégration de populations arrachées à la vie ordinaire pendant plusieurs années. Mais la question du retour de guerre étend des ramifications très vastes et implique des chronologies complexes, qui s'étalent sur plusieurs années après les guerres²¹⁶⁶. Le retour des soldats a des implications sur la vie politique, sur le développement d'un mouvement associatif puissant, sur les politiques sociales destinées à prendre en charge invalides et mutilés, ou sur les difficultés de leur réintégration économique²¹⁶⁷. Des interrogations relevant de l'histoire du genre, sur la place des femmes ou les transformations de la masculinité, ont pu y être intégrées. Récemment, le retour a pu être approché d'une manière plus personnelle encore, à travers la question des blessures de la guerre dans le domaine des relations les plus intimes, filiales, amoureuses ou amicales²¹⁶⁸.

Dans le cadre d'un espace caucasien marqué par une succession de conflits d'échelles et de géométries variables, la question des « retours » est aussi urgente que difficile à cerner. Une partie des prisonniers de guerre a fait l'objet d'échanges entre les Ottomans et les gouvernements caucasiens en 1918, mais d'autres sont venus s'ajouter à l'occasion de la guerre arméno-turque de l'automne 1920²¹⁶⁹. Les Soviétiques disposent depuis le printemps 1918 d'institutions spécialement dédiées à la gestion des retours, la commission d'évacuation, qui s'occupent aussi bien des problèmes des déplacés intérieurs et que des rapatriements internationaux²¹⁷⁰. Au cours de la conférence de Moscou, en mars 1921, le président de l'organisme central d'évacuation soviétique, Jastrebov, souligne l'ampleur de la tâche de

²¹⁶⁵ Hannes Leidinger, Verena Moritz (dir.), *Gefangenschaft, Revolution, Heimkehr. Die Bedeutung der Kriegsgefangenenproblematik für die Geschichte des Kommunismus in Mittel- und Osteuropa 1917-1920*, Vienne, Böhlau, 2003.

²¹⁶⁶ Sur ce point, on renvoie à l'ouvrage de Frank Biess, *Homecomings. Returning POWs and the Legacies of Defeat in Postwar Germany*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2006.

²¹⁶⁷ Antoine Prost, *Les Anciens Combattants, 1914-1940*, Paris, Gallimard, 2014 ; Yücel Yanıkdağ s'est pour sa part intéressé aux questions sanitaires et psychologiques entourant la captivité des Ottomans : Yücel Yanıkdağ, *Healing the Nation. Prisoners of War, Medicine and Nationalism in Turkey, 1914-1939*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 2013.

²¹⁶⁸ Sur cette question, voir les contributions issues d'un colloque tenu au Centre d'histoire de Sciences Po et publiées dans Bruno Cabanes, Guillaume Piketty (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009.

²¹⁶⁹ Richard G. Hovannisian parle d'environ deux mille prisonniers de guerre, dont beaucoup périrent au cours de l'hiver 1920-1921. Richard G. Hovannisian (dir.), « The Competition for Erzurum, 1914-1921 », in Id. (dir.), *op.cit.*, 2003, p. 407 ; pour des estimations différentes, Segvard Kharmandarjan, *Armjanskaja SSR v pervyj god novoj ekonomicheskoj politiki (1921-1922)*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1955, pp. 228-229.

²¹⁷⁰ Le 23 avril 1918 est créé au sein du commissariat aux Affaires militaires un organe spécial pour les prisonniers de guerre et réfugiés (*Tsentropfenbezh*). Il est intégré par un décret du 24 mai 1919 au commissariat à l'Intérieur. Le 20 février 1920, il est transformé en Administration centrale de l'évacuation des populations (*Tsentrevak*). Marina Galas, « Gosudarstvenno-institutsional'naja i sotsial'naja adaptatsija repatriantov i reevakuiruemjkh bezhentsjev v Rossii v 1920-e gg. », *Vlast'*, No. 4/2011, pp. 105-108.

rapatriement en ce qui concerne les prisonniers de guerre turcs. Après la révolution de 1917 et, surtout, au cours de la guerre civile, presque tous ont quitté les camps où ils étaient internés ou les localités dans lesquelles ils étaient assignés à résidence. Alors que la plupart de ces lieux se trouvaient en Sibérie centrale, les anciens prisonniers se sont éparpillés entre la Russie méridionale, l'Asie centrale et le Caucase. Jastrebov souligne que les contraintes qui pèsent de manière générale sur les infrastructures de transport soviétiques rendent difficile le règlement rapide de cette question. Après réflexion, la conférence décide dans l'accord d'échanges de prisonniers signé le 28 mars d'étendre à trois mois le délai d'évacuation pour les prisonniers de guerre en Russie européenne et au Caucase et à six mois pour les régions orientales de la Russie. Pour sa part, la Turquie adopte le principe de réciprocité dans le traitement des prisonniers de guerre et s'engage à procéder à leur évacuation rapide²¹⁷¹.

La définition des populations concernées par l'accord de rapatriement procède à des découpages qui ne correspondent pas à la seule catégorie des combattants prisonniers de guerre. Aux côtés des soldats capturés pendant la guerre figurent en effet des sujets ottomans déplacés et les anciens citoyens des deux Etats arrêtés et déportés comme sujets de puissances ennemies au cours de la Première Guerre mondiale²¹⁷². Ces individus, plus encore que les prisonniers de guerre au sens strict, ont essayé de retourner à la vie civile après les troubles de 1918. C'est notamment le cas des nombreux sujets ottomans arrêtés et déportés au sein de l'Empire tsariste, qui veulent d'abord reprendre leur activité en Russie, où beaucoup d'entre eux étaient installés de longue date. Avec la guerre civile, certains de ces individus se trouvent confrontés aux difficultés économiques, mais aussi au contexte politique incertain et dangereux de l'ancien espace russe. Nombre de ressortissants ottomans sont arrêtés à cette occasion pour espionnage ou pour des affaires de droit commun en Arménie et en Géorgie. La proposition formulée par les Soviétiques de rapatrier cette population en 1921 relève autant d'un geste en direction des nationalistes turcs que d'un intérêt bien compris à se débarrasser d'un groupe vu comme peu fiable²¹⁷³. Plusieurs mesures prises par les républiques caucasiennes viennent confirmer cette interprétation. Elles adoptent ainsi à la fin de l'année 1921 des décrets qui amnistient les sujets turcs condamnés et arrêtés pour « crimes d'Etats »

²¹⁷¹ Protocole de la commission politique à la conférence de Moscou, 16 mars 1921, Natalya Çerniçenkina (éd.), *op.cit.*, 2014, pp. 76-79 ; Nuri Köstüklü, *op.cit.*, juillet 2012, p. 7.

²¹⁷² La distinction entre les différentes catégories apparaît souvent peu claire et le terme de « réfugiés » (*bezhentsy/mülteci*) est souvent utilisé de manière peu différenciée. « Bezhentsy Turki », *Pravda Gruzii*, No. 63, 18 mai 1921,

²¹⁷³ Andrée Viollis, de passage à Erevan en 1926, rencontre Mr'avjan, qui ne cache pas son hostilité envers ces ex-prisonniers de guerre et ressortissants turcs « qui pullulaient ici il y a cinq ans ». Andrée Viollis, *Seule en Russie, de la Baltique à la Caspienne*, Paris, Gallimard, 1927, p. 320.

au cours des années précédentes, mais exigent en échange leur départ vers la Turquie²¹⁷⁴. Il convient cependant de faire la part de variations internes dans le traitement des anciens prisonniers de guerre turc, car l'Azerbaïdjan soviétique envisage dans un premier temps de recruter d'anciens officiers et soldats ayant servi dans l'armée azérie indépendante, afin de fournir des cadres aguerris à l'Armée rouge azérie²¹⁷⁵.

Au-delà des accords de 1921, la question des prisonniers de guerre et de leur retour apparaît plus complexe que ce qu'envisageaient initialement les diplomates. Aux difficultés matérielles du rapatriement à travers un espace très désorganisé s'ajoutent des éléments qui permettent de questionner une conception trop linéaire du retour. Les archives sur le sujet sont très dispersées et limitées, tant du côté des documents de la présidence du Conseil turque que dans les fonds soviétiques, témoignant du cadre peu stable dans lequel se déroule le processus. Du côté soviétique, la dispersion traduit le changement rapide des organismes chargés de la question des rapatriements au début des années 1920, au sein des commissariats républicains à l'Intérieur. De part et d'autre, on apparaît incapable de dénombrer précisément les prisonniers de guerre concernés par l'évacuation. Les chiffres fournis en 1921-1922 pour les rapatriements apparaissent très maigres au regard du nombre des prisonniers de guerre que l'on peut supposer encore présents sur le sol soviétique. On apprend ainsi, au détour d'une note du commissariat à l'Intérieur d'Azerbaïdjan, en novembre 1922, que soixante-cinq prisonniers de guerre turcs ont été rapatriés par ses soins vers la Turquie entre janvier et juillet de cette année²¹⁷⁶. A partir de la fin de 1922, la Turquie kémaliste décide de mobiliser son réseau consulaire au Caucase et en Turquie pour recenser les anciens prisonniers de guerre, mais les chiffres fournis sont très variables, allant d'à peine quelques milliers jusqu'à plus de dix mille²¹⁷⁷. La difficulté de localisation des anciens prisonniers de guerre invite cependant à s'interroger sur le désir réel de ceux-ci de retourner en Turquie. La question est soulevée au sein de l'administration kémaliste, où le ministère de l'Intérieur rappelle à l'été 1922 que nombre des anciens « prisonniers de guerre » qui demeurent sur le sol soviétique sont à l'origine des déserteurs ou des fugitifs²¹⁷⁸.

²¹⁷⁴ Décret d'amnistie du conseil des commissaires du Peuple arménien, 1^{er} décembre 1921, HAA, f. 113, op. 3, d. 11, l. 240.

²¹⁷⁵ Des annonces sont passées à cet effet dans la presse officielle. « Izveshchenija », *Pravda Gruzii*, No. 63, 18 mai 1921, p. 4.

²¹⁷⁶ Lettre du commissariat à l'Intérieur azéri au conseil des commissaires du peuple azéri, 18 novembre 1922, SUITSa, f. 612, op. 1, d. 27, l. 63.

²¹⁷⁷ La présidence du Conseil turque tente d'activer ce processus de recensement en janvier 1923. Voir les notes échangées à ce sujet, BCA, 30.10.0.0/55.363.2 ; sur les différentes évaluations établies en 1921-1922, voir Nuri Köstüklü, *op.cit.*, juillet 2012, pp. 7-8.

²¹⁷⁸ Note du ministère de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, août 1922, BCA, 30.10.0.0/55.371.8.

Ces individus se montrent naturellement peu désireux de retourner en Turquie, en dépit des efforts des autorités pour proclamer une amnistie, mais ils ne sont qu'une fraction des anciens captifs. Parmi les individus éligibles au rapatriement, ceux d'entre eux qui ont trouvé des occupations dans les villes du Caucase ne se signalent pas aux consulats comme le veut la procédure, craignant que leur intégration aux listes d'anciens prisonniers entraîne un rapatriement forcé. Au cours de 1922-1923, consulats turcs et commissariats soviétiques à l'Intérieur doivent collaborer mais n'arrivent à établir que des listes approximatives. Ces listes révèlent l'ampleur du phénomène des anciens prisonniers de guerre qui ne souhaitent pas retourner en Turquie. Des listes établies à l'automne 1923 par les autorités d'Adjarie donnent plusieurs centaines de noms d'anciens prisonniers de guerre ou réfugiés turcs qui ne souhaitent pas profiter de l'accord de rapatriement, par comparaison avec les quelques dizaines qui veulent regagner leur pays d'origine²¹⁷⁹. Ce refus du retour s'explique pour une partie importante par le facteur économique, mais celui-ci s'articule manifestement à des perceptions divergentes des individus. Si le rapatriement peut apparaître comme naturel du point de vue d'acteurs étatiques qui le voient comme une partie du règlement des suites de la guerre, il ne trouve pas forcément sa place dans les trajectoires personnelles²¹⁸⁰. La recomposition politique de la région depuis la guerre rend problématique l'idée même d'un « retour », alors que les entités quittées au moment de la guerre n'existent plus. Cette disparition renvoie aux questions soulevées par Bruno Cabanes et Guillaume Piketty sur la nécessité, pour qu'il y ait « retour de guerre », qu'il y ait bien un lieu – matériel mais aussi symbolique – où retourner²¹⁸¹.

Les réticences de la population concernée par le programme entraînent un déplacement insensible qui n'est pas sans susciter des complications et tensions entre les deux Etats. Rapidement, les commissions d'évacuation se trouvent surtout confrontées à des individus qui, arrivés en Russie du Sud et au Caucase pour des raisons diverses avant ou pendant la guerre, souhaitent retourner en Turquie en profitant de la gratuité pour les rapatriés. Sans que ces candidatures soient rejetées d'office, elles s'accompagnent de tractations permanentes : les Turcs veulent mettre en place des commissions mixtes pour gérer les demandes, ce qui ne rencontre pas l'accord de la Tchéka de Transcaucasie et du gouvernement de Transcaucasie, qui y voient une atteinte à la souveraineté soviétique,

²¹⁷⁹ Comparer ainsi, sans que ces listes puissent être considérées comme exhaustives, les feuillets 27-32 et 51-72 dans AARSA, f. r-77, op. 1, d. 31.

²¹⁸⁰ Richard Nachtigal, « The Repatriation and Reception of Returning Prisoners of War, 1918-22 », in Matthew Stibbe (dir.), *op.cit.*, 2009, pp. 166-167.

²¹⁸¹ Bruno Cabanes, Guillaume Piketty, « Introduction », in Bruno Cabanes, Guillaume Piketty (dir.), *op.cit.*, 2009, p. 22.

d'autant qu'il ne s'agit plus véritablement d'une question de rapatriement de prisonniers de guerre²¹⁸². Les autorités soviétiques demandent que ces individus reçoivent avant leur départ documents d'identité et visas. L'étendue des preuves à soumettre pour faire valoir son origine est également problématique et disputée. La lenteur du processus et les lourdeurs qu'il provoque décide les Soviétiques à proposer une simplification des démarches : le commissariat aux Affaires étrangères négocie avec le délégué turc à la commission de rapatriement, Maaruf Bey, une simplification des preuves et une prise en charge financière du rapatriement par les Soviétiques, en échange d'une accélération des départs et de l'acceptation par la Turquie de tous les rapatriés²¹⁸³. Les républiques caucasiennes reçoivent des consignes pour faire publier des appels définitifs à l'enregistrement et au rapatriement et créer des commissions locales d'évacuation, composées de représentants des autorités locales²¹⁸⁴.

Si ces autorités adoptent bien des mesures, diffusant dans la presse caucasienne et affichant dans les villes des « Déclarations à tous les prisonniers turcs civils et militaires se trouvant sur le sol russe », l'impact reste à nouveau limité²¹⁸⁵. En Turquie, le rapatriement des prisonniers de guerre constitue une question d'autant plus sensible qu'elle est reprise par certains députés en fragilité avec le pouvoir kémaliste, qui demandent des comptes sur la politique de retour en même temps qu'ils critiquent les administrations créées pour gérer les échanges de population avec la Grèce²¹⁸⁶. Le ministère des Affaires étrangères turc se trouve ainsi sous pression politique intérieure, mais utilise dans le même temps la question comme monnaie d'échange avec les Soviétiques. C'en est tout cas ce que perçoit Tchitchérine, lorsqu'il demande au commissaire russe à l'Intérieur, Beloborodov, de lui fournir des renseignements aussi rapidement que possible sur le règlement de la question des rapatriés, afin de couper

²¹⁸² Une note va jusqu'à affirmer qu'il n'y a « aucun prisonnier de guerre sur le sol des républiques caucasiennes ». Note du département des relations extérieures du Conseil fédéral au conseil des commissaires du Peuple, 2 février 1923, SUITSA, f. 617, op. 1, d. 57, l. 6.

²¹⁸³ Lettre du commissariat aux Affaires étrangères aux plénipotentiaires du commissariat à Batoumi et Novorossijsk, 5 décembre 1923, AARSA, f. r-77, op. 1, d. 31, ll. 4-6 ; cela répond aux difficultés financières de la Turquie kémaliste dans le financement des retours : Nuri Köstüklü, *op.cit.*, juillet 2012, p. 11.

²¹⁸⁴ Lettre du plénipotentiaire du NKID en Transcaucasie au commissariat à l'Intérieur d'Arménie, 8 janvier 1924, HAA, f. 113, op. 3, d. 127, l. 40 ; protocole de la commission de rapatriement de la république autonome d'Adjarie, 1^{er} janvier 1924, AARSA, f. r-77, op. 1, d. 31, l. 74.

²¹⁸⁵ Voir un exemplaire de cette proclamation : « Elan Rusya dahilinde bulunan bilumum sivil ve askeri Türk esirlerine » dans AARSA, f. r-77, op. 1, d. 31, l. 328.

²¹⁸⁶ Rappelons que la montée d'une opposition intérieure débouche sur la création du Parti républicain progressiste (*Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası*) par des députés dissidents. Pour l'exemple détaillé du député de Kastamonu, Halit Bey, qui écrit une question à la présidence de l'Assemblée nationale turque le 2 septembre 1339 (1923), voir Durdu Mehmet Burak, « Kastamonu Milletvekili Halit Bey'in Rusya ve diğer ülkelerde kalan Türk esirleriyle ilgili önergesi ve bakanlıklardan gelen cevaplar », *Kastamonu Eğitim Dergisi*, Vol. 14, No. 1, Mars 2006, pp. 206-207 ; sur les critiques du ministère en charge des échanges et de la colonisation en 1924, voir Onur Yıldırım, *Diplomacy and Displacement. Reconsidering the Turco-Greek Exchange of Population, 1922-1934*, New York-Londres, Routledge, 2006, pp. 171-173.

court aux demandes de l'ambassade turque²¹⁸⁷. Les abus commis par certaines autorités soviétiques locales au cours du rapatriement – elles tirent par exemple profit du dispositif pour déporter en masse les sujets turcs – alimentent ces plaintes du côté turc²¹⁸⁸. La chronologie du retour est donc une chronologie étendue, à l'instar de celle soulignée pour d'autres retours de guerre, et tend à maintenir une préoccupation institutionnelle sur les conséquences de la guerre. Encore au début de 1925, le député turc de Yozgat, Ahmet Hamdi Bey, propose à la présidence du Conseil turc d'envoyer une délégation spéciale en URSS pour terminer le travail de rapatriement des prisonniers de guerre qu'il suppose s'y trouver encore²¹⁸⁹. L'idée du retour des individus n'a donc rien d'évident et traduit l'éclatement des trajectoires individuelles dans l'espace caucasien à la suite de la guerre.

b) Des échanges qui ne disent pas leur nom

Les ambiguïtés qui entourent la procédure de rapatriement et les velléités de certaines autorités soviétiques d'y voir une obligation de départ pour les sujets turcs renvoient à ce qui constitue le cœur des non-dits de la sortie de guerre en matière de circulations et de déplacements de populations. Turquie et républiques soviétiques accompagnent en effet le règlement territorial de 1921 de mesures permettant aux populations des territoires échangés de choisir leur citoyenneté et de changer de pays en conséquence. Ces accords de 1921 ont été peu étudiés, si on les compare aux grands accords passés entre la Turquie et ses voisins occidentaux, Grèce et Bulgarie, au début des années 1920²¹⁹⁰. Leurs dimensions ne sont pas comparables, car il n'est pas question dans le cas du Caucase d'échanges de populations entières, comme dans le cas de l'accord turco-hellénique du 30 janvier 1923. Mais les questions posées sont à bien des égards semblables. Sur la définition des catégories visées par l'échange, d'abord, qui témoignent des conceptions identitaires promues par les institutions étatiques. Sur les modalités de l'accord, ensuite, entre déplacement forcé et modalités plus souples d'adaptation de compositions démographiques aux nouvelles frontières. Sur l'expérience des populations concernées par ces accords, enfin. Dans le cas de l'échange gréco-turc, les études institutionnelles sont de plus en plus accompagnées par des recherches

²¹⁸⁷ Note de Tchitchérine au commissaire à l'Intérieur de RSFSR, Aleksandr Beloborodov, 11 mars 1924, HAA, f. 113, op. 3, d. 127, l. 42.

²¹⁸⁸ Cette pratique est fortement condamnée par le commissariat aux Affaires étrangères : lettre à l'agent diplomatique à Batoumi, 14 avril 1924, AARSA, f. r-77, op. 1, d. 31, l. 229.

²¹⁸⁹ Note de la présidence du Conseil turque, 21 janvier 1925, BCA, 30.10.0.0/7.40.19.

²¹⁹⁰ Rappelons que le règlement de la guerre mondiale n'a pas permis de mettre en œuvre. Sur cette « préhistoire », voir Onur Yıldırım, *op.cit.*, 2006, pp. 40-43 ; Ryan Gingeras, *Sorrowful Shores. Violence, Ethnicity, and the End of the Ottoman Empire, 1912-1923*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

de nature sociologique et anthropologique sur les communautés de déplacés, leurs expériences de vie et leur intégration laborieuse aux sociétés d'accueil, dont elles sont pourtant censées « faire partie ». Les travaux de Renée Hirschon sur l'intégration des réfugiés grecs d'Asie mineure sont de ce point de vue particulièrement utiles pour critiquer certains présupposés des approches statocentrées ou nationalistes de ces échanges²¹⁹¹.

L'accord de Moscou, de mars 1921, ne prévoit pas à strictement parler d'échange de population. Il s'inscrit plutôt dans la lignée des traités et accords passés depuis la fin de la Première Guerre mondiale pour régler les conséquences des changements territoriaux qu'entraîne la fin des empires. Depuis 1918, la Russie bolchevique intègre des clauses d'option de citoyenneté dans plusieurs de ses traités relatifs à la frontière occidentale. L'armistice russo-ukrainien du 12 juin 1918, signé sous pression allemande, prévoit une clause d'option, que les Russes assortissent de considérations de classe. En août, un autre accord signé à Berlin prévoit une clause d'option pour les anciennes provinces baltes²¹⁹². Comme le souligne George Ginsburgs, les pratiques de l'immédiat après-guerre mêlent des traits qui renvoient à la fois aux formes traditionnelles d'option et à des formes plus récentes. La forme traditionnelle de l'option de nationalité est indissociable d'une migration : la paix d'Augsbourg, en 1555, crée en effet un droit au départ (*ius emigrandi*), dans le cadre du règlement des conflits de religion au sein de l'Empire romain germanique²¹⁹³. La forme la plus récente d'option repose pour sa part sur l'expression d'un choix de citoyenneté. Mais les deux formes se combinent plus qu'elles ne s'opposent et, dans les traités de l'après-guerre, la formulation d'un choix est souvent le préalable à une émigration. Le traité turco-soviétique est le principal accord d'option de nationalité impliquant la Transcaucasie, bien qu'un accord soit également signé entre la Fédération de Transcaucasie et la Pologne, en décembre 1923²¹⁹⁴.

Dans le cas du traité de Moscou, l'adoption de la citoyenneté d'un des Etats parties doit s'accompagner d'une migration sur le sol de cet Etat²¹⁹⁵. Mais les conditions précises d'exécution de l'accord révèlent rapidement des divergences importantes. Les autorités

²¹⁹¹ Voir par exemple son ouvrage classique, *Heirs of the Greek Catastrophe: The Social Life of Asia Minor Refugees in Piraeus*, Oxford, Clarendon Press, 1989.

²¹⁹² George Ginsburgs, « Option of Nationality in Soviet Treaty Practice, 1917-1924 », *The American Journal of International Law*, Vol. 55, No. 4, Octobre 1961, pp. 920-923.

²¹⁹³ Jan Ziekow, *Über Freizügigkeit und Aufenthalt*, Tübingen, J.C.B. Mohr (Paul Siebeck), 1997, pp. 84-86 ; sur les pratiques antérieures de la Russie en matière d'option, voir Eric Lohr, *op.cit.*, 2012, pp. 39-41.

²¹⁹⁴ Une option de nationalité est ouverte par cette accord jusqu'en juin 1924. Il s'agit là du dernier programme de rapatriement entre URSS et Pologne. Wojciech Materski, *Na widecie. II Rzeczpospolita wobec Sowietów, 1918-1943*, Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN-Oficyna Wydawnicza RYTM, 2005, p. 267.

²¹⁹⁵ Emile Szlechter, *Les options conventionnelles de nationalité à la suite de cessions de territoire*, Paris, Sirey, 1948, 151-152.

turques multiplient, avant même la signature du traité de Moscou, les pressions contre les populations chrétiennes qui demeurent dans les provinces d'Anatolie orientale²¹⁹⁶. Les Arméniens et les communautés sectaires russes qui demeurent autour d'Artvin et de Kars sont particulièrement concernés par ces pressions : des réquisitions sont imposées sur les produits agricoles et d'élevage, des formes de travail forcées sont introduites, ce qui suscite les plaintes de ces communautés auprès des représentants soviétiques sur place²¹⁹⁷. Les autorités turques semblent en effet interpréter la clause d'option comme une base juridique leur permettant d'expulser les populations chrétiennes de la population de Kars. D'après le représentant du front caucasien de l'Armée rouge, Doubrovskij, près de 12.000 Russes ethniques de la région de Kars envisagent de partir, au mois d'avril 1921, et organisent des assises locales pour préparer leur émigration²¹⁹⁸. Mais les conditions exactes qui entourent ces préparatifs ne ressortent pas avec une clarté totale. Le consul-général soviétique à Sarıkamış, Mikhajlov, se distingue de Doubrovskij dans son interprétation de la situation. S'il reconnaît les efforts turcs de turcisation de la région, il les attribue de manière primordiale à une crainte que la population ne soit utilisée à des fins irrédentistes. Il dénonce l'agitation faite par Dubrovskij dans les communautés molokanes et doukhobores locales, qui aurait encore accru les tensions entre communautés et rendrait le départ inéluctable²¹⁹⁹.

Que l'option de nationalité ouverte par les traités de 1921 constitue un des malentendus et un des éléments de cette sortie muette, étouffée et douloureuse de la guerre, voilà qui se lit dès ce printemps 1921 dans le cas des populations vieilles-croyantes, mais aussi des Arméniens locaux. Le traité de Moscou accélère la politique turque d'incitation au départ, plus ou moins musclée, des populations non-musulmanes d'Anatolie orientale. L'accord traduit le maintien d'une ligne de partage identitaire religieuse très marquée, d'autant qu'elle s'accompagne de différences ethniques. A l'inverse, l'attitude soviétique révèle les ambiguïtés du nouveau régime qui ne se caractérise pas prioritairement par l'identité nationale ou, *horribile dictu*, religieuse. Il fait montre d'un sentiment de solidarité pour les populations russes et arméniennes restées dans les régions laissées aux Turcs, sans

²¹⁹⁶ La question est débattue pendant les négociations de mars 1921, mais les Turcs nient toute persécution contre les populations chrétiennes de la région de Kars. Natalya Çerniçenkina (éd.), *op.cit.*, 2014, p. 57.

²¹⁹⁷ Lettre du représentant du front caucasien soviétique, Doubrovskij, au commandement oriental turc, 14 avril 1921, RGASPI, f. 85, op. s/Turtsija, d. 45, l. 2 ; sur le cas des Arméniens de la région d'Artvin, Segvard Kharmandarjan, *op.cit.*, 1955, pp. 229-230.

²¹⁹⁸ Télégramme de Doubrovskij à Ordjonikidze, 17 avril 1921, RGASPI, f. 85, op. s/Turtsija, d. 45, l. 10 ; cela représente vraisemblablement la quasi-totalité des sectaires de la région, estimés à 13.563 selon le recensement rural de 1912 : Yavuz Aslan, « Milli mücadele döneminde Türk-Sovyet ilişkilerinde Molokanlar (Malakanlar) sorunu », in Oktay Belli (dir.), *op.cit.*, 2007, p. 205.

²¹⁹⁹ Rapport du consul-général à Sarıkamış, Mikhailov, à Ordjonikidze, 28 juin 1921, RGASPI, f. 85, op. s/Turtsija, d. 45, ll. 20-22.

vouloir risquer un affrontement avec la Turquie sur ce point²²⁰⁰. Dans le même temps, il n'adopte pas de mesures visant au départ de populations musulmanes depuis les zones-frontières de Géorgie concernées par l'option. Ses efforts s'orientent même sur la prévention de tels départs, qui seraient perçus comme un camouflet pour la politique des minorités²²⁰¹. Mais les Soviétiques apparaissent surtout prisonniers de leur alliance politique avec les Turcs, dès lors que les expulsions de populations chrétiennes sont concernées. Ils apparaissent en effet comme peu désireux de provoquer une crise ouverte avec la jeune Turquie sur l'application des traités de 1921, même si la diplomatie russe émet en juin des avertissements à la Turquie sur la politique d'expulsion forcée des sectaires de Kars²²⁰².

Cette caractérisation générale d'une ambiguïté de la politique soviétique envers l'échange de population doit être complétée par une approche plus fine des divisions internes au régime. Il semble en effet que les autorités caucasiennes n'aient guère aidé au rapatriement des populations vieilles-croyantes vers le territoire soviétique. Dans un rapport rédigé à l'automne 1922, le consul soviétique à Kars écrit ainsi que « le camarade Legran et les camarades caucasiens en général ne souhaitaient pas le départ des molokanes de Kars, raison pour laquelle Mikhajlov et moi-même avons entrepris de différer cette émigration, mais le chantage exercé par les autorités locales envers les sectaires nous a contraints à reconsidérer la question²²⁰³ ». La réticence des « camarades caucasiens » est essentiellement due à leur refus de voir arriver, définitivement ou en transit, de nouveaux réfugiés alors que le Caucase se trouve déjà confrontés à une masse considérable d'individus déplacés, qui s'entassent dans des conditions de misère et d'insalubrité d'un bout à l'autre de la région²²⁰⁴. Une pétition de réfugiés grecs décrit ainsi femmes et enfants « ramassant de la farine à même le sol, dans les graviers et la poussière », ou bien « fouillant dans les ordures » pour trouver de quoi se

²²⁰⁰ Lors d'un entretien tenu entre Ebilov, Mustafa Kemal et Frunze, le 25 décembre 1921, Frunze qualifie la question des molokanes qui se trouvent encore dans la région de Kars de « mineure ». Mehmet Perinçek, *op.cit.*, 2011 (2005), p. 315.

²²⁰¹ Rapport de l'instructeur du département d'agitprop du Comité central arménien sur les musulmans des régions d'Aleksandropol et Karakilisa, 6 décembre 1922, HAA, f. 1, op. 2, d. 141, ll. 66-69.

²²⁰² A la suite d'une plainte du commissariat aux Affaires étrangères russe, le 22 juin 1921, le gouvernement turc communique à la mi-juillet que les expulsions de molokanes sont suspendues. G.A. Galojan, *op.cit.*, 1969, p. 425.

²²⁰³ Rapport du consul-général soviétique à Kars pour août-septembre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 46, l. 116.

²²⁰⁴ On peut aussi s'interroger sur le rôle du facteur national, les républiques caucasiennes pouvant se sentir peu concernées par le sort de populations « russes », qui cherchent elles-mêmes à nouer des liens avec la Russie bolchevique plus qu'avec les républiques voisines de Géorgie et d'Arménie. Voir les messages envoyés au délégué russe à la conférence de Kars, en octobre 1921 : « Vokrug Karsskoj konferentsii », *Pravda Gruzii*, No. 188, 16 octobre 1921, p. 1.

nourrir²²⁰⁵. Bien qu'il n'ait pas été possible de trouver de document interne aux organes dirigeants caucasiens – au Conseil fédéral ou au Comité régional du Parti – relatif à ce refus, il nous semble plausible d'y voir une conséquence des tensions déjà fortes qui règnent entre républiques du fait de la gestion du problème des réfugiés.

Les autorités des républiques n'hésitent en effet pas à adopter des mesures de contrôles sur leurs frontières « intérieures » avec les autres républiques soviétiques, afin d'empêcher l'entrée sur leur sol de nouveaux réfugiés. Elles vont en cela à l'encontre des décisions des organes moscovites et caucasiens, qui essaient de réduire la signification de ces frontières depuis la fin de 1921²²⁰⁶. La question de la limitation du nombre de réfugiés devient même un argument central dans le cas de la Géorgie, où les « nationaux-communistes » font du contrôle sur les entrées de réfugiés une illustration prioritaire de la souveraineté de leur république. Depuis le début de 1922, le commissariat à l'Intérieur de Géorgie exige ainsi la suspension absolue des arrivées de réfugiés par la mer Noire ou depuis le Caucase du Nord²²⁰⁷. Cet investissement de la question des frontières internes est manifesté par la décision prise, le 29 septembre 1922, de rétablir dix-huit postes frontaliers sur les frontières de la Géorgie avec le Caucase du Nord, l'Azerbaïdjan et l'Arménie²²⁰⁸. Le commissaire à l'Intérieur de Géorgie, Aleksej Gegetchkori, la justifie par les flux incontrôlés de réfugiés et déplacés à travers sa république²²⁰⁹. La prise en compte des tensions intérieures au Caucase est ainsi indispensable à la compréhension de la politique frontalière en matière d'échange et de départ de populations.

Certaines appréhensions liées à l'identité des groupes concernés par l'option de nationalité jouent aussi un rôle. Cela vaut particulièrement pour les différentes sectes de vieux-croyants installés dans l'ancienne province de Kars. Les représentants du pouvoir bolchevique semblent souvent partagés entre l'appel de la solidarité ethnique et l'inquiétude

²²⁰⁵ Pétition de réfugiés grecs au représentant du Centre d'évacuation de RSFSR en Transcaucasie, 3 septembre 1922, SUItSA, f. 612, op. 1, d. 27, l. 139.

²²⁰⁶ Le 8 mai 1922, le Conseil fédéral décide ainsi de supprimer tous les contrôles douaniers intérieurs au Caucase : protocole du Conseil fédéral, 8 mai 1922, RGASPI, f. 85, op. 24, d. 520, l. 5 ; la décision n'est pas appliquée par les républiques et pousse en août le Comité régional du Parti à exiger directement des organes républicains du Parti d'appliquer la décision. Un télégramme du 20 août 1922 de Mjasnikov aux secrétaires des comités centraux (Sabashvili, Kirov et Ioanissian) rappelle que « les seules frontières extérieures reconnues sont celles avec la Turquie et la Perse : RGASPI, f. 298, op. 1, d. 52, l. 2 ; protocole du présidium du Comité central géorgien, 24 août 1922, SShSA PA, f. 14, op. 1, d. 193, ll. 66-67.

²²⁰⁷ Le NKVD géorgien est particulièrement inquiet de la situation de 150.000 réfugiés arméniens qui se trouvent au Nord-Caucase et menacent de revenir en Arménie à travers la Géorgie : note explicative du NKVD géorgien sur le projet de décision du SNK, non datée, RGASPI, f. 298, op. 1, d. 85, ll. 3-4.

²²⁰⁸ Extrait de protocole du conseil des commissaires du peuple géorgien, 29 septembre 1922, RGASPI, f. 298, op. 1, d. 85, l. 1 et évaluation financière de la mise en place du cordon frontalier, non datée, *Ibid.*, l. 6.

²²⁰⁹ Note explicative sur l'établissement d'un cordon aux frontières de la Géorgie, 2 novembre 1922, RGASPI, f. 298, op. 1, d. 85, ll. 7-13 et ici l. 9.

que provoque l'identité essentiellement religieuse de ces groupes. Si les doukhobores sont vus comme plutôt sympathisants du régime soviétique, certaines sectes, comme les prigounes (littéralement, les « sauteurs ») sont volontiers qualifiés de « fanatiques » et craints pour leur propension aux élans collectifs²²¹⁰. La mise en place d'un programme organisé de rapatriement des groupes poussés au départ par les Turcs, à la fin de l'hiver 1921-1922, apparaît dès lors comme une mesure contrainte plutôt que désirée, tant du côté des autorités soviétiques que de populations dont on tend à croire qu'elle préféreraient initialement rester sur leurs terres en dépit de la cession à la Turquie. Le programme concerne une grande partie des populations encore restantes, mais des écarts encore significatifs demeurent. Ainsi, sur 6368 molokanes demeurant dans la région de Kars au 22 février 1922, 4.024 sont rapatriés vers le territoire soviétique jusqu'en septembre²²¹¹. Les individus qui ne partent pas sont intégrés à la citoyenneté turque, ce qui ne laisse aucun citoyen des républiques soviétiques, notamment d'Arménie ou de Russie, dans la province à la fin de novembre 1922²²¹².

Sans en porter directement le nom, les traités de 1921 reviennent de fait à une forme d'échange de populations, tout du moins dans la partie qui concerne les populations chrétiennes d'Anatolie orientale. Le parcours de ces populations mériterait un traitement similaire à celui des travaux sur l'intégration des communautés échangées entre Grèce et Turquie : nombreuses en effet apparaissent les sources potentielles de malentendus sur ce retour dans des patries où les populations échangées n'ont le plus souvent jamais vécu. Avant même leur départ, certains sectaires manifestent ainsi une hostilité à l'idéologie bolchevique, notamment dans sa dimension économique²²¹³. La « Russie » à laquelle nombre d'entre eux aspirent est bien éloignée de la Russie qu'ils découvrent à leur arrivée. La plupart des sectaires, après un transit par la Transcaucasie, sont installés au Caucase du Nord où ils doivent faire face à la rareté des terres cultivables et au refus des autorités soviétiques de les laisser s'installer où bon leur semble²²¹⁴. De même, les Arméniens installés en Arménie soviétique se trouvent confrontés à des conditions économiques tout aussi dramatiques que

²²¹⁰ Rapport du consul-général soviétique à Kars pour août-septembre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 46, l. 116.

²²¹¹ Liste de rapatriement des molokanes de Kars du 22 février au 2 octobre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 46, l. 121.

²²¹² Lettre du consulat-général soviétique à Kars au Conseil fédéral de Transcaucasie, 2 décembre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 46, l. 90.

²²¹³ Sans qu'il ait été possible de vérifier quantitativement cette affirmation, le consul-général soviétique à Kars associe le refus de partir vers l'URSS de 300 molokanes à leur appartenance à la paysannerie aisée. Lettre du consulat-général soviétique à Kars au Conseil fédéral de Transcaucasie, 2 décembre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 46, ll. 85-86.

²²¹⁴ Sur ces difficultés, voir la correspondance du commissariat à l'Intérieur de Russie et du commissariat aux Affaires étrangères en 1924 : RGAE, f. 478, op. 2, d. 941.

celles qui touchent la province de Kars. On fait face, dans les deux cas, à des communautés dont la mémoire a été largement tue sous le discours officiel de l'amitié turco-soviétique.

c) Le long retour des réfugiés

La question des prisonniers de guerre et celle des échanges de population mettent en avant à la fois des chronologies et des espaces différents de circulations intégrées à la sortie de guerre. Cette diversité constitue un facteur fondamental, car elle insiste sur la diversité des expériences et des temporalités de sortie de la guerre. Une troisième catégorie complète l'étude des populations en mouvement dans la sortie de guerre, celle des réfugiés. Il s'agit d'une catégorie fondamentale des expériences de la sortie de guerre au Caucase, mais le concept même apparaît à bien des égards problématiques. La terminologie actuelle du droit international, héritée de la convention de Genève de 1951, distingue entre *personnes déplacées*, contraintes au départ mais demeurées dans un même Etat, et *réfugiés*, qui ont dû quitter leur lieu de vie mais aussi leur Etat²²¹⁵. Cette distinction construite sur le référentiel étatique s'enracine dans les différences juridiques impliquées par ces deux institutions, en particulier du point de vue de la protection internationale dont ils peuvent jouir et de l'aide qu'ils peuvent recevoir. Elle ne recouvre cependant pas nécessairement la variété des expériences impliquées. Le brouillage des frontières étatiques au cours de la Guerre mondiale et des années qui la suivent immédiatement est particulièrement fort dans la région du grand Caucase²²¹⁶. Les déportés arméniens ottomans, abandonnés dans les déserts arabes en 1915-1916, se trouvent brusquement confiés aux nouvelles autorités de Syrie et d'Irak après la création de ces mandats. Inversement, les réfugiés de la période des indépendances caucasiennes se trouvent progressivement, par la constitution d'un Etat soviétique, convertis en déplacés intérieurs.

On a vu précédemment, à travers l'exemple de la fermeture des frontières géorgiennes en 1922, que le retour des réfugiés constituait une épreuve politique pour la région, source de tensions intérieures au Caucase soviétique. Des tensions similaires s'observent sur l'ensemble des frontières internes. Autorités arméniennes, géorgiennes et azéries dialoguent ainsi par refus mutuels d'accueillir des réfugiés de la période des indépendances, invoquant la famine,

²²¹⁵ Peter Gatrell, « Refugees and Forced Migrants during the First World War », in Matthew Stibbe (dir.), *op.cit.*, 2009, pp. 86-87 ; Marion Fresia, « Les réfugiés comme objet d'étude pour l'anthropologie – enjeux et perspectives », *Refugee Survey Quarterly*, Vol. 26, No. 3, 2007, p. 104.

²²¹⁶ Pour une comparaison avec le cas des réfugiés français, voir Philippe Nivet, « Les réfugiés français de la Grande Guerre », in Jacques Frémeaux, Michèle Battesti (dir.), *Sortir de la guerre*, Paris, PUPS, 2014, pp. 153-168.

l'effondrement économique ou les tensions interethniques pour refuser ou repousser le retour de réfugiés appartenant souvent aux groupes minoritaires²²¹⁷. Mais ce retour fait aussi l'objet d'une diplomatie qui ne suit pas les rythmes de la « grande diplomatie ». La France et le Royaume-Uni s'entendent en effet dès janvier 1919 pour organiser des services de rapatriement vers l'Anatolie des réfugiés arméniens²²¹⁸. Avec le déclenchement du mouvement nationaliste turc et le déclin des projets de Grande Arménie, la république soviétisée d'Arménie devient un interlocuteur naturel pour ces services. Ainsi, les autorités britanniques d'Irak se lancent dès 1921 dans des négociations avec l'Arménie soviétique sur la possibilité d'envoyer dans la nouvelle république les rescapés du génocide jeune-turc. Les autorités arméniennes adoptent une attitude fluctuante envers le retour de ces réfugiés. Au vu de la situation très difficile dans laquelle se trouve déjà la république, elles concentrent leurs efforts sur les groupes de réfugiés les plus proches et sur ceux susceptibles d'être soumis à l'influence des exilés politiques²²¹⁹. Au début de juin 1921, le Comité central arménien envoie une mission à Tabriz, pour ramener près de 3250 réfugiés. C'est que les réfugiés qui se trouvent dans la région sont courtisés par les dachnaks, qui affirment notamment que « en Arménie la famine règne, les prisons sont pleines, les bolcheviks tuent ceux qui reviennent²²²⁰ ».

Les réfugiés constituent une réalité persistante de la première moitié des années 1920 au Caucase, marquant physiquement les conséquences de la guerre. En Arménie soviétique, la politique foncière de l'Etat se fait avant tout politique d'installation des réfugiés, sur les terres confisquées et abandonnées²²²¹. Il faut attendre 1923 pour que la situation commence à se stabiliser et que les réfugiés se répartissent dans les différentes régions de la république, à la suite d'une politique plus autoritaire d'installation appliquée par le commissariat à l'Intérieur

²²¹⁷ Les situations sont particulièrement tendues aux frontières du Zengezour et du Nakhitchevan. Voir par exemple : protocole du présidium du Comité central arménien, 14 novembre 1921, HAA, f. 1, op. 1, d. 39, l. 44 ; protocole du conseil des commissaires azéris, 15 août 1922, in Ataxan Paşayev, (éd.), *Azərbaycan inqilab komitəsi...*, 2009, pp. 440-445 ; Səid Sadiqov, *op.cit.*, 1995, p. 68 ; rapport de l'administration des réfugiés en Géorgie, 4 avril 1923, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 268, ll. 131-132.

²²¹⁸ Un Service central des rapatriements arméniens (SCRA) est créé à Alep par les Français à la suite de cet accord. Dzovinar Kévonian, *Réfugiés et diplomatie humanitaire. Les acteurs européens et la scène proche-orientale pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004, pp. 41-57 ; sur les mesures de ralentissement du retour, Peter Gatrell, Joe Laycock, « Armenia : the 'Nationalization', Internationalization and Representation of the Refugee Crisis », in Nick Baron, Peter Gatrell (dir.), *op.cit.*, 2004, pp. 179-200.

²²¹⁹ A partir d'avril 1921 est édité pour les réfugiés le journal *Karmir Órer*. Hovik Melik'set'jan, *Hajrenik'-Sp'jurk' ar'nch'ut'junnerë jev hajrenardzut'junë (1920-1980 t'.t')*, Erevan, Erevani Hamalsarani Hratarakch'ut'jun, 1985, p. 90.

²²²⁰ Hovik Melik'set'jan, *op.cit.*, 1985, pp. 84-85.

²²²¹ G.V. Sharojan, « Problema vnutriselennogo razdela zemli i puti ee razreshenija v Sovetskoj Armenii (1921-1929 gg.) », in M.P. Kim (dir.), *Problemy agrarnoj politiki Sovetskogo obshchestva. Materialy nauchnoj konferentsii 9-12 ijunja 1969 g.*, Moscou, Nauka, 1971, pp. 58-62.

arménien²²²². La république reste une terre de camps de réfugiés et d'orphelinats tout au long des années 1920. Pour les dirigeants de la république, les réfugiés ne représentent pas qu'un fardeau, mais aussi une monnaie d'échanges et un moyen d'attirer une aide internationale à laquelle ne peuvent prétendre les autres républiques caucasiennes. Dès 1921, le *Near East Relief* (NER) américain rouvre ses activités dans sa base d'Alexandropol, ainsi que dans les filiales établies à Erevan, Dilizhan, Stepanavan, Karakala et Karakilis. Le NER finance des structures d'hébergement et investit dans l'activité économique locale, afin de fournir de l'emploi aux réfugiés. Il finance par exemple la reconstruction des systèmes hydrauliques et des voies de communication²²²³. En 1923, on estime à près de 4.500 le nombre d'employés du NER en Transcaucasie. Le NER apparaît donc comme une source de revenus et de dynamisation économique de la région, ce qui explique la volonté du gouvernement transcaucasien de contrôler les relations avec lui, de même que les cas de prédation par les administrations locales contre ses biens²²²⁴.

Jusqu'au milieu des années 1920, le retour des réfugiés continue à représenter un enjeu politique majeur. La région de Batoumi, port-clef du transit des réfugiés, continue à héberger plusieurs milieux jusqu'en 1923-1924, dans des conditions très difficiles²²²⁵. Les négociations entre l'URSS et les Etats étrangers pour les échanges de réfugiés s'accompagnent de tensions parfois importantes et exigent une coordination avec les républiques caucasiennes. Les quotas de retour des réfugiés doivent en principe être validés par les institutions transcaucasiennes, sur proposition du gouvernement arménien. En mars 1924, le Comité exécutif central de Transcaucasie décide ainsi d'autoriser dix mille réfugiés arméniens à revenir de Turquie, Grèce et Irak pour l'année 1924-1925²²²⁶. L'Union soviétique reproche ainsi en décembre 1924 à la Grèce de ne pas vouloir accueillir les Grecs pontiques réfugiés en Géorgie et en Russie méridionale. Elle obtient finalement à l'autonomie 1925 une réciprocité, qui passe par l'échange de réfugiés arméniens contre des réfugiés grecs en nombre identique : en échange

²²²² Rapport de Kostanjan, adjoint au commissaire à l'Intérieur d'Arménie, au conseil des commissaires du Peuple arménien, février 1925, HAA, f. 123, op. 5, d. 33, ll. 35-36, reproduit dans Sonja Mirzozjan, « P'astat'ght'er haj gaghtakanneri teghavorman khndirneri veraberjal (1921-1925 t't') », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 2, 2009, pp. 169-172.

²²²³ James L. Barton, *Story of Near East Relief (1915-1930). An Interpretation*, New York, The Macmillan Company, 1930, pp. 131-132 et 177-178 ; Merrill D. Peterson, *Starving Armenians. America and the Armenian Genocide, 1915-1930 and After*, Charlottesville-Londres, University of Virginia Press, 2004, pp. 115-116.

²²²⁴ Voir les documents rassemblés dans Suren Avetisjan, « P'astat'ght'er Khorhrdajin Hajastani ishkanut'junneri u Amerkomi hamagortsakts'ut'jan masin », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 2 (112), 2008, pp. 87-98.

²²²⁵ « Ba'tumi gaghtakanneri teghap'okhutjan khendrë », *Martakoch*, 22 avril 1923, No. 47, p. 1.

²²²⁶ Hovik Melik'set'jan, *op.cit.*, 1985, p. 155.

de trois mille réfugiés grecs pontiques installés en Russie du Sud, autant de réfugiés arméniens s'embarquent vers Batoumi²²²⁷.

Après la fin de la première vague de retour, en 1921-1925, qui concerne environ 25.000 réfugiés arméniens venant surtout du Moyen-Orient, la seconde moitié des années 1920 marque une réduction des retours. On compte environ 10.000 retours, de Grèce, Bulgarie et France, entre 1926 et 1936. Mais la chronologie du rapatriement doit être étendue jusqu'aux années 1940, lorsqu'une vague brève mais intense de retours a lieu²²²⁸. Cette chronologie étendue vaut aussi pour la Turquie et l'Iran, où l'installation de réfugiés s'étend tout au long des années 1920, dans des proportions moins dramatiques. Les autorités turques prennent en charge l'installation de plusieurs milliers de réfugiés musulmans originaires du Caucase, de même qu'elles doivent assurer le retour des individus ayant quitté l'Anatolie orientale ottomane au cours de la Première Guerre mondiale. Comme en Arménie, l'installation des réfugiés est évaluée à l'aune de la capacité d'accueil de régions en grande difficulté, ce qui justifie la décision de déplacer vers l'intérieur des terres une partie des groupes accueillis²²²⁹. Les trois formes de circulations humaines décrites précédemment tracent les contours d'un processus où la sortie de guerre est indissociable d'un rappel de ses conséquences à travers le destin des individus ainsi déplacés.

4. Sélectivité mémorielle et construction frontalière de l'Etat

Le processus de la sortie n'est pourtant pas réductible à un effacement des traces de la guerre, matérielles, psychologiques et humaines. La construction des nouveaux Etats turc, iranien et soviétique représente en effet l'occasion de réinvestir certaines formes politiques tirées de la guerre, en faisant notamment survivre l'idée de front, mais aussi en faisant un usage diplomatique de l'héritage militaire. L'idée d'une « gouvernance mémorielle », plus que d'un oubli absolu, prend dès lors tout son sens et illustre les voies détournées par lesquelles le passé conserve une importance politique régionale.

²²²⁷ Andrew L. Zaptantis, *Greek-Soviet Relations, 1917-1941*, Boulder-New York, East European Monographs-Columbia University Press, 1982, pp. 176-178 ; Hovik Melik'set'jan, *op.cit.*, 1985, p. 163.

²²²⁸ Simon Payaslian parle de 70.000-100.000 « rapatriés » en 1946-1948. Simon Payaslian, *op.cit.*, 2007, pp. 180-181.

²²²⁹ Jülide Akyüz Orat, Nehabat Oran Arslan, Mustafa Tanrıverdi, *op.cit.*, 2011, pp. 184-185.

a) *La persistance du trope guerrier*

La sélection à laquelle procèdent les pouvoirs qui se mettent en place au cours des années 1920 est indissociable des formes d'effacement simultanées des pans les plus dérangeants de la mémoire. La persistance orchestrée par le pouvoir de pans du passé revêt deux dimensions principales. La première, qui se place sur le plan de la mémoire au sens strict, réside dans la construction de discours officiels sur le passé récent et sur les modalités d'établissement des nouveaux pouvoirs. La seconde dimension, plus indirecte, passe par le maintien de pratiques issues de l'époque de la guerre ou de la guerre civile. La mémoire ne doit pas y être vue comme un processus nécessairement conscient, mais comme la survivance de formes d'action. Cette forme de persistance peut à être rapprochée du concept d'*habitus* développé par Pierre Bourdieu dans sa tentative d'éviter le double écueil du déterminisme et de la liberté d'action, en pensant des formes d'action conditionnées, de « sens pratique » qui ne suppose pas nécessairement de conduite consciente²²³⁰.

Le premier pan de la mémoire, consciente, construite par les nouveaux régimes, est vraisemblablement le mieux. Gerald M. Easter rappelle que la participation à la guerre civile constitue une forme particulièrement solide de légitimation pour les élites politiques caucasiennes au cours des années 1920. Des dirigeants comme Kirov et Ordjonikidze tirent une légitimité particulière de leur image de chefs militaires victorieux pendant les affrontements civils au Caucase du Nord et lors de la soviétisation des républiques de Transcaucasie²²³¹. Les morts contribuent aussi à cette construction d'une mémoire officielle, en particulier les vingt-six commissaires de Bakou, exécutés dans le désert turkmène à la fin de septembre 1918 après leur fuite de la capitale caspienne²²³². Cette construction mémorielle destinée à remplacer les formes indésirables de la mémoire des populations trouve des contreparties directes en Turquie. En Turquie, la rivalité entre Karabekir et Kemal tourne notamment autour de l'interprétation des événements de la guerre civile et du début de l'insurrection nationaliste turque, dont dépendent les mérites respectifs de l'un et de l'autre. S'il faut attendre l'écriture du *Discours (Nutuk)* prononcé en octobre 1927 par Mustafa Kemal pour que se constitue un véritable corpus de référence kémaliste sur cette époque, le début des

²²³⁰ Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 201.

²²³¹ Gerald M. Easter, *Reconstructing the State. Personal Networks and Elite Identity in Soviet Russia*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2000, pp. 53-57.

²²³² Pour un examen sur une chronologie plus longue de cet événement fondateur, Taline Ter Minassian, *Reginald Teague-Jones. Au service secret de l'Empire britannique*, Paris, Grasset, 2012, pp. 185-186 ; entre autres institutions, l'université communiste de Transcaucasie fondée en janvier 1923 à Tiflis porte le nom de ces commissaires : Ts'olak Gevorgjan, « 26 komisarneri anvan andrkovkasjan komunistakan hamalsarani steghtsman jev gortsuneut'jan patmut'junits' », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 2, 1981, p. 12.

années 1920 voit déjà la constitution d'interprétations centrées sur Mustafa Kemal et ses proches. Eloigné de la vie politique, Karabekir n'en continue pas moins à avoir des soutiens et à écrire sa propre version des événements de la guerre, qui ne sera publiée que bien après sa mort²²³³. En Perse, la construction progressive d'une mémoire officielle est plus tardive, bien que Reza Khan s'efforce d'en promouvoir l'apparition dès son arrivée au gouvernement, dans l'idée d'une rupture avec l'incurie supposée des années précédentes.

L'étude des persistances de la figure de la guerre et de sa mémoire dans les discours publics peut relever d'une étude politique générale ou même d'une histoire intellectuelle et culturelle, développée en ce qui concerne l'historiographie européenne. Mais sa traduction sur les lieux de la frontière, conçue au sens large, constitue un phénomène plus difficilement perceptible. Seules les villes de la région font l'objet d'une mémoire officielle visible, à travers les commémorations et cérémonies régulièrement organisées. Cette construction se fait dans un dialogue qui ne se limite pas aux cadres nationaux, comme le montre la volonté des Etats de communiquer leur interprétation de ce passé régional. C'est ainsi que les cérémonies organisées dans les représentations soviétiques en Perse et en Turquie, pour l'anniversaire de la révolution d'octobre, sont l'occasion de proposer la lecture soviétique du passé récent²²³⁴. Au-delà des villes, la construction officielle de la mémoire apparaît en revanche très réduite et les sources manquent pour en retrouver les détails. La presse d'Anatolie orientale joue un rôle important dans la construction d'un discours de libération nationale, dès l'époque, mais ne peut être considérée comme l'expression d'une *doxa* centrale²²³⁵. Les régions frontalières restent, au début des années 1920, très isolées et les discours publics n'y pénètrent que marginalement. Les fêtes officielles apparaissent comme les principaux moments de transmission d'une forme de discours officiel sur l'établissement des régimes en place, qui suppose une narration des origines. Dans la région d'Artvin s'organise une cérémonie annuelle, le 7 mars, pour commémorer l'entrée dans la région des troupes nationalistes turques en 1921. La cérémonie donne lieu dans toutes les localités à des défilés de la population et des enfants des écoles, comme le rapporte Muvahhit Zeki (*figure 71*)²²³⁶. La production d'une mémoire régionale intégrée à un discours national turc ne résulte pas d'une simple imposition extérieure, car elle découle aussi de la volonté des élites

²²³³ Sur ces divergences d'interprétation du passé récent entre Mustafa Kemal et Karabekir, voir Erik Jan Zürcher, *op.cit.*, pp. 19-23.

²²³⁴ Rapport de l'ambassadeur italien en Iran au ministère des Affaires étrangères, 10 novembre 1924, ASMAE, Affari Politici, 1919-1930, b. 1469.

²²³⁵ On peut prendre l'exemple de l'hebdomadaire (puis bihebdomadaire) *Varlık*, édité à Kars à partir d'août 1921, avec le soutien du maréchal Karabekir. Nebahat Oran Arslan, Süleyman Tekir, *Kars basın tarihi, 1921-1980*, Kars, pas d'éditeur, 2013, pp. 88-91.

²²³⁶ Muvahhit Zeki, *op.cit.*, 1927, pp. 107-109.

régionales de souligner les sacrifices consentis pendant la « guerre de libération », afin d'obtenir des concessions économiques et politiques du pouvoir central²²³⁷.

Cette intégration explicite du passé, à travers la mémoire, à la construction d'une légitimité politique ne constitue qu'une part de la réutilisation politique de la guerre. Cette réutilisation passe surtout par des applications implicites, qui recyclent certaines rhétoriques et formes de mobilisation. On peut placer ces continuités sous l'idée générale de la persistance d'un Etat d'exception, sur un plan politique, mais aussi judiciaire ou économique. La situation est la plus évidente du côté soviétique, où la continuité des guerres à la soviétisation a fait l'objet des études les plus détaillées. Rappelons que la Tchéka, institution de guerre civile par excellence est supprimée en 1922 au niveau central, mais se maintient au Caucase jusqu'en 1926, date de l'harmonisation des structures. Cet état d'exception est également maintenu en Turquie sous des formes diverses. Les « tribunaux de l'indépendance » (*istiklâl mahkemeleri*), créés pour lutter contre les adversaires du régime nationaliste, fonctionnent jusqu'en 1922 et se revendiquent des formes de justice révolutionnaire appliquée par la Tchéka²²³⁸. L'état d'exception construit, en affirmant la persistance d'une menace, une continuité avec la période de la guerre. L'illustration de cette idée sur un plan socio-politique ne constituerait pas une nouveauté réelle pour l'historiographie. On souhaiterait cependant ici évoquer le fait que cette persistance peut prendre, dans la zone-frontière, des formes qui en révèlent les enjeux particuliers.

On a évoqué précédemment, à propos de l'interdépendance, la question environnementale. Reprenons-la, afin de montrer son importance croissante et son articulation directe à une question qui peut pourtant paraître aussi éloignée que celle de la construction d'une mémoire d'Etat. La persistance d'une rhétorique et de pratiques guerrières, au début du régime soviétique, est indissociable des menaces sanitaires et environnementales qui pèsent sur le nouvel Etat. Le régime bolchevique, dans ses premières années, doit faire face à une situation sanitaire désastreuse, caractérisée par la circulation d'épidémies de choléra, de typhus et de peste à l'échelle de tout l'espace révolutionnaire. Entre 1918 et 1920, près de six millions de personnes sont contaminées en Russie par l'épidémie de typhus²²³⁹. Le Caucase du Sud-Ouest est pour sa part touché en 1920 par une épidémie de peste, avant que le choléra

²²³⁷ Elles obtiennent ainsi de nombreuses mesures transitoires en 1921-1922, comme le maintien du système fiscal mis en place par les Russes : voir les débats à la Grande Assemblée turque, le 17 février 1924, *Türkiye Büyük Millet Meclisi Zabıt Ceridesi*, D. II, İ. 2, C. 14, pp. 92-94 ; Murat Küçükuşurlu, « Cumhuriyet'in İlk Yıllarında Sovyet Rusya ile Türkiye Arasında Sınır Ticareti », *Atatürk Dergisi*, Vol. 4, No. 3, 2005, p. 162.

²²³⁸ Stefan Plaggenborg, *op.cit.*, 2012, pp. 227-228.

²²³⁹ Katherine Bliss Eaton, *Daily Life in the Soviet Union*, Westport, Greenwood Press, 2004, p. 175.

ne devienne la principale préoccupation en 1921-1922²²⁴⁰. La situation épidémique de la nouvelle Russie dans les premières années ne contribue pas peu à sa perception, en particulier chez ses voisins d'Europe centrale. Paul Weindling a montré comment la lutte contre le typhus russe constitue une priorité majeure pour l'Allemagne de Weimar en 1920-1921. Bien qu'elle ne participe pas au « cordon sanitaire » cher à Clemenceau, elle établit bel et bien à la création d'un cordon sanitaire (*Seuchenschutzwall*) de la Prusse orientale à la Silésie. La Pologne établit aussi, à partir de la fin de la guerre russo-polonaise, un dispositif sanitaire strict, fermant ainsi ses frontières aux paysans qui tentent de fuir la famine qui touche la Russie en 1922²²⁴¹. Cette association de la Russie à un pays, au sens propre, pestiféré, ne se limite pas aux observateurs européens, puisque Turquie et Iran adopte jusqu'en 1922 des mesures pour contenir les épidémies qui sévissent sur le nouveau territoire soviétique²²⁴². Au-delà des perceptions extérieures, cette lutte conditionne l'attitude des dirigeants soviétiques eux-mêmes. On connaît les propos de Lénine au Septième Congrès des Soviets : « Soit les poux vaincront le socialisme, soit le socialisme vaincra les poux²²⁴³ ». La lutte contre les épidémies, conçue comme purification et défense d'un territoire, contribue à la représentation intellectuelle et politique d'une Russie assiégée face au monde extérieur.

En quoi peut-on lier cette représentation globale avec la persistance de mobilisations de guerre dans le champ environnemental ? L'histoire environnementale de l'Eurasie connaît depuis plusieurs années un développement rapide, qui insiste notamment sur les usages politiques de l'environnement²²⁴⁴. La question des catastrophes environnementales a particulièrement attiré l'attention pour son rôle de test et de transformation des structures

²²⁴⁰ Sur la peste bubonique qui touche la Géorgie, surtout le littoral, entre l'été et l'automne 1920, voir I.I. Shirokogorov, *Chuma*, Bakou, Narkomzdrav, 1933, p. 17 ; l'omniprésence de la rubrique sur la lutte contre les épidémies dans les journaux caucasiens témoigne de l'importance du sujet : par exemple, « Bor'ba s epidemiej », *Pravda Gruzii*, No. 127, 4 août 1921, p. 3 ; « Stranichka sanitarno-prosvetitel'nogo otdela Narkomzdrava », *Pravda Gruzii*, No. 132, 10 août 1921, p. 4.

²²⁴¹ Paul Weindling, *Epidemics and Genocide in Eastern Europe, 1890-1945*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2000, pp. 152-153 ; Christiane Reinecke, *Grenzen der Freizügigkeit : Migrationskontrolle in Grossbritannien und Deutschland, 1880-1930*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 2010, p. 310 ; paradoxalement, la question sanitaire permet aux Soviétiques de participer à leur première conférence internationale, lors de la conférence sanitaire paneuropéenne de Varsovie, en mars 1922 : Kathryn W. Davis, *The Soviets at Geneva. The USSR and the League of Nations, 1919-1933*, Genève, Librairie Kundig, 1934, pp. 45-46.

²²⁴² Sur les contrôles dans les ports de la mer Noire, Mesut Çapa, Rahmi Çiçek, *op.cit.*, 2004, p. 268.

²²⁴³ Katherine Bliss Eaton, *op.cit.*, 2004, p. 175 ; Gordon Hyde, *The Soviet Health Service. A Historical and Comparative Study*, Londres, Lawrence & Wishart, 1974, p. 51.

²²⁴⁴ Pour des introductions à la bibliographie disponible dans les cas russe et ottoman : Brian Bonhomme, « Writing the History of the World's Largest State: Four Decades of Scholarship on Russia and the USSR », *Global Environment*, No. 12, 2013, pp. 12-37 ; Paul Josephson *et alii*, *An Environmental History of Russia*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2013 ; Onur İnal, « Environmental History as an Emerging Field in Ottoman Studies. An Historiographical Overview », *Osmanlı Araştırmaları*, No. 38, 2011, pp. 1-25

socio-politiques²²⁴⁵. L'historiographie a aussi souligné la nécessité de prendre en compte les temporalités variables des catastrophes pour évaluer leurs effets. Les défis environnementaux posés au Caucase soviétisé s'inscrivent au début des années 1920 dans la temporalité itérative du fléau acridien qui ravage les campagnes de la région depuis la Première Guerre mondiale. A partir de 1916, la lutte contre les criquets devient, dans tout l'espace moyen-oriental et aux marges du Caucase, une priorité directe de l'effort de guerre²²⁴⁶. En 1920, près de 200.000 desiatines de terres sont ravagées par les criquets dans le sud de l'Azerbaïdjan. Cette invasion, qui touche aussi le sud de l'Arménie voisine, contribue à alimenter la famine qui frappe ces républiques en 1920-1921. D'emblée, la menace fait l'objet d'une mobilisation politique et idéologique de la part des autorités de l'Azerbaïdjan communiste. Alors que s'établit le communisme de guerre dans la république, la lutte contre les criquets fait figure de « tâche militaire », comme l'exprime un décret du conseil des commissaires du peuple en octobre 1921²²⁴⁷. La commission spéciale de lutte contre les nuisibles agricoles, établie le 28 mars 1921, dispose de larges pouvoirs coercitifs et travaille en étroite coordination avec la Tchéka. Le dirigeant de cette institution, Bağırov, reçoit au début de l'année 1921 la fonction de « plénipotentiaire extraordinaire » à la lutte contre les criquets, reprenant une phraséologie prise par les dirigeants soviétiques²²⁴⁸.

La lutte contre les criquets apparaît ainsi comme un des éléments de l'état d'exception qui s'instaure et les invasions de criquets prennent la suite des invasions impérialistes au Caucase. Elles permettent de maintenir l'esprit militaire de la guerre civile, par la constitution d'un nouveau « front » environnemental. L'imagerie utilisée, comme cette une du journal azérophone *Kommunist*, illustre la continuité (*figure 72*)²²⁴⁹. La métaphore entre guerre aux

²²⁴⁵ Marc Elie, Klaus Gestwa, « Zwischen Risikogesellschaft und Katastrophenkultur. Zur Einführung in die Katastrophengeschichte des östlichen Europas », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 62, No. 2, 2014, pp. 161-179 ; Yaron Ayalon, *Natural Disasters in the Ottoman Empire. Plague, Famine, and Other Misfortunes*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014 ; Christof Mauch, Christian Pfister (dir.), *Natural Disasters, Cultural Responses. Case Studies Toward A Global Environmental History*, Lanham-Plymouth, Lexington Books, 2009.

²²⁴⁶ Salim Tamari, *Year of the Locust. A Soldier's Diary and the Erasure of Palestine's Ottoman Past*, Berkeley-Los Angeles-London, University of California Press, 2011 ; Chris Gratien, Graham Auman Pitts, « Towards an Environmental History of the First World War. Human and Natural Disasters in the Ottoman Mediterranean », in Helmut Bley, Anorthe Kremers (dir.), *The World During the First World War*, Essen, Klartext Verlag, 2014, pp. 239-252 ; Tuncay Ögün, *op.cit.*, 1999, p. 106 ; sur les conséquences au Caucase russe, où le dispositif antérieur de lutte est renforcé : rapport de la chancellerie du vice-roi du Caucase, 27 février (11 mars) 1916, STsSSA, f. 13, op. 24, d. 673, ll. 4-9.

²²⁴⁷ L.P. Semenov (dir.), *Ocherk bor'by s sarancheju v Azerbajdzhane i kampanija bor'by 1921-1922 g.*, Bakou, Narkomvnudel ASSR, 1922, pp. 42-44 ; « Bor'ba s saranchej », *Pravda Gruzii*, No. 301, 3 mars 1922, p. 3.

²²⁴⁸ Protocole du conseil des commissaires du peuple azéri, 13 février 1921, ARDA, f. 411, op. 1, d. 62, l. 1, reproduit dans Ataxan Paşaeu, (éd.), *Azərbaycan inqilab komitəsi...*, 2009, pp. 352-355.

²²⁴⁹ L'illustration est tirée de *Kommunist*, No. 104 (1104), 14 mai 1924 ; le second film tourné par les studios d'Etat azéri, après « Le congrès des peuples de l'Orient » est « La lutte contre les criquets » : Michael G. Smith,

animaux et « traitement d'autrui » est d'autant plus aisée que les zones où s'opère la lutte contre les criquets, aux marges frontalières des républiques, voient la poursuite d'affrontements violents entre les forces soviétiques et leurs opposants²²⁵⁰. Le 8 février 1922, le Comité exécutif central azéri écoute ainsi un rapport du commissaire à l'Agriculture Sultan Məcid Əfəndiyev qui exige l'envoi de troupes de l'Armée rouge pour procéder aux travaux antiacridiens, moyen commode d'en assurer par la même occasion la sécurité : plusieurs milliers de soldats sont envoyés en renfort des vingt mille paysans employés dans les opérations²²⁵¹. La politique environnementale, qui vise au rétablissement de l'agriculture, constitue un des éléments d'une stratégie plus vaste de consolidation du pouvoir soviétique. Cette association est clairement illustrée dans le cas du Zangezour, qui reste frappé en 1922 par des mouvements de résistance montagnaux hostiles aux Soviétiques. Au même moment, de nouvelles invasions de criquets font obstacle au redressement de l'agriculture observé ailleurs en Transcaucasie²²⁵². Cette situation incite la Tchéka à exiger des autorités locales du Parti l'envoi d'informations détaillées sur les destructions causées par les criquets et sur la réaction des paysans, en particulier les troubles éventuels à l'ordre public²²⁵³.

Les caractéristiques propres au régime soviétiques qui le poussent à présenter la lutte contre les criquets comme un « front », comme un combat mené contre un ennemi venu de l'extérieur, sont renforcées par les évolutions de l'entomologie qui s'esquissent depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Celle-ci correspond à un renouveau de la recherche sur le sujet. En 1920-1921, l'émigré russe Boris Uvarov, désormais installé à Londres, soumet ses premières hypothèses sur le polymorphisme de phase des criquets. Son analyse se concentre sur les transformations des criquets entre le stade solitaire et le stade grégaire, qui s'accompagne de transformations physiologiques majeures et fait d'eux des prédateurs agricoles²²⁵⁴. Le corollaire de cet examen est une réflexion sur les mécanismes expliquant la capacité de migration régionale voire continentale des criquets passés au stade grégaire. Ces

« Cinema for the "Soviet East". National Fact and Revolutionary Fiction in Early Azerbaijani Film », *Slavic Review*, Vol. 56, No. 4, hiver 1997, p. 650.

²²⁵⁰ Je reprends ici le vocabulaire utilisé par un célèbre article d'André G. Haudricourt, « Domestication des Animaux, Culture des Plantes et Traitement d'Autrui », *L'Homme*, Vol. 2, No. 1, 1962, pp. 40-50.

²²⁵¹ ARDA, f. 379, op. 3, d. 8a, l. 18, cité par Elmar Magerramov, *op.cit.*, 2004, p. 239 ; E.A. Tokarzhevskij, *Ocherki istorii sovetskogo Azerbajdzhana v period perekhoda na mirnuju rabotu po vosstanovleniju narodnogo khozjajstva (1921-1925 gg.)*, Bakou, Izdatel'stvo AN ASSR, 1956, p. 121.

²²⁵² Télégramme du Comité central arménien au Comité régional du Parti de Transcaucasie, 23 juin 1922, HAA, f. 1, op. 2, d. 12, l. 40 ; « Migliorata situazione economica in Armenia », *Oriente Moderno*, Istituto per l'Oriente C.A. Nallino, Vol. 2, No. 3, 15 août 1922, p. 172.

²²⁵³ Lettre de Melik-Osipov, vice-président de la Tchéka arménienne, au comité du Parti du Zangezour, 22 octobre 1922, HAA, f. 1, op. 2, d. 21, l. 61.

²²⁵⁴ Boris Uvarov, « A revision of the genus *Locusta*, L. (= *Pachytylus*, Fieb.), with a new theory as to the periodicity and migrations of locusts », *Bulletin of Entomological Research*, Vol. 12, 1921, pp. 135-163.

nouvelles hypothèses orientent de plus en plus les discussions scientifiques et administratives vers le problème de la gestion internationale et transfrontalière de la menace acridienne. C'est ainsi qu'une conférence est tenue par l'Institut international d'agriculture à Rome, à la fin du mois d'octobre 1920, pour discuter de ces avancées et des mesures à prendre²²⁵⁵. Les savants soviétiques, qui maintiennent des contacts avec la communauté scientifique étrangère en dépit de circonstances difficiles, contribuent à intégrer ces nouvelles idées, qui trouvent un écho politique direct au Caucase. Dans la mobilisation frontalière bolchevique, les arguments scientifiques sont cependant moins prégnants que des références à l'histoire récente. Le renouveau de la lutte anti-acridienne avec les Soviétiques est présenté comme un effet de la rupture avec les régimes indépendants caucasiens, qui n'avaient guère eu les moyens de mener une politique en la matière entre 1918 et 1920²²⁵⁶.

b) Le banditisme, une sortie de guerre

La persistance de rhétoriques et pratiques guerrières permet de tracer des correspondances entre domaines *a priori* distincts de la vie socio-politique de la région au début des années 1920. Ces connexions sont permises par l'inscription de ces phénomènes dans un contexte où la guerre elle-même se poursuit, à travers la figure, devenue légendaire dans l'imaginaire soviétique, du « bandit ». Le phénomène est présent de part et d'autre de la frontière, avec des variations locales nettes. De la guerre à l'insécurité, la succession n'est pas faite pour étonner, mais distingue le Caucase de la sortie de guerre en Europe. Si l'historiographie de l'Europe insiste en effet sur le phénomène de constitution de bandes par des vétérans et mercenaires qui ne peuvent retourner à la vie civile, elle observe cependant un déclin du phénomène, lié à la transformation des modes de constitution des armées, à partir de la fin de l'époque moderne²²⁵⁷. Dans le cas caucasien, l'état piteux des armées en campagne entraîne un important phénomène de désertion depuis le milieu de la guerre mondiale, alimentant ce banditisme. La seconde forme de continuité est liée à la recrudescence des

²²⁵⁵ Institut International d'Agriculture, *Actes de la Conférence Internationale pour l'organisation de la lutte contre les sauterelles (Rome, 28-31 octobre 1920)*, Rome, Institut International d'Agriculture, 1921.

²²⁵⁶ L'Etat azéri reste le plus actif, prenant au début de 1919 des mesures pour relancer les campagnes de détection anti-acridienne et financer les deux bureaux de lutte contre les nuisibles agricoles, à Bakou et Elisavetpol : Décret du conseil des ministres azéri, 17 février 1919, ARDA, f. 84, op. 1, d. 21, t. 1, l. 93.

²²⁵⁷ Valérie Toureille, « De la guerre au brigandage : les soldats de la guerre de Cent Ans ou l'impossible retour », in Jacques Frémeaux, Michèle Battesti (dir.), *op.cit.*, 2014, pp. 15-31 ; Hervé Bennezon, « Revenir de la guerre au siècle des Lumières. Réinsertion des anciens soldats dans un village de Picardie au XVIIIe siècle », in François Pernot, Valérie Toureille (dir.), *op.cit.*, 2010, pp. 89-97 ; le phénomène reste cependant encore important hors d'Europe occidentale, dans les régions où les pratiques de guerre irrégulière se maintiennent : John S. Koliopoulos, *Brigandage with a Cause. Brigandage and Irredentism in Modern Greece, 1821-1912*, Oxford, Clarendon Press, 2002 (1987), pp. 14-15.

déprédations commises par des groupes kurdes contre les populations rurales de la région. Cette recrudescence commence pendant la guerre et s'intensifie à l'époque des indépendances, en raison de la diminution des autorités étatiques et de l'instrumentalisation de ces groupes dans les conflits régionaux. La troisième forme de continuité réside dans l'accroissement des bandes par d'anciens partisans des républiques indépendantes du Caucase, en rupture de ban avec les bolcheviks.

Cette forme de continuité est sans doute la mieux connue, mais aussi la plus exagérée dans ses dimensions. Le jeune régime soviétique fait un usage immodéré de la dénonciation du banditisme comme legs des troubles précédents et instrument de la « contre-révolution »²²⁵⁸. En Asie centrale, la catégorie des bandits est utilisée de manière interchangeable avec celle de *basmachis*, terme turcique désignant le brigand²²⁵⁹. L'activité des bandes s'y apparente à une véritable révolte armée, profitant de points de repli et de soutien en Afghanistan et au Xinjiang. La lutte contre les basmachis se prolonge jusqu'à la fin des années 1920 et devient un véritable mythe politique du régime, perpétué dans l'historiographie et dans la culture populaire jusqu'à la fin du régime²²⁶⁰. Cette construction politique est moins flagrante en ce qui concerne le Caucase, mais est tout aussi vérifiable à l'échelle locale. Les rapports des militaires des Tchékas donnent des chiffres alarmants sur le nombre de bandes frontalières, dont l'activité semble véritablement paramilitaire. A la frontière azérie, au 1^{er} novembre 1922, on aurait huit bandes comptant 7.500 membres et disposant de mitrailleuses ainsi que de canons²²⁶¹. Mais la dénonciation des bandes n'est pas qu'à usage interne, puisqu'elle fait aussi l'objet d'une utilisation politique intérieure et diplomatique. Le régime soviétique multiplie ainsi les plaintes auprès des autorités persanes sur leur tolérance à l'égard de groupes de bandits séjournant sur le sol iranien²²⁶². On peut trouver sur les frontières européennes des plaintes similaires, par exemple à l'encontre de la Finlande ou de la Roumanie, mais la dimension politique y est presque exclusive.

²²⁵⁸ A.I. Chugunov, *Bor'ba na granitse, 1917-1928*, Moscou Mysl', 1980, pp. 107-145 ; sur la phraséologie de dénonciation du banditisme : Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 160.

²²⁵⁹ Alexander Marshall, « Turkfront : Frunze and the Development of Soviet counter-insurgency in Central Asia », in Tom Everett-Heath (dir.), *Central Asia. Aspects of Transition*, Londres-New York, RoutledgeCurzon, 2003, pp. 5-29.

²²⁶⁰ En 1984, le quatrième épisode de la série télévisée « La frontière d'Etat » (réalisée par les studios biélorusses), intitulé « Le sable rouge », est consacré à l'écrasement du mouvement basmachis.

²²⁶¹ A.A. Mel'konjan, V.N. Ghazakhets'jan (éd.), *Hajastaně gaghtni p'astat'ght'erum (1922-1929)*, Erevan, HH GAA "Gitut'jun" Hratarakch'ut'jun, 2008, pp. 26-27 ; lettre de Dzerzhinskij à Jagoda sur la liquidation du banditisme, 26 décembre 1924, in A.A. Plekhanov, A.M. Plekhanov (éd.), *F.E. Dzerzhinskij. Predsedatel' VChK-OGPU 1917-1926*, Moscou, Mezhdunarodnyj Fond Demokratija/Izdatel'stvo Materik, 2007, p. 576.

²²⁶² Garash Madatov, *Pobeda Sovetskoj vlasti v Nakhichevani i obrazovanie Nakhichevanskoj ASSR*, Bakou, Izdatel'stvo Akademii Nauk Azerbajdzhanskoj SSR, 1968, pp. 101-103.

Convient-il d'accepter la lecture de l'historiographie soviétique, qui insiste sur la dimension politique et, alternativement ou conjointement, criminelle de ces bandes ? Cette historiographie tend à présenter la relation entre les autorités soviétiques et les bandes comme une confrontation brute. De ce point de vue, elle place véritablement la lutte contre le banditisme dans la continuité d'une guerre civile que les Soviétiques voudraient clore. Si l'on puise dans la littérature plus générale sur le banditisme, on peut imaginer d'utiliser les théories d'Eric Hobsbawm sur le « banditisme social ». Cette théorie, qui voit dans le banditisme une forme de réaction de sociétés rurales ou périphériques face à l'extension du pouvoir d'Etat, convient bien aux conceptions que l'on peut avoir des premières années des régimes qui s'installent dans les années 1920²²⁶³. Ces régimes, adeptes de « modernisation autoritaire », ne représentent-ils pas exactement une forme étatique susceptible de produire de violents rejets des sociétés locales ? Cette interprétation ne nous semble cependant pas totalement satisfaisante²²⁶⁴. Elle ignore en premier lieu le sens du banditisme dans les dynamiques socio-politiques locales, qui ne tournent pas exclusivement autour de la relation à l'Etat soviétique et peuvent relever de formes d'équilibre interne²²⁶⁵. Elle revient en réalité à maintenir le schéma d'une stricte confrontation, tout en inversant les valeurs associées à chacun des acteurs, puisque le « bandit social » se trouve magnifié dans sa résistance au pouvoir d'Etat²²⁶⁶. L'étude des archives révèle pourtant que la situation est loin de se résumer à un face-à-face absolu et laisse entrevoir des formes de connivence entre autorités et bandits qui s'expliquent plus aisément à la lumière d'autres théories. On souhaiterait ici tirer des travaux de sociologie historique deux niveaux d'approche de la question, qui renvoient à la construction d'une légitimité étatique en période de sortie de guerre.

La première approche s'appuie sur les travaux de l'historienne de l'Empire ottoman Karen Barkey. Ses premiers travaux s'interrogent sur la constitution de l'Etat ottoman à l'époque moderne et sur les raisons qui expliquent ses différences avec les conceptions et formes de l'Etat développé en Europe à la même époque. Le cœur de l'analyse de Barkey voit

²²⁶³ Eric Hobsbawm, *Primitive Rebels*, Manchester, Manchester University Press, 1963 (1959) et *Bandits*, Harmondsworth, Penguin Books, 1969.

²²⁶⁴ Stephanie Cronin souligne les limites de cette approche à propos de l'Iran des années 1920 : Stephanie Cronin, *op.cit.*, 2007, p. 108.

²²⁶⁵ Jacob Black-Michaud, *Feuding Societies*, Oxford, Basil Blackwell, 1975, pp. 86-118 ; sur le rôle du vol de bétail dans la régulation sociale, dans le contexte méditerranéen, voir Michael Herzfeld, « 'As in your own house' : Hospitality, Ethnography, and the Stereotype of the Mediterranean Society », in David Gilmore (dir.), *Honor and Shame in the Unity of the Mediterranean*, Washington, American Anthropological Association, 1987, pp. 75-89.

²²⁶⁶ On trouve ici un problème similaire à celui pointé du doigt par Claude Grignon et Jean-Claude Passeron en sociologie culturelle : Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire...*, 1989, pp. 9-10 et *passim*.

dans ces différences le produit de dialectiques différentes : alors que l'Etat européen se construirait contre les résistances de la paysannerie et des aristocraties foncières, l'Etat ottoman se développerait plutôt dans la relation avec le groupe, conçu au sens large, des bandits²²⁶⁷. Dans le cas de l'Anatolie orientale aux XVI^e-XVII^e siècle, Barkey souligne que l'Etat ottoman secrète lui même ces groupes armés, recrutés en temps de guerre, et construit son autorité dans un rapport de forces permanent avec eux, qui tourne au conflit lorsque le brigandage de ces groupes devient trop fort. Les bandits sont à la fois des créatures de l'Etat et des repoussoirs épisodiques, qui servent à légitimer l'extension du pouvoir étatique²²⁶⁸. Barkey suggère explicitement la possibilité d'étendre son modèle à d'autres espaces, comme l'Empire russe – elle propose une comparaison avec la relation complexe entre institutions tsaristes et cosaques – et la Chine.

L'approche de Barkey nous semble plus productive pour aborder la question du banditisme dans les premières années du régime soviétique, car elle permet d'intégrer ce phénomène à la sortie de guerre et sort d'une représentation trop binaire. Elle se trouve confirmée par les archives disponibles en l'état, qui mettent en évidence les deux points de son argument. D'une part, l'existence de formes de contact et de négociation entre autorités et « bandits ». Une note adressée au printemps 1923 par le commissariat aux Affaires étrangères moscovites à la Tchéka de Transcaucasie demande ainsi des précisions sur les liens entretenus par la Tchéka azérie avec plusieurs groupes de bandits officiant à la frontière soviéto-persane. La Tchéka transcaucasienne confirme l'existence de liens avec les bandits Ali Khan et Rashid Khan Shirin, mais précise qu'elle a désormais interdit ces contacts sans autorisation centrale préalable²²⁶⁹. Si la relation de mercenariat, centrale dans l'analyse de Barkey, ne se retrouve pas directement dans ce cas, les contacts avec les bandits frontaliers prennent des formes multiples. Les Tchékas les utilisent ainsi pour des actions clandestines et des tâches de renseignement. Mais les autorités du Parti tentent aussi d'obtenir la coopération politique de ces groupes, en proposant à leurs chefs des positions officielles contre l'arrêt de leur activité²²⁷⁰. Cette politique de négociation avec les bandes rencontre en effet la politique d'accommodation avec les groupes nomades du Moughan et du Karadagh, dont les contacts

²²⁶⁷ Karen Barkey, *Bandits and Bureaucrats. The Ottoman Route to State Centralization*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 1994, pp. 8-9.

²²⁶⁸ *Ibid.*, pp. 12-13.

²²⁶⁹ Lettre de la Tchéka transcaucasienne au Comité régional du Parti, 20 avril 1923, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 733, l. 24 ; protocole du présidium du Comité régional du Parti, 7 mars 1923, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 266, l. 16.

²²⁷⁰ Sur l'exemple d'un bandit du nom de Kabil Hasan Oğlu, auquel les Azéris proposent sans succès en 1922 un poste de chef d'arrondissement. Shalala Mamedova, *op.cit.*, 2004, pp. 234-235.

avec les bolcheviks remontent à 1918²²⁷¹. Un rapport d'une égale ambivalence existe donc, où l'autonomie des acteurs locaux compte pour beaucoup et où la politique des bandes peut servir des rapports de force institutionnels²²⁷².

Dans un processus similaire à celui décrit par Barkey, ces contacts entre autorités et bandits ne sont pas exclusifs de mesures répressives lorsque l'ampleur prise par leur activité dépasse des limites acceptables. Les mesures prises sont alors très brutales et s'accompagnent de campagnes militarisées contre les repaires des bandits. La dimension ponctuelle de ces mesures répressives n'efface cependant jamais l'approche plus complexe qu'on observe, faite d'une forme d'observation mutuelle et de stratégies d'encadrement²²⁷³. A cet égard, les formes bureaucratiques associées à la surveillance des bandes témoignent d'une forme de routinisation de la relation, qui passe par des rapports mensuels énumérant, caractérisant et localisant les bandes, ainsi que leurs modifications (*figure 73*). Ces rapports sont accompagnés par des cartes détaillées qui précisent les positions des bandes dans l'espace frontalier, notamment les alternances entre les deux côtés de la frontière, en fonction des circonstances²²⁷⁴. L'interprétation de Karen Barkey nous semble plus adaptée pour penser le rôle du banditisme dans la phase de sortie de guerre, à la fois instrument du pouvoir à l'occasion et bouc émissaire légitimant un renforcement des structures étatiques.

On peut cependant tenter une interprétation plus radicale, inspirée des travaux de l'anthropologue Anton Blok. Dans un article de 1972, écrit en réaction à la parution en 1969 des *Bandits* de Hobsbawm, Blok remet en cause l'idée que les bandits seraient des hors-la-loi du point de vue de l'Etat tout en restant membres des communautés villageoises, dont ils ne rompraient pas les codes²²⁷⁵. Blok critique ce qu'il perçoit comme une forme d'idéalisation

²²⁷¹ Lettre du consul-général russe en Transcaucasie à Mjasnikov, 9 avril 1923, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 293, l. 20 ; Grigor Yaghikiân, *op.cit.*, 1363 (1984), pp. 30-31 ; sur les ambiguïtés des politiques étatiques envers les nomades à cette époque, dans un contexte proche : Joseph M. Hiatt, « State Formation and the Incorporation of Nomads: Local Change and Continuity among Jordanian Bedouin », in Peter Skalník (dir.), *Outwitting the State*, New Brunswick-Londres, Transaction Publishers, 1989, pp. 65-80.

²²⁷² Il n'est en effet pas anodin que ces liens avec les bandits soient noués alors même que la Tchèque azérie est en conflit avec la Tchèque transcaucasienne sur les prérogatives de surveillance frontalière. En janvier 1923 le Comité central azéri maintient la gestion de la frontière à la Tchèque azérie, alors que la Tchèque transcaucasienne exige un transfert de compétence. Protocole du présidium du Comité central azéri, 31 décembre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 733, l. 1 et la lettre de la Tchèque transcaucasienne au Comité régional du Parti, 24 janvier 1923, *ibid.*, l. 11 ; Jurij Baturin, *Dos'e razvedchika. Opyt rekonstruksii sud'by*, Moscou, Molodaja Gvardija, 2005, pp. 193-194.

²²⁷³ On renvoie ici aux conclusions similaires à propos de la relation entre fonctionnaires et bandes dans la Chine républicaine de Phil Billingsley, *Bandits in Republican China*, Stanford, Stanford University Press, 1988, pp. 150-151.

²²⁷⁴ Lettre de la Tchèque transcaucasienne au Comité régional du Parti, 24 mai 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 308, l. 90.

²²⁷⁵ Anton Blok, « The Peasant and the Brigand – Social Banditry Reconsidered », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 14, No. 4 (Septembre 1972), pp. 494-495 ; Karen Barkey parle à ce propos de la nécessité de « déromanticiser » le banditisme, *op.cit.*, 1994, p. 21.

des bandits et propose une interprétation classiste du phénomène. Il affirme que les bandits, loin de défendre les intérêts des paysans seraient en réalité des alliés des classes dominantes contre la paysannerie. Blok appuie son hypothèse sur ses travaux anthropologiques et historiques relatifs au rôle d'une catégorie parallèle, celle des mafieux, objet de sa thèse parue deux ans plus tard. Il rappelle que le mafieux, comme le bandit, est souvent un intermédiaire (*power broker, middleman*) entre sociétés rurales et structures de domination économique ou politique. Il rappelle la genèse de la mafia sicilienne, au début du XIX^e siècle, comme instrument des propriétaires fonciers contre la volonté de la monarchie d'émanciper les paysans et de réduire le pouvoir de ces propriétaires. Les mafieux se font les bras armés d'une régulation sociale parallèle, maintenant la paysannerie dans une situation de dépendance²²⁷⁶.

L'argument central de Blok réside dans l'idée que le banditisme constituerait un frein à la mobilisation politique de la paysannerie, en ouvrant des voies d'ascension pour certains individus, tout en maintenant l'ordre social général. Le banditisme « empêche ou dévie toute action paysanne concertée », par la violence et l'intimidation, et affaiblit les solidarités de classe des paysans²²⁷⁷. Une telle approche du banditisme invite à reconsidérer son lien éventuel avec des pouvoirs qui craignent fortement des résurgences de révoltes paysannes. Elle nous semble particulièrement pertinente appliquée à l'échelle transfrontalière. On peut ainsi l'utiliser pour expliquer la tolérance des autorités frontalières persanes et turques face aux bandes qui trouvent refuge sur leur sol, car ces autorités voient dans le banditisme une soupape qui compense la situation socio-économique très dure du début des années 1920. Mais on peut aussi l'appliquer à l'attitude des autorités soviétiques. N'est-il pas en effet possible de considérer que la retenue qu'on observe fréquemment chez ces autorités envers les brigands peut s'expliquer, au moins en partie, par un raisonnement de ce type ? Il s'observe sans doute le plus directement au niveau local, où certaines bandes peuvent être dans des relations étroites avec les dirigeants du Parti ou de l'Etat dans les zones-frontières, constituant des réseaux d'influence et de domination.

Nous ne disposons pas, en l'état, de sources permettant de documenter de manière précise ce type de relations qui, par nature, échappent aux organes les plus producteurs d'archives. L'existence de telles relations symbiotiques nous semble cependant être une hypothèse crédible, qui mériterait une étude détaillée dans plusieurs zones-frontières du Caucase. Si cette interprétation pouvait être confirmée, il en sortirait un tableau assez

²²⁷⁶ Anton Blok, *The Mafia of a Sicilian Village, 1860-1960*, Oxford, Basil Blackwell, 1974, pp. 7-11.

²²⁷⁷ Anton Blok, *op.cit.*, Septembre 1972, p. 496 ; cela rejoint des remarques faites par James C. Scott, *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1990, p. 82.

différent du lien entre banditisme et sortie de guerre. A cet égard, la construction par les Soviétiques du brigandage comme objet politique et instrument de légitimation doit être replacée dans le contexte des années 1920 où le thème de la lutte contre le brigandage connaît un grand essor de la Chine du Guomindang jusqu'à l'Italie, où paraît en 1920 un ouvrage de l'officier d'état-major Cesare Cesari, qui relance l'étude du brigandage « politique » des années 1860-1870²²⁷⁸. Au lieu de voir dans le banditisme une simple survivance de la période des troubles militaires et civils, combattue par le régime soviétique, on pourrait y voir plutôt un des points d'appui de la légitimation du nouveau pouvoir. Point d'appui ambigu, puisqu'il en est un à la fois comme acteur avec lequel des alliances peuvent être passées pour maintenir un ordre social aux confins, et comme ennemi désigné par le régime pour légitimer sa consolidation.

c) Les formes détournées de la mémoire

La sortie de guerre se caractérise bien par une sélectivité entre formes mémorielles condamnées à l'oubli et pratiques persistantes. Dans cette sélection, les considérations politiques jouent un rôle de premier plan et tentent souvent de concilier les avantages simultanés de ces évolutions. Cela nous renvoie à la question, posée en introduction de ce chapitre, de la manière dont les dirigeants locaux, de part et d'autre de la frontière, se perçoivent et sont capables de se défaire d'antagonismes et de convictions héritées de plusieurs années de violence généralisée dans la région. En Arménie soviétique, la relation avec la Turquie continue à faire l'objet de débats, ce qui impose aux dirigeants du Parti communiste une pédagogie sensible sur la nécessité de promouvoir la nouvelle amitié avec la république kémaliste²²⁷⁹. La construction d'un discours idéologique fort, capable de replacer des événements aussi traumatiques que le génocide arménien dans une grille interprétative mettant l'accent sur les déterminants socio-économiques de l'impérialisme et sur le jeu des puissances occidentales apparaît comme un élément indispensable pour éloigner une interprétation ethnique de ces violences. Cette priorité s'accompagne d'une politique décidée de contrôle des archives produites pendant la période allant du début de la guerre mondiale jusqu'à la période des indépendances²²⁸⁰. On peut s'interroger sur l'impact réel de ces efforts, dont on peine à imaginer l'impact sur une population composée pour partie de réfugiés de

²²⁷⁸ Cesare Cesari, *Il brigantaggio politico et l'opera dell'esercito italiano dal 1860 al 1870*, Sala Bolognese, Arnaldo Forni Editore, 2002 (1920).

²²⁷⁹ Protocole du présidium du Comité central arménien, 19 mars 1922, HAA, f. 1, op. 2, d. 5, l. 6.

²²⁸⁰ Un aperçu suggestif de la situation des archives caucasiennes dans l'entre-deux-guerres en introduction à David Zavriev, *op.cit.*, 1947, pp. 7-8.

l'Empire ottoman : s'il est difficile d'approcher la dimension la plus personnelle de ces perceptions, on peut néanmoins embrasser le phénomène d'une manière détournée, à travers certaines questions concrètes associées au règlement de la guerre.

L'historiographie peut aider à renouveler le questionnement sur les relations internationales au Caucase dans l'après-guerre : la question des réparations de guerre allemandes occupe en effet une place centrale dans l'étude du règlement de la Première Guerre²²⁸¹. Objet majeur des relations internationales entre vainqueurs et vaincus au cours des années 1920, elle fait l'objet d'une sensibilité particulièrement forte dans les relations entre France et Allemagne. En plus de la dimension diplomatique bien connue des réparations, Adam Tooze a montré plus récemment le rôle des réparations allemande dans le développement de la pensée économique et statistique, à travers l'apparition du concept de comptabilité nationale²²⁸². Si l'historiographie s'est concentrée sur l'Europe occidentale et la relation transatlantique, certains travaux ont aussi intégré, sous des formes diverses, l'Union soviétique à travers le problème contigu des dettes héritées de l'époque tsariste. Pour contrer les demandes occidentales de remboursement de la dette tsariste, l'Union soviétique développe à la conférence de Gênes un argumentaire qui repose sur l'exigence contraire de dédommagements pour les dégâts causés par l'intervention des puissances occidentales sur le territoire russe au cours des années de la guerre civile : les diplomates soviétiques les évaluent à la bagatelle de trente-neuf milliards de roubles-or²²⁸³. L'ensemble des travaux consacrés aux questions de réparations et d'indemnisation souligne la forte valeur symbolique et affective qui leur est attaché. Les multiples plans de renégociation des réparations allemandes, ainsi que des crises plus aiguës comme l'occupation de la Ruhr en 1923, révèlent la charge politique de ces réparations, qui perpétuent dans les années 1920 le thème de la responsabilité allemande²²⁸⁴.

Cette historiographie apparaît particulièrement intéressante en raison de l'existence, dans le contexte caucasien, d'une diplomatie active des réparations, qui se construit sur un

²²⁸¹ Sally Marks faisait remarquer dès 1978 que « les réparations non-allemandes restaient largement une *terra incognita* pour les historiens ». Sally Marks, « The Myths of Reparations », *Central European History*, Vol. 11, No. 3 (Septembre 1987), p. 231 ; pour une présentation générale, voir Bruce Kent, *The Spoils of War. The Politics, Economics, and Diplomacy of Reparations, 1918-1932*, Oxford, Clarendon Press, 1989.

²²⁸² Adam Tooze, *Statistics and the German State, 1900-1945. The Making of Modern European Knowledge*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2001 ; voir aussi les remarques à ce sujet de Timothy Mitchell, *Carbon Democracy. Political Power in the Age of Oil*, Londres-New York, Verso, 2011, pp. 136-138.

²²⁸³ Ces négociations donnent lieu au travail d'une véritable équipe d'économistes, autour de Nikolaj Ljubimov, qui publie peu après une présentation du travail soviétique sur la question : Nikolaj Ljubimov, *Balans vzaimnykh trebovanij Sojuza SSR i derzhav Soglasija*, Moscou, Ekonomicheskaja Zhizn', 1924, pp. 20-21 ; sur la position soviétique en matière de continuité des dettes, Odette Lienau, *Rethinking Sovereign Debt. Politics, Reputation, and Legitimacy in Modern Finance*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2014, pp. 66-70.

²²⁸⁴ Bruce Kent, *op.cit.*, 1989, pp. 209-242.

mode tout à fait différent. Ce mode traduit la contradiction entre alliance politique et mémoire. Les négociations menées dès la fin de 1917 par l'Iran font ressortir, déjà, des revendications iraniennes de réparations. Ces demandes portent à la fois sur la question de l'intervention russe en Iran du Nord au cours de la Première Guerre mondiale et sur le problème des spoliations effectuées par les bolcheviks au cours de leurs premières années au pouvoir²²⁸⁵. Les négociations avec la Turquie font émerger un problème similaire, mais pris ici dans un réseau de revendications et contre-revendications. Si les Turcs peuvent en effet faire valoir l'occupation du territoire ottoman par la Russie tsariste, ainsi que des spoliations similaires à celles des sujets persans de la part du régime bolchevique, les républiques soviétiques émettent également des revendications du fait de l'invasion turque en 1918 et des occupations plus sporadiques de portions de la Géorgie, de l'Arménie et du Nakhitchevan en 1920-1921²²⁸⁶. Il est décidé pour cela de mettre en place une commission mixte, siégeant à Moscou, pour examiner les prétentions mutuelles des deux Etats.

Cette initiative apparaît à première vue comme le fruit d'une volonté de proposer une solution diplomatique et dénuée d'agitation politique au problème concret de la reconstruction des terres ravagées par les guerres. La fermeture des archives diplomatiques empêche de reconstituer les tenants et aboutissants du processus qui entraîne la décision de créer une commission mixte. Il est cependant indiscutable que l'intention initiale est moins polémique que dans le cas des réparations exigées par la Perse, qui apparaissent comme l'élément d'une négociation plus générale, qui intègre une importante dimension économique et commerciale. Il semble ainsi y avoir une continuité dans l'utilisation de la question des dommages et de la réparation, dont on a vu l'importance au cours de la révolution russe de 1905-1906. La conférence économique et commerciale caucaso-persane, qui siège à partir de 1922 à Tiflis, reste assez mal connue dans son détail, en l'absence de documents détaillés sur son déroulement dans les archives caucasiennes²²⁸⁷. Elle n'aboutit finalement pas, mais elle voit une instrumentalisation du problème des réparations par les Persans. Un télégramme de Boris

²²⁸⁵ Lettre du consul-général persan à Tiflis au Commissariat transcaucasien, 12 (25) décembre 1917, STsSSA, f. 1818, op. 2, d. 9, l. 1 ; la Russie soviétique ouvre elle-même la voie, en 1919, à une indemnisation pour les torts causés par l'occupation tsariste. La proposition reste cependant vague et laisse à des négociations ultérieures l'établissement de cette éventuelle indemnisation. Note du gouvernement soviétique à l'ambassade iranienne, 26 juin 1919, in Mansure Ettehâdiye, Sou'âd Pîrâ (éd.), *Madjmu'e-ye mokâtebât...*, T. 3, 1378 (1999), pp. 96-97 ; Oliver Bast, *op.cit.*, 2015, p. 98.

²²⁸⁶ Sur la crainte soviétique que les spoliations de biens turcs puissent donner lieu à demande de compensation, voir Musa Qasimli, *op.cit.*, 2006, pp. 620-621.

²²⁸⁷ Il ne nous a pas été possible de trouver de minutes de cette conférence. A. Esajan soulignait déjà ce silence des archives : A. Esajan, *op.cit.*, 1967, pp. 334-335 ; les objectifs de la conférence sont avant tout économiques et commerciaux, à en croire la presse d'époque : « Zakavkazsko-persidskaja konferentsija », *Pravda Gruzii*, No. 257, 6 janvier 1922, p. 1.

Legran à Mjasnikov évoque le retrait des demandes de « réparations » (*vozmeshchenija*) de l'ordre du jour de la conférence, en échange de la création d'une commission mixte²²⁸⁸. Les Caucasiens essaient manifestement d'atténuer les demandes persanes, sans que celui-ci puisse être tout à fait précisé : une note du début de 1923 écrite par Şahtaxtinski laisse ainsi entendre qu'il aurait obtenu des Persans l'abandon de leur position maximaliste et l'acceptation de se contenter du statut de « nation la plus favorisée » en matière d'indemnisation²²⁸⁹. A notre connaissance, la commission en question n'est finalement pas mise en place et ne double pas les travaux de la commission turco-soviétique, qui commence à fonctionner en 1924.

Si cette dernière commission travaille à Moscou, elle implique de manière étroite les autorités des régions concernées. En Turquie, des députés d'Erzurum, Artvin, Van et d'autres circonscriptions anatoliennes déposent des propositions de loi pour indemniser les victimes de la guerre²²⁹⁰. En Union soviétique, les républiques caucasiennes sont associées à la préparation des négociations. Le gouvernement de Transcaucasie et les gouvernements républicains reçoivent la mission du commissariat aux Affaires étrangères d'organiser la collecte d'informations sur les dégâts causés par les interventions turques successives. Le commissariat souligne dans une note du 17 mai 1924 la nécessité de modifier la méthode de travail des institutions soviétiques sur la question. Les indemnisations ne doivent plus être abordées d'une manière générale, mais en entrant dans le détail des plaintes. Les revendications soviétiques doivent faire l'objet, dans chaque cas, d'une description précise de l'événement débouchant sur la revendication : précision de l'individu ou de la communauté concernée par la violation de droits, les violences ou les spoliations ; détermination de la date et des circonstances précises ; inventaire des biens détruits ou endommagés, accompagné d'une évaluation en roubles-or²²⁹¹. Cette précision est nécessaire pour procéder à de véritables marchandages et à des mises en balance des torts subis de part et d'autre²²⁹². Du point de vue de la diplomatie centrale, la démarche peut apparaître strictement technique, contribuant à l'efficacité des négociations.

²²⁸⁸ Télégramme de Legran à Mjasnikov, 20 mai (1922), SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 46, l. 135.

²²⁸⁹ Note de Shakhhtakhtinski au Comité régional du Parti, non datée (février-avril 1923), SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 268, l. 22.

²²⁹⁰ Sur un projet examiné le 13 mars 1924 par la Grande Assemblée turque, Murat Küçükuğurlu, *op.cit.*, 2008, p. 258.

²²⁹¹ Lettre circulaire du commissariat aux Affaires étrangères aux gouvernements caucasiens, 17 mai 1924, SShSA PA, f. 13, op. 2, d. 77, l. 5.

²²⁹² La Turquie procède au même moment à des enquêtes similaires, qui incluent aussi une évaluation des biens turcs saisis ou détruits sur le sol des républiques d'URSS au moment de leur soviétisation : décret de la présidence du Conseil turque, 13 août 1924, BCA, 30.18.1.1/10.39.18.

En réalité, cette demande vient réveiller les violences du passé récent, en particulier dans le cas arménien. En réaction à la note précitée et à une sollicitation de la représentation de Transcaucasie à Moscou, le 30 mai 1924, le gouvernement arménien met en place une commission permanente d'évaluation des dommages causés par les interventions turques en 1918 et 1920-1921, présidée par le vice-président du gouvernement, Kostanjan²²⁹³. En dépit de la neutralité préservée dans la correspondance extérieure de cette commission et du conseil des commissaires du peuple arménien, les associations mémorielles que suscite cette création sont manifestes. Le président du gouvernement arménien renvoie au précédent de la conférence de Kars, au cours de laquelle des tensions se sont déjà exprimées à propos des réparations demandées par les Arméniens pour l'occupation turque d'Alexandropol entre la fin de 1920 et le printemps 1921 :

« Vous trouverez ci-joint la liste des biens emportés par les Turcs de la région d'Alexandropol. Je vous informe que cette liste a fait l'objet de discussions houleuses au cours de la conférence de Kars et les détails de cette affaire se trouvent dans les protocoles de la conférence de Kars, conservés au commissariat aux Affaires étrangères d'URSS²²⁹⁴. »

Cette mention renvoie aux tensions existant dans les premiers moments de la soviétisation entre Turcs et bolcheviks arméniens, dont il a été question au chapitre 6. Mais le gouvernement d'Arménie soviétique puise en réalité dans une source plus lointaine pour nourrir ses revendications.

Sans le reconnaître officiellement, le gouvernement reprend en effet les travaux d'une commission antérieure, établie par le gouvernement dachnak pour procéder à une évaluation des torts causés par l'Empire ottoman aux Arméniens pendant la guerre mondiale. La commission est établie en novembre 1918, au moment de la défaite des Puissances centrales, afin de préparer la conférence de la Paix en Europe et de présenter un argumentaire détaillé des pertes arméniennes. Au-delà de la commodité du recours à la considérable documentation accumulée par la commission, encore conservée dans le fonds 221 des Archives nationales arméniennes, cette filiation administrative traduit une proximité plus intime²²⁹⁵. Rappelons que la commission de 1918-1919 est présidée par l'écrivain Hovhannes T'oumanjan, figure culturelle et morale incontestée, récupérée jusqu'à sa mort en mars 1923 par les bolcheviks. Il

²²⁹³ Vladimir Kazakhetsjan, « O material'nom usherbe, nanesennom armjanskomu narodu v Zakavkaz'e i v Karsskoj oblasti turetskimi interventami », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 2, 1987, p. 82.

²²⁹⁴ Note du conseil des commissaires du Peuple arménien au pléniptentiaire du NKID en Transcaucasie, 13 septembre 1924, HAA, f. 113, op. 3, d. 127, l. 3.

²²⁹⁵ Sur ce fonds, Magdalena Golnazarian-Nichanian, *op.cit.*, 2009, pp. 221-222.

y a ici une continuité nationale et administrative, au-delà de la rupture radicale avec les dachnaks revendiquée par le régime bolchevique, ainsi qu'une filiation de la mémoire et de la quête de documents étayant des revendications, matérielles, mais aussi morales et historiques. Il n'est pas anodin que le premier article consacré au travail de cette commission, publié par l'historien arménien Vladimir Ghazaghets'jan dans le bulletin de l'Académie des sciences de la république, date de la Perestroïka, double moment de redécouverte de l'héritage de l'indépendance et d'approfondissement de la place des Arméniens dans la guerre mondiale²²⁹⁶.

Le rapport définitif de la commission, publié par Gazakhets'jan, représente en soi une réflexion sur les chronologies enchevêtrées de la sortie du conflit et l'existence de revendications pour des dégâts causés après la fin officielle des conflits²²⁹⁷. Le document recourt en grande partie aux sources produites par la commission T'umanjan, mais utilise également des documents produits à l'époque tsariste, comme le recensement agricole de 1916. Pour l'invasion turque de 1918, la commission évalue à 62.697 le nombre de foyers paysans arméniens ayant perdu leurs biens dans les anciennes provinces de Batoumi, Kars, Elisavetpol, Erevan et Bakou, pour des pertes évaluées à 176 millions de roubles-or de 1914. En ajoutant les pertes causées par l'occupation de 1920-1921 et l'indemnisation des réfugiés d'Arménie turque, la commission arrive à une proposition d'indemnisation de 548 millions de roubles-or de 1914²²⁹⁸. Le mode de calcul retenu par la commission est à notre sens révélateur de son approche et de son inscription dans une conception de l'histoire nationale qui ne se limite pas à la république arménienne. On observe en effet que les calculs sont effectués en partant des populations arméniennes sur un territoire beaucoup plus vaste que celui de la seule république arménienne et que la commission prétend prendre en charge les plaintes arméniennes de tout l'ancien Caucase russe, en même temps que de l'Anatolie orientale ottomane. Par là même, la commission prend position pour une histoire nationale et une forme de mémoire des souffrances arméniennes, en dépit de l'intégration de ces travaux à une procédure bureaucratique et formelle où cette approche ne peut trouver d'expression ouverte.

Les négociations turco-soviétiques sur les indemnités de guerre ne constituent pas un épisode diplomatique très connu et ne sont pas intégrées aux histoires de l'indemnisation dans l'entre-deux-guerres. Cependant, elles sont connues et observées à l'époque par les

²²⁹⁶ Vladimir Kazakhetsjan, « O material'nom usherbe, nanesennom armjanskomu narodu v Zakavkaz'e i v Karsskoj oblasti turetskimi interventami », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 2, 1987, pp. 81-88.

²²⁹⁷ Sur cette question des chronologies, voir Bruno Cabanes, Guillaume Piketty, *op.cit.*, 2007.

²²⁹⁸ Rapport de la commission spéciale du conseil des commissaires du Peuple arménien, mars-avril 1925, Vladimir Kazakhetsjan, *op.cit.*, 1987, pp. 83-87.

diplomates étrangers, en particulier ceux des Etats ayant des prétentions financières à faire valoir à la Russie bolchevique²²⁹⁹. Le frémissement qui les entoure apparaît emblématique des ambiguïtés d'une relation bilatérale, dès lors qu'on y introduit les acteurs régionaux caucasiens. Les commissions mises en place par les républiques, tout en répondant à des instructions centrales, avancent en effet leurs propres perceptions. Leurs travaux introduisent une incertitude, alors même qu'ils ne s'aventurent pas sur les terrains les plus épineux, comme ceux des biens abandonnés par les Arméniens dans les régions cédées à la Turquie en 1921. Au cours de l'organisation du départ des populations sectaires et arméniennes de la province de Kars, en 1922, le consul-général soviétique évoque pourtant la nécessité de prévoir un règlement de ce problème. Il propose de transférer les biens au gouvernement turc, en échange d'une augmentation de la dette turque envers la Russie soviétique²³⁰⁰. Il y a sur ce point une histoire croisée à faire, en raison de l'importance revêtue dans la Turquie de l'entre-deux-guerres par le problème de ce que le discours officiel appelle de manière euphémistique les « biens abandonnés » (*emvâl-i metruke*) – qui désignent les biens dont les propriétaires arméniens ou grecs ont été déportés, sont morts ou ont dû fuir au cours de la Première Guerre mondiale et dans les années qui suivent²³⁰¹. La réserve patrimoniale constituée par ces biens sert en effet de base à l'installation des réfugiés venus du Caucase après la soviétisation, installés en Anatolie orientale. La comptabilisation et la reclassification juridique de ces terres représentent dès lors une priorité pour le pouvoir turc²³⁰². Le silence de la commission arménienne est révélateur des limites posées par l'amitié turco-soviétique, alors que certains réfugiés originaires d'Anatolie ottomane essaient à un niveau individuel d'obtenir la restitution de leurs biens, en s'appuyant sur les consulats soviétiques en Anatolie orientale²³⁰³.

²²⁹⁹ Télégramme du haut-commissaire français à Istanbul, Jesse-Curely, au ministère des Affaires étrangères, 2 août 1924, AMAE, Correspondance politique, Sous-série Europe, Turquie, d. 281, f. 98.

²³⁰⁰ Rapport du consul-général soviétique à Kars pour août-septembre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 46, l. 117.

²³⁰¹ L'historique de cette question, depuis les confiscations de 1915, jusqu'aux années 1930, est retracé dans Taner Akçam, Ümit Kurt, *Kanunların Ruhü. Emval-i Metruke Kanunlarında Soykırım İzini Sürmek*, Istanbul, İletişim, 2012 ; Mehmet Polatel, « Spoliation of Armenian Properties during the Genocide », in Conseil scientifique international pour l'étude du génocide des Arméniens, *op.cit.*, 2015, pp. 155-163 ; plusieurs organes communautaires arméniens de la diaspora et de Constantinople mènent au début des années 1920 des démarches à ce sujet auprès des Etats européens : lettre du conseil mixte arménien au ministère des Affaires étrangères belge, 3 mars 1922, AMAEB, 10.796.

²³⁰² La plupart des documents relatifs à l'attribution de ces terres se trouvent dans les dossiers de la direction de la colonisation, aux archives républicaines d'Ankara. On y trouve à la fois des documents législatifs généraux et des cas précis d'attribution de « terres abandonnées à des réfugiés ». Pour une correspondance en juin 1924 sur les biens abandonnés dans la province de Kars, BCA, 272.0.0.12/41.50.7.

²³⁰³ Faute d'ouverture des archives diplomatiques des deux pays, on ne peut renvoyer qu'à des pistes. Mesut cite ainsi une demande formulée en décembre 1925 au consulat soviétique à Trabzon par un ancien commerçant cherchant à récupérer des biens possédés à Trabzon. Le consulat intervient et reçoit de l'administration locale l'information que les biens ont été classés dans les biens abandonnés : Mesut Çapa, *op.cit.*, 2008, p. 108.

Lieux frontaliers et acteurs régionaux, qu'ils appartiennent aux élites politiques et administratives ou à la population de manière plus générale, constituent donc deux pôles qui permettent d'examiner une sortie de guerre plus tortueuse et prolongée que ne la donne à voir l'histoire des relations entre acteurs centraux. Dans la continuité de notre étude des souverainetés caucasiennes au cours de la soviétisation, l'histoire régionale permet de compléter et reconsidérer certains points de l'histoire diplomatique : le Caucase rappelle les dirigeants centraux aux réalités de la contiguïté territoriale, qui portent en elles le sens d'une histoire récente douloureuse. On s'est efforcé de montrer que le territoire de la frontière est bien celui où persistent les effets de la guerre, physiques, psychologiques et pratiques. La dissonance qu'implique la contradiction entre un discours politique d'amitié entre les Etats frontaliers et les violences passées produit des effets politiques mais aussi sociaux, sur les populations des territoires frontaliers. Les acteurs des confins manifestent souvent des positions différentes des acteurs centraux, qui s'expliquent par des parcours personnels ancrés dans l'expérience des violences, des antagonismes et des destructions. De sourdes hostilités sont perceptibles dans l'espace frontalier, mais on y suit également un processus de sortie de guerre qui permet de rapprocher les problématiques de l'histoire caucasienne des études consacrées à d'autres contrées touchées par la Première Guerre mondiale. La guerre se perpétue dans des formes de mobilisation politique et dans des pratiques utilisables par les nouveaux pouvoirs. Entre effacement et survivances, la sortie de guerre fait voir la sélectivité de la mémoire socio-politique, qui permet la reconstruction d'une interaction frontalière.

Chapitre 8. La diplomatie frontalière au temps du fédéralisme

En mars 1925, l'avenue Roustaveli, cœur du Tiflis administratif et politique, est saisie d'une agitation inaccoutumée : une foule compacte se masse devant le grand théâtre, tandis que des troupes de l'Armée rouge caucasienne défilent sur une musique solennelle (*figures 74 à 76*). Soudain, des clameurs, quand arrive Sergo Ordjonikidze, dirigeant du Comité du Parti de Transcaucasie. Entouré des autres membres du Comité, du gouvernement de Transcaucasie et de celui de Géorgie, Ordjonikidze est sans conteste l'hôte de l'événement qui attire cette foule : le théâtre de Tiflis accueille pour quelques jours les délégués du Comité exécutif central (TsIK) d'URSS pour une session exceptionnelle. L'organisme législatif suprême ne siège normalement qu'à Moscou, et ce déplacement suscite une attention particulière dans la presse soviétique et parmi les observateurs étrangers²³⁰⁴. Il ne fait guère de doute que l'événement est symbolique pour le pouvoir soviétique, qui a vacillé quelques mois plus tôt lorsqu'une révolte menchevique a éclaté en Géorgie, en août-septembre 1924. Depuis cette révolte, la Transcaucasie préoccupe les autorités centrales, comme l'illustre une tournée faite par le président du gouvernement soviétique, Rykov, au début de 1925²³⁰⁵. La session du TsIK comprend logiquement plusieurs rapports sur les réalisations du régime soviétique en Transcaucasie, qui permettent à Ordjonikidze et à ses proches de mettre en avant leur action²³⁰⁶. Mise en scène de politique intérieure, donc, mais aussi manifestation de puissance à l'égard de l'étranger. Plusieurs journalistes étrangers sont acheminés dans la capitale

²³⁰⁴ Rapport du consulat-général allemand à Tiflis à l'Auswärtiges Amt, 6 mars 1925, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), 22.

²³⁰⁵ Cette tournée débouche sur un constat accablant dans certaines régions, comme au Nakhitchevan, où une purge est lancée à partir de mars 1925. Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 536-546.

²³⁰⁶ V.S. Kirillov, A.Ja. Sverdlov, *Grigorij Konstantinovich Ordzhonikidze (Sergo)*, Moscou, Izdatel'stvo politicheskoi literatury, 1986, pp. 192-193 ; Ts. P. Agajan, *op.cit.*, 1972, p. 270 ; sur cette entreprise de consolidation, voir la lettre de Dzerzhinskij à Ordjonikidze, 17 janvier 1925, in A.A. Plekhanov, A.M. Plekhanov (éd.), *op.cit.*, 2007, pp. 579-580 ; quelques mois plus tôt, une autre opération de communication du régime à destination de l'étranger est organisée avec la visite en Russie et au Caucase d'une délégation des syndicats britanniques, dont le compte rendu est publié en 1925 : Herbert Smith *et alii*, *Russia: The Official Report of the British Trades Union Delegation to Russia and Caucasia, Nov. And Dec. 1924*, Londres, Trades Union Congress, General Council, 1925 ; Ranald MacDonell, *op.cit.*, 1938, pp. 322-324.

transcaucasienne, alors que diplomates et consuls rédigent des rapports détaillés sur le déroulement des travaux.

Cette session de mars 1925 constitue un des événements qui signent, au cours des années 1920, le statut particulier de Tiflis sur la scène politique soviétique. Capitale d'une fédération dans la fédération, lointaine mais proche de la capitale par la densité des réseaux politiques caucasiens, elle concentre des institutions puissantes. Leur poids ne se limite pas à la politique intérieure, car elles s'aventurent fréquemment dans le champ de la politique étrangère. Au cours des années 1920, le rôle des acteurs régionaux dans le développement d'une diplomatie frontalière se trouve en effet modifié par deux séries de facteurs. L'introduction d'un système fédéral complexe ouvre aux autorités des républiques caucasiennes de nombreuses compétences sectorielles ainsi qu'une légitimité politique forte pour agir dans des domaines relevant des relations extérieures. En dépit de la réduction des formes les plus exposées de « polyphonie diplomatique », les acteurs caucasiens conservent un rôle soutenu dans la fabrique des relations avec la Turquie et la Perse. Au problème de savoir ce que le fédéralisme soviétique fait à l'interaction frontalière, il convient d'ajouter celui des causes de cette diplomatie. Les travaux portant sur la paradiplomatie ou la « diplomatie non centrale » apportent en effet des explications différentes au développement de ces formes diplomatiques et l'apparition de nouvelles thématiques, liées notamment au commerce et à l'environnement, stimule l'activité paradiplomatique au Caucase.

1. Une diplomatie des intérêts frontaliers

Les études sur la paradiplomatie des institutions régionales ou fédérées s'inscrivent en général dans le cadre de descriptions qui décrivent la montée en puissance de ces institutions et leur conquête de prérogatives nouvelles face à des Etats centraux en déclin, relatif ou plus marqué. Le cas de la diplomatie frontalière au Caucase a l'originalité de présenter une situation inverse, puisqu'on y est confronté à des républiques qui, auparavant indépendantes puis intégrées à une polyphonie diplomatique très vaste, ont été progressivement réduites au rang de composantes d'entités fédérales. Les conséquences de ce processus inversé méritent d'être étudiées en lien avec les raisons qui motivent ce maintien d'une activité dans le domaine des relations internationales.

a) *Intérêts caucasiens et paradiplomatie*

La diplomatie frontalière menée par les institutions de Transcaucasie soviétique pourrait, par boutade, être résumée par la phrase de Clemenceau à propos de l'Autriche de 1919 : « L'Autriche, c'est ce qui reste », aurait déclaré le président du Conseil à l'occasion du traité de Saint-Germain. Si la diplomatie frontalière qui nous occupe ici peut être considérée de la sorte, c'est parce qu'elle s'inscrit dans une trajectoire de rétrécissement que nous avons pu suivre depuis la période des indépendances jusqu'aux deux premières années du régime soviétique au Caucase, où se maintenait la polyphonie diplomatique, qui prêtait un rôle ouvert et proprement politique aux républiques caucasiennes, indépendamment des formes de subordination masquée ou avouée à la diplomatie centrale menée par Moscou. Nous avons décrit à la fin du chapitre 6 les formes prises par la suppression des organes officiels de cette diplomatie caucasienne au cours de l'année 1922, que vient couronner l'intégration à un système diplomatique unique au sein de la nouvelle Union soviétique. Ce processus nourrit naturellement chez certains acteurs caucasiens une amertume, mais la disparition des commissariats républicains aux Affaires étrangères, puis du Département des relations extérieures de la fédération de Transcaucasie, ne doit cependant pas être considérée comme équivalente à la fin de tout rôle diplomatique pour ces républiques²³⁰⁷.

Le propre de la paradiplomatie, rappelé par les travaux disponibles ne consiste pas simplement à contester le monopole des gouvernements centraux sur les relations internationales, mais à sortir du champ diplomatique au sens strict pour produire de nouveaux objets des relations internationales : culturels, économiques, environnementaux, etc²³⁰⁸. Cette aspiration des entités subétatiques s'inscrit depuis les années 1960-1970 dans des parcours ascendants, par lesquels elles étendent leur champ de compétences. Les nombreux travaux sur le régionalisme et le fédéralisme en Europe ou en Amérique du Nord décrivent ainsi le tableau d'une explosion des compétences régionales qui peuvent s'inscrire dans des formes de diplomatie non centrale²³⁰⁹. Dans un texte classique sur le rôle des régions dans les relations internationales, Michael Keating propose trois grands types de raisons qui motivent ce changement d'échelle, sur la base d'exemples actuels. Le premier type est économique, résidant dans la volonté des régions d'accroître leur activité et leur prospérité, par une

²³⁰⁷ Le 27 janvier 1924, Böyükağa Talıblı écrit à Ruhollah Axundov une lettre où il dénonce le rôle des Azéris dans les négociations internationales, réduit à un simple leurre. ARSPIHDA, f. 1, op. 122, d. 571, l. 58, cité par Rəna Bayramova, *op.cit.*, 2007, pp. 172-173.

²³⁰⁸ Stéphane Paquin, *Paradiplomatie et relations internationales*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2004, p. 15.

²³⁰⁹ *Ibid.*, p. 73 ; voir aussi les contributions dans David Crikemans (dir.), *Regional Sub-State Diplomacy Today*, Leyde-Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2010.

intensification du commerce et des investissements. Le second type est culturel, lié à la promotion d'identités linguistiques, historiques, ethniques. Le troisième type est politique, découlant de la quête d'une reconnaissance internationale, source de légitimité²³¹⁰. Dans ces trois domaines, le développement d'un rôle international des régions est indissociable des rapports intérieurs avec les institutions gouvernementales des Etats auxquels elles appartiennent.

Les critères établis par Keating méritent attention mais sont très marqués par les exemples empiriques qui les nourrissent, puisés dans les régionalismes identitaires d'Europe. Le critère de la reconnaissance culturelle et linguistique s'applique essentiellement à ces paradiplomaties régionales et fédérées. Il convient néanmoins de conserver en tête la possibilité d'une paradiplomatie des républiques soviétiques orientée par rapport à des considérations ethniques, notamment dans le rapport avec des communautés émigrées ou des coethniques vivant hors des frontières de l'URSS, en particulier dans l'espace frontalier turc et iranien. Deux éléments ne sont pas pris en compte par Keating dans le choix de ses critères. Le premier découle de la situation frontalière de la paradiplomatie caucasienne, qui suppose une concentration sur des sujets liés à cette situation. Le second est lié à la possibilité de considérer cette paradiplomatie comme un avatar en déclin de l'indépendance de droit dont jouissaient les républiques au début de la soviétisation. Dans une perspective d'institutionnalisme historique, on peut considérer que les organes chargés de politique étrangère au sens large créent des lieux de résistance et de défense des prérogatives républicaines progressivement rognées par le pouvoir central, dans une forme de « dépendance au sentier »²³¹¹. Avant de passer à la question de la spécificité frontalière de la paradiplomatie caucasienne, il est possible de décrire concrètement l'impact de cette continuité institutionnelle dans le développement d'une diplomatie frontalière.

Prenons ici pour exemple non pas le domaine strictement diplomatique étudié au chapitre 6, mais celui des relations extérieures économiques et commerciales. De même qu'elles se dotent de commissariats aux Affaires étrangères, les républiques caucasiennes soviétisées développent des organes propres pour le commerce extérieur. Ceux-ci s'inspirent largement des pratiques de la Russie bolchevique, en particulier en matière de contrôle du

²³¹⁰ Michael Keating, « Regions and international affairs: Motives, opportunities, and strategies », *Regional & Federal Studies*, Vol. 9, No. 1, pp. 3-6.

²³¹¹ L'institutionnalisme historique se définit de manière générale comme l'idée que les luttes politiques sont « intermédiées par le contexte institutionnel dans lequel elles se déroulent », ce qui désigne à la fois les organisations concrètes et les règles ou procédures immatérielles. Kathleen Thelen, Sven Steinmo, « Historical institutionalism in comparative politics », in Sven Steinmo, Kathleen Thelen, Frank Longstreth (dir.), *Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 2 et pour une introduction générale pp. 1-32.

commerce. La mise en place d'un monopole du commerce extérieur est initiée au début de juin 1920 par le comité révolutionnaire azéri, afin d'encadrer les échanges avec la Perse du Nord²³¹². Un département du commerce extérieur est créé le 19 juillet au sein de l'administration du comité, afin de prendre en charge ces opérations, mais il peine à faire appliquer son monopole face à la population commerçante de Bakou²³¹³. Rehaussé au rang de commissariat au commerce extérieur, dans une entreprise de clarification de ses prérogatives, il continue à affronter des difficultés²³¹⁴. L'imitation des pratiques bolcheviques russes n'est cependant pas la source unique de ces mesures, puisque les républiques caucasiennes connaissaient toutes à l'époque de l'indépendance des restrictions significatives du commerce extérieur. L'apparition des républiques caucasiennes pose surtout le problème du sens qu'acquiert le monopole étatique sur le commerce extérieur, dans un contexte où le pouvoir soviétique s'incarne dans plusieurs Etats²³¹⁵.

La difficulté est d'abord liée au terme même de monopole étatique, dont le sens en matière de commerce extérieur est sujet à discussion en Russie même depuis 1918. Le principe de base, introduit dès les débuts du régime bolchevique, réside dans la monopolisation par l'Etat du commerce extérieur. Le 22 avril 1918, un décret du conseil des commissaires du Peuple de RSFSR proclame en effet la « nationalisation du commerce extérieur » de la république²³¹⁶. Le concept n'est pas exempt d'ambiguïté, car, comme le souligne le juriste russe Jakov Kantorovitch en 1925, la nationalisation porte sur la possession des biens eux-mêmes, alors que la monopolisation concerne avant tout les règles de leur aliénation et de leur circulation²³¹⁷. John Quigley rappelle que le coup de force représenté par le décret du 22 avril 1918, sans précédent dans ses ambitions, est rendu possible par l'effondrement presque total du commerce extérieur de la Russie au début de 1918. Les dispositions voulues par Lénine et le commissaire à l'Industrie et au Commerce, Bronskij, prévoient une concentration de toutes les opérations de commerce extérieur entre les mains du commissariat. Dès que les échanges commerciaux reprennent, le monopole s'avère difficile à

²³¹² Protocole du comité révolutionnaire azéri, 5 juin 1920, reproduit dans Ataxan Paşaeş, (éd.), *Azərbaycan inqilab komitəsi...*, 2009, pp. 102-105.

²³¹³ Décret du comité révolutionnaire azéri sur l'exportation de marchandises, 24 août 1920, in M.I. Najdel' (éd.), *Dekrety Azrevkoma (1920-1921 gg.)*. *Sbornik dokumentov*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1988, p. 224.

²³¹⁴ Décret du comité révolutionnaire azéri sur le commerce extérieur, 10 septembre 1920, *Ibid.*, pp. 258-259.

²³¹⁵ Adeeb Khalid, *op.cit.*, printemps 2011, pp. 466-467.

²³¹⁶ Glen Alden Smith, *Soviet Foreign Trade. Organization, Operations, and Policy, 1918-1971*, New York-Washington-Londres, Praeger Publishers, 1973, pp. 6-7 ; M.S. Sobolev (dir.), *Ekonomika i politika vneshnej trgovli*, Moscou, Izdatel'stvo Narkomtorga SSSR i RSFSR, 1928, pp. 189-192.

²³¹⁷ Ja. Kantarovich, *Pravoye osnovy khozjajstvennogo stroja SSSR*, Leningrad, 1925, p. 143, cité par John Quigley, *The Soviet Foreign Trade Monopoly. Institutions and Laws*, Columbus, Ohio State University Press, 1974, p. 15.

appliquer dans toute son extension, comme l'indiquent les nombreuses circulaires dénonçant les détournements du décret, par des entreprises publiques ou privées²³¹⁸.

La difficulté théorique et pratique d'appliquer un monopole étatique sur le commerce extérieur se trouve accrue par la concurrence entre organes monopolistiques des différentes républiques. Les organes créés par les républiques caucasiennes s'opposent fortement à la prétention du commissariat russe au Commerce extérieur de prendre en charge leur propre commerce. Ce commissariat s'implante à Bakou à l'automne 1920, après la signature des accords bilatéraux de septembre 1920 qui lui confèrent un droit de tutelle sur le commerce extérieur azéri, mais son homologue républicain multiplie les obstacles à l'activité de la nouvelle filiale. Les Azéris contestent au commissariat et à la Coopérative centrale russe (*Tsentrosojuz*) le droit de mener directement des activités au Gilan et en Perse du Nord²³¹⁹. Chaque république caucasienne prétend à son propre monopole et entend défendre des zones d'influence économique, en partie similaire aux sphères d'influence politique revendiquées. L'Arménie bolchevique envoie ainsi au printemps 1921 une mission commerciale dans la région de Makou, afin de passer des contrats d'approvisionnement avec le khan local, en remplacement des contrats passés par l'ancien gouvernement dachnak²³²⁰. Ces échanges, qui reposent en général sur le troc, témoignent à la fois des difficultés économiques et frumentaires intenses des républiques et de leur volonté de mettre en place leur propre politique commerciale extérieure pour les pallier.

Le processus de fédéralisation du Caucase initié au printemps 1921 apparaît plus comme un changement d'échelle que comme l'abandon de l'idée qu'existeraient des intérêts propres aux républiques caucasiennes, à défendre par le biais d'une diplomatie commerciale régionale. La mise en place d'un organisme unifié du commerce extérieur (*Obvneshtorg*) est initiée au cours du mois d'avril et concrétisée par un accord de juin 1921 entre les trois républiques²³²¹. Le remplacement des commissariats républicains au commerce extérieur par cet organisme ne se fait pas sans difficulté, illustrant une première fois la persistance des

²³¹⁸ John Quigley, *Ibid.*, pp. 16-17.

²³¹⁹ Vladimir Pozdnjakov, *Gosudarstvennaja monopolija vneshnej torgovli v SSSR*, Moscou, Mezhdunarodnye Otnoshenija, 1969, pp. 23-24.

²³²⁰ Protocole du présidium du Comité central arménien, 12 mai 1921, HAA, f. 1, op. 1, d. 39, l. 2 ; lettre de Ter Gabrieljan au commissariat au Commerce extérieur de Russie, 14 février 1921, in Sahak Ter Gabrieljan, *Hodvatsner, tchare'r, p'astat'ght'er*, Erevan, Hajastan, 1979, pp. 201-202 ; cette mission arménienne est apparemment distincte de celle envoyée au même moment par le Nakhitchevan soviétique : Səid Sadiqov, *op.cit.*, 1995, p. 51.

²³²¹ Voir les protocoles des plénums du Bureau caucasien du 1^{er} et du 2 juin 1921, RGASPI, f. 64, op. 1, d. 1, ll. 61 et 68 ; pour le texte de l'accord, E.B. Genkina (éd.), *Obrazovanie SSSR. Sbornik dokumentov*, Moscou-Leningrad, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1949, pp. 271-272 ; Segvard Kharmandarjan, *op.cit.*, 1955, pp. 186-187.

structures institutionnelles. La liquidation des commissariats se poursuit jusqu'à la fin de l'année 1921 dans le cas de la Géorgie et débouche sur leur transformation en filiales du nouvel organe unifié²³²². Cette reconversion institutionnelle influe sur le fonctionnement effectif de l'*Obvneshtorg*, qui peine à dégager dans les premiers mois de son existence des priorités caucasiennes subsumant les intérêts républicains. Cette difficulté est accrue par le décalage chronologique qui place le Caucase dans la voie de l'unification du commerce extérieur au moment même où l'idée du monopole est de plus en plus critiquée en Russie : à partir de l'automne 1921, le vice-président du Conseil suprême de l'économie nationale de Russie (*VSNKh*), Vladimir Miljoutin, attaque avec virulence ce monopole qu'il considère comme inapplicable et étouffant. Si le Politburo rejette au début de novembre un projet d'abolition, la XI^e conférence du Parti qui se tient du 19 au 22 décembre se range aux positions de Miljoutin et de ses soutiens. Dans ses décisions, la conférence du Parti entérine l'idée d'une distinction entre un monopole *réglementaire*, qui réserve aux autorités étatiques la fixation des cadres, quotas et tarifs régissant le commerce extérieur, et un monopole *opérationnel*, concernant les opérations elles-mêmes. C'est ce second monopole qu'elle invite à abolir, en donnant aux coopératives régionales, aux trusts étatiques et à des sociétés à capitaux mixtes le droit de mener des activités de commerce international²³²³.

Le 13 mars 1922, un décret de Lénine applique – à regret – les décisions de la conférence du Parti pour la Russie²³²⁴. Les autorités caucasiennes transposent cette décision, d'autant que les entreprises d'Etat et coopératives du Caucase font pression pour obtenir des droits similaires d'action sur les marchés étrangers. En août a lieu l'application de la séparation entre activités réglementaires, qui demeurent au commissariat transcaucasien au Commerce extérieur, et opérationnelles, qui passent à la société d'Etat de commerce de Transcaucasie, le *Zakgostorg*²³²⁵. Les évolutions du cadre du commerce extérieur ne s'accompagnent nullement d'une disparition des conflits entre organismes caucasiens et russes. Le commissaire-adjoint au Commerce extérieur de Russie, Froumkin, multiplie au printemps 1922 les plaintes relatives à l'action des Azéris sur le marché persan, mais le

²³²² Décision du comité révolutionnaire géorgien, 7 octobre 1921, SUItSA, f. 735, op. 1, d. 1, l. 23 ; lettre de l'*Obvneshtorg* au Comité central géorgien, 13 décembre 1921, SShSA PA, f. 14, op. 1, d. 10, l. 200 ; sur la persistance du commissariat au Commerce extérieur jusqu'en décembre en Arménie, « Dejatel'nost' Vneshtorga », *Pravda Gruzii*, No. 235, 11 décembre 1921, p. 1.

²³²³ John Quigley, *op.cit.*, 1974, pp. 24-25 ; la presse caucasienne évoque largement le débat autour de l'évolution du monopole sur le commerce extérieur : « Likvidatsija spora o vneshej torgovle », *Pravda Gruzii*, No. 277 et 279, 2 et 4 février 1922 ; M.S. Sobolev (dir.), *op.cit.*, 1928, pp. 201-202.

²³²⁴ Anthony Heywood, *Modernising Lenin's Russia. Economic Reconstruction, Foreign Trade and the Railways*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004 (1999), p. 166.

²³²⁵ Q.H. Bünyadov, *Bərpa dövründə (1921-1925-ci illər) Azərbaycanca Sovet ticarətinin yaranması və inkişafı*, Bakou, Elm, 1971, p. 91.

Comité régional du Parti pour la Transcaucasie, nouvellement créé, prend la défense de ces derniers, en arguant des graves difficultés économiques de la république pour justifier des entorses au monopole²³²⁶. La protection politique accordée par les gouvernements et organes du Parti caucasiens aux institutions chargées du commerce extérieur, vis-à-vis des pressions exercées par le centre, témoigne d'une volonté de maintenir la défense d'intérêts économiques propres, dans un contexte de ressources rares. Cette coalition régionale fait preuve de son efficacité dans l'immédiat et la Transcaucasie parvient à maintenir une autonomie commerciale et financière importante.

b) Les institutions d'une politique commerciale frontalière

Les débuts de la NEP voient même un accroissement du rôle des institutions politiques et économiques caucasiennes dans la production d'une diplomatie commerciale propre à la frontière. Ce n'est cependant pas dans le cadre d'une diplomatie interétatique qu'elle se développe, du fait de la disparition de la personnalité juridique internationale des républiques caucasiennes puis de la fédération de Transcaucasie : ainsi, les conférences économiques et commerciales organisées entre ces républiques et la Turquie et l'Iran, au cours de 1922, ne débouchent guère sur des résultats probants. A l'inverse, les institutions caucasiennes recourent de plus en plus largement à des politiques que l'on pourrait qualifier de « diplomatie publique ». Le concept est en général utilisé par les spécialistes des relations internationales pour désigner, comme l'écrit Pierre Pahlavi, « l'effort d'un gouvernement cherchant à influencer l'opinion publique dans un Etat étranger en faveur de son propre intérêt²³²⁷ ». Dans sa définition classique, il se concentre sur des outils de diplomatie culturelle et intellectuelle, susceptibles de modifier les orientations de l'opinion publique, mais il nous semble possible d'en élargir le champ à tout travail de type diplomatique visant un effort d'influence, y compris économique. Dans le cas du Caucase des années 1920, cette diplomatie publique des institutions caucasiennes vise à rétablir une relation de confiance avec les acteurs commerciaux de Turquie et d'Iran, afin de dépasser les antagonismes hérités des premiers mois d'activité du régime soviétique.

²³²⁶ Protocole du Comité régional du Parti de Transcaucasie, 3 mai 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 17, l. 17 ; parmi les entreprises azéries les plus indépendantes, le trust pétrolier *Azneft*, qui mène un intense lobbying auprès des différents niveaux de décideurs politiques soviétiques pour obtenir une garantie juridique de son droit de mener des transactions avec l'étranger. Son directeur, Serebrovskij, écrit dès le 2 avril 1921 à Lénine pour obtenir cette garantie. G. Kuliev, *Uchastie Azerbajdzhanskoj SSR v razvitii vneshneekonomicheskikh svjazej Sovetskogo Sojuza*, Bakou, Izdatel'stvo Akademii Nauk Azerbajdzhanskoj SSR, 1967, pp. 10-11.

²³²⁷ Pierre Pahlavi, « La diplomatie publique », in Thierry Balzacq *et alii*, *Traité de relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, pp. 553-554.

Le 13 mai 1922, le chef de la commission économique du soviet de Bakou, Volodja Parouchin, lance au cours d'une conférence des organisations économiques de la ville l'idée de mettre en place une foire commerciale dans la ville, afin de rendre à la capitale caspienne son rôle de plaque tournante régionale, au-delà du seul secteur pétrolier²³²⁸. L'objectif principal est de reprendre les échanges avec la Perse, mais la Turquie, l'Asie centrale et le Nord-Caucase se trouvent aussi dans l'horizon du projet, alors que les échanges intra-soviétiques restent très désorganisés²³²⁹. Ce faisant, Parouchin reprend une forme économique qui connaît depuis la fin de 1921 un renouveau considérable grâce à la NEP. En décembre 1921, le gouvernement russe a déjà décidé de rétablir les foires de Nizhnij Novgorod et d'Irbit, un des principaux centres d'échange de fourrures en Sibérie²³³⁰. La foire de Nizhnij-Novgorod, organisée annuellement depuis 1624 et tenue depuis 1816 sur un vaste terrain au confluent de l'Oka et de la Volga, est associée à un passé glorieux²³³¹. Jusqu'à la fin du tsarisme, elle reste une des institutions-clefs du commerce avec les régions voisines de l'Empire en Asie centrale, malgré un certain déclin à partir des années 1870²³³². Son rétablissement, plus que comme un acte économique pur, doit être vu comme le signe politique d'un retour à des institutions stables, connues et identifiables dans l'horizon des marchands venus du Xinjiang, d'Afghanistan, d'Asie centrale ou de Perse²³³³. A ce contexte russe s'ajoute une tendance plus générale à la création de foires et expositions, dans l'Europe de l'après-guerre, pour rétablir des relations commerciales interrompues par les guerres et les redécoupages territoriaux. Le phénomène est particulièrement net en Europe centrale, où l'on peut citer le rôle de la foire de Poznań, créée en mai 1921 alors que la nouvelle Pologne s'efforce d'intégrer cette région au fort héritage germanique²³³⁴.

Le processus qui mène à la tenue de la première foire de Bakou, à l'automne 1922, dessine les rapports de force institutionnels en jeu dans la diplomatie commerciale frontalière.

²³²⁸ Protocole du comité de la foire de Bakou, 13 mai 1922, SUITSa, f. 735, op. 1, d. 493, l. 4.

²³²⁹ Sur la reprise des échanges dans la région : « Tovarobmen Gruzii s Sov. Respublikami », *Pravda Gruzii*, No. 125, 2 août 1921, p. 3 ; l'importance de la reprise des liens avec le Turkestan est soulignée dans le protocole du Conseil fédéral de Transcaucasie, 12 octobre 1922, SUITSa, f. 744, op. 1, d. 84, l. 20.

²³³⁰ Rapport de M. Binet, gérant de la légation française en Lettonie, au ministère des Affaires étrangères, 3 décembre 1921, AMAE, Série Z-Europe, URSS, d. 515, f. 145.

²³³¹ Anne Lincoln Fitzpatrick, *The Great Russian Fair – Nizhnii Novgorod, 1840-1890*, Basingstoke-Oxford, Macmillan-St Antony's, 1990, pp. 14-25.

²³³² *Ibid.*, pp. 80-92 ; Nina Bogoroditskaja, « Nizhegorodskaja jarmarka v sisteme mezhdunarodnykh torgovykh svjazej Rossii v XIX-XX vv. », *Voprosy istorii*, No. 4, 2012, pp. 146-151.

²³³³ La foire de Nizhnij Novgorod est, au XIX^e siècle, un lieu d'interaction culturel et religieux important. Sur l'exemple des échanges religieux entre musulmans russes et étrangers, autour de la mosquée installée dans le complexe de la foire, voir O.N. Senjutkina, I.K. Zagidullin, *Nizhegorodskaja jarmarochnaia mechet'. Tsentral'naja rossijskikh i zarubezhnykh musul'man*, Nizhnij Novgorod, Makhinur, 2006.

²³³⁴ Sur la foire de Poznań, Henryk Sitarek, « Międzynarodowe Targi Poznańskie (1921-1977) », *Kronika Miasta Poznania*, T. 46, No. 2, 1978, pp. 5-16.

Le comité organisateur de la foire devient le lieu de coordination des intérêts économiques azéris et adopte aussitôt une attitude très offensive vis-à-vis du commissariat moscovite au Commerce extérieur (*NKVT*), qui refuse de lever le monopole étatique sur le commerce de certains marchandises très demandées en Perse, comme le kérosène et le sucre qui pourraient servir de produits d'appel pour la foire²³³⁵. Dans cette confrontation, la forte structuration institutionnelle, politique et administrative, des acteurs caucasiens apparaît comme un phénomène nouveau par rapport aux formes antérieures de diplomatie frontalière. A la fin de mai 1922, le Comité central du Parti communiste azéri tient une réunion de médiation entre le commissariat russe au Commerce extérieur et les acteurs azéris. Le délégué du comité de la foire, Novikov, appelle à octroyer à la foire des dérogations pour permettre une activité commerciale hors des cadres du monopole. Mais le NKVT souligne que les délais sont trop courts pour tenir une foire dès l'automne 1922 et, argument principal, que « la simultanéité des foires de Bakou et de Nizhnij Novgorod pourrait avoir un impact négatif sur la foire de Bakou²³³⁶ ». Sous la pression du commissariat russe, le Comité central azéri commence par décider de l'annulation de la foire, mais les membres du comité organisateur alertent le leader azéri Nəriman Nərimanov, qui vient d'être élu à la tête du Conseil fédéral de Transcaucasie et se trouve au sommet de son prestige politique²³³⁷.

De sa position éminente, Nərimanov décide d'actionner les leviers institutionnels dont il dispose et déclare « qu'il faut tout faire pour que la foire de Bakou ait lieu, en raison de son importance économique considérable pour la région²³³⁸ ». La décision de Nərimanov révèle le rôle des configurations institutionnelles, puisqu'elle s'appuie sur l'indépendance juridique maintenue des républiques caucasiennes, qui multiplie les « points de veto », pour reprendre le concept développé par Ellen Immergut²³³⁹. L'existence d'un commissariat transcaucasien au Commerce extérieur qui, pour reprendre la plupart des législations élaborées par le commissariat moscovite, demeure néanmoins distinct, constitue un levier politico-administratif fort. Le dirigeant de ce commissariat, Məmməd həsən Hacınski, est un rallié au bolchevisme proche des thèses des nationaux-communistes azéris et il soutient Nərimanov

²³³⁵ Protocole du comité de la foire de Bakou, 27 mai 1922, SUI TSA, f. 735, op. 1, d. 493, l. 6.

²³³⁶ Protocole du comité de la foire de Bakou, 28 mai 1922, SUI TSA, f. 735, op. 1, d. 493, l. 8.

²³³⁷ Suha Bolukbaşı, *Azerbaijan, a Political History*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2011, pp. 38-39.

²³³⁸ Protocole du comité de la foire de Bakou, 30 mai 1922, SUI TSA, f. 735, op. 1, d. 493, l. 9 ;

²³³⁹ Dans ses travaux comparatistes sur les systèmes de santé, Immergut s'intéresse aux « points de veto », conçus comme des arènes politiques disposant à la fois de prérogatives et de propensions à s'opposer aux décisions centrales. Ellen M. Immergut, *Health Policies: Interests and Institutions in Western Europe*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1992, pp. 226-231.

dans la défense de la foire²³⁴⁰. Cette défense au printemps et à l'été 1922 s'inscrit dans le cadre de relations tendues, où les institutions transcaucasiennes refusent toute interférence directe des organismes russes dans leurs affaires. Le Conseil fédéral s'oppose ainsi en juillet à ce que le représentant du NKVT russe en Transcaucasie soit membre de droit du collège du commissariat transcaucasien au Commerce extérieur, et demande le soutien du Comité régional du Parti sur la question²³⁴¹. L'approche institutionnaliste semble ici d'autant plus légitime que l'appartenance ethnique des acteurs en présence compte moins dans leurs prises de position que leur inscription dans telle ou telle institution. Les membres russes du comité organisateur de la foire de Bakou apparaissent comme tout aussi décidés que les dirigeants azéris à défendre leur projet.

A la suite de l'intervention des institutions transcaucasiennes, la rivalité se déplace sur la publicité donnée à la foire, qui suppose l'intervention de la diplomatie publique dont il a été question initialement. Les organisateurs souhaitent dès le printemps envoyer des émissaires en Perse du Nord et y mobiliser les représentations transcaucasiennes et russes, mais font face à d'importantes difficultés. La communication déployée envers les marchands manque manifestement de clarté. Le NKVT moscovite semble en effet se faire prier pour valider l'application à la foire du nouveau « tarif asiatique » sur les douanes, ce qui laisse les commerçants dans l'ignorance des conditions d'échange²³⁴². Adopté le 23 avril par le gouvernement russe, ce tarif contient de nombreuses réductions douanières et des droits de commerce sans licence pour une vaste gamme de produits, ce qui constitue un avantage considérable par rapport au « tarif européen » en vigueur avec les pays « capitalistes ». Le tarif est un message politique, puisqu'il vise à illustrer les nouvelles formes soviétiques de commerce, contre les échanges capitalistes orientés vers l'exploitation des peuples « orientaux²³⁴³ ». Il est lui-même subdivisé en deux parties en fonction du niveau de développement des pays frontaliers de l'URSS: les frontières avec la Mongolie, la Chine, l'Afghanistan et la Perse orientale appliquent le tarif le plus avantageux, tandis qu'un tarif intermédiaire est en vigueur avec la Turquie et la Perse occidentale, sur la frontière avec la

²³⁴⁰ Sur la figure importance de Hacinski, ingénieur et architecte à succès avant la Première Guerre mondiale, avant d'exercer plusieurs fonctions ministérielles en Azerbaïdjan indépendant, voir la biographie, à prendre parfois avec précaution, d'Aydın Dadaşov, *Məmmədhasən Hacinski*, Bakou, BDU-nun nəşriyyatı, 2004.

²³⁴¹ Extrait de protocole du Conseil fédéral de Transcaucasie, 15 juillet 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 20, l. 110.

²³⁴² La libéralisation partielle du commerce extérieure décrite plus haut contraint en 1922 les Soviétiques à adopter leur premier tarif douanier, alors que les douanes disparaissent de fait entre 1920 et 1922. Boris Ischboldin, *Die russische Handelspolitik der Gegenwart. Ein kritischer Beitrag zum bolschewistischen Wirtschaftssystem*, Léna, Gustav Fischer, 1930, pp. 96-97.

²³⁴³ Sur cette approche politique, défendue notamment par Leonid Krasin, voir Harish Kapur, *op.cit.*, 1966, p. 52.

Transcaucasie²³⁴⁴. L'incertitude sur l'application du tarif se poursuit jusqu'au début de septembre, lorsque Hacinski annonce que ce tarif sera bien appliqué, mais que le commissariat central exige en contrepartie un droit d'encadrement du commerce réalisé à la foire²³⁴⁵.

Ces négociations internes aux républiques soviétiques sont indissociables des relations entretenues sur le terrain avec les marchands étrangers, notamment persans. Le consul persan à Bakou Sâ'ed ol-Vezâra joue un rôle important au printemps dans la préparation de la foire, en présentant les demandes et doléances des marchands²³⁴⁶. Pour répondre à ces demandes, les monopoles sur l'exportation du kérosène et du sucre sont levés en août²³⁴⁷. Le Caucase voit aussi l'application rapide des mesures de libéralisation de l'échange de devises, grâce à des départements spéciaux rattachés aux bourses du commerce qui s'installent à Bakou, Tiflis, Erevan et Batoumi²³⁴⁸. Ces mesures sont cependant prises dans une confusion assez générale, où l'information circule de manière contradictoire. Le contexte fait obstacle à une communication efficace en direction de l'étranger proche ciblé par la foire. Des tracts et affiches sont bien envoyés en Perse du Nord pour inciter les marchands à venir à la foire, tandis que quelques émissaires sont dépêchés, mais ces mesures n'interviennent qu'au cours du mois de septembre²³⁴⁹. Les diplomates britanniques en poste en Perse du Nord font preuve de scepticisme sur l'efficacité de cette publicité, qui ne met selon eux pas un terme aux réticences des marchands persans²³⁵⁰. Les tensions locales entre représentants transcauciens et russes en Perse du Nord ne facilitent pas la promotion de la foire. Du fait de la simultanéité des foires de Bakou et Nizhnij-Novgorod, ils s'accusent de saboter leurs foires respectives :

²³⁴⁴ Décision du conseil des commissaires du peuple russe sur le tarif douanier asiatique, 23 avril 1922, SUIsA, f. 735, op. 1, d. 493, ll. 34-35 ; *Entsiklopedija Sovetskogo eksporta*, Berlin, 1928, pp. 34-35.

²³⁴⁵ Télégramme de Hacinski et Froumkin à Musabəyov, président du conseil des commissaires du peuple azéri, 6 septembre 1922, SUIsA, f. 735, op. 1, d. 493, l. 69 ; Q.H. Bünyadov, *op.cit.*, 1971, p. 102.

²³⁴⁶ Protocole du comité de la foire de Bakou, 22 mai 1922, SUIsA, f. 735, op. 1, d. 493, l. 11 ; sur ces plaintes, Mikhaïl Volodarsky, *The Soviet Union and its Southern Neighbours. Iran and Afghanistan, 1917-1933*, Ilford-Portland, Frank Cass & Co., 1994, pp. 68-70.

²³⁴⁷ Protocole du comité de la foire de Bakou, 11 août 1922, SUIsA, f. 735, op. 1, d. 493, l. 20.

²³⁴⁸ Notons qu'avec quatre organismes de ce type, sur dix au total en Union soviétique, la Transcaucasie est particulièrement bien représentée dans ce processus de libéralisation. I. Ajzenberg, *Valjutnaja sistema SSSR*, Moscou, Izdatel'stvo Sotsial'no-Ekonomicheskoi Literatury, 1962, p. 18.

²³⁴⁹ Protocole du comité de la foire de Bakou, 25 août 1922, SUIsA, f. 735, op. 1, d. 493, ll. 22-23 ; sur l'impression d'affiches et de tracts en « turc », voir le protocole de la réunion du 4 août 1922, *Ibid.*, l. 17.

²³⁵⁰ Rapport de Percy Loraine à Lord Curzon, Téhéran, 25 septembre 1922, TNA, FO 416/71, p. 201 ; *Gozasht-e zamân : Khâterât-e Mohammad'alî Madjd*, 1351 (1972), cité par Mahmûd Tâherâhmâdî, *Ravâbit-e Irân ve Shuravi dar dovre-ye Rezâ Shâh*, Téhéran, Markaz-e Asnâd ve Târîkh-e diplomâsî, 2006, p. 16 ; sur la méfiance similaire des marchands turcs face à la libéralisation économique soviétique, voir la lettre du commissariat aux Affaires étrangères à Froumkin, 18 décembre 1924, reproduite dans Aleksandr Kolesnikov (éd.), *Türk-Sovyet İlişkilerinin Kuruluşunun 90. Yılı. Atatürk Dönemi Türk-Rus İlişkileri*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2010, pp. 135-136 ; une comparaison intéressante avec la situation commerciale avec la frontière du Xinjiang, où les marchands chinois restent aussi très méfiants face à la réouverture des foires par les Soviétiques : V.A. Barmin, *Sovetskij Sojuz i Sin'tszjan 1918-1941 gg.*, Barnaul, Izdatel'stvo BGPU, 1999, pp. 64-72

les Caucasiens accusent les consuls et représentants commerciaux russes de ne pas aider la foire de Bakou, tandis que ces derniers affirment que les douanes caucasiennes exigent des droits de douane ou de transit exorbitants pour empêcher les marchands persans d'aller à Nizhnij-Novgorod²³⁵¹. Le commissariat transcaucasien au Commerce est ainsi accusé par l'ambassadeur russe en Perse, Choumjatskij, de saboter les accords passés entre le consul-général à Tabriz, Dumpis, et des marchands persans en septembre. Choumjatskij fustige l'impact politique désastreux de ces contretemps : « Encore un camouflet politique, que nous vaut la politique de séparatisme commercial de la Transcaucasie²³⁵² ».

Les difficultés qui entourent la première foire de Bakou révèlent cependant les particularités de la diplomatie commerciale frontalière des républiques caucasiennes. Si elles sont promptes à former un front commun contre les velléités moscovites de contrôle, elles restent très divisées sur leurs politiques concrètes, chaque république disposant de ses propres priorités économiques. La Géorgie, en raison de son ouverture sur la mer Noire, continue à considérer le commerce avec l'Europe et la Turquie comme sa priorité. Elle négocie unilatéralement à l'été 1922 avec la Banque ottomane qui souhaite ouvrir une succursale sur son territoire, ce qui suscite un rappel à l'ordre par le Comité régional du Parti²³⁵³. Géorgie et Arménie sont également peu enclines à participer à la foire de Bakou, comme le soulignent les télégrammes pressants adressés à leurs gouvernements par les institutions transcaucasiennes et azéries²³⁵⁴. La presse azérie ne se prive pas, pendant la tenue de la foire, de brocarder cette faible motivation des délégations d'organismes géorgiens et arméniens²³⁵⁵. La seconde ligne de fracture est plus organisationnelle, puisque plusieurs institutions

²³⁵¹ Les représentants en Perse du commissariat transcaucasien au Commerce font aussi l'objet de rapports très critiques. Sur le représentant à Tabriz, Melik Aslanov, voir la lettre du consul-général de Russie en Transcaucasie au Conseil fédéral et au Comité régional du Parti, 13 septembre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 48, l. 27.

²³⁵² Lettre de Choumjatskij au Conseil fédéral de Transcaucasie, 10 septembre 1922, SUI TSA, f. 612, op. 1, d. 62, ll. 9-10.

²³⁵³ Protocole du présidium du Comité régional du Parti de Transcaucasie, 24 août 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 17, l. 49.

²³⁵⁴ Lettre de Virap, membre du collège du NKVT transcaucasien, à Loukachin, président du conseil des Commissaires du peuple d'Arménie, 10 août 1922, SUI TSA, f. 735, op. 1, d. 294, l. 4.

²³⁵⁵ On citera ici un article sur le stand du Comité suprême de l'économie nationale géorgien : « Ce magasin est une chose bien étrange. On y trouve beaucoup de marchandises : tabac, cigarettes, bois, meubles, feutre, peaux, etc. L'assortiment de marchandises est fort satisfaisant. Mais voilà quatre semaines qu'on attend que les prix soient indiqués. On ne comprend pas non plus à qui s'adresse ce magasin. A l'acheteur de gros, le directeur répond : « Nous ne vendons pas en gros, nous vendons directement des produits à tarif réduit aux consommateurs ». Mais celui qui veut acheter au détail se voit répondre, que le patron n'est pas là ou que le prix des marchandises n'est pas encore fixé. Parfois, le directeur se « distrait » : il propose à des ouvriers ou ménagères venus à la foire acheter des bricoles d'acheter à bon marché quelques caisses de cigarettes, des lots de vaisselle ou quelques douzaines de lits et chaises. En aparté, il reconnaît que le commerce ne l'intéresse pas. Il faut lui rendre justice et reconnaître que, jusqu'à présent, il a joint l'acte à la parole. » : « Magasin VSNKh Gruzii », *Bakinskij Rabochij*, 20 octobre 1922, No. 236 (668), p. 1.

revendiquent le droit de participer aux décisions et opérations du commerce extérieur. Les coopératives de chaque république ainsi que la coopérative transcaucasienne prétendent à un traitement particulier, en raison de leur statut paraétatique, par exemple par l'exemption des droits de douane²³⁵⁶. Ces coopératives entretiennent des relations tendues avec le *Zakgostorg*, accusé de vouloir les évincer de toute relation commerciale avec l'extérieur et de passer des accords d'exclusivité avec des firmes et marchands étrangers, à leur détriment²³⁵⁷. Les républiques font preuve de tolérance à l'égard de ces acteurs paraétatiques et privés qui contribuent au renouveau de leur commerce extérieur, mais ne se soucient pas toujours de faire appliquer la subordination au commissariat transcaucasien²³⁵⁸. Cette difficulté à définir une ligne positive d'action, au-delà de l'opposition aux immixtions centrales, joue un rôle important dans la délimitation des pouvoirs dévolus aux autorités caucasiennes en matière de commerce extérieur.

c) L'autonomie encadrée du Caucase soviétique

Les divisions internes des acteurs économiques caucasiens, ajoutées à un contexte économique encore incertain, expliquent le faible succès de la première foire de Bakou. En dépit de ce revers, la défense d'intérêts économiques régionaux demeure un thème mobilisateur²³⁵⁹. A partir de 1923-1924, alors que se met en place le régime fédéral soviétique, cette défense doit trouver des formes nouvelles, qui ne peuvent plus s'appuyer sur l'indépendance juridique de la région. Les débats qui débouchent sur la constitution soviétique de 1924 ne laissent pas de place officielle aux républiques soviétiques en matière de politique étrangère. Cette omission ne doit cependant pas apparaître comme une exclusion absolue, car il ouvre un espace de liberté à des pratiques évolutives, dans le silence des textes constitutionnels. On a noté précédemment la grande mutabilité des institutions caucasiennes depuis 1920 : la centralisation politico-administrative qu'entraîne la création de l'URSS

²³⁵⁶ Voir la décision concernant les coopératives républicaines *Hajkoop*, *Tsekavshiri* et *Azittifaq* : Protocole du Conseil de l'Union, 12 mai 1922, RGASPI, f. 85, op. 24, d. 520, l. 6.

²³⁵⁷ Lettre de la coopérative de Transcaucasie au Comité régional du Parti, 6 octobre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 48, ll. 29-30 ; sur le cas de *Hajkoop*, voir A.M. El'chibekjan, *Ot Revkomov k Sovetam (Sozdanie Sovetov v Armenii)*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1978, p. 137 ; Ī.A. Hüseyinov, Z.Ī. İbrahimov (dir.), *SSRĪ-nin vƏ Zaqaƒqaziya Federasiyasının 40-illiyi (Məqalələr məcmuəsi)*, Bakou, Azərbaycan SSR Elmlər Akademiyası Nəşriyyatı, 1962, pp. 172-204.

²³⁵⁸ Décret du commissariat transcaucasien au Commerce extérieur, 1^{er} juin 1922, HAA, f. 366, op. 1, d. 1, l. 61 ; lettre du gouvernement du Nakhitchevan au Kavbiuro, 30 mars 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 208, l. 21 ; sur l'allègre mélange « de l'ancienne et de la nouvelle politique économique » à Batoumi, voir Harold Buxton, *Transcaucasias*, Londres, Faith Press, 1926, p. 37.

²³⁵⁹ Rapport de la filiale de Bakou du *Zakgostorg* au directoire de l'entreprise, 12 octobre 1922, SUITSa, f. 744, op. 1, d. 67, l. 73.

n'entraîne pas tant leur suppression que leur reconversion. Prenons l'exemple des deux principales institutions dévolues à la politique étrangère dans la fédération de Transcaucasie de 1922, le Département des relations extérieures du gouvernement transcaucasien et le commissariat au Commerce extérieur. La centralisation de 1923 n'entraîne pas leur disparition pure et simple, mais leur conversion en une nouvelle forme administrative, celle des *plénipotentiaires* des commissariats centraux auprès du gouvernement de Transcaucasie.

A première vue, la création de ces plénipotentiaires peut apparaître comme la marque univoque d'une subordination des républiques au centre. Le terme lui-même est porteur d'échos impériaux, mais il dit aussi, en creux, une particularité des périphéries. La nécessité de nommer un plénipotentiaire découle de la conscience que des configurations particulières existent dans les républiques, ainsi que des intérêts propres liés à la manière dont est menée la politique étrangère de l'URSS, sur un plan diplomatique et économique²³⁶⁰. Dès lors, le plénipotentiaire incarne le *jeu* qui existe entre autorités républicaines et centrales. Dans un ouvrage pionnier consacré au rôle des républiques soviétiques en politique étrangère, Vernon V. Aspaturian soulignait les possibilités ménagées par le décret sur les commissariats du peuple d'URSS du 12 novembre 1923, qui régit le statut des plénipotentiaires. Ce décret donne aux plénipotentiaires, en particulier à ceux des commissariats aux Affaires étrangères et au Commerce extérieur, un double rôle d'exécuteur des décisions centrales et de porte-parole des intérêts républicains²³⁶¹. Membres de droit des conseils des commissaires du peuple des républiques où ils sont affectés, ces plénipotentiaires font office de « courtiers » politiques et administratifs entre les échelons du fédéralisme soviétique²³⁶². Rappelons ce qu'écrivait Brian Hocking à propos des « mécanismes de liaison » : « Il peuvent tout à fait être vus par les ministères des Affaires étrangères comme des moyens de contenir l'activité internationale des acteurs subnationaux, mais ces derniers peuvent les considérer comme des moyens d'augmenter leur rôle et leur influence²³⁶³ ». On retrouve ainsi, intensifiée par la mise

²³⁶⁰ *Desjat' let Sovetskoi diplomatii : Akty i dokumenty*, Moscou, Izdatel'stvo Litizdata NKID, 1927, pp. 16-18.

²³⁶¹ Vernon V. Aspaturian, *The Union Republics in Soviet Diplomacy. A Study of Soviet Federalism in the Service of Soviet Foreign Policy*, Genève-Paris, Droz-Minard, 1960, pp. 42-43 ; A.S. Bashkov, *op.cit.*, 1966, pp. 138-139 ; sur le rôle du plénipotentiaire aux Affaires étrangères, voir le rapport de voyage en Transcaucasie envoyé par la légation autrichienne à Istanbul au chancelier Ignaz Seipel, 6 août 1928, reproduit dans Artem Ohandjanian (éd.), *Österreich-Armenien, 1872-1936. Faksimilesammlung diplomatischer Aktenstücke, B. XII – 1924-1936*, Vienne, Ohandjanian Eigenverlag, 1995, p. 8598.

²³⁶² Olivier Nay, Andy Smith, « Les intermédiaires en politique. Médiation et jeux d'institution », in Id. (dir.), *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica, 2002, pp. 1-22.

²³⁶³ Brian Hocking, « Bridging Boundaries: Creating Linkages. Non-Central Governments and Multilayered Policy Environments », *WeltTrends*, No. 11, 1996, p. 50 ; voir aussi Brian Hocking, « Patrolling the 'Frontier' : Globalization, Localization and the 'Actorness' of Non-Central Governments », in Francisco Aldecoa, Michael Keating (dir.), *op.cit.*, 1999, pp. 31-32.

en place d'un régime fédéral, la dialectique déjà à l'œuvre à l'époque tsariste à travers les formes de délégation de compétences de politique étrangère aux acteurs caucasiens.

L'institution des plénipotentiaires révèle ses ambiguïtés dans les différents aspects de son fonctionnement. Une continuité du personnel atténue l'effet du changement de statut des institutions en 1923-1924. Ivanjan, successeur de Hacinski à la tête du commissariat transcaucasien au Commerce extérieur, est maintenu dans les fonctions de plénipotentiaire du commissariat moscovite. Ce maintien est d'autant plus significatif qu'Ivanjan est un défenseur avoué des intérêts caucasiens contre les tendances les plus centralisatrices de Moscou²³⁶⁴. Il soutient depuis le début de l'année 1923 la mise au profit des républiques caucasiennes de certains mécanismes de la NEP. Son action contribue à régler en faveur des organes caucasiens plusieurs litiges relatifs à l'action sur les marchés turc et iranien²³⁶⁵. La forme juridique des sociétés mixtes, encouragée par la NEP comme moyen d'attirer des investissements privés dans le rétablissement de l'économie soviétique, est envisagée pour prolonger l'expérience de la foire de Bakou dans le renouveau des liens avec la Perse. Plusieurs sociétés mixtes en charge du transport et du commerce avec ce pays sont mises en place par le NKVT central, mais elles demeurent contrôlées depuis Moscou, bien qu'elles disposent de comptoirs en Transcaucasie²³⁶⁶. A l'occasion de la seconde foire de Bakou, tenue au printemps 1923, le commissariat transcaucasien initie avec les marchands persans des négociations pour fonder une société mixte de commerce²³⁶⁷. Le 13 septembre 1923, Ivanjan et le représentant persan à Bakou, Sâ'ed ol-Vezâra, signent un projet de statut pour une société mixte caucaso-persane (*Zakpers*). Les marchands persans de Bakou doivent être les principaux associés de la société (*figure 77*)²³⁶⁸. Le projet est cependant très critiqué par les sociétés mixtes russo-persanes qui lui préexistent, comme *Rupeto*, ou qui sont en cours de création, comme la Banque russo-persane (*Ruspersbank*) et la société d'import-export *Sharq*²³⁶⁹. Depuis le début de 1923, les acteurs économiques russes s'opposent à la création de

²³⁶⁴ Ivanjan n'a pas de mots assez durs contre les accusations de « séparatisme » qui lui sont régulièrement opposées. Lettre d'Ivanjan à Mjasnikov, 24 décembre 1923, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 318, l. 122.

²³⁶⁵ Sur des conflits avec le consul russe à Tabriz, voir le protocole du présidium du Comité régional du Parti, 25 avril 1923, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 266, ll. 31-32.

²³⁶⁶ A Bakou, le plus souvent : H.Ə. Həsənov, « Sovet-Iran dostluq münasibətlərinin yaranması və inkişafı tarixindən », *Azərbaycan Dövlət Universitetinin Elmi əsərləri, Tarix və fəlsəfə seriyası*, No. 6, 1964, pp. 89-90.

²³⁶⁷ Protocole du collège du commissariat au Commerce extérieur de Transcaucasie, 24 avril 1923, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 182, ll. 36-37.

²³⁶⁸ Protocole du collège du commissariat au Commerce extérieur de Transcaucasie, 13 septembre 1923, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 182, l. 108.

²³⁶⁹ *Rupeto* est fondée au début de 1923 et remplacée en septembre par la société *Shark*. Au même moment est fondée la *Ruspersbank*. A l'automne 1924, l'ambassadeur soviétique en Iran et le gouvernement iranien annoncent la création d'une nouvelle série de compagnies mixtes, dont une société de transport routier (*Avtoiran*), une société pour le commerce du sucre (*Perssaxhar*) et une société pour l'exportation du pétrole

cette société mixte caucaso-persane qu'ils jugent superflue. Le directeur de *Rupeto*, Pjatigorskij, souligne que la création d'une telle société risque de nuire à l'industrie russe, car elle va se concentrer sur le commerce de transit vers et depuis l'Europe, au détriment d'un soutien aux exportations russes. Le projet attire également ses foudres par l'exemption prévue de droits de douanes sur les biens échangés par *Zakpers*, alors que les Transcaucasiens se sont opposés à une exemption similaire pour les activités de *Rupeto*²³⁷⁰.

L'engagement d'Ivanjan en faveur des intérêts caucasiens doit cependant être mis en regard de son scepticisme simultané à l'égard de l'existence d'un commissariat transcaucasien au Commerce extérieur. Dans son rapport d'activité pour le premier trimestre 1923, il tient des propos critiques sur le fonctionnement de sa propre organisation, qu'il considère comme peu efficace. S'il commence par noter les divergences persistantes entre républiques caucasiennes sur la politique commerciale extérieure, il s'intéresse surtout à l'appareil administratif dont il a la charge. Ses fonctionnaires, note-t-il, font preuve d'une inexpérience notoire qui est due à l'absence de continuité administrative en matière de commerce extérieur au Caucase. Il compare négativement ses moyens avec ceux du commissariat central, qui a récupéré les experts de l'époque tsariste²³⁷¹. Cette contrainte en matière de ressources humaines limite de manière plus générale l'aptitude du commissariat à défendre ses intérêts vis-à-vis de Moscou, qui appuie ses arguments et ses appels à la centralisation sur une expertise technique, juridique et statistique. Jusqu'en 1923, l'appareil central du commissariat transcaucasien est composé d'une soixantaine de personnes à Tiflis, complété par le personnel envoyé dans les représentations commerciales transcaucasiennes à l'étranger. En février 1923, les plus importantes de ces représentations sont celles de Tabriz (11 personnes), Istanbul (9), Djoulfa (8) et Anzali (4). Le réseau constitué est concentré de manière écrasante en Turquie et en Perse, alors que n'existent en Europe que des représentations à Londres, Marseille, Berlin et en Italie²³⁷².

Au vu de ce scepticisme, on peut s'interroger sur la position d'Ivanjan et des dirigeants caucasiens envers le processus de transformation du commissariat transcaucasien en plénipotentiaire. Symboliquement, la conversion peut apparaître comme une perte de statut, mais elle s'accompagne aussi de gains manifestes. Ne vaut-il pas mieux, pour se faire

azéri en Iran (*Persazneft*). Dietrich Geyer, *op.cit.*, 1955, pp. 34-35 ; *Organizatsija i dejatel'nost' sovetsko-persidskikh smeshannykh obshchestv*, Bakou, NKVT SSSR-Torgpredstvo v Persii, 1925, pp. 28-35 et 59-67.

²³⁷⁰ Note de Pjatigorskij au commissaire au Commerce extérieur Krasin, 7 janvier 1923 (sic, mais il semble y avoir une erreur sur la date du document, qui date vraisemblablement de septembre 1923), RGAE, f. 413, op. 2, d. 1129, ll. 15-17.

²³⁷¹ Rapport d'activité du commissariat pour le premier trimestre 1923, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 182, l. 156.

²³⁷² Protocole du collège du commissariat au Commerce extérieur de Transcaucasie, 10 février 1923, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 182, ll. 7-8.

entendre, accepter d'être parfois second à Rome, plutôt que premier dans son village ? La transformation, qui s'opère entre septembre et novembre 1923, s'accompagne en effet d'une recomposition de la stratégie de défense des intérêts caucasiens²³⁷³. Définissons cette recomposition à partir d'un exemple. La création de la position de plénipotentiaire ne s'accompagne pas d'une suppression immédiate des représentations commerciales de Transcaucasie à l'étranger. Les représentants sont progressivement intégrés aux représentations commerciales soviétiques, mais sont en butte à l'hostilité de leurs collègues, du fait de leur propension à agir de manière autonome. Au début de l'année 1924, une réunion organisée par le commissariat soviétique donne lieu à l'expression de vifs griefs, en particulier de la part des représentants en Europe. Boris Stomonjakov et Aleksandr Bekzadjan, qui dirigent la représentation commerciale à Berlin, se montrent très critiques du travail du représentant transcaucasien Piroumov, qu'ils accusent de violer le monopole du commerce extérieur en suivant ses propres priorités²³⁷⁴.

La position d'Ivanjan dans ce conflit révèle le nouveau rapport de force à l'œuvre : il commence par rappeler que son administration relève désormais du commissariat central et, à ce titre, ne peut être accusée de mener une politique non-conforme aux intérêts soviétiques. L'intégration formelle apparaît ici comme un alibi et une ligne de défense, mais Ivanjan entreprend surtout de développer ce qui devient l'attitude suivie avec constance par les dirigeants caucasiens : faisant la part du feu, il renonce à défendre le principe d'une représentation séparée de la Transcaucasie sur les marchés européens, où elle ne peut prétendre à un rôle commercial significatif, afin de se concentrer sur les relations avec la Turquie et l'Iran. D'une prétention nébuleuse à défendre des intérêts caucasiens propres, on passe à une revendication plus ciblée, mais aussi plus efficace, qui vise à faire des Caucasiens des médiateurs dans l'interaction avec ces deux Etats²³⁷⁵. Si l'on peut parler du développement d'une diplomatie frontalière, il faudra ici la concevoir d'une manière large. D'une part, en raison des acteurs qu'elle vise, puisque la diplomatie frontalière caucasienne

²³⁷³ Jashar Abdullaev donne la date du 15 septembre 1923 pour cette transformation, mais le Comité exécutif central de Transcaucasie n'entérine le changement que le 12 novembre : Jashar Abdullaev, *ZSFSR v ravitii sovetko-iranskikh otnoshenij (1922-1928)*, Bakou, Akademija Nauk Azerbajdzhanskoj SSR – Institut Vostokovedenija, 1986, p. 67 ; décret du comité exécutif central de Transcaucasie, 12 novembre 1923, RGAE, f. 413, op. 2, d. 1129, l. 21.

²³⁷⁴ Bekzadjan rappelle à ce propos « qu'il est aussi de Transcaucasie et connaît donc tout aussi bien la région ». Lettre circulaire d'Ivanjan aux représentants à l'étranger du commissariat au Commerce extérieur de Transcaucasie, 21 février 1924, SUI TSA, f. 735, op. 1, d. 1092, l. 17.

²³⁷⁵ Les tenants du « choix rationnel » pourraient voir dans cette position une forme d'équilibre de Nash, permettant aux acteurs centraux et caucasiens de maximiser leurs gains en délimitant leurs sphères de compétence. Sur les difficultés de l'application de ces théories de l'équilibre, voir Donald P. Green, Ian Shapiro, *Pathologies of rational choice theory: a critique of applications in political science*, New Haven, Yale University Press, 1994, pp. 23-25.

ne s'adresse pas uniquement aux acteurs centraux étatiques des Etats voisins, interagissant aussi avec des autorités provinciales et des acteurs socio-économiques. D'autre part, parce que cette diplomatie se construit aussi en occupant des champs délaissés ou négligés par la diplomatie centrale. Le choix de ces champs résulte d'une perception locale des enjeux de la frontière et de l'interaction dans différents domaines, mais aussi de traits liés à la sociologie des acteurs caucasiens et à une forme de prestige associé aux activités de politique étrangère.

2. Des intérêts à la quête d'influence : la diplomatie environnementale des confins

Les dimensions de la diplomatie frontalière des républiques soviétiques sont restées jusqu'à présent méconnues, parce qu'elles s'inscrivent dans des domaines qui ne relèvent pas de la grande diplomatie sur laquelle se concentrent la plupart des travaux relatifs aux relations entre l'URSS et ses voisins méridionaux. La revalorisation de cette diplomatie frontalière passe par la mise en avant d'objets nouveaux : l'exemple de la diplomatie environnementale servira ici de point de départ pour illustrer les particularités de la situation frontalière dans la production de modalités spécifiques d'interaction. Cet exemple permettra de surcroît de lier une réflexion ancrée dans un contexte local à une historiographie environnementale en plein essor.

a) Quelles formes pour la diplomatie locale ?

La problématique de la sortie de guerre nous a permis d'étudier deux champs environnementaux donnant naissance à des relations diplomatiques à la frontière. D'un côté, celui des affaires hydrauliques associées aux cours d'eau frontaliers avec la Perse et la Turquie. D'un autre côté, celui de la lutte contre les invasions annuelles de criquets qui ravagent l'ensemble de la frontière méridionale de l'Union soviétique, à commencer par ses secteurs en Asie centrale et au Caucase. Il convient d'abord de préciser ce que nous pouvons entendre par diplomatie frontalière dans ce domaine. A l'heure actuelle, le concept de diplomatie environnementale est de plus en plus entendu dans ses dimensions globales, à travers une série de questions « planétaires », dont le réchauffement climatique est la dimension la plus connue²³⁷⁶. Dans ses origines, il est cependant indissociable de questions

²³⁷⁶ Stefan C. Aykut, Amy Dahan, *Gouverner le climat ? Vingt ans de négociations internationales*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2014.

environnementales territorialisées et liées à des situations frontalières, qui ont posé très concrètement le problème de l'interdépendance des souverainetés²³⁷⁷. On pourrait les résumer en deux pôles principaux : celui du règlement de nuisances transétatiques et celui du traitement de phénomènes environnementaux transfrontaliers. Le premier pôle est illustré par un des premiers grands arrêts du droit international consacré à ces questions, l'*Affaire de la fonderie de Trail*, qui règle en 1941 un litige découlant d'une pollution industrielle à la frontière entre les Etats-Unis et le Canada²³⁷⁸. Faute de développement industriel à la frontière, le cas de la diplomatie environnementale au Caucase dans l'entre-deux-guerres s'inscrit plutôt dans le second pôle.

Quels sont les acteurs et les modalités de cette diplomatie environnementale ? En un premier sens, la diplomatie frontalière de l'environnement peut apparaître comme un déplacement d'échelle, par lequel des pratiques diplomatiques standardisées se trouvent exécutées à un niveau régional. Un exemple était déjà fourni par les travaux de la commission de démarcation turco-soviétique en 1925-1926. Si l'activité d'une commission de démarcation est par essence localisée et frontalière, elle peut s'accompagner selon la volonté des parties d'un processus de négociation lié aux usages de la frontière et en particulier des cours d'eau, ce qui répond ici aux priorités des autorités arméniennes en matière d'irrigation. Sur la forme, les négociations qui s'initient au début de l'année 1925 respectent le monopole du commissariat aux Affaires étrangères soviétique, puisque c'est son plénipotentiaire en Transcaucasie qui dirige les négociations. Régionalisée, la diplomatie l'est par l'interaction des négociateurs avec les autorités caucasiennes et l'adaptation du mandat de négociation en fonction de leurs priorités, plus précises que celles développées à Moscou où la question de l'irrigation des terres frontalières reste une perspective assez abstraite. Le 14 février 1925, dans une réunion tenue à Erevan, le vice-président du gouvernement arménien, Mr'avjan, présente les points qu'il considère comme indispensables à la signature d'un accord pour l'exploitation frontalière des ressources hydrauliques à des fins d'irrigation, en s'appuyant sur

²³⁷⁷ Franz Xavier Perrez, *Cooperative Sovereignty. From Independence to Interdependence in the Structure of International Environmental Law*, La Haye-Londres-Boston, Kluwer Law International, 2000, pp. 124-125 ; Brian Hocking, *op.cit.*, 1993, pp. 160-163.

²³⁷⁸ Pour une présentation générale du déroulement de l'affaire depuis le milieu des années 1920 et sur la sentence arbitrale de 1941 : Rebecca M. Bratspies, Russell A. Miller (dir.), *Transboundary Harm in International Law. Lessons from the Trail Smelter Arbitration*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006 ; Gerald F. Fitzgerald, « Le Canada et le développement du droit international : La contribution de l'*Affaire de la fonderie de Trail* à la formation du nouveau droit de la pollution atmosphérique transfrontalière », *Etudes internationales*, Vol. 11, No. 3, 1980, pp. 393-419.

l'expertise hydraulique produite à l'échelle républicaine²³⁷⁹. Les autorités caucasiennes sont intégrées tout au long des négociations par un processus de triple reddition de compte des négociateurs à Moscou, Tiflis et Erevan²³⁸⁰.

Les exigences élevées poussées par les Caucasiens dans les négociations semblent à première vue porter leurs fruits. Le 24 juillet 1925, un projet de convention hydraulique est signé entre les délégations turque et soviétique. Sa conformité aux objectifs des gouvernements d'Arménie et de Transcaucasie est démontrée par l'empressement que met le conseil des commissaires du Peuple de ZSFSR à approuver les deux textes qui le composent, sur les usages hydrauliques et la pêche, le 1^{er} octobre²³⁸¹. Un silence parcourt néanmoins le projet, qui évite la question de la répartition quantitative de l'eau destinée à l'irrigation. Faute d'archives diplomatiques turques, on ne peut fournir un tableau très précis des positions de la Turquie sur le sujet. Les protocoles de négociations ultérieures laissent néanmoins entendre que les délégués turcs s'opposent catégoriquement à l'idée d'un partage des eaux proportionnel aux besoins²³⁸². Ce partage proportionnel servirait en effet les intérêts soviétiques, en raison des besoins considérables que font valoir les Caucasiens par comparaison avec le niveau modeste de l'agriculture irriguée dans les régions de Kars et d'Iğdır. En février 1926, une note de la représentation de Transcaucasie à Moscou rappelle que le gouvernement soviétique a repris les demandes arméniennes qui exigeaient les quatre cinquièmes des ressources hydrauliques frontalières²³⁸³. La Turquie, manifestement peu enthousiasmée par le projet de convention, fait traîner en longueur le processus de ratification, ce qui inquiète les institutions caucasiennes qui poussent Moscou à une reprise des négociations. Cette reprise est rendue d'autant plus urgente que l'Arménie souhaite lancer un grand barrage sur l'Araxe au niveau de la localité de Sardarapat.

Les négociations recommencent au début de septembre 1926 et le président de la délégation soviétique, Karklin, présente le projet de barrage à ses interlocuteurs turcs, suggérant de l'intégrer à la convention sous la forme d'un protocole additionnel. Le négociateur turc, Fahri Bey, oppose cependant un refus net, car la question du barrage n'était

²³⁷⁹ Protocole de la réunion du conseil des commissaires du Peuple arménien et de la délégation frontalière soviétique, HAA, f. 113, op. 3, d. 326, ll. 18-19 ; sur cette utilisation d'une expertise bureaucratique par les gouvernements non-centraux, Brian Hocking, *op.cit.*, 1993, p. 177.

²³⁸⁰ Lettre du vice-président de la délégation frontalière, Sharskov, à Loukachin, HAA, f. 113, op. 3, d. 385, l. 1.

²³⁸¹ Protocole du plénum du conseil des commissaires du Peuple de Transcaucasie, 1^{er} octobre 1925, SUI TSA, f. 617, op. 1, d. 436, ll. 2-3.

²³⁸² Intervention de Fahri Bey à la commission mixte turco-soviétique, 27 septembre 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 84, l. 15.

²³⁸³ Lettre du représentant permanent de Transcaucasie à Moscou, Ter Gabrieljan, au président du conseil des commissaires du Peuple arménien, Hambartsumjan, 13 février 1926, HAA, f. 1, op. 6, d. 7, l. 61.

pas mentionnée en 1925 et ne peut selon lui être considérée comme un simple ajout technique. Il invoque l'insuffisance des pouvoirs qui lui sont confiés et le fait que la question du barrage ne fait pas partie de ses instructions de négociations²³⁸⁴. Le 27 septembre, après une interruption de trois semaines, la commission soviéto-turque se réunit à nouveau et Karklin exprime son étonnement face aux objections turques :

« Si la partie turque insiste pour que nous acceptions la demande d'un partage égalitaire de l'eau mais refuse d'accepter notre demande relative au barrage de Sardarapat – c'est-à-dire exclut la possibilité que nous utilisions notre moitié de l'eau – il est clair que le principe d'égalité des parties est fondamentalement violé, d'autant plus que la délégation turque déclare que la question du partage égalitaire de l'eau est la question principale, alors que la question du barrage est d'importance secondaire²³⁸⁵. »

Au cours des négociations de l'automne 1926, la délégation soviétique semble avoir modifié sa ligne de négociation et ne minimise plus l'importance de ses demandes. Souren Shadounts, qui dirige l'administration hydraulique arménienne, participe à la délégation soviétique et y représente directement les intérêts de sa république. Dans leurs déclarations, les négociateurs soviétiques reconnaissent ouvertement l'importance de l'irrigation frontalière pour les républiques caucasiennes²³⁸⁶.

Quels effets cette régionalisation des négociations a-t-elle sur leur déroulement concret ? En un sens, la diplomatie frontalière est plus proche des enjeux locaux et susceptible de mieux les représenter. Le suivi exercé par le gouvernement de Transcaucasie et le Comité régional du Parti est étroit et Karklin réalise des rapports réguliers sur l'avancement des négociations, qui permettent une concertation des positions²³⁸⁷. Mais le poids des Caucasiens dans les négociations n'est pas sans désavantages. Une surveillance un peu pesante des négociateurs turcs séjournant en Géorgie et des incidents impliquant des fonctionnaires soviétiques locaux donnent aux Turcs des occasions de se plaindre et de menacer d'interrompre les négociations²³⁸⁸. On peut également se demander si la concentration des

²³⁸⁴ Protocole de la commission mixte soviéto-turque, 4 septembre 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 84, l. 1 ; Note écrite du président de Fahri Bey à Karklin, 5 septembre 1926, *Ibid.*, l. 2.

²³⁸⁵ Souligné dans le texte du protocole de la commission mixte soviéto-turque, 27 septembre 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 84, l. 6.

²³⁸⁶ Karklin adopte une position de candeur et regrette que la Turquie traite par le mépris la franchise et l'honnêteté soviétique : *Ibid.*, ll. 7-9.

²³⁸⁷ Protocole du présidium du Comité régional du Parti de Transcaucasie, 13 septembre 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 8, l. 182.

²³⁸⁸ Télégramme de Karklin à son adjoint, Batatits, 1^{er} décembre 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 84, l. 22 ; Françoise Thom affirme que la GPU géorgienne essaie de recruter comme agent un membre de la délégation

difficultés sur le secteur de la frontière entre Turquie et république soviétique d'Arménie n'est pas un des rejeux des tensions étouffées de l'après-guerre. Les négociateurs turcs ont nécessairement en tête les projets orchestrés par la Société des nations pour installer, sur les terres immédiatement voisines de la frontière, des réfugiés arméniens du génocide²³⁸⁹. Le projet de barrage à Sardarapat est directement lié à ces projets, qui ne peuvent constituer une source de réjouissance à Ankara. Il y a là une question prolongeant la dimension mémorielle et culturelle des relations frontalières, qu'une ouverture des archives diplomatiques turques permettrait de mieux comprendre dans le détail²³⁹⁰. Les négociations aboutissent néanmoins à un accord de compromis, signé à Kars le 8 janvier 1927²³⁹¹. L'accord marque des concessions importantes de la délégation soviétique par rapport aux demandes transcaucasiennes, puisque le principe du partage égalitaire de l'eau est concédé²³⁹². Les Soviétiques acceptent également de financer les dépenses initiales de construction du barrage de Sardarapat, ce qui apparaît comme un moyen d'accélérer le rythme des travaux²³⁹³.

La combinaison d'acteurs et de stratégies d'échelles différentes est le trait le plus évident de la diplomatie frontalière, telle qu'elle ressort de ces négociations hydrauliques. Il importe cependant d'ajouter une seconde dimension, tout aussi essentielle : la diplomatie frontalière mélange plus étroitement que la diplomatie centrale les dimensions de négociation internationale et d'action intérieure. On en veut pour preuve la question de la diplomatie antiacridienne qui entoure la lutte contre les invasions de criquet. Les invasions de criquets constituent un phénomène récurrent reposant à la fois sur des cycles pluriannuels et sur des éruptions annuelles qui se déclenchent en général à la fin du printemps. Les Soviétiques entreprennent sur leur sol des campagnes de lutte contre ce fléau, passant notamment par la

turque, ce qui suscite un scandale. Françoise Thom, *op.cit.*, 2013, p. 25. Nous n'avons cependant trouvé aucune autre source confirmant cette hypothèse.

²³⁸⁹ Nansen joue un rôle important dans la mobilisation des puissances européennes et de la Société des Nations en faveur de ce projet. Rapport de la 5^e Commission à la 5^e Assemblée de la Société des Nations, « Transfert au Caucase des réfugiés arméniens et création d'un foyer arménien dans cette région », 22 septembre 1924, reproduit dans Artem Ohandjanian (éd.), *Österreich-Armenien, 1872-1936. Faksimilesammlung diplomatischer Aktenstücke, B. XII – 1924-1936*, Vienne, Ohandjanian Eigenverlag, 1995, pp. 8296-8298 ; les experts du *Near East Relief* anticipent au même moment des problèmes relatifs à l'irrigation frontalière, en craignant un refus turc : rapport de la mission britannique à Moscou, 16 mai 1924, in Anita L.P. Burdett (éd.), *op.cit.*, 1998, p. 918.

²³⁹⁰ Note du ministère de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, 25 juin 1926, BCA, 30.10.0.0/250.689.11 ; dans un rapport de 1933, le ministre de l'Intérieur turc souligne ainsi le processus d'arménisation en cours depuis plusieurs années dans les terres frontalières d'Arménie soviétique, ce qui tend à confirmer le poids politique et diplomatique de cette question : rapport de Şükrü Kaya à la présidence du Conseil, 1^{er} novembre 1933, BCA, 30.10.0.0/248.678.28.

²³⁹¹ Décision du Comité exécutif central soviétique, 22 février 1927, GARF, f. P5446, op. 8, d. 276, l. 2 ; décret du conseil des ministres turc, 5 mars 1927, BCA, 30.18.1.1-23.12.11 ; Robert M. Slusser, Jan F. Triska, *A Calendar of Soviet Treaties, 1917-1957*, Stanford, Stanford University Press, 1959, p. 58-59.

²³⁹² Comparaison entre le projet initial de convention du 25 mai 1926 et le texte signé le 8 janvier 1927, non daté (février 1927), GARF, f. P5446, op. 8, d. 276, ll. 5-6.

²³⁹³ Abdullah Kıran, *Ortadoğu'da su : bir çatışma ya da uzlaşma alanı*, Istanbul, Kitap Yayınevi, 2005, p. 220.

destruction des larves pondues dans le sol avant qu'elles n'éclosent. De telles campagnes exigent de patients et vastes travaux de repérage en amont, qui doivent commencer dès la fin de chaque année pour anticiper les invasions de l'année suivante. Mais les efforts entrepris par les Soviétiques sur leur propre sol sont menacés d'anéantissement par la nature fondamentalement transfrontalière de la menace. L'Iran constitue, du sud vers le nord, un corridor de migration pour les invasions de plusieurs espèces de criquets, débouchant sur l'Asie centrale et le Caucase soviétiques (*figure 78*)²³⁹⁴. L'Etat iranien ne disposant pas de moyens réels pour mettre en œuvre une politique antiacridienne, les Soviétiques se sentent légitimes à exiger de pouvoir étendre leurs propres missions de lutte sur le sol persan, au moins dans une bande frontalière qu'ils souhaitent aussi large que possible. Cette nécessité est particulièrement grande dans le cas d'espaces comme la steppe du Moughan, partagée par la frontière mais constituant une unité écologique et un espace migratoire pour les criquets vers l'intérieur de l'Azerbaïdjan soviétique²³⁹⁵.

L'extension des activités antiacridiennes de l'Union soviétique au territoire persan requiert des autorisations qui se trouvent au cœur d'une diplomatie intense. Il convient à la fois d'obtenir un accord de principe du gouvernement persan et une série d'autorisations de détail, notamment pour les visas des membres des missions entomologiques, l'importation de matériel technique et l'organisation de vols d'observation. Ces missions sont prises en charge par le commissariat azéri à l'Agriculture, car ce domaine relève des compétences républicaines, et par son Organisation de protection des plantes (OZRA)²³⁹⁶. Le plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères en Transcaucasie et son agent à Bakou servent d'intermédiaires dans l'obtention de ces autorisations mais, au début des années 1920, le processus requiert de longues procédures et des détours par les capitales²³⁹⁷. Ces longueurs sont difficilement compatibles avec le rythme serré des campagnes antiacridiennes, qui exigent de surcroît une adaptation aux contretemps et aux modifications inhérentes à ce type de travail. La diplomatie frontalière apparaît ici comme une diplomatie en

²³⁹⁴ On trouvera une étude plus détaillée sur cette lutte dans Etienne Forestier-Peyrat, « Fighting Locusts Together: Pest Control and the Birth of Soviet Development Aid, 1920-1939 », *Global Environment*, Vol. 7, No. 2, 2014, pp. 536-571.

²³⁹⁵ Ernst Eckenberger, *Gliederung der Mugan-, Mil- und Karabachsteppe Transkaukasiens*, Francfort-sur-l'Oder, Richard Rischke, 1936 ; V.R. Volobuev, *Mugan' i Sal'janskaja step': pochvenno-meliorativnyj ocherk*, Bakou, Izdatel'stvo Akademii Nauk Azerbajdzhanskoj SSR, 1951.

²³⁹⁶ Bien que l'agriculture soit une compétence républicaine, il faut cependant rappeler que le commissariat russe à l'Agriculture joue un rôle de coordination et d'aide aux commissariats des autres républiques, qui en fait un embryon de commissariat unioniste. Sur le rôle du commissariat russe, James W. Heinzen, *Inventing a Soviet Countryside. State Power and the Transformation of Rural Russia, 1917-1929*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2004.

²³⁹⁷ Télégramme de l'ambassadeur soviétique à Téhéran, Yurenev, à Karklin, 11 avril 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 86.

prise directe avec une réalité précise, où le temps de la négociation et le temps de l'action ne sont plus discernables. Les acteurs caucasiens font dès lors pression pour que les négociations afférentes à ces campagnes puissent être menées à une échelle locale, entre les autorités caucasiennes et les représentants persans sur place.

Progressivement, des procédures standardisées se mettent en place, calquées sur le rythme des campagnes antiacridiennes. En février de chaque année, le plénipotentiaire du commissaire aux Affaires étrangères à Tiflis entre en contact avec les consulats persans au Caucase, ainsi qu'avec l'ambassade soviétique à Téhéran, afin de préparer les autorisations nécessaires au passage de l'expédition et de son matériel dans les zones ciblées (*figure 79*)²³⁹⁸. Celle-ci séjourne en général un à deux mois en Iran : en 1926, l'expédition envoyée compte près de quarante-six techniciens et experts soviétiques, qui coordonnent le travail de brigades d'ouvriers locaux. Les républiques frontalières d'Azerbaïdjan et d'Arménie sont tenues de fournir le matériel technique et de transport nécessaire à l'expédition et leurs commissariats à l'Agriculture jouent un rôle crucial dans le succès des opérations. Les restrictions imposées par les Persans limitent cependant l'action de l'expédition à une bande d'une trentaine de kilomètres de profondeur, alors que les experts azéris estiment souhaitable de traiter jusqu'à deux cents ou deux cent cinquante kilomètres²³⁹⁹. Au total, l'expédition de 1926 traite 20.000 hectares, pour des coûts estimés qui atteignent 279.000 roubles²⁴⁰⁰. Il n'est pas rare que le coût engagé pour les opérations en Iran dépasse celui des opérations en Transcaucasie même, ce qui constitue un casse-tête pour des organismes toujours à court des devises qui permettent de payer les dépenses locales²⁴⁰¹.

L'adaptation des structures diplomatiques aux problèmes de l'espace frontalier est une dimension majeure de notre définition de la diplomatie frontalière. L'exemple antiacridien incarne un des aspects de cette capacité plus générale, que l'on observe aussi sur les négociations hydrauliques. C'est ainsi que le traité hydraulique signé au début de 1927 entre Turcs et Soviétiques prévoit la création d'une commission mixte, chargée de gérer les infrastructures hydrauliques à la frontière. Celle-ci se tient en général à Erevan et implique directement le gouvernement arménien et le consul turc, mais le commissariat aux Affaires étrangères décide de créer un agent diplomatique à Erevan, dépendant du plénipotentiaire en

²³⁹⁸ Projet de décision du conseil des commissaires du Peuple de Transcaucasie sur la campagne anti-acridienne, 11 février 1933, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 6657, ll. 1-2.

²³⁹⁹ Rapport de l'OZRA azérie au commissariat à l'Agriculture azéri, 25 février 1926, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 890, l. 8 ; Jashar Abdullaev, *op.cit.*, 1986, pp. 136-137.

²⁴⁰⁰ Lettre du conseil des commissaires du peuple azéri au conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie, 25 février 1926, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 890, l. 1.

²⁴⁰¹ Correspondance entre les organes azéris et transcaucasiens sur cet aspect, mai-juin 1926, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 1209, ll. 1-6.

Transcaucasie, afin d'encadrer diplomatiquement le travail de la commission mixte²⁴⁰². Le lancement des travaux de construction du barrage, entrepris par des ingénieurs et ouvriers soviétiques, implique des circulations fréquentes et la résolution de problèmes concrets proches de ceux posés par les campagnes antiacridiennes, ce qui justifie l'ouverture de cette nouvelle institution de la diplomatie déconcentrée. Après avoir examiné la question du changement d'échelles des négociations et l'imbrication du travail diplomatique et de l'action, on souhaiterait désormais aborder le troisième trait dominant de la diplomatie frontalière, qui réside dans une interpénétration étroite entre politique intérieure des zones-frontières et politique internationale.

b) Intérieur et extérieur dans la diplomatie antiacridienne

La lutte contre les criquets constitue une source de légitimité pour le pouvoir soviétique et une modalité de construction de la frontière auprès de populations locales encore très éloignées du régime. Elle donne lieu à une mobilisation pratique, mais aussi politique et intellectuelle, de la paysannerie des confins en Azerbaïdjan et en Arménie. Chaque année, un décret du Comité central exécutif de Transcaucasie nomme un responsable spécial, disposant de pouvoirs de police très larges pour la durée de la campagne, y compris dans l'appareil du Parti²⁴⁰³. Les campagnes antiacridiennes servent à une véritable rééducation de la population aussi bien que des fonctionnaires locaux – les autorités luttent par exemple contre ceux qui défendent en priorité leur propre district, au détriment de la cohérence globale de la campagne. Le rôle de la Tchéka puis de la GPU dans la supervision des campagnes demeure très élevé au cours des années 1920²⁴⁰⁴. La coercition n'est cependant pas mise en avant dans les représentations publiques du régime, qui insiste sur la communion entre autorités et populations. Məmməd Səid Ordubadi, rédacteur du journal *Kommunist*, écrit ainsi : « Les paysans azéris doivent s'unir autour des institutions de l'Etat pour porter un coup décisif à l'ennemi²⁴⁰⁵ ». Dans la pratique, le recours massif à la corvée non payée pour ces tâches est

²⁴⁰² Lettre de l'agent diplomatique à Erevan au conseil des commissaires du Peuple de Transcaucasie, 13 juin 1927, HAA, f. 113, op. 3, d. 612, ll. 25-31.

²⁴⁰³ Lorsqu'Erzinkjan, commissaire à l'Agriculture de Transcaucasie reçoit cette charge en 1930, il a notamment le pouvoir de « Soumettre à des mesures administratives, faire arrêter et juger tout fonctionnaire coupable de retard ou d'insuffisance dans l'accomplissement de ses ordres ou ayant fait preuve de quelque forme de laxisme que ce soit susceptible d'avoir un impact sur la campagne anti-acridienne ». Protocole du présidium du Comité central exécutif de Transcaucasie, 3 juin 1930, SUI TSA, f. 607, op. 1, d. 2616, l. 3.

²⁴⁰⁴ Le premier responsable de la lutte antiacridienne en Azerbaïdjan est Mir Cəfər Bağırov, nommé en février 1922 alors qu'il dirige la Tchéka locale. Protocole du Comité révolutionnaire azéri, 13 février 1922, reproduit par Ataxan Paşayev (dir.), *op.cit.*, 2009, pp. 352-355.

²⁴⁰⁵ Elmar Magerramov, *op.cit.*, 2004, p. 242.

très impopulaire parmi les paysans des régions frontalières et le régime doit parfois y renoncer pour éviter des mouvements de révolte²⁴⁰⁶. La problématique environnementale permet aux autorités soviétiques de légitimer cette forme de travail contraint : un discours rationnel sur la légitimité du travail collectif pour maîtriser les défis naturels tels que les inondations, les nuisibles, les épidémies et les tremblements de terre est développé²⁴⁰⁷. Si la corvée d'Ancien Régime découlait de l'exploitation, la corvée communiste s'ancre dans des contraintes naturelles et participe à une modernité technique²⁴⁰⁸!

Cette modernité technique est omniprésente dans le discours public qui entoure les campagnes, mais aussi dans les correspondances internes d'une administration persuadée qu'elle constitue une des voies d'influence sur la population. Un rapport de la Tchéka arménienne note en juin 1923 que « la paysannerie a une grande confiance dans les moyens déployés, ayant la possibilité de constater leur efficacité²⁴⁰⁹ ». Une littérature de vulgarisation en azéri et en russe est éditée, prônant une approche moderne et scientifique du problème acridien²⁴¹⁰. Les journaux sont également mobilisés pour l'éducation populaire agricole, en particulier les titres en langue azérie, plus directement destinés aux campagnes et où la lutte contre les criquets se trouve souvent mêlée à d'autres thèmes modernisateurs (*figures 80 et 81*)²⁴¹¹. Les campagnes, temporellement concentrées, se prêtent volontiers à des formes d'*agitprop* idéologique, où le recours aux techniques modernes doit permettre l'extirpation des croyances locales sur les criquets²⁴¹². Car les criquets ne permettent pas simplement de fournir une éducation technique, ils sont aussi à la source d'une éradication de croyances

²⁴⁰⁶ Alexis Berelowitch, V. Danilov, *Sovetskaja derevnja glazami VChK-OGPU-NKVD, 1918-1939, T. 1 - 1918-1922*, Moscou, ROSSPEN, 2000, p. 630 ; ainsi en 1925, après un hiver sévère et des inondations majeures : lettre du conseil des commissaires du peuple azéri au conseil des commissaires de Transcaucasie, 30 mars 1925, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 468, l. 26.

²⁴⁰⁷ L'exemple de la Chine maoïste révèle une situation semblable. Judith Shapiro, *Mao's War Against Nature. Politics and the Environment in Revolutionary China*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2001, pp. 3-4 ; ce recours est aussi fréquent en Asie centrale soviétique : décision du conseil des commissaires du peuple du Turkménistan, 28 février 1925, SUITSa, f. 607, op. 1, d. 524, l. 7.

²⁴⁰⁸ Pour une discussion internationale du travail forcé à l'époque contemporaine, voir Alessandro Stanziani (dir.), *Le Travail contraint en Asie et en Europe, XVII^e-XX^e siècles*, Paris, Editions de la MSH, 2010.

²⁴⁰⁹ Rapport d'information de la Tchéka arménienne, 28 mai-5 juin 1923, HAA, f. 113, op. 3, d. 143, l. 177.

²⁴¹⁰ Dès le printemps 1921, une brochure bilingue de sept pages d'instructions est éditée : *Çəkirtgə zərərvariciləri ilə mübarizə təlimatı*, Bakou, Başsiyasimaarif'in Nəşriyyat texnika bölməsinin nəşri, 1921 ; télégramme du commissariat à l'Agriculture arménien à son homologue azéri, 13 juin 1925, HAA, f. 123, op. 1, d. 193, l. 30.

²⁴¹¹ Elmar Məhərrəmov, *Xalq Qəzeti yaranması və inkişafı tarixindən*, Bakou, Elm və təhsil, 2009, pp. 50-58 and 75 ; la lutte contre les criquets se trouve ainsi souvent associée à l'éradication du paludisme, autre politique centrale de l'entre-deux-guerres : Matthias Braun, « From Landscapes to Labscapes: Malaria Research and Anti-Malaria Policy in Soviet Azerbaijan, 1920-1941 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 61, No. 4, 2013, pp. 513-530.

²⁴¹² Sur l'introduction massive des produits chimiques dans les méthodes soviétiques de lutte contre les criquets dès 1922-1923 : note explicative sur la lutte antiacridienne au Zangezour, 23 février 1923, SUITSa, f. 634, op. 1, d. 143, ll. 20-22.

rangées au rang des superstitions : en Russie, l'Église orthodoxe est le principal recours des paysans face aux invasions de criquets, au grand désespoir des membres du Parti²⁴¹³. Au Caucase, les croyances suscitées par les criquets renvoient directement à des répertoires partagés parfois à l'échelle eurasiatique et structurés directement dans le cadre d'un espace turcophone et persanophone transfrontalier²⁴¹⁴. La principale légende y tourne autour d'une source miraculeuse, que certains situent au Khorasan, dont l'eau – appelée « eau des criquets » (*âb-e malakh* en persan) – pourrait transformer certains oiseaux en prédateurs de criquets, ajoutant ainsi de précieux alliés à la lutte contre les dévoreurs des cultures²⁴¹⁵.

A ce point se dessine l'articulation entre politique intérieure et relations internationales. La lutte soviétique contre les « superstitions » et l'ignorance ne se limite en effet pas, dans l'espace frontalier, à une politique intérieure. Elle trouve une prolongation directe dans les tentatives soviétiques de gagner en influence chez leurs voisins. La diplomatie agricole et environnementale devient un des volets de cette influence dans le cas de l'Iran, ouvrant la voie à une influence qui se fait aussi bien politique qu'économique, administrative et intellectuelle. Une des premières lois adoptées par le Madjlis iranien sur la lutte antiacridienne, en octobre 1922, souligne que « dans les zones-frontières de l'Azerbaïdjan, l'Etat est entré en négociations avec les fonctionnaires russes pour poser les bases d'une coopération et d'une entraide dans le domaine des mesures évoquées²⁴¹⁶ ». La question environnementale apporte aux diplomates soviétiques une technicité bienvenue pour compenser les inquiétudes idéologiques et politiques. L'URSS se fait pourvoyeuse de science et de techniques modernes, comme le prouve la participation soviétique à la foire agricole de Téhéran, en novembre-décembre 1923. L'URSS y est le seul pays étranger présent et l'ambassadeur Shumjatskij souligne que cette participation permet de « faire connaître la situation économique de la Russie et de ses industries », notamment en ce qu'elles peuvent

²⁴¹³ Un exemple littéraire de ce mysticisme dans R. Berezov and A. Glagolev, *O popovskoj zabote, o saranche i o samolete*, Moscou, ODVF, 1925, cité par Scott W. Palmer, *Dictatorship of the Air: Aviation Culture and the Fate of Modern Russia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, pp. 131-134.

²⁴¹⁴ Pour une comparaison historique intéressante avec le cas chinois, voir, Raimund Theodor Kolb, *Die ostasiatische Wanderheuschrecke und ihre Bekämpfung unter besonderer Berücksichtigung der Ming- und Qing-Zeit (1368-1911)*, Heidelberg, Edition Forum, 1996.

²⁴¹⁵ Jean Deny, « La légende de "l'eau des sauterelles" et de l'oiseau qui détruit ces insectes », *Revue asiatique*, avril-juin 1933, pp. 323-340 ; sur les invasions de criquets au début du XXe siècle en Iran et leurs effets politiques, voir Afsaneh Najmabadi, *The Story of the Daughters of Quchan: Gender and National Memory in Iranian History*, Syracuse, Syracuse University Press, 1998, pp. 17-19.

²⁴¹⁶ Loi adoptée par le Madjlis le 22 Mehr 1301 (15 octobre 1922), reproduite dans Mansure Etehadîye, Sîrus Sa'dvandiyân (éd.), *op.cit.*, T. 1, 1369 (1990), p. 185.

apporter à l'Iran²⁴¹⁷. Le président du comité organisateur, Mohtasham os-Saltaneh, se félicite de l'ouverture des Soviétiques sur la question des transferts techniques et scientifiques²⁴¹⁸. Cette première tentative est prolongée par la participation soviétique à la foire d'août-septembre 1925 qui se tient aussi à Téhéran et se concentre sur l'outillage agricole. Les industries soviétiques et caucasiennes y occupent la première place en termes quantitatifs, devant le Royaume-Uni et les États-Unis (*figures 82 et 83*)²⁴¹⁹.

Les travaux récents de Cyrus Schayegh sur le développement de la culture scientifique et technique dans l'Iran de la première moitié du XX^e siècle permettent de mieux comprendre le succès récolté par ces initiatives. Depuis l'époque de la révolution constitutionnelle, les élites urbaines du pays manifestent un intérêt de plus en plus net pour les différents savoirs scientifiques, considérés comme une source de puissance²⁴²⁰. Leur intérêt se porte notamment sur les savoirs appliqués (*science as knowledge-practice*), ce qui explique la grande popularité de la biologie, de la parasitologie et de la géologie, perçues comme des sources de développement économique, en particulier pour les campagnes. Le prestige de certaines disciplines est étroitement associé à leur capacité à devenir des « techniques économiques » (*fann-e eqtesâdî*) et la formation des scientifiques est conçue le plus souvent comme liée à des impératifs techniques et de transmission vers le secteur productif²⁴²¹. Les travaux de Schayegh pourraient être étendus à une réflexion sur la Turquie kémaliste, où l'intérêt pour les sciences pratiques apparaît également important. De ce point de vue, une véritable opportunité régionale se dégage à la frontière caucasienne. Tant en Anatolie orientale qu'en Iran du Nord s'exprime un véritable intérêt pour l'URSS comme terre de savoir pratique. Le consul-général soviétique à Erzurum, Kalouzhskij, rapporte ainsi en janvier 1926 que « la société locale des médecins fait preuve d'un grand intérêt pour nos réalisations dans le domaine médical et pour notre organisation de la médecine » et suggère que des relations soient nouées avec les sociétés de médecins du Caucase²⁴²².

²⁴¹⁷ Lettre de Choumjatskij à la Chambre de commerce russo-orientale, 18 juin 1923, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 198, l. 29 ; D.V. Valieva, *Sovetsko-iranskije kul'turnye svjazi (1921-1960 gg.)*, Tachkent, Izdatel'stvo 'Nauka' Uzbekskoj SSR, 1965, p. 16.

²⁴¹⁸ « Tegeranskaja sel'sko-khozjajstvennaja vystavka », *Bakinskij Rabochij*, 18 décembre 1923, No. 286 (1014), p. 3.

²⁴¹⁹ A.E. Ioffe, *Mezhdunarodnye svjazi Sovetskoj nauki, tekhniki i kul'tury, 1917-1932*, Moscou, Nauka, 1975, pp. 363-364.

²⁴²⁰ Schayegh rappelle le succès du vers du poète Firdousi, « Tavânâ bâvad har ke dâna bâvad » (ce qui se traduirait librement : « c'est du savoir que provient la puissance). Cyrus Schayegh, *Who is Knowledgeable is Strong. Science, Class, and the Formation of Modern Iranian Society, 1900-1950*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2009, p. 2.

²⁴²¹ *Ibid.*, pp. 40-41.

²⁴²² Lettre de Kalouzhskij au plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères en Transcaucasie, Karklin, 16 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 80 ; le gouverneur d'Artvin demande pour sa part des ouvrages

L'influence soviétique, partant du domaine intellectuel et technique, se fait aussi plus institutionnelle. Les diplomates soviétiques et les experts transcaucasiens insistent ainsi tout au long des années 1920 sur l'inadéquation des structures administratives persanes en matière de gestion des questions agricoles²⁴²³. L'absence de ministère de l'Agriculture autonome en Iran constitue à leurs yeux une hérésie, qui n'est que progressivement corrigée par l'apparition de nouvelles structures. Le 22 juillet 1929, un bureau antiacridien est créé au sein du ministère des Travaux Publics et prend notamment en charge la partie technique de l'interaction avec les Soviétiques²⁴²⁴. Par la diplomatie frontalière s'établissent ainsi des formes de transfert administratif et de mimétisme, qui facilitent la coopération et permettent de penser une continuité avec l'importance de l'autonomie bureaucratique comme facteur d'entraide frontalière²⁴²⁵. Le bureau devient un appui au sein de l'appareil iranien, en encourageant l'adoption de législations favorables, comme celle qui supprime les droits de douane sur les pesticides utilisés dans les opérations²⁴²⁶. Cette influence administrative et organisationnelle se diffuse aussi aux échelles plus locales de la zone-frontière à partir du milieu des années 1920. Les réunions techniques bilatérales se multiplient à partir de 1926-1927, avec la participation de représentants des différents niveaux administratifs impliqués, et une commission mixte sur la lutte anti-acridienne au Moughan siège en 1927 à Moscou²⁴²⁷. Localement, des fonctionnaires azéris ou des agents des consulats soviétiques en Perse participent à des comités anti-acridiens locaux, où ils exercent des fonctions de conseil, ce qui n'échappe pas à la vigilance des agents britanniques sur place²⁴²⁸.

La jonction entre le niveau scientifique et le niveau administratif constitue un troisième souci des autorités soviétiques. En mai 1935, dans un entretien avec le ministre persan des Affaires étrangères, Foroughî, l'ambassadeur soviétique Tchernykh déclare encore : « Le principal problème est la disproportion entre l'étendue du fléau et les ressources

sur l'agriculture et l'élevage en URSS : lettre de la VOKS à la Chambre du livre azérie, 16 novembre 1926, GARF, f. R5283, op. 4, d. 7, l. 36.

²⁴²³ D.V. Valieva, *op.cit.*, 1965, p. 17.

²⁴²⁴ N.S. Shcherbinovskij, *Pustynnaja sarancha shistotserka. Problema zashchity juzhnykh territorij SSSR ot vtorzhenija staj shistotserki*, Moscou, Gosizdatel'stvo sel'sko-khozjajstvennoj literatury, 1952, p. 378-381 ; Sir Robert Clive à Mr. A. Henderson, Monthly Intelligence Summary, Téhéran, 28 décembre 1929, TNA, FO 416/86, p. 10 ; il faut attendre 1940 pour que le département de l'Agriculture du ministère de l'Economie devienne un ministère de plein exercice : Amin Banani, *The Modernization of Iran, 1921-1941*, Stanford, Stanford University Press, 1961, p. 124.

²⁴²⁵ Sur les questions générales liées à ce type de transferts : David P. Dolowitz, David Marsh, « Learning from Abroad: The Role of Policy Transfer in Contemporary Policy-Making », *Governance*, Vol. 13, No. 1, janvier 2000, pp. 5-23.

²⁴²⁶ Lettre de la légation allemande à Téhéran au ministère des Affaires étrangères allemand, 5 septembre 1930, PA AA, Länderabteilung III (1920-1936), Persien, R 92541.

²⁴²⁷ Elle mêle dans ses débats considérations techniques, administratives et politiques. *Konfrans-e misyûn-e mokhtalat-e Irân o Shuravi baraye daf'-e malakh-e Mughân*, Téhéran, éditeur inconnu, 1325 (1946), pp. 14-15.

²⁴²⁸ *Tabriz Locust Report* du consulat britannique, juin 1930, NHMA, AL/2/100.

matérielles dont le gouvernement persan disposer pour le contrer²⁴²⁹ ». Les Soviétiques encouragent ainsi le développement du collège agricole (*Madrassa-ye 'Alī-ye Falâhat*) à Karadj, près de Téhéran, pour former des experts familiers avec l'agronomie occidentale. Le collège devient rapidement un élément-clef du dispositif antiacridien iranien et collabore étroitement avec les institutions soviétiques au cours des campagnes menées en Azerbaïdjan persan²⁴³⁰. Les institutions transcaucasiennes établissent avec le collège des échanges d'enseignants et de matériel qui contribuent à l'essor de l'enseignement agricole persan dans les années 1930²⁴³¹. Parmi ses enseignants figure Djalal Afshar, qui a étudié à Tiflis et Moscou avant la Première Guerre mondiale. Employé successivement à l'Institut Pasteur de Téhéran puis au ministère des Travaux publics, il fonde à Karadj le premier laboratoire entomologique d'Iran. Jusqu'aux années 1930, il reste en étroit contact avec les avancées de la science soviétique, sur laquelle il base en partie le premier traité entomologique persan à l'occidentale, le *Hashar-e shenâsî* (paru en 1937-1945)²⁴³².

Si on a développé ici un exemple particulier d'influence frontalière, ses formes se retrouvent dans d'autre domaine. On ne saurait trop répéter l'importance de domaines techniques généralement ignorés hors des travaux soviétiques apologétiques consacrés aux formes de coopération entre l'URSS et les pays « orientaux ». L'occurrence en 1926-1928 d'une série de tremblements de terre dans l'espace de la mer Noire et du Caucase, en URSS, en Turquie et en Iran, entraîne des échanges similaires en matière de savoir sismique. A partir de 1927, la station sismique de Tiflis publie un *Bulletin* rassemblant les données produites par les Soviétiques pour l'ensemble de la région²⁴³³. Le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'URSS fait remarquer que de telles mesures peuvent acquérir une réelle efficacité par une extension à l'ensemble des Etats voisins, afin de créer un réseau d'alerte sismique :

« Le bassin de la mer Noire, la péninsule balkanique, la Crimée, le Caucase et l'Asie mineur appartiennent à la même région géotectonique, avec une structure similaire, et la rupture

²⁴²⁹ Rapport de Tchernykh sur son entrevue avec Foroughi, 28 Mai 1935, *DVP SSSR*, T. 17, 1973, pp. 356.

²⁴³⁰ Consulat britannique à Tabriz, « Tabriz Locust Report for August 1931 », NHMA, AL/2/100.

²⁴³¹ A l'été 1931, l'Institut azéri d'agriculture offre au collège du matériel agricole. Mr. Lascelles à Mr. A. Henderson, *Monthly Intelligence Summary*, Téhéran, 29 juillet 1931, TNA, FO 416/89, p. 65 ; en 1941, Laurence Paul Elwell-Sutton note cette coopération et le développement notable des formations agronomiques en Iran : Laurence Paul Elwell-Sutton, *Modern Iran*, Londres, George Routledge & Sons, 1944 (1941), pp. 86-87.

²⁴³² Cyrus Abivardi, *Iranian Entomology, 2: Applied Entomology*, Berlin-Heidelberg-New York, Springer, 2001, pp. 532-534.

²⁴³³ Il faut attendre 1933 pour qu'un Institut de géophysique soit fondé dans la ville et introduise véritablement la recherche scientifique sur le sujet au Caucase du Sud. La même année, un réseau entier de stations sismiques est créé au Caucase. Georgij Gorshkov, Petr Kropotkin, *Regional'naja sejsmotektonika territorii juga SSSR: Alpijskij pojas*, Moscou, Nauka, 1984, p. 119.

d'équilibre en un point de la région s'accompagne de ruptures ailleurs, entraîne une série de tremblements de terres, dont les foyers se déplacent en permanence²⁴³⁴. »

L'unité tectonique de la région apparaît ici comme une nécessité objective exigeant une coopération scientifique multilatérale et l'ambassade soviétique à Ankara soumet en juillet 1928 un projet de construction de cinq stations d'observation sismique, à Trabzon, Ankara, Izmir, Sinop et Istanbul. La proposition soviétique prévoit que la Turquie calque la structure de l'Institut de sismologie de l'Académie des sciences d'URSS et envisage des transferts de compétences et technologies²⁴³⁵. A la suite du tremblement de terre qui détruit la ville iranienne de Gorgan à 60 % en 1928, l'Académie des sciences d'URSS suggère un projet multilatéral d'Association du Proche-Orient pour les études sismiques rassemblant URSS, Turquie et Iran²⁴³⁶. A l'unité « naturelle » de la région semble donc répondre le besoin d'une diplomatie régionale de l'environnement et des risques.

c) Vers une aide au développement ?

Cette diplomatie environnementale caucasienne tire son importance de son inscription au cœur des rivalités politiques et stratégiques qui opposent l'URSS et les puissances européennes au Moyen-Orient et en Asie. La fin des années 1920 voit en effet l'apparition de nouveaux enjeux et instruments au cœur de ces rivalités. A travers le système des mandats et l'accession à l'indépendance d'Etats issus du démembrement de l'Empire ottoman, les questions associées au développement économique, agricole et étatique acquièrent une importance croissante²⁴³⁷. Les travaux récents qui s'intéressent aux origines du concept de développement et d'aide au développement les placent dans l'entre-deux-guerres : ils soulignent l'impact exercé par la Première Guerre mondiale et la crise des légitimités

²⁴³⁴ Lettre du secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'URSS au département des institutions scientifiques du TsIK, 3 juillet 1928, GARF, f. R3316, op. 64, d. 610, l. 1.

²⁴³⁵ Mémoire de l'Académie des sciences d'URSS (Institut de physique et de mathématiques V.A. Steklov), 31 juillet 1928, GARF, f. R3316, op. 64, d. 610, ll. 6-7.

²⁴³⁶ Lettre du secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'URSS au département des institutions scientifiques du TsIK, 5 juin 1929, GARF, f. R3316, op. 64, d. 610, l. 10. Le projet se heurte en définitive aux contraintes financières imposées par la crise de 1929 en Turquie et en Iran. Lettre du commissariat du peuple aux Affaires étrangères au département des institutions scientifiques du TsIK, 10 juillet 1930, GARF, f. R3316, op. 64, d. 610, l. 20 ; sur la destruction de Gorgan, voir Horst Kopp, *Städte im östlichen iranischen Kaspietiefland*, Erlangen, Fränkische Geographische Gesellschaft-Palm & Enke, 1973. p. 63.

²⁴³⁷ Sur l'importance politique du développement agricole dans la nouvelle Turquie et le lien avec l'URSS, on peut se reporter aux documents produits lors de la visite du ministre de l'Agriculture turc, Sabri Bey, en URSS, à la fin de 1925. Rapport de l'ambassade allemande à Moscou à l'Auswärtiges Amt, 28 novembre 1925, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83502 ; lettre du commissariat aux Affaires étrangères à la VOKS, 11 février 1926, GARF, f. R5283, op. 4, d. 7, ll. 51-52.

coloniales qui l'accompagne²⁴³⁸. Les historiens de l'Empire britannique insistent par exemple sur les réflexions menées dans les cercles travaillistes et dans l'*Advisory Committee on Imperial Questions*, qui accouchent du concept de *trusteeship*. Celui-ci propose une nouvelle conception du lien colonial, fondé sur la tutelle éclairée d'une métropole, censée guider vers l'autonomie les territoires impériaux, en leur apportant une aide culturelle, économique et technique²⁴³⁹. La création de la Société des Nations et de sa commission des mandats favorise l'articulation de ces nouvelles conceptions, où niveau de développement et degré d'indépendance deviennent des variables à mettre en relation. En dépit de ces différents éclairages, l'influence des rapports de force internationaux reste peu introduite dans l'étude de cette genèse. Le lien entre enjeux de développement et rivalités politiques ne fait véritablement son apparition dans l'historiographie qu'avec les débuts de la Guerre froide, ce qui néglige cette première genèse.

A partir de 1927, la diplomatie soviétique manifeste une nette propension à étendre géographiquement les politiques de coopération développées dans le cadre de relations frontalières. La relation construite avec l'Iran dans le domaine de la coopération antiacridienne, en dépit de ses accroc, en constitue une des bases. Plus politique et inégale, la relation entre l'URSS et la République populaire de Mongolie repose aussi largement sur la coopération technique, agricole, sanitaire et environnementale, du fait de l'envoi d'un important contingent de coopérants depuis 1924-1925²⁴⁴⁰. Ces relations frontalières servent de modèle et de base à la conception de projets ambitieux de coopération multilatérale. On peut illustrer cette évolution avec l'année 1927 elle-même. Au début de l'année, la coopération frontalière dans la lutte contre les épizooties en Transcaucasie est marquée par une conférence, tenue à Batoumi sur la demande du commissariat géorgien à l'Agriculture. La circulation de bétail à travers la frontière entraîne la diffusion d'épizooties que des institutions

²⁴³⁸ Hubertus Büschel, Daniel Speich, « Einleitung – Konjunkturen, Problemen und Perspektiven der Globalgeschichte von Entwicklungszusammenarbeit », in Hubertus Büschel, Daniel Speich (dir.), *Entwicklungswelten. Globalgeschichte der Entwicklungszusammenarbeit*, Francfort-New York, Campus Verlag, 2009, pp. 7-29.

²⁴³⁹ Nicholas Owen, « Critics of Empire in Britain », in Judith M. Brown, William Roger Louis (dir.), *The Oxford History of the British Empire, Vol. 4 – The Twentieth Century*, New York, Oxford University Press, 1999, pp. 188-211 ; John Darwin, *The Empire Project. The Rise and Fall of the British World System, 1830-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, pp. 413-414.

²⁴⁴⁰ George G.S. Murphy, *Soviet Mongolia. A Study of the Oldest Political Satellite*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1966, pp. 112-113 ; sur l'action de l'Académie des sciences dans cette coopération, T.I. Jusupova, *Mongol'skaja Komissija Akademii Nauk. Istorija sozdanija i dejatel'nosti (1925-1953 gg.)*, Saint-Petersbourg, Nestor-Istorija, 2006.

vétérinaires encore faibles peinent à contrôler²⁴⁴¹. Cette conférence regroupe à la fois les représentants des organes transcaucasiens et une délégation envoyée par la Turquie, pour procéder à des échanges d'informations et de pratiques. La conférence se conclut par la signature d'une convention de coopération vétérinaire et par un accord de principe pour essayer de faire signer à l'Iran une convention similaire²⁴⁴². Elle constitue aussi un moment important pour les institutions vétérinaires soviétiques, en confirmant la volonté de mieux coordonner les politiques entre les républiques et Moscou, ce qui débouche sur la création d'un Comité aux affaires vétérinaires auprès du STO²⁴⁴³. En juin 1927, tirant les conséquences de la montée en puissance des questions environnementales et sanitaires dans les relations extérieures de l'URSS, le collège du commissariat aux Affaires étrangères décide d'organiser une conférence regroupant autour du gouvernement soviétique des délégués des pays limitrophes. Turquie, Iran, Afghanistan, Mongolie et Chine occidentale (Xinjiang) sont conviées dans cette conférence²⁴⁴⁴. Le commissariat aux Affaires étrangères lance des consultations préparatoires avec les organes centraux, caucasiens et centre-asiatiques. La lutte antiacridienne figure au premier plan des thèmes retenus, aux côtés des questions de lutte contre les maladies humaines et les épizooties. L'initiative soviétique traduit la volonté de constituer, sur les questions sanitaires et environnementales, des coopérations structurées, susceptibles de renforcer l'influence de l'URSS auprès de ses voisins.

Mais cette tentative de régionalisation s'inscrit dans les tendances initiées par les négociations sanitaires de l'époque, qui voient dans l'échelle régionale un niveau plus efficace pour appliquer des règles de contrôle et de coopération²⁴⁴⁵. C'est à la convention sanitaire internationale de 1926 que le commissariat à la Santé de Russie renvoie lorsqu'il souligne la possibilité de créer une « plateforme sanitaire commune » avec les pays frontaliers

²⁴⁴¹ Elles sont encore quasiment absentes aux frontières avec la Turquie et l'Iran en 1923 : rapport sur la situation vétérinaire de l'Arménie, 8 mars 1923, HAA, f. 123, op. 1, d. 109, ll. 26-27 ; sur le développement de la frontière vétérinaire, voir aussi les dossiers 586, 636, 689 et 704.

²⁴⁴² Décret du conseil des ministres turc, 5 janvier 1927, BCA, 30.18.1.1/22.82.19 ; rapport du consulat-général allemand à Tiflis à l'Auswärtiges Amt, 31 janvier 1927, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83502 ; sur le contexte de la lutte contre les épizooties, Tom Barrett, Paul-Pierre Pastoret, William Taylor (dir.), *Rinderpest and Peste des Petits Ruminants*, Londres-Burlington-San Diego, Elsevier, 2006, pp. 105-143 ; John R. Fisher, « Cattle Plague Past and Present: The Mystery of Mad Cow Disease », *Journal of Contemporary History*, Vol. 33, No. 2, avril 1998, pp. 215-228 ; Jean Blancou, *Histoire de la surveillance et du contrôle des maladies animales transmissibles*, Paris, Editions de l'Office international des épizooties, 2000.

²⁴⁴³ La création est actée le 14 mai 1927. V.M. Koropov, *Istorija veterinarii v SSSR*, Moscou, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo Sel'sko-Khozjajstvennoj Literatury, 1954, pp. 252-253.

²⁴⁴⁴ Sous Yang Zengxin et Jin Shuren, le Xinjiang est un Etat de facto indépendant avec lequel l'URSS entretient des relations. James A. Millward, *Eurasian Crossroads. A History of Xinjiang*, New York, Columbia University Press, 2007, pp. 186-187.

²⁴⁴⁵ Anne Sealey, « Globalizing the 1926 Sanitary Convention », *Journal of Global History*, Vol. 6, No. 3, Novembre 2011, pp. 432 et 449.

du Moyen-Orient et d'Asie²⁴⁴⁶. Les objectifs fixés à la conférence, prévue d'abord pour l'automne 1927 puis repoussée à 1928, comprennent un programme ambitieux de signature d'accords sectoriels, créant un réseau polarisé par les institutions soviétiques²⁴⁴⁷. Les différentes thématiques abordées lors de la conférence font l'objet d'une préparation minutieuse de la part des institutions soviétiques. A la manœuvre de ces préparatifs, les organes centraux : en matière antiacridienne et épizootique, le commissariat russe à l'Agriculture et l'Institut d'Etat d'agriculture expérimentale occupent le premier plan, mais ils sollicitent les républiques pour présenter des rapports thématiques dans la continuité des coopérations existantes. Ces rapports mettent en valeur l'héritage des coopérations frontalières et en faire le modèle des initiatives à venir. Zakhar Rodionov, directeur de la station entomologique expérimentale du Moughan azéri de 1920 à 1927 présente ainsi un rapport sur la lutte contre les parasites du coton. Son discours s'appuie sur un livre qu'il vient de publier, où il étudie les défis communs posés en Perse et dans les républiques méridionales de l'URSS pour la culture du coton²⁴⁴⁸. Dans la préparation de leurs rapports, les délégués républicains sont tenus d'éviter des approches trop locales, au profit d'échelles intermédiaires : Rodionov travaille ainsi avec le directeur de l'Office turkmène de protection des plantes, pour exposer les méthodes soviétiques de contrôle phytosanitaire à la frontière de part et d'autre de la Caspienne.

Au cours de la conférence, les délégations étrangères sont soumises à une observation intense de la part des diplomates soviétiques. Le commissariat aux Affaires étrangères souligne la nécessité de concentrer l'attention, pour chaque pays, sur un nombre réduit de sujets prioritaires, afin de ne pas disperser les efforts et de maximiser les chances d'accord. Ces consignes créent une rivalité entre les différents thèmes de la conférence, chaque institution ou république essayant de pousser ceux qu'elle considère prioritaires²⁴⁴⁹. En matière agricole, les Etats invités à Moscou se voient proposer de signer une convention sur la quarantaine du coton et une autre sur la coopération frontalière dans la lutte antiacridienne²⁴⁵⁰.

²⁴⁴⁶ Lettre du commissariat du peuple à la Santé au commissariat aux Affaires étrangères, 6 août 1927, GARF, f. A482, op. 55, d. 29, l. 3 ; sur les origines de cette idée dans le domaine de la lutte contre la peste, Dmitry Mikhel, « Fighting Plague in Southeastern European Russia, 1917-1925 – A Case Study in Early Soviet Medicine », in Frances L. Bernstein, Christopher Burton, Dan Healey (dir.), *Soviet Medicine. Culture, Practice and Science*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2010, p. 59.

²⁴⁴⁷ Lettre de la représentation de Transcaucasie au conseil des commissaires du peuple de ZSFSR, 2 février 1928, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 2331, ll. 1-3.

²⁴⁴⁸ Zakhar Rodionov, *Vrediteli khlopchatnika v Persii*, Moscou, Biblioteka Khlopkovogo Dela, 1928.

²⁴⁴⁹ Lettre du commissaire géorgien à l'Agriculture au commissariat russe, 14 janvier 1928, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 2331, l. 28.

²⁴⁵⁰ Supplément secret au protocole du conseil des commissaires du peuple d'URSS, SUITSa, f. 616, op. 1, d. 2, ll. 306-310.

La toile d'accords bilatéraux qu'initient les Soviétiques à l'occasion de la conférence dessine une géographie très similaire à celle des priorités politiques de l'URSS à l'époque, qui fait du développement de relations de bon voisinages avec ses voisins méridionaux et orientaux une priorité. La coopération technique contribue directement à la consolidation d'une zone-tampon, destinée à tenir à distance les puissances occidentales. A l'exception de la Mongolie, devenue un satellite depuis 1921, chacun des Etats invité à la conférence peut apparaître comme un terrain de rivalité avec les Etats européens, au premier rang desquels le Royaume-Uni.

Les Etats mitoyens de la Transcaucasie sont concernés au premier chef par cette lecture. Au même moment, France et Royaume-Uni développent en effet des programmes de coopération sur les questions environnementales. Ces programmes sont étroitement articulés avec les structures impériales préexistantes, tout en créant de nouveaux réseaux de coopération. En 1924, c'est à Paris qu'est fondé l'Office international des épizooties²⁴⁵¹. En matière antiacridienne, un rôle pionnier revient au Royaume-Uni, où le Bureau impérial d'entomologie est fondé à Londres en 1913 et dirigé après la Première Guerre mondiale par l'émigré Boris Uvarov²⁴⁵². L'activisme du Royaume-Uni est tel que la lutte contre les criquets a pu être décrite comme un des moyens de renouveler l'unité de l'empire, de Delhi à Lagos²⁴⁵³. Les mandats français de Syrie et du Liban et les possessions britanniques de Jordanie et de Palestine se trouvent au cœur de ce nouveau dispositif, mais la Turquie, l'Irak et l'Iran sont directement visés par les tentatives de créer un espace de coopération environnementale et politique. En mai 1926, la France et le Royaume-Uni fondent un Office international de renseignements sur les sauterelles, basé à Damas²⁴⁵⁴. Syrie, Jordanie, Irak, Palestine et Turquie adhèrent initialement à l'organisation, avant que la Perse n'annonce son adhésion en mars 1931²⁴⁵⁵. Pour l'URSS, prompt à dénoncer les menées impérialistes dans la région, cette organisation ne peut être qu'un des visages pris par la réaction et la contre-

²⁴⁵¹ Karen Brown, Daniel Gilfoyle, « Introduction », in Karen Brown, Daniel Gilfoyle (dir.), *Healing the Herds. Disease, Livestock Economies, and the Globalization of Veterinary Medicine*, Athens, Ohio University Press, 2010, p. 4.

²⁴⁵² C. Gordon Hewitt, « The Imperial Bureau of Entomology », *The Canadian Entomologist*, Vol. 45, No. 6, June 1913, pp. 171-174 ; Id., « A Review of Applied Entomology in the British Empire », *Annals of the Entomological Society of America*, Vol. IX, No. 1, March 1916, pp. 3-34.

²⁴⁵³ Antonio Buj, « International Experimentations and Control of the Locust Plague – Africa in the First Half of the 20th Century », in Yvon Chatelin, Christophe Bonneuil (dir.), *Les sciences hors d'Occident au XX^e siècle, Vol. 3 : Nature et environnement*, Paris, Orstom Editions, 1995, pp. 93-105.

²⁴⁵⁴ Ahmet Gündüz Ökçün, Ahmet R. Ökçün, *Türk antlaşmaları rehberi (1920-1973)*, Ankara, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1974, p. 145 ; Jean-David Mizrahi, *Genèse de l'Etat mandataire. Service des Renseignements et bandes armées en Syrie et au Liban dans les années 1920*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p. 175 ; les archives de cet organisme sont désormais conservées au *Natural History Museum* de Londres, sous la cote AL/1/6.

²⁴⁵⁵ Lettre du consul-général persan à Beyrouth au président de l'Office, 12 mars 1931, NHMA, AL/1/6.

révolution au Moyen-Orient. C'est donc une véritable « Internationale environnementale » que s'efforce de constituer autour d'elle la diplomatie soviétique en 1927-1928, dans une réponse directe aux initiatives occidentales²⁴⁵⁶.

L'exemple des politiques soviétiques développées à partir de 1927 sur la base de formes de coopérations frontalières souligne que la relation entre diplomatie centrale et diplomatie frontalière est à double sens. La seconde n'est pas une simple déclinaison locale de la première mais dispose, comme on l'a vu, de contraintes propres et d'une modalité particulière d'articulation avec l'action de terrain. Elle peut surtout être à l'origine de rétroactions sur la diplomatie centrale, en contribuant à y intégrer de nouvelles questions, comme dans le cas des thématiques environnementales. De l'économie à l'environnement, nous nous sommes pour l'instant concentré sur des questions relevant de besoins concrets de la situation frontalière, découlant des priorités des autorités caucasiennes de rétablissement de liens avec l'Iran et la Turquie. L'explication de la diplomatie frontalière par une forme de nécessité matérielle doit cependant être complétée par une approche plus politique et symbolique, réfléchissant aux avantages que peut conférer le fait « d'entrer en diplomatie » pour les dirigeants caucasiens et aux structures qui sous-tendent les interactions de la diplomatie frontalière.

3. Symbolique et pratique de la diplomatie frontalière

D'une approche par les objets de la diplomatie frontalière, il faut donc passer à une étude des acteurs de cette diplomatie. Leur diversité est apparue déjà à plusieurs reprises : depuis les fonctionnaires intermédiaires impliqués dans la gestion de questions frontalières jusqu'aux dirigeants de l'Etat et du Parti dans la région, en intégrant les représentants et consuls étrangers, ainsi que les acteurs économiques privés. On souhaiterait se placer ici au niveau des acteurs régionaux de la diplomatie frontalière, à travers la réactivation du couple entre les représentants étrangers au Caucase soviétique – qui appartiennent au corps consulaire – et les dirigeants caucasiens. Cette interaction constitue l'échelon le plus élevé de la diplomatie frontalière, mais aussi le plus formel et celui qui reçoit la plus grande publicité. Il s'agit d'examiner la manière dont la pratique de la diplomatie peut constituer une ressource symbolique et politique pour les acteurs de cette relation.

²⁴⁵⁶ D.V. Valieva, *op.cit.*, 1965, pp. 17-18.

a) Lieux et sociabilités d'une diplomatie périphérique

Il a été question des lieux diplomatiques dans la description de la session exceptionnelle du Comité central exécutif en mars 1925. Le bâtiment du théâtre de Tiflis, où se déroule cette session, se trouve à l'extrémité nord de l'avenue Roustaveli, qui constitue alors l'artère principale de la ville avec son prolongement, la rue du Komintern. Sur sa longueur s'égrène tout ce que la capitale du Caucase compte d'officiel et de prestigieux, en partant au sud-est de l'ancienne place d'Erevan, devenue entretemps place de la Liberté, où trône le bâtiment de la municipalité²⁴⁵⁷. Sur cette avenue d'un peu plus d'un kilomètre de long se trouve le centre politico-administratif de la Géorgie et de la fédération de Transcaucasie. Partons de deux cartes pour dessiner les contours de ce lieu, sans équivalent au Caucase par sa concentration d'institutions. Si la première carte fournit un aperçu de la situation de la ville dans les premières années du régime soviétique (*figure 84*), la seconde nous place au cœur de ce Tiflis du pouvoir (*figure 85*). La carte date de la fin de la période tsariste, ce qui permet de percevoir la continuité spatiale entre les institutions de la vice-royauté et celles du nouveau pouvoir bolchevique. Les numéros indiqués sur la carte recensent les principales administrations du Caucase tsariste, groupées autour du palais du vice-roi et de ses imposants jardins (no. 61), du département spécial de la vice-royauté (no. 62), de l'administration des finances (no. 63), de l'état-major caucasien (no. 68) ou encore du chef de la police (no. 73) et de la chancellerie du gouverneur de Tiflis (no. 75). Aux bâtiments politiques s'ajoutent les édifices culturels, comme le théâtre d'Etat (no. 43), le musée militaire (no. 49), également surnommé « temple de la gloire », le musée d'histoire naturelle (no. 60), sans compter les églises et bibliothèques.

C'est dans ce dense périmètre que s'insèrent les nouvelles institutions du régime soviétique, enfilant les habits laissés par l'Empire défunt. Comme dans d'autres villes de l'URSS, la continuité est souvent frappante : le commissariat transcaucasien aux Finances reprend ainsi le bâtiment de l'administration tsariste correspondante, tandis que le palais du vice-roi accueille les deux gouvernements de Transcaucasie et de Géorgie, ainsi que leurs Comités centraux exécutifs respectifs (*figures 86 et 86 bis*). Institutions transcaucasiennes et géorgiennes partagent souvent les mêmes bâtiments, ce qui suscite à l'occasion des tensions, mais contribue à la concentration du pouvoir dans un espace réduit²⁴⁵⁸. Les commissariats et

²⁴⁵⁷ Elle devient ensuite place Lénine, avant d'être à nouveau baptisée place de la Liberté (*Tavisuplebis moedani*) après l'indépendance.

²⁴⁵⁸ James Forsyth, *The Caucasus. A History*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2013, p. 502.

institutions gouvernementales les plus diverses se pressent sur l'avenue Roustaveli et les rues avoisinantes, comme le montre la carte. La taille des rues et la magnificence des édifices n'est pas toujours proportionnelle à la puissance réelle des institutions : le Comité régional du Parti de Transcaucasie, véritable cœur de l'appareil communiste dans la région, se contente d'une plus modeste résidence dans la rue Djougashvili, sur les contreforts de Mtsatsminda, le mont qui surplombe la ville²⁴⁵⁹. A proximité immédiate de ces lieux du pouvoir régional se concentrent, en 1925, quatre consulats : ceux d'Allemagne, d'Italie, de Perse et de Turquie. Le consulat italien jouit d'une adresse particulièrement prestigieuse sur l'avenue Roustaveli, comme le rappelle le consul Paolo Vita-Finzi, en poste à partir de la fin des années 1920²⁴⁶⁰. Les consulats allemand et persan sont pour leur part situés à proximité immédiate du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères pour la Transcaucasie, sis rue Tsitadze (anciennement Ermolovskaja).

Cet aperçu des lieux du pouvoir ne vise pas tant au pittoresque – qui ne manque au demeurant pas de frapper le visiteur étranger²⁴⁶¹ – qu'à l'examen du rôle des configurations spatiales dans la manière dont se nouent les relations entre autorités soviétiques et représentants étrangers. Voilà plusieurs années que, dans une évolution que certains ont voulu qualifier de *spatial turn*, la dimension spatiale des phénomènes sociaux et historiques se trouve à l'honneur²⁴⁶². Ce tournant spatial a connu une dynamique particulière dans le domaine de l'histoire et de la sociologie des sciences, avec un intérêt pour les « lieux de savoir »²⁴⁶³. Dans un ouvrage récent sur la science dans ses contextes spatiaux, David N. Livingstone définit son projet comme une quête de la « signification que revêtent pour la science les sites où sont menés les expériences, les lieux où le savoir est généré, les emplacements où se fait la recherche²⁴⁶⁴ ». L'intégration de la préoccupation spatiale peut s'opérer à plusieurs échelles, mais se réalise avec prédilection dans une histoire des dimensions les plus localisées de la science : la genèse du laboratoire, comme espace distinct

²⁴⁵⁹ La carte a été composée sur la base des indications fournies dans le principal indicateur pour la région, édité en 1925. Il n'a pas toujours été possible de repérer précisément l'emplacement des institutions indiquées et la précision spatiale est parfois limitée à la rue : I.A. Aslanishvili, *Tiflis i ego okrestnosti. Putevoditel'*, Tiflis, Tserkumsi, 1925, p. 233-244 ; je remercie Silvia Serrano pour ses indications supplémentaires.

²⁴⁶⁰ Paolo Vita-Finzi, *Diario Caucasico*, Milan-Naples, Riccardo Ricciardi, 1975, pp. 28-29.

²⁴⁶¹ Andrée Viollis écrit : « Comment décrire son charme et où réside-t-il ? Est-ce dans ses larges avenues modernes, bordées de lauriers-roses, de palais aux blanches façades, d'églises russes, fleuries de coupes en tulipes d'or ou d'azur ? ». Andrée Viollis, *op.cit.*, 1927, p. 288.

²⁴⁶² Voir par exemple les contributions rassemblées dans Jörg Döring, Tristan Thielmann (dir.), *Spatial Turn. Das Raumparadigma in den Kultur- und Sozialwissenschaften*, Bielefeld, Transcript Verlag, 2009 (2008).

²⁴⁶³ Expression issue de la vaste recherche menée par Christian Jacob, qui a donné jusqu'à présent lieu à la publication de deux ouvrages collectifs. Pour une présentation du projet et des ouvrages, voir : <http://lieuxdesavoir.hypotheses.org/>

²⁴⁶⁴ David N. Livingstone, *Putting Science in its Place. Geographies of Scientific Knowledge*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 2003, p. 3.

emblématique d'une science mise à part comme champ supposément autonome, a par exemple fait l'objet de nombreuses études²⁴⁶⁵. Mais ce tournant vaut aussi sur un plan politique. L'anthropologie et l'ethnologie travaillent depuis de nombreuses années sur le rôle de « l'organisation spatiale [...] dans la constitution du champ politique²⁴⁶⁶ ». C'est ainsi à une anthropologie de nos propres lieux du pouvoir qu'invitent des travaux comme ceux de Marc Abélès sur l'Assemblée nationale ou de Bruno Latour sur le Conseil d'Etat²⁴⁶⁷.

Les lieux du pouvoir sont le plus souvent approchés comme des lieux rituels et symboliques qui visent à affirmer et légitimer des hiérarchies ou des idéologies. Les mécanismes par lesquels les espaces sont divisés en lieux ouverts et protégés, communs ou confidentiels, privés et publics, ont fait l'objet de nombreuses études, qui permettent de lire dans l'espace les modalités du pouvoir et ses transformations²⁴⁶⁸. Comment se présente, de ce point de vue, le Tiflis des années 1920 ? Les dimensions de la ville, d'abord, la placent bien loin des autres métropoles de l'Union soviétique : ses 294.000 habitants selon les données du recensement de 1926 font pâle figure face aux deux millions de Moscou, aux 513.000 habitants de Kiev ou même aux 453.000 habitants de Bakou. La concentration spatiale est son second trait distinctif, alors que les villes précédentes se déploient déjà sur d'importantes superficies. La coprésence physique qu'elle implique ne peut cependant être considérée comme dotée d'effets socio-politiques que si elle s'accompagne de modes particuliers de circulation dans les espaces de ce pouvoir. A la différence de Moscou, où le choix par le nouveau gouvernement soviétique du Kremlin est aussi dissimulation politique, le pouvoir à Tiflis reste ouvert sur l'extérieur, disséminé en de multiples localisations qui communiquent par l'espace public²⁴⁶⁹. Les administrations débordent sur la ville et les mécanismes de distinction des espaces y apparaissent moins prégnants, tant sur un plan physique que symbolique. Les « seuils » des lieux politiques s'y laissent plus facilement franchir qu'ailleurs à travers des rituels de sociabilité, pour reprendre les catégories de Philippe Bonnin²⁴⁷⁰.

²⁴⁶⁵ On renvoie ici à l'exemple de Bruno Latour, *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris, La Découverte, 2005, pp. 152-244.

²⁴⁶⁶ Marc Abélès, *Le lieu du pouvoir*, Paris, Société d'ethnographie, 1983, p. 33.

²⁴⁶⁷ Marc Abélès, *Un ethnologue à l'Assemblée*, Paris, Odile Jacob, 2001 ; Bruno Latour, *La fabrique du droit : Une ethnographie du Conseil d'Etat*, Paris, La Découverte, 2002.

²⁴⁶⁸ Pour une passionnante étude sur la naissance de l'édifice administratif et ministériel, au XVIII^e siècle français, à partir des hôtels particuliers de l'aristocratie, voir Natacha Coquery, *L'espace du pouvoir. De la demeure privée à l'édifice public, Paris 1700-1790*, Paris, Seli Arslan, 2000.

²⁴⁶⁹ Sur l'emménagement bolchevique au Kremlin en 1918, Adam Ulam écrit : « As a seat of government and residence of its leaders the Kremlin had another advantage in those tumultuous days : it was, in a manner of speaking, a fortress ». Adam B. Ulam, *The Bolsheviks. The Intellectual and Political History of the Triumph of Communism in Russia*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 1998 (1965), p. 415.

²⁴⁷⁰ Philippe Bonnin, « Dispositifs et rituels du seuil : une topologie sociale. Détour japonais », *Communications*, No. 70, 2000, pp. 65-68.

Cette porosité plus grande des lieux du pouvoir est une dimension indispensable pour l'exercice, par les consuls étrangers, de leurs attributions d'observation et de contact avec les autorités locales²⁴⁷¹. Si les consuls turc et persan peuvent arguer de l'existence d'une communauté de ressortissants pour justifier leur présence dans la capitale, la dimension politique de l'activité consulaire à Tiflis est absolument primordiale²⁴⁷². La relative ouverture des institutions soviétiques dans la ville frappe les observateurs contemporains, surtout ceux qui font l'expérience parallèle de la situation à Moscou et dans les autres villes d'URSS européenne où se trouvent des consulats. Pietro Quaroni, consul-général à Tiflis avant de devenir ambassadeur à Moscou, écrit : « Il était encore possible à Tiflis, en 1926, d'avoir des relations personnelles avec les autorités gouvernementales²⁴⁷³ ». Ces relations personnelles ne se limitent pas aux contextes institutionnels, mais s'étendent à une sociabilité plus informelle. Amateurs de banquets et de réjouissance, les dirigeants caucasiens y invitent fréquemment les consuls étrangers, qui y trouvent une conversation souvent très éloignée de la phraséologie officielle²⁴⁷⁴. Boisson et bonne chère aidant, les languent se délient et les propos de table voguent sur des thèmes divers, où les questions politiques et diplomatiques surgissent souvent²⁴⁷⁵. L'étude des archives consulaires d'Italie et d'Allemagne témoigne du rôle de cette sociabilité informelle dans l'obtention d'informations et la compréhension du climat politique²⁴⁷⁶. Les observateurs étrangers accordent une grande importance à la dimension culturelle – presque ethnologique – de cette sociabilité plus libre, sans qu'on sache si c'est du lieu ou des populations qu'elle découle le plus. Cette sociabilité contribue à la perception

²⁴⁷¹ Une comparaison est possible – dans des contextes certes très différentes – avec les travaux sur la proximité spatiale des lobbyistes autour des institutions de l'Union européenne à Bruxelles. Une institution de dénonciation du rôle des lobbies, le *Corporate Europe Observatory* (CEO), a ainsi publié une brochure en forme de « guide de voyage », représentant graphiquement la proximité entre lobbyistes et organes administratifs européens : *Corporate Europe Observatory, Brussels, The EU quarter*, Bruxelles, 2011 : <http://corporateeurope.org/sites/default/files/publications/ceolobbylow.pdf>

²⁴⁷² Le consul italien Vita-Finzi ne recense que deux à trois cents ressortissants italiens dans tout le Caucase, en 1928, dispersés entre villes et campagnes, où vivent quelques communautés d'agriculteurs vénitiens et lombards installés au XIX^e siècle. Paolo Vita-Finzi, *op.cit.*, 1975, pp. 39-41.

²⁴⁷³ Pietro Quaroni, *Ricordi di un ambasciatore*, Milan, Garzanti, 1954, p. 57.

²⁴⁷⁴ Sur le « banquet » géorgien comme forme culturelle, Harsha Ram, « The Literary Origins of the Georgian Feast: The Cosmopolitan Poetics of National Ritual », *Ab Imperio*, 4/2014, pp. 19-52.

²⁴⁷⁵ Il faut souligner que ces informations n'émanent pas simplement des plus hauts dirigeants, mais aussi du vaste cercle qui les entoure. Le consul allemand Wesendonk se plaint cependant de la propension des dirigeants géorgiens à la mythomanie et au colportage de rumeurs en public : rapport du consulat-général allemand à Tiflis, 31 mars 1926, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83502.

²⁴⁷⁶ Les incidents qui peuvent éclater à l'occasion de ces événements informels sont eux-mêmes instructifs. Lors de la fête de Nouvel An organisée en janvier 1925 par le président du gouvernement géorgien, Mamia Orakhelashvili, des propos peu amènes sont tenus sur l'Angleterre, la Turquie et la Perse. Le consul turc, Nuri Bey, se trouve offensé par les propos tenus dans le feu de l'action par certains convives et menace de quitter la table, avant qu'une boutade du chef du gouvernement géorgien, Shalva Eliava, ne sauve la situation. Rapport du consul-général allemand à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 2 janvier 1925, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84149.

positive d'une région où les privations et pénuries sont aussi moins nombreuses que dans les grandes villes d'URSS européenne²⁴⁷⁷.

b) Les avantages de l'observation mutuelle

Les modalités d'interaction permises par la topographie du pouvoir et le contexte socio-culturel facilitent le déploiement d'une diplomatie périphérique et la résolution, dans le cas des consuls turc et persan, des questions posées par le voisinage étatique. La persistance d'un système moins cloisonné que dans la capitale ne peut pourtant être expliquée au seul regard de la diplomatie frontalière ou d'une particularité caucasienne. Cette relative ouverture apparaît comme le produit de stratégies, qui l'exploitent à des fins d'information et de compréhension mutuelle. Pour les Etats étrangers, les postes consulaires au Caucase – en particulier à Tiflis – apparaissent comme des points d'observation alternatifs sur les réalités soviétiques. Ils sont, rappelons-le, les seuls d'où une étude directe des réalités des républiques « non-européennes » de l'URSS est possible, du fait de la fermeture de l'Asie centrale aux consuls occidentaux. Cela explique la persistance avec laquelle certains Etats européens tentent d'ouvrir des consulats dans la région et l'importance de ces postes²⁴⁷⁸. En dépit de l'établissement de relations diplomatiques, Français et Britanniques n'obtiennent pas d'autorisation²⁴⁷⁹. Dès 1923, le diplomate polonais Roman Knoll développe un projet d'ouverture de consulat-général à Tiflis pour compléter le travail de l'ambassade, qui ne travaille qu'avec difficulté du fait de son isolement et des relations politiques difficiles entre les deux pays. L'ouverture de ce consulat-général est obtenue par l'accord consulaire soviéto-polonais du 18 juillet 1924, où Varsovie concède en échange aux Soviétiques un consulat à Gdańsk (Dantzig)²⁴⁸⁰. Il faut cependant attendre l'automne 1926 pour que l'agrément du

²⁴⁷⁷ Gustav Hilger, *Wir und der Kreml: Deutsch-Sowjetische Beziehungen 1918-1941. Erinnerungen eines deutschen Diplomaten*, Francfort-sur-le-Rhin, A. Metzner, 1955, p. 237.

²⁴⁷⁸ Les Etats européens s'observent mutuellement dans leur politique locale. L'ambassade polonaise à Kharkov note ainsi, lors de la nomination de Wesendonk comme consul-général d'Allemagne en 1923, que le poste de Tiflis « possède une grande importance politique ». Note de l'ambassade polonaise à Kharkov au ministère des Affaires étrangères, 22 janvier 1923, AAN, f. 322, sygn. 6825 ; pour une présentation générale de l'importance des postes italiens jusqu'aux années 1930, Beatrice Penati, « 'C'est l'Italie qui est prédestinée par l'histoire' » : La Rome fasciste et les nationalistes caucasiens en exil (1928-1939) », *Oriente Moderno*, Anno LXXXVIII, Vol. I, 2008, pp. 41-73.

²⁴⁷⁹ Michael Hughes, *op.cit.*, 1997, pp. 193-194.

²⁴⁸⁰ Wojciech Materski, « Polsko-radziecka konwencja konsularna z 18 lipca 1924 roku », *Dzieje Najnowsze*, Vol. 5, No. 4, 1973, pp. 57-71 ; Marcin Kruszyński, « Polskie misje dyplomatyczne na Kaukazie w okresie międzywojennym », in Paweł Olszewski, Kazimierz Borkowski (dir.), *op.cit.*, 2008, pp. 199-216.

commissariat aux Affaires étrangères soit donné à la nomination du premier consul-général²⁴⁸¹.

L'étude des républiques caucasiennes et de leur système politique est perçue comme un avantage certain pour comprendre les évolutions locales du régime et pour anticiper des transformations plus générales du système. L'information que fournissent les postes consulaires en Transcaucasie est éminemment politique, même si elle se place dans une optique de renseignement à plus long terme²⁴⁸². Citons encore Pietro Quaroni, qui s'étonne auprès de Shalva Eliava, alors à la tête du gouvernement géorgien, de la liberté avec laquelle les anciens aristocrates continuent à vivre en Géorgie, contrairement aux autres régions.

« Mais c'est tout naturel, répondit-il, voyez-vous, sous le régime tsariste, lorsque j'avais des démêlés avec la police, j'allais me réfugier à la campagne, dans le château du prince X, et la police ne pouvait venir me chercher chez lui : c'est aussi ce qu'a fait la majeure partie de mes compagnons. Maintenant que nous sommes au pouvoir, il est normal que nous leur rendions la protection dont ils nous ont gratifiés en d'autres temps²⁴⁸³. »

L'amitié romanesque du hors-la-loi et de l'aristocrate par delà les révolutions satisfait certes un certain imaginaire orientaliste du Caucase. Il pose cependant de manière plus profonde une question sur les évolutions du régime soviétique, en ce milieu des années 1920, et la possibilité d'une normalisation : où va l'URSS, se demandent les consuls au Caucase ? L'observation du Caucase peut apparaître comme un outil de prédiction et le rôle des Caucasiens dans la politique centrale, alimenté par des « migrations » régulières, peut paraître valider une telle approche²⁴⁸⁴.

L'usage du Caucase comme lieu détourné d'informations sur le centre aussi bien que sur les autorités locales est d'une valeur particulière pour les Etats – comme la Pologne – dont les relations officielles avec l'Union soviétique restent tendues²⁴⁸⁵. A la fin de 1926,

²⁴⁸¹ Lettre du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères au Comité régional du Parti, conseil des commissaires du Peuple et GPU de Transcaucasie, 28 octobre 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 158.

²⁴⁸² Il nous semble sur ce point que l'évaluation donnée par Ingmar Sütterlin sur l'absence de dimension politique des informations données par le consulat-général allemand de Tiflis repose sur une définition restrictive du travail d'information politique et des lieux du pouvoir soviétique : Ingmar Sütterlin, *Die "Russische Abteilung" des Auswärtigen Amtes in der Weimarer Republik*, Berlin, Duncker & Humblot, 1994, p. 117.

²⁴⁸³ Pietro Quaroni, *op.cit.*, 1954, p. 65.

²⁴⁸⁴ « Les Transcaucasiens sont nombreux et influents dans le gouvernement » résume l'ambassadeur de France à Moscou dans un rapport du 8 mars 1927, AMAE, Affaires politiques, Sous-série Europe, d. 282, ff. 60-62.

²⁴⁸⁵ Sur ces difficultés dans les relations, voir Eva Plach, *The Clash of Moral Nations: Cultural Politics in Pilsudski's Poland, 1926-1935*, Athens, Ohio University Press, 2006, pp. 1-16 ; sur le rôle de l'ambassade et le projet de Knoll, voir Marcin Kruszyński, *Ambasada RP w Moskwie, 1921-1939*, Varsovie, Instytut pamięci narodowej, 2010, pp. 34-37.

lorsqu'ouvre le consulat-général polonais à Tiflis, son premier titulaire, Zygmunt Mostowski, se montre assez optimiste sur les possibilités de dépasser cet antagonisme entre les gouvernements centraux grâce aux particularités de Tiflis. En dépit de la méfiance (*nieufność*) qu'il observe initialement, Mostowski recourt à l'informalité pour fréquenter l'ensemble des événements politiques de la capitale. Il note ainsi, en mai 1927 :

« Lors du congrès des Soviets de Géorgie, suivi du congrès des Soviets de la fédération transcaucasienne, je n'ai manqué presque aucune session et ai discuté en permanence avec les représentants du commissariat aux Affaires étrangères et d'autres personnalités gouvernementales, avec lesquels j'ai eu l'occasion de faire connaissance. J'ose affirmer que cette fréquentation assidue et mon intérêt pour les questions du gouvernement, en particulier économiques, a fait très bon effet et a permis un véritable rapprochement²⁴⁸⁶. »

Rapidement, Mostowski devient un virtuose de la salutation fleurie, accablant de notes de félicitation et de vœux les dirigeants transcauciens, ce qui n'est pas sans provoquer quelques sarcasmes de la part du représentant du commissariat aux Affaires étrangères sur place²⁴⁸⁷. Le voyage effectué par l'ambassadeur Patek au Caucase, en octobre 1927, où il rencontre la plupart des hauts dignitaires cauciens, avant de se rendre dans les campagnes de Géorgie, à Bakou et Batoumi, est emblématique de la lucarne que peut représenter le Caucase²⁴⁸⁸.

La possibilité d'exploiter des sources ouvertes n'est cependant pas exclusive d'un recours à des formes clandestines d'information. Les archives diplomatiques ne sont guère désertes sur ces recours, que l'on peut inférer par le renvoi à des sources anonymes sur lesquels les rapports ne s'épanchent pas. Les archives de l'état-major polonais sont en revanche plus riches et révèlent l'importance des informateurs informels. En novembre 1927, dans une note adressée à l'ambassadeur polonais à Moscou Stanisław Patek, Mostowski propose de créer un fonds spécial afin de financer l'activité de renseignement du consulat et recruter des informateurs dans l'administration locale²⁴⁸⁹. En sens inverse, les archives

²⁴⁸⁶ Rapport du consul-général Mostowski à Patek, mai 1927, AAN, f. 510, sygn. 200.

²⁴⁸⁷ Les notes de Mostowski insistent sur les relations entre la Pologne et les « peuples du Caucase », ce qui, pour être en conformité avec l'idéologie des nationalités en ZSFSR, n'est pas dénué d'ambiguïtés au regard de la politique polonaise pendant la période des indépendances de 1918-1921, en particulier en Géorgie. Le représentant du NKID en ZSFSR n'est pas dupe et transmet avec ironie les vœux de succès de Mostowski : lettre de Karklin au Comité régional du Parti et au Comité central géorgien, 27 janvier 1927, SShSA PA, f. 13, op. 5, d. 57, l. 4.

²⁴⁸⁸ Marcin Kruszyński, *op.cit.*, 2010, p. 165.

²⁴⁸⁹ Note du consul-général Mostowski à l'ambassadeur à Moscou Stanisław Patek, 22 novembre 1927, AAN, f. 510, sygn. 200.

soviétiques contiennent de nombreux renseignements sur l'espionnage des consulats étrangers par les Tchékas du Caucase. Le recrutement par les consulats de personnel local constitue une source favorite de renseignements pour la police politique, qui recourt largement au chantage pour tenir ces informateurs. La *Rabochaja Pravda*, éditée par le Comité du Parti de Tiflis, révèle par inadvertance l'identité d'un de ces informateurs en janvier 1926, lorsqu'elle s'en prend à un certain « Doloshidze », employé par le consulat persan à Tiflis. Ce Géorgien correspond en tout point à la figure du profiteur enrichi par la NEP :

« Il est tout à fait charmant. Lorsque vous le rencontrerez pour la première fois, il vous dira : "Nous les diplomates, nous recevons notre courrier dans de grands sacs en cuir, scellés. Les lettres sont petites, mais les sacs sont grands. Nous pouvons mettre dedans ce que nous voulons. Voudriez-vous que je vous commande une douzaine de collants ? Ou quelques boîtes de maquillage ? Bien sûr, en tant que diplomate, je ne peux violer les règles douanières du pays où je me trouve, mais je vous aime tant... Je veux faire quelque chose pour vous... Cela ne vous reviendra pas cher. Nos sacs ne sont pas fouillés, les biens ne sont pas taxés..." Il prend déjà un bout de papier sur lequel il commence à griffonner quelques mots, avec un stylo doré. "Combien de pièces voulez vous ? Donnez-moi dix chervontsy et je m'occupe de tout. Vous recevrez cela dans quinze jours". Voilà de quoi vit ce "secrétaire de la mission persane", bien connu à Tiflis depuis plusieurs années²⁴⁹⁰. »

L'article suscite une réaction immédiate du consulat persan, qui reconnaît dans le « Doloshidze » brocardé un de ses employés, Abashidze de son vrai nom. Mais la confusion se trouve surtout du côté de la GPU géorgienne, qui fait chanter Abashidze en profitant de ses malversations. Lorsque le consulat persan décide de licencier Abashidze, le plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères, Karklin, déplore que l'affaire fasse perdre un informateur précieux²⁴⁹¹.

La présence de consulats étrangers est en effet une aubaine pour les organes de sécurité de Transcaucasie, qui exercent sur eux l'ensemble de leurs moyens de surveillance et d'espionnage. La correspondance échangée par le consul-général allemand avec l'ambassade à Moscou est particulièrement suivie²⁴⁹². Le courrier envoyé par poste simple est systématiquement ouvert, tandis que les sacs de poste diplomatique font l'objet de manipulations plus ou moins subtiles. A la fin de 1925, plusieurs incidents entraînent les

²⁴⁹⁰ Coupure de presse de la *Rabochaja Pravda*, 9 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 5.

²⁴⁹¹ Lettre de Karklin au Comité régional du Parti, 14 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 9

²⁴⁹² Gustav Hilger, *op.cit.*, 1955, pp. 150-151.

protestations de l'ambassade d'Allemagne auprès du commissariat aux Affaires étrangères. Litvinov écrit le 30 janvier 1926 aux dirigeants transcaucasiens :

« Nous ne nous dépêtrons pas de nos conflits avec l'Allemagne. Ils ont tous pour origine les actions des autorités de Transcaucasie. Un incident suit l'autre et les Allemands ont l'impression que la Transcaucasie a une position spéciale au sein de l'Union, qui rend impossible toute relation avec l'étranger. Le Politburo a déjà donné des instructions à l'OGPU et je vous demande instamment d'attirer l'attention des autorités et en particulier de la Tchéka transcaucasienne sur la nécessité d'agir de manière plus prudente envers les intérêts et droits de l'Allemagne²⁴⁹³. »

L'affaire évoquée, celle d'une ouverture de valise diplomatique, est grave car elle révèle les libertés excessives prises par les Tchékas transcaucasienne et géorgienne, ainsi que la complicité supposée du plénipotentiaire du NKID à Tiflis²⁴⁹⁴. Ces initiatives de la Tchéka locale menacent ainsi l'équilibre obtenu par les organes diplomatiques, entre surveillance et relative liberté d'action : un espionnage trop systématique risque de tarir les sources d'information, puisque les Allemands envisagent de ne plus faire transiter de correspondance sensible par leur réseau consulaire dans la région. Cet incident est significatif, en ce qu'il révèle sur la nécessité, pour chacun des camps, de ménager le partenaire pour ne pas tuer sa source d'information.

c) Jouir du pouvoir : les gratifications de la diplomatie périphérique

C'est que les représentants étrangers et les dirigeants caucasiens présents à Tiflis apparaissent à bien des égards solidaires plutôt que rivaux. Rivaux par nature, solidaires par structure. De la relation entre les uns et les autres dépendent en partie les rapports de force avec leurs autorités centrales respectives. Pour des consuls dont les affectations peuvent paraître moins prestigieuses que des postes diplomatiques dans les capitales, la légitimité passe par l'affirmation de l'importance que revêt leur lieu d'affectation. Les consuls soulignent avec vigueur la nature politique de leur travail et le pouvoir dont disposent les dirigeants caucasiens. C'est ainsi que le consul-général persan à Tiflis désigne en avril 1925 la ville comme « le centre du Caucase et de la politique du gouvernement soviétique envers

²⁴⁹³ Télégramme de Litvinov à Karklin, Ordjonikidze et Eliava, 30 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 29.

²⁴⁹⁴ Télégramme de Litvinov au plénipotentiaire du NKID, Karklin, 28 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 28.

les Etats orientaux²⁴⁹⁵ ». Du niveau de considération de l'interlocuteur dépend en grande partie le prestige du consul et sa capacité à être écouté par son ambassade et sa capitale. Réciproquement, les autorités caucasiennes tirent de la présence de consulats étrangers dans leurs circonscriptions une forme de valorisation. La diplomatie périphérique, autant qu'aux questions concrètes qu'elle traite, doit être rapportée à la dimension rituelle et symbolique qu'elle confère à ceux qui l'exerce²⁴⁹⁶. Récurrentes ou épisodiques, ses formes et cérémonies donnent à voir les visages du pouvoir périphérique dans les confins caucasiens, jusque dans des niveaux très locaux²⁴⁹⁷. Dès les premiers travaux de science politique consacrés aux formes de paradiplomatie, les gratifications symboliques associées ont été étudiées, en particulier par Ivo Duchacek qui a proposé de parler de *me-tooism* pour désigner la propension d'acteurs politiques régionaux à entrer dans le domaine des relations internationales²⁴⁹⁸.

Ce facteur vaut *a fortiori* pour les dirigeants caucasiens des années 1920. Ceux-ci, qui appartiennent presque exclusivement à la génération des « vieux-bolcheviks », ont fréquemment eu une expérience de l'étranger dans leur période révolutionnaire ou participé, au cours de la guerre civile et au début des années 1920, aux formes de polyphonie diplomatique dont on a montré l'importance. Goût, intérêt et désir de prestige se mêlent dans leur volonté de conserver un lien avec la politique internationale, dans ses expressions aussi bien « orientales » qu'européennes. « On n'aborde pas l'univers institutionnel avec des idées, mais avec des fantasmes », écrivait Pierre Legendre pour insister sur la nécessité de retrouver les formes symboliques et inconscientes remuées par le pouvoir²⁴⁹⁹. Sans entrer dans l'univers psychanalytique dans lequel Legendre inscrit son travail, l'approche par l'imaginaire des individus qui constituent la classe dirigeante caucasienne n'est pas dénuée de pertinence. On a vu la volonté du vétéran azéri Nərimanov de continuer à peser sur la politique orientale de

²⁴⁹⁵ Rapport du consul-général persan à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 21 Farvardîn 1304 (10 avril 1925), cité par Kaveh Bayât, « Madrase-ye Etefâq-e Irânîân », in *Tâ'sîrât-e moteqâbel-e târîkhî va farhangî-e Irân va Gordjestân (madjmu'e-ye maqâlât)*, Téhéran, Markaz-e asnâd va târîkh-e dîplumâsî, 1380 (2001), p. 68.

²⁴⁹⁶ Thomas Gomart, *Double détente : les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p. 55-56.

²⁴⁹⁷ On peut penser à la cérémonie qui entoure, le 24 juillet 1926, l'échange des protocoles de la commission de démarcation frontalière turco-soviétique à Batoumi. Une parade (*resm-i geçid*) y est tenue et la signature se tient au milieu d'un grand appareil déployé par le gouvernement de la république autonome d'Adjarie. Rapport du chef de la délégation turque, Fahri Bey, 28 juillet 1926, BCA, 30.10.0.0/247.673.19 ; de même, la diplomatie du télégramme se maintient pendant plusieurs années : télégramme d'Orakhelashvili à la présidence du Conseil turque après l'attentat contre Mustafa Kemal, 23 juin 1926, BCA, 30.10.0.0/247.673.15.

²⁴⁹⁸ Ivo Duchacek, « The International Dimension of Subnational Self-Government », *Publius*, 14 (4), 1984, p. 18 ; pour un essai d'approche psychologique – pas toujours très convaincante – de la figure du diplomate : Alisher Faizullaev, « Diplomacy and Self », *Diplomacy & Statecraft*, Vol. 17, No. 3, 2006, pp. 497-522.

²⁴⁹⁹ Pierre Legendre, *Jouir du pouvoir. Traité de la bureaucratie patriotique*, Paris, Les Editions de Minuit, 1976, p. 13.

l'Union soviétique jusqu'à sa mort, en dépit de sa marginalisation. Le président du gouvernement transcaucasien, Orakhelashvili, maintient lui aussi un intérêt intellectuel et personnel fort pour les questions internationales. Au début de 1925, il commence à donner un cours sur le sujet à l'université d'Etat de Tiflis, pour lequel il fait venir de la documentation du commissariat aux Affaires étrangères²⁵⁰⁰. Le fonds personnel de Mikha Tskhakaja, président du Comité exécutif central de Transcaucasie à partir de 1923, contient un très grand nombre de bulletins d'information annotés, envoyés par la branche transcaucasienne de l'Agence de Radio-Télégraphe *Rosta* aux dirigeants caucasiens. Les annotations de ces documents témoignent d'un intérêt persistant pour la politique internationale et le Proche-Orient²⁵⁰¹. La volonté de conserver des réseaux propres d'information sur l'étranger, en particulier sur la Turquie et l'Iran, explique le soutien des dirigeants caucasiens à cette branche transcaucasienne de *Rosta* ainsi que, d'une manière plus clandestine, à l'activité de renseignement frontalier des Tchékas du Caucase²⁵⁰².

La participation publique aux affaires internationales intéresse particulièrement des dirigeants caucasiens. Souvent, des occasions se présentent à l'intersection de la politique intérieure et des questions internationales, confusion facilitée par la situation frontalière de la région. Tel est le cas de la session du Comité central exécutif d'URSS, tenue en mars 1925. Les questions internationales occupent une place prééminente lors de la session, dans les discours des dirigeants caucasiens et centraux, ce qui attire l'attention des observateurs étrangers²⁵⁰³. Plusieurs journaux turcs dépêchent à Tiflis des correspondants, avec des autorisations spéciales du commissariat aux Affaires étrangères²⁵⁰⁴. Les discours prononcés au sujet des événements internationaux sont suivis avec attention par les ambassades moscovites et les consulats à Tiflis. Dès le 6 mars 1925, le consul-général turc à Tiflis envoie à Ankara l'intégralité du discours prononcé par Tchitchérine, en raison des accents mis sur la politique soviétique en mer Noire et dans les Balkans²⁵⁰⁵. L'événement apparaît dès lors comme une mise en scène réussie non seulement pour le pouvoir central soviétique, mais aussi pour les autorités caucasiennes, hôtes de la cérémonie. L'articulation entre politique

²⁵⁰⁰ Lettre d'Orakhelashvili à Ter Gabrieljan, 18 novembre 1924, HAA, f. 1444, op. 1, d. 10, l. 3.

²⁵⁰¹ On renvoie sur ce point aux nombreux bulletins d'informations annotés par Tskhakaja, conservés dans le fonds 157 du RGASPI, à Moscou.

²⁵⁰² Lettre de la branche transcaucasienne de *Rosta (ZakRosta)* au Comité régional du Parti, 6 janvier 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 24, l. 52.

²⁵⁰³ Pour un résumé des thèmes abordés lors du rapport présenté par le gouvernement de ZSFSR puis le discours de Kalinine, voir « Tret'ja sessija TsIK SSSR », *Pravda*, 8 mars 1925, No. 56 (2987), p. 3.

²⁵⁰⁴ Pour le cas du correspondant du journal *Vatan*, Ahmet Şükrü Bey, voir le télégramme du NKID au plénipotentiaire du NKID en Transcaucasie, Karklin, 25 février 1925, RGASPI, f. 157, op. 1c, d. 15, l. 58.

²⁵⁰⁵ Copie du discours prononcé par Tchitchérine à la session du Comité central exécutif d'URSS, envoyée par le consul-général turc à Tiflis, 6 mars 1925, BCA, 30.10.0.0/247.672.1.

intérieure et extérieure se retrouve de manière plus directe encore dans les politiques mises en œuvre par les dirigeants azéris.

Le soutien qu'ils continuent à apporter à la foire de Bakou apparaît comme la poursuite d'une quête de prestige politique et culturel, dans la continuité du début des années 1920²⁵⁰⁶. Les bons résultats économiques engrangés à partir de 1924 par la foire facilitent une telle utilisation. Les acteurs privés transcaucasiens et persans s'y pressent et le volume des échanges passe de 4,8 millions de roubles en 1923 à 16,1 millions en 1925 et 31,2 millions en 1927²⁵⁰⁷. Le nombre d'entreprises persanes représentées ne cesse d'augmenter, à en croire les statistiques officielles soviétiques : de 38 en 1924, on monte à 121 en 1925, 155 en 1926 et 226 en 1927 (*figures 87 et 88*)²⁵⁰⁸. Si elle ne représente que 9 % du commerce soviétique avec la Perse en 1924, la part de la foire est passée à 27 % en 1927. Cette hausse est d'autant plus significative que le commerce bilatéral connaît une nette augmentation en valeur absolue. Ce succès confirme le rôle de la foire comme lieu d'exposition d'une modernité politique, sociale et culturelle de l'Azerbaïdjan en direction des pays voisins. Les plus hauts dirigeants azéris se pressent à l'ouverture de cet événement que le président du conseil des commissaires du peuple de la république, Musabəyov, qualifie de « tête de pont vers l'Orient²⁵⁰⁹ ». La publicité octroyée à l'événement est illustrée en 1925 par un documentaire tourné par l'administration photo-cinématographique azérie nouvellement fondée. Le film, aujourd'hui perdu, se concentrait sur la dimension interculturelle et internationale de la foire. Elle y apparaissait comme un vecteur de transmission de pratiques commerciales modernes en Orient. Des scènes filmées en Allemagne, en Turquie et en Perse servaient à illustrer ces comparaisons²⁵¹⁰.

²⁵⁰⁶ Pour plus de détails sur la foire, nous nous permettons de renvoyer à Etienne Forestier-Peyrat, « Red Passage to Iran: The Baku Trade Fair and the Unmaking of the Azerbaijani Borderland, 1922-1930 », *Ab Imperio*, 4/2013, pp. 79-112.

²⁵⁰⁷ Les sources disponibles contiennent des chiffres souvent contradictoires, qui n'indiquent que rarement les méthodes retenues (notamment pour la prise en compte de l'inflation). Les chiffres donnés ici et dans le graphique suivant proviennent de recoupement des différents chiffres, en adoptant à chaque fois les données les plus probables. Voir par exemple pour des données V. Smirnov, *Statisticheskij spravocnik po Azerbajdzhanu na 1926 god*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Tsentral'noe Statisticheskoe Upravlenie, 1927, pp. 168-170 ; sur l'essor du secteur privé en Transcaucasie pendant les années 1920 : Arup Banerji, *Merchants and Markets in Revolutionary Russia, 1917-1930*, Basingstoke-New York, Macmillan Press, 1997, pp. 92-102 ; par comparaison, le volume d'affaires de la foire de Nizhnij-Novgorod est de 74,3 millions de roubles en 1924 et 168,9 millions en 1925. Ces prix ne sont manifestement pas corrigés de l'inflation : G.A. Dikhtjar, *Sovetskaja trgovlja v periode postroenija sotsializma*, Moscou, Izdatel'stvo AN SSSR, 1961, p. 219.

²⁵⁰⁸ « Sed'maja Bakinskaja jarmarka », *Zarja Vostoka*, 10 mars 1929, No. 56 (2024), No. 1.

²⁵⁰⁹ « Otkrytie Bakinskij jarmarki », *Bakinskij Rabochij*, 22 mai 1923, No. 111 (839), p. 4

²⁵¹⁰ Le film sort en juin 1925 en Azerbaïdjan. Ces informations sont tirées de quelques lignes, basées sur les archives cinématographiques azéries, dans M. Z. Rzaeva, *Dokumental'noe kino Azerbajdzhana, 1920-1965*, Bakou, Elm, 1971, p. 33.

Le maintien d'un prestige et d'une influence frontalière par le biais de la foire incite les dirigeants azéris à défendre des projets ambitieux pour celle-ci, à commencer par la construction d'un nouveau bâtiment, rivalisant avec celui de la foire de Nizhnij-Novgorod (*figures 89 et 90*). Les Azéris, avec l'appui de Tiflis, arguent du statut « panunioniste » de la foire, octroyé en 1925 par le gouvernement central, pour obtenir des subventions de Moscou dans la construction du nouveau complexe²⁵¹¹. En avril 1926 est achevé le nouveau bâtiment, composé de quatre bâtiments imposants, que le correspondant du journal *Bakinskij Rabochij* décrit de la sorte :

« Le complexe se conforme de manière générale au style oriental, à la croisée des styles persan et byzantin. Le bâtiment principal comporte une galerie couverte, avec un grand escalier central. Elle est flanquée de stands – 150 en tout – pour les magasins et les marchands. Le bâtiment a une cour principale et deux cours latérales. La cour centrale est en style byzantin, tandis que la seconde est en style arabe et la troisième en style persan. Des colonnes impressionnantes entourent chaque cour. Une fontaine s'élève au milieu de la cour centrale, aux côtés d'un grand buste de Lénine²⁵¹². »

Le syncrétisme qui se dégage de la description n'est pas propre à l'événement et dégage un certain imaginaire des dirigeants azéris, qui placent leur action à l'intersection entre politique intérieure et diplomatie. L'électricité et le tramway dont jouit le nouveau bâtiment se marient avec des références « traditionnelles » dans ce qui forme un véritable projet de civilisation porté par les dirigeants azéris²⁵¹³.

Cette question a fait l'objet de travaux de la part d'historiens du culturel et de la langue, en partant de la question de la réforme des alphabets turciques au cours des années 1920. La réforme suscite de vifs affrontements entre élites politiques et intellectuelles turciques d'Union soviétique. Le principal conflit oppose les élites azéries, partisans de la latinisation, aux élites tatares, qui privilégient une réforme de l'alphabet arabe modifié utilisé

²⁵¹¹ Lettre du conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie à la représentation de Transcaucasie à Moscou, 31 octobre 1925, SUI TsA, f. 617, op. 1, d. 463, l. 27 ; les coûts passent de 650.000 à près de 900.000 roubles au fil des mois : « Kak stroilos' jarmarochnoe zdanie », *Bakinskij rabochij*, 30 avril 1926, No. 101 (1723), p. 6 ; sur l'octroi du statut panunioniste et ses conséquences : H. Əlibəyli, L. Tarıverdiyev, « SSRI-nin Əfqanıstan, İran və Türkiyə ilə məhrıban qonşuluq münasibətlərinin möhkəmləndirilməsində Sovet Azərbaycanının rolu », in Ə. Sumbatzadə, B. Hüseynov, H. Əliyev (dir.), *Sovet Azərbaycanı və xarici Şərq*, Bakou, Elm, 1980, p. 14.

²⁵¹² « Kak stroilos' jarmarochnoe zdanie », *Bakinskij rabochij*, 30 avril 1926, No. 101 (1723), p. 6.

²⁵¹³ Sur les équipements de la foire, voir la lettre du commissariat aux Finances de Transcaucasie au conseil des commissaires du peuple, 4 avril 1927, SUI TsA, f. 617, op. 1, d. 1227, l. 30 ; dans le contexte soviétique, cette attention s'inscrit aussi dans la nature très politique des lieux du commerce : Marjori L. Hilton, *Selling to the Masses. Retailing in Russia, 1880-1930*, Pittsburgh, University of Pittsburgh, 2012, pp. 2-3.

jusqu' alors. Nous n' entrerons pas ici dans les détails de ce débat et de ce rapport de forces, que les travaux d' Ingeborg Baldauf et d' Andreas Frings ont étudiés de manière approfondie. Andreas Frings a particulièrement renouvelé l' approche de ce sujet en soulignant que les autorités centrales n' étaient que très peu intervenues dans ce débat au cours des années 1920 et que celui-ci relevait surtout d' une lutte pour l' hégémonie politico-culturelle entre élites azéries et tatares²⁵¹⁴. Quel lien entre ces débats et la volonté de présence internationale des Azéris ? Précisément le fait que les Azéris utilisent leur projection vers l' étranger pour prendre l' avantage sur les Tatars : Ingeborg Baldauf rappelle ainsi que les dirigeants azéris projettent leur réforme linguistique dans un « Orient » (*Şərq*) qui embrasse à la fois les républiques soviétiques turcophones et un espace moyen-oriental turcophone et iranophone. Une telle ambition leur permet de prendre l' avantage sur leurs rivaux tatares, repliés sur un espace intérieur à l' URSS²⁵¹⁵. Cet usage interne d' une situation frontalière et de l' ouverture internationale qui l' accompagne s' exprime de manière directe dans l' organisation en février 1926 du congrès de turcologie de Bakou²⁵¹⁶.

Les dirigeants azéris obtiennent, avec le soutien des autorités caucasiennes, l' organisation de ce congrès où participent des représentants turcs. Ce congrès apparaît, à six ans d' écart, comme un rejeu du Congrès des peuples de l' Orient, et marque la victoire de l' approche azérie de la réforme linguistique. Andreas Frings a publié les minutes de la fraction communiste au congrès turcologique, qui montrent clairement l' articulation que font les dirigeants azéris entre combat intérieur et influence internationale²⁵¹⁷. « Nous avons toujours dit », déclare peu après Əli Qarayev, secrétaire du Comité central azéri, « que l' Azerbaïdjan devait être le dirigeant et le foyer de la révolution pour tout l' Orient, que l' Azerbaïdjan devait être son initiateur pour tous les peuples turco-tatars²⁵¹⁸ ». Il insiste particulièrement sur l' intérêt qu' a suscité en Turquie le congrès turcologique, alors qu' administrateurs et intellectuels turcs examinent aussi la question de la réforme linguistique

²⁵¹⁴ Andreas Frings, *Sowjetische Schriftpolitik zwischen 1917 und 1941. Eine handlungstheoretische Analyse*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2007.

²⁵¹⁵ Ingeborg Baldauf, *Schriftreform und Schriftwechsel bei den Muslimischen Russland- und Sowjettürken (1850-1937). Ein Symptom ideengeschichtlicher und kulturpolitischer Entwicklungen*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1993, pp. 422-427 et 520-521 ; sur la projection vers l' extérieur, aussi bien la Turquie que l' Iran, des projets azéris : Joseph Castagné, *Le mouvement de latinisation dans les républiques soviétiques musulmanes et les pays voisins (Documents de presse russe)*, Tiré à part de la *Revue des Etudes Islamiques*, 1928, Cahier IV, Paris, Paul Geuthner, 1928, pp. 588-589.

²⁵¹⁶ Pour la présentation générale du congrès : Türk Dil Kurumu, *1926 Bakû türkoloji kongresinin 70. yıl dönümü toplantısı (29-30 kasım 1996)*, Ankara, Türk Dil Kurumu Yayınları, 1999.

²⁵¹⁷ Andreas Frings, « Playing Moscow off Against Kazan, Azerbaijan Maneuvering to Latinization in the Soviet Union », *Ab Imperio*, 4/2009, pp. 249-266.

²⁵¹⁸ Minutes du plénum du Comité central azéri, 22 mai 1926, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 1, ll. 25-26.

et scripturale²⁵¹⁹. Quelques mois après le congrès, le passage par l'Azerbaïdjan d'une délégation turque présidée par le ministre de l'Instruction publique, Nafi Atuf [Kansu] confirme cette déclaration²⁵²⁰. A la suite du congrès, les dirigeants azéris examinent la possibilité de transformer le comité du nouvel alphabet latin, créé en Azerbaïdjan, en organe panunioniste, afin d'étendre leur influence au sein de l'URSS et en dehors²⁵²¹.

4. Diplomatie frontalière et rapports de forces caucasiens : le cas-limite de l'action envers la diaspora

Jusqu'à présent, les acteurs caucasiens ont été présentés de manière relativement unifiée comme protagonistes d'une diplomatie frontalière, par opposition aux institutions centrales. La diplomatie frontalière apparaît cependant comme un des domaines dans lesquels s'expriment aussi des rivalités intérieures : elle apparaît à la fois comme projection de ces rivalités et moteur de leur perpétuation. Ce problème nous permettra de conclure à la fois sur l'importance de la diplomatie frontalière et sur son poids à cheval sur l'intérieur et l'extérieur. On prendra ici la question du rôle des acteurs caucasiens dans la politique, publique mais aussi clandestine, envers les diasporas, exilés et groupes de conationaux à l'étranger. Cet exemple révèle un double processus par lequel les acteurs caucasiens reçoivent une forme de délégation d'action envers leurs diasporas de la part du pouvoir central, mais se trouvent également dans des rivalités multidirectionnelles.

a) Les exilés, pré carré diplomatique

On touche avec cet exemple à la dimension que l'on pourrait considérer comme la plus politique – dans un sens certes restrictif – de la diplomatie frontalière déployée par les républiques caucasiennes. De manière générale, la question de l'émigration « blanche » et anticommuniste occupe une place centrale dans le discours politique soviétique des années

²⁵¹⁹ L'alphabet turc latinisé est présenté en août 1928 par Atatürk. Sur la chronologie du débat, voir Birol Caymaz, Emmanuel Szurek, « La révolution au pied de la lettre. L'invention de l'alphabet turc », *European Journal of Turkish Studies*, [En ligne], 6 | 2007, mis en ligne le 12 décembre 2007, Consulté le 4 août 2013. URL : <http://ejts.revues.org/1363>; une étude plus détaillée dans Emmanuel Szurek, *Gouverner par les mots. Une histoire linguistique de la Turquie nationaliste*, Thèse de doctorat, EHESS, 2013.

²⁵²⁰ Makhad Sofiev, *ZFSR v sovetsko-turetskikh otnoshenijakh (1922-1936 gg.)*, Avtoreferat dissertatsii..., Bakou, Azerbajdzhanskij Gosudarstvennyj Universitet im. Kirova, 1986, p. 36.

²⁵²¹ Minutes du plénum du Comité central azéri, 24 mai 1926, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 1, ll. 153-159.

1920²⁵²². Chacune de ces républiques dispose, dès les débuts de la soviétisation, d'une forme de double dans les communautés de conationaux vivant à l'étranger. Ces communautés revêtent des visages différents et, par leurs tailles, se distinguent fortement, mais incitent toujours les républiques à se doter d'une politique spécifique à leur endroit²⁵²³. Un premier groupe est composé de coethniques vivant dans d'autres territoires. On peut penser avant tout à l'importante communauté des Arméniens d'Iran, mais aussi aux turcophones d'Iran. De manière plus anecdotique, les autorités géorgiennes découvrent grâce au consul-général soviétique à Isfahan une petite communauté de « Géorgiens » (*Gourdjî*), partiellement persianisés mais qui se considèrent toujours comme tels²⁵²⁴. Un second groupe est composé par les conationaux ayant quitté le Caucase russe puis indépendant et soviétisé à partir de la période de la guerre civile. Ce groupe représente une communauté hétérogène et dispersée sur un grand nombre de pays. Parmi eux, des individus activement antisoviétiques et d'autres dont les convictions politiques sont moins solides. Un certain nombre de ces exilés se trouvent encore, au cours des années 1920, dans les Etats frontaliers du Caucase, mais la plupart suivent un mouvement de migration progressive vers l'Europe ou, pour d'autres, vers les Amériques.

Le groupe des exilés concentre les attentions des autorités caucasiennes, qui revendiquent dès leur création des compétences spéciales pour agir sur lui. De cette attention, on peut d'abord retenir l'aspect polémique, les critiques adressées à distance contre le « marasme » de l'émigration politique et les appels aux Etats limitrophes pour qu'ils expulsent les exilés de leur sol²⁵²⁵. Ces revendications reflètent la structuration nationale des vies politiques de ces républiques, puisque chaque république revendique un droit sur « ses » co-ethniques, indépendamment de leur origine précise. On touche, à travers cette dimension de la politique frontalière, à son aspect le plus politique, ce que révèle la volonté des Comités centraux du Parti et des Tchékas de chaque république de superviser directement la politique envers les exilés. Comme le rappellent les travaux de Yossif Shain sur l'exil comme problème politique, « l'étude des relations entre les exilés politiques et leurs compatriotes (dans leur

²⁵²² Il faut sans doute lier cette obsession, outre l'influence réelle que peut avoir cette émigration, au fait que beaucoup de bolcheviks ont connu l'exil et sont conscients des possibilités qu'il ouvre : Paul H. Lewis, *The Politics of Exile. Paraguay's Febrerista Party*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1968 (1965), pp. xi-xiii.

²⁵²³ Klaus von Beyme, *op.cit.*, 1964, pp. 88-89.

²⁵²⁴ Copie adressée à Mikha Tskhakaja d'un rapport du consul-général soviétique à Esfahan, 7 octobre 1923, RGASPI, f. 157, op. 1c, d. 15, l. 38.

²⁵²⁵ Jusqu'à la fin des années 1920, ce thème revient dans la plupart des grands discours des dirigeants caucasiens. Pour l'exemple d'un discours d'Orakhelashvili sur le sujet : rapport de l'ambassade allemande à Moscou, 16 avril 1926, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83502.

pays d'origine et à l'étranger), de même que celle des relations entre les exilés et le régime en place dans leur patrie, peut contribuer à notre compréhension de concepts politiques aussi fondamentaux que la loyauté, la légitimité et la citoyenneté²⁵²⁶ ». A travers ces enjeux se dit le lien entre Etat d'origine et communautés d'exilés. Le lien est considéré par le pouvoir soviétique comme suffisamment valide pour que les Comités centraux de chaque république reçoivent, par l'intermédiaire de leurs Tchékas respectives, le droit d'agir sur leurs communautés. Le Comité régional du Parti a une fonction de supervision et de mise en cohérence de ces politiques, ainsi qu'un droit d'action en propre. Afin de comprendre les enjeux impliqués dans cette délégation à l'échelle régionale d'une politique « étrangère », on s'appuiera ici sur les trois concepts évoqués par Yossi Shain.

La politique envers les exilés s'inscrit en premier lieu dans le problème de la quête d'une *légitimité*. Cette légitimité est d'abord juridique et étatique. Rappelons que les exilés disposent à partir du début des années 1920 de gouvernements en exil et, plus généralement, d'institutions de nature politique qui contestent la légitimité des autorités soviétiques. Pour les autorités soviétiques, la fin de la reconnaissance accordée par les Etats européens à ces gouvernements en exil hérités de l'époque des indépendances constitue une priorité majeure²⁵²⁷. Jusqu'aux années 1923-1924, les gouvernements en exil conservent en effet des appuis significatifs dans les républiques caucasiennes et parviennent à introduire au Caucase les supports de leur propre propagande. Le journal *Yeni Qafqasiya*, édité à Istanbul à partir de septembre 1923 par les exilés du Moussavat azéri, est ainsi réintroduit par l'Anatolie orientale et surtout l'Iran vers l'Azerbaïdjan²⁵²⁸. Le 27 avril 1923, les moussavatistes parviennent à troubler les cérémonies du troisième anniversaire de la soviétisation en répandant des tracts au cœur de Bakou. Cette opération symbolique suscite la fureur du Comité central azéri, car elle révèle l'organisation et l'étendue de l'influence du Moussavat²⁵²⁹. La Tchéka azérie déclenche une opération massive de répression, qui débouche sur l'arrestation de nombreux membres de l'organisation et le démantèlement d'infrastructures de soutien. L'entreprise de délégitimation des gouvernements antérieurs et des gouvernements en exil représente ainsi une priorité de politique interne autant qu'internationale. La critique des politiques menées par les

²⁵²⁶ Yossi Shain, *The Frontier of Loyalty. Political Exiles in the Age of the Nation-State*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2005 (1989), p. 7.

²⁵²⁷ Jusqu'au milieu des années 1920, la plupart des puissances européennes conservent des relations diplomatiques avec les gouvernements en exil.

²⁵²⁸ Nəsiman Yaqublu, *Türkiyənin Azərbaycanlılara müstəqillik mücadiləsində dəstəyi (Sovetlər dönəmi : 1920-1991-ci illər)*, Bakou, Abşeron Nəşr, 2009, p. 11 ; Mirzə Bala, un des nationalistes azéris rédacteurs du journal, réside à Anzalı au début des années 1920, ce qui lui permet d'organiser la contrebande du journal : Aygün, Həşimova, *op.cit.*, 1992, 122.

²⁵²⁹ Məryəm Oruclu, *op.cit.*, Bakou, Azərənşr, 2001, pp. 89-90.

gouvernements « nationalistes » pendant la période des indépendances demeure pendant toutes les années 1920 une priorité des républiques soviétiques. On s'explique aisément l'empressement avec lequel les Soviétiques soutiennent la publication du texte *Le parti dachnak n'a plus rien à faire*, écrit par l'ancien premier ministre exilé Hovhannes K'adjaznoui en 1923 : le texte, qui devait être présenté à la conférence des exilés dachnaks tenue à Vienne, contient une condamnation sévère du bilan des dachnaks, pendant l'indépendance, mais aussi avant et après²⁵³⁰.

La publication du texte de K'adjaznoui est suivie, en 1924, par son retour en Arménie soviétique, qui illustre la possibilité d'une repentance et d'une rédemption pour les exilés – dans la présentation, bien entendue, que veulent en faire les Soviétiques. Car le conflit autour de la légitimité est un conflit pour la *loyauté* des exilés. Yossi Shain insiste sur les difficultés pour les leaders de groupes exilés, de maintenir une loyauté suffisante autour de leur projet. Le contrôle par le régime en place du « territoire » de la nation constitue en soi un avantage majeur, non seulement d'un point de vue matériel, mais aussi d'un point de vue symbolique et moral²⁵³¹. La question financière constitue un problème central, car l'érosion des moyens à la disposition des leaders exilés sape leur capacité à construire des relations de patronage et de loyauté matérielle. Pourtant, cette loyauté matérielle constitue un facteur d'autant plus indispensable que les ressources proprement politiques – en particulier la reconnaissance des institutions en exil – disparaissent²⁵³². En septembre 1923, le consul-général soviétique à Tabriz, Slavoutskij, souligne dans un rapport à l'ambassadeur Choumjatskij la grave crise dans laquelle se trouvent les exilés dachnaks en Azerbaïdjan iranien en raison de l'épuisement de leurs ressources financières. Poussés par la misère, certains cherchent à s'engager dans l'administration ou l'armée persane, tandis que d'autres envisagent de se rallier au régime soviétique²⁵³³.

Les modalités de ce ralliement posent la question de la *citoyenneté*. L'intégration à la citoyenneté soviétique ne peut en effet se faire que par le biais du rattachement à une des

²⁵³⁰ Le texte est aussitôt publié en russe et en arménien au Caucase soviétique : Hovhannes K'adzaznuni, *H.H. Dashnaks'ut'juně anelik' ch'uni ajlevs*, Tiflis, Martakoch'i gradaran, 1923 ; pour une présentation de l'épisode et une réflexion sur les moments d'autocritique dans l'histoire arménienne, voir Gaïdz Minassian, *Arméniens, le temps de la délivrance*, Paris, CNRS Editions, 2015, p. 123.

²⁵³¹ Michael Leeden, *Universal Fascism: The Theory and Practice of the Fascist International, 1928-1936*, New York, Howard Fertig, 1972, p. 54, cité par Yossi Shain, *op.cit.*, 2005 (1989), p. 21.

²⁵³² Sur le remplacement des ressources politiques par des ressources économiques de loyauté, voir Khachig Tölölyan, « Exile Governments in the Armenian Polity », in Yossi Shain (dir.), *Governments-in-Exile in Contemporary World Politics*, New York-Londres, Routledge, 1991, pp. 166-167 ; Yossi Shain, *op.cit.*, 2005 (1989), pp. 58-59.

²⁵³³ Rapport du consul-général à Tabriz, Slavoutskij, à l'ambassadeur Choumjatskij, 18 septembre 1923, reproduit dans Vladimir Ghazakhets'jan (éd.), *H.J. Dashnaks'ut'juně ...*, 1998, pp. 291-293.

citoyennetés républicaines. On a souvent pu insister sur les mesures répressives et les demandes d'extradition ou de déportation formulées par les républiques caucasiennes auprès de la Turquie et de l'Iran²⁵³⁴. Mais les plus hautes instances du Parti et des Tchékas sont tout aussi intéressées par les procédures d'amnistie et de réintégration dans la citoyenneté soviétique des exilés. Cette réintégration dans la citoyenneté devient immédiatement un des éléments de la diplomatie caucasienne envers les émigrés²⁵³⁵. Elle s'accompagne de procédures publiques par lesquels les exilés repentis doivent abjurer ouvertement leurs allégeances antérieures et reconnaître leurs erreurs. Le 1^{er} octobre 1923, d'anciens officiers de l'Arménie indépendante en exil en Iran du Nord renient dans une proclamation répandue en Azerbaïdjan iranien leurs croyances d'antan et s'engagent à servir fidèlement le régime soviétique s'il veut bien les réintégrer²⁵³⁶. Ces textes font souvent l'objet de publications dans la presse d'Arménie soviétique, où ils prennent place aux côtés des demandes de retour envoyées par les simples réfugiés²⁵³⁷. Les contritions exprimées dans la diaspora « proche » et le retour d'exilés repentis s'articulent à un processus intérieur par lequel les autorités soviétiques mettent en scène l'auto-dissolution au Caucase des partis d'opposition : un congrès d'auto-dissolution des Hentchaks en juillet 1923 est suivi dès août par un congrès des mencheviks géorgiens et en novembre par un congrès annonçant la disparition du mouvement dachnak²⁵³⁸. Pour les exilés, la réintégration civique est donc indissociable de cette allégeance politique.

La priorité accordée à l'action vis-à-vis des exilés politiques se trouve confortée par les menaces qu'ils continuent à faire peser sur l'assise des bolcheviks au Caucase même. L'émigration géorgienne menchevique est particulièrement engagée dans l'organisation d'une

²⁵³⁴ Sur les demandes d'extradition, voir la lettre de la légation de Belgique en Perse au ministère des Affaires étrangères, 12 février 1922, AMAEB, 10.796.

²⁵³⁵ Dans le cas des anciens officiers ou soldats dachnaks, il s'agit notamment d'éviter qu'ils ne s'engagent dans l'armée persane : lettre de la Tchéka transcaucasienne au Comité régional du Parti, 21 mai 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 19, l. 40 ; sur une amnistie décrétée par le gouvernement azérie et annoncée dans le journal de Trabzon *Istikbal* le 6 septembre 1921, voir Mesut Çapa, *op.cit.*, 2008, p. 106. ; sur la question du retour parmi les exilés russes : Catherine Gousseff, *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride*, Paris, CNRS Editions, 2008, pp. 90-92.

²⁵³⁶ Proclamation d'officiers arméniens en exil à Tabriz, 1^{er} octobre 1923, in Vladimir Ghazakhets'jan (éd.), *op.cit.*, 1998, p. 296 ; sur les négociations irano-soviétiques à propos de ces officiers, Madjîd Tafrishî, *Dû sâl-e ravâbit-e mehremâne-e Ahmad Shâh va sefârat-e Shûravî. Yâddâshthâ-ye Rezâ Haravî Basîr od-Dovleh*, Téhéran, Nashr-e Târikh-e Irân, 1372 (1993), pp. 98-99 ; pour une comparaison avec les frontières occidentales de l'URSS : Eric Lohr, *op.cit.*, 2012, pp. 146-147.

²⁵³⁷ Hovik Melik'set'jan, *op.cit.*, 1985, pp. 146-147.

²⁵³⁸ Anahide Ter Minassian, « The "Self-Liquidation" of the Armenian Revolutionary Federation in Yerevan in 1923 », *The Armenian Review*, Vol. XLIV, No. 2 (174), Été 1991, pp. 71-110 ; Mary Kilbourne Matossian, *op.cit.*, 1962, p. 36 ; Stephen Jones, « The Establishment of Soviet Power in Transcaucasia. The Case of Georgia 1921-1928 », *Soviet Studies*, Vol. 40, No. 4, octobre 1988, p. 633.

révolte armée depuis 1923²⁵³⁹. En février, le menchevik Valerian Djougueli est infiltré dans la république par la frontière turque, pour examiner les possibilités d'insurrection. Il se rend en Gourie, terre particulièrement rétive au pouvoir soviétique. Surveillé par la Tchéka géorgienne, Djougueli est arrêté le 6 août et torturé. La Tchéka se lance dans une première répression, mais n'empêche pas le déclenchement de la révolte : initialement prévue pour le 17 août, elle commence les 28-29 août dans la petite ville de Tchiatura, en Géorgie occidentale, avant de s'étendre aux régions de Gourie, Svanétie, Douchétie et Kakhétie²⁵⁴⁰. Les insurgés disposent rapidement de plusieurs milliers d'hommes, mais ne parviennent pas à provoquer une révolte dans l'ensemble du sud-ouest géorgien, l'Adjarie restant en marge du mouvement²⁵⁴¹. Les autorités transcaucasiennes et géorgiennes, sous la supervision d'Ordjonikidze, jouent un rôle crucial dans la répression, d'une violence extrême, et n'informent qu'avec décalage les autorités centrales²⁵⁴². Cette autonomie dans la répression traduit directement le sentiment des élites caucasiennes d'être responsables du traitement de « leur » émigration, mais leur vaut les remontrances du comité central moscovite et de Staline, qui critique dans une lettre du 5 septembre l'action des Tchékas de Géorgie et de Transcaucasie²⁵⁴³.

Les réticences des dirigeants moscovites sont liées à des divergences sur la politique à adopter envers les émigrés. Alors que le régime soviétique s'efforce de plus en plus de normaliser son image internationale, la révolte géorgienne relance l'image d'un régime oppresseur. Les Géorgiens qui fuient en Turquie pour échapper à la répression font le récit des atrocités bolcheviques et une émigration menchevique en perte de vitesse tente d'exploiter l'attention suscitée par les violences²⁵⁴⁴. Le gouvernement géorgien en exil ne manque pas d'utiliser cette occasion pour se rappeler au souvenir des puissances européennes et demande

²⁵³⁹ Georges Mamoulia, *Les combats indépendantistes des Caucasiens entre URSS et puissances occidentales. Le cas de la Géorgie (1921-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp. 75-88.

²⁵⁴⁰ Rapport de l'attaché militaire Catroux au Troisième Bureau de l'état-major, 11 septembre 1924, AMAE, Série Z - Europe, Russie-Caucase, carton 634, ff. 60-63 ; sur la connaissance préalable de la Tchéka, voir le protocole du plénum du Comité du Parti adjar, 8 septembre 1924, SShSA PA, f. 14, op. 2, d. 16, ll. 43-44.

²⁵⁴¹ Irak'li Manvelidze, *op.cit.*, 2006, pp. 42-53.

²⁵⁴² Télégramme du commandant-adjoint de l'état-major de l'Armée rouge, Shaposhnikov, à Ordjonikidze, 31 août 1924, RGASPI, f. 85, op. 21, d. 130, l. 1 ; sur la répression, la source la plus complète du point de vue soviétique est conservée dans le fonds du Comité central géorgien, sur près de 800 feuillets, SShSA PA, f. 14, op. 2, d. 40 ; on trouve des dossiers thématiques dans la plupart des archives diplomatiques européennes, comme PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84105 et R 84106.

²⁵⁴³ La lettre de Staline critique notamment la pratique des exécutions sommaires au cours de la répression. Voir la note de Staline aux membres et candidats du Comité central sur l'exécution du comité « Géorgie indépendante », 5 septembre 1924, RGASPI, f. 558, op. 11, d. 133, ll. 38-39.

²⁵⁴⁴ Note du ministère de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, 20 octobre 1924, BCA, 30.10.0.0/247.671.53.

un examen de la situation en Géorgie à la Société des nations²⁵⁴⁵. Sur le plan de la diplomatie frontalière, l'impact de la révolte apparaît pourtant positif : après avoir craint un soutien turc aux exilés géorgiens, les Soviétiques sont rassurés par la ligne de stricte neutralité de la Turquie²⁵⁴⁶. Sondé en septembre par l'ambassadeur polonais en Turquie Roman Knoll, le premier ministre Ismet Paşa [Inönü] souligne que son pays ne saurait engager quelque action que ce soit contre l'URSS, bien qu'il ne soit pas hostile aux exilés en tant que tels²⁵⁴⁷. La Turquie se contente de laisser entrer sur son sol les réfugiés générés par la révolte et de financer leur déplacement vers la Cappadoce et les villes occidentales, à l'écart de la frontière²⁵⁴⁸. Le premier ministre turc s'abstient de mentionner que l'ambassadeur soviétique à Ankara, Sourits, vient de lui proposer, le 8 septembre 1924 de signer un nouveau traité complétant celui de mars 1921. Le traité envisagé par les Soviétiques prévoit une clause de non-agression, de neutralité, mais aussi, conséquence directe des craintes soulevées par l'insurrection géorgienne, l'interdiction réciproque des Etats signataires d'héberger sur leur sol des groupes hostiles à l'autre Etat²⁵⁴⁹.

Rétrospectivement, la révolte géorgienne de 1924 marque l'échec définitif des projets politiques des exilés. Si elle crée à court terme un récit héroïque de lutte contre le bolchevisme, elle produit surtout une nouvelle vague d'émigrés qui, traversant avec peine la Turquie, se retrouvent dans des conditions précaires en Europe²⁵⁵⁰. L'analyse de l'échec accroît les tensions entre les exilés installés dans les pays occidentaux et les groupes demeurés à proximité plus immédiate des frontières caucasiennes, en Turquie et en Iran. Mais la révolte incite dans l'immédiat les autorités des républiques caucasiennes à accroître leur action parmi les exilés. La surveillance de l'émigration caucasienne en France est confiée en 1925 à un secrétaire spécial affecté à l'ambassade soviétique à Paris, mais nommé par le Comité

²⁵⁴⁵ Lettre des représentants d'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord et de Géorgie au président du conseil français, Edouard Herriot, 18 septembre 1924, AMAE, Série Z - Europe, Russie-Caucase, carton 634, ff. 68-69.

²⁵⁴⁶ Cette neutralité est établie au plus haut niveau, comme le montre une note manuscrite de Mustafa Kemal sur la neutralité turque, 1^{er} octobre 1924, BCA, 30.10.0.0/247.671.50 ; certaines sources évoquent une complicité éventuelles de militaires turcs frontaliers dans l'envoi d'armes : Musa Qasimli, *op.cit.*, 2006, pp. 218-219.

²⁵⁴⁷ Rapport de Roman Knoll au ministère des Affaires étrangères polonais, 20 septembre 1924, AAN, f. 1741, t. 3, ff. 193-194 ; position confirmée par les observations d'autres représentants étrangers, comme la légation autrichienne à Istanbul, 25 septembre 1924, Artem Ohandjanian (éd.), *Österreich-Armenien, 1872-1936. Faksimilesammlung diplomatischer Aktenstücke, B. XII – 1924-1936*, Vienne, Ohandjanian Eigenverlag, 1995, pp. 8302-8305.

²⁵⁴⁸ Décret de la présidence du conseil turque, 22 octobre 1924, BCA, 30.18.1.1/11.51.4.

²⁵⁴⁹ M.A. Gasratjan, « Sovetsko-turetskij dogovor 1925 g. – dal'nejshee ukreplenie politicheskogo sotrudnichestva mezhdou Sovetskim Sojuzom i Turtsiej », in A.M. Shamsutdinov (dir.), *Velikij Oktjabr' i Turtsija (Sbornik statej)*, Tbilissi, Metsniereba, 1982, p. 65 ; R.G. Saakjan, « K voprosu o sovetsko-turetskom dogovore 1925 g. », *Arevelagitan zhoghovatsu*, No. 1, 1960, pp. 76-104.

²⁵⁵⁰ Les certificats établis dans les années 1930 par l'Office géorgien des réfugiés en France, conservés à l'OFPRA, témoignent de l'importance de cet exil de 1924. Voir par exemple les biographies décrites dans les documents 209, 236, 605, 735, OFPRA, OG002.

régional du Parti de Transcaucasie²⁵⁵¹. Les autorités caucasiennes concentrent cependant leur action sur les exilés résidant dans les territoires frontaliers en Turquie et Iran, afin d'exploiter les divergences avec l'exile caucasien en Europe. Les mesures prises par les organes caucasiens dans cette politique frontalière mêlent actions ouvertes et mesures clandestines destinées à rassembler les groupes d'exilés – et les co-nationaux locaux – autour du régime soviétique.

b) « Décomposition » et influence dans les communautés frontalières

L'action envers les communautés exilées frontalières est concentrée sur le cas de l'Iran du Nord, où exilés azéris et arméniens vivent encore en nombre significatifs. De manière plus réduite, elle est menée par les autorités géorgiennes à destination des émigrés installés sur le littoral de la mer Noire, en Anatolie orientale et à Istanbul. Les Tchékaks républicaines développent rapidement une véritable expertise dans ce qui devient un des domaines de prédilection de leur action à l'extérieur. Le jargon tchékiste parle à propos des politiques développées de tactiques de « décomposition »²⁵⁵². Le terme désigne un ensemble de techniques d'actions clandestine et publique visant à la désorganisation des communautés émigrées. La particularité de cette approche est d'éviter autant que possible une confrontation directe avec l'émigration, en privilégiant des méthodes de division des émigrés débouchant, *in fine*, sur l'autodissolution ou la disparition de fait de l'opposition en exil. Le concept se place dans la continuité des méthodes déjà élaborées par la police politique tsariste pour faire face à des exilés très actifs en Europe à partir des années 1880. Il laisse aussi un héritage après 1945, lorsque les polices politiques d'Europe de l'Est reprennent cette approche pour traiter avec leur opposition. L'Allemagne de l'Est développe au cours des années 1970 une expertise particulière dans ce que la Stasi rebaptise *Zersetzung*, qui mêle pression sociale et psychologique pour diviser et isoler les opposants intérieurs, à une époque où le régime veut éviter une répression trop ouverte²⁵⁵³. La particularité de l'entreprise de « décomposition », appliquée à l'espace frontalier, réside dans une action particulièrement centrée sur le lien entre émigrés et sociétés locales.

²⁵⁵¹ Le titulaire de ce poste est Simon Piroumov, qui a déjà servi à Istanbul et Berlin. Nino Lezhava, Lasha Bakradze, *Sabch'ota Tbilisi. T'eroris t'op'ograpia*, Tbilissi, Sovlab, 2011, pp. 33-35 ; depuis son poste parisien, Piroumov agit en réalité à l'échelle européenne, en multipliant les actions envers l'émigration à Prague et Berlin : lettre de Piroumov au Comité régional du Parti, 24 août 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 79, ll. 126-128.

²⁵⁵² En russe *razlozhenie*. En arménien *kazmalutsum*.

²⁵⁵³ Les méthodes de la *Zersetzung* sont notamment définies dans des instructions de janvier 1976. Ilko-Sascha Kowalczyk, *Stasi konkret. Überwachung und Repression in der DDR*, Munich, C.H. Beck, 2013, pp. 173-174.

En Turquie, les émigrés est dans une situation ambiguë. L'émigration géorgienne et musulmane trouve sur le littoral de la mer Noire et à Istanbul un espace protecteur, où elle peut déployer ses activités. Elle est cependant soumise à la surveillance des autorités, qui limitent les expressions ouvertes d'antisoviétisme afin de réduire les frictions éventuelles avec l'URSS. Les Soviétiques exigent à de nombreuses reprises la fermeture des organes de la presse émigrée, ainsi que le départ des exilés les plus actifs : en janvier 1926, le journal *Yeni Qafqasya* ferme après la conclusion du traité turco-soviétique²⁵⁵⁴. L'émigration turcophone azérie est la mieux intégrée dans le pays, alors que les exilés politiques du Caucase du Nord et de Géorgie se trouvent plus rapidement isolés. L'appui polonais à ces exilés est central pour la poursuite de leur activité. En juillet 1926, la Pologne soutient la création à Istanbul d'un Comité pour l'indépendance du Caucase, qui lance en novembre la publication à Paris du journal *Prométhée*²⁵⁵⁵. Les subsides polonais ne suffisent cependant pas à structurer une action efficace et apparaissent à l'occasion comme des facteurs de division supplémentaire entre des exilés qui rivalisent pour de maigres ressources. De manière générale, les divisions internes de l'émigration antisoviétique limitent les efforts des agents polonais en Turquie pour produire un front commun²⁵⁵⁶. Ces divisions sont largement connues et instrumentalisées par les Tchékas caucasiennes, qui infiltrent la plupart des organisations émigrées et disposent d'informations détaillées sur leur situation²⁵⁵⁷.

En Iran du Nord, les Tchékas sont très actives dans la « décomposition » de l'émigration azérie et arménienne installée dans les provinces d'Azerbaïdjan iranien et au Gilan²⁵⁵⁸. Le dispositif d'influence soviétique s'appuie à la fois sur des acteurs officiels et officieux. Sur un plan officiel, l'ambassade à Téhéran et le consulat-général à Tabriz disposent chacun d'un secrétaire en charge des affaires arméniennes. Outre les notes de protestation qu'ils émettent régulièrement contre l'activité des exilés, ces secrétaires doivent superviser l'action publique d'influence envers la communauté arménienne, exilée et

²⁵⁵⁴ Il est aussitôt remplacé par le journal *Azeri-Türk* : Arsen Avagjan, *op.cit.*, 2011, p. 139.

²⁵⁵⁵ Etienne Copeaux, « Le mouvement prométhéen », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, Vol. 16, 1993, pp. 9-45 ; sur l'aide polonaise, voir Jan Gawroński, *Dyplomatyczne wagary*, Varsovie, Instytut Wydawniczy Pax, 1965, pp. 181-183.

²⁵⁵⁶ Note de Tadeusz Hołowko au ministère des Affaires étrangères polonais, 21 juillet 1926, in Natalia Gąsiorowska-Grabowska, Ivan Khrenov (éd.), *Dokumenty i materiały do historii stosunków polsko-razdieckich. T. 5 : Maj 1926-grudzień 1932*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1966 ; Georges Mamoulia, *op.cit.*, 2009, pp. 98-106.

²⁵⁵⁷ Les différentes archives soviétiques contiennent de très nombreuses minutes de réunions des organisations émigrées en Turquie et en Iran, ainsi que des rapports réguliers sur leur activité et des correspondances interceptées. Par exemple, voir les minutes d'une réunion du Comité de libération du Caucase à Istanbul, juillet 1925, SShSA PA, f. 14, op. 2, d. 28, ll. 420-421.

²⁵⁵⁸ Rapport de la Tchéka de Transcaucasie sur l'émigration azérie en Perse, 23 février 1926, HAA, f. 1, op. 6, d. 123, ll. 12-14.

locale²⁵⁵⁹. Ils ont notamment la responsabilité des structures associatives et « clubs » créés dans les villes d'Iran du Nord auprès des consulats. Ces clubs se multiplient à partir de 1924, comme le rapportent les consulats britanniques, qui soulignent qu'ils sont avant tout fréquentés par les Russes et les Arméniens vivant en Iran²⁵⁶⁰. Les Soviétiques exportent certaines pratiques d'éducation politique appliquées sur leur propre sol, à travers les salles de lecture montées auprès des consulats²⁵⁶¹. Aux côtés des clubs, les écoles fondées par les Soviétiques, parfois dans la continuité d'écoles russes et arméniennes existant depuis la fin du XIX^e siècle en Iran du Nord, jouent un rôle important dans le rassemblement des co-nationaux arméniens²⁵⁶². Les secrétaires aux affaires arméniennes, soumis à leur hiérarchie diplomatique, rapportent également aux autorités républicaines arméniennes²⁵⁶³. Ils sont cependant doublés par des agents spéciaux, envoyés par les Tchékas d'Arménie et de Transcaucasie.

Le système électoral iranien, qui réserve depuis la révolution constitutionnelle des sièges au Madjlis pour la communauté arménienne, constitue une incitation à la prise d'influence sur cette communauté²⁵⁶⁴. Deux sièges – l'un pour l'Azerbaïdjan iranien et l'autre pour Téhéran – donnent lieu à des affrontements particulièrement épiques. L'application d'une stratégie de décomposition se trouve facilitée par les divisions politiques internes de la communauté arménienne en Iran, que les agents soviétiques agitent et exacerbent. La campagne électorale pour le Madjlis de 1924 donne à voir ces divisions et le rôle de l'influence soviétique. A partir de la fin de 1923, les autorités soviétiques encouragent clandestinement la création d'un bloc anti-dachnak organisé autour de l'autre grand parti socialiste, le Henschak. En novembre 1923, des réunions sont organisées autour de son leader, Ter Vardanjan, qui brigue le poste parlementaire de Tabriz contre le candidat dachnak Khan

²⁵⁵⁹ Bulletin du secrétaire aux affaires arméniennes à Téhéran, novembre 1922, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 45, ll. 17-23 ; de manière moins formalisée, d'autres employés peuvent s'occuper des questions géorgiennes ou azéries : Gela Suladze, *Kartuli ant'isabch'ota emigratsia da spetsamsakhurebi*, Tbilissi, Bak'ur Sulak'auris Gamomtsemloba, 2012, pp. 96-97.

²⁵⁶⁰ Rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 20 janvier 1924, R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 7, 1997, p. 6. ; sur la surveillance par les autorités iraniennes : note du ministère des Affaires étrangères iranien au ministère de l'Intérieur, 29 Farvardin 1302 (19 avril 1923), in Fâtme Qâzihâ, *op.cit.*, 1381 (2001), p. 364, et rapport du gouverneur-général d'Azerbaïdjan iranien, 29 Esfand 1301 (21 mars 1923), *FKR*, 1370 (1991-1992), pp. 22-23.

²⁵⁶¹ Rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 19 décembre 1924, *Ibid.*, p. 167.

²⁵⁶² Lettre de Choumjatskij à Mjasnikov, 19 juillet 1923, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 311, l. 18 ; sur l'existence d'écoles russes et sous influence russe en Perse depuis la fin du XIX^e siècle, voir : Emzar Zenaishvili, « Tavrizis rusul-sparsuli sk'olis ist'oriidan », *Matsne*, No. 3, 1971, pp. 36-48 ; pour les écoles arméniennes, voir Farâmarz Tâlebî, *Târikh-e Armaniân-e Gilân*, Rasht, Dâneshnâme-e farhangî ve tamaddon-e Gilân, 2006, pp. 32-34.

²⁵⁶³ Protocole du présidium du Comité central arménien, 6 février 1923, HAA, f. 1, op. 3, d. 7, l. 7.

²⁵⁶⁴ Cette communauté compte environ 150.000 membres dans les années 1920. David N. Yaghoubian, *Ethnicity, Identity, and the Development of Nationalism in Iran*, Syracuse, Syracuse University Press, 2014, p. 131.

Saginjan, grâce à l'appui financier que lui versent les Soviétiques²⁵⁶⁵. Cet appui suscite cependant les plaintes de Khan Saginjan, qui dénonce au ministère de l'Intérieur iranien ces ingérences en les présentant comme des atteintes à la souveraineté iranienne. Les accusations de Khan Saginjan révèlent les contours d'une action qui va bien au-delà de techniques strictement politiques, puisque les agents soviétiques n'hésitent pas à utiliser des armes commerciales et économiques pour faire pression sur la communauté iranienne d'Iran du Nord.

Le consulat-général à Tabriz recourt à des pressions peu dissimulées contre la communauté marchande de la ville, menacée de perdre ses licences commerciales avec l'URSS si elle soutient Khan Saginjan²⁵⁶⁶. Les débuts de la campagne, en février 1924, s'accompagnent de tensions croissantes : le 8 février, un citoyen soviétique arménien, partisan de Ter Vardanjan, est pris à partie par des dachnaks, ce qui fournit au consul-général Slavoutskij l'occasion de se plaindre des dachnaks auprès du gouverneur-général d'Azerbaïdjan. L'enquête de la police iranienne le place cependant dans une position inconfortable, en révélant que le citoyen soviétique, un dénommé Aleksanjan, s'est rendu coupable de blasphème dans une église locale, ce qui a provoqué son agression, et qu'il mène des activités clandestine de propagande en faveur du communisme²⁵⁶⁷. Au Gilan, les autorités iraniennes s'inquiètent des achats de voix financés par les Soviétiques. Un rapport de l'ambassade britannique, à la fin de janvier 1924, évoque les chiffres qui circulent sur le coût d'une voix dans la région, entre cinq et dix krans par électeur. Selon les diplomates britanniques, le ministère des Affaires étrangères iranien aurait adressé une plainte officielle à Shumjatskij en raison de ces actions des représentants soviétiques²⁵⁶⁸. Si elle ne parvient pas à empêcher l'élection de Khan Saginjan, la stratégie soviétique s'avère pourtant efficace. Elle découle avant tout de son approche pragmatique et réaliste : l'objectif de rallier les exilés et Arméniens d'Iran à la cause soviétique n'est envisagé qu'à moyen terme, le but immédiat étant de remplacer dans la diaspora l'opposition radicale des dachnaks par une opposition modérée et réformatrice. On se trouve ici bien aux « frontières de la loyauté » étudiées par

²⁵⁶⁵ Bulletin de l'ambassade soviétique en Iran pour le mois de novembre 1923, 20 décembre 1923, reproduit dans Vladimir Ghazakhets'jan (éd.), *H.J. Dashnaks'ut'juně ...*, 1998, p. 300 ; le parcours politique de Saginjan, vétéran de la révolution constitutionnelle iranienne, est décrit dans David N. Yaghoubian, *op.cit.*, 2014, pp. 126-132.

²⁵⁶⁶ Rapport de la police de Téhéran au ministère de l'Intérieur, 27 Khordâd 1303 (17 juin 1924), in Fâtme Qâzihâ, *op.cit.*, 1381 (2001), pp. 367-368.

²⁵⁶⁷ Rezâ Azarî Shahrzâyi, *op.cit.*, Printemps 1383 (2004), p. 49.

²⁵⁶⁸ Rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 31 janvier 1924, R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 7, 1997, p. 12.

Yossi Shain, qui distingue entre organisations exilées révolutionnaires et organisations exilées réformatrices, en fonction de leur relation au régime en place dans leur pays d'origine²⁵⁶⁹.

La seconde dimension qui explique l'efficacité de la politique frontalière des républiques caucasiennes réside dans un savant mélange de force et de charme dans l'appel à la diaspora. La politique envers cette diaspora aux portes du Caucase ne constitue pas un domaine coupé des autres formes de diplomatie frontalière. Le tremblement de terre qui frappe la région de Leninakan, le 22 octobre 1926, devient ainsi l'occasion d'une mobilisation des Arméniens d'Iran du Nord. Le séisme, d'une magnitude de 5,6, fait près de 350 morts et détruit jusqu'à 90 % des bâtiments de nombreux villages de la région (*figure 91*)²⁵⁷⁰. Les autorités caucasiennes, qui adoptent rapidement des mesures d'aide à la reconstruction, sont conscientes du retentissement régional du séisme et décident de l'utiliser pour renforcer leur stratégie d'influence parmi les communautés arméniennes. Un film documentaire, *Le tremblement de terre de Leninakan (Erkrasharzh Leninakanum)*, est tourné dans l'urgence pour donner à voir l'étendue des dégâts. Associations et organes de presse proches des Soviétiques multiplient les appels à la solidarité avec la « patrie » dans les semaines qui suivent et le secrétaire aux affaires arméniennes auprès de l'ambassade soviétique, Arak'eljan, rapporte plusieurs versements de fonds au profit des victimes, dont 145 roubles par le journal *Gaghap'ar* et 310 roubles par une union de la jeunesse arménienne. Une soirée de charité organisée dans la capitale iranienne le 9 décembre rapporte pas moins de mille roubles²⁵⁷¹. L'aide se fait aussi en nature, par l'envoi direct de vivres aux rescapés dans des convois acheminés par les organismes soviétiques en Perse²⁵⁷².

Le tremblement de terre offre une opportunité politique de modifier la tonalité de l'influence soviétique en Iran. L'ambassade décide d'utiliser l'émotion suscitée pour relancer la Société d'aide à l'Arménie (HOK), qui se cherche un sens nouveau alors que l'action en faveur aux réfugiés et rescapés du génocide perd progressivement en actualité²⁵⁷³. L'ambassade fait imprimer des affiches en arménien adressées au « peuple arménien d'Iran » (*Parskahaj zhoghovurd*) au nom de la HOK (*figure 92*). Ces affiches en appellent à la

²⁵⁶⁹ Yossi Shain, *op.cit.*, 2005 (1989), pp. 14-15.

²⁵⁷⁰ P.I. Lebedev, « Leninakanskoe zemletrjasenie 22 oktjabrja 1926 goda », *Izvestija Akademii Nauk SSSR*, Sixième série, Vol. 21, No. 5, 1927, p. 887-912 ; « Zemletrjasenie v Armenii », *Izvestija*, No. 247 (2878), 26 octobre 1926, p. 4 ; James L. Barton, *op.cit.*, 1930, p. 136.

²⁵⁷¹ Rapport d'Arak'eljan au conseil des commissaires du Peuple d'Arménie, 23 décembre 1926, HAA, f. 113, op. 3, d. 615, l. 40.

²⁵⁷² Lettre d'Arak'eljan à *Bjuopers*, 27 mars 1927, HAA, f. 113, op. 3, d. 615, l. 23.

²⁵⁷³ La HOK dispose alors de huit filiales en Perse. Sur la « crise de sens » qu'elle traverse et la réflexion sur les moyens à adopter, voir le bilan fait par Arak'eljan dans une lettre à Loukachin et Pastoukhov, 22 décembre 1926, HAA, f. 113, op. 3, d. 615, ll. 46-48 ; Hovik Melik'set'jan, *op.cit.*, 1985, pp. 250-252.

solidarité ethnique des Arméniens d'Iran avec la république soviétique d'Arménie : « Les dégâts causés par le tremblement de terre de Leninakan sont incommensurables. La ville a été rendue inhabitable par les secousses qui l'ont frappée. Près de 36 villages sont anéantis et 70.000 habitants se trouvent sans toit. Adressez des contributions aussi généreuses que possible²⁵⁷⁴ ». A travers l'événement de Leninakan, les Soviétiques utilisent les possibilités ouvertes par une diplomatie une « diplomatie du désastre » liée aux catastrophes naturelles²⁵⁷⁵. L'enjeu environnemental y devient un élément de la diplomatie publique recherchée par les Soviétiques et complète les formes idéologiques ou ethniques qu'elle peut prendre, en particulier afin de concrétiser l'existence de communautés d'individus liés aux patries soviétiques du Caucase, sans y séjourner²⁵⁷⁶.

c) *Les tensions d'une action clandestine*

Dans ses formes, l'action en direction des exilés et des co-nationaux frontaliers ne se fait pas sans tensions entre les différents échelons du pouvoir soviétique. Le Comité régional du Parti et la Tchéka de Transcaucasie, qui supervisent cette action, se trouvent souvent en tensions avec les organes républicains. La structuration « nationale » de ces actions reste très forte et les Tchékas républicaines sont particulièrement soucieuses de la défense de leurs intérêts et s'opposent au début des années 1920 à la volonté des autorités transcaucasiennes de contrôler plus étroitement leur action²⁵⁷⁷. Elles n'informent que sélectivement les organes transcaucasiens sur leurs actions, mais exigent à l'inverse que la Tchéka de Transcaucasie n'empiète sur leurs domaines. En dépit de ses ambitions, la Tchéka transcaucasienne ne peut d'abord pas obtenir plus qu'un rôle de supervision de l'action clandestine extérieure. Des mécanismes de coordination sont cependant développés au cours des années 1920, pour éviter des contradictions directes²⁵⁷⁸. Un équilibre se met en place sous l'autorité du Comité régional du Parti, comme le rapporte dans ses mémoires le transfuge Giorgi Agabekov. Cet équilibre repose sur un mélange de découpages spatiaux et ethniques de l'espace frontalier, pour

²⁵⁷⁴ Appel de la HOK aux Arméniens d'Iran, 10 novembre 1926, HAA, f. 113, op. 3, d. 615, l. 16.

²⁵⁷⁵ Eric Lepointe, « Désastres naturels et diplomatie », *Politique étrangère*, No. 4, 1994, pp. 1085-1098 ; Louise K. Comfort, « Disaster: Agent of diplomacy or change in international affairs? », *Cambridge Review of International Affairs*, Vol. 14, No. 1, 2000, pp. 277-294.

²⁵⁷⁶ Mark I. Choate évoque une utilisation similaire de mobilisation de la diaspora italienne après le tremblement de terre de Messine, en décembre 1908. Mark I. Choate, *op.cit.*, 2008, pp. 189-190.

²⁵⁷⁷ Extrait de protocole du présidium du Comité central arménien, 24 novembre 1924, SShSA PA, f. 13, op. 2, d. 21, l. 128.

²⁵⁷⁸ Lettre du département étranger de la Tchéka au Comité régional du Parti, 16 octobre 1923, SShSA PA, f. 13, op. 1, d. 272, l. 53 ; voir l'exemple de la nomination par la Tchéka arménienne d'un agent de liaison auprès de la Tchéka de Transcaucasie pour superviser le travail de « décomposition ». Décision du présidium du Comité central arménien, 6 avril 1925, HAA, f. 1, op. 5, d. 8, l. 13.

assurer que chaque Tchéka républicaine dispose d'un lieu frontalier d'action²⁵⁷⁹. A la concentration de la Tchéka arménienne sur l'Azerbaïdjan persan répondent ainsi celles de la Tchéka azérie sur le littoral caspien et de la Tchéka géorgienne sur l'Anatolie du Nord-Est.

En dépit de leurs tensions internes, les organes caucasiens trouvent une forme d'unité dans la défense de leur action vis-à-vis des tendances plus centralisatrices de la diplomatie soviétique et de l'OGPU, qui souhaiteraient souvent réduire cette marge d'action des institutions périphériques dans les relations frontalières. Les conflits en la matière sont nombreux. En 1926, le Comité régional du Parti et le Comité central arménien décident d'envoyer Grigori Megrabjan comme agent clandestin à Tabriz pour travailler dans la population arménienne locale²⁵⁸⁰. Rapidement, le consul-général dans la ville se plaint à sa hiérarchie que Megrabjan mène son activité de manière entièrement indépendante et ne rapporte qu'à Erevan et Tiflis. L'ambassadeur Davtjan, lui-même arménien, rappelle dans une lettre de février 1929 les griefs accumulés par le consulat-général à l'encontre de Megrabjan²⁵⁸¹. Au-delà de son attitude vis-à-vis de la hiérarchie diplomatique, les consuls-généraux Doubson puis Toumanov reprochent à Megrabjan une attitude inconsidérée et imprudente, pour laquelle ils doivent parfois porter une responsabilité officielle²⁵⁸². Les critiques contre Megrabjan s'inscrivent dans la continuité d'une critique des organes centraux envers la radicalité des Caucasiens dans l'arène internationale. Ces attaques produisent cependant une coalition des intérêts caucasiens contre ce qui est perçu comme une remise en cause du droit d'action frontalière.

Dans sa défense auprès du Comité régional du Parti, Megrabjan n'hésite pas à agiter cette menace, lorsqu'il rapporte les propos du consul-général Toumanov :

« Toumanov ne recule pas devant des déclarations puériles concernant la supériorité des intérêts diplomatiques et soviétiques à ceux de la Transcaucasie. Pourquoi a-t-il besoin de faire une telle distinction ? Le moindre fait corrobore-t-il l'idée selon laquelle je poursuivrais des intérêts contredisant ceux de l'Union, parce que je suis envoyé ici par le Comité régional du Parti ? Le camarade Toumanov ne peut convoquer la moindre preuve. Cette distinction ridicule est due à la prétention de Toumanov et de Boubnov. Ils voient en moins un usurpateur

²⁵⁷⁹ Grigorij Agabekov, *OGPU...*, 1930, p. 114.

²⁵⁸⁰ Fiche personnelle de Megrabjan, non datée (janvier 1930), SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 2, ll. 125-126.

²⁵⁸¹ Lettre de Davtjan au Comité régional du Parti de Transcaucasie, 9 février 1929, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 2, l. 59 ; Jakov Davtjan, né en 1888, au Nakhitchevan, est d'abord actif parmi les bolcheviks du Caucase en 1905, avant de connaître l'exil en Europe. Il entre dans la carrière diplomatique en 1920 et sert comme ambassadeur en Iran de 1927 à 1930 : Taline Ter Minassian, *op.cit.*, 1997, pp. 89-90.

²⁵⁸² Rapport de Megrabjan à Orakhelashvili et au Comité régional du Parti de Transcaucasie, 11 novembre 1928, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 72, ll. 2-6.

transcaucasien des prérogatives du NKID. [...] Qui doit mener le travail de décomposition du Dachnaksutiun ? Le Comité régional du Parti à travers Megrabjan ou le NKID à travers le consulat²⁵⁸³ ? »

L'ambassadeur soutient sur ce point la position des consuls et exige de manière répétée en 1928-1929 du Comité régional du Parti qu'il bride l'activité des agents de la GPU transcaucasienne en Iran du Nord²⁵⁸⁴. Mais la diplomatie centrale ne dispose guère de moyens pour contenir ces initiatives caucasiennes, d'autant que l'appareil consulaire au Nord-Ouest de l'Iran compte fréquemment sur les suppléments budgétaires que lui verse les gouvernements caucasiens pour mener certaines actions²⁵⁸⁵.

Qu'apporte cette étude de la diplomatie frontalière caucasienne à la compréhension plus générale des relations entre Turquie, Iran et Union soviétique ? Elle marque, à première vue, un double déplacement : déplacement dans les thèmes qui structurent ces relations, par l'intégration de dimensions économiques, mais aussi culturelles et environnementales nouvelles ; déplacement aussi dans les lieux de ces relations, en revalorisant des échelles régionales et locales d'interaction. Cette ouverture de champs nouveaux d'étude signifie simultanément un approfondissement des questions politiques qui nous intéressent. En dépit de leur intégration à l'Union soviétique, les républiques caucasiennes ne disparaissent pas de la scène internationale. Leurs intérêts s'expriment directement dans les relations soviétiques avec l'Iran et la Turquie. Des mécanismes d'associations, appuyés sur la structure fédérale de l'URSS, garantissent leur défense. Le poids politique, personnel et institutionnel, des dirigeants caucasiens contribue aussi à maintenir une diplomatie frontalière qui fournit prestige et légitimité. Des cérémonies d'apparat à l'action clandestine se dessine la palette des actions qui font l'homme d'Etat, et les dirigeants caucasiens ne s'en laissent sevrer qu'avec peine. Cette participation des Caucasiens à la diplomatie extérieure soviétique ne doit pas être perçue comme un jeu à somme nulle, car diplomatie frontalière et diplomatie centrale

²⁵⁸³ Lettre de Megrabjan à Davtjan, 16 février 1929, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 72, ll. 39-40.

²⁵⁸⁴ Lettre de Davtjan au Comité régional du Parti de Transcaucasie, 29 décembre 1928, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 72, l. 7 ; lettre de Davtjan au Comité régional du Parti de Transcaucasie, 20 mars 1929, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 72, l. 42.

²⁵⁸⁵ Dans une note du 1^{er} décembre 1928, Davtjan écrit à Karakhan et Musabəyov pour proposer d'ouvrir un consulat à Ardabil et suggère que l'Azerbaïdjan et la ZSFSR contribuent financièrement à son entretien. ARDA, f. 411, op. 20, d. 16, l. 143, cité par Musa Qasimli, *op.cit.*, 2006, pp. 321-322.

disposent de nombreux points de coordination, la seconde bénéficiant fréquemment des acquis de la première. Sans pouvoir parler d'un véritable « fédéralisme coopératif » en matière de politique extérieure, comme la science politique peut en décrire pour certains Etats actuels, nous pouvons constater que la diplomatie frontalière représente un domaine accepté par les gouvernements centraux²⁵⁸⁶. Elle contribue directement à la renaissance économique de la région, comme le montre l'exemple de la foire de Bakou. On peut aussi considérer qu'elle est un laboratoire dans lequel se développe des politiques étendues par la suite à des échelles plus vastes.

²⁵⁸⁶ Françoise Massart-Piérard, « L'action extérieure des collectivités régionales et fédérées : écarts et convergence », in Françoise Massart-Piérard (dir.), *L'action extérieure des entités subétatiques. Approche comparée Europe-Amérique du Nord*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2008, pp. 14-15.

Chapitre 9. Enchevêtrements étatiques et crise des circulations frontalières

Les années 1926-1927 constituent une charnière classique de l'historiographie soviétique. La crise de la Nouvelle Politique Economique s'y manifeste ouvertement, aussi bien sur le plan des équilibres intérieurs de l'économie soviétique qu'en ce qui concerne ses relations commerciales avec le monde extérieur. Cette crise s'inscrit de surcroît dans un moment de tensions diplomatiques et militaires plus générales, qui ont conduit à voir en elle un point de bascule pour la politique sécuritaire et frontalière soviétique. Eric Lohr, dans son ouvrage consacré à la citoyenneté en Russie et en Union soviétique, fait de 1926 le point de départ de la fermeture de l'URSS, qu'il associe au renforcement de la surveillance frontalière et à un durcissement des politiques envers les étrangers sur le sol soviétique²⁵⁸⁷. A première vue, l'exemple caucasien semble valider cette interprétation générale. Une crise commerciale frontalière y est déclenchée au début de l'année 1926 par la volonté soviétique de réduire le déficit avec l'Iran et la Turquie, les ressortissants étrangers sont soumis à des vexations et des mesures sont prises pour renforcer le dispositif frontalier de la mer Noire à la Caspienne.

Il n'est pas aisé de procéder à une critique de ce moment 1926-1927 au Caucase à partir de questionnements relatifs à la seule URSS. Les articulations entre le Caucase soviétique, la Turquie et l'Iran, au cours de ce moment restent peu connues. L'analyse est longtemps restée marquée par une forme d'exceptionnalisme qui tend à faire des évolutions internes à l'URSS des idiosyncrasies sans équivalent. La mise en comparaison et en connexion de politiques économiques, culturelles ou sociales menées en URSS et hors de ce pays constitue cependant un champ en fort développement depuis quelques années²⁵⁸⁸. Afin de contribuer à cette mise en perspective, on souhaiterait ici interroger la « crise de la frontière » de 1926-1927 à l'aune du questionnement proposé par Paul-André Rosental sur la trajectoire suivies par les Etats européens en matière de politique des migrations et des

²⁵⁸⁷ Eric Lohr, *op.cit.*, 2012, pp. 166-168.

²⁵⁸⁸ Stephen Kotkin, « Modern Times: The Soviet Union and the Interwar Conjuncture », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 2, No. 1, Hiver 2001 (New Series), pp. 111-164.

étrangers depuis la fin du XIX^e siècle²⁵⁸⁹. Dans un article récent, il soumet à critique l'idée d'une évolution univoque des Etats vers une « nationalisation », qui se traduirait essentiellement par une répression accrue contre les étrangers²⁵⁹⁰. Il propose de questionner cette idée, en mettant en regard les politiques répressives et le développement des politiques sociales, qui tendent pour leur part à conférer aux étrangers des droits croissants, parfois à l'égal des nationaux. L'articulation entre politiques répressives et générosité de certaines politiques sociales ne peut s'expliquer que par une attention plus précise au rapport de force entre des institutions trop rapidement amalgamées au sein du concept d'Etat. Derrière la « pulsion étatique » de contrôle, les intérêts des administrations apparaissent en réalité beaucoup plus divisés²⁵⁹¹.

Il est possible de partir de ces questions pour reconsidérer la crise de 1926-1927. A examiner de plus près la machine soviétique au cours de cette crise, on retrouve en effet des clivages similaires à ceux qui s'observent dans les Etats d'Europe occidentale. Institutions du Travail, de l'Agriculture, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et organisations professionnelles et patronales s'y confrontent dans des coalitions qui ont beaucoup en commun avec ce qu'on peut trouver dans d'autres pays d'immigration. Les particularités de la situation ressortent aussi, à commencer par le poids particulier des organes de sécurité au sein du régime soviétique. Le fédéralisme complexifie l'idée d'une confrontation entre administrations, en ajoutant un partage des compétences qui renforce les pouvoirs de négociation des organismes non-centraux. Enfin, l'exemple caucasien permet d'examiner les particularités que prend la question du traitement des étrangers dans le contexte d'une crise frontalière plus générale, où les relations entre sociétés et Etats ne se limitent pas à des relations à distance. C'est bien par l'intermédiaire d'une crise de l'espace frontalier que la crise de la NEP peut devenir un événement en Turquie et en Iran.

1. Intensité circulatoire et flou administratif

Les années 1920 voient la reprise d'intenses circulations frontalières dans l'espace caucasien, qu'on peut avant tout relier au rétablissement de l'économie au Caucase soviétique. Les migrants turcs et iraniens représentent une main-d'œuvre importante pour les

²⁵⁸⁹ Paul-André Rosental, « Migrations, souveraineté, droits sociaux. Protéger, expulser les étrangers en Europe du XIX^e siècle à nos jours », *Annales HSS*, Vol. 66, No. 2, 2011, pp. 335-373.

²⁵⁹⁰ *Ibid.*, pp. 335-337.

²⁵⁹¹ *Ibid.*, p. 365.

secteurs industriels et agricoles en Transcaucasie, ainsi que sur certains secteurs littoraux de Russie méridionale. Cette reprise des circulations s'accompagne d'un flou certain sur le statut des migrants, rendant délicate la classification de ces flux selon les termes les plus acceptés des études sur les migrations. Les particularités du régime soviétique – caractérisé à la fois par la multiplicité des institutions étatiques et paraétatiques et par une idéologie ouvrière et internationaliste – doivent ici être introduites et placées dans leur contexte régional pour comprendre les raisons qui justifient l'acceptation du « flou » qui entoure ces circulations.

a) Migrants et renouveau économique

L'aspect le mieux connu des migrations de travail vers l'URSS des années 1920 reste celui de l'immigration d'une main-d'œuvre provenant des Etats d'Europe occidentale et des Etats-Unis. Andrea Graziosi et d'autres ont travaillé sur la situation des ouvriers qualifiés et ingénieurs étrangers employés dans l'industrie au cours des années 1920 et jusqu'au début des années 1930, jouant un rôle important dans son redémarrage. Mais Graziosi rappelle qu'au cours des années 1920, beaucoup des ouvriers qui arrivent de la sorte aux Etats-Unis sont en réalité d'anciens émigrés russes retournant au pays²⁵⁹². Graziosi évalue entre 70.000 et 80.000 le nombre de ces étrangers sur les deux décennies. Sur les grands projets industriels, ils peuvent représenter jusqu'à 2 à 3 % de la main-d'œuvre, car une grande partie de cette main-d'œuvre entre en URSS dans le cadre de contrats de concession signés avec des entreprises étrangères, allemandes et américaines notamment²⁵⁹³. On trouve aussi une immigration ouvrière, parfois à la limite de l'économie et du politique, vers les régions occidentales de l'Union soviétique²⁵⁹⁴. L'immigration de communautés en quête de terres constitue une troisième dimension importante dans l'URSS des années 1920. Les études de ces migrations ont également procédé à une description des principaux organismes centraux de leur gestion, à commencer par la commission pour l'émigration industrielle, créée en juillet 1923 et remplacée par une commission pour l'immigration et l'émigration agricoles et industrielles en

²⁵⁹² Andrea Graziosi, « “Visitors from other times”: Foreign workers in the prewar *piatiletki* », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 29, No. 2, 1988, p. 162 ; le travail le plus récent est la thèse de Benjamin Sawyer, *American 'Know-How' on the Soviet Frontier: Soviet Institutions and American Immigration to the Soviet Union in the Era of the New Economic Policy*, Thèse de doctorat, Michigan State University, 2013.

²⁵⁹³ Cela vaut aussi pour la Transcaucasie, où l'exploitation minière et énergétique donne lieu à plusieurs concessions dans les années 1920. D.N. Dzhibladze, *Kontsesionnye predpriyatija v Zakavkaz'e v 1926-1929*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1973 ; pour des sources primaires, on peut se référer au fonds du comité des concessions auprès du gouvernement de Transcaucasie (SUITsA, f. 619).

²⁵⁹⁴ Alexey Golubev, Irina Takala, *The Search for a Socialist El Dorado: Finnish Immigration to Soviet Karelia from the United States and Canada in the 1930s*, East Lansing, Michigan State University Press, 2014.

1925²⁵⁹⁵. Les républiques disposent cependant de prérogatives en matière de migrations et de statut des étrangers²⁵⁹⁶.

Aux troubles qui marquent les premiers temps de la soviétisation au Caucase succède rapidement une reprise économique qui rétablit l'attractivité de la région pour les populations des zones-frontières turques et persanes. Les autorités d'Azerbaïdjan et d'Arménie soviétiques prennent dès 1921 les mesures pour rétablir leur secteur industriel et attirer à nouveau la population des travailleurs migrants²⁵⁹⁷. La population rurale de ces régions frontalières fait face à un niveau de misère très élevé et les destructions des guerres font sentir durablement leur effet. La reprise d'une émigration est favorisée par la persistance des réseaux établis dans les années précédant la Première Guerre mondiale. Les géographies suivies par les migrations des années 1920 reprennent ainsi largement les trajectoires et circuits développés depuis la fin du XIX^e siècle. On retrouve la géographie connue des circulations depuis le littoral turc de la mer Noire, en particulier la région du Lazistan²⁵⁹⁸. Les migrants lazes partent en général pour plusieurs années font preuve d'une forte mobilité dans l'espace et les professions exercées. L'entrée en URSS se fait le plus généralement par le littoral géorgien, avec une prédilection pour l'Adjarie et l'Abkhazie. La plupart des migrants s'y placent dans le secteur des plantations – comme ouvriers – ou dans celui de la boulangerie – domaine dans lequel ils disposent d'une réputation remontant au début du XIX^e siècle²⁵⁹⁹. Cette double spécialisation leur permet de procéder à des migrations successives sur le sol soviétique. Si certaines trajectoires restent centrées sur la région caucasienne, d'autres amènent les migrants à remonter vers la Russie méridionale et, pour les trajectoires les plus longues, jusqu'à l'Ukraine ou même à la Russie centrale.

Les archives post-soviétiques ouvertes, aussi bien au niveau central que dans les républiques caucasiennes, ne contiennent que peu d'éléments sur ces migrations. Les archives

²⁵⁹⁵ Marina Galas, « Vneshnjaja trudovaja migratsija v period nepa », *Voprosy istorii*, No. 5, 2011, pp. 92-104.

²⁵⁹⁶ Jusqu'à leur entrée dans l'URSS, les républiques ont le temps d'adopter un certain nombre de textes juridiques sur la question : *Kratkij obzor dejatel'nosti Zakavkazskogo Tsentral'nogo Iсполnitel'nogo Komiteta (so dnja obrazovanija po 1 febralja 1925)*, Tiflis, Poligrafrest VSNKh Gruzii, 1925, pp. 29-30 ; Nikolaj Mironov, *Pravovoe regulirovanie vneshnikh snoshenij SSSR, 1917-1970 gg.*, Moscou, Mezhdunarodny Otnoshenija, 1971, pp. 78-79.

²⁵⁹⁷ Des meetings et campagnes de mobilisation sont menées à partir de juin par la section iranienne du Parti azéri dans les faubourgs de Bakou, afin de lutter contre les tendances au retour en Iran des travailleurs migrants : Rapport d'activité pour juin 1921 de la section iranienne du Parti communiste azéri, IISG, ARCH-01405, mf. 1 ; sur le rétablissement des industries les plus consommatrices en main-d'œuvre migrante, voir les documents dans A.O. Marukhjan (éd.), *Vosstanovlenie narodnogo khozjaistva Armjanskoj SSR (Materialy i dokumenty za 1921-1938 gg.)*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1958, pp. 100-102 et 110-112 ; Nezâm'ali Dahnavî, *op.cit.*, 1383 (2004), p. 27.

²⁵⁹⁸ Ildikó Bellér-Hann, Chris Hann, *Turkish Region. State, Market & Social Identities on the East Black Sea Coast*, Oxford-Santa Fe, James Currey-School of American Research Press, 2000, p. 9.

²⁵⁹⁹ Alexandre Toumarkine, *Les Lazes en Turquie (XIX^e-XX^e siècles)*, Istanbul, Editions Isis, 1995, pp. 39 et 57.

républicaines turques, à Ankara, sont elles aussi silencieuses sur cette question de l'émigration vers l'Union soviétique. Dans les deux cas, une grande partie des documents susceptibles d'être utilisés se trouvent dans des archives dont l'utilisation reste quasiment impossible pour les chercheurs étrangers : d'une part, les archives diplomatiques russes et turques ; d'autre part, les archives des services de sécurité. A l'exception de projets officiels de publication de documents et de chercheurs bien introduits, les archives du FSB restent fermées à l'immense majorité des historiens. Il en va de même pour les archives des services de sécurité turcs, qui commencent cependant à faire l'objet d'utilisation par des historiens turcs. Les travaux de Soner Çağaptay et la thèse de Nasrullah Uzman laissent pourtant entrevoir la grande utilité des documents conservés dans ces archives pour une histoire des circulations frontalières et des migrations²⁶⁰⁰. Dans le cas des républiques du Caucase, la situation est plus complexe. D'un côté, les archives héritières du KGB en Azerbaïdjan et en Arménie restent closes au commun, mais celles de l'ancien KGB de Géorgie sont pour leur part ouvertes aux chercheurs. En dépit d'une histoire mouvementée au moment de l'indépendance, caractérisée notamment par un incendie qui a détruit 80 % des archives, elles restent d'une grande utilité et contiennent les archives des unités de gardes-frontières soviétiques sur la frontière turco-géorgienne²⁶⁰¹.

Ces archives sont essentiellement constituées de dossiers résumant des affaires individuelles, d'envergures très différentes, et décrivant une palette de conduites considérées comme délictueuses, de la « violation » de frontière jusqu'à la contrebande et au banditisme. Ces dossiers s'apparentent au genre des archives criminelles, puisqu'ils reposent sur une procédure d'enquête, mais aussi de dépositions, de témoignages et de différents éléments annexes de preuve. A travers ces procédures se déploient des trajectoires de vie, mises en récit au cours des interrogatoires, mais aussi des recherches biographiques effectuées par les enquêteurs des bataillons frontaliers, en lien avec d'autres institutions soviétiques. Prenons le cas d'un certain Mehmet Sarı Oğlu, arrêté en juin 1932 alors qu'il franchit illégalement la frontière depuis la Turquie. Résumant l'affaire au début d'août, le garde-frontière Semenov rappelle le parcours de l'individu, qui a déjà séjourné en URSS dans les années 1920 :

« En 1925, il a franchi clandestinement la frontière depuis la Turquie. Il a d'abord travaillé dans la ville de Soukhoumi, sur une plantation de tabac privée. Il y est resté quatre mois comme travailleur au noir. Il a quitté son emploi et est parti pour Rostov, entrant dans

²⁶⁰⁰ Soner Çağaptay, *Türkiye'de Islâm, laiklik ve milliyetçilik. Türk kimdir?*, Istanbul, Bilgi Üniversitesinin Yayınları, 2006.

²⁶⁰¹ <http://archive.security.gov.ge/istoria.html>

*l'artel*²⁶⁰² de boulangers 'Angora'. Il y a travaillé comme apprenti pendant sept mois, avant d'être licencié et de partir pour Konstantinovka, dans la région d'Artemovsk²⁶⁰³. Il a travaillé pendant quatre mois comme aide dans la boulangerie de la coopérative ouvrière, avant d'être licencié et de partir pour la ville de Bobrik – dans la région de Moscou – où il a travaillé dans la boulangerie ZRK comme aide²⁶⁰⁴. »

Les dossiers des gardes-frontières géorgiens offrent ainsi une perspective individuelle sur le phénomène des migrations caucasiennes. Si elles ne contiennent pas de données statistiques agrégées, elles proposent un grand nombre de dossiers individuels qui permettent de vérifier certaines régularités des migrations sur leur versant turc.

Les migrations iraniennes vers le Caucase soviétique révèlent une même continuité dans leurs schémas. Les industries extractives, les travaux agricoles et les différentes tâches physiques de la vie urbaine continuent à attirer une grande partie des migrants. L'industrie pétrolière de Bakou reste un des lieux majeurs d'attraction des migrants iraniens, qui continuent à peupler les faubourgs de la ville. Le régime bolchevique accorde une priorité politique manifeste à la reprise de l'exploitation pétrolière sur la Caspienne, qui emploie en 1923 48.083 salariés de tous niveaux de qualification. Dès 1924, l'entreprise *Azneft* commercialise à nouveau une grande gamme de produits pétroliers, sur lesquels la Standard Oil et Shell obtiennent un monopole de distribution sur les marchés internationaux, à l'exception de l'espace frontalier du Caucase. En dépit de la stagnation du nombre général d'employés dans le secteur, les migrants en provenance d'Azerbaïdjan iranien parviennent à maintenir une représentation importante, quoique moindre que dans l'avant-guerre, grâce à la politique d'*indigénisation* de cette industrie, qui suppose une augmentation du personnel turcophone au détriment des employés russes et arméniens. En 1926, les turcophones d'Iran représentent 17,7 % des employés de l'industrie pétrolière, contre 9,7 % pour les « Azéris » au sens actuel²⁶⁰⁵. Les conditions de travail de ces migrants demeurent précaires et les autorités iraniennes signalent périodiquement des retours de travailleurs licenciés du secteur pétrolier et des docks²⁶⁰⁶.

²⁶⁰² *Artel* : Appartenant au vocabulaire de l'autogestion ouvrière avant 1917, ce concept est repris dans les années 1920 pour désigner des coopératives de production.

²⁶⁰³ En Ukraine orientale.

²⁶⁰⁴ Acte final de l'enquête sur Mehmet Sarı Oğlu, 6 août 1932, SShSA ShA, f. 6, d. 3229-14, l. 14.

²⁶⁰⁵ Les employés russes sont 45,7 % et les Arméniens 14,6 %, surtout représentés parmi les emplois plus qualifiés. Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 371-375.

²⁶⁰⁶ Rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 5 juillet 1924, R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 7, 1997, p. 80.

L'impact économique de ces migrations sur leurs régions d'origine continue à être important. Les renvois d'argent alimentent l'économie de ces régions dans des dimensions qui demeurent visibles, bien qu'ils soient sans doute inférieurs à ceux qui existaient avant la Première Guerre mondiale. Dans le cas de la Turquie, la forte diminution des renvois s'explique en grande partie par la disparition de la communauté arménienne qui représentait une partie importante des migrations saisonnières ou temporaires de travail vers l'Empire tsariste, comme on l'a vu au chapitre 3. La surreprésentation de certaines communautés continue cependant à s'exprimer. On sait par exemple que les Hemshines, Arménophones convertis à l'islam vivant à la frontière géorgienne sur la mer Noire, continuent à migrer vers l'URSS, ce qui leur assure une prospérité. Les paysages de la région conservent jusqu'à nos jours des traces de l'opulence permise sur place par les migrations, à travers les nombreuses demeures (*konak*) construites jusque dans les années 1920 grâce aux renvois financiers des migrants (*figures 93 et 94*)²⁶⁰⁷.

La reprise d'importantes circulations de travail dans l'espace caucasien s'accompagne d'une souplesse manifeste des mécanismes de contrôle de la part des autorités soviétiques. Comme à l'époque tsariste, une partie des migrants s'inscrit dans le cadre d'une immigration formalisée à travers la possession de passeports, la délivrance de visas par les autorités consulaires russes à l'étranger, puis de documents de séjour par les commissariats à l'Intérieur (*figure 95*). Au regard d'une stricte interprétation des textes, ces migrations peuvent apparaître irrégulières, mais on est frappé par la tolérance manifeste des autorités soviétiques à leur égard. « Tolérance », le terme utilisé ici est ambigu et ne convient sans doute pas à décrire l'ensemble du phénomène observé. Ne suppose-t-il pas une relation par laquelle ces autorités, tout en repérant et connaissant le phénomène des migrations, renoncent à appliquer strictement les règles censées régir les franchissements de frontière et le séjour des étrangers²⁶⁰⁸ ? Une telle relation n'est possible que si les étrangers peuvent être distingués, par des critères juridiques, administratifs, culturels ou linguistiques de la population locale. Il y a là une question hautement problématique que les travaux récents de Kamal Sadiq sur l'immigration dans les pays en développement ont mis en avant. Il souligne que la plupart des travaux sur l'immigration sont basés sur l'expérience contemporaine des Etats occidentaux, « où les Etats d'accueil ont une population identifiée grâce à des supports imprimés

²⁶⁰⁷ Une partie de ces demeures, surtout pour la période antérieure aux années 1920, est construite en imitation des styles architecturaux russes. Hovann H. Simonian, « Hemshin from Islamicization to the end of the nineteenth century », in Hovann H. Simonian (dir.), *The Hemshin. History, Society and Identity in the Highlands of Northeast Turkey*, Londres-New York, Routledge, 2007, pp. 87-88.

²⁶⁰⁸ Une telle tolérance est bien observable, mais est surtout formalisée en ce qui concerne les régions européennes de l'URSS : Abdolhoseyn Ma'sûd Ansârî, *op.cit.*, 1384 (2005-2006), pp. 316-317.

standardisés et que cette population hôte peut être distinguée des immigrés, légaux ou illégaux²⁶⁰⁹ ». Sadiq qualifie ce postulat de *présomption de distinguabilité (distinguishability assumption)*.

b) Les effets d'un pluralisme politico-administratif

Sur la base d'études de cas menées au Pakistan, en Inde et en Malaisie, Sadiq s'attache à déconstruire cette présomption, en s'interrogeant sur la « distinguabilité » des migrants dans les pays en développement. Les questions qu'il pose rejoignent largement les réflexions des travaux historiques sur la pluralité des modes d'identification et la diversité historique des moyens et des institutions de l'identification sociale, qu'on ne considère plus comme une simple relation entre l'individu et l'Etat²⁶¹⁰. La distinguabilité des migrants est selon lui mise à mal par deux phénomènes principaux. Le premier phénomène est l'existence de communautés ethniques, religieuses et linguistiques transfrontalières qui permettent aux migrants de s'intégrer dans les sociétés d'accueil de manière aisée, sans qu'on puisse les classer comme migrants de manière univoque. Sadiq évoque ainsi le cas de l'espace bengali, à cheval sur le Bangladesh indépendant et les provinces d'Inde du Nord-Est, où migrants intérieurs et migrants « internationaux » deviennent de fait indistinguables dans les bidonvilles des grandes villes qui les accueillent²⁶¹¹. Cette indistinction est facilitée par le niveau très bas d'encadrement bureaucratique et d'identification de la population autochtone. Sadiq en vient à dégager le paradoxe selon lequel les migrants seraient souvent mieux pourvus en documents d'identité de toutes sortes que les autochtones, ce qui passe notamment par le développement considérable des réseaux d'obtention plus ou moins illégale de documents. La figure des « autochtones sans papiers » (*undocumented natives*) invite naturellement à reconsidérer certains *a priori* sur le contrôle des migrants²⁶¹².

Sur le premier point, il est indiscutable que la situation du Caucase soviétique est très semblable à celle qui peut régner dans les pays étudiés par Sadiq. La bigarrure ethnique et

²⁶⁰⁹ « Receiving states have a population that is documented using standardized paperwork, and thus the host population can be distinguished from immigrants – legal or illegal ». Kamal Sadiq, *Paper Citizens. How Illegal Immigrants Acquire Citizenship in Developing Countries*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2009, pp. 6-7.

²⁶¹⁰ Sur le refus de réduire l'enregistrement des individus à la relation avec l'Etat, voir l'approche du *registration as recognition* défendue dans Keith Breckenridge, Simon Szreter, « Editors' Introduction : Recognition and Registration: The Infrastructure of Personhood in World History », in Id. (dir.), *Registration and Recognition. Documenting the Person in World History*, Oxford, Oxford University Press-The British Academy, 2012, p. 30.

²⁶¹¹ Sur les confusions entraînées par cette situation, voir l'affaire *Abu Hanif alias Millan Master v. Police Commissioner of Delhi & Others* (Cour suprême indienne, 2000), *Ibid.*, pp. 101-102.

²⁶¹² *Ibid.*, pp. 74-77.

linguistique de la région et – plus généralement – de l’Union soviétique rend difficile une identification des étrangers sur la base de ces critères. Cette difficulté d’identification renvoie à la réalité culturelle de régions où la diversité se trouve internalisée et où ne peut véritablement être identifié qu’un individu dont le comportement culturel diverge trop radicalement de la fourchette de variation des attitudes locales²⁶¹³. L’intensité des migrations intérieures entre villes et campagnes, qui crée une population autochtone mouvante, contribue à brouiller les pistes et à rendre illusoire une définition précise des communautés étrangères. Ces migrations intérieures participent du bas niveau d’identification de la population autochtone mis en avant par Sadiq dans ses études de cas. Les textes juridiques facilitent l’indétermination des nationalités et peuvent jouer en faveur des migrants. L’article 3 du décret sur la citoyenneté de l’Union stipule en effet « que tout citoyen se trouvant sur le territoire soviétique est présumé citoyen de l’Union, tant qu’il ne prouve pas qu’il est sujet étranger²⁶¹⁴ ». A première vue, il y a là un renversement complet des mécanismes de preuve, qui facilite la présomption de légalité des migrants. Ceci posé, il convient de s’interroger sur ce qui constitue le cœur de la réflexion de Sadiq sur l’intégration des migrants. Il propose en effet le concept de *citoyenneté par le document (documentary citizenship)*, qui renverse les approches traditionnelles : l’obtention de documents d’identité de tout type n’y est pas le résultat d’un processus bureaucratique de naturalisation, mais l’instrument par lequel s’effectue l’insertion dans la société d’accueil. Cela suppose de s’intéresser à toutes les formes, légales ou clandestines, par lesquelles des documents susceptibles de servir de document d’identité peuvent être délivrés aux migrants, les insérant progressivement dans leurs lieux de séjour²⁶¹⁵.

Les documents utilisables par les migrants pour matérialiser leur insertion dans la société d’accueil peuvent être multiples et remettent en cause l’idée que les documents

²⁶¹³ On renvoie sur ce point aux remarques d’Olivier Roy concernant l’identification en Afghanistan. Il rapporte un passage de la frontière afghano-pakistanaise dans les années 1980 où lui et sa compagne sont déguisés en réfugiés afghans. Le principal risque de se faire démasquer par les gardes-frontières n’est pas la langue ou l’apparence : « Le problème ne venait pas de la langue, il y a tellement d’accents persans différents que le nôtre n’était pas discordant. Les ‘étrangers’ sont repérés surtout par le langage corporel. Cela m’a amené à faire de la ‘vraie ethnologie’, si je puis dire, car nous étions obligés, plutôt que de nous exprimer par la langue, de nous fondre dans le paysage, et de nous fondre dans un nouveau corps ». Olivier Roy, *En quête de l’Orient perdu*, Paris, Le Seuil, 2014, pp. 117-118.

²⁶¹⁴ Mikhail Rejkhel’, *Sovetskij federalizm. Sbornik*, Moscou, Gosudarstvennoe Izdatel’stvo, 1930, p. 66 ; Eric Lohr, *op.cit.*, 2012, pp. 154-157.

²⁶¹⁵ Kamal Sadiq, *op.cit.*, 2009, p. 8 ; l’étude de Sadiq a en fait de nombreux points communs avec l’historiographie de l’époque moderne en Europe, qui souligne le rôle des institutions municipales dans la production de statuts différenciés pour les étrangers. On peut penser à la gradation entre *naturalizado*, *extranjero domiciliado* ou *avecindado* et *extranjero transeunte* dans l’Espagne moderne : Volker Manz, *Fremde und Gemeinwohl. Integration und Ausgrenzung in Spanien im Übergang vom Ancien Régime zum frühen Nationalstaat*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2006, pp. 99-106.

peuvent rendre compte d'un processus unique contrôlé par l'Etat. Ils révèlent matériellement la diversité des institutions en jeu : on trouvera pêle-mêle des cartes de rationnement, des cartes d'identités, des attestations de résidence délivrées par des mairies ou encore des passeports, documents matrimoniaux, etc. Ces documents sont souvent liés, d'une manière ou d'une autre, à une identité fondée sur la résidence, plutôt qu'à l'appartenance étatique ou au franchissement de frontière²⁶¹⁶. Documents authentiques et contrefaits se mêlent dans un maquis que les autorités policières ou judiciaires, qui ont le plus souvent à connaître de ces situations, peinent à démêler. Cette diversité des documents renvoie aux pratiques multiples des institutions et à l'absence de hiérarchie claire dans leur valeur aux yeux des institutions étatiques. Un tel flou s'enracine dans les intérêts différents de ces institutions et dans leurs conflits²⁶¹⁷. Pluralités documentaire et institutionnelle représentent deux faces d'un même processus dans lequel les migrants peuvent trouver une voie d'insertion. Cette approche nous semble particulièrement intéressante pour l'examen des migrations étrangères sur le territoire soviétique, au-delà du cas caucasien. Jusqu'à présent, l'historiographie de l'identification en Union soviétique reste concentrée sur les processus d'identification des citoyens soviétiques eux-mêmes. Cette concentration se double d'une prédilection pour une chronologie commençant au début des années 1930, avec l'introduction du passeport intérieur. En déplaçant la focale sur les années 1920 et sur la question des étrangers, on se propose de donner une autre lecture de ces formes d'identification.

Le Caucase ne permet guère une identification linguistique ou ethnique des étrangers sur la base de signes manifestes. Qu'on ajoute les arguments de Sadiq sur la citoyenneté par le document et voilà que le Caucase se convertit en véritable pays de cocagne pour le migrant. L'amour du papier qui saisit précocement les administrations soviétiques, au lieu d'être vu comme un barrage pour les migrants, ne devrait-il pas plutôt être vu comme une opportunité pour eux d'accumuler des documents aussi divers que possible pour prouver leur appartenance à la société d'accueil ? L'histoire des migrations caucasiennes mérite de ce point de vue un certain détour par les conceptions soviétiques de l'Etat. On a vu

²⁶¹⁶ On peut renvoyer à la distinction entre les « documents de mobilité » et les « documents de résidence » développée dans Will Hanley, « Papers for going, papers for staying: Identification and subject formation in the Eastern Mediterranean », in Liat Kozman, Cyrus Schayegh, Avner Wishnitzer (dir.), *A Global Middle East. Mobility, Materiality and Culture in the Modern Age, 1880-1940*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2015, pp. 177-200.

²⁶¹⁷ Paul-André Rosental, « Civil Status and Identification in Nineteenth-Century France: A Matter of State Control? », in Keith Breckenridge, Simon Szreter (dir.), *op.cit.*, 2012, p. 139 ; ces variations dans les normes et instruments ont été étudiées à propos de la France par Mary Dewhurst Lewis et valent *a fortiori* pour l'Etat fédéral qu'est l'URSS : Mary Dewhurst Lewis, *The Boundaries of the Republic. Migrant Rights and the Limits of Universalism in France, 1918-1940*, Stanford, Stanford University Press, 2007, pp. 9-11.

précédemment les ambiguïtés soviétiques sur la notion de souveraineté, indissociable de la conception traditionnelle de l'Etat. Dans la sphère intérieure, ces ambiguïtés se traduisent par une forme de délégitimation de l'Etat, mais aussi par une prolifération d'institutions que l'on pourrait qualifier de paraétatiques, qui peuvent à un degré ou à un autre se prétendre dépositaires d'une autorité souveraine. Le Parti, bien entendu, organe suprême de la dictature du prolétariat, aux multiples ramifications sociales sur le territoire soviétique. Mais les syndicats, aussi, dont le rôle très large s'étend à l'encadrement de la population des travailleurs et à la gestion de la vie sociale²⁶¹⁸. Les coopératives également et les entreprises d'Etat, qui se considèrent comme détentrices d'intérêts économiques publics. Ces nombreux organismes s'ajoutent à l'édifice passablement complexe du fédéralisme soviétique pour produire une véritable jungle de papier.

Notre hypothèse est que cette prolifération institutionnelle constitue le cœur de l'apparente tolérance du régime à l'égard des migrants. Cette tolérance ne résulte en effet pas tant d'une attitude concertée que de l'interaction entre les politiques différentes suivies par des institutions dans des rapports de force permanents. L'appartenance de ces différentes institutions à une nébuleuse « para-étatique » représente la particularité de la situation soviétique, par rapport aux pays « capitalistes » où une distinction plus nette existe entre administrations, organisations de la société civile et entreprise. Prenons le cas des entreprises minières d'Etat au Caucase soviétique. Elles partagent avec leurs homologues en Europe occidentale la volonté de faire venir une main-d'œuvre peu chère pour les travaux les plus ingrats. Cependant, ces entreprises font de leur appartenance au secteur d'Etat – et de la priorité politique dont elles jouissent – des arguments pour justifier des contournements de la législation officielle sur l'immigration. Le complexe métallurgique *Octobre Rouge* de Katar, en Arménie méridionale, demande ainsi à ce que les travailleurs qu'il fait venir du Qaradâgh persan soient exemptés de l'obligation d'avoir un visa soviétique²⁶¹⁹. Il bénéficie en cela du soutien du gouvernement de la république arménienne, qui souligne auprès des autorités transcaucasiennes, de la Tchéka et du consulat persan la nécessité des travailleurs persans pour le combinat, où ils représentaient 80 % des employés avant la guerre²⁶²⁰.

²⁶¹⁸ Mervyn Matthews, *Party, State and Citizen in the Soviet Union*, Armonk-Londres, M.E. Sharpe, 1989, p. 163 ; des attestations des syndicats sont ainsi exigées pour de nombreuses procédures administratives, comme le souligne Jurij Fel'shtinskij, *op.cit.*, 1991, p. 21.

²⁶¹⁹ Lettre du représentant des usines *Octobre rouge* à la garde-frontière d'Azerbaïdjan, 7 mai 1925, HAA, f. 113, op. 3, d. 277, l. 23.

²⁶²⁰ Lettre du conseil des commissaires du peuple arménien au consul persan à Erevan, 25 décembre 1924, HAA, f. 113, op. 3, d. 277, l. 30 et lettre de la même institution au conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie, 23 mai 1925, *Ibid.*, l. 13.

Cette légitimité para-étatique permet aux entreprises publiques soviétiques d'obtenir des conditions dérogatoires au régime officiel d'entrée des étrangers. L'usine *Octobre Rouge* entreprend à la fin de 1924 des négociations avec la Tchéka de Transcaucasie, qui fait une série de concessions sur les termes d'arrivées des travailleurs migrants²⁶²¹. Après s'être vu proposer une simplification drastique de l'octroi des visas aux travailleurs, elle finit par obtenir que son représentant puisse se rendre directement en Perse pour procéder au recrutement des ouvriers nécessaires et les fasse entrer en URSS par la frontière azérie sans visas, sur la seule base de listes nominatives. La Tchéka accepte que les travailleurs viennent sans passeports. Dans ce processus, le combinat métallurgique devient le principal fournisseur de documents pour ces individus, puisqu'il doit s'assurer qu'ils obtiennent un document de séjour de la part des autorités locales de Katar²⁶²². Il reçoit également des fonctions presque policières, puisque la Tchéka confie aux dirigeants de l'usine la responsabilité de surveiller que les travailleurs ne quittent pas Katar pour se disperser vers d'autres régions de Transcaucasie²⁶²³. Dès lors, le document de séjour et le livret de travail délivré par le combinat deviennent les principaux documents obtenus par les migrants, loin de l'idée d'une généralisation du système des passeports et visas.

Ces observations valent également pour les institutions de type « politique », qui constituent de véritables portes d'entrée pour les migrants. Le migrant turc Mehmet Sarı Oğlu rappelle ainsi qu'il est devenu membre actif des jeunesses communistes au cours de son premier séjour en URSS²⁶²⁴. A travers le triple système du Parti – et des jeunesses communistes –, des syndicats et des nombreuses organisations culturelles, éducatives et sociales patronnées par le régime, le pouvoir bolchévique crée de nombreuses structures par lesquelles le migrant peut se trouver une légitimité. On sait ainsi que le Parti communiste d'Azerbaïdjan comporte au cours des années 1920 des membres recrutés parmi les travailleurs migrants ou, plus généralement, parmi des ressortissants étrangers²⁶²⁵. Au quotidien, les documents produits par un type d'institutions peuvent être utilisés pour renforcer le droit à

²⁶²¹ Lettre de Beria au plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères en Transcaucasie, février 1925, HAA, f. 113, op. 3, d. 277, l. 36.

²⁶²² Lettre de la Tchéka de Transcaucasie à la Tchéka arménienne, 6 juin 1925, HAA, f. 113, op. 3, d. 277, l. 49.

²⁶²³ Si la surveillance des ouvriers par le patronat, pour éviter les abandons de poste, est un phénomène généralisé, la dimension para-étatique du contrôle exercé dans le cas soviétique est très forte. Pour une comparaison, voir Jean Peneff, « Le recrutement et l'observation des ouvriers par le patronat. Etude d'un fichier d'entreprise », *Revue française de sociologie*, Vol. 34, 1993, pp. 557-596.

²⁶²⁴ Acte final de l'enquête sur Mehmet Sarı Oğlu, 6 août 1932, SShSA ShA, f. 6, d. 3229-14, l. 14.

²⁶²⁵ Sur le licenciement ou la naturalisation ultérieure de ces fonctionnaires étrangers, voir la décision du présidium du Comité régional du Parti, 25 avril 1928, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 6, l. 23 et la décision du Comité central azéri, 15 mai 1929, IISG, ARCH-01405, mf. 10 ; Touraj Atabaki, « Incommodious hosts, invidious guests... », in Stephanie Cronin (dir.), *op.cit.*, 2004, p. 153.

l'obtention de documents fournis par les autres administrations. Ces formes d'harmonisation et de « conversions » résultent des rapports de force entre institutions et de la capacité des migrants à se construire des formes de citoyenneté de papier. L'appartenance aux organisations du Parti ou aux syndicats constitue ainsi un critère d'importance dans les procédures de régularisation pour les étrangers entrés hors des normes officielles. Les dossiers qui accompagnent les demandes de régularisation et d'obtention d'un titre de séjour sont ainsi agrémentés des différents documents que peuvent fournir les migrants, émanant des institutions étatiques et paraétatiques diverses qui ont pu leur en délivrer (*figure 96*).

Il conviendrait d'ajouter à cette réflexion sur la diversité des documents produits par des institutions concurrentes la question des faux documents. Il n'a pas été possible de trouver directement de références à ce problème, qui se pose vraisemblablement plutôt du point de vue de la distribution indue de documents par des institutions par ailleurs légitimes. Corruption et trafic d'influence sont donc en jeu autant qu'un processus de contrefaçon au sens strict du terme. On rejoint donc le problème plus général du fonctionnement des institutions soviétiques pendant la période. D'une manière détournée, le problème des faux documents nous semble cependant mis en avant dans les enquêtes réalisées par les gardes-frontières géorgiens. Ceux-ci réalisent en effet des vérifications fréquentes auprès d'autres administrations dont les individus arrêtés présentent des documents ou auxquelles ils affirment avoir été liés. Ces vérifications, à l'échelle de l'Union soviétique, peuvent prendre un temps important et se heurtent souvent à l'absence de réponse des organes concernés, surtout lorsqu'il s'agit d'entreprises ou d'autorités locales en Ukraine ou en Russie²⁶²⁶. On se limitera ici à ces brèves remarques, afin d'examiner la dimension plus politique associée à ce pluralisme intégrateur des migrants.

c) Politiques de la frontière ouverte

La prolifération institutionnelle du Caucase soviétique apparaît ainsi comme un facteur d'intégration des travailleurs migrants, qui nous semble par ailleurs pouvoir être testé dans d'autres zones-frontières de l'URSS partageant des caractéristiques structurelles proches. Mais cette situation est encore facilitée par les composantes idéologiques et politiques du nouveau régime. Ces traits, dans leur dimension la plus générale, sont bien connus.

²⁶²⁶ Les dossiers du fonds 6 des archives du ministère de l'Intérieur géorgien contiennent de nombreuses références à la longueur de ces processus de vérification des identités et parcours à l'échelle de l'URSS : lettre de la GPU de Voronezh au chef du bataillon frontalier de Batoumi, SShSA ShA, f. 6, d. 27466-69, l. 120 ; copie d'un interrogatoire mené par la GPU de Vladikavkaz, transmise au bataillon frontalier de Batoumi, SShSA ShA, f. 6, d. 29241-24, l. 22.

Internationalisme et ouvriérisme constituent deux facteurs propres à faire de la population des travailleurs migrants un groupe-cible pour le régime. Les frontières européennes de l'Union soviétique ne sont-elles pas décorées par des arcs souhaitant la bienvenue aux prolétaires du monde entier ? De tels arcs, on n'a pas trace sur la frontière caucasienne, qui n'est pas conçue sur le mode d'un lieu de contact entre la patrie des travailleurs et des pays capitalistes. Cela n'empêche pas les autorités soviétiques et le Komintern de disposer d'une politique envers les populations laborieuses venues de Turquie et d'Iran. Il s'agit en premier lieu de faire des populations migrantes des agents éventuels d'influence envers les pays d'origine. La population migrante devient dès lors une cible pour les politiques du pouvoir soviétique, avec cependant des variations entre les différents types d'institutions. Cette influence suscite en contrepartie une méfiance certaine parmi les représentants consulaires turcs et iraniens au Caucase, qui ne souhaitent pas que les migrants servent de passerelle politique pour le communisme.

La lutte d'influence s'exprime ainsi à plusieurs niveaux. Au niveau le plus direct, elle ne passe pas entre les autorités soviétiques et les représentants étrangers, mais entre les Partis communistes turc et iranien implantés au Caucase, et ces représentants. Le Parti communiste iranien (PCI) est de loin le plus actif au cours des années 1920 dans la tentative de mobiliser les travailleurs migrants persans, dont la structure sociologique apparaît la plus propice à la naissance d'une conscience de classe. Le PCI entreprend de diffuser différents journaux à destination des travailleurs au Caucase et en Asie centrale. Ses cellules fondent le journal *'Edalat (Justice)* à Tiflis en 1921 et l'*Âzâdî-e Irân (Liberté de l'Iran)* en 1922 à Bakou²⁶²⁷. En mai 1921, quelques semaines après la soviétisation de la Géorgie, un secrétaire local du Parti géorgien rapporte que le PCI compte déjà quatre cents membres recrutés parmi les sujets persans sur place. Il évoque les efforts pour « créer un journal en persan pour les travailleurs » migrants, mais souligne que cette volonté dénote un certain biais nationaliste, du fait que les travailleurs ne parlent pas le persan mais une variété de turc²⁶²⁸. L'exil de révolutionnaires comme Ehsanullah Khan, qui se replie en Azerbaïdjan à la fin de 1921 après la déroute de la république du Gilan, maintient l'activisme du PCI, ce qui n'est pas sans inquiéter à l'occasion certaines institutions soviétiques soucieuses de reconstruire une relation avec l'Iran.

²⁶²⁷ Le PCI lance aussi à Ashkhabad le journal *Hammâl (Le portefaix)* en 1925 et le journal *Zahmat (Le travail, traduction directe de l'emploi du russe *trud*)* en 1926-1927. Touraj Atabaki, « Incommodious hosts, invidious guests: the life and times of Iranian revolutionaries in the Soviet Union, 1921-1939 », in Stephanie Cronin (dir.), *Reformers and Revolutionaries in Modern Iran. New Perceptions of the Iranian Left*, Londres-New York, Routledge Curzon, 2004, p. 150.

²⁶²⁸ Rapport du secrétaire du 5^e comité de *rajon* au Comité central géorgien, 4 mai 1921, SShSA PA, f. 14, op. 1, d. 155, l. 213.

L'initiative d'Ehsanullah, qui écrit en août 1922 deux lettres à Reza Khan lui enjoignant de se rallier au projet communiste suscite le fort mécontentement de la diplomatie soviétique. L'ambassade à Téhéran demande aux autorités azéries et caucasiennes de mettre un terme aux activités trop flagrantes des exilés, qui ont créé un Comité pour la révolution libératrice de l'Iran (*Komite-ye Enqelâb-e Âzâdkonande-e Iran*) dans un faubourg de Bakou, où ils tentent de recruter parmi les travailleurs migrants²⁶²⁹.

La réduction de l'activité des Partis communistes turc et iranien n'est pas forcément pour déplaire aux Partis communistes des républiques caucasiennes, qui sont enclins à prendre eux-mêmes en charge le travail de propagande parmi les travailleurs migrants²⁶³⁰. Le Parti communiste turc, dont la cellule à Batoumi est très active en 1921-1922, abandonne ensuite la plupart de ces actions, déléguées aux organismes locaux du Parti adjar²⁶³¹. La propension des Partis communistes caucasiens à supplanter les PC en exil est d'autant plus grande que ceux-ci, dans le cas des des travailleurs persans en Azerbaïdjan soviétique, peuvent être perçus comme une population ethniquement liée. L'objectif n'est alors pas simplement une mobilisation de classe mais aussi, dans l'atmosphère d'essor des nationalités qui caractérise l'Union soviétique de l'époque, un éveil national. En cela, on voit que la politique des communistes azéris peut se trouver en contradiction avec celle des membres du Parti communiste iranien dont on vient de noter la tendance à la promotion du persan. La politique des nationalités constitue donc un second versant des politiques adressées aux migrants au Caucase russe. Des questions similaires peuvent se poser en Arménie dans le cas de migrants arméniens d'Iran.

Cette dimension vient compléter de deux manières les remarques faites par Terry Martin en ce qui concerne la politique soviétique des nationalités dans les zones-frontières. Dans un ouvrage désormais considéré comme un classique du sujet, Terry Martin renvoyait à un « principe du Piémont » pour désigner la promotion par les Soviétiques de groupes minoritaires présents sur leur sol mais aussi dans les Etats voisins, afin d'en faire des agents d'influence et d'expansion. Cependant, Terry Martin s'intéresse à cette politique surtout dans sa dimension statique, concernant les groupes installés de manière pérenne sur le territoire de l'URSS²⁶³². Il nous semble possible d'articuler cette thèse à la question des migrations de

²⁶²⁹ Touraj Atabaki, *op.cit.*, 2004, pp. 150-151.

²⁶³⁰ Touraj Atabaki, « The Comintern, the Soviet Union and labour militancy in interwar Iran », in Stephanie Cronin (dir.), *op.cit.*, 2013, pp. 311-312.

²⁶³¹ Les documents conservés dans le fonds du Parti communiste turc, aux archives du Komintern, sur cette cellule se trouvent de fait limités aux années 1921-1922 : voir RGASPI, f. 495, op. 181, dd. 189, 197 et 198.

²⁶³² Il mentionne brièvement la question des migrants : Terry Martin, *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2001, pp. 314-317.

travail, en soulignant que ces populations mobiles peuvent aussi faire l'objet de politiques d'influence. Le second point réside dans le rôle des acteurs frontaliers dans le développement de cette politique. Il y a en effet dans la politique azérie à l'égard des travailleurs persans une orientation propre, qui ne relève pas de stratégies du Komintern ou de Moscou. C'est ainsi que l'initiative de donner aux travailleurs migrants des cours d'alphabétisation dans le nouvel alphabet turc relève d'une initiative locale, dont les conséquences ne sont pas des plus heureuses. Comme l'écrit un rapport soviétique cité par Andreas Frings : « En dépit de l'agitprop réalisée en faveur du nouvel alphabet, il fallut créer des groupes d'alphabétisation dans l'ancien alphabet arabe, [...] car les travailleurs envoyaient leurs lettres en Perse, où personne ne connaissait le nouvel alphabet »²⁶³³.

L'attention prêtée par les différentes institutions soviétiques et communistes aux travailleurs migrants trouve en retour une grande méfiance des représentants consulaires turcs et iraniens au Caucase, qui ne sont pas décidés à abandonner la tutelle sur leur communauté. Les consuls iraniens au Caucase s'efforcent ainsi de reconstituer leur ancien réseau d'agents consulaires disposés dans les différentes localités où séjournent les travailleurs migrants, ainsi que dans les faubourgs des grandes villes industrielles²⁶³⁴. Reza Khan adresse personnellement des directives sur l'aide aux sujets iraniens en URSS²⁶³⁵. Ces tentatives se heurtent cependant à l'opposition des autorités soviétiques, qui souhaitent limiter leur influence. Les consuls iraniens entreprennent également de défendre les différentes structures associatives et éducatives mises en place dans la communauté iranienne depuis le début du siècle. Ces structures, qui développaient une politique de bienfaisance envers les travailleurs migrants, se trouvent désormais en déclin. Le 8 février 1924, la société de bienfaisance de Tiflis écrit ainsi au ministère iranien de l'Instruction publique :

« Il est bien connu que les sujets iraniens installés au Caucase s'occupaient, il y a quelques années encore, d'assurer des œuvres de charité et de scolarisation, dans la mesure de leurs possibilités et de leurs moyens, mais voilà plusieurs années qu'ils ont subi des pertes et des dommages très importants²⁶³⁶. »

²⁶³³ Pour le document original voir ARDA, f. 2828, op. 1, d. 120, l. 137, cité par Andreas Frings, *op.cit.*, 2007, pp. 99-100.

²⁶³⁴ Sur l'action de l'agent iranien à Sabunçu, banlieue pétrolière de Bakou : Said Mahmûd Sâdât, Morteza Nouraeî, Hoseyn Mirdja'farî, « Barresî-e tab'îd-e Irânîân az Shûrâvî tey-e sâlhâ-ye 1305-1320 », *Gandjîne-ye asnâd*, No. 90, été 1392 (2013), p. 34 ;

²⁶³⁵ Mahmûd Tâherâhmadî, *op.cit.*, 2006, p. 150.

²⁶³⁶ Lettre de la société de bienfaisance de Tiflis au ministère persan de l'Instruction publique, 2 Radjab 1342 (8 février 1924), cité dans dans Kâveh Bayât, « Madrase-ye Ettefâq-e Irânîân », in *Tâ'sirât-e moteqâbel-e târikhî va farhangî-e Irân va Gordjestân (madjmu'e-ye maqâlât)*, Téhéran, Markaz-e asnâd va târikh-e diplumâsî, 1380

La diminution des moyens que les élites commerçantes iraniennes au Caucase peuvent mettre à disposition de ces structures communautaires pose problème aux consuls dans leur effort de maintenir ces structures²⁶³⁷. Elle conduit le gouvernement persan à envisager un financement direct des écoles iraniennes au Caucase, mais aussi en Asie centrale et, hors d'URSS, en Irak. En 1923, le Madjlis approuve une demande de financement faite par le ministère de l'Instruction publique (*figures 97 et 98*)²⁶³⁸. Le représentant persan à Tiflis jusqu'en août 1923, Ehteshâm Homayûn, et l'ambassadeur à Moscou, Moshâver ol-Mamâlek, attirent l'attention dans leurs rapports sur la nécessité de préserver cet outil d'influence culturelle et intellectuelle face à la pression idéologique réalisée par les Soviétiques²⁶³⁹.

La politique soviétique envers les travailleurs migrants s'inscrit de manière plus large dans un optimisme sur la capacité de produire de l'influence frontalière grâce à une politique de la frontière ouverte. Les circulations frontalières apparaissent comme une manière plus générale de faire connaître et populariser le modèle soviétique. Cet optimisme s'étend par exemple à la disposition des Soviétiques de continuer à organiser le transit, par l'Asie centrale et le Caucase, de pèlerins musulmans à destination de la Mecque. Les avantages de cette politique sont soulignés par une lettre du vice-président de la Tchéka transcaucasienne, Kvantaliani, adressée le 11 juillet 1925 à Ordjonikidze. Il y mentionne l'influence que peut produire en Anatolie orientale et dans les zones-frontières musulmanes du côté soviétique le constat que la religion musulmane est mieux traitée par le régime soviétique que par les kémalistes :

« Les concessions que nous avons faites dans les affaires religieuses et le soutien matériel que nous fournissons à un clergé organisé n'ont pas simplement affaibli le mouvement turcophile qui avait une grande influence jusqu'alors, mais ont également suscité dans les derniers temps

(2001), p. 64 ; un rapport du consulat-général à Tiflis, le 23 Dey 1304 (14 janvier 1924) écrit : « En raison de la ruine des marchands iraniens de Tiflis, l'école [Ettэфâq] est tombé dans un état lamentable et son administration échappe aux mains des Iraniens musulmans de la ville. Actuellement, le gouvernement géorgien envisageait de supprimer entièrement cette école, mais grâce à l'intervention de l'ambassade et à l'action de la représentation à Tiflis ils ont renoncé à leur projet », Nezâm'ali Dahnavî, *op.cit.*, 1383 (2004), pp. 151-152.

²⁶³⁷ Rapport du consul-général allemand Wesendonk à propos d'un discours tenu par son homologue persan, 14 janvier 1923, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84142.

²⁶³⁸ Kâveh Bayât, « Madrase-ye Ettэфâq-e Irânîân », *in op.cit.*, 1380 (2001), p. 65.

²⁶³⁹ Note de l'ambassade iranienne à Moscou au ministère des Affaires étrangères, 22 Dey 1302 (13 janvier 1924), *Ibid.*, pp. 66-67 ; Mohdese Îmânî, « Madâres-e Irânî dar Shûravî », *Gandjine-ye asnâd*, No. 2, été 1370 (1991), pp. 20-29.

*une hostilité d'une partie de la population envers la Turquie, en raison de la différence de traitement de la question religieuse chez nous et en Turquie*²⁶⁴⁰. »

La politique de la frontière ouverte, en permettant la comparaison, apparaît ici comme un avantage pour un régime soviétique perçu comme modéré. Kvantaliani écrit quelques mois après la révolte de Sheikh Said, qui a secoué l'Anatolie, alors que la pression kémaliste sur la religion s'intensifie. En août, Mustafa Kemal lance une campagne contre le port du fez et les habits musulmans, lors de visites à Kastamonu et Inebolu, ce qui suscite de fortes résistances dans la région jusqu'à la fin de l'année²⁶⁴¹.

L'existence de stratégies d'influence frontalière constitue ainsi le troisième facteur permettant d'exprimer, à notre sens, l'ouverture de la frontière au cours des années 1920, aux côtés des besoins économiques en main-d'œuvre et des effets d'un pluralisme politico-administratif au Caucase soviétique. La situation par laquelle se maintiennent des formes peu encadrées de circulations est cependant modifiée à partir de 1926, lorsqu'éclate une importante crise des relations frontalières. Cette crise s'inscrit sur plusieurs échelles, qui lui confèrent des dimensions différentes : crise des relations commerciales extérieures de l'URSS, elle est aussi crise des migrations au Caucase. Il s'agit dès lors de s'interroger sur ce qui provoque le renversement des perceptions et sur la manière dont l'articulation entre niveaux de décision entraîne une transformation des mobilités.

2. Les genèses d'une crise frontalière

L'analyse de la crise frontalière qui commence au début de 1926 ne peut se faire qu'en croisant deux dimensions qui relèvent de niveaux différents de décision : d'un côté, les transformations de la Nouvelle politique économique et les difficultés monétaires de l'URSS, qui débouchent sur des bouleversements de la politique commerciale du pays, impactant directement ses relations avec la Turquie et l'Iran ; de l'autre, une reconsidération de la politique des circulations et des migrations, dont les origines sont largement régionales. Rapidement, ces deux dimensions se trouvent liées dans la production d'une crise de l'espace

²⁶⁴⁰ Rapport de Kvantaliani à Ordjonikidze, 11 juillet 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 308, l. 92.

²⁶⁴¹ Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, 2002 (1968), p. 268-270 ; à Erzurum, Sivas et Samsun, des manifestations anti-gouvernementales dénoncent les *gâvur* (infidèles) au pouvoir : lettre de R. Lindsay à Austen Chamberlain, Constantinople, 1^{er} décembre 1925, TNA, FO 424/263, pp. 63-64.

frontalier. La crise agit comme révélateur de l'interconnexion entre les différents enjeux des relations frontalières.

a) La double genèse d'une crise

Parler d'une genèse à plusieurs échelles de la crise frontalière de 1926-1927 revient à remettre en cause ce qui pourrait *a priori* être une évidence. D'un point de vue macroscopique, cette crise frontalière au Caucase peut en effet apparaître comme la déclinaison régionale d'une crise des relations extérieures de l'URSS. De nombreux travaux ont été consacrés à cette crise, dans deux directions principales. La première direction est celle de la Nouvelle politique économique, de plus en plus contestée parmi les dirigeants soviétiques et dont la rupture s'opère au cours de ces deux années, donnant lieu à des frictions croissantes dans les échanges économiques internes et externes du pays. La seconde direction est généralement rattachée à ce que l'historiographie a pu appeler une « psychose de guerre » qui saisit les dirigeants soviétiques à partir de 1926. Cette psychose a fait l'objet d'études portant à la fois sur les élites politiques et sur des mobilisations de la population soviétique dans son intégralité. De cette inflexion économique et sécuritaire se dégage l'image d'une Union soviétique en voie de fermeture au monde du fait de décisions essentiellement prises par les autorités centrales. Indiscutablement, la crise de la frontière caucasienne contribue à alimenter une dynamique politique globale. Cependant, l'idée que sa naissance doit être examinée à plusieurs échelles revient à interroger les mécanismes de production de la crise, qui ne peut plus être analysée comme une conséquence exclusive de décisions centrales mais comme le résultat d'une interaction. Elle remet notamment en cause l'idée d'une convergence naturelle entre les facteurs économiques et sécuritaires dans l'évolution des relations extérieures de l'URSS.

Le premier fil de la crise frontalière qui se noue, économique et commercial, résulte d'une transformation des politiques centrales. Depuis le début des années 1920, les modalités du commerce, mêlant marchands privés, coopératives et organismes d'Etat, font l'objet de débats parmi les dirigeants centraux du fait de leur fonctionnement perçu comme insatisfaisant. L'économie des foires, dont on a vu l'importance à travers le cas de celle de Bakou, nourrit des débats nombreux et des critiques venant aussi bien de la « droite » du Parti – qui voit en elles des distorsions des équilibres de marché – que de la « gauche » - qui considère qu'elles incarnent une forme de commerce trop éloignée de l'échange des biens à la socialiste. La première crise des débouchés qui frappe l'industrie soviétique, à l'été 1923,

révèle l'incapacité des campagnes soviétiques à absorber les produits qui leur sont destinés et remet en cause les formes commerciales en vigueur²⁶⁴². Plus généralement, l'efficacité et la productivité de l'économie soviétique fait l'objet de nombreux débats, qui mettent en avant la précarité des accommodements établis²⁶⁴³. L'année 1925 marque cependant un tournant, en raison de la rupture des conditions de fonctionnement du commerce extérieur soviétique²⁶⁴⁴. Depuis le début des années 1920, l'Etat soviétique a besoin de bas prix d'achat du grain sur le marché intérieur, afin de pouvoir obtenir des excédents en devises étrangères par la vente de ce grain sur les marchés internationaux²⁶⁴⁵. A l'été 1925, la forte hausse des prix intérieurs du grain place le régime soviétique en difficulté, car les exportations céréalières n'apportent plus les devises nécessaires aux importations industrielles. Les réserves en or de la Banque d'Etat s'épuisent très rapidement et une réforme radicale des structures commerciales extérieures devient de plus en plus indispensable²⁶⁴⁶.

Dans des travaux récents, Oscar Sanchez-Sibony a souligné l'intérêt des dirigeants du Politburo pour ces questions commerciales, financières et monétaires, conçues comme cruciales et examinées au Politburo lui-même à des niveaux de détail parfois surprenants²⁶⁴⁷. L'affrontement entre Staline et l'opposition de Zinov'ev et Kamenev confère à ces questions une importance idéologique et politique particulière au cours de l'année 1925. Si Staline soutient le slogan de Boukharin « Enrichissez-vous », adressé aux paysans en avril, ses positions évoluent au rythme des luttes dans lesquelles il se meut jusqu'au XIV^e Congrès du Parti, à la fin de l'année²⁶⁴⁸. Au moment de ce congrès, les dirigeants soviétiques se trouvent confrontés à une situation périlleuse : le commissariat du peuple aux Finances, dirigé par Sokol'nikov, souhaite comprimer les importations pour réduire au minimum le déficit commercial, mais les représentants du secteur industriel et militaire au Politburo – Dzerzhinskij et Voroshilov en tête – s'opposent à toute réduction des importations destinées à l'industrie²⁶⁴⁹. Ecartant la possibilité de recourir à une dévaluation du tchervonets, qui rétablirait la compétitivité des produits soviétiques sur les marchés internationaux, les

²⁶⁴² I.B. Orlov, « Problemy edinoj ekonomiki », in S.A. Pavljuchenkov (dir.), *op.cit.*, 2002, pp. 155-156.

²⁶⁴³ Edward A. Rees, *State Control in Soviet Russia. The Rise and Fall of the Workers' and Peasants' Inspectorate, 1920-1934*, Basingstoke-Londres, The Macmillan Press, 1987, pp. 106-122.

²⁶⁴⁴ Andrea Graziosi, *L'URSS di Lenin e Stalin. Storia dell'Unione sovietica, 1914-1945*, Bologne, Il Mulino, 2007, pp. 208-213.

²⁶⁴⁵ John Quingley, *The Soviet Foreign Trade Monopoly...*, 1974, pp. 45-46.

²⁶⁴⁶ David M. Woodruff, « The Politburo on Gold, Industrialization, and the International Economy, 1925-1926 », in Paul R. Gregory, Norman Naimark (dir.), *The Lost Politburo Transcripts. From Collective Rule to Stalin's Dictatorship*, New Haven, Yale University Press, 2008, pp. 201-203.

²⁶⁴⁷ Oscar Sanchez Sibony, « Depression Stalinism. The Great Break Revisited », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 15, No. 1, Hiver 2014 (New Series), pp. 32-33.

²⁶⁴⁸ Ronald Grigor Suny, *op.cit.*, 1998, pp. 154-155.

²⁶⁴⁹ David M. Woodruff, *op.cit.*, 2008, pp. 211-212.

dirigeants bolcheviques ne conservent que peu d'options. Ils décident de réduire les autorisations d'importation, mais également de procéder à des ventes à perte sur les marchés internationaux, pour obtenir des devises. Lors de deux réunions, les 26 octobre et 2 novembre 1925, le Politburo pose les bases d'une réorganisation du commerce extérieur soviétique dans son ensemble²⁶⁵⁰.

La pression des organes industriels en faveur d'un maintien des importations destinées au développement de l'appareil productif soviétique déplace les possibilités d'économie en matière d'importation vers les échanges de produit de consommation. Le commerce avec les Etats du Moyen-Orient offre de ce point de vue un levier d'action significatif, car beaucoup des produits achetés à ces pays entrent dans cette catégorie. L'URSS accumule depuis le début des années 1920 d'importants déficits commerciaux avec la Perse et passe, au cours des quatre derniers mois de 1925, en déficit pour son commerce avec la Turquie²⁶⁵¹. Si la Perse exporte du coton et des peaux, utilisées par l'industrie textile soviétique, elle exporte surtout des fruits secs, de la viande et du bétail sur pied²⁶⁵². Les exportations soviétiques de sucre, de farine et de biens manufacturés ne suffisent pas à compenser le fort déficit commercial avec la Perse. Les importations de fruits secs, qui constituent un important ingrédient dans les pratiques culinaires du Caucase mais aussi de Russie du Sud, deviennent le symbole d'importations somptuaires avec lesquelles l'Etat soviétique doit rompre, afin de consacrer plus de ressources financières à l'industrialisation. L'action sur les relations avec les pays orientaux promet d'être d'autant plus efficace que la part de ces pays dans le commerce extérieur tsariste puis soviétique est passée de 6 % à 15 % entre 1914 et 1925²⁶⁵³. Lors d'une réunion du Politburo, le 11 janvier 1926, la Perse est directement identifiée par le représentant de la Banque d'Etat soviétique, Nikolaj Toumanov, comme une des priorités pour réduire le déficit extérieur du pays²⁶⁵⁴.

Nouons maintenant le second fil qui contribue, à l'échelle régionale, à la naissance d'une crise frontalière au Caucase. Les Tchékas et commissariats aux Affaires intérieures des

²⁶⁵⁰ Protocole du Politburo, 2 novembre 1925, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 527, ll. 2 et 5-9.

²⁶⁵¹ Après un excédent commercial de 3,7 millions de livres turques pour l'année 1924-1925, l'URSS perd 2,4 millions de livres pour les seuls mois de septembre-décembre 1925. Rapport de l'ambassade allemande à Constantinople au ministère des Affaires étrangères, 11 février 1926, PA AA, Länderabteilung III (1920-1936), Türkei, R 245.336, f. 16.

²⁶⁵² A.B. Koretskij, *Torgovjy Vostok i SSSR*, Moscou, Prometej, 1925, pp. 10-11.

²⁶⁵³ Violet Conolly, *Soviet Economic Policy in the East. Turkey, Persia, Afghanistan, Mongolia and Tana Tuva, Sin Kiang*, Londres, Oxford University Press-Humphrey Milford, 1933, p. 127 ; sur la question des importations « superflues », Harish Kapur, *op.cit.*, 1966, pp. 198-199.

²⁶⁵⁴ Compte rendu sténographique de la session du Politburo sur la situation financière et les réserves de devises, 11 janvier 1926, reproduit dans Aleksandr Vatlin, Paul R. Gregory (éd.), *Stenogrammy zasedanij Politbjuro TsK RKP(b)-VKP(b) 1923-1938 gg., Kn. 1 : 1923-1926*, Moscou, ROSSPEN, 2007, p. 552.

républiques multiplient les critiques, à partir de l'été 1925, contre l'ampleur que prend le séjour dans la région, de nombreux citoyens étrangers qui entrent sur le sol soviétique selon les modalités multiples et souvent floues qu'on a pu décrire au début de ce chapitre. Ces organismes multiplient les plaintes et mises en garde auprès des institutions gouvernementales et du Parti sur les problèmes posés par cette communauté, qu'ils sont en peine de délimiter. Les inquiétudes exprimées à cette occasion se concentrent notamment sur ce qui peut apparaître comme la marge entre ce groupe indéfini et la société soviétique proprement dite. En Arménie, les Arméniens ethniques qui affirment être sujets persans sont un sujet de préoccupation pour les autorités étatiques²⁶⁵⁵. Si de nombreux Arméniens d'Iran séjournent de fait sur le sol soviétique, elles craignent que des Arméniens soviétiques n'obtiennent frauduleusement la citoyenneté iranienne pour jouir de certaines des exemptions associées à cette citoyenneté, à commencer par l'exemption de service militaire ainsi que la libération de certaines règles sur la propriété. L'obtention de ce passeport permet aussi une circulation plus libre, comme le rapporte un Arménien de Stavropol, émigré en 1930 : « Après la guerre [de 1914-1918], les passeports iraniens étaient très demandés. Ils étaient considérés comme les plus sûrs de tous ceux de l'Orient et les consuls [iraniens] qui étaient très mal payés, gagnaient des milliers de roubles en les vendant à des sujets russes ou turcs qui voulaient sortir²⁶⁵⁶ ». L'inquiétude sur la circulation des passeports persans s'exprime aussi en Azerbaïdjan et les autorités transcaucasiennes émettent dès 1924 des circulaires qui visent à clarifier les preuves juridiques et documentaires d'appartenance à la citoyenneté persane²⁶⁵⁷.

L'automne 1925 marque une cristallisation des tensions. Le 5 septembre, le président de la Tchéka de Transcaucasie et le plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères présentent au Comité régional du Parti un ensemble de mesures de lutte contre « la vente de passeports persans²⁶⁵⁸ ». Si ces mesures font l'objet d'une approbation au niveau central, elles traduisent nettement la pression des organes caucasiens dont la ligne apparaît beaucoup plus dure²⁶⁵⁹. Cet ancrage très local s'exprime notamment dans le rôle que revêtent, au fil de la

²⁶⁵⁵ Protocole du secrétariat du Comité central arménien, 10 septembre 1925, HAA, f. 1, op. 5, d. 10, l. 81.

²⁶⁵⁶ Rosita Forbes, *Conflict. Angora to Afghanistan*, Londres-Toronto-Melbourne-Sydney, Cassell & Co., 1931, p. 230.

²⁶⁵⁷ Circulaire du conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie sur la reconnaissance de la citoyenneté persane, non datée (début juillet 1924), HAA, f. 113, op. 3, d. 125, l. 24.

²⁶⁵⁸ Protocole du présidium du Comité régional du Parti, 5 septembre 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 22, l. 37.

²⁶⁵⁹ Il y a ici une comparaison possible avec les dynamiques produites par les situations d'autoritarisme dans les entités fédérées, on peut se reporter au travail d'Edward Gibson, *Boundary Control: Subnational Authoritarianism in Federal Democracies*, New York, Cambridge University Press, 2012 ; sur le cas précis des conflits entre autorités fédérales et locales dans la gestion de la frontière Etats-Unis-Mexique après la création de la *Border Patrol* (1924), voir Alexandra Minna Stern, « Nationalism on the Line: Masculinity, Race, and the

correspondance de ces institutions, certaines « affaires » qui, tout en demeurant confidentielles, agitent les cercles dirigeants de la Transcaucasie. Au cœur de ces affaires revient l'idée que le flou des citoyennetés menace l'exercice même de la souveraineté territoriale soviétique. Prenons l'affaire Mir Tagiev, qui tourne autour d'un citoyen soviétique azéri condamné à la peine de mort par la cour suprême d'Azerbaïdjan dans le cadre d'une affaire de corruption au sein du Comité du coton du Nakhitchevan. Le procès est d'importance, car il doit illustrer l'énergie des autorités de la république à lutter contre les malversations, dans un secteur très politique et gratifié de grosses subventions²⁶⁶⁰. Au cours de la procédure Mir Tagiev parvient à informer le consul persan au Nakhitchevan qu'il dispose de la citoyenneté persane. Présent au procès, ce consul informe les autorités persanes et son opposition entraîne un ajournement de l'application de peine, en raison des complications diplomatiques qui surviennent²⁶⁶¹.

S'il semble légitime de parler « d'affaires », c'est qu'elles apparaissent aux yeux des dirigeants caucasiens comme plus que des cas isolés²⁶⁶². Dans sa lettre d'août 1925 au Comité régional du Parti, le premier secrétaire azéri, Ruhullah Axundov présente le cas Mir Tagiev comme l'illustration d'une tendance plus large :

« L'intervention du gouvernement persan en faveur de l'intelligentsia turque azérie et de ceux qui ont accompli quelque acte répréhensible va compliquer notre situation. On sent actuellement qu'une partie de l'intelligentsie azérie locale, si elle a quelque chose à se reprocher, s'abritera derrière la citoyenneté persane. Tout cela est hautement politique²⁶⁶³. »

Ces craintes sont indissociables d'un sentiment d'impuissance des autorités caucasiennes face aux revendications de la citoyenneté persane : dans l'affaire Mir Tagiev, elles affirment qu'il a eu cette citoyenneté par le passé, mais est désormais azéri, sans pouvoir tracer de manière claire le processus et étayer une argumentation auprès des autorités persanes par la soumission d'archives. Ces difficultés traduisent directement la pluralité des institutions

Creation of the U.S. Border Patrol, 1910-1940 », in Samuel Truett, Elliott Young (dir.), *op.cit.*, 2004, pp. 299-300.

²⁶⁶⁰ Pour les enjeux politiques et trébuchants qui entourent cette question, Beatrice Penati, « Le comité du coton et les autres. Secteur cotonnier et pouvoir économique en Ouzbékistan, 1922-1927 », *Cahiers du monde russe*, Vol. 52, No. 4, 2011, pp. 555-589.

²⁶⁶¹ Lettre du premier secrétaire du Comité central azéri au Comité régional du Parti, 13 août 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 26, l. 38.

²⁶⁶² Sur ce concept et son utilisation, voir Arnaud Fossier, « Où est passée la sociologie de la critique ? À l'épreuve d'*Affaires, scandales et grandes causes* », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 13 | 2007, consulté le 12 mai 2015. URL : <http://traces.revues.org/323>.

²⁶⁶³ Lettre du premier secrétaire du Comité central azéri au Comité régional du Parti, 13 août 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 26, l. 38.

chargées d'encadrer les étrangers, ainsi que les contradictions et lacunes du travail d'enregistrement mis en place²⁶⁶⁴. L'incapacité à statuer de manière claire sur la citoyenneté des individus s'observe à différentes échelles de l'exercice du pouvoir caucasien, jusque dans les affaires les plus locales²⁶⁶⁵. Il est aussi possible que les travaux menés à différentes échelles par les institutions soviétiques pour préparer le recensement de 1926 aient contribué à la cristallisation d'une inquiétude relative aux catégories nationales et civiques dans ces républiques frontalières²⁶⁶⁶.

Crise économique et crise « identitaire », si on nous permet cette expression, se développent donc dans une chronologie parallèle à l'automne 1925. Alors que la réflexion sur les moyens de résorber la crise commerciale s'intensifie, les autorités caucasiennes font remonter au niveau diplomatique leurs plaintes, obtenant la mise en place d'une commission mixte soviéto-persane sur le problème des citoyennetés litigieuses et des distributions problématiques de passeports²⁶⁶⁷. Il serait cependant erroné de considérer les deux crises comme procédant d'une même logique. La nouvelle politique commerciale s'esquisse au cours de 1925 sans que les acteurs caucasiens y jouent un rôle significatif. Ils se trouvent plutôt victimes d'une tendance centralisatrice, qui remet en cause la légitimité des organes économiques caucasiens, comme le *Zakgostorg* dont le comptoir à Istanbul est supprimé par le commissariat au Commerce extérieur au printemps, ce qui mécontente le Comité régional du Parti, qui défend la légitimité des républiques frontalières à mener leur propre politique commerciale²⁶⁶⁸. Une commission spéciale créée auprès du Comité présente deux

²⁶⁶⁴ Une comparaison intéressante sur les désordres de la gestion bureaucratique des étrangers en France et la limitation des moyens disponibles dans Ilse About, « Identifier les étrangers. Genèse d'une police bureaucratique de l'immigration dans la France de l'entre-deux-guerres », in Gérard Noiriel (dir.), *L'identification. Genèse d'un travail d'Etat*, Paris, Belin, 2007, pp. 155-156 ; cela rappelle que l'Etat n'a pas toujours un contrôle plus grand que les individus sur les traces matérielles et archivistiques. Voir sur ce point ce qu'écrit Christophe Duhamelle, *La frontière au village. Une identité catholique allemande au temps des Lumières*, Paris, Editions de l'EHESS, 2010, pp. 60-61.

²⁶⁶⁵ Citons un exemple : un certain Mahmoud Machhadî est arrêté en mai 1924 pour franchissement illégal de frontière. Il affirme être résident d'Erevan et sujet persan, bien qu'il habite depuis 1918 en Turquie. Pas convaincus, les tchékistes arméniens ne parviennent cependant pas à obtenir des preuves tangibles de sa citoyenneté. Lettre de la Tchèque arménienne au conseil des commissaires du peuple, 26 mai 1924, HAA, f. 113, op. 3, d. 125, l. 31.

²⁶⁶⁶ Il n'a malheureusement pas été possible d'explorer plus en détail cette piste. Rappelons cependant que le recensement de 1926 procède à une distinction entre « Persans » ayant la citoyenneté soviétique (9.446 en Azerbaïdjan) et « Persans » de citoyenneté iranienne (6.971 en Azerbaïdjan). Mais l'établissement de ces classifications est problématique, car il est manifeste qu'une grande partie des migrants iraniens azérophones n'est pas intégrée à ces catégories. Daniel Müller, *op.cit.*, 2008, p. 112.

²⁶⁶⁷ Télégramme de Tchitchérine à Karkline, 7 mai 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 105 ; le commissariat aux Affaires étrangères propose de régler diplomatiquement l'affaire Mir Tagiev, en l'échangeant contre un prisonnier politique communiste en Iran : lettre du commissariat aux Affaires étrangères à Nazaretjan, membre du Comité régional du Parti, 12 septembre 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 26, l. 56.

²⁶⁶⁸ Lettre du représentant-adjoint du commissariat au Commerce extérieur en Transcaucasie, Avakov, au Comité régional du Parti, 25 août 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 26, ll. 68-69 ; protocole du présidium du Comité

préconisations: maintenir un monopole territorial du *Zakgostorg* sur les régions frontalières de ces deux pays – en particulier l’Anatolie orientale et l’Azerbaïdjan iranien – et permettre à la Transcaucasie d’exercer un droit de regard et de coordination avec les organes commerciaux centraux actifs dans la région, à travers l’envoi de fonctionnaires caucasiens pour servir dans leurs représentations²⁶⁶⁹. La crise commerciale en germe apparaît ainsi comme menaçante pour l’autonomie des acteurs caucasiens et la fondation en novembre 1925 d’un commissariat unique au Commerce, unifiant les commissariats aux Commerces extérieur et intérieur, semble confirmer ce danger²⁶⁷⁰.

b) De deux crises, une : expulser ou fermer

Tendances contradictoires, donc, de deux crises parallèles. L’une se forme dans les organes centraux, tandis que la seconde naît de préoccupations des autorités périphériques. L’une menace le rôle commercial de ces autorités périphériques, alors que l’autre est freinée par la réticence de la diplomatie moscovite à entrer en conflit trop ouvert avec les autorités persanes sur la question de leurs ressortissants et des distributions de passeports. En dépit de ces dynamiques contraires, ces deux crises se combinent pour produire ce que nous avons appelé jusqu’ici, par commodité, la crise frontalière de 1926-1927. L’hybridation qui se produit entre les deux processus constitue un aspect important pour comprendre l’ampleur de cette crise, qui saisit l’ensemble de la frontière caucasienne, avec une acuité particulière dans les relations irano-soviétiques. Il s’agit en quelque sorte de renverser la perspective : ne pas voir la crise comme extension à différents domaines depuis une origine unique, mais la considérer comme l’entrelacs de deux problématiques. C’est précisément l’interaction entre ces crises aux genèses différentes qui confère au moment 1926-1927 sa tension. On voudrait ici montrer comment naît cette crise, au début de 1926, afin de saisir l’articulation temporelle et spatiale des deux dimensions, avant d’examiner la manière dont des questions annexes se trouvent intégrés à la crise au cours de l’année 1926.

régional du Parti, 27 août 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 22, l. 23 ; au même moment, les organes caucasiens s’opposent à la centralisation à Moscou de la direction de la foire de Bakou : lettre de la représentation de Transcaucasie au Conseil économique suprême de Transcaucasie, 19 novembre 1925, SUITSa, f. 631, op. 1, d. 309, ll. 2-3.

²⁶⁶⁹ Notes du Comité régional du Parti sur le commerce extérieur de la Transcaucasie, 5 octobre 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 22, ll. 135-136 ; voir aussi le rapport du plénipotentiaire du commissariat au Commerce extérieur, 11 novembre 1925, A.O. Marukhjan (éd.), *op.cit.*, 1958, pp. 415-417.

²⁶⁷⁰ Kurt Ammon, *Die weltwirtschaftliche Verflechtung der Sowjetunion bis zum Beginn des Zweiten Weltkrieges*, Berlin, Osteuropa-Institut, 1952, p. 31 ; pour l’application en Transcaucasie, voir le protocole du présidium du Comité régional du Parti, 20 novembre 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 22, l. 152.

La crise régionale de la situation des étrangers est la première à germer. Face à l'inertie des négociations menées à Moscou, la Tchéka de Transcaucasie prend l'initiative en décembre 1925 de commencer à expulser vers l'Iran des citoyens iraniens ayant pénétré sur le sol de manière irrégulière, ainsi que ceux dont la citoyenneté semble douteuse ou qui se sont signalés comme contrevenants aux lois soviétiques. La décision est approuvée par les autorités du Parti au Caucase, mais pas, autant que l'on puisse en juger à travers les archives disponibles, par les autorités centrales. Si le flou juridique qui entoure des citoyens turcs, iraniens ou grecs existe dans d'autres régions d'URSS, il n'y débouche pas sur des mesures aussi radicales²⁶⁷¹. Cette mesure est emblématique de ce qu'on pourrait considérer comme un effet pervers de la large autonomie des autorités caucasiennes ainsi que de leur habitude d'intervenir, par des biais divers, dans ce qui relève des relations internationales. Ces autorités sont d'autant plus enclines à appliquer des mesures radicales qu'elles ne risquent pas d'en subir directement les conséquences diplomatiques, du fait de leur absence de souveraineté internationale²⁶⁷². Les mesures contre les sujets iraniens sont étendues en Géorgie à des arrestations contre des sujets turcs que les Tchékas considèrent comme indésirables : individus entrés en URSS sans passeport ou sans visa, mais aussi marchands accusés de se livrer à des activités illégales. Emprisonnements, perquisitions et déportations se multiplient dans les villes de Transcaucasie, provoquant les plaintes des ambassades turque et iranienne en janvier 1926.

Avant même que ces plaintes n'arrivent, le commissaire aux Affaires étrangères, Tchitchérine, redoute « l'énorme scandale politique » que constituent les expulsions de masse de ressortissants persans et appelle son plénipotentiaire au Caucase à tout faire pour fléchir les autorités caucasiennes et limiter les déportations à des cas individuels manifestement problématiques²⁶⁷³. Le 6 janvier 1926, l'ambassade turque à Moscou adresse une note de protestation au commissariat aux Affaires étrangères, condamnant vivement l'attitude des Tchékas de Transcaucasie envers ses ressortissants :

²⁶⁷¹ Rapport du Soviet de Moscou au département étranger du commissariat à l'Intérieur russe, 12 janvier 1926, GARF, f. P393, op. 43a, d. 1082, l. 33.

²⁶⁷² Le terme anglais de « sovereignty-free », utilisé par James Rosenau, est à cet égard parlant, car il peut renvoyer aux avantages que revêt le fait de n'être pas « souverain » pour les acteurs subétatiques : James Rosenau, « Patterned Chaos in Global Life: Structure and Process in the Two Worlds of World Politics », *International Political Science Review*, Vol. 9, No. 4, 1988, pp. 327-364.

²⁶⁷³ Télégramme de Tchitchérine à Karklin, 5 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 13, l. 17 ; on retrouve ici les accents du Département d'Etat américain quand il s'oppose à l'introduction de quotas migratoire pour les Mexicains, à la fin des années 1920 : Patrick Ettinger, *op.cit.*, 2009, pp. 164-165 et Roger Waldinger, *op.cit.*, 2015, p. 122.

« Espionnage, activité contre-révolutionnaire, contrebande, telles sont les raisons qui sont fournies [pour ces arrestations], mais aucun détail n'est jamais donné sur les circonstances de l'affaire, si ce n'est de manière très superficielle. On va parfois jusqu'à reprocher aux ressortissants turcs le fait d'avoir des contacts avec les organes consulaires²⁶⁷⁴. »

Orientée contre les ressortissants frontaliers, l'offensive est aussi dirigée contre le personnel consulaire. L'ambassade turque relève cinq cas de refus d'*exequatur* concernant ses consulats au Caucase. Sur ce point, le commissariat aux Affaires étrangères partage la position des autorités caucasiennes, tout en souhaitant que les refus soient exprimés de manière diplomatique, sans toujours mentionner les causes réelles qui les motivent. Une lettre de Tchitchérine souligne ainsi que le renvoi de Hakki Bey, ancien consul à Leninakan, a été justifié par son implication dans une affaire de contrebande, mais que Fahri Bey, proposé par la Turquie comme consul-adjoint à Batoumi a été refusé en raison de son appartenance aux services secrets turcs, bien que la raison officielle ait été « qu'il était arrivé en URSS sur visa de transit et s'était installé de manière permanente sans autorisation »²⁶⁷⁵.

La querelle diplomatique ouverte par les plaintes turques et persanes met en évidence des clivages internes à l'administration soviétique. Les ambassades et consulats étrangers renvoient en effet aux particularités de la situation caucasienne qu'elles considèrent comme presque coutumière – au sens juridique – et dénoncent un changement inattendu des règles appliquées, combiné à une violence particulière dans l'exécution. Ce renvoi à des pratiques régionales est conforté par les interventions des gouverneurs frontaliers turcs, qui envoient plusieurs télégrammes pour se plaindre des arrestations de citoyens originaires de leurs circonscriptions²⁶⁷⁶. Ces récriminations sont très proches de celles adressées par le commissariat aux Affaires étrangères aux Tchékas du Caucase, qui se plaint de surcroît de n'être pas informé des mesures prises contre les étrangers²⁶⁷⁷. Le commissariat obtient le 19 janvier du Comité régional du Parti la suspension des expulsions massives de citoyens persans, mais le droit d'expulser les « citoyens persans convaincus d'activités

²⁶⁷⁴ Note de l'ambassade turque à Moscou au NKID, 6 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, ll. 47-48.

²⁶⁷⁵ Note de Tchitchérine au plénipotentiaire du commissariat en Transcaucasie, Karklin, et à Trilisser, chef du Département étranger de l'OGPU, 19 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 46.

²⁶⁷⁶ Lettre de Karklin au présidium du Comité régional du Parti (Nazaretjan et Orakhelashvili), 16 février 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 45.

²⁶⁷⁷ La crise de 1926 aggrave à cet égard des plaintes antérieures. Sur les plaintes du commissaire adjoint aux Affaires étrangères, Litvinov, à l'OGPU, concernant le traitement des étrangers, voir la lettre de Dzerzhinskij à Trilisser, 8 février 1925, A.A. Plekhanov, A.M. Plekhanov (éd.), *op.cit.*, 2007, pp. 584-585. Au niveau central, un haut fonctionnaire de l'OGPU est nommé en février 1925 pour gérer les relations avec le commissariat aux Affaires étrangères, mais on ne sait pas si un fonctionnaire similaire est nommé à l'échelle transcaucasienne, pour les relations avec le plénipotentiaire du commissariat. *Ibid.*, p. 588-589.

condamnables » est maintenu, ce qui laisse ample matière au harcèlement administratif et policier²⁶⁷⁸. Dans une note du début de février à l'OGPU, qui a décidé de couvrir les actions des Tchékas caucasiennes, le commissariat reprend une argumentation très proche de celle des Turcs et Persans, en mettant l'accent sur « les conditions particulières de la Transcaucasie (occupations turque, allemande, anglaise) et les accords de franchissement de la frontière entre la Turquie et la Géorgie, qui ont créé et créent encore une masse importante d'individus arrivant sur notre territoire en dérogation des règles générales d'entrée en URSS²⁶⁷⁹ ».

Les appels à la modération des autorités centrales en matière de traitement des étrangers coïncident avec l'éclatement du second aspect de la crise frontalière, déclenché pour sa part sur injonction de Moscou : le 31 janvier, le gouvernement soviétique et son ambassade en Perse annoncent qu'en raison du déséquilibre persistant de la balance commerciale entre les deux pays, la frontière est désormais fermée aux importations venues de Perse, à l'exception du coton et de la laine. La mesure, d'une radicalité inédite, doit permettre de réduire le déficit bilatéral et la proclamation souligne que l'embargo sera maintenu jusqu'à ce qu'un nouvel accord commercial soit signé entre les deux pays²⁶⁸⁰. Des mesures similaires sont prises à l'encontre de l'Afghanistan et de la Turquie. Le représentant commercial dans ce dernier pays annonce l'annulation de la décision du 31 janvier 1924 du commissariat du peuple au Commerce extérieur, qui conférait une liberté d'exportation sans licence pour de nombreux produits turcs. Certains produits se trouvent même temporairement interdits à l'exportation vers l'URSS²⁶⁸¹. La comparaison entre Turquie et Iran révèle cependant des situations différentes. En Turquie, les mesures de restriction du commerce suscitent des réactions diplomatiques très virulentes et les chambres de commerce, refondées dans les années 1920 pour contribuer à la « turcisation » de l'économie, organisent une riposte qui passe par des menaces inverses de boycott²⁶⁸². Alors que l'URSS recherche le soutien de la

²⁶⁷⁸ En russe : « porochnyj element iz persidskikh grazhdan ». Extrait de protocole du présidium du Comité régional du Parti, 16 janvier 1926, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 1, l. 3.

²⁶⁷⁹ Cette position du commissariat aux Affaires étrangères est rapportée dans une lettre du commissariat à l'Intérieur russe à l'OGPU, 8 février 1926, GARF, f. P393, op. 43a, d. 1082, l. 10.

²⁶⁸⁰ Rapport de Percy Loraine à Austen Chamberlain, Téhéran, 30 janvier 1926, TNA, FO 416/78, p. 44 ; Rouhollah K. Ramazani, *op.cit.*, 1966, p. 218.

²⁶⁸¹ Mehmet Gönlübol, Cem Sar, *Atatürk ve Türkiye'nin dış politikası (1919-1938)*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 1990, pp. 73-74 ; rapport de l'ambassade allemande à Constantinople au ministère des Affaires étrangères, 11 février 1926, PA AA, Länderabteilung III (1920-1936), R 245.336, f. 16 ; Əkrəm Bijə, *Türkiyənin xarici ticarət siyasəti (1920-1970-ci illər)*, Bakou, Elm, 1987, pp. 23-24.

²⁶⁸² Deux congrès commerciaux régionaux sont ainsi organisés dans les villes turques du littoral de la mer Noire, à Samsun et Trabzon, en août-septembre 1926. Sadı Sarısamın, « Samsun ve Trabzon Mıntıkası Ticaret Kongreleri (Ağustos-Eylül 1926) », *Ankara Üniversitesi Türk İnkılâp Tarihi Enstitüsü Atatürk Yolu Dergisi*, Vol. 5, No. 20, 1992, pp. 457-464 ; dans les années 1920, les chambres de commerce turques sont refondées sur l'idée d'une « turcisation » de l'économie, voir Murat Koraltürk, *Türkiye'de Ticaret ve Sanayi Odaları (1880-1952)*, Istanbul, Denizler Kitabevi, 2002, pp. 65-90.

Turquie dans les Balkans et en prévision de la conférence du désarmement à Genève, les mesures à l'encontre de la Turquie sont rapidement abandonnées. Un accord provisoire, signé en mars 1926, suspend les mesures discriminatoires dans l'attente de la signature d'un traité commercial définitif que doit négocier l'ambassadeur soviétique Sourits²⁶⁸³.

A la frontière soviéto-iranienne, l'embargo prend un tour plus dramatique pour la population des provinces septentrionales de la Perse, entièrement dépendantes du commerce avec l'URSS et du droit de transit par la Transcaucasie. Bien que ce dernier ne soit officiellement pas impacté par l'embargo commercial, le transport connaît des accroc. L'incrédulité prédomine dans les premiers mois de 1926, car la population s'attend à la signature rapide d'un accord. A partir de mars, un mécontentement populaire commence à s'exprimer dans les villes de la région²⁶⁸⁴. Une partie de la population se trouve prise dans une « crise des ciseaux », entre les prix des biens d'exportation qui se sont effondrés et ceux des biens alimentaires, en forte hausse en raison d'une mauvaise récolte en 1925. Les données rassemblées par l'ambassade d'Allemagne à Téhéran montrent des augmentations allant du double au triple sur ces produits, entre l'été 1925 et février 1926. Le blé passe ainsi de 20-25 tomans à 50 tomans pour trois cents kilos. Pour le même poids, le riz passe de 35-40 tomans à 100 tomans. L'orge passe pour sa part de 12-15 tomans à 45 tomans²⁶⁸⁵. La poursuite de la hausse des prix est d'autant plus facilement associée dans les esprits à l'embargo que l'URSS a signé en octobre 1925 un accord avec le gouvernement iranien pour fournir des céréales, mais tarde à l'exécuter. En avril et mai 1926, la presse persane se déchaîne contre les Soviétiques, présentés comme des affameurs en dépit des démentis catégoriques que ceux-ci émettent par l'intermédiaire de leur représentation commerciale à Téhéran²⁶⁸⁶.

Alors que la crise commerciale soviéto-iranienne se poursuit au cours de l'année 1926, les tensions liées au traitement des ressortissants étrangers sur le sol soviétique persistent. Cette concomitance renforce a priori l'idée d'une coordination entre les deux crises, dans ce qui peut apparaître comme une stratégie globale de pression diplomatique. Pourtant, on est

²⁶⁸³ Rapport de l'ambassade italienne à Istanbul au ministère des Affaires étrangères, 24 février 1926, ASMAE, Affari Politici (1919-1930), b. 1716 ; Protocole du Politburo, 11 mars 1926, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 550, l. 9 ; Rapport de l'ambassade allemande à Constantinople au ministère des Affaires étrangères, 15 mars 1926, PA AA, Länderabteilung III (1920-1936), Türkei, R 245.336, ff. 28-29 ; Tuğba Korhan, « Türkiye Cumhuriyeti'nin İlk Yıllarında Türk-Rus Ticari ve Ekonomik İlişkileri Üzerinde », *Abant İzzet Baysal Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, 2012-1 (24), pp. 95-96 ; Mehmet Perinçek, *op.cit.*, 2011 (2005), pp. 174-179.

²⁶⁸⁴ Rapport de Percy Loraine à Austen Chamberlain, Téhéran, 22 février 1926, TNA, FO 416/78, pp. 114-115 et Percy Loraine à Austen Chamberlain, Téhéran, 11 mars 1926, TNA, FO 416/78, p. 128.

²⁶⁸⁵ Rapport de la légation allemande au ministère des Affaires étrangères, 15 juin 1926, PA AA, Länderabteilung III (1920-1936), Persien, R 92453 ; Stephanie Cronin, *op.cit.*, 2010, pp. 150-151.

²⁶⁸⁶ Tribune parue dans *Le Messager de Téhéran*, 7 mai 1926, PA AA, Länderabteilung III (1920-1936), Persien, R 92453.

frappé par les discordances qui indiquent la possibilité que, malgré leur simultanéité, les deux dimensions de la crise soient aussi contradictoires. Si l'on part de la crise commerciale, on ne peut que souligner que les acteurs économiques caucasiens sont parmi les premiers touchés par l'embargo, qui les prive de produits de consommation courante au Caucase (fruits secs, riz) ainsi que de matières premières et d'échange. En sous-main, certains de leurs représentants en Perse s'efforcent de contourner l'embargo, en achetant par des intermédiaires des biens officiellement interdits à l'importation en URSS. Ils profitent par là de l'effondrement des prix provoqués en Perse du Nord sur nombre de ces biens²⁶⁸⁷. Les archives soviétiques ne permettent pas d'établir dans quelle mesure de telles pratiques sont validées par les autorités frontalières du Caucase comme moyen d'atténuer les effets de l'embargo. Dans le même temps, ces autorités obtiennent que des licences soient délivrées aux marchands persans qui souhaitent participer à la foire de Bakou. Ces licences portent cependant sur des montants limités, avec obligation de rapporter en contrepartie des biens soviétiques²⁶⁸⁸. Les acteurs caucasiens jouent ainsi, sur un plan régional, un rôle de transaction et d'infléchissement similaire à celui que jouent, de manière inverse, les autorités centrales en ce qui concerne la politique des étrangers. Chacun de ces pôles tente en effet de pousser son propre versant de la crise, au détriment de l'autre qui peut apparaître comme secondaire.

Cette contradiction est visible dans l'attitude de la diplomatie soviétique envers les débuts d'une mobilisation des marchands d'Iran du Nord, au printemps 1926. L'ambassadeur Yourenev est ainsi hostile à la mise en place de l'embargo, pour des raisons aussi bien politiques qu'économiques²⁶⁸⁹. Après le début de l'embargo, Yourenev suggère cependant dans une circulaire d'utiliser la crise comme vecteur de politisation, susceptible de renforcer le nationalisme et la résistance face aux impérialismes européens et à un régime impérial en pleine crise²⁶⁹⁰. Il appelle les consuls soviétiques en Iran à insuffler aux marchands le « goût

²⁶⁸⁷ Rapport de Percy Loraine à Austen Chamberlain, Téhéran, 22 avril 1926, TNA, FO 416/78, p. 152 ; les entreprises soviétiques continuent aussi largement à exporter en Perse du Nord pendant la crise : Ronald Sinclair (Reginald Teague-Jones), *Adventures in Persia. To India by the Back Door*, H.F. & G. Witherby LTD, Londres, 1988, pp. 76-77.

²⁶⁸⁸ Rapport de Percy Loraine à Austen Chamberlain, Téhéran, 18 mai 1926, TNA, FO 416/78, pp. 176-178. Les marchands se plaignent cependant que les conditions offertes par les Soviétiques ne soient pas respectées. Voir le rapport de Percy Loraine à Austen Chamberlain, Téhéran, 15 juin 1926, TNA, FO 416/79, p. 15.

²⁶⁸⁹ Il met en avant le fait que l'embargo réduira encore la capacité de la population iranienne d'acheter des produits soviétiques ainsi que son instrumentalisation probable par les forces antisoviétiques. Copie d'une lettre de Yourenev à Tchitchérine, envoyée aux autorités azéries, 1^{er} février 1926, IISG, ARCH-01405, mf. 9.

²⁶⁹⁰ L'adoption en juin 1925 d'une loi sur la conscription en Iran ouvre une grande vague de protestations dans les grandes villes de province et dans les confédérations tribales, qui se poursuit jusqu'en 1927-1928. Stephanie Cronin, « Riza Shah and the paradoxes of military modernization in Iran, 1921-1941 », in Stephanie Cronin

du pouvoir » et à les encourager à participer à la vie politique et aux élections du Madjlis²⁶⁹¹. Le harcèlement dont sont victimes les marchands persans au Caucase apparaît cependant comme contradictoire avec cette stratégie, car il suscite l'indignation en Perse du Nord et confère à la mobilisation marchande un tour décidément anti-soviétique. Les pratiques commerciales soviétiques, qui suscitent le mécontentement des petits et moyens marchands, ajoutent à ces difficultés²⁶⁹². On observe ici directement les contradictions entre les objectifs de la diplomatie soviétique, soucieuse d'influence politique et de résolution d'une crise commerciale, et le versant caucasien de la crise, qui ne peut que ralentir une solution intergouvernementale. La contradiction se trouve accentuée par des incidents qui échappent aux calculs centraux. Ainsi, dans les derniers jours de juin 1926, a brièvement lieu une mutinerie dans la garnison de Salmas, au Kurdistan iranien. Rapidement acculés, les mutins profitent de la crise frontalière pour trouver refuge sur le territoire soviétique²⁶⁹³. L'accueil donné par les Soviétiques s'inscrit dans la continuité des asiles donnés aux révoltés de Lahoutî, au début de 1922, mais représente aussi une forme de gêne. Cette contradiction n'est pas exclusive de points de contact et de tentatives d'intégration dans un règlement commun, mais constitue une dynamique majeure de la crise.

c) La fin de circulations de sortie de guerre

Il nous semble ainsi possible de proposer une interprétation plus fine du moment de 1926, qui marque bien la sortie à la fois d'un certain libéralisme commercial et d'un régime ouvert de circulations, sans que ces deux transitions soient directement liées. L'interaction entre les différentes échelles du pouvoir soviétique se trouve combinée aux relations diplomatiques entretenues avec les pouvoirs turc et iranien pour accélérer cette phase de sortie d'un régime, qui repose par bien des points encore sur les héritages de la sortie de guerre dont on a vu précédemment les complexités. L'année 1926 apparaît à cet égard comme un moment de règlement de questions laissées en suspens depuis le début des années 1920 dans les relations frontalières entre les Etats. Ces ajustements s'observent de manière particulièrement nette dans la question des circulations, par des mesures qui contribuent à la clarification

(dir.), *The Making of Modern Iran. State and Society under Riza Shah, 1921-1941*, Londres-New York, RoutledgeCurzon, 2003, pp. 44-45.

²⁶⁹¹ Circulaire de Yurenev aux consuls en Iran, non datée (février 1926), SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, ll. 36-37.

²⁶⁹² Le conseiller aux affaires arméniennes à Téhéran, Arak'eljan, note l'hostilité des petits et moyens marchands, envers ce qui apparaît comme une préférence des Soviétiques pour les transactions avec les gros marchands. Note d'Arak'eljan, 16 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, ll. 40-44.

²⁶⁹³ Rapport de la légation italienne à Téhéran au ministère des Affaires étrangères, 2 juillet 1926, ASMAE, Affari Politici (1919-1930), b. 1469 ; protocole du Politburo, 24 juillet 1926, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 576, l. 2 ; O. Zhigalina, *Natsional'noe dvizhenie Kurdov v Irane (1918-1947 gg.)*, Moscou, Nauka, 1988, pp. 69-71.

générale du statut et de l'appartenance civique des individus. Ils ne découlent pas uniquement de politiques étatiques, mais aussi de l'irruption des populations locales, dont les initiatives viennent rappeler la fluidité des confins. Dans ces processus, le rôle des Soviétiques apparaît moteur, mais il rencontre une très nette compréhension des autorités turques et iraniennes, qui acceptent de collaborer pour mettre un terme à certains aspects flous et problématiques des relations frontalières²⁶⁹⁴.

Cette collaboration se déroule alors même que les relations économiques connaissent des tensions fortes, ce qui invite à se déprendre de conceptions trop schématiques des crises frontalières. Elles ne sont pas exclusives de telles collaborations et ces dernières peuvent même apparaître comme des éléments d'un équilibre global. Prenons par exemple le cas des populations de vieux-croyants du Caucase, qui constituent depuis la fin du XIX^e siècle une population problématique pour les autorités de l'Empire russe²⁶⁹⁵. Dans leurs premières années, les bolcheviks éprouvent une certaine admiration pour l'idéologie communautaire et égalitariste des molokanes installés au Caucase et en Russie méridionale²⁶⁹⁶. A partir de la mi-1924, des groupes de la secte des prigounes, installés au nord de l'Arménie, sont agités par un leader charismatique du nom de Mikhail Zadorkin, résidant au village de Nikitino²⁶⁹⁷. En septembre 1924, le consul iranien à Erevan reçoit une première visite de trois représentants de cette secte, qui lui demandent de l'aide pour émigrer en raison de persécutions religieuses. Les autorités persanes restent cependant très prudentes et invitent les prigounes à solliciter d'abord de l'Etat soviétique le droit d'émigrer. Le 23 novembre, un congrès des molokanes d'Arménie adresse une demande officielle d'émigration²⁶⁹⁸. Un rapport de la Tchéka de Transcaucasie du début de 1925 souligne le rôle joué par le clergé de la communauté, qui

²⁶⁹⁴ Dans un rapport de 1926, l'inspecteur du Parti républicain du Peuple (CHF) dans la région de Kars-Erzurum, Esat Uras, exprime ce flou en parlant des « *ailevi ve suver-i sairesiyle alakaları* » de la population frontalière avec les populations soviétiques. Murat Küçükuğurlu, « Cumhuriyetin ilk yıllarında Kars-Erzurum yöresi Alevi-Türkmenler ve Esat Uras'ın bir raporu », *Türk Kültürü ve Hacı Bektaş Veli Araştırma Dergisi*, No. 62, 2012, p. 186.

²⁶⁹⁵ Ils s'installent au Caucase du Sud à partir d'un édit de Nicolas I^{er}, le 20 octobre 1830. Molokanes et doukhobors sont les plus importantes sectes représentées. La relation de ces sectaires au pouvoir tsariste est empreinte d'ambiguïté, car ils apparaissent à la fois comme des alliés de la russification et comme des populations peu fiables politiquement. Une campagne de désobéissance civile qui éclate en 1895 se solde ainsi par l'émigration d'un tiers de la communauté des doukhobors vers l'Amérique du Nord en 1898-1899. Nicholas B. Breyfogle, *Heretics and Colonizers. Forging Russia's Empire in the South Caucasus*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2005, pp. 217-219.

²⁶⁹⁶ Christel O. Lane, « Socio-Political Accommodation and Religious Decline : The Case of the Molokan Sect in Soviet Society », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 17, No. 2, Avril 1975, pp. 226 ; c'est pourtant bien la crainte de la collectivisation qui revient dans les justifications de l'émigration parmi les vieux-croyants émigrés dans ces années : David Z. Scheffel, « "There is Always Somewhere to Go..." : Russian Old Believers and the State », in Peter Skalnik (dir.), *op.cit.*, 1989, pp. 109-120.

²⁶⁹⁷ Dans l'actuelle province (*marz*) de Lor'i.

²⁶⁹⁸ Aram Haytian, « The Molokans of Armenia », *Iran & the Caucasus*, Vol. 11, No. 1, 2007, p. 42.

argumenterait en faveur de l'émigration « en s'appuyant sur le texte saint, où il est prétendument dit qu'il faut quitter le sol des bolcheviks-antéchrists pour s'installer en terre promise²⁶⁹⁹ ».

Une commission spéciale créée auprès du gouvernement de Transcaucasie en 1925 examine le problème avec la participation des autorités républicaines d'Arménie, de la Tchéka et du commissariat aux Affaires étrangères. A sa suggestion, le conseil des commissaires du peuple transcaucasien décide d'autoriser la délivrance de passeports aux délégués des prigounes qui souhaitent se rendre en Perse pour examiner les possibilités d'installation sur place. Le conseil précise cependant dans sa résolution qu'il convient « d'expliquer aux prigounes, que, dans le cas où ils souhaiteraient émigrer en masse hors d'URSS, cette émigration ne pourraient qu'être personnelle et non pas fondée sur leur appartenance religieuse collective [*religiozno-grupповoj*]²⁷⁰⁰ ». C'est au moment même où éclate la crise frontalière au début de 1926 que la délégation des prigounes se rend en Perse. Le consulat-général iranien à Tiflis sert d'intermédiaire entre le gouvernement persan et les autorités caucasiennes dans la gestion et reçoit en mars 1926 la visite du chef de la délégation des prigounes, à son retour d'Iran :

« Je me suis rendu avec trois représentants de la communauté [tâyefe] molokane à Tabriz, où nous avons discuté avec le commandant de la division du Nord-Ouest. Il était au début suspicieux mais, après que nous avons gagné sa confiance, il nous a autorisé à aller à Ourmiya. On trouve à Ourmiya beaucoup de biens en friche et sans propriétaire, [...] [...] Nous sommes allés à deux à Téhéran et nous sommes rendus deux fois au ministère des Affaires étrangères. Le ministre a été très affable avec nous et nous a dit que, l'Iran ayant des relations amicales avec l'Union soviétique, il convenait que nous obtenions d'abord l'autorisation d'émigrer et de renoncer à la citoyenneté soviétique et que l'Iran serait ensuite prêt à nous accueillir. Il nous a proposé des terres de la couronne à Qazvin et Hamadan, qu'il offrait gratuitement. Mais dans la mesure où il n'y a pas de telles terres à Ourmiya et que les terres appartiennent à la population locale, il a souligné que nous devrions les acheter. Nous sommes retournés [au Caucase] avec la ferme intention d'acheter les terres à Ourmiya et d'émigrer. ²⁷⁰¹. »

²⁶⁹⁹ Rapport de la Tchéka de Transcaucasie au Comité régional du Parti, 5 février 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 308, l. 49.

²⁷⁰⁰ Protocole du plénum du conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie, 1^{er} octobre 1925, SUI TSA, f. 617, op. 1, d. 436, ll. 2-3.

²⁷⁰¹ Rapport du consul-général iranien à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 29 Esfand 1304 (20 mars 1926), reproduit dans Shahlâ Azarî, « Mohâjerat-e ettebâ' Shuravî be Irân (1297-1317) », *Gandjine-ye Asnâd*, printemps 1372 (1993), No. 9, pp. 13-15.

L'ouverture professée par les autorités iraniennes apparaît, dans le contexte des crises frontalières, comme un moyen d'intégrer à l'équilibre politique régional de nouvelles dimensions. Le consul-général iranien rapporte dans le même rapport l'attitude des dirigeants moscovites, auprès desquels se rendent les délégués prigounes : Tchitchérine et Rykov essaient en effet de dissuader ces délégués d'émigrer, leur promettant une amélioration de leurs conditions de vie économiques et culturelles²⁷⁰². Les divisions internes aux prigounes et l'évasivité du gouvernement iranien font échouer au cours de l'année 1926 leur projet d'émigration, mais celui-ci ouvre une question plus générale²⁷⁰³.

L'attitude des autorités iraniennes, qui vise à faire de la question des prigounes un élément du rapport de force tout en évitant les affrontements, apparaît emblématique d'une volonté des Etats en présence de ne pas encourager les comportements subversifs des populations de l'espace frontalier, auxquels ils sont tous confrontés. Ces comportements subversifs sont caractérisés au premier chef par la prétention de certaines de ces populations, en cas de conflit avec leurs autorités territoriales, à migrer pour chercher protection auprès d'un autre Etat. Ces prétentions s'enracinent à bien des égards dans l'héritage de la difficile sortie de guerre décrite précédemment. Au moment même où les prigounes prétendent partir vers l'Iran, les relations entre l'URSS et ses voisins caucasiens sont confrontées aux velléités migratoires de tribus kurdes d'Anatolie orientale et d'Iran du Nord. Depuis la révolte de Sheikh Said en février-avril 1925, la pression du gouvernement kémaliste contre les Kurdes s'accroît et suscite un profond mécontentement²⁷⁰⁴. Les déplacements forcés se multiplient depuis la province de Kars et celle de Van, tandis que le pouvoir iranien se lance aussi dans des campagnes de répression des nomades sur ses frontières septentrionales²⁷⁰⁵. L'application du pouvoir d'Etat se heurte cependant à une résistance qui s'ancre dans la situation frontalière et l'héritage de l'histoire immédiate. De nombreuses tribus kurdes ont en effet quitté la

²⁷⁰² *Ibid.* ; à la veille de leur voyage, Zadorkin a déjà rencontré Kalinin, comme le montre une lettre adressée par Kalinin au village de Nikitino, 2 février 1926, IISG, ARCH-03095, ch. 7.

²⁷⁰³ Aram Haytian, *op.cit.*, 2007, p. 42.

²⁷⁰⁴ Sur l'importance de la révolte de Sheikh Said, Felat Özsoy, Tahsin Eriş, *Öncesi ve Sonrasıyla 1925 Kürt Direnişi (Palu-Hanî-Genç)*, Istanbul, Pêri Yayınları, 2007 ; Martin van Bruinessen, *Agha, Shaikh and State. The Social and Political Structures of Kurdistan*, Londres-New Jersey, Zed Books, 1992, 286-293 ; Robert Olson, *The Emergence of Kurdish Nationalism and the Sheikh Said Rebellion*, Austin, University of Texas Press, 1989 ; rapport de la légation autrichienne à Istanbul, 26 février 1925, reproduit dans Artem Ohandjanian (éd.), *Österreich-Armenien, 1872-1936. Faksimilesammlung diplomatischer Aktenstücke, B. XII – 1924-1936*, Vienne, Ohandjanian Eigenverlag, 1995, pp. 8329-8335.

²⁷⁰⁵ Le général Arfa' décrit les campagnes menées en contre les Turkmènes de la région de l'Atrek, à l'est de la Caspienne : Hassan Arfa, *Under Five Shahs*, Londres, John Murray, 1964, pp. 165-185 ; sur la frontière caucasienne de l'Iran et la région du Mughan, voir le rapport du consul-général allemand à Tiflis, Wesendonk, au ministère des Affaires étrangères, 11 juin 1925, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84199.

province d'Erevan et celle de Kars au cours de la période de l'indépendance ou dans les années précédentes et revendiquent un droit au retour, selon les conditions fixées par les traités de Moscou et de Kars. Installées dans la région de Van après avoir été déplacés une première fois depuis Iğdır, elles s'adressent au consul-général soviétique à Erzurum à partir de l'été 1925 pour faire valoir ces droits et éviter la déportation vers l'Anatolie occidentale. Nombre de ces Kurdes présentent au consulat-général des documents prouvant leur installation dans l'Empire tsariste jusqu'au début du XX^e siècle et à l'époque de la guerre mondiale²⁷⁰⁶.

Les demandes kurdes d'émigration suscitent chez les Soviétiques une gêne proche de celle éprouvée par les Iraniens à propos des prisonniers. Elles s'inscrivent dans un contexte d'indécision des autorités soviétiques, aussi bien centrales que caucasiennes, à l'égard de la situation kurde. Les Kurdes font l'objet en Transcaucasie soviétique d'une politique active de promotion, d'éducation et de développement économique. En 1923 est créé en Azerbaïdjan un district du Kurdistan qui donne jusqu'en 1930 une existence territoriale à ce groupe²⁷⁰⁷. En Arménie voisine, les quelques 17.000 Kurdes qui peuplent la république en 1926 font l'objet de politiques spécifiques d'éducation primaire, mais aussi de politisation dans le cadre du Parti et de sédentarisation²⁷⁰⁸. Cette politique envers les Kurdes du Caucase n'est pas étrangère à la volonté d'en faire des agents d'influence « minoritaires » au Proche-Orient, dans le cadre des stratégies étudiées par Taline Ter Minassian. Pourtant, la politique kurde de l'URSS reste encore modeste au cours des années 1920, en raison de la priorité politique donnée à l'amitié avec la Turquie. Les institutions caucasiennes conservent, comme dans la période de l'immédiat avant-guerre, une influence notable dans la fabrique de cette politique et le discours officiel attribue la révolte de Sheikh Said à l'influence des impérialistes britanniques²⁷⁰⁹. Cette critique publique n'empêche pas les consuls soviétiques frontaliers d'entretenir des contacts avec les Kurdes d'Anatolie orientale. Sans soutenir le projet d'un Kurdistan indépendant, le consul à Makou, Sarkisbekov, appelle à ne pas négliger les Kurdes

²⁷⁰⁶ Lettre du commissariat aux Affaires étrangères à Ordjonikidze, 16 avril 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 14, l. 47 ; il s'agit des Kurdes Broukis, qui quittent à l'hiver 1918 la région de Nakhitchevan et se rendent dans celle de Makou, avant de passer en Turquie. Gunnar Wiessner, *op.cit.*, 1997, pp. 68-77. On peut se référer à la courte brochure de souvenirs publiée par Kinyas Kartal, *Erivan'dan Van'a Hatıralarım*, Ankara, Anadolu Basın Birliği, 1987 ; Mesut Çapa, *op.cit.*, 2008, p. 107.

²⁷⁰⁷ Harun Yılmaz, « The Rise of Red Kurdistan », *Iranian Studies*, Vol. 47, No. 5, 2014, pp. 802-803.

²⁷⁰⁸ Les premières mesures de sédentarisation remontent à des décisions du Comité central exécutif arménien en 1922. En 1931, on a selon les données officielles arméniennes près de vingt-sept écoles kurdes sur le territoire arménien, accueillant 1.451 élèves. S.A. Hambarjan, *K'rdere Sovetakan Hajastanum*, Erevan, HSSR' k'aghak'akan jev gitakan gitelik'neri taratsman enkerut'jun, 1957, pp. 19-24.

²⁷⁰⁹ La presse soviétique est très critique de « l'insurrection contre-révolutionnaire » kurde. Le 24 avril 1925, un meeting de Kurdes et musulmans du Caucase est organisé à Tiflis pour protester contre la révolte. Mehmet Perinçek, *Sovyet devlet kaynaklarında Kürt isyanları*, Istanbul, Kaynak Yayınları, 2012, pp. 84-86 et 120-122.

au nom des relations avec la Turquie et l'Iran, soulignant qu'un soutien minimal aux Kurdes permettrait « non seulement de gagner la sympathie de nos propres Kurdes, mais de produire une impression similaire sur les Kurdes de l'étranger, en prouvant à nouveau que l'URSS est le seul pays où est possible la cohabitation et le développement des différents peuples et ethnies²⁷¹⁰ ».

Les demandes émises par les Kurdes viennent en fait rappeler la difficulté posée par les accords de 1921 en terme de temporalité. Elles soulignent que les possibilités ouvertes par ces accords continuent à peser sur la gestion des circulations. Le maintien d'une possibilité pour les populations frontalières de se réclamer de l'autre citoyenneté apparaît comme problématique, car elle ouvre des horizons de fuite pour les populations frontalières²⁷¹¹. Cela décide les autorités soviétiques à solliciter de la Turquie une limitation temporelle des traités de Moscou et de Kars. Le 31 mai 1926, un protocole turco-soviétique est signé pour préciser les modalités d'application de l'option de nationalité et préparer sa fin. Il stipule que les individus qui revendiquent l'option doivent avoir possédé avant 1921 la citoyenneté à laquelle ils candidatent à nouveau. Les consuls soviétiques à Artvin et Kars reçoivent des consignes de fermeté dans l'application des conditions, afin d'éviter que les demandes ne soient trop nombreuses²⁷¹². Il s'agit donc bien de fermer les possibilités de circulation et, surtout, de mutation de citoyenneté ouvertes par les traités de 1921. La Turquie décide pour sa part d'envoyer une mission au Caucase soviétique, afin de procéder à un recensement des populations musulmanes encore éligibles à l'échange. La position turque apparaît ici divergente de celle des Soviétiques car la Turquie, qui conserve une politique ambitieuse d'immigration à des fins de colonisation, voit d'un bon œil l'immigration d'une population turcophone. Dans des rapports de juin et juillet 1927, le directeur de la colonisation (*Iskan müdürü*), Arif Bey, parle de soixante-dix à quatre-vingt mille « Turcs » à installer en Anatolie

²⁷¹⁰ Expert des questions proche-orientales et iraniennes, Arménien ethnique, Sarkisbekov occupe par la suite le poste d'agent du commissariat aux Affaires étrangères à Batoumi, puis de nouvelles fonctions en Iran dans les années 1930 : *Vsja Moskva. Adresnaja i spravocnaja kniga na 1927 god, II. Otdel : Obshchespravocnyj*, Moscou, Izdatel'stvo Moskovskogo Kommunal'nogo Khozjajstva, 1927, p. 52 ; rapport du consul à Makou Sarkisbekov à Pastoukhov (département oriental du commissariat aux Affaires étrangères) et au plénipotentiaire en Transcaucasie, Karklin, 9 septembre 1925, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 14, l. 52 ; sur ces ambiguïtés, Rohat Alakom, *op.cit.*, 2009, pp. 256-257.

²⁷¹¹ Rapport de la Tchéka de Transcaucasie au Comité régional du Parti, 28 mars 1925, SShSA PA, f. 14, op. 2, d. 28, ll. 239-241.

²⁷¹² Lettre de Pastoukhov aux consuls à Kars et Artvin, non datée (fin de 1926), SShSA PA, f. 14, op. 3, d. 43, l. 27.

orientale, mentionnant la possibilité de les échanger (*mübadele*) contre quelques Arméniens restant dans la région d'Arapgir (*figure 99*)²⁷¹³.

L'énergie déployée par Arif Bey lors de son séjour au Caucase est vue avec méfiance par la GPU, qui lui reproche de violer les termes de l'accord turco-soviétique en lançant une véritable « agitation » en faveur de l'émigration vers la Turquie²⁷¹⁴. La question des migrations indésirables, au cœur de la crise de 1926, renvoie à une dimension importante. Au-delà de l'affrontement public entre Etats, on observe en réalité des formes de proximité structurelle entre eux. Cette proximité réside dans la volonté d'encadrer ces migrations et de réduire les formes de circulations, humaines ou matérielles, qui semblent menacer l'ordre frontalier. Mais les populations frontalières, comprises au sens large comme les acteurs les plus locaux impliqués dans le fonctionnement de la frontière, constituent à la fois une source de perturbation des relations à la frontière et une incitation éventuelle à l'accord entre Etats. Il convient donc d'introduire ces populations frontalières dans les crises de 1926-1927. Les crises s'accompagnent en effet, en différents points de l'espace caucasien, de mobilisations populaires en réaction aux mesures décrites précédemment. De formes et échelles différentes, elles en deviennent un élément important. Parfois utilisées et exploitées par les Etats, elles sont surtout dirigées contre eux et les évolutions de l'ordre frontalier.

3. Crise frontalière et mobilisations populaires

L'irruption des populations frontalières dans la crise de 1926-1927 se fait avant tout sur le mode d'une résistance aux évolutions en cours. Résistance aux mesures de contrôle du commerce et des échanges transfrontaliers, mais aussi à la limitation et à l'encadrement croissant des circulations. La dynamique de ces mobilisations apparaît ambiguë : elles ne parviennent guère à s'opposer aux transformations politiques en cours et semblent plutôt avoir

²⁷¹³ Dans la province actuelle de Malatya. Rapport du ministère de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, 18 juillet 1927, BCA, 30.10.0.0/116.808.4 ; ce projet est encore envisagé en 1928, comme le rapportent des sources britanniques et américaines, mais ne se réalise pas : Soner Çağaptay, *op.cit.*, 2006, pp. 140-141 ; Fahrettin Kırzioğlu affirme que les Turcs meskhètes qui habitent la région d'Akhalsikhe décident dans l'année qui suit cette mission d'envoyer un émissaire clandestin à Ankara pour demander de l'aide contre le processus d'assimilation culturelle auquel ils seraient soumis en Géorgie : Fahrettin Kırzioğlu, *1855 Kars Zaferi*, Istanbul, Işıl Matbaası, 1955, p. 88.

²⁷¹⁴ On lui reproche notamment de placer des annonces communiquant les modalités de l'accord dans les journaux locaux, comme le *P'ukhara* adjar. Lettre de Beria à Kakhiani, premier secrétaire du Comité central géorgien, non datée (printemps ou été 1927), SShSA PA, f. 14, op. 3, d. 43, ll. 2-4 ; il faut souligner que la même année l'ambassadeur grec à Moscou se rend au Caucase du Nord pour recenser les ressortissants grecs susceptibles d'émigrer : lettre de l'agent du NKID à Odessa au plénipotentiaire en Transcaucasie, 14 février 1928, *Ibid.*, ll. 35-40.

pour effet de les accélérer. Mais cet impact même souligne la nécessité de prendre en compte une échelle régionale et frontalière pour comprendre des évolutions plus globales de l'interaction entre les Etats.

a) Des populations face à une transition de régime frontalier

La question de la résistance de populations à des politiques d'Etat constitue un sujet difficile et débattu. La crise de 1926-1927 se caractérise par une double diversité, à la fois dans les politiques appliquées et dans les réactions populaires. Certaines politiques relèvent d'une coercition qui passe par une violence ouverte. C'est le cas de la répression menée par la police politique soviétique contre les communautés marchandes turques et iraniennes en URSS, accusées de se livrer à des actions contredisant la législation économique en vigueur. Contrebande, contournement des règles douanières, commerce clandestin de devises et de monnaie métallique constituent l'essentiel des accusations. Dans un cadre politique et juridique aux variations rapides, les incriminations pour fraude commerciale sont également fréquentes²⁷¹⁵. Les marchands turcs et iraniens sont ainsi accusés de mentir sur l'origine des produits qu'ils importent en URSS pour obtenir les tarifs préférentiels concédés à leurs deux pays²⁷¹⁶. L'emprisonnement systématique des individus arrêtés et les mauvais traitements qu'ils subissent provoquent les plaintes des ambassades turques et iraniennes, ainsi que des consulats sur place²⁷¹⁷. Les directives adoptées en mars 1926 par l'OGPU pour intensifier la lutte contre la contrebande donnent une latitude plus large aux organes de sécurité locaux et élargissent le champ des pratiques condamnables²⁷¹⁸.

Au début de l'année 1926, ces violences font l'objet de conflits internes à l'administration soviétique, non seulement en ce qui concerne leur application – ainsi que cela a été dit plus haut – mais du point de vue de la publicité qu'il convient de leur donner. Les Tchékas locales sont enclines à faire savoir la sévérité des jugements infligés, afin de dissuader la perpétuation des comportements jugés subversifs. La Tchéka azérie souhaite ainsi faire publier dans la presse en janvier 1926 les peines de deux à trois mille roubles et les condamnation entre un et trois ans de travaux forcés infligées aux marchands persans, mais la

²⁷¹⁵ Sur les incertitudes de ce moment en ce qui concerne les politiques économiques appliquées, on peut lire l'ouvrage de Simon Zagorsky, *Où va la Russie ? (Vers le Socialisme ou vers le Capitalisme ?)*, Paris, Imprimerie du Petit Journal, 1928.

²⁷¹⁶ Les marchands iraniens sont accusés d'importer des produits camouflés venant d'Inde britannique. Les marchands turcs sont pour leur part accusés par la représentation commerciale soviétique à Istanbul d'importer des oranges italiennes en les faisant passer pour turques : rapport de l'ambassade allemande à Constantinople au ministère des Affaires étrangères, 11 février 1926, PA AA, Länderabteilung III (1920-1936), R 245.336, f. 16.

²⁷¹⁷ Note de l'ambassade turque à Moscou au NKID, 6 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 47.

²⁷¹⁸ Décret de l'OGPU, 1^{er} mars 1926, A.A. Plekhanov, A.M. Plekhanov (éd.), *op.cit.*, 2007, pp. 639-640.

Tchéka de Transcaucasie s'y oppose, jugeant une telle publication « inappropriée²⁷¹⁹ ». Alors que la crise commerciale soviéto-iranienne se prolonge, les mesures de lutte contre la spéculation, dirigées contre la communauté étrangère au Caucase, s'étendent et deviennent un élément du rapport de force avec les Etats voisins, en particulier l'Iran. Au cours de l'année, la base juridique de ces répressions est renforcée par l'adoption d'une série de mesures réduisant la part du marché libre dans l'échange et la circulation des devises²⁷²⁰. A l'automne, une nouvelle vague de répressions et de mesures de lutte contre « la contrebande et la spéculation monétaire » est adoptée par le Comité central azéri et le Comité régional du Parti²⁷²¹.

Les mesures prises par la police politique contre les marchands semblent surtout, au cours des mois de 1926-1927, intensifier les attitudes de contournement et de protestation. Ce processus s'inscrit dans un espace immédiatement transfrontalier. Sur le sol soviétique, les marchands étrangers développent en effet des réseaux de contournement des nouvelles restrictions aux échanges. La législation sur les devises est particulièrement productrice de stratégies d'évasion. La décision des autorités centrales moscovites d'interdire totalement l'exportation des devises soviétiques, qui retire le rouble des monnaies convertibles, entraîne dans l'immédiat une explosion du marché noir des changes monétaires²⁷²². Les filiales de la Banque d'Etat et les quatre bourses commerciales de Transcaucasie n'effectuent qu'une portion réduite des transactions. Dans un ouvrage publié en 1927, l'économiste Jurij Larin propose des évaluations chiffrées sur le niveau du marché noir des devises en URSS. Il souligne le développement particulier de ce marché noir dans les régions périphériques de l'Union, du fait de la réticence des marchands à passer par les banques étatiques habilitées et du contrôle plus faible des autorités. Son livre fournit, sur la base d'informations qu'il attribue à un expert financier transcaucasien, des évaluations du montant des devises échangées clandestinement dans les centres commerciaux de ZSFSR. Il estime à 100.000 roubles leur montant quotidien, dont près de 40/45.000 à Bakou, 20/25.000 à Tiflis, 13/10.000 à Leninakan et Batoumi, 4/3.000 à Erevan et 2.000 environ à Nakhitchevan (*figure 100*)²⁷²³.

²⁷¹⁹ Lettre de la Tchéka de Transcaucasie au Comité régional du Parti, 20 janvier 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 13, l. 72.

²⁷²⁰ La principale mesure est celle adoptée par le gouvernement soviétique le 9 juillet 1926, interdisant la conversion et le transfert vers l'étranger de monnaie soviétique sur le marché privé. Lazar' Frej, *Mezhdunarodnye raschety i finansirovanie vneshnej torgovli sotsialisticheskikh stran*, Moscou, *Mezhdunarodnye otnosheniya*, 1965, p. 122.

²⁷²¹ Protocole du secrétariat du Comité central azéri, 19 octobre 1926, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 4, l. 125 et l. 130.

²⁷²² Glen Alden Smith, *op.cit.*, 1973, pp. 156-157.

²⁷²³ Jurij Larin, *Chastnyj kapital v SSSR*, Moscou, Gosizdatel'stvo, 1927, p. 56.

Mais la réaction au sein des communautés étrangères d'URSS se double d'une réaction à des opinions publiques en Turquie et en Iran.

Les presses de ces deux pays se font l'écho dès le début de 1926 des vexations dont sont victimes leurs marchands nationaux en Union soviétique. Les journaux publient à intervalles réguliers des articles relatifs aux arrestations et mauvais traitements infligés à ces marchands. A la suite de la foire de Bakou de 1926, un rapport de l'ambassade britannique souligne que « les plaintes des marchands persans concernant la conduite des Russes à la foire de Bakou sont publiées dans tous les journaux de Téhéran. Ils ont été, disent-ils, contraints de vendre leurs produits à perte et d'acheter ceux des Russes à un prix injuste, fixé par les monopoles d'Etat²⁷²⁴ ». Les canaux médiatiques se trouvent dans une interaction permanente avec la circulation d'informations dans l'espace frontalier. Les voyageurs arrivant en Perse du Nord depuis Bakou rapportent ainsi des nouvelles alarmantes sur les arrestations de marchands et la politique soviétique contre le commerce privé²⁷²⁵. Ces nouvelles suscitent des troubles épisodiques dans les bazars du nord de l'Iran, principaux lieux de circulation de l'information et de mobilisation des marchands, fortement impactés par l'embargo et par les mesures prises contre les Persans en URSS. Les protestations de la population ne s'adressent cependant pas qu'aux représentants soviétiques locaux, pris à partie au cours de réunions publiques dans les villes de la région, mais aussi aux autorités persanes accusées d'inaction²⁷²⁶. Au regard des archives, qui révèlent un travail permanent d'intercession des consuls persans, cette accusation peut sembler injuste mais relève la faiblesse des mesures prises aux yeux de l'opinion publique persane²⁷²⁷. En juillet 1926, le ministre de la Cour Teymourtach, réputé soviétophile, négocie un accord qui est bruyamment rejeté par le Madjlis sur la pression des marchands, car il fait de trop larges concessions aux Soviétiques²⁷²⁸. Les rumeurs se multiplient à la suite de cet échec : on affirme dans les campagnes d'Iran du Nord que la laine et le coton, encore exemptés de l'embargo, vont bientôt être également interdits à l'importation en URSS, signant la ruine des éleveurs et cultivateurs locaux²⁷²⁹.

²⁷²⁴ Rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 15 juin 1926, R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 7, 1997, p. 489.

²⁷²⁵ Rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 2 décembre 1926, *Ibid.*, p. 523.

²⁷²⁶ Pour le récit d'une telle réunion, tenue au début de la crise commerciale : rapport du consulat britannique à Tabriz à l'ambassade à Téhéran, 6 février 1926, TNA, FO, 248/1376.

²⁷²⁷ Mahmud Tâherahmadi, *Ravâbit-e Irân...*, 2006, pp. 152-153.

²⁷²⁸ Hoseyn Makkî, *Târikh-e bist sâle-ye Irân...*, T. 4, Téhéran, pas d'éditeur, 1361 (1982), p. 339 ; les Soviétiques exigent ainsi de recevoir des enclaves pour leurs opérations au port d'Anzalî, Protocole du Politburo, 26 août 1926, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 583, l. 1 ; rapport de l'ambassadeur britannique Robert Clive à Austen Chamberlain, Téhéran, 2 décembre 1926, TNA, FO 416/79, p. 204.

²⁷²⁹ Rapport de M. Nicolson à Austen Chamberlain, Gulhek, 20 novembre 1926, TNA, FO 416/79, p. 188 et Robert Clive à Austen Chamberlain, Téhéran, 20 novembre 1926, TNA, FO 416/79, p. 200.

Les protestations contre les politiques soviétiques demeurent spatialement diffuses et ne débouchent pas, au cours de l'année 1926, sur des actions directes, au-delà de tensions à l'échelle locale, mettant aux prises acteurs soviétiques et autochtones. Des formes ouvertes de résistance s'observent cependant dans le domaine des circulations. Reprenons l'exemple des Kurdes qui se trouvent interdits d'immigration en URSS au titre de l'application des traités de 1921, mais continuent à migrer clandestinement – en particulier pour les Kurdes yézidis²⁷³⁰. La tribu des Broukis entre ainsi dans une phase de circulation entre le territoire turque et celui de l'Iran au cours des premiers mois de 1926, dans l'espoir de pouvoir passer dans un second temps sur le sol soviétique. Les circulations kurdes réactivent directement le potentiel ouvert par une triple frontière qui complique le contrôle²⁷³¹. Le 14 septembre, 1422 Kurdes franchissent l'Araxe, au cours d'une migration qui implique aussi près de dix mille moutons et chèvres, ainsi que trois mille têtes de gros bétail et plusieurs centaines de chevaux²⁷³². La traversée se fait au point de jonction entre Turquie, Iran et territoire soviétique, à proximité du village de Sədərək, où les Kurdes sont internés par la garde-frontière et la police locale. L'événement prend de court les autorités locales, qui ne savent comment réagir. Les Kurdes parviennent en effet à quitter leur lieu de rétention pour pénétrer sur le sol arménien, où ils entrent en contact avec des Kurdes locaux²⁷³³.

La tentative des Kurdes Broukis s'inscrit dans un mouvement plus général de résistance des nomades des confins caucasiens face à la pression croissante dont font preuve les autorités des différents Etats²⁷³⁴. La simultanéité des campagnes lancées contre le nomadisme en Iran et en Turquie, qui précède la mise en place de mesures similaires du côté soviétique, entraîne une pression notable dans ce domaine. Les autorités soviétiques apparaissent mesurées face à ces mouvements frontaliers de résistance, qu'elles ne veulent pas encourager mais dont elles perçoivent aussi les opportunités en matière de rapport de forces et d'influence locale. Dans le cas des Broukis, les autorités azéries n'acceptent de les accueillir que s'ils sont déplacés vers une région moins peuplée et éloignée de la frontière,

²⁷³⁰ Protocole du présidium du Comité régional du Parti, 19 février 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 7, l. 58 ; le nombre de Kurdes yézidis en Arménie soviétique passe de 8.650 personnes en 1922 à 15.262 en 1926. Georg Kobro, *op.cit.*, 1989, p. 222.

²⁷³¹ Rapport du kârguzâr de Rezâiye (Ourmiya), 31 Khordâd 1305 (22 juin 1926), Khadîdje Solh Mirzâyî (éd.), *Asnâdî az ravâbit-e Irân va Torkiye*, Téhéran, Enteshârât-e Sâzemân-e Âsnâd-e mellî-e Irân, 1382 (2003), pp. 226-227. [= ARIT]

²⁷³² Nombre des Kurdes internés parviennent pourtant à s'échapper. Rapport de la GPU de Transcaucasie au Comité régional du Parti, 19 novembre 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 20, l. 111.

²⁷³³ Conversation télégraphique entre le Comité régional du Parti et Shadunts, non datée (automne 1926), *Ibid.*, l. 119.

²⁷³⁴ Protocole de conversation téléphonique entre le commandant de la garde-frontière de Transcaucasie, Ivanchenko, et le chef du régiment frontalier du Nakhitchevan, 15 septembre 1926, *Ibid.*, l. 124.

afin qu'ils ne provoquent pas d'incidents frontaliers²⁷³⁵. Ce déplacement, qui dépasse les moyens disponibles au Nakhitchévan et en Azerbaïdjan, doit être financé par une subvention spéciale décidée par le Conseil de Travail et de Défense, le 3 décembre 1926²⁷³⁶. En 1926, les tribus shahsevenes des Alarlis, autour de Gholam Khan et de Khodjabeylis, autour de Bahram Khan, se révoltent contre les politiques de désarmement et de sédentarisation appliquées par Reza Shah au Moughan depuis 1922-1923²⁷³⁷. Cette agitation décide les autorités transcausiennes à agir directement pour contraindre les Shahsevens du Moughan soviétique à se sédentariser et le Comité central azéri soumet en août 1927 une demande de déportation des Shahsevens habitant sur le sol soviétique, ainsi que de ceux qui se sont réfugiés depuis l'Iran. Le 31 août, le Comité du Parti de Transcaucasie demande à la GPU de Transcaucasie d'examiner deux solutions possibles. La première consiste à déporter les Shahsevens vers la république de Bashkirie. La seconde prévoit une sédentarisation forcée associée à un déplacement vers d'autres régions d'Azerbaïdjan²⁷³⁸. Pour des raisons de faisabilité, la seconde hypothèse est finalement retenue par les dirigeants azéris, qui envisagent une déportation vers les régions plus centrales de Nukha, Quba et Shemakha²⁷³⁹. Face aux différentes formes de résistance populaire – tant dans la crise commerciale que dans la crise des circulations – les autorités doivent donc adopter des mesures prudentes, qui prennent en compte la limitation des moyens de coercition.

b) Une mobilisation transfrontalière

La crise commerciale et diplomatique entre Iran et Union soviétique connaît à la fin de l'automne 1926 une aggravation due au marasme qui touche l'Iran du Nord. Le gouvernement iranien se trouve déchiré entre la nécessité de trouver un accord avec les Soviétiques et la pression exercée sur lui par les Britanniques, en relations très tendues avec l'URSS. Une nouvelle mission à Moscou de Teymourtach entre octobre et décembre 1926 se conclut par son rappel après des négociations infructueuses. Miron Rezun attribue ce second échec à l'inquiétude des Britanniques face à la trop grande flexibilité de Teymourtach envers les

²⁷³⁵ Le Comité central azéri évoque la région de Nukha. Protocole de la commission spéciale du Comité central azéri, 3 octobre 1926, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 4, l. 97 ; Shalala Mammadova, « Kurdsij vopros v politike sovet'skogo gosudarstva v 1920-1930-e gg. », *Voprosy istorii*, No. 6, 2013, pp. 138-139.

²⁷³⁶ Une somme de 100.000 roubles est débloquée par le gouvernement central : Protocole du Conseil de Travail et de Défense, 3 décembre 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 20, l. 116.

²⁷³⁷ Richard Tapper, *Frontier Nomads of Iran...*, 1997, pp. 284-285.

²⁷³⁸ Protocole du présidium du Comité régional du Parti, 31 août 1927, SShSA PA, f. 13, op. 5, d. 21, l. 166.

²⁷³⁹ Protocole du présidium du Comité central azéri, 5 septembre 1927, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 15, l. 68.

demandes soviétiques²⁷⁴⁰. Les Britanniques sont en réalité plutôt favorables à la signature d'un accord, à condition que l'Iran ne fasse pas de concessions excessives²⁷⁴¹. Il faut aussi prendre en compte, dans l'analyse du retard, la lutte parlementaire et gouvernementale qui met aux prises Reza Shah et les constitutionnalistes et débouche sur l'élimination cette opposition au printemps 1927²⁷⁴². L'impasse atteinte sur le plan diplomatique s'accompagne du développement d'un mouvement populaire de protestation en Iran du Nord. L'intérêt de ce mouvement est double. Il relève d'abord d'une intervention des populations dans le champ diplomatique et politique d'organisation des interactions frontalières. Dans le même temps, il fait l'objet de tentatives de manipulation de la part des autorités des deux Etats en présence, qui espèrent l'utiliser à leur avantage. On a vu en effet que le mécontentement des marchands se trouvait initialement dans une relation ambiguë envers les autorités soviétiques et iraniennes. Le cœur du mouvement est la Société pour le renouveau économique (*Djam'iyat-e nahzat-e eqtesâdî*), établie à la fin de janvier 1927 à Rasht²⁷⁴³.

Les membres de la Société, qui prennent rapidement contact avec les marchands d'autres villes du nord de l'Iran, se proposent de boycotter entièrement le commerce avec l'URSS sur les produits qui continuent à être échangés. Ses slogans et sa prétention à la radicalité sont initialement considérés avec méfiance par les observateurs étrangers. L'ambassade britannique considère qu'il « est annoncé à grands cris, mais que son action tient plus du bluff que d'une détermination réelle²⁷⁴⁴ ». Les divisions internes du mouvement, alimentées par les Soviétiques qui font miroiter l'octroi de licences de commerce, sont vues comme des obstacles rédhibitoires à toute action efficace. Pourtant, le mouvement s'inscrit dans une tradition de protestation des couches marchandes urbaines, appuyées sur les bazars. Des travaux sociologiques ont insisté sur le rôle fondamental des bazars iraniens dans la vie politique du pays au XX^e siècle, à partir de la révolte du tabac de 1891-1892 : cette révolte, qui résultait d'une exorbitante concession économique accordée par le souverain Nasser ad-Din Shah au citoyen britannique Julius de Reuter, a vu une coalition entre marchands et oulémas qui a fait avorter le projet²⁷⁴⁵. Dans une étude récente sur le bazar de Téhéran, Arang

²⁷⁴⁰ Miron Rezun, *op.cit.*, 1981, p. 88-94.

²⁷⁴¹ Rapport de l'ambassade allemande à Téhéran à l'Auswärtiges Amt, 16 novembre 1927, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83472.

²⁷⁴² Homa Katouzian, « Riza Shah's political legitimacy and social base, 1921-1941 », in Stephanie Cronin (dir.), *op.cit.*, 2003, pp. 25-27.

²⁷⁴³ Dans la pratique, cette société est souvent appelée « Union économique des marchands du Gilan ». Rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 28 janvier 1927, R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 8, 1997, p. 6.

²⁷⁴⁴ Rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 11 février 1927, *Ibid.*, p. 8.

²⁷⁴⁵ Nikki R. Keddie, *Religion and Rebellion in Iran: The Tobacco Protest of 1891-1892*, Londres, Frank Cass, 1966 ; Mansoor Moaddel, « Shi'i Political Discourse and Class Mobilization in the Tobacco Movement of 1890-

Kashavarzian associe le rôle politique des bazars à ce qu'il nomme leur structuration selon des « hiérarchies coopératives », mêlant des formes de gouvernance communautaire et des principes hiérarchiques de commandement²⁷⁴⁶. La mobilisation de 1927 se construit de fait autour d'une dynamique marquée par le rôle directeur de marchands importants et par des mouvements plus spontanés de la base des marchands dans les bazars du nord du pays.

En dépit du scepticisme initial des observateurs étrangers, le mouvement des marchands persans connaît une extension rapide. La Société pour le renouveau économique entre dans des échanges télégraphiques intenses avec le Madjlis, le gouvernement et Reza Shah lui-même, auxquels des pétitions et suppliques sont adressées en nombre. Le 22 février, cinq délégués arrivent à Téhéran pour rencontrer le premier ministre Mostovfi ol-Mamâlek et exiger de lui la signature immédiate d'un accord commercial ou l'adoption de contre-mesures²⁷⁴⁷. La pression politique de la Société s'appuie sur un mouvement populaire en pleine expansion. Les délégués tiennent un grand meeting dans la capitale, sur le *Maydân-e Sepâh* (figure 101), où les marchands de Téhéran promettent de s'associer au mouvement²⁷⁴⁸. La Société décide de boycotter la foire de Bakou pour l'année 1927, en dépit de divisions parmi les marchands. Pour le gouvernement persan, cette mobilisation est un soutien autant qu'une gêne : soutien, car elle exprime une forte hostilité aux méthodes soviétiques qui peut être utilisée dans le cadre des négociations pour obtenir des concessions. Le 19 mars 1927, une nouvelle délégation iranienne dirigée par le ministre des Affaires étrangères iranien, 'Alî Qolî Khân Ansarî, part pour Moscou avec l'objectif de négocier en position de force grâce au nouveau facteur que représente cette mobilisation. De son côté 'Alâ Hoseyn, qui devient ministre du Commerce en mai, tente de canaliser le mécontentement auquel il fait face, en créant à Téhéran une Union commerciale chargée de relayer les messages et de les coordonner avec le gouvernement²⁷⁴⁹. Le mouvement est cependant aussi une menace du fait

1892 », in John Foran (dir.), *A Century of Revolution. Social Movements in Iran*, Londres, UCL Press, 1994, pp. 1-20.

²⁷⁴⁶ Arang Keshavarzian, *Bazaar and State in Iran. The Politics of the Tehran Marketplace*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2007, pp. 16-19 ; Arang Keshâvarzîân, « Dar djostodjûi-e mafhûmî barâye bâzâr », *Goftogû*, No. 42, Esfand 1383 (mars 2005), pp. 141-168.

²⁷⁴⁷ *Ettelâ'ât*, 5 Esfand 1305 (25 février 1927), No. 162, p. 2.

²⁷⁴⁸ Rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 10 mars 1927, R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 8, 1997, p. 12.

²⁷⁴⁹ *Shafaq-e Sorkh*, 24 Ordîbehesht 1306 (15 mai 1927), No. 741, p. 6, cité par Mansure Ettehâdiye, *Dar dahlîzhâ-ye qodrat...*, 1390 (2011), p. 93 ; du fait de leur propre manipulation des foules, les Soviétiques sont naturellement tentés d'exagérer systématiquement le rôle du gouvernement iranien dans la genèse de ce mouvement, comme de ceux qui ont eu lieu au début des années 1920. I.A. Jusupov, *Ustanovlenie i razvitie sovetsko-iranskikh otnoshenij (1917-1927 gg.)*, Tachkent, Izdatel'stvo Fan Uzbekskoj SSR, 1969, p. 161 ; S.L. Agaev, *Iran. Vneshnjaja politika i problemy nezavisimosti 1925-1941*, Moscou, Nauka, 1971, pp. 62-63.

de son imprévisibilité et des menaces qu'il fait peser sur l'obtention d'un accord nécessairement insatisfaisant pour une opinion radicalisée.

Plus largement, ce mouvement frontalier débouche sur la politisation appelée de ses vœux au début de la crise par l'ambassadeur Yourenev. Les élections tenues au début de l'année donnent lieu à de vives tensions au Gilan. Un rapport du 28 mars 1927 de l'administration générale de la police rapporte que les meetings se multiplient au cours du mois dans les villes du nord. Le 14 mars, près de trois mille personnes s'y rassemblent devant la mosquée royale pour protester contre la politique économique soviétique. Des tracts en provenance des autres filiales de la Société circulent lors du meeting et des télégrammes sont envoyés au Madjlis²⁷⁵⁰. Le rôle de ce dernier apparaît largement conforté par le mouvement, puisqu'il est fréquemment le destinataire des appels lancés par les marchands locaux aux autorités locales, apparaissant comme le défenseur d'un intérêt du peuple²⁷⁵¹. A partir d'avril, la Société du Gilan, cœur du mouvement depuis le début, passe à une action plus directe, qui proteste contre ce qui apparaît comme une véritable humiliation nationale. Alors que les négociations s'enlisent à Moscou, les organes commerciaux russes n'hésitent plus à passer ouvertement des contrats d'achat avec des producteurs et agriculteurs iraniens, en contournant les marchands locaux. Ces producteurs et agriculteurs doivent accepter de vendre leurs marchandises à des prix sacrifiés, après plusieurs mois d'embargo. Les observateurs britanniques voient dans cette stratégie soviétique un moyen d'exploiter « les paysans, qui comprennent peu de chose à la crise et n'éprouvent que peu d'empathie pour les malheurs des marchands²⁷⁵² ».

La crise frontalière agit dès lors comme un révélateur de tensions sociales intérieures à l'Iran, en recomposant les positions économiques des acteurs. Ce sentiment de déclassement et d'éviction incite les marchands mobilisés à adopter des mesures plus fortes et à procéder à des actions directes dans les lieux de l'échange frontalier. Le journal local de Rasht, *Parvaresh*, consacre de longs développements à la critique des politiques soviétiques et de la foire de Bakou. A la fin de mars, la Société augmente ses exigences et menace de prendre le contrôle des douanes d'Anzali et de tous les postes-frontières du Gilan, pour procéder à un contre-embargo. Le ministère de l'Intérieur persan reçoit consigne d'éviter à tout prix une

²⁷⁵⁰ Lettre du département central de la gendarmerie à Mostowfi ol-Mamâlek, 7 Farvardîn 1306 (28 mars 1927), *ARIS*, 1996, p. 76.

²⁷⁵¹ Réponse de la présidence du Conseil à une interpellation parlementaire, 16 Ordîbehesht 1306 (7 mai 1927), *ARIS*, 1996, p. 76 ; note du député d'Anzali à la présidence du Conseil, se plaignant de la restriction de la liberté d'expression et d'association, 23 Shahrîvâr 1306 (15 septembre 1927), *ARIS*, 1996, pp. 208-209.

²⁷⁵² Rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 26 mars 1927, R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 8, 1997, p. 12.

telle action, qui attenterait à la « dignité de l'Etat » (*heysiyat-e dovlat*) iranien, au moment même où il tente de se poser en acteur fiable face aux Soviétiques²⁷⁵³. Mais les marchands révoltés maintiennent leur menace et posent un ultimatum au 2 mai, après avoir tenu un grand meeting en avril, auquel ils invitent les directeurs des administrations du Gilan, dans un effort pour les associer à la protestation²⁷⁵⁴. Les 3-4 mai, les marchands rashtis marchent sur Anzali, provoquent des troubles dans la ville et assiègent la douane locale, ce qui plonge dans la panique les représentants commerciaux soviétiques qui y sont retranchés. L'intervention du gouverneur et de l'armée permet cependant d'éviter que ces derniers ne soient victimes de violences²⁷⁵⁵. Les actions de la Société mettent ainsi en jeu à la fois une symbolique des lieux et une tentative de réappropriation des sites du pouvoir de l'Etat à la frontière.

c) *Les sens de l'opinion publique*

La mobilisation de 1927 nous semble particulièrement intéressante en raison de la possibilité de l'intégrer à une approche croisée avec les mobilisations simultanées qui se déroulent en Union soviétique, dans le cadre de ce qui a fréquemment été appelé, dans l'historiographie anglo-saxonne, la « psychose de guerre ». Ce thème constitue un classique de l'historiographie politique et diplomatique de l'Union soviétique, qui a mis en avant l'existence parmi les dirigeants soviétiques, au début de 1927, d'un discours relatif à une intervention militaire imminente des puissances occidentales sur le sol soviétique²⁷⁵⁶. Ce discours a fait l'objet d'interprétations différentes, dont plusieurs ont défendu l'idée qu'il relevait d'une manipulation. Parmi les plus fréquentes, celle qui relève de l'analyse d'un jeu politique interne, par lequel Staline et ses proches auraient mobilisé le thème de la menace étrangère pour accélérer l'élimination de l'opposition de Trotsky et Zinoviev au printemps 1927²⁷⁵⁷. Une analyse en terme institutionnel, selon laquelle l'Armée et la police politique auraient favorisé cet état d'esprit alarmiste afin d'obtenir des arbitrages budgétaires favorables a également été avancée. La lecture politique de la « manipulation » n'emporte pas

²⁷⁵³ Lettre de la direction du nord-ouest du ministère de l'Intérieur à l'administration du Gilan, 24 Farvardîn 1306 (14 avril 1927), *ARIS*, 1996, p. 77 ; Rapport de Robert Clive à Austen Chamberlain, 23 avril 1927, PRO, FO 416/80, p. 170.

²⁷⁵⁴ Télégrammes des 22 et 23 Farvardîn 1306 (12 et 13 avril 1927) de la Société du renouveau à Mostowfi ol-Mamâlek, *ARIS*, 1996, pp. 80-81.

²⁷⁵⁵ Rapport du gouverneur du Gilan au ministre de l'Intérieur, 'Imad os-Saltane, 12 Ordîbehesht 1306 (3 mai 1927), *ARIS*, 1996, pp. 91-93 ; Rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 20 mai 1927, R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 8, 1997, p. 24.

²⁷⁵⁶ Timothy Snyder, *Sketches from a Secret War. A Polish Artist Mission to Liberate Soviet Ukraine*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2005, pp. 36-39.

²⁷⁵⁷ David R. Stone, *Hammer and Rifle. The Militarization of the Soviet Union, 1926-1933*, Lawrence, University Press of Kansas, 2000, p. 44.

véritablement l'adhésion et ne bénéficie d'une base documentaire solide, rappelle Olga Velikanova dans une thèse récemment consacrée à la question²⁷⁵⁸. Il semble que les dirigeants soviétiques aient réellement été persuadés d'une menace contre le pays, alors que des épisodes similaires ont déjà eu lieu en 1923 et 1924.

Les premières expressions publiques de ce *war scare* ont lieu lors de la XVI^e conférence du Parti à Moscou, le 13 janvier 1927, où Boukharine, Rykov et Voroshilov prononcent des discours alarmistes. Le coup d'Etat survenu en Lituanie, en décembre 1926, semble confirmer la création d'un cordon anti-soviétique après le retour au pouvoir de Pilsudski en Pologne, quelques mois plus tôt²⁷⁵⁹. Le développement du mouvement populaire en Iran du Nord fait l'objet, à l'échelle caucasienne, d'une interprétation au prisme du discours de la guerre imminente. Il est présenté dans les journaux régionaux comme le résultat de l'impérialisme britannique, prêt à mobiliser les acteurs économiques sur le pourtour de l'Union soviétique (*figure 102*)²⁷⁶⁰. Les riches marchands iraniens d'Iran du Nord sont particulièrement brocardés, dans une approche très classiste, comme des alliés structurels des Britanniques. La critique ne manque pas de sel, car on a rappelé que les organismes commerciaux soviétiques tendaient à privilégier les interactions avec eux²⁷⁶¹. La chronologie des événements en Iran du Nord suit de près celle du *war scare*, puisque l'intensification de l'activité de la Société pour le renouveau économique correspond à un pic de tensions avec les Britanniques. Le 6 avril, les représentations soviétiques de Pékin et Tianjin sont perquisitionnées par la police chinoise, qui saisit des documents compromettants allant dans le sens des accusations proférées depuis le début de l'année par Austen Chamberlain contre la propagande internationale du Komintern. Le 12 mai, ce sont les locaux de la société commerciale soviétique Arcos à Londres qui sont perquisitionnés, provoquant des craintes similaires parmi le personnel soviétique en Iran²⁷⁶².

Au cours des mois de mai et juin 1927, les autorités soviétiques organisent un mouvement populaire de protestation contre l'impérialisme, à l'image de celui organisé en 1923. Cette simultanéité s'accompagne d'une sorte de dialogue frontalier entre mouvements

²⁷⁵⁸ Ainsi, la correspondance Molotov-Stalin de juin 1927 ne contient pas d'élément permettant de lier le *war scare* à la question trotskiste. De même, le renseignement militaire ne contribue pas à l'état d'esprit alarmiste de 1927. Olga Velikanova, *op.cit.*, 2013, pp. 45-47.

²⁷⁵⁹ *Ibid.*, pp. 51-53.

²⁷⁶⁰ « Şuralar-Iran münasibəti », *Kommunist*, 17 janvier 1927, No. 13 (1910), p. 1 ; « Britanikan imperializmə Parskastanum », *Khorhrdajin Hajastan*, 19 février 1927, No. 40 (1693), p. 2.

²⁷⁶¹ Voir la plainte des petits marchands iraniens d'Anzalî, à l'été 1927, contre trois gros marchands accusés d'accaparer les échanges qui reprennent avec les Soviétiques, télégramme non daté d'Anzalî à Téhéran, *ARIS*, 1996, p. 106.

²⁷⁶² Olga Velikanova, *op.cit.*, 2013, p. 53 ; rapport mensuel d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 3 juin 1927, R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 8, 1997, p. 27.

populaires. Il est facilité par la circulation des imprimés, notamment de la presse, dans l'espace frontalier. A l'intérêt des dirigeants caucasiens pour les affaires internationales, répond la place conférée aux questions de « l'Orient » dans les organes caucasiens. Par leur ton, ces journaux sont souvent proches de la ligne révolutionnaire du Komintern, n'hésitant pas à adresser des critiques sévères aux régimes « amis » de Reza Khan et, dans une moindre mesure, Mustafa Kemal²⁷⁶³. Cette presse s'est déjà montrée très critique lors du processus débouchant sur l'abolition de la monarchie qadjare et sur l'avènement de la dynastie pahlavie, après de longs débats sur la possibilité d'un passage à la république²⁷⁶⁴. Ces organes de presse, qui circulent en Perse du Nord, contribuent directement aux débats internes persans en la matière, et suscitent des plaintes des consuls persans en raison de leur ton. Les feuilles azéries publient des caricatures et articles jugés offensants envers l'institution monarchique, qui mécontentent aussi le commissariat aux Affaires étrangères à l'automne 1926 (*figures 103 et 104*)²⁷⁶⁵. Les positions exprimées dans la presse caucasienne peuvent souvent être vues comme des incitations à la subversion et des piques envers l'orgueil du gouvernement persan, invité à faire preuve d'indépendance nationale contre l'influence britannique. Elles s'inscrivent dans un débat interne aux experts et dirigeants soviétiques sur l'attitude à adopter envers le nouveau régime persan, bien décrit par Dietrich Geyer²⁷⁶⁶.

La presse caucasienne dénonce vertement l'instrumentalisation des masses persanes par l'impérialisme britannique, fauteur de troubles dans les relations bilatérales soviéto-iraniennes²⁷⁶⁷. Elle couvre aussi les mobilisations publiques organisées au Caucase soviétique pour dénoncer cet impérialisme : chaque cérémonie publique est l'occasion pour les dirigeants

²⁷⁶³ Pour le cas du journal turcophone *Eni Fikir*, publié à Tiflis, voir la lettre du conseil des commissaires du peuple du Nakhitchevan au Comité régional du Parti, 26 juin 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 26, l. 17 ; protocole du Comité central azéri, 15 mars 1926, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 3, ll. 102-105.

²⁷⁶⁴ Cette hostilité va contre les directives du Politburo moscovite. Protocole du Politburo, 5 novembre 1925, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 528, l. 1 ; quelques jours plus tard, le Politburo revient sur une décision du 25 février 1925 visant à créer un parti révolutionnaire en Perse : protocole du Politburo, 12 novembre 1925, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 530, l. 2.

²⁷⁶⁵ Le plénipotentiaire du commissariat écrit au Comité régional du Parti : « Ceux qui chérissent la sécurité de l'Union soviétique doivent comprendre qu'on ne peut plaisanter à la légère sur les relations avec nos voisins. Les journaux de Tiflis et Bakou versent de l'eau au moulin des Britanniques par l'irresponsabilité de leurs articles ». Lettre du plénipotentiaire du NKID au Comité régional du Parti, 16 octobre 1926, SShSA PA, f. 13, op. 4, d. 85, l. 148 ; dès la fin de 1926, des sources iraniennes évoquent aussi l'envoi de propagandistes (*moballegihin*) en Azerbaïdjan iranien pour nourrir le séparatisme : rapport du consul iranien à Erevan au ministère des Affaires étrangères, 14 Âzar 1305 (6 décembre 1926), *ARIS*, 1996, p. 12.

²⁷⁶⁶ La revue officielle de l'Association des orientalistes soviétiques, *Novyj Vostok*, voit en 1926 une polémique acharnée entre Gurko-Krjzhin et Visanov sur le rôle de Reza Shah : Dietrich Geyer, *op.cit.*, 1955, pp. 30-31.

²⁷⁶⁷ S. Zelenskij, « Shestaja Bakinskaja jarmarka i persidskij rynek », *Ekonomicheskij Vestnik Zakavkaz'ja*, No. 8, 15 avril 1927, pp. 78-79.

soviétiques de minimiser l'impact du mouvement des marchands iraniens²⁷⁶⁸. Le dialogue à distance est poursuivi sur le champ des nouveaux moyens de communication par la parution de deux films qui acquièrent un sens immédiat dans le contexte de la crise frontalière. Le premier, intitulé *Khas Push*, est dû au réalisateur Bek Nazarjan. Tourné dans les studios d'Etat arménien, il est consacré à la révolte du tabac de 1891-1892. Cette révolte y est interprétée comme une révolution prolétarienne avant l'heure, hostile aux Britanniques, au clergé et aux exploités de toute sorte. Dans un opportun rappel historique, elle souligne les traditions de lutte du peuple persan contre les impérialismes occidentaux²⁷⁶⁹. En parallèle sort en Azerbaïdjan le film *Gilan qızı (La fille du Gilan)*, qui évoque le souvenir du mouvement révolutionnaire au Gilan, en 1920-1921, présenté comme une lutte contre les réactionnaires et les impérialistes britanniques²⁷⁷⁰. Ces films, qui connaissent une diffusion au Caucase mais aussi en Iran du Nord à travers le réseau soviétique sur place, sont conçus comme les instruments d'une influence politique sur le mouvement frontalier.

4. Vers un nouveau cadre des circulations

Officiellement, la crise soviéto-persane de 1926-1927 trouve un terme avec la signature, en octobre 1927, d'une série d'accords concernant le commerce, les douanes et les pêcheries de la Caspienne. Cette fin ne concerne cependant que le versant de la crise déjà connu de l'historiographie, alors que les évolutions concernant les circulations et le traitement des étrangers restent moins connues. L'histoire de cette sortie de crise parallèle reste fragmentaire et plus difficile à tracer, car elle implique une multitude de lieux. A la différence du règlement centralisé de la crise commerciale, le nouveau régime des circulations résulte d'arrangements progressifs et inachevés.

a) *Un « grand enregistrement » des étrangers ?*

Les négociations commerciales qui commencent au printemps 1926 entre Soviétiques et Iraniens se doublent de discussions relatives au règlement de la situation des ressortissants étrangers en URSS. Dès février 1926, le commissariat aux Affaires étrangères penche pour

²⁷⁶⁸ Voir le discours de Mikha Tskhakaja, prononcé le 5 avril 1927 devant le congrès des Soviets de Transcaucasie, qui salue l'éclatant succès de la foire : Mikha Tskhakaja, *Izbrannye proizvedenija*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1987, pp. 240-241.

²⁷⁶⁹ Alexander S. Birkos, *Soviet Cinema: Directors and Films*, Hamden, Archon Books, 1976, p. 24.

²⁷⁷⁰ Nazim Sadıxov, *Azərbaycan bədii kinosu (1920-1935-ci illər)*, Bakou, Elm, 1970, pp. 40-41.

l'application du projet de l'automne 1925 visant à créer des commissions mixtes soviéto-persanes dans les républiques. Le commissariat à l'Intérieur de Russie manifeste néanmoins des réticences à cause de la crainte que des Etats européens arguent du précédent pour obtenir la création de commissions similaires²⁷⁷¹. A l'issue d'une négociation interne, ces commissions apparaissent néanmoins comme le seul moyen viable de régler les conflits qui apparaissent. Au-delà de la catégorie des migrants sans documents, de nombreux groupes requièrent en effet un accord des deux parties. Si les Soviétiques ne reconnaissent pas les certificats de citoyenneté distribués par certains consuls persans à des individus qu'ils considèrent comme sujets soviétiques, la réciproque se trouve également, puisque les Iraniens refusent de reconnaître les naturalisations octroyées à l'époque tsariste à des sujets persans²⁷⁷². Le cas iranien est un point de fixation d'une problématique plus vaste, qui implique de nombreux autres citoyens étrangers séjournant en URSS. Les réunions organisées par les autorités centrales moscovites insistent ainsi sur la nécessité de régler le cas des Chinois et Coréens d'Extrême-Orient, ou des Afghans en Asie centrale²⁷⁷³. Mais il serait erroné de voir dans ce débat un simple phénomène intérieur à l'URSS, car la fin des années 1920 voit une préoccupation croissante à l'échelle internationale pour le problème des conflits de nationalité, qui se trouvent à l'origine d'un nombre croissant de litiges devant les juridictions nationales et internationales. Ces litiges sont notamment liés aux suites de la disparition des empires d'Europe centrale et du Proche-Orient, dont les effets sur les appartenances civiques des individus se font sentir avec retardement²⁷⁷⁴. En avril 1930, une convention adoptée à La Haye s'efforce de clarifier les questions de reconnaissance de nationalité, de réduire le phénomène de double nationalité et de limiter les conflits afférents entre Etats²⁷⁷⁵.

²⁷⁷¹ Lettre du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères en RSFSR au NKVD russe, 27 mars 1926, GARF, f. P393, op. 43a, d. 1467, l. 13.

²⁷⁷² Compte rendu de la commission interdépartementale auprès du NKVD russe sur les ressortissants persans, 22 mai 1926, GARF, f. P393, op. 43a, d. 1467, ll. 19-20 ; ajoutons que les diplomates soviétiques maintiennent apparemment des protections accordées à l'époque tsariste. Le transfuge Aleksandr Barmin, consul à Rasht dans les années 1920, présente ainsi les consignes qu'il reçoit de l'ambassade : « Renouveler les passeports, protéger et seconder nos concitoyens capitalistes persans ! ». Alexandre Barmine, *Vingt ans au service de l'U.R.S.S. – Souvenirs d'un diplomate soviétique*, Paris, Albin Michel, 1939, p. 221.

²⁷⁷³ Compte rendu de la commission interdépartementale auprès du NKVD russe sur les ressortissants persans, 22 mai 1926, GARF, f. P393, op. 43a, d. 1467, l. 22.

²⁷⁷⁴ Bruno Cabanes, *The Great War and the Origins of Humanitarianism, 1918-1924*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2014, pp. 186-187.

²⁷⁷⁵ Alfred Michael Boll, *Multiple Nationality and International Law*, Leyde, Martinus Nijhoff Publishers, 2007, pp. 194-195 ; Emile Szlechter, *op.cit.*, 1948, pp. 8-9 ; notons que le bloc de l'Est est par la suite particulièrement actif dans la lutte contre la double nationalité, signant 39 accords sur le sujet entre 1956 et 1984 : Hellmuth Hecker, *Die Doppelstaater-Konventionen in Osteuropa gestern und heute*, Francfort-sur-le-Main, Verlag für Standesamtswesen, 2003, p. 11.

En mai 1926, Teymourtach, propose un projet de statut pour ces commissions. En accord avec les Soviétiques, il suggère que ces commissions soient composées des consuls persans et de représentants des commissariats à l'Intérieur. Son projet décrit de manière détaillée les procédures d'établissement de citoyenneté et les preuves qui peuvent être apportées pour justifier une nationalité. En tête figurent les documents officiels émis par l'un ou l'autre des Etats, témoignant de la citoyenneté. La préférence va aux documents émis par des autorités centrales, alors que les documents émis par des consulats persans en URSS ont une moindre valeur du fait des accusations portées par les Soviétiques²⁷⁷⁶. La possession d'un document d'identité authentique ne vaut donc pas preuve inconditionnelle d'identité²⁷⁷⁷. Mais les commissions, en raison de leur mission même, doivent prendre en charge des individus qui n'ont d'identité que par les relations d'interconnaissance et les liens communautaires qu'ils ont. Elles se heurtent directement au problème de l'insécurité des identités à partir du moment où ces individus sortent de leur contexte social d'origine²⁷⁷⁸. Témoignages oraux et écrits peuvent donc être invoqués, pour prouver l'enracinement des individus dans des communautés d'origine. Viennent enfin les déclarations faites par les individus eux-mêmes en présence des commissions mixtes. Ce dernier point donne lieu à de discussions sur les manières d'attester un lien avec l'Iran. On évalue en particulier la vraisemblance de la connaissance par l'individu de sa région supposée d'origine, de l'Iran en général, mais ces déclarations ne sont pas vues comme des preuves irréfragables²⁷⁷⁹.

En dépit de l'obtention, à la fin du printemps, d'un accord de principe sur l'organisation de ces commissions, la mise en place formelle est plus délicate. Les plaintes persanes relatives à la persécution de leurs ressortissants continuent et font obstacle au lancement de ces commissions. Les consuls persans au Caucase accusent les autorités locales de contraindre leurs ressortissants à prendre la citoyenneté soviétique. Ces accusations se concentrent apparemment sur des individus appartenant au même groupe ethnique que la population locale, ce qui fait naître chez les autorités soviétiques le soupçon que ces citoyens

²⁷⁷⁶ Les commissions mixtes doivent examiner sur ce point à la fois la validité des preuves soumises, dans le droit interne de chaque Etat, et les conflits qui peuvent apparaître. Sur la question du conflit des ordres juridiques en matière de nationalité, voir Roger Pinto, « Les problèmes de nationalité devant le juge international (à propos de l'affaire *Flegenheimer*) », *Annuaire français de droit international*, Vol. 9, 1963, pp. 361-375.

²⁷⁷⁷ Le lien entre possession d'un passeport et citoyenneté effective est discuté depuis le XIX^e siècle. Aux Etats-Unis, la Cour suprême se prononce dès 1835 en considérant que détention d'un passeport n'est pas preuve de citoyenneté. Craig Robertson, *The Passport in America. The History of a Document*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 125-126.

²⁷⁷⁸ L'historiographie de l'Europe moderne a mis en avant des problèmes similaires, qu'elle a lié aux tentatives des monarchies de créer de nouveaux mécanismes d'établissement social de l'identité. Vincent Denis, *Une histoire de l'identité. France, 1715-1815*, Seyssel, Champ Vallon, 2008, pp. 9-10.

²⁷⁷⁹ Projet de Teymourtach soumis aux Soviétiques sur le fonctionnement des commissions mixtes, 22 mai 1926, GARF, f. P393, op. 43a, d. 1467, l. 6.

iraniens sont en réalité des Soviétiques qui ont réussi à obtenir des documents de la part de consuls véreux. Les migrants turcophones d'Iran du Nord subissent de telles pressions en Azerbaïdjan, tandis qu'en Arménie, les Arméniens d'Iran sont concernés, comme le rapportent les plaintes du ministère des Affaires étrangères persan²⁷⁸⁰. La Tcheka arménienne rejette catégoriquement les accusations iraniennes, affirmant qu'elle ne fait que débusquer les titulaires de « citoyennetés fictives »²⁷⁸¹. Ce concept problématique pose directement la question de la double appartenance et des conflits entre procédures internes d'acquisition et de sortie de la citoyenneté. Le commissaire-adjoint à l'Intérieur d'Arménie, Berberjan, réfute ces accusations en déclarant que les Arméniens d'Iran prennent volontairement la citoyenneté soviétique pour échapper aux vexations du consul iranien et que celui-ci n'émet ses accusations que par crainte de voir s'étioler la communauté de ses ressortissants²⁷⁸². En dépit de ces dénégations, la diplomatie iranienne maintient ses plaintes tout au long de l'été et menace de contre-mesures les citoyens soviétiques en Perse. Simultanément, le Madjlis adopte une loi interdisant aux sujets iraniens de prendre une autre citoyenneté sans autorisation²⁷⁸³.

Les cas d'imposition forcée de citoyenneté au Caucase semblent bien avérés, comme le reconnaissent certaines sources soviétiques²⁷⁸⁴. Mais elles ne découlent pas pour autant d'une stratégie de grande ampleur. On observe plutôt une prolifération de politiques locales, alors que les fonctionnaires des commissariats à l'Intérieur disposent d'un pouvoir disproportionné dans la relation avec les migrants. Cette prolifération découle du flou qui règne à cause de la prolongation des négociations bilatérales. A l'automne 1926, les Soviétiques entreprennent finalement une vaste campagne de « réenregistrement » des étrangers. Les régions du Caucase du Nord, d'Asie centrale et de Transcaucasie sont concernées au premier chef par cette opération. Les ressortissants étrangers sont tenus de se faire enregistrer auprès de la police locale, ce qui doit permettre de préciser les contours des communautés immigrées en URSS. En Transcaucasie, les citoyens persans sont les premiers visés par cette opération, mais des communautés non-négligeables de Turcs et de Grecs le sont aussi sur le littoral de la mer Noire. La procédure fait l'objet d'une large publicité de la

²⁷⁸⁰ Note verbale du ministère des Affaires étrangères iranien à l'ambassade soviétique, 23 Khordâd 1305 (14 juin 1926), HAA, f. 113, op. 3, d. 492, l. 5.

²⁷⁸¹ Lettre de la Tcheka arménienne à la Tcheka de Transcaucasie, 18 août 1926, HAA, f. 113, op. 3, d. 492, l. 7.

²⁷⁸² Lettre du commissaire-adjoint à l'Intérieur d'Arménie, Berberjan, au plénipotentiaire du NKID en Transcaucasie, non datée (fin août 1926), HAA, f. 113, op. 3, d. 492, l. 8.

²⁷⁸³ Lettre du plénipotentiaire du NKID en Transcaucasie au conseil des commissaires du Peuple et au NKVD d'Arménie, 14 août 1926, HAA, f. 113, op. 3, d. 492, l. 11 ; Mohammad Tagi Mokhtari, *Otmoshenija Rossii i Irana (1921-1946 gg.)*, Thèse de doctorat, Institut Vostokovedenija, AN Rossii, 1997, p. 28.

²⁷⁸⁴ Rapport du consulat-général soviétique à Téhéran pour mai 1926, HAA, f. 113, op. 3, d. 492, l. 15.

part des journaux locaux, afin que les migrants en aient connaissance²⁷⁸⁵. C'est ce réenregistrement qui doit servir de base au travail des commissions mixtes soviéto-persanes, en établissant plus précisément les contours des communautés migrantes et en fournissant des listes de cas litigieux²⁷⁸⁶. Il doit déboucher sur la délivrance de titres de séjour pour les individus entrés illégalement, mais dont la situation est considérée comme acceptable du point de vue de la citoyenneté et de l'activité économique²⁷⁸⁷.

Les difficultés de mise en œuvre de cette opération contraignent la GPU de Transcaucasie à reporter jusqu'au 1^{er} janvier, puis jusqu'au 1^{er} avril 1927 la date-butoir d'enregistrement. Les fonctionnaires pointent les réticences des migrants face à une formalité perçue comme punitive et menaçante. Le climat tendu qui règne depuis 1926 fait craindre aux migrants que ce réenregistrement ne soit qu'un prétexte pour les recenser et les expulser. Selon les données de la GPU azérie, seule une infime partie des 20.000 Iraniens sans documents en règle se présente de manière spontanée aux autorités²⁷⁸⁸. A l'occasion, des rafles sont menées dans les faubourgs de Bakou où se concentrent les migrants, afin de les contraindre à se faire enregistrer. En Géorgie, le commissariat à l'Intérieur évalue à 1.500 le nombre de Persans qui ne se présentent pas, essentiellement des ouvriers et travailleurs agricoles. En Abkhazie, la GPU locale estime à 3.000 le nombre de Grecs qui ne répondent pas à l'appel et, en Adjarie, environ 1.500 Turcs sont concernés²⁷⁸⁹. Incidemment, les autorités républicaines notent que l'embargo commercial contre l'Iran a accru l'émigration illégale de paysans iraniens pauvres vers le sol soviétique. La GPU transcaucasienne tente d'établir des instructions précises sur la manière de traiter les différentes catégories de migrants : ceux qui ne se présentent pas du tout, ceux qui se présentent sans avoir de documents valides et ceux qui ont franchi illégalement la frontière. Mais elle se trouve fréquemment confrontée à l'impossibilité d'appliquer pour la période antérieure à la soviétisation des règles établies par les Soviétiques. Trilisser souligne, au nom de l'OGPU,

²⁷⁸⁵ Rapport de l'agent diplomatique à Erevan au plénipotentiaire du NKID en Transcaucasie, 15 novembre 1927, HAA, f. 113, op. 3, d. 612, l. 53.

²⁷⁸⁶ Au Daghestan, le ré-enregistrement permet de réduire les montants estimatifs de la communauté persane de 4.000 à 1.300. Lettre du commissariat à l'Intérieur du Daghestan au commissariat à l'Intérieur de Russie, 20 août 1927, GARF, f. P393, op. 43a, d. 1467, l. 35.

²⁷⁸⁷ Circulaire du chef de la GPU de Transcaucasie, Pavlounovskij, aux GPU républicaines, 24 décembre 1926, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 1, ll. 25-26.

²⁷⁸⁸ Les chiffres disponibles sur le nombre de citoyens étrangers, dont Persans, en Azerbaïdjan, sont assez contradictoires. Musa Qasimli donne le chiffre de 28.000 étrangers en 1926 et 40.000 en 1927-1928. Musa Qasimli, *op.cit.*, 2006, p. 266.

²⁷⁸⁹ Rapport de Pavlounovskij, au chef du Département étranger de l'OGPU, Trilisser, 4 février 1927, SShSA PA, f. 13, op. 5, d. 23, ll. 128-130.

l'impossibilité d'incriminer les individus arrivés en Transcaucasie avant 1920-1921, en particulier lors de la période des guerres et révolutions²⁷⁹⁰.

La mise en place effective des commissions mixtes constitue un feuilleton qui reflète d'évidentes manœuvres dilatoires persanes. Il n'a malheureusement pas été possible de trouver de source présentant la perception iranienne de cet épisode, mais il semble tout à fait crédible que la diplomatie iranienne ait vu dans la question des citoyennetés incertaines un atout dans le rapport de force qui se noue en 1927 à propos de l'embargo. Les Soviétiques se trouvent embarrassés par la mise en œuvre retardée des commissions. Les Persans annoncent au printemps 1927 une vague de mutations dans les consulats en URSS, ce qui repousse d'autant la création des commissions²⁷⁹¹. Les autorités locales ne cachent plus, à partir de l'automne, leur exaspération face aux prétextes invoqués pour repousser le début de fonctionnement des commissions²⁷⁹². Le retard pris par le travail de ces dernières perturbe les anticipations de la GPU et des NKVD républicains, qui doivent reporter certaines mesures envisagées, comme la naturalisation forcée des étrangers qui ne peuvent prouver leur citoyenneté²⁷⁹³. A partir de l'été, le blocage de la situation devient pour les commissariats à l'Intérieur et les GPU locales un argument pour revenir à la position initiale d'expulsion pour tous les franchissements illégaux de frontière. En juillet 1927, la commission spéciale du NKVD russe sur les migrants persans laisse à la discrétion des organes républicains la possibilité d'expulser ces migrants²⁷⁹⁴. La GPU transcaucasienne réussit ainsi à reprendre la main dans l'enregistrement des Persans en situation litigieuse²⁷⁹⁵.

b) Le contrôle des communautés migrantes

Les négociations menées entre Iraniens et Soviétiques révèlent les difficultés particulières associées à la gestion de circulations frontalières dans un espace où l'informalité est demeurée élevée tout au long des années 1920. Mais, comme la question de la nationalité, celle des migrations s'inscrit dans un contexte international d'évolution des cadres juridiques et politiques. Les migrants apparaissent non seulement comme question administrative à

²⁷⁹⁰ Lettre de Trilisser à Pavlounovskij, 28 février 1927, SShSA PA, f. 13, op. 5, d. 23, l. 132.

²⁷⁹¹ Note de l'ambassade persane à Moscou au commissariat aux Affaires étrangères, 9 avril 1927, HAA, f. 113, op. 3, d. 612, l. 34.

²⁷⁹² A Erevan, le consulat retarde jusqu'en novembre le fonctionnement de la commission, invoquant la nécessité d'avoir des consignes de l'ambassade. Rapport de l'agent diplomatique à Erevan au plénipotentiaire du NKID en Transcaucasie, 15 novembre 1927, HAA, f. 113, op. 3, d. 612, l. 53.

²⁷⁹³ *Ibid.*

²⁷⁹⁴ Compte rendu de la commission interdépartementale auprès du commissariat à l'Intérieur russe sur les ressortissants persans, 30 juillet 1927, GARF, f. P393, op. 43a, d. 1467, l. 40.

²⁷⁹⁵ Protocole du présidium du Comité régional du Parti, 2 juillet 1927, SShSA PA, f. 13, op. 5, d. 21, l. 138.

régler, mais comme élément des relations internationales. Le congrès mondial de la population, tenu à Genève en 1927, est un moment important dans la genèse de cette idée parmi les démographes et experts, avant qu'elle ne se répande plus largement à la fin des années 1920. L'idée que les politiques migratoires peuvent constituer une source de tensions diplomatiques et de déséquilibres internationaux s'introduit de manière claire²⁷⁹⁶. En Europe, cette politisation est illustrée par l'éminence de la question migratoire dans le débat public en Italie, mais aussi en Pologne et en Yougoslavie, où les migrations, d'entrée ou de sortie, sont intégrées à des stratégies étatiques, politiques et ethniques. Les communautés migrantes deviennent en elles-mêmes les cibles de politiques qui visent à les former, leur inculquer des consciences et des pratiques nationales ou sociales²⁷⁹⁷. Les difficultés posées par cette nouvelle politisation du statut des migrants et, plus généralement, des étrangers, sont illustrées par la publication en 1927, par l'académie de droit international de La Haye, d'un cours de Louis Varlez consacré aux « migrations internationales et leur réglementation²⁷⁹⁸ ». Il y souligne la nécessité de développer des principes de droit international pour éviter le choc entre des législations nationales trop divergentes.

La politisation de la question des migrants se traduit doublement en URSS, où on a vu que les migrants étaient une population à conquérir idéologiquement moralement. D'un côté, les Soviétiques renforcent leurs efforts pour encadrer la population migrante iranienne, susceptible d'être gagnée à la cause du communisme et d'assurer une influence idéologique en Iran. Syndicats, organes du Parti, institutions culturelles et éducatives sont mobilisées pour développer une action spécifique envers les Persans vivant sur le sol soviétique. Le Parti communiste d'Iran, qui dispose d'une base en Azerbaïdjan soviétique d'autant plus importante qu'il subit une répression en Iran même, participe à la mobilisation des migrants iraniens. Il crée au cours de la crise de nombreux groupuscules destinés à mobiliser les différents groupes iraniens : artisans, ouvriers ou encore étudiants persans de Bakou, dans un effort avoué pour les soustraire à l'influence du consulat-général persan dans la ville²⁷⁹⁹. Mais les représentants persans au Caucase et du gouvernement iranien ne souhaitent nullement

²⁷⁹⁶ Paul-André Rosental mentionne l'ouvrage du démographe américain Warren Thompson, *Danger Spots in World Population* (1929), qui souligne la nature belliciste des politiques migratoires de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie. Paul-André Rosental, « Géopolitique et Etat-Providence. Le BIT et la politique mondiale des migrations dans l'entre-deux-guerres », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2006/1, pp. 132-133.

²⁷⁹⁷ Ulf Brunnbauer, « Emigration Policies and Nation-Building in Interwar Yugoslavia », *European History Quarterly*, Vol. 42, No. 4, 2012, pp. 602-627.

²⁷⁹⁸ L. Varlez, « Les migrations internationales et leur réglementation », *Collected Courses of the Hague Academy of International Law*, Vol. 20, Leyde-Boston, Brill-Nijhoff, 1927, pp. 165-348.

²⁷⁹⁹ Rapport du représentant du comité central du PCI à Bakou, Salamullah Mamedzade, 30 octobre 1927, RGASPI, f. 495, op. 90, d. 146, l. 9.

abandonner cette communauté à l'influence communiste. Un exemple de cristallisation du conflit est fourni par le cas des écoles iraniennes sur le sol soviétique²⁸⁰⁰. Au début des années 1920, les commissariats à l'Education des républiques caucasiennes, en particulier en Azerbaïdjan, prétendent prendre le contrôle de ces écoles et les intégrer à leurs systèmes éducatifs. Des négociations menées à l'échelle locale aussi bien que centrale débouchent sur des compromis par lesquels les écoles sont gérées par les consulats iraniens et des associations spéciales composées des élites iraniennes des différentes villes du Caucase. C'est ainsi que les écoles *Tamaddon* et *Ettehâd* de Bakou passent à l'été 1925 sous le contrôle du consulat local, à la suite d'une négociation avec le commissariat aux Affaires étrangères²⁸⁰¹. Dans un premier temps, ces accords ne laissent aux autorités soviétiques locales qu'un droit d'inspection et de recommandation, sans influence directe sur le cursus ou l'administration.

La présence de ces écoles met cependant en rapport différents niveaux politiques. L'échelle des républiques importe particulièrement, car le statut des écoles iraniennes au Caucase est directement lié à la politique des nationalités telle qu'elle se pratique en URSS. En Azerbaïdjan soviétique, cette politique se traduit notamment par une importante action culturelle et linguistique, dont on a vu qu'elle se déployait aussi bien au sein de l'URSS que vers l'extérieur dans le cas de la réforme de l'alphabet. Les autorités azéries voient dans les travailleurs migrants iraniens, essentiellement turcophones, un groupe privilégié pour leur politique nationale. A l'inverse, les écoles *Tamaddon* et *Ettehâd* de Bakou sont conçues de plus en plus par le consulat persan comme des outils d'*iranisation* de ces migrants²⁸⁰². Cette préoccupation se fait de plus en plus forte à la fin des années 1920, alors que le thème national se trouve promu en Iran même. Le conflit de 1926-1927 correspond à un accroissement des pressions exercées par le commissariat à l'Education azéri et, en arrière-plan, les organes de sécurité sur l'école. En novembre 1926, le député iranien Hayrizade évoque au Madjlis les pressions exercées sur les écoles persanes au Caucase²⁸⁰³. En février 1929, le commissariat à l'Education azéri écrit au Comité central pour se plaindre que l'école *Ettehâd* serve de foyer contre-révolutionnaire et obtient une résolution décidant de reprendre

²⁸⁰⁰ Le cas des écoles constitue de manière récurrente à partir du début du XX^e siècle une question politique. Mark I. Choate, *op.cit.*, 2008, pp. 103-104.

²⁸⁰¹ Altay Göyüşov, Elçin Əsgərov, « Islam and Islamic Education in Soviet and Independent Azerbaijan », in Michael Kemper, Raoul Motika, Stefan Reichmuth (eds.), *Islamic Education in the Soviet Union and its Successor States*, Londres-New York, Routledge, 2010, pp. 195-196.

²⁸⁰² L'idée que les écoles défendent une identité persane contre le « panturquisme » est fréquemment invoquée par les consuls au Caucase pour demander un soutien financier, surtout à partir de 1929-1930. Voir plusieurs documents conservés dans IISG, ARCH-03095, ch. 3.

²⁸⁰³ Discours du député Hayrizadeh, 10 Âbân 1305 (2 novembre 1926), *Mozâkerât-e madjlis*, 6^e législature, 25^e session, pp. 4-5.

le contrôle sur l'établissement par le biais d'une inspection, d'une réorganisation administrative et de l'introduction du nouvel alphabet²⁸⁰⁴.

L'institution des consulats étrangers, notamment turcs et iraniens, au Caucase se trouve au cœur de ces conflits et les autorités soviétiques adoptent une ligne de plus en plus sévère envers ces consulats, dont elles veulent réduire l'influence parmi les migrants²⁸⁰⁵. A la suite des accords d'octobre 1927, les autorités iraniennes émettent des demandes d'ouvertures de plusieurs vice-consulats supplémentaires pour mieux couvrir leurs communautés migrantes. Elles souhaitent ainsi à l'automne 1928 ouvrir à Sabunçu, banlieue pétrolière de Bakou, un vice-consulat qu'elles possédaient avant la soviétisation. L'enjeu est considérable en raison du nombre de travailleurs migrants dans ce faubourg et la demande rencontre une réaction très négative des autorités azéries et du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères en Transcaucasie, qui s'opposent « catégoriquement » à ce qui permettrait un contrôle accru de l'Etat iranien sur ses migrants²⁸⁰⁶. Les organes du Parti de Transcaucasie sont directement impliqués dans ce refus, car l'extension du réseau consulaire apparaît comme un obstacle au travail de propagande politique qu'ils mènent parmi les migrants²⁸⁰⁷. La question migratoire se trouve fréquemment invoquée dans le cadre d'autres questions et conflits internes aux autorités soviétiques. Ainsi, les conflits relatifs à la ligne éditoriale des journaux transcaucasiens invoquent souvent la politique frontalière et migratoire. Au début de 1929, le rédacteur-en-chef de la *Zarja Vostoka*, Rouben, défend la nécessité de maintenir un minimum d'idéologie révolutionnaire dans le traitement des questions turques et iraniennes, bien qu'il reconnaisse la nécessité d'une cohabitation amicale avec ces Etats frontaliers. Il souligne que les activistes du Parti envoyés parmi les migrants persans pour les politiser doivent pouvoir s'appuyer sur une presse révolutionnaire, qui n'efface pas toute critique envers le shah²⁸⁰⁸.

Les pressions soviétiques sont vues par les autorités iraniennes avec d'autant plus de méfiance que se maintiennent des conditions économiques et matérielles très médiocres pour

²⁸⁰⁴ Protocole du présidium du Comité central azéri, 25 février 1929, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 33, l. 132.

²⁸⁰⁵ Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 562-563.

²⁸⁰⁶ Protocole du présidium du Comité régional du Parti, 20 octobre 1928, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 11, l. 132.

²⁸⁰⁷ Les autorités centrales sont pour leur part favorables à cette ouverture, qui leur permet par réciprocité d'ouvrir un consulat au Sistan iranien. Lettre du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères au Comité régional du Parti, 29 septembre 1928, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 21, l. 1.

²⁸⁰⁸ Rouben, dont le journal est sous le feu de la critique des institutions centrales, procède à de longues explications sur la ligne suivie par son journal. Il affirme que le traitement des questions relatives à des pays « sans frontières avec la Transcaucasie (Afghanistan, Arabie, Egypte, Inde, etc.) » suit la « ligne du Komintern », tandis que des concessions sont faites pour la couverture de l'actualité turque et iranienne, où la « ligne du commissariat aux Affaires étrangères » est mise au premier plan. Lettre de Rouben au Comité régional du Parti, non datée (sans doute janvier ou février 1929), SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 6., ll. 126-127.

les migrants persans. Les autorités soviétiques s'efforcent de développer une politique plus attrayante envers la catégorie des immigrants industriels, miniers ou agricoles²⁸⁰⁹. Il ne faut pas négliger la diversité interne des migrants persans, parmi lesquels se trouvent des travailleurs qualifiés, dont les compétences sont recherchées dans le secteur de l'exploitation minière et de l'industrie pétrolière. Ces travailleurs ne représentent cependant qu'une portion réduite de la communauté des migrants, qui travaillent pour la plupart dans des postes peu qualifiés et dans des conditions difficiles. Si le travail minier et pétrolier a surtout retenu l'attention, l'agriculture et les travaux d'infrastructure emploient un nombre important de migrants dans des cadres très difficiles. Les travailleurs persans sont bien souvent les seuls à accepter certains emplois. Un rapport de la GPU arménienne de juin 1928 fournit un exemple de cette difficulté : il souligne le refus des travailleurs soviétiques de travailler sur le chantier du canal de Sardarapat, à l'ouest d'Erevan, en raison de conditions matérielles exécrables. Les ingénieurs encadrant le chantier affirment eux-mêmes que « les travailleurs arméniens sont incapables de travailler sur le canal de Sardarapat », en raison de la dureté des conditions qui y règnent²⁸¹⁰.

Cette difficulté bien réelle du travail accompli par les travailleurs persans au service du développement économique de la Transcaucasie trouve un écho en Perse du Nord. La presse iranienne de Tabriz et de Téhéran se fait ainsi la critique des conditions de travail de ces migrants. Le 28 décembre 1928, le grand journal *Ettelâ'ât* publie un article consacré à la situation des migrants iraniens en Arménie. Cette publication s'effectue simultanément, sous des formes légèrement différentes, dans les journaux *Eqdâm* et *Tadjaddod*, et porte la trace d'une complicité au moins passive de l'appareil diplomatique persan : l'article contient en effet la reproduction d'un rapport du consul persan à Erevan sur la situation des migrants. Les accusations portées contre les Soviétiques sont fortes. A propos des combinats métallurgiques et miniers du Zangezour, *Ettelâ'ât* écrit :

« Près de deux à trois mille travailleurs, en majorité persans, sont employés dans ces complexes. Les Persans reçoivent les tâches les plus pénibles et les plus difficiles. Ce labeur ne leur rapporte qu'une paie très modeste et insuffisante. Ils vivent aussi dans des conditions intolérables en ce qui concerne le logement, les espaces de repos et tout ce qui touche à leur bien-être. Leur situation est très pénible et, dans des espaces prévus pour une dizaine de

²⁸⁰⁹ Circulaire du chef de la GPU de Transcaucasie, Pavlounovskij, aux GPU républicaines, 24 décembre 1926, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 1, l. 25.

²⁸¹⁰ Note de la GPU arménienne au Comité central arménien, 22 juin 1928, HAA, f. 1, op. 8, d. 47, l. 51 ; sur le cas de travaux hydrauliques en Azerbaïdjan, voir le rapport de la GPU de Transcaucasie à Orakhelashvili, 31 janvier 1928, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 15, l. 177.

*personnes, ce sont entre vingt et trente individus qui s'entassent, à cause de la pénurie de logements. La pollution de l'air s'accompagne de maladies nombreuses et, parfois, de la mort des travailleurs*²⁸¹¹ ».

La publication simultanée de ce rapport dans trois journaux majeurs suscite des réactions hostiles aux Soviétiques et contraint les représentants soviétiques en Perse à exiger de l'Arménie des précisions. L'agent diplomatique à Erevan tente de réfuter les arguments avancés par les journaux iraniens. Il souligne que la misère dans laquelle vivent les migrants résulte d'un choix de vie, puisqu'ils économisent volontairement sur leurs revenus et refusent de dépenser de quoi améliorer leur quotidien, tant sur la nourriture que sur le logement²⁸¹². Cette polémique transnationale, qui renvoie à des débats bien connus de la sociologie urbaine contemporaine, attire en réalité l'attention sur l'importance que revêt dans ce moment de crise la question des migrants²⁸¹³.

c) Au-delà du sécuritaire : l'enjeu monétaire

Le nouveau cadre des circulations qui commence à se dessiner à partir de la crise de 1926-1927 révèle donc l'interaction des dimensions économiques, politiques et sécuritaires. Les contradictions sont nombreuses entre ces différentes dimensions, révélant les intérêts contradictoires des organes soviétiques, mais aussi turcs et iraniens dans la gestion de la crise. Les convergences sont cependant aussi importantes que les contradictions pour comprendre le cours qu'elle prend. Ces convergences s'accompagnent de la difficulté à percevoir parfois le poids respectif des différentes considérations dans les politiques adaptées. Les historiens ont souvent insisté sur la dimension sécuritaire de la remise en cause des migrations et relations frontalières. On peut ainsi l'invoquer dans les mesures prises pour préciser les modalités de circulation à la frontière caucasienne. Les accords passés entre l'URSS et la Turquie, en mai 1927, puis entre l'URSS et l'Iran, en mai 1928, répondent ainsi à la volonté de formaliser des

²⁸¹¹ Copie de l'article d'*Ettelâ'ât*, 28 décembre 1928, HAA, f. 113, op. 3, d. 524, l. 284.

²⁸¹² Il souligne qu'un travailleur migrant peut gagner jusqu'à 700 roubles par an. Lettre de l'agent diplomatique à Erevan à l'ambassadeur soviétique en Perse, 28 janvier 1929, HAA, f. 113, op. 3, d. 524, l. 282.

²⁸¹³ On pense ici aux remarques faites en 1974 par Badr Dahya sur les conditions précaires de logement des migrants yéménites au Royaume-Uni. Contre d'autres analyses, il refuse d'y voir la conséquence de discriminations raciales et insiste sur la volonté des migrants d'économiser sur le logement : Badr Dahya, « The Nature of Pakistani Ethnicity in Industrial Cities in Britain », in Abner Cohen (dir.), *Urban Ethnicity*, Londres-New York-Sydney, Tavistock, 1974, pp. 77-118.

circulations locales qui continuent à échapper au contrôle administratif²⁸¹⁴. Cependant, il semble important de revaloriser des considérations plus concrètes dans l'examen des processus de fermeture. La question financière et monétaire revêt ainsi, à une échelle microscopique autant que macroscopique, une place très importante dans l'évolution des circulations frontalières et des politiques appliquées²⁸¹⁵. Alors que l'historiographie et les travaux concernant les migrations contemporaines accordent une importance fondamentale à leur dimension financière, l'histoire des étrangers en URSS ne l'évoque guère²⁸¹⁶. Les fluctuations des politiques en matière de renvois d'argent représentent pourtant un facteur central dans les évolutions des migrations, ainsi qu'une cause de tensions entre Etats²⁸¹⁷.

La crise monétaire qui frappe l'URSS touche en effet au cœur du système des migrations de l'espace caucasien, qui repose sur la possibilité pour les migrants de renvoyer une partie de leur salaire dans leur région d'origine, de l'autre côté de la frontière²⁸¹⁸. Jusqu'en 1926, les migrants iraniens transfèrent leur épargne en grande partie par l'intermédiaire des réseaux de banquiers et changeurs du secteur privé, mais la crise de 1926 remet doublement en cause ces pratiques. D'une part, par la désorganisation progressive de ces réseaux privés capables de prendre en charge le drainage de l'épargne laborieuse, que les Soviétiques s'efforcent de remplacer par la Banque d'Etat²⁸¹⁹. D'autre part, par les contrôles croissants sur la convertibilité et la circulation de la monnaie soviétique et des devises²⁸²⁰. L'importance de l'enjeu monétaire est exprimée à travers les politiques appliquées par les

²⁸¹⁴ Sur ce point, je n'ai pas tout à fait la même interprétation que Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, pp. 150-151 et Mirzon Rezun, *op.cit.*, 1981, p. 189. Cependant, seule une documentation plus fournie permettrait de mieux comprendre le sens de cet accord ; quatre accords sont signés

²⁸¹⁵ Oscar Sanchez Sibony développe un argument similaire, de manière plus générale, en s'interrogeant sur ce qu'aurait pu être l'évolution du régime soviétique sans les difficultés économiques de la fin des années 1920. Oscar Sanchez Sibony, *op.cit.*, Hiver 2014 (New Series), pp. 48-49 ; on peut ainsi se demander si c'est la question monétaire ou sécuritaire qui prévaut dans la restriction des migrations agricoles aux frontières à la fin de 1928 : Eric Lohr, *op.cit.*, 2012, pp. 171-172.

²⁸¹⁶ Paul-André Rosental, *op.cit.*, 2011, p. 356 ; sur l'histoire des « renvois », on peut se référer à plusieurs remarques de Dirk Hoerder dans sa synthèse sur les migrations. On peut néanmoins regretter qu'il n'accorde pas de développement spécifique à la question, notant surtout qu'elle apparaît au XIX^e siècle. Dirk Hoerder, *Cultures in Contact. World Migrations in the Second Millenium*, Durham, Duke University Press, 2011 (2002), p. 564.

²⁸¹⁷ Pour l'exemple des relations entre le Portugal et les pays d'accueil des émigrés portugais, au début des années 1970 : Victor Pereira, *op.cit.*, 2012, p. 81.

²⁸¹⁸ En 1910, le diplomate et orientaliste Vladimir Minorskij estime à 1,8 million de roubles par an les renvois de Transcaucasie vers l'Iran du Nord. Les virements sont surtout effectués par de petits banquiers, qui prélèvent 1 % de droits. Vladimir Minorskij, « Dvizhenie persidskikh rabochikh na promysly v Zakavkaz'e », *Sbornik konsul'skikh donesenij*, Vyp. 3, 1905, p. 211 ; Mahmûd Tâherâhmadi, *op.cit.*, 2006, pp. 151-152.

²⁸¹⁹ Celle-ci ouvre en 1929-1930 des filiales dans différentes localités frontalières auparavant dominées par les acteurs privés : protocole du collège de l'Inspection ouvrière et paysanne de Transcaucasie, 30 janvier 1930, SUITSa, f. 616, op. 1, d. 6, ll. 179-184.

²⁸²⁰ En mars 1928, de nouveaux décrets soviétiques interdisent complètement l'entrée et la sortie de monnaie soviétique. B.M. Ugarov, *Mezhdunarodnaja bor'ba s kontrabandoj*, Moscou, Mezhdunarodnye Otnoshenija, 1981, p. 104.

autorités soviétiques, qui s'efforcent de trouver des solutions permettant de concilier contrôle des devises et intérêts des migrants, afin de ne pas mettre un terme brutal à une immigration encore indispensable à nombre de secteurs des républiques frontalières²⁸²¹. La question se concentre sur la population migrante ouvrière employée dans le secteur d'Etat, qui devient la plus importante du fait de la réduction du secteur privé. Les violations commises par les ouvriers migrants sont accueillies avec plus de souplesse par les instances dirigeantes, en particulier du Parti : certes, les douanes de Transcaucasie procèdent à de fréquentes confiscations du pécule que les ouvriers persans tentent de rapporter, mais des accords sont aussi trouvés pour permettre le règlement de ces conflits au profit des travailleurs, en prenant en compte leur situation matérielle difficile²⁸²². Les violations commises par les ouvriers sont attribuées en général à leur méconnaissance des règles en vigueur – excuse rarement offerte aux marchands, bien qu'eux aussi se trouvent parfois égarés par les nombreux règlements édictés. Les directives émises par les Comités centraux du Caucase insistent sur la nécessité d'éduquer les ouvriers aux nouvelles règles mais accusent les entités qui les emploient de les pousser, à l'occasion, au contournement de ces règles. Les grandes complexes métallurgiques d'Arménie – dans les secteurs de Kafan et d'Allaverdi –, l'industrie de Bakou et les organes en charge des travaux agricoles sont ainsi rappelés à l'ordre sur leur devoir de procéder au recrutement et au paiement de ces ouvriers selon les règles en vigueur et de ne pas encourager l'immigration clandestine²⁸²³.

Les autorités soviétiques font preuve, en ce domaine, d'une disposition à la coopération. Objets de réflexion pour le droit international, d'action pour la diplomatie, les migrations sont traitées de manière de plus en plus détaillée comme objet des relations internationales. Le travail de Christoph Rass sur les traités migratoires bilatéraux souligne l'essor de la diplomatie des migrations au cours des années 1920. Rass voit dans ces traités migratoires la naissance d'un « processus transnational d'allocation de la main-d'œuvre » et souligne l'importance des stipulations très concrètes de ces traités, qui règlent les questions de durées migratoires, de conditions de travail, de pensions ou de sécurité sociale²⁸²⁴. L'élaboration des nouvelles conditions de transfert des salaires se fait ainsi en associant, dans

²⁸²¹ Extrait de protocole du secrétariat du Comité central arménien, 5 mai 1928, HAA, f. 113, op. 3, d. 524, l. 27.

²⁸²² Les douanes reçoivent des directives répétées de surveillance des tentatives de sortie de devises jusqu'à la fin des années 1920 : protocole du collège du commissariat aux Finances de Transcaucasie, 6 juin 1929, SUITSa, f. 736, op. 2, d. 46, ll. 103-104.

²⁸²³ Protocole de session jointe du conseil des commissaires du Peuple et du conseil économique suprême de Transcaucasie, 8 mars 1928, HAA, f. 113, op. 3, d. 524, l. 194.

²⁸²⁴ Christoph Rass, *Institutionalisierungprozesse auf einem internationalen Arbeitsmarkt. Bilaterale Wanderungsverträge in Europa zwischen 1919 und 1974*, Paderborn-Munich-Vienne-Zürich, Ferdinand Schöningh, 2010, p. 11.

le cas de l'Iran, les représentants diplomatiques et consulaires, et les autorités transcaucasiennes. Le principe de base qui se met en place à partir de 1926-1927 est celui d'un paiement partiel du salaire en devises. La conclusion des accords d'octobre 1927 avec l'Iran permet d'accélérer la négociation d'une convention sur les conditions accordées aux travailleurs persans. Conformément à des directives du commissariat aux Finances d'URSS, le projet de convention prévoit la possibilité pour les migrants de rapatrier en Iran jusqu'à un quart de leur salaire en devise, par les réseaux bancaires d'Etat. En cas de départ définitif, ils peuvent aussi emporter jusqu'à 300 roubles en devises. Le rapatriement de sommes supérieures ne peut se faire que sur la base d'attestation des syndicats soviétiques sur le fait que l'argent est bien le produit d'un travail personnel. Dans son examen du texte en mars 1928, le gouvernement de Transcaucasie souligne la nécessité d'encadrer ces transferts financiers, pour qu'ils n'alimentent pas les réseaux de changeurs et banquiers clandestins²⁸²⁵. Il s'agit donc à la fois de répondre aux nouvelles exigences du régime soviétique et de réduire l'incertitude pour les migrants eux-mêmes, ce qui renvoie au rôle général des accords migratoires étudiés par Rass²⁸²⁶.

Le nouveau régime établi pour les travailleurs migrants constitue certes un recul par rapport aux conditions antérieures, mais représente une concession importante de la part du régime soviétique. Certains travailleurs qualifiés, en position de force, n'hésitent pas à avoir des exigences élevées. Le gouvernement abkhaze essaie ainsi depuis 1926 d'inviter des pêcheurs du Lazistan turc pour développer la pêche au dauphin, mais cette demande achoppe sur les exigences de ces pêcheurs, conscients de posséder un savoir-faire recherché : ils demandent que 20 % de leur salaire leur soit payé en devises exportables et 30 % en produits pétroliers, également revendables en Turquie²⁸²⁷. La sensibilité politique de la question est confirmée par les interventions répétées des organes dirigeants, en particulier du Parti, pour faire respecter les conditions fixées. Les rapports des GPU azérie et arménienne rapportent scrupuleusement les facteurs de mécontentement associés aux violations de ces règles. En mai 1928, la GPU arménienne rapporte l'incident suivant : en février de la même année, une trentaine de travailleurs persans des mines d'Allaverdi a transféré 2.000 roubles à la direction de l'Union des mineurs d'Arménie, pour qu'elle les envoie en Perse. Mais l'Union tarde à

²⁸²⁵ Protocole de session jointe du conseil des commissaires du Peuple et du conseil économique suprême de Transcaucasie, 8 mars 1928, HAA, f. 113, op. 3, d. 524, l. 194.

²⁸²⁶ Christoph Rass, *op.cit.*, 2010, pp. 301-303.

²⁸²⁷ Les pêcheurs du Lazistan sont réputés pour leur habileté dans la pêche au dauphin. Mehmet Bilgin et Ömer Yıldırım affirment que le développement d'une industrie soviétique de la pêche au dauphin entraîne le déclin économique de cette activité au Lazistan même dans les années 1930. Mehmet Bilgin, Ömer Yıldırım, *op.cit.*, 1990, p. 517 ; lettre de *Gruzryba* au Comité régional du Parti, 29 décembre 1930, SShSA PA, f. 13, op. 9, d. 10, l. 20 et protocole du présidium du Comité régional du Parti, 4 janvier 1931, SShSA PA, f. 13, op. 9, d. 9, l. 4.

effectuer le transfert et le mécontentement grandit au combinat. La GPU rapporte les propos tenus par les Persans : « Nos familles meurent de faim en Perse et la direction de l'Union des mineurs s'en moque, au lieu de nous aider, elle retient notre argent ». Un certain Ismail déclare : « Nous avons abandonné notre pays et nos proches, nous sommes venus travailler nuit et jour, comme des chiens, pour assurer la subsistance de nos familles, mais voilà quatre mois que celles-ci ne reçoivent pas d'argent de notre part et je ne sais pas ce qu'on a fait de notre argent²⁸²⁸ ». L'affaire est prise très au sérieux par le Comité central arménien, qui ordonne de démettre les responsables du retard et de veiller à mettre en place des réseaux fonctionnels de collecte et de transfert de l'épargne, en particulier par l'installation de filiales bancaires à proximité des usines²⁸²⁹.

On est en peine, sur ce point, pour évaluer la réaction de la Turquie et de l'Iran. L'historiographie a montré pour de nombreux cas l'importance croissante accordée aux mécanismes de collecte de l'épargne migrante par les Etats d'origine. Mark Choate insiste sur les politiques mises en œuvre par l'Italie pour favoriser certaines banques au détriment d'autres dans la collecte et assurer une mobilisation de cette épargne à des fins domestiques au début du XX^e siècle²⁸³⁰. Les travaux plus contemporains insistent également sur la volonté des Etats et banques paraétatiques de drainer ces fonds²⁸³¹. Mais l'organisation de tels réseaux suppose deux éléments qui font de plus en plus défaut à la fin des années 1920. D'une part, l'autorisation par l'Etat d'accueil de ce drainage, ce qui n'est pas le cas dans l'URSS de la fin des années 1920. Les Soviétiques ne sont pas décidés à tolérer d'autres circuits de transfert que ceux qu'ils essaient de mettre en place et les renvois qui n'y transitent pas passent vraisemblablement par les circulations des migrants eux-mêmes, qui rapportent leur pécule vers leur région d'origine, à l'image des « hirondelles » (*golondrinas*), ces migrants italiens traversant l'Atlantique pour la saison des récoltes en Amérique latine et rapportant leurs économies avec eux²⁸³². Des recherches supplémentaires seraient nécessaires pour approfondir cette réaction des Etats limitrophes, afin de reconstituer dans un cadre régional l'importance de ces questions monétaires. En l'état, on ne peut qu'observer les difficultés

²⁸²⁸ Lettre de la GPU arménienne au Comité central arménien, 29 mai 1928, HAA, f. 1, op. 8, d. 26, l. 86.

²⁸²⁹ Protocole de la fraction communiste du présidium de l'Union des syndicats d'Arménie, 14 juin 1928, HAA, f. 1, op. 8, d. 27, l. 29.

²⁸³⁰ Mark Choate, *op.cit.*, 2008, pp. 76-79 ; le cas portugais constitue un contre-exemple intéressant, car la dictature de Salazar n'est pas intéressée par la mobilisation de l'épargne, en l'absence de projet modernisateur ou développementaliste. Victor Pereira, *op.cit.*, 2012, pp. 88-94.

²⁸³¹ Michael Collyer, « Introduction: Locating and Narrating Emigration Nations », in Id. (dir.), *op.cit.*, 2013, pp. 1-24.

²⁸³² Stephen C. Topik, Allen Wells, « Commodity Chains in a Global Economy », in Emily S. Rosenberg (dir.), *A World Connecting, 1870-1945*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2012, p. 706.

éprouvées par les ambassades et consulats turcs et iraniens eux-mêmes, du fait du contrôle des changes et transferts financiers, sans qu'il soit possible de décrire leurs réactions concrètes²⁸³³.

²⁸³³ Les diplomates turcs en URSS s'en plaignent à leurs homologues européens : rapport de l'ambassadeur de France à Moscou au ministère des Affaires étrangères, 19 février 1929, AMAE, Affaires politiques, Sous-série Europe, d. 282, ff. 132-133.

Conclusion de la troisième partie

Que nous apprend la crise frontalière de 1926-1927, vue du Caucase ? Elle révèle en premier lieu la possibilité de développer une approche transfrontalière de ce qui a surtout fait l'objet d'études centrées sur l'Union soviétique. Elle est en effet crise des relations de voisinage avec la Turquie et l'Iran : on y observe l'existence de dynamiques régionales qui déclinent et complètent le schéma général avancé par l'historiographie concernant les difficultés de la politique commerciale de l'URSS et la « psychose de guerre » de 1927. Cette déclinaison régionale doit beaucoup au rôle des acteurs régionaux caucasiens, qui jouent un rôle crucial au cours de la crise. Comme nous l'avons vu, ce rôle est ambigu, car ces acteurs s'efforcent en fait de réorienter les formes de la crise en fonction de leurs propres intérêts : tentant d'enrayer certaines évolutions commerciales qui vont contre leurs intérêts, ils montent simultanément en épingle le problème des citoyennetés incertaines et des circulations. Ce faisant, un échiquier politico-administratif complexe se déploie, où s'exercent des rapports de forces croisés entre échelons politiques et entre différentes institutions. Au sein de cette diplomatie frontalière de crise s'observe enfin le rôle des populations locales, qui manifestent à travers des mobilisations publiques, dans le cas du mouvement des marchands de Perse du Nord, une capacité de résistance face aux politiques nouvelles.

La crise frontalière apparaît comme une coda des formes prises par les relations frontalières depuis le début de la soviétisation du Caucase du Sud. Nous avons vu en effet l'importance de l'échelle régionale des relations diplomatiques et frontalières entre les Etats en présence. Le maintien d'une autonomie politico-administrative forte au Caucase laisse au personnel dirigeant de la fédération de Transcaucasie et des républiques un rôle significatif en matière de gestion de ces relations. La répartition fédérale des compétences au sein de l'URSS fait de certains domaines concernés par la problématique frontalière la compétence exclusive des républiques. Ce rôle s'articule à la persistance du réseau consulaire croisé entre les Etats de la région. On a vu l'importance particulière revêtue par les consulats turcs et iraniens – et plus généralement européens – au Caucase soviétique, mais aussi celle des consulats soviétiques dans les régions adjacentes. Sur un plan structurel se maintient donc

cette relation qui permet l'existence d'une véritable paradiplomatie caucasienne, d'autant que se renouvellent les formes de *linkage* entre acteurs régionaux et centraux.

Le rôle des acteurs régionaux réside enfin dans un « cadrage » des relations interétatiques, par la promotion d'intérêts et de politiques spécifiques. C'est ainsi que l'examen de l'échelle caucasienne permet de prendre en compte de nouveaux problèmes des relations frontalières. Les questions environnementales et sanitaires ont reçu au cours du chapitre 8 une attention particulière car elles renvoient à des données fondamentales pour l'espace caucasien, au-delà des découpages frontaliers. Elles témoignent du rôle d'une coopération locale qui change progressivement d'échelle à partir de la fin des années 1920, sur la base des expériences développées sur les frontières. Les questions culturelles sont aussi très présentes, comme on l'a vu dans l'exemple de la volonté d'influence des dirigeants azéris sur la réforme de l'alphabet turcique, qui repose sur une exploitation de la situation frontalière, en se plaçant à l'interface entre les républiques « musulmanes » d'URSS, la Turquie et l'Iran. La diplomatie frontalière devient dès lors le moyen de restituer les enjeux d'une politique régionale, souvent dissimulés par les scissions des histoires nationales.

Il existe cependant une ambiguïté quant au rôle de cette paradiplomatie frontalière. Le chapitre 7 a montré que la sortie de guerre – *des guerres* – constituait une source importante de diplomatie frontalière. Trois grands domaines nourrissent cette diplomatie de la transition : le règlement des questions territoriales et la démarcation frontalière ; la résolution du problème des réfugiés et des prisonniers de guerre ; la gestion de questions économiques frontalières et du problème de l'interdépendance, à l'échelle très locale ou régionale, de plusieurs régions. Cette paradiplomatie transitoire se prolonge au cours des années 1920 avec une influence importante des acteurs caucasiens sur les relations avec la Turquie et l'Iran. Ce rôle s'observe dans plusieurs secteurs ayant fait l'analyse au niveau des diplomaties centrales, tel que la politique commerciale, la question de l'action révolutionnaire, ou de questions également étudiées par l'historiographie comme celle des émigrés. Sur chacun de ces terrains, les républiques soviétiques frontalières jouent un rôle significatif et l'exemple caucasien vaut plus généralement pour réévaluer le rôle des républiques fédérées dans l'élaboration de la politique extérieure soviétique. Mais la volonté de plus en plus manifeste des autorités étatiques d'en finir avec la sortie de guerre pose aussi question : n'est-elle pas l'amorce d'un déclin pour des acteurs régionaux qui se sont investis dans la reconstruction de l'espace frontalier ?

Quatrième Partie

Une fermeture frontalière, des tensions au consensus (1929-1938)

Au cours de l'année 1936, plusieurs hauts fonctionnaires turcs inspectent les provinces d'Anatolie du Nord-Est. Au cours de ces tournées, l'observation de la frontière turco-soviétique devient un exercice rituel. Le 2 mai, à proximité du village soviétique de Sarpi, Mustafa Reşit Tarakçioğlu se prête au jeu. Dignitaire éminent du ministère de l'Instruction publique, il fait de son observation l'occasion de glaner des renseignements sur la situation de l'autre côté de la frontière, remarquant la présence d'un dispensaire et d'une école primaire²⁸³⁴. La frontière le long de laquelle Tarakçioğlu circule a profondément changé depuis le début des années 1930. Qu'on y vienne pour observer un pays voisin mais de moins en moins bien connu, voilà qui est en soi révélateur. Quelques mois plus tard, un article paru dans les *Izvestija* de Moscou offre un point de vue inversé, décrivant le sol iranien depuis l'Arménie soviétique. Le journaliste y écrit : « De l'autre côté de l'Araxe, en Iran, on apercevait de petits villages et de maigres semences. [...] Au-dessus des masures et des demeures en terre, une fumée bleutée s'élevait, mais on ne voyait personne ». Distant, le monde d'en face se fait aussi fantomatique car, comme le souligne l'auteur, il est figé dans une pauvreté intemporelle, alors que le Caucase soviétique est désormais hissé, sans doute possible, au niveau de la civilisation industrielle²⁸³⁵.

Ces rituels d'observation constituent l'envers d'un processus de déliaison de l'espace frontalière caucasien et de fermeture de la frontière. Les circulations humaines s'effondrent, sous toutes leurs formes, le commerce frontalier diminue, les coopérations deviennent de plus en plus rares. En tant que tel, le processus est incontestable. Il est en revanche possible de s'interroger sur les modalités de cette fermeture et les chaînes causales que l'on peut y trouver. Pour la résumer en une phrase, l'interprétation classique de cette fermeture consiste à

²⁸³⁴ Hikmet Öksüz, Veysel Usta (éd.), *op.cit.*, 2008, p. 230.

²⁸³⁵ Anatolij Kantorovich, « Megri », *Izvestija*, 12 novembre 1936, No. 262 (6119), p. 3 ; dans le cas soviétique, cette comparaison devient un classique, comme le rappelle à propos de la comparaison entre Ukraine soviétique et Ukraine polonaise Jeffrey Brooks, *Than You, Comrade Stalin! Soviet Public Culture from Revolution to Cold War*, Princeton, Princeton University Press, 2000, pp. 56-59.

y voir l'application au Caucase d'un processus général de fermeture des frontières de l'URSS, dans le cadre d'un stalinisme de plus en plus frappé de complexe obsidional et, par conséquent, répressif. Cette interprétation pose deux problèmes pour l'approche que nous avons essayé de développer depuis le début de ce travail. Elle se limite tout d'abord à l'examen des évolutions du côté soviétique, qui sont considérées comme décisives, un rôle marginal étant laissé aux transformations politiques, sociales et économiques en Iran et en Turquie. Deuxièmement, au sein même des évolutions soviétiques, elle se concentre sur la dimension sécuritaire et répressive du régime pour expliquer la fermeture de la frontière. Les événements de 1938, où le régime soviétique entreprend d'expulser ou déporter les citoyens turcs et iraniens qui séjournent au Caucase, apparaissent comme la confirmation et la conclusion de cette lecture. Que signifierait une remise en cause de l'interprétation classique de cette fermeture ?

Notre première hypothèse concerne la lecture strictement sécuritaire des évolutions soviétiques. Les années du Grand Tournant stalinien marquent manifestement une montée en puissance des institutions répressives en URSS, une violence accrue contre la population et une paranoïa croissante des autorités politico-administratives. Mais il y aurait une forme de raccourci à utiliser ici un contexte très général pour décrire les évolutions matérielles du fonctionnement de la frontière. Nombre des formes du délitement frontalier peuvent faire l'objet d'une lecture sécuritaire et de lectures alternatives, qui insistent notamment sur les évolutions économiques, sociales et administratives du régime. Prenons le départ des ressortissants turcs et iraniens à partir de 1930-1931. On peut certes y voir la conséquence d'une pression politique et policière accrue de la part du régime soviétique, mais les évolutions économiques du régime stalinien jouent un rôle encore plus important. Sans négliger l'approche sécuritaire, il nous semble important de l'intégrer à une interprétation plus générale des évolutions du régime soviétique qui peuvent expliquer la fermeture de la frontière dans une région qui diverge en bien des points des frontières européennes de l'URSS.

Cette idée nous amène à notre seconde hypothèse, qui suppose précisément de faire entrer dans l'examen la Turquie et l'Iran pour comprendre ce processus de fermeture frontalière. Cette hypothèse affirme que la fermeture de la frontière caucasienne n'est rendue possible que par l'existence d'un *consensus* objectif sur ce point entre autorités soviétiques, iraniennes et turques au cours des années 1930. Objectif, ce consensus n'est pas toujours explicite, mais fait néanmoins l'objet d'accords spécifiques et de négociations, qui viennent se substituer aux formes préexistantes de la diplomatie frontalière. Cette diplomatie de la

fermeture vient progressivement se surimposer à la diplomatie frontalière de la coopération et de l'interdépendance telle qu'elle a pu être étudiée au cours de la troisième partie. Dans ses conséquences, le consensus de la fermeture est tout aussi significatif que les crises et tensions qui ont souvent été notées pour la période s'étendant de 1929 à la fin des années 1930. Tensions causées par la fuite de réfugiés soviétiques, par les difficultés du commerce à la frontière ou encore les expulsions massives de ressortissants de l'année 1938. Le consensus est précisément la raison pour laquelle ces tensions n'évoluent pas en crises diplomatiques majeures, en raison des intérêts profondément communs des Etats en présence. Comme l'écrit Sabine Dullin à propos de la frontière européenne, « construire ensemble le mur qui vous sépare est un moyen de vivre ensemble ou, selon les termes soviétiques, de coexister pacifiquement²⁸³⁶ ».

La période du Grand Tournant marque un premier test pour les relations frontalières, en raison des tensions importantes qu'entraîne la fuite de citoyens soviétiques vers les sols iranien et turc. Le contexte régional de révoltes qui caractérise la région au cours des années 1930-1931 constitue cependant une opportunité de faire de la fermeture frontalière une politique partagée des Etats (*Chapitre 10*). La naissance de ce consensus se traduit d'abord sur un plan économique, où le rôle des intermédiaires régionaux, en particulier du Caucase soviétique, se trouve réduit dans la première moitié des années 1930. L'interaction économique entre Etats voisins passe de moins en moins par la médiation des acteurs frontaliers et les échanges se désencastrent de leur contexte social (*Chapitre 11*). La désintermédiation des échanges et l'accentuation de la fermeture doit en définitive être rapportée à une double logique : répression contre les populations frontalières, d'un côté, mais aussi réduction du pouvoir autonome des autorités périphériques. Fermeture frontalière et transformation des modalités du pouvoir vont alors de pair à la fin des années 1930 (*Chapitre 12*).

²⁸³⁶ Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 132.

Chapitre 10. Le Grand Tournant à la frontière

Au cours de l'année 1930, les habitants d'Erevan s'habituent à l'écho de canonnades distantes et de bombardements dans le lointain. Cet écho n'est pas seulement celui de la répression orchestrée par la GPU contre les campagnes révoltées d'Arménie et du Nakhitchevan. Il provient aussi du territoire turc, où une armée kémaliste s'efforce avec le plus grand mal de mettre un terme à la révolte des Kurdes concentrés dans le triangle frontalier entre Turquie, Iran et Caucase soviétique. L'Ararat, qui domine l'horizon de la capitale arménienne, se trouve au cœur de la révolte et on peut apercevoir par temps clair les avions de l'armée turque envoyés pour observer et bombarder, à leurs risques et périls, les positions retranchées kurdes. Révolte en deçà de la frontière, insurrection au-delà. Si une même fièvre insurrectionnelle s'exprime au cours des années 1929-1931, les raisons peuvent en apparaître fondamentalement différentes. Pas d'équivalent, du côté turc ou iranien, au Grand Tournant stalinien et à son subtil dosage de collectivisation agricole, confiscations et déportations. La proximité des espaces de révolte et les réseaux humains qui les intègrent contribuent pourtant à produire une dynamique régionale de contestation du pouvoir des Etats. Tant en Turquie qu'au Caucase soviétique, ces autorités perdent le contrôle sur des pans entiers de leurs confins.

La proximité spatiale doit être examinée pour comprendre ce qu'on peut attribuer, spécifiquement, à la situation frontalière dans le développement des révoltes de 1929-1931. Il ne s'agit pas d'une simple juxtaposition, collision temporelle de mouvements insurrectionnels sans rapport. Mais faut-il pour autant reprendre les analyses développées à propos des révolutions constitutionnelles, connectées dans l'espace frontalier par des circulations de révolutionnaires, d'idées, ainsi que par des processus socio-politiques locaux ? Cette incertitude se traduit par une difficulté dans la manière d'écrire une histoire régionale pour cette période qui marque le début d'un basculement et d'une rupture de l'espace frontalier. Il s'agit de penser ensemble la rupture des fils d'une histoire connectée de la région et l'interaction des événements au cours de cette éruption régionale de contestation. Penser ensemble revient à s'interroger sur le sens à conférer, dans une perspective transfrontalière, à

la césure chronologique consacrée que représentent les années 1929-1931 dans l'historiographie soviétique.

On partira d'une présentation des évolutions internes au Caucase soviétique qui expliquent la forme qu'y prend le Grand Tournant stalinien à partir de 1929. Cette analyse se concentrera sur le fonctionnement des institutions politiques mises en place depuis le début des années 1920 pour intégrer et contrôler la Transcaucasie. Les tensions inhérentes à ces structures expliquent en grande partie le comportement des acteurs politiques caucasiens au moment où éclatent les révoltes de la collectivisation en 1930. Cet examen sera une introduction à l'analyse « à la frontière » des révoltes caucasiennes, qui suppose le recours à plusieurs échelles d'observation. En commençant par une analyse à l'échelle régionale, on mettra en évidence les connexions structurelles et chronologiques qui peuvent être dégagées entre les révoltes des différents côtés de la frontière. La connexion de ces révoltes débouche sur une diplomatie de crise entre URSS, Iran et Turquie. Elle révèle des tensions, qui se concentrent sur les violences frontalières commises par les révoltés et sur le sort des réfugiés soviétiques. En partant d'un incident frontalier, survenu à la frontière soviéto-iranienne au printemps 1930, nous souhaiterions montrer que cette crise pose en fait les bases du consensus de la fermeture frontalière qui marque la décennie suivante.

1. Les tensions d'une fédération frontalière

Le détour par l'histoire intérieure de la Transcaucasie soviétique constitue un préalable nécessaire à la compréhension des formes prises par la collectivisation et la réaction aux révoltes qui se déroulent en 1929-1931. L'édifice politico-administratif complexe établi en Transcaucasie au cours des années 1920 assure une stabilisation intérieure et une intégration à l'URSS. L'existence, au sein même de la fédération soviétique, d'une fédération transcaucasienne emboîtée constitue une particularité sans équivalent du Caucase des années 1920. Cette fédération constitue un champ politique où se déploient et s'affrontent des intérêts divergents, mais où se produisent aussi des formes de consensus. Elle remplit en cela son rôle intégrateur, tout en reposant sur des équilibres de forces complexes, non exempts de tensions. Alors que le Grand Tournant entraîne à première vue un renforcement des prérogatives de la fédération, il représente aussi un danger pour sa capacité intégratrice.

a) *La fédération de Transcaucasie, champ politique*

La fédération de Transcaucasie constitue, pour ses contemporains autant que pour l'historien, un « étrange monstre », dont la singularité est reconnue par tous ceux qui cherchent à en décrire la nature. Fédération dans la fédération, république de plein exercice composée de républiques au statut ambigu, elle défie le système juridique général de la jeune URSS et constitue un *hapax* pour les juristes, contemporains ou ultérieurs²⁸³⁷. On a vu au chapitre 6 comment cette singularité découlait de l'inventivité institutionnelle du jeune régime bolchevique et de sa capacité à développer des institutions *ad hoc* dans les régions, comme le Caucase, où sa légitimité politique est d'abord des plus ténues. Après avoir examiné les conséquences de cette structure politico-administrative particulière en matière de gestion des questions frontalières par les élites caucasiennes, nous voudrions ici présenter brièvement l'autonomie intérieure qu'elle permet. Cette autonomie, vue sous l'angle des élites politiques, constitue vraisemblablement un des aspects les mieux connus de l'histoire régionale. Il n'est pas jusqu'aux observateurs les plus passagers qui n'aient été frappés, à l'époque, par les franchises coudées dont jouissaient les dirigeants caucasiens, tant au Caucase qu'à Moscou. « Les Géorgiens jouent un rôle prépondérant dans les conseils de Moscou, car ils possèdent à la fois l'énergie dominatrice et une magnifique éloquence », écrivait Andrée Viollis en 1926, « Et tous sont profondément attachés à leur petite patrie²⁸³⁸ ». La description des réseaux régionaux, centrés autour de Sergo Ordjonikidze qui dirige jusqu'à l'été 1926 le Comité régional du Parti de Transcaucasie, a été initiée par les travaux classiques de T.H. Rigby, qui y voyait une des « cliques régionales » dominant la vie soviétique dans les années 1920²⁸³⁹. L'approche de Rigby a été récemment complétée et précisée par Gerald M. Easter, dans une étude attentive à l'articulation entre réseaux formels et informels des élites de la jeune Union soviétique²⁸⁴⁰. Dans les deux cas, il nous semble cependant qu'est sous-estimée la dimension institutionnelle que représente la fédération de Transcaucasie comme organe et champ

²⁸³⁷ S.A. Kotljarevskij « Pravovaja priroda Zakavkazskikh respublik », *Vestnik suda SSSR i prokuratury verchsuda SSSR*, 1928, No. 4 (13), pp.17-24 ; S. Abramov, « Federativnoe ustrojstvo Zakavkaz'ja », *Revoliutsija i natsional'nosti*, 1935, No. 4, pp. 19-25 ; pour une bibliographie exhaustive, voir V.F. Kotok (éd.), *Sovetskoe gosudarstvennoe pravo. Bibliografija 1917-1957*, Moscou, Gosjurisizdat, 1958, pp. 234-235 ; pour une des premières publications postérieures à la disparition de la ZSFSR, voir V. Parkosadze, *Printsipy sovetskogo federalizma v gosudarstvennom ustrojstve ZSFSR*, Avtoreferat dissertatsii..., Akademija obshchestvennykh nauk pri TsK VKP(b), 1949.

²⁸³⁸ Andrée Viollis, *op.cit.*, 1927, pp. 297-298.

²⁸³⁹ T.H. Rigby, « Early Provincial Cliques and the Rise of Stalin », *Soviet Studies*, Vol. 1 (1981), pp. 3-28 ; James R. Harris, *The Great Urals. Regionalism and the Evolution of the Soviet System*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 1999.

²⁸⁴⁰ Gerald M. Easter, *op.cit.*, 2000.

d'intégration des confins caucasiens, par comparaison avec d'autres périphéries de l'espace soviétique, où le régionalisme est également fort²⁸⁴¹.

L'existence d'un échelon politico-administratif supplémentaire, inséré entre Moscou et les trois républiques caucasiennes, représente en effet un élément indispensable à la compréhension des formes d'intégration de la région. Le concept classique de champ décrit très précisément le rôle joué par la fédération, comme intermédiaire entre les républiques et le gouvernement central soviétique. On reprendra ici la définition donnée par Pierre Bourdieu dans son cours *Sur l'Etat* : un champ est « un espace structuré selon des oppositions liées à des formes de capital spécifiques, des intérêts différents. Ces antagonismes, dont cet espace est le lieu, ont à voir avec la division des fonctions organisationnelles associées aux différents corps correspondants²⁸⁴² ». La fédération de Transcaucasie crée un tel espace de transaction et de confrontation d'intérêts, transformant par là même la relation entre les trois républiques et Moscou, que ne peut décrire un simple renvoi à l'idée d'un rapport centre-périphéries. Des intérêts nationaux, institutionnels et personnels sont mis en balance dans son fonctionnement. Elle représente un compromis, par lequel les élites caucasiennes s'engagent à maintenir la stabilité régionale et régler leurs différends de manière institutionnelle, en échange d'une large autonomie concédée par le centre. Une approche similaire a pu être avancée par Shoshanna Keller dans le cas du Bureau centre-asiatique du Parti, mais ce dernier ne dispose pas de la légitimité supplémentaire que permettrait l'existence d'une « fédération dans la fédération » similaire en Asie centrale²⁸⁴³.

L'assimilation de la fédération à un champ est encouragée par ses dimensions matérielles et organisationnelles. Dans un travail récent consacré aux pratiques administratives et politiques à l'époque stalinienne, John Arch Getty affirme que la distinction entre pouvoir rationnel et pouvoir patrimonial ne peut s'appliquer à l'URSS des années 1920-1930, en raison de l'interpénétration permanente des formes de bureaucratie « moderne » et

²⁸⁴¹ Pour une étude des relations entre Moscou et la Sibérie, voir Vladimir I. Shishkin, « Moscow and Siberia: Center-Periphery Relations, 1917-30 », in Stephen Kotkin, David Wolff (dir.), *Rediscovering Russia in Asia. Siberia and the Russian Far East*, Armonk-Londres, M.E. Sharpe, 1995, pp. 75-88.

²⁸⁴² Pierre Bourdieu, *Sur l'Etat*, Paris, Raisons d'agir/Le Seuil, 2012, pp. 40-41 ; on peut aussi l'approcher en terme d'espace de « jeu » : Vincent Dubois, Valérie Lozac'h, Jay Rowell, « Jeux bureaucratiques en régime communiste », *Sociétés contemporaines*, 2005/1, No. 57, pp. 5-19.

²⁸⁴³ Shoshanna Keller, « The Central Asian Bureau, an essential tool in governing Soviet Turkestan », *Central Asian Survey*, Vol. 22, No. 2-3, 2003, pp. 281-297 ; le projet d'une fédération centre-asiatique est cependant caressé au début des années 1920 : Adrienne Lynn Edgar, *Tribal Nation : The Making of Soviet Turkmenistan*, Princeton, Princeton University Press, 2004, pp. 57-58 ; Sh.Z. Urzaev, *Rol' RSFSR i SSSR v sozdanii Sovetskoy gosudarstvennosti v Uzbekistane*, Tachkent, Uzbekistan, 1965, p. 122.

des politiques patrimoniales²⁸⁴⁴. Dans le cas caucasien, l'association entre institutions étatiques, ou paraétatiques, et patronage politique est absolument fondamentale. Cette association apparaît comme l'élément même sur lequel peut se construire une forme de consensus et d'intégration des élites régionales au projet du régime soviétique. La puissance politique dont jouit Sergo Ordjonikidze repose largement sur son utilisation des possibilités ouvertes par la fédération. Jusqu'à présent, l'historiographie a surtout insisté sur les solidarités qu'il construit avec les dirigeants des organes républicains. Son compagnon d'armes, Kirov, occupe jusqu'en 1925 le poste de premier secrétaire du Comité central du Parti communiste azéri. Après l'élimination de l'opposition nationaliste géorgienne, en 1922, Ordjonikidze place également des proches à la tête du Parti géorgien²⁸⁴⁵. En Arménie, le vieux bolchevik Ashot Hovhannisjan dirige le Comité central sans discontinuer de 1922 à 1928.

La fédération offre deux types de ressources supplémentaires pour nourrir un pouvoir clientéliste tout en procédant à une intégration de la région. Le premier type réside dans l'existence d'une base sonnante et trébuchante à l'intégration. La fédération de Transcaucasie représente une masse significative d'institutions pourvoyeuses d'emplois. La particularité de ces institutions, par comparaison avec celles des républiques, est de comporter une proportion élevée d'emplois décisionnels et de prestige, car elles se concentrent sur des fonctions de coordination, de planification et d'arbitrage, tandis que les fonctions administratives de terrain sont laissées aux républiques. On voit dès lors les possibilités ouvertes au patronage et à la constitution de réseaux par le biais de nominations au sein de ces institutions, qui servent de « liant » efficace à une intégration régionale²⁸⁴⁶. Il n'a malheureusement pas été possible de trouver les effectifs précis des institutions relevant de l'échelon fédéral caucasien, mais le chiffre d'un millier de fonctionnaires semble plausible²⁸⁴⁷. L'existence de la fédération se traduit par un niveau élevé de dépenses administratives, par comparaison avec les autres régions d'URSS. Ces dépenses atteignent en Transcaucasie 2,06 roubles par habitant et par

²⁸⁴⁴ John Arch Getty, *Practicing Stalinism. Bolsheviks, Boyars, and the Persistence of Tradition*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2013, pp. 2-4 et 6.

²⁸⁴⁵ Ce sont successivement Besarion Lominadze (1922-1924) et Mikhaïl Kakhiani (1924-1930).

²⁸⁴⁶ Il me semble que cette idée est suggérée dans Segvard Kharmandarjan, *op.cit.*, 1982, pp. 55-56, lorsqu'il évoque les aspects positifs de l'empilement des structures politico-administratives

²⁸⁴⁷ On a par exemple plus d'une centaine de fonctionnaires dans l'administration du conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie. Protocole de la commission de réduction des dépenses auprès du Comité régional du Parti, 15 novembre 1932, SShSA PA, f. 13, op. 12, d. 18, ll. 97-110 ; en 1927, on compte au total en Transcaucasie 226.000 fonctionnaires, contre 125.000 à l'époque tsariste. Sh. Pogosjan, *Organy partijnogo i gosudarstvennogo kontrolja ZSFSR v bor'be za pobedu sotsializma v 1922-1937 gg.*, Erevan, Ajastan, 1986, pp. 116-118.

an, contre 1,09 de moyenne dans l'ensemble du pays²⁸⁴⁸. Le consul-général allemand à Tiflis, Wesendonk, souligne en avril 1925 le contrôle exercé par les proches d'Ordjonikidze sur cet appareil gouvernemental transcaucasien. Le poste de président du gouvernement, occupé de 1922 à 1927 par Mamia Orakhelashvili, intime d'Ordjonikidze, est particulièrement central car il concentre depuis un décret de septembre 1923 le pouvoir de nomination aux fonctions administratives dans l'appareil fédéral²⁸⁴⁹.

Les avantages personnels qu'offre la fédération aux élites caucasiennes sont d'autant plus appréciables et intégrateurs qu'ils reposent largement sur des ressources fournies par le gouvernement central. Les budgets transcauciens, tant pour la fédération que pour les républiques, sont en déficit permanent au cours de la décennie. Pour l'année 1925-1926, le budget fédéral de ZSFSR est de 68 millions de roubles, dont seulement 36 millions sont couverts par les ressources propres de la fédération, le reste étant versé par Moscou²⁸⁵⁰. Ces transferts représentent une incitation considérable à la coopération entre les acteurs caucasiens, car leur obtention relève surtout d'un jeu coopératif. Elle passe en effet essentiellement par la médiation des organes de la fédération de Transcaucasie, à commencer par la représentation permanente transcaucasienne entretenue à Moscou depuis le printemps 1923 (*figure 105*)²⁸⁵¹. Cette représentation dispose d'un monopole de la défense des intérêts pour les organes caucasiens, bien que ceux-ci aient toujours la tentation de présenter directement à Moscou leurs demandes²⁸⁵². La participation du représentant permanent et de ses adjoints au conseil des commissaires du peuple d'URSS et aux nombreuses commissions

²⁸⁴⁸ ZSFSR *na novom etape*, Tiflis, 1929, p. 37, cité dans V.N. Merkviladze, *Sozdanie i ukreplenie Sovetskoi gosudarstvennosti v Gruzii, 1921-1936*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1969, p. 348.

²⁸⁴⁹ Rapport du consul-général allemand Wesendonk au ministère des Affaires étrangères, 20 avril 1925, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), Russland, R 84197 ; il s'agit d'un décret du 27 septembre 1923 du gouvernement transcaucasien qui interdit le recrutement de proches et parents par des fonctionnaires déjà en place, ainsi que le cumul de fonctions dans des administrations différentes. Rapport du consul-général allemand Wesendonk au ministère des Affaires étrangères, 23 novembre 1923, *Ibid.*

²⁸⁵⁰ « Dokhody i raskhody ZSFSR », *Krasnyj Baku*, No. 2, Février 1926, pp. 103-104 ; il y a là matière à une intégration du fédéralisme soviétique à la réflexion comparée sur les mécanismes financiers et fiscaux dans les régimes fédéraux. On peut penser au débat classique des économistes et politistes sur le « fédéralisme fiscal ». Wallace E. Oates, « An Essay on Fiscal Federalism », *Journal of Economic Literature*, Vol. 37, No. 3 (Septembre 1999), pp. 1120-1149 ; sur le fonctionnement budgétaire de la Transcaucasie, voir le *Polozhenie o bjudzhetnykh pravakh ZSFSR i vkhodjashchikh v ee sostav Respublik*, Tiflis, Izdanie ZakTsIK'a, 1925.

²⁸⁵¹ Toutes les républiques disposaient de telles représentations à Moscou. La représentation caucasienne est d'abord appelée « représentation économique ». Décret du gouvernement de Transcaucasie sur la représentation économique de ZSFSR à Moscou, 28 avril 1923, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 16, l. 7 ; sur ces représentations, « Shest' respublik v Moskve », *Ogonek*, No. 28 (224), 10 juillet 1927. Pour les rares travaux à s'intéresser au rôle de ces représentations, particulièrement actives dans les années 1920, voir I.N. Ananov, *Sistema organov gosudarstvennogo upravlenija v sovetskoj sotsialisticheskoj federatsii*, Moscow, Akademija Nauk SSSR, 1951, pp. 167-169 ; Nikolaj Slobodchikov, *Sovet Narodnykh Komissarov BSSR v 1920-1936 gg. Pravovye voprosy organizatsii i dejatel'nosti*, Minsk, Nauka i Tekhnika, 1977, p. 56 ; D.L. Zlatopol'skij, *SSSR Federativnoe gosudarstvo*, Moscou, Izdatel'stvo MGU, 1967, pp. 294-300.

²⁸⁵² Circulaire du conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie aux gouvernements républicains, 6 février 1924, RGASPI, f. 298, op. 1, d. 167, l. 1.

du Conseil de Travail et de Défense, du Comité exécutif central et du Gosplan permet de mieux défendre les intérêts transcaucasiens²⁸⁵³. L'efficacité de ce travail de *lobbying* s'exprime par exemple dans la capacité de la représentation à mobiliser des crédits extra-budgétaires, tirés du fonds de réserve du gouvernement central, pour financer les besoins de l'économie régionale²⁸⁵⁴. Pour l'année 1925-1926, elle obtient ainsi 1,9 million de roubles de subventions extra-budgétaires, qui financent différents projets de construction d'infrastructures, mais aussi dans les domaines de la santé publique, de la culture, de la presse ou des catastrophes naturelles²⁸⁵⁵. Avec une population de 5,8 millions d'habitants, la Transcaucasie fait jeu égal avec l'Ukraine et ses 29 millions de citoyens. Elle dépasse aussi largement, en ratio « subventions par habitant », la fédération de Russie qui touche 6,4 millions de roubles (*figure 106*).

Ressource financière et institutionnelle pour les élites caucasiennes, la fédération constitue dans le même temps une protection pour les autorités centrales, qui lui délèguent le règlement de grande partie des conflits locaux. On se trouve ici au cœur de la définition de cette fédération comme champ, où se formulent des intérêts divergents, sans menacer le pouvoir central qui n'intervient que minimalement dans les antagonismes locaux. Prenons le cas d'un conflit opposant, en octobre 1925, le président du Comité exécutif central adjar, Takhsim Khimshiashvili et les dirigeants géorgiens. Le 12 octobre 1925, Khimshiashvili lance devant le Comité exécutif central adjar des invectives à l'encontre de ces dirigeants, qu'il accuse de mener une « politique nationale, chauviniste et coloniale²⁸⁵⁶ ». A la suite de ce discours, il décide de se rendre à Moscou pour présenter ses doléances. Sa visite embarrasse les dirigeants moscovites, qui ne souhaitent manifestement pas trancher la question. Le Politburo et Staline prennent prétexte des procédures constitutionnelles pour exiger que Khimshiashvili présente ses *gravamina* aux autorités de Transcaucasie. Le 15 octobre, Staline

²⁸⁵³ Pour un descriptif des modalités concrètes d'interaction, voir A.M. Krokhotkin, « Postojannye predstavitel'stva – organy svjazi Sovetov ministrov sojuznykh respublik s Sovetom ministrov SSSR », *Sovetskoe gosudarstvo i pravo*, No. 11, 1962, pp. 89-97.

²⁸⁵⁴ Rapport de la représentation de ZSFSR au conseil des commissaires du Peuple transcaucasien pour la période du 1^{er} janvier au 13 février 1926, SUITSA, f. 616, op. 1, d. 1, ll. 158-164 ; l'organisation budgétaire soviétique prévoit, auprès de chaque conseil des commissaires du peuple, un fonds de réserve destiné à répondre aux situations d'urgences et dépenses non budgétées. La Transcaucasie dispose de son propre fonds de réserve, mais demande en général que le fonds de réserve de l'Union compense une partie des dépenses engagées. Sergej Krylov, *Bjuzdhetnoe pravo SSSR: federal'nye osnovy*, Leningrad, Finansovoe Izdatel'stvo NKf SSSR, 1928, p. 141 ; sur ce travail de lobbying budgétaire, voir S.N. Jakubovskaja, *Stroitel'stvo sojuznogo sotsialisticheskogo gosudarstva, 1922-1925 gg.*, Moscou, Izdatel'stvo AN SSSR, 1960, pp. 303-304 ; R.W. Davies, *The Development of the Soviet Budgetary System*, Cambridge, Cambridge University Press, 1958, pp. 305-307 ; Terry Martin, *op.cit.*, 2001, pp. 129-130.

²⁸⁵⁵ Rapport de Ter Gabrieljan au conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie pour l'année 1925-1926, SUITSA, f. 616, op. 1, d. 1, l. 181.

²⁸⁵⁶ Protocole de la troisième session du Comité exécutif central d'Adjarie, 12 octobre 1925, SShSA PA, f. 14, op. 1, d. 605, l. 16.

écrit au Comité régional du Parti : « Bien que nous reconnaissons le droit du Comité exécutif central adjar de faire appel à Moscou, je considère nécessaire de souligner qu'il devrait d'abord s'adresser au Comité exécutif central de Transcaucasie, qui est la plus haute instance de la fédération²⁸⁵⁷ ». Ordjonikidze, Orakhelashvili et Shalva Eliava, président du conseil des commissaires du peuple de Géorgie, proposent immédiatement de créer une commission mixte d'enquête, associant les Comités exécutifs centraux adjar, géorgien et transcaucasien, mais obtiennent aussi la démission de Khimshiashvili²⁸⁵⁸.

Institution-tampon, donc, pour le gouvernement central, la fédération de Transcaucasie permet de réfléchir aux formes mêmes de l'intégration des élites politiques dans les premières années de l'URSS, puisque celle-ci ne passe pas tant par une interaction avec Moscou que par le développement d'une autorégulation au niveau régional. C'est ainsi à l'échelle transcaucasienne que se met en place la politique des nationalités. Les observateurs étrangers au Caucase notent l'attention portée à la politique des langues en Transcaucasie, chaque citoyen ayant le droit de s'adresser aux institutions de la fédération en géorgien, en arménien, en azéri ou en russe²⁸⁵⁹. Les archives elles-mêmes portent trace de cette inclusivité linguistique, puisqu'au-delà de la correspondance interne essentiellement rédigée en russe, elles comportent de nombreux documents dans les langues républicaines, témoignant de la capacité des fonctionnaires fédéraux à assurer la liaison entre administrations et avec la population²⁸⁶⁰. La traduction de la parole du pouvoir constitue, plus encore au Caucase que dans les autres régions d'URSS, une entreprise florissante²⁸⁶¹. La question linguistique illustre à notre sens la tendance plus générale de la fédération de Transcaucasie à encourager un certain formalisme procédural. Ce formalisme passe par la définition de méthodes bureaucratiques de règlement des conflits, à travers des institutions dédiées. La constitution et la pratique de la fédération de Transcaucasie accordent ainsi une grande importance aux

²⁸⁵⁷ Télégramme de Staline au Comité régional du Parti de Transcaucasie, 15 octobre 1925, RGASPI, f. 558, op. 1, d. 3335, l. 1.

²⁸⁵⁸ Télégramme d'Ordjonikidze, Orakhelashvili et Eliava à Staline, SShSA PA, f. 14, op. 1, d. 605, l. 34.

²⁸⁵⁹ Rapport du consul-général allemand Wesendonk au ministère des Affaires étrangères, 29 août 1923, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), Russland, R 84197 ; aucune nationalité ne peut donc prétendre, au sein de la fédération, à un monopole territorial absolu comme nation titulaire : Terry Martin, *op.cit.*, 2001, p. 12.

²⁸⁶⁰ Les documents à en-tête de la fédération illustrent très visuellement ce plurilinguisme par la cohabitation des quatre langues – et autant d'alphabets – qui viennent encadrer chaque écrit administratif, y compris quand celui-ci est monolingue.

²⁸⁶¹ Sur cette question : Juliette Cadiot, Dominique Arel, Larissa Zakharova (dir.), *Cacophonies d'empire. Le gouvernement des langues dans l'Empire russe et l'Union soviétique*, Paris, CNRS Editions, 2010 ; Alexander J. Motyl (dir.), *Thinking Theoretically about Soviet Nationalities. History and Comparison in the Study of the USSR*, New York, Columbia University Press, 1992, pp. 129-168.

procédures de contestation et d'annulation éventuelle des décisions prises par les différents échelons²⁸⁶².

Ce formalisme constitue un caractère central des régimes fédéraux, mais vise dans le cas du Caucase à techniciser et dépolitiser les conflits encore violents du début des années 1920. Le gouvernement et le Comité exécutif central de Transcaucasie s'entourent de nombreuses commissions, pour examiner les questions des nationalités, de la politique sociale, économique, de l'investissement ou encore des conflits fonciers entre républiques. La Commission des affaires foncières et forestières, créée en février 1923 auprès du Comité exécutif central pour régler les questions de délimitation, d'usage frontalier et de nomadisme, reste une des plus actives jusqu'à la fin des années 1920. Les affaires examinées font l'objet d'un travail d'objectivation par le recours à de nombreux experts techniques, témoignages, expéditions de terrain, ainsi qu'à une correspondance soutenue avec tous les échelons administratifs et politiques impliqués²⁸⁶³. La politique des nationalités donne lieu à l'envoi de nombreuses commissions d'enquête sur le terrain, où sont systématiquement représentées les trois principales nationalités de Transcaucasie, tandis que la présidence des commissions est confiée à des individus n'appartenant pas à la majorité locale, pour éviter les connivences. C'est ainsi qu'une commission enquêtant sur le sort des musulmans en Arménie et dans les régions frontalières de la Géorgie est confiée au printemps 1925 à Takhsim Khimshiashvili, peu suspect, comme on l'a vu, de complicité avec les dirigeants géorgiens²⁸⁶⁴. L'Inspection ouvrière et paysanne de Transcaucasie, en lien avec la Commission de contrôle du Parti de Transcaucasie, exerce un rôle-clef dans cette surveillance mutuelle de l'activité économique et administrative, mettant un accent tout particulier sur l'application par les républiques des décisions fédérales²⁸⁶⁵. Dans leur travail, ces commissions illustrent ce qui constitue l'aspect central du fonctionnement de la fédération de Transcaucasie, sa capacité à produire un contrôle mutuel des acteurs.

²⁸⁶² Pour une description de ce formalisme procédural qui permet un contrôle mutuel des organes républicains et transcaucasiens : V.N. Merkviladze, *op.cit.*, 1969, pp. 337-338.

²⁸⁶³ Les documents de ces commissions sont conservés dans le fonds du Comité exécutif central de Transcaucasie, aux Archives nationales de Géorgie (f. 607). Voir par exemple SUITsA, f. 607, op. 1, d. 13, 69, 358, 554, 2268 ; voir aussi Sergo Vardosanidze, Vakht'ang Guruli, K'oba Kharadze, Levan Jikia (éd.), *op.cit.*, Tbilissi, Meridiani, 2014 ; Shalala Mamedova, *op.cit.*, 2004, p. 210.

²⁸⁶⁴ Rapport de la commission d'enquête dirigée par Khimshiashvili, 3 mai 1925, SShSA PA, f. 13, op. 3, d. 314, l. 1.

²⁸⁶⁵ Rafik Radzhabov, *TsKK-RKI Azerbajdzhana v bor'be za postroenie sotsializma (1920-1934)*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1968, pp. 32-33 ; voir les notes de l'Inspection transcaucasienne pour 1926 et 1927 dans D. Datuashvili, « Amierk'avk'asiis sabch'ota pederatsiuli sotsialist'uri resp'ublik'is mushata da glekhta insp'ektsiis ist'oriidan (1922-1933) », *Saist'orio Moambe*, No. 39-40, 1979, pp. 290-298.

b) Les limites de l'intégration

La fédération de Transcaucasie crée ainsi une arène politique où s'expriment et s'articulent les conflits des élites caucasiennes. La flexibilité des règles qui régissent le jeu institutionnel régional contribue à renforcer le régime soviétique, en permettant des adaptations à l'équilibre local des forces, selon des modalités que Jane Burbank propose d'associer à une forme de « souveraineté eurasiatique²⁸⁶⁶ ». Les avantages d'un tel système ne sont cependant tangibles que si le champ politique en question demeure relativement stable et se limite à des ajustements marginaux. A l'été 1926, le départ d'Ordjonikidze pour un poste au Caucase du Nord puis à Moscou, où il prend la tête de l'Inspection ouvrière et paysanne ainsi que de la Commission centrale de contrôle du Parti, vient changer la situation²⁸⁶⁷. Ce départ fait suite à celui de Kirov, qui quitte peu avant la tête du Parti azéri²⁸⁶⁸. Ces renouvellements révèlent la fragilité des équilibres politiques construits depuis le début des années 1920, car la ligne autoritaire poursuivie par Ordjonikidze constituait un élément central de la stabilité du système politique régional, en construisant un groupe dirigeant soudé par la peur autant que par des intérêts communs²⁸⁶⁹. Avec son départ, les élites caucasiennes entrent dans une phase de luttes intestines qui révèle les insuffisances de la structure institutionnelle intégratrice pensée pour la région. L'intensification des rivalités internes aux élites politiques caucasiennes représente un facteur majeur pour comprendre leur polarisation au début du Grand Tournant et de la collectivisation.

Ces rivalités politiques s'expriment avant tout par une croissance exponentielle des conflits personnels au sein des organes de l'Etat et du Parti de Transcaucasie. Le nouveau

²⁸⁶⁶ Jane Burbank, « Political Imagination and Imperial Sovereignty : The Case of Kazan », *NCEEER Working Paper*, 2012, pp. 26-27 ; cela s'observe notamment à travers le cas des discussions qui entourent la constitution soviétique de 1924 puis la nouvelle constitution transcaucasienne de 1926. Razmik Ghevondjan, « AndrSFSH masnakts'ut'junë 1924 t'. SSHM sahmandrut'jan mshakmanë », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 1, 1977, pp. 45-54.

²⁸⁶⁷ Oleg Khlevniuk lie ce départ à la nécessité pour Staline de placer un proche à la tête de ces organes, en raison de la mutation de Koujbychev, pris pour cible par Zinov'ev et ses proches au plénum du Comité central en juin 1926. Oleg Khlevniuk, *In Stalin's Shadow. The Career of "Sergo" Ordzhonikidze*, New York-Londres, M.E. Sharpe, 1995 (1993 pour l'édition russe originale), pp. 21-24.

²⁸⁶⁸ Télégramme de Kirov à Ordjonikidze, 17 mars 1926, in Franco Venturi (éd.), *op.cit.*, 1996, pp. 323-324 ; Kirov est remplacé par Mirzojan, sous lequel s'intensifie la lutte entre factions politiques dans les instances dirigeantes. F.D. Ashnin, V.M. Alpatov, D.M. Nasilov, *Repressirovannaja tjurkologija*, Moscou, Vostochnaja Literatura, 2002, pp. 57-59 ; Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 409-410.

²⁸⁶⁹ La construction de ce groupe uni reposait bien sûr sur l'exclusion de ceux qui refusaient d'en accepter les règles. D'où les critiques émises par le dirigeant azéri Nariman Nərimanov, après sa « promotion-éviction » au Comité exécutif central en 1923. Nərimanov se plaint en décembre 1923 de cet éloignement, dans une lettre envoyée à Staline et publiée pendant la Perestroïka : Ziya M. Bünyadov, *Istoriya Azerbajdzhana po dokumentam i publikatsijam*, Bakou, Elm, 1990, p. 268 ; sur ce processus de marginalisation, Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 292-310.

dirigeant du Comité régional du Parti, Orakhelashvili, est un proche d'Ordjonikidze et de Kirov, ce qui apparaît comme un signe de continuité²⁸⁷⁰. Il ne dispose cependant pas de la même influence ni – le fait n'est pas à négliger – de la même brutalité²⁸⁷¹. L'importance personnelle d'Ordjonikidze dans les équilibres de la Transcaucasie est soulignée dès l'été 1926 par ses proches dans des lettres au Comité central moscovite, où ils essaient d'obtenir son maintien à Tiflis. Dans une lettre du 9 août 1926 à Staline, Kakhiani et Orakhelashvili soulignent qu'Ordjonikidze jouit « d'une très grande autorité et confiance parmi les membres du Parti et parmi les masses en général, [...] qui est le résultat du travail acharné mené pendant cinq-six ans ». La lettre rappelle le rôle d'Ordjonikidze dans l'étouffement des conflits nationaux « auxquels on se heurte partout » en Transcaucasie²⁸⁷². La lettre, écrite avec l'accord d'Ordjonikidze qui ne souhaite pas être transféré à Moscou, prédit que les républiques caucasiennes, en particulier la Géorgie, risquent de redevenir des « arène[s] de chicane » avec le départ de leur leader naturel. Les mois qui suivent le départ d'Ordjonikidze s'accompagnent bien d'une intensification des querelles entre dirigeants caucasiens. Les leaders des républiques agissent avec une liberté croissante vis-à-vis des autorités transcaucasiennes. Au sein des républiques elles-mêmes, les organes du Parti apparaissent parfois très divisés et se livrent à des luttes que l'historiographie qualifie sans peine de « factionnelles », traduisant avant tout des rivalités de réseaux. Au gré des renversements d'alliances, le Comité central azéri devient le théâtre d'affrontements violents, que le premier secrétaire de 1926 à l'été 1929, Levon Mirzojan, ne parvient pas à contrôler²⁸⁷³.

Les contradictions personnelles se doublent d'un questionnement sur le fonctionnement institutionnel de la Transcaucasie. Depuis le début des années 1920, le système fédéral transcaucasien ne repose qu'en partie sur le partage de bloc de compétences entre institutions républicaines et fédérales. La plupart du temps, le partage se fait entre compétences de planification – pour la fédération – et compétences d'exécution – pour les républiques. Dans la pratique, une telle division pose de nombreux problèmes, indépendamment des particularités du régime soviétique²⁸⁷⁴. Le Comité exécutif central de Transcaucasie multiplie au cours de 1927 les plaintes sur la non-exécution de ses décisions

²⁸⁷⁰ Gerald M. Easter, *op.cit.*, 2000, pp. 84-85.

²⁸⁷¹ Dans une lettre du 27 juillet 1926 à Staline, Ordjonikidze se définit lui-même comme « impulsif au plus haut point et grossier ». Cette qualification n'est pas sans coquetterie dans le contexte où la lettre est écrite, mais correspond par ailleurs aux portraits tracés de l'homme fort du Caucase. RGASPI, f. 558, op. 11, d. 777, l. 39.

²⁸⁷² Lettre de Kakhiani et Orakhelashvili à Staline, 9 août 1926, RGASPI, f. 558, op. 11, d. 777, ll. 41-42.

²⁸⁷³ Sur ces alliances fluctuantes, nous renvoyons à la présentation détaillée donnée par Shalala Mamedova, *op.cit.*, 2004, pp. 176-182.

²⁸⁷⁴ Pour une réflexion dans le contexte des Etats européens et nord-américains, voir Roger Dehem, *Planification économique et fédéralisme*, Genève-Paris, Droz, 1968, pp. 136-158.

par les républiques²⁸⁷⁵. L'Inspection ouvrière et paysanne est mandatée pour étudier les causes de ces dysfonctionnements et met en avant le grippage de la distinction entre planification et exécution, qui découle à la fois de l'expansionnisme des institutions transcaucasiennes et de la tendance au protectionnisme des républiques²⁸⁷⁶. Les commissariats « unifiés », c'est-à-dire qui existent aussi bien au niveau des républiques que de la fédération de Transcaucasie – et éventuellement du gouvernement moscovite – voient le plus de conflits²⁸⁷⁷. Le 13 janvier 1928, le commissariat au Travail de Transcaucasie se plaint que « les commissariats républicains au Travail ont adopté sans concertation des réglementations qui contredisent fréquemment la législation sur le travail de la ZSFSR²⁸⁷⁸ ». Ces plaintes traduisent les ambitions du commissariat transcaucasien, alors que la législation du travail est traditionnellement du ressort des républiques. Inversement, les républiques obtiennent leurs propres commissariats aux Finances, alors qu'elles fonctionnaient avec des administrations dépendant du commissariat transcaucasien du même nom²⁸⁷⁹.

Dans certaines institutions dotées d'un rôle stratégique, les conflits prennent des dimensions considérables au cours des années 1927-1928. L'administration hydraulique de Transcaucasie (*Zakvodkhoz*) croise le fer sans discontinuer avec les administrations républicaines. L'arrivée à sa tête en 1927 de Mircəfər Bağırov, ancien dirigeant de la Tchéka azérie en semi-disgrâce, introduit un nouvel élan dans des tensions plus anciennes avec les républiques²⁸⁸⁰. En juillet 1927, il exige ainsi du conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie que les républiques cessent de recourir à des experts de Moscou et Leningrad, car cela ignore l'échelon transcaucasien²⁸⁸¹. Le discours développé par Bağırov mêle étroitement accusations personnelles et justifications techniques. L'action des organes hydrauliques républicains sape selon lui la cohérence de la planification à l'échelle du Caucase, rendue nécessaire par l'interdépendance des bassins fluviaux. Les républiques

²⁸⁷⁵ Pour un exemple sur la réforme de l'administration locale au Karabakh et en Ossétie du Sud : lettre de Shaverdov, président du Comité central exécutif de Transcaucasie, au Comité régional du Parti, 19 septembre 1927, RGASPI, f. 157, op. 3, d. 248, ll. 168-169.

²⁸⁷⁶ Rapport de l'Inspection ouvrière et paysanne de Transcaucasie, 14 février 1928, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 16, ll. 178-180.

²⁸⁷⁷ Rappelons que l'existence de ces commissariats « unifiés » constitue un trait original du régime soviétique, qui n'a à notre connaissance pas été étudié. Ils coexistent avec des commissariats existant uniquement dans les républiques ou au niveau central. T.H. Rigby, « The Government in the Soviet Political System », in Eugene Huskey (dir.), *Executive Power and Soviet Politics. The Rise and Decline of the Soviet State*, New York-Londres, M.E. Sharpe, 1992, pp. 15-16.

²⁸⁷⁸ Lettre du commissariat du peuple au Travail de ZSFSR au Comité régional du Parti, 13 janvier 1928, RGASPI, f. 157, op. 3, d. 248, ll. 126-127.

²⁸⁷⁹ *Zakavkazskij TsIK, obzor raboty v period mezhdu 3 i 4 s'ezdami Sovetov*, Tiflis, Zakkniga, 1927, p. 13.

²⁸⁸⁰ Fazil Məmmədov, *Mir Cəfər Abbas Oğlu Bağırov*, Baku, Nurlan, 2007, p. 10.

²⁸⁸¹ Lettre de Bağırov au conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie, 1^{er} juillet 1927, SUITSa, f. 616, op. 1, d. 1, l. 424.

réagissent vivement à cette tentative de centralisation et l'administration arménienne rappelle que les organes républicains jouissent d'une légitimité supérieure, du fait de leur compétence pratique et de leur connaissance des conditions locales, alors que le *Zakvodkhoz* serait une « institution intermédiaire superflue²⁸⁸² ». Dans leur attitude, les organes républicains jouissent de la complicité de certains organes moscovites, qui voient aussi le niveau transcaucasien comme un obstacle inutile. C'est le cas par exemple de la commission du Conseil de Travail et de Défense (STO) en charge de l'irrigation et de la culture du coton dans la steppe du Moughan, que Bağırov critique sévèrement pour son encouragement du séparatisme institutionnel des républiques²⁸⁸³. Mais cette position est plus largement répandue et les organes centraux multiplient en 1927-1928 les contacts directs avec les républiques²⁸⁸⁴.

Les divisions institutionnelles en Transcaucasie apparaissent d'autant plus problématiques qu'elles touchent à des organes cruciaux pour l'exercice du pouvoir soviétique. Une querelle intestine oppose ainsi les GPU de Transcaucasie et des républiques, pour lesquelles la division du travail selon le principe planification/exécution s'accompagne de problèmes épineux. Les tensions sont très nettes entre les GPU et de Transcaucasie et de Géorgie, contraintes à la cohabitation dans leurs locaux de Tiflis et partageant une partie de leur personnel suite à un premier règlement de cohabitation passé en 1924²⁸⁸⁵. La proximité physique incite les dirigeants de la GPU de Transcaucasie à considérer celle de Géorgie comme instance exécutive subordonnée. Au printemps 1928, le nouveau chef du Département secret de la GPU transcaucasienne, Zalman Argov, écrit à Terentij Deribas, membre du collège de l'OGPU, pour lui rapporter le fonctionnement inacceptable à ses yeux de la GPU géorgienne. Il dénonce notamment le rôle de son chef, Beria, qui appliquerait une politique

²⁸⁸² Protocole du conseil des commissaires du peuple d'Arménie, 22 octobre 1927, SUItSA, f. 616, op. 1, d. 1, l. 441 ; on pourrait sur ce point étudier l'impact de la structure fédérale sur la forme des conflits, en comparant le Caucase avec l'Asie centrale, où existe aussi une agence régionale de l'eau, sans appui sur une fédération : Christian Teichmann, « Canals, cotton, and the limit of decolonization in Soviet Uzbekistan, 1924-1941 », *Central Asian Survey*, Vol. 26, No. 4, 2007, pp. 504-505.

²⁸⁸³ Il écrit ainsi à Ordjonikidze : « A quoi bon avoir deux organes parallèles [i.e. le *Zakvodkhoz* et la commission du STO], qui vont s'occuper du même travail, engager des dépenses, se faire concurrence pour le recrutement de leurs employés et débaucher des experts, d'autant plus que ceux-ci ne se privent pas d'exploiter ce dédoublement ? A toutes nos invitations, les experts [de Moscou] répondent qu'ils sont prêts à travailler pour le *Zakvodkhoz*, à condition de pouvoir vivre à Moscou et de n'avoir à venir au Caucase que deux à trois mois par an maximum ». Lettre de Bağırov à Ordjonikidze, non datée (1927), SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 9, ll. 72-73 ; Bağırov peut en revanche s'appuyer sur une résolution d'avril du Politburo renforçant le rôle de coordination des organes hydrauliques régionaux en Transcaucasie et en Asie centrale : protocole du Politburo, 30 avril 1927, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 632, l. 3.

²⁸⁸⁴ Une lettre du premier secrétaire azéri, Qarayev, décrit cette situation pour les négociations budgétaires dans une lettre au Comité régional du Parti, 4 septembre 1928, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 20, ll. 62-63.

²⁸⁸⁵ Sur ce conflit, on peut consulter, sans que toutes ses affirmations ne nous semble également convaincantes, Françoise Thom, *Beria, le Janus du Kremlin*, Paris, Le Cerf, 2013, pp. 18-25 ; sur ce premier conflit, SShSA PA, f. 14, op. 3, d. 28, ll. 5-15.

nationaliste, anti-russe et négligeant les directives de la GPU transcaucasienne²⁸⁸⁶. Si les accusations d'Argov sont considérées comme excessives, elles débouchent néanmoins sur la création d'une commission *ad hoc* par le Comité du Parti de Transcaucasie, présidée personnellement par Nazaretjan²⁸⁸⁷. Le rapport de la commission ne prend pas ouvertement position et se borne à proposer une clarification des compétences, qui reconnaît la supériorité nominale de la GPU transcaucasienne, mais souligne qu'elle « doit agir à travers l'appareil de la GPU géorgienne pour toute opération prenant place sur le sol géorgien²⁸⁸⁸ ».

Les GPU apparaissent de plus en plus comme des organismes au service de leurs propres intérêts et insérés dans des réseaux de patronage politique à l'échelle de chaque république. Les relations entre Tiflis et Bakou se tendent aussi au milieu de l'année 1927 à cause d'une affaire d'exécution sommaire par les dirigeants azéris d'un ouvrier bakinois. La GPU de Transcaucasie accuse celle d'Azerbaïdjan de malversations économiques et d'actions illégales. Le dirigeant de la GPU azérie en 1927-1929, Novruz Rizayev, est accusé d'avoir institué un vaste système de redistribution d'argent à ses collaborateurs grâce aux profits de cette contrebande²⁸⁸⁹. La GPU d'Azerbaïdjan est également accusée de violer la législation du Comité régional du Parti sur l'octroi d'autorisations de sortie vers la Perse pour les représentants des organismes économiques de la république²⁸⁹⁰. Cette violation se fait en complicité avec le Comité central azéri, qui exige des dérogations pour attribuer lui-même ces autorisations de sortie²⁸⁹¹. Entre janvier 1927 et avril 1928, une soixante d'autorisations sont délivrées en dehors de toute sanction de Tiflis, dont cinquante-trois vers la Perse. Le conflit entre organes azéris et caucasiens sur la délivrance des permis touche au cœur du système de patronage caucasien, les permis de sortie apparaissant comme un bien de plus en plus difficile à obtenir²⁸⁹². La particularité de ces conflits institutionnels est de trouver en 1928-1929 une

²⁸⁸⁶ Vladimir Alliluev, *Alliluevy-Stalin: khronika odnoj sem'i*, Moscou, Molodaja Gvardija, 2002, pp. 89-90.

²⁸⁸⁷ Protocole du présidium du Comité régional du Parti, 16 mai 1928, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 10, l. 79.

²⁸⁸⁸ Protocole de la commission spéciale du Comité régional du Parti sur la délimitation des compétences des GPU de Transcaucasie et de Géorgie, 19 juin 1928, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 10, l. 143.

²⁸⁸⁹ Vladimir Alliluev, *op.cit.*, 2002, pp. 91-93.

²⁸⁹⁰ Depuis 1925, une circulaire du Comité régional du Parti exige que toute mission à l'étranger par des fonctionnaires de l'Etat ou du Parti de Transcaucasie soit approuvée par une de ses commissions spéciales et par le représentant du commissariat aux Affaires étrangères à Tiflis.

²⁸⁹¹ Selon une liste du 9 juin 1927, les débats sur les dérogations partielles ou totales se concentrent sur *Kaspar* (navigation sur la Caspienne), *Persryba* (pêcheries d'Iran du Nord), *Azneft* (exportation de pétrole), l'*Azvodkhoz* (administration hydraulique d'Azerbaïdjan) et les unités de lutte contre les criquets. Rapport de Ruben, président de la commission spéciale de contrôle sur les missions à l'étranger du Comité régional du Parti, non daté (avril-mai 1928), SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 10, ll. 73-75.

²⁸⁹² Le président de la commission spéciale transcaucasienne d'octroi des permis, Ruben, est conscient que la prétention du Comité régional du Parti et de la GPU transcaucasienne au monopole dans ce domaine n'est pas totalement justifiée sur un plan juridique : « La commission, de son côté, est consciente que la constitution soviétique ne permet pas de concentrer la délivrance des passeports pour l'étranger au plénipotentiaire du NKID en Transcaucasie, car elle donne ce droit de délivrance des passeports et visas aux commissariats républicains à

expression publique par organes de presse interposés, mettant au jour les tensions qui traversent la fédération.

c) Le Grand Tournant et le renouveau de la fédération

L'abandon progressif de la NEP et la transition vers l'économie planifiée recomposent ces tensions institutionnelles et personnelles au sein de la fédération. A partir de 1928, les organes de presse et les publications spécialisées accordent une attention croissante au problème de la planification et de la répartition des compétences économiques. Les positions prises sur le sujet sont très politiques et révèlent la persistance d'antagonismes entre républiques, qui s'expriment dans des polémiques épisodiques²⁸⁹³. Les débats sur la régionalisation économique (*rajonirovanie*) apportent cependant à la Transcaucasie une nouvelle légitimité à partir du début de 1929. La restructuration des cadres administratifs hérités de l'Empire tsariste menace les équilibres internes des républiques, en raison de l'appel à dépasser l'organisation strictement nationale des territoires²⁸⁹⁴. De son côté, la Transcaucasie est indiscutablement reconnue comme « région économique autosuffisante », selon les termes du consul-général allemand à Tiflis²⁸⁹⁵. En raison de ce primat de l'échelle transcaucasienne, les dirigeants moscovites voient la nécessité de renforcer l'autorité des institutions de la fédération. Dans une lettre du 21 août 1929 adressée à Molotov, Staline déplore que Comité régional du Parti « ne contrôle pas les Comités centraux » et souligne la nécessité d'un changement dans le personnel dirigeant autant que dans les moyens donnés à l'échelon transcaucasien²⁸⁹⁶. Le 30 octobre 1929, le Comité central du Parti procède à une

l'Intérieur. Elle suggère donc d'indiquer directement aux Comités centraux républicains qu'il n'est pas admissible qu'ils exigent directement des organes de la GPU la délivrance de passeports, sans accord préalable du Comité régional du Parti ». *Ibid.*, l. 72.

²⁸⁹³ Mentionnons à titre d'exemple une polémique qui oppose Katanjan, membre des jeunesses communistes d'Erevan, au président du Gosplan arménien, Poghosjan, qu'il accuse de nationalisme économique. Poghosjan lui rétorque : « Tu fermes les yeux sur les déviationnistes [nationaux] de Géorgie et d'Azerbaïdjan et tu trouves du nationalisme au Gosplan arménien ». Lettre de Katanjan à la rédaction de la *Zarja Vostoka* et à Ruben, 12 mars 1928, HAA, f. 1, op. 8, d. 27, ll. 114-119 ; l'*Ekonomist Gruzii* publie un article similaire au printemps, voir S.N. Jakubovskaja, *Razvitie SSSR kak sojuznogo gosudarstva, 1922-1936 gg.*, Moscou, Nauka, 1972, p. 155 ; sur la question de la régionalisation économique, un article classique de Z. Mieczkowski, « The Economic Regionalization of the Soviet Union in the Lenin and Stalin Period », *Canadian Slavonic Papers/Revue Canadienne des Slavistes*, Vol. 8, 1966, pp. 89-124.

²⁸⁹⁴ Voir les travaux de Francine Hirsch et Terry Martin. Pour un historique de la question depuis le début des années 1920, Francine Hirsch, *op.cit.*, 2005, pp. 70-81 ; J. Paul Goode, *The Decline of Regionalism in Putin's Russia: Boundary Issues*, Abingdon-New York, Routledge, 2011, pp. 44-46.

²⁸⁹⁵ « Selbständiges Wirtschaftsgebiet ». Rapport du consul-général allemand à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 17 septembre 1929, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84197 ; Kh.G. Vezirov *et alii*, *Ocherki istorii kommunisticheskikh organizatsij Zakavkaz'ja, Ch. 2. 1921-1937*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1971, p. 135.

²⁸⁹⁶ Lettre de Staline à Molotov, 21 août 1929, reproduit dans L. Kosheleva et alii (eds.), *Pis'ma I.V. Stalina V.M. Molotovu, 1925-1938 gg. Sbornik dokumentov*, Moscou, Rossiya Molodaja, 1995, p. 146.

reformulation des consignes adressées au Comité régional, mettant l'accent sur la centralisation économique et industrielle. Peu après, le chef du département de la propagande au Comité central moscovite, Aleksandr Krinitskij, remplace Orakhelashvili à la tête de l'organe dirigeant du Parti dans la région, dans une tentative manifeste recentraliser les décisions au Caucase²⁸⁹⁷.

La décision du 30 octobre 1929, accompagnée d'un éloge appuyé des accomplissements du Comité régional du Parti depuis les années 1920, est interprétée comme le signe d'un renforcement de la fédération transcaucasienne, bien qu'elle s'efforce d'apaiser les dirigeants républicains en soulignant qu'une « large autonomie et marge de manœuvre » doit leur être laissée²⁸⁹⁸. Trois évolutions caractérisent cette nouvelle centralisation économique. La première consiste à renforcer le pouvoir des institutions transcaucasiennes déjà existantes vis-à-vis des républiques. Les institutions de planification et de statistiques, qui acquièrent un rôle politique majeur dans la nouvelle économie planifiée, sont renforcées au niveau de la fédération. Le Gosplan de Transcaucasie reçoit ainsi la mission d'établir les plans d'électrification, de transport et d'utilisation des deux bassins hydrauliques de Caspienne et de mer Noire²⁸⁹⁹. Il fonctionne pour cela en collaboration étroite avec la Direction transcaucasienne de la statistique, placée en décembre 1929 sous son contrôle, ainsi qu'avec le commissariat aux Finances de Transcaucasie²⁹⁰⁰. Ce dernier retrouve à cette occasion une grande partie des prérogatives perdues en 1926-1927²⁹⁰¹. La Direction transcaucasienne de la statistique reçoit pour sa part un droit de contrôle et d'inspection, ainsi que la possibilité d'organiser ses propres expéditions et enquêtes, qui lui avait été refusée auparavant²⁹⁰².

²⁸⁹⁷ Directive du Comité central sur le travail du Comité régional du Parti 30 octobre 1929, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 765, l. 16 ; Ronald Grigor Suny, *op.cit.*, 1989, pp. 244-245.

²⁸⁹⁸ Rapport du consul-général allemand à Tiflis à l'ambassade allemande à Moscou, 6 décembre 1929, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), Russland, R 84153 ; le Comité régional du Parti lui donne une large publicité en la publiant immédiatement sous le titre *ZSFSR na novom etape : Materialy dlja dokladchikov po itogam nojabr. plenuma Zakkrajkoma VKP(b) i direktive TsK VKP(b) o dal'nejshej rabote Zakkrajkoma*, Tiflis, Zakkniga, 1929.

²⁸⁹⁹ Protocole du conseil des commissaires du Peuple et du Comité économique suprême de Transcaucasie, 20 juin 1930, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 74, l. 165.

²⁹⁰⁰ Pour la chronologie et l'importance des évolutions dans le rapport entre dirigeants bolcheviques et administration statistique en URSS, sur la période 1929-1932, voir Alain Blum, Martine Mespoulet, *L'anarchie bureaucratie. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003, pp. 109-112.

²⁹⁰¹ « Polozhenie o Narodnom komissariate finansov ZSFSR », *Sobranie ukazanij i rasporjazhenij Raboche-Krest'janskogo pravitel'stva ZSFSR*, No. 22, 1^{er} décembre 1929, Article 216.

²⁹⁰² Protocole du conseil des commissaires du Peuple et du Comité économique suprême de Transcaucasie, 9 mars 1930, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 74, l. 106.

La seconde évolution consiste dans la création de nouvelles institutions, au premier rang desquelles un commissariat transcaucasien à l'agriculture²⁹⁰³. Cette création marque une rupture significative, car les républiques sont attachées à leur compétence exclusive dans ce domaine constitution de 1924²⁹⁰⁴. L'exemple de ce commissariat révèle l'articulation étroite de cette seconde évolution à une troisième, qui voit les institutions transcaucasiennes étendre leur champ de compétence de la planification à l'exécution. Ce droit « d'action directe » s'accompagne de vifs débats, illustrés par les discussions qui entourent la création de ce commissariat. Son projet de statut est rédigé par Aramayis Erzinkjan, vieux-bolchevik expert des questions agricoles, et prévoit une forte centralisation, associée à un rôle opérationnel important :

« Notre projet envisage le commissariat transcaucasien à l'Agriculture comme un organe non seulement directif mais directif-opérationnel, c'est-à-dire qui possède aussi des fonctions opérationnelles, oriente de manière très directe le travail des commissariats républicains et possède ses propres fonctions opérationnelles, car beaucoup de secteurs seront centralisés. Le mouvement kolkhozien sera unifié par un centre kolkhozien général, la gestion hydraulique sera centralisée, le coton aussi. Il faudra vraisemblablement centraliser aussi d'autres secteurs de l'économie, comme les pâturages et les ressources forestières²⁹⁰⁵. »

Conscient des difficultés que peut susciter cette approche, Erzinkjan souligne que le projet accorde une importance toute particulière à l'interaction entre le commissariat transcaucasien et les commissariats républicains car il y a là une question constitutionnelle majeure.

Sur le fond, les membres de la commission chargée de discuter les statuts s'accordent sur la nécessité d'une centralisation dans la planification. Cependant, une remarque ponctuelle fait ressurgir un vieux débat. Erzinkjan mentionne en effet brièvement s'être inspiré des statuts du commissariat russe à l'Agriculture dans la définition des rapports entre fédération et républiques. Une telle remarque suscite de vives réserves de la part des dirigeants géorgiens et azéris présents. Les oppositions s'organisent en deux points. D'une part, ils soulignent que le projet est trop centralisateur et que le commissariat transcaucasien ne doit pas circonvenir les commissariats républicains en ce qui concerne le travail de terrain. Les républiques

²⁹⁰³ Décret du Comité exécutif central de Transcaucasie, 29 novembre 1929, *Sistematicheskoe sobranie zakonov ZSFSR*, T. 1, Tiflis, 1929, pp. 119-121.

²⁹⁰⁴ Derek Watson, *Molotov and Soviet Government. Sovnarkom, 1930-1941*, New York, St. Martin's Press, 1996, pp. 15-16.

²⁹⁰⁵ Sténogramme de la commission du Comité régional du Parti consacrée aux statuts du commissariat transcaucasien à l'Agriculture, 16 décembre 1929, SShSA PA, f. 13, op. 7, d. 17, ll. 118-119.

transcaucasiennes sont des républiques soviétiques de plein droit, bien qu'elles appartiennent à la Transcaucasie. Kakobadze critique l'imitation des statuts du commissariat russe et souligne l'idiosyncrasie du système transcaucasien par une formule plaisamment tautologique : « Je suis d'avis que les statuts du commissariat à l'Agriculture de ZSFSR devraient ressembler à ceux du commissariat à l'Agriculture de ZSFSR et non à ceux du commissariat à l'Agriculture de Russie²⁹⁰⁶ ». Les partisans d'une centralisation contenue rappellent également qu'un commissariat panunioniste à l'Agriculture est aussi en cours de création, ce qui justifie selon eux un report du débat sur les statuts précis²⁹⁰⁷. Ces débats débouchent en définitive sur un projet qui prévoit certes de larges pouvoirs de planification et d'encadrement, mais ne laisse que peu de compétences d'intervention directe au commissariat transcaucasien.

Cette diminution constitue avant tout une concession symbolique, qui empêche la constitution d'un nouveau mastodonte administratif. Dans la pratique, la fédération reçoit deux compétences directes cruciales, qui concernent la gestion des kolkhozes et des stations de machines agricoles (MTS), créées à l'occasion de la collectivisation²⁹⁰⁸. Deux organes dédiés sont créés auprès du gouvernement transcaucasien, le Centre transcaucasien des kolkhozes (*Zakkolkhoztsentr*) et le Centre transcaucasien de tracteurs (*Zaktraktortsentr*)²⁹⁰⁹. Les républiques transcaucasiennes se retrouvent ainsi dans une situation unique à l'échelle de l'URSS, puisqu'elles ne contrôlent pas leurs propres MTS et que le *Zaktraktortsentr* se permet d'imposer ses propres découpages territoriaux pour l'organisation de ses stations : il fait ainsi dépendre les stations du Nakhitchevan d'un centre basé en Arménie et non en Azerbaïdjan, auquel la république autonome appartient pourtant. La logique du découpage économique se trouve ici promue avant la reconnaissance symbolique des républiques, ce qui suscite de fortes résistances parmi les dirigeants du PC azéri²⁹¹⁰. Ce rôle concret de la fédération se marque également par la cession par les républiques du contrôle sur de nombreux secteurs industriels clefs, tels que le bois, le textile et l'énergie²⁹¹¹. Si victoire il y a de l'échelon fédéral transcaucasien, au début du Grand Tournant, cette victoire est pyrrhique.

²⁹⁰⁶ *Ibid.*, l. 127.

²⁹⁰⁷ Intervention de Dadaş Bünyadzadə, commissaire à l'Agriculture d'Azerbaïdjan, *Ibid.*, ll. 121-122.

²⁹⁰⁸ L'importance politique des MTS comme facteur de contrôle des campagnes a été soulignée à plusieurs reprises dans l'historiographie. Voir par exemple, Robert F. Miller, *One Hundred Thousand Tractors: The MTS and the Development of Controls in Soviet Agriculture*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1970.

²⁹⁰⁹ La création du Centre transcaucasien des kolkhozes anticipe en réalité la décision du Politburo du 30 octobre, puisqu'elle remonte à une décision du Comité régional du Parti du 2 octobre 1929, mais elle connaît une accélération en novembre. Lettre de Hüseyinov, directeur du *Zakkolkhoztsentr*, au Comité régional du Parti, 3 décembre 1929, SShSA PA, f. 13, op. 7, d. 17, l. 156.

²⁹¹⁰ Sténogramme de l'Orgbiuro du Comité central, 19 octobre 1931, RGASPI, f. 17, op. 114, d. 265, l. 99.

²⁹¹¹ Décision du présidium du Comité central azéri, 16 janvier 1930, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 42, ll. 13-14.

L'élargissement contraint des compétences transcaucasiennes entraîne des ressentiments qui viennent faire éclater les troubles de la collectivisation et la révolte des confins caucasiens.

2. L'insurrection des confins : le facteur frontalier

Le Grand Tournant apparaît, au sein de l'histoire soviétique, comme un moment de précipitation de l'histoire et des bouleversements qui en viennent à caractériser le stalinisme. L'historiographie sur le sujet est pléthorique et a connu une accélération avec la publication du travail fondateur de Robert Conquest, en 1986, et l'ouverture des archives²⁹¹². La violence politique et les formes de résistance populaire ne se limitent pourtant pas à l'espace soviétique et s'inscrivent dans des connexions régionales. Le moment présente une succession de troubles politiques et de mouvements insurrectionnels dans les confins des trois Etats en contact. La réintroduction de cette dimension frontalière est importante, car elle vaut pour un grand nombre de régions soviétiques, où la proximité de la frontière a un impact direct sur les modalités de la collectivisation et sur l'interaction avec l'étranger au cours du Grand Tournant.

a) Révoltes à la frontière : un prélude religieux

Au printemps 1928, les autorités civiles et militaires turques décident de procéder à de discrètes enquêtes, par l'intermédiaire de leurs agents diplomatiques et consulaires en Union soviétique, sur la politique antireligieuse du régime bolchevique²⁹¹³. Au cours des années 1920, l'attitude des autorités soviétiques envers la question religieuse demeure des plus modérées dans le cas des régions musulmanes. Cette modération est aussi bien intérieure, l'islam restant vu comme une force potentiellement révolutionnaire et progressiste, qu'extérieure²⁹¹⁴. Les activistes anti-religieux eux-mêmes préconisent des méthodes souples de lutte contre l'islam²⁹¹⁵. Les autorités soviétiques tolèrent les circulations religieuses vers le

²⁹¹² Robert Conquest, *The Harvest of Sorrow: Soviet collectivization and the terror-famine*, Londres, Arrow Books, 1988 (1986).

²⁹¹³ Note du ministère de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, 6 décembre 1928, BCA, 30.10.0.0/247.673.44.

²⁹¹⁴ Cette question a désormais fait l'objet d'assez nombreux travaux. Sur la position du Komintern ainsi que du Département oriental de l'OGPU, voir l'introduction et les documents dans le recueil de D. Arapov, G. Kosach (éd.), *Islam i sovetskoe gosudarstvo (po materialam Vostochnogo Otdela OGPU. 1926 g.)*, Vyp. 1, Moscou, Mardzhani, 2010 ; pour les débuts de cette politique au Caucase, voir le rapport de Wesendonk, 15 avril 1923, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83501.

²⁹¹⁵ Shoshanna Keller renvoie par exemple aux articles de décembre 1921 de Sultan Galiev, « Les méthodes de la propagande anti-religieuse parmi les musulmans ». Shoshanna Keller, *To Moscow, Not Mecca. The Soviet*

Proche-Orient, la Perse et l'Afghanistan : selon certaines estimations, entre 500 et 600 clercs azéris se rendent à Machhad, Kerbala, Najaf et La Mecque pour se former en 1925-1928²⁹¹⁶. Les Soviétiques se transforment même en intermédiaires du pèlerinage musulman vers la Mecque pour les fidèles d'Asie centrale, d'Afghanistan, de Perse du Nord et du Xinjiang, qui doivent transiter par la mer Noire. L'affaire est politique, car elle vise à accentuer le prestige soviétique parmi les Etats musulmans, en particulier l'Arabie saoudite nouvellement créée²⁹¹⁷. Elle est aussi financière pour la flotte commerciale soviétique qui en tire de précieuses devises²⁹¹⁸. L'OGPU exprime cependant des réticences sur un encouragement trop visible de ces circulations, susceptibles de réveiller la religiosité sur le sol soviétique, particulier au Caucase²⁹¹⁹. Après une suspension du transit par le Caucase en 1926-1927, il reprend en 1928, où près de deux mille pèlerins affluent à Batoumi au cours du mois d'avril, mais la flotte soviétique doit faire face à la concurrence de navires turcs qui se livrent à une concurrence tarifaire agressive²⁹²⁰. L'expérience s'avère peu concluante, d'autant que montent au sein des Partis caucasiens les dispositions anti-religieuses qui intéressent le gouvernement turc lorsqu'il décide de lancer son enquête en 1928.

Un tournant progressif s'observe bien à partir de l'année 1926, en Asie centrale comme au Caucase, dont plusieurs interprétations ont pu être proposées dans l'historiographie. La libération des femmes comme moyen d'action antireligieuse gagne rapidement en popularité dans les deux régions, où elle représente une déclinaison de la « révolution culturelle » lancée par les activistes du Parti²⁹²¹. En juillet 1928 a lieu une

Campaign Against Islam in Central Asia, 1917-1941, Westport-Londres, Praeger, 2001, pp. 52-53 et jusqu'à p. 58 pour une comparaison avec la propagande anti-orthodoxe.

²⁹¹⁶ M. Səttarov, *İslam din qalıqları*, Bakou, ASSR Elmlər Akademiyası Nəşriyyatı, 1967, p. 41 et pour une présentation plus général Rufat Sattarov, *İslam, State and Society in Independent Azerbaijan*, Wiesbaden, Reichert Verlag, 2009, pp. 54-55.

²⁹¹⁷ Le 8 janvier 1926, Ibn Saoud se proclame roi du Hejaz et du Najd. L'Union soviétique est le premier pays à reconnaître le nouvel Etat, le 11 février 1926. Cf. Royal Institute of International Affairs, *The Middle East: A Political and Economic Survey*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1954, p. 87 ; Jon Jacobson, *When the Soviet Union Entered World Politics*, 1994, p. 180-182.

²⁹¹⁸ Lettre de la Sovtorgflot à la Commission centrale de contrôle du Parti, 27 décembre 1928, RGAE, f. 7795, op. 1, d. 600, l. 10 ; l'OGPU doit même prier des agents indécis de ne pas clamer que le pèlerinage vise à « se faire de l'argent » (*zarabat' na etom dele*). Propos cités dans une lettre du département oriental de l'OGPU à la Sovtorgflot, 29 janvier 1927, RGAE, f. 7795, op. 1, d. 601, l. 115.

²⁹¹⁹ Le Politburo décide de ne pas donner de publicité à l'affrètement d'un navire de pèlerinage en 1926. Protocole du Politburo, 11 mars 1926, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 550, ll. 10 et 18 ; cette question est clairement évoquée à propos de l'Asie centrale, où le département oriental de l'OGPU demande de ne pas faire passer les pèlerins originaires du Xinjiang par Andijan, centre de résistance au pouvoir soviétique, mais de préférer l'étape de Djalalabad : lettre du département oriental de l'OGPU à la Sovtorgflot, 15 octobre 1927, RGAE, f. 7795, op. 1, d. 601, l. 67.

²⁹²⁰ Rapport du directeur du département « Passagers » de Sovtorgflot, Bergman sur la campagne de pèlerinage 1927-1928, Juillet 1928, RGAE, f. 7795, op. 1, d. 391, l. 54.

²⁹²¹ L'interprétation proposée par Gregory Massell dans un ouvrage classique, et reprise par la suite affirme que les communistes, voyant l'échec de la mobilisation autour de slogans de classes, décident de faire des femmes un

conférence des activistes féministes de Transcaucasie, qui discutent avec passion de la nécessité ou non de recourir à des mesures législatives contre le voile²⁹²². Ces mesures sont notamment évoquées à propos des régions frontalières vues comme plus arriérées. Le 19 décembre, le Comité régional du Parti confirme les résolutions des Comités exécutifs centraux sur la nécessité de lutter contre le voile²⁹²³. Le 20 décembre 1928, le présidium du Comité central géorgien valide la décision du Comité adjar du Parti sur la fermeture des écoles religieuses et la transformation du turc en langue optionnelle dans les écoles. Il ordonne également une application stricte des consignes centrales sur l'enlèvement du voile, avec organisation de manifestations publiques de dévoilement²⁹²⁴. Parmi les activistes du Parti, la nécessité d'agir dans les régions frontalières est particulièrement soulignée. Dans le journal central du département féminin du Parti, *Kommunistka*, une activiste adjare écrit :

« Permettez-moi de souligner que la question est devenue beaucoup plus active en Turquie que chez nous, en Adjarie. Permettez-moi de dire que les mollahs, qui n'ont plus le droit de porter d'habits spéciaux chez eux ni de prêcher en Turquie, traversent secrètement la frontière adjare et y circulent librement en habits religieux. Pour éviter des désordres, nous devons éviter d'être en retard sur la Turquie²⁹²⁵. »

Les Turcs observent les Soviétiques, les Soviétiques observent les Turcs, dans un jeu de regard qui alimente une dynamique antireligieuse et sert, en tout cas, à justifier l'adoption de mesures. Dans un rapport envoyé à l'automne sur la sollicitation de son gouvernement, le consul-général turc à Batoumi rapporte la purge (*tasfiye*) qui a touché la centaine d'imams

« prolétariat de substitution » (*surrogate proletariat*) à libérer. Gregory J. Massell, *The Surrogate Proletariat: Moslem Women and Revolutionary Strategies in Soviet Central Asia, 1919-1929*, Princeton, Princeton University Press, 1979 ; Douglas Northrop, *Veiled Empire. Gender & Power in Stalinist Central Asia*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2004, pp. 10-13 ; pour les questions historiographiques entourant cette révolution culturelle, voir Michael David-Fox, « What is Cultural Revolution? », *Russian Review*, Vol. 58, No. 2, avril 1999, pp. 181-201 ; sur la révolution culturelle au Caucase, Boris Kvaratskheliya, *Kommunisticheskaja partija – organizator kul'turnoj revoljutsii v Zakavkaz'e (1921-1937 gg.)*, Tbilissi, Izdatel'stvo Tbilisskogo Universiteta, 1986.

²⁹²² Marianne Kamp, « Women-initiated unveiling : state-led campaigns in Uzbekistan and Azerbaijan », in Stephanie Cronin (dir.), *Anti-Veiling Campaigns in the Muslim World. Gender, Modernism, and the Politics of Dress*, Londres-New York, Routledge, 2014, pp. 218-219 ; Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 558-559.

²⁹²³ P.N. Lomashvili, *Velikij perevorot*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1972, pp. 144-145.

²⁹²⁴ Protocole du présidium du Comité central géorgien, 20 décembre 1928, SShSA PA, f. 14, op. 4, d. 12, ll. 120-121.

²⁹²⁵ « Mestnye rabotniki ob izdanii dekreta », *Kommunistka*, No. 1, 1929, pp. 32-33, cité d'après Marianne Kamp, *op.cit.*, 2014 p. 222.

d'Adjarie, dont le pouvoir soviétique a exigé qu'ils fassent preuve d'un niveau minimal d'éducation pour continuer à enseigner²⁹²⁶.

La campagne lancée à la fin de 1928 par le Parti englobe la fermeture de mosquées, la nationalisation d'écoles religieuses et le dévoilement des femmes. Alors que le consul-général turc souligne le mécontentement de la population musulmane dès l'automne 1928, les premiers bilans tirés de cette politique par les activistes du Parti sont des plus positifs. Le 15 janvier 1929, lors d'une séance spéciale du présidium du Comité central azéri, le responsable du parti au Nakhitchevan présente un rapport sur la situation dans son territoire et souligne les grandes avancées du Parti : « Je commencerai par la situation politique de la région. Par comparaison avec l'année passée, nous avons obtenu des succès significatifs²⁹²⁷ ». De l'ensemble des régions frontalières de Transcaucasie affluent des rapports soulignant l'avancée de la campagne antireligieuse. Pourtant, quelques semaines plus tard, deux districts frontaliers cruciaux, situés aux deux extrémités de la frontière caucasienne, s'embrasent et nécessitent du pouvoir soviétique l'envoi de forces importantes pour reprendre le contrôle. En Adjarie comme dans la région azérie de Lenkoran, la politique antireligieuse lancée depuis 1928 par les autorités du Parti apparaît comme la raison immédiate de la révolte. Cependant, la question plus généralement posée est celle du refus d'un contrôle politique et étatique de plus en plus fort sur ces régions frontalières.

C'est l'application de la campagne par des activistes du Parti qui déclenche dès le début de janvier 1929 des violences²⁹²⁸. Le 6 janvier, une horde de femmes adjares prend d'assaut une des écoles publiques, ce qui entraîne une première enquête du Comité adjar du Parti, mais n'empêche pas son premier secrétaire, Pantskhava, d'envoyer le 22 janvier, un télégramme triomphant sur l'avancement de la campagne antireligieuse²⁹²⁹. Le 7 mars 1929, une révolte des paysans adjars se déclare dans le district frontalier de Khoulo. Un des premiers rapports rédigés par l'Armée rouge caucasienne après la révolte affirme qu'elle a été lancée aux cris de « "Pour le voile !", "Contre la fermeture des écoles coraniques !", "Remplacez les fonctionnaires du district !", "Donnez la forêt aux paysans !", "Supprimez l'assurance d'Etat !" »²⁹³⁰. Derrière la révolte religieuse se lit un mécontentement socio-

²⁹²⁶ Note du consul-général turc à Batoumi au ministère de l'Intérieur, non daté (automne 1928, pas avant le 7 septembre), BCA, 30.10.0.0/247.673.44.

²⁹²⁷ Protocole du présidium du Comité central azéri, 15 janvier 1929, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 33, l. 9.

²⁹²⁸ Pour une comparaison centre-asiatique, on peut se reporter à l'étude faite par Douglas Northrop d'une révolte de 1927 dans la vallée du Ferghana : Douglas Northrop, *op.cit.*, 2004, pp. 139-163.

²⁹²⁹ Rapport de la commission gouvernementale sur la révolte adjare, non daté (après mars 1929), SShSA PA, f. 14, op. 4, d. 301, l. 6.

²⁹³⁰ Rapport de l'Armée rouge caucasienne au département spécial de l'OGPU, 20 mars 1929, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 222, l. 13.

économique plus ample. Les révoltés parviennent à arrêter de nombreux fonctionnaires soviétiques locaux, ainsi que le président du conseil des commissaires du peuple d'Adjarie, Mamed Gogoberidze, venu sur place pour calmer les troubles. Face à la précarité de la situation, les dirigeants caucasiens décident de ne pas recourir à une répression immédiate²⁹³¹. Le dirigeant de la GPU géorgienne, Beria, envoyé sur place, soutient l'idée d'une négociation avec les révoltés, qui commence le 13 mars. Le 17 mars, une proclamation est adressée aux révoltés, reconnaissant des erreurs dans la politique appliquée.

En dépit de ces ouvertures, la révolte s'étend de la région de Khoulo vers celle d'Akhaltsikhe. Le commissaire politique des forces caucasiennes sur place, G. Devdariani, lie l'extension de la révolte à sa dimension frontalière. Cette dimension est à la fois matérielle et symbolique. Il semble en effet que les révoltés aient espéré une aide de la part de la Turquie, entretenus dans cette croyance par les membres de la famille Khimshiashvili. Devdariani rapporte la découverte dans les villages révoltés de notes écrites en turc, comprenant le message suivant : « N'ayez pas peur, tenez bon, nous allons vous aider²⁹³² ! ». Sur un plan matériel, les archives des gardes-frontières témoignent des intenses circulations qui caractérisent la révolte et voient la collaboration de réseaux de contrebandiers et d'exilés anti-soviétiques à l'armement des insurgés²⁹³³. Cette résistance décide les dirigeants soviétiques à recourir à la répression, par une combinaison de troupes de la GPU, de l'Armée rouge et d'activistes des komsomols, les 22-23 mars²⁹³⁴.

La révolte adjare révèle la profonde défiance de la paysannerie des confins envers le pouvoir soviétique. Cette défiance se formule cependant dans des termes qui révèlent les particularités du système bolchevique dans la région. Dans son rapport, Devdariani écrit en effet :

« La majorité des paysans haïssent le Parti et le Komsomol et haïssent encore plus les Géorgiens : dans toute l'Adjarie s'est accrue fortement une attitude anti-géorgienne. Malheureusement, ces sentiments sont encouragés par certains cadres dirigeants. Ainsi, Mamed Gogoberidze, dans son discours prononcé devant les paysans révoltés, a déclaré qu'il était personnellement contre ces mesures, mais qu'il ne pouvait rien décider, car c'était le

²⁹³¹ Lors d'une réunion des 5-6 janvier 1929, le Comité régional du Parti examine la question. Ter-Gabrieljan s'oppose fortement à l'idée d'une interdiction du voile, déclarant : « Je suis opposé à un décret d'interdiction du voile. Le voile doit être abandonné dans le cadre d'évolutions culturelles. On ne peut retirer le voile par la force ». Cité par P.N. Lomashvili, *op.cit.*, 1972, pp. 144-145.

²⁹³² Rapport de Devdariani au chef de l'Armée rouge caucasienne, 30 mars 1929, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 222, l. 39.

²⁹³³ Sur ces circulations, voir par exemple SShSA ShA, f. 6, d. 3069-21.

²⁹³⁴ Irak'li Manvelidze, *op.cit.*, 2006, pp. 103-105.

Comité adjar du Parti et Tiflis qui décidaient. Il a continué en affirmant que Moscou était d'accord avec lui et que Sergo Ordjonikidze avait déclaré qu'il valait mieux s'occuper de la culture des mandarines plutôt que de savoir si les femmes devaient porter un voile. D'un autre côté, les paysans ont confiance dans les Russes (sans doute parce qu'il n'y a pas de fonctionnaire russe sur place)²⁹³⁵. »

On trouve dans cette description une reprise du thème du bon souverain, étudié par Daniel Field à propos du tsarisme et adapté aux formes de l'Etat fédéral soviétique²⁹³⁶. Le consul-général turc à Tiflis affirme ainsi à son homologue allemand que les rebelles auraient refuser de négocier avec les autorités géorgiennes et exigé un dialogue direct avec Moscou²⁹³⁷. L'assimilation des institutions communistes aux Géorgiens révèle les mécanismes de délégation de l'autorité et de la coercition aux nationalités titulaires dans le Caucase des années 1920. Un phénomène similaire s'observe dans la région de Lenkoran, habitée par la minorité persanophone taleshie, où de fortes tensions s'observent avec les fonctionnaires azéris.

Les révoltes du début de 1929 représentent pour le pouvoir soviétique un rappel de la fragilité de ses assises dans les régions frontalières de la Transcaucasie. Elles soulignent aussi la ligne étroite à tenir dans les marges entre impulsion de réformes radicales et composition avec les sensibilités locales. Les Comités centraux de Géorgie et d'Azerbaïdjan adoptent ainsi des mesures atténuant la politique religieuse et renoncent au dévoilement de masse des femmes, ainsi qu'à la fermeture systématique des mosquées²⁹³⁸. Cependant, le refus de la répression et la proclamation rapide d'une amnistie suscite l'incompréhension parmi certains militants communistes ainsi que parmi les soldats envoyés pour rétablir l'ordre. Les commissaires politiques notent la difficulté à tenir dans le même temps un discours expliquant la révolte par la main de la réaction féodale et de l'impérialisme étranger, et de justifier une clémence envers les rebelles. Parmi les soldats casernés à Batoumi, nombreux sont ceux qui se plaignent qu'on relâche rapidement les révoltés alors qu'il aurait fallu « en finir pour de

²⁹³⁵ Les soldats géorgiens de l'Armée rouge envoyés sur place pour réprimer la révolte peinent à comprendre cette distinction : « Ils n'arrivaient pas à comprendre et disaient aux insurgés: qu'imaginiez-vous, en vous révoltant et en prenant les armes ? Que les Russes vous récompenseraient par des friandises plutôt que par des balles ? » Rapport de Devderiani au chef de l'Armée rouge caucasienne, 30 mars 1929, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 222, ll. 43-44.

²⁹³⁶ Daniel Field, *Rebels in the Name of the Tsar*, Boston, Houghton Mifflin, 1976.

²⁹³⁷ Rapport du consul-général allemand à Tiflis à l'ambassade à Moscou, 29 mars 1929, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), Russland, R 84152.

²⁹³⁸ Protocole du présidium du Comité central azéri, 30 mars 1929, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 33, l. 168

bon avec eux », « brûler les villages et exterminer les insurgés²⁹³⁹ ». Avec la mise en œuvre de la collectivisation, la prudence politique et la cohésion interne de l'appareil du pouvoir se trouvent à nouveau mis à l'épreuve, car la ligne du Parti se heurte à une vive opposition dans les campagnes de la région.

b) Collectivisation et révoltes à la frontière

Les révoltes du début de 1929 constituent à bien des égards un prélude aux révoltes qui saisissent le Caucase lors de la collectivisation. Notre connaissance de ces révoltes, notamment statistique, a été fortement précisée grâce à l'ouverture des archives soviétiques, au début des années 1990. Aux côtés d'études générales, une historiographie plus récente a produit des recherches sur les variations régionales de cette collectivisation. L'articulation de la collectivisation avec la sédentarisation et la révolte des populations nomades en Asie centrale a été minutieusement étudiée par les travaux d'Isabelle Ohayon, Niccolò Pianciola et Robert Kindler²⁹⁴⁰. Ces travaux ont débouché sur plusieurs conclusions importantes. En premier lieu, ils ont reconsidéré la chronologie de la collectivisation et de la sédentarisation, soulignant que celles-ci devaient en réalité être considérées sur une période s'étendant jusqu'au milieu des années 1930, voir jusqu'aux transformations de la Seconde Guerre mondiale. Le Grand Tournant stalinien apparaît dès lors comme *un* moment de la collectivisation, sans la résumer. En second lieu, cette historiographie a insisté sur le rôle des acteurs régionaux dans le déroulement de la collectivisation. Dirigeants bolcheviques, d'un côté, qui font preuve souvent d'un radicalisme qui rivalise avec les directives centrales, mais aussi paysans et nomades en lutte contre les mesures du régime soviétique²⁹⁴¹. Elle laisse enfin entrevoir l'importance du facteur frontalier dans les stratégies développées par ces acteurs régionaux au cours des années de plus forte intensité du conflit, entre 1930 et 1932. Avant d'examiner spécifiquement ce facteur, on se propose de décrire brièvement les formes prises par la collectivisation au Caucase et le rôle qu'y jouent les acteurs régionaux.

Les récits canoniques de la collectivisation insistent de manière générale sur les facteurs en jeu à l'échelle de l'Union soviétique. La difficulté à obtenir de la paysannerie les

²⁹³⁹ Rapport de l'Armée rouge caucasienne au département spécial de l'OGPU, 20 mars 1929, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 222, ll. 14-15.

²⁹⁴⁰ Isabelle Ohayon, *La sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline. Collectivisation et changement social (1928-1945)*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2006 ; Niccolò Pianciola, *Stalinismo di frontiera. Colonizzazione agricola, sterminio dei nomadi e costruzione statale in Asia centrale (1905-1936)*, Vicence, Viella-Istituto per le ricerche di storia sociale e religiosa, 2009 ; Robert Kindler, *Stalins Nomaden. Herrschaft und Hunger in Kasachstan*, Hambourg, Hamburger Edition, 2014.

²⁹⁴¹ Le cas de Filipp Goloshchekin, qui dirige le Parti communiste kazakh de 1925 à 1933, est particulièrement bien connu grâce aux études précitées. Isabelle Ohayon, *op.cit.*, 2006, pp. 113-114.

grains destinés à l'exportation et l'inauguration par Staline, à l'été-automne 1929, de la « méthode ouralo-sibérienne » de réquisition marquent le tournant de la politique agricole du régime²⁹⁴². Mais les variations politiques régionales ont aussi un rôle considérable. La Transcaucasie, n'étant pas une région céréalière majeure, ne figure pas parmi les priorités immédiates de collectivisation du régime²⁹⁴³. Alors que les régions de Russie et d'Ukraine reçoivent pour beaucoup des objectifs de collectivisation intégrale dans un délai d'un an, les prévisions pour la Transcaucasie sont de 80 % de collectivisation à l'horizon de l'automne 1933²⁹⁴⁴. Ce sont les organes régionaux du Parti qui décident au cours du mois de décembre 1929 d'élever les objectifs de collectivisation fixés par le gouvernement central. Le 11 décembre 1929, après une première décision du Comité régional du Parti transcaucasien, le comité du Parti d'Erevan décide par exemple de « forcer » les rythmes de collectivisation, prévoyant même une collectivisation intégrale dans quatre districts²⁹⁴⁵. Le 15 décembre 1929, le Comité régional du Parti discute d'un projet de directive confirmant la ligne maximaliste esquissée et la collectivisation intégrale dans plusieurs régions. La plupart des membres du Comité, quelle que soit leur république, soutiennent les objectifs avancés. La décision finalement adoptée exige de faire de la collectivisation l'opportunité de dépasser l'arriération de l'agriculture transcaucasienne :

*« La campagne agricole du printemps 1930 doit marquer une rupture radicale dans les rythmes de la transformation socialiste de l'agriculture en Transcaucasie. Elle doit embrasser tous les secteurs de l'agriculture transcaucasienne – les cultures céréalières et spécialisées, les cultures maraîchères, le vignoble et les différentes formes d'élevage »*²⁹⁴⁶.

Les Partis républicains apportent un soutien appuyé à cette hausse des objectifs de collectivisation. La direction géorgienne, autour du premier secrétaire Lavrenti Kartvelishvili, fraîchement arrivé d'Ukraine, est fortement engagée dans cette ligne radicale. Nous suivons sur ce point pleinement les conclusions tirées dès 1972 par l'historien géorgien Lomashvili,

²⁹⁴² Ronald Grigor Suny, *op.cit.*, 1998, pp. 218-222.

²⁹⁴³ S. Maksudov, « Migratsii v SSSR v 1926-1939 godakh », *Cahiers du monde russe*, Vol. 40, No. 4, 1999, p. 767.

²⁹⁴⁴ Ces prévisions sont établies par une sous-commission spéciale créée après le plénum de novembre 1929 du Comité central moscovite, qui lance le « Grand Tournant ». Propositions de la sous-commission dirigée par Kaminskij, 14 décembre 1929, RGAE, f. 7846, op. 37, d. 40, l. 41, reproduites dans N. Ivnickij (éd.), *Tragedija Sovetskij derevni, T. 2 – nojabr' 1929-dekabr' 1930*, Moscou, ROSSPEN, 2000, pp. 46-47.

²⁹⁴⁵ P.N. Lomashvili, *op.cit.*, 1972, p. 181 ; ces décisions vont jusqu'à une échelle très locale, puisque de nombreux comités de district radicalisent encore les objectifs de collectivisation : discours de Nazaretjan au présidium du Comité régional du Parti, 4 mars 1930, SShSA PA, f. 13, op. 8, d. 23, ll. 1-2.

²⁹⁴⁶ Décision du présidium du Comité régional du Parti du 15 décembre 1929, SShSA PA, f. 13, op. 7, d. 17, l. 18.

qui considère comme primordiale l'initiative transcaucasienne, avant même la décision du Politburo du 5 janvier 1930 sur les rythmes de collectivisation²⁹⁴⁷.

Dès le début de l'année 1930, la collectivisation et les violences qui l'accompagnent entraînent de nombreuses formes de résistances dans les sociétés rurales de la région. Les travaux de James Scott et, dans le contexte soviétique, de Lynne Viola et Sheila Fitzpatrick, ont mis en évidence la diversité des formes de résistance au pouvoir dans les sociétés rurales, ainsi que la difficulté d'analyser leurs ressorts précis, en raison des distorsions importantes des sources²⁹⁴⁸. Dans le cas du Caucase de 1930, les révoltes se concentrent notamment dans les régions caractérisées par un retard socio-économique fort, ainsi que par des différences ethniques et religieuses vis-à-vis du groupe dominant de la république. Ces différences accentuent l'antagonisme créé par la brutalité des méthodes mises en œuvre par les activistes du Parti depuis le début de 1930²⁹⁴⁹. En janvier-février 1930, douze révoltes rurales sont signalées en Géorgie, impliquant plus de deux mille personnes contre la collectivisation²⁹⁵⁰. En Arménie, dans la région de Vedibassar, essentiellement musulmane, une révolte éclate contre les autorités en février 1930 et le Nakhitchevan voisin, qui reste faiblement intégrée et contrôlée par le régime soviétique, entre peu après en révolte. Plus à l'Est, les montagnes du Zangezour et du Karabakh constituent un troisième foyer majeur de résistance à la collectivisation et à la sédentarisation²⁹⁵¹. La résistance à la collectivisation passe par la fuite de nombreux villageois vers les zones montagneuses et forestières, où ils constituent des maquis qui affrontent par les armes les autorités. Ces dernières perdent tout contrôle sur plusieurs régions rurales au cours des semaines qui suivent. L'intensité de la crise est accrue par les révoltes qui éclatent au Caucase du Nord et menacent de séparer la Transcaucasie du

²⁹⁴⁷ P.N. Lomashvili, « Iz istorii kolkhoznogo stroitel'stva v Zakavkaz'e », *Voprosy istorii Kommunisticheskoy Partii Gruzii*, No. 15, 1967, pp. 156-157 ; Vladimir Ghazakhets'jan, *Hajastani kolntesajin gjughats'ut'jan patmut'juně*, Erevan, Hajkakan SSH GA Hratarakch'ut'jun, 1978, pp. 49-82.

²⁹⁴⁸ Sur les différentes formes de la résistance paysanne, James C. Scott, *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1985 ; Lynne Viola, « Popular Resistance in the Stalinist 1930s. Soliloquy of a Devil's Advocate », in Lynne Viola (dir.), *Contending with Stalinism. Soviet Power and Popular Resistance in the 1930s*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2002, pp. 17-43 ; Sheila Fitzpatrick, *Stalin's Peasants. Resistance & Survival in the Russian Village After Collectivization*, Oxford-New York, Oxford University Press, 1994, pp. 48-79.

²⁹⁴⁹ La garde-frontière signale ainsi dans les régions de Borchali et Karajaz que la paysannerie « turque » a réagi « de manière extrêmement vive », en se livrant à des « bastonnades de fonctionnaires, désarmement de la police, blessure de membres des brigades ouvrières ». Rapport de la garde-frontière soviétique, 18 mars 1930, RGVA, f. 25873, op. 3s, d. 40, l. 107.

²⁹⁵⁰ Rapport du Département du renseignement de l'OGPU sur les kolkhozes en Géorgie et en Abkhazie, 20 février 1930, RGAE, f. 7486, op. 37, d. 131, ll. 63-57, reproduit dans Alexis Berelowitch, V. Danilov (éd.), *Sovetskaja derevnja glazami VChK-OGPU-NKVD 1918-1939 – T. 3, 1930-1934, Kn. 1 – 1930-1931*, Moscou, ROSSPEN, 2000, pp. 198-202 ; décision du secrétariat du Comité central géorgien, 22 novembre 1930, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 3, l. 17.

²⁹⁵¹ Décision du présidium du Comité régional du Parti, 16 juin 1930, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 4, ll. 1-4.

reste de l'URSS²⁹⁵². Pour contrer ce mouvement, le Comité régional du Parti adopte une série de décisions confidentielles autorisant le recours à des mesures extrêmement violentes contre les insurgés²⁹⁵³.

Au-delà de la répression, l'ampleur des révoltes fait éclater des contradictions internes aux différents niveaux de l'appareil d'Etat soviétique. Dans la base, la politique de collectivisation et la répression contre les paysannes provoquent des tensions dans l'Armée rouge, où les recrues originaires des campagnes manifestent des réticences²⁹⁵⁴. On sait aussi que dès 1929 Lavrenti Beria adresse, en tant que président de la GPU géorgienne, des critiques contre les pratiques des communistes géorgiens et transcauciens, ce qui lui vaut l'attention de Staline²⁹⁵⁵. Le 10 mars 1930, peu après l'article de Staline sur le « Vertige du succès », Beria et Stanislav Redens, chef de la GPU de Transcaucasie, envoient à Moscou un rapport confidentiel attaquant le Comité régional du Parti²⁹⁵⁶. Ils s'y montrent très critiques contre les dirigeants caucasiens du Parti et leur absence de stratégie réaliste de collectivisation. Les accusations d'excès gauchistes concernent, après l'article de Staline, l'ensemble des dirigeants, tenus à une auto-critique. Le Comité central moscovite et le Comité régional adoptent respectivement les 2 et 10 avril des décisions en ce sens. Si les comités centraux des républiques s'exécutent, cette contrition forcée nourrit les ressentiments parmi les leaders républicains, qui tendent à rejeter sur l'échelon transcaucasien la responsabilité des échecs subis. Le désaveu est particulièrement humiliant pour les dirigeants arméniens, contraints de reconnaître, en plus d'erreurs économiques, une violation de la politique de nationalités envers les groupes minoritaires vivant sur leur sol²⁹⁵⁷.

En dépit de la retraite effectuée par les autorités soviétiques, les révoltes rurales se poursuivent et s'étendent au cours du printemps 1930. Les tentatives politiques de règlement des révoltes n'obtiennent pas les résultats attendus et les dirigeants soviétiques sont divisés sur la méthode à employer pour amener les masses paysannes à résipiscence. Le nouveau président du Comité central exécutif d'Azerbaïdjan, Qəzənfər Musabəyov, est vivement

²⁹⁵² Jeronic Perović, « Highland Rebels: The North Caucasus during the Stalinist Collectivization Campaign », *Journal of Contemporary History*, prépublication en ligne, mars 2015.

²⁹⁵³ La plupart des décisions relatives à cette répression sont placées dans les « dossiers spéciaux » du Comité régional. Extrait de protocole du présidium du Comité régional du Parti, 4 mars 1930, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 2, l. 168 ; décision du Comité régional du Parti sur la liquidation des bandes au Nakhitchevan, 13 mars 1930, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 2, ll. 194-195.

²⁹⁵⁴ Rappelons que les paysans forment 78,3 % des effectifs de l'Armée rouge et 81,8 % en Transcaucasie. Nonna Tarkhova, *Krasnaja armija i stalinskaja kollektivizatsija 1928-1933 gg.*, Moscou, ROSSPEN, 2010, pp. 89 et 102-105.

²⁹⁵⁵ Françoise Thom, *op.cit.*, pp. 27-28.

²⁹⁵⁶ Amy Knight, *Beria, Stalin's First Lieutenant*, Princeton, Princeton University Press, 1993, pp. 41-43.

²⁹⁵⁷ Décision secrète du présidium du Comité central arménien, 15 avril 1930, RGASPI, f. 17, op. 19, d. 15, l. 59.

critiqué par le Comité régional du Parti pour les propos qu'il tient au Nakhitchevan, où il se rend pour tenter d'apaiser la révolte. Krinitskij lui reproche dans une lettre à Staline d'avoir adopté un ton catastrophiste dans une proclamation qu'il entendait diffuser à plusieurs milliers d'exemplaires dans la région²⁹⁵⁸. « Camarades ! », commence la proclamation de Musabəyov, « les ennemis des travailleurs, les mousavatistes, les dachnaks, les *ittihadistes* et autres contre-révolutionnaires se sont organisés au Nakhitchevan pour lutter contre le pouvoir soviétique ». L'appel, par son ton dramatique, risque selon les membres du Comité régional d'encourager les révoltés et d'inciter les ennemis extérieurs du pouvoir soviétique à intensifier leur action contre l'URSS²⁹⁵⁹. Le succès limité des initiatives politiques de ce type se trouve défait en permanence par la reprise de révoltes dont les causes s'élargissent. Au-delà de la collectivisation, les priorités agricoles des autorités suscitent le mécontentement. Selon l'émigré Grigory Uratadze, c'est l'exigence que les paysans sèment du coton au lieu de semer des céréales qui déclenche la révolte dans la région de Borchalo – à la frontière entre Géorgie et Arménie – au cours de l'été 1930, car la population craint d'être affamée²⁹⁶⁰.

La violence répressive du régime atteint son paroxysme à partir des premières semaines de juillet 1930. Les unités spéciales de la GPU et l'Armée rouge collaborent à la répression, avec l'appui de bataillons spéciaux composés de membres du Parti et des jeunesses communistes²⁹⁶¹. Jeune recrue au département du renseignement de l'Armée rouge du Caucase, Ismail Akhmedov lit au cours de l'été, dans le cadre de son stage de formation, les rapports confidentiels envoyés sur l'écrasement des révoltes :

*« Je tenais entre les mains les rapports opérationnels au jour le jour, envoyé par les expéditions punitives à notre département. Je me souviens très bien de l'un d'entre eux qui disait : "Des villages entiers offrent une résistance désespérée. Nos unités doivent brûler les villages, passer les hommes par les armes, de même que les femmes et les enfants. Lorsque les hommes sont mort en combattant nos troupes, leurs femmes, au lieu de se rendre, se jettent volontairement sur les baïonnettes de nos soldats" »*²⁹⁶².

²⁹⁵⁸ Le Comité régional du Parti parvient à saisir et détruire 7.000 des 10.000 tracts initialement imprimés. Lettre de Krinitskij à Staline, 26 mars 1930, RGASPI, f. 558, op. 11, d. 756, l. 24 ; sur l'envoi de Musabəyov, la décision du Comité régional du Parti, 19 mars 1930, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 2, l. 211 et Səid Sadiqov, *op.cit.*, 1995, pp. 79-80.

²⁹⁵⁹ Texte de la proclamation de Musabəyov, non daté, *Ibid.*, ll. 25-27 ; télégramme du Comité régional du Parti à Musabəyov, 25 mars 1930, *Ibid.*, l. 28.

²⁹⁶⁰ Grigory Uratadze, « Notes on the History of Collectivization in Georgia », *Caucasian Review*, No. 6, 1958, pp. 97-106.

²⁹⁶¹ Décision secrète du présidium du Comité central arménien, 11 septembre 1930, RGASPI, f. 17, op. 19, d. 15, l. 11.

²⁹⁶² Ismail Akhmedov, *In and Out of Stalin's GRU. A Tatar's Escape from Red Army Intelligence*, Frederick (Maryland), University Publications of America, 1984, pp. 80-81.

Les exemplaires de ces rapports conservés dans les archives des Partis caucasiens et de l'Armée rouge confirment la violence de cette répression²⁹⁶³. La montée en puissance de la répression au cours de l'été ne fait pourtant pas l'unanimité parmi le personnel dirigeant caucasien. Aux oppositions de personnes s'ajoute une crise systémique du fonctionnement de la fédération de Transcaucasie, que beaucoup incriminent pour les erreurs commises au début de 1930²⁹⁶⁴. Les mécanismes de contrôle de l'économie et de l'agriculture, en particulier à travers la production de données quantitatives, se grippent et révèlent le manque de coordination entre les différentes échelles politico-administratives²⁹⁶⁵.

Certains n'hésitent pas à critiquer les objectifs de collectivisation, changeant parfois radicalement leur discours par rapport à la fin de l'année 1929. Le nouveau premier secrétaire du Parti transcaucasien, Lominadze, critique l'aventurisme du Grand Tournant, mais défend aussi l'échelon transcaucasien contre les attaques venant des républiques, en particulier d'un Parti azéri à nouveau plongé dans des querelles intenses²⁹⁶⁶. En octobre 1930, le Comité central azéri et l'organisation du Parti de Bakou s'enhardissent et font critiquer publiquement une lettre adressée aux organismes du Parti par Lominadze. En dépit d'un voyage personnel à Bakou, Lominadze ne parvient pas à éteindre la polémique et la contestation de son autorité, ce qui force le Comité central moscovite à intervenir²⁹⁶⁷. Afin d'examiner la situation dans le Parti de Transcaucasie, une mission du Comité central est envoyée à Tiflis et en Azerbaïdjan, présidée par Kirov²⁹⁶⁸. Après avoir initialement justifié la position de Lominadze, les organismes centraux font volte-face et la condamnent. Cette condamnation place en porte-à-

²⁹⁶³ Voir par exemple les documents contenus dans les dossiers spéciaux du Comité régional du Parti, ainsi qu'un dossier composé des télégrammes échangés au cours de l'année 1930 : SShSA PA, f. 13, op. 8, d. 56 ; on peut consulter dans le fonds de l'Armée rouge caucasienne les dossiers sur la lutte contre le « banditisme » en 1930-1931 : RGVA, f. 25873, op. 3s, dd. 40 et 90.

²⁹⁶⁴ En Géorgie, des articles très critiques à la fédération sont publiés au printemps 1930 avec la complicité de dirigeants de la république : D. Sturua, *V bor'be za edinstvo rjadov partii. Dejatel'nost' TsKK-RKI Gruzii (1924-1934 gody)*, Tbilissi, Izdatel'stvo TsK KPG, 1972, pp. 106-109 ; des réformes simultanées, comme celle des cadres territoriaux de planification et décision économique renforcent les rivalités entre niveaux politico-administratifs : protocole de la commission du Comité central arménien pour la liquidation des *okrugs*, 20 juillet 1930, HAA, f. 1, op. 10, d. 16, l. 114.

²⁹⁶⁵ Cette question est discutée spécifiquement par les organes du Parti à l'été 1930 : compte rendu d'une réunion spéciale du présidium du Comité central arménien, 4 août 1930, HAA, f. 1, op. 10, d. 16, ll. 91-94.

²⁹⁶⁶ Ronald Grigor Suny, *op.cit.*, 1989, pp. 250-251 ; Təhminə Aslanova, « İdarəçilikdə sərt mərkəzləşdirmə prosesinin Azərbaycan rəhbərliyində siyasi qruplaşmaların fəallaşmasına təsiri (XX əsrin 20-ci illərinin sonu-30-cu illərinin əvvəli) », *Tarix və onun problemləri*, No. 1-2, 2009, pp. 152-157.

²⁹⁶⁷ Décision du Politburo « Sur le conflit entre le Comité régional du Parti et le Comité central du PC(b) azéri », 19 octobre 1930, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 801, ll. 15 et 31-32 ; Rapport du consul-général allemand à Tiflis à l'ambassade allemande à Moscou, 19 novembre 1930, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), Russland, R 84153.

²⁹⁶⁸ Gerald M. Easter, *op.cit.*, 2000, p. 87 ; M.S. Iskenderov, *S.M. Kirov v Azerbajdzhanе*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1970, p. 209.

faux nombre de dirigeants caucasiens, contraints à des contorsions à quelques semaines d'intervalle. Les 18 et 19 novembre, une session spéciale du Comité régional du Parti et de la commission régionale de contrôle, tenue en présence de Kirov, vilipende Lominadze et ses proches. Le 21 novembre, une réunion similaire du Comité central et du Comité du Parti d'Erevan révèle les difficultés des dirigeants arméniens qui ne se sont pas associés aux critiques des Azéris contre Lominadze en automne et déclarent avoir été manipulés par Lominadze²⁹⁶⁹. La collectivisation et ses échecs signifie donc une crise des instances du pouvoir frontalier dans le cas du Caucase soviétique. Comment est-il possible de lier ces évolutions intérieures à l'URSS à une dynamique régionale ?

c) Les miroirs frontaliers de la révolte

Si l'on adopte une approche régionale et transfrontalière, le tableau que l'on peut dresser de la période se modifie de manière significative. Les révoltes qui commencent à partir de 1929 sur le sol soviétique s'intègrent en effet dans la perspective plus large de révoltes qui embrasent les confins caucasiens, avec un foyer d'intensité maximale dans la zone de la triple frontière²⁹⁷⁰. Ces révoltes, enchassées dans des chronologies différentes, convergent au cours des années 1930-1931. En quoi les enjeux de ces révoltes frontalières sont-ils différents de ceux examinés en ouverture de notre recherche, sur le moment des révolutions transnationales ? L'échelle, d'abord, apparaît différente, de même que la nature des mouvements. Il ne s'agit plus d'examiner les connexions entre des révolutions étendues sur le territoire d'empires entiers, mais des mouvements enracinés dans l'espace frontalier. L'échelle très locale et la dimension matérielle de la frontière jouent un rôle plus important que celui qu'elle pouvait avoir en 1908. La vue et l'ouïe – dans le cas des canonnades de l'Ararat entendues depuis Erevan – rendent en bien des lieux visibles ou audibles les événements qui se déroulent de l'autre côté de la frontière. Nombreux sont les documents qui témoignent du sentiment de proximité créé par l'écho des combats que réverbèrent les

²⁹⁶⁹ Les discours tenus au cours de cette seconde séance, reproduits intégralement dans les archives arméniennes, sont particulièrement intéressants par la sophistication qu'ils déploient, qui tourne en grande partie autour du problème du fédéralisme caucasien. Kirov accuse ainsi Lominadze d'avoir instrumentalisé le principe fédéraliste pour discréditer le Parti communiste azéri. Procès verbal de la session jointe du Comité central arménien, du Comité du Parti d'Erevan et de la Commission centrale de contrôle arménienne, 21 novembre 1930, HAA, f. 1, op. 10, d. 28, *passim* ; sur le déroulement du processus, S.A. Kislitsyn, *Skazavshie "NET" (Epizody iz istorii politicheskoy bor'by v sovetskom obshchestve v kontse 20-kh-pervoj polovine 30-kh gg.)*, Rostov, Rostovskij Gosudarstvennyj Universitet, 1992, pp. 14-19.

²⁹⁷⁰ Un constat similaire vaut pour la frontière centre-asiatique avec le Xinjiang et l'Afghanistan, où une révolte éclate en 1929 contre le roi Amanullah : Leon B. Poullada, *Reform and Rebellion in Afghanistan, 1919-1929*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 1973, pp. 160-213.

montagnes²⁹⁷¹. C'est par ce biais concret qu'on voudrait aborder la question de la connexion entre les mouvements de révolte frontaliers.

Depuis la fin des années 1920, les révoltes kurdes qui secouent la région d'Iğdır se déroulent à proximité immédiate de la frontière et font l'objet de fréquents rapports soviétiques. Les groupes kurdes de cette région entrent à intervalles répétés dans des affrontements avec la gendarmerie locale, trouvant refuge en territoire iranien lorsque les autorités turques entreprennent des expéditions punitives. Le massif de l'Ararat et ses contreforts deviennent un abri pour les tribus kurdes et, plus généralement, les groupes en rupture avec les institutions étatiques dans la région²⁹⁷². Le mouvement prend de l'ampleur à partir du début de 1928 et le gouvernement turc entreprend en mai d'envoyer une délégation de députés et hauts fonctionnaires locaux, pour négocier avec le chef de la révolte, Ihsan Nuri. La délégation promet une amnistie générale pour les révoltés s'ils acceptent de se rendre, mais Ihsan Nuri rejette les conditions posées et la révolte passe dans une phase plus ouverte²⁹⁷³. Au moment où éclate la résistance à la collectivisation au Caucase soviétique, le mouvement insurgé kurde bat son plein autour de l'Ararat et des troubles ont eu lieu en Iran en 1928-1929²⁹⁷⁴. Depuis la fin de l'année 1929, les troupes turques entrent dans des affrontements violents avec les Kurdes²⁹⁷⁵. Des détachements punitifs envoyés en avril 1930 par Ankara essuient des revers militaires et des centaines de soldats sont capturés par les Kurdes, qui abattent plusieurs avions dans les combats²⁹⁷⁶. Le début des révoltes en URSS met en connexion directe le territoire de l'Ararat et les zones-frontières d'Arménie et du Nakhitchevan, où la résistance paysanne est particulièrement forte.

La zone frontalière de résistance qui se crée apparaît comme un espace de rejet des autorités étatiques et politiques, une « Zomia » éphémère, pour reprendre la belle description que donne James Scott des hautes terres d'Asie du Sud-Est. Terre d'individus en rupture de ban, de fugitifs et de hors-la-loi, cette zone apparaît comme un lieu de refuge des « formes d'oppression caractéristiques des projets étatiques des vallées – l'esclavage, la conscription,

²⁹⁷¹ Note du consul britannique à Tabriz Palmer à George Clerk, 18 juin 1930, TNA, FO 371/14550.

²⁹⁷² Emin Karaca, *Ağrı eteklerindeki ateş. "Bir Kürt ayaklanması anatomisi"*, Istanbul, Alan, 1991, pp. 16-17 ; plusieurs sources de l'Armée rouge soviétique sur ce mouvement ont été publiées dans Aram Sajjian, « Norahajt vaveragr Ararati apstambut'jan masin », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 1, 2009, pp. 240-245.

²⁹⁷³ İhsan Nuri Paşa, *Ağrı Dağı isyanı*, Istanbul, MED, 1992, pp. 40-43 ; M.A. Gasratjan (dir.), *Kurdskoe dvizhenie v novoe i novejshee vremja*, Moscou, Nauka, 1987, p. 145.

²⁹⁷⁴ Stephanie Cronin, *op.cit.*, 2007, pp. 115-117.

²⁹⁷⁵ Télégramme du ministère de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, 22 décembre 1929, BCA, 30.10.0.0/105.683.32 ; sur l'insécurité dans la zone-frontière turque, voir le rapport d'ordre public (*asayış raporu*) de la gendarmerie, 9 avril 1929, BCA, 30.10.0.0/127.913.30.

²⁹⁷⁶ M.A. Gasratjan (dir.), *op.cit.*, 1987, pp. 146-147 ; rapport du major O'Leary, attaché militaire britannique en Turquie, à George Clerk, 22 décembre 1930, TNA, FO 424/274, pp. 2-3.

les impôts, la corvée, les épidémies et les guerres²⁹⁷⁷ ». Des poches similaires se dessinent dans l'espace frontalier à la frontière entre le Zangezour, le Karabakh et la Perse voisine, de même qu'entre la Géorgie et le littoral turc de la mer Noire. L'espace de quelques mois, la frontière se troue en de multiples points, où la présence des autorités apparaît des plus ténues. Les gardes-frontières turcs sont ainsi obligés de se replier de leurs positions à plusieurs occasions, laissant ouverts des pans entiers de la frontière. Les unités présentes du côté soviétique de la frontière, en particulier au Nakhitchevan, se trouvent elles aussi contraintes de s'adapter en raison du prélèvement de forces pour réprimer les révoltes et participer à la dékoulakisation à l'intérieur²⁹⁷⁸. Les transferts de forces de l'OGPU, pour lesquels la Transcaucasie est la première région concernée, ne suffisent pas à maintenir des effectifs normaux de surveillance de la frontière en parallèle de la répression intérieure²⁹⁷⁹. Du côté iranien, le dispositif frontalier est pour sa part bien plus faible et peine, même en temps normal, à contenir les franchissements de frontière par les populations locales. La simultanéité des révoltes entraîne une démultiplication des circulations, dont témoignent les mémoires laissés par certains insurgés : Hesên Hişyar, proche compagnon d'Ihsan Nuri au cours de la révolte de l'Ararat, rapporte dans ses mémoires l'aide matérielle et militaire apportée par les Kurdes d'Arménie au mouvement insurrectionnel. Certains groupes kurdes d'URSS décident de rejoindre le territoire de la révolte, en échappant par la même occasion à la collectivisation²⁹⁸⁰.

Le passage de groupes de combattants et la circulation d'armes constituent des modalités déjà étudiées de la connexion des phénomènes de résistance à la frontière, qui se réactivent au cours du moment 1929-1931, témoignant de la persistance de connexions personnelles et sociales à travers des espaces étatiques en voie de renforcement. Ces connexions n'étonnent guère si l'on prend en compte le maintien d'une porosité significative de l'espace frontalier au moment où éclatent les troubles. Elles alimentent un espace de circulation d'informations sur les événements qui se déroulent de part et d'autre de la frontière. Les diplomates et consuls étrangers en poste en différents points de la région

²⁹⁷⁷ James C. Scott, *The Art of Not Being Governed, An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2009, pp. ix-x.

²⁹⁷⁸ Rapport de l'administration générale de la garde-frontière soviétique, 28 juin 1930, reproduit dans Alexis Berelowitch, V. Danilov (éd.), *op.cit.* – T. 3, 1930-1934, Kn. 1 – 1930-1931, 2000, p. 394 ; sur la circulation des révoltés à travers la frontière, voir les remarques de David Shearer, *Policing Stalin's Socialism. Repression and Social Order in the Soviet Union*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2009, pp. 49-52.

²⁹⁷⁹ Nonna Tarkhova, *op.cit.*, 2010, pp. 149-151.

²⁹⁸⁰ Hesên Hişyar, *Dîtin û Bîrhatinên Min, I*, Beyrouth, Emîral, 1993, p. 451, cité par Rohat Alakom, *Xoybûn Örgütü ve Ağrı Ayaklanması*, Istanbul, Avesta, 2011 (1998), pp. 89-90 ; Shalala Mammadova, *op.cit.*, 2013, p. 139 ; sur la vision de cette connexion par les dirigeants turcs, voir l'entrée du 31 décembre 1930 dans le journal d'İsmet İnönü, *Defterler (1919-1973), C. I*, Istanbul, YKY, 2001, p. 157.

rappellent la circulation de ces nouvelles qui passent souvent par les réseaux émigrés²⁹⁸¹. Leur diffusion est particulièrement forte en Iran du Nord, où les centres urbains sont informés quotidiennement du cours des révoltes : dès le printemps 1930, le thème des révoltes au Caucase soviétique s'ajoute à celui des troubles kurdes à la frontière turco-iranienne dans les rapports d'information de l'ambassade britannique à Téhéran²⁹⁸². Les informations circulent sur des aspects très précis des événements du Caucase : le nombre de troupes envoyées le long de l'Araxe par les Soviétiques pour écraser les révoltés en avril, les attaques perpétrées en mai à plusieurs reprises contre le train Tiflis-Djoufha, les contacts entre Kurdes d'URSS et de Turquie ou encore la stratégie suivie par les autorités soviétiques pour inciter les rebelles à déposer les armes²⁹⁸³. La circulation humaine de l'information est complétée par les interceptions radio, qui deviennent une source importante d'information pour les autorités turques (*figure 107*). Les stations de la province de Trabzon interceptent ainsi les émissions de Bakou, Tiflis et Erevan, qui transmettent des appels à la population soviétique et annoncent la répression des rebelles²⁹⁸⁴.

La circulation de l'information et du « climat de rébellion » doit donc être saisie dans un espace géographique plus large. Ce climat est illustré par une circulation de thèmes et de rumeurs où se mêlent le défaitisme, le millénarisme et « l'apocalyptique », qu'a pu décrire Nicolas Werth²⁹⁸⁵. Du Caucase à l'Asie centrale, l'effondrement du régime soviétique est prophétisé : parmi les nomades turkmènes court la rumeur que « le Tsar blanc va revenir sur le trône et que Djounaid Khan va prendre le pouvoir au Turkménistan²⁹⁸⁶ ». Dans ces rumeurs apocalyptiques et défaitistes, l'étranger et le frontalier sont toujours présents, comme *dei ex machina* qui n'attendraient qu'à se révéler et à légitimer la révolte. L'anthropologue Bruce Grant en donne un exemple dans sa description de la révolte de Şeki d'avril 1930. La ville de Şeki, appelée à l'époque Nuxa, se trouve au Nord-Ouest de l'Azerbaïdjan, à proximité du Daghestan et à près de deux cents kilomètres des frontières turques et iraniennes. Dans la nuit

²⁹⁸¹ On renvoie ici aux différents organes de la presse émigrée du Caucase. Voir par exemple l'éditorial de mai 1931 du *Droshak* dachnak, consacré à la répression au Zangezour : « Zangezuri aghetë », *Droshak*, No. 5 (309), mai 1931, pp. 112-113.

²⁹⁸² Voir par exemple le rapport d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 9 mars 1930, R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 8, 1997, p. 523.

²⁹⁸³ Rapport d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 7 mai 1930, *Ibid.*, p. 533.

²⁹⁸⁴ Note du ministère de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, 20 janvier 1930, BCA, 30.10.0.0/248.675.4.

²⁹⁸⁵ Nicolas Werth, « Rumeurs défaitistes et apocalyptiques dans l'URSS des années 1920 et 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Vol. 71, juillet-septembre 2001, pp. 25-35.

²⁹⁸⁶ Dzhumadurdy Annaorazov, « Vosstanie turkmenskikh kochevnikov v 1931 g. », *Voprosy istorii*, No. 5, 2013, p. 37 ; pour une comparaison plus orientale encore de ces récits, on peut lire les très intéressants travaux de Caroline Humphrey, dont « Stalin and the Blue Elephant: Paranoia and Complicity in Post-Communist Metahistories », in Harry G. West, Todd Sanders, *Transparency and Conspiracy: Ethnographies of Suspicion in the New World Order*, Durham, Duke University Press, 175-203.

du 11 avril, un certain Mollah Mustafa Şeyxzade y lance une révolte contre les autorités soviétiques locales. La révolte s'appuie sur l'idée que les soldats turcs se tiendraient à la frontière, prêts à intervenir pour aider une révolte musulmane au Caucase. Le bruit circule même que Mustafa Kemal se trouverait en personne sur place, afin de mener la campagne victorieuse²⁹⁸⁷. Les circonstances de la révolte restent jusqu'à présent peu claires et on peut s'interroger sur le rôle de son principal organisateur dans la production et la diffusion d'une telle rumeur, susceptible d'encourager la population locale à l'action. La GPU azérie soupçonne, sans donner d'exemple concret, le rôle d'agents turcs circulant dans la région, qui auraient répandu la rumeur que sept mille volontaires turcs allaient venir en aide aux Caucasiens²⁹⁸⁸. Ces récits trahissent pourtant moins un influence subversive turque que la rencontre entre un millénarisme paysan et la survivance dans les mémoires locales de la geste ottomane et kémaliste. C'est ainsi qu'à l'occasion de la fête de Novruz, en 1930, la rumeur court parmi les Azéris de la région de Lenkoran que les Turcs se sont emparés du Nakhitchevan et vont libérer l'ensemble du Caucase²⁹⁸⁹.

Les vagues de révoltes de 1930-1931, si elles mettent souvent en échec les autorités étatiques frontalières, doivent faire face à des répressions sévères des autorités. La stratégie de « prise de parole » des paysans n'apporte que peu de gains et les rebelles peuvent au mieux espérer des promesses d'amnistie, pas toujours respectées²⁹⁹⁰. Dans bien des révoltes, la perspective de la « défection » est d'emblée présente : elle est ainsi brandie par les paysans abkhazes révoltés en février 1931, qui menacent de partir en masse pour la Turquie si leurs demandes ne sont pas satisfaites²⁹⁹¹. Elle apparaît surtout, au cours des révoltes, alors que l'impasse de l'opposition ouverte au pouvoir soviétique devient manifeste : la défection est pour beaucoup des individus impliqués dans les révoltes la seule chance de survie²⁹⁹². Le mouvement massif de fuite qui se dessine touche essentiellement les populations soviétiques. Au-delà des rebelles en déroute, la population soviétique fugitive recouvre une grande

²⁹⁸⁷ Bruce Grant, « An Average Azeri Village (1930). Remembering Rebellion in the Caucasus Mountains », *Slavic Review*, Vol. 63, No. 4 (Hiver, 2004), pp. 709-710.

²⁹⁸⁸ Musa Qasimli, *op.cit.*, 2006, pp. 417-418 ; la révolte est reprise le 15 avril par les troupes spéciales de la GPU azérie. Shalala Mamedova, *op.cit.*, 2004, pp. 101-102.

²⁹⁸⁹ Rapport du chef de la GPU azérie, Bağirov, au chef de la GPU transcaucasienne, Redens, et au premier secrétaire du PC azéri, Gikalo, 2 août 1930, ARSPIHDA, f. 1, op. 231, d. 67, ll. 11-12, cité par Musa Qasimli, *op.cit.*, 2006, pp. 378-379.

²⁹⁹⁰ Dans ses mémoires publiés ultérieurement en persan, l'émigré Djavâshîr souligne cette défiance envers les promesses soviétiques d'amnistie. Shâmîl Djavâshîr, *op.cit.*, 1392 (2013), pp. 67-68 ; je reprends bien sûr ce terme à Alfred O. Hirschman, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.

²⁹⁹¹ Timothy K. Blauvelt, « Resistance and Accommodation in the Stalinist Periphery. A Peasant Uprising in Abkhazia », *Ab Imperio*, 3/2012, p. 89.

²⁹⁹² Manuel Sarkisyanz, *A Modern History of Transcaucasian Armenia*, pas de lieu, pas d'éditeur, 1976, pp. 313-314 ; Mary Kilbourne Matossian, *op.cit.*, 1962, pp. 106-107.

diversité de trajectoires. De simples citoyens, touchés par les difficultés de la fin de la NEP, de la collectivisation ou d'un climat politique délétère, choisissent la fuite hors d'URSS, trouvant refuge sur le sol turc et iranien. Cette fuite des citoyens soviétiques reste jusqu'à présent mal connue, aussi bien dans ses modalités quantitatives que dans son déroulement et dans la trajectoire des individus impliqués. On souhaiterait ici lui accorder de l'attention, afin de rendre l'expérience de cette fuite qui devient un enjeu des relations diplomatiques à la frontière entre l'Union soviétique et ses voisins.

3. Fuir l'Union soviétique

La compréhension du parcours frontaliers de ces réfugiés soviétiques suppose d'étendre le champ des sources au-delà des archives produites par les administrations soviétiques, qui ne fournissent qu'un tableau partiel de ces réfugiés, se concentrant sur ce qu'elles considèrent être une émigration politique et anti-soviétique. Reconstituer la situation de ces individus à la frontière apparaît comme un défi, car rares sont les textes qui leur donnent la parole. Partons donc de la coïncidence qui place sur les pas de ces réfugiés la voyageuse et journaliste britannique Rosita Forbes, au printemps 1930. Source exceptionnelle, le récit de voyage publié en 1931 par Forbes constitue un des seuls supports où se fait entendre la voix des réfugiés. A travers les entretiens qu'elle recueille pendant un séjour en Azerbaïdjan iranien, Forbes fait entrevoir une autre histoire de ces réfugiés.

a) Dites-moi la fuite : Rosita Forbes à Tabriz

Les réfugiés soviétiques de 1930-1931 ne sont guère que des ombres fugitives dans l'histoire du Grand Tournant stalinien. S'ils appartiennent à cette histoire, c'est moins par quelque lien positif, que par une simultanéité et par des circonstances de départ indissociables des bouleversements politiques et sociaux qui touchent leur patrie. Leur départ les expulse hors de l'histoire soviétique, mais ne les fait pas pour autant entrer dans d'autres histoires. Groupe éclaté, ils se dispersent sur l'immense périmètre des frontières extérieures soviétiques. A l'échelle de chaque frontière, on les voit bien apparaître, au cours de ces deux années, dans les archives et témoignages. Au Xinjiang et en Afghanistan arrivent plusieurs milliers de nomades qui échappent à la collectivisation et à la famine qui frappent le Kazakhstan

actuel²⁹⁹³. En Perse, en Turquie, en Roumanie, en Pologne et en Finlande, des rapports similaires évoquent l'arrivée de réfugiés, dans des fuites individuelles et collectives²⁹⁹⁴. Mais ces réfugiés, éloignés des centres de l'opinion publique internationale, restent mal connus. La nouvelle de ces fuites parvient pourtant aux journaux étrangers, qui publient des informations à ce sujet dans les premiers mois de 1930²⁹⁹⁵. L'ambassadeur italien à Varsovie note ainsi, le 14 mars 1930 : « Plusieurs journaux étrangers ont publié des articles affirmant qu'un grand nombre de paysans soviétiques, surtout ukrainiens, avaient fui à travers la frontière polonaise. Cette rumeur s'est aussi répandue sur le territoire soviétique ». Il est, souligne-t-il, difficile d'évaluer l'ampleur de ces fuites, qui pourraient selon lui être limitées à quelques dizaines de cas individuels par semaine²⁹⁹⁶. A l'époque même, les pays frontaliers de l'URSS ont pourtant conscience d'avoir affaire à un phénomène connectant un très vaste espace : en mai 1930, le gouverneur d'Azerbaïdjan iranien s'enquiert auprès du consul polonais à Tabriz des mesures prises par la Pologne pour traiter les réfugiés soviétiques arrivés sur son territoire²⁹⁹⁷.

Du fait de leur dispersion spatiale, les réfugiés soviétiques du Grand Tournant ont été peu étudiés en tant que groupe. La première difficulté découle de la diversité des contextes régionaux en Union soviétique, ainsi que la chronologie resserrée qui voit se succéder diverses vagues de départs dans un court moment séparant 1929 de 1933. Ces deux variables se combinent pour créer des cas paradigmatiques. C'est ainsi que la fuite des nomades kazakhs en 1931, de même que celle de paysans d'Ukraine centrale vers la Pologne en 1932-1933, est directement associée à la famine qui frappe ces deux régions. Les fugitifs qui quittent le Caucase, la Carélie orientale ou la Sibérie sont en général poussés par des motifs moins vitaux, ce qui pose question sur la pertinence de considérer ces réfugiés comme une communauté cohérente. La diversité culturelle, sociale et ethnique qui traverse cette

²⁹⁹³ Niccolò Pianciola, *op.cit.*, 2009, pp. 356-368 et 403-416 ; il existe un recueil de documents archivistiques, concis mais fourni, sur la fuite des populations de l'actuel Kazakhstan vers la Chine et le processus complexe de leur retour jusqu'aux années 1950 : O.V. Zhandabekova (éd.), *Pod grifom sekretnosti. Otkochevki kazakhov v Kitaj v period kollektivizatsii. Reemigratsija 1928-1957 gg. Sbornik dokumentov*, Ust' Kamenogorsk, pas d'éditeur, 1998 ; Charles Shaw, *op.cit.*, 2011, p. 339.

²⁹⁹⁴ L'ouvrage le plus précieux est sans doute celui établi sur la base de la presse roumaine par Vadim Guzun. Il ne se limite pas à 1930-1931, puisqu'il comprend de nombreux éléments sur les réfugiés soviétiques des années 1920 et surtout de la période 1932-1934. Vadim Guzun, *Indizerabili. Aspecte mediatice, umanitare și de securitate privind emigrația din Uniunea Sovietică în România interbelică*, Cluj-Napoca, Argonaut, 2013 ; on peut aussi voir les récits du journaliste Eugene Lyons, dans *Assignment in Utopia* (1938), cité par John J. Dziak, *Chekisty. A History of the KGB*, Lexington-Toronto, Lexington Books, 1988, p. 56.

²⁹⁹⁵ L'*Osservatore Romano* mentionne ainsi fréquemment la répression contre les paysans d'Ukraine qui tentent de fuir l'URSS : Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 186.

²⁹⁹⁶ Télégramme de l'ambassade italienne à Varsovie au ministère des Affaires étrangères, 14 mars 1930, ASMAE, Affari Politici, 1919-1930, b. 1558 ; voir aussi le télégramme du 25 mars 1930, *ibid.* ; Timothy Snyder, *op.cit.*, 2005, pp. 102-104.

²⁹⁹⁷ Rapport du consul polonais à Tabriz, Pol, au ministère des Affaires étrangères, 7 mai 1930, AAN, f. 322, sygn. 6683, l. 20.

population accroît le défi. La seconde difficulté faisant obstacle à l'insertion de ces réfugiés dans l'histoire, qui fait pendant à leur dispersion temporelle, est celle de leur intempestivité. Intempestifs, les réfugiés soviétiques le sont à tous les égards. La période de 1929-1931 n'est guère favorable aux migrants et aux réfugiés. Le temps des réfugiés et apatrides de la Première Guerre mondiale est déjà révolu, alors que celui des réfugiés du nazisme, qui revêt une réalité bien plus tangible pour l'Europe occidentale et débouche sur la création d'un Haut Commissariat pour les réfugiés provenant d'Allemagne, en octobre 1933, n'est pas encore arrivé²⁹⁹⁸.

Bien sûr, la trace de ces réfugiés se trouve dans les archives, aussi bien soviétiques qu'étrangères. Mais cette trace se fait, comme eux, fugitive, consubstantielle qu'elle est à leur situation de transit. Dans les documents produits par les administrations soviétiques, du Parti, des Soviets locaux ou des GPU, ils n'apparaissent qu'en tant que population en partance. La fuite est présentée avant tout comme un phénomène collectif, rural et touchant les zones frontalières. « Dans la bande frontalière du district de Cebrayıl, on observe une augmentation des dispositions à l'émigration », note ainsi un rapport de l'OGPU le 17 février 1930²⁹⁹⁹. Les migrants sont avant tout des groupes, anonymes, dont la pesée se confond avec celle du bétail qu'ils tentent d'emporter avec eux, qui intéressent parfois plus encore des fonctionnaires soviétiques préoccupés par les rendements de l'élevage au plus fort de la collectivisation. On ordonne ainsi « aux gouvernements de Transcaucasie, des républiques d'Asie centrale, du Kazakhstan et de Bouriatie-Mongolie de prendre des mesures énergiques, allant jusqu'à la confiscation du bétail et des biens, à l'encontre des familles qui tentent d'émigrer en emportant leurs bêtes³⁰⁰⁰ ». Cette approche d'une population vue de dos, condamnée à la disparition au-delà de la frontière ou à la répression, ne facilite ni une histoire plus incarnée de ces groupes ni leur intégration dans une analyse des relations transfrontalières.

De l'autre côté, si l'on s'en tient aux archives disponibles en Turquie et en Iran, et à celles produites par les diplomaties occidentales, les réfugiés apparaissent également comme des groupes sans visage, mais dans une perspective inverse. Ils ne sont plus des contrevenants à l'ordre public et des contre-révolutionnaires, mais les victimes d'un régime répressif. Cette vision est particulièrement nette dans les notes fournies par les représentants des pays les plus hostiles à l'Union soviétique. « Les causes de cet exode, à en croire des sources fiables, sont

²⁹⁹⁸ René-Jean Dupuy, *Manuel sur les organisations internationales*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1998 (1988), p. 490.

²⁹⁹⁹ Rapport opérationnel de l'OGPU sur la lutte contre les koulaks et les bandits, 17 février 1930, Alexis Berelowitch, V. Danilov (éd.), *op.cit. – T. 3, 1930-1934, Kn. 1 – 1930-1931*, 2000, p. 189.

³⁰⁰⁰ Décision du Politburo, 20 février 1930, RGASPI, f. 17, op. 162, d. 8, ll. 94-101, reproduite dans N. Ivnickij (éd.), *op.cit., T. 2 – nojabr' 1929-dekabr' 1930*, 2000, p. 253.

la famine, les persécutions religieuses et la nationalisation de la terre et du bétail », écrit l'ambassade britannique à Téhéran le 6 avril 1930, à l'occasion l'arrivée de centaines de réfugiés dans la région d'Ardabil³⁰⁰¹. La communauté des réfugiés grossit particulièrement vite au Gilan et en Azerbaïdjan iranien, où on parle de plusieurs dizaines milliers de réfugiés dès mai 1930. Noyés dans cette masse, les réfugiés restent un collectif. La distance des lieux où ils s'entassent au cours des mois de 1930-1931, sur le pourtour de l'URSS, ne facilite pas une approche directe de ce groupe, qui reste observé de loin par les observateurs étrangers, mais aussi par les autorités centrales des Etats limitrophes de l'URSS. Les « sources fiables » évoquées par l'ambassade britannique au fil des rapports qui concernent les réfugiés sont insaisissables, renvoyant à des chaînes difficilement reconstituables d'informateurs. Car c'est bien comme informateurs que ces réfugiés sont aussi perçus par les Etats étrangers, qui y voient une source de renseignements sur les évolutions les plus contemporaines du régime soviétique³⁰⁰².

Sur ce fond d'anonymat, la presse des pays frontaliers se livre cependant à un certain nombre de reportages et de collectes de témoignages parmi les rescapés³⁰⁰³. C'est dans ce contexte que prend place le témoignage de Rosita Forbes, publié en 1931 sous le titre *Conflict – Angora to Afghanistan*³⁰⁰⁴. L'écrivaine et voyageuse est alors âgée de quarante ans, mais le voyage au long cours qui la mène à travers l'Afghanistan, l'Iran et la Turquie au cours de l'année 1930 n'est pas son premier fait d'armes. Près de dix ans plus tôt, elle a traversé le désert libyen déguisée en musulmane, tirant de ce voyage son premier le récit *The Secret of the Sahara: Kufara* (1921)³⁰⁰⁵. Forbes représente, avec la Française Andrée Viollis passée dans la région quelques années plus tôt, et la Suisse Ella Maillart qui parcourt peu après le Caucase et l'Asie centrale soviétiques, une des grandes voix féminines de la littérature et du journalisme de voyage, qui continue à connaître le succès dans l'entre-deux-guerres³⁰⁰⁶. Le carnet de voyage constitue un genre dont l'utilisation par l'histoire mérite toujours des

³⁰⁰¹ Rapport d'information de l'ambassade britannique à Téhéran, 6 avril 1930, R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 8, 1997, p. 526.

³⁰⁰² Les services de renseignement turcs établissent ainsi des cellules dans la région de Kars pour interroger les fugitifs. Ils proposent à l'agent du Troisième Département de l'état-major polonais à Istanbul, Jan Zakrzewski, d'ouvrir une cellule commune à Tabriz, mais le projet n'aboutit finalement pas. Andrzej Peplowski, *Wywiad Polski na ZSRR, 1921-1939*, Varsovie, Bellona, 2010 (1996), p. 182

³⁰⁰³ Sur le cas roumain, voir le long reportage de Ion Tik, « Din tragediile refugiaților ruși », *Ilustrațiunea Română*, No. 12/1930, 4 et 5/1931, reproduit dans Vadim Guzun, *op.cit.*, 2013, pp. 356-370.

³⁰⁰⁴ Rosita Forbes, *Conflict – Angora to Afghanistan*, Londres-Toronto-Melbourne-Sydney, Cassell & Co., 1931

³⁰⁰⁵ « Rosita Forbes (1890-1967) », Dinah Birch, Katy Hooper, *Oxford Concise Companion to English Literature*, Oxford, Oxford University Press, 2012 (1^{ère} édition : 1990), p. 257.

³⁰⁰⁶ Les récits de Viollis et Maillart relatifs à la région : Andrée Viollis, *Seule en Russie, de la Baltique à la Caspienne*, Paris, Gallimard, 1927 ; Ella Maillart, *Parmi la jeunesse russe. De Moscou au Caucase*, Paris, Fasquelle, 1932.

précautions, tant il répond à certains codes de mise en scène du voyageur lui-même et du monde qui s'offre à lui. Julia Kuehn rappelle dans un travail récent sur les récits féminins de voyage à l'époque de l'Empire britannique que les récits écrits par des femmes en « Orient » prennent place dans un horizon de lecture fortement structuré par des *a priori* hérités du paysage mental de la colonisation européenne³⁰⁰⁷. La particularité de la position de la voyageuse affleure souvent au cours des récits produits par ces fortes personnalités. Rosita Forbes accorde ainsi un chapitre entier à sa rencontre avec Reza Shah au cours de son passage par Téhéran : cette rencontre, qui mériterait de figurer dans tout récit digne de ce nom, prend ici une dimension particulièrement forte en raison de la légitimité qu'elle apporte à la voyageuse pour traiter des sujets les plus politiques.

C'est une rupture qui attire l'attention dans le récit de Rosita Forbes. Au cœur du livre, trois chapitres viennent rompre sur près de cinquante pages la progression du voyage, introduisant un ton et un mode narratif absolument différents. Le titre de ces trois chapitres introduit le sujet : « Chapitre XIX. Récits de Russie : Le prêtre, le koulak, le mécanicien ukrainien », « Chapitre XX. Récits de Russie (suite) : l'avocat, l'étudiant, l'expert, l'agent secret, le courtier », « Chapitre XXI. Récits de Russie (suite) : l'enseignante, la couturière, l'écolière, le marginal et le tailleur devenu bandit ». Ces figures, qui tranchent avec la représentation des réfugiés comme masse, sont celles que rencontre Forbes au cours de son séjour dans la ville de Tabriz, au printemps 1930. Il n'y est pas question des seuls paysans fuyant la collectivisation, qui ne représentent qu'une partie des réfugiés arrivant dans la capitale de l'Azerbaïdjan iranien, mais aussi des autres visages de l'émigration soviétique des années du Grand Tournant. Parcourant les rues de la ville, Rosita Forbes pénètre dans les lieux où se concentrent les réfugiés : « Le jardin de l'école arménienne s'est transformé en camp de fortune, où des Russes de toutes classes et professions sont entassés, au milieu des biens hétéroclites qu'ils ont réussi à sauver³⁰⁰⁸ ». Les termes employés par Forbes sont parfois trompeurs, car ces « Russes » sont en réalité des « Soviétiques » parmi lesquels sont représentés de nombreuses nationalités : Russes, Ukrainiens, Arméniens, musulmans du Caucase et Juifs figurent dans les pages qu'elle consacre aux réfugiés.

C'est auprès de ces individus que Rosita Forbes se met à collecter des témoignages pendant son séjour à Tabriz, réalisant à la même occasion une série de photographies reproduites dans son livre (*figures* 108 à 111). Avec l'aide d'interprètes recrutés parmi des

³⁰⁰⁷ Voir son chapitre « Veiled Narratives, Double Identities. Women's Travelogues about the Middle East », Julia Kuehn, *A Female Poetics of Empire. From Eliot to Woolf*, Abingdon-New York, Routledge, 2014, pp. 93-117.

³⁰⁰⁸ Rosita Forbes, *op.cit.*, 1931, p. 200.

Arméniens locaux, elle s'efforce, selon ses propres termes, « de tirer des récits suivis et fiables d'hommes et de femmes encore abasourdis par les malheurs qui les avaient frappés ». « Parfois », continue-t-elle, « nous passions des heures d'une infinie patience à rassembler les morceaux de l'histoire d'un paysan ou d'un mécanicien dont la parole entrecoupée manquait de cohérence et dont les informations devaient être confirmées par des compagnons taciturnes ou loquaces³⁰⁰⁹ ». Les chapitres de l'ouvrage tirés de ces récits se distinguent du reste du texte par une limitation à la parole des témoins. Rosita Forbes exprime en introduction à ces chapitres, comme une réserve méthodologique, les limites des témoignages qu'elle obtient. Limites linguistiques, dues au recours à ces interprètes locaux, limites culturelles aussi, liées à la nécessité de traduire des *realia* qui lui échappent parfois. Si le texte de Forbes ne manifeste aucune sympathie pour « le système inhumain et mécanique [du communisme] qui jette ce dont il n'a pas besoin ou qu'il ne peut utiliser », la voyageuse note cependant que l'échantillon de témoignages qu'elle a recueilli ne saurait être considéré comme absolument représentatif. Elle voit dans ces réfugiés un « rebut humain » (*human jetsam*) dont elle ne sait pas s'il représente une portion significative de la population soviétique. Les pages écrites par Forbes s'apparentent ainsi, à bien des égards, à la littérature du témoignage née au cours de la Première Guerre mondiale dans la région, grâce au travail de missionnaires et de survivants du génocide.

b) La parole aux réfugiés

Les textes tirés des entretiens traduisent une certaine standardisation dans leur conduite ou, tout du moins, dans la restitution de leur contenu par Forbes. Les schémas narratifs sont structurés en trois phases principales : la description de la « vie normale », au cours des années 1920 ; le choix du départ, généralement appuyé sur un élément modificateur perçu par le narrateur comme extrinsèque ; le départ lui-même, décrit dans ses modalités les plus matérielles. Lissés par Forbes pour constituer des narrations suivies, les textes ne donnent pas à entendre ses questions, les hésitations des narrateurs, les interjections et compléments des autres réfugiés présents sur place. L'utilisation que nous souhaiterions faire ici de ces récits n'est pas systématique mais s'inscrit plutôt dans les réflexions faites par Daniel Bertaux sur les « récits de vie ». Bertaux, qui décrit sa méthode d'utilisation de ces récits comme une *ethnosociologie*, propose un usage qui ne fasse pas de l'entretien le lieu où se dit une intériorité de l'individu interrogé, mais un moment où s'expriment des attitudes au

³⁰⁰⁹ *Ibid.*, p. 201.

monde et où s'extrait des « savoirs pratiques³⁰¹⁰ ». S'il faut bien sûr rester prudent face aux textes rapportés par Rosita Forbes, ils représentent une source privilégiée pour pénétrer dans les trajectoires et parcours des réfugiés qui se lisent dans leurs fuites. Car ces savoirs pratiques sont bien des « savoirs de la fuite », faits de connaissances géographiques, mais aussi sociales et économiques sur les possibilités de quitter l'URSS. A travers les récits des réfugiés, on devine l'existence de tels savoirs qui orientent les mouvements des uns et des autres, en particulier pour ceux qui viennent des régions plus centrales d'URSS et sont confrontés à de véritables choix sur les chemins que doit prendre leur départ.

Les raisons alléguées pour expliquer le départ d'URSS se placent de manière générale autour de deux pôles. D'un côté, un groupe de témoignages insiste sur la crise économique et les difficultés alimentaires qui frappent le Caucase et la Russie du Sud. Un étudiant de l'Institut agricole d'Erevan – « Alexis » – âgé de 23 ans, fin collier de barbe au visage, mentionne la faim omniprésente dans la capitale arménienne dans les derniers mois. Les conditions matérielles et alimentaires le décident à partir avec son frère, lui aussi étudiant, bien que les deux n'aient pas à se plaindre personnellement du régime soviétique, touchant des bourses en raison de leur origine paysanne pauvre³⁰¹¹. Plusieurs témoignages insistent sur la difficulté de la vie depuis 1928, qu'ils associent à la disparition de nombreux biens de consommation, notamment les textiles. Pour certains, la fin du commerce privé signifie la disparition de sources de revenus, principales ou annexes. Un Assyrien du nom de Hovargin rapporte ainsi avoir tenu jusqu'en 1928 un magasin à Stavropol, où il revendait des tissus en provenance de Turquie et de Perse – obtenus de manière plus ou moins légale. En 1928, il doit fermer sa boutique et s'installe dans un village de la région de Pjatigorsk, au Caucase du Nord, où il devient cultivateur, avant que la collectivisation ne le décide à partir³⁰¹². En raison de la présence parmi les individus interrogés d'un seul « koulak », la question de la famine rurale, de la destruction du bétail et du rejet de la collectivisation, si centrale dans les récits de l'époque, reste un peu en retrait³⁰¹³.

Le second pôle d'explication du départ est lié à une perception plus politique du climat du Grand Tournant. Les deux dimensions sont certes liées dans plusieurs récits, comme celui

³⁰¹⁰ Daniel Bertaux, *Les récits de vie*, Paris, Nathan, 1997, pp. 16-18.

³⁰¹¹ Rosita Forbes, *op.cit.*, 1931, pp. 218-222.

³⁰¹² *Ibid.*, pp. 229-230 ; ce scénario de migration intérieure précédant l'émigration est fréquemment évoqué et entre en écho avec les remarques de Paul-André Rosental sur les mobilités de courte distance comme prélude à des mobilités à longue distance, dans une approche intergénérationnelle. Paul-André Rosental, *op.cit.*, 1999, pp. 48-49.

³⁰¹³ Rosita Forbes, *op.cit.*, 1931, pp. 208-211 ; pour d'autres informations, voir « Les persécutions en Géorgie et la récolte en Azerbaïdjan », *Journal de Genève*, 1^{er} juin 1930, p. 3 ; David N. Yaghoubian, *op.cit.*, 2014, pp. 176-177.

de « l'expert technique » Mikhail Ivanovich, originaire de Kharkov. Il appartient au groupe des « spécialistes bourgeois », largement utilisés par l'industrie soviétique dans les années 1920, mais soumis à une pression politique croissante, alors même que les difficultés économiques s'accroissent³⁰¹⁴. Mikhail Ivanovich affirme que les spécialistes gagnent peu en URSS et sont surtout très mal considérés, en butte à la suspicion des autorités³⁰¹⁵. Les critiques les plus politiques du système sont fournies par des individus ayant eu l'occasion de fréquenter les acteurs du nouveau régime. Un cas particulier est représenté par le témoignage d'Artouch, jeune homme de vingt-quatre ans qui a travaillé comme juriste auprès de la Cour suprême d'Arménie. Artouch, qui traite des litiges fonciers pendant cette affectation, se montre très critique envers les immixtions du Parti communiste dans les affaires de la justice. Il rappelle que le Comité central du Parti n'hésite pas à annuler les décisions de la Cour suprême si elles ne le satisfont pas. Ce biais devient une affaire personnelle lorsqu'il instruit une affaire contre un membre du Parti ayant volé le bétail d'un paysan. Cette initiative lui vaut une arrestation pour activité contre-révolutionnaire et un emprisonnement au terme duquel il perd son emploi et tombe dans la marginalité, avant de décider de quitter le pays³⁰¹⁶.

Dans ses entretiens, Rosita Forbes interroge systématiquement ses interlocuteurs sur la manière dont ils ont franchi la frontière. Les villes de Russie du Sud et du Caucase apparaissent comme des lieux où s'échangent les « savoirs pratiques » sur les possibilités de fuite. C'est en effet dans ces villes que les individus souhaitant quitter l'URSS, qu'ils viennent de Russie européenne ou du Caucase lui-même, prennent langue avec les professionnels du franchissement frontalier que sont les passeurs. Les individus interrogés par Rosita Forbes s'accordent à souligner l'importance de ces passeurs et leur organisation, soulignant par là que ces savoirs pratiques constituent pour eux une catégorie d'expérience perçue comme telle³⁰¹⁷. Parmi les passeurs, les musulmans originaires des régions frontalières semblent prédominer, citoyens soviétiques ou persans. Alexis, l'étudiant d'Erevan, évoque ainsi l'argent qu'il a économisé pour s'offrir les services d'un Persan « qui connaissait les méthodes secrètes par lesquelles de nombreux fugitifs traversaient la frontière³⁰¹⁸ ». Bakou,

³⁰¹⁴ La répression contre les spécialistes bourgeois commence symboliquement avec le procès de Shakhty, au printemps 1928, et atteint son acmé en 1930 avec les purges et procès contre les dirigeants de l'industrie soviétique. David Shearer, *Industry, State, and Society in Stalin's Russia, 1926-1934*, Ithaca, Cornell University Press, 1996, p. 134.

³⁰¹⁵ Rosita Forbes, *op.cit.*, 1931, pp. 222-226.

³⁰¹⁶ *Ibid.*, pp. 216-218.

³⁰¹⁷ Pour reprendre la célèbre formule de Clifford Geertz sur les *experience-near concepts* : Clifford Geertz, « "From the Native's Point of View" : On the Nature of Anthropological Understanding », *Bulletin of the American Academy of Arts and Sciences*, Vol. 28, No. 1, Octobre 1974, pp. 26-45.

³⁰¹⁸ Rosita Forbes, *op.cit.*, 1931, p. 221.

en raison de sa taille, est particulièrement propice au séjour temporaire des fugitifs, dans l'attente de trouver un passeur. L'Arménien de Batoumi, Bahram, souligne qu'il reste une dizaine de jours dans la ville, « en faisant des recherches clandestines pour trouver un des guides réguliers qui emmènent les fugitifs à travers la frontière ». A l'en croire, nombreux seraient les candidats à cette profession, en raison des revenus qu'elle rapporte à ceux qui l'exercent³⁰¹⁹. Un groupe plus restreint de réfugiés a réussi à sortir légalement, en obtenant un passeport persan. La modestie de cette filière s'explique essentiellement par les réformes menées au sein du ministère des Affaires étrangères persan et par les contrôles introduits à la suite de la crise de 1926-1927 dans la délivrance de passeports par les consulats au Caucase³⁰²⁰.

Les témoignages collectés font voir l'existence de larges complicités autour des passeurs. Une partie d'entre eux s'inscrit dans des bandes armées qui utilisent la force pour faire sortir les candidats à l'exode, selon un schéma reproduit sur toute la frontière caucasienne, mais aussi en Asie centrale³⁰²¹. Cependant, le recours à la corruption des fonctionnaires frontaliers est tout aussi répandu. L'enseignante de Krasnodar note ainsi l'étrange concours de circonstances qui accompagne sa fuite, avec une vingtaine d'autres citoyens soviétiques, par l'Azerbaïdjan. Le groupe emprunte la ligne de train en construction qui traverse le Moughan et longe la frontière azéro-persane. Bien qu'ils n'aient pas de tickets de train ou de documents d'identité, les fugitifs ne sont pas importunés par le personnel du train, qu'Amalia soupçonne d'avoir été soudoyé par le passeur. Cette impression est confirmée par le ralentissement fort opportun du train avant d'arriver à la station du village où les fugitifs doivent descendre, ce qui leur permet de quitter le train sans peine et d'échapper à tout contrôle par la police locale³⁰²². La nécessité de payer un grand nombre de complices explique une partie du tarif élevé exigé par les passeurs. Les témoignages laissent entendre la grande diversité des prix payés pour le passage, en fonction des relations personnelles dont disposent les individus, de l'urgence du départ et de l'éloignement de la frontière. Dans la

³⁰¹⁹ *Ibid.*, p. 228.

³⁰²⁰ Sur l'usage des passeports persans pour la fuite au début des années 1920, voir Anouche Kunth, *op.cit.*, 2013, pp. 181-182 ; les réformes entreprises à partir de 1926 dans le système consulaire persan, passent par une lutte accrue contre les pratiques de contrebande et de délivrance abusive de documents et sont directement soutenues par Arthur Chester Millspaugh, conseiller financier du gouvernement iranien jusqu'en 1927, voir Parvîz Lûshânî (éd.), *Khâterât-e siyâsî-e Farrokh*, Téhéran, Amîr Kabîr, 1347 (1968), pp. 238-242 et 249-251 ; sur les réformes de Millspaugh, voir Arthur C. Millspaugh, *The American Task in Persia*, New York-Londres, The Century Company, 1925.

³⁰²¹ Sur l'organisation par des repris de justice kazakhs de réseaux d'exfiltration au Xinjiang, voir Robert Kindler, *op.cit.*, 2014, p. 210 ; Sarah Cameron, « Violence, Flight, and Hunger: The Sino-Kazakh Border and the Kazakh Famine », in Timothy Snyder (dir.), *Stalin and Europe. Imitation and Domination, 1928-1953*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2014, pp. 44-72 ; Charles Shaw, *op.cit.*, 2011, p. 341.

³⁰²² Rosita Forbes, *op.cit.*, 1931, p. 236.

steppe du Moughan, un groupe de trois jeunes réfugiés arméniens paie ainsi soixante-quinze roubles à un passeur local pour traverser la frontière³⁰²³.

Les récits collectés par Rosita Forbes confirment une tendance très nette dans les dossiers individuels conservés aux archives du ministère de l'Intérieur de Géorgie, qui montrent la manière dont nombre d'individus effectuent des tentatives multiples de sortie du territoire en différents points de la frontière. La frontière apparaît comme fractionnée et composée de tronçons aux niveaux de surveillance très variables, qui font l'objet de véritables savoirs transmis de bouche à oreille. Les conséquences des révoltes qui secouent la région ont des conséquences ambiguës sur ce point. En certains lieux, elles rendent impossibles le travail des gardes-frontières qui doivent presque cesser leurs activités. En d'autres, la présence de l'armée et de forces spéciales de la GPU débouche sur une militarisation qui empêche absolument de franchir la frontière. C'est le cas au printemps 1930 dans le district d'Echmiadzin, en Arménie, où de nombreuses unités sont envoyées pour empêcher les incursions de Kurdes et rétablir l'ordre. Sirvard et ses cousins, les jeunes Arméniens de Leninakan, constatent ainsi « qu'il y a beaucoup de combats et que la frontière est bien gardée », ce qui les fait renoncer à leur projet initial de franchissement. Ils décident alors de traverser toute la Transcaucasie pour se rendre au Moughan. Bien que l'entretien de Sirvard ne précise pas les raisons de ce choix, la jeune fille souligne que son cousin, qui vivait dans les années 1920 de la contrebande avec la Perse et la Turquie, connaît parfaitement les différents réseaux de franchissement clandestin de la frontière et qu'il a des connaissances jusqu'au Moughan³⁰²⁴.

Dans plusieurs récits, la traversée elle-même fait l'objet de descriptions détaillées. A l'Est et à l'Ouest de la Transcaucasie, les massifs forestiers d'Adjarie et de la région de Lenkoran fournissent de commodités protections pour les fugitifs. Mais la présence d'une frontière fluviale sur une grande partie des dyades soviéto-turque et, surtout, soviéto-iranienne, nécessite le développement de stratégies poussées. Le franchissement au printemps, alors que les eaux de l'Araxe se trouvent enflées par la fonte des neiges, pose des problèmes évidents. Les passeurs persans recourent à des techniques d'une ancestralité efficace, qui ne manquent pas d'impressionner les fugitifs, comme le souligne le récit de l'étudiant arménien, Alexis, quand il arrive à proximité de Djoulfa :

³⁰²³ *Ibid.*, p. 241.

³⁰²⁴ *Ibid.*, p. 240.

« Nous entendîmes enfin un léger sifflement et nous vîmes deux musulmans, dont un pagne formait tout l'habit et qui avaient le corps huilé. Chacun portait deux peaux de moutons reliées. Nous nous accroupîmes au bord de la rivière et ils commencèrent à gonfler les peaux, ce qui prit un temps infini. J'étais assez effrayé. [Mon compagnon] s'allongea sur un de ces radeaux et je me mis sur l'autre. Les musulmans nageaient derrière nous et nous poussaient, en suivant le courant, mais l'une des peaux se mit à fuir et je manquai de me noyer. Le musulman m'attrapa sous le menton, mais il y avait un fort courant et je crus que j'allais mourir. [Mon compagnon] se trouvait à côté et je réussis à me raccrocher à une de ses outres, ce qui nous permit de traverser. Nous ne passâmes cependant pas inaperçus, car j'entendis un bruit à travers la rivière et deux coups de fusil tombèrent à proximité. Nous nous ruâmes sur la berge et courûmes dans l'obscurité, jusqu'à ce que nous eussions le souffle coupé³⁰²⁵. »

Le récit d'Alexis rappelle le péril considérable associé à la traversée d'une frontière très militarisée, en dépit des prélèvements effectués dans un premier temps sur les gardes-frontières. A partir du moment où la dimension transfrontalière des révoltes se trouve prise en compte par les Soviétiques, l'arrestation des franchisseurs de frontière apparaît comme un moyen de lutter contre la sédition en URSS même. Pour une GPU acculée dans les régions frontalières, la concentration sur la ligne frontalière constitue une stratégie payante, permettant d'abattre de manière indiscriminée les bandits supposés, soutiens des révoltés et fugitifs³⁰²⁶.

c) Iran et Turquie face aux réfugiés

La violence déployée par le pouvoir soviétique constitue un élément crucial dans la perception des réfugiés dans les Etats limitrophes de l'URSS. L'image de réfugiés traversant les cours d'eau frontaliers sous le feu des gardes-frontières devient un classique de la correspondance administrative turque et persane, comme de celle des autres Etats voisins (*figure 112*)³⁰²⁷. Les autorités frontalières de ces deux Etats multiplient les télégrammes rapportant les drames qui entourent ces passages de frontière. Le sous-préfet (*kaymakam*) de Posof rapporte ainsi en août 1931 au ministère de l'Intérieur une fusillade contre un groupe de familles hemshines passant en Turquie avec son bétail : si la plupart des réfugiés parviennent

³⁰²⁵ *Ibid.*, p. 222.

³⁰²⁶ Beaucoup des révoltés sont tués lors des passages frontaliers à la frontière de la Perse. Rapport opérationnel de Redens, chef de la GPU transcaucasienne, sur la lutte contre le banditisme, 14 mars 1930, RGVA, f. 25873, op. 3, d. 40, ll. 47 et 50-52.

³⁰²⁷ Robert Kindler, *op.cit.*, 2014, p. 211 ; sur la perception roumaine, on peut consulter en plus de l'ouvrage de Vadim Guzun précité son recueil de documents *Chestiunea refugiaților de peste Nistru: documente diplomatice și ale serviciilor române de informații, 1919-1936*, Cluj-Napoca, Editura Argonaut, 2012.

à franchir la frontière, ils doivent abandonner une partie de leurs bêtes pour sauver leur vie³⁰²⁸. Hommes, femmes, enfants et bétail, parfois accompagnés de chariots alourdis d'effets personnels, sont pris sous le feu des Soviétiques, qui tirent à la mitrailleuse sur les civils. Les traversées de l'Arpaçay et de l'Araxe sont particulièrement périlleuses et nombre de réfugiés y laissent la vie. Le consul britannique à Tabriz, Palmer, mentionne en mars 1930 la tentative de cent cinquante réfugiés de passer l'Araxe mais, « pris sous les projectiles des troupes russes, seulement douze ont réussi à entrer en Perse, le reste périssant sous les balles ou par noyade³⁰²⁹ ». Dans les suppliques qu'ils soumettent aux autorités des pays d'accueil, les réfugiés insistent sur la continuité entre cette violence frontalière et celle dont ils ont été victimes dans leurs régions d'origine, des « spoliations » (*ghasb-e emlâk ve emvâl*), aux « emprisonnements et meurtres » (*habs ve qatl*)³⁰³⁰.

Cette violence est à double tranchant pour les réfugiés. Elle prélève un lourd tribut sur la masse de ceux qui essaient de partir, mais elle constitue aussi, pour ceux qui parviennent à franchir la frontière, une forme de garantie de salut, en rendant visible la persécution à laquelle les réfugiés échappent. Les sources iraniennes et turques utilisées dans le cadre de cette recherche ne permettent pas de reconstituer de manière précise les débats qui entourent le traitement des réfugiés soviétiques dans ces deux Etats. On peut surtout en observer la dimension la plus visible, celle des exigences posées par les Soviétiques, qui veulent que les autorités de ces pays mettent en place un contrôle beaucoup plus rigoureux de leurs frontières et s'opposent à l'entrée des réfugiés. Les Soviétiques appuient leurs demandes au cours des années 1930-1931 sur l'idée que les réfugiés participeraient aux troubles en Transcaucasie. Cette idée traduit la grande diversité interne du groupe des réfugiés. Parmi eux, nombre de simples civils qui cherchent refuge face aux violences déclenchées sur le territoire soviétique. Mais les territoires turc et persan servent aussi, au même moment, de base arrière pour certains groupes de révoltés et de bandits qui profitent de la désorganisation générale pour mener leurs luttes³⁰³¹. L'existence attestée de tels groupes permet aux Soviétiques de légitimer leurs demandes. En dépit des notes répétées soumises par les Soviétiques, ni la Turquie ni la Perse ne semblent envisager de fermer réellement leur frontière aux réfugiés ou de procéder à leur extradition vers l'URSS.

³⁰²⁸ Note de l'état-major de la gendarmerie turque à la présidence du Conseil, 22 août 1931, BCA, 30.10.0/248.676.9.

³⁰²⁹ Rapport de la légation à Téhéran à Arthur Henderson, 5 avril 1930, TNA, FO 371/14550.

³⁰³⁰ Supplique des réfugiés du Qaradâgh au ministère des Affaires étrangères persan, 20 Farvardîn 1309 (9 avril 1930), Shahlâ Azarî, *op.cit.*, printemps 1372 (1993), p. 3.

³⁰³¹ Télégramme de Lominadze à Staline, 22 mai 1930, SShSA PA, f. 13, op. 8, d. 56, l. 8 ; voir surtout les nombreux documents rassemblés dans les recueils *DVP SSSR* pour 1930 et 1931.

La compréhension de l'accueil réservé aux réfugiés dans les deux pays exige, pour reprendre une expression de Marion Fresia, de « se placer au niveau des interfaces », car leur traitement s'opère à la jonction entre des sphères locales, nationales et internationales³⁰³². Définir la politique générale de la Turquie et de la Perse comme une politique de tolérance envers les réfugiés ne permet en effet pas de comprendre les nuances de cet accueil, qui s'expliquent par des articulations variables entre ces sphères. A l'échelle la plus locale des zones-frontières turques et persanes, la possession par les réfugiés de réseaux personnels d'interconnaissance constitue une ressource considérable. Cette possession distingue le plus souvent les réfugiés eux-mêmes originaires de la zone-frontière soviétique, qui ont souvent conservé des contacts frontaliers, et les réfugiés originaires d'autres régions, qui possèdent rarement de tels contacts. L'analyse de ces ressources d'insertion suppose des études à l'échelle locale, en raison de fortes variations socio-spatiales. En Iran du Nord, comme peut le constater Rosita Forbes, les réfugiés soviétiques arméniens trouvent un environnement très favorable grâce à la présence d'importantes communautés qui, ayant conservé dans les années 1920 une expérience de l'aide aux déplacés, se mobilisent humainement et financièrement pour les accueillir. A l'inverse, les Arméniens qui tentent de passer la frontière arméno-turque se heurtent à l'hostilité des gardes-frontières turcs. Aux mois d'avril-mai 1930, plusieurs réfugiés arméniens sont remis par les Turcs aux Soviétiques, ce qui a pour effet, d'après le consul britannique à Trabzon, de détourner les flux de ces réfugiés vers la frontière soviéto-persane³⁰³³.

La distinction d'une échelle très locale des ressources d'insertion apparaît importante, en raison des discordances qu'elle fait apparaître. Ainsi, les réfugiés musulmans du Caucase jouissent-ils en général d'une assez grande sympathie en Perse et en Iran, mais cela ne s'accompagne pas nécessairement d'un capital social dans l'espace frontalier. Dans le contexte local de la frontière, la catégorisation des réfugiés musulmans repose en effet moins sur leur appartenance religieuse, que sur leur identité ethnique et leurs liens éventuels avec des groupes locaux. Les réfugiés kurdes, souvent liés à des groupes considérés comme instables en Turquie et en Iran, sont soumis à des mesures de déplacement forcé au sein du territoire de ces deux Etats. A l'inverse, l'extranéité manifeste de certains individus au contexte social des zones-frontières peut leur valoir une attention particulière de la part des autorités d'accueil. On trouve une telle situation avec les réfugiés soviétiques qui font appel aux consulats européens au nom de leur communauté ethnique avec les Etats qu'ils

³⁰³² Marion Fresia, *op.cit.*, 2007, pp. 112-113.

³⁰³³ Rapport du consul à Trabzon, Matthews, à l'ambassadeur George Clerk, 12 mai 1930, TNA, FO 424/272.

représentent. Les Allemands d'URSS qui s'enfuient par le Caucase réussissent ainsi à contacter les consuls allemands dans la région³⁰³⁴. Pour ces « Européens », la revendication d'une citoyenneté ethnique permet non seulement d'échapper au statut d'apatride, mais aussi au risque d'être renvoyé en URSS. Sous la pression soviétique, Iraniens et Turcs acceptent en effet à partir de l'automne 1930 de ne plus accepter sur leur sol les citoyens soviétiques « russes » et d'extrader ceux qui parviendraient à entrer³⁰³⁵.

L'échelle locale des réseaux sociaux est directement influencée par le développement de politiques et débats en Turquie et en Iran sur le traitement des réfugiés. La presse de ces deux pays accorde une attention certaine à la question. L'intérêt de l'opinion publique pour les réfugiés découle notamment du lien qui est fait entre le sort de ces individus et le destin des ressortissants turcs et persans en URSS³⁰³⁶. Les informations sur les arrestations de marchands au Caucase se poursuivent tout au long de l'année 1930 et font écho aux informations sur la fuite des ressortissants soviétiques eux-mêmes³⁰³⁷. Le gouvernement iranien instrumentalise volontiers la publication d'informations sur les réfugiés, en représailles contre le ton peu amène utilisé dans la presse caucasienne contre le pouvoir pahlavi. En mars 1930, le journal officiel *Irân* publie ainsi un article très critique contre les violences commises par le régime soviétique et sur la question des réfugiés. Interrogé par l'ambassadeur britannique, le ministre de la Cour Teymourtach explique que « le journal *Irân* a publié cet article avec son plein accord » et qu'il n'a fait que répondre à la publication dans le *Bakinskij Rabochij* d'un article sur la crise économique en Iran. Il continue : « Chaque fois que la presse russe attaquera Sa Majesté le Shah et le régime actuel de la Perse, la presse persane répliquera en publiant deux articles hostiles au régime soviétique³⁰³⁸ ». Résumant l'argumentaire du journal *Irân*, le francophone *Messenger de Téhéran* suggère aux Soviétiques

³⁰³⁴ Télégramme envoyé par des réfugiés soviétiques allemands se trouvant dans la prison d'Iğdir au consulat allemand à Trabzon, 17 mai 1930, PA AA, Konsulate, Trabzon, N. 7.

³⁰³⁵ Shahlâ Azarî cite une circulaire du 8 Âbân 1309 (30 octobre 1930) de la police persane sur la nécessité d'expulser les individus d'identité (*hoviyat*) russe. Shahlâ Azarî, *op.cit.*, Bahâr 1372 (1993), p. 4.

³⁰³⁶ Sur ce point, la situation en Perse me semble par exemple différente du cas décrit par Sabine Dullin pour les fuites vers l'Europe centrale, où les fuites ne modifient pas fondamentalement les perceptions populaires de l'URSS : Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 199.

³⁰³⁷ Les annonces de peines capitales prononcées par les tribunaux et Tchékas caucasiennes contre des sujets persans continuent à nourrir une soviétophobie populaire. Rapport de l'ambassadeur allemand à Téhéran, Schulenburg, à l'Auswärtiges Amt, 29 novembre 1930, PA AA, Länderabteilung III (1920-1936), Persien, R 78131 ; le 12 août, l'ambassade britannique écrit : « Persian subjects in Soviet Azerbaijan are being very badly treated by the local authorities and there appears to be an organised anti-Persian campaign in the Baku province as also elsewhere in the U.S.S.R. ». R.M. Burrell, Robert Jarman (éd.), *IPD*, Vol. 8, 1997, p. 551.

³⁰³⁸ Rapport de l'ambassade britannique à Téhéran à Arthur Henderson, 5 avril 1930, TNA, FO 371/14550.

de commencer par régler leurs propres problèmes et leur propose de répondre à quelques questions sur le fonctionnement de leur régime, qui incluent la question des réfugiés³⁰³⁹.

L'existence dans l'opinion publique d'une sympathie pour les réfugiés rencontre une dimension plus normative et internationale du traitement des réfugiés. Une forme d'impératif moral, difficile à reconstruire en détail en l'absence de témoignages plus directs des acteurs, apparaît très importante. On connaît grâce à l'historiographie le poids, dans l'entre-deux-guerres, d'un courant internationaliste et juridique de défense des droits humains. Ce courant, appuyé en Europe occidentale sur des organisations comme la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, dispose d'une influence internationale grâce à la Société des nations, où il est bien représenté³⁰⁴⁰. Rappelons que la Perse est membre de la SDN depuis sa fondation et que la Turquie est alors en pleine négociation, puisqu'elle adhère à la Société en 1932. Un discours humanitaire est directement repris par les dirigeants iraniens, en particulier dans leurs entretiens avec les diplomates étrangers : Teymourtach souligne ainsi l'impossibilité morale de renvoyer les réfugiés, qui seraient sans doute exécutés en URSS³⁰⁴¹. Dans le même temps, l'accueil des réfugiés en Iran s'enracine dans une tradition déjà éprouvée au cours de la Première Guerre mondiale et des indépendances caucasiennes, où nombre de civils fuient l'Empire ottoman puis le Caucase russe.

L'articulation entre politiques nationales d'accueil des réfugiés et ordre international est faite dans plusieurs journaux européens alors qu'éclatent les troubles du Caucase. Le *Journal de Genève*, dans son édition du 31 juillet 1930, évoque ainsi la question du traitement des réfugiés en Perse. Soulignant la gravité de la révolte qui frappe le Caucase, le journal s'interroge sur les fondements éthiques, juridiques et politiques qui peuvent encadrer l'action des autorités persanes face à ce flux de réfugiés :

« Faut-il le dire ? Par erreur, sans doute, par crainte aussi peut-être, certains de ces réfugiés furent refoulés à la frontière persane et - conséquence inévitable – immédiatement fusillés par les bolcheviks. Du fait de cet afflux de population, le gouvernement persan se trouve dans une situation délicate. Il n'entend pas manquer aux lois élémentaires de l'humanité, mais il

³⁰³⁹ Le *Messenger de Téhéran* propose des questions comme : « 1) Pourquoi dans votre pays tous les riches sont devenus pauvres et aucun pauvre ne s'est enrichi ? [...] 3) Pourquoi dans votre pays le "Guépéou", remplaçant les tribunaux suprêmes, emprisonne-t-il les gens, sous le moindre prétexte et sans aucun jugement, et cela pendant des mois et des années entières et même il les exécute pour de petits prétextes ? Et pourquoi le "Guépéou" existe non seulement sur toutes les parties de l'intérieur de votre pays mais encore dans les pays étrangers ou ses agents sont encore plus puissants que vos représentants politiques officiels ? » Coupure du *Messenger de Téhéran*, 14 mars 1930, TNA, FO 371/14550.

³⁰⁴⁰ Emmanuel Naquet, « Paix, humanitaire et droits de l'homme. Notes sur des acteurs de la société civile au tournant des XIX^e et XX^e siècles », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, No. 127, 2015, pp. 33-50.

³⁰⁴¹ Rapport de la légation à Téhéran à Arthur Henderson, 5 avril 1930, TNA, FO 371/14550.

voudrait que ces fugitifs pussent avoir des garants, afin d'éviter les suspects ; il réclame, d'autre part, une amende à ceux qui sont entrés sur son territoire sans passeport. Et l'on conçoit que ceux qui tentent d'échapper à la terreur ont autre chose à penser qu'à emporter des papiers ou à essayer de remplir des formalités administratives devenues, d'ailleurs, impossibles³⁰⁴². »

La publication de l'article s'appuie sur les informations fournies par la revue de l'émigration caucasienne, *Prométhée*, qui tente d'attirer l'attention internationale sur le traitement des réfugiés et adresse à la Société des Nations des demandes de protection³⁰⁴³. Les exemples du *Journal de Genève* se retrouvent presque mot pour mot dans *Prométhée*, qui déplore le prélèvement de cette amende, que tout assimile à une mesure opportuniste³⁰⁴⁴. La mobilisation en faveur des réfugiés donne un nouveau souffle à une émigration politique qui cherche à se réorganiser. L'exemple caucasien est à cet égard proche de celui de la Roumanie, où les émigrés russes tentent d'obtenir en 1931-1932 un examen des massacres sur le Dniestr par la Société des Nations, avec le soutien de députés roumains³⁰⁴⁵. Le ministre de Perse proteste contre les accusations de renvoi vers l'URSS des réfugiés, soulignant que « les réfugiés politiques et militaires ne sont jamais rapatriés par [son] gouvernement³⁰⁴⁶ ».

L'ambassadeur persan reconnaît cependant que son gouvernement est confronté à une véritable crise et que les réfugiés « jugés indésirables » sont priés de quitter la Perse vers un Etat tiers. Dès le 9 avril 1930, le gouvernement persan envoie aux autorités frontalières une circulaire visant à préciser la procédure d'accueil des réfugiés, insistant notamment sur leur contrôle par les autorités de police locale. Le consulat polonais interprète cette circulaire comme un acte essentiellement diplomatique, pour apaiser les Soviétiques³⁰⁴⁷. Ces premières mesures, qui se doublent d'une volonté de contrôler plus étroitement l'identité des réfugiés, par des emprisonnements temporaires et enquêtes, illustrent une méfiance institutionnelle, qui contraste avec les nombreux témoignages de collaborations individuelles de fonctionnaires et

³⁰⁴² « La révolte du Caucase », *Journal de Genève*, 31 juillet 1930, p. 1.

³⁰⁴³ Aux côtés de *Prométhée*, on trouve aussi le *Bulletin du Comité de l'Indépendance du Caucase*, qui est fondé comme nouvel organe de coordination politique des émigrés caucasiens en Europe. « Rapport concernant le mouvement insurrectionnel à [sic] l'Azerbaïdjan », *Bulletin du Comité de l'Indépendance du Caucase*, No. 12, 10 juin 1930. AAN, f. 322, sygn. 6690a ; les plaintes se poursuivent à l'automne, lorsque plusieurs citoyens soviétiques sont extradés par l'Iran : Shahlâ Azarî, *op.cit.*, printemps 1372 (1993), p. 3.

³⁰⁴⁴ « Mir », « La vague des réfugiés Azerbaïdjaniens », *Prométhée*, No. 7, juillet 1930, pp. 6-8 ; Georges Mamoulia, *op.cit.*, 2009, pp. 126-129.

³⁰⁴⁵ « Rasstrely na Dnestre pered sudom Mezhduparlamentskogo soveta v Zheneve », *Nasha Rech'*, No. 105, 14 avril 1932, reproduit dans Vadim Guzun, *op.cit.*, 2013, pp. 418-419.

³⁰⁴⁶ Droit de réponse du ministre de Perse, *Journal de Genève*, 24 août 1930, p. 5.

³⁰⁴⁷ Rapport du consul polonais à Tabriz, Pol, au ministère des Affaires étrangères, 7 mai 1930, AAN, f. 322, sygn. 6683, ll. 20-21 ; sur le rôle de la police dans l'adoption de ces mesures, Abdolhoseyn Ma'sûd Ansârî, *op.cit.*, 1384 (2005-2006), pp. 374-375.

sujets persans³⁰⁴⁸. Les autorités persanes ne répondent guère aux demandes soviétiques d'extradition, mais celles-ci restent en soi relativement peu nombreuses, limitées aux cas de réfugiés que les Soviétiques voient comme directement impliqués dans l'entretien des révoltes intérieures. En revanche, l'idée d'un déplacement des réfugiés vers l'intérieur des terres s'impose rapidement comme un moyen de répondre aux difficultés de leur accueil. Difficultés politiques, en raison des plaintes émises par les autorités soviétiques. A la fin de mars, les autorités persanes commencent à déporter de force les réfugiés qui soutiennent activement la révolte au Caucase depuis la partie persane du Moughan³⁰⁴⁹. Mais aussi difficultés économiques et sociales, car l'arrivée de plusieurs milliers de réfugiés – on en compte probablement plus de 4.000 dès mai 1930 en Azerbaïdjan iranien³⁰⁵⁰ – représente un poids pour les administrations frontalières qui doivent encadrer leur séjour et, en raison des limites de l'aide associative, leur fournir un soutien financier. Révoltes des confins et réfugiés constituent donc deux aspects de régionalisation du moment 1930-1931. Mais leur impact apparaît éminemment ambigu : source de tensions à court terme, il prépare la fermeture des années 1930.

4. De l'incident frontalier à la régulation frontalière

La fuite de ressortissants soviétiques apparaît comme la cause principale des tensions frontalières, en raison des critiques formulées par l'URSS contre ses voisins, accusés de faire preuve d'une trop grande compréhension à l'égard des réfugiés. Les connexions transfrontalières des révoltes, notamment kurdes, en sont une seconde dimension. Dans le prolongement de notre lecture des crises frontalières à la veille de la Première Guerre mondiale, la crise de 1930-1931 ne doit pas être interprétée sous le seul aspect d'une tension géopolitique et diplomatique. Au-delà de cette crise se construit en effet un nouveau mode d'interaction à la frontière, qui passe par un renforcement de l'autorité des Etats et une transformation de la diplomatie frontalière. Cette articulation s'observe dans les incidents qui constituent l'aspect le plus visible des relations frontalières au cours des années de la crise.

³⁰⁴⁸ Les emprisonnements peuvent durer plusieurs semaines. Djavânsîr témoigne de la méfiance de ses camarades, qui arrivent dans la région d'Ardabil en 1931 avec lui et hésitent à rendre leurs armes « car ils étaient convaincus que l'Etat iranien était bien capable de les livrer aux Russes ». Shâmîl Djavânsîr, *op.cit.*, 1392 (2013), pp. 84-85.

³⁰⁴⁹ Rapport opérationnel de la garde-frontière soviétique, 9 mai 1930, RGVA, f. 25873, op. 3s, d. 40, l. 298.

³⁰⁵⁰ Rapport du consul polonais à Tabriz, Pol, au ministère des Affaires étrangères, 7 mai 1930, AAN, f. 322, sygn. 6683, l. 18.

a) La politique de l'incident frontalier et ses leçons

Le plan était presque parfait. Dans les jours précédant la nuit du 2 au 3 juin 1930, des agents de la GPU transcaucasienne avaient repéré les environs persans de la localité frontalière de Khoudaferin, site du principal pont frontalier entre Azerbaïdjan soviétique et Perse. Au même moment, des troupes étaient acheminées par chemin de fer, en plusieurs convois, jusqu'à cet endroit. Bien sûr, l'arrivée de ces troupes n'avait pas totalement échappé aux autorités persanes qui pouvaient l'observer à travers l'Araxe. Mais elles avaient surtout attribué ce positionnement à la lutte contre les révoltes persistantes au Karabakh. Au soir du 2 juin, les unités soviétiques s'étaient préparées à franchir le fleuve, pour envahir le territoire persan, sans passer par le pont frontalier, en utilisant un pont mobile déployé par des unités spéciales de sapeurs. « Mais une heure avant le passage il s'est avéré que ceux-ci ne pouvaient pas monter le pont [mobile] en raison de la crue du fleuve et de son débit très rapide. Les fixations ne tenaient pas et se brisaient et, de manière générale, le matériel de franchissement à disposition n'était pas adapté aux fleuves de montagne. Il a donc fallu en urgence transporter les troupes par chemin de fer vers le pont de Khoudaferin. Ainsi, le franchissement a été repoussé de 3-5 heures et s'est produit en plein jour, sous les yeux de la population persane frontalière³⁰⁵¹ ».

Au moment où Beria rédige personnellement le rapport relatif à cette opération, par laquelle les troupes soviétiques devaient pénétrer de nuit sur le sol persan afin de capturer des réfugiés et personnalités « anti-soviétiques » séjournant dans la zone-frontière, la GPU transcaucasienne doit faire face au scandale causé par son exécution défailante. Le plan était pourtant clair et l'idée de mettre en scène un incident frontalier puisait dans l'expérience des tchékistes transcauciens. L'incursion en territoire persan devait être justifiée par l'éternel thème de la *hot pursuit* de bandes persanes et émigrées ayant attaqué le sol soviétique au soir. Le 25 mai, c'était à la demande du premier secrétaire du Parti de Transcaucasie que le Politburo adoptait le plan devant déboucher sur l'incident frontalier :

« [Il faut] déplacer les troupes soviétiques vers la frontière avec la Perse, ne pas avoir peur que les bandits franchissent la frontière, les attirer sur notre territoire et leur infliger une

³⁰⁵¹ Rapport de Beria l'activité de la GPU transcaucasienne dans la lutte contre le banditisme, non daté (mi-juin ou fin juin 1930), RGASPI, f. 80, op. 25/s, d. 1, ll. 177-178.

*déroute complète pour pouvoir ensuite franchir à notre tour la frontière et anéantir d'une traite la base des bandits et rebelles*³⁰⁵². »

Les contretemps subis par les Soviétiques du fait de la crue de l'Araxe ruinent ce scénario savamment élaboré. Il faut une dose appuyée de mauvaise foi pour maintenir les explications initiales de l'opération et la panique provoquée par l'irruption d'unités armées soviétiques en sol persan est considérable.

La reconstitution concrète du déroulement de l'opération suppose le croisement d'archives diverses. Il est retracé par quelques rapports internes conservés dans les archives soviétiques et par les nombreux échos qu'elle trouve en Perse, dans l'opinion publique et les chancelleries internationales. Les sources de la GPU affirment que l'opération débouche sur l'arrestation de 421 émigrés préalablement fichés par la police politique soviétique comme actifs dans l'aide aux révoltes caucasiennes. Ces émigrés sont arrêtés dans les villages frontaliers où ils séjournent, pris au dépourvu par l'opération³⁰⁵³. Sur les conditions concrètes de l'opération soviétique, les informations sont contradictoires. Certaines sources parlent de près de trois mille militaires déployés, d'autres ajoutent la présence de centaines de cavaliers. Pour certaines, les soldats sont intervenus sans uniforme, tandis que d'autres affirment qu'ils combattaient bien avec³⁰⁵⁴. Ces contradictions ne résultent pas simplement, selon nous, de la difficulté d'obtenir des informations précises sur les événements survenus dans ce lieu reculé de la frontière, mais aussi des ambiguïtés de l'opération menée par les Soviétiques, loin du plan initialement échafaudé. A mi-chemin entre l'opération clandestine et la poursuite voulue comme légitime, l'incursion de Khoudaferin s'avère politiquement et diplomatiquement peu aisée à justifier, ce qui atténue le succès des arrestations. Les destructions de récoltes et de villages accomplies par les troupes spéciales soviétiques provoquent des critiques très virulentes de la part de la presse persane, de même que l'enlèvement de fonctionnaires locaux persans, ultérieurement libérés³⁰⁵⁵.

Ce type de raid ne constitue pas un *hapax* dans la pratique soviétique des relations frontalières. En 1924, un raid similaire, mené par près de cent cinquante hommes de la garde-frontière soviétique, pénètre en territoire polonais et prend d'assaut la localité de Stolpce, afin de libérer des militants communistes. L'incident suscite une vive tension avec la Pologne,

³⁰⁵² Protocole du Politburo, 25 mai 1930, RGASPI, f. 17, op. 162, d. 8, l. 157.

³⁰⁵³ Rapport précité de Beria, non daté (mi-juin ou fin juin 1930), RGASPI, f. 80, op. 25/s, d. 1, l. 179.

³⁰⁵⁴ Rapport du consulat allemand à Tabriz à l'Auswärtiges Amt, 14 juin 1930, PA AA, Länderabteilung III (1920-1936), R 78131 ; voir aussi, pour un exemple de couverture par la presse, « Russian Raids on Persia », *Daily Telegraph*, 16 juin 1930, TNA, FO, 371/14550.

³⁰⁵⁵ Rapport de Robert Clive à A. Henderson, 1^{er} juillet 1930, TNA, FO 416/87, p. 28.

dont le gouvernement adopte des mesures diplomatiques et administratives de renforcement de la frontière³⁰⁵⁶. De manière plus récente, dans un contexte aussi lié à la présence d'émigrés de l'autre côté de la frontière soviétique et aux tensions pour le contrôle du chemin de fer de Mandchourie, la GPU organise des expéditions punitives contre le district d'Argun (*É'ěrgūn*), à la frontière entre la Mongolie intérieure et le territoire soviétique, en août et septembre 1929. Ces expéditions provoquent les hauts cris des émigrés russes blancs en Chine, dont la presse se mobilise pour dénoncer les exactions commises par les Soviétiques au cours de ces incursions en territoire chinois³⁰⁵⁷. Mais plus encore que la violation frontalière, phénomène somme tout fréquent, c'est la planification supposée de l'opération par les Soviétiques qui fait débat.

L'intervention soviétique à la frontière persane suscite un tollé dans le pays et les Soviétiques doivent faire face aux plaintes émises par l'ambassadeur Foroughi. Ils décident de maintenir publiquement la thèse d'une poursuite spontanée de rebelles se réfugiant en territoire persan. Le Politburo examine soigneusement la réponse à apporter au gouvernement persan, qui souligne l'inaction des autorités persanes à la frontière face à l'action des émigrés, qui seraient aidés par des agents étrangers :

« Les gardes-frontières soviétiques ont pour consigne de ne laisser entrer sur le territoire soviétique aucune bande venant de Perse. Ils ont dû repousser la bande [impliquée dans l'incident frontalier] et passer en territoire iranien pour la poursuivre. Quelques fonctionnaires persans ont été capturés au cours de l'opération, mais libérés par la suite. Le gouvernement soviétique regrette ces arrestations temporaires. Cependant, il ne peut garantir que de tels événements ne se reproduiront pas, au cas où les attaques de bandes depuis la Perse se poursuivraient. Le gouvernement soviétique espère que la Perse prendra les mesures nécessaires pour éviter à l'avenir de telles incursions sur le sol soviétique³⁰⁵⁸. »

Le gouvernement soviétique ne présente aucunement des excuses pour une opération qu'il considère comme légitime et la fin du texte de la note constitue une menace voilée en cas de perpétuation des incidents à la frontière et du séjour des émigrés dans la région. Cette

³⁰⁵⁶ David R. Stone, « The August 1924 raid on Stolpce, Poland, and the evolution of Soviet active intelligence », *Intelligence and National Security*, Vol. 21, No. 3, 2006, pp. 331-341 ; Antony Polonsky, *Politics in Independent Poland, 1921-1939: The Crisis of Constitutional Government*, Oxford, Clarendon Press, 1972, pp. 141-143 ; autour du pont de Khoudaferin lui-même, des incidents impliquant des traversées frontalières par les forces soviétiques ont déjà eu lieu au milieu des années 1920, Fâtme Qâzihâ, *op.cit.*, 1381 (2001), p. 372.

³⁰⁵⁷ Sören Urbansky, « Der Kosake als Lehrer oder Exot? Fragen an einer Mandschukuo-Dokumentarfilm über die bäuerliche russische Diaspora am Grenzfluss Argun' », in Martin Aust, Julia Obertreis (dir.), *Osteuropäische Geschichte und Globalgeschichte*, Stuttgart, Steiner, 2014, pp. 112-113.

³⁰⁵⁸ Protocole du Politburo, 20 juin/11-12 juillet 1930, RGASPI, f. 17, op. 162, d. 8, l. 171.

assurance est cependant gênée par l'insistance du gouvernement persan à créer une commission mixte d'enquête sur l'incident. Les diplomates soviétiques multiplient alors les manœuvres dilatoires et le Politburo donne en octobre la consigne de tout faire pour que les Persans renoncent, de leur plein gré, à la mise en place d'une telle commission³⁰⁵⁹.

La réponse diplomatique formulée par les Soviétiques est instructive de la perception qu'ils ont de l'organisation interne de l'Etat persan. Les autorités frontalières persanes, aussi bien militaires que civiles, sont vues comme complices des émigrés et des bandes armées sévissant sur le sol soviétique. Un rapport de janvier 1930 de la GPU transcaucasienne rappelle que nombre d'émigrés caucasiens des années 1920 occupent désormais des fonctions dans la garde-frontière et dans l'armée. Kəlbəli Naxçıvanski, descendant de la dynastie des khans du Nakhitchevan et réfugié en Perse après 1920, dirige la garde-frontière avec l'URSS et collabore selon la GPU avec les plans des émigrés³⁰⁶⁰. « Il a unifié sous son autorité des bandes frontalières dispersées », écrit le rapport, « et il leur fournit le refuge et une aide matérielle, il les protège des poursuites des autorités, en un mot, il fait tout ce qui est en son pouvoir pour leur permettre de mener leurs actions contre nous³⁰⁶¹ ». La position de Naxçıvanski à la tête des unités militaires locales lui permet d'outrepasser et de casser les décisions des autorités civiles, qui ne disposent guère d'un pouvoir d'exécution de leurs décisions envers les émigrés³⁰⁶². L'incident frontalier est organisé en priorité contre ces réseaux locaux de militaires et fonctionnaires persans d'origine caucasienne, vus comme les principaux responsables de la tolérance envers les réfugiés et émigrés politiques³⁰⁶³. Les arrestations de fonctionnaires persans au cours de l'opération du 3 juin 1930 se tournent directement contre eux. La tournure de la note diplomatique validée à la fin du mois par le

³⁰⁵⁹ Protocole du Politburo, 25 octobre 1930, RGASPI, f. 17, op. 162, d. 9, l. 55.

³⁰⁶⁰ La situation de Kəlbəli Naxçıvanski est un exemple intéressant des partages familiaux opérés depuis les années 1920, puisque son frère Cəmsid Naxçıvanski s'est rallié aux Soviétiques après la conquête de l'Azerbaïdjan et exerce d'importantes fonctions militaires dans la république jusqu'en 1931 où il est arrêté et accusé de complot antisoviétique. Finalement libéré grâce à l'intervention d'Ordjonikidze, il voit cependant sa carrière brisée et meurt dans les répressions staliniennes de 1938. Sur la fin du destin transimpérial de cette famille aristocratique, voir l'ouvrage, instructif sans être toujours rigoureux, qui lui est consacré par Farhad Nagdaliev, *Khany Nakhichevanskie v Rossijskoj Imperii*, Moscou, Novyj Argument, 2006 ; Shâmîl Djavânsîr, *op.cit.*, 1392 (2013), p. 28 ; notons que cette capacité des exilés frontaliers à se réemployer dans des fonctions régaliennes contredit certains travaux classiques sur l'exil politique, notamment une distinction faite par Hans Speier dans *Social Order and the Risks of War* (1952). Yossi Shain, *op.cit.*, 2005 (1989), p. 9.

³⁰⁶¹ Rapport du président de la GPU de Transcaucasie, Redens, sur la situation en Azerbaïdjan au 1^{er} janvier 1930, RGASPI, f. 80, op. 25/c, d. 1, l. 104.

³⁰⁶² Rapport de la GPU de Transcaucasie sur la situation en Azerbaïdjan, 10 août 1929, *Ibid.*, ll. 93-94.

³⁰⁶³ Les plaintes émises par la Turquie envers l'Iran contiennent cette même dimension de critique des administrations locales d'Azerbaïdjan iranien : note du ministère de l'Intérieur iranien au gouverneur d'Azerbaïdjan, 2 Âbân 1309 (24 octobre 1930), Khadîdje Solh Mirzâyî (éd.), *ARIT*, 1382 (2003), p. 247 ; rapport de l'OGPU sur la situation à la frontière azérie, 7 octobre 1931, reproduit dans L.S. Gagatova, L.P. Kosheleva, L.A. Rogovaja (éd.), *op.cit.*, 2005, pp. 670-671 ; Musa Qasımlı, *op.cit.*, 2006, pp. 482-483.

Politburo confirme cette interprétation, en plaçant le gouvernement central persan face à l'irresponsabilité supposée des autorités frontalières.

L'incident frontalier prend dès lors son sens par rapport à la structure institutionnelle des Etats limitrophes, comme invitation à la centralisation et à la réduction de l'autonomie de pouvoirs frontaliers perçus comme trop compréhensifs envers les émigrés. La violation de la souveraineté étatique persane – particulièrement humiliante pour un Reza Shah qui construit son pouvoir sur son renforcement – apparaît comme un aiguillon appelant à la réforme. La chancellerie personnelle du Shah se plaint vivement, au cours des événements, de la mauvaise circulation de l'information depuis les administrations locales et du manque de suivi des questions³⁰⁶⁴. L'idée d'un lien entre la structure des incidents frontaliers, leur utilisation diplomatique et la volonté de jouer de divisions politico-administratives intérieures aux Etats frontaliers est confirmée par des incidents similaires, moins impressionnants, qui se produisent sur d'autres frontières soviétiques à la même époque. Ils adviennent en priorité là où les autorités frontalières étrangères sont autonomes et suspectes de collaboration avec les émigrés. C'est le cas au Xinjiang, où les forces de la GPU organisent aussi des incursions à la fin de 1930 pour poursuivre des bandits sur le territoire chinois et provoquent de vives plaintes des autorités provinciales. Leur évaluation sur la complicité des autorités chinoises frontalières n'est cependant pas approuvée par le consul soviétique à Qouldja (Yining)³⁰⁶⁵.

Les incidents suivent des configurations différentes dans les cas où l'interaction entre autorités centrales et frontalières ne relève pas de tels équilibres. Aux deux extrémités de la chaîne, prenons les exemples de l'Afghanistan et de la Turquie. En Afghanistan, l'absence totale de contrôle central sur la frontière ne permet pas de manipulation similaire et les raids frontaliers menés au printemps 1930 par la GPU ne débouchent sur aucune conséquence diplomatique, ne visant que la situation locale³⁰⁶⁶. En sens inverse, les Soviétiques ne mettent pas en scène d'incident semblable à la frontière turque. Cette absence ne dénote pas tant l'absence de bandes ou d'émigrés actifs politiquement en direction du territoire soviétique que l'interaction différente entre URSS et Turquie. Des violations de frontière par les Soviétiques et altercations ont bien lieu au cours de 1931, à l'occasion d'affrontements avec des groupes émigrés dans les régions de Kars et d'Ardahan³⁰⁶⁷. De violents fusillades ont lieu à l'été,

³⁰⁶⁴ « Djâ-ye taassuf ast, djereyân-e kâr tûrî bâshad ke [...] mesâil muhimme maskût ve bela ta'qîb bemânad ». Lettre de la chancellerie personnelle du Shah à la présidence du Conseil, 20 Ordîbehesht 1309 (10 mai 1930), *ARIS*, 1996, pp. 173-174.

³⁰⁶⁵ Robert Kindler, *op.cit.*, 2014, pp. 215-217.

³⁰⁶⁶ Sur cette interprétation, je renvoie à Kamol Abdoullaev, « Central Asian Emigres in Afghanistan: First Wave, 1920-1931 », *Central Asian Monitor*, No. 4, 1994, pp. 28-32 et No. 5, 1994, pp. 16-27.

³⁰⁶⁷ Rapport du ministère de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, 11 août 1931, BCA, 30.10.0.0/248.676.7.

occasionnant des plaintes mutuelles : ces affirmations contradictoires se limitent cependant à un processus diplomatique au cours duquel la Turquie demande la création d'une commission d'enquête³⁰⁶⁸. L'URSS n'accepte cette offre qu'à la condition que la commission examine plus généralement les conditions produisant les troubles frontaliers. En définitive, l'institution n'est pas créée, mais les deux Etats renouvellent la convention du 6 août 1928 sur le règlement des litiges frontaliers³⁰⁶⁹. Les notes échangées par les deux Etats à l'occasion donnent cependant lieu à une réflexion similaire sur l'équilibre à trouver entre coopération autonome à la frontière, entre commandants des troupes frontalières soviétiques et turques, et principe hiérarchique interne³⁰⁷⁰. Aussi, si les Soviétiques n'exploitent pas directement des divisions intérieures à l'administration kémaliste, ils provoquent une prise de conscience de l'insuffisante coordination entre autorités civiles et militaires dans les confins d'Anatolie orientale.

b) Sous l'incident frontalier, la coopération ?

L'absence d'incident majeur à la frontière turco-soviétique traduit la relation différente entre les deux Etats, pour lesquels les troubles frontaliers s'accompagnent surtout d'une coopération militaire et administrative. Les travaux parus à l'époque de la Guerre froide, alors que les relations entre les deux pays étaient devenues des plus hostiles, n'étaient guère enclins à insister sur cette collaboration. L'exploitation par l'Union soviétique d'une « carte kurde » à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale ne prédisposait pas l'historiographie soviétique à rappeler la grande méfiance des autorités soviétiques pour les projets kurdes dans l'entre-deux-guerres³⁰⁷¹. Du côté turc, l'historiographie prêtait à l'Union soviétique un rôle dans l'encouragement des rébellions armées kurdes dans la région. Un second problème s'inscrit plutôt dans la continuité des difficultés que nous avons décrites jusqu'ici pour l'étude des formes de coopération frontalière. Les sources restent en effet très partielles pour comprendre

³⁰⁶⁸ M.A. Gasratjan, P.P. Moiseev, *op.cit.*, 1981, pp. 99-100.

³⁰⁶⁹ B.M. Potskhverija, *Turtsija mezhdu dvumja mirovymi vojnami. Ocherki vneshnej politiki*, Moscou, Nauka, 1992, p. 222 ; l'accord est ensuite renouvelé en 1932 et 1934 : décret du gouvernement turc, 24 mars 1934, BCA, 30.18.1.2/43.17.3.

³⁰⁷⁰ Note de la direction-générale de la Sûreté turque à la présidence du Conseil, 16 avril 1931, BCA, 30.10.0.0/248.676.4.

³⁰⁷¹ Le point saillant de cette politique, au début de la Guerre froide, est la constitution de la république de Mahâbâd, en Iran occidental, en 1946 : William Eagleton Jr., *The Kurdish Republic of 1946*, Londres, Oxford University Press, 1963 ; sur la grande figure de Mustafa Barzani, un recueil récent de documents personnels a été édité à Erbil puis Istanbul en kurde : Efrasiyaw Hevramî, *Di Arşîvên Rûs de Mustefa Barzanî (1945-1958)*, Istanbul, Avesta, 2002 (2001 pour l'édition d'Erbil en sorani) ; sur le tournant de la politique soviétique, voir la courte note de Pierre Rondot, « Les Kurdes et l'action de l'URSS en Orient », *Documents sur l'évolution du monde musulman*, Fascicule 1, 15 mars 1940, pp. 25-27.

les formes directes de coopération entre autorités turques et soviétiques durant le moment des révoltes de 1930-1931. La fermeture des archives militaires turques et la rareté des documents relatifs à cette coopération dans les différents fonds post-soviétiques ne permettent de donner qu'un tableau limité de cette coopération.

A l'époque même, la question de la coopération turco-soviétique dans la lutte contre les troubles sur leur frontière commune, en particulier dans le secteur de l'Ararat, est pourtant évoquée dans de nombreux rapports diplomatiques, consulaires et dans la presse³⁰⁷². Au cours de l'année 1930, les Turcs se plaignent vivement de la complicité supposée du gouvernement iranien avec les bandes kurdes, qui trouvent refuge sur le sol iranien lorsqu'elles sont poursuivies par l'armée kémaliste. Elles profitent en cela de la configuration frontalière, qui place en Perse les contreforts orientaux de l'Ararat et offre une fuite facile aux Kurdes, habitués à des transhumances saisonnières à travers la frontière turco-iranienne³⁰⁷³. La Turquie adopte une attitude similaire à celle de l'URSS et multiplie les notes comminatoires à la Perse, menaçant d'autoriser ses soldats à pénétrer sur le sol persan si Téhéran ne coopère pas dans la lutte contre les Kurdes. Au regard des moyens militaires limités de la Perse et de la nécessité de garder un équilibre politique avec les Kurdes locaux, Téhéran conserve cependant une ligne indécise. La presse turque se livre, au printemps et à l'été 1930, à une vive campagne antipersane au motif de l'inactivité du gouvernement central de Reza Shah³⁰⁷⁴. A l'inverse, l'aide apportée par les Soviétiques aux forces turques, en grande difficulté le long de la frontière, est mentionnée par diverses sources. A plusieurs occasions, les gardes-frontières soviétiques viennent au secours de troupes turques, acculées sur les rives de l'Araxe par les révoltés, en les accueillant de leur côté du fleuve.

La principale aide accordée semble avoir été ponctuelle, reposant plutôt sur des formes de solidarités entre militaires de part et d'autre, dans un contexte d'insurrection générale, que sur une politique concertée. Le consul britannique à Tabriz rapporte pour août 1930 un événement de ce type :

« Une attaque menée [par les Turcs] depuis Aralık vers le sud a échoué et les Turcs ont même perdu leurs deux positions originales dans la plaine du même nom. Ils ont été rejetés vers l'Araxe et dû se réfugier en Russie. Ils y ont été traités en hôtes et leurs armes, d'abord

³⁰⁷² « T'ürk'akan tchakatum », *Droshak*, No. 12 (315), décembre 1931, pp. 289-290.

³⁰⁷³ Rohat Alakom (éd.), *Bir Türk Subayının Ağrı İsyanı Anıları*, Istanbul, Avesta, 2011, p. 29.

³⁰⁷⁴ Rapport de George Clerk à A. Henderson, 3 juillet 1930, TNA, FO 424/273, pp. 4-5 ; İhsan Nuri Paşa, *op.cit.*, 1992, pp. 76-79.

*confisquées, leur ont été rendues et ils ont retraversé la frontière au niveau d'Iğdır deux jours plus tard*³⁰⁷⁵. »

Le refuge fourni par les Soviétiques s'accompagne d'échanges d'information sur l'activité et les positions des Kurdes. Dans ses mémoires, l'officier de gendarmerie Zühtü Güven rapporte que la garde-frontière soviétique informe les Turcs sur les mouvements de la tribu des Halikanlı, qui se trouvent au niveau de la triple frontière. Le commandant frontalier soviétique propose aux Turcs d'intervenir pour les aider à mater ce groupe, perçu comme menaçant pour le territoire soviétique³⁰⁷⁶. Les agents du renseignement frontalier britannique rapportent le transit par le territoire soviétique, à travers l'Arménie et le Nakhitchevan, de matériel militaire destiné à soutenir les troupes turques engagées sur le terrain, qui doivent faire face à l'absence d'infrastructures de transport dans la région de l'Ararat, alors que le chemin de fer soviétique longe l'Araxe de l'autre côté de la frontière³⁰⁷⁷. Il ne nous a pas été possible de trouver des sources soviétiques prouvant de manière catégorique la réalité de cette aide, pas plus que pour la fourniture de gaz empoisonné aux troupes turques, rapportée par Rosita Forbes³⁰⁷⁸.

Cette coopération militaire et infrastructurelle est favorisée par l'évolution des perceptions soviétiques et kémalistes envers la situation en Anatolie orientale. Depuis 1927, les deux camps observent l'organisation d'un mouvement national kurde autour de la ligue *Hoybûn*, qui se constitue en étroite coopération avec l'émigration dachnake au Proche Orient. La ligue est fondée au Liban en octobre 1927, sous l'autorité des leaders kurdes Djeladet Bedirhan et Kamuran Bedirhan et en présence du dirigeant dachnak Vahan Papazjan³⁰⁷⁹. L'association entre l'émigration dachnake antisoviétique et les Kurdes est rapportée de manière précoce par les GPU du Caucase, qui interceptent la correspondance échangée par les dachnaks basés à Tabriz et Téhéran, et communiquent à la Turquie des informations sur ces

³⁰⁷⁵ On considère ici que les Russes coopèrent avec les Turcs. On dit même que les renforts qui ont participé à l'attaque depuis Aralık avaient été acheminés par le territoire de la république soviétique d'Arménie. » *Tabriz Diary* pour août 1930, non daté, TNA, FO 424/273, pp. 81-82.

³⁰⁷⁶ Rohat Alakom (éd.), *op.cit.*, 2011, p. 82. ; Zühtü Güven sert comme officier de gendarmerie en Anatolie orientale de 1929 à 1932. Ses mémoires sont publiés en feuilleton entre le 6 mars et le 29 avril 1953 dans le journal *Dünya* sous le titre « Doğu Isyanlarında Bir Türk Subayı ». Voir l'introduction de Rohat Alakom à ce sujet, *Ibid.*, pp. 7-9 ; sur des interventions ponctuelles de ce type, İhsan Nuri Paşa, *op.cit.*, 1992, pp. 93-96.

³⁰⁷⁷ Rapport du lieutenant-colonel Dodd, attaché militaire à Téhéran, à Robert Clive, 28 juin 1930, TNA, FO 424/273, p. 8.

³⁰⁷⁸ Rosita Forbes, *op.cit.*, 1931, p. 264 ; la plausibilité de ces rumeurs est cependant renforcée par leur existence dans le contexte du Xinjiang, où les Soviétiques aident les autorités à écraser des révoltes paysannes en 1931-1934 en fournissant du gaz asphyxiant : Hiroaki Kuromiya, « Stalin's Great Terror and the Asian Nexus », *Europe-Asia Studies*, Vol. 66, No. 5, 2014, p. 782.

³⁰⁷⁹ Jordi Tejel, *La ligue nationale turque Khoyboun*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 7-8.

liens³⁰⁸⁰. Les Soviétiques suivent de près les mesures prises par les dachnaks en 1929 pour soutenir le mouvement kurde et le voyage fait en Iran par un de leurs dirigeants, l'ancien *fedayi* et ministre d'Arménie indépendante Rouben Ter Minasjan, qui y prend contact avec Teymourtach³⁰⁸¹. En 1929, la région autonome du Kurdistan au sein de l'Azerbaïdjan est supprimée et les autorités frontières reçoivent des instructions pour prévenir de nouvelles traversées de l'Araxe par les Kurdes³⁰⁸². Le ciblage des activités kurdes se poursuit dans les années suivantes, lorsque des politiques spéciales de sédentarisation sont déployées, doublées d'une vigilance particulière contre cette population³⁰⁸³. Lorsque près de deux mille Kurdes se réfugient sur sol soviétique entre le 8 et le 14 juillet, les rapports de la GPU de Transcaucasie ne se limitent pas à une considération technique du problème que cela pose et insistent sur « le grand travail mené par les Dachnaks parmi les Kurdes et la présence en leur sein d'instructeurs dachnaks », qui feraient des Kurdes une population dangereuse³⁰⁸⁴. Informé de la situation, le Politburo moscovite confirme la décision des organes transcaucasiens de tout faire pour empêcher une nouvelle traversée de rebelles³⁰⁸⁵.

L'idée d'une alliance entre dachnaks et Kurdes, unis dans une haine commune des Turcs et des Soviétiques, s'inscrit dans un certain nombre d'observations concrètes, mais résulte aussi d'une mise en scène publique de part et d'autre. L'émigration arménienne dachnake utilise ouvertement cette alliance à des fins de redynamisation. Garo Sasouni, grande figure de l'émigration dachnake, publie ainsi de 1929 à 1931, dans la revue *Hajrenik' Amsagir*, éditée à Boston, une série sur l'amitié historique entre Kurdes et Arméniens³⁰⁸⁶. Par l'insistance sur cette alliance, Turcs comme Soviétiques cherchent à renforcer l'engagement de l'autre partie dans la coopération à la frontière et à obtenir satisfaction dans certaines

³⁰⁸⁰ On peut se faire une idée de ce que savent dès la fin de 1927 les Soviétiques à travers un rapport spécial « Kurdes et Dachnaks » rédigé par le département étranger de la GPU transcaucasienne le 19 décembre 1927, SShSA PA, f. 13, op. 5, d. 170, ll. 200-209 ; pour l'état des connaissances turques, Soner Çağaptay cite un rapport de la gendarmerie en 1929, *op.cit.*, 2006, pp. 61-62.

³⁰⁸¹ Ces contacts ont récemment faits l'objet d'une étude appuyée sur les archives du fonds Rouben aux Archives nationales arméniennes, qui contient des notes sur son voyage à Téhéran et ses contacts avec les autorités iraniennes. HAA, f. 1048, op. 1, d. 64, ll. 2-34. Voir Aram Sajjan, *K'rderi azgajin azatagrakan pajk'arë jev taratsashrdjanajin zargatsumnern Ararati apstambut'jan entats'k'um (1926-1930 t't.)*, Avtoreferat dissertatsii..., Académie des sciences d'Arménie, 2015, pp. 5-6 ; les dachnaks envoient aussi auprès d'Ihsan Nuri un représentant, Ardashir Muradjan : Ihsan Nuri Paşa, *op.cit.*, 1992, pp. 61-67.

³⁰⁸² Harun Yılmaz, *op.cit.*, 2014, p. 803.

³⁰⁸³ Shalala Mamedova, *op.cit.*, 2004, pp. 235-237.

³⁰⁸⁴ Rapport de la GPU transcaucasienne au Comité régional du Parti, 14 juillet 1930, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 4, ll. 49-50 ; extrait de décision du Comité régional du Parti, 14 juillet 1930, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 4, l. 47.

³⁰⁸⁵ Protocole du Politburo, 25 août 1930, RGASPI, f. 17, op. 162, d. 9, l. 15.

³⁰⁸⁶ Sasuni (1889-1977), originaire de la région de Saun, a lui-même fait l'expérience dans ses jeunes années révolutionnaires de contacts avec les Kurdes. En 1969, ces textes sont réunis dans une édition faite à Beyrouth : *K'urd azgajin sharzhunnerë jev haj-k'rdakan haraberut'junnerë*. Voir Tessa Hofmann, Gerayer Koutcharian, « The History of Armenian-Kurdish Relations in the Ottoman Empire », *The Armenian Review*, Vol. XXXIX, No. 4, Hiver 1986, pp. 2-4.

affaires en souffrance. Les Soviétiques obtiennent ainsi en 1931 une ligne plus dure contre les émigrés caucasiens, dont les organes en Turquie sont fermés³⁰⁸⁷. Mais les usages politiques de cette alliance sont aussi internes et connaissent des variations certaines. Au Caucase soviétique, l'insistance porte surtout sur le rôle des dachnaks, présentés comme des agents de l'impérialisme britannique et des manipulateurs de désirs kurdes qui pourraient autrement apparaître légitimes. Les autorités soviétiques restent en effet soucieuses de ne pas s'aliéner ouvertement le mouvement kurde³⁰⁸⁸. L'insistance sur la dimension dachnake se retrouve particulièrement en Arménie, où elle est intégrée aux programmes de formation idéologique dans le Parti et à l'armée. Le commandant de la division d'infanterie arménienne, Akopov, explique en juillet 1931 à ses officiers supérieurs qu'il faut démasquer le slogan dachnake de la lutte pour une « Arménie une et indivisible », car l'alliance entre Kurdes et Dachnaks ne fait que servir l'impérialisme britannique et doit préparer une campagne contre la Transcaucasie soviétique³⁰⁸⁹. En Turquie, l'insistance sur l'alliance entre Arméniens et Kurdes crée un front commun de l'ennemi, comme l'illustre la brochure publiée en 1931 à Ankara par les Foyers turcs, *Taşnak-Hoybun*³⁰⁹⁰.

c) *La frontière matérialisée, normalisée ?*

Ces coopérations conjoncturelles ont-elles des effets à moyen terme, qui expliqueraient les évolutions de la gestion bilatérale des frontières ? La crise fonctionne comme test de mécanismes existants, en matière de règlement des incidents frontaliers, mais aussi de contrôle de l'espace et de la dimension physique de la frontière. Prenons par exemple cette matérialité de la frontière, qui reste jusqu'en 1930-1931 des plus réduites. On voit apparaître, au cours de ces années, des barrières et obstacles frontaliers du côté russe de la frontière. A l'été 1930, les autorités de Djoulfa persane peuvent observer l'érection, sous couvert de la nuit, de telles structures physiques, le long de l'Araxe. Dans cette genèse inattendue se lit en réalité une spécificité du régime soviétique, car les observateurs

³⁰⁸⁷ Décret du conseil des ministres turc fermant les journaux *Yeni Kafkas*, *Azari Türk*, *Otlu Yurd* et *Bildirış*, 17 août 1931, BCA, 30.18.1.2/22.59.13 ; Nəsiman Yaqublu, *op.cit.*, 2009, p. 62.

³⁰⁸⁸ Ismail Akhmedov affirme ainsi que certains leaders des révoltes kurdes sont installés en Arménie soviétique pour être ultérieurement utilisés par l'Armée rouge en cas de besoin : Ismail Akhmedov, *op.cit.*, 1984, p. 82.

³⁰⁸⁹ Exposé du commandant de la division arménienne devant les officiers supérieurs de la division, 6 juillet 1931, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 815, ll. 6-7 ; ce texte est repris de son article « Kurdsij vopros i dashnaki », *Bol'shevik Zakavkaz'ja*, No. 2, mai 1931, pp. 36-42.

³⁰⁹⁰ De manière étonnante, cette publication se conclut par l'évocation des révélations d'Agabekov, dans laquelle elle voit une preuve que les dachnaks se laissent facilement corrompre, même par leurs adversaires. *Taşnak-Hoybun*, Ankara, Türk Ocakları Matbaası, 1931 ; voir la réponse des dachnaks dans leur revue : « Dashnak-Hojpun », *Droshak*, No. 3 (307), mars 1931, pp. 33-34.

comprennent que cette matérialisation ne vise pas tant à protéger le territoire soviétique qu'à empêcher la fuite de réfugiés. On ne trouve pas alors, sur la frontière soviéto-persane, l'ébauche de frontière militaire qui se met en place en 1931-1932 entre l'URSS et l'Europe centrale³⁰⁹¹. La frontière physique est un obstacle tourné vers l'intérieur, dans des dispositifs inversés que le mur de Berlin et le rideau de fer mettent ultérieurement en évidence. Les sources disponibles ne sont pas très disertes sur les formes exactes prises par cette première frontière³⁰⁹². Bien des années plus tard, au début des années 1980, un voyageur iranien parle de cinq barbelés successifs, séparés par des terrains en friche et des zones sablonnées, connectés par des réseaux électriques. Ce dispositif rappelle presque exactement celui en place entre les deux Allemagnes, mais n'est établi qu'après la Seconde Guerre mondiale³⁰⁹³.

L'introduction de ces mécanismes de contrôle physique sur la frontière est indissociable des procédures de contrôle zonaux qui caractérisent la « frontière épaisse » du communisme. Les années du Grand Tournant voient en effet les débuts de l'application au Caucase de mesures adoptées par les organes centraux dès 1927 mais dont la mise en œuvre a été largement contournée, du fait de la réticence des élites dirigeantes, politiques mais aussi économiques, à les appliquer³⁰⁹⁴. Ainsi, la décision du Comité exécutif central d'URSS du 15 juin 1927, dont l'article 13 crée une zone interdite de 7,5 kilomètres le long de la frontière, où l'entrée ne peut se faire que sur autorisation de la GPU ou du commissariat à l'Intérieur, est de fait écartée jusqu'au début des années 1930, car elle pose problème en raison de la concentration de populations et d'activités le long de la frontière³⁰⁹⁵. Le problème est particulièrement fort en Arménie, où les villes de Leninakan et d'Erevan se trouvent à proximité immédiate de la frontière. Cela pousse le gouvernement arménien à décider le 12 octobre 1927 d'une réduction de la zone interdite de 7,5 à 5 kilomètres de largeur, contre l'avis de la GPU³⁰⁹⁶. Les révoltes paysannes et la fuite de populations permettent aux organes de sécurité d'insister sur l'application des mesures de contrôle spatial. Le bataillon frontalier

³⁰⁹¹ Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 175.

³⁰⁹² Rapport du consul Palmer à Robert Clive, 8 juillet 1930, TNA, FO 371/14550.

³⁰⁹³ Mohammad Mokri, *Les frontières du nord de l'Iran. Caucasic, Asie centrale*, Paris, Geuthner, 2004, pp. 186-188 ; il faut attendre les années 1950-1960 pour que la frontière prenne sa forme définitive : V.P. Artemiev, « The Protection of the Frontiers of the U.S.S.R. », in Simon Wolin, Robert M. Slusser (dir.), *The Soviet Secret Police*, New York, Frederick A. Praeger, 1957, p. 266 ; V.S. Ivanov, *Chasovye sovetskikh granits. Kratkij ocherk istorii pograničnykh vojsk SSSR*, Moscou, Politizdat, 1983, 203-204.

³⁰⁹⁴ Sur l'inapplicabilité des mesures de contrôle, voir le rapport du vice-président de la Tchèque caucasienne, Kvantaliani, en décembre 1925 : Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, pp. 148-149.

³⁰⁹⁵ Ces problèmes sont aussi soulevés dans le cadre de la commission du Comité régional du Parti, présidée par Dadaş Bünyadzadə, qui examine l'application de la règle d'inconstructibilité sur quatre mètres en partant de la ligne frontalière. Musa Qasimli, *op.cit.*, 2006, pp. 264-265 ; décision du gouvernement soviétique, 3 mai 1927, SUITSa, f. 607, op. 1, d. 858, ll. 127-130.

³⁰⁹⁶ Lettre de la GPU arménienne au Comité central arménien, 3 janvier 1928, HAA, f. 1, op. 8, d. 17, l. 27.

d'Erevan, dans une note du 29 septembre 1930, exige ainsi que les entreprises d'Etat respectent les obligations de laissez-passer, car leurs établissements en zone-frontière servent d'étape pour des individus voulant fuir l'URSS³⁰⁹⁷. Dans les différentes républiques, des mesures sont prises pour mettre en œuvre cette exigence de laissez-passer, en dépit de la résistance de certains responsables locaux³⁰⁹⁸. L'inconstructibilité de la bande de cinq cents mètres depuis la frontière, qui est restée largement inappliquée depuis 1927, est progressivement mise en œuvre et des mesures de destruction des bâtiments qui y subsistent sont prises³⁰⁹⁹.

Encore modeste, la frontière qui se construit au début des années 1930 devient pourtant très politique. En 1932, le bataillon frontalier du Nakhitchévan est ainsi le premier à introduire une bande de contrôle (*kontrol'no-sledovaja polos*) le long de la frontière : cette pratique consiste à labourer de manière régulière un espace, afin de rendre immédiatement visible toute trace de pas humain³¹⁰⁰. La mise en place de ces premiers dispositifs physiques apparaît comme un tournant intellectuel et politique. Dès le printemps 1930, le commandant de la brigade iranienne du Nord-Ouest informe le ministère de la Guerre que les Soviétiques commencent à mettre en place un grillage métallique (*khat-e âhan*) aux points les plus faibles de la frontière. Le projet concerne la steppe du Moughan, entre le village de Hasan Xanlı et celui de Biləsuvar, où l'Arax ne constitue plus de frontière naturelle entre les deux pays³¹⁰¹. L'opération est vue par les militaires persans comme un coup de force, car l'installation d'une frontière physique menace de rendre irréversible le tracé frontalier qui demeure vaguement disputé. Comme le note le commandant :

³⁰⁹⁷ Les individus se font recruter brièvement par les entreprises en question, avant d'essayer de passer la frontière. Note du chef du bataillon frontalier d'Erevan, Rumjantsev, au secrétariat du Comité central arménien, 29 septembre 1930, HAA, f. 1, op. 10, d. 25, l. 100.

³⁰⁹⁸ La cimenterie d'Erevan, située dans la bande des 7,5 kilomètres, reçoit ainsi l'ordre de se plier à la règle. Décision du bureau du Comité central arménien, 2 février 1931, HAA, f. 1, op. 11, d. 11, l. 73.

³⁰⁹⁹ Protocole du bureau du Comité central géorgien, 29 juin 1931, SShSA PA, f. 14, op. 6, d. 184, l. 251.

³¹⁰⁰ La légende veut qu'elle soit née des observations d'un garde-frontière avisé, en 1931, qui aurait remarqué le parti à tirer d'un tel dispositif lors de son service. L'introduction sur la frontière caucasienne est ici simultanée de l'introduction sur les frontières occidentales. Vasyľ Kozlov, *Dozornye zapadnykh rubezhej: dokumental'nye ocherki po istorii vojsk Krasnoznamenogo Zapadnogo pograničnogo okruga*, Kiev, Izdatel'stvo politicheskoy literatury Ukrainy, 1972, p. 59 ; Sabine Dullin souligne que la généralisation du système sur les frontières occidentales date de 1935-1936 : Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, pp. 206-207.

³¹⁰¹ Lettre du commandant de la brigade du Nord-Ouest au ministère de la Guerre, 10 Farvardin 1309 (30 mars 1930), *ARIS*, 1996, p. 171.

« Il est clair que si ces opérations ne sont pas empêchées, une fois que le grillage sera tiré, il sera plus compliqué de modifier la situation frontalière [aslâh-e vaz'iyat-e sarhad mushkiltar] et il ne sera pas possible de la ramener à son état antérieur³¹⁰² ».

L'exemple de la frontière au Moughan illustre l'application de nouvelles méthodes de contrôle, mais aussi leur dimension politique. La matérialisation de la frontière est vue comme une sorte d'offensive territoriale.

Cette perception assez négative est confirmée dans plusieurs domaines. Les fonctionnaires frontaliers persans évoquent ainsi l'utilisation par les Soviétiques d'un changement de cours de la rivière frontalière Astara Çay pour cimenter les lits de la rivière et gagner du terrain³¹⁰³. Bien des années plus tard, Mohammad Mokri peut encore écrire :

« Le lit de ce cours d'eau, comme ceux de l'Atrek, de l'Araxe et d'autres rivières frontalières se déplace légèrement certaines années, sous l'effet de pluies diluviennes. Les Soviétiques tirent partie de ces modifications : si le cours d'eau avance sur leurs terres, ils creusent des canaux supplémentaires et conduisent une partie de l'eau jusqu'à leurs propres cultures, si au contraire, le cours d'eau se déplace au-delà des pieux iraniens, les Soviétiques s'accaparent des étendues de terres iraniennes et font avancer leurs pieux³¹⁰⁴. »

La matérialisation de la frontière apparaît dans cette perspective non pas comme une fixation définitive, mais comme un outil politique, modifiable en cas de besoin. Cette instrumentalisation de la frontière se retrouve dans la seconde évolution qui caractérise le Grand Tournant.

Les tensions qui accompagnent la période voient en effet une réflexion administrative sur les modalités de résolution des conflits qui apparaissent à la frontière. Depuis la période tsariste, la Russie encourage la mise en place de l'institution des commissaires frontaliers, dont on a vu qu'elle fonctionnait au Caucase à partir de la fin du XIX^e siècle. Le régime soviétique reprend cette pratique sur ses frontières européennes, mais le rétablissement des commissaires frontaliers au Caucase semble plus difficile. Il nous semble cependant possible de considérer que la fin des années 1920 et le moment du Grand Tournant marquent le moment de reprise de ces institutions. Au cours des négociations commerciales de 1927, la

³¹⁰² Lettre de l'état-major iranien à la présidence du Conseil, 24 Farvardîn 1309 (13 avril 1930), *ARIS*, 1996, p. 170.

³¹⁰³ Lettre de la chancellerie personnelle du Shah à la présidence du Conseil, 20 Ordîbehesht 1309 (10 mai 1930), *ARIS*, 1996, pp. 173-174.

³¹⁰⁴ Mohammad Mokri, *op.cit.*, 2004, p. 181.

question frontalière est déjà abordée entre Persans et Soviétiques. Un échange de notes du 14 août 1927 entre l'ambassadeur Slavoutskij et le ministre iranien Pakrevan débouche cette année sur la mise en place de cinq circonscriptions frontalières, assignées à des tandems de commissaires persans et soviétiques. Ces fonctionnaires reçoivent compétence pour régler les conflits locaux découlant de violations de frontière. Ils sont chargés de mener des enquêtes communes pour déterminer les circonstances de ces violations, mais aussi celles d'éventuelles altercations, crimes et violences à la frontière³¹⁰⁵. Dans le cas de la frontière soviéto-persane au Caucase, les commissaires doivent siéger à Djoulfa et Astara, aux deux extrémités de la dyade.

Les tensions du Grand Tournant mettent à rude épreuve ces institutions. Les Soviétiques, parmi les plaintes qu'ils adressent aux Persans, critiquent l'attitude des fonctionnaires frontaliers persans, accusés de ne pas répondre aux sollicitations de leurs homologues. Ils leur attribuent une inaction particulièrement nette dans la lutte contre les brigandages et les activités des « bandes politiques³¹⁰⁶ ». Se poursuit en effet la pratique, dont on a vu au chapitre 3 la genèse, des réparations gérées de manière bilatérale pour les brigandages commis à travers la frontière. Une note soviétique du 16 mai 1930, alors que la tension est à son sommet, attaque violemment les commissaires de la frontière caucasienne. Elle détaille les demandes de réparations qui demeurent en suspens, 106.610 roubles pour le secteur frontalier de Biləsuvar -Lenkoran³¹⁰⁷. En dépit de ces critiques, les tensions de 1930 ont pour effet un renforcement de l'institution des commissaires frontaliers. En 1931, une commission spéciale réunissant le commissariat aux Affaires étrangères et la garde-frontière soviétique conclut aux bénéfices de cette organisation qui a permis « de régler sur place la majorité des conflits frontaliers ». Dans leur correspondance interne, les Soviétiques reconnaissent les avancées déjà permises par la création des commissaires frontaliers, indépendamment de certaines carences dans le travail de leurs homologues persans³¹⁰⁸.

Le processus de renforcement des coopérations interétatique à travers la crise n'est pas limité aux initiatives soviétiques, car les autorités turques y contribuent de manière

³¹⁰⁵ Le texte des notes a été publié dans *DVP SSSR*, T. 10, 1965, pp. 357-361 ; la mise en place de l'accord se fait progressivement en 1928. Rapport du consul-général allemand à Tiflis à l'*Auswärtiges Amt*, 19 octobre 1928, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 83472 ; Mikhail Volodarsky, *op.cit.*, 1994, pp. 89-90.

³¹⁰⁶ Note du commissariat aux Affaires étrangères à l'ambassade persane à Moscou, 13 avril 1930, *DVP SSSR*, T. 13, 1967, pp. 208-210.

³¹⁰⁷ Note du commissariat aux Affaires étrangères à l'ambassade persane à Moscou, 16 mai 1930, *DVP SSSR*, T. 13, 1967, pp. 259-260.

³¹⁰⁸ Note de Pastoukhov, chef du département oriental du commissariat aux Affaires étrangères, au chef de l'administration des gardes-frontières, non datée (novembre-décembre 1931), SShSA PA, f. 13, op. 10, d. 63, l. 27.

importante. Pendant la révolte de l'Ararat, la presse turque se montre très dure envers les autorités iraniennes accusées de complicité et la diplomatie turque mène des démarches parallèles à celles de la diplomatie soviétique auprès du gouvernement iranien³¹⁰⁹. Les diplomates italiens dans la région notent ainsi l'activisme de la Turquie dans le développement de procédures de coopération contre les Kurdes, aussi bien avec l'URSS qu'avec les Iraniens³¹¹⁰. Tout autant que l'Union soviétique, la Turquie contribue à une dynamique de renforcement de la coopération frontalière dans la lutte contre les mouvements de contestation des autorités étatiques³¹¹¹. Après plusieurs mois de négociations, une rectification de la frontière est adoptée en janvier 1932, qui intègre au territoire turc l'ensemble du petit mont Ararat, auparavant coupé par la frontière, permet à l'armée kémaliste de mieux contrôler les mouvements des rebelles dans la région³¹¹². Cet accord territorial s'accompagne de la négociation de canaux plus directs de coopération entre les Etats et de la signature de nouveaux accords, en particulier d'extradition³¹¹³.

Les années 1929-1931 sont un moment transfrontalier de révolte et de contestation des régimes en place dans l'espace caucasien. Souvent étudiées dans des cadres nationaux, les insurrections qui éclatent à travers la région prennent tout leur sens dans une lecture croisée. Les révoltés ravivent brièvement des circulations et coalitions transfrontalières qui leur permettent de tenir tête, fût-ce de manière désespérée, aux pouvoirs étatiques. Leur défaite même alimente un mouvement de fuite qui est à l'origine de tensions importantes entre les Etats. Comme nous l'avons souligné, il importe cependant de distinguer les effets à court terme et à moyen terme de ce moment de contestation. A court terme, la région semble replonger dans le chaos et les relations entre les Etats se détériorent. Une succession

³¹⁰⁹ Le grand journal *Cumhuriyet* est particulièrement vindicatif contre l'Iran. Emin Karaca, *op.cit.*, 1991, pp. 32-33 et 49-50 ; dès 1930, à la mort du chef kurde Simko, l'Iran commence à prendre des mesures : Abbas Vali, *Kurds and the State in Iran. The Making of Kurdish Identity*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2011, p. 17.

³¹¹⁰ Mirella Galletti, « La politica italiana verso assiri e curdi », *Quaderni di Oriente Moderno*, Anno LXXXI, No. 3, 2001, pp. 163-164.

³¹¹¹ Jordi Tejel, *Le mouvement kurde de Turquie en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban (1925-1946)*, Berne, Peter Lang, 2007, pp. 253-255.

³¹¹² Note du Foreign Office, 28 janvier 1932, in Anita L.P. Burdett (dir.), *op.cit.*, 1998, p. 957 ; Robert O. Krikorian affirme que cet échange est mal vu des Soviétiques, car il accroît la frontière turque avec le Nakhitchevan et provoque des craintes de panturquisme. Il n'appuie ses allégations sur aucun élément concret : Robert O. Krikorian, « Kars-Ardahan and Soviet Armenian Irredentism, 1945-1946 », in Richard G. Hovannisian (dir.), *Armenian Kars and Ani*, Costa Mesa, Mazda Publishers, 2011, p. 398.

³¹¹³ Note du ministère de la Justice iranien au ministre des Affaires étrangères turc, Tevfik Rüştü, 5 novembre 1929, Khadîdje Solh Mirzâyî (éd.), *ARIT*, 1382 (2003), pp. 48-49.

d'incidents frontaliers et de conflits incarne cette dégradation. Cet accroissement temporaire des tensions aux frontières ne doit pas masquer les effets à plus long terme du Grand Tournant. L'existence persistante de forces contestataires représente avant tout un facteur de coopération entre les Etats de la région : des aspects de cette coopération s'observent dès 1930-1931, lorsque forces turques et soviétiques agissent conjointement contre les Kurdes de la région de l'Ararat. Le développement de nouveaux mécanismes de surveillance de la frontière, de règlement des litiges et d'échange d'information illustre aussi cette évolution au cours de la crise elle-même. Dans les années qui suivent, la coopération prend la forme d'un consensus de la fermeture frontière. Il faut prêter une attention particulière aux formes prises par ce consensus. Il repose de moins en moins sur des acteurs régionaux qui, en particulier du côté soviétique, se trouvent mis en accusation à cause de leur rôle dans l'éclatement des révoltes et dans une gestion jugée défailante par les pouvoirs centraux. Turques, soviétiques ou iraniennes, les institutions périphériques sont soumises à des critiques et les rapports entre les gouvernements centraux et ces autorités se recomposent en profondeur au cours des années 1930. La coopération frontalière s'éloigne sensiblement de la diplomatie frontalière, car les acteurs régionaux étudiés jusqu'à présent – consuls et institutions périphériques – y prennent une part décroissante. Si les années 1929-1931 amorcent un tournant, c'est bien le déclin de ces acteurs dans la fabrique des relations politiques, mais aussi économiques et administratives dans la région.

Chapitre 11. De la médiation régionale à l'isolement frontalier

Le déclin de la diplomatie frontalière développée au cours des années 1920 se fait ainsi crise de la médiation exercée par les acteurs caucasiens. Cette désintermédiation s'observe à plusieurs échelles, qui correspondent aux différents niveaux où intervenaient ces acteurs dans les relations entre Etats limitrophes. A l'échelon des élites politico-administratives, elle passe surtout par une association de plus en plus précaire des acteurs régionaux à l'élaboration des politiques extérieures. Les mécanismes d'intégration et de liaison des niveaux de décision ne laissent qu'une portion congrue aux acteurs régionaux. Cette évolution est particulièrement visible dans le cas des institutions de la Transcaucasie soviétique, dont l'action paradiplomatique dans les domaines économique et environnemental se réduit : leur déclin est d'autant plus frappant que leur association à la politique étrangère avait pu être forte. La marginalisation des autorités subétatiques des confins s'inscrit dans une centralisation accrue du pouvoir dans les trois Etats, où la décision en matière économique et commerciale est centralisée pour répondre aux impératifs de la crise économique qui frappe la région. Aux politiques du tournant stalinien répondent des mesures d'encadrement de l'économie en Turquie et en Iran, qui alimentent une tendance similaire.

La désintermédiation des relations interétatiques au sens où nous l'entendons ici peut aussi être qualifiée à l'échelle locale des interactions. A la réduction du poids politique des organismes caucasiens correspond en effet une diminution de leur rôle concret dans la prise en charge d'échanges économiques et commerciaux à la frontière. Cette dernière est progressivement marginalisée, n'apparaissant plus comme le lieu par lequel doivent passer les échanges. Autant que dans la prise de décision, c'est dans l'exécution que les intermédiaires se trouvent en crise. La place de la frontière caucasienne se réduit alors que d'autres trajets s'offrent au commerce : mer Noire et Méditerranée pour le commerce turco-soviétique, golfe arabo-persique pour le commerce entre Iran et URSS. Au quotidien, cette réduction se traduit par l'effondrement des contacts directs entre acteurs économiques frontaliers, qui viennent remplacer des formes de plus en plus encadrées d'échange, qui suppriment l'essentiel de l'interaction sociale accompagnant le commerce. La production d'un « commerce

silencieux », maintenant un minimum d'échange économique tout en supprimant autant que possible les contacts humains, constitue le résultat le plus direct de cette désintermédiation. Dans ce processus, de nouveaux lieux de l'interaction résiduelle apparaissent, repliés sur leur dimension strictement fonctionnelle.

Cette évolution ne signifie pas une disparition complète de la diplomatie frontalière que nous avons associée aux questions économiques ou environnementales au cours des années 1920, mais elle en change les objectifs. De plus en plus, les interactions frontalières semblent avoir pour but d'assurer l'isolement et non le contact. La diplomatie frontalière devient en un sens la garante d'un développement séparé des espaces nationaux en contact, gérant la distance respectueuse qui doit se maintenir entre eux. L'exemple environnemental offre à nouveau une perspective intéressante sur cette transformation, car il permet de dégager la montée en puissance d'une volonté d'isolationnisme frontalier puissant. Celui-ci s'exprime dans une obsession pour la création d'une frontière qui soit aussi sanitaire, agricole et vétérinaire, établissant un véritable rideau environnemental entre des territoires où le non-humain constituait un élément fondamental de coopération et d'interaction. Dès lors, la frontière n'est plus le lieu principal où se jouent les collaborations environnementales dont on a tracé précédemment la genèse. Ces collaborations changent d'échelle et se déploient hors du cadre des diplomaties frontalières.

1. Les effets d'une centralisation économique.

Un détour par les évolutions générales des politiques économiques appliquées par les Etats s'impose pour expliquer le poids décroissant des acteurs économiques frontaliers. Sur un plan économique et commercial, le Grand Tournant stalinien se caractérise par une centralisation importante de la décision, alors que la Turquie et l'Iran suivent des chemins similaires en raison de la crise économique qui les frappe à partir de 1930. Dans l'organisation des relations bilatérales, cette centralisation concentre la diplomatie économique aux niveaux les plus élevés, réduisant fortement le rôle des acteurs frontaliers dans l'élaboration des politiques. On peut donc lier les histoires générales des politiques économiques dans la région avec l'évolution du rôle de ces acteurs.

a) Le déclin de l'économie des confins

Avant même que la crise de 1929 ne change radicalement le contexte macroéconomique de la région, les transformations internes à l'Union soviétique entraînent une modification des formes du commerce entre l'URSS et ses voisins du Moyen-Orient et d'Asie. La méconnaissance de l'impact de la fin de la NEP sur ce commerce est due en partie au fait que l'histoire qui est écrite sur ces relations extérieures s'est longtemps concentrée sur les échanges avec les pays européens et les Etats-Unis, avec lesquels le monopole étatique du commerce extérieur était déjà plus strictement appliqué. A l'inverse, on a vu l'ampleur des exceptions et tolérances qui valaient pour le commerce de l'URSS avec ses voisins méridionaux et asiatiques. La crise du commerce extérieur en 1926-1927 constitue une première brèche dans le fonctionnement des relations commerciales tel qu'il s'est établi durant les années 1920. Au cours de l'année 1927, la remise en cause de la NEP s'étend du domaine du commerce extérieur à celui du commerce intérieur, en particulier pour les produits alimentaires. Le prix des produits alimentaires augmente fortement dans les villes soviétiques, à cause du refus des paysans de livrer leur récolte aux prix fixés par les autorités, qu'ils jugent très insuffisants. Le rationnement refait son apparition dans plusieurs villes, avant d'être généralisé en février 1929. Cette mesure s'accompagne d'arrestations de marchands et commerçants qui vendent des produits agricoles et sont considérés comme coupables du refus des paysans de vendre à l'Etat leur production³¹¹⁴. Le 5 janvier 1928, des mesures sévères sont adoptées contre les « koulaks et spéculateurs³¹¹⁵ ».

La crise des fournitures agricoles constitue l'aspect le plus visible d'un débat intellectuel et politique qui place au premier plan la question des régulations de l'économie soviétique. Si le débat existe depuis les débuts de la NEP, il acquiert à la fin des années 1920 une signification nouvelle, car les positions des acteurs politiques et économiques se recomposent. Pour le Caucase et, plus généralement, les périphéries non-européennes de l'URSS, les implications de ce débat sont multiples. La première question, dans la continuité de la crise de 1926-1927, concerne les relations commerciales extérieures et l'application concrète des accords adoptés pour contingenter ces relations. Si les accords avec la Turquie et l'Iran pour résoudre la crise illustrent une nouvelle idéologie de l'encadrement du commerce, leur application pose des difficultés considérables. La seconde dimension concerne les formes

³¹¹⁴ E.A. Osokina, « V tiskakh sovetskoj trgovli », in S.A. Pavljuchenkov (dir.), *Rossija nepovskaja*, 2002, pp. 403-415.

³¹¹⁵ Andrea Graziosi, *op.cit.*, 2007, pp. 229-232.

du commerce aux frontières « asiatiques » de l'URSS, qui demeurent très éloignées de celles de son commerce européen. Au cœur du débat se trouve rapidement la question des foires, qui y conservent un rôle important. Avant même la signature du traité soviéto-iranien à l'automne 1927, le rôle de ces foires est discuté publiquement. A la fin de mai 1927, un congrès d'industriels soviétiques se tient à Moscou et critique sévèrement leur maintien, car elles apparaissent comme des formes commerciales obsolètes. Les industriels considèrent la médiation de la foire de Bakou comme inutile, en raison de la dématérialisation croissante des échanges : les produits sont de moins en moins apportés sur place et la foire ne sert que comme lieu de contrats. Les trusts centraux préfèrent dès lors contourner cette institution. Ces conclusions rencontrent les critiques des acteurs économiques caucasiens, comme David Zavriev qui écrit un article défendant au contraire le rôle de la foire. Tout en reconnaissant qu'elle n'est pas indispensable pour les produits soviétiques les plus populaires en Iran, il lui attribue un rôle pour aider de nouveaux produits à pénétrer le marché persan³¹¹⁶. Le caractère ponctuel de la foire s'accorde pourtant mal avec le nouveau système commercial établi par les accords soviéto-persans d'octobre 1927.

Ils introduisent un système de contingentement et de balance commerciale équilibrée, qui suppose un contrôle du commerce par l'émission de licences d'importation et d'exportation. Sur un plan comptable, l'accord constitue un succès pour les Soviétiques qui veulent réduire leur déficit. Pour l'année budgétaire 1927-1928, la Perse exporte pour 209 millions de krams de produits vers l'URSS et importe pour 199 millions de krams, ce qui réduit fortement le déficit soviétique³¹¹⁷. L'application de cet accord pose cependant des problèmes majeurs, à commencer par le mécanisme d'équilibre : les Soviétiques poussent pour que l'équilibre soit appliqué au niveau de chaque transaction, ce qui suppose que tout acteur procédant à une opération commerciale dans un sens réalise une opération d'un montant équivalent en sens inverse. Dans un rapport de 1930, la Commission centrale de contrôle du Parti communiste met en avant les difficultés entraînées par cette obligation : « Le commerçant en sucre, pour pouvoir acheter du sucre soviétique, doit exporter [en URSS] du coton ou de la fourrure, tandis que le négociant en fruits, en exportant des fruits secs vers l'URSS, doit en rapporter des produits textiles, du sucre, des galoches, etc.³¹¹⁸ ». L'accord de 1927, ironise le rapport, a créé la catégorie des « marchands universels », contraints à faire

³¹¹⁶ D. Zavriev, « Sovet s''ezdov promyshlennosti SSSR i Bakinskaja jarmarka », *Zarja Vostoka*, 6 juillet 1927, No. 1519, p. 2.

³¹¹⁷ Miron Rezun, *op.cit.*, 1981, pp. 211-212 ; Boris Ischboldin, *op.cit.*, 1930, p. 197.

³¹¹⁸ Rapport de la Commission centrale de contrôle du Parti au conseil des commissaires du peuple d'URSS, 29 janvier 1930, SUITSa, f. 616, op. 1, d. 5, l. 138.

commerce de toutes les marchandises pour se plier aux règles du commerce bilatéral. L'application de cet équilibre commercial, confiée à une commission conjointe de la représentation commerciale soviétique à Téhéran et de l'administration iranienne du commerce, doit composer avec ces difficultés conséquentes, qui se retrouvent dans les relations turco-soviétiques³¹¹⁹.

Ces contraintes ont un impact majeur sur l'évolution des acteurs et formes du commerce frontalier. La nécessité de devenir des « marchands universels » favorise fortement les intérêts des plus grosses institutions commerciales soviétiques et des grands marchands persans, car les petits acteurs du marché ne possèdent pas les moyens nécessaires à un élargissement du spectre de leurs activités commerciales à des produits de nature différente³¹²⁰. La politique des représentations commerciales soviétiques favorise ouvertement les relations avec les marchands les plus importants en Iran du Nord et en Anatolie orientale, en raison des facilités de l'interaction avec ces acteurs. Mais les organismes soviétiques sont aussi experts à utiliser les rivalités entre marchands pour pousser leurs propres intérêts, en montant les acteurs économiques locaux les uns contre les autres³¹²¹. La crise des petits marchands s'accompagne de la crise de la foire de Bakou comme intermédiaire commercial frontalier. Les colonnes de la *Zarja Vostoka* s'ouvrent en décembre 1927 à un débat sur le sujet : les déséquilibres temporels causés par la foire sont invoqués pour demander sa suppression, alors que le nouveau système est censé apporter un lissage annuel du commerce. Dans un article du 24 décembre 1927, intitulé « Les nouvelles formes du commerce avec l'Orient », Bobylin propose de créer à la place une exposition commerciale permanente à Bakou, doublée de filiales à Djoulfa – sur la frontière persane – ainsi qu'à Leninakan et Batoumi – sur la frontière turque³¹²². La défense des partisans de la foire est parlante, car elle n'insiste pas sur le rôle quantitatif de la foire, mais sur son rôle culturel, politique et social dans la promotion du commerce extérieur grâce au développement de liens personnels et

³¹¹⁹ Un rapport diplomatique français, particulièrement acerbe, a des accents qui rappellent toutefois ceux de la Commission centrale de contrôle du Parti : « Quant aux marchandises à exporter, celles qu'on propose aux négociants turcs sont pratiquement inutilisables : on leur offre, par exemple, du foin ou de la paille, et l'on est allé jusqu'à leur proposer d'exporter de la glace ». Rapport de l'ambassadeur de France à Moscou au ministère des Affaires étrangères, 19 février 1929, AMAE, Affaires politiques, Sous-série Europe, Turquie, d. 282, ff. 132-133.

³¹²⁰ Le directeur de la représentation commerciale en Iran, Tamarin, déplore cette évolution qui est contraire aux intérêts de classe de l'URSS. Rapport de Tamarin à la Chambre de commerce orientale de Transcaucasie, décembre 1929, SShSA PA, f. 14, op. 3, d. 43, l. 213.

³¹²¹ A cet égard, la situation dans les provinces frontalières de Turquie et d'Iran se retrouve en Afghanistan et au Xinjiang. Michael Dillon, *Xinjiang and the Expansion of Chinese Communist Power*, Londres-New York, Routledge, 2014, pp. 68-70.

³¹²² Bobylin, « Novye organizatsionnye formy torgovli s Vostokom », *Zarja Vostoka*, 24 décembre 1927, No. 1660, p. 1 ; voir aussi, du même, sur l'idée que le succès des foires n'était lié qu'aux avantages en matière de licences qu'elles fournissaient, « Eshche o Bakinskoj jarmarke », *Zarja Vostoka*, 2 février 1928, No. 1693, p. 4.

d'une meilleure connaissance mutuelle. Elle rejette ainsi une conception trop matérialiste de la foire, pour mettre en avant son rôle comme productrice d'un capital social transfrontalier³¹²³.

En dépit de cette défense, la décision est prise de supprimer la foire à partir de 1928. Les formes nouvelles du commerce révèlent pourtant des déséquilibres persistants, inhérents à la nécessité d'amener artificiellement exportations et importations au même niveau³¹²⁴. En 1926-1927, l'URSS exporte pour quarante millions de mètres de textiles vers l'Iran, mais ce volume passe à près de cent deux millions en 1928-1929. Ces volumes, qui se vendent surtout dans les provinces septentrionales et centrales de l'Iran, inondent des marchés où les produits soviétiques sont déjà bien ancrés et font baisser significativement les prix. En 1929, le prix de vente à l'unité des textiles soviétiques a été divisé par trois, selon les chiffres fournis par le rapport précité de la commission de contrôle du Parti. Prenons le cas des allumettes, produit d'exportation par excellence de l'URSS : la caisse de boîtes d'allumettes ne se vend plus qu'à 1,3 rouble-or en Perse, contre 3 roubles sur le marché international³¹²⁵. Cette dépréciation est accentuée par l'incapacité des organismes de transport soviétique à réguler dans le temps les approvisionnements, en raison des dysfonctionnements criants de l'acheminement ferroviaire³¹²⁶. L'évolution des termes de l'échange en défaveur des Soviétiques est aggravée par la hausse simultanée du prix des produits alimentaires et des matières premières qu'exporte l'Iran, en raison des besoins soviétiques. La livre de riz iranien passe de 4,3 à 5,2 roubles sur le marché de Bakou entre 1926 et 1928. On assiste à une véritable « crise des ciseaux » du commerce frontalier, qui contraint l'URSS à des ventes à perte au nom de l'équilibre commercial. L'évolution des échanges sur la frontière caucasienne correspond ainsi aux évolutions globales des exportations soviétiques, qui augmentent fortement en volume entre 1928 et 1931 pour compenser la détérioration des termes de l'échange³¹²⁷.

³¹²³ Anonyme, « Novye zadanija Bakinskoj jarmarki », *Zarja Vostoka*, 30 décembre 1927, No. 1665, p. 1.

³¹²⁴ Dans le jargon administratif soviétique, cette pratique est connue comme le « forçage des exportations » (*forsirovanie eksporta*), qui consiste à exporter à tout prix, y compris en recourant au dumping. Oscar Sanchez Sibony, *op.cit.*, Hiver 2014 (New Series), p. 43.

³¹²⁵ Rapport de la Commission centrale de contrôle du Parti au conseil des commissaires du peuple d'URSS, 29 janvier 1930, SUITSa, f. 616, op. 1, d. 5, l. 139 ; sur ce point, il faut noter l'existence de contradictions avec les publications officielles, comme celle de David Zavriev, qui affirme par exemple dans *Torgovo-politicheski kurs Persii* (Tiflis, 1931) que l'évolution des termes de l'échange entre 1926 et 1929 est défavorable à la Perse. Comme dans toutes les publications de l'époque, l'absence d'informations sur les méthodes de calcul des prix empêche une analyse sérieuse de ces divergences. Il me semble cependant préférable de s'en tenir aux données de la Commission de contrôle. Pour les chiffres donnés par Zavriev, voir Z.A. Arabdzhan, *Iran – Protivostojanie imperijam (1918-1941)*, Moscou, RAN Institut Vostokovedenija, 1996, pp. 171-172.

³¹²⁶ Edward A. Rees, *Stalinism and Rail Transport, 1928-1941*, Basingstoke-Londres, St. Martin's Press, 1995, pp. 19-22.

³¹²⁷ Les statistiques officielles soviétiques, non corrigées de l'inflation, affirment que les exportations atteignent en 1930 133 % de leur niveau de 1928. Cependant, il faut pour cela doubler le volume des biens exportés, ce qui

Les difficultés concrètes que rencontre le nouveau système d'échange commercial ouvrent au printemps 1928 un espace aux défenseurs des particularismes caucasiens. Face à la difficulté de trouver des appariements entre exportations et importations, les partisans des foires rappellent que celles-ci doivent précisément servir à concentrer offres et demandes en assurant une liaison entre acteurs commerciaux de tailles très hétérogènes³¹²⁸. La *Zarja Vostoka* et les journaux officiels azéris expriment leur soutien au rétablissement de la foire et traduisent la volonté des dirigeants transcaucasiens de maintenir des institutions régionales pour le commerce. Les archives du Comité régional du Parti témoignent de la préoccupation de ces dirigeants, qui dénoncent le 28 février 1928 la création d'un plénipotentiaire spécial du commissariat au Commerce moscovite, dont la tâche est d'assurer depuis Bakou la régulation du commerce avec la Perse, dans le cadre de l'accord d'octobre 1927³¹²⁹. La création de ce poste contourne la structure existante du plénipotentiaire du commissariat en Transcaucasie, candidat naturel à l'application du nouveau traité commercial, qui déplore en mars ce « parallélisme » nuisible à la cohérence du commerce extérieur de la Transcaucasie. Il souligne que les velléités de déplacement vers Moscou du cœur du commerce avec la Perse ne peuvent qu'entraîner un renchérissement du prix des produits iraniens sur le marché soviétique³¹³⁰. Les plaintes émises par les organes transcaucasiens et le constat des difficultés du commerce frontalier entraînent d'abord un assouplissement de la politique centrale. Au début d'août 1928, le commissariat au Commerce annonce le rétablissement de la foire de Bakou pour le début de l'année 1929, bien qu'elle soit destinée à être une chambre d'enregistrement de transactions et un lieu d'exposition d'échantillons, plus que le théâtre d'échanges matériels³¹³¹. Dans le même temps, des concessions sont faites sur la structure organisationnelle du commerce, pour mieux associer les organismes transcaucasiens.

révèle la valeur dégradée des produits exportés. Holland Hunter, Janusz M. Szyrmer, *Faulty Foundations. Soviet Economic Policies, 1928-1940*, Princeton, Princeton University Press, 1992, pp. 128-129 ; Paul R. Gregory, Joel Sailors, « The Soviet Union during the Great Depression : The Autarky Model », in Theo Balderston (dir.), *The World Economy and National Economies in the Interwar Slump*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2003, p. 204.

³¹²⁸ « Torgovlja s Vostokom: Budet li Nizhegorodskaja jarmarka ? », *Zarja Vostoka*, 24 mars 1928, No. 69 (1735), p. 3.

³¹²⁹ Protocole du présidium du Comité régional du Parti de Transcaucasie, 28 février 1928, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 9, l. 99 ; ce point avait déjà été relevé par S.N. Jakubovskaja, *op.cit.*, 1972, p. 61.

³¹³⁰ Lettre du plénipotentiaire du commissariat au Commerce en Transcaucasie au Comité régional du Parti, 3 mars 1928, SShSA PA, f. 13, op. 6, d. 16, ll. 144-146.

³¹³¹ « Bakinskaja jarmarka », *Zarja Vostoka*, 7 août 1928, No. 181 (1847), p. 1.

b) Les nouveaux cadres du commerce extérieur

Les évolutions internes à l'Union soviétique doivent être placées dans le contexte de la crise économique de 1929, qui frappe de plein fouet la Turquie et l'Iran à partir de l'année 1930. La chute des prix sur les marchés mondiaux touche fortement ces deux pays. Entre 1929 et 1932, le prix du blé exporté par la Turquie chute de 63 %, celui du tabac de 50 % et celui du coton de 48 %³¹³². La crise accélère un processus antérieur de création d'institutions étatiques pour encadrer l'économie. Dès 1927, l'Iran a fondé avec le soutien d'experts allemands une Banque nationale qui reprend progressivement le pouvoir d'émission de la Banque impériale sous contrôle britannique³¹³³. A la veille de la crise, en juin 1929, la Turquie a pour sa part rétabli un contrôle étatique sur ses tarifs douaniers, après l'expiration des engagements pris lors du traité de Lausanne sur les tarifs douaniers ottomans³¹³⁴. Les modifications rapides de la politique économique des Etats en présence les contraignent à des ajustements fréquents de leurs accords par la voie diplomatique. A l'été 1929, une commission mixte turco-soviétique commence ainsi à fonctionner à Moscou afin de régler les « difficultés » (*müşkülat*) qui surviennent dans la pratique du commerce entre les deux pays de ce fait³¹³⁵. Avec la crise mondiale, l'intervention étatique augmente fortement et les législations contrôlant le commerce extérieur et les questions financières se multiplient. En décembre 1929, la Turquie adopte une loi sur le contrôle des changes, suivie en février 1930 par une loi de défense de la livre turque³¹³⁶. La défense de la valeur de la livre passe par un programme volontaire de restriction des importations. Elles tombent de 256 millions de livres turques en 1929 à 86 millions en 1932, alors que les exportations ne se réduisent que de 155 à 101 millions³¹³⁷. Avec un décalage de quelques mois, des mesures similaires de contrôle du commerce et des devises sont adoptées en Iran.

³¹³² Gülten Kazgan, « Türk Ekonomisinde 1927-1935 Depresyonu, Kapital Birikimi ve Örgütlenmeler », *Atatürk Döneminin Ekonomik ve Toplumsal Sorunları*, Istanbul, 1977, pp. 245-255, cité par Dilek Barlas, *Etatism and Diplomacy in Turkey. Economic and Foreign Policy Strategies in an Uncertain World, 1929-1939*, Leyde-New York-Cologne, Brill, 1998, p. 81.

³¹³³ Rashid Khatib-Shahidi, *German Foreign Policy Towards Iran Before World War II: Political Relations, Economic Influence and the National Bank of Persia*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2012, pp. 53-57.

³¹³⁴ İlhan Tekeli, Selim Ilkin, *1929 Dünya Buhranında Türkiye'nin İktisadi Politika Arayışları*, Istanbul, Bilge Kültür Sanat, 2009, pp. 69-70.

³¹³⁵ La création de cette commission mixte était prévue par le traité commercial de mars 1927. Note du ministère des Affaires étrangères turc à la présidence du Conseil, 14 août 1929, BCA, 30.10.0.0/219.477.14 ; sur ces difficultés, voir les nombreuses mentions dans la presse turque, comme « Tacirlerimiz Rus ticaret mukavelesinden şikâyetçi », *Cumhuriyet*, 19 avril 1929, p. 2 et « Rusya ile ticaret yapan tacirlerimiz feryat ediyor ! », *Cumhuriyet*, 28 mai 1929, p. 2.

³¹³⁶ Dilek Barlas, *op.cit.*, 1998, pp. 83-84 ; İlhan Tekeli, Selim Ilkin, *op.cit.*, 2009a, p. 82.

³¹³⁷ Alev Gözcü, *1929 Dünya Buhranı ve Türkiye*, Istanbul, Libra, 2013, p. 259.

Les évolutions soviétiques, qui peuvent rétrospectivement apparaître comme plus radicales s'inscrivent donc dans le contexte d'évolutions concomitantes parmi ses partenaires frontaliers, que ce soit en Europe centrale ou sur ses frontières méridionales. Le contrôle des relations économiques extérieures par des organes étatiques centraux se renforce dans les trois Etats qui bordent la frontière caucasienne. Sur le terrain, la suppression définitive de la foire de Bakou, le 6 février 1930, en même temps que les autres foires commerciales soviétiques, marque la fin des tolérances qui prévalaient pour le commerce extra-occidental de l'Union soviétique³¹³⁸. On peut voir la signification intérieure de cette suppression, mais sa signification en matière de commerce extérieur apparaît tout aussi importante, car elle correspond à une marginalisation des acteurs périphériques du commerce extérieur³¹³⁹. La décision en est prise sans concertation avec les acteurs caucasiens, qui préparent activement l'édition de la foire pour 1930 lorsqu'ils apprennent le décret qui l'abolit³¹⁴⁰. Les articles publiés dans les organes spécialisés soviétiques justifient cette disparition des foires et, plus généralement, des structures périphériques, par leur incompatibilité avec une planification des relations commerciales avec l'étranger³¹⁴¹. Leur argumentation consiste largement en une reprise du discours « rationalisateur » qui fait florès à l'époque parmi les élites administratives soviétiques, prônant une organisation scientifique du travail étendue à la conception des structures mêmes de l'action économique³¹⁴².

Les conséquences de cette politique de rationalisation s'expriment fortement au cours de l'année. Le 22 novembre 1930, un décret scinde à nouveau le commissariat au Commerce, entre un commissariat au Commerce extérieur et un commissariat à l'Approvisionnement, chargé de la consolidation du commerce d'Etat³¹⁴³. Les réorganisations les plus directes concernent les structurées chargées de la gestion directe du commerce avec les pays « orientaux ». En janvier-février 1930 est établie une Société pour le commerce avec l'Orient (*Vostgostorg*) auprès du commissariat au Commerce à Moscou³¹⁴⁴. L'objectif de la nouvelle

³¹³⁸ *Sobranie zakonov i rasporiazhenij SSSR*, Vol. 18, No. 209, 1930, p. 352 ; Violet Conolly, *op.cit.*, 1933, p. 15.

³¹³⁹ Il en va de même pour les acteurs d'autres républiques, comme l'illustre un protocole de la chambre de commerce orientale d'Ukraine, 19 mars 1930, SUITSa, f. 719, op. 1, d. 70, ll. 131-133.

³¹⁴⁰ Lettre de la chambre de commerce orientale d'URSS à la chambre de commerce azérie, 28 janvier 1930, SUITSa, f. 719, op. 1, d. 70, l. 30 ; circulaire du *Zakgostorg*, 2 janvier 1930, SUITSa, f. 744, op. 1, d. 1526, l. 169.

³¹⁴¹ Dmitrij Ilimskij, « Jarmarki i organizatsija rynka », *Voprosy torgovli*, No. 2, février 1930, pp. 27-33.

³¹⁴² Mark R. Beissinger, *Scientific Management, Socialist Discipline, and Soviet Power*, Londres, I.B. Tauris, 1988, p. 119-121.

³¹⁴³ Elena Osokina, *Our Daily Bread. Socialist Distribution and the Art of Survival in Stalin's Russia, 1927-1941*, Armonk, M.E. Sharpe, 2001 (1999), p. 42 ; John Quigley, *op.cit.*, 1974, p. 63 ; Derek Watson, *op.cit.*, 1996, pp. 17-18.

³¹⁴⁴ Glen Alden Smith, *op.cit.*, 1973, p. 69.

institution, dont la conception remonte à l'automne 1928, est ambitieux car elle doit reprendre l'ensemble des activités commerciales avec la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan, le Xinjiang et la Mongolie, mettant fin au particularisme persistant du commerce avec ces Etats, où les marchands privés « orientaux » restent importants³¹⁴⁵. Cette prétention se heurte cependant à l'opposition de deux catégories d'acteurs. D'une part, les sociétés commerciales étatiques des républiques périphériques, qui tiennent à défendre leurs prérogatives en matière de commerce frontalier et ont manifesté leur opposition à cette évolution, à la fin de l'année 1929³¹⁴⁶. D'autre part, les trusts sectoriels, qui souhaitent pouvoir exporter leurs propres produits. Afin de calmer ce mécontentement, certains produits comme les fourrures et le coton importés, ainsi que les produits pétroliers et les machines agricoles, restent partagés³¹⁴⁷. Il est très difficile de se faire une idée concrète de la manière dont cette centralisation est envisagée : la tâche est immense et suppose la création à Moscou d'une bureaucratie importante, ainsi que d'appareils dans les périphéries de l'Union. Les effectifs centraux du *Vostgostorg* sont essentiellement formés à partir de réorganisations institutionnelles, mais il ne semble pas que de véritables branches républicaines soient créées.

Au cours de l'année 1930, le *Vostgostorg* reste donc dépendant des organismes commerciaux républicains, qui prennent en charge les opérations sur le terrain pour son compte et voient avec hostilité le processus de centralisation du commerce. Dans le cas de la Transcaucasie, la création du *Vostgostorg* ressuscite une vieille querelle, puisque la nouvelle institution reprend en partie l'ancien personnel de la foire de Nizhnij-Novgorod, à commencer par le directeur du comité de la foire, Sergej Malyshev, qui devient son président. Cette continuité fait craindre que Malyshev, très en cours auprès de Staline, ne poursuive dans son nouveau poste la ligne hostile aux acteurs caucasiens qu'il appliquait à la tête de la grande foire russe³¹⁴⁸. Cette inquiétude explique l'entrée dans une résistance passive à l'égard du *Vostgostorg*, qui passe par des frictions locales, des refus d'exécuter certaines commandes de l'entreprise et, à l'occasion, une concurrence ouverte. Dans un rapport rédigé à la fin de l'année 1930, Malyshev déplore le maintien d'une pléthore d'acteurs engagés dans le

³¹⁴⁵ Lettre du plénipotentiaire au Commerce extérieur en Transcaucasie au Comité régional du Parti, 24 septembre 1928, SUIsA, f. 736, op. 2, d. 17, l. 15 ; note du commissariat au Commerce d'URSS au Conseil de Travail et de Défense, 22 août 1929, SUIsA, f. 736, op. 2, d. 46, l. 46.

³¹⁴⁶ Voir la réaction envoyée par le *Zakgostorg* à la représentation de Transcaucasie à Moscou, 3 septembre 1929, SUIsA, f. 736, op. 2, d. 46, l. 45.

³¹⁴⁷ Lettre du vice-président de la chambre de commerce orientale d'URSS, Abram E. Khodorov, à la chambre de commerce transcaucasienne, 5 février 1930, SUIsA, f. 719, op. 1, d. 70, l. 118.

³¹⁴⁸ Pour un aperçu des relations étroites de Malyshev avec Staline, ainsi qu'un portrait mordant de l'individu, N. Valentinov (N. Vol'skij), *Novaja ekonomicheskaja politika i krizis partii posle smerti Lenina*, Moscou, Sovremennik, 1991, pp. 187-189.

commerce avec les pays orientaux, en particulier en Iran : il préconise une rationalisation sévère, ne laissant sur place que la Banque russo-persane (*Ruspersbank*) et un organisme central d'import-export³¹⁴⁹. Dans le dispositif envisagé par Malyshev, les organismes transcaucasiens sont évincés de toute activité extérieure. Par chance pour ces derniers, le *Vostgostorg* est aboli à son tour, avant d'avoir pu appliquer son rêve de centralisation du commerce oriental de l'URSS³¹⁵⁰. Ce qui pourrait n'être qu'un épiphénomène du « bougisme » institutionnel constitutif des débuts du premier plan quinquennal exerce cependant une influence significative sur la place des acteurs caucasiens dans le commerce.

Durant sa brève existence, le *Vostgostorg* contribue à un débat sur la légitimité des organes républicains du commerce extérieur et des délégations régionales de compétences qui leur sont concédées. Il met en question l'attribution à la Société transcaucasienne de commerce (*Zakgostorg*) des régions d'Anatolie orientale et de Perse du Nord-Ouest³¹⁵¹. Le commissariat au Commerce extérieur restauré décide de retirer au *Zakgostorg* la compétence sur le commerce avec la région de Trabzon à compter du 1^{er} octobre 1930. La décision est motivée par des considérations de géographie économique, qui placent désormais Trabzon dans l'orbite économique de la représentation commerciale à Istanbul. Les dirigeants du *Zakgostorg* trouvent cependant dans le plénipotentiaire du commissariat en Transcaucasie, Sivolap, un appui décidé. En juin 1931, il affirme ainsi le lien organique entre le Caucase, l'Anatolie orientale et Trabzon :

« Trabzon, en raison de sa position géographique, est la clef commerciale de l'Anatolie orientale. Elle est reliée presque toute l'année avec les autres provinces d'Anatolie orientale et les fournit en marchandises étrangères, elle contrôle et dicte les prix sur les marchandises d'exportation et d'importation de ces régions³¹⁵² ».

La critique de Sivolap ne se limite pas à la dénonciation de décisions concrètes, mais englobe de manière générale « l'absence de toute position claire et concertée » en matière de commerce avec l'Orient³¹⁵³. Loin de répondre à ce défi, le *Vostgostorg* représente selon Sivolap une complication supplémentaire. Si une politique unique doit être élaborée, la mise

³¹⁴⁹ Rapport de Malyshev sur le travail du *Vostgostorg* en Perse, non daté (décembre 1930), RGASPI, f. 85, op. s/Persija, d. 63, ll. 2-10.

³¹⁵⁰ Protocole du Politburo, 5 octobre 1931, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 852, l. 12.

³¹⁵¹ G. Kuliev, *op.cit.*, 1967, pp. 25-26.

³¹⁵² Mémoire sur les questions pratiques du commerce soviétique avec la Turquie et la Perse et le rôle de la Transcaucasie dans ce commerce, par le plénipotentiaire Sivolap, 3 juin 1931, SUITsA, f. 616, op. 1, d. 5, l. 122.

³¹⁵³ *Ibid.*, l. 102.

en œuvre exige à ses yeux une expertise régionale qu'un organe unifié ne peut développer, faute de prise en compte de la diversité des Etats intégrés à son champ de compétences. Sivolap reproche au *Vostgostorg* de se fier à des « schémas-types » dont l'application s'avère très dommageable au commerce avec les pays en question³¹⁵⁴.

Les remarques de Sivolap vont manifestement à l'encontre de l'état d'esprit dominant à Moscou et témoignent de la position ambiguë qu'occupent les plénipotentiaires du commerce extérieur à partir du début des années 1930. Bien que leurs pouvoirs aient connu de premières réductions à la fin des années 1920, ils disposent encore de véritables prérogatives en matière d'orientation du commerce extérieur, en coordination avec les gouvernements des républiques auprès desquelles ils sont placés³¹⁵⁵. Mais les réformes introduites tendent à réduire leur rôle à celui de simples exécutants. Sivolap se plaint fortement de cette situation :

« Je considère nécessaire, en conclusion, de poser le problème suivant: la pratique actuelle de conclusion des traités commerciaux, généraux ou sectoriels, avec la Turquie et la Perse s'est passée et se passe sans participation de la Transcaucasie. Pour une raison que j'ignore, l'expérience accumulée et les connaissances des [institutions transcaucasiennes] sur l'économie de la Turquie et de la Perse ainsi que sur les particularités du commerce avec ces pays sont ignorées. J'estime qu'il serait bien plus légitime que la Transcaucasie participe à ces négociations, par le biais de délégués spéciaux lors des négociations ou par l'envoi d'experts pour participer à des consultations préalables³¹⁵⁶. »

Dans la défense de son institution, Sivolap effectue un plaidoyer plus général pour le maintien des mécanismes de liaison associant les institutions républicaines du Caucase aux relations commerciales extérieures. Ses plaintes ne portent pas : à la suite de l'adoption d'un nouveau statut, en février 1932, les prérogatives des plénipotentiaires sont encore restreintes et leur mission essentielle devient l'encouragement des exportations, tandis que le contrôle des importations est strictement centralisé³¹⁵⁷. Ils cessent pratiquement de représenter les intérêts républicains auprès du centre, pour se cantonner à un contrôle de l'exécution des directives

³¹⁵⁴ *Ibid.*, l. 108.

³¹⁵⁵ Le commissariat central au Commerce décide en 1928 de soustraire la direction générale des douanes de Transcaucasie au contrôle du plénipotentiaire, pour la soumettre uniquement à Moscou. Voir la protestation du Conseil économique suprême de Transcaucasie, 27 juin 1928, AARSA, f. r-2, op. 1, d. 679, l. 59.

³¹⁵⁶ Mémoire du plénipotentiaire Sivolap, 3 juin 1931, SUITSa, f. 616, op. 1, d. 5, l. 116.

³¹⁵⁷ Ils président ainsi les commissions des exportations créées auprès du gouvernement de chaque république par un décret du 12 septembre 1931. M.M. Zhirmunskij, F.Ja. Rabinovich, *Organizatsija i tekhnika Sovetskogo eksporta*, Moscou-Leningrad, Vneshtorgizdat, 1935, pp. 48-50.

centrales³¹⁵⁸. En 1932, au cours d'une conférence qui rassemble les plénipotentiaires des différentes républiques, plusieurs d'entre eux se plaignent de cette marginalisation et de la négligence dans laquelle les tient le commissariat au Commerce extérieur, qui ne les associe pas aux processus décisionnels³¹⁵⁹. Cette marginalisation est illustrée par les publications officielles de l'époque, notamment dues à la Chambre de commerce orientale d'URSS, qui ne laissent plus de place à la description de politiques spécifiques des républiques en matière de commerce extérieur³¹⁶⁰.

La priorité accordée aux exportations n'est pas propre à l'URSS car la plupart des Etats adoptent à partir du début de la crise des politiques simultanées de restriction des importations et d'augmentation des exportations. Le 28 février 1931, l'Iran adopte une loi sur le monopole du commerce extérieur, qui établit un régime de licences et de quotas fixés par l'Etat³¹⁶¹. Cette mesure, généralement attribuée à l'influence du ministre de la Cour Teymourtach, constitue à la fois une imitation et une réponse à la politique soviétique. Appliquée de manière chaotique, la mesure désorganise fortement le commerce international et débouche sur de nouvelles négociations commerciales. Le 27 octobre 1931, un traité signé entre les deux Etats permet un *modus vivendi* entre les deux régimes de monopole du commerce extérieur³¹⁶². Sans recourir dans l'immédiat à des mesures aussi drastiques, la Turquie décide le 12 novembre de contingenter ses importations. Dans un entretien avec l'ambassadeur soviétique Astakhov, le ministre des Affaires étrangères turc Tevfik Rüşti [Aras] souligne que la mesure a pour objectif de se protéger des importations venues d'Europe et ne saurait être interprétée comme un acte hostile envers l'URSS³¹⁶³. La nomination du banquier Celâl Bayar à la tête du ministère turc des Finances en 1932 confirme

³¹⁵⁸ Décret du Comité exécutif central et du Conseil des commissaires du Peuple d'URSS, 13 février 1931, in G.S. Burguchev (éd.), *Sbornik normativnykh materialov po voprosam vneshnej torgovli SSSR, T. 1*, Moscou, Mezhdunarodnye otnosheniya, 1970, pp. 22-23.

³¹⁵⁹ John Quigley, *op.cit.*, 1974, pp. 85-86.

³¹⁶⁰ Est ainsi significative une publication de cette Chambre de commerce qui regarde les républiques du seul point de vue de leur contribution quantitative aux exportations de l'URSS : I.G. Leshchinskij, *Respubliki i kraja v Sovetskom eksporte*, Moscou-Leningrad, Vneshtorgizdat, 1935. Elle n'accorde presque aucune importance à la Transcaucasie (pp. 49-53), se concentrant sur les républiques européennes de l'URSS.

³¹⁶¹ Télégramme du gouverneur d'Azerbaïdjan iranien au ministère de l'Intérieur, 17 Esfand 1309 (8 mars 1931), *ARIS*, 1996, p. 130 ; rapport de Lingeman à Arthur Henderson, 15 juillet 1931, TNA, FO 416/89, pp. 46-47 ; David Zavriev, *Vneshnjaja torgovlja Persii za gody krizisa*, Tiflis, Zakavkazskaja Torgovaja Palata, 1934, pp. 12-13.

³¹⁶² Rapport de l'ambassade britannique en Iran à John Simon, 18 novembre 1931, TNA, FO 416/89, pp. 203-204 ; voir le témoignage du correspondant de l'agence TASS en Iran au cours de l'année 1931-1932, qui souligne l'influence de Teymourtach : N.G. Pal'gunov, *Tridisat' let (Vospominaniya zhurnalista i diplomata)*, Moscou, Izdatel'stvo politicheskoi literatury, 1964, pp. 47-48 ; Dietrich Geyer, *op.cit.*, 1955, pp. 40-41.

³¹⁶³ M.A. Gasratjan, P.P. Moiseev, *op.cit.*, 1981, pp. 108-109.

la politique de contrôle du commerce extérieur et des importations³¹⁶⁴. La restriction des importations vise avant tout à prévenir les fuites de devises, ce qui justifie qu'elle apparaisse comme un outil central pour les dirigeants centraux. De part et d'autre de la frontière, le monopole de la devise légale devient l'instrument le plus direct d'affirmation d'un pouvoir central, face aux autorités périphériques. Les nouveaux cadres du commerce extérieur relèvent donc bien d'une dynamique régionale, qui marque au-delà de rivalités concrètes une communauté d'approche du problème.

c) Centralisation et publicité d'une diplomatie industrielle

La centralisation des relations économiques et commerciales acquiert une traduction publique à travers la multiplication des visites « au sommet » entre dirigeants soviétiques, turcs et iraniens. En l'espace de quelques années, plusieurs visites centrées sur la coopération politique et économique se succèdent, avec une particulière densité entre Turquie et Union soviétique. En décembre 1929, le commissaire-adjoint aux Affaires étrangères, Lev Karakhan, effectue une visite officielle à Ankara pour signer une prolongation de trois années du traité d'amitié de 1925³¹⁶⁵. Cette visite a un grand retentissement en raison des déclarations faites la veille de l'arrivée du commissaire par le premier ministre Ismet İnönü, qui énonce les principes de l'étatisme économique qu'il souhaite mettre en place. Au même moment, Mustafa Kemal multiplie en privé les piques contre les Etats occidentaux et leur politique économique. Cette visite ouvre une période que Samuel Hirst a pu qualifier de convergence « anti-occidentale » entre Turquie et Union soviétique, les deux pays partageant un sentiment de marginalité économique et politique par rapport à l'Europe de l'époque, ainsi qu'une forte rhétorique émancipatrice³¹⁶⁶. Les visites s'accélérent en 1930, lorsque Tevfik Rüştü se rend en Union soviétique et en octobre 1931, quand Litvinov fait le voyage d'Ankara. Le véritable lancement de relations économiques étroites coïncide avec le voyage du premier ministre İnönü à Moscou. Accueilli triomphalement à Odessa, le 26 avril 1932, il traverse l'Ukraine et arrive à Moscou pour assister aux cérémonies du 1^{er} mai. L'importance accordée à sa visite est illustrée par son impressionnant programme de visites et de rencontres, qui culmine dans

³¹⁶⁴ Dietmar Rothermund, *The Global Impact of the Great Depression*, Londres-New York, Routledge, 1996, pp. 77-78.

³¹⁶⁵ Erdal Aydoğan, « Kliment Yefromoviç Vorosilov'un Türkiye'yi Ziyareti ve Türkiye-Sovyet Rusya ilişkilerine katkısı », *Ankara Türk Üniversitesi TİTE Atatürk Yolu Dergisi*, No. 39, Mai 2007, p. 346.

³¹⁶⁶ Samuel Hirst, « Anti-Westernism on the European Periphery: The Meaning of Soviet-Turkish Convergence in the 1930s », *Slavic Review*, Vol. 72, No. 1 (Printemps 2013), pp. 35 et 40.

une entrevue personnelle avec Staline, faveur rarement accordée aux visiteurs étrangers³¹⁶⁷. Ce cycle de visites se poursuit à l'automne 1933 par la venue de Voroshilov à Ankara pour le dixième anniversaire de la république. Du côté iranien, les ministres Foroughî et Teymourtach se rendent en URSS en 1932 et Karakhan vient en Iran en 1933. Dans un contexte régional, le shah d'Iran fait aussi une visite très remarquée en Turquie, en juin-juillet 1934³¹⁶⁸.

La diplomatie au sommet, qui met en prise directe les chefs d'Etat et de gouvernement par le biais de rencontres régulières, représente une évolution relativement récente de l'histoire des relations internationales. Jusqu'au début du XX^e siècle, les rencontres entre chefs d'Etat restent exceptionnelles et associées à des moments de grande solennité. A la fin de la Première Guerre mondiale, la diplomatie au sommet reçoit un élan nouveau à travers la pratique de la diplomatie multilatérale et la « diplomatie des conférences ». Cependant, il faut attendre la Seconde Guerre mondiale et plus encore les années 1970-1980 pour que ces contacts deviennent une forme courante des relations internationales³¹⁶⁹. David H. Dunn insiste sur les effets institutionnels de cette pratique, en butte à beaucoup de critiques des diplomates professionnels jusqu'à la seconde moitié du siècle passé. Il cite le diplomate britannique Harold Nicholson, écrivant en 1939 que « des visites personnelles fréquentes [...] ne devraient pas être encouragées. De telles visites créent une attente publique, conduisent à des malentendus et à de la confusion³¹⁷⁰ ». La publicité – certes partielle – qui entoure la diplomatie personnelle des dirigeants représente pour Nicholson une remise en cause des traditions du travail diplomatique. La méfiance envers les diplomates de carrière constitue un trait partagé par les dirigeants soviétiques, mais aussi par les dirigeants turcs et iraniens³¹⁷¹. La diplomatie au sommet contribue à une dynamique de recomposition des équilibres institutionnels dans les capitales, en fonction de la proximité dont jouissent les différentes

³¹⁶⁷ Mehmet Perincek, *op.cit.*, 2011 (2005), pp. 198-199 ; pour un récit d'un des membres de la délégation, l'écrivain Sadri Ertem, *Sovyet Rusya Hatıralarım*, Istanbul, Tarih ve Toplum Kitaplığı, 1989 (1932) ; V.N. Koptevskij, *Rossija-Turtsija. Etapy trgovno-ekonomicheskogo sotrudnichestva*, Moscou, IV RAN, 2003, pp. 81-82.

³¹⁶⁸ Mohammad Tagi Mokhtari, *op.cit.*, 1997, pp. 62-63 ; rapport de James Morgan à Sir John Simon, 28 octobre 1933, TNA, FO 424/279, pp. 33-34 ; Katerina Clark, « European and Russian Cultural Interactions with Turkey, 1910-1930s », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol. 33, No. 2, 2013, p. 211 ; sur la visite du shah d'Iran en Turquie, voir Afshin Marashi, « Performing the nation : The Shah's official state visit to Kemalist Turkey, June to July 1934 », in Stephanie Cronin (dir.), *op.cit.*, 2003, pp. 103-125.

³¹⁶⁹ Erik Goldstein, « The Origins of Summit Diplomacy », in David H. Dunn (dir.), *Diplomacy at the Highest Level. The Evolution of International Summitry*, Macmillan Press-St. Martin's Press, Basingstoke-New York, 1996, pp. 23-40.

³¹⁷⁰ David H. Dunn, « What is Summitry ? », *Ibid.*, p. 4.

³¹⁷¹ Jonathan Haslam, *Soviet Foreign Policy, 1930-1933. The Impact of the Depression*, Londres-Basingstoke, The Macmillan Press, 1983, pp. 14-15.

institutions impliquées dans les relations extérieures avec les dirigeants les plus haut placés³¹⁷².

Cette dynamique doit aussi être rapportée à des évolutions similaires dans la relation entre autorités centrales et périphériques. La dimension sécuritaire et militaire des rencontres bilatérales qui se succèdent au cours des années 1930-1934 représente un aspect important de cette diplomatie personnelle, mais elle se trouve directement articulé à des considérations économiques, commerciales et industrielles. Au cours de la visite d'Inönü, l'Union soviétique décide d'octroyer un crédit de huit millions de dollars à la Turquie. Comme le notent les diplomates britanniques à Moscou, cette aide est éminemment « liée », car elle vise à financer des projets industriels clefs-en-main construits en Turquie par l'URSS³¹⁷³. Pour la Turquie, l'obtention du prêt soviétique est salutaire, alors que les Européens posent des conditions très sévères à la fourniture de tout nouveau crédit³¹⁷⁴. Le nouveau prêt alimente en réalité, dans les deux pays, la dynamique centralisatrice, car il vient appuyer une transformation de la politique économique turque. Inönü, impressionné par les réalisations soviétiques, décide d'approfondir la stratégie d'étatisme économique et d'industrialisation³¹⁷⁵.

A la suite de la visite du premier ministre, une mission d'experts est envoyée par l'Union soviétique en Turquie. Dirigée par G. Orlov, président de l'entreprise d'Etat *Gosproektstroj*, cette mission parcourt le pays à l'été et développe une série de projets industriels finançables par le crédit octroyé. L'historiographie soviétique a particulièrement insisté sur cette volonté d'aider la Turquie à développer une industrie, alors que d'autres missions européennes d'expertise, présentes dans le pays au même moment, auraient recommandé de se concentrer sur l'agriculture³¹⁷⁶. Parmi les projets phares envisagés par la commission, deux grands combinats textiles, dont un à Kayseri, avec une capacité de 32.000 métiers à tisser, et un autre à Nazilli, doté de 69.000 métiers à tisser³¹⁷⁷. Du côté soviétique, la

³¹⁷² Sabine Dullin, « Litvinov and the People's Commissariat of Foreign Affairs : the Fate of an Administration under Stalin, 1930-1939 », in Silvio Pons, Andrea Romano (dir.), *op.cit.*, 2000, pp. 124-125.

³¹⁷³ Rappelons qu'on appelle « aide liée » tout financement accordé d'Etat à Etat qui se trouve assorti de conditions quant à son utilisation, par exemple pour encourager des achats dans l'Etat prêteur. M. Strang à Sir John Simon, 8 mai 1932, TNA, FO 424/276, p. 90.

³¹⁷⁴ Samuel Hirst, *op.cit.*, printemps 2013, p. 39.

³¹⁷⁵ Andrew Mango, *Atatürk*, Londres, John Murray, 1999, pp. 477-478 ; la politique étatiste de la Turquie a fait l'objet de travaux nombreux, de même que le courant intellectuel qui l'accompagne, incarné par la revue *Kadro*. George Harris, *The Communists and the Kadro Movement. Shaping. Shaping Ideology in Atatürk's Turkey*, Istanbul, The Isis Press, 2002, p. 12.

³¹⁷⁶ C'est par exemple ce qu'affirme Aleksandr Ioffe, *Vneshnjaja politika Sovetskogo Sojuza, 1928-1932 gg.*, Moscou, Nauka, 1968, p. 391 ; la mission comprend aussi une branche consacrée à l'agriculture, qui publie en son rapport en russe l'année suivante : P.M. Zhukovskij, *Zemledel'cheskaja Turtsija (Aziatskaja chast' – Anatolija)*, Moscou-Leningrad, Gosizdatel'stvo Kolkhoznoj i Sovkhoznoj Literatury, 1933.

³¹⁷⁷ Rapport de l'ambassade britannique à Moscou (Edward Coote) à Sir John Simon, 21 août 1933, TNA, FO 424/279, p. 19 ; Alev Gözcü, *op.cit.*, 2013, pp. 474-475.

mise en place du projet est assurée par le nouveau commissariat à l'Industrie lourde d'URSS (NKTP), créé en janvier 1932³¹⁷⁸. Son Département étranger, habituellement chargé d'importer le savoir-faire technique européen ou américain, joue ici un rôle inverse de pourvoyeur de savoir-faire et de technologie. Un trust industrie dédié, *Türkstroj* (en turc : *Türkstroy*), est établi pour assurer la maîtrise d'ouvrage des deux usines et le lancement de leurs opérations³¹⁷⁹.

Diplomatie au sommet et centralisation politico-administrative constituent dans le cas soviétique deux dimensions d'une même évolution, qui accélère le déclin des républiques caucasiennes dans la prise de décision et l'exécution du commerce avec les Etats frontaliers. La préparation de la visite d'Inönü par le gouvernement soviétique est à cet égard emblématique, puisqu'elle n'associe que les institutions centrales : le commissaire-adjoint Karakhan adresse aux commissariats sectoriels le 9 mars 1932 une circulaire invitant à établir, dans chaque domaine, en particulier l'agriculture et l'industrie, des programmes de coopération intergouvernementale³¹⁸⁰. Les demandes de Karakhan s'appuient sur une conception technique de l'expertise à mobiliser pour le développement de cette coopération, qui s'accompagne d'une concentration sur les seules institutions centrales. Une réunion de préparation de la visite tenue le 7 avril 1932 sous la présidence du même Karakhan, rassemble le large public des organisations intéressées, y compris la Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (VOKS) et la Chambre de commerce de l'Union, qui doivent éditer des bulletins spéciaux à l'occasion de la visite. Il n'est cependant pas fait mention d'un quelconque rôle attribué aux républiques dans l'organisation de la visite ou de la coopération à venir³¹⁸¹. Les travaux de la mission soviétique en Turquie à l'été 1932 vont dans le même sens, car elles négligent les provinces d'Anatolie orientale, ce qui ne laisse guère de place à une implication régionale du Caucase³¹⁸². La tendance à la centralisation de la décision économique dans les organes moscovites, manifeste du point de vue de l'histoire

³¹⁷⁸ Sur le NKTP, qui succède à la Vesenkha en 1932 et est dirigé par Ordjonikidze, voir F.G. Sejrjanjan, *G.K. Ordzhonikidze v gody sotsialisticheskogo stroitel'stva*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1986, pp. 130-187 ; S.S. Khromov (dir.), *Industrializatsija Sovetskogo Sojuza. Novye dokumenty, Novye fakty, Novye podkhody*, T. 2, Moscou, Institut Rossijskoj Istorii RAN, 1999, pp. 202-287 ; Ronald Grigor Suny, *op.cit.*, 1998, pp. 236-237.

³¹⁷⁹ Lettre du commissaire-adjoint aux Affaires étrangères Lev Karakhan à l'ambassadeur à Ankara, Surits, 27 mars 1933, *DVP SSSR*, T. 15, 1970, pp. 198-200 ; Z.Y. Herslag, *Turkey, the Challenge of Growth*, Leyde, Brill, 1968, pp. 63-65.

³¹⁸⁰ Lettre de Karakhan aux commissariats centraux, 9 mars 1932, GARF, A482, op. 55, d. 31, ll. 290-293.

³¹⁸¹ Protocole de la réunion de préparation présidée par Karakhan, 7 avril 1932, GARF, A482, op. 55, d. 31, l. 296.

³¹⁸² İlhan Tekeli, Selim İlkin, *Uygulamaya geçerken Türkiye'de devletçiliğin oluşumu*, Istanbul, Bilge Kültür Sanat, 2009b, pp. 158-159.

intérieure, se trouve donc renforcée par la dynamique des relations extérieures du pays³¹⁸³. Une approche macroéconomique et macropolitique des années 1929-1931 confirme ainsi les conclusions tirées de l'étude du Grand Tournant, en fournissant des preuves concrètes de l'éviction des acteurs régionaux des grands circuits de décision économique et commerciale.

2. L'impossible relèvement du commerce frontalier

La centralisation économique des Etats frontaliers représente un défi particulièrement important pour les acteurs du Caucase soviétique. Plusieurs de ces acteurs tentent de redéfinir leur rôle, pour continuer à influencer sur les relations commerciales en dépit de la perte de leur pouvoir décisionnel : ils s'efforcent de préserver une fonction de production de savoirs et de savoir-faire, utilisables dans le cadre de ces relations. Cet essai de redéfinition se heurte cependant aux facteurs structurels qui réduisent le rôle des institutions frontalières dans la production de l'interaction économique. Autant qu'au niveau des décisions, c'est dans le jeu quotidien de la frontière que l'éviction se manifeste.

a) *De la décision à l'expertise ?*

La réduction du rôle décisionnel et pratique des institutions transcaucasiennes et du tissu frontalier en matière de relations économiques avec la Turquie et l'Iran rencontre les tentatives des acteurs locaux de défendre leurs positions et de conserver une situation particulière dans ces relations. Une orientation s'observe, qui tente de maintenir une légitimité en matière d'expertise commerciale et économique dans les relations avec les Etats voisins. Cette stratégie défensive, qui vise à faire la part du feu et à se recentrer sur cette expertise grâce à l'expérience accumulée au cours des années 1920, n'est pas sans risques : il apparaît difficile de maintenir ce savoir-faire alors même que, en amont et en aval, les fonctionnelles décisionnelles et opérationnelles de ces organismes se trouvent rognées³¹⁸⁴. C'est en effet aussi à ces deux niveaux que se faisait la production des savoirs caucasiens en matière de

³¹⁸³ Sur la centralisation de la décision économique du point de vue interne, Marie-Claude Maurel, *Territoire et stratégies soviétiques*, Paris, Economica, 1982, pp. 76-78 ; James Van Geldern, « The centre and the periphery: cultural and social geography in the mass culture of the 1930s », in Stephen White (dir.), *New Directions in Soviet History*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1992, pp. 62-80.

³¹⁸⁴ Il y a ici un écho avec des débats contemporains relatifs à la possibilité de maintenir des économies d'innovation sans disposer dans le même temps d'une base productive. Cette idée a été développée récemment par Suzanne Berger et une équipe du MIT (*MIT Task Force on Production in the Innovation Economy*), dont les résultats ont été publiés dans, *Making in America. From Innovation to Market*, Cambridge (Mass.)-Londres, The MIT Press, 2013, pp. 4-5.

commerce et d'économie. Cette difficulté se sent dans les ouvrages publiés par certains experts caucasiens au cours des années 1930. Encore en 1936, David Zavriev peut suggérer dans un ouvrage que le Caucase serve à produire une expertise agricole, technique et médicale pour aider au développement de l'Anatolie orientale. La proposition apparaît cependant isolée : en perdant leurs compétences décisionnelles sur le commerce extérieur, les organismes transcaucasiens – aussi bien étatiques que paraétatiques et économiques – se trouvent confrontés à une crise plus générale de leur rôle³¹⁸⁵.

Les tentatives de préservation de prérogatives entraînent une série de conflits verticaux au sein des différentes institutions. Prenons le cas de la Chambre de commerce orientale de Transcaucasie, qui rassemble les acteurs les plus importants de la région. En 1930, pour son cinquième anniversaire, elle peut encore publier un recueil ambitieux et optimiste, où figurent des articles rédigés par les principales figures du commerce extérieur caucasien : Bukreev, Zavriev et Kulibekov, notamment³¹⁸⁶. Les contributions insistent sur l'expertise développée par les organes caucasiens dans le commerce avec les pays voisins et y voient un facteur majeur pour le développement des relations extérieures de l'URSS. Expertise économique et commerciale, mais aussi expertise culturelle, basée sur une proximité régionale. Pourtant, le recueil paraît alors que cette prétention à l'expertise est contestée par la Chambre de commerce orientale d'URSS. Profitant des nouveaux objectifs en matière d'organisation scientifique de l'économie, fixés par le Comité exécutif central d'URSS en janvier et précisés par le Gosplan dans les mois suivants, cette dernière obtient de centraliser à Moscou la formation des cadres du commerce d'Etat, ce qui s'accompagne d'une prétention monopolistique sur la formation de l'expertise économique extérieure³¹⁸⁷. Quelques publications viennent encore marquer le début des années 1930, comme le recueil *La ZSFSR, la Perse et la Turquie. Recueil d'informations économiques*, édité en russe, persan et turc, qui représente une tentative de défendre l'expertise accumulée par les organismes

³¹⁸⁵ David Zavriev, *Vostochnaja Anatolija. Ekonomicheskie ocherki*, Tiflis, Zakavkazskaja Torgovaja Palata, 1936, p. 212-214 ; un des exemples cités par Zavriev est celui de l'exportation de vaccins vers la Turquie et l'Iran par l'Institut biologique de Tiflis, dont le développement est étouffé par le trust médical central, *Lekhtekhsyr'e* : lettre du plénipotentiaire du NKVT en ZSFSR, Sivolap, au *Lekhtekhsyr'e*, 27 décembre 1931, SUITSa, f. 719, op. 1, d. 1871, ll. 17-18 ; sur la réputation de cet institut, porté par son directeur, Georgij Eliava, W.C. Summers, *Félix d'Herelle and the Origins of Molecular Biology*, Hyderabad, Universities Press, 2000 (1999), p. 162.

³¹⁸⁶ *Pjat' let Zakavkazsko-Vostochnoj Torgovoj Palaty*, Tiflis, Zakavkazsko-Vostochnaja Torgovaja Palata, 1930.

³¹⁸⁷ La Chambre de commerce orientale s'appuie dans cette tentative sur les différentes institutions moscovites d'études orientalistes et économiques, qui profitent elles aussi de cette centralisation. Protocole du directoire de la Chambre de commerce orientale d'URSS, 22 mars 1930, SUITSa, f. 719, op. 1, d. 70, ll. 159-161.

transcaucasiens³¹⁸⁸. Le déclin de cette expertise se poursuit cependant au cours des années 1930 et est accéléré par la disgrâce dans laquelle tombent, vis-à-vis du Parti, plusieurs des spécialistes du commerce extérieur caucasien. Le Comité régional du Parti condamne ainsi sévèrement Zavriev en 1935 pour son ouvrage *L'économie de la Turquie contemporaine*, accusé d'être trop antikémaliste et de « désorienter le lecteur en ce qui concerne la nature des relations entre l'URSS et la Turquie³¹⁸⁹ ». La production caucasienne sur la Turquie et l'Iran se réduit dès lors, de plus en plus, à des ouvrages académiques qui ne prétendent plus à une influence réelle sur la menée des relations avec ces Etats³¹⁹⁰.

Le rôle que continuent à jouer les instances caucasiennes dans la production d'information économique se limite dès lors au service des organes moscovites. Les institutions de la région sont vues par les autorités centrales comme des pourvoyeuses de données brutes à exploiter. Cette tendance s'exprime nettement à partir de 1931-1932 et s'accompagne d'une imposition par les organismes centraux de leurs propres catégories d'analyse du commerce, qui ne coïncident pas toujours avec celles élaborées dans les années 1920 au Caucase. Ainsi, en décembre 1931, le commissariat au Commerce extérieur exige du *Zakgostorg* qu'il fournisse par le biais de son agence à Erzurum des rapports de conjoncture économique sur l'Anatolie orientale : Tamarin, membre du collège du commissariat, souligne que le *Zakgostorg* doit se plier aux catégories et procédures statistiques établies par le commissariat, car les données ont vocation à être traitées et analysées de manière centrale, pour améliorer la planification commerciale³¹⁹¹. Signe de cette soumission, le *Zakgostorg* ne doit plus utiliser ses propres formulaires statistiques, mais remplir les feuilles standardisées envoyées par le commissariat.

Cette réduction de l'expertise et des marges de manœuvre dans la production de l'information économique diminue la visibilité de la Transcaucasie dans la communication extérieure de l'URSS sur un plan commercial. Cette question se pose plus généralement pour l'ensemble des républiques soviétiques, qui tentent de conserver certaines formes de visibilité

³¹⁸⁸ A. Bukreev *et alii* (dir.), *ZSFSR, Persija i Turtsija. Ekonomicheski-informatsionnyj sbornik*, Tiflis, Izdanie Zakavkazskoj federativnoj palaty vneshnej torgovli i Azerbaidzhanskoj torgovoj palaty, 1931-1932.

³¹⁸⁹ Décision du bureau du Comité régional du Parti, 1^{er} octobre 1935, SShSA PA, f. 13, op. 13, d. 13, ll. 14-16 ; voir aussi la recension très critique par D. Sejdametov du recueil *Ekonomicheskij Informatsonnyj Spravochnik* sur la Turquie publié par la Chambre de commerce transcaucasienne : *Revoljutsionnyj Vostok*, No. 1 (29), 1935, pp. 221-222.

³¹⁹⁰ Emblématique à cet égard la reconversion de Zavriev vers une carrière académique au cours de la fin des années 1930. Il publie en 1936 ce qui peut apparaître comme une forme de « testament » de cette connaissance caucasienne des « questions pratiques des relations économiques ». David Zavriev, *Vostochnaja Anatolija. Ekonomicheskie ocherki*, Tiflis, Zakavkazskaja Torgovaja Palata, 1936, pp. 5-6.

³¹⁹¹ Lettre du NKVT au plénipotentiaire du NKVT en Transcaucasie, 26 décembre 1931, SUITsA, f. 735, op. 1, d. 2063, l. 3.

pour leur commerce républicain frontalier. Ainsi, après la suppression de la foire de Bakou en 1930, la Chambre de commerce azérie propose de pérenniser l'exposition commerciale et industrielle anciennement associée à la foire de Bakou³¹⁹². Si elle obtient le soutien de la Chambre de commerce orientale de Transcaucasie, elle se heurte à l'hostilité de la Chambre d'URSS qui développe un projet d'expositions sur le sol des Etats orientaux eux-mêmes. Dès mars 1930, elle propose ainsi de déplacer l'exposition bakinoise vers la Perse, ce qui mécontente fortement Kulibekov, président de la Chambre de commerce azérie. L'exposition de Bakou constitue à ses yeux un capital pour l'Azerbaïdjan, qu'il ne saurait être question de céder à une exposition pansoviétique montée à Téhéran³¹⁹³. En dépit de cette hostilité, la Chambre de commerce orientale d'URSS poursuit son projet de réseau centralisé d'expositions industrielles. Au début de l'année 1931, elle présente aux chambres de commerce de Transcaucasie, Azerbaïdjan, Ukraine et Turkménistan son projet pour créer des expositions au Xinjiang – dans les villes de Qouldja (Yining), Ouroumqi et Qashgar – en Afghanistan, en Turquie et en Perse³¹⁹⁴. Le plan de montage des expositions ne réserve aucune place particulière aux expertises régionales, comme le note la Chambre de commerce azérie dans la réaction qu'elle adresse aux organes transcaucasiens à Tiflis³¹⁹⁵.

Le combat pour préserver un rôle des organes transcaucasiens dans les expositions commerciales et industrielles ne réserve pas de grande victoire. La participation soviétique aux foires et expositions en Turquie et en Iran au cours des années 1930 ne réserve plus de place aux questions d'économie frontalière et au rôle des acteurs caucasiens. Les pavillons soviétiques se concentrent sur une présentation du modèle soviétique, de sa technologie, de son industrie et de ses grandes entreprises d'Etat. La Chambre de commerce de l'Union qui organise la participation à ces foires exige une stricte subordination des différents organes économiques³¹⁹⁶. La principale question dans la préparation des expositions est celle de la représentation relative des différents secteurs – agricole, branches industrielles, etc. – non pas celle de la représentation des républiques frontalières intéressées au commerce avec les pays

³¹⁹² Lettre de la chambre de commerce azérie à la chambre de commerce transcaucasienne, 6 mars 1930, SUITSa, f. 719, op. 1, d. 70, l. 42.

³¹⁹³ Lettre de Kulibekov à la Chambre de commerce transcaucasienne, 12 mars 1930, SUITSa, f. 719, op. 1, d. 70, l. 97.

³¹⁹⁴ Lettre de la Chambre de commerce orientale d'URSS à la Chambre de commerce transcaucasienne, 18 janvier 1931, SUITSa, f. 719, op. 1, d. 77, l. 22.

³¹⁹⁵ Lettre de la Chambre de commerce azérie à la Chambre de commerce transcaucasienne, 6 février 1931, SUITSa, f. 719, op. 1, d. 77, l. 23.

³¹⁹⁶ Protocole du directoire de la Chambre de commerce orientale de l'Union, 16 avril 1930, RGAE, f. 635, op. 1, d. 21, ll. 1 et 4.

en question³¹⁹⁷. C'est autour de ce prisme sectoriel que sont organisées les participations soviétiques aux foires d'Izmir en 1933 et 1934, où le pavillon de l'URSS est en vedette³¹⁹⁸. Les républiques périphériques trouvent désormais une place qui tient à un mélange de folklore et de géographie économique, insistant sur les spécialisations industrielles ou agricoles de ces régions.

Le maintien de capacités d'expertise alors que les institutions caucasiennes dédiées au commerce extérieur sont en pleine crise est donc voué à l'échec. La revendication d'une connaissance particulière de la Turquie et de l'Iran cède rapidement aux tâches généralistes d'intensification des exportations. Dans son rapport annuel pour 1932, la chambre de commerce azérie rappelle qu'elle n'a plus de spécialisation régionale et frontalière, mais se borne désormais à créer auprès des entreprises et usines d'Azerbaïdjan des « cellules d'encouragement à l'exportation ». Celles-ci se font le relais des directives centrales sur la qualité des produits destinés à l'exportation³¹⁹⁹. Pour les délégations commerciales et industrielles turques et iraniennes des années 1930, les villes caucasiennes ne sont plus des lieux d'intérêt particulier. En 1935, une importante délégation iranienne qui visite les grands centres industriels d'URSS se limite ainsi à un bref passage par Bakou, où l'industrie pétrolière est le principal objet d'attention³²⁰⁰. L'incapacité à maintenir une expertise forte au-delà du poids décisionnel semble fortement liée au déclin simultané de l'appareil de ces institutions caucasiennes, dont le tissu à travers l'espace frontalier permettait une connaissance des territoires mitoyens.

b) La remise en cause des médiateurs

La réduction du poids des institutions régionales ne s'observe pas qu'à l'échelle des institutions du pouvoir politique, puisqu'on peut la suivre à une échelle plus locale, où les nombreux organismes économiques caucasiens, présents dans l'espace frontalier iranien et turc, voient leur rôle fondre à partir de 1928-1929. Cette réduction peut s'observer à la fois du

³¹⁹⁷ Pour la participation à l'exposition de Téhéran, en 1930, le comité d'organisation ne compte que des organes centraux et un membre de la Chambre de commerce orientale de l'Union se contente de suggérer que des représentants de l'Ukraine et de l'Azerbaïdjan participent. Protocole du directoire de la Chambre de commerce orientale de l'Union, 25 mai 1930, RGAE, f. 635, op. 1, d. 21, ll. 5-6.

³¹⁹⁸, I.F. Chernikov, *V interesakh mira i dobrososedstva (o sovetsko-turetskikh otnoshenijakh v 1935-1970 gg.)*, Kiev, Naukova Dumka, 1977, pp. 46-47 ; sur cette foire, Sezgi Durgun, « Cultural Cold War and the Izmir International Fair: 1950-60s », in Cangül Örneç, Çağdaş Üngör (dir.), *Turkey in the Cold War. Ideology and Culture*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2013, pp. 70-71 et Əkrəm Bije, *op.cit.*, 1987, pp. 45-48.

³¹⁹⁹ Rapport d'activité de la Chambre de commerce azérie pour 1932, non daté, SUI TSA, f. 719, op. 1, d. 250, l. 10.

³²⁰⁰ Protocole du Politburo, 3 avril 1935, RGASPI, f. 17, op. 162, d. 17, l. 146.

point de vue institutionnel, par la disparition de certaines entités, et du point de vue du personnel affecté à ces régions, où les Caucasiens occupaient jusque là une place prépondérante. La rétractation d'un réseau régional qui contribuait à l'influence des républiques caucasiennes représente un exemple direct de notre interprétation de la fermeture frontalière comme résultat d'un consensus entre autorités centrales, de part et d'autre de la frontière. Tentons ici de préciser ce que nous entendons par consensus. Il ne s'agit pas de décrire un processus avoué d'entente entre les Etats frontaliers, mais une forme de convergence objective de stratégie, débouchant sur une évolution cohérente. L'idée du consensus doit permettre de penser une transformation qui relève de stratégies simultanées, mais pas coordonnées. On souhaiterait ici présenter cette idée à travers l'exemple de la remise en cause des médiateurs, où des logiques différentes d'action peuvent contribuer au même délitement des organes économiques de la frontière.

Le processus de réduction de la présence des organes économiques caucasiens en Anatolie orientale et en Perse du Nord peut en effet s'expliquer, à partir de 1928-1929, par des politiques unilatérales soviétiques, liées à la centralisation du commerce extérieur et à des restrictions budgétaires. Au cours des années 1920, nombre d'organismes caucasiens se sont dotés d'agences et filiales en Perse du Nord, sans que ces créations soient toujours approuvées par la représentation commerciale à Téhéran, censée leur délivrer des autorisations³²⁰¹. A partir de 1929 s'enclenche un processus de fermeture qui frappe les implantations de ces organismes en Perse et, dans des dimensions moindres, en Anatolie orientale. Les motifs financiers comptent pour beaucoup et l'Inspection ouvrière et paysanne d'URSS joue un rôle important dans le processus de révision et d'audit qui débouche sur la fermeture de beaucoup de ces implantations³²⁰². Les accords soviéto-iraniens d'octobre 1927 contribuent à cette évolution en transférant à l'Iran plusieurs sociétés mixtes, dont les pêcheries de la Caspienne, grosses employeuses de citoyens soviétiques³²⁰³. Les nombreux rapports de l'Inspection ouvrière et paysanne sont surtout des instruments dans des luttes politiques, entre organes soviétiques centraux et institutions caucasiennes. La rationalisation de l'appareil commercial soviétique à l'étranger devient un mot d'ordre pour inverser le rapport de force en faveur des

³²⁰¹ Lettre du commissariat au Commerce d'URSS au procureur de Transcaucasie, 19 octobre 1929, SUITsA, f. 804, op. 1, d. 1974, l. 9 ; sur l'étendue du réseau du *Zakgostorg* en Perse, voir Andrzej Furier, *Kraj Zakaukaski w relacjach dyplomatów II Rzeczypospolitej*, Poznan, Institut Historii Uniwersytetu im. Adama Mickiewicza, 1998, pp. 107-109.

³²⁰² Les excès salariaux des organismes économiques en Perse du Nord sont notés par le diplomate Aleksandr Barmine, qui rappelle non sans jalousie que ces salaires sont bien supérieurs à ceux de l'appareil diplomatique et consulaire. Alexandre Barmine, *op.cit.*, 1939, p. 234.

³²⁰³ Paul Vieille, I. Nabavi, « Les pêcheries de la Caspienne et les migrations saisonnières du Khal-Khal », *Revue de géographie de Lyon*, Vol. 45, No. 2, 1970, pp. 139-140.

organes centraux, qui dénoncent la gabegie des organismes républicains : les représentations commerciales en Turquie et en Iran se servent de cette occasion pour pousser leur avantage dans des conflits déjà anciens et réduire les prétentions des organes caucasiens³²⁰⁴.

Intéressons-nous cas de l'agence ouverte par la Coopérative agricole arménienne (*Hajjughkoop*) au Gilan, au cours des années 1920. L'agence doit fournir des cocons de soie à l'industrie textile arménienne, exportant en retour vin, cognac et grain dans la province caspienne. Son gestionnaire, un certain Melik' Elch'jan, se heurte cependant à l'hostilité de la représentation commerciale soviétique en Iran, qui considère l'agence comme inutile. Dans son activité quotidienne, l'agence entre en compétition avec la pléthore d'institutions soviétiques, caucasiennes ou centrales, présentes sur place. D'après les règles du commissariat au Commerce, l'achat de cocons au Gilan constitue un des domaines réservés du *Zakgostorg*, qui se plaint de cet empiètement lui ayant fait perdre des contrats avec les marchands locaux. La situation s'envenime avec la décision de fermeture de l'agence, prise en août 1928³²⁰⁵. Melik' Elch'jan se déclare dans l'impossibilité de fermer son agence, en raison de l'encours des crédits qu'il a octroyé à des marchands persans et doit se faire rembourser avant de pouvoir liquider ses opérations³²⁰⁶. L'enquête ouverte par la GPU de Transcaucasie révèle des manipulations comptables et commerciales qui vont au-delà de l'octroi de crédits – pratique déjà problématique en vertu des règles auxquelles était soumis Melik' Elch'jan. Ce dernier est soupçonné d'avoir pratiqué des opérations pour compte propre avec les marchands et de s'être empêtré dans des procès à cause de l'exécution défectueuse de commandes. Il est accusé par la représentation commerciale de ruiner le crédit des organismes soviétiques par ses prévarications³²⁰⁷.

La fermeture de la filiale de la *Hajjughkoop* au Gilan tient du grand-guignol à cause des dénégations outrées de Melik' Elch'jan, qui répondent aux anathèmes fulminés par les autorités de Tiflis et de Moscou. Elle reflète pourtant la réalité plus large de fermetures compliquées par des facteurs comptables et humains. Les organismes économiques

³²⁰⁴ Le commissariat au Commerce bloque ainsi la nomination de nouveaux agents pour le *Zakgostorg* en Anatolie orientale tout au long de l'année 1929. Lettre du plénipotentiaire du commissariat au Commerce à Tiflis à la représentation de Transcaucasie, 9 décembre 1929, SUITSa, f. 616, op. 1, d. 5, l. 363 ; cela ne signifie pas que la « rationalisation » ne puisse aussi être reprise à leur compte par les organismes caucasiens : voir l'accord passé entre le *Zakgostorg* et le plénipotentiaire au Commerce pour la Transcaucasie, 30 novembre 1926, SUITSa, f. 736, op. 1, d. 70, ll. 1-2.

³²⁰⁵ La décision lui est manifestement imposée, puisqu'elle veut encore, quelques mois plus tôt, étendre son réseau en Iran du Nord : Lettre de la *Hajjughkoop* au secrétariat du comité central arménien, 2 avril 1928, HAA, f. 1, op. 8, d. 25, l. 83.

³²⁰⁶ Lettre du département économique de la GPU de Transcaucasie à l'Inspection ouvrière et paysanne de Transcaucasie, 3 septembre 1929, SUITSa, f. 804, op. 1, d. 1974, l. 1.

³²⁰⁷ Lettre de la représentation commerciale soviétique à Téhéran, 12 décembre 1929, SUITSa, f. 804, op. 1, d. 1974, ll. 20-21.

soviétiques en Perse échappent en partie à la capacité de coercition du régime et l'Etat persan n'est pas très désireux de se mouiller dans les querelles intrasoviétiques. Confrontés au refus de Melik' Elch'jan de retourner en URSS tout au long de 1929, la procureure de Transcaucasie ouvre une procédure pénale qui doit permettre de demander son extradition. L'ingrat répond à cette sollicitation par une demande de naturalisation persane à la fin de l'année³²⁰⁸. La réticence à rentrer en Union soviétique n'est nullement un phénomène isolé. Le directeur du renseignement de la police iranienne, le général Kupâl, rapporte en novembre 1930 que les employés des sociétés *Persazneft*, *Zakgostorg* et *Shark* ne peuvent désormais séjourner plus de cinq années à l'étranger et que nombre d'entre eux ont reçu l'ordre de repartir en URSS. Cependant, note-t-il, beaucoup font preuve d'une grande hésitation (*tamarrod*) et envisagent tous les moyens pour prolonger leur séjour en Iran, jusqu'à l'idée de prendre la citoyenneté iranienne³²⁰⁹. Il faut dire que ces rappels, outre la perte d'avantages matériels et financiers conséquents qu'ils entraînent, s'opèrent sur fond de purges de l'appareil commercial du pays.

Ces purges sont particulièrement larges dans les organismes caucasiens, mais ne s'y limitent pas : la période correspond à une crise profonde des représentations extérieures des organismes économiques soviétiques en général. Au même moment, les consuls soviétiques au Xinjiang, et en Mandchourie multiplient les critiques contre l'incompétence des représentants commerciaux actifs dans leurs circonscriptions. Ces rapports négatifs peuvent s'appuyer sur le mécontentement des populations locales face aux politiques commerciales de l'URSS dans les territoires limitrophes³²¹⁰. Les appels aux purges s'appuient à la fois sur des considérations techniques et idéologiques. D'un côté, les incompétences pratiques de ces organes sont pointées du doigt. Le manque de personnel qualifié des entreprises républicaines, déjà souligné au début des années 1920, est fréquemment mentionné pour expliquer leurs faibles performances économiques et les nombreuses erreurs commises dans la gestion des affaires. Les contournements des règles du commerce extérieur par ces organes sont aussi mis en avant³²¹¹.

³²⁰⁸ Lettre du département économique de la GPU de Transcaucasie à commissariat au Commerce de Transcaucasie, 13 janvier 1930, SUIsA, f. 804, op. 1, d. 1974, l. 1.

³²⁰⁹ Note du général de brigade Kupâl au ministre de l'Intérieur, 27 Âbân 1309 (18 novembre 1930), *ARIS*, 1996, p. 216.

³²¹⁰ V.A. Barmin, *op.cit.*, 1999, p. 79.

³²¹¹ Lettre du commissariat au Commerce d'URSS au commissariat au Commerce et à l'Inspection ouvrière et paysanne de Transcaucasie, 6 décembre 1929, SUIsA, f. 804, op. 1, d. 1974, l. 47.

Mais la raison d'être de ces purges est politique, le personnel étant jugé trop peu fiable au vu de la sensibilité de ces fonctions³²¹². Sensibilité intérieure, à cause des possibilités de malversations associées à ces postes en période de tensions économiques. Depuis la fin des années 1920 plusieurs scandales impliquent les organes frontaliers du commerce extérieur, aussi bien ceux impliqués dans son exécution que dans son contrôle. La douane de Batoumi est ainsi au cœur d'un scandale, au printemps 1928, qui révèle une corruption généralisée, des pratiques d'émission de faux documents et d'utilisation de fonds d'Etat pour des activités commerciales privées³²¹³. Ces affaires sont présentées comme une confirmation de l'hostilité du personnel des douanes au régime soviétique. Sensibilité extérieure aussi, car ces organes doivent être exemplaires du fait de leurs contacts avec les sociétés étrangères. En août 1929, la filiale du *Zakgostorg* à Leninakan – une des plus importantes de la région – est entièrement purgée, « à l'exception d'une femme de ménage et d'un comptable³²¹⁴ ». Pour mettre fin aux accusations d'affairisme et d'incompétence, un simple employé, Josif Ghazarjan, prend la tête de la filiale, mais la nouvelle équipe s'avère absolument incapable de reprendre les affaires. Les marchandises sont vendues à perte, les stocks abandonnés ou liquidés brusquement. Le nouveau directeur se comporte de surcroît comme s'il présidait une « coopérative locale », écrit non sans mépris le responsable du département oriental du *Zakgostorg*, alors que sa filiale a vocation à servir de plaque-tournante entre Anatolie orientale et Transcaucasie³²¹⁵.

Les évolutions internes au régime rencontrent à partir de 1930 une volonté croissante des autorités turques et persanes de réduire la présence de ces organismes, dont l'asservissement à des objectifs diplomatiques ou clandestins mécontente de plus en plus les administrations iraniennes³²¹⁶. Les facteurs politiques jouent un rôle central. La publication au cours de l'année 1930, en Europe, des mémoires du transfuge Agabekov, ancien agent de l'OGPU, ayant servi en Iran et Turquie, lève un voile sur l'ampleur de l'espionnage soviétique dans ces pays³²¹⁷. L'Iran est particulièrement concerné, car Agabekov rapporte que

³²¹² Rapport d'inspection des bases frontalières d'exportation d'Akhalsikhe-Ordzhoshan et Akhalkalaki-Karzakh, menée les 24-30 mai 1929, SUITSa, f. 736, op. 2, d. 46, ll. 113-115.

³²¹³ Le directeur de la douane, Zhordaniya, est lui-même impliqué dans le scandale qui secoue toutes les autorités d'Adjarie soviétique. Décision du présidium du Comité central géorgien, 2 juin 1928, SShSA PA, f. 14, op. 4, d. 7, l. 98.

³²¹⁴ Rapport du directeur-adjoint de la filiale du *Zakgostorg* à Leninakan, Devdariani, au directoire du *Zakgostorg*, 13 février 1930, HAA, f. 1, op. 10, d. 47, ll. 26-27.

³²¹⁵ Rapport du directeur du département oriental du *Zakgostorg*, Shahsuvarjan, au directeur du *Zakgostorg*, 24 janvier 1930, HAA, f. 1, op. 10, d. 47, ll. 2-3.

³²¹⁶ La police d'Ourmiya rapporte en juillet 1929 que les filiales des sociétés *Sharq* et *Persazneft* ont déménagé dans les locaux du consul soviétique local, ce qui facilite leur instrumentalisation : rapport de la police d'Ourmiya, 25 Tir 1308 (16 juillet 1929), *FKR*, 1370 (1991-1992), pp. 49-50.

³²¹⁷ Giorgi Agabekov a dirigé en 1928-1929 la section orientale du département étranger de l'OGPU. Taline Ter Minassian, *op.cit.*, 1997, pp. 142-144.

les services secrets soviétiques ont recruté un grand nombre d'agents dans l'administration iranienne, centrale et provinciale. Il révèle également les méthodes de l'espionnage soviétique – notamment des GPU caucasiennes – pour dissimuler ses agents dans les filiales et représentations d'organismes économiques soviétiques. Les filiales d'organismes caucasiens en Perse et en Turquie sont particulièrement concernées, car les GPU républicaines en font une utilisation intensive pour placer leurs agents. Dans les semaines qui suivent les révélations d'Agabekov, la police des provinces septentrionales de l'Iran multiplie les rapports sur les institutions soupçonnées d'héberger des agents des GPU caucasiennes, à l'image de la société pétrolière azérie *Persazneft*³²¹⁸. La fermeture des organismes économiques caucasiens devient dès lors une question politique, où se croisent les intérêts des organes économiques centraux, de l'appareil diplomatique et de l'OGPU, qui veulent réduire les tensions avec l'Iran et la Turquie, ainsi que se débarrasser des agents compromis.

c) La fin des relations de confiance économique

La destruction progressive du réseau frontalier mis en place par les organismes caucasiens a cependant des conséquences économiques directes. Ces conséquences s'observent avant tout dans la crise des mécanismes pérennes d'échange commercial, financier et monétaire. Au cours d'un voyage effectué en Anatolie orientale en 1928, le journaliste turc Mehmet Emin rapporte ce qu'il perçoit comme une crise, à la fois morale et économique, de cette interaction. Il insiste sur la pression des organismes soviétiques pour mener autant que possible les échanges sous forme de troc : cette politique, nuisible et inamicale, est liée dans son analyse au fait que nombre des fonctionnaires soviétiques à la frontière seraient d'anciens réfugiés arméniens d'Anatolie ottomane et turque. On voit ici comme un thème dont on a rappelé qu'il courait à travers les années 1920 de manière sous-jacente peut être réactivé à l'occasion d'une crise commerciale plus vaste³²¹⁹. Son importance est cependant exagérée par comparaison avec les difficultés structurelles de l'Union soviétique. Entre 1929 et 1932, au plus fort de la crise monétaire soviétique, les échanges frontaliers passent presque entièrement sur le mode du troc, faute de pouvoir procéder aux conversions souhaitées pour réaliser les échanges. Au cours d'une tournée qui les mène à l'été 1931 à travers l'Anatolie orientale, deux diplomates de l'ambassade britannique en Turquie,

³²¹⁸ Rapport de la direction de la police du Nord-Ouest, 1^{er} Dey 1309 (22 décembre 1930), *ARIS*, 1996, pp. 43-45.

³²¹⁹ Mehmet Emin, « Artvin Yolunda Müşahedeler ve İhtisaslar – 20 », *Vakit*, 15 Teşrinievvel 1928 (15 octobre 1928), cité dans Rahmi Çiçek, « Cumhuriyetin ilk yıllarında Artvin vilayetinin sosyo-ekonomik durumu », *Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 14, 2013, p. 144.

Ravensdale et Roberts, constatent que « le commerce avec la Russie est essentiellement mené sous forme de troc, des biens manufacturés étant reçus en échange » du bétail exporté vers l'URSS³²²⁰. Ce n'est qu'à partir de 1933 que le recours aux monnaies, aussi bien étrangères que soviétique, reprend progressivement en commençant par les produits les plus demandés en Perse et en Turquie, le sucre et le pétrole. Cette évolution des modalités de l'échange attire une forte attention des organismes transcaucasiens, qui y voient une des raisons du déclin de leurs activités, au profit d'un commerce qui ne passe plus par des transactions frontalières avec les acteurs économiques des confins turcs et persans³²²¹.

Ce désenchevêtrement social s'observe aussi dans la disparition de relations financières et de crédit qui incarnaient au cours des années 1920 l'interdépendance entre acteurs soviétiques, turcs et iraniens. Jusqu'au début des années 1930, les institutions soviétiques demeurent des acteurs centraux de la vie économique dans les zones-frontières. En mars 1930, le gouverneur du Gilan s'inquiète du pouvoir excessif de la Banque russo-persane, qui profite selon lui du pouvoir qu'elle a par les relations de crédit et de courtage auprès des marchands locaux. Il lui reproche de profiter de leur misère (*faqr va estisâl*) pour leur imposer ses conditions commerciales et financières³²²². Alors même que la crise économique frappe durement la Perse, les banques soviétiques restent en 1930-1931 des acteurs importants de la vie locale. Les autorités iraniennes sont très sensibles aux éventuels usages politiques de ces relations de crédit, d'autant plus évidents que la principale rivale de la Banque russo-persane demeure la Banque impériale fondée par les Britanniques. La compétition entre ces deux organismes est souvent vue comme le moteur de leurs actions respectives. En juillet 1931, la gendarmerie d'Azerbaïdjan iranien rapporte par exemple les tentatives de manipulation du crédit par la Banque russo-persane, qui essaie de priver la Banque impériale de sa clientèle dans la région³²²³. Des configurations similaires s'observent en Anatolie orientale, où la paysannerie des provinces de Kars et Artvin reçoit des prêts bonifiés, que l'administration turque lie à une volonté d'influence dans un groupe très affecté

³²²⁰ Rapport de M. Roberts et M. Ravensdale sur une tournée dans les provinces orientales de la Turquie, non daté (été 1931), TNA, FO 424/275, p. 17.

³²²¹ Protocole de séance de la Chambre de commerce de Transcaucasie, 16 mars 1934, SUITSa, f. 719, op. 1, d. 236, l. 17.

³²²² Rapport du gouverneur du Gilan au ministère iranien de l'Intérieur, 19 Esfand 1308 (10 mars 1930), *ARIS*, pp. 119-120.

³²²³ Rapport de la gendarmerie d'Azerbaïdjan iranien au ministère de l'Intérieur, 3 Mordâd 1310 (26 juillet 1931), *ARIS*, p. 132.

par la crise économique. Elle multiplie à partir de 1930 les initiatives pour implanter des banques turques dans la région et évincer le crédit soviétique³²²⁴.

Ces relations arrivent à leur terme autour de 1932, lorsque les organes soviétiques cessent leur pratique de prêts. Des directives internes aux organismes soviétiques sont adoptées, tant pour les banques que pour les entreprises d'Etat, qui restreignent très fortement l'octroi de crédits. Cela concerne en priorité les crédits octroyés pour financer les achats de produits soviétiques à l'étranger et vise avant tout les marchands individuels. L'économie des régions frontalières, en particulier entre villes et campagnes, est très dépendante de réseaux de crédits croisés et enchevêtrés, où les marchands qui sillonnent les campagnes servent d'intermédiaires et de connecteurs de crédit³²²⁵. Le rôle de ces prêts emboîtés est accru par la forte baisse du pouvoir d'achat paysan dans les provinces frontalières turques et iraniennes, soulignée par les organismes soviétiques eux-mêmes³²²⁶. Ces organismes représentent des sources majeures de crédit permanent pour ces marchands qui n'achètent qu'exceptionnellement leurs biens au comptant. A titre d'exemple, l'encours des dettes contractées par les marchands de la région d'Erzurum vis-à-vis du *Zakgostorg* s'élève au 10 décembre 1931 à près de 619.000 livres turques, avec des échéances moyennes de six mois³²²⁷.

Les produits destinés à la consommation courante des populations frontalières sont presque exclusivement achetés à cette date grâce à des crédits d'achat. Pour les produits manufacturés vendus par le *Zakgostorg*, près de 99 % du chiffre d'affaires est réalisé sur la base de crédits. Les produits en verre sont aussi vendus à 78 % à crédit et les produits métalliques à 69 %. En revanche, certains secteurs sont déjà concentrés dans les mains d'acteurs plus importants, entreprises et sociétés commerciales ou gros marchands, qui peuvent payer comptant et sont privilégiés par les acteurs soviétiques. Les produits pétroliers sont vendus à 60 % à de tels acteurs capables de payer en numéraire et les machines agricoles, surtout payées à 82 % sans crédit. Une nouvelle politique de crédit est fixée pour toute l'Anatolie orientale à partir de 1932, fixant strictement à un maximum de 50 % du montant

³²²⁴ L'état-major turc demande lui-même l'ouverture d'une filiale de la *Ziraat Bankası* à Iğdır : lettre du maréchal Fevzi Çakmak à la présidence du Conseil, 29 septembre 1930, BCA, 30.10.0.0/210.432.7 ; Murat Küçükkuşurlu, *op.cit.*, 2005, pp. 169-170.

³²²⁵ Selon des modalités assez proches manifestement de celles décrites par Laurence Fontaine à propos du colportage à l'époque moderne, en particulier dans les régions montagnardes : Laurence Fontaine, *Histoire du colportage en Europe, XVI^e-XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1993, pp. 153-158.

³²²⁶ Lettre de la représentation commerciale du *Zakgostorg* à Erzurum à la direction de la société, 23 mars 1932, SUITSa, f. 744, op. 1, d. 2251, l. 52.

³²²⁷ Lettre du *Zakgostorg* à la représentation commerciale à Erzurum, 7 janvier 1932, SUITSa, f. 735, op. 1, d. 2063, l. 9.

des transactions les crédits octroyés et limitant à trois mois la durée des créances. Les consignes envoyées aux organismes du *Zakgostorg* soulignent l'incertitude qui entoure les évolutions du commerce turc pour justifier cette limitation drastique des créances. La conséquence immédiate d'une telle politique, alors même que les besoins en crédit se font plus forts y compris pour les organismes publics turcs, est la perte de compétitivité des produits soviétiques face à des produits allemands et japonais qui savent proposer d'intéressantes conditions de crédit³²²⁸. C'est en fait une crise du temps long des relations commerciales et financières qui s'observe, l'attitude des acteurs en présence, surtout soviétiques, semblant de plus en plus reposer sur la volonté de ne procéder qu'à des opérations instantanées, sans création d'une relation durable. C'est ainsi que la vente de machines agricoles en Anatolie orientale est compliquée par le refus du *Zakgostorg* de passer par des marchands concessionnaires turcs et par son incapacité à mettre en place sur les bases frontalières de Leninakan et Markara du personnel technique capable d'assurer l'entretien technique dans la durée des machines vendues³²²⁹.

En quelques années se trouve ainsi détruit le capital de confiance recréé tant bien que mal au cours des années 1920 entre Soviétiques et agents économiques des confins turcs et iraniens. Le commerce ne disparaît certes pas, mais ses bases sociales se font de plus en plus maigres. La disparition des engagements de long terme alimente le soupçon et une certaine hostilité. En Iran du Nord, le mécontentement de marchands qui subissent aussi bien le marasme intérieur du pays que les effets des politiques soviétiques débouche sur un mouvement de boycott des produits venant d'URSS à partir de la fin de 1932³²³⁰. A la différence du mouvement de 1927, ce mouvement est directement intégré à une stratégie de la part du gouvernement iranien, qui l'encadre et le soutient dans le cadre du rapport de force avec les Soviétiques. En avril 1933, une conférence des chambres iraniennes se tient à Téhéran sous la présidence du directeur-général du commerce, Yasaï : cette démonstration de force incite les Soviétiques, au-delà d'un discours ferme, à faire des concessions qui permettent la levée de l'embargo iranien le 30 juillet 1933, sur ordre du gouvernement

³²²⁸ Sur les atermoiements de la *Ziraat Bankası* (Banque agricole) turque, voir le télégramme du représentant du *Zakgostorg* à Erzurum à la direction de l'entreprise, 6 février 1932, SUI TSA, f. 744, op. 1, d. 2251, l. 32 ; David Zavriev, *op.cit.*, 1947, pp. 188-189.

³²²⁹ Lettre du marchand Ömer Lütüfî İmamzade au représentant du *Zakgostorg* à Kars, 19 mai 1932, et note du président du *Tekhnokспорт* au plénipotentiaire du commissariat au Commerce extérieur en Transcaucasie, 20 juin 1932, SUI TSA, f. 744, op. 1, d. 2251, ll. 153-154 et 83.

³²³⁰ Note du gouverneur du Gilan et du Talesh au ministre de l'Intérieur, 3 Mordâd 1310 (26 juillet 1931), *ARIS*, 1996, pp. 134-136.

persan³²³¹. Ce règlement ne fait en réalité que contribuer à l'évolution en cours vers un commerce confié à des intermédiaires qui réduisent l'interaction entre acteurs économiques des confins : l'instrumentalisation du mouvement marchand par le gouvernement iranien témoigne de l'affaiblissement des structures autonomes des bazars, encore si puissantes lors de la crise de 1926-1927³²³². La disparition des intermédiaires frontaliers est donc un processus observable à différentes échelles, des décideurs jusqu'aux acteurs les plus locaux du commerce.

3. Quels lieux pour l'interaction ?

Dans ce processus de délitement, espaces et lieux ont leur importance. La crise de l'échange frontalier passe par un changement des sites traditionnels de l'interaction. Alors que le Caucase était fait de projections transfrontalières, de lieux mixtes et d'infrastructures entremêlées, le cadre étatique devient de plus en plus contraignant. Les territoires frontaliers se recomposent dans le cadre des Etats en présence et les formes d'interdépendance spatiale héritées de l'histoire apparaissent comme de plus en plus inacceptables. La volonté de réduire cette interdépendance suppose la constitution de nouveaux lieux de l'échange frontalier, neutralisés et inoffensifs pour la souveraineté des Etats.

a) Le désenchevêtrement territorial

Au début des années 1930, Turquie et Iran se lancent dans une série de projets destinés à connecter leurs espaces frontaliers avec des réseaux nationaux de transport, en particulier dans le domaine ferroviaire. Ces projets sont politiques et économiques à la fois, visant à la constitution de territoires nationaux unifiés. Dans les deux pays, le sous-développement des réseaux ferroviaires et leurs tracés apparaissent comme des reliquats de l'influence étrangère. En les réorganisant, il s'agit d'augmenter le « pouvoir infrastructurel » de l'Etat, facteur de réallocation du pouvoir politique et économique³²³³. Turcs et Iraniens visent notamment à

³²³¹ Sur la liquidation des conséquences de la crise, voir les minutes de la réunion entre Foroughî et Karakhan, 2-3 octobre 1933, reproduit dans Mohammad Tagi Mokhtari, *op.cit.*, 1997, pp. 149-154 ; V.V. Sokolov, *Na boevykh postakh diplomaticheskogo fronta. Zhizn' i dejatel'nost' L.M. Karakhana*, Moscou, Izdatel'stvo politicheskoy literatury, 1983, pp. 160-161 ; S.L. Agaev, *op.cit.*, 1971, pp. 165-166.

³²³² Kamran Matin, *Recasting Iranian Modernity. International Relations and Social Change*, Londres-New York, Routledge, 2013, p. 86.

³²³³ Michael Mann, « The Autonomous Power of the State: Its Origins, Mechanisms and Results », in John Hall (dir.), *States in History*, Oxford, Basil Blackwell, 1986, pp. 113-114 ; pour le cas turc, S.N. Eisenstadt, « The

s'émanciper de l'importance du transit de leurs produits commerciaux par le Caucase soviétique, qui les place en situation de dépendance. De grandes infrastructures, comme les chemins de fer, routes ou comme le port de Trabzon dont le développement connaît une accélération au début des années 1930, incarnent cette volonté de contrôle étatique³²³⁴. Dans un de ses premiers travaux académiques, écrit au cours de la Seconde Guerre mondiale, Albert O. Hirschman s'est intéressé à l'articulation entre politique commerciale et politique étatique. A travers l'exemple de la politique de l'Allemagne nazie au cours des années 1930. Hirschman étudie les rapports de force émergeant des intérêts inégaux des petits et des grands Etats dans le commerce qu'ils entretiennent. Plusieurs pages de sa réflexion sont consacrées aux situations de dépendance créées par le transit commercial

En partant des théories économiques contemporaines sur les « courbes d'indifférence », il souligne la possibilité pour les grands Etats de causer des dommages considérables à des pays dépendants de leur commerce, sans s'infliger à eux-mêmes de tort trop important³²³⁵. L'embargo soviétique des produits iraniens en 1926-1927 a mis en évidence la réalité de ce déséquilibre dans le cas caucasien. Dans une préface écrite en 1979, Hirschman rappelle aussi que la relation de dépendance doit être complétée par ce qu'il appelle un *déficit d'attention* du grand Etat vers le petit Etat :

« La disparité économique de base génère une disparité d'attention, ou tout du moins de l'attention de haut niveau, pour utiliser le langage de la politique bureaucratique, et cette disparité favorise le pays dépendant : ce pays est susceptible de chercher à fuir la domination plus activement et avec plus d'énergie que le grand pays n'en mettra pour empêcher cette fuite³²³⁶. »

La théorie du déséquilibre d'attention constitue une approche intéressante pour comprendre les dynamiques qui peuvent alimenter, du côté turc et iranien, les tentatives faites pour se libérer d'une certaine dépendance à l'égard des Soviétiques au début des années 1930.

Kemalist Regime and Modernization : Some Comparative and Analytical Remarks », in Jacob M. Landau (dir.), *Atatürk and the Modernization of Turkey*, Boulder-Leyde, Westview Press-E.J. Brill, 1984, pp. 3-15.

³²³⁴ Sur les efforts du gouverneur de Trabzon entre novembre 1929 et août 1931, Ali Galip Pekel, pour développer ce port, qui voit passer pour 1,6 million de livres turques d'importations et 3,9 millions de livres d'exportations en 1930, voir Hüseyin Albayrak, *op.cit.*, 2008, p. 339.

³²³⁵ Voir notamment W.W. Leontief, « The Use of Indifference Curves in the Analysis of Foreign Trade », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. XLVII, Mai 1933, pp. 493-503, cité par Albert O. Hirschman, *National Power and the Structure of Foreign Trade*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1980 (1^{ère} édition : 1945), pp. 48-49.

³²³⁶ *Ibid.*, p. ix.

Cette volonté s'exprime de manière particulièrement claire en ce qui concerne la question du transit commercial à travers le Caucase. La crise commerciale de la fin des années 1920 rappelle à la Turquie et à l'Iran la dépendance dans laquelle se trouvent leurs provinces frontalières vis-à-vis du Caucase soviétique, qui demeure le lieu le plus commode et le seul économiquement praticable pour le commerce extérieur de ces régions. Le commerce de transit, rappelle Hirschman, constitue un outil commercial idéal de pression et de pouvoir politique. A la différence du commerce bilatéral, qui ne peut être modifié ou interrompu qu'avec des dégâts mutuels bien qu'inégaux, un commerce de transit lié à des facteurs structures de dépendance, géographique ou infrastructurelle, peut apparaître comme une arme imparable, causant des dommages aux Etats en relation sans nuire à l'Etat de transit³²³⁷. De fait, le transit est vu par les Soviétiques jusqu'au début des années 1930 comme une source de revenus et un outil d'influence sur les zones-frontières, conservées dans une forme de dépendance. Pourtant, les tensions diplomatiques et commerciales entre Etats à la fin des années 1920 entraînent des évolutions manifestent dans l'attitude des Etats voisins de l'URSS en la matière. Sans que les dirigeants soviétiques prennent nécessairement conscience de l'ampleur de l'évolution, les gouvernements turc et iranien sont décidés à rompre avec leur dépendance³²³⁸.

En Iran, le projet d'un chemin de fer transiranien, sujet débattu de manière infructueuse depuis le début du XX^e siècle, est mis en œuvre en 1926-1927, au cœur de la crise irano-soviétique³²³⁹. La ligne envisagée doit relier les provinces du nord de l'Iran et les côtes du golfe arabo-persique, mettant un terme à la coupure entre les deux grands versants de la chaîne montagneuse iranienne. Le projet est d'autant plus associé à l'idée d'émancipation nationale qu'il figure de manière éminente dans les opérations de communication politique du régime. Les ouvrages d'ingénierie et la mécanisation qui l'accompagnent sont présentés comme les signes de la modernisation portée par le régime pahlavi³²⁴⁰. Certains ont de

³²³⁷ *Ibid.*, p. 33.

³²³⁸ Sur la coopération entre les deux Etats dans le domaine du transit commercial entre l'Iran et Trabzon, on peut se référer aux nombreux documents publiés dans Khadidje Solh Mirzâyi (éd.), *ARIT*, 1382 (2003), par exemple pp. 123-126.

³²³⁹ Si le projet remonte à la veille de la Première Guerre mondiale, la question de son financement réapparaît au printemps 1925, avant que la crise commerciale soviéto-iranienne ne lui confère une actualité politique indiscutable. Laurence Paul Elwell-Sutton, *op.cit.*, 1944 (1941), pp. 92-93 ; Szczepan Lemańczyk, « The Transiranian Railway. History, Context and Consequences », *Middle Eastern Studies*, Vol. 49, No. 2, 2013, pp. 237-245.

³²⁴⁰ Pour l'usage du chemin de fer transiranien, à travers l'exemple des tirages de timbres, voir Roman Siebertz, « Depicting power: Reza Shah's rule, cabinet politics and the commemorative stamp set of 1935 », in Bianca Devos, Christopher Werner (dir.), *Culture and Cultural Politics under Reza Shah. The Pahlavi State, New Bourgeoisie, and the Creation of a Modern Society in Iran*, Londres-New York, Routledge, 2014, p. 163 et Id., *Die Briefmarken Irans als Mittel der Politischen Bildpropaganda*, Vienne, Verlag der Österreichischen

surcroît attribué l'intérêt du souverain dans la construction de ce chemin de fer aux importantes propriétés qu'il possède dans les provinces caspiennes, dont la production peut trouver de nouveaux débouchés³²⁴¹. Au cours des années 1930, l'impact du chemin de fer transiranien reste cependant plus symbolique que concret, car sa construction ne s'achève qu'en 1938-1939 et son exploitation ne devient significative qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale³²⁴². Si la Turquie ne dispose pas d'un projet aussi ambitieux, la construction ferroviaire en Anatolie orientale devient aussi une priorité du régime, pour mettre un terme au déséquilibre persistant avec l'Anatolie occidentale. En 1930, une ligne reliant la capitale à la ville de Sivas est achevée et l'objectif est fixé de l'étendre à la grande métropole de l'Est, Erzurum, toujours dépendante du transit transcaucasien³²⁴³. Le rythme de construction s'accélère très nettement en 1935, où on construit près de six cents kilomètres de chemin de fer en Turquie, contre deux mille entre 1924 et 1934 (*figure 114*)³²⁴⁴.

Les projets infrastructurels visant à désenclaver les régions frontalières et à les intégrer aux territoires étatiques s'étendent à la construction de routes, qui connaît un grand essor au début des années 1930. Au début des années 1930 est achevée une route reliant l'Azerbaïdjan iranien au nord de l'Irak, à travers la ville de Ravanduz. Le consul-général polonais à Tiflis, qui se rend sur place en 1931, attribue le lancement de la construction de cette route à la conjonction du règlement des différents frontaliers entre Turquie et Irak et à la crise commerciale de 1926³²⁴⁵. Les Britanniques soutiennent fortement cette entreprise, venant au secours du financement défectueux de la construction et confiant la réalisation des travaux entre 1928 et 1932 à l'ingénieur néo-zélandais Archibald Milne Hamilton, auteur de mémoires sur son expérience entre les Kurdistans iranien et irakien³²⁴⁶. Les représentants

Akademie der Wissenschaften, 2005, pp. 52-54 ; le correspondant de l'agence TASS à Téhéran, Pal'gunov, rapporte à ce propos un entretien avec Ali Soheili, vice-ministre des Transports : N.G. Pal'gunov, *op.cit.*, 1964, pp. 52-54.

³²⁴¹ Sur l'étendue des terres possédées par le shah au Gilan et au Mazandaran, voir le chapitre six « Riyâsat-e emlâk-e ekhtesâsî sâhelî ve farmândârî-e Gorgân » des mémoires précités d'Alî Akbar Derakhshânî, *op.cit.*, 1994, pp. 241-256 ; M. Reza Ghods, « Government and Society in Iran, 1926-1934 », *Middle Eastern Studies*, Vol. 27, No. 2, avril 1991, pp. 221.

³²⁴² Voir la démonstration de Patrick Clawson, « Knitting Iran together: the land transport revolution, 1920-1940 », *Iranian Studies*, Vol. 26, No. 3-4, 1993, pp. 235-250.

³²⁴³ Erdal Aydoğân, « Üçüncü Umumi Müfettişliği'nin Kurulması ve III. Umumî Müfettiş Tahsin Uzer'in Bazı Önemli Faaliyetleri », *Ankara Üniversitesi TİTE Atatürk Yolu Dergisi*, No. 33-34, mai-novembre 2004, p. 8.

³²⁴⁴ Rapport du consulat-général polonais à Istanbul au ministère des Affaires étrangères, 26 février 1935, AAN, f. 1190, t. 198, f. 42 ; selon d'autres chiffres, on a 963 kilomètres construits entre 1933 et 1938, contre 2.048 entre 1925 et 1933. Alev Gözcü, *op.cit.*, 2013, p. 330.

³²⁴⁵ Rapport du consul-général polonais à Tiflis à l'ambassade polonaise à Moscou, 11 septembre 1931, AAN, f. 1190, t. 198, f. 3.

³²⁴⁶ Celui-ci a retracé les aventures qui accompagnent la construction de cette route dans un ouvrage de souvenirs, *Road through Kurdistan. The Narrative of an Engineer in Iraq*, Londres, Faber & Faber Limited, 1958 (édition originale 1937).

étrangers dans la région soulignent l'importance de la route et sa capacité à réorienter la géographie économique de la région. Le consul-général polonais à Tiflis joint dans son rapport de septembre 1931 à ce sujet une carte représentant l'Azerbaïdjan iranien détaché du Caucase soviétique – qui n'est même plus représenté – mais relié à travers l'Irak et la Syrie à la Méditerranée (*figure 113*)³²⁴⁷.

Le « déficit d'attention » soviétique face à ces tentatives turques et iraniennes de desserrer les infrastructures d'une dépendance n'est pas total. Eux-mêmes multiplient les mesures pour améliorer la performance de leur système de transport au Caucase, car ils ont conscience des faibles performances de leur réseau ferroviaire périphérique, qui leur pose des problèmes dans leur développement économique interne³²⁴⁸. La connexion ferroviaire entre Russie et Transcaucasie est surchargée et vétuste, comme le notent les voyageurs de passage, tandis que l'interconnexion avec les compagnies maritimes à Batoumi et Bakou s'effectue de manière insatisfaisante³²⁴⁹. Les Soviétiques ouvrent au début des années 1930 une connexion directe entre Bakou et Djoulfa, qui permet d'intégrer les régions du Zangezour, en Arménie, et du Nakhitchevan, tout en détournant une partie du trafic intérieur qui sature la voie ferrée entre Batoumi et Bakou³²⁵⁰. De même, la construction d'une voie ferrée sur le littoral de la mer Noire à partir de 1935 constitue à la fois une intégration à l'échelle soviétique entre Russie méridionale et Transcaucasie, et un projet soutenu par le gouvernement géorgien car intégrant les républiques autonomes d'Adjarie et d'Abkhazie au reste de la Géorgie³²⁵¹. Cependant, l'investissement mis par les Soviétiques dans l'amélioration de leur réseau ferroviaire au Caucase apparaît plus comme un élément d'insertion de la région dans l'espace économique soviétique que comme un moyen de maintenir les flux de transit turcs et iraniens à travers celle-ci³²⁵².

³²⁴⁷ Rapport du consul-général polonais à Tiflis à l'ambassade polonaise à Moscou, 11 septembre 1931, AAN, f. 1190, t. 198, ff. 2, 4 et 9-11.

³²⁴⁸ Le commissariat aux voies de communication se trouve en crise sérieuse à partir de 1930 pour cette raison : Derek Watson, *op.cit.*, 1996, pp. 79-80.

³²⁴⁹ Rapport de voyage de Marsoni, membre du bureau d'information de l'ambassade italienne à Moscou, 7 juillet 1934, ASMAE, Affari Politici (1931-1945), b. URSS 12, fasc. 3 ; le commissariat au Commerce extérieur s'efforce de confier à la flotte soviétique l'intégralité du trafic de transit, pour ne pas à avoir à payer en devises les compagnies maritimes étrangères : lettre du commissariat à son plénipotentiaire au Caucase, 27 janvier 1930, SUI TSA, f. 736, op. 2, d. 97, l. 6 ; rapport de Tamarin à la Chambre de commerce orientale de Transcaucasie, décembre 1929, SShSA PA, f. 14, op. 3, d. 43, l. 220.

³²⁵⁰ Protocole de la commission spéciale du Comité central azéri consacrée au Nakhitchevan, 6 avril 1930, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 42, l. 154 ; décision du bureau du Comité central arménien, 1^{er} novembre 1932, HAA, f. 1, op. 12, d. 17, l. 32 ; sur les péripéties politiques de cette construction, voir Mary Kilbourne Matossian, *op.cit.*, 1962, pp. 123-125.

³²⁵¹ Décision du Comité régional du Parti approuvée par sondage, 5 mai 1935, SShSA PA, f. 13, op. 13, d. 5, ll. 129-130.

³²⁵² Le même constat vaut pour les travaux soviétiques en matière de routes. Le gouvernement de Transcaucasie prévoit en 1931 de faire construire 248 kilomètres de route dans les zones-frontières azéries, 654 kilomètres en

Les efforts entrepris pour préserver le transit commercial par le Caucase apparaissent donc peu efficaces. Le risque de perdre, à moyen terme, les ressources du transit persan et turc se fait de plus en plus clair au milieu des années 1930. Des négociations sont menées en 1931 avec l'administration persane du chemin de fer menant de la frontière soviétique à Tabriz, afin d'améliorer la coordination des services et de maintenir l'attractivité de la voie³²⁵³. Les rapports se multiplient en 1933-1934 sur les dysfonctionnements du transit. Une réunion des organes douaniers, commerciaux et administratifs caucasiens, en janvier 1933, constate que le transit entre le port de Batoumi et la frontière avec la Perse à Djoulfa ainsi qu'avec Bakou dure de huit à neuf jours, contre un temps normal qui devrait être de quatre jours³²⁵⁴. Ces problèmes s'accompagnent de conditions déplorables de stockage des marchandises, en particulier des denrées périssables ou précieuses, qui entraînent des gâchis considérables. L'attribution des responsabilités dans les retards et négligences s'accompagne de vifs conflits internes aux organes soviétiques. Les douanes rejettent vivement les accusations formulées par les institutions économiques et l'administration centrale des douanes de Transcaucasie envoie en septembre 1933 des consignes aux principales douanes pour consigner les raisons des retards relevant des autres institutions, afin d'éviter toute mise en cause³²⁵⁵. Dans l'ordre des priorités économiques du régime, la question du transit turc et iranien devient cependant de plus en plus secondaire, car elle apparaît comme un des visages d'une interdépendance frontalière problématique. La rupture avec les dépendances transfrontalières héritées des années 1920 devient l'objectif partagé des pouvoirs centraux.

b) Les désagréments de l'interdépendance

La volonté de réduire cette interdépendance s'observe à plusieurs échelles spatiales, politiques et économiques, mais aussi dans des domaines très divers. On peut reprendre l'exemple hydraulique, dont on a vu qu'il était un des signes de l'interdépendance entre le Caucase soviétique et ses voisins au cours des années 1920. Si les accords signés entre Turcs

Arménie et 454 en Géorgie. Plan du commissariat aux Finances de Transcaucasie, 30 avril 1931, SUIsA, f. 616, op. 1, d. 7, ll. 46-47 ; les investissements au Caucase sont sur ce point proches de ceux dans d'autres périphéries : en Carélie, le canal de mer Blanche joue ce rôle de connexion au centre : Nick Baron, *op.cit.*, 2007, pp. 138-139.

³²⁵³ Lettre du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères à la direction des chemins de fer de Transcaucasie, 16 septembre 1931, SUIsA, f. 639, op. 1, d. 157, l. 1.

³²⁵⁴ Protocole de session spéciale de la Chambre de commerce de Transcaucasie, 23 janvier 1933, SUIsA, f. 719, op. 1, d. 296, l. 1 ; en décembre de la même année, une autre source parle même de trajets atteignant onze jours pour le trajet Bakou-Batoumi et dix jours pour Batoumi-Djoulfa : lettre de la Chambre de commerce de Transcaucasie au département politique des chemins de fer de Transcaucasie, 7 décembre 1933, *Ibid.*, l. 78.

³²⁵⁵ Circulaire de l'administration des douanes de Transcaucasie aux douanes de Batoumi, Leninakan, Bakou et Djoulfa, 12 septembre 1933, SUIsA, f. 719, op. 1, d. 296, l. 58.

en janvier 1927 donnent naissance à une structure pérenne de coopération à travers la construction d'un barrage frontalier, le début des années 1930 correspond à des tentatives de part et d'autre de se libérer d'une dépendance contraignante. Du côté soviétique, la multiplication des projets d'irrigation sur l'axe frontalier de l'Arpaçay et de l'Araxe (*figure 115*) cède progressivement le pas à une volonté de rééquilibrage sur les ressources hydrauliques intérieures. A l'automne 1931, le Comité régional du Parti adopte ainsi une décision qui vise à utiliser les eaux intérieures du lac Sevan pour irriguer les steppes de Mil et du Moughan, en Azerbaïdjan. Cette décision fait suite à des débats administratifs entre partisans et opposants de négociations hydrauliques avec la Perse pour construire des barrages de retenue sur le cours moyen de l'Araxe. L'Autorité hydraulique de Transcaucasie vient de rendre un avis négatif sur cette possibilité, en soulignant la lenteur des négociations menées avec la Perse depuis la fin des années 1920 pour signer une convention hydraulique³²⁵⁶. Cet avis traduit le changement de la position des autorités caucasiennes depuis les années 1920.

Ce sont en effet elles qui ont demandé, à l'automne 1928, que des négociations soient ouvertes avec la Perse pour procéder à un partage des ressources hydrauliques de l'Araxe. Le commissariat aux Affaires étrangères moscovite s'est alors opposé à l'ouverture de ces négociations, pointant du doigt la difficulté d'obtenir un accord avantageux en raison du déséquilibre des intérêts en jeu. Le commissariat proposait de n'envoyer qu'une expédition scientifique et de repousser les négociations jusqu'à ce que des projets concrets de barrages et centrales à la frontière soient développés³²⁵⁷. Cette opposition mécontente les autorités caucasiennes, qui insistent sur la nécessité de développer un accord de principe : l'approche qu'elles développent est fondamentalement régionale, puisqu'elles insistent sur la nécessité de prendre en compte dans leurs interrelations les accords avec les Persans et ceux avec les Turcs. Le chef de l'Autorité hydraulique de Transcaucasie, Parzjan, fait ainsi remarquer que les négociations avec la Perse doivent servir aussi à préciser les termes de l'accord de Kars en matière de répartition des volumes d'eau, les prélèvements en amont ayant un impact sur les quantités disponibles en aval³²⁵⁸. Face au retard de ces négociations, l'Autorité décide de modifier sa stratégie et de se pencher sur des projets hydrauliques intérieurs. Lorsque des

³²⁵⁶ Note du Conseil économique de Transcaucasie au Comité régional du Parti, 6 septembre 1931, HAA, f. 1, op. 11, d. 39, ll. 47-49 ; l'exploitation agricole des eaux du lac Sevan commence vers 1933 : Claire Mouradian, *op.cit.*, 1990, p. 116.

³²⁵⁷ Lettre du commissariat aux Affaires étrangères au plénipotentiaire du commissariat en Transcaucasie, 18 avril 1929, SUI TSA, f. 616, op. 1, d. 6, l. 284.

³²⁵⁸ Lettre de Parzjan, directeur du *Zakvodkhoz*, au plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères en Transcaucasie, 7 mars 1929, SUI TSA, f. 616, op. 1, d. 6, l. 290.

négociations commencent finalement au printemps 1930 avec la Perse, elle n'y accorde plus la même importance³²⁵⁹.

Turcs et Iraniens craignent aussi que les projets d'infrastructures soviétiques à la frontière ne soient des outils d'influence et tentent d'en limiter la portée. La nature politique du rejet des négociations par les Iraniens est notée en 1931-1932 par le plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères au Caucase, Oustinov, qui rapporte que « les Persans font semblant de n'avoir absolument aucun besoin d'utiliser les eaux du fleuve Araxe³²⁶⁰ ». La faible population des zones-frontières turques et iraniennes et leur peuplement partiel par des nomades jusqu'au début des années 1930 confèrent à la question de l'irrigation une portée plus limitée que du côté soviétique, où les plaines arméniennes et azéries sont très peuplées. Mais les politiques de sédentarisation progressivement appliquées par ces Etats s'accompagnent d'un intérêt croissant pour l'exploitation agricole des terres frontalières et le recours à l'irrigation. A la frontière turco-soviétique, l'inauguration du barrage de Sardarapat, les 29-30 novembre 1930, donne lieu à de grandes festivités organisées par la république d'Arménie, qui accueille une délégation turque, présidée par le gouverneur de Kars³²⁶¹. La mise en activité du barrage ne profite cependant pas encore aux Turcs. L'accord de janvier 1927 sur le barrage prévoit la possibilité pour la Turquie d'utiliser la moitié de l'eau du barrage, à condition qu'elle « s'engage à participer aux frais de construction du barrage de Sardarapat, proportionnellement à la quantité de l'eau utilisée et à l'intérêt économique que ce barrage accorde aux deux parties³²⁶² ». Cela suppose surtout de mettre en place, dans la vallée d'Iğdır, un système d'irrigation qui compense les obstacles topographiques au prélèvement d'eau depuis la berge turc³²⁶³.

Dans le cadre de la politique de développement économique et de sédentarisation, les autorités turques semblent décidées à trouver les fonds nécessaires à l'application de l'accord et à la réalisation de ces travaux³²⁶⁴. Ils envoient à la mi-juin 1931 une délégation auprès de

³²⁵⁹ Cela n'empêche pas le gouvernement de Transcaucasie de suivre les négociations avec la Perse. Protocole de session exécutive du conseil des commissaires du Peuple de Transcaucasie, 21 juin 1930, SUITSa, f. 616, op. 1, d. 6, l. 260 ; décision du Comité régional du Parti, 24/25 mai 1931, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 7, l. 50.

³²⁶⁰ Lettre d'Ustinov au secrétaire de l'ambassade soviétique à Téhéran, Einhorn, 23 février 1932, SShSA PA, f. 13, op. 10, d. 63, l. 4.

³²⁶¹ Rapport du ministre de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, 8 décembre 1930, BCA, 30.10.0.0/248.675.29 ; lettre de l'*Armvodkhoz* au conseil des commissaires du peuple d'Arménie, HAA, f. 113, op. 3, d. 921, l. 12.

³²⁶² Texte français du protocole additionnel relatif au barrage de Sardarapat, 8 janvier 1927, GARF, f. P5446, op. 8, d. 276, ll. 16-17.

³²⁶³ Le barrage est en effet séparé de la plaine par une colline, ce qui suppose des travaux d'ingénierie hydraulique pour construire un tunnel. Sadık Atak, *Doğunun kapısı Kars*, Kars, Ibrahim Horoz Matbaası, 1946, p. 60.

³²⁶⁴ « Erivanda Türk mühendisleri », *Cumhuriyet*, 6 juillet 1929, p. 3.

leurs homologues soviétiques, présidée par un expert hollandais travaillant pour l'administration turque des communications et transports. L'objectif annoncé de la délégation est de prendre connaissance des moyens d'irrigation appliqués par les Soviétiques de leur côté, afin de s'en inspirer éventuellement. On pourrait s'attendre à ce que les autorités soviétiques encouragent cette exploitation, qui leur permettrait de recevoir de la Turquie l'argent prévu par le traité de 1927. Mais l'administration hydraulique arménienne perçoit ces projets comme un danger, en raison des énormes besoins en eau de l'Arménie, que pourrait menacer la Turquie si elle décidait d'utiliser ses quotas. Les officiels arméniens qui reçoivent la délégation se concertent pour jouer une véritable comédie aux Turcs, visant à les dissuader de lancer leurs travaux d'irrigation³²⁶⁵. L'expert hollandais, un certain Pilano [sic], attire particulièrement l'attention, car les Soviétiques le soupçonnent d'être intéressé à double titre :

« Nous supposons que monsieur Pilano était peut-être le représentant de quelque société concessionnaire et qu'il convenait de lui faire voir les difficultés considérables qui existaient de notre côté [du fleuve] en raison des caractéristiques topologiques : la salinisation, les marécages malsains, etc. ce qui, du fait que la vallée d'Iğdır située de leur côté de l'Araxe a les mêmes propriétés, devait l'effrayer³²⁶⁶. »

Les fonctionnaires soviétiques se livrent ainsi à un concert de lamentations sur les difficultés de l'irrigation dans les terres frontalières de l'Araxe. Ils ne manquent pas non plus d'enchérir lorsque les Turcs mentionnent les difficultés associées à l'irrigation de la vallée d'Iğdır, du fait de son enclavement et de son éloignement des cœurs économiques de la Turquie³²⁶⁷.

Un rapport rédigé après la Seconde Guerre mondiale par le consul britannique à Trabzon, Vorley Harris, permet de mieux comprendre les articulations temporelles du processus. Harris souligne que les Turcs procèdent de 1929 à 1931 aux travaux nécessaires pour assurer l'acheminement de l'eau vers la vallée d'Iğdır. D'après le consul, les premiers tests de mise en eau révèle que les canaux construits ont été mal conçus et débordent lorsque les écluses sont ouvertes, faisant courir un risque d'inondation à la vallée³²⁶⁸. Des tactiques appliquées en juin 1931 par les Soviétiques, on peut déduire qu'un tel échec n'est pas pour leur déplaire. Cependant, ils se heurtent ici à l'interdépendance persistante entre les deux rives

³²⁶⁵ Rapport de l'ingénieur hydraulique Oganezov de l'*Armvodkhoz*, 27 juin 1931, HAA, f. 113, op. 3, d. 921, ll. 22-23.

³²⁶⁶ *Ibid.*, l. 24.

³²⁶⁷ *Ibid.*, l. 25.

³²⁶⁸ Rapport non daté sur le barrage de Sardarapat, dans Christopher Harris (éd.), *The Reports of the Last British Consul in Trabzon*, Istanbul, The Isis Press, 2005, pp. 156-157.

dans l'exploitation du barrage, car l'abandon des projets d'irrigation autour d'Iğdır fait peser le risque d'un arrêt de l'entretien des berges turques. Or, l'exploitation soviétique ne peut être totale qu'avec la mise en œuvre de mesures complémentaires pour assurer la résistance du lac de retenue : lors d'une inspection commune, les ingénieurs Oganezov et Niyazi Bey constatent que les travaux de renforcement de la berge turque en aval du barrage sont totalement inachevés, ce qui fait peser un risque d'emportement en cas de crue. Les Soviétiques ne peuvent dès lors poursuivre leur stratégie et doivent à nouveau inciter les Turcs à réinvestir dans la région. Ils proposent pour cela de prendre à la charge de l'Administration hydraulique arménienne le coût financier de ces travaux³²⁶⁹. Les négociations menées par les commissaires frontaliers et les experts hydrauliques permettent d'établir des mécanismes de coopération sur ce point. L'importance de cette coopération est soulignée par l'agent du NKID à Erevan, Nejmark, « un tiers du coton cultivé en Arménie est irrigué par le barrage de Sardarapat » et l'achèvement des capacités du barrage permettrait de transformer le sec plateau arménien en « jardin luxuriant³²⁷⁰ ».

A l'été 1935, İsmet İnönü s'entretient avec les autorités hydrauliques arméniennes, lors d'un passage à la frontière, et souligne dans son journal l'importance de relancer la construction des infrastructures d'irrigation du côté turc³²⁷¹. Le remplacement des petits canaux locaux d'irrigation grâce à une co-exploitation du barrage est fortement soutenu par les experts du ministère des Travaux publics³²⁷². La Turquie sollicite l'aide technique de l'URSS pour réaliser les travaux de mise aux normes techniques des canaux turcs, mais les Soviétiques rappellent que l'ouverture de l'irrigation du côté turc est conditionnée au paiement par Ankara de la moitié des frais engagés pour la construction du barrage, ainsi que de la maîtrise d'ouvrage des tunnels d'irrigation. L'URSS exige près de 6,7 millions de roubles pour y procéder³²⁷³. Des désaccords sur le calcul de ces coûts ralentissent le règlement de la question et le projet est finalement abandonné à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale³²⁷⁴. L'interdépendance frontalière apparaît donc, dans l'exemple hydraulique, comme de plus en plus subie et indésirable. Elle entraîne une série de mesures destinées à

³²⁶⁹ Protocole de la commission frontalière tenue entre les commissaires frontaliers de Erevan-Echmiadzin (côté soviétique) et Kızılçakçak-Iğdır (côté turc), 16 avril 1932, HAA, f. 113, op. 3, d. 1505, l. 4.

³²⁷⁰ Lettre de l'agent diplomatique à Erevan au Département oriental du NKID, 5 janvier 1934, HAA, f. 113, op. 3, d. 1505, l. 2.

³²⁷¹ Entrée du 17 juillet 1935, İsmet İnönü, *op.cit.*, 2001, p. 174.

³²⁷² Rapport de la direction-générale des Eaux du ministère des Travaux publics, 18 octobre 1935, BCA, 30.10.0/158.110.2.

³²⁷³ Protocole de réunion interne d'*Eskportstroj*, 4 novembre 1937, RGAE, f. 7297, op. 38, d. 309, l. 166.

³²⁷⁴ Mecit Hun, « Iğdır Ovasının Sulanması Projesi », *Pamukova*, 14 mars 1955, reproduit dans Mücahit Özden Hun (éd.), *Iğdır sevdası, C. III*, Ankara, pas d'éditeur, 2002, p. 408 ; Christopher Harris (éd.), *op.cit.*, 2005, p. 157.

encadrer au maximum l'interdépendance : la frontière et ses lieux ne suffisent plus à nourrir une interaction.

a) *Les non-lieux d'un commerce silencieux*

Les lieux de l'interaction frontalière sont divers et recouvrent aussi bien le barrage de Sardarapat que les postes frontaliers et d'autres espaces, situés hors du tracé frontaliers, qui se répartissent à travers les confins dans des géographies complexes. Les grandes villes des confins soviétiques, turcs et iraniens demeurent encore des lieux d'échange culturel et commercial, mais leur déclin est rapide et fait basculer vers d'autres espaces les fonctions de connexion et d'interaction. De passage à Batoumi en 1930, la voyageuse Ella Maillart constate la torpeur qui règne dans la ville, bien loin de l'activité bouillonnante qu'elle s'imaginait :

« Au bazar, seuls des melons d'eau envahissent les étalages. Déception : au point de contact de la Turquie et de la Géorgie, de l'Arménie et de la Perse proche, j'espérais trouver un bazar digne des Mille et une Nuits ! Sinistre littérature, comment pourrais-je vomir d'un coup ton fatras³²⁷⁵ ! »

Batoumi et Poti, « dont les ports assuraient un grand trafic commercial, semblent désormais villes mortes », peut écrire en février 1931 le consul-général italien à Tiflis³²⁷⁶. Ce même consul-général fait un constat plus sombre encore à Bakou, quatre ans, plus tard. Il n'y trouve plus rien de l'agitation commerciale et maritime qui caractérisait le grand port caspien et sa population bigarrée. Depuis la disparition de la foire commerciale et la fermeture de nombre des institutions commerciales présentes dans la ville, celle-ci a perdu son rang de « grand emporium de transit pour les biens à destination de la Perse et de l'Asie centrale ». Seul le commerce du pétrole se maintient mais, passé entièrement aux mains des combinats d'Etat, il s'est réduit à un commerce de masse et impersonnel³²⁷⁷.

Où se déroulent, dès lors, les échanges commerciaux et comment sont-ils menés ? Depuis le règlement de la crise frontalière de 1926-1927, les Soviétiques encouragent leur déplacement vers des lieux spéciaux, proches de la frontière et situés à l'écart des espaces

³²⁷⁵ Ella Maillart, *Parmi la jeunesse russe. De Moscou au Caucase*, Paris, Fasquelle, 1932, p. 198.

³²⁷⁶ Le consul-général italien écrit que les deux ports. Rapport du consul-général italien à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 12 février 1931, ASMAE, Affari Politici, 1931-1945, URSS, b. 1.

³²⁷⁷ Il conclut : « La crise mondiale et le régime soviétique ont tout détruit, tandis que la Perse pourvoit par d'autres moyens à ses besoins ». Rapport du consul-général italien à Tiflis à l'ambassadeur à Moscou, 27 mars 1934, ASMAE, Affari Politici (1931-1945), b. URSS 13, fasc. 3.

urbains. Ces « bases d'exportation », pour les appeler par leur nom officiel, consistent essentiellement en un périmètre d'entrepôts et de locaux commerciaux où doivent être concentrées les marchandises en transit et où se signent les contrats avec les marchands étrangers. Ceux-ci n'y viennent en principe que pour des durées réduites et la base a vocation à résumer leur voyage sur le sol soviétique. A la frontière turque, les principales bases d'exportation se trouvent à proximité des villes d'Akhalsikhe et Leninakan, ainsi que dans la localité de Markara qui fait face à la bourgade turque d'Iğdir. Sur la frontière persane, Djoulfa est la base la plus importante. Afin de permettre les échanges maritimes, deux bases sont également implantées dans des secteurs spéciaux des ports de Bakou et Batoumi. Officiellement, l'objectif de ces bases est de faciliter les opérations des marchands étrangers, en concentrant l'ensemble des services indispensables dans des lieux uniques. Si tel est l'objectif, sa réalisation laisse nettement à désirer au début des années 1930 : les bases ne satisfont pas la demande des marchands frontaliers, qui n'y trouvent pas les produits manufacturés et alimentaires qu'ils souhaitent et ne peuvent choisir librement les quantités qu'ils achètent³²⁷⁸. Les bases ne proposent souvent pas les services les plus élémentaires, comme des possibilités d'hébergement ou de restauration, en dépit de directives venant des plus hautes autorités³²⁷⁹.

Plus qu'à une amélioration des conditions commerciales de l'échange, c'est à une réduction de l'interaction frontalière que semblent conduire ces nouveaux lieux. Lieux ou « non-lieux », pour reprendre la catégorie de Marc Augé qui les oppose aux « lieux anthropologiques ». Là où « les lieux anthropologiques créent du social organique, les non-lieux créent de la contractualité solitaire³²⁸⁰ ». Ces non-lieux se proposent bien de remplacer l'interaction sociale des espaces frontaliers, en particulier dans son épaisseur spatiale, par une relation ponctuelle et désencastrée. Ils contribuent à la production d'un véritable « commerce silencieux ». Le terme, emprunté à un ouvrage de l'historien britannique Philip James Hamilton Grierson, renvoie au problème de l'existence de formes commerciales déliées de toute interaction sociale³²⁸¹. Grierson s'appuie sur une anecdote rapportée par Hérodote, selon laquelle les Carthaginois commercent avec des peuples habitant au-delà des colonnes d'Hercule par une curieuse méthode, excluant toute interaction directe : les Carthaginois laissent leurs produits sur la berge et se retirent, pour que les indigènes viennent à leur tour prendre les

³²⁷⁸ Lettre du commissariat au Commerce extérieur au plénipotentiaire spécial pour le commerce avec la Perse, 30 novembre 1929, SUI TSA, f. 736, op. 2, d. 82, l. 195, voir aussi l. 199.

³²⁷⁹ Décision du bureau du Comité central géorgien, 7 octobre 1931, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 3, l. 87.

³²⁸⁰ Marc Augé, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 119.

³²⁸¹ Philip James Hamilton Grierson, *The Silent Trade. A Contribution to the Early History of Human Intercourse*, Edimbourg, William Green & Sons, 1903.

marchandises et déposer leur propres productions³²⁸². L'existence réelle de telles formes commerciales reste disputée et a connu des explications diverses, allant des barrières linguistiques aux tabous pesant sur les relations avec l'étranger³²⁸³. Le rapprochement entre le commerce carthaginois et celui de la frontière caucasienne au début des années 1930 peut sembler étonnant, mais recèle en réalité des proximités liées aux conceptions du commerce et de sa publicité. Les configurations spatiales de l'échange à la frontière doivent en effet être rapprochées d'une évolution des conceptions générales du commerce comme secret.

Dans un article sur la circulation de l'information et les degrés de confidentialité bureaucratique dans l'administration soviétique, Jonathan Bone soulignait que les décisions relatives au commerce extérieur recevaient systématiquement le plus haut niveau de confidentialité. Au Politburo moscovite, elles ne figurent pas dans les relevés de décision normaux, mais se trouvent classées avec d'autres affaires sensibles dans les « dossiers spéciaux³²⁸⁴ ». Cette classification est reproduite aux différents niveaux de l'appareil du Parti et de l'Etat soviétiques. C'est dans une série de dossiers à la couverture écarlate, soigneusement distingués des archives normales, que sont conservées les décisions du Comité régional du Parti de Transcaucasie qui se rapporte au commerce extérieur à partir de la fin des années 1920. Elles y figurent aux côtés d'autres décisions concernant les relations frontalières et, avant tout, la répression politique. Le début des années 1930 voit une évolution double, par laquelle l'Etat soviétique intensifie sa production centralisée de statistiques, tout en réduisant drastiquement leur publicité. Le secret associé aux statistiques du commerce ne constitue certes pas une nouveauté, car leur naissance même, aux XVII^e-XVIII^e siècles, est liée à l'idée d'utilisation politique et diplomatique. En France, écrivent Loïc Charles et Guillaume Daudin, les statistiques produites par le Bureau de la balance du commerce créé en 1713 restent secrètes car « il n'était en effet pas question d'informer les concurrents politiques du roi de France de la santé de son économie³²⁸⁵ ». Réduire l'interaction humaine et les risques de fuite

³²⁸² Pour une approche critique du récit d'Hérodote, voir P.F. de Moraes Farias, « Silent Trade : Myth and Historical Evidence », *History in Africa*, Vol. 1, 1974, pp. 9-24.

³²⁸³ Un résumé de ces approches dans Fernando López Pardo, « Del mercado invisible (Comercio silencioso) a las Factorías-Fortaleza punicas en la costa atlántica africana », in Pilar Fernández Uriel, Carlos González Wagner, Fernando López Pardo (dir.), *Intercambio y comercio preclásico en el Mediterráneo*, Madrid, Centro de Estudios Fenicios y Púnicos, 2000, pp. 215-217.

³²⁸⁴ Jonathan Bone, « Soviet controls on the circulation of information in the 1920s and 1930s », *Cahiers du monde russe*, Vol. 40, No. 1-2, 1999, pp. 76-77.

³²⁸⁵ Loïc Charles, Guillaume Daudin, « La collecte du chiffre au XVIII^e siècle. Le bureau de la balance du commerce et la production des données sur le commerce extérieur de la France », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Vol. 58, No. 1, 2011, p. 129 ; sur le secret des statistiques, voir aussi Michel Foucault. *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 2004, pp. 280-281.

d'information sur la santé économique du régime communiste, tels semblent bien être les objectifs des non-lieux du commerce frontalier.

On touche en effet, avec le commerce frontalier caucasien, au cœur des difficultés de l'économie soviétique dans les années du premier plan quinquennal. La place prise par les importations de produits agricoles et animaliers augmente rapidement à partir de 1929. Cette hausse est directement liée aux résultats désastreux de la collectivisation dans la région et à l'effondrement du cheptel. Dans la région d'Aparan, en Arménie, le bétail à cornes possédé par la population kurde tombe de vingt-six à dix-huit mille têtes entre 1929 et 1934, tandis que le petit bétail passe de soixante-et-onze à quarante-cinq mille têtes dans la même période³²⁸⁶. Abattage des bêtes par les paysans et fuite d'une partie du cheptel vers l'étranger sont les principaux responsables de cette chute dramatique, qui cause dès 1930 des difficultés d'approvisionnement³²⁸⁷. Alors que les récoltes se détériorent aussi, les tensions alimentaires et les difficultés de fourniture pour certains secteurs industriels utilisant des matières premières animales contraignent les autorités caucasiennes à lancer un programme d'importations depuis les régions frontalières de la Turquie et de l'Iran³²⁸⁸. Faute de contrôle sur les devises, le Comité régional du Parti ne peut plus décider directement de telles importations, mais sollicite l'octroi de fonds spéciaux pour y procéder.

Pour l'année 1932, les autorités caucasiennes développent un plan d'importation destiné à compenser l'insuffisance des ressources locales. Sur les 45.000 tonnes de viande nécessaires à la région, la production régionale ne fournit que 20.700 tonnes. Le déficit est donc compensé par des achats massifs dans les territoires limitrophes, qui font venir 6.600 tonnes de Perse et 7.600 de Turquie³²⁸⁹. Aux achats de bétail et de viande s'ajoutent des commandes massives de céréales, alors que l'URSS était traditionnellement exportatrice en la matière. L'attention des autorités persanes et des diplomates étrangers est attirée par l'ampleur des achats auxquels procèdent les organes caucasiens sur place. L'Azerbaïdjan iranien exporte près de 20.000 tonnes de blé et du bétail à hauteur de deux millions de rials entre la fin de mars et août 1932³²⁹⁰. La fébrilité des dirigeants soviétiques est palpable au fil

³²⁸⁶ S.A. Hambarjan, *op.cit.*, 1957, p. 28.

³²⁸⁷ Des directives draconiennes sont données aux parquets républicains pour agir contre l'abattage de bétail : note du procureur de Transcaucasie, Khudadatov, aux procureurs républicains, 14 mai 1929, SUITSa, f. 633, op. 1, d. 209, l. 3 ; la chute du cheptel commence dès l'année 1929, lorsque l'abattage de bétail par les paysans pour échapper aux réquisitions et les épizooties prélèvent un lourd tribut : plan opérationnel de développement de l'élevage, discuté par le Comité central arménien le 11 février 1930, HAA, f. 1, op. 10, d. 16, l. 46.

³²⁸⁸ Décision du bureau du Comité régional du Parti de Transcaucasie, 29 janvier 1931, SShSA PA, f. 13, op. 9, d. 9, l. 34 ; décision secrète du bureau du Comité régional du Parti, 12 mai 1931, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 7, l. 51.

³²⁸⁹ Décision secrète du bureau du Comité régional du Parti, 25 janvier 1932, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 7, l. 151.

³²⁹⁰ Rapport d'information de M. Hoare à John Simon, 26 août 1932, TNA, FO 416/91.

des décisions qui insistent sur l'exécution de ces plans d'importation. Au début de juin, le Comité régional du Parti ordonne de faire passer les importations de céréales pour l'année depuis l'Iran de 25.000 à 41.000 tonnes³²⁹¹. Pour satisfaire ces demandes, les organismes commerciaux soviétiques recourent à l'achat de céréales de moins bonne qualité, de farines mélangées, mais aussi de bétail contaminé par la fièvre aphteuse³²⁹².

Ces importations agricoles traduisent une vulnérabilité du régime soviétique, que le secret doit aider à dissimuler : les directives envoyées aux bases d'exportation et aux institutions commerciales qui y sont représentées insistent sur la nécessité de conserver une confidentialité absolue sur les besoins soviétiques en matière d'importations. La principale crainte réside dans la possibilité d'une spéculation des marchands frontaliers turcs et iraniens. Ceux-ci font preuve de velléités croissantes à s'organiser pour contrer les manœuvres des autorités soviétiques, expertes à jouer de leurs divisions³²⁹³. Les autorités kémalistes encouragent en 1930 cette organisation des marchands, afin de renforcer leur position de négociation. Dans la province de Kars, une société est créée pour regrouper les principaux marchands et exportateurs, mais l'expérience ne s'avère pas très concluante³²⁹⁴. Avec la crise agricole soviétique de 1932, les marchands turcs font cependant bloc pour obtenir une hausse des prix d'achat. A la fin de mai, les agents du *Zakgostorg* à la frontière informent que les Turcs refusent de vendre leur grain au prix de soixante-quinze piastres par livre, comme le proposent les Soviétiques. Un seul marchand, un certain Haydar Mehmet Oğlu, accepte de vendre sous ce prix, à condition d'être payé en devises ou en produits manufacturés de son choix³²⁹⁵. En dépit de négociations quotidiennes, les marchands turcs se montrent intraitables et les Soviétiques soupçonnent les autorités locales de les soutenir pour faire monter les prix. A l'été 1932, le chargé d'affaires à Ankara se plaint au ministre Şükrü Kaya de l'attitude de ces autorités provinciales, en dénonçant leur obstruction³²⁹⁶.

³²⁹¹ Les chiffres sont donnés en *pouds*, soit respectivement 1,5 et 2,5 millions de *pouds*. Décision secrète du présidium du Comité régional du Parti, 5 juin 1932, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 4, l. 172.

³²⁹² Décision secrète du bureau du Comité régional du Parti, 7 juillet 1932, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 4, l. 182.

³²⁹³ L'agent du *Zakgostorg* à Markara reçoit dès l'automne 1926 l'ordre de prendre à part les marchands pour signer ses contrats et effectuer les paiements, afin de morceler leur capacité d'information. Lettre du *Zakgostorg* à sa filiale de Markara, 28 septembre 1926, SUITSa, f. 744, op. 1, d. 1133, l. 1.

³²⁹⁴ Le Parti républicain du Peuple est directement impliqué dans cette création, qui fait suite à une première tentative infructueuse dans les années 1920 : lettre de l'inspecteur régional du Parti, Esat Bey [Uras], au secrétariat-général, 14 août 1930, BCA, 490.1.0.0/1454.33.2.

³²⁹⁵ Lettre de la filiale du *Zakgostorg* à Markara au directoire de la société, 26 mai 1932, SUITSa, f. 744, op. 1, d. 2258, l. 19.

³²⁹⁶ Lettre du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères en Transcaucasie au Comité régional du Parti, SShSA PA, f. 13, op. 10, d. 63, l. 14 ; lettre de la filiale du *Zakgostorg* à Markara au directoire de la société, 21 juillet 1932, SUITSa, f. 744, op. 1, d. 2258, l. 67.

La crise de l'intermédiation est donc crise des lieux autant que des individus et institutions de l'espace frontalier. Les bases frontalières deviennent le seul horizon de marchands qui franchissent de moins en moins la frontière. A Markara, on en vient à effectuer les échanges sur le pont, entre les deux postes frontaliers³²⁹⁷. La réduction des circulations est d'autant plus rapide et sensible que les autorités turques ne voient pas d'un mauvais œil l'arrêt des séjours de leurs marchands sur le sol soviétique : la constitution d'une « zone neutre » pour mener le commerce constitue dès 1931 un objectif explicite du ministère de l'Intérieur³²⁹⁸. Les marchands turcs ne se rendent ainsi plus qu'exceptionnellement dans les villes de l'intérieur, se limitant pour l'essentiel aux bases frontalières. A partir de 1934-1935, des consignes de plus en plus strictes sont données aux employés soviétiques pour qu'ils évitent toute discussion avec les marchands étrangers : une commission spéciale du gouvernement de Transcaucasie ordonne en novembre 1935 aux employés chargés de l'approvisionnement en viande de ne rien communiquer « qui pourrait être utilisé par les fournisseurs de viande [turcs] contre l'Union soviétique³²⁹⁹ ». L'année 1937 marque une rupture observable sur l'ensemble de la frontière en matière d'échange, puisqu'elle voit l'aboutissement définitif de ces mesures, avec l'interdiction pour les marchands étrangers d'entrer sur le sol soviétique. Le décret du 16 juillet 1937 concernant la zone interdite à la frontière avec l'Iran, qui prévoit dans son point 5 un dépôt obligatoire par les marchands étrangers de leur bétail dans les points frontaliers³³⁰⁰. Ce désencastrement s'achève au même moment à la frontière turco-soviétique : plusieurs lois et décrets sont adoptés en 1936-1937 par le gouvernement turc pour créer une Union des exportateurs de bétail, basée à Kars, qui devient l'intermédiaire obligatoire pour les échanges avec l'URSS. Cette Union a pour objectif de faire remonter les prix, en unifiant enfin les acteurs turcs, et a des résultats positifs sur un plan économique, mais elle contribue directement à la réduction de l'interaction³³⁰¹. L'année suivante, seules les représentations commerciales soviétiques à Kars et Istanbul sont

³²⁹⁷ Ce pont est détruit en 1947, dans une explosion qui pourrait n'être pas totalement accidentelle. Christopher Harris (éd.), *op.cit.*, 2005, p. 153.

³²⁹⁸ Le chef de la douane de Markara, en Arménie soviétique, rapporte ainsi les mesures prises par le *kaymakam* (sous-préfet) frontalier pour contraindre les marchands à mener leurs transactions sur le sol turc ou bien sur la frontière elle-même. Rapport du chef de la douane de Markara à l'administration centrale des douanes de Transcaucasie, 13 février 1929, SUIsA, f. 736, op. 2, d. 46, l. 253 ; note de la direction-générale de la Sûreté turque à la présidence du Conseil, 16 avril 1931, BCA, 30.10.0.0/248.676.4.

³²⁹⁹ Protocole de la commission spéciale sur l'approvisionnement en bétail auprès du gouvernement de Transcaucasie, 3 novembre 1935, SUIsA, f. 735, op. 1, d. 2715, l. 25.

³³⁰⁰ Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 253.

³³⁰¹ Décret du conseil des ministres turc, 16 juillet 1937, BCA, 30.18.1.2/77.65.9 ; il me semble que c'est à cette disparition de l'interaction, et non à une disparition du commerce en tant que tel, que fait référence Mecit Hun, « Doğudan Sovyetlere Hayvan Ihracı Zarar Değil, Fayda Getirecektir », *Pamukova*, 20 août 1954, reproduit dans Mûcahit Özden Hun (éd.), *op.cit.*, 2002, pp. 291-292.

maintenues et le commerce apparaît définitivement disjoint de l'idée d'une interactions entre les sociétés frontalières³³⁰². L'approche spatiale confirme bien, à plusieurs échelles et selon des logiques à la fois localisées et de réseau, que la frontière n'apparaît plus comme une interface privilégiée d'échange économique.

4. Nature et rupture

La crise de la médiation caucasienne frappe directement les formes de coopération qui ont été décrites précédemment et constituaient le cœur des diplomaties frontalières des années 1920, en particulier les questions environnementales et sanitaires. Les zones-frontières apparaissent de plus en plus comme des lieux de fermeture et non de déploiement de collaboration interétatique. Cette coopération se fait centralisée dans ses formes et dépasse l'horizon limité des zones-frontières, esquissant ce qui deviendra après la Seconde Guerre mondiale une forme de politique d'aide au développement au Tiers Monde. Née comme politique frontalière, elle s'en émancipe au cours des années 1930.

a) Egaux et séparés : l'évolution des environnements frontaliers

L'histoire environnementale offre fréquemment des approches inattendues sur les phénomènes de l'histoire politique et sociale auxquels elle contribue : la rupture de l'interaction frontalière au Caucase a ainsi des effets directs sur les systèmes agricoles frontaliers, qui se recomposent et renouvellent les paysages de la région. L'observation des effets frontaliers sur l'agriculture et les évolutions environnementales constitue un champ en plein essor. Au Caucase même, les agronomes russes observent depuis le début du XX^e siècle les conséquences des déplacements frontaliers sur les évolutions des lignes de culture, constatant des déplacements d'espèces associés au nouveau peuplement depuis les années 1880³³⁰³. A partir du début des années 1930, la transformation des cultures dans les terres frontalières apparaît comme une traduction directe de la fermeture frontalière et de la rupture de relations économiques régionales. Cette évolution s'inscrit dans la continuité des tentatives de défaire l'interdépendance et de parvenir à des formes d'autarcie. On observe en effet la disparition d'un système de complémentarité transfrontalière dans les productions au profit de

³³⁰² Décret du conseil des ministres turc, 21 avril 1938, approuvant le traité commercial turco-soviétique, BCA, 30.18.1.2/83.33.12.

³³⁰³ Pour le littoral de la mer Noire, voir S.N. Timofeev, « Sel'sko-Khozjajstvennyj ocherk Batuma i ego okrestnostej », in *Batum i ego okrestnosti...*, 1906, pp. 223-246.

développements agricoles séparés, orientés vers les marchés nationaux ou vers les marchés internationaux extérieurs. L'agriculture traduit alors directement les nouvelles logiques à l'œuvre dans la région. La quête de l'autosuffisance et de l'indépendance s'observe sur le sol même des zones-frontières. Comme on l'a noté précédemment, cette évolution s'accompagne d'une transformation des rapports de force politiques entre centres et périphéries, ainsi qu'entre élites des zones-frontières elles-mêmes.

L'évolution est la plus frappante en Union soviétique, où se développe au cours du premier plan quinquennal un discours de l'autosuffisance. Il s'agit de fournir aux nouvelles branches de l'industrie soviétique les matières premières agricoles dont elles ont besoin, à commencer par des produits comme le latex, certains types de bois, des fibres textiles, des plantes, que l'URSS doit jusqu'alors importer de l'étranger. La critique de ces importations devient de plus en plus forte au début du plan quinquennal et de la collectivisation. Le vice-président du gouvernement soviétique, Andrej Lezhava, déclare au Comité exécutif central de l'Union, à l'été 1929, que le pays importe pour soixante-dix-sept millions de roubles-or de matières premières, dont vingt-quatre pour le seul caoutchouc et de vingt-cinq à trente pour le thé³³⁰⁴. Une série de mesures destinées à substituer des productions locales aux importations est adoptée à partir de ce moment. Une des principales difficultés réside cependant dans le constat que le territoire soviétique ne se prête guère à la culture des produits importés, essentiellement cultivés dans des zones tropicales et le plus souvent dans des colonies. En dépit de cette difficulté, les experts et savants soviétiques développent un discours relatif à ce qu'ils nomment les « zones subtropicales » de Transcaucasie et d'Asie centrale³³⁰⁵. Il s'agit de réorienter les zones les plus méridionales d'URSS, en particulier sur les littoraux de la mer Noire et de la Caspienne et dans certaines vallées d'Asie centrale, vers la production des matières premières qui ne doivent plus être importées.

Si ce programme répond à certains objectifs industriels et à la nécessité de réduire les importations à toute force, il correspond aussi à la restauration d'un imaginaire spatial et impérial en URSS à la fin des années 1920. L'agronomie coloniale constitue un domaine en plein essor dans l'entre-deux-guerres, qui fait l'objet d'importantes rivalités des puissances coloniales. La question du caoutchouc, qui inquiète tant les Soviétiques au cours du premier plan quinquennal, est étroitement liée aux empires coloniaux, Britanniques et Néerlandais

³³⁰⁴ A.I. Veksler, « Na subtropicheskom fronte », *Subtropiki*, No. 3-4, Septembre-octobre 1929, pp. 154-155.

³³⁰⁵ Robert G. Jensen, « Soviet Subtropical Agriculture: A Microcosm », *Geographical Review*, Vol. 54, No. 2 (Avril 1964), pp. 185-202 ; A.A. Mints, « Osnovnye cherty khozjajstvennogo osvoenija vlazhnykh subtropikov Gruzinskoj SSR », *Voprosy geografii*, No. 41, 1957, pp. 177-192.

contrôlant l'essentiel de la production à travers leurs colonies en Asie du Sud-Est³³⁰⁶. Les entreprises américaines ont au cours des années 1920 le souci de trouver, elles aussi, des approvisionnements stables et tentent d'encourager la culture en Afrique. Une agriculture coloniale capable de produire de nombreuses matières premières représente donc un attribut de puissance indiscutable. Pour mettre en scène ses réalisations et procéder à des échanges d'expérience, la France soutient en 1926 l'organisation d'une Conférence internationale d'agronomie coloniale, exotique et tropicale. Peu après, lors de sa session de novembre 1927, l'Institut international d'agriculture décide de renforcer son activité dans ce domaine³³⁰⁷. Par sa référence entêtante aux zones d'agriculture subtropicale se trouvant sur son sol – qui englobe aussi la possibilité d'utilisations économiques et touristiques –, le discours soviétique du Grand Tournant forge cet attribut impérial qui manquait à l'URSS³³⁰⁸. La nécessité économique supposée d'un approvisionnement interne retrouve ici des visions de puissance et une géographie imaginaire de l'autosuffisance soviétique, développée depuis les années 1920 dans la culture populaire, comme l'a montré Emma Widdis³³⁰⁹.

La politique des zones subtropicales n'apparaît pas comme le simple attribut d'une représentation agrégée de l'URSS. Sa promotion est tout autant le signe d'une transformation de la légitimité recherchée par les élites des républiques méridionales d'URSS, qu'il nous semble possible de lier au déclin des ressources fournies par la frontière. C'est à l'initiative des autorités transcaucasiennes que se tient à Batoumi, en décembre 1928, la première grande conférence sur le thème des zones subtropicales. Peu après est lancée la revue *Subtropiki*, qui note dans son premier numéro, à propos du bilan de la conférence de décembre 1928 :

« Les questions liées à l'agriculture subtropicale dans son ensemble sont désormais à l'ordre du jour d'une part parce qu'elles ont trait à la reconstruction économique des régions méridionales [de l'URSS] et d'autre part parce qu'elles sont liées au problème de l'industrie, qui cherche des marchés d'approvisionnements pour ses importations de matières premières³³¹⁰. »

³³⁰⁶ John Tully, *The Devil's Milk. A Social History of Rubber*, New York, Monthly Review Press, 2011, pp. 191-192.

³³⁰⁷ Auguste Chevalier, « L'agriculture tropicale et subtropicale au Conseil international scientifique de l'Institut international d'agriculture de Rome (7-14 novembre 1927) », *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*, Vol. 8, No. 77, Janvier 1928, pp. 1-2.

³³⁰⁸ Johanna Conterio, « Inventing the Subtropics: An Environmental History of Sochi, 1929-1936 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 16, No. 1, hiver 2015 (New Series), pp. 91-120.

³³⁰⁹ Emma Widdis, *Visions of a New Land. Soviet Film from the Revolution to the Second World War*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2003, pp. 2-3.

³³¹⁰ A.V. Vasil'ev, « Na Batumskoj konferentsii po voprosam subtropikov v dekabre 1928 », *Subtropiki*, No. 1-2, Juillet-août 1929, p. 146.

La mise en avant du thème des cultures subtropicales peut apparaître comme un outil politiques pour les élites caucasiennes, qui y voient une nouvelle source de légitimité et un outil de négociation face au centre, alors même que les ressources frontalières sont de plus en plus limitées à cette époque par la crise des échanges avec la Turquie et l’Iran. C’est en Abkhazie qu’Andrej Lezhava – lui-même géorgien – commence à faire publier le journal *Subtropiki*, qui devient peu après *Sovetskie subtropiki*. Notons la transformation que suppose cette insistance sur le rôle du Caucase comme base subtropicale : l’importance de la région n’est désormais plus légitimée par une contribution à des échanges frontaliers, mais par l’intégration à un système autarcique soviétique.

On s’explique par là la priorité accordée par les autorités de Transcaucasie, de Géorgie et d’Azerbaïdjan à la politique des zones subtropicales. Les objectifs ambitieux fixés aux récoltes dans la région apparaissent comme des moyens d’obtenir d’importantes subventions centrales. En mars 1933, le Politburo accepte de créer une institution dédiée à la promotion des cultures subtropicales³³¹¹. Peu après, le Comité régional du Parti soutient la mise en place d’un réseau d’institutions de recherche en agriculture tropicale, dirigé par l’Institut des cultures subtropicales fondé à Tiflis³³¹². Beria, qui dirige à la fois le Comité régional et le Comité central de Géorgie, joue un rôle central dans le développement de ces nouvelles cultures et de l’irrigation sur le littoral de la mer Noire³³¹³. C’est Andrej Lezhava qui prend la tête du comité pour les zones subtropicales humides, créé à la fin du printemps auprès du Conseil de Travail et de Défense et finalement remplacé par une direction dédiée au commissariat central à l’Agriculture³³¹⁴. Ces institutions deviennent des lieux de pression des autorités caucasiennes pour obtenir des financements centraux, qui vont bien au-delà du seul financement de l’agriculture. D’importants fonds sont consacrés à l’assèchement des marais de Colchide géorgienne, qui apparaît comme un préalable à la mise en culture subtropicale des terres³³¹⁵. La priorité accordée à la lutte contre le paludisme au cours des années 1930 se trouve directement liée à l’essor de l’agriculture subtropicale, car la maladie frappe en particulier les basses terres d’Azerbaïdjan et de Géorgie³³¹⁶.

³³¹¹ Protocole du Politburo, 20 mars 1933, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 918, l. 21

³³¹² Protocole du secrétariat du Comité régional du Parti, 22 avril 1933, SShSA PA, f. 13, op. 11, d. 19, l. 84.

³³¹³ Donald Rayfield, *Edge of Empires. A History of Georgia*, Londres, Reaktion Books, 2012, p. 351.

³³¹⁴ Protocole du Politburo, 15 juin 1933, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 924, ll. 14-15 ; La décision précise que le directeur de cette administration, « en raison de l’importance particulière du développement des cultures subtropicales », peut adresser directement des demandes au gouvernement et au Conseil de Travail et de Défense : Protocole du Politburo, 20 décembre 1933, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 936, l. 19.

³³¹⁵ Rapport de N. Bogdanov sur la « conquête de la Colchide », non daté (1934-1935), RGAE, f. 9499, op. 1, d. 18, ll. 60-66.

³³¹⁶ Matthias Braun, *op.cit.*, 2013, p. 521.

Par son objectif autarcique, l'entreprise soviétique de réorientation de l'agriculture des confins apparaît comme la plus ambitieuse. Mais une attention à l'échelle régionale de la frontière révèle des évolutions similaires en Turquie et en Iran. La réduction des interactions frontalières entraîne la transformation des cultures auparavant destinées à l'exportation vers le territoire soviétique. La culture des agrumes sur le littoral turc oriental de la mer Noire diminue rapidement au cours des années 1930. Au Lazistan, les agrumes sont remplacés par la culture du thé et des fruits à coques, exportés vers les marchés européens³³¹⁷. Un phénomène similaire se produit sur les côtes caspiennes de l'Iran, où les cultures tropicales du thé et du tabac se développent, à la place de la culture de la soie qui ne s'exporte plus. Dans la province du Gilan, on passe de 50 hectares de tabac cultivés vers 1900 à 800 vers 1931 et 7.000 en 1941. L'intégration à une économie nationale s'exprime, comme en Turquie, par la mise en place de monopoles étatiques sur la commercialisation, comme celui sur le tabac établi en 1936³³¹⁸. Ces trajectoires agricoles divergentes sont perçues par les acteurs eux-mêmes. Les experts agronomes turcs observent de près les projets subtropicaux de l'URSS, bien qu'ils les considèrent avec suspicion. Mirza Gökgöl souligne ainsi dans un rapport d'inspection en Anatolie orientale la différence hygrométrique fondamentale entre le littoral turc et le littoral géorgien. Il insiste ainsi sur les insuffisances de la pluviosité pour la culture de certaines plantes – 1.300 millimètres sur le littoral géorgien contre 2.696 millimètres dans la région turque de Rize et 1.413 dans celle de Giresun – qui condamne selon lui l'expérience soviétique à de piètres rendements³³¹⁹.

b) Le rideau de fer d'une frontière environnementale

Il y a donc bien divergence des agricultures frontalières, réorientées dans leurs productions en fonction de priorité qui ne répondent plus aux logiques d'un marché régional transfrontalier, mais à des impératifs définis au sein de chacun des Etats. Cette divergence s'accompagne de nouveaux dispositifs qui incarnent dans la frontière la rupture environnementale : à partir de la fin des années 1920, les Soviétiques multiplient les mesures qui traduisent une volonté d'établir une frontière qui soit aussi environnementale, faisant

³³¹⁷ *Iktisadî vaziyetimize dair Rapor, T.B.M.M. Âzasına mahsus*, reproduit dans İlhan Tekeli, Selim Ilkin, *op.cit.*, 2009a, pp. 308 et 337 ; sur les difficultés de la région, « Trabzonda iktisadî buhran », *Cumhuriyet*, 14 décembre 1929, p. 3 ; İldikó Bellér-Hann, Chris Hann, *op.cit.*, 2000, p. 49 ; Mehmet Bilgin, Ömer Yıldırım, *op.cit.*, 1990, p. 510 ; Murat Küçükogurlu, *op.cit.*, 2005, p. 177.

³³¹⁸ C. Sahami, *L'économie rurale et la vie paysanne dans la province sud-caspienne de l'Iran*, Paris, Presses universitaires de France, 1965, pp. 61-63.

³³¹⁹ Mirza Gökgöl, *Doğu-Karadeniz bölgesinde bir araştırma gezisi*, Istanbul, Kenan Basımevi, 1937, pp. 4-5 et 80.

obstacle à la circulation de maladies des plantes et des animaux³³²⁰. Cette évolution s'enracine dans une transformation des perceptions et discours tenus sur ces maladies. Alors qu'elles restent encore vues jusqu'à cette période comme des problèmes intérieurs au territoire soviétique, la multiplication des campagnes internes d'éradication entraîne une focalisation sur les menaces venues de l'extérieur : la construction d'une frontière vétérinaire et phytopathologique devient la garantie de l'intégrité du territoire soviétique (*figure 116*)³³²¹. En décembre 1929, le comité vétérinaire central du Conseil de Travail et de Défense fait ainsi remarquer que les mesures intérieures contre les épizooties sont menacées de nullité si elles ne sont pas désormais complétées par la constitution d'un cordon vétérinaire efficace aux frontières³³²². Les autorités caucasiennes se trouvent au premier rang dans la construction de cette frontière devenue vétérinaire et phytosanitaire. Si cette articulation de la frontière aux questions de maladies des plantes et des animaux n'est pas inédite, du fait de son essor remarquable depuis le début du XX^e siècle et dans l'entre-deux-guerres, elle s'inscrit cependant dans un contexte particulier lié à l'idéal autarcique³³²³.

La spécialisation des territoires frontaliers sur des cultures à haute valeur ajoutée et à la signification stratégique pour le pouvoir soviétique, comme les produits subtropicaux ou le coton, stimule la réflexion sur la protection phytosanitaire de ces régions. Depuis la fin des années 1920, le cas des cultures cotonnières situées le long des frontières, en Arménie et en Azerbaïdjan, fait l'objet d'études spécifiques. Le coton cultivé dans la plaine d'Erevan voisine ainsi immédiatement avec la plaine d'Iğdır, une des principales régions productrices de coton en Turquie. Cette production d'Anatolie orientale est exportée presque en totalité vers le territoire soviétique. D'après les diplomates britanniques, ce sont près de trois à quatre mille tonnes de coton qui sont vendues chaque année par les cultivateurs de la région d'Iğdır à l'URSS, en 1931³³²⁴. Cette proximité entre zones de culture est cependant problématique, en raison de la diffusion depuis l'Anatolie occidentale et le Proche-Orient de différents parasites

³³²⁰ Sur la construction de la frontière par les mécanismes de contrôle sanitaire ou environnemental, voir Alison Bashford, « 'The Age of Universal Contagion': History, Disease and Globalization », in Alison Bashford (dir.), *op.cit.*, 2006, p. 7.

³³²¹ Cette carte présente un des premiers projets d'ampleur pour le rétablissement d'une frontière vétérinaire à la frontière avec la Turquie et l'Iran : HAA, f. 123, op. 1, d. 689, l. 34.

³³²² Décision du présidium du comité vétérinaire du STO, 8 décembre 1929, SUI TsA, f. 616, op. 1, d. 5, ll. 65-68 ; Bagadur Ibragimov, *Istorija veterinarii v Azerbajdzhanе (s drevnikh vremen do nashikh dnei)*, Bakou, Elm, 1971, pp. 262-277.

³³²³ Une très intéressante présentation de la question phytosanitaire dans son contexte international se trouve dans Stéphane Castonguay, « Biorégionalisme, commerce agricole et propagation des insectes nuisibles et des maladies végétales : les conventions internationales phytopathologiques, 1878-1929 », *Ruralia* [En ligne], 16/17 | 2005, mis en ligne le 19 juillet 2006, consulté le 08 juin 2014. URL : <http://ruralia.revues.org/1074>.

³³²⁴ Rapport de M. Roberts et M. Ravensdale sur une tournée dans les provinces orientales de la Turquie, non daté (été 1931), TNA, FO 424/275, p. 15.

et phytopathologies, qui font craindre une contamination des plants cotonniers d'URSS. Depuis une décision du Conseil de Travail et de Défense du 16 septembre 1926 existe une commission centrale chargée de la quarantaine des produits cotonniers, auprès du trust *Glavtekstil'*, avec la participation des organes du commerce, des douanes, de l'agriculture et des représentants des républiques³³²⁵. Cette commission régleme strictement les modalités d'importation pour les produits cotonniers et prescrit une désinsectisation à l'entrée sur le sol soviétique. Les autorités frontalières reçoivent un rôle important dans la veille et le contrôle phytosanitaire, car elle sont chargées d'observer les évolutions dans les provinces étrangères adjacentes³³²⁶.

La contamination de l'Anatolie orientale par le ver rose du cotonnier (*Pectinophora gossypiella*), à partir de 1926, marque le début des efforts soviétiques de mise en place d'une frontière phytosanitaire stricte³³²⁷. Les autorités agricoles turques, en proie à des difficultés financières, ne sont pas immédiatement capables d'enrayer la contamination, en dépit de contacts pris avec différentes sociétés chimiques allemandes³³²⁸. L'administration soviétique est partagée entre une réticence à interdire les importations de coton, qui risque de mettre au chômage technique les usines de transformation, et la crainte d'une contamination de la production autochtone (*figure 117*). En janvier 1927, les gouvernements transcaucasien et azéri interdisent les importations de coton de Perse et de Turquie, mais font une exception pour le coton importé à la foire de Bakou, à condition qu'il ne transite pas à travers des zones de culture du coton³³²⁹. Les autorités arméniennes s'opposent au même moment à l'adoption de mesures d'interdiction absolue des importations, car l'usine textile de Leninakan, dont elles ont fait une priorité dépend encore largement du coton importé, preuve que la contradiction entre intérêts commerciaux et sanitaires, très étudiée à la fin des années 1920, n'est pas inconnue du régime soviétique³³³⁰. Le combinat continue donc à recevoir du coton turc, mais des mesures de contrôle phytosanitaire sont mises en place par le commissariat

³³²⁵ « Instruksija po primeneniju postanovlenija STO ot 16 sentjabrja 1926 o merakh bor'by s zanosom khlopkovykh vreditelej v khlopkovodcheskie rajony SSSR », *Zashchita rastenij ot vreditelej*, No. 1, 1927, p. 2.

³³²⁶ *Ibid.*, p. 3.

³³²⁷ Nihat Iyriboz, *Pamuk Hastalıkları*, Ankara, Ziraat Vekâleti Neşriyat Müdürlüğü, 1937, p. 13.

³³²⁸ Les négociations menées avec la *Deutsche Gesellschaft für Schändlingsbekämpfung* (Degesch), qui propose de livrer son Zyklon B, n'aboutissent finalement pas. Lettre de la Degesch au ministère turc de l'Agriculture, 16 juin 1926 et lettre de l'ambassade allemande à Istanbul à l'Auswärtiges Amt, 19 juillet 1926, PA AA, Länderabteilung III (1920-1936), Türkei, R 245.990.

³³²⁹ Décret du conseil des commissaires du peuple d'Azerbaïdjan, 10 janvier 1927, SUITSa, f. 631, op. 1, d. 706, l. 7 ; protocole du Conseil économique suprême de Transcaucasie, 5 janvier 1927, SUITSa, f. 631, op. 1, d. 569, l. 14.

³³³⁰ H.H. Hakobjan, « Leninakani tek'stil kombinati patmut'junits' », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 7, 1970, pp. 12-20 ; entre 1928 et 1930, la SDN crée un sous-comité vétérinaire pour régler les litiges commerciaux découlant de mesures vétérinaires : Cornelia Knab, *op.cit.*, août 2011, pp. 300-301.

arménien à l'Agriculture pour prévenir la contamination des champs de coton voisins³³³¹. De manière proactive, ce commissariat décide de lancer au cours de 1928, avec l'aide de la commission de quarantaine du coton, des expéditions phytosanitaires en Anatolie orientale³³³².

Cette expédition finalement organisée au début de 1929 vise à la fois à évaluer la situation dans les régions frontalières turques et les risques précis de contamination du coton soviétique³³³³. L'entomologue Demokidov, dépêché sur place pour mener l'expédition en compagnie d'un collègue turc, s'intéresse particulièrement au risque de contamination par les parasites à travers l'Araxe : ce risque, qui lui apparaît élevé, nécessite à la fois l'adoption de mesures du côté turc et au niveau de la frontière³³³⁴. Si l'idéal d'une coopération frontalière tel qu'il a pu être présenté à propos de la lutte contre les criquets n'est pas absent, il recule clairement au profit d'une conception autarcique de la lutte contre les menaces phytosanitaires³³³⁵. L'insistance se fait désormais sur l'introduction de mesures de contrôle des produits agricoles circulant à la frontière. Les intérêts contradictoires des différentes institutions s'expriment bien à travers les ordres et contre-ordres relatifs à la fermeture de certains postes frontaliers à l'importation de coton au cours de l'année 1929. Cependant, un consensus se dégage à partir de l'automne pour rendre obligatoire le traitement du coton importé par des chambres de désinfection et de désinsectisation³³³⁶. Ces chambres sont répandues depuis le début des années 1910 aux Etats-Unis et leur efficacité pour traiter les parasites du coton est largement discutée parmi les experts agricoles au cours des années 1920. Différents procédés existent, reposant à la fois sur l'air chaud et des produits chimiques³³³⁷.

La mise en place des chambres à désinfection du coton est emblématique du tournant technique qui accompagne et permet l'idéal autarcique. L'installation de ces

³³³¹ Dans les faits, ces mesures apparaissent cependant réduites à la présence sur place d'un entomologue. Lettre de la section agricole au présidium du Gosplan de Transcaucasie, 16 juillet 1927, SUITSa, f. 631, op. 1, d. 706, l. 8.

³³³² Protocole du Conseil économique suprême de ZSFSR, 15 septembre 1927, SUITSa, f. 631, op. 1, d. 706, l. 17.

³³³³ Lettre du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères en Transcaucasie au secrétariat du gouvernement de Transcaucasie, 2 janvier 1929, HAA, f. 113, op. 3, d. 714, l. 8.

³³³⁴ Rapport de Demokidov, non daté (printemps 1929), HAA, f. 113, op. 3, d. 714, ll. 29-30.

³³³⁵ La coopération passe par exemple par la proposition de fournir aux paysans turcs des graines de coton non contaminées. Lettre de l'OBV de Transcaucasie au commissariat à l'Agriculture de ZSFSR, 29 février 1932, SUITSa, f. 735, op. 1, d. 2063, l. 68.

³³³⁶ Décision du conseil des commissaires du Peuple arménien, HAA, f. 113, op. 3, d. 714, l. 75.

³³³⁷ V. Cayla, « La Conférence cotonnière internationale de Rio de Janeiro (15-20 octobre 1922) », *L'Agronomie coloniale*, No. 65, Mai 1923, pp. 129-140, notamment pp. 136-137 ; H.-J. Bredo, « La lutte contre le ver rose (*Pectinophora gossypiella* Saund.) par la désinfection des graines de coton au moyen d'appareils à air chaud », *Bulletin agricole du Congo belge*, No. 2, Juin 1934, pp. 250-270.

chambres au coût unitaire très élevé dans les principaux postes frontaliers du Caucase où transite le coton, à Bakou, Djoulfa, Leninakan et Markara, commence à partir de 1930³³³⁸. Les institutions suivent avec intérêt les évolutions technologiques internationales en la matière et procèdent dès 1933-1934 à l'installation de nouvelles chambres de désinfection à air chaud dans les points douaniers de la frontière³³³⁹. Ce déploiement d'un matériel technique à la frontière s'étend au domaine de la lutte contre les épizooties. Les épizooties endogènes restent nombreuses au Caucase soviétique jusqu'en 1932-1933, mais l'attention se tourne cependant de plus en plus vers les épizooties importées depuis les provinces d'Erzurum, Kars, et l'Azerbaïdjan iranien³³⁴⁰. Les mesures d'ordre intérieur et frontalier sont distinguées dans les décisions des organes du Parti, qui accordent une grande importance au problème des épizooties³³⁴¹. La diminution des contacts entre cheptels du fait de la fermeture progressive de la frontière crée une dynamique qui rend d'autant plus nécessaire un contrôle vétérinaire strict, pour protéger le jeune bétail caucasien qui n'est pas immunisé contre les épizooties qui frappent la Perse du Nord et l'Anatolie orientale. Des pratiques auparavant courantes, comme l'abandon du bétail mort dans l'Araxe, sont vivement condamnées par les autorités vétérinaires soviétiques qui exigent que le fleuve frontalier soit respecté par les populations locales pour éviter les contaminations transfrontalières³³⁴². Le renforcement des contrôles au franchissement de la frontière par les différents types de bétail s'accompagne d'une centralisation nette par le nouveau commissariat à l'Agriculture d'URSS, qui exige une information immédiate sur l'apparition d'épizooties à la frontière³³⁴³. Des mesures très strictes de refoulement immédiat de toute bête ayant franchi la frontière sont édictées, mais l'application s'avère difficile, car gardes-frontières et vétérinaires se trouvent en désaccords fréquents, les gardes-frontières craignant que la mesure ne soit utilisée par les populations locales pour faire passer de l'autre côté de la frontière leur bétail.

³³³⁸ Protocole de la commission interdépartementale sur la quarantaine du coton, 9 décembre 1929, SUItSA, f. 617, op. 1, d. 4780, ll. 2-4.

³³³⁹ Protocole de réunion du secteur oriental du commissariat au Commerce extérieur d'URSS, 4 avril 1935, RGAE, f. 7486, op. 16, d. 303, ll. 198-199.

³³⁴⁰ Rapport de Gül Ahmedov, représentant de l'Azerbaïdjan, à la conférence vétérinaire de Transcaucasie, 23 novembre 1933, RGAE, f. 7486, op. 16, d. 147, ll. 1-2 ; sur le caractère endémique des épizooties en Anatolie orientale, voir le rapport de M. Roberts et M. Ravensdale sur une tournée dans les provinces orientales de la Turquie, non daté (été 1931), TNA, FO 424/275, p. 18.

³³⁴¹ On peut se référer à une décision relative à une résurgence de peste du bétail en 1931 entre le Haut-Karabakh et la Perse : extrait du protocole du Comité régional du Parti, 9 mars 1931, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 7, l. 46.

³³⁴² Décision du Comité régional du Parti, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 4, l. 183.

³³⁴³ Circulaire du commissariat transcaucasien à l'Agriculture aux commissariats républicains, 25 décembre 1935, RGAE, f. 7486, op. 16, d. 303, l. 14.

La sévérité des prescriptions en matière de contrôle vétérinaire reste jusqu'au milieu des années 1930 tempérée par la limitation des moyens matériels et humains disponibles. Les mesures de quarantaine du bétail restent appliquées dans des enclos précaires, insuffisamment séparés du cheptel local³³⁴⁴. Depuis 1928, l'Institut vétérinaire transcaucasien situé à Erevan permet cependant de former un personnel local qualifié³³⁴⁵. Les difficultés concrètes d'application des mesures destinées à établir une véritable frontière environnementale, phytopathologique et vétérinaire, ne modifient pas l'évolution générale des politiques adoptées, mais maintiennent une incitation à la coopération sur certains points de la lutte contre les épidémies. Les archives turques témoignent de la grande attention prêtée aux mesures techniques mises en œuvre par l'URSS dans la lutte contre les épizooties³³⁴⁶. Turquie et Iran adoptent au même moment des mesures plus strictes pour contrôler ces circulations³³⁴⁷. En 1930, un rapport du ministère de l'Economie turc souligne la nécessité d'introduire des mécanismes techniques de lutte contre les insectes, parasites et maladies des plantes et animaux³³⁴⁸. Dans les années qui suivent, plusieurs textes sont encore, notamment des conventions sanitaire et vétérinaire soviéto-iraniennes, qui entrent en vigueur en mars 1936³³⁴⁹. Ces conventions standardisent les procédures d'information mutuelle sur les épizooties et maladies des plantes dans les territoires frontaliers et l'Iran s'engage à créer une administration vétérinaire centrale³³⁵⁰. En transférant les questions environnementales à la diplomatie centrale, elles marquent cependant une rupture avec les formes de coopérations frontalières et autonomes des années 1920.

c) Nouveaux horizons d'une coopération frontalière

³³⁴⁴ Rapport du commissariat arménien à l'Agriculture au commissariat central, 19 mars 1935, RGAE, f. 7486, op. 16, d. 303, l. 192 ; la création des enclos de quarantaine est elle-même contentieuse, à cause de la rareté des terres : lettre du commissariat arménien à l'Agriculture aux conseils des commissaires du peuple d'Arménie et de Transcaucasie, 17 mars 1936, RGAE, f. 7486, op. 16, d. 566, l. 22.

³³⁴⁵ G. K'amaljan, « Erevani anasnabuzhakan-anasnabutsakan institutü », *Patma-banasirakan handes*, No. 3-4, 1961, pp. 351-357.

³³⁴⁶ Rapport du ministère de la Santé et de l'Assistance publique à la présidence du Conseil, 21 mars 1931, BCA, 30.10.0.0/177.221.2.

³³⁴⁷ Sur la quarantaine du bétail et de différents produits d'origine animal aux frontières de la province d'Azerbaïdjan iranien, voir la note de la province d'Azerbaïdjan occidentale au ministère de l'Economie nationale, 14 Dey 1311 (4 janvier 1933), Khadîdje Solh Mirzâyî (éd.), *ARIT*, 1382 (2003), p. 104.

³³⁴⁸ *Iktisadî vaziyetimize dair Rapor, T.B.M.M. Āzasına mahsus*, reproduit dans İlhan Tekeli, Selim Ilkin, *op.cit.*, 2009a, pp. 275-277 et 394-395.

³³⁴⁹ Lettre de l'administration vétérinaire centrale à l'administration vétérinaire azérie, 29 mars 1936, RGAE, f. 7486, op. 16, d. 560, l. 95 ; rapport de la légation britannique à Téhéran au Foreign Office, 20 février 1936, TNA, FO 371/20049, ff. 66-75.

³³⁵⁰ Lettre du département économique du NKID à l'administration vétérinaire centrale, 5 mai 1936, RGAE, f. 7486, op. 16, d. 560, l. 38.

Les accords soviéto-iraniens du début de 1936, centrés sur la coopération frontalière, interviennent alors même que la frontière – au sens spatial le plus étroit – apparaît de moins en moins comme l'échelle pertinente des coopérations environnementales. Cette évolution se fait dans un double mouvement, de détachement des contextes frontaliers et d'intégration à des politiques centrales. Les deux processus sont étroitement liés, dans la mesure où les questions environnementales et sanitaires sont conçues dans une approche globale. La perte de sens des lieux frontaliers vaut tout autant dans ces domaines, car les frontières terrestres perdent en importance du fait de l'essor des échanges maritimes et aériens. En cela, les évolutions économiques et commerciales qui réduisent le rôle de la frontière caucasienne terrestre sont congruentes avec les évolutions plus générales. La coopération sanitaire se fixe de manière croissante sur ces nouvelles modalités d'échange et de circulation. Dans le cas du transport maritime, le développement de procédures de coopération sanitaire remonte au milieu du XIX^e siècle, lorsque sont adoptées les premières conventions sanitaires, essentiellement centrées sur la prévention des épidémies dans l'espace méditerranéen³³⁵¹. A partir de l'entre-deux-guerres, le cadre de la Société des Nations et de son organisation de santé donne cependant lieu à des coopérations accrues et mondialisées. Le Bureau d'Extrême-Orient, basé à Singapour à partir de 1924-1925, diffuse dès 1927 des informations sanitaires pour près de cent quarante ports situés dans un vaste arc géographique de l'océan Indien à la mer de Chine³³⁵².

Les renouvellements du domaine sont illustrés par la convention sanitaire de 1926, qui remplace la convention de 1912. Cette nouvelle convention, envisagée dès la Première Guerre mondiale, prend en compte les modifications du commerce international, le renouvellement des épidémies et les logiques de régionalisation de la coopération sanitaire, de plus en plus fortes à partir du début des années 1920³³⁵³. Moins européocentrée, la convention sanitaire de 1926 est aussi plus intégrée aux équilibres politiques régionaux et les puissances s'efforcent de l'utiliser à leur avantage. On a vu que les efforts soviétiques pour étendre leurs coopérations environnementales et sanitaires à la fin des années 1920 s'appuyaient notamment sur l'idée d'une application régionale de la convention, avec leurs Etats voisins. Ces tentatives révèlent un éloignement de la logique frontalière qui présidait aux coopérations des années 1920, pour adopter un point de vue plus régional. Ainsi, l'Union soviétique ratifie

³³⁵¹ Valeska Huber, « The unification of the world by disease ? The international sanitary conferences on cholera, 1851-1894 », *Historical Journal*, Vol. 49, No. 2, Juin 2006, pp. 453-476.

³³⁵² Iris Borowy, *Coming to Terms with World Health. The League of Nations Health Organisation, 1921-1946*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2009, pp. 143-153.

³³⁵³ Anne Sealey, *op.cit.*, Novembre 2011, pp. 431-432.

en 1929 la convention et décide de faire pression sur ses « voisins » pour qu'ils adoptent des normes sanitaires similaires dans la gestion des épidémies et la transmission des informations³³⁵⁴. Mais les organes centraux, comme l'Institut tropical de Moscou, soulignent la nécessité d'avoir une approche étendue au-delà des seuls Etats riverains. Le directeur de l'Institut écrit en septembre 1929, en prenant l'exemple de la dengue :

« Etant donné que le foyer de dengue le plus proche de nous se trouve à Trabzon (Turquie) et que, celui-ci mis à part, tous nos navires passent par le Pirée, il importe de signer en premier lieu une convention sanitaire avec la Turquie et la Grèce, ainsi qu'avec les Etats situés sur les côtes de la Péninsule arabique (Hedjaz, Yémen, Palestine, Egypte) [sic], car nous avons des raisons de croire que la dengue y sévit aussi³³⁵⁵. »

Dès lors, la conférence sanitaire qui rassemble URSS, Perse et Turquie au printemps 1930 apparaît comme un préalable au développement d'une politique plus vaste de coopération, au niveau du Proche-Orient³³⁵⁶. Si la présence des puissances coloniales européennes dans cette région était au cours des années 1920 un obstacle radical aux coopérations, les années 1930 voit l'essor de coopérations techniques et l'émancipation progressive d'Etats comme l'Irak et l'Egypte permet d'envisager des relations interétatiques indépendantes des Britanniques.

La prise en compte de nouvelles échelles pour penser les problèmes environnementaux et les coopérations concrètes se retrouve dans plusieurs des domaines qui ont fait la fortune de la diplomatie frontalière au cours des années 1920. Que l'on prenne le cas de la coopération antiacridienne : l'échelle frontalière en la matière est de plus en plus mise en question, dans sa pertinence, par les questionnements scientifiques et pratiques sur la géographie des invasions de criquets. Depuis la fin des années 1920, l'apparition d'une nouvelle espèce particulièrement menaçante pour les cultures à travers le Moyen-Orient et l'Asie centrale, la sauterelle du désert (*Schistocerca gregaria* Forsk) modifie la situation³³⁵⁷. Bien qu'elle ait déjà connu des cycles d'activité intense en 1900-1914 et 1911-1916, un cycle dévastateur recommence en 1925³³⁵⁸. A Londres, le Bureau impérial d'entomologie devient le fer de lance

³³⁵⁴ M.S. Kovarskij, *Sanitarnaja okhrana granits SSSR*, Moscou, Medgiz, 1951, pp. 25-26.

³³⁵⁵ Lettre de l'Institut tropical au département épidémique et sanitaire du *Narkomzdrav*, 30 septembre 1929, GARF, f. A482, op. 35, d. 315, l. 60.

³³⁵⁶ Lettre du commissariat du peuple aux Affaires étrangères au président de la conférence sanitaire, Vladimirskij, 5 juin 1930, GARF, f. A482, op. 35, d. 315, l. 42.

³³⁵⁷ F.S. Bodenheimer, G. Fraenkel, « Studien zur Epidemiologie, Ökologie und Physiologie der afrikanischen Wanderheuschrecke (*Schistocerca gregaria* Forsk.) », *Zeitschrift für angewandte Entomologie*, B. 15, H. 3, pp. 435-457.

³³⁵⁸ Protocole du conseil des commissaires du Peuple de Transcaucasie, SUITSa, f. 617, op. 1, d. 4979, l. 21.

de l'étude de cette espèce et s'appuie sur les réseaux coloniaux et diplomatiques du Royaume-Uni de l'Afrique orientale à l'Inde³³⁵⁹. La lutte contre la *Schistocerca* donne même l'occasion aux institutions soviétiques de reprendre des contacts plus soutenus avec le Bureau et son directeur, l'émigré russe Boris Uvarov, auquel une brochure scientifique est commandée en 1929³³⁶⁰. Les travaux d'Uvarov ouvrent un débat scientifique aux soubassements politiques immédiats. Selon lui, la *Schistocerca* est endogène en Perse méridionale, au Baluchistan et dans le Fars. Une expédition organisée dans les provinces orientales de l'Iran, en 1930-1931 par le professeur soviétique Predtechenskij confirme cette description. La ponte se produirait dans le sud de l'Iran, où la température moyenne tourne autour de vingt-cinq degrés. La migration commencerait en février et les essaims suivraient les régions de culture, qui fournissent la nourriture nécessaire à leur croissance. Predtechenskij distingue quatre routes principales, dont un corridor majeur qui mène par la vallée du Karoun jusqu'en Azerbaïdjan soviétique³³⁶¹.

Dans cette approche, la lutte antiacridienne doit être conçue dans une approche encore frontalière, mais bien au-delà des zones-frontières dans un sens restrictif. Les contours de cette position continuent certes au cours des années 1930. L'administration iranienne souligne notamment dans sa correspondance avec les Soviétiques et les Britanniques que les criquets proviennent en réalité du Golfe arabo-persique³³⁶². Yémen, Oman et Arabie saoudite seraient les principaux corridors de transit depuis la corne de l'Afrique orientale³³⁶³. En URSS, le professeur Nikolaj Shcherbinovskij développe au même moment une théorie sous-continentale des migrations acridiennes. Selon lui, les conditions de reproduction massive des criquets ne sont réunies qu'en Péninsule arabique, en Inde britannique et en Afrique orientale (*figure 118*). Bien que son opinion demeure encore minoritaire, il parvient à faire discuter de ce problème lors de la conférence avec l'Iran et la Turquie en 1930³³⁶⁴. L'idée que les migrations acridiennes impliquent les colonies européennes en Afrique, au Moyen-Orient et

³³⁵⁹ Sur la mobilisation des consuls et diplomates en Perse : lettre d'Ahmed 'Adl à Boris Uvarov, Téhéran, 10 mai 1930, NHMA, AL/2/100.

³³⁶⁰ Lettre de Sergej Predtechenskij à Boris Uvarov, 26 octobre 1929, NHMA, AL/2/219 ; Boris Uvarov, *Pustynnaja sarancha Shistocerca gregaria*, Moscou, Gostekhizdatel'stvo, 1929.

³³⁶¹ S. Predtechenskij, « Pustynnaja sarancha v Persii (*Schistocerca gregaria* Forsk) », *Sbornik Vsesojuznogo Instituta zashchity rastenij*, No. 4, Leningrad, VIZR, 1932, pp. 72-76 ; voir aussi Id., « Materialy po izucheniju pustynnoj saranchi v Srednej Azii i Zakavkaz'e v 1929-1930 gg. », *Trudy po zashchite rastenij*, Vol. 11, 1935, pp. 1-91 ; pour une présentation, D.V. Valieva, *op.cit.*, 1965, pp. 54-56.

³³⁶² La position originale iranienne est résumée dans un mémorandum du ministère des Affaires étrangères iranien à la Légation britannique à Téhéran, 22 octobre 1929, NHMA, AL/2/100. Voir aussi D.P. Dovnar-Zapolsky, « Data on the biology of the *Schistocerca Gregaria* Forsk », 3 octobre 1930, NHMA, AL/2/100.

³³⁶³ Lettre de Nevile Butler, ambassadeur britannique à Téhéran, au Foreign Office, 7 mai 1936, NHMA, AL/2/100.

³³⁶⁴ « Sovetsko-turetsko-persidskaja konferentsija po bor'be s vrediteljami sel'skogo khozjajstva », *Zarja Vostoka*, 21 juillet 1930, No. 193 (2461), p. 1.

dans le sous-continent indien enclenche une mécanique de coopération avec les Etats coloniaux. Officiellement, l'URSS continue à boycotter les conférences internationales antiacridiennes, tenues à partir de la conférence inaugurale organisée à Rome, en septembre-octobre 1931³³⁶⁵. Cependant, les coopérations se multiplient et le commissaire soviétique à l'Agriculture, Mikhaïl Tchernov, adresse en octobre 1935 une discrète demande de partage d'informations à l'Institut impérial d'entomologie. Recourant à une rhétorique exclusivement scientifique, la lettre prie l'Institut de lui communiquer les résultats de ses recherches au Moyen-Orient, dans la Péninsule arabique, fournissant en échange une brochure sur les criquets en Transcaucasie³³⁶⁶.

Cette transformation de la diplomatie environnementale et sanitaire vers un cadre plus international signifie une réduction du poids des acteurs frontaliers. C'est ainsi que la décision soviétique, initiée par une décision du gouvernement central du 11 juillet 1932, de lancer la signature de conventions antiacridiennes avec l'Iran et l'Afghanistan, vise à centraliser le processus de coopération³³⁶⁷. Si la signature de telles conventions a pu être exigée par les autorités caucasiennes et centre-asiatiques elles-mêmes, afin de faciliter des procédures souvent longues et complexes, elle signifie dans la pratique une diminution du pouvoir de ces autorités au profit de la diplomatie centrale et du commissariat à l'Agriculture de l'Union. Chaque signataire s'engage à prendre des mesures anti-acridiennes, à informer l'Etat voisin par télégraphe pendant la campagne et à admettre sur son sol les équipes anti-acridiennes étrangères, au cas où il ne parviendrait pas à lutter contre le fléau par ses propres moyens. Chaque Etat doit cependant financer les travaux entrepris sur son propre sol, même si ce sont des experts étrangers qui les réalisent. Cela constitue une rupture avec la pratique antérieure des Soviétiques, qui acceptaient jusqu'alors de financer les opérations en Perse et en Afghanistan. Si l'Afghanistan est contraint d'accepter la convention, l'Iran résiste jusqu'en août 1936, non sans mécontenter la diplomatie soviétique qui insiste sur les pertes causées par l'obstination iranienne³³⁶⁸. Les travaux publiés au cours des années 1930 en URSS sont

³³⁶⁵ La conférence est organisée sur une initiative anglo-italienne. Le ministère italien des Colonies, en raison de l'expansion en Libye, Erythrée et Somalie, est particulièrement engagé dans la lutte contre les criquets au début des années 1930. Giulio Trinchieri, *Secondo Contributo alla bibliografia delle cavallette*, Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, 1933 ; « La lotta contro le cavallette in Eritrea e la conferenza intercoloniale di Chartum », *Rassegna Economica delle Colonie*, No. 7-8, pp. 3-33 ; les conférences suivantes ont lieu à Paris (1932), Londres (1934) et au Caire (1936).

³³⁶⁶ Lettre de Mikhaïl Tchernov à l'Institut impérial d'entomologie, Moscou, 3 octobre 1935, NHMA, AL/2/219.

³³⁶⁷ Lettre de l'ambassadeur soviétique à Kaboul, Stark, au ministère des Affaires étrangères afghan, Faiz Mohammad Khan : F.P. Polia *et alii* (dir.), *DVP SSSR*, Vol. 15, Moscou, Gospolitizdat, 1970, pp. 28-29.

³³⁶⁸ Lettre de Karakhan à Pastoukhov, 2 août 1933, F.P. Polia *et alii* (éd.), *DVP SSSR*, Vol. 15, Moscou, Gospolitizdat, 1970, pp. 474-476 ; voir les échanges entre le ministère des Affaires étrangères iranien et la

emblématiques de cette conversion vers une approche continentale, préfigurant de nouvelles échelles de politique extérieure³³⁶⁹. L'organisation, à la fin des années 1930, de plusieurs conférences soviéto-iraniennes sur la lutte antiacridienne à Bakou ne peut dissimuler le changement de dimensions qui s'opère³³⁷⁰.

Ce chapitre a été l'occasion de rassembler dans un même questionnement des aspects *a priori* différents de l'histoire caucasienne des années 1930. Nous avons montré qu'il était possible de tisser dans une même réflexion sur le déclin de la frontière comme lieu d'interaction des questions économiques et commerciales, mais aussi agricoles et environnementales. Le déclin de l'échange à la frontière permet de proposer une lecture commune et de combiner les échelles d'analyse : l'exemple commercial témoigne que l'éviction des acteurs du Caucase soviétique des processus de décision est simultanée de leur retrait dans les échanges concrets à la frontière. Ces processus s'alimentent mutuellement et témoignent de l'interdépendance entre des évolutions de nature politique et la vie des territoires frontaliers. A travers ces évolutions, les lieux de la frontière sont fondamentalement modifiés. De plus en plus l'interaction se trouve limitée aux échanges sur la ligne frontalière elle-même, alors qu'elle se produisait auparavant dans des lieux plus divers, de part et d'autre. Alors que le voisinage territorial constituait au cours des années 1930 un facteur d'intensification des contacts et coopérations interétatiques par le biais de la diplomatie frontalière, il constitue désormais une menace et justifie des politiques autarciques. Cette menace relève essentiellement de perceptions centrales, mais il ne convient pas d'y voir un facteur de détérioration inévitable des relations entre l'URSS, la Turquie et l'Iran. Nous sommes ici au cœur du consensus de la fermeture, où les autorités centrales manifestent en réalité plus leur accord que leurs divergences et où les politiques menées de part et d'autre de la frontière se complètent plus qu'elles ne se contredisent.

présidence du Conseil en décembre 1934, *ARIS*, 1996, pp. 185-189 ; rapport de la légation britannique à Téhéran au Foreign Office, 20 février 1936, NHMA, AL/2/100.

³³⁶⁹ En 1935, l'ouvrage publié par Predtechenskij à la suite de son voyage de 1930-1931 reprend l'idée d'une approche régionale : S. Predtechenskij, *Godichnyj tsikl pustynnoj saranchi, ee migratsija i periodichnost' v Persii i sopredel'nykh stranakh tropichskoj i subtropichskoj Azii*, Leningrad, Narkomzem SSSR-VASKhNIL-Institut zashchity rastenij, 1935 ; la continuité entre le personnel utilisé dans les années 1930 pour les relations avec la Turquie et celui qui est envoyé dans les pays en développement lors des premières décennies de la Guerre froide est évoquée par Samuel Hirst, *op.cit.*, printemps 2013, p. 34.

³³⁷⁰ Cavanşir Vəkilov, *Azərbaycan Respublikası və İran. 40-çı illər*, Bakou, Elm, 1991, p. 12.

Chapitre 12. Le consensus de la fermeture

1905, 1914 et 1938. A chacune de ces dates correspond un exode, trace frontalière des inflexions de la haute politique. En 1905, les sujets iraniens et ottomans ont fui le chaos socio-politique du Caucase russe. Moins de dix ans plus tard, la fuite a été celle des étrangers des trois empires, qui craignaient les répercussions de la Première Guerre mondiale sur leur vie personnelle. Vient enfin 1938, qui constitue le point final de notre recherche et correspond à un exode tout aussi significatif quantitativement, mais dont le sens s'est en partie perdu. Cet exode, plus contraint encore que les deux premiers, implique les étrangers frontaliers du Caucase soviétique. Ces sujets turcs et iraniens, arrêtés dans des opérations policières depuis la fin de 1937, se trouvent confrontés à un dilemme cornélien : conserver leur citoyenneté d'origine ou devenir citoyens soviétiques. A ceux qui font le premier choix est assurée une expulsion immédiate vers leur pays d'origine à partir du printemps 1938. La récompense des seconds est une déportation vers l'intérieur de l'URSS, qui prend place sur fond de terreur stalinienne et d'opérations de masse contre les groupes minoritaires du pays. De cet événement, on a naturellement retenu le caractère répressif du stalinisme triomphant, mais il frappe par un second aspect qui nous importera ici directement.

Ces déportations heurtent par leur invisibilité dans l'histoire des relations entre les trois Etats du Caucase en cette fin des années 1930. Cette absence, qui ne peut s'expliquer par la seule rareté des sources, révèle plus profondément le consensus de la fermeture qui se dessine depuis le début des années 1930 : que de telles mesures puissent constituer un point aveugle des relations internationales dans la région en dit long sur la complicité objective qui marque les confins caucasiens au cours de la décennie. Non que ces expulsions satisfassent en tant que telles les autorités turques et persanes : la brutalité mise en œuvre contre leurs sujets les choque, de même que les mesures économiques et matérielles qui accompagnent les déportations. Pourtant, le désaccord est de forme, plus que de fond, comme en témoigne le silence conservé et l'absence de complications diplomatiques. Dès lors, il semble opportun de considérer ces répressions soviétiques de 1938 comme une question posée sur l'attitude des Etats envers leurs territoires frontaliers et d'examiner la manière dont se construit ce consensus de la fermeture. Si on a pu observer la réduction des institutions et des lieux de

l'interaction sur un plan socio-économique, il convient de l'élargir à une analyse plus politique de cette période de destruction d'une interaction frontalière.

Tous les éléments pour analyser ce consensus de la fermeture ne sont vraisemblablement pas disponibles. Ce que nous proposerons au cours de ce dernier chapitre tiendra donc de l'essai d'interprétation et les réponses resteront parfois au stade d'hypothèses, sous réserve de recherches ultérieures. Notre principale idée consiste à affirmer que le consensus de la fermeture ne doit pas s'expliquer uniquement par les thèses classiques sur le refroidissement des relations diplomatiques entre les Etats, illustré par des événements diplomatiques comme la conférence de Montreux sur les Détroits ou la signature du pacte de Saadabad en juillet 1937³³⁷¹. Il doit aussi inclure la transformation simultanée des relations entre gouvernements centraux et autorités régionales. Le lien entre ces deux évolutions peut être complété par le déclin définitif de la diplomatie frontalière dans les formes qui ont été décrites au long de ce travail. Cette hypothèse suppose d'écrire une histoire croisée des évolutions politiques et institutionnelles de part et d'autre de la frontière, tâche qui ne peut être réalisée que partiellement en l'état. On abordera cette histoire croisée en étudiant la rupture d'un « pacte des confins » au début des années 1930 dans les Etats en présence, avant d'examiner la crise des autorités régionales et de la diplomatie frontalière qu'elle entraîne. Cela nous permettra de considérer de quelle manière un objectif « partagé » de construction de territoires nationaux permet l'acceptation de la répression.

1. La rupture d'un pacte des confins

On a vu que les révoltes de 1929-1931 ne pouvaient être considérées comme un facteur durable de dégradation des relations frontalières entre les Etats voisins du Caucase et contribuaient même au développement de procédures de coopération entre gouvernements centraux. Dans les trois Etats, ces révoltes attirent l'attention des gouvernements sur le caractère très inachevé de l'intégration des confins caucasiens. Ce constat débouche sur des formes partagées de répression et sur une remise en cause simultanée des structures du contrôle politico-administratif en vigueur, que des projets s'efforcent de réformer. Le pacte

³³⁷¹ Sur la conférence de Montreux, voir Dzhamil' Gasanli, *SSSR-Turtsija. Ot nejtraliteta k kholodnoj vojne (1939-1953)*, Moscou Tsentr Propagandy, 2008, pp. 22-31 ; le pacte de Saadabad rassemble Turquie, Iran, Irak et Afghanistan, et semble marquer un renouveau d'influence britannique. Miron Rezun, *op.cit.*, 1981, pp. 331-332 ; Gürün fait pour sa part remonter le « refroidissement » à la signature de l'entente balkanique entre Yougoslavie, Grèce, Roumanie et Turquie et au soutien apporté par l'URSS à l'Italie : Kamuran Gürün, *op.cit.*, 2010 (1991), pp. 141-148.

tacite par lequel un degré d'autonomie restait conféré aux autorités régionales se trouve par là contesté.

a) Les répertoires communs de la répression

Avant même d'envisager une possible histoire croisée de la fermeture des confins caucasiens, une simple comparaison souligne la similitude de la reprise en main des territoires frontaliers au lendemain des révoltes. C'est en effet sur des registres similaires que s'opèrent les répressions lancées contre les populations rebelles. Les mesures d'ingénierie sociale destinées à la recomposition sociale, ethnique et politique des régions de confins se concentrent sur des mécanismes tels que la déportation, la sédentarisation et le contrôle des circulations intérieures. Dans les trois cas, la prédominance de concepts spatiaux est frappante et renvoie au développement d'un particularisme des territoires frontaliers, qui n'est plus synonyme d'autonomie, mais d'assimilation forcée à des schémas considérés comme acceptables par les pouvoirs centraux. Ce constat ne doit pas conduire à exagérer l'unité des politiques poursuivies ou des mesures adoptées, car la politique soviétique de la zone-frontière conserve des traits propres, où l'assimilation des régions frontalières n'est pas recherchée, au profit de politiques de « frontière épaisse³³⁷² ». La similarité des pratiques de répression pointe cependant la transformation commune d'une relation aux confins qui permet de réfléchir aux raisons du consensus de la fermeture.

La déportation des populations des confins constitue sans doute l'aspect le plus évident du répertoire commun de répression mis en place après les révoltes de 1929-1931. À partir de l'automne 1931, le consul britannique à Trabzon voit passer en nombre les groupes kurdes déportés par les autorités vers l'Anatolie orientale. Le 27 octobre 1931, près de deux mille Kurdes Halikanli arrivent dans la ville sous escorte militaire, pour être embarqués, avec près de quarante mille têtes de bétail³³⁷³. Ces déportations massives s'inscrivent dans une politique de reconfiguration ethnique et politique de l'Anatolie orientale. Nombre de ces Kurdes proviennent de la « zone interdite » proclamée depuis 1930 dans la zone de l'Ararat et maintenue jusqu'en 1946³³⁷⁴. La déportation des koulaks et des populations révoltées du Caucase se déroule de manière simultanée dans une série d'opérations organisées par les troupes de la GPU. Si la déportation vers l'Asie centrale reste minoritaire, des mesures sont

³³⁷² Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 26.

³³⁷³ Rapport du consul britannique à Trabzon, Falanga, à George Clerk, 29 octobre 1931, TNA, FO 424/275, pp. 68-69 ; sur ces déportations et leur rythme, Uğur Ümit Üngör, *op.cit.*, 2011, pp. 166-167.

³³⁷⁴ Mecit Hun, « Ana davâlarımız, II », *Pamukova*, No. 6, 13 août 1954, reproduit dans Mücahit Özden Hun (éd.), *op.cit.*, 2002, pp. 285-286.

prises pour éloigner des zones frontalières les catégories qui ont pu résister à la collectivisation. Le 12 mai 1931, le Comité central géorgien adopte ainsi sur proposition de Lavrenti Beria un ensemble de dispositions visant à « nettoyer » les districts frontaliers des paysans en fuite, contre-révolutionnaires et révoltés³³⁷⁵. A l'instar des décisions adoptées par les Comités centraux d'Arménie et d'Azerbaïdjan, ces dispositions insistent sur la nécessité de développer dans le même temps des mesures de transformation des comportements socio-économiques de la population dans ces territoires.

Le renforcement des idéologies de transformation spatiale et sociale au début des années 1930 s'exprime directement dans des régions où les populations minoritaires sont nombreuses et se caractérisent pour beaucoup par des modes de vie perçus de manière croissante comme incompatibles avec une intégration administrative et sociale. Le nomadisme persistant de nombre de ces populations représente la dimension la plus importante de cette situation. La participation des Kurdes aux révoltes et l'agitation épisodique des Shahsevens entre le Moughan et le Qaradâgh débouche sur des mesures qui, à défaut d'être concertées, manifestent une simultanéité frappante. Les mesures de sédentarisation sont appliquées de manière de plus en plus coercitive contre les populations kurdes en Transcaucasie soviétique et en Anatolie orientale. En Iran, des politiques de sédentarisation sont appliquées à l'ensemble des populations nomades des provinces septentrionales à partir du début des années 1930. Kurdes, Shahsevens et Turkmènes sont les principaux groupes visés par ces programmes qui connaissent un net renforcement au cours de 1934³³⁷⁶. L'adoption concomitante de ces mesures constitue un phénomène notable, car elle rompt avec les décalages observables au cours des décennies précédentes, lorsque les Etats suivaient souvent des politiques différentes envers les groupes nomades, afin de tirer des profits politiques ou stratégiques. Une telle convergence signifie la disparition des possibilités de fuite ou de pression pour les groupes ciblés.

Ce répertoire commun ne résulte pas d'une coïncidence ni même de la seule observation mutuelle, car il s'appuie en partie sur des accords politiques et diplomatiques négociés dans les capitales. Au croisement de la question des émigrés et de celle des réfugiés émerge depuis la fin des années 1920 la question des déplacements intérieurs. L'Union soviétique est particulièrement virulente dans ses demandes que les réfugiés « anti-

³³⁷⁵ Décision secrète du Comité central géorgien, 12 mai 1931, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 3, l. 48.

³³⁷⁶ Dâriûsh Beâzîn, *Ardabil*, Téhéran, Daftar-e pazhûheshhâ-ye farhangî, 1382 (2003), p. 91 ; J.H. de Mauroy, *Nomadisme et sédentarisation chez les Shahsevan (3). Azerbaïdjan occidental et Iran*, résumé de cours du Centre de Hautes Etudes Administrative sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1971, p. 7 ; pour une comparaison avec la sédentarisation des Turkmènes à l'Est de la Caspienne, William Irons, « The Turkmens of Iran. A Brief Research Report », *Iranian Studies*, Vol. 2, No. 1, hiver 1969, pp. 27-38.

soviétiques » soient déplacés vers l'intérieur de la Turquie et de l'Iran, à défaut d'être extradés ou expulsés. De tels déplacements deviennent quasiment automatiques au cours des années 1930 pour les individus politisés, qui ne reçoivent pas l'autorisation de séjourner dans les villes frontalières du territoire soviétique. A l'inverse, les autorités soviétiques réduisent fortement la liberté d'action des exilés politiques iraniens et turcs dans les républiques caucasiennes. Plusieurs militants iraniens de premier plan doivent quitter Bakou où ils séjournent depuis le début des années 1920³³⁷⁷.

De tels accords contribuent à produire, de part et d'autre, la représentation d'une spécificité des régions frontalières, qui ont vocation à être nettoyées de groupes problématiques. Ces mesures parallèles ne sont pas contradictoires avec une hostilité franche envers la pénétration d'idéologies frontalières inspirées des Etats voisins : on verra ainsi les autorités iraniennes et turques lutter avec un zèle redoublé contre les groupes communistes dans les provinces frontalières³³⁷⁸. Les mémoires d'Agabekov, complétées par des révélations ultérieures, nourrissent en Iran une véritable paranoïa concernant le noyautage de l'appareil d'Etat dans les provinces du nord du pays³³⁷⁹. Des arrestations contre les fonctionnaires provinciaux et à Téhéran sont organisées par la direction-générale de la police dès la fin de novembre 1930³³⁸⁰. Le Gilan et l'Azerbaïdjan iranien sont particulièrement concernés par ces mesures, qui ciblent volontiers des organisations culturelles ou régionalistes, dont l'origine peut remonter à la révolution constitutionnelle ou à l'époque du mouvement djangali. La police tient en haute suspicion la Société culturelle (*Djami'at-e Farhang*) de Rasht, fondée en 1916, car elle la considère comme un repaire de communistes et lui reproche des contacts avec le consulat soviétique³³⁸¹. En 1931, l'ascension du général Ayrom à la tête de la police concrétise le tournant sécuritaire et anticommuniste du régime iranien³³⁸². Ces mesures n'ont

³³⁷⁷ L'émigré Ehsanullah Khan doit quitter Bakou en 1933 avec plusieurs de ses camarades. Extrait de protocole du bureau du Comité régional du Parti, 20 février 1933, SSHSA PA, f. 1, op. 1, d. 7, l. 286.

³³⁷⁸ Dans le cas turc, on peut se référer aux nombreux documents publiés dans Mete Tunçay, *Türkiye'de sol akımlar - II (1925-1936)*, Ankara, BDS Yayınları, 1992.

³³⁷⁹ Des publications ultérieures entretiennent cette paranoïa. On peut penser à l'ouvrage d'Essad Bey, *G.P.U. Die Verschwörung gegen die Welt.*, Berlin, E.C. Etthofen-Verlag, 1932 ; Ervand Abrahamian considère qu'il faut prendre avec précaution les révélations d'Agabekov, qui viseraient à discréditer les groupes hostiles aux Britanniques en Iran, indépendamment de leurs liens réels avec les Soviétiques : recension par Ervand Abrahamian de l'ouvrage de Miron Rezun, *The Soviet Union and Iran*, parue dans *The Armenian Review*, Vol. XLII, No. 1 (165), Printemps 1989, pp. 75-77.

³³⁸⁰ Note du direction-générale de la police au ministère de l'Intérieur, 27 Âbân 1309 (18 novembre 1930), *FKR*, 1370 (1991-1992), p. 62 ; Said Mahmûd Sâdât, Morteza Nouraei, Hoseyn Mirdja'farî, *op.cit.*, été 1392 (2013), p. 26.

³³⁸¹ Rapport de la direction-générale de la police au ministère de l'Intérieur, 12 Mehr 1309 (4 octobre 1930), *FKR*, 1370 (1991-1992), pp. 59-60.

³³⁸² Très craint, il finit par quitter l'Iran en 1935, par crainte d'être lui-même menacé. Stephanie Cronin, *op.cit.*, 2007, pp. 172-173 ; Miron Rezun, *op.cit.*, 1981, pp. 174-177 ; en juin 1931, une loi contre les activités

pendant guère d'impact diplomatique. Conseillant l'ambassadeur britannique sur la lutte contre le communisme en Inde, le ministre des Affaires étrangères turc Tevfik Rüştü affirme que la propagande communiste devrait être traitée comme une « affaire relevant de la police », sans impact sur les relations bilatérales³³⁸³.

Ce répertoire commun ne signifie pas non plus une identité absolue de pratiques, niant la différence des régimes en contact au Caucase. On ne trouve pas de mesures similaires, en Iran et en Turquie, à la politique de discrimination – au sens littéral – des zones frontalières et de leurs populations qui se met en place en 1932-1933 sur le territoire soviétique³³⁸⁴. Cette politique a des aspects positifs sur le plan économique, avec l'octroi d'importantes subventions, mais s'inscrit aussi dans un mouvement d'encadrement et de passeportisation de la population qui a fait l'objet de nombreux travaux. Afin de mettre un terme aux mouvements intérieurs de masse qui suivent la collectivisation et les famines de 1932, le Politburo décide le 15 novembre 1932 de créer une commission pour élaborer un système de passeport intérieur³³⁸⁵. Ce système crée des zones à statuts spéciaux, dont l'accès n'est possible que sur autorisation. Aux principales villes de Russie centrale et d'Ukraine s'ajoutent progressivement des villes républicaines et des territoires qui, non urbains, concentrent néanmoins des enjeux politiques, comme les districts frontaliers. Bakou est ajoutée au début de 1933, avant Batoumi et Tiflis à l'été, sur la suggestion du Comité régional du Parti³³⁸⁶. En Transcaucasie, la pression des autorités locales en faveur du système s'explique notamment par l'afflux d'une population de déplacés intérieurs, d'Ukraine et de Russie du Sud, qui tentent de fuir la famine³³⁸⁷. Echappant aux cordons militaires placés aux frontières intérieures de l'Ukraine, ils affluent dans les républiques caucasiennes : la GPU géorgienne parle de près de 15.000 « koulaks et éléments contre-révolutionnaires » ukrainiens et russes arrivés jusqu'aux dernières semaines de 1932. Pour certains de ces déplacés, le Caucase est un

syndicales et communistes est adoptée par le Madjlis : Willem Floor, *Labor and Industry in Iran, 1850-1941*, Washington, Mage Publishers, 2009, pp. 78-79 ; Mohammad Tagi Mokhtari, *op.cit.*, 1997, p. 80.

³³⁸³ Rapport de George Clerk à Arthur Henderson, 11 janvier 1930, TNA, FO 424/272, pp. 2-3.

³³⁸⁴ Nick Baron, *op.cit.*, 2007, p. 241 ; Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, pp. 146-148 et *passim*.

³³⁸⁵ David Shearer, *Policing Stalin's Socialism: Repression and Social Order in the Soviet Union, 1924-1953*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2009, pp. 192-193 ; Gijs Kessler, « The passport system and state control over population flows in the Soviet Union, 1932-1940 », *Cahiers du monde russe*, Vol. 42, No. 2/4, 2001, pp. 493-494 ; Nathalie Moine, « Les frontières intérieures de la citoyenneté soviétique. Identification et restrictions résidentielles en Union soviétique », in Gérard Noiriel (dir.), *op.cit.*, 2007, pp. 201-224.

³³⁸⁶ Protocole du Politburo, 15 juillet 1933, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 926, l. 11 ; la ville frontalière de Nakhitchevan est passeportisée en octobre 1933 : protocole du bureau du comité du Parti du Nakhitchevan, 5 octobre 1933, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 242, l. 256.

³³⁸⁷ Télégramme du consul italien à Tiflis à l'ambassade à Moscou, 26 avril 1932, ASMAE, Affari Politici, 1931-1945, URSS, b. 5 ; voir R.W. Davies, Stephen G. Wheatcroft, *The Years of Hunger. Soviet Agriculture, 1931-1933*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2009 (2004) ; Andrea Graziosi, « Les famines soviétiques de 1931-1933 et le *Holodomor* ukrainien », *Cahiers du monde russe*, Vol. 46, No. 3, p. 461.

prélude à l'émigration hors d'Union soviétique³³⁸⁸. Le système des passeports intérieurs sert en l'occurrence à légitimer les mesures de déportation adoptées contre cette population indésirable, renvoyée par bateau à partir de janvier 1933 depuis l'Abkhazie et l'Adjarie³³⁸⁹.

On peut donc considérer ce répertoire commun comme un ensemble de pratiques, qui ne préjuge pas d'une quelconque proximité idéologique ou sympathie politique. Une concentration sur les mécanismes de répression contre certaines populations des confins pose néanmoins le risque de concevoir le développement d'une telle répression comme la principale conséquence des révoltes. Pourtant, il nous semble que la rupture du « pacte des confins » ne réside pas exclusivement dans le recours à une répression plus affirmée, mais aussi dans la crise d'une relation politique entre les gouvernements centraux et des institutions régionales disposant jusqu'alors d'une autonomie. Les révoltes de 1929-1931 attirent en réalité l'attention sur la situation de ces provinces frontalières et révèlent un niveau de contrôle politico-administratif très inférieur à ce que le discours officiel laissait entendre dans les années précédentes. La crise des confins est donc aussi une crise des relations entre niveaux politico-administratifs.

b) Repenser le contrôle politique

La similarité des questionnements posés à la suite des révoltes s'exprime dans la multiplication, de part et d'autre de la frontière, des inspections et tournées de dirigeants dans les zones des troubles. Au plus haut niveau, on peut rappeler que Mustafa Kemal effectue en 1930-1931 sa dernière grande tournée dans les provinces de Turquie, au cours de laquelle il met en garde contre le risque de coupure entre l'appareil d'Etat et la population. Cette mise en garde vaut aussi pour le Parti républicain du peuple (CHF/CHP), parti unique dont les moyens réels de contrôle dans les provinces d'Anatolie orientale demeurent limités. Mustafa Kemal insiste dans ses discours sur la responsabilité des fonctionnaires régionaux de l'Etat et du Parti dans l'application des décisions centrales. Quelques mois plus tard, à l'automne 1931, Reza Shah se livre aussi à une tournée qui le mène à travers les provinces du nord-ouest iranien. Très suivie, cette visite lui fait traverser plusieurs villes et régions frontalières, de

³³⁸⁸ Fuyant la Crimée, le Tatar Khalil Arslanov, âgé de 20 ans, arrive à Soukhoumi, d'où il passe à Akhaltsikhe. Il nourrit cependant l'espoir de fuir vers la Turquie, où « il sait bien que l'on vit mieux qu'en URSS », car nombre des Tatars de Crimée essaient d'y fuir. Protocole d'interrogatoire de Khalil Arslanov par la GPU géorgienne, 3 août 1933, SShSA ShA, f. 6, d. 33112-9, ll. 6-7.

³³⁸⁹ Décision secrète du Bureau du Comité central géorgien, 14 janvier 1933, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 5, l. 39 ; rapport de l'ambassade italienne à Moscou au ministère des Affaires étrangères, 28 février 1933, ASMAE, Affari Politici, 1931-1945, URSS, b. 8, f. 1 ; télégramme du consul italien à Tiflis à l'ambassade à Moscou, 7 mars 1933, ASMAE, Affari Politici, 1931-1945, URSS, b. 8, f. 8.

l'Azerbaïdjan iranien au Mazandaran³³⁹⁰. Dans un rapport de septembre 1931, le consul-général polonais à Tabriz, Pol, souligne l'agitation qui règne parmi les fonctionnaires iraniens à la veille de cette visite, que les autorités régionales perçoivent comme une inspection du fonctionnement même des provinces à la suite des désordres qui les ont agitées³³⁹¹. Ces tournées entourées d'une grande attention politique constituent la face visible d'un questionnement plus profond sur le contrôle politique des confins.

En URSS et en Turquie, les partis uniques jouent un rôle central dans les processus d'inspection lancés. La Perse pahlavie, depuis l'échec du parti *Irân-e No* en 1927, ne dispose pas d'institution similaire, mais les organes étatiques reçoivent à partir du début des années 1930 des fonctions croissantes de contrôle social³³⁹². A la suite de la tournée d'Atatürk, le Parti républicain du Peuple se dote de nouvelles règles relatives aux rapports que doivent établir les députés et inspecteurs régionaux du Parti, institués en 1925 : les députés sont désormais tenus de rédiger tous les deux ans des rapports complets sur la situation politique, économique et sociale dans leur circonscription, en s'appuyant sur une étude concrète et personnelle de la région. L'absentéisme de certains députés élus dans les provinces orientales est à cette occasion pointé du doigt comme un problème majeur pour la bonne information du Parti³³⁹³. Dans un article consacré aux rapports rédigés par ces députés, Murat Metinsoy s'interroge sur la proximité entre les redditions de compte pratiquées au sein du CHP et les pratiques d'autres partis uniques, en URSS et en Allemagne nazie. On sait dans le cas de la Turquie kémaliste que le fonctionnement du Parti soviétique est observé de près par les diplomates et consuls, ainsi que par d'autres administrations dont les notes sont régulièrement transmises au secrétaire-général du CHP³³⁹⁴. A cette attention générale aux influences mutuelles, on pourrait ajouter la question d'influences plus précises, par exemple sur les politiques respectives des régimes dans le traitement de leurs régions frontalières.

³³⁹⁰ Note du ministère des Affaires étrangères turc à la présidence du Conseil, 8 octobre 1931, BCA, 30.10.0.0/261.757.15.

³³⁹¹ Lettre du consul-général polonais à Tabriz à l'ambassade polonaise à Moscou, 11 septembre 1931, AAN, f. 1190, sygn. 198, l. 2.

³³⁹² Matthew Elliot, « New Iran and the Dissolution of Party Politics under Reza Shah », in Touraj Atabaki, Erik Jan Zürcher (dir.), *Men of Order. Authoritarian Modernization under Atatürk and Reza Shah*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2004, pp. 65-97 ; sur la faiblesse relative du pouvoir étatique pahlavi et la nécessité de ne pas réifier la distinction Etat/société dans le cas iranien, voir les remarques de Cyrus Schayegh, « 'Seeing like a State': An Essay on the Historiography of Modern Iran », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 42, No. 1, 2010, p. 38 et « Introduction », dans Bianca Devos, Christopher Werner (dir.), *op.cit.*, 2014, p. 1.

³³⁹³ Murat Metinsoy, « Fragile Hegemony, Flexible Authoritarianism, and Governing from Below. Politicians' Reports in Early Republican Turkey », *International Journal of Middle East Studies*, No. 43 (2011), pp. 701-706.

³³⁹⁴ Note du ministère de l'Intérieur turc au secrétaire-général du CHP, Recep Peker, concernant la situation politique et économique en URSS, 4 juillet 1934, BCA, 490.1.0.0/609.111.6.

Les inspections lancées en 1931-1932 dans les régions frontalières débouchent sur des rapports très critiques de la capacité des autorités régionales à assurer leur mission d'encadrement et de mobilisation de la population. En août 1931, le député Asim Vasfi [Mühürdaroglu] rédige par exemple un rapport accablant sur la situation du Parti républicain du Peuple dans la région d'Erzurum. Le Parti, résume-t-il, est pris dans la défiance généralisée qu'éprouve la population pour les institutions administratives et politiques. Ses organes locaux sont incapables d'assurer leurs missions, qu'elles soient d'information politique ou de transmission des doléances populaires³³⁹⁵. Des rapports préparés dans les provinces de la mer Noire ou d'Anatolie du Nord-Est fournissent des tableaux similaires des situations locales, où le parti unique ne jouit nullement de la confiance des masses. Du côté soviétique, où l'expérience emmagasinée est déjà plus importante, les inspections prennent un tour systématique, à la suite d'une décision du Politburo, le 31 octobre 1932, qui vise à « mieux intégrer les zones-frontières ». Dans la seule Transcaucasie, vingt-neuf districts frontaliers cumulant un million d'habitants sont inspectés, dans un processus impliquant plusieurs centaines d'instructeurs et membres éminents du Parti³³⁹⁶. Les commissions déléguées par le Parti reviennent avec des constats accablants, présentés au cours d'une conférence organisée à Tiflis le 10 janvier 1933.

Elles soulignent la prise très faible du Parti sur les sociétés locales et pointent du doigt la responsabilité de l'ensemble de l'appareil dans cette insuffisance. Peu nombreux et inexpérimentés, les membres du Parti ont rarement adhéré avant 1930. Dans la région de Khoulo, en Géorgie, où a éclaté la révolte de mars 1929, on ne trouve encore que 57 membres et 77 membres-candidats³³⁹⁷. La conférence constate que le bilan des échecs de 1929-1931 n'a été que partiellement tiré. En Adjarie, des réformes administratives ont été appliquées dès 1930 afin d'unifier le travail des organismes étatiques et de le rapprocher du comité local du Parti³³⁹⁸. Le travail du Parti aussi bien que des soviets locaux demeure pourtant très insuffisant aux yeux des délégués. Le représentant du Comité exécutif central de

³³⁹⁵ Murat Küçükuğurlu, *Türk Siyasi Tarihinde Erzurum (1923-1950)*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2012, pp. 21-22.

³³⁹⁶ Sh. Pogosjan, *op.cit.*, 1986, pp. 46-47.

³³⁹⁷ Rapport sur le fonctionnement du Parti dans le district de Khulo, non daté (fin 1932), SShSA PA, f. 13, op. 11, d. 84, l. 20.

³³⁹⁸ En mars 1930, le Conseil des commissaires du peuple et le Comité exécutif central sont fusionnés pour mettre fin à des querelles persistantes. Irak'li Manvelidze, *op.cit.*, 2006, pp. 110-114 ; cela prend la suite des remarques faites après la révolte du début de l'année 1929 dans la région : Rapport de la commission gouvernementale sur la révolte adjare, non daté (après mars 1929), SShSA PA, f. 14, op. 4, d. 301, ll. 15-16 ; la même mesure est adoptée en Abkhazie, où le conseil des commissaires du peuple est supprimé en avril 1930 : Badzhgur Sagarija, *Natsional'no-gosudarstvennoe stroitel'stvo v Abkhazii (1921-1931 gg.)*, Soukhoumi, Alashara, 1970, p. 137-139 ; pp. 139-140.

Transcaucasie émet un jugement particulièrement dur sur l'absence de tout travail de mobilisation politique dans ces régions :

« En ce qui concerne le travail de masse, les soviets de la zone-frontière n'ont qu'une activité administrative. Lorsqu'il existe des sections et des groupes de délégués, ils n'existent que formellement. Ils ont été élus au moment de l'élection des soviets, mais restent sur le papier. On ne trouve que dans quelques soviets paysans des sections qui travaillent vraiment, mais leur travail reste réduit. Les groupes de paysans pauvres ne fonctionnent pas non plus. On a l'impression que plus personne ne leur prête attention et qu'ils ont fait leur temps³³⁹⁹. »

La conférence est particulièrement importante car elle met en évidence le recul considérable subi depuis 1930 en matière de collectivisation et de mobilisation politique. Ce recul s'exprime dans l'invisibilité de l'agriculture collective, qui n'existe que de manière nominale. Le plus grand kolkhoze du district de Khoulo, baptisé *Akhali Shroma (Nouveau Travail)* ne compte que onze hectares de terres collectives, alors que cent-vingt autres sont exploités individuellement par les familles membres³⁴⁰⁰. Ce décalage socio-économique est complété par le maintien d'influences religieuses, notamment musulmanes dans les régions frontalières de Géorgie et d'Arménie, où l'islam devient une marque de résistance minoritaire³⁴⁰¹.

Les inspections menées au Caucase soviétique et en Turquie partagent un constat ambigu : les institutions régionales semblent caractérisées par un mélange d'extériorité aux sociétés frontalières et de connivence avec celles-ci. Ces deux traits, quoique distincts et apparemment contradictoires, représentent en réalité deux faces d'une même réalité menaçante. L'extériorité aux sociétés locales se traduit avant tout par une incapacité à prendre en charge un travail de structuration politique et idéologique de la population, en écho aux remarques faites au sein du Parti soviétique. Encore en 1938, un rapport du secrétariat-général du CHP évoque le délabrement des organes du Parti dans la province de Kars. A Iğdir et Tuzluca n'existe aucune organisation du Parti, tandis qu'à Sarıkamış, Çıldır et Ardahan, les organes en place laissent fort à désirer. A propos du Parti à Ardahan, le secrétaire-général écrit ainsi :

³³⁹⁹ Rapport d'Alania pour le Comité exécutif central de Transcaucasie, 10 janvier 1933, SShSA PA, f. 13, op. 11, d. 58, l. 6.

³⁴⁰⁰ Rapport sur le fonctionnement du Parti dans le district de Khoulo, non daté (fin 1932-janvier 1933), SShSA PA, f. 13, op. 11, d. 84, l. 20.

³⁴⁰¹ Rapport de la GPU d'Adjarie sur le clergé musulman, 28 janvier 1933, AARSA, f. p-1, op. 3, d. 174, ll. 45-49.

« Le président n'est plus en fonction. Rien ne se passe, aucune réunion n'est organisée. Le Parti n'a aucune relation avec la population. Le club sportif n'existe que de nom. La liste des membres n'est pas tenue. Les comptes sont en désordre. Le Parti n'offre d'aucun point de vue l'image d'une structure organisée [bir teşekkül manzarası arz etmiyor]³⁴⁰². »

En bien des endroits, l'extériorité des autorités du Parti et de l'Etat est perçue sur des critères ethniques ou linguistiques. A cet égard, les politiques appliquées de part et d'autre de la frontière varient : alors que le recrutement de fonctionnaires et responsables du Parti appartenant à des groupes minoritaires n'est pas encouragé en Turquie, la capacité à recruter parmi les minorités locales constitue un critère-clef au sein du Parti de l'*affirmative action empire*³⁴⁰³. Les Partis des trois républiques sont blâmés pour leur faible recrutement parmi les minorités frontalières. Dans le district d'Astara, les Tâleshis ne sont que 20 % des membres du Parti, alors qu'ils constituent 90 % de la population locale³⁴⁰⁴.

Comment s'articulent l'extériorité supposée du Parti aux sociétés locales et le thème de la connivence, également omniprésent ? L'absence de travail politique et idéologique au sein des populations des confins n'est pas contradictoire avec l'existence de liens personnels entre les membres du Parti et les sociétés locales. Si une partie du personnel administratif et politique est précisément choisi pour son origine extérieure à la région, qui doit permettre une impartialité, une autre partie est composée d'individus dont l'adhésion apparaît plus opportuniste que sincère. Parmi les quelques membres tâleshis du Parti d'Astara, les délégués du PC(b) relèvent le grand nombre d'anciens membres des élites foncières, religieuses et politiques³⁴⁰⁵. Au sein du CHP, beaucoup de membres ont adhéré sous la contrainte et ne partagent aucunement les objectifs idéologiques du Parti, comme le remarque dans un rapport du 20 août 1933 le député du Çoruh, Atif Bey³⁴⁰⁶. Aussi bien en Turquie qu'au Caucase soviétique, ce constat s'accompagne de nombreux limogeages et démissions contraintes. Au printemps 1933, le premier secrétaire du Parti du Nakhitchevan, Bahadır Vəlibəyov, est démis de ses fonctions, en raison des résultats désastreux de l'inspection³⁴⁰⁷. Il y a là un élément

³⁴⁰² Note du secrétaire-général à la présidence du CHP, 1^{er} juin 1938, BCA, 490.1.0.0/666.234.1.

³⁴⁰³ Sur la relation aux fonctionnaires kurdes, voir Senem Aslan, « Everyday Forms of State Power and the Kurds in the Early Turkish Republic », *International Journal of Middle Eastern Studies*, Vol. 43, 2011, p. 82.

³⁴⁰⁴ Sur les 57 postes dirigeants du Parti dans la région, 17 sont occupés par des Tâleshis. Rapport sur le fonctionnement du Parti dans le district d'Astara, non daté (fin 1932), SShSA PA, f. 13, op. 11, d. 84, l. 44.

³⁴⁰⁵ *Ibid.*, ll. 45-46.

³⁴⁰⁶ Murat Küçükuğurlu, *op.cit.*, 2012, pp. 24-25 ; Senem Aslan, *op.cit.*, 2011, p. 88.

³⁴⁰⁷ Le plan de production du coton n'est exécuté qu'à 45,4 % en 1931 et 48,9 % en 1932, selon les sources du consulat allemand à Tiflis. Voir le rapport du consulat-général allemand adressé à l'ambassade à Moscou, 25 mars 1933, PA AA, Länderabteilung IV, Russland, R 84154 ; Zakir Şixlinski, *Azərbaycan kəndində Sovet quruculuğu. 1933-1937-ci illər*, Bakou, Azərbaycan SSR Elmlər Akademiyası Nəşriyyatı, 1965, pp. 95-97.

crucial de cette rupture du pacte des confins : comme le rappelle Murat Metinsoy, les volontés de réforme au sein du CHP s'inscrivent autant dans une inquiétude vis-à-vis des populations locales que dans une méfiance envers des élites politico-administratives des confins soupçonnées de se consacrer trop peu à l'intégration de ces territoires³⁴⁰⁸. L'idée dominante semble en définitive être celle exprimée dans un rapport du ministère de l'Intérieur turc, dès 1926, qui appelle à éloigner de leurs postes les fonctionnaires qui « font écran » (*perde çeken*) à l'exercice de l'autorité centrale³⁴⁰⁹.

c) Anatolie orientale, un passé qui ne passe pas ?

Qu'en est-il concrètement de cette idée d'une administration écran ? Nous avons ici décidé de retenir un exemple particulier, celui de l'Anatolie orientale des années 1930 : au cours de notre examen des incidents frontaliers de 1930-1931, nous avons souligné que les Soviétiques avaient manifestement une perception différente de l'administration frontalière turque et de l'administration iranienne. L'Etat turc leur semble plus structuré et fonctionnel que l'Etat iranien, dont ils essaient de modifier les équilibres intérieurs. Cette vision d'un Etat kémaliste puissant et cohérent, modelant le corps social turc selon ses volontés, fait l'objet depuis plusieurs années d'une critique historiographique importante, qui réintroduit l'idée d'un « écran » politique et administratif provincial. Comme le rappelle Benjamin Gourisse dans un récent ouvrage collectif consacré à l'histoire de l'action publique en Turquie, l'approche de l'Etat kémaliste comme Etat fort dominant une société faible n'est désormais plus acceptée sans critique³⁴¹⁰. La réinterprétation de l'entre-deux-guerres s'appuie sur une lecture des sources désormais disponibles du CHP et de la présidence du Conseil turc, ainsi que de sources parlementaires et de mémoires. Ces corpus fournissent un support plus riche pour évaluer l'efficacité des politiques kémalistes au cours des années 1930. La consultation de ces sources permet de surcroît de saisir la conscience qu'ont les dirigeants kémalistes de la faiblesse du régime dans bien des provinces, en particulier en Anatolie orientale. Si la comparaison turco-soviétique est instructive, la première moitié des années 1930 revêt une

³⁴⁰⁸ Murat Metinsoy, *op.cit.*, 2011, pp. 708-709.

³⁴⁰⁹ BCA, 030.10.0.0/78.518.10, cité par Murat Küçükuğurlu, *op.cit.*, 2012, pp. 186-187 ; le rapprochement entre appareil du parti unique et Etat décidée en 1936 s'inscrit dans cette logique, Erik-Jan Zürcher, « Turkey in the First 'World Crisis': From Authoritarianism to Totalitarianism », in Helmut Konrad, Wolfgang Maderthaner (dir.), *Routes into the Abyss. Coping with Crises in the 1930s*, New York-Oxford, Berghahn Books, 2013, p. 134.

³⁴¹⁰ Benjamin Gourisse, « Ordonner et transiger : l'action publique au concret dans l'Empire ottoman et en Turquie », in Marc Aymes, Benjamin Gourisse, Elise Massicard (dir.), *L'art de l'Etat en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2013, pp. 13-14.

importance particulière en Turquie, lorsque les élites kémalistes découvrent la faible efficacité de leurs politiques dans les provinces orientales du pays.

Dans son journal, le député d'Artvin Asım Us raconte une anecdote issue d'une de ses tournées sur le littoral de la mer Noire. Alors qu'il parcourt la campagne en 1931, il rencontre des paysans qui ne savent pas que la région a été « occupée » par les Russes entre 1878 et 1921 et n'est redevenue turque qu'il y a un peu plus d'une décennie³⁴¹¹. Cette anecdote, qu'on pourrait presque considérer encourageante pour ce qu'elle dit de l'imperméabilité des populations anatoliennes face aux changements frontaliers, résume bien l'état d'esprit des élites kémalistes face à l'Anatolie orientale au cours des années 1930. Les travaux disponibles laissent voir dans les années 1930 la naissance d'une nouvelle question d'Anatolie orientale. Elle ne correspond plus à la question des « réformes arméniennes », à laquelle elle succède, d'un point de vue spatial : les populations cibles ne sont pas les mêmes – les Kurdes remplaçant les Arméniens – et la dynamique politique intérieure ne se trouve pas compliquée par une internationalisation diplomatique de la question. Spatialement, la question d'Anatolie orientale se trouve aussi reconfigurée. D'un côté, le sud-est anatolien, aux confins de l'Iran, de la Syrie et de l'Irak pose de manière aiguë la question kurde. Mais au nord-est anatolien la question se formule différemment. Le problème des Kurdes existe, mais se trouve intégré de manière plus générale dans la question de l'intégration de populations minoritaires qui peuplent le littoral de la mer Noire, comme les Hemshines et les Lazes. Surtout, elle prend un tour particulier dans la mesure où ces régions apparaissent comme marquées par le spectre du passé russe.

« Un passé qui ne passe pas », ainsi pourrait-on résumer le sentiment qui s'exprime dans nombre de sources relatives aux régions du Nord-Ouest anatolien. Un moment particulièrement intéressant de cette analyse bureaucratique et politique de la « question d'Orient » est la longue tournée effectuée par le premier ministre İsmet İnönü en Anatolie orientale, au cours de l'été 1935. Dès l'époque, cette tournée éveille l'attention, en particulier chez les diplomates étrangers, qui y voient une inflexion potentielle de la vie politique du pays³⁴¹². L'objectif affiché du voyage est en effet d'évaluer l'application du premier plan de réforme pour l'Est anatolien (*Şark İslahat Planı*), adopté en 1925 dans la lignée des révoltes

³⁴¹¹ Asım Us, *Hatıra notları*, İstanbul, Kitabevi, 2012, p. 30.

³⁴¹² Sait Aşgın, *Cumhuriyet döneminde Doğu Anadolu'ya yapılan kamu harcamaları, 1946-1960*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2000, pp. 103-104 ; rapport de l'ambassade autrichienne à Moscou, 5 septembre 1935, reproduit dans Artem Ohandjanian (éd.), *Österreich-Armenien, 1872-1936. Faksimilesammlung diplomatischer Aktenstücke, B. XII – 1924-1936*, Vienne, Ohandjanian Eigenverlag, 1995, pp. 8785-8786.

kurdes qui ont secoué alors la région³⁴¹³. Mais il apparaît aussi comme un camouflet pour le ministre de l'Intérieur, Şükrü Kaya, intermédiaire obligé des relations avec les gouverneurs locaux et principal artisan des politiques envers l'Anatolie orientale. L'ambassadeur polonais Jerzy Potocki voit ainsi dans la tournée la volonté du premier ministre de réaffirmer son autorité dans ce qui semble être devenu un fief du ministre de l'Intérieur³⁴¹⁴. Plus récemment, la publication du rapport interne rédigé par İnönü à la suite de ce voyage, des mémoires et journaux personnels du premier ministre a permis de mieux comprendre les perceptions de l'Anatolie orientale par les dirigeants kémalistes. Connue de manière générale comme le « rapport kurde », le rapport rédigé par İnönü évoque en réalité de manière bien plus large la situation de l'Anatolie orientale et constitue une source précieuse pour la compréhension des évolutions de la région au cours des années 1930.

Le rapport rédigé par İnönü à la suite de sa tournée d'inspection confirme le choc éprouvé par le premier ministre face à l'état insoupçonné de la misère populaire et au décalage par rapport aux objectifs affichés par le régime³⁴¹⁵. Au moment où le premier ministre visite les provinces d'Anatolie orientale, celles-ci subissent les conséquences d'une grave sécheresse et la population n'hésite pas à exprimer amèrement ses doléances à la délégation gouvernementale³⁴¹⁶. La population des provinces frontalières d'Anatolie orientale, du nord au sud, connaît des conditions de vie extrêmement difficiles, mais la pauvreté n'est pas tout³⁴¹⁷. İsmet İnönü exprime à plusieurs reprises le sentiment que le spectre du passé tsariste plane sur les régions occupées par la Russie après 1878. Fantôme du passé, l'ancienne frontière continue à frapper le regard du voyageur attentif : au niveau d'Oltu, la piteuse route empruntée par son escorte se mue en large voie, construite à l'époque tsariste pour les besoins de l'armée du Caucase³⁴¹⁸. Les traces physiques laissées par la Russie représentent pour le pouvoir kémaliste un défi permanent. Abandonnées depuis le début des années, routes et

³⁴¹³ Serhat Hürkan, *Altıokun şark ucu : Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da CHP, 1919-2009*, Ankara, Sinemis, 2010, p. 53 ; Andrew Mango, *op.cit.*, 1999, pp. 428-429.

³⁴¹⁴ Rapport de l'ambassadeur Jerzy Potocki au ministère des Affaires étrangères polonaises, 30 août 1935, AAN, f. 1190, sygn. 198, f. 79.

³⁴¹⁵ Je me concentre ici sur les remarques d'İnönü à propos de l'Anatolie orientale, mais ses critiques portent aussi sur la situation du littoral : Fatma İnce, « Başbakan İsmet İnönü'ye Sunulan Rapora ve İnönü'nün Tespitlerine Göre 1935 Yılında Trabzon'un Durumu », *Uluslararası Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 8, 2010, pp. 133-152.

³⁴¹⁶ Rapport du ministère de l'Intérieur turc à la présidence du conseil, 24 juin 1935, BCA, 30.10.0.0/247.671.22.

³⁴¹⁷ Pour la question médicale sur les années 1920-1940, voir par exemple Cemil Kutlu, « Idealist bir cumhuriyet hekimi : Salim Cimilli », *Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi*, No. 49, 2013, pp. 295-308 et p. 299 pour un rapport du 30 août 1934, envoyé par le médecin Salim Cimilli, directeur de la santé d'Erzurum, lors d'un voyage vers la frontière.

³⁴¹⁸ Saygı Öztürk (éd.), *İsmet Paşa'nın Kürt Raporu*, İstanbul, Doğan Kitap, 2012 (2007), p. 43.

bâtiments incarnent l'abandon de la région par le nouveau pouvoir³⁴¹⁹. İnönü multiplie les exemples de telles buttes-témoins du passé de la région : à Balkaya, les anciens gisements de charbon exploités par les Russes sont désormais en déshérence, ce qui laisse les populations locales sans revenus complémentaires et complique l'approvisionnement de Kars et Erzurum en combustible.

Pour le premier ministre turc, cet héritage russe constitue à la fois un atout inexploité de la région et une menace pour la légitimité du pouvoir d'Ankara dans la région. La province de Kars est pétrie par ce passé, dont l'effondrement même pose un défi au régime kémaliste. La disparition du patrimoine matériel légué par la Russie tsariste apparaît en effet comme une preuve de l'inaction du pouvoir dans la région. Près de neuf cents kilomètres de routes restent sans entretien depuis 1921 dans la province et les bâtiments qui les bordent tombent en ruines³⁴²⁰. İnönü est soucieux de modifier cette image d'inactivité et décide dès l'été de prendre des mesures pour remettre en service certaines de ces infrastructures héritées. Le 2 août 1935, il envoie depuis Erzincan un télégramme au ministre des Travaux publics, Ali Çetinkaya, en lui demandant de remettre en service en prévision de l'hiver la ligne « Décauville » entre Sarıkamış et Erzurum, construite au cours de la Première Guerre mondiale. Il s'agit d'éviter que la région de Kars ne soit à nouveau coupée du reste de la Turquie au cours de l'hiver. Les instructions d'İnönü atteignent un niveau de détail étonnant : Çetinkaya reçoit ordre de faire venir de Russie une déneigeuse correspondant à l'écartement de la voie ferrée pour permettre le maintien du service hivernal sur ce qui est encore la seule ligne ferroviaire rejoignant la région³⁴²¹.

Certaines conséquences de la présence russe en Anatolie orientale, ainsi que de l'occupation pendant la Première Guerre continuent à se faire sentir. Les destructions occasionnées par la guerre sont loin d'être effacées, et les villes d'Anatolie orientale présentent un tissu urbain qui porte les stigmates des violences commises. Aux quartiers arméniens et grecs abandonnés s'ajoutent les friches qui s'étalent au cœur des villes. A Erzurum, près de trois cents parcelles appartenant anciennement aux fondations religieuses sont à l'abandon, du fait des destructions causées pendant la guerre³⁴²². La destruction des registres de propriété dans plusieurs provinces entraîne des conflits fonciers, en particulier

³⁴¹⁹ Un rapport turc de 1931 souligne l'abandon complet de la route Borçka-Hopa, qui susciterait les sarcasmes des Soviétiques. Murat Küçüküçurlu, *op.cit.*, 2012, p. 189.

³⁴²⁰ Saygı Öztürk (éd.), *op.cit.*, 2012 (2007), p. 44.

³⁴²¹ Télégramme d'İsmet İnönü à Ali Çetinkaya, 2 août 1935, BCA, 30.10.0.0/13.75.16.

³⁴²² Note du troisième inspectorat-général à la présidence du conseil, 27 mai 1936, BCA, 30.10.0.0/71.464.16.

avec les populations kurdes, qui durent jusqu'aux années 1930³⁴²³. Le sentiment d'abandon exprimé par les populations d'Anatolie orientale pourrait a priori traduire un attachement à la relation avec le pouvoir kémaliste, mais ces populations sont vues avec une grande méfiance, en raison de leur appartenance très fragile à la « turcité » (*türkçülük*) qui importe de plus en plus aux dirigeants turcs³⁴²⁴. A Erzurum, İnönü est frappé par le bas niveau culturel et l'absence des références idéologiques que le régime s'efforce de construire³⁴²⁵. Son constat est d'autant plus inquiétant que le régime a entrepris dans les années précédentes de renforcer les institutions susceptibles de promouvoir l'unification culturelle de la région autour de la « turcité ». En mai 1931, le congrès du CHP a pris la décision de transformer le mouvement des Foyers turcs (*Türk ocakları*) en Maisons du peuple (*Halkevleri*)³⁴²⁶.

L'historiographie turque renvoie à l'influence de mouvements italiens et centre-européens, comme le Sokol, dans la création de ce mouvement d'éducation populaire, mais l'influence soviétique est tout aussi importante, en particulier par son ciblage des populations rurales et par ses ambitions en matière d'éducation idéologique. Il semble que le voyage effectué par les dirigeants kémalistes à Moscou en 1932 ait contribué à faire germer l'idée d'une telle création dans l'entourage d'Atatürk³⁴²⁷. La Maison du peuple de Kars ouvre en 1933, sous le patronage d'Eyüp Saygın, alors directeur de la Sûreté provinciale, ce qui souligne l'importance directement politique de l'institution. Sa création suit de près d'un an la première vague d'ouvertures de Maisons du peuple et précède la mise en place de filiales dans d'autres localités de l'espace frontalier. A Iğdır, par exemple, où une Maison du peuple ouvre en février 1934³⁴²⁸. Dans une note de mai 1934, le secrétaire-général du CHP insiste sur la mission de ces institutions dans ces villes frontalières, où il est « indispensable de renforcer les forces qui oeuvrent à la turcité³⁴²⁹ ». En parallèle de ces entreprises incitatives, les

³⁴²³ Rapport du consul britannique à Trabzon, Matthews, à Percy Loraine, 3 septembre 1936, TNA, FO 371/20092, f. 182.

³⁴²⁴ Voir le rapport du gouverneur de Kars, 12 novembre 1933, cité par Selçuk Ural, « Atatürk Döneminde Kars'ın Sosyal, Kültürel ve Ekonomik Durumu », in Filiz Özdem (dir.), *Kars. "Beyaz Uykusuz Uzakta"*, Istanbul, Yapı Kredi Kültür Sanat Yayıncılık, 2006, p. 131.

³⁴²⁵ Saygı Öztürk (éd.), *Ibid.*, 2012 (2007), p. 50.

³⁴²⁶ Cette transformation est notamment liée à la proximité des Foyers turcs avec le Parti libéral-républicain (SCF) de l'opposition. Nebahat Oran Arslan, « Türk Ocağından Halkevine geçişte bir örnek: Kars Halkevi », *Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, No. 1, Printemps 2008, p. 40.

³⁴²⁷ Cette filiation passerait notamment par Falih Rıfkı Atay : Hakan Yavuz, *Modernleşen Müslümanlar. Nurcular, Nakşiler, Milli Görüş ve AK Parti*, Istanbul, Kitap Yayınevi, 2005, p. 381 ; l'influence du ministre de l'Intérieur Şükrü Kaya, grand amateur d'inspirations soviétiques est aussi possible : Mustafa Solak, *Atatürk'ün bakanı Şükrü Kaya (Uluslaşma, Laiklik, Toprak Reformu)*, Istanbul, Kaynak Yayınları, 2013, p. 325 ; sur l'expérience accumulée par les Soviétiques dans la décennie précédente, à travers l'exemple de la région de Moscou, voir Alexandre Sumpf, *Bolcheviks en campagne. Paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, Paris, CNRS Editions, 2010.

³⁴²⁸ Erdal Aydoğan, « Doğu'da bir kültür ocağı: Kars halkevi », *Atatürk Dergisi*, Vol. 5, No. 1, 2006, p. 102.

³⁴²⁹ Note du secrétaire-général du CHP à la Maison du peuple de Kars, 12 mai 1934, BCA, 490.1.0.0/837.306.2.

autorités kémalistes adoptent également des mesures répressives qui passent par le chef « d'offense à l'identité turque », manié avec ampleur contre les populations minoritaires³⁴³⁰. Le succès limité de ces mesures prises depuis le début des années 1930 est de plus en plus lié à une défaillance des autorités régionales des confins. Cette défaillance politique débouche sur une mise sous tutelle croissante de ces autorités par les pouvoirs centraux, qui confirme les évolutions observées dans le domaine économique.

2. Crise des autorités régionales et crise de la diplomatie frontalière

Le questionnement par les autorités centrales du contrôle des territoires frontaliers doit être examiné à plusieurs échelles. Après avoir considéré l'échelle des districts et provinces frontalières, on peut adopter un point de vue plus englobant pour retrouver l'échelle de ces vastes régions frontalières auxquelles on s'est intéressé jusqu'ici. Il est loisible de considérer que le début des années 1930 marque une remise en cause du rôle des élites et institutions autonomes dirigeant ces régions depuis le début des années 1920. En crise, ces autorités régionales sont de plus en plus vues comme *périphériques*, car la frontière n'apparaît plus comme un facteur positif de leur définition. Au contraire, ces autorités et leur rôle dans l'interaction frontalière gêne les autorités centrales, qui démantèlent la diplomatie frontalière.

a) Les sources limitées d'une réflexion

Le déclin des autonomies régionales aux frontières du Caucase demeure une question difficile à étudier. On retrouve d'abord le déséquilibre entre les sources disponibles dans le cas du Caucase du Sud soviétique et des territoires frontaliers turcs et iraniens. Les différents fonds d'archives post-soviétiques permettent en effet de reconstituer le processus par lequel l'architecture politique et institutionnelle mise en place au début des années 1920, à travers la fédération de Transcaucasie, entre en crise après les révoltes de 1929-1931. De nombreux points d'ombre demeurent pourtant car les sources se font moins nombreuses que pour la décennie précédente : les archives du Comité régional du Parti, dirigé par Beria à partir de la fin de 1932, se transforment au début des années 1930 en une succession de documents statistiques où les correspondances de nature politique sont réduites à la portion congrue. Les fonds personnels des principaux dirigeants de Transcaucasie se révèlent aussi bien plus

³⁴³⁰ On trouve dans les archives d'Ankara de nombreuses notes du ministère de la Justice à la présidence du Conseil énumérant les affaires en cours, sans que leur détail ne soit toujours précisé. BCA, 30.10.0.0/40.251.17.

maigres que pour les années 1920, quand ils ne sont pas tout à fait inexistantes. En dépit de ces insuffisances, il demeure possible de décrire les grandes lignes de la crise institutionnelle qui touche la fédération de Transcaucasie en tant qu'instance de régulation et d'intégration des confins. Il est clair que ce déclin s'inscrit dans les suites du Grand Tournant stalinien, qui bouleverse fondamentalement le sens de la fédération.

A l'inverse, il n'est guère possible de proposer une histoire des évolutions parallèles qui touchent les institutions autonomes de Turquie et d'Iran. Dans le cas kémaliste, on ne peut que noter l'absence, jusqu'à présent, de travaux sur l'administration provinciale et le corps des gouverneurs, à l'image de ceux produits pour la période ottomane. Les sources disponibles sont utilisées plutôt pour ce qu'elles contiennent comme données pour une histoire socio-économiques de telle ou telle province, que pour ce qu'elles peuvent enseigner sur les rapports de force institutionnels. Du côté iranien, le déclin de l'autonomie des provinces frontalières doit être associé à la fin de la dynastie qadjare. Après 1926, Tabriz cesse de jouer le rôle de pôle secondaire de la vie politique iranienne, car le prince héritier n'y séjourne plus. Une forme d'autorité régionale se maintient certes à travers l'existence depuis une réforme de 1924 d'un commandement militaire du Nord-Ouest, mais celui-ci est soumis à un contrôle direct du gouvernement et du shah³⁴³¹. La tendance est au morcellement des principales unités provinciales, capables de constituer des contrepoids régionaux, ainsi qu'à la transformation du rôle des élites frontalières³⁴³². A la suite de la visite du Shah dans la région en 1931, la décision est par exemple prise de diviser la grande province d'Azerbaïdjan en deux parties : l'une d'elle comprend principalement les régions kurdes voisinant avec la Turquie (Azerbaïdjan occidental), tandis que l'autre comprend Tabriz et la frontière avec le Caucase soviétique (Azerbaïdjan oriental)³⁴³³. Il nous semble donc légitime de concevoir une histoire intégrée du déclin des autorités autonomes des confins, mais notre propos se concentrera ici sur la Transcaucasie.

Le Grand Tournant et l'épisode des révoltes caucasiennes ouvrent sans conteste une interrogation sur le rôle de la fédération, dont les instances se trouvent très critiquées à la fin de 1930, après le limogeage de Lominadze de son poste de premier secrétaire du Comité régional du Parti. Les instances transcaucasiennes sont accusées dans son sillage d'erreurs sur

³⁴³¹ Arnold Talbot Wilson, *Persia*, Londres, E.Benn Ltd., 1932, p. 341.

³⁴³² Une intéressante étude sur la transformation du pouvoir d'une dynastie locale de gouverneurs et propriétaires fonciers, les Moqaddam de la ville de Maragheh, est disponible dans Mary-Jo DelVecchio-Good, « Social hierarchy in provincial Iran: the case of Qajar Maragheh », *Iranian Studies*, Vol. 10, No. 3, 1977, pp. 129-163.

³⁴³³ Note du ministère des Affaires étrangères turc à la présidence du Conseil, 15 août 1932, BCA, 30.10.0.0/261.757.25 ; sur ces réformes territoriales, Houchang E. Chehabi, « Ardabil Becomes a Province. Center-Peripheries Relations in Iran », *International Journal of Middle Eastern Studies*, Vol. 29, 1997, pp. 237-238.

la ligne politique. Plus grave, la loyauté même de leurs membres envers le groupe dirigeant stalinien est questionnée. La chute de Lominadze s'inscrit en effet dans « l'affaire Syrtsov-Lominadze », qui semble révéler l'existence de cercles hostiles à la politique stalinienne, dont les instances transcaucasiennes seraient un des repaires³⁴³⁴. Le « patron » historique de la fédération de Transcaucasie, Sergo Ordjonikidze, se trouve lui-même pris dans une situation périlleuse à la fin d'octobre, lorsqu'il est chargé de rédiger le rapport d'enquête sur Lominadze avant son audition à la Commission centrale de contrôle du Parti. Amy Knight et Oleg Khlevnjuk ont chacun souligné l'exercice d'équilibrisme que représentait la critique d'un de ses protégés, pièce maîtresse de ses propres réseaux, sans se compromettre personnellement³⁴³⁵.

Ce sont les modalités mêmes de fonctionnement de la fédération de Transcaucasie qui se trouvent mises en question par le Grand Tournant. Les rivalités entre réseaux, dans un contexte de lutte pour les ressources et de difficulté à remplir les objectifs fixés par Moscou, prennent un tour endémique. Bakou et Erevan semblent n'adresser aux prescriptions du gouvernement de Transcaucasie qu'une attention distraite et les canaux de transmission du Parti eux-mêmes ne fonctionnent guère mieux. Le rapport du Comité régional du Parti pour l'année 1930 reconnaît ces dysfonctionnements, tout en affirmant avoir pris des mesures pour les régler³⁴³⁶. Cependant, les dirigeants moscovites ne croient pas à l'efficacité de ces mesures. Lors d'une réunion de l'*Orgbiuro* moscovite, le 19 octobre 1931, Staline se livre à une critique en règle du fonctionnement de la fédération :

« J'ai l'impression qu'il n'y a pas de réelle organisation de Parti en Transcaucasie. On n'y assiste qu'au règne des atamans [atamanshchina³⁴³⁷]. Si quelqu'un est nommé à un poste, pensez-vous que cela soit pour ses capacités ? La plupart du temps, pas du tout. De qui est-il le client, pour qui vote-t-il, voilà les vraies questions ? Est-ce un Parti ? Ce n'en est pas un. C'est le pur royaume des atamans, pas une organisation du Parti. De qui est-il le client, pour qui vote-t-il, avec qui boit-il de la bière, avec qui se bat-il, avec qui passe-t-il du temps³⁴³⁸ ? »

³⁴³⁴ R.W. Davies, « The Syrtsov-Lominadze Affair », *Soviet Studies*, Vol. 38, No. 1, Janvier 1981, pp. 29-50 ; les sources relatives à ces éventuels complots antistaliniens centrés sur la Transcaucasie sont souvent à prendre avec précaution. Un exemple concernant un supposé complot dirigé par le président du Comité exécutif central d'URSS, Abel Enukidze, en 1935 : G.A. Tokaev, *Comrade X*, Londres, The Harvill Press, 1956, pp. 17-21.

³⁴³⁵ Amy Knight, *Who Killed Kirov? The Kremlin's Greater Mystery*, New York, Hill & Wang, 1999, pp. 150-151 ; Oleg Khlevniuk, « Stalin, Syrtsov, Lominadze: Preparations for the "Second Great Breakthrough" », in Paul R. Gregory, Norman Naimark (dir.), *op.cit.*, 2008, pp. 78-96.

³⁴³⁶ Rapport annuel d'activité du Comité régional du Parti pour 1930, non daté (début 1931), HAA, f. 1, op. 11, d. 34, ll. 42-109, notamment ll. 43-46 sur cette question précise.

³⁴³⁷ Terme très péjoratif renvoyant à la dignité cosaque d'*ataman*, qui dénote l'idée d'un pouvoir contre-révolutionnaire, fondé sur la connivence et le favoritisme.

³⁴³⁸ Exposé de Staline à l'*Orgbiuro*, 19 octobre 1931, RGASPI, f. 558, op. 11, d. 132, l. 96.

Si l'utilisation des structures de la fédération et du Parti de Transcaucasie à des fins de patronage ne constitue nullement une nouveauté et a même nourri une forme d'intégration au cours des années 1920, elle supposait, pour fonctionner sans anicroches, une unité minimale des élites politiques qui n'existe plus au cours des années 1930. Les inimitiés personnelles entre dirigeants caucasiens posent la question plus large d'un grippage des mécanismes de la structure fédérale caucasienne et le Politburo adopte le 31 octobre 1931 une résolution ordonnant de lutter contre la « centralisation » politico-administrative excessive à l'échelle transcaucasienne³⁴³⁹. Cette résolution est un tournant qui entraîne dans les mois suivants un premier mouvement de transfert aux républiques des compétences dont elles ont été privées à la veille du Grand Tournant³⁴⁴⁰.

Dans ce contexte de récession politique de la fédération, sa défense est de plus en plus étroitement associée au groupe des proches d'Ordjonikidze. Le président du gouvernement transcaucasien en 1931 puis premier secrétaire du Comité régional du Parti en 1932, Mamia Orakhelashvili, est un des plus engagés dans cette défense, lors du dixième anniversaire de la fédération. Cet anniversaire est l'occasion de rappeler le contexte de sa fondation et ses réalisations, en termes de concorde entre les peuples du Caucase et de croissance économique. Dès 1930, l'Institut d'histoire du Parti de Tiflis réédite des discours d'Aleksandr Mjasnikov, prononcés au moment de la création de la fédération, qui sont autant de plaidoyers vibrants contre le localisme des élites républicaines³⁴⁴¹. Le dixième anniversaire donne lieu à une série de publications supplémentaires et à de nombreux articles de presse³⁴⁴². Mais la position d'Orakhelashvili et de ses proches se trouve fragilisée par ses conflits avec Beria, devenu deuxième secrétaire du Comité régional tout en conservant son poste de premier secrétaire du

³⁴³⁹ Tout en louant les « succès » de l'organisation du Parti en Transcaucasie, la décision condamne vivement les « erreurs politiques sérieuses » commises, dans la politique paysanne, mais aussi dans la pratique du fédéralisme. La décision du Politburo est suivie par une décision du Comité régional du Parti du 10 décembre 1931 en forme de *nostra culpa*. Cette décision est publiée en brochure et largement distribuée : *O meroprijatijakh po realizatsii postanovlenija TsK VKP(b) ot 31 oktjabrja 1931 g. Postanovlenie ZKK VKP(b) ot 10 dekabrja 1931 g.*, Tiflis, Zakkniga, 1931 ; Ashot Sahakjan, *Khorhrdajin Hajastanë Andrkovkasjan Dashnut'jan Hamakargum (1921-1936 t.t')*, Erevan, Académie des sciences d'Arménie, 2000, pp. 22-23 ; Segvard Kharmandarjan, *op.cit.*, 1982, p. 153.

³⁴⁴⁰ Décision du Comité régional du Parti sur la répartition des compétences, 25 novembre 1931, SShSA PA, f. 13, op. 9, d. 18, ll. 81-86.

³⁴⁴¹ Dans son introduction au recueil, Orakhelashvili souligne la pertinence du recueil en période de questionnement sur la fédération : Aleksandr Mjasnikov, *O Zakavkazskoj Federatsii*, Tiflis, Zakkniga, 1930, p. 4 ; un des textes avait déjà été publié après la mort accidentelle de Mjasnikov sous le titre *Poslednjaja rech' tovarishcha A.F. Mjasnikova*, Tiflis, Sovetskij Kavkaz, 1925.

³⁴⁴² G.N. Gabisonia, *K istorii obrazovanija Zakfederatsii*, Tiflis, Zakkniga, 1931. Une édition géorgienne sort l'année suivante sous le titre *Amierkavkasiis federatsiis daarsebis istoriisat'vis* ; en février 1932, Orakhelashvili prononce devant le Comité du Parti de Tiflis, un des organes qui résiste à la mainmise de Beria sur la Géorgie, un discours concernant la fédération : Mamia Orakhelashvili, *Amierkavkasiis federatsiis 10 ts'eli*, Tiflis, Sakhelgami, 1932.

Parti géorgien. Malgré des plaintes répétées à Moscou contre les agissements de Beria, Orakhelashvili n'obtient pas gain de cause, car son rival jouit de la confiance de Staline³⁴⁴³. Les appuis de Beria à Moscou lui permettent finalement d'emporter la victoire sur ses adversaires et d'être nommé en octobre 1932 premier secrétaire du Comité régional du Parti³⁴⁴⁴.

Beria côtoie depuis quelques années la génération de dirigeants qui ont jusque là dominé la vie politique de la région, mais il est étranger à leur milieu³⁴⁴⁵. Sa nomination s'accompagne de l'élimination de nombreuses figures associées aux conflits des années antérieures. Beaucoup se sont opposés à sa nomination et se trouvent éloignés du Caucase ou démis dans des positions secondaires³⁴⁴⁶. L'autorité de Beria s'établit surtout sur la constitution d'un réseau composé de fidèles dans les organes du Parti et de la Sûreté et ne conduit pas au rétablissement d'une structure fédérale fonctionnelle en Transcaucasie³⁴⁴⁷. Beria lui-même entreprend dès sa nomination de réduire drastiquement les compétences et les moyens de la fédération. Nombre d'organismes économiques et industriels transcaucasiens créés ou renforcés lors du Grand Tournant sont supprimés, comme l'autorité hydraulique (*Zakvodkhoz*), le centre de tracteurs (*Zaktraktortsentr*)³⁴⁴⁸. Le personnel du gouvernement de Transcaucasie est réduit de 10 %, celui du Comité exécutif central de 20 % et celui du commissariat transcaucasie au Travail de 75 %³⁴⁴⁹. Ces mesures s'accompagnent de transferts aux républiques des compétences supprimées à l'échelle fédérale, ce qui se lit dans les évolutions budgétaires³⁴⁵⁰. Le rôle médiateur de la fédération entre Moscou et les républiques

³⁴⁴³ Lettre de Staline à Kaganovich, 20 juin 1932, RGASPI, f. 81, op. 3, d. 99, ll. 69-70 ; Beria est clairement perçu comme un agent direct de Staline. Orakhelashvili le décrit ainsi comme un « commissaire de la Société des Nations dans un territoire sous mandat » : lettre d'Orakhelashvili à Ordjonikidze, 1^{er} août 1932, RGASPI, f. 85, op. 29, d. 472, ll. 1-2.

³⁴⁴⁴ Protocole du Politburo, 16 octobre 1932, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 903, l. 8.

³⁴⁴⁵ Sur l'importance politique des phénomènes de générations : Jean-François Sirinelli, « Génération et histoire politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 22, avril-juin 1989, pp. 67-80.

³⁴⁴⁶ Mikhail Shrejder, *NKVD iznutri. Zapiski chekista*, Moscou, Vozvrashchenie, 1995, p. 175 ; Amy Knight, *op.cit.*, 1993, pp. 46-51 ; une des rares figures de premier plan à soutenir la nomination de Beria est le dirigeant abkhaze Lakoba : Donald Rayfield, *op.cit.*, 2012, p. 350.

³⁴⁴⁷ Dans ses mémoires, le fils de Beria affirme que son père « avait été hostile à la Fédération dès sa création ». On a plus de mal à suivre son argumentation lorsqu'il affirme que son père n'était « carriériste. Si telle avait été sa nature, il aurait plutôt consolidé la fédération pour en faire son fief », Sergo Beria, *Beria mon père. Au cœur du pouvoir stalinien*, Paris, Plon, 1999, pp. 37-38 ; en 1933, Beria obtient la nomination de Bagirov comme premier secrétaire du Parti azéri : El'dar Ismailov, *Vlast' i narod. Poslevoennyj stalinizm v Azerbajdzhane 1945-1953 gg.*, Bakou, Adilogly, 2003, pp. 58-60.

³⁴⁴⁸ Décision du bureau du Comité régional du Parti, 16 novembre 1932, SShSA PA, f. 13, op. 12, d. 18, l. 132.

³⁴⁴⁹ Protocole de la commission de réduction des dépenses auprès du Comité régional du Parti, 15 novembre 1932, SShSA PA, f. 13, op. 12, d. 18, ll. 97-110 ; il faut dire que la Transcaucasie a été beaucoup moins touchée par la vague de réduction des effectifs bureaucratiques qui touche les administrations soviétiques en 1929 : E.M. Khimovich, *Rezhim ekonomiki v SSSR*, Rostov, Izdatel'stvo Rostovskogo Universiteta, 1989, pp. 106-108.

³⁴⁵⁰ A. Kakabadze, « Edinyj gosbjudzhet ZSFSR na 1933 g. », *Sotsialisticheskoe khozjajstvo Zakavkaz'ja*, No. 3-4, March-April 1933, p. 82.

se trouve d'autant plus affaibli que les fonctions de plénipotentiaires des commissariats centraux auprès du gouvernement de Transcaucasie sont réduites au nombre de trois, pour les commissariats à l'Industrie lourde, au Commerce extérieur et aux Affaires étrangères. Beria met aussi un terme aux tentatives lancées par Orakhelashvili pour renforcer les mécanismes de contrôle juridique et administratif de la fédération. Sont ainsi supprimées de manière immédiate la Cour suprême et la Procuration de Transcaucasie, dont l'activité commençait à peine³⁴⁵¹.

Beria ne cherche nullement, dans son action, à renforcer le pouvoir du Comité régional du Parti et du gouvernement de Transcaucasie. Rappelons qu'il conserve simultanément – fait sans précédent depuis le début des années 1920 – son poste comme premier secrétaire du Comité central de Géorgie. Tout se passe comme s'il s'assimilait finalement plus à ce poste qu'à celui de dirigeant du Parti de Transcaucasie. Le Comité régional du Parti apparaît discrédité par les conflits des années précédentes et l'obstruction permanente déployée par Bakou et, de manière moins ouverte, par Erevan. Dès lors, on peut faire l'hypothèse que Beria ait préféré appuyer sa légitimité sur des réseaux personnels d'allégeance et sur une posture de *primus inter pares* des dirigeants caucasiens³⁴⁵². La suppression de la Cour suprême et de la Procuration de Transcaucasie, dont une des principales fonctions devait être le contrôle des gouvernements républicains, apparaît de ce point de vue comme parfaitement adaptée³⁴⁵³. Les indices semblent converger pour montrer que Beria n'entreprend nullement de rétablir le pouvoir institutionnel de la fédération. Plusieurs témoignages rassemblés après la chute de Beria, en 1953, mettent en avant sa méfiance envers l'administration du Comité régional du Parti et des instances dirigeantes de Transcaucasie, qu'il essaie de surveiller en plaçant plusieurs proches collaborateurs qui l'ont servi à la GPU³⁴⁵⁴.

³⁴⁵¹ Décision du bureau du Comité régional du Parti, 29 octobre 1932, SShSA PA, f. 13, op. 12, d. 18, l. 148 ; la décision est aussitôt appliquée par le Comité exécutif central, le 2 novembre, et prend de cours le procureur de Transcaucasie, Dolidze, qui se plaint en vain auprès du commissariat de Staline : lettre de Karsikov, procureur d'URSS, au Comité exécutif central d'URSS, 20 novembre 1932, GARF, f. 8131, op. 10, d. 67, ll. 5-6.

³⁴⁵² Rappelons qu'en tant que premier secrétaire du Comité central géorgien, Beria défend les prérogatives de sa république contre les instances caucasiennes : lettre de Mgaloblishvili, président du conseil des commissaires du peuple de Géorgie, à Beria, 8 septembre 1932, SShSA PA, f. 14, op. 7, d. 17, l. 13.

³⁴⁵³ M.A. Mitjukov, « O nekotorykh teoreticheskikh aspektakh sudebnogo konstitutsionnogo nadzora v SSSR (1924-1933 gg.) », *Vestnik Tomskogo Gosudarstvennogo Universiteta*, No. 292, septembre 2006, pp. 11-12. On peut souligner que l'année 1932 a été émaillée de conflits entre la procurature de Transcaucasie et le gouvernement géorgien : directive de la procurature d'URSS à la procurature de Transcaucasie, 15 mars 1932, GARF, f. 8131, op. 9, d. 24, l. 1.

³⁴⁵⁴ Ces témoignages, recueillis auprès d'individus eux-mêmes mis en accusation, doivent être pris avec précaution, mais les propos tenus par Vsevolod Merkulov demeurent très instructifs sur les évolutions du pouvoir transcaucasien à l'époque de Beria : interrogatoires de Vsevolod Merkulov, octobre 1953, in O.B. Mozokhin (éd.), *Politburo i delo Berija. Sbornik dokumentov*, Moscou, Kuchkovo Pole, 2012, pp. 449-463.

Les dysfonctionnements de l'édifice politico-administratif de la Transcaucasie s'intensifient au cours des années de la direction de Beria. Le pouvoir de celui-ci repose en effet peu sur les mécanismes institutionnels de la fédération. La représentation de Transcaucasie ne parvient plus à assurer son monopole légal des interactions entre organes caucasiens et centraux. Dès octobre 1932, le représentant de Transcaucasie Vashadze déplore « l'appareil en plein délabrement » dont il a hérité et l'indifférence de Beria³⁴⁵⁵. Le contournement de plus en plus fréquent par les organes républicains des instances transcaucasiennes constitue un point aveugle de l'historiographie soviétique de la période. La seule mention, à notre connaissance, de ce fait, se trouve dans un ouvrage de l'historien arménien Begijan, paru en 1968³⁴⁵⁶. Les archives confirment les remarques de Begijan : l'envoi incessant de délégations par les républiques à Moscou, en contournement de la représentation de Transcaucasie, atteint des sommets vers 1934, lorsqu'on aurait en permanence près de deux cents représentants d'organismes caucasiens à Moscou en permanence. Le Comité régional du Parti se décide finalement à intervenir pour encadrer ces pratiques coûteuses³⁴⁵⁷. Mais la fédération transcaucasienne comme échelon politico-administratif intermédiaire apparaît de plus en plus inefficace. Dès lors, le discours public de la première moitié des années 1930, qui continue à louer les réalisations de la fédération de Transcaucasie, apparaît comme stéréotypé et figé, alors que l'institution fonctionne dans des conditions dégradées³⁴⁵⁸.

Si l'histoire institutionnelle concrète de cette dégradation reste mal connue, l'historiographie a surtout traité des manifestations politiques les plus visibles de ces dissensions. On sait l'importance du discours prononcé par Beria les 21-22 juillet 1935 à Tiflis « Sur l'histoire des organisations bolcheviques en Transcaucasie ». Ce texte, aussitôt diffusé à travers tout le Caucase, marque l'entrée du stalinisme dans l'historiographie de la révolution au Caucase et suscite le mécontentement de plusieurs vieux-bolcheviks de la région. En Arménie, le directeur de l'Institut de marxisme-léninisme, Nersik Stepanjan, critique la lecture faite par Beria de l'histoire du Parti dans la région et d'autres vétérans du

³⁴⁵⁵ Lettre du représentant de Transcaucasie, Vashadze, à Beria, 11 octobre 1932, SShSA PA, f. 14, op. 10, d. 20, l. 59.

³⁴⁵⁶ A.Z. Begijan évoque ainsi cette évolution : « Dans les années 1930, les contacts directs entre la république arménienne et les organes de l'Union sans passer par le Comité exécutif central de ZSFSR se multiplièrent. Cette dimension est souvent omise dans les travaux consacrés à l'étude des républiques transcaucasiennes. Pourtant, les liens directs des républiques transcaucasiennes était si importants que lors des congrès des Soviets les décisions prises sur la liquidation de la ZSFSR ont été justifiées précisément par ce fait ». A.Z. Begijan, *Razvitie sovetskij gosudarstvennosti v Armenii*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1968, p. 87.

³⁴⁵⁷ Télégramme de Beria à Akopov et à Ter-Gabrieljan, 5 décembre 1934, HAA, f. 1, op. 14, d. 35, l. 10.

³⁴⁵⁸ Voir par exemple le recueil consacré aux succès de la Transcaucasie, à travers un recueil d'articles de la *Pravda* : *Pravdan Andrkovkasi masin*, Erevan, Kushrat, 1934.

Parti émettent des avis critiques. Ces critiques tendent les relations entre Beria et le dirigeant du Parti communiste arménien, Khandjian, soupçonné de protéger ces voix discordantes³⁴⁵⁹. Si les relations de Beria avec les dirigeants arméniens apparaissent particulièrement difficile au cours des années 1930 et débouchent sur un fonctionnement de plus en plus autarcique d'Erevan, les orientations de Beria rencontrent l'opposition de la plupart des membres de la génération bolchevique à l'origine de la fédération. Des vétérans géorgiens comme Orakhelashvili et Makharadze sont soumis à des critiques publiques de la part du Comité régional du Parti, mais expriment en retour leur mécontentement envers Beria³⁴⁶⁰.

b) La fin d'une diplomatie consulaire

Ce déclin progressif des autorités régionales nous permet de démontrer dans sa dernière phase le lien solidaire entre ces autorités et les consuls qui peuplent encore l'espace caucasien. Le chapitre 11 nous a permis de décrire certains aspects de la réduction des interactions frontalières et de la paradiplomatie à la suite de la centralisation économique qui touche les trois Etats. Il convient de prolonger cette description en examinant les modalités mêmes de l'interaction entre consuls et autorités régionales. De même que le succès de Tiflis comme « capitale consulaire » au cours des années 1920 était lié à l'idée que les dirigeants caucasiens jouissaient d'une autonomie d'action vis-à-vis de Moscou en même temps que d'une capacité à fléchir les décisions centrales, les processus de centralisation des années 1930 réduisent l'attrait de cette capitale secondaire. La remarque vaut aussi pour Tabriz, où les consuls étrangers notent la réduction considérable de l'activité politique depuis la fin des années 1920. La division de l'Azerbaïdjan iranien en deux provinces et le déclin économique de la région diminuent l'attrait des nominations dans la région, à tel point que le gouvernement iranien n'arrive pas à pourvoir le poste de gouverneur d'Azerbaïdjan oriental lorsque son titulaire quitte son poste en avril 1936³⁴⁶¹. La rupture dans l'interaction entre consuls et autorités régionales s'exprime donc dans une forme de déception.

Les rapports consulaires se font de plus en plus pessimistes sur le poids réel des autorités régionales et leur influence auprès des gouvernements centraux. Dès le Grand

³⁴⁵⁹ Le texte est tiré à part à plus de cent mille exemplaires. Amy Knight, *op.cit.*, 1993, pp. 58-61 et 70-72 ; Mary Kilbourne Matossian, *op.cit.*, 1962, pp. 127-130.

³⁴⁶⁰ Orakhelashvili a été en octobre 1932 nommé directeur-adjoint de l'Institut de Marxisme-Léninisme de Moscou et Makharadze occupe la position prestigieuse mais peu influente de président du Comité exécutif central de Géorgie : Amy Knight, *op.cit.*, 1993, pp. 50-51 et 54-57 ; ces exilés caucasiens à Moscou alimentent dans les organes centraux comme la *Pravda* un état d'esprit assez hostile à Beria : lettre de Staline à Kaganovich et Molotov, 2 novembre 1933, RGASPI, f. 558, op. 1, d. 741, ll. 117-118, in Oleg Khlevnjuk *et alii* (éd.), *Stalin i Kaganovich. Perepiska. 1931-1936 gg.*, Moscou, ROSSPEN, 2001, p. 408.

³⁴⁶¹ Rapport du consulat britannique à Tabriz pour le mois d'avril 1936, TNA, FO 371/20051, f. 42.

Tournant, le consul-général italien note une inflexion, lorsqu'il écrit que désormais « il n'est pas permis de discuter et encore moins d'agir en contradiction avec les vues de Moscou, que tout doit être en conformité avec la "ligne" et que la police politique (GPU) veille, intervenant avec des sanctions qui vont de l'arrestation à l'exécution des responsables³⁴⁶² ». Le consul croit savoir que la GPU est devenue le principal organe de transmission et d'exécution des décisions du centre, en contournement des institutions fédérales et du Parti³⁴⁶³. Le consul s'ouvre de ses impressions au diplomate britannique J.D. Greenway, de passage par le Caucase au printemps 1931. Ce dernier reste d'avis « qu'au regard de l'importance politique de Tiflis, l'ouverture d'un consulat britannique serait très souhaitable », mais il reconnaît que le projet est utopique en raison de l'opposition certaine de l'administration centrale soviétique³⁴⁶⁴. Alors que la perception du déclin des autorités régionales caucasiennes fait son chemin, le pessimisme des consuls s'exprime surtout par rapport à leurs conditions de travail et à l'effacement de ce qui faisait le charme de leurs positions, à savoir la possibilité d'interagir avec les autorités politiques et une certaine liberté de mouvement.

A partir du début des années 1930 les règles interdisant les contacts entre fonctionnaires et représentants étrangers sont appliquées plus strictement, tant en Iran qu'en Turquie et au Caucase soviétique³⁴⁶⁵. Les contacts doivent désormais passer exclusivement par le biais des plénipotentiaires et agents du commissariat aux Affaires étrangères, qui reçoivent des consignes de plus en plus strictes pour réduire la marge de manœuvre des consuls et leur capacité à se procurer des informations sur la situation locale³⁴⁶⁶. Plusieurs sanctions prononcées après 1926 contre des fonctionnaires ou membres du Parti en relation avec des consuls étrangers ont manifestement un effet dissuasif dans les années qui suivent³⁴⁶⁷. Les rencontres avec les dirigeants caucasiens se font exceptionnelles et se limitent à des entretiens officiels, ainsi qu'à certaines cérémonies publiques. De passage en juillet 1934 à Tiflis, l'ambassadeur polonais n'a droit qu'à un dîner chez le représentant du

³⁴⁶² Rapport du consul-général italien à Tiflis au ministère des Affaires étrangères, 12 février 1931, ASMAE, Affari Politici, 1931-1945, URSS, b. 1.

³⁴⁶³ Une affirmation similaire dans le rapport de Şükrü Kaya à la présidence du Conseil, 1^{er} novembre 1933, BCA, 30.10.0.0/248.678.28.

³⁴⁶⁴ Rapport de J.D. Greenway sur un voyage effectué en URSS, 27 juin 1931, TNA, FO 418/75, p. 36.

³⁴⁶⁵ Vernon V. Aspaturian, *op.cit.*, 1960, p. 45 ; sur le cas iranien, rapport de R. Clive à Arthur Henderson, 26 juin 1931, TNA, FO 416/89, p. 12.

³⁴⁶⁶ Lettre du commissariat aux Affaires étrangères à son plénipotentiaire en Transcaucasie, 5 juin 1928, HAA, f. 113, op. 3, d. 524, l. 74 ; sur ce sentiment éprouvé par le nouveau consul-général italien à son arrivée à l'été 1928, Paolo Vita-Finzi, *op.cit.*, 1975, pp. 31-32.

³⁴⁶⁷ Blâme du comité adjar du Parti au membre du komsomol Pirtskhalava, 29 juillet 1927, SShSA PA, f. 14, op. 3, d. 380, l. 199.

commissariat aux Affaires étrangères à Tiflis, alors qu'il s'attendait à être reçu au palais du gouvernement. La plupart des dirigeants transcaucasiens et géorgiens se font excuser pour ce repas, ce que le consul italien attribue à des directives centrales³⁴⁶⁸. L'obtention d'entretiens particuliers avec ces dirigeants devient pratiquement impossible au cours des années 1930 et se réduit à des formes de plus en plus stéréotypées, ce dont se plaignent les consuls étrangers³⁴⁶⁹.

La capacité des consuls d'obtenir des informations sur la région s'étend à l'ensemble des domaines, en raison de la barrière progressivement constitué autour d'eux. Le consul turc à Erevan, Halil Ali Bey, s'efforce à l'automne 1930 d'obtenir du Gosplan arménien des données économiques et agricoles sur la république arménienne pour le compte de son gouvernement. Le barrage de Sardarapat vient d'être achevé et la GPU arménienne s'oppose à la fourniture de ces données qui permettraient aux Turcs de connaître les besoins précis de l'Arménie en eau et risqueraient de leur révéler les difficultés éprouvées par l'agriculture soviétique. Le Gosplan se propose de lui envoyer à la place les innocentes brochures *5 années d'Arménie soviétique* et *10 années d'Arménie soviétique*, dont les informations sont étroitement contrôlées³⁴⁷⁰. L'interdiction de communication va de soi lorsque le consul polonais demande à être abonné à la revue militaire *Pour la paix et le travail (Le cavalier rouge)*, ce qui lui est catégoriquement refusé par le plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères³⁴⁷¹. La réduction des sources ouvertes disponibles s'ajoute à la diminution des interactions des consuls pour expliquer la baisse considérable de l'information utile que peuvent transmettre les consuls : l'observation des parades militaires données à Tiflis devient un des principaux expédients destinés à fournir des informations relatives aux nouveaux équipements dont dispose l'Armée rouge caucasienne, sans que le détail des rapports soit toujours très convaincant³⁴⁷².

La liberté de mouvement et d'interaction des consuls constitue le second champ où s'observe la dégradation significative de la situation, qui nous ramène au monde clos décrit en

³⁴⁶⁸ Télégramme du consul-général italien à Tiflis à l'ambassade à Moscou, 10 juillet 1934, ASMAE, Affari Politici (1931-1945), b. URSS 13, fasc. 3.

³⁴⁶⁹ Voir le récit du consul polonais, dont tous les rendez-vous sont annulés successivement pour cause de maladie, avant qu'on le renvoie vers Mgaloblishvili, président du gouvernement géorgien. Rapport du consul-général polonais à Tiflis à l'ambassade à Moscou, 18 janvier 1933, CAW, I.303.4.1846.

³⁴⁷⁰ Lettre du vice-président du Gosplan arménien à l'agent du commissariat aux Affaires étrangères à Erevan, 10 novembre 1930, HAA, f. 113, op. 3, d. 931, l. 197.

³⁴⁷¹ Rapport de l'agent « K-3 » employé au consulat polonais à Tiflis au Deuxième département de l'état-major polonais, 18 mai 1930, CAW, I.303.4.1981.

³⁴⁷² Télégramme du consulat-général italien à Tiflis à l'ambassade à Moscou, 11 mai 1935, ASMAE, Affari Politici (1931-1945), b. URSS 16 ; rapport de l'agent « K-3 » employé au consulat polonais à Tiflis au Deuxième département de l'état-major polonais, 15 mai 1930, CAW, I.303.4.1981.

introduction par Simenon, dans *Les gens d'en face*. Les contacts informels avec la population deviennent impossibles et les tentatives d'infiltration par les GPU locales, permanentes³⁴⁷³. Le consul italien à Tiflis rappelle qu'il doit renoncer aux ouvertures sur la société dès 1930, car « il craint d'attirer des ennuis » sur ses connaissances locales³⁴⁷⁴. Les contacts avec la communauté des ressortissants ou des « co-ethniques » ayant la citoyenneté soviétique sont particulièrement sensible. Hiroaki Kuromiya, dans son étude de la terreur stalinienne en Ukraine, a souligné la place considérable des contacts avec les consulats étrangers dans les chefs d'accusation³⁴⁷⁵. Le personnel des consulats lui-même subit le plus souvent des pressions de la police politique pour livrer les informations relatives à l'activité des consulats. Les consulats déplorent cet encerclement qui ajoute à la stérilité de leur travail une tension déplaisante³⁴⁷⁶. Les restrictions aux mouvements des consulats limitent les tournées provinciales qu'ils pouvaient encore effectuer sans escorte, sur simple déclaration, à la fin des années 1920. Désormais, les tournées sont encadrées par les agents de la GPU et du commissariat aux Affaires étrangères. Cet encadrement n'est pas limité au territoire soviétique, car les consulats étrangers en Anatolie orientale se voient notifier la création de zones interdites, exclues de leurs circonscriptions consulaires, et les autorités turques font obstacle à la nomination de nouveaux agents commerciaux³⁴⁷⁷. Ces zones englobent plusieurs régions de l'Est anatolien après les troubles des années 1928-1930. Leur existence justifie officiellement la décision des Soviétiques de suspendre l'activité de leur consulat à Erzurum, en 1932³⁴⁷⁸.

L'utilité du réseau consulaire disposé de part et d'autre de la frontière caucasienne va clairement en décroissant, alors même qu'il devient cause d'incidents et de conflits, localisés mais irritants. On voit des questions de locaux devenir l'objet de joutes prolongées entre consulats et autorités locales : de Trabzon, où le gouverneur veut évincer le consulat russe, à

³⁴⁷³ Giorgio Fabre, *Roma a Mosca. Lo spionaggio fascista in URSS e il caso Guarnaschelli*, Bari, Dedalo, 1990, p. 93.

³⁴⁷⁴ « Stalinskij Kavkaz. Beseda s inzhenerom "ottuda" », *Vozrozhdenie*, 21 octobre 1930, Vol. 6, No. 1967, p. 2.

³⁴⁷⁵ Voir le chapitre « Consular Affairs » dans Hiroaki Kuromiya, *The Voices of the Dead. Stalin's Great Terror in the 1930s*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2007, pp. 162-182.

³⁴⁷⁶ Paolo Vita-Finzi, *op.cit.*, 1975, pp. 94-97.

³⁴⁷⁷ Sur les difficultés soulevées par les Turcs à propos de la nomination d'un représentant commercial du *Neftesindik* à Kars : note de la direction-générale de la Sûreté turque à la présidence du Conseil, 16 avril 1931, BCA, 30.10.0.0/248.676.4.

³⁴⁷⁸ Note du ministère de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, 3 décembre 1930, BCA, 30.10.0.0/248.675.28 ; il n'y a pourtant pas de zone interdite à Erzurum même, Murat Küçükogurlu, *op.cit.*, 2012, p. 534 ; sur les interdictions dans la région de Diyarbakır, Joost Jongerden, *The Settlement Issue in Turkey and the Kurds. An Analysis of Spatial Policies, Modernity and War*, Koninklijke Brill NV, Leyde, 2007, pp. 36-37 ; selon l'ambassade britannique, toutes les régions à l'est de l'Euphrate se trouvent en zone interdite dans les années 1930 : rapport de l'ambassade britannique à Ankara, 22 février 1936, TNA, FO 371/20087, ff. 243-245.

Erevan, où les autorités sont bien décidées à supprimer les exemptions de loyer dont jouit le consulat persan³⁴⁷⁹. Ces conflits supplantent progressivement les manifestations d'amitié. La fête organisée par le consulat turc à l'automne 1932, pour l'anniversaire de la république kémaliste, apparaît comme un des derniers événements où les autorités arméniennes s'associent officiellement, mais le contexte de la visite récente d'Inönü en URSS joue dans cette bienveillance (*figure 120*)³⁴⁸⁰. Les incidents les plus fréquents opposent cependant les représentants étrangers et les autorités caucasiennes autour de la propagande menée dans le cadre des manifestations publiques. Allemagne et Italie sont directement visées par la propagande « antifasciste », mais les consulats polonais, turc et persan se plaignent régulièrement d'attaques et d'outrages contre leur pays et leurs dirigeants³⁴⁸¹. Les parades du 1^{er} mai, auxquelles sont conviés les consuls, deviennent l'occasion d'exhiber les portraits des « dictateurs étrangers ». Le 1^{er} mai 1933, la présentation d'effigies dégradantes de Mussolini lors de la parade qui se tient à Batoumi provoque les protestations du consul à Tiflis, Fiandaca, avant que l'ambassade elle-même ne proteste³⁴⁸². De manière significative, ces provocations semblent se concentrer en certains points considérés sensibles de la Transcaucasie, comme l'Adjarie, où la propagande vise à renforcer un contrôle politique peu solide. Les manifestations publiques organisées à Batoumi apparaissent particulièrement provocantes contre l'Italie, mais aussi l'Allemagne et la Turquie³⁴⁸³.

Rendements en chute et incidents à répétition facilitent les projets de suppression des consulats, qui ne semblent plus justifiés que par la seule protection de communautés de ressortissants de moins en moins nombreuses. L'ambassade soviétique à Ankara annonce le 10 août 1933 la fermeture imminente des consulats de Trabzon et de Kars. A Trabzon, le consul-général quitte son poste dès le 28 février, sans être remplacé jusqu'à la fermeture de

³⁴⁷⁹ Télégramme envoyé de Trabzon par le ministre de l'Intérieur turc à la présidence du Conseil, 28 novembre 1930, BCA, 30.10.0.0/248.675.27.

³⁴⁸⁰ Rapport du ministère des Affaires étrangères turc à la présidence du Conseil, 12 décembre 1932, BCA, 30.10.0.0/250.689.31.

³⁴⁸¹ En juin 1929, des manifestations organisées à Tiflis tournent à l'émeute contre le consulat polonais. Oleg Ken, Aleksandr Rupasov, *Politbjuro TsK VKP(b) i otnoshenija SSSR s zapadnymi sosednimi gosudarstvami (konets 1920-1930-kh gg.)*, Saint-Petersbourg, Evropejskij Dom, 2000, pp. 162-163 ; note de l'ambassadeur soviétique à Varsovie, Bogomolov, sur un entretien avec le ministre polonais Wysocki, 1^{er} août 1929, in Natalia Gašiorowska-Grabowska, Ivan Khrenov (éd.), *op.cit.*, 1966, p. 433 ; « Tifliste Lehistan hakkında protesto nümayışi », *Cumhuriyet*, 15 juin 1929, p. 3.

³⁴⁸² Télégramme de l'ambassade italienne à Moscou au ministère des Affaires étrangères, 9 mai 1933, ASMAE, Affari Politici (1931-1945), b. URSS 8, fasc. 2 ; sur la contribution de tels incidents à la dégradation des relations soviéto-italiennes au début des années 1930, Manfredi Martelli, *Mussolini e la Russia. Le relazioni italo-sovietiche dal 1922 al 1941*, Milan, Mursia, 2007, pp. 139-140.

³⁴⁸³ L'anniversaire de la soviétisation de l'Adjarie est particulièrement propice à ces provocations. Télégramme de l'ambassade italienne à Moscou au ministère des Affaires étrangères, 2 avril 1931, ASMAE, Affari Politici (1931-1945), b. URSS 1, fasc. 2.

l'établissement³⁴⁸⁴. La même année, les Iraniens décident de réduire leur réseau diplomatique au Caucase et en Anatolie orientale, en raison de la baisse conséquente de leurs communautés locales de ressortissants. Le consulat à Erevan est déplacé à Nakhitchevan, où il reçoit comme mission principale le règlement des incidents frontaliers, selon les renseignements obtenus par le consulat-général allemand à Tiflis³⁴⁸⁵. Cette fermeture, de même que la réduction des échanges avec la Turquie sur la question de l'irrigation, décide le gouvernement arménien à demander la suppression de l'agent diplomatique du commissariat aux Affaires étrangères nommé en 1928³⁴⁸⁶. Au milieu des années 1930, les réseaux de la paradiplomatie périphérique et frontalière sont donc fortement contraints et remplissent des fonctions très dévaluées.

c) L'échange sous contrôle : le cas de la culture

On ne peut cependant pas parler d'une disparition totale du rôle des républiques caucasiennes dans une forme de diplomatie frontalière : il nous semble que s'amorce ici, comme dans le cas environnemental, la transition vers une nouvelle forme d'utilisation des républiques. Cette utilisation est semblable aux politiques développées au cours de la Guerre froide, où les républiques périphériques du Caucase et d'Asie centrale deviennent des vitrines très encadrées envers le Tiers Monde, notamment le monde musulman. Les accords de coopérations sont multipliés entre ces républiques et les Etats amis de l'URSS à partir des années 1950. Des délégations étrangères de plus en plus nombreuses sont envoyées en visite à travers les capitales caucasiennes et centre-asiatiques, où sont présentées les réalisations du régime³⁴⁸⁷. Les républiques méridionales d'URSS apparaissent dans ce cadre comme des traits d'union entre le Tiers Monde et l'URSS et présentent des modèles réussis de développement, alors même que les nouveaux pays indépendants d'Asie et d'Afrique sont en quête de tels modèles. Cette diplomatie tiers-mondiste s'accompagne du recours à des instruments plus inédits pour le régime, puisque les institutions de l'islam officiel soviétique

³⁴⁸⁴ Télégramme du ministère des Affaires étrangères italien à l'ambassade à Moscou, 25 août 1933, ASMAE, Affari Politici (1931-1945), b. URSS 8, fasc. 1 ; la fermeture du consulat à Kars est manifestement suspendue, puisqu'il est fermé en réalité en 1938.

³⁴⁸⁵ Rapport du consul-général allemand à l'Auswärtiges Amt, 23 novembre 1933, PA AA, Länderabteilung IV (1920-1936), R 84157.

³⁴⁸⁶ Lettre de Ter Gabrieljan à Karakhan, 23 avril 1933, HAA, f. 113, op. 3, d. 64, l. 54.

³⁴⁸⁷ Tobias Rupprecht cite le festival de la Jeunesse de 1957 comme début possible de cette politique et montre qu'elle vaut aussi pour les relations entre URSS et Amérique latine : Tobias Rupprecht, *Soviet Internationalism after Stalin. Interaction and Exchange between the USSR and Latin America during the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, pp. 64-65 ; Masha Kirasirova, « 'Sons of Muslims' in Moscow. Soviet Central Asian Mediators to the Foreign East, 1955-1962 », *Ab Imperio*, 4/2011, pp. 106-132.

sont mises à contribution à partir des années 1970, à travers une série de conférences organisées autour du grand muftiyat de Tachkent³⁴⁸⁸.

La transition des années 1930 s'observe à travers le cas de la filiale caucasienne de la Société pour les échanges culturels entre l'URSS et l'étranger (VOKS). La VOKS, qui fonctionne depuis avril 1925 à l'échelle de l'Union, est une organisation paraétatique destinée à favoriser, tout en les encadrant, les échanges culturels internationaux de l'Union soviétique. Comme le rappellent les travaux récents de Michael David-Fox et Sophie Coeuré, la VOKS se concentre presque exclusivement, au cours des années 1920, sur les échanges avec les pays occidentaux. La section « orientale » de la VOKS n'est établie qu'avec retard, alors que les quatre premiers départements de l'organisation concernent l'Europe de l'Ouest et les États-Unis³⁴⁸⁹. Ce tropisme pour les pays occidentaux et les intellectuels est favorisé par la personnalité d'Ol'ga Kameneva, qui dirige la VOKS jusqu'en 1928. Il faut attendre le début des années 1930 pour que se développent de véritables politiques envers des pays non « occidentaux ». Cependant, ces politiques sont conçues de manière bien différente, car elles visent avant tout à vanter le modèle soviétique et mettre en place des « transferts » vers les pays « orientaux ». Elles ciblent pour cela autant les relations avec les institutions étatiques qu'avec la société civile. L'exemple de la Turquie, intégrée à la politique de la VOKS au début des années 1930, illustre cette approche³⁴⁹⁰. Le développement de ces relations s'accompagne d'efforts pour intégrer plus directement les républiques caucasiennes. Depuis 1926, les premiers contacts ont été pris entre le comité dirigeant de la VOKS et les autorités transcaucasienne³⁴⁹¹. C'est dans ce cadre que la filiale transcaucasienne est mise en place par le Comité exécutif central de Transcaucasie en février 1928, avant d'être rebaptisée ZOKS en 1931. Comme le notait l'historien azéri Sofiev dans une thèse consacrée au rôle de la Transcaucasie dans les relations turco-soviétiques, la place de la ZOKS et, plus généralement, des branches républicaines de la VOKS, reste très mal connue dans l'historiographie³⁴⁹².

³⁴⁸⁸ La première conférence, tenue à Tachkent en 1970, est consacrée à la « lutte pour la paix » des musulmans et attaque vivement l'impérialisme occidental : Alexandre Bennigsen, Marie Broxup, *The Islamic Threat to the Soviet State*, Abingdon-New York, Routledge, 1983, pp. 104-106.

³⁴⁸⁹ Michael David-Fox, *Showcasing the Great Experiment. Cultural Diplomacy and Western Visitors to the Soviet Union, 1921-1941*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2012, pp. 40-41 ; sur les intellectuels, Sophie Coeuré, Rachel Mazuy (éd.), *Cousu de fil rouge. Voyages des intellectuels français en Union soviétique*, Paris, CNRS, 2012.

³⁴⁹⁰ Michael David-Fox, *op.cit.*, 2012, pp. 55-57 ; A.K. Sverchevskaja, *Sovetsko-turetskie kul'turnye svjazi, 1925-1981*, Moscou, Nauka, 1983, p. 14.

³⁴⁹¹ La VOKS souligne que son « action en Orient, sans lien étroit et partage de la direction avec la fédération de Transcaucasie, ne peut être menée de manière totalement satisfaisante depuis Moscou ». Lettre de la VOKS au conseil des commissaires du Peuple de Transcaucasie, 13 mai 1926, HAA, f. 113, op. 3, d. 410, l. 237.

³⁴⁹² Makhad Sofiev, *op.cit.*, 1986, p. 36

La création de la ZOKS contribue à la mise en place d'un frontalière de façade, fait d'échanges très encadrés, qui remplacent des interactions préexistantes au niveau des différents acteurs. Dès sa création, la filiale transcaucasienne de la VOKS entreprend de centraliser les relations culturelles et scientifiques entre institutions transcaucasiennes et étrangères³⁴⁹³. Les effets cette transformation doivent être évalués à deux points de vue : d'une part, sur le plan du contenu des échanges ; d'autre part, sur celui de la transformation des acteurs. En ce qui concerne le contenu, les travaux de Sofiev insistent sur la contribution de la ZOKS à l'intensification des échanges des institutions caucasiennes avec l'étranger. Il fournit ainsi des exemples relatifs à l'envoi de littérature technique et professionnelle. Les chiffres ne sont pas insignifiants, puisque ce sont quatre-cent cinquante volumes qui sont envoyés du Caucase en Turquie en 1930³⁴⁹⁴. Mais ces échanges encadrés se font en partie en substitution de coopérations plus anciennes et informelles : la valeur ajoutée de la ZOKS en la matière n'est donc pas manifeste. Surtout, les activités de la ZOKS se concentrent sur des formes de promotion des républiques caucasiennes qui anticipent les pratiques de la Guerre froide. Alors que la Transcaucasie n'est guère associée à la visite du premier ministre İnönü en URSS au printemps 1932, une délégation turque est cependant envoyée brièvement au Caucase pour se voir présenter les réalisations soviétiques dans la région³⁴⁹⁵. Les coopérations prennent ainsi un tour très formel, axé sur la promotion des républiques caucasiennes à destination d'un public international, à travers des brochures et expositions, dans un discours de plus en plus figé.

Une étude des activités de la ZOKS, sur la base des archives conservées à Moscou et au Caucase, n'est pas dénuée d'intérêt pour la compréhension plus détaillée des échanges et influences, en particulier dans le cas des relations entre Turquie et URSS : alors que les influences et interactions entre ces deux États sont souvent examinées à une échelle macroscopique ou concentrées sur des élites intellectuelles et politiques, les archives de la ZOKS permettent de reconstituer les modalités sous-jacentes des échanges. Il est ainsi possible de préciser des influences entre le Caucase soviétique et la Turquie, lorsque la VOKS écrit à Tiflis pour demander l'envoi de certains supports de propagande politique :

³⁴⁹³ Lettre de Surkhatjan, directeur de la filiale transcaucasienne de la VOKS, à la VOKS, 26 juin 1929, SUITSa, f. 613, op. 1, d. 1, l. 20.

³⁴⁹⁴ Makhad Sofiev, « Uchastie Zakavkazskoj Federatsii v sovetsko-turetskikh kul'turnykh svjazjakh », *Narody Azii i Afriki*, No. 5, 1975, pp. 153-154.

³⁴⁹⁵ Télégramme de la ZOKS à la VOKS, 16 mai 1932, SUITSa, f. 613, op. 1, d. 52, l. 66.

« La VOKS a été récemment informée que la Turquie souhaitait éditer un journal paysan et des journaux muraux paysans en s'inspirant de notre exemple. Les Turcs sont intéressés par le modèle des journaux muraux édités par les républiques nationales et demandent d'envoyer quelques exemplaires des journaux édités à titre d'inspiration³⁴⁹⁶. »

Cette correspondance menée en mars 1933 correspond aux débuts de la publication de la revue *Ülkü* en Turquie. Cette revue, éditée à partir de l'été par la Maison du Peuple d'Ankara et conçue pour un lectorat populaire, incarne directement une tentative de faire du « paysannisme » (*köycülük*) un élément doctrinal et politique du kémalisme³⁴⁹⁷. En dépit de l'existence de tels exemples, qui renvoient à la possibilité d'influences concrètes des échanges, on est cependant frappé par le caractère très formel qu'ils revêtent.

Les interactions se muent en interactions à distance, par supports imprimés interposés. Les échanges de publications apparaissent ainsi comme le cœur de la politique de la filiale transcaucasienne, sans répondre véritablement aux besoins des institutions caucasiennes. La suppression des fonds en devises permettant de faire des acquisitions à l'étranger réduit ces institutions aux échanges de publications, mais les ouvrages écrits en géorgien ou en arménien n'intéressent guère à l'étranger, tandis que ceux publiés en azéri ne peuvent servir qu'en Turquie³⁴⁹⁸. Ces échanges ont lieu alors même que la dynamique de la circulation frontalière et des contacts personnels s'affaiblit. La ZOKS n'a de compétence directe que pour les relations avec la Turquie et l'Iran – ce qui s'inscrit dans la continuité de la compétence régionale des institutions caucasiennes – mais ces « relations » se font surtout avec les ambassades et consulats soviétiques dans ces deux pays³⁴⁹⁹. La ZOKS est ainsi en contact avec des correspondants nommés dans le personnel des ambassades, qui se chargent de faire les intermédiaires avec les institutions turques et persanes. Le processus, qui implique la médiation supplémentaire du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères en Transcaucasie, est long et peu adapté à une construction par la base de véritables coopérations

³⁴⁹⁶ Lettre de la VOKS à la ZOKS, 11 mars 1933, SUIsA, f. 613, op. 1, d. 52, l. 128.

³⁴⁹⁷ Un des principaux théoriciens de ce paysannisme dans la revue est Nusret Kemal. Funda Gençoğlu Onbaşı, « Halkevleri ve *Ülkü* Dergisi: Erken Cumhuriyet Döneminde Köycülük Tartışmaları », *Çağdaş Yerel Yönetimler*, Vol. 20, No. 3, Juillet 2011, pp. 6peu 9-88 ; Joost Jongerden, *The Settlement Issue in Turkey and the Kurds. An Analysis of Spatial Policies, Modernity and War*, Leyde-Boston, Brill, 2007, pp. 205-206.

³⁴⁹⁸ L'ambassade à Téhéran souligne qu'il est inutile d'envoyer des documents dans d'autres langues que le persan, le français et, à la limite le russe, car personne ne pourrait les lire. Note de l'ambassade soviétique à Téhéran au plénipotentiaire du NKID à Tiflis, 20 octobre 1929, SUIsA, f. 613, op. 1, d. 10, l. 26.

³⁴⁹⁹ Note de la ZOKS à la VOKS, 22 septembre 1932, SUIsA, f. 613, op. 1, d. 52, l. 106.

ou échanges³⁵⁰⁰. Alors qu'elle pouvait initialement apparaître comme un moyen d'accroître le rôle des acteurs caucasiens dans la médiation des relations culturelles de l'URSS, la ZOKS encadre cette contribution dans des bornes étroites.

Emblématique à cet égard des nouvelles formes d'échange culturel frontalier est l'organisation du millénaire du poète persan Firdousi : elle montre bien comment le changement des modes de l'interaction répond aux intérêts des gouvernements centraux soviétique et iranien. Depuis le début des années 1930, le régime de Reza Shah procède à une utilisation politique croissante de poètes comme Hafez, Sa'adi et Khayyam. Leurs mausolées sont restaurés et le gouvernement tente de promouvoir de véritables pèlerinages vers ces lieux de mémoire³⁵⁰¹. C'est en parallèle que se déroule du côté soviétique la constitution de canons littéraires pour chacune des républiques, à partir de ce qui apparaît à bien des égards comme un patrimoine régional, entre Caucase et Asie centrale. En 1934, l'Iran décide d'organiser de grandes célébrations pour célébrer le jubilé du poète Firdousi, auteur du *Shâhnâme*. Pour le régime pahlavi, il y a là l'occasion d'une mise en scène intérieure et internationale, car il s'agit d'une des premières occasions de présenter l'image de modernisation qu'elle souhaite donner. Au début d'octobre, une conférence internationale est organisée avec éclat au *Dâr ol-Fonûn* – l'université – de la capitale iranienne. Plus encore que les objectifs de l'Iran, la contribution soviétique apparaît particulièrement frappante.

Dès mars 1934, un comité spécial est créé auprès du Comité exécutif central d'URSS pour superviser l'organisation du millénaire en Union soviétique ainsi que la coopération avec l'Iran. Les institutions centrales dominent dans ce processus, autour de l'académie des sciences et du musée des cultures orientales de Moscou. Les républiques d'Asie centrale et du Caucase sont associées essentiellement comme pourvoyeuses de manuscrits et objets précieux pour les expositions organisées³⁵⁰². On note à cette occasion la médiation exercée par les institutions soviétiques centrales, qui remplace les contacts directs entre organes caucasiens et iraniens. Le déroulé des cérémonies qui commencent le 20 septembre sur le sol soviétique confirme cette dimension formelle. A Bakou, Erevan et Tiflis – ainsi qu'à Tachkent et Douchanbe – sont organisées des expositions et des conférences, tandis que des éditions

³⁵⁰⁰ L'établissement de listes d'institutions partenaires en Turquie et en Iran constitue en 1929-1930 un processus très fastidieux qui illustre les lourdeurs du nouveau système. Lettre de la ZOKS à Potemkin, conseiller de l'ambassade soviétique à Ankara, novembre 1929, SUI TSA, f. 613, op. 1, d. 10, l. 40.

³⁵⁰¹ Afshin Marashi, *Nationalizing Iran. Culture, Power & the State, 1870-1940*, Seattle-Londres, University of Washington Press, 2008, pp. 124-127.

³⁵⁰² Lettre du comité des établissements scientifiques et éducatifs du comité exécutif central d'URSS au Comité central arménien, 28 juillet 1934, HAA, f. 1, op. 14, d. 114, l. 28.

spéciales d'ouvrages de Firdousi sont éditées³⁵⁰³. Il y a au cours de ces commémorations une forme de contact entre les évolutions parallèles vers des cultures très officielles et encadrées par l'Etat. Au même moment se préparent en effet à travers l'Union soviétique des jubilés similaires, dédiés aux « poètes nationaux » de chacun des peuples de l'URSS.

3. La destruction commune du frontalier

Le déclin des autonomies frontalières et la crise de la diplomatie régionale des années 1920 constituent deux dimensions liées qui dénotent le consensus de la fermeture. Celui-ci doit cependant être présenté dans ses implications concrètes pour le fonctionnement de l'espace frontalier et les mesures de contrôle qu'il entraîne. Ces mesures révèlent de grandes similarités dans les préoccupations administratives et politiques des Etats en contact, au-delà des différences évidentes entre les régimes. La frontière peut alors être perçue comme un lieu où la réduction de l'interaction n'est nullement exclusive de formes d'imitation et d'inspiration interétatiques.

a) Migrants et marchands : la fin de circulations économiques

La crise des circulations économiques représente la première rupture majeure avec les années 1920. Dans cette crise, les mesures prises par le régime soviétique jouent le premier rôle. Prenons l'exemple des marchands et artisans étrangers au Caucase, dont nous avons vu l'éviction progressive en raison de la reconfiguration des lieux de l'échange. Leur nombre connaît dès 1930 une réduction rapide, à cause des mesures prises contre la propriété et le commerce privé³⁵⁰⁴. Au début du Grand Tournant, le commissariat aux Affaires étrangères intervient auprès des républiques pour obtenir le maintien de certaines exemptions pour les étrangers, mais ces demandes n'ont qu'un succès limité³⁵⁰⁵. Dans les villes, les mesures de « municipalisation » des logements et locaux professionnels sont étendues aux étrangers à partir de 1930³⁵⁰⁶. En mars, vingt marchands persans de Bakou se plaignent ainsi à la

³⁵⁰³ D.V. Valieva, *op.cit.*, 1965, pp. 26-29.

³⁵⁰⁴ Mahmûd Tâherâhmadî, *op.cit.*, 2006, pp. 155-156.

³⁵⁰⁵ Dans les zones de collectivisation totale, les citoyens étrangers sont invités à partir vers des zones non collectivisées ou bien à vendre leurs terres. Note de l'agent diplomatique à Erevan au conseil des commissaires du peuple d'Arménie, 14 mars 1930, HAA, f. 113, op. 3, d. 931, l. 73.

³⁵⁰⁶ L'historique des mesures de « municipalisation » en URSS depuis le début des années 1920 est difficile à retracer, car elles suivent un cours différent selon les républiques. La ligne suivie à l'encontre des étrangers connaît aussi des variations manifestes, en lien avec les variations de la NEP. Pour un aperçu de la législation en

Chambre de commerce azérie que l'Office du logement exige leur départ des locaux qu'ils occupent sur le front de mer : les pétitionnaires soulignent qu'on leur reproche de ne « pas appartenir aux éléments travailleurs » - c'est-à-dire ouvriers – de Bakou, ce qui leur semble bien naturel pour des marchands³⁵⁰⁷. Marchands et artisans étrangers, tures, iraniens, mais aussi grecs, reçoivent le soutien de leurs ambassades et consulats, qui font pression pour que demeurent des exemptions au profit de leurs ressortissants³⁵⁰⁸. Les autorités républicaines et transcaucasiennes rechignent cependant à maintenir un régime particulier pour les étrangers³⁵⁰⁹. Le 17 février 1931, le gouvernement soviétique autorise finalement la confiscation contre indemnisation des koulaks étrangers, sauf si des traités spécifiques excluent cette possibilité³⁵¹⁰.

L'application de mesures répressives contre les ressortissants étrangers actifs dans le commerce s'intensifie à l'hiver 1930-1931. En novembre 1930, l'ambassadeur allemand à Téhéran, Schulenburg, souligne l'attention que la presse persane consacre aux attaques soviétiques contre le secteur privé, qui touche directement les Iraniens : « A Bakou, un groupe de ressortissants persans a récemment été condamné pour commerce illégal de tchervonets. Trois peines capitales ont été prononcées, mais la presse iranienne affirme que le gouvernement de Téhéran a réussi à faire commuer ces condamnations en dix années de prison³⁵¹¹ ». Après quelques mois, les autorités soviétiques modèrent leurs mesures initiales pour privilégier des tactiques d'incitation à l'émigration. Des mesures fiscales, qui passent par une taxation confiscatoire sur les activités commerciales et une double imposition pour les marchands étrangers, sont mises en œuvre dans un but clairement dissuasif³⁵¹². A partir de 1932, c'est sous le slogan de la lutte contre les « spéculateurs-revendeurs » que les marchands, soviétiques ou étrangers, sont poursuivis en Transcaucasie : une décision d'août du Comité exécutif central d'URSS débouche sur des arrestations et lourdes condamnations

Russie au début des années 1920 : V.N. Gurskij, *Dejstvujushchee zhilishchnoe zakonodatel'stvo*, Moscou, Juridicheskoe Izdatel'stvo Narkomjusta RSFSR, 1924.

³⁵⁰⁷ Pétition de vingt marchands persans à la chambre de commerce azérie, SUI TSA, f. 719, op. 1, d. 70, l. 96.

³⁵⁰⁸ Lettre du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères en Transcaucasie au secrétariat du Comité exécutif central de ZSFSR, 21 avril 1932, SShSA PA, f. 13, op. 10, d. 63, l. 13 ; sur le cas des Grecs d'URSS, dont beaucoup quittent le pays à cause de la collectivisation, on peut se reporter à I.K. Khasiôtès, *Oil Ellènes tès Rôsiás kai tès Sovietikès Enôsès. Metoikesies kai Ektopismoi, Organôsè kai Ideologia*, Thessalonique, University Studio Press, 1997, pp. 383-405.

³⁵⁰⁹ Télégramme du Comité régional du Parti et du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères envoyé à Moscou, 23 janvier 1930, in N.N. Pokrovskij (éd.), *Politbjuro i krest'janstvo. Vysylka, spetsposelenie, 1930-1940*, T. 1, Moscou, ROSSPEN, 2005, p. 42.

³⁵¹⁰ C'est par exemple le cas pour les ressortissants allemands : lettre du plénipotentiaire du NKID, Ustinov, au secrétariat du Comité central géorgien, 7 avril 1931, SShSA PA, f. 14, op. 6, d. 46, l. 7.

³⁵¹¹ Lettre de l'ambassadeur allemand à Téhéran à l'Auswärtiges Amt, 29 novembre 1930, PA AA, Länderabteilung III, Russland, R 78131.

³⁵¹² Rapport du représentant du commissariat au Commerce extérieur en Transcaucasie, Sivolap, à Shalva Eliava, 3 juin 1931, SUI TSA, f. 616, op. 1, d. 5, l. 106.

pour ceux qui poursuivent une activité devenue illégale. Dans un rapport de janvier 1933, le président de la GPU adjare, Sadzhaja, rapporte l'arrestation de près de 260 spéculateurs, dont 40 sont condamnés à des peines de prison par le collège de la GPU. Sadzhaja souligne que les étrangers ne peuvent cependant être traités de la même manière et que la quasi-totalité des commerçants qui continuent leurs activités à Batoumi sont des étrangers : quatorze Persans, quatre Turcs et deux Grecs. A leur rencontre sont adoptées des mesures d'intimidation, mais pas d'arrestation directe ni d'expulsion immédiate³⁵¹³. L'érosion juridique qui touche la communauté marchande, commerçante et artisanale des étrangers apparaît en définitive plus lente pour les sujets étrangers que pour les citoyens soviétiques, mais l'émigration la fait rapidement diminuer³⁵¹⁴.

Face aux mesures soviétiques, Iran et Turquie déposent des notes de protestation, mais envisagent surtout des mécanismes d'indemnisation pour les marchands de retour d'URSS. En février 1931, le gouvernement turc crée ainsi une commission pour l'établissement des dommages infligés aux marchands³⁵¹⁵. Cette modération s'explique à nouveau par une certaine connivence entre gouvernements centraux. Au début de 1933, le consul persan à Tiflis, Mirfenderski, attribue cette connivence dans le cas de l'Iran à l'influence « pro-soviétique » du ministre de la Cour, Teymourtach, qui ignorerait volontairement les rapports envoyés par les consuls³⁵¹⁶. Il souligne le rétrécissement rapide de la communauté iranienne du Caucase³⁵¹⁷. Le 21 mars 1933, pour le nouvel an persan, ce ne sont plus que sept cent Persans qui se rendent à la réception du consul. Si le chiffre reste important, la communauté entière des Persans de Tiflis n'est plus que de 6.000 personnes en 1933, soit deux fois moins qu'à la fin des années 1920³⁵¹⁸. Le départ des marchands et artisans turcs et iraniens s'accompagne de conflits quotidiens sur les conditions qui l'entourent : sortie de devises,

³⁵¹³ Rapport du département économique de la GPU adjare au président de la GPU géorgienne, Lordkipanidze, 4 janvier 1933, AARSA, f. p-1, op. 3, d. 174, ll. 2-4.

³⁵¹⁴ Témoignage de Mehmet Yalçın, ville de Borçka, 76 ans, 2008, *AMH*, p. 160.

³⁵¹⁵ En turc, *Tespit-i zarar komisyonu*. Décret du conseil des ministres turc, 25 février 1931, BCA, 30.18.1.2/18.14.5 ; le gouvernement turc souhaite manifestement réfléchir à une modalité d'indemnisation qui ne suscite pas de conflit avec l'URSS : décret du conseil des ministres turc, 20 septembre 1931, BCA, 30.18.1.2/23.65.5 ; à la lecture des documents disponibles à Ankara, il semble que la Turquie ait finalement opté pour une indemnisation unilatérale de ses sujets. Voir la demande formulée par le marchand Hüseyin Bey en 1933, BCA, 30.18.1.2/35.25.19 ; rappelons que depuis 1929 une question similaire se déroule en Grèce, où le ministère des Affaires étrangères accepte de créer en 1932 des comités pour évaluer les pertes subies par les ressortissants grecs en URSS : Andrew L. Zapantis, *op.cit.*, 1982, pp. 281-284.

³⁵¹⁶ Rapport du consul-général polonais Stebłowski, 8 février 1933, CAW, I.303.4.1846, dok. 12.

³⁵¹⁷ Les chiffres de la douane soviétique parlent de 19.105 ressortissants iraniens quittant définitivement le Caucase en 1932-1933, essentiellement des artisans et petits marchands. Lettre du chef de l'administration des douanes de Transcaucasie au président du SNK de Transcaucasie, Musabəyov, 23 janvier 1934, SUITSa, f. 735, op. 1, d. 2488, l. 20 ; les sources iraniennes parlent de 12.000 sujets iraniens quittant le sol soviétique au printemps 1933 : Mahmūd Tâherâhmâdî, *op.cit.*, 2006, p. 162.

³⁵¹⁸ Rapport du consul-général polonais Stebłowski, mars 1933, CAW, I.303.4.1846, dok. 26.

d'objets précieux, de meubles. Douanes et diplomates dissertent sur la définition des « biens domestiques » que les sujets étrangers peuvent emporter avec eux, alors que les Soviétiques essaient d'empêcher que les artisans ne fassent sortir leur outil de production et forcent les travailleurs migrants à convertir leur salaire en produits soviétiques lors de leur départ³⁵¹⁹. Si Turcs et Iraniens restent cependant prudents face aux mesures prises par les Soviétiques, c'est parce qu'ils adoptent à partir de 1933 des politiques hostiles aux étrangers et à leur activité économique. En 1933, après une série de mesures destinées à « nationaliser » l'exercice de la médecine, une loi est adoptée en Turquie pour restreindre l'activité des praticiens étrangers³⁵²⁰. L'ambassade iranienne en Turquie se plaint ainsi en 1934 qu'il devienne de plus en plus difficile pour les citoyens iraniens de faire des acquisitions foncières³⁵²¹. Le ciblage des étrangers se fait aussi culturel et linguistique, désignant les étrangers de l'intérieur. En juin 1934 est adoptée la loi sur les noms de famille, qui donne l'occasion d'une turcisation de la population. Peu après éclatent en Thrace des incidents contre la communauté juive locale, dont l'interprétation reste sujette à caution³⁵²².

Au-delà du cadre idéologique dans lequel elle s'insère, l'éviction des acteurs économiques étrangers d'URSS partage donc plus avec les politiques des Etats frontaliers qu'on ne pourrait l'imaginer de prime abord. Si l'on reprend la question des communautés étrangères du point de vue culturel et éducatif, on observe une même hostilité à la présence d'écoles étrangères. A Tiflis, le commissariat à l'Education de Géorgie exige que l'école persane change de nom et devienne une « école irano-soviétique »³⁵²³. A la fin de février 1931, le ministère des Affaires étrangères iranien écrit au consulat de Bakou : « En raison des difficultés causées chaque jour par les fonctionnaires soviétiques au fonctionnement des écoles iraniennes sur le sol soviétique, l'Etat iranien a décidé de mettre un terme au

³⁵¹⁹ Lettre de l'agent diplomatique à Erevan au conseil des commissaires du peuple arménien, 25 juin 1930, HAA, f. 113, op. 3, d. 931, l. 178 ; décision du Comité régional du Parti, 9 juillet 1931, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 7, l. 60.

³⁵²⁰ Cyrus Schayegh, *op.cit.*, 2009, pp. 70-71.

³⁵²¹ Note de la présidence du Conseil iranienne au ministère des Affaires étrangères, 6 Âbân 1313 (28 octobre 1934), Khadîdje Solh Mirzâyî (éd.), *ARIT*, 1382 (2003), p. 116.

³⁵²² Başak İnce, *Citizenship and Identity in Turkey. From Atatürk's Republic to the Present Day*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2012, pp. 58-62 ; sur la turcisation, voir plusieurs des études dans Hans-Lukas Kieser (dir.), *Turkey Beyond Nationalism: Towards Post-Nationalist Identities*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2006.

³⁵²³ Note de la présidence du Conseil iranienne au ministère de l'Enseignement, 23 Esfand 1309 (14 mars 1931), cité dans Kâveh Bayât, « Madrase-ye Etefâq-e Irânîân », in *Tâ'sîrât-e moteqâbel-e târîkhî va farhangî-e Irân va Gordjestân (madjmu'e-ye maqâlât), Téhéran*, Markaz-e asnâd va târîkh-e dîplumâsî, 1380 (2001), pp. 70-73 ; un événement similaire a eu lieu en 1930 à Bakou, lorsque les autorités azérides exigent que le panneau officiel de l'école *Etehad* soit retiré : note du consulat-général persan à Bakou à l'agent du commissariat aux Affaires étrangères en Azerbaïdjan, 10 mars 1930, IISG, ARCH-03095, ch. 3.

fonctionnement de ces écoles à Bakou et à Tiflis à partir du mois de [mars]³⁵²⁴ ». Du fait de la difficulté de fermer des écoles accueillant des centaines d'enfants en quelques semaines, leur fermeture est finalement repoussée à l'été 1931. Le gouvernement persan tente en même temps de « reterritorialiser » la formation des enfants de la diaspora, en finançant leurs études en Iran même, ce qui doit renforcer leur « lien avec la patrie » (*'alâqe be vatan*)³⁵²⁵. L'abandon des écoles iraniennes au Caucase correspond à l'adoption de mesures pour supprimer les écoles étrangères en Iran en 1932 : un décret interdit aux enfants iraniens de s'inscrire dans les écoles étrangères du pays, ce qui entraîne un effondrement du recrutement de ces dernières au cours de l'année scolaire 1932-1933³⁵²⁶. Les écoles arméniennes et soviétiques, influentes comme on l'a vu dans le nord de l'Iran et soutenues par les autorités d'URSS, sont les plus directement visées par ces mesures, avant les écoles tenues par les missionnaires européens³⁵²⁷. Des préoccupations symétriques à celles des Soviétiques vis-à-vis des écoles iraniennes s'observent, la crainte d'un endoctrinement étant la principale motivation de cette politique de fermeture des écoles étrangères.

La particularité de la politique soviétique s'exprime cependant dans la fin de l'immigration de travail encadrée. Les travailleurs migrants ne sont *a priori* pas concernés par le Grand Tournant stalinien et on pourrait même imaginer que la demande accrue de travail améliore leur sort. Leur immigration se heurte pourtant à l'obstacle des nouvelles politiques d'allocation de la force de travail. Depuis la fin de 1926, la lutte contre le chômage fait de ce sujet une priorité du régime soviétique³⁵²⁸. Avec 20 % de chômeurs parmi la population active des villes soviétiques au 1^{er} janvier 1928, des mesures de déplacement forcé de la main-d'œuvre sont adoptées, notamment des villes vers les zones de travaux agricoles ou industriels³⁵²⁹. Les autorités transcaucasiennes développent dès cette époque une vision très volontariste de la résorption du chômage, qui passe par des déplacements à grande échelle de

³⁵²⁴ Lettre du ministère des Affaires étrangères iranien au consul-général à Bakou, 7 Esfand 1309 (26 février 1931), cité dans Nezâm'alî Dehnevî, *Irâniân mohâdjir dar Qafqâz...*, 2004, p. 136.

³⁵²⁵ Note du consulat-général persan à Tiflis à l'ambassade à Moscou, 14 Farvardîn 1309 (3 avril 1930), IISG, ARCH-03095, ch. 3.

³⁵²⁶ Rudi Matthee, « Transforming dangerous nomads into useful artisans, technicians, agriculturalists: education in the Reza Shah period », in Stephanie Cronin (dir.), *op.cit.*, 2003, pp. 135-136 ; rapport de la police d'Azerbaïdjan iranien, 18 Khordâd 1310 (9 juin 1931), *FKR*, 1370 (1991-1992), p. 86.

³⁵²⁷ Les règlements en vigueur sont durcis progressivement jusqu'en 1936. Farâmarz Tâlebî, *op.cit.*, 2006, p. 38.

³⁵²⁸ Protocole du Politburo, 14 octobre 1926, RGASPI, f. 17, op. 3, d. 595, l. 3.

³⁵²⁹ Douglas R. Weiner, « "Razmychka?" Urban Unemployment and Peasant In-migration as Sources of Social Conflict », in Sheila Fitzpatrick, Alexander Rabinowitch, Richard Stites (dir.), *Russia in the Era of the NEP. Explorations in Soviet Society and Culture*, Bloomington, Indiana University Press, 1991, p. 145 ; Protocole du présidium du Comité central azéri, 7 mars 1927, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 14, l. 71 ; sur la lutte contre le chômage et l'incertitude des statistiques officielles, voir la note du commissariat arménien au Travail pour l'année 1928-1929, non datée, HAA, f. 1, op. 8, d. 45, ll. 59-60.

travailleurs dans toute la Transcaucasie³⁵³⁰. Les républiques sont cependant beaucoup moins enthousiastes. Le secrétariat du Comité central azéri met ainsi en avant que « les chômeurs de Bakou refusent d'aller travailler dans la région de Lenkoran », à plus de deux-cent cinquante kilomètres de distance de la capitale azérie et qu'il est donc contraint de recourir à des travailleurs persans³⁵³¹. Un rapport de la GPU arménienne rapporte en juin 1928 l'échec des tentatives des Bourses du travail de la république pour envoyer sur des travaux d'aménagement agricole et hydraulique des chômeurs d'Erevan. Au bout de quelques jours de travail, ces travailleurs déplacés se mettent à abandonner leurs postes en déclarant : « Tuez nous si vous voulez, envoyez-nous où bon vous semblera, mais nous ne retournerons pas au canal de Sardarapat³⁵³² ». Face à ces politiques d'aménagement régional et de péréquation entre villes et campagnes, les gouvernements républicains apparaissent désireux de maintenir l'emploi d'une population migrante venue des zones-frontières de Turquie et d'Iran³⁵³³.

Le Comité régional du Parti refuse de manière de plus en plus systématiques aux républiques le droit de procéder à ces recrutements de travailleurs frontaliers. Ainsi, à l'été 1927, il n'accepte la demande arménienne de recruter deux cents Persans pour les mines du Zangezour qu'à condition que les commissariats au Travail d'Arménie et de Transcaucasie s'efforcent d'acheminer des travailleurs depuis d'autres régions du Caucase et d'URSS, afin « mettre un terme au recrutement [de travailleurs] en Perse³⁵³⁴ ». Des tendances contradictoires au sein des autorités régionales sèment la confusion parmi les entreprises, qui reçoivent des directives très variables sur la possibilité d'inviter des migrants³⁵³⁵. Par son contrôle des fonds en devises alloué par Moscou, le Comité régional du Parti dispose du moyen de faire appliquer ses décisions : les travaux agricoles et hydrauliques qui ont la priorité du régime et sont les plus pénibles reçoivent la priorité dans le recrutement

³⁵³⁰ Sur ce point, le commissariat transcaucasien se fait le porte-parole du commissariat central au Travail, qui voit dans la réallocation spatiale de la main-d'œuvre une priorité pour lutter contre le chômage. L.S. Rogachevskaja, *Likvidatsija bezrabotitsy v SSSR 1917-1930 gg.*, Moscou, Nauka, 1973, p. 119 ; « Polozhenie o Narodnom Komissariate Truda », *Sistematicheskoe sobranie zakonov ZSFSR*, T. 1, Tiflis, 1929, pp. 100-101.

³⁵³¹ Protocole du secrétariat du Comité central azéri, 12 février 1928, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 24, l. 56.

³⁵³² Rapport de la GPU arménienne à l'Inspection ouvrière et paysanne et au comité central d'Arménie, 22 juin 1928, HAA, f. 1, op. 8, d. 47, l. 51.

³⁵³³ Protocole du comité central azéri, 6 mars 1928, RGASPI, f. 17, op. 17, d. 24, l. 80 ; mais le gradient spatial semble important, puisque cette quête de la main-d'œuvre migrante vaut surtout pour les régions immédiatement frontalières de ces deux Etats : conclusions de la commission spéciale sur la main-d'œuvre dans le combat d'Allaverdi, présentées le 10 avril 1930 au Comité central arménien, HAA, f. 1, op. 10, d. 22, l. 85.

³⁵³⁴ Protocole du présidium du Comité régional du Parti de Transcaucasie, 31 août 1927, SShSA PA, f. 13, op. 5, d. 21, l. 168 ; protocole du présidium du Gosplan de Transcaucasie, 24 septembre 1927, SUI TSA, f. 631, op. 1, d. 136, ll. 120-124.

³⁵³⁵ Rapport d'Omarov à la conférence sur les districts frontaliers de Transcaucasie, session du 3 juillet 1929, SShSA PA, f. 13, op. 7, d. 36, l. 100.

frontalier³⁵³⁶. A l'été 1930, les républiques obtiennent le droit de recruter des travailleurs persans pour les travaux dans les champs de coton : quatre mille pour l'Azerbaïdjan, deux mille cinq cents pour l'Arménie et mille cinq cents pour la Géorgie. Cette autorisation est cependant accompagnée d'une interdiction de rendre public le recrutement dans la presse ou de l'intégrer dans les statistiques officielles³⁵³⁷. A partir de 1931, le rejet des demandes de recrutement devient presque systématique, alors que les tensions sur les devises s'accroissent. Les demandes effectuées par le comité central du Parti azéri pour faire venir deux mille Persans dans les sovkhoses cotonniers du Moughan sont refusées et le Comité régional lui intime l'ordre de recruter les travailleurs au sein de la fédération de Transcaucasie³⁵³⁸. Les combinats métallurgiques du Zangezour et d'Allaverdi, en Arménie, reçoivent également une consigne de recrutement au sein de la Transcaucasie et, plus largement, du territoire soviétique³⁵³⁹.

Le milieu des années 1930 correspond donc à la fin des migrations de travail initiées à la fin du XIX^e siècle depuis l'Anatolie orientale et le Nord de l'Iran vers le Caucase russe puis soviétique. En 1934-1935, le recrutement de certains secteurs industriels en Arménie et en Azerbaïdjan se fait plus difficile en raison de la disparition de ce vivier³⁵⁴⁰. La fermeture des possibilités de migration et de libre commerce avec le Caucase soviétique entraîne un appauvrissement conséquent des régions frontalières turques et iraniennes³⁵⁴¹. La décennie voit une transition dans les systèmes migratoires régionaux, puisque les circulations de travail se déploient de manière croissante à l'intérieur des Etats. En Iran, Téhéran devient progressivement la grande destination migratoire des populations d'Azerbaïdjan iranien, en remplacement de leurs migrations caucasiennes³⁵⁴². En Turquie, un basculement similaire a lieu, comme le souligne un rapport de la province de Kars en juillet 1935 :

³⁵³⁶ Lettre du conseil des commissaires du Peuple d'Arménie à l'*Armvodvkhos*, 6 septembre 1930, HAA, f. 113, op. 3, d. 931, l. 184 ; sur la centralisation du contrôle des devises, alors que de nombreuses tolérances existaient dans les années 1920 envers les républiques, voir Nick Baron, *op.cit.*, 2007, pp. 64-65.

³⁵³⁷ La formule utilisée demande d'appliquer la mesure, « ne oformljaja pritok ukazannykh rabochikh, kak vvoz v ofitsial'nom porjadke ». Protocole du présidium du Comité régional du Parti, 2 août 1930, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 4, ll. 16-17.

³⁵³⁸ Protocole du présidium du Comité régional du Parti, 27 juin 1931, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 7, l. 54.

³⁵³⁹ Décision du conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie, 25 juillet 1930, RGVA, f. 25873, op. 1, d. 74, l. 275 ; ils continuent cependant à employer des travailleurs persans au moins jusqu'en 1934-1935 : décision du bureau du Comité régional du Parti, 10 mars 1932, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 4, l. 143.

³⁵⁴⁰ Sur les difficultés de la société pétrolière *Azneft*, voir le rapport du consul-général italien à Tiflis à l'ambassadeur à Moscou, 27 mars 1934, ASMAE, Affari Politici (1931-1945), b. URSS 13, fasc. 3 ; protocole du bureau du Comité central arménien, 27 juillet 1934, HAA, f. 1, op. 14, d. 30, l. 123.

³⁵⁴¹ Un habitant du côté turc de la frontière peut ainsi déclarer : « Lorsque la voie vers Batoumi a été fermée, nous sommes devenus pauvres ». Hasan Çoruh, village d'Oruçlu, 77 ans, 2008, *AMH*, pp. 151-152.

³⁵⁴² On dispose désormais d'un riche recueil de documents sur les migrations intérieures iraniennes, mais contrairement à ce que son titre indique il ne couvre presque pas les années 1930. Iraj Mohammadî (éd.), *Âsnâd*

« Avant la grande guerre, près de 40 % de la population masculine de la province se rendait en Russie pour y travailler 7-8 mois, avant de revenir les poches pleines. Après la guerre, cette voie s'est fermée et le flux des travailleurs s'est réorienté vers des lieux comme Zonguldak, Izmit, Samsun et Istanbul³⁵⁴³. »

La chronologie ici proposée d'une fermeture brusque après 1921 n'est, comme on l'a vu, pas exacte, mais il nous semble que ce rapport est emblématique du changement rapide de la frontière par les autorités provinciales du fait de l'effondrement des circulations au début des années 1930.

b) La porte close : expulsion et déportation des migrants

A cette transformation des politiques soviétiques en matière d'organisation et d'accueil d'une immigration de travail répondent des politiques turques et iraniennes qui réduisent fortement les possibilités d'émigration ou de fuite pour les citoyens soviétiques. Sans jamais retrouver les pics d'émigration contemporains de la collectivisation, le départ de citoyens se maintient au cours des années 1930 : pour les trois derniers mois de 1933, 1.745 arrivées d'URSS sont recensées dans la seule province de Van³⁵⁴⁴. Les rapports soviétiques et turcs continuent à faire état de tentatives d'émigration dans les territoires frontaliers, en particulier parmi les populations minoritaires de Géorgie et d'Arménie, comme les Turcs meskhètes³⁵⁴⁵. Le passage par le Caucase de citoyens originaires d'autres régions se maintient également. La garde-frontière de la région de Batoumi arrête ainsi régulièrement des individus en provenance d'Ukraine ou de Russie centrale qui tentent de fuir, en profitant de la moindre surveillance de la frontière caucasienne³⁵⁴⁶. La plupart de ces mouvements s'effectuent de manière clandestine, dans un contexte moins tendu que pendant la période de

az mohâdjerat-e dâkhelî dar Îrân (1311-1357 h.sh), Téhéran, Khâne Ketâb/Markaz-e pazhûhesh, sandjesh va âsnâd-e riyâsat-e djumhûrî, 2012, pp. 1-6.

³⁵⁴³ Rapport sur la situation dans la province de Kars, 24 juillet 1935, BCA, 30.10.0.0/65.433.4, pp. 18-19 ; pour une remarque similaire sur la région de Rize : Recep Koyuncu, « Vali Hüsni Uzgören "Rize Vilayetin'in Genel Durumuna Dair Rapor" u », in İsmail Kara (dir), *Rize Defteri*, Rize, Dergâh, 2012, pp. 220-221.

³⁵⁴⁴ Rapport du gouverneur de Van au ministère de l'Intérieur, octobre 1933, BCA, 30.10.0.0/116.810.2.

³⁵⁴⁵ Sur les Meskhètes, décision du Comité central de Géorgie, 17 avril 1933, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 5, l. 27 ; décision du Comité régional du Parti créant une commission pour examiner cette émigration dans le cas de l'Arménie, 20 novembre 1933, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 7, l. 342.

³⁵⁴⁶ Voir par exemple les dossiers suivants SShSA ShA, f. 6, d. 34446-15, 35189-52, 35195-53 ; pour une vue plus détaillée de ces circulations, voir Etienne Forestier-Peyrat, « "Dans les forêts d'Adjarie..." : Franchir la frontière turco-soviétique, 1922-1937 », *Diasporas*, Vol. 23-24, 2015, pp. 164-184.

la collectivisation mais où la répression armée contre les fugitifs est devenue la norme³⁵⁴⁷. Le renforcement croissant du contrôle frontalier permet à la garde-frontière d'arrêter nombre de ces individus, condamnés à des peines de prison ou de camp de plus en plus longue, au titre de l'article 84 du Code pénal, sur la violation de frontière³⁵⁴⁸.

Si ces mouvements de fuite sont dangereux, c'est aussi à cause des politiques adoptées par la Turquie et l'Iran. Les deux Etats adoptent en effet des lois qui restreignent fortement la possibilité pour les étrangers d'entrer et de rester sur leur territoire. Dans le cas turc, Soner Çağaptay a décrit la réorganisation progressive de la législation sur la base de critères ethno-culturels, au détriment des critères religieux qui prédominent jusqu'à la fin des années 1920. Une lettre du ministère de l'Intérieur au gouverneur de Beyazit, le 3 avril 1932, s'enquiert ainsi de la race (*ırk*) d'un groupe de réfugiés caucasiens arrivé dans la région. Cette orientation prend la forme de circulaires, comme celle de la direction-générale de la population qui interdit le 19 octobre 1933 l'entrée de réfugiés non turcs. Les conceptions ethno- raciales qui s'expriment dans ces dispositions sont confirmées par la loi de colonisation de juin 1934 (*İskân Kanunu*), portée par le ministre de l'Intérieur Şükrü Kaya, qui veut en faire une rupture avec l'héritage des règlements ottomans³⁵⁴⁹. Elles ne s'émancipent cependant pas de tout héritage historique, puisque certaines populations qui ne peuvent être considérées comme turques d'un point de vue linguistique ou ethnique continuent à être acceptées au nom d'une tradition d'appartenance : c'est par exemple le cas des Adjars, que le gouverneur de Kars reçoit l'ordre d'accepter³⁵⁵⁰. Partant de cette distinction entre des réfugiés acceptables et d'autres qui ne le seraient pas, il faut considérer ce que ce tri implique dans le traitement réservé à chacune de ces catégories. Derrière cette dichotomie se cache en effet une grande diversité de réactions, conditionnées aussi bien par des fluctuations temporelles des politiques centrales, que par le rôle des autorités locales et l'identité, approchée de manière plus fine, des réfugiés.

Partant du cas en apparence le plus clair des réfugiés considérés comme acceptables, on constate que leur traitement n'en est pas moins problématique. Leur situation est en effet vue comme gênante politiquement, vis-à-vis de l'Union soviétique, ce qui incite à

³⁵⁴⁷ Rapport de la Sûreté générale turque à la présidence du Conseil, 10 octobre 1933, BCA, 30.10.0.0/116.810.1.

³⁵⁴⁸ Les peines vont de six mois à plusieurs années d'emprisonnement ou de camp selon le profil social et les antécédents de l'individu. Ces variations sont aussi liées aux différentes juridictions susceptibles de prononcer les condamnations. Verdict de session judiciaire du collège de la GPU adjare, 28 novembre 1931, SShSA ShA, f. 6, d. 31259-47, l. 21 ; condamnation du tribunal d'Akhalsikhe contre Khalil Arslanov, 19 octobre 1933, SShSA ShA, f. 6, d. 33112-29, l. 17.

³⁵⁴⁹ Mustafa Solak, *op.cit.*, 2013, p. 133 ; Nasrullah Uzman, *op.cit.*, 2013, pp. 20-21.

³⁵⁵⁰ Pour ces différentes références, tirées des archives de la Sécurité turque, voir Soner Çağaptay, *op.cit.*, 2006, pp. 145-146.

systematiser les mesures de déplacement vers l'intérieur des terres. Ces considérations diplomatiques sont complétées par des questions économiques liées à la situation de réfugiés qui peinent à trouver une place dans leur société d'accueil. Dès juin 1931, la présidence du Conseil iranienne souligne que les réfugiés arrivés au cours des années précédentes continuent à vivre dans la misère et sont regardés avec méfiance par la population iranienne. Elle suggère que ce groupe soit mis au travail dans le cadre de travaux d'intérêt public ou d'une installation sur les terres de la Couronne (*khâlese*)³⁵⁵¹. Mais les réfugiés, dont beaucoup étaient à l'origine des artisans ou petits commerçants, rechignent face à ce qu'ils perçoivent comme un déclassement social et certains tentent plutôt de retourner en URSS³⁵⁵². Une circulaire du ministère de l'Intérieur de juillet 1933 ordonne ainsi de contraindre les réfugiés à prendre des emplois et leur encadrement administratif est renforcé à la fin de l'année³⁵⁵³. Cette approche économique du problème des réfugiés n'est jamais très éloignée d'une conception d'ordre public, puisque les polices des villes du nord de l'Iran dénoncent de plus en plus fréquemment les agissements illégaux d'une population de réfugiés paupérisée et marginalisée. Le développement de la mendicité (*takaddî*) dans les rues d'Azerbaïdjan iranien et de la province d'Esfahan est ainsi fréquemment attribué à ces groupes de réfugiés³⁵⁵⁴. En Turquie, la situation très difficile des réfugiés venus du Caucase qui s'installent dans les provinces frontalières est soulignée par de nombreuses sources. Cela vaut particulièrement pour les réfugiés installés en milieu rural, qui vivent dans le dénuement. A l'été 1931, les diplomates britanniques Roberts et Ravensdale visitent d'anciens villages molokanes de la région de Kars, désormais habités par des réfugiés qui vivent dans « la misère et l'abandon »³⁵⁵⁵. Le déplacement vers l'intérieur des terres devient dès lors une mesure d'ordre économique, en même temps qu'une disposition justifiable par des considérations diplomatiques et de sécurité. En Iran, la déportation vers l'intérieur est aussi appliquée dans le cas de certains sujets iraniens revenant d'URSS, que l'Etat n'a pas les moyens de réinstaller. Ces retours se

³⁵⁵¹ Note de la présidence du Conseil iranienne au ministère de l'Intérieur, 4 Tîr 1310 (26 juin 1931), *ARIS*, p. 217.

³⁵⁵² Rapport de la police d'Esfahan au ministère de l'Intérieur, 29 Khordâd 1312 (19 juin 1933), *ARIS*, pp. 219-220 ; sur ces retours causés par la misère économique, Musa Qasimli, *op.cit.*, 2006, p. 589.

³⁵⁵³ Lettre du ministre de l'Intérieur au gouverneur d'Esfahan, 22 Tîr 1312 (13 juillet 1933), *ARIS*, p. 221 ; Mahmûd Tâherâhmadî, *op.cit.*, 2006, pp. 161-162.

³⁵⁵⁴ Rapport de la police d'Esfahan au gouvernement, 19 Shahrivâr 1312 (10 septembre 1933), *ARIS*, p. 225.

³⁵⁵⁵ Rapport de M. Roberts et M. Ravensdale sur une tournée dans les provinces orientales de la Turquie, non daté (été 1931), TNA, FO 424/275, p. 17.

concentrent vers l'Azerbaïdjan iranien et le Gilan, ce qui pose des problèmes de réintégration économique en même temps que des inquiétudes sécuritaires³⁵⁵⁶.

Le traitement des réfugiés indésirables (*nâmatlûb* en persan) est tout aussi équivoque. Dans son *Essai sur la condition des étrangers en Iran*, publié en 1937, Abdollah Moazzami rappelle que l'Iran peut recourir à trois types de mesures envers un étranger indésirable. Il peut être *extradé* au cas où il aurait commis un crime ou délit – à l'exclusion des délits politiques et de la désertion – et serait réclamé par la justice de son pays d'origine. Il peut être *expulsé vers un pays tiers* s'il est reconnu comme réfugié. Il peut enfin être *reconduit à la frontière* de son Etat d'origine, disposition qui ne s'applique pas à ceux dont le statut de réfugié a été reconnu. Cette troisième catégorie constitue un groupe plus ambigu, qui ouvre une marge d'incertitude dans le traitement des réfugiés³⁵⁵⁷. Elle semble d'autant plus importante que les deux premières situations ne recouvrent pas l'ensemble des situations en jeu. Le tableau qui se dégage de l'étude de différentes sources souligne que l'Iran et la Turquie reconduisent bien à la frontière un certain nombre d'émigrés soviétiques. Le rapport de force diplomatique peut jouer, mais il faut aussi considérer le fait qu'il existe depuis la fin des années 1920 un certain frémissement dans la pratique internationale de l'extradition et de la reconduite à la frontière, où la motivation politique des faits délictueux n'apparaît plus comme une protection sûre³⁵⁵⁸.

Le 18 octobre 1933, la direction-générale de la Sûreté turque écrit aux gouverneurs du Çoruh, de Kars et d'Ağrı pour leur ordonner de renvoyer vers le sol soviétique les réfugiés n'étant pas ethniquement turcs³⁵⁵⁹. Les mots ont ici leur importance, car il semble précisément que les autorités turques et iraniennes choisissent de refuser à certains groupes de migrants soviétiques le qualificatif de réfugiés afin de pouvoir les reconduire immédiatement à la frontière, tandis que ceux auxquels est reconnu ce statut reçoivent un visa de transit avant d'être expulsé sur une autre frontière. D'autres textes normatifs, comme un décret du 10 août 1933, protègent en effet de l'expulsion vers le sol soviétique les réfugiés faisant l'objet d'une menace manifeste en URSS³⁵⁶⁰. Une telle pratique permet d'affirmer sans parjure qu'on ne reconduit à la frontière aucun réfugié, tout en renvoyant des groupes d'individus qui

³⁵⁵⁶ Said Mahmûd Sâdât, Morteza Nouraeî, Hoseyn Mirdja'farî, *op.cit.*, été 1392 (2013), p. 28 ; le consul persan à Bakou reçoit consigne de ralentir la délivrance de visas de retour : rapport du consul-général italien à Tiflis à l'ambassadeur à Moscou, 27 mars 1934, ASMAE, Affari Politici (1931-1945), b. URSS 13, fasc. 3.

³⁵⁵⁷ Abdollah Moazzami, *Essai sur la condition des étrangers en Iran*, Paris, Sirey, 1937, pp. 126 et 140.

³⁵⁵⁸ Pour une étude des contradictions de la jurisprudence depuis l'affaire *Pavan* examinée par le Tribunal fédéral suisse : Hermann Mannheim, « Some Recent Problems in the Law of Extradition », *Transactions of the Grotius Society*, Vol. 21, 1935, pp. 109-125.

³⁵⁵⁹ Soner Çağaptay, *op.cit.*, 2006, pp. 154-155.

³⁵⁶⁰ Nasrullah Uzman, *op.cit.*, 2013, pp. 56-57.

pourraient sans doute prétendre à ce statut. Nasrullah Uzman lie cette pratique d'expulsion à la volonté des autorités turques frontalières d'avoir de bonnes relations avec leurs homologues soviétiques et d'obtenir en contrepartie un assouplissement de certains règlements pour leurs propres ressortissants³⁵⁶¹.

Il est difficile d'évaluer cette hypothèse, mais il est certain que des mécanismes de coopération sur le plan sécuritaire se maintiennent au cours des années 1930. Cette coopération passe à la fois par une lutte conjointe contre certains groupes frontaliers, à commencer par les Kurdes en rupture de ban et les criminels de droit commun³⁵⁶². En négatif, la coopération passe aussi par une remise en cause conjointe des facilités de circulation à travers la frontière, qui pouvaient être détournées pour permettre le franchissement clandestin de la frontière. Dès janvier 1932, le Comité régional du Parti de Transcaucasie suggère de mettre en extinction progressive la convention sur les circulations pastorales à la frontière, « en raison des changements structurels de l'agriculture de Transcaucasie³⁵⁶³ ». Si les circulations continuent encore quelques années, les conditions d'octroi des documents de circulation se font de plus en plus sourcilleuses³⁵⁶⁴. Les différents mécanismes sont progressivement amenés en extinction, avant que les Soviétiques n'exigent en 1937-1938 leur abolition³⁵⁶⁵. Les raisons médicales restent parmi les dernières permettant de se rendre du côté soviétique, en cas d'impossibilité attestée de se faire soigner du côté turc ou iranien de la frontière³⁵⁶⁶. Dans ce processus, la consensualité des mesures

c) *Le mimétisme d'une fermeture*

La disparition de ces mécanismes qui ont alimenté la diplomatie frontalière des circulations au cours des années 1920 va de pair avec la réduction de l'interaction entre autorités régionales des confins. Le déclin prononcé de cette interaction n'est pourtant pas synonyme d'une fin des influences mutuelles. Une frontière, même fermée, peut servir de lieu d'exposition et de propagande. Comme le rappelle Sabine Dullin, la frontière européenne de

³⁵⁶¹ Nasrullah Uzman, *op.cit.*, 2013, p. 172.

³⁵⁶² Shalala Mammadova fait allusion à des accords d'extradition signés notamment contre le banditisme frontalier des Kurdes, mais nous n'avons pas pu trouver d'autre référence à ces accords. Shalala Mammadova, *op.cit.*, 2013, p. 139 ; il s'agit peut-être de l'accord d'extradition préparé en 1930-1931 : décret de la présidence turque, 8 avril 1931, BCA, 30.18.1.2/19.25.13.

³⁵⁶³ Décision du bureau du Comité régional du Parti, 25 janvier 1932, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 7, l. 150.

³⁵⁶⁴ Pour un témoignage de 1933, voir Asim Us, *op.cit.*, 2012, p. 65.

³⁵⁶⁵ Pour un exemple de dénonciation des accords des années 1920 : note verbale de l'ambassade soviétique au ministère des Affaires étrangères turc, 28 mars 1938, BCA, 30.10.0.0/249.684.1.

³⁵⁶⁶ Ces circulations médicales constituent à partir de 1935 la principale dérogation à la fermeture : rapport du chef du CHP de Kars au secrétariat-général du CHP, 1^{er} janvier 1936, BCA, 490.1.0.0/666.234.1.

l'URSS se trouve de manière précoce transformée en « vitrine de l'harmonie nationale, économique et sociale » à destination de l'étranger³⁵⁶⁷. Pour le régime soviétique, la frontière occidentale devient lieu de communication et d'influence vers l'Etat et les populations frontalières et les voyageurs étrangers qui arrivent. Le cas des arches triomphaux accueillant les « prolétaires étrangers » aux stations ferroviaires de la frontière européenne est particulièrement connu³⁵⁶⁸. Les témoignages rapportent dès les années 1920 l'impression que produisent ces arches sur les voyageurs étrangers. Andrée Viollis écrit en 1927 : « Vous verrez, m'avait-on dit, les Soviets, habiles metteurs en scène, ont dressé là un grand arc de triomphe, hérissé de drapeaux rouges et de guirlandes vertes, comme pour une fête perpétuelle. Et une inscription : "Salut aux prolétaires de l'Occident"³⁵⁶⁹ ». Les mises en scène proprement politiques de la frontière n'existent pas sur les frontières caucasiennes ou centre-asiatiques au cours de l'entre-deux-guerres. Cependant, cette absence ne signifie pas que la frontière elle-même ne peut pas servir de lieu d'influence et d'échange. La frontière apparaît même comme le lieu par excellence où peuvent s'inscrire les processus d'*isomorphisme institutionnel* décrits par de nombreux travaux de science politique. Dans un article célèbre, Paul J. DiMaggio et Walter W. Powell proposent une typologie des formes par lesquelles des formes et pratiques institutionnelles circulent et convergent. Ils distinguent notamment un isomorphisme coercitif, découlant d'une influence politique directe et de la volonté d'un acteur d'en influencer un autre, et un isomorphisme mimétique, découlant d'une tentative de réduction d'incertitude par l'adoption de pratiques déjà appliquées ailleurs³⁵⁷⁰.

Ces deux formes s'expriment directement à la frontière, dans sa gestion même. D'une part, l'isomorphisme est partiellement « coercitif », en raison de l'imposition par les Soviétiques de pratiques telles que les commissions mixtes de règlement des litiges. L'historiographie de la frontière soviéto-polonaise a ainsi souligné l'existence d'influences fortes dans plusieurs domaines de la gestion frontalière. Cette étude est facilitée par le fait que la Pologne, au cours de l'entre-deux-guerres, conserve un système dual de garde-frontière. Depuis le début des années 1920, deux institutions coexistent : l'une en charge des frontières orientales, avec les pays baltes et l'URSS ; l'autre en charge des frontières occidentales et méridionales. Cette division est associée à une militarisation persistante des frontières

³⁵⁶⁷ Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 23.

³⁵⁶⁸ Le plus connu se trouve à Negoreloe, à la frontière soviéto-polonaise, et est achevé en 1927. Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 133.

³⁵⁶⁹ Andrée Viollis, *op.cit.*, 1927, pp. 19-20.

³⁵⁷⁰ Paul J. DiMaggio, Walter W. Powell, « The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review*, Vol. 48, No. 2, Avril 1983, pp. 150-151 ; voir aussi les remarques de Patrick Hassenteufel, « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale », *Revue française de science politique*, Vol. 55, No. 1, 2005, pp. 123-124.

orientales et des tentatives de réforme, menées en 1927, ne débouchent pas sur un abandon de cette division institutionnelle et fonctionnelle³⁵⁷¹. Une telle division permet une comparaison entre l'évolution des deux administrations, qui met en lumière l'influence du modèle soviétique. Henryk Dominczak a souligné le rôle d'un mimétisme institutionnel au sein des unités du corps de la garde-frontière orientale en Pologne. Il s'observe par exemple par la reprise des formes de mobilisation idéologique et politique : à partir de 1932 commence l'édition d'un journal mural, *Na straży*, et en 1936 celle du *Biuletyn Oświatowo-Propagandowy KOP*³⁵⁷². La gestion frontalière elle-même devient ainsi objet de circulations, que la taille de l'URSS et ses contacts avec des Etats très différents permet d'envisager à l'échelle eurasiatique.

Dans le cas des frontières caucasiennes, l'influence soviétique sur les modalités de gestion de la frontière reste plus difficile à évaluer, du fait de l'absence de sources disponibles concernant le fonctionnement interne des services frontaliers turcs et iraniens. On sait cependant que les pratiques soviétiques exercent une influence dans une série de domaines du contrôle frontalier, où les pratiques soviétiques apparaissent comme une source d'inspiration. Le développement simultané, en Turquie et en Iran, de politiques de lutte contre la contrebande et de renforcement physique de la frontière, puise dans les pratiques soviétiques. En 1932, la Turquie se dote d'une législation pour lutter contre la contrebande et les autorités kémalistes font à l'occasion l'éloge des méthodes soviétiques de surveillance de la frontière, par comparaison avec la France qui encouragerait la contrebande à la frontière turco-syrienne³⁵⁷³. C'est pour établir une capacité de contrôle en mer Caspienne et lutter contre la contrebande que Reza Shah émet dès 1930 le souhait d'acheter en Italie trois navires³⁵⁷⁴. Les navires de cette flotte, qui vise à imiter les Soviétiques tout en leur tenant tête, sont finalement livrés à l'automne 1932³⁵⁷⁵. L'investissement simultané des différents Etats frontaliers dans la lutte contre la contrebande renforce rapidement l'étanchéité de la frontière caucasienne. En

³⁵⁷¹ Henryk Dominczak, *Granica wschodnia Rzeczypospolitej Polskiej w latach 1919-1939*, Varsovie, Wydawnictwo Naukowe PWN, 1992, pp. 5, 56-57 et suivantes.

³⁵⁷² *Ibid.*, pp. 150-151 ; ce point a été repris par Sabine Dullin, *op.cit.*, 2014, p. 37.

³⁵⁷³ Sur la loi pour la prévention et la répression de la contrebande (*Kaçakçılığın men' ve takibine dair kanun*) du 7 janvier 1932 : rapport de George Clerk à John Simon, 22 janvier 1932, TNA, FO 424/276, pp. 52-53. ; la partie la plus sensible de la frontière turco-syrienne, au Nord-Est, n'est gardée que par une soixantaine de soldats français, dans quatre postes créés en 1926. Benjamin Thomas White, *The Emergence of Minorities in the Middle East. The Politics of Community in French Mandate Syria*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 2011, pp. 103-105.

³⁵⁷⁴ Rapport de la légation italienne à Téhéran au ministre Dino Grandi, 5 septembre 1930, ASMAE, Affari Politici, 1919-1930, b. 1472.

³⁵⁷⁵ Faute d'autorisation russe de transit par les voies fluviales soviétiques, ces vedettes doivent être envoyées en pièces détachées puis remontées à Anzali : Guive Mirfenderski, *op.cit.*, 2001, p. 138 ; rapport de M. Hoare à John Simon, Téhéran, 1^{er} juillet 1932, TNA, FO 416/91, pp. 13-14 ; voir les documents relatifs à cette affaire dans ASMAE, Affari Politici, 1931-1945, Persia, b. 5, f. 10.

janvier 1935, un rapport des douanes de Transcaucasie souligne que la contrebande a fortement baissé dans les deux dernières années. Elle appuie ce constat sur la diminution importante des saisies, tant en occurrences – de 2.134 cas de contrebande avérés en 1933 à 1.418 en 1934 – qu'en valeur des biens confisqués – de 2.279.016 roubles à 1.811.917 roubles³⁵⁷⁶. Si, du point de vue soviétique, la frontière caucasienne peut encore apparaître perméable, elle est sans conteste pour l'Iran et la Turquie une des mieux surveillées.

L'importance du mimétisme, étudiée ici de manière non-exhaustive, peut s'appuyer sur certaines sources publiées du côté turc. Le témoignage de Yasin Haşimoğlu, originaire du village d'Oltu, est particulièrement intéressant. Né en 1895, il sert dans l'administration tsariste locale jusqu'à la Première Guerre mondiale, avant de participer à l'organisation des musulmans de la province de Kars lors de la période des indépendances. Après s'être retiré de toute activité politique ou administrative à la suite de l'intégration de sa région à la Turquie, il est appelé en novembre 1935 comme interprète pour le commandant de la garde-frontière de Kars. Dans ses mémoires, il explique ce recrutement par la volonté des gardes-frontières turcs de ne plus dépendre des interprètes arméniens de la garde-frontière soviétique. Haşimoğlu compare de manière très négative les soldats turcs avec leurs homologues soviétiques. La situation matérielle de l'armée turque en Anatolie orientale est déplorable – arriérés de salaires et de fournitures faisant partie du quotidien –, ce qui pèse sur le moral des troupes. Yasin Bey critique la rotation excessive des cadres turcs, qui empêche le développement d'une expertise spécifique de la frontière avec l'URSS, sur le plan linguistique mais aussi celui des techniques utilisées dans les négociations locales avec les Soviétiques. Il souligne par comparaison que les cadres soviétiques, en particulier les commissaires frontaliers, sont en poste sur de très longues périodes, ce qui leur permet de développer une expertise profonde des lieux et populations³⁵⁷⁷. A travers ses mémoires se lit une admiration certaine pour l'organisation soviétique, qu'il place dans la continuité de cette administration tsariste qu'il a personnellement servi.

Le témoignage de Yasin Bey souligne l'importance de l'observation mutuelle et de formes d'émulation dans l'interaction. Ce jeu d'imitation concerne tous les niveaux du pouvoir d'Etat. Dès juillet 1929, un major de l'armée turque en poste à Kars écrit au gouvernement pour suggérer l'adoption de nouvelles armoiries pour l'armée et la république (*figure 119*). Si la lettre ne mentionne pas l'exemple soviétique, on peut néanmoins

³⁵⁷⁶ Rapport de l'administration des douanes de Transcaucasie sur la contrebande en 1934, SUITSa, f. 735, op. 1, d. 2736, ll. 2-3.

³⁵⁷⁷ Erdal Aydoğan (éd.), *op.cit.*, 2005, pp. 205-208.

s'interroger sur l'influence du contexte, alors que l'officier sert face à une armée utilisant largement de tels emblèmes. Lors de sa tournée en Anatolie orientale, Ismet İnönü note l'état désastreux des soldats turcs, qui vont parfois en haillons : « L'habit pitoyable [*pejmürde kıyafeti*] de l'armée qui porte le prestige de notre république met douloureusement en évidence toutes les erreurs de notre politique à l'Est³⁵⁷⁸ ». La relation semble fréquemment biaisée en faveur des Soviétiques, qui codifient leur symbolique du pouvoir. Mais le Caucase reste en retard par rapport aux régions frontalières européennes de l'URSS, avec des dotations en hommes et en moyens nettement inférieures³⁵⁷⁹. Les archives des républiques conservent les plaintes envoyées par diverses administrations locales et organismes d'Etat, qui se plaignent du manque de moyens financiers, qui les empêche de répondre au décorum frontalier. Le thème du prestige devient en effet un argument récurrent pour exiger des fonds d'équipement. Le commissaire à l'industrie alimentaire d'Arménie écrit ainsi au conseil des commissaires du Peuple de la république, à la fin de septembre 1936, pour attirer l'attention sur le problème des employés de la société *Skotoimport* sur les bases frontalières d'achat, qui ne disposent pas des moyens de se vêtir convenablement. Il insiste sur le fait que « leur tenue vestimentaire (habits et chaussures) revêt une importance très politique, comme l'a rappelé le 14 septembre, dans une lettre confidentielle, le commandant du bataillon frontalier de Leninakan³⁵⁸⁰ ».

L'hypothèse de l'influence frontalière dans les relations soviéto-polonaises trouve dans le Caucase un champ d'application et de précision. Si le système turc de surveillance frontalière n'est pas divisé en éléments déconnectés d'un point de vue administratif, il est clair que la frontière avec l'Union soviétique connaît une évolution différente des autres frontières à partir du début des années 1930. Au cours d'une conférence de hauts fonctionnaires turcs, tenue à Ankara en décembre 1936, la question frontalière est étudiée à plusieurs reprises, dans le cadre d'une réflexion plus générale sur le développement des périphéries du pays et le renforcement de l'autorité étatique³⁵⁸¹. Lors de son discours d'ouverture, Halil Sunar, cadre dirigeant du ministère de l'Intérieur, souligne les disparités dans la présence de l'Etat turc aux frontières. Le nombre total de gardes-frontières turcs se monte à 3.093 pour 8.400 kilomètres de frontières, mais les variations régionales sont très fortes : un fonctionnaire pour 5,5 kilomètres dans la région de Kars, contre un pour 12

³⁵⁷⁸ Saygı Öztürk (éd.), *op.cit.*, 2012, p. 19.

³⁵⁷⁹ Extrait de protocole du bureau du Comité régional du Parti, 23 mars 1932, SShSA PA, f. 1, op. 1, d. 7, l. 174.

³⁵⁸⁰ Lettre du commissaire à l'industrie alimentaire au conseil des commissaires du Peuple d'Arménie, 26 septembre 1936, HAA, f. 113, op. 3, d. 1645, l. 151.

³⁵⁸¹ Il s'agit d'une réunion organisée à l'initiative de Şükrü Kaya autour des inspecteurs-généraux et des principaux directeurs d'administrations régaliennes, Hüseyin Koca, *op.cit.*, 1998, pp. 443-446.

kilomètres dans la région d'Izmir et un pour 25 kilomètres dans celle de Van³⁵⁸². La frontière avec l'URSS apparaît comme la plus surveillée et la mieux structurée. L'émulation est soulignée par le général Seyfi Düzgören, qui insiste sur la nécessité de mettre en œuvre une symbolique étatique forte sur la frontière turco-soviétique. Il rappelle que cette frontière est de loin la plus « marquée » visuellement, du fait des injonctions soviétiques, ce qui s'exprime jusque dans des détails symboliques : les postes frontaliers du nord-est turc sont les seuls à comporter une signalétique étatique claire, centrée autour de la gerbe de blé qui fait partie des symboles de la république kémaliste³⁵⁸³. Il y a donc bien une construction commune des Etats à la frontière, passant par un mimétisme des formes, qui constitue le verso des mesures destinées à clore la frontière.

4. Vers les territoires nationaux

On peut en définitive interpréter le consensus de la fermeture comme la volonté partagée des Etats en présence de construire des territoires nationaux, intégrés dans une architecture homogène de l'espace politico-administratif. Cette volonté ne passe certes pas par des mécanismes identiques et ne poursuit pas les mêmes fins, mais elle suppose le partage de nombreux objectifs intermédiaires. L'intégration des territoires frontaliers se veut intégration nationale, y compris par une intensification des formes de répression et de coercition. La répression de masse déclenchée par les Soviétiques en 1938 contre les sujets turcs et iraniens s'inscrit dès lors dans une logique mise en place de manière conjointe.

a) Divergences institutionnelles et unité du sens

Qu'un objectif commun d'intégration des confins existe, voilà qui peut paraître étonnant au regard de la divergence des politiques mises en œuvre au cours de l'année 1935-1936 en Turquie et au Caucase soviétique. N'assiste-t-on pas à deux processus inverses, par lesquels se trouve créée du côté turc une institution mettant à part les provinces du Nord-Est anatolien – le troisième inspectorat-général – tandis qu'est scellée la disparition de la fédération de Transcaucasie dans le cadre de la nouvelle constitution stalinienne de 1936 ?

³⁵⁸² Cemil Koçak, M. Bülent Varlık, *Umumi Müfettişler Toplantı Tutanakları – 1936*, Ankara, Dipnot, 2010, pp. 42-43.

³⁵⁸³ Cemil Koçak, M. Bülent Varlık, *op.cit.*, 2010, p. 218 ; sur cette influence du modèle « visuel » du bornage à la soviétique, on trouve aussi des réflexions pour le côté iranien, dans l'ouvrage du général Amân Allah Jahânbanî, *Marzhâ-ye Irân ve Shûravî*, Téhéran, Châphâne-ye Majlis, 1957.

Cette apparente différence recèle en réalité un objectif commun. Dans les deux cas, il s'agit en effet de créer un contact immédiat et un contrôle plus direct du pouvoir central sur des territoires lointains ou marginaux. Les formes différentes prises par cet objectif découlent de deux facteurs : d'une part, l'écart structurel entre un régime fédéral où les républiques nationales sont l'unité de base et un régime unitaire ; d'autre part, les parcours différents suivis au cours des années 1920. Là où la disparition de la fédération de Transcaucasie permet de créer une relation directe entre les républiques et Moscou, la création de l'inspectorat-général du Nord-Est a un but similaire, car il vise pas à abolir « l'écran » des administrations provinciales entre Ankara et la région.

Le troisième inspectorat-général n'est pas, comme son nom l'indique, la première institution de ce type créée en Turquie. Dans une recherche approfondie, Cemil Koçak a proposé la première approche globale des inspectorats-généraux au cours des premières décennies de la république turque³⁵⁸⁴. Ces institutions consistent à rassembler dans une entité intermédiaire plusieurs provinces, sous l'autorité d'un inspecteur-général. Par certains aspects, il fait fonction de « gouverneur-général », dans l'ensemble des domaines administratifs : il s'interpose entre les gouverneurs et le ministère de l'Intérieur dans les rapports hiérarchiques, mais ne dispose que d'une administration propre réduite. Ces différents traits remontent à la genèse de l'institution, à la fin de la période ottomane. En novembre 1902 est créé le premier inspectorat-général chargé de la Macédoine, dans une tentative de répondre aux troubles locaux qui évoluent en crise diplomatique dans les Balkans³⁵⁸⁵. L'institution apparaît donc liée au problème des pressions étrangères sur l'Empire ottoman, comme le montre aussi le cas des deux inspectorats-généraux arméniens créés au début de 1914. Si ces deux institutions disparaissent au cours de la Première Guerre mondiale, le mécanisme des inspectorats-généraux est encore mentionné dans la loi fondamentale turque du 20 janvier 1921. Il faut cependant attendre la fin de l'année 1927 pour que soit prise la décision de recréer un inspectorat-général pour le sud-est anatolien³⁵⁸⁶.

³⁵⁸⁴ Cemil Koçak, *Umûmî müfettişlikler (1927-1952)*, Istanbul, İletişim Yayınları, 2003.

³⁵⁸⁵ Mehmet Hacısalihoğlu, « Osmanische Quellen zur Balkangeschichte : Versuch einer Übersicht über die Bestände der Zentralarchivs in Istanbul und weiterer osmanischer Archive », in Konrad Clewing, Oliver Jens Schmitt (dir.), *Südosteuropa. Von vormoderner Vielfalt und nationalstaatlicher Vereinheitlichung. Festschrift für Edgar Hösch*, Munich, R. Oldebourg Verlag, 2005, p. 54.

³⁵⁸⁶ On retrouve à ce poste, à partir de janvier 1928, l'ancien consul turc à Batoumi Ibrahim Talî Ongören, qui devient un acteur majeur de la politique kurde du régime. Uğur Ümit Üngör, « Seeing like a nation-state: Young Turk social engineering in Eastern Turkey, 1913-50 », in Dominik J. Schaller, Jürgen Zimmerer (dir.), *op.cit.*, 2009, pp. 25-26 ; sur la loi de 1927, Nizam Önen, Cenk Reyhan, *Mülkten Ülkeye. Türkiye'de Taşra İdaresinin Dönüşümü (1839-1929)*, Istanbul, İletişim, 2011, pp. 533-535 ; la création de l'inspectorat-général du sud-ouest suscite une importante discussion sur les enjeux du gouvernement des périphéries anatoliennes : M.A. Gasratjan, *Kurdy Turtsii v novejshee vremja*, Erevan, Ajastan, 1990, p. 136.

Ce premier inspectorat-général incarne par excellence une forme administrative associée à « l'état d'exception » qui règne en Anatolie orientale depuis la révolte de 1925³⁵⁸⁷. L'inspecteur-général vient s'insérer dans les interstices du système administratif, entre le niveau des gouverneurs provinciaux et le gouvernement central. A l'instar des gouverneurs, il rend en principe ses comptes au ministère de l'Intérieur, mais il dispose d'une plus grande latitude pour contacter directement les ministres et la présidence du Conseil elle-même. Les inspecteurs-généraux sont le plus souvent choisis parmi des familiers d'Atatürk, ce qui leur confère une grande liberté dans ces contacts. De 1927 à 1933, on retrouve au premier inspectorat-général Ibrahim Talî [Öngören], qui a poursuivi après ses fonctions de consul à Batoumi une carrière diplomatique puis politique. L'expérience du premier inspectorat-général pose les bases de ce que deviennent les missions principales des autres inspectorats-généraux. En premier lieu, il s'agit de renforcer les fonctions régaliennes de l'Etat dans la région, à travers l'application de l'ordre public, la lutte contre la criminalité et, comme on l'a vu, la contrebande³⁵⁸⁸. Deuxièmement, l'inspectorat-général a un objectif politique et idéologique de renforcement du Parti unique et de contribution aux mesures de turcisation de la population³⁵⁸⁹. Enfin, il doit encourager le développement économique de sa région d'affectation, en insistant particulièrement sur l'intégration au territoire national par les infrastructures et les services publics.

Après plusieurs années d'expérimentation en Anatolie du Sud-Est, le mécanisme est jugé suffisamment efficace pour être étendu. En 1934, la création du deuxième inspectorat-général pour la Thrace orientale reprend la forme dans le contexte d'une autre périphérie turque. Mais c'est la tournée d'Ismet İnönü en Anatolie orientale qui pose les bases d'une extension des inspectorats-généraux à l'ensemble de la région³⁵⁹⁰. Le 13 juillet 1935, alors qu'il se trouve dans la région de l'Ararat, İnönü note dans ses carnets :

« La province de l'Ararat [Ağrı] n'a aucune relation avec le premier inspectorat-général. Il serait sans doute très utile et nécessaire de créer un autre inspectorat-général qui s'étendrait

³⁵⁸⁷ Soner Çağaptay, *op.cit.*, 2006, pp. 36-38 ; le concept d'état d'exception, on peut se reporter aux réflexions de Giorgio Agamben, *Stato di eccezione*, Turin, Bollati Boringhieri, 2003.

³⁵⁸⁸ D'après les données officielles, ce sont près de 4.070 armes qui sont récoltées en 1930 et 14.949 en 1932. Hüseyin Koca, *Yakın tarihten günümüze Doğu-Güneydoğu Anadolu politikaları*, Konya, Mikro Yayınları, 1998, pp. 313-314 ; rapport d'Öngören à la présidence du Conseil, 12 décembre 1931, BCA, 30.10.0.0/116.808.18 ; rapport de M. Morgan à John Simon, 23 décembre 1931, TNA, FO 424/275, p. 78.

³⁵⁸⁹ Cemil Koçak, *op.cit.*, 2003, pp. 79-81.

³⁵⁹⁰ Soner Çağaptay, *op.cit.*, 2006, pp. 76-77.

de Trabzon au nord à Erzincan et à l'Ararat. On ne peut pas gérer depuis le centre les problèmes [dertler] de l'Est et la question de la colonisation³⁵⁹¹. »

Le troisième inspectorat-général prolonge pour le nord-est anatolien les tâches déjà assignées au premier inspectorat-général. Cette tâche est très liée au premier titulaire de la fonction, Tahsin Uzer, nommé dès août 1935, avant même la création officielle de l'inspectorat au début de septembre (*figure 121*)³⁵⁹². Uzer dispose d'une longue expérience d'administrateur remontant à la période ottomane, à la fin de laquelle il occupe des postes de gouverneur à Van, Erzurum et en Syrie. Il se rallie au régime kémaliste et occupe au cours des années 1920-1930 des fonctions de député³⁵⁹³. C'est donc à la fois un expert de ce qui fait figure de nouvelle « question d'Orient » dans la Turquie kémaliste et un homme politique loyal à Atatürk qui prend en charge la nouvelle institution.

En comparaison de ce processus relativement clair de mise en place du troisième inspectorat-général, la disparition de la fédération de Transcaucasie reste une question bien obscure. La disparition de cette institution avec la constitution de 1936 reste mal comprise dans son processus précis³⁵⁹⁴. Pour les historiens soviétiques, sa disparition s'inscrit dans la logique même de la dialectique marxiste. La fédération de Transcaucasie, créée pour dépasser les divisions ethniques au Caucase et reconstituer une économie régionale, disparaît après avoir accompli sa tâche. Cette suppression est la preuve même de son succès. Ce faisant, l'historiographie soviétique reprend le discours officiel de l'époque, qui insiste sur « le processus de développement dialectique de l'Etat soviétique ». Dans un article paru en juillet 1936 dans la revue *Revoljutsija i Natsional'nosti* du Comité exécutif central, S. Dimanshtejn souligne que cette abolition résulte de la disparition des antagonismes nationaux en Transcaucasie³⁵⁹⁵. Une telle interprétation néglige les dysfonctionnements croissants qui entravent l'édifice fédéral caucasien et entraînent son contournement par les autorités des républiques. Il est cependant difficile de reconstituer la manière dont ces difficultés internes de la fédération s'articulent avec le processus général de réécriture de la constitution et les positions des dirigeants soviétiques.

³⁵⁹¹ Entrée du 12 juillet 1935 du journal d'İsmet İnönü, *op.cit.*, 2001, p. 172.

³⁵⁹² Décret du conseil des ministres turc, 23 août 1935, BCA, 30.18.0.1/57.70.16.

³⁵⁹³ Hüseyin Albayrak, *op.cit.*, 2008, p. 345.

³⁵⁹⁴ Il en va de même pour la disparition d'autres organes de commandement régional dans l'URSS des années 1930, comme le Bureau centre-asiatique du Parti, qui disparaît en 1934 : A.A. Rosljakov, *Sredazbjuro TsK VKP(b) (Voprosy strategii i taktiki)*, Askhabad, Turkménistan, 1975, p. 349.

³⁵⁹⁵ S. Dimanshtejn, « Stalinskaja konstitutsija pobedivshego sotsializma », *Revoljutsija i Natsional'nosti*, No. 7, juillet 1936, pp. 22-33.

L'étude des minutes des commissions du Comité exécutif central d'URSS chargées de proposer le texte de la nouvelle constitution soviétique révèle que la suppression de la fédération de Transcaucasie n'est initialement pas envisagée. Les travaux de la commission consacrée aux organes centraux et locaux du pouvoir étatique, présidée par Ivan Akoulov, ne discutent pas d'une telle éventualité et la proposition de rédaction transmise à la fin d'octobre 1935 comprend huit articles décrivant les prérogatives de la fédération³⁵⁹⁶. Jusqu'au printemps 1936, il n'est pas question publiquement d'une quelconque suppression de la fédération, mais il faut pourtant supposer une initiative politique dès novembre-décembre 1935. Sur quoi peut-on appuyer une telle hypothèse ? A partir de la fin de novembre 1935, le Comité régional du Parti et le gouvernement de Transcaucasie entérinent la suppression d'une série d'organes transcauciens. De session en session, la liste des institutions abolies s'étend : le 28 novembre 1935, la Coopérative transcaucasienne (*Zaksojuz*) est supprimée ; à partir de janvier 1936, plusieurs plénipotentiaires de commissariats centraux en Transcaucasie sont remplacés par des plénipotentiaires républicains ; le 7 mai, l'Union des syndicats de Transcaucasie (*Zakprofsovet*) et la ZOKS sont à leur tour démantelés³⁵⁹⁷. Ces suppressions ne renvoient à aucune décision prise par les organes centraux d'URSS et sont justifiées par des critères d'inefficacité et de nécessaire recentrage sur les républiques³⁵⁹⁸. On voit ainsi les institutions dirigeantes de la Transcaucasie saper définitivement l'édifice de la fédération en opérant une dévolution accélérée de compétences aux républiques et en exigeant des organismes centraux qu'ils suivent cette évolution. Dans une décision du 11 janvier 1936, le Comité régional du Parti fait savoir au commissariat à l'Industrie lourde que l'antenne transcaucasienne du trust d'équipement industriel *Snabsbyt* a été supprimée et qu'il faut traiter directement avec les républiques³⁵⁹⁹.

Il faut donc supposer un encouragement du processus de démantèlement par Beria, qui dispose à ce moment d'un pouvoir maximum. Ces mesures confirment la tendance de Beria à se comporter en leader républicain plutôt qu'à investir les structures fédérales de la Transcaucasie. Cette tendance devient si marquée depuis la fin de 1935 qu'elle suscite des sarcasmes parmi les adversaires de l'homme fort de Tiflis. Le dirigeant des Jeunes

³⁵⁹⁶ Protocole de la commission d'élaboration du titre « Organes centraux et locaux du pouvoir en URSS », 8 octobre 1935 et projet d'articles 37 à 44 portant sur la fédération de Transcaucasie, GARF, f. R3316, op. 40, d. 27, ll. 94-95 et 152-153.

³⁵⁹⁷ Protocole du bureau du Comité régional du Parti, 28 novembre 1935, SShSA PA, f. 13, op. 13, d. 12, l. 148 ; idem, 11 janvier 1936, SShSA PA, f. 13, op. 14, d. 9, l. 27 ; idem, 7 mai 1936, SShSA PA, f. 13, op. 14, d. 15, ll. 4-6.

³⁵⁹⁸ Lettre du plénipotentiaire du commissariat à l'industrie alimentaire en Transcaucasie au Comité régional du Parti, 11 décembre 1935, SShSA PA, f. 13, op. 14, d. 10, ll. 87-88.

³⁵⁹⁹ Protocole du bureau du Comité régional du Parti, 11 janvier 1936, SShSA PA, f. 13, op. 14, d. 10, l. 93.

communistes d'URSS, Aleksandr Kosarev, marié à la fille d'un des vieux bolcheviks géorgiens, ne lève-t-il pas un toast imprudent, en janvier 1936, « à ce qui nous manque, une véritable direction bolchevique en Transcaucasie³⁶⁰⁰ » ? Il est vraisemblable que la décision de supprimer la fédération résulte d'un accord direct entre Beria et le cercle le plus restreint du pouvoir stalinien, où la ligne centralisatrice est en faveur³⁶⁰¹. En mars, plusieurs articles sont publiés dans la presse pour saluer le quatorzième anniversaire de la fédération de Transcaucasie, sans qu'aucune référence ne soit faite à sa possible abolition³⁶⁰². Au cours du mois d'avril, un scandale éclate au sein de l'appareil dirigeant arménien, révélant des malversations financières considérables au cours des années 1930. L'enquête réalisée à cette occasion par la Commission du contrôle soviétique auprès du gouvernement central souligne que ces détournements ont été notamment rendus possibles par la complexité des structures politico-administratives en Transcaucasie, qui fait obstacle à un contrôle efficace de la discipline budgétaire³⁶⁰³. Au mois de mai, la rumeur d'une disparition de la fédération se met à circuler parmi les cercles dirigeants des républiques caucasiennes, parvenant aux oreilles des représentants étrangers dans la région³⁶⁰⁴. Le projet définitif de constitution, publié le 12 juin, fait disparaître la fédération de Transcaucasie et un article de Beria, paru dans la *Pravda* et dans les journaux caucasiens le même jour, explicite cette suppression en la présentant comme la conséquence logique des succès du régime communiste au Caucase³⁶⁰⁵.

b) La production du national

Les transformations institutionnelles des années 1930, en dépit de leur différence de façade d'un Etat à l'autre, entraînent donc une augmentation du contrôle direct des autorités centrales. Elles débouchent sur une intensification de politiques de nationalisation des territoires frontaliers, au sens où leurs populations et élites sont intégrées plus étroitement

³⁶⁰⁰ L'interprétation de ce toast, rapporté par la fille d'Aleksandr Kosarev et Elena Nanejshvili, doit évidemment être prise avec prudence. Témoignage de M.D. Nanejshvili-Kosareva à Malenkov, 17 décembre 1953, in A. Artizov, Yu. Sigachev, V. Khlopov, I. Shevchuk (éd.), *Reabilitatsija. Kak eto bylo. Mart 1953-Fevral' 1956*, Moscou, Mezhdunarodnyj Fond Demokratija, 2000, pp. 79-80.

³⁶⁰¹ J. Arch Getty rappelle que chaque nouvelle version de la constitution présentée entre janvier et juin 1936 est plus centralisatrice que la précédente. J. Arch Getty, « State and Society under Stalin. Constitution and Elections in the 1930s », *Slavic Review*, Vol. 50, No. 1, printemps 1991, pp. 20-21.

³⁶⁰² Gazanfar Musabekov, « Chetyrnadtsat' let Zakfederatsii », *Bakinskij Rabochij*, No. 60 (4589), 12 mars 1936, p. 1.

³⁶⁰³ Rapport de la Commission du contrôle soviétique auprès du gouvernement d'URSS, 17 avril 1936, HAA, f. 1, op. 16, d. 22, ll. 58-63.

³⁶⁰⁴ Rapport du consul-général italien à Tiflis à l'ambassade à Moscou, 29 mai 1936, ASMAE, Affari Politici, 1931-1945, URSS, b. 19.

³⁶⁰⁵ Lavrenti Berija, *Novaja Konstitutsija SSSR i Zakavkazskaja Federatsija*, Tiflis, Izdatel'stvo Zakkrajcoma VKP-Zarja Vostoka, 1936, pp. 14-15.

dans des sociétés nationales, où l'homogénéité devient le critère premier. En Turquie et en Iran, cette politique s'exprime sur un plan culturel avec des politiques destinées à assurer l'usage unique de la langue nationale sur le territoire. La fonction des inspecteurs-généraux, comme on l'a vu, se concentre sur certains aspects particuliers du pouvoir d'Etat, en particulier l'intégration politique et culturelle. L'importance de la fonction est étroitement liée à la symbolique qui l'entoure, au rapport privilégié qui unit son titulaire avec les plus hautes autorités de l'Etat et à sa capacité d'initiative. D'emblée, Tahsin Uzer a une pratique itinérante de l'inspection. Il parcourt inlassablement les provinces de son ressort, restant peu à Erzurum³⁶⁰⁶. Ces tournées visent d'abord à établir un contact direct et personnel avec les autorités et élites locales. La dimension de représentation et de sociabilité qui entoure les fonctions de l'inspecteur-général est considérable. Uzer fait de ses visites des instruments de changement social, reproduisant à une échelle réduite les rites qui accompagnent les visites qu'Atatürk rend, de moins en moins fréquemment, dans les provinces. Il organise ainsi bals, performances musicales, représentations théâtrales et cérémonies culturelles, auxquels sont conviés les membres de l'élite locale. Comme le souligne le consul britannique à Trabzon, les visites de l'inspecteur-général introduisent de nouvelles formes de sociabilité à l'euro-péenne. L'inspecteur-général insiste particulièrement pour que les notables viennent accompagnés de leurs épouses, en habit occidental³⁶⁰⁷.

Sa première tâche est de répondre au retard économique et social critiqué par Ismet İnönü lors de sa tournée d'inspection de 1935. L'inspection est dotée de fonds supplémentaires qui permettent le financement d'infrastructures dans la région. L'accès direct de l'inspecteur-général à l'ensemble des ministres et à la présidence du conseil lui permet de formuler directement auprès de ses instances les demandes d'investissement. On voit ainsi Uzer multiplier dans la première moitié de 1936 les notes sur les infrastructures à construire dans les différentes régions de sa compétence. Les transports sont privilégiés, comme on l'a vu au chapitre précédent, afin de permettre un désenclavement économique de ces régions, mais l'action d'Uzer se porte souvent sur des situations particulières, concernant le destin de quelques villages ou d'un district. A l'occasion d'excellentes récoltes, Uzer demande l'octroi de fonds supplémentaires afin de financer la réfection de ponts et de routes, ce qui permettrait l'exportation des récoltes par la mer Noire et non par le territoire

³⁶⁰⁶ Télégramme du ministère de l'Intérieur à la présidence du conseil, 9 juin 1936, BCA, 30.10.0.0/71.464.11.

³⁶⁰⁷ Rapport du consul britannique à Trabzon à l'ambassade à Ankara, 28 mars 1936, TNA, FO 371/20087, ff. 263-264.

soviétique³⁶⁰⁸. Le développement d'infrastructures de services aux populations est aussi central, du fait du retard perçu de la région. L'inspecteur-général comporte des conseillers dédiés aux questions éducatives et sanitaires, qui développent un plan de construction d'écoles, hôpitaux et dispensaires dans les villes de la région³⁶⁰⁹. Ces programmes sectoriels s'inscrivent dans une ambition édiltaire plus générale pour l'Anatolie du Nord-Est, où une nouvelle architecture doit venir incarner les réalisations du régime kémaliste³⁶¹⁰.

La seconde tâche de l'inspecteur-général est de contrôler et d'exécuter les décisions centrales. Il veille à ce que des autorités provinciales parfois réticentes appliquent les différentes réformes sociales et culturelles voulues par les autorités centrales. Dans les premiers mois de son office, il envoie de nombreux rapports aux différents ministères pour les informer des dysfonctionnements de leur appareil provincial³⁶¹¹. Par tempérament et par ce qu'il perçoit comme une nécessité, Uzer passe de plus en plus à l'action directe dans les différentes provinces. Son action s'inscrit dans la continuité des tentatives menées depuis le début des années 1930 pour renforcer l'autorité de l'Etat dans les provinces frontalières. Il accélère ainsi les campagnes de désarmement de la population du littoral de la mer Noire, qui s'intègrent à une politique d'assimilation culturelle des groupes locaux³⁶¹². Mustafa Reşit Tarakçıoğlu, adjoint d'Uzer pour les questions éducatives, souligne l'importance des politiques éducatives et culturelles dans la province de Kars, dont la population a été abrutée et réduite par l'occupation russe « au rang d'animaux de basse-cour³⁶¹³ ». Il renforce les mesures visant à appliquer des lois comme celles sur le chapeau, dont l'application dans les régions d'Anatolie orientale demeure très partielle et se heurte à l'hostilité ou à l'inertie des autorités locales³⁶¹⁴. Le consul britannique à Trabzon, Matthews, relève en avril 1936 le

³⁶⁰⁸ Télégramme d'Uzer à la présidence du conseil, 14 mai 1936, BCA, 30.10.0.0/71.464.2.

³⁶⁰⁹ Sur la construction d'un hôpital « modèle » à Erzurum, voir la lettre d'Uzer au ministre de la Santé, Refik Saydam, 2 mai 1936, BCA, 30.10.0.0/71.464.3 ; Note de la direction-général des biens religieux à la présidence du conseil, 19 juin 1936, BCA, 30.10.0.0/71.464.16.

³⁶¹⁰ Erdal Aydoğan, *op.cit.*, mai-novembre 2004, pp. 7-8 ; Murat Küçükuşurlu, *Erzurum belediyesi tarihi, II. Tek Parti dönemi (1930-1950)*, Istanbul, Dergâh Yayınları, 2011, pp. 32-37.

³⁶¹¹ Voir par exemple sur l'état déplorable des tribunaux dans les provinces de l'Ararat et d'Iğdır. Télégramme d'Uzer à İnönü, 4 octobre 1935, BCA, 30.10.0.0/70.462.4.

³⁶¹² L'objectif affiché de ces campagnes est de réduire le niveau de violence sociale, mais aussi de réduire la capacité des populations à s'opposer aux autorités et de lutter contre la contrebande armée. Rapport du ministère de l'Intérieur à la présidence du Conseil, 18 avril 1933, BCA, 30.10.0.0/54.360.4 ; sur la politique de turcisation des Lazes et des Hemshins, Ali İhsan Aksamaz, *Doğu Karadeniz'de resmî ideolojiler kuşatması*, Istanbul, Sorun Yayınları, 2003, pp. 48-50 et Rüdiger Benninghaus, « Turks and Hemshinli : manipulating ethnic origins and identity », in Hovann H. Simonian (dir.), *op.cit.*, 2007, pp. 353-388.

³⁶¹³ En turc : « *kümes hayvanı mesabesine koymuştur* ». Hikmet Öksüz, Veysel Usta (éd.), *op.cit.*, 2008, p. 240.

³⁶¹⁴ Hale Yılmaz, *Becoming Turkish. Nationalist Reforms and Cultural Negotiations in Early Republican Turkey, 1923-1945*, Syracuse, Syracuse University Press, 2013, pp. 68-70 ; sur les critiques d'Uzer contre les autorités judiciaires provinciales : Murat Metinsoy, « Everyday Resistance and Selective Adaptation to the Hat Reform in Early Republican Turkey », *International Journal of Turcologia*, Vol. VIII, No. 16, Automne 2013, p. 34.

mécontentement de la population de la ville face aux mesures prises par les agents du troisième inspectorat, qui entreprennent de faire appliquer l'interdiction de port du voile. Il souligne la différence des perceptions populaires entre les fonctionnaires locaux et ces agents envoyés spécialement pour assurer l'application des décisions du gouvernement³⁶¹⁵. Dans toutes ces mesures, la liquidation de l'héritage russe revient fréquemment comme une motivation centrale pour l'inspecteur-général³⁶¹⁶.

Cette tendance à la nationalisation est également présente du côté soviétique de la frontière caucasienne, où elle adopte cependant un sens différent. Plusieurs travaux ont souligné le processus de « nationalisation » du pouvoir soviétique au cours des années 1930. David Brandenberger a pu décrire, au niveau du pouvoir central, l'appui croissant sur des thèmes puisant dans le nationalisme russe. Brandenberger y voit une approche pragmatique découlant du constat de l'échec de certains thèmes bolcheviques classiques à mobiliser la population³⁶¹⁷. Dès 1933, un rapport du ministre de l'Intérieur turc Şükrü Kaya évoque une « importante bifurcation progressive vers des fondements nationaux et une centralisation » (*yavaş yavaş milliyet esasına ve merkeziyete doğru büyük bir inhiraf*)³⁶¹⁸. La promotion de ce discours national russe à l'échelle de l'URSS ne signifie pourtant pas une russification des républiques caucasiennes au milieu des années 1930. Au contraire, le déclin de la fédération de Transcaucasie semble renforcer, dans chaque république, les tendances nationalistes et la marginalisation des minorités. Dans son rapport de mai 1936, où il anticipe la disparition de la fédération, le consul-général italien souligne qu'une telle évolution ne ferait que renforcer le « caractère national » (*personalità nazionale*) des républiques en « favorisant les fortes tendances nationalistes par l'élimination progressive des non-Géorgiens des hautes fonctions administratives et politiques³⁶¹⁹ ». Cette tendance est confirmée à la fin de l'année 1936, lorsqu'une partie des fonctionnaires non-géorgiens des anciennes

³⁶¹⁵ Rapport du consul britannique à Trabzon à l'ambassade à Ankara, 16 avril 1936, TNA, FO 371/20087, ff. 267-268.

³⁶¹⁶ Sur le plan foncier, Uzer presse le gouvernement de solder définitivement le statut incertain de certaines terres, découlant des problèmes de propriété évoqués au chapitre 3. Note de Tahsin Uzer au ministère de l'Intérieur, 30 août 1937, BCA, 30.10.0.0/81.531.12

³⁶¹⁷ David Brandenberger, *National Bolshevism. Stalinist Mass Culture and the Formation of Modern Russian National Identity, 1931-1956*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2002, p. 1 et *passim* ; Ronald Grigor Suny, *Looking toward Ararat. Armenia in Modern History*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 1993, pp. 153-154.

³⁶¹⁸ La question de la « nationalisation » de l'URSS fait l'objet de rapports turcs dès 1933. Le ministre de l'Intérieur Şükrü Kaya évoque ainsi. Rapport de Şükrü Kaya à la présidence du Conseil, 1^{er} novembre 1933, BCA, 30.10.0.0/248.678.28.

³⁶¹⁹ Rapport du consul-général italien à Tiflis à l'ambassade à Moscou, 29 mai 1936, ASMAE, Affari Politici, 1931-1945, URSS, b. 19 ; de manière significative, le représentant d'Arménie à Moscou parle en 1937 des « républiques nouvelles, créées par la Constitution stalinienne ». Lettre du représentant permanent d'Arménie à Moscou au premier secrétaire du Comité central arménien, Amatuni, 13 septembre 1937, HAA, f. 1, op. 17, d. 75, l. 52.

administrations transcaucasiennes quitte la ville. Le consul-général polonais, Zalewski, décèle une véritable haine des Arméniens qui pousse nombre d'entre eux à partir pour Erevan³⁶²⁰.

Les historiographies occidentales et post-soviétiques ont souvent eu tendance à négliger cette dimension, en insistant sur la Terreur stalinienne et la saignée qu'elle entraîne parmi le personnel dirigeant et les élites intellectuelles des républiques soviétiques. Mais l'atteinte vise avant tout une génération de ces élites, celle des vieux bolcheviks, et non leur identité nationale³⁶²¹. En Arménie, les répressions qui suivent le suicide du premier secrétaire du Parti, Aghasi Khandzhjan, le 9 juillet 1936, n'entraînent pas une russification des cadres, mais l'arrivée d'un nouveau groupe dirigeant, les « Arméniens de Tbilissi », proches de Beria³⁶²². De même, la répression orchestrée en Azerbaïdjan par Bağırov, à partir de décembre 1936, ne cible qu'une partie des élites azéries³⁶²³. Harun Yılmaz a rappelé dans un article récent que la Terreur stalinienne correspondait à la production d'une nouvelle idéologie nationale azérie, dirigée contre les théories « panturquistes » en vogue au cours des décennies précédentes. Sur un plan politique et culturel, la répression entraîne donc une incontestable nationalisation des républiques caucasiens³⁶²⁴. Cette dimension doit être conservée à l'esprit pour comprendre l'événement qui marque l'aboutissement de ce consensus de la fermeture, l'expulsion des citoyens turcs et iraniens du Caucase soviétique.

c) Le consensus de la répression

La répression doit en effet apparaître comme un processus multiscalair et multidimensionnel. La répression contre ces sujets iraniens et turcs peut s'interpréter à l'échelle soviétique comme une des opérations de nettoyage des zones-frontières de l'URSS, aux côtés d'autres mesures de déportation à l'encontre de groupes minoritaires considérés comme peu fiables. C'est ainsi qu'elle a été retenue dans l'histoire de la Terreur stalinienne,

³⁶²⁰ Le journal kartélophone *K'omunist'i* publié à la fin de 1936 plusieurs articles à la tonalité très nationaliste. Rapport du consul-général Zalewski, 3 janvier 1937, CAW, I.303.4.1846.

³⁶²¹ Sur le remplacement des générations dans le cas géorgien, où périssent la plupart des « vieux bolcheviks » proches d'Ordjonikidze, voir le rapport de l'ambassade italienne à Moscou au ministère des Affaires étrangères, 23 décembre 1936, ASMAE, Affari Politici (1931-1945), URSS, b. 19.

³⁶²² Parmi ces « Arméniens de Tiflis », qui ont souvent servi dans le Parti communiste géorgien ou dans les services de sécurité, Mughdusi, Akopov et Amatuni. Vladimir Ghazakhets'jan, *1937-ě Hajastanum*, Erevan, Zangak, 2005, pp. 16-17 et p. 21.

³⁶²³ Shalala Mamedova, *op.cit.*, 2004, pp. 293-294 ; Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, pp. 762-763.

³⁶²⁴ Harun Yılmaz, « The Soviet Union and the Construction of Azerbaijani National Identity in the 1930s », *Iranian Studies*, Vol. 46, No. 4, 2013, pp. 511-533.

qui constitue le cadre interprétatif le plus évident³⁶²⁵. Les « opérations nationales » dirigées contre des groupes minoritaires résidant dans les territoires frontaliers de l'URSS sont désormais bien connues³⁶²⁶. Mais il faut aussi prendre en compte l'échelle régionale dans cette répression. La disparition de la fédération de Transcaucasie et la nationalisation des républiques crée une dynamique locale d'attaque contre les minorités : ces mesures apparaissent comme une des formes d'expression de la loyauté des élites républicaines au pouvoir central. Cette tendance est particulièrement nette en Géorgie, où les élites des républiques autonomes d'Abkhazie et d'Adjarie sont soumises à des purges massives, qui s'achèvent par des procès publics où les principaux dirigeants locaux sont accusés de complots divers, destinés notamment à obtenir l'indépendance pour leurs fiefs³⁶²⁷. C'est à une véritable géorgianisation qu'on assiste dans la république à partir de 1937. En Arménie et en Azerbaïdjan, des mesures similaires sont prises contre les groupes minoritaires³⁶²⁸. Signe que la Grande Terreur prend au Caucase des formes particulières, les arrestations des élites locales provoquent dans plusieurs régions frontalières des mouvements de révolte dûment notés en Turquie et en Iran³⁶²⁹.

Cette répression a surtout été examinée dans sa dimension iranienne, dans le cadre des ordres donnés en janvier 1938 par le commissariat central à l'Intérieur, pour arrêter ce qui reste des ressortissants iraniens et des individus originaires d'Iran dont la citoyenneté est douteuse. Les Iraniens se voient offrir un choix entre conserver leur nationalité iranienne, ce qui entraîne leur expulsion, et prendre la nationalité soviétique, auquel cas ils se trouvent déportés en Asie centrale. L'opération concerne 40.000 individus, dont 15.000 ont de manière établie la citoyenneté iranienne et le reste se trouve dans des situations juridiquement incertaines. Le 29 janvier 1938, l'*Ordre 202* précise la directive du 18 janvier 1938 et

³⁶²⁵ Près de 682.000 personnes sont exécutées dans le cadre de cette Terreur et plusieurs centaines de milliers déportées. Paul R. Gregory, *Terror by Quota. State Security from Lenin to Stalin (An Archival Study)*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2009, p. 16.

³⁶²⁶ Chapitre « Frontier zone cleansing and other forced migrations in 1934-1939 » dans Pavel Polian, *Against Their Will. The History and Geography of Forced Migrations in the USSR*, Budapest-New York, Central European University Press, 2004 (édition originale russe : 2001), pp. 92-103 ; Aurélie Campana, Grégory Dufaud, Sophie Tournon (dir.), *Les déportations en héritage. Les peuples réprimés du Caucase et de Crimée hier et aujourd'hui*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, pp. 13-25 ; Hiroaki Kuromiya, *op.cit.*, 2014, p. 785.

³⁶²⁷ Le procès organisé autour de Zakarija Lordkipanidze, ancien chef du Comité exécutif central adjar, s'ouvre en septembre 1937. « Protsess kontrevoljustionnoj povstancheskoj diversionno-vreditel'skoj organizatsii v Adzharii », *Zarja Vostoka*, 24 septembre 1937, No. 220 (4241), p. 1 ; D. Hadjibeyli, « The 1937 Trials of Adzharian Leaders », *Caucasian Review*, No. 8, 1959, pp. 21-26.

³⁶²⁸ Lettre de Beria à Staline, 16 juin 1937, SSHSA PA, f. 14, op. 11, d. 152, reproduite dans Vakht'ang Guruli, Omar Tushurashvili (éd.), « Lavrent'i Berias mimots'era Ioseb St'alintan (1937 ts.) », Supplément du *Saarkivo Moambe*, No. 3, Automne 2008, pp. 104-105 ; Jörg Baberowski, *op.cit.*, 2003, p. 828.

³⁶²⁹ Rapport de l'émigration antisoviétique à Istanbul au renseignement militaire polonais, 23 septembre 1937, CAW, I.303.4.1964.

ordonne l'arrestation simultanée des Iraniens et Arméniens d'Iran vivant dans les zones frontalières de l'URSS³⁶³⁰. On constate cependant dans les archives que les mesures de répression contre les ressortissants iraniens commencent dès la fin du printemps 1937 dans les différentes régions du Caucase. Les consulats iraniens rapportent de manière simultanée les avancées de la répression politique et des mesures discriminatoires qui touchent les Iraniens, licenciés en masse par les entreprises et organismes qui les emploient³⁶³¹. Dans les villes de la région, des rafles sont organisées par la police et les individus convaincus d'immigration clandestine sont condamnés à des peines de camp ou expulsés en cas d'incertitude sur leur citoyenneté³⁶³². Les arrestations s'intensifient dans les différentes républiques, en particulier en Azerbaïdjan, où nombre d'anciens émigrés politiques iraniens sont arrêtés³⁶³³.

L'opération de masse lancée au début de l'année 1938 marque une montée en puissance de cette répression. Les sujets iraniens ou apatrides arrêtés sont en effet soumis à des interrogatoires, où beaucoup d'entre eux sont accusés d'espionnage au profit de l'Iran et torturés pendant de longues semaines³⁶³⁴. Les aveux extorqués par la violence donnent lieu à de nouvelles arrestations, aussi bien parmi ces sujets iraniens que chez les citoyens soviétiques. En parallèle est organisé l'expulsion de la masse de ceux qui décident de prendre la citoyenneté iranienne. Le 7 avril, 1.250 personnes expulsées sont déjà arrivées dans le port caspien de Pahlavi (nouveau nom d'Anzali). Des centaines d'Iraniens sont aussi expulsés par voie de terre, dans des convois ferroviaires et de camions qui transitent par les postes frontaliers de Djoulfa et d'Astara. Pour Djoulfa, ils seraient près de 3.000 au début de mai, selon les données des journaux d'Azerbaïdjan iranien³⁶³⁵. Dans un premier temps, les ressortissants turcs ne sont pas concernés par cette expulsion, comme l'indique l'attaché militaire turc à Téhéran. Ces ressortissants ne font pas l'objet d'une « opération nationale » formalisée, mais sont aussi arrêtés puis expulsés à partir de l'été. Les rapports turcs

³⁶³⁰ N.L. Pobol', P.M. Poljan (éd.), *Stalinskie deportatsii 1928-1953*, Moscou, Izdatel'stvo Materik/Mezhdunarodnyj Fond Demokratija, 2005, pp. 99-101.

³⁶³¹ Rapport du consulat-général iranien à Bakou au ministère des Affaires étrangères, 8 Tîr 1316 (29 juin 1937), et lettre du ministère des Affaires étrangères iranien à la présidence du Conseil, 2 Tîr 1316 (23 juin 1937), IISG, ARCH-03095, ch. 11.

³⁶³² Jugement de la troïka de l'UGB NKVD de Géorgie contre Il'ja Sarkisov, 21 décembre 1937, SShSA ShA, f. 6, d. 317326 ; sur les plaintes iraniennes, Mahmûd Tâherâhmadi, *op.cit.*, 2006, pp. 165-166.

³⁶³³ Protocole d'interrogatoire par la GPU azérie de Mahmed Djafar Kangavari, 17 décembre 1937, IISG, ARCH-02868.

³⁶³⁴ Protocole d'interrogatoire par la GPU azérie d'Islambek Shatranly, 27 mars 1938, IISG, ARCH-02868 ; requête de Mohsum Ismailzade au commissaire à l'Intérieur azéri, 1^{er} décembre 1938, *Ibid.* ; sur le cours similaire des événements en Asie centrale : rapport du gouverneur du Khorasan au consul-général iranien à Ashkhabad, 28 Esfand 1316 (19 mars 1938), *ARIS*, 1996, pp. 62-63.

³⁶³⁵ Lettre de M. Butler au vicomte Halifax, 19 mai 1938, TNA, FO 416/96, Vol. 1, p. 105.

mentionnent en octobre plusieurs centaines de personnes internées par les Soviétiques à Batoum et Soukhoumi, dans l'attente d'une expulsion³⁶³⁶.

Il n'est pas aisé de chiffrer précisément l'ampleur de ces expulsions. Nous n'avons pas trouvé d'évaluation chiffrée, soviétique ou extérieure, en ce qui concerne les ressortissants turcs, qui ne font pas l'objet d'une opération de masse en tant que telle. Des statistiques existent en ce qui concerne les Iraniens du Caucase, mais leurs chiffres sont souvent contradictoires. Une note récapitulative du commissariat à l'Intérieur azéri sur l'opération iranienne, réalisée en 1939 alors que ses exécutants sont eux-mêmes arrêtés, estime le nombre total d'expulsions de sujets iraniens à 32.302, dont 2.532 en 1937 et 29.770 en 1938³⁶³⁷. S'appuyant sur une note du même commissariat, datée du 1^{er} avril 1938, Shalala Mamedova souligne que les arrestations de ressortissants iraniens augmentent très significativement depuis 1935, où près de 2.022 d'entre eux sont déjà arrêtés. Les chiffres donnés par Mamedova ne coïncident cependant pas avec ceux que nous avons pu consulter, puisqu'elle ne mentionne que 5.740 ressortissants iraniens expulsés depuis l'Azerbaïdjan vers l'Iran en 1938³⁶³⁸. Faute d'avoir pu consulter les documents en question, il ne nous est pas possible d'expliquer cette divergence, mais la note de 1939 semble plus fiable et correspond mieux aux chiffres iraniens. Ceux-ci mentionnent plus de 52.000 réfugiés en Azerbaïdjan iranien et au Gilan en 1938, ce qui inclut en partie des individus expulsés de Russie méridionale et du Turkménistan³⁶³⁹.

La dimension frontalière, dans cette politique d'expulsion des ressortissants étrangers, est manifeste, mais reste très méconnue. De quelle manière l'Iran et la Turquie réagissent-ils au traitement infligé à leurs ressortissants ? Les consuls et diplomates de ces deux Etats sont certes actifs au début de 1938 pour atténuer le sort réservé à leurs nationaux, mais cette action reste discrète³⁶⁴⁰. Leur retenue est accrue par la fermeture de la plupart des consulats au cours du mois de mars, sur la demande des Soviétiques³⁶⁴¹. Le consulat turc à Batoumi,

³⁶³⁶ Note du ministère des Affaires étrangères turc à la présidence du Conseil, 14 octobre 1938, BCA, 30.10.0.0/81.531.17.

³⁶³⁷ Note récapitulative du commissariat à l'Intérieur azéri sur l'opération iranienne, 1939, IISG, ARCH-02868.

³⁶³⁸ Shalala Mamedova, *op.cit.*, 2004, pp. 229-230 ; à comparer avec les indications d'Atabaki sur les mesures coercitives prises à partir de 1935 : Touraj Atabaki, « Incommodious hosts, invidious guests... », in Stephanie Cronin (dir.), *op.cit.*, 2004, p. 159.

³⁶³⁹ Shahlâ Azarî, *op.cit.*, printemps 1372 (1993), p. 5 ; les chiffres américains sont pour leur part inférieur, parlant de 35.000 réfugiés en janvier 1939 : Taline Ter Minassian, *op.cit.*, 1997, pp. 232-234.

³⁶⁴⁰ L'ambassadeur iranien à Moscou adresse le 6 août 1938 une protestation auprès du commissariat aux Affaires étrangères, Mahmûd Tâherâhmadî, *op.cit.*, 2006, pp. 167-168.

³⁶⁴¹ Lettre du plénipotentiaire du commissariat aux Affaires étrangères en Arménie au gouvernement arménien, 7 mars 1938, et lettre du commissariat aux Affaires étrangères au gouvernement arménien, 11 mai 1938, HAA, f. 113, op. 3, d. 1797, ll. 19 et 146 ; Paolo Vita-Finzi, *op.cit.*, 1975, pp. 159-161.

directement concerné par les arrestations et expulsions, reste le seul ouvert au Caucase³⁶⁴². Autant qu'il est possible d'en juger par les documents disponibles, les actions menées grâce aux canaux fermés de la diplomatie ne visent pas à contester les mesures elles-mêmes, mais à obtenir une accélération des procédures et des expulsions vers les deux Etats, pour éviter de longues périodes de détention. Les diplomates étrangers sont frappés de ce qui apparaît comme une forme de consentement chez les dirigeants turcs et iraniens, et une volonté d'étouffer l'affaire³⁶⁴³. Le gouvernement iranien souhaite même faire croire au début que les Iraniens reviennent volontairement, avant de reconnaître que ce départ est une expulsion. Face à l'ampleur de l'expulsion, les autorités acceptent la parution d'articles critiquant la politique soviétique, notamment dans le journal officieux *Ettelâ'ât*. Le diplomate britannique Butler, souligne que la publication de tels articles ne doit pas tromper sur la position réelle du gouvernement iranien :

« Le consentement du gouvernement iranien à ces expulsions est sans doute plus significatif que la parution de cet article antisoviétique. Il semble que le gouvernement iranien ait lui-même en tête la possibilité d'expulser un grand nombre d'étrangers, comme ils l'ont déjà fait sur une petite échelle avec les Berberis britanniques et ont récemment menacé de le faire avec les Juifs irakiens³⁶⁴⁴. »

Citant une source diplomatique iranienne, Butler précise que les Iraniens ont limité leurs protestations aux modalités de l'expulsion, notamment à l'impossibilité pour les individus expulsés d'emporter leurs biens avec eux. Dans le cas turc, l'expulsion apparaît plus négociée et il est possible que la Turquie ait obtenu des conditions « avantageuses » sur ce point, mais les archives ne permettent pas en l'état de vérifier cette hypothèse³⁶⁴⁵.

Le consentement turc et iranien à ces opérations soviétiques peut s'expliquer largement par le refus de s'engager dans un conflit autour de communautés qui font l'objet de soupçons croissants pour leur proximité possible avec l'idéologie communiste³⁶⁴⁶. La liquidation de ces groupes émigrés correspond en grande partie aux objectifs des gouvernements de protection contre la diffusion de cette idéologie sur leurs territoires, en

³⁶⁴² Cemil Koçak, *Türkiye'de milli şef dönemi (1938-1945)*, Ankara, Yurt Yayınevi, 1986, p. 83.

³⁶⁴³ Bulletin d'information de l'ambassade britannique pour la période s'achevant le 23 avril 1938, TNA, FO 416/96, Vol. 1, p. 97.

³⁶⁴⁴ Lettre de M. Butler au vicomte Halifax, 19 mai 1938, TNA, FO 416/96, Vol. 1, p. 105.

³⁶⁴⁵ Note du ministère de la Santé et de l'Assistance sociale turc à la présidence du Conseil, 26 octobre 1938, BCA, 30.10.0.0/81.531.17.

³⁶⁴⁶ Tadeusz Swietochowski souligne ce point en renvoyant aux observations des diplomates polonais. Tadeusz Swietochowski, *op.cit.*, 1995, pp. 123-124.

fermant définitivement un contact direct. Une utilisation plus circonstancielle permet aux deux gouvernements de mobiliser à l'occasion de l'expulsion des sentiments de solidarité nationale. En janvier 1938, le gouvernement iranien vote une première aide aux Iraniens nécessiteux de Bakou, pour les aider au retour³⁶⁴⁷. Le shah détourne le traitement de la question dans l'opinion publique iranienne, en mettant en place dès juin des commissions spéciales d'aide aux réfugiés et en lançant un fonds national de solidarité³⁶⁴⁸. La collecte qui s'ensuit donne lieu à des dons ostentatoires du souverain, qui verse 50.000 rials à ce fonds. Les principales entreprises et les dignitaires du régime sont aussi tenus d'y participer avec des contributions financières ou en nature³⁶⁴⁹. Du fait de l'échelle différente prise par les expulsions, la réaction publique turque est plus minime. Les autorités turques apparaissent cependant très soucieuses d'assurer l'accueil de ces « compatriotes ». Dans les ports de Samsun et de Trabzon, l'arrivée de nombreux expulsés turcs contraint le Croissant-Rouge à mettre en place une aide d'urgence pour assurer leur subsistance (*figure 122*). Le gouverneur de Samsun souligne que les mécanismes concernant les immigrants ne peuvent être appliqués à ces individus, qui sont citoyens turcs, et demande l'allocation de fonds spécifiques³⁶⁵⁰. Les demandes des autorités locales rencontrent l'appui des institutions centrales, qui insistent sur l'impératif moral d'accueillir ces frères de sang, d'autant plus que leur arrivée s'inscrit dans la politique de nationalisation de la république³⁶⁵¹.

L'examen des formes d'aide apportées par la Turquie et l'Iran à leurs ressortissants ne doit pas oblitérer ce sentiment de connivence, sur lequel il faut s'arrêter en conclusion. On retrouve ici certaines réflexions récentes sur les formes de la violence de masse à la fin des années 1930. Dans son ouvrage d'histoire comparée entre kémalisme, bolchevisme et fascisme, Stefan Plaggenborg s'interroge sur l'existence en 1936-1938 d'un « moment de violence » en comparant la Grande Terreur stalinienne, les massacres de Dersim en Anatolie orientale et la guerre d'extermination italienne en Abissynie³⁶⁵². Plaggenborg ne précise pas les contours de son hypothèse, entre comparatisme et histoire croisée, mais son approche est reprise par plusieurs travaux. Il est possible de souligner, à une échelle continentale,

³⁶⁴⁷ Mahmûd Tâherâhmadî, *op.cit.*, 2006, p. 166.

³⁶⁴⁸ Décret du 8 Tîr 1317 (29 juin 1938), cité par Shahlâ Azarf, *op.cit.*, printemps 1372 (1993), pp. 4-5 ; Said Mahmûd Sâdât, Morteza Nouraeî, Hoseyn Mirdja'farî, *op.cit.*, été 1392 (2013), pp. 31-33.

³⁶⁴⁹ Rapport d'information de l'ambassade britannique en Iran, 13 août 1938, TNA, FO, 516/96, Vol. 2, pp. 17-18.

³⁶⁵⁰ Télégramme du gouverneur de Samsun au ministère de l'Intérieur, 3 décembre 1938, BCA, 30.10.0/81.531.17.

³⁶⁵¹ Note de la présidence du Conseil turque au ministère de l'Economie, 24 octobre 1938, et note du ministère de l'Intérieur à la présidence du Conseil, 31 décembre 1938, BCA, 30.10.0/81.531.17.

³⁶⁵² Stefan Plaggenborg, *op.cit.*, 2012, pp. 254-255.

l'articulation entre la Terreur soviétique et des mouvements dans les régions satellites de l'URSS. En Mongolie et au Xinjiang, les régimes respectifs de Choibalsan et Sheng Shicai mettent en œuvre de violentes répressions³⁶⁵³. En restant au niveau des dynamiques régionales de l'espace frontalier caucasien, il faut prendre en compte le lien avec les répressions de 1936-1938 en Anatolie orientale, notamment l'écrasement de la révolte de Dersim³⁶⁵⁴. Cette province créée en 1935 sur la base de l'ancienne province de Tunceli est en proie à une véritable guerre civile entre troupes kémalistes et tribus kurdes. Après de premières violences entre le printemps et l'été 1937, l'année 1938 voit un véritable nettoyage de la région par plusieurs dizaines de milliers de soldats kurdes, jusqu'en septembre³⁶⁵⁵. Si la violence soviétique ne provoque pas de réaction excessive, c'est aussi parce qu'elle n'apparaît pas si exceptionnelle dans son contexte régional. Dès lors, il apparaît important de reconsidérer l'interprétation de la fin des années 1930 comme une dégradation continue des relations entre l'URSS, la Turquie et l'Iran. La violence des déportations soviétiques est une des formes de la violence d'Etat dans l'espace caucasien, au crépuscule des années 1930.

³⁶⁵³ Balázs Szalontai, « Political and Economic Relations Between Communist States », in Stephen A. Smith (dir.), *The Oxford Handbook of the History of Communism*, Oxford, Oxford University Press, 2014, pp. 306-307 ; voir aussi Mark Levene, « Creating a Modern "Zone of Genocide": The Impact of Nation and State-Formation on Eastern Anatolia, 1878-1923 », *Holocaust Genocide Studies*, Vol. 12, No. 3, 1998, pp. 397-398 ; Hiroaki Kuromiya, *op.cit.*, 2014, pp. 784-786.

³⁶⁵⁴ Sur les répressions contre certaines élites frontalières du Caucase soviétique : Ahmet Acar, *Tarihte Hamşioğulları*, Ankara, Turizm Geliştirme Vakfı, 1995, pp. 52-53.

³⁶⁵⁵ Hans-Lukas Kieser, *op.cit.*, 2000, pp. 409-411 ; sur le contexte de cette répression, voir les documents officiels rassemblés dans *Doğu Anadolu'da Toplumsal Mühendislik. Dersim-Sason (1934-1946)*, Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2010 ; Nicole Watts, « Relocating Dersim. Turkish state-building and Kurdistan resistance », *New perspectives on Turkey*, Vol. 23, automne 2000, pp. 5-30.

Conclusion

Au matin du 10 novembre 1938, peu après neuf heures, Mustafa Kemal Atatürk décède au palais de Dolmabahçe. Communiquée par télégraphe, la nouvelle parvient rapidement aux grandes capitales européennes. A la mi-journée, la garde-frontière d'Arménie et de Géorgie soviétiques met en berne ses drapeaux. Du côté turc, où la nouvelle de la mort du président ne parvient que le soir, le geste n'est d'abord pas compris³⁶⁵⁶. Les circonstances ne facilitent pas l'interprétation de cette marque de respect adressée d'Etat à Etat : au même moment s'achève en effet l'expulsion des ressortissants turcs d'URSS par les ports de la mer Noire. Cette simultanéité de mesures contradictoires illustre le mode sur lequel se nouent les fils d'une fermeture frontalière à la fin des années 1930, dans un accord tacite où se retrouve ce qui a pu constituer l'axe directeur de notre recherche et le liant sous-jacent d'une histoire tumultueuse : l'imbrication permanente d'éléments de tension et de coopération. Tel est ce qu'invite à penser une histoire de la diplomatie frontalière, qui intègre les acteurs régionaux et locaux à l'histoire des relations entre Etats et sociétés frontalières : un questionnement des « grands récits » produits par l'historiographie des relations diplomatiques et géopolitiques entre les Etats de la région. Ces grands récits souffrent en même temps d'un morcellement en une série de segments temporels, abordés de manière distincte, traitant tantôt de l'âge des empires, de la Première Guerre mondiale, des indépendances ou de l'entre-deux-guerres. L'examen critique de ces récits est donc allé de pair avec une tentative de réintégrer ces séquences dans un questionnement portant sur tout le premier tiers du XX^e siècle. Le choix de l'échelle régionale a permis d'observer et d'analyser les éléments de dissonance qu'une approche à une échelle plus vaste dissimule.

Là où l'histoire diplomatique voit de l'hostilité géopolitique entre Etats, là où l'histoire militaire voit des guerres, nous avons pu relever des logiques opposées et simultanées de coopération et de cohabitation, portées par des acteurs régionaux. Ces mêmes acteurs de l'espace frontalier produisent à d'autres moments des tensions dont l'émergence ne peut se comprendre à partir des seules politiques centrales. Dans les deux cas, nous avons

³⁶⁵⁶ Erdal Aydoğan (éd.), *op.cit.*, 2005, p. 217.

voulu montrer que l'histoire qui partait des acteurs régionaux et des connexions de la frontière fournissait une interprétation plus fidèle des dynamiques caucasiennes que les histoires traditionnelles. Afin de préciser ces éléments de conclusion et résumer ce qu'ont été les axes de notre argumentaire, trois dimensions méritent d'être reprises ici. En un premier sens, « retrouver le Caucase » a signifié reconstituer les principaux aspects d'une vie de la frontière. Sans avoir adopté une approche d'histoire sociale, « par le bas », nous avons présenté des pratiques et usages populaires de la frontière dans la mesure où ils servaient à comprendre la diplomatie frontalière. Cela nous a permis, dans le même temps, de reconsidérer les thèses émises sur l'histoire des relations internationales de la région. En déplaçant la focale de certains problèmes classiques – à commencer par les déplacements du tracé frontalier – nous avons aussi dessiné le champ de la diplomatie frontalière, dans ses objets, acteurs et pratiques. Nous voudrions montrer que cette recherche indique la possibilité d'une réflexion plus générale sur l'application historique du concept de paradiplomatie et sur le rôle d'institutions diplomatiques périphériques dans le système des empires aux XIX^e-XX^e siècles.

a) Retrouver le Caucase : circulations et espace d'analyse

Cette histoire de la diplomatie frontalière caucasienne et du rôle des acteurs régionaux n'aurait pas été possible sans la reconstitution des formes de la vie frontalière, des manières dont les populations du Caucase habitent et vivent l'espace transimpérial et transétatique. Cette vie frontalière n'a certes pas été reconstituée dans son intégralité, car il ne s'agissait pas d'établir un simple décor, arrière-plan ou contexte où se déploierait la diplomatie frontalière. Le quotidien de la frontière a été présenté dans la mesure où il permettait de comprendre la diplomatie frontalière, en constituant la matrice et la raison d'être. Dès lors, certains aspects ont nécessairement été évoqués par allusions, bien qu'ils constituent des phénomènes importants de ce quotidien. Nous n'avons pas, par exemple, consacré de développements suivis à la question de la contrebande, qui reste pourtant un trait significatif de l'espace frontalier jusqu'aux années 1930. Outre cette indispensable concentration sur les éléments les plus centraux à notre problématique, certains angles morts ont été impossibles à combler, faute de sources. Mais l'hétérogénéité des sources disponibles – et les difficultés matérielles de l'accès à ces sources – a souvent constitué un stimulant plus qu'un obstacle à la compréhension de cette vie frontalière. A l'image de l'hétérogénéité des historiographies en contact, elle invite à croiser des points de vue différents et à mettre en écho des problématiques parfois éloignées, que l'espace frontalier permet de regarder de concert. En

cela, les aperçus de la vie frontalière que nous avons fournis contribuent à une plus grande intégration historiographique de recherches menées dans les cadres impériaux – puis étatiques – de la Russie, de la Turquie et de l’Iran.

La question des circulations et migrations a occupé un rôle particulièrement important dans cette perspective. Dès l’ouverture, nous avons voulu montrer que l’approche des événements de 1905 par la question des sujets étrangers au Caucase permettait d’interroger les logiques d’une marge impériale et l’impact transfrontalier d’un processus de violence révolutionnaire – ou de guerre civile. Les circulations ont aussi permis de questionner à plusieurs moments certaines interprétations de l’histoire caucasienne et ont tracé des connexions temporelles : en insistant sur la réversibilité des migrations transimpériales à la veille de la Première Guerre mondiale, en montrant la persistance de circulations pendant cette guerre ou en soulignant la continuité entre les phénomènes migratoires entre la période des empires et l’entre-deux-guerres. Les circulations *font* l’espace transnational caucasien jusqu’au début des années 1930. Elles représentent bien une des matrices de la diplomatie frontalière, parce qu’elles nécessitent des prises en charge administratives et politiques. A plusieurs reprises, les populations frontalières en mouvement se trouvent au cœur de crises et de négociations, qui révèlent différentes manières d’approcher un phénomène apparemment unique. Victimes de violences à certains moments, indésirables et délinquants à d’autres, les ressortissants étrangers *font* l’expérience la plus directe des évolutions de l’espace caucasien sur la période et de leur absence de linéarité.

En approchant les circulations au prisme de la diplomatie frontalière, nous avons pu insister sur leur diversité socio-économique. Obnubilée par les circulations « prolétaires » depuis les zones-frontières turques et iraniennes vers le Caucase russo-soviétique, l’historiographie a peu pris en compte les circulations qui ne s’inscrivent pas dans ce schéma. Pour la diplomatie frontalière, pourtant, le groupe des marchands et commerçants frontaliers représente une population tout aussi stratégique que les travailleurs migrants : la régulation du commerce frontalier représente, surtout lorsqu’interviennent les guerres et la transition vers de nouveaux régimes politiques, un enjeu considérable, où les acteurs de l’espace frontalier exercent une influence capitale. Capables de mobilisation, comme le montre la crise de 1926-1927, les marchands disposent d’une plus grande capacité que les migrants à faire entendre leurs revendications et leur conception de l’interaction économique. Leur rôle est aussi politique parce qu’ils participent pleinement à la structuration de communautés nationales transfrontalières, capables de se mobiliser lors d’événements comme la révolution constitutionnelle iranienne ou la révolution de 1917. Certains éléments de ces communautés –

écoles, organisations de charité, institutions religieuses – ont été évoqués au cours de notre recherche, de même que les enjeux qu'ils concentrent. La naissance à partir des années 1920 de régimes disposant d'idéologies politiques et nationales fortes intensifie la quête d'influence et de pouvoir sur ces institutions communautaires.

L'échelle régionale a permis de décrire d'autres formes de circulations au cœur des préoccupations et logiques de l'interaction frontalière. La question des circulations religieuses resurgit à travers la période, sans toujours correspondre à ce que l'historiographie a pu en dire. Le thème de la propagande religieuse à la veille de la Première Guerre mondiale mérite ainsi une reconsidération à l'aune des sources produites par les acteurs régionaux, de même que la politique soviétique d'encouragement de certaines circulations musulmanes, ancrée dans la perception d'un rapport de force favorable. Ces circulations dessinent l'espace frontalier caucasien, en lui conférant par touches successives son unité. Les imprimés qui circulent à travers la frontière sont souvent produits dans la région même, qu'ils relèvent de l'édition, de la presse ou de pamphlets, mais ils s'insèrent aussi dans des circulations continentales. La lecture croisée de des imprimés manifeste son importance à plusieurs moments cruciaux, dans des supports variables selon les contextes politiques. Le déclin de leur circulation à partir de la fin des années 1920 constitue aussi bien le résultat de politiques des Etats que l'expression de sociétés qui s'éloignent progressivement les unes des autres. Ces imprimés laissent des traces qui, jusqu'à nos jours, permettent de reconstituer les éléments d'un passé transfrontalier. La langue de l'autre, dans ses expressions matérielles, renvoie encore à ces connexions, de même que les traces architecturales laissées par la présence de communautés diverses. Dans leur effacement même, par le vide qu'elles peuvent laisser, ces traces activent la mémoire. Quand l'historienne Arzu Öztürkmen se rend dans le petit port turc de Tirebolu, sur la mer Noire, c'est la culture matérielle qui lui sert d'entrée dans l'expérience locale : lieux et objets reconstruisent la mémoire du « bon vieux temps » où hommes et biens circulaient à travers la mer et les frontières³⁶⁵⁷.

Circulations humaines et matérielles ont été complétées par un troisième ordre de circulations : l'histoire environnementale et vétérinaire de la région nous a permis d'intégrer à une histoire politique de la région des questions peu étudiées, qui constituent pourtant un vecteur fondamental des relations frontalières à partir des années 1920. L'entre-deux-guerres correspond à la prise en charge politique et diplomatique de défis environnementaux dont l'examen restait cantonné au sein des empires jusqu'à la Première Guerre mondiale. Il faut

³⁶⁵⁷ Arzu Öztürkmen, « Remembering Through Material Culture. Local Knowledge of Past Communities in a Turkish Black Sea Town », *Middle Eastern Studies*, Vol. 39, No. 2, Avril 2003, pp. 179-193.

voir dans cette internationalisation de questions le résultat de processus différents qui se combinent dans les années 1910 : déplacements de frontières, apparition de nouveaux régimes, avancées scientifiques et techniques. Nous avons vu que l'environnement pouvait être directement lié au problème de la sortie de guerre : les circulations animales font l'objet de régulations qui visent à faciliter le passage d'une frontière redécoupée et à organiser un secteur économique – avec l'accord de 1922 entre la Géorgie et la Turquie – où à empêcher certains franchissements. Les animaux sont politiques, en raison de l'importance du secteur agricole, mais aussi par les usages qui peuvent être faits de l'environnement. La mobilisation intérieure des populations va de pair avec la promotion de mécanismes de coopération interétatique. Cette diversité est indissociable de la pluralité interne des circulations animales et environnementales, qui exigent des politiques spécifiques. Empêcher la circulation de nuées de criquets, de parasites du coton ou de bétail malade requiert des mesures qui s'inscrivent dans des approches radicalement différentes de la frontière. Mettre en avant l'importance de ces circulations de plantes et d'animaux fournit une perspective différente sur la vie de la frontière.

Nous avons évoqué initialement la nécessaire interrogation des cadres spatiaux d'analyse dans l'histoire caucasienne. Les circulations transfrontalières étudiées au cours de ce travail nous permettent d'avancer notre premier point de conclusion : il est nécessaire de redéfinir l'histoire caucasienne comme histoire fondamentalement transfrontalière, jusqu'à la fin des années 1930. Il s'agit de proposer un nouveau référentiel pour la compréhension de l'histoire de la région, qui tire pleinement les conséquences des interpénétrations, circulations et influences. Nous défendons de la sorte une évolution du champ des études caucasiennes intégrant ce caractère transfrontalier. Cet essai d'histoire du Caucase vise aussi à proposer de nouvelles pistes pour l'histoire des trois espaces impériaux en contact dans la région. Dans la mesure où les provinces frontalières du Caucase leur appartiennent, elles méritent d'être plus directement intégrées à ces champs de recherche. Une prise en compte des problématiques frontalières permettrait souvent de mieux comprendre certains processus « internes ». Limitons-nous ici à la question de la fermeture frontalière des années 1930, qui pourrait éclairer directement les évolutions migratoires expérimentées à partir de la Seconde Guerre mondiale en Turquie et en Iran. L'histoire du Caucase apparaît dès lors comme un levier pour reconsidérer par ricochet des histoires plus institutionnalisées et reconnues, telles que les études turco-ottomanes, iraniennes ou russes : en se plaçant pleinement à leur interface, elle a

vocation à devenir le lieu d'un dialogue entre les problématiques de ces différents domaines et servir de base à de véritables recherches croisées entre empires et Etats en contact³⁶⁵⁸.

b) Une autre histoire des confins impériaux

Les conclusions tirées de l'étude de la frontière sont donc critiques et nous ont amené à plusieurs reprises à relire les récits géopolitiques faits de la région et de son histoire. Souvent, des détails de la vie de la frontière et des interactions quotidiennes attirent le regard et nourrissent le questionnement. Dans son étude de la frontière turco-géorgienne en Adjarie, Mathijs Pelkmans illustre cette démarche, en partant d'un panneau, placé à l'époque soviétique dans le village géorgien de Sarpi, qui proclamait : « Toute la nation soviétique garde la frontière³⁶⁵⁹ ». De même que l'anthropologue étudie la manière dont de tels slogans prennent sens dans un contexte local et révèlent les modalités d'un lien entre pouvoirs et populations, nous avons essayé de soumettre les récits géopolitiques à une crise de terrain. La frontière elle-même, au cœur de cette géopolitique à travers des processus de conflictualité et de découpages a fait l'objet d'un traitement que nous avons voulu décalé dans trois dimensions. En premier lieu, il n'a pas été question de refaire une histoire des fluctuations frontalières au Caucase, entendue sous l'angle d'une stricte histoire diplomatique et militaire. Quand certains aspects des changements territoriaux ont été évoqués, ils ont été examinés sous l'angle d'impacts de moyen et long terme. Dans ces changements a été soulignée l'articulation entre frontières intérieures et extérieures, ainsi que l'indétermination de certains espaces, formant littéralement des entre-deux spatiaux et politiques. Enfin, la frontière a été vue comme le lieu d'un contre-courant, celui où des rythmes politiques, administratifs et sociaux différents des scissions de l'histoire des relations internationales peuvent s'observer. Dans les trois cas, la frontière a été l'occasion de donner de nouvelles interprétations de l'histoire de confins impériaux – et étatiques.

De 1878 à 1921, les déplacements physiques de la frontière constituent à n'en pas douter des événements importants, associés aux conflits successifs qui opposent essentiellement l'Empire ottoman et la Russie. Ces déplacements ne peuvent cependant se réduire au moment des opérations militaires ou à celui des négociations de paix. L'étude de ces processus a tout leur intérêt, d'autant plus que les négociations menées par les Soviétiques

³⁶⁵⁸ Cette nécessité est soulignée par la difficulté concrète de mener des études croisées et transnationales. Les titres prometteurs de récents ouvrages ne sont pas toujours justifiés par leur contenu : Houchang E. Chehabi, Peyman Jafari, Maral Jafroudi (dir.), *Iran in the Middle East. Transnational Encounters and Social History*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2015.

³⁶⁵⁹ Mathijs Pelkmans, *op.cit.*, 2006, p. ix.

avec la Turquie en 1921, à Moscou et à Kars, sont longtemps restées mal comprises, en raison de la fermeture des archives diplomatiques. Mais cette étude mérite de s'intégrer dans un temps plus long, celui de la sortie de guerre, des accommodements et de la mémoire des territoires. C'est ainsi que le particularisme persistant des *Elviye-i Selâse* cédés par les Ottomans en 1878 trouve un sens nouveau, quarante années plus tard, lorsque la Porte les reconquiert. Le particularisme se trouve alors renversé, car c'est désormais l'identité « russe » des *Elviye-i Selâse* qui fait obstacle à une réintégration pure et simple. Les déplacements de la frontière font sentir leur effet dans des chronologies de long terme, sujettes à réactivation au gré des circonstances politiques. Ce constat n'est pas simplement objectif, résultant de la persistance de facteurs qui peuvent être matériels, juridiques, économiques. Il est surtout subjectif, nettement perçu par les acteurs régionaux, étatiques ou sociaux, pour lesquels ces héritages constituent une expérience du quotidien. La gestion de la différence et des particularismes territoriaux, fixées à travers une série d'institutions et de mécanismes, représente un fil rouge qui traverse toute la période étudiée. On peut dès lors inverser la perspective d'étude, en faisant du temps long des déplacements frontaliers un axe pour comprendre l'histoire de la région : plus que les coupures, les survivances en donnent le ton, comme le montre la longue sortie de la Première Guerre mondiale.

Cette relecture des temporalités de la frontière est indissociable d'une relecture des échelles impliquées dans leur déplacement. Le propre de l'espace frontalier est de réduire la pertinence des distinctions entre espace intérieur – aux empires, aux Etats – et espace extérieur. La densité des circulations remet en cause au quotidien cette distinction, en renouvelant le brassage des hommes, des biens et des idées. Le mélange des populations et la présence de minorités frontalières représentent une source importante d'imbrication entre intérieur et extérieur. Pour nombre d'entre elles, cette imbrication est source de tragédie et les années 1930 se concluent par une disparition presque totale de ces mélanges frontaliers. C'est cependant un phénomène plus structurel qui contribue à la confusion des échelles : à plusieurs moments cruciaux, la nature fractale de l'objet frappe l'observateur. A des phénomènes observables aux frontières interétatiques répondent des phénomènes similaires actifs à des échelles inférieures, à l'intérieur de chacun des Etats. La période 1914-1921 illustre le plus directement cette corrélation et la mutabilité des catégories frontalières : des frontières internationales sont brouillées par la guerre, déplacées, négligées au profit de nouvelles frontières apparues sur la ruine des empires, avant de reprendre leur importance dans le cadre des règlements de 1921. Au cours de ces bouleversements, la nature même des frontières est en cause. Avec la soviétisation de la Transcaucasie, le règlement des conflits territoriaux entre

les républiques soviétiques se trouve parfois directement lié aux négociations internationales, dans un continuum diplomatique. Les cas de l'Adjarie et du Nakhitchevan, dont le statut et les limites résultent à la fois de négociations intérieures et d'un rapport de force turco-soviétique, en sont des témoignages directs. Plus que d'autres encore, les frontières du Caucase sont *diatopiques* – faisant coïncider sur un même tracé frontalier les frontières d'entités politico-administratives de nature et de niveau différents. La mémoire des déplacements frontaliers et l'interaction des échelles se rejoignent fréquemment : c'est dans la volonté de suturer l'ancienne frontière russo-ottomane et d'intégrer à l'Etat turc les provinces anciennement occupées par la Russie qu'une institution comme le troisième inspectorat-général turc trouve tout son sens.

Un troisième pas de côté que nous avons voulu effectuer sur l'étude des frontières concerne leur rôle diplomatique et militaire. Nous avons essayé de réfléchir au sens que pouvait avoir le caractère cyclique des montées de tension, des poussées de fièvre diplomatique, sur toute la période en question et en particulier à la veille de la Première Guerre mondiale. Contre une lecture téléologique, l'inscription régionale et institutionnelle des crises et des *war scares* a été soulignée. Nous avons avancé l'hypothèse que les crises pouvaient servir de régulatrices d'un système frontalier et contribuer en réalité à la stabilité d'un système diplomatique, en développant des mécanismes d'interconnaissance et d'observation mutuelle. Nous avons proposé de voir la frontière caucasienne, au début du XX^e siècle, comme un système largement homéostatique, grâce à l'existence d'une mémoire des acteurs et d'une proximité permettant des anticipations fortes. Les crises frontalières elles-mêmes résultent souvent de manipulations par les acteurs régionaux, qui y voient le moyen de soutenir leurs revendications. Il faut donc renoncer à une association trop automatique entre crises frontalières et montée inéluctable aux conflits. La guerre vient au Caucase depuis l'extérieur et c'est précisément le grippage de ces mécanismes, dans les semaines de l'été 1914, qui constitue un des signes d'alarme, accélérant l'entrée en guerre des Ottomans. Ce *caveat* ne signifie pas que les crises ne sont pas une réalité et ne peuvent pas mener à des affrontements ouverts, mais il renverse la charge de la preuve, en s'interrogeant sur la raison pour laquelle tant de poussées de fièvre ne débouchent sur rien.

Notre second point de conclusion réside donc dans un refus d'accepter tels quels les grands récits géopolitiques de la frontière. Ce refus n'est pas catégorique : il constitue une précaution méthodologique. Si nous contestons leur justesse sur certains points, le principal reproche qu'on peut leur adresser réside dans la distorsion qu'ils opèrent dans le champ du pensable. Les récits géopolitiques doivent être remis à leur juste place, importante mais pas

exclusive. Ce recadrage est rendu possible par une réflexion sur les acteurs et institutions qui y contribuent dans les Etats en contact. L'étude du jeu institutionnel intérieur des empires constitue un des points-clefs de l'analyse des crises et nous met face à ce qui apparaît comme la question centrale de notre recherche, la diplomatie frontalière que nous avons voulu suivre sur toute la période, dans sa prospérité et son déclin.

c) Acteurs et formes de la diplomatie frontalière

Les acteurs régionaux constituent le groupe central auquel nous nous sommes intéressé dans ce travail. Le tandem entre les institutions consulaires et les autorités autonomes des confins représente bien la base de la diplomatie frontalière. Ces acteurs connaissent des variations importantes au cours de la période, qu'il faut lier aux évolutions du contexte politique des différents empires. Si nous avons retenu 1905 comme *terminus a quo*, c'est bien parce que la révolution russe s'accompagne d'un renouveau de l'autonomie politico-administrative caucasienne, dans la figure de la vice-royauté. Du fait du déséquilibre des sources disponibles, la concentration sur les institutions autonomes du Caucase russe puis soviétique nous a paru la plus pertinente. Dans cette partie de l'espace frontalier, la formalisation de l'autonomie régionale à travers des mécanismes administratifs et, pendant la période de la fédération de Transcaucasie, constitutionnels lui permet de se développer le plus largement. Par comparaison, il n'a été possible en l'état de fournir que des aperçus plus réduits des formes précises prises par l'autonomie des provinces frontalières turques et iraniennes. Ces aperçus permettent cependant de faire l'hypothèse d'une corrélation forte entre ces différentes autonomies. Aux périodes de crise des indépendances caucasiennes, on voit ainsi le prince héritier persan coordonner, depuis Tabriz, la stratégie d'influence de son pays dans les anciens confins russes. De même, la succession de figures comme Zeki Pasha puis le maréchal Karabekir renvoie à la persistance d'institutions de type proconsulaire en Anatolie orientale, avec une dimension militaire plus marquée que dans le cas russe ou persan.

Ces différents éléments soulignent la nécessité de penser la continuité entre des époques trop souvent séparées. Une histoire territorialisée des continuités institutionnelles peut représenter une contribution à la question des facteurs persistants, souvent abordée sur le plan des individus et des idées³⁶⁶⁰. Dans les trois Etats, les autonomies provinciales

³⁶⁶⁰ Alfred J. Rieber, « How Persistent Are Persistent Factors? », in Robert Legvold (dir.), *Russian Foreign Policy in the 21st Century & the Shadow of the Past*, New York-Chichester-West Sussex, 2007, pp. 205-278.

constituent un héritage tour à tour récupéré et critiqué. C'est sans doute du côté soviétique que la persistance des traditions est la plus visible. Avec la création de la fédération de Transcaucasie en 1921-1922, les bolcheviks reprennent l'idée d'une gestion unifiée du Caucase du Sud – désormais séparé du Caucase du Nord – et maintiennent à Tiflis le cœur de leur appareil politique et administratif régional. Le mot du consul persan Sâed ol-Vezâra, qui voit dans Sergo Ordjonikidze le « quasi-successeur des vice-rois du Caucase » résume la perception, par les acteurs eux-mêmes, de cette continuité. Les principes qui président à la création de la fédération, à commencer par la nécessité de rétablir un semblant de paix civile dans une région bouleversée par les indépendances, partagent beaucoup avec le rétablissement de la vice-royauté en 1905. Mais les héritages sont aussi contestables, comme le montre la disparition des formes d'autonomie régionale, dès les années 1920, en Iran et en Turquie. Dans cette disparition s'observe la concomitance d'un déclin économique et de volontés centralisatrices des nouveaux régimes qui souhaitent ouvertement rompre avec les autonomies provinciales associées aux échecs des régimes antérieurs. Du côté soviétique, la rupture intervient de manière plus tardive, en 1936, bien que la fédération de Transcaucasie se trouve déjà dans une crise sévère depuis 1931.

Les institutions consulaires ont constitué le second groupe-cible de notre recherche. Leur action apparaît, à tous les égards, capitale pour comprendre le fonctionnement de l'espace frontalier. Les représentations consulaires croisées entre les trois empires de la région permettent l'existence d'interactions à l'échelle régionale, connectées aux diplomaties centrales mais aussi autonomes. Les consuls structurent et construisent l'espace régional, avec un rôle souvent central dans les moments de crise. 1905, là encore, place les consuls iraniens et ottomans au Caucase en première ligne, en les contraignant à repenser leur action et leur lien avec des communautés de nationaux. Par la suite, tant au moment de la crise de l'Empire tsariste que lors des indépendances et de la soviétisation, ces consuls exercent une action proprement politique, facilitée par leur promotion temporaire – *de facto* ou *de jure* – au statut de représentants diplomatiques dans les Etats indépendants. Les fonctions de médiation et d'influence politique exercées par ces consuls dans une région troublée sont particulièrement significatives. Cet examen des acteurs consulaires iraniens et turcs nous a semblé particulièrement important du fait de leur faible visibilité historiographique, par comparaison avec le rôle des consuls russes en Anatolie orientale et en Iran du Nord – le plus souvent au prisme de l'impérialisme ou du colonialisme informel.

En parallèle de cette reconstitution des réseaux consulaires croisés, l'intégration dans notre recherche des consuls envoyés par plusieurs Etats européens dans la région a été

particulièrement utile. Au point de vue des sources, d'abord, car les archives consulaires de ces Etats apportent des compléments indispensables pour saisir tant la vie transimpériale du Caucase que l'intensité de sa diplomatie frontalière. Observateurs, donc, mais aussi acteurs de cette diplomatie, car leur présence contribue à nourrir dans plusieurs villes de l'espace frontalier une densité de représentations consulaires. A Tiflis, comme on l'a vu de manière détaillée, mais aussi à Trabzon, Bakou ou Tabriz. Les grandes villes des confins deviennent des lieux où se rencontrent et échangent les consuls de provinces diverses. Souvent, les postes établis dans une des localités de la région le sont avec l'intention d'obtenir des informations plus générales sur l'espace transimpérial caucasien. On verra les consulats à Tabriz se transformer en stations d'observation du Caucase soviétique, de même que les postes en Transcaucasie fournissent régulièrement des informations sur la Turquie et l'Iran. La dimension transfrontalière est donc intégrée à l'action de ces consuls. C'est d'ailleurs le déclin de ces réseaux consulaires européens, tout autant que celui des réseaux consulaires « locaux », qui scelle la disparition des canaux de la diplomatie frontalière à partir du début des années 1930. Par notre recherche, nous voulons donc contribuer à une révision à la hausse du rôle de l'institution consulaire à l'époque contemporaine, telle qu'elle est a été initiée par de nombreux historiens dans d'autres contextes géographiques.

Avant d'évoquer la définition et l'impact de la diplomatie frontalière dans cette recherche, soulignons l'élément le plus structurel de la relation entre consuls et autorités autonomes des confins. A plusieurs moments, l'existence d'une complicité institutionnelle entre ces groupes, contre les autorités centrales, est apparue comme une donnée permettant de comprendre leur attitude. Cette complicité découle du fait que l'importance des consuls est liée au prestige de leur lieu d'affectation et des autorités auprès desquelles ils sont placés. En quête de reconnaissance et d'influence auprès de leurs institutions centrales respectives, elles tendent à se valoriser mutuellement. Une telle relation s'observe aussi entre institutions frontalières des trois Etats, parfois plus enclines à la coopération que les gouvernements centraux. Notre recherche a montré que cette complicité institutionnelle ne se limitait pas aux situations de coopération. La crise de 1926-1927, où consuls iraniens et turcs entrent en conflit direct avec les autorités caucasiennes autour de la situation des étrangers et marchands, donne à la diplomatie régionale une importance particulière en attirant l'attention des gouvernements centraux. Le déclin des interactions frontalières dans les années 1930 doit être vu aussi au prisme de cette complicité antérieure : tout en résultant de dynamiques de centralisation et de « clôture » par les gouvernements centraux, il révèle un désinvestissement des ressources frontalières par les élites régionales. La construction d'alliances et

coopérations transfrontalières constitue un choix dont la pertinence et les gains chutent à la fin de notre période. Cette hypothèse permet de comprendre la fermeture frontalière des années 1930 à une échelle régionale, sur les trois espaces étatiques en consolidation.

d) Quelle diplomatie frontalière ?

Le désinvestissement des élites régionales s'inscrit essentiellement dans la transformation des ressources disponibles. Jusqu'au début des années 1930, la vivacité de la diplomatie frontalière découle de l'existence de ressources politiques, économiques et symboliques importantes associées à ces interactions. Sur quoi, en effet, porte la diplomatie frontalière ? Le premier domaine de cette diplomatie est sans conteste lié à la gestion des circulations et communautés étrangères qui caractérisent l'espace caucasien. Les consuls s'avèrent actifs dans la gestion avec les autorités provinciales des modalités de circulation pour leurs ressortissants, dans l'organisation de leurs communautés, dans la protection de leurs intérêts. Ces différentes dimensions renvoient à la densité des interactions frontalières, mais revêtent une valeur politique plus large, car elles interrogent souvent des processus politiques valables pour l'ensemble des empires en présence : ainsi, la querelle des indemnités au cours de la révolution russe de 1905 pose la question du déclin du régime tsariste et fait entrevoir un possible renversement des forces dans la région ; de même, les négociations entre Iran et Azerbaïdjan indépendant en 1919-1920 sur la situation des citoyens iraniens au Caucase deviennent un élément central de la relation qui se noue entre le Trône du Paon et les jeunes républiques caucasiennes. C'est donc dans ce domaine que la diplomatie régionale apparaît comme diplomatie frontalière, soucieuse d'organiser les processus sociaux transfrontaliers, et manifeste fréquemment l'existence d'intérêts communs aux Etats. Ces circulations humaines sont directement liées aux questions économiques, qui représentent aussi un domaine de négociation régionale, en raison des compétences dont disposent certaines institutions caucasiennes en la matière.

A ce premier bloc fondateur de la diplomatie régionale, nous avons voulu ajouter un second domaine crucial, tournant autour de l'interdépendance des territoires et de l'existence de problématiques environnementales ou sanitaires dépassant les découpages étatiques. Au cours des années 1920, ces problématiques deviennent un élément central des relations frontalières. Cette importance découle essentiellement des nouvelles politiques appliquées du côté soviétique, où le rétablissement économique et agricole constitue une priorité des républiques caucasiennes. Le fédéralisme soviétique fait des questions agricoles et

hydrauliques des compétences républicaines et les négociations diplomatiques menées sur le sujet – largement documentées par les archives caucasiennes – permettent de saisir l’articulation entre la diplomatie centrale et ces intérêts régionaux, par des mécanismes de négociations internes et d’association des acteurs caucasiens. Cette prise en compte de l’interdépendance spatiale et environnementale entre les Etats constitue une source importante de coopération au cours des années 1920 et confère aux républiques caucasiennes un rôle autonome. La technicité de ces coopérations apparaît comme un outil d’influence bienvenu pour compenser les craintes liées à l’expansionnisme idéologique du communisme. Les relations frontalières constituent un laboratoire pour des coopérations qui se trouvent progressivement élargies à la fin des années 1920 et préfigurent certaines politiques d’aide au développement. Cette hypothèse nous semble particulièrement significative, car elle permettrait de penser les continuités dans les relations entre l’Union soviétique et des pays successivement classés comme « orientaux » puis « en développement », en montrant les échelles évolutives de ces relations.

Nous avons essayé d’introduire cette *low politics*, tout aussi cruciale que la *high politics*, dans l’historiographie des relations entre Russie, Turquie et Iran, dont elle était jusqu’alors absente. Mais la diplomatie frontalière touche aussi à l’interprétation de la *high politics* entre ces Etats. A plusieurs moments-clefs, les acteurs régionaux jouent un rôle décisif : au cours des interventions russes face à la révolution constitutionnelle iranienne, pendant la Première Guerre mondiale, lors enfin des négociations menées en 1921 entre les nouveaux régimes. Tant au cours des négociations de Moscou que de celles de Kars, les acteurs « non-centraux » turcs et soviétiques – l’état-major de Karabekir d’un côté, les dirigeants des républiques caucasiennes de l’autre – jouent un rôle important dans la production des positions de négociation. Leurs actions de terrain influent sur les conditions de négociation, comme le montre l’imbroglio qui émerge autour de Batoumi en mars 1921. Les acteurs caucasiens exercent donc une action, secondaire mais persistante : elle fonctionne par une série d’inflexions qui, pour être peu perceptibles individuellement, peuvent faire progressivement dévier des relations³⁶⁶¹. Dans certains cas, comme la crise frontalière de 1926-1927, nous avons essayé de montrer que la politique caucasienne contribuait à la production de la crise tout autant que les décisions centrales du régime soviétique et que les acteurs de Transcaucasie suivaient une politique propre. L’action des acteurs caucasiens dans

³⁶⁶¹ Cette évaluation est proche de celle que fait Nicolas Barreyre du « sectionnalisme » dans la vie politique américaine à la fin du XIX^e siècle. Dans les deux cas, il s’agit de penser des structurations politiques qui ont été négligées au profit de forces plus évidentes : Nicolas Barreyre, *op.cit.*, 2014, pp. 39-41.

la grande diplomatie est facilitée par la modulation de leur statut au cours du temps : acteurs subnationaux au début de la période, ils touchent à l'indépendance lors de la crise des empires ouverte par la Première Guerre mondiale, et leur réintégration dans des ensembles étatiques ne signifie pas un retour au *statu quo*.

Cette diplomatie frontalière peut-elle être liée à l'existence d'une frontière ouverte ? Nous avons proposé en introduction l'hypothèse qu'une telle corrélation pouvait être effective, car la diplomatie frontalière servirait à maintenir les ressources fournies par une frontière ouverte. On peut en conclusion reformuler cette hypothèse. Nous avons en effet constaté que les acteurs régionaux ne faisaient pas toujours de l'ouverture de la frontière leur objectif principal et adoptaient fréquemment des attitudes plus dures que les autorités centrales. Ils ne constituent pas non plus un groupe homogène, car des rivalités hiérarchiques et institutionnelles fortes peuvent exister entre eux. Les conflits entre républiques au sein de la fédération de Transcaucasie en constituent un exemple manifeste. Si la catégorie d'acteurs régionaux nous semble pourtant pertinente, c'est parce qu'ils manifestent une capacité à créer des coalitions vis-à-vis des pôles extérieurs de pouvoir. Voir les acteurs caucasiens en termes de coalitions, d'alliances instables qui ne préjugent pas d'une quelconque unité interne, nous permet de mieux formuler ce qui apparaît la dimension fondamentale de leur rôle : les acteurs régionaux, par leur revendication d'une connaissance intime de la région et par leur défense d'intérêts propres, représentent une force contra-cyclique puissante.

En période de crise diplomatique, la coopération d'autorités frontalières vient souvent compenser le tableau d'inéluctables tensions géopolitiques, comme nous avons essayé de le montrer à propos de la décennie qui précède la Première Guerre mondiale. A d'autres moments, les acteurs régionaux viennent troubler les intérêts des diplomaties centrales, en perturbant leur prétention à dicter seules les relations entre Etats. Dès lors, l'apport de cette histoire de la diplomatie frontalière au Caucase se déplace : elle ne fournit pas tant un grand récit alternatif qu'un outil interne de compréhension des dynamiques de la région. La diplomatie frontalière est l'histoire d'un balancier, à contretemps perpétuel des évolutions des pouvoirs centraux. En ce sens, les acteurs caucasiens rappellent souvent les figures évoquées par James Scott, dans son « histoire anarchiste » de l'Asie du Sud-Est. Sans rejeter ouvertement la domination des empires, auxquels ils contribuent aussi, ils trouvent dans les frontières « une tentation constante, une alternative constante à la vie dans les Etats » en place³⁶⁶². Ce faisant, ils disent la vérité d'un espace transimpérial où des lignes de fuite

³⁶⁶² James C. Scott, *op.cit.*, 2009, p. 6.

continuent à exister, porteuses de projets politiques alternatifs : telle est encore la situation du Caucase au début du XX^e siècle, en rupture avec l'image de territoires intégrés aux empires. Dans cette mesure, la diplomatie frontalière est plus qu'un phénomène diplomatique, puisqu'elle dit une vérité socio-politique de la région.

e) Diplomaties et souverainetés non centrales

L'exemple caucasien permet par là de rejoindre des questions générales concernant l'exercice de la diplomatie hors des cadres dans lesquels elle est pensée le plus souvent. L'existence de formes non centrales et subnationales de diplomatie ne constitue pas une nouveauté des années 1960-1970. Ni l'articulation de cette paradiplomatie aux régionalismes, ni sa facilitation par des constructions fédérales n'en sont l'apanage. Il est en revanche certain que, pour une période vraisemblablement comprise entre le XIX^e et la fin du XX^e siècle, la diplomatie non-centrale, essentiellement concentrée sur des formes de diplomatie frontalière, a pris des formes plus discrètes qui échappent souvent aux histoires traditionnelles. Comment redécouvrir ces diplomaties frontalières ? Les empires sont les plus enclins à adopter les institutions dédiées qui permettent de repérer, au premier abord, l'existence de telles pratiques diplomatiques. Les « chancelleries diplomatiques » au sein de l'Empire russe, les plénipotentiaires soviétiques et les karguzars d'Iran incarnent ces institutions diplomatiques transplantées vers des théâtres périphériques. Ils partagent aussi une ambiguïté quant au sens de leur mission : ces institutions sont-elles *déconcentrées* – prolongeant sur place une institution centrale – ou *décentralisées* – permettant aux autorités régionales de mener une diplomatie parallèle ? Dans les faits, on a vu que la distinction n'avait qu'un sens limité. Officiellement, ces organismes sont en général rattachés aux ministères des Affaires étrangères. Pourtant, ils fonctionnent en étroite coopération avec les autorités frontalières et servent tout autant leurs intérêts.

Ces mécanismes de coordination disposent d'équivalents plus ou moins proches dans d'autres systèmes impériaux. Les études sur l'Empire britannique ont souligné de longue date l'existence d'une forte autonomie de fait des acteurs locaux, capables d'impulser des dynamiques d'expansion territoriale. Ces autonomies – qui tournent parfois à la quasi-indépendance – s'appuient souvent sur des formes similaires de diplomatie non-centrale. Prenons l'exemple du Raj britannique. Un des aspects les moins connus de son histoire institutionnelle est l'existence en son sein d'une administration des Affaires étrangères. Cette administration dépend de la vice-royauté des Indes et mène des politiques autonomes vis-à-vis

des territoires frontaliers en Iran, Afghanistan, Birmanie, mais aussi au Tibet, dans la péninsule arabique et en Afrique orientale. Parmi les grandes figures de cette diplomatie « indienne », on pense à Henry Mortimer Durand, qui la dirige de 1885 à 1894, et rédige lors de son entrée en fonction un *Mémoire sur les relations extérieures du gouvernement d'Inde*, où il propose une véritable politique étrangère pour le Raj³⁶⁶³. Dans un ouvrage de 1913 consacré à Alfred Comyn Lyall, orientaliste et administrateur indien, il consacre plusieurs pages au rôle de cette administration. On y retrouve l'articulation entre intérieur et extérieur, puisque l'administration des Affaires étrangères s'occupe aussi des relations avec les Etats princiers indiens, ainsi que l'importance des relations avec les représentants consulaires étrangers³⁶⁶⁴. Cette administration partage les ambiguïtés de la diplomatie frontalière caucasienne : britannique par sa constitution, indienne par sa localisation et ses intérêts, elle ne s'intègre que partiellement aux directives de la diplomatie centrale tout en contribuant à faire l'Empire britannique. On voit dès lors l'intérêt qu'il pourrait y avoir à proposer une étude de ces diplomaties périphériques dans les différents empires. Elle permettrait de réinterpréter les interactions entre certains de ces empires, en particulier à l'échelle de l'Eurasie, sous l'angle du contact entre différentes diplomaties périphériques. Tout autant qu'une rencontre entre Russie et Royaume-Uni, c'est une confrontation entre la diplomatie de l'Asie centrale russe et celle de l'Inde britannique qui a lieu en Afghanistan de la fin du XIX^e siècle jusqu'à l'entre-deux-guerres. Dans l'Empire russe et jusqu'à nos jours, les dispositifs diplomatiques décentrés jouent aussi un grand rôle en Extrême-Orient³⁶⁶⁵.

Au cours du XX^e siècle, ces dispositifs sont d'autant plus importants qu'ils s'appuient sur un jeu politique et diplomatique où le concept de souveraineté se trouve utilisé et adapté. Comme nous avons essayé de le montrer avec le cas du Caucase, la souveraineté devient un instrument soumis à fluctuations et à manipulation par différents acteurs politiques. Au sein des empires, dans leur dissolution et leur recombinaison se dessine une combinatoire des formes et degrés de souveraineté. Les réflexions faites par J.H. Elliott sur les « monarchies composites » de l'Europe moderne ne perdent pas de leur pertinence, à considérer les

³⁶⁶³ Thomas R. Metcalf, *Imperial Connections. India and the Indian Ocean Arena, 1860-1920*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 2007, p. 6.

³⁶⁶⁴ Mortimer Durand, *Life of the Right Hon. Sir Alfred Comyn Lyall*, Edimbourg-Londres, William, Blackwood & Sons, 1913, pp. 205-208.

³⁶⁶⁵ T.N. Sorokina, « Chinovnik po diplomatcheskoj chasti pri Priamurskom general-gubernatore N.V. Bogojavlenskij o "zheltoj voprose" na Dal'nem Vostoke v nachale XX v. », in *Sotsial'nye instituty v istorii: retrospektivnyj i real'nost'*: Materialy XIII mezhdunarodnoj regional'noj nauchnoj konferentsii (Omsk, 5 nojabrja 2004 g), Omsk, Izdatel'stvo Omskogo Gosudarstvennogo Universiteta, 2005, pp. 100-103 ; rappelons que ce système a été maintenu en Russie après 1991, avec la recombinaison du réseau des représentations du ministère des Affaires étrangères dans les « sujets de la fédération » : Ol'ga Plotnikova, *Teorija, sistema i praktika mezhdunarodnykh svjazej regionov*, Novosibirsk, Sibirskoe otdelenie RAN, 2004.

expérimentations mises en place par les Etats, en particulier dans la période qui va du début des années 1910 à la Seconde Guerre mondiale³⁶⁶⁶. On a rappelé précédemment que la politique d'occupation sans annexion de l'Iran du Nord en 1911-1912 faisait sens dans un contexte eurasiatique, puisque la Mongolie extérieure s'autonomise au même moment de la Chine en révolution. Par la suite, les pouvoirs chinois de l'entre-deux-guerres entretiennent des relations très complexes avec leurs provinces périphériques. Au cours de l'entre-deux-guerres, le contrôle du Tibet et la Mongolie intérieure par le gouvernement du Guomintang passe ainsi à la fois par une Commission des affaires mongoles et tibétaines et par le ministère des Affaires étrangères, ce qui souligne le statut ambigu de ces régions, entre intérieur et extérieur de l'Etat³⁶⁶⁷. Un schéma similaire se retrouve dans le cas du Xinjiang, soumis à une très forte influence soviétique de l'entre-deux-guerres jusqu'aux années 1950³⁶⁶⁸. Cette décomposition est utilisée par le Japon, lorsqu'il décide de ne pas annexer la Mandchourie dans les années 1930, mais d'y fonder un Etat chinois alternatif, le Manchukuo³⁶⁶⁹.

Ces terrains que pourraient adopter l'étude des diplomaties frontalières et des degrés de souveraineté partagent avec le Caucase une même difficulté à penser les événements passés dans leur complexité, au-delà du discours de l'impérialisme et du nationalisme, de la violence et de l'oppression. Les institutions autonomes des confins restent trop souvent vues dans le cadre des stratégies centrales qui les produisent, hors du sens qu'elles prennent pour les groupes qui peuplent les territoires périphériques. Que ces institutions aient effectivement fait partie de stratégies de domination, parfois appuyées sur une violence importante, ne doit pas effacer leur appartenance simultanée à l'histoire des régions et des populations auxquelles elles étaient liées. Diplomatie périphériques et souverainetés fluctuantes touchent alors à la possibilité d'écrire une histoire des terres de confins qui ne repose pas sur le détournement ou la nationalisation d'un passé échappant par définition au corset étroit dans lequel les intérêts politiques contemporains voudraient le faire entrer. Une histoire qui permette de retrouver ce qui relève de l'entre-deux, de l'incertain et, pourquoi pas, du commun.

³⁶⁶⁶ J.H. Elliott, « A Europe of Composite Monarchies », *Past & Present*, No. 137, novembre 1992, pp. 48-71.

³⁶⁶⁷ Rappelons que cette commission trouve son origine dans la révolution de 1912. Après la défaite du Guomintang, elle n'a pas été dissoute et continue à exister en République du Chine, où elle sert d'instrument de politique étrangère. Hsiao-Ting Lin, *Tibet and Nationalist China's Frontier – Intrigues and Ethnopolitics, 1928-1941*, Vancouver-Toronto, The University of British Columbia, 2006, pp. 32-37.

³⁶⁶⁸ Mirkasim A. Usmanov, « Tatar Settlers in Western China (Second Half of the 19th Century to the First Half of the 20th Century) », in Anke von Kügelgen, Michael Kemper, Allen J. Frank (dir.), *Muslim Culture in Russia and Central Asia from the 18th to the Early 20th Centuries, Vol. 2*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag, 1998, pp. 243-270.

³⁶⁶⁹ Prasenjit Duara, *Sovereignty and Authenticity. Manchukuo and the East Asian Modern*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2004.

Bibliographie

Le nom des auteurs inclus dans la bibliographie a été transcrit à chaque fois dans la langue de l'ouvrage. Ce choix a été fait dans le souci de faciliter le repérage des livres concernés, mais peut poser des problèmes dans le cas, surtout posé par les auteurs du Caucase soviétique et post-soviétique, où les auteurs écrivent dans plusieurs langues. Un auteur azéri pourra ainsi être trouvé dans deux entrées différentes pour ses ouvrages en russe et en azéri : « MƏHƏRRƏMOV, Elmar » (azéri) et « MAGERRAMOV, El'mar » (russe). De même, un auteur arménien peut se trouver dans deux entrées : « GHAZAKHETS'JAN, Vladimir » (arménien) et « KAZAKHETSJAN, Vladimir » (russe).

a) Fonds d'archives.

AAN : *Archiwum Akt Nowych* (Varsovie).

- Fonds 322 : Ministère des Affaires étrangères (MSZ).
- Fonds 499 : Ambassade de Pologne à Ankara.
- Fonds 500 : Consulat à Istanbul.
- Fonds 510 : Ambassade de Pologne à Moscou.
- Fonds 592 : Ambassade de Pologne à Téhéran.
- Fonds 1190 : Etat-major de l'armée polonaise.
- Fonds 1191 : Attachés militaires.
- Fonds 1741 : Fonds Roman Knoll.

AARSA : *Ach'aris AR Sakhelmts'ipo Arkivi* (Batoumi).

- Fonds i-1 : Chancellerie du gouverneur militaire de Batoumi.
- Fonds i-6 : Administration municipale de Batoumi.
- Fonds i-7 : Conseil municipal de Batoumi.
- Fonds i-14 : Douane de Batoumi.
- Fonds i-48 : Administration du district douanier de Batoumi.
- Fonds i-67 : Conseil de Batoumi.

- Fonds p-1 : Comité du Parti d'Adjarie.
- Fonds r-2 : Conseil des commissaires du peuple d'Adjarie.
- Fonds r-51 : Filiale de Batoumi du commissariat au Commerce extérieur de Transcaucasie.
- Fonds r-77 : Commissariat à l'Intérieur d'Adjarie.

AMAE : *Archives du Ministère des Affaires Etrangères* (Paris).

- Correspondance politique et commerciale (Nouvelle Série, 1896-1918) : Perse, Russie, Turquie.
- Correspondance diplomatique et commerciale (1918-1940) :
 - o Série Z – Europe : URSS, Turquie.
 - o Série E – Asie : Perse.
 - o Série E – Levant : Caucase-Kurdistan.

AMAEB : *Archives du Ministère des Affaires Etrangères du royaume de Belgique* (Bruxelles).

ASM : *Ach'aris Sakhelmts'ipo Muzeumi* (Batoumi).

ASMAE : *Archivio storico diplomatico* (Rome).

- Gabinetto del Ministro, 1923-1943.
- Seria Politica 'P', 1891-1916. Russia, Persia, Impero Ottomano.
- Affari Politici, 1919-1930. Unione Sovietica, Persia, Turchia.
- Affari Politici, 1931-1945. Unione Sovietica, Persia, Turchia.

BCA : *Başbakanlık Cumhuriyet Arşivi* (Ankara).

- 030.10 : Başbakanlık Muamelat Genel Müdürlüğü Evrakı.
- 030.18 : Başbakanlık Bakanlar Kurulu Kararları.
- 272.1 : Iskân Evrakı.
- 490.1 : Cumhuriyet Halk Partisi.

- 930.1 : Türk tarih ile ilgili yurtdışı arşiv belgeleri.

BOA : Başbakanlık Osmanlı Arşivi (Istanbul).

- BEO : Babıâli Evrak Odası.
- DH.MKT : Dahiliye Nezareti Mektubi Kalemi.
- DH.MUİ : Dahiliye Nezareti Muhaberat-ı Umumiye İdaresi.
- DH.ŞFR : Dahiliye Nezareti Şifre Kalemi.
- HR.HMŞ.İŞO : Hariciye Nezareti Belgeleri.
- HR.H :
- HR.SYS : Siyasi Kalemi.
- İ.HR : İrade-i Hariciye.
- İ.HUS : İrade Hususi.
- Y.A.HUS : Yıldız Sadaret Hususi Maruzat Evrakı.
- Y.MTV : Yıldız Mütenevvi Marûzâtı.
- Y.PRK.ASK : Yıldız Perakende Evrakı, Askeri Maruzat.
- Y.PRK.BŞK : Yıldız Perakende Evrakı, Mâbeyn Başkitâbeti.
- Y.PRK.DH : Yıldız Perakende Evrakı, Dahiliye Nezareti Maruzatı.
- Y.PRK.EŞA : Yıldız Perakende Evrakı, Elçilik, Şehbenderlik ve Ataşemiliterlik.
- ZB : Zabtiye Nezareti Belgeleri.

CAW : Centralne Archiwum Wojskowe (Varsovie).

- I.303.4 : Deuxième département de l'état-major général polonais.

GARF : Gosudarstvennyj Arkhiv Rossijskoj Federatsii (Moscou).

- Fonds 543 : Manuscrits du palais de Tsarskoe Selo.
- Fonds 1779 : Chancellerie du gouvernement provisoire.
- Fonds 1788 : Ministère de l'Intérieur du gouvernement provisoire.
- Fonds A482 : Commissariat du peuple à la Santé de RSFSR.
- Fonds P374 : Commission centrale de contrôle du Parti/Inspection ouvrière et paysanne d'URSS.
- Fonds P393 : Commissariat du peuple à l'Intérieur de RSFSR.
- Fonds P3316 : Comité exécutif central (TsIK) d'URSS.
- Fonds P5283 : VOKS.
- Fonds P5446 : Conseil des commissaires du peuple d'URSS.

HAA : Hajastani Azgajin Arkhiv (Erevan).

- Fonds 1 : Comité central du Parti d'Arménie.
- Fonds 57 : Catholicos d'Arménie.
- Fonds 94 : Chancellerie du gouverneur d'Erevan.
- Fonds 103 : Chancellerie du commissariat provincial d'Erevan (1917-1918).
- Fonds 112 : Comité exécutif central de SSRA.
- Fonds 113 : Conseil des commissaires du peuple de SSRA.
- Fonds 114 : Commissariat aux affaires étrangères de SSRA.
- Fonds 116 : Commissariat à l'Intérieur de SSRA.
- Fonds 118 : Commissariat à la Santé de SSRA.
- Fonds 123 : Commissariat à l'Agriculture de SSRA.
- Fonds 144 : Comité révolutionnaire d'Alexandropol.
- Fonds 178 : Comité d'aide à l'Arménie (HOK).
- Fonds 195 : Société industrielle et métallurgique du Caucase.
- Fonds 199 : Conseil des ministres de la république d'Arménie.
- Fonds 200 : MAE de la république d'Arménie.
- Fonds 201 : Ministère de l'Intérieur de la république d'Arménie.
- Fonds 202 : Ministère des Finances de la république d'Arménie.
- Fonds 204 : Administration militaire et sanitaire du ministère de la Guerre.
- Fonds 221 : Bureau d'estimation des pertes arméniennes pendant la Première Guerre mondiale.
- Fonds 223 : Conseil national arménien de Bakou.
- Fonds 242 : Chancellerie du gouverneur de Van.
- Fonds 258 : Institutions militaires des provinces de Kars et Erevan.
- Fonds 274 : Chancellerie du gouverneur militaire de Kars.
- Fonds 275 : Représentations extérieures de la république d'Arménie.
- Fonds 289 : Conseil national arménien d'Erevan.

- Fonds 366 : Filiale d'Erevan du commissariat au Commerce extérieur.
- Fonds 374 : Administration de l'*oblast'* d'Erzerum d'Arménie occupée.
- Fonds 748 : Institut vétérinaire d'Erevan.
- Fonds 968 : Comité d'aide aux réfugiés de Trabzon.
- Fonds 1262 : Chancellerie du vice-roi du Caucase.
- Fonds 1263 : Gendarmerie de Tiflis.
- Fonds 1444 : Sahak Ter-Gabrieljan.

HHStA : Haus-, Hof- und Staatsarchiv (Vienne).

- Politisches Archiv I (Allgemeines).
- Politisches Archiv X.
- Politisches Archiv XXXVIII (Konsulate).

IISG : Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (Amsterdam).

- ARCH-01405 : Documents d'archives azéris relatifs aux PC iraniens et turcs.
- ARCH-02868 : Documents du ministère de la Sécurité nationale azéri sur la répression des sujets iraniens en 1937-1938.
- ARCH-03095 : Documents des archives nationales iraniennes sur les sujets persans en URSS.

NHMA : Natural History Museum Archives (Londres).

Anti-Locust Research Centre Archive :

- AL/1 : Organisation and Committee Papers, 1929-1990.
- AL/2 : Locust reports, report registers and indexes, 1800-2003.
- AL/5 : Locust control and damage.

OFPRA : Office français de protection des réfugiés et apatrides (Fontenay-sous-Bois).

BA001, OG001, OG002.

PA AA : Politisches Archiv des Auswärtigen Amts (Berlin).

- Konsulate.
- Länderabteilung IA (1871-1920). Persien, Russland, Türkei.
- Länderabteilung III (1920-1936). Persien, Türkei.
- Länderabteilung IV (1920-1936). Russland.

RGAE : Rossijskij Gosudarstvennyj Arkhiv Ekonomiki (Moscou).

- Fonds 92 : Andrej Lezhava.
- Fonds 413 : Commissariat du peuple au Commerce extérieur.
- Fonds 478 : Commissariat du peuple à l'Agriculture de RSFSR.
- Fonds 635 : Chambre de commerce d'URSS.
- Fonds 4040 : *Vostgostorg*.
- Fonds 4372 : Gosplan d'URSS.
- Fonds 5240 : Commissariat du peuple au Commerce (1925-1930).
- Fonds 7486 : Commissariat du peuple à l'Agriculture d'URSS.
- Fonds 7733 : Commissariat du peuple aux Finances.
- Fonds 7795 : *Sovtorgflot*.
- Fonds 7932 : *Ruspersbank*.
- Fonds 7990 : Comité central pour la culture cotonnière (*Glavkhlopkom*).
- Fonds 8151 : Commission du commerce intérieur.
- Fonds 9499 : Direction générale des cultures subtropicales.

RGASPI : Rossijskij Gosudarstvennyj Arkhiv Sotsial'no-Politicheskoi Istorii (Moscou).

- Fonds 17 : Comité central du PCUS.
- Fonds 64 : Kavbiuro (1920-1922).
- Fonds 80 : Sergei Kirov.
- Fonds 85 : Sergo Ordjonikidze.
- Fonds 157 : Mikhail Tskhakaja.
- Fonds 298 : Mamija Orakhelashvili.
- Fonds 454 : Bureau iranien des organisations communistes (1920).
- Fonds 495, Inventaire 90 : Parti communiste d'Iran.
- Fonds 495, Inventaire 181 : Parti communiste de Turquie.
- Fonds 558 : Staline.
- Fonds 667 : Avel' Enukidze.

RGVA : Rossijskij Gosudarstvennyj Voennyj Arkhiv (Moscou).

- Fonds 25845 : Commissariat du peuple à la Guerre et à la Marine d'Arménie.
- Fonds 25846 : Commissariat du peuple à la Guerre et à la Marine d'Azerbaïdjan.
- Fonds 25851 : Commissariat du peuple à la Guerre et à la Marine de Géorgie.
- Fonds 25873 : District militaire de Transcaucasie.

RGVIA : Rossijskij Gosudarstvennyj Voennyj Istoricheskij Arkhiv (Moscou).

- Fonds 400 : Département asiatique de l'état-major général.
- Fonds 1300 : Etat-major du district militaire du Caucase.
- Fonds 2000 : Administration de l'état-major général.
- Fonds 2005 : Administration politico-militaire et civile auprès du commandement-en-chef.
- Fonds 2100 : Etat-major du commandant-en-chef du front caucasien.
- Fonds 2104 : Commission de démobilisation des forces du Caucase.
- Fonds 4888 : Corps d'armée de la garde-frontière.
- Fonds 4895 : Sixième *otdel* du corps d'armée de la garde-frontière (Transcaucasie).
- Fonds 13227 : Administration du général-commissaire des territoires de Turquie occupée.
- Fonds 13243 : Administration du district occupé de Rize.

SShSA PA: Sakartvelos Shinagan sakmeta Saminist'ros Arkivi – P'olitik'uri Arkivi (Tbilissi).

- Fonds 1 : *Osobaja Papka* du Comité régional du Parti de Transcaucasie et du Comité central du Parti de Géorgie.
- Fonds 13 : Comité Régional du Parti de Transcaucasie (ZKK).
- Fonds 14 : Comité central du Parti de Géorgie.

SShSA ShA : Sakartvelos Shinagan sakmeta Saministros Arkivi – Shinagan Arkivi (Tbilissi).

- Fonds 6 : Affaires criminelles (dont franchissement de frontière).
- Fonds 8 : Protocoles des sessions pénales des GPU de Transcaucasie et de Géorgie.

STsSSA : Sakartvelos Saistorio Tsentraluri Ark'ivi (Tbilissi).

- Fonds 13 : Chancellerie du vice-roi du Caucase.
- Fonds 15 : Fonctionnaire diplomatique auprès du vice-roi du Caucase.
- Fonds 20 : Gouverneurs-généraux temporaires de Tiflis.
- Fonds 83 : Chef de la police au Caucase.
- Fonds 94 : *Okhrana* du Caucase.

- Fonds 153 : Gendarmerie de Tiflis.
- Fonds 229 : Chancellerie du vice-roi pour l'administration civile-militaire.
- Fonds 242 : Administration de la colonisation au Caucase.
- Fonds 243 : Représentant du ministère de l'Agriculture au Caucase.
- Fonds 279 : Administration des chemins de fer caucasiens.
- Fonds 378 : Douane transcaucasienne.
- Fonds 380 : Douane de Tiflis.
- Fonds 520 : Comité exécutif pour l'aide aux réfugiés du Caucase.
- Fonds 1818 : Commissariat transcaucasien.
- Fonds 1819 : Sejm de Transcaucasie.
- Fonds 1861 : Gouvernement de la République démocratique de Géorgie.
- Fonds 1864 : Ministère des Affaires étrangères de la République démocratique de Géorgie.
- Fonds 1866 : Représentant de Géorgie en RSFSR.
- Fonds 1867 : Représentant de Géorgie en République démocratique d'Azerbaïdjan.
- Fonds 1917 : Comité temporaire aux affaires douanières.
- Fonds 2080 et 2081 : Comité spécial transcaucasien (Ozakom).

SUITsA : Sakartvelos Uakhlesi Ist'oriis Tsent'raluri Arkhivi (Tbilissi).

- Fonds 607 : Comité exécutif central de Transcaucasie.
- Fonds 612 : Conseil de l'Union de ZSFSR.
- Fonds 613 : Société transcaucasienne pour les relations culturelles avec l'étranger (ZOKS).
- Fonds 616 : Représentation de Transcaucasie auprès du gouvernement d'URSS.
- Fonds 617 : Conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie.
- Fonds 619 : Comité des concessions de ZSFSR.
- Fonds 622 : Comité vétérinaire auprès du conseil des commissaires du peuple de Transcaucasie.
- Fonds 631 : Gosplan de ZSFSR.
- Fonds 633 : Procuration de ZSFSR.
- Fonds 634 : Commissariat aux Finances de ZSFSR.
- Fonds 639 : Plénipotentiaire du commissariat au Transport en ZSFSR.

- Fonds 660 : Commissariat à l'Agriculture de ZSFSR.
- Fonds 719 : Chambre de commerce transcaucasienne.
- Fonds 732 : Administration des douanes de Transcaucasie.
- Fonds 735 : Plénipotentiaire du commissariat au Commerce extérieur en ZSFSR.
- Fonds 736 : Commissariat à l'Approvisionnement de ZSFSR.
- Fonds 744 : Zakgostorg.
- Fonds 804 : Inspection ouvrière et paysanne de Transcaucasie.

- Fonds 2894 : Ministère de la Guerre de la République démocratique azérie.
- Fonds 2898 : Etat-major des armées de la République démocratique azérie.

ARSPIHDA : *Azərbaycan Respublikası Siyasi Partiyalar və İctimai Hərəkətlər Dövlət Arxivi (Bakou).*

- Fonds 277 : Documents des partis politiques de la République démocratique azérie.

TKA : *Türk Kızılay Arşivi (Ankara).*

TNA : *The National Archive (Londres).*

- FO 60 : Correspondance générale sur la Perse (avant 1906).
- FO 65 : Correspondance générale sur la Russie (avant 1906).
- FO 78 : Correspondance générale sur l'Empire ottoman (avant 1906).
- FO 195 : Ambassades et consulats, Turquie.
- FO 248 : Ambassades et consulats, Iran.
- FO 371 : Correspondance générale.
- FO 406 : *Confidential Prints*, Affaires d'Orient.
- FO 416 : *Confidential Prints*, Perse/Iran.
- FO 418 : *Confidential Prints*, Russie/URSS.
- FO 424 : *Confidential Prints*, Empire ottoman/Turquie.
- FO 449 : Consulat de Tabriz.
- FO 608 : Conférence de la Paix.

b) Références des archives consultées indirectement :

ARDA : *Azərbaycan Respublikası Dövlət Arxivi (Bakou).*

- Fonds 100 : Ministère de la Justice de la République démocratique azérie.
- Fonds 894 : Ministère de l'Intérieur de la République démocratique azérie.
- Fonds 895 : Parlement de la République démocratique azérie.
- Fonds 897 : Représentation azérie auprès du gouvernement de la République de Géorgie.
- Fonds 970 : Ministère des Affaires étrangères de la République démocratique azérie.
- Fonds 2598 : Représentation azérie auprès du gouvernement de Perse.

c) Recueils d'archives et de sources.

ABDURAKHMANOV, A.A. (éd.), *Rabochee dvizhenie v Azerbajdzhane v gody novogo revoljutsionnogo pod''ema (1910-1914 gg.)*, 2 volumes, Bakou, Izdatel'stvo Akademi Nauk Azerbajdzhanskoj SSR, 1967.

ABRAAMJAN, G.A., SEVAN-KHACHATRJAN, T.G. (éd.), *Russkie istochniki o genotside armjan v Osmanskoj imperii 1915-1916 gody*, Erevan, Areresum-ANI, 1995.

ADAMOV, E.A. (éd.), *Razdel Aziatskoj Turtsii po sekretnym dokumentam byvshego Ministerstva Inostrannykh Del*, Moscou, Litizdat NKID, 1924.

AFSHÂR, Îraj (éd.), *Avrâq-e tâzeyâb-e Mashrutiyat marbût be sâlhâ-ye 1325-1330 qamarî*, Téhéran, Sâzemân-e Enteshârât-e Djâvidân, 1359 (1980)

AFSHÂR, Îraj (éd.), *Barghâ-ye Jangal. Nânehâ-ye Rasht ve asnâd-e nahzat-e Jangal*, Téhéran, Farzân, 2006.

AFSHÂR, Îraj (éd.), *Nânehâ-ye Tabriz. Az Siqqet ol-Eslâm be Mustashâr ed-Dovleh dar rûzgâr-e mashrutiyat*, Téhéran, Farzân, 1378 (1999).

AGSTNER, Rudolf, *Österreich im Kaukasus 1849-1918*, Vienne, Diplomatische Akademie, 1999.

AKOPJAN, T.Kh. (éd.), *Razvitie Erevana posle prisoedinenija Vostochnoj Armenii k Rossii*, Erevan, Izdatel'stvo Erevanskogo Universiteta, 1978.

ALEK'SANJAN, Karine, « Petros Mochor'jani husherë Kovkasi kar'avarch'apet Grigor Golits'inin ahabekelu masin », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 1 (115), 2010, pp. 121-128.

AMARA, Michaël, ROLAND, Hubert (éd.), *Gouverner en Belgique occupée. Oscar von der*

- Lancken-Wakenitz. Rapports d'activité 1915-1918*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2004.
- AMIANTOV, Ju.I. *et alii* (dir.), *Protokoly zasedanij Soveta narodnykh komissarov RSFSR. Nojabr' 1917-mart 1918*, Moscou, ROSSPEN, 2006.
- ARAPOV, D., *Imperatorskaja Rossija i musul'manskij mir*, Moscou, Natalis, 2006.
- ARAPOV, D., KOSACH, G. (éd.), *Islam i sovetskoe gosudarstvo (po materialam Vostochnogo Otdela OGPU. 1926 g.), Vyp. 1*, Moscou, Mardzhani, 2010.
- Armijane v Pervoj mirovoj vojne (1914-1918 gg.)*, Moscou, Rossijskij pisatel', 2014. [=APMV]
- ARTIZOV, A., SIGACHEV, Ju., KHLOPOV, V., SHEVCHUK, I. (éd.), *Reabilitatsija. Kak eto bylo. Mart 1953-Fevral' 1956*, Moscou, Mezhdunarodnyj Fond Demokratija, 2000.
- IAGUT'OV, Gevork *et alii* (éd.), *Somekhta genotsidi kartul p'eriodik'ashi, 1914-1918*, Tbilissi, Universali, 2011.
- Askeri Tarih Belgeleri Dergisi* (1952-...) [de 1952 à 1969 *Harp Tarihi Vesikalari Dergisi* puis de 1973 à 1978 *Harp Tarihi Belgeleri Dergisi*].
- Âsnâdî az ravâbit-e Îrân bâ mantaqê-ye Qafqâz*, Téhéran, Vezârat-e Omûr-e khâredje, 1372 (1993).
- ASRJAN, Armen, « Vani nahangapetut'jan jev r'usakan Kovkasjan banaki hramanatarut'jan tesaketnerê nahangapetut'jan taratsk'um K'rderi virabnakets'man masin », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 1-2, 2007, pp. 31-36.
- AVETISJAN, Maro, « P'astat'ght'er Karsi marzi sots'ial-k'aghak'akan iravichaki veraberjal (1919-1920 t't') », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 2, 2008, pp. 57-74.
- AVETISJAN, Suren, « P'astat'ght'er Khorhrdajin Hajastani ishkanut'junneri u Amerkomi hamagortsakts'ut'jan masin », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 2 (112), 2008, pp. 87-98.
- Azerbajdzhanskaja Demokraticeskaja Respublika (1918-1920). Armija (Dokumenty i materialy)*, Bakou, Azerbajdzhan, 1998.
- Azerbajdzhanskaja Demokraticeskaja Respublika (1918-1920). Zakonodatel'nye akty (Sbornik dokumentov)*, Bakou, Azerbajdzhan, 1998.
- Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti (1918-1920). Parlament (stenografik hesabatlar), C. 1*, Bakou, Azərbaycan, 1998.
- BADALJAN, Kh.H. (éd.), *Germano-t'urk'akan ôkupantnerê Hajastanum 1918 t'vakandin*, Erevan, Erevani Petakan Hamalsarani Hratarakch'ut'jun, 1962.
- BARTON, James L. (éd.), *"Turkish Atrocities". Statements of American Missionaries on the Destruction of Christian Communities in Ottoman Turkey, 1915-1917*, Ann Arbor, Gomidas Institute, 1998.
- BASHANOV, Mihail, *Türkiye'de Ermeni Meselesi (Rus Genelkurmay Başkanlığı Belgeleri)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Yayınları, 2013.
- BAUMGART, Winfried, « Das "Kaspi-Unternehmen"- Grössenwahn Ludendorffs oder Routineplanung des deutschen Generalstabs? Zweiter Teil », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Bd. 18, H. 2, Juin 1970, pp. 231-278.
- BAYÂT, Kâveh (éd.), *Fa'âliyathâ-ye komünistî dar dovre-ye Rezâshâh (1300-1310)*, Téhéran, Enteshârât-e Sâzemân-e Âsnâd-e mellî-e Îrân, 1370 (1991-1992). [=FKR]
- BAYÂT, Kâveh (éd.), *Îrân ve djang-e djahâni-e avval: Âsnâd-e vezârat-e dâkhile*, Téhéran, Enteshârât-e Sâzemân-e Âsnâd-e mellî-e Îrân, 1381 (2002). [=IJJA]
- BAYÂT, Kâveh, SHÂHRIZÂÏÏ, Rezâ Âzarî, (éd.), *Âmâl-e Irânîân, az konfrans-e solh-e Pâris tâ qarârdâd-e 1919 Irân va Inglîs*, Téhéran, Pardîs-e Dânes, 1392 (2013).
- BERELOWITCH, Alexis, DANILOV V., *Sovetskaja derevnja glazami VChK-OGPU-NKVD, 1918-1939, T. 1 - 1918-1922*, Moscou, ROSSPEN, 2000.
- BERELOWITCH, Alexis, DANILOV V. (éd.), *Sovetskaja derevnja glazami VChK-OGPU-NKVD 1918-1939 - T. 3, 1930-1934, Kn. 1 - 1930-1931*, Moscou, ROSSPEN, 2000.
- BEYLERIAN, Arthur (éd.), *Les grandes puissances, l'Empire ottoman et les Arméniens dans les archives françaises (1914-1918)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1983.
- BITTNER, Ludwig, ÜBERSBERGER, Hans (éd.), *Österreich-Ungarns Aussenpolitik von der bosnischen Krise 1908 bis zum Kriegsausbruch 1914 - Diplomatische Aktenstücke des Österreichisch-Ungarischen Ministeriums des Äusseren, Band 1 : 13. März 1909-26. Februar 1909*, Vienne-Leipzig, Österreichischer Bundesverlag für Unterricht, Wissenschaft und Kunst, 1930.
- BOR-RAMENSKIJ, E., « Iranskaja revoljutsija 1905-1911 gg. i bol'sheviki Zakavkaz'ja », *Krasnyj Arkhiv*, No. 2 (105), 1941, pp. 33-70.
- BOTS'ASHVILI, Neli, « Iase Rach'velis (Mekhuzlas) ts'erilebi turketidan da 1908-1909 ts'lebis revolutsiis sak'itkhebi », *Saist'orio Moambe*, No. 53-54, 1986, pp. 254-333.
- BRENDEMOEN, Bernt, *The Turkish Dialects of Trabzon. Their Phonology and Historical Development, Vol. II - Texts*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2002.

- BUDUMJAN, S.K. (éd.), *Revoljucionnoe dvizhenie v Armenii, 1905-1907*, Erevan, Hajpetrat, 1955.
- BURDETT, Anita L.P. (éd.), *Armenia. Political and Ethnic Boundaries, 1878-1948*, Londres, Archive Editions, 1998.
- BURGUCHEV, G.S. (éd.), *Sbornik normativnykh materialov po voprosam vneshnej trgovli SSSR, T. 1*, Moscou, Mezhdunarodnye otnoshenija, 1970.
- BURRELL, R.M., JARMAN, Robert (éd.), *Iran Political Diaries 1881-1965*, Londres, Archive Edition, 1997. 14 volumes [= **IPD**]
- BÜNYADOV, Z.M., *Istorija Azerbajdzhana po dokumentam i publikatsijam*, Bakou, Elm, 1990.
- CHUGAEV, D.A., *Revoljucionnoe dvizhenie v Rossii v ijule 1917 g. Ijul'skij krizis*, Moscou, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1959.
- ÇERNİÇENKINA, Natalya (éd.), *Rus arşivlerine göre Moskova ve Kars Konferansları. Tutanaklar ve Belgeler*, Istanbul, Değişim, 2014.
- DATUASHVILI, D. Datuashvili, « Amierk'avk'asiis sabch'ota pederatsiuli sotsialist'uri resp'ublik'is mushata da glekhta insp'ektsiis ist'oriidan (1922-1933) », *Saist'orio Moambe*, No. 39-40, 1979, pp. 259-353.
- DEVDIRIANI, Gaioz, *Dni gospodstva men'shevikov v Gruzii (Dokumenty i materialy)*, Tbilissi, Gosizdat Gruzii, 1931.
- DODONOV, B.F. (éd.), *Arkhiv novejshej istorii Rossii, T. 7: Zhurnaly zasedanij vremennogo pravitel'stva (mart-aprel' 1917 goda)*, Moscou, ROSSPEN, 2001.
- DODONOV, B.F. (éd.), *Arkhiv novejshej istorii Rossii, T. 8: Zhurnaly zasedanij vremennogo pravitel'stva (maj-ijun' 1917)*, Moscou, ROSSPEN, 2002.
- Doğu Anadolu'da Toplumsal Mühendislik. Dersim-Sason (1934-1946)*, Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2010.
- Dokumenty i materialy po vneshnej politike Zakavkaz'ja i Gruzii*, Tiflis, pas d'éditeur, 1919. [= **DMVP**]
- ENGİN, Vahdettin (éd.), *II. Abdülhamid ve dış politika*, Istanbul, Yeditepe Yayınevi, 2005.
- ERBENGLİ, Türkan, KUTLUĞ, Emin (éd.), *Müşir Mehmed Zeki Paşa ve Belgelerle Ermeni Olayları*, Istanbul, pas d'éditeur, 2005.
- ERKAN, Ümit (éd.), *Rize Şer'iyye Sicilleri I. 1509 No'lu Sicil*, Istanbul, Dergâh Yayınları, 2011.
- ETTEHÂDÎYE, Mansure, SA'DVANDİYÂN, Sîrus (éd.), *Madjmu'e-ye mokâtebât, asnâd, khâterât ve asar-e Fîrûz Mîrzâ Fîrûz (Nosrat ed-Dovleh)*, T. 1, Téhéran, Nashr-e Târîkh-e Îrân, 1369 (1990).
- ETTEHÂDÎYE, Mansure, PÎRÂ, Sou'âd (éd.), *Madjmu'e-ye mokâtebât, asnâd, khâterât ve asar-e Fîrûz Mîrzâ Fîrûz (Nosrat ed-Dovleh)*, T. 3, Téhéran, Nashr-e Târîkh-e Îrân, 1378 (1999).
- EVEN, Pascal (dir.), *Les Français à l'étranger et la Révolution*, Paris, Ministère des Affaires étrangères – Direction des Archives, 1989.
- ƏLİZADƏ, H. *Lankəran qəzası zəhmətkeşlərinin sovet hakimiyyətinin qələbəsi və möhkəmləndirilməsi uğrunda mübarizəsi tarixindən*, Bakou, Azərənşr, 1963.
- ƏMRULLAHQIZI, G. (éd.), *Rusiyanın Van və Ərzurumdaki Baş Konsulu Mayevskinin Xatirələri*, Bakou, Şərq-Qərb, 1994.
- Fətəli Xan Xojski. Həyat və fəaliyyəti. Sənəd və materiallar*, Bakou, Azərənşr, 1998.
- FUKS, S., « Bor'ba s revoljucionnym dvizheniem na Kavkaze v epokhu stolypinshchiny », *Krasnyj Arkhiv*, 3 (34), 1929, pp. 184-221.
- FURIER, Andrzej, *Kraj Zakaukaski w relacjach dyplomatów II Rzeczypospolitej*, Poznan, Institut Historii Uniwersytetu im. Adama Mickiewicza, 1998.
- GABRICHIDZE, M.M. (éd.), *Germanskie okkupanty v Gruzii v 1918 godu*, Tbilissi, Gosizdat Gruzinskoj SSR, 1942.
- GAGATOVA, L.S., KOSHELEVA, L.P., ROGOVAJA, L.A. (dir.), *TsK RKP(b)-VKP(b) i natsional'nyj vopros (1918-1933)*, Moscou, ROSSPEN, 2005.
- GALÖJAN, G. (éd.), *Hajastani Hanrapetut'junë 1918-1920 t't'. (K'aghak'akan Patmut'jun)*, Erevan, Gitut'jun, 2000.
- GAL'PERINA, B.D. (éd.), *Osobyje zhurnaly Soveta ministrov Rossijskoj imperii: 1909 god*, Moscou, ROSSPEN, 2001.
- GAL'PERINA, B.D. (éd.), *Osobyje zhurnaly Soveta ministrov Rossijskoj imperii: 1911 god*, Moscou, ROSSPEN, 2002.
- GAL'PERINA, B.D. (éd.), *Osobyje zhurnaly Soveta ministrov Rossijskoj imperii: 1914 god*, Moscou, ROSSPEN, 2006.
- B.D. Gal'perina (éd.), *Sovet ministrov Rossijskoj imperii 1905-1906 gg. Dokumenty i materialy*, Leningrad, Nauka, 1990.
- GAL'PERINA, B.D. (éd.), *Sovet ministrov Rossijskoj imperii v gody pervoj mirovoj vojny. Bumagi A.N. Jakhontova*, Saint-Petersbourg, Dmitrij Bulanin, 1999.
- GAMAKHARIJA, Dzhemal, GOGIJA, Badri (éd.), *Abkhazija – Istoricheskaja oblast' Gruzii (istoriografija, dokumenty i materialy, kommentarii)*, Tbilissi, Agdgoma, 1997.
- GASANOV, Gasan (éd.), *Diplomaticheskie besedy A.A. Topchibasheva v Stambule*, Bakou, Ergjun, 1994.

- GAŠIOROWSKA-GRABOWSKA, Natalia, KHRENOV, Ivan (éd.), *Dokumenty i materialy do istorii stosunków polsko-razdiekich. T. 5: Maj 1926-grudzień 1932*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1966.
- GENKINA, E.B. (éd.), *Obrazovanie SSSR. Sbornik dokumentov*, Moscou-Leningrad, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1949.
- Gharak'ilisaji 1918 t' herosamartë (p'astat'ght'eri jev njut'eri zhoghovatsu)*, Erevan, Yerevani Hamals. Hrat., 2008.
- GHAZAKHETS'JAN Vladimir (éd.), *H.J. Dashnaks'ut'junë jev khorhrdajin ishkhanut'junë (Pastat'ght'eri jev njut'eri zhoghovatsu)*, Erevan, pas d'éditeur, 1998.
- GHAZARIAN, Vatche (éd.), *Boghos Nubar's Papers and the Armenian Question 1915-1918*, Waltham, Mayreni Publishing, 1996.
- Gibel' imperii*, Moscou, Fond Sergeja Dubova, 2000.
- GOZHBA, R.Kh. (éd.), *Abkhazija – Dokumenty i materialy (1917-1921)*, Soukhoumi, pas d'éditeur, 2009.
- GROSHEV, I.I. (éd.), *Bratskoe sodruzhestvo narodov SSSR 1922-1936 gg. Sbornik dokumentov i materialov*, Moscou, Mysl', 1964.
- GULIEV, D.P. (éd.), *K istorii obrazovanija Nagorno-Karabakhskoj avtonomnoj oblasti Azerbajdzhanskoj SSR. Dokumenty i materialy*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1989.
- GUNST, Wolfgang (éd.), *Der Völkermord an den Armeniern 1915-16. Dokumente aus dem Politischen Archiv des deutschen Auswärtigen Amtes*, Springe, Zu Klampen Verlag, 2005. [= **DPA**]
- GURULI, Vakht'ang, TUSHURASHVILI, Omar (éd.), « Lavrent'i Berias mimots'era Ioseb St'alintan (1937 ts.) », *Supplément du Saarkivo Moambe*, No. 3, Automne 2008.
- GUSEJNOV, I.A. (dir.), *Bor'ba za pobedu Sovetskoj vlasti v Azerbajdzhane 1918-1920. Dokumenty i materialy*, Bakou, Izdatel'stvo Akademii Nauk Azerbajdzhanskoj SSR, 1967.
- GÜLTEPE, Necati, AKTAŞ, Necati (éd.), *Osmanlı devleti ile Azerbaycan türk hanlıkları arasındaki münâsebetlere dâir arşiv belgeleri, II (1575-1918)*, Ankara, T.C. Basbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 1993.
- HAGEN, Gottfried (éd.), *Die Türkei im Ersten Weltkrieg. Flugblätter und Flugschriften in arabischer, persischer und osmanisch-türkischer Sprache*, Francfort-Berne-New York-Paris, Peter Lang, 1990.
- Hajots' ts'eghaspanut'junë Osmanjan T'urkijum. Verapratsneri vkajut'junner. P'ast'at'ght'eri zhoghovatsu*, T. 1-3, Erevan, Azgajin Arkhivneri, 2012. [= **HTs'OT'**]
- HARUT'JUNJAN, Vladimir (éd.), *Haj-Vrats'akan paterazmë (1918 t')*. *Njut'er jev p'astat'ght'er*, Erevan Antares, 2014.
- HÂSHEMYÂN, Hâdi, « Dû nezâmnâme-ye madâres-e Irânîân dar Qafqâz », *Peyâm-e Bahârestân*, Vol. 2, No. 5, automne 1388 (2009), pp. 77-118.
- HEVRAMÎ, Efrasiyaw, *Di Arşîvên Rûs de Mustefa Barzanî (1945-1958)*, Istanbul, Avesta, 2002 (2001 pour l'édition d'Erbil en sorani).
- HOFFMAN, Tessa (éd.), *Der Völkermord an den Armeniern vor Gericht : der Prozess Talaat Pascha*, Göttingen, Gesellschaft für bedrohte Völker, 1985.
- HUN, Mücahit Özden (éd.), *Iğdirsevdaşı, C. III*, Ankara, pas d'éditeur, 2002.
- İMANOV, Vügar, *Azerbaycan-Osmanlı ilişkileri (1918)*, Istanbul, Boğaziçi Üniversitesi Yayınevi, 2006.
- IOANNESYAN, Youli, *The Development of the Babi/Bahai Communities. Exploring Baron Rosen's Archives*, Londres-New York, Routledge, 2013.
- IVNITSKIĬ, N. (éd.), *Tragedija Sovetskoj derevni, T. 2 – nojabr' 1929-dekabr' 1930*, Moscou, ROSSPEN, 2000.
- JAKHONTOV, A., « Tjzhelye dni (Sekretnye zasedanija Soveta Ministrov – 16 iulja-2 sentjabrja 1915 goda) », in I.V. Gessen (dir.), *Arkhiv Russkoj Revoljutsii, T. XVIII*, 1926, pp. 5-136.
- KAKURIN, N.E. (éd.), *Razlozhenie armii v 1917 godu*, Moscou-Leningrad, Gosizdatel'stvo, 1925.
- KALANDARISHVILI, L.N., NEFEDOVA, T.I., TABAKUA, S.F. (dir.), *Bor'ba za pobedu Sovetskoj vlasti v Adzharii. Dokumenty i materialy (1917-1921 gg.)*, Batoumi, Gosizdatel'stvo Adzharskoj ASSR, 1961.
- KALUSTIAN, Mark A., « The Newly-Discovered "Rhea Papers" », *The Armenian Review*, Vol. XXXV, No. 3 (139), Automne 1982, pp. 245-275.
- KARA, İsmail (dir.), *Rize Defteri*, Rize, Dergâh, 2012.
- Kavkazskij zapros v Gosudarstvennoj Dume. Polnye rechi vsekh oratorov po ofitsial'nym stenogrammam*, Tiflis, Elektropechatnaja Kh.G. Khachaturova, 1909.
- KHACHAPURIDZE, G.V. (éd.), *Bor'ba za pobedu Sovetskoj vlasti v Gruzii. Dokumenty i materialy (1917-1921 gg.)*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1958.
- KHLEVNJUK, Oleg et alii (éd.), *Stalin i Kaganovich. Perepiska. 1931-1936 gg.*, Moscou, ROSSPEN, 2001.
- KHROMOV, S.S. (éd.), *Industrializatsija Sovetskogo Sojuza. Novye dokumenty, Novye fakty, Novye*

- podkhody, T. 2, Moscou, Institut Rossijskoj Istorii RAN, 1999.
- KIRAKOSJAN, Arman (éd.), *Armenija i sovetstokturetskie otnošenija v diplomaticheskikh dokumentakh 1945-1946 gg.*, Erevan, Natsional'nyj Arkhiv Armenii, 2010.
- KOCAHANOĞLU, Osman Selim (éd.), *Ali Fuat Cebesoy'un Arşivinden Askeri ve Siyasi Belgeler*, Istanbul, Temel, 2005.
- KOLESNIKOV, Aleksandr (éd.), *Türk-Sovyet İlişkilerinin Kuruluşunun 90. Yılı. Atatürk Dönemi Türk-Rus İlişkileri*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2010.
- KOLTUK, M. Taner, SAĞLAM, S. Talha (éd.), *Osmanlı arşiv belgelerinde Ardahan*, Istanbul, T.C. Ardahan Valiliği Kültür Yayınları, 2009.
- KOSHELEVA, L. et alii (éd.), *Pis'ma I.V. Stalina V.M. Molotovu, 1925-1938 gg. Sbornik dokumentov*, Moscou, Rossiya Molodaja, 1995.
- MARUKHJAN, A.O. (éd.), *Vosstanovlenie narodnogo khozjajstva Armjanskoj SSR (Materialy i dokumenty za 1921-1938 gg.)*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1958.
- MELK'ONJAN, A., GHAZAKHETS'JAN, V. (éd.), *Hajastanë gaghni p'astat'ght'erum (1922-1929)*, Erevan, HH GAA "Gitut'jun" Hratarakch'ut'jun, 2008.
- MIKAELJAN, V.A. (éd.), *Nagornyj Karabakh v 1918-1923 gg. Sbornik dokumentov i materialov*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armenii, 1992.
- MIKAELJAN, Wardges (éd.), *Die Armenische Frage und der Genozid an den Armeniern in der Türkei (1913-1919)*, Erevan, Institut für Geschichte der Akademie der Wissenschaften Armeniens, 2004.
- MIRZOJAN, Sonja, « P'astat'ght'er haj gaghtakanneri teghavorman khndirneri veraberjal (1921-1925 t't') », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 2, 2009, pp. 159-172.
- MISKIN, A.G. (éd.), *Alyj stjag naz Zakavkaz'em. Vospominaniya veteranov partii*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1980.
- MOHAMMADÎ, Iradj (éd.), *Âsnâd az mohâdjerat-e dâkhelî dar Îrân (1311-1357 h.sh)*, Téhéran, Khâne Ketâb/Markaz-e pazhûhesh, sandjesh va âsnâd-e riyâsat-e djumhûrî, 2012.
- MOZOKHIN, O.B. (éd.), *Politbjuro i delo Berija. Sbornik dokumentov*, Moscou, Kuchkovo Pole, 2012.
- NAJDEL', M.I. (éd.), *Dekrety Azrevkoma (1920-1921 gg.)*. *Sbornik dokumentov*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1988.
- NANIK'ASHVILI, L., « Zemo avch'alis hidroelekt'rosadguris msheneblobis ist'oriisatvis », *Saist'orio moambe*, No. 41-42, 1980, pp. 91-147.
- NASÎRÎ MOQADDAM, Mohammad Nâdir (éd.), *Gozide-ye âsnâd-e daryâ-e khazar ve manâteq-e shimâlî-e Îrân dar djang-e djahânî-e avval*, Téhéran, Daftar-e Mutâl'ât-e siyâsî ve baynalmalalî, 1384 (1995). [= **GADKh**]
- NERSISJAN, M.G. (éd.), *Genotsid Armjan v Osmanskoj imperii. Sbornik dokumentov i materialov*, Erevan, Izdatel'stvo Akademii Nauk Armjanskoj SSR, 1966.
- NORADOUNGHIAN, Gabriel Effendi, *Recueil d'Actes internationaux de l'Empire ottoman, Tome 4 : 1878-1902*, Paris, Cotillon-Pichon, 1903.
- ODABAŞIOĞLU, Cumhur, *Trabzon: belgelerle milli mücadele yılları, 1919-1923*, Trabzon, pas d'éditeur, 1990.
- OHANDJANIAN, Artem (éd.), *Österreich-Armenien, 1872-1936. Faksimilesammlung diplomatischer Aktenstücke*, 12 volumes, Vienne, Ohandjanian Eigenverlag, 1995. [= **ÖA, 1872-1936**]
- Osmanlı devleti ile Kafkasya, Türkistan ve Kırım hanlıkları arasındaki münâsebetlere dâir arşiv belgeleri (1687-1908 Yılları Arası)*, Ankara, TC Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 1992.
- ÖNAL, Ülkü, *Artvin Muhaciri Hatıraları*, Ankara, pas d'éditeur, 2010. [= **AMH**]
- ÖZDEMİR, Hikmet, SARINAY, Yusuf (éd.), *Türk-Ermeni İhtilâfi Belgeleri*, Ankara, TBMM Basımevi, 2011.
- ÖZSARAY, Mustafa (éd.), *Osmanlı Belgelerinde Kafkasya. I. Savaş ve Sürgün, 1781-1919*, Istanbul Kafkas Vakfı, 2011.
- PANKRATOVA, A.M. (dir.), *Revoljutsija 1905-1907 godov v natsional'nykh rajonakh Rossii*, Moscou, Gospolitizdat, 1949.
- Papers Relating to the Foreign Relations of the United States. 1918, Russia (Volume II)*, Washington, United States Government Printing Office, 1932.
- PASQUALINI, Maria Gabriella (éd.), *Il Levante, il Vicino e il Medio Oriente (1890-1939). Le fonti archivistiche dell'Ufficio Storico*, Rome, Documenti per la storia extraeuropea, 1999.
- PAŞAEV, Ataxan (éd.), *Azərbaycan inqilab komitəsi və xalq komissarları Sovet iclaslarının protokolları (1920-1922ci illər)*, Bakou, Azərbaycan Respublikasının Milli Arxiv İdarəsi/Çaşıoğlu, 2009.
- PERSITS, M.A., *Persidskij front mirovoj revoljutsii. Dokumenty o sovetkom vtorzhenii v Giljan (1920-1921)*, Moscou, Kvadriga, 2009.

- PLEKHANOV, A.A., PLEKHANOV, A.M. (éd.), *F.E. Dzerzhinskij. Predsedatel' VChK-OGPU 1917-1926*, Moscou, Mezhdunarodnyj Fond Demokratsija/Izdatel'stvo Materik, 2007.
- POBOL', N.L., POLJAN, P.M. (éd.), *Stalinskie deportatsii 1928-1953*, Moscou, Izdatel'stvo Materik/Mezhdunarodnyj Fond Demokratsija, 2005.
- POKROVSKIJ, N.N. (éd.), *Politbjuro i krest'janstvo. Vysylka, spetsposelenie, 1930-1940*, T. 1, Moscou, ROSSPEN, 2005.
- POMMIER VINCELLI, Daniel, CARTENY, Andrea (éd.), *L'Azerbaigian nei documenti diplomatici italiani (1919-1920)*, Rome, Edizioni Nuova Cultura, 2013
- PSJASKOVSKIJ, A.V. (éd.), *Vtoroj pod'em revoljutsii 1906-1907 gody, Ch. 1: Maj-sentjabr' 1906 goda, K. 3*, Moscou, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1963.
- QÂZIHÂ, Fâtme (éd.), *Asnâd-e ravâbit-e Irân ve Rusiye az dovre-ye Nâsreddîn Shâh tâ soqût-e Qâjâriye*, Téhéran, Markaz-e Asnâd ve Târih-e diplomâsî, 1381 (2001).
- QURBANOVA, Jalə, PIRIYEV, Musa (éd.), *Azərbaycan-Türkiyə münasibətləri (1920-1922). Sənədlər və materiallar*, Bakou, Azərbaycanca Atatürk Mərkəzi, 2002.
- RIDDELL, John (éd.), *To See the Dawn. Baku, 1920 – First Congress of the Peoples of the East*, New-York-Londres-Montréal-Sydney, Pathfinder, 1993.
- SAAKJAN, Ruben, « Otchet professora V.V. Sapozhnikova o predvaritel'nom issledovanii nekotorykh rajonov Zapadnoj Armenii, zavoevannykh russkimi vojskami vo vremja Pervoj Mirovej vojny », *Patma-banasirakan handes*, No. 1, 2014, pp. 236-245.
- SAFİ, Polat (éd.), *19 ve 20. Yüzyıl belgelerinde Artvin. Göğe komşu topraklar*, Ankara, T.C. Artvin Valiliği, 2008.
- SAHAKJAN, Ruben, « Ashot At'anasjani gortsuneut'junë Arevmtjan Hajastani verach'inut'jan gortsum », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 1-2, 2007, pp. 37-55.
- SAJJAN, Aram, « Norahajt vaveragrer Ararati apstambut'jan masin », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 1, 2009, pp. 240-245.
- SARAFIAN, Ara (éd.), *United States Official Documents on the Armenian Genocide, Volume II: The Peripheries*, Watertown, Armenian Review, 1994.
- SARINAY, Yusuf *et alii* (éd.), *Arşiv belgelerinde Osmanlı-Iran ilişkileri*, Ankara, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 2010.
- SARINAY, Yusuf *et alii* (éd.), *Azerbaycan Belgelerinde Ermeni Sorunu (1918-1920)*, Ankara, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 2001.
- SARINAY, Yusuf *et alii* (éd.), *Osmanlı belgelerinde Ermeni-Rus ilişkileri*, 3 volumes, Ankara, T.C. Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 2006.
- SARKISJAN, E.K., « Diplomaticeskaja missija RSFSR v Armenii », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 3, 1967, pp. 21-104.
- Sbornik diplomaticheskikh dokumentov. Reformy v Armenii. 26 nojabrja 1912 goda-10 maja 1914 goda*, Petrograd, Gosudarstvennaja Tipografija, 1915.
- SEF, S.E., (éd.), « *Demokraticeskoe pravitel'stvo* » *Gruzii i anglijskoe komandovanie*, Tiflis, Zakkniga, 1928
- SEF, S.E., *Revoljutsija 1917 goda v Zakavkaz'i (Dokumenty, materialy)*, Tiflis, Zakkniga, 1927.
- SEMENNIKOV, V.P., « Pis'ma I.I. Vorontsova-Dashkova Nikolaju Romanovu », *Krasnyj Arkhiv*, Tome 1 (26), 1928, pp. 87-126.
- SHÂHRIZÂYÎ, Rezâ Âzarî, *Hi'at-i favq al-'âdah-i Qafqâziyah*, Téhéran, Markaz-e Asnâd ve Târih-e diplomâsî, 1389 (2000). [= **HFQ**]
- SHAHVAR, Soli, MOROZOV, Boris, GILBAR, Gad G. (dir.), *The Baha'is of Iran, Transcaspia and the Caucasus, Vol. 2 – Reports and Correspondence of Russian Officers and Officials*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2011.
- SHAUMJAN, Stepan, *Pis'ma, 1896-1918*, Erevan, Gosizdatel'stvo Armenii, 1959.
- SHUVALOVA, N.N. (dir.), *Turtsija-Rozhdenie natsional'nogo gosudarstva, 1918-1923 (po dokumentam RGASPI)*, Moscou, Gumanitarij, 2007.
- SIKHARULIDZE, Grigor, « Didi tskhovrebis purtslebi. G.K'. Orjonik'idzis dabadebis 100 ts'listavi », *Saist'orio moambe*, No. 53-54, 1986, pp. 6-71.
- SIMONJAN, R'uben, « Hajastani hnut'junneri pahpanut'jan komitei gortsuneut'junë enddem hnagitakan njut'eri Vrastan teghap'okhman », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 2 (114), 2009, pp. 194-203.
- SOLH MIRZÂYÎ, Khadîdje (éd.), *Asnâdi az ravâbit-e Irân va Torkiye*, Téhéran, Enteshârât-e Sâzemân-e Âsnâd-e mellî-e Irân, 1382 (2003). [= **ARIT**]
- ŞİMŞİR, Bilâl N., *Atatürk ve yabancı devlet başkanları*, V. 1, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1993.
- ŞİMŞİR, Bilâl N., « Ankara'da ilk Azerbaycan temsilcisi İbrahim Muharrem Oğlu Abilov », *IRS*, No. 6, 2013, pp. 16-19.
- TÂHERÂHMADÎ, Mahmûd, *Asnad-e ravâbit-e Irân ve Shuravi dar dovre-ye Rezâ Shâh*, Téhéran, Enteshârât-e Sâzemân-e Asnâd-e mellî-e Irân, 1996. [= **ARIS**]
- TER-OGANOV, Nuzgar, « Rapport du capitaine en second Constantin Smirnov sur son voyage en Turquie

en 1904 », *Iran & the Caucasus*, Vol. 10, No. 2, 2006, pp. 209-229.

TRUSOVA, N.S. (éd.), *Nachalo pervoj russoj revoljutsii. Janvar'-mart 1905 goda*, Moscou, Izdatel'stvo AN SSSR, 1955.

« The State Department File », *The Armenian Review*, Vol. XXXVII, No. 1 (145), Printemps 1984, pp. 60-145.

TULUMDZHJAN, A.O. (dir.), *Ukreplenie Sovetskoj vlasti v Abkhazii. Sbornik dokumentov i materialov (1921-1925 gg.)*, Sukhumi, Abkhazskoe gosudarstvennoe izdatel'stvo, 1957.

TUNÇAY, Mete, *Türkiye'de sol akımlar – I (1908-1925)*, Ankara, Bilgi Yayınevi, 1967.

TUNÇAY, Mete, *Türkiye'de sol akımlar – II (1925-1936)*, Ankara, BDS Yayınları, 1992.

TÜRKMEN, Zekeriya (éd.), *Vilayât-ı Şarkıye (Doğu Anadolu vilayetleri) Islahat Müfettişliği 1913-1914*, Ankara, Türk Tarih Kurumu, 2006.

UZUN, Enver (éd.), *Işgal yıllarında (1916-1917) Trabzon'da Rus Askeri Gazetesi Voennyj Listok (Makaleler Toplusı)*, Trabzon, pas d'éditeur, 2008.

UZUN, Enver (éd.), *Rus hesaplarında Trabzon (1916-1918)*, Trabzon, Mor Taka Kitaplığı, 2009.

ÜNAL, Uğur et alii (éd.), *Osmanlı Belgelerinde Birinci Dünya Harbi*, Vol. 1 et 2, Istanbul, TC Başbakanlık Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü, 2013.

[=**OBDDH**]

VAN DER DUSSEN, William J., « The Question of Armenian Reforms in 1913-1914 », *The Armenian Review*, Vol. XXXIX, No. 1, printemps 1986, pp. 11-28.

VARDOSANIDZE, Sergo, GURULI, Vakht'ang, KHARADZE, K'oba, JIKIA, Levan (éd.), *Sakartvelos sazghvrebi 1917-1938. Nark'vevi dokumentebi da masalebi*, Tbilissi, Meridiani, 2014.

VASHAK'IDZE, A., « Mushata Tbilisis guberniashi p'irveli msoplio imperialist'uri omis ts'lebshi (1914-1917) », *Saist'orio Moambe*, No. 31-32, 1975, pp. 341-497.

VATLIN, Aleksandr, GREGORY, Paul R. (éd.), (éd.), *Stenogrammy zasedanij Politbjuro TsK RKP(b)-VKP(b) 1923-1938 gg., Kn. I : 1923-1926*, Moscou, ROSSPEN, 2007.

VENTURI, Franco (éd.), *Bol'shevistskoe rukovodstvo. Perepiska, 1912-1927*, Moscou, ROSSPEN, 1996.

VIRABJAN, Amatuni (éd.), *Hovsef Orbeli. P'astat'ght'eri jev njut'eri zhoghovatsu*, Erevan, Hajkakan Azgajin Arkhiv, 2013.

VIRABJAN, Amatuni (éd.), *Hajastani Hanrapetut'jan karavar'ut'jan nisteri ardzanagrut'junneri, 1918-1920 t'.t'.*, Erevan, Hajastani Azgajin Arkhivneri, 2014.

ZAGIDULLIN, I.K. (éd.), *Osoboe soveshchanie po musul'manskim delam 1914 goda. Zhurnaly*, Kazan, Ikhlas, 2011.

ZAGORODNIKOVA, T.N., SHASTITKO, P.M. (éd.), *Russko-indijskie otnoshenija v 1900-1917 gg. Sbornik arkhivnykh dokumentov i materialov*, Moscou, Izdatel'skaja Firma "Vostochnaja Literatura" RAN, 1999.

ZALKIND, S., « Otrazhenie sobytij 1905 g. za granitsej », *Krasnyj Arkhiv*, 2 (9), 1925, pp. 32-55.

ZEYREK, Yunus, « Batum Mebusu Edip Dinç'in 1921 Yılı Günlüğü », *Bizim Ahıska*, No. 9, hiver 2008, pp. 37-40.

ZYRJANOV, P.I. (éd.), *Pogranichnye vojska SSSR, 1929-1938. Sbornik dokumentov i materialov*, Moscou, Nauka, 1972.

d) Bases de données numériques :

Harvard Iranian Oral History Project (IOHP). Projet d'histoire orale de l'Iran au XX^e siècle regroupant des entretiens réalisés dans les années 1980 avec des Iraniens émigrés. Disponible en ligne : <http://ted.lib.harvard.edu/ted/deliver/home?collection=iiohp>.

Mozâkerât-e madjlis. Disponibles en ligne : http://ical.ir/index.php?option=com_content&view=article&id=2379&Itemid=14.

e) Sources imprimées.

« Die Baumwollfrage während des Krieges und die russische Höchstpreispolitik », *Weltwirtschaftliches Archiv*, Band 13 (1918), pp. 208-214.

ABRAMOV, S., « Federativnoe ustrojstvo Zakavkaz'ja », *Revoliutsija i natsional'nosti*, 1935, No. 4, pp. 19-25.

AFSHÂR, Iraj (éd.), *Zendegî-ye tûfânî. Khâterât-e Sayyid Hasan Taqizâdeh*, Téhéran, Enteshârât-e 'Elmi, 1372 (1993).

AĞAZADƏ, Fərhad, *Nə üçün ərəb hərfləri türk dilinə yaramır ?*, Bakou, Yeni Türk Əlifba Komitəsi, 1922.

- AKHMEDOV, Ismail, *In and Out of Stalin's GRU. A Tatar's Escape from Red Army Intelligence*, Frederick (Maryland), University Publications of America, 1984
- ALAKOM, Rohat (éd.), *Bir Türk Subayının Ağrı İsyanı Anıları*, İstanbul, Avesta, 2011.
- ALI RIZA [ERTEN], *Şimali-şarkî Anadolu ve Kafkasya'da tetkikatı ziraiye*, İstanbul, 1924 (1340).
- ALLILUEV, Vladimir, *Alliluevy-Stalin: khronika odnoj sem'i*, Moscou, Molodaja Gvardija, 2002.
- ALTINAY, Ahmet Refik, *Kafkas Yollarında*, Ankara, Kültür Bakanlığı Yayınları, 1981.
- ANSÂRÎ, Abdolhoseyn Ma'sûd, *Khâterât-e siyâsî ve edjtemâ'î*, Téhéran, Enteshârât-e 'elmî, 1384 (2005-2006).
- 'ÂQELÎ, Bâqer (éd.), *Khâterât-e siyâsî-e Mohammad Sâ'ed Marâghâî*, Téhéran, Nâmak, 1373 (1994).
- Arabeski iz Kavkazskikh sobytij*, Saint-Petersbourg, Tipografija tovarishchestva M.O. Vol'f, 1906.
- ARALOV, Semyon, *Bir Sovyet diplomatının Türkiye anıları*, İstanbul, Türkiye Bankası Kültür Yayınları, 2014 (édition originale russe : 1960).
- ARFA, Hassan, *Under Five Shahs*, Londres, John Murray, 1964.
- Arif Cemil, *Birinci Dünya Savaşında Teşkilât-ı Mahsusa*, İstanbul, Arma Yayınları, 2006.
- ARIF, Mehmed, *Başımıza gelenler*, İstanbul, Babiali kültür yayıncılığı, 2012.
- ARKOMED, S.T., *Materialy po istorii otpadenija Zakavkaz'ja ot Rossii*, Tiflis, Izdatel'stvo Krasnaja Kniga, 1923.
- ARMSTRONG, H.C., *Unending Battle*, Londres-New York-Toronto, Longmans, Green & Co., 1934.
- ASLANISHVILI, I.A., *Tiflis i ego okrestnosti. Putevoditel'*, Tiflis, Tserkumsi, 1925.
- ATAK, Sadık, *Doğunun kapısı Kars*, Kars, İbrahim Horoz Matbaası, 1946.
- AUBIN, Eugène, *La Perse d'aujourd'hui. Iran, Mésopotamie*, Paris, Armand Colin, 1908.
- AVDEEV, Mikhail, *Mugan' i Sal'janskaja step'. Naselenie-Zemlepol'zovanie-Vodnoe khozjajstvo*, Bakou, Komissija po obsledovaniju Mugani, 1927.
- AYDOĞAN, Erdal, (éd.), *Oltu Şûrâ hükümeti'nin Ermeni mücadelesi. Yasin Haşimoğlu'nun hatıraları*, Ankara-Erzurum, Salkımsöğüt, 2005.
- AYDOĞAN, Erdal, ORTAK, Şaban (éd.), *İbrahim Talî Bey'in Günlüğü*, İstanbul, Arba Yayınları, 2000.
- AZARÎ, Alî, *Qiyâm-e sheykh Mohammad Khîyâbânî dar Tabrîz*, Téhéran, 1357 (1975).
- BAHRÂMÎ, 'Abdollah *Khâterât-e 'Abdollah Bahrâmî*, Vol. 1, pas de lieu, pas d'éditeur, 1344 (1965), pp. 536-537.
- BALDWIN, Oliver, *Six Prisons and Two Revolutions. Adventures in Trans-Caucasia and Anatolia, 1920-1921*, Londres, Hodder & Stoughton, 1925.
- BARDAKÇI, Murat (éd.), *Mahmud Şevket Paşa'nın Sadaret Günlüğü*, İstanbul, Kültür Yayınları, 2014.
- BARMINE, Alexandre, *Vingt ans au service de l'U.R.S.S. – Souvenirs d'un diplomate soviétique*, Paris, Albin Michel, 1939.
- BARTON, James L., *Story of Near East Relief (1915-1930). An Interpretation*, New York, The Macmillan Company, 1930.
- Batum i ego okrestnosti. K 25-letiju prisoedinenija gor. Batuma k Rossijskoj Imperii*, Batoum, Tipografija V. Kiladze i G. Tavartkiladze, 1906.
- BECHHOFFER, C.E., *In Denikin's Russia and the Caucasus, 1919-1920*, Londres, W. Collins Sons & Co., 1921.
- BERARD, Victor, *Révolutions de la Perse. Les provinces, les peuples et le gouvernement du roi des rois*, Paris, Armand Colin, 1910.
- BERGER, Adolphe, « Samson Jakovlev Makintsev i russkie begletsy v Persii », *Russkaja Starina*, No. 4, Avril 1876, pp. 770-804.
- BERIA, Sergo, *Beria mon père. Au cœur du pouvoir stalinien*, Paris, Plon, 1999.
- BERIJA, Lavrenti, *Novaja Konstitutsija SSSR i Zakavkazskaja Federatsija*, Tiflis, Izdatel'stvo Zakkrajkoma VKP-Zarja Vostoka, 1936.
- BESSEDOVSKY, Grégoire, *Oui, j'accuse ! Au service des Soviets*, Paris, Librairie de la Revue Française, 1930.
- BEZOBRAZOV, P.V., *Razdel Turtsii*, Petrograd, Tipografija V.F. Kirschbauma, 1917.
- BIGAEV, N.A., « Poslednie namestniki Kavkaza (v svete lichnykh vospominanij) (1902-1917) », in ZAJTSEV, A.D. (dir.), *Rossijskij Arkhiv, Istorija otechestva v svidetel'stvakh i dokumentakh XVIII-XX vv. Novaja Serija. T. XII*, Moscou, TRITE-Rosarkhiv, 2003, pp. 402-449.
- BOR'JAN, B., *Armenija. Mezhdunarodnaja diplomatija i SSSR, Ch. 2*, Moscou-Leningrad, Gosizdatel'stvo, 1929.
- BRÄNDSTÖRM, Elsa, *Unter Kriegsgefangenen in Russland und Sibirien 1914-1920*, Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte, 1922, p. 64.
- BREDO, H.-J., « La lutte contre le ver rose (*Pectinophora gossypiella* Saund.) par la désinfection des graines de coton au moyen d'appareils à air chaud », *Bulletin agricole du Congo belge*, No. 2, Juin 1934, pp. 250-270.
- BRICTEUX, Auguste, « Au pays du Lion et du Soleil. En Perse (1903-1904) », *Bulletin de la société belge*

- d'études coloniales*, Vol. 14, 1907 (plusieurs numéros à partir de celui d'avril).
- BROWDER, Robert Paul, KERENSKY, Alexander F., *The Russian Provisional Government 1917, Vol. I*, Stanford, Stanford University Press, 1961.
- BROWNE, Edward G., *The Press and Poetry of Modern Persia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1914.
- BROWNE, Edward G., *The Reign of Terror at Tabriz. England's Responsibility*, Manchester, Taylor, Garnett, Evans & Co., 1912.
- BUKREEV, A. et alii (dir.), *ZSFSR, Persija i Turtsija. Ekonomicheski-informatsionnyj sbornik*, Tiflis, Izdanie Zakavkazskoj federativnoj palaty vneshnej trgovli i Azerbaidzhanskoj trgovoj palaty, 1931-1932.
- BUXTON, Harold, *Transcaucasia*, Londres, Faith Press, 1926.
- BYKOV'SKYJ, Lev, *Na Kavkaz'ko-turets'komu fronti. Spomyny z 1916-1918 rr.*, Winnipeg-Denver, Research Institute of Volhyn, 1968.
- BYKOV'SKYJ, Lev, *Vid pryvorottja do Trapezundu. Spomyny (1895-1918)*, Munich-Denver, Vydavnytstvo Dniprova Khvylja, 1969.
- CASTAGNÉ Joseph, *Le mouvement de latinisation dans les républiques soviétiques musulmanes et les pays voisins (Documents de presse russe)*, Tiré à part de la *Revue des Etudes Islamiques*, 1928, Cahier IV, Paris, Paul Geuthner, 1928.
- CASTAGNÉ Joseph, « Russie Slave et Russie Turque », *Revue du monde musulman*, Décembre 1923, Vol. 56.
- CAYLA, V., « La Conférence cotonnière internationale de Rio de Janeiro (15-20 octobre 1922) », *L'Agronomie coloniale*, No. 65, Mai 1923, pp. 129-140.
- CEBESOV, Ali Fuat, *Moskova Haturaları*, Istanbul, Vatan, 1955.
- CERETELI, Michael (von), *Georgien und der Weltkrieg*, Zurich, Orient-Verlag, 1915.
- CHERNUSHEVICH (Colonel), *Materialy k istorii pograničnoj strazhi. Ch. 1: Sluzhba v mirnoe vremja, Vyp. 3: V tsarstvovanie Imperatora Aleksandra III (1881-1894 g.)*, Saint-Petersbourg, Tipografija Shtaba Otdel'nogo Korpusa Pogranichnoj Strazhi, 1903.
- CHEVALIER, Auguste, « L'agriculture tropicale et subtropicale au Conseil international scientifique de l'Institut international d'agriculture de Rome (7-14 novembre 1927) », *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale*, Vol. 8, No. 77, Janvier 1928, pp. 1-21.
- CONOLLY, Violet, *Soviet Economic Policy in the East. Turkey, Persia, Afghanistan, Mongolia and Tana Tuva, Sin Kiang*, Londres, Oxford University Press-Humphrey Milford, 1933.
- CONTENTSON, Ludovic (de), *Les réformes en Turquie d'Asie. La question arménienne, la question syrienne*, Paris, Plon, 1913.
- CURTIS, William Elroy, *Around the Black Sea*, Hodder & Stoughton, New York, 1911.
- Çakirtgə zərərvericiləri ilə mübarizə təlimatı, Bakou, Başsiyasimaarif in Nəşriyyat texnika bölməsinin nəşri, 1921.
- DASTAKIAN, Nikita, *Il venait de la ville noire. Souvenirs d'un Arménien du Caucase*, Paris, L'Inventaire/CRES, 1998.
- DEHBÂSHÎ, 'Alî (éd.), *Khâterât-e prens-e Ârfa'*, Téhéran, Enteshârât Shahâb Thâqeb, 1378 (1999).
- DEMORGNY, G., *Essai sur l'administration de la Perse*, Paris, Ernest Leroux, 1913.
- DENY, Jean, « La légende de "l'eau des sauterelles" et de l'oiseau qui détruit ces insectes », *Revue asiatique*, avril-juin 1933, pp. 323-340.
- DERAKHSHÂNÎ, Alî Akbar, *Khâterât-e sartîp 'Alî Akbar Derakhshânî*, Bethesda, Iranbooks, 1994.
- Desjat' let Sovetskoj diplomatii: Akty i dokumenty*, Moscou, Izdatel'stvo Litizdata NKID, 1927.
- DJAHÂNBÂNÎ, Amân Allah, *Marzhâ-ye Irân ve Shûravî*, Téhéran, Châphâne-ye Majlis, 1957.
- DJAHÂNBÂNÎ, Amân Allah, *Sarbâz-e Îrânî va mafhûm-e âb va khâk*, Téhéran, Ferdows, 1380 (2001).
- DJAVÂNSHÎR, Shâmîl, *Man az changâl-e Estâlin firâr kardam. Gushehâyî az sargozasht-e panâhandegân-e Qafqâzî dar Irân, 1300-1323 shamsî*, Téhéran, Pardîs Dânes, 1392 (2013).
- DJIVELEGOV, Aleksej, *Budushchee Turetskoj Armenii*, Moscou, Izdatel'stvo "Zvezda" N.N. Orfenova, 1915.
- DJÛRÂBCHÎ, Hâdj Mohammadtaqî, *Harfî az hazârân kâdar-e 'ebârat âmad*, Téhéran, Nashr-e Târikh-e Irân, 1984.
- DOBRYNIN, V.A., *Oborona Mugani 1918-1919. Zapiski Kavkazskogo pograničnika*, Paris, Sojuz Georgievskikh Kavalerov, 1978.
- Documents présentés par l'Institut international d'agriculture sur la question de la coopération internationale dans la lutte contre les maladies des plantes*, Rome, Institut international d'agriculture, 1913.
- DRIBERG, J.H., « Anthropology in Colonial Administration », *Economica*, No. 20 (Juin 1927), pp. 155-171.

- DROZDOV, Nikolaj, *Mamija Orakhelashvili. Iz publitsisticheskogo nasledija*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1986.
- DUMBADZE, Evgueni, *Na sluzhbe Cheka i Kominternu*, Paris, Mishen', 1930.
- DURAND, Mortimer, *Life of the Right Hon. Sir Alfred Comyn Lyall*, Edimbourg-Londres, William, Blackwood & Sons, 1913.
- DZHABAGI, Vassan Giray, *Itogi kraevogo zemskogo soveshchanija na Kavkaze*, Tiflis, Elektropechatnja Gruzinskoe Izdatel'skoe Tovarischestvo, 1916.
- ECKENBERGER, Ernst, *Gliederung der Mugan-, Mil- und Karabachsteppe Transkaukasiens*, Francfort-sur-l'Oder, Richard Rischke, 1936.
- EKEN, Halit, *Bir Milli Mücadele Valisi ve Anıları. Kapancızâde Hamit Bey*, Istanbul, Yeditepe Yayınevi, 2008.
- ELLIS, C.H., *The British "Intervention" in Transcaспia, 1918-1919*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1963.
- ELWELL-SUTTON, Laurence Paul, *Modern Iran*, Londres, George Routledge & Sons, 1944 (1941).
- EMEL'JANOV, A.G., *Kazaki na persidskom fronte (1915-1918)*, Moscou, Veche, 2007.
- EMİROĞLU, Kudret (éd.), *Trabzon Vilayeti Salnamesi, 1903 (C. 21)*, Trabzon, Trabzon İli ve İlçeleri Eğitim, Kültür ve Sosyal Yardımlaşma Vakfı, 2008.
- ERTEM, Sadri, *Sovyet Rusya Hatıralarım*, Istanbul, Tarih ve Toplum Kitaplığı, 1989 (1932).
- ESADZE, Boris, *Ocherki Karsskoj oblasti*, Kars, Tipografija Karsskogo oblastnogo pravlenija, 1912.
- Essad Bey, *G.P.U. Die Verschwörung gegen die Welt.*, Berlin, E.C. Ethhofen-Verlag, 1932.
- ET-TERCÜMAN, Ihsan, *Çekirge yılı (Kudüs 1915-1916)*, Istanbul, Klasik Yayınları, 2012.
- FAKHRÂ'Î, Ebrâhîm, *Sardâr-e Djangal*, Téhéran, Sâzemân-e Enteshârât-e Djâvîdân, 1357 (1978)
- FAKHRÂ'Î, Ebrâhîm, *Gilân dar djonbesh-e Mashrutiyat*, Téhéran, 1972.
- FISHER, H.H. (éd.), *Out of my past. The memoirs of Count Kokovtsov*, Stanford, Stanford University Press, 1935.
- FLOERICKE, Kurt, *Heuschrecken und Libellen*, Stuttgart, Kosmos, 1922.
- FORBES, Rosita, *Conflict. Angora to Afghanistan*, Londres-Toronto, Cassell & Co., 1931.
- L.S. Fortescue, « The Western Elburz and Persian Azerbaijan », *The Geographical Journal*, Vol. 63, No. 4, avril 1924, pp. 301-315.
- FRUNZE, Mikhail, *Neizvestnoe i zabytoe. Publitsistika, memuary, dokumenty, pis'ma*, Moscou, Nauka, 1991.
- GABISONIJA, G.N., *K istorii obrazovanija Zakfederatsii*, Tiflis, Zakkniga, 1931.
- GAWROŃSKI, Jan, *Dyplomacyczne wagary*, Varsovie, Instytut Wydawniczy Pax, 1965.
- GENIS, Vladimir (éd.), *Vitse-konsul Vvedenskij. Sluzhba v Persii i Bukharskom khanstve (1906-1920 gg.)*, Moscou, Mysl', 2003.
- GEOUFFRE DE LAPRADELLE, Paul, *La Frontière*, Paris, Les Editions internationales, 1928.
- GÖKGÖL, Mirza, *Doğu-Karadeniz bölgesinde bir araştırma gezisi*, Istanbul, Kenan Basımevi, 1937.
- GRAHAM, J.D., « Cholera in British India in 1929-1930 », *Bulletin de l'Office International d'Hygiène Publique*, Vol. 22, No. 10, Octobre 1930, pp. 1874-1878.
- GURSKIJ, V.N., *Dejstvujushchee zhilishchnoe zakonodatel'stvo*, Moscou, Juridicheskoe Izdatel'stvo Narkomjusta RSFSR, 1924.
- GÜNDAY, A. Faik Hurşit, *Hayat ve hatıralarım, C.1*, Istanbul, Çelikkilt Matbaası, 1960.
- HALE, F., *From Persian Uplands*, Londres, Constable and Company, 1920.
- HAMILTON, Archibald Milne, *Road through Kurdistan. The Narrative of an Engineer in Iraq*, Londres, Faber & Faber Limited, 1958 (édition originale 1937).
- HARRIS, Christopher (éd.), *The Reports of the Last British Consul in Trabzon*, Istanbul, The Isis Press, 2005.
- HARRIS, Walter B., *From Batum to Baghdad*, Edimbourg-Londres, William Blackwood & Sons, 1896.
- HEDÂYATÎ KHÛSHKALÂM, Manuchahr (éd.), *Yâddâshthâ-ye Âhmad Kasmâyi az nahzat-e Djangal*, Rasht, Komite-ye Gil, 1383 (2004).
- HELMERSEN (Von), Comte (éd.), *Beiträge zur Kenntnis des Russischen Reiches und der angrenzenden Länder Asiens, B. 24*, Saint-Pétersbourg, Kaiserliche Akademie der Wissenschaften, 1864.
- HILGER, Gustav, *Wir und der Kreml: Deutsch-Sowjetische Beziehungen 1918-1941. Erinnerungen eines deutschen Diplomaten*, Francfort-sur-le-Rhin, A. Metzner, 1955.
- HOBSON, Asher, *The International Institute of Agriculture : an Historical and Critical Analysis of its Organization, Activities and Policies of Administration*, Berkeley, University of California Press, 1931.
- İhsan Nuri Paşa, *Ağrı Dağı isyanı*, Istanbul, MED, 1992.
- ILIMSKIJ, Dmitrij, « Jarmarki i organizatsija rynka », *Voprosy torgovli*, No. 2, February 1930, pp. 27-33.

- İNÖNÜ, İsmet, *Defterler (1919-1973), C. 1*, İstanbul, YKY, 2001.
- İNÖNÜ, İsmet, *Hatıralar, 1. Kitap*, Bilgi Yayınevi, Ankara, 1985.
- ISCHBOLDIN, Boris, *Die russische Handelspolitik der Gegenwart*, İena, Gustav Fischer, 1930.
- IVANENKO, V.N., *Grazhdanskoe upravlenie Zakavkaz'em ot prisoeдинenija Gruzii do namestnichestva velikogo knjazja Mikhaïla Nikolaeviča : Istoricheskiĭ očerĭk*, Tiflis, 1901.
- IVANYS, Vasyl', *Stezhkamy zhyttja. Spogady, Kn. 1*, Toronto, Peremoha, 1958.
- İYRİBOZ, Nihat, *Pamuk Hastalıkları*, Ankara, Ziraat Vekâleti Neşriyat Müdürlüğü, 1937.
- Iz istorii armjanko-gruzinskiĭkh otnoshenij – 1918 god*, Tiflis, Gosudarstvennaja Tipografija, 1919.
- JUST, K., *Anatolijskaja pečat'*, Tiflis, Izdanie Zakkrajkom RKP, 1922.
- KABACALI, Alpaz (éd.), *Talât paşa'nın anıları*, İstanbul, Kültür Yayınları, 2000.
- K'ADZHAZUNİ, Hovhannes, H.H. *Dashnaks'ut'junë anelik' ch'uni ajlevs*, Tiflis, Martakoch'i gradaran, 1923.
- KALÂNTARÎ BÂGHMİSHEÛ, İbrâhîm, *Rûznâme-ye Khâterât-e Sharaf ed-Dovleh (1324-1327 h.q.)*, Téhéran, Fekr-e Rûz, 1377 (1998-1999).
- KALININ (Colonel), *Spravochnik dejstvujushchikh zakonopolozhenij, tsirkuljarnyĭkh rasporiazhenij i raz'jasnenij otnosiashchikhsia do objazannostei činov Otdel'nogo Korpusa Zhandarmov a takzhe i Tamozhennyĭkh uchrezhdenij, po spetsial'noj sluzhbe na pograničnyĭkh punktakh*, Izmail', Tip. Bernshtejna, 1902.
- KALMYKOW, Andrew D., *Memoirs of a Russian Diplomat. Outposts of the Empire, 1893-1917*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1971.
- KARABEKİR, Kazım, *İstiklâl Harbimiz*, Vol. 2, İstanbul, Yapı Kredi Yayınları, 2014.
- KARABEKİR, Kazım, *İstiklal Harbimizde Enver Paşa ve İttihat Terakki Erkânı*, İstanbul, Tekin Yayınevi, 1990.
- KARTAL, Kinyas, *Erivan'dan Van'a Hatıralarım*, Ankara, Anadolu Basın Birliğı, 1987.
- KASRAVÎ, Ahmad, *Târîkh-e hijdeh sâleh-e Âzerbâyjân*, Téhéran, Amîr Kabîr, 1340 (1961).
- KEFELİ, Yakov, *Anılar (1916-1918)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Yayınları, 2013 (texte original, non édité, de 1955).
- KELENJERİDZE, Ant'on, *Sergo Ordzhonikidze – zhurnalst*, Tbilissi, Merani, 1969.
- KERMÂNÎ, Nâzem, *Târîkh-e bîdârî-e Irânîân*, T. 2, Téhéran, Enteshârât-e Bonyâd-e Farhang-e Irân, 1347-1348 (1968-1969).
- KHOLODKOVSKIĪ, N.A., *Kurs entomologii teoreticheskoj i prikladnoj*, Vol. 2, Moscou, Gosizdatel'stvo, 1929.
- KLIMOVİCH, Ljutsian, *İslam v tsarskoj Rossii. Očerki*, Moscou, Gosudarstvennoe Antireligioznoe Izdatel'stvo, 1936.
- KNAPP, Grace H., *The Tragedy of Bitlis*, New York-Chicago-Londres-Edimbourg, Fleming H. Revell Company, 1919.
- KNIGHT, E.F., *The Awakening of Turkey. A History of the Turkish Revolution*, Londres-Philadelphie, J.B. Lippincott Company-John Milne, 1909.
- Konfrans-e misyûn-e mokhtalat-e Irân o Shuravi barâye dağ-e malakh-e Mughân*, Téhéran, éditeur inconnu, 1325 (1946).
- KORETSKIĪ, A.B., *Torgovyĭ Vostok i SSSR*, Moscou, Prometej, 1925.
- KOTLJAREVSKIĪ, S.A., *Finansovoe pravo SSSR*, Leningrad, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1926.
- KOTLJAREVSKIĪ, S.A., « Pravovaja priroda Zakavkazskikh respublik », *Vestnik suda SSSR i prokuratury verkhuda SSSR*, 1928, No. 4 (13), pp. 17-24.
- Kratkiĭ obzor dejatel'nosti Zakavkazskogo Tsentral'nogo İspolnitel'nogo Komiteta (so dnja obrazovanija po 1 febralja 1925)*, Tiflis, Poligrafrest VSNKh Gruzii, 1925.
- KRYLOV, Sergej, *Bjuzhetnoe pravo SSSR: federal'nye osnovy*, Leningrad, Finansovoe izdatel'stvo NKFS SSSR, 1928.
- KUZMINSKIĪ, Aleksandr, *Vsepoddanejšij otčet o proizvedennoj v 1905 godu po vysočajshemu povelennju senatorom Kuzminskim revizii goroda Baku*, Saint-Pétersbourg, Senatskaja Tipografija, non daté.
- KVNİTADZE, G.I., *Moi vospominanija v gody nezavisimosti Gruzii 1917-1921*, Paris, YMCA Press, 1985.
- LARIN, Jurij, *Chastnyĭ kapital v SSSR*, Moscou, Gosizdatel'stvo, 1927.
- LEBEDEV, P.I., « Leninakanskoe zemletrjasenie 22 oktjabrja 1926 goda », *Izvestija Akademii Nauk SSSR*, Sixième série, Vol. 21, No. 5, 1927, p. 887-912.
- LENİNE, Vladimir, *O Kitae*, Moscou-Leningrad, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1926.
- LENİNE, Vladimir, *Polnoe sobranie sočinenij, Vol. 51*, Moscou, Gospolitizdat, 1965.
- LENİNE, Vladimir, « Russkiĭ tsar' ishchet zashchity ot svoego naroda u Turetskogo sultana », *Proletarij*, No. 7, 27 juin (10 juillet) 1905, in LENİNE, Vladimir, *Sočinenija, T. 7: 1904-1905*, Moscou, Gosizdatel'stvo, 1935, pp. 388-392.

- LEPECKI, Mieczysław B., *Sowiecki Kaukaz. Podróż do Gruzji, Armenji i Azerbejdżanu*, Varsovie, Instytut Wydawniczy "Biblioteka Polska", 1935.
- LESHCHINSKIJ, I.G., *Respubliki i kraja v Sovetskom eksporte*, Moscou-Leningrad, Vneshtorgizdat, 1935.
- LITTEN, Wilhelm, *Khâterât-e Liten, sar konsul-e Âlmân dar Tabriz dar esnây-e jang-e jahâni-ye avval*, trad. Parviz Sadri, Téhéran, 1368 (1989).
- LJUBIMOV, Nikolaj, *Balans vzaimnykh trebovanij Sojuza SSR i derzhav Soglasija*, Moscou, Ekonomicheskaja Zhizn', 1924.
- LOPOUKHIN, Vladimir, *Zapiski byvshego direktora departamenta Ministerstva Inostrannykh Del*, Texte édité et commenté par S.V. Kulikov, Saint-Pétersbourg, Novaja Istorija, 2008.
- LUKE, Harry, *Cities and Men. An Autobiography, Vol. II*, Londres, Geoffrey Bles, 1953.
- LÛSHÂNÎ, Parvîz (éd.), *Khâterât-e siyâsî-e Farrokh*, Téhéran, Amîr Kabîr, 1347 (1968).
- M.A., *Poslednee politicheskoe dvizhenie v Persii po rasskazam Persov-Tegerantsev*, Saint-Pétersbourg, Tipografija "Trud", 1906.
- M.A., *Poslednee politicheskoe dvizhenie v Persii po persidskim gazetam*, Saint-Pétersbourg, Tipografija "Trud", 1907.
- MACDONELL, Ranald, "And Nothing Long..", Londres, Constable & Co, 1938.
- MAILLART, Ella, *Parmi la jeunesse russe. De Moscou au Caucase*, Paris, Fasquelle, 1932.
- MAISKIJ, I., *Vneshnjaja politika R.S.F.S.R. 1917-1922*, Moscou, Krasnaja Nov', 1923.
- MAKKÎ, Hoseyn, *Mokhtasarî az zangadânî-e siyâsî-e Ahmâd Shâh Qâjâr*, Enteshârât-e Mohammad'ali 'Almi, lieu, 1327 (1948).
- MAKKÎ, Hoseyn, *Târikh-e bîst sâle-ye Îrân*, T. 4, Téhéran, pas d'éditeur, 1361 (1982).
- MALYSHEV, Sergej, *Nizhegorodskaja jarmarka 1925 goda (po materialam k dokladu pravitel'stvu)*, Nizhnij-Novgorod, Izdanie jarmarocnogo komiteta, 1925.
- MALYSHEV, Sergej, *Protivnikam Nizhegorodskoj jarmarki*, Izdatel'stvo jarmarkoma, Nizhnij-Novgorod, 1925.
- MANNHEIM, Hermann, « Some Recent Problems in the Law of Extradition », *Transactions of the Grotius Society*, Vol. 21, 1935, pp. 109-125.
- MARÂGHAHÎ, Zayn al'-Abidîn, *Seyâhatnâme-ye Ebrahim Big*, T. 1, Calcutta, Matba'-e Ferdowsî, 1325 (1907).
- MARGOLIUS, A.M., *Mednye Rudy v Artvinskom okruge, Batumskoj oblasti*, Tiflis, Tipografija Kantseljarîi Namestnika E.I.V. na Kavkaze, 1912.
- MARR, Nikolaj, *Batum, Ardagan, Kars. Istoricheskij uzul mezhnatsional'nykh otnoshenij*, Petrograd, pas d'éditeur, 1922.
- MAZNIASHVILI, Giorgi, *Mogonebani*, Tbilissi, Ochop'int're, 2014.
- MEHMETZADE, Mirza Bala, *Milli Azerbaycan Hareketi. Azerbaycan Mûsavat Halk Furkasî Tarihi*, Ankara, Azerbaycan Kùltür Derneği, 1991 (1938).
- MELIK SARKISJAN, S.A., *Muganskaja step'. Estestvenno-istoricheskij i sel'sko-khozjajstvennyj ocherk*, Saint-Pétersbourg, Izdanie otdela zemel'nykh uluchshenij, 1897.
- METELEV, A., « Fevral' v Karse », *Proletarskaja Revoljutsija*, No. 1 (13), 1923, pp. 227-234.
- MILLSPAUGH, Arthur C., *The American Task in Persia*, New York-Londres, The Century Company, 1925.
- MINORSKIJ, Vladimir, « Dvizhenie persidskikh rabochikh na promysly v Zakavkaz'e », *Sbornik konsul'skikh donesenij*, Vyp. 3, 1905, pp. 204-211.
- MJASNIKOV, Aleksandr, *O Zakavkazskoj Federatsii*, Tiflis, Zakkniga, 1930.
- MOAZZAMI, Abdollah, *Essai sur la condition des étrangers en Iran*, Paris, Sirey, 1937.
- MOSTOFI Abdollah, *The Administrative and Social History of the Qajar Period, Volume II*, Costa Mesa, Mazda Publishers, 1997.
- MO'TAMADÎ, Rahmatollah (Mo'tamad ol-Vezâre), *Marzhâ-ye Irân va Turkiye. Sharh-e gozâreshât va vaqâ'i'-e yumiye-ye komisjûnhâ-ye tahdîd-e hodûd-e Irân va Turkiye dar sâlhâ-ye 1309 va 1312*, Téhéran, Shirâze, 1390 (2011).
- MOURIER, J., *Batoum et le bassin du Tchouk*, Paris, Ernest Leroux, 1887.
- MR'AVJAN, Ask'anaz, *Hodvatsner jev tchar'er 1913-1929*, Erevan, Hajpethrat, 1961.
- MUSABEKOV, Qəzənfər, *Izbrannye stat'i i rechi. T. 1 (1920-1927)*, Bakou, Izdatel'stvo Akademii Nauk ASSR, 1960.
- NAVAÏ, Hossein, *Les relations économiques irano-russes*, Paris, Domat-Montchrestien, 1935.
- NIKITINE, Basile, *La Perse que j'ai connue, 1909-1919*, Paris, 1941. Mémoires dactylographiés inédits conservés à la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (BULAC) à Paris.
- NOEL, E.M., *Diary of Major E.M. Noel on Special Duty in Kurdistan*, Basrah, Superintendent Government Press, 1919.
- NOGALES, Rafael (de), *Five Years Beneath the Crescent*, New York-Londres, Charles Scribner's Sons, 1926.
- NUR, Rıza, *Hayat ve hatıratım, 3: Atatürk kavgası*, Istanbul, İşaret Yayınları, 1992.

- NUSRET, Mehmet, *Erzurum Tarihçesi*, Ankara, Serisi, 2011.
- O meroprijatijakh po realizatsii postanovlenija TsK VKP(b) ot 31 oktjabrja 1931 g. Postanovlenie ZKK VKP(b) ot 10 dekabrja 1931 g.*, Tiflis, Zakkniga, 1931.
- ORAKHELASHVILI, Mamia, *Amierkavkasiis federatsiis 10 ts'eli*, Tiflis, Sakhelgami, 1932.
- Organizatsija i dejatel'nost' sovetko-persidskikh smeshannykh obshchestv*, Bakou, NKVT SSSR-Torgpredstvo v Persii, 1925.
- Osmanlı Mebusan Meclisi Reisi Halil Mentеше'nin anıları*, Istanbul, Hürriyet Vakfı Yayınları, 1986.
- ÖKSÜZ, Hikmet, USTA, Veysel (éd.), *Mustafa Reşit Tarakçıoğlu Hayatı, Hatıratı ve Trabzon'un Yakın Tarihi*, Trabzon, Serander, 2008.
- ÖLÇEN, Mehmet Arif, *Vetluga Memoirs. A Turkish Prisoner of War in Russia, 1916-1918*, Gainesville, University Press of Florida, 1995.
- ÖNAL, Sami (éd.), *Sarıkaş'ın Esarete (1915-1920) Tuğgeneral Ziya Yergök'ün Anıları*, Istanbul, Remzi Kitabevi, 2005.
- ÖZTÜRK, Saygı (éd.), *İsmet Paşa'nın Kürt Raporu*, Istanbul, Doğan Kitap, 2012 (2007).
- PAL'GUNOV, N.G., *Tridtsat' let (Vospominanija zhurnalista i diplomata)*, Moscou, Izdatel'stvo politicheskoy literatury, 1964.
- PARSAMJAN, Vardan A., *Leninê jev Andrkovkasjan Federatsian (Lenini mahvan 11-rd jev Andrfederatsiaji 13-rd taredartsi ar't'iv)*, Erevan, A.H., 1935.
- PASCAL, Pierre, *Mon journal de Russie 1918-1921*, T. 2, Paris, L'Age d'Homme, 1977.
- PAUSTOVSKIJ, Konstantin, *Povest' o zhizni*, Moscou, Gosizdatel'stvo khudozhestvennoj literatury, 1962.
- PAVLOVICH, Mikhail, *R.S.F.S.R. v imperialisticheskom okruzenii. Japonskij imperializm na Dal'nem Vostoke*, Moscou, Krasnaja Nov', 1923.
- PETROV, G.M. (éd.), *Iz Tegeranskogo dnevnika polkovnika V.A. Kosogovskogo*, Moscou, Izdatel'stvo Vostochnoj Literatury, 1960.
- Pjat' let Zakavkazsko-Vostochnoj Torgovoj Palaty*, Tiflis, Zakavkazsko-Vostochnaja Torgovaja Palata, 1930.
- POIDEBARD, Antoine, *Voyage au carrefour des routes de Perse*, Paris, Georges Crès & Cie., 1923.
- POLIVANOV, A.A., *Iz dnevnikov i vospominanij po dolzhnosti Voennogo Ministra i ego pomoshchnika 1906-1917 gg.*, T. 1, Moscou, Vysshij Voennyj Redaktsionnyj Sovet, 1924.
- Polozhenie o bjudzhetnykh pravakh ZSFSR i vkhodjashchikh v ee sostav Respublik*, Tiflis, Izdanie ZakTsIK'a, 1925.
- POTTO, Vasilij, *Karsskie torzhestva v 1910 godu i chetyre shturma Karsa*, Tiflis, Izdatel'stvo Voennostoricheskogo otdela Shtaba Kavkazskogo Voennogo Okruga, 1911.
- Pravdan Andrkovkasi masin*, Erevan, Kushrat, 1934.
- PREDTECHENSKIJ, S., *Godichnyj tsikl pustynnoj saranchi, ee migratsija i periodichnost' v Persii i sopredel'nykh stranakh tropichskoj i subtropichskoj Azii*, Leningrad, Narkomzem SSSR-VASKhNIL-Institut zashchity rastenij, 1935.
- PREDTECHENSKIJ, S., «Pustynnaja sarancha v Persii (Schistocerca gregaria Forsk)», *Sbornik Vsesojuznogo Instituta zashchity rastenij*, No. 4, Leningrad, VIZR, 1932, pp. 72-76.
- PREDTECHENSKIJ, S., «Materialy po izucheniju pustynnoj saranchi v Srednej Azii i Zakavkaz'e v 1929-1930 gg.», *Trudy po zashchite rastenij*, Vol. 11, 1935, pp. 1-91.
- PRICE, Morgan Philips, *War and Revolution in Asiatic Russia*, Londres, Allen & Unwin, 1918.
- PRICE, Morgan Philips, ROSE Tania (éd.), *Dispatches from the Revolution. Russia, 1916-1918*, Londres-Chicago, Pluto Press, 1997.
- Protokoly pervoj i vtoroj razgranichitel'nykh komissij po ustanovleniu granitsy mezhdru Rossiej i Turtsiej v Maloj Azii 1879-1881 g.g. i Protokoly Russko-Turetskoj smeshannoj komissii 1908 g po vosstanovleniu pogranychnykh znakov*, Tiflis, Izdanie Shtaba Kavkazskogo Voennogo Okruga, 1913.
- QUARONI, Pietro, *Ricordi di un ambasciatore*, Milan, Garzanti, 1954.
- RAEVSKIJ, A., *Anglijskaja interventsija i musavatskoe pravitel'stvo. Iz istorii interventsii i kontr-revoljutsii v Zakavkaz'e*, Bakou, Istpartotdel TsK i BK AKP, 1927.
- RAVICH, Nikolaj, *Vojna bez fronta*, Moscou, Sovetskaja Rossija, 1968.
- RAWLINSON, Alfred, *Adventures in the Near East, 1918-1922*, Londres-New York, Andrew Melrose, 1923.
- REDIGER, Aleksandr, *Istorija moej zhizni. Vospominanija voennogo ministra*, T. 2, Moscou, Kanon-Press-Ts/Kuchkovo Pole, 1999.
- REJKHEL', Mikhail, *Sovetskij federalizm. Sbornik*, Moscou, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1930.
- RƏSULZADƏ, Məhəmməd, *Azərbaycan Cümhuriyyəti*, Bakou, Elm, 1990 (1923).
- RƏSULZADƏ, Məhəmməd, *Stalinlə ixtilal xatirələri*, Bakou, Elm, 1991.

- RODIONOV, Zakhar, *Vrediteli khlopchatnika v Persii*, Moscou, Biblioteka Khlopkovogo Dela, 1928.
- ROHRBACH, Paul, *Der Krieg und die deutsche Politik*, Dresde, Verlag "Das Grössere Deutschland", 1915.
- ROSS, Colin, *Der Weg nach Osten. Reise durch Russland, Ukraine, Transkaukasien, Persien, Buchara und Turkestan*, Leipzig, F.A. Brockhaus, 1924.
- SASANÎ, Han Melik, *Payitahtın Son Yıllarında Bir Sefir*, Istanbul, Klasik, 2006 (1966 pour l'édition originale persane).
- SASUNI, Karo, *T'rk'ahajastanë A. Ashkharhamarti ent'ats'kin (1914-1918)*, Beyrouth, 1966.
- SELÇUK, Sadi, *Esaretin Acı Hatıraları ve 37. Kafkas Tümeni Trabzon Düşmandan İstirdadı*, Konya, Ülkü Matbaası, 1955.
- SEMENOV, L.P. (dir.), *Ocherk bor'by s sarancheju v Azerbajdzhanë i kampanija bor'by 1921-1922 g.*, Bakou, Narkomvudél ASSR, 1922.
- SEREDONIN, Sergej, *Komitet ministrov v pervye vosem' let tsarstvovanija gosudarja imperatora Nikolaja Aleksandrovicha (1894 g. 21 oktjabrja – 1902 g. 8 sentjabrja)*, Saint-Pétersbourg, Izdatel'stvo Kantseljarii Komiteta Ministrov, 1902.
- SEROV, Vladimir, *Spravochnik Bakinskij jarmarki. 1924 god*, Bakou, Izdanie Bakjarmarkoma, 1924.
- SHIROKOGOROV, I.I., *Chuma*, Bakou, Narkomzdrav, 1933.
- SHKLOVSKIJ, Viktor, *Sentimental'noe puteshestvie*, Moscou, Novosti, 1990.
- SHREJDER, Mikhail, *NKVD iznutri. Zapiski chekista*, Moscou, Vozvrashchenie, 1995.
- SINCLAIR, Ronald (Reginald Teague-Jones), *Adventures in Persia. To India by the Back Door*, H.F. & G. Witherby LTD, Londres, 1988.
- Sistematicheskoe sobranie zakonov ZSFSR, dejstvujushchikh na 1 maja 1929 g.*, Tiflis, Informotdel Upravdelami SNK i VES ZSFSR, 1929.
- Sistematicheskoe sobranie zakonov ZSFSR, dejstvujushchikh na 1 sentjabrja 1929 g.*, Tiflis, Informotdel Upravdelami SNK i VES ZSFSR, 1929.
- SKRJABIN, Konstantin, *Moja zhizn' v nauke*, Moscou, Gospolitizdat, 1969.
- SMIRNOV, V., *Statisticheskij spravochnik po Azerbajdzhanu na 1926 god*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Tsentral'noe Statisticheskoe Upravlenie, 1927.
- SMITH, Herbert *et alii*, *Russia: The Official Report of the British Trades Union Delegation to Russia and Caucasia, Nov. And Dec. 1924*, Londres, Trades Union Congress, General Council, 1925.
- SOBOLEV, M.S. (dir.), *Ekonomika i politika vneshnej trgovli*, Moscou, Izdatel'stvo Narkomtorga SSSR i RSFSR, 1928.
- Sobranie ukazanij i rasporyazhenij Raboche-Krest'janskogo pravitel'stva ZSFSR*.
- SOKOL'SKIJ, N., *Ocherki sovremennoj Turtsii*, Tiflis, Izdatel'stvo Zakkrajcoma VKP(b), 1923.
- SOUBBOTITCH, Ivan V., *Effets de la dissolution de l'Autriche-Hongrie sur la nationalité de ses ressortissants*, Paris, Rousseau & Cie., 1926.
- SÖYLEMEZOĞLU, Galip Kemal, *Hariciye Hizmetinde Otuz Sene 1892-1922*, Istanbul, Şaka Matbaası, 1950.
- SPYRANTI, Andrea, *Trapezous kai i moni Soumela tou Pontou. Anamniseis apo ta khronia 1910-1922*, Thessalonique, Ekdotikos Oikos Adelfoi Kyriakidi, 1991.
- SUDEJKINA, Vera, *Dnevnik. Petrograd, Krym, Tiflis, 1917-1919*, Moscou, Russkij Put', 2006.
- ŞEMO, Ereb, *Şivanê Kurd*, Paris, Institut kurde de Paris, 1989.
- ŞENSÖZEN, Vasfi, *I. Dünya Savaşı Yılları Kafkas Cephesi Anıları*, Istanbul, Okuyan Us, 2013.
- TAFRISHÎ, Madjîd, *Dû sâl-e ravâbit-e mehremâne-e Ahmad Shâh va sefârat-e Shûravî. Yâddâshthâ-ye Rezâ Haravî Basîr od-Dovleh*, Téhéran, Nashr-e Târikh-e Irân, 1372 (1993).
- TAHSIN PAŞA, *Abdülhamit Yıldız Hatıraları*, Ankara, Imge Kitabevi, 2008 (1931).
- Taşnak-Hoybun*, Ankara, Türk Ocakları Matbaası, 1931.
- TATISHCHEV, A.A., *Zemli i ljudi. V gushche pereselencheskogo dvizhenija (1906-1921)*, Moscou, Russkij Put', 2001.
- T.B.M.M. Gizli Celse Zabırları*. https://www.tbmm.gov.tr/develop/owa/tutanak_dergisi_pdfiler.meclis_donemleri?v_meclisdonem=0
- TELLIBEYZADE, Hacı Faruk Efendi, *Erzurum'un kara günleri*, Istanbul, Dergâh, 2014.
- TENGİRŞEK, Yusuf Kemal, *Vatan Hizmetinde*, Istanbul, Bahar Matbaası, 1967.
- TER GABRIELJAN, Sahak, *Hodvatsner, tchare'r, p'astat'ght'er*, Erevan, Hajastan, 1979.
- The Foreign Office List and Diplomatic and Consular Year Book*, Londres, Foreign Office, 1920.
- THEOPHYLAKTOS, Theophylaktos K., *Gyro stèn Asvestè floga. Viografikes Anamneseis. Agónes gia tèn anexartèsia tou Pontou*, Thessalonique, Ekdotikos Oikos Adelfôn Kuriakidè, 1997 (fac simile de l'édition de 1958).
- TIGRANOV, L.F., *Iz obshchestvenno-politicheskikh otnoshenij v Persii*, Saint-Pétersbourg, Jakor', 1909.

- TİPİ, Şeref, *Pışıbba (1860-1926)*, Istanbul, Remzi Kitabevi, 2005.
- T'ORLAK'JAN, Misak', *Ôrerus het*, Beyrouth, G. Hratarakut'jun, 2001.
- TOROYAN, Hayg Toroyan, ESSAYAN, Zabel, *L'Agonie d'un peuple*, Paris, Classiques Garnier, 2013.
- Tria (Vlass Mgeladze, « Le Caucase et la révolution persane », *Revue du monde musulman*, Vol. 13, 1911, pp. 324-333.
- TRINCHIERI, Giulio, *Secondo Contributo alla bibliografia delle cavallette*, Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, 1933.
- Trudy pervogo s'ezda Narkomzemov ZSFSR v gorode Tiflis, 30 marta-5 aprelja 1924 (Stenograficheskiy otchet)*, Tiflis, Izdanie Narkomzema Gruzii, 1924.
- TSERETELLI, Irakly, *Séparation de la Transcaucasie et de la Russie et indépendance de la Géorgie. Discours prononcés à la Diète Transcaucasienne par Irakly Tsérételli*, Paris, Imprimerie Chaix, 1919.
- TSKHAKAJA, Mikha, *Gruzija i Armenija pod pjatoj imperialistov*, Tiflis, Sovetskij Kavkaz, 1925.
- TSKHAKAJA, Mikha, *Izbrannye proizvedenija*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1987.
- TUĞAÇ, Husamettin, *Bir Neslin Dramı*, Istanbul, Çağdaş Yayınları, 1975.
- TUMANJAN, Mikael, *Diplomaticeskaja istorija Respubliki Armenii 1918-1920*, Erevan, Natsional'nyj Arkhiv Armenii- Institut Istorii NAN RA, 2012.
- Türkiye Büyük Millet Meclisi Zabıt Ceridesi*.
- URAN, Hilmi, *Meşrutiyet, tek parti, çok parti hatıralarım, 1908-1950*, Istanbul, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2008.
- US, Asım, *Hatıra notları*, Istanbul, Kitabevi, 2012.
- USSHER, Clarence, « Sovietizing Armenia », *The Armenian Review*, Vol. XV, No. 2 (58), Juillet 1962, pp. 3-10.
- UVAROV, Boris, « A revision of the genus *Locusta*, L. (= *Pachytylus*, Fieb.), with a new theory as to the periodicity and migrations of locusts », *Bulletin of Entomological Research*, Vol. 12, 1921, pp. 135-163.
- VALENTINOV, N. (VOL'SKIJ, N.), *Novaja ekonomicheskaja politika i krizis partii posle smerti Lenina*, Moscou, Sovremennik, 1991.
- VARLEZ, Louis, « Les migrations internationales et leur réglementation », *Collected Courses of the Hague Academy of International Law*, Vol. 20, Leyde-Boston, Brill-Nijhoff, 1927, pp. 165-348.
- VALENTINOV, Nikolaj, *Novaja ekonomicheskaja politika i krizis partii posle smerti Lenina*, Stanford, Hoover Institution Press, 1971.
- VEJDENBAUM, E.G., *Kavkazskie etjudy*, Tiflis, Tipografija M. Martirosjants, 1901.
- VESHAPELI, G., *Turetskaja Gruzija. Lazistan, Trapezund i Chorokhskij kraj*, Moscou, Tipografija Kilenovskij i K°, 1916.
- VILLARI, Luigi, *Fire and Sword in the Caucasus*, Londres-New York, T. Fisher Unwin-James Pott & Co., 1906.
- VITA-FINZI, Paolo, *Diario Caucasico*, Milan-Naples, Riccardo Ricciardi, 1975.
- VIOLLIS, Andrée, *Seule en Russie, dela Baltique à la Caspienne*, Paris, Gallimard, 1927.
- VON BLÜCHER, Wipert, *Zeitenwende in Iran. Erlebnisse und Beobachtungen*, Biberach an der Riss, Koehler & Voigtländer, 1949.
- VORONTSOV-DASHKOV, Illarion, *Vsepoddanejšij otchet za pjatiletie upravljenija Kavkazom*, Saint-Pétersbourg, Gosudarstvennaja Tipografija, 1910.
- VRATS'JAN, Simon, *Hajastani hanrapetut'jun*, Erevan, Hajastan, 1998.
- Vsja Moskva. Adresnaja i spravocnaja kniga na 1927 god, II. Otdel: Obschესpravocnyj*, Moscou, Izdatel'stvo Moskovskogo Kommunal'nogo Khozjajstva, 1927.
- WHIGHAM, H.J., *The Persian Problem. An Examination of the Rival Positions of Russia and Great Britain in Persia with some Account of the Persian Gulf and the Bagdad Railway*, Londres, Isbister & Co., 1903.
- WILL, Allen S., *World-Crisis in China, 1900*, Baltimore-New York, John Murphy Company, 1900.
- WILSON, Arnold Talbot, *Persia*, Londres, E.Benn Ltd., 1932.
- WITTE, Sergei, *The Memoirs of Count Witte*, traduction et édition de Sidney Harcave, Armonk-Londres, M.E. Sharpe, 1990.
- WRATISLAW, A.C., *A Consul in the East*, Edimbourg-Londres, William Blackwood & Sons, 1924.
- XALID SƏID, *Yeni əlifba yollarında əski xətirə və duyğularım*, Bakou, Yeni Əlifba Komitəsi, 1929.
- YAGANEĞI, Esfandiar Bahram, *Recent Financial and Monetary History of Persia*, New York, Columbia University, 1934.
- ZAGORSKY, Simon, *Où va la Russie? (Vers le Socialisme ou vers le Capitalisme?)*, Paris, Imprimerie du Petit Journal, 1928.
- Zakkrajkom (APPO), *ZSFSR na novom etape: Materialy dlja dokladchikov po itogam nojabr. plenuma Zakkrajkoma VKP(b) i direktive TsK VKP(b) o dal'nejshej rabote Zakkrajkoma*, Tiflis, Zakkniga, 1929.
- ZARUDNYJ, Nikolaj, *Ekskursija po Vostochnoj Persii*, Saint-Pétersbourg, Tipografija Imperatorskoj Akademii Nauk, 1901.

ZAVRIEV, David, *Vostochnaja Anatolija. Ekonomicheskie ocherki*, Tiflis, Zakavkazskaja Torgovaja Palata, 1936.

ZAVRIEV, David, *K novejshej istorii severo-vostochnykh vilajetov Turtsii*, Tbilissi, Izdanie Tbilisskogo Gosudarstvennogo Universiteta imeni Stalina, 1947.

ZAVRIEV, David, *Vneshnjaja trgovlja Persii za gody krizisa*, Tiflis, Zakavkazskaja Torgovaja Palata, 1934.

ZAVRIEV, David, *Vostochnaja Anatolija. Ekonomicheskie ocherki*, Tiflis, Zakavkazskaja Torgovaja Palata, 1936.

ZEKI, Muvahhit, *Artvin vilayeti hakkında malumat-ı umumiye*, Istanbul, Şirket-i Müretibbiye Matbaası, 1927.

ZHIRMUNSKIJ, M.M., RABINOVICH, F.Ja., *Organizatsija i tekhnika Sovetskogo eksporta*, Moscou-Leningrad, Vneshtorgizdat, 1935.

ZHUKOVSKIJ, P.M., *Zemledel'českaja Turtsija (Aziatskaja chast' – Anatolija)*, Moscou-Leningrad, Gosizdatel'stvo Kolkhoznoj i Sovkhoznoj Literatury, 1933.

f) Périodiques.

Bakinskij Rabochij (Bakou).

Bol'shevik Zakavkaz'ja (Tiflis).

Bulletin du bureau des renseignements agricoles et des maladies des plantes (Rome).

Cumhuriyet (Istanbul).

Droshak (Tiflis-Roumanie-Paris).

Gruzinskaja Pravda (Tiflis).

Izvestija Zakavkazskogo Kraevogo Komiteta VKP(b) (Tiflis).

Journal de Genève (Genève).

Kaspij (Bakou).

Kavkaz (Tiflis).

Khorhrdajin Hajastan (Erevan).

Kommunist (Bakou).

Krasnyj Baku (Bakou).

La Civiltà Cattolica (Rome).

Martakoch (Tiflis).

Mshak (Tiflis).

Österreichische Monatsschrift für den Orient (Vienne).

Sakartvelo (Tiflis).

Sakhalkho Purtseli (Tiflis).

Samshoblo (Tiflis).

Sotsialisticheskoe khozjajstvo Zakavkaz'ja (Tiflis).

Sovetskaja Adzharija (Batoumi).

Sovetskie Subtropiki (Soukhoumi, puis Moscou).

Şark-i Rus (Tiflis).

The Times (Londres).

Trudovoj Batum (Batoumi).

Vozrozhdenie (Paris).

Zashchita rastenij ot vreditelej (Leningrad).

Zarja Vostoka (Tiflis).

g) Dictionnaires, références.

BASKHANOV, Mikhail, *Russkie voennye vostokovedy do 1917 goda. Bibliograficheskij slovar'*, Moscou, Izdatel'stvo 'Vostochnaja Literatura' RAN, 2005.

BIRCH, Dinah, HOOPER, Katy, *Oxford Concise Companion to English Literature*, Oxford, Oxford University Press, 2012 (1^{ère} édition : 1990).

DOWLING, Timothy C. (éd.), *Russia at War. From the Mongol Conquest to Afghanistan, Chechnya, and Beyond*, Santa Barbara, ABC-Clio, 2015.

DUNAEVSKIJ, V.A., *Mezhdunarodnoe znachenie russkoj revoljutsii 1905-1907 godov*, Moscou, Gosudarstvennaja biblioteka SSSR im. Lenina, 1959.

KOTOK, V.F. (éd.), *Sovetskoe gosudarstvennoe pravo. Bibliografija 1917-1957*, Moscou, Gosjurisizdat, 1958.

MAILJAN, Viktor, *Annotirovannaja bibliografija istorii kommunisticheskikh organizatsij Zakavkaz'ja (s 80-kh gg. XIX v. po 1921 g.)*, Erevan, Izdatel'stvo Akademii Nauk Armjanskij SSR, 1977.

MANUKJAN, Saribek, *Andrkovkasi yeghbajrakan zhoghovurdneri grakanut'janě nvirvats ts'uts'ahandes*, Erevan, HAAR' GA hratarakch'ut'jun, 1951.

MIKABERIDZE, Alexander (dir.), *Atrocities, Massacres, and War Crimes. An Encyclopedia*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2013.

SVERCHEVSKAJA, A.K., CHERMAN, T.P., *Bibliografija Turtsii (1713-1917)*, Moscou, Izdatel'stvo Vostochnoj Literatury, 1961.

TÜRKYILMAZ, Selçuk, «Şark-i Rus Gazetesi'nin İzahlı Makaleler Bibliyografiası», *Türk Dili ve Edebiyatı Araştırmaları Dergisi*, No. 18, janvier-juin 2010, pp. 123-254.

h) Littérature secondaire.

- Anonyme, «Trebizond and the Persian Transit Trade », *Royal Central Asian Journal*, Vol. XXXI, 1944, pp. 289-301.
- ABABAY, Feridun, *Çıldır tarihi*, Ankara, pas d'éditeur, 1987.
- ABAD, Reynald, *Le grand marché. L'approvisionnement alimentaire de Paris sous l'Ancien Régime*, Paris, Fayard, 2002.
- ABDOULLAEV, Kamol, « Central Asian Emigres in Afghanistan: First Wave, 1920-1931 », *Central Asian Monitor*, No. 4, 1994, pp. 28-32 et No. 5, 1994, pp. 16-27.
- ABDULLAEV, Jashar, *Astrabad i russko-iranskije otnoshenija (vtoraja polovina XIX-nachalo XX v.)*, Tachkent, Fan, 1975.
- ABDULLAEV, Jashar, *ZSFSR v razvitiu sovetsko-iranskikh otnoshenij (1922-1928 gg.)*, Bakou, AN ASSR-Institut Vostokovedenija, 1986.
- ABÉLÈS, Marc, *Le lieu du pouvoir*, Paris, Société d'ethnographie, 1983.
- ABIVARDI, Cyrus, *Iranian Entomology, 2: Applied Entomology*, Berlin-Heidelberg-New York, Springer, 2001.
- ABRAHAMIAN, Ervand, *Iran Between Two Revolutions*, Princeton, Princeton University Press, 1982.
- ABRAHAMIAN, Ervand, « Oriental Despotism. The Case of Qajar Iran », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 5, No. 1, janvier 1974, pp. 3-31.
- ACAR, Ahmet, *Tarihte Hamşioğulları*, Ankara, Turizm Geliştirme Vakfı, 1995.
- ACKERKNECHT, Erwin H., « Anticontagionism between 1821 and 1867. The Fielding H. Garrison Lecture », *International Journal of Epidemiology*, No. 38, 2009, pp. 7-21.
- ADAM, Volker, *Russlandmuslime in Istanbul am Vorabend des Ersten Weltkrieges. Die Berichterstattung osmanischer Periodika über Russland und Zentralasien*, Francfort, Peter Lang, 2002.
- ADANIR, Fikret, BONWETSCH, Bernd (dir.), *Osmanismus, Nationalismus und der Kaukasus. Muslime und Christen, Türken und Armenier im 19. und 20. Jahrhundert*, Wiesbaden, Reichert Verlag, 2005.
- ADELMAN, Jeremy, ARON, Stephen, « From Borderlands to Borders. Empires, Nation-States, and the Peoples in between in North American History », *The American Historical Review*, Vol. 104, No. 3, Juin 1999, pp. 814-841.
- ADELGRUBER, Paulus, COHEN, Laurie, KUZMANY, Börries, *Getrennt doch verbunden. Grenzstädte zwischen Österreich und Russland 1772-1918*, Vienne-Cologne-Weimar, Böhlau Verlag, 2011.
- ADJEMIAN, Boris, KEVORKIAN, Raymond, « Témoignages de rescapés et connaissance du génocide de 1915-1916 », *Etudes arméniennes contemporaines*, No. 5, 2015, pp. 79-111.
- AFANASYAN, Serge, *L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie de l'indépendance à l'instauration du pouvoir soviétique, 1917-1923*, Paris, L'Harmattan, 1981.
- AFARY, Janet, « Peasant Rebellions of the Caspian Region during the Iranian Constitutional Revolution, 1906-1909 », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 23, No. 2, mai 1991, pp. 137-161.
- AFARY, Janet, « The Contentious Historiography of the Gilan Republic in Iran: Critical Exploration », *Iranian Studies*, Vol. 28, No. 1/2, Hiver-printemps 1995, pp. 3-24.
- AFARY, Janet, *The Iranian Constitutional Revolution, 1906-1911. Grassroots Democracy, Social Democracy & the Origins of Feminism*, New York, Columbia University Press, 1996.
- AGADZHANOV, S.G., *Natsional'nye okrainy Rossijskoj imperii. Stanovlenie i razvitie sistemy upravlenija*, Moscou, Slavjanskij dialog, 1997.
- AGAEV, S.L., *Iran. Vneshnjaja politika i problemy nezavisimosti 1925-1941*, Moscou, Nauka, 1971.
- AGAJAN, Ts. P., *Vekovaja družba narodov Zakavkaz'ja, Ch. 2*, Erevan, Ajastan, 1972.
- AGAMALIEVA, N. (dir.), *Azerbajdzhanskaja demokratičeskaja respublika (1918-1920)*, Bakou, Elm, 1998.
- AGAMBEN, Giorgio, *Stato di eccezione*, Turin, Bollati Boringhieri, 2003.
- AGHAIE, Kamran Scot, MARASHI, Afshin (dir.), *Rethinking Iranian Nationalism and Modernity*, Austin, University of Texas Press, 2014.
- ÂGHÂZÂDE, Dja'far, BAYÂT, Mas'ûd, « Tab'îd-e Eqbâl os-Saltane Mâkûyî dar djang-e avval », *Gandjine-ye asnâd*, No. 76, hiver 1388 (2009-2010), pp. 7-26.
- AGNEW, John, « The territorial trap. The geographical assumptions of international relations theory », *Review of International Political Economy*, Vol. 1, No. 1, printemps 1994, pp. 53-80.
- AGOSTON, Gabor, « A Flexible Empire : Authority and Its Limits on the Ottoman Frontiers », *International Journal of Turkish Studies*, Vol. 9, No. 1-2, été 2003, pp. 15-31.

- AĞAEV, Mehman, *Kurtuluş savaşı yıllarında Türkiye-Azerbaycan ilişkileri*, İstanbul, IQ Kültür Sanat Yayıncılık, 2008.
- AHMAD, Feroz, *From Empire to Republic. Essays on the Late Ottoman Empire and Modern Turkey, Vol. 2*, İstanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2008
- AHMAD, Feroz, *The Making of Modern Turkey*, Londres-New York, Routledge, 1993.
- AHMAD, Imtiaz, «The Shia-Sunni Dispute in Lucknow, 1905-1980», in Milton Israel, N.K. Wagle (dir.), *Islamic Society and Culture: Essays in Honour of Professor Aziz Ahmad*, New Delhi, Manohar, 1983, pp. 335-350.
- ÂHMADÎ, Mahdî, «Âsnâd az Îrânîân-e Shimâl-e Qafqâz dar ârshîv-e kitâbkhâne-ye madjlis-e shûrâvî-e Eslâmî», *Piyâm-e Bahârestân*, Vol. 2, No. 7, printemps 1389 (2010), pp. 335-342.
- AJZENBERG, I., *Valjutnaja sistema SSSR*, Moscou, Izdatel'stvo Sotsial'no-Ekonomicheskoy Literatury, 1962.
- AKARCA, Halit Dündar, «İşgal döneminde Trabzon'da Rus Politikaları (1916-1918)», *Uluslararası Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 7, Automne 2009, pp. 141-152.
- AKBAL, İsmail, «Millî mücadele yıllarında muhalif ve bolşevizm karşıtı bir vali – Kapancızâde Hamit Bey», *Ankara Üniversitesi Dil ve Tarih-Coğrafya Fakültesi Tarih Bölümü Tarih Araştırmaları Dergisi*, Vol. 29, No. 48, 2010, pp. 1-28.
- AKÇAM, Taner, *The Young Turks' Crime Against Humanity. The Armenian Genocide and the Ethnic Cleansing in the Ottoman Empire*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2012.
- AKÇAM, Taner, KURT, Ümit, *Kanunların Ruhü. Emval-i Metruke Kanunlarında Soykırım İzini Sürmek*, İstanbul, İletişim, 2012.
- AKHAVI, Shahrough, *Religion and Politics in Contemporary Iran*, Albany, State University of New York, 1980.
- AKHMEDANOV, Guljam, *Sovetskaja istoriografija prisoedinenija Srednej Azii k Rossii*, Tachkent, Fan, 1989.
- AKHVLEDIANI, Kharit'on, *1905-1907 ts'lebshi revolutsiis gamodzlekhili Ach'arashi*, Batoumi, Sabch'ota Ach'ara, 1987.
- AKHVLEDIANI, Kharit'on, *Sabch'ota khelisuplebis damqareba Ach'arashi, 1917-1921 ts'.ts'.*, Batoumi, Sabch'ota Ach'ara, 1971.
- AKOPJAN, A.M., EL'CHIBEKJAN, A.M., *Ocherki po istorii Sovetskoy Armenii, Vypusk Pervyy*, Erevan, Armgiz, 1955.
- AKOPJAN, Stepan, *Zapadnaja Armenija v planakh imperialisticheskikh derzhav*, Erevan, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSR, 1967.
- AKSAKAL, Mustafa, *The Ottoman Road to War in 1914*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2008.
- AKSAMAZ, Ali İhsan, *Doğu Karadeniz'de resmî ideolojiler kuşatması*, İstanbul, Sorun Yayınları, 2003.
- AKÜNAL, Dündar, «Belge ve Resimlerle Dr. İbrahim Tali Öngören», *Tarih ve Toplum*, 40 (1987), pp. 22-25.
- AKYÜZ ORAT, Jülide, ARSLAN Nebahat Oran, TANRIVERDİ, Mustafa, *Osmanlı'dan Cumhuriyet'e Kafkas göçleri (1828-1943)*, Kars, Kafkas Üniversitesi, 2011.
- ALAKOM, Rohat, *Çokkültürlülük ışığında Kars Kürtleri*, İstanbul, Avesta Yayınları, 2009.
- ALAKOM, Rohat, *Kağızman Kars'ın Tadı Tuzu*, Kağızman, Kağızman Belediyesi Yayınları, 2012.
- ALAKOM, Rohat, *Xoybûn Örgütü ve Ağrı Ayaklanması*, İstanbul, Avesta, 2011 (1998).
- ALAVI, Seema, «'Fugitive Mullahs and Outlawed Fanatics': Indian Muslims in Nineteenth-Century Trans-Atlantic Imperial Rivalries», *Modern Asian Studies*, Vol. 45, No. 6, novembre 2011, pp. 1337-1382.
- ALBAYRAK, Hüseyin, *Tarih içinde Trabzon valileri 1461-2007*, Trabzon, Trabzon Valiliği İl Kültür ve Turizm Müdürlüğü Yayınları, 2008.
- ALDECOA, Francisco, Michael Keating (dir.), *Paradiplomacy in Action. The Foreign Relations of Subnational Governments*, Londres-Portland, Frank Cass, 1999.
- ALEK'SANJAN, Karine, «Aleksandropoli gavar'ê t'urk'akan r'azmakalman zhamanakashrjanum», *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 2, 2009, pp. 123-143.
- ALEXANDER, Martin S. (dir.), *Knowing Your Friends. Intelligence Inside Alliances and Coalitions from 1914 to the Cold War*, Abingdon-New York, Routledge, 1998.
- ALGAR, Hamid, *Religion and State in Iran, 1785-1906: The Role of the Ulama in the Qajar Period*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1980 (1969). V
- ALIEV, S., «Neizvestnyj dokument ob iranskoj sotsial-demokraticeskoy partii», *Narody Azii i Afriki*, No. 2, 1966, pp. .
- ALLEN, William Edward David MURATOFF, Paul, *Caucasian Battlefields, A History of the Wars on the Turco-Caucasian Border, 1828-1921*, Cambridge, Cambridge University Press, 1953.

- ALTSTADT, Audrey L., *The Azerbaijani Turks – Power and Identity under Russian Rule*, Stanford, Hoover Institution Press, 1992.
- AMANAT, Abbas, VEJDANI, Farzin (dir.), *Iran Facing Others. Identity Boundaries in a Historical Perspective*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.
- AMANOĞLU (GULIYEV), Ebülfez, AHUNDOV, Akif, *Mustafa Kemal'in Dostu İbrahim Ebilov (Belgesel ve Bedii Bir Hayat Hikayesi)*, Ankara, Kültür Ajans, 2000.
- ÂMÎNÎ, 'Alîrezâ, *Târîkh-e ravâbit-e khâredjî-e Îrân dar dovrân-e Pahlavî*, Téhéran, Sedâ-ye mo'âsir, 1381 (2002).
- AMIRAHMADI, Hooshang, *The Political Economy of Iran under the Qajars : Society, Politics, Economics, and Foreign Relations, 1796-1926*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2012.
- ÂMÎRKHÎZÎ, Isma'il, *Qiyâm-e Azarbaydjân va Sattar Khân*, Tabriz, Kitâbfûrûshî-e Tehrân, 1339 (1960).
- AMMON, Kurt, *Die weltwirtschaftliche Verflechtung der Sowjetunion bis zum Beginn des Zweiten Weltkrieges*, Berlin, Osteuropa-Institut, 1952.
- AMURJAN, Andre, *H.J. Dashnaksutjunë Parskastanum, 1890-1918*, Téhéran, Alik', 1950.
- ANDERSON, Benedict, *Imagined Communities. Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983.
- ANDERSON, James, O'DOWD, Liam, « Borders, Border Regions and Territoriality. Contradictory Meanings, Changing Significance », *Regional Studies*, Vol. 33, No. 7, 1999, pp. 593-604.
- ANDERSON, Malcolm, *Frontiers: Territory and State Formation in the Modern World*, Londres, Polity Press, 1996.
- ANDERSON, Malcolm, *In Thrall to Political Change. Police and Gendarmerie in France*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
- ANDREEVA, Elena, *Russia and Iran in the Great Game. Travelogues and Orientalism*, Londres-New York, Routledge, 2007.
- ANNAORAZOV, Dzhumadurdy, « Vosstanie turkmenskikh kochevnikov v 1931 g. », *Voprosy istorii*, No. 5, 2013, pp. 36-53.
- ARABDZHAN, Z.A., *Iran – Protivostojanie imperijam (1918-1941)*, Moscou, RAN Institut Vostokovedeniya, 1996.
- ARAPOV, D.Ju., « Musul'manskoe naselenie Erivanskoj gubernii v 1893 g. », *Vostochnyj Arkhiv*, No. 16, 2007, pp. 103-104.
- ARICI, Muzaffer, *Her yönüyle Rize*, Ankara, pas d'éditeur, 1993.
- ARMITAGE, David, SUBRAHMANYAM, Sanjay (dir.), *The Age of Revolutions in Global Context, c. 1760-1840*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2010.
- ARMSTRONG, John A., « Mobilized and Proletarian Diasporas », *The American Political Science Review*, Vol. 70, No. 2 (Juin 1976), pp. 393-408.
- ARSLAN, Isa, « Azərbaycan Xalq Cümhuriyyətində maarifin inkişafına Osmanlı dövlətinin yardımları », *Tarix və onun problemləri*, No. 4, 2012, pp. 90-97.
- ARSLAN, Nebahat Oran, « Güney Kafkasya'dan Türkiye'ye gelen muhacir ve mültecilerin durumu », *A.Ü. Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi*, No. 35, 2007, pp. 341-359.
- ARSLAN, Nebahat Oran, « Türk Ocağından Halkevine geçişte bir örnek: Kars Halkevi », *Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, No. 1, Printemps 2008, pp. 39-56.
- ARSLAN, Nebahat Oran, TEKİR, Süleyman, *Kars basın tarihi, 1921-1980*, Kars, pas d'éditeur, 2013.
- ARSLAN, Ozan, « The 'Bon pour l'Orient' Front: Analysis of Russia's Anticipated Victory over the Ottoman Empire in World War I », *Middle East Critique*, Vol. 23, No. 2, 2014, pp. 175-188.
- ARSLAN, Zehra, « Batum göçmenleri (1914-1930) », *Bilig*, No. 71, automne 2014, pp. 43-64.
- ARSLAN, Zehra, « Moskova antlaşması sonrası Batum'da Rus ve Gürcülerin yaptıkları düzenlemeler (1921-1925) », *Uluslararası Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 8, printemps 2010, pp. 111-131.
- ARTEMIEV, V.P., « The Protection of the Frontiers of the U.S.S.R. », in WOLIN, Simon, SLUSSER, Robert M. (dir.), *The Soviet Secret Police*, New York, Frederick A. Praeger, 1957.
- ARUTJUNJAN, Ashot, *Kavkazskij front 1914-1917 gg.*, Erevan, Ajastan, 1971.
- ARUTJUNJAN, Georgij, « Endzhumeny v iranskoj revoljutsii 1905-1911 gg. », *Hajkakan SSR' Gitut'junneri Akademiaji Tegheqagir – Hasarakakan gitut'junner*, No. 1, 1955, pp. 43-60.
- ARUTJUNJAN, Georgij, *İranksaja revoljutsija 1905-1911 gg. i bol'sheviki Zakavkaz'ja*, Erevan, Armgosizdat, 1956.
- ARZUMANJAN, Makich', *Hajastan 1914-1917*, Erevan, Hajastan, 1969.
- ASATRIAN, Garnik, MARGARIAN, Hayrapet, « The Muslim Community of Tiflis (8th-19th Centuries) », *Iran & the Caucasus*, Vol. 8, No. 1, 2004, pp. 29-52.
- ASHFORD, P.T., *British Occupation of Batum. Postal History and Postage Stamps*, Ashton, pas d'éditeur, 1989.
- ASHNIN, F.D., ALPATOV, V.M., NASILOV, D.M., *Repressirovannaja tjurkologija*, Moscou, Vostochnaja Literatura, 2002.

- ÂSHRÂFÎ, Mohammad Rezâ, « 'Ashqâbâd-e Rusya: Bahâ'yân va dovlat-e tzârî », *Târîkh-e mo'âser-e Êrân*, No. 49, Printemps 1388 (2009), pp. 263-344.
- ASLAN, Betül, « I. Dünya savaşı esnasında Nargin adası'nda Türk esirler », *A.Ü. Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi*, No. 42, 2010, pp. 283-305.
- ASLAN, Betül, *Birinci Dünya Savaşı esnasında 'Azerbaycan Türkleri'nin 'Anadolu Türkleri'ne Kardaş Kömeği ve Bakû Müslüman Cemiyet-i Hayriyesi*, Ankara, Atatürk Kültür Merkezi, 2000.
- ASLAN, Betül, *Türkiye-Azerbaycan İlişkileri ve İbrahim Ebilov (1920-1923)*, Kaynak, İstanbul, 2004.
- ASLAN, Senem, « Everyday Forms of State Power and the Kurds in the Early Turkish Republic », *International Journal of Middle Eastern Studies*, Vol. 43, 2011, pp. 75-93.
- ASLAN, Taner, « II. Meşrutiyet Dönemi Genel Af Uygulamaları », *Gazi. Akademik Bakış*, Vol. 3, No. 5, Hiver 2005, pp. 41-60.
- ASLANOVA, Təhminə, « İdarəçilikdə sərt mərkəzləşdirmə prosesinin Azərbaycan rəhbərliyində siyasi qruplaşmaların fəallaşmasına təsiri (XX əsrin 20-ci illərinin sonu-30-cu illərinin əvvəli) », *Tarix və onun problemləri*, No. 1-2, 2009, pp. 152-157.
- ASPATURIAN, Vernon V., *The Union Republics in Soviet Diplomacy. A Study of Soviet Federalism in the Service of Soviet Foreign Policy*, Genève-Paris, Droz-Minard, 1960.
- AŞGIN, Sait, *Cumhuriyet döneminde Doğu Anadolu'ya yapılan kamu harcamaları, 1946-1960*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2000.
- ATABAKI, Touraj, « Constitutionalism in Iran and its Asian Interdependencies », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol. 28, No. 1, 2008, pp. 142-153.
- ATABAKI, Touraj, (dir.), *Iran in the 20th Century. Historiography and Political Culture*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2009.
- ATABAKI, Touraj, (dir.), *Iran in the First World War. Battleground of Great Powers*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2006.
- ATABAKI, Touraj, « Recasting and Recording Identities in the Caucasus », *Iran & the Caucasus*, Vol. 6, No. 1, 2002, pp. 219-235.
- ATABAKI, Touraj (dir.), *The State and the Subaltern. Modernization, Society and the State in Turkey and Iran*, I.B. Tauris, Londres-New York, 2007.
- ATABAKI, Touraj, ZÜRCHER, Erik Jan (dir.), *Men of Order. Authoritarian Modernization under Atatürk and Reza Shah*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2004.
- ATAEV, Kh., *Politicheskije i torgovo-ekonomicheskije otnoshenija severo-vostochnogo Irana v Rossii v nachale XX veka (1900-1917 gg.)*, Askhabad, Ylym, 1989.
- ATANELISHVILI, Archil, « Amierk'avk'asiis Pederatsiis shekmnis sakitkhi burzhuaziul ist'oriograp'iashi », *Matsne*, No. 1, 1973, pp. 4-17.
- ATEŞ, Sabri, « Bones of Contention. Corpse Traffic and Ottoman-Iranian Rivalry in Nineteenth-Century Iraq », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol. 30, No. 3, 2010, pp. 512-532.
- ATEŞ, Sabri, *The Ottoman-Iranian Borderlands. Making a Boundary, 1843-1914*, New York, Cambridge University Press, 2013.
- ATNUR, İbrahim Ethem, *Osmanlı yönetiminden Sovyet yönetime kadar Nahçıvan (1918-1921)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 2001.
- ATZILI, Boaz, « When Good Fences Make Bad Neighbors: Fixed Borders, State Weakness, and International Conflict », *International Security*, Vol. 31, No. 3, hiver 2006/2007, pp. 139-173.
- AUCH, Eva-Maria, *Muslim-Untertan-Bürger. Identitätswandel in gesellschaftlichen Transformationsprozessen der muslimischen Ostprovinzen Südkaukasiens (Ende 18.-Anfang 20. Jh.). Ein Beitrag zur vergleichenden Nationalismusforschung*, Wiesbaden, Reichert, 2004.
- AUDOUIN-ROUZEAU, Stéphane, PROCHASSON, Christophe (dir.), *Sortir de la Grande Guerre, le monde et l'après-1918*, Paris, Tallandier, 2008.
- AUGE, Marc, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Le Seuil, 1992.
- AUST, Martin (dir.), *Globalisierung imperial und sozialistisch – Russland und die Sowjetunion in der Globalgeschichte 1851-1991*, Francfort-New York, Campus Verlag, 2013.
- AVAGJAN, Arsen, *Hjusiskovkasjan k'aghak'akan vtarandvut'junë Turk'iaji artak'in k'aghak'akanut'jan hamatek'stum (1920-1971 t't')*, Erevan, Heghinajin Hratarakut'jun, 2011.
- AVAGJAN G.A., « Patmakan tvjalner morekhi jev nra vnasatvut'jan masin Hajastanum », *Hajkakan SSR' Gitut'junneri Akademiaji Teghekagir – Biologiakan gitut'junner*, XIII, No. 11, 1960, pp. 97-108.
- AVAGJAN, Gohar, « Mik'ael Papazhanjani gortsuneut'junë Andrkovkasjan hatuk komitei (OZAKOM) kazmum », *Banber Hajastani arxivneri*, No. 2, 2008, pp. 213-224.
- AVANT, Deborah, « From Mercenaries to Citizen Armies: Explaining Change in the Practice of War », *International Organization*, Vol. 54, No. 1 (Hiver 2000), pp. 41-72.
- AVERY, Peter, *Modern Iran*, Londres, Ernest Benn Limited, 1965.

- EVERY, Peter, HAMBLY, Gavin (dir.), *The Cambridge History of Iran, Vol. 7: From Nadir Shah to the Islamic Republic*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1991.
- AYALON, Yaron, *Natural Disasters in the Ottoman Empire. Plague, Famine, and Other Misfortunes*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.
- AYDIN, Cemil, *The Politics of Anti-Westernism in Asia – Visions of World Order in Pan-Islamic and Pan-Asian Thought*, New York, Columbia University Press, 2007.
- AYDOĞAN, Erdal, « Doğu'da bir kültür ocağı: Kars halkevi », *Atatürk Dergisi*, Vol. 5, No. 1, 2006, pp. 101-121.
- AYDOĞAN, Erdal, *İttihat ve Terakki'nin Doğu politikası, 1908-1918*, Ankara-Istanbul, Ötüken, 2005.
- AYDOĞAN, Erdal, « Kliment Yefromoviç Vorosilov'un Türkiye'yi Ziyareti ve Türkiye-Sovyet Rusya ilişkilerine katkısı », *Ankara Türk Üniversitesi TİTE Atatürk Yolu Dergisi*, No. 39, Mai 2007, pp. 337-357.
- AYDOĞAN, Erdal, « Üçüncü Umumi Müfettişliği'nin Kurulması ve III. Umumî Müfettiş Tahsin Uzer'in Bazı Önemli Faaliyetleri », *Ankara Üniversitesi TİTE Atatürk Yolu Dergisi*, No. 33-34, Mai-novembre 2004, pp. 1-14.
- AYMES, Marc, *A Provincial History of the Ottoman Empire. Cyprus and the Eastern Mediterranean in the nineteenth century*, Londres-New York, Routledge, 2014.
- AYMES, Marc, « Le siècle de la Turquie. Une histoire contemporaine ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009/3, No. 103, pp. 47-61.
- AYMES, Marc, « Un grand progrès – sur le papier ». *Histoire provinciale des réformes ottomanes à Chypre au XIX^e siècle*, Paris-Louvain-Walpole, Peeters, 2010.
- AYMES, Marc, GOURISSE, Benjamin, MASSICARD, Elise (dir.), *L'art de l'Etat en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*, Paris, Karthala, 2013.
- AYTEKİN, Attila, « Tax Revolts During the Tanzimat Period (1839-1876) and Before the Young Turk Revolution (1904-1908) », *Journal of Policy History*, Vol. 25, No. 3, 2013, pp. 308-333.
- AYTEKİN, Osman, « Çoruh ırmağı üzerinde yapılan tarihi kayık taşımacılığı üzerine bir değerlendirme », *Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi*, Vol. 6, No. 25, 2013, pp. 58-69.
- AZARÎ, Shahlâ, « Mohâjerat-e ettebâ' Shuravî be Irân (1297-1317) », *Gandjîne-ye Asnâd*, printemps 1372 (1993), No. 9, pp. 2-19.
- AZIZBEKOVA, P.A., V.I. Lenin i sotsialisticheskoe preobrazovanie v Azerbajdzhanе (1920-1923 gg.), Moscou, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1962.
- AZIZBEKOVA, P., MNATSAKANJAN, A., TRASKUNOV, M., *Sovetskaja Rossija i bor'ba za ustanovlenie i uprochenie vlasti Sovetov v Zakavkaz'e*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, Bakou, 1969.
- AZIZOV, G.S., *Velikij Oktjabr' v Azerbajdzhanе*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1987.
- BABEROWSKI, Jörg, *Der Feind ist überall. Stalinismus im Kaukasus*, München, Deutsche Verlags-Anstalt, 2003.
- BACH JENSEN, Richard, *The Battle Against Anarchist Terrorism. An International History, 1878-1934*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2014.
- BACH JENSEN, Richard, « The United States, international policing and the war against anarchist terrorism, 1900-1914 », *Terrorism and Political Violence*, Vol. 13, No. 1, Printemps 2001, pp. 15-46.
- BADEM, Candan, *Çarlık Rusyası Yönetiminde Kars Vilayeti*, Istanbul, Birzamanlar Yayınevi, 2010.
- BADIE, Bertrand, *Le diplomate et l'intrus*, Paris, Fayard, 2008.
- BADZHELIDZE, A.K., *Osnovnye voprosy ekonomiki Adzharii (1878-1921)*, Batoumi, Sabchota Adzhara, 1973.
- BAGIROVA, I.S., *Politicheskie partii i organizatsii Azerbajdzhana v nachale XX veka 1900-1917*, Bakou, Elm, 1997.
- BAHCHELI, Tozun, BARTMANN, Barry, SREBNİK, Henry (dir.), *De Facto States. The Quest for Sovereignty*, Abingdon-New York, Routledge, 2004.
- BAKHTINE, Mikhail, *La poétique de Dostoïevski*, Paris, Seuil, 1998 (1970).
- BAKHTURINA, Aleksandra, *Okraina Rossijskoj imperii. Gosudarstvennoe upravlenie i natsional'naja politika v gody pervoj mirovoj vojny (1914-1917 gg.)*, Moscou, ROSSPEN, 2004.
- BAKRADZE, Lasha, *Germanul-kartuli urtiertobebi p'irveli msoplio omis dros*, Tbilissi, P'egasi, 2010.
- BAL, Halil, *Azerbaycan Cumhuriyetinin Kuruluş Mücadelesi ve Kafkas İslam Ordusu*, Istanbul, İdil Yayıncılık, 2010.
- BALAJAN, Boris, *Diplomaticheskaja istorija russko-iranskikh vojn i prisoeinenija Vostochnoj Armenii k Rossii*, Erevan, Izdatel'stvo Armjanskoj SSR, 1988.
- BALDAUF, Ingeborg, *Schriftreform und Schriftwechsel bei den Muslimischen Russland- und Sowjettürken (1850-1937). Ein Symptom*

- ideengeschichtlicher und kulturpolitischer Entwicklungen*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1993.
- BALDERSTON, Theo (dir.), *The World Economy and National Economies in the Interwar Slump*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2003.
- BALDWIN, Peter, *Contagion and the State in Europe, 1830-1930*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- BANANI, Amin, *The Modernization of Iran, 1921-1941*, Stanford, Stanford University Press, 1961.
- BANERJI, Arup, *Merchants and Markets in Revolutionary Russia, 1917-1930*, Basingstoke-New York, Macmillan Press, 1997.
- BARIŞ, Metin, « Urmiye ve Havalisinde Ermeni ve Nasturilerin Faaliyetleri (1917-1918) », *Gazi Akademik Bakış*, Vol. 4, No. 7, hiver 2010, pp. 153-163.
- BARKAN, Ömer Lütfi, *Türkiye'de Toprak Meselesi*, Istanbul, Gözlem Yayınları, 1980.
- BARKEY, Karen, *Bandits and Bureaucrats. The Ottoman Route to State Centralization*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 1994.
- BARKEY, Karen, VON HAGEN, Mark (dir.), *After Empire. Multiethnic Societies and Nation-Building. The Soviet Union and the Russian, Ottoman, and Habsburg Empires*, Boulder-Oxford, Westview, 1997.
- BARLAS, Dilek, *Etatism and Diplomacy in Turkey. Economic and Foreign Policy Strategies in an Uncertain World, 1929-1939*, Leyde-New York-Cologne, Brill, 1998.
- BARMIN, V.A., *Sovetskij Sojuz i Sin'tszjan 1918-1941 gg.*, Barnaul, Izdatel'stvo BGPU, 1999.
- BARON, Nick, GATRELL, Peter (dir.), *Homelands. War, Population and Statehood in Eastern Europe and Russia, 1918-1924*, Londres, Anthem Press, 2004.
- BARON, Nick, *Soviet Karelia. Politics, Planning and Terror in Stalinist Russia, 1920-1939*, Londres-New York, Routledge, 2007.
- BARRETT, Tom, PASTORET, Paul-Pierre, TAYLOR, William (dir.), *Rinderpest and Peste des Petits Ruminants*, Londres-Burlington-San Diego, Elsevier, 2006.
- BARREYRE, Nicolas, *L'or et la liberté. Une histoire spatiale des Etats-Unis après la guerre de Sécession*, Paris, Editions de l'EHESS, 2015.
- BARTOV, Omer, WEITZ, Eric D. (dir.), *Shatterzone of Empires. Coexistence and Violence in the German, Habsburg, Russian, and Ottoman Borderlands*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 2013.
- BASHFORD, Alison (dir.), *Medicine at the Border. Disease, Globalization and Security, 1850 to the Present*, Londres-New York, Palgrave Macmillan, 2006.
- BASHKOV, A.S., *Na zare sovetsoj diplomatii. Organy Sovetskij diplomatii v 1917-1922 gg.*, Moscou, Mezhdunarodnye Otnoshenija, 1966.
- BASILAJA, Shota, « Zemskij sojuz i sojuz gorodov Zakavkaz'ja v gody pervoj mirovoj vojny », *Sakartvelos SSR Metsnierebata Ak'ademiis Moambe*, No. 5, 1964, pp. 21-40.
- BASILAJA, Shota, *Zakavkaz'e v gody pervoj mirovoj vojny*, Soukhoumi, Alashara, 1968.
- BAST, Oliver (dir.), *La Perse et la Grande Guerre*, Téhéran, Institut français de recherche en Iran, 2002.
- Oliver Bast, « Les 'buts de guerre' de la Perse neutre pendant la Première Guerre mondiale », *Relations internationales*, No. 160, 2015, pp. 95-110.
- BAŞKAN, Birol, *From Religious Empires to Secular States. State Secularization in Turkey, Iran, and Russia*, New York-Abingdon, Routledge, 2014.
- BATURIN, Jurij, *Dos'e razvedchika. Opyt rekonstruksii sud'by*, Moscou, Molodaja Gvardija, 2005.
- BAUD, Michiel, VAN SCHENDEL, Willem, « Toward a Comparative History of Borderlands », *Journal of World History*, Vol. 8, No. 2, Automne 1997, pp. 211-242.
- BAYAT, Mangol, *Iran's First Revolution. Shi'ism and the Constitutional Revolution of 1905-1909*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1991.
- BAYÂT, Kâveh, *Kûdetâ-ye Lâhûtî, Tabriz, behmân 1330*, Téhéran, Shîrâze, 1376 (1997-1998).
- BAYÂT, Kâveh, *Tûfân bar farâz-e Qafqâz*, Téhéran, Markaz-e Asnâd va târîkh-e diplomâsî, 1380 (2001).
- BAYLY, Christopher, *Empire and Information. Intelligence Gathering and Social Communication in India, 1780-1870*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1996.
- BAYRAMOVA, Rəna, *Azərbaycan rəhbərliyində ixtilafılar və daxili siyasi çəkişmələr (1920-1925-ci illər)*, Bakou, Elm, 2007.
- BAYTOP, Asuman, « Anadolu'dan dar bir yöresinden örnek toplamış olan bitki toplayıcıları », *Osmanlı Bilimi Araştırmaları*, Vol. 14, No. 1, 2012, pp. 1-16.
- BEÂZÎN, Dâriûsh, *Ardabil*, Téhéran, Daftar-e pazhûheshhâ-ye farhangî, 1382 (2003).
- BECKER, Annette, *Les cicatrices rouges 14-18. France et Belgique occupées*, Paris, Fayard, 2010.
- BECKER, Jean-Jacques, *1914 – Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.
- BECKER, Seymour, *Russia's Protectorates in Central Asia: Bukhara and Khiva, 1865-1925*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1968.

- BEISSINGER, Mark R., *Scientific Management, Socialist Discipline, and Soviet Power*, Londres, I.B. Tauris, 1988.
- BEKTAŞ, Yakup, « The Sultan's Messenger: Cultural Constructions of Ottoman Telegraphy, 1847-1880 », *Technology and Culture*, Vol. 41, No. 4, octobre 2000, pp. 669-696.
- BELLÉR-HANN, Ildikó, HANN, Chris, *Turkish Region. State, Market & Social Identities on the East Black Sea Coast*, Oxford-Santa Fe, James Currey-School of American Research Press, 2000.
- BELLI, Oktay (dir.), *Kars 2. Kent Kurultayı Kafkasya'da Ortak Geleceğimiz*, Kars, T.C. Kars Belediyesi Kültür Yayınları, 2007.
- BELLIER, Irène, « Une approche anthropologique de la culture des institutions », in ABELES, Marc, JEUDY, Henri-Pierre (dir.), *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin, 1997, pp. 129-162.
- BEN-CANAAN, Dan, GRÜNER, Frank, PRODÖHL, Ines (dir.), *Entangled Histories. The Transcultural Past of Northeast China*, Cham, Springer, 2014.
- BENNIGSEN, Alexandre, BROXUP, Marie, *The Islamic Threat to the Soviet State*, Abingdon-New York, Routledge, 1983.
- BENNIGSEN, Alexandre, LEMERCIER-QUELQUEJAY, Chantal, *L'Islam en Union soviétique*, Paris, Payot, 1968.
- BENNIGSEN, Alexandre, WIMBUSH, S. Enders, *Muslim National Communism in the Soviet Union. A Revolutionary Strategy for the Colonial World*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 1979.
- BENVENISTI, Eyal, *The International Law of Occupation*, Oxford, Oxford University Press, 2012.
- BENVENUTI, Francesco, « Tra la guerra civile e la NEP – L'Affare georgiano », *Studi Storici*, Vol. 17, No. 1, Janvier-mars 1976, pp. 167-180.
- BERBERIAN, Hourì, *Armenians and the Iranian Constitutional Revolution of 1905-1911. « The Love for Freedom Has No Fatherland »*, Boulder, Westview Press, 2001.
- BERBERIAN, Hourì, « The Dashnaktsutun and the Iranian Constitutional Revolution, 1905-1911 », *Iranian Studies*, Vol. 29, No. 1/2 (Hiver-printemps 1996), pp. 7-33.
- BERG, Georg, FRIEDENSBURG, Ferdinand, *Die metallischen Rohstoffe, Heft 4 (Kupfer)*, Stuttgart, F. Enke, 1941.
- BERTAUX, Daniel, *Les récits de vie*, Paris, Nathan, 1997.
- BERTOLISSI, Sergio, MAGAROTTO, Luigi (dir.), *La Russie verso Oriente. Il crocevia del Caucaso*, Naples, M. D'Auria Editore, 2004.
- BERWINKEL, Holger, KRÖGER, Martin (dir.), *Die Aussenpolitik der deutschen Länder im Kaiserreich. Geschichte, Akteure und archivische Überlieferung (1871-1918)*, Munich, Oldenbourg Verlag, 2012.
- BEŞİKÇİ, Mehmet, *The Ottoman Mobilization of Manpower in the First World War*, Leyde-Boston, Brill, 2012.
- BEVILACQUA, Piero, DE CLEMENTI, Andreina, FRANZINA, Emilio (dir.), *Storia dell'emigrazione italiana*, Donzelli, Rome, 2001.
- BEYOĞLU, Süleyman, « Bir Bürokrat ve Milletvekilinin Portresi: Ahmed Faik Hurşid Günday », *Yakın Dönem Türkiye Araştırmaları*, No. 7, 2005, pp. 43-51.
- BİCE, Hayati, *Kafkasya'dan Anadolu'ya göçler*, Türkiye Diyanet Vakfı, 1991.
- BIESS, Frank, *Homecomings. Returning POWs and the Legacies of Defeat in Postwar Germany*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2006.
- BIHL, Wolf Dieter, *Die Kaukasus-Politik der Mittelmächte, Teil 1: Ihre Basis in der Orient-Politik und ihre Aktionen, 1914-1917*, Vienne-Cologne-Graz, H. Böhlau, 1975.
- BIHL, Wolf Dieter, *Die Kaukasus-Politik der Mittelmächte, Teil 2: Die Zeit der versuchten kaukasischen Staatlichkeit, 1917-1918*, Vienne-Cologne-Graz, H. Böhlau, 1992.
- BİJE, Əkrəm, *Türkiyənin xarici ticarət siyasəti (1920-1970-ci illər)*, Bakou, Elm, 1987.
- BİLGİN, Mehmet, YILDIRIM, Ömer, *Sürmene, Sürmene, Sürmene Belediyesi Kültür Yayınları*, 1990.
- BILLÉ, Franck, « Territorial phantom pains (and other cartographic anxieties) », *Environment and planning D: Society and Space*, Vol. 31, 2014, pp. 163-178.
- BIRKOS, Alexander S., *Soviet Cinema: Directors and Films*, Hamden, Archon Books, 1976.
- BLACK-MICHAUD, Jacob, *Feuding Societies*, Oxford, Basil Blackwell, 1975.
- BLANCHARD RUBIO, Laetitia, « La Première Guerre carliste ou la guerre de la dernière chance : la communauté légitimiste face à son destin », *Amnis* [En ligne], 10 | 2011, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 20 juillet 2014. URL : <http://amnis.revues.org/1449>.
- BLANCOU, Jean, *Histoire de la surveillance et du contrôle des maladies animales transmissibles*, Paris, Editions de l'Office international des épizooties, 2000.
- BLANK, Stephen, *The Sorcerer as Apprentice. Stalin as Commissar of Nationalities, 1917-1924*, Westport-Londres, Greenwood Press, 1994.
- BLANK, Stephen, « The Transcaucasian Federation and the Origins of the Soviet Union, 1921-1922 », *Central Asian Survey*, Vol. 9, No. 4, 1990, pp. 29-58.

- BLAUVELT, Timothy K., « Resistance and Accommodation in the Stalinist Periphery. A Peasant Uprising in Abkhazia », *Ab Imperio*, 3/2012, pp. 78-108.
- BLOK, Anton, *The Mafia of a Sicilian Village, 1860-1960*, Oxford, Basil Blackwell, 1974
- BLOK, Anton, « The Peasant and the Brigand – Social Banditry Reconsidered », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 14, No. 4 (Septembre 1972), pp. 494-503.
- BLOXHAM, Donald, *The Great Game of Genocide. Imperialism, Nationalism, and the Destruction of the Ottoman Armenians*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2005.
- BLUM, Alain, MESPOULET, Martine, *L'anarchie bureaucratie. Statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003.
- BLUMI, Isa, *Foundations of Modernity. Human Agency and the Imperial State*, New York, Routledge, 2012.
- BOGORODITSKAJA, Nina, « Nizhegorodskaja jarmarka v sisteme mezhdunarodnykh torgovykh svyazey Rossii v XIX-XX vv. », *Voprosy istorii*, No. 4, 2012, pp. 146-151.
- BOHSTEDT, John, Dale E. Williams, « The Diffusion of Riots. The Patterns of 1766, 1795 and 1801 in Devonshire », *Journal of Interdisciplinary History*, Vol. 19, No. 1, Été 1988, pp. 1-24.
- BOLL, Alfred Michael, *Multiple Nationality and International Law*, Leyde, Martinus Nijhoff Publishers, 2007.
- BOLUKBAŞI, Suha, *Azerbaijan, a Political History*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2011.
- BONAKDARIAN, Mansour, « The Persia Committee and the Constitutional Revolution in Iran », *British Journal of Middle Eastern Studies*, Vol. 18, No. 2 (1991), pp. 186-207.
- BONAKDARIAN, Mansour, *Britain and the Iranian Constitutional Revolution of 1906-1911*, Syracuse, Syracuse University Press, 2006.
- BONE, Jonathan, « Soviet controls on the circulation of information in the 1920s and 1930s », *Cahiers du monde russe*, Vol. 40, No. 1-2, 1999, pp. 65-90.
- BONHOMME, Brian, « Writing the History of the World's Largest State: Four Decades of Scholarship on Russia and the USSR », *Global Environment*, No. 12, 2013, pp. 12-37.
- BONNICHON, Philippe, GÉNY, Pierre, NEMO, Jean (dir.), *Présences françaises outre-mer (XVIe-XXIe siècles), T. II : Science, religion, culture*, Paris, ASOM-Karthala, 2012.
- BONNIN, Philippe, « Dispositifs et rituels du seuil : une topologie sociale. Détour japonais », *Communications*, No. 70, 2000, pp. 65-92.
- BOROUJERDI, Mehrzad, « "The West" in the Eyes of the Iranian Intellectuals of the Interwar Years (1919-1939) », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol. 26, No. 3, 2006, pp. 391-401.
- BOROWY, Iris, *Coming to Terms with World Health. The League of Nations Health Organisation, 1921-1946*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2009.
- BOSWORTH, C.E. (dir.), *Iran and Islam. In Memory of the Late Vladimir Minorsky*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1971.
- BOUQUET, Olivier, *Les pachas du sultan. Essai sur les agents supérieurs de l'Etat ottoman (1839-1909)*, Paris-Louvain-Dudley, Peeters, 2007.
- BOURDIEU, Pierre, « L'idée et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 35, 1980, pp. 63-72.
- BOURDIEU, Pierre, *Méditations pascaliennes*, Paris, Le Seuil, 1997.
- BOURDIEU, Pierre, *Sur l'Etat*, Paris, Raisons d'agir/Le Seuil, 2012.
- BOUTIER, Jean, « L'usage historien de l'archive », in Jean Boutier, Jean-Louis Fabiani, Olivier de Sardan (dir.), *Corpus, sources et archives*, Tunis, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, 2001, pp. 9-22.
- BOYER, Robert, CHAVANCE, Bernard, GODARD, Olivier, *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Paris, Editions de l'EHESS, 1991.
- BRACKMAN, Roman, *The Secret File of Joseph Stalin: A Hidden Life*, London, Frank Cass, 2001.
- BRATSPIES, Rebecca M., MILLER, Russell A. (dir.), *Transboundary Harm in International Law. Lessons from the Trail Smelter Arbitration*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- BRAUDEL, Fernand, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, Armand Colin, 1966 (1^{ère} édition : 1949)
- BRAUN, Matthias, « From Landscapes to Labscapes. Malaria Research and Anti-Malaria Policy in Soviet Azerbaijan, 1920—41 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 61, No. 4, 2013, pp. 513-530.
- BRECKENRIDGE, Keith, SZRETER, Simon (dir.), *Registration and Recognition. Documenting the Person in World History*, Oxford, Oxford University Press-The British Academy, 2012.
- BREYFOGLE, Nicholas B., *Heretics and Colonizers. Forging Russia's Empire in the South Caucasus*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2005.

- BROMBERGER, Christian, *Un autre Iran. Un ethnologue au Gilân*, Paris, Armand Colin, 2013.
- BROOKS, Barbara J., *Japan's Imperial Diplomacy. Consuls, Treaty Ports, and War in China, 1895-1938*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2000.
- BROOKS, Jeffrey, *Than You, Comrade Stalin! Soviet Public Culture from Revolution to Cold War*, Princeton, Princeton University Press, 2000.
- BROWER, Daniel, *The Russian City between Tradition and Modernity, 1850-1900*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1990.
- BROWN, Judith M., LOUIS, William Roger (dir.), *The Oxford History of the British Empire, Vol. 4 – The Twentieth Century*, New York, Oxford University Press, 1999.
- BROWN, Karen, GILFOYLE, Daniel (dir.), *Healing the Herds. Disease, Livestock Economies, and the Globalization of Veterinary Medicine*, Athens, Ohio University Press, 2010.
- BRUMMETT, Palmira, *Image & Imperialism in the Ottoman Revolutionary Press, 1908-1911*, Albany, State University of New York, 2000.
- BRUNNBAUER, Ulf, « Emigration Policies and Nation-Building in Interwar Yugoslavia », *European History Quarterly*, Vol. 42, No. 4, 2012, pp. 602-627.
- BRUNEAU Michel, HASSIOTIS, Ioannis, HOVANESSIAN, Martine, MOURADIAN, Claire (dir.), *Arméniens et Grecs en diaspora. Approches comparatives*, Athènes, Ecole française d'Athènes, 2007.
- BRUNS, Bettina, *Grenze als Ressource. Die soziale Organisation von Schmuggel am Rande der Europäischen Union*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2010.
- BRYER, Anthony, « Shipping in the Empire of Trebizond », *The Mariner's Mirror*, Vol. 52, No. 1, 1966, pp. 3-12.
- BRYER, Anthony, « The Pontic Greeks before the Diaspora », *Journal of Refugee Studies*, Vol. 4, No. 4, 1991, pp. 315-334.
- BUCUR, Maria, *Eugenics and Modernization in Interwar Romania*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2002.
- BUKHERT, V.G., « O plane nauchnoj ekspeditsii B.A. Fedchenko v Persiju i Turtsiju. 1916 god », *Vostochnyj Arkhiv*, No. 2 (28), 2013, pp. 28-31.
- BULDAKOV, V.P., MARCHENJA, P.P., RAZIN, S.Ju., « "Narod i vlast" v russkoj smute" : Proshloe i nastojashchee sistemnykh krizisov v Rossii », *Vestnik Arkhivista*, No. 3, 2010, pp. 288-302.
- BURAK, Durdu Mehmet, « Kastamonu Milletvekili Halit Bey'in Rusya ve diğer ülkelerde kalan Türk esirleriyle ilgili önergesi ve bakanlıklardan gelen cevaplar », *Kastamonu Eğitim Dergisi*, Vol. 14, No. 1, Mars 2006, pp. 201-216.
- BURBANK, Jane, « An Imperial Rights Regime: Law and Citizenship in the Russian Empire », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 7, No. 3, Été 2006 (New Series), pp. 397-431.
- BURBANK, Jane, « Political Imagination and Imperial Sovereignty : The Case of Kazan », *NCEEER Working Paper*, 2012.
- BURBANK, Jane, COOPER, Frederick, *Empires in World History. Power and the Politics of Difference*, Princeton-Oxford-Princeton University Press, 2010.
- BURBANK, Jane, VON HAGEN, Mark, REMNEV, Anatolyi (dir.), *Russian Empire. Space, People, Power, 1700-1930*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 2002.
- BURKE Edmund (III) (dir.), *Struggle and Survival in the Modern Middle East*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1993.
- BURRELL, R.M., « The 1904 Epidemic of Cholera in Persia. Some Aspects of Qâjâr Society », *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, Vol. 51, No. 2, 1988, pp. 258-270.
- BÜNYADOV, Q.H., *Bərpa dövründə (1921-1925-ci illər) Azərbaycanca Sovet ticarətinin yaranması və inkişafı*, Bakou, Elm, 1971.
- BÜRGSCHWENTER Joachim, EGGER, Matthias, BARTH-SCALMANI, Gunda (dir.), *Other Fronts, Other Wars? First World War Studies on the Eve of the Centennial*, Leyde-Boston, Brill, 2014.
- BÜSCHEL, Hubertus, SPEICH, Daniel (dir.), *Entwicklungswelten. Globalgeschichte der Entwicklungszusammenarbeit*, Francfort-New York, Campus Verlag, 2009.
- CABANES, Bruno, *The Great War and the Origins of Humanitarianism, 1918-1924*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2014.
- CABANES, Bruno, PIKETTY, Guillaume (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009.
- CABANES, Bruno, PIKETTY, Guillaume, « Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier », *Histoire@Politique*, 3/2007 (n° 3). Disponible en ligne : <http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=03&rub=dossier&item=22>.
- CADIOT, Juliette, *Le laboratoire impérial. Russie-URSS 1860-1940*, Paris, CNRS Editions, 2007.
- CADIOT, Juliette, AREL, Dominique, ZAKHAROVA, Larissa (dir.), *Cacophonies d'empire. Le gouvernement des langues dans l'Empire russe et l'Union soviétique*, Paris, CNRS Editions, 2010.

- CAESTECKER, Frank, *Alien Policy in Belgium, 1840-1940: The Creation of Guest Workers, Refugees and Illegal Aliens*, New York-Oxford, Berghahn Books, 2000.
- CALMARD, J., « Atâbak-e A'zam, Amîn-al-Soltân », *Encyclopaedia Iranica*, Vol. II, Fasc. 8, 1987, pp. 878-890.
- CALVEZ, Jean-Yves, *Droit international et souveraineté en URSS. L'évolution de l'idéologie juridique soviétique depuis la Révolution d'Octobre*, Paris, Armand Colin, 1953.
- CALVEZ, Jean-Yves, « Doctrine de la frontière en URSS », in DUROSELLE, Jean-Baptiste (dir.), *Les frontières européennes de l'Union soviétique, 1927-1941*, Paris, Armand Colin, 1957, pp. 1-22.
- CAMERON, Sarah, « Violence, Flight, and Hunger: The Sino-Kazakh Border and the Kazakh Famine », in SNYDER, Timothy (dir.), *Stalin and Europe. Imitation and Domination, 1928-1953*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2014, pp. 44-72.
- CAMPANA, Aurélie, DUFAUD, Grégory, TOURNON, Sophie (dir.), *Les déportations en héritage. Les peuples réprimés du Caucase et de Crimée hier et aujourd'hui*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.
- CAMPOS, Michelle U., *Ottoman Brothers. Muslims, Christians, and Jews in Early Twentieth-Century Palestine*, Stanford, Stanford University Press, 2011.
- CANAL, Jordi, *Banderas blancas, boinas rojas. Una historia política del carlismo, 1876-1939*, Madrid, Marcial Pons, 2006.
- CANNADINE, David, *Ornamentalism. How the British Saw Their Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2001.
- CARTER, James, *Creating a Chinese Harbin. Nationalism in an International City, 1916-1932*, Ithaca, Cornell University Press, 2002.
- CASTONGUAY, Stéphane, « Biorégionalisme, commerce agricole et propagation des insectes nuisibles et des maladies végétales : les conventions internationales phytopathologiques, 1878-1929 », *Ruralia* [En ligne], 16/17 | 2005, mis en ligne le 19 juillet 2006, consulté le 08 juin 2014. URL : <http://ruralia.revues.org/1074>
- CAYMAZ, Birol, SZUREK, Emmanuel, « La révolution au pied de la lettre. L'invention de l'alphabet turc », *European Journal of Turkish Studies*, [En ligne], 6 | 2007, mis en ligne le 12 décembre 2007, Consulté le 4 août 2013. URL : <http://ejts.revues.org/1363>.
- CESARI, Cesare, *Il brigantaggio politico et l'opera dell'esercito italiano dal 1860 al 1870*, Sala Bolognese, Arnaldo Forni Editore, 2002 (1920).
- CHANDLER, Andrea, *Institutions of Isolation. Border Controls in the Soviet Union and its Successor States, 1917-1993*, Montreal-Londres-Buffalo, McGill-Queen's University Press, 1998.
- CHAQUERI, Cosroe, *The Russo-Caucasian Origins of the Iranian Left. Social Democracy in Modern Iran*, Richmond, Curzon, 2001.
- CHAQUERI, Cosroe, *The Soviet Socialist Republic of Iran, 1920-1921. Birth of the Trauma*, Pittsburgh-Londres, University of Pittsburgh Press, 1995.
- CHARLES, Loïc, DAUDIN, Guillaume, « La collecte du chiffre au XVIIIe siècle. Le bureau de la balance du commerce et la production des données sur le commerce extérieur de la France », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Vol. 58, No. 1, 2011, pp. 128-155.
- CHARTIER, Roger, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Le Seuil, 2000.
- CHARVIN, Robert, « Les révolutions marxistes et le droit international », in *Révolution et droit international. Colloque de Dijon*, Paris, pedone, 1990, pp. 99-128.
- CHATELIN, Yvon, BONNEUIL, Christophe (dir.), *Les sciences hors d'Occident au XX^e siècle, Vol. 3 : Nature et environnement*, Paris, Orstom Editions, 1995.
- CHAUMONT, Jean-Michel, *La concurrence des victimes*, Paris, La Découverte, 2002.
- CHAVLEJSHVILI, M., *Dejatel'nost' partijnoj organizatsii Adzharii po sozdaniju organov gosudarstvennoj vlasti*, Batoumi, Sabchota Adzhara, 1973.
- CHEBYKIN, N. (dir.), *Krasnoznamennyj Zakavkazskij. Ocherki istorii krasnoznamenного zakavkazskogo voennogo okruga*, Tbilisi, Sabchota Sakartvelo, 1981.
- CHEHABI, Houchang E., « Ardabil Becomes a Province. Center-Peripheries Relations in Iran », *International Journal of Middle Eastern Studies*, Vol. 29, 1997, pp. 235-253.
- CHEHABI, Houchang E., JAFARI, Peyman, JEFROUDI, Maral (dir.), *Iran in the Middle East. Transnational Encounters and Social History*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2015.
- CHEHABI, Houchang, MARTIN, Vanessa (dir.), *Iran's Constitutional Revolution. Popular Politics, Cultural Transformations and Transnational Connections*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2010.
- CHERNIKOV, I.F., *V interesakh mira i dobrososedstva (o sovetsko-turetskikh otnoshenijakh v 1935-1970 gg.)*, Kiev, Naukova Dumka, 1977.

- CHIASSON, Blaine, *Administering the Colonizer: Manchuria's Russians under Chinese Rule, 1918-1929*, Vancouver-Toronto, UBC Press, 2010.
- CHIFFOLEAU, Sylvia, *Genèse de la santé publique internationale de la peste d'Orient à l'OMS*, Rennes-Beyrouth, Presses Universitaires de Rennes-IFPO, 2012.
- CHKHART'ISHVILI, S., « P'irveli saq'oveltao p'olit'ikuri gapitsva sakartveloshi 1903 ts'els », *Sakartvelos SSR Metsnierebata Ak'ademiis Matsne*, No. 6, 1964, pp. 145-155.
- CHOATE, Mark I., *Emigrant Nation. The Making of Italy Abroad*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2008.
- CH'IPASHVILI, G., *Didi okt'omberi da aghmosavletis khalkhebi*, Tbilissi, Metsniereba, 1967.
- CHISTJAKOV, O.I., *Vzaimootnosheniya sovetskikh respublik do obrazovaniya SSSR*, Moscou, Gosizdatel'stvo juridicheskoy literatury, 1955.
- CHUGUNOV, A.I., *Bor'ba na granitse, 1917-1928*, Moscou Mysl', 1980.
- CHULOK, I.S., *Ocherki istorii Batumskoj kommunisticheskoy organizatsii (1890-1921)*, Batoumi, Sabchota Adzhara, 1970.
- CHURCH, Clive H., *Revolution and Red Tape. The French Ministerial Bureaucracy 1770-1850*, Oxford, Clarendon Press, pp. 69-110.
- CINEL, Dino, *The National Integration of Italian Return Migration, 1870-1929*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 (1991).
- CIPOLLA, Carlo M., *Contro un nemico invisibile. Epidemie e strutture sanitarie nell'Italia del Rinascimento*, Bologne, Il Mulino, 1986.
- CLARK, James D., « Constitutionalists and Cossacks: The constitutional movement and Russian intervention in Tabriz, 1907-1911 », *Iranian Studies*, Vol. 39, No. 2, 2006, pp. 199-225.
- CLARK, James D., *Provincial Concerns. A Political History of the Iranian Province of Azerbaijan, 1848-1906*, Costa Mesa, Mazda, 2006.
- CLARK, Katerina, « European and Russian Cultural Interactions with Turkey, 1910-1930s », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol. 33, No. 2, 2013, pp. 201-213.
- CLAUSEN, Søren, THØGERSEN, Stig, *The Making of a Chinese City: History and Historiography in Harbin*, New York, M.E. Sharpe, 1995.
- CLAY, Christopher, « Labour Migration and Economic Conditions in Nineteenth-Century Anatolia », *Middle Eastern Studies*, Vol. 34, No. 4 (Octobre 1998), pp. 1-32.
- CLEWING, Konrad, SCHMITT, Oliver Jens (dir.), *Südosteuropa. Von vormoderner Vielfalt und nationalstaatlicher Vereinheitlichung. Festschrift für Edgar Hösch*, Munich, R. Oldebourg Verlag, 2005.
- CLIFF, Andrew, SMALLMAN-RAYNOR, Matthew, *Oxford Textbook of Infectious Disease Control: A Geographical Analysis from Medieval Quarantine to Global Eradication*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- CLAWSON, Patrick, « Knitting Iran together: the land transport revolution, 1920-1940 », *Iranian Studies*, Vol. 26, No. 3-4, 1993, pp. 235-250.
- COCKETT, Richard, *The Twilight of Truth: Chamberlain, Appeasement and the Manipulation of the Press*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1989.
- COEN, Deborah R., *The Earthquake Observers. Disaster Science from Lisbon to Richter*, Chicago-Londres, University of Chicago Press, 2013.
- COEURÉ, Sophie, *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique*, Paris, Payot, 2007.
- COEURÉ, Sophie, DULLIN, Sabine (dir.), *Frontières du communisme*, Paris, La Découverte, 2007.
- COLLYER, Michael (dir.), *Emigration Nations. Policies and Ideologies of Emigrant Engagement*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2013.
- COMFORT, Louise K., « Disaster: Agent of diplomacy or change in international affairs? », *Cambridge Review of International Affairs*, Vol. 14, No. 1, 2000, pp. 277-294.
- CONAC, Françoise (dir.), *Barrages internationaux et coopération*, Paris, Karthala, 1995.
- CONQUEST, Robert, *The Harvest of Sorrow: Soviet collectivization and the terror-famine*, Londres, Arrow Books, 1988 (1986).
- CONRAD, Sebastian, *Globalisierung und Nation im Deutschen Kaiserreich*, Munich, C.H. Beck, 2006.
- CONROOD, Robert W., « The Duma's Attitude Toward War-Time Problems of Minority Groups », *American Slavic and East European Review*, Vol. 13, No. 1, Février 1954, pp. 29-46.
- Conseil scientifique international pour l'étude du génocide des Arméniens, *Le génocide des Arméniens*, Paris, Armand Colin, 2015.
- CONTERIO, Johanna, « Inventing the Subtropics: An Environmental History of Sochi, 1929-1936 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 16, No. 1, hiver 2015 (New Series), pp. 91-120.
- COPEAUX, Etienne, « Le mouvement prométhéen », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, Vol. 16, 1993, pp. 9-45.
- COQUERY, Natacha, *L'espace du pouvoir. De la demeure privée à l'édifice public, Paris 1700-1790*, Paris, Seli Arslan, 2000.

- CORNAGO, Noé, *Plural Diplomacies: Normative Predicaments and Functional Imperatives*, Leyde, Brill, 2013.
- CORNELL, Svante E., *Small Nations and Great Powers. A Study of Ethnopolitical Conflict in the Caucasus*, Richmond, Curzon, 2001.
- CORNISH, Nik, *The Russian Army in the First World War. Rare Photographs from Wartime Archives*, Barnsley, Pen & Sword Military, 2014.
- CREWS, Robert D., *For Prophet and Tsar. Islam and Empire in Russia and Central Asia*, Londres-Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2006.
- CRIEKEMANS, David (dir.), *Regional Sub-State Diplomacy Today*, Leyde-Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2010.
- CRONIN, Stephanie (dir.), *Anti-Veiling Campaigns in the Muslim World. Gender, Modernism, and the Politics of Dress*, Londres-New York, Routledge, 2014.
- CRONIN, Stephanie (dir.), *Iranian-Russian Encounters. Empires and Revolutions Since 1800*, Londres-New York, Routledge, 2013.
- CRONIN, Stephanie (dir.), *Reformers and Revolutionaries in Modern Iran. New Perceptions of the Iranian Left*, Londres-New York, Routledge Curzon, 2004.
- CRONIN, Stephanie, *Soldiers, Shahs and Subalterns in Iran. Opposition, Protest and Revolt, 1921-1941*, Basingstoke-New York, Routledge, 2010.
- CRONIN, Stephanie, *The Army and the Creation of the Pahlavi State in Iran, 1910-1926*, London, I.B. Tauris, 1997.
- CRONIN, Stephanie (dir.), *The Making of Modern Iran. State and Society under Riza Shah, 1921-1941*, Londres-New York, RoutledgeCurzon, 2003.
- CRONIN, Stephanie *Tribal Politics in Iran. Rural Conflict and the New State, 1921-1941*, Londres-New York, Routledge, 2007.
- CROSS, Mai'a K. Davis, *Security Integration in Europe*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2011.
- CROZIER, Michel, « Pour une sociologie de l'administration publique », *Revue française de science politique*, Vol. 6, No. 4, 1956, pp. 750-769.
- CUBELLS, Monique (dir.), *La Révolution française : la guerre et la frontière*, Paris, Editions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2000.
- CUBITT, Geoffrey (dir.), *Imagining Nations*, Manchester, Manchester University Press, 1998.
- CURTIS, Glenn E. (dir.), *Armenia, Azerbaijan, and Georgia. Country Studies*, Washington, Federal Research Division, Library of Congress, 1995.
- ÇAĞAPTAY, Soner, *Türkiye'de İslâm, laiklik ve milliyetçilik. Türk kimdir?*, İstanbul, Bilgi Üniversitesinin Yayınları, 2006.
- ÇAKALOĞLU, Cengiz, « Yemen isyanı ve Trabzon redif taburu (1905-1906) », *Atatürk Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, Vol. 9, No. 1, 2007, pp. 99-122.
- ÇAPA, Mesut, « Türkiye Cumhuriyeti'nin Kuruluş Yıllarında Trabzon Rus Konsolosluğu », *Uluslararası Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 4, 2008, pp. 93-114.
- ÇAPA, Mesut, ÇİÇEK, Rahmi, *Yirminci Yüzyıl Başlarında Trabzon'da Yaşam*, Trabzon, Serander, 2004.
- ÇEŞİTLİ, İsmail, *Memduh Şevket Esenal*, Ankara, Kültür Bakanlığı Yayınları, 1991.
- ÇETİNKAYA, Y. Doğan, *The Young Turks and the Boycott Movement. Nationalism, Protest and the Working Class in the Formation of Modern Turkey*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2014.
- ÇİÇEK, Kemal, SAYDAM, Abdullah (dir.), *Kıbrıs'tan Kafkasya'ya Osmanlı Dünyasında Siyaset, Adalet ve Raiyyet*, Trabzon, Derya Kitabevi, 1998.
- ÇİÇEK, Rahmi, « Cumhuriyetin ilk yıllarında Artvin vilayetinin sosyo-ekonomik durumu », *Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 14, 2013, pp. 133-152.
- ÇORUK, Ali Şükrü, *Mizah şairi Fazıl Ahmet Aykaç*, İstanbul, Kitabevi, 2008.
- DADAŞOV, Aydın, *Məmmədhasən Hacınski*, Bakou, BDU-nun nəşriyyatı, 2004.
- DADRIAN, Vahakn, *The History of the Armenian Genocide. Ethnic Conflict from the Balkans to Anatolia to the Caucasus*, Oxford-New York, Berghahn Books, 2004 (1995).
- DAHNAVÍ, Nezâm'alî, *İrânîân mohâjir dar Qafqâz, Fa'âliyathâ-ye farhangî dar sâlhâ-ye 1900-1931*, Téhéran, Merkez-e asnâd ve khidmât-e pazhuheshî, 1383 (2004).
- DAHYA, Badr, « The Nature of Pakistani Ethnicity in Industrial Cities in Britain », in COHEN, Abner (dir.), *Urban Ethnicity*, Londres-New York-Sydney, Tavistock, 1974, pp. 77-118.
- DAILAMI, Pezhmann, « The Bolshevik revolution and the genesis of communism in Iran, 1917-1920 », *Central Asian Survey*, Vol. 11, No. 3, 1992, pp. 51-82.
- DAILAMI, Pezhmann, « The Bolsheviks and the Jangali Revolutionary Movement 1915-1920 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 30, No. 1, 1990, pp. 43-59.
- DALY, Jonathan W., *The Watchful State. Security Police and Opposition in Russia, 1906-1907*, Dekalb, Northern Illinois University Press, 2004.

- DARABADI, Parvin, *Voennye problemy politicheskoy istorii Azerbajdzhana nachala XX veka*, Bakou, Elm, 1991.
- DARWIN, John, *The Empire Project. The Rise and Fall of the British World System, 1830-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- DASNABEDIAN, Hratch, *Histoire de la Fédération révolutionnaire arménienne Dachnaksoutioun 1890-1924*, Milan, OEMME Edizioni, 1988.
- DAVID-FOX, Michael, *Showcasing the Great Experiment. Cultural Diplomacy and Western Visitors to the Soviet Union, 1921-1941*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2012.
- DAVID-FOX, Michael, « What is Cultural Revolution? », *Russian Review*, Vol. 58, No. 2, avril 1999, pp. 181-201.
- DAVIES, R.W., *The Development of the Soviet Budgetary System*, Cambridge, Cambridge University Press, 1958.
- DAVIES, R.W., WHEATCROFT, Stephen G., *The Years of Hunger. Soviet Agriculture, 1931-1933*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2009 (2004).
- DAVIES, Sarah, *Popular Opinion in Stalin's Russia. Terror, Propaganda and Dissent, 1934-1941*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- DAVIS, Mike, *Late Victorian Holocausts. El Niño Famines and the Making of the Third World*, Londres-New York, Verso, 2001.
- DAVISON, Roderic H., *Nineteenth Century Ottoman Diplomacy and Reforms*, Istanbul, The Isis Press, 1999.
- DAVISON, Roderic H., « The Armenian Crisis, 1912-1914 », *The American Historical Review*, Vol. 53, No. 3 (Avril 1948), pp. 481-505.
- DAYI, Esin, *Elviye-i Selâse'de (Kars, Ardahan, Batum) Millî Teşkilâtlanma*, Erzurum, Kültür ve Eğitim Vakfı Yayınları, 1997.
- DEFLEM, Mathieu, *Policing World Society. Historical Foundations of International Police Cooperation*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2002.
- DEHEM, Roger, *Planification économique et fédéralisme*, Genève-Paris, Droz, 1968.
- DEKMEJIAN, R.H., « Soviet-Turkish Relations and Politics in the Armenian SSR », *Soviet Studies*, Vol. 19, No. 4, avril 1968, pp. 510-525.
- DELAHACHE, Georges, *Les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine*, Paris, Hachette, 1921.
- DELEUZE, Gilles, GUATTARI, Félix, *Mille Plateaux. Capitalisme et schizophrénie 2*, Paris, Les Editions de Minuit, 1980.
- DELVECCHIO-GOOD, Mary-Jo, « Social hierarchy in provincial Iran: the case of Qajar Maragheh », *Iranian Studies*, Vol. 10, No. 3, 1977, pp. 129-163.
- DEMIREL, Muammer, *Birinci Dünya Harbinde Erzurum ve Çevresinde Ermeni Hareketleri (1914-1918)*, Ankara, Genelkurmay Basımevi, 1996.
- DEMIREL, Muammer, *İkinci Meşrûtiyet öncesi Erzurum'da Halk Hareketleri (1906-1907)*, Ankara, Kültür Bakanlığı Yayınları, 1990.
- DEN HERTOOG, Johan, KRUIZINGA, Samuël (dir.), *Caught in the Middle. Neutrals, Neutrality and the First World War*, Amsterdam, Aksant, 2011.
- DENIS, Vincent, *Une histoire de l'identité. France, 1715-1815*, Seyssel, Champ Vallon, 2008.
- DERİNGİL, Selim, *Conversion and Apostasy in the Late Ottoman Empire*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2012.
- DERİNGİL, Selim, « The Ottoman Empire and Russian Muslims: Brothers or Rivals? », *Central Asian Survey*, Vol. 13, No. 3, 1994, pp. 409-416.
- DERİNGİL, Selim, *The Well-Protected Domains. Ideology and the Legitimation of Power in the Ottoman Empire, 1876-1909*, Londres-New York, I.B. Tauris, 1998.
- DERLUGUIAN, Georgi M., *Bourdieu's Secret Admirer in the Caucasus. A World-System Biography*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 2005.
- DESTÉE, Annette, *Les fonctionnaires belges au service de la Perse 1898-1915*, Leyde-Téhéran, E.J. Brill-Bibliothèque Pahlavi, 1976.
- DEUTSCHMANN, Moritz, « Cultures of Statehood, Cultures of Revolution: Caucasian Revolutionaries in the Iranian Constitutional Movement, 1906-1911 », *Ab Imperio*, 2/2013, pp. 165-190.
- DEVOS, Bianca, WERNER, Christopher (dir.), *Culture and Cultural Politics under Reza Shah. The Pahlavi State, New Bourgeoisie, and the Creation of a Modern Society in Iran*, Londres-New York, Routledge, 2014.
- DE WAAL, Thomas, « A Broken Region. The Persistent Failure of Integration Projects in the South Caucasus », *Europe-Asia Studies*, Vol. 64, No. 9, 2012, pp. 1709-1723.
- DE WAAL, Thomas, *The Caucasus: An Introduction*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2010.
- DEWHURST LEWIS, Mary, *The Boundaries of the Republic. Migrant Rights and the Limits of Universalism in France, 1918-1940*, Stanford, Stanford University Press, 2007.
- DİĞİROĞLU, Filiz, *Memalik-i Osmaniye duhanlar müsterekü'l-menfaa reji şirketi. Trabzon reji idaresi*

- (1883-1914), Istanbul, Osmanlı Bankası Arşiv ve Araştırma Merkezi, 2007.
- DIKHTJAR, G.A., *Sovetskaja trgovlja v periode postroenija sotsializma*, Moscou, Izdatel'stvo AN SSSR, 1961.
- DILLON, Michael, *Xinjiang and the Expansion of Chinese Communist Power*, Londres-New York, Routledge, 2014.
- DIMAGGIO, Paul J., POWELL, Walter W., « The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review*, Vol. 48, No. 2, Avril 1983, pp. 147-160.
- DIRLIK, Arif, BAH, Vinay, GRAND, Peter (dir.), *History after the Three Worlds. Post-Eurocentric Historiography*, Lanham-Oxford, Rowman & Littlefield, 2000.
- DJAKIN, Valentin (dir.), *Krizis samodržavija v Rossii, 1895-1917*, Leningrad, Nauka, 1984.
- DJAKTÂDJÎ, Mohammad Pûrahmad (dir.), *Gilânâme. Madjmu'e-e maqâlât-e Gilânshenâsi*, Vol. 3, Rasht, Enteshârât-e Tâ'atî, 1369 (1990).
- DJAMÂLZÂDE, Mohammad 'Alî, *Târîkh-e ravâbit-e Rus ve Îrân*, Téhéran, Bonyâd-e Mavqûfât-e doktor Mahmûd Afshâr Yazdî, 1372 (1993).
- DJAKIN, Valentin S., *Natsional'nyj vopros vo vnutrennej politike tsarizma (XIX-nachalo XX veka)*, Saint-Pétersbourg, LISS, 1998.
- DMITRÓW, Edmund, « What Was Not Allowed to Be Written about Coming to Terms with the Germans in the People's Republic of Poland », in BOREJSZA, Jerzy W., ZIEMER, Klaus (dir.), *Totalitarian and Authoritarian Regimes in Europe. Legacies and Lessons from the Twentieth Century*, New York, Berghahn Books, 2006, pp. 53-69.
- DOLOWITZ, David P., MARSH, David, « Learning from Abroad: The Role of Policy Transfer in Contemporary Policy-Making », *Governance*, Vol. 13, No. 1, janvier 2000, pp. 5-23.
- DOMINCZAK, Henryk, *Granica wschodnia Rzeczypospolitej Polskiej w latach 1919-1939*, Varsovie, Wydawnictwo Naukowe PWN, 1992.
- DONNAN, Hastings, WILSON, Thomas M., *Borders: Frontier of Identity, Nation and Station*, Oxford-New York, Berg, 1999.
- DONZELOT, Jacques, *La police des familles*, Paris, Les Editions de Minuit, 1977.
- DÖRING, Jörg, THIELMANN, Tristan (dir.), *Spatial Turn. Das Raumparadigma in den Kultur- und Sozialwissenschaften*, Bielefeld, Transcript Verlag, 2009 (2008).
- DORNIK, Wolfram, KARNER, Stefan, *Besatzung der Ukraine 1918. Historischer Kontext-Forschungsstand-wirtschaftliche und soziale Folgen*, Graz-Vienne-Klagenfurt, Veröffentlichungen des Ludwig-Boltzmann-Instituts für Kriegsfolgen-Forschung, 2008.
- DOSSE, François, « Travail et devoir de mémoire chez Paul Ricoeur », in HOUZIAUX, Alain (dir.), *La mémoire, pour quoi faire ?*, Paris, Les Editions de l'Atelier, 2006, pp. 75-104.
- DOUGLAS, Mary, *How Institutions Think*, Syracuse, Syracuse University Press, 1986.
- DOUMANIS, Nicholas, *Before the Nation. Muslim-Christian Coexistence and Its Destruction in Late Ottoman Anatolia*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- DRAKE, V.A., GATEHOUSE, A.G., *Insect Migration. Tracking Resources through Space and Time*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- DROZ, Jacques, *L'Europe centrale. Evolution historique de l'idée de « Mitteleuropa »*, Paris, Payot, 1960.
- DUARA, Prasenjit, *Sovereignty and Authenticity. Manchukuo and the East Asian Modern*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2004.
- DUBOIS, Vincent, LOZAC'H, Valérie, ROWELL, Jay, « Jeux bureaucratiques en régime communiste », *Sociétés contemporaines*, 2005/1, No. 57, pp. 5-19.
- DUCHACEK, Ivo, « The International Dimension of Subnational Self-Government », *Publius*, 14 (4), 1984, pp. 5-31.
- DUCLERT, Vincent, *L'avenir de l'histoire*, Paris, Armand Colin, 2010.
- DUCLERT, Vincent, « Les historiens et la destruction des Arméniens », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 81, Janvier-mars 2004, pp. 137-153.
- DUFOIX, Stéphane, GUERASSIMOFF, Carine, TINGUY, Anne (de) (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les Etats et leurs expatriés*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2010.
- DUHAMELLE, Christophe, *La frontière au village. Une identité catholique allemande au temps des Lumières*, Paris, Editions de l'EHESS, 2010.
- DUGUID, Stephen, « The Politics of Unity: Hamidian Projects in Eastern Anatolia », *Middle Eastern Studies*, Vol. 9, No. 2, 1973, pp. 139-155.
- DULAYEVA, Zarife, « Atatürk'ün imzası: "... Azerbaycan'ın büyükelçisine, kardeşim Ibrahim Abilov'a », *IRS*, No. 7, 2013, pp. 36-39.
- DULLIN, Sabine, *Des hommes d'influence. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001.
- DULLIN, Sabine, *La frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, Paris, Editions de l'EHESS, 2014.

- DULLIN, Sabine, COEURÉ, Sophie (dir.), *Frontières du communisme*, Paris, La Découverte, 2007
- DUMBERRY, Patrick, « Is Turkey the 'continuing' state of the Ottoman empire under international law ? », *Netherlands International Law Review*, Vol. LIX, 2012, pp. 235-262.
- DUMONT, Paul, « La fascination du bolchevisme. Enver pacha et le parti des soviets populaires, 1919-1922 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 16, No. 2, avril-juin 1975, pp. 141-166.
- DUNN, David H. (dir.), *Diplomacy at the Highest Level. The Evolution of International Summitry*, Macmillan Press-St. Martin's Press, Basingstoke-New York, 1996.
- DUPUY, Jean-Pierre, *Pour un catastrophisme éclairé*, Paris, Le Seuil, 2002.
- DUPUY, René-Jean, *Manuel sur les organisations internationales*, Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1998 (1988).
- DU QUENOY, Paul, « The Russian Empire and Egypt, 1900-1915: A Case of Public Diplomacy », *Journal of World History*, Vol. 19, No. 2, juin 2008, pp. 213-233.
- DURGUN, Sezgi, « Cultural Cold War and the Izmir International Fair: 1950-60s », in ÖRNEK, Cangül, ÜNGÖR, Çağdaş (dir.), *Turkey in the Cold War. Ideology and Culture*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2013, pp. 67-86.
- DZHAVAKHISHVILI, Nik'o, *Kartuli bonist'ik'a*, Tbilissi, Tbiluniversalkn'ma, 1996.
- DZHIBLADZE, D.N., *Kontsesionnye predpriyatija v Zakavkaz'e v 1926-1929*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1973.
- DZIAK, John J., *Chekisty. A History of the KGB*, Lexington-Toronto, Lexington Books, 1988.
- DZIDZARIJA, Georgij (dir.), *Iz istorii revoljutsionnykh sobytij v Abkhazii v 1905-1907 gg*, Sukhumi, Abkhazskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1955.
- DZIDZARIJA, Georgij, *Makhadzhirstvo i problemy istorii Abkhazii XIX stoletija*, Sukhumi, Alashara, 1982.
- EAGLETON, William Jr., *The Kurdish Republic of 1946*, Londres, Oxford University Press, 1963.
- EASTER, Gerald M., *Reconstructing the State. Personal Networks and Elite Identity in Soviet Russia*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2000.
- EATON, Katherine Bliss, *Daily Life in the Soviet Union*, Westport, Greenwood Press, 2004.
- EDGAR, Adrienne Lynn, *Tribal Nation : The Making of Soviet Turkmenistan*, Princeton, Princeton University Press, 2004.
- EDGERTON, David, *The Shock of the Old: Technology and Global History since 1900*, Londres, Profile Books, 2006.
- EGNELL, Robert, HALDÉN, Peter (dir.), *New Agendas in Statebuilding. Hybridity, contingency and history*, Londres-New York, Routledge, 2013.
- EGORIN, Anatolij, MAMEDOVA, Nina, *Rossija i Iran. Iranistika v Tatarstane*, Moscou, Mishin, 2001.
- EISEMANN, Pierre Michel, KOSKENNIEMI, Martti, *La succession d'Etats : la codification à l'épreuve des faits*, La Haye-Boston-Londres, Martinus Nijhoff Publishers, 2000.
- ELDEM, Edhem, *İftihar ve İmtiyaz: Osmanlı Nişan ve Madalyaları Tarihi*, Osmanlı Bankası Arşiv ve Araştırma Merkezi, İstanbul, 2004.
- EL'CHIBEKJAN, A., *Armenija nakanune Velikogo Oktjabrja*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1963.
- EL'CHIBEKJAN, A.M., *Ot Revkomov k Sovetam (Sozdanie Sovetov v Armenii)*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1978
- ELDZHIBEKJAN, H.M., HAKOBIAN, A.M., *Urvagtser Sovetakan Hajastani patmut'jan, P. I*, Erevan, HSSR' Gitut'junneri Akademiaji Hratarakch'ut'jun, 1954.
- ELEY, Geoff, « War and the Twentieth-Century State », *Daedalus*, Vol. 124, No. 2, Printemps 1995, pp. 155-174.
- ELIE, Marc, GESTWA, Klaus, « Zwischen Risikogesellschaft und Katastrophenkultur. Zur Einführung in die Katastrophengeschichte des östlichen Europas », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 62, No. 2, 2014, pp. 161-179.
- ELLIOTT, J.H. Elliott, « A Europe of Composite Monarchies », *Past & Present*, No. 137, novembre 1992, pp. 48-71.
- EMRENCE, Cem, *Remapping the Ottoman Middle East. Modernity, Imperial Bureaucracy, and the Islamic State*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2012.
- ENTNER, Marvin L., *Russo-Persian Commercial Relations, 1828-1914*, Gainesville, University of Florida Press, 1965.
- ERDAL, Ibrahim, KARAÇAVUŞ Ahmet (dir.), *Osmanlı siyasal ve sosyal hayatında Ermeniler*, İstanbul, IQ Sanat Yayıncılık, 2009.
- ERICKSON, Edward J., *Ottomans and Armenians. A Study in Counterinsurgency*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.
- ERIKSEN, Thomas Hylland, *Ethnicity and Nationalism. Anthropological Perspectives*, Londres-New York, Pluto Press, 2010.
- ERKAN, Süleyman, *Kırım ve Kafkasya göçleri (1878-1908)*, Trabzon, Karadeniz Teknik Üniversitesi, 1996.

- ESAJAN, A., *Hajastani midzhazgajin iravakan drut'juně, 1920-1922*, Erevan, Mitk', 1967.
- ESAJAN, A., *Nekotorye voprosy istorii mezhdunarodnogo prava*, Erevan, Izdatel'stvo Erevanskogo Universiteta, 1977.
- ESENBEL, Selçuk, «Japan's Global Claim to Asia and the World of Islam – Transnational Nationalism and World Power, 1900-1945», *The American Historical Review*, Vol. 109, No. 4 (Octobre 2004), pp. 1140-1170.
- ESENBEL, Selçuk, *Japon modernleşmesi ve Osmanlı. Japonya'nın Türk Dünyası ve İslam Politikaları*, İletişim, İstanbul, 2012.
- ESHERICK, Joseph W., BACKUS RANKIN, Mary, «Introduction», in Joseph W. Esherick, Mary Backus Rankin (dir.), *Chinese Local Elites and Patterns of Dominance*, Berkeley-Los Angeles-Oxford, University of California Press, 1990.
- ETTEHÂDÎYE, Mansure, *Dar dahlîzhâ-ye qodrat. Zandagînâme-ye siyâsî-e Hoseyn 'Alâ'*, Téhéran, Nashr-e târîkh-e Irân, 1390 (2011).
- ETTINGER, Patrick, *Imaginary Lines. Border Enforcement and the Origins of Undocumented Immigration, 1882-1930*, Austin, University of Texas Press, 2009.
- EVEN, Pascal (éd.), *Les Français à l'étranger et la Révolution*, Paris, Direction des Archives du Ministère des Affaires étrangères, 1989.
- Eyyüpoğlu, İsmail, «Batum Rus Milli Derneği ve Kapatılması (1918)», *Atatürk Dergisi*, Vol. 4, No. 1, 2004, pp. 133-151.
- ƏLİYEV, V., «Fevral inqilabının Lənkəran-Muğan bölgəsinə təsiri», *Tarix və onun problemləri*, No. 1, 2010, pp. 83-86.
- FABRE, Giorgio, *Roma a Mosca. Lo spionaggio fascista in URSS e il caso Guarnaschelli*, Bari, Dedalo, 1990.
- FAIVRE D'ARCIER, Amaury, *Les oubliés de la liberté. Négociants, consuls et missionnaires français au Levant pendant la Révolution (1784-1798)*, Bruxelles, Peter Lang, 2007.
- FAIZULLAEV, Alisher, «Diplomacy and Self», *Diplomacy & Statecraft*, Vol. 17, No. 3, 2006, pp. 497-522.
- FARMANFARMAIAN, Roxane (dir.), *War and Peace in Qajar Persia. Implications Past and Present*, Londres-New York, Routledge, 2008.
- FAWN, Rick (dir.), *Globalising the region. Regionalising the Global*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.
- FÄHNRIK, Heinz, *Geschichte Georgiens*, Leiden-Boston, Brill, 2010.
- FELDMAN, Ilana, *Governing Gaza. Bureaucracy, Authority, and the Work of Rule, 1917-1967*, Durham-Londres, Duke University Press, 2008.
- FEL'SHTINSKIJ, Jurij, *K istorii nashej zakrytosti*, Moscou, Terra, 1991.
- FERRIÈRES, Madeleine, *Histoire des peurs alimentaires. Du Moyen Âge à l'aube du XXe siècle*, Paris, Le Seuil, 2002.
- FERRO, Marc, «Le soldat russe en 1917. Indiscipline, pacifisme, patriotisme et révolution», *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, Vol. 26, No. 1, 1971, pp. 14-39.
- FERRO, Marc, *L'Occident devant la Révolution soviétique. L'histoire et ses mythes*, Bruxelles, Complexe, 1991 (1980).
- FIELD, Daniel, *Rebels in the Name of the Tsar*, Boston, Houghton Mifflin, 1976.
- FINDLEY, Carter Vaughn, *Ottoman Civil Officialdom*, Princeton, Princeton University Press, 1989.
- FISHER, John, «Gentleman Spies in Asia», *Asian Affairs*, Vol. XLI, No. II, juillet 2010, pp. 202-212.
- FISHER, John R., «Cattle Plague Past and Present: The Mystery of Mad Cow Disease», *Journal of Contemporary History*, Vol. 33, No. 2, avril 1998, pp. 215-228.
- FITZGERALD, Gerald F., «Le Canada et le développement du droit international : La contribution de l'Affaire de la fonderie de Trail à la formation du nouveau droit de la pollution atmosphérique transfrontalière», *Etudes internationales*, Vol. 11, No. 3, 1980, pp. 393-419.
- FITZPATRICK, Anne Lincoln, *The Great Russian Fair – Nizhnii Novgorod, 1840-1890*, Basingstoke-Oxford, Macmillan-St Antony's, 1990.
- FITZPATRICK, Sheila (dir.), *Cultural Revolution in Russia, 1928-1931*, Bloomington, Indiana University Press, 1978.
- FITZPATRICK, Sheila *Stalin's Peasants. Resistance & Survival in the Russian Village After Collectivization*, Oxford-New York, Oxford University Press, 1994.
- FITZPATRICK, Sheila, RABINOWITCH, Alexander, STITES, Richard (dir.), *Russia in the Era of the NEP. Explorations in Soviet Society and Culture*, Bloomington, Indiana University Press, 1991.
- FLOOR, Willem, *Labor and Industry in Iran, 1850-1941*, Washington, Mage Publishers, 2009.
- FLORINSKIJ, M., *Krizis gosudarstvennogo upravlenija v Rossii v gody pervoj mirovoj vojny*, Leningrad, Izdatel'stvo Leningradskogo Universiteta, 1988.

- FONTAINE, Laurence, *Histoire du colportage en Europe, XV^e-XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1993.
- FORAN, John (dir.), *A Century of Revolution. Social Movements in Iran*, Londres, UCL Press, 1994.
- FORCADE, Olivier, LAURENT, Sébastien, *Secrets d'Etat. Pouvoirs et renseignements dans le monde contemporain*, Paris, Armand Colin, 2005.
- FORESTIER-PEYRAT Etienne, « 'Dans les forêts d'Adjarie...' : Franchir la frontière turco-soviétique, 1922-1937 », *Diasporas*, Vol. 23-24, 2015, pp. 164-184.
- FORESTIER-PEYRAT Etienne, « Fighting Locusts Together: Pest Control and the Birth of Soviet Development Aid, 1920-1939 », *Global Environment*, Vol. 7, No. 2, 2014, pp. 536-571.
- FORESTIER-PEYRAT Etienne, « Red Passage to Iran: The Baku Trade Fair and the Unmaking of the Azerbaijani Borderland, 1922-1930 », *Ab Imperio*, 4/2013, pp. 79-112.
- FORSYTH, James, *The Caucasus. A History*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2013.
- FOSSIER, Arnaud, « Où est passée la sociologie de la critique ? À l'épreuve d'Affaires, scandales et grandes causes », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 13 | 2007, consulté le 12 mai 2015. URL : <http://traces.revues.org/323>.
- FOUCAULT, Michel, *Dits et écrits I. 1954-1975*, Paris, Gallimard, 2001.
- FOUCAULT, Michel, *Sécurité, territoire, population. Cour au Collège de France. 1977-1978*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 2004.
- FOUCHER, Michel, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 2007.
- FOURNIER, Bernard, REUCHAMPS, Min (dir.), *Le fédéralisme en Belgique et au Canada*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, 2009.
- FRANK, Robert (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, 2012.
- FRARY, Lucien J., KOZELSKY, Mara (dir.), *Russian-Ottoman Borderlands. The Eastern Question Reconsidered*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2014.
- FREJ, Lazar', *Mezhdunarodnye raschety i finansirovanie vneshnej torgovli sotsialisticheskikh stran*, Moscou, Mezhdunarodnye otnoshenija, 1965.
- FREMEAUX, Jacques, BATTISTI, Michèle (dir.), *Sortir de la guerre*, Paris, PUPS, 2014.
- FRÉMONT, Armand, « Recherches sur l'espace vécu », *L'Espace géographique*, No. 3, 1974, pp. 231-238.
- FRENKIN, M., *Russkaja armija i revoljutsija, 1917-1918*, Munich, Logos, 1978.
- FRESIA, Marion, « Les réfugiés comme objet d'étude pour l'anthropologie – enjeux et perspectives », *Refugee Survey Quarterly*, Vol. 26, No. 3, 2007, pp. 112-113.
- FRIEDMAN, Isaiah, *British Miscalculations: The Rise of Muslim Nationalism, 1918-1925*, New Brunswick (New Jersey), Transaction Publishers, 2012.
- FRINGS, Andreas, « Playing off Moscow against Kazan. Azerbaijan Manoeuvring to Latinization in the Soviet Union », *Ab Imperio*, No. 4/2009, pp. 249-316.
- FRINGS, Andreas, *Sowjetische Schriftpolitik zwischen 1917 und 1941. Eine handlungstheoretische Analyse*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2007.
- FRITZ, Verena, *State-Building. A Comparative Study of Ukraine, Lithuania, Belarus, and Russia*, Budapest, CEU Press, 2007.
- FROMMELT, Fabian (dir.), *Zwangsadministrationen. Legitimierte Fremdverwaltung im historischen Vergleich (17. Bis 21. Jahrhundert)*, Berlin, Duncker & Humblot, 2014.
- FULLER, William C., *Civil-Military Conflict in Imperial Russia, 1881-1914*, Princeton, Princeton University Press, 1985.
- FULLER, William C., *The Foe Within. Fantasies of Treason and the End of Imperial Russia*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2006.
- FURET, François, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978.
- FURIER, Andrzej, *Droga Gruzji do niepodległości*, Posnan, Zakład Badań Narodowościowych PAN, 2000.
- GALAS, Marina, « Gosudarstvenno-institutsional'naja i sotsial'naja adaptatsija repatriantov i reevakuiroemykh bezhentsev v Rossii v 1920-e gg. », *Vlast'*, No. 4/2011, pp. 105-108.
- GALAS, Marina, « Vneshnjaja trudovaja migratsija v period nepa », *Voprosy istorii*, No. 5, 2011, pp. 92-104.
- GALBRAITH, John S., « The "Turbulent Frontier" as a Factor in British Expansion », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 2, No. 2 (Janvier 1960), pp. 150-168.
- GALLETTI, Mirella, « La politica italiana verso assiri e curdi », *Quaderni di Oriente Moderno*, Anno LXXXI, No. 3, 2001, pp. 149-182.
- GALLETTI, Mirella, « Ufficiali, medici e funzionari italiani tra Impero Ottomano e Persia », *Quaderni di Oriente Moderno*, Anno LXXXVIII, Vol. 6, 2008, pp. 111-133.

- GALOJAN Armen, « Otdelenie Zakavkaz'ja ot Sovetskoj Rossii. Sledstvie antisovetskoj politiki zakavkazskogo Sejma », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 6, 1985, pp. 3-17.
- GALOJAN, Armen, « Sozdanie i krakh Zakavkazskogo Sejma », *Patma-banasirakan handes*, No. 1, 1986, pp. 157-169.
- GALOJAN, Galust, *Andrkovkasum sots'ialistakan r'evoljuts'iaji jev komunistakan shinararut'jan patmut'jan keghtsararut'jan dem*, Erevan, Hajastani Petakan Hratarakch'ut'jun, 1961.
- GALOJAN, G.A., *Rabochee dvizhenie i natsional'nyj vopros v Zakavkaz'e 1900-1922*, Erevan, Hajastan, 1969.
- GALOJAN, Galust, *R'usastaně jev Andrkovkasi zhoghovurdnerě*, Erevan, Hajastan, 1978.
- GAMMER, Moshe, KAPLAN, Vera, « Post-Soviet Narratives of the Conquest of the Caucasus », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 61, No. 1, 2013, pp. 26-46.
- GARCÍA, Hugo, « La propaganda exterior de la República durante la Guerra Civil », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, Vol. 39, No. 1, 2009, pp. 215-240.
- GARIBDZHANJAN, G.B., *Narodnyj geroj Andranik*, Erevan, Gitelik, 1990.
- GARTON ASH, Timothy, *The Uses of Adversity. Essays on the Fate of Central Europe*, New York, Vintage, 1990.
- GASANLI, Dzhamil', *Istorija diplomatii Azerbajdzhanskoj respubliki, T.1: Vneshnjaja politika Azerbajdzhanskoj Demokratičeskoj Respubliki (1918-1920)*, Moscou, Flinta-Nauka, 2010.
- GASANLI, Dzhamil', *SSSR-Turtsija. Ot nejtraliteta k kholodnoj vojne (1939-1953)*, Moscou Tsentr Propagandy, 2008.
- GASANOV, I.M. *et alii, Azerbajdzhan v gody pervoj ruskoj revoljutsii. Sbornik statej*, Bakou, Izdatel'stvo AN Azerbajdzhanskoj SSR, 1965.
- GASIMOV, Zaur, (dir.), *Kampf um Wort und Schrift. Russifizierung in Osteuropa im 19.-20. Jahrhundert*, Göttingen-Bristol, Vandenhoeck & Ruprecht, 2012.
- GASRATJAN, M.A. (dir.), *Kurdkoe dvizhenie v novoe i novejshee vremja*, Moscou, Nauka, 1987.
- GASRATJAN, M.A. *Kurdy Turtsii v novejshee vremja*, Erevan, Ajastan, 1990.
- GASRATJAN, M.A., MOISEEV, P.P., *SSSR i Turtsija, 1917-1979*, Moscou, Glavnaja redaktsija vostočnoj literatury, 1981.
- GATRELL, Peter, *A Whole Empire Walking. Refugees in Russian During World War I*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 1999.
- GAUNT, David, *Massacres, Resistance, Protectors. Muslim-Christian Relations in Eastern Anatolia During World War I*, Piscataway, Gorgias Press, 2006.
- GAVRILIS, George, *The Dynamic of Interstate Boundaries*, New York, Cambridge University Press, 2008.
- GEDIKLİ, Yusuf (dir.), *Pontus Meselesi*, Istanbul, İz Yayıncılık, 2009.
- GEERTZ, Clifford, « 'From the Native's Point of View': On the Nature of Anthropological Understanding », *Bulletin of the American Academy of Arts and Sciences*, Vol. 28, No. 1, Octobre 1974, pp. 26-45.
- GEIKE, Rainer, *Transkaukasien. Geldscheine und Wappen als Zeitdokumente*, Regenstauf, Gietl Verlag, 2009.
- GELVIN, James L., GREEN, Nile (dir.), *Global Muslims in the Age of Steam and Print*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2014.
- GENÇOĞLU ONBAŞI, Funda, « Halkevleri ve Ülkü Dergisi: Erken Cumhuriyet Döneminde Köycülük Tartışmaları », *Çağdaş Yerel Yönetimler*, Vol. 20, No. 3, Juillet 2011, pp. 69-88.
- GENDIANISHVILI, Lela, « Iranis 1905-1911 ts'ts'., burzhuaziul-demok'rat'iuli revolutsia da kartuli demok'rat'iuli presa », *Matsne*, No. 3, 1989, pp. 97-110.
- GEORGEON, François, *Abdulhamid II, le sultan calife*, Paris, Fayard, 2003.
- GEORGEON, François (dir.), « L'ivresse de la liberté ». *La révolution de 1908 dans l'Empire ottoman*, Paris-Louvain-Walpole, Peeters, 2012.
- GERASIMOV, Il'ja *et alii* (dir.), *Novaja imperskaja istorija postsovetskogo prostranstva: Sbornik statej*, Kazan, Tsentr Issledovanij Natsionalizma i Imperii, 2004.
- GERASIMOV, Ilya, KUSBER, Jan, SEMYONOV, Alexander (dir.), *Empire Speaks Out: Languages of Rationalization and Self-Description in the Russian Empire*, Leyde-Boston, Brill, 2009.
- GETTY, John Arch, *Practicing Stalinism. Bolsheviks, Boyars, and the Persistence of Tradition*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2013.
- GETTY, J. Arch, « State and Society under Stalin. Constitution and Elections in the 1930s », *Slavic Review*, Vol. 50, No. 1, printemps 1991, pp. 19-35.
- GEVORGJAN, Ts'olak, « 26 komisarneri anvan andrkovkasjan komunistakan hamalsarani steghtsman jev gortsuneut'jan patmut'junits' », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 2, 1981, pp. 12-22.

- GEYER, Dietrich, *Die Sowjetunion und Iran. Eine Untersuchung zur Aussenpolitik der UdSSR im Nahen Osten*, Tubingen, Böhlau-Verlag, 1955.
- GHANI, Cyrus, *Iran and the Rise of Reza Shah. From Qajar Collapse to Pahlavi Rule*, Londres-New York, I.B. Tauris, 1998.
- GHAZAKHETS'JAN, Vladimir, *1937-ě Hajastanum*, Erevan, Zangak, 2005.
- GHAZAKHETS'JAN, Vladimir, *Hajastani kolntesajin gjuhats'jut'jan patmut'juně*, Erevan, Hajkakan SSH GA Hratarakch'ut'jun, 1978.
- GHEVONDJAN, Razmik, « AndrSFSH masnakts'ut'juně 1924 t'. SSHM sahmandrut'jan mshakmaně », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 1, 1977, pp. 45-54.
- GHODES, M.S. (dir.), *Probuzhdenie Azii. 1905 god i revoljutsija na Vostoke. Sbornik statej*, Leningrad, OGIZ, 1935.
- GIBSON, Carrie, *Empire's Crossroads. A New History of the Caribbean*, Londres, Pan Books, 2015.
- GIBSON, Edward, *Boundary Control: Subnational Authoritarianism in Federal Democracies*, New York, Cambridge University Press, 2012.
- GÎLAK, Mohammad 'Alî, *Târîkh-e Enqelâb-e Djangal*, Rasht, Nashr-e Gilakân, 1371 (1992).
- GIMÉNEZ BÉLIVEAU, Verónica, « La 'triple frontera' y sus representaciones. Políticos y funcionarios piensan la frontera », *Frontera Norte*, Vol. 23, No. 46, Juillet-décembre 2011, pp. 7-34.
- GINGERAS, Ryan, *Sorrowful Shores. Violence, Ethnicity, and the End of the Ottoman Empire, 1912-1923*, Oxford, Oxford University Press, 2009.
- GINSBURGS, George, « Option of Nationality in Soviet Treaty Practice, 1917-1924 », *The American Journal of International Law*, Vol. 55, No. 4, Octobre 1961, pp. 919-946.
- GIRAULT, René (dir.), *Sur 1905*, Paris, Edition Champ Libre, 1975.
- GÎRGÎN, Kemal, *Osmanlı ve cumhuriyet dönemleri hariciye tarihi (Teşkilât ve Protokol)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1992.
- GODES, M.S. (dir.), *Probuzhdenie Azii. 1905 god i revoljutsija na Vostoke. Sbornik statej*, Leningrad, OGIZ, 1935.
- GOGOLISHVILI, Otari, *Batumis olki 1908-1914 ts'lebshi*, Batoumi, Alioni, 1998.
- GOGOLISHVILI, Otari, *Sazogadoebriv-polit'ikuri vitareba Batumis olkshi 1900-1910 ts'ts'*, Tbilissi, Narit'on Akhvledianis sakhelobis Ach'aris muzeumi, 2012.
- Otari Gogolishvili, *Sotsialuri da erovnuli modzraoba samkhret-dasavlet Sakartveloshi (Batumi olki) utskhoeli (osmaleti, inglisi) ok'upant'ebis ts'inaaghmdeg 1918-1920 ts'lebshi*, Batoumi-Tbilissi, pas d'éditeur, 2001.
- GOLNAZARIAN-NICHANIAN, Magdalena, *Les Arméniens d'Azerbaïdjan. Histoire locale et enjeux régionaux, 1828-1918*, Paris, Centre d'histoire arménienne contemporaine, 2009.
- GOLOĞLU, Mahmut, *Trabzon Tarihi Fetihden Kurtuluşu Kadar*, Trabzon, Serander, 2000.
- GOLUBEV, Alexey, TAKALA, Irina, *The Search for a Socialist El Dorado: Finnish Immigration to Soviet Karelia from the United States and Canada in the 1930s*, East Lansing, Michigan State University Press, 2014.
- GOMART, Thomas, *Double détente : les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
- GOMART, Thomas, « La relation bilatérale : un genre de l'histoire des relations internationales », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, No. 65-66, Janvier-juin 2002, pp. 65-68.
- GOODE, J. Paul, *The Decline of Regionalism in Putin's Russia: Boundary Issues*, Abingdon-New York, Routledge, 2011.
- GOODY, Jack, *The Power of the Written Tradition*, Washington, Smithsonian Institution Press, 2000.
- GOSHADZE, G.G. et al., *Doroga družby. K stoletiju elektrifitsirovannoj Zakavkazskoj zheleznoj dorogi, 1872-1972*, Tbilissi, Izdatel'stvo i tipografija TsK KPG, 1973.
- GOUSSEFF, Catherine, *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride*, Paris, CNRS Editions, 2008.
- GÖKAY, Bülent, *A Clash of Empires. Turkey Between Russian Bolshevism and British Imperialism, 1918-1923*, Londres-New York, Tauris Academic Studies, 1997.
- GÖKAY, Bülent, *Soviet Eastern Policy and Turkey*, Londres-New York, Routledge, 2006.
- GÖKDEMİR, Ahmet Ender, *Cenûb-i Garbî Kafkas Hükümeti*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 1998.
- GÖKMEN, Ertan, « Batı Anadolu'da çekirge felâketi (1850-1915) », *Belleten. Türk Tarih Kurumu*, Vol. 74, No. 269, 2010, pp. 127-180.
- GÖNLÜBOL, Mehmet, SAR, Cem, *Atatürk ve Türkiye'nin dış politikası (1919-1938)*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 1990.
- GÖRGÜLÜ, İsmet, *On yıllık Harbin Kadrosu, 1912-1922*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1993.
- GÖZCÜ, Alev, *1929 Dünya Buhranı ve Türkiye*, İstanbul, Libra, 2013.
- GRANEY, Katherine E., *Of Khans and Kremains. Tatarstan and the Future of Ethno-Federation in Russia*, Lanham-Plymouth, Lexington Books, 2009.

- GRANT, Bruce, « An Average Azeri Village (1930). Remembering Rebellion in the Caucasus Mountains », *Slavic Review*, Vol. 63, No. 4 (Hiver, 2004), pp. 705-731.
- GRANT, Bruce, *The Captive and the Gift. Cultural Histories of Sovereignty in Russia and the Caucasus*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2009.
- GRANT, Bruce, YALÇIN-HECKMANN, Lale (dir.), *Caucasus Paradigms. Anthropologies, Histories and the Making of a World Area*, Berlin, Lit Verlag, 2007.
- GRANT, Susan, *Physical Culture and Sport in Soviet Society. Propaganda, Acculturation, and Transformation in the 1920s and 1930s*, New York-Abingdon, Routledge, 2013.
- GRATIEN, Chris, AUMAN PITTS, Graham, « Towards an Environmental History of the First World War. Human and Natural Disasters in the Ottoman Mediterranean », in BLEY, Helmut, KREMERS, Anorthe (dir.), *The World During the First World War*, Essen, Klartext Verlag, 2014, pp. 239-252.
- GRAZIOSI, Andrea, « Les famines soviétiques de 1931-1933 et le Holodomor ukrainien », *Cahiers du monde russe*, Vol. 46, No. 3, pp. 453-472.
- GRAZIOSI, Andrea, *L'URSS di Lenin e Stalin – Storia dell'Unione sovietica 1914-1945*, Bologne, Il Mulino, 2007.
- GRAZIOSI, Andrea, « "Visitors from other times": Foreign workers in the prewar *piatiletki* », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 29, No. 2, 1988, pp. 161-180.
- GREEN, Daniel M. (dir.), *Constructivism and Comparative Politics*, Armonk, M.E. Sharpe, 2002.
- GREEN, Donald P., SHAPIRO, Ian, *Pathologies of rational choice theory: a critique of applications in political science*, New Haven, Yale University Press, 1994.
- GREEN, Nancy L., WEIL, François (dir.), *Citizens and those who Leave. The Politics of Emigration and Expatriation*, Urbana-Chicago, University of Illinois Press, 2007.
- GREGG, Robert D., *The Influence of Border Troubles on Relations between the United States and Mexico, 1876-1910*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1937.
- GREGORY, Paul R., *Terror by Quota. State Security from Lenin to Stalin (An Archival Study)*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2009.
- GREGORY, Paul R., NAIMARK, Norman (dir.), *The Lost Politburo Transcripts. From Collective Rule to Stalin's Dictatorship*, New Haven, Yale University Press, 2008.
- GRIERSON, Philip James Hamilton, *The Silent Trade. A Contribution to the Early History of Human Intercourse*, Edimbourg, William Green & Sons, 1903.
- GRIGNON, Claude, PASSERON, Jean-Claude, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1989.
- GRIMSON, Alejandro, *La nación en sus límites. Contrabandistas y exiliados en la frontera Argentina-Brasil*, Barcelone, Gedisa, 2003.
- GRODZISKI, Stanisław, DZIADZIO, Andrzej (dir.), *Regnare, Gubernare, Administrare. Prawo i Władza na przestrzeni wieków*, T. 1, Cracovie, Krakowska Akademia Frycza Modrzewskiego, 2012.
- GROSS, Feliks, *Ethnics in a Borderland. An Inquiry into the Ethnicity and Reduction of Ethnic Tensions in a One-Time Genocide Area*, Westport-Londres, Greenwood Press, 1978.
- GUERZONI, Benedetta, *Cancellare un popolo. Immagini e documenti del genocidio armeno*, Milan, Mimesis Edizioni, 2013.
- GUICHONNET, Paul, RAFFESTIN, Claude, *Géographie des frontières*, Paris, Presses universitaires de France, 1974.
- GULIEV, A.N. (dir.), *Slavnye stranitsy bor'by i pobed*, Bakou, Izdatel'stvo Akademii Nauk ASSR, 1965.
- GUMZ, Jonathan E., *The Resurrection and Collapse of Empire in Habsburg Serbia, 1914-1918*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2009.
- GUSEJNOVA, D.S., *Rabochie-morjaki Kaspija 90-e gody XIX v.-1907 god*, Bakou, Elm, 1981.
- GUSTERIN, Pavel, « Politika Sovetskogo gosudarstva na musul'manskom Vostoke », *Voprosy istorii*, No. 1, 2010, pp. 92-100.
- GUZHVIN, Anatolij, *Astrakhan'-Gilan v istorii russko-iranskikh otnoshenij*, Astrakhan, Astrakhanskij Universitet, 2004.
- GUZUN, Vadim, *Indizerabilii. Aspecte mediatice, umanitare și de securitate privind emigrația din Uniunea Sovietică în România interbelică*, Cluj-Napoca, Argonaut, 2013.
- GÜL, Abdulkadir, « Osmanlı Devleti'nde Kuraklık ve Kıtık (Erzurum Vilayeti Örneği : 1892-1893 ve 1906-1908 Yılları) », *Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi*, Vol. 2/9, Automne 2009, pp. 144-158.
- GÜL, Mustafa, « Elviye-i Selâse'nin Osmanlı Devleti'ne İadesi ve Bazı Uygulamalar », *Ankara Üniversitesi TİTE Atatürk Yolu Dergisi*, Vol. 4, No. 15, 1995, pp. 367-380.

- GÜMÜŞ, Nebi, « Osmanlıların son döneminde Rize ve Batum arasındaki sosyal ilişkiler », *Recep Tayyip Erdoğan Üniversitesi İlahiyat Fakültesi Dergisi*, No. 1 (2012), pp. 65-71.
- GÜNAYDIN, Gazi Giray, « Canik Mutasarrıflığı'nda Tütün Rejisi Uygulamalarına Karşı Tütün Amelelerinin Tepkileri (1908) », *Uluslararası Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 7, 2009, pp. 105-116.
- GÜRPINAR, Doğan, *Ottoman Imperial Diplomacy. A Political, Social and Cultural History*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2014.
- GÜRÜN, Kamuran, *Türk-Sovyet ilişkileri (1920-1952)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 2010 (1991).
- HAAS, Peter, « Introduction: epistemic communities and international policy coordination », *International Organization*, Vol. 46, No. 1, 1992, pp. 1-35.
- HABIÇOĞLU, Bedri, *Kafkasya'dan Anadolu'ya Göçler ve İskanları*, İstanbul, Nart Yayıncılık, 1993.
- HACIYEV, Aydın, *Qars və Araz-Türk Respublikalarının Tarixindən*, Bakou, Azərənşr, 1994.
- HADJIBEYLI, D., « The 1937 Trials of Adzharian Leaders », *Caucasian Review*, No. 8, 1959, pp. 21-26.
- HAIRI, Abdul-Hadi, « Reflections on the Influential Forces of the Persian Constitutional Revolution », *Proceedings of the First International Symposium on Asian Studies, 1979, Vol. 4*, Hong Kong, Asian Research Service, 1979, pp. 849-866.
- HAKIMIAN, Hassan, *Labour Transfer and Economic Development. Theoretical Perspectives and Case Studies from Iran*, Hemel Hempstead-Boulder, Harvester Wheatsheaf, 1990.
- HAKIMIAN, Hassan, « Wage Labor and Migration. Persian Workers in Southern Russia, 1880-1914 », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 17, No. 4, novembre 1985, pp. 443-462.
- HAKOBIAN, Ararat, *Karsi marz. Gjughats'ut'jan patmut'jan urvagtser 1878-1917 t't'*, Erevan, Chartaraget, 2000.
- HAKOBIAN, H.H., « Leninkani tek'stil kombinati patmut'junits' », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 7, 1970, pp. 12-20.
- HALE, William, *Turkish Politics and the Military*, Londres-New York, Routledge, 1994.
- HÄMÄLÄINEN, Pekka, TRUETT, Samuel, « On Borderlands », *The Journal of American History*, Vol. 98, No. 2, septembre 2011, pp. 338-361.
- HAMBARJAN, A.S., *Azatagrakan sharzhunnerë arevmtjan Hajastanum (1898-1908 t't')*, Erevan, Gitut'jun, 1999.
- HAMBARJAN, S.A., *K'rderë Sovetakan Hajastanum*, Erevan, HSSR' k'aghak'akan jev gitakan gitelik'neri taratsman enkerut'jun, 1957.
- HAMMOND, Thomas T. (dir.), *The Anatomy of Communist Takeovers*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1975.
- HANİOĞLU, M. Şükrü, *Preparation for a Revolution. The Young Turks, 1902-1908*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2001.
- HARCAVE, Sidney, *Count Sergei Witte and the Twilight of Imperial Russia: A Biography*, Armonk, M.E. Sharpe, 2004.
- HARRIS, George, *The Communists and the Kadro Movement. Shaping. Shaping Ideology in Atatürk's Turkey*, İstanbul, The Isis Press, 2002.
- HARRIS, James R., *The Great Urals. Regionalism and the Evolution of the Soviet System*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 1999.
- HARRISON, Mark, « Disease, diplomacy and international commerce: the origins of international sanitary regulation in the nineteenth century », *Journal of Global History*, Vol. 1, No. 2, juillet 2006, pp. 197-217.
- HART, John Mason, *Revolutionary Mexico. The Coming and Process of the Mexican Revolution*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1987.
- HARUT'JUNJAN, Ashot, *Turk'akan intervents'ian Andrkovkas 1918 t'. jev ink'napashtpanakan kr'ivnerë*, Erevan, Hajkakan SSH GA Hratarakch'ut'jun, 1984.
- HASLAM, Jonathan, *Soviet Foreign Policy, 1930-1933. The Impact of the Depression*, Londres-Basingstoke, The Macmillan Press, 1983.
- HASSENTEUFEL, Patrick, « De la comparaison internationale à la comparaison transnationale », *Revue française de science politique*, Vol. 55, No. 1, 2005, pp. 113-132.
- HASTINGS, Adrian, *The Construction of Nationhood. Ethnicity, Religion and Nationalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- HAUDRICOURT, André G., « Domestication des Animaux, Culture des Plantes et Traitement d'Autrui », *L'Homme*, Vol. 2, No. 1, 1962, pp. 40-50.
- HAUGEN, Arne, *The Establishment of National Republics in Central Asia*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2003.
- HAUPT, Georges, REBERIOUX, Madeleine (dir.), *La Deuxième Internationale et l'Orient*, Paris, Editions Cujas, 1967.
- HAYS, J.N., *Epidemics and Pandemics : Their Impacts on Human History*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2005.

- HAYTIAN, Aram, « The Molokans of Armenia », *Iran & the Caucasus*, Vol. 11, No. 1, 2007, pp. 33-44.
- HECKER, Hellmuth, *Die Doppelstaater-Konventionen in Osteuropa gestern und heute*, Francfort-sur-le-Main, Verlag für Standesamtswesen, 2003.
- HEINZEN, James W., *Inventing a Soviet Countryside. State Power and the Transformation of Rural Russia, 1917-1929*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2004.
- HENZE, Charlotte E., *Disease, Health Care and Government in Late Imperial Russia. Life and Death on the Volga, 1823-1914*, Londres-New York, Routledge, 2011.
- HERBERT, Ulrich, *Geschichte der Ausländerpolitik in Deutschland. Saisonarbeiter, Zwangsarbeiter, Gastarbeiter, Flüchtlinge*, Munich, C.H. Beck, 2001.
- HERBIG, Gottfried, *Staatensukzession und Staatenintegration*, Mayence, v. Hase & Koehler Verlag, 1968.
- HERBST, Leonore, *Staatensukzession und Staatsservituten*, Berlin, Duncker & Humblot, 1962.
- HERMAN, Michael, HUGHES, Gwilym (dir.), *Intelligence in the Cold War: What Difference Did It Make?*, Abingdon-New York, Routledge, 2013.
- HERREN, Madeleine, *Internationale Sozialpolitik vor dem Ersten Weltkrieg. Die Anfänge europäischer Kooperation aus der Sicht Frankreich*, Berlin, Duncker & Humblot, 1993.
- HERSLAG, Z.Y., *Turkey, the Challenge of Growth*, Leyde, Brill, 1968.
- HERZFELD, Michael, « 'As in your own house' : Hospitality, Ethnography, and the Stereotype of the Mediterranean Society », in GILMORE, David (dir.), *Honor and Shame in the Unity of the Mediterranean*, Washington, American Anthropological Association, 1987, pp. 75-89.
- HERZIG, Edmund, KURKCHIYAN, Marina (dir.), *The Armenians. Past and Present in the Making of National Identity*, Londres-New York, RoutledgeCurzon, 2005.
- HESEMANN, Michael, *Völkermord an den Armeniern*, Munich, F.A. Herbig, 2015.
- HEYWOOD, Anthony, *Modernising Lenin's Russia. Economic Reconstruction, Foreign Trade and the Railways*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004 (1999).
- HƏSƏNLİ, Cəmil, *Sovet Dövründə Azərbaycanın Xarici Siyasəti (1920-1939)*, Bakou, Adiloğlu, 2012.
- HƏSƏNOV Cəmil, *Azərbaycan Beynəlxalq Münasibətlər sistemində, 1918-1920 illər*, Bakou, Azərbaycan Dövlət Nəşriyyatı, 1993.
- HƏSƏNOV, H.Ə., « Sovet-Iran dostluq münasibətlərinin yaranması və inkişafı tarixindən », *Azərbaycan Dövlət Universitetinin Elmi əsərləri, Tarix və fəlsəfə seriyası*, No. 6, 1964.
- HƏŞİMOVA, Aygün, *XX əsrin birinci yarısında Azərbaycan mühacirəti*, Bakou, Bilik, 1992.
- HILLE, Charlotte M.L., *State Building in the Caucasus since 1917*, Leyde, Brill, 2003.
- HILTON, Marjori L., *Selling to the Masses. Retailing in Russia, 1880-1930*, Pittsburgh, University of Pittsburgh, 2012.
- HIRSCH, Francine, *Empire of Nations. Ethnographic Knowledge and the Making of the Soviet Union*, New York, Cornell University Press, 2005.
- HIRSCHMAN, Alfred O., *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.
- HIRSCHMAN, Alfred O., *National Power and the Structure of Foreign Trade*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1980 (1^{ère} édition : 1945).
- HIRSCHON, Renée, *Heirs of the Greek Catastrophe: The Social Life of Asia Minor Refugees in Piraeus*, Oxford, Clarendon Press, 1989.
- HIRST, Samuel, « Anti-Westernism on the European Periphery: The Meaning of Soviet-Turkish Convergence in the 1930s », *Slavic Review*, Vol. 72, No. 1 (Printemps 2013), pp. 32-53.
- HIRST, Samuel, « Transnational Anti-Imperialism and the National Forces. Soviet Diplomacy and Turkey, 1920-1923 », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, Vol. 33, No. 2, 2013, pp. 214-226.
- HOBSBAWM, Eric, *Bandits*, Harmondsworth, Penguin Books, 1969.
- HOBSBAWM, Eric, *Primitive Rebels*, Manchester, Manchester University Press, 1963 (1959)
- HOCKING, Brian, « Bridging Boundaries: Creating Linkages. Non-Central Governments and Multilayered Policy Environments », *WeltTrends*, No. 11, 1996, pp. 36-51.
- HOCKING, Brian, *Localizing Foreign Policy. Non-Central Government and Multilayered Diplomacy*, New York, St. Martin's Press, 1993.
- HOERDER, Dirk, *Cultures in Contact. World Migrations in the Second Millenium*, Durham, Duke University Press, 2011 (2002).
- HOFMANN, Tessa, *Annäherung an Armenien. Geschichte und Gegenwart*, Munich, C.E. Beck, 2006 (1997), p. 135.
- HOFMANN, Tessa, KOUTCHARIAN, Gerayer, « The History of Armenian-Kurdish Relations in the

- Ottoman Empire », *The Armenian Review*, Vol. XXXIX, No. 4, Hiver 1986, pp. 1-45.
- HOHLS, Rüdiger, SCHRÖDER, Iris, SIEGRIST, Hannes (dir.), *Europa und die Europäer. Quellen und Essays zur modernen europäischen Geschichte*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2005.
- HOHMANN, Sophie, MOURADIAN, Claire, SERRANO, Silvia, THOREZ, Julien (dir.), *Development in Central Asia and the Caucasus. Migration, Democratisation and Inequality in the Post-Soviet Era*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2014.
- HOLQUIST, Peter, « Violent Russia, Deadly Marxism? Russia in the Epoch of Violence, 1905-1921 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 4, No. 3, été 2003 (New Series), pp. 627-652.
- HOLQUIST, Peter, *Making War, Forging Revolutions. Russia's Continuum of Crisis, 1914-1921*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2002.
- HOLQUIST, Peter, « New Terrains and New Chronologies. The Interwar Period through the Lens of Population Politics », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 4, No. 1, hiver 2003 (New Series), pp. 163-175.
- HOLQUIST, Peter, « The Role of Personality in the First (1914-1915) Russian Occupation of Galicia and Bukovina », in Jonathan Dekel-Chen, David Gaunt, Natan M. Meir, Israel Bartal (dir.), *Anti-Jewish Violence. Rethinking the Pogrom in East European History*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 2011, pp. 52-73.
- HORDEN, Peregrine, PURCELL, Nicholas, *The Corrupting Sea. A Study of Mediterranean History*, Oxford-Malden, Blackwell, 2000.
- HOREL, Catherine, *Cette Europe qu'on dit centrale*, Paris, Beauchesne, 2010.
- HORNE, John (dir.), *A Companion to World War I*, Oxford, Blackwell Publishing, 2010.
- HORNE, John, « Immigrant Workers in France during World War I », *French Historical Studies*, Vol. 14, No. 1, Printemps 1985, pp. 57-88.
- HORNE, John (dir.), *State, Society and Mobilization in Europe during the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- HOROWITZ, Richard S., « Breaking the Bonds of Precedent: The 1906 Government Reform Commission and the Origins of Ministerial Government in China », *Modern Asian Studies*, Vol. 37, No. 4, 2003, pp. 775-797.
- HOROWITZ, Richard S., « International Law and State Transformation in China, Siam, and the Ottoman Empire during the Nineteenth Century », *Journal of World History*, Vol. 15, No. 4 (Décembre 2004), pp. 445-486.
- HORSTMANN, Anja, KOPP, Vanina (dir.), *Archiv – Macht – Wissen. Organisation und Konstruktion von Wissen und Wirklichkeit in Archiven*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2010.
- HOSFELD, Rolf (dir.), *Johannes Lepsius. Eine deutsche Ausnahme*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2013.
- HOUDART, Sophie, THIERY, Olivier (dir.), *Humains, non-humains. Comment repeupler les sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2011.
- HOVANNISIAN, Richard G. (dir.), *Armenian Karin-Erzurum*, Costa Mesa, Mazda, 2003.
- HOVANNISIAN, Richard G. (dir.), *Armenian Kars and Ani*, Costa Mesa, Mazda Publishers, 2011.
- HOVANNISIAN, Richard G., *Armenia on the Road to Independence 1918*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1967.
- HOVANNISIAN, Richard G. (dir.), *Armenian Pontus. The Trebizond-Black Sea Communities*, Costa Mesa, Mazda Publishers, 2009.
- HOVANNISIAN, Richard G. (dir.), *Armenian Van/Vaspurakan*, Costa Mesa, Mazda, 2000.
- HOVANNISIAN, Richard G., « Simon Vratzian and Armenian Nationalism », *The Armenian Review*, Vol. XXIII, No. 1 (89), 1970, pp. 3-35.
- HOVANNISIAN, Richard G., « The Armeno-Azerbaijani Conflict Over Mountainous Karabagh, 1918-1919 », *The Armenian Review*, Vol. XXIV, No. 2 (94), Été 1971, pp. 3-39.
- HOVANNISIAN, Richard G., *The Republic of Armenia, Vol. 1 – The First Year, 1918-1919*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1971.
- HROCH, Miroslav, *Die Vorkämpfer der nationalen Bewegung bei den kleinen Völkern Europas*, Prague, Univerzita Karlova, 1968.
- HSU, Chia Yin, « The 'Color' of Money: The Ruble, Competing Currencies, and Conceptions of Citizenship in Manchuria and the Russian Far East, 1890s-1920s », *The Russian Review*, No. 73 (Janvier 2014), pp. 83-110.
- HUBER, Valeska, « The unification of the world by disease? The international sanitary conferences on cholera, 1851-1894 », *Historical Journal*, Vol. 49, No. 2, Juin 2006, pp. 453-476.
- HUGHES, Michael, « Diplomacy or Drudgery? British Consuls in Russia in the Early Twentieth Century », *Diplomacy and Statecraft*, Vol. 6, No. 1 (1995), pp. 176-195.

- HUGHES, Michael, *Inside the Enigma. British Officials in Russia, 1900-1939*, Londres-Rio Grande, The Hambledon Press, 1997.
- HULL, Isabel V., *Absolute Destruction, Military Culture, and the Practices of War in Imperial Germany*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2005.
- HULL, Isabel V., *A Scrap of Paper: Breaking and Making International Law during the Great War*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2014.
- HUMPHREY, Caroline, « Stalin and the Blue Elephant: Paranoia and Complicity in Post-Communist Metahistories », in WEST, Harry G., SANDERS, Todd, *Transparency and Conspiracy: Ethnographies of Suspicion in the New World Order*, Durham, Duke University Press, 175-203.
- HUNTER, Holland, SZYRMER, Janusz M., *Faulty Foundations. Soviet Economic Policies, 1928-1940*, Princeton, Princeton University Press, 1992.
- HÜRKAN, Serhat, *Altıokun şark ucu : Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da CHP, 1919-2009*, Ankara, Sinemis, 2010.
- HÜSEYNOV, İ.A., İBRAHİMOV, Z.İ. (dir.), *SSRİ-nin və Zaqafqaziya Federasiyasının 40-illiyi (Məqalələr məcmuəsi)*, Bakou, Azərbaycan SSR Elmlər Akademiyası Nəşriyyatı, 1962.
- HYDE, Gordon, *The Soviet Health Service. A Historical and Comparative Study*, Londres, Lawrence & Wishart, 1974
- IBRAGIMOV, Bagadur, *Istorija veterinarii v Azerbajdzhane (s drevnikh vremen do nashikh dnei)*, Bakou, Elm, 1971.
- İÇDUYGU, Ahmet, KAYGUSUZ, Özlem, « The Politics of Citizenship by Drawing Borders. Foreign Policy and the Construction of National Citizenship Identity in Turkey », *Middle Eastern Studies*, Vol. 40, No. 6, pp. 26-50.
- IEDA, Osamu, UYAMA, Tomohiko (dir.), *Reconstruction and Interaction of Slavic Eurasia and its Neighboring Worlds*, Sapporo, Slavic Research Centre, 2006.
- IHL, Olivier, *Le Mérite et la République. Essai sur la société des émules*, Paris, Gallimard, 2007.
- IKEDA, Yoshiro, « Autonomous regions in the Eurasian borderlands as a legacy of the First World War », in TABATA, Shinichiro (dir.), *Eurasia's Regional Powers Compared: China, India, Russia*, Abingdon-New York, Routledge, 2015, pp. 155-170.
- İMÂNÎ, Mohdese, « Madâres-e Irânî dar Şûravî », *Gandjîne-ye asnâd*, No. 2, été 1370 (1991), pp. 20-29.
- IMBER, Colin, KIYOTAKI, Keiko (dir.), *Frontiers of Ottoman Studies, Vol. 1*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2005.
- IMMERGUT, Ellen M., *Health Policies: Interests and Institutions in Western Europe*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1992.
- İNCE, Başak, *Citizenship and Identity in Turkey. From Atatürk's Republic to the Present Day*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2012.
- İNCE, Fatma, « Başbakan İsmet İnönü'ye Sunulan Rapora ve İnönü'nün Tespitlerine Göre 1935 Yılında Trabzon'un Durumu », *Uluslararası Karadeniz İncelemeleri Dergisi*, No. 8, 2010, pp. 133-152.
- INGRAO, Charles W., *The Hessian Mercenary State. Ideas, institutions and reform under Frederick II, 1760-1785*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.
- IOFFE, A.E., *Mezhdunarodnye svjazi Sovetskoj nauki, tekhniki i kul'tury, 1917-1932*, Moscou, Nauka, 1975.
- IOFFE, Aleksandr, *Vneshnjaja politika Sovetskogo Sojuza, 1928-1932 gg.*, Moscou, Nauka, 1968.
- IRONS, William, « The Turkmens of Iran: A Brief Research Report », *Iranian Studies*, Vol. 2, No. 1 (Winter, 1969), pp. 27-38.
- ISKENDEROV, M.S., *S.M. Kirov v Azerbajdzhane*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1970.
- ISKHAKOV, Salavat, *Pervaja russkaja revoljutsija i musul'mane Rossijskoj imperii*, Moscou, Sotsial'no-politicheskaja mysl', 2007.
- ISMAILOV, El'dar, *Vlast' i narod. Poslevoennyj stalinizm v Azerbajdzhane 1945-1953 gg.*, Bakou, Adilogly, 2003.
- ISMAIL-ZADE, Diljara, *I.I. Vorontsov-Dashkov. Administrator, reformator*, Saint-Petersbourg, Nestor-Istorija, 2008.
- ISMAIL-ZADE, Diljara, *I.I. Vorontsov-Dashkov. Kavkazskij Namestnik*, Moscou, Tsentrpoligraf, 2005.
- ISSAWI, Charles, *The Economic History of Iran, 1800-1914*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 1971.
- ISSAWI, Charles, « The Tabriz-Trabzon Trade, 1830-1900. Rise and Decline of a Route », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 1, No. 1 (Janvier 1970), pp. 18-27.
- IVANOV, M.S., *Iranksaja revoljutsija 1905-1911 godov*, Moscou, Izdatel'stvo Instituta Mezhdunarodnykh Otnoshenij, 1957.
- IVANOV, V.S., *Chasovye sovetskikh granits. Kratkij ocherk istorii pograničnykh vojsk SSSR*, Moscou, Politizdat, 1983.
- JACKSON, Peter, *France and the Nazi Menace. Intelligence and Policy Making, 1933-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

- JACOBSON, Jon, *When the Soviet Union Entered World Politics*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1994.
- JAHANBAKHSI, Forough, *Islam, Democracy, and Religious Modernism in Iran (1953-2000)*, Leyde-Boston-Cologne, Brill, 2001.
- JAKUBOVSKAJA, S.N., *Razvitie SSSR kak sojuznogo gosudarstva, 1922-1936 gg.*, Moscou, Nauka, 1972.
- JAKUBOVSKAJA, S.N., *Stroitel'stvo sojuznogo sotsialisticheskogo gosudarstva, 1922-1925 gg.*, Moscou, Izdatel'stvo AN SSSR, 1960.
- JAWORSKI, Rudolf, "Swój do swego": *studium o kształtowaniu się zmysłu gospodarności Wielkopolan, 1871-1914*, Wydawnictwo Poznańskie, Poznań, 1998.
- JAZĚCHJAN, Gevorg, *Karsi 1920 t'. ankman khork'ajin patchar'nerĕ*, Erevan, pas d'éditeur, 2007.
- JÄSCHKE, Gotthard, « Der Weg zur russisch-türkischen Freundschaft », *Die Welt des Islams*, Bd. 16, 1934, pp. 23-38.
- JÄSCHKE, Gotthard, « Die Elviye-i Selâse. Kars, Ardahan und Batum », *Die Welt des Islams*, Vol. 18, No. 1/2, 1977, pp. 19-40.
- JÄSCHKE, Gotthard, « Geschichte der russisch-türkischen Kaukasusgrenze », *Archiv des Völkerrechts*, Bd. 4, No. 2, septembre 1953, pp. 198-206.
- JEFFERY, Keith, *The British Army and the Crisis of Empire, 1918-1922*, Manchester, Manchester University Press, 1984.
- JELAVICH, Barbara, « Great Britain and the Russian Acquisition of Batum, 1878-1886 », *The Slavonic and East European Review*, Vol. 48, No. 110 (Janvier 1970), pp. 44-66.
- JENSEN, Robert G., « Soviet Subtropical Agriculture: A Microcosm », *Geographical Review*, Vol. 54, No. 2 (Avril 1964), pp. 185-202.
- JERSILD, Austin, *Orientalism and Empire. Mountain Peoples and the Georgian Frontier, 1845-1917*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002.
- JESTIN, Mathieu, « Quand la diplomatie consulaire se penche sur la "Question macédonienne" 1899-1912 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2012/3, No. 107, pp. 13-23.
- J.H.R., « The Russo-Turkish Boundary of 1921 », *The Geographical Journal*, Vol. 61, No. 3, mars 1923, pp. 209-212.
- JONES, Stephen (dir.), *The Making of Modern Georgia, 1918-2012, The First Georgian Republic and Its Successors*, Londres-New York, Routledge, 2014.
- JONES, Stephen, « Between ideology and pragmatism. Social democracy and the economic transition in Georgia, 1918-1921 », *Caucasus Survey*, Vol. 1, No. 2, avril 2014.
- JONES, Stephen, « The Establishment of Soviet Power in Transcaucasia. The Case of Georgia 1921-1928 », *Soviet Studies*, Vol. 40, No. 4, octobre 1988, pp. 616-639.
- JONES, Stephen F., *Socialism in Georgian Colors. The European Road to Social Democracy, 1883-1917*, Cambridge-Londres, Harvard University Press, 2005.
- JONGERDEN, Joost, *The Settlement Issue in Turkey and the Kurds. An Analysis of Spatial Policies, Modernity and War*, Koninklijke Brill NV, Leyde, 2007.
- JOSEPHSON, Paul et alii, *An Environmental History of Russia*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2013.
- JUDT, Tony, *Postwar. A History of Europe since 1945*, Londres, Vintage Books, 2010 (2005).
- JUNG, Peter, *Der K.u.K. Wüstenkrieg. Österreich-Ungarn im Vorderen Orient, 1915-1918*, Graz-Vienne-Cologne, Verlag Styria, 1992.
- JUSUPOV, I.A., *Ustanovlenie i razvitie sovetsko-iranskikh otnoshenij (1917-1927 gg.)*, Tachkent, Izdatel'stvo Fan Uzbekskoj SSR, 1969.
- JUSUPOVA, T.I., *Mongol'skaja Komissija Akademii Nauk. Istorija sozdanija i dejatel'nosti (1925-1953 gg.)*, Saint-Petersbourg, Nestor-Istorija, 2006.
- KACHARAVA, Ju., *O sovremennom sostojanii izuchenija novoj i novejshej istorii Gruzii*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1969.
- KADISHEV, A.B., *Interventsija i grazhdanskaja vojna v Zakavkaz'e*, Moscou, Voennoe Izdatel'stvo Ministerstva Oborony Sojuza SSR, 1960.
- KAFKA, Ben, *The Demon of Writing. Powers and Failures of Paperwork*, New York, Zone Books, 2012.
- KAHN, Jeffrey, *Federalism, Democratization, and the Rule of Law in Russia*, Oxford, Oxford University Press, 2002.
- KALANDIA, Giorgi, *Kartvlebi p'irvel msoplio omshi*, Tbilissi, Sakartvelos Sakhemts'ipo Muzeumi, 2014.
- KALIGIAN, Dikran Mesrob, *Armenian Organization and Ideology under Ottoman Rule, 1908-1914*, New Brunswick-Londres, Transaction Publishers, 2009.
- KANE, Eileen, « Odessa as a Hajj Hub, 1860-1910 », in RANDOLPH, John, AVRUTIN, Eugene M. (dir.), *Russia in Motion. Cultures of Human Mobility since 1850*, Urbana-Chicago-Springfield, University of Illinois Press, 2012, pp. 107-125.
- KANSIZ, Ismail, CANALIOĞLU, Volkan, USTA, Veysel, *1930-1940 yılları vilayet belgelerine göre*

- Trabzon, Trabzon, T.C. Trabzon Valiliği Yayınları, 1997.
- KANSU, Aykut, *The Revolution of 1908 in Turkey*, Leyde-New York-Cologne, Brill, 1997.
- KAPPELER, Andreas, « Spaces of Entanglement », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 12, No. 2, printemps 2011 (New Series), pp. 477-487.
- KAPUR, Harish, *Soviet Russia and Asia, 1917-1927*, Genève, Geneva Graduate Institute of International Studies, 1966.
- KARACA, Ali, « Osmanlı İmparatorluğunda Reji ve Tütün Kaçakçılığında Trabzon Örneği: Bir Yabancı Sermaye Serüveni », in GÜRSOY-NASKALİ, Emine (dir.), *Tütün Kitabı*, İstanbul, Kitabevi, 2007, pp. 56-85.
- KARACA, Emin, *Ağrı eteklerindeki ateş. 'Bir Kürt ayaklanması anatomisi'*, İstanbul, Alan, 1991.
- KARAGÖZ, Erkan, *Kars ve çevresinde aydınlatma hareketleri ve sol geleneğin tarihsel kökenleri, 1878-1921*, İstanbul, Asyaşafak Yayınları, 2005 (2000).
- K'ARBELASHVILI, Andre, *Transk'ontinent'uri telegraf'is khazi Sakartveloshi*, Tbilisi, Georgia, 2000.
- Kars and Eastern Anatolia in the Recent History of Turkey. Symposium and the Excavation*, Ankara, Publication of the Governor's Office of Kars and Atatürk University, 1994.
- KASABA, Reşat, *A Moveable Empire. Ottoman Nomads, Migrants & Refugees*, Seattle-Londres, University of Washington Press, 2009.
- KASAP, Murat, *Osmaletis kartvelebi/Osmanlı Gürcüleri*, İstanbul, Gürcistan Dostluk Derneği, 2012.
- KASEKAMP, Andres, *A History of the Baltic States*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2010.
- KASHANI-SABET, Firoozeh, *Frontier Fictions. Shaping the Iranian Nation*, Princeton, Princeton University, 1999.
- KASHANI-SABET, Firoozeh, « The frontier phenomenon: Perceptions of the land in Iranian nationalism », *Critique: Critical Middle Eastern Studies*, Vol. 6, No. 10, 1997, pp. 19-38.
- KASHAVARZIAN, Arang, *Bazaar and State in Iran. The Politics of the Tehran Marketplace*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2007.
- KATOUZIAN, Homa, *The Political Economy of Modern Iran, 1926-1979*, New York-Londres, New York University Press, 1981.
- KATZ, Mark N., *Revolutions and Revolutionary Waves*, New York, St. Martin's Press, 1997.
- KAVALSKI, Emilian, ZOLKOS, Magdalena (dir.), *Defunct Federalisms. Critical Perspectives on Federal Failure*, Aldershot-Burlington, Ashgate, 2008.
- KAYALOFF, Jacques, *The Battle of Sardarabad*, La Haye, Mouton, 1973.
- KAYALOFF, Jacques, « From the Transcaucasian Past: Two Documents about Turkish Resistance in 1918 », *Journal of Asian History*, Vol. 6, No. 2, 1972, pp. 123-132.
- KAZAKHETSJAN, Vladimir, « O material'nom ushcherbe, nanesennom armjanskomu narodu v Zakavkaz'e i v Karsskoj oblasti turetskimi interventami », *Lraber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 2, 1987, pp. 81-88.
- KÂZEMBÎKÎ, Mohammad'alî, *Daryâ-ye Khazar va qudrathâ-ye bozorg. Imperiâlizm-e Britânyâ (1335-1338 h.q.)*, Téhéran, Markaz-e Asnâd va Târih-e Dîplomasî, 1384 (2005).
- KAZEMI, Farhad, ABRAHAMIAN, Ervand, « The Nonrevolutionary Peasantry of Modern Iran », *Iranian Studies*, Vol. 11, No. 1/4, 1978, pp. 259-304.
- KAZEMZADEH, Firuz, *Russia and Britain in Persia, 1864-1914. A Study in Imperialism*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1968.
- KAZEMZADEH, Firuz, *The Struggle for Transcaucasia (1917-1921)*, New York-Londres, Philosophical Library –George Ronald, 1951.
- KEATING, Michael, « Regions and international affairs: Motives, opportunities, and strategies », *Regional & Federal Studies*, Vol. 9, No. 1, pp. 1-16.
- KEDDIE, Nikki R., *Religion and Rebellion in Iran: The Tobacco Protest of 1891-1892*, Londres, Frank Cass, 1966.
- KEDDIE, Nikki R., *Modern Iran. Roots and Results of Revolution*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2006 (2003).
- KEDDIE, Nikki R., MATTHEE, Rudi (dir.), *Iran and the Surrounding World. Interactions in Culture and Cultural Politics*, Seattle, University of Washington Press, 2002.
- KEEN, Caroline, *Princely India and the British. Political Development and the Operation of Empire*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2012.
- KELENJERIDZE, Ant'on, *Gurjebi. Kartvelebi Iranis 1905-1911 ts'lebis revolutsiashi*, Sak.k'p' tsk'-is gamomtsemloba, 1975.
- KELEŞYILMAZ, Vahdet, « Kafkas harekâtının perde arkası », *OTAM Dergisi*, No. 11, 1990, pp. 277-304.
- KELLER, Shoshanna, « The Central Asian Bureau, an essential tool in governing Soviet Turkestan », *Central Asian Survey*, Vol. 22, No. 2-3, 2003, pp. 281-297.
- KELLER, Shoshanna, *To Moscow, Not Mecca. The Soviet Campaign Against Islam in Central Asia, 1917-1941*, Westport-Londres, Praeger, 2001.
- KEMPER, Michael, MOTIKA, Raoul, REICHMUTH, Stefan (dir.), *Islamic Education in the Soviet Union*

- and its Successor States, Londres-New York, Routledge, 2010.
- KEN, Oleg, RUPASOV, Aleksandr, *Politburo TsK VKP(b) i otnoshenija SSSR s zapadnymi sosednimi gosudarstvami (konets 1920-1930-kh gg.)*, Saint-Pétersbourg, Evropejskij Dom, 2000.
- KENEZ, Peter, *The Birth of the Propaganda State: Soviet Methods of Mass Mobilization, 1917-1929*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1985.
- KENT, Bruce, *The Spoils of War. The Politics, Economics, and Diplomacy of Reparations, 1918-1932*, Oxford, Clarendon Press, 1989.
- KERN, Stephen, *The Culture of Time and Space, 1880-1918*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2003 (1983).
- KESHAVARZIAN, Arang, *Bazaar and State in Iran. The Politics of the Tehran Marketplace*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2007.
- KESHÂVARZÎÂN, Arang, « Dar djostodjû-e mafhûmî barâye bâzâr », *Goftogû*, No. 42, esfand 1383 (mars 2005), pp. 141-168.
- KESSLER, Gijs, « The passport system and state control over population flows in the Soviet Union, 1932-1940 », *Cahiers du monde russe*, Vol. 42, No. 2/4, 2001, pp. 477-503.
- KÉVONIAN, Dzovinar, *Réfugiés et diplomatie humanitaire. Les acteurs européens et la scène proche-orientale pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2004.
- KÉVORKIAN, Raymond, *Le génocide des Arméniens*, Paris, Odile Jacob, 2006.
- KHACH'ATRJAN, Movses, *Andrkovkasjan Federatsiaji konstituts'ian jev nranov sahmanvats petakan ôrganneri sistemë*, Erevan, Mitk', 1965.
- KHACHATURJAN, R., « Krakh turetskoj agressii v Sovetskoj Armenii v 1920-1921 godakh », *Hajkakan SSR' Gitut'junneri Akademijai Teghekagir – Hasarakakan gitut'junner*, No. 8, 1952, pp. 59-85.
- KHALAFOV, M.S. et alii, *Istoriya gosudarstva i prava Azerbajdzhanskoj SSR (1920-1934 gg.)*, Bakou, Elm, 1973.
- KHALID, Adeeb, « Backwardness and the Quest for Civilization. Early Soviet Central Asia in Comparative Perspective », *Slavic Review*, Vol. 65, No. 2, Été 2006, pp. 231-251.
- KHALID, Adeeb, « Central Asia between the Ottoman and the Soviet Worlds », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 12, No. 2, printemps 2011 (New Series), pp. 451-476.
- KHARMANDARJAN, Segvard, « Chetvertij s'ezd Sovetov SSR Armenii », *Hajkakan SSR' Gitut'junneri Akademijai Teghekagir – Hasarakakan gitut'junner*, No. 3, 1958, pp. 17-27.
- KHARMANDARJAN, Segvard, *Armjanskaja SSR v pervyj god novoj ekonomicheskoj politiki (1920-1921)*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1955.
- KHARMANDARJAN, Segvard, *Splochenie narodov v stroitel'stve sotsializma (Opyt ZSFSR)*, Moscou, Nauka, 1982.
- KHASIÔTÈS, I.K., *Oil Ellènes tès Rôsiâs kai tès Sovietikès Enôsès. Metoikesies kai Ektopismoï, Organôsè kai Ideologia*, Thessalonique, University Studio Press, 1997.
- KHATIB-SHAHIDI, Rashid, *German Foreign Policy Towards Iran Before World War II: Political Relations, Economic Influence and the National Bank of Persia*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2012.
- KHAZENI, Arash, *Tribes & Empire on the Margins of Nineteenth-Century Iran*, Seattle-Londres, University of Washington Press, 2009.
- KHEJFETS, A.N., *Sovetskaja diplomatija i narody Vostoka, 1921-1927*, Moscou, Nauka, 1968.
- KHIMOVICH, E.M., *Rezhim ekonomiki v SSSR*, Rostov, Izdatel'stvo Rostovskogo Universiteta, 1989.
- KHLEVNIUK, Oleg, *In Stalin's Shadow. The Career of "Sergo" Ordzhonikidze*, New York-Londres, M.E. Sharpe, 1995 (1993 pour l'édition russe originale).
- KHODARKOVSKY, Mikhail, *Russia's Steppe Frontier. The Making of a Colonial Empire, 1500-1800*, Bloomington, Indiana University Press, 2002.
- KHODZHABEKJAN, Vladimir, ASATRJAN, Bagrat, « Iz istorii armjanskogo naselenija Nakhitchevana », *Traber Hasarakan Gitut'junneri*, No. 6, 1988, pp. 18-27.
- KHOKHLOV, A.N., « Rossijskij diplomat I.Ja. Korostovtsev i ego rol' v podgotovke tsitsikarskogo protokola 1911 g. », *Obshchestvo i gosudarstvo v Kitae*, No. 42/2, 2012, pp. 259-275.
- KHORKHORDINA, Tat'jana, *Istoriya Otechestva i arkhivy, 1917-1980-e gg.*, Moscou, Rossijskij Gosudarstvennyj Gumanitarnyj Universitet, 1994.
- KHOSROWPENÂH, Mohammad, « Kârnâmeh ve rûzgâr-e Irânîân mohâjir dar Qafqâz, 1900-1920 », *Negâh-e now*, No. 43, Hiver 1378 (2000), pp. 31-73.
- KHOSROWPENÂH, Mohammad, BAST, Oliver, *Ferqa-ye 'Adâlat-e Irân az djanûb-e Qafqâz tâ Shimâl-e Khorasân, 1917-1920*, Téhéran, Pardes Danish, 1388 (2009).
- KIEFFER, Rosemarie, « La présence française en Géorgie », *Présence francophone*, No. 8, Printemps 1974, pp. 117-129.
- KIESER, Hans-Lukas, *Der verpasste Friede: Mission, Ethnie und Staat in den Ostprovinzen der Türkei 1839-1938*, Zurich, 2000.

- KIESER, Hans-Lukas, *Turkey Beyond Nationalism: Towards Post-Nationalist Identities*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2006.
- KIESER, Hans-Lukas, SCHALLER, Dominik J. (dir.), *Der Völkermord an den Armeniern und die Shoah*, Zurich, Chronos, 2002.
- KILIÇ, Selami, *Türk-Sovyet ilişkilerinin doğuşu*, İstanbul, Dergâh Yayınları, 1998.
- KILBOURNE MATOSSIAN, Mary, *The Impact of Soviet Policies in Armenia*, Leiden, E.J. Brill, 1962.
- KİNDLER, Robert, *Stalins Nomaden. Herrschaft und Hunger in Kasachstan*, Hambourg, Hamburger Edition, 2014.
- KIRAKOSJAN, Dzhon, *Zapadnaja Armenija v gody pervoj mirovoj vojny*, Erevan, Izdatel'stvo erevanskogo universiteta, 1971.
- KIRASIROVA, Masha, « ‘Sons of Muslims’ in Moscow. Soviet Central Asian Mediators to the Foreign East, 1955-1962 », *Ab Imperio*, 4/2011, pp. 106-132.
- KİRILLOV, V.S., SVERDLOV, A.Ja., *Grigorij Konstantinovich Ordzhonikidze (Sergo)*, Moscou, Izdatel'stvo politicheskoy literatury, 1986.
- KISLITSYN, S.A., *Skazavshie ‘NET’ (Epizody iz istorii politicheskoy bor'by v sovetskom obshchestve v kontse 20-kh-pervoj polovine 30-kh gg.)*, Rostov, Rostovskij Gosudarstvennyj Universitet, 1992.
- KİTAEV, M.A., *Oblastnye Bjuro. Polnomochnye organy Tsentral'nogo Komiteta Partii*, Moscou, Izdatel'stvo Politicheskoy Literatury, 1982.
- KİYA, Iraj, *Morürî bar târîkh-e post-e Irân*, Téhéran, Negin, 1997.
- KILIÇ, Selami, *Türk-Sovyet İlişkilerinin Doğuşu*, İstanbul, Dergâh Yayınları, 1998.
- KIRAN, Abdullah, *Ortadoğu'da su : bir çatışma ya da uzlaşma alanı*, İstanbul, Kitap Yayınevi, 2005.
- KIRIŞCI, Kemal, WINROW, Gareth M., *The Kurdish Question: An Example of Trans-State Ethnic Conflict*, Abingdon, RoutledgeCurzon, 2004 (1997).
- KIRMIZI, Abdulhamit, *Abdülhamid'in Valileri. Osmanlı Vilayet İdaresi 1895-1908*, İstanbul, Klasik, 2008 (2007).
- KIRMIZI, Abdulhamit, « ‘Haysiyet-i Hükümeti Muhafaza’ : Trabzon Valisi Kadri Bey'in İdare Tarzı (1892-1903) », in Kenan Inan et alii (dir.), *Karadeniz Tarih Sempozyumu 25-26 Mayıs 2005, II. Cilt- 20. Yüzyıl*, Trabzon, KTÜ Yayınları, 2007, pp. 757-768.
- KIRZIOĞLU, Fahrettin, *1855 Kars Zaferi*, İstanbul, Işıl Matbaası, 1955.
- KIRZIOĞLU, Fahrettin, « Cihangiroğlu İbrahim Aydın (1874-1948)'daki Milli Mücadele'de Kars ve Atatürk ile İlgili Belgeler », *Belleten*, Vol. 48, No. 189-190, 1985, pp. 108-165.
- KIRZIOĞLU, Fahrettin, *Edebiyatımızda Kars*, İstanbul, Işıl Matbaası, 1958.
- KITCHEN, James E., *The British Imperial Army in the Middle East, Morale and Military Identity in the Sinai and Palestine Campaigns, 1916-1918*, Londres-New York, Bloomsbury, 2014.
- KLEIN, Fritz, *Studien zum deutschen Imperialismus vor 1914*, Berlin, Akademie-Verlag, 1976.
- KLEIN, Janet, *The Margins of Empire. Kurdish Militias and the Ottoman Tribal Zone*, Stanford, Stanford University Press, 2011.
- KNAB, Cornelia, « Infectious Rats and Dangerous Cows. Transnational Perspectives on Animal Diseases in the First Half of the Twentieth Century », *Contemporary European History*, Vol. 20, No. 3, août 2011, pp. 281-306.
- KNIGHT, Amy, *Beria, Stalin's First Lieutenant*, Princeton, Princeton University Press, 1993.
- KNIGHT, Amy, *Who Killed Kirov? The Kremlin's Greater Mystery*, New York, Hill & Wang, 1999.
- KOCA, Hüseyin, *Yakın tarihten günümüze Doğu-Güneydoğu Anadolu politikaları*, Konya, Mikro Yayınları, 1998.
- KOCABAŞOĞLU, Uygur, BERGE, Metin, *Bolşevik İhtilâli ve Osmanlılar*, İstanbul, İletişim, 2006.
- KOCAHANOĞLU, Osman Selim, *Atatürk-Rauf Orbay Kavgası. Kurtuluş, Kuruluş ve Sonrası*, İstanbul, Temel, 2012.
- KOCHAR, Meri, *Armjano-turetskie obshchestvenno-politicheskie otnoshenija i Armjanskij vopros*, Erevan, Izdatel'stvo Erevanskogo Universiteta, 1988.
- KOCHO-WILLIAMS, Alastair, *Russia's International Relations in the Twentieth Century*, Abingdon-London, Routledge, 2013.
- KOÇAK, Cemil, *Türkiye'de milli şef dönemi (1938-1945)*, Ankara, Yurt Yayınevi, 1986.
- KOÇAK, Cemil, *Umûmî müfettişlikler (1927-1952)*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2003.
- KOLB, Raimund Theodor, *Die ostasiatische Wanderheuschrecke und ihre Bekämpfung unter besonderer Berücksichtigung der Ming- und Qing-Zeit (1368-1911)*, Heidelberg, Edition Forum, 1996.
- KOLIOPOULOS, John S., *Brigandage with a Cause. Brigandage and Irredentism in Modern Greece, 1821-1912*, Oxford, Clarendon Press, 2002 (1987).
- KOLONITSKIJ, Boris, « ‘Tragicheskaja erotika’ ». *Obrazy imperatorskoj sem'ji v gody Pervoj Mirovoj vojny*, Moscou, NLO, 2010.
- KONRAD, Helmut, MADERTHANER, Wolfgang (dir.), *Routes into the Abyss. Coping with Crises in the 1930s*, New York-Oxford, Berghahn Books, 2013.

- KOPP, Horst, *Städte im östlichen iranischen Kaspietiefland*, Erlangen, Fränkische Geographische Gesellschaft-Palm & Enke, 1973.
- KOPTEVSKIJ, V.N., *Rossija-Turtsija. Etapy torgovo-ekonomicheskogo sotrudnichestva*, Moscou, IV RAN, 2003.
- KORALTÜRK, Murat, *Türkiye'de Ticaret ve Sanayi Odaları (1880-1952)*, Istanbul, Denizler Kitabevi, 2002.
- KORHAN, Tuğba, «Türkiye Cumhuriyeti'nin İlk Yıllarında Türk-Rus Ticari ve Ekonomik İlişkileri Üzerinde», *Abant İzzet Baysal Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, 2012-1 (24), pp. 91-103.
- KORINMAN, Michel, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Paris, Fayard, 1990.
- KOROLEVA, N.G., *Pervaja russkaja revoljutsija i tsarizm. Sovet ministrov Rossii v 1905-1907 gg.*, Moscou, Nauka, 1982.
- KOROPOV, V.M., *Istorija veterinarii v SSSR*, Moscou, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo Sel'sko-Khozjajstvennoj Literatury, 1954.
- KORSUN, Nikolaj, *Pervaja mirovaja vojna na Kavkazskom fronte. Operativno-strategicheskij ocherk*, Moscou, Voennoe Izdatel'stvo Ministerstva Vooruzhennykh Sil SSSR, 1946.
- KOTKIN, Stephen, «Modern Times: The Soviet Union and the Interwar Conjuncture», *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 2, No. 1, Hiver 2001 (New Series), pp. 111-164.
- KOTKIN, Stephen, «Mongol Commonwealth? Exchange and Governance across the Post-Mongol Space», *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 8, No. 3, 2007, pp. 487-531.
- KOTKIN, Stephen, ELLEMAN, Bruce A. (dir.), *Mongolia in the Twentieth Century. Landlocked Cosmopolitan*, Armonk-London, M.E. Sharpe, 1999.
- KOWALCZUK, Ilko-Sascha, *Stasi konkret. Überwachung und Repression in der DDR*, Munich, C.H. Beck, 2013.
- KOWNER, Rotem (dir.), *The Impact of the Russo-Japanese War*, Londres-New York, Routledge, 2007.
- KOYUNCU, Recep, «Vali Hüsnü Uzgören 'Rize Vilayetinin Genel Durumuna Dair Rapor'u», in KARA, İsmail (dir.), *Rize*, Dergâh, 2012, pp. 185-236.
- KOZLOV, Vasyıl', *Dozornye zapadnykh rubezhej: dokumental'nye ocherki po istorii vojsk Krasnoznamennogo Zapadnogo pograničnogo okruga*, Kiev, Izdatel'stvo politicheskoy literatury Ukrainy, 1972.
- KOZMAN, Liat, SCHAYEGH, Cyrus, WISHNITZE, Avner (dir.), *A Global Middle East. Mobility, Materiality and Culture in the Modern Age, 1880-1940*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2015.
- KÖSTÜKLÜ, Nuri, «I. Dünya savaşında Rusya'nın Ukrayna ve diğer bölgelerindeki bütün savaş esirlerine dair bazı tespitler», *Atatürk Araştırma Merkezi Dergisi*, Vol. 83, juillet 2012, pp. 1-16.
- KRASNER, Stephen D., *Power, the State, and Sovereignty: Essays on International Relations*, Abingdon-New York, Routledge, 2009.
- KRASNER, Stephen D., *Sovereignty: Organized Hypocrisy*, Princeton, Princeton University Press, 1999.
- KREISER, Klaus, «Gotthard Jäschke (1894-1983): Von der Islamkunde zur Auslandswissenschaft», *Die Welt des Islams*, Vol. 38, No. 3 (New Series), novembre 1988, pp. 406-423.
- KRUSZYŃSKI, Marcin, *Ambasada RP w Moskwie, 1921-1939*, Varsovie, Instytut pamięci narodowej, 2010.
- KUEHN, Julia, *A Female Poetics of Empire. From Eliot to Woolf*, Abingdon-New York, Routledge, 2014.
- KULAGINA, L.M., *Rossija i Iran (XIX-nachalo XX veka)*, Moscou, Ključ-S, 2010.
- KULIEV, G., *Uchastie Azerbajdzhanskoj SSR v razvitii vneshneekonomicheskikh svjazej Sovetskogo Sojuza*, Bakou, Izdatel'stvo Akademii Nauk Azerbajdzhanskoj SSR, 1967.
- KULIKOV, S., *Bjurokratičeskaja elita Rossijskoj imperii nakanune padenija starogo porjadka*, Rjazan', P.A. Tribunskij, 2004.
- KUNERALP, Sinan, «The Ottoman *Drang nach Osten*: The Turco-Persian Border Problem in Azerbaijan, 1905-1912», in Id. (dir.), *Studies on Ottoman Diplomatic History, IV*, Istanbul, Isis Press, 1990, pp. 71-76.
- KURAT, Akdes Nimet, *Türkiye ve Rusya*, Ankara, Kültür Bakanlığı, 1990.
- KURITSYN, V.M. (dir.), *Sovetskaja istoriko-pravovaja nauka. Očerki stanovlenija i razvitija*, Moscou, Nauka, 1978.
- KUROMIYA, Hiroaki, «Stalin's Great Terror and the Asian Nexus», *Europe-Asia Studies*, Vol. 66, No. 5, 2014, pp. 775-793.
- KUROMIYA, Hiroaki, *The Voices of the Dead. Stalin's Great Terror in the 1930s*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2007.
- KUROMIYA, Hiroaki, MAMOULIA, Georges, «Anti-Russian and Anti-Soviet Subversion. The Caucasian-Japanese Nexus, 1904-1945», *Europe-Asia Studies*, Vol. 61, No. 8, 2009, pp. 1415-1440.

- KURZMAN, Charles, *Democracy Denied, 1905-1915. Intellectuals and the Fate of Democracy*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2008.
- KUSBER, Jan, FRINGS, Andreas (dir.), *Das Zarenreich, das Jahr 1905 und seine Wirkungen. Bestandsaufnahmen*, Berlin, LIT Verlag, 2007.
- KUTLU, Cemil, « Idealist bir cumhuriyet hekimi : Salim Cimilli », *Türkiyat Araştırmaları Enstitüsü Dergisi*, No. 49, 2013, pp. 295-308.
- KUZNETSOVA, S.I., « Krakh turetskoj intervencii v Zakavkaz'e v 1920-1921 godakh », *Voprosy istorii*, No. 9, 1951, pp. 143-156.
- KÜÇÜKÜĞURLU, Murat, « Cumhuriyet'in İlk Yıllarında Sovyet Rusya ile Türkiye Arasında Sınır Ticareti », *Atatürk Dergisi*, Vol. 4, No. 3, 2005, pp. 161-181.
- KÜÇÜKÜĞURLU, Murat, « Cumhuriyetin ilk yıllarında Kars-Erzurum yöresi Alevi-Türkmenler ve Esat Uras'ın bir raporu », *Türk Kültürü ve Hacı Bektaş Veli Araştırma Dergisi*, No. 62, 2012, pp. 183-198.
- KÜÇÜKÜĞURLU, Murat, *Erzurum belediyesi tarihi, I. Osmanlı'dan Cumhuriyet'e (1866-1930)*, İstanbul, Dergâh Yayınları, 2008.
- KÜÇÜKÜĞURLU, Murat, *Erzurum belediyesi tarihi, II. Tek Parti dönemi (1930-1950)*, İstanbul, Dergâh Yayınları, 2011.
- KÜÇÜKÜĞURLU, Murat, *Türk Siyasi Tarihinde Erzurum (1923-1950)*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2012.
- KVARATSKHELİJA, Boris, *Kommunisticheskaja partija – organizator kul'turnoj revoljutsii v Zakavkaz'e (1921-1937 gg.)*, Tbilisi, Izdatel'stvo Tbilisskogo Universiteta, 1986.
- KVASHONKIN, Aleksandr N., « Sovetizatsija Zakavkaz'ja v perepiske Bol'shevistskogo rukovodstva 1920-1922 », *Cahiers du monde russe*, No. 38/1-2, 1997, pp. 163-194.
- K'AMALJAN, G., « Erevani anas nabuzhakan-anas nabutsakan institutë », *Patma-banasirakan handes*, No. 3-4, 1961, pp. 351-357.
- LAKOBA, Stanislav, *Abkhazija posle dvukh imperij*, Hokkaido, Slavic Research Center, Hokkaido University, 2004.
- LAMM, Hans Siegfried, KUPPER, Siegfried, *DDR und Dritte Welt*, Munich-Vienne, R. Oldenbourg Verlag, 1976.
- LANDAU, Jacob M. (dir.), *Atatürk and the Modernization of Turkey*, Boulder-Leyde, Westview Press-E.J. Brill, 1984.
- LANG, David Marshall, *A Modern History of Soviet Georgia*, New York, Grove Press, 1962.
- LANGENDORF, Jean-Jacques, *Histoire de la neutralité. Une perspective*, Gollion, Infolio, 2007.
- LATOURE, Bruno, *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris, La Découverte, 2005.
- LAURENTIDÎS, Isaak, « Î kata to 1895-1905 metoikesia Ellinôn Pontiôn to Kaukasou eis Ellada », *Archeion Pontou*, 31 (1971-1972), pp. 450-514.
- LAUREYS, Eric, *Belgen in Perzië 1915-1941. Verwezenlijkingen, verhoudingen en attitudes*, Louvain, Peeters, 1996.
- LAVRINENKO, N., « Professor Vladimir Minorskij i ego perepiska s sovetskimi vostokovedami », in Nina Kuznetsova (dir.), *Iran: Istorija i kul'tura v srednie veka i v novoe vremja*, Moscou, Nauka, 1980, pp. 143-167.
- LAYCOCK, Jo, *Imagining Armenia. Orientalism, ambiguity and intervention*, Manchester-New York, Manchester University Press, 2009.
- LAZAREV, Mikhail, *Kurdsij vopros (1891-1917)*, Moscou, Nauka, 1972.
- LE DONNE, John P., « La réforme de 1883 au Caucase. Un exemple d'administration régionale russe », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, Vol. 8, No. 1, janvier-mars 1967, pp. 21-35.
- LEFEBVRE, Camille, *Frontières de sable, frontières de papier. Histoire de territoires et de frontières, du jihad de Sokoto à la colonisation française du Niger, XIXe-XXe siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015.
- LEFEBVRE D'OVIDIO, Antonio, PESCATORE Gabriele, TULLIO Leopoldo, *Manuale di diritto della navigazione*, Milan, Giuffrè, 2011 (12^e édition).
- LEGENDRE, Pierre, *Jouir du pouvoir. Traité de la bureaucratie patriotique*, Paris, Les Editions de Minuit, 1976.
- LEIDINGER, Hannes, MORITZ, Verena (dir.), *Gefangenschaft, Revolution, Heimkehr. Die Bedeutung der Kriegsgefangenenproblematik für die Geschichte des Kommunismus in Mittel- und Osteuropa 1917-1920*, Vienne, Böhlau, 2003.
- LEMAŃCZYK, Szczepan, « The Transiranian Railway. History, Context and Consequences », *Middle Eastern Studies*, Vol. 49, No. 2, 2013, pp. 237-245.
- LEMERCIER, Claire, ZALC, Claire, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, 2008.
- LEONARD, Raymond W., *Secret Soldiers of the Revolution. Soviet Military Intelligence, 1918-1933*, Westport, Greenwood Press, 1999.
- LEPETIT, Bernard (dir.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 2013 (1995).

- LEPOINTE, Eric, « Désastres naturels et diplomatie », *Politique étrangère*, No. 4, 1994, pp. 1085-1098.
- LE ROUX, Ronan, « L'homéostasie sociale selon Norbert Wiener », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, No. 16, 2007, pp. 113-135.
- LEVENE, Mark, « Creating a Modern "Zone of Genocide": The Impact of Nation and State-Formation on Eastern Anatolia, 1878-1923 », *Holocaust Genocide Studies*, Vol. 12, No. 3, 1998, pp. 393-433.
- LEVENE, Mark, *The Crisis of Genocide, Vol. I: Devastation. The European Rimlands 1912-1938*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- LEVERKUEHN, Paul, *Posten auf ewiger Wache. Aus dem abenteuerreichen Leben des Max von Scheubner-Richter*, Essen, Essener Verlagsanstalt, 1938.
- LEVI-STRAUSS, Claude, *Tristes tropiques*, Paris, Plon, 1955.
- LEWANDOWSKI, Jan, *Królestwo Polskie pod okupacją austriacką 1914-1918*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1980.
- LEWIN, Moshe, *Le dernier combat de Lénine*, Paris, Les éditions de Minuit, 1967.
- LEWIS, Bernard, *The Emergence of Modern Turkey*, Oxford, Oxford University Press, 2002 (1968).
- LEWIS, Martin W., WIGEN, Kären E., *The Myth of Continents. A Critique of Metageography*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 1997.
- LEWIS, Paul H., *The Politics of Exile. Paraguay's Febrerista Party*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1968 (1965).
- LEWY, Guenter, *The Armenian Massacres in Ottoman Turkey. A Disputed Genocide*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2005.
- LEZHAVA, Nino, BAKRADZE, Lasha, *Sabch'ota Tbilisi. T'eroris t'op'ograpia*, Tbilissi, Sovlab, 2011.
- LIBARIDIAN, Gerard J., *Modern Armenia. People, Nation, State*, New Brunswick-Londres, Transaction Publishers, 2004.
- LIENAU, Odette, *Rethinking Sovereign Debt. Politics, Reputation, and Legitimacy in Modern Finance*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2014.
- LIN, Hsiao-Ting, *Tibet and Nationalist China's Frontier – Intrigues and Ethnopolitics, 1928-1941*, Vancouver-Toronto, The University of British Columbia, 2006.
- LIU, Xiaoyuan, *Reins of Liberation. An Entangled History of Mongolian Independence, Chinese Territoriality, and Great Power Hegemony, 1911-1950*, Washington, D.C.-Stanford, Woodrow Wilson Center Press-Stanford University Press, 2006.
- LIULEVICIUS, Vejas Gabriel, *War Land on the Eastern Front. Culture, National Identity and German Occupation in World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.
- LIVINGSTONE, David N., *Putting Science in its Place. Geographies of Scientific Knowledge*, Chicago-Londres, The University of Chicago Press, 2003.
- LOHR, Eric, *Nationalizing the Russian Empire. The Campaign Against Enemy Aliens during World War I*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2003.
- LOHR, Eric, *Russian Citizenship: From Empire to Soviet Union*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2012.
- LOMASHVILI, P.N., *Velikij perevorot*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1972.
- LONG, Roger D. (dir.), *The Man on the Spot: Essays on British Empire History*, Westport, Greenwood Press, 1995.
- LÓPEZ PARDO, Fernando, « Del mercado invisible (Comercio silencioso) a las Factorías-Fortaleza punicas en la costa atlántica africana », in Pilar Fernández Uriel, Carlos González Wagner, Fernando López Pardo (dir.), *Intercambio y comercio preclásico en el Mediterráneo*, Madrid, Centro de Estudios Fenicios y Púnicos, 2000, pp. 215-230.
- LUCKYJ, George, *Literary Politics in the Soviet Ukraine, 1917-1934*, Durham, Duke University Press, 1990.
- LUDSHUVEJT, Evgenij F., *Turtsija v gody Pervoj Mirovok Vojny*, Moscou, Izdatel'stvo Moskovskogo Universiteta, 1966.
- LUSSAULT, Michel, *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*, Paris, Le Seuil, 2007.
- LYNCH, T., WALSH, A.J., « The Good Mercenary ? », *The Journal of Political Philosophy*, 2000, Vol. 8 (2), pp. 133-153.
- MADATOV, Garash, *Pobeda Sovetskoj vlasti v Nakhichevani i obrazovanie Nakhichevskoj ASSR*, Bakou, Izdatel'stvo Akademii Nauk Azerbajdzhanskoy SSR, 1968.
- MAGAROTTO, Luigi, MARZADURI, Marzio, PAGANI CESA, Giovanna (dir.), *L'avanguardia a Tiflis*, Quaderni del Seminario di Iranistica, Uralo-Altaistica e Caucasologia dell'Università degli Studi di Venezia, Venice, 1982.
- MAGERRAMOV, El'mar, *Gazeta Kommunist i voprosy vosstanovlenija sel'skogo khozjajstva*, Bakou, Nurlan, 2004.
- MAGNARELLA, Paul J., *The Peasant Venture. Tradition, Migration, and Change among Georgian*

- Peasants in Turkey*, Cambridge (Mass.), Schenkman Publishing Company, 1979.
- MAHMUDOV, Yaqub, *Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti Ensiklopediyası*, Vol. I et II, Bakou, Lider, 2005.
- MAIER, Charles S., « Consigning the Twentieth Century to History. Alternative Narratives for the Modern Era », *American Historical Review*, Vol. 105, No. 3, 2000, pp. 807-831.
- MAJD, Mohammad Gholi, *Persia in World War I and Its Conquest by Great Britain*, Lanham-Oxford, University Press of America, 2003.
- MAJERUS, Benoît, « Von Falkenhausen zu Falkenhausen. Die deutsche Verwaltung Belgiens in den zwei Weltkriegen », in KRONENBITTER, Günther, PÖHLMANN, Markus, WALTER, Dierk (dir.), *Besatzung. Funktion und Gestalt militärischer Fremdherrschaft von der Antike bis zum 20. Jahrhundert*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2006, pp. 131-145.
- MAKDISI, Ussama, « Ottoman Orientalism », *The American Historical Review*, Vol. 107, No. 3, juin 2002, pp. 768-796.
- MAKSIMOV, A.V. et alii, *Shest' desjat geroicheskikh let. Kratkie ocherki vojsk Krasnoznamennogo Zakavkazskogo pograničnogo okruga KGB SSSR*, Tbilissi, Merani, 1982.
- MAKSUDOV, S., « Migratsii v SSSR v 1926-1939 godakh », *Cahiers du monde russe*, Vol. 40, No. 4, 1999, pp. 763-796.
- MALANCZUK, Peter, *Akehurst's Modern Introduction to International Law*, Londres-New York, Routledge, 1997.
- MALET, David, *Foreign Fighters. Transnational Identity in Civil Conflicts*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2013.
- MAMEDOVA, N., « Iranskaja diaspora v Rossii », *Azija i Afrika segodnja*, No. 7, 2006, pp. 67-69.
- MAMEDOVA, Shalala, *Interpretatsija totalitarizma. Stalinizm v Azerbajdzhane, 1920-1930*, Bakou, Adilogly, 2004.
- MAMMADOVA, Shalala, « Kurdsij vopros v politike sovetского gosudarstva v 1920-1930-e gg. », *Voprosy istorii*, No. 6, 2013, pp. 135-141.
- MAMOULIA, Georges, *Les combats indépendantistes des Caucasiens entre URSS et puissances occidentales. Le cas de la Géorgie (1921-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MAMOULIA, Georges, « Les crises turque et iranienne (1945-1947). L'apport des archives caucasiennes », *Cahiers du monde russe*, Vol. 45, No. 1-2, 2004, pp. 267-292.
- MANELA, Erez, *The Wilsonian Moment. Self-Determination and the International Origins of Anticolonial Nationalism*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2007.
- MANGO, Andrew, *Atatürk*, Londres, John Murray, 1999.
- MANGUIN, Sylvie, CARNEVALE, Pierre, MOUCHET, Jean (dir.), *Biodiversity of Malaria in the World*, Paris, John Libbey Eurotext, 2008.
- MANN, Michael, « The Autonomous Power of the State: Its Origins, Mechanisms and Results », in HALL, John (dir.), *States in History*, Oxford, Basil Blackwell, 1986, pp. 109-136.
- MANN, Michael, *The Dark Side of Democracy. Explaining Ethnic Cleansing*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- MANUSEVICH, A.Ja. (dir.), *Internatsionalisty. Trudjashchiesja zarubezhnykh stran. Uchastniki bor'by za vlast' sovetov, T. 1*, Moscou, Nauk, 1967.
- MANVELIDZE, Irak'li, *Sazogadoebriv-p'olitik'uri da sotsialur-ek'onomik'uri vitareba Ach'arashi 1921-1930 ts'lebshi*, Batoumi, Shota Rustavelis Sakhelmts'ipo universit'et'i, 2006.
- MANZ, Volker, *Fremde und Gemeinwohl. Integration und Ausgrenzung in Spanien im Übergang vom Ancien Régime zum frühen Nationalstaat*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2006.
- MARASHI, Afshin, *Nationalizing Iran. Culture, Power & the State, 1870-1940*, Seattle-Londres, University of Washington Press, 2008.
- MARASHLIAN, Levon, « Population Statistics on Ottoman Armenians in the Context of Turkish Historiography », *The Armenian Review*, Vol. XL, No. 4, Hiver 1987, pp. 1-59.
- MARCH, James G., OLSEN, Johan P., *Rediscovering Institutions. The Organizational Basis of Politics*, New York-Londres, The Free Press, 1989.
- MARGIEV, Zaur, *Batum vo vremena Osmanskoj imperii*, Batoumi, Alioni, 2008.
- MARKOFF, John, *Waves of Democracy. Social Movements and Political Change*, Thousand Oaks-Londres-New Delhi, Pine Forge Press, 1996.
- MARKOWITZ, Lawrence P., *State Erosion. Unlootable Resources and Unruly Elites in Central Asia*, Ithaca, Cornell University Press, 2013.
- MARKS, Sally, « The Myths of Reparations », *Central European History*, Vol. 11, No. 3 (Septembre 1987), pp. 231-255.
- MARSHALL, Alex, *The Caucasus Under Soviet Rule*, Londres-New York, Routledge, 2010.
- MARSHALL, Alex, *The Russian General Staff and Asia, 1800-1917*, Londres-New York, Routledge, 2006.

- MARSHALL, Alexander, « Turkfront : Frunze and the Development of Soviet counter-insurgency in Central Asia », in EVERETT-HEALTH, Tom (dir.), *Central Asia. Aspects of Transition*, Londres-New York, RoutledgeCurzon, 2003, pp. 5-29.
- MARTELLI, Manfredi, *Mussolini e la Russia. Le relazioni italo-sovietiche dal 1922 al 1941*, Milan, Mursia, 2007.
- MARTIN, Terry, *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2001.
- MARTIN, Vanessa, « Hartwig and Russian Policy in Iran, 1906-1908 », *Middle Eastern Studies*, Vol. 29, No. 1, janvier 1993, pp. 1-21.
- MARTIN, Vanessa, *Iran Between Islamic Nationalism and Secularism. The Constitutional Revolution of 1906*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2013.
- MARTIN, Vanessa, NOURAERI, Morteza, « The Role of the Karguzar in the Foreign Relations of State and Society in Iran from the mid-nineteenth century to 1921. Part 1 – Diplomatic relations », *Journal of the Royal Asiatic Society of Great Britain & Ireland*, Vol. 15, No. 3 (Novembre 2005), pp. 261-277.
- MARTÍNEZ, Oscar, *Border People: Life and Society in the U.S.-Mexico Borderlands*, Tucson, The University of Arizona Press, 1994.
- MARTÍNEZ, Oscar, « The Dynamics of Border Interaction. New Approaches to Border Analysis », in SCHOFIELD, Clive H. (dir.), *Global Boundaries*, Londres-New York, Routledge, 1994, pp. 1-15.
- MARTIROSIAN, A., « Bol'shevistskaja gazeta "Zvezda" ob iranskoj revoljutsii 1905-1911 gg. », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 3, 1970, pp. 71-78.
- MARUKJAN, Armen, *Armjanskij vopros i politika Rossii (1915-1917 gg.)*, Erevan, MIG NAN RA, 2003.
- MASON, John Brown, *The Danzig Dilemma: A Study in Peacemaking by Compromise*, Stanford, Stanford University Press, 1946.
- MASSART-PIÉRARD, Françoise, « L'action extérieure des collectivités régionales et fédérées : écarts et convergence », in Françoise Massart-Piérard (dir.), *L'action extérieure des entités subétatiques. Approche comparée Europe-Amérique du Nord*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2008, pp. 9-23.
- MASELL, Gregory J., *The Surrogate Proletariat: Moslem Women and Revolutionary Strategies in Soviet Central Asia, 1919-1929*, Princeton, Princeton University Press, 1979.
- MATERSKI, Wojciech, *Georgia rediviva. Republika Gruzińska w stosunkach międzynarodowych 1918-1921*, Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN, 1994.
- MATERSKI, Wojciech, *Na widecie. II Rzeczpospolita wobec Sowietów, 1918-1943*, Varsovie, Instytut Studiów Politycznych PAN-Oficyna Wydawnicza RYTM, 2005.
- MATERSKI, Wojciech, « Polsko-radziecka konwencja konsularna z 18 lipca 1924 roku », *Dzieje Najnowsze*, Vol. 5, No. 4, 1973, pp. 57-71.
- MATIN, Kamran, *Recasting Iranian Modernity. International Relations and Social Change*, Londres-New York, Routledge, 2013.
- MATSCH, Erwin, *Der Auswärtige Dienst von Österreich(-Ungarn) 1720-1920*, Gratz-Vienne, Böhlau, 1986.
- MATSUZATO, Kimitaka, « Chûikiken no gainen tsuite », *Surabu kenkyû Sentâ nyûsu*, No. 95, 2003/10.
- MATSUZATO, Kimitaka, « Cultural geopolitics and the New Border Regions of Eurasia », *Journal of Eurasian Studies*, Vol. 1, No. 1, 2010, pp. 42-53.
- MATSUZATO, Kimitaka (dir.), *Emerging Meso-Areas in the Former Socialist Countries. Histories Revived or Improvised ?*, Sapporo, Slavic Research Center, 2005.
- MATSUZATO, Kimitaka (dir.), *Imperiology. From Empirical Knowledge to Discussing the Russian Empire*, Sapporo, Slavic Research Center, 2007.
- MATTHEWS, Mervyn, *Party, State and Citizen in the Soviet Union*, Armonk-Londres, M.E. Sharpe, 1989.
- MATVEEV, K.P., *Assirijtsy i Assirijskaja problema v novoe i novejshee vremja*, Moscou, Nauka, 1979.
- MATVEEV, A.M., « Iz istorii vykhodtsev iz Irana v Srednei Azii vo vtoroi polovine XIX-nachale XX v », in ARABDZHJAN, A.Z., KUZNETSOVA, N.A. (dir.), *Iran. Sbornik statej*, Moscou, AN SSSR-Institut vostokovedenija, 1973, pp. 195-214.
- MAUCH, Christof, PFISTER, Christian (dir.) *Natural Disasters, Cultural Responses. Case Studies Toward a Global Environmental History*, Lanham-Plymouth, Lexington Books, 2009.
- MAUREL, Marie-Claude, *Territoire et stratégies soviétiques*, Paris, Economica, 1982.
- MAY, Larry, *After War Ends. A Philosophical Perspective*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2012.
- MAYER, Arno, *The Persistence of the Old Regime. Europe to the Great War*, New York, Pantheon Books, 1981.
- MAZIS, John Athanasios, *The Greeks of Odessa. Diaspora Leadership in Late Imperial Russia*, Boulder, East European Monographs, 2004.
- MCCARTHY, Justin, *Death and Exile. The Ethnic Cleansing of Ottoman Muslims, 1821-1922*, Princeton, The Darwin Press, 1995.

- MCCARTHY, Justin, ARSLAN, Esat, TAŞKIRAN, Cemalettin, TURAN, Ömer, *The Armenian Rebellion at Van*, Salt Lake City, The University of Utah Press, 2006.
- MCDONALD, David MacLaren, *United Government and Foreign Policy in Russia, 1900-1914*, Cambridge, Mass.-Londres, Harvard University Press, 1992.
- MCKIERNAN-GONZÁLEZ, John, *Fevered Measures. Public Health and Race at the Texas-Mexico Border, 1848-1942*, Durham-Londres, Duke University Press, 2012.
- MCLACHLAN, Keith (dir.), *The Modern Boundaries of Iran*, Londres, UCL Press, 1994.
- MCMEEKIN, Sean, *The Russian Origins of the First World War*, Cambridge (Mass.)-Londres, The Belknap Press of Harvard University Press, 2011.
- MEEKER, Michael E., *A Nation of Empire. The Ottoman Legacy of Turkish Modernity*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2001.
- MEGRELIDZE, Sh., *Zakavkaz'e v russko-turetskoj vojne 1877-1878 gg.*, Tbilissi, Metsniereba, 1972.
- MELIK'JAN, Vahan, *Ishkhanut'jan himnharts'ë Andrkovkasum*, Erevan, HH Gitut'junneri Azgajin Akademia, 2010.
- MELISSEN, Jan, FERNÁNDEZ, Ana Mar (dir.), *Consular Affairs and Diplomacy*, Leyde-Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2011.
- MELK'ONJAN, Eduard, « Hajots' ts'eghaspanut'jan patmut'jan mi k'ani harts'eri lusabanumë akademikos Mkrkich' Nersisjani usumnasirut'junnerum », *Patmabanasirakan handes*, No. 2 (16), 2010, pp. 16-26.
- MENDIKULOVA, G.M., ATANTAIEVA, B.Zh., *Istorija migratsij mezhdru Kazaxstanom i Kitaem v 1860-1960-e gody*, Almaty, Saga, 2008.
- MENTESHASHVILI, A.M., *Bolshevistskaja pressa Zakavkaz'ja v bor'be za sozdanie Zakavkazkoj federatsii i Sojuza SSR (1921-1922 gg.)*, Tbilissi, Izdatel'stvo Tbilisskogo Universiteta, 1972.
- MERKVILADZE, V.N., *Sozdanie i ukreplenie Sovetskoi gosudarstvennosti v Gruzii, 1921-1936*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1969.
- MERTEN, Kai, *Untereinander, nicht nebeneinander. Das Zusammenleben religiöser und kultureller Gruppen im Osmanen Reich des 19. Jahrhunderts*, Berlin, LIT Verlag, 2014.
- METCALF, Thomas R., *Imperial Connections. India and the Indian Ocean Arena, 1860-1920*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 2007.
- METİNSOY, Murat, « Everyday Resistance and Selective Adaptation to the Hat Reform in Early Republican Turkey », *International Journal of Turcologia*, Vol. VIII, No. 16, Automne 2013, pp. 7-48.
- METİNSOY, Murat, « Fragile Hegemony, Flexible Authoritarianism, and Governing from Below. Politicians' Reports in Early Republican Turkey », *International Journal of Middle East Studies*, No. 43 (2011), pp. 699-719.
- MEYER, James H., « Immigration, Return, and the Politics of Citizenship: Russian Muslims in the Ottoman Empire, 1860-1914 », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 39, No. 1 (février 2007), pp. 15-32.
- MEYER, James H., « Speaking Sharia to the State. Muslim Protesters, Tsarist Officials, and the Islamic Discourse of Late Imperial Russia », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 14, No. 3, Été 2013, pp. 485-505.
- MEYER, James H., *Turks across Empires. Marketing Muslim Identity in the Russian-Ottoman Borderlands, 1856-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2014.
- MƏHƏRRƏMOV, Elmar, *Xalq Qəzeti yaranması və inkişafı tarixindən*, Bakou, Elm və təhsil, 2009.
- MƏMMƏDOV, Fazil, *Mir Cəfər Abbas Oğlu Bağırov*, Baku, Nurlan, 2007.
- MICHELETTA, Luca, UNGARI, Andrea (dir.), *The Libyan War, 1911-1912*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2013.
- MICHEL, Johann, *Gouverner les mémoires. Les politiques mémorielles en France*, Paris, Presses universitaires de France, 2010.
- MICHELMANN, Hans J., SOLDATOS, Panayotis (dir.), *Federalism and International Relations. The Role of Subnational Units*, Oxford, Clarendon Press, 1990.
- MIECZKOWSKI, Z., « The Economic Regionalization of the Soviet Union in the Lenin and Stalin Period », *Canadian Slavonic Papers/Revue Canadienne des Slavistes*, Vol. 8, 1966, pp. 89-124.
- MIKHEL, Dmitry, « Fighting Plague in Southeastern European Russia, 1917-1925 – A Case Study in Early Soviet Medicine », in BERNSTEIN, Frances L., BURTON, Christopher, HEALEY, Dan (dir.), *Soviet Medicine. Culture, Practice and Science*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2010, pp. 49-70.
- MILLER, A.F., *Ocherki novejshej istorii Turtsii*, Moscou-Leningrad, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1948.
- MILLER, Aleksei, « Between Local and Inter-Imperial: Russian Imperial History in Search of Scope and Paradigm », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 5, No. 1 (Hiver 2004), pp. 7-26.

- MILLER, Alexei, RIEBER, Alfred J. (dir.), *Imperial Rule*, Budapest-New York, Central European University Press, 2004.
- MILLER, Alexei, « Shaping Ukrainian and Russian Identities in the Russian Empire during the 19th Century: Some Methodological Remarks », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 49, No. 4 (2001), pp. 257-263.
- MILLER, Robert F., *One Hundred Thousand Tractors: The MTS and the Development of Controls in Soviet Agriculture*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1970.
- MILLWARD, James A., *Eurasian Crossroads. A History of Xinjiang*, New York, Columbia University Press, 2007.
- MILWARD, Alan S., *War, Economy and Society, 1939-1945*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1979.
- MIL'MAN, Aron, *Politicheskij stroj Azerbajdzhana v XIX-nachale XX vekov*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1966.
- MINASSIAN, Gaïdz, *Arméniens, le temps de la délivrance*, Paris, CNRS Editions, 2015.
- MINASSIAN, Gaïdz, *Zones grises. Quand les Etats perdent le contrôle*, Paris, Autrement, 2011.
- MINTS, A.A., « Osnovnye cherty khozjajstvennogo osvoenija vlazhnykh subtropikov Gruzinskoj SSR », *Voprosy geografii*, No. 41, 1957, pp. 177-192.
- MINTS, I.I. (dir.), *Pobeda Sovetskoj vlasti v Zakavkaz'e*, Tbilissi, Metsniereba, 1971.
- MIRAK, Robert, *Torn Between Two Lands : Armenians in America, 1890 to World War One*, Cambridge, Mass : Harvard University Press, 1983.
- MIRFENDERSKI, Guive, *A Diplomatic History of the Caspian Sea. Treaties, Diaries and Other Stories*, Basingstoke-New York, Palgrave, 2001.
- MIRONOV, Nikolaj, *Pravovoe regulirovanie vneshnikh snoshenij SSSR, 1917-1970 gg.*, Moscou, Mezhdunarodny Otnoshenija, 1971.
- MIROSHNIKOV, L.I., *Anglijskaja ekspansija v Irane*, Moscou, Izdatel'stvo Vostočnoj Literatury, 1961.
- MIROYAN, Sonya, BADEM, Candan, *The Construction of the Tiflis-Alexandropol-Kars Railway. T'iflis-Alek'sandrapol-Kars erkat'gtsi kar'uts'umě. Tiflis-Gümri-Kars Demir Yolunun İnşası*, Institute for Historical Justice and Reconciliation, 2013.
- MITCHELL, Timothy, *Carbon Democracy. Political Power in the Age of Oil*, Londres-New York, Verso, 2011.
- MITCHELL, Timothy, *Rule of Experts. Egypt, Techno-Politics, Modernity*, Berkeley-Los Angeles-New York, University of California Press, 2002.
- MIZRAHI, Jean-David, *Genèse de l'Etat mandataire. Service des Renseignements et bandes armées en Syrie et au Liban dans les années 1920*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
- MOAZAMI, Behrooz, *State, Religion, and Revolution in Iran, 1796 to the Present*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2013.
- MOJTAHED-ZADEH, Pirouz, *The Small Players of the Great Game: The Settlement of Iran's Eastern Borderland and the Creation of Afghanistan*, Abingdon-New York, Routledge, 2004.
- MOKRI, Mohammad, *Les frontières du nord de l'Iran. Caucasic, Asie centrale*, Paris, Geuthner, 2004.
- MOMBAUER, Annika, *The Origins of the First World War – Controversies and Consensus*, Londres, Pearson Education, 2002.
- MOORE, Cerwyn, FARRANDS, Chris (dir.), *International Relations Theory and Philosophy: Interpretative Dialogues*, New York, Routledge, 2010.
- MORGAN, Patrick M., NELSON, Keith L., *Re-viewing the Cold War. Domestic Factors and Foreign Policy in the East-West Confrontation*, Westport, Praeger, 2000.
- MORIEUX, Renaud, *Une mer pour deux royaumes. La Manche, frontière franco-anglaise (XVIIe-XVIIIe siècles)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.
- MOROZOVA, Irina, « Contemporary Azerbaijani Historiography on the Problem of "Southern Azerbaijan" after World War II », *Iran & the Caucasus*, Vol. 9, No. 1, 2005, pp. 85-120.
- MORRISON, Alexander, « Metropole, Colony, and Imperial Citizenship in the Russian Empire », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 13, No. 2, printemps 2012 (New Series), pp. 327-364.
- MORRISON, Alexander, *Russian Rule in Samarkand 1868-1910. A Comparison with British India*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2008.
- MORRISON, Alexander, « The Pleasures and Pitfalls of Colonial Comparison », *Kritika: Explorations in Russia and Eurasian History*, Vol. 13, No. 4, automne 2012 (New Series), pp. 919-936.
- MOSTASHARI, Firouzeh, *On the Religious Frontier. Tsarist Russia and Islam in the Caucasus*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2006.
- MOSTOWLANSKY, Till, « Where Empires Meet: Orientalism and Marginality at the Former Russo-British Frontier », *Etudes de Lettres*, No. 2-3, 2014, pp. 179-196.
- MOTADEL, David (dir.), *Islam and the European Empires*, Oxford, Oxford University Press, 2014.
- MOTIKA, Raoul, *Die politische Öffentlichkeit Iranisch-Aserbajdschans während der*

- Konstitutionellen Revolution im Spiegel der Täbriser Zeitung Āzarbāyġān*, Francfort, Peter Lang, 2001
- MOTIKA, Raoul, URSINUS, Michael (dir.) *Caucasian Between the Ottoman Empire and Iran, 1555-1914*, Wiesbaden, Reichert Verlag, 2000.
- MOTYL, Alexander J., *Imperial Ends. The Decay, Collapse, and Revival of Empires*, New York, Columbia University Press, 2001.
- MOTYL, Alexander J. (dir.), *Thinking Theoretically about Soviet Nationalities. History and Comparison in the Study of the USSR*, New York, Columbia University Press, 1992.
- MOURADIAN, Claire, « Caricature in the Armenian Press of the Caucasus », *Armenian Review*, Vol. 44, No. 4 (176), hiver 1991, pp. 1-35.
- MOURADIAN, Claire, *De Staline à Gorbatchev. Histoire d'une république soviétique, l'Arménie*, Paris, Ramsay, 1990.
- MOURADIAN, Claire, URJEWICZ, Charles, WEILL, Claudie, « Les étudiants du Caucase en Allemagne, 1900-1914 », *Slaves, Russes, Soviétiques. Pages d'histoire offertes à Roger Portal*, Paris, Institut d'Etudes Slaves-Publications de la Sorbonne, 1992, pp. 369-392.
- MOYD, Michelle, *Violent Intermediaries. African Soldiers, Conquest and Everyday Colonialism in German East Africa*, Athens, Ohio University Press, 2014.
- MÜLLER, Daniel, *Sowjetische Nationalitätenpolitik in Transkaukasien, 1920-1953*, Berlin, Verlag Dr. Köster, 2008.
- MÜLLER, Michael G., TORP, Cornelius, « Conceptualising Transnational Spaces in History », *European Review of History: Revue européenne d'histoire*, Vol. 16, No. 5, 2009, pp. 609-617.
- MULLIGAN, William, *The Origins of the First World War*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2010.
- MURATOV, Kh.I., *Revoljutsionnoe dvizhenie v russkoj armii v 1905-1907 gg.*, Moscou, Voenizdatel'stvo Ministerstva oborony Sojuza SSR, 1965.
- MURDOCK, Graham, « Reporting the riots: images and impact », in John Benyon (dir.), *Scarman and After: Essays Reflecting Lord Scarman's Report, the riots and their aftermath*, Oxford, Pergamon, 1984, pp. 73-95.
- MURPHEY, Rhoads, *Exploring Ottoman Sovereignty: Tradition, Image and Practice in the Ottoman Imperial Household 1400-1800*, New York-Londres, Continuum, 2008.
- MURPHY, George G.S., *Soviet Mongolia. A Study of the Oldest Political Satellite*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1966.
- MUSI, Aurelio, *L'impero dei viceré*, Bologne, Il Mulino, 2013.
- MUSTAFA-ZADE, Rakhman, *Dve respubliki. Azerbajdzhansko-rossijskie otnoshenija v 1918-1922*, Moscou, MIK, 2006.
- MÜTERCİMLER, Erol, *Kurtuluş Savaşı'na Denizden Gelen Destek ve Kuvayı Milliye Donanması*, Istanbul, ALFA, 2004
- MYERS, Daniel J., « The Diffusion of Collective Violence: Infectiousness, Susceptibility, and Mass Media Networks », *The American Journal of Sociology*, Vol. 106, No. 1 (Juillet 2000), pp. 173-208.
- NABY, Eden, « Les Assyriens d'Union soviétique », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 16, No. 3/4, juillet-décembre 1975, pp. 445-457.
- NABY, Eden, « The Assyrians of Iran. Reunification of a "Millat". 1906-1914 », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 8, 1977, pp. 237-249.
- NACHTIGAL, Reinhard, *Russland und seine österreichisch-ungarischen Kriegsgefangenen (1914-1918)*, Remshalden, Verlag Bernhard Albert Greiner, 2003.
- NAGDALIEV, Farhad, *Khany Nakhichevanskie v Rossijskoj Imperii*, Moscou, Novyj Argument, 2006.
- NAHAYLO, Bohdan, SVOBODA, Viktor, *Soviet Disunion. A History of the Nationalities Problem in the USSR*, Londres, Hamish Hamilton, 1990.
- NAJMABADI, Afsaneh, *The Story of the Daughters of Quchan: Gender and National Memory in Iranian History*, Syracuse, Syracuse University Press, 1998.
- NAKASH, Yitzhak, *The Shi'is of Iraq*, Princeton, Princeton University Press, 2003 (1994).
- NAUMOV, Igor V., *The History of Siberia*, Abingdon-New York, Routledge, 2006.
- NAUQUET, Emmanuel, « Paix, humanitaire et droits de l'homme. Notes sur des acteurs de la société civile au tournant des XIX^e et XX^e siècles », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, No. 127, 2015, pp. 33-50.
- NAY, Olivier, SMITH, Andy, « Les intermédiaires en politique. Médiation et jeux d'institution », in Ibid. (dir.), *Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Economica, 2002, pp. 1-22.
- NEFF, Stephen C., *War and the Law of Nations: A General History*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2005.
- NEWMAN, David, « Borders and Bordering: Toward an Interdisciplinary Dialogue », *European Journal of Social Theory*, Vol. 9, No. 2, 2006, pp. 171-186.

- NƏCƏFOV, Bəxtiyar, *Azərbaycan Demokratik Respublikası*, Bakou, Azərbaycan Bilik Maarifçilik Cəmiyyəti, 1992.
- NƏSİBZADƏ, Nəsim, *Azərbaycan Demokratik Respublikası (Məqalələr və sənədlər)*, Bakou, Elm, 1990.
- NICHANIAN, Marc, *La perversion historiographique*, Paris, Lignes & Manifestes, 2006.
- NIKITIN, I.N., KALUGIN, V.I., *Istorija veterinarii*, Moscou, Agropromizdat, 1988.
- NIKOLAEV, A.I. (dir.), *Na strazhe granits otechestva. Istorija pograničnoj sluzhby*, Moscou, Granitsa, 1998.
- NIKOL'SKAJA, Tat'jana, *Avangard i okrestnosti*, Saint-Petersbourg, Izdatel'stvo Ivana Limbakha, 2002.
- NITSIAKOS, Vassilis, *On the Border. Transborder Mobility, Ethnic Groups and Boundaries along the Albanian-Greek Frontier*, Berlin, Lit Verlag, 2010.
- NIVET, Philippe, COUTANT-DAYDÉ Coraline, STOLL Mathieu (dir.), *Archives de la Grande Guerre. Des sources pour l'histoire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.
- NİZAMOĞLU, Yüksel, *Vehip Paşa. Kahramanlıktan sürgüne*, Istanbul, Yitik Hazine Yayınları, 2013.
- NOACK, Christian, « From Ancestry to Territory. Spatial Dimensions of Muslim Identity in Imperial Russia », *Ab Imperio*, No. 2/2006, pp. 81-100.
- NOIRIEL, Gérard (dir.), *L'identification. Genèse d'un travail d'Etat*, Paris, Belin, 2007.
- NORRIS, Jacob, *Land of Progress: Palestine in the Age of Colonial Development, 1905-1948*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- NORTHROP, Douglas, *Veiled Empire. Gender & Power in Stalinist Central Asia*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2004.
- NOVAK, A., *Pervaja russkaja buržuazno-demokratičeskaja revoljutsija i revoljutsionnoe dvizhenie v Rumynii*, Chişinau, Cartea Moldovenească, 1966.
- NOVIKOV, N., *Operatsii flota protiv berega na Chernom more v 1914-1917 gg.*, Moscou, Gosvoenizdatel'stvo, 1937.
- NUGENT, Paul, *Smugglers, Secessionists & Loyal Citizens on the Ghana-Togo Frontier*, Athens-Oxford-Legon, Ohio University Press-James Currey-Sub-Saharan Publishers, 2002.
- NŪRÎ, Mostafâ, « Âkharîn valî'ahd dar Tabrîz », *Payâm-e Bahârestân*, Vol. 2, No. 8, été 1389 (2000), pp. 463-503.
- NURI, Süleyman, *Çanakkale Siperlerinden TKP Yönetimine Uyanan Esirler*, Istanbul, Tüstav, 2002.
- OATES, Wallace E., « An Essay on Fiscal Federalism », *Journal of Economic Literature*, Vol. 37, No. 3 (Septembre 1999), pp. 1120-1149.
- OBERENDER, Andreas, « 'Am besten wäre es, man schwiege über Exzesse'. Anastas Mikojan und der geschichtspolitische Konflikt zwischen Armeniern und Aserbaidschanern », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 59, No. 4, 2011, pp. 509-533.
- ODGEN, Dennis, « Britain and Soviet Georgia, 1921-1922 », *Journal of Contemporary History*, Vol. 23, No. 2 (Apr., 1988), pp. 245-258.
- OHAYON, Isabelle, *La sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline. Collectivisation et changement social (1928-1945)*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2006.
- O'LEARY, Brendan, LUSTICK, Ian S., CALLAGHY, Thomas (dir.), *Right-sizing the State. The Politics of Moving Borders*, Oxford, Oxford University Press, 2001.
- OLONETSKIJ, A.A., « Sel'skoe khozjajstvo Abkhazii pered vojnoj 1914 g. », *Trudy Abkhazskogo Gosudarstvennogo Muzeja*, No. 2, 1957, pp. 51-90.
- OLSON, Robert, *The Emergence of Kurdish Nationalism and the Sheikh Said Rebellion*, Austin, University of Texas Press, 1989.
- OLSON, William J., « The Genesis of the Anglo-Persian Agreement of 1919 », in Elie Kedourie, Sylvia G. Haim (dir.), *Towards a Modern Iran. Studies in Thought, Politics, and Society*, Londres, Frank Cass, 1980, pp. 185-216.
- OLSZEWSKI, Paweł, *Polityka państw Ententy wobec Zakaukazia w latach 1918-1921*, Naukowe Wydawnictwo Piotrkowskie, Piotrków Trybunalski, 2001.
- OLSZEWSKI, Paweł, BORKOWSKI, Kazimierz (dir.), *Kaukaz w stosunkach międzynarodowych. Przeszłość, teraźniejszość, przyszłość*, Naukowe Wydawnictwo Piotrkowskie, Piotrków Trybunalski, 2008.
- O'NEILL, Kelly, « Constructing Russian Identity in the Imperial Borderland : Architecture, Islam, and the Transformation of the Crimean Landscape », *Ab Imperio*, No. 2/2006, pp. 163-192.
- ONK, Nizamettin, *Kafkasya'dan Anadolu'ya Iğdır Tarihi*, Istanbul, Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı, 2006.
- ORAT, Jülide Akyüz, ARSLAN, Nehabat Oran, TANRIVERDİ, Mustafa, *Osmanlı'dan Cumhuriyet'e Kafkas göçleri (1828-1943)*, Kars, Kafkas Üniversitesi, 2011.
- ORUCLU, Məryəm, *Azərbaycanda və mühacirətdə Müsavat Partiyasının Fəaliyyəti (1911-1992)*, Bakou, Azərneşr, 2001.

- OSOKINA, Elena, *Our Daily Bread. Socialist Distribution and the Art of Survival in Stalin's Russia, 1927-1941*, Armonk, M.E. Sharpe, 2001 (1999 pour l'édition russe).
- OSTERHAMMEL, Jürgen, « Internationale Geschichte, Globalisierung und die Pluralität der Kulturen », in LOOTH, Wilfried, OSTERHAMMEL, Jürgen (dir.), *Internationale Geschichte. Themen – Ergebnisse – Aussichten*, Munich, Oldenbourg, 2000, pp. 387-408.
- OVNANJAN, S.V., *Armjano-bolgarskie istoricheskie svjazi i armjanskije kolonii v Bolgarii vo vtoroj polovine XIX v.*, Erevan, Izdatel'stvo Akademii Nauk Armjanskoj SSR, 1968.
- OWEN, Roger (dir.), *New Perspectives on Property and Land in the Middle East*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2000.
- ÖĞÜN, Tuncay, *Kafkas cephesinin I. Dünya savaşındaki lojistik desteği*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 1999.
- ÖĞÜN, Tuncay, *Unutulmuş bir göç trajedisi. Vilayât-ı Şarkiye mültecileri (1915-1923)*, Ankara, Babil, 2004.
- ÖKÇÜN, Ahmet Gündüz, ÖKÇÜN, Ahmet R., *Türk antlaşmaları rehberi (1920-1973)*, Ankara, Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları, 1974.
- ÖNEN, Nizam, REYHAN, Cenk, *Mülkten Ülkeye. Türkiye'de Taşra İdaresinin Dönüşümü (1839-1929)*, İstanbul, İletişim, 2011.
- ÖZBEK, Nadir, « Policing the Countryside : Gendarmes of the Late Nineteenth-Century Ottoman Empire (1876-1908) », *International Journal of Middle Eastern Studies*, 40, no. 1 (2008), pp. 47-67.
- ÖZBEK, Nadir, TOUMARKINE, Alexandre, LEVY, Noémi, *Jandarma ve polis. Fransız ve Osmanlı tarihçiliğine çapraz bakışlar*, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2009.
- ÖZÇELİK, Ayfer, *Ali Fuat Cebesoy*, Ankara, Akçağ, 1993.
- ÖZÇELİK, Selahittin, *Donanma-yı Osmanî Muavenet-i Milliye Cemiyeti*, Ankara, Türk Tarih Kurumu, 2000.
- ÖZDEM, Filiz (dir.), *Kars. 'Beyaz Uykusuz Uzakta'*, İstanbul, Yapı Kredi Kültür Sanat Yayıncılık, 2006.
- ÖZDEMİR, Hikmet, *The Ottoman Army 1914-1918. Disease and Death on the Battlefield*, Salt Lake City, University of Utah Press, 2008.
- ÖZDER, Âdil, *Artvin ve Çevresi 1828-1921 savaşları*, Ankara, Ay Matbaası, 1971.
- ÖZGÜL, Vatan, *Dimetoka'dan Erzincan'a bir alevi aşiret*, İstanbul, Pan, 2005.
- ÖZSOY, Felat, Tahsîn Eriş, *Öncesi ve Sonrasıyla 1925 Kürt Direnişi (Palu-Hanî-Genç)*, İstanbul, Pêri Yayınları, 2007.
- ÖZTÜRKMEN, Arzu, « Remembering Through Material Culture. Local Knowledge of Past Communisties in a Turkish Black Sea Town », *Middle Eastern Studies*, Vol. 39, No. 2, Avril 2003, pp. 179-193.
- PAASI, Anssi, « Bounded spaces in a 'borderless world': border studies, power and the anatomy of territory », *Journal of Power*, Vol. 2, No. 2, 2009, pp. 223-224.
- PAHLAVI, Pierre, « La diplomatie publique », in Thierry Balzacq et alii, *Traité de relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, pp. 553-606.
- PALMER, Scott W., *Dictatorship of the Air: Aviation Culture and the Fate of Modern Russia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
- PAMUK, Orhan, *Kar*, İstanbul, İletişim, 2002.
- PANKRATOVA, A.M., *Pervaja russkaja revoljutsija 1905-1907 gg. i mezhdunarodnoe revoliutsionnoe dvizhenie*, Vol. I-II, Moscou, Izdatel'stvo politicheskoy literatury, 1955-1956.
- PANOSSIAN, Razmik, *The Armenians. From Kings and Priests to Merchants and Commissars*, Londres, Hurst & Company, 2006.
- PANZAC, Daniel, *Quarantaines et lazarets : l'Europe et la peste d'Orient, XVII^e-XX^e siècles*, Aix-en-Provence, Edisud, 1986.
- PAQUIN, Stéphane, « Les actions extérieures des entités subétatiques : Quelle signification pour la politique comparée et les relations internationales ? », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 12, No. 2, 2005, pp. 129-142.
- PAQUIN, Stéphane, *Paradiplomatie et relations internationales*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2004.
- PARSAMJAN, V.A., *A.S. Griboedov i armjano-russkie otnoshenija*, Erevan, Akademija Nauk Armjanskoj SSR, 1947.
- PARVIZPUR, B., *Velikij Oktjabr' i suverenitet Irana*, Tbilissi, Metsniereba, 1984.
- PASQUALINI, Maria Gabriella, *L'Italia e le prime esperienze costituzionali in Persia (1905-1919)*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 1992.
- PASQUIER, Romain, *Le pouvoir régional. Mobilisations, décentralisation et gouvernance en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2012.
- PAUL, Harry W., *Henri de Rothschild, 1872-1947. Medicine and Theater*, Ashgate, Farnham-Burlington, 2011.
- PAVLJUCHENKOV, S.A. (dir.), *Rossija nepovskaja*, Moscou, Novyj Khronograf-Mezhdunarodnyj Fond Demokratija, 2002.

- PAVLOV, Dmitrij, *Russko-japonskaja vojna 1904-1905 gg. Sekretne operatsii na sushe i na more*, Moscou, Materik, 2004.
- PAYASLIAN, Simon, *The History of Armenia. From the Origins to the Present*, New York, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.
- PELKMANS, Mathijs, *Defending the Border. Identity, Religion, and Modernity in the Republic of Georgia*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2006.
- PENATI, Beatrice, « 'C'est l'Italie qui est prédestinée par l'histoire' : La Rome fasciste et les nationalistes caucasiens en exil (1928-1939) », *Oriente Moderno*, Anno LXXXVIII, Vol. 1, 2008, pp. 41-73.
- PENATI, Beatrice, « Le comité du coton et les autres. Secteur cotonnier et pouvoir économique en Ouzbékistan, 1922-1927 », *Cahiers du monde russe*, Vol. 52, No. 4, 2011, pp. 555-589.
- PENATI, Beatrice, « Life on the Edge: Border-Making and Agrarian Policies in the Aim District (Eastern Fergana), 1924-1929 », *Ab Imperio*, 2/2014, pp. 193-229.
- PENEFF, Jean, « Le recrutement et l'observation des ouvriers par le patronat. Etude d'un fichier d'entreprise », *Revue française de sociologie*, Vol. 34, 1993, pp. 557-596.
- PENROSE, Ernest Francis (dir.), *European Imperialism and the Partition of Africa*, Abingdon, Frank Cass & Co., 1975.
- PEPŁOŃSKI, Andrzej, *Wywiad Polski na ZSRR, 1921-1939*, Varsovie, Bellona, 2010 (1996).
- PERCY, Sarah, *Mercenaries. The History of a Norm in International Relations*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2007.
- PEREIRA, Victor, *La dictature de Salazar face à l'émigration. L'Etat portugais et ses migrants en France (1957-1974)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
- PERİNÇEK, Mehmet, *Atatürk'ün Sovyetler'le Görüşmeleri. Sovyet arşiv belgeleriyle*, Istanbul, Kaynak Yayınları, 2011 (2005).
- PERİNÇEK, Mehmet, *Sovyet devlet kaynaklarında Kürt isyanları*, Istanbul, Kaynak Yayınları, 2012.
- PERİNÇEK, Mehmet, ODABAŞI, Arda, *Stambulskie Novosti'de Jön Türk devrimi*, Istanbul, Kaynak Yayınları, 2013.
- PERNOT, François, TOUREILLE, Valérie (dir.), *Lendemains de guerre. De l'Antiquité au monde contemporain : les hommes, l'espace et le récit, l'économie et le politique*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2010.
- PEROVIĆ, Jeronim, « Highland Rebels: The North Caucasus during the Stalinist Collectivization Campaign », *Journal of Contemporary History*, prépublication en ligne, mars 2015.
- PEROVIĆ, Jeronim, « Imperiale Projektionen und kaukasische Wirklichkeiten: Banditenwesen und das Phänomen Zelimchan im späzaristischen Russland », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, Vol. 62, No. 1, 2014, pp. 30-60.
- PERREZ, Franz Xaver, *Cooperative Sovereignty. From Independence to Interdependence in the Structure of International Environmental Law*, La Haye-Londres-Boston, Kluwer Law International, 2000.
- PERRY, John R., « Forced Migration in Iran during the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *Iranian Studies*, 8 (1975), pp. 199-215.
- PERSITS, M.A., *Zastenchivaja interventsija. O sovetskom vtorzhenii v Iran i Bukharu v 1920-1921 gg.*, Moscou, Muravej-Grad, 1999.
- PETERSON, Merrill D., *Starving Armenians. America and the Armenian Genocide, 1915-1930 and After*, Charlottesville-Londres, University of Virginia Press, 2004.
- PETERSSON, Niels P., *Imperialismus und Modernisierung. Siam, China, und die europäischen Mächte 1895-1914*, Munich, Oldenbourg, 2000.
- PETITEVILLE, Franck, PLACIDI-FROT, Delphine (dir.), *Négociations internationales*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2013.
- PETRICIOLI, Marta, *L'occupazione italiana del Caucaso. "Un ingrato servizio" da rendere a Londra*, Pavie, Casa Editrice Dott. A. Giuffrè, 1972.
- PETROV, Vladimir, *Chudesna nashikh subtropikov*, Moscou, Nauka, 1976.
- PFADT, Robert E. (dir.), *Fundamentals of Applied Entomology*, New York, Macmillan, 1971.
- PIANCIOLA, Niccolò, *Stalinismo di frontiera. Colonizzazione agricola, sterminio dei nomadi e costruzione statale in Asia centrale (1905-1936)*, Vicence, Viella-Istituto per le ricerche di storia sociale e religiosa, 2009.
- PICHON-BOBRINSKOY, Olga, « Action publique, action humanitaire pendant le premier conflit mondial », *Cahier du monde russe*, Vol. 46, No. 4, 2005, pp. 673-698.
- PINTO, Roger, « Les problèmes de nationalité devant le juge international (à propos de l'affaire *Flegenheimer*) », *Annuaire français de droit international*, Vol. 9, 1963, pp. 361-375.
- PIPES, Richard, *Struve, Liberal on the Left, 1870-1905*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1970.

- PIPES, Richard, *The Formation of the Soviet Union. Communism and Nationalism, 1917-1923*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1964 (1954).
- PIPES, Richard, *The Russian Revolution*, New York, Vintage Books, 1991.
- PIPIJA, G.V., *Germanski imperijalizem v Zakavkaz'e v 1910-1918 gg.*, Moscou, Nauka, 1978.
- PIQUERAS, José A. (dir.), *Las Antillas en la era de las Luces y la Revolución*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, 2005.
- PIRBARI, Dmitrij, «Kak russkie pomogali ezidskim bezhentsam v 1914-1917 gg.», *Nérina Nú*, No. 2, septembre 2011, p. 9.
- PIRIE, Gordon H., *Air Empire: British Imperial Civil Aviation, 1919-1939*, Manchester, Manchester University Press, 2010.
- PIRIE, Gordon H., «Cinema and British Imperial Civil Aviation, 1919-1939», *Historical Journal of Film, Radio and Television*, Vol. 23, No. 2, 2003, pp. 117-131.
- PLACH, Eva, *The Clash of Moral Nations: Cultural Politics in Pilsudski's Poland, 1926-1935*, Athens, Ohio University Press, 2006.
- PLAGGENBORG, Stefan, *Ordnung und Gewalt. Kemalismus – Fascismus – Sozialismus*, Munich, Oldenbourg Verlag, 2012.
- PLASCHKA, Richard Georg, *Avantgarde des Widerstands. Modellfälle militärischer Auflehnung im 19. und 20. Jahrhundert*, Vol. 1, Vienne-Cologne-Weimar, Böhlau Verlag, 2000.
- PLASCHKA, Richard Georg, MACK, Karlheinz (dir.), *Die Auflösung des Habsburgerreiches. Zusammenbruch und Neuorientierung im Donauraum*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1970.
- PLEKHANOV, A.A., PLEKHANOV, A.M. *Otdel'ny korpus pogranichnoj strazhi imperatorskoj Rossii (1893-1917)*, Moscou, Granitsa, 2003.
- PLOTNIKOVA, Ol'ga, *Teorija, sistema i praktika mezhdunarodnykh svjazej regionov*, Novosibirsk, Sibirskoe otdelenie RAN, 2004.
- POGHOSJAN, A.K., *K'rderě jev hajkakan harts'ě*, Erevan, Hajastan, 1991.
- POGOREL'SKIJ, Ivan, *Istorija Khivinskoj revoljutsii i Khorezmskoj narodnoj sovjetskoj respubliky, 1917-1924 gg.*, Leningrad, Izdatel'stvo Leningradskogo universiteta, 1984.
- POGOSJAN, A.M., *Karsskaja oblast' v sostave Rossii*, Erevan, Ajastan, 1983.
- POGOSJAN, Sh., *Organy partijnogo i gosudarstvennogo kontrolja ZSFSR v bor'be za pobedu sotsializma v 1922-1937 gg.*, Erevan, Ajastan, 1986.
- POINTON, Marcia, «Money and nationalism», in Geoffrey Cubitt (dir.), *Imagining Nations*, Manchester-New York, Manchester University Press, 1998, pp. 229-254.
- POLIAN, Pavel, *Against Their Will. The History and Geography of Forced Migrations in the USSR*, Budapest-New York, Central European University Press, 2004 (édition originale russe : 2001).
- POLONSKY, Antony, *Politics in Independent Poland, 1921-1939: The Crisis of Constitutional Government*, Oxford, Clarendon Press, 1972.
- PONS, Silvio, ROMANO, Andrea (dir.), *Russia in the Age of War, 1914-1945*, Milan, Fondazione Giacomo Feltrinelli, 2000.
- PORTAL, Roger, *Pierre le Grand*, Complexe, Bruxelles, 1990.
- PORTER, Dorothy (dir.), *The History of Public Health and the Modern State*, Amsterdam-Atlanta, Editions Rodopi, 1994.
- POTSKHVERIJA, B.M., *Turtsija mezhdu dvumja mirovymi vojnami. Ocherki vneshnej politiki*, Moscou, Nauka, 1992.
- POTTER, Simon J., *British Imperial History*, Londres-New York, Palgrave, 2015.
- POULLADA, Leon B., *Reform and Rebellion in Afghanistan, 1919-1929*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 1973.
- POZDNJAKOV, Vladimir, *Gosudarstvennaja monopolija vneshnej torgovli v SSSR*, Moscou, Mezhdunarodnye Otnoshenija, 1969.
- PRAVILOVA, Ekaterina, *Finansy imperii. Den'gi i vlast' v politike Rossii na natsional'nykh okrainakh, 1801-1917*, Moscou, Novoe Izdatel'stvo, 2006.
- PRAVILOVA, Ekaterina, «The Property of Empire: Islamic Law and Russian Agrarian Policy in Transcaucasia and Turkestan», *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 12, No. 2, Printemps 2011 (New Series), pp. 353-386.
- PRESCOTT, J.R.V., *Political Frontiers and Boundaries*, Londres, Allen & Unwin, 1987.
- PRESCOTT, Victor, TRIGGS, Gillian D., *International Frontiers and Boundaries. Law, Politics and Geography*, Leyde-Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2008.
- PROCTOR, Tammy M., *Civilians in a World at War, 1914-1918*, New York-Londres, New York University Press, 2010.
- PROST, Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1996.
- PROST, Antoine, *Les Anciens Combattants, 1914-1940*, Paris, Gallimard, 2014.

- PROST, Antoine, « Les cimetières militaires de la Grande Guerre, 1914-1940 », *Le Mouvement Social*, No. 237, 2011/4, pp. 135-151.
- PROZOROVA-THOMAS, Victoria, « Le classement selon le principe de pertinence comme reflet de la commande d'Etat : les archives soviétiques », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, No. 82, 2006/2, pp. 58-64.
- PRUSIN, Alexander, *Nationalizing a Borderland: War, Ethnicity, and Anti-Jewish Violence in East Galicia, 1914-1920*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2005.
- SAFAROV, Vasif, *Türkiyə-Rusiya münasibətlərinə Azərbaycan məsələsi (1917-1922)*, Bakou, Azərənəşr, 2011.
- QASIMLI, Musa, *Azerbaycan türklerinin millî mücadele tarihi 1920-1945*, Istanbul, Kaknüs Yayınları, 2006.
- QUATAERT, Donald, *Social Disintegration and Popular Resistance in the Ottoman Empire, 1881-1908. Reactions to European Economic Penetration*, New York-Londres, New York University Press, 1983.
- QUIGLEY, John, *The Soviet Foreign Trade Monopoly. Institutions and Laws*, Columbus, Ohio State University Press, 1974.
- RADZHABOV, Rafik, *TsKK-RKI Azerbajdzhana v bor'be za postroenie sotsializma (1920-1934)*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1968.
- RAFFASS, Tania, *The Soviet Union. Federation or Empire ?*, Londres-New York, Routledge, 2012.
- RAJ, Kapil, *Relocating Modern Science. Circulation and the Construction of Knowledge in South Asia and Europe, 1650-1900*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2007.
- RAKUZIN, Marie-Eve, « La réforme du ministère des Affaires étrangères après la révolution de 1905 », *Cahiers du Monde russe*, Vol. 48, No. 2/3, avril-septembre 2007, pp. 347-354.
- RALEIGH, Donald J., *Revolution on the Volga: 1917 in Saratov*, Ithaca, Cornell University Press, 1986.
- RAM, Harsha, « The Literary Origins of the Georgian Feast: The Cosmopolitan Poetics of National Ritual », *Ab Imperio*, 4/2014, pp. 19-52.
- RAM, Harsha, « Modernism on the Periphery: Literary Life in Postrevolutionary Tbilisi », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 5, No. 2, Printemps 2004 (Nouvelles Séries), pp. 367-382.
- RAMAZANI, Rouhollah K., *The Foreign Policy of Iran, 1500-1941*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1966.
- RANDAZZO, Francesco, *Alle origini dello Stato sovietico: Missioni militari e corpi di spedizione italiani in Russia (1917-1921)*, Rome, Stato Maggiore dell'Esercito, 2008.
- RASS, Christoph, *Institutionalisierungsprozesse auf einem internationalen Arbeitsmarkt. Bilaterale Wanderungsverträge in Europa zwischen 1919 und 1974*, Paderborn-Munich-Vienne-Zürich, Ferdinand Schöningh, 2010.
- RAUFER, Xavier, « La menace des 'zones grises' », *Le Débat*, No. 1 (68), 1992, pp. 117-130.
- RAVASANI, Schapour, *Sowjetrepublik Gilan. Die sozialistische Bewegung im Iran seit Ende des 19 Jhd. bis 1922*, Berlin, Basis Verlag, 1973.
- RAYFIELD, Donald, *Edge of Empires. A History of Georgia*, Londres, Reaktion Books, 2012.
- REES, Edward A., *Stalinism and Rail Transport, 1928-1941*, Basingstoke-London, St. Martin's Press, 1995.
- REES, Edward A., *State Control in Soviet Russia. The Rise and Fall of the Workers' and Peasants' Inspectorate, 1920-1934*, Basingstoke-Londres, The Macmillan Press, 1987.
- REINECKE, Christiane, *Grenzen der Freizügigkeit : Migrationskontrolle in Grossbritannien und Deutschland, 1880-1930*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 2010.
- REINISCH, Jessica, WHITE, Elizabeth (dir.), *The Disentanglement of Populations. Migration, Expulsion and Displacement in Postwar Europe, 1944-1949*, Palgrave Macmillan, Basingstoke-New York, 2011.
- REINKOWSKI, Maurus, THUM, Gregor (dir.), *Helpless Imperialists: Imperial Failure, Fear and Radicalization*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2013.
- REMAOUN, Hassan, « La question de l'histoire dans le débat sur la violence en Algérie », *Insaniyat. Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, No. 10, 2000, pp. 31-43.
- REMNEV, A.V., « Problemy organizatsii dal'nevostochnogo upravlenija nakanune i v nachale Pervoj rossijskoj revoljutsii », in *Revoljutsija 1905-1907 gg. i obshchestvennoe dvizhenie v Sibiri i na Dal'nem Vostoke*, Omsk, Izdatel'stvo Omskogo Gosudarstvennogo Universiteta, 1995, pp. 52-66.
- REVEL, Jacques, LEPETIT, Bernard, « L'expérimentation contre l'arbitraire », *Annales ESC*, Vol. 47, No. 1, 1992, pp. 261-265.
- REYNOLDS, Michael A., *Shattering Empires. The Clash and Collapse of the Ottoman and Russian Empires, 1908-1918*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2011.

- REYNOLDS, Michael A., « Abdürrezzak Bedirhan. Ottoman Kurd and Russophile in the Twilight of Empire », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 12, No. 2, printemps 2011, pp. 411-450.
- REZA GHODS, M., « Government and Society in Iran, 1926-1934 », *Middle Eastern Studies*, Vol. 27, No. 2, avril 1991, pp. 219-230.
- REZÂZÂDEI MALIK, Rahîm, *Haydar Khân 'Amuoghli*, Téhéran, Enteshârât-e Donyâ, 1352 (1973).
- REZNIKOV, A.B. (dir.), *Revoljutsionnyj protsess na Vostoke. Istorija i sovremennost'*, Moscou, Glavnaja Redaktsija Vostochnoj Literatury, 1982.
- REZUN, Miron, *The Soviet Union and Iran. Soviet Policy in Iran from the Beginnings of the Pahlavi Dynasty until the Soviet Invasion in 1941*, Genève-Alphen aan den Rijn, Sijthoff & Noordhoff International Publishers BV-Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, 1981.
- REZVANI, David A., *Surpassing the Sovereign State. The Wealth, Self-Rule, and Security Advantages of Partially Independent Territories*, Oxford, Oxford University Press, 2014.
- RHINELANDER, Anthony L.H., « The Creation of the Caucasian Viceregency », *Slavonic and East European Review*, Vol. 59, No. 1, Janvier 1981, pp. 15-40.
- RHINELANDER, Anthony L.H., *Prince Michael Vorontsov: Viceroy to the Tsar*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990.
- RIAUX, Gilles, *Ethnicité et nationalisme en Iran. La cause azerbaïdjanaise*, Paris, Karthala, 2012.
- RICE, Christopher, « Party Rivalry in the Caucasus. SRs, Armenians, and the Baku Oil Workers, 1907-1908 », *The Slavonic and East European Review*, Vol. 67, No. 2, avril 1989, pp. 228-243.
- RICHARDSON, James L., *Crisis Diplomacy. The Great Powers since the Mid-Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- RICOEUR, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000.
- RIEBER, Alfred J., « How Persistent Are Persistent Factors? », in LEGVOLD, Robert (dir.), *Russian Foreign Policy in the 21st Century & the Shadow of the Past*, New York-Chichester-West Sussex, 2007, pp. 205-278.
- RIEBER, Alfred, *Stalin and the Struggle for Supremacy in Eurasia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.
- RIEBER, Alfred, *The Struggle for the Eurasian Borderlands*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2014.
- RIGBY, T.H., « Early Provincial Cliques and the Rise of Stalin », *Soviet Studies*, Vol. 1 (1981), pp. 3-28.
- RIGBY, T.H., « The Government in the Soviet Political System », in HUSKEY, Eugene (dir.), *Executive Power and Soviet Politics. The Rise and Decline of the Soviet State*, New York-Londres, M.E. Sharpe, 1992, pp. 3-48.
- RIYÂHÎ, Mohammad Amîn, *Târîkh-e Khoy*, Téhéran, Tarh-e No, 1378 (1999-2000).
- ROBBINS, Rucgard G. (Jr.), *The Tsar's Viceroys. Russian Provincial Governors in the Last Years of the Empire*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 1987.
- ROBERTSON, Craig, *The Passport in America. The History of a Document*, Oxford, Oxford University Press, 2010.
- RODOGNO, Davide, *Contro il massacro. Gli interventi umanitari nella politica europea, 1815-1914*, Bari, Laterza, 2012.
- ROGACHEVSKAJA, L.S., *Likvidatsija bezrobotitsy v SSSR 1917-1930 gg.*, Moscou, Nauka, 1973.
- ROGASKI, Ruth, *Hygienic Modernity. Meanings of Health and Disease in Treaty-Port China*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2004.
- ROGOVIN-FRANKEL, Edith, FRANKEL, Jonathan, KNEI-PAZ, Baruch (dir.), *Revolution in Russia. Reassessments of 1917*, Cambridge New York, Cambridge University Press, 1992.
- ROLAND, Ruth A., *Interpreters as Diplomats. A Diplomatic History of the Role of Interpreters in World Politics*, Ottawa, University of Ottawa Press/Presses de l'Université d'Ottawa, 1999 (1982).
- RONDOT, Pierre, « Les Kurdes et l'action de l'URSS en Orient », *Documents sur l'évolution du monde musulman*, Fascicule 1, 15 mars 1940, pp. 25-27.
- ROOBOL, W.H., *Tsereteli. A Democrat in the Russian Revolution. A Political Biography*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1976.
- ROSE, John D., « Batum as Domino, 1919-1920 », *The International History Review*, Vol. 2, No. 2, avril 1980, pp. 266-287.
- ROSE, Richard B., « The Ottoman Fiscal Calendar », *Middle East Studies Association Bulletin*, Vol. 25, No. 2, décembre 1991, pp. 157-167.
- ROSENAU, James, « Patterned Chaos in Global Life: Structure and Process in the Two Worlds of World Politics », *International Political Science Review*, Vol. 9, No. 4, 1988, pp. 327-364.
- ROSENTAL, Paul-André, « Géopolitique et Etat-Providence. Le BIT et la politique mondiale des migrations dans l'entre-deux-guerres », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2006/1, pp. 99-134.

- ROSENAL, Paul-André, *Les sentiers invisibles. Espace, familles et migrations dans la France du 19^e siècle*, Paris, Editions de l'EHESS, 1999.
- ROSENAL, Paul-André, « Maintien/rupture : un nouveau couple pour l'analyse des migrations », *Annales. ESC*, Vol. 45, No. 6, 1990, pp. 1403-1431.
- ROSENAL, Paul-André, « Migrations, souveraineté, droits sociaux. Protéger, expulser les étrangers en Europe du XIX^e siècle à nos jours », *Annales HSS*, Vol. 66, No. 2, 2011, pp. 335-373.
- ROSHWALD, Aviel, *Ethnic Nationalism & the Fall of Empires. Central Europe, Russia & the Middle East, 1914-1923*, Londres-New York, Routledge, 2001.
- ROSLJAKOV, A.A., *Sredazbjuro TsK VKP(b) (Voprosy strategii i taktiki)*, Askhabad, Turkmenistan, 1975.
- ROSLOF, Edward E., *Red Priests. Renovationism, Russian Orthodoxy, and Revolution, 1905-1946*, Bloomington, Indiana University Press, 2002.
- ROTH, François, *La Lorraine annexée. Etudes sur la présidence de Lorraine dans l'Empire allemand (1870-1918)*, Nancy, Annales de l'Est, 1976.
- ROTHERMUND, Dietmar, *The Global Impact of the Great Depression*, Londres-New York, Routledge, 1996.
- ROY, Olivier, *En quête de l'Orient perdu*, Paris, Le Seuil, 2014.
- ROY, Olivier, *La nouvelle Asie centrale*, Paris, Le Seuil, 1997.
- RUBIO MAÑÉ, José Ignacio, *El virreinato I: Orígenes y jurisdicciones, y dinámica social de los virreyes*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1983.
- RUMLEY, Dennis, MINGHI, Julian V. (dir.), *The Geography of Border Landscapes*, Londres-New York, Routledge, 1991.
- RUPEN, Robert, *How Mongolia is Really Ruled. A Political History of the Mongolian People's Republic 1900-1979*, Stanford, Hoover Institution Press, 1979.
- RUPRECHT, Tobias, *Soviet Internationalism after Stalin. Interaction and Exchange between the USSR and Latin America during the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.
- RUSSELL, Edmund P., « Speaking of Annihilation : Mobilizing for War Against Human and Insect Enemies, 1914-1945 », *Journal of American History* 82, no. 4 (1996), pp. 1505-1529.
- RUSSELL, Edmund P., *War and Nature. Fighting Humans and Insects from World War I to Silent Spring*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.
- RÜSTƏMOVA-TOHIDI, Solmaz, *Komintərnin Şərq siyasəti və İran 1919-1943*, Bakou, Xəzər universitəsi nəşriyyatı, 2001.
- RZAEVA, M. Z., *Dokumental'noe kino Azerbajdzhana, 1920-1965*, Bakou, Elm, 1971.
- SAAKJAN, R.G., « K voprosu o sovetsko-turetskom dogovore 1925 g. », *Arevelagitakan zhoghovatsu*, No. 1, 1960, pp. 76-104.
- SÂDÂT, Said Mahmûd, NOURAEÛ, Morteza, MIRDJA'FARÛ, Hoseyn, « Barresi-e tab'id-e Irânîân az Shûrâvî tey-e sâlhâ-ye 1305-1320 », *Gandjîne-ye asnâd*, No. 90, été 1392 (2013), pp. 23-41.
- SÂDÂT ETTEFÂQFAR, Fereshte, « Telâshhâ-ye Seyyed Ziya'el-Din Tabâtabâyî dar îdjâd-e konfederâsyûn miyân-e Irân ve Azarbâidjân », *'Olûm-e Siyâsî*, No. 1, Printemps 1386 (2007), pp. 1-20.
- SADIQ, Kamal, *Paper Citizens. How Illegal Immigrants Acquire Citizenship in Developing Countries*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2009.
- SADIQOV, Səid, *Naxçıvan Muxtar Respublikası Tarixindən*, Bakou, İrşad Mərkəzi, 1995.
- SADIXOV, Nazim, *Azərbaycan bədii kinosu (1920-1935-ci illər)*, Bakou, Elm, 1970.
- SAFÛ, Polat, « History in the Trench – The Ottoman Special Organization. Teşkilât-ı Mahsusa Literature », *Middle Eastern Studies*, Vol. 48, No. 1, 2012, pp. 89-106.
- SAGARIJA, Badzhgur, *Natsional'no-gosudarstvennoe stroitel'stvo v Abkhazii (1921-1931 gg.)*, Soukhoumi, Alashara, 1970.
- SAGRATJAN, Aristakes T., *Istoriya zheleznykh dorog Zakavkaz'ja, 1856-1921*, Erevan, Ajastan, 1970.
- SAHAMI, C., *L'économie rurale et la vie paysanne dans la province sud-caspienne de l'Iran*, Paris, Presses universitaires de France, 1965.
- SAHLINS, Peter, *Boundaries. The Making of France and Spain in the Pyrenees*, Berkeley, University of California Press, 1989.
- SAKHAROV, A.N. (dir.), *Rossija v nachale XX veka*, Moscou, Novyj Khronograf, 2002.
- SAIKAL, Amin, *Modern Afghanistan. A History of Struggle and Survival*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2004.
- SALARIS, Claudia, *Alla festa della rivoluzione. Artisti e libertari con D'Annunzio a Fiume*, Bologne, Il Mulino, 2002.
- SAMEDOV, V.Ju., KASUMOV, M.M., *Rasprostranenie markizma-leninizma v Azerbajdzhane, Ch. 2*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1966.
- SAN, Sabri Özcan, *Rusların Gümüşhane ilini işgali*, Istanbul, Milli Eğitim Yayınları, 1993.

- SANBORN, Joshua A., *Drafting the Russian Nation. Military Conscript, Total War, and Mass Politics, 1905-1925*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2003.
- SANBORN, Joshua A., *Imperial Apocalypse. The Great War and the Destruction of the Russian Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2014
- SANCHEZ SIBONY, Oscar Sibony, « Depression Stalinism. The Great Break Revisited », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 15, No. 1, Hiver 2014 (New Series), pp. 23-49.
- SAPAROV, Arsène, « From Conflict to Autonomy: The Making of the South Ossetian Autonomous Region, 1918-1922 », *Europe-Asia Studies*, Vol. 62, No. 1, 2010, pp. 99-123.
- SARGIZOV, L., *Assirijsy stran Blizhnego i Srednego Vostoka. Pervaja chetvert' XX veka*, Erevan, Ajastan, 1979.
- SARI, Mustafa, *Türkiye-Kafkasya İlişkilerinde Batum*, Ankara, Aşaroglu Matbaası, 2014.
- SARIKAYA, Makbule, *Milli mücadele döneminde Rize*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2004.
- SARKISJAN, E.K., *Ekspansionistskaja politika osmanskoj imperii v Zakavkaz'e nakanune i v gody pervoj mirovoj vojny*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1962.
- Sarkisjan, E.K., *Politika osmanskogo pravitel'stva v Zapadnoj Armenii i derzhavy v poslednej chetverti XIX i nachale XX vv.*, Erevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR, 1972.
- SARKISYANZ, Manuel, *A Modern History of Transcaucasian Armenia*, Nagpur, Udyama Commercial Press, 1975.
- SARLIN, Simon, *Le légitimisme en armes : histoire d'une mobilisation internationale contre l'unité italienne*, Rome, Ecole française de Rome, 2013.
- SATTAROV, Rufat, *Islam, State and Society in Independent Azerbaijan*, Wiesbaden, Reichert Verlag, 2009.
- SAUNIER, Pierre-Yves, EWEN, Shane (dir.), *Another Global City. Historical Explorations into the Transnational Municipal Moment, 1850-2000*, New York, Palgrave, 2008.
- SCHALLER, Dominik J., ZIMMERER, Jürgen (dir.), *Late Ottoman Genocides. The dissolution of the Ottoman Empire and Young Turkish population and extermination policies*, Londres-New York, Routledge, 2009.
- SCHARLAU, Winfried B., ZEMAN, Zbyňek A., *Freibeuter der Revolution. Parvus-Helphand. Eine politische Biographie*, Cologne, Wissenschaft und Politik, 1964.
- SCHAYEGH, Cyrus, « "Seeing like a State": An Essay on the Historiography of Modern Iran », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 42, No. 1, 2010, pp. 37-61.
- SCHAYEGH, Cyrus, *Who is Knowledgeable is Strong. Science, Class, and the Formation of Modern Iranian Society, 1900-1950*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2009.
- SCHLIESKY, Utz, *Souveränität und Legitimität von Herrschaftsgewalt*, Tübingen, Mohr Siebeck, 2004.
- SCHMAUCH, Joseph, « Novembre 1918. L'administration française s'établit en Alsace-Lorraine », *Revue d'Alsace*, No. 139, 2013, pp. 259-276.
- SCHNEIDER, Jürgen (dir.), *Natürliche und politische Grenzen als soziale und wirtschaftliche Herausforderung*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2003.
- SCHREMMER, Eckart (dir.), *Geld und Währung vom 16. Jahrhundert bis zur Gegenwart*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1993.
- SCHROETER, François, « Les systèmes de délimitation dans les fleuves internationaux », *Annuaire français de droit international*, XXXVIII, 1992, pp. 948-982.
- SCHWEITZER, Robert, « Wie die finnische Autonomie funktionierte. Neue Einblicke aufgrund verwaltungsgeschichtlicher Untersuchungen », in KUPARINEN, Eero (dir.), *Am Rande der Ostsee*, Turku, Universität Turku, 1998, pp. 101-127.
- SCOTT, James C., *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1990.
- SCOTT, James C., *Seeing Like a State*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1998
- SCOTT, James C., *The Art of Not Being Governed, An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2009.
- SCOTT, James C., *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1985.
- SEALEY, Anne, « Globalizing the 1926 Sanitary Convention », *Journal of Global History*, Vol. 6, No. 3, Novembre 2011, pp. 431-455.
- SEIDZADE, Diljara, *Azerbajdzhanskije deputate v Gosudarstvennoj Dume Rossii*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe izdatel'stvo, 1991.
- SEIGEL, Micol, « Beyond Compare. Comparative Method after the Transnational Turn », *Radical History Review*, No. 91 (Hiver 2005), pp. 62-90.

- SEJRANJAN, F.G., *G.K. Ordzhonikidze v gody sotsialisticheskogo stroitel'stva*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1986.
- SEMELIN, Jacques, ANDRIEU, Claire, GENSBURGER, Sarah (dir.), *La résistance aux génocides. De la pluralité des actes de sauvetage*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008.
- SEMUKHINA, Olga B., REYNOLDS, K. Michael, *Understanding the Modern Russian Police*, CRC Press, Boca Raton, 2013.
- SENJUTKINA, O.N., ZAGIDULLIN, I.K., *Nizhegorodskaja jarmarochnaja mechet'. Tsentral'naja obshchestvennaja rossijskikh i zarubezhnykh musul'man*, Nizhnij Novgorod, Makhinur, 2006.
- SERRANO, Silvia, *Géorgie, sortie d'empire*, Paris, CNRS Editions, 2007.
- SEYFÎ FAMÎ TAFRISHÎ, Morteza, *Nazm ve nazmie dar dovre-ye Qâdjâriye*, Téhéran, Enteshârât-e Yasâvolî "Farhangsarâ", 1362 (1983).
- SƏTTAROV, M., *Islam Din Qalıqları*, Bakou, ASSR Elmlər Akademiyası Nəşriyyatı, 1967.
- SHAHRZÂÛÛ, Rezâ Azarî, « Mohâjerat-e Arâmene-ye Dâshnâksyûn be Irân va tâsîr-e ân bar ravâbit-e Irân o Shuravî », *Târikh-e ravâbit-e khârejî*, No. 18, Printemps 1383 (2004), pp. 43-54.
- SHAIN, Yossi, *The Frontier of Loyalty. Political Exiles in the Age of the Nation-State*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2005 (1989).
- SHAMSUTDINOV, A.M. (dir.), *Velikij Oktjabr' i Turtsija (Sbornik statej)*, Tbilissi, Metsniereba, 1982.
- SHAMSUTDINOV, A.M., AL'KAEVA, L.O., BAZIJANTS, A.P. (dir.) *Turetskij sbornik – Istorija, Ekonomika, Literatura, Jazyk*, Moscou, Izdatel'stvo vostochnoj literatury, 1958.
- SHANIDZE, N.K., *Vozniknovenie i razvitie zakavkazskikh zheleznykh dorog i ikh vlijanie na ekonomiku kraja*, Tbilissi, Gruzinskij politekhnicheskij Institut imeni Lenina, 1968.
- SHAPIRO, Judith, *Mao's War Against Nature. Politics and the Environment in Revolutionary China*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2001.
- SHAROJAN, G.V., « Problema vnutriselennogo razdela zemli i puti ee razresheniya v Sovetskoj Armenii (1921-1929 gg.) », in KIM, M.P. (dir.), *Problemy agrarnoj politiki Sovetskogo obshchestva. Materialy nauchnoj konferentsii 9-12 iyunja 1969 g.*, Moscou, Nauka, 1971, pp. 58-62.
- SHAW, Charles, « Friendship under Lock and Key. The Soviet Central Asian Border, 1918-1934 », *Central Asian Survey*, Vol. 30, No. 3-4, 2011, pp. 331-348.
- SHCHERBINOVSKIJ, N.S., *Pustynnaja sarancha shistotserka. Problema zashchity juzhnykh territorij SSSR ot vtorzheniya staj shistotserki*, Moscou, Gosizdatel'stvo sel'sko-khozhajstvennoj literatury, 1952.
- SHEARER, David, *Industry, State, and Society in Stalin's Russia, 1926-1934*, Ithaca, Cornell University Press, 1996.
- SHEARER, David, *Policing Stalin's Socialism: Repression and Social Order in the Soviet Union, 1924-1953*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2009.
- SHEEHAN, James J., « The Problem of Sovereignty in European History », *The American Historical Review*, Vol. 111, No. 1, février 2006, pp. 1-15.
- SHEFFY, Yigal, *British Military Intelligence in the Palestine Campaign, 1914-1918*, Abingdon-New York, Routledge, 2013 (1998).
- SHEIKHOLESLAMI, A. Reza, « The Patrimonial Structure of Iranian Bureaucracy in the Late Nineteenth Century », *Iranian Studies*, Vol. 11, No. 1/4 (1978), pp. 99-258.
- SHEIKHOLESLAMI, A. Reza, « The Sale of Offices in Qajar Iran, 1858-1896 », *Iranian Studies*, Vol. 4, No. 2/3 (printemps-été 1971), pp. 104-118.
- SHERRY, Dana, « Social Alchemy on the Black Sea Coast 1860-1865 », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 10, No. 1, Hiver 2009, pp. 7-30.
- SHIROKORAD, A.B., *Uterjannye zemli Rossii*, Moscou, Veche, 2006.
- SHISHKIN, Vladimir I., « Moscow and Siberia: Center-Periphery Relations, 1917-30 », in KOTKIN, Stephen, WOLFF, David (dir.), *Rediscovering Russia in Asia. Siberia and the Russian Far East*, Armonk-Londres, M.E. Sharpe, 1995, pp. 75-88.
- SHISSLER, Ada Holly, *Iki İmparatorluk Arasında. Ahmet Ağaoğlu ve Yeni Türkiye*, İstanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2005 (2003 pour la version anglaise).
- SHITOV, G.V., *Persija pod vlast'ju poslednikh Kadzharov*, Leningrad, Izdatel'stvo Akademii Nauk SSSR, 1933.
- SHPIL'KOVA, V.I., *Mladoturetskaja revoljutsija 1908-1909 gg.*, Moscou, Nauka, 1977.
- SHUB, David, « Kamo – the Legendary Old Bolshevik of the Caucasus », *Russian Review*, Vol. 19, No. 3, Juillet 1960, pp. 227-247.
- SIBGATULLINA, Al'fina, « Materialy russkoj pressy 1914-1916 gg. o turetskikh voennoplennykh », *38. ICANAS. 10-15.09.2007. Bildiriler*, T. VI, Ankara, Atatürk Kültür, Dil ve Tarih Yüksek Kurumu, 2012, pp. 2811-2818.

- SICKER, Martin, *The Bear and the Lion. Soviet Imperialism in Iran*, New York-Westport-Londres, Praeger, 1988.
- SIEBERT, Roman, *Die Briefmarken Irans als Mittel der Politischen Bildpropaganda*, Vienne, Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 2005.
- SIEGEL, Jennifer, *Endgame. Britain, Russia and the Final Struggle for Central Asia*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2002.
- SIMEON, Richard, *Federal-Provincial Diplomacy: the Making of Recent Policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1972.
- SIMONJAN, A.G., *Rabochie Zakavkaz'ja v obshcherossijskom rynke naemnego truda v kontse XIX-nachale XX vv.*, Erevan, Gitutjun, 1995.
- SIMONIAN, Hovann H. (dir.), *The Hemshin. History, Society and Identity in the Highlands of Northeast Turkey*, Londres-New York, Routledge, 2007.
- SIMONJAN, Hrach'ik, *Azatagrakan pajk'ari ughinerum*, Vol. 1, Erevan, Hajagitak, 2003.
- SINDBAEK, Tea, HARTMUTH, Maximilian (dir.), *Images of Imperial Legacy. Modern Discourses on the Social and Cultural Impact of Ottoman and Habsburg Rule in Southeast Europe*, Berlin, LIT Verlag, 2011.
- SIORIDZE, Malkhaz, « Germania-Turketis sadazvervo-dzircgamomtkhrel'i sakmianoba Batumis olkshi p'irveli msoplio omis ts'in », *Matsne*, No. 4, 1985, pp. 70-81.
- SIORIDZE, Malkhaz, *Samkhet-dasavleti Sakartvelo 1914-1918 ts'lebshi (Sotsialur-ek'onomi'kuri da polit'ik'uri vitareba)*, Batoumi, Gamomtsemloba Ach'ara, 2002.
- SIRINELLI, Jean-François, « Génération et histoire politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, No. 22, avril-juin 1989, pp. 67-80.
- SITAREK, Henryk, « Międzynarodowe Targi Poznańskie (1921-1977) », *Kronika Miasta Poznania*, T. 46, No. 2, 1978, pp. 5-16.
- SKALNÍK, Peter (dir.), *Outwitting the State*, New Brunswick-Londres, Transaction Publishers, 1989.
- SKÓRA, Wojciech, *Slużba konsularna Drugiej Rzeczypospolitej – Organizacja, kadry i działalność*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2006.
- SLOBODCHIKOV, Nikolaj, *Sovet Narodnykh Komissarov BSSR v 1920-1936 gg. Pravovye voprosy organizatsii i dejatel'nosti*, Minsk, Nauka i Tekhnika, 1977.
- SLUGLETT, Peter, « The Waning of Empires. The British and the Ottomans and the Russians in the Caucasus and North Iran, 1917-1921 », *Middle East Critique*, Vol. 23, No. 2, 2014, pp. 189-208.
- SLUSSER, Robert M., TRISKA, Jan F., *A Calendar of Soviet Treaties, 1917-1957*, Stanford, Stanford University Press, 1959.
- SMITH, Anthony D., *Nationalism*, Cambridge-Malden, Polity Press, 2010 (2001).
- SMITH, Glen Alden, *Soviet Foreign Trade. Organization, Operations, and Policy, 1918-1971*, New-York-Washington-Londres, Praeger Publishers, 1973.
- SMITH, Jeremy, *Red Nations. The Nationalities Experience in and after the USSR*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2013.
- SMITH, Jeremy, « The Georgian Affair of 1922. Policy Failure, Personality Clash or Power Struggle? », *Europe-Asia Studies*, Vol. 50, No. 3 (May, 1998), pp. 519-544.
- SMITH, Michael G., « Anatomy of a Rumour: Murder, Scandal, the Musavat Party and Narratives of the Russian Revolution in Baku, 1917-1920 », *Journal of Contemporary History*, Vol. 36, No. 2, avril 2001, pp. 211-240.
- SMITH, Michael G., « Cinema for the "Soviet East". National Fact and Revolutionary Fiction in Early Azerbaijani Film », *Slavic Review*, Vol. 56, No. 4, hiver 1997, pp. 645-678.
- SOBCZAK, Jan, *Mikolaj II, ostatni car Rosji : Studium postaci i ewolucji wladzy*, Varsovie, Bellona, 2009.
- SOFIEV, Makhad, « Uchastie Zakavkazskoj Federatsii v sovetsko-turetskikh kul'turnykh svjazjakh », *Narody Azii i Afriki*, No. 5, 1975, pp. 149-156.
- SOGHOMONJAN, S., *K'aghak'ats'iakan kr'ivnerē Zangezorum 1920-1921 t'vakannerin*, Erevan, Hajastani Petakan Hratarakch'ut'jun, 1958.
- SOHRABI, Nader, « Historicizing Revolutions. Constitutional Revolutions in the Ottoman Empire, Iran and Russia, 1905-1908 », *American Journal of Sociology*, Vol. 100, No. 6 (Mai 1995), pp. 1383-1447.
- SOHRABI, Nader, *Revolution and Constitutionalism in the Ottoman Empire and Iran*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.
- SOKOLOV, V.V., *Na boevykh postakh diplomaticheskogo fronta. Zhizn' i dejatel'nost' L.M. Karakhana*, Moscou, Izdatel'stvo politicheskoy literatury, 1983.
- SOLAK, Mustafa, *Atatürk'ün bakarı Şükrü Kaya (Uluslaşma, Laiklik, Toprak Reformu)*, Istanbul, Kaynak Yayınları, 2013.
- SOMAKIAN, Manoug Joseph, *Empires in Conflict: Armenia and the Great Powers, 1895-1920*, Londres-New York, I.B. Tauris, 1995.

- SOROKINA, T.N., « Chinovnik po diplomatičeskoj chasti pri Priamurskom general-gubernatore N.V. Bogojavlenskij o 'zhel'tom voprose' na Dal'nem Vostoke v nachale XX v. », in *Sotsial'nye instituty v istorii: retrospektii i real'nost': Materialy XIII mezhvuzovskoj regional'noj nauchnoj konferentsii (Omsk, 5 nojabrja 2004 g)*, Omsk, Izdatel'stvo Omskogo Gosudarstvennogo Universiteta, 2005.
- SOUCEK, Priscilla, « The visual language of Qajar medals », in Doris Behrens-Abouseif, Stephen Vernoit (dir.), *Islamic Art in the 19th Century. Tradition, Innovation, and Eclectism*, Brill, Leyde, 2006, pp. 305-332.
- SPECTOR, Ivar, « More on the Role of Ali Fuat Cebesoy as Turkish Military Expert and Diplomat », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 6, No. 2 (Avril 1975), pp. 238-241.
- SPECTOR, Ivar, *The First Russian Revolution. Its Impact on Asia*, Englewoods Cliffs, Prentice-Hall, 1962.
- SPECTOR SIMON, Reeva, TEJIRIAN, Eleanor H. (dir.), *The Creation of Iraq, 1914-1921*, New York, Columbia University Press, 2004.
- SPIVAK, Gayatri Chakravorty, « Can the Subaltern Speak ? », in Cary Nelson, Lawrence Grossberg (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, Chicago, University of Illinois Press, 1988, pp. 271-313.
- SPOTTE, Maik Hendrik, SEIFERT, Wolfgang, LÖWE, Heinz-Dietrich (dir.), *Der Russisch-Japanische Krieg 1904/05. Anbruch einer neuen Zeit ?*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2007.
- SQUIRE, P.S., *The Third Department: The Establishment and Practice of the Political Police in the Russia of Nicholas I*, Cambridge, Cambridge University Press, 1968.
- STAHN, Carsten, *The Law and Practice of International Territorial Administration: Versailles to Iraq and Beyond*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2008.
- STANZIANI, Alessandro (dir.), *Le Travail contraint en Asie et en Europe, XVII^e-XX^e siècles*, Paris, Editions de la MSH, 2010.
- STAROSTIN, Dmitrij, « Trapezundskaja ekspeditsija 1916-1917 gg. », *Novejšhaja istorija Rossii/Modern History of Russia*, No. 3, 2014, pp. 283-291.
- STARR, S. Frederick (dir.), *Xinjiang. China's Muslim Borderland*, Abingdon-New York, Taylor & Francis, 2004.
- STEINER, Zara, « On Writing International History: Chaps, Maps and Much More », *International Affairs*, Vol. 73, No. 3, juillet 1997, pp. 531-545.
- STEKLOV, A.P., *Revoljusionnaja dejatel'nost' bol'shevistskikh organizatsij na Kavkazskom fronte 1914-1917 gg.*, Tbilissi, Sabchota Sakartvelo, 1969.
- STEPHAN, John J., *The Russian Far East. A History*, Stanford, Stanford University Press, 1994.
- STIBBE, Matthew (dir.), *Captivity, Forced Labour and Forced Migration in Europe during the First World War*, Abingdon-New York, Routledge, 2009.
- STOLER, Ann Laura, *Along the Archival Grain: Epistemic Anxieties and Colonial Common Sense*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2009.
- STOLER, Ann Laura, MCGRANAHAN, Carole, « Refiguring Imperial Terrains », *Ab Imperio*, 2/2006, pp. 17-58.
- STONE, David R., *Hammer and Rifle. The Militarization of the Soviet Union, 1926-1933*, Lawrence, University Press of Kansas, 2000.
- STONE, David R., « The August 1924 raid on Stolpce, Poland, and the evolution of Soviet active intelligence », *Intelligence and National Security*, Vol. 21, No. 3, 2006, pp. 331-341.
- STOUFFER, Samuel A., « Intervening Opportunities and Competing Migrants », *Journal of Regional Science*, Vol. 2, No. 1, 1960, pp. 1-26.
- STROHMEIR, M., YALÇIN-HECKMANN, L., *Die Kurden. Geschichte, Politik, Kultur*, Munich, C.H. Beck, 2000.
- STURUA, D., *V bor'be za edinstvo rjadov partii. Dejatel'nost' TsKK-RKI Gruzii (1924-1934 gody)*, Tbilissi, Izdatel'stvo TsK KPG, 1972.
- SUKHOVA, E.K., « Pogranichnaja strazha i kontrabanda v Rossii nachala XX veka », *Voprosy istorii*, No. 7-8, 1991, pp. 234-237.
- SUK'IASJAN, Hamo, « Hajastani Hanrapetut'jan ishkanut'jan kentronakan marminneri Jerevan teghap'okhvelu harts'i shurj (1918 t'. majis-hulis) », *Hajots' patmut'jan harts'ë*, Vol. 10, 2009, pp. 228-235.
- SUK'IASJAN, A.K., « HSKhH artgortszhoghkomati teghekatu bazhmi bjuletenë (1921-1922 t't') », *Laber Hasarakakan Gitut'junneri*, No. 3, 2008, pp. 87-93.
- SULADZE, Gela, *Kartuli ant'isabch'ota emigratsia da spetsamsakhurebi*, Tbilissi, Bak'ur Sulak'auris Gamomtsemloba, 2012.
- SUMBATZADƏ, Ə., HÜSEYNOV, B., ƏLIYEV, H. (dir.), *Sovet Azərbaycanı və xarici Şərq*, Bakou, Elm, 1980.
- SUMBATZADƏ, Ə. (dir.), *Cənubi Azərbaycan tarixinin oçerki (1828-1917)*, Bakou, Elm, 1985.
- SUMMERS, W.C., *Félix d'Herelle and the Origins of Molecular Biology*, Hyderabad, Universities Press, 2000 (1999).

- SUMPF, Alexandre, *Bolcheviks en campagne. Paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920*, Paris, CNRS Editions, 2010.
- SUNY, Ronald Grigor, *Looking toward Ararat. Armenia in Modern History*, Bloomington-Indianapolis, Indiana University Press, 1993
- SUNY, Ronald Grigor, « Marxism, Nationalism, and the Armenian Labor Movement in Transcaucasia, 1890-1908 », *The Armenian Review*, Vol. 33, No. 1, Spring 1980, pp. 30-47.
- SUNY, Ronald Grigor, « Return to Ararat: Armenia in the Cold War », *The Armenian Review*, Vol. XLII, No. 3 (167), Automne 1989, pp. 1-19.
- SUNY, Ronald Grigor, *The Baku Commune, 1917-1918. Class and Nationality in the Russian Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1972.
- SUNY, Ronald Grigor, *The Making of the Georgian Nation*, Londres, I.B. Tauris, 1989.
- SUNY, Ronald Grigor, *The Soviet Experiment. Russia, the USSR and the Successor States*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1998.
- SUNY, Ronald Grigor (dir.), *Transcaucasia, Nationalism, and Social Change*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1996 (1983).
- SUNY, Ronald Grigor, GÖÇEK, Fatma Müge, NAIMARK, Norman M. (dir.), *A Question of Genocide. Armenians and Turks at the End of the Ottoman Empire*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011.
- SURGULADZE, Abel, *Sakartvelos da turketis urtiertobata ist'oriistvis. Ts'arsuli da tanamedroveoba*, Batoumi, Gamomtsemloba Ach'ara, 1997.
- SUSAM, Nazan, *Türkiye'de uygulanan maliye politikaları, 1923-2008*, İstanbul, Derin Yayınları, 2009.
- SÜLEYMANOV, Manaf, *Azərbaycan milyonçuları : Hacı Zeynalabdin Tağıyev*, Bakou, Gənclik, 1996.
- SÜLEYMANOV, Manaf, *Eşitdiklərim, oxuduqlarım, gördüklərim*, Bakou, Azərənşr, 1989.
- SÜRMELİ, Serpil, *Türk-Gürcü ilişkileri (1918-1921)*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2001.
- SÜTTERLIN, Ingmar, *Die "Russische Abteilung" des Auswärtigen Amtes in der Weimarer Republik*, Berlin, Duncker & Humblot, 1994.
- SVERCHEVSKAJA, A.K., *Sovetsko-turetskie kul'turnye svjazi, 1925-1981*, Moscou, Nauka, 1983.
- SWEENEY, Shelley, « The Ambiguous Origins of the Archival Principle of "Provenance" », *Libraries & the Cultural Record*, Vol. 43, No. 2, 2008, pp. 193-213.
- SWIETOCHOWSKI, Tadeusz, *Russia and Azerbaijan. A Borderland in Transition*, New York, Columbia University Press, 1995.
- SWIETOCHOWSKI, Tadeusz, *Russian Azerbaijan, 1905-1920. The Shaping of a National Identity in a Muslim Community*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.
- SZALONTAI, Balázs, « Political and Economic Relations Between Communist States », in Stephen A. Smith (dir.), *The Oxford Handbook of the History of Communism*, Oxford, Oxford University Press, 2014, pp. 305-321.
- SZLECHTER, Emile, *Les options conventionnelles de nationalité à la suite de cessions de territoire*, Paris, Sirey, 1948.
- SZYMCZAK, Damian, *Między Habsburgami a Hohenzollernami. Rywalizacja niemiecko-austro-węgierska w okresie I wojny światowej a odbudowa państwa polskiego*, Avalon, Cracovie, 2009.
- ŞAHİN, Enis, *Diplomasi ve sınır. Gümrü görüşmeleri ve protokolleri, 1918*, İstanbul, Yeditepe Yayınevi, 2005.
- ŞAHİN, Enis, *Trabzon ve Batum konferansları ve antlaşmaları (1917-1918)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 2002.
- ŞİMSİR, Bilâl N., *Bizim diplomatlar*, Ankara, Bilgi Yayınevi, 1996.
- ŞİXLİNSKİ, Zakir, *Azərbaycan kəndində Sovet quruculuğu. 1933-1937-ci illər*, Bakou, Azərbaycan SSR Elmlər Akademiyası Nəşriyyatı, 1965.
- ŞÜKÜROV, Qiyas, QAFAROV, Vasif (dir.), *Büyük Devletler Kışkancında Bağımsız Azerbaycan (1918-1920)*, İstanbul, IQ Kültür Sanat Yayıncılık, 2010.
- TACIBAYEV, Raşid, *Kızıl Meydan'dan Taksim'e : siyasette, kültürde ve sanatta Türk-Sovyet ilişkileri, 1925-1945*, İstanbul, Truva, 2004.
- TAGIEVA, Sh.A., *Natsional'no-osvoboditel'noe dvizhenie v Iranskom Azerbajdzhanе v 1917-1920 gg.*, Bakou, Izdatel'stvo AN ASSR, 1956.
- TAGLIACOZZO, Eric, *Secret Trade, Porous Borders. Smuggling and States along the Southeast Asian Frontier, 1865-1915*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2005.
- TAĞIYEVA, Şövkət, *XIX əsrin sonu – XX əsrin əvvəllərində İranda kəndlilərin vəziyyəti*, Bakou, Azərənşr, 1969.
- TAĞIYEVA, Şövkət, NƏSİBZADƏ, Nəsim, « 1918-1920-ci illərdə Azərbaycan-Iran münasibətləri və Azadistan məsələsi », in QULIYEV, Vilayət (dir.), *Azərbaycan Demokratik Respublikası. Tarix, ictimai-siyasi və ədəbi mədəni həyat*, Bakou, Azərənşr, 1992, pp. 63-73.

- TÂHERÂHMADÎ, Mahmûd, *Ravâbit-e Irân ve Shuravi dar dovre-ye Rezâ Shâh*, Téhéran, Markaz-e Asnâd ve Târih-e diplumâsî, 2006.
- TÂLEBÎ, Farâmarz, *Târih-e Ârmaniân-e Gilân*, Rasht, Dânesnâme-e farhangî ve tamaddon-e Gilân, 2006.
- TAMAMSHEV, A.Z., *Krupnyj rogayj skot Armenii v proshlom i v nastojashchem*, Erevan, Izdatel'stvo Akademii Nauk Armjanskoj SSR, 1947.
- TAMRAZOVA, I.I., *Dejatel'nost' kommunisticheskikh organizatsij po internatsional'nomu splocheniju narodov Zakavkaz'ja (1921-1928)*, Erevan, Hajastan, 1972.
- TAPPER, Richard, *Frontier Nomads of Iran. A Political and Social History of the Shahsevan*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
- TAPPER, Richard, « Nomads and Commissars in the Mughan Steppe: The Shahsevan Tribes in the Great Game », in Id. (dir.), *The Conflict of Tribe and State in Iran and Afghanistan*, Londres-New York, Croom Helm-St Martin's Press, 1983, pp. 401-435.
- TAPPER, Richard, « Raiding, Reaction, and Rivalry. The Shâhsevan Tribes in the Constitutional Period », *Bulletin of the School of Oriental and African Studies*, Vol. 49, No. 3 (1986), pp. 508-531.
- TARKHOVA, Nonna, *Krasnaja armija i stalinskaja kollektivizatsija 1928-1933 gg.*, Moscou, ROSSPEN, 2010.
- Tâ'sirât-e moteqâbel-e târihî va farhangî-e Irân va Gordjestân (madjmu'e-ye maqâlât)*, Téhéran, Markaz-e asnâd va târih-e diplumâsî, 1380 (2001).
- TAŞDEMİRCİ, Ersoy, « Dr. Halil Fikret Kanad'ın Türk Eğitime Hizmetleri », *Türkiye Cumhuriyeti Devletin Kuruluş ve Gelişmesine Hizmeti Geçen Türk Dünyası Aydınları Sempozyumu*, Kayseri, Türk Dünyası Araştırma Merkezi Yayınları, 1996, pp. 561-566.
- TAVAKOLI-TARGHI, Mohamad, *Refashioning Iran. Orientalism, Occidentalism and Historiography*, Basingstoke-New York, Palgrave, 2001.
- T.C. Genelkurmay Bakanlığı, *Birinci Dünya Harbinde Türk Harbi Kafkas Cephesi. 3üncü Ordu Harekâtı, T. I*, Ankara, Genelkurmay Basımevi, 1993.
- TEICHMANN, Christian, « Canals, cotton, and the limit of decolonization in Soviet Uzbekistan, 1924-1941 », *Central Asian Survey*, Vol. 26, No. 4, 2007, pp. 499-519.
- TEJEL, Jordi, *La ligue nationale turque Khoyboun*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- TEJEL, Jordi, *Le mouvement kurde de Turquie en exil. Continuités et discontinuités du nationalisme kurde sous le mandat français en Syrie et au Liban (1925-1946)*, Berne, Peter Lang, 2007.
- TEKELİ, İlhan, İLKİN, Selim, *1929 Dünya Buhranında Türkiye'nin İktisadi Politika Arayışları*, İstanbul, Bilge Kültür Sanat, 2009a.
- TEKELİ, İlhan, İLKİN, Selim, *Uygulamaya geçerken Türkiye'de devletçiliğin oluşumu*, İstanbul, Bilge Kültür Sanat, 2009b.
- « Tentons l'expérience », *Annales ESC*, Vol. 44, No. 6, 1989, pp. 1317-1323.
- TER MINASSIAN, Anahide, *Histoires croisées – Diaspora, Arménie, Transcaucasie, 1880-1990*, Paris, Parenthèses, 1997.
- TER MINASSIAN, Anahide, *La république d'Arménie 1918-1920*, Bruxelles, Complexe, 1989.
- TER MINASSIAN, Anahide, « The 'Self-Liquidation' of the Armenian Revolutionary Federation in Yerevan in 1923 », *The Armenian Review*, Vol. XLIV, No. 2 (174), Été 1991, pp. 71-110.
- TER MINASSIAN, Taline, *Colporteurs du Komintern. L'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997.
- TER MINASSIAN, Taline, *Erevan, la construction d'une capitale à l'époque soviétique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.
- TER MINASSIAN, Taline, *Reginald Teague-Jones. Au service secret de l'Empire britannique*, Paris, Grasset, 2012.
- TER MINASSIAN, Taline, « Un exemple du rôle des minorités dans la politique extérieure de l'URSS. Les Arméniens dans la politique soviétique en Iran au début des années 20 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, Vol. 34, No. 4, 1993, pp. 561-576.
- TERENT'EV, E.N., « Dejatel'nost' gosudarstvennykh organov po usileniju okhrany gosudarstvennoj granitsy SSSR v 1924-1928 gg. », *Vestnik Voennogo Universiteta*, No. 4 (12), 2007, pp. 119-123.
- TESCHKE, Benno, *The Myth of 1648*, Londres-New York, Verso, 2003.
- THATCHER, Ian D., *Late Imperial Russia. Problems and Prospects. Essays in honour of R.B. McKean*, Manchester, Manchester University Press, 2005.
- THELEN, Kathleen, STEINMO, Sven, « Historical institutionalism in comparative politics », in Sven Steinmo, Kathleen Thelen, Frank Longstreth (dir.), *Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, pp. 1-32.
- THOM, Françoise, *Beria, le Janus du Kremlin*, Paris, Le Cerf, 2013.
- THOMSON, Janice E., *Mercenaries, Pirates, and Sovereigns: State-Building and Extraterritorial Violence in Early Modern Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

- TICCHI, Jean-Marc, *Aux frontières de la paix. Bons offices, médiations, arbitrages du Saint-Siège (1878-1922)*, Rome, Ecole française de Rome, 2002.
- TILLY, Charles, « War Making and State Making as Organized Crime », in Peter B. Evans, Dietrich Rueschemeyer, Theda Skocpol (dir.), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, pp. 169-191.
- TOKARJEVSKI, Y., *Azərbaycan Tarixi, C. 6 (aprel 1920-iyun 1941)*, Bakou, Elm, 2000.
- TOKARZHEVSKIJ, E.A., *Iz istorii inostrannoï interventsii i grazhdanskoï vojny v Azerbajdzhane*, Bakou, Izdatel'stvo AN Azerbajdzhanskoï SSR, 1957.
- TOKARZHEVSKIJ, E.A., « K voprosu o vosstanovlenii sel'skogo khozjajstva Azerbajdzhana v 1921-1926 gg. », *Trudy Instituta istorii i filosofii AN Azerbajdzhanskoï SSR*, Bakou, 1956, t. IX, pp. 114-135.
- TOKARZHEVSKIJ, E.A., *Ocherki istorii sovetskogo Azerbajdzhana v period perekhoda na mirnuju rabotu po vosstanovleniju narodnogo khozjajstva (1921-1925 gg.)*, Bakou, Izdatel'stvo AN ASSR, 1956.
- TOKSOY, Nurcan, *Revan'da son günler. Türk yönetiminden Ermeni yönetimine*, Ankara, Orion, 2007.
- TOKSÖZ, Meltem, *Nomads, Migrants, and Cotton in the Eastern Mediterranean: The Making of the Adana-Mersin Region, 1850-1908*, Leyde, Brill, 2010.
- TOLZ, Vera, « Imperial Scholars and Minority Nationalisms in Late Imperial and Early Soviet Russia », *Kritika: Explorations in Russian and Eurasian History*, Vol. 10, No. 2 (Printemps 2009), pp. 261-290.
- TOOZE, Adam, *Statistics and the German State, 1900-1945. The Making of Modern Economic Knowledge*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2001.
- TOPALOĞLU, Celal, *Rize'nin kurtuluşu, 1916-1918*, Trabzon, pas d'éditeur, 2007.
- TOPALOĞLU, Ihsan, *Rus işgalinde Rize*, Trabzon, Karadeniz Yazarlar Birliği Yayınları, 1997.
- TOPIK, Stephen C., WELLS, Allen, « Commodity Chains in a Global Economy », in ROSENBERG, Emily S. (dir.), *A World Connecting, 1870-1945*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2012, pp. 593-813.
- TORKCHÎ, Fâteme, « Bastar mobâdelât-e farhangî-e Irân bâ Rusie ve 'Osmânî dar âstâne-ye enqelâb-e mashrutiyat », *Peyâm-e Bahârestân*, No. 64, Mehr 1385 (septembre-octobre 2006), pp. 2-12.
- TORPEY, John, « Revolutions and Freedom of Movement. An Analysis of Passport Controls in the French, Russian, and Chinese Revolutions », *Theory and Society*, Vol. 26, No. 6 (Décembre 1997), pp. 837-868.
- TORPEY, John, *The Invention of the Passport. Surveillance, Citizenship and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.
- TOSI, Luciano, *Alle Origini della FAO. Le relazioni tra l'Istituto Internazionale di Agricoltura e la Società delle Nazioni*, Milan, FrancoAngeli Storia, 1989.
- TOUMARKINE, Alexandre, *Les Lazes en Turquie (XIX^e-XX^e siècles)*, Istanbul, Editions Isis, 1995.
- TÖLÖLYAN, Khachig, « Exile Governments in the Armenian Polity », in Yossi Shain (dir.), *Governments-in-Exile in Contemporary World Politics*, New York-Londres, Routledge, 1991, pp. 166-187.
- TROUILLOT, Michel-Rolph, *Silencing the Past: Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press, 1995.
- TROUT POWELL, Eve M., *A Different Shade of Colonialism. Egypt, Great Britain and the Mastery of Sudan*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press, 2003.
- TRUETT, Samuel, YOUNG, Elliott (dir.), *Continental Crossroads. Remapping U.S.-Mexico Borderlands History*, Durham-Londres, Duke University Press, 2004.
- TSERTSVADZE, Mikhaïl, *Revoljutsionnoe dvizhenie v Gruzii v 1914-1917 godakh, Ch. I*, Moscou-Tbilissi, Tbilisskij Institut Inzhenerov Zhel.Dor. Transporta imeni V.I. Lenina, 1957.
- TSKVIT'ARIA, Parmen, *Amierk'avk'asiis pederatsiis shekmna da misi ist'oriuli mnishvneloba*, Batoumi, Sabch'ota Ach'ara, 1987.
- TSOVIKJAN, Kh., « Vlijanie russkoï revoljutsii 1905 g. na revoljutsionnoe dvizhenie v Turtsii », *Sovetskoe Vostokovedenie*, Vol. 3, 1945, pp. 15-35.
- TS'OLAKJAN, Vardan, « Hajastani Hanrapetut'jan ar'veturakan haraberut'junnerë Adrbejani jev Vrastani het (1918-1920 t't') », *Banber Hajastani Arkhivneri*, No. 2 (104), 2004, pp. 131-140.
- TULASOĞLU, Gülay, *His Majesty's Consul in Saloniki. Charles Blunt (1800-1864), ein europäischer Konsul als Agent der Modernisierung in der osmanische Provinz*, Berlin, Klaus Schwarz, 2015.
- TULLY, John, *The Devil's Milk. A Social History of Rubber*, New York, Monthly Review Press, 2011.
- TUNJAN, Valerij, « Rossiya i organizatsiya upravlenija Zapadnoj Armenii, 1915-1917 », *Hajots' ts'eghaspanut'jan patmut'jan jev patmagrut'jan harts'er*, No. 4, 2001, pp. 36-51.
- TURMANIDZE, Otari, *Ach'aris p'olit'ikuri da ek'onomik'uri ist'oria (1921-1940)*, Batoumi, Gamomtsemloba Ach'ara, 2012.

- Türk Dil Kurumu, *1926 Bakû türkoloji kongresinin 70. yıl dönümü toplantısı (29-30 Kasım 1996)*, Ankara, Türk Dil Kurumu Yayınları, 1999.
- TÜTÜNCÜ, Ziya, *Şark fâtihî, General Kâzım Karabekir*, İstanbul, Milliyetçi Türkiye Yayınları, 1973.
- UGAROV, B.M., *Mezhdunarodnaja bor'ba s kontrabandoj*, Moscou, Mezhdunarodnye Otnoshenija, 1981.
- ULAM, Adam B., *The Bolsheviks. The Intellectual and Political History of the Triumph of Communism in Russia*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 1998 (1965).
- ULBERT, Jörg, LE BOUËDEC, Gérard (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.
- ULBERT, Jörg, PRIJAC, Lukian (dir.), *Consuls et services consulaires au XIX^e siècle/Die Welt der Konsulate im 19. Jahrhundert/Consulship in the 19th Century*, Hambourg, DOBU Verlag, 2010.
- UL'JANICH, Aleksandr, « Razvitie pogranichnogo i tamozhennogo kontrolja na granitsakh rossijskoj imperii v XIX v. », *Vlast'*, No. 1, 2010, pp. 108-111.
- URAL, Selçuk, « Kurtuluşan Mondros Mütarekesi'ne Elviye-i Selâse'de Yaşanan Sorunlar », *Ankara Üniversitesi Türk İnkılâp Tarihi Enstitüsü Atatürk Yolu Dergisi*, No. 47 (Printemps 2011), pp. 647-676.
- URAL, Selçuk, *Mondros mütarekesi ve Doğu vilayetleri*, İstanbul, IQ Kültür Sanat Yayıncılık, 2008.
- URATADZE, Grigory, « Notes on the History of Collectivization in Georgia », *Caucasian Review*, No. 6, 1958, pp. 97-106.
- URAZAEV, Sh.Z., *Rol' RSFSR i SSSR v sozdanii Sovetskoy gosudarstvennosti v Uzbekistane*, Tachkent, Ouzbekistan, 1965.
- URAZAEV, Sh.Z., *Turkestanskaja ASSR – Pervoe sotsialisticheskoe gosudarstvo v Srednej Azii*, Moscou, Gosizdatel'stvo Juridicheskoy Literatury, 1961.
- URBANSKY, Sören, « Der Kosake als Lehrer oder Exot? Fragen an einer Mandschukuo-Dokumentarfilm über die bäuerliche russische Diaspora am Grenzfluss Argun' », in AUST, Martin, OBERTREIS, Julia (dir.), *Osteuropäische Geschichte und Globalgeschichte*, Stuttgart, Steiner, 2014, pp. 103-127.
- USMANOV, Mirkasım A. Usmanov, « Tatar Settlers in Western China (Second Half of the 19th Century to the First Half of the 20th Century) », in VON KÜGELGEN, Anke, KEMPER, Michael, FRANK, Allen J. (dir.), *Muslim Culture in Russia and Central Asia from the 18th to the Early 20th Centuries, Vol. 2*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag, 1998, pp. 243-270.
- ÜNAL, Fatih, « Rusların Kurt aşiretlerini Osmanlı devleti'ne karşı kullanma çabaları », *Karadeniz araştırmaları*, Vol. 5, No. 17, Printemps 2008, pp. 133-152.
- ÜNER, Mehmet Emin, *Aşiret, eşkiya ve devlet*, İstanbul, Yalın Yayıncılık, 2009.
- ÜNGÖR, Uğur Ümit, *The Making of Modern Turkey. Nation and State in Eastern Anatolia, 1913-1950*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011.
- VALI, Ferenc Albert, *Servitudes of International Law*, Londres, Stevens & Sons, 1958 (1933).
- VALI, Abbas, *Kurds and the State in Iran. The Making of Kurdish Identity*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2011.
- VALIEVA, D.V., *Sovetsko-iranskije kul'turnye svjazi (1921-1960 gg.)*, Tachkent, Izdatel'stvo 'Nauka' Uzbekskoj SSR, 1965.
- VAN BRUINESSEN, Martin, *Agha, Shaikh and State. The Social and Political Structures of Kurdistan*, Londres-New Jersey, Zed Books, 1992.
- VAN DEN BERG, Gerard Pieter, *De regering van Rusland en de Sovjet-Unie*, Leyde, Elve-Labor vincit, 1977.
- VAN REE, Erik, « Reluctant Terrorists? Transcaucasian Social-Democracy, 1901-1909 », *Europe-Asia Studies*, Vol. 60, No. 1, 2008, pp. 127-154.
- VARTANJAN, S., *Pobeda Sovetskoy vlasti v Armenii*, Erevan, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo Armenii, 1959.
- VEGA, Fernando E., KAYA, Harry K. (dir.), *Insect Pathology*, Londres-Waltham-San Diego, Elsevier, 2012.
- VELÂYATÎ, 'Alî Akbar, *Târîkh-e ravâbit-e khâredjî-e Irân dar dovre-ye avval-e Mashrute*, Téhéran, Vezârat-e omûr-e khâredje, 1374 (1995-1996).
- VELIKANOVA, Olga, *Popular Perceptions of Soviet Politics in the 1920s. Disenchantment of the Dreamers*, Basingstoke-New York, Palgrave Macmillan, 2013.
- VELYCHENKO, Stephen, « Identities, Loyalties and Service in Imperial Russia: Who Administered the Borderlands? », *Russian Review*, Vol. 54, No. 2, avril 1995, pp. 188-208.
- VELYCHENKO, Stephen, *State Building in Revolutionary Ukraine. A Comparative Study of Governments and Bureaucrats, 1917-1922*, Toronto-Buffalo-Londres, University of Toronto Press, 2011.
- VEZIROV, Kh.G., *et alii, Ocherki istorii kommunisticheskikh organizatsij Zakavkaz'ja, Ch. 2. 1921-1937*, Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1971.
- VƏKİLOV, Cavanşir, *Azərbaycan Respublikası və İran. 40-çı illər*, Bakou, Elm, 1991.

- VƏLİYEV, Tofiq, *Imperializm dövründə Azərbaycan sənayesi və proletariati*, Bakou, Elm, 1987.
- VİDJÛYE, Mohammad Bâqer, *Târîkh-e enqelâb-e Azerbâydjân ve balvâ-ye Tabrîz*, Enteshârât-e Ibn Sînâ, Mehr 1348 (1969).
- VIEILLE, Paul, NABAVI, I., « Les pêcheries de la Caspienne et les migrations saisonnières du Khal-Khal », *Revue de géographie de Lyon*, Vol. 45, No. 2, 1970, pp. 139-162.
- VIOLA, Lynne (dir.), *Contending with Stalinism. Soviet Power and Popular Resistance in the 1930s*, Ithaca-Londres, Cornell University Press, 2002.
- VLADIMIRSKIJ, Mikhail, « Finansovaja dejatel'nost' Severo-Zapadnogo pravitel'stva 1919-1921 gg. », *Voprosy istorii*, No. 4, 2011, pp. 94-110.
- VOLKHONSKIJ, M.A., « Pervaja ruskaja revoljutsija i vosstanovlenie Namestnichestva na Kavkaze », *Kavkazskij Sbornik*, T. 3 (35), Moscou, Russkaja Panorama, 2005, pp. 87-106.
- VOLOBUEV, V.R., *Mugan' i Sal'janskaja step': pochvenno-meliorativnyj ocherk*, Bakou, Izdatel'stvo Akademii Nauk Azerbajdzhanskoj SSR, 1951.
- VOLODARSKY, Mikhail, *The Soviet Union and its Southern Neighbours. Iran and Afghanistan, 1917-1933*, Ilford-Portland, Frank Cass & Co., 1994.
- VON BEYME, Klaus, *Der Föderalismus in der Sowjetunion*, Heidelberg, Quelle & Meyer, 1964.
- VON GUMPPENBERG, Marie-Carin, STEINBACH, Udo (dir.), *Der Kaukasus: Geschichte, Kultur, Politik*, Munich, C.H. Beck, 2010.
- VOOGD, Jan, *Race Riots and Resistance. The Red Summer of 1919*, New York, Peter Lang, 2008.
- WADE, Rex A., *The Russian Revolution, 1917*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.
- WALDINGER, Roger, *The Cross-Border Connection. Immigrants, Emigrants and Their Homelands*, Cambridge (Mass.)-Londres, Harvard University Press, 2015.
- WARD, Janet, *Weimar Surfaces: Urban Visual Cultures in 1920s Germany*, Berkeley-Los Angeles-London, University of California Press, 2001.
- WASTL-WALTER, Doris (dir.), *The Ashgate Research Companion to Border Studies*, Farnham-Burlington, Ashgate, 2011.
- WATSON, Derek, *Molotov and Soviet Government. Sovnarkom, 1930-1941*, New York, St. Martin's Press, 1996.
- WATTS, Nicole, « Relocating Dersim. Turkish state-building and Kurdistan resistance », *New perspectives on Turkey*, Vol. 23, automne 2000, pp. 5-30.
- WEEKS, Theodore R., *Nation and State in Late Imperial Russia*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 1996.
- WEINDLING, Paul, *Epidemics and Genocide in Eastern Europe, 1890-1945*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2000.
- WENZLHUEMER, Roland, *Connecting the Nineteenth-Century World. The Telegraph and Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
- WERNER, Michael, ZIMMERMANN, Bénédicte, « Penser l'histoire croisée. Entre empirie et réflexivité », *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, Vol. 58, No. 1, 2003, pp. 7-36.
- WERTH, Nicolas, « Rumeurs défaitistes et apocalyptiques dans l'URSS des années 1920 et 1930 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Vol. 71, juillet-septembre 2001, pp. 25-35.
- WESLEY-SMITH, Terence, GOSS, Jon (dir.), *Remaking Area Studies. Teaching and Learning Across Asia and the Pacific*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2010.
- WESTERHOFF, Christian, *Zwangsarbeit im Ersten Weltkrieg. Deutsche Arbeitskräftepolitik im besetzten Polen und Litauen 1914-1918*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2012.
- WHITE, Benjamin Thomas, *The Emergence of Minorities in the Middle East. The Politics of Community in French Mandate Syria*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 2011.
- WHITE, Stephen (dir.), *New Directions in Soviet History*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1992.
- WIDDIS, Emma, *Visions of a New Land. Soviet Film from the Revolution to the Second World War*, New Haven-Londres, Yale University Press, 2003.
- WIENER, Norbert, « Homeostasis in the individual and society », *Journal of the Franklin Institute*, Vol. 251, No. 1, janvier 1951, pp. 65-68.
- WIESSNER, Gunnar, *Hayoths Dzor. Ethnische, ökonomische und kulturelle Transformationen eines ländlichen Siedlungsgebiet in der östlichen Türkei seit dem 19. Jahrhundert*, Wiesbaden, Dr. Ludwig Reichert Verlag, 1997.
- WINDER, Robert, *Bloody Foreigners. The Story of Immigration to Britain*, Londres, Abacus, 2004.
- WINDLER, Christian, *La diplomatie comme expérience de l'autre. Consuls français au Maghreb (1700-1840)*, Genève, Droz, 2002.
- WINICHAKUL, Thongchai, *Siam Mapped. A History of the Geo-Body of a Nation*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1994.
- WOIWOOD, I.P., REYNOLDS, D.R., THOMAS, C.D. (dir.), *Insect Movement: Mechanisms and Consequences*, Wallington-New York, CABI Publishing, 2001.

- WOOD, Elisabeth Jean, « Transnational dynamics of civil war : where do we go from here? », in Jeffrey T. Checkel (dir.), *Transnational Dynamics of Civil War*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2013, pp. 231-258.
- WRIGLEY, Chris (dir.), *A Companion to Early Twentieth-Century Britain*, Oxford, Blackwell, 2003.
- YAGHIKIÂN, Grigor, *Shûravî ve djonbesh-e Djangal*, Téhéran, Enteshârât-e Novîn, 1363 (1984).
- YAGHOUBIAN, David N., *Ethnicity, Identity, and the Development of Nationalism in Iran*, Syracuse, Syracuse University Press, 2014.
- YANIKDAĞ, Yücel, *Healing the Nation. Prisoners of War, Medicine and Nationalism in Turkey, 1914-1939*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 2013.
- YAQUBLU, Nəsiman, *Türkiyənin Azərbaycanlılara müstəqillik mücadiləsində dəstəyi (Sovetlər dönəmi : 1920-1991-ci illər)*, Bakou, Abşeron Nəşr, 2009.
- YAVUZ, Hakan, *Modernleşen Müslümanlar. Nurcular, Nakşiler, Milli Görüş ve AK Parti*, İstanbul, Kitap Yayınevi, 2005.
- YAZDÂNÎ, Sohrâb, *Idjtimâ'îyûn 'âmîyûn*, Téhéran, Nashr-e Nay, 2012.
- YAZDÂNÎ, Sohrâb, *Modjâhedân-e mashrute*, Téhéran, Nashr-e Nay, 1388 (2009).
- YBERT-CHABRIER, Edith, « Gilan, 1917-1920: The Jengelist Movement According to the Memoirs of Ihsan Allah Khan », *Central Asian Survey*, Vol. 2, No. 3, novembre 1983, pp. 36-61.
- YBERT-CHABRIER, Edith, « Le parti musulman difai. Enjeux locaux, nationaux, impériaux et représentations dans le sud du Caucase (début du XXe siècle) », *Cahiers du monde russe*, Vol. 52, No. 1, 2011, pp. 75-113.
- YERASIMOS, Stéphane, « De l'intégrité au partage : La politique ottomane de la France pendant la Première Guerre mondiale », dans *Hommes et idées dans l'espace ottoman*, İstanbul, Isis, 1997.
- YIDIT, Méir, *Internationalised Territories. A Study in the Historical Development of a Modern Notion in International Law and International Relations (1815-1960)*, Leyde, A.W. Sythoff, 1960.
- YILDIRIM, Onur, *Diplomacy and Displacement. Reconsidering the Turco-Greek Exchange of Population, 1922-1934*, New York-Londres, Routledge, 2006.
- YILMAZ, Hale, *Becoming Turkish. Nationalist Reforms and Cultural Negotiations in Early Republican Turkey, 1923-1945*, Syracuse, Syracuse University Press, 2013.
- YILMAZ, Harun, « An Unexpected Peace. Azerbaijani-Georgian Relations, 1918-1920 », *Revolutionary Russia*, Vol. 22, No. 1, 2009, pp. 37-67.
- YILMAZ, Harun, « The Rise of Red Kurdistan », *Iranian Studies*, Vol. 47, No. 5, 2014, pp. 799-822.
- YILMAZ, Özcan, *La formation de la nation kurde en Turquie*, Paris, PUF-Graduate Institute Publications, 2013.
- YOUNG, Crawford (dir.), *The Rising Tide of Cultural Pluralism. The Nation-State at Bay?*, Madison, The University of Wisconsin Press, 1993.
- YURTSEVER, Serdar, *Milli Mücadele Dönemi İstihbarat Faaliyetleri. Örnek Olay İncelemeleri (1919-1922)*, Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2013.
- YÜCEER, Nâsır, *Birinci Dünya Savaşı'nda Osmanlı Ordusu'nun Azerbaycan ve Dağistan Harekâtı*, Ankara Genelkurmay Basım Evi, 1996.
- YÜCEER, Saime, *Milli mücadele yıllarında Ankara-Moskova ilişkileri*, Bursa, Ekin, 1997.
- YÜKSEL, Ayhan, *Doğu Karadeniz Araştırmaları*, İstanbul, Kitabevi, 2005.
- YÜKSEL, Ayhan, *Giresun Tarihi Yazıları*, İstanbul, Kitabevi, 2002.
- YÜKSEL, Ayhan, *Görelili Müftü Duduzâde Hüseyin Müştak Efendi ve Ailesi*, İstanbul, Serander, 2012.
- ZAFER KARS, H., *Belgelerle 1908 Devrimi Öncesinde Anadolu*, Ankara, Kaynak Yayınları, 1984.
- ZAKARJAN, Anuvashan, *Sergej Gorodets'kin Arevmtjan Hajastanum jev Andrkovkasum*, Erevan, pas d'éditeur, 2012.
- ZAKHAROVA, Larissa, « 'Le socialisme sans poste, télégraphe et machine est un mot vide de sens'. Les bolcheviks en quête d'outils de communication (1917-1923) », *Revue historique*, 2011/4 (No. 660), pp. 853-873.
- ZAPANTIS, Andrew L., *Greek-Soviet Relations, 1917-1941*, Boulder-New York, East European Monographs-Columbia University Press, 1982.
- ZARAGOZA, Gonzalo, *Anarquismo argentino (1876-1902)*, Madrid, Ediciones de la Torre, 1996.
- ZARCONE, Thierry, ZARINEBAF-SHAHR, Fariba (dir.), *Les Iraniens d'Istanbul*, Paris-Téhéran-Istanbul, IFRI-IFEA, 1993.
- ZARDYKHAN, Zharmukhamed, « Ottoman Kurds of the First World War Era. Reflections in Russian Sources », *Middle Eastern Studies*, Vol. 42, No. 1, janvier 2006, pp. 67-85.
- ZAUGG, Roberto, *Stranieri di antico regime. Mercanti, giudici e consoli nella Napoli del Settecento*, Rome, Viella, 2011.
- ZE'EVİ, Dror, « The Use of Ottoman Shari'a Court Records as a Source for Middle Eastern Social History: A Reappraisal », *Islamic Law and Society*, Vol. 5, No. 1, 1998, pp. 35-56.

ZENAISHVILI, Emzar, « Tavrizis rusul-sparsuli sk'olis ist'oriidan », *Matsne*, No. 3, 1971, pp. 36-48.

ZETTERBERG, Seppo, *Die Liga der Fremdvölker Russlands, 1916-1918*, Helsinki, Finnische Historische Gesellschaft, 1978.

ZHIGALINA, O.I., *Kurdy iranskoj provintsii Kermanshakh nakanune i v period Pervoj mirovoj vojny*, Moscou, Vostochnaja literatura, 2008.

ZIEKOW, Jan, *Über Freizügigkeit und Aufenthalt*, Tübingen, J.C.B. Mohr (Paul Siebeck), 1997.

ZLATOPOL'SKIJ, D.L., *SSSR Federativnoe gosudarstvo*, Moscou, Izdatel'stvo MGU, 1967.

ZUBOK, Vladislav, *A Failed Empire. The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2007.

ZÜRCHER, Erich Jan, *The Young Turk Legacy and Nation Building. From the Ottoman Empire to Atatürk's Turkey*, Londres-New York, I.B. Tauris, 2010.

ZÜRRER, Werner, *Kaukasien 1918-1921. Der Kampf der Grossmächte um die Landbrücke zwischen Schwarzem und Kaspischem Meer*, Dusseldorf, Drost Verlag, 1978.

ZÜRRER, Werner, *Persien zwischen England und Russland 1918-1925*, Berne-Francfort-Las Vegas, Peter Lang, 1978.

ZVONAREV, K.K., *Agenturnaja razvedka*, Kiev, Knjaginja Ol'ga, 2005 (1929-1931).

i) Thèses et mémoires non publiés :

AKARCA, Halit Dünder, *Imperial Formations in Occupied Lands. The Russian Occupation of Ottoman Territories during the First World War*, Thèse de doctorat, Université de Princeton, 2014.

CAPRIELIAN, Ara, *The Armenian Revolutionary Federation. The Politics of a Party in Exile*, Thèse de doctorat, New York University, 1975.

DEAN FARAH, Megan, *Mobility, Commerce and Empire in the Caucasus, 1762-1918*, Thèse de doctorat, Université de Stanford, 2013.

IMBERT-VIER, Simon, *Frontières et limites à Djibouti durant la période coloniale (1884-1977)*, Thèse de doctorat, Université Aix-Marseille I-Université de Provence, 2008.

KORNIENKO, R.P., *Rabochee dvizhenie v Turtsii v period mezhdou dvumja vojnami (1918-1939 gg.)*, Avtoreferat dissertatsii..., Moscou, Akademija Nauk SSSR, 1964.

KUNTH, Anouche, *Du Caucase à Paris – un autre exil arménien. Expériences migratoires et ancrages en diaspora de 1920 à l'implosion de l'Union soviétique*, Thèse de doctorat, EHESS, 2013.

MAUROY, J.H. (de), *Nomadisme et sédentarisation chez les Shahsevan (3). Azerbaïdjan occidental et Iran*, résumé de cours du Centre de Hautes Etudes Administrative sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1971

PARKOSADZE, V., *Printsipy sovetskogo federalizma v gosudarstvennom ustrojstve ZSFSR*, Avtoreferat dissertatsii..., Moscou, Akademia obshchestvennykh nauk pri TsK VKP(b), 1949.

ROSE, Margaret Tatiana, *Philips Price and the Russian Revolution*, Thèse de doctorat, Université de Hull, 1988.

SAFRONOVA, Elena, *Stanovlenie i razvitie konsul'skoj sluzhby Rossijskoj imperii v XVIII-nachale XX vv.*, Thèse de doctorat, Académie juridique d'Etat de Moscou, 2002.

SAHAKJAN, Ashot, *Khorhrdajin Hajastanē Andrkovkasjan Dashnut'jan Hamakargum (1921-1936 t'.t')*, Avtoreferat dissertatsii..., Erevan, Académie des sciences d'Arménie, 2000.

SAJIAN, Aram, *K'rderi azgajin azatagrakan pajk'arē jev taratsashrdjanajin zargatsumnern Ararati apstambut'jan entats'k'um (1926-1930 t'.t')*, Avtoreferat dissertatsii..., Académie des sciences d'Arménie, 2015.

SAWYER, Benjamin, *American 'Know-How' on the Soviet Frontier: Soviet Institutions and American Immigration to the Soviet Union in the Era of the New Economic Policy*, Thèse de doctorat, Michigan State University, 2013.

SAYGILI, Hasip, *1905 Rus Devrimin Osmanlı İmparatorluğuna Etkileri*, Thèse de doctorat, Université d'Istanbul, 2012.

SHUKJUROV, Kerim, *Otkhodnichestvo v Zakavkaz'e iz Juzhnogo Azerbajdzhana (vtoraja tret' XIX v.-1905)*, thèse de doctorat, Bakou, 1984.

SOFIEV, Makhad, *ZSFSR v sovetsko-turetskikh otnoshenijakh (1922-1936 gg.)*, Avtoreferat dissertatsii..., Bakou, Azerbajdzhanskij Gosudarstvennyj Universitet im. Kirova, 1986.

SZUREK, Emmanuel, *Gouverner par les mots. Une histoire linguistique de la Turquie nationaliste*, Thèse de doctorat, EHESS, 2013.

TAGI MOKHTARI, Mohammad, *Otnoshenija Rossii i Irana (1921-1946 gg.)*, Thèse de doctorat, Institut Vostokovedenija, AN Rossii, 1997.

TÜRKYILMAZ, Yektan, *Rethinking Genocide: Violence and Victimhood in Eastern Anatolia, 1913-1915*, Thèse de doctorat, Duke University, 2011.

UZMAN, Nasrullah, *Türkiye'nin mülteci ve muhacir politikaları (1934-1947)*, Thèse de doctorat, Université Gazi, 2013.

Illustrations

Figures 1 et 1 bis : Carte politique du Caucase vers 1900 et détail de la carte (Edward Stanford, *London Atlas of Universal Geography*, Londres, 1901).



Figure 2 : Carte politique du Caucase après 1921 (Harold Buxton, *Transcaucasia*, Londres, Faith Press).



Figure 3 : Carte des « nouvelles régions frontalières » de l'Eurasie pot-communiste (Kimitaka Matsuzato, « Cultural geopolitics and the New Border Regions of Eurasia », *Journal of Eurasian Studies*, Vol. 1, No. 1, 2010, pp. 42-53).



Figure 4 : Carte des réseaux consulaires russe, ottoman et iranien dans l'espace frontalier caucasien.

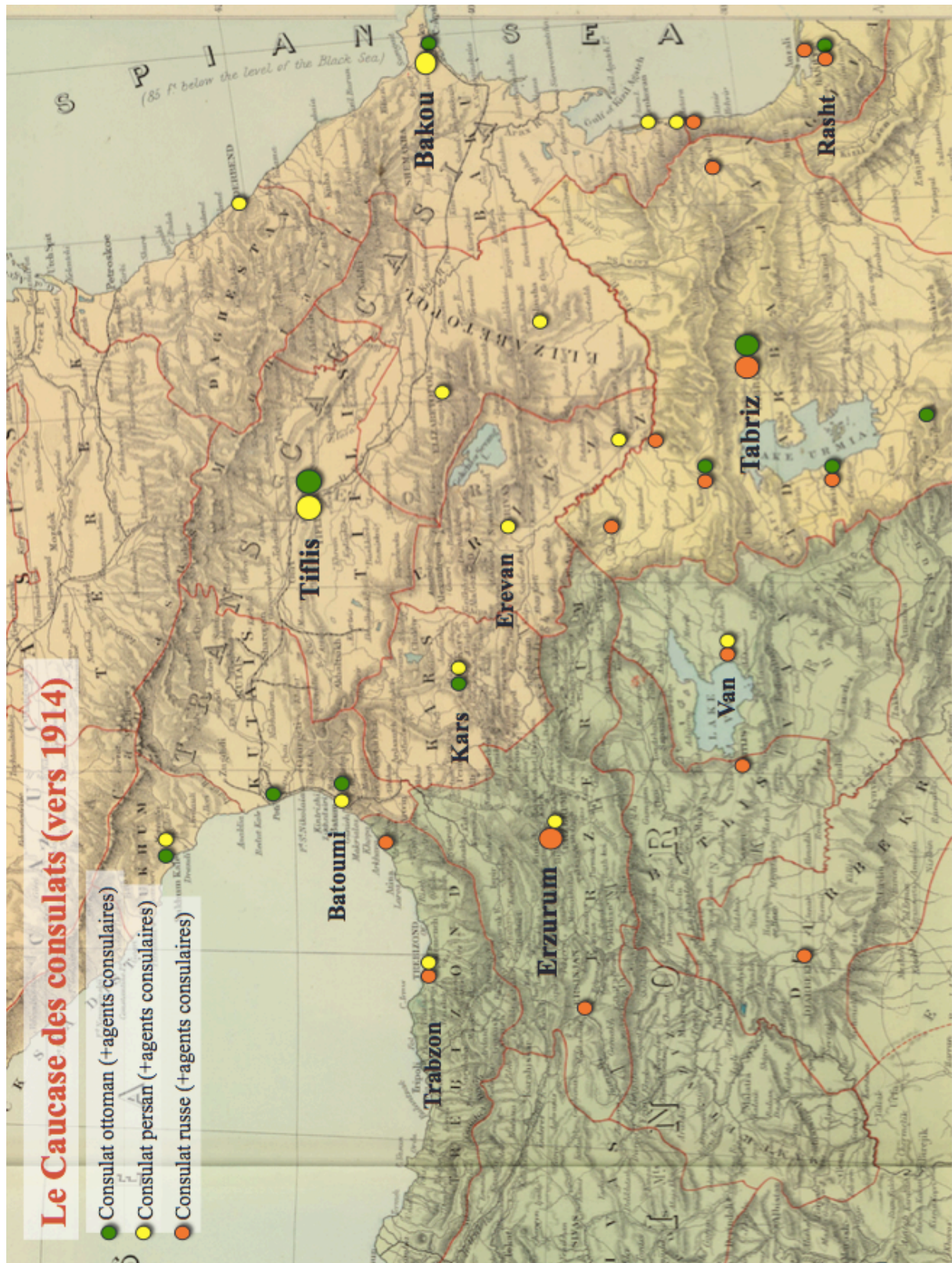


Figure 5 : Illustrations tirées d'Oscar Martínez, « The Dynamics of Border Interaction... », in Clive H. Schofield (dir.), *Global Boundaries*, Londres-New York, Routledge, 1994, p. 6.

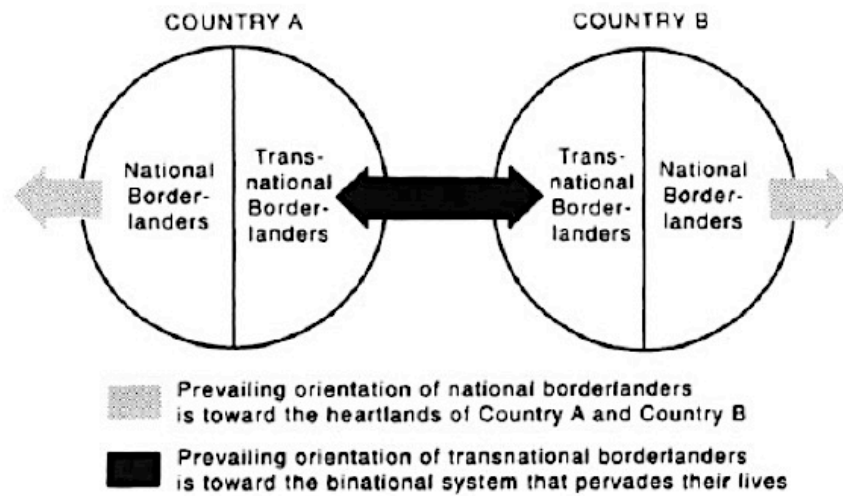


Figure 1.5 National and transnational borderlands

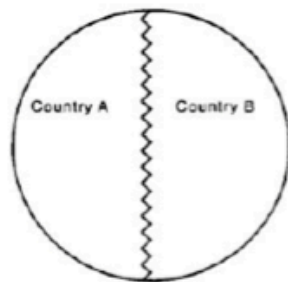


Figure 1.1 Alienated borderlands
Tension prevails. Border is functionally closed, and cross-border interaction is totally or nearly totally absent. Residents of each country act as strangers to each other.

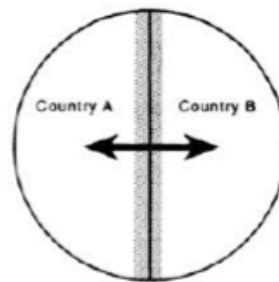


Figure 1.2 Co-existent borderlands
Stability is an on and off proposition. Border remains slightly open, allowing for the development of limited binational interaction. Residents of each country deal with each other as casual acquaintances, but borderlanders develop closer relationships.

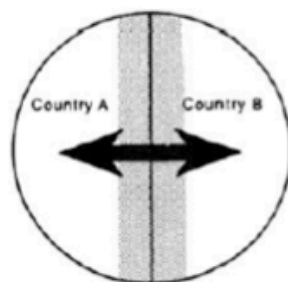


Figure 1.3 Interdependent borderlands
Stability prevails most of the time. Economic and social complementarity prompt increased cross-border interaction, leading to expansion of borderlands. Borderlanders carry on friendly and cooperative relationships.

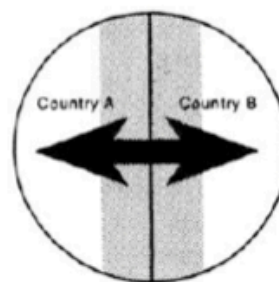


Figure 1.4 Integrated borderlands
Stability is strong and permanent. Economies of both countries are functionally merged and there is unrestricted movement of people and goods across the boundary. Borderlanders perceive themselves as members of one social system.

Figure 6 : La place « Parapet » à Bakou vers 1900 (Wikicommons).



Figure 7 : Tiflis, au cœur du télégraphe indo-européen (Andre K'arbelashvili, *Transkontinenturi telegrap'is khazi Sak'art'veloshi*, Tbilissi, Georgia, 2000, p. 34).

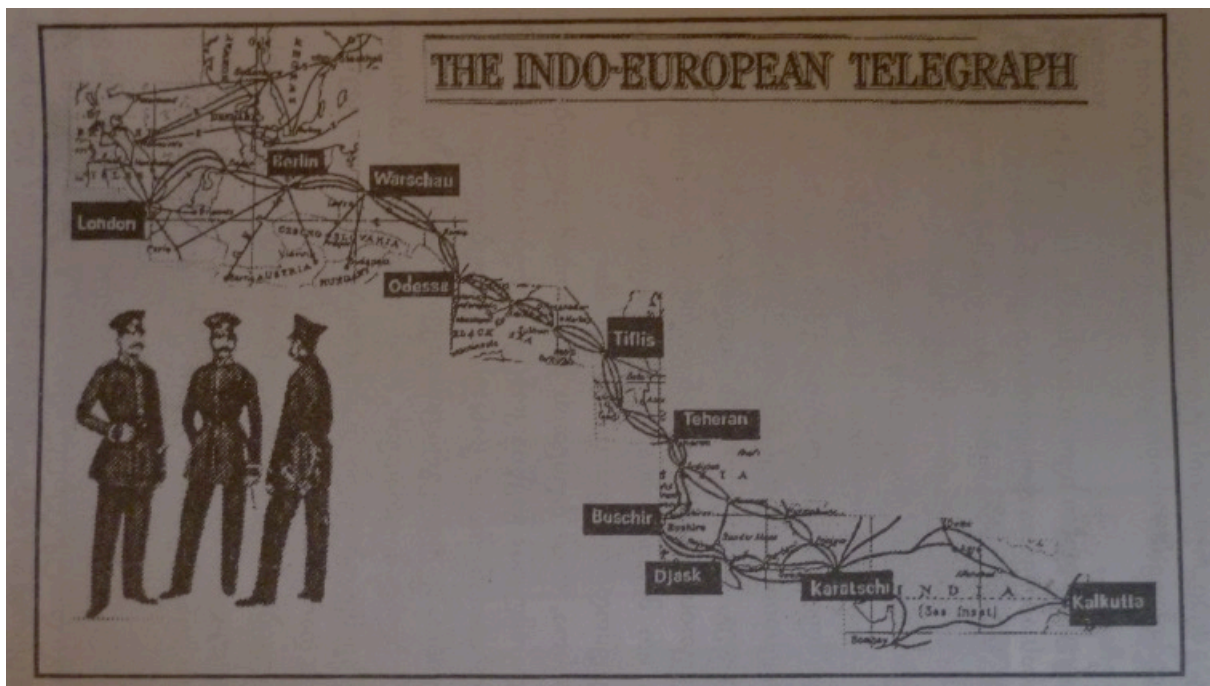


Figure 8 : Illustration populaire française « Arméniens se jetant à la nage pour atteindre le paquebot russe », reproduite dans les paquets de la « Chicorée à la ménagère ».



Figure 9 : Les révolutionnaires arméniens entre Russie et Empire ottoman (cette image, postérieure à 1903, illustre les contradictions persistantes de la politique transimpériale des dachnaks : Claire Mouradian, « Caricature in the Armenian Press of the Caucasus », *Armenian Review*, Vol. 44, No. 4 (176), hiver 1991, pp. 1-35.)



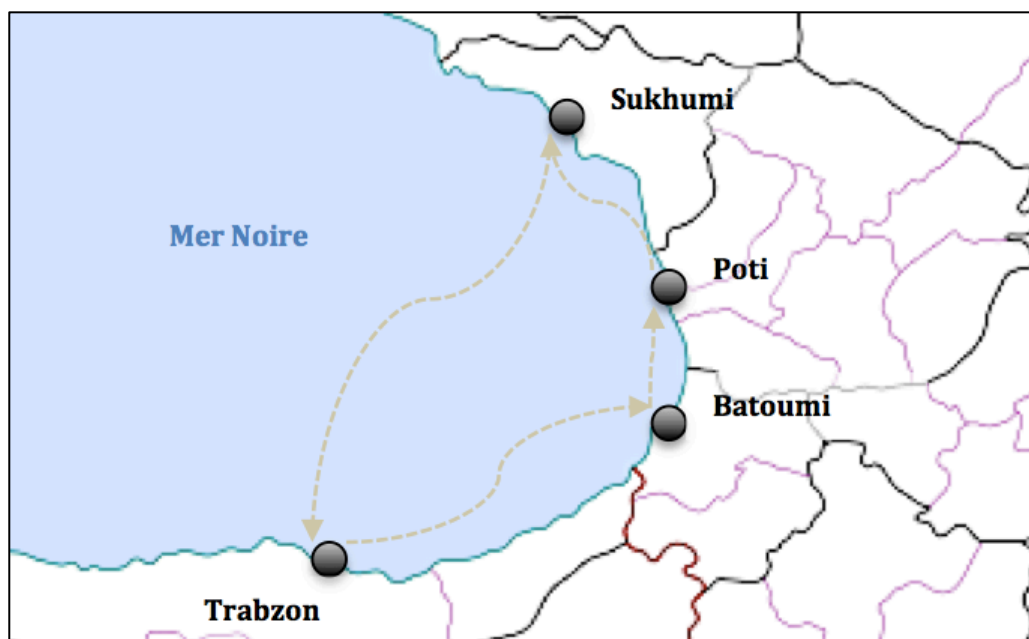
Figures 10 et 11 : Le faubourg de Balakhany (Balaxani) à Bakou, avant et après les violences de septembre 1905 (PA AA, R 11038).



Figures 12 et 13 : La stratification des sujets iraniens au Caucase, des travailleurs migrants aux marchands (Walter Schulz, *Zustände im Heutigen Persie wie Sie das Reisebuch Ibrahim Begs enthüllt*, Leipzig, Karl W. Hiersemann, 1903 ; Auguste Bricteux, « Au pays du Lion et du Soleil. En Perse (1903-1904) », *Bulletin de la société belge d'études coloniales*, Vol. 14, No. 5, mai 1907, p. 415).



Figure 14 : Trajet parcouru depuis Trabzon par le navire *Izmir* entre décembre 1905 et janvier 1906, dans le cadre de « l'expédition humanitaire » ottomane.



Figures 15 et 16 : Ordre Mecidiye ottoman (gauche) et Ordre du Lion et du Soleil qadjar (droite).



Figure 17 : Procédure de coopération entre administrations ottomanes et russes dans les affaires consulaires et judiciaires (d'après les documents de BOA, HR.H.).

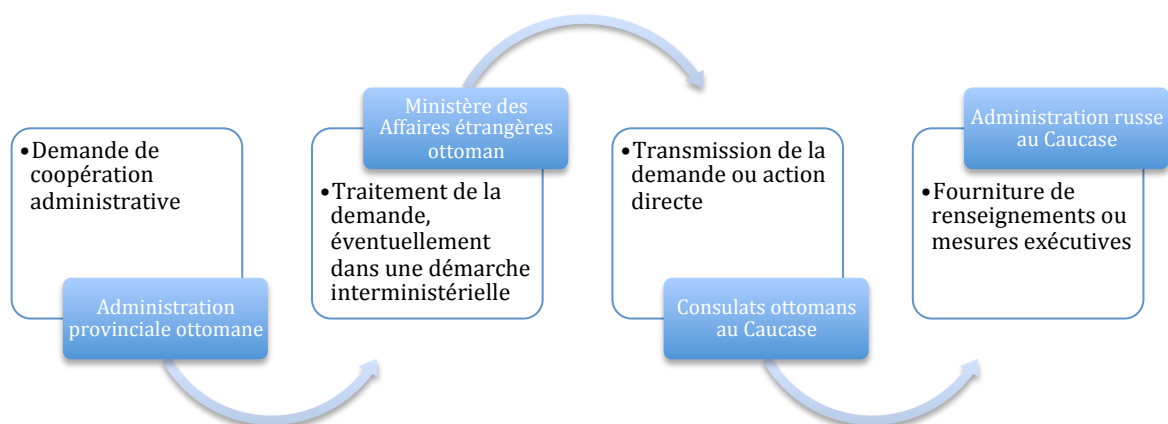


Figure 18 : Répartition thématiques des affaires étudiées dans la cote BOA, HR.H.

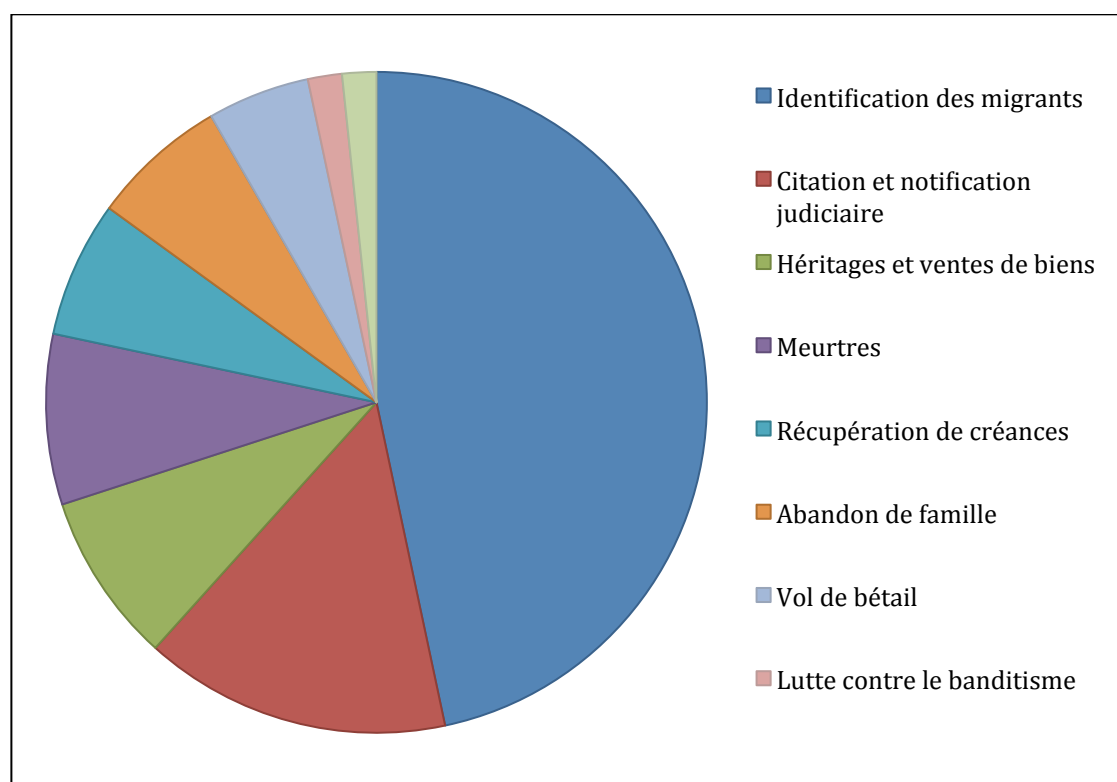


Figure 20 : Combattants caucasiens de la révolution constitutionnelle en Iran (Rahîm Rezâzâdei Malik, *Haydar Khân 'Amuoghli*, Téhéran, Enteshârât-e Donyâ, 1352 (1973), p. 212).



Figure 21 : Entrée d'Eqbal os-Saltaneh à Makou au cours de la guerre civile (Mohammad Amîn Riyâhî, *Târîkh-e Khoy*, Téhéran, Tarh-e No, 2000, p. 414).



Figure 22 : Pétition des sujets iraniens de Batoumi au gouverneur militaire de la ville (AARSA, f. i-1, op. 1, d. 273, l. 1.).

۲

عمرن واکسته عا تبعة دولت علیه ایران مقیم نبره رباطوم
 حضرت مبارک جناب سرتیاب امیر مینگان گار حکم نبره رباطوم دست نوشته

بشرف عرض سعادت نبره نیکو میرساند
 دست ششاه میثوقه که جناب علی محمد خان قونول از رباطوم رفته
 به باکو که تعیین شده و جناب میرزا آقخان میاطوم اده چند نفر از اشرار و دلفو با پنجاه جمع شده و کار ادر این
 بقونول عمرن کرده و خواستش نموده ایم که این جور اشخاصی مضر در میان ما نباشد موافق قانون تنبیه و طرد
 بواجب ما اقدام مانده و این اشرار خارج از رباطوم از کون و کبریت و ناموسی مع حواس و سینه
 فکده از جناب سرتیاب شده و بنیایم چنانچه با کوه رفاه و آرامت در زیر سینه شما آرامت بنیایم و کمال
 از تمام کجا و نامورین داریم امر و موافقت نموده که فدا که با وقت تمام اینگونه اشخاصی مضر و دفع نموده
 لکنه نماینده و عموم جماعت ایران از جناب میرزا آقخان قونول ناراضی هستند و از اظهار
 و وزارت فرجه شده و نموده اند که کینفر قونول کجای بفرستند فدا و از عالم غایت و عدل حضرت
 بیغزایه الله العالی اعلم

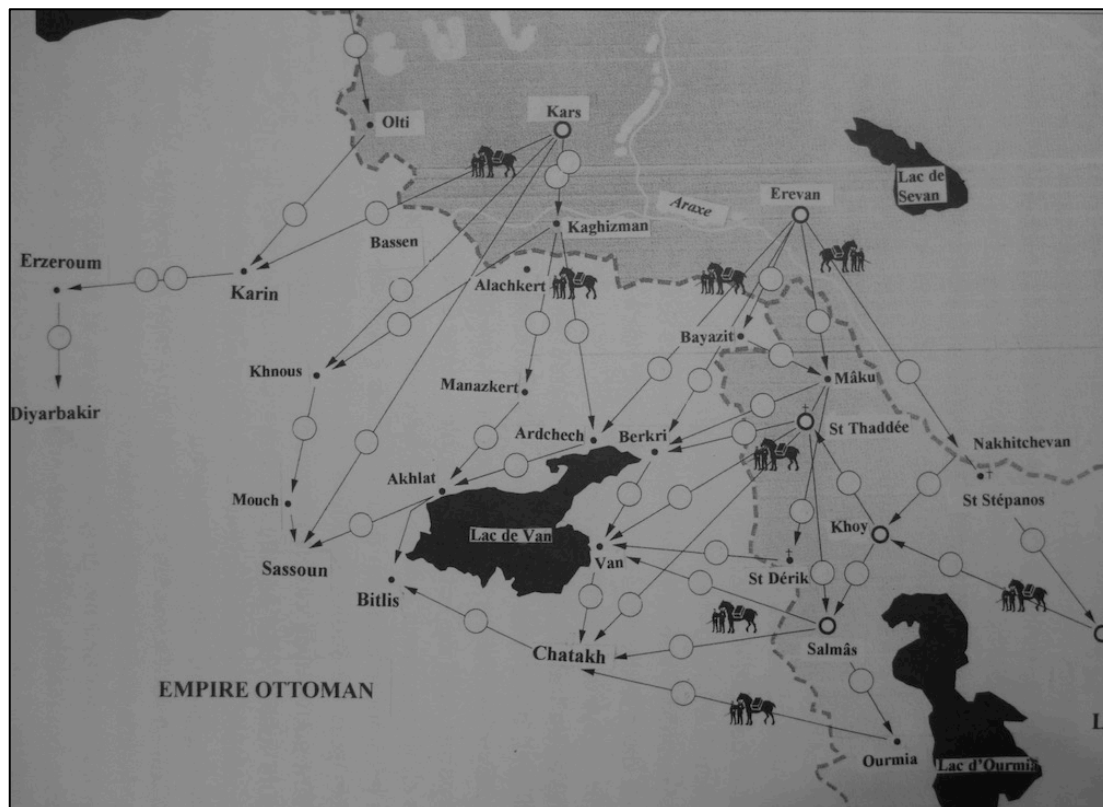
Figure 23 : Emblème des *Idjtimâ'iyûn 'âmiyûn* présent sur leurs documents, comportant la mention « sarbâz-e vatan ».



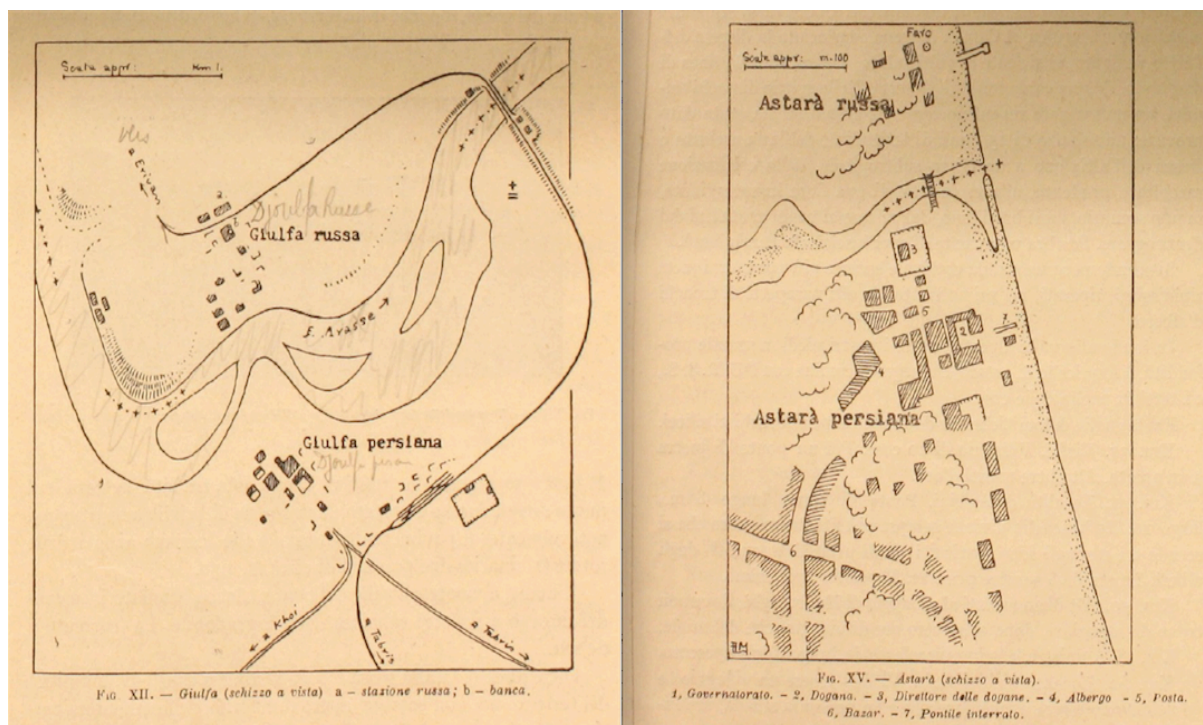
Figure 24 : Le « Grand Hôtel » de Tiflis, lieu de la rencontre constitutionnelle de juin 1908 (<http://alisha-96.livejournal.com/5406.html>).



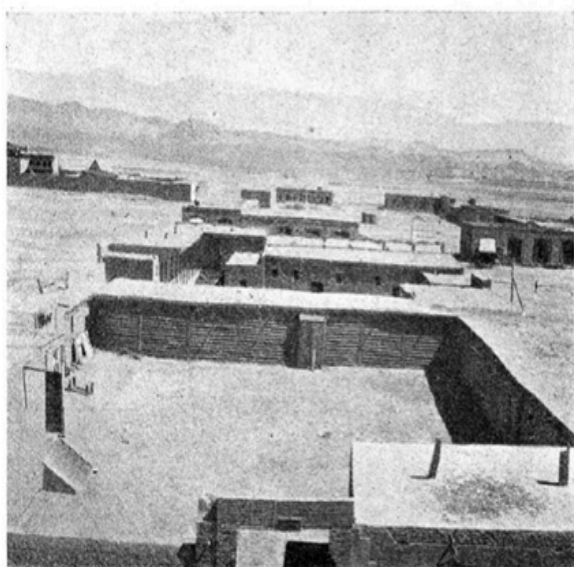
Figure 25 : Le réseau des révolutionnaires arméniens entre les trois empires, au début du XXe siècle (Magdalena Golnazarian-Nichanian, *op.cit.*, 2009, p. 64).



Figures 26 et 27 : Les villes frontalières de Djoulfa et Astará (Adriano Monaco, *L'Azerbeigian Persiano*, Rome, Reale Società Geografica Italiana, 1928, pp. 77 et 100).



Figures 28 et 29 : Vue de Djoulfa et bâtiment de la Banque d'Escompte (vers 1910 : <http://www.vostlit.info>).



Джульфа.



Отдѣленіе учетно-суднаго банка въ Джульѣ.

Figure 30 : Exemple de « billet de légitimation » pour les circulations frontalières (d'après les documents contenus dans AARSA, STsSSA).

Billet de légitimation N°...

N°.... au registre

Le porteur, habitant du district d'Artvin,, dont les terres sont coupées par la frontière, a le droit de franchir la frontière pour ses besoins économiques. Ce billet est valable jusqu'à la fin de l'année en cours. Le porteur du billet doit le prendre avec lui à chaque passage de frontière et le présenter à la garde-frontière au point de contrôle. Il est interdit de passer la frontière autrement que par le poste frontalier, sous peine de poursuites au titre du passage clandestin de la frontière, prévu par [référence des textes de loi en vigueur].

Etabli le

Le chef du district d'Artvin

Figures 31 et 32 : Entrées (figure du haut) et sorties (figure du bas) de citoyens persans par la douane de Djoulfa, en fonction du document utilisé, passeport ou billet de légitimation (d'après STsSSA, f. 13, op. 27, d. 891).

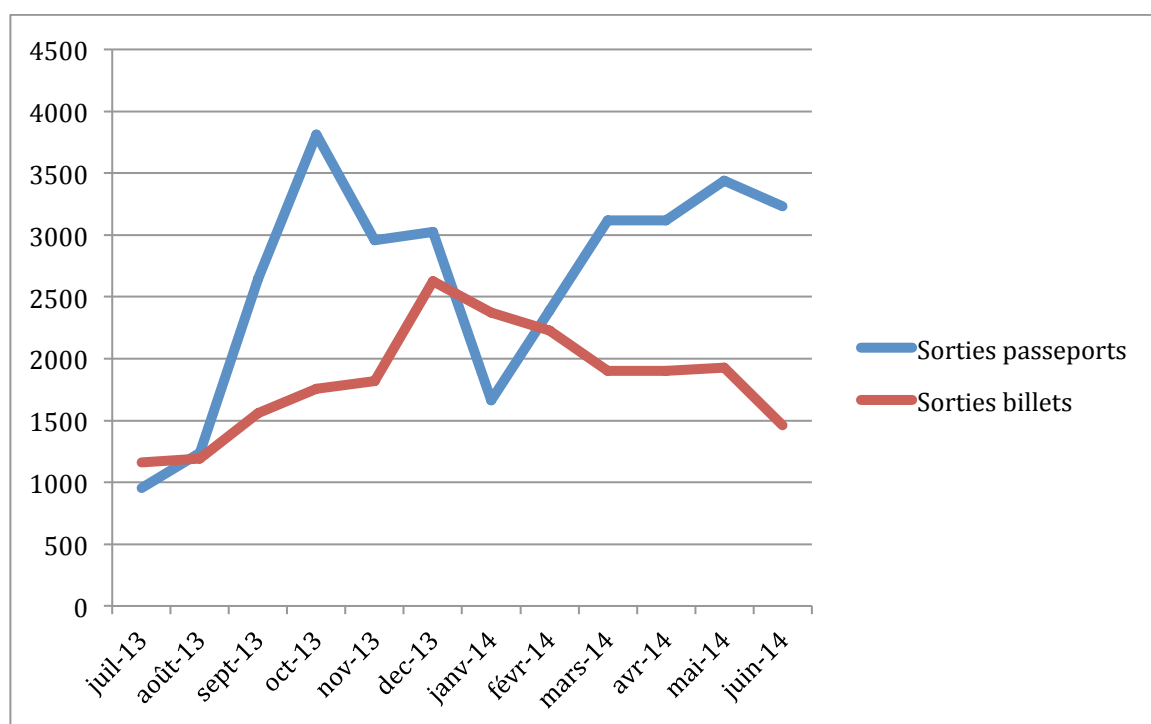
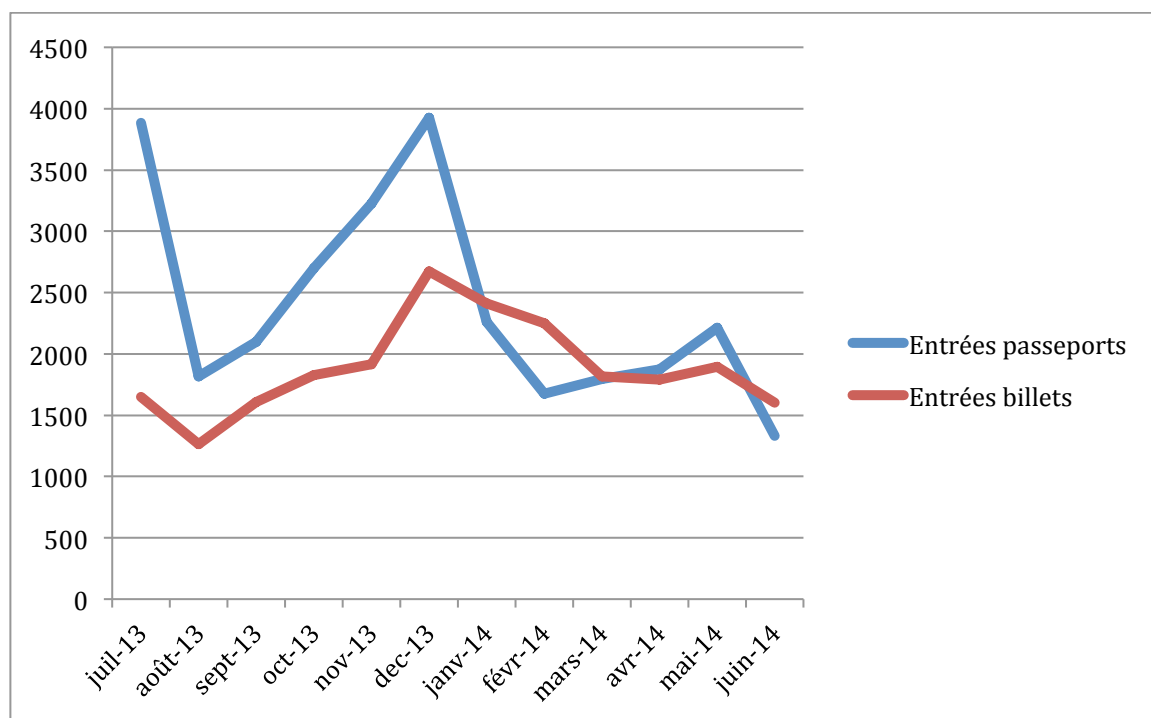
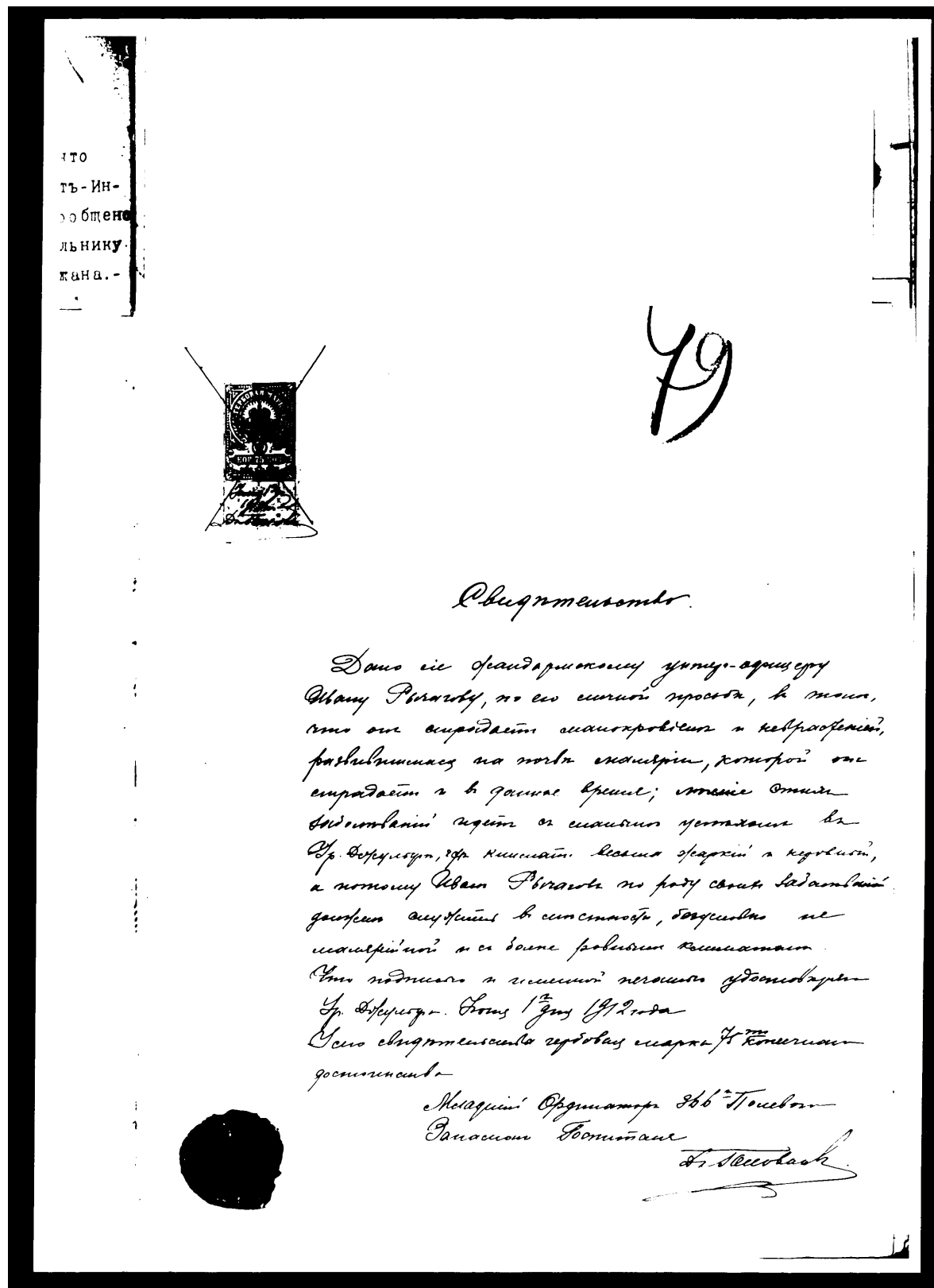


Figure 33 : Certificat médical établi pour un gendarme du poste frontalier de Djoulfa, en juin 1912, attestant sa contamination par la malaria (STsSSA, f. 13, op. 27, d. 890).



Figures 34 et 35 : Le monument aux soldats russes à Kars, novembre 1910 (Kirill Sokol, *Monumental'nye pamjatniki Rossijskoj imperii. Katalog*, Moscou, Vagrius Pljus, 2006, p. 287 et Candan Badem, *op.cit.*, 2010, p. 460).



Figure 36 : Pétition des villageois grecs de Subbatan au vice-roi du Caucase, 12 (25) août 1907 (HAA, f. 1262, op. 3, d. 267, l. 3).

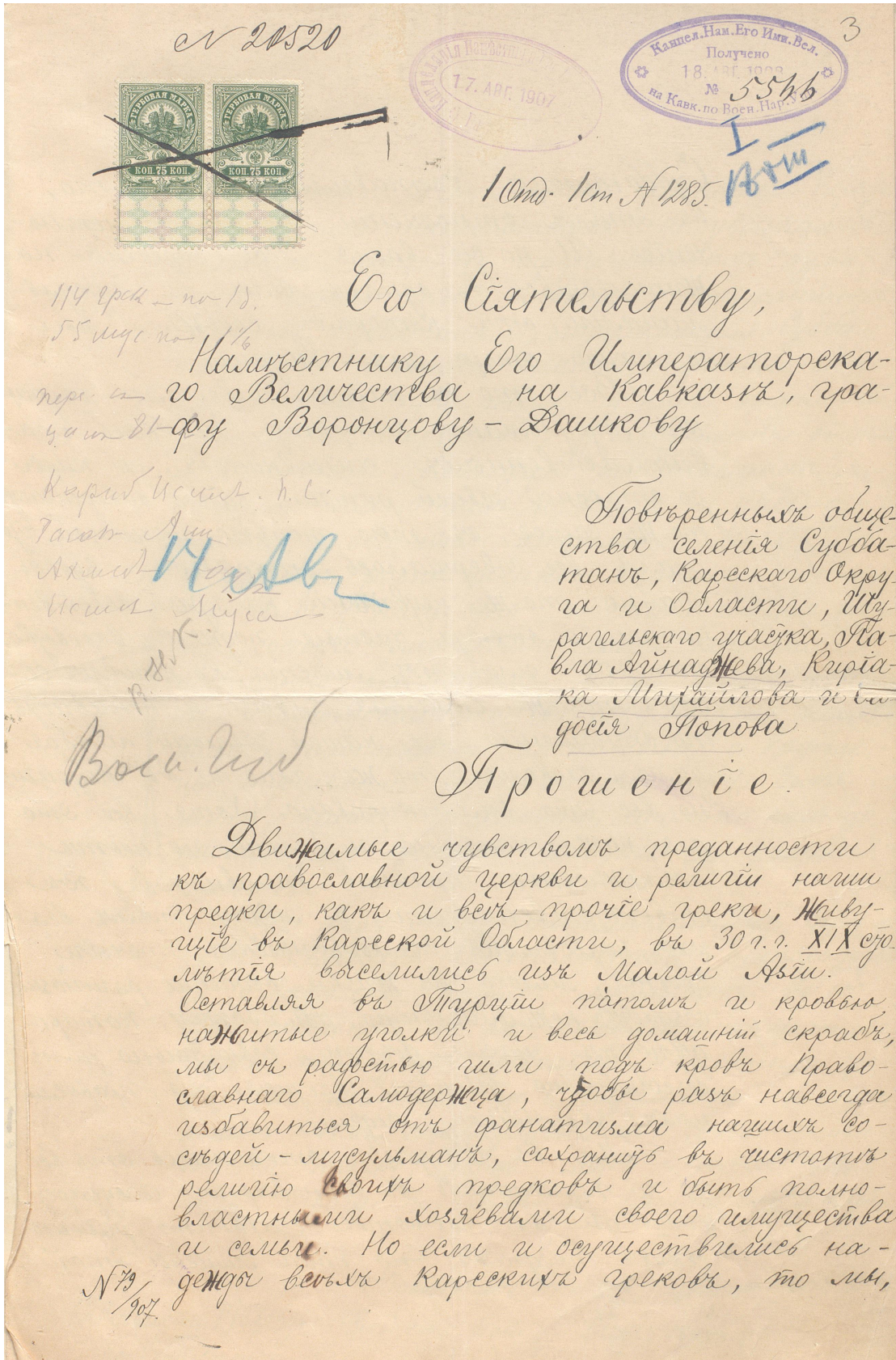


Figure 37 : Pouvoir donné par les habitants du village de Kechit à des délégués pour négocier l'émigration en Turquie (août 1906, HAA, f. 1262, op. 3, d. 130, l. 9).

9

Общественный приговор. جمعيات ما طلبنا

1906 года августа 7 дня. ۱۸۰۶

сел. Керимъ. Мы ниже- بزرگتر اعاغينه ايجف ابدن شورده كل چا سناك كيجيد

подписавшиеся сел. Керимъ и Диеардан, و چا چي قريه لراك اهلدير قريه لر بجزده چيقوب عثمانلي

Шуралемьскаго участка, عامله كنتم چيچرات اينك نيا تمز اولدغندنه جمع اولوب

семья переселились с ايجيزده و كل ناسب و تاينه ايندك بولجي و مطفي

семействами в Турцию اوغندي و ضابطه خسروف اوغندي و اوناره معاروفيات

на постоянное мест- و برك بوزم كله حكو ماناره ارضال و بروب كويلر بجزده

ство, в общемъ сгоде на- اولون طام طاسه و باشقا يا بولر بجزدي سانجه

шимъ выбрали изъ своей روخسات آل سونار و زيكو اولناه و كل لر بجز هر

среды повременнымъ ناكي زاقون موحي ابدن لر ايسي بز اوناره ايناندرك

Селис Мустафа Вели и ايدروده بر دوافز اوليم چكدر اونوه ايجيزده

Таблица Косраджа оглы, ايجف ابدن

которая уполномоченъ كيجيد قريه س اهلدير

обращаться поделеняще-

му Карагелму и по-

лучить разрешение на

продажу нашихъ домовъ

и другого рода семейно-

хозяйственной построй-

екъ; всему, что по назван-

ной выше повременные

законно уничтожит, ма-

впрочемъ, спорить и пре-

кословить не будетъ; въ

удовольствие чело и под-

писуемъ:

Figures 38 et 39 : La mosquée *Aziziye* de Batoumi et le quartier turc qui l'entoure au début du XX^e siècle (Zaur Margiev, *Batum vo vremena Osmanskoj imperii*, Batoumi, Alioni, 2008).



Figure 40 : Correspondance entre le commissaire frontalier avec la Perse et le fonctionnaire diplomatique auprès du vice-roi relative aux demandes d'indemnisation au « tribunal frontalier », 1909 (STsSSA).

37

Число 10000. Номер. Для дел. 10000.
 для Министерства Вн. Дел. на Кавказе.
 ПОЛУЧЕНО
 *К 25 ДЕК. 1909 Ж-С П Ъ Ш Н О.
 Вход. № 748.

М. В. Д.
 РОССИЙСКИЙ ПОГРАНИЧНЫЙ
 СЪ ПЕРСИЮ
 КОМИССАРЪ

Чиновнику М. И. Д. при Намѣстникѣ ЕГО ИМПЕРАТОРСКАГО
 ВЕЛИЧЕСТВА на Кавказѣ.

22 декабря 1909 г.

№ 434

Гор. Баку.

На запросъ, отъ 16 сего декабря за № 611, честь
 имѣю сообщить Вашему Превосходительству, что по насто-
 ящее время за Персией числится:

*Свободно отъ
 наму (казант. Кав-
 туринскому Шаб
 Кавказскому
 Округу Промышлен
 отъ 23 сего декабря
 за № 640.*

1) - не уплаченныхъ денегъ и не возвращеннаго ско-
 та и прочаго имущества, присужденныхъ Пограничнымъ Су-
 домъ за время съ 1895 года по 1908 г. въ пользу русско-
 подданныхъ, на сумму..... 36,132 руб. 55 коп.,

2) - не получено денегъ въ счетъ суммы, потребо-
 ванной Генераль-Маіоромъ Снарскимъ 14,168 руб. 50 коп.,

Итого: 50,303 руб. 05 коп.

3) - не наказаны лица, обвиняемыя въ убійствѣ Рот-
 мистра Двурглазова и


4) - не выданы бѣглецы русско-подданные, въ томъ
 числѣ два солдата.

Кромѣ этого русско-подданными предъявлены персамъ
 иски на сумму свыше 400,000 рублей, а именно:

Деньгами на	128,108 р. 05 к.
Рогатаго скота (безъ означенія).....	2,557 гол.,
Верблюдовъ.....	234 -
Лошадей.....	1,095 -
Коровъ.....	1,145 -
Быковъ.....	1,012 -
Буйволовъ.....	199 -
Буйволицъ.....	184 -
Телятъ.....	94 -
Барановъ.....	24,181 -
Козъ.....	466 -

Итого: 159,911 р. 05 к.

Р. А. 118
 с. 1.



Figures 43 et 44 : Tracts de propagande de guerre ottomane à destination du Caucase. Le premier document est rédigé en arabe (colonne de droite) et turc ottoman (colonne de gauche), tandis que le second est rédigé en russe (Artem Ohandjanian (éd.), *ÖA*, 1872-1936., 1995, pp. 4405-4406).



لَا إِلَهَ إِلَّا اللَّهُ مُحَمَّدٌ رَسُولُ اللَّهِ
أَطِيعُوا اللَّهَ وَالرَّسُولَ وَأُولِي الْأَمْرِ مِنْكُمْ

آوستریا-مجارستان و آلمانیا دولترینه اعلان حرب ایدن روسیه
حکومتی دوستم اولان دولت علیه عثمانیه بی دخی راحت برافیموب
عثمانلی و اسلام طور ائنه تجاوز ایسیدکن دن عثمانلیرک پادشاهی
دنیاده کی بتون سلیمانلرک خلیفه سی سلطان محمدخان خامشیرلر
کرک موسقوف و کرک انک متفق اولان انکلتره و فرانسه علیهنه
یزنله برلکه حرب اتمکه مجبور اولمشدر . بزم اردولر مرکبی دولت
علیه نک اردولری ده دشمنلر فری هر طرفه قهر ایدیلر عثمانلی
عسکری باطومه یا فلاشی جوق یرلردن قفقاس کیردی
قفقاس سلیمانلی عثمانلی دن قارداشلیله برابر موسقوفله حرب
ایدیلر . موسقوف دوشمناسی قردکزر لیمانلر دن جس اولوب
چقیه سیور . پادشاه و خلیفه اسلام حضرتلری فتوی شریف ایله
موسقوفلر و انکلترلرله فرانسه علیهنه جهادی اعلان یوردلری
کبی دشمن مملکتلرنده واردولرنده بولنان سلیمانلرک دولتیله نک
و اسلامنک دوستی اولان آوستریا و آلمانیا علیهنه حرب اتملری
خلافت اسلامیة نک مضری موجب اوله جفندن عذاب الیمه مستحق
اوله جبارینه دائره فتوی شریف چقیمشدر . قارشومرده ک
موسقوف اردولرند بولنان مسلمان ضابطرله عسکرلی خلیفه
حضرتلرینک امرندن و فتوی شریفک احکامندن خبردار ایدرم .
دولت علیه نک و خلافت اسلامیة نک و اسلام دینک انفضاز
و غدار دشمنی اولان موسقوف اردوستی ترک ایدیکر خلیفه کرک
دوستی و متفق اولان آوستریا-مجارستان و آلمانیا اردولرینه
التحاق ایدیکر قوجاقلرمز سزه آچیقدر . و السلام علی

إن الحكومة الروسية مدعالت بالحرب على النمسا والمجر وعلى الألمان
ما زالت تتأكد الدولة العثمانية لما بيننا وبينها من المودة والمصانفة
وجاوزت حدود الدولة العلية فاضطر السلطان محمد الخامس السلطان
العثماني و خلیفة العالم الإسلامي إلى ملازمتنا سواء كان في محاربة
الروس او محاربة متفقيها الانكلترا وفرنسا (الفتنة نائمة لعن الله
من أيقظها) . فأینما تولوا الیوم ترا جنود العثمانيين بجارون جنودنا
فی قهر الأعداء وندمیرهم و قد اقترن الجنود العثماني من مدينة باطوم
و دخلوا بلاد القفقاس من مخطط شتی فسلموا القفقاس الیوم بجارون
الروس جنب اخوانهم العثمانيين . ولم يجاهر السلطان العثماني
و الخلیفة الإسلامي بالجهاد على الروس و متفقيها الانكلترا وفرنسا
إلا مطوعة لفتوى شريفة صدرت و مقتضاها ان كل فرد مسلم
بلاد الأعداء أوفی جنودهم يحارب النمسا و الألمان خلیفی الدولة العلية
و نصیری الإسلام یؤدی الخ لافة الإسلامیة و يستحق العذاب
الالیم . هذا ما أمره الخلیفة و ما تضمنه الفتوى الشريفة .
فینبغی لكل مسلم ضابطاً كان أوجنداً یا محارباً فی صفوف الروس ان یطلع
علیه و یعمل بمقتضاه و ما علینا إلا البلاغ . یا أهل الإسلام
اهجروا جنود الروسین أعداء الدولة العثمانیة و الخلیفة الإسلامیة
القاسی القلب الشدید القدر و انضموا الی جنود النمسا و الألمان
فإنهما متفقاً خلیفتکم و خلیفاه . ولان أسیقونا لو جدتم
لدينا رجاً و بشاشة و أكرم منزل . و السلام علی من
اتبع الهدى .



Россія объявила Австрiи и Германiи войну; она не оставила и Оттоманскую имперiю въ покоѣ, вторгнувшись на мусульманскiя земли. Это принудило императора оттомановъ, халифа всего мусульманскаго мiра, Его Императорское Величество, Султана Махмудъ Хана V. въ согласiи съ нами объявить Россiи и ея союзникамъ, Францiи и Англии, войну.

И вотъ наши и оттоманскiя армiи вездѣ истребляютъ нашихъ общихъ враговъ.

Оттоманскiя войска приближаются къ Батуму; онѣ хлынули на Кавказъ съ разныхъ сторонъ. Мусульманскiя племена Кавказа сражаются на сторонѣ ихъ оттоманскихъ братьевъ. Русскiй военный флотъ запертъ въ портахъ Чернаго моря и не въ состоянiи выйти изъ нихъ.

Султанъ-Халифъ провозгласилъ фетвой-и-шерифъ „СВЯЩЕННУЮ ВОЙНУ“ противъ русскихъ, англичанъ и французовъ.

Другой фетвой напоминаетъ мусульманамъ находящимся въ непрiятельскихъ странахъ, что не слѣдуетъ привлекать на себя гнѣвъ Господень принимая участiе въ борьбѣ противъ Австрiи и Германiи, друзей ислама, и дѣйствуя тѣмъ вопреки интересамъ ислама.

Объявляю этотъ приказъ халифа и содержанiе фетвы офицерамъ и солдатамъ мусульманамъ находящимся въ рядахъ русскихъ войскъ.

Покидайте ряды русской армiи, этого злѣйшаго и непримиримаго врага ислама, халифата и Оттоманской имперiи. Присоединяйтесь къ войскамъ Австрiи и Германiи, къ друзьямъ вашего халифа, которые васъ примутъ съ распростертыми объятiями.

Figure 45 : Réfugiés musulmans quittant la région de Trabzon pendant la guerre (Hüseyin Albayrak, *op.cit.*, 2008, p. 257).



Figure 46 : Entrée des troupes russes à Trabzon, le 18 avril 1916 (*Ibid.*, p. 262).



Figures 47 et 47bis : L'Anatolie orientale occupée par les forces russes en 1916 (Extraits du journal *Niva*, Wikicommons, et de Karo Sasuni, *T'rk'ahajastanë A. Ashkharhamarti ent'ats'kin* (1914-1918), Beyrouth, 1966).



Раионъ завоеванной Арменіи.
 (Отмѣченная штрихами //// область—раионъ, взятый нашими доблестными кавказскими войсками при последнемъ наступленіи).



Figure 48: Proclamation du général Shvarts, publiée le 18 août 1916 dans le journal hellénophone de Trabzon *Pharos* (Ara Sarafian (éd.), *United States Official Documents on the Armenian Genocide, Volume II*, Watertown, Armenian Review, 1994, pp. 35-36).

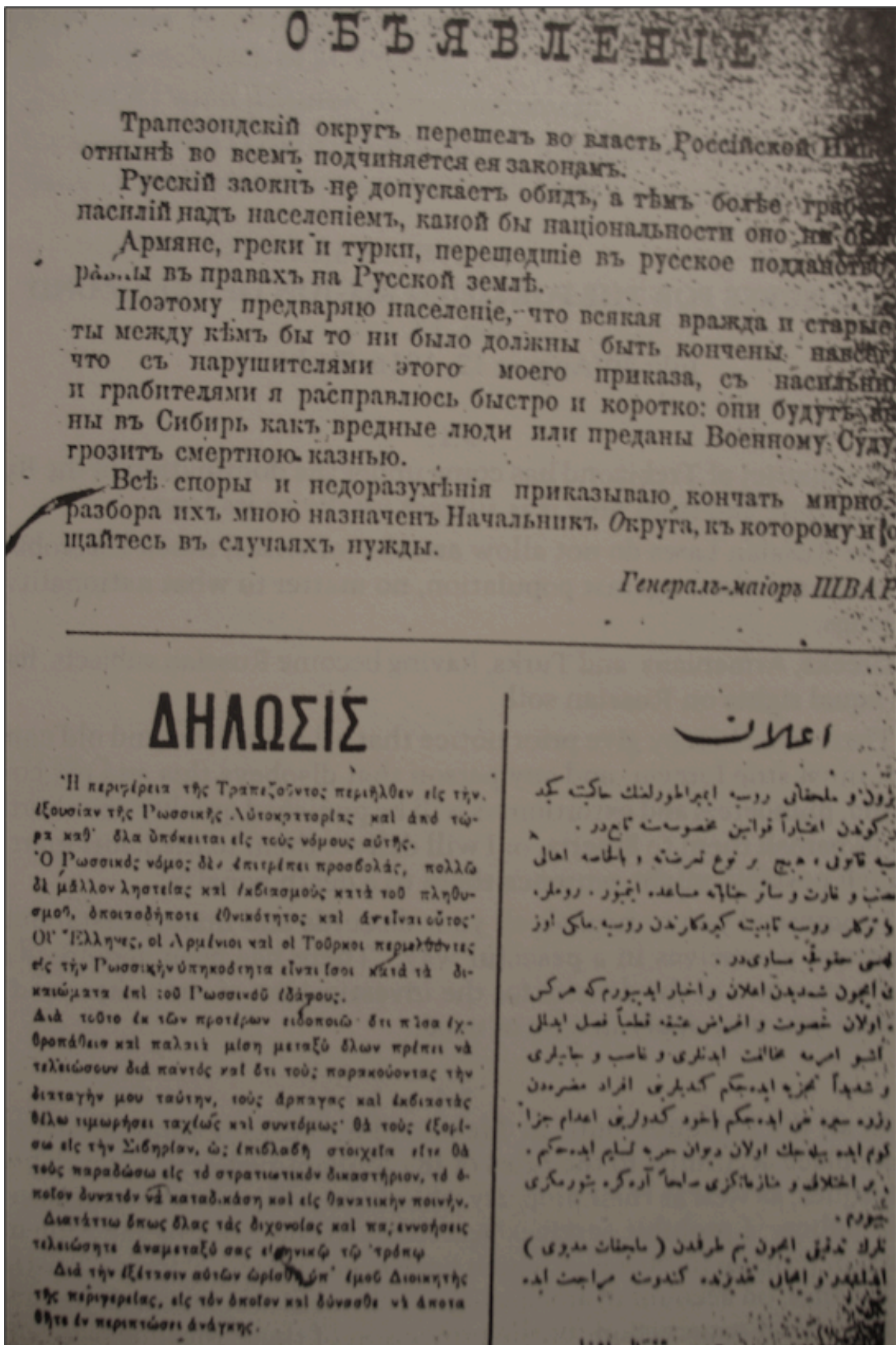


Figure 49 : L. Potapov, « Le port de Trabzon », Aquarelle, 1917, 2 août 1917, Filiale de Pétersbourg de l'archive de l'Académie des sciences de Russie (SPbFA RAN), f. 169, op. 1, d. 12, l. 16. Disponible en ligne : <http://www.ranar.spb.ru/rus/vystavki/id/561/>.



Figure 50 : Soldats russes visitant les ruines de Kulaklı çeşmesi (Ortahisâr) (Hüseyin Albayrak, *op.cit.*, 2008, p. 263).



Figure 51 : La proclamation en Anatolie occupée du gouvernement provisoire après la révolution de 1917 (Giorgi Kalandia, *Kartvlebi p'irvel msoplio omshi*, Tbilissi, Sakartvelos Sakhemts'ipo Muzeumi, 2014).



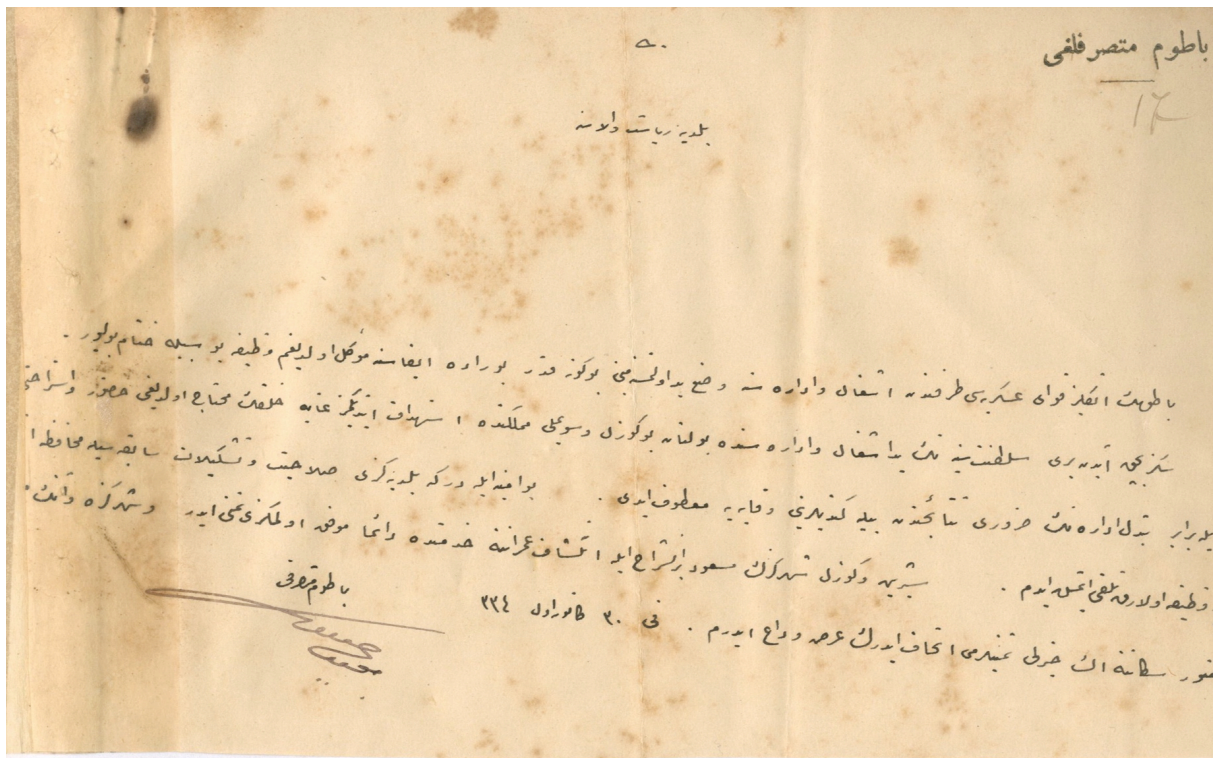
Figure 52 : Visions ottomanes de la reconquête des *Elviye-i Selâse* et du Caucase occidental, dans le *Tasvîr-i Efkâr*, 5 mars 1918 (Selami Kılıç, *Türk-Sovyet ilişkilerinin doğuşu*, Istanbul, Dergâh Yayınları, 1998, p. 453).



Figure 53 : Enver Pasha visite Batoumi (Mustafa Sari, *op.cit.*, 2014).



Figure 54 : Lettre d'adieu du mutasarrif de Batoumi au conseil municipal (fin décembre 1918) (AARSA, f. i-7, op. 1, d. 720, l. 17).



Figures 55 et 56 : Les troupes allemandes à Tiflis en 1918 (Lasha Bakradze, *Germanul-kartuli urtiertobebi p'irveli msoplio omis dros*, Tbilissi, P'egasi, 2010, pp. 264-265).



გერმანელები თბილისში, 1918 წლის ივნისი



გენერალი გიორგი კვინიტაძე (სიგარეტით პირთან) და კაპიტანი ედუარდ იენიო ფონ ეგან-კრიგერი, გერმანული სამხედრო მისიის ხელმძღვანელი თბილისში

Figures 57 et 58 : L'occupation de Batoumi par les forces coloniales britanniques (Zaur Margiev, *op.cit.*, 2008).

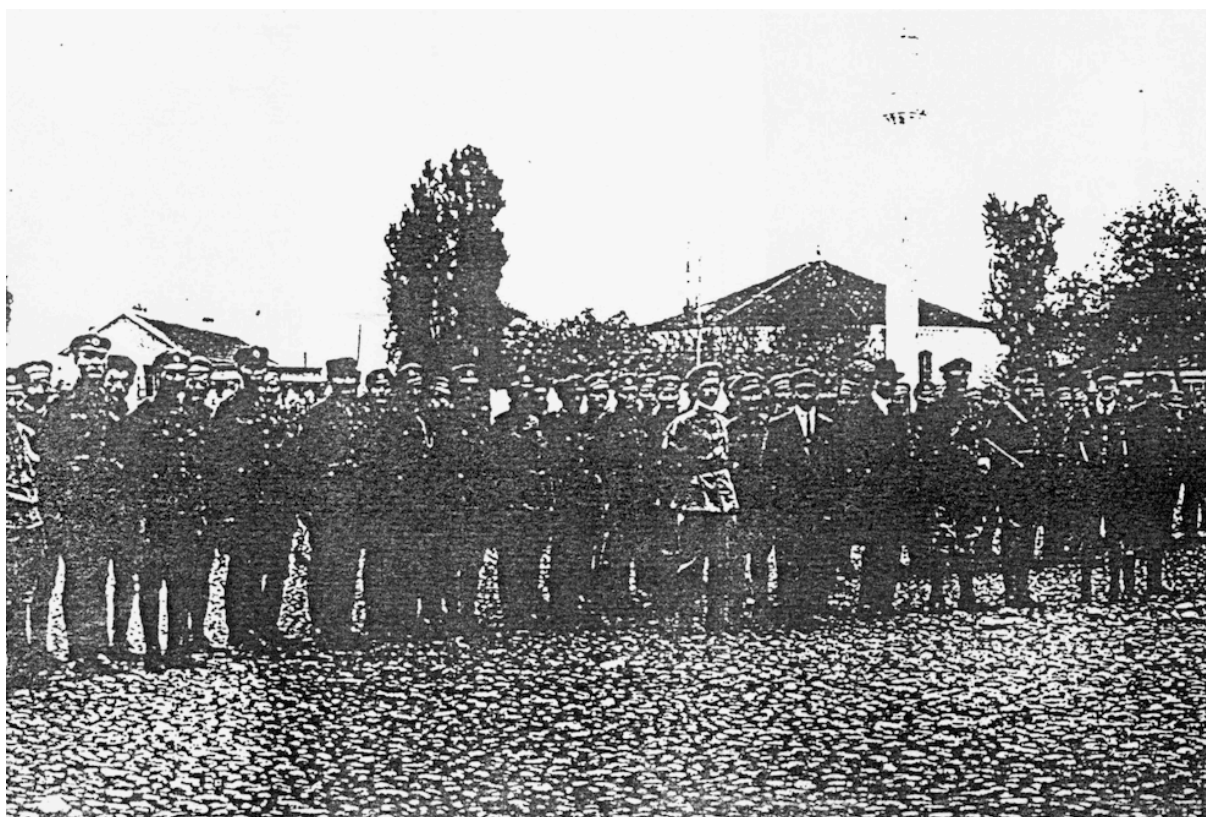


Figure 59 : Couverture des mémoires de Theophylaktos K. Theophylaktos dans leur édition de 1958.



Figure 60: Pétition des marchands en boucherie de Batoumi au gouverneur militaire britannique de la ville, octobre 1919 (AARSA, f. i-67, op. 1, d. 7, l. 37).

37

His high Nobility
Lieutenant Colonel Harris
Military Governor of Civil
Administration of Batoumi

of the owners of butcher
shops in Batoumi

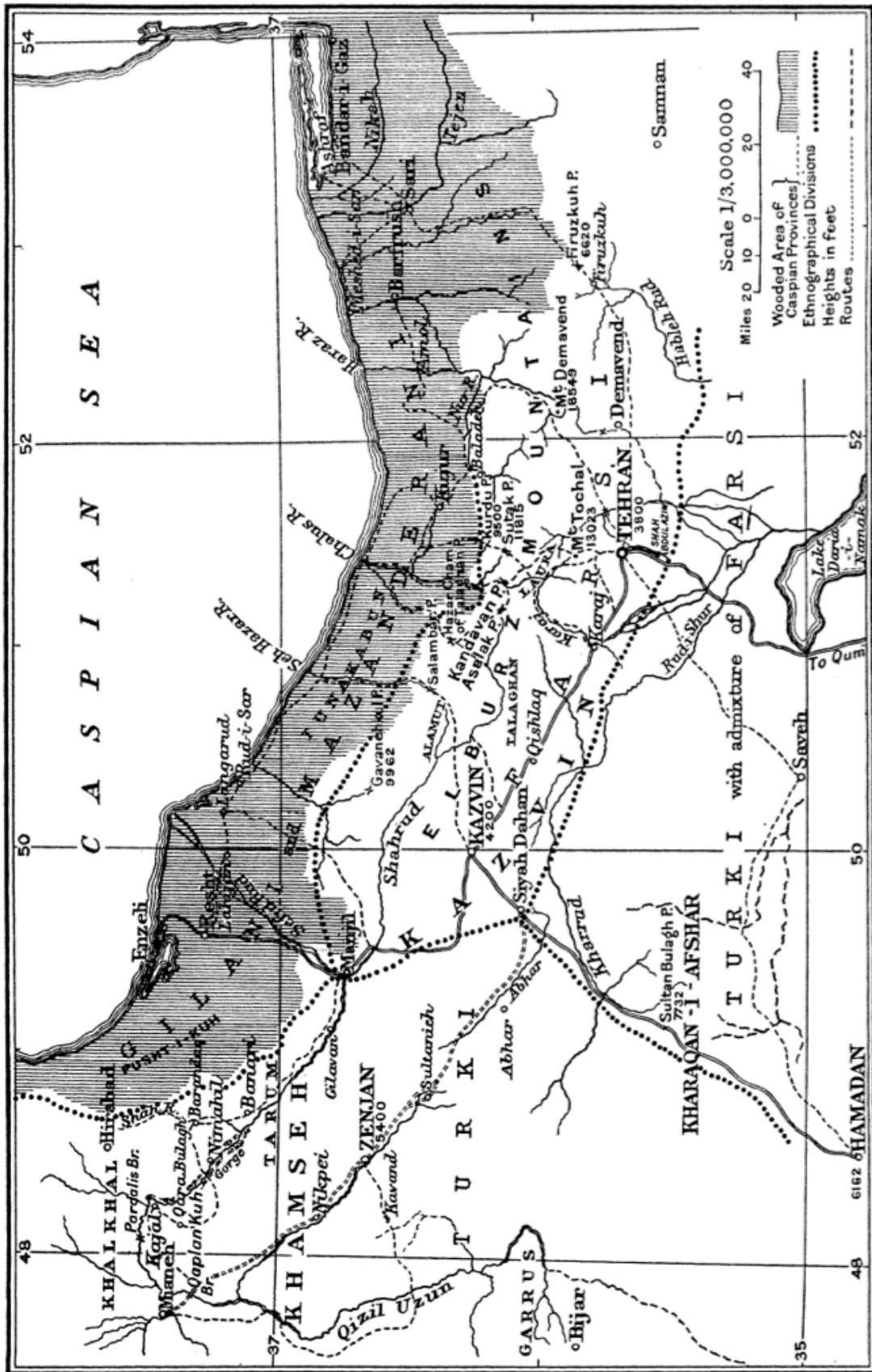
29-10-19
1385/2
444. 68/1/19

Sir,

From the date of issuing meat tax in Ba-
toumi we suffer great losses because the rates
on recently purchased cattle in the Karssky
Province are too increased, and the roubles
and Turkish currencies for which money we get
mentioned cattle were in rate: first notes
of 100 Roubles - equalled to 180 Rbls but at present
this equals to 300, as to Turkish Liras they
reached the value of 200-215 Rbls instead
of recent 85 Rbls which this increasing the rate
of exchange on these values mainly depends
upon the official rate on British Pounds
In consequence of great danger under which
are put men proceeding to Karssky Province
with money we are obliged to keep armed guards
for security mentioned men upon which purpo-
se we have special additional expenses.
Considering this trouble in procuring cattle
it is evident that shortly selling of meat
according to present tax will be quite impos-
sible.

With regard to above mentioned we ask you,
Sir, the most respectfully to pay attention to

Figure 61 : Carte du Gilan (L.S. Fortescue, « The Western Elburz and Persian Azerbaijan », *The Geographical Journal*, Vol. 63, No. 4, avril 1924, p. 304).



Sketch-map of Western Elburz and Persian Azerbaijan, to illustrate Captain Fortescue's paper.

Figures 62 et 63 : La fédération de Transcaucasie dans les pages du journal arménien de Tiflis *Martakoch'* en 1923 : les peuples du Caucase « halent » la fédération ; la fédération, objet de consommation, les cigarettes « Fédération de Transcaucasie ».



Իհուս, վրացի, թիւրք եւ հայ աշխատավորները բաւում են Անգլիական Ֆեդերացիայի նավը.



Figure 64 : Un marché à Batoumi au début du XX^e siècle (Zaur Margiev, *op.cit.*, 2008).



Figure 65 : Carte des territoires cédés (en hachures) par les républiques soviétiques à la Turquie en 1921 (Oleg Kuznetsov, « 1921 yılı Moskova ve Kars antlaşmaları çerçevesinde Azerbaycan'ın bir parçası olan Nahçıvan özerkliğinin siyasi ve hukuki statüsü », *IRS*, No. 11, 2014, p. 30).



Figure 66 : Ani dans les négociations turco-soviétiques de Kars. La carte étant inclinée, l'Arménie soviétique se trouve à l'Est et la Turquie à l'Ouest. A droite, la frontière prévue par l'accord de Moscou et à gauche, la demande arménienne de rectification (*Armenian Review*, Vol. 43, No. 4 (172), Hiver 1990).

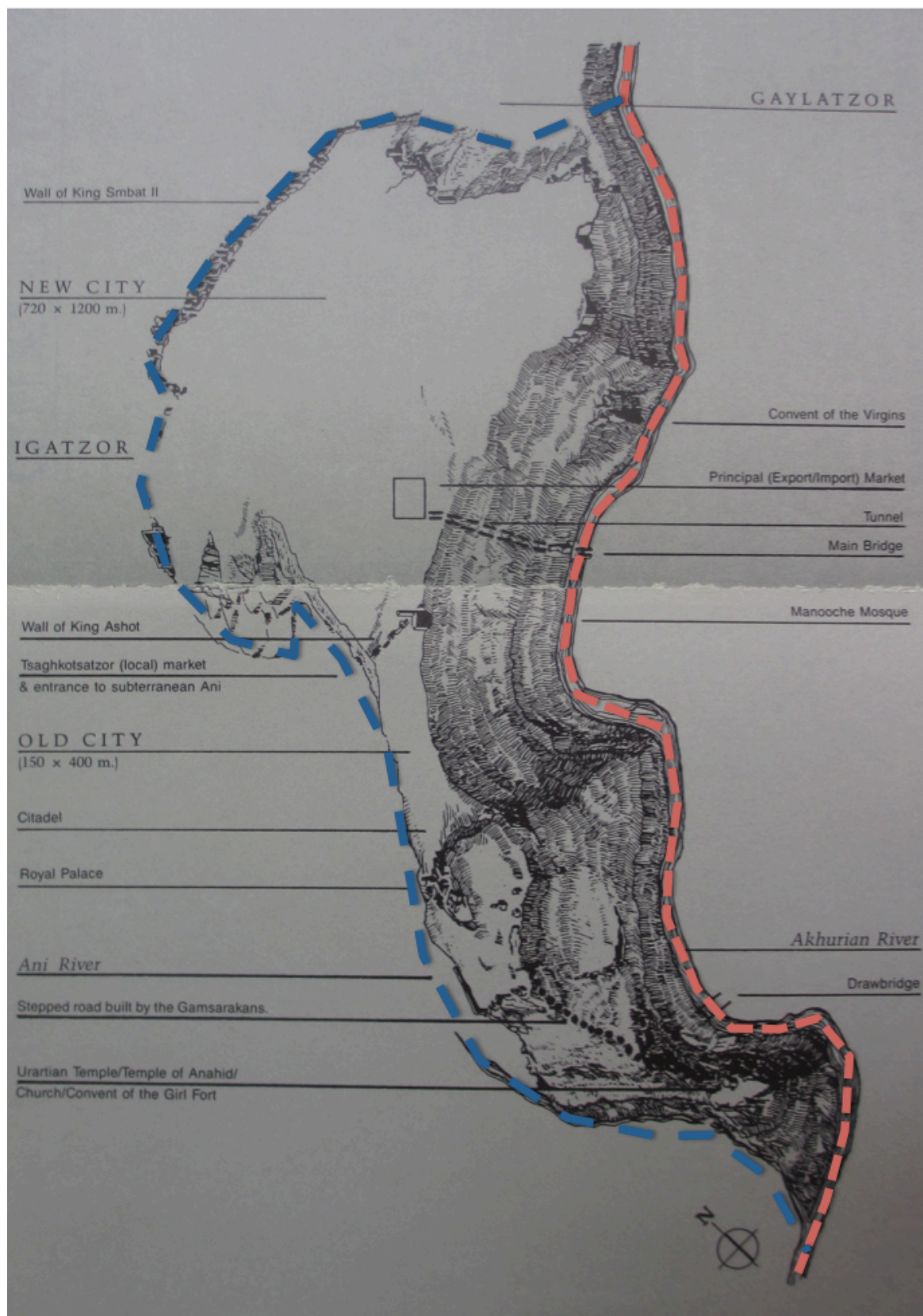


Figure 67 : Pétition des habitants arméniens de la zone frontalière neutralisée au comité du Parti de Leninakan 15 janvier 1925 (HAA, f. 113, op. 3, d. 326, l. 4).

4. *[Signature]*
Կառճեն

Լեննգավգործկոմի նախագահին

Պրիաշայի տիի վրնայի 18
գյուղերի լիապորոնրից.

Վերջին Խորհրդային յերկրների յեվ տաճկաստանի միջեվ կապացած դաշնագրով վորոշված ե մի շերտ Հողամաս Պրիաշայի աջ տիում ութը վերմա Լայնուեթյամբ վորի մեկ սահմանը կապում ե Պրիաշայ գետը, Յերեվանի յերկաթուղագծի Հետ վուզընթացմալուսը ուղիղ գծով անցնու ե վարթանլու գյուղից դեպի 5400 բարձրուեթյուն Պղիար անունով Ֆեր վալի գյուղի մոտից Մալթակ, Կարմիր վանք գյուղերի միջից, Ուչ թախա բլուռներից յեվ Մալսբիրդ գյուղի մոտից:

Սյդ շերտի մեջ մանում են 18 գյուղեր:

Շերտում տաճիկները հրապուներ չունելին կանոնալոր վորք պաշել յեվ վոչ ել Կինգորալան ամրուեթյուններ շինել: Թույլ եր տրվում ունենալ միայն տեղական ժանդարմներ:

Շերտի բնակիչներին հրապուներ եր տրվում վորոշել հրենց կտտա վարելու ձեպը /խորհրդային կամ տաճիկական ձեպով/: Չնայելով դրան տաճիկական ժանդարման բանի ուժով Հեռացրեց Հայերիս շերտից չտալով վոչ մի ապահովուեթյուն տարելու Համար: Գյուղերը ալերեց տանելով Բայսը յեվ մյուս սիտուեյքները ներս:

Սյժմ յերք Բետրվարի 15-ից վերջնականապես վորոշվելու յեվ վարվելու յե տաճիկային Հարցը, դիմելով Գործկոմին խնդրում ենք դիմել ուր Հարկն եւ վոր մեկ շերտի բնակիչներիս Համար ապահովուե թյուն ստեղծվի ապրելու Համար, ցանկալի ե վոր շերտը պաշպանվի մի ության կրումից:

Շերտի գյուղեր. 1. 2. 3. Թիբնիկներ, 4. Բաշ Շիրակ, 5. Թիրվալի, 6. Մարտիան 6 եվ 7. Պապուեմներ, 9. Մավուակ, 10. Պապուալի, 11. Խոշա վանք, 11. Մեի, 11. Մողաբերդ յեվ այլն:

Կրպորներ Պրշակ Սիմոնյանի Պելամալյան
Մեխակ Հովսեփի Մաշատրյան

Լենինական 1925թ. Հունվարի 15
Փող. կո. 35 տուն նո. 36

ձեռն ե Գործավար *[Signature]*

Figure 68 : La commission de démarcation frontalière turco-soviétique de 1925-1926 (Nikolaj Ravich, *Vojna bez fronta*, Moscou, Sovetskaja Rossija, 1968).



Figure 69 : La vallée transfrontalière menant de Kuvarshan (point rouge) à Batoumi.

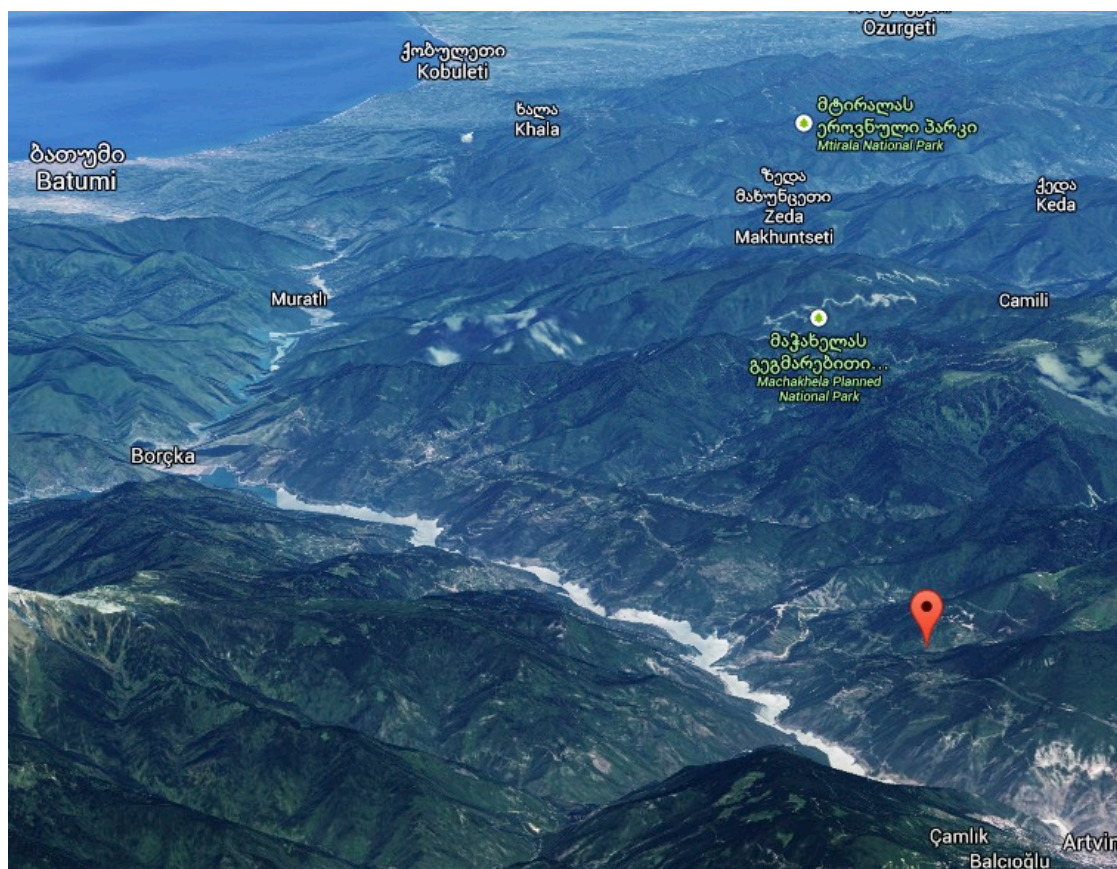
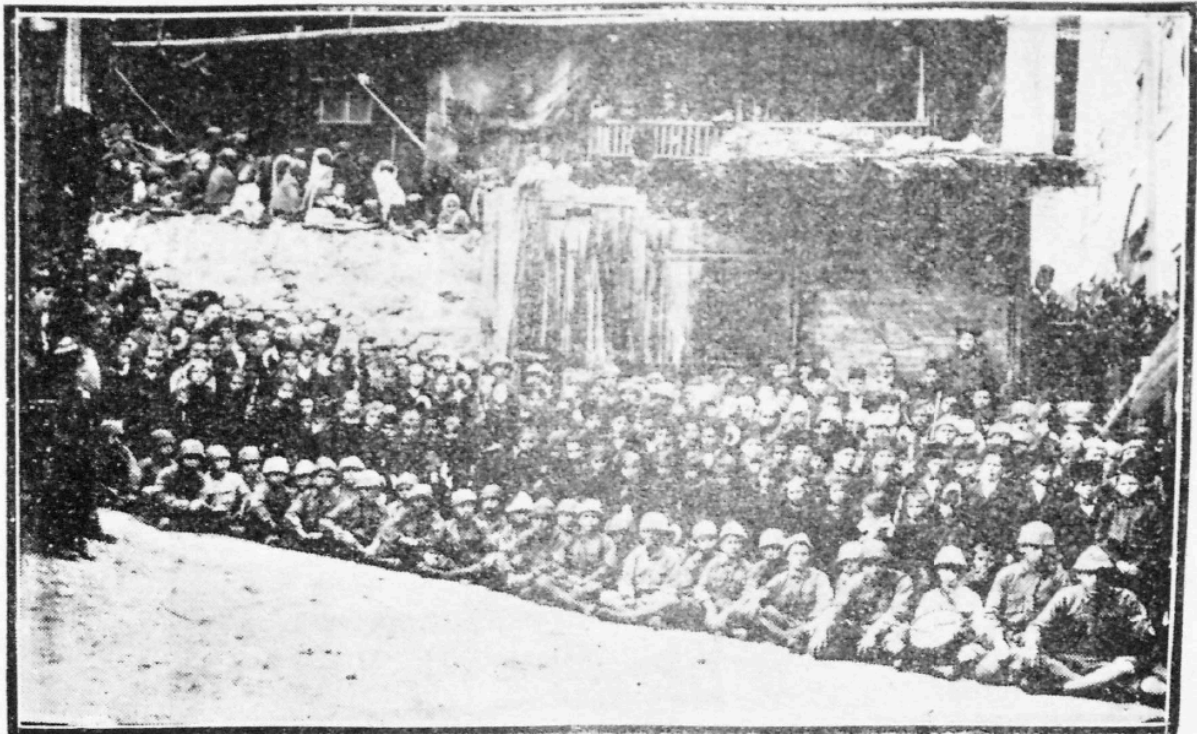


Figure 70 : Un des ponts construits à l'époque tsariste pour permettre le transport le long des vallées d'Adjarie (Zaur Margiev, *op.cit.*, 2008).



Figure 71 : Les écoliers d'Artvin lors de la célébration du 7 mars 1921 (Muvahhit Zeki, *op.cit.*, p. 192).

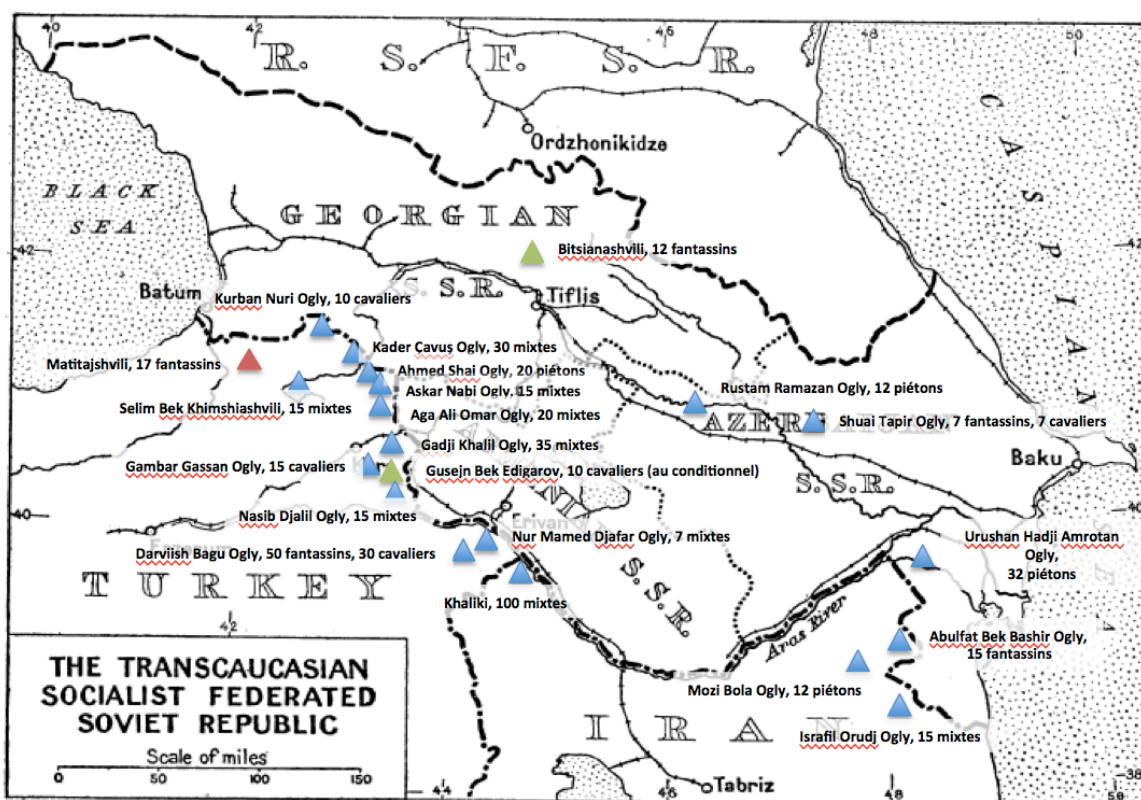


مکتب طلبه لری : آرتوینک آنا وطنه التحاق اولان « ۷ - مارت » دوئم خاطره سنی تسعید
صراسمندن دیگر بر منظره

Figure 72 : Le combat contre les criquets, une perpétuation du trop guerrier (*Kommunist*, No. 104 (1104), 14 mai 1924).



Figure 73 : La cartographie des « bandes » par l'Armée rouge soviétique, au 1^{er} septembre 1925 (reconstitution d'après la carte originale, RGVA).



Figures 74 à 76 : Session du TsIK à Tiflis, mars 1925 (RGAKFD).



Figure 77: Minutes d'une réunion entre le commissariat au Commerce extérieur de Transcaucasie et le représentant persan en Azerbaïdjan, 13 septembre 1923 (copie envoyée au conseil des commissaires du Peuple de ZSFSR, SUITSa).

141
108

П Р О Т О К О Л № 102

Заседания Коллегии Народного Комиссариата
Внешней Торговли
" 13 сентября 1923 года.

П Р И С У Т С Т В О В А Л И: Наркомвнешторг А.И. ИВАНЯН
Замнаркомвнешторг М.Г. ГАДЛИНСКИЙ
Член Коллегии М.Н. АЛИРАГОВ
Директор-Распорядитель Закгосторга Т.С. МЕЛИКОВ
Секретарь Коллегии А.С. ГОРЧАКОВ.

при участии Персидской Делегации в составе:

Дипломатического Представителя Персидского
Правительства в АССР - - - - - МАМЕД ХАН САЕДОЛЬ БЕЗАРГ
Представителя Т/Д "Чайчи" - - - - - МИРЗА АЛИ ЧАЙЧИ и
Секретаря Персид. Дипломат. Представитель-
ства при Правительстве ЗСФСР - - - - - МЕХТИ ХАНА.

С л у ш а л и:

Проект Устава "Закавказско-Персидского Смешанного Общества по торговле и транзиту с Персией "ЗАКПЕРС."

П о с т а н о в и л и:

В виду отсутствия со стороны Персидской Делегации возражений, как по существу, так и против редакции, выработанной Коллегией ЗакНВТ, - проект Устава Общества одобрить и представить на утверждение в НКВТ СССР и Совнарком ЗСФСР.

Со стороны Персидской Делегации последовало заявление, что проект Устава Общества будет им передан на рассмотрение обращения перскупцов в Баку и по подписании этого устава лицами желающими вступить в общество будет доставлен с собой делегацией обратно в Тифлис.

Перед закрытием заседания последовал обмен взаимных приветствий.

Подлинным верно: *Релев*

24 IX 1923

Figure 78 : Carte décrivant les migrations des criquets marocains. Les hachures représentent les massifs montagneux (N.S. Shcherbinovskij, *op.cit.*, 1952, p. 128).

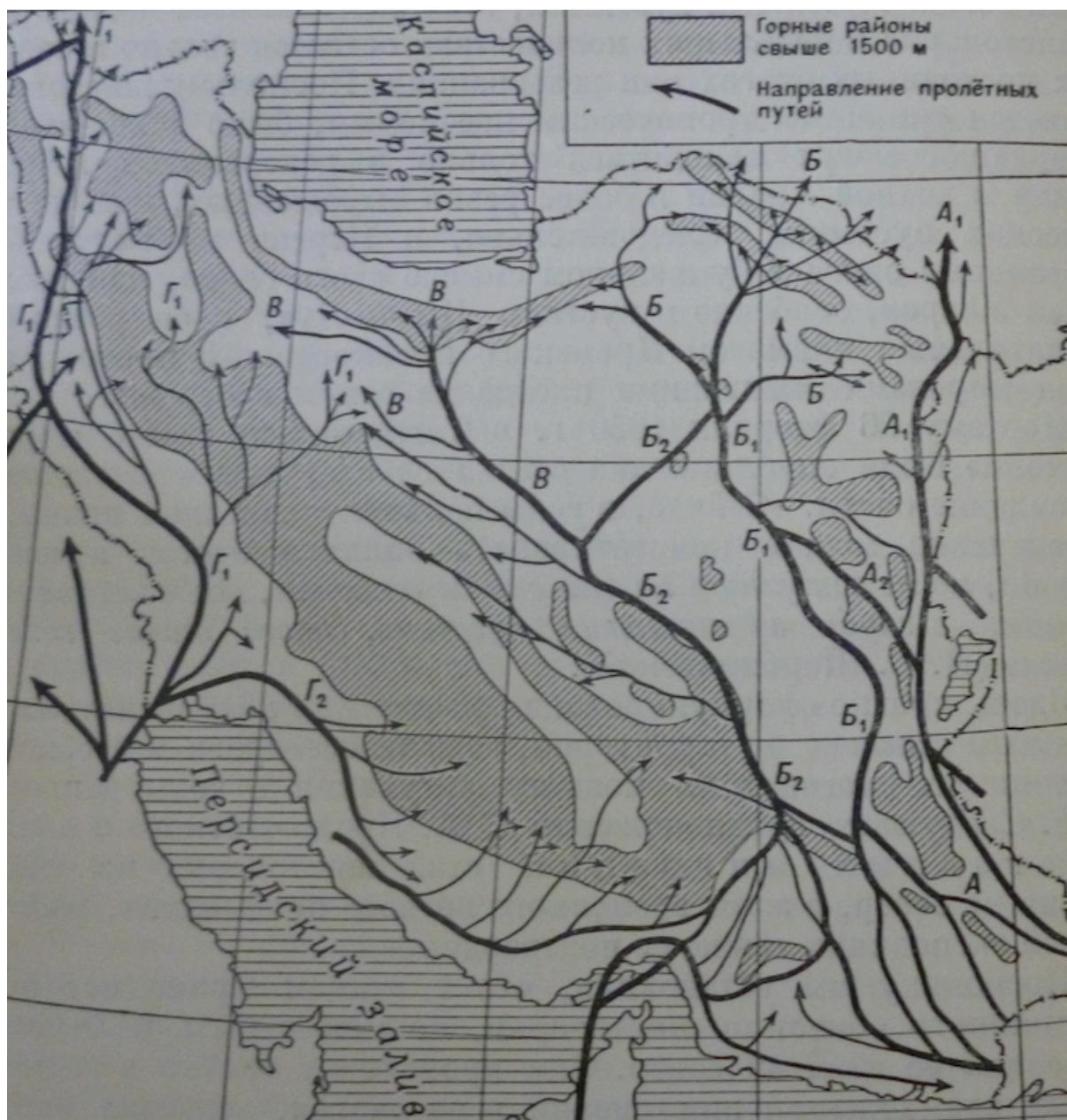


Figure 79 : Correspondance de la direction des douanes de Transcaucasie et de la douane de Biləsuvar afin d'autoriser le passage de l'expédition antiacridienne, 20 décembre 1929 (SUITsA).

Секретно. Срочно.
экз. №-4

Вх. №-126/с.

УПРАВЛЯЮЩЕМУ БЕЛЯСУВАРСКОЙ ТАМОЖНЕЙ

Копии: 1/УПО Зак. ГИУ
2/НАРКОМЗЕМУ АССР в Баку.

Инспекции
20 декабря
5/109/с

На основании утвержденных 23 Марта с.г. Наркомторг СССР Правил пропуска в Персию и ввозе оттуда на территорию СССР необходимых для работ по борьбе с саранчовыми и другими вредителями сельского хозяйства материалов, аппаратов и проч. имущества, /правила сообщены при секр. циркуляре ЗОГТ от 5 Апреля с.г. за №-916/с/ прилагая при сем полученный от Наркомзема АССР общий список транспорта, материалов инвентаря и др. предметов необходимых для переброски через границу в 1930 г. в пограничных пунктах АССР с Персией для работ по борьбе с саранчей, предлагается Вам к исполнению следующее:

- 1/Необходимые для работ по борьбе с саранчей материалы, аппараты и прочее имущество, в пределах прилагаемого списка, пропускать за границу безлицензионно и беспошлинно по списку представленному руководителем работ в двух экземплярах
- 2/Один экземпляр списка, по проверке его с вывозимым за границу имуществом по заверке таможенной передать руководителю работ для представления его при обратном ввозе имущества, второй же экземпляр списка оставить в делах таможи.
- 3/При возвращении обратно в СССР вывозимого имущества, таковое пропускать безлицензионно и беспошлинно в пределах списка, заверенного при его вывозе.

Так как, согласно сообщения Наркомзема АССР от 15 сего декабря за №-53/с переход будет производиться через Белясуварскую Таможню и Баграм-Тали, ввиду упразднения Баграм-Талинского Таможенного поста, Закотделение ГИУ по распоряжению УПО Зак. ГИУ о возложении надзора за пропуском имущества саранчевой организации в пределах быв. Баграм-Талинского Таможенного Поста на местные органы пограничной охраны

ГТ/БП
20/ДП-29г.
4экз.
экз. №-1-3 по адр.
" №-4 в дело.

ЗАМ. НАЧАЛЬНИКА ЗОГТУ

ИНСПЕКТОР

/СУХИШВИЛИ/
/ТЕРОВАНЦЕВ/

Figures 80 et 81 : L'éducation populaire sur la question des criquets en Azerbaïdjan soviétique (*Bakinskij Rabochij et Kommunist*).



Figures 82 et 83 : La foire agricole de Téhéran, lieu d'influence frontalière pour la technique soviétique (*Bakinskij Rabochij*, 18 décembre 1923).

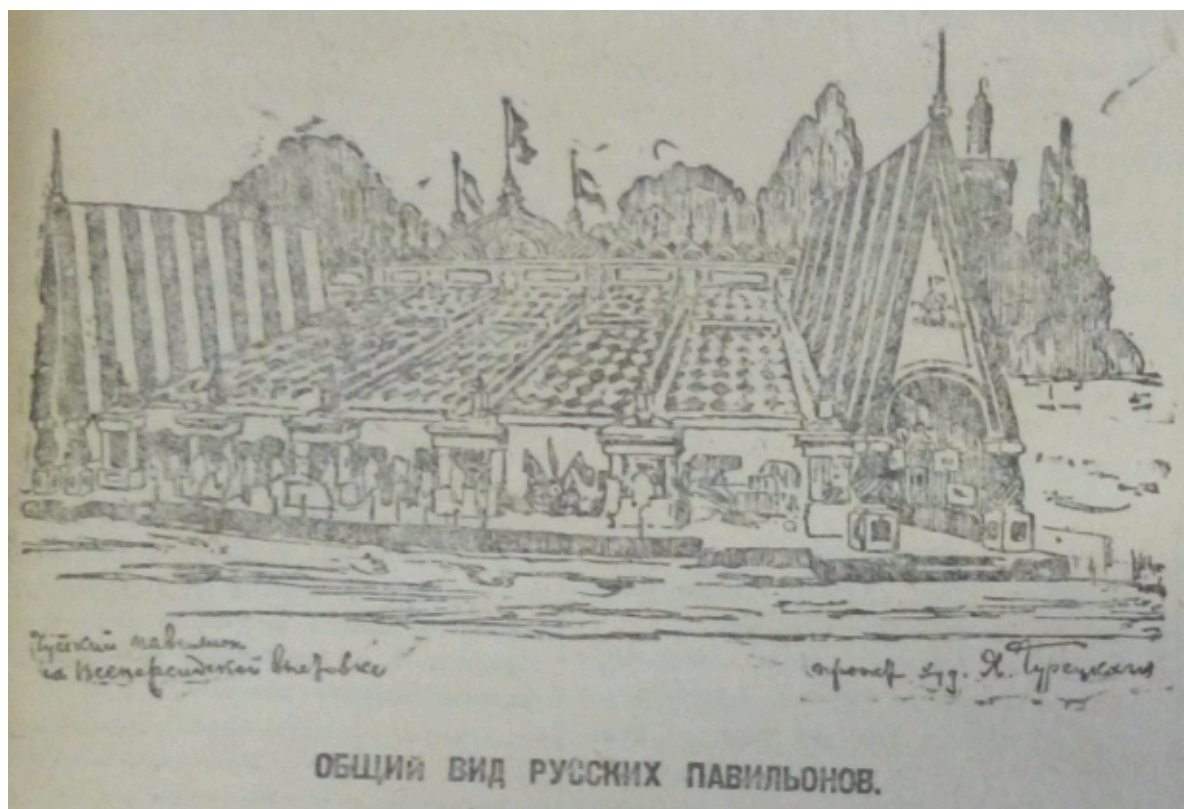
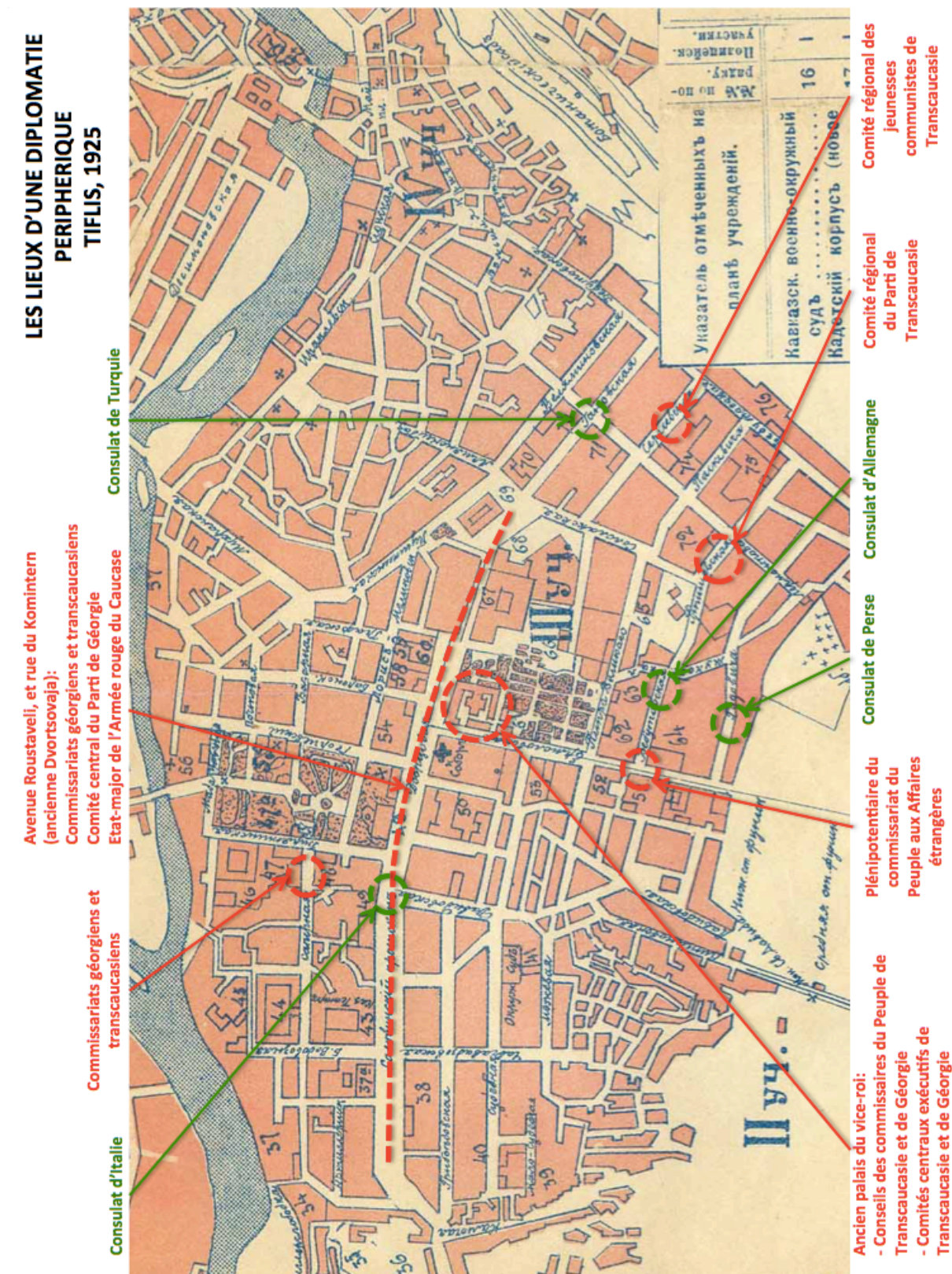


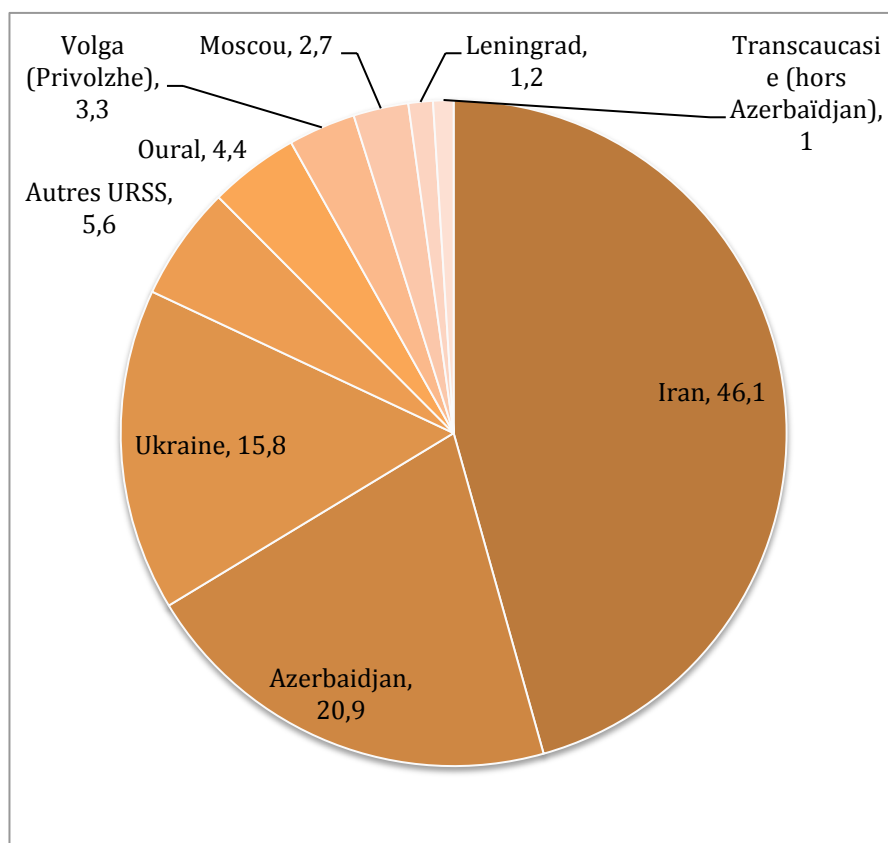
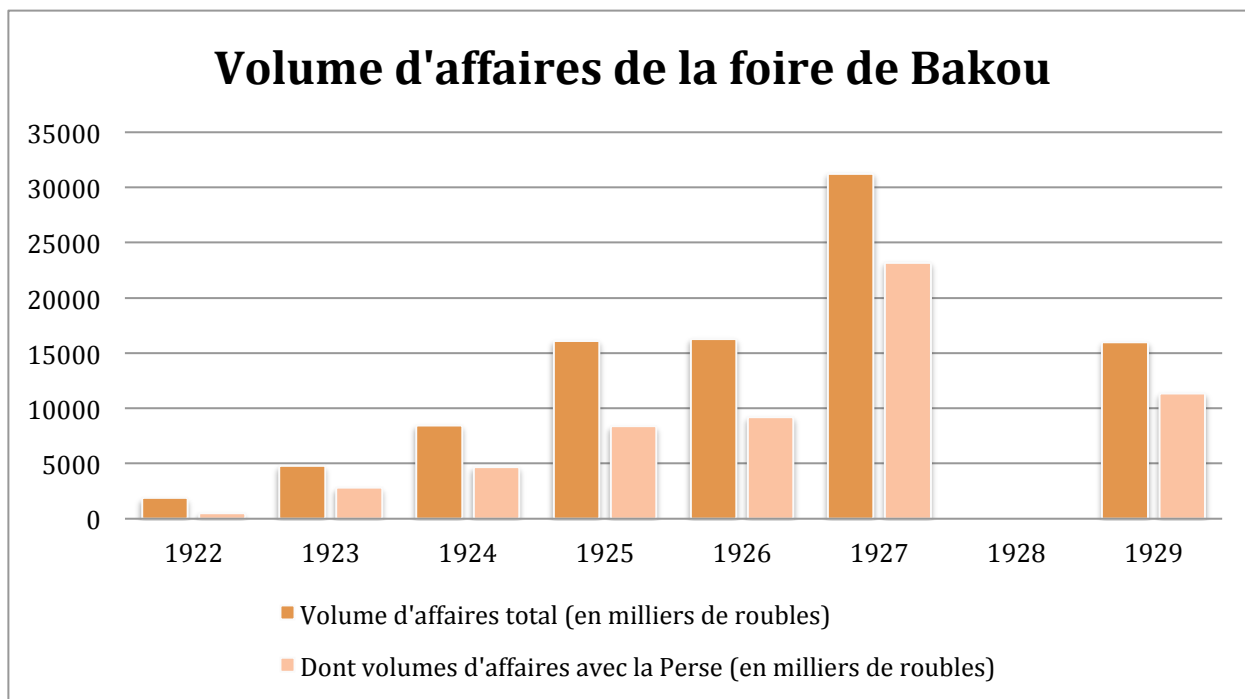
Figure 85 : Les lieux d'une diplomatie périphérique, Tiflis, 1925.



Figures 86 et 86 bis : La réappropriation des lieux du pouvoir régional. Le palais du vice-roi du Caucase sur les premiers billets de la Géorgie soviétique et de la fédération de Transcaucasie (Rainer Geike, *Transkaukasien. Geldscheine und Wappen als Zeitdokumente*, Regenstauf, Gietl Verlag, 2009, p. 49).



Figures 87 et 88 : Croissance du volume d'affaires de la foire de Bakou et origine des marchands représentés à la foire en 1924 (d'après SUITsA).



Figures 89 et 90 : Le nouveau bâtiment de la foire de Bakou (illustrations tirées du *Bakinskij Rabochij*).



Figure 91 : Carte de la région touchée par le tremblement de terre de Leninakan. La frontière est surajoutée en pointillés (P.I. Lebedev, « Leninakanskoe zemletrjasenie 22 oktjabrja 1926 goda », *Izvestija Akademii Nauk SSSR*, Sixième série, Vol. 21, No. 5, 1927, p. 892).

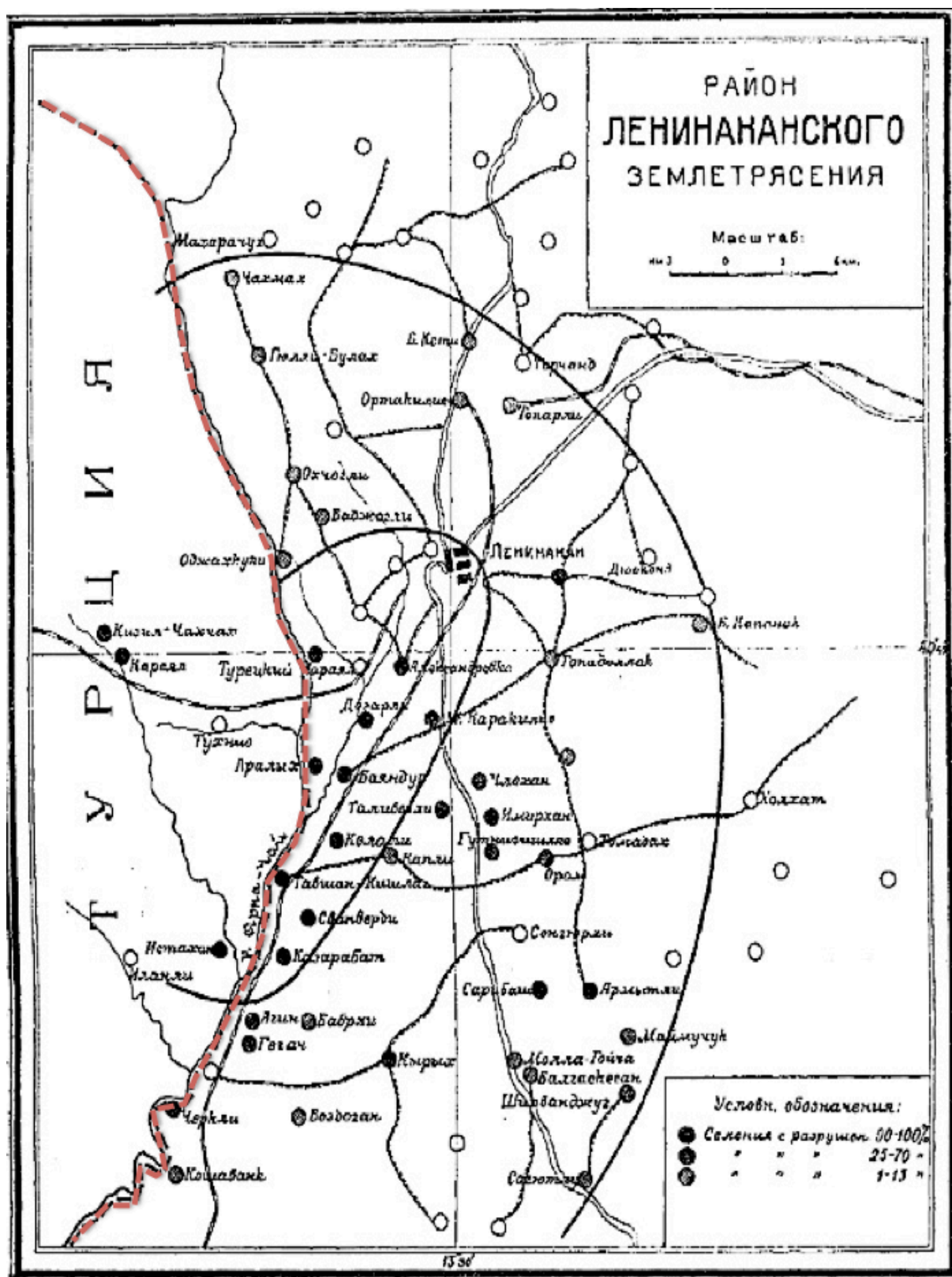
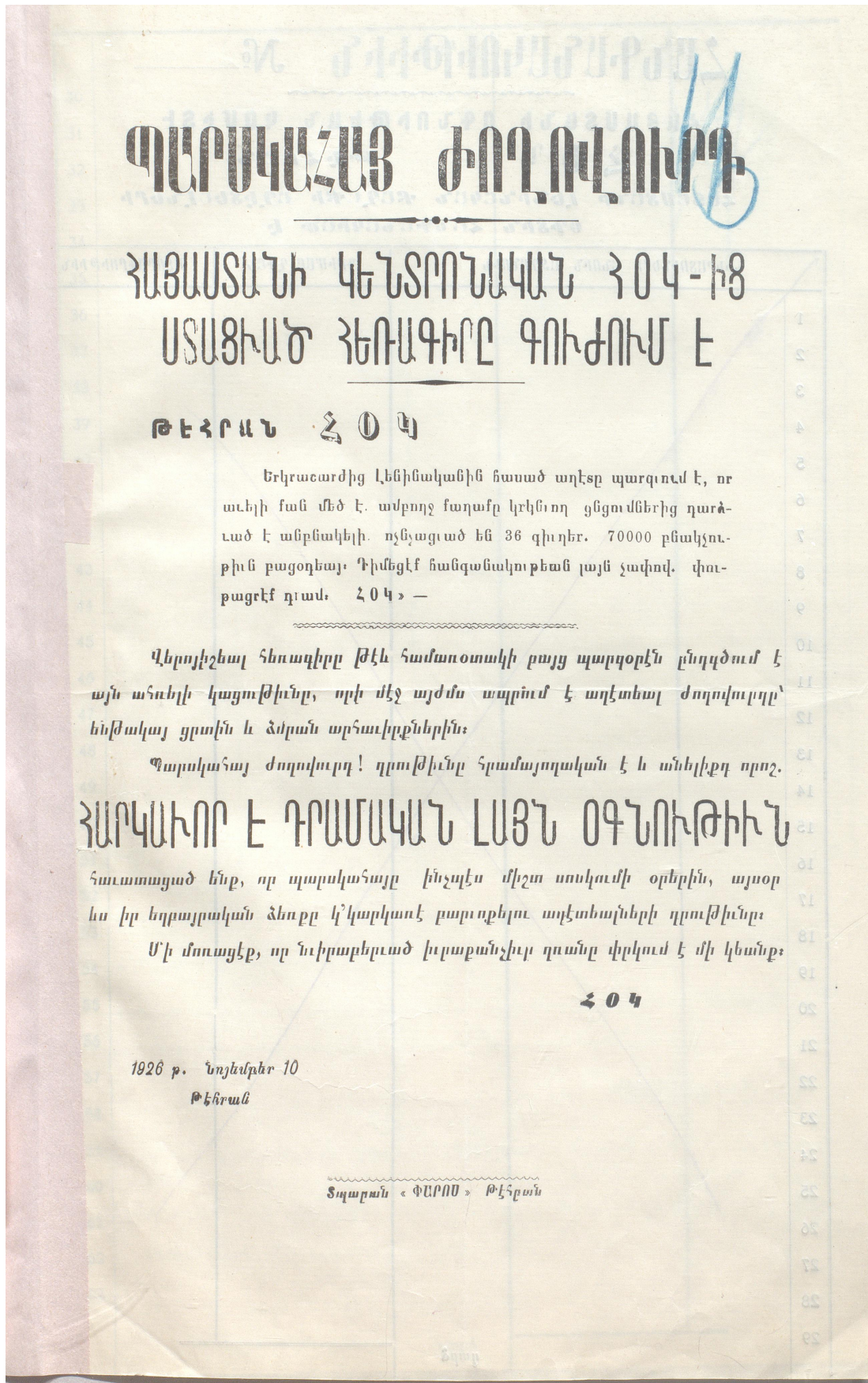


Figure 92 : Appel de la HOK aux Arméniens d'Iran, 10 novembre 1926 (HAA, f. 113, op. 3, d. 615, l. 16).



Figures 93 et 94 : Les konaks édifiés par les migrants dans la région des Hemshines (Hovann H. Simonian (dir.), *The Hemshin...*, 2007).



Figure 95 : Attestation de résidence délivrée par le NKVD d'Azerbaïdjan (IISG, ARCH-01405, mf. 1).

Forma № 2. Dünya dövlət profetarlari, birləşməsi

Sosialist Əyalər Cümhuriyyətləri İttifaqı

ƏSAS SOSJALİST ƏYALAR CUMHYRIYYƏTI.

Daxili işlər Xəlk Komissarlığı.

İkamət vərəkəsi.

Həmin vərəkə verilir İranlı
ödəyən seçilməmiş olan vətəndaş MƏCİDİ İSMAJİL
Z. S. K. 3. C. ndə müvəqqəti bir sərətdə iştirak etmək üçün. Bu vərəkə mühür
ve imzalar ilə təsdiq edilir.

UC ay müddətinə 1927 il 29 Məjajıl tarixinə qədər mə-
təblər dur.
1927 il 29 ayın 29 tarixində verilməlidir.
Bağ. səhri.

Həmin vərəkə haqqında mə'lumat.

- Harada və nə zaman anadan olib Naxçıvanda 1909 ilde
- Ajiləvi vəzifəsi aybaj
- Əsasi sənəti və jaxyə vəzifəsi sejird
- Əyalər İttifaqına nə zaman qəlmisə -
- Qəlməsindən məqsədi -
- İkamət vərəkəsinin verilməsinə əsas olan sənədlər Milli vəs.
olmaması barədə mə'lumat vərəkəsi.
- Vərəkə hamilinin yanında 16 yaşına qədər olan yətləri -

İnzibat an'təsi rəisi: [Signature]
Xarici bolno rəisi: [Signature]

Bağ. səhri

İkamət vərəkəsinin tərtibatı haqqında mə'lumat
Həmin İkamət vərəkəsinin
müddəti _____ ay
müddətinə _____ 1927 il
tarixinə qədər yazılmışdır.

m. j. _____
№ _____
(imza) _____
_____ 1927 il.
Bağ. səhri

Həmin İkamət vərəkəsinin
müddəti _____ ay
müddətinə _____ 1927 il
tarixinə qədər yazılmışdır.

m. j. _____
№ _____
(imza) _____
_____ 1927 il.
Bağ. səhri

Həmin İkamət vərəkəsinin
müddəti _____ ay
müddətinə _____ 1927 il
tarixinə qədər yazılmışdır.

m. j. _____
№ _____
(imza) _____
_____ 1927 il.
Bağ. səhri

Həmin İkamət vərəkəsinin
müddəti _____ ay
müddətinə _____ 1927 il
tarixinə qədər yazılmışdır.

m. j. _____
№ _____
(imza) _____
_____ 1927 il.
Bağ. səhri

№ 1026083

Bağ. səhri


Figure 96 : Exemple de formulaire destiné à la régularisation des migrants clandestins demandant un titre de résidence au commissariat à l'Intérieur d'Adjarie (SShSA ShA).

Анкетный лист

для регистрации иностранно-подданных находящихся на территории

Лица давшие неправильные сведения привлекаются к судебной ответственности

Справка № Явиться на ответом „ .. „



ВОПРОСЫ:	ОТВЕТЫ:
1. Фамилия, имя и отчество	<u>Фамилия - Отец Максим</u> <u>Махмуд Хамисов Эргенда</u>
2. Время и место рождения	<u>19 лет</u> <u>Ризе (Турция)</u>
3. Национальность	<u>мусульманский</u>
4. Сословное происхождение	<u>крестьянин</u>
5. Профессия (специальность)	<u>земледелец.</u>
6. Образование общее и специальное	<u>домашнее</u>
7. На каких языках говорите	<u>по турецкий</u>
8. Семейное положение и где находится семья, указать имя и отчество жены, имена детей и возр.	<u>Женат.</u>
9. Подданный какого государ. и с какого времени: а) документы удост. подданство б) время их выдачи в) место и время последней приписки	<u>турецко-подданный со дня</u> <u>рождения мат. паспорт вид</u> <u>генконсула в Батуми за</u> <u>12632/127.</u>
10. Если менял подданство когда и в каком подданстве до того состояли	<u>Нет.</u>
11. Когда, откуда, через какой погранпункт и с какой целью прибыли в СССР	<u>В 1925 году из Турции через</u> <u>Батуми на заработки</u>
12. Когда и где получили разрешение на въезд в СССР	<u>Виза генконсула СССР в</u> <u>Константинополь</u> <u>с 1925г. Был в семье владельца</u> <u>а остальные братья в Батуми.</u>
13. В каких местах ЗСФСР и как долго прожил	<u>Нет.</u>
14. Имеете ли собственность в ЗСФСР, какую, где и когда приобрели	<u>Нет.</u>
15. Род занятий: а) если служите укажите учреждение и должность б) если занимаетесь коммерцией, то укажите являетесь ли владельцем предприятия или представителем в) наименование предприятия, общества, фирмы и адрес главного управления г) время возникновения и род деятельности д) основной капитал е) оборотный капитал	<u>Земледелец в Турции</u> <u>приехал в Батуми на</u> <u>заработки</u>
16. Состояли ли раньше или состоите в данное время на государственной службе (военной, гражд., где, и занимаемая должность, чин)	<u>Нет.</u>

Figures 97 et 98 : Elèves de l'école iranienne Ettehâd de Bakou et diplôme délivré par cette même école (Hâdi Hâshemyân, « Dû nezâmnâme-ye madâres-e Irâniân dar Qafqâz », *Peyâm-e Bahârestân*, Vol. 2, No. 5, automne 1388 (2009), pp. 77-118 et IISG, ARCH-01405, mf. 5).



Figure 99 : Rapport du 18 juillet 1927 du directeur de la direction de la colonisation (*Iskan Müdüriyeti*), Arif Bey, au ministère de l'Intérieur (BCA, 30.10.0.0/116.808.4).

Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü

۹۲۷/۷/۱۸

T. C.
BAŞBAKANLIK
CUMHURİYET ARŞİVİ

باش وکالت جلیله یه

مهاجرین و متوطنان
۲۱۲۵۰

Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü

قارم و موسقوا هاهده نامه و پروتوقولی موجمنجه حق خیارلرینی تورکیه لهته بالا استعمال روسیه دن ملکتمزه هجرت ایده جک مسلمانلرک -
 ملکک اصلیه لرنده کی وضعیتلرینی تدقیق ایتک اوزره قاتقاسیه یه اعزام ایدلمش اولان اسکان مدیر عموسی هروف بکدن وارد اولان ۳۰
 حذیران ۹۲۷ تاریخلی شیفره ده « آجاره خارچنده اولارق تیغلیس شافاننده کی تورک کویلرنده بیک آلتی یوز اوتوز سکو خانه ده سکر
 بیک اوجیموز بکری برو ارضستان داخلنده کی سورمه لی قریه سندن درت یوز خانه ده ایککی بیک نفوسک که جسا اون بیک اوجیموز بکری
 بر نفوسک تورکیه یه هجرت طلبنده بولندیقی و کوسری ایله اربوان شافانندن ده بو هقدارده هجرت طلب تورک کویلیلری بولنه بیله جکی «
 ۸ تموز ۹۲۷ تاریخلی شیفره ده « آجاره منطقه سنه عائد پره تقویک ارضی غزته لریله اعلاقی تأمین اولندیقی ، ارضستان داخلنده
 موجود بولندیقی آکلاشیلان تورک عقوندن قرق آلتی بیک نفوسک عربکیر و امثالی محللریمزد کی ارضیلرله مبادل و یا دغیریدن دغری یه
 ملکتمزه هجرتلرینک تأمین ممکن اولاجی ، موسقوا بوروبک ایلیچیلکسک ساره ت حکومتیله آلاشغه مستعجلاً مأمور ایدلمسی لازمکه جکی
 و بو صورتله ارضستان و کورجستان داخلنده یتمش سکان بیک تورک شرق ولایتلرمزه نقل و اسکان اولنه بیله جکری « بیلدیرلمشدر .
 داتعله و کیلی

عشر حلومات اولتور ائندیم ...

تقسیم ایه

کوشم هتدی

030 10 116 808 4

Figure 100 : Echanges journaliers clandestins de devises en Transcaucasie en roubles (estimations haute, basse et médiane ; d'après Larin, *op.cit.*, 1927).

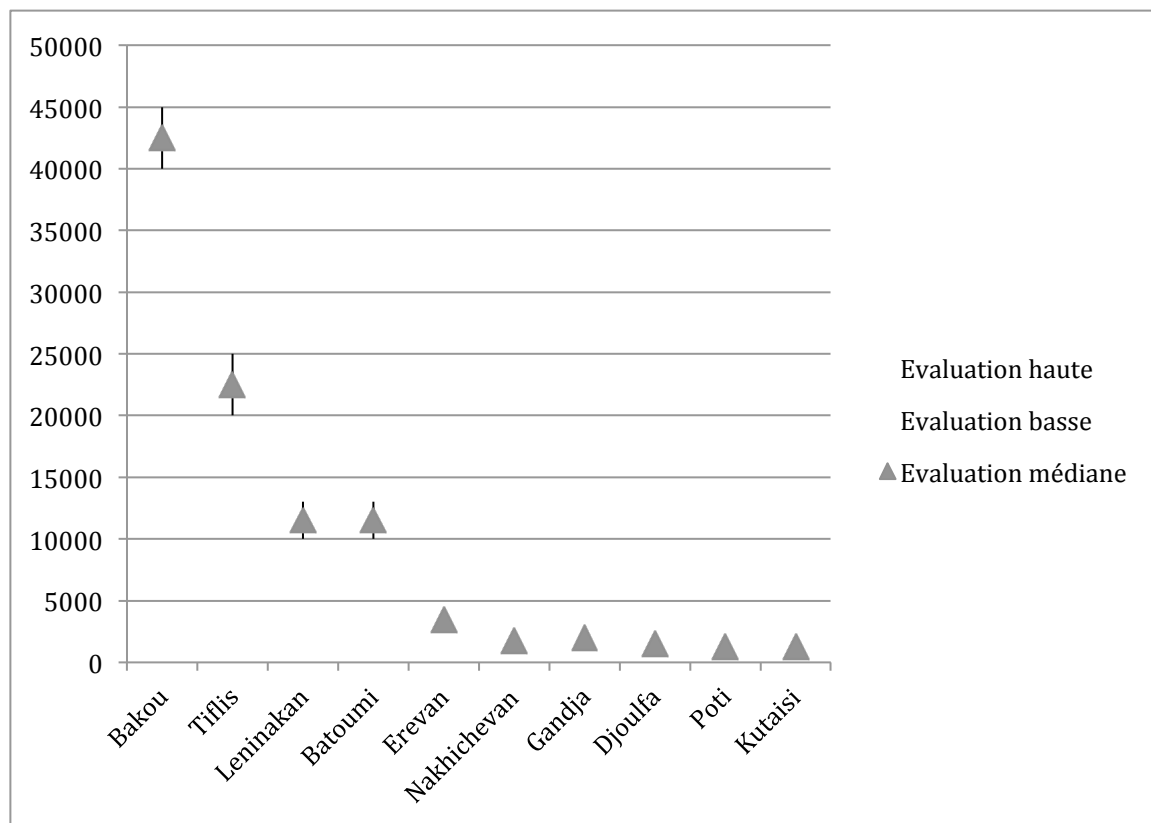


Figure 101 : La *Maydân-e Sepâh* de Téhéran, lieu du meeting en février 1927 (<http://www.kavehfarrokh.com/iranica/pictures-of-iran/photos-of-old-tehran-1920s-1940s-part-2/>).



Figure 102 : Les revers de l'impérialisme britannique, d'après la presse d'Arménie soviétique, « Un malencontreux incident » (« Mi dezhbakht depk' », *Khorhdajin Hajastan*).



Figures 103 et 104 : Exemples de caricatures de Reza Shah, publiées dans les journaux ou circulant sous forme de feuillets vers l'Iran (IISG, ARCH-01405, mf. 9).



Figure 105 : La représentation de Transcaucasie à Moscou (« Shest' respublik v Moskve », *Ogonek*, No. 28 (224), 10 juillet 1927).



Figure 106 : Subventions extrabudgétaires accordées par le gouvernement central aux républiques (en milliers de roubles et en pourcentage du total).

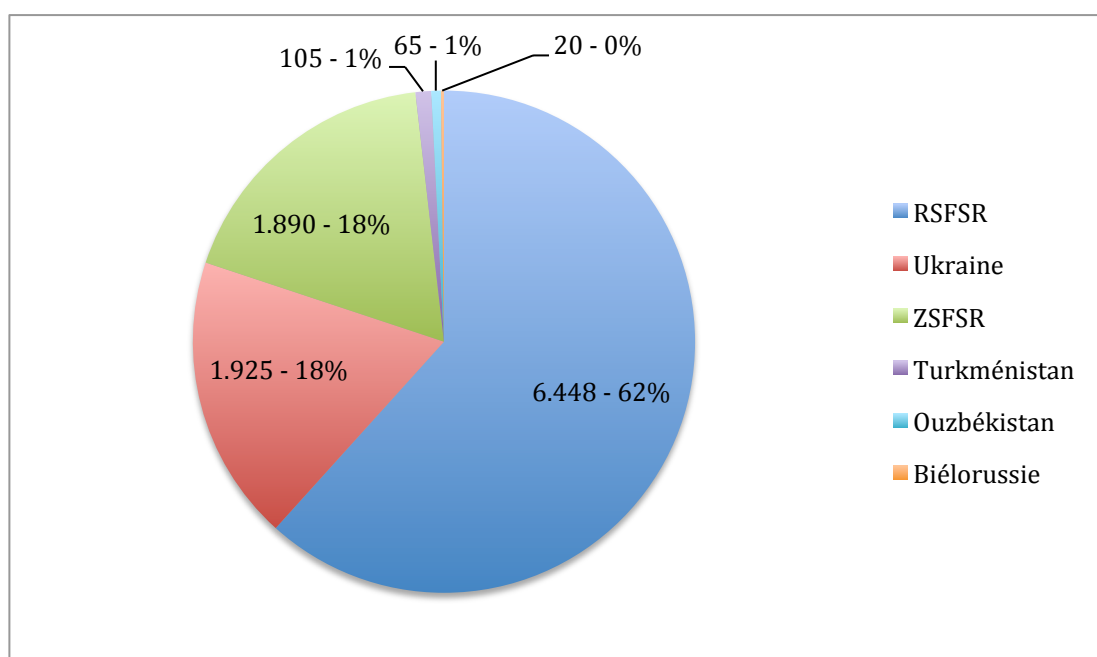


Figure 107 : Note de la direction-générale de la Sûreté turque à la présidence du Conseil sur les interceptions radio informant des premières révoltes de la collectivisation, 20 janvier 1930 (BCA, 30.10.0.0/248.675.4)

931
179 20/1/930

T. C.
DAHİLİYE VEKÂLETİ
Emniyeti Umumiye Umum Müdürlüğü
Şube Birinci K.2
Hususi 900/16 Baş Vekâleti Celileye
Umumi 62 Em

T. C.
BAŞBAKANLIK
CUMHURİYET ARŞIVI

Son onbeş günlük tesiz kontrolunda
Baku , Tiflis ve Erivan telsizlerinden Rus hari_
ciye Komiseri Vekili Karahanın Türkiyeyi ziyare_
ti münasibetiyle Hükümetimiz lehine Türkçe neş_
riyat yapıldığının ve Kafkasya'da isyan çıkarana_
lara ağır cezalar verildiğinin , zöhrevî ve tib_
bî konferanslar verildiğinin işitildiği Trabzon
Vilâyetinden bildirilmiştir, arz ederim efendim .
Dahiliye Vekili
S. Karas

J.

21-1-1930 4/475

-1- Cevaben yazılacak muharrerata ait olduğu şube tarih ve numarasının derci rica olunur.
Elli hatıf

030	10			248	675	4
-----	----	--	--	-----	-----	---

Figures 108 à 111 : Illustrations tirées du livre de Rosita Forbes. Sur la figure 108 « l'avocat », à droite, et « l'agent secret », au centre. Sur la figure 111 « l'étudiant » (en blouse blanche) et le « hors-la-loi » (au premier plan).





Figure 112 : Rapport de la direction-générale de la Sûreté turque sur l'arrivée de réfugiés soviétiques, 22 août 1931 (BCA, 30.10.0.0/248.676.9).

Ankara
22 - 8 - 931

431
213

T. C.
BAŞBAKANLIK
CUMHURİYET ARŞİVİ

Baş Vekâlete

DAHLİYE VEKÂLETİ
UMUM
JANDARMA KUMANDANLIĞI
III S. I Ks.
Sayı
35547

Cevap
Ş. Ks.
-1931
Nö

1- Hemginli 18 hane halkı Hududumuza ilticayı müt-
hakıp hayvanlarını geçirirlerken Rus karakol efradı
tarafından üzerlerine ateg açılmış ve mültecilerle
bizim karakol efradıda mukabelede bulunmuşlardır.
Vak'a mahalline giden Poshof kaymakamının ategi kest-
irdiği ve bir zayıyatımız olmadığı yalnız mülteciler-
in 20 reis sığırlarının Rus tarafında kaldığı ve had-
isenin önünün alındığı Kars Vilâyetinin 19/8/931 tar-
ihli iş'arından anlaşılmıştır. Arzederim efendim.

2- Baş Vekâlete Hariciye Vekâletine B. E. H. Rs.
Riyaseti C. kâtibi U.liğine arz edilmiştir.

Dahiliye Vekili N.

Tahdim
25 - 8 - 931

J.

030	10		2486769
-----	----	--	---------

-1-

Figure 113 : Rapport du consul-général polonais à Tiflis à l'ambassade polonaise à Moscou, 11 septembre 1931, AAN, f. 1190, t. 198.

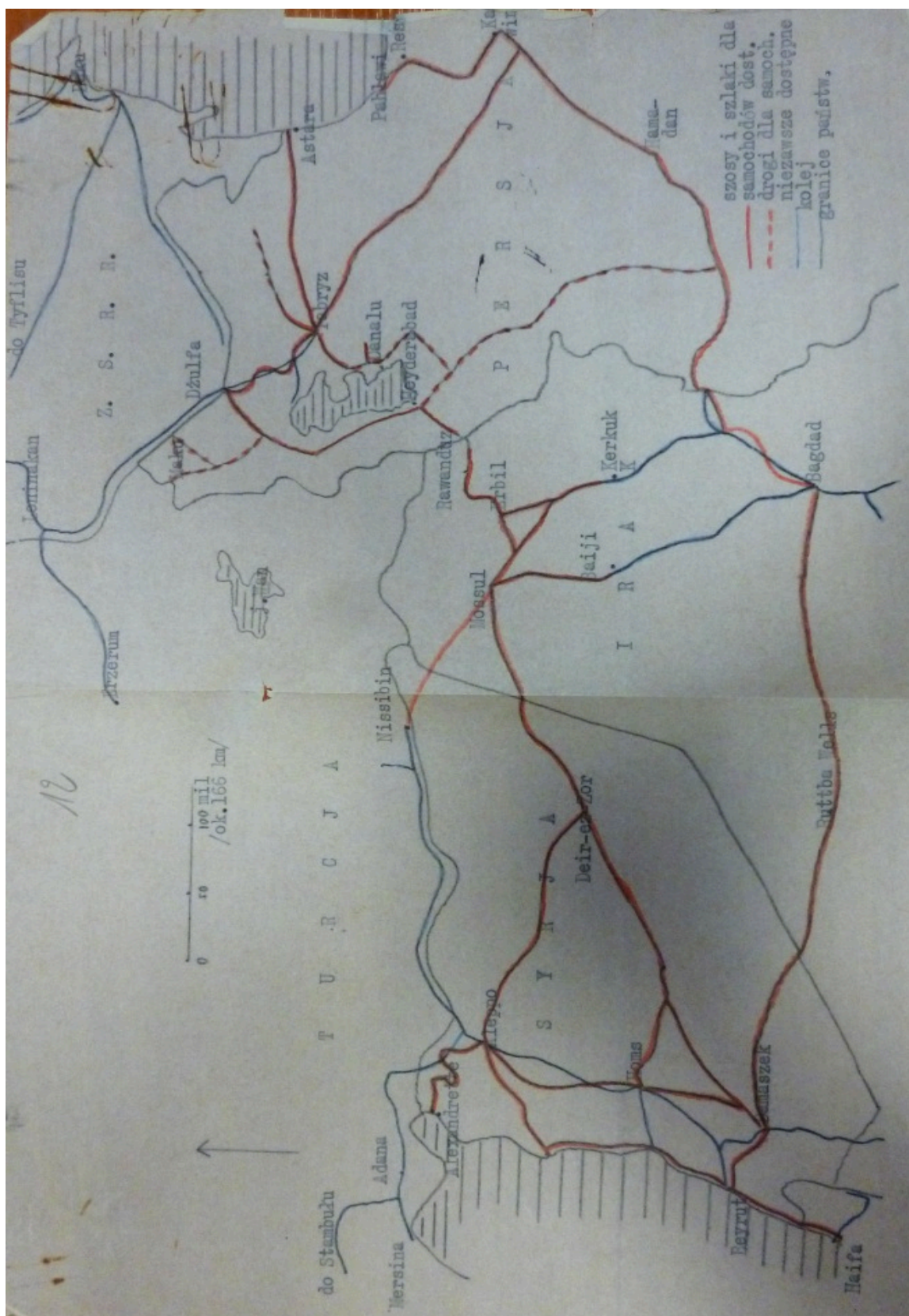


Figure 114 : Carte illustrant l'article d'Abidin Daver, « Kardeş İranın transit yolları », Cumhuriyet, 20 juin 1934 (CAW, I.303.4.2078).



Figure 115 : Carte des principaux secteurs d'irrigation en Arménie soviétique, en 1931 (HAA, f. 1, op. 11, d. 39, l. 36).



Figure 116 : Projet de rétablissement de la frontière vétérinaire (élaboré en 1926, НАА, f. 123, op. 1, d. 689, l. 34).

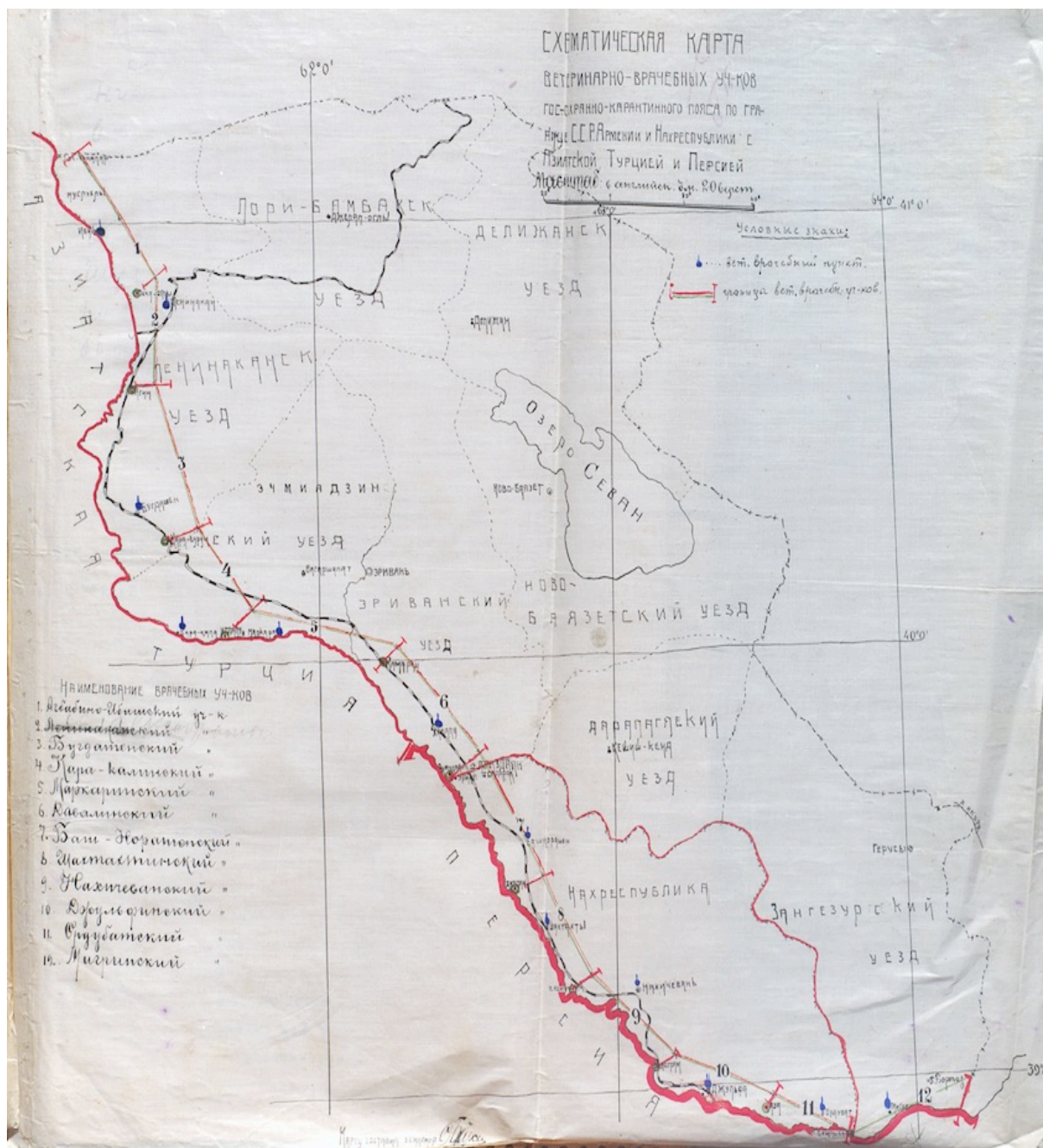



Figure 117: Correspondance entre le représentant du commissariat au Commerce en Transcaucasie et le représentant du commissariat aux Affaires étrangères, 2 juin 1928 (SUITsA).

Экз. № 29



Закавказская Социалистическая федеративная Советская Республика
НАРОДНЫЙ КОМИССАРИАТ ТОРГОВЛИ

Уполномоченный в РСФСР. Копия ЗАКАВКАЗСКОМУ УПРАВЛЕНИЮ.

Дата: Ваш индекс: Ваш номер от: Ваш индекс:

По вопросу:

О пропуске сурмалинского хлопка.

В связи с вопросом турецкого генерального Консульства в Тифлисе от ВВ/У /Ваше письмо № 532 от 19 мая/ сообщаем, что карантин на сурмалинский /игдырский/ хлопок установлен Главным Карантинным Управлением при ВСНХ СССР.

Как правильно отмечает Генконсул в своем письме представитель /экономолог/ НКЗема Армении выезжал в Игдырь для обследования состояния хлопка. Однако, обследование это носило предварительный характер, поскольку для определения наличия или отсутствия так наз., "розового червя" хлопок должен быть обследован на корню, между тем, как экономолог вернулся из Игдыря уже в начале мая.

Исходя из этого Главкарантин смел возможным снять карантин только на срок /первоначально установленный до 1-го мая впоследствии был продлен до 1-го июля.

Однако, хлопок этот согласно предписания Главкарантина далее Ленинакана пропускать не может поскольку до сего времени у органов карантинной нет уверенности в том, что "розового червя" действительно нет и поскольку пропуск далее Ленинакана предполагает прохождение хлопка по наиболее хлопководческим районам Закавказья.

Так или иначе до 1-го июля поступивший хлопок пропускается, так что в этом отношении частично просьба консульства о продлении срока ввоза игдырского хлопка в пределы РСФСР /до Ленинакана/ как будто разрешается.

В дальнейшем мы все же предполагаем возбудить ходатайство перед Карантинным Управлением о продлении срока пропуска хлопка и в случае положительного разрешения вопроса сообщим Вам об этом для информации в свою очередь Консульства

ЗАКНАРОТТОРГА РСФСР
/Гаджинский/

Уполномоченный по работе
в В/Анатолки
/Гугушвили/

НГ/НЕ/Секв. 2/У1-28г.

Figure 118 : Les nouveaux espaces de la lutte contre les criquets dans les débats des années 1930 (en noir, les foyers permanents de la *Schistocerca* et en hachures les foyers temporaires : Shcherbinovskij, *op.cit.*, 1952, p. 128).

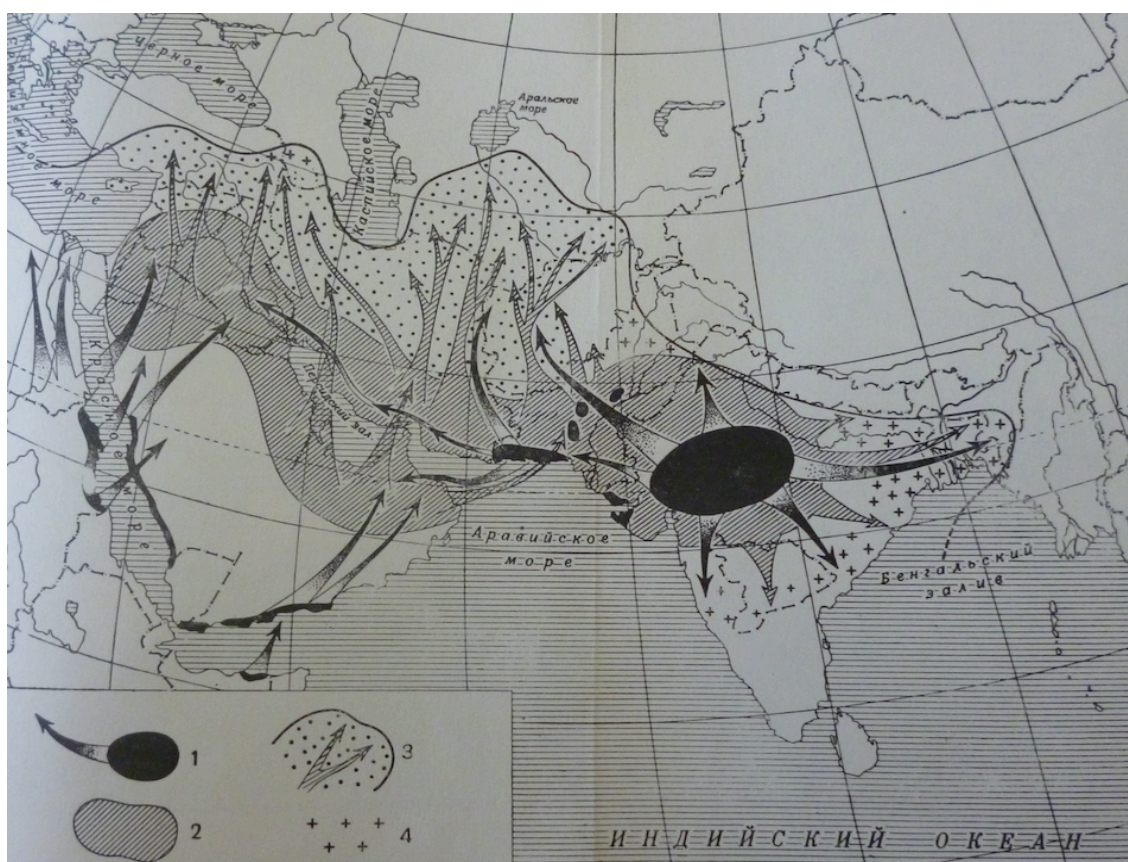


Figure 119 : Suggestion d'armoiries envoyée par le major Hüsamettin (BCA, 30.10.0.0/199.357.10)



Figure 122 : Rapport du ministère turc de la Santé et de l'Assistance publique à la présidence du Conseil sur les sujets turcs déportés du Caucase soviétique, 1^{er} novembre 1938 (BCA, 30.10.0.0/81.531.17).

Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü

Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü

T. C.
Sihhat ve içtimai
Muavenet Vekâleti
İskân Umum Müdürlüğü

Ankara
1-11-38

B.İ. Şubesi
Genel No. 80388
Özel No. 190

Yüksek Başvekâlete

Ö: Rusyadan anavatana
döndürülen eşhas H:

Çok acele
=====

I - Trabzon ve havalisi halkından olub bundan bir çok sene evvel kazanç ve ticaret maksadile Rusyaya giden ve mühheren Rusyada ikamet müddetlerinin temdid edilmemesi sebeble ruslar tarafından Batum da mevkuf bulundurulan ve bu defa ana vatana döndürülen eşhas ; esasen Türk tabiiyetinde bulunan yerli ahalimizdendirler .

Bu eşhasın yerli halktan ve Türk tabiiyetinden bulunmaları hasabile mühaciret ve mültecilikle hiç bir alakaları bulunmadığını ve bu itibarla kendilerine iskân bakımından yardımda bulunmak imkân olmadığını 26/Teşrinvevvel/938 tarih ve 2143 sayılı yazımızda arz etmiştim .

Binaenaleyh: Vekaletimiz bu şahıslara yardım yapamamak imkânsızlığı ile karşılaştığından evvelki maruzatım vechile mahalli Belediyelerince ve Yüksek Vekaletlerince muktazi yardımlarda bulunulması hususunun teminini saygılarımla arz ve rica ederim .

2 - Yüksek Başvekâlete ve 26/Teşrinvevvel/938 tarih ve Em.55143 sayılı yazıya cevaben Dahiliye Vekaletine ve berai malumat Hariciye Vekaletine yazılmıştır .

Sihhat ve içtimai Muavenet
Vekili
Dr. A. Akar

Evzaka
7-XI-938

Devlet Arşivleri Genel Müdürlüğü

630	10	81	531	17
-----	----	----	-----	----

1-11-38 8122

8

Index

'Alâ os-Saltaneh, 161

'Alî Qolî Khân, 157, 158, 653

'Ayn ed-Dovleh, 122, 302

A

Abdülhalık Bey, 350, 351, 352, 353

Abdülhamid II, 99, 124, 126, 184, 204

Abdürrezzak Bedirhan, 235

Abkhazie, 44, 83, 190, 200, 249, 349, 385, 477, 613,
662, 705, 781, 795, 814, 816, 867

Adjarie, 3, 83, 200, 209, 265, 276, 278, 307, 313, 349,
422, 429, 463, 468, 477, 481, 482, 484, 488, 491,
494, 495, 497, 503, 511, 512, 589, 599, 613, 662,
685, 699, 700, 701, 723, 772, 781, 814, 816, 817,
835, 848, 867, 878, 880

Afghanistan, 261, 317, 401, 530, 551, 553, 576, 618,
637, 666, 698, 709, 714, 735, 751, 755, 767, 806,
809, 888

Agabekov, Georgij, 606, 607, 740, 772, 812

Ağaoğlu, Ahmet, 126, 237, 313, 364

Ahmet Hamdi Bey, 513

Akhalsikhe, 117, 344, 379, 481, 491, 497, 646, 701,
771, 787, 814, 849

Alexandre III, 49, 51, 150

Alexandropol (Gandja), 77, 344, 354, 355, 356, 357,
358, 369, 406, 414, 427, 438, 481, 505, 521, 539

Alexej Speyer, 90

Allaverdi, 50, 57, 67, 89, 670, 671, 846, 847

Ankara, 3, 1, 2, 35, 38, 54, 201, 357, 429, 432, 435,
436, 460, 461, 465, 474, 541, 565, 574, 590, 600,
614, 637, 646, 710, 740, 760, 763, 786, 791, 822,
824, 835, 839, 840, 843, 856, 858, 863, 865, 894,
947

Anzali, 74, 142, 221, 328, 381, 410, 412, 450, 559,
654, 868

Ararat, 146, 190, 195, 371, 427, 483, 679, 709, 710,
711, 737, 738, 745, 810, 859, 864

Araxe, 80, 163, 164, 380, 451, 485, 490, 503, 504, 505,
506, 563, 650, 676, 712, 723, 725, 731, 732, 737,
738, 739, 740, 743, 782, 783, 785, 800, 801

Ardabil, 172, 225, 226, 299, 324, 387, 608, 717, 730,
825

Ardahan, 117, 183, 190, 201, 245, 266, 279, 342, 345,
350, 481, 482, 485, 488, 496, 498, 735, 817

Arfa' ed-Dovleh, 136, 390

Arif Cemil, 255, 256, 257

Arpaçay, 485, 503, 504, 506, 725, 782

Artvin, 1, 210, 276, 279, 297, 314, 429, 481, 483, 485,
491, 498, 499, 500, 501, 515, 524, 538, 571, 645,
774, 820

Astrakhan, 160, 162, 443

Aver'janov, 218, 334

B

Bağirov, 527, 568, 690, 691, 713, 866

Bahaettin Şakir, 255, 257, 268

Bakou, 3, 1, 19, 21, 36, 47, 49, 50-54, 56-58, 63, 65, 73,
74, 83, 84, 85, 87- 91, 117, 120, 123, 131, 132, 134,
135-140, 142, 143-148, 151, 160, 162, 171-175,
188, 205, 217, 220, 223, 228, 255, 260, 272-275,
290, 297, 299, 302, 303, 310-313, 315, 329, 330,
333, 336, 341, 343, 344, 362, 364, 366-368, 370,
371, 374, 375, 381, 382, 390, 392, 394, 397, 405,
409, 412, 417-421, 423, 428, 430, 431, 434, 435,
437, 438, 441, 443-445, 448, 452, 456, 458, 486,
523, 527, 529, 530, 540, 547, 548, 551, 552, 554-
556, 558, 566, 569, 582, 586, 591, 593, 594, 596,
613, 615, 623, 628, 634, 639, 648, 649, 653, 654,
662, 664-666, 670, 692, 708, 712, 721, 750- 753,
755, 766, 768, 780-782, 787, 799, 800, 806, 812,
813, 826, 829, 840-846, 851, 868, 871, 883, 894
Balkans, 10, 103, 121, 124, 227, 228, 235, 301, 590,
638, 858

Batoumi, 1, 3, 21, 37, 50, 53, 54, 57-59, 67, 69, 72, 74, 77, 78, 81, 83, 85, 86, 87, 89, 100-108, 117, 135, 137, 160, 168, 169, 170, 171, 175, 183, 185, 186, 189, 196, 206, 209, 210, 219-221, 230, 231, 249, 250, 253, 256, 257, 264, 265, 270, 275, 276, 278, 279, 297, 300, 302, 306, 310, 312-317, 335, 336, 338, 342, 344-350, 352-356, 362, 382, 383, 384, 389, 416, 417, 424, 426, 428, 445, 462, 464, 468, 480-483, 490, 494-500, 503, 512, 513, 521, 540, 554, 575, 586, 589, 622, 624, 636, 645, 648, 698, 699, 700, 702, 722, 751, 771, 780-782, 786, 787, 795, 813, 835, 843, 847, 848, 858, 859, 869, 885, 890

Bayezit, 81, 235, 293, 453

Bekzadjan, 414, 439, 449, 475, 560

Beria, Lavrenti, 486, 487, 621, 646, 691, 701, 706, 731, 732, 796, 811, 824, 827, 828, 829, 830, 831, 861, 866, 867

Beyazit, 494, 849

Biləsuvar, 117

Bravin, 326, 327

Brest-Litovsk, 346, 356

Bünyadzadə, 455, 696, 741

C

Caspienne, 47, 116, 117, 131, 140, 150, 168, 171, 199, 222, 223, 259, 300, 302, 304, 317, 336, 373, 387, 577, 610, 615, 658, 692, 694, 769, 794, 854

Cebesoy, 413, 420, 446, 464, 482, 495

Cemal Pasha, 410, 479

Cevad Pasha, 101

Chirinkin, 117

Choumjatskij, 460, 555, 571, 597, 603

Chrysanthos, 389

Constantinople. *Voir* Istanbul

Çoruh, 275, 484, 495, 499, 818, 847, 851

Crimée, 4, 68, 182, 183, 573, 814

Çürüksulu, Ali Pasha, 196

D

Davtjan, 607, 608

Denikine, 410

Dersim, 871

Djalal Afshar, 573

Djougueli, 599

Djoulf, 117, 163-168, 170, 173, 176, 177, 213, 301, 355, 378, 386, 450, 451, 559, 712, 723, 740, 744, 751, 781, 782, 787, 800, 868, 1051

Doubrovskij, 515

Düzgören, 857

Dzerzhinskij, 458, 530, 543, 629, 636

E

Ebilov, 436, 437, 440, 442, 459, 461, 516

Echmiadzin, 205, 206, 271, 272, 344, 723, 785

Ehsanullah Khan, 450, 623, 812

Ehteshâm Homayûn, 626

Eliava, 405, 429, 457, 484, 488, 489, 583, 585, 588, 686, 842

Elisavetpol, 50, 53, 56, 58, 64, 142, 148, 157, 159, 209, 220, 303, 335, 341, 367, 368, 369, 390, 529, 540

Elviye-i Selâse, 344, 345, 347, 353

Emmanuil Nolde, 150

Enver Pasha, 231, 248, 256, 265, 341, 345, 358

Eqbâl os-Saltaneh, 165, 392

Erevan, 3, 2, 4, 19, 36, 37, 50, 52-57, 65, 70, 72, 80, 81, 87, 104, 137, 163, 164-167, 169, 173, 174, 176, 208, 210, 221, 235, 255, 269, 271, 293, 297, 335, 343, 357, 358, 367-371, 374, 375, 389, 390, 393, 414, 417, 420, 425, 427, 452, 455, 456, 459, 463, 464, 465, 473-479, 494, 506, 521, 540, 554, 562, 567, 568, 580, 607, 620, 633, 641, 644, 648, 657, 662, 663-668, 679, 683, 704, 709, 712, 720, 721, 741, 742, 785, 786, 798, 801, 826, 829-836, 840, 841, 844, 846, 866

Erzincan, 81, 96, 305, 322, 341

Erzinkjan, 695

Erzurum, 21, 54, 81, 96, 102, 105, 113-118, 184, 192, 202, 206, 208, 210, 217-220, 229, 237, 238, 252, 254, 255, 257, 266, 268, 272, 273, 291, 293, 295, 305, 306, 312, 313, 320, 334, 340, 386, 387, 388, 409, 431, 508, 538, 571, 627, 641, 644, 766, 775, 780, 801, 816, 821, 822, 834, 860, 863, 864

Esfahan, 138, 595, 850

Essayan, Zabel, 274

Ə

Əfəndiyev, 528

F

Fahri Bey, 563, 564, 589, 636

Fazıl Ahmet Bey, 347, 348

Firdousi, 841

Forbes, 631, 714, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723,
726, 738, 1055

Foroughî, 572, 776

Frederic Arthur McKenzie, 55

Frederick Arthur McKenzie, 60

Froumkin, 549, 554

G

Gandja. *Voir* Elisavetpol

Gegetchkori, 339

Gevorg V, 251, 272, 273, 312

Gilan, 4, 13, 54, 74, 117, 131, 134, 140, 144, 162, 188,
221, 260, 261, 330, 331, 381, 385, 411, 419, 421,
440, 441, 442, 443, 444, 450, 548, 602, 604, 623,
652, 654, 655, 658, 717, 769, 770, 774, 776, 779,
796, 812, 851, 869

Gogoberidze, 701

Golitsyn, 52, 53, 60, 100

Gourie, 58, 599

Grant Duff, 74, 84, 85, 122, 123, 137

Grèce, 199, 227, 512, 513, 518, 521, 522, 803, 843

Günday, 148, 198, 206, 453

H

Hacinski, 365, 375, 552, 553, 554, 558

Halil Bey, 344

Hartwig, 143

Hayrettin Bey, 465

Hüseynov, 397, 403, 405, 407, 408, 446, 449, 505, 696

I

Iğdır, 287, 293, 298, 388, 494, 505, 563, 644, 710, 727,
738, 784, 785, 787, 798, 817, 823, 864

Inönü, 600, 760, 762, 763, 786, 820, 821, 822, 823,
835, 838, 856, 859, 863

Irak, 146, 206, 423, 519, 520, 521, 578, 599, 626, 701,
780, 804, 809, 816, 820

Istanbul, 2, 1, 16, 35, 38, 65, 70, 80, 99, 100, 106, 109,
115, 126, 127, 143, 166, 186, 192, 198, 209, 218,
219, 231, 236, 238, 241, 247, 267, 274, 291, 306,
313, 315, 344, 358, 368, 376, 384, 410, 416, 420,
421, 465, 495, 541, 557, 559, 574, 596, 600, 601,
602, 614, 633, 638, 647, 717, 757, 763, 792, 848,
864, 867

Ivanjan, 558, 559, 560

Izvol'skij, 113, 124, 151, 172

J

Jastrebov, 508

Jordania, 322, 332, 333, 363, 389, 481

K

K'adjaznouni, 597

Kadri Bey, 100, 101

Kağızman, 81, 229, 306, 494

Kakhiani, 646, 683, 689

Kalinin, 503, 643

Kalouzhskij, 571

Kapancızâde, 430, 431

Karabakh, 364, 367, 369, 371, 407, 477, 690, 705, 711,
731, 801

Karabekir, 308, 354, 356, 357, 409, 410, 426, 427,
430, 431, 439, 452, 478, 481, 482, 523, 524, 881,
885

Karakhan, 342, 429, 461, 608, 760, 763, 776, 806, 836

Karklin, 488, 489, 563, 564, 566, 571, 586, 587, 588,
590, 635, 636

Kars, 3, 37, 41, 52, 53, 54, 70, 77, 80, 81, 82, 92, 106,
107, 108, 114-118, 126, 183, 185, 186, 190, 193,
195, 199, 201-204, 219, 220, 229, 230, 245, 249,
252-255, 264, 275, 276, 278, 297, 299, 305, 306,
310, 317, 322, 340-345, 350, 351, 352, 367, 368,
370, 379, 380, 384, 387, 389, 414, 430, 434, 449,
452, 459, 460, 475-479, 482, 483, 484-488, 491,
493, 494-499, 506, 515, 516, 517, 518, 519, 524,
539-541, 563, 565, 641, 643, 645, 717, 735, 774,

776, 783, 784, 791, 792, 801, 817, 822, 823, 834,
835, 836, 847-852, 855, 856, 864, 879, 885

Kartvelishvili, 704

Katar, 620, 621

Kerîm Khân, 160

Khan Saginjan, 604

Khandzhjan, 866

Kharitonov, 287, 289

Khatisjan, 314, 357, 389

Khimshiashvili, 424, 685, 687, 701

Khiyâbânî, 329

Khorasan, 90, 162, 450, 570, 868

Khoudaferin, 117, 731, 732

Khoy, 134, 235, 236, 240, 267, 321, 326

Kirov, 407, 409, 439, 456, 476, 504, 517, 523, 683,
688, 689, 708, 709, 826

Klemm, 76, 157, 158

Knoll, 584, 585, 600

Kokakhnovskij, 93

Kokhanovskij, 93, 144

Korganov, 388

Kouban, 44, 176

Koutaisi, 58, 77, 168, 280, 312, 347

Koutchek Khan, 411, 412, 442, 444, 450

Kouzminskij, 47, 55

Krinitiskij, 694, 707

Krivoshein, 279, 287

L

La Haye, 282, 300, 346, 659, 664

Lahoutî, 450, 640

Lazistan, 68, 107, 108, 119, 148, 307, 313, 388, 389,
417, 613, 671, 796

Legran, 415, 445, 446, 516, 538

Leninakan. *Voir* Alexandropol, *Voir* Alexandropol

Lénine, 99, 111, 343, 399, 403-406, 407, 412, 439,
447, 454, 457, 458, 463, 488, 502, 526, 547, 549,
550, 580, 592

Lenkoran, 59, 142, 324

Lezhava, 601, 793, 795, 796

Litvinov, 588, 636, 760, 761

Ljakhov, 124, 218, 275

Lominadze, 412, 683, 708, 709, 725, 825, 826

Longworth, 101, 103, 150

Lütfi Bey, 420, 424, 479

M

Machhad, 74, 75, 90, 138, 161, 392, 450, 698

Maevskij, 96, 97, 103, 217, 218

Mahmut Kâmil Pasha, 291

Makharadze, 405, 455, 457, 831

Makou, 164, 165, 259, 386, 390, 392, 548, 644, 645

Maksimov, 218, 270, 271, 272

Malyshev, 756

Mandchourie, 261, 733, 771, 889

Manoukjan, 147, 287, 288

Manshûr ol-Molk, 419, 421, 438, 441

Marâghâî, Mohammad Sâ'ed, 188

Maranda, 166

Markara, 505, 776, 787, 791, 800

Marr, Nikolaj, 484

Matthews, 864

Mazandaran, 4, 90, 162, 779, 815

Mdivani, 405, 412, 429, 444, 455

Méditerranée, 7, 8, 131, 207, 285, 501, 747, 780

Megrabjan, 607, 608

Mehmet Ali Pasha, 358

Mehmet Nusret, 116, 291

Mehmet Rifat Pasha, 162

Memduh Şevket Bey, 435, 437

Məlikaslanov, 376

Məmmədquluzadə, 141

Mikhajlov, 411, 478, 515, 516

Mikojan, 405, 412, 473

Minorsky, 238

Mirfenderski, 843, 854

Mirza Agha Khan, 135

Mirza Ghaffârzâde, 329

Mjasnikov, 405, 424, 460, 478, 489, 517, 533, 538,
558, 603, 827

Mo'âzed os-Saltaneh, 64, 87

Mo'azzez od-Dovleh, 392

Mofakham os-Saltaneh, 140, 157

Mohammad 'Alî, 124, 125, 139, 157, 222, 410

Mohtasham os-Saltaneh, 571

Mongolie, 13, 223, 553, 575, 578, 716, 733, 755, 872, 889
 Moshîr ed-Dovleh, 74, 75, 84
 Mostowski, 586
 Moughan, 59, 78, 146, 153, 154, 188, 225, 261, 299, 324, 380, 387, 485, 503, 532, 566, 572, 577, 651, 691, 722, 723, 730, 742, 743, 782, 811, 847
 Mozaffar ad-Din, 73, 96, 122
 Mr'avjan, 456, 489, 509, 562
 Mrktich, 73
 Mughan, 324
 Muhtar Bey, 465, 494
 Musabəyov, 554, 591, 608, 706, 707, 843
 Mustafa Kemal, 409, 416, 427, 435, 436, 452, 465, 496, 516, 523, 524, 589, 600, 627, 657, 713, 760, 814, 873

N

Nakachidze, 55
 Nakhitchevan, 4, 57, 80, 163, 164, 213, 367, 369, 378, 380, 386, 390, 391, 427, 449, 451, 474, 477, 478, 520, 537, 543, 548, 556, 607, 632, 644, 648, 650, 651, 657, 679, 696, 700, 705, 706, 707, 710, 711, 713, 734, 738, 742, 745, 781, 813, 818, 836, 880
 Nanejshvili, 412
 Nargin, 315
 Naus, 75
 Naxçıvanski, 734
 Nazarbekov, 340, 356, 357, 362
 Nazaretjan, 477, 633, 636, 692, 704
 Nazım Pasha, 115
 Nejmark, 786
 Nekrasov, 223
 Nərimanov, 137, 405, 406, 407, 412, 421, 434, 440, 441, 442, 454, 457, 477, 552, 589, 688
 Nicolas I^{er}, 175
 Nicolas II, 61, 81, 98, 151, 214, 251, 280, 289, 305, 310, 319
 Nikolaev, 78, 286, 288
 Nikolaj Nikolaevitch, 280, 289, 290, 292, 322, 331
 Nizam os-Saltaneh, 73
 Nizhnij-Novgorod, 69, 551, 591, 756
 Noubar Pasha, 233

Novikov, 55
 Nubar Pasha, 389
 Nuri Pasha, 358, 362, 364

O

Orakhelashvili, 429, 448, 465, 482, 489, 502, 583, 589, 590, 595, 607, 636, 667, 684, 686, 689, 694, 827, 828, 829, 831
 Ordjonikidze, 405-407, 411, 412, 414, 419, 420, 424, 429, 439, 441, 442, 445, 446, 448, 452, 454, 455, 456, 477, 478, 503, 515, 523, 543, 588, 599, 626, 627, 644, 681, 683, 684, 686, 688-691, 702, 734, 762, 826, 827, 828, 866, 882
 Ordubadi, 64, 65, 568
 Otchamtchira, 250
 Ourmiya, 139, 235, 238, 259, 332, 335, 452, 642, 650, 772
 Ouspenskij, 307
 Ozakom, 322, 333, 334

P

Paoustovskij, 468, 496
 Papazjan, 738
 Parouchin, 551
 Patek, 586
 Pechkov, 293
 Pétersbourg, 38, 52, 54, 59, 60, 61, 69, 72, 81, 86, 88, 90, 92, 93, 94, 98, 117, 150, 151, 154, 155, 157, 161, 163, 174, 186, 192, 213, 215, 218, 219, 221, 225, 233, 234, 247, 278, 284, 286, 290, 296, 303, 308, 313, 319, 322, 324, 326, 333, 335, 347, 383, 395, 483
 Peterson, 253, 256, 273, 278
 Posadowsky-Wehner, 192
 Poti, 49, 50, 119, 363

Q

Qarayev, 441, 593, 691
 Qazakh, 64, 355
 Quaroni, 583, 585

R

Rabino, 130, 131
 Rahim Khan, 225
 Rasht, 21, 104, 130, 131, 132, 134, 136, 138, 139, 160,
 217, 223, 260, 319, 392, 444, 450, 652, 654, 659,
 812, 1052
 Rauf Bey, 343, 430, 452
 Reza, 136, 142, 449, 453, 485, 524, 624, 625, 651, 652,
 653, 657, 718, 735, 737, 814, 840, 854
 Rəcəbli, 451
 Rəsulzadə, 66
 Rize, 52, 83, 96, 97, 103, 109, 117, 217, 218, 249, 417,
 468, 797, 848
 Rothstein, 441, 442
 Rykov, 458, 543, 643, 656

S

Sa'ad ed-Dovleh, 158
 Sâ'ed ol-Vezara, 330
 Sâ'ed ol-Vezâra, 418, 441, 554, 558
 Sabahaddin, 114, 115
 Sabunçu, 47, 139, 142, 625, 666
 Sadzhaja, 843
 Saginov, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 172, 173, 175,
 176
 Şahtahtı, 80, 117, 386
 Salmas, 335
 Sardâr Afkhâm, 144
 Sardarapat, 357, 361, 563, 564, 565, 667, 784, 785,
 786, 833, 846
 Sarıkamış, 204, 213, 229, 265, 266, 271, 275, 296,
 306, 308, 479, 515, 817, 822
 Sattar Khan, 131, 164
 Sazonov, 231, 235, 273, 285, 289, 292
 Scheubner-Richter, 268
 Schulenburg, 363, 727, 842
 Şeki, 712
 Sepehdâr, 131
 Sergo, 130, 131
 Shahoumjan, 343
 Sheikh Said, 627, 643, 644
 Shipley, 117, 127, 238, 326
 Shousha, 58

Shudja ed-Dovleh, 224
 Simko, 236, 452, 745
 Siqqet ol-Eslâm, 140, 328
 Sivolap, 757, 758, 842
 Skrjabin, 102, 105, 118, 273
 Slavouts kij, 597, 604, 744
 Soukhouni, 44, 57, 201, 221, 249, 270, 301, 312, 349,
 375, 614, 814, 869
 Staline, 53, 400, 406, 407, 412, 414, 415, 424, 429,
 456, 458, 461, 465, 482, 486, 488, 599, 629, 655,
 685, 686, 688, 689, 693, 704, 706, 707, 725, 756,
 760, 826, 828-831, 867
 Stevens, 53, 69, 74, 77, 78, 80, 81, 220
 Stolitsa, 273
 Stolypine, 151, 152, 207, 231
 Şükrü Kaya, 565, 791, 821, 823, 832, 849, 856, 865
 Sunar, 856
 Svanidze, 425

T

T'oumanjan, 539
 Tabâtabâyî, 394
 Tabriz, 20, 21, 35, 73, 74, 95, 120, 127, 130, 131, 137,
 138, 139-143, 147, 148, 163, 165, 166, 167, 172,
 188, 205, 222, 238, 259, 326, 327, 328, 331-336,
 373, 386, 391, 392, 410, 412, 417, 450, 451, 459,
 520, 555, 558, 559, 572, 573, 597, 598, 602, 603,
 604, 607, 642, 649, 667, 710, 714-718, 725, 729,
 730, 737, 738, 781, 815, 825, 831, 881, 883, 1055
 Tahsin Uzer, 860
 Talât Pasha, 234, 248, 266, 268, 479
 Taqizadeh, 142, 143, 157
 Tarakçioğlu, 347, 386, 676, 864
 Tchirkov, 235, 236
 Tchitchérine, 406, 407, 410, 412, 414, 429, 440, 442,
 444, 445, 446, 447, 448, 461, 464, 465, 477, 481,
 482, 491, 495, 505, 506, 512, 513, 590, 633, 635,
 636, 639, 643
 Tchkhenkeli, 322, 343, 362
 Téhéran, 20, 35, 38, 49, 64, 65, 66, 73, 74, 79, 82, 84,
 90, 91, 116, 120, 124, 130, 131, 134-141, 143, 145,
 154, 156, 160, 162, 165, 189, 217, 222-224, 259,
 284, 290, 304, 321, 331, 394, 411, 412, 413, 417,

443, 444, 450, 451, 460, 554, 566, 567, 570, 572,
573, 602-604, 615, 624, 638-642, 649, 652, 653,
656, 661, 667, 712, 717, 718, 725, 727, 728, 737-
739, 751, 767, 769, 776, 779, 783, 804, 805, 812,
839, 842, 844, 847, 854, 868

Ter Gabrieljan, 464, 548, 563, 590, 685, 836

Tevfik Rüşti, 745, 759, 760, 813

Teymourtach, 649, 651, 660, 727, 728, 739, 759, 760,
843

Thomson, 366, 370

Tiflis, 19, 21, 36, 41, 49-54, 58, 60, 64, 67-70, 80, 85-
89, 93, 95, 106, 114, 123, 124, 126, 134-141, 143,
148, 153, 154-161, 164, 165, 171, 176, 188, 206,
209-213, 215, 218, 219, 224, 236, 237, 240, 252,
254, 258, 259, 265, 272, 284, 293, 303, 310-314,
322, 326, 329, 332-341, 357, 358, 362, 363, 367,
368, 369, 371, 374, 377, 378, 383, 384, 385, 389,
390, 391, 395, 397, 406, 417, 423, 424, 428, 445-
447, 452, 456, 458, 461-464, 475, 479, 486-491,
494, 496, 498, 500, 502, 507, 523, 537, 543, 544,
554, 559, 563, 567, 573, 580, 582-590, 592, 607,
623, 625, 626, 642-644, 648, 657, 684, 689, 691,
692, 693, 694, 702, 708, 712, 767, 770, 780, 787,
796, 813, 816, 818, 827, 830-836, 838, 839, 840,
843-847, 851, 861, 862, 865, 866, 882, 883

Torkmantchai, 4, 94, 183, 187, 394

Toumanov, 607, 630

Trabzon, 21, 35, 72, 80-84, 100, 101, 108, 115-119,
125, 148, 150, 186, 187, 196-198, 201-208, 218,
219, 235, 236, 239, 240, 249, 252, 253, 257, 264,
265, 266, 270, 277, 292, 294, 295, 303-307, 312,
313, 319, 337, 342-348, 388, 389, 417, 426, 429-
431, 468, 541, 574, 598, 637, 712, 726, 727, 757,
777, 779, 785, 803, 810, 823, 834, 835, 860, 863,
864, 865, 871, 883, 1052

Tria (Vlass Mgeladze), 132

Tskhakaja, 361, 457, 590, 595, 658

Tsyss, 226

Turkestan, 92, 93, 186, 214, 234, 254, 288, 317, 401,
433, 551, 682

U

Usubbayov, 372, 394

Uvarov, 528, 578, 804

Uzer, 863

V

Van, 217

Vehip Pasha, 291, 341, 356, 357, 361, 362

Viollis, 509, 581, 681, 717, 853

Vita-Finzi, 581, 583, 832, 834, 869

von Lossow, 362, 363

Vorontsov-Dachkov, 61, 81, 92, 150, 151, 152, 153,
155, 172, 175, 190, 214, 223, 224, 233-236, 251,
273, 278, 285, 286, 290, 305

Voroshilov, 629, 656, 760

Vosûq ed-Dovleh, 321, 391, 413

Vrats'jan, 257, 427

W

Wardrop, 372, 377, 384, 394

Wesendonk, 459, 462, 463, 475, 489, 490, 491, 583,
584, 626, 643, 684, 686, 697

Wratislaw, 74, 120, 127, 134, 137

X

Xan Xoyski, 343, 365

Xinjiang, 261, 401, 530, 551, 554, 576, 698, 709, 714,
722, 735, 738, 751, 755, 767, 771, 872, 889

Y

Yeprem Khan, 131, 134

Youdenitch, 291, 296, 301, 311

Yourenev, 639

Yusuf Kemal, 459, 495

Z

Zadorkin, 641

Zangezour, 367, 369, 378, 407, 477, 528, 569, 667,
705, 711, 712, 781, 846, 847

Zeki Pasha, 96, 97, 103, 115, 217, 218, 219, 881

Zinov'ev, 72, 80, 113

Table des matières

Remerciements	Erreur ! Signet non défini.
Liste des sigles archivistiques et recueils utilisés	1
Remarques sur les calendriers	1
INTRODUCTION	3
a) Le pari d'une histoire régionale	7
b) Décoloniser le Caucase : acteurs régionaux et diplomatie frontalière	14
c) Décoloniser le Caucase 2 : la diplomatie frontière, entre politique et populaire	23
d) La frontière, de la ressource à la fermeture	28
e) Archives et sources pour l'histoire d'une diplomatie frontalière	34
f) De la pertinence historique à la pertinence sociale	39
g) Plan de la thèse	41
AU-DELA DE L'IMPERIALISME (1905-1914)	44
Chapitre 1 : Ce que 1905 fait à la frontière	47
1. 1905, une histoire de tsarisme	48
a) Le contexte caucasien de 1905	48
b) 1905 comme événement intérieur	54
c) Un Caucase remarginalisé	59
2. La frontière interroge le conflit	62
a) « Not in our name » : La fuite des étrangers	63
b) Alliances et allégeances nouvelles à la frontière	67
c) Les questions d'une non-diffusion frontalière	71
3. Force et norme dans la crise	76
a) L'impuissance de la puissance (russe)	76
b) « Empereur refuge du monde » : les mises en scène de la protection impériale	82
c) La querelle de l'indemnisation	87
4. Un nouvel âge de la diplomatie frontalière ?	91
a) Vice-royauté et institutions frontalières	92
b) Autonomie bureaucratique et coopération interimpériale	97
c) Une coopération du quotidien à la frontière	105
Chapitre 2 : D'une révolution l'autre, un espace connecté	111

1.	L'analyse des révolutions : de la diffusion au décalage	112
a)	Diffusion de la révolution ou « mécanique » du mécontentement frontalier ?	113
b)	Les effets du décalage temporel entre les révolutions	120
2.	Les sociologies contestées de l'engagement transfrontalier	127
a)	Portrait du révolutionnaire caucasien	128
b)	La politisation de la diaspora iranienne au Caucase	134
c)	L'espace du possible, usage du passage caucasien	140
3.	Les autorités frontalières du Caucase, entre répression et accommodement	145
a)	Difficile contrôle frontalier	145
b)	L'honneur d'un vice-roi	149
c)	L'Etat en pointillés : processus révolutionnaire et discontinuités	156
4.	Révolutions et changement organisationnel à la frontière	162
a)	Un regard policier sur les défaillances de la frontière : Djoulfa, hiver 1908-1909	163
b)	Contrôler les circulations	168
c)	Révolution et changement institutionnel	172
Chapitre 3. Une homéostasie frontalière, pour quoi faire ?		179
1.	Le grand récit de la montée des tensions.	180
a)	Des migrations simplificatrices	181
b)	Une inquiétude des territoires frontaliers	185
c)	Le spectre de la guerre	189
2.	De l'irréversible au réversible	192
a)	« Mus par une très grande dévotion... » : le sens des migrations	193
b)	Critique de la simplification : les migrations de retour	199
c)	Les mollahs fous du Caucase	204
3.	Acteurs régionaux et homéostasie frontalière	211
a)	Acteurs frontaliers et tensions exploitées	211
b)	L'homéostasie en question : la fièvre et le refroidissement	216
c)	« Degrés de souveraineté » en Iran du Nord	221
4.	Equilibres caucasiens et déstabilisation internationale	226
a)	Dans la zone de friction des empires	227
b)	Des acteurs à contre-temps : l'ambiguïté d'une politique locale	232
c)	Déstabilisation et équilibre de la frontière	237
Conclusion de la première partie		242
DES FRONTIERES EN QUETE DE SENS (1914-1921)		244
Chapitre 4 : Sous le front, la frontière		247
1.	La frontière, victime de la guerre ? vers une logique de front	248

a)	Le révélateur des fuites frontalières	249
b)	Enrayement des mécanismes d'observation et montée de l'incertitude	253
c)	Une crise économique de la frontière	258
2.	Les acteurs régionaux d'une violence de masse	262
a)	La violence des confins ottomans	262
b)	Le salut et le témoignage : les voies d'une connaissance du génocide	269
c)	Le contrepoint de la répression contre les musulmans du Caucase	275
3.	De la diplomatie frontalière aux politiques d'occupation	281
a)	Historiographie des occupations et rôle des acteurs régionaux	281
b)	Les échelles d'une politique d'occupation : négociations internationales et rapports de force locaux	285
c)	L'occupation comme prolongement du Caucase russe	291
4.	L'espace subverti : les recompositions d'un territoire en guerre	298
a)	Une falaise morte ? sous le front, la frontière	298
b)	L'investissement multiple des territoires occupés	304
c)	Mobilisation et politisation d'un espace frontalier	309
Chapitre 5. Le territoire suturé des indépendances		317
1.	Les résonances frontalières d'une révolution	319
a)	De Trabzon à Rasht	319
b)	Une fraternisation frontalière et ses limites	325
c)	La décomposition de l'espace conquis	332
2.	Une nouvelle marge pour un vieil empire : le Caucase à l'heure ottomane	337
a)	Une périphérie en mal d'empire	338
b)	La « queue du lézard » : repenser les Elviye-i Selâse.	344
c)	Négocier la frontière et les circulations.	354
3.	Trois Etats en quête d'auteurs	359
a)	Construire l'Etat-client.	359
b)	L'impossible territorialisation.	367
c)	Les liens invisibles.	372
4.	Les peaux multiples d'une indépendance.	378
a)	Les lignes de fuite d'un espace.	378
b)	Une frontière extérieure oubliée ?	385
c)	Succéder au tsarisme : la négociation de nouvelles relations frontalières.	389
Chapitre 6. L'observatoire frontalier des souverainetés		397
1.	Soviétisation et « parade des souverainetés »	398
a)	Les enjeux d'une prolifération institutionnelle	399
b)	L'investissement des souverainetés locales	403
c)	La souveraineté en question : un moment caucasien ?	409

2.	L'observatoire frontalier des révolutions	415
a)	Un regard frontalier sur le bolchevisme	415
b)	Un étrange monstre : comprendre le système soviétique	421
c)	L'échelle locale de la méfiance	425
3.	Usages et tensions de la polyphonie diplomatique	432
a)	Les formes de la diplomatie auxiliaire	432
b)	Un « sous-impérialisme » et ses tensions	439
c)	Les retournements de la polyphonie diplomatique	445
4.	La réduction du jeu diplomatique frontalier	449
a)	Le retour à l'ordre des confins turcs et iraniens	449
b)	L'intégration par la fédéralisation : le Caucase soviétique	453
c)	L'encadrement d'une diplomatie frontalière	458
Conclusion de la deuxième partie		466
UN NOUVEL ORDRE FRONTALIER (1921-1929) ?		468
Chapitre 7. L'oubli des hommes et la mémoire des lieux : sorties de guerre à la frontière		471
1.	Les silences d'une sortie de guerre : fantômes frontaliers	473
a)	« L'oubli commandé » des conflits	473
b)	La frontière, butte-témoin mémorielle	480
c)	Les peuples parlent : le cas de la démarcation frontalière de 1925	486
2.	Gérer l'interdépendance	492
a)	Du règlement territorial aux servitudes	492
b)	L'interdépendance en acte : sur la route de Kuvarshan	498
c)	Une « souveraineté interdépendante »	501
3.	Les formes du retour	507
a)	Les prisonniers de guerre veulent-ils rentrer ?	507
b)	Des échanges qui ne disent pas leur nom	513
c)	Le long retour des réfugiés	519
4.	Sélectivité mémorielle et construction frontalière de l'Etat	522
a)	La persistance du trope guerrier	523
b)	Le banditisme, une sortie de guerre	529
c)	Les formes détournées de la mémoire	535
Chapitre 8. La diplomatie frontalière au temps du fédéralisme		543
1.	Une diplomatie des intérêts frontaliers	544
a)	Intérêts caucasiens et paradiplomatie	545
b)	Les institutions d'une politique commerciale frontalière	550
c)	L'autonomie encadrée du Caucase soviétique	556

2.	Des intérêts à la quête d'influence : la diplomatie environnementale des confins	561
a)	Quelles formes pour la diplomatie locale ?	561
b)	Intérieur et extérieur dans la diplomatie antiacridienne	568
c)	Vers une aide au développement ?	574
3.	Symbolique et pratique de la diplomatie frontalière	579
a)	Lieux et sociabilités d'une diplomatie périphérique	580
b)	Les avantages de l'observation mutuelle	584
c)	Jourir du pouvoir : les gratifications de la diplomatie périphérique	588
4.	Diplomatie frontalière et rapports de forces caucasiens : le cas-limite de l'action envers la diaspora	594
a)	Les exilés, pré carré diplomatique	594
b)	« Décomposition » et influence dans les communautés frontalières	601
c)	Les tensions d'une action clandestine	606
Chapitre 9. Enchevêtrements étatiques et crise des circulations frontalières		610
1.	Intensité circulatoire et flou administratif	611
a)	Migrants et renouveau économique	612
b)	Les effets d'un pluralisme politico-administratif	617
c)	Politiques de la frontière ouverte	622
2.	Les genèses d'une crise frontalière	627
a)	La double genèse d'une crise	628
b)	De deux crise, une : expulser ou fermer	634
c)	La fin de circulations de sortie de guerre	640
3.	Crise frontalière et mobilisations populaires	646
a)	Des populations face à une transition de régime frontalier	647
b)	Une mobilisation transfrontalière	651
c)	Les sens de l'opinion publique	655
4.	Vers un nouveau cadre des circulations	658
a)	Un « grand enregistrement » des étrangers ?	658
b)	Le contrôle des communautés migrantes	663
c)	Au-delà du sécuritaire : l'enjeu monétaire	668
Conclusion de la troisième partie		674
UNE FERMETURE FRONTALIERE, DES TENSIONS AU CONSENSUS (1929-1938)		676
Chapitre 10. Le Grand Tournant à la frontière		679
1.	Les tensions d'une fédération frontalière	680
a)	La fédération de Transcaucasie, champ politique	681
b)	Les limites de l'intégration	688

c)	Le Grand Tournant et le renouveau de la fédération	693
2.	L'insurrection des confins : le facteur frontalier	697
a)	Révoltes à la frontière : un prélude religieux	697
b)	Collectivisation et révoltes à la frontière	703
c)	Les miroirs frontaliers de la révolte	709
3.	Fuir l'Union soviétique	714
a)	Dites-moi la fuite : Rosita Forbes à Tabriz	714
b)	La parole aux réfugiés	719
c)	Iran et Turquie face aux réfugiés	724
4.	De l'incident frontalier à la régulation frontalière	730
a)	La politique de l'incident frontalier et ses leçons	731
b)	Sous l'incident frontalier, la coopération ?	736
c)	La frontière matérialisée, normalisée ?	740
Chapitre 11. De la médiation régionale à l'isolement frontalier		747
1.	Les effets d'une centralisation économique.	748
a)	Le déclin de l'économie des confins	749
b)	Les nouveaux cadres du commerce extérieur	754
c)	Centralisation et publicité d'une diplomatie industrielle	760
2.	L'impossible relèvement du commerce frontalier	764
a)	De la décision à l'expertise ?	764
b)	La remise en cause des médiateurs	768
c)	La fin des relations de confiance économique	773
3.	Quels lieux pour l'interaction ?	777
a)	Le désenchevêtrement territorial	777
b)	Les désagréments de l'interdépendance	782
a)	Les non-lieux d'un commerce silencieux	787
4.	Nature et rupture	793
a)	Egaux et séparés : l'évolution des environnements frontaliers	793
b)	Le rideau de fer d'une frontière environnementale	797
c)	Nouveaux horizons d'une coopération frontalière	802
Chapitre 12. Le consensus de la fermeture		808
1.	La rupture d'un pacte des confins	809
a)	Les répertoires communs de la répression	810
b)	Repenser le contrôle politique	814
c)	Anatolie orientale, un passé qui ne passe pas ?	819
2.	Crise des autorités régionales et crise de la diplomatie frontalière	824
a)	Les sources limitées d'une réflexion	824
b)	La fin d'une diplomatie consulaire	831

c) L'échange sous contrôle : le cas de la culture	836
3. La destruction commune du frontalier	841
a) Migrants et marchands : la fin de circulations économiques	841
b) La porte close : expulsion et déportation des migrants	848
c) Le mimétisme d'une fermeture	852
4. Vers les territoires nationaux	857
a) Divergences institutionnelles et unité du sens	857
b) La production du national	862
c) Le consensus de la répression	866
CONCLUSION	873
a) Retrouver le Caucase : circulations et espace d'analyse	874
b) Une autre histoire des confins impériaux	878
c) Acteurs et formes de la diplomatie frontalière	881
d) Quelle diplomatie frontalière ?	884
e) Diplomaties et souverainetés non centrales	887
BIBLIOGRAPHIE	890
a) Fonds d'archives.	890
b) Références des archives consultées indirectement :	894
c) Recueils d'archives et de sources.	894
d) Bases de données numériques :	900
e) Sources imprimées.	900
f) Périodiques.	909
g) Dictionnaires, références.	909
h) Littérature secondaire.	910
i) Thèses et mémoires non publiés :	963
ILLUSTRATIONS	965
INDEX	1042
TABLE DES MATIERES	1049

